Volume 1

Gouvernement du Canada
Government of Canada

L'hon. Monique Vézina
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1986

Volume I

Revue et
États financiers

Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1986

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1986-1F
ISBN 0-660-91780-7

au Canada: $9.00
à l'étranger: $10.80

Prix sujet à changement sans préavis

À son Excellence

la très honorable Jeanne Sauvé,
C.P., C.C., C.M.M., C.D.,
Gouverneur général et
Commandant en chef du Canada.

MADAME LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1986.

Je vous prie d'agréer, Madame le Gouverneur général, l'assurance de mon profond respect.

Le Président du Conseil du Trésor,
Robert de Cotret.

OTTAWA, LE 20 OCTOBRE 1986.

À l'honorable Robert de Cotret,
Président du Conseil du Trésor.

Conformément aux dispositions de l'article 55(1) de la Loi sur l'administration financière, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1986, afin de vous permettre de les déposer à la Chambre des communes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Receveur général du Canada,
Monique Vézina.

OTTAWA, LE 20 OCTOBRE 1986.

À l'honorable Monique Vézina,
Receveur général du Canada.

Madame,

J'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1986.

L'article 55(1) de la Loi sur l'administration financière prévoit que les Comptes publics de chaque exercice seront préparés par le Receveur général et seront déposés à la Chambre des communes, par le Président du Conseil du Trésor, au plus tard le trente et unième jour de décembre qui suit la fin de cet exercice ou, si la Chambre des communes n'est pas alors en session, dans les quinze jours de l'ouverture de la session qui suit.

Le présent rapport annuel est présenté en trois volumes:

Volume I—Aperçu de l'activité financière de l'exercice comprenant les états sommaires; les états financiers du Canada au sujet desquels le Vérificateur général a exprimé une opinion, c'est-à-dire, les états des opérations, des recettes et dépenses sur une base brute et nette, du déficit accumulé, de l'actif et du passif du Canada et de la provenance et de l'utilisation des autorisations, accompagnés de notes connexes; les observations du Vérificateur général sur les états financiers du Canada; les analyses des débours et des crédits; les analyses des recettes et des dépenses budgétaires, des comptes d'actif et de passif; et divers autres états.

Volume II—Détail des opérations financières du gouvernement pour chaque ministère (partie I); et renseignements et analyses supplémentaires (partie II).

Volume III—Contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Les états financiers vérifiés présentés dans le volume I sont pour l'exercice clos le 31 mars 1986. Dans le but de permettre la fermeture et la vérification des comptes, les états financiers ont été datés du 15 septembre.

Veuillez agréer, Madame le Receveur général, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Sous-receveur général du Canada,
Georgina Wyman.

OTTAWA, LE 20 OCTOBRE 1986.

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

Introduction

1. États comparatifs des opérations
2. États financiers vérifiés du gouvernement du Canada
3. Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada
4. Enveloppes et débours, Budgets des dépenses et crédits
5. Recettes budgétaires
6. Dépenses budgétaires
7. Comptes à fins déterminées consolidés
8. Prêts, dotations en capital et avances
9. Comptes à fins déterminées
10. Autres éléments de passif
11. Comptes d'opérations de change
12. Dette non échue
13. Autres renseignements relatifs aux états financiers
14. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente un sommaire et une analyse des opérations financières du gouvernement. Son contenu se résume comme suit:

SECTION 1: états sommaires des opérations financières du gouvernement du Canada selon le régime de comptabilité des Comptes publics et celui des Comptes nationaux augmentés;

SECTION 2: états financiers vérifiés du gouvernement du Canada, préparés conformément à l'article 55 de la Loi sur l'administration financière;

SECTION 3: observations du Vérificateur général sur les états financiers;

SECTION 4: examen des enveloppes et débours, et Budgets des dépenses et crédits;

SECTION 5: examen des recettes budgétaires;

SECTION 6: examen des dépenses budgétaires;

SECTION 7: analyse des comptes à fins déterminées consolidés;

SECTION 8: analyse des prêts, dotations en capital et avances;

SECTION 9: analyse des comptes à fins déterminées;

SECTION 10: analyse des autres éléments de passif;

SECTION 11: analyse des comptes d'opérations de change;

SECTION 12: analyse de la dette non échue; et,

SECTION 13: analyse des autres renseignements relatifs aux états financiers.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

a) PARTIE I

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. La plupart des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Le contenu de la **partie I** se résume comme suit:

(i) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend des tableaux qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles. Elle comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des statuts autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents.

(ii) Sections ministérielles (sections 2 à 28)

Il y a une section pour chaque ministère. Les programmes des départements et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque ministère. Ces états sont:

- ***Sommaire ministériel***

  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

- ***Programmes par activité***

  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour

chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).

- *Paiements de transfert*

  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert (subvention et contribution).

- *Détail des montants portés au crédit*

  Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

- *Recettes*

  Cet état présente par programme la nature des recettes perçues pour chaque catégorie principale de recettes.

b) PARTIE II

La **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires. Le contenu de la **partie II** se résume comme suit:

- états financiers des fonds renouvelables (section 1);
- états financiers des établissements publics et d'autres entités (section 2);
- renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière (section 3);
- comptes débiteurs et radiations (section 4);
- services professionnels et spéciaux (section 5);
- construction et acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 6);
- paiements de transfert (section 7);
- service de la dette publique (section 8);
- paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 9);
- programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 10);
- autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement (section 11); et,
- autres renseignements divers (section 12).

Le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1985-86

États comparatifs des opérations

SOMMAIRE

	Page
Introduction	1.2
État sommaire des opérations—Présentation des Comptes publics	1.3
État sommaire des opérations—Présentation des Comptes nationaux augmentés	1.11
Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux augmentés	1.16

INTRODUCTION

Dans la présente section, les opérations financières du gouvernement du Canada sont énoncées sous une forme sommaire avec, en regard, les chiffres comparatifs pour les quatre exercices précédents. Les opérations financières sont d'abord présentées conformément aux conventions comptables décrites à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés dans la section 2 de ce volume, et figurent sous la rubrique «Présentation des Comptes publics»; la deuxième présentation, fondée sur la méthode des Comptes nationaux des revenus et des dépenses, est élargie afin de comprendre d'autres opérations financières touchant le Fonds du revenu consolidé. Cette deuxième présentation figure sous la rubrique «Présentation des Comptes nationaux augmentés».

Dans cette section, on a voulu fournir une vue d'ensemble des opérations financières du gouvernement en fonction tant des Comptes publics que des Comptes nationaux augmentés. La présentation des Comptes publics reflète les procédés et les conventions comptables adoptés afin de procurer au Parlement une comptabilité de la provenance et de l'emploi des ressources financières. Les opérations des Comptes nationaux, de la présentation des Comptes nationaux augmentés, visent principalement à faciliter l'analyse économique du secteur public fédéral selon une méthode conforme à celle employée pour mesurer la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie. Les autres parties indiquent le rapport qui existe entre le solde budgétaire habituel d'après les Comptes nationaux et les besoins financiers, les opérations de la dette et la caisse du gouvernement, dans l'ensemble.

Présentation des Comptes publics

Le tableau intitulé «État sommaire des opérations» présente un ensemble de données, concernant les catégories principales d'opérations, selon quatre principales rubriques: budgétaire, non budgétaire, change et dette non échue. La situation de la caisse qui en découle à la fin de chaque exercice y figure également.

La présentation des Comptes publics de cette année est d'après la nouvelle base de comptabilité introduite dans le Budget de février 1986. En vertu de la nouvelle base de comptabilité, les opérations de certains comptes à fins déterminées et autres comptes, notamment le Compte du fonds des changes, le Compte d'assurance-chômage, le Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, le Fonds de réassurance-récolte et le Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole, sont présentées avec les recettes et les dépenses budgétaires. De plus, les prêts aux pays en voie de développement sont inscrits comme une dépense budgétaire, et les recettes et les dépenses sont présentées sur une base nette après avoir déduit les opérations internes du gouvernement.

Pour fins de comparaison, les recettes et les dépenses budgétaires de cette section considèrent les Postes Canada comme une société de la Couronne pour tous les exercices. Cette Société a été proclamée le 16 octobre 1981.

Présentation des Comptes nationaux augmentés

Cette section présente les opérations financières du gouvernement, d'après la méthode des Comptes nationaux augmentés. Comme pour la présentation des Comptes publics, les opérations sont classées en quatre catégories principales: les Comptes nationaux traditionnels des revenus et des dépenses, appelés opérations des Comptes nationaux, les prêts et autres opérations, les opérations de change et les opérations de la dette non échue. La caisse à la fin de chaque exercice est également indiquée. À partir de la ligne intitulée «Besoins financiers (opérations de change non comprises)», la présentation des Comptes nationaux augmentés est identique à celle des Comptes publics.

Le total des prêts et autres opérations accusera une différence par rapport à celui des opérations non budgétaires présenté dans les Comptes publics; cela tient, en partie, à des différences du champ d'application. Les prêts consentis à certains organismes, tel l'Énergie atomique du Canada, Limitée, ne sont pas compris dans le calcul du total des prêts et autres opérations selon la présentation des Comptes nationaux augmentés, puisque les opérations de ces organismes sont comprises dans les opérations des Comptes nationaux. De même, les rentrées et les déboursés au titre des comptes gouvernementaux de pension sont compris dans les Comptes nationaux. Donc, ils ne sont pas compris dans le redressement relatif aux prêts et autres opérations. En déterminant l'excédent ou le déficit d'après la méthode des Comptes nationaux, certains postes de recettes, tels les impôts sur le revenu des sociétés, sont reflétés d'après une comptabilité d'exercice plutôt qu'une comptabilité de caisse. Les «Prêts et autres opérations» comprennent l'écriture de régularisation nécessaire pour passer d'une comptabilité d'exercice des recettes et des dépenses à une comptabilité de caisse.

ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS—PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Le total des besoins financiers, les opérations de change non comprises, s'est élevé à $30,262 millions pour l'exercice clos le 31 mars 1986. Le déficit budgétaire de $34,404 millions a été partiellement compensé par une provenance de $4,142 millions pour les opérations non budgétaires. Les opérations de change ont diminué les besoins de $5,614 millions. Le total des besoins financiers a été de $24,648 millions en 1985-86. Ces opérations, ajoutées à une augmentation de $23,534 millions de la dette non échue, ont produit une diminution de $1,114 millions dans la caisse, apportant celle-ci à $4,744 millions au 31 mars 1986.

Le tableau 1.1 énonce les opérations financières du gouvernement pour les cinq exercices de 1981-82 à 1985-86 sur une base comparative.

TABLEAU 1.1

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS[1]
ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
I. Opérations budgétaires					
A. Recettes	60,001	60,705	64,211	70,891	76,823
B. Dépenses	- 74,873	- 88,521	- 96,610	- 109,215	- 111,227
Déficit	- 14,872	- 27,816	- 32,399	- 38,324	- 34,404
II. Opérations non budgétaires					
A. Prêts, dotations en capital et avances	- 1,506	- 502	- 464	709	41
B. Comptes à fins déterminées	4,073	2,826	4,593	5,131	5,446
C. Autres opérations	3,069	1,699	3,071	2,683	- 1,345
Provenance nette	5,636	4,023	7,200	8,523	4,142
Besoins financiers (opérations de change non comprises)	- 9,236	- 23,793	- 25,199	- 29,801	- 30,262
III. Opérations de change[2]	558	- 640	414	2,423	5,614
Total des besoins financiers[3]	- 8,678	- 24,433	- 24,785	- 27,378	- 24,648
IV. Opérations de la dette non échue[2]	9,367	22,352	26,618	26,824	23,534
Variation de la caisse[4]	689	- 2,041	1,833	- 554	- 1,114
V. Caisse en fin d'exercice	6,620	4,579	6,412	5,858	4,744

On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] En conformité avec l'état des opérations de la section 2 de ce volume.
[2] La dette non échue à payer en devises étrangères, $4,728 millions en 1985-86 ($2,971 millions en 1984-85), fait partie des opérations de change.
[3] Besoins de trésorerie (-).
[4] Diminution de la caisse (-).

I. Opérations budgétaires

A. Recettes

Le total des recettes budgétaires a augmenté de $5,932 millions, ou 8.4% pour atteindre $76,823 millions en 1985-86. Les recettes fiscales ont augmenté de $6,109 millions tandis que les recettes non fiscales ont diminué de $177 millions.

Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de $3,754 millions, ou 12.8% comparativement à 8.5% en 1984-85. L'augmentation de cet impôt en 1985-86 fait suite à une croissance de 8.1% du revenu des particuliers en 1985, l'abaissement de la réduction de l'impôt fédéral à $50 de $100 qu'elle était en 1985, l'élimination de la réduction de l'impôt fédéral en 1986, la restriction de l'indexation des exemptions personnelles et des taux d'imposition à la hausse annuelle de l'Indice des prix à la consommation en sus de 3% à compter de 1986, et l'imposition d'une surtaxe de 5% et de 10% sur l'impôt fédéral de base en sus de $5,000 et de $10,000 respectivement en date du 1er juillet 1985.

Les perceptions relatives à l'impôt sur le revenu des sociétés ont été de $9,210 millions en 1985-86, soit $169 millions de moins que le niveau de 1984-85 qui était de $9,379 millions. La diminution dans les perceptions de 1985-86 reflète l'instabilité cyclique des profits des sociétés et l'utilisation de divers crédits d'impôt et de provisions de report des pertes.

Concernant l'énergie, les perceptions de 1985-86 ont été de $1,131 millions moins élevées, soit $3,348 millions comparativement à $4,479 millions en 1984-85, reflétant l'élimination et le retrait des diverses taxes reliées à l'énergie, tel que stipulé dans l'Accord sur l'énergie dans l'Ouest.

Les recettes provenant de la taxe sur les ventes et des droits de douane à l'importation ont augmenté de 23.1% et 4.7% respectivement par rapport à 1984-85. Une augmentation de 1% dans les taux de la taxe de vente, en date du 1er janvier 1986, l'élargissement de l'impôt de base et l'élimination des provisions spéciales de dégrèvement à compter du 1er juillet 1985, et une augmentation dans les dépenses de consommation et d'affaire en 1985 ont comptabilisé pour la forte hausse dans les recettes découlant de la taxe sur les ventes. La hausse dans les droits de douane à l'importation reflète une diminution de la croissance des importations en 1985. Les autres taxes d'accise ont augmenté de $504 millions ou 59.3% pour atteindre $1,354 millions en 1985-86 reflétant l'augmentation de 1 cent la cigarette relative à la taxe d'accise spéciale sur les cigarettes en date du 23 mai 1985.

Les recettes non fiscales ont diminué de $177 millions en 1985-86, du niveau de $5,400 millions en 1984-85, reflétant une diminution de $729 millions dans les profits du Compte du fonds des changes, compensée en partie par des augmentations dans les autres composantes des recettes non fiscales.

TABLEAU 1.2

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
I. Opérations budgétaires					
A. RECETTES, section 5					
Recettes fiscales—					
Impôt sur le revenu—					
Des particuliers	24,046	26,330	26,967	29,254	33,008
Des sociétés	8,118	7,139	7,286	9,379	9,210
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	4,753	4,900	7,259	7,553	8,712
Des non résidents	1,018	998	908	1,021	1,053
	37,935	*39,367*	*42,420*	*47,207*	*51,983*
Taxes et droits d'accise—					
Taxe sur les ventes	6,148	5,842	6,561	7,592	9,345
Droits de douane à l'importation	3,435	2,828	3,376	3,794	3,971
Droits d'accise	1,175	1,274	1,356	1,462	1,473
Autres	564	685	754	850	1,354
	11,322	*10,629*	*12,047*	*13,698*	*16,143*
Taxes en matière d'énergie—					
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	864	1,960	2,106	2,563	2,037
Taxe d'accise—Essence	436	408	386	404	729
Redevances d'exportation sur le pétrole	964	626	347	677	327
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	786	889	805	850	229
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel					41
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	998	1,264	524	− 15	− 15
Redevances d'indemnité spéciale sur le pétrole	473				
	4,521	*5,147*	*4,168*	*4,479*	*3,348*
	15,843	*15,776*	*16,215*	*18,177*	*19,491*
Autres recettes fiscales	120	132	126	107	126
Total des recettes fiscales	53,898	55,275	58,761	65,491	71,600
Recettes non fiscales—					
Produits de placements—					
Banque du Canada	1,853	1,879	1,744	1,852	1,880
Société canadienne d'hypothèques et de logement	873	892	941	913	892
Société du crédit agricole	285	346	408	452	403
Intérêts des dépôts bancaires	701	433	395	243	278
Compte du fonds des changes	711	435	345	224	− 505
Autres produits de placements	641	631	539	568	791
	5,064	*4,616*	*4,372*	*4,252*	*3,739*
Autres recettes non fiscales	1,039	814	1,078	1,148	1,484
Total des recettes non fiscales	6,103	5,430	5,450	5,400	5,223
Total des recettes nettes	60,001	60,705	64,211	70,891	76,823

B. Dépenses

Le total des dépenses budgétaires a augmenté de 1.8% en 1985-86 pour atteindre $111,227 millions comparativement à des augmentations de 13% en 1984-85 et 9.1% en 1983-84. Le total des dépenses des programmes — c'est-à-dire, le total des dépenses du gouvernement non compris les frais de la dette publique — a diminué de 1.1% ou $974 millions en 1985-86 pour atteindre $85,786 millions.

Les frais de la dette publique ont augmenté de $2,986 millions ou 13.3% pour atteindre $25,441 millions en 1985-86, reflétant une augmentation de la dette non échue en circulation au cours de l'exercice. Toutefois, les taux d'intérêt ont été plus bas que les niveaux moyens de 1984-85 et ceci a résulté en une diminution du taux de croissance des frais de la dette publique qui était de 24.2% en 1984-85.

L'enveloppe du développement social comptabilise pour 60.5% du total des dépenses des programmes et comprend des programmes tels que la sécurité de la vieillesse, les prestations d'assurance-chômage, le financement des programmes établis, le Régime d'assistance publique du Canada, les allocations familiales, les services des cours et correctionnels, la création d'emplois et la formation, l'assistance sociale et économique aux autochtones, le logement, les prestations aux anciens combattants, et les autres dépenses sociales. L'enveloppe a augmenté de 2.5% en 1985-86 ou $1,289 millions pour atteindre $51,859 millions principalement suite aux prestations de sécurité de la vieillesse, y compris les suppléments de revenu garanti et les allocations au conjoint, lesquelles ont augmenté de 9.7% à $12,525 millions. La création directe d'emplois et la formation ont diminué de $258 millions et les dépenses pour le logement ont diminué de $228 millions.

L'enveloppe des services gouvernementaux a augmenté de $635 millions ou 16.9% en 1985-86 à cause du paiement de $791 millions aux déposants non assurés de la Banque commerciale du Canada et de la Norbanque.

L'enveloppe de la défense a augmenté de $332 millions ou 3.8% pour atteindre $9,094 millions en 1985-86. Cette croissance reflète l'engagement du Canada envers ses alliés de l'OTAN, partiellement compensée par le différé des dépenses en capital à l'exercice suivant.

L'enveloppe du développement économique et régional en tant que pourcentage du total des dépenses des programmes a diminué de 16.4% en 1981-82 à 13.8% en 1985-86. L'enveloppe a diminué de 20.4% en 1985-86 ou $3,028 millions passant de $14,851 millions à $11,823 millions suite à des débours moindre pour le programme d'indemnisation pétrolière, le programme d'encouragement du secteur pétrolier, et plusieurs autres programmes reliés à l'énergie, les subventions pour le développement économique régional, et certains subsides pour le transport. Le compte d'indemnisation pétrolière a enregistré un surplus de $136 millions en 1985-86 comparativement au déficit de l'exercice précédent de $1,247 millions et les paiements pour l'encouragement du secteur pétrolier ont baissé de $235 millions passant de $1,735 millions à $1,500 millions.

L'enveloppe de l'aide et des affaires extérieures a diminué de 6.1% ou $160 millions en 1985-86 pour atteindre $2,479 millions. L'enveloppe des arrangements fiscaux a diminué légèrement de 0.7% ou $44 millions pour atteindre $5,941 millions puisque les paiements de péréquation se sont élevés à $5,156 millions, soit $239 millions plus bas que l'exercice précédent.

TABLEAU 1.3

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
I. Opérations budgétaires					
B. DÉPENSES, section 6					
Développement social—					
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	8,585	9,643	10,406	11,418	12,525
Prestations d'assurance-chômage	5,446	9,823	9,782	10,052	10,029
Financement des programmes établis—					
Assurance et services de soins médicaux	4,283	4,060	5,564	6,330	6,400
Aide à l'éducation	1,730	1,677	2,252	2,492	2,580
Régime d'assistance publique du Canada	2,298	2,832	3,288	3,745	3,916
Allocations familiales	2,020	2,231	2,326	2,418	2,501
Justice et affaires juridiques	1,357	1,506	1,697	1,863	2,016
Assistance sociale—Indiens et Inuit	1,202	1,664	1,786	1,985	1,953
Création directe d'emplois et formation	1,164	1,384	1,799	2,053	1,795
Prestations aux ancie s combattants	1,140	1,283	1,387	1,458	1,535
Logement	943	1,853	1,598	1,657	1,429
Télévision, cinéma et radio	741	822	913	1,034	1,023
Autres	2,883	3,549	3,849	4,065	4,157
	33,792	*42,327*	*46,647*	*50,570*	*51,859*
Développement économique et régional	9,801	11,590	12,074	14,851	11,823
Défense	5,989	6,938	7,843	8,762	9,094
Arrangements fiscaux	4,750	5,597	5,983	5,985	5,941
Services gouvernementaux	3,460	2,960	3,448	3,757	4,392
Aide et affaires extérieures	1,814	2,037	2,358	2,639	2,479
Parlement	153	169	180	196	198
Total des dépenses des programmes	59,759	71,618	78,533	86,760	85,786
Dette publique	15,114	16,903	18,077	22,455	25,441
Total des dépenses nettes	74,873	88,521	96,610	109,215	111,227

II. Opérations non budgétaires

A. Prêts, dotations en capital et avances

La provenance nette au titre des prêts, dotations en capital et avances était de $41 millions en 1985-86, comparativement à $709 millions en 1984-85, pour une baisse nette de $668 millions. Ce changement comprend une diminution de $399 millions dans la provision pour évaluation de l'actif.

Les prêts, dotations en capital et avances aux sociétés de la Couronne désignées comme institutions de crédit ont augmenté de $995 millions, passant d'une provenance de $692 millions en 1984-85, à un besoin de $303 millions en 1985-86, suite principalement à une augmentation de $855 millions par rapport aux besoins de l'exercice précédent dans les prêts à la Société d'assurance-dépôts du Canada, pour permettre à celle-ci de rencontrer ses engagements envers le système bancaire. Il y a également eu une baisse de $169 millions dans les remboursements nets de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

B. Comptes à fins déterminées

Les comptes à fins déterminées ont fourni une provenance nette de $5,446 millions en 1985-86 comparativement à une provenance nette de $5,131 millions en 1984-85. Cette hausse de $315 millions a été en partie attribuable à des rentrées nettes plus élevées pour le Compte du régime de pensions du Canada (reflétant l'absorption fédérale des deniers déclinés par les provinces), les comptes de pension de retraite, et les comptes de dépôt et de fiducie. La provenance plus élevée pour les comptes à fins déterminées est survenue en dépit d'un besoin additionnel de $536 millions pour le compte des accords de perception fiscale avec les provinces.

C. Autres opérations

Les autres opérations ont fourni un besoin net de $1,345 millions en 1985-86 comparativement à une provenance nette de $2,683 millions en 1984-85. Ce revirement de $4,028 millions reflète des besoins additionnels pour les créditeurs et les chèques et mandats en circulation.

TABLEAU 1.4

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
II. Opérations non budgétaires[1]					
A. PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, section 8					
Sociétés de la Couronne—					
Institutions de crédit—					
Banque fédérale de développement	125	145	172	157	119
Société canadienne d'hypothèques et de logement	- 199	- 30	194	364	195
Société d'assurance-dépôts du Canada	- 200	60	140	- 40	- 895
Société du crédit agricole	- 348	- 394	- 379	172	214
Société pour l'expansion des exportations	52	- 40	- 5	39	64
	- 570	*- 259*	*122*	*692*	*- 303*
Autres sociétés de la Couronne—					
Air Canada	14	16	17	18	32
Chemins de fer nationaux du Canada		- 41	- 62	2	9
Corporation de développement des investissements du Canada		- 308	5	18	
Énergie atomique du Canada, Limitée	8	3	37	38	67
Petro-Canada	- 840	- 1,354	- 660		
Autres	- 359	101	130	- 28	107
	- 1,177	*- 1,583*	*- 533*	*48*	*215*
Provision pour évaluation de l'actif	144	1,523	- 60	100	- 100
	- 1,603	*- 319*	*- 471*	*840*	*- 188*
Autres prêts, dotations en capital et avances—					
Administrations provinciales et territoriales	28	- 41	35	67	110
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	- 276	- 273	- 167	- 172	- 142
Organismes internationaux (souscriptions moins effets à payer)	- 166	- 213	- 335	- 378	- 220
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles	29	28	31	32	31
Entreprises mixtes et en coparticipation	- 6	- 58	- 10	- 111	- 93
Divers	- 12	- 19	- 116	- 168	143
	- 403	*- 576*	*- 562*	*- 730*	*- 171*
Provision pour évaluation de l'actif	500	393	569	599	400
	97	*- 183*	*7*	*- 131*	*229*
Total des prêts, dotations en capital et avances après la provision pour évaluation de l'actif	- 1,506	- 502	- 464	709	41
B. COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, section 9					
Comptes d'éléments de passif—					
Compte du régime de pensions du Canada	170	165	152	211	511
Comptes de pension de retraite	3,014	3,483	3,862	4,302	4,680
Compte des rentes sur l'État	- 21	- 22	- 26	- 29	- 35
Comptes de dépôt et de fiducie	919	- 464	266	266	421
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	- 56	- 384	277	309	- 227
Autres	47	48	62	72	96
Total des comptes à fins déterminées	4,073	2,826	4,593	5,131	5,446
C. AUTRES OPÉRATIONS, sections 10 et 13					
Fonds en transit	16	- 736	689	- 6	189
Autres éléments de passif	3,053	2,435	2,382	2,689	- 1,534
Total des autres opérations	3,069	1,699	3,071	2,683	- 1,345
Opérations non budgétaires nettes après la provision pour évaluation de l'actif	5,636	4,023	7,200	8,523	4,142
Sommaire—					
Opérations non budgétaires nettes avant la provision pour évaluation de l'actif	4,992	2,107	6,691	7,824	3,842
Provision pour évaluation de l'actif	644	1,916	509	699	300
Opérations non budgétaires nettes après la provision pour évaluation de l'actif	5,636	4,023	7,200	8,523	4,142

[1] Provenance/besoin (-).

III. Opérations de change

Les opérations de change comprennent les opérations du Compte du fonds des changes, ayant pour but d'assurer des conditions ordonnées sur le marché des changes. Elles comprennent également les souscriptions et les effets à payer au Fonds monétaire international, de même que les Droits de tirages spéciaux. Les opérations de change ont produit une provenance en dollars canadiens de $5,614 millions en 1985-86 comparativement à $2,423 millions en 1984-85.

IV. Opérations de la dette non échue

Les obligations négociables à payer en monnaie canadienne ont augmenté de $11,811 millions en 1985-86 et les obligations d'épargne du Canada de $2,285 millions; les ventes nettes de bons du Trésor se sont élevées à $9,650 millions. Au total, la dette non échue nette à payer en monnaie canadienne a augmenté de $23,534 millions en 1985-86 comparativement à une augmentation de $26,824 millions en 1984-85.

V. Caisse en fin d'exercice

Les besoins financiers, y compris les opérations de change, se sont élevés à $24,648 millions. Ceci a été largement financé par $23,534 millions dans les opérations de la dette non échue. L'excédent de l'augmentation dans les besoins financiers sur la dette non échue a résulté en une diminution de $1,114 millions dans la caisse au 31 mars 1986, laquelle était de $4,744 millions comparativement à $5,858 millions au 31 mars 1985.

TABLEAU 1.5

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
III. Opérations de change[1], section 11					
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	−185	−1,613	1,013	−588	752
Fonds monétaire international—Souscriptions	181	64	−1,279	10	−685
	−4	*−1,549*	*−266*	*−578*	*67*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	2	44	−961	−32	−637
Allocations de Droits de tirages spéciaux	70	24	−18	2	−182
	72	*68*	*−979*	*−30*	*−819*
Dette non échue à payer en devises étrangères	634	977	−299	2,971	4,728
Total des opérations de change	558	−640	414	2,423	5,614
IV. Opérations de la dette non échue[1], section 12					
Obligations négociables	3,000	4,989	7,273	12,379	15,578
Obligations d'épargne du Canada	9,166	7,663	5,563	3,756	2,285
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	18	17	18	16	240
Bons du Trésor	−2,395	9,750	12,575	10,600	9,650
Effets et prêts	268	863	1,085	2,987	861
	10,057	*23,282*	*26,514*	*29,738*	*28,614*
Moins:					
Dette non échue détenue par le gouvernement—					
Obligations négociables	14	−110	164	−122	131
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	24	6	13	49	−19
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	18	17	18	16	240
Dette non échue à payer en devises étrangères	634	977	−299	2,971	4,728
	690	*890*	*−104*	*2,914*	*5,080*
Total des opérations de la dette non échue à payer en monnaie canadienne	9,367	22,392	26,618	26,824	23,534
V. Caisse en fin d'exercice, section 13					
En monnaie canadienne	6,541	4,193	6,329	5,779	4,566
En devises étrangères	79	386	83	79	178
Total de la caisse	6,620	4,579	6,412	5,858	4,744

[1] Provenance/besoin(−).

TABLEAU 1.6

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS—CERTAINS COMPTES À FINS DÉTERMINÉES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA					
Rentrées—					
Contributions des employeurs et cotisations des employés	3,282	3,446	3,716	3,879	4,495
Revenus de placements	1,850	2,236	2,534	2,889	3,162
Déboursés—					
Pensions	- 2,456	- 3,036	- 3,657	- 4,224	- 4,887
Frais d'administration	- 76	- 85	- 89	- 100	- 111
Variation nette	2,600	2,561	2,504	2,444	2,659
Placements—Titres des provinces détenus par le Fonds de placement	- 2,430	- 2,396	- 2,352	- 2,233	- 2,148
Total (net) du régime de pensions du Canada	170	165	152	211	511
COMPTES DE PENSION DE RETRAITE					
Compte de pension de retraite de la Fonction publique—					
Rentrées—					
Contribution du gouvernement	321	339	349	373	391
Cotisations des employés	331	339	362	379	384
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	128	232	239	246	246
Intérêt	837	981	1,261	1,616	1,993
Redressement du passif actuariel	951	267			
Autres	14	21	21	21	25
Déboursés—					
Rentes	- 466	- 523	- 576	- 647	- 740
Autres	- 65	- 45	- 42	- 49	- 65
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	- 375	301	481	356	244
Variation nette	*1,676*	*1,912*	*2,095*	*2,295*	*2,478*
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes—					
Rentrées—					
Contribution du gouvernement	159	183	200	212	223
Cotisations des employés	91	105	113	120	125
Intérêt	618	755	933	1,125	1,350
Redressement du passif actuariel	454	286	20		
Autres	1	2	2	2	2
Déboursés—					
Rentes	- 292	- 315	- 336	- 363	- 394
Autres	- 15	- 12	- 10	- 13	- 16
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	- 151	20	239	203	152
Variation nette	*865*	*1,024*	*1,161*	*1,286*	*1,442*
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada—					
Rentrées—					
Contribution du gouvernement	52	61	65	67	68
Cotisations des employés	27	31	34	34	34
Intérêt	68	103	127	157	196
Redressement du passif actuariel	51	5			
Déboursés—					
Rentes	- 16	- 19	- 21	- 24	- 27
Autres	- 3	- 2	- 2	- 2	- 2
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	- 21	17	22	19	11
Variation nette	*158*	*196*	*225*	*251*	*280*
Compte de prestations de retraite supplémentaires—					
Rentrées—					
Contribution du gouvernement	88	81	94	100	103
Cotisations des employés	83	87	94	100	103
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	24	43	45	46	47
Autres	159	180	185	260	268
Déboursés—					
Rentes	- 26	- 31	- 27	- 25	- 27
Autres	- 13	- 9	- 10	- 11	- 14
Variation nette	*315*	*351*	*381*	*470*	*480*
Total (net) des comptes de pension de retraite	3,014	3,483	3,862	4,302	4,680

ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS—PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS

Les comptes nationaux des revenus et des dépenses ont été élaborés afin de fournir une méthode permettant l'analyse économique de la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie. Les notions et les définitions qui s'appliquent au secteur gouvernemental sont conformes à celles concernant les autres secteurs et suivent les pratiques internationales qui ont été élaborées sous l'égide des Nations Unies. La nature économique d'une opération constitue le facteur déterminant de son classement dans le cadre des Comptes nationaux. Outre les recettes, les dépenses et le solde des Comptes nationaux traditionnels, qui sont illustrés dans le présent document sous la rubrique «Opérations des Comptes nationaux», les Comptes nationaux augmentés présentent les éléments qui expliquent la différence entre le solde au budget des Comptes nationaux et la totalité des besoins financiers selon la présentation des Comptes publics.

En 1985-86, les opérations des Comptes nationaux ont résulté en un déficit de $28,285 millions. Les prêts et autres opérations ont résulté en un besoin net de $1,977 millions. Les opérations de change ont diminué les besoins de $5,614 millions et les opérations de la dette non échue ont fourni une provenance de $23,534 millions. Comme noté auparavant, les opérations de change et de la dette non échue sont identiques à celles de la présentation des Compte publics.

TABLEAU 1.7

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
I. Opérations des Comptes nationaux[1]					
A. Recettes[2]	66,855	66,307	71,286	77,914	84,994
B. Dépenses[3]	– 75,926	– 89,936	– 97,497	– 111,088	– 113,279
Déficit	– 9,071	– 23,629	– 26,211	– 33,174	– 28,285
II. Prêts et autres opérations					
A. Prêts, dotations en capital et avances	– 1,445	– 330	– 673	701	– 99
B. Comptes courus	– 545	– 32	979	1,864	– 2,556
C. Autres opérations	1,825	198	706	808	678
Provenance nette ou besoin net (–)	– 165	– 164	1,012	3,373	– 1,977
Besoins financiers (opérations de change non comprises)	– 9,236	– 23,793	– 25,199	– 29,801	– 30,262
III. Opérations de change[4]	558	– 640	414	2,423	5,614
Ensemble des besoins financiers[5]	– 8,678	– 24,433	– 24,785	– 27,378	– 24,648
IV. Opérations de la dette non échue[4]	9,367	22,392	26,618	26,824	23,534
Variation de la caisse[6]	689	– 2,041	1,833	– 554	– 1,114
V. Caisse en fin d'exercice	6,620	4,579	6,412	5,858	4,744

(1) Ces opérations des Comptes nationaux sont conformes à celles publiées par Statistique Canada le 29 août 1986.
(2) Le total des recettes augmenté des provisions pour consommation de capital est d'après les Comptes nationaux des revenus et des dépenses de Statistique Canada.
(3) Les dépenses courantes augmentées de la formation brute de capital sont d'après les Comptes nationaux des revenus et des dépenses de Statistique Canada.
(4) La dette non échue à payer en devises étrangères fait partie des opérations de change.
(5) Besoins de trésorerie (–).
(6) Diminution de la caisse (–).

I. Opérations des Comptes nationaux

A. Recettes

Les recettes globales, selon la méthode des Comptes nationaux, ont augmenté de $7,080 millions ou 9.1% en 1985-86. Ceci se compare à une augmentation de $5,932 millions, ou 8.4%, d'après les Comptes publics. Les différences dans les taux de croissance se rapportent à des différences conceptuelles de traitement entre les Comptes nationaux et les Comptes publics.

Ces différences conceptuelles sont principalement comme suit:

a) Il y a des différences concernant les taxes en matière d'énergie. Dans les Comptes nationaux, les redevances d'indemnisation pétrolière sont comprises dans les recettes tandis qu'elles sont exclues des recettes dans les Comptes publics. Elles se sont élevées à $690 millions en 1985-86, soit $1,601 millions au-dessous du niveau de 1984-85 de $2,291 millions.

b) Les taxes directes au titre des particuliers d'après les Comptes nationaux comprennent les contributions des employeurs et les cotisations des employés aux comptes de pension du gouvernement. Ces éléments, lesquels ne sont pas compris dans les recettes budgétaires des Comptes publics, se sont élevés à $1,899 millions en 1985-86, soit 7.8% au-dessus du niveau de 1984-85 de $1,762 millions.

c) Les revenus de placements d'après les Comptes nationaux ne comprennent pas les profits provenant des ventes d'or, lesquels sont compris dans les Comptes publics. Cependant, en plus des autres catégories de produits de placements des Comptes publics, les revenus de placements d'après les Comptes nationaux comprennent les intérêts sur les comptes de pension de retraite et les frais de services bancaires, et sont réduits par les déficits des entreprises commerciales du gouvernement. Les intérêts sur les comptes de pension de retraite, les intérêts sur les prêts et avances, les frais de services bancaires et les profits nets des entreprises commerciales du gouvernement se sont élevés à respectivement $4,212 millions, $2,220 millions, $122 millions et $1,968 millions en 1985-86, comparativement à respectivement $3,767 millions, $2,027 millions, $116 millions et $1,755 millions en 1984-85. Pour l'ensemble de ces quatre catégories, la croissance a été de $857 millions, ou 11.2%, en 1985-86.

d) Dans les Comptes nationaux, l'impôt sur le revenu des sociétés est inscrit sur une base d'exercice, tandis que dans les Comptes publics, il est inscrit sur une base de caisse. De plus, le montant d'après les Comptes nationaux comprend la taxe sur les recettes pétrolières et gazières et la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires, lesquelles sont rapportées comme des taxes en matière d'énergie d'après les Comptes publics. L'impôt dû sur les revenus des sociétés a augmenté de $114 millions en 1985-86, soit 1%, comparativement à une diminution de $169 millions ou 1.8% pour les perceptions selon la présentation des Comptes publics.

e) De plus, les Comptes nationaux comprennent les provisions pour consommation de capital, lesquelles sont exclues des Comptes publics. Les provisions pour consommation de capital se sont élevées à $1,278 millions en 1985-86, soit 9.4% au-dessus du niveau de 1984-85 de $1,168 millions.

Concernant les catégories majeures, les taxes directes au titre des particuliers d'après les Comptes nationaux ont augmenté de $6,309 millions ou 16.7% en 1985-86. Tel que mentionné ci-haut, l'impôt dû sur les revenus des sociétés a augmenté de $114 millions ou 1%. Les taxes indirectes ont diminué de $109 millions ou 0.6%, reflétant l'élimination et le retrait de diverses taxes en matière d'énergie, tel que stipulé dans l'Accord sur l'énergie dans l'Ouest. Les revenus de placements ont augmenté de $857 millions ou 11.2%, reflétant des intérêts plus élevés gagnés sur les fonds du gouvernement détenus par le public et des profits nets plus élevés remis par les entreprises commerciales du gouvernement.

B. Dépenses

Les dépenses du gouvernement fédéral, selon la méthode des Comptes nationaux, étaient de $113,279 millions en 1985-86, soit une augmentation de $2,191 millions ou 2% comparativement à 1984-85. Ceci se compare avec une hausse de $2,012 millions ou 1.8% selon la méthode des Comptes publics. Comme pour les recettes, ces différences reflètent des différences conceptuelles qui sont principalement comme suit:

a) Les paiements d'indemnisation pétrolière sont comptabilisés sur une base courue brute dans la présentation des Comptes nationaux. Dans la présentation des Comptes publics, le compte d'indemnisation pétrolière est comptabilisé sur une base nette avec les recettes portées au crédit des dépenses. Les paiements d'indemnisation pétrolière d'après les Comptes nationaux ont été de $996 millions en 1985-86 comparativement à $3,485 millions en 1984-85, pour une baisse de $2,489 millions. Cette diminution était de $1,106 millions plus élevée que l'augmentation de $1,383 millions dans les dépenses du compte d'indemnisation pétrolière d'après les Comptes publics.

b) Dans les Comptes nationaux, les dépenses des fonds et d'organismes identifiés sont substituées pour des transferts du gouvernement à ces fonds et organismes. De même, les paiements de transferts aux particuliers dans les dépenses des Comptes nationaux comprennent les paiements de pension du gouvernement plutôt que les contributions du gouvernement aux fonds de pension. Ces paiements de pension, lesquels ne sont pas compris dans les dépenses budgétaires des Comptes publics, se sont élevés à $2,061 millions ou 14% au-dessus du niveau de 1984-85 de $1,808 millions.

c) Les déficits des entreprises commerciales du gouvernement sont déduits des recettes dans les Comptes nationaux, tandis qu'ils sont compris dans les dépenses dans les Comptes publics.

d) Les dépenses des Comptes nationaux ne comprennent pas les réserves ou radiations qui ont été identifiées telles la provision pour évaluation, qui est comprise dans les dépenses budgétaires.

e) Comme pour les recettes, les dépenses des Comptes nationaux comprennent les provisions pour consommation de capital, lesquelles sont exclues des dépenses des Comptes publics.

Les paiements de transfert aux autres paliers de gouvernement ont augmenté à $20,775 millions ou 7.5% en 1985-86 comparativement à des taux de croissance de 9.4% en 1984-85 et de 16% en 1983-84. Tandis que les paiements en vertu des ententes d'imposition ont diminué légèrement de $44 millions, ou 0.8%, pour atteindre $5,621 millions, les contributions du gouvernement aux provinces pour l'assurance-hospitalisation, les soins médicaux et l'éducation postsecondaire ont augmenté légèrement de 0.8% en 1985-86 pour atteindre $8,663 millions. Les paiements effectués aux provinces sous le Régime d'assistance du Canada ont augmenté de $244 millions ou 6.7% pour atteindre $3,875 millions en 1985-86 à cause des niveaux continuels de chômage élevés. Les autres transferts aux provinces ont augmenté significativement à cause principalement aux paiements pour l'enseignement des langues officielles.

Les paiements de transfert aux particuliers ont augmenté de $1,501 millions ou 4.9% en 1985-86 comparativement aux taux d'augmentation de 7.5% et de 8.6% en 1984-85 et 1983-84 respectivement. Les prestations de la sécurité de la vieillesse se sont accrues de 9.7% ou $1,101 millions pour atteindre $12,405 millions en 1985-86. Les prestations d'assurance-chômage ont augmenté de seulement $1 million pour atteindre $10,064 millions. Suite à une augmentation de 10.4% en 1984-85, les pensions du gouvernement ont augmenté de 14% pour atteindre $2,061 millions en 1985-86. Les autres transferts aux particuliers se sont accrus de $64 millions ou 1.3% en 1985-86.

Les biens et services courants se sont accrus de 7.5% à $23,755 millions. Les dépenses pour les biens et services de défense ont augmenté de $765 millions ou 9% en 1985-86, tandis que les dépenses pour les biens et services non militaires ont augmenté de $859 millions ou 6.3% pour atteindre $14,500 millions. Les rémunérations des salariés ont augmenté de $248 millions ou 2.4% pour atteindre $10,698 millions, tandis que les soldes et indemnités militaires ont augmenté de $177 millions ou 6.7% pour atteindre $2,806 millions en 1985-86. Les autres biens et services courants ont augmenté significativement de $1,107 millions ou 14% à $8,973 millions en 1985-86, à cause principalement des dépenses en capital militaires.

L'intérêt de la dette publique s'est élevé de $2,441 millions ou 10.7% en 1985-86, comparativement aux augmentations de 25.6% en 1984-85 et de 7.4% en 1983-84. La croissance plus lente en 1985-86 reflète une baisse dans les taux d'intérêt.

La formation brute de capital a connu une baisse de 11.2% ou $278 millions pour atteindre $2,196 millions. Cette hausse reflète l'impact moindre de nouveaux projets de capital en vertu du Programme de projets spéciaux de relance qui a été introduit dans le Budget d'avril 1983. Les transferts courants aux non résidents sont demeurés presque inchangés en 1985-86.

Les subventions ont diminué significativement de $2,570 millions ou 32.9%, pour atteindre $5,234 millions en 1985-86. Ceci s'explique par la baisse dans les subsides pétroliers suite au retrait des programmes d'indemnisation. Les autres genres de subventions ont légèrement diminué de 1.9% pour atteindre $4,238 millions à cause principalement d'une baisse dans les subsides aux éditeurs. De plus, l'assistance en capital a diminué de 19.7%, ou $679 millions, pour atteindre $2,771 millions en 1985-86 puisque les paiements en vertu du Programme d'encouragement du secteur pétrolier ont été moins élevés comparativement à 1984-85 par suite du retrait du programme tel que stipulé dans l'Accord sur l'énergie dans l'Ouest.

TABLEAU 1.8

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
I. Opérations des Comptes nationaux					
A. RECETTES—					
Taxes directes—					
Particuliers	30,563	33,213	35,706	37,781	44,090
Sociétés	8,926	9,292	10,050	11,392	11,278
Non résidents	1,163	1,116	1,051	1,170	1,192
Total des taxes directes	*40,652*	*43,621*	*46,807*	*50,343*	*56,560*
Taxes indirectes	19,355	16,863	16,789	18,719	18,610
Autres transferts courants des particuliers	15	15	16	19	24
Revenus de placements	5,885	4,779	6,582	7,665	8,522
Provisions pour consommation de capital	948	1,029	1,092	1,168	1,278
Total des recettes	66,855	66,307	71,286	77,914	84,994
B. DÉPENSES—					
Biens et services courants—					
Défense	5,669	6,913	7,578	8,490	9,255
Non militaires	11,286	12,286	12,640	13,641	14,500
Total des biens et services courants	*16,955*	*19,199*	*20,218*	*22,131*	*23,755*
Paiements de transferts aux particuliers	19,776	25,989	28,233	30,355	31,856
Subventions	6,535	5,915	5,825	7,804	5,234
Assistance en capital	1,042	3,373	3,239	3,450	2,771
Transferts courants aux non résidents	944	1,072	1,282	1,541	1,540
Intérêt de la dette publique	14,855	16,821	18,072	22,711	25,152
Transferts aux provinces	14,217	15,902	18,316	20,120	20,291
Transferts aux administrations locales	326	345	528	502	484
Formation brute de capital	1,276	1,320	1,784	2,474	2,196
Total des dépenses	75,926	89,936	97,497	111,088	113,279
Déficit	- 9,071	- 23,629	- 26,211	- 33,174	- 28,285

II. Prêts et autres opérations

A. Prêts, dotations en capital et avances

Le besoin pour les prêts, dotations en capital et avances, d'après les Comptes nationaux augmentés, a été de $99 millions en 1985-86, soit une diminution de $800 millions par rapport à la provenance de $701 millions en 1984-85. Ceci reflète principalement un besoin plus élevé de $995 millions pour les prêts, dotations en capital et avances aux institutions de crédit, principalement la Société d'assurance-dépôts du Canada, partiellement compensé par une baisse de $218 millions dans les prêts aux autres paliers de gouvernement.

B. Comptes courus

Cette catégorie reflète principalement la différence entre l'enregistrement sur une base de caisse modifiée dans la présentation des Comptes publics, et l'enregistrement sur une base d'exercice dans la présentation des Comptes nationaux. Cette catégorie enregistre également plusieurs éléments tels les fonds en transit, les créditeurs et les intérêts courus. Ces éléments sont généralement importants et ne sont pas compris dans les catégories des Comptes nationaux des revenus et des dépenses. Ces comptes courus ont résulté en un besoin de $2,556 millions en 1985-86 comparativement à une provenance de $1,864 millions en 1984-85.

C. Autres opérations

Les autres opérations ont fourni une provenance de $678 millions en 1985-86 comparativement à $808 millions en 1984-85. Cette catégorie comprend le compte des accords de perception fiscale avec les provinces, les comptes de dépôt et de fiducie, et les autres opérations qui ne sont pas compris dans les Comptes nationaux des revenus et des dépenses.

TABLEAU 1.9

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
II. Prêts et autres opérations					
A. PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—					
Institutions de crédit—					
Société d'assurance-dépôts du Canada	- 200	60	140	- 40	- 895
Société canadienne d'hypothèques et de logement	- 199	- 30	194	364	195
Société pour l'expansion des exportations	52	- 40	- 5	39	64
Société du crédit agricole	- 348	- 394	- 379	172	214
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	29	28	31	32	31
Banque fédérale de développement	125	145	172	157	119
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	12	12	13	13	14
	- 529	- 219	166	737	- 258
Développement économique régional—					
Prêts de stabilisation et d'expansion aux provinces	9	9	9	10	10
Expansion industrielle régionale	13	102	22	40	32
Prêts—Électricité	- 1	- 4	- 6	- 3	8
	21	107	25	47	50
Transports et communications—					
Air Canada	14	16	17	18	32
Chemins de fer nationaux du Canada		- 41	- 62	2	9
Société Radio-Canada					
Autres	9	- 7	5	4	50
	23	- 32	- 40	24	91
Prêts à d'autres paliers de gouvernement—					
Autres paliers de gouvernement—Domestique	- 7	- 84	- 4	30	60
Autres gouvernements—International	- 276	- 273	- 167	- 172	- 142
Organismes internationaux	- 166	- 213	- 335	- 378	- 220
	- 449	- 570	- 506	- 520	- 302
Divers—					
Petro-Canada	- 840	- 1,354	- 660		
Autres	- 315	- 178	- 167	- 286	20
	- 1,155	- 1,532	- 827	- 286	20
Provision pour évaluation de l'actif	644	1,916	509	699	300
Total des prêts, dotations en capital et avances	- 1,445	- 330	- 673	701	- 99
B. COMPTES COURUS—					
Intérêts et dette échue	1,848	1,677	1,212	1,166	- 230
Comptes de la période complémentaire	- 3,481	- 890	185	- 405	- 2,074
Impôt sur le revenu des sociétés	91	- 910	- 512	458	295
Redevances d'exportation sur le pétrole	87	47	- 27	- 71	83
Formation brute de capital	129	100	- 216	- 17	- 142
Chèques et mandats en circulation	9	29	208	516	- 488
Provision pour évaluation de certains éléments de passif	772	- 85	129	217	
Total des comptes courus	- 545	- 32	979	1,864	- 2,556
C. AUTRES OPÉRATIONS—					
Comptes des accords de perception fiscale avec les provinces	- 56	- 384	277	309	- 227
Autres	1,881	582	429	499	905
Total des autres opérations	1,825	198	706	808	678
Provenance nette ou besoin net (-)	- 165	- 164	1,012	3,373	- 1,977

RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS

Bien que la présentation des Comptes publics et celle des Comptes nationaux augmentés donnent une image identique des besoins financiers totaux, il existe des différences quant au traitement des opérations servant à calculer l'excédent ou le déficit budgétaire dans le cadre des Comptes publics et l'excédent ou le déficit dans celui des Comptes nationaux augmentés. Ces différences sont compensées par les composantes non budgétaires et de change des besoins financiers totaux.

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des opérations selon les deux systèmes de comptabilisation. Les principaux facteurs qui donnent lieu au rapprochement sont présentés ci-dessous.

Les déficits des entreprises commerciales du gouvernement qui ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement sont, aux fins de présentation des Comptes publics, affectés à des crédits budgétaires et ainsi enregistrés comme des dépenses budgétaires. Dans la présentation des Comptes nationaux, ces déficits, y compris le déficit de la Société canadienne des postes, sont déduits du revenu de placement du gouvernement.

Dans les Comptes publics, les recettes sont enregistrées selon la comptabilité de caisse. Bien que les recettes des Comptes nationaux soient en grande partie comptabilisées selon la comptabilité de caisse, certains postes, tels l'impôt sur le revenu des sociétés et les redevances d'exportation sur le pétrole, sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les opérations concernant les comptes de pension des employés sont traitées comme des opérations non budgétaires dans les Comptes publics, bien que les contributions du gouvernement à ces comptes et les paiements de l'intérêt sur la dette du gouvernement envers ces comptes fassent partie des dépenses budgétaires. Les contributions des employeurs et les cotisations des employés à ces comptes ainsi que les revenus d'intérêt connexes font partie des recettes du gouvernement dans la présentation des Comptes nationaux augmentés et les paiements de pension font partie des dépenses du gouvernement.

Dans la présentation des Comptes publics, l'achat d'immobilisations, tel les édifices et la machinerie, est comptabilisé comme une dépense budgétaire au cours de l'exercice d'acquisition. Seules les immobilisations et les dépenses en capital nouvellement produites figurent dans les dépenses des Comptes nationaux. Les recettes et les dépenses du gouvernement comprennent une provision pour amortissement des immobilisations dans les Comptes nationaux, tandis que cet amortissement n'existe pas dans la présentation des Comptes publics.

Les Comptes nationaux augmentés comprennent certains organismes du gouvernement qui ne figurent pas aux Comptes publics. Les opérations financières réelles de ces organismes font partie des recettes et des dépenses des Comptes nationaux augmentés. Les transferts et les prêts à ces organismes ne sont donc pas comptabilisés dans la présentation des Comptes nationaux augmentés.

TABLEAU 1.10

GOUVERNEMENT DU CANADA
RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
RECETTES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
Recettes budgétaires—Comptes publics	60,001	60,705	64,211	70,891	76,823
Éléments de rapprochement—					
Fonds de pension du gouvernement	3,960	4,508	4,965	5,529	6,111
Impôt sur le revenu des sociétés—Excédent des sommes courues sur les sommes perçues	- 91	910	512	- 458	- 295
Provisions pour consommation de capital	948	1,029	1,092	1,168	1,278
Redevances d'indemnité sur le pétrole(1)	3,855	2,743	1,833	2,291	690
Recettes non fiscales(2)	- 488	- 588	- 658	- 837	- 705
Déficits des entreprises commerciales du gouvernement	- 1,465	- 1,135	- 1,242	- 951	- 975
Divers(3)	135	- 1,865	573	281	2,067
Total des recettes—Comptes nationaux augmentés	66,855	66,307	71,286	77,914	84,994

(1) Dans les Comptes publics, les redevances d'indemnité sur le pétrole sont déduites des paiements d'indemnisation pétrolière et sont comprises dans les dépenses budgétaires. Les recettes brutes et les paiements bruts sont inscrits dans les Comptes nationaux.

(2) Divers éléments de recettes non fiscales, tels les frais de services et les produits de la vente de biens courants, lesquels sont inscrits comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduits des dépenses d'après les Comptes nationaux.

(3) Les éléments majeurs sous la catégorie divers comprennent les redressements pour les produits de la vente d'immobilisations utilisées, la taxe sur le transport aérien, les éléments imputés, et le traitement des recettes dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

TABLEAU 1.11

GOUVERNEMENT DU CANADA
RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
DÉPENSES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
Dépenses budgétaires—Comptes publics	74,873	88,521	96,610	109,215	111 227
Éléments de rapprochement—					
Fonds de pension du gouvernement	1,295	1,483	1,637	1,808	2,061
Dépenses nettes des fonds et organismes[1]	797	951	1,094	1,171	1,210
Provisions pour consommation de capital	948	1,029	1,092	1,168	1,278
Programme d'indemnisation pétrolière[2]	3,804	2,746	1,780	2,246	1,132
Recettes non fiscales[3]	- 488	- 588	- 658	- 837	- 705
Déficits des entreprises commerciales du gouvernement	- 1,465	- 1,135	- 1,242	- 951	- 975
Transferts budgétaires aux fonds et organismes	- 1,832	- 168	- 1,828	- 2,907	- 1,893
Divers[4]	- 2,006	- 2,903	- 988	175	- 56
Total des dépenses—Comptes nationaux augmentés	75,926	89,936	97,497	111,088	113,279

[1] Dans les Comptes nationaux, les crédits budgétaires à divers fonds et organismes sont remplacés par les dépenses courantes nettes des fonds et organismes.
[2] Cet élément représente la différence entre les paiements bruts inscrits d'après les Comptes nationaux et les paiements nets inscrits d'après les Comptes publics.
[3] Diverses recettes non fiscales, tels les frais de services et les produits de la vente de biens courants, lesquelles sont inscrites comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduites des dépenses d'après les Comptes nationaux.
[4] Les éléments majeurs sous la catégorie divers comprennent les redressements pour des réserves et radiations, une provision pour évaluation de l'actif et du passif, l'achat d'immobilisations utilisées, les éléments imputés, et le traitement des dépenses dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

TABLEAU 1.12

GOUVERNEMENT DU CANADA
RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX AUGMENTÉS
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1982	1983	1984	1985	1986
Opérations non budgétaires—Comptes publics	5,636	4,023	7,200	8,523	4,142
Éléments de rapprochement—					
Fonds de pension du gouvernement	- 3,255	- 3,894	- 4,171	- 4,415	- 4,345
Impôt sur le revenu des sociétés—Excédent des sommes courues sur les sommes perçues	91	- 910	- 512	458	295
Divers[1]	- 2,637	617	- 1,505	- 1,193	- 2,069
Total des prêts et autres opérations—Comptes nationaux augmentés	- 165	- 164	1,012	3,373	- 1,977

[1] Les éléments majeurs sous la catégorie divers comprennent les redressements pour une provision pour évaluation de l'actif et du passif, et le traitement des recettes et dépenses dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1985-86

États financiers vérifiés du gouvernement du Canada

SOMMAIRE

	Page
État de la responsabilité et préface	2.2
État des opérations	2.5
État des recettes et dépenses	2.6
État du déficit accumulé	2.7
État de l'actif et du passif	2.8
État de la provenance et de l'utilisation des autorisations	2.10
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada	2.11
Opinion du vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada	2.19

ÉTAT DE LA RESPONSABILITÉ ET PRÉFACE AUX ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Les états financiers de cette section ont été préparés par le gouvernement du Canada conformément aux conventions comptables décrites à la note 1 afférente aux états financiers, et selon une méthode compatible à celle de l'exercice précédent, après avoir appliqué rétroactivement les modifications aux conventions comptables énoncées à la note 3. Ces modifications aux conventions comptables, lesquelles ont été introduites dans le Budget du ministre des Finances du 26 février 1986, font suite à des recherches et consultations significatives par le gouvernement. Elles répondent directement aux réserves antérieures du vérificateur général sur les états financiers, et sont conformes aux recommandations émises à ce jour par le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés.

Le but fondamental des états financiers est de fournir des renseignements au Parlement et par le fait même au public, pour faciliter une compréhension et une évaluation:

—de la nature et de l'étendue entière des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable en distinguant celles du gouvernement et celles reliées aux sociétés de la Couronne; et

—à savoir si les ressources financières ont été gérées par le gouvernement conformément aux limites monétaires établies par les autorisations législatives appropriées.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, «formeront un fonds consolidé de revenu»; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, «sera approprié par le Parlement du Canada».

La responsabilité tant qu'à l'intégrité et à l'objectivité des états financiers revient au gouvernement. Les états financiers sont préparés sous la direction conjointe du président du Conseil du Trésor, du ministre des Finances et du Receveur général du Canada, en conformité avec la loi habilitante. Les états financiers sont préparés selon une comptabilité de caisse modifiée. Lorsqu'il y a dérogation avec la comptabilité de caisse, les renseignements compris dans ces états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleures prévisions et jugements du gouvernement. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers, figurant ailleurs dans ce volume, sont conformes à ceux apparaissant dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de compte rendu, le gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne lesquels donnent pleine considération aux coûts, aux bénéfices et aux risques, et lesquels sont développés pour s'assurer d'une façon raisonnable que les opérations sont autorisées correctement, exécutées selon des règlements prescrits, autorisées par le Parlement, et comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des deniers publics et de sauvegarder les éléments d'actif et les biens du Canada découlant de l'administration gouvernementale. Le Receveur général du Canada maintient les comptes du Canada, lesquels constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, et obtient, des ministères, organismes et sociétés de la Couronne, tous les renseignements additionnels requis de façon à rencontrer les exigences de comptabilité et de compte rendu.

Le vérificateur général du Canada exprime une opinion indépendante sur les états financiers préparés par le gouvernement. Les fonctions du vérificateur général à cet égard

sont énoncées à l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général, S.C. 1976-77, c. 34, qui dicte en partie que le vérificateur général «indique si les états (financiers) sont présentés fidèlement et conformément aux conventions comptables énoncées pour l'administration fédérale et selon une méthode compatible avec celle de l'année précédente; il fait éventuellement des réserves».

Les états financiers, lesquels font partie des Comptes publics, sont déposés annuellement au Parlement, et sont référés au Comité permanent des Comptes publics, lequel rend compte au Parlement des résultats de son examen de même que de toutes les recommandations concernant les états financiers et le rapport de vérification qui s'y rattache.

Les états financiers consistent de cinq états et des notes afférentes. Le premier état financier est l'état des opérations, lequel indique la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés, et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales, des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.
- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments de passif. Ces opérations rendent compte du changement dans les créances et les dettes du gouvernement.
- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.
- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux bons du Trésor, et à certains effets et prêts. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.

Le deuxième état financier est l'état des recettes et dépenses. Cet état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations budgétaires résumées à l'état des opérations.

Le troisième état financier est l'état du déficit accumulé qui indique les changements dans le déficit accumulé pour les deux derniers exercices.

Le quatrième état financier est l'état de l'actif et du passif. Cet état diffère d'une certaine façon du bilan conventionnel propre au secteur privé. Les immobilisations, lesquelles ont été comptabilisées comme dépenses, sont enregistrées à la valeur nominale de $1, et les recettes non encore perçues, telles les taxes, ne sont pas enregistrées à titre d'éléments d'actif. Il est à noter, par conséquent, que la différence entre l'actif comptabilisé net et le passif s'attribue à la somme des déficits et excédents budgétaires annuels déterminés selon les conventions comptables du gouvernement. Cette différence ne doit pas être considérée comme l'avoir net du gouvernement.

Le cinquième état financier est l'état de la provenance et de l'utilisation des autorisations. Cet état résume par ministère, l'emploi des crédits parlementaires pour les dépenses budgétaires et pour les prêts, dotations en capital et avances. Le total des dépenses budgétaires sur cet état diffère du total des dépenses sur l'état des opérations et l'état des recettes et dépenses. Les raisons pour les différences sont énoncées dans la note 13 afférente aux états financiers.

Les autres sections de ce volume, de même que les volumes II et III des Comptes publics, sont destinés à fournir des renseignements plus détaillés à l'appui des états financiers.

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des opérations
pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	1986	1985
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES		
Recettes	76,823	70,891
Dépenses	− 111,227	− 109,215
Déficit	− 34,404	− 38,324
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES		
Prêts, dotations en capital et avances	41	709
Comptes à fins déterminées	5,446	5,131
Autres opérations	− 1,345	2,683
Provenance nette	4,142	8,523
Besoins financiers (non compris les opérations de change)	***− 30,262***	***− 29,801***
OPÉRATIONS DE CHANGE[1]	5,614	2,423
Total des besoins financiers[2]	***− 24,648***	***− 27,378***
OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE[1]	23,534	26,824
Variation de la caisse	***− 1,114***	***− 554***
CAISSE EN FIN D'EXERCICE	***4,744***	***5,858***

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] La dette non échue à payer en devises étrangères, $4,728 millions en 1986 ($2,971 millions en 1985), fait partie des opérations de change.
[2] Besoins de trésorerie (−).

Le 15 septembre 1986

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
GEORGINA WYMAN

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des recettes et dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	1986		1985	
	Brutes[1]	Nettes[1]	Brutes[1]	Nettes[1]
RECETTES, tableau 5.1, section 5—				
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu—				
Des particuliers	33,008	33,008	29,254	29,254
Des sociétés	9,210	9,210	9,379	9,379
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	8,712	8,712	7,553	7,553
Des non résidents	1,053	1,053	1,021	1,021
	51,983	*51,983*	*47,207*	*47,207*
Taxes et droits d'accise—				
Taxe sur les ventes	9,345	9,345	7,592	7,592
Droits de douane à l'importation	3,971	3,971	3,794	3,794
Taxes en matière d'énergie	4,441	3,348	6,687	4,479
Autres	3,134	2,827	2,538	2,312
	20,891	*19,491*	*20,611*	*18,177*
Autres recettes fiscales	126	126	107	107
	73,000	*71,600*	*67,925*	*65,491*
RECETTES NON FISCALES				
Produits de placements	3,739	3,739	4,252	4,252
Autres recettes non fiscales	2,796	1,484	2,464	1,148
	6,535	*5,225*	*6,716*	*5,400*
TOTAL DES RECETTES (note 15)	**79,535**	**76,823**	**74,641**	**70,891**
DÉPENSES, tableau 6.1, section 6—				
Développement social—				
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	12,525	12,525	11,418	11,418
Prestations d'assurance-chômage	10,029	10,029	10,052	10,052
Financement des programmes établis—				
Assurance et services de soins médicaux	6,400	6,400	6,330	6,330
Aide à l'éducation	2,580	2,580	2,492	2,492
Régime d'assistance publique du Canada	3,916	3,916	3,745	3,745
Allocations familiales	2,501	2,501	2,418	2,418
Justice et affaires juridiques	2,016	2,016	1,863	1,863
Assistance sociale—Indiens et Inuit	1,953	1,953	1,985	1,985
Formation et création directe d'emplois	1,795	1,795	2,053	2,053
Prestations aux anciens combattants	1,535	1,535	1,458	1,458
Logement	1,429	1,429	1,657	1,657
Télévision, cinéma et radio	1,023	1,023	1,040	1,034
Autres	4,562	4,157	4,466	4,065
	52,264	*51,859*	*50,977*	*50,570*
Développement économique et régional	13,630	11,823	17,641	14,851
Défense	9,366	9,094	9,021	8,762
Arrangements fiscaux	5,941	5,941	5,985	5,985
Services gouvernementaux	4,599	4,392	4,031	3,757
Aide et affaires extérieures	2,500	2,479	2,659	2,639
Parlement	198	198	196	196
Total des dépenses des programmes	*88,498*	*85,786*	*90,510*	*86,760*
Dette publique	25,441	25,441	22,455	22,455
TOTAL DES DÉPENSES (notes 13 et 15)	**113,939**	**111,227**	**112,965**	**109,215**
DÉFICIT (note 3)	**34,404**	**34,404**	**38,324**	**38,324**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] La différence entre Brutes et Nettes provient des Recettes de tiers à valoir sur les crédits.

Le 15 septembre 1986

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
GEORGINA WYMAN

GOUVERNEMENT DU CANADA

État du déficit accumulé pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	1986	1985
Déficit accumulé au début de l'exercice		
Tel qu'inscrit précédemment	191,448	154,531
Consolidation de certains comptes à fins déterminées et autres comptes et évaluation de certains éléments d'actif (note 3)	7,644	6,237
Déficit accumulé au début de l'exercice, tel que redressé	199,092	160,768
Déficit avant la modification aux conventions comptables (tel qu'inscrit précédemment en 1985)	33,776	36,917
Augmentation nette du déficit suite à la consolidation de certains comptes à fins déterminées et autres comptes et à l'évaluation de certains éléments d'actif (note 3)	628	1,407
Déficit (tel que redressé pour 1985)	34,404	38,324
Déficit accumulé à la fin de l'exercice (tel que redressé pour 1985) (note 12)	233,496	199,092

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

Le 15 septembre 1986

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
GEORGINA WYMAN

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de l'actif et du passif
au 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	1986	1985	Variation nette
ACTIF FINANCIER			
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, **tableau 8.1, section 8—**			
Sociétés de la Couronne (notes 5 et 6)—			
Institutions de crédit—			
Banque fédérale de développement	438	557	-119
Société canadienne d'hypothèques et de logement	9,665	9,860	-195
Société d'assurance-dépôts du Canada	935	40	895
Société du crédit agricole	4,114	4,328	-214
Société pour l'expansion des exportations	826	890	-64
	15,978	*15,675*	*303*
Autres sociétés de la Couronne—			
Air Canada	525	557	-32
Chemins de fer nationaux du Canada	2,845	2,854	-9
Corporation de développement des investissements du Canada	396	396	
Énergie atomique du Canada, Limitée	728	795	-67
Petro-Canada	4,299	4,299	
Autres	1,539	1,646	-107
	10,332	*10,547*	*-215*
Moins: provision pour évaluation	3,700	3,800	-100
Total des sociétés de la Couronne	*22,610*	*22,422*	*188*
Autres prêts, dotations en capital et avances—			
Administrations provinciales et territoriales	1,037	1,147	-110
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement (note 7)	4,529	4,387	142
Organismes internationaux (note 7)	4,294	3,727	567
Moins: effets à payer	1,543	1,196	347
	2,751	*2,531*	*220*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles	161	192	-31
Entreprises mixtes et en coparticipation	664	571	93
Divers	623	766	-143
	9,765	*9,594*	*171*
Moins: provision pour évaluation	6,000	5,600	400
Total des autres prêts, dotations en capital et avances	*3,765*	*3,994*	*-229*
TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	***26,375***	***26,416***	***-41***
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, **tableau 11.1, section 11—**			
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes, tableau 11.2, section 11 (note 8)	3,459	4,211	-752
Fonds monétaire international—Souscriptions	4,670	3,985	685
	8,129	*8,196*	*-67*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	3,913	3,276	637
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,238	1,056	182
	5,151	*4,332*	*819*
TOTAL DES COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE	***2,978***	***3,864***	***-886***
FONDS EN TRANSIT, **tableau 13.1, section 13**	***1,693***	***1,882***	***-189***
CAISSE, **tableau 13.2, section 13**	***4,744***	***5,858***	***-1,114***
IMMOBILISATIONS (évaluées à un dollar), section 13			
ACTIF COMPTABILISÉ NET	35,790	38,020	-2,230
DÉFICIT ACCUMULÉ (notes 3 et 12)	*233,496*	*199,092*	*34,404*
TOTAL	**269,286**	**237,112**	**32,174**

	1986	1985	Variation nette
PASSIF			
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, tableau 9.1, section 9—			
Compte du régime de pensions du Canada (note 10)	31,715	29,056	2,659
Moins: titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	29,497	27,349	2,148
	2,218	*1,707*	*511*
Comptes de pension de retraite (note 9)	41,789	37,517	4,272
Moins: fraction non amortie des insuffisances actuarielles	119	527	-408
	41,670	*36,990*	*4,680*
Compte des rentes sur l'État	1,060	1,095	-35
Comptes de dépôt et de fiducie	1,916	1,495	421
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	1,390	1,617	-227
Autres	645	549	96
TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	***48,899***	***43,453***	***5,446***
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF, tableau 10.1, section 10—			
Intérêts et dette échue	10,576	10,805	-229
Moins: escompte non amorti des bons du Trésor	1,492	1,387	105
	9,084	*9,418*	*-334*
Créditeurs	5,434	6,098	-664
Chèques et mandats en circulation	2,934	3,422	-488
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	2,050	2,050	
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement—			
Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, tableau 8.4, section 8 (note 16)	14,623	12,864	1,759
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés de la Couronne	14,623	12,810	1,813
		54	*-54*
Divers	191	185	6
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF	***19,693***	***21,227***	***-1,534***
DETTE NON ÉCHUE, tableaux 12.1 et 12.9, section 12 (note 11)—			
À payer en monnaie canadienne—			
Obligations négociables	81,067	69,256	11,811
Obligations d'épargne du Canada	44,245	41,960	2,285
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	445	205	240
Bons du Trésor	61,950	52,300	9,650
Effets et prêts		100	-100
	187,707	*163,821*	*23,886*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	798	446	352
	186,909	*163,375*	*23,534*
À payer en devises étrangères—			
Obligations négociables	5,890	2,117	3,773
Effets et prêts	7,921	6,960	961
	13,811	*9,077*	*4,734*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	26	20	6
	13,785	*9,057*	*4,728*
TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	***200,694***	***172,432***	***28,262***
TOTAL (notes 4, 6 et 17)	**269,286**	**237,112**	**32,174**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

Le 15 septembre 1986

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
GEORGINA WYMAN

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de la provenance et de l'utilisation des autorisations pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	Total des autorisations disponibles pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Soldes			Employées au cours de l'exercice précédent
			Annulées	Suremployées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	
Affaires des anciens combattants—Budgétaires	1,582	1,536	46			1,459
Non budgétaires	**412**	**-31**			**443**	**-34**
Affaires extérieures—Budgétaires	2,282	2,156	114		12	2,180
Non budgétaires	**11,040**	**93**	**34**		**10,913**	**510**
Affaires indiennes et Nord canadien—Budgétaires	2,435	2,376	52		7	2,251
Non budgétaires	**68**	**22**	(1)		**46**	**21**
Agriculture—Budgétaires	1,854	1,771	59	-1	25	1,783
Non budgétaires	**888**	**-265**			**1,153**	**-134**
Approvisionnements et Services—Budgétaires	703	438	16		249	411
Non budgétaires	**39**	**33**			**6**	**-2**
Communications—Budgétaires	1,655	1,570	66		19	1,551
Non budgétaires	**93**		(1)		**93**	**-3**
Conseil du Trésor—Budgétaires	632	279	353			270
Conseil privé—Budgétaires	88	84	4			174
Consommation et Corporations—Budgétaires	557	517	40			718
Non budgétaires	**500**				**500**	
Défense nationale—Budgétaires	9,384	9,168	216			8,926
Non budgétaires	**39**	(1)			**39**	**9**
Développement économique et régional—Budgétaires						6
Développement social—Budgétaires						3
Emploi et Immigration—Budgétaires	5,108	4,716	392			4,994
Non budgétaires	**5**	**3**			**2**	**6**
Énergie, Mines et Ressources—Budgétaires	3,541	2,573	928		40	4,575
Non budgétaires	**3,912**	**5**	**7**		**3,900**	**4**
Environnement—Budgétaires	736	701	35			754
Expansion industrielle régionale—Budgétaires	2,934	2,454	382		98	1,666
Non budgétaires	**1,460**	**-36**			**1,496**	**-155**
Finances—Budgétaires	32,260	32,165	11		84	28,514
Non budgétaires	**5,252**	**1,320**	**14**		**3,918**	**249**
Gouverneur général—Budgétaires	7	6	1			6
Justice—Budgétaires	307	273	34			257
Parlement—Budgétaires	203	201	2			194
Pêches et Océans—Budgétaires	649	635	14			721
Non budgétaires	**52**	**7**			**45**	**118**
Revenu national—Budgétaires	1,152	1,116	36			1,072
Santé nationale et Bien-être social—Budgétaires	26,402	26,360	42			24,914
Non budgétaires						**20**
Sciences et Technologie—Budgétaires	779	744	35			792
Secrétariat d'État—Budgétaires	3,344	3,315	20		9	3,224
Solliciteur général—Budgétaires	1,950	1,775	175			1,630
Non budgétaires	(1)	(1)			(1)	(1)
Transports—Budgétaires	3,721	3,379	198		144	3,749
Non budgétaires	**971**	**-25**	**1**		**995**	**-10**
Travail—Budgétaires	1,718	1,618	100			2,107
Non budgétaires	**4,786**	**261**	**16**		**4,509**	**283**
Travaux publics—Budgétaires	1,564	1,238	122		204	1,353
Non budgétaires	**2**		**2**			
TOTAL—BUDGÉTAIRES (notes 13 et 14)	107,547	103,164	3,493	-1	891	100,254
NON BUDGÉTAIRES	**29,519**	**1,387**	**74**		**28,058**	**882**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
Voir le volume II (partie I) pour plus de précisions sur la provenance et l'utilisation des autorisations.
(1) Moins de $500,000.
Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

Le 15 septembre 1986

Le Contrôleur général du Canada
MICHAEL H. RAYNER, F.C.A.

Le Sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Le Sous-receveur général du Canada
GEORGINA WYMAN

Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur l'administration financière et autres textes législatifs.

i. *Entité comptable du gouvernement du Canada*

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les Comptes publics, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe A de la Loi sur l'administration financière; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur l'administration financière; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie XII de la Loi sur l'administration financière, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés lesquelles sont mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. Les états financiers des sociétés de la Couronne sont présentés dans le volume III des Comptes publics.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement mais qui sont présentés séparément aux volumes I et II (partie II). Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. *Catégories d'opérations financières*

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les Comptes publics, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel et sont inscrites à l'état des recettes et dépenses, après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances, soit à la création ou à l'exécution de dettes, et sont déclarées à l'état de l'actif et du passif.

Aux fins de compte rendu, les Comptes publics suivent la classification en vigueur à la fin de l'exercice. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés rétroactivement pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. *Recettes budgétaires*

Les recettes budgétaires comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement, ainsi que les recettes internes de celui-ci.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Tout remboursement de recettes est toutefois imputé à l'exercice au cours duquel le versement se fait.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes sont comptabilisées sur une base brute et nette à l'état des recettes et dépenses, après l'élimination des recettes internes du gouvernement. La différence entre les deux provient des recettes de tiers à valoir sur les crédits.

iv. *Dépenses budgétaires*

Les dépenses budgétaires comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. De plus, les dépenses budgétaires peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créditeurs et les autres provisions reliés aux éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués, au cours de l'exercice et dans la période complémentaire y compris les créditeurs à la fin de l'exercice, ainsi que les dépenses internes du gouvernement.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les dépenses sont comptabilisées sur une base brute et nette à l'état des recettes et dépenses, après l'élimination des dépenses internes du gouvernement. La différence entre les deux provient des recettes de tiers à valoir sur les crédits.

v. *Actif*

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises à l'état de l'actif et du passif. Les plus importantes sont les sommes à recevoir au titre des recettes fiscales et non fiscales.

vi. *Passif*

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes, n'est pas comptabilisé à l'état de l'actif et du passif. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à l'état de l'actif et du passif.

vii. *Immobilisations*

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, bâtiments, matériel et ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction. On reconnaît leur existence à l'état de l'actif et du passif, en les inscrivant à une valeur nominale de $1.

viii. *Évaluation de l'actif et du passif*

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, la valeur enregistrée est la valeur estimative de réalisation à moins qu'un état souverain refuse de façon officielle d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once Troy d'or fin.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer et les éléments de passif concernant les comptes de pension de retraite, sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle.

ix. *Conversion des opérations de change*

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en monnaie canadienne aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Les éléments d'actif et de passif qui proviennent de ces opérations de change sont convertis à la fin de l'exercice, aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes peuvent être augmentées et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses ou pour des prêts, dotations en capital et avances doivent être autorisés par le Parlement.

i. *Autorisations pour les dépenses concernant les opérations*

La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations qui n'imposent pas de limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifient ou les révoquent. Les autres dépenses sont effectuées en vertu d'autorisations lesquelles imposent une limite sur les montants à être dépensés. En général, les soldes de telles autorisations, non dépensées à la fin de l'exercice, s'annulent. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

ii. *Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances*

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. *Autorisations pour emprunts*

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois autorisant les emprunts fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 39 de la Loi sur l'administration financière, le Parlement a également fournit au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants lesquels sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

Les sociétés de la Couronne (sociétés appartenant à cent pour cent à la Couronne) lesquelles sont mandataires de Sa Majesté peuvent également emprunter mais seulement lorsque les lois du Parlement les autorisent. De telles lois spécifient généralement une limite quant

aux montants des emprunts qui peuvent être en circulation en tout temps. Les sociétés non mandataires de la Couronne peuvent emprunter sans autorisations parlementaires spécifiques. Les emprunts des sociétés non mandataires de la Couronne sont quelquefois garantis par le gouvernement en vertu d'autorisations parlementaires.

3. Modifications aux conventions comptables

En 1986, des modifications ont été effectuées aux conventions comptables relatives à l'évaluation des éléments d'actif et à l'entité comptable. Les prêts ayant des clauses concessionnaires importantes sont maintenant entièrement pourvus pour, et certains comptes à fins déterminées et autres comptes sont maintenant consolidés dans l'entité comptable.

Ces modifications ont été autorisées par le président du Conseil du Trésor et le ministre des Finances conformément à l'article 54(2)b) de la Loi sur l'administration financière. De telles modifications sont appliquées rétroactivement, avec un redressement du déficit et du déficit accumulé de l'exercice précédent, pour fins de conformité.

L'effet des modifications effectuées en 1986 sur le déficit accumulé au début de l'exercice et sur le déficit de l'exercice, est comme suit:

i. *Effet des modifications sur le déficit accumulé au début de l'exercice*

	(en millions de dollars)	
	1986	1985
Consolidation des comptes à fins déterminées et autres comptes[1]:		
Compte d'assurance-chômage	5,521	4,543
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	- 971	- 933
Fonds de réassurance-récolte	- 72	- 150
Compte du fonds des changes	- 34	- 224
	4,444	3,236
Provision pour évaluation des prêts aux pays en voie de développement	3,200	3,001
Augmentation du déficit accumulé au début de l'exercice par suite des modifications aux conventions comptables	7,644	6,237

[1] On trouvera plus de précisions aux sections 7 et 11 de ce volume.

ii. *Effet des modifications sur le déficit*

	(en millions de dollars)	
	1986	1985
Augmentation nette du déficit par suite aux opérations des comptes à fins déterminées consolidés et autres comptes	435	1,208
Augmentation nette du déficit par suite de la provision pour évaluation des prêts aux pays en voie de développement	193	199
Augmentation nette du déficit par suite des modifications aux conventions comptables	628	1,407

4. Passif éventuel du gouvernement du Canada

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le passif éventuel du gouvernement comprend les garanties formelles et les pertes possibles résultant de causes en instance et imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien, et d'éléments connexes.

Le passif éventuel du gouvernement était de $8,876 millions au 31 mars 1986 et est résumé au tableau suivant:

	(en millions de dollars)	
	1986[1]	1985
i) Garanties formelles par le gouvernement:		
Emprunts effectués par des entités autres que les sociétés de la Couronne	3,347	2,866
Programmes d'assurance du gouvernement	1,456	1,468
Autres garanties formelles	223	150
ii) Causes en instance et imminentes[2]	3,850	3,724
	8,876	8,208

[1] On trouvera plus de précisions à la section 13 de ce volume.
[2] Comprend $2.9 milliards ($2.9 milliards en 1985) reliés à la gestion par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien des engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 50 (42 en 1985) causes en litige. Il y a 75 (60 en 1985) autres causes et règlements de revendications concernant les terrains pour les autochtones qui sont présentement sujets à négociation, et pour lesquels des montants ne sont pas énoncés dans les revendications; il est impossible de déterminer les montants qui pourraient être à payer en fin de compte.

5. Consolidation des sociétés de la Couronne

Conformément à la convention comptable énoncée à la note 1 (i), l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne mentionnées à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière (LAF), et des sociétés de la Couronne non sujettes aux sections I à IV de la partie XII de la LAF, ne sont pas consolidés dans les états financiers du gouvernement. Par conséquent, seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne sont inscrites dans les comptes du Canada.

Le tableau suivant résume le total de l'actif, du passif, des recettes et des dépenses du gouvernement d'après la base non consolidée actuelle, et prévoit une comparaison avec ce que les totaux seraient si les états financiers distincts de toutes les sociétés de la Couronne étaient entièrement consolidés avec ceux du gouvernement. Les totaux consolidés comprennent l'actif, le passif, les revenus et les dépenses des sociétés de la Couronne résultant d'opérations avec des tiers autres que le gouvernement. Les effets de toutes les opérations entre les sociétés et le gouvernement et entre les sociétés elles-mêmes ont été éliminés des totaux d'après la consolidation.

Les renseignements consolidés ont été préparés en utilisant la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement, en vertu de laquelle les éléments d'actif non financier, tels les terrains, bâtiments et matériel, sont compris dans les dépenses lorsqu'acquis plutôt qu'inscrits comme éléments d'actif. Par conséquent, les éléments d'actif non financier des sociétés de $25,572 millions ($26,714 millions en 1985) ont été compris dans le déficit accumulé consolidé plutôt que présenté comme éléments d'actif.

Des renseignements non vérifiés apparaissent dans le tableau pour les sociétés ayant des fins d'exercice autres que le 31 mars.

	(en millions de dollars)			
	1986		1985	
	Gouvernement tel qu'inscrit	Consolidé avec les sociétés de la Couronne[1]	Gouvernement tel qu'inscrit	Consolidé avec les sociétés de la Couronne[1]
Actif financier				
Détenu par les ministères	35,790	11,550	38,020	15,631
Détenu par les sociétés de la Couronne		33,076		29,714
Total de l'actif financier	35,790	44,626	38,020	45,345
Passif				
Dette non échue				
Des ministères	200,694	185,968	172,432	155,550
Des sociétés de la Couronne		19,337		16,564
Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants		17,979		16,946
Autres montants dus				
Par les ministères	68,592	66,387	64,680	63,138
Par les sociétés de la Couronne		11,440		14,524
Total du passif	269,286	301,111	237,112	266,722
Déficit accumulé	233,496	256,485	199,092	221,377
Recettes	79,535	100,271	74,641	94,724
Dépenses	113,939	135,379	112,965	134,151
Déficit de l'exercice	34,404	35,108	38,324	39,427
Déficit accumulé au début de l'exercice	199,092	221,377	160,768	181,950
Déficit accumulé à la fin de l'exercice	233,496	256,485	199,092	221,377
Passif éventuel	8,876	9,835	8,208	8,693

[1] On trouvera plus de précisions à la section 8 de ce volume.

6. Programmes d'assurance

Certaines sociétés de la Couronne, qui sont toutes mandataires de Sa Majesté, administrent des programmes d'assurance. Si ces sociétés n'ont pas les fonds requis pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisations, le gouvernement, dans ces cas, fournira les montants nécessaires à même les crédits budgétaires ou non budgétaires. Le gouvernement est d'avis qu'aucune provision n'a besoin d'être établie dans les comptes du Canada pour ces programmes d'assurance.

Concernant la Société d'assurance-dépôts du Canada, tel que décrit à la note 16 (ii), le gouvernement a fourni le financement requis à même les crédits non budgétaires.

En ce qui concerne le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH), la Société canadienne d'hypothèques et de logement estime que le déficit, calculé sur une base actuarielle, était de $472 millions au 31 mars 1986, après avoir radié des avances de $556 millions effectuées par le gouvernement dans l'exercice en cours et les exercices précédents. Quoique le FAH est censé être autosuffisant à longue échéance, il a connu des découverts de caisse. Le gouvernement a fourni, depuis août 1984, des avances non productives d'intérêts au FAH, à même les crédits budgétaires.

Le tableau suivant résume l'information concernant ces programmes d'assurance. L'information n'a pas été vérifiée puisque les sociétés ont des fins d'exercices autres que le 31 mars 1986.

	(en millions de dollars)			
Programmes	Assurance en vigueur	Montants nets des indemnités*	Moyenne des montants nets des indemnités pour les 5 derniers exercices	Montant du fonds ou de la provision (– déficit)
Société d'assurance-dépôts du Canada				
Exercice en cours	183,719	854	229	– 1,259
Exercice précédent	173,605	268	54	– 872
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Fonds d'assurance hypothécaire				
Exercice en cours	38,413	170	77	– 472
Exercice précédent	36,300	236	47	– 640
Fonds d'assurance de prêts pour l'amélioration des maisons				
Exercice en cours	1	[1]	[1]	1
Exercice précédent	2	[1]	[1]	8
Fonds de garantie de loyer				
Exercice en cours				11
Exercice précédent				27
Société pour l'expansion des exportations				
Contrats d'assurance des exportations pris en son nom				
Exercice en cours	2,519	3	6	32
Exercice précédent	2,309	4	7	24

Les états financiers de ces sociétés sont reproduits dans le volume III des Comptes publics.

* Indique la différence entre les indemnités et les montants provenant de la vente des avoirs correspondants et autres recouvrements.

[1] Moins de $500,000.

7. Aide au développement international—Prêts et souscriptions

i. *Prêts aux pays en voie de développement*

Les prêts de $4,529 millions ($4,387 millions en 1985) aux gouvernements étrangers comprennent $3,258 millions ($3,080 millions en 1985) de prêts aux pays en voie de développement. Ces prêts font partie du programme d'aide du Canada au développement international et sont non productifs d'intérêt ou portent intérêt à des taux plus favorables que ceux qui étaient en vigueur au Canada au moment où l'aide a été accordée. Les soldes au 31 mars, groupés selon leur terme, sont:

Terme	Période de grâce avant le début des remboursements	Taux d'intérêt	(en millions de dollars) 1986	1985
17 ans	7 ans	*	1	1
20 ans	5 ans	5%	34	35
25 ans	5 ans	6%	1	1
30 ans	7 ans	3%	185	189
35 ans	5 ans	*	3	3
40 ans	10 ans	*	1	1
50 ans	10 ans	*	2,979	2,805
53 ans(1)	13 ans	*	46	41
55 ans(1)	15 ans	*	8	4
			3,258	3,080

* Ne porte pas intérêt.
(1) Prêts recédulés.

Ces prêts, d'après leurs termes, accordent des bénéfices financiers aux récipiendaires et ont été entièrement pourvus dans la provision pour évaluation. On trouvera plus de précisions à la section 8 de ce volume.

ii. *Souscriptions et prêts aux organismes internationaux*

Les prêts, dotations en capital et avances de $4,294 millions ($3,727 millions en 1985) aux organismes internationaux comprennent $3,592 millions ($3,086 millions en 1985) de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement et de prêts à d'autres institutions financières internationales, lesquelles font aussi partie du programme d'aide du Canada au développement international. Ces institutions accordent des prêts aux pays en voie de développement selon des termes semblables à ceux décrits sous i. plus haut. Les souscriptions aux organismes internationaux ne fournissent pas de produits de placements mais sont remboursables sur la terminaison de l'organisme ou lors du retrait. On trouvera plus de précisions à la section 8 de ce volume.

Les prêts, dotations en capital et avances aux organismes internationaux sont présentés après avoir déduit des effets à payer de $1,543 millions ($1,196 millions en 1985), y compris $1,460 millions ($1,129 millions en 1985) d'effets à payer à l'Association et aux institutions mentionnées ci-dessus. Les effets sont non productifs d'intérêt, sont non négociables, mais sont payables à vue, quoiqu'ils ne sont normalement encaissés que sur des périodes allant jusqu'à sept ans, selon les besoins financiers des institutions.

Un montant de $2,132 millions ($1,957 millions en 1985), compris dans la provision pour évaluation, est équivalent à la situation nette du gouvernement vis-à-vis ces institutions.

8. Or

Les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes de $3,459 millions ($4,211 millions en 1985) comprennent les avoirs d'or du Canada de 20.106 millions d'onces Troy d'or fin ayant une valeur au livre de $1,118 millions (20.137 millions d'onces Troy d'or fin ayant une valeur au livre de $953 millions en 1985).

L'or est évalué à l'équivalent en dollars canadiens de 35 Droits de tirage spéciaux (DTS) pour chaque once Troy d'or fin, ce qui équivaut approximativement à son coût en terme de devises étrangères. Au 31 mars 1986, l'équivalent en dollars canadiens de 35 DTS était de $55.61 pour chaque once Troy d'or fin ($47.31 pour chaque once Troy d'or fin en 1985). Le DTS est une unité de compte employé par le Fonds monétaire international et est évaluée en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

Des méthodes alternatives d'évaluation peuvent être employées pour évaluer l'or. Selon la méthode d'évaluation du marché ($480.16 pour chaque once Troy d'or fin en 1986, $448.97 en 1985), la valeur au livre aurait été de $9,654 millions ($9,041 millions en 1985). Selon la méthode du coût moyen estimatif en dollars canadiens aux taux de change historiques ($36.91 pour chaque once Troy d'or fin en 1986 et en 1985), la valeur au livre aurait été de $742 millions ($743 millions en 1985). Des précisions additionnelles se trouvent dans les états financiers du Compte du fonds des changes, à la section 11 de ce volume.

9. Comptes de pension de retraite

Le gouvernement fournit des pensions pour ses employés, principalement les membres de la Fonction publique, des Forces canadiennes, et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Des pensions de base sont fournies pour ces employés en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et de la Loi sur la pension de retraite de la GRC, respectivement. Les pensions de base sont indexées au coût de la vie en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

La Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique couvre également les employés de certaines sociétés de la Couronne. Les employés de ces sociétés de la Couronne participantes effectuent des cotisations d'après la même base que les employés du gouvernement, et les sociétés contribuent un montant égal.

Les comptes de pension de retraite apparaissant à l'état de l'actif et du passif comprennent le passif pour les pensions de base et pour l'indexation. Le passif pour les pensions de base est déterminé sur une base actuarielle tandis que le passif pour l'indexation ne l'est pas. Le gouvernement a estimé que si le passif pour tous les comptes de pension de retraite était déterminé sur une base actuarielle, le passif inscrit et le déficit accumulé augmenteraient de $4.5 milliards au 31 mars 1986 ($4.7 milliards au 31 mars 1985).

Cette estimation incorpore, initialement, les effets de taux d'intérêt courants élevés sur les placements spéculatifs des Comptes et les autres conditions économiques courantes. Ces suppositions économiques se sont alliées graduellement aux suppositions actuarielles à long terme lesquelles, à partir de 1994, sont supposées être un taux d'intérêt de 6% sur les nouveaux placements, des augmentations de traitements de 5% et un taux d'inflation de 3.5%.

10. Régime de pensions du Canada

Conformément à la loi habilitante, les prestations et les coûts encourus dans la gestion du régime de pensions du Canada sont financés à même les cotisations et contributions des employés, des employeurs et des personnes à leur propre compte, et de l'intérêt provenant du placement des cotisations et contributions non immédiatement requises pour les prestations et les coûts. Quoique le régime de pensions du Canada a été établi en vertu d'une loi fédérale, sa gestion est sous le contrôle conjoint du gouvernement et des provinces. Toute province ou groupe de provinces ayant ⅔ de la population du Canada peut interdire toute modification au régime de pensions du Canada qui affecte le niveau des cotisations ou des prestations. L'autorisation du gouvernement de payer des prestations en vertu du régime se limite au solde du Compte du régime de pensions du Canada qui était de $31,715 millions au 31 mars 1986. Cependant, conformément aux conventions comptables du gouvernement, les recettes et les dépenses du régime ne sont pas comptabilisées avec celles du gouvernement.

En 1986, les recettes du Compte du régime de pensions du Canada ont été de $7.6 milliards ($6.8 milliards en 1985) et les dépenses ont été de $5 milliards ($4.3 milliards en 1985). Le solde du Compte du régime de pensions du Canada est de $31.7 milliards au 31 mars 1986 ($29.1 milliards au 31 mars 1985). Les fonds en excès des besoins de fonctionnement courants estimés ($29.9 milliards au 31 mars 1986; $27.6 milliards au 31 mars 1985) sont disponibles pour des placements dans les titres des provinces et du gouvernement, selon la proportion des cotisations provenant de la juridiction par rapport aux cotisations totales au Compte.

Les cotisations au Compte du régime de pensions du Canada ne sont pas établies selon une méthode qui prévoit pour les coûts actuariels complets des prestations. Si le régime était financé sur une base actuarielle, l'Actuaire en chef du Département des Assurances estime que le taux de cotisation devrait être augmenté de 3.6% à 7.9% et qu'un montant additionnel de $231 milliards aurait été requis au 31 décembre 1985 pour verser les prestations futures de tous les cotisants et pensionnés du régime en ce temps. Les suppositions actuarielles employées pour déterminer cette estimation comprennent un taux d'intérêt de 6.5%, un taux d'inflation de 3.5% et une augmentation annuelle dans les gains moyens de 5%.

Au cours de l'exercice, un accord a été conclu concernant de nouveaux arrangements de financement pour le régime de pensions du Canada, et la loi fédérale a été adoptée en juin 1986. Un objectif de financement à long terme d'environ deux années de prestations a été établi. Cet objectif sera atteint en établissant une cédule de taux de cotisations pour 25 ans. Les premiers cinq ans exigent une augmentation annuelle partagée de .2 point de pourcentage concernant le taux courant combiné de cotisations et de contributions employeurs-employés de 3.6% des gains cotisables. Les taux de cotisations pour les 20 années subséquentes renferment des augmentations partagées de .15 point de pourcentage et sont sujets à des révisions fédérales-provinciales à tous les cinq ans. Les augmentations de cotisations commenceront en 1987, advenant une ratification provinciale. Les états financiers du Compte sont reproduits à la section 9 de ce volume.

11. Échéance de la dette du gouvernement

Le tableau suivant présente le total de la dette non échue par ordre d'échéance:

	(en millions de dollars)				
	Obligations négociables[1]	Obligations d'épargne du Canada[1]	Bons du Trésor	Effets et prêts	Total
1987	4,863	2,310	61,950	2,519	71,642
1988	8,721	1,299		1,331	11,351
1989	3,328	7,242		882	11,452
1990	7,322	6,123		1,156	14,601
1991	6,055	6,563		143	12,761
1992/96	27,349	20,707		1,615	49,671
1997/2001	5,343			275	5,618
2002/06	17,776				17,776
2007/10	6,200				6,200
	86,957	44,244	61,950	7,921	201,072
Moins: titres détenus par le gouvernement	198	180			378
	86,759	44,064	61,950	7,921	200,694

On trouvera plus de précisions à la section 12 de ce volume.

[1] Il est à noter que toutes les obligations d'épargne du Canada sont remboursables à vue sans égard à la date d'échéance et que $2,425 millions d'obligations négociables inscrites comme venant à échéance en 1987 et 1988 sont échangeables au gré du détenteur contre des obligations venant à échéance en 1992/94.

12. Déficit accumulé

Conformément à ses conventions comptables, les recettes et les dépenses de certains comptes à fins déterminées sont comprises dans les recettes et les dépenses du gouvernement. Toutefois, les lois habilitantes exigent que de telles recettes soient réservées et que les versements qui s'y rattachent soient imputés contre de telles recettes. Toute déficience des versements par rapport aux recettes doit, conformément aux lois habilitantes, être rencontrée à même les recettes futures de ces comptes à fins déterminées. Le tableau ci-dessous présente les soldes de ces comptes au 31 mars 1986, lesquels sont compris dans le déficit accumulé comme suit:

	(en millions de dollars)	
	1986	1985
Déficit accumulé non compris les comptes à fins déterminées consolidés	232,698	197,945
Compte d'assurance-chômage	4,335	5,077
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	− 3,560	− 3,331
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	− 607	− 971
Fonds de réassurance-récolte	− 120	− 170
Dépenses courues du Fonds d'assurance-récolte	287	98
Dépenses courues du Compte d'assurance-chômage	463	444
	798	1,147
Déficit accumulé d'après l'état de l'actif et du passif	233,496	199,092

13. État de la provenance et de l'utilisation des autorisations

Le total des dépenses nettes par enveloppe de $111,227 millions ($109,215 millions en 1985) inscrit à l'état des recettes et dépenses diffère du total de l'emploi des crédits budgétaires de $103,164 millions ($100,254 millions en 1985) inscrit à l'état de la provenance et de l'utilisation des autorisations. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement comme suit:

	(en millions de dollars)	
	1986	1985
Total des dépenses nettes par enveloppe	111,227	109,215
Plus: opérations internes du gouvernement—		
Contribution au Compte d'assurance-chômage	2,989	3,012
Recettes internes éliminées	116	210
Contribution au Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	85	117
Intérêt crédité au Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	48	93
Intérêt crédité au Compte d'assurance-chômage	3	
	3,241	3,432
Moins:		
Prestations d'assurance-chômage	9,834	9,890
Dépenses d'administration du Compte d'assurance-chômage	904	911
Versements du Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	526	223
Versements du Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole	142	269
Versements du Fonds de réassurance-récolte	98	
Provision pour évaluation	− 200	1,100
	11,304	12,393
Employées dans l'exercice en cours et l'exercice précédent d'après l'état de la provenance et de l'utilisation des autorisations (budgétaires)	103,164	100,254

14. Présentation des dépenses par article courant

Le total des dépenses nettes d'après l'état de la provenance et de l'utilisation des autorisations de $103,164 millions ($100,254 millions en 1985) est présenté par article courant dans le tableau suivant:

		(en millions de dollars)	
		1986	1985
(1)	Personnel	13,330	12,908
(2)	Transports et communications	1,580	1,519
(3)	Information	316	359
(4)	Services professionnels et spéciaux	2,766	2,700
(5)	Location	882	846
(6)	Achat de services de réparation et d'entretien	1,141	1,101
(7)	Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	2,244	2,245
(8)	Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	1,587	1,639
(9)	Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel	2,885	3,318
(10)	Paiements de transfert	47,115	49,030
(11)	Service de la dette publique	25,505	22,551
(12)	Toutes autres dépenses	9,837	9,010
(1)-(12)	Total des dépenses brutes	109,188	107,226
(13)	*Moins:* recettes à valoir sur les crédits	6,024	6,972
	Total des dépenses nettes	103,164	100,254

15. Crédit d'impôt pour enfants

Les crédits d'impôt pour enfants sont réclamés à même les déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers. Les réclamations sont réglées en réduisant le montant d'impôt à payer

pour l'année ou, lorsqu'il n'y a aucun impôt à payer, par l'émission d'un chèque de remboursement. Dans les deux cas, les impôts sur le revenu des particuliers sont réduits, même si aucun impôt n'avait été payé. Si ces réductions d'impôt et paiements directs avaient été inscrits comme dépenses, le total des dépenses et des recettes brutes aurait augmenté respectivement de $1,499 millions ($1,609 millions en 1985).

16. Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne

Les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne de $14.6 milliards ($12.9 milliards en 1985) comprennent des emprunts de la Commission canadienne du blé (CCB) de $4.1 milliards ($4 milliards en 1985) et des emprunts de la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) de $1 milliard ($1 milliard en 1985).

i. *Commission canadienne du blé (CCB)*

Les emprunts de la CCB ont été encourus dans le but de financer les ventes de grain à crédit à divers pays. Les modalités des ventes de grain à crédit exigent le versement en entier en dedans de 36 mois ou moins de la date de livraison. Cependant, certains pays connaissent des difficultés pour assurer le service de leurs dettes internationales, dont environ $3 milliards y compris l'intérêt couru, sont dus à la CCB. De ce montant, environ $2.2 milliards étaient en souffrance au 31 mars 1986.

Il est à noter que, pour de tels prêts aux emprunteurs souverains, des délais de versement ne sont pas nécessairement une indication d'une perte future exigeant une provision. Les entités souveraines et leurs dettes internationales n'ont pas de mortalité commerciale et le système international prévoit plusieurs mécanismes et institutions à travers lesquels les pays faisant face à des difficultés de remboursement peuvent affecter des mesures pour y remédier dans les accords avec leurs créanciers. Le gouvernement et la CCB sont présentement à négocier la recédulation des dettes souveraines qui sont en souffrance, ainsi que l'intérêt couru sur celles-ci. Le gouvernement est d'avis que ces négociations résulteront en aucune perte importante sur les éléments d'actif de la CCB qui s'y rattachent.

C'est pourquoi, le gouvernement, en tant que garant des emprunts de la CCB pour financer les ventes de grain à crédit, n'a effectué aucune provision d'évaluation dans les comptes du Canada.

ii. *Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC)*

Les emprunts de la SADC ont été encourus dans le but de financer un déficit de $1,259 millions au 31 mars 1986 suite à une provision pour pertes réelles et anticipées relatives à des institutions membres insolvables. La SADC fournit aux déposants une assurance jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution membre sur les dépôts canadiens ayant un terme n'excédant pas 5 ans, pour lesquels les institutions membres versent des primes d'assurance.

Conformément à la Loi sur la SADC, la SADC est autorisée à emprunter jusqu'à $1.5 milliard du gouvernement. De cette limite, elle a emprunté $935 millions au 31 mars 1986. Ces emprunts portent intérêt aux mêmes taux courants que ceux aux sociétés de la Couronne, et sont remboursables en entier au gouvernement. Au cours de 1986, le gouvernement a modifié la Loi sur la SADC, pour augmenter les primes pour un an et continu à explorer des alternatives pour permettre à la SADC de rembourser ses emprunts et d'éliminer son déficit, à long terme, sans aide gouvernementale. Le gouvernement est d'avis qu'aucune provision n'a besoin d'être établie dans les comptes du Canada.

17. Engagements selon des contrats de location-acquisition

Les immobilisations majeures du gouvernement sont soit achetées ou louées. Lorsqu'un bail transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien au locataire, il est considéré comme un contrat de location-acquisition. Le gouvernement a conclu des contrats de location-acquisition avec des tiers pour des bâtiments et du matériel.

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, les versements selon les contrats de location-acquisition sont imputés aux dépenses budgétaires dans l'exercice du versement. De tels versements sont autorisés annuellement par le Parlement. Le total des engagements du gouvernement en circulation, selon des contrats de location-acquisition, en excès de $100,000 chacun ($1 million chacun en 1985), conclus jusqu'au 31 mars 1986, s'élevait à $1,613 millions ($1,635 millions en 1985). Des intérêts implicites de $1,147 millions ($1,175 millions en 1985) et des frais accessoires de $4 millions ($5 millions en 1985) sont compris dans ce montant. Les engagements nets de $462 millions ($455 millions en 1985) qui en résultent représentent la valeur des immobilisations louées et le montant principal de la dette qui n'est cependant pas reflétée comme un élément d'actif et de passif à l'état de l'actif et du passif du gouvernement, conformément aux conventions comptables importantes de celui-ci.

	(en millions de dollars)	
	1986	1985[1]
Versements minimums en vertu de baux cédulés pour être effectués en:		
1987	59	55
1988	59	55
1989	59	55
1990	58	55
1991	69	55
1992/96	251	267
1997/2001	251	248
2002/06	251	248
2007/11	261	247
2012/16	192	229
2017/21	103	121
Total des engagements selon des contrats de location-acquisition (versements minimums en vertu de baux)	1,613	1,635
Moins: intérêts implicites	1,147	1,175
frais accessoires	4	5
Engagements nets selon des contrats de location-acquisition	462	455

On trouvera plus de précisions à la section 13 de ce volume.

[1] Les chiffres de 1985 sont pour des accroissements d'une année pour 1986 à 1990 et pour des accroissements de 5 années de 1991 à 2020.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1986, les états des recettes et dépenses, des opérations, du déficit accumulé ainsi que l'état de la provenance et de l'utilisation des autorisations pour l'exercice clos à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires pour faire rapport, comme l'exige l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général.

À mon avis, ces états financiers présentent l'information en conformité avec les conventions comptables énoncées du gouvernement du Canada mentionnées à la note 1 afférente aux états financiers de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive des modifications aux conventions comptables qu'énumère la note 3. Toutefois, à mon avis, vu l'utilisation de conventions comptables que je considère non convenables, comme je l'indique dans mes première, deuxième et troisième réserves, les états financiers ci-joints ne présentent pas fidèlement la situation financière du gouvernement au 31 mars 1986 ainsi que ses résultats d'exploitation et ses besoins financiers pour l'exercice clos à cette date.

Réserve 1 : Défaut d'établir une provision pour les emprunts d'une société d'État

La convention comptable du gouvernement, énoncée dans la note 1(i), exige que les emprunts des sociétés mandataires de l'État soient inscrits au passif de ce dernier une fois leur montant réduit de celui des emprunts dont on s'attend qu'ils soient remboursés directement par ces sociétés. Cette convention a pour but de comptabiliser une provision pour les emprunts de ces sociétés que le gouvernement devra vraisemblablement rembourser. Comme on l'indique à la note 16(i), la Commission canadienne du blé, une société mandataire de l'État, a emprunté $4.1 milliards pour financer des ventes de grain à crédit. De ce montant, une somme de $3.0 milliards représente des créances de pays qui éprouvent des difficultés à assurer le service de leurs dettes, y compris une somme de $900 millions en intérêts courus et impayés sur des créances qui découlent de ventes faites au cours de la période allant de 1978 à 1983. Le gouvernement n'a établi de provision pour aucun des emprunts de la Commission en raison du fait que, conformément aux conventions comptables énoncées dans la note 1(viii), la valeur des sommes à recevoir des états souverains n'est pas réduite, à moins que ces états refusent de façon officielle d'honorer leurs dettes. À mon avis, une saine pratique comptable exigerait que l'on accroisse la provision pour les emprunts des sociétés mandataires de l'État, à tout le moins d'une somme équivalente à la fraction des emprunts de la Commission qui servent à financer les intérêts courus. Si cela avait été fait, le passif déclaré et le déficit accumulé augmenteraient d'au moins $900 millions et le déficit de l'exercice augmenterait d'au moins $200 millions.

Réserve 2 : Défaut de consolider les données financières des sociétés d'État

Les éléments d'actif et de passif ainsi que les recettes et les dépenses déclarés dans les états financiers propres aux sociétés d'État sont exclus des états financiers du gouvernement du Canada comme le décrit la note 1(i). Je crois donc que les états financiers sur lesquels porte mon opinion ne présentent pas un sommaire complet et global de la pleine nature et étendue des activités financières et des ressources dont le gouvernement est responsable. Par exemple, l'on ne retrouve pas dans les résultats d'exploitation déclarés par le gouvernement les pertes importantes qu'ont subies la Société d'assurance-dépôts du Canada et Petro-Canada.

La note 5 illustre l'une des façons d'élargir l'entité comptable du gouvernement de manière à y inclure toutes les sociétés d'État. Conformément à cette approche, qui est fondée sur la

méthode de comptabilité de caisse modifiée du gouvernement, les biens matériels des sociétés d'État et leurs recettes à recevoir sont éliminés du tableau. Les conventions comptables présentées dans la note 1 n'exigent pas du gouvernement qu'il comptabilise et déclare ces sommes. Le gouvernement et l'Institut canadien des comptables agréés poursuivent leurs études sur la mesure dans laquelle il faudrait consolider les données des états financiers des sociétés d'État avec celles des états financiers du gouvernement, sur la manière de s'y prendre et sur la présentation à retenir pour les données des sociétés qui ne seraient pas consolidées avec celles du gouvernement. Je ne peux établir l'effet de ces modifications sur les états financiers de l'État tant que ne seront pas terminées ces études.

Réserve 3 : Passif non comptabilisé

En conformité avec la convention comptable énoncée à la note 1(vi), les obligations financières relatives à l'indexation des régimes de pension des employés ne sont pas entièrement comptabilisées dans les états financiers ci-joints. Je crois qu'il faudrait comptabiliser les obligations financières supplémentaires imposées par l'indexation dans les états financiers afin de donner une image plus complète du passif. Comme on l'indique à la note 9, si le plein montant de ces obligations avait été comptabilisé, le montant déclaré du passif et du déficit accumulé augmenterait de quelque $4.5 milliards ($4.7 milliards en 1985 en utilisant les mêmes méthodes et hypothèses) et celui du déficit de l'exercice diminuerait de $200 millions.

En outre, comme on l'indique à la note 6, le gouvernement n'a pas établi de provision pour le déficit du Fonds d'assurance hypothécaire. Si une provision avait été établie pour ce déficit, le montant déclaré du passif et du déficit accumulé augmenterait de $472 millions ($640 millions en 1985) et celui du déficit de l'exercice diminuerait de $168 millions (augmentation de $414 millions en 1985).

Vous trouverez d'autres renseignements et commentaires qui ont trait aux états financiers et à la présente opinion dans mes observations qui sont présentées dans la section 3 de ce volume.

Ottawa, Canada
le 15 septembre 1986

le vérificateur général du Canada
KENNETH M. DYE, F.C.A.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1985-86

Observations du vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada

SOMMAIRE

	Page
Introduction	3.2
Réserve 1: Défaut d'établir une provision pour les emprunts d'une société d'État	3.2
Réserve 2: Défaut de consolider les données financières des sociétés d'État	3.4
Réserve 3: Passif non comptabilisé	3.5
Présentation de rapports financiers sommaires	3.6

Observations du vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada

Introduction

J'ai vérifié les états financiers du gouvernement du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1986. Ces états et l'opinion que j'ai exprimée se retrouvent dans la section 2 de ce volume. Ces états financiers comprennent l'état de l'actif et du passif, l'état des recettes et dépenses, l'état des opérations, l'état du déficit accumulé et l'état de la provenance et de l'utilisation des autorisations.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires pour faire rapport, comme l'exige l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général. Cet article énonce que:

> «Le vérificateur général examine les différents états financiers qui doivent figurer dans les comptes publics en vertu de l'article 55 de la Loi sur l'administration financière et tous autres états que lui soumet le président du Conseil du Trésor ou le ministre des Finances pour vérification; il indique si les états sont présentés *fidèlement* et conformément aux conventions comptables énoncées pour l'administration fédérale et selon une méthode compatible avec celle de l'année précédente; il fait éventuellement des réserves.» (italiques ajoutés).

Le mot *fidèlement* est utilisé pour exprimer le jugement du vérificateur quant à la convenance du choix et de l'application des principes comptables aux circonstances particulières d'une entreprise. À cause de l'effet important et convaincant sur les états financiers des sujets signalés dans mes réserves, j'ai tiré comme conclusion que:

> «...les états financiers ci-joints ne présentent pas *fidèlement* la situation financière du gouvernement au 31 mars 1986 ainsi que ses résultats d'exploitation et ses besoins financiers pour l'exercice clos à cette date.» (italiques ajoutés).

Mon opinion comporte trois réserves qui concernent l'à-propos des conventions comptables énoncées du gouvernement. La première est nouvelle et a trait au défaut du gouvernement d'établir une provision pour les emprunts d'une société d'État. Les deuxième et troisième réserves visent les questions signalées l'an dernier qui n'ont pas été réglées par les modifications apportées aux conventions comptables discutées ci-dessous.

Les modifications précitées, décrites à la note 3, ont été apportées dans le budget de février 1986 du ministre des Finances et constituent une amélioration importante aux méthodes de présentation des rapports financiers du gouvernement. Ces modifications ont donné lieu à une provision complète relative aux prêts dans le cadre de l'aide spéciale accordée à des pays en développement et à la consolidation dans les états financiers du gouvernement du Compte d'assurance-chômage, du Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, du Fonds de réassurance-récolte et du Compte du fonds des changes. La provision concernant les prêts susmentionnés m'a permis de rayer la réserve de l'an passé intitulée «Éléments d'actif déclarés pour des sommes qui dépassent leur valeur» (réserve 2 en 1985). La consolidation des comptes et fonds distincts a éliminé l'utilité de la partie de la réserve de l'an passé sur la fragmentation des rapports intitulée «Activités ministérielles exclues» (réserve 1(i) en 1985).

Les observations qui suivent apportent une information supplémentaire qui explique davantage les trois réserves de mon opinion de 1986 et elles formulent des commentaires sur la présentation des rapports financiers sommaires par le gouvernement.

Réserve 1: Défaut d'établir une provision pour les emprunts d'une société d'État

La convention comptable du gouvernement énoncée dans la note 1(i) exige que les emprunts des sociétés d'État mandataires soient inscrits au passif du gouvernement, net des emprunts dont on s'attend qu'ils soient remboursés par ces Sociétés. La convention prévoit que le gouvernement évaluera l'aptitude de ses sociétés mandataires à rembourser leurs

emprunts et, lorsqu'il appert que leur actif ne le permettra pas, qu'il établira une provision correspondant à l'insuffisance. Il déclarera la provision comme élément de passif, en portant au déficit toute augmentation décrétée durant l'année.

Au 31 mars 1986, le gouvernement n'a pas établi de provision relative aux emprunts contractés par la Commission canadienne du blé (CCB), même si cette dernière a de la difficulté à recouvrer certains comptes débiteurs que les emprunts ont financés. Le gouvernement n'a établi de provision pour aucun des emprunts de la CCB en raison du fait que, conformément aux conventions comptables énoncées dans la note 1(viii), la valeur des sommes à recevoir des états souverains n'est pas réduite, à moins que ces états refusent de façon officielle d'honorer leurs dettes. Je crois que le gouvernement aurait dû établir une provision d'au moins $900 millions et que son omission de le faire a entraîné une sous-évaluation importante du passif déclaré, du déficit accumulé et du déficit de l'exercice.

La CCB achète du grain à des agriculteurs canadiens et le vend sur le marché mondial. En vertu de la Loi sur la Commission canadienne du blé, les bénéfices qu'elle tire des opérations sont répartis parmi les agriculteurs et toute perte est absorbée par le gouvernement. Les modalités de vente précisent généralement qu'il s'agit d'une vente contre remboursement. Des ventes à crédit sont également permises, mais seulement avec le consentement du gouvernement et selon les directives qu'il a établies. Les comptes débiteurs qui proviennent des ventes à crédit sont financés par emprunt bancaire garanti par le gouvernement.

Au 31 mars 1986, la CCB avait des comptes débiteurs découlant des ventes de grains à crédit faites à différents pays pour une somme d'environ $3.6 milliards, dont $3 milliards provenant de pays qui éprouvent des difficultés à rembourser leurs dettes. Ce chiffre de $3 milliards comprend les comptes débiteurs en souffrance d'environ $2.2 milliards qui découlent de ventes faites au cours de la période allant de 1978 à 1983, dont $900 millions représentent des intérêts courus et impayés. De la somme de $2.2 milliards, environ $150 millions ont été rééchelonnés à cause des difficultés de certains pays à rembourser leurs dettes. Ces difficultés persistent et on prévoit un autre rééchelonnement de la dette. Après le 31 mars, les paiements versés au titre des comptes débiteurs en souffrance ne se sont chiffrés qu'à $40 millions.

Les responsables de la CCB nous ont avisés que les comptes débiteurs des pays qui éprouvent des difficultés n'ont pas été réduits à une valeur inférieure dans les états financiers de la Commission et que celle-ci continue toujours à enregistrer les intérêts courus sur ces comptes. Dans les états financiers, ces responsables donnent comme raison de leur action que la Commission n'encoure pas de risque dans le cas des comptes débiteurs qui ne seraient pas recouvrables puisque les emprunts qui ont servi à les financer sont garantis par le gouvernement.

Si des emprunts de la CCB n'étaient pas garantis par le gouvernement, je crois que de saines méthodes comptables exigeraient que la Commission cesse d'accumuler des intérêts sur ses comptes débiteurs en souffrance et qu'elle les réduise à une valeur inférieure. Cela serait conforme à l'esprit des règlements de l'inspecteur général des banques concernant l'évaluation des prêts consentis par les institutions financières à des pays souverains aux prises avec le service de leurs dettes. Ces règlements exigent que les prêts «ne produisent pas d'intérêt»: après 90 jours, s'il y a un doute important en ce qui concerne le recouvrement du principal et de l'intérêt; ou après 180 jours d'arrérages de l'intérêt; ou si la direction croit qu'une perte se produira. Une fois que le prêt ne produit plus d'intérêts, tous les intérêts courus sont radiés en général et les recouvrements ultérieurs servent à réduire le solde du principal. Il faudrait aussi une réserve relative à l'évaluation pour réduire la valeur déclarée du principal concernant les prêts consentis à certains pays. Si ces critères étaient appliqués aux débiteurs de la CCB, une réduction appréciable de la valeur déclarée des débiteurs serait vraisemblablement requise.

Comme on l'explique dans la note 16(i) afférente aux états financiers, le gouvernement croit que les délais de remboursement des comptes débiteurs des pays souverains ne sont pas *nécessairement* un signe d'une perte future qui exigerait une provision (italiques ajoutés). Cependant, dans le cas de la CCB, il me semble très évident que les débiteurs en souffrance qui découlent de ventes faites au cours de la période allant de 1978 à 1983 n'ont pas de valeur

suffisante pour rembourser entièrement les emprunts qui s'y rattachent. En omettant d'établir une provision relative aux emprunts de la Commission d'au moins le montant des intérêts courus sur ces comptes débiteurs, je crois que le gouvernement sous-évalue par au moins $900 millions son passif déclaré et le déficit accumulé et le déficit de l'exercice par au moins $200 millions. Je presserais le gouvernement de réviser sa position sur cette question et d'établir une provision appropriée relative aux emprunts de la Commission canadienne du blé le plus tôt possible.

Réserve 2: Défaut de consolider les données financières des sociétés d'État

L'actif, le passif, les recettes et les dépenses déclarés dans les états financiers propres aux sociétés d'État sont exclus des états financiers du gouvernement du Canada comme le mentionne la note 1(i). Je crois, par conséquent, que les états financiers du gouvernement ne présentent pas un sommaire complet et global de la pleine nature et étendue des activités financières et des ressources dont le gouvernement est responsable. Au 31 mars 1986, les investissements nets dans les sociétés d'État dont les états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement s'élevaient à environ $23 milliards, soit 64 p. 100 de l'actif net comptabilisé du gouvernement.

La note 5 afférente aux états financiers illustre l'une des façons d'élargir l'entité comptable du gouvernement de manière à y inclure toutes les sociétés d'État. Conformément à cette approche, qui est fondée sur la méthode de comptabilité de caisse modifiée du gouvernement, les biens matériels des sociétés d'État et leurs recettes à recevoir sont éliminés du tableau. Les conventions comptables présentées dans la note 1 n'exigent pas du gouvernement qu'il comptabilise et déclare ces sommes.

Le gouvernement étudie dans quelle mesure et de quelle façon les états financiers distincts des sociétés d'État devraient être consolidés avec ceux du gouvernement et l'autre présentation possible qui se prêterait à ceux qui ne le sont pas. Le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVOSP) de l'Institut canadien des comptables agréés étudie également cette question. Tant que ces études ne seront pas terminées, je ne pourrai déterminer l'effet qu'a sur les états financiers du gouvernement la non-consolidation des données financières des sociétés d'État.

Cependant, l'exclusion des états du gouvernement, des activités des sociétés peut avoir un effet important sur la situation financière et sur les résultats d'exploitation déclarés. Pensez à la Société d'assurance-dépôts du Canada, dont les activités financières sont résumées à la note 16, et Petro-Canada, dont les états financiers sont inclus dans le volume III des Comptes publics. Au 31 mars 1986, la Société d'assurance-dépôts du Canada avait un déficit de $1,259 millions, dont environ $387 millions représentaient une perte durant l'exercice. Au 31 décembre 1985, Petro-Canada déclarait une perte nette, pour l'exercice, de $769 millions, après réduction de la valeur comptable de certains avoirs miniers et éléments d'actif connexes de $865 millions, net des impôts sur le revenu.

Tant que les états financiers du gouvernement ne seront pas élargis pour inclure les sociétés d'État selon une méthode appropriée, ils continueront de ne présenter qu'une image partielle et, à mon avis, trompeuse de la situation financière globale, des résultats d'exploitation et des besoins financiers du gouvernement. J'inciterais les cadres du gouvernement à achever leur étude et à rajuster les états financiers de façon prioritaire.

Une préoccupation connexe—Dépenses imputées aux recettes

L'an dernier, j'ai attiré l'attention sur le fait que le gouvernement déclarait les versements faits en vertu du Programme de crédit d'impôt pour enfants comme une réduction des

recettes de l'impôt des particuliers plutôt qu'une dépense au titre d'un programme. Cette pratique se poursuit. À la note 15, le gouvernement mentionne quel serait l'effet sur les recettes et dépenses déclarées si les versements avaient été imputés aux dépenses de l'enveloppe des Affaires sociales, tout comme je crois qu'ils auraient dû l'être. Je n'ai pas inséré cette question dans mes réserves parce qu'elle n'a aucune incidence sur le déficit déclaré pour l'exercice.

Réserve 3: Passif non comptabilisé

Indexation des régimes de pension des employés

Le gouvernement a défini le passif comme étant des dettes envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes. Toutefois, en vertu de la convention comptable énoncée à la note 1(vi) et, ainsi que le décrit la note 9, des obligations financières qui s'élèvent à environ $4.5 milliards, reliées aux dispositions d'indexation des régimes de pension des employés (y compris la Fonction publique, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada), n'ont pas été comptabilisées.

Bien que la note 9 soit instructive, jusqu'à ce que le gouvernement rajuste de façon convenable les états financiers afin de présenter le passif supplémentaire pour l'indexation, c'est sur le lecteur que repose le fardeau de le faire. Je considère cela à la fois injuste et non souhaitable. Un lecteur qui n'est pas familier avec les états financiers peut se faire un portrait différent de celui du lecteur qui possède plus d'expérience dans ce domaine.

Le gouvernement a établi le passif non comptabilisé pour l'indexation à $15.8 milliards, au 31 mars 1985, quelque $11.3 milliards de plus que les $4.5 milliards évalués au 31 mars 1986. Cette chute importante est attribuable à une modification de la méthode d'estimation et des hypothèses utilisées et non à un changement apporté aux pensions auxquelles ont droit les employés. La nouvelle méthode prend comme hypothèse des taux d'intérêt plus élevés au cours des quelques prochaines années, en tenant compte des taux d'intérêt plus élevés que le gouvernement s'est engagé à utiliser lorsqu'il crédite des montants aux comptes des régimes, et son espoir que l'inflation se maintiendra à un bas niveau. J'ai engagé des actuaires indépendants pour étudier la nouvelle méthode d'estimation et les hypothèses du gouvernement. Ils m'ont avisé que, pour des fins comptables, la méthode est acceptable et que les hypothèses se situent à l'intérieur d'une gamme d'acceptabilité.

Le gouvernement a aussi calculé que le passif non comptabilisé pour l'indexation se serait chiffré à $4.7 milliards, au 31 mars 1985, si la nouvelle méthode d'estimation avait été utilisée à ce moment-là. De même, si l'indexation avait été établie dans les comptes de façon uniforme, le déficit de l'exercice aurait diminué de $200 millions.

Des cadres du gouvernement m'ont avisé qu'ils continuent à revoir le financement et la comptabilisation des régimes de pension des employés, dans l'attente de modifications législatives.

Déficit du Fonds d'assurance hypothécaire

Le Fonds d'assurance hypothécaire est administré, au nom du gouvernement, par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), une société mandataire de l'État. Le Fonds a été constitué pour faciliter un approvisionnement suffisant de fonds hypothécaires en réduisant le risque pour les prêteurs et en encourageant l'échange sur le marché secondaire des hypothèques. Lorsque l'actif du Fonds ne suffit pas pour répondre aux demandes qui lui sont adressées, le gouvernement avance de l'argent à la SCHL afin de lui permettre de s'acquitter de ses obligations envers le Fonds.

Le Fonds a déclaré des déficits au cours de bon nombre des derniers exercices. Après avoir donné un effet rétroactif à la rémission par le gouvernement, en 1986, des prêts consentis au Fonds lors de l'exercice courant et des exercices antérieurs, les déficits, rajustés au 31 mars, sont récapitulés ci-après.

	(en millions de dollars)		
	1986	1985	1984
Déficit déclaré par le Fonds	472	812	534
Remise des prêts du gouvernement incluse dans le déficit	76		
Remise des prêts du gouvernement	(76)	(172)	(308)
Déficit rajusté	472	640	226

Selon l'explication de la note 6 afférente aux états financiers, le gouvernement croit qu'il n'est pas nécessaire d'établir une provision aux comptes du Canada à l'endroit du déficit du Fonds. Je ne suis pas d'accord. À mon avis, les déficits (comme ils ont été rajustés dans le tableau qui précède) constituent un passif réel du gouvernement qui devrait être enregistré aux comptes et inclus dans les états financiers, vu:

- qu'ils représentent la meilleure estimation d'un actuaire compétent des sommes à verser à l'avenir à l'égard des pertes subies en rapport avec l'assurance en vigueur;
- que des fonds ne seront probablement pas accessibles à l'avenir si ce n'est en provenance du gouvernement pour couvrir ces pertes.

Si une provision avait été établie aux comptes du Canada pour le déficit du Fonds d'assurance hypothécaire, tout comme je crois qu'elle aurait dû l'être, le passif et le déficit accumulé déclarés auraient augmenté de $472 millions ($640 millions en 1985) et le déficit de l'exercice aurait diminué de $168 millions (augmentation de $414 millions en 1985).

Présentation de rapports financiers sommaires

À mon avis, il n'a jamais été plus opportun d'améliorer les rapports financiers du secteur public canadien de façon importante.

- La profession comptable examine des questions litigieuses dans le domaine de la comptabilité et des rapports des organismes du secteur public d'où se dégage un consensus en vue de les résoudre avec ceux qui utilisent, préparent et vérifient les états financiers du gouvernement.
- Les gouvernements révisent leurs états financiers pour offrir en plus grande quantité à leurs utilisateurs l'information dont ils ont besoin.
- Un projet de recherche majeur sur les rapports financiers des gouvernements fédéraux a été effectué et publié par mon Bureau et le General Accounting Office des États-Unis.

Chacune de ces initiatives offre l'occasion et le défi d'apporter des réformes importantes à la présentation, par les gouvernements canadiens, de leurs rapports financiers.

La profession comptable accomplit des progrès

Le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVOSP) de l'Institut canadien des comptables agréés a terminé le deuxième de trois projets visant à établir un cadre pour les principes comptables généralement reconnus et les normes de présentation des rapports financiers qui conviennent aux gouvernements.

Le premier projet a pris fin en 1984; il dégage cinq objectifs pour les états financiers des gouvernements. Le deuxième recommande des principes et des normes d'ordre général pour la présentation de l'information dans les états financiers du gouvernement. Le troisième, qui débute, porte sur les principes et les critères dont on se sert pour définir l'entité comptable financière du gouvernement fédéral et sur les questions connexes de la consolidation et de la comptabilisation des investissements à long terme. Un quatrième projet, qui portera sur la comptabilisation des régimes de pension du gouvernement, débutera sous peu.

De plus, le CCVOSP prévoit effectuer une étude de recherche sur la comptabilisation et la déclaration des biens corporels. Il est évident que l'élaboration de principes comptables généralement reconnus (PCGR) pour les gouvernements canadiens est en bonne marche. Les gouvernements et leurs vérificateurs doivent maintenant relever le défi de continuer à travailler ensemble avec le CCVOSP pour s'assurer que des PCGR pour les gouvernements sont élaborés et mis en œuvre le plus tôt possible.

Le gouvernement du Canada accomplit des progrès

Au cours des trois dernières années, le gouvernement du Canada a apporté plusieurs améliorations aux états financiers de la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada. En 1984, une provision pour évaluation a été établie en regard de certains éléments d'actif dans le cadre de l'aide au développement international qui étaient surévalués; des éléments de passif importants pour les programmes législatifs ont été comptabilisés. De plus, la déclaration, dans les notes, du passif non comptabilisé relatif aux pensions des employés et des activités exclues des ministères et sociétés d'État a été élargie.

En 1985, le gouvernement a consolidé les opérations relatives au Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne avec ses états financiers et a simplifié l'état des recettes et dépenses en présentant les dépenses par enveloppe et en réduisant le nombre de catégories de recettes déclarées. De plus, on présentait, dans les notes, un modèle de ce que seraient les totaux des principaux états financiers si les sociétés d'État étaient entièrement consolidées selon la méthode comptable actuelle du gouvernement et on a ajouté des notes sur les engagements de location-acquisition et sur les incertitudes importantes relatives à la Commission canadienne du blé et à la Société d'assurance-dépôts du Canada.

En 1986, les activités ministérielles qui avaient été précédemment exclues des états financiers du gouvernement y ont été intégrées, l'effet des opérations entre les ministères a été éliminé des comptes et une provision pour évaluation a été établie en regard des éléments d'actif restants, dans le cadre de l'aide du développement international, qui étaient surévalués.

Ces modifications sont conformes aux prises de position que le CCVOSP a publiées jusqu'à maintenant; plus de renseignements financiers sur le gouvernement dont les gens ont besoin ont ainsi été mis à leur disposition. Le gouvernement doit maintenant relever le défi d'apporter d'autres modifications nécessaires pour permettre au vérificateur d'exprimer le plus tôt possible une opinion sans restriction sur les états financiers.

Un projet de recherche complémentaire

Cette année, mon Bureau et le General Accounting Office des États-Unis avons terminé l'«Étude sur les rapports financiers des gouvernements fédéraux» (ÉRFGF), étude qui a duré deux ans et qui visait à déterminer l'information financière sur les gouvernements fédéraux dont les utilisateurs ont besoin. Les résultats de l'étude devraient aider de façon objective et crédible le CCVOSP à élaborer des PCGR pour les gouvernements, et le gouvernement fédéral à apporter d'autres améliorations à ses états financiers.

La constatation générale la plus importante qui découle de l'ÉRFGF est que presque tous les utilisateurs consultés ont besoin d'un rapport financier annuel complet mais succinct. Un modèle de ce document pour le gouvernement du Canada a été établi dans le cadre de la recherche.

La réaction à l'ÉRFGF a été positive. Les constatations ont été remises au CCVOSP et discutées avec lui; elles s'avèrent d'une grande utilité pour son travail. Le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes a examiné les constatations qui découlent de l'étude, lors d'une audience publique le 19 juin 1986. Les membres du comité se sont dits intéressés de voir le gouvernement préparer et publier un rapport financier annuel selon les données présentées. À l'audience, le contrôleur général du Canada a expliqué que ces constatations seront étudiées à fond avec le président du Conseil du Trésor, le ministre des Finances et le receveur général. Il a indiqué qu'un rapport d'étape étoffé pourrait être remis au comité dans un an, et un rapport final sur la position du gouvernement dans deux ans.

L'ÉRFGF a fourni un moyen de définir et de communiquer l'information financière sur le gouvernement fédéral dont les utilisateurs ont besoin. Il reste désormais aux utilisateurs à relever le défi de créer l'atmosphère qui incitera tant le CCVOSP que le gouvernement fédéral à y donner suite.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS 1985-86

Enveloppes et débours, Budgets des dépenses et crédits

SOMMAIRE

	Page
Enveloppes et débours	4.2
Détails des débours par enveloppe	4.2
Débours des ministères par enveloppe	4.6
Budgets des dépenses et crédits—	
Autorisations parlementaires de dépenser	4.7
Provenance et utilisation des autorisations—Annuelles et statutaires	4.8
Rapprochement des débours pour les prêts, dotations en capital et avances avec l'emploi des crédits non budgétaires	4.9

ENVELOPPES ET DÉBOURS

La complexité croissante des responsabilités du gouvernement et les ressources limitées dont il dispose pour y faire face ont conduit au système de gestion des politiques et des dépenses. Selon ce système, le gouvernement gère les ressources mises à sa disposition, par «enveloppe». Chacune des enveloppes représente les ressources disponibles pour tous les éléments de dépenses ministérielles reliés à un domaine particulier de politique.

Selon le système d'enveloppes, le plan de dépenses est déterminé en fonction de débours pour les dépenses budgétaires et pour les prêts, dotations en capital et avances. Les débours pour les dépenses budgétaires comprennent le service de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les subventions et contributions versées aux autres administrations publiques, à des personnes et à des organismes, et les autres genres de paiements de transfert. Les débours pour les prêts, dotations en capital et avances comprennent la variation nette de ceux-ci.

Détails des débours par enveloppe

Le tableau 4.1 démontre les débours sur une base comparative pour les dépenses budgétaires et pour les prêts, dotations en capital et avances par composante majeure pour chacune des enveloppes.

TABLEAU 4.1

DÉTAILS DES DÉBOURS PAR ENVELOPPE
(en millions de dollars)

	1986			1985		
	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total
DÉVELOPPEMENT SOCIAL						
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	1,536	– 31	1,505	1,459	– 32	1,427
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—						
Département	2,376	16	2,392	2,251	– 14	2,237
Commission d'énergie du Nord canadien		3	3		– 5	– 5
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Centre d'information sur l'unité canadienne				14		14
COMMUNICATIONS—						
Département: affaires culturelles et Société de construction des musées du Canada Inc.	146	(1)	146	118	(1)	118
Conseil des Arts du Canada	74		74	73		73
Société Radio-Canada	857		857	905		905
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	76		76	46	– 3	43
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25	(1)	25	25	(1)	25
Corporation du Centre national des Arts	17		17	15		15
Office national du film	65		65	61		61
Bibliothèque nationale	32	(1)	32	30	(1)	30
Musées nationaux du Canada	74	(1)	74	74	(1)	74
Archives publiques	40	(1)	40	39	(1)	39
DÉVELOPPEMENT SOCIAL				3		3
EMPLOI ET IMMIGRATION—						
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	4,711	3	4,714	4,990	6	4,996
Commission d'appel de l'immigration	5		5	4		4
ENVIRONNEMENT	701	(1)	701	754	(1)	754
JUSTICE—						
Département	132	(1)	132	134	(1)	134
Commission canadienne des droits de la personne	9		9	9		9
Commissaire à la magistrature fédérale	107	(1)	107	89	(1)	89
Cour fédérale du Canada	8		8	8		8
Commission de réforme du droit du Canada	5		5	5		5
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3		3	3		3
Cour suprême du Canada	6		6	6		6
Cour canadienne de l'impôt	3		3	3	(1)	3
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—						
Département	26,131	(1)	26,131	24,655	(1)	24,655
Programme de la condition physique et du sport amateur	68	(1)	68	102	(1)	102
Conseil de recherches médicales	161		161	157		157

TABLEAU 4.1

DÉTAILS DES DÉBOURS PAR ENVELOPPE—*Suite*
(en millions de dollars)

	1985			1985		
	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—						
Département	3,129	(1)	3,129	3,042	(1)	3,042
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme	3		3	3		3
Conseil de recherches en sciences humaines	63		63	63		63
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	3	(1)	3	3	(1)	3
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—						
Département	120	(1)	120	40	(1)	40
Service canadien du renseignement de sécurité	116		116			
Service correctionnel	730	(1)	730	740	(1)	740
Commission nationale des libérations conditionnelles	15	(1)	15	14	(1)	14
Gendarmerie royale du Canada	794		794	836	1	837
TRAVAIL—						
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,454	- 195	1,259	1,965	- 365	1,600
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7		7	7		7
	43,802	- 204	43,598	42,745	- 412	42,333
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL						
AFFAIRES EXTÉRIEURES—						
Département—						
Programme des céréales et des graines oléagineuses	9		9	12		12
Programme d'expansion des marchés d'exportation	34		34	33		33
Corporation commerciale canadienne	16		16	17		17
Société pour l'expansion des exportations		- 314	- 314		116	116
AGRICULTURE—						
Département	1,751	- 4	1,747	1,753	- 3	1,750
Commission canadienne du lait	4	- 51	- 47	6	37	43
Office canadien des provendes	16		16	19		19
Canagrex				5		5
Société du crédit agricole		- 214	- 214		- 171	- 171
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Département: soumissions de recherche et de développement spontanées, expansion des entreprises et information du public	24		24	17		17
COMMUNICATIONS—						
Département—						
Communications: à l'exception des Affaires culturelles et de la Société de construction des musées du Canada Inc.	164	(1)	164	165		165
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—						
Département	155	(1)	155	194	(1)	194
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1		1	1		1
Conseil canadien des normes	6		6	7		7
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL				6	(1)	6
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—						
Département	2,228	- 5	2,223	4,128	1	4,129
Commission de contrôle de l'énergie atomique	21		21	20		20
Énergie atomique du Canada, Limitée	275	- 67	208	326	- 38	288
Office national de l'énergie	25	(1)	25	24	(1)	24
Petro-Canada				17		17
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—						
Département	1,060	46	1,106	1,070	- 34	1,036
Société financière Canadair Inc	1,188		1,188	300		300
Société de développement du Cap-Breton	120	- 11	109	108	2	110
Banque fédérale de développement	26	- 119	- 93	31	- 157	- 126
Investissement Canada	10		10	7		7
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	50		50	150	- 4	146
PÊCHES ET OCÉANS—						
Département	635		635	721	114	835
Office canadien du poisson salé		5	5		- 2	- 2
Office de commercialisation du poisson d'eau douce		2	2		6	6
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—						
Département d'État	13	(1)	13	7	(1)	7
Conseil national de recherches du Canada	417	(1)	417	468	(1)	468
Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie	310		310	312		312
Conseil des sciences du Canada	4		4	5		5

TABLEAU 4.1

DÉTAILS DES DÉBOURS PAR ENVELOPPE—*Suite*
(en millions de dollars)

	1986			1985		
	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total
TRANSPORTS—						
Département	2,678	− 48	2,630	2,953	− 4	2,949
Air Canada		− 32	− 32		− 18	− 18
Bureau canadien de la sécurité aérienne	18	(1)	18	5		5
Commission canadienne des transports	680	(1)	680	786	(1)	786
Administrateur de l'Office du transport du grain	2		2	1		1
Administration du pipe-line du Nord	1	(1)	1	4	(1)	4
TRAVAIL—						
Département	151	(1)	151	129	(1)	129
Conseil canadien des relations du travail	6		6	6	(1)	6
	12,098	− 812	11,286	13,813	− 155	13,658
ARRANGEMENTS FISCAUX						
FINANCES—						
Département—						
Programme des paiements de transfert fiscal	5,702	− 90	5,612	5,813	− 38	5,775
TRAVAUX PUBLICS—						
Département: subventions aux municipalités	239		239	272		272
	5,941	− 90	5,851	6,085	− 38	6,047
AIDE ET AFFAIRES EXTÉRIEURES						
AFFAIRES EXTÉRIEURES—						
Département: à l'exception du programme des céréales et des graines oléagineuses et le programme d'expansion des marchés d'exportation	739	9	748	701	1	702
Agence canadienne de développement international	1,269	273	1,542	1,333	338	1,671
Centre de recherches pour le développement international	86		86	81		81
Commission mixte internationale	3		3	3		3
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—						
Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale	24		24	60		60
FINANCES—						
Département—						
Programme des politiques financières et économiques: aide au développement		93	93		214	214
	2,121	375	2,496	2,178	553	2,731
DÉFENSE						
DÉFENSE NATIONALE	9,168	(1)	9,168	8,926	8	8,934
SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Département: à l'exception des soumissions de recherche et de développement spontanées, l'expansion des entreprises et l'information du public	205	30	235	172	(1)	172
Monnaie royale canadienne		18	18		− 2	− 2
Statistique Canada	209	(1)	209	208	(1)	208
CONSEIL DU TRÉSOR—						
Secrétariat	267	(1)	267	259	(1)	259
Contrôleur général	12		12	11		11
CONSEIL PRIVÉ—						
Département	51	(1)	51	52	(1)	52
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	3		3	3		3
Directeur général des élections	4		4	94		94
Commissaire aux langues officielles	9		9	9		9
Conseil économique du Canada	8		8	8		8
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	9		9	8	(1)	8
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—						
Société canadienne des postes	355		355	516		516

TABLEAU 4.1

DÉTAILS DES DÉBOURS PAR ENVELOPPE—*Fin*
(en millions de dollars)

	1986			1985		
	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total	Dépenses budgétaires	Prêts, dotations en capital et avances	Total
FINANCES—						
Département—						
Programme des politiques financières et économiques: à l'exception de l'aide au développement	86		86	90		90
Programme du tribunal canadien des importations	2		2	2		2
Programme de l'inspecteur général des banques	4		4	2		2
Programme spécial	797	74	871	(1)	1	1
Vérificateur général	42		42	40		40
Société d'assurance-dépôts du Canada		895	895		40	40
Assurances	24		24	13		13
Commission du tarif	3		3	3		3
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	6		6	6		6
REVENU NATIONAL—						
Douanes et Accise	416	(1)	416	409	(1)	409
Impôt	700	(1)	700	663	(1)	663
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—						
Commission de la Fonction publique	117	(1)	117	113	(1)	113
TRAVAUX PUBLICS—						
Département: à l'exception des subventions aux municipalités	918	(1)	918	984	(1)	984
Commission de la Capitale nationale	81	- 27	54	97	- 5	92
	4,328	990	5,318	3,762	34	3,796
PARLEMENT						
PARLEMENT—						
Sénat	27	(1)	27	26	(1)	26
Chambre des communes	163	(1)	163	158	(1)	158
Bibliothèque du Parlement	11	(1)	11	10	(1)	10
	201	(1)	201	194	(1)	194
DETTE PUBLIQUE						
FINANCES—						
Département—						
Programme du service de la dette publique	25,505		25,505	22,551		22,551
TOTAL	103,164(2)	259	103,423	100,254(2)	- 10	100,244

(1) Moins de $500,000.
(2) Total des dépenses nettes selon le tableau 6.2 de la section 6 de ce volume.

Débours des ministères par enveloppe

Le tableau 4.2 reflète les responsabilités ministérielles des débours pour chacune des enveloppes.

TABLEAU 4.2

DÉBOURS DES MINISTÈRES PAR ENVELOPPE
(en millions de dollars)

	Déve-lop-pement social	Dévelop-pement écono-mique et régional	Arrange-ments fiscaux	Aide et affaires extérieures	Défense	Services gouverne-mentaux	Parlement	Dette publique	Total des débours
Affaires des anciens combattants	1,505								1,505
	1,427								*1,427*
Affaires extérieures		– 255		2,379					2,124
		178		*2,457*					*2,635*
Affaires indiennes et Nord canadien	2,395								2,395
	2,232								*2,232*
Agriculture		1,502							1,502
		1,646							*1,646*
Approvisionnements et Services		24				462			486
	14	*17*				*378*			*409*
Communications	1,406	164							1,570
	1,383	*165*							*1,548*
Conseil du Trésor						279			279
						270			*270*
Conseil privé						84			84
						174			*174*
Consommation et Corporations		162				355			517
		202				*516*			*718*
Défense nationale					9,168				9,168
					8,934				*8,934*
Développement économique et régional									
		6							*6*
Développement social									
	3								*3*
Emploi et Immigration	4,719								4,719
	5,000								*5,000*
Énergie, Mines et Ressources		2,477		24					2,501
		4,478		*60*					*4,538*
Environnement	701								701
	754								*754*
Expansion industrielle régionale		2,370							2,370
		1,473							*1,473*
Finances			5,612	93		1,927		25,505	33,137
			5,775	*214*		*191*		*22,551*	*28,731*
Gouverneur général						6			6
						6			*6*
Justice	273								273
	257								*257*
Parlement							201		201
							194		*194*
Pêches et Océans		642							642
		839							*839*
Revenu national						1,116			1,116
						1,072			*1,072*
Santé nationale et Bien-être social	26,360								26,360
	24,914								*24,914*
Sciences et Technologie		744							744
		792							*792*
Secrétariat d'État	3,198					117			3,315
	3,111					*113*			*3,224*
Solliciteur général	1,775								1,775
	1,631								*1,631*
Transports		3,299							3,299
		3,727							*3,727*
Travail	1,266	157							1,423
	1,607	*135*							*1,742*
Travaux publics			239			972			1,211
			272			*1,076*			*1,348*
Total des débours (net)	43,598	11,286	5,851	2,496	9,168	5,318	201	25,505	103,423
	42,333	*13,658*	*6,047*	*2,731*	*8,934*	*3,796*	*194*	*22,551*	*100,244*

Les montant en caractères romains représentent les débours de 1985-86.
Les montants en *italique* représentent les débours de 1984-85.

BUDGETS DES DÉPENSES ET CRÉDITS

Autorisations parlementaires de dépenser

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le «Budget des dépenses principal», et les demandes additionnelles sont intitulées «Budget(s) des dépenses supplémentaire(s)». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations «annuelles». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations «statutaires» pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations annuelles, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Par contre, les autorisations statutaires, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices subséquents sont référées comme des autorisations qui «ne s'annulent pas».

Les dépenses budgétaires et les besoins non budgétaires pour les prêts, dotations en capital et avances sont compris sous chaque genre d'autorisation de dépenser (annuelle ou statutaire).

Le tableau 4.3 présente, pour l'exercice clos le 31 mars 1986, un résumé des autorisations parlementaires de dépenser, lesquelles ont été demandées et approuvées (autorisations annuelles), de même que l'emploi estimatif des autorisations déjà accordées (autorisations statutaires).

Un état de la provenance et de l'utilisation des autorisations par ministère, tel que vérifié par le vérificateur général, apparaît dans la section 2 de ce volume. Des précisions additionnelles sur la provenance et l'utilisation des autorisations par ministère et par genre (annuelles et statutaires) sont présentées à la section 1 (tableau 3) du volume II (partie I), de même qu'aux sections ministérielles de ce même volume.

TABLEAU 4.3

AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES DE DÉPENSER
(en millions de dollars)

	Autorisations		
	Annuelles	Statutaires	Total
BUDGETS DES DÉPENSES			
Propositions de dépenses soumises au Parlement:			
Budget des dépenses principal—Budgétaires	36,909	65,622	102,531
Non budgétaires	**308**	**733**	**1,041**
Budget des dépenses supplémentaire (A)—Budgétaires	350		350
Non budgétaires	**15**	**- 15**	
Budget des dépenses supplémentaire (B)—Budgétaires	977	- 278	699
Non budgétaires	**78**	**899**	**977**
Budget des dépenses supplémentaire (C)—Budgétaires	215	1,452	1,667
Non budgétaires	**20**	**- 107**	**- 87**
Total—Budgétaires	38,451	66,796	105,247
Non budgétaires	**421**	**1,510**	**1,931**
CRÉDITS			
Accordés par le Parlement dans les lois de crédits:			
Loi de crédits n° 1—Budgétaires	10,423		
Non budgétaires	**79**		
Loi de crédits n° 2—Budgétaires	26,836		
Non budgétaires	**244**		
Loi de crédits n° 3—Budgétaires	977		
Non budgétaires	**78**		
Loi de crédits n° 4—Budgétaires	215		
Non budgétaires	**20**		
Total—Budgétaires	38,451		
Non budgétaires	**421**		

Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères gras sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

Provenance et utilisation des autorisations—Annuelles et statutaires

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour ces opérations qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, dotations en capital et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices précédents sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

Le tableau 4.4 présente le détail du total des autorisations parlementaires disponibles pour être dépensées. Il comprend les autorisations disponibles des exercices précédents, les autorisations parlementaires de dépenser d'après le tableau 4.3 et divers ajustements expliqués dans les notes au tableau.

Le tableau 4.5 présente, pour l'exercice clos le 31 mars 1986, un résumé de la provenance et de l'utilisation des autorisations par genre (annuelles et statutaires).

Des précisions ministérielles supplémentaires sont présentées à la section 1 (tableau 3) du volume II (partie I).

TABLEAU 4.4

TOTAL DES AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES DISPONIBLES POUR ÊTRE DÉPENSÉES
(en millions de dollars)

	Disponibles des exercices précédents	Budgets des dépenses principal et supplémentaires	Redressements et virements(1)	Total des autorisations parlementaires disponibles pour être dépensées
Annuelles—Budgétaires	22	38,451	– 24	38,449
Non budgétaires	**1,911**	**421**	**558**	**2,890**
Statutaires—Budgétaires	909	66,796	1,393	69,098
Non budgétaires	**26,522**	**1,510**	**– 1,403**	**26,629**
Total—Budgétaires	931	105,247	1,369	107,547
Non budgétaires	**28,433**	**1,931**	**– 845**	**29,519**

(1) Ces redressements et virements comprennent des éléments tels que:

a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE);

b) les ajustements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les ajustements à certaines autorisations reportées des exercices précédents pour refléter les autorisations disponibles; et,

c) les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

Des précisions supplémentaires peuvent être obtenues en se référant à la colonne des redressements et virements du sommaire ministériel présenté dans les sections ministérielles du volume II (partie I).

Les montants en caractères romains sont budgétaires.

Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 4.5

PROVENANCE ET UTILISATION DES AUTORISATIONS—ANNUELLES ET STATUTAIRES
(en millions de dollars)

	Total disponible pour emploi[1]	Employées	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents
Annuelles—Budgétaires	38,449	35,572	2,855	-1	23
Non budgétaires	**2,890**	**889**	**74**		**1,927**
Statutaires—Budgétaires	69,098	67,592	638		868
Non budgétaires	**26,629**	**498**			**26,131**
Total—Budgétaires	107,547	103,164	3,493	-1	891
Non budgétaires	**29,519**	**1,387**	**74**		**28,058**

[1] Représente le total des autorisations parlementaires disponibles pour être dépensées (tableau 4.4).
Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

Rapprochement des débours pour les prêts, dotations en capital et avances avec l'emploi des crédits non budgétaires

Le tableau qui suit présente un rapprochement du total des débours pour les prêts, dotations en capital et avances, tel qu'apparaissant au tableau 4.1, avec le total des crédits non budgétaires employés au cours de l'exercice, tel qu'apparaissant à l'état de la provenance et de l'utilisation des autorisations de la section 2 de ce volume.

La différence majeure se rapporte aux remboursements de prêts pour les crédits qui n'autorisent pas l'emploi des remboursements pour effectuer des déboursés supplémentaires. Ces montants sont déduits des débours bruts pour fins de rapport par enveloppe, mais non pour fins de rapport de l'emploi des crédits.

	Prêts, dotations en capital et avances non budgétaires (en millions de dollars)
Total des débours pour les prêts, dotations en capital et avances d'après le tableau 4.1	259
Plus: ajustements aux éléments des autorisations non budgétaires qui ne sont pas requis pour fins de rapport de l'emploi des crédits — remboursements de prêts pour les crédits qui n'autorisent pas l'emploi des remboursements pour effectuer des déboursés supplémentaires	776
autres ajustements	352
Total de l'emploi des crédits non budgétaires d'après l'état vérifié de la provenance et de l'utilisation des autorisations de la section 2 de ce volume	1,387

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1985-86

Recettes budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Recettes budgétaires	5.2
Conciliation du total des recettes nettes	5.6
Recettes fiscales	5.8
Recettes non fiscales	5.10
État supplémentaire—	
Total des recettes mensuelles nettes par catégorie choisie	5.11

RECETTES BUDGÉTAIRES

Les recettes budgétaires comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement, ainsi que les recettes internes de celui-ci.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Tout remboursement de recettes est toutefois imputé à l'exercice au cours duquel le versement se fait.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes d'un exercice doivent alors inclure les rentrées créditées au compte du Receveur général par la Banque du Canada et les banques à charte le 31 mars ou avant, et les montants reçus aux bureaux du gouvernement le 31 mars ou avant, mais non déposés avant le mois d'avril ou non crédités au compte du Receveur général avant avril. Les recettes comprennent également les montants reçus dans le courrier, le premier jour de travail du mois d'avril, à moins qu'il soit évident que l'intention du remetteur était de s'acquitter d'une dette qui survient dans le nouvel exercice.

Le rendement provenant des recettes fiscales varie selon les changements aux taux d'imposition, les changements apportés à l'impôt de base et les fluctuations de la conjoncture économique. L'impôt exigible sur le revenu des contribuables est calculé d'après le revenu de l'année d'imposition, mais la perception anticipée des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, par voie de retenues à la source et de versements, a pour effet d'échelonner les rentrées tout au long de l'exercice.

Voici les principales modifications fiscales de l'exercice:

—impôt sur le revenu des particuliers—en 1985, la réduction de l'impôt fédéral a été abaissée de $200 à $100 et a par la suite été éliminée à compter de l'année d'imposition 1986; l'indexation des exemptions personnelles et des paliers d'imposition a été limitée à la hausse annuelle de l'Indice des prix à la consommation en sus de 3%, à compter de l'année d'imposition 1986; à compter du 1er juillet 1985, une surtaxe de 5% a été imposée sur l'impôt fédéral de base pour les montants entre $6,000 et $15,000, et une surtaxe de 10% a été imposée sur l'impôt fédéral de base en sus de $15,000 et, au cours de l'année d'imposition 1985, les gains en capital réalisés par des particuliers après 1984 ont été exemptés d'impôt jusqu'à concurrence d'un plafond cumulatif de $10,000 des gains en capital imposables dans le cadre de l'application progressive de l'exemption à vie des gains en capital de $500,000 annoncée dans le Budget du 23 mai 1985;

—impôt sur le revenu des sociétés—à compter du 1er juillet 1985, une surtaxe de 5% a été appliquée à l'obligation fiscale des sociétés, à l'exception de l'impôt sur le revenu admissible au taux d'imposition de la petite entreprise; à compter du 1er janvier 1986, une taxe temporaire de deux ans a été appliquée aux grandes institutions financières régies par la Loi sur les banques, la Loi sur les banques d'épargne de Québec et les législations fédérales et provinciales régissant les sociétés de fiducie et (ou) de prêts à un taux annuel de 1% du capital utilisé au Canada en sus de $200 millions; le crédit spécial d'impôt à l'investissement de 50%, qui devait cesser de s'appliquer à la fin de 1985, a été prolongé pour une période d'un an dans le Budget du 23 mai 1985; et, la base de dépenses pour les crédits d'impôt à l'investissement a été limitée aux dépenses admissibles, déduction faite des subventions accordées à l'égard de ces dépenses pour les dépenses effectuées et les subventions reçues après le 23 mai 1985;

—taxe sur les ventes—à compter du 1er décembre 1984, les agriculteurs, les pêcheurs, les exploitants forestiers et les exploitants miniers ont bénéficié d'un rabais de la taxe sur les carburants sur leurs achats d'essence et de carburant diesel utilisés hors de la voie publique dans des activités commerciales; à compter du 1er janvier 1986, le taux de la taxe fédérale de vente a été majoré d'un point de pourcentage; à compter du 1er juillet 1985, la taxe fédérale de vente a été appliquée aux boissons gazeuses, aux bonbons et aux produits de confiserie, aux aliments pour animaux domestiques, aux médicaments qui peuvent être obtenus sans ordonnance et aux marchandises relatives à la santé, aux instruments chirurgicaux et dentaires et aux marchandises utilisées pour conserver l'énergie; les dispositions spéciales d'allégement à l'égard des matériaux de construction fabriqués en dehors des chantiers ont été supprimées à compter du 1er juillet 1985; et la taxe fédérale de vente imposée sur les vidéocassettes préenregistrées est passée du niveau de fabricant au niveau du grossiste à compter du 1er juillet 1985;

—taxes et droits d'accise—à compter du 23 mai 1985, l'indexation des prélèvements spécifiques sur les boissons alcooliques et les produits du tabac a été éliminée alors que la taxe d'accise spécifique qui s'appliquait aux cigarettes a été majorée de 1 cent par cigarette et que les prélèvements spécifiques sur l'alcool ont été majorés de 2% à compter du 23 mai 1985;

—droits de douane à l'importation—tel que prévu dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, la septième de huit réductions tarifaires annuelles a été mise en œuvre en janvier 1986;

—taxe sur les recettes pétrolières et gazières (TRPG)—le crédit annuel d'impôt accordé à une société ou à un groupe de sociétés associées à valoir sur la TRPG imposée sur les revenus de production, sauf les redevances de production, a été majoré de $250,000 à $500,000 à l'égard des revenus de production gagnés après le 31 décembre 1984; l'Accord sur l'énergie dans l'Ouest prévoyait l'élimination progressive de la TRPG, les taux réels d'imposition du pétrole conventionnel et synthétique étant ramenés à 10% et 6% respectivement à compter du 1er janvier 1986; les revenus et redevances de production relatifs au pétrole, au gaz naturel, et aux liquides du gaz naturel produits à partir de nouveaux puits forés à compter du 1er avril 1985 ont été exemptés de la TRPG; pour les années d'imposition se terminant après le 31 mars 1985, les déductions d'impôt sur le revenu non utilisées par les sociétés ayant trait à certaines dépenses admissibles d'exploration et d'aménagement pouvaient être utilisées pour réduire la TRPG d'une société; et à compter de l'année d'imposition

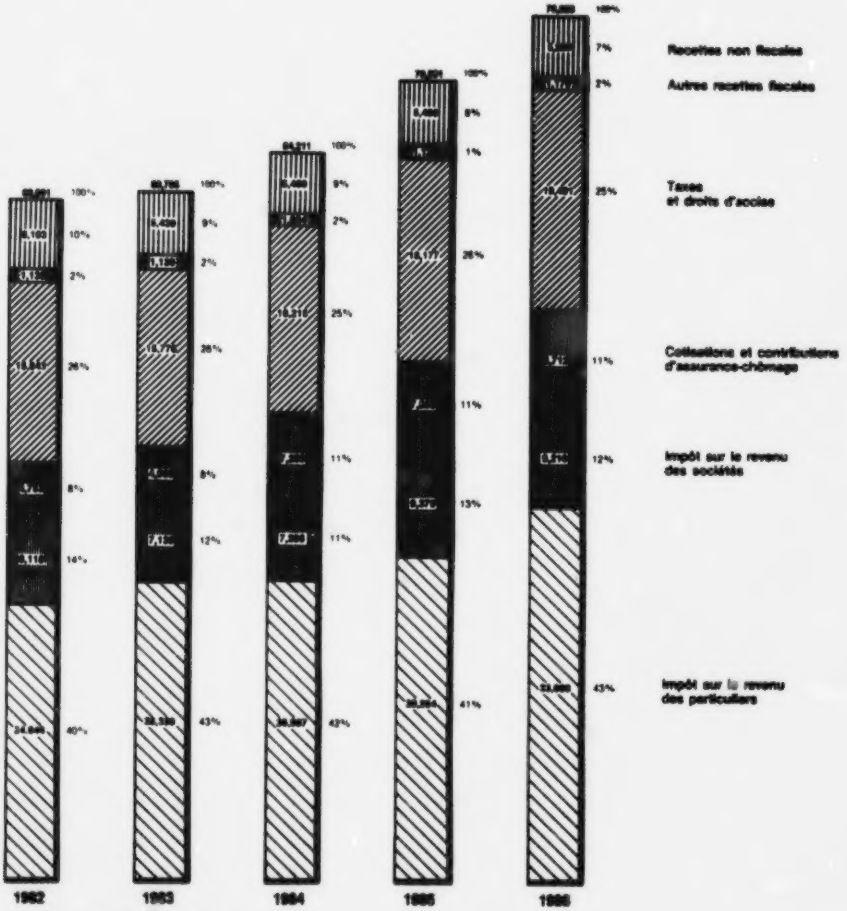
1986, la première tranche de $10,000 de revenu relatif à des ressources d'un résident canadien tiré de la production a été exemptée de la TRPG; et,

—autres taxes en matière d'énergie—à compter du 3 septembre 1985, la taxe d'accise sur l'essence et le carburant d'aviation utilisé à des fins personnelles a été majorée de 2 cents le litre et une nouvelle taxe d'accise de 2 cents le litre a été appliquée au carburant diesel et au carburant pour avion à réaction; en vertu des dispositions de l'Accord sur l'énergie dans l'Ouest conclu par le gouvernement fédéral et les gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, la taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, les redevances d'exportation sur le pétrole, la taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz et la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires ont été supprimées à compter du 1er juin 1985.

En vertu des arrangements fiscaux qui sont entrés en vigueur en 1962, le gouvernement fédéral a conclu des accords de perception fiscale afin de percevoir les impôts sur le revenu des particuliers de toutes les provinces et territoires (sauf le Québec), ainsi que les impôts sur le revenu des sociétés de toutes les provinces et territoires (à l'exception de l'Ontario, du Québec et de l'Alberta). Les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés que le gouvernement fédéral perçoit au nom des provinces et territoires ne sont pas compris dans les tableaux présentés ci-après.

RECETTES*

"Sommaire comparatif pour cinq exercices"
Millions de dollars



*Selon le total des recettes nettes concernant les tiers.

Le tableau 5.1 présente les recettes budgétaires par catégorie principale et par source tant sur une base brute que sur une base nette. Il différencie les recettes internes du gouvernement de celles provenant de tiers. La différence entre les recettes brutes et nettes provient des recettes à valoir sur les crédits.

TABLEAU 5.1

RECETTES BUDGÉTAIRES PAR CATÉGORIE PRINCIPALE ET PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	1985-86							
	Recettes brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Recettes nettes		
	Provenant de tiers[2]	Internes du gouvernement	Total	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Provenant de tiers[2]	Internes du gouvernement	Total
Recettes fiscales—								
Impôt sur le revenu—								
Des particuliers	33,008		33,008			33,008		33,008
Des sociétés	9,210		9,210			9,210		9,210
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	8,712		8,712			8,712		8,712
Des non résidents	1,053		1,053			1,053		1,053
	51,983		*51,983*			*51,983*		*51,983*
Taxes et droits d'accise—								
Taxe sur les ventes	9,345	38	9,383			9,345	38	9,383
Droits de douane à l'importation	3,971	4	3,975			3,971	4	3,975
Droits d'accise	1,473		1,473			1,473		1,473
Autres	1,661		1,661	307		1,354		1,354
	16,450	*42*	*16,492*	*307*		*16,143*	*42*	*16,185*
Taxes en matière d'énergie—								
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	2,037		2,037			2,037		2,037
Taxe d'accise—Essence	729		729			729		729
Redevances d'exportation sur le pétrole	327		327			327		327
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	229		229			229		229
Essence d'aviation et combustible diesel	41		41			41		41
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	− 15		− 15			− 15		− 15
Redevances d'indemnisation pétrolière	1,093		1,093	1,093				
	4,441		*4,441*	*1,093*		*3,348*		*3,348*
	20,891	*42*	*20,933*	*1,400*		*19,491*	*42*	*19,533*
Autres recettes fiscales	126		126			126		126
Total des recettes fiscales	73,000	42	73,042	1,400		71,600	42	71,642
Recettes non fiscales—								
Produits de placements—								
Banque du Canada	1,880		1,880			1,880		1,880
Société canadienne d'hypothèques et de logement	892		892			892		892
Société du crédit agricole	403		403			403		403
Intérêts des dépôts bancaires	278		278			278		278
Compte du fonds des changes	− 505		− 505			− 505		− 505
Autres produits de placements	791	13	804			791	13	804
	3,739	*13*	*3,752*			*3,739*	*13*	*3,752*
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	427	17	444			427	17	444
Privilèges, licences et permis	366		366	167		199		199
Rémunérations de services	985	2,133	3,118	822	2,130	163	3	166
Monnaie canadienne	144		144			144		144
Produits des ventes	275	137	412	173	128	102	9	111
Pertes et bénéfices de change	6		6	1		5		5
Autres recettes non fiscales	593	1,085	1,678	149	1,053	444	32	476
	2,796	*3,372*	*6,168*	*1,312*	*3,311*	*1,484*	*61*	*1,545*
Total des recettes non fiscales	6,535	3,385	9,920	1,312	3,311	5,223	74	5,297
Total des recettes	79,535	3,427	82,962	2,712	3,311	76,823	116	76,939

[1] Moins de $500,000.
[2] Reflétées à l'état des recettes et dépenses de la section 2 de ce volume.

1984-85							
Recettes brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Recettes nettes		
Provenant de tiers[2]	Internes du gouvernement	Total	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Provenant de tiers[2]	Internes du gouvernement	Total
29,254		29,254			29,254		29,254
9,379		9,379			9,379		9,379
7,553		7,553			7,553		7,553
1,021		1,021			1,021		1,021
47,207		*47,207*			*47,207*		*47,207*
7,592	137	7,729			7,592	137	7,729
3,794	2	3,796			3,794	2	3,796
1,462		1,462			1,462		1,462
1,076	[1]	1,076	226		850	[1]	850
13,924	*139*	*14,063*	*226*		*13,698*	*139*	*13,837*
2,563		2,563			2,563		2,563
404		404			404		404
677		677			677		677
850		850			850		850
– 15	– 1	– 16			– 15	– 1	– 16
2,208		2,208	2,208				
6,687	*– 1*	*6,686*	*2,208*		*4,479*	*– 1*	*4,478*
20,611	*138*	*20,749*	*2,434*		*18,177*	*138*	*18,315*
107		107			107		107
67,925	138	68,063	2,434		65,491	138	65,629
1,852		1,852			1,852		1,852
913		913			913		913
452		452			452		452
243		243			243		243
224		224			224		224
568	21	589			568	21	589
4,252	*21*	*4,273*			*4,252*	*21*	*4,273*
344	6	350			344	6	350
295		295	153		142		142
1,002	1,999	3,001	859	1,996	143	3	146
70		70			70		70
259	141	400	171	129	88	12	100
61		61			61		61
433	1,128	1,561	133	1,098	300	30	330
2,464	*3,274*	*5,738*	*1,316*	*3,223*	*1,148*	*51*	*1,199*
6,716	3,295	10,011	1,316	3,223	5,400	72	5,472
74,641	3,433	78,074	3,750	3,223	70,891	210	71,101

CONCILIATION DU TOTAL DES RECETTES NETTES

Des modifications ont été effectuées, en 1986, dans l'évaluation et la classification de certains éléments d'actif et de passif, et dans la considération des réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. À partir de 1985-86 (1984-85 pour le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne), les opérations de certains comptes à fins déterminées sont présentées avec les recettes et les dépenses budgétaires. Ces comptes sont:

- Compte d'assurance-chômage;
- Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne;
- Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest;
- Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole; et,
- Fonds de réassurance-récolte.

Toutefois, puisque les lois constituantes exigent que les opérations relatives à chacun de ces comptes à fins déterminées soient comptabilisées séparément en tant qu'opérations non budgétaires, les recettes déclarées ailleurs dans les Comptes publics ne comprennent pas les recettes inscrites à ces comptes.

À partir de 1985-86, les réserves de devises étrangères, plutôt que les avances en circulation pour l'achat de telles réserves, sont inscrites à l'état de l'actif et du passif. Donc, un redressement au débit de $556 millions a été effectué aux recettes non fiscales—Produits de placements (Compte du fonds des changes).

Le tableau 5.2 constitue donc une conciliation sous une forme comparative du total des recettes nettes présentées au tableau 5.1 avec les autres tableaux et états apparaissant ailleurs dans le reste de cette section, ainsi que dans le volume II des Comptes publics.

TABLEAU 5.2

CONCILIATION DU TOTAL DES RECETTES NETTES
(en millions de dollars)

	1985-86				1984-85			
	Total des recettes nettes d'après le tableau 5.1	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressement du Compte du fonds des changes	Total des recettes nettes[1]	Total des recettes nettes d'après le tableau 5.1	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressement du Compte du fonds des changes	Total des recettes nettes[1]
Recettes fiscales—								
Impôt sur le revenu—								
Des particuliers	33,008			33,008	29,254			29,254
Des sociétés	9,210			9,210	9,379			9,379
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	8,712	- 8,712			7,553	- 7,553		
Des non résidents	1,053			1,053	1,021			1,021
	51,983	*- 8,712*		*43,271*	*47,207*	*- 7,553*		*39,654*
Taxes et droits d'accise—								
Taxe sur les ventes	9,383			9,383	7,729			7,729
Droits de douane à l'importation	3,975			3,975	3,796			3,796
Droits d'accise	1,473			1,473	1,462			1,462
Autres	1,354			1,354	850			850
	16,185			*16,185*	*13,837*			*13,837*
Taxes en matière d'énergie—								
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	2,037			2,037	2,563			2,563
Taxe d'accise—Essence	729			729	404			404
Redevances d'exportation sur le pétrole	327	- 142		185	677	- 269		408
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	229	- 229			850	- 850		
Essence d'aviation et combustible diesel	41			41				
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	- 15			- 15	- 16			- 16
	3,348	*- 371*		*2,977*	*4,478*	*- 1,119*		*3,359*
	19,533	*- 371*		*19,162*	*18,315*	*- 1,119*		*17,196*
Autres recettes fiscales	126			126	107			107
Total des recettes fiscales	71,642	- 9,083		62,559	65,629	- 8,672		56,957

TABLEAU 5.2

CONCILIATION DU TOTAL DES RECETTES NETTES—*Fin*
(en millions de dollars)

	1985-86				1984-85			
	Total des recettes nettes d'après le tableau 5.1	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressement du Compte du fonds des changes	Total des recettes nettes[1]	Total des recettes nettes d'après le tableau 5.1	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressement du Compte du fonds des changes	Total des recettes nettes[1]
Recettes non fiscales—								
Produits de placements—								
Banque du Canada	1,880			1,880	1,852			1,852
Société canadienne d'hypothèques et de logement	892			892	913			913
Société du crédit agricole	403			403	452			452
Intérêts des dépôts bancaires	278			278	243			243
Compte du fonds des changes	− 505		556	51	224		190	414
Autres produits de placements	804	224		1,028	589	739		1,328
	3,752	*224*	*556*	*4,532*	*4,273*	*739*	*190*	*5,202*
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	444			444	350			350
Privilèges, licences et permis	199			199	142			142
Rémunérations de services	166			166	146			146
Monnaie canadienne	144			144	70			70
Produits des ventes	111			111	100			100
Pertes et bénéfices de change	5			5	61			61
Autres recettes non fiscales	476	− 78		398	330	− 71		259
	1,545	*− 78*		*1,467*	*1,199*	*− 71*		*1,128*
Total des recettes non fiscales	5,297	146	556	5,999	5,472	668	190	6,330
Total des recettes	76,939	− 8,937	556	68,558	71,101	− 8,004	190	63,287

[1] Tel qu'inscrit plus loin dans cette section et dans le volume II (partie I) des Comptes publics.

Recettes fiscales

Le tableau 5.3 présente les recettes fiscales par tête, pour les cinq derniers exercices.

TABLEAU 5.3

RECETTES FISCALES PAR TÊTE

	Recettes fiscales
	$
1986	2,448
1985	2,250
1984	2,020
1983	1,985
1982	1,951

Impôt sur le revenu des particuliers

Cet impôt est prélevé sur le revenu des particuliers aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu.

En 1985-86, l'impôt sur le revenu des particuliers constituait la source de recettes la plus importante du gouvernement. L'impôt s'est élevé à $33,008 millions, soit 48% du total des recettes budgétaires nettes.

Impôt sur le revenu des sociétés

Cet impôt est prélevé sur le revenu des sociétés aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'impôt sur le revenu des sociétés s'est élevé à $9,210 millions en 1985-86, soit 13% du total des recettes budgétaires nettes.

Impôt sur le revenu des non résidents

L'impôt sur le revenu des non résidents est prélevé sur le revenu gagné au Canada par des non résidents. Il provient d'impôts retenus sur les dividendes, intérêts, loyers, redevances, pensions alimentaires, et revenus de successions et de fiducies, versés à des non résidents. L'impôt s'est élevé à $1,053 millions en 1985-86, soit 2% du total des recettes budgétaires nettes.

Taxes et droits d'accise

Les taxes et droits d'accise se sont élevés à $19,162 millions en 1985-86, soit 28% du total des recettes budgétaires nettes.

TABLEAU 5.4

TAXES ET DROITS D'ACCISE
(e millions de dollars)

	1985-86	1984-85	Variation
Taxe sur les ventes—			
Produits domestiques	8,270	6,550	1,720
Produits importés	1,539	1,509	30
Moins: les remboursements et prélèvements	426	330	96
	9,383	*7,729*	*1,654*
Droits de douane à l'importation	4,402	4,224	178
Moins: les remboursements et prélèvements	427	428	− 1
	3,975	*3,796*	*179*
Droits d'accise—			
Cigarettes, tabac et cigares	597	576	21
Spiritueux	503	523	− 20
Bière	373	363	10
Permis	(1)	(1)	
Moins: les remboursements et prélèvements	(1)	(1)	
	1,473	*1,462*	*11*
Taxes en matière d'énergie—			
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	2,037	2,563	− 526
Taxe d'accise—Essence	729	404	325
Redevances d'exportation sur le pétrole	185	408	− 223
Essence d'aviation et combustible diesel	41		41
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	− 15	− 16	1
	2,977	*3,359*	*− 382*
Autres—			
Cigarettes, tabac et cigares	1,064	596	468
Vins	102	98	4
Bijoux	59	51	8
Climatiseurs pour automobiles	54	38	16
Services de programmation des télécommunications	52	45	7
Sanctions	8	13	− 5
Intérêt	4		4
Briquets	4	3	1
Jeux de cartes	2	2	
Produits divers	9	7	2
Moins: les remboursements et prélèvements	4	3	1
	1,354	*850*	*504*
Total selon le tableau 5.2	19,162	17,196	1,966

(1) Moins de $500,000.

Taxe sur les ventes

La taxe sur les ventes, au montant de $9,383 millions en 1985-86, représente la taxe la plus importante perçue en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.

Droits de douane à l'importation

Les recettes provenant des droits de douane à l'importation, lesquelles consistent principalement de taxes *ad valorem* sur l'importation de produits, se sont élevées à $3,975 millions en 1985-86.

Droits d'accise

Les droits d'accise, au montant de $1,473 millions en 1985-86, sont perçus sur les boissons alcooliques (autres que les vins) et sur les produits du tabac. (Les produits du tabac et les vins ont fait l'objet de taxes supplémentaires en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.)

Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires

La taxe sur les recettes pétrolières et gazières est entrée en vigueur le 1er janvier 1981, et s'applique aux profits nets d'exploitation se rattachant à la production pétrolière et gazière.

La taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires a été supprimée à partir du 1er juin 1985.

Taxe d'accise—Essence

Les rentrées nettes de la taxe d'accise—Essence ont été de $729 millions en 1985-86. Selon certaines circonstances, les montants reçus peuvent être remboursés aux acheteurs. Au 31 mars 1986, $781 millions ont été reçus et $52 millions ont été remboursés et imputés aux recettes.

Redevances d'exportation sur le pétrole

En 1985-86, la part fédérale des recettes se rattachant aux redevances d'exportation sur le pétrole était de $185 millions. En vertu de l'article 17.1(1)(*b*) de la Loi sur l'administration de l'énergie, les redevances d'exportation sur le pétrole sont partagées avec les provinces productrices de pétrole. Cette part est reliée au pétrole produit dans ces provinces et exporté de celles-ci au cours de l'exercice.

Les redevances d'exportation sur le pétrole ont été supprimées à partir du 1er juin 1985.

Essence d'aviation et combustible diesel

Dans le Budget de mai 1985, une nouvelle taxe d'accise de 2 cents le litre a été appliquée au carburant diesel et au carburant pour avion à réaction à compter du 3 septembre 1985.

Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz

Cette taxe, entrée en vigueur au cours de 1980-81, était imposée sur toutes ventes de gaz naturel et de liquides du gaz. Cette taxe a été supprimée à partir du 1er juin 1985.

Recettes non fiscales

Produits de placements

Les produits de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des virements de bénéfices et surplus, et en revenu de location de propriétés.

Le tableau 5.5 présente un sommaire des produits de placements. Des précisions supplémentaires figurent aux sections ministérielles du volume II (partie I) et à la section 11 du volume II (partie II).

TABLEAU 5.5

PRODUITS DE PLACEMENTS
(en millions de dollars)

	1985-86	1984-85	Variation
Prêts, dotations en capital et avances—			
Sociétés de la Couronne—			
Institutions de crédit—			
Banque fédérale de développement	20	34	- 14
Société canadienne d'hypothèques et de logement	892	913	- 21
Société d'assurance-dépôts du Canada	33		33
Société du crédit agricole	403	452	- 49
Société pour l'expansion des exportations	15	24	- 9
	1,363	*1,423*	*- 60*
Autres sociétés de la Couronne—			
Air Canada	16	18	- 2
Chemins de fer nationaux du Canada	67	62	5
Énergie atomique du Canada, Limitée	68	81	- 13
Petro-Canada	50		50
Autres—			
Banque du Canada	1,880	1,852	28
Commission canadienne du lait	14	18	- 4
Commission d'énergie du Nord canadien	24	19	5
Monnaie royale canadienne	10	5	5
Téléglobe Canada	188	(1)	188
Divers	12	11	1
	2,329	*2,066*	*263*
	3,692	*3,489*	*203*
Administrations provinciales et territoriales	88	91	- 3
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	54	51	3
Organismes internationaux	(1)	(1)	
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	11	12	- 1
Entreprises mixtes et en coparticipation	4	4	
Divers	35	31	4
	192	*189*	*3*
	3,884	3,678	206
Comptes d'opérations de change—			
Compte du fonds des changes	51	414	- 363
Fonds monétaire international—Souscriptions	24	15	9
	75	429	- 354
Caisse—			
Intérêts de dépôts bancaires	278	243	35
Comptes à fins déterminées consolidés—			
Intérêts sur prêts au Compte d'assurance-chômage	224	739	- 515
Autres comptes—			
Dette non échue détenue par le gouvernement	29	69	- 40
Intérêt sur placement *re:* achats militaires	21	13	8
Revenu de location de propriétés	9	22	- 13
Fonds renouvelable des approvisionnements	7	5	2
Autres	5	4	1
	71	113	- 42
Total selon le tableau 5.2	4,532	5,202	- 670

(1) Moins de $500,000.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Total des recettes mensuelles nettes par catégorie choisie

Le tableau 5.6 présente le total des recettes mensuelles nettes par catégorie choisie.

TABLEAU 5.6

TOTAL DES RECETTES MENSUELLES NETTES PAR CATÉGORIE CHOISIE
(en millions de dollars)

	Impôt sur le revenu des particuliers	Impôt sur le revenu des sociétés	Impôt sur le revenu des non résidents	Taxe sur les ventes	Droits de douane à l'importation	Droit d'accise	Taxe sur les recettes pétrolières et gazières[1]	Redevances d'exportation sur le pétrole	Taxe d'accise— Essence et essence d'aviation et combustible diesel	Autres taxes et droits d'accise et autres recettes fiscales	Recettes non fiscales	Total
Avril 1985	878	378	139	459	314	110	109	9	5	7	286	2,694
Mai	3,070	654	71	746	310	143	128	31	35	156	360	5,704
Juin	2,035	524	49	666	299	98	151	69	31	59	710	4,691
Juillet	3,158	788	72	909	409	132	180	48	36	88	508	6,328
Août	2,836	617	71	758	300	127	157	14	30	146	286	5,342
Septembre	2,813	572	43	753	301	121	170	10	41	97	409	5,330
Octobre	3,061	691	69	916	416	143	147	3	62	135	265	5,908
Novembre	2,925	625	78	781	355	142	146	1	98	150	345	5,646
Décembre	2,923	630	50	801	284	143	140		126	133	1,286	6,516
Janvier 1986	3,673	802	153	878	329	110	273	-1	112	132	298	6,759
Février	2,917	743	149	720	286	87	157		26	198	104	5,387
Mars	1,918	1,943	64	757	336	106	214		80	85	754	6,257
Complémentaire	801	243	45	239	36	11	65	1	88	79	388	1,996
Total des recettes nettes selon le tableau 5.2	33,008	9,210	1,053	9,383	3,975	1,473	2,037	185	770	1,465	5,999	68,558

[1] Y compris la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1985-86

Dépenses budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Dépenses budgétaires	6.2
Par enveloppe	6.3
Conciliation du total des dépenses nettes	6.6
Par article courant	6.8
Par programme	6.9
Par catégorie	6.11
États supplémentaires—	
Service de la dette publique	6.14
Dépenses imputées sur les crédits statutaires	6.14
Total des dépenses mensuelles nettes par principaux ministères	6.17

DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les dépenses budgétaires comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. De plus, les dépenses budgétaires peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créditeurs et les autres provisions reliés aux éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués, au cours de l'exercice et dans la période complémentaire y compris les créditeurs à la fin de l'exercice, ainsi que les dépenses internes du gouvernement.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Dans cette section, les dépenses sont analysées de plusieurs façons différentes:

- par enveloppe, i.e. domaine de politique;
- par article courant, i.e. facteurs de production acquis ou paiements de transfert effectués;
- par programme, i.e. le but; et,
- par catégorie, i.e. fonctionnement, capital, et paiements de transfert.

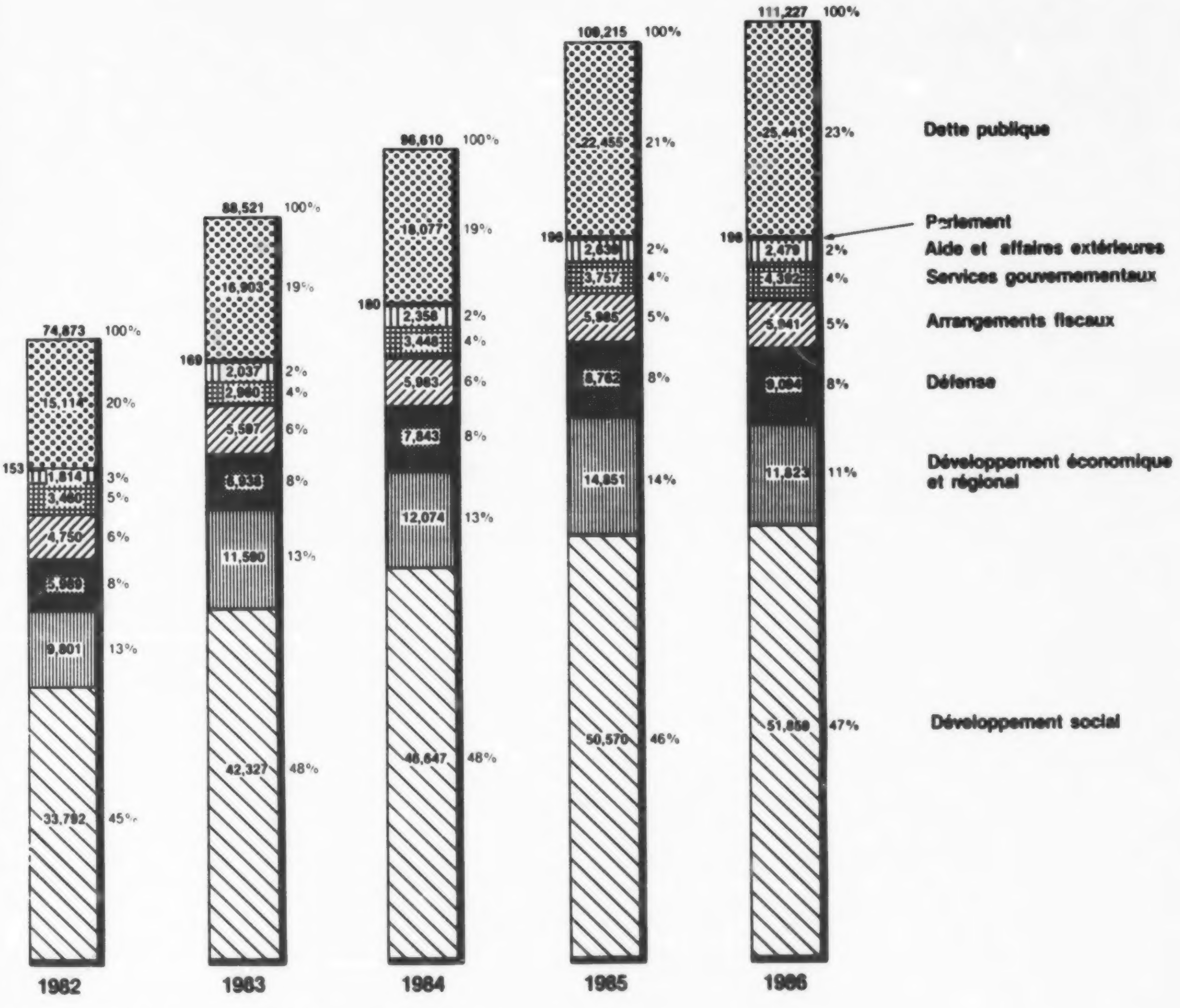
Dépenses par enveloppe

Le gouvernement, selon son système de gestion des politiques et des dépenses, gère les ressources mises à sa disposition, par «enveloppe». Chacune des enveloppes représente les ressources disponibles pour tous les éléments de dépenses ministérielles reliés à un domaine particulier de politique. Le tableau 6.1 présente les dépenses budgétaires par enveloppe. Le tableau est présenté tant sur une base brute que sur une base nette et différencie les dépenses concernant les tiers de celles qui sont internes du gouvernement. La différence entre les dépenses brutes et nettes représente les recettes à valoir sur les crédits.

DÉPENSES PAR ENVELOPPE*

Sommaire comparatif pour cinq exercices

Millions de dollars



*Selon le total des dépenses nettes concernant les tiers.

TABLEAU 6.1

DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR ENVELOPPE ET PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	1985-86							
	Dépenses brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Dépenses nettes		
	Concernant les tiers(2)	Internes du gouvernement	Total	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers(2)	Internes du gouvernement	Total
Développement social—								
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	12,525		12,525			12,525		12,525
Prestations d'assurance-chômage	10,029		10,029			10,029		10,029
Financement des programmes établis—								
Assurance et services de soins médicaux	6,400		6,400			6,400		6,400
Aide à l'éducation	2,580		2,580			2,580		2,580
Régime d'assistance publique du Canada	3,916		3,916			3,916		3,916
Allocations familiales	2,501		2,501			2,501		2,501
Justice et affaires juridiques	2,016	5	2,021			2,016	5	2,021
Assistance sociale—Indiens et Inuit	1,953	5	1,958			1,953	5	1,958
Formation et création directe d'emplois	1,795		1,795			1,795		1,795
Prestations aux anciens combattants	1,535	1	1,536			1,535	(1)	1,536
Logement	1,429		1,429			1,429		1,429
Télévision, cinéma et radio	1,023		1,023			1,023		1,023
Autres	4,562	982	5,544	405	972	4,157	10	4,167
	52,264	*993*	*53,257*	*405*	*972*	*51,859*	*21*	*51,880*
Développement économique et régional	13,630	320	13,950	1,807	290	11,823	30	11,853
Défense	9,366	55	9,421	272	18	9,094	37	9,131
Arrangements fiscaux	5,941		5,941			5,941		5,941
Services gouvernementaux	4,599	2,055	6,654	207	2,030	4,392	25	4,417
Aide et affaires extérieures	2,500	2	2,502	21	1	2,479	1	2,480
Parlement	198		198			198		198
Total des dépenses des programmes	*88,498*	*3,425*	*91,923*	*2,712*	*3,311*	*85,786*	*114*	*85,900*
Dette publique	25,441	2	25,443			25,441	2	25,443
Total des dépenses	113,939	3,427	117,366	2,712	3,311	111,227	116	111,343

(1) Moins de $500,000.
(2) Reflétées à l'état des recettes et dépenses de la section 2 de ce volume.

1984-85								
Dépenses brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Dépenses nettes			
Concernant les tiers[2]	Internes du gouvernement	Total	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers[2]	Internes du gouvernement	Total	Variation du total des dépenses nettes
11,418		11,418			11,418		11,418	1,107
10,052		10,052			10,052		10,052	− 23
6,330		6,330			6,330		6,330	70
2,492		2,492			2,492		2,492	88
3,745		3,745			3,745		3,745	171
2,418		2,418			2,418		2,418	83
1,863	9	1,872			1,863	9	1,872	149
1,985	1	1,986			1,985	1	1,986	− 28
2,053	1	2,054			2,053	1	2,054	− 259
1,458	1	1,459			1,458	1	1,459	77
1,657		1,657			1,657		1,657	− 228
1,040	9	1,049	6	9	1,034		1,034	− 11
4,466	969	5,435	401	969	4,065		4,065	102
50,977	*990*	*51,967*	*407*	*978*	*50,570*	*12*	*50,582*	*1,298*
17,641	357	17,998	2,790	329	14,851	28	14,879	− 3,026
9,021	146	9,167	259	12	8,762	134	8,896	235
5,985		5,985			5,985		5,985	− 44
4,031	1,924	5,955	274	1,904	3,757	20	3,777	640
2,659	2	2,661	20	(1)	2,639	2	2,641	− 161
196		196			196		196	2
90,510	*3,419*	*93,929*	*3,750*	*3,223*	*86,760*	*196*	*86,956*	*− 1,056*
22,455	14	22,469			22,455	14	22,469	2,974
112,965	3,433	116,398	3,750	3,223	109,215	210	109,425	1,918

Conciliation du total des dépenses nettes

Le total des dépenses nettes de $111,343 millions ($109,425 millions en 1985) présenté au tableau 6.1 diffère du total de l'emploi des crédits budgétaires de $103,164 millions ($100,254 millions en 1985) présenté (par ministère) à l'état de la provenance et de l'utilisation des autorisations (section 2 de ce volume). La différence représente les opérations des comptes à fins déterminées consolidés y compris les opérations budgétaires internes du gouvernement et la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances laquelle n'est pas répartie à chaque crédit, et le couru des éléments de passif reliés aux éléments statutaires et aux autres crédits. Des modifications ont été effectuées, en 1986, dans l'évaluation et la classification de certains éléments d'actif et de passif, et dans la considération des réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.

À partir de 1985-86 (1984-85 pour le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne), les opérations de certains comptes à fins déterminées sont présentées avec les recettes et les dépenses budgétaires. Ces comptes sont:

- Compte d'assurance-chômage;
- Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne;
- Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest;
- Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole; et,
- Fonds de réassurance-récolte.

Toutefois, puisque les lois constituantes exigent que les opérations relatives à chacun de ces comptes à fins déterminées soient comptabilisées séparément en tant qu'opérations non budgétaires, les dépenses déclarées ailleurs dans les Comptes publics ne comprennent pas les dépenses inscrites à même ces comptes.

Le tableau 6.2 constitue donc une conciliation sous une forme comparative du total des dépenses nettes présenté au tableau 6.1 avec les autres tableaux et états apparaissant ailleurs dans les volumes I (section 4 ainsi que dans le reste de la section 6) et II des Comptes publics.

TABLEAU 6.2

CONCILIATION DU TOTAL DES DÉPENSES NETTES
(en millions of dollars)

	1985-86			1984-85		
	$	$	$	$	$	$
Total des dépenses nettes selon le tableau 6.1			111,343			109,425
Enveloppe du développement social—						
Total selon le tableau 6.1		51,880			50,582	
Plus: Contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage selon le tableau 7.2 de ce volume	2,744			2,788		
Contribution du gouvernement en tant qu'employeur au Compte d'assurance-chômage	74			76		
Provision pour évaluation				100		
Moins: Prestations d'assurance-chômage selon le tableau 7.2 de ce volume	9,834			9,890		
Dépenses d'administration du Compte d'assurance-chômage selon le tableau 7.2 de ce volume	904			911		
Provision pour évaluation	158					
		(8,078)	(8,078)		(7,837)	(7,837)
Total selon le tableau 4.1 de ce volume		43,802			42,745	
Enveloppe du développement économique et régional—						
Total selon le tableau 6.1		11,853			14,879	
Plus: Provision pour évaluation	868					
Contribution du gouvernement au Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	85			117		
Contribution du gouvernement en tant qu'employeur au Compte d'assurance-chômage	58			54		
Moins: Paiements du Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	526			223		
Provision pour évaluation				745		
Paiements du Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole	142			269		
Paiements du Fonds de réassurance-récolte	98					
		245	245		(1,066)	(1,066)
Total selon le tableau 4.1 de ce volume		12,098			13,813	
Enveloppe de la défense—						
Total selon le tableau 6.1		9,131			8,896	
Plus: Contribution du gouvernement en tant qu'employeur au Compte d'assurance-chômage	84			77		
Moins: Provision pour évaluation	47			47		
		37	37		30	30
Total selon le tableau 4.1 de ce volume		9,168			8,926	

TABLEAU 6.2

CONCILIATION DU TOTAL DES DÉPENSES NETTES—*Fin*
(en millions of dollars)

	1985-86			1984-85		
	$	$	$	$	$	$
Enveloppe des arrangements fiscaux—						
Total selon le tableau 6.1		5,941			5,985	
Plus: Provision pour évaluation					100	100
Total selon le tableau 4.1 de ce volume		5,941			6,085	
Enveloppe des services gouvernementaux—						
Total selon le tableau 6.1		4,417			3,777	
Plus: Contribution du gouvernement en tant qu'employeur au Compte d'assurance-chômage	21			12		
Moins: Provision pour évaluation	110			27		
		(89)	(89)		(15)	(15)
Total selon le tableau 4.1 de ce volume		4,328			3,762	
Enveloppe de l'aide et des affaires extérieures—						
Total selon le tableau 6.1		2,480			2,641	
Plus: Contribution du gouvernement en tant qu'employeur au Compte d'assurance-chômage	5			5		
Moins: Provision pour évaluation	364			468		
		(359)	(359)		(463)	(463)
Total selon le tableau 4.1 de ce volume		2,121			2,178	
Enveloppe du Parlement—						
Total selon le tableau 6.1		198			196	
Plus: Contribution du gouvernement en tant qu'employeur au Compte d'assurance-chômage	3					
Moins: Provision pour évaluation				2		
		3	3		(2)	(2)
Total selon le tableau 4.1 de ce volume		201			194	
Enveloppe de la dette publique—						
Total selon le tableau 6.1		25,443			22,469	
Plus: Intérêt crédité au Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	48			93		
Intérêt crédité au Compte d'assurance-chômage	3					
Provision pour évaluation	11					
Moins: Provision pour évaluation				11		
		62	62		82	82
Total selon le tableau 4.1 de ce volume		25,505			22,551	
Total des dépenses nettes selon le tableau 4.1 de ce volume			103,164			100,254

Dépenses par article courant

La présentation des dépenses par article courant est reliée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués, par le gouvernement.

Un sommaire comparatif des dépenses par article courant est présenté au tableau 6.3. Des précisions supplémentaires figurent à la section 1 (tableau 4) du volume II (partie I).

Les paiements de transfert forment la catégorie la plus importante des dépenses et ont absorbé la somme de $47,115 millions, soit 46% du total des dépenses nettes. Ces paiements comprenaient les paiements de transfert fiscal aux provinces, $5,403 millions; les paiements en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, $299 millions; les paiements pour les services de santé assurés et les services complémentaires de santé, $6,386 millions; les versements d'allocations familiales, $2,500 millions; les versements du supplément de revenu garanti, $3,319 millions; les versements d'allocations au conjoint, $348 millions; les versements à la sécurité de la vieillesse, $8,858 millions; les paiements au Régime d'assistance du Canada, $3,876 millions; et, les paiements pour l'enseignement post-secondaire, $2,278 millions.

L'article courant personnel s'est élevé à $13,330 millions, soit 13% du total des dépenses nettes. L'augmentation de $422 millions est surtout due à l'augmentation des taux de traitements et salaires.

Le service de la dette publique s'est élevé à $25,505 millions, soit 25% du total des dépenses nettes. La hausse de $2,954 millions est surtout due à l'augmentation de la dette non échue.

TABLEAU 6.3

DÉPENSES PAR ARTICLE COURANT
(en millions de dollars)

		1985-86	1984-85	Variation Montant	Variation %
Personnel	(1)	13,330	12,908	422	3
Transports et communications	(2)	1,580	1,519	61	4
Information	(3)	316	359	-43	-12
Services professionnels et spéciaux	(4)	2,766	2,700	66	2
Location	(5)	882	846	36	4
Achat de services de réparation et d'entretien	(6)	1,141	1,101	40	4
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	(7)	2,244	2,245	-1	
Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	(8)	1,587	1,639	-52	-3
Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel	(9)	2,885	3,318	-433	-13
Paiements de transfert	(10)	47,115	49,030	-1,915	-4
Service de la dette publique	(11)	25,505	22,551	2,954	13
Toutes autres dépenses	(12)	9,837	9,010	827	9
Total des dépenses brutes	(1-12)	109,188	107,226	1,962	2
Moins: recettes à valoir sur les crédits	(13)	6,024	6,972	-948	-14
Total des dépenses nettes selon le tableau 6.2		103,164	100,254	2,910	3

Des précisions figurent à la section 1 (tableau 4) du volume II (partie I).

Dépenses par programme

Les programmes de chaque département et organisme indiquent les principaux objectifs du ministère.

Le tableau 6.4 présente un sommaire comparatif des dépenses par programme.

TABLEAU 6.4

DÉPENSES PAR PROGRAMME
(en millions de dollars)

	1985-86	1984-85	Variation
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—			
Affaires des anciens combattants	772	764	8
Commission des allocations aux anciens combattants	1	1	
Conseil de révision des pensions	2	1	1
Commission canadienne des pensions	756	688	68
Bureau de services juridiques des pensions	5	5	
	1,536	1,459	77
AFFAIRES EXTÉRIEURES—			
Département—			
Intérêts du Canada à l'étranger	768	723	45
Céréales et graines oléagineuses	9	12	- 3
Expositions internationales	5	11	- 6
	782	*746*	*36*
Corporation commerciale canadienne	16	17	- 1
Agence canadienne de développement international	1,269	1,333	- 64
Centre de recherches pour le développement international	86	81	5
Commission mixte internationale	3	3	
	2,156	2,180	- 24
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—			
Département—			
Administration	46	50	- 4
Affaires indiennes et inuit	1,564	1,488	76
Affaires du Nord	135	155	- 20
Transferts aux gouvernements territoriaux	586	495	91
Revendications des autochtones	45	63	- 18
	2,376	2,251	125
AGRICULTURE—			
Département—			
Administration	59	56	3
Développement du secteur agro-alimentaire	1,207	1,263	- 56
Réglementation et inspection agro-alimentaires	239	204	35
Service canadien des forêts	208	192	16
Commission canadienne des grains	38	38	
	1,751	*1,753*	*- 2*
Commission canadienne du lait	4	6	- 2
Office canadien des provendes	16	19	- 3
Canagrex		5	- 5
	1,771	1,783	- 12
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—			
Département—			
Services	202	205	- 3
Approvisionnements	27	- 2	29
	229	*203*	*26*
Statistique Canada	209	208	1
	438	411	27

	1985-86	1984-85	Variation
COMMUNICATIONS—			
Département—			
Communications et culture	310	283	27
Conseil des Arts du Canada	74	73	1
Société Radio-Canada	857	905	- 48
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	76	46	30
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25	25	
Corporation du Centre national des Arts	17	15	2
Office national du film	65	61	4
Bibliothèque nationale	32	30	2
Musées nationaux du Canada	74	74	
Archives publiques	40	39	1
	1,570	1,551	19
CONSEIL DU TRÉSOR—			
Secrétariat—			
Administration centrale de la Fonction publique	59	56	3
Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance	207	202	5
Affectations temporaires	1	1	
	267	*259*	*8*
Contrôleur général	12	11	1
	279	270	9
CONSEIL PRIVÉ—			
Département—			
Conseil privé	51	51	
Spécial		1	- 1
	51	*52*	*- 1*
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	3	3	
Directeur général des élections	4	94	- 90
Commissaire aux langues officielles	9	9	
Conseil économique du Canada	8	8	
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	9	8	1
	84	174	- 90
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—			
Département	155	194	- 39
Société canadienne des postes	355	516	- 161
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1	1	
Conseil canadien des normes	6	7	- 1
	517	718	- 201
DÉFENSE NATIONALE—			
Services de défense	9,154	8,912	242
Construction de défense (1951) Limitée	14	14	
	9,168	8,926	242
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL		5	- 6
DÉVELOPPEMENT SOCIAL		3	- 3

TABLEAU 6.4

DÉPENSES PAR PROGRAMME—*Suite*
(en millions de dollars)

	1985-86	1984-85	Variation
EMPLOI ET IMMIGRATION—			
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—			
Services généraux et spéciaux	50	53	- 3
Emploi et assurance	4,522	4,809	- 287
Immigration	139	128	11
	4,711	*4,990*	*- 279*
Commission d'appel de l'immigration	5	4	1
	4,716	4,994	- 278
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—			
Département—			
Administration	41	43	- 2
Énergie	1,868	3,797	- 1,929
Minéraux et sciences de la Terre	319	288	31
	2,228	*4,128*	*- 1,900*
Commission de contrôle de l'énergie atomique	21	20	1
Énergie atomique du Canada, Limitée	275	326	- 51
Office national de l'énergie	25	24	1
Petro-Canada		17	- 17
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	24	60	- 36
	2,573	4,575	- 2,002
ENVIRONNEMENT—			
Département—			
Administration	38	49	- 11
Services de l'environnement	375	395	- 20
Parcs Canada	288	310	- 22
	701	754	- 53
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—			
Département	1,060	1,070	- 10
Société financière Canadair Inc	1,188	300	888
Société de développement du Cap-Breton	120	108	12
Banque fédérale de développement	26	31	- 5
Investissement Canada	10	7	3
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	50	150	- 100
	2,454	1,666	788
FINANCES—			
Département—			
Politiques financières et économiques	86	90	- 4
Service de la dette publique	25,505	22,551	2,954
Paiements de transfert fiscal	5,702	5,813	- 111
Tribunal canadien des importations	2	2	
Inspecteur général des banques	4	2	2
Spécial	797	(1)	797
	32,096	*28,458*	*3,638*
Vérificateur général	42	40	2
Assurances	24	13	11
Commission du tarif	3	3	
	32,165	28,514	3,651
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	6	6	
JUSTICE—			
Département—			
Administration de la justice	132	134	- 2
Commission canadienne des droits de la personne	9	9	
Commissaire à la magistrature fédérale	107	89	18
Cour fédérale du Canada	8	8	

	1985-86	1984-85	Variation
Commission de réforme du droit du Canada	5	5	
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3	3	
Cour suprême du Canada	6	6	
Cour canadienne de l'impôt	3	3	
	273	257	16
PARLEMENT—			
Sénat	27	26	1
Chambre des communes	163	158	5
Bibliothèque du Parlement	11	10	1
	201	194	7
PÊCHES ET OCÉANS	635	721	- 86
REVENU NATIONAL—			
Douanes et Accise	416	409	7
Impôt	700	663	37
	1,116	1,072	44
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—			
Département—			
Administration centrale	43	44	- 1
Services et promotion de la santé	6,441	6,380	61
Services sociaux	3,984	3,790	194
Services médicaux	398	377	21
Protection de la santé	118	114	4
Sécurité du revenu	15,100	13,905	1,195
Condition physique et sport amateur	68	102	- 34
XV^e Jeux Olympiques d'hiver	47	45	2
	26,199	*24,757*	*1,442*
Conseil de recherches médicales	161	157	4
	26,360	24,914	1,446
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—			
Département d'État	13	7	6
Conseil national de recherches du Canada—			
Recherches scientifiques et industrielles	396	447	- 51
Information scientifique et technique	21	21	
	417	*468*	*- 51*
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	310	312	- 2
Conseil des sciences du Canada	4	5	- 1
	744	792	- 48
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—			
Département—			
Administration et opérations régionales	36	34	2
Langues officielles	333	313	20
Aide à l'éducation	2,581	2,492	89
Citoyenneté et culture	179	203	- 24
	3,129	*3,042*	*87*
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme	3	3	
Commission de la Fonction publique	117	113	4
Conseil de recherches en sciences humaines	63	63	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	3	3	
	3,315	3,224	91
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—			
Département	120	40	80
Service canadien du renseignement de sécurité	116		116

TABLEAU 6.4

DÉPENSES PAR PROGRAMME—*Fin*
(en millions de dollars)

	1985-86	1984-85	Variation
Service correctionnel	730	740	- 10
Commission nationale des libérations conditionnelles	15	14	1
Gendarmerie royale du Canada—Application de la loi	794	836	- 42
	1,775	1,630	145
TRANSPORTS—			
Département—			
Administration centrale	192	179	13
Transport maritime	787	812	- 25
Transports aériens	676	794	- 118
Transports de surface	1,023	1,168	- 145
	2,678	*2,953*	*- 275*
Bureau canadien de la sécurité aérienne	18	5	13
Commission canadienne des transports	680	786	- 106
Administrateur de l'Office du transport du grain	2	1	1
Administration du pipe-line du Nord	1	4	- 3
	3,379	3,749	- 370
TRAVAIL—			
Département	151	129	22
Conseil canadien des relations du travail	6	6	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,454	1,965	- 511
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7	7	
	1,618	2,107	- 489
TRAVAUX PUBLICS—			
Département—			
Services	233	184	49
Logement	528	552	- 24
Soutien à la gestion immobilière fédérale	323	436	- 113
Transport maritime et travaux connexes de génie	10	12	- 2
Voirie et autres travaux de génie	63	72	- 9
	1,157	*1,256*	*- 99*
Commission de la Capitale nationale	81	97	- 16
	1,238	1,353	- 115
Total des dépenses nettes selon le tableau 6.2	103,164	100,254	2,910

[1] Moins de $500,000.

Dépenses par catégorie

Les dépenses peuvent être classées sous trois catégories principales: les dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital, et les paiements de transfert. Les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses encourues dans la conduite des activités administratives et opérationnelles du programme; les dépenses en capital portent sur la construction et l'acquisition d'immobilisations, les paiements de transfert sont des versements faits dans le but de favoriser la réalisation des objectifs du programme, mais qui ne sont pas pour des biens et services.

Un sommaire comparatif des dépenses par catégorie apparaît au tableau 6.5.

TABLEAU 6.5

DÉPENSES PAR CATÉGORIE
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Total	
	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	307,750[1]	294,625	2,490	3,253	1,226,081	1,161,125	1,536,321	1,459,003
AFFAIRES EXTÉRIEURES—								
Département	558,851	515,899	58,622	70,461	164,496	159,458	781,969	745,818
Corporation commerciale canadienne	15,826	17,617					15,826	17,617
Agence canadienne de développement international	72,714	72,020	1,097	2,079	1,194,863	1,258,820	1,268,674	1,332,919
Centre de recherche pour le développement international	86,000	81,000					86,000	81,000
Commission mixte internationale	3,150	2,913	31	17			3,181	2,930
	736,541	*689,449*	*59,750*	*72,557*	*1,359,359*	*1,418,278*	*2,155,650*	*2,180,284*
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	358,753	392,136	78,469	91,203	1,938,714	1,767,721	2,375,936	2,251,060
AGRICULTURE—								
Département	728,068	755,274	156,070	119,305	866,664	878,453	1,750,802	1,753,032
Commission canadienne du lait	3,739	5,780	34	197			3,773	5,977
Office canadien des provendes	1,302	1,308	14	48	15,455	17,302	16,771	18,658
Canagrex		5,400						5,400
	733,109	*767,762*	*156,118*	*119,550*	*882,119*	*895,755*	*1,771,346*	*1,783,067*
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—								
Département	218,758	188,253	8,899	13,108	1,585	1,198	229,242	202,559
Statistique Canada	202,414	198,416	6,027	9,390	205	247	208,646	208,053
	421,172	*386,669*	*14,926*	*22,498*	*1,790*	*1,445*	*437,888*	*410,612*

TABLEAU 6.5

DÉPENSES PAR CATÉGORIE—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Total	
	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85
COMMUNICATIONS—								
Département	234,947	212,701	22,753	25,302	51,823	45,455	309,523	283,458
Conseil des Arts du Canada	74,244	72,614					74,244	72,614
Société Radio-Canada	857,347	904,927					857,347	904,927
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	75,928	45,571					75,928	45,571
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	24,703	25,026	327	225			25,030	25,251
Corporation du Centre national des Arts	16,574	14,932					16,574	14,932
Office national du film	61,614	58,042	3,202	3,168	259	277	65,075	61,487
Bibliothèque nationale	31,271	29,656	550	471	38	37	31,859	30,164
Musées nationaux du Canada	63,403	62,493	2,175	2,662	8,334	8,568	73,912	73,723
Archives publiques	37,891	36,583	2,204	2,669			40,095	39,252
	1,477,922	*1,462,545*	*31,211*	*34,497*	*60,454*	*54,337*	*1,569,587*	*1,551,379*
CONSEIL PRIVÉ—								
Département	48,806	49,045	1,789	1,758	69	1,199	50,664	52,002
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	2,869	2,406	1	7			2,870	2,413
Directeur général des élections	3,741	78,320	40	105	103	15,069	3,884	93,494
Commissaire aux langues officielles	9,512	9,149		218			9,512	9,367
Conseil économique du Canada	8,544	8,138	41	117			8,585	8,255
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	8,742	8,184	134	67			8,876	8,251
	82,214	*155,242*	*2,005*	*2,272*	*172*	*16,268*	*84,391*	*173,782*
CONSEIL DU TRÉSOR—								
Secrétariat	266,660	257,573	339	643	525	563	267,524	258,779
Contrôleur général	11,501	10,813	98	44			11,599	10,857
	278,161	*268,386*	*437*	*687*	*525*	*563*	*279,123*	*269,636*
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—								
Département	120,239	129,779	5,105	5,767	29,594	58,205	154,938	193,751
Société canadienne des postes	355,014	515,831					355,014	515,831
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1,420	1,393		6			1,420	1,399
Conseil canadien des normes	5,424	6,612					5,424	6,612
	482,097	*653,615*	*5,105*	*5,773*	*29,594*	*58,205*	*516,796*	*717,593*
DÉFENSE NATIONALE	6,432,613	6,013,503	2,332,524	2,567,284	402,713	345,351	9,167,850	8,926,138
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL		6,137		33		159		6,329
DÉVELOPPEMENT SOCIAL		2,668		19				2,687
EMPLOI ET IMMIGRATION—								
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	3,549,509	3,584,200	6,230	13,863	1,155,593	1,391,730	4,711,332	4,989,793
Commission d'appel de l'immigration	4,562	4,270	21	298			4,583	4,568
	3,554,071	*3,588,470*	*6,251*	*14,161*	*1,155,593*	*1,391,730*	*4,715,915*	*4,994,361*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—								
Département	418,188	392,258	37,944	44,627	1,772,571	3,690,929	2,228,703	4,127,814
Commission de contrôle de l'énergie atomique	19,874	19,788	258	222	593	443	20,725	20,453
Énergie atomique du Canada, Limitée	275,121	325,536					275,121	325,536
Office national de l'énergie	24,727	23,797	328	246			25,055	24,043
Petro-Canada		17,040						17,040
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	23,800	60,500					23,800	60,500
	761,710	*838,919*	*38,530*	*45,095*	*1,773,164*	*3,691,372*	*2,573,404*	*4,575,386*
ENVIRONNEMENT	557,825	568,008	120,359	138,782	22,614	47,343	700,798	754,133
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—								
Département	252,567	230,970	3,811	2,840	803,680	836,587	1,060,058	1,070,397
Société financière Canadair Inc.	1,188,166	300,000					1,188,166	300,000
Société de développement du Cap-Breton	120,099	107,573					120,099	107,573
Banque fédérale de développement	25,929	31,108					25,929	31,108
Investissement Canada	9,850	6,697	370	66		15	10,220	6,778
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	50,000	150,000					50,000	150,000
	1,646,611	*826,348*	*4,181*	*2,906*	*803,680*	*836,602*	*2,454,472*	*1,665,856*
FINANCES—								
Département	26,391,563	22,641,235	2,071	3,319	5,702,015	5,813,601	32,095,649	28,458,155
Vérificateur général	40,981	38,309	1,042	1,060	410	358	42,433	39,727
Assurances	24,443	12,922	24	76			24,467	12,998
Commission du tarif	2,920	2,742	26	35			2,946	2,777
	26,459,907	*22,695,208*	*3,163*	*4,490*	*5,702,425*	*5,813,959*	*32,165,495*	*28,513,657*
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	6,173	5,605	112	195			6,285	5,800

TABLEAU 6.5

DÉPENSES PAR CATÉGORIE—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Total	
	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85
JUSTICE—								
Département	80,107	75,873	1,789	1,453	49,805	57,043	131,701	134,369
Commission canadienne des droits de la personne	8,705	8,501	97	261			8,802	8,762
Commissaire à la magistrature fédérale	90,758	74,047	24	14	15,823	15,188	106,605	89,249
Cour fédérale du Canada	8,233	7,566	288	792			8,521	8,358
Commission de réforme du droit du Canada	4,491	4,993	42	54			4,533	5,047
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3,118	2,382	65	61			3,183	2,443
Cour suprême du Canada	5,751	5,351	114	367	554	552	6,419	6,270
Cour canadienne de l'impôt	2,997	2,558	216	491			3,213	3,049
	204,160	*181,271*	*2,635*	*3,493*	*66,182*	*72,783*	*272,977*	*257,547*
PARLEMENT—								
Sénat	26,045	24,834	262	468	1,134	710	27,441	26,012
Chambre des communes	155,653	148,868	5,379	7,874	1,905	1,023	162,937	157,765
Bibliothèque du Parlement	10,577	10,025	76	157			10,653	10,182
	192,275	*183,727*	*5,717*	*8,499*	*3,039*	*1,733*	*201,031*	*193,959*
PÊCHES ET OCÉANS	475,213	480,625	127,534	205,363	31,677	34,780	634,424	720,768
REVENU NATIONAL—								
Douanes et Accise	406,839	397,412	8,444	11,130			415,283	408,542
Impôt	689,830	646,248	10,382	16,915	53	48	700,265	663,211
	1,096,669	*1,043,660*	*18,826*	*28,045*	*53*	*48*	*1,115,548*	*1,071,753*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—								
Département	568,550	576,499	61,439	50,726	25,568,718	24,129,694	26,198,707	24,756,919
Conseil de recherches médicales	3,613	3,546	18	63	157,699	153,191	161,330	156,800
	572,163	*580,045*	*61,457*	*50,789*	*25,726,417*	*24,282,885*	*26,360,037*	*24,913,719*
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—								
Département d'État	8,780	5,302	584	62	3,518	1,895	12,882	7,259
Conseil national de recherches du Canada	227,384	254,793	76,710	104,551	112,927	108,615	417,021	467,959
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	10,851	8,700	370	2,332	298,976	300,527	310,197	311,559
Conseil des sciences du Canada	4,282	4,765	20	32			4,302	4,797
	251,297	*273,560*	*77,684*	*106,977*	*415,421*	*411,037*	*744,402*	*791,574*
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—								
Département	179,198	168,981	3,851	2,337	2,945,574	2,871,014	3,128,623	3,042,332
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme	2,330	2,384	94	7			2,424	2,391
Commission de la Fonction publique	116,311	110,076	1,032	3,181			117,343	113,257
Conseil de recherches en sciences humaines	5,748	5,649	228	202	57,234	57,009	63,210	62,860
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	3,092	2,998	17	87			3,109	3,085
	306,679	*290,088*	*5,222*	*5,814*	*3,002,808*	*2,928,023*	*3,314,709*	*3,223,925*
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—								
Département	23,879	21,894	665	1,055	95,294	17,322	119,838	40,271
Service canadien du renseignement de sécurité	115,891						115,891	
Service correctionnel	594,465	606,119	133,975	132,464	1,249	1,306	729,689	739,889
Commission nationale des libérations conditionnelles	14,690	13,693	94	280			14,784	13,973
Gendarmerie royale du Canada	690,199	731,750	76,563	90,901	27,724	13,226	794,486	835,877
	1,439,124	*1,373,456*	*211,297*	*224,700*	*124,267*	*31,854*	*1,774,688*	*1,630,010*
TRANSPORTS—								
Département	1,566,827	1,688,749	774,619	790,344	335,899	473,723	2,677,345	2,952,816
Bureau canadien de la sécurité aérienne	17,144	4,445	1,020	930			18,164	5,375
Commission canadienne des transports	44,292	42,960	452	685	635,427	742,753	680,171	786,398
Administrateur de l'Office du transport du grain	1,932	1,130	86	211	227		2,245	1,341
Administration du pipe-line du Nord	861	3,524					861	3,524
	1,631,056	*1,740,808*	*776,177*	*792,170*	*971,553*	*1,216,476*	*3,378,786*	*3,749,454*
TRAVAIL—								
Département	73,876	74,738	2,705	605	74,709	54,211	151,290	129,554
Conseil canadien des relations du travail	5,978	5,645	168	34			6,146	5,679
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,454,268	1,965,063					1,454,268	1,965,063
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	6,561	3,910	126	1,639		1,467	6,687	7,016
	1,540,683	*2,049,356*	*2,999*	*2,278*	*74,709*	*55,678*	*1,618,391*	*2,107,312*
TRAVAUX PUBLICS—								
Département	768,821	778,123	141,410	191,704	246,951	286,567	1,157,182	1,256,394
Commission de la Capitale nationale	81,026	97,055					81,026	97,055
	849,847	*875,178*	*141,410*	*191,704*	*246,951*	*286,567*	*1,238,208*	*1,353,449*
Total des dépenses nettes selon le tableau 6.2	52,855,795	48,687,069	4,286,589	4,745,087	46,022,074	46,822,077	103,164,458	100,254,233

(1) Ce montant comprend $2.1 millions (article courant 12) lequel est reporté comme paiement de transfert à la section 7 du volume II (Partie II).

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend l'intérêt sur la dette non échue (y compris les bons du Trésor), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes, les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations, et les frais de service afférents à la dette publique.

L'augmentation de $2,511 millions du service de la dette publique relativement à la dette non échue est surtout attribuable à une augmentation de celle-ci qui est passée de $172,897 millions au 31 mars 1985, à $201,517 millions au 31 mars 1986. L'augmentation de $489 millions du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées découle principalement d'une augmentation des comptes de pension de retraite.

Un sommaire comparatif du service de la dette publique est présenté au tableau 6.6. Des précisions se trouvent à la section 8 du volume II (partie II).

TABLEAU 6.6

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE
(en millions de dollars)

	1985-86	1984-85	Variation
Dette non échue—			
Obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne	9,058	7,544	1,514
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis	279	178	101
Deutsche marks	10	8	2
Francs suisses	14	10	4
Yen japonais	4		4
	307	*196*	*111*
	9,365	*7,740*	*1,625*
Obligations d'épargne du Canada	5,177	4,818	359
Obligations spéciales non négociables—			
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	37	22	15
Bons du Trésor	5,513	5,216	297
Effets et prêts—			
À payer en monnaie canadienne	4		4
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis	411	310	101
Francs suisses	51	41	10
Yen japonais	113	60	53
	575	*411*	*164*
	579	*411*	*168*
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts	101	54	47
Total du service de la dette publique relativement à la dette non échue	20,772	18,261	2,511
Comptes à fins déterminées—			
Comptes de pension de retraite	4,214	3,720	494
Compte des rentes sur l'État	73	75	- 2
Compte du régime de pensions du Canada	152	152	
Comptes de dépôt et de fiducie	104	113	- 9
Autres	52	46	6
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées	4,595	4,106	489
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés	51	93	- 42
Total du service de la dette publique relativement aux autres comptes	87	91	- 4
Total du service de la dette publique selon le tableau 6.3	25,505	22,551	2,954

Dépenses imputées sur les crédits statutaires

L'autorisation de dépenser, comprise dans les crédits statutaires, est consentie à des fins particulières ainsi que pour des montants et des délais prescrits par les lois. Cette autorisation ne s'annule généralement pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Les dépenses imputées à ces crédits statutaires rendent compte, à chaque exercice, pour plus de la moitié du total des dépenses nettes.

En 1985-86, les dépenses à même les crédits statutaires se sont élevées à $67,592 millions, soit 66% du total des dépenses nettes de $103,164 millions.

Le tableau 6.7 présente un sommaire comparatif de ces dépenses statutaires.

TABLEAU 6.7

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES
(en millions de dollars)

	1985-86			1984-85			Variation
Service de la dette publique			25,505			22,551	2,954
Versements à la sécurité de la vieillesse			8,858			8,216	642
Contributions aux provinces en vertu de l'assurance-hospitalisation, des soins médicaux et des services complémentaires de santé aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis			6,386			6,330	56
Arrangements fiscaux et utilité publique			5,702			5,814	- 112
Paiements aux provinces en vertu du Régime d'assistance publique du Canada			3,876			3,635	241
Versements du supplément de revenu garanti			3,319			2,953	366
Contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage			2,744			2,788	- 44
Versements d'allocations familiales			2,500			2,418	82
Paiements aux provinces pour l'enseignement postsecondaire			2,278			2,265	13
Obligations telles qu'autorisées par la Loi nº 4 de 1984-85 portant affectation de crédits			1,188				1,188
Paiements aux déposants de la Banque commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque			791				791
Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest			496			590	- 94
Versements d'allocations au conjoint			348			249	99
Paiements d'intérêts en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants			285			207	78
Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices			239			272	- 33
Contribution en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte			198			188	10
Excédent des dépenses sur les recettes de la Société canadienne des postes			184			347	- 163
Contributions à l'égard des prestatons versées aux pêcheurs			176			159	17
Indemnisation pétrolière			- 136			438	- 574
Traitements, indemnités et pensions des juges			103			86	17
Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest			84			117	- 33
Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse			81				81
Pension de retraite, prestations de retraite supplémentaires, prestations de décès et autres pensions—							
Fonction publique—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la Fonction publique	391			373			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	453			421			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	175			160			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	91			85			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	72			70			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	7			7			
Amortissement de l'insuffisance actuarielle	244			356			
		1,433			1,472		
Moins: intérêt qui a réduit l'amortissement de l'insuffisance actuarielle et qui est imputé à l'intérêt de la dette publique	244			356			
recouvrements des fonds renouvelables	67			31			
		311			387		
			1,122			1,085	37
Forces canadiennes—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	223			212			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	262			236			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	58			53			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	32			28			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	24			22			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	2			2			
Amortissement de l'insuffisance actuarielle	152			202			
		753			755		
Moins: intérêt qui a réduit l'amortissement de l'insuffisance actuarielle et qui est imputé à l'intérêt de la dette publique		152			202		
			601			553	48
Gendarmerie royale du Canada—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	68			67			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	20			19			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	12			11			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	7			6			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	6			6			
Amortissement de l'insuffisance actuarielle	11			19			
		124			128		

TABLEAU 6.7

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES—*Fin*
(en millions de dollars)

	1985-86		1984-85		Variation
Moins: intérêt qui a réduit l'amortissement de l'insuffisance actuarielle et qui est imputé à l'intérêt de la dette publique	11	113	19	109	4
Versements en vertu des services de défense et de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada		17		18	−1
Toutes autres dépenses statutaires		534		716	−182
Total		67,592		62,104	5,488

Total des dépenses mensuelles nettes par principaux ministères

Le tableau 6.8 présente un sommaire du total des dépenses nettes par mois pour 1985-86.

TABLEAU 6.8

TOTAL DES DÉPENSES MENSUELLES NETTES PAR PRINCIPAUX MINISTÈRES
(en millions de dollars)

	Finances	Santé nationale et Bien-être social	Défense nationale	Emploi et Immi-gration	Transports	Secré-tariat d'État	Énergie, Mines et Ressources	Expan-sion indus-trielle régionale	Affaires indiennes et Nord canadien	Affaires exté-rieures	Autres	Total
Avril 1985	2,309	2,173	363	321	95	228	4	18	223	89	857	6,680
Mai	2,394	2,133	579	464	259	259	232	53	134	165	1,100	7,772
Juin	2,863	2,168	584	426	245	292	297	74	188	89	1,152	8,378
Juillet	2,661	2,159	753	410	252	294	- 58	92	205	217	1,177	8,162
Août	2,462	2,175	779	310	233	245	24	74	233	192	1,130	7,857
Septembre	2,634	2,174	709	304	265	310	201	925	206	139	249	8,116
Octobre	2,527	2,222	797	356	367	252	281	81	213	171	1,101	8,368
Novembre	2,602	2,284	783	348	299	250	165	318	126	165	1,097	8,437
Décembre	3,055	2,199	799	325	300	310	220	79	221	167	1,128	8,803
Janvier 1986	2,599	2,197	625	366	220	293	167	91	205	166	1,394	8,323
Février	2,504	2,230	811	398	247	219	134	1,306	111	195	- 117	8,038
Mars	3,421	2,166	889	501	186	267	216	126	129	203	1,225	9,329
Complémentaire	134	80	697	187	411	96	690	- 783	182	198	3,009	4,901
Total des dépenses nettes selon le tableau 6.2	32,165	26,360	9,168	4,716	3,379	3,315	2,573	2,454	2,376	2,156	14,502	103,164

SECTION 7

COMPTES PUBLICS 1985-86

Comptes à fins déterminées consolidés

SOMMAIRE

	Page
Compte d'assurance-chômage	7.2
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	7.3
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole	7.3
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	7.3
Fonds de réassurance-récolte	7.3
État supplémentaire—	
Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage	7.4

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS

Les comptes à fins déterminées consolidés constituent des catégories de recettes et de dépenses budgétaires qui présentent les opérations de certains comptes dont les lois constituantes exigent que les recettes soient affectées à une fin particulière, et que les paiements et dépenses connexes soient imputés sur de telles recettes. Les comptes de ce genre réunissent surtout les rentrées de nature fiscale, et comprennent: le Compte d'assurance-chômage, le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, le Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, le Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole et le Fonds de réassurance-récolte.

Autrefois, les recettes affectées à une fin particulière étaient créditées à des comptes non budgétaires, et les paiements et dépenses compensatoires connexes y étaient imputés. À partir de 1985-86 (1984-85 pour le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne), les opérations de ces comptes sont présentées avec les recettes et les dépenses budgétaires afin de fournir une comptabilisation plus étendue des résultats d'exploitation reliés au gouvernement. Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés pour fins de comparaison.

Toutefois, les lois constituantes exigent que les opérations relatives à chaque compte soient comptabilisées séparément. Le tableau 7.1 présente un sommaire des soldes et des opérations de ces comptes, ainsi que les lois l'exigent.

Les états financiers du Compte d'assurance-chômage, de même que le rapport du vérificateur général, se trouvent à la fin de cette section.

TABLEAU 7.1

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS

		Rentrées et autres crédits		Paiements et autres débits			Variation nette	
	1er avril 1985	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	31 mars 1986	1986	1985
	$	$	$	$	$	$	$	$
Compte d'assurance-chômage, tableau 7.2	– 261,661,420	8,711,788,759	3,587,363,463	10,737,716,855	1,405,495,715	– 105,721,768	155,939,652	16,686,193
Moins: prêts portant intérêt	4,815,000,000		1,180,000,000		594,000,000	4,229,000,000	– 586,000,000	992,000,000
	– 5,076,661,420	*8,711,788,759*	*4,767,363,463*	*10,737,716,855*	*1,999,495,715*	*– 4,334,721,768*	*741,939,652*	*– 975,313,807*
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	1,673,742,836	229,177,065				1,902,919,901	229,177,065	850,158,903
À ajouter: investissements sur le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	1,656,854,321					1,656,854,321		
Sommes perçues dans le cadre d'une taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	*3,330,597,157*	*229,177,065*				*3,559,774,222*	*229,177,065*	*850,158,903*
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole		142,080,122		141,782,404		297,718	297,718	
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	970,514,445	30,120,996	132,649,665	526,267,177		607,017,929	– 363,496,516	38,148,766
Fonds de réassurance-récolte	170,060,894	47,970,958		97,534,342		120,497,510	– 49,563,384	20,418,269
Total	– 605,488,924	9,161,137,900	4,900,013,128	11,503,300,778	1,999,495,715	– 47,134,389	558,354,535	– 66,587,869

Compte d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un régime d'assurance-chômage à contribution obligatoire qui s'applique à tous les employés, à de rares exceptions près.

La Loi autorise un compte dans les comptes du Canada à être connu sous le nom du Compte d'assurance-chômage.

La Loi stipule que ce qui suit soit porté au crédit du Compte: *a*) les primes, amendes, pénalités et intérêts; *b*) la quote-part du gouvernement des prestations versées; *c*) les remboursements de versements excédentaires de prestations, et les remboursements de prestations; *d*) les sommes perçues pour services rendus à d'autres ministères ou organismes du gouvernement, ou au public; *e*) les sommes versées à toute fin relative à l'assurance-chômage, autorisées par affectation de crédits relevant de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada; et, *f*) les intérêts sur le solde du Compte, selon les taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi prévoit aussi que ce qui suit soit porté au débit du Compte: *a*) les prestations versées en vertu de la Loi; *b*) les frais d'application de la Loi; et, *c*) les intérêts sur les avances consenties par le ministre des Finances.

Les primes hebdomadaires maximales pour les employés étaient de $10.81 du 1er avril 1985 au 31 décembre 1985 et de $11.63 du 1er janvier 1986 au 31 mars 1986. Pour les mêmes périodes, les prestations hebdomadaires maximales étaient de $276 du 1er avril 1985 au 31 décembre 1985 et de $297 du 1er janvier 1986 au 31 mars 1986.

Des prêts portant intérêt ont été consentis au Compte d'assurance-chômage, aux termes de l'article 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, en raison de contributions insuffisantes de la part des employeurs et des employés. Le solde impayé au 31 mars 1986 porte intérêt à des taux entre 10% et 12.5% par année, et est remboursable entre le 30 septembre 1986 et le 31 mars 1988.

TABLEAU 7.2

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1985-86	1984-85
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employé et employeur*	8,957	7,777
Gouvernement	2,744	2,788
Revenu de placements	4	2
Prêts portant intérêt du gouvernement	594	4,040
	12,299	14,607
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	9,834	9,890
Dépenses	904	911
Frais d'intérêt	225	741
Remboursements au gouvernement, de prêts portant intérêt	1,180	3,049
	12,143	14,591
Augmentation nette	156	16
A ajouter—Solde au début de l'exercice	− 262	− 278
Solde à la fin de l'exercice	− 106	− 262

* Sont comprises dans les cotisations de l'employé et les contributions de l'employeur, $245 millions ($224 millions en 1984-85) à titre de contribution pour les employés de la part du gouvernement.

Les rentrées et autres crédits de $8,712 millions ($7,553 millions en 1985) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $10,738 millions ($10,801 millions en 1985) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $3,587 millions ($7,054 millions en 1985) et les paiements et autres débits de $1,405 millions ($3,790 millions en 1985), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne

Ce compte a été établi en vertu du crédit 5c de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de la Loi nº 4 de 1980-81 portant affectation de crédits. On porte au crédit du compte les sommes perçues dans le cadre d'une taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété au sein de l'industrie du gaz et du pétrole au Canada.

Les rentrées et autres crédits de $229 millions ($850 millions en 1985) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses.

Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole

Ce compte enregistre la part des redevances d'exportation sur le pétrole qui est payable aux provinces productrices de pétrole, conformément à la Loi d'administration de l'énergie. La part des redevances d'exportation sur le pétrole est reliée au pétrole produit dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba et de la Saskatchewan. La part se rapporte aux redevances d'exportation sur le pétrole perçues en 1985-86. Les paiements effectués aux provinces productrices de pétrole sont imputés à ce compte.

Les rentrées et autres crédits de $142 millions ($269 millions en 1985) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $142 millions ($269 millions en 1985) sont inscrits comme des dépenses.

Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest

Le but de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest est de protéger les producteurs de grains des prairies contre des déclins de revenu considérables et inattendus, au moyen de la stabilisation des rentrées provenant de la production et de la vente de blé, de l'avoine, de l'orge, du seigle, de la graine de moutarde, de la graine de canola et de la graine de lin de même que toute autre graine prescrite comme celle: *a*) produite dans la région désignée et, *b*) figurant à l'annexe I de la Loi sur les grains du Canada avec la qualification «Ouest canadien».

Le compte de stabilisation enregistre des fonds à cet effet qui proviennent:

a) de contributions versées par les producteurs participants—S'échelonnant de 1% à 2½% du produit de la vente du grain jusqu'à un montant maximal annuel de $60,000 du produit admissible par participant;

b) de contributions du gouvernement égales aux contributions versées par les producteurs en sus de 2% du produit de la vente du grain admissible de tous les participants; et,

c) d'intérêt sur le montant au crédit du compte de stabilisation, aux taux et en conformité avec les modalités fixées par le ministre des Finances.

Les rentrées et autres crédits de $30 millions ($51 millions en 1985) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $526 millions ($223 millions en 1985) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $133 millions ($210 millions en 1985), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Fonds de réassurance-récolte

Ce Fonds, établi en vertu de l'article 5(1) de la Loi sur l'assurance-récolte, assure les provinces participantes pour les frais subis par elles relativement à l'administration de divers régimes d'assurance des récoltes.

Les recettes du Fonds proviennent de deniers versés par les provinces aux fins de réassurance et les dépenses du Fonds proviennent de versements aux provinces aux termes des accords de réassurance.

Les rentrées et autres crédits de $48 millions ($20 millions en 1985) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses, tandis que les paiements et autres débits de $98 millions (zéro en 1985) sont inscrits comme des dépenses.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1985 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du déficit pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances, à l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous.

Comme il est mentionné à la note 7, l'administration par la Commission des relevés d'emploi de prestataires a entraîné une imputation en trop à la part du gouvernement dans les dépenses de prestations de 1985. Il est probable qu'il y a eu également des imputations en trop au cours des exercices précédents. L'estimation par la Commission, du montant le plus probable de l'imputation en trop dont il est question à la note 7, est assujettie à des imprécisions et n'a pas été comptabilisée. Par conséquent, je ne suis pas en mesure de m'assurer de la validité du montant de l'imputation en trop, et c'est pourquoi il est impossible d'établir le montant de tout redressement qui aurait été nécessaire à l'égard du montant à payer au Canada, de la part du gouvernement dans les dépenses de prestations et du déficit accumulé.

À mon avis, à l'exception de l'effet de tout redressement dont il est question au paragraphe précédent qui aurait été nécessaire si j'avais pu m'assurer de la nature raisonnable du montant de l'imputation en trop sur la part du gouvernement dans les dépenses de prestations, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 29 août 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Solde du compte auprès du Receveur général du Canada	23,947	
Montants à recevoir des prestataires (note 3)	125,179	127,004
Montants à recevoir du Canada (note 4)	157,786	
	306,912	127,004

PASSIF ET DÉFICIT	1985	1984
Solde du compte auprès du Receveur général du Canada		125,811
Mandats non encaissés	114,008	165,124
Retenues d'impôt sur les mandats	76,508	66,199
Montants à payer au Canada (note 4)		167,534
Avances du Canada (note 5)	4,487,779	4,147,998
	4,678,295	4,672,666
Déficit (note 7)	4,371,383	4,545,662
	306,912	127,004

Approuvé par la Commission:

Le Directeur exécutif, Finances et administration
PAUL GAUVIN

Le Président
GAETAN LUSSIER

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Cotisations	8,752,844	7,627,117
Pénalités	13,500	11,687
	8,766,344	7,638,804
Dépenses		
Prestations (note 6 et tableau)	10,117,876	9,859,443
Administration	902,286	897,946
Intérêts sur les avances du Canada et sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada	521,620	452,917
Créances douteuses	11,878	10,974
	11,553,660	11,221,280
Excédent des dépenses sur les revenus avant la part du gouvernement dans les dépenses de prestations	2,787,316	3,582,476
Part du gouvernement dans les dépenses de prestations (note 7 et tableau)	2,961,595	2,890,388
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) pour l'exercice	174,279	(692,088)
Déficit au début de l'exercice	4,545,662	3,853,574
Déficit à la fin de l'exercice	4,371,383	4,545,662

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Pouvoir et objectif

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, un établissement public mentionné à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière, administre la Loi de 1971 sur l'asssurance-chômage, telle que modifiée. L'objectif de la Loi est d'offrir une source de revenu d'appoint temporaire et une aide aux travailleurs qui y sont admissibles. Les opérations financières liées à cet objectif font partie du Compte d'assurance-chômage.

Dans les comptes du Canada, le Compte d'assurance-chômage a été établi en vertu de l'article 131 de la Loi. Toutes les sommes reçues en vertu de la Loi sont versées au Fonds du revenu consolidé et créditées à ce Compte. Les prestations et les frais d'administration de la Loi sont payés à même le Fonds du revenu consolidé et imputés à ce Compte.

Conformément à la Partie IV de la Loi, le ministre du Revenu national a la responsabilité de percevoir les cotisations patronales et ouvrières.

2. Conventions comptables

a) Cotisations

Les cotisations sont enregistrées selon une estimation des montants à percevoir au cours de l'exercice et comprennent les rajustements entre les cotisations réelles et estimatives des exercices précédents.

b) Pénalités

Les pénalités, imposées en vertu de l'article 47 de la Loi, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Prestations

Les prestations représentent les mandats émis au cours de l'exercice, moins les versements excédentaires que la Commission a décelés au cours de l'exercice et les remboursements de prestations reçus et estimatifs à recevoir en vertu de l'article 142 de la Loi.

d) Dépenses d'administration

Les frais d'administration de la Loi sont établis par les Règlements sur l'assurance-chômage et ils sont imputés au Compte par la Commission.

e) Intérêts

Les intérêts sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada et les intérêts sur les avances du Canada sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

f) Part du gouvernement dans les dépenses de prestations

La part du gouvernement dans les dépenses de prestations est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

3. Montants à recevoir des prestataires

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Versements excédentaires de prestations et pénalités	102,973	88,215
Moins: provision pour créances douteuses	27,794	21,351
	75,179	66,864
Remboursements de prestations en vertu de l'article 142 de la Loi	50,000	60,140
	125,179	127,004

La dépense de créances douteuses comprend $5.4 millions (1984—$4.9 millions) de versements excédentaires et de pénalités irrécouvrables, radiés au cours de l'exercice en vertu de l'article 60(2) des Règlements.

4. Montants à recevoir du (à payer au) Canada

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Part du gouvernement dans les dépenses de prestations (note 7)	27,290	27,835
Cotisations	132,929	(165,882)
Intérêt sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada	1,156	978
Dépenses d'administration	(3,702)	(30,567)
Recouvrement de prestations	142	190
Autre élément	(29)	(88)
	157,786	(167,534)

5. Avances du Canada

Les avances du Canada sont effectuées en vertu de l'article 137 de la Loi et du Règlement sur les avances consenties au Compte d'assurance-chômage, au moyen de billets à ordre portant un intérêt annuel composé semi-annuellement à des taux variant de 10.25% à 13.25%. Le solde au 31 décembre comprend le principal de $4,057 millions ($3,753 millions en 1984) ainsi que des intérêts courus de $431 millions ($395 millions en 1984). Du principal de $4,057 millions, $1,308 millions sont remboursables en 1986 et $2,749 millions sont remboursables en 1987.

6. Versements excédentaires et sous-payés de prestations

Le grand nombre de prestataires qui doivent faire l'objet d'un contrôle et l'exigence d'un service prompt nécessitent des procédés sélectifs plutôt qu'universels de contrôle interne et par conséquent occasionnent la vérification des demandes de prestations principalement après que les bénéficiaires ont commencé à recevoir des prestations.

C'est pourquoi, il y a des versements excédentaires et des sous-payés de prestations que la Commission évalue à $270 millions ($300 millions en 1984) et $109 millions ($84 millions en 1984) respectivement. Ces sommes sont comprises dans les dépenses de prestations de l'exercice.

7. Part du gouvernement dans les dépenses de prestations

La part du gouvernement dans les dépenses de prestations en vertu de l'article 136 de la Loi comprend en grande partie des prestations régionales complémentaires payées aux prestataires qui ont épuisé leurs prestations initiales et leurs prestations complémentaires en raison de la catégorie, lorsqu'ils y avaient droit. Les droits par rapport à ces deux dernières phases de prestations sont établis en fonction du nombre de semaines d'emploi assurables qui sont déclarées sur le relevé d'emploi du prestataire.

La Commission a achevé une étude préliminaire basée sur un échantillon de prestataires qui ont reçu des prestations régionales complémentaires en 1985. L'étude a relevé le fait qu'environ 10% des prestataires n'ont pas présenté tous les relevés d'emploi durant la période de référence lorsqu'ils ont présenté une demande de prestations et que 5% des prestataires introduits à la phase des prestations régionales complémentaires auraient pu recevoir des prestations initiales ou des prestations complémentaires en raison de la catégorie au lieu de prestations régionales complémentaires. Bien que le temps n'a pas permis d'achever une étude détaillée qui soit statistiquement valable, l'estimation du montant le plus probable de l'imputation en trop à la part du gouvernement dans les dépenses de prestations se situe entre $44 et $65 millions. Ce montant n'a pas été comptabilisé. La Commission reconnaît que des imputations en trop à la part du gouvernement dans les dépenses de prestations ont probablement eu lieu au cours des exercices précédents. Cependant, il faut prendre note que le total des prestations payées n'est pas en cause, uniquement le partage de celles-ci entre le gouvernement et le compte de cotisations.

En 1986, la Commission terminera son étude ce qui leur permettra de faire l'estimation du montant imputé en trop au Canada en 1985. La Commission ne peut estimer, pour les exercices précédents, le montant de l'imputation en trop à la part du gouvernement dans les dépenses de prestations vu la difficulté d'obtenir les renseignements nécessaires et le coût défrayé. La Commission met en œuvre en ce moment des mesures de correction dans le but de renforcer le procédé de traitement de demandes de prestations afin de s'assurer que tous les relevés d'emploi sont obtenus et utilisés lors de l'établissement d'une demande de prestation. De plus, elle ajoutera des procédés à son suivi continu afin de vérifier qu'il y a conformité à ses procédés.

8. Éventualités

Dans le cours normal des opérations du Compte d'assurance-chômage, divers appels contre ou par la Commission sont actuellement en cours. De l'avis de la Direction, le dénouement de ces appels n'aura aucune incidence importante sur les résultats du Compte d'assurance-chômage.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

TABLEAU DES PRESTATIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985		1984	
	Total	Part du gouvernement	Total	Part du gouvernement
Ordinaires	8,877,008	2,609,192	8,711,613	2,562,703
De maternité	431,268		394,586	
De formation	232,790	120,311	224,116	118,552
De maladie	215,066		199,078	
De création d'emploi	132,279	65,455	115,796	59,062
De travail partagé	25,373		31,377	
De retraite	21,108		18,026	
D'adoption	3,897		3,008	
	9,938,789	2,794,958	9,697,600	2,740,317
Aux pêcheurs	179,087	166,637	161,843	150,071
	10,117,876	2,961,595	9,859,443	2,890,388

Les articles 136 et 146 de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage prévoient que la part du gouvernement dans les dépenses de prestations doit comporter les prestations complémentaires prévues à l'article 35, aux paragraphes 38(8) et 39(3) ainsi que les prestations payées aux pêcheurs au net des cotisations perçues de ces derniers et de leurs employeurs ainsi que désignés.

Les prestations complémentaires en vertu de l'article 35 de la Loi représentent des prestations versées aux prestataires qui ont épuisé leurs prestations initiales (et leurs prestations complémentaires en raison de la catégorie, lorsqu'ils y avaient droit) et qui résident dans une région où le taux de chômage dépasse quatre pour cent.

Les prestations complémentaires payées en vertu des paragraphes 38(8) et 39(3) de la Loi représentent des prestations versées aux prestataires qui participent à des projets de création d'emploi ou qui suivent des cours de formation et qui n'ont pas droit à un nombre suffisant de prestations hebdomadaires pour toute la durée du projet ou du cours, plus un maximum de trois prestations hebdomadaires supplémentaires après la fin des projets ou des cours.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1985-86

Prêts, dotations en capital et avances

SOMMAIRE

	Page
Sociétés de la Couronne	8.4
Institutions de crédit	8.4
Autres	8.8
Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne	8.18
Détails concernant l'intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne	8.22
Consolidation des sociétés de la Couronne avec le gouvernement	8.23
Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires	8.25
Emprunts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne	8.26
Passif éventuel des sociétés de la Couronne	8.27
Autres—	
Administrations provinciales et territoriales	8.28
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	8.34
Organismes internationaux	8.37
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	8.41
Entreprises mixtes et en coparticipation	8.42
Divers	8.44
Provision pour évaluation	8.52
État supplémentaire—	
Intérêt non perçu enregistré	8.53

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

Les prêts, dotations en capital et avances forment une catégorie d'éléments d'actif représentant les créances acquises et les titres de participation détenus par le gouvernement du Canada, obtenus par l'emploi de crédits parlementaires. Certains crédits permettent d'utiliser les remboursements pour des prêts et avances supplémentaires. Plusieurs crédits ne s'annulent pas, ce qui permet aux soldes non utilisés d'être reportés d'exercice en exercice. On retrouve aux sections ministérielles du volume II (partie I), les précisions à l'égard de l'emploi des crédits non budgétaires pour les prêts, dotations en capital et avances.

Les prêts, dotations en capital et avances sont enregistrés au coût et font l'objet d'une évaluation afin d'estimer les pertes sur les réalisations. Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date de l'opération. Les prêts, dotations en capital et avances qui proviennent de ces opérations de change sont, à la fin de l'exercice, convertis au cours du change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

La provision constituée pour refléter les pertes prévues sur la réalisation de créances détenues par le gouvernement a été autorisée par le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor, en vertu de l'article 54(2)b) de la Loi sur l'administration financière.

Les recettes encaissées au cours de l'exercice sur les prêts, dotations en capital et avances sont créditées aux produits de placements; plus de précisions sont présentées à la section 11 du volume II (partie II). Conformément aux conventions comptables établies, les intérêts courus et les intérêts échus et impayés ne sont pas déclarés aux recettes. Le tableau 8.16 donne des précisions sur l'intérêt non perçu enregistré.

Les opérations et les soldes de fin d'exercice concernant les prêts, dotations en capital et avances sont présentés comme suit:

—sociétés de la Couronne;

—administrations provinciales et territoriales;

—gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement;

—organismes internationaux;

—avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants;

—entreprises mixtes et en coparticipation; et,

—divers.

Les opérations ainsi que les soldes sont résumés davantage dans les sections 1 et 2 de ce volume.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. En outre, l'expression «compte(s) sans opérations courantes» fait partie de certains tableaux, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

TABLEAU 8.1

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette	
					1986	1985
	$	$	$	$	$	$
Sociétés de la Couronne—						
Institutions de crédit, tableau 8.2—						
Banque fédérale de développement	557,000,000	119,000,000		438,000,000	- 119,000,000	- 157,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	9,859,702,391	455,207,444	260,500,000	9,664,994,947	- 194,707,444	- 364,569,268
Société d'assurance-dépôts du Canada	40,000,000		895,000,000	935,000,000	895,000,000	40,000,000
Société du crédit agricole	4,328,362,035	256,868,398	42,500,000	4,113,993,637	- 214,368,398	- 171,425,182
Société pour l'expansion des exportations	889,711,654	72,784,454	9,064,400	825,991,600	- 63,720,054	- 39,413,952
	15,674,776,080	*903,860,296*	*1,207,064,400*	*15,977,980,184*	*303,204,104*	*- 692,408,402*
Autres sociétés de la Couronne, tableau 8.3—						
Air Canada	556,688,264	31,581,502		525,106,762	- 31,581,502	- 18,158,908
Chemins de fer nationaux du Canada	2,853,460,884	8,861,078		2,844,599,806	- 8,861,078	- 1,995,711
Corporation de développement des investissements du Canada	396,398,274	147,122		396,251,152	- 147,122	- 17,614,322
Énergie atomique du Canada, Limitée	795,085,088	67,100,805		727,984,283	- 67,100,805	- 38,133,569
Petro-Canada	4,299,126,174			4,299,126,174		
Autres	1,646,444,667	624,820,734	517,656,787	1,539,280,720	- 107,163,947	28,106,859
	10,547,203,351	*732,511,241*	*517,656,787*	*10,332,34[illegible],897*	*- 214,854,454*	*- 47,795,651*
Moins: provision pour évaluation	3,800,000,000		100,000,000	3,700,000,000	- 100,000,000	100,000,000
Total des sociétés de la Couronne	22,421,979,431	1,636,371,537	1,824,721,187	22,610,329,081	188,349,650	- 840,204,053
Autres prêts, dotations en capital et avances—						
Administrations provinciales et territoriales, tableau 8.10	1,146,797,106	112,077,896	2,092,052	1,036,811,262	- 109,985,844	- 66,793,786
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement, tableau 8.11	4,386,939,047	89,919,153	231,904,222	4,528,924,116	141,985,069	172,207,804
Organismes internationaux, tableau 8.12	3,727,109,886	741,923	567,488,118	4,293,856,081	566,746,195	420,870,327
Moins: effets à payer, tableau 8.12	1,195,679,450	536,719,763	189,442,333	1,542,956,880	347,277,430	42,911,274
	2,531,430,436	*537,461,686*	*756,930,451*	*2,750,899,201*	*219,468,765*	*377,959,053*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles, tableau 8.13	192,362,763	42,482,904	11,148,006	161,027,865	- 31,334,898	- 31,549,993
Entreprises mixtes et en coparticipation, tableau 8.14	570,829,600		93,595,000	664,424,600	93,595,000	111,005,511
Divers, tableau 8.15	765,669,353	985,030,231	842,138,061	622,777,183	- 142,892,170	167,504,740
	9,594,028,305	*1,766,971,870*	*1,937,807,792*	*9,764,864,227*	*170,835,922*	*730,333,329*
Moins: provision pour évaluation	5,600,000,000	400,000,000		6,000,000,000	400,000,000	599,000,000
Total des autres prêts, dotations en capital et avances	3,994,028,305	2,166,971,870	1,937,807,792	3,764,864,227	- 229,164,078	131,333,329
Total	26,416,007,736	3,803,343,407	3,762,528,979	26,375,193,308	- 40,814,428	- 708,870,724

SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

Les prêts, dotations en capital et avances aux sociétés de la Couronne représentent le solde des créances détenues par le gouvernement au titre des sociétés pour fins de fonds de roulement, de dépenses en capital et autres objets, ainsi que les dotations en capital au capital-actions de ces sociétés, et des prêts et avances aux sociétés pour fins de consentir des prêts.

Une société de la Couronne représente une société d'État mère ou une filiale à cent pour cent; une société d'État mère est une personne morale appartenant directement à cent pour cent à Sa Majesté; une filiale à cent pour cent est une personne morale appartenant à cent pour cent à une ou plusieurs sociétés d'État mères, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales dont chacune appartient à cent pour cent, même indirectement, à une ou plusieurs sociétés d'État mères. Celles-ci incluent les sociétés énumérées dans les parties I et II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, la Banque du Canada, le Conseil des Arts du Canada, la Société Radio-Canada, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, la Commission canadienne du Blé, le Centre de recherches pour le développement international et la Corporation du Centre national des Arts.

Une société de la Couronne signifie une société qui, en dernier lieu, doit rendre compte au Parlement, par l'intermédiaire d'un ministre de la Couronne, de la conduite de ses affaires. La majorité des sociétés de la Couronne énumérées aux annexes de la Loi sur l'administration financière sont mandataires de Sa Majesté du chef du Canada. Ce statut est accordé selon une des façons suivantes:

i) désignation par le Parlement, par suite d'une loi spéciale de constitution;
ii) autorisation législative; et,
iii) proclamation selon la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État.

Les états financiers des sociétés d'État mères sont présentés dans le volume III des Comptes publics. Les états financiers relatifs aux filiales à cent pour cent des sociétés de la Couronne sont aussi compris dans ce volume-là lorsque les comptes de celles-ci ne sont pas consolidés avec ceux de la société mère. Ces états financiers sont annexés à ceux de la société d'État mère afférente.

Institutions de crédit

Le tableau 8.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés aux sociétés de la Couronne qui s'occupent principalement de fournir de l'aide financière.

TABLEAU 8.2

SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—INSTITUTIONS DE CRÉDIT

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Banque fédérale de développement—						
Capital versé	294,000,000			294,000,000		
Prêts	263,000,000	119,000,000		144,000,000	- 119,000,000	- 157,000,000
	557,000,000	*119,000,000*		*438,000,000*	*- 119,000,000*	*- 157,000,000*
Société canadienne d'hypothèques et de logement—						
Capital-actions	25,000,000			25,000,000		
Habitation	6,497,403,196	208,181,506	122,000,000	6,411,221,690	- 86,181,506	- 39,336,968
Immeubles	64,236,353	3,660,474	14,000,000	74,575,879	10,339,526	- 917,322
Projets paritaires	1,394,499,859	125,012,361	117,500,000	1,386,987,498	- 7,512,361	87,684,520
Programme de rénovation urbaine	25,494,008	3,783,901		21,710,107	- 3,783,901	- 3,656,539
Projets d'habitations pour étudiants	376,467,682	4,151,296		372,316,386	- 4,151,296	- 5,013,959
Épuration des eaux-vannes	1,094,078,337	32,038,875	6,500,000	1,068,539,462	- 25,538,875	- 18,113,495
Aide aux propriétaires	382,522,956	78,379,031	500,000	304,643,925	- 77,879,031	- 77,615,505
Compte sans opérations courantes						- 307,600,000
	9,859,702,391	*455,207,444*	*260,500,000*	*9,664,994,947*	*- 194,707,444*	*- 364,569,268*
Société d'assurance-dépôts du Canada	40,000,000		895,000,000	935,000,000	895,000,000	40,000,000
Société du crédit agricole—						
Capital d'apport	218,333,000			218,333,000		28,400,000
Effets	4,099,510,607	253,022,303	40,000,000	3,886,488,304	- 213,022,303	- 196,976,229
Caisse des prêts aux syndicats agricoles	10,518,428	3,846,095	2,500,000	9,172,333	- 1,346,095	- 2,848,953
	4,328,362,035	*256,868,398*	*42,500,000*	*4,113,993,637*	*- 214,368,398*	*- 171,425,182*
Société pour l'expansion des exportations—						
Capital-actions	688,000,000		9,000,000	697,000,000	9,000,000	76,000,000
Prêts	201,711,654	72,784,454	64,400	128,991,600	- 72,720,054	- 115,413,952
	889,711,654	*72,784,454*	*9,064,400*	*825,991,600*	*- 63,720,054*	*- 39,413,952*
Total	15,674,776,080	903,860,296	1,207,064,400	15,977,980,184	303,204,104	- 692,408,402

Banque fédérale de développement

La Société a été établie par la Loi sur la Banque fédérale de développement, dans le but de promouvoir la mise sur pied et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, en fournissant une aide financière, une orientation et une formation en gestion, des informations et des conseils, et des services accessoires à ces diverses fonctions.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $25.9 millions à même les crédits budgétaires.

Capital versé

Le versement de capital du gouvernement dans la Société est autorisé selon les dispositions des articles 28 et 52 de la Loi sur la Banque fédérale de développement.

Prêts

L'article 30 de la Loi sur la Banque fédérale de développement a autorisé l'affectation de prêts à la Société, pour permettre à celle-ci d'atteindre ses objectifs.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.125% à 10.125% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 9 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 1er août 1988.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $20.7 millions au gouvernement.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, afin de promouvoir la construction de nouvelles habitations, la réparation et la rénovation des habitations existantes, l'amélioration des conditions de vie et de logement au Canada, et de promouvoir l'aménagement de communautés en assurant des installations d'infrastructure.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre du Travail, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $1,454.3 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $858.8 millions et a viré un profit de $33.9 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 17 de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Habitation

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu des articles suivants de la Loi nationale sur l'habitation:

a) Article 14.1—pour projets d'habitations à loyer sur la garantie d'une première hypothèque, et pour vendre ou acheter des prêts effectués sur des projets d'habitations à loyer;

b) Article 15— à toute personne en vue d'aider
- i) à la construction, l'achat ou l'amélioration d'un projet d'habitations à bas loyer;
- ii) à l'achat d'immeubles existants, avec le terrain sur lequel ils sont situés, et à leur transformation en un projet d'habitations à bas loyer; ou,
- iii) à la transformation d'immeubles existants en un projet d'habitations à bas loyer;

c) Article 27.5—aux municipalités et aux quartiers choisis pour l'amélioration de locaux dans le quartier à l'égard duquel la contribution est versée;

d) Article 34.1—
- i) au propriétaire d'un logement familial ou de facilités de logement du type foyer ou pension aux fins d'aider à leur réparation, leur remise en état ou leur amélioration; ou,
- ii) à une corporation sans but lucratif, aux fins d'aider à la transformation d'un immeuble résidentiel existant, que possède cette corporation, en un immeuble offrant un nombre différent de logements familiaux, des facilités de logement du type foyer ou pension, ou un nombre différent de lits, du type foyer ou pension;

e) Article 34.18—à des coopératives afin d'aider à la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un projet d'habitations;

f) Article 37.1—à toute personne qui désire entreprendre un projet
- i) pour des particuliers ou des familles à faible revenu; ou,
- ii) pour répondre aux besoins de particuliers découlant de l'âge, d'une infirmité ou d'une autre incapacité;

g) Article 42—aux provinces, municipalités ou offices du logement public en vue de faciliter l'acquisition et l'équipement de terrains à des fins d'habitation;

h) Article 43—à une province, une municipalité ou un office du logement public pour la construction ou l'acquisition d'un projet de logement public;

i) Article 58—à une personne qui ne peut obtenir un prêt d'un prêteur agréé en vue de la construction d'une maison ou d'un projet d'habitations; et,

j) Article 59—aux Indiens en vue d'aider à l'achat, l'amélioration ou la construction de projets d'habitations sur les réserves indiennes.

Au cours de l'exercice, des avances supplémentaires ont été autorisées par les crédits L25 et L25b du Travail, des Lois de crédits nº 1, nº 2 et nº 3 de 1985-86.

Les avances portent intérêt à des taux de 3.5% à 17.625% par année, et sont remboursables sur des périodes s'échelonnant de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1997 et le 30 septembre 2035.

Immeubles

L'article 55 de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances afin: *a*) d'acquérir des terrains ou des projets d'habitations par achat, bail ou autrement; *b*) d'installer des services sur les terrains acquis et d'apporter des améliorations auxdits terrains ou à leur égard, et les mettre en valeur et les aménager aux fins de logement; *c*) de construire, transformer ou améliorer des projets d'habitations; et, *d*) d'acquérir des matériaux et accessoires de construction ainsi que d'autres biens meubles qui seront utilisés relativement à des projets d'habitations.

Au cours de l'exercice, des avances supplémentaires ont été autorisées par le crédit L20 du Travail, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1985-86.

Les avances portent intérêt à des taux de 4.457% à 16.157% par année, et sont remboursables sur une période de 50 ans, avec le versement final le 31 décembre 2035.

Projets paritaires

L'article 40 de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances pour permettre d'entreprendre des projets de concert avec le gouvernement d'une province ou tout organisme de celui-ci, pour *a*) l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins d'habitation ou à toute fin afférente; *b*) la construction de projets d'habitations ou de facilités de logement du type foyer ou pension en vue de la vente ou de la location; et, *c*) l'acquisition, l'amélioration et la transformation de bâtiments existants en vue d'en faire un projet d'habitations ou des facilités de logement du type foyer ou pension.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 17.96% par année, et sont remboursables sur des périodes de 25 à 50 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 2005 et le 31 mars 2036.

Programme de rénovation urbaine

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 25 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou une municipalité, pour l'aider à exécuter un programme de rénovation urbaine.

Les avances portent intérêt à des taux de 5.81% à 8.75% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1986 et le 30 juin 1999.

Projets d'habitations pour étudiants

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 47 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou un organisme provincial, à une municipalité ou un organisme municipal, à un hôpital, une commission scolaire, une université, un collège, une association coopérative ou une corporation de charité, pour aider *a*) à la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un projet d'habitations pour étudiants; *b*) à l'acquisition de bâtiments existants et leur transformation en projet d'habitations pour étudiants; ou, *c*) à la transformation de bâtiments existants en projet d'habitations pour étudiants.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.054% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 31 mars 2030.

Épuration des eaux-vannes

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 51 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province, à une municipalité ou à une régie municipale d'égouts, pour faciliter l'aménagement ou l'agrandissement d'un projet de traitement des eaux d'égout, et la construction d'un réseau de collecteurs d'égouts pluviaux.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.376% par année, et sont remboursables sur des périodes de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 31 décembre 2030.

Aide aux propriétaires

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 34.15 de la Loi nationale sur l'habitation, pour encourager *a*) la construction d'une maison ou d'une unité en copropriété par une personne ou par le constructeur qui a l'intention de la vendre à une personne, le propriétaire admissible ou l'acquéreur admissible ayant l'intention d'occuper la maison, un logement dans celle-ci, ou l'unité en copropriété lui appartenant; ou, *b*) l'acquisition d'une maison ou d'une unité en copropriété par un propriétaire admissible éventuel.

Les avances portent intérêt à des taux de 7.625% à 9.625% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1992 et le 30 juin 2003.

Société d'assurance-dépôts du Canada

La Société a été établie par la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, afin de fournir de l'assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des institutions fédérales membres et des institutions provinciales approuvées.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'article 37 de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada prévoit que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut déterminer le gouverneur en conseil. L'ensemble de tels prêts autorisés à être en circulation en tout temps est de $1,500,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 10.125% par année, et sont remboursables entre le 26 septembre 1986 et le 9 mars 1987.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $32.8 millions au gouvernement.

Société du crédit agricole

La Société a été établie par la Loi sur le crédit agricole, dans le but d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles stables en leur fournissant du crédit à long terme.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $3.5 millions à même les crédits budgétaires.

Capital d'apport

L'apport en capital du gouvernement dans la Société est autorisé par l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole.

Le montant total autorisé ne doit pas excéder $225,000,000.

Effets

Ces effets provisoires, émis au ministre des Finances à l'égard des prêts effectués conformément à l'article 13 de la Loi, accordent des fonds à la Société afin qu'elle puisse consentir des prêts aux agriculteurs. Le montant global des prêts en circulation en tout temps ne doit pas dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 9% à 12.25% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1997 et le 1er juillet 2003, $993,384,867;

b) remboursables sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 9% par année, avec des versements finals entre le 1er décembre 1989 et le 1er juillet 1999, $1,577,782,882;

c) remboursables sur une période de 19 ans, portant intérêt à des taux de 5.75% à 6% par année, avec le versement final le 1er juillet 1986, $15,271,366;

d) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à des taux de 11.25% à 12.125% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1993 et le 1er juillet 1994, $657,377,124;

e) remboursables sur une période de 25 ans, portant intérêt au taux de 5% par année, avec le versement final le 30 juin 1986, $1,689,344;

f) remboursables sur une période de 4 ans, portant intérêt à des taux de 10.75% à 11% par année, avec le versement final le 1er juillet 1989, $546,658,642; et,

g) remboursables sur une période de 5 ans, portant intérêt à des taux de 10.375% à 12.75% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1990 et le 1er juillet 1991, $94,324,079.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $401.5 millions au gouvernement.

Caisse des prêts aux syndicats agricoles

Des avances ont été accordées par le ministre des Finances, conformément à l'article 8 de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, afin de permettre à la Société de consentir des prêts. L'article 3(1) de la Loi permet à la Société de consentir des prêts à un syndicat agricole pour:

a) l'achat de machines agricoles;

b) l'achat, la construction ou l'amélioration des bâtiments; ou,

c) l'achat ou l'amélioration des terrains sur lesquels des bâtiments sont ou doivent être construits lorsque ceux-ci servent principalement aux opérations d'agriculture du syndicat ou de ses membres.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $25,000,000.

Les modalités des avances, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 5 ans, portant intérêt à des taux de 11% à 16.5% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1986 et le 1er juillet 1989, $5,279,476; et,

b) remboursables sur une période de 7 ans, portant intérêt à des taux de 9.375% à 10.75% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1992 et le 1er juillet 1993, $3,892,857.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.2 million au gouvernement.

Société pour l'expansion des exportations

La Société a été établie par la Loi sur l'expansion des exportations, afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation au moyen de prêts, d'assurances, de garanties et d'autres mesures financières.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 11 de la Loi sur l'expansion des exportations.

Au cours de l'exercice, le gouvernement a souscrit pour 90,000 actions supplémentaires pour une valeur totale de $9 millions.

Prêts

Les prêts consentis à la Société sont autorisés par les articles 12 et 13 de la Loi sur l'expansion des exportations. En conformité de l'article 12, la Société peut emprunter des fonds de toute manière, de sources publiques ou privées, notamment par l'émission et la vente d'obligations, de débentures, de billets ou autres titres de créance de la Société. Conformément

à l'article 13, des prêts peuvent être effectués à la Société, à même le Fonds du revenu consolidé, selon les modalités fixées par le ministre des Finances.

L'article 14 limite les emprunts non remboursés de la Société faits en application des articles 12 et 13 à un montant égal à dix fois le total obtenu en ajoutant au capital payé de la Société le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour une année financière, qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada.

Aux fins de la Loi sur l'expansion des exportations, l'article 31 autorise également le gouvernement du Canada à consentir des prêts, par l'intermédiaire de la Société. Ces prêts sont administrés par la Société au nom du gouvernement et sont inscrits plus loin dans cette section sous les rubriques «Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement» et «Divers prêts, dotations en capital et avances».

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.5% à 9.25% par année, et sont remboursables sur des périodes de 4 à 15 ans, avec des versements finals entre le 15 avril 1986 et le 15 octobre 1988.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $72,784,454, tandis que les paiements et autres débits comportaient un redressement dû à la réévaluation de $64,400 à l'égard de prêts s'élevant à $2,000,000 É-U. La Société a versé des intérêts de $15 millions au gouvernement.

Autres sociétés de la Couronne

Au tableau 8.3 figure un sommaire des soldes et des opérations des divers genres de prêts, dotations en capital et avances consentis aux sociétés de la Couronne engagés dans des activités autres que de financement.

TABLEAU 8.3

AUTRES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Air Canada—						
Capital-actions	329,009,000			329,009,000		
Prêt consolidé	215,198,192	19,100,430		196,097,762	- 19,100,430	- 17,788,708
Hangar d'entretien à Winnipeg	12,481,072	12,481,072			- 12,481,072	- 370,200
	556,688,264	*31,581,502*		*525,106,762*	*- 31,581,502*	*- 18,158,908*
Chemins de fer nationaux du Canada—						
Capital-actions	2,625,877,732			2,625,877,732		6,100,000
Prêt consolidé	213,483,809	8,765,647		204,718,162	- 8,765,647	- 8,046,203
Services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour	24,508	24,508			- 24,508	- 24,508
Chemins de fer du gouvernement canadien—Fonds de roulement	14,074,835	70,923		14,003,912	- 70,923	- 25,000
	2,853,460,884	*8,861,078*		*2,844,599,806*	*- 8,861,078*	*- 1,995,711*
Corporation de développement des investissements du Canada	395,658,315			395,658,315		
Canadair Limitée	739,959	147,122		592,837	- 147,122	- 13,747,122
Eldorado Nucléaire Limitée						
Compte sans opérations courantes						- 3,867,200
	396,398,274	*147,122*		*396,251,152*	*- 147,122*	*- 17,614,322*
Énergie atomique du Canada, Limitée—						
Capital-actions	15,000,000			15,000,000		
Capital d'apport	149,159,473			149,159,473		
Habitation	5,531,871	512,972		5,018,899	- 512,972	- 523,607
Usine d'eau lourde de Bruce	107,190,763	10,572,150		96,618,613	- 10,572,150	- 9,804,379
Division des produits commerciaux	2,849,783	488,434		2,361,349	- 488,434	- 455,987
Centrale nucléaire de Gentilly II	149,317,800	1,840,164		147,477,636	- 1,840,164	- 1,682,200
Stock d'eau lourde	69,500,000	50,000,000		19,500,000	- 50,000,000	- 3,000,000
Centrale nucléaire de Lepreau	296,218,523	3,490,284		292,728,239	- 3,490,284	- 3,181,477
Bureau des services techniques de Sheridan Park	316,875	196,801		120,074	- 196,801	- 185,919
Comptes sans opérations courantes						- 19,300,000
	795,085,088	*67,100,805*		*727,984,283*	*- 67,100,805*	*- 38,133,569*
Petro-Canada—						
Capital-actions—Ordinaires	3,326,354,321			3,326,354,321		
Privilégiées	972,771,853			972,771,853		
	4,299,126,174			*4,299,126,174*		
	8,900,758,684	107,690,507		8,793,068,177	- 107,690,507	- 75,902,510

TABLEAU 8.3

AUTRES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—*Fin*

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Autres—						
Banque du Canada	5,920,000			5,920,000		
Société canadienne des ports	87,649,678	2,678,473		84,971,205	- 2,678,473	- 50,817,833
Administration du pont du port de Saint-Jean	14,306,914	101,187		14,205,727	- 101,187	- 94,627
	101,956,592	*2,779,660*		*99,176,932*	*- 2,779,660*	*- 50,912,460*
Arsenaux canadiens Limitée, Les	3,500,000			3,500,000		
Société Radio-Canada	33,000,000			33,000,000		
Corporation commerciale canadienne	10,000,000			10,000,000		
Commission canadienne du lait	116,622,000	381,087,100	330,292,300	65,827,200	- 50,794,800	37,288,000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	6,313,935			6,313,935		- 2,739,340
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd—						
Capital-actions	976			976		
Avances	324,024			324,024		
	325,000			*325,000*		
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	296,199			296,199		
Office canadien du poisson salé	12,335,000	95,912,500	101,000,000	17,422,500	5,087,500	- 1,758,500
Société de développement du Cap-Breton	13,442,244	10,798,825		2,643,419	- 10,798,825	2,073,956
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	16,010,205	49,957,616	52,100,000	18,152,589	2,142,384	5,669,957
Société du port de Halifax	25,555,762		6,781,000	32,336,762	6,781,000	25,555,762
Loto Canada Inc	1	1			- 1	
Associés Mingan, Ltée, Les						
Société du port de Montréal	141,365,374	319,402		141,045,972	- 319,402	- 300,614
Commission de la Capitale nationale	26,308,948	26,308,948			- 26,308,948	- 4,794,908
Commission d'énergie du Nord canadien—						
Prêts	223,410,629	252,592	3,900,000	227,058,037	3,647,408	- 5,409,997
Avances	50,000			50,000		
Fonds de roulement	7,500,000			7,500,000		
	230,960,629	*252,592*	*3,900,000*	*234,608,037*	*3,647,408*	*- 5,409,997*
Société des Transports du Nord Limitée—						
Capital-actions	24,900,000	24,900,000			- 24,900,000	
Prêts	27,205,590	27,205,590			- 27,205,590	- 3,071,188
	52,105,590	*52,105,590*			*- 52,105,590*	*- 3,071,188*
Pêcheries Canada Inc	31,499,900			31,499,900		2,998,900
Société du port de Prince Rupert	27,084,979			27,084,979		27,084,979
Monnaie royale canadienne	12,100,590	3,728,736	21,969,503	30,341,357	18,240,767	- 2,131,785
Société du port de St John's		47,547	1,613,984	1,566,437	1,566,437	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	624,950,000			624,950,000		
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporés, Les	59,752,867			59,752,867		
	684,702,867			*684,702,867*		
Téléglobe Canada	4,577,976	1,361,724		3,216,252	- 1,361,724	- 1,296,616
Uranium Canada, Limitée	9	9			- 9	
Société du port de Vancouver, La	81,160,867	160,484		81,000,383	- 160,484	- 149,287
VIA Rail Canada Inc	9,300,000			9,300,000		
	1,646,444,667	624,820,734	517,656,787	1,539,280,720	- 107,163,947	28,106,859
Total	10,547,203,351	732,511,241	517,656,787	10,332,348,897	- 214,854,454	- 47,795,651

Air Canada

La Société a été établie par la Loi d'Air Canada, afin d'assurer des services aériens réguliers, domestiques et internationaux à l'Amérique du Nord, aux Îles Britanniques, à l'Europe continentale et aux Antilles.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $15.8 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Prêt consolidé

Le prêt porte intérêt au taux de 7.243% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 15 ans, avec le versement final le 13 avril 1993.

Hangar d'entretien à Winnipeg

Des prêts étaient consentis afin de construire un hangar d'entretien ordinaire à Winnipeg, Manitoba.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Chemins de fer nationaux du Canada

La Société a été établie par la Loi sur les Chemins de fer nationaux, en vue d'établir, d'exploiter et de gérer un réseau ferroviaire national.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $105.4 millions à même les crédits budgétaires.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des dividendes de $48.4 millions au gouvernement.

Prêt consolidé

Le prêt porte intérêt au taux de 8.75% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $18.5 millions au gouvernement.

Services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour

Des avances recouvrables étaient consenties afin de parachever la construction du terminus de transbordement à Bar Harbour, Maine, É-U.

Au cours de l'exercice, les avances ont été entièrement remboursées.

Chemins de fer du gouvernement canadien—Fonds de roulement

Des avances ont été consenties pour fins de fonds de roulement.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Corporation de développement des investissements du Canada

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin:

a) d'aider à la création ou au développement d'entreprises, de ressources, de biens et d'industries du Canada;

b) d'augmenter, d'élargir et de développer, pour les Canadiens, les possibilités de participation au développement économique du Canada, en utilisant leurs compétences et leurs capitaux;

c) d'investir dans les actions ou valeurs de toute corporation qui est propriétaire de biens au Canada ou qui fait des affaires se rattachant aux intérêts économiques du Canada;

d) d'investir dans des initiatives ou entreprises qui profiteront vraisemblablement au Canada, entre autres choses par l'acquisition de biens; et,

e) d'exercer les activités au mieux des intérêts du Canada, agissant ainsi d'une façon commerciale.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société financière Canadair Inc, Canadair Limitée et The de Havilland Aircraft of Canada, Limited ont respectivement reçu une aide financière de $1,188.2 millions, $7.8 millions et de $50 millions à même les crédits budgétaires. Ces trois sociétés sont des filiales à cent pour cent de la Corporation de développement des investissements du Canada. La société The de Havilland Aircraft of Canada, Limited a été vendue le 31 janvier 1986.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte. Le solde du compte représente la valeur de 100 actions ordinaires de la Société sans valeur nominale ou sans valeur au pair.

Canadair Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin de fabriquer et de vendre des avions. La Société est une filiale à cent pour cent de la Corporation de développement des investissements du Canada.

Des prêts ont été consentis à la Société pour le financement de bombardiers d'eau, lesdits prêts devant être recouvrés par la vente des avions.

Les prêts sont non productifs d'intérêt et sont remboursables seulement lorsque les avions sont vendus.

Eldorado Nucléaire Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, pour subvenir à l'exploitation minière et au raffinage d'uranium, et à la production de combustibles nucléaires au Canada. La Société est une filiale à cent pour cent de la Corporation de développement des investissements du Canada.

L'intérêt échu mais non perçu, s'élevant à $10,093,433 au 31 mars 1986, a été enregistré dans les comptes du Canada au cours des exercices précédents en le débitant à un compte de prêts et en le créditant à un compte d'intérêt non perçu (voir le tableau 8.16 de cette section). Puisque la convention du gouvernement est de comptabiliser les recettes seulement lorsque perçues, cet intérêt non perçu a été déduit du compte de prêts afin de présenter celui-ci sur une base nette.

Énergie atomique du Canada, Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin de promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $275.1 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $67.7 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Capital d'apport

La contribution du gouvernement dans le capital de la Société est inscrite à ce compte.

Habitation

Des prêts ont été consentis pour financer la construction d'habitations à proximité de l'Établissement de recherche nucléaire de Whiteshell.

Les prêts portent intérêt à des taux de 3.5% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 30 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1986 et le 30 juin 2003.

Usine d'eau lourde de Bruce

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction de l'usine d'eau lourde de Bruce à Douglas Point, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 17 ans, avec le versement final le 31 décembre 1992.

Division des produits commerciaux

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction d'aménagements manufacturiers et d'un laboratoire à South March, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 7.625% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 31 mai 1988 et le 30 septembre 1992.

Centrale nucléaire de Gentilly II

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la centrale nucléaire CANDU-PHW 600 à Gentilly, selon un accord conclu avec la province de Québec et l'Hydro-Québec.

Le prêt, consolidé en 1983-84, porte intérêt au taux de 9.18% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 7 avril 2008.

Stock d'eau lourde

Des prêts ont été consentis en vue de financer la production et l'achat d'eau lourde aux fins de location ou de revente à des utilisateurs canadiens et étrangers.

Les prêts portent intérêt au taux de 10% par année, et sont remboursables à la fin d'une période de 10 ans, avec le remboursement final le 1er janvier 1988.

Centrale nucléaire de Lepreau

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la Centrale nucléaire de Lepreau.

Le prêt, consolidé en 1980-81, porte intérêt au taux de 9.706% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 1er avril 2008.

Bureau des services techniques de Sheridan Park

Des prêts ont été consentis pour financer la construction d'installations de bureau.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.625% à 6% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 octobre 1986.

Petro-Canada

La Société a été établie par la Loi sur la Société Petro-Canada, afin de s'occuper d'exploration, de recherche, de mise en valeur, de production et de distribution concernant les hydrocarbures et autres types de combustibles et d'énergie; de s'adonner aux opérations connexes ou d'y investir.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $23.8 millions à même les crédits budgétaires et a versé des dividendes de $50 millions au gouvernement.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées par les articles 5, 22, 24.1 et 25 de la Loi sur la Société Petro-Canada.

Banque du Canada

La Banque du Canada a été établie par la Loi sur la Banque du Canada, pour réglementer le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation, pour contrôler et protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire nationale et pour mitiger, par son influence, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi de la main-d'œuvre, autant que possible dans le cadre de l'activité monétaire, et généralement pour favoriser la prospérité économique et financière du Canada.

La Banque n'est pas mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Banque sont autorisées en vertu de l'article 17 de la Loi sur la Banque du Canada. Une somme de $5,000,000 représente la valeur au pair de 100,000 actions, et le solde de $920,000 représente la prime payée relativement à l'achat, en 1938, des actions détenues par le public.

Au cours de l'exercice, un profit de $1.880 millions réalisé par la Banque fut remis au gouvernement.

Société canadienne des ports

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, pour administrer, gérer et régir les ports canadiens, et tous ports, ouvrages ou biens du Canada transférés par le gouverneur en conseil.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $14.1 millions à même les crédits budgétaires.

En vertu de l'autorisation de la Loi sur la Société canadienne des ports, des prêts sont consentis afin de financer les dépenses en capital des divers ports qui sont de la compétence de la Société canadienne des ports. Un sommaire des soldes et opérations des prêts effectués à divers ports suit:

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986
	$	$	$	$
Belledune	2,207,268	38,947		2,168,321
Sept-Îles	2,977,437			2,977,437
Churchill	13,693,573			13,693,573
Saint-Jean, N-B	66,436,841	1,003,875		65,432,966
Saint-Jean, T-N	1,613,984	1,613,984		
Chicoutimi	720,575	21,667		698,908
	87,649,678	2,678,473		84,971,205

À compter du 1er juin 1985, le port de St John's a été reconnu comme une société de port locale ayant pour nom la Société du port de St John's. Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir concernant ce port ont été transférés à la nouvelle société.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L45 des Transports, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1985-86.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $55,609,434;

b) portant intérêt à des taux de 11% à 11.875% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1993 et le 31 décembre 1994, $10,817,599;

c) portant intérêt à des taux de 6.44% à 15.625% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 2000 et le 31 décembre 2002, $15,974,377; et,

d) portant intérêt au taux de 11.625% par année, remboursable en versements égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2005, $2,569,795.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $3.6 millions au gouvernement.

Administration du pont du port de Saint-Jean

Des prêts ont été consentis à l'Administration du pont du port de Saint-Jean en vertu d'un pont pour véhicules traversant le port de Saint-Jean. Un accord entre le Canada, la province du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint-Jean et l'Administration du pont du port de Saint-Jean, le 7 juillet 1966, demande que les obligations émises par l'Administration et acquises par la Société canadienne des ports, soient exclusivement utilisées au financement du coût total en capital du pont (voir aussi le tableau 8.15, Divers prêts, dotations en capital et avances).

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur des périodes de 50 à 51 ans, avec des versements finals entre le 1er janvier 2020 et le 1er janvier 2021.

Au cours de l'exercice, l'Administration a versé des intérêts de $1 million au gouvernement.

Les Arsenaux canadiens Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, dans le but de maintenir un niveau de rendement de la confection canadienne de certain matériel militaire pour les besoins de la défense canadienne et connexe aux munitions.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Approvisionnements et des Services, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant l'aliénation de la Société Les Arsenaux canadiens Limitée, adoptée par la Chambre des communes le 24 avril 1986, laquelle a reçu sanction royale le 1er mai 1986. La Société a été vendue le 9 mai 1986.

Des avances ont été accordées à la Société pour fins de fonds de roulement.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Société Radio-Canada

La Société a été établie par la Loi sur la radiodiffusion, afin d'offrir un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles, ainsi qu'un service international de radiodiffusion dont la teneur et la nature soient principalement canadiennes.

La Société est mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Communications.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $857.3 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties à la Société pour fins de fonds de roulement. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $33,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêt et sont remboursables à partir des sommes en main (espèces et titres négociables), lesquelles excèdent en tout temps les montants requis par la Société pour fins de fonds de roulement.

Corporation commerciale canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, afin d'aider à l'expansion du commerce international, d'aider des personnes à obtenir des marchandises en dehors du Canada, et de placer des marchandises exportables.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $15.8 millions à même les crédits budgétaires.

L'article 8(1) de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne stipule que des avances n'excédant pas le montant global de $10,000,000 peuvent être mises à la disposition de la Société comme capital versé.

Commission canadienne du lait

La Société a été établie par la Loi sur la Commission canadienne du lait, afin d'offrir, aux producteurs efficaces de lait et de crème, l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement, et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers, un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $304.8 millions à même les crédits budgétaires.

Des prêts ont été consentis à la Commission, pour financer le commerce fait par rapport aux produits laitiers. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $300,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.875% à 11.625% par année, et sont remboursables en dedans de 1 an.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $14.4 millions au gouvernement.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, en vue de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada.

La Société est mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Communications.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $75.9 millions à même les crédits budgétaires.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, pour fournir un service de transbordeur entre le Canada et les Antilles.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État.

Des démarches ont été entreprises afin de liquider la Société et de transférer les comptes débiteurs au ministre des Finances. Cependant, à la fin de l'exercice, la dissolution n'avait pas été effectuée en raison d'implications juridiques non réglées avec la BankAmerica International (auparavant la Bank of America) et le gouvernement des États-Unis.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Avances

Les avances sont remboursables à partir des deniers recevables sur le recouvrement du versement final sur la vente des huit navires à des intérêts cubains; ce versement devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par la BankAmerica International. Cependant, le United States Cuban Assets Control Regulations, entré en vigueur le 3 juillet 1963, a interdit à la BankAmerica International d'honorer le paiement de la traite. Depuis, les négociations entreprises pour obtenir un statut privilégié, en vue de recouvrer les effets à recevoir, n'ont pas été couronnées de succès. La Direction estime, selon l'avis de ses conseillers juridiques, que les deniers et les intérêts y afférents ne seront perçus que lorsque les règlements auront été abrogés.

Une renonciation afin de faire valoir la prescription a été obtenue jusqu'au 1er janvier 1989, et des prolongations additionnelles seront obtenues si nécessaire.

Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, dans le but de rendre accessible au public, grâce à des licences négociées avec l'industrie, la propriété industrielle et intellectuelle résultant des recherches et développements financés par des fonds publics.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $350,000 à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Office canadien du poisson salé

La Société a été établie par la Loi sur le poisson salé, pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis à l'Office, conformément à l'article 17 de la Loi sur le poisson salé, afin d'assurer le fonctionnement de celui-ci.

Le montant global des prêts autorisés à être en circulation en tout temps, emprunté de tous les prêteurs, est de $50,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables en dedans de 1 an, portant intérêt à des taux de 10.395% à 11.5% par année, avec des versements finals entre le 20 juillet 1986 et le 27 juillet 1986, $16,750,000; et,

b) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à des taux de 8.875% à 12.375% par année, avec des versements finals entre le 31 mars 1986 et le 30 septembre 1990, $672,500. Le versement final payable le 31 mars 1986 a été reçu en 1986-87.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.6 million au gouvernement.

Société de développement du Cap-Breton

La Société a été établie par la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, pour stimuler le redressement économique et l'expansion sur l'Île-du-Cap-Breton, tout en rationalisant l'industrie houillère.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $120.1 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties dans le but de fournir un fonds de roulement à la division des exploitations houillères de la Société. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $25,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

La Société a été établie par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, pour réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce, ainsi que pour commercialiser, et vendre et acheter du poisson.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis à l'Office, conformément à l'article 17 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, afin d'assurer le fonctionnement de celui-ci.

Le montant global des prêts autorisés à être en circulation en tout temps, emprunté de tous les prêteurs, est de $30,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à des taux de 10.125% à 15.625% par année, avec des versements finals entre le 30 mars 1989 et le 31 mars 1992, $2,652,589; et,

b) remboursables en dedans de 1 an, portant intérêt à des taux de 8.75% à 9.375% par année, avec des versements finals entre le 16 août 1986 et le 30 janvier 1987, $15,500,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.4 million au gouvernement.

Société du port de Halifax

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Halifax.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Halifax. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L50 des Transports, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $25,555,762; et,

b) portant intérêt à des taux de 8.75% à 11.875% par année, remboursables le 31 mars 1986 ou avant, $6,781,000. Ces prêts à court terme seront convertis en un prêt à long terme avec des modalités devant être approuvées par le ministre des Finances.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $99,990 au gouvernement.

Loto Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin d'exploiter et de gérer une loterie nationale en conformité avec les règlements sur la loterie nationale.

Au cours de l'exercice, la Société a été légalement dissoute conformément à la Loi liquidant Sport Sélect et Loto Canada.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société étaient inscrites à ce compte.

Les Associés Mingan, Ltée

La Société a été établie par lettres patentes octroyées en vertu des lois de la province de Québec.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

En 1983-84, le gouvernement a acheté toutes les 21,606 actions ordinaires sans valeur au pair de la Société, pour une somme de $355,000, laquelle a été imputée sur les dépenses budgétaires (crédit 10 des Affaires indiennes et du Nord canadien). Ces actions ont été achetées pour rendre le gouvernement propriétaire d'une parcelle de terrain appartenant à la Société. Cette parcelle de terrain était requise pour sa conversion en terre pour une réserve. La Société sera dissoute en dedans de 6 mois de cette conversion.

Société du port de Montréal

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Montréal.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Montréal.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $132,994,837; et,

b) portant intérêt au taux de 6.25% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000, $8,051,135.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $0.5 million au gouvernement.

Commission de la Capitale nationale

La Société a été établie par la Loi sur la Capitale nationale, afin de préparer des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale, et de fournir une aide dans ces domaines de façon que la nature et le caractère du siège du gouvernement du Canada soient dignes de son importance nationale.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Travaux publics, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $81 millions à même les crédits budgétaires.

Des prêts étaient consentis afin d'acquérir des biens dans la région de la Capitale nationale. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L85 des Travaux publics, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés et la Société a versé des intérêts de $0.6 million au gouvernement.

Commission d'énergie du Nord canadien

La Société a été établie par la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien, afin de construire, acheter, louer ou autrement acquérir, exploiter et entretenir des installations d'énergie électrique dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, mais sous réserve des lois des provinces, ailleurs au Canada.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $23.9 millions au gouvernement.

Prêts

Des prêts ont été consentis à la Société pour des dépenses en capital. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L65 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4% à 15.625% par année, et sont remboursables annuellement jusqu'au 31 mars 2024.

Avances

L'article 14 de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien a autorisé le versement à la Commission d'une somme de $50,000 pour subvenir aux dépenses encourues dans la conduite d'enquêtes prévues à l'article 13 de la Loi.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Fonds de roulement

Des prêts ont été consentis à la Société, dans le but de maintenir des inventaires et de rencontrer les exigibilités.

Les prêts sont non productifs d'intérêt et sont remboursables en 10 versements annuels égaux de $750,000, commençant le 31 mars 1990. Dans le cas où un versement est en retard, les intérêts sont alors ajoutés d'après le taux courant, et ceci jusqu'à la date du remboursement.

Société des Transports du Nord Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, pour offrir un service général de transport dans le Nord canadien et l'Arctique, ainsi que des services intermodaux connexes.

La Société a reçu l'autorisation d'être aliénée conformément à la Loi autorisant l'aliénation de la Société des Transports du Nord Limitée.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $1.6 million (une radiation en conformité de l'article 5 de la Loi autorisant l'aliénation de la Société des Transports du Nord Limitée) à même les crédits budgétaires.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société étaient inscrites à ce compte.

Au cours de l'exercice, toutes les actions de la Société des Transports du Nord Limitée ont été vendues pour $27,000,000, en conformité de l'entente du 15 juillet 1985 entre Sa Majesté et 141606 Canada Limitée (l'acquéreur).

Les deux sociétés ont été fusionnées le 15 juillet 1985 sous le nom de Société des Transports du Nord Limitée.

Par suite de la transaction, un montant de $2,100,000 a été crédité aux recettes non fiscales.

Prêts

Des prêts étaient consentis à la Société, pour financer l'acquisition d'installations de transport pour le déplacement de marchandises vers le Nord canadien.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

En conformité de l'article 5 de la Loi autorisant l'aliénation de la Société des Transports du Nord Limitée, un montant de $1,583,804 a été radié.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.1 million au gouvernement.

Pêcheries Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société a été vendue le 24 avril 1986.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte. Ces dotations en capital, autorisées par la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique, ont été effectuées dans le but d'aider à la restructuration de l'industrie des pêches du Québec.

Société du port de Prince Rupert

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Prince Rupert.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Prince Rupert.

Le prêt non productif d'intérêt a une date d'échéance indéfinie, et n'exige aucun remboursement de capital.

Monnaie royale canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Monnaie royale canadienne, afin de:

a) fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;

b) fabriquer des pièces de monnaie d'autres pays;

c) fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et,

d) fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Approvisionnements et des Services, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'article 18(1)a) de la Loi sur la Monnaie royale canadienne stipule que des prêts ne devant pas dépasser, au total, $5,000,000 peuvent être consentis à la Monnaie, afin de faire face aux dépenses d'établissement et de fonctionnement.

L'article 18(1)b) de la Loi stipule que des prêts peuvent être consentis à la Monnaie, pour financer les frais des projets d'investissements approuvés par le gouverneur en conseil.

L'article 18(2) de la Loi stipule que le montant total non remboursé des prêts consentis en vertu de l'article 18(1), ne doit en aucun temps dépasser $35,000,000.

L'article 19(2) de la Loi stipule que l'ensemble de tous les montants prêtés à la Monnaie à des fins temporaires et non remboursés, ne doit en aucun temps dépasser $1,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.625% à 12% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 14 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 1er avril 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $3 millions et a viré un profit de $7.4 millions au gouvernement.

Société du port de St John's

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, le port de St John's a été établi, à compter du 1er juin 1985, comme une société de port locale ayant pour nom la Société du

port de St John's. Cette Société administre, gère et régit le port de St John's.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

En vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports, le prêt pour financer les dépenses en capital concernant le port de St John's a été transféré de la Société canadienne des ports à cette Société.

Le prêt porte intérêt au taux de 9.33% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $150,585 au gouvernement.

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

La Société a été établie par la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, pour construire, exploiter et entretenir, soit entièrement au Canada ou conjointement avec des travaux entrepris par une autorité compétente aux États-Unis, une voie navigable en eau profonde située entre le port de Montréal et le lac Érié.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'apport de capital du gouvernement dans la Société est inscrit à ce compte.

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin d'exploiter et d'entretenir le pont Jacques Cartier et le pont Champlain, ainsi qu'une partie de l'autoroute Bonaventure à Montréal, Québec. Cette Société est une filiale à cent pour cent de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

Ce compte comptabilise les prêts qui ont été transférés de la Société canadienne des ports.

Le 17 décembre 1981, conformément au décret CP 1981-3635, les reconnaissances de dettes ont été annulées et remplacées par un certificat portant une date d'émission du 1er avril 1981, une date d'échéance indéterminée, sans remboursement de capital, et un taux d'intérêt correspondant à zéro pour cent par année. De plus, les intérêts courus et non payés au 31 mars 1981 sur les certificats originaux, s'élevant à $44,513,580, seront considérés comme non échus et exigibles le 1er avril 1981.

Une avance non productive d'intérêt de $6,489,605 est déclarée par la Société comme étant à payer au gouvernement. Même si cette avance a été radiée des comptes du Canada dans le passé au moyen d'une imputation directe au compte du déficit accumulé, on n'a pas renoncé à son recouvrement.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $3.9 millions à même les crédits budgétaires.

Téléglobe Canada

La Société a été établie par la Loi sur Téléglobe Canada, en vue d'établir, de maintenir et d'exploiter, au Canada et à l'étranger, des services de télécommunications extérieures par câble, appareil de radiotélégraphie, radiotéléphonie et autres moyens de télécommunication, en vue de la conduite de communications publiques, et de coordonner les services de télécommunications extérieures du Canada avec ceux des autres parties du Commonwealth des nations britanniques.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'article 12 de la Loi sur Téléglobe Canada autorise le ministre des Finances, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, à fournir à la Société, aux fins de capital, des sommes ne dépassant pas $4,500,000 et, en sus, toutes les autres sommes affectées par le Parlement.

Les prêts portent intérêt à des taux de 3.5% à 5.75% par année, et sont remboursables en versements semestriels sur des périodes de 15 à 40 ans, avec des versements finals entre le 30 mars 1987 et le 30 septembre 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des dividendes de $188.1 millions et des intérêts de $186,220 au gouvernement.

Uranium Canada, Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, en vue de l'acquisition et la vente de concentrés d'uranium.

Au cours de l'exercice, la Société a été légalement dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société étaient inscrites à ce compte.

La Société du port de Vancouver

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Vancouver.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Vancouver.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $76,494,444; et,

b) portant intérêt au taux de 7.5% par année, remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000, $4,505,939.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $349,982 au gouvernement.

VIA Rail Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin de revivifier les services ferroviaires pour voyageurs au Canada, et de gérer et commercialiser ces services selon une méthode commerciale efficace, de façon à réduire la charge financière du gouvernement.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $599.8 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne

Le tableau 8.4 résume l'intérêt financier du gouvernement dans ses sociétés de la Couronne au 31 mars 1986.

Selon les conventions comptables du gouvernement, les comptes des sociétés de la Couronne ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement et seules les opérations financières entre les sociétés de la Couronne et le gouvernement sont comptabilisées dans les comptes du Canada. Les sociétés de la Couronne sont soit mandataires ou non mandataires de la Couronne. En général, le statut de mandataire est explicitement énoncé dans les articles d'incorporation. Les sociétés de la Couronne comprennent par définition soit des sociétés d'État mères, soit des filiales à cent pour cent. Une filiale à cent pour cent appartient à cent pour cent à une ou plusieurs sociétés d'État mères. Ce tableau comprend l'information financière consolidée concernant les sociétés d'État mères. L'information financière portant sur les filiales à cent pour cent non consolidées est présentée séparément. Ce tableau résume l'information financière à l'égard des sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne au 31 mars 1986. Cette information financière est fondée sur des états financiers préparés selon les principes comptables généralement reconnus dans le secteur privé. En ce qui regarde les sociétés de la Couronne ayant des fins d'exercices autres que le 31 mars, des chiffres non vérifiés apparaissent dans le tableau. Le tableau présente l'«Actif» moins les «Emprunts et autres éléments de passif» pour en arriver à l'«Actif net». On fait une analyse plus détaillée de l'«Actif» au tableau 8.5 intitulé «Détails concernant l'intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne», qui s'ensuit.

Conformément à l'article 45 de la Loi sur l'administration financière, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les comptes du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. De tels emprunts sont présentés sous la colonne «Emprunts autres que ceux du gouvernement». Les montants à être probablement remboursés par le gouvernement sont déduits de cette colonne et sont décrits comme une «Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement».

Les emprunts des sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas des dettes du gouvernement. Cependant, lorsque le gouvernement garantit expressément ces emprunts, ils deviennent des dettes possibles de celui-ci.

Les soldes représentant les opérations avec le gouvernement, lesquels sont inscrits dans les comptes du Canada, comprennent: les dettes à long terme envers le gouvernement, le capital-actions et le surplus d'apport ainsi que les créances auprès du gouvernement. Ces soldes sont décrits dans ce tableau comme «Intérêt financier inscrit» du gouvernement.

L'«Intérêt financier non inscrit» représente les bénéfices non répartis des sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne, redressés par des postes préalablement compris dans leurs comptes d'actif et de passif. Ces redressements proviennent d'écarts temporaires dans la comptabilisation des opérations entre les sociétés de la Couronne et le gouvernement. Les sociétés de la Couronne comptabilisent les montants à payer au ou à recevoir du gouvernement sur une base d'exercice, tels les impôts. Les comptes du Canada ne reflètent ces montants qu'au moment de leur réception ou de leur versement. De tels montants qui représentent des opérations avec le gouvernement et non inscrits dans les comptes du Canada, sont redressés et présentés comme «Intérêt financier non inscrit». Ils comprennent: les subventions à recevoir, les impôts à recevoir ou à payer, différés ou non, les intérêts à payer courus ou capitalisés, les comptes divers à payer, les obligations découlant de contrats de location et les frais payés d'avance reliés au Canada. Les redressements affectant l'«Intérêt financier non inscrit» représentent des fonds qui seront éventuellement reçus ou déboursés par le Canada. La «Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement», décrite antérieurement, est également ajoutée à l'«Intérêt financier non inscrit». Le total de l'intérêt financier représente l'intérêt financier inscrit et non inscrit. Le signe de moins indique un intérêt financier négatif.

Le tableau divulgue également le «Changement de l'intérêt financier depuis l'exercice précédent» qui identifie les augmentations ou diminutions nettes depuis le 1[er] avril 1985. Les changements principaux apportés à l'intérêt financier, y compris les opérations brutes avec les tiers, sont présentés dans le tableau 8.5 intitulé «Détails concernant l'intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne». L'«Aide financière provenant de crédits budgétaires», laquelle résume l'aide reçue par ces entités au cours de 1985-86, est également comprise dans ce tableau. Des précisions figurent au tableau 8.7 intitulé «Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires».

De plus, tel qu'énoncé à l'article 40 de la Loi sur l'administration financière, «un relevé annuel de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté doit être inclus dans les comptes publics». Un état de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté est présenté à la section 12 de ce volume. Les opérations et les soldes qui se rapportent aux sociétés de la Couronne sont présentés dans le tableau 8.8.

TABLEAU 8.4

INTÉRÊT FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA DANS LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE AU 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

		Emprunts et autres éléments de passif			Intérêt financier						
					Inscrit par le gouvernement						
Sociétés de la Couronne[1][2]	Actif	Emprunts autres que ceux du gouvernement[3][4]	Autres éléments de passif	Actif net	Dettes envers le gouvernement	Capital-actions et surplus d'apport	Créances auprès du gouvernement	Intérêt financier non inscrit	Total de l'intérêt financier	Changement de l'intérêt financier depuis l'exercice précédent	Aide financière provenant de crédits budgétaires
Sociétés mandataires de la Couronne											
Énergie atomique du Canada, Limitée	1,104,448	24,284	208,828	871,336	563,825	164,159	1,052	144,404	871,336	- 42,791	275,121
Société d'assurance-dépôts du Canada[5]	1,609,919	1,035,585	922,939	- 348,605	935,000		4,588	- 1,279,017	- 348,605	500,828	
Corporation de développement des investissements du Canada[6]	1,627,700	531,801	555,606	540,293	593	395,658	77,300	221,342	540,293	892,293	1,245,939
Corporation Place du Havre Canada	145,182		12,479	132,703				132,703	132,703	75,393	55,609
*Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	3,173		1,861	1,312				1,312	1,312	- 686	8,047
*Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	1,581		1,607	- 26			312	286	- 26	1,764	5,919
*Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	6,039		970	5,069			990	6,059	5,069	4,593	5,475
Société canadienne d'hypothèques et de logement[7]	10,298,769		978,935	9,319,834	9,639,995	25,000	82,201	- 262,960	9,319,834	- 29,418	1,454,268
Société de construction des Musées du Canada Inc	100,190		8,903	91,287			60	91,347	91,287	46,500	46,500
Société canadienne des ports	158,245	19,696	9,376	129,173	99,177		68,368	98,364	129,173	- 874	14,127
Société canadienne des postes	2,041,831		764,846	1,276,985			407,089	1,684,074	1,276,985	- 32,736	410,107
Arsenaux canadiens Limitée, Les	104,809		33,285	71,524	3,500		30,990	99,014	71,524	2,954	
Société Radio-Canada	721,293		251,154	470,139	33,000		21,502	458,641	470,139	63,927	857,347
Corporation commerciale canadienne	390,367		359,737	30,630		10,000	9,089	29,719	30,630	968	15,826
Commission canadienne du lait	57,681		75,752	- 18,071	65,827		61,755	- 22,143	- 18,071	- 42,350	304,773
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	4,991		2,877	2,114	6,314		8,187	3,987	2,114	233	75,929
Office canadien des provendes	622		1,996	- 1,374			1,962	588	- 1,374	48	16,771
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd[8]	978		14	964	324	1	95	734	964	99	
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	858		606	252		296	250	206	252	- 230	350
Office canadien du poisson salé	16,617		4,567	12,050	17,423			- 5,373	12,050	2,696	
Société canadienne des paris sportifs[2]										2,313	
Commission canadienne du Blé	4,914,930	4,060,604	855,232	- 906			1,635	729	- 906	- 2,986	55,057
Canagrex	301		147	154				154	154	- 1,692	
Société de développement du Cap-Breton	449,566		36,648	412,918	2,643		4,307	414,582	412,918	56,299	120,099
Construction de défense (1951) Limitée	2,567		4,262	- 1,695			28	- 1,667	- 1,695	1,843	14,300
Société pour l'expansion des exportations	7,201,861	5,842,278	328,228	1,031,355	128,992	697,000	5,180	210,543	1,031,355	- 63,224	
Société du crédit agricole	5,004,636	984,100	33,394	3,987,142	3,895,661	218,333	10,400	- 116,452	3,987,142	- 360,103	3,546
Banque fédérale de développement	1,579,842	1,183,730	55,517	340,595	144,000	294,000	15,145	- 82,260	340,595	- 46,248	25,929
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	28,288		9,770	18,518	18,152		103	469	18,518	3,744	
Société du port de Halifax	56,311		1,594	54,717	32,337		4,940	27,320	54,717	9,994	
Société du port de Montréal	129,407		12,701	116,706	141,046		91,685	67,345	116,706	8,842	
Commission de la Capitale nationale	305,042		19,939	285,103			1,355	286,458	285,103	- 119,201	81,026
Commission d'énergie du Nord canadien	256,756		13,921	242,835	234,608		11,895	20,122	242,835	- 1,465	
Société des Transports du Nord Limitée[2]										- 68,893	1,584
Pêcheries Canada Inc[9]	15,704	104	6,777	8,823		31,500		- 22,677	8,823	- 9,417	
Petro-Canada	8,369,245	874,192	2,814,805	4,680,248		4,299,126	102,310	483,432	4,680,248	- 1,252,193	23,800
*Canertech Inc[10]	12,965		857	12,108				12,108	12,108	- 717	
Société du port de Québec	46,221		2,994	43,227			27,976	71,203	43,227	3,582	
Société du port de Prince Rupert	74,158		920	73,238	27,085		6,682	52,835	73,238	1,402	
Monnaie royale canadienne	94,407		29,305	65,102	30,341		15,185	49,946	65,102	18,710	
Société du port de St John's	10,398		628	9,770	1,567		4,127	12,330	9,770	9,770	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	601,392		26,806	574,586		624,950	43,925	- 6,439	574,586	- 14,984	

TABLEAU 8.4

INTÉRÊT FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA DANS LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE AU 31 MARS 1986—*Fin*
(en milliers de dollars)

		Emprunts et autres éléments de passif			Intérêt financier						
					Inscrit par le gouvernement						
Sociétés de la Couronne[1][2]	Actif	Emprunts autres que ceux du gouvernement[3][4]	Autres éléments de passif	Actif net	Dettes envers le gouvernement	Capital-actions et surplus d'apport	Créances auprès du gouvernement	Intérêt financier non inscrit	Total de l'intérêt financier	Changement de l'intérêt financier depuis l'exercice précédent	Aide financière provenant de crédits budgétaires
*Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	391	8	337	46				46	46		
Téléglobe Canada	431,179	66,422	91,380	273,377	3,216		28,905	299,066	273,377	- 152,008	
Société du port de Vancouver, La	195,816		13,262	182,554	81,000		37,564	139,118	182,554	11,845	
	48,176,676	*14,622,804*	*8,555,762*	*24,998,110*	*16,105,626*	*6,760,023*	*1,189,137*	*3,321,598*	*24,998,110*	*- 521,576*	*5,117,449*
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement										- 1,200,000	
	48,176,676	*14,622,804*	*8,555,762*	*24,998,110*	*16,105,626*	*6,760,023*	*1,189,137*	*3,321,598*	*24,998,110*	*- 1,721,576*	*5,117,449*
Sociétés non mandataires de la Couronne											
Air Canada	2,439,763	1,411,466	403,707	624,590	196,098	329,009	70,877	170,360	624,590	- 184,599	
Administration de pilotage de l'Atlantique	1,127	429	1,133	- 435			614	179	- 435	- 804	611
Banque du Canada[11]	6,594,415		19,615,100	- 13,020,685		5,920	13,674,685	648,080	- 13,020,685	3,529,343	
Conseil des Arts du Canada	81,298		25,955	55,343			26,056	81,399	55,343	2,666	74,244
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	341		111	230			1,511	1,741	230	42	2,500
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada[12]	7,770,452	3,302,039	1,246,392	3,222,021	218,722	2,625,878	145,649	523,070	3,222,021	- 127,978	105,411
CN Marine Inc	323,393		72,721	250,672			21,409	272,081	250,672	- 31,132	102,811
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	1,042		3,765	- 2,723			346	- 2,377	- 2,723	- 91	3,361
Harbourfront Corporation	29,343		34,286	- 4,943			6,966	2,023	- 4,943	- 8,374	6,092
Centre international d'exploitation des océans	80		45	35				35	35	35	3,300
Centre de recherches pour le développement international	16,400		11,333	5,067			297	5,364	5,067	11,462	86,000
*Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	24,627		2,004	22,623	59,753		1,585	- 35,545	22,623	- 2,523	3,855
Administration de pilotage des Laurentides	4,075	900	3,327	- 152			494	342	- 152	- 568	1,956
Associés Mingan, Ltée, Les[13]											
Corporation du Centre national des Arts	5,814		3,787	2,027				2,027	2,027	1,322	16,574
Administration de pilotage du Pacifique, L'	4,840		1,951	2,889				2,889	2,889	- 4	
St Anthony Fisheries Limited	80			80				80	80	- 33	
Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano										- 1,150	
Conseil canadien des normes	3,238		826	2,412			97	2,509	2,412	- 1,902	5,424
VIA Rail Canada Inc	762,012		137,911	624,101		9,300	161,641	776,442	624,101	86,730	599,792
	18,062,340	*4,714,834*	*21,564,354*	*- 8,216,848*	*474,573*	*2,970,107*	*14,112,227*	*2,450,699*	*- 8,216,848*	*3,272,442*	*1,011,931*
Total	66,239,016	19,337,638	30,120,116	16,781,262	16,580,199	9,730,130	15,301,364	5,772,297	16,781,262	1,550,866	6,129,380

(1) Toutes les sociétés de la Couronne mentionnées dans ce tableau sont des sociétés d'État mères, sauf si indiqué par un astérisque (*).
(2) Suite à une modification à la Loi sur l'administration financière (LAF), la Société du port de St John's a été ajoutée à ce tableau. Les filiales non consolidées suivantes sont rapportées séparément: Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée. Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée, Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc, Canertech Inc, CN Marine Inc, Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée et La Corporation du Pont International de la Voie maritime, Ltée.
Au cours de l'exercice, le Parlement a sanctionné un projet de loi, lequel a reçu sanction royale le 29 octobre 1985, pour dissoudre Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, St Anthony Fisheries Limited, Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano et Uranium Canada, Limitée, et a vendu la Société des Transports du Nord Limitée à la Société inuvialuit de développement et à la Société Nunasi.
Le projet de loi C-2, la loi autorisant la dissolution de la Société canadienne des paris sportifs et Loto Canada Inc, a reçu sanction royale le 20 juin 1985. La loi autorisant la dissolution de Canagrex a été également présentée au cours de l'exercice. Postérieur à la fin de l'exercice, Pêcheries Canada Inc a été éliminé de la LAF et la loi autorisant l'aliénation de Les Arsenaux canadiens Limitée a reçu sanction royale le 1er mai 1986.
(3) Voir le tableau 8.8—Emprunts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne.

(4) Voir le tableau 8.9 — Passif éventuel des sociétés de la Couronne.

(5) Société d'assurance-dépôts du Canada — L'intérêt financier non inscrit comprend des primes créditées au Fonds d'assurance-dépôts, y compris des bénéfices nets accumulés tels que redressés. Les dépôts chez les institutions membres assurés par la Société se sont élevés à $183.7 milliards au 30 avril 1986.

(6) Corporation de développement des investissements du Canada (CDIC): Au cours de l'exercice, la Corporation de développement des investissements du Canada a vendu les actions de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited et d'Eldorado Nucléaire Limitée à The Boeing Company. Postérieur à la fin de l'exercice, le gouvernement a annoncé qu'une Lettre d'intention avait été signée par les représentants de CDIC, le gouvernement et Bombardier Inc indiquant les conditions de vente de Canadair Limitée à Bombardier Inc. Les comptes de Canadair Limitée sont consolidés avec ceux de CDIC au 31 mars 1986. Les emprunts autres que ceux du gouvernement au montant de $531,801 représente ceux d'Eldorado Nucléaire Limitée ($517,259), une autre filiale de CDIC et Canadair Limitée ($14,542). Les états financiers distincts de Canadair Limitée, The de Havilland Aircraft of Canada, Limited et d'Eldorado Nucléaire Limitée sont compris dans le volume III des Comptes publics, comme annexes à la Corporation de développement des investissements du Canada. En juin 1985, le gouvernement a adopté un projet de loi sous lequel le ministre des Finances est autorisé à prendre des dispositions afin d'assumer la charge formelle pour le remboursement des engagements de prêts en cours de la Société financière Canadair Inc, une autre filiale de CDIC. Un montant de $255 millions É-U ($355 millions can) restant à rembourser à la fin de mars 1986 est déclaré à l'état de l'actif et du passif du gouvernement sous la «Dette non échue à payer en devises étrangères—Effets et prêts».

(7) Société canadienne d'hypothèques et de logement—L'intérêt financier non inscrit comprend un déficit net de $459.8 millions dans les fonds d'assurance et de garantie. Le montant d'assurance prévu et en vigueur au 31 mars 1986 s'élevait à $38.4 milliards.

(8) Canadian National (West Indies) Steamships Ltd—L'actif de la Société comprend des fonds bloqués dans la Bank of America s'élevant à $977, desquels $470 sont à recevoir depuis 1963 en ce qui regarde une transaction effectuée avec des participants cubains, et $507 représentent des intérêts à recevoir de la Bank of America.

(9) Pêcheries Canada Inc — L'information financière utilisée est celle au 31 décembre 1985. Postérieur à la fin de l'exercice, la Société a été vendue à la Coopérative agro-alimentaire Purdel.

(10) Canertech Inc est une filiale non consolidée de Petro-Canada et l'information financière utilisée est celle au 31 décembre 1985.

(11) Banque du Canada — Le capital-actions inscrit comprend $920, ce qui représente une prime versée lors de l'acquisition en 1938 d'actions détenues par le public. Par conséquent, l'intérêt financier non inscrit a été réduit de $920.

(12) Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada — Le capital-actions inscrit comprend une prime de $19,453, ce qui représente l'excédent de l'amortissement des exercices précédents non imputé aux bénéfices non répartis du Canadien National sur les dotations en capital du gouvernement dans les Chemins de fer nationaux du Canada et la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada. Ces dotations en capital ont été imputées aux dépenses budgétaires par le gouvernement du Canada et ont été créditées à l'avoir de l'actionnaire par le Canadien National. Par conséquent, après le remaniement du capital-actions des Chemins de fer nationaux du Canada en 1977, le capital-actions inscrit de la Société se chiffre à $19,453 de moins que la dotation en capital inscrite du gouvernement. De ce fait, l'intérêt financier non inscrit est réduit par cette insuffisance. Les «Emprunts autres que ceux du gouvernement» comprennent un montant de $94,790 qui est garanti par le gouvernement.

(13) Les Associés Mingan, Ltée — Aucune information financière n'est disponible.

Détails concernant l'intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne

Le tableau 8.5 présente les soldes apparaissant au tableau 8.4 «Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne». L'«Actif» est divisé en «Actif financier» et en «Actif non financier». L'«Actif financier» comprend la caisse, les placements à court terme et les débiteurs; l'«Actif non financier» comprend les stocks, les frais payés d'avance, les frais reportés, les éléments d'actif incorporels, et les immobilisations moins l'amortissement accumulé.

Ce tableau présente également les changements dans l'intérêt financier non inscrit pour l'exercice clos le 31 mars 1986, en présentant le solde d'ouverture, les revenus et les dépenses et les revenus nets (pertes nettes) qui en découlent, les autres redressements et le solde de fermeture pour chaque société de la Couronne.

Les revenus et les dépenses des sociétés de la Couronne sont présentés après avoir déduit les opérations avec le gouvernement et les autres sociétés de la Couronne et sont ceux des douze derniers mois. Ceci donne le montant du revenu net (perte nette) provenant des tiers.

Les autres redressements comprennent l'effet net, d'un exercice à l'autre, des écarts temporaires qui constituent le solde de l'intérêt financier non inscrit. Ces éléments se rapportent aux comptes d'actif et de passif inscrits par les sociétés mais non inscrits dans les comptes du Canada.

Les revenus et les dépenses des sociétés de la Couronne qui se rapportent au gouvernement et aux autres sociétés de la Couronne complètent la catégorie des autres redressements.

TABLEAU 8.5

DÉTAILS CONCERNANT L'INTÉRÊT FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA DANS LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	Actif			Intérêt financier non inscrit					
	Financier	Non financier	Total	Solde au début de la période	Revenus	Dépenses	Revenus nets/pertes nettes (-)	Autres redressements	Solde à la fin de la période
Sociétés mandataires de la Couronne									
Énergie atomique du Canada, Limitée	960,267	144,181	1,104,448	120,850	283,537	218,871	64,666	- 41,112	144,404
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,609,717	202	1,609,919	- 870,642	169,243	547,595	- 378,352	- 30,023	- 1,279,017
Corporation de développement des investissements du Canada	563,700	1,064,000	1,627,700	- 740,398	770,227	1,193,401	- 423,174	1,384,914	221,342
Corporation Place du Havre Canada	33,682	111,500	145,182	76,510				56,193	132,703
*Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	3,173		3,173	1,998	3,608	8,770	- 5,162	4,476	1,312
*Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	1,566	15	1,581	697	1,422	7,055	- 5,633	5,222	286
*Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	2,346	3,693	6,039	2,047	472	5,794	- 5,322	9,334	6,059
Société canadienne d'hypothèques et de logement	9,959,170	339,599	10,298,769	- 510,450	972,828	1,405,933	- 433,105	680,595	- 262,960
Société de construction des Musées du Canada Inc	4,233	95,957	100,190	44,787				46,560	91,347
Société canadienne des ports	32,842	125,403	158,245	111,402	24,405	30,503	- 6,098	- 6,940	98,364
Société canadienne des postes	172,460	1,869,371	2,641,831	1,619,754	2,390,892	2,573,907	- 183,015	247,335	1,684,074
Arsenaux canadiens Limitée, Les	4,004	100,805	104,809	85,790	3,786	115,972	- 112,186	125,410	99,014
Société Radio-Canada	74,507	646,786	721,293	413,685	237,870	1,052,914	- 815,044	860,000	458,641
Corporation commerciale canadienne	176,310	214,057	390,367	27,662	767,450	767,631	- 181	2,238	29,719
Commission canadienne du lait	47,395	10,286	57,681	- 20,534	540,682	786,181	- 245,499	243,890	- 22,143
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	4,314	677	4,991	1,896	3,866	76,999	- 73,133	75,224	3,987
Office canadien des provendes	622		622	694		16,578	- 16,578	16,472	588
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd	978		978	635	99		99		734
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	846	12	858	436	1,576	2,286	- 710	480	206
Office canadien du poisson salé	9,896	6,721	16,617	- 2,981	45,540	46,157	- 617	- 1,775	- 5,373
Société canadienne des paris sportifs				4,687	197	369	- 172	- 4,515	
Commission canadienne du Blé	3,847,072	1,067,858	4,914,930	2,578	3,535,218	3,646,349	- 111,131	109,282	729
Canagrex	301		301	1,846	152	194	- 42	- 1,650	154
Société de développement du Cap-Breton	39,227	410,339	449,566	344,508	184,290	240,421	- 56,131	126,205	414,582
Construction de défense (1951) Limitée	2,212	355	2,567	- 2,149		13,857	- 13,857	14,339	- 1,667
Société pour l'expansion des exportations	7,114,072	87,789	7,201,861	209,914	658,364	650,970	7,394	- 6,765	210,543
Société du crédit agricole	4,930,638	73,998	5,004,636	18,883	515,866	252,649	263,217	- 398,552	- 116,452
Banque fédérale de développement	1,562,597	17,245	1,579,842	- 85,368	223,945	224,866	- 921	4,029	- 82,260
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	9,279	19,009	28,288	- 1,236	48,669	47,097	1,572	133	469
Société du port de Halifax	2,459	53,852	56,311	28,175	10,962	10,296	666	- 1,521	27,320
Société du port de Montréal	5,135	124,272	129,407	75,523	56,502	48,801	7,701	- 15,879	67,345
Commission de la Capitale nationale	23,940	281,102	305,042	378,903	10,939	77,180	- 66,241	- 26,204	286,458
Commission d'énergie du Nord canadien	20,802	235,954	256,756	25,797	77,789	64,722	13,067	- 18,742	20,122
Société des Transports du Nord Limitée				16,787		10,877	- 10,877	- 5,910	
Pêcheries Canada Inc	6,159	9,545	15,704	- 13,260	15,617	25,034	- 9,417		- 22,677
Petro-Canada	1,286,114	7,083,131	8,369,245	1,763,656	5,586,198	6,269,567	- 683,369	- 596,855	483,432
*Canertech Inc	12,965		12,965	29,865		877	- 877	- 16,880	12,108
Société du port de Québec	1,763	44,458	46,221	79,740	9,455	9,965	- 510	- 8,027	71,203

TABLEAU 8.5

DÉTAILS CONCERNANT L'INTÉRÊT FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA DANS LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Actif			Intérêt financier non inscrit					
	Financier	Non financier	Total	Solde au début de la période	Revenus	Dépenses	Revenus nets/pertes nettes (-)	Autres redressements	Solde à la fin de la période
Société du port de Prince Rupert	1,073	73,085	74,158	51,244	10,666	8,867	1,799	- 208	52,835
Monnaie royale canadienne	7,721	86,686	94,407	58,381	950,195	906,561	43,634	- 52,069	49,946
Société du port de St John's	358	10,040	10,398		2,031	1,545	486	11,844	12,330
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	5,373	596,019	601,392	18,247	52,864	80,964	- 28,100	3,414	- 6,439
*Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	352	39	391	46	1,542	1,542			46
Téléglobe Canada	112,807	318,372	431,179	430,595	248,055	84,137	163,918	- 295,447	299,066
Société du port de Vancouver, La	16,353	179,463	195,816	130,109	108,270	91,595	16,675	- 7,666	139,118
	32,670,800	*15,505,876*	*48,176,676*	*3,931,309*	*18,525,289*	*21,625,849*	*- 3,100,560*	*2,490,849*	*3,321,598*
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement				1,200,000				- 1,200,000	
	32,670,800	*15,505,876*	*48,176,676*	*5,131,309*	*18,525,289*	*21,625,849*	*- 3,100,560*	*1,290,849*	*3,321,598*
Sociétés non mandataires de la Couronne									
Air Canada	568,614	1,871,149	2,439,763	259,872	2,728,112	2,777,326	- 49,214	- 40,298	170,360
Administration de pilotage de l'Atlantique	455	672	1,127	398	5,660	6,194	- 534	315	179
Banque du Canada	6,471,878	122,537	6,594,415	489,762		147,416	- 147,416	305,734	648,080
Conseil des Arts du Canada	69,769	11,529	81,298	72,586	12,467	81,285	- 68,818	77,631	81,399
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	124	217	341	1,236		2,221	- 2,221	2,726	1,741
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	752,081	7,018,371	7,770,452	567,676	4,342,108	4,697,116	- 355,008	310,402	523,070
CN Marine Inc	22,394	300,999	323,393	289,549	50,668	186,588	- 135,920	118,452	272,081
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	1,015	27	1,042	- 2,632	8,652	11,756	- 3,104	3,359	- 2,377
Harbourfront Corporation	29,112	231	29,343	13,786	11,432	23,162	- 11,730	- 33	2,023
Centre international d'exploitation des océans	80		80		77	1,164	- 1,087	1,122	35
Centre de recherches pour le développement international	12,545	3,855	16,400	- 6,395	5,851	90,757	- 84,906	96,665	5,364
*Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	3,508	21,119	24,627	- 34,276	6,966	9,429	- 2,463	1,194	- 35,545
Administration de pilotage des Laurentides	2,908	1,167	4,075	416	25,351	27,381	- 2,030	1,956	342
Associés Mingan, Ltée, Les									
Corporation du Centre national des Arts	1,118	4,696	5,814	705	13,271	28,378	- 15,107	16,429	2,027
Administration de pilotage du Pacifique, L'	3,880	960	4,840	2,893	22,287	22,241	46	- 50	2,889
St Anthony Fisheries Limited	80		80	113	2	35	- 33		80
Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano				1,150		1,150	- 1,150		
Conseil canadien des normes	2,932	306	3,238	4,314	1,169	7,484	- 6,315	4,510	2,509
VIA Rail Canada Inc	53,675	708,337	762,012	638,443	200,032	416,822	- 216,790	354,789	776,442
	7,996,168	*10,066,172*	*18,062,340*	*2,299,596*	*7,434,105*	*8,537,905*	*- 1,103,800*	*1,254,903*	*2,450,699*
Total de l'intérêt financier	40,666,968	25,572,048	66,239,016	7,430,905	25,959,394	30,163,754	- 4,204,360	2,545,752	5,772,297

Les notes complémentaires au tableau 8.4 font partie intégrante de ce tableau.

Consolidation des sociétés de la Couronne avec le gouvernement

La note 5 afférente aux états financiers vérifiés dans la section 2 de ce volume présente, sous forme de sommaire, un état consolidé de l'actif et du passif ainsi que des recettes et dépenses brutes.

Conformément à la convention comptable énoncée dans la note 1i) afférente aux états financiers vérifiés, l'actif, le passif, les revenus et les dépenses présentés dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne, ne sont pas consolidés dans les états financiers du gouvernement. Par conséquent, les revenus et les dépenses inscrits dans les états du gouvernement comprennent, respectivement, les montants reçus de et versés à ces mêmes sociétés, à l'exclusion des revenus et dépenses des corporations qui proviennent des opérations avec des entités autres que le gouvernement. De même, l'actif et le passif inscrits aux états du gouvernement comprennent, respectivement, les montants dus par et payables à ces sociétés, à l'exclusion de l'actif et du passif des corporations provenant des opérations avec des entités autres que le gouvernement.

Cependant, le gouvernement fournit une information consolidée qui entraîne l'élimination des opérations entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne et entre les sociétés de la Couronne elles-mêmes.

Avant qu'on ne puisse éliminer les soldes et opérations entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne et entre les sociétés de la Couronne elles-mêmes, les comptes des sociétés de la Couronne doivent être redressés pour être conformes à la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement. Pour en arriver aux soldes et opérations des sociétés de la Couronne d'après la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement, des redressements doivent être effectués pour tout écart des conventions comptables. Les écarts représentent les débiteurs, les immobilisations, les stocks, les frais payés d'avance, les revenus différés et crédits reportés, et les autres postes qui ne sont pas comptabilisés à l'état de l'actif et du passif du gouvernement. De même, les revenus doivent être rendus compte uniquement d'après la comptabilité de caisse et les

postes tels que l'amortissement, les gains ou pertes sur aliénation d'immobilisations incluant les acquisitions et produits, sont aussi enlevés des revenus ou dépenses. En outre, les revenus et dépenses des sociétés de la Couronne, qui se rapportent au gouvernement et autres sociétés de la Couronne, lesquels avaient été exclus antérieurement aux fins de rapport de l'intérêt financier, sont maintenant ajoutés pour fins de consolidation, afin d'être subséquemment éliminés.

Tous ces montants qui résultent des écarts et des ajouts affectant les conventions comptables, sont englobés et retranchés des chiffres indiquant le total de l'intérêt financier présentés dans les tableaux 8.4 et 8.5 et sont décrits comme «Conversion à la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement pour fins de consolidation». Les soldes et les opérations du gouvernement sont alors ajoutés. Ceux-ci entraînent des éliminations de l'actif, du passif, des revenus et dépenses réciproques entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne et entre les sociétés de la Couronne elles-mêmes pour arriver aux totaux consolidés.

TABLEAU 8.6

CONSOLIDATION DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE AVEC LE GOUVERNEMENT
(en milliers de dollars)

	Sociétés de la Couronne					
	Sociétés de la Couronne suivant les tableaux 8.4 et 8.5	Conversion à la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement pour fins de consolidation	Total d'après la comptabilité de caisse modifiée	Actif, passif, recettes, dépenses et déficit accumulé du gouvernement	Élimination d'actif, de passif, de recettes (revenus) et dépenses réciproques	Consolidés
ACTIF						
Actif financier	40,666,968	– 7,590,785	33,076,183			44,626,024
				35,789,849	– 24,240,008	
Actif non financier	25,572,048	– 25,572,048				
Total de l'actif	66,239,016	– 33,162,833	33,076,183	35,789,849	– 24,240,008	44,626,024
PASSIF						
Dette non échue	19,337,638		19,337,638			205,305,483
				200,694,259	– 14,726,414	
Billets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants	17,978,855		17,978,855			17,978,855
Autres éléments de passif	12,141,261	– 701,302	11,439,959			77,826,618
				68,591,288	– 2,204,629	
Total du passif	49,457,754	– 701,302	48,756,452	269,285,547	– 16,931,043	301,110,956
ACTIF/PASSIF (–) NET	16,781,262	– 32,461,531	– 15,680,269	– 233,495,698	– 7,308,965	– 256,484,932
Dettes envers le gouvernement	16,580,199		16,580,199		– 16,580,199	
Capital-actions et surplus d'apport	9,730,130		9,730,130		– 9,730,130	
Créances auprès du gouvernement	– 15,301,364		– 15,301,364		15,301,364	
	11,008,965		11,008,965		– 11,008,965	
DÉFICIT ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	7,430,905	– 33,550,708	– 26,119,803		– 4,235,642	– 221,377,129*
				– 199,091,701*	8,070,017	
REVENUS (RECETTES)	25,959,394	10,014,747	35,974,141		– 9,399,896	100,270,787
				79,535,293	– 5,838,751	
DÉPENSES	30,163,754	6,379,818	36,543,572		– 6,342,195	135,378,590
				113,939,290	– 8,762,077	
Autres redressements	2,545,752	– 2,545,752				
DÉFICIT ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	5,772,297	– 32,461,531	– 26,689,234	– 233,495,698	3,700,000	– 256,484,932
	16,781,262	– 32,461,531	– 15,680,269	– 233,495,698	– 7,308,965	– 256,484,932

* Énoncé de nouveau

Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires

Le tableau 8.7 résume l'aide financière provenant de crédits budgétaires pour les sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne. Ce tableau devrait être lu conjointement avec le tableau 8.4. Les buts pour lesquels des versements ont été effectués à même les crédits budgétaires se classent en deux catégories: *a*) les sommes destinées à combler les dépenses d'exploitation et *b*) les sommes destinées aux dépenses en capital.

Tous les montants inscrits au tableau comprennent les imputations aux crédits ou autorisations approuvés par le Parlement.

TABLEAU 8.7

AIDE FINANCIÈRE AUX SOCIÉTÉS DE LA COURONNE PROVENANT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	Aide financière provenant de crédits budgétaires[1]	Buts	
		Exploitation	Dépenses en capital
Sociétés mandataires de la Couronne			
Énergie atomique du Canada, Limitée	275,121	244,893	30,228
Corporation de développement des investissements du Canada[2]	1,245,939	1,245,939	
Corporation Place du Havre Canada	55,609		55,609
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	8,047	8,047	
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	5,919	5,919	
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	5,475	5,475	
Société canadienne d'hypothèques et de logement[3]	1,454,268	1,454,268	
Société de construction des Musées du Canada Inc	46,500	2,518	43,982
Société canadienne des ports	14,127	14,127	
Société canadienne des postes	410,107	410,107	
Société Radio-Canada	857,347	792,138	65,209
Corporation commerciale canadienne	15,826	15,826	
Commission canadienne du lait	304,773	304,773	
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	75,929	75,929	
Office canadien des provendes	16,771	16,771	
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	350	350	
Commission canadienne du Blé	55,057	38,835	16,222
Société de développement du Cap-Breton	120,099	26,436	93,663
Construction de défense (1951) Limitée	14,300	14,300	
Société du crédit agricole	3,546	3,546	
Banque fédérale de développement	25,929	25,929	
Commission de la Capitale nationale	81,026	50,081	30,945
Société des Transports du Nord Limitée	1,584	1,584	
Petro-Canada	23,800	23,800	
	5,117,449	*4,781,591*	*335,858*
Sociétés non mandataires de la Couronne			
Administration de pilotage de l'Atlantique	611	611	
Conseil des Arts du Canada	74,244	74,244	
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	2,500	2,500	
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	105,411	105,411	
CN Marine Inc	102,811	102,811	
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	3,361	3,361	
Harbourfront Corporation	6,092	206	5,886
Centre international d'exploitation des océans	3,300	3,300	
Centre de recherches pour le développement international	86,000	86,000	
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	3,855	3,855	
Administration de pilotage des Laurentides	1,956	1,956	
Corporation du Centre national des Arts	16,574	16,574	
Conseil canadien des normes	5,424	5,424	
VIA Rail Canada Inc	599,792	517,747	82,045
	1,011,931	*924,000*	*87,931*
Total	6,129,380	5,705,591	423,789

(1) Non compris les subventions et contributions versées aux sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne qui se qualifient comme membres d'une classe générale de récipiendaires.

(2) La Société financière Canadair Inc, Canadair Limitée et The de Havilland Aircraft of Canada, Limited ont respectivement reçu une aide financière à même les crédits budgétaires de $1,188,166, $7,773 et $50,000.

(3) Comprend les crédits budgétaires pour les programmes du gouvernement et les fonds d'assurance administrés par la Société au nom du gouvernement.

Emprunts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne

Le tableau 8.8 résume les opérations d'emprunt par les sociétés mandataires de la Couronne pour le compte de Sa Majesté. Ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration financière. Les emprunts sont autres que ceux du gouvernement et sont déclarés à l'état de l'actif et du passif. Les emprunts par les sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

TABLEAU 8.8

EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
(en milliers de dollars)

	1er avril 1985	Emprunts et autres débits	Remboursements et autres crédits	31 mars 1986
Énergie atomique du Canada, Limitée	36,263		11,979	24,284
Société d'assurance-dépôts du Canada	979,963	190,259	134,637	1,035,585
Corporation de développement des investissements du Canada (1)	1,735,158		1,203,357	531,801
Société canadienne des ports	19,696			19,696
Office canadien du poisson salé		10	10	
Commission canadienne du Blé	3,968,141	5,114,774	5,022,311	4,060,604
Société pour l'expansion des exportations	5,290,584	50,241,498	49,689,804	5,842,278
Société du crédit agricole	570,476	413,624		984,100
Banque fédérale de développement	1,022,597	3,806,188	3,645,055	1,183,730
Pêcheries Canada Inc.		104		104
Petro-Canada	317,740	2,388,900	1,832,448	874,192
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	8			8
Téléglobe Canada	69,680	5,087	8,345	66,422
Total	14,010,306	62,160,444	61,547,946	14,622,804
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement	1,200,000		1,200,000	
Emprunts à être probablement remboursés par les sociétés mandataires de la Couronne	12,810,306	62,160,444	60,347,946	14,622,804
Intérêts et rajustements du change compris dans la provision susnommée et comptabilisés dans les comptes du Canada	53,827		53,827	
Emprunts bruts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne, déclarés à l'état de l'actif et du passif	12,864,133	62,160,444	60,401,773	14,622,804

(1) Se reporter à la note (5) du tableau 8.4.

Passif éventuel des sociétés de la Couronne

Le tableau 8.9 résume le passif éventuel des sociétés de la Couronne. Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

TABLEAU 8.9

PASSIF ÉVENTUEL DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE
AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	31 mars 1986
Sociétés mandataires de la Couronne	
Corporation de développement des investissements du Canada (Canadair Limitée)—contrat en litige	152,500
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc—contrat en litige	2,500
Société canadienne d'hypothèques et de logement—litiges re: programme sur l'isolation	48,000
Société de construction des Musées du Canada Inc—contrats en litige et autres	7,869
Société canadienne des ports—divers litiges	1,500
Corporation commerciale canadienne—poursuite en dommages-intérêts	7,544
Canertech Inc—divers litiges	77,000
Société de développement du Cap-Breton—garanties de prêts	51,158
Construction de défense (1951) Limitée—contrat en litige	2,419
Société pour l'expansion des exportations—garanties de prêts	201,298
Banque fédérale de développement—garanties de prêts bancaires	16,600
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les—contrats en litige	3,240
Société du port de Montréal—divers litiges	5,811
Commission de la Capitale nationale—divers litiges	27,100
Commission d'énergie du Nord canadien—divers litiges	783
Pêcheries Canada Inc—litiges concernant les cessations d'emploi	700
Petro-Canada—garantie de prêts	281,000
Société du port de Québec—divers litiges	5,600
Société du port de St John's—réclamations pour dommages	5,000
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent—litiges concernant la navigation de la voie maritime	41,600
Téléglobe Canada—passif éventuel re: indemnités de retraite	1,526
Société du port de Vancouver, La—divers litiges	2,000
	942,748
Sociétés non mandataires de la Couronne	
CN Marine Inc—contrat en litige	15,800
Total	958,548

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

À ce groupe sont consignés les prêts consentis aux provinces en vertu des lois de secours et d'autres lois.

Le tableau 8.10 offre un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts et d'avances consentis aux administrations provinciales et territoriales.

TABLEAU 8.10

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette	
					1986	1985
	$	$	$	$	$	$
TERRE-NEUVE—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,661,214			3,661,214		
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	37,071,621	37,071,621			– 37,071,621	10,802,320
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,410,527	178,058		5,232,469	– 178,058	– 180,706
Programme spécial des prêts sur le développement	6,700,000			6,700,000		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	7,080,196	54,435		7,025,761	– 54,435	– 76,331
	59,923,558	*37,304,114*		*22,619,444*	*– 37,304,114*	*10,545,283*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	1,035,107	25,797		1,009,310	– 25,797	– 30,883
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	79,171,086	1,813,042		77,358,044	– 1,813,042	– 1,695,156
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	36,490,716	1,978,862		34,511,854	– 1,978,862	– 1,826,638
	116,696,909	*3,817,701*		*112,879,208*	*– 3,817,701*	*– 3,552,677*
Total, Terre-Neuve	176,620,467	41,121,815		135,498,652	– 41,121,815	6,992,606
NOUVELLE-ÉCOSSE—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	2,555,284	24,992		2,530,292	– 24,992	– 22,666
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,397,738	535,503		2,862,235	– 535,503	– 500,691
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,434,793	663,576		1,771,217	– 663,576	– 664,984
Programme spécial des prêts sur le développement	4,300,000			4,300,000		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	4,582,942			4,582,942		– 239,735
	14,715,473	*1,199,079*		*13,516,394*	*– 1,199,079*	*– 1,405,410*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	4,102,124	139,768		3,962,356	– 139,768	– 129,900
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	43,163,005	1,673,485		41,489,520	– 1,673,485	– 1,574,178
Mainland Investments Limited	1,500,000	500,000		1,000,000	– 500,000	– 500,000
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	24,837,822	1,853,115		22,984,707	– 1,853,115	– 1,847,369
	73,602,951	*4,166,368*		*69,436,583*	*– 4,166,368*	*– 4,051,447*
Transports—						
Rampe de chargement, Yarmouth, N-É	28,676	28,676			– 28,676	– 28,666
Total, Nouvelle-Écosse	90,902,384	5,419,115		85,483,269	– 5,419,115	– 5,508,189
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	8,526,857	8,526,857			– 8,526,857	– 97,362

TABLEAU 8.10

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Suite*

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	210,169	15,400		194,769	– 15,400	– 14,427
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	841,297	78,000		763,297	– 78,000	– 74,186
Programme spécial des prêts sur le développement	213,582			213,582		– 23,521
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,112,813	48,774		1,064,039	– 48,774	– 56,202
	2,377,861	*142,174*		*2,235,687*	*– 142,174*	*– 168,336*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	24,975	1,069		23,906	– 1,069	– 994
Entente-cadre sur le plan de développement	11,554,151	161,839		11,392,312	– 161,839	– 149,852
	11,579,126	*162,908*		*11,416,218*	*– 162,908*	*– 150,846*
Total, Île-du-Prince-Édouard	22,483,844	8,831,939		13,651,905	– 8,831,939	– 416,544
NOUVEAU-BRUNSWICK—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	4,887,043	94,010		4,793,033	– 94,010	
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	6,435,049	176,815		6,258,234	– 176,815	– 156,370
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,958,031	330,268		5,627,763	– 330,268	– 282,943
Programme spécial des prêts sur le développement	5,375,000			5,375,000		
Ville d'Oromocto	44,264	37,461		6,803	– 37,461	– 64,771
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	9,596,373	102,141		9,494,232	– 102,141	– 90,889
	27,408,717	*646,685*		*26,762,032*	*– 646,685*	*– 594,973*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	868,818	33,265		835,553	– 33,265	– 30,944
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	42,989,199	1,635,138		41,354,061	– 1,635,138	– 1,544,820
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	41,936,757	2,062,792		39,873,965	– 2,062,792	– 1,910,406
	85,794,774	*3,731,195*		*82,063,579*	*– 3,731,195*	*– 3,486,170*
Total, Nouveau-Brunswick	118,090,534	4,471,890		113,618,644	– 4,471,890	– 4,081,143
QUÉBEC—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	61,300,779			61,300,779		
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	50,214,852	3,128,104		47,086,748	– 3,128,104	– 2,969,244
Programme spécial des prêts sur le développement	70,300,000			70,300,000		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	91,314,928			91,314,928		
	273,130,559	*3,128,104*		*270,002,455*	*– 3,128,104*	*– 2,969,244*
Expansion industrielle régionale—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	101,529,166	2,033,252		99,495,914	– 2,033,252	– 1,878,533
Total, Québec	374,659,725	5,161,356		369,498,369	– 5,161,356	– 4,847,777
ONTARIO—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	10,223,077	781,343		9,441,734	– 781,343	– 852,594
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	24,158,836	5,670,606		18,488,230	– 5,670,606	– 5,383,003
Programme spécial des prêts sur le développement	1,767,624	208,066		1,559,558	– 208,066	– 195,468
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	34,301,276	2,650,321		31,650,955	– 2,650,321	– 2,437,246
Total, Ontario	70,450,813	9,310,336		61,140,477	– 9,310,336	– 8,868,311

TABLEAU 8.10

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Suite*

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
MANITOBA—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles—						
Avances	392	392			– 392	– 2,855
Prêts	7,091,545	591,305	368	6,500,608	– 590,937	– 39,811
	7,091,937	*591,697*	*368*	*6,500,608*	*– 591,329*	*– 42,666*
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	130,189,693	1,455,155	2,061,278	130,795,816	606,123	2,562,187
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	4,259,033	408,945		3,850,088	– 408,945	– 388,313
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces						– 2,712,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	4,454,710	724,251		3,730,459	– 724,251	– 704,851
Programme spécial des prêts sur le développement	4,256,680	422,270		3,834,410	– 422,270	– 396,460
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,505,491	114,528		2,390,963	– 114,528	– 105,797
	15,475,914	*1,669,994*		*13,805,920*	*– 1,669,994*	*– 4,307,421*
Expansion industrielle régionale—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	3,034,757	180,741		2,854,016	– 180,741	– 167,120
Total, Manitoba	155,792,301	3,897,587	2,061,646	153,956,360	– 1,835,941	– 1,955,020
SASKATCHEWAN—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles—						
Avances	28,121	28,121			– 28,121	– 100,699
Prêts	6,125,727	268,288	28,121	5,885,560	– 240,167	– 199,137
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud— Bons du Trésor	4,540,000	2,140,000		2,400,000	– 2,140,000	– 1,960,000
	10,693,848	*2,436,409*	*28,121*	*8,285,560*	*– 2,408,288*	*– 2,259,836*
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	805,717	67,316		738,401	– 67,316	– 62,926
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	45,826,000	22,913,000		22,913,000	– 22,913,000	– 22,913,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1,935,605	596,797		1,338,808	– 596,797	– 572,624
	48,567,322	*23,577,113*		*24,990,209*	*– 23,577,113*	*– 23,548,550*
Total, Saskatchewan	59,261,170	26,013,522	28,121	33,275,769	– 25,985,401	– 25,808,386
ALBERTA—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles—						
Prêts	310,232			310,232		
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,412,233	331,227		3,081,006	– 331,227	– 313,500
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,398,889	1,029,368		4,369,521	– 1,029,368	– 978,540
Programme spécial des prêts sur le développement	4,000,000			4,000,000		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	4,240,133	304,005		3,936,128	– 304,005	– 282,494
	17,051,255	*1,664,600*		*15,386,655*	*– 1,664,600*	*– 1,574,534*
Expansion industrielle régionale—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,753,626	169,486		2,584,140	– 169,486	– 157,025
Total, Alberta	20,115,113	1,834,086		18,281,027	– 1,834,086	– 1,731,559

TABLEAU 8.10

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Fin*

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
COLOMBIE-BRITANNIQUE—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	10,228,582	857,910		9,370,672	- 857,910	- 801,586
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	7,194,297	1,408,286		5,786,011	- 1,408,286	- 1,406,915
Programme spécial des prêts sur le développement	16,944,746	2,156,848		14,787,898	- 2,156,848	- 2,022,269
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	14,612,349	904,706		13,707,643	- 904,706	- 834,563
Total, Colombie-Britannique	48,979,974	5,327,750		43,652,224	- 5,327,750	- 5,065,333
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	19,470		91	19,561	91	- 1,521
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	260,370		2,194	262,564	2,194	- 13,209
	279,840		*2,285*	*282,125*	*2,285*	*- 14,730*
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	414,258	54,477		359,781	- 54,477	- 14,826,853
Total, Territoires du Nord-Ouest	694,098	54,477	2,285	641,906	- 52,192	- 14,841,583
TERRITOIRE DU YUKON—						
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Gouvernement du Territoire du Yukon	8,384,601	625,528		7,759,073	- 625,528	- 640,921
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	362,082	8,495		353,587	- 8,495	- 21,626
Total, Territoire du Yukon	8,746,683	634,023		8,112,660	- 634,023	- 662,547
Total	1,146,797,106	112,077,896	2,092,052	1,036,811,262	- 109,985,844	- 66,793,786

Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.5% à 7.41% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 10 à 20 ans, ou soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1er avril 1988 et le 30 novembre 1994.

Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

Ces montants représentent des paiements en trop au titre des droits de péréquation des provinces en vertu des lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé, et d'autres textes législatifs. Ces trop-payés sont non productifs d'intérêt et sont recouvrés dans l'exercice subséquent.

Office du développement municipal et des prêts aux municipalités

Des prêts ont été consentis aux provinces et municipalités, afin d'élargir ou d'accélérer les programmes d'immobilisations des municipalités.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.25% à 5.625% par année, et sont remboursables en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 15 à 50 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 31 mars 2016.

Programme spécial des prêts sur le développement

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.91% à 7.54% par année, et sont remboursables soit en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 10 à 20 ans, ou soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1er avril 1987 et le 30 mars 1993.

Fonds d'investissement pour les projets d'hiver

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.2% à 9.84% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 5 à 20 ans, ou soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 31 mars 1987 et le 28 février 1999.

Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis pour financer certains travaux d'aménagement d'eau reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique. Ces prêts ont été effectués conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces de l'Atlantique, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 7.5% par année, remboursables sur une période de 28 ans à diverses dates anniversaires d'amortissement, avec le versement final le 31 juillet 1999, $48,338; et,

b) portant intérêt à des taux de 7.161% à 8.5% par année, remboursables sur une période de 30 ans à diverses dates anniversaires d'amortissement, avec des versements finals entre le 21 novembre 1998 et le 1er avril 2006, $5,922,715.

Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis aux provinces de l'Atlantique, dans le but d'aider à la production d'énergie électrique dans les provinces, au moyen de générateurs à vapeur, ainsi qu'au contrôle et à la transmission de l'énergie électrique.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.5% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 29 à 40 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1992 et le 31 mars 2014.

Accord sur les zones spéciales et les autoroutes

Des prêts ont été consentis pour financer des projets d'aménagement d'infrastructures communautaires et industrielles dans des zones spéciales, et pour aménager des autoroutes, conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.768% à 10.164% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 5 à 30 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1987 et le 31 mars 2009.

Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité

Des prêts ont été consentis pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, en vertu d'ententes conclues entre le gouvernement du Canada et les provinces du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L30 de l'Énergie, des Mines et des Ressources, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 15.625% par année, et sont remboursables en versements annuels sur des périodes de 29 à 31 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 2008 et le 31 mars 2009.

Mainland Investments Limited

Des prêts ont été consentis à la province de la Nouvelle-Écosse pour l'achat d'actions de la Mainland Investments Limited, selon une entente conclue entre le Canada et la Nouvelle-Écosse, en vertu de l'article 8 de la Loi sur les zones spéciales.

Les prêts portent intérêt au taux de 7% par année, et sont remboursables sur une période de 15 ans, avec le versement final le 28 février 1988.

Rampe de chargement, Yarmouth, N-É

Des prêts étaient consentis à la province de la Nouvelle-Écosse pour la construction d'une rampe de chargement à Yarmouth, Nouvelle-Écosse.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Entente-cadre sur le plan de développement

Des prêts ont été consentis à la province de l'Île-du-Prince-Édouard afin d'aider au financement de la réalisation d'un plan cadre d'aménagement coordonné de la province, en vertu d'un accord avec la province dont le territoire a été désigné «région spéciale de développement rural».

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 30 ans en versements égaux dus à diverses dates anniversaires, portant intérêt à des taux de 6.688% à 9.375% par année, avec des versements finals entre le 25 mars 2000 et le 27 mars 2005, $4,891,000; et,

b) remboursables en versements annuels égaux sur une période de 30 ans, portant intérêt à des taux de 6.688% à 9.375% par année, avec des versements finals entre le 31 mars 2001 et le 31 mars 2005, $6,525,218.

Ville d'Oromocto

Des prêts d'aide en capital ont été consentis à la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 5.625% par année, et est remboursable en versements semestriels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 1er avril 1986.

Centres de services agricoles

Des prêts et avances ont été consentis pour aider les autorités provinciales et municipales à construire et à agrandir les services d'approvisionnement de l'eau et les installations pour l'enlèvement des ordures dans les principaux centres de services agricoles, essentiels à l'équilibre rural et à l'aménagement urbain dans la zone agricole de la région des Prairies.

Avances

Les montants désignés comme avances représentent les mises de fonds pour des travaux encore en cours. Lorsqu'un projet est terminé, les avances sont virées au compte de prêts.

Une fois les travaux terminés, les intérêts sont calculés et ajoutés aux avances qui sont transférées aux prêts, conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Prêts

À ce compte sont comptabilisées les sommes virées du compte d'avances lors de l'achèvement des projets.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.672% à 14.129% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 30 mars 1994 et le 30 mars 2004. La province de l'Alberta n'a effectué aucun remboursement de prêts depuis 1980-81.

Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—Bons du Trésor

Des bons du Trésor sont reçus à titre de paiement de la quote-part de la province de la Saskatchewan pour certaines dépenses encourues lors de travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud.

Les bons du Trésor portent intérêt à des taux de 5% à 5.875% par année, et sont remboursables en versements semestriels, avec le versement final le 31 décembre 1986.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Des prêts ont été consentis au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest aux fins suivantes:

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	150,826	9,309		141,517
Habitations à bas prix	263,432	45,168		218,264
	414,258	54,477		359,781

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.125% à 8.875% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 20 à 25 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 27 août 1996.

Gouvernement du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis au gouvernement du Territoire du Yukon aux fins suivantes:

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	117,102	10,415		106,687
Habitations à bas prix	442,784	34,842		407,942
Dépenses en capital	983,084	66,063		917,021
Tiers—Travaux d'immobilisations	6,734,169	461,410		6,272,759
Ville de Whitehorse—Travaux d'immobilisations	107,462	52,798		54,664
	8,384,601	625,528		7,759,073

Les prêts portent intérêt à des taux de 3.875% à 12.5% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 2 à 35 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 31 mars 2004.

Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis pour l'établissement ou l'expansion de petites entreprises dans le Territoire du Yukon.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $5,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 12% par année, et sont remboursables en versements annuels sur une période de 10 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 31 mars 1988. La période de remboursement peut être prolongée moyennant l'approbation du ministre des Finances.

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les prêts aux gouvernements étrangers comportent principalement le prêt au gouvernement britannique en vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, l'aide au développement international aux pays en voie de développement, et les prêts pour l'expansion du commerce d'exportation (administrés par la Société pour l'expansion des exportations).

Le tableau 8.11 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les prêts et avances consentis aux gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement.

TABLEAU 8.11

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Chine—Finances	49,426,118			49,426,118		
Grèce—Finances	6,214,126	6,214,126			− 6,214,126	
Jamaïque—Finances—Programme spécial—Aide économique	25,000,000			25,000,000		
Royaume-Uni—Finances—Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	512,034,191	27,469,571		484,564,620	− 27,469,571	− 26,930,952
Principal reporté	94,990,863			94,990,863		
	607,025,054	*27,469,571*		*579,555,483*	*− 27,469,571*	*− 26,930,952*
Pays en voie de développement—Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—Aide au développement international	3,079,954,650	30,760,135	208,346,816	3,257,541,331	177,586,681	200,524,749
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—Affaires extérieures	619,286,893	25,289,701	23,364,254	617,361,446	− 1,925,447	− 1,416,039
Défense nationale—Organisation du traité de l'Atlantique-Nord—Dommages-intérêts—Sommes recouvrables	32,206	185,620	193,152	39,738	7,532	30,046
Total	4,386,939,047	89,919,153	231,904,222	4,528,924,116	141,985,069	172,207,804

Chine

Un prêt accordé à la Chine a été autorisé en vertu de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Grèce

Un prêt non productif d'intérêt a été consenti à la Grèce.

Au cours de l'exercice, le prêt a été radié par le crédit 16c des Finances, de la Loi de crédits n° 4 de 1985-86.

Jamaïque—Aide économique

Un prêt a été consenti au gouvernement de la Jamaïque, afin de fournir une aide économique. L'échéance en vertu de l'accord est le 9 août 1989. L'intérêt est payable annuellement le 9 août, au taux de 11% par année. Jusqu'au 9 août 1989, le taux d'intérêt correspondra au taux d'emprunt des sociétés de la Couronne pour une période de 5 ans.

L'accord, tel que modifié en 1984, prévoit que la moitié des intérêts échus le 9 août 1984 soit reportée, et soit remboursable en versements semestriels sur la période du 15 février 1989 au 15 août 1993 et qu'elle porte intérêt au taux de 13.5% par année.

Royaume-Uni

Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni

En vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, le gouvernement du Canada a accordé un crédit de $1,250,000,000 au gouvernement britannique, afin de faciliter l'achat, par le Royaume-Uni, de biens et services au Canada et à permettre au gouvernement britannique de combler les déficits transitoires d'après-guerre dans le solde de ses paiements, à maintenir des réserves suffisantes d'or et de dollars, et à assumer les obligations du commerce multilatéral. Le crédit accordé jusqu'au 31 décembre 1951 devait être remboursé en 50 versements annuels commençant à cette même date, avec intérêt au taux de 2% par année, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Principal reporté

Une modification apportée à l'accord en 1957 prévoit le report des intérêts quant à l'année 1956, et de sept versements de capital et d'intérêts après le 31 décembre 1956, moyennant certaines conditions. Les intérêts pour 1956, ainsi que les intérêts et le capital pour 1957, 1964, 1965, 1968 et 1976, ont été reportés. L'échéance des sommes reportées doit commencer le 31 décembre 2001, et continuer jusqu'au 31 décembre 2006.

Pays en voie de développement—Aide au développement international

Une aide sous forme de prêts a été accordée aux pays en voie de développement aux fins d'aide au développement international. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par les crédits L50 et L55 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts effectués aux pays en voie de développement, ainsi que les modalités des remboursements.

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986
	$	$	$	$
a) terme de 17 ans, délai de grâce de 7 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en septembre 1997:				
Sénégal	999,070			999,070
b) terme de 20 ans, délai de grâce de 5 ans, portant intérêt au taux de 5% par année, avec les remboursements finals entre septembre 2000 et mars 2001:				
Jamaïque	4,499,073			4,499,073
Turquie	30,821,574	1,586,667		29,234,907
	35,320,647	*1,586,667*		*33,733,980*
c) terme de 25 ans, délai de grâce de 5 ans, portant intérêt au taux de 6% par année, avec le remboursement final en mars 1990:				
Nigeria	973,789			973,789
d) terme de 30 ans, délai de grâce de 7 ans, portant intérêt au taux de 3% par année, avec les remboursements finals entre septembre 1996 et janvier 2012:				
Barbade	17,976,935	1,024,282	794,056	17,746,709
Brésil	13,226,412	566,678	489,239	13,148,973
Chili	2,468,730	182,863		2,285,867
Colombie	19,986,250	945,652		19,040,598
Cuba	9,552,447	5,435		9,547,012
République Dominicaine	2,200,001			2,200,001
Égypte	50,000,000			50,000,000
Jamaïque	33,123,346	64,117		33,059,229
Corée	543,066	65,168		477,898
Malaisie	12,364,551	639,816		11,724,735
Nigeria	834,711			834,711
Pérou	337,617			337,617
Salvador	9,260,527			9,260,527
Trinité	6,888,720	1,087,587	297,899	6,099,032
Turquie	9,850,000	737,229		9,112,771
	188,613,313	*5,318,827*	*1,581,194*	*184,875,680*
e) terme de 35 ans, délai de grâce de 5 ans, non productifs d'intérêt, avec les remboursements finals entre avril 2001 et novembre 2005:				
Salvador	3,132,685	171,939		2,960,746
f) terme de 40 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en mars 2007:				
Thaïlande	744,987	50,000		694,987
g) terme de 50 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêt, avec les remboursements finals entre mars 2015 et mars 2035:				
Algérie	16,568,198	350,104		16,218,094
Antigua	5,924,797	150,000		5,774,797
Argentine	606,667	18,667		588,000
Barbade	7,688,715	92,250	536,564	8,133,029
Belize	12,187,864	371,208		11,816,656
Bolivie	1,589,816	42,396		1,547,420
Brésil	721,518	20,913		700,605
Birmanie	8,306,202			8,306,202
Cameroun	131,438,456	668,266	10,351,306	141,121,496
Chili	3,254,665	98,062		3,156,603
Colombie	20,347,983	357,967		19,990,016
Congo (Brazzaville)	21,970,773		627,465	22,598,238
Costa Rica	14,715,495		6,493,927	21,209,422
Dominique	1,838,883	17,235		1,821,648
République Dominicaine	8,985,249	183,404		8,801,845
Afrique orientale[1]	47,402,298			47,402,298

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986
	$	$	$	$
Équateur	11,208,315	304,907		10,903,408
Égypte	57,518,746		81,199	57,599,945
Gabon	1,988,591		2,671,415	4,660,006
Ghana	80,736,445	1,234,411	307,531	79,809,565
Grenade	850,000	31,875		818,125
Guatémala	3,979,411		20,692	4,000,103
Guyane	36,070,208		124,894	36,195,102
Honduras	31,627,922		1,269,060	32,896,982
Inde	667,620,672	5,301,939	33,749,994	696,068,727
Indonésie	205,243,313	2,335,022	64,734,737	267,643,028
Côte d'Ivoire	60,496,614		10,488,824	70,985,438
Jamaïque	51,521,004	13,016	4,718,564	56,226,552
Kenya	109,787,334	682,860	413,529	109,518,003
Madagascar	22,883,821		74,189	22,958,010
Malaisie	331,881	4,953	806,696	1,133,624
Malte	987,510	25,020		962,490
Mauritanie	4,199,062			4,199,062
Mexique	90,069	2,771		87,298
Montserrat	683,815			683,815
Maroc	14,850,579	21,176	6,113	14,835,516
Nicaragua	10,554,501	71,250	5,057,746	15,540,997
Nigeria	44,635,171	15,911		44,619,260
Pakistan	575,399,169	5,623,974	36,313,923	606,089,118
Paraguay	639,877	19,997		619,880
Pérou	5,321,928	17,725	6,774,158	12,078,361
Philippines	3,886,371			3,886,371
Sainte-Lucie	529,835	17,781		512,054
Saint-Vincent	1,145,000	28,625		1,116,375
Salvador	1,200,000			1,200,000
Sénégal	14,082,454		11,330	14,093,784
Sri Lanka	168,642,599	748,290	364,777	168,259,086
Swaziland	1,423,565			1,423,565
Thaïlande	33,747,453			33,747,453
Togo	16,571,216			16,571,216
Trinité	3,547,246	171,354		3,375,892
Tunisie	125,695,799	4,556,685	525,879	121,664,993
Pays francophones[2]	1,677,258			1,677,258
Zaïre	28,628,313	12,688	830,433	29,446,058
Zambie	83,156,257		2,173,400	85,329,657
Zimbabwe	18,420,681		8,476,001	26,896,682
	2,805,127,584	*23,612,702*	*198,004,346*	*2,979,519,228*
h) terme de 53 ans, délai de grâce de 13 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en septembre 2025:				
Algérie	40,635,162	20,000	5,500,662	46,115,824
i) terme de 55 ans, délai de grâce de 15 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en septembre 2036:				
Égypte	4,407,413		3,260,614	7,668,027
	3,079,954,650	30,760,135	208,346,816	3,257,541,331

Note: un délai de grâce signifie l'intervalle qui existe jusqu'au premier remboursement du principal.
[1] Projet paritaire: Kenya, Tanzanie et Ouganda.
[2] Projet paritaire: Mali et Sénégal.

Une aide similaire a été accordée aux pays en voie de développement sous forme de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement pour un montant de $2,231 millions, et de prêts à d'autres institutions financières internationales pour la somme de $1,361 millions. Ces montants sont présentés plus loin dans cette section sous la rubrique «Organismes internationaux».

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts à des clients étrangers, où la responsabilité serait pour une période, ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement. De tels prêts sont financés directement par des versements à même le Fonds du revenu consolidé et sont administrés par la Société au nom du gouvernement du Canada.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts et de cautionnements de $25,289,701, tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts et des cautionnements de $17,387,877 et un redressement dû à la réévaluation de $5,976,377 à l'égard de prêts s'élevant à $176,976,905 É-U. Des intérêts de $29.6 millions ont été encaissés et crédités aux Recettes non fiscales—Produits de placements.

Les prêts portent intérêt à des taux de 3.25% à 10.5% par année, et sont remboursables sur des périodes de 6 à 22 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 25 mars 2008.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Dommages-intérêts—Sommes recouvrables

L'article VIII de l'Entente sur l'État des Forces de l'OTAN signée le 4 avril 1949, dans sa forme modifiée, porte sur les réclamations pour dommages à des tiers résultant d'accidents mettant en cause un membre d'une armée en visite au Canada. On impute à ce compte le montant des réclamations à recevoir des autres nations pour dommages occasionnés au Canada, et l'on y crédite les recouvrements.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

ORGANISMES INTERNATIONAUX

À ce groupe sont consignées les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, de la Banque de développement des Caraïbes, de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (i.e. Banque mondiale), de l'Association internationale de développement et de la Société financière internationale. Il comprend également des prêts et des avances à d'autres organismes internationaux.

Des souscriptions en capital sont effectuées en partie par la délivrance d'effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Les sommes avancées ou prêtées varient selon les besoins des organismes en cause, et les modalités des accords.

La situation nette du gouvernement en ce qui regarde les organismes internationaux a été obtenue en retranchant des souscriptions, prêts et avances, les effets non productifs d'intérêt émis par le Canada à ces organismes. Ces effets à vue représentent la quote-part de l'investissement du Canada dans ces organismes, qui n'a pas encore été encaissée par ceux-ci. Ces effets sont encaissés sous réserve des besoins financiers de ces organismes.

Le tableau 8.12 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les souscriptions, prêts et avances aux organismes internationaux.

TABLEAU 8.12

ORGANISMES INTERNATIONAUX

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Souscriptions du Canada au capital de—						
Banque africaine de développement	35,130,263		11,710,088	46,840,351	11,710,088	11,710,088
Moins: effets à payer		11,710,088	11,710,088			
	35,130,263	*11,710,088*	*23,420,176*	*46,840,351*	*11,710,088*	*11,710,088*
Banque asiatique de développement	156,617,200		13,141,679	169,758,879	13,141,679	15,632,567
Moins: effets à payer	20,671,120	3,770,376	4,376,789	20,064,707	- 606,413	- 606,413
	135,946,080	*3,770,376*	*17,518,468*	*149,694,172*	*13,748,092*	*16,238,980*
Banque de développement des Caraïbes	13,036,439		307,842	13,344,281	307,842	836,527
Moins: effets à payer	1,631,573		210,254	1,421,319	- 210,254	- 500,000
	11,404,866		*518,096*	*11,922,962*	*518,096*	*1,336,527*
Banque interaméricaine de développement	144,409,420		13,630,830	158,040,250	13,630,830	18,610,765
Moins: effets à payer	44,311,414	9,994,486	8,624,463	45,681,437	1,370,023	3,323,637
	100,098,006	*9,994,486*	*22,255,293*	*112,358,813*	*12,260,807*	*15,287,128*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	247,455,279		18,701,021	266,156,300	18,701,021	41,653,971
Moins: effets à payer		16,200,000		16,200,000	16,200,000	- 11,961,186
	247,455,279	*16,200,000*	*18,701,021*	*249,956,300*	*2,501,021*	*53,615,157*
Association internationale de développement	1,897,788,061		333,400,000	2,231,188,061[1]	333,400,000	167,700,000
Moins: effets à payer	528,583,390	333,400,000	117,705,690	744,277,700	215,694,310	- 18,004,800
	1,369,204,671	*333,400,000*	*451,105,690*	*1,486,910,361*	*117,705,690*	*185,704,800*
Société financière internationale	28,570,147		674,654	29,244,801	674,654	1,833,300
	1,927,809,312	*375,074,950*	*534,193,398*	*2,086,927,760*	*159,118,448*	*285,725,980*
Institutions financières internationales	1,188,220,708	275,490	172,872,444	1,360,817,662[1]	172,596,954	163,958,719
Moins: effets à payer	600,481,953	161,644,813	46,815,049	715,311,717	114,829,764	70,660,036
	587,738,755	*161,920,303*	*219,687,493*	*645,505,945*	*57,767,190*	*93,298,683*
Conseil international de l'étain	4,500,000			4,500,000		
Convention internationale sur le caoutchouc naturel	5,237,527		3,025,403	8,262,930	3,025,403	- 744,229
Associations et organismes internationaux—						
Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	24,351	8,675		15,676	- 8,675	
Conseil de coopération douanière	6,309			6,309		
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	613,422			613,422		
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	14,508			14,508		
Organisation consultative intergouvernementale de la navigation maritime	1,617			1,617		
Agence internationale de l'énergie atomique	65,656			65,656		- 1,056
Organisation de l'aviation civile internationale	71,419			71,419		
Organisation internationale du travail	68,666			68,666		
Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	45,191		1,191	46,382	1,191	7,292
Obligations des Nations Unies	850,887	429,654	22,966	444,199	- 406,688	- 327,617
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	630,715			630,715		
Organisations des Nations Unies	3,574,878	28,104		3,546,774	- 28,104	
Organisation mondiale de la santé	177,223			177,223		
	6,144,842	*466,433*	*24,157*	*5,702,566*	*- 442,276*	*- 321,381*
Total	2,531,430,436	537,461,686	756,930,451	2,750,899,201	219,468,765	377,959,053

[1]Les souscriptions à l'Association et les prêts aux institutions financières internationales sont utilisés dans le but de prêter des fonds aux pays en voie de développement à des taux favorables aux emprunteurs. De plus, tel que décrit antérieurement dans cette section sous la rubrique «Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement», une aide au développement international s'élevant à $3,258 millions a été également fournie aux pays en voie de développement.

Banque africaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières), la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et le crédit L65 des Affaires extérieures, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1985-86.

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 4,200 actions versées et de 12,600 actions remboursables à vue. Les versements provisionnels pour les actions versées doivent être acquittés par effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis la Banque.

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt.

Au 31 mars 1986, les versements provisionnels se sont élevés à $46,840,351 à titre de 3,360 actions versées. Les 12,600 actions remboursables à vue sont soumises à rachat par la Banque dans certains cas. L'engagement du Canada, en raison des actions remboursables à vue, a une valeur courante de $175,651,308.

Banque asiatique de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque asiatique de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L65 des Affaires extérieures, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1985-86).

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 11,110 actions versées et de 81,433 actions remboursables à vue. Les versements provisionnels pour les actions versées peuvent être acquittés en espèces ou par effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis la Banque.

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires en espèces et sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt, et un redressement dû à la réévaluation.

Au 31 mars 1986, les versements provisionnels du Canada se sont élévés à $105,434,978 É-U à titre de 8,740 actions versées et 14,220,000 Droits de tirage spéciaux (DTS) à titre de 1,422 actions versées. Ces soldes ont été convertis en dollars canadiens selon les cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3958 can et 1 DTS/1.5888 can). Les 81,433 actions remboursables à vue sont soumises à rachat par la Banque dans certains cas. L'engagement du Canada, en raison des actions remboursables à vue, a une valeur courante de $439,147,591 É-U et 450,300,000 DTS, évalués à $1,328,398,847 can selon les cours du change de fermeture à la fin de l'exercice.

Banque de développement des Caraïbes

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque de développement des Caraïbes, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits.

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 1,585 actions versées et de 5,355 actions remboursables à vue. Le Canada peut émettre, à titre de paiement pour les actions achetées et jusqu'à ce que la Banque exige des espèces, des effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis la Banque.

Au cours de l'exercice, une transaction a été effectuée en ce qui regarde un redressement dû à la réévaluation.

Au 31 mars 1986, les versements provisionnels du Canada se sont élevés à $9,560,310 É-U à titre de 1,585 actions versées. Ce solde a été converti en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3958 can). Les 5,355 actions remboursables à vue sont soumises à rachat par la Banque dans certains cas. L'engagement du Canada, en raison des actions remboursables à vue, a une valeur courante de $32,300,021 É-U, évalués à $45,084,370 can selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice.

Banque interaméricaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque interaméricaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L65 des Affaires extérieures, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1985-86).

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 9,982 actions versées et de 115,220 actions remboursables à vue. Les versements provisionnels pour les actions versées peuvent être acquittés en espèces ou par effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis la Banque.

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt, et un redressement dû à la réévaluation.

Au 31 mars 1986, les versements provisionnels du Canada se sont élevés à $113,225,570 É-U à titre de 9,375 actions versées. Ce solde a été converti en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3958 can). Les 115,220 actions remboursables à vue sont soumises à rachat par la Banque dans certains cas. L'engagement du Canada, en raison des actions remboursables à vue, a une valeur courante de $1,389,948,405 É-U, évalués à $1,940,089,983 can selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), telles qu'autorisées par la Loi sur les accords de Bretton Woods, et diverses lois de crédits. Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient le premier versement à l'égard de l'Augmentation en capital sélective de 1984 de la BIRD et un redressement dû à la réévaluation.

Le Canada a souscrit pour 21,782 actions de la Banque, desquelles 10% a été acquitté en espèces et sous forme d'effets. Le solde de 90% est sous forme de garantie soumise à rachat par la Banque seulement en cas de besoin, pour faire honneur à ses obligations résultant d'emprunts ou de prêts garantis par elle, et ne devant pas servir aux opérations de crédit ou pour combler les dépenses administratives.

Au 31 mars 1986, le solde en devises étrangères a été converti en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3958 can).

Association internationale de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de l'Association internationale de développement, telles qu'autorisées par la Loi sur l'Association internationale de développement, et diverses lois de crédits. Les souscriptions à l'Association, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, servent à prêter des fonds aux pays en voie de développement, pour fins de développement, à des taux très favorables à l'emprunteur (sans intérêt, d'une échéance de 50 ans avec un délai de grâce de 10 années).

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Ces effets sont retranchés des souscriptions afin de présenter la situation nette du gouvernement vis-à-vis l'Association.

Société financière internationale

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Société financière internationale, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, telles qu'autorisées en vertu de diverses lois de crédits.

À la fin de l'exercice, une autorisation avait été accordée pour l'achat de 20,952 actions versées.

Au cours de l'exercice, une transaction a été effectuée en ce qui regarde un redressement dû à la réévaluation.

Au 31 mars 1986, les versements provisionnels du Canada se sont élevés à $20,952,000 É-U à titre de 20,952 actions versées. Ce solde a été converti en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3958 can).

Institutions financières internationales

Ce compte inscrit les prêts à titre d'aide aux institutions financières internationales, tels qu'autorisés par la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières), la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L60 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86).

Les soldes et opérations pour les prêts aux diverses institutions financières internationales sont comme suit:

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986
	$	$	$	$
Banque africaine de développement	4,468,896	125,000		4,343,896
Fonds africain de développement	288,237,923		60,987,913	349,225,836
Moins: effets à payer	134,968,000	58,572,915		193,540,915
	153,269,923	*58,572,915*	*60,987,913*	*155,684,921*
Société de développement des Andes	4,875,010	124,990		4,750,020
Banque asiatique de développement (Spécial)	27,027,000			27,027,000
Fonds asiatique de développement	453,227,705		85,559,323	538,787,028
Moins: effets à payer	337,502,985	85,559,323	23,698,000	399,364,308
	115,724,720	*85,559,323*	*109,257,323*	*139,422,720*
Banque de développement des Caraïbes—Fonds de développement agricole	8,600,000			8,600,000
Banque de développement des Caraïbes—Régionale des Caraïbes du Commonwealth	5,454,400		128,800	5,583,200
Banque de développement des Caraïbes (Spécial)	43,185,355		5,953,660	49,139,015
Moins: effets à payer	12,540,550	5,540,550	3,328,656	14,752,444
	30,644,805	*5,540,550*	*9,282,316*	*34,386,571*
Banque centraméricaine d'intégration économique	2,358,779	25,500		2,333,279
Fonds des opérations spéciales de la Banque interaméricaine de développement	266,555,723		19,245,532	285,801,255
Moins: effets à payer	73,470,418	11,972,025	13,446,393	71,996,050
	193,085,305	*11,972,025*	*32,691,925*	*213,805,205*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	27,272,000		644,000	27,916,000
Fonds international pour le développement agricole	42,000,000			42,000,000
Moins: effets à payer	42,000,000		6,342,000	35,658,000
			6,342,000	*6,342,000*
Fonds monétaire international	14,957,917		353,216	15,311,133
	587,738,755	161,920,303	219,687,493	645,505,945

Conseil international de l'étain

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au Conseil international de l'étain, telles qu'autorisées par des lois antérieures portant affectation de crédits. Les souscriptions sont effectuées en vue de placement dans les stocks régulateurs prévus antérieurement et continués aux termes du sixième accord international sur l'étain.

Convention internationale sur le caoutchouc naturel

Ce compte enregistre la quote-part du Canada au financement des stocks régulateurs de caoutchouc naturel, telle qu'autorisée par une loi antérieure portant affectation de crédits. Conformément à la convention internationale de 1979 sur le caoutchouc naturel, le Canada est engagé à participer, jusqu'à concurrence de $12,500,000, au financement des stocks régulateurs de caoutchouc.

Associations et organismes internationaux

Ces éléments représentent la valeur à l'origine des paiements effectués par le gouvernement du Canada aux fonds de roulement tenus par des organismes internationaux, desquels le Canada est membre. La participation dans le financement de ces fonds de roulement, fondée sur l'échelle des cotisations, est prescrite par les règlements financiers concernant l'éligibilité dans ces organismes. Les paiements aux fonds ne portent pas d'intérêt et n'ont pas de dates de remboursement prévues, mais sont comptabilisés par les organismes à titre de crédits provenant de nations membres. Les paiements effectués par le Canada ont été autorisés par des lois de crédits.

Au cours de l'exercice, une avance supplémentaire a été autorisée par le crédit L15 des Affaires extérieures, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1985-86. Celle-ci touche le fonds de roulement de l'Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Au cours de l'exercice, le Canada a effectué un paiement de 1,753 francs suisses évalués à $1,191 can à l'Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. De plus, le Canada a touché des remboursements de $12,435 É-U évalués à $8,67[illegible] can de l'Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de $20,000 É-U évalués à $28,104 can des organisations des Nations Unies.

Ce compte comptabilise également les paiements et le solde impayé des obligations des Nations Unies, achetées par le gouvernement canadien en septembre 1962. Les obligations produisent un intérêt au taux de 2% par année, et sont remboursables sur une période de 25 ans en versements annuels dont les montants sont entre 3.1% et 5.1% du montant souscrit. Au cours de l'exercice, les dotations en capital du Canada s'élevant à $624,000 É-U au 1er avril 1985 ont été réduites par un paiement de $305,760 É-U évalués à $429,654 can. Les paiements et autres débits s'élevant à $22,966 représentent un redressement dû à la réévaluation concernant l'investissement étranger du Canada de $318,240 É-U convertis en dollars canadiens selon le cours du change de fermeture à la fin de l'exercice ($1 É-U/$1.3958 can).

AVANCES À LA CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

Des avances ont été consenties en vertu des Parties I et III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, pour l'achat de terres et améliorations permanentes, dégrèvements de biens-fonds, achat d'animaux de ferme et de matériel et protection des garanties et, en vertu de la Partie II de la Loi, pour l'achat, le lotissement et l'aménagement de terrains, pour faire des versements échelonnés aux anciens combattants pendant la construction et pour le parachèvement de maisons, après l'exécution des contrats de construction, etc. Après l'exécution du contrat en ce qui regarde la construction de chaque maison, la Société canadienne d'hypothèques et de logement prend ou fait prendre une hypothèque sur la propriété et rembourse la Caisse pour le plein montant de cette propriété. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $605,000,000.

Une provision égale à 1/10 des prestations versées aux anciens combattants a été établie à chaque année, jusqu'en 1978-79 inclusivement. Depuis cette date, une prévision annuelle des exigences a été effectuée, et les provisions sont établies, au besoin. Ces provisions sont imputées aux dépenses budgétaires et sont créditées au compte des provisions pour prestations conditionnelles. Ce compte fait état des provisions nettes accumulées pour prestations aux anciens combattants sous forme de radiation de prêts autorisée par la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Ces prestations entrent en vigueur seulement lorsque les anciens combattants auront rempli certaines conditions. À la fin de 10 ans, les exigences ayant été satisfaites, la provision accumulée est imputée au compte des provisions pour prestations conditionnelles, et est créditée au compte de prêts de l'ancien combattant.

Le tableau 8.13 résume les soldes et les opérations relativement aux avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

TABLEAU 8.13

CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette	
					1986	1985
	$	$	$	$	$	$
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	193,320,606	40,382,904	9,083,633	162,021,335	– 31,299,271	– 33,685,616
Moins: provisions pour prestations conditionnelles	957,843	2,100,000	2,064,373	993,470	35,627	– 2,135,623
Total	192,362,763	42,482,904	11,148,006	161,027,865	– 31,334,898	– 31,549,993

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

Les entreprises mixtes et en coparticipation sont des entités dont le capital-actions appartient conjointement au gouvernement et à d'autres gouvernements et/ou organismes, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs. À ce groupe sont consignés les prêts, dotations en capital et avances du gouvernement à de telles entités.

Le tableau 8.14 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances consentis aux entreprises mixtes et en coparticipation.

TABLEAU 8.14

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

	1[er] avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Corporation de développement du Canada—Expansion industrielle régionale	322,000,000			322,000,000		
Compagnie de navigation Canarctic Limitée—Transports						
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources	57,804,000			57,804,000		– 269,489
Lower Churchill Development Corporation—Énergie, Mines et Ressources	14,750,000			14,750,000		
Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée—Expansion industrielle régionale—						
Capital-actions	200			200		
Prêts	25,000,000			25,000,000		
	25,000,200			*25,000,200*		
N.S. Holdco Limited—Expansion industrielle régionale—						
Capital-actions	27,500,000		16,800,000	44,300,000	16,800,000	17,500,000
Avance	3,000,000			3,000,000		3,000,000
	30,500,000		*16,800,000*	*47,300,000*	*16,800,000*	*20,500,000*
125459 Canada Limited—Expansion industrielle régionale	90,775,000		76,795,000	167,570,000	76,795,000	90,775,000
Société Inter-Port de Québec—Expansion industrielle régionale	400			400		
Télésat Canada—Communications	30,000,000			30,000,000		
Total	570,829,600		93,595,000	664,424,600	93,595,000	111,005,511

Corporation de développement du Canada

Cette Société a été établie par la Loi sur la Corporation de développement du Canada, afin d'aider à la création ou au développement du secteur des affaires, des ressources, des valeurs foncières et des industries au Canada. Le ministre des Finances peut souscrire à l'achat et peut détenir des actions de la Société pour le gouvernement du Canada.

Le gouvernement a acheté 30,711,990 actions ordinaires sans valeur au pair, en vertu de l'article 35 de la Loi.

Les actions détenues par le gouvernement représentent 83.6% des actions ordinaires en circulation, et 47.3% des droits de vote.

Au cours de l'exercice, la Loi sur la réorganisation de la Corporation de développement du Canada a autorisé la vente des actions ordinaires de la Corporation détenues par le gouvernement.

Compagnie de navigation Canarctic Limitée

En 1977-78, 305,996 actions ordinaires de la Compagnie de navigation Canarctic Limitée, ayant une valeur totale de $305,996 et représentant 51% des actions ordinaires en circulation, ont été acquises et imputées aux dépenses budgétaires (crédit 10 des Transports—Dépenses de fonctionnement de la marine).

Société coopérative de l'énergie

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les coopératives de l'énergie, dans le but de réunir certaines institutions coopératives financières, agricoles, de services et de commercialisation, afin de prendre part à l'industrie canadienne du pétrole et du gaz. La Société est une société de portefeuille dont les actionnaires sont les coopératives participantes et le gouvernement du Canada.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut souscrire pour des actions et des débentures à participation de la Société, les acquérir et les détenir, au nom du gouvernement du Canada. À cette fin, ce dernier peut accorder, au cours des prochains deux ans, un montant d'appariement jusqu'à concurrence de $100,000,000, contre les fonds de placement versés par des organismes coopératifs participants.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société, telles qu'autorisées par la Loi sur les coopératives de l'énergie, sont inscrites à ce compte et sont composées de:

	31 mars 1986
	$
Débentures à participation	3,075,900
57,804 actions de catégorie B	5,780,400
489,477 actions de catégorie D	48,947,700
	57,804,000

Les débentures à participation rapportent des intérêts de 6% par année, lesquels sont payables tous les 31 décembre. Au 31 mars 1986, le gouvernement a reçu 639,111 actions de catégorie C de $1 chacune, au lieu de recevoir de l'argent comptant concernant l'intérêt sur les débentures à participation. Ces actions de catégorie C ne sont pas comptabilisées dans les comptes du Canada.

Lower Churchill Development Corporation

Ce compte comptabilise les dotations en capital du gouvernement dans la Société. Relativement à la participation canadienne, de concert avec le gouvernement de Terre-Neuve, à la mise en valeur du potentiel hydroélectrique du cours inférieur de la rivière Churchill au Labrador, le gouvernement est autorisé à acheter environ 49% des actions de la Lower Churchill Development Corporation.

Le gouvernement a acquis 1,475 actions de catégorie A, soit 49% des actions en circulation. Le solde des actions en circulation appartient à la Newfoundland and Labrador Hydro.

Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée

Capital-actions

Le gouvernement a acheté 200 actions ordinaires, ayant une valeur au pair de $1 de la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée, en vertu d'une entente entre le Canada et Terre-Neuve, conformément à l'article 8(3)c) de la Loi sur les zones spéciales. Ceci représente 40% du nombre d'actions autorisées. Le solde des actions en circulation est détenu par le gouvernement de Terre-Neuve.

Prêts

Des prêts ont été consentis afin de fournir des services financiers et autres services aux petites et moyennes entreprises de Terre-Neuve.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.375% à 18.375% par année, et sont remboursables à la fin de 10 ans, avec des versements finals entre le 16 juillet 1986 et le 31 mars 1992.

N.S. Holdco Limited

La Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique autorise l'investissement et l'octroi d'aide financière pour permettre la restructuration d'entreprises du secteur des pêches de l'Atlantique, dans le but de les aider à devenir plus viables, compétitives et de propriétés privées.

Capital-actions

Au cours de l'exercice, des achats supplémentaires ont été autorisés par le crédit L26c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi de crédits nº 4 de 1985-86. Le gouvernement a acquis 2,800 actions privilégiées de catégorie AA-1 et 14,000 actions privilégiées prioritaires de catégorie 2 de N.S. Holdco Limited pour $2,800,000 et $14,000,000, respectivement. N.S. Holdco Limited est la société de portefeuille située en Nouvelle-Écosse pour ce qui est de l'avoir du gouvernement fédéral dans la National Sea Products of Halifax, Nouvelle-Écosse, laquelle a été fondée suite à la restructuration de National Sea Products Limited et de HB Nickerson and Sons Limited. Le gouvernement a reçu également 2,800 actions ordinaires avec droit de vote sans valeur nominale et sans valeur au pair.

Les avoirs détenus par le gouvernement dans la Compagnie au 31 mars 1986 sont comme suit:

a) 16,300 actions ordinaires avec droit de vote (35.2% des actions émises avec droit de vote);

b) 6,300 actions privilégiées de catégorie AA-1 (100%);

c) 10,000 actions privilégiées de catégorie AA-2 (100%);

d) 14,000 actions privilégiées de catégorie 1 (100%); et,

e) 14,000 actions privilégiées de catégorie 2 (100%).

Le solde des actions est détenu par le secteur privé.

Avance

En 1984-85, le gouvernement a avancé un montant supplémentaire de $3,000,000 dans le cas où l'ensemble ou une partie de ces fonds devenait nécessaire pour défrayer les dépenses reliées à la liquidation de North Sydney Investments Limited (auparavant la HB Nickerson and Sons Limited). Au 31 mars 1986, le montant avancé était détenu en fiducie. Postérieur à la fin de l'exercice, le montant avancé de $3,000,000 et les intérêts afférents ont été remboursés au gouvernement, puisque l'avance n'était plus nécessaire.

125459 Canada Limited

La Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique autorise l'investissement et l'octroi d'aide financière pour permettre la restructuration d'entreprises du secteur des pêches de l'Atlantique, dans le but de les aider à devenir plus viables, compétitives et de propriétés privées.

Au cours de l'exercice, des achats supplémentaires ont été autorisés par le crédit L26b de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi de crédits nº 3 de 1985-86. Le gouvernement a acquis 76,795 actions privilégiées de catégorie C de 125459 Canada Limited pour $76,795,000. 125459 Canada Limited est la société de portefeuille située au Nouveau-Brunswick pour ce qui est de l'avoir du gouvernement fédéral dans la Fishery Products International Limited.

Les avoirs détenus par le gouvernement dans la Compagnie au 31 mars 1986 sont comme suit:

a) 908 actions ordinaires avec droit de vote (62.6% des actions émises avec droit de vote);

b) 90,775 actions privilégiées de catégorie AA (70.5%); et,

c) 76,795 actions privilégiées de catégorie C (73.1%).

Le solde des actions est détenu par le secteur privé.

Société Inter-Port de Québec

Le gouvernement a acheté 400 actions en capital entièrement libérées de la Société Inter-Port de Québec, à $1 l'action. Ceci représente 40% des actions autorisées. Le solde des actions en circulation est détenu par le gouvernement du Québec.

Télésat Canada

Le gouvernement a acheté 3,000,000 d'actions ordinaires de la Télésat Canada à $10 l'action, pour $30,000,000. Ces dotations en capital représentent 49.99% des actions en circulation.

DIVERS

Ce groupe enregistre les prêts, dotations en capital et avances qui ne sont pas classés ailleurs.

Le tableau 8.15 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 8.15

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Prêts et avances comptables—						
Affaires extérieures—						
Employés en mission à l'étranger	8,052,676	9,905,250	11,228,134	9,375,560	1,322,884	1,089,950
Missions à l'étranger	6,974,540	391,739,576	397,274,825	12,509,789	5,535,249	1,243,205
	15,027,216	*401,644,826*	*408,502,959*	*21,885,349*	*6,858,133*	*2,333,155*
Défense nationale—						
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés	33,943,867	192,314,823	192,658,158	34,287,202	343,335	8,618,203
Expansion industrielle régionale—						
Employés affectés au Canada	1,563			1,563		
Approvisionnements et Services—						
Diverses avances comptables	4,833,854	4,812,070	4,743,341	4,765,125	- 68,729	- 513,529
Conseil du Trésor—						
Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes	12,839,195	31,607,920	30,108,697	11,339,972	- 1,499,223	1,230,667
Total des prêts et avances comptables	66,645,695	630,379,639	636,013,155	72,279,211	5,633,516	11,668,496
Autres divers—						
Agriculture—						
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	22,555,159	826,354		21,728,805	- 826,354	- 617,257
Communications—						
Biens culturels	3,920	1,000		2,920	- 1,000	- 1,000
Emploi et Immigration—						
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	54,825,671	16,306,928	19,118,360	57,637,103	2,811,432	6,293,006
Énergie, Mines et Ressources—						
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	13,277,443	573,440		12,704,003	- 573,440	- 1,031,519
NewGrade Energy Inc			3,310,043	3,310,043	3,310,043	
	13,277,443	*573,440*	*3,310,043*	*16,014,046*	*2,736,603*	*- 1,031,519*
Affaires extérieures—						
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	344,231,096	298,094,336	49,313,305	95,450,065	- 248,781,031	156,724,418
Finances—						
Banque Commerciale du Canada		63,640	73,000,000	72,936,360	72,936,360	
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	307,425	22,739		284,686	- 22,739	- 21,904
Administration du pont du port de Saint-Jean	11,687,464	115,098	951,597	12,523,963	836,499	779,207
Ville d'Oromocto	12,129	7,968		4,161	- 7,968	- 7,520
Town of Oromocto Development Corporation	348,272	66,121		282,151	- 66,121	- 62,744
	12,355,290	*275,566*	*73,951,597*	*86,031,321*	*73,676,031*	*687,039*
Pêches et Océans—						
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	658,879	28,907		629,972	- 28,907	- 19,365
Entreprises de traitement de poissons de fond	192,889			192,889		
Pêcheurs d'aiglefin	1,405,981	46,411		1,359,570	- 46,411	- 24,195
	2,257,749	*75,318*		*2,182,431*	*- 75,318*	*- 43,560*

TABLEAU 8.15

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—*Fin*

	1[er] avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Affaires indiennes et Nord canadien—						
British Yukon Railway Company	4,750,000	250,000		4,500,000	- 250,000	- 250,000
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited	122,991	122,991			- 122,991	- 18,734
Bande des Chippewa de Kettlepoint	65,000			65,000		
Conseil des Indiens du Yukon	3,806,756		992,601	4,799,357	992,601	969,969
Fonds de prêts aux Esquimaux	2,894,355	738,079	584,606	2,740,882	- 153,473	- 927,143
Expansion économique des Indiens	46,505,056	3,930,905	6,346,145	48,920,296	2,415,240	1,800,716
Aide domiciliaire aux Indiens	4,488,744	617,380	951,251	4,822,615	333,871	- 90,094
Nanisivik Mines Ltd						
Revendicateurs autochtones	77,594,243	371,067	14,104,825	91,328,001	13,733,758	13,166,647
	140,227,145	*6,030,422*	*22,979,428*	*157,176,151*	*16,949,006*	*14,651,361*
Travail—						
Commissions provinciales des accidents du travail	4,515,000		80,000	4,595,000	80,000	248,000
Défense nationale—						
Projets d'habitations des Forces canadiennes	15,498,496	553,153	148,449	15,093,792	- 404,704	- 672,369
Travaux publics—						
Burgeo Leasing Limited	157,597	9,070		148,527	- 9,070	- 8,648
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd	1,350,000	225,000		1,125,000	- 225,000	- 225,000
Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve	19,311,904			19,311,904		
Sydney Steel Corporation	5,218,162			5,218,162		
	26,037,663	*234,070*		*25,803,593*	*- 234,070*	*- 233,648*
Expansion industrielle régionale—						
Industrie canadienne de défense	22,545,377	11,661,911		10,883,466	- 11,661,911	- 4,975,680
Option d'achat d'actions de la compagnie Consolidated Computer Incorporated	12,395,998	12,395,998			- 12,395,998	
Programme d'expansion des entreprises	19,979,464	5,085,000		14,894,464	- 5,085,000	- 316,667
Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage	80,069	80,069			- 80,069	- 47,044
Programme de développement industriel et régional	1,250,000			1,250,000		275,000
Accord du Kennedy Round	952,096	952,096			- 952,096	
Radio Engineering Products Limited	1,000,000	1,000,000			- 1,000,000	
	58,203,004	*31,175,074*		*27,027,930*	*- 31,175,074*	*- 5,064,391*
Solliciteur général—						
Libérés conditionnels	19,331	29,200	23,894	14,025	- 5,306	3,320
Approvisionnements et Services—						
Banque Commerciale du Canada			15,189,000	15,189,000	15,189,000	
Compte de prêts pour la production de défense	1,724,007		15,000,000	16,724,007	15,000,000	
	1,724,007		*30,189,000*	*31,913,007*	*30,189,000*	
Transports—						
Coast Ferries Limited	100,000			100,000		
Corporation de la ville de Montréal	642,338	83,641		558,697	- 83,641	- 81,107
Commissaires du port de Hamilton	1,166,273	199,845		966,428	- 199,845	- 191,496
Société des Transports du Nord Limitée			7,000,000	7,000,000	7,000,000	
Commission du port de Port Alberni	978,538	123,179		855,359	- 123,179	- 114,539
Commission du port de Thunder Bay	354,661	69,066		285,595	- 69,066	- 64,202
	3,241,810	*475,731*	*7,000,000*	*9,766,079*	*6,524,269*	*- 451,344*
Affaires des anciens combattants—						
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	50,874		10,830	61,704	10,830	- 4,812
Comptes sans opérations courantes						- 14,651,000
Total des autres divers	699,023,658	354,650,592	206,124,906	550,497,972	- 148,525,686	155,836,244
Total	765,669,353	985,030,231	842,138,061	622,777,183	- 142,892,170	167,504,740

Employés en mission à l'étranger

Un compte d'avance de fonds de roulement a été établi afin de financer des prêts et avances aux employés en mission à l'étranger, y compris les employés d'autres départements et organismes du gouvernement. La portée de ce compte a été élargie pour inclure les prêts et avances au personnel à l'étranger, engagé sur place, y compris les personnes à leur charge, pour fins de dépenses médicales.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $14,500,000.

Le solde de fermeture consiste en des prêts de $7,500,137 aux employés; des avances de $861,953 pour frais médicaux; et, des dépôts de garantie et autres dépôts de $1,013,470 en vertu des Directives des services à l'étranger.

Les prêts portent intérêt à des taux de 10% à 18.375% par année, et sont remboursables sur une période de 4 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 30 juin 1989.

Missions à l'étranger

Des avances non productives d'intérêt ont été effectuées pour le financement provisoire des dépenses encourues aux missions à l'étranger, en attendant la répartition aux crédits des Affaires extérieures et des autres départements et organismes.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $30,000,000.

Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés

Ce compte a été établi dans le but de financer: *a*) des avances fixes de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics; *b*) des avances permanentes; *c*) des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger; et, *d*) des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $60,000,000.

Employés affectés au Canada

Ce compte inscrit les avances de comptes bancaires à montant fixe effectuées aux bureaux régionaux.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $1,950,000.

Diverses avances comptables

Le solde de fermeture représente les sommes impayées entre les mains des départements, organismes et particuliers à la fin de l'exercice, qui seront dépensées au cours de l'exercice subséquent.

Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes

Ce compte fonctionne afin de fournir des avances permanentes de déplacement, et d'alimenter les petites caisses et les comptes d'avances bancaires à montant fixe des départements et organismes.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $17,000,000.

Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples

Des prêts ont été consentis pour financer la construction de bâtiments d'exposition à usages multiples.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur des périodes de 27 à 30 ans, portant intérêt à des taux de 7.432% à 9.684% par année, avec des versements finals entre le 31 mai 2002 et le 1er mai 2008, $18,715,217;

b) remboursables sur des périodes de 18 à 26 ans, portant intérêt à des taux de 7.266% à 8.996% par année, avec des versements finals entre le 31 décembre 1992 et le 15 février 2006, $2,416,499; et,

c) remboursables sur des périodes de 10 à 15 ans, portant intérêt à des taux de 7.613% à 8.766% par année, avec des versements finals entre le 1er mai 1988 et le 1er août 1994, $597,089.

Biens culturels

Des prêts peuvent être consentis à des établissements et à des administrations sis au Canada, afin d'acquérir des objets sur lesquels des licences d'exportation ont été refusées en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, ou afin d'acheter des biens culturels situés à l'extérieur du Canada qui sont afférents à l'héritage national.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L25 des Communications, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1985-86. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $10,000 par exercice.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 10.875% par année, et est remboursable sur une période de 5 ans, avec le versement final le 30 septembre 1988.

Fonds de prêts d'aide à l'immigration

L'article 121 de la Loi sur l'immigration autorise l'affectation de prêts aux immigrants et à de telles catégories d'individus.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $60,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation éventuelle de 2 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 15% par année, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 1er avril 1991, $7,852,390; et,

b) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation éventuelle de 2 ans, non productifs d'intérêt, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 1er avril 1991, $49,784,713.

Institut de recherche de l'Hydro-Québec

Des prêts ont été consentis à titre d'aide financière en vue de la construction et pour le fonctionnement de l'Institut de recherche de l'Hydro-Québec, et ceux-ci sont garantis par la province de Québec.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.187% à 7.937% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 25 mars 1999.

NewGrade Energy Inc

Au cours de l'exercice, des prêts consentis à la Société NewGrade Energy Inc ont été autorisés par le crédit L31c de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de la Loi de crédits n° 4 de 1985-86, pour la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd dans la province de la Saskatchewan et pour une étude se rapportant à cette usine.

Les prêts portent intérêt au taux de 9.55% par année, et sont remboursables lorsque la Société prend des dispositions pour faire un financement à long terme.

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts où la responsabilité serait pour une période, ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement. De tels prêts sont financés directement par des versements à même le Fonds du revenu consolidé et sont administrés par la Société au nom du gouvernement du Canada.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.25% à 9.5% par année, et sont remboursables sur des périodes de 5 à 12 ans, avec des versements finals entre le 15 avril 1986 et le 15 avril 1995.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts et de cautionnements de $298,094,336, tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts de $40,395,885, des garanties et des paiements de réclamations d'assurance de $227,295 et un redressement dû à la réévaluation de $8,690,125 à l'égard de prêts s'élevant à $55,351,235 É-U. Des intérêts de $25.8 millions ont été reçus et crédités aux Recettes non fiscales—Produits de placements.

Banque Commerciale du Canada

Des avances ont été consenties à la Banque Commerciale du Canada, représentant la participation du gouvernement dans le groupe de soutien, telle qu'autorisée par la Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada. Ces fonds représentent la participation du gouvernement dans un portefeuille de prêts acheté de la Banque (la participation du gouvernement du Canada s'élève à $60 millions) et l'acquisition d'obligations non garanties en cours des détenteurs actuels ($13 millions).

Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa

Des prêts ont été consentis à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, pour aider à la construction et à l'aménagement du Centre commémoratif W Clifford Clark.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.25% à 5.375% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur des périodes de 25 et 45 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1990 et le 30 septembre 2005.

Administration du pont du port de Saint-Jean

Des avances ont été consenties à l'Administration du pont du port de Saint-Jean en vue du financement, de la construction et de l'exploitation d'un pont à péage au port de Saint-Jean, N-B. Le montant total des avances pour chaque exercice doit être calculé d'après la différence, pour l'année, entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage, et les revenus de l'Administration du pont, remboursable si les revenus de l'Administration du pont pour l'exercice dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour un tel exercice. Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 18.375% par année.

Ce compte a été également imputé d'avances consenties à l'Administration, afin de permettre à celle-ci d'effectuer des paiements pour prêts provenant de l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités et/ou de la Société canadienne des ports. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L20 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Ville d'Oromocto

Des prêts ont été consentis à la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick, pour fournir une aide en capital.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 5.875% par année, et est remboursable en versements semestriels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 1er juin 1986.

Town of Oromocto Development Corporation

Des prêts ont été consentis à la Town of Oromocto Development Corporation, pour des projets d'habitations dans la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $1,250,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% et 5.75% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur une période de 30 ans, avec des versements finals entre le 15 novembre 1988 et le 15 février 1992.

Producteurs canadiens de poissons de fond congelés

Des prêts ont été consentis aux producteurs canadiens de poissons de fond congelés, de viande de crabe congelée et en boîte, et de viande de homard congelée et en boîte, afin d'aider au financement de leurs inventaires. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $5,500,000.

Les prêts portent intérêt au taux de 13% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1987.

Entreprises de traitement de poissons de fond

Des prêts ont été consentis pour aider les entreprises de traitement de poissons de fond au Canada, qui, de l'avis de l'Office de soutien des prix des produits de la pêche, ne peuvent obtenir les fonds nécessaires ailleurs, à des conditions raisonnables, pour maintenir les prix du poisson entier, c'est-à-

dire les prix demandés aux producteurs du secteur primaire, au niveau des prix de 1966-68. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $6,000,000. Les prêts portent intérêt au taux de 8.75% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1984.

Des prêts, au montant de $3,000,000, ont été également consentis aux usines de poissons endommagées par la glace, à Terre-Neuve, au Labrador et sur la Côte Nord du Québec, pour fournir des avances de fonds de roulement en vue d'aider les producteurs canadiens de produits de poissons de fond, à Terre-Neuve et au Québec, à faire face aux pertes subies, en mai et juin 1974, en raison des glaces. Les prêts portent intérêt à des taux de 8% à 10% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1985.

Pêcheurs d'aiglefin

Des prêts ont été consentis aux pêcheurs d'aiglefin de la Nouvelle-Écosse, suite à la fermeture de leur pêcherie du 1er février au 31 mai 1975, aux termes d'un accord conclu en vertu de l'Entente internationale pour les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $1,650,000.

Les prêts portaient intérêt au taux de 8% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 4 ans, avec le versement final en 1979. Le département de la Justice entreprend une poursuite judiciaire afin de recouvrer les prêts.

British Yukon Railway Company

Un prêt a été consenti à la British Yukon Railway Company, pour le chemin de fer White Pass et Yukon, pour l'entretien et l'amélioration du service ferroviaire du Yukon.

Le prêt est non productif d'intérêt, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2003. Les versements en retard portent intérêt au taux fixé par le ministre des Finances en ce qui regarde les prêts consentis aux sociétés de la Couronne, et ceci en vigueur le jour où le versement est dû.

Canadian Arctic Producers Co-operative Limited

En 1971-72, un prêt de $250,000 a été émis à la Canadian Arctic Producers Co-operative Limited.

Au cours de l'exercice, le prêt a été entièrement remboursé.

Bande des Chippewa de Kettlepoint

Un prêt non productif d'intérêt a été accordé à la Bande des Chippewa de Kettlepoint, pour l'achat des terrains nos 60 et 61 de la concession ouest du chemin du Lac, dans le canton de Bosanquet, Comté de Lambton, Ontario. Des négociations concernant les revendications des terres ont été amorcées avec la Bande et il est espéré que le prêt sera entièrement remboursé au moment du règlement.

Conseil des Indiens du Yukon

Des prêts ont été consentis au Conseil des Indiens du Yukon, afin de verser des indemnités provisoires aux anciens Indiens du Yukon d'ici à la conclusion d'un règlement concernant les revendications des terres appartenant aux Indiens du Yukon.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L60 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Ces prêts sont remboursables en entier lors du règlement des revendications des terres, et sont non productifs d'intérêt jusqu'à la conclusion d'une entente de principe ayant trait à ce règlement.

Fonds de prêts aux Esquimaux

Des prêts ont été consentis à des particuliers esquimaux ou groupes d'Esquimaux, afin d'encourager les activités commerciales et les métiers profitables. Des prêts ont été également consentis à des sociétés coopératives, à des caisses de crédit, à des caisses populaires ou à toutes autres sociétés de crédit constituées conformément aux lois des provinces, et dont les membres sont en grande partie des Esquimaux, ou à des sociétés commerciales constituées selon les lois du Canada, ou, des provinces, et dont les Esquimaux détiennent un intérêt majoritaire.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $7,072,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 21% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 15 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 18 juin 2000.

Expansion économique des Indiens

Des prêts ont été consentis en vue de promouvoir le progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $70,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 22.25% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 mois à 15 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 31 mars 1999.

Aide domiciliaire aux Indiens

Des prêts de deuxième hypothèque ont été accordés, afin de fournir une aide financière aux Indiens et Inuit pour la construction ou l'acquisition de maisons, et l'achat de terrains dans des régions autres que sur les réserves indiennes. La portée du compte a été élargie pour autoriser des prêts et des avances aux Indiens et Inuit afin de leur permettre de réparer ou d'apporter des améliorations aux maisons au moment de l'achat, dans des régions autres que sur les réserves indiennes.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $20,000,000.

Les prêts sont non productifs d'intérêt, et sont remboursables en entier en versements annuels égaux ou par remise, ou, quand l'emprunteur vend les biens. Lorsque certaines conditions sont remplies en ce qui regarde l'habitation et l'entretien, les versements sont radiés au taux de 10% par année pour un maximum de 10 ans.

Au cours de l'exercice, une somme de $495,522 a été radiée en vertu de l'autorisation du crédit L51a du Nord canadien et des Ressources nationales, de la Loi n° 9 de 1966 portant affectation de crédits.

Nanisivik Mines Ltd

Le gouvernement a encouru des dépenses en capital pour environ $24.4 millions relativement à la construction d'installations d'infrastructure pour Nanisivik Mines Ltd. On prévoit que le gouvernement recouvrera environ $8.1 millions.

En retour pour les installations d'infrastructure, la Société a émis au gouvernement 1,800,000 actions ordinaires sans valeur au pair. Ceci représente 18% des actions émises.

Revendicateurs autochtones

Des prêts ont été consentis aux revendicateurs autochtones, pour couvrir les frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L55 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Les modalités des prêts sont comme suit:

a) les prêts sont non productifs d'intérêt dans le cas où ceux-ci sont effectués avant que l'entente de principe ayant trait au règlement des revendications ne soit conclue;

b) les prêts portent intérêt à un taux égal au taux fixé par le ministre des Finances à l'égard des emprunts ayant les mêmes modalités que celles établies pour les sociétés de la Couronne, si ces prêts sont consentis après que l'entente de principe pour le règlement des revendications ne soit conclue; et,

c) les prêts sont dus et payables, quant au principal et aux intérêts, à la date de règlement des revendications, ou à une date fixée à l'intérieur de l'entente, celle-ci étant au plus tard le 31 mars 1996, ou selon la première des deux dates atteinte.

Commissions provinciales des accidents du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'article 3(4) de la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État, afin de fournir des fonds d'exploitation dans le but de permettre aux commissions provinciales d'indemnisation d'appliquer la Loi pour le compte de la Couronne, et de régler les réclamations des employés du gouvernement canadien blessés au cours de leur emploi.

Le montant total des avances lequel est autorisé à être effectué à toutes les commissions provinciales des accidents du travail (à l'exception du Québec), ne doit pas dépasser les déboursés pour trois mois d'indemnisation. La limite actuelle pour les avances à la province de Québec est de $1,100,000.

Les avances sont non productives d'intérêt et sont remboursables à l'expiration des ententes avec les commissions provinciales.

Projets d'habitations des Forces canadiennes

Des avances ont été consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à l'égard des prêts accordés par celle-ci pour la construction de projets d'habitations pour les membres des Forces canadiennes.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4% à 5.75% par année, et sont remboursables sur des périodes de 35 à 48 ans, avec des versements finals entre le 1er août 1996 et le 1er novembre 2010.

Burgeo Leasing Limited

Des prêts ont été consentis à la Burgeo Leasing Limited, pour la construction d'une rallonge au quai de Burgeo, Terre-Neuve. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $240,000.

Les prêts portent intérêt, fondé sur le taux combiné de 7.147% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 1er septembre 1996.

Eurocan Pulp and Paper Co Ltd

Des prêts ont été consentis à l'Eurocan Pulp and Paper Co Ltd, pour la construction d'un terminus maritime à Kitimat, Colombie-Britannique. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $4,500,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.062% à 7.812% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 mars 1991.

Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve

Des prêts ont été consentis pour la construction d'un quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $28,200,520.

Les prêts portent intérêt au taux de 1.803% par trimestre, et sont remboursables en versements trimestriels égaux sur une période de 15 ans, avec le versement final le 1er mars 1990. Les versements sont en retard depuis le 1er janvier 1976. Une autorisation parlementaire est requise pour radier le solde.

Sydney Steel Corporation

Des prêts ont été consentis à la Sydney Steel Corporation, en vue de la construction d'installations de quais à Sydney, Nouvelle-Écosse. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $6,000,000.

Les prêts portent intérêt au taux de 9.078% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 12 juin 1998. Les versements sont en retard depuis le 1er juin 1979. Une autorisation parlementaire est requise pour radier le solde.

Industrie canadienne de défense

Des avances ont été consenties à l'industrie canadienne de défense, pour l'aider à moderniser ses usines.

Au cours de l'exercice, des radiations au montant de $216,540 ont été autorisées en vertu du crédit 2c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi de crédits n° 4 de 1985-86.

Les avances sont non productives d'intérêt, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 10 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1986 et le 31 décembre 1991.

Option d'achat d'actions de la compagnie

Ce compte enregistre l'achat, par la Commission d'aide générale de transition et la Commission d'expansion des entreprises, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, de capital-actions d'une compagnie afin d'y exercer un droit d'option pris par la Commission relativement à la provision d'un prêt, ou à l'assurance d'un prêt, ou une lettre de crédit consentie ou émise à la compagnie aux termes du Règlement sur l'aide générale de transition, du Règlement sur l'aide à l'industrie des produits de l'automobile, ou du programme d'expansion des entreprises lorsque, de l'avis d'un Conseil établi en vertu de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Expansion industrielle régionale:

i) la valeur du capital-actions de la compagnie a augmenté par suite de l'aide fournie et lorsque le droit d'option devrait être exercé afin de faire bénéficier Sa Majesté du chef du Canada de la valeur accrue du capital-actions de la compagnie; ou,

ii) le droit d'option devrait être exercé pour protéger les fonds de la Couronne à l'égard d'un prêt consenti ou d'une assurance souscrite; et,

d'autoriser la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis.

Au cours de l'exercice, des achats supplémentaires ont été autorisés par le crédit L20 de l'Expansion industrielle régionale, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Consolidated Computer Incorporated

En 1981-82, le gouvernement a disposé de ses droits relatifs à la Consolidated Computer Incorporated. Un montant de $100,000 a été reçu de Nabu Manufacturing Corporation en considération du transfert à cette dernière des obligations obtenues par le gouvernement par suite du règlement de certains prêts encourus par la Consolidated Computer Incorporated.

Au cours de l'exercice, le montant en circulation a été radié par le crédit 2c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi de crédits n° 4 de 1985-86.

Programme d'expansion des entreprises

Ce compte enregistre des prêts à:

a) une personne qui se livre à une activité de fabrication ou de transformation au Canada lorsque, de l'avis de la Commission d'expansion des entreprises, le prêt est nécessaire pour:

i) restructurer son exploitation afin de s'adapter efficacement à la concurrence des marchandises importées à des prix, en quantités et à des conditions susceptibles de porter sérieusement atteinte à l'entreprise ou de la compromettre; ou,

ii) adapter l'entreprise à de nouvelles conditions qui influent sur son accès aux marchés étrangers, conditions attribuables à l'imposition, par un pays autre que le Canada, d'une surtaxe d'importation ou à l'adoption, par ce pays, d'autres mesures ayant le même effet;

b) une personne à l'égard de laquelle la Commission a autorisé l'assurance d'un prêt ne dépassant pas $200,000 lorsque, de l'avis de la Commission, ce prêt est nécessaire pour prévenir un retard sérieux dans la mise en œuvre d'un programme de restructuration;

c) une personne qui a obtenu antérieurement de l'aide aux termes du Règlement sur l'aide à l'industrie des produits de l'automobile, du Règlement sur la stimulation au développement de l'industrie pharmaceutique ou du Règlement de redressement des industries de la chaussure et de la tannerie ou en vertu du programme d'expansion des entreprises ou à tout syndic ou receveur que la loi autorise à poursuivre les affaires de cette personne ou de ce fabricant lorsque, de l'avis de la Commission, le prêt en question est nécessaire pour protéger les fonds de la Couronne, garantissant un prêt antérieurement consenti ou un prêt ou une lettre de crédit antérieurement assuré, lorsque cette personne ne peut obtenir d'autres sources, les fonds nécessaires pour ces fins à des conditions raisonnables;

d) une personne au Canada qui se livre ou qui est sur le point de se livrer à des activités de tannerie ou de fabrication de chaussures et qui, de l'avis de la Commission, a besoin d'aide pour établir ou restructurer son exploitation afin de faire face à la concurrence internationale;

e) une personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer à une activité de fabrication, de transformation ou à toute autre activité commerciale destinée à favoriser la mise sur pied, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne, et pour encourager l'expansion du commerce canadien; et,

f) une personne qui a obtenu antérieurement de l'aide dans le cadre d'un programme d'aide à l'industrie ou à tout syndic ou receveur que la loi autorise à poursuivre les affaires de cette personne pour protéger les fonds de la Couronne qui en découlent.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.375% à 9.333% par année, et sont remboursables sur des périodes de 5 à 20 ans, avec des versements finals entre le 15 avril 1986 et le 1er décembre 1998.

Au cours de l'exercice, une radiation de $4,935,000 a été autorisée en vertu du crédit 2c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi de crédits n° 4 de 1985-86.

Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage

Des prêts étaient consentis au titre du programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage, afin d'aider les personnes au Canada, engagées ou sur le point de s'engager dans le tannage ou la fabrication de chaussures, qui, de l'avis de la Commission d'aide générale de transition, sont admissibles à cette aide pour établir ou restructurer leurs activités, pour faire face à la concurrence internationale.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été radiés conformément au crédit 2c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi de crédits n° 4 de 1985-86.

Programme de développement industriel et régional

Des prêts ont été consentis à des sociétés et industries pour les aider à s'adapter aux conditions variables et concurrentielles, et à produire des denrées et des services nouveaux, plus viables et plus concurrentiels.

Au cours de l'exercice, des prêts ont été autorisés par le crédit L25 de l'Expansion industrielle régionale, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1985-86.

Les prêts portent intérêt au taux de 12.625% par année, et sont remboursables entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 1998.

Accord du Kennedy Round

Des prêts étaient consentis en vertu du programme d'aide à la transition, dans le cadre de l'accord du Kennedy Round, pour venir en aide aux fabricants canadiens qu'une commission établie en vertu de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Expansion industrielle régionale juge: *a*) être gravement affectés ou menacés de l'être par les importations accrues qui découleront de la réduction des tarifs approuvée par le Canada, laquelle leur posera de graves problèmes de réadaptation; *b*) être incapables d'obtenir, à des conditions raisonnables, des prêts provenant d'autres sources, leur permettant d'effectuer la transition qui s'impose; *c*) en droit d'exiger un tel prêt dans le but de s'adapter efficacement à la concurrence des marchandises importées à tels prix, à telles quantités ou sous telles conditions qui causent ou menacent des dommages sérieux; et, *d*) être incapables d'obtenir pour de tels buts, à des conditions raisonnables, des prêts provenant d'autres sources. Aussi, pour inclure à la catégorie des personnes admissibles à des prêts aux termes de ce crédit, soit un fabricant ou toute autre personne au Canada:

a) à l'égard de qui la Commission d'aide générale de transition a autorisé la garantie d'un prêt n'excédant pas $200,000 selon le crédit 30c de l'Industrie et du Commerce, de la Loi des subsides n° 1 de 1968; et,

b) qui, de l'avis de la Commission, a besoin d'un tel prêt pour ne pas subir un retard grave dans la mise en œuvre du programme de rénovation approuvé par la Commission.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été radiés conformément au crédit 2c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi de crédits n° 4 de 1985-86.

Radio Engineering Products Limited

Des prêts étaient consentis à la Radio Engineering Products Limited, pour fins de fonds de roulement de sorte que celle-ci demeure rentable et achève certaines productions.

La Radio Engineering Products Limited était redevable au Revenu Canada pour des arrérages de taxes au montant de $3,500,000, et au département de l'Expansion industrielle régionale pour environ $400,000, aux termes du Programme de productivité de l'industrie de la défense. Au moment où les prêts ont été consentis, le gouvernement avait acquis le contrôle de la Compagnie. En novembre 1975, la Compagnie a déclaré faillite et les éléments d'actif ont été subséquemment aliénés.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été radiés conformément au crédit 2c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi de crédits n° 4 de 1985-86.

Libérés conditionnels

Des prêts ont été consentis à des libérés conditionnels et à des personnes sous surveillance obligatoire, pour aider à leur réadaptation.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $50,000.

Les prêts sont non productifs d'intérêt et sont remboursables avant la cessation de la période de libération conditionnelle ou à l'intérieur d'un an de la date à laquelle les prêts ont été consentis, soit à la période de plus courte durée. Le remboursement de la totalité ou d'une partie du prêt peut être radié par le Solliciteur général, moyennant que certaines conditions soient respectées.

Au cours de l'exercice, des prêts s'élevant à $19,259 ont été radiés conformément au crédit L103b du Solliciteur général, de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits.

Banque Commerciale du Canada

Ce compte représente le montant qui était en dépôt auprès de la Banque Commerciale du Canada, par le Receveur général du Canada, au moment de la cessation des opérations de la Banque le 1er septembre 1985. Puisque le remboursement de ce montant n'était pas prévu aux termes de la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières, une autorisation du Parlement est requise pour radier le solde.

Compte de prêts pour la production de défense

Ce compte a été établi conformément à l'article 15.1 de la Loi sur la production de défense, pour comptabiliser les prêts ou avances à toute fin autrement qu'en vue d'aider à la construction, l'acquisition, l'agrandissement ou l'amélioration, par une personne quelconque, de biens d'équipement ou de production.

L'article 15.2 de la Loi sur la production de défense a énoncé que les dépenses totales imputées sur le Fonds renouvelable de la production de défense (compte budgétaire), et sur ce compte, ne doivent jamais dépasser par plus de $100,000,000 l'ensemble des sommes:

a) obtenues en conséquence de la vente ou de l'aliénation de matières, substances ou approvisionnements de défense;

b) imputées sur un autre crédit à l'égard des frais d'acquisition, d'emmagasinage, d'entretien ou de transport de stocks de matières ou substances achetées, ou de stocks d'approvisionnements de défense acquis, quand les matières, substances ou approvisionnements de défense peuvent être acquis aux termes de ce crédit;

c) imputées sur un crédit ou payées par un mandataire de Sa Majesté ou par un gouvernement associé, pour couvrir les frais subis relativement à des approvisionnements de défense, dont l'acquittement a eu lieu et a été imputé à même le Fonds renouvelable de la production de défense; et,

d) reçues en remboursement d'un prêt ou d'une avance antérieurement imputé à ce compte.

Le solde du compte représente:

i) un remboursement de $1.7 million dû à ce compte par CAE Aircraft, lequel est en litige concernant la date d'échéance du remboursement. Le conseiller juridique est d'avis que le gouvernement ne subira aucune perte; et,

ii) un prêt de fonds de roulement de $15 millions qui porte intérêt au taux de 11.875% par année. Aucune date n'a été fixée pour rembourser le prêt.

Coast Ferries Limited

Un prêt a été consenti à la Société pour fins de fonds de roulement.

Le prêt porte intérêt à un taux annuel égal au taux fixé par le ministre des Finances concernant les emprunts des sociétés de la Couronne. Le prêt était dû le 1er avril 1978. Aucun intérêt et aucun versement n'ont été reçus depuis que le prêt a été consenti.

Corporation de la ville de Montréal

Un prêt a été consenti à la Corporation de la ville de Montréal, à l'égard de la construction d'un tunnel pour les voitures sous le canal Lachine à la hauteur de la rue Atwater.

Le prêt porte intérêt au taux de 3.125% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 30 ans, avec le versement final le 20 juin 1991.

Commissaires du port de Hamilton

Des prêts ont été consentis aux Commissaires du port de Hamilton, pour aider au développement du port.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $4,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 6.062% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1987, $122,864;

b) portant intérêt au taux de 5.562% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1987, $118,564; et,

c) portant intérêt au taux de 4.125% par année, remboursable en versements semestriels sur une période de 39 ans, avec le versement final le 31 janvier 2001, $725,000.

Société des Transports du Nord Limitée

Au cours de l'exercice, un prêt a été consenti à 141606 Canada Limited, pour financer l'acquisition de l'ancienne Société des Transports du Nord Limitée. La fusion des deux sociétés a eu lieu le 15 juillet 1985 et la nouvelle société s'intitule maintenant la Société des Transports du Nord Limitée.

Le prêt porte intérêt au taux de 4% par année, est remboursable en versements annuels qui équivalent à 40% du flux annuel de l'encaisse de la nouvelle société, et possède une date d'échéance indéfinie.

Commission du port de Port Alberni

Des prêts ont été consentis à la Commission du port de Port Alberni, pour financer la construction d'un nouveau quai de rassemblement de bois.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 8.062% par année, remboursable en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $221,930; et,

b) portant intérêt au taux de 7.187% par année, remboursable en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $633,429.

Commission du port de Thunder Bay

Des prêts ont été consentis à la Commission du port de Thunder Bay (auparavant la Commission de port de Lakehead), pour le développement du terminus Keefer.

Les prêts portent intérêt au taux de 7.437% par année, et sont remboursables en versements semestriels sur une période de 15 ans, avec le versement final le 30 juin 1989.

Commission des sépultures de guerre du Commonwealth

Des avances ont été consenties au fonds de roulement de la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, pour l'entretien des sépultures et des cimetières.

À la fin de l'exercice, le solde des avances était de £30,000 R-U. Ce solde a été converti à $61,704 can en utilisant le cours du change à la fin de l'exercice (£1 R-U=$2.0568 can).

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

PROVISION POUR ÉVALUATION

Conformément à la convention intégrée sur l'évaluation, les éléments d'actif sont sujets à une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation.

La provision pour évaluation en ce qui regarde les prêts, dotations en capital et avances, représente les pertes estimatives sur la réalisation des prêts, dotations en capital et avances inscrits dans les comptes du Canada à la fin de l'exercice.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Intérêt non perçu enregistré

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'intérêt échu mais non perçu n'est pas enregistré comme recettes. Dans certains cas, cet intérêt non perçu est comptabilisé en l'ajoutant au compte de prêts et d'avances approprié, et est crédité à un compte d'intérêt non perçu. Puisque la convention du gouvernement est de rapporter les recettes seulement lorsqu'elles sont perçues, le solde du compte d'intérêt non perçu est déduit du compte de prêts et d'avances, afin de présenter celui-ci sur une base nette.

Le tableau 8.16 fait état des soldes et des opérations pour l'exercice en ce qui concerne l'intérêt non perçu enregistré.

TABLEAU 8.16

INTÉRÊT NON PERÇU ENREGISTRÉ

	1er avril 1985	Montants ajoutés	Perceptions et radiations	31 mars 1986
	$	$	$	$
Prêts, dotations en capital et avances—				
Sociétés de la Couronne—				
Autres sociétés de la Couronne—				
Énergie atomique du Canada, Limitée—				
Habitation	5,696		529	5,167
Usine d'eau lourde de Bruce	39,214,056		3,868,383	35,345,673
Division des produits commerciaux	154,669		20,557	134,112
Centrale nucléaire de Lepreau	50,062,316		589,875	49,472,441
Bureau des services techniques de Sheridan Park	8,882		5,518	3,364
	89,445,619		*4,484,862*	*84,960,757*
Corporation de développement des investissements du Canada—				
Eldorado Nucléaire Limitée	10,093,433			10,093,433
Société canadienne des ports		4,856,123	485,612	4,370,511
Commission d'énergie du Nord canadien—Prêts	10,028,009			10,028,009
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent—Prêts productifs d'intérêt	210,000,000			210,000,000
Administrations provinciales et territoriales—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	84,199		6,591	77,608
Programme spécial des prêts sur le développement	3,342		330	3,012
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,682,612		93,324	2,589,288
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	142,044		2,115	139,929
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	33,026,332		1,289,981	31,736,351
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	14,301,303	6,526,440	731,771	20,095,972
Centres de services agricoles—Prêts	507,336	1,537	40,182	468,691
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	12,547,712		358,991	12,188,721
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	215,590	179,198		394,788
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—				
Jamaïque—Aide économique	1,375,000			1,375,000
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	115,802,213			115,802,213
Organismes internationaux—				
Institutions financières internationales—				
Banque interaméricaine de développement	5,940,471	475,817		6,416,288
Divers—				
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	2,358,670		102,592	2,256,078
Administration du pont du port de Saint-Jean	710,188	115,099		825,287
	509,264,073	12,154,214	7,596,351	513,821,936

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1985-86

Comptes à fins déterminées

SOMMAIRE

	Page
Compte du régime de pensions du Canada	9.2
Comptes de pension de retraite	9.4
Compte des rentes sur l'État	9.8
Comptes de dépôt et de fiducie	9.8
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	9.18
Autres comptes à fins déterminées	9.18
États supplémentaires—	
Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	9.27
Compte des rentes sur l'État	9.30
Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)	9.33

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

Les comptes à fins déterminées représentent la valeur inscrite des dettes du gouvernement du Canada en sa qualité d'administrateur de certains deniers publics reçus ou perçus à des fins déterminées, en vertu de lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats. Ces deniers publics ne peuvent être déboursés qu'à des fins conformes aux lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats.

En raison du caractère spécial de ces fonds, il est nécessaire de tenir des comptes particuliers afin d'assurer une comptabilité grâce à laquelle les fonds ne sont utilisés que pour les fins auxquelles ils sont reçus ou perçus. Les lois sur certains comptes autorisent que soient faits des placements et, dans certains cas, que le solde des comptes rapporte de l'intérêt.

Cette section donne des précisions concernant les comptes à fins déterminées sur lesquels des renseignements sommaires ont été donnés dans les sections 1 et 2 de ce volume.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. En outre, l'expression «compte(s) sans opérations courantes» fait partie de certains tableaux, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

Les états financiers du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, du Compte des rentes sur l'État et de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge), de même que les rapports du vérificateur général y afférents, sont présentés à la fin de cette section.

TABLEAU 9.1

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada, tableau 9.2	29,056,451,679	7,656,727,005	4,998,376,850	31,714,801,834	2,658,350,155	2,444,480,847
Moins: titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 9.2	27,349,096,000	25,354,000	2,172,870,000	29,496,612,000	2,147,516,000	2,233,064,000
	1,707,355,679	*7,682,081,005*	*7,171,246,850*	*2,218,189,834*	*510,834,155*	*211,416,847*
Comptes de pension de retraite, tableau 9.4	37,516,859,742	5,559,344,497	1,286,901,437	41,789,302,802	4,272,443,060	3,725,539,479
Moins: fraction non amortie des insuffisances actuarielles, tableau 9.4	526,641,243	406,955,206		119,686,037	- 406,955,206	- 576,952,981
	36,990,218,499	*5,966,299,703*	*1,286,901,437*	*41,669,616,765*	*4,679,398,266*	*4,302,492,460*
Compte d'assurance-chômage[1]						
Compte des rentes sur l'État	1,095,429,638	73,608,071	109,247,290	1,059,790,419	- 35,639,219	- 28,174,380
Comptes de dépôt et de fiducie, tableau 9.11	1,494,663,608	15,143,927,133	14,722,681,586	1,915,909,155	421,245,547	265,164,463
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	1,616,730,417	13,982,433,292	14,209,601,041	1,389,562,668	- 227,167,749	308,390,822
Autres comptes à fins déterminées, tableau 9.14	549,093,268	8,425,208,325	8,329,022,439	645,279,154	96,185,886	71,741,875
Total	43,453,491,109	51,273,557,529	45,828,700,643	48,898,347,995	5,444,856,886	5,131,032,087

[1] Ce compte a été reclassifié comme budgétaire en 1985-86. Les opérations du compte sont maintenant déclarées à l'état des recettes et dépenses à titre de recettes et dépenses. Cette reclassification a été appliquée rétroactivement, avec un redressement du déficit et du déficit accumulé de l'exercice précédent, pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont présentés à la section 7 de ce volume ainsi que dans les notes afférentes aux états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Compte du régime de pensions du Canada

Le régime de pensions du Canada est un régime d'assurance sociale mixte et obligatoire qui permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le régime a été établi en 1965 et s'étend au Canada tout entier, à l'exception de la province de Québec qui possède un régime comparable.

Selon les dispositions actuelles, toutes les prestations et tous les frais d'administration du programme sont financés par les cotisations et contributions que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte, et par l'intérêt provenant du placement des fonds.

La dette du gouvernement, en sa qualité d'administrateur du régime de pensions du Canada, se limite au solde du Compte.

Le tableau 9.2 présente un sommaire des soldes et des opérations qui se rapportent au Compte du régime de pensions du Canada moins les placements dans les titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 9.2

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette	
					1986	1985
	$	$	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada, tableau 9.3	29,056,451,679	7,656,727,005	4,998,376,850	31,714,801,834	2,658,350,155	2,444,480,847
Moins: titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada—						
Terre-Neuve	570,178,000	655,000	50,570,000	620,093,000	49,915,000	47,146,000
Nouvelle-Écosse	1,078,291,000		91,752,000	1,170,043,000	91,752,000	85,762,000
Île-du-Princr Édouard	119,664,000	108,000	8,975,000	128,531,000	8,867,000	10,500,000
Nouveau-Brunswick	819,142,000	972,000	46,125,000	864,295,000	45,153,000	67,087,000
Québec	109,874,000		5,792,000	115,666,000	5,792,000	5,400,000
Ontario	14,633,710,000	20,110,000	1,213,502,000	15,827,102,000	1,193,392,000	1,133,182,000
Manitoba	1,558,714,000	2,077,000	125,961,000	1,682,598,000	123,884,000	119,316,000
Saskatchewan	1,240,101,000	1,432,000	112,507,000	1,351,176,000	111,075,000	104,274,000
Alberta	3,053,174,000		332,280,000	3,385,454,000	332,280,000	305,422,000
Colombie-Britannique	4,166,248,000		185,406,000	4,351,654,000	185,406,000	354,975,000
	27,349,096,000	*25,354,000*	*2,172,870,000*	*29,496,612,000*	*2,147,516,000*	*2,233,064,000*
Total	1,707,355,679	7,682,081,005	7,171,246,850	2,218,189,834	510,834,155	211,416,847

Les rentrées et autres crédits comprennent:

a) des cotisations de: (i) 1.8% des gains des employés gagnant plus de $2,300 pour l'année civile 1985 et $2,500 pour l'année civile 1986, avec des contributions d'appariement de la part des employeurs, sous réserve de paiements maximums de $379.80 pour l'année civile 1985 et $419.40 pour l'année civile 1986 et (ii) 3.6% des gains des personnes travaillant à leur propre compte, excédant $2,300 pour l'année civile 1985 et $2,500 pour l'année civile 1986, sous réserve de paiements maximums de $759.60 pour l'année civile 1985 et $838.80 pour l'année civile 1986; et,

b) l'intérêt perçu à l'égard des titres du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, et du solde moyen quotidien d'exploitation.

Les rentrées et autres crédits pour les titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada représentent le rachat des titres des provinces, lequel a commencé en mars 1986.

Les paiements et autres débits comprennent:

a) des prestations en vertu du régime de pensions du Canada telles des pensions de retraite, des prestations de survivants aux veuves, veufs et orphelins, ou des prestations globales de décès, et des pensions d'invalidité et des prestations aux enfants de cotisants invalides;

b) les prestations versées et recouvrées à même le régime de pensions du Canada, conformément à une entente conclue avec la province instituant un régime général de pensions;

c) les paiements qui doivent être imputés au Compte du régime de pensions du Canada, conformément aux ententes réciproques avec d'autres pays; et,

d) les frais d'administration du régime.

Lorsque le solde d'exploitation dépasse le montant prévu nécessaire pour rencontrer tous les paiements pour la période de trois mois qui suit, la somme excédentaire peut servir à l'achat de titres des provinces et du Canada.

Les provinces sont avisées à chaque mois du montant excédentaire du Compte du régime de pensions du Canada qui peut être affecté à l'achat de titres des provinces. Le montant disponible pour chaque province est proportionnel aux cotisations versées au régime pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans cette province, par rapport aux cotisations totales. Les cotisations reliées à l'emploi dans le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, et celles qui sont reçues de certains autres employés à l'extérieur du Canada, sont placées dans les obligations spéciales non négociables du gouvernement du Canada.

Certains employés fédéraux résidant dans la province de Québec, comme les membres des forces armées canadiennes, participent au régime de pensions du Canada. Les titres du Québec achetés par le régime proviennent des cotisations de ces employés.

Les placements dans les titres émis par les provinces, imputés au Fonds de placement du régime de pensions du Canada et apparaissant à l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada, sont déduits du Compte du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 9.3

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA
(en millions de dollars)

	1985-86	1984-85
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	4,495	3,879
Intérêt sur les placements	3,010	2,737
Intérêt sur le solde mensuel d'exploitation	152	152
	7,657	6,768
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	4,887	4,224
Dépenses	111	100
	4,998	4,324
Excédent des rentrées et autres crédits sur les paiements et autres débits	2,659	2,444
Fonds affectés—		
Achats d'obligations—		
Provinciales	2,173	2,233
Fédérales	240	17
Augmentation des dépôts auprès du Receveur général	271	194
	2,684	*2,444*
Moins: fonds fournis—		
Rachat d'obligations—		
Provinciales	25	
Fédérales	(1)	
	25	
Augmentation nette	2,659	2,444
Solde au début de l'exercice	29,056	26,612
Solde à la fin de l'exercice	31,715	29,056

(1) Moins de $500,000.

Comptes de pension de retraite

Le gouvernement fournit des pensions aux employés à la retraite ou à leurs personnes à charge par des régimes de pension autorisés en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Ces pensions sont indexées au coût de la vie en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. Le passif du gouvernement, en sa qualité d'administrateur de ces régimes de pension envers ses fonctionnaires et certains autres cotisants, est comptabilisé dans les comptes de pension de retraite pertinents.

Les lois régissant les pensions de base prévoient des cotisations des employés (soit 6½% du traitement), des contributions de l'employeur (cotisations des employés pour l'exercice précédent pour les membres de la Fonction publique, et environ 1.8 et 2.0 fois les cotisations des employés pour l'exercice en cours pour les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada respectivement), la répartition des intérêts (le rendement moyen du marché concernant les obligations du Canada avec échéance de 20 ans, pondéré par l'excédent trimestriel des rentrées sur les déboursés pour les trois comptes, chaque trimestre pour 20 ans), et l'évaluation des insuffisances actuarielles. La loi régissant l'indexation des pensions de base n'exige pas d'évaluations actuarielles mais prévoit des cotisations supplémentaires des employés (soit 1% du traitement), les contributions d'appariement des employeurs et la répartition des intérêts (taux courant concernant les obligations du Canada avec échéance de 5 ans).

Les rentrées et autres crédits pour les comptes de pension de retraite comprennent les cotisations des employés, les contributions connexes du gouvernement et des sociétés de la Fonction publique participantes, les virements des autres fonds de pension, les autres contributions du gouvernement relatives aux redressements du passif actuariel (ne s'applique pas au Compte de prestations de retraite supplémentaires), et les intérêts. Les paiements et autres débits pour les comptes de pension de retraite comprennent les versements de rentes, les prestations minimums, les allocations de cessation en espèces (versements entiers aux employés souffrant d'une invalidité), les remboursements de cotisations et les virements à d'autres régimes.

La Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques, telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 10 février 1986, exige que des révisions actuarielles soient effectuées à compter d'une date à fixer au plus tard dans les quatre ans suivant la date de la dernière révision et ensuite au moins une fois tous les trois ans. Tel que mentionné dans cette Loi, les dates de la dernière révision sont réputées être le 31 décembre 1983 pour le Compte de pension de retraite de la Fonction publique, le 31 décembre 1983 pour le Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, et le 31 décembre 1985 pour le Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Selon les lois régissant les trois régimes de pension de retraite, le ministre des Finances peut exiger que tout déficit actuariel relevé soit porté au crédit du compte approprié, et imputé à la fraction non amortie des insuffisances actuarielles, puis amorti sur les dépenses en cinq versements annuels égaux à compter de l'exercice au cours duquel le Parlement est saisi du rapport actuariel. En outre, le coût du passif additionnel, résultant de relèvements de traitement autorisés à chaque exercice, est porté au crédit des comptes de pension de retraite, et imputé à la fraction non amortie des insuffisances actuarielles, puis amorti sur les dépenses pour une période de cinq ans à compter de l'exercice dans lequel les relèvements sont autorisés.

Depuis le trimestre se terminant le 30 septembre 1969, les règlements, établis conformément à chacune des lois de pension de retraite, ont prévu le calcul de l'intérêt selon le taux d'intérêt employé pour le régime de pensions du Canada. Les lois prévoient en outre que le montant par lequel le taux d'intérêt calculé (présentement environ 11% par année) dépasse le montant d'intérêt calculé au taux employé dans le dernier rapport actuariel (à l'heure actuelle 6.5% par année pour les comptes de pension de retraite de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada), peut être employé pour réduire l'amortissement des redressements d'insuffisances actuarielles imputé aux dépenses budgétaires. Tous les revenus d'intérêt non requis pour réduire les imputations reliées à l'amortissement sont crédités aux Comptes respectifs.

Le tableau 9.4 donne un résumé des soldes et des opérations pour les comptes de pension de retraite, y compris la fraction non amortie des insuffisances actuarielles. Le tableau 9.5 fournit une analyse des redressements d'insuffisances actuarielles.

Le tableau 9.6 présente un sommaire des opérations relatives aux comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires. Un montant de $5,734 millions a été imputé aux dépenses budgétaires en 1985-86, en considération des régimes de pension de retraite. Ce montant était constitué des contributions du gouvernement de $785 millions; de prestations de pension de retraite augmentées, versées au cours de l'exercice et attribuables à l'indexation excédant la quote-part des cotisations des retraités au Compte de prestations de retraite supplémentaires de $735 millions; et, des intérêts de $4,214 millions ($3,807 millions crédités aux comptes de pension de retraite et des revenus d'intérêt de $407 millions en excès de 6.5% pour les principaux comptes de pension de retraite qui ont été utilisés pour réduire l'amortissement des redressements d'insuffisances actuarielles).

TABLEAU 9.4

COMPTES DE PENSION DE RETRAITE

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette	
					1986	1985
	$	$	$	$	$	$
Compte de pension de retraite de la Fonction publique, tableau 9.7	19,919,638,902	3,039,132,106	804,625,904	22,154,145,104	2,234,506,202	1,939,040,165
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	297,153,800	243,712,000		53,441,800	– 243,712,000	– 355,586,315
	19,622,485,102	*3,282,844,106*	*804,625,904*	*22,100,703,304*	*2,478,218,202*	*2,294,626,480*
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, tableau 9.8	13,351,721,682	1,700,332,203	410,632,384	14,641,421,501	1,289,699,819	1,083,524,364
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	217,215,643	151,977,106		65,238,537	– 151,977,106	– 202,449,306
	13,134,506,039	*1,852,309,309*	*410,632,384*	*14,576,182,964*	*1,441,676,925*	*1,285,973,670*
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, tableau 9.9	1,828,073,901	298,704,027	29,835,088	2,096,942,840	268,868,939	233,017,990
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	12,271,800	11,266,100		1,005,700	– 11,266,100	– 18,917,360
	1,815,802,101	*309,970,127*	*29,835,088*	*2,095,937,140*	*280,135,039*	*251,935,350*
Compte de prestations de retraite supplémentaires, tableau 9.10	2,417,425,257	521,176,161	41,808,061	2,896,793,357	479,368,100	469,956,960
Total	36,990,218,499	5,966,299,703	1,286,901,437	41,669,616,765	4,679,398,266	4,302,492,460
Sommaire—						
Comptes de pension de retraite	37,516,859,742	5,559,344,497	1,286,901,437	41,789,302,802	4,272,443,060	3,725,539,479
Moins: fraction non amortie des insuffisances actuarielles	526,641,243	406,955,206		119,686,037	– 406,955,206	– 576,952,981
Total	36,990,218,499	5,966,299,703	1,286,901,437	41,669,616,765	4,679,398,266	4,302,492,460

TABLEAU 9.5

ANALYSE DES REDRESSEMENTS D'INSUFFISANCES ACTUARIELLES POUR 1985-86
(en millions de dollars)

	Résultant des relèvements de traitement				Résultant des évaluations actuarielles				
	Compte de pension de retraite de la Fonction publique	Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	Sous-total	Compte de pension de retraite de la Fonction publique	Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	Sous-total	Total
Redressements d'insuffisances actuarielles reconnus[1]	1,219	760	56	2,035					2,035
Moins: montant amorti au 31 mars 1985	922	542	44	1,508					1,508
Solde non amorti au 31 mars 1985	297	218	12	527					527
À ajouter: redressements d'insuffisances actuarielles pour l'exercice en cours									
Moins: amortissement pour l'exercice en cours	244	152	11	407					407
Solde non amorti au 31 mars 1986	53	66	1	120					120

[1] Représente les redressements d'insuffisances actuarielles reconnus avant 1985-86 pour lesquels les montants n'ont pas encore été entièrement amortis.

TABLEAU 9.6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS RELATIVES AUX COMPTES DE PENSION DE RETRAITE QUI ONT PRODUIT DES IMPUTATIONS AUX DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1985-86						
	Contributions du gouvernement	Amortissement net des redressements d'insuffisances actuarielles[1]	Paiements statutaires en vertu du Compte de prestations de retraite supplémentaires	Intérêts[1] A	Intérêts[1] B	Total	1984-85
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	391		453	1,993	244	3,081	2,765
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	223		262	1,350	152	1,987	1,775
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	68		20	196	11	295	262
Compte de prestations de retraite supplémentaires	103			268		371	360
Total	785		735	3,807	407	5,734	5,162

[1] La colonne A représente les revenus d'intérêt crédités aux Comptes. La colonne B représente les revenus d'intérêt en excès de 6.5% pour chaque Compte respectif, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique, et utilisés pour réduire l'amortissement des redressements d'insuffisances actuarielles. Les imputations reliées à l'amortissement net ont été de zéro en 1985-86.

Compte de pension de retraite de la Fonction publique

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la Fonction publique s'établit à $53 millions, comparativement à $297 millions au 31 mars 1985. Au cours de l'exercice, $244 millions étaient amortis comme imputation aux dépenses budgétaires, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 9.7

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde d'ouverture	19,919,638,902	17,980,598,737
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations—		
Employés du gouvernement	383,849,510	379,102,314
Employés retraités	16,343,580	13,656,120
Employés des sociétés de la Fonction publique	123,875,978	124,144,744
Contributions d'appariement—		
Gouvernement	391,046,591	372,905,203
Sociétés de la Fonction publique	121,656,530	121,979,063
Virements d'autres fonds de pension	9,738,181	7,298,198
Intérêts	1,992,621,736	1,615,140,017
Redressement du passif actuariel[1]		
	3,039,132,106	2,634,225,659
	22,958,771,008	20,614,824,396
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Rentes	730,310,891	637,363,120
Allocations de cessation, en espèces	378,661	285,788
Prestations minimums	9,094,813	9,139,294
Remboursements de cotisations—		
Employés du gouvernement	39,017,556	30,741,080
Employés des sociétés de la Fonction publique	22,364,941	12,290,799
Virements à d'autres fonds de pension	3,459,042	5,365,413
	804,625,904	695,185,494
Solde de fermeture	22,154,145,104	19,919,638,902

[1] Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué en 1984-85 et en 1985-86 à l'égard d'une révision actuarielle et de relèvements de traitement autorisés en excès de 5.5%.

Compte de pension de retraite des Forces canadiennes

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes s'établit à $66 millions, comparativement à $218 millions au 31 mars 1985. Au cours de l'exercice, $152 millions étaient amortis comme imputation aux dépenses budgétaires, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 9.8

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde d'ouverture	13,351,721,682	12,268,197,318
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations du personnel	125,270,341	119,846,665
Contributions du gouvernement	222,981,505	212,109,856
Intérêts	1,350,209,785	1,125,115,220
Redressement du passif actuariel[1]		
Autres	1,870,572	2,115,520
	1,700,332,203	1,459,187,261
	15,052,053,885	13,727,384,579
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations de pensions et d'allocations de retraite	394,696,251	362,822,818
Allocations de cessation, en espèces et remboursements de cotisations	14,467,859	12,039,717
Virements au Compte de pension de retraite de la Fonction publique (Conseil du Trésor)	1,468,175	755,930
Autres	69	44,432
	410,632,384	375,662,897
Solde de fermeture	14,641,421,501	13,351,721,682

[1] Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué en 1984-85 et en 1985-86 à l'égard d'une révision actuarielle et de relèvements de traitement autorisés en excès de 5.5%.

Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada s'établit à $1 million, comparativement à $12 millions au 31 mars 1985. Au cours de l'exercice, $11 millions étaient amortis comme imputation aux dépenses budgétaires, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 9.9

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde d'ouverture	1,828,073,901	1,595,055,911
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations par le personnel (courantes et arrérages)	34,275,444	33,837,986
Contributions du gouvernement (statutaires)	68,323,017	67,447,111
Intérêts	196,105,566	156,956,351
Redressement du passif actuariel[1]		
Virements d'autres fonds de pension		121,311
	298,704,027	258,362,759
	2,126,777,928	1,853,418,670
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Versements de rentes et de prestations	27,440,466	23,628,511
Allocations de cessation, en espèces et remboursements de cotisations	2,048,216	1,472,583
Virements à d'autres fonds de pension	130,704	92,237
Intérêts sur remboursements de cotisations	215,702	151,438
	29,835,088	25,344,769
Solde de fermeture	2,096,942,840	1,828,073,901

[1] Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué en 1984-85 et en 1985-86 à l'égard d'une révision actuarielle et de relèvements de traitement autorisés en excès de 5.5%.

Compte de prestations de retraite supplémentaires

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, afin de faire provision pour le paiement de prestations de pension augmentées provenant de l'indexation. Une évaluation actuarielle du Compte n'est pas exigée par la Loi.

L'Actuaire en chef du Département des Assurances a estimé que, après avoir accordé une marge pour les excédents (il n'y a eu aucun déficit) dans les trois comptes de base, la valeur actuarielle actuelle des prestations de retraite supplémentaires non capitalisées, y compris la provision pour indexation à terme, s'est chiffrée à $4 milliards pour les prestations gagnées au 31 mars 1986 et payables aux cotisants en service actif ou retraités ou à leurs personnes à charge en conformité des Lois de pension de retraite de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, ou à $4.1 milliards si on exclut la Gendarmerie royale du Canada qui ne possède pas de prestations de retraite supplémentaires non capitalisées nettes. Ce montant est beaucoup moins élevé que celui déclaré au 31 mars 1985, soit de $15.5 milliards, surtout parce que l'estimation est fondée sur les suppositions économiques dynamiques lesquelles tiennent compte, en grande partie, des taux d'intérêt relativement élevés qui seront crédités aux comptes pour un certain nombre d'années (il était présumé que le taux d'intérêt diminuerait d'un niveau de 10.2 % en 1986 à un niveau de 6% en 2006 et pour les années subséquentes) et lesquelles tiennent compte des augmentations des prix et des relèvements de traitement qui sont présentement considérés comme étant modérément justes. Les autres suppositions sont telles que décrites dans les derniers rapports actuariels déposés concernant les trois comptes de pension de retraite. Il est également estimé que, basé sur les suppositions économiques définitives sur lesquelles sont fondées ces rapports, y compris un taux d'intérêt estimatif de 6.5%, la valeur actuarielle

TABLEAU 9.10

COMPTE DE PRESTATIONS DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRES
(en milliers de dollars)

	Fonction publique		Forces canadiennes		Gendarmerie royale du Canada		Parlement		Autres		Total	
	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85	1985-86	1984-85
Solde d'ouverture	1,791,601	1,440,193	490,920	399,205	125,926	100,973	4,024	3,375	4,954	3,722	2,417,425	1,947,468
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—												
Cotisations des employés—												
Sociétés de la Fonction publique	23,474	23,092									23,474	23,092
Gouvernement	71,989	70,232	23,719	22,448	6,250	6,084	235	270	526	392	102,719	99,426
Contributions d'appariement—												
Sociétés de la Fonction publique	23,704	23,405									23,704	23,405
Gouvernement	71,994	70,248	23,663	22,517	6,242	6,083	233	245	525	395	102,657	99,488
Intérêts	199,233	192,774	54,393	53,210	13,876	13,372	385	361	450	454	268,337	260,171
Virements d'autres fonds de pension	265	113	6	6	14	14					285	133
	390,659	379,864	101,781	98,181	26,382	25,553	853	876	1,501	1,241	521,176	505,715
	2,182,260	1,820,057	592,701	497,386	152,308	126,526	4,877	4,251	6,455	4,963	2,938,601	2,453,183
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—												
Rentes	20,200	19,684	5,809	4,354	473	309	26	9	5	9	26,513	24,365
Allocations de cessation, en espèces	24	28									24	28
Prestations minimums	388	356									388	356
Remboursements de cotisations—												
Sociétés de la Fonction publique	3,999	2,221									3,999	2,221
Gouvernement	7,249	5,669	2,654	2,052	385	278	22	218	2		10,312	8,217
Virements à d'autres fonds de pension	450	498	108	60	14	13					572	571
	32,310	28,456	8,571	6,466	872	600	48	227	7	9	41,808	35,758
Solde de fermeture	2,149,950	1,791,601	584,130	490,920	151,436	125,926	4,829	4,024	6,448	4,954	2,896,793	2,417,425

actuelle des prestations supplémentaires non capitalisées au 31 mars 1986, après avoir accordé une marge pour les excédents (il n'y a eu aucun déficit) dans les trois comptes de base, aurait atteint $19.8 milliards. Il est à noter qu'aux fins de calcul de ce qui précède, il était présumé que le Compte de pension de retraite de la Fonction publique renfermait le crédit de rapprochement du gouvernement de $400.2 millions, qui est échu et impayé au 31 mars 1986.

Les prestations de pension de retraite augmentées versées au cours de l'exercice, dues à l'indexation, se sont élevées à $762 millions ($700 millions en 1984-85), desquels $735 millions ($676 millions en 1984-85) représentent les prestations aux retraités en excès de leur quote-part des cotisations au compte, qui ont été imputées aux dépenses budgétaires. Les paiements imputés aux dépenses budgétaires pour le compte des cotisants se sont élevés à $453 millions ($421 millions en 1984-85) à titre du Compte de pension de retraite de la Fonction publique desquels on estime que $36 millions ($34 millions en 1984-85) se rapportent aux anciens employés des sociétés de la Fonction publique, $262 millions ($236 millions en 1984-85) à titre du Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, et $20 millions ($19 millions en 1984-85) à titre du Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Un montant de $27 millions ($24 millions en 1984-85) a été imputé au Compte de prestations de retraite supplémentaires.

Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été constitué par la Loi relative aux rentes sur l'État, et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État. Cette dernière a mis fin à la vente en 1975 de rentes sur l'État. Le compte est évalué sur une base actuarielle à chaque exercice, et le déficit ou l'excédent est imputé ou crédité au Fonds du revenu consolidé.

Le but de la Loi des rentes sur l'État était d'encourager les canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État avait pour buts d'augmenter le taux de rendement des contrats de rente sur l'État et d'augmenter la flexibilité des modalités.

Les rentrées et autres crédits comprennent les primes reçues, les fonds réclamés du Fonds du revenu consolidé pour les rentiers précédemment introuvables, l'intérêt gagné et le virement d'éléments des recettes d'exercices précédents afin de combler l'insuffisance actuarielle. Les paiements et autres débits représentent le paiement de rentes acquises, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de primes, les excédents actuariels et les postes non réclamés virés aux recettes non fiscales. Les montants reliés aux rentes non réclamées, concernant les rentiers introuvables, sont virés aux recettes non fiscales.

Comptes de dépôt et de fiducie

Les comptes de dépôt et de fiducie sont un groupe de passif représentant les dettes du gouvernement en sa qualité d'administrateur de certains deniers reçus ou perçus par celui-ci à des fins déterminées, et qu'il aura à débourser selon le cas. Dans la mesure où les fonds reçus sont représentés par des titres, ceux-ci sont déduits des comptes correspondants afin de présenter la dette nette du gouvernement.

Le tableau 9.11 donne un sommaire des soldes et des opérations des comptes de dépôt et de fiducie.

TABLEAU 9.11

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Comptes de dépôt—						
Agriculture—						
Compte de la Commission canadienne du lait	20,560,731	1,232,672,035	1,204,206,000	49,026,766	28,466,035	20,556,976
Consommation et Corporations—						
Compte de la Société canadienne des postes	305,029,031	9,451,751,133	9,359,551,351	397,228,813	92,199,782	- 27,960,839
Dépôts de garantie—Loi sur la faillite	7,000			7,000		
Moins: titres détenus en fiducie	7,000			7,000		
	305,029,031	*9,451,751,133*	*9,359,551,351*	*397,228,813*	*92,199,782*	*- 27,960,839*
Emploi et Immigration—						
Fonds de garantie de l'immigration	5,892,356	2,344,650	1,686,142	6,550,864	658,508	674,945
Moins: titres détenus en fiducie	50,000		10,000	60,000	10,000	- 15,000
	5,842,356	*2,344,650*	*1,696,142*	*6,490,864*	*648,508*	*689,945*
Énergie, Mines et Ressources—						
Dépôts en garantie—Pétrole et gaz	33,500,000	3,000,000	3,500,000	33,000,000	- 500,000	- 21,257,520
Moins: titres détenus en fiducie	33,500,000	3,500,000	3,000,000	33,000,000	- 500,000	- 21,230,759
		6,500,000	*6,500,000*			*- 26,761*
Environnement—						
Dépôts en garantie	116,000			116,000		92,000
Moins: titres détenus en fiducie	116,000			116,000		92,000
Affaires extérieures—						
Foires et délégations	370,630	687,372	795,790	262,212	- 108,418	- 76,439

TABLEAU 9.11

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Suite*

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Finances—						
Corporation de développement des investissements du Canada		77,300,000		77,300,000	77,300,000	
Fonds excédentaires des sociétés de la Couronne—						
Corporation commerciale canadienne	8,000,000			8,000,000		
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	13,000,000			13,000,000		8,000,000
	21,000,000	*77,300,000*		*98,300,000*	*77,300,000*	*8,000,000*
Pêches et Océans—						
Dépôts en garantie		150	100	50	50	– 3,010
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Dépôts en garantie	142,148,425	40,473,638	77,204,838	105,417,225	– 36,731,200	38,370,123
Moins: titres détenus en fiducie	141,799,000	76,993,000	40,057,000	104,863,000	– 36,936,000	38,334,893
	349,425	*117,466,638*	*117,261,838*	*554,225*	*204,800*	*35,230*
Dépôts en garantie—Ressources des réserves	455,428	23,082	10,493	468,017	12,589	– 215,982
Dépôts en garantie—Troupeaux prêtés aux Indiens	11,178		8,087	3,091	– 8,087	1,035
Contributions des Indiens au programme de logement subventionné	19,959			19,959		
Comptes d'épargne des Indiens	76,879,131	38,693,320	5,864,137	109,708,314	32,829,183	23,526,981
	77,715,121	*156,183,040*	*123,144,555*	*110,753,606*	*33,038,485*	*23,347,264*
Revenu national—						
Douanes et Accise—						
Dépôts en garantie	5,594,514	3,745,980	2,296,499	7,043,995	1,449,481	– 12,523
Moins: titres détenus en fiducie	5,378,500	2,239,600	3,707,000	6,845,900	1,467,400	33,600
	216,014	*5,985,580*	*6,003,499*	*198,095*	*– 17,919*	*– 46,123*
Dépôts temporaires reçus des importateurs	3,373,558		634,805	2,738,753	– 634,805	953,152
Moins: dépôts aux comptes de banque spéciaux	3,373,558	634,805		2,738,753	– 634,805	953,152
		634,805	*634,805*			
	216,014	*6,620,385*	*6,638,304*	*198,095*	*– 17,919*	*– 46,123*
Conseil privé—						
Directeur général des élections—Cautionnements des candidats aux élections	157,400		157,400		– 157,400	152,200
Travaux publics—						
Compte de capital Harbourfront	3,841,370	2,994,004	239,617	6,595,757	2,754,387	3,841,370
Expansion industrielle régionale—						
Corporation de développement du Canada		123,040,144		123,040,144	123,040,144	
Foires, expositions et colloques	29,939	148,381	118,482	59,838	29,899	– 54,783
	29,939	*123,188,525*	*118,482*	*123,099,982*	*123,070,043*	*– 54,783*
Approvisionnements et Services—						
Dépôts de garantie d'entrepreneurs (départements et organismes)—						
Obligations	9,035,900	19,790,140	19,565,740	9,260,300	224,400	5,160,144
Moins: titres détenus en fiducie	9,035,900	271,135	495,535	9,260,300	224,400	5,160,144
		20,061,275	*20,061,275*			
Espèces	19,694,270	71,557,990	72,608,764	18,643,496	– 1,050,774	4,470,221
Chèques visés	1,036,530	11,705,543	5,711,901	7,030,172	5,993,642	– 1,145,918
Moins: titres détenus en fiducie	1,011,481	1,797,125	7,719,622	6,933,978	5,922,497	– 312,227
	25,049	*13,502,668*	*13,431,523*	*96,194*	*71,145*	*– 833,691*
Compte de la Monnaie royale canadienne	21,778,501	2,973,119,602	2,979,786,786	15,111,317	– 6,667,184	4,148,579
SNC Defence Products Inc		4,711,247		4,711,247	4,711,247	
	41,497,820	*3,082,952,782*	*3,085,888,348*	*38,562,254*	*– 2,935,566*	*7,785,109*
Versements (retenues sur la paie) effectués par les employés pour l'achat d'obligations d'épargne du Canada—						
Défense nationale	16,326,422	45,985,987	42,088,794	20,223,615	3,897,193	1,949,474
Solliciteur général—Gendarmerie royale du Canada	7,720,523	16,915,441	24,643,364	– 7,400	– 7,727,923	771,643
Approvisionnements et Services	58,303,903	409,354,790	398,454,143	69,204,550	10,900,647	4,247,729
	82,350,848	*472,256,218*	*465,186,301*	*89,420,765*	*7,069,917*	*6,968,846*
Compte sans opérations courantes						6,000
Total des comptes de dépôt	558,611,260	14,615,450,294	14,254,122,390	919,939,164	361,327,904	43,179,755
Comptes de fiducie—						
Communications—						
Musées nationaux du Canada—						
Compte de fiducie	416,806	590,829	424,056	583,579	166,773	25,464
Moins: titres détenus en fiducie	2,000			2,000		
	414,806	*590,829*	*424,056*	*581,579*	*166,773*	*25,464*

TABLEAU 9.11

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Suite*

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Bibliothèque nationale—Compte spécial de fonctionnement	28,718	15,540	16,728	27,530	− 1,188	− 23,748
Archives publiques—Compte de fiducie de Mackenzie King	278,881	24,503	25,758	277,626	− 1,255	579
	722,405	*630,872*	*466,542*	*886,735*	*164,330*	*2,295*
Consommation et Corporations—						
Actions en fiducie—Loi sur la faillite	31,266			31,266		− 490
Moins: titres détenus en fiducie	31,266			31,266		− 490
Produits des actions en fiducie—Loi sur la faillite	57,888	4,802		62,690	4,802	5,025
Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—						
Loi sur la faillite	3,106,729	1,165,510	590,882	3,681,357	574,628	41,684
Loi sur les corporations commerciales canadiennes	87,097	9,365		96,462	9,365	5,602
Loi sur les liquidations	140,297	37,023	416	176,904	36,607	− 325
	3,392,011	*1,216,700*	*591,298*	*4,017,413*	*625,402*	*51,986*
Environnement—						
Commission des champs de bataille nationaux—						
Fonds de fiducie	109,659			109,659		109,659
Affaires extérieures—						
Compte de la Fondation du Canada	256,688	99,566	55,968	300,286	43,598	− 48,632
Moins: titres détenus en fiducie	48,220	457,782	455,623	46,061	− 2,159	− 216,388
dépôts dans un compte de banque spécial	208,468	511,591	557,348	254,225	45,757	167,756
		1,068,939	*1,068,939*			
Agence canadienne de développement international—						
Organismes internationaux—Compte de frais de voyage	35,119	88,398	103,644	19,873	− 15,246	6,699
	35,119	*1,157,337*	*1,172,583*	*19,873*	*− 15,246*	*6,699*
Finances—						
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec	2,677,771			2,677,771		
Compte d'administration du Séquestre	1,303,138		1,303,138		− 1,303,138	
Fonds de réclamations à l'étranger	1,737,648	215,222	1,074,358	878,512	− 859,136	94,914
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax	1,126,174	89,288	163,668	1,051,794	− 74,380	− 57,477
Moins: titres détenus en fiducie	190,000			190,000		
	936,174	*89,288*	*163,668*	*861,794*	*− 74,380*	*− 57,477*
Fonds de réclamations de guerre—Deuxième Guerre mondiale	9,940,705	963,428		10,904,133	963,428	851,507
	16,595,436	*1,267,938*	*2,541,164*	*15,322,210*	*− 1,273,226*	*888,944*
Pêches et Océans—						
Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie	11,359	229,761	187,458	53,662	42,303	− 132,044
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes	73,224	4,986		78,210	4,986	− 44,964
Moins: dépôts aux comptes de banques spéciaux	73,224		4,471	77,695	4,471	− 44,964
		4,986	*4,471*	*515*	*515*	
Fonds des bandes indiennes—						
Comptes de capital, tableau 9.12	660,700,868	338,232,248	221,187,284	777,745,832	117,044,964	151,000,555
Comptes de recettes, tableau 9.13	120,823,382	99,348,165	130,924,238	89,247,309	− 31,576,073	43,052,950
	781,524,250	*437,580,413*	*352,111,522*	*866,993,141*	*85,468,891*	*194,053,505*
Fonds des bandes indiennes—Actions et certificats	20,000			20,000		
Moins: titres détenus en fiducie	20,000			20,000		
Fonds de compensation des Indiens	112,600	13,237	564	125,273	12,673	15,039
Comptes de succession des Indiens	13,883,958	5,891,459	3,924,772	15,850,645	1,966,687	2,759,045
Moins: titres détenus en fiducie	5,163	50		5,113	− 50	113
	13,878,795	*5,891,509*	*3,924,772*	*15,845,532*	*1,966,737*	*2,758,932*
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	22,507,376	14,024,446	25,785,690	10,746,132	− 11,761,244	− 783,974
Comptes spéciaux des Indiens	588,561	343,419	269,413	662,567	74,006	246,136
Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario		4,379,549		4,379,549	4,379,549	
	818,611,582	*462,237,559*	*382,096,432*	*898,752,709*	*80,141,127*	*196,289,638*
Justice—						
Compte spécial de la Cour fédérale	8,799,789	3,950,713	6,862,282	5,888,220	− 2,911,569	4,897,466

TABLEAU 9.11

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Fin*

	1[er] avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Travail—						
Compte d'attente, justes salaires	70,495	212,329	241,411	41,413	- 29,082	24,234
Compte d'attente, Normes du travail	79,087	65,725	38,284	106,528	27,441	- 187,387
	149,582	*278,054*	*279,695*	*147,941*	*- 1,641*	*- 163,153*
Défense nationale—						
Successions—Services militaires	364,839	3,234,118	3,204,245	394,712	29,873	178,184
Fonds de fiducie naval Herbert Lott	946		159	787	- 159	- 26
	365,785	*3,234,118*	*3,204,404*	*395,499*	*29,714*	*178,158*
Santé nationale et Bien-être social—						
Société canadienne des paris sportifs—						
Autres dettes en souffrance		5,012,553	4,744,891	267,662	267,662	
Lots gagnants non réclamés		6,000	6,000			
Hôpital général d'Inuvik	2,773			2,773		
Hôpital de la zone de Sioux Lookout	3,758			3,758		1,376
Conseil des recherches médicales—						
Recherches en dyskinésie et en torticolis	79,079	6,933	3,686	82,326	3,247	- 524
Bourses d'étude Farquharson		20,000		20,000	20,000	
	85,610	*5,045,486*	*4,754,577*	*376,519*	*290,909*	*852*
Sciences et Technologie—						
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Fonds de fiducie pour dons	21,050	10,000		31,050	10,000	20,000
Fonds de fiducie	97,006	491,166	479,411	108,761	11,755	- 121,029
	118,056	*501,166*	*479,411*	*139,811*	*21,755*	*- 101,029*
Solliciteur général—						
Service correctionnel—						
Fonds de fiducie des détenus	5,348,840	14,908,440	14,992,464	5,264,816	- 84,024	228,710
Gendarmerie royale du Canada—						
Fonds de prestations	1,798,024	178,765	41,607	1,935,182	137,158	156,284
	7,146,864	*15,087,205*	*15,034,071*	*7,199,998*	*53,134*	*384,994*
Approvisionnements et Services—						
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions non réclamées	5,882,175		1,325,024	4,557,151	- 1,325,024	- 80,734
Transports—						
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd	95,000			95,000		
Fonds non réclamés dus à des marins canadiens	3,373			3,373		
	98,373			*98,373*		
Conseil du Trésor—						
Compte de la loterie nationale	16,704,130		16,704,130		- 16,704,130	16,586,879
Affaires des anciens combattants—						
Comptes de fiducie gérés	43,609,460	12,068,080	14,018,969	41,658,571	- 1,950,889	2,572,400
Moins: titres détenus en fiducie	40,000	10,000		30,000	- 10,000	
	43,569,460	*12,078,080*	*14,018,969*	*41,628,571*	*- 1,940,889*	*2,572,400*
Fonds de bienfaisance de l'armée	1,131,809	507,079	578,570	1,060,318	- 71,491	- 149,442
Fonds d'entraide du personnel des Forces canadiennes	4,169	367		4,536	367	- 64,256
Fonds de successions	793,773	1,394,446	576,321	1,611,898	818,125	54,375
Hôpital Ste-Anne	1,111,365	1,090,325	777,328	1,424,362	312,997	450,263
Loi d'établissement de soldats et Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—						
Compte de fiducie, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Généralités	627,981	5,736,653	5,582,441	782,193	154,212	- 85,156
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	720,714	1,448,662	1,279,393	889,983	169,269	67,175
Moins: titres détenus en fiducie	302,110	80,323	120,852	342,639	40,529	29,466
	418,604	*1,528,985*	*1,400,245*	*547,344*	*128,740*	*37,709*
Comptes de fiducie, soins des anciens combattants	9,572,357	11,302,490	9,926,251	10,948,596	1,376,239	321,120
Moins: titres détenus en fiducie	5,105	1,505		3,600	- 1,505	- 35
	9,567,252	*11,303,995*	*9,926,251*	*10,944,996*	*1,377,744*	*321,155*
	57,224,413	*33,639,930*	*32,860,125*	*58,004,218*	*779,805*	*3,137,048*
Compte sans opérations courantes						- 72,950
Total des comptes de fiducie	936,052,348	528,476,839	468,559,196	995,969,991	59,917,643	221,984,708
Total des comptes de dépôt et de fiducie	1,494,663,608	15,143,927,133	14,722,681,586	1,915,909,155	421,245,547	265,164,463

Compte de la Commission canadienne du lait

La Commission canadienne du lait est une société de la Couronne énumérée à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé aux fins bancaires. Ce compte a été établi afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Commission.

Compte de la Société canadienne des postes

La Société canadienne des postes est une société de la Couronne énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé aux fins bancaires. Ce compte a été établi afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Société.

Dépôts de garantie—Loi sur la faillite

Ce compte représente le passif pour les titres détenus en fiducie pour le compte des fiduciaires autorisés en vertu de la Loi sur la faillite. Sont portés au crédit du compte les titres déposés par les fiduciaires, et les titres retournés à ceux-ci y sont imputés.

Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte enregistre les sommes perçues et détenues en attendant leur affectation, soit par remboursement au premier déposant, soit par confiscation au profit de la Couronne.

Dépôts en garantie—Pétrole et gaz

À ce compte sont inscrits les dépôts en espèces reçus à titre de cautionnements pour les droits d'exploitation pétrolière, gazière et minière. Aucun intérêt n'est accordé sur les dépôts en espèces.

Sont également inscrits à ce compte les titres déposés comme cautionnements pour les droits d'exploitation pétrolière, gazière et minière.

Dépôts en garantie—Environnement

Ce compte comptabilise les sommes déposées, dans le but d'en assurer leur conformité avec les modalités des contrats.

Foires et délégations

À ce compte sont enregistrés les dépôts qui peuvent être remboursés, en partie ou en entier, conformément à des accords contractuels touchant la participation des entreprises du secteur canadien aux foires de commerce international.

Corporation de développement des investissements du Canada

Ce compte a été établi conformément à l'article 136(1) de la Loi sur l'administration financière. Ces fonds à fins particulières sont destinés à régler les demandes de paiement faites par The Boeing Company conformément au contrat d'acquisition et aux frais encourus par la Corporation de développement des investissements du Canada relativement à la vente des actions de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.

Fonds excédentaires des sociétés de la Couronne

Les sociétés de la Couronne sont autorisées à déposer au Fonds du revenu consolidé, moyennant l'approbation du ministre approprié et du ministre des Finances, la partie de leur encaisse qui est provisoirement en sus de leurs besoins immédiats. Ces dépôts doivent porter intérêt aux taux fixés selon le décret CP 1967-914 du 11 mai 1967.

Dépôts en garantie—Pêches et Océans

Ce compte a été établi afin d'inscrire les sommes déposées, afin d'en assurer leur conformité avec les modalités de la Loi sur la protection des pêcheries côtières.

Dépôts en garantie—Affaires indiennes et Nord canadien

Ce compte fait état des dépôts en espèces et des titres déposés comme garantie en vertu de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux de l'Arctique, et de garanties reliées aux droits et permis concernant l'exploitation pétrolière, minière et forestière. Aucun intérêt n'est accordé sur les dépôts en espèces.

Dépôts en garantie—Ressources des réserves

Ce compte fait état des dépôts en garantie en espèces et en cautionnements afférents aux permis et adjudications de mise en valeur des ressources dans les réserves indiennes, conformément aux dispositions de la Loi sur les Indiens. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts en garantie—Troupeaux prêtés aux Indiens

À ce compte sont inscrits les dépôts en garantie remis par les Indiens qui ont signé des ententes en vertu du programme de prêts de troupeaux. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Contributions des Indiens au programme de logement subventionné

À ce compte sont inscrits les montants déposés par les Indiens afin d'en assurer leur conformité avec les modalités du programme de logement subventionné.

Comptes d'épargne des Indiens

Des comptes d'épargne sont tenus pour des particuliers indiens. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts en garantie—Douanes et Accise

Des espèces et des titres sont perçus en garantie du paiement de droits de douane et de taxes d'accise sur les biens importés, et de taxes de vente et d'accise à payer par les détenteurs de licence.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits se composaient d'obligations de $3,707,000 et, des espèces de $38,980. Les paiements et autres débits se composaient d'obligations de $2,239,600 et, des espèces de $56,899.

Dépôts temporaires reçus des importateurs

Ce compte comptabilise les dépôts de garantie provisoires reçus des importateurs, afin d'assurer une conformité avec divers règlements départementaux (Douanes et Accise) en ce qui concerne l'entrée temporaire de marchandises au pays.

Cautionnements des candidats aux élections

Ce compte enregistre les cautionnements des candidats à des élections générales et partielles, moins les sommes remboursées aux candidats, ou virées aux recettes non fiscales, conformément aux dispositions de la Loi électorale du Canada. Au cours de l'exercice, la somme de $157,400 a été virée aux recettes non fiscales.

Compte de capital Harbourfront

Des fonds sont reçus de Harbourfront Corporation et détenus pour le compte de celle-ci à l'égard de deniers provenant de la location à bail capitalisée, de la vente ou revente de terrains ou de droits d'aménagement.

Corporation de développement du Canada

Ce compte comptabilise les deniers provenant de la vente à tempérament d'actions ordinaires de la Corporation de développement du Canada, conformément à la Loi sur la réorganisation de la Corporation de développement du Canada.

Foires, expositions et colloques

À ce compte sont inscrits les deniers déposés par les compagnies pour couvrir les diverses dépenses encourues aux foires, expositions et colloques. Les deniers sont déboursés pour le compte des déposants.

Dépôts de garantie d'entrepreneurs

À ce compte sont inscrits les dépôts de garantie d'entrepreneurs qui sont nécessaires pour assurer l'exécution satisfaisante des travaux.

Compte de la Monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne est une société de la Couronne énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé aux fins bancaires. Ce compte a été établi afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Monnaie.

SNC Defence Products Inc

Ce compte inscrit un dépôt perçu en conformité de l'accord intervenu entre le gouvernement et SNC Defence Products Inc pour l'achat de Les Arsenaux canadiens Limitée. La transaction concernant la vente a été achevée le 9 mai 1986.

Versements (retenues sur la paie) effectués par les employés pour l'achat d'obligations d'épargne du Canada

Ces comptes ont été établis pour enregistrer les achats, par versements, d'obligations d'épargne du Canada, effectués par les fonctionnaires du gouvernement du Canada, certains organismes gouvernementaux, les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, au moyen de retenues sur la paie et sur les indemnités, selon le cas. Le solde débiteur du compte pertinent à la Gendarmerie royale du Canada provient d'une accumulation de paiements en trop envers les employés qui ont renoncé à leurs demandes, au cours de l'exercice, pour l'achat d'obligations d'épargne du Canada.

Compte de fiducie—Musées nationaux du Canada

On crédite à ce compte les deniers encaissés par la Société à titre de donation, legs ou autrement, l'intérêt sur les titres ou sur la location ou la vente de biens immeubles acquis par la Société en guise de donation, legs ou autrement, et un montant représentant l'intérêt sur le solde créditeur périodique du compte. Doivent être portés au débit du compte les montants que les membres du conseil autorisent à dépenser aux fins pour lesquelles ces deniers ou biens ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition de la Société. Dans ce compte, les titres de $2,000 proviennent d'obligations d'épargne du Canada léguées par feu J Dazell McKee et feu Hugh de T Glazebrook. Un montant d'intérêt de $75 sur ces titres a été crédité au compte au cours de l'exercice et imputé à l'intérêt de la dette publique.

Compte spécial de fonctionnement—Bibliothèque nationale

À ce compte sont inscrites les sommes reçues aux fins de la Bibliothèque nationale, à titre de dons, legs ou autrement. Les sommes requises aux fins de la Loi sur la Bibliothèque nationale peuvent être payées à même le compte ou sur les deniers affectés à cet effet par le Parlement.

Compte de fiducie de Mackenzie King

Feu le très honorable W L Mackenzie King a légué, au gouvernement du Canada, la Maison Laurier à Ottawa, et la somme de $225,000; une somme égale à celle-ci a été créditée au compte. Les intérêts calculés, suivant les dispositions de la Loi sur la Maison Laurier, sont crédités à ce compte à la fin de chaque exercice, et sont imputés à l'intérêt de la dette publique. Ils doivent être affectés à l'entretien de la Maison Laurier, qui doit être conservée comme lieu d'intérêt historique, de même que pour des fins de facilités d'étude et de recherches. Les dépenses sont effectuées par l'archiviste fédéral, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil.

Au cours de l'exercice, des intérêts de $24,503 ont été crédités à ce compte. Conformément à la Loi, l'archiviste fédéral est autorisé à dépenser, annuellement, une somme ne dépassant pas 70% du revenu d'intérêt au cours de l'exercice précédent pour l'entretien et la conservation des immeubles de la Maison Laurier, ainsi qu'une somme annuelle ne dépassant pas 30% du revenu d'intérêt pour conserver la Maison Laurier comme musée et centre d'étude, de même que pour faire divers achats. Le solde non dépensé du revenu d'intérêt doit être crédité à la fin de l'exercice aux recettes non fiscales.

Actions en fiducie—Loi sur la faillite

À ce compte sont inscrits les certificats d'actions que détenaient originairement un courtier en faillite pour le compte des clients qui sont introuvables.

Produits des actions en fiducie—Loi sur la faillite

À ce compte sont inscrits les dividendes payés sur les actions détenues originairement par un courtier en faillite et par la suite vendues aux clients. Puisque les actions n'étaient pas immatriculées au nom des clients, les dividendes doivent être versés au dernier propriétaire immatriculé, dans ce cas, le courtier en faillite. Les dividendes sont ensuite remis au Surintendant des faillites pour la garde en dépôt.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur la faillite

Ce compte est constitué des sommes qui sont créditées au Receveur général, conformément aux dispositions de l'article 125 de la Loi sur la faillite, en attendant la répartition aux créanciers.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les corporations commerciales canadiennes

Ce compte fait état des dettes envers les créanciers et les actionnaires qui sont introuvables. Ce compte est imputé lorsque les fonds sont versés à ceux-ci.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les liquidations

Ce compte comptabilise les sommes créditées au Receveur général, en attendant la répartition, conformément aux dispositions de la loi pertinente.

Fonds de fiducie—Commission des champs de bataille nationaux

Ce compte a été établi lors de la création de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'acquisition de différentes propriétés pour la formation du parc. L'argent provient de contributions d'individus, de corporations municipales, de gouvernements provinciaux et d'autres, versées pour les objets de la Commission, tel que prévu dans sa loi constitutive. À la suite des acquisitions de terrains de la Commission, il est demeuré un montant d'argent qui a augmenté avec les années, puisqu'il portait intérêt alors que la Commission était énumérée à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, soit avant le 1[er] septembre 1984.

Compte de la Fondation du Canada

À ce compte sont inscrites les sommes reçues relativement à l'Entente de 1950 sur les secours aux civils, et à l'Entente culturelle de 1954, entre le Canada et l'Italie, et les sorties de caisse aux fins de ces ententes.

Le compte est tenu en lires d'Italie à la Banco di Roma (Italie), et toutes les opérations effectuées en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice (1985-86, 1 lire/$0.000875 can; 1984-85, 1 lire/$0.0006968 can).

Au cours de l'exercice, le revenu provenant de l'exploitation du compte s'est élevé à 38,766,257 lires—$33,920 can, et les déboursés concernant les activités culturelles et les dépenses administratives étaient de 63,693,700 lires—$55,968 can. Le rajustement de la valeur comptable reportée de l'exercice précédent a produit des augmentations de réévaluation au montant de $12,332 pour les titres détenus en fiducie, et de $53,314 pour les espèces en dépôt. Le solde de fermeture comporte des titres au coût et des espèces en dépôt.

Organismes internationaux—Compte de frais de voyage

À ce compte sont inscrits les fonds rendus disponibles par les organismes internationaux, afin de défrayer le coût du transport de professeurs et d'élèves qui voyagent au Canada, sous les auspices de ces organismes.

Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec

Les fonds représentent le produit de la vente de terres, employé dans le soutien et l'entretien des écoles publiques dans le Haut et le Bas Canada, maintenant l'Ontario et le Québec. Les intérêts de $133,888, répartis d'après la population, sont versés semestriellement aux provinces précitées, au taux de 5% par année, et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'administration du Séquestre

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les éléments d'actif qui ont été virés du Séquestre des biens ennemis. Ces deniers avaient pour objet spécial le règlement des réclamations contre le Séquestre, ou des dépenses de celui-ci.

Au cours de l'exercice, le compte a été fermé en vertu de l'autorisation de l'article 5(1)c) de la Loi sur l'administration financière de concert avec la Loi sur le Commerce avec l'ennemi (Pouvoirs transitoires).

Fonds de réclamations à l'étranger

Ce compte comptabilise: *a*) toute partie des deniers reçus du Séquestre des biens ennemis, le produit de la vente de biens et les bénéfices provenant des biens, et, *b*) toutes les sommes reçues des gouvernements d'autres pays à la suite d'ententes intervenues après le 1[er] avril 1966 relativement au règlement de réclamations présentées par le Canada, et enregistre également le paiement des réclamations soumises, y compris le paiement des dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

L'intérêt, à un taux égal à 90% de la moyenne arithmétique simple des taux de soumission hebdomadaires acceptés pour un bon du Trésor de trois mois relativement au mois qui précède immédiatement le mois en fonction duquel on peut allouer un intérêt, est crédité au compte et imputé à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax

Ce compte a été établi en vue d'assurer la continuité des pensions, octrois et allocations lors de la dissolution de la Commission de secours d'Halifax.

Fonds de réclamations de guerre—Deuxième Guerre mondiale

À ce compte sont inscrites les sommes reçues du Séquestre des biens ennemis ou d'autres sources, et les paiements: *a*) aux réclamants admissibles pour indemnités au titre de la Seconde Guerre mondiale; *b*) d'une indemnité supplémentaire correspondant à la moitié de l'indemnité première (le décret CP 1958-1467 du 23 octobre 1958); et, *c*) des dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

On a établi une Commission des réclamations de guerre chargée de faire enquête et rapport sur les réclamations des canadiens, au titre de la Seconde Guerre mondiale, pour lesquelles ils pourraient être dédommagés par imputation sur ce fonds ou sur tout autre fonds constitué à cette fin. Les dépenses de la Commission sont imputables sur ce compte. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les sommes reçues de la Commission des pêches des Grands Lacs pour les travaux de répression et de recherche reliés à la lamproie dans les Grands Lacs, travaux qui sont exécutés à forfait pour le compte de la Commission.

Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes

Ce compte fait état des sommes détenues pour les Indiens dans les banques autorisées à travers le Canada. Ces sommes comprennent entre autres les successions, les dépôts et les paiements effectués sur les baux détenus pour des particuliers indiens, et celles à répartir entre des particuliers indiens et des bandes indiennes.

Fonds des bandes indiennes

Les fonds des bandes indiennes représentent les deniers appartenant aux bandes indiennes à travers le Canada. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 9.12

FONDS DES BANDES INDIENNES—COMPTES DE CAPITAL

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde d'ouverture	660,700,868	509,697,024
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Redevances sur le pétrole	230,017,633	246,091,764
Redevances sur le gaz	86,333,919	94,748,905
Accord de la Colombie-Britannique	985,815	1,539,059
Règlements de réclamations—Terrains et autres	13,019,149	1,113,517
Divers	7,875,732	9,575,515
	338,232,248	353,068,760
	998,933,116	862,765,784
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Déboursés en espèces à raison de tant par personne	88,540,925	70,312,042
Virements en conformité de l'article 64 de la Loi sur les Indiens	130,888,694	129,215,981
Divers	1,757,665	2,536,893
	221,187,284	202,064,916
Solde de fermeture	777,745,832	660,700,868

TABLEAU 9.13

FONDS DES BANDES INDIENNES—COMPTES DE RECETTES

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde d'ouverture	120,823,382	77,773,720
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Intérêt du gouvernement	84,127,851	84,088,684
Règlements de réclamations—Terrains et autres	993,586	12,575,346
Divers	14,226,728	12,149,848
	99,348,165	108,813,878
	220,171,547	186,587,598
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Déboursés en espèces à raison de tant par personne	20,828,161	9,701,100
Virements en conformité de l'article 69 de la Loi sur les Indiens	102,550,816	54,444,812
Divers	7,545,261	1,618,304
	130,924,238	65,764,216
Solde de fermeture	89,247,309	120,823,382

Fonds des bandes indiennes—Actions et certificats

Ce compte enregistre la valeur à l'origine des actions de Transalta Utilities Ltd, en compensation d'une ligne d'énergie ayant servitude de passage sur la réserve des Indiens Blood.

Fonds de compensation des Indiens

Les deniers reçus, en rapport avec la vente de terres appartenant aux Indiens et en compensation d'une servitude lorsque le droit de propriété n'est pas définitif ou que l'arpentage n'est pas complété, sont inscrits au compte jusqu'à ce que toute la documentation ait été réunie.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes de succession des Indiens

Des comptes ont été établis afin de comptabiliser les biens des Indiens décédés, des enfants indiens ayant des tuteurs, ou des Indiens atteints d'incapacité mentale. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens

Sont inscrits à ce compte les deniers détenus pour le compte de particuliers et de bandes, perçus à partir de locations et de baux de terres indiennes, comme la location de terres agricoles, les servitudes, les baux et les permis d'exploitation pétrolière et gazière, etc, jusqu'à ce que la documentation voulue soit reçue.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes spéciaux des Indiens

Les comptes spéciaux des Indiens représentent des comptes non productifs d'intérêt tenus à des fins particulières, et comprennent les postes suivants:

a) *Héritiers absents ou disparus*—Les avoirs d'une succession, auxquels un héritier disparu peut prétendre, sont gardés dans un compte pendant une période de sept ans, après quoi, si les héritiers ne sont pas retracés, ces avoirs sont partagés entre les autres personnes selon leurs droits respectifs.

b) *Réserves de fourrures de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les deniers reçus suite à la vente des pelleteries piégées dans les réserves du district de l'Abitibi, au Québec, afin de reporter les frais des salaires des marqueurs, le fret, etc.

c) *Pêches de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les frais d'exploitation du projet de pêche à l'esturgeon de l'Abitibi.

d) *Habitations hors réserve des Indiens*—Ce compte enregistre les contributions personnelles détenues en fiducie en attendant que celles-ci soient remises au vendeur, bâtisseur ou représentant légal.

Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario

Ce compte comptabilise la part de l'Ontario des rentrées provenant de l'activité minérale sur les réserves indiennes, conformément aux modalités de l'Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario. Ces fonds seront versés aux bandes indiennes aussitôt qu'une nouvelle législation fédérale et provinciale sera adoptée promulguant un nouvel Accord de 1986 sur les terres indiennes pour l'Ontario.

Compte spécial de la Cour fédérale

À ce compte sont inscrits les deniers versés à la Cour fédérale du Canada, suite à une ordonnance de la Cour, aux règles de la Cour ou aux décrets, à être détenus en fiducie en attendant que soit effectué le paiement de ces deniers, conformément à un arrêt de la Cour.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'attente, justes salaires

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de la Loi sur les justes salaires et les heures de travail, et des règlements y afférents. Lorsqu'une enquête portant sur des travaux à forfait entrepris par le gouvernement justifie l'octroi de salaires, on crédite à ce compte la somme versée par l'entrepreneur, laquelle est ensuite répartie aux employés.

Ce compte inscrit également les sommes versées par les départements et organismes, représentant les salaires reliés à des contrats, et retenues sur le versement final aux entrepreneurs.

Compte d'attente, Normes du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de la partie III du Code canadien du travail, article 65, et du Règlement 23 des Normes du travail du Canada.

Ce compte comptabilise:

a) les fonds perçus des employeurs suite à des évaluations faites par les inspecteurs concernant les rétributions insuffisantes de salaires minimums, d'heures supplémentaires, d'indemnités de vacances, d'indemnités de congé, d'indemnités de cessation d'emploi, de départ ou de décès. Les cotisations sont payables directement à l'employé ou au ministre du Travail qui doit ensuite remettre les fonds à l'employé;

b) les paiements reçus des employeurs qui doivent des arriérés de salaires à leurs employés. Ces montants sont remis aux employés; et,

c) les rétributions perçues par le ministre du Travail de la part des employeurs qui ne peuvent retrouver des employés. On doit alors tenter de retrouver ces employés.

Successions—Services militaires

Sont crédités à ce compte les biens de successions des membres des Forces canadiennes décédés. Les avoirs nets des successions sont distribués aux héritiers légaux par les soins du juge-avocat général, à titre de directeur des successions.

Fonds de fiducie naval Herbert Lott

Les sommes créditées à ce compte représentent la partie du fonds de fiducie naval Herbert Lott revenant à la Marine du Canada, lequel est administré par l'Amirauté britannique. Ces fonds sont distribués aux unités des forces actives ou de réserve qui font preuve de valeur exceptionnelle aux manœuvres de combat, ou qui contribuent, à un degré éclatant, à l'amélioration des engins de combat des forces maritimes ou navales.

Société canadienne des paris sportifs—Autres dettes en souffrance

Ce compte comptabilise les sommes reçues lors de la dissolution de la Société canadienne des paris sportifs pour permettre le règlement de toute dette de la Société.

Société canadienne des paris sportifs—Lots gagnants non réclamés

Ce compte comptabilisait les sommes reçues lors de la dissolution de la Société canadienne des paris sportifs pour permettre de faire des paiements aux gagnants des paris sportifs qui ont remis leurs billets entre le 20 juin 1985 et le 30 septembre 1985. Le solde du compte au 1er octobre 1985 a été viré au compte intitulé Société canadienne des paris sportifs—Autres dettes en souffrance.

Hôpital général d'Inuvik

Ce compte a été établi pour enregistrer les opérations reliées à un don fait par le club Lions pour l'achat d'articles pour la Salle 300 à l'Hôpital général d'Inuvik.

Hôpital de la zone de Sioux Lookout

Ce compte a été établi pour enregistrer les opérations effectuées à l'endroit d'un don fait par la Fondation de l'Hôpital pour enfants malades, afin de financer un programme récréatif dans le domaine de la pédiatrie et un service de volontaires à l'Hôpital de la zone de Sioux Lookout.

Recherches en dyskinésie et en torticolis

À ce compte est inscrit un legs de $75,000 fait par un donateur anonyme, pour l'établissement d'un fonds de recherches dans les domaines de la dyskinésie et du torticolis.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Bourses d'étude Farquharson

Ce fonds a été établi afin d'enregistrer un prix décerné par la Fondation de recherches de l'Hôpital général de St-Boniface. Le fonds accorde des bourses de recherches à des étudiants en médecine et à des diplômés d'études secondaires.

Fonds de fiducie pour dons

Ce compte enregistre les deniers, titres ou autres biens reçus en guise de donation, legs ou autrement, tel qu'approuvé par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Les paiements et la disposition de ces deniers, titres ou autres biens, sont portés au débit du compte, sous réserve des modalités auxquelles ces deniers ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition du Conseil et, sous réserve de l'approbation du Conseil.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Ce compte est tenu afin d'enregistrer les fonds fournis par d'autres gouvernements et organismes, pour combler les dépenses faites en leur faveur, et afin d'indiquer la dette envers d'autres organismes.

Fonds de fiducie des détenus

À ce compte sont crédités les fonds remis par les détenus au moment de l'emprisonnement, les revenus nets des détenus provenant d'emplois à l'intérieur des établissements, les sommes reçues pour le compte des détenus pendant leur emprisonnement, les deniers perçus de la vente de produits artisanaux, l'argent gagné pour des travaux exécutés pendant leurs journées de libération conditionnelle, de même que les intérêts y afférents. Les paiements en vue d'aider à la réforme et à la réadaptation des détenus sont imputés à ce compte.

Fonds de prestations

Les sommes encaissées par les membres de la Gendarmerie royale du Canada, relativement à l'exécution de leurs fonc-

tions, en sus de leurs soldes et indemnités, sont déposées au fonds, et les prestations sont alors tirées sur ce fonds. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités à ce compte et imputés à l'intérêt de la dette publique. Outre le solde de ce fonds, soit $1,935,182, un montant de $74,537 est impayé et représente des prêts consentis aux membres, à même le fonds.

Entreprises Petro-Canada Inc—Actions non réclamées

Ce compte inscrit la dette envers les actionnaires qui n'ont pas présenté leurs actions en vue de paiement. Le solde de fermeture représente la valeur des 37,932 actions des Entreprises Petro-Canada Inc à $120.14 l'action.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

Un dépôt effectué par la Canadian National (West Indies) Steamships Ltd est inscrit à ce compte, représentant un virement de fonds qui doit être retenu en attendant que la Société soit liquidée.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État.

Fonds non réclamés dus à des marins canadiens

Les salaires impayés des membres d'équipage, ainsi que tout argent comptant en leur possession lors du décès, sont crédités à ce compte jusqu'à ce que les bénéficiaires en soient déterminés.

Compte de la loterie nationale

Ce compte comptabilisait les revenus nets de Loto Canada Inc.

Au cours de l'exercice, la Société a été légalement dissoute conformément à la Loi liquidant Sport Sélect et Loto Canada. Le crédit 21c du Conseil du Trésor, de la Loi de crédits nº 4 de 1985-86 a sanctionné les déboursés suivants:

a) $1 pour le rachat des actions de Loto Canada Inc;

b) $2,073,360 versée aux provinces, conformément à ce qui a été déterminé par la Société de loterie interprovinciale; et,

c) $13,684,174 versée à la Régie des installations olympiques pour aider à absorber le déficit des Jeux Olympiques de 1976.

Comptes de fiducie gérés

Ces comptes relèvent de la Commission canadienne des pensions et des Services aux anciens combattants. Les sommes en dépôt à ces comptes comprennent: *a*) les pensions administrées par la Commission canadienne des pensions; *b*) les allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils, et les paiements de fonds de secours administrés par le département des Affaires des anciens combattants; et, *c*) les prestations provenant de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti ou du Régime de pensions du Canada, administrées avec l'approbation du client. Ces personnes ont démontré l'incapacité de gérer leurs propres affaires.

Les paiements sont effectués à même les comptes, afin de fournir le vivre et le vêtement, un abri, des menues dépenses et d'autres nécessités.

Fonds de bienfaisance de l'armée

Ce compte est crédité de certains gains provenant de cantines et d'autres fonds et, semestriellement, avec des intérêts calculés au taux de 12.62% par année, du 29 juin 1985 au 28 juin 1990, sur le solde mensuel minimum porté au crédit du fonds.

Les paiements sont tirés du fonds au profit des anciens combattants ou de leurs personnes à charge, ou pour les veuves, enfants ou autres personnes à la charge des anciens combattants décédés.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds d'entraide du personnel des Forces canadiennes

Ce fonds a été établi pour fournir de l'aide financière, dans les cas nécessiteux ou conditionnels, aux membres au service des Forces armées du Canada ou aux anciens membres de celles-ci, qui se sont enrôlés le 1er février 1968 ou après, de même qu'à leurs personnes à charge.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de successions

Sont portés au crédit de ce compte les produits des successions des anciens combattants qui sont décédés alors qu'ils recevaient quelque traitement d'un hôpital ou des soins en établissement. Des comptes distincts sont gardés et des paiements sont effectués aux bénéficiaires.

Hôpital Ste-Anne

Ce compte enregistre les deniers gardés en dépôt au nom des patients de l'hôpital des anciens combattants à Ste-Anne de Bellevue, Québec. L'intérêt est porté au crédit du compte tous les trois mois, calculé mensuellement sur le solde minimum, selon les taux publiés par le ministre des Finances.

Compte de fiducie, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Généralités

Les rentrées et autres crédits portés à ce compte consistent principalement en premiers paiements ou en trop-payés versés par les acheteurs (anciens combattants et civils), ainsi que le prévoit la Loi, qui sont retenus en attendant l'approbation des ventes. Les autres éléments comprennent le produit des ventes revenant aux anciens combattants, et gardé en suspens dans l'attente d'un nouveau décaissement pour les besoins du premier ou du second établissement des personnes concernées, le produit d'assurances-incendie pour pertes subies, à verser pour la restauration des biens incendiés, et les sommes reçues d'acheteurs (anciens combattants et civils), à retenir en vue du paiement des impôts, d'assurances et d'autres dépenses connexes.

Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants

Les sommes portées à ce compte comprennent: *a*) les dons, legs, cadeaux, etc, qui ont été reçus, lesquels sont à débourser au profit des anciens combattants ou de leurs personnes à charge, sous réserve de certaines conditions et au profit des patients en établissements; et, *b*) les dons, legs, cadeaux, etc,

reçus par la Commission canadienne des pensions, à l'intention de pensionnés nécessiteux ou de leurs personnes à charge.

Comptes de fiducie, soins des anciens combattants

Conformément au Règlement sur le traitement des anciens combattants et au Règlement concernant le soin des anciens combattants, lorsque des clients reçoivent des soins en établissement pour adultes, le montant qui peut leur être imposé au titre des frais d'hébergement et de repas ne peut dépasser $240 par mois. Selon que le ministre des Affaires des Anciens combattants l'ordonne, l'ancien combattant doit céder ou verser l'ensemble ou une partie de ses revenus et ressources, lesquels seront administrés suivant la manière prescrite. Les sommes déposées dans chaque compte peuvent renfermer: *a*) des primes de démobilisation détenues pour le compte de malades mentaux, tuberculeux ou autres subissant des traitements prolongés; *b*) une pension payable par la Commission canadienne des pensions; *c*) des allocations de guerre pour les anciens combattants et les civils; et, *d*) des revenus provenant de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et des pensions de retraite. Les sommes servent à payer les frais d'hébergement et de repas, et à fournir des vêtements, des menues dépenses et d'autres nécessités.

Compte des accords de perception fiscale avec les provinces

Ce compte comptabilise la perception des impôts sur le revenu par le gouvernement du Canada pour le compte des provinces et territoires, en vertu des dispositions de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, de même que les versements connexes effectués à ceux-ci.

En vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, le gouvernement du Canada est autorisé à conclure avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, des accords selon lesquels le gouvernement du Canada percevra les impôts sur le revenu pour le compte de ceux-ci, et leur effectuera des versements relatifs à ces impôts.

Le gouvernement du Canada a conclu des accords avec les provinces et territoires (sauf Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des particuliers, et avec les provinces et territoires (sauf Alberta, Ontario et Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des sociétés, et, à verser à ceux-ci, par versements mensuels égaux, les revenus estimatifs à être produits par de tels impôts.

Au début de chaque exercice, le ministre des Finances fait une estimation des montants à être versés aux provinces et territoires qui ont conclu des accords, et ceci pour l'année d'imposition qui se termine au cours de ce même exercice. Ces estimations sont redressées à une date ultérieure pour montrer les montants réels. Les redressements doivent être faits au plus tard le 31 mars qui suit l'exercice dans lequel a pris fin l'année d'imposition.

Autres comptes à fins déterminées

Il existe d'autres comptes à fins déterminées gérés par le gouvernement, tels que les comptes d'assurance, de prestations de décès et de pension.

Le tableau 9.14 présente un sommaire des soldes et des opérations pour tous les autres comptes à fins déterminées.

TABLEAU 9.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette	
					1986	1985
	$	$	$	$	$	$
Comptes d'assurance et de prestations de décès—						
Agriculture—						
Fonds de secours de l'agriculture des Prairies	9,066,972		9,066,972		- 9,066,972	
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest[1]						
Fonds de réassurance-récolte[1]						
	9,066,972		*9,066,972*		*- 9,066,972*	
Énergie, Mines et Ressources—						
Commission de contrôle de l'énergie atomique—						
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire	528,342	1,500		529,842	1,500	1,660
Finances—						
Fonds d'indemnisation des acheteurs de titres	24,727			24,727		- 3,168
Assurances—						
Fonds d'assurance de la Fonction publique	15,793,183	334,290	720,611	15,406,862	- 386,321	- 369,809
Compte de la Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust		4,343,641	4,343,641			
	15,817,910	*4,677,931*	*5,064,252*	*15,431,589*	*- 386,321*	*- 372,977*
Pêches et Océans—						
Régime d'assurance des bateaux de pêche	4,478,433	10,053,510	8,063,957	6,467,986	1,989,553	- 1,354,496
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Fonds d'assurance des terres	733,186	56,258	35,016	754,428	21,242	70,880
Défense nationale—						
Compte de prestations de décès des forces régulières, tableau 9.15	58,736,076	15,816,852	8,499,150	66,053,778	7,317,702	6,018,059

TABLEAU 9.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Suite*

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette	
					1986	1985
	$	$	$	$	$	$
Santé nationale et Bien-être social—						
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie	28,387			28,387		- 15,300
Transports—						
Fonds de réclamations—Pollution des Maritimes	103,281,206	13,850,333	2,873,346	114,258,193	10,976,987	9,377,018
Conseil du Trésor—						
Compte de prestations de décès de la Fonction publique, tableau 9.16	261,173,828	87,483,712	33,195,512	315,462,028	54,288,200	48,256,261
Affaires des anciens combattants—						
Fonds d'assurance des soldats de retour au pays	1,449,629	44,018	257,653	1,235,994	- 213,635	- 225,001
Fonds d'assurance des anciens combattants	24,542,303	979,521	1,937,035	23,584,789	- 957,514	- 528,136
	25,991,932	*1,023,539*	*2,194,688*	*24,820,783*	*- 1,171,149*	*- 753,137*
Total des comptes d'assurance et de prestations de décès	479,836,272	132,963,635	68,992,893	543,807,014	63,970,742	61,227,968
Comptes de pension—						
Emploi et Immigration—						
Compte de pension pour les agents des rentes	47,801	10,712	17,511	41,002	- 6,799	- 6,924
Parlement—						
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement, tableau 9.17	22,350,690	6,107,887	4,279,570	24,179,007	1,828,317	1,762,474
Solliciteur général—						
Gendarmerie royale du Canada—Caisse de pension des personnes à charge	13,764,359	1,528,039	623,335	14,669,063	904,704	970,088
Conseil du Trésor—						
Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant	1,342,960	5,368,498	117,875	6,593,583	5,250,623	262,551
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle		2,476,684	7,423,284	4,946,600	4,946,600	
	1,342,960	*7,845,182*	*7,541,159*	*1,646,983*	*304,023*	*262,551*
Fonds de retraite	5,303			5,303		
	1,348,263	*7,845,182*	*7,541,159*	*1,652,286*	*304,023*	*262,551*
Total des comptes de pension	37,511,113	15,491,820	12,461,575	40,541,358	3,030,245	2,988,189
Autres comptes—						
Agriculture—						
Frais payés à l'avance—Importation du bétail étranger	192,734	238,199	154,499	276,434	83,700	8,011
Importation de bulbes de Hollande	912	4,500	4,867	545	- 367	790
Dépôts à l'égard de projets divers	99,137	5,661	101,985	2,813	- 96,324	99,137
	292,783	*248,360*	*261,351*	*279,792*	*- 12,991*	*107,938*
Consommation et Corporations—						
Compte de dépôt	149,214	692,318	699,061	142,471	- 6,743	16,613
Emploi et Immigration—						
Programme du Canada au travail		243,506	235,784	7,722	7,722	
Programme de stratégie de planification de l'emploi		3,070,926	1,275,077	1,795,849	1,795,849	
Programme de relance de l'aide à l'emploi	44,760	6,438	51,198		- 44,760	- 49,496
Emploi d'été—Programme d'expérience de travail		2,037,709	1,991,494	46,215	46,215	
Accord auxiliaire territorial de mise en valeur des ressources humaines		105,213	139,181	- 33,968	- 33,968	
Programme concernant les ateliers d'orientation au travail		12,000	10,803	1,197	1,197	
	44,760	*5,475,792*	*3,703,537*	*1,817,015*	*1,772,255*	*- 49,496*
Énergie, Mines et Ressources—						
Paiements d'encouragement de l'exploitation du marché—Alberta		192,790,403	164,550,832	28,239,571	28,239,571	
Dépôts à l'égard de projets divers	17,336	1,355,757	1,363,568	9,525	- 7,811	- 22,971
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole		297,718		297,718	297,718	
	17,336	*194,443,878*	*165,914,400*	*28,546,814*	*28,529,478*	*- 22,971*
Environnement—						
Dépôts à l'égard de projets divers	357,285	824,818	763,766	418,337	61,052	- 262,991
Affaires extérieures—						
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	677,494	1,786,364	1,568,385	895,473	217,979	- 920,155

TABLEAU 9.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Suite*

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Agence canadienne de développement international—						
Dépôts en garantie	34,600			34,600		- 105,618
Commission mixte internationale—						
Atelier de polluants In-Situ	1,041		1,041		- 1,041	1,041
	713,135	*1,786,364*	*1,569,426*	*930,073*	*216,938*	*- 1,024,732*
Finances—						
Bureau du vérificateur général—						
Programme sino-canadien de formation en gestion de vérification	26,235	4,000	30,235		- 26,235	26,235
Pêches et Océans—						
Dépôts à l'égard de projets divers	47,050	230,871	166,481	111,440	64,390	- 308,666
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Amendes—Loi sur les Indiens	658,719	108,466	341,669	425,516	- 233,203	- 312,805
Justice—						
Frais de la Cour fédérale	5,000			5,000		
Défense nationale—						
Gouvernements étrangers—						
Royaume-Uni—						
Armée britannique—Suffield (Alberta)	8,414,473	27,556,398	26,186,499	9,784,372	1,369,899	5,381,515
Autres activités	105,444	2,135,010	2,239,187	1,267	- 104,177	380,874
États-Unis d'Amérique	2,311,304	2,274,394	3,498,398	1,087,300	- 1,224,004	2,258,289
République fédérale d'Allemagne—						
Armée allemande—Shilo (Manitoba)	3,933,429	11,105,867	10,635,025	4,404,271	470,842	904,200
Autres activités	- 508,325	3,458,200	2,164,438	785,437	1,293,762	- 893,066
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)—						
Projets d'infrastructure	1,262,726	877,964	674,691	1,465,999	203,273	116,411
Autres projets	100,824			100,824		
Organismes non gouvernementaux	2,282,233	1,801,777	2,187,997	1,896,013	- 386,220	29,294
	17,902,108	*49,209,610*	*47,586,235*	*19,525,483*	*1,623,375*	*8,177,517*
Santé nationale et Bien-être social—						
Méthodologie informatisée de programmation d'espace		17,400	16,393	1,007	1,007	
«Y'a personne de parfait»—Projet à frais partagés		81,735	80,454	1,281	1,281	
Organisation mondiale de la santé	114,711	63,655	53,206	125,160	10,449	- 1,388
	114,711	*162,790*	*150,053*	*127,448*	*12,737*	*- 1,388*
Travaux publics—						
Projets à frais partagés	1,156,504	509,742	1,604,739	61,507	- 1,094,997	198,882
Sciences et Technologie—						
Conseil national de recherches—Fonds de fiducie	24,999	82,454	43,866	63,587	38,588	1,950
Fonds spécial	10,000,747	14,898,208	14,898,955	10,000,000	- 747	2,000,747
	10,025,746	*14,980,662*	*14,942,821*	*10,063,587*	*37,841*	*2,002,697*
Secrétariat d'État—						
Promotion des langues officielles	29,526	72,452	3,131	98,847	69,321	13,422
Conseil de recherches en sciences humaines—						
Fonds pour les boursiers de la Reine	311,814		41,829	269,985	- 41,829	- 17,376
Fonds de fiducie	25,000	14,225		39,225	14,225	25,000
	366,340	*86,677*	*44,960*	*408,057*	*41,717*	*21,046*
Approvisionnements et Services—						
Intérêts sur obligations—Compagnies d'assurance	3,937	34,950,193	36,809,409	- 1,855,279	- 1,859,216	3,937
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires	267,545,331	4,047,519,333	3,908,527,718	406,536,946	138,991,615	127,142,131
Moins: titres détenus en fiducie	267,545,331	3,908,527,718	4,047,519,333	406,536,946	138,991,615	127,142,131
		7,956,047,051	*7,956,047,051*			
Statistique Canada—						
Versements anticipés	754,374	16,812,064	16,607,291	959,147	204,773	132,553
	758,311	*8,007,809,308*	*8,009,463,751*	*- 896,132*	*- 1,654,443*	*136,490*
Taxe de vente provinciale—						
Communications—						
Bibliothèque nationale	2	4,610	4,387	225	223	- 1,113
Archives publiques	722	10,388	9,920	1,190	468	- 445
	724	*14,998*	*14,307*	*1,415*	*691*	*- 1,558*
Énergie, Mines et Ressources		94,827	87,698	7,129	7,129	
Solliciteur général—						
Service correctionnel	- 361,577		61,591	- 423,168	- 61,591	- 112,878
Gendarmerie royale du Canada	- 126	69,389	69,478	- 215	- 89	- 54
	- 361,703	*69,389*	*131,069*	*- 423,383*	*- 61,680*	*- 112,932*
	- 360,979	*179,214*	*233,074*	*- 414,839*	*- 53,860*	*- 114,490*

TABLEAU 9.14

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Fin*

	1[er] avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Taxe de vente fédérale—						
Solliciteur général—Service correctionnel	- 528,375		92,412	- 620,787	- 92,412	- 165,040
Comptes sans opérations courantes						- 899,121
Total des autres comptes	31,745,883	8,276,752,870	8,247,567,971	60,930,782	29,184,899	7,525,718
Total des autres comptes à fins déterminées	549,093,268	8,425,208,325	8,329,022,439	645,279,154	96,185,886	71,741,875

(1) Ce compte a été reclassifié comme budgétaire en 1985-86. Les opérations du compte sont maintenant déclarées à l'état des recettes et dépenses à titre de recettes et dépenses. Cette reclassification a été appliquée rétroactivement, avec un redressement du déficit et du déficit accumulé de l'exercice précédent, pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont présentés à la section 7 de ce volume ainsi que dans les notes afférentes aux états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Fonds de secours de l'agriculture des Prairies

La Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies prévoit un prélèvement de 1% lequel doit être effectué par tous les acheteurs de céréales agréés, la somme ainsi retenue devant être remise à la Commission canadienne des grains, pour dépôt à un compte spécial désigné le fonds de secours de l'agriculture des Prairies. Le prélèvement n'est pas effectué à l'égard des céréales cultivées par des agriculteurs qui participent à des régimes agréés d'assurance-récolte. L'encaissement du prélèvement a été discontinué à compter du mois d'août 1972.

Conformément à la Loi abrogeant la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies et modifiant en conséquence la Loi sur l'assurance-récolte, le fonds de secours de l'agriculture des Prairies a été radié des comptes du Canada et le solde en circulation a été viré aux recettes non fiscales.

Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire

Ce compte a été établi afin d'enregistrer des primes en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire, et pour pourvoir aux paiements de réclamations qui découlent d'accidents survenant dans une installation assurée.

Fonds d'indemnisation des acheteurs de titres

L'article 48 de la Loi sur l'administration financière prévoit pour ce compte auquel sont crédités la somme de $25,000, toutes sommes additionnelles affectées par le Parlement aux fins dudit article, et tout recouvrement de pertes tel que stipulé à l'article 49 de la Loi.

L'article 49 autorise le ministre, en conformité et sous réserve des règlements, à débourser à même le compte toutes pertes subies par les souscripteurs à des titres du gouvernement, qui ont acquitté la totalité ou une partie du prix d'achat mais qui n'ont pas reçu le titre ni le remboursement du montant versé, de même que les pertes subies par toute personne à l'occasion du rachat de titres.

Fonds d'assurance de la Fonction publique

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance du service civil, afin de fournir une couverture sous forme d'assurance-vie aux fonctionnaires qui ont souscrit à des polices d'assurance avant 1955-56. L'achat de polices a été discontinué en 1954-55, conformément à l'article 51(2) de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits se composaient de primes de $22,099; et, d'un montant de $312,191 (imputé aux dépenses budgétaires) représentant un redressement destiné à régulariser le solde du fonds en rapport avec l'évaluation actuarielle établie au 31 mars 1985. Les paiements et autres débits se composaient de prestations de décès, $636,800; de valeurs de rachat en espèces, $35,249; de rentes, $48,320; et, de remboursements de primes, $242.

Compte de la Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust

Ce compte a été établi conformément à la Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust afin d'enregistrer les fonds reçus à mesure que l'actif de la compagnie Pioneer Trust était liquidé et de comptabiliser les déboursés pour prévoir la continuation des paiements prévus par certains certificats garantis à versements invariables délivrés par la compagnie.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Régime d'assurance des bateaux de pêche

Le régime d'assurance des bateaux de pêche est administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Sont crédités au compte les primes et les recouvrements, ainsi que les avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Y sont imputés les remboursements de primes et les paiements destinés à régler les réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 des Pêches et Océans.

Fonds d'assurance des terres

Ce fonds a été créé pour indemniser les propriétaires qui ont éprouvé des pertes résultant d'inscriptions inexactes, ou d'autres causes désignées dans la Loi sur les titres de biens-fonds. On perçoit des honoraires auprès de ceux qui font enregistrer tout acte chez le registraire des titres de biens-fonds dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon. L'intérêt s'ajoute au fonds annuellement, le taux actuel étant de 3% par année. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de prestations de décès des forces régulières

Ce compte a été établi par la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, afin de fournir une assurance-vie aux membres cotisants des Forces armées. Les rentrées et autres crédits consistent en: *a*) cotisations des participants; *b*) la contribution du gouvernement (1/6 des prestations payées à l'égard de participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense); *c*) primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500; et, *d*) intérêts.

Les paiements et autres débits consistent en: *a*) prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; *b*) prestations versées à l'égard des participants par choix au régime des forces régulières, à qui des pensions n'étaient pas payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; et, *c*) la partie des prestations payables pour laquelle le gouvernement a versé une prime unique.

TABLEAU 9.15

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DES FORCES RÉGULIÈRES

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde d'ouverture	58,736,076	52,718,017
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations des participants	7,251,750	6,891,748
Contribution du gouvernement	1,416,532	1,419,523
Primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500	546,840	415,400
Intérêts	6,601,730	5,814,566
	15,816,852	14,541,237
	74,552,928	67,259,254
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	8,499,150	8,523,178
Solde de fermeture	66,053,778	58,736,076

Compte supplémentaire de l'assurance-maladie

Ce compte a été établi pour permettre des paiements aux personnes qui, sans être elles-mêmes responsables d'aucune façon, ont perdu ou n'ont pu obtenir les services de santé assurés aux termes de la Loi canadienne sur la santé, et en conformité avec l'Accord fédéral-provincial sur l'éligibilité et la transférabilité. Des cotisations sont versées au compte par toutes les provinces, proportionnellement à la population, et une contribution d'appariement est versée par le gouvernement fédéral.

Fonds de réclamations—Pollution des Maritimes

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les paiements de tonnage prélevés sur le pétrole transporté par navire sur les eaux canadiennes. Le paiement du prélèvement a été abrogé effectivement le 1er septembre 1976.

Les réclamations à l'égard de la pollution des Maritimes, les honoraires de l'administrateur du fonds, et les dépenses connexes de la lutte contre la pollution pétrolière, sont financés à même ce fonds.

Compte de prestations de décès de la Fonction publique

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, afin de fournir une assurance-vie aux membres cotisants de la Fonction publique.

Sont crédités au compte les: *a*) cotisations par les employés; *b*) contributions par le gouvernement et les sociétés de la Fonction publique; et, *c*) intérêts. Les paiements et autres débits représentent: *a*) les prestations versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la Fonction publique, ou recevaient une rente au titre de la partie I de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique; et, *b*) les prestations de $500 versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la Fonction publique, ou recevaient une rente en vertu de la partie I de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, et pour lesquels a été effectué le paiement d'une prime unique au titre d'une couverture viagère de $500 de prestations de décès.

TABLEAU 9.16

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde d'ouverture	261,173,828	212,917,567
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés—		
Gouvernement et sociétés de la Fonction publique	47,823,424	46,641,150
Gouvernement—		
Le sixième des paiements de prestations (général)	5,230,694	5,159,414
Prime unique de $500	2,068,548	1,679,393
Sociétés de la Fonction publique	2,101,093	2,100,431
Intérêts	30,259,953	24,142,423
	87,483,712	79,722,811
	348,657,540	292,640,378
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Paiements de prestations—		
Généralité	31,792,440	30,145,362
Couverture viagère de $500	1,383,197	1,271,888
Autres paiements de prestations de décès	19,875	49,300
	33,195,512	31,466,550
Solde de fermeture	315,462,028	261,173,828

Fonds d'assurance des soldats de retour au pays

Ce fonds a été établi par la Loi de l'assurance des soldats de retour au pays, pour fournir une assurance-vie aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Sont créditées au compte les primes et y sont imputés les déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est maintenu sur une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1985 de $43,968 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 août 1933.

Fonds d'assurance des anciens combattants

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance des anciens combattants, pour fournir une assurance-vie aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Sont créditées au compte les primes et y sont imputés les déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est maintenu sur une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1985 de $703,628 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 octobre 1968.

Compte de pension pour les agents des rentes

Ce régime de pension a pour but de verser des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont les activités consistaient à vendre au public des rentes sur l'État. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de prestations de retraite des membres du Parlement

Ce compte a été établi par la Loi sur les allocations de retraite des députés, afin de fournir des prestations de retraite aux membres du Parlement admissibles qui ont versé des cotisations au régime de pension. Par «membre» on entend un sénateur ou un député. Des prestations sont également prévues pour les veuves et les enfants à la charge des membres ayant servi le 9 avril 1963 ou après et qui ont versé des cotisations en vertu de la Loi.

Les rentrées et autres crédits consistent en: *a*) cotisations retenues sur les indemnités courantes, et calculées d'après la totalité de la somme versée; *b*) cotisations retenues sur les traitements supplémentaires, et établies d'après le taux de cotisation choisi, jusqu'à 10% du montant global du traitement; *c*) cotisations à l'égard de sessions antérieures, lorsque les membres choisissent de payer les arrérages, et les intérêts sur les arrérages; *d*) intérêts et assurance-décès, sur tout solde impayé, d'après les tables de survie du Canada; *e*) contributions du gouvernement, égales aux cotisations versées ou échues au cours de l'exercice; *f*) intérêts crédités à chaque trimestre; et, *g*) le remboursement de pensions après élection afin de virer les prestations des membres du Parlement au Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

Les paiements et autres débits consistent en: *a*) paiements d'allocations annuelles; *b*) indemnités de retrait y compris les intérêts applicables; *c*) remboursements de cotisations excédant le maximum requis; et, *d*) virements de fonds au Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

TABLEAU 9.17

COMPTE DE PRESTATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DU PARLEMENT

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde d'ouverture	22,350,690	20,588,216
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations des membres—		
Au titre du service actuel	1,870,525	1,635,174
Arrérages du principal, intérêts et assurance-décès	234,924	390,709
Contributions du gouvernement—		
Au titre du service actuel	1,870,007	1,610,411
Intérêts	2,132,431	2,312,087
Redressement des allocations annuelles et des contributions du gouvernement pour 1983-84		362,307
	6,107,887	6,310,688
	28,458,577	26,898,904
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Allocations annuelles	4,183,402	3,239,536
Indemnités de retrait	87,334	1,202,936
Intérêts sur retraits	6,998	58,773
Remboursements de cotisations de service choisies	1,836	46,969
	4,279,570	4,548,214
Solde de fermeture	24,179,007	22,350,690

Caisse de pension des personnes à charge

Ce fonds, qui relève de la partie IV de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, accorde des prestations de retraite aux veuves et aux personnes à charge des membres cotisants de la Gendarmerie royale du Canada. Il est soutenu par une retenue de 5% sur la solde des membres de la Gendarmerie qui n'ont pas le brevet d'officier.

Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant

Ce compte, qui relève de la partie II des Règlements sur les pensions du personnel engagé sur place, accorde des prestations de retraite aux fonctionnaires du gouvernement qui sont employés localement et qui ont versé des cotisations se rapportant au fonds. Sont créditées au compte les cotisations des employés engagés sur place, et les prestations ultérieures y sont imputées. Au cours de 1985-86, le compte a été redressé par suite d'une évaluation actuarielle, afin de comptabiliser la dette actuarielle courue concernant le régime des États-Unis. Cette insuffisance actuarielle sera amortie au cours des exercices subséquents, à mesure que les versements sont effectués à l'assureur du régime.

Fonds de retraite

Ce fonds a pour but de verser des prestations de retraite à certains fonctionnaires qui ne sont pas couverts par le Compte de pension de retraite de la Fonction publique et qui ont versé des cotisations au fonds.

Les cotisations au fonds sont effectuées par retenues mensuelles sur les traitements de certains employés à taux prédominants ou d'employés saisonniers et certains autres. Les autres sommes créditées comprennent des intérêts au taux de 4% par année sur le solde au crédit de chaque cotisant, la

contre-partie figurant à l'intérêt de la dette publique. Les paiements et autres débits représentent le paiement des sommes au crédit d'employés démissionnaires ou décédés, ainsi que les sommes virées au Compte de pension de retraite de la Fonction publique à l'égard d'employés devenus cotisants.

Frais payés à l'avance—Importation du bétail étranger

Les montants déposés à l'égard de l'importation du bétail étranger, de tests de gestation pour le bétail, et des demandes touchant l'enregistrement des provendes, des engrais et des pesticides, sont portés au crédit de ce compte en attendant la cotisation du coût réel, lorsque les services nécessaires auront été rendus.

Lors de l'imputabilité définitive et au moment où les services auront été rendus, les dépôts sont soit crédités aux recettes non fiscales, soit retournés au déposant.

Importation de bulbes de Hollande

Ce compte enregistre les dépôts en ce qui regarde l'importation de bulbes de Hollande. L'inspection des bulbes est effectuée en Hollande avant l'emboîtage. Les frais réels sont crédités aux recettes non fiscales, et l'excédent est retourné aux déposants, à la fin de l'inspection.

Dépôts à l'égard de projets divers—Agriculture

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions d'organismes et de particuliers.

Compte de dépôt—Consommation et Corporations

Ce compte enregistre les sommes d'argent détenues en fiducie pour défrayer le coût des services fournis régulièrement. Aucun intérêt n'est crédité à ce compte.

Programme du Canada au travail

Le programme du Canada au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Programme de stratégie de planification de l'emploi

Le programme de stratégie de planification de l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Programme de relance de l'aide à l'emploi

Le programme de relance de l'aide à l'emploi était financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilisait les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Au cours de l'exercice, le compte a été fermé et le solde en circulation a été remboursé aux provinces.

Emploi d'été—Programme d'expérience de travail

Le programme d'emploi d'été—Expérience de travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Accord auxiliaire territorial de mise en valeur des ressources humaines

L'accord auxiliaire territorial de mise en valeur des ressources humaines est financé conjointement par le gouvernement fédéral et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par le gouvernement territorial au titre de sa participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Le solde débiteur du compte résulte du fait que deux transactions ont été imputées au mauvais exercice. Cette inexactitude sera rectifiée en 1986-87.

Programme concernant l'atelier d'orientation au travail

Le programme concernant l'atelier d'orientation au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Paiements d'encouragement de l'exploitation du marché—Alberta

À ce compte sont inscrites les sommes déboursées par le gouvernement de l'Alberta, dans le but de stimuler le développement des marchés de gaz naturel dans les provinces à l'est de l'Alberta, pour la période du 1er novembre 1981 au 31 janvier 1987. Ces deniers sont perçus conformément à l'accord conclu le 1er septembre 1981 entre le gouvernement du Canada et celui de l'Alberta. Au cours de 1985-86, les versements aux services provinciaux et municipaux, et aux bénéficiaires admissibles étaient de: $18.2 millions en vertu du Programme d'aide à la commercialisation du gaz; $53.1 millions en vertu du Programme de développement du système de distribution; $9.5 millions en vertu du Programme d'aide à la conversion industrielle; $0.8 million en vertu des Postes d'essence pour le gaz naturel; $1.2 million en vertu du Programme de conversion des véhicules au gaz naturel; et, $41.7 millions en vertu du Programme d'aide au transport II.

Dépôts à l'égard de projets divers—Énergie, Mines et Ressources

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions d'organismes et de particuliers.

Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole

Ce compte a été reclassifié comme budgétaire en 1985-86. Les opérations du compte sont maintenant déclarées à l'état des recettes et dépenses à titre de recettes et dépenses. Cette reclassification a été appliquée rétroactivement, avec un redressement du déficit et du déficit accumulé de l'exercice précédent, pour fins d'uniformité. Des renseignements supplémentaires sont présentés à la section 7 de ce volume ainsi que dans les notes afférentes aux états financiers vérifiés (section 2 de ce volume).

Le solde de ce compte représente les sommes impayées relatives à la part des redevances d'exportation sur le pétrole qui étaient à payer aux provinces productrices de pétrole en 1985-86, conformément à la Loi sur l'administration de l'énergie.

Dépôts à l'égard de projets divers—Environnement

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions d'organismes et de particuliers.

Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique

Ce compte inscrit les paiements anticipés et les déboursés à l'égard des coûts relevant de l'assistance technique fournie à d'autres pays par des sociétés et institutions canadiennes, en vertu d'ententes entre le gouvernement du Canada et d'autres gouvernements étrangers.

Dépôts en garantie—Agence canadienne de développement international

Ce compte inscrit les chèques de réclamations d'assurance pour les avaries en cours de route à l'égard de biens expédiés au pays désigné dans le contrat du prêt, en attendant que le pays décide que ces fonds soient employés pour réduire le solde du prêt ou pour acquérir des biens de remplacement.

Atelier de polluants In-Situ

Ce compte comptabilisait les fonds reçus de la United States National Oceanographic and Atmospheric Administration, pour défrayer les coûts de publication des procès-verbaux de l'atelier de polluants In-Situ.

Programme sino-canadien de formation en gestion de vérification

Ce compte a été établi afin de gérer des fonds au nom de l'Agence de vérification de la République populaire de Chine. Les fonds représentaient une contribution de l'Agence canadienne de développement international à l'Agence de vérification de la République populaire de Chine aux fins de la mise en place d'un programme de formation en vérification.

Dépôts à l'égard de projets divers—Pêches et Océans

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions d'organismes et de particuliers.

Amendes—Loi sur les Indiens

Les amendes perçues en vertu de la Loi sur les Indiens, à l'égard de poursuites pour infractions aux règlements sur les boissons alcooliques, sont créditées à ce compte. Les dépenses encourues portent sur les frais engagés dans la suppression du trafic des boissons alcooliques chez les Indiens du Canada.

Frais de la Cour fédérale

Ce compte inscrit les frais perçus en vertu de l'article 57 de la Loi sur la Cour fédérale.

Gouvernements étrangers

Ces comptes sont tenus pour enregistrer les fonds reçus des gouvernements étrangers, pour couvrir les dépenses faites pour le compte de ceux-ci, conformément aux dispositions d'ententes avec le gouvernement du Canada.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)

À ces comptes sont comptabilisés les fonds provenant de l'OTAN pour couvrir *a*) les projets d'infrastructure de l'OTAN mis en œuvre par le Canada, et, *b*) les autres dépenses à effectuer pour le compte de l'OTAN, conformément aux termes d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

Organismes non gouvernementaux

À ce compte sont consignés les fonds reçus afin de couvrir les dépenses faites pour le compte des organismes non gouvernementaux, pour lesquels aucun compte particulier n'a été créé.

Méthodologie informatisée de programmation d'espace

Ce compte a été établi pour y inscrire les opérations relatives à la part provinciale des coûts encourus en vertu d'une entente de partage des coûts avec les provinces (sauf le Québec) et les territoires pour informatiser les séries de méthodologie de programmation de l'espace hospitalier. Les provinces versent leurs contributions au compte proportionnellement à leur population.

«Y'a personne de parfait»—Projet à frais partagés

Ce compte a été établi pour y inscrire les transactions relatives à la part provinciale des coûts encourus en vertu de l'entente fédérale-provinciale de partage des coûts avec les provinces de l'Atlantique pour un projet coopératif de parentage.

Organisation mondiale de la santé

À ce compte sont inscrites les sommes reçues de l'Organisation mondiale de la santé, pour des projets scientifiques.

Projets à frais partagés

Ce compte inscrit la recette anticipée de deniers provenant des départements et organismes et d'autres, pour leur quote-part à certains projets à frais partagés.

Fonds de fiducie—Conseil national de recherches

À ce compte sont inscrits les fonds reçus des départements et organismes et d'autres, pour couvrir les dépenses faites pour le compte de ceux-ci.

Fonds spécial—Conseil national de recherches

Sont créditées à ce compte les recettes du Conseil national de recherches du Canada provenant de droits de laboratoire, $8,224,619; de capital, $77,574; de services d'information, $2,734,026; de vente de publications, $3,099,518; et, de revenus divers, $853,471, en vertu de l'autorisation de la Loi sur le Conseil national de recherches. Une somme de $14,989,955 a été imputée à ce compte, de laquelle une somme de $9,884,435 a été portée au crédit 5 du Conseil national de recherches, $77,574 au crédit 10 du Conseil national de recherches, et, $5,027,946 au crédit 20 du Conseil national de recherches, pour compenser les dépenses.

Promotion des langues officielles

Ce compte a été établi pour assurer aux membres du secteur privé un enseignement des langues, par les instructeurs de la Commission de la Fonction publique, dans les institutions du gouvernement fédéral.

Les paiements anticipés versés par le secteur privé sont crédités à ce compte, et les frais de la Commission de la Fonction publique pour services rendus y sont imputés.

Fonds pour les boursiers de la Reine—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce fonds résulte d'une subvention au montant de $250,000 accordée en vertu d'un crédit spécial en 1973-74. Le revenu est utilisé pour fins de bourses aux étudiants diplômés dans certains domaines d'études canadiennes.

L'intérêt, à un taux égal à 90% de la moyenne arithmétique simple des taux de soumission hebdomadaires acceptés pour un bon du Trésor de trois mois relativement au mois qui précède immédiatement le mois en fonction duquel on peut allouer un intérêt, est crédité au compte et imputé à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les recettes et les déboursés de fonds disponibles aux fins de recherches dans le domaine des sciences humaines. Le compte enregistre également l'encaissement de dons privés et le décaissement de ces fonds aux fins de projets spéciaux.

Intérêts sur obligations—Compagnies d'assurance

À ce compte sont crédités les produits d'intérêt sur les obligations déposées par les compagnies d'assurance, en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques. Les débits représentent le versement de cet intérêt aux compagnies d'assurance.

Le solde débiteur du compte est dû aux écarts temporaires qui existent entre le dépôt des produits et les versements aux compagnies d'assurance.

Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires

Ce compte enregistre les fonds inutilisés provisoirement, qui servent à payer le gouvernement des États-Unis en vertu de contrats pour achats d'équipement militaire. Les fonds sont placés par la Banque fédérale de réserve de New York pour produire des intérêts au nom du gouvernement du Canada.

Statistique Canada—Versements anticipés

À ce compte sont inscrits les versements anticipés reçus des départements et organismes et d'autres, afin de financer le coût de services statistiques spéciaux.

Taxe de vente provinciale—Bibliothèque nationale

Ce compte sert à comptabiliser la perception de taxe de vente provinciale au nom des gouvernements provinciaux, relativement à la vente de microfilms et de reproductions.

Taxe de vente provinciale—Archives publiques

Ce compte sert à comptabiliser la perception de taxe de vente provinciale au nom des gouvernements provinciaux, relativement à la vente de microfilms et de reproductions.

Taxe de vente provinciale—Énergie, Mines et Ressources

Ce compte sert à comptabiliser la perception de taxe de vente provinciale au nom des gouvernements provinciaux, relativement aux ventes de cartes, graphiques et photographies.

Taxe de vente provinciale—Service correctionnel

On porte au crédit de ce compte la taxe de vente provinciale perçue sur les ventes effectuées par le Service correctionnel du Canada, déduction faite des commissions versées aux vendeurs, s'il y a lieu; on y impute les paiements effectués aux provinces.

Les taxes de vente à verser sont reconnues au moment de la vente et sont remises le mois suivant.

Le solde débiteur du compte indique qu'il y a une remise en trop de taxe de vente, laquelle est à recouvrer dans une période ultérieure.

Taxe de vente provinciale—Gendarmerie royale du Canada

On porte au crédit de ce compte la taxe de vente provinciale perçue sur les ventes effectuées par la Gerdarmerie royale du Canada, et on y impute les paiements effectués aux provinces.

Le solde débiteur découle de paiements anticipés et/ou de paiements en trop de taxes de vente effectués aux provinces de Québec et de l'Ontario. Ces montants ont été recouvrés en 1986-87.

Taxe de vente fédérale—Service correctionnel

On porte au crédit de ce compte la taxe de vente fédérale perçue sur les ventes effectuées par le Service correctionnel du Canada, et on y impute les remises au Revenu national, Douanes et Accise.

Les taxes de vente à verser sont reconnues au moment de la vente et sont remises le mois suivant.

Le solde débiteur du compte indique qu'il y a une remise en trop de taxe de vente, laquelle est à recouvrer dans une période ultérieure.

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié les états du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états présentent fidèlement le solde et l'évolution du Compte et du Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 29 août 1986

ÉTAT DU COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Montants portés au crédit		
Cotisations—Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	4,495,146	3,879,487
Intérêt (note 3)	3,161,581	2,888,316
	7,656,727	6,767,803
Montants portés au débit		
Prestations		
Pensions de retraite	3,206,065	2,762,103
Pensions aux survivants	763,482	677,940
Pensions d'invalidité	629,543	526,983
Prestations aux orphelins	114,308	109,921
Prestations de décès	104,430	85,724
Prestations aux enfants de cotisants invalides	69,306	60,640
	4,887,134	4,223,311
Dépenses (note 4)		
Perception des cotisations	51,694	45,012
Administration	40,520	37,930
Services d'émission de chèques et d'informatique	15,468	12,542
Locaux	2,186	2,753
Attribution des numéros d'assurance sociale et tenue d'un fichier central	1,004	1,392
Services actuariels	371	382
	111,243	100,011
	4,998,377	4,323,322
Augmentation du solde	2,658,350	2,444,481
Solde au début de l'exercice	29,056,452	26,611,971
Solde à la fin de l'exercice	31,714,802	29,056,452
Représenté par		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	29,941,802	27,554,433
Solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,773,000	1,502,019
	31,714,802	29,056,452

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Pour le sous-ministre adjoint,
Programmes de la sécurité du revenu,
R.J. ALLEN

Pour le sous-ministre,
J.D. NICHOLSON

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Suite*

ÉTAT DU FONDS DE PLACEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Achats—Montants imputés	Rachats—Montants crédités	Solde à la fin de l'exercice
Placements dans des titres (note 5)				
Provinces				
Terre-Neuve	570,178	50,570	655	620,093
Île-du-Prince-Édouard	119,664	8,975	108	128,531
Nouvelle-Écosse	1,078,291	91,752		1,170,043
Nouveau-Brunswick	819,142	46,125	972	864,295
Québec	109,874	5,792		115,666
Ontario	14,633,710	1,213,502	20,110	15,827,102
Manitoba	1,558,714	125,961	2,077	1,682,598
Saskatchewan	1,240,101	112,507	1,432	1,351,176
Alberta	3,053,174	332,280		3,385,454
Colombie-Britannique	4,166,248	185,406		4,351,654
	27,349,096	2,172,870	25,354	29,496,612
Canada	205,337	239,955	102	445,190
	27,554,433	2,412,825	25,456	29,941,802

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Pour le sous-ministre adjoint,
Programmes de la sécurité du revenu,
R. J. ALLEN

Pour le sous-ministre,
J. D. NICHOLSON

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

1. Description du Régime et autorisation

Le Régime de pensions du Canada (le Régime) est un régime d'assurance sociale mixte et obligatoire qui permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le Régime s'étend au Canada tout entier à l'exception de la Province de Québec qui possède un régime parallèle.

Selon les dispositions actuelles, toutes les prestations et tous les frais d'administration du Régime sont financés par les cotisations que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte et par l'intérêt provenant du placement des fonds.

Le Compte du régime de pensions du Canada (le Compte) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 110.(1) du Régime de pensions du Canada, loi du Parlement instituée en 1965, pour enregistrer les cotisations, l'intérêt, les prestations et les dépenses dans le cadre du Régime.

Le Fonds de placement du régime de pensions du Canada (le Fonds) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 111.(1) du Régime pour enregistrer les placements dans des titres des provinces et du Canada.

2. Conventions comptables

Compte du régime de pensions du Canada

Les montants portés au crédit et au débit du Compte sont respectivement conformes aux articles 110.(2) et 110.(3) du Régime. Les cotisations, l'intérêt et les prestations sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les cotisations parviennent de Revenu Canada, Impôt et elles sont calculées selon les prévisions des montants à percevoir pour l'exercice en cours et les ajustements aux prévisions des exercices antérieurs. Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le solde du Compte représente l'excédent accumulé des cotisations et de l'intérêt sur les prestations et les dépenses à ce jour.

Fonds de placement du régime de pensions du Canada

Les montants portés au débit et au crédit du Fonds sont conformes à l'article 111.(2) du Régime. Tous les titres détenus sont comptabilisés au prix coûtant, ils ne sont pas négociables et leur terme d'échéance est de 20 ans ou d'une durée plus courte que peut à l'occasion fixer le ministre des Finances sur la recommandation de l'actuaire en chef du département des Assurances.

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986—*Fin*

3. Intérêt

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les placements dans des titres détenus par le Fonds. L'intérêt moyen pondéré sur les titres acquis au cours de l'exercice était à 11.49% (13.00% en 1985)		
Provinces		
Terre-Neuve	63,035	57,236
Île-du-Prince-Édouard	13,251	12,095
Nouvelle-Écosse	119,245	108,232
Nouveau-Brunswick	88,785	81,421
Québec	11,068	10,415
Ontario	1,584,776	1,445,581
Manitoba	168,671	154,092
Saskatchewan	135,886	123,036
Alberta	344,391	308,251
Colombie-Britannique	453,625	416,016
	2,982,733	2,716,375
Canada	26,580	20,439
	3,009,313	2,736,814
Intérêt sur le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada, à un taux d'intérêt moyen pondéré de 9.55% (11.02% en 1985)	152,268	151,502
	3,161,581	2,888,316

4. Dépenses

Les dépenses du Compte représentent les frais d'administration imputés pour des services rendus par six ministères du gouvernement fédéral: Revenu Canada, Impôt (perception des cotisations), Santé et Bien-être social (administration), Approvisionnements et Services (émission de chèques et informatique), Travaux publics (locaux), Emploi et Immigration (attribution des numéros d'assurance sociale et tenue du fichier central), et Assurances (services actuariels).

5. Placements dans des titres

Le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général qui excède le montant prévu nécessaire, pour la période de trois mois qui suit, est disponible pour l'achat de titres des provinces et du Canada. L'argent disponible pour l'achat de titres est partagé entre les provinces selon la proportion des cotisations qui ont été créditées au Compte pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans chacune des provinces par rapport aux cotisations totales des années en question. La proportion reliée à l'emploi dans le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et celles qui sont reçues de certains autres employés à l'extérieur du Canada sont placées dans des titres du Canada.

Les titres du Québec proviennent des cotisations de certains employés fédéraux, comme les membres des forces armées canadiennes résidant dans la province de Québec.

6. Financement du Régime

Lorsque le Régime a été instauré, le taux de cotisation combinée employé-employeur a été établi à 3.6% des gains cotisables. Il était entendu que ce pourcentage serait suffisant pour couvrir le coût des prestations et les frais d'administration pendant une certaine période de temps, mais non indéfiniment. Au cours des premières années, on constituerait un fonds dont les ressources seraient utilisées pour l'achat de titres des provinces et, à un degré moindre, de titres du Canada, comme le décrit la note 5. Cependant, dès le début du Régime, on a admis que le taux de cotisation de 3.6% devrait être augmenté dans l'avenir.

Le Régime n'est pas conçu pour être pleinement capitalisé mais s'il devait l'être, l'actuaire en chef du ministère des Assurances estime que $231 milliards additionnels devraient être investis au 31 décembre 1985 pour payer les prestations futures de tous les participants et retraités couverts par le Régime à cette date. L'estimation est fondée sur les hypothèses actuarielles ultimes et sur toutes autres hypothèses utilisées dans le rapport actuariel qui fut présenté à la Chambre des communes le 5 juin 1984.

En vertu de la loi actuelle, avant qu'un amendement ne soit préparé pour modifier le niveau général des prestations ou le taux de cotisation, il faut le consentement d'au moins les deux tiers des dix provinces représentant au moins les deux tiers de la population.

Le projet de loi C-116, qui a reçu la sanction royale le 27 juin 1986 et dont on prévoit la promulgation le 1er janvier 1987, établit une politique de financement à long terme du Régime et expose les dispositions relatives au moment et au taux d'augmentation des taux de cotisation et aux modifications qui y seront apportées selon le règlement.

Le projet de loi renferme une annexe des taux de cotisation répartis sur 25 ans et qui prévoit que le taux de 1986 de 3.6% sera augmenté progressivement de 0.2% chaque année jusqu'à 1991 et de 0.15% par la suite jusqu'en 2011 où il atteindra 7.6%. Il stipule, cependant, qu'à tous les cinq ans, le ministre des Finances et des ministres de la Couronne du chef des provinces incluses devront faire un examen des taux de cotisation prévus à l'annexe et faire en outre des recommandations concernant la question de savoir si ces taux devraient être modifiés et si l'annexe devrait être modifiée afin d'inclure des taux de cotisation couvrant une période additionnelle de cinq ans. Si, pour une raison quelconque, on ne modifie pas l'annexe en y ajoutant la période de cinq ans, le ministre des Finances doit, selon le règlement, modifier l'annexe de manière à inclure les taux de cotisation indiqués dans le plus récent rapport établi par l'actuaire en chef. En l'année 2011, il est prévu que le compte du Régime équivaudra à environ deux années de dépenses du Régime.

On s'attend que le rapport nº 10 de l'actuaire en chef, dans lequel il présente les résultats de son examen des répercussions financières des modifications proposées à la loi, soit présenté au Parlement au mois d'octobre de cette année.

Compte des rentes sur l'État

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan du Compte des rentes sur l'État au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats et des réserves actuarielles et l'état de l'évolution de la situation financiaire de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Compte au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, j'ai vérifié les opérations qui ont été portées à ma connaissance au cours de ladite vérification des états financiers du Compte des rentes sur l'État pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 afin de déterminer si ces opérations étaient conformes à l'article 15 de la Loi relative aux rentes sur l'État et le Règlement y afférent ainsi que l'article 15 de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État. Ma vérification de ces opérations a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances. À mon avis, ces opérations étaient, à tous égards importants, conformes aux autorisations spécifiées.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 17 juillet 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985	PASSIF	1986	1985
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	987,230	1,020,498	Créditeurs		18
Intérêt couru à recevoir du Canada	72,555	74,988	Surplus actuariel à verser au Canada	3,126	6,015
Débiteurs	196	176	Réserves actuarielles (note 3)	1,056,855	1,089,629
	1,059,981	1,095,662		1,059,981	1,095,662

Approuvé par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada:

Le Président
GAETAN LUSSIER

Le Directeur exécutif
Finances et Administration
PAUL GAUVIN

Compte des rentes sur l'État—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES RÉSERVES ACTUARIELLES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

	1986	1985
Paiements et autres éléments au débit		
Rentes versées	99,887	99,205
Remboursements de primes	2,914	3,404
Rentes non réclamées	313	215
	103,114	102,824
Revenus		
Intérêts en provenance du Canada	72,555	74,988
Primes	840	770
Autres revenus	71	81
	73,466	75,839
Excédent des paiements et autres éléments au débit sur les revenus de l'exercice	29,648	26,985
Réserves actuarielles, solde au début de l'exercice	1,089,629	1,122,629
	1,059,981	1,095,644
Surplus actuariel Excédent des réserves actuarielles comptabilisées sur les réserves actuarielles calculées à la fin de l'exercice	3,126	6,015
Réserves actuarielles, solde à la fin de l'exercice (note 3)	1,056,855	1,089,629
Constituées par:		
Primes cumulées et intérêt couru pour les rentes non échues	348,295	384,941
Valeur actuelle des rentes échues	708,560	704,688
Total des réserves actuarielles (note 3)	1,056,855	1,089,629

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

	1986	1985
Utilisation des fonds:		
Opérations		
Excédent des paiements et autres éléments au débit sur les revenus de l'exercice	29,648	26,985
Diminution de l'intérêt couru et des autres revenus	(2,395)	(1,798)
	27,253	25,187
Surplus actuariel versé au Fonds du revenu consolidé	6,015	1,139
Total des fonds utilisés	33,268	26,326
Dépôt auprès du Receveur général du Canada, solde au début de l'exercice	1,020,498	1,046,824
Dépôt auprès du Receveur général du Canada, solde à la fin de l'exercice	987,230	1,020,498

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Autorisation et but

Le Compte des rentes sur l'État a été constitué en 1908 en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État S.R.C., c. G-6, (la "Loi") et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, S.C., 1974-75-76, c. 83 (la Loi sur "l'augmentation du rendement").

Le but de la Loi était d'encourager les particuliers et groupes de Canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement a porté à sept pour cent le taux de rendement des contrats de rente sur l'État, a assoupli les modalités de ces derniers et a mis fin à la vente des rentes.

Le Compte est administré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et il opère à même le Fonds du revenu consolidé.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode comptable

Les comptes du Compte des rentes sur l'État sont tenus selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Réserves actuarielles

Les réserves actuarielles comprennent: (i) les primes cumulées et l'intérêt couru sur les rentes non échues ainsi que (ii) la valeur actuelle des rentes échues établie selon une méthode actuarielle fondée sur le(s) taux d'intérêt et les tables de mortalité tels que prescrits.

c) Surplus actuariel dû au Canada

Lorsque, à la fin d'un exercice, le montant comptabilisé des réserves actuarielles dépasse le montant calculé des réserves actuarielles ou lui est inférieur, la différence représente le surplus ou le déficit actuariel lequel est imputé ou crédité au Fonds du revenu consolidé.

d) Intérêt en provenance du Canada

L'intérêt en provenance du Canada est calculé sur les réserves actuarielles, comme l'exige la Loi sur l'augmentation du rendement.

e) Rentes non réclamées

Les rentes non réclamées comprennent les sommes virées au Fonds du revenu consolidé à l'égard des rentes qui n'ont pu être versées parce que les rentiers sont introuvables.

f) Services fournis gratuitement

Les services d'administration du Compte sont fournis gratuitement par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et par d'autres ministères fédéraux.

Compte des rentes sur l'État—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Réserves actuarielles

La méthode qui a servi au calcul des réserves actuarielles de $1,056,000 ($1,089,629 en 1985) était conforme à l'alinéa 15(1) de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, S.C. 1974-75-76, c. 83 et le Règlement y afférent.

Le Règlement relatif aux rentes sur l'État prévoit que les tables de mortalité à utiliser lors de la préparation de tables servant à établir les valeurs des rentes seront la table de rente établie pour 1949 (sans projection) pour les hommes et les femmes et modifiée par l'échelle "C" de projection.

Les statistiques sur la mortalité au cours de la dernière décennie ont démontré que l'espérance de vie a augmenté à un taux plus rapide que celui prévu à l'échelle "C" de projection. Si cette tendance persiste au même taux à l'avenir, il se peut que la table 1949 de mortalité rajustée de l'échelle "C" de projection doive être modifiée et il pourrait en découler un passif supplémentaire qui influerait sur les réserves actuarielles futures. Au cours de l'exercice 1985-86, la Commission de l'emploi et de l'immigration a complété une étude de la mortalité portant sur les derniers cinq ans et les résultats ont démontré que l'espérance de vie semble maintenant se stabiliser au niveau prévu à l'échelle "C" de projection. La Commission continuera d'effectuer annuellement de telles études de mortalité.

Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

J'ai vérifié l'état des encaissements et des décaissements et du solde de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les encaissements et les décaissements de la Caisse ainsi que son solde pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon la méthode de comptabilité énoncée dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 1er août 1986

ÉTAT DES ENCAISSEMENTS ET DES DÉCAISSEMENTS ET DU SOLDE DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Encaissements		
Intérêts	1,500,909	1,381,597
Cotisations	27,130	30,052
	1,528,039	1,411,649
Décaissements		
Pensions versées	444,390	424,735
Retrait de cotisations	39,941	16,826
	484,331	441,561
Excédent des encaissements sur les décaissements	1,043,708	970,088
Solde de la Caisse au début de l'exercice	13,764,359	12,794,271
Solde de la Caisse à la fin de l'exercice, en dépôt auprès du Receveur général du Canada	14,808,067	13,764,359

Approuvé:

L'agent ministériel des Services,
PIERRE LEMIEUX

Le commissaire,
R. H. SIMMONDS

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et fonctionnement

La Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) a été constituée en 1934 en vertu de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada. Cette loi prévoit que les membres de la Gendarmerie, autres que les officiers brevetés, nommés avant le 1er mars 1949, peuvent acheter certaines prestations de survivants pour les personnes qui leur sont à charge en versant les cotisations prescrites. Ces cotisations sont créditées à la Caisse, de même que les intérêts calculés trimestriellement sur le solde créditeur de la Caisse à la fin du trimestre précédent; on doit également imputer à la Caisse les cotisations retirées et les pensions versées. Toutes les opérations de la Caisse sont effectuées par l'intermédiaire du Fonds du revenu consolidé.

L'article 56 de la Loi ordonne au ministre des Finances de faire effectuer une évaluation actuarielle de la Caisse, au moins une fois tous les cinq ans. Si cette évaluation indique un surplus, le gouverneur en conseil peut, par décret, augmenter le montant des pensions. Si, au jugement des actuaires, il y a déficit, le gouverneur en conseil peut ordonner le virement à la Caisse, à même quelque crédit non affecté du Fonds du revenu consolidé, d'une somme suffisante pour rétablir la solvabilité de la Caisse de pension.

2. Méthode de comptabilité

Toutes les opérations de la Caisse sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

3. Renseignements supplémentaires

La dernière évaluation actuarielle effectuée portait sur la situation de la Caisse au 31 mars 1984. Cette évaluation indiquait un surplus actuariel de $2,576,000. De ce montant, une somme de $1,176,000 a été utilisée pour accroître les pensions, avec effet rétroactif au 1er janvier 1984, et $532,000, avec effet rétroactif au 1er janvier 1985.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1985-86

Autres éléments de passif

SOMMAIRE

	Page
Intérêts et dette échue	**10.2**
Créditeurs	**10.3**
Chèques et mandats en circulation	**10.3**
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	**10.3**
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement	**10.3**
Divers	**10.4**

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

Cette section renferme des renseignements sur les comptes présentés à l'état de l'actif et du passif à la rubrique «Autres éléments de passif». L'établissement et l'exploitation de ces comptes sont autorisés par le Parlement en vertu de lois annuelles portant affectation de crédits et d'autres lois.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. En outre, l'expression «compte sans opérations courantes» fait partie d'un tableau, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

Le tableau 10.1 présente les soldes de fin d'exercice pour les autres éléments de passif.

TABLEAU 10.1

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	1er avril 1985	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$
Intérêts et dette échue, tableau 10.2	10,805,851,400	10,575,729,742	230,121,658	1,167,138,527
Moins: escompte non amorti des bons du Trésor	1,387,407,202	1,491,381,625	103,974,423	371,029,176
	9,418,444,198	*9,084,348,117*	*334,096,081*	*796,109,351*
Créditeurs	6,097,515,450	5,434,079,186	663,436,264	1,350,523,682
Chèques et mandats en circulation, tableau 10.3	3,422,522,153	2,934,059,674	488,462,479	376,178,418
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	2,050,000,000	2,050,000,000		150,000,000
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement—				
Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne	12,864,133,000	14,622,804,000	1,758,671,000	2,100,949,000
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés de la Couronne	12,810,306,000	14,622,804,000	1,812,498,000	2,135,048,000
	53,827,000		*53,827,000*	*34,099,000*
Divers, tableau 10.4	185,079,149	190,453,900	5,374,751	50,999,961
Total	21,227,387,950	19,692,940,877	1,534,447,073	2,689,712,412

Intérêts et dette échue

Les intérêts et la dette échue comprennent les intérêts échus, les intérêts courus, la provision pour l'intérêt composé et les primes à payer sur les obligations d'épargne du Canada, et la dette échue.

Le tableau 10.2 présente un sommaire des soldes et des opérations de ce compte.

TABLEAU 10.2

INTÉRÊTS ET DETTE ÉCHUE

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Intérêts échus	5,376,757,016	33,333,315,773	33,429,871,412	5,280,201,377	- 96,555,639	630,155,685
Intérêts courus	4,732,048,516	24,855,067,137	24,723,961,867	4,863,153,786	131,105,270	909,945,385
Provision pour intérêt composé et primes à payer sur obligations d'épargne du Canada—						
Intérêt composé	58,450,000	288,790,000	347,240,000		- 58,450,000	- 58,030,000
Primes	263,510,000	55,930,000	319,440,000		- 263,510,000	- 383,381,000
	321,960,000	*344,720,000*	*666,680,000*		*- 321,960,000*	*- 441,411,000*
Dette échue	375,085,868	308,230,871,222	308,173,582,511	432,374,579	57,288,711	68,448,457
Total	10,805,851,400	366,763,974,132	366,994,095,790	10,575,729,742	- 230,121,658	1,167,138,527

Intérêts échus

Les intérêts échus représentent l'intérêt échu et payable sur la dette obligataire, mais qui n'a pas été encaissé par les détenteurs d'obligations.

Intérêts courus

Les intérêts courus représentent l'intérêt accumulé au 31 mars sur la dette obligataire et sur certains autres éléments de passif, et dont les intérêts sont exigibles et payables à une date ultérieure.

Provision pour intérêt composé et primes à payer sur obligations d'épargne du Canada

Ce compte comptabilisait les engagements futurs prévus concernant l'intérêt supplémentaire à débourser aux détenteurs de certaines obligations d'épargne du Canada.

Dette échue

À ce compte sont consignés les engagements financiers à titre de reconnaissances de dettes émises par le gouvernement du Canada, qui sont exigibles mais qui n'ont pas été présentées pour remboursement. Les obligations échues et non réclamées sont virées aux recettes non fiscales si elles ne sont pas présentées pour remboursement 15 ans après la date de rachat par anticipation ou d'échéance, la première des deux dates atteinte; le temps minimum pour effectuer un tel virement est de 5 ans après la date d'échéance.

Escompte non amorti des bons du Trésor

Ce compte inscrit la partie de l'escompte sur les bons du Trésor en circulation, laquelle n'a pas encore été imputée aux dépenses. L'escompte est amorti comme dépense sur la durée de l'émission.

Créditeurs

Ce compte représente les montants dus à la fin de l'exercice conformément à des accords contractuels, ou pour des travaux accomplis, des marchandises reçues ou des services rendus, en ce qui concerne les crédits auxquels le Parlement a imposé des plafonds annuels, et les sommes à être versées à même certaines autorisations statutaires.

Chèques et mandats en circulation

À ce compte sont consignés les chèques et mandats émis mais non présentés pour encaissement.

Le tableau 10.3 présente un sommaire des soldes relatifs à ce compte.

TABLEAU 10.3

CHÈQUES ET MANDATS EN CIRCULATION

	1er avril 1985	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$
Chèques en circulation	3,168,000,593	2,705,194,270	462,806,323	365,386,314
Chèques de comptes d'avance fixe	596,547	633,826	37,279	100,535
Mandats d'assurance-chômage	253,925,013	228,231,578	- 25,693,435	10,691,569
Total	3,422,522,153	2,934,059,674	- 488,462,479	376,178,418

Chèques en circulation

À ce compte sont comptabilisés les chèques émis en dollars canadiens et impayés au 31 mars. Les chèques impayés depuis 10 ans sont virés aux recettes non fiscales. Au cours de l'exercice, une somme de $4,712,312 a été virée aux recettes.

Les chèques en devises étrangères sont crédités à la caisse du gouvernement lors de leur émission.

Chèques de comptes d'avance fixe

À ce compte sont inscrits les chèques de comptes d'avance fixe émis et impayés au 31 mars, sauf ceux qui sont encore impayés depuis 10 ans ou plus (ces derniers ont été virés aux recettes non fiscales). Au cours de l'exercice, une somme de $35,451 a été virée aux recettes.

Mandats d'assurance-chômage

À ce compte sont consignés les mandats en circulation relatifs aux prestations d'assurance-chômage.

Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés

Ce compte représente les provisions pour les sommes dues reliées aux congés annuels gagnés et non payés ($450 millions) et pour les indemnités à payer aux employés lors de la cessation d'emploi ($1,600 millions).

Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement

Conformément à l'article 45 de la Loi sur l'administration financière, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement.

Ce compte inscrit les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement (voir le tableau 8.4 de la section 8 de ce volume).

Autres éléments de passif—Divers

Le tableau 10.4 présente un sommaire des soldes et des opérations des divers autres éléments de passif.

TABLEAU 10.4

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF—DIVERS

	1[er] avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Eldorado Mining and Refining Limited—						
Capital-actions non présenté	23,695			23,695		
Retenues sur traitements de divers ministères	13,200,996	12,748,631	13,200,996	12,748,631	−452,365	−7,868,286
Retenues de garantie et autres retenues—						
Agriculture	1,821,287	495,220	5,906	2,310,601	489,314	−265,980
Communications	1,933,205	2,028,212	2,623,798	1,337,619	−595,586	1,324,886
Bibliothèque nationale	33,852	40,722	74,574		−33,852	17,854
Consommation et Corporations	4,167	6,369	4,515	6,021	1,854	686
Emploi et Immigration	29,369	105,460	95,340	39,489	10,120	20,137
Énergie, Mines et Ressources	8,555,599	15,225,941	9,646,621	14,134,919	5,579,320	3,215,120
Commission de contrôle de l'énergie atomique	54,979	412,562	399,868	67,673	12,694	−12,533
Environnement	2,835,923	134,311	26,270	2,943,964	108,041	36,886
Affaires extérieures	1,378,630	1,508,262	191,046	2,695,846	1,317,216	600,631
Agence canadienne de développement international	15,506,583	15,456,273	18,529,237	12,433,619	−3,072,964	1,761,727
Pêches et Océans	2,382,280	3,154,748	3,043,947	2,493,081	110,801	1,413,211
Affaires indiennes et Nord canadien	788,362	925,523	1,045,449	668,436	−119,926	−1,493,350
Justice	2,695	12,188	10,809	4,074	1,379	2,695
Défense nationale	67,557,827	158,344,758	168,862,911	57,039,674	−10,518,153	40,421,599
Santé nationale et Bien-être social	386,776		153,459	233,317	−153,459	57,046
Revenu national—						
Douanes et Accise	917,635	368,821	773,096	513,360	−404,275	745,874
Travaux publics	22,499,039	36,814,594	27,404,492	31,909,141	9,410,102	3,914,020
Expansion industrielle régionale	321,865	90,385	126,046	286,204	−35,661	17,451
Sciences et Technologie—						
Conseil national de recherches	3,376,842	4,237,126	3,665,507	3,948,461	571,619	812,534
Solliciteur général—						
Programme d'administration	203,461	243,697	282,731	164,427	−39,034	−179,857
Service correctionnel	1,108,465	823,784	1,488,709	443,540	−664,925	238,126
Gendarmerie royale du Canada	1,550,926	425,266		1,976,192	425,266	923,130
Approvisionnements et Services—						
Programme des approvisionnements	2,758,199	3,500	487,669	2,274,030	−484,169	511,653
Programme des services	4,493		4,493		−4,493	4,493
Transports	20,734,311	23,871,465	22,094,961	22,510,815	1,776,504	2,173,117
Commission canadienne des transports	14,841	47,298	32,587	29,552	14,711	−1,508
Compte sans opérations courantes						−25,000
	156,761,611	*264,776,485*	*261,074,041*	*160,464,055*	*3,702,444*	*56,234,648*
Comptes d'attente	15,092,847	2,124,672		17,217,519	2,124,672	2,633,599
Total	185,079,149	279,649,788	274,275,037	190,453,900	5,374,751	50,999,961

Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté

Ce compte comptabilise la dette du gouvernement du Canada à l'égard de la valeur du capital-actions versé de l'ex-compagnie, qui n'avait pas été racheté à la fin de l'exercice.

Retenues sur traitements de divers ministères

Les retenues sur les traitements de certains employés sont créditées à ce compte, en attendant qu'elles soient remises aux organismes non gouvernementaux intéressés.

Retenues de garantie et autres retenues

Ce compte inscrit les sommes retenues qui sont destinées à assurer l'exécution de contrats conformément aux conditions prévues. Les retenues sont imputées aux crédits des départements ou organismes intéressés, et sont créditées à ce compte en vertu de l'article 35 de la Loi sur l'administration financière. Ces sommes sont versées en conformité avec les contrats passés en vertu des règlements du Conseil du Trésor.

Comptes d'attente

Y sont compris les comptes desquels les opérations sont comptabilisées, à titre provisoire, en attendant leur affectation définitive.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1985-86

Comptes d'opérations de change

SOMMAIRE

	Page
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	11.2
Fonds monétaire international— Souscriptions	11.3
Fonds monétaire international— Effets à payer	11.3
Allocations de Droits de tirage spéciaux	11.3
État supplémentaire— Compte du Fonds des changes	11.4

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

Les comptes d'opérations de change représentent les créances et les dettes du gouvernement du Canada qui s'identifient aux opérations de change du Canada. Les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont présentées au 31 mars en dollars canadiens correspondants. Les gains nets résultant de la conversion des éléments d'actif nets libellés en devises étrangères, en dollars canadiens correspondants au 31 mars, sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change; les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

Le tableau 11.1 présente la continuité de chaque compte d'opérations de change, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. Cependant, on doit noter que ce tableau exclut la dette non échue à payer en devises étrangères, au montant de $13,785 millions au 31 mars 1986 ($9,057 millions au 31 mars 1985); les détails portant sur cette dette sont présentés à la section 12 de ce volume.

TABLEAU 11.1

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

	1er avril 1985	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1986	Variation nette	
					1986	1985
	$	$	$	$	$	$
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	4,211,004,743	27,395,650,952	26,642,964,932	3,458,318,723	– 752,686,020	587,850,644
Fonds monétaire international—Souscriptions	3,985,260,870	2,522,660	687,399,930	4,670,138,140	684,877,270	– 9,940,580
	8,196,265,613	*27,398,173,612*	*27,330,364,862*	*8,128,456,863*	*– 67,808,750*	*577,910,064*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	3,275,783,885	682,394,653	45,783,885	3,912,394,653	636,610,768	32,017,854
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,055,992,500	182,143,452		1,238,135,952	182,143,452	– 2,634,001
	4,331,776,385	*864,538,105*	*45,783,885*	*5,150,530,605*	*818,754,220*	*29,383,853*
Total des comptes d'opérations de change	3,864,489,228	28,262,711,717	27,376,148,747	2,977,926,258	– 886,562,970	548,526,211

Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes

Ce compte inscrit les avances effectuées par le gouvernement du Canada au Compte du fonds des changes, en monnaie canadienne et en devises étrangères, pour l'achat d'or, de devises étrangères et de titres, et de Droits de tirage spéciaux (DTS).

Le Compte du Fonds des changes est géré en vertu des dispositions de la Loi sur la monnaie. Conformément à cette Loi, des états financiers vérifiés sont préparés pour chaque année civile concernant le Compte du Fonds des changes. Ces états financiers au 31 décembre 1985, de même que le rapport du vérificateur général, se trouvent à la fin de cette section.

À compter de l'exercice 1985-86, les réserves de devises étrangères, plutôt que les avances en circulation pour acquérir de telles réserves, sont déclarées à l'état de l'actif et du passif. En conséquence, tous les revenus ou les pertes de placement et les gains ou les pertes de réévaluation sont reconnus dans les comptes du Canada comme étant des recettes ou dépenses de l'exercice en cours plutôt que comme étant divisés en trois parties égales et incorporés aux recettes ou dépenses de l'exercice en cours et à ceux des deux exercices subséquents.

Le tableau 11.2 présente les réserves de devises étrangères détenues par le Compte du fonds des changes au 31 mars 1986, ainsi que les avances à celui-ci. L'or que détient le Compte est évalué à raison de 35 DTS l'once d'or fin ($55.61 can au 31 mars 1986 et $47.31 can au 31 mars 1985).

En 1985-86, les paiements et autres débits comprenaient des avances au Compte du fonds des changes de $25,587 millions, et un redressement dû à la réévaluation de $1,056 millions. Les rentrées et autres crédits se composaient de remboursements d'avances de $26,839 millions, et d'un redressement de $556 millions attribuable à la considération des réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.

TABLEAU 11.2

RÉSERVES INTERNATIONALES DÉTENUES DANS LE COMPTE DU FONDS DES CHANGES
(en millions de dollars)

	31 mars 1986	31 mars 1985
Disponibilités à vue en dollars des É-U	22	110
Dépôts à court terme en dollars des É-U	419	1,023
Dotations en capital en dollars des É-U	1,380	1,852
Droits de tirage spéciaux	259	48
Billets du Fonds monétaire international	261	224
Or	1,118	953
Disponibilités à vue en dollars canadiens	(1)	1
Total	3,459	4,211
Les avances par le Fonds du revenu consolidé étaient libellées comme suit:		
Dollars des É-U (1986, É-U $7,060 millions; 1985, É-U $4,300 millions)(2)	9,854	5,864
Marks allemands (1986, DM 200 millions; 1985, DM 200 millions)	119	89
Francs suisses (1986, FS 1,664 millions; 1985, FS 1,676 millions)	1,188	885
Yen japonais (1986, Y 258,450 millions; 1985, Y 186,150 millions)	2,032	1,014
Droits de tirage spéciaux (1986, DTS 383.3 millions; 1985, DTS 383.3 millions)	609	518
	13,802	8,370
Moins: dépôts en dollars canadiens auprès du Receveur général du Canada	9,821	4,193
Total des avances du Fonds du revenu consolidé	3,981	4,177
Moins: pertes ou revenus (–) et pertes ou gains (–) de réévaluation reconnus comme dépenses ou recettes—		
Pertes ou gains (–) de réévaluation reportés du 31 décembre précédent	403	–90
Total des pertes nettes du 1er janvier au 31 mars	119	56
	522	–34
Total	3,459	4,211

(1) Moins de $500,000.

(2) Non compris l'émission de 1962 (1986, $64,765,120; 1985, $65,452,800) et l'émission de 1968 (1986, $139,580,000; 1985, $136,360,000), les produits desquelles ont été avancés au Compte du fonds des changes en dollars canadiens.

Fonds monétaire international—Souscriptions

Ce compte enregistre la valeur de la quote-part du Canada (i.e. souscription allouée) dans le capital du Fonds monétaire international (FMI).

Le montant par lequel le total des souscriptions et des prêts du Canada au FMI, en vertu de facilités de financement spéciales, dépasse les avoirs en dollars canadiens du FMI, représente le montant des devises étrangères que le Canada est autorisé à tirer du FMI sur demande, aux fins de sa balance des paiements. La souscription est exprimée en fonction des DTS, une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

Le Canada a accumulé ses souscriptions au FMI au moyen de règlements en dollars canadiens, en or et en DTS. Des versements annuels de maintien de valeur sont effectués au FMI ou sont reçus du FMI lorsque le dollar canadien déprécie ou accroît vis-à-vis des DTS, afin de maintenir la valeur en DTS des avoirs en dollars canadiens du FMI. En 1985-86, les rentrées et autres crédits consistaient en un redressement dû à la réévaluation de $2 millions, tandis que les paiements et autres débits se composaient d'un rajustement de maintien de valeur de $578 millions et d'un redressement dû à la réévaluation de $109 millions.

Fonds monétaire international—Effets à payer

Ce compte inscrit les effets non négociables, non productifs d'intérêt émis par le gouvernement du Canada au FMI. Ces effets à vue sont soumis à remboursement ou émission, selon les besoins du FMI pour des dollars canadiens.

Les avoirs en dollars canadiens du FMI comprennent ces effets et un solde minime d'exploitation (tout d'abord égal à un quart de un pour cent de la souscription du Canada) qui est mis en dépôt à la Banque du Canada. En 1985-86, les effets à payer au FMI ont augmenté de $637 millions.

Allocations de Droits de tirage spéciaux

Ce compte inscrit la valeur des DTS alloués au Canada par le FMI. Le droit de tirage spécial est une monnaie internationale créée par le FMI et allouée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une dette du Canada, puisque celui-ci peut être appelé à rembourser ces allocations, dans certains cas, en partie ou en entier.

À titre d'élément d'actif, les DTS représentent les droits d'acheter des devises d'autres pays participant au Département des Droits de tirage spéciaux du FMI, ainsi que d'effectuer des paiements au FMI. Tous les DTS alloués au Canada par le FMI ont été soit utilisés pour régler les souscriptions au FMI, ou soit avancés au Compte du fonds des changes.

Le FMI n'a autorisé aucune allocation de DTS au Canada au cours de l'exercice. En 1985-86, les paiements et autres débits consistaient en un redressement dû à la réévaluation de $182 millions.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Compte du Fonds des changes

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MICHAEL WILSON, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES FINANCES

J'ai effectué une vérification en ce qui concerne le rapport sur la conformité du Compte du fonds des changes aux exigences en matière de comptabilité et de rapport financier stipulées aux paragraphes 16.(1) et 16.(2) de la Loi sur la monnaie, S.R., chap. C-39, modifiée, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, le Compte du fonds des changes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 est conforme aux exigences en matière de comptabilité et de rapport financier stipulées aux paragraphes 16.(1) et 16.(2) de la Loi sur la monnaie, S.R., chap. C-39, modifiée, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Conformément à l'alinéa 16.(1)c) de la Loi sur la monnaie (la Loi), vous avez déterminé que l'or sera comptabilisé à raison de 35 droits de tirage spéciaux l'once d'or fin, comme l'indique la note 6 afférente aux états financiers. La Loi ne prévoit pas de méthode pour la conversion de l'or en dollars canadiens dans les états financiers. En l'absence d'instruction précise dans la Loi, et conformément à la méthode de conversion que la Loi prescrit pour certains autres éléments d'actif libellés en devises étrangères, la valeur de l'or a été convertie au taux de change en vigueur. Cette méthode de réévaluation, qui ne représente ni le coût historique ni la valeur marchande actuelle des avoirs en or, est assujettie aux fluctuations correspondant à l'évolution du taux de change entre les droits de tirage spéciaux et le dollar canadien. Par conséquent, les pertes nettes de réévaluation de 635.5 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 comprenaient un gain de réévaluation non réalisé sur les avoirs en or de 169 millions de dollars, attribuable à la fluctuation de la valeur des droits de tirage spéciaux depuis la fin de l'exercice précédent. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984, les gains nets de réévaluation comprenaient une perte non réalisée sur les avoirs en or de 5 millions de dollars.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 17 avril 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en millions de dollars)

ACTIF	1985		1984	
	É-U	Can	É-U	Can
Biens libellés en dollars É-U				
Encaisse et dépôts à court terme	645.4	902.5	236.6	312.7
Titres (note 3)	692.1	967.8	943.9	1,247.6
	1,337.5	1,870.3	1,180.5	1,560.3
Biens libellés en d'autres devises				
Encaisse et dépôts à court terme	21.7	30.3	28.5	37.6
Biens libellés en droits de tirage spéciaux				
Droits de tirage spéciaux (note 4)	219.7	307.2	73.1	96.6
Billets du Fonds monétaire international (note 5)	185.6	259.5	171.0	226.1
Or (note 6)	773.1	1,081.0	690.9	913.1
	1,178.4	1,647.7	935.0	1,235.8
Biens de réserves officielles internationales (note 7)	2,537.6	3,548.3	2,144.0	2,833.7
Biens libellés en dollars canadiens				
Encaisse		0.6		0.3
Provision pour gains (pertes) de réévaluation relatifs aux contrats en voie de réalisation (note 8)		2.6		(17.9)
Pertes nettes (gains nets) de réévaluation reportés		403.3		(90.3)
		3,954.8		2,725.8

PASSIF	1985	1984
	Can	Can
Dû au Fonds du revenu consolidé		
Avances (note 9)	3,903.4	2,311.8
Revenus nets pour l'exercice	51.4	414.0
	3,954.8	2,725.8

Approuvé par:

Le gouverneur, Banque du Canada
G. K. BOUEY

Le chef du département international, Banque du Canada
W. E. ALEXANDER

Le sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Compte du Fonds des changes—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en millions de dollars canadiens)

	1985	1984
Revenus de placements		
Encaisse et dépôts à court terme	42.0	68.6
Titres en dollars É-U	118.2	149.7
Droits de tirage spéciaux	8.8	6.5
Billets du Fonds monétaire international	22.9	27.0
Prêts d'or	1.4	0.1
	193.3	251.9
Pertes et gains nets de réévaluation		
(Pertes) gains au cours de l'exercice (note 10)	(635.5)	61.0
Gains reportés des exercices précédents	90.3	191.4
Pertes (gains) reportés aux exercices subséquents	403.3	(90.3)
	(141.9)	162.1
Revenus nets pour l'exercice, à verser au Fonds du revenu consolidé	51.4	414.0

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Autorisation et objectif

Le Compte est régi par la partie II de la Loi sur la monnaie (la Loi), (S.R., c. C-39) dans sa forme modifiée. Il est tenu au nom du ministre des Finances et est géré par la Banque du Canada en qualité d'agent financier du gouvernement. Il est financé à l'aide d'avances provenant du Fonds du revenu consolidé (FRC). Celles-ci sont limitées à 10 milliards de dollars canadiens suite à un décret daté du 1er mars 1979, et ne portent pas d'intérêt. Les revenus nets annuels doivent être versés au FRC dans les trois mois suivant la fin de l'exercice.

Le principal objectif du Compte est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne, et le Ministre acquiert pour le Compte les biens qui, comme le veut la Loi, sont propres à cette fin.

2. Principales conventions comptables
Évaluation des éléments d'actif

La valeur des titres en dollars É-U, des droits de tirage spéciaux (DTS) et des billets du Fonds monétaire international (FMI) est rajustée, s'il y a lieu, afin de tenir compte des intérêts courus ainsi que des primes et des escomptes amortis. Le poste «or» comprend les prêts d'or et l'intérêt couru sur ces derniers. En vertu de la Loi sur la monnaie, il appartient au ministre des Finances de fixer les règles d'évaluation de l'or que doit utiliser le Compte (note 6). L'encaisse et les dépôts à court terme comprennent les intérêts courus, s'il y a lieu.

Conversion des devises étrangères et des DTS

Les éléments d'actif et de passif en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice sur le marché de change canadien. Les éléments d'actif et de passif libellés en DTS sont tout d'abord convertis en dollars É-U selon la valeur du DTS de fin d'exercice en termes du dollar É-U, calculée par le FMI, puis en dollars canadiens. Les revenus de placement en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur au jour de l'inscription des revenus. Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères et en DTS ont été convertis en dollars canadiens à l'aide des taux de change suivants, en vigueur à la fin de l'exercice:

	1985	1984
Dollar É-U	1.3983	1.3217
Yen japonais	0.006993	0.005248
Franc suisse	0.6803	0.5078
Droit de tirage spécial	1.53592	1.29554
Mark allemand	0.5730	0.4187

Compte du Fonds des changes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

Revenus de placement

Les revenus de placement sont inscrits selon la comptabilité d'exercice et comprennent l'intérêt gagné, l'amortissement des primes et des escomptes et le montant des gains et des pertes résultant des ventes de titres.

Gains et pertes de réévaluation

Les gains et les pertes de réévaluation comprennent les augmentations et les diminutions de la valeur des éléments d'actif et de passif résultant de la conversion des devises étrangères et des DTS au cours de l'exercice et à la fin de l'exercice. Ils comprennent également les gains et les pertes résultant des opérations en devises étrangères, en DTS et en or ou résultant de la liquidation des dettes. Conformément aux dispositions de la Loi, les gains et les pertes de réévaluation pour l'exercice sont divisés en trois parties égales et incorporés aux revenus de l'exercice en cours et à ceux des deux exercices subséquents.

Frais d'exploitation

La Banque du Canada fournit gratuitement au Compte les services d'administration, de garde et d'agent financier pour effectuer les opérations prévues par la Loi.

3. Titres en dollars É-U

	1985	1984
	(en millions de $É-U)	
Bons du Trésor des États-Unis	581.7	843.9
Obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	106.0	95.0
Intérêts courus	4.4	5.0
	692.1	943.9

Valeur marchande estimative à la fin de l'exercice:
1985—693 millions de $É-U (969 millions de $Can)
1984—944 millions de $É-U (1,248 millions de $Can)

4. Droits de tirage spéciaux

	1985	1984
	(en millions de DTS)	
Solde à la fin de l'exercice	198.4	73.7
Intérêts courus	1.6	0.9
	200.0	74.6
	(en millions de $É-U)	
Solde à la fin de l'exercice	217.9	72.2
Intérêts courus	1.8	0.9
	219.7	73.1

5. Billets du Fonds monétaire international

	1985	1984
	(en millions de DTS)	
Billets—Facilité de financement supplémentaire	160.9	164.2
Intérêts courus	8.0	10.3
	168.9	174.5
	(en millions de $É-U)	
Billets	176.8	160.9
Intérêts courus	8.8	10.1
	185.6	171.0

Ces billets représentent la participation du Canada à la Facilité de financement supplémentaire établie afin d'aider les membres du FMI ayant des besoins relatifs à leur balance des paiements. Ces billets ont été acquis en 1980, 1983 et 1984 et portent une date d'échéance de cinq ans. Ils peuvent être remboursés sur demande si le Canada fait valoir qu'il requiert des fonds en raison de la situation de sa balance des paiements et sont également transférables à d'autres membres du FMI.

6. Or

	1985	1984
	(en milliers d'onces troy d'or fin)	
Solde au début de l'exercice	20,137	20,170
Ventes	31	33
Solde à la fin de l'exercice	20,106	20,137
	(en millions de $É-U)	
Or et prêts d'or	773.0	690.9
Intérêts courus sur les prêts d'or	0.1	
	773.1	690.9

Compte du Fonds des changes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

L'or est comptabilisé à raison de 35 DTS l'once (38.44 $É-U; 1984: 34.31 $É-U). Au cours de l'exercice, le prix de l'or tel qu'établi aux fixings sur le marché de Londres a varié de 284.25 $É-U l'once (1984: 303.25 $É-U), son niveau le plus bas, à 340.90 $É-U l'once (1984: 406.85 $É-U), son niveau le plus élevé, et il était de 327.00 $É-U (1984: 309.00 $É-U) à la fin de l'exercice.

Le ministre des Finances a autorisé des prêts et des ventes à la Monnaie royale canadienne et à d'autres entités, aux prix du marché, d'une partie de l'or détenu dans le Compte. À la fin de l'exercice, les biens en or du Compte incluaient des prêts de 1,174 mille (1984: 88 mille) onces troy d'or fin.

7. Biens de réserves officielles internationales

Le Compte est le principal dépositaire des réserves officielles internationales du Canada. Les autres réserves internationales du Canada sont détenues par la Banque du Canada et le FRC et ne figurent pas dans les états financiers du Compte.

8. Provision pour gains (pertes) de réévaluation relatifs aux contrats en voie de réalisation

À la fin de l'exercice, des accords de swap étaient toujours en vigueur et certaines opérations de change n'étaient pas terminées.

Les taux de change s'appliquant à ces contrats en voie de réalisation diffèrent des taux utilisés en fin d'exercice pour évaluer l'actif et le passif du Compte. Il y aura donc des gains ou des pertes de réévaluation supplémentaires à l'échéance de ces contrats. La provision pour les gains (pertes) de réévaluation relatifs aux contrats en voie de réalisation résulte de la réévaluation de ces contrats aux taux de change utilisés en fin d'exercice et représente la partie des gains ou des pertes futurs attribuée à l'exercice en cours.

En vertu des accords de swap conclus avec la Banque du Canada, le Compte vend des dollars É-U à la Banque et consent à les racheter en utilisant les taux de change qui étaient en vigueur au moment de la vente. Ces contrats se font dans le but d'aider la Banque à gérer les réserves-encaisse des banques à charte. Il n'y avait, à la fin de l'exercice, aucune opération de swap non réglée en ce qui a trait aux accords conclus avec la Banque du Canada (1984—370 millions de $É-U; 488 millions de $Can).

9. Dû au Fonds du revenu consolidé—Avances

	1985		1984	
	(en millions)			
	Montant	$Can	Montant	$Can
Devises étrangères et DTS				
En dollars É-U	4,950	6,921.6	2,400	3,172.1
En yen japonais	262,300	1,834.3	190,000	997.3
En francs suisses	1.676	1,140.2	2,186	1,110.1
En DTS	383	588.7	383	496.6
En marks allemands	200	114.6	200	83.7
		10,599.4		5,859.8
Moins: dépôts en dollars canadiens auprès du Receveur général du Canada		6,696.0		3,548.0
		3,903.4		2,311.8

Les devises provenant des emprunts en monnaies étrangères contractés par le gouvernement canadien et les DTS alloués par le FMI ont été avancés en monnaies étrangères et en DTS au Compte par le FRC. Les emprunts comprennent des émissions d'obligations et de billets étrangers, des prêts bancaires ainsi que des emprunts à même les lignes de crédit renouvelables auprès de banques canadiennes et étrangères. Le remboursement de ces emprunts est effectué à l'aide des ressources du Compte. L'intérêt à payer au titre des emprunts en devises étrangères contractés par le Canada est imputé directement au FRC.

10. Pertes nettes (gains nets) de réévaluation au cours de l'exercice

	1985			1984
	Actif	Passif	Total	Total
	(en millions de dollars canadiens)			
Yen japonais	(7.6)	330.8	323.2	(22.7)
Francs suisses	10.9	279.2	290.1	(92.2)
Or	(169.3)		(169.3)	5.1
Dollars É-U	(84.0)	226.2	142.2	68.4
Marks allemands	0.3	30.9	31.2	(4.2)
Droits de tirage spéciaux	(61.9)	92.1	30.2	(1.5)
	(311.6)	959.2	647.6	(47.1)
Gains résultant des ventes d'or			(12.1)	(13.9)
Pertes nettes (gains nets) de réévaluation au cours de l'exercice			635.5	(61.0)

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1985-86

Dette non échue

SOMMAIRE

	Page
Obligations négociables	12.2
Obligations d'épargne du Canada	12.7
Obligations spéciales non négociables	12.8
Bons du Trésor	12.9
Effets et prêts	12.9
États supplémentaires—	
Taux d'intérêt	12.11
Échéance de la dette du gouvernement	12.12
État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté	12.12

DETTE NON ÉCHUE

La dette non échue représente les obligations financières résultant de reconnaissances de dettes émises par le gouvernement du Canada, lesquelles ne sont pas encore arrivées à échéance.

Les titres détenus par le gouvernement ont été déduits de la dette non échue, afin d'inscrire le passif du gouvernement envers les tiers.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les émissions et les remboursements. En outre, l'expression «compte(s) sans opérations courantes» fait partie de certains tableaux, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

TABLEAU 12.1

DETTE NON ÉCHUE

	1er avril 1985	Émissions	Remboursements	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—						
Obligations négociables, tableau 12.2	69,256,215,000	18,676,926,000	6,866,344,000	81,066,797,000	11,810,582,000	12,445,314,000
Obligations d'épargne du Canada, tableau 12.3	41,959,430,456	15,116,504,735	12,831,300,191	44,244,635,000	2,285,204,544	3,755,103,356
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 12.4	205,337,000	239,955,000	102,000	445,190,000	239,853,000	16,661,000
Bons du Trésor, tableau 12.5	52,300,000,000	159,200,000,000	149,550,000,000	61,950,000,000	9,650,000,000	10,600,000,000
Effets et prêts, tableau 12.6	100,000,000		100,000,000		– 100,000,000	– 50,000,000
	163,820,982,456	*193,233,385,735*	*169,347,746,191*	*187,706,622,000*	*23,885,639,544*	*26,767,078,356*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—						
Obligations négociables	41,991,758	134,560,857	4,155,796	172,396,819	130,405,061	– 121,984,088
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	198,511,300	180,000,000	198,511,300	180,000,000	– 18,511,300	48,519,000
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	205,337,000	239,955,000	102,000	445,190,000	239,853,000	16,661,000
	445,840,058	*554,515,857*	*202,769,096*	*797,586,819*	*351,746,761*	*– 56,804,088*
	163,375,142,398	192,678,869,878	169,144,977,095	186,909,035,181	23,533,892,783	26,823,882,444
À payer en devises étrangères—						
Obligations négociables, tableau 12.2	2,116,816,800	4,128,825,280	355,753,760	5,889,888,320	3,773,071,520	– 65,892,760
Effets et prêts, tableau 12.6	6,959,502,750	7,620,271,550	6,658,904,500	7,920,869,800	961,367,050	3,036,892,750
	9,076,319,550	*11,749,096,830*	*7,014,658,260*	*13,810,758,120*	*4,734,438,570*	*2,970,999,990*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement—						
Obligations négociables	19,972,000	24,603,000	19,040,400	25,534,600	5,562,600	68,600
	9,056,347,550	11,724,493,830	6,995,617,860	13,785,223,520	4,728,875,970	2,970,931,390
Total de la dette non échue	172,431,489,948	204,403,363,708	176,140,594,955	200,694,258,701	28,262,768,753	29,794,813,834

Note: ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne qui sont des obligations inconditionnelles du gouvernement, mais non comprists dans la dette non échue, sont présentés au tableau 12.10.

Obligations négociables

Les obligations négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—achetées et vendues sur le marché libre;

—payables en monnaie canadienne ou en devises étrangères;

—soumises à rachat ou remboursement avant terme;

—dates fixes d'échéance;

—intérêt payable sous forme de coupons ou d'immatriculation; et,

—valeur nominale garantie à l'échéance.

Les obligations négociables nominatives sont transférables par endos et remises d'un détenteur à l'autre. Les obligations négociables au porteur n'exigent pas d'endossement.

Le tableau 12.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations négociables. Puisque la majorité des obligations négociables ne sont pas soumises à rachat ou remboursement avant terme, on note seulement les exceptions dans le tableau.

Les soldes de fin d'exercice des obligations négociables à payer en devises étrangères ont été convertis en monnaie canadienne en utilisant les cours du change de fermeture au 31 mars 1986.

TABLEAU 12.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1985	Émissions(1)	Remboursements(1)	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
				$	$	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—									
Échues: 1985-86									
1985—1er mai	13	1er mai/80-1er déc/80 22 déc/80	J40	15,653,000		15,653,000		– 15,653,000	– 1,783,170,000
6 juin	9¼	6 juin/83	H4	300,000,000		300,000,000		– 300,000,000	
1er juill	11¼	1er juin/80	J44	450,000,000		450,000,000		– 450,000,000	
1er juill	15½	1er juill/82	J83	350,000,000		350,000,000		– 350,000,000	
1er sept	14½	1er sept/82	J86	200,000,000		200,000,000		– 200,000,000	
6 sept	10½	6 sept/83	H7	300,000,000		300,000,000		– 300,000,000	
1er oct	9½	1er oct/80	F96	1,345,000		1,345,000		– 1,345,000	
1er oct	10¾	1er août/80-22 nov/82 15 déc/82	J46	850,000,000		850,000,000		– 850,000,000	
1er oct	12¾	15 oct/82	J89	150,000,000		150,000,000		– 150,000,000	
6 déc	9¾	6 déc/83	H13	350,000,000		350,000,000		– 350,000,000	
15 déc	8	15 déc/75-1er oct/78	F57	116,479,000		116,479,000		– 116,479,000	
15 déc	9¾	1er févr/83-15 mai/83	J97	275,000,000		275,000,000		– 275,000,000	
1986—1er févr	12½	1er févr/81	J55	724,583,000		724,583,000		– 724,583,000	– 417,000
6 mars	10½	6 mars/84	H16	350,000,000		350,000,000		– 350,000,000	
15 mars	10	22 févr/83-15 mars/83 27 avril/83-15 oct/83 8 nov/83	H1	625,000,000		625,000,000		– 625,000,000	
				5,058,060,000		*5,058,060,000*		*– 5,058,060,000*	*– 1,783,587,000*
Échéance: 1986-87									
1986—1er mai	14½	1er mai/81	J61(2)	498,945,000		489,462,000	9,483,000	– 489,462,000	– 644,000
1er juin	15¼	1er juin/81-31 juill/81	J64(2)	816,308,000		811,112,000	5,196,000	– 811,112,000	– 622,000
6 juin	13	6 juin/84	H28	375,000,000			375,000,000		375,000,000
1er juill	14¾	1er juill/81	J68(2)	438,765,000		412,272,000	26,493,000	– 412,272,000	– 1,520,000
5 sept	12¼	5 sept/84	H37	400,000,000			400,000,000		400,000,000
1er oct	8	1er oct/69-15 févr/70 1er avril/77	F47	410,380,000			410,380,000		
1er oct	18	15 oct/81	J72(2)	300,199,000		32,473,000	267,726,000	– 32,473,000	– 17,465,000
5 déc	10¾	5 déc/84	H46	450,000,000			450,000,000		450,000,000
15 déc	10	15 déc/83-1er févr/84	H14	200,000,000			200,000,000		
1987—1er févr	15½	1er févr/82-1er août/82	J75(2)	1,144,196,000		44,648,000	1,099,548,000	– 44,648,000	– 29,373,000
5 mars	12	26 mars/85	H55	400,000,000			400,000,000		400,000,000
15 mars	15	31 mars/82-1er mai/82	J78	800,000,000			800,000,000		
				6,233,793,000		*1,789,967,000*	*4,443,826,000*	*– 1,789,967,000*	*1,575,376,000*
Échéance: 1987-88									
1987—1er mai	12¼	8 mai/84-22 août/84 12 sept/84-1er oct/84	H23	650,000,000			650,000,000		650,000,000
1er juin	13	1er juin/84-19 juin/84 11 juill/84	H27	375,000,000			375,000,000		375,000,000
1er juin	14¾	1er juin/82	J81	250,000,000			250,000,000		
6 juin	10	6 juin/85	H59		450,000,000		450,000,000	450,000,000	
1er juill	8¼	1er juill/77-1er sept/77 15 déc/77	J11	525,000,000			525,000,000		
1er juill	15	1er juill/82	J84(2)	399,964,000		208,000	399,756,000	– 208,000	– 30,000
1er sept	13½	1er août/84	H31	150,000,000			150,000,000		150,000,000
1er sept	14¼	1er sept/82	J87(2)	649,950,000		18,109,000	631,841,000	– 18,109,000	– 30,000
6 sept	9¾	6 sept/85	H66		500,000,000		500,000,000	500,000,000	
15 oct	13	15 oct/82	J90	450,000,000			450,000,000		
15 nov	12	1er nov/82-1er avril/84 24 oct/84	J92	475,000,000			475,000,000		275,000,000
1er déc	8	1er déc/80	F79	7,000			7,000		
6 déc	9¼	6 déc/85	H71		500,000,000		500,000,000	500,000,000	
15 déc	11	15 déc/82-1er août/83 1er sept/83-15 déc/84	J96	900,000,000			900,000,000		125,000,000
1988—1er févr	8¾	1er févr/78	J15	125,000,000			125,000,000		
1er févr	10¼	1er févr/83-27 avril/83	J98	500,000,000			500,000,000		
1er févr	11¾	14 nov/84-19 mars/85 10 avril/85	H45	250,000,000	100,000,000		350,000,000	100,000,000	250,000,000
6 mars	9¾	6 mars/86	H78		550,000,000		550,000,000	550,000,000	
15 mars	10½	22 févr/83-15 mars/83 12 juill/83-1er févr/85 19 févr/85	H2	875,000,000			875,000,000		250,000,000
				6,574,921,000	*2,100,000,000*	*18,317,000*	*8,656,604,000*	*2,081,683,000*	*2,074,940,000*

TABLEAU 12.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1985	Émissions(1)	Remboursements(1)	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
				$	$	$	$	$	$
Échéance: 1988-89									
1988—1er juin	5	1er juin/63	AT21	100,000,000			100,000,000		
1er juin	5	1er févr/64	CT9	50,000,000			50,000,000		
15 oct	10¾	15 oct/83-8 nov/83							
		15 déc/83-1er mai/85							
		22 mai/85	H11	625,000,000	200,000,000		825,000,000	200,000,000	
15 nov	10	23 juill/85-1er sept/85							
		1er oct/85-23 oct/85	H64		625,000,000		625,000,000	625,000,000	
15 déc.	9¾	15 nov/85-6 févr/86							
		15 mar/86	H69		475,000,000		475,000,000	475,000,000	
1989—15 févr	6¾	15 févr/71	F61	150,000,000			150,000,000		
15 févr	11	21 févr/84	H15	200,000,000			200,000,000		
15 mars	12½	1er avril/84-1er mai/84							
		22 août/84-12 sept/84	H20	575,000,000			575,000,000		575,000,000
				1,700,000,000	*1,300,000,000*		*3,000,000,000*	*1,300,000,000*	*575,000,000*
Échéance: 1989-90									
1989—15 avril	9¾	15 déc/85	H72		150,000,000		150,000,000	150,000,000	
1er juin	13¼	1er juin/84-19 juin/84							
		11 juill/84	H24	525,000,000			525,000,000		525,000,000
1er juill	13½	1er août/84	H32	150,000,000			150,000,000		150,000,000
1er août	13¾	1er mars/81	J58	442,320,000			442,320,000		395,900,000
1er oct	10	15 août/79-12 juin/85							
		1er juill/85	J26	200,000,000	250,000,000		450,000,000	250,000,000	
1er oct	10½	1er oct/79-1er juill/80							
		15 mai/83-21 juin/83	J29	775,000,000			775,000,000		
1er nov	10¾	7 janv/85	H49	350,000,000			350,000,000		350,000,000
1er nov	12¼	1er oct/84-24 oct/84	H40	325,000,000			325,000,000		325,000,000
15 déc	11¼	15 déc/79-1er févr/80							
		1er juin/80-1er août/80							
		27 sept/83-1er févr/84							
		13 mars/84	J33	1,075,000,000			1,075,000,000		
1990—1er févr	12	14 nov/84-19 mars/85	H43	400,000,000			400,000,000		400,000,000
1er févr	13¾	31 mars/81	J60	592,912,000			592,912,000		592,270,000
26 févr	10	26 févr/86	H77		500,000,000		500,000,000	500,000,000	
15 mars	13¾	31 mars/80	J38	839,453,000			839,453,000		822,954,000
				5,674,685,000	*900,000,000*		*6,574,685,000*	*900,000,000*	*3,561,124,000*
Échéance: 1990-91									
1990—1er mai	5¼	1er mai/64-1er juill/64							
		1er sept/65	CT12	225,000,000			225,000,000		
1er mai	5¼	1er avril/67	F12	125,000,000			125,000,000		
1er mai	13	1er mai/80	J41	1,784,347,000	75,000		1,784,422,000	75,000	1,783,170,000
1er juin	11¾	10 avril/85	H56		150,000,000		150,000,000	150,000,000	
1er sept	10¾	12 juill/83-1er févr/85							
		19 févr/85	H5	550,000,000			550,000,000		450,000,000
1er oct	10½	15 août/85-1er oct/85							
		23 oct/85	H65		1,100,000,000		1,100,000,000	1,100,000,000	
1er oct	12½	1er oct/80	J49	22,529,000	10,000		22,539,000	10,000	11,982,000
15 déc	10¼	15 nov/85	H70		375,000,000		375,000,000	375,000,000	
1991—1er févr	12½	1er févr/81	J56	417,000	718,557,000		718,974,000	718,557,000	417,000
1er mars	9¼	15 déc/85	H73		375,000,000		375,000,000	375,000,000	
				2,707,293,000	*2,718,642,000*		*5,425,935,000*	*2,718,642,000*	*2,245,569,000*
Échéance: 1991-92									
1991—1er mai	9¾	6 févr/86-15 mars/86	H75		625,000,000		625,000,000	625,000,000	
1er mai	14½	1er mai/81	J62	1,055,000	489,462,000		490,517,000	489,462,000	644,000
1er juin	11	1er mai/85-22 mai/85	H57		425,000,000		425,000,000	425,000,000	
1er oct	18	15 oct/81	J73	99,801,000	32,473,000		132,274,000	32,473,000	17,465,000
15 déc	11½	15 déc/84	H47	225,000,000			225,000,000		225,000,000
1992—1er févr	15½	1er févr/82	J76	105,804,000	44,648,000		150,452,000	44,648,000	29,373,000
				431,660,000	*1,616,583,000*		*2,048,243,000*	*1,616,583,000*	*272,482,000*
Échéance: 1992-93									
1992—1er juin	10¾	12 juin/85-1er juill/85							
		23 juill/85-1er sept/85	H61		750,000,000		750,000,000	750,000,000	
1er juin	15	1er juin/82	J82	200,000,000			200,000,000		
1er juill	15	1er juill/82	J85	36,000	208,000		244,000	208,000	30,000
1er sept	5¾	1er sept/66-15 déc/66							
		1er févr/67	F6	225,000,000			225,000,000		
1er sept	14¾	1er sept/82	J88	50,000	18,109,000		18,159,000	18,109,000	30,000
15 oct	13½	15 oct/82	J91	400,000,000			400,000,000		
15 nov	12¾	1er nov/82	J93	500,000,000			500,000,000		
15 déc	11¾	22 nov/82-15 déc/82							
		1er août/83-1er sept/83	J95	2,050,000,000			2,050,000,000		

DETTE NON ÉCHUE

TABLEAU 12.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1985	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
				$	$	$	$	$	$
1993—1er févr	11¼	1er févr/83-15 mars/83 27 avril/83-12 juill/83	J99	1,850,000,000			1,850,000,000		
				5,225,086,000	*768,317,000*		*5,993,403,000*	*768,317,000*	*60,000*
Échéance: 1993-94									
1993—1er mai	10¾	15 mai/83-21 juin/83	H3	1,050,000,000			1,050,000,000		
1er juin	15¼	1er juin/81	J65	83,692,000	811,112,000		894,804,000	811,112,000	622,000
1er juill	14¾	1er juill/81	J69	11,235,000	412,272,000		423,507,000	412,272,000	1,520,000
15 oct	11¾	27 sept/83-15 oct/83 1er févr/84	H8	1,025,000,000			1,025,000,000		
15 déc	11½	8 nov/83-15 déc/83 21 févr/84	H12	850,000,000			850,000,000		
1994—1er mars	12	13 mars/84-10 avril/85	H17	225,000,000	475,000,000		700,000,000	475,000,000	
				3,244,927,000	*1,698,384,000*		*4,943,311,000*	*1,698,384,000*	*2,142,000*
Échéance: 1994-95									
1994—1er avril	13	1er avril/84-1er mai/84 22 août/84	H21	1,025,000,000			1,025,000,000		1,025,000,000
15 mai	13¾	1er juin/84-11 juill/84 1er août/84	H25	1,200,000,000			1,200,000,000		1,200,000,000
15 juin	9½	15 juin/74-1er juill/75 15 août/75-1er juin/76 1er août/76-1er avril/77	F85	764,120,000			764,120,000		- 51,194,000
15 juill	13½	19 juin/84	H29	250,000,000			250,000,000		250,000,000
1er oct	12¾	12 sept/84	H39	475,000,000			475,000,000		475,000,000
1er déc	6¼	1er déc/67	F23	125,000			125,000		
15 déc	12½	1er oct/84-24 oct/84	H42	900,000,000			900,000,000		900,000,000
1995—1er févr	11½	1er févr/85	H51	375,000,000			375,000,000		375,000,000
1er févr	12¼	14 nov/84-19 mars/85	H44	725,000,000			725,000,000		725,000,000
1er mars	11¾	15 déc/84	H48	475,000,000			475,000,000		475,000,000
				6,189,245,000			*6,189,245,000*		*5,373,806,000*
Échéance: 1995-96									
1995—1er avril	11¼	19 févr/85-1er mai/85 22 mai/85	H54	375,000,000	975,000,000		1,350,000,000	975,000,000	375,000,000
1er juin	10½	12 juin/85-1er juil/85 12 juill/85-1er sept/85	H62		1,850,000,000		1,850,000,000	1,850,000,000	
1er oct	6½	1er oct/68	F33	100,000,000			100,000,000		
1er oct	10	1er oct/75-15 déc/75 1er févr/76-1er avril/76	F97	709,750,000			709,750,000		- 44,625,000
15 déc	10¾	1er oct/85-23 oct/85 15 nov/85	H67		950,000,000		950,000,000	950,000,000	
1996—1er mars	10¼	6 févr/86	H76		350,000,000		350,000,000	350,000,000	
				1,184,750,000	*4,125,000,000*		*5,309,750,000*	*4,125,000,000*	*330,375,000*
Échéance: 1996-97									
1996—15 sept	3	15 sept/36	P1	55,000,000			55,000,000		
Échéance: 1997-98									
1997—15 mai	9¼	15 mai/77-1er juill/77 1er sept/77-1er févr/78	J9	1,032,000,000			1,032,000,000		- 42,000,000
1998—15 mars	3¾	15 sept/56	T15[3]	197,045,000			197,045,000		
				1,229,045,000			*1,229,045,000*		*- 42,000,000*
Échéance: 1999-2000									
1999—15 oct	9	15 oct/77-15 déc/77	J13	621,750,000			621,750,000		- 25,375,000
1er déc	13½	1er déc/80	J53	400,000,000			400,000,000		
2000—15 mars	13¾	31 mars/80-1er mars/81 31 mars/81-15 oct/82	J39	1,050,000,000			1,050,000,000		
				2,071,750,000			*2,071,750,000*		*- 25,375,000*
Échéance: 2000-01									
2000—1er juill	15	1er juill/81	J70	175,000,000			175,000,000		
15 déc	9¾	15 déc/78	J22	550,000,000			550,000,000		- 21,875,000
2001—1er févr	15¾	1er juin/81-31 juill/81	J66	425,000,000			425,000,000		
				1,150,000,000			*1,150,000,000*		*- 21,875,000*
Échéance: 2001-02									
2001—1er mai	13	1er mai/80-1er oct/80 1er févr/81	J42	1,325,000,000			1,325,000,000		
1er oct	9½	1er oct/76-1er déc/76 1er avril/78-15 mai/78 1er juill/78	J2	1,411,500,000			1,411,500,000		- 56,875,000
2002—1er févr	8¾	1er févr/77	J7	252,000,000			252,000,000		- 10,500,000
15 mars	15½	31 mars/82-1er mai/82	J79	350,000,000			350,000,000		
				3,338,500,000			*3,338,500,000*		*- 67,375,000*

TABLEAU 12.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1985	Émissions(1)	Rembourse-ments(1)	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
				$	$	$	$	$	$
Échéance: 2002-03									
2002—1er mai	10	1er mai/79-1er juin/79							
		15 juill/79	J25	1,850,000,000			1,850,000,000		
15 déc	11¼	15 déc/79-1er juill/80							
		15 mai/83	J34	1,625,000,000			1,625,000,000		
2003—1er févr	11¾	1er févr/80-1er juin/80							
		1er août/80-1er févr/83							
		27 avril/83-21 juin/83							
		12 juill/83	J35	2,700,000,000			2,700,000,000		
				6,175,000,000			*6,175,000,000*		
Échéance: 2003-04									
2003—1er oct	9½	15 août/78-1er oct/78	J18	787,500,000			787,500,000		− 31,500,000
2004—1er févr	10¼	1er févr/79-15 mars/79							
		21 mars/79-15 août/79	J24	2,200,000,000			2,200,000,000		
				2,987,500,000			*2,987,500,000*		*− 31,500,000*
Échéance: 2004-05									
2004—1er juin	13½	1er avril/84-1er mai/84	H22	550,000,000			550,000,000		550,000,000
1er oct	10½	1er oct/79	J30	600,000,000			600,000,000		
2005—1er mars	12	15 oct/83-8 nov/83							
		15 déc/83-1er févr/84							
		21 févr/84-15 déc/84	H9	1,775,000,000			1,775,000,000		375,000,000
				2,925,000,000			*2,925,000,000*		*925,000,000*
Échéance: 2005-06									
2005—1er sept	12¼	1er août/83-1er sept/83							
		27 sept/83-10 avril/85	H6	1,000,000,000	375,000,000		1,375,000,000	375,000,000	
2006—1er mars	12½	13 mars/84-14 nov/84							
		19 mars/85	H18	975,000,000			975,000,000		725,000,000
				1,975,000,000	*375,000,000*		*2,350,000,000*	*375,000,000*	*725,000,000*
Échéance: 2006-07									
2006—1er oct	14	1er juin/84-11 juill/84							
		1er août/84	H26	1,025,000,000			1,025,000,000		1,025,000,000
2007—1er mars	13¾	19 juin/84	H30	325,000,000			325,000,000		325,000,000
				1,350,000,000			*1,350,000,000*		*1,350,000,000*
Échéance: 2007-08									
2007—1er oct	13	22 août/84-12 sept/84	H36	700,000,000			700,000,000		700,000,000
2008—1er mars	12⅜	1er oct/84-24 oct/84	H41	750,000,000			750,000,000		750,000,000
				1,450,000,000			*1,450,000,000*		*1,450,000,000*
Échéance: 2008-09									
2008—1er juin	10	15 déc/85	H74		325,000,000		325,000,000	325,000,000	
1er oct	11⅞	1er févr/85-1er mai/85	H52	325,000,000	400,000,000		725,000,000	400,000,000	325,000,000
2009—1er mars	11½	22 mai/85	H58		400,000,000		400,000,000	400,000,000	
				325,000,000	*1,125,000,000*		*1,450,000,000*	*1,125,000,000*	*325,000,000*
Échéance: 2009-10									
2009—1er juin	11	1er oct/85-23 oct/85	H68		625,000,000		625,000,000	625,000,000	
1er oct	10¾	12 juin/85-1er juill/85							
		1er sept/85	H63		1,000,000,000		1,000,000,000	1,000,000,000	
2010—1er mars	9¾	15 mars/86	H79		325,000,000		325,000,000	325,000,000	
					1,950,000,000		*1,950,000,000*	*1,950,000,000*	
Comptes sans opérations courantes									− 6,368,848,000
Total des obligations négociables (en monnaie canadienne)				69,256,215,000	18,676,926,000	6,866,344,000	81,066,797,000	11,810,582,000	12,445,314,000

TABLEAU 12.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Fin*

	Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1985	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
					$	$	$	$	$	$
	À payer en devises étrangères—									
	Dollars des États-Unis—									
	1985—1er oct	8.2	1er avril/78		340,900,000		340,900,000		– 340,900,000	21,875,000
	1986—3 nov	16¼	3 nov/81		409,080,000	9,660,000		418,740,000	9,660,000	26,250,000
(3)	1987—15 oct	5	15 oct/62		65,452,800	1,494,080	2,181,760	64,765,120	– 687,680	2,158,240
(3)	1988—1er juin	6½	1er juin/68		136,360,000	3,220,000		139,580,000	3,220,000	8,750,000
	1989—15 juill	9¼	15 juill/85			628,110,000		628,110,000	628,110,000	
	1995—15 juill	10¼	15 juill/85			628,110,000		628,110,000	628,110,000	
	21 nov	10	21 nov/85			697,900,000		697,900,000	697,900,000	
	1996—27 févr	9	27 févr/86			1,395,800,000		1,395,800,000	1,395,800,000	
(3)	1998—1er avril	8⅜	1er avril/78		340,900,000	8,050,000		348,950,000	8,050,000	21,875,000
(3)	15 oct	9¼	15 oct/78		477,260,000	11,270,000		488,530,000	11,270,000	30,625,000
					1,769,952,800	*3,383,614,080*	*343,081,760*	*4,810,485,120*	*3,040,532,320*	*111,533,240*
	Marks allemands—									
	1989—30 avril	8½	30 avril/82		89,200,000	29,880,000		119,080,000	29,880,000	– 9,580,000
	Francs suisses—									
(3)	1989—20 mars	3⅜	20 mars/79		152,064,000	49,051,200	12,672,000	188,443,200	36,379,200	– 26,496,000
	1992—10 mai	5¼	10 mai/84		105,600,000	37,160,000		142,760,000	37,160,000	105,600,000
					257,664,000	*86,211,200*	*12,672,000*	*331,203,200*	*73,539,200*	*79,104,000*
	Yen japonais—									
	1991—20 févr	6¼	20 févr/86			629,120,000		629,120,000	629,120,000	
	Compte sans opérations courantes									– 246,950,000
	Total des obligations négociables (en devises étrangères)				2,116,816,800	4,128,825,280	355,753,760	5,889,888,320	3,773,071,520	– 65,892,760
	Total				71,373,031,800	22,805,751,280	7,222,097,760	86,956,685,320	15,583,653,520	12,379,421,240

(1) Les émissions et les remboursements des obligations négociables à payer en devises étrangères comprennent la conversion de ces devises en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.
(2) Échangeables au gré du détenteur contre des obligations d'une valeur nominale égale et portant le même taux d'intérêt.
(3) Soumises à remboursement avant terme.

Obligations d'épargne du Canada

Les obligations d'épargne du Canada représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—émises à des résidents canadiens;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—immatriculées au nom du titulaire;

—dates fixes d'échéance;

—non négociables;

—remboursables à vue au titulaire, avec les intérêts courus calculés jusqu'à la fin du mois précédent;

—pas soumises à rachat avant terme; et,

—viennent à échéance 7 ans ou plus après leur émission.

Le tableau 12.3 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations d'épargne du Canada.

TABLEAU 12.3

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1985	Émissions	Rembourse-ments	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
				$	$	$	$	$	$
1985—1er nov	11¼	1973-74	S28	263,240,350		263,240,350		− 263,240,350	− 3,664,300
1985—1er nov	11¼	1976-77	S31	472,325,300		472,325,300		− 472,325,300	− 12,096,350
1985—1er nov	11¼	1978-79	S33	2,885,177,700		2,885,177,700		− 2,885,177,700	− 178,976,600
1986—1er nov	11¼-10½	1977-78	S32	400,057,700		16,866,200	383,191,500	− 16,866,200	− 21,014,400
1986—1er nov	11¼-10½	1979-80	S34	2,020,676,500		93,493,300	1,927,183,200	− 93,493,300	− 147,388,700
1987—1er nov	11¼-10½	1980-81	S35	1,361,726,200		62,484,500	1,299,241,700	− 62,484,500	− 111,822,400
1988—1er nov	11¼-10½	1981-82	S36	7,756,059,100		514,438,200	7,241,620,900	− 514,438,200	− 1,249,941,400
1989—1er nov	11¼-8½-10	1982-83	S37	6,943,298,400		820,180,800	6,123,117,600	− 820,180,800	− 1,870,300,800
1990—1er nov	11¼-8½-10	1983-84	S38	7,678,844,200		1,115,806,600	6,563,037,600	− 1,115,806,600	− 3,389,519,700
1991—1er nov	11¼-8½-10	1984-85	S39	12,178,025,006		3,794,746,106	8,383,278,900	− 3,794,746,106	12,178,025,006
1992—1er nov	8½-10	1985-86	S40		15,116,504,735	2,792,541,135	12,323,963,600	12,323,963,600	
Comptes sans opérations courantes									− 1,438,197,000
Total				41,959,430,456	15,116,504,735	12,831,300,191	44,244,635,000	2,285,204,544	3,755,103,356

Obligations spéciales non négociables

Les obligations spéciales non négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada exclusivement au Fonds de placement du régime de pensions du Canada, dont les modalités sont:

—non négociables;

—non transférables;

—non cessibles;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—viennent à échéance 20 ans ou moins après leur émission;

—intérêt payable semestriellement; et,

—rachetables à la valeur nominale, plus l'intérêt couru.

Le tableau 12.4 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations spéciales non négociables.

TABLEAU 12.4

OBLIGATIONS SPÉCIALES NON NÉGOCIABLES

	1er avril 1985	Émissions	Remboursements	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Fonds de placement du régime de pensions du Canada—						
Échues: 1985-86	102,000		102,000		− 102,000	
Échéance: 1986-87	1,792,000			1,792,000		
1987-88	3,814,000			3,814,000		
1988-89	5,607,000			5,607,000		
1989-90	4,059,000			4,059,000		
1990-91	5,447,000			5,447,000		
1991-92	6,540,000			6,540,000		
1992-93	7,112,000			7,112,000		
1993-94	7,907,000			7,907,000		
1994-95	9,087,000			9,087,000		
1995-96	10,217,000			10,217,000		
1996-97	10,651,000			10,651,000		
1997-98	11,351,000			11,351,000		
1998-99	12,015,000			12,015,000		
1999-2000	17,709,000			17,709,000		
2000-01	22,971,000			22,971,000		
2001-02	17,622,000			17,622,000		
2002-03	17,414,000			17,414,000		
2003-04	17,259,000			17,259,000		
2004-05	16,661,000			16,661,000		16,661,000
2005-06		239,955,000		239,955,000	239,955,000	
Total	205,337,000	239,955,000	102,000	445,190,000	239,853,000	16,661,000

Bons du Trésor

Les bons du Trésor sont des reconnaissances de dettes à court terme émises par le gouvernement du Canada afin de débourser des sommes à des dates convenues, dont les modalités sont:

—émises à escomptes, tenant lieu d'intérêts;

—échéances courantes: 3 mois, 6 mois et 12 mois;

—émises en dollars canadiens exclusivement;

—transférables; et,

—achetées et vendues sur le marché libre.

Les bons à trois mois et à six mois sont habituellement émis hebdomadairement, tandis que les autres bons sont émis à toutes les deux semaines, habituellement pour des périodes d'un an ou moins.

Au 31 mars 1986, le solde de ce compte représente des bons à trois mois pour $24,750 millions; des bons à six mois pour $25,200 millions; et, des bons à 364 jours pour $12,000 millions.

Le tableau 12.5 présente un sommaire mensuel des émissions et des remboursements de bons du Trésor.

TABLEAU 12.5

ÉMISSIONS ET REMBOURSEMENTS DE BONS DU TRÉSOR
(en millions de dollars)

	Émissions				Remboursements				
	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Changement net
Avril, 1985	7,300	4,000	900	12,200	6,600	3,200	800	10,600	1,600
Mai	7,850	3,800	1,350	13,000	7,100	3,300	1,200	11,600	1,400
Juin	7,450	3,900	900	12,250	7,200	3,200	800	11,200	1,050
Juillet	7,650	4,000	900	12,550	7,300	3,400	800	11,500	1,050
Août	9,750	5,000	900	15,650	7,850	4,150	800	12,800	2,850
Septembre	8,150	4,450	1,400	14,000	7,450	3,900	800	12,150	1,850
Octobre	8,300	4,700	1,900	14,900	7,650	4,000	800	12,450	2,450
Novembre	8,500	4,650	1,350	14,500	9,750	3,800	2,650	16,200	– 1,700
Décembre	5,650	2,850	900	9,400	8,150	3,900	800	12,850	– 3,450
Janvier, 1986	8,400	4,350	1,000	13,750	10,400	5,000	800	16,200	– 2,450
Février	8,300	4,350	1,000	13,650	6,400	4,000	700	11,100	2,550
Mars	8,050	4,300	1,000	13,350	5,650	4,450	800	10,900	2,450
	95,350	50,350	13,500	159,200	91,500	46,300	11,750	149,550	9,650
Solde au 1er avril 1985									52,300
Solde au 31 mars 1986									61,950

Effets et prêts

Ces comptes enregistrent les emprunts effectués en vertu d'ententes conclues avec des banques au Canada, aux États-Unis, en Suisse, au Japon et avec d'autres banques internationales. Ils enregistrent également les emprunts de la Société financière Canadair Inc. qui ont été assumés directement par le gouvernement du Canada en vertu du crédit 7c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi nº 4 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les soldes au 31 mars 1986 représentent:

—$450,000,000 É-U ($628,110,000 can) pour des effets d'un mois de banques américaines;

—$1,150,000,000 É-U ($1,605,170,000 can) pour des effets d'un mois de banques à charte canadiennes;

—$1,750,000,000 É-U ($2,442,650,000 can) comme prêts de cinq ans de banques internationales;

—$255,000,000 É-U ($355,929,000 can) pour des effets assumés de la Société financière Canadair Inc;

—300,000,000 FS ($214,140,000 can) comme prêt de trois ans, 700,000,000 FS ($499,660,000 can) comme prêts de cinq ans, et 200,000,000 FS ($142,760,000 can) comme prêt de six ans, de banques suisses; et,

—200,000,000,000 yen ($1,572,800,000 can) comme prêts de huit ans, 23,450,000,000 yen ($184,410,800 can) comme prêt de dix ans, et 35,000,000,000 yen ($275,240,000 can) comme prêt de vingt ans, de banques japonaises.

Les soldes en devises étrangères ont été convertis en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars 1986.

Le tableau 12.6 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les effets et prêts.

TABLEAU 12.6

EFFETS ET PRÊTS À PAYER EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Date d'échéance	%	Date d'émission	1er avril 1985	Émissions[1]	Rembourse-ments[1]	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
			$	$	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—								
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc	divers	divers	100,000,000		100,000,000		– 100,000,000	– 50,000,000
À payer en devises étrangères—								
Dollars des États-Unis—								
Effets à payer—								
Banques américaines	divers	divers	1,363,600,000	1,971,600,000	2,707,090,000	628,110,000	– 735,490,000	1,363,600,000
Banques canadiennes	divers	divers	545,440,000	4,300,360,000	3,240,630,000	1,605,170,000	1,059,730,000	35,000,000
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc	divers	divers	1,016,976,000	8,211,000	669,258,000	355,929,000	– 661,047,000	133,491,000
1987—16 juin	14⅜	16 juin/82	1,022,700,000	24,150,000		1,046,850,000	24,150,000	65,625,000
1988—27 oct	10⅞	27 oct/83	681,800,000	16,100,000		697,900,000	16,100,000	43,750,000
1990—22 mars	11½	22 mars/85	681,800,000	16,100,000		697,900,000	16,100,000	681,800,000
			5,312,316,000	*6,336,521,000*	*6,616,978,000*	*5,031,859,000*	*– 280,457,000*	*2,323,266,000*
Francs suisses—								
1987—8 mars	7¼	8 mars/82	211,200,000	74,320,000		285,520,000	74,320,000	– 26,880,000
15 nov	4⅞	15 mai/84	158,400,000	55,740,000		214,140,000	55,740,000	158,400,000
1989—3 mai	5⅜	3 mai/84	158,400,000	55,740,000		214,140,000	55,740,000	158,400,000
1990—15 mai	5⅛	15 mai/84	105,600,000	37,160,000		142,760,000	37,160,000	105,600,000
			633,600,000	*222,960,000*		*856,560,000*	*222,960,000*	*395,520,000*
Yen japonais—								
[2]1989—19 févr	7.1	19 févr/79	169,611,750	56,725,550	41,926,500	184,410,800	14,799,050	– 29,328,250
[2]1992—31 juill	7.9	31 juill/84	653,400,000	290,280,000		943,680,000	290,280,000	653,400,000
[2]1993—27 nov	7	27 nov/85		629,120,000		629,120,000	629,120,000	
[2]1999—19 févr	7½	19 févr/79	190,575,000	84,665,000		275,240,000	84,665,000	– 8,365,000
			1,013,586,750	*1,060,790,550*	*41,926,500*	*2,032,450,800*	*1,018,864,050*	*615,706,750*
Compte sans opérations courantes								– 297,600,000
Total des effets et prêts (en devises étrangères)			6,959,502,750	7,620,271,550	6,658,904,500	7,920,869,800	961,367,050	3,036,892,750
Total			7,059,502,750	7,620,271,550	6,758,904,500	7,920,869,800	861,367,050	2,986,892,750

[1] Les émissions et les remboursements comprennent la conversion des devises étrangères en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.

[2] Soumises à remboursement avant terme.

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Taux d'intérêt

Le tableau 12.7 présente la dette non échue au 31 mars, pour chacun des exercices de 1981-82 à 1985-86 inclusivement, ainsi que le taux d'intérêt moyen en vigueur. Pour fins de comparaison, la dette non échue a été ventilée en obligations négociables, obligations non négociables (y compris les obligations d'épargne du Canada et le Fonds de placement du régime de pensions du Canada), bons du Trésor, et effets et prêts.

TABLEAU 12.7

DETTE NON ÉCHUE AU 31 MARS, DE 1982 À 1986, ET TAUX D'INTÉRÊT MOYEN EN VIGUEUR

	Obligations négociables		Obligations non négociables: Obligations d'épargne du Canada		Obligations non négociables: Fonds de placement du régime de pensions du Canada		Bons du Trésor		Effets et prêts		Total de la dette non échue	
	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1986	86,957	11.44	44,244	10.12	445	11.08	61,950	10.13	7,921	9.14	201,517	10.66
1985	71,373	11.76	41,960	11.25	205	10.81	52,300	10.89	7,059	9.86	172,897	11.31
1984	58,994	11.55	38,204	9.85	189	10.59	41,700	9.94	3,039	10.43	142,126	10.59
1983	51,713	11.18	32,641	12.00	171	10.48	29,125	10.15	1,825	10.19	115,475	11.14
1982	46,724	10.67	24,978	19.50	154	10.01	19,375	15.61	1,122	5.65	92,353	14.03

Lorsque le taux d'intérêt varie, le taux d'intérêt applicable est celui en vigueur au 31 mars.

Le tableau 12.8 indique les taux maximaux et minimaux de rendement des bons du Trésor en adjudication ainsi que le rendement moyen des dernières émissions pour les exercices de 1981-82 à 1985-86 inclusivement.

TABLEAU 12.8

RENDEMENT MOYEN DES BONS DU TRÉSOR EN ADJUDICATION

Exercice clos le 31 mars	Taux maximal	Taux minimal	Dernière émission
	%	%	%
Bons à trois mois—			
1986	11.85	8.52	10.19
1985	13.01	9.41	10.40
1984	10.53	9.02	10.53
1983	16.34	9.13	9.17
1982	20.99	14.34	14.86
Bons à six mois—			
1986	11.59	8.75	10.19
1985	13.81	9.49	10.71
1984	11.20	8.88	11.00
1983	16.82	9.00	9.52
1982	21.07	14.18	15.46
Autres bons—			
1986	10.96	8.38	9.89
1985	14.25	9.79	11.63
1984	11.67	8.91	11.67
1983	17.08	9.10	9.58
1982	20.59	14.35	15.61

Échéance de la dette du gouvernement

Le tableau 12.9 présente le total de la dette non échue par ordre d'échéance.

TABLEAU 12.9

ÉCHÉANCE DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT

	Obligations négociables		Obligations d'épargne du Canada		Bons du Trésor		Effets et prêts		Total	
Échéance	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1987	4,863	13.57	2,310	10.50	61,950	10.13	2,519	7.53	71,642	10.29
1988	8,721	11.30	1,299	10.50			1,331	12.95	11,351	11.40
1989	3,328	9.78	7,242	10.50			882	10.09	11,452	10.26
1990	7,322	11.60	6,123	10.00			1,156	10.62	14,601	10.85
1991	6,055	10.68	6,563	10.00			143	5.13	12,761	10.27
1992/96	27,349	11.51	20,707	10.00			1,615	7.56	49,671	10.75
1997/2001	5,343	10.87					275	7.50	5,618	10.71
2002/06	17,776	11.30							17,776	11.30
2007/10	6,200	12.04							6,200	12.04
	86,957	11.44	44,244	10.12	61,950	10.13	7,921	9.14	201,072	10.66
Moins: titres détenus par le gouvernement	198	9.34	180	10.00					378	9.66
	86,759	11.45	44,064	10.12	61,950	10.13	7,921	9.14	200,694	10.66

Note: ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne qui sont des obligations inconditionnelles du gouvernement, mais non comprises dans la dette non échue, sont présentés au tableau 12.10.

État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté

Le tableau 12.10 présente les renseignements exigés en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration financière. Les opérations d'emprunt comprises dans ce tableau sont: les emprunts par le gouvernement pour fins générales; et les emprunts par les sociétés mandataires de la Couronne lesquels sont comptabilisés comme tels à l'état de l'actif et du passif du gouvernement, sauf si le gouvernement est le prêteur. Les emprunts par les sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

TABLEAU 12.10

ÉTAT DE TOUTES LES OPÉRATIONS D'EMPRUNT POUR LE COMPTE DE SA MAJESTÉ
(en millions de dollars)

	1er avril 1985	Émissions/ Emprunts	Rembourse-ments	31 mars 1986
Dette non échue du gouvernement du Canada(1)	172,432	204,403	176,141	200,694
Emprunts des sociétés de la Couronne désignées comme mandataires de Sa Majesté(2)	12,864	62,160	60,401	14,623
Total	185,296	266,563	236,542	215,317

(1) On trouvera plus de précisions dans cette section.
(2) On trouvera plus de précisions à la section 8 (tableau 8.8) de ce volume.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1985-86

Autres renseignements relatifs aux états financiers

SOMMAIRE

	Page
Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif—	
Fonds en transit	13.3
Caisse	13.3
Immobilisations	13.4
Déficit accumulé	13.4
Autres renseignements—	
Contrats de location-acquisition	13.6
Passif éventuel	13.8

AUTRES COMPTES INSCRITS À L'ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Cette section renferme des renseignements concernant les comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, qui ne sont pas compris ailleurs dans ce volume. Ces comptes sont:

—les fonds en transit;
—la caisse;
—les immobilisations; et,
—le déficit accumulé.

Fonds en transit

Le tableau 13.1 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les fonds en transit.

TABLEAU 13.1

FONDS EN TRANSIT

	1er avril 1985	Crédits	Débits	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Fonds détenus par les percepteurs et en transit	1,799,145,679	1,799,145,679	1,596,313,103	1,596,313,103	– 202,832,576	64,305,422
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours	83,416,166	83,416,166	96,143,963	96,143,963	12,727,797	– 58,219,263
Total	1,882,561,845	1,882,561,845	1,692,457,066	1,692,457,066	– 190,104,779	6,086,159

Fonds détenus par les percepteurs et en transit

Ce compte sert à comptabiliser les deniers publics reçus par des fonctionnaires avant le 1er avril, mais qui ne sont pas déposés au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, avant cette date.

Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours

Ce compte enregistre les deniers publics reçus après le 31 mars, qui sont applicables à l'exercice clos à cette date.

Ce compte comprend les remboursements de dépenses de l'exercice écoulé, lesquels ont été effectués avant la fermeture des comptes, ainsi que les rentrées à porter au crédit des comptes d'actif, de passif et (dans des cas exceptionnels) de recettes, lorsque pour des raisons d'ordre et de cohérence, il est préférable de les passer à l'exercice écoulé.

Caisse

La caisse du gouvernement est constituée des deniers publics déposés au 31 mars au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, dans des banques à charte et dans d'autres établissements financiers.

La caisse du gouvernement dépend non seulement des opérations budgétaires, mais aussi des opérations non budgétaires, de change et de la dette non échue, lesquelles il faut tenir compte lorsqu'on considère l'ensemble des opérations financières du gouvernement.

Le tableau 13.2 présente un sommaire des soldes et des opérations reliés aux dépôts courants et spéciaux du Receveur général.

Les soldes de fin d'exercice libellés en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens correspondants, aux taux de change de fermeture à la fin de l'exercice. Les devises étrangères détenues comprennent des livres sterling du Royaume-Uni, des dollars des États-Unis, des francs belges, suisses et français, des marks de l'Allemagne de l'Ouest, et des yen japonais.

TABLEAU 13.2

CAISSE

	1er avril 1985	Rentrées	Déboursés	31 mars 1986	Variation nette 1986	Variation nette 1985
	$	$	$	$	$	$
Receveur général—						
Dépôts courants—						
Dollars canadiens	5,778,771,410	321,423,923,551	322,636,813,036	4,565,881,925	– 1,212,889,485	– 550,228,590
Devises étrangères	48,771,356	3,477,016,360	3,371,654,030	154,133,686	105,362,330	– 4,812,247
Dépôts spéciaux	30,066,860	1,521,874,708	1,527,683,556	24,258,012	– 5,808,848	354,387
Total	5,857,609,626	326,422,814,619	327,536,150,622	4,744,273,623	– 1,113,336,003	– 554,686,450

Dépôts courants du Receveur général

Les soldes mensuels en dollars canadiens et en devises étrangères en dépôt pour les cinq derniers exercices sont présentés dans les tableaux suivants:

TABLEAU 13.3

CAISSE DES DÉPÔTS EN DOLLARS CANADIENS
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercices clos le 31 mars				
	1986	1985	1984	1983	1982
Avril	3,268	3,611	5,483	3,118	3,281
Mai	3,989	3,648	6,997	4,855	3,825
Juin	2,747	2,716	4,787	5,124	2,102
Juillet	2,437	2,710	4,737	3,329	5,363
Août	3,634	1,664	3,191	2,126	4,068
Septembre	4,527	2,334	2,699	1,664	3,786
Octobre	6,449	2,796	3,643	2,879	3,671
Novembre	10,566	5,291	8,522	8,483	11,236
Décembre	5,599	3,325	7,300	7,476	7,532
Janvier	3,953	4,001	6,892	5,516	7,680
Février	4,993	5,691	6,460	4,636	6,278
Mars	4,566	5,779	6,329	4,193	6,541

TABLEAU 13.4

CAISSE DES DÉPÔTS EN DEVISES ÉTRANGÈRES
(convertis en dollars canadiens)
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercices clos le 31 mars				
	1986	1985	1984	1983	1982
Avril	30	50	16	42	9
Mai	29	34	29	15	16
Juin	37	33	35	33	26
Juillet	44	46	31	39	28
Août	72	44	42	34	21
Septembre	72	36	44	24	27
Octobre	43	15	42	27	24
Novembre	36	27	44	29	17
Décembre	90	41	35	48	55
Janvier	84	34	22	22	34
Février	86	24	15	22	34
Mars	154	49	54	28	29

Dépôts spéciaux du Receveur général

Ces dépôts comprennent les soldes détenus par les agents de trésorerie du gouvernement, pour l'achat ou le remboursement de titres du gouvernement, et pour le paiement d'intérêts.

Immobilisations

Les immobilisations sont constituées d'éléments d'actif corporels et de valeur durable, y compris les agrandissements majeurs ou les modifications afférentes, et sur ces biens sont tirés des revenus pendant leur durée utile.

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, bâtiments, matériel et ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction, conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada, telles que décrites à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés (section 2 de ce volume). On reconnaît leur existence à l'état de l'actif et du passif, en les inscrivant à une valeur nominale de $1.

Déficit accumulé

Le compte du déficit accumulé inscrit le total net des déficits et excédents annuels du gouvernement du Canada depuis la Confédération, avec certaines sommes imputées ou créditées directement à ce compte. Le déficit accumulé correspond également à l'excédent du passif comptabilisé sur l'actif comptabilisé net.

Un état du déficit accumulé est publié dans la section 2 de ce volume.

Un état comparatif du déficit accumulé, en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif comptabilisé net, est présenté sur une échelle de cinq exercices comme suit:

TABLEAU 13.5

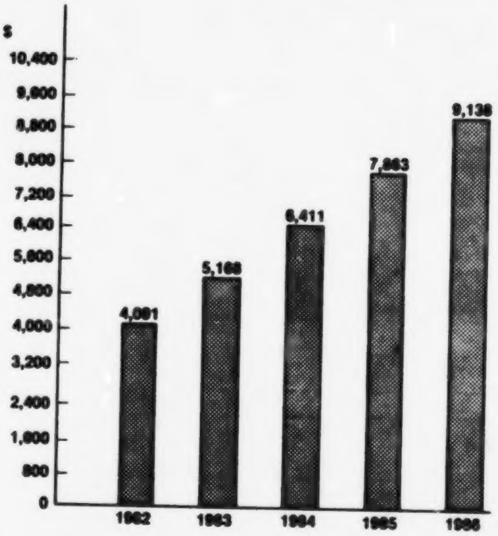
ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ, EN FONCTION DE L'ENSEMBLE DU PASSIF ET DE L'ACTIF COMPTABILISÉ NET
(en millions de dollars)

Au 31 mars	Total des éléments de passif	*Moins:* actif comptabilisé net	Déficit accumulé	
			Montant	Variation nette
1986	269,286	35,790	233,496	34,404
1985	237,112	38,020	199,092	38,324
1984	199,497	38,729	160,768	32,399
1983	166,203	37,834	128,369	27,816
1982	137,573	37,020	100,553	14,872

Le déficit accumulé par habitant, et en pourcentage du produit national brut, est présenté dans les diagrammes suivants.

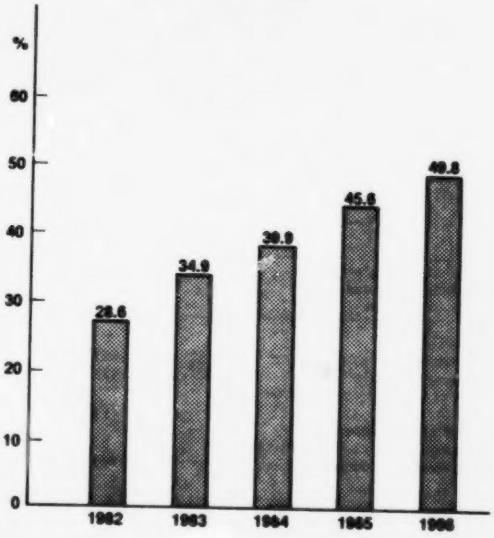
DÉFICIT ACCUMULÉ

Par tête d'habitant
au 31 mars



DÉFICIT ACCUMULÉ

En pourcentage
du produit national brut
au 31 mars



AUTRES RENSEIGNEMENTS

Contrats de location-acquisition

Le tableau 13.6 fournit des précisions concernant les engagements selon des contrats de location-acquisition, lesquels sont résumés dans la note 17 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume. Un contrat de location-acquisition est un bail qui, du point de vue du gouvernement, transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien à celui-ci. Le tableau 13.7 présente les engagements selon les contrats de location-acquisition par ordre d'échéance.

TABLEAU 13.6

ENGAGEMENTS SELON LES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION
(en milliers de dollars)

						Soldes au 31 mars 1986			
Identification par le département et l'organisme du contrat de location-acquisition	Date d'entrée en vigueur	Durée du bail en années	Juste valeur du bien loué à la date d'entrée en vigueur du bail	Total des versements estimatifs minimums en vertu de baux pour la pleine durée (non compris les frais accessoires)	Taux d'intérêt implicite (%)	Total des versements estimatifs minimums exigibles en vertu de baux	*Moins:* intérêts implicites, utilisant le taux d'intérêt implicite	*Moins:* frais accessoires	Engagement net en vertu de contrats de location-acquisition
Communications									
Ordinateur Cyber (a)	9 sept 1985	4	880	1,083	10.6	925	154		771
Ordinateur Cyber (b)	2 févr 1986	4	1,458	1,906	10.5	1,838	417		1,421
			2,338	2,989		2,763	571		2,192
Énergie, Mines et Ressources									
Équipement de bureau sur le traitement électronique des données	1er oct 1985	5.4	667	914	10.1	836	211		625
Emploi et Immigration									
Équipement sur le traitement électronique des données, Phase IV	12 oct 1982	5	2,069	3,387	18.0	1,265	285		980
Équipement sur le traitement électronique des données, micro-informatique	1er mai 1985	5	610	928	16.0	759	346		413
			2,679	4,315		2,024	631		1,393
Environnement									
Ordinateur Cray	11 janv 1983	6.5	20,212	42,575	19.8	38,556	15,290	4,457	18,809
Affaires indiennes et Nord canadien									
Ordinateurs Hewlett Packard	15 mars 1986	4	2,883	6,581	27.0	6,570	3,687		2,883
Revenu national									
Équipement sur le traitement électronique des données	1er janv 1986	3	590	842	18.5	781	221		560
Travaux publics									
Charlottetown, Immeuble DAC	1er avr 1984	35	15,600	78,365	14.2[2]	73,887	58,326		15,561
Complexe Guy Favreau, Montréal	1er déc 1983	35	87,600	422,950	12.7[2]	396,752	309,730		87,022
240 rue Sparks, Immeuble CD Howe	1er janv 1979	35	63,703	213,500	9.1[2]	169,275	108,217		61,058
L'Esplanade Laurier, Ottawa	1er juill 1975	35	60,374	222,715	9.5[2]	159,838	104,011		55,827
Place du Centre, Hull	1er déc 1977	30	26,201	96,600	11.4[2]	71,433	47,076		24,357
Terrasses de la Chaudière, Hull	1er juill 1977	35	146,084	564,230	9.8[2]	436,672	299,140		137,532
Cornwall, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	9,600	49,420	14.5[2]	47,537	37,955		9,582
Scarborough, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	38,900	191,965	13.3[2]	185,033	146,272		38,761
Chatham, Édifice fédéral	1er juin 1985	35	4,940	20,783	11.8[2]	20,289	15,354		4,935
			453,002[1]	1,860,528		1,560,716	1,126,081		434,635
Secrétariat d'État									
Copieur Zerox	1er janv 1986	3	105	142	15.5	131	32		99
Équipement sur le traitement électronique des données	1er mars 1985	3	354	448	12.7	286	45		241
Équipement sur le traitement électronique des données	1er oct 1985	3	225	365	24.9	318	115		203
Équipement sur le traitement électronique des données	1er janv 1984	4.3	729	1,093	17.5	514	109		405
			1,413	2,048		1,249	301		948
Total			483,784	1,920,792		1,613,495	1,146,993	4,457	462,045

[1] Juste valeur estimative.
[2] Le taux de financement du locateur, conformément au contrat de location, peut changer durant la durée du bail.

TABLEAU 13.7

ENGAGEMENTS SELON LES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION PAR ORDRE D'ÉCHÉANCE
(en milliers de dollars)

	Paiements exigibles en											
Département et organisme	1987	1988	1989	1990	1991	1992 à 1996	1997 à 2001	2002 à 2006	2007 à 2011	2012 à 2016	2017 à 2021	Total
Communications												
Solde des paiements	674	674	674	741								2,763
Intérêts implicites	228	174	115	54								571
Engagement net	446	500	559	687								2,192
Énergie, Mines et Ressources												
Solde des paiements	156	156	157	157	210							836
Intérêts implicites	63	54	43	32	19							211
Engagement net	93	102	114	125	191							625
Emploi et Immigration												
Solde des paiements	820	814	184	185	21							2,024
Intérêts implicites	338	188	73	30	2							631
Engagement net	482	626	111	155	19							1,393
Environnement												
Solde des paiements	4,613	4,919	5,003	5,216	18,805							38,556
Intérêts implicites	3,631	3,626	3,588	3,569	876							15,290
Frais accessoires	864	1,147	1,147	1,024	275							4,457
Engagement net	118	146	268	623	17,654							18,809
Affaires indiennes et Nord canadien												
Solde des paiements	1,458	1,656	1,656	1,800								6,570
Intérêts implicites	1,259	1,026	860	542								3,687
Engagement net	199	630	796	1,258								2,883
Revenu national												
Solde des paiements	243	243	295									781
Intérêts implicites	105	74	42									221
Engagement net	138	169	253									560
Travaux publics												
Solde des paiements	50,219	50,219	50,219	50,218	50,218	251,094	251,094	251,094	260,640	192,356	103,345	1,560,716
Intérêts implicites	47,088	46,730	46,366	46,080	45,739	220,049	199,233	169,611	139,695	108,247	57,243	1,126,081
Engagement net	3,131	3,489	3,853	4,138	4,479	31,045	51,861	81,483	120,945	84,109	46,102	434,635
Secrétariat d'État												
Solde des paiements	416	541	292									1,249
Intérêts implicites	63	132	106									301
Engagement net	353	409	186									948
Sommaire												
Solde des paiements	58,599	59,222	58,480	58,317	69,254	251,094	251,094	251,094	260,640	192,356	103,345	1,613,495
Intérêts implicites	52,775	52,004	51,193	50,307	46,636	220,049	199,233	169,611	139,695	108,247	57,243	1,146,993
Frais accessoires	864	1,147	1,147	1,024	275							4,457
Engagement net	4,960	6,071	6,140	6,986	22,343	31,045	51,861	81,483	120,945	84,109	46,102	462,045

Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

Le gouvernement du Canada à titre d'entité comptable se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe A de la Loi sur l'administration financière; toute division ou direction de la Fonction publique du Canada, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur l'administration financière; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Sont exclues de cette définition les sociétés énumérées dans les parties I et II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas assujetties à la Loi sur l'administration financière. L'information portant sur le passif éventuel des sociétés de la Couronne apparaît au tableau 8.9—«Passif éventuel des sociétés de la Couronne», tandis que les précisions à l'égard des emprunts de celles-ci sont présentées au tableau 8.4—«Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne». Certaines sociétés de la Couronne administrent également des programmes d'assurance. L'information concernant ces programmes d'assurance apparaît dans la note 6 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 de ce volume.

Le passif éventuel du gouvernement comporte les garanties formelles par le gouvernement, qui comprennent les emprunts par des entités autres que les sociétés de la Couronne, provenant de sociétés mandataires de la Couronne de même que de celles non mandataires. De telles garanties formelles se composent de programmes de garantie du gouvernement, de garanties formelles par le gouvernement pour des prêts, arrangements financiers et autres éléments de passif possible, de programmes d'assurance du gouvernement et d'autres garanties formelles. Il comporte aussi les pertes possibles résultant de causes en instance et imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien, et d'éléments connexes. Un montant total pour les causes en instance et imminentes est inscrit dans le tableau suivant. Ce tableau est également résumé dans la note 4 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 de ce volume.

TABLEAU 13.8

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1986

	Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)(1)
	$	$	%
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR—			
Emprunts effectués par des entités autres que les sociétés de la Couronne—			
De sociétés mandataires—			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	350,000,000	69,157,163(2)	8.3
Prêts consentis à Nanisivik Mines Ltd par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, pour l'aménagement d'une ville à Strathcona Sound, Île de Baffin	4,570,000	2,455,175	
	354,570,000	*71,612,338*	
De sociétés non mandataires(3)—			
Programmes de garantie du gouvernement—			
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	3,740,210,252	1,896,943,950	4.0
Loi sur les prêts aux petites entreprises	637,716,171(4)	474,627,891	7.1
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400,000,000	165,781,599	(5)
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles	315,897,400(4)	130,296,605	.6
Programme d'expansion des entreprises et l'Office canadien pour un renouveau industriel	1,186,775,700	23,462,191(6)	17.7
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	24,003,709(4)	10,372,913	15.7
Loi sur les subventions au développement régional	24,294,000	6,382,000	20.7
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	(7)	168,736,753(2)	.5
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant les avions DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	509,160,000(8)	159,990,211(8)	5.3
Prêts consentis aux emprunteurs étrangers pour des biens ou services achetés d'exportateurs canadiens		13,006,000	
Programme d'expansion économique des Indiens	8,060,780	3,546,987(2)	25.0
	6,846,118,012	*3,053,147,100*	
Autres garanties formelles de prêts—			
Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	205,000,000	197,403,000	
Prêts consentis à Curragh Resources Corporation pour l'exploitation de la société	11,475,000	11,475,000	
Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	11,864,300(8)	11,864,300(8)(9)	
Prêt à la Fédération des Co-opératives du Nouveau-Québec dans le but de financer l'achat et le transport d'approvisionnements de transport maritime	1,785,000	1,302,564	
Prêts à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	2,000,000	412,500	
Prêts pour le financement de Cheticamp/Grand Entang Fishermen's Co-operative Society Ltd	360,000	209,093	
	232,484,300	*222,666,457*	

TABLEAU 13.8

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1986—*Fin*

	Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)[1]
	$	$	%
Programmes d'assurance du gouvernement—			
Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire[10]	675,000,000	641,070,158	
Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement—Assurances et garanties connexes		426,000,000	
Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche[11]	6,647,986	389,298,561	
	681,647,986	*1,456,368,719*	
Autres garanties formelles—			
Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	147,314,387	147,314,387	[5]
Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	73,594,671	73,594,671	1.0
Garanties en prévision de dommages ou de pertes qui peuvent être occasionnés par la location d'avions		682,500[8]	
	220,909,058	*221,591,558*	
Total des garanties formelles	8,335,729,356	5,025,386,172	
CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		3,850,432,024[8][12]	
Total		8,875,818,196	

[1] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours au 31 mars 1986.

[2] Un engagement de garanties existe concernant les prêts à effectuer: aux Indiens pour habitations sur les réserves, $43,452,876—pour l'expansion économique des Indiens, $697,510. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants à la date de comptabilisation.

[3] Le ministre des Finances a émis des lettres d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des fonds avancés ou des garanties fournies par la Banque du Canada à la Banque des règlements internationaux (BRI). Les lettres se rapportent à des facilités de crédit de soutien de la BRI en faveur du Fonds monétaire international. Le passif éventuel et le montant réel découvert du gouvernement au 31 mars 1986 s'élevait à 180 millions de Droits de tirage spéciaux ($205,400,000 É-U).

[4] La Loi limite la somme maximale de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximale de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés, et varie selon la valeur totale des prêts effectués par chaque prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée soient réglés. Ces limites ne sont pas modifiées par les remboursements de prêts ni par les paiements faits par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

[5] Moins de .1%.

[6] Comprend un montant de $2,191,704 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel.

[7] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à $350,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

[8] Montant libellé en total ou en partie en une devise étrangère et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

[9] Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À ce jour, le gouvernement a effectué des versements provisoires s'élevant à $18,500,000 É-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de $27,000,000 É-U. Il est prévu que les actifs de la Compagnie seront liquidés vers la fin de l'année et que le gouvernement sera appelé à verser une somme de $7,000,000 É-U afin de régler les dettes envers les créanciers en cours à cette date.

[10] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 15 installations nucléaires canadiennes, desquelles il y a 9 qui sont en activité, au 31 mars 1986.

[11] Le régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité des primes et des recouvrements, ainsi que des avances consenties au compte par le gouvernement, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Le compte est débité de remboursements de primes et de paiements destinés à régler les réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du régime. Au 31 mars 1986, la valeur assurée des bateaux aux termes du régime se chiffrait à $389,298,561; le solde du compte était de $6,467,986 et les réclamations en circulation au titre du compte étaient de $1,200,000.

[12] Comprend $2.9 milliards reliés à la gestion par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien des engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 50 causes en litige. Il y a 75 autres causes et règlements de revendications concernant les terrains pour les autochtones qui sont présentement sujets à négociation, et pour lesquels des montants ne sont pas énoncés dans les revendications; il est impossible de déterminer les montants qui pourraient être à payer en fin de compte.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS
1985-86

Index

INDEX

REMARQUE—LES CHIFFRES EN **CARACTÈRES GRAS** RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Accord auxiliaire territorial de mise en valeur des ressources humaines, **9**•19, **9**•24
Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario, **9**•10, **9**•15
Accord du Kennedy Round, **8**•45, **8**•51
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, **8**•38
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes, **8**•28, **8**•29, **8**•30, **8**•32, **8**•53
Achats militaires, **9**•11, **9**•19
  dépôts des fonds excédentaires, **9**•20, **9**•26
  intérêts sur placement, **5**•10
Actif, **2**•12
Actif comptabilisé net, **2**•8
Actif et du passif, État de l', **2**•8
Actif et du passif, évaluation de l', **2**•12
Actif financier, **2**•8
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, **8**•9, **8**•17, **8**•19, **8**•23, **8**•27, **8**•53, **9**•8
  prêts productifs d'intérêt, **8**•53
Administration de pilotage de l'Atlantique, **8**•20, **8**•23, **8**•25
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée, **8**•20, **8**•23, **8**•25
Administration de pilotage des Laurentides, **8**•20, **8**•23, **8**•25
Administration de pilotage du Pacifique, **8**•20, **8**•23
Administration du pont du port de Saint-Jean (N-B), **8**•9, **8**•12, **8**•44, **8**•47, **8**•53
Administrations provinciales et territoriales
  prêts, dotations en capital et avances, **1**•8, **2**•8, **5**•10, **8**•3, **8**•28, **8**•53
Afrique orientale, aide spéciale sous forme de prêts, **8**•35
Agence canadienne de développement international, **9**•10
Agence canadienne de développement international—aide spéciale sous forme de prêts, **8**•34
Agence internationale de l'énergie atomique, **8**•38
Aide à l'éducation, **2**•6
Aide au développement international—Prêts et souscriptions, **2**•15, **8**•34, **8**•35
Aide domiciliaire aux Indiens, **8**•45, **8**•48
Aide et affaires extérieures, **2**•6
Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires, **8**•25
Air Canada, **1**•8, **2**•8, **5**•10, **8**•3, **8**•10, **8**•20, **8**•23
  capital-actions, **8**•8, **8**•10
  hangar d'entretien à Winnipeg, **8**•8, **8**•10
  prêt consolidé, **8**•8, **8**•10
Alberta, province de l'
  prêts, dotations en capital et avances, **8**•30
Algérie, aide spéciale sous forme de prêts, **8**•35, **8**•36
Allocations de Droits de tirage spéciaux, **2**•8, **11**•2, **11**•3
Allocations familiales, **2**•6
Analyse des redressements d'insuffisances actuarielles pour 1985-86, **9**•5
Anciens combattants
  fonds de fiducie de l'administration et du bien-être, **9**•11, **9**•17
  Loi d'établissement de soldats et Loi sur les terres destinées aux, **9**•11
Antigua, aide spéciale sous forme de prêts, **8**•35
Argentine, aide spéciale sous forme de prêts, **8**•35
Arrangements fiscaux, **2**•6
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, **8**•28, **8**•30, **8**•32
Arsenaux canadiens Limitée, Les, **8**•9, **8**•12, **8**•19, **8**•22
Association internationale de développement, **8**•38, **8**•40
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, **8**•44, **8**•47

A—*Fin*

Associations et organismes internationaux, **8**•38, **8**•41
Associés Mingan, Ltée, Les, **8**•9, **8**•15, **8**•20, **8**•23
Assurance-chômage, compte de prestations, **2**•6
Assurance et services de soins médicaux, **2**•6
Atelier de polluants In-Situ, **9**•20, **9**•25
Autorisation pour les dépenses concernant les opérations, **2**•12
Autorisations parlementaires de dépenser, **4**•7
Autorisations parlementaires disponibles, **4**•8
Autorisations pour emprunts, **2**•12
Autorisations pour les opérations, **2**•12
Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances, **2**•12
Autres comptes à fins déterminées, **1**•8, **6**•12, **9**•2, **9**•18
Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, **13**•2
  renseignements détaillés sur les, **13**•3
Autres comptes, produits de placements, **5**•10
Autres dépenses, **2**•6
Autres éléments de passif, **1**•8, **2**•9
  divers, **2**•9, **10**•2, **10**•4
  renseignements détaillés sur les, **10**•2
Autres opérations, **1**•7, **1**•8, **1**•14, **1**•15, **2**•5
Autres prêts, dotations en capital et avances, **1**•8, **2**•8, **5**•10, **8**•3
Autres produits de placements, **1**•5, **5**•4, **5**•7
Autres recettes fiscales, **1**•5, **2**•6, **5**•4, **5**•11
Autres recettes non fiscales, **2**•6, **5**•4, **5**•7
Autres renseignements relatifs aux états financiers, **13**•2
  renseignements détaillés sur les, **13**
Autres sociétés de la Couronne, prêts, dotations en capital et avances, **1**•8, **2**•8, **5**•10, **8**•3, **8**•8, **8**•53
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, **1**•8, **8**•41
  prêts, dotations en capital et avances, **2**•8, **5**•10, **8**•3

B

Bande des Chippewa de Kettlepoint, **8**•45, **8**•48
Banque africaine de développement, **8**•38, **8**•39, **8**•40
Banque asiatique de développement, **8**•38, **8**•39
  (Spécial), **8**•40
Banque centraméricaine d'intégration économique, **8**•40
Banque commerciale du Canada, **8**•44, **8**•45, **8**•47, **8**•51
Banque de développement des Caraïbes, **8**•38, **8**•39
  fonds de développement agricole, **8**•40
  régionale des Caraïbes du Commonwealth, **8**•40
  (Spécial), **8**•40
Banque du Canada, **1**•5, **5**•4, **5**•7, **5**•9, **5**•10, **8**•9, **8**•12, **8**•20, **8**•23
Banque fédérale de développement, **1**•8, **2**•8, **5**•10, **8**•3, **8**•5, **8**•19, **8**•22, **8**•25, **8**•26, **8**•27
  capital versé, **8**•4, **8**•5
  prêts, **8**•4, **8**•5
Banque interaméricaine de développement, **8**•38, **8**•39, **8**•53
Banque internationale pour la reconstruction et le développement, **8**•38, **8**•39, **8**•40
Barbade, aide spéciale sous forme de prêts, **8**•35, **8**•36
Belize, aide spéciale sous forme de prêts, **8**•35
Besoins financiers (non compris le change), **2**•5
Biens culturels, **8**•44, **8**•46
Birmanie, aide spéciale sous forme de prêts, **8**•35
Bolivie, aide spéciale sous forme de prêts, **8**•35
Bons du Trésor, **2**•9, **6**•14, **12**•2, **12**•9, **12**•11, **12**•12
  émissions et remboursements de, **12**•9
  en adjudication, rendement moyen des, **12**•11

B—*Fin*

Bourses d'étude Farquharson, 9•11, 9•16
Brésil, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35
British Yukon Railway Company, 8•45, 8•48
Budgets des dépenses et crédits, 4•7
Bureau des services techniques de Sheridan Park, 8•8
Burgeo Leasing Limited, 8•45

C

Caisse, 2•8, 5•10, 13•3
 des dépôts en devises étrangères, 13•4
des dépôts en dollars canadiens, 13•4
en fin d'exercice, 1•9, 1•11, 2•5
intérêts de dépôts bancaires, 5•10
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants
 avances à la, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•41
Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada, 9•19
 états financiers vérifiés, 9•33
Caisse de pension des personnes à charge, 9•23
Cameroun, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35
Canadair Limitée, 8•8, 8•10
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited, 8•45, 8•48
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, 8•13, 8•19, 8•22, 9•11, 9•17
 avances, 8•9, 8•13
 capital-actions, 8•9, 8•13
Canagrex, 8•19, 8•22
Canertech Inc, 8•19, 8•22, 8•27
Catégories d'opérations financières, 2•11
Cautionnements des candidats aux élections, 9•19, 9•12
Centre de recherches pour le développement international, 8•20, 8•23
Centre international d'exploitation des océans, 8•20, 8•23, 8•25
Centres de services agricoles, 8•30
 avances, 8•30, 8•33
 prêts, 8•30, 8•33, 8•53
Chemins de fer nationaux du Canada, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•10
 capital-actions, 8•8, 8•10
 chemins de fer du gouvernement canadien—Fonds de roulement, 8•8, 8•10
 prêt consolidé, 8•8, 8•10
 services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour, 8•8, 8•10
Chèques de comptes d'avance fixe, 10•3
Chèques en circulation, 10•3
Chèques et mandats en circulation, 2•9, 10•2, 10•3
Chili, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35
Chine, prêt à la, 8•34
CN Marine Inc, 8•20, 8•23, 8•25, 8•27
Coast Ferries Limited, 8•45, 8•52
Colombie, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35
Colombie-Britannique, province de la
 prêts, dotations en capital et avances, 8•31
Commissaires du port de Hamilton, 8•45, 8•52
Commission canadienne du Blé, 2•18, 8•19, 8•22, 8•25, 8•26
Commission canadienne du lait, 5•10, 8•9, 8•13, 8•19, 8•22, 8•25
 compte de la, 9•18
Commission d'énergie du Nord canadien, 5•10, 8•15, 8•19, 8•22, 8•27, 8•53
 avances, 8•9, 8•15
 fonds de roulement, 8•9, 8•15
 prêts, 8•9, 8•15, 8•53
Commission de contrôle de l'énergie atomique, 9•18
Commission de la Capitale nationale, 8•9, 8•15, 8•19, 8•22, 8•25, 8•27
Commission du port de Thunder Bay, 8•45, 8•52
Commission des champs de bataille nationaux, 9•10
Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie, 9•14

C—*Suite*

Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, 8•45, 8•52
Commission du port de Port Alberni, 8•45, 8•52
Commission mixte internationale, 9•20
Commissions provinciales des accidents du travail, 8•45, 8•49
Compagnie de navigation Canarctic Limitée, 8•42
Compagnies d'assurance, 9•20
 intérêts sur obligations, 9•26
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, 7•3
Compte d'administration du Séquestre, 9•10, 9•14
Compte d'assurance-chômage, 7•2 , 9•2
 états financiers vérifiés, 7•4
Compte d'attente, justes salaires, 9•10, 9•16
Compte d'attente, Normes du travail, 9•10, 9•16
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens, 9•10, 9•15
Compte de capital Harbourfront, 9•9, 9•13
Compte de dépôt
 Consommation et Corporations, 9•19, 9•24
Compte de fiducie
 de Mackenzie King, 9•9, 9•13
 Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Généralités, 9•11, 9•17
 Musées nationaux du Canada, 9•13
Compte de frais de voyage, organismes internationaux, 9•10, 9•14
Compte de la Commission canadienne du lait, 9•8
Compte de la Fondation du Canada, 9•10, 9•14
Compte de la Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust, 9•18, 9•21
Compte de la loterie nationale, 9•11, 9•17
Compte de la Monnaie royale canadienne, 9•9, 9•13
Compte de la Société canadienne des postes, 9•8, 9•12
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole, 7•3, 9•19, 9•25
Compte de pension de retraite
 de la Fonction publique, 1•10, 9•5, 9•6
 de la Gendarmerie royale du Canada, 1•10, 9•5, 9•6, 9•7
 des Forces canadiennes, 1•10, 9•5, 9•6
Compte de pension pour les agents des rentes, 9•19, 9•23
Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant, 9•19, 9•23
Compte de prestations de décès
 de la Fonction publique, 9•19, 9•22
 des forces régulières, 9•18, 9•22
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement, 9•19, 9•23
Compte de prestations de retraite supplémentaires, 1•10, 9•5, 9•6, 9•7
Compte de prêts pour la production de défense, 8•45, 8•51
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire, 9•18, 9•21
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, 7•3, 9•18
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces, 1•8, 2•9, 9•2, 9•18
Compte des rentes sur l'État, 1•8, 2•9, 6•14, 9•2, 9•8, 9•30
Compte du fonds des changes, 1•5, 2•8, 5•9, 11•2, 11•3
 avances, 5•7
 états financiers vérifiés, 11•4
Compte du régime de pensions du Canada, 1•8, 2•9, 6•14, 9•2, 9•3, 9•4, 9•27
Compte sans opérations courantes, 8•8
Compte spécial
 de la Cour fédérale, 9•10, 9•15
Compte spécial de fonctionnement—Bibliothèque nationale, 9•9, 9•13
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie, 9•19, 9•22
Comptes à fins déterminées, 1•7, 2•5, 2•9, 6•14
 renseignements détaillés sur, 9, 9•2
Comptes à fins déterminées consolidés, 1•8, 5•10
 renseignements détaillés sur, 7, 7•2
Comptes courus, 1•14, 1•15

C—*Fin*

Comptes d'assurance et de prestations de décès, 9•18, 9•19
Comptes d'attente, 10•4
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés, 8•44, 8•46
Comptes d'éléments de passif, 1•8
Comptes d'épargne des Indiens, 9•9, 9•12
Comptes d'opérations de change, 2•8, 5•10
    renseignements détaillés sur, 11, 11•2
Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes, 9•10, 9•14
Comptes de dépôt, 9•8
Comptes de dépôt et de fiducie, 1•8, 2•9, 6•14, 9•2, 9•8
Comptes de fiducie
    gérés, 9•11, 9•17
    soins des anciens combattants, 9•11, 9•18
Comptes de pension de retraite, 1•8, 1•10, 2•9, 2•15, 6•14, 9•2, 9•4, 9•5
Comptes de succession des Indiens, 9•10, 9•15
Comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, 13•3
Comptes spéciaux des Indiens, 9•10, 9•15
Conciliation du total des dépenses nettes, 6•6, 6•7
Congo (Brazzaville), aide spéciale sous forme de prêts, 8•35
Conseil canadien des normes, 8•20, 8•23, 8•25
Conseil de coopération douanière, 8•38
Conseil de recherches en sciences humaines, 9•20, 9•26
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 9•11
Conseil des Arts du Canada 8•20, 8•23, 8•25
Conseil des Indiens du Yukon, 8•45, 8•48
Conseil des recherches médicales—
    Bourses d'étude Forquharson, 9•11, 9•16
    Recherches en dyskinésie et en torticolis, 9•11, 9•16
Conseil international de l'étain, 8•38, 8•41
Consolidated Computer Incorporated, 8•45, 8•50
Consolidation des sociétés de la Couronne, 2•13
Consolidation des sociétés de la Couronne avec le gouvernement, 8•23, 8•24
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples, 8•44
Construction de défense (1951) Limitée, 8•19, 8•22, 8•25, 8•27
Contrats de location-acquisition, 13•6
    par ordre d'échéance, 13•7
Contributions des Indiens au programme de logement subventionné, 9•9, 9•12
Convention internationale sur le caoutchouc naturel, 8•38, 8•41
Conventions comptables importantes, 2•11
Conversion des opérations de change, 2•12
Corée, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35
Corporation commerciale canadienne, 8•9, 8•13, 8•19, 8•22, 8•25, 8•27, 9•8
Corporation de développement des investissements du Canada, 1•8, 2•8, 8•3, 8•8, 8•10, 8•19, 8•22, 8•25, 8•26, 8•27, 8•53, 9•8, 9•12
Corporation de développement du Canada, 8•42, 9•9, 9•13
Corporation de la ville de Montréal, 8•45, 8•52
Corporation du Centre national des Arts, 8•20, 8•23, 8•25
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La, 8•20, 8•23, 8•26
Corporation Place du Havre Canada, 8•19, 8•22, 8•25
Costa Rica, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35
Côte d'Ivoire, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Cotisations et contributions d'assurance-chômage, 2•6, 5•4, 5•6
Cour fédérale
    frais, 9•20, 9•25
Création directe d'emplois, 2•6
Crédit d'impôt pour enfants, 2•17
Créditeurs, 2•9, 10•2, 10•3
Cuba, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35

D

Débours des ministères par enveloppe, 4•6
Déficit, 2•5, 2•6
    accumulé, 2•7, 2•8, 2•17, 13•4
        en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif comptabilisé net, 13•4
        en pourcentage du produit national brut (graphique), 13•5
        par tête d'habitant (graphique), 13•5
Dépense, 2•6
Dépenses (budgétaires), 1•6, 1•12, 2•5, 2•6, 2•11
    des programmes, 2•6
    imputées sur les crédits statutaires, 6•14
    mensuelles par principaux ministères, 6•17
        par article courant, 6•8
        par catégorie, 6•11
        par enveloppe, 6•3
        par enveloppe et par source, 6•4
        par programme, 6•9
    renseignements détaillés sur les, 6, 6•3
Dépenses imputés sur les crédits statutaires, 6•14, 6•15
Dépenses mensuelles nettes par principaux ministères, 6•17
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires, 9•20, 9•26
Dépôts à l'égard de projets divers
    Agriculture, 9•19, 9•24
    Énergie, Mines et Ressources, 9•19, 9•24
    Environnement, 9•19, 9•25
    Pêches et Océans, 9•20, 9•25
Dépôts courants du Receveur général, 13•3, 13•4
Dépôts de garantie d'entrepreneurs, 9•13
    chèques visés, 9•9
    espèces, 9•9
    obligations, 9•9
Dépôts en garantie
    Affaires indiennes et Nord canadien, 9•8, 9•12
    Agence canadienne de développement international, 9•20, 9•25
    Douanes et Accise, 9•9, 9•12
    Énergie, Mines et Ressources—Pétrole et gaz, 9•8,
    Environnement, 9•8, 9•12
    Pêches et Océans, 9•8, 9•12
    pétrole et gaz, 9•8, 9•12
    ressources des réserves, 9•9, 9•12
    titres détenus en fiducie, 9•8
    troupeaux prêtés aux Indiens, 9•9, 9•12
Dépôts et fiducie *Voir* Comptes de dépôts et de fiducie
Dépôts spéciaux du Receveur général, 13•3, 13•4
Dépôts temporaires reçus des importateurs, 9•9, 9•12
Détails concernant l'intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne, 8•22
Détails des débours par enveloppe, 4•2
Dette échue, 2•9, 10•2, 10•3
Dette non échue, 6•14
    à payer en devises étrangères, 2•9, 6•14, 12•2
    à payer en monnaie canadienne, 2•9, 6•14, 12•2
    au 31 mars, de 1982 à 1986, et taux d'intérêt moyen en vigueur, 12•11
    détenue par le gouvernement, 2•9, 5•10, 12•2
    du gouvernement du Canada, 12•12
    opérations de la, 2•5
    renseignements détaillés sur la, 12, 12•2
Dette publique, 2•6
    service de la, 6•12
Développement économique et régional, 2•6
Développement social, 2•6
Divers
    autres éléments de passif, 2•9, 10•2
    prêts, dotations en capital et avances, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•44, 8•53
Diverses avances comptables des ministères, 8•44, 8•46
    caisse à montant fixe et avances permanentes, 8•44, 8•46

D—*Fin*

Dominique, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35
Droits d'accise, 1•5, 5•3, 5•4, 5•6, 5•9, 5•11
Droits de douane à l'importation, 1•5, 2•6, 5•3, 5•4, 5•6, 5•9, 5•11

E

Échéance de la dette du gouvernement, 2•16, 12•12
Effet des modifications
sur le déficit, 2•13
sur le déficit accumulé, 2•13
Effets à payer, 2•8, 8•3
Effets et prêts, 2•9, 6•14, 12•2, 12•9, 12•10, 12•12
à payer en devises étrangères, 6•14
à payer en monnaie canadienne, 6•14
Égypte, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté, 10•4
Eldorado Nucléaire Limitée, 8•8, 8•11, 8•53
Émissions et remboursements de bons du Trésor, 12•8
Emploi d'été—Programme d'expérience de travail, 9•19, 9•24
Employés affectés au Canada, 8•44, 8•46
Employés en mission à l'étranger, 8•44, 8•46
Emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés de la Couronne, 2•9, 8•26, 10•2
Emprunts bruts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne, déclarés à l'état de l'actif et du passif, 8•26
Emprunts des sociétés de la Couronne désignées comme mandataires de Sa Majesté, 12•12
Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, 2•9, 2•18, 10•2
Emprunts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne, 8•26
Énergie atomique du Canada, Limitée, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•11, 8•19, 8•22, 8•25, 8•26
bureau des services techniques de Sheridan Park, 8•8, 8•11, 8•53
capital-actions, 8•8, 8•11
capital d'apport, 8•8, 8•11
centrale nucléaire de Gentilly II, 8•8, 8•11
centrale nucléaire de Lepreau, 8•8, 8•11, 8•53
comptes sans opérations courantes, 8•8
division des produits commerciaux, 8•8, 8•11, 8•53
habitation, 8•8, 8•11, 8•53
stock d'eau lourde, 8•8, 8•11
usine d'eau lourde de Bruce, 8•8, 8•11, 8•53
Engagements selon les contrats de location-acquisition, 2•18, 13•6
par ordre d'échéance, 13•7
Entente-cadre sur le plan de développement, 8•29, 8•33
Entreprises de traitement de poissons de fond, 8•44, 8•47
Entreprises mixtes et en coparticipation
prêts, dotations en capital et avances, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•42
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions non réclamées, 9•11, 9•17
Enveloppes et débours, 4•2
Enveloppes et débours, Budgets des dépenses et crédits renseignements détaillés sur, 4
Équateur, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Escompte non amorti des bons du Trésor, 2•9, 10•2, 10•3
Essence d'aviation et combustible diesel, 1•5, 5•4, 5•6, 5•9
État de l'actif et du passif, 2•8
État de la provenance et de l'utilisation des autorisations, 2•10, 2•17
État de la responsabilité et préface aux états financiers du gouvernement du Canada, 2•2
État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté, 12•12
État des opérations, 2•5
État des recettes et dépenses, 2•6
État détaillé des opérations, 1•5, 1•7, 1•8, 1•9, 1•10, 1•14, 1•15
État du déficit accumulé, 2•7
État du déficit accumulé en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif comptabilisé net, 13•4

E—*Fin*

État du passif éventuel, 13•8, 13•9
État sommaire des opérations—Présentation des Comptes publics, 1•3, 1•11
États comparatifs des opérations, 1
États financiers vérifiés du gouvernement du Canada, 2
États supplémentaires, 6•14, 9•27, 12•11
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd, 8•45, 8•49
Évaluation de l'actif et du passif, 2•12
Expansion du commerce d'exportation, 8•34, 8•37, 8•44, 8•47
Expansion économique des Indiens, 8•45, 8•48

F

Financement des programmes établis, 2•6
Foires et délégations, 9•8, 9•12
Foires, expositions et colloques, 9•9, 9•13
Fonction publique
compte de pension de retraite, 1•10, 9•5, 9•6
Fonds africain de développement, 8•40
Fonds asiatique de développement, 8•40
Fonds d'assurance
de la Fonction publique, 9•18, 9•21
des anciens combattants, 9•19, 9•23
des soldats de retour au pays, 9•19, 9•23
des terres, 9•18, 9•21
Fonds d'entraide du personnel des Forces canadiennes, 9•11, 9•17
Fonds d'indemnisation des acheteurs de titres, 9•18, 9•21
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver, 8•28, 8•29, 8•30, 8•31, 8•32, 8•53
Fonds de bienfaisance de l'armée, 9•11, 9•17
Fonds de compensation des Indiens, 9•10, 9•15
Fonds de développement agricole des Caraïbes, 8•40
Fonds de fiducie
Commission des champs de bataille nationaux, 9•10, 9•14
de l'administration et du bien-être—Anciens combattants, 9•11, 9•17
des détenus, 9•11, 9•16
du Conseil de recherches en sciences humaines, 9•20, 9•26
du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 9•11, 9•16
du Conseil national de recherches, 9•20, 9•26
naval Herbert Lott, 9•10, 9•16
Fonds de fiducie pour dons, 9•11, 9•16
Fonds de garantie de l'immigration, 9•8, 9•12
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax, 9•10, 9•14
Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 2•9, 6•14, 9•2, 9•3, 9•27, 12•8, 12•11
états financiers vérifiés, 9•27
Fonds de prestations—Gendarmerie royale du Canada, 9•11, 9•16
Fonds de prêts aux Esquimaux, 8•45, 8•48
Fonds de prêts d'aide à l'immigration, 8•44, 8•46
Fonds de réassurance-récolte, 7•3, 9•18
Fonds de réclamations
à l'étranger, 9•10, 9•14
de guerre, deuxième guerre mondiale, 9•10, 9•14
pollution des Maritimes, 9•19, 9•22
Fonds de retraite, 9•19, 9•23
Fonds de secours de l'agriculture des Prairies, 9•18, 9•21
Fonds de successions, 9•11, 9•17
Fonds des bandes indiennes, 9•10, 9•15
actions et certificats, 9•10, 9•15
comptes de capital, 9•10, 9•15
comptes de recettes, 9•10, 9•15
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec, 9•10, 9•14
Fonds des opérations spéciales de la Banque interaméricaine de développement, 8•40
Fonds détenus par les percepteurs et en transit, 13•3
Fonds en transit, 1•8, 2•8, 13•3

F—*Fin*

Fonds excédentaires des sociétés de la Couronne, 9•8, 9•12
    Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, 9•8
    Corporation commerciale canadienne, 9•8
Fonds international pour le développement agricole, 8•40
Fonds monétaire international, 8•40
    effets à payer, 2•8, 11•2, 11•3
    souscriptions, 2•8, 5•9, 5•10, 11•2, 11•3
Fonds non réclamés dus à des marins canadiens, 9•11, 9•17
Fonds pour les boursiers de la Reine, 9•20, 9•26
Fonds renouvelable des approvisionnements—Intérêt, 5•10
Fonds spécial, Conseil national de recherches, 9•20, 9•26
Forces canadiennes
    compte de pension de retraite, 1•10, 9•5, 9•6
    fonds d'entraide du personnel, 9•12, 9•20
Formation et création directe d'emplois, 2•6
Fraction non amortie des insuffisances actuarielles, 2•9, 9•2, 9•5, 9•19
  Compte de pension de retraite
    de la Fonction publique, 9•5, 9•6
    de la Gendarmerie royale du Canada, 9•5, 9•6
    des Forces canadiennes, 9•5, 9•6
Frais de la Cour fédérale, 9•20, 9•25
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts, 6•14

G

Gabon, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Gendarmerie royale du Canada
    caisse de pension des personnes à charge, 9•19, 9•29
    compte de pension de retraite de la, 1•10, 9•5, 9•6, 9•7
    états financiers vérifiés, 9•27
Ghana, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 8•31, 8•33
Gouvernement du Canada en tant qu'entité de compte rendu, 2•11
Gouvernement du Territoire du Yukon, 8•31, 8•33
Gouvernements étrangers, 9•20, 9•25
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement
    prêts, dotations en capital et avances, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•34, 8•53
Grèce, prêt à la, 8•34
Grenade, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Guatémala, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Guyane, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36

H

Harbourfront Corporation, 8•20, 8•23, 8•25
Honduras, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Hôpital de la zone de Sioux Lookout, 9•11, 9•16
Hôpital général d'Inuvik, 9•11, 9•16
Hôpital Ste-Anne, 9•11, 9•17
Hydro-Québec, Institut de recherche de l', 8•44, 8•47, 8•53

I

Île-du-Prince-Édouard, province de l'
    prêts, dotations en capital et avances, 8•28
Immobilisations, 2•8, 2•12, 13•4
Importation de bulbes de Hollande, 9•19, 9•24
Importation du bétail étranger, frais payés à l'avance, 9•19, 9•24
Impôt sur le revenu, 1•5, 2•6
    cotisations et contributions d'assurance-chômage, 1•5, 5•4, 5•6
    des non résidents, 1•5, 2•6, 5•4, 5•6, 5•8, 5•11
    des particuliers, 1•5, 2•6, 5•3, 5•4, 5•6, 5•8, 5•11
    des sociétés, 1•5, 2•6, 5•3, 5•4, 5•6, 5•8, 5•11
Inde, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Indiens et Inuit—Assistance sociale, 2•6

I—*Fin*

Indonésie, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Industrie canadienne de défense, 8•45, 8•49
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationale, 8•20, 8•23, 8•25
Institut de recherche de l'Hydro-Québec, 8•44, 8•47, 8•53
Institutions de crédit, prêts, dotations en capital et avances aux sociétés de la Couronne, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•4
Institutions financières internationales, 8•38, 8•40, 8•53
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, 8•28, 8•29, 8•30, 8•32, 8•53
Intérêt(s)
    composé, 10•2
    courus, 10•2, 10•3
    de la dette non échue, taux d', 12•11
    des dépôts bancaires, 1•5, 5•4, 5•7, 5•10
    échus, 10•2, 10•3
    sur placement *re:* achats militaires, 5•10
    sur prêts au Compte d'assurance-chômage, 5•10
Intérêt financier du gouvernement du Canada dans les sociétés de la Couronne, 8•18, 8•19, 8•20, 8•22, 8•23
    détails, 8•23
Intérêts et rajustements du change compris dans la provision susnommée et comptabilisée dans les comptes du Canada, 8•26
Intérêt non perçu enregistré
    prêts, dotations en capital et avances, 8•53
Intérêts et dette échue, 2•9, 10•2

J

Jamaïque
    aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
    prêts d'aide économique, 8•34, 8•35, 8•53
Justice et affaires juridiques, 2•6

K

Kenya, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36

L

Libérés conditionnels, 8•45, 8•51
Logement, 2•6
Loi d'établissement de soldats et Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 9•11
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, 8•34, 8•53
Loi sur la faillite
    actions en fiducie, 9•9, 9•13
    dépôts de garantie, 9•8, 9•12
    dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 9•10, 9•13
    fonds de succession, 9•11, 9•17
    produits des actions en fiducie, 9•9, 9•13
Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust, 9•18, 9•21
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique, 8•28, 8•29, 8•32, 8•53
Loi sur les corporations commerciales canadiennes—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 9•10, 9•13
Loi sur les Indiens—Amendes, 9•20, 9•25
Loi sur les liquidations—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, 9•10, 9•14
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants
    avances à la Caisse de la
        prêts, dotations en capital et avances, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•41
Loto Canada Inc, 8•9, 8•15
Lower Churchill Development Corporation, 8•42, 8•43
Lutte contre la lamproie, Commission des pêches des Grands Lacs, 9•14

M—*Fin*

Madagascar, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Mainland Investments Limited, 8•28, 8•32
Malaisie, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
Malte, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Mandats d'assurance-chômage, 10•3
Manitoba, province du
prêts, dotations en capital et avances, 8•30
Maroc, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Mauritanie, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Méthodologie informatisée de programmation d'espace, 9•20, 9•25
Mexique, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Missions à l'étranger, 8•44, 8•46
Modifications aux conventions comptables, 2•13
Monnaie canadienne, 5•4, 5•7
Monnaie royale canadienne, 5•10, 8•9, 8•16, 8•19, 8•23, 8•27
compte de la, 9•9, 9•13
Montserrat, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Musées nationaux du Canada—Compte de fiducie, 9•9, 9•13

N

Nanisivik Mines Ltd•, 8•45, 8•49
NewGrade Energy Inc•, 8•44, 8•47
Nicaragua, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Nigeria
aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada, 2•11
Nouveau-Brunswick, province du
prêts, dotations en capital et avances, 8•29
Nouvelle-Écosse, province de la
prêts, dotations en capital et avances, 8•28
N•S• Holdco Ltd, 8•42, 8•43
avance, 8•42, 8•43
capital-actions, 8•42, 8•43

O

Obligations d'épargne du Canada, 2•9, 6•14, 12•2, 12•7, 12•8, 12•11, 12•12
détenues pour le compte du personnel, 12•2
Obligations des Nations Unies, 8•38
Obligations négociables, 2•9, 6•14, 12•2, 12•11, 12•12
à payer en devises étrangères, 2•9, 6•14, 12•2, 12•7
à payer en monnaie canadienne, 2•9, 6•14, 12•2, 12•3
Obligations non négociables, 12•11
Obligations spéciales non négociables, 6•14, 12•8
détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 2•9, 12•2
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada, 3
Office canadien des provendes, 8•19, 8•22, 8•25
Office canadien du poisson salé, 8•9, 8•14, 8•19, 8•22, 8•26
Office d'expansion économique de l'Atlantique, projets reportés de l', 8•28, 8•29, 8•32, 8•53
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 8•9, 8•14 8•19, 8•22
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, 8•28, 8•29, 8•30, 8•31, 8•32
125459 Canada Limited, 8•42, 8•43
Ontario, province de l'
prêts, dotations en capital et avances, 8•29
Opérations budgétaires, 1•4, 1•5, 1•7, 2•5
Opérations de change, 1•9, 1•11, 2•5
Opérations de la dette non échue, 1•9, 1•11, 2•5
Opérations des Comptes nationaux, 1•11, 1•12, 1•14
Opérations non budgétaires, 1•7, 1•8, 2•5

O—*Fin*

Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada, 2•19
Option d'achat d'actions de la compagnie, 8•45, 8•50
Or, 2•15
Organisation consultative intergouvernementale de la navigation maritime, 8•38
Organisation de l'aviation civile internationale, 8•38
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 8•38
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), 9•20, 9•25
autres projets, 9•20
dommages-intérêts—Sommes recouvrables, 8•34, 8•37
projets d'infrastructures, 9•20
Organisation internationale du travail, 8•38
Organisation mondiale de la santé, 8•38, 9•20, 9•25
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, 8•38
Organisations des Nations Unies, 8•38
Organismes internationaux, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•37, 8•53
Organismes non gouvernementaux, 9•20, 9•25
OTAN *Voir* Organisation du traité de l'Atlantique-Nord

P

Paiements d'encouragement de l'exploitation du marché—Alberta, 9•19, 9•24
Pakistan, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Paraguay, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Parlement, 2•6
Passif, 2•9, 2•12
autres éléments de, 2•9, 10•2
état de l'actif et du, 2•9
éventuel, 2•13, 13•8, 13•9
éventuel des sociétés de la Couronne, 8•27
Pays en voie de développement
aide au développement international, 8•34, 8•35
Pays francophones, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Pêcheries Canada Inc, 8•9, 8•16, 8•19, 8•22, 8•27
Pêcheurs d'aiglefin, 8•44, 8•48
Pérou, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
Pertes et bénéfices de change, 5•4, 5•7
Petro-Canada, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•11, 8•19, 8•22, 8•25, 8•26, 8•27
capital-actions
ordinaires, 8•8
privilégiées, 8•8
Philippines, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Pollution des Maritimes, fonds de réclamations, 9•19, 9•22
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les, 8•9, 8•17, 8•20, 8•23, 8•25, 8•27
Présentation des Comptes nationaux augmentés
état détaillé des opérations, 1•11, 1•14, 1•15, 1•16
Présentation des dépenses par article courant, 2•17
Préstations aux anciens combattants, 2•6
Prestations d'assurance-chômage, 2•6
Prestations de sécurité de la veillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint, 2•6
Prêts aux pays en voie de développement, 2•15
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon, 8•31, 8•33, 8•53
Prêts, dotations en capital et avances, 1•7, 1•8, 1•15, 2•5, 2•8, 5•10, 8•53
renseignements détaillés sur, 8, 8•2, 8•3
Prêts et autres opérations, 1•11, 1•14, 1•15
Primes, 10•2
Privilèges, licences et permis, 5•4, 5•7
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés, 8•44, 8•47
Produits de placements, 1•5, 2•6, 5•4, 5•7, 5•10
Produits des ventes, 5•4, 5•7

P—*Fin*

Programme concernant l'atelier d'orientation au travail, 9•19, 9•24
Programme de développement industriel et régional, 8•45, 8•51
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois, 8•28, 8•29, 8•30, 8•31, 8•32, 8•53
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique, 9•19, 9•25
Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage, 8•45, 8•50
Programme de relance de l'aide à l'emploi, 9•19, 9•24
Programme de stratégie de planification de l'emploi, 9•19, 9•24
Programme d'expansion des entreprises, 8•45, 8•50
Programme du Canada au travail, 9•19, 9•24
Programme sino-canadien de formation en gestion de vérification, 9•20, 9•25
Programme spécial des prêts sur le développement, 8•28, 8•29, 8•30, 8•31, 8•32, 8•53
Programmes d'assurance, 2•14
Projets à frais partagés, 9•20, 9•25
Projets d'habitations des Forces canadiennes, 8•45, 8•49
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique, 8•28, 8•29, 8•32, 8•53
Promotion des langues officielles, 9•20, 9•26
Provenance nette, 2•5
Provenance et utilisation des autorisations—Annuelles et statutaires, 4•8, 4•9
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés, 2•9, 10•2, 10•3
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement, 2•9, 8•21, 8•23, 8•26, 10•2, 10•3
Provision pour évaluation, 1•8, 2•8, 8•3, 8•52
Provision pour intérêt composé et primes à payer sur obligations d'épargne du Canada, 10•2, 10•3

Q

Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve, 8•45, 8•49
Québec, province de
    prêts, dotations en capital et avances, 8•29

R

Radio Engineering Products Limited, 8•45, 8•51
Rampe de chargement, Yarmouth, N-É, 8•28, 8•33
Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux augmentés, 1•16
    dépenses, 1•17
    opérations non budgétaires, 1•17
    recettes, 1•16
Rapprochement des débours pour les prêts, dotations en capital et avances avec l'emploi des crédits non budgétaires, 4•9
Recettes (budgétaires), 1•4, 1•5, 1•12, 2•5, 2•6, 2•11
    brutes, 2•6
    et dépenses, état des, 2•6
    fiscales, 1•5, 2•6, 5•4, 5•6, 5•7, 5•8
    par tête, 5•8
    mensuelles nettes par catégorie choisie, 5•11
    nettes, 1•5
    non fiscales, 1•5, 2•6, 5•4, 5•7, 5•11
    par catégorie principale et par source, 5•4
    renseignements détaillés sur les, 5, 5•2
    sommaire comparatif pour cinq exercices (graphique), 5•3
Receveur général
    dépôts courants, 13•3, 13•4
    dépôts spéciaux, 13•3, 13•4
Recherches en dyskinésie et en torticolis, 9•11, 9•16

R—*Fin*

Recouvrements de dépenses d'exercices précédents, 5•4, 5•7
Redevances d'exportation sur le pétrole, 1•5, 5•4, 5•6, 5•9, 5•11
Redevances d'indemnisation pétrolière, 5•4
Redevances d'indemnité spéciale sur le pétrole, 1•5
Régime d'assistance publique du Canada, 2•6
Régime d'assurance des bateaux de pêche, 9•18, 9•21
Régime de pensions du Canada, 2•16
Régionale des Caraïbes du Commonwealth, 8•40
Rémunérations de services, 5•4, 5•7
République Dominicaine, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada, 8•20, 8•23, 8•25
Réserves Internationales détenues dans le Compte du fonds des changes, 2•8, 11•2, 11•3
Retenues
    de garantie et autres retenues, 10•4
    sur traitements de divers ministères, 10•4
Revendicateurs autochtones, 8•45, 8•49
Revenu de location de propriétés, 5•10
Revenu, impôt sur le *Voir* Impôt sur le revenu
Royaume-Uni
    Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, 8•34, 8•53
    principal reporté, 8•34, 8•35

S

Saint-Vincent, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Sainte-Lucie, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Salvador, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
Saskatchewan, province de la
    prêts, dotations en capital et avances, 8•30
Sénégal, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
Service de la dette publique, 6•14
    relativement à la dette non échue, 6•14
Services gouvernementaux, 2•6
Services militaires, successions, 9•10, 9•16
SNC Defence Products Inc, 9•9, 9•13
Socièta a responsibilita limitata Immobiliare San Sabastiano, 8•20, 8•23
Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1•5, 1•8, 2•8, 5•4, 5•7, 5•10, 8•3, 8•5, 8•19, 8•22, 8•25, 8•27
    aide aux propriétaires, 8•4, 8•6
    capital-actions, 8•4, 8•5
    Compte sans opérations courantes, 8•4
    épuration des eaux-vannes, 8•4, 8•6
    habitation, 8•4, 8•5
    immeubles, 8•4, 8•6
    programme de rénovation urbaine, 8•4, 8•6
    programme sur l'isolation, 8•27
    projets d'habitations pour étudiants, 8•4, 8•6
    projets paritaires, 8•4, 8•6
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée, 8•9, 8•14, 8•19, 8•22, 8•25
Société canadienne des paris sportifs—autres dettes en souffrance, 8•19, 8•22, 9•11, 9•16
    lots gagnants non réclamées, 9•11, 9•16
Société canadienne des ports, 8•9, 8•12, 8•19, 8•22, 8•25, 8•26, 8•27, 8•53
Société canadienne des postes, 8•19, 8•22, 8•25
    Compte de la, 9•8, 9•12
Société coopérative de l'énergie, 8•42
Société d'assurance-dépôts du Canada, 1•8, 2•8, 2•18, 5•10, 8•3, 8•4, 8•6, 8•19, 8•22, 8•26
Société de construction des Musées du Canada Inc, 8•19, 8•22, 8•25, 8•27
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 8•9, 8•13, 8•19, 8•22, 8•25, 8•27

S—*Fin*

Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée, 8•42
  capital-actions, 8•42, 8•43
  prêts, 8•42, 8•43
Société de développement des Andes, 8•40
Société de développement du Cap-Breton, 8•9, 8•14, 8•19, 8•22, 8•25, 8•27
Société des Transports du Nord Limitée, 8•16, 8•19, 8•22, 8•25, 8•45, 8•52
  capital-actions, 8•9, 8•16
  prêts, 8•9, 8•16
Société du crédit agricole, 1•5, 1•8, 2•8, 5•4, 5•7, 5•10, 8•3, 8•7, 8•19, 8•22, 8•25, 8•26
  caisse des prêts aux syndicats agricoles, 8•4, 8•7
  capital d'apport, 8•4, 8•7
  effets, 8•4, 8•7
Société du port de Halifax, 8•9, 8•14, 8•19, 8•22
Société du port de Montréal, 8•9, 8•15, 8•19, 8•22, 8•27
Société du port de Prince Rupert, 8•9, 8•16, 8•19, 8•23
Société du port de Québec, 8•19, 8•22, 8•27
Société du port de St-John's, 8•9, 8•16, 8•19, 8•23, 8•27
Société du port de Vancouver, La, 8•9, 8•17, 8•20, 8•23, 8•27
Société financière internationale, 8•38, 8•40
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée, 8•19, 8•22, 8•25
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, 8•19, 8•22, 8•25
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc, 8•19, 8•22, 8•25, 8•27
Société Inter-Port de Québec, 8•42, 8•43
Société pour l'expansion des exportations, La, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•7, 8•19, 8•22, 8•26, 8•27, 8•34
  capital-actions, 8•4, 8•7
  prêts, 8•4, 8•7
Société Radio-Canada, 8•9, 8•13, 8•19, 8•22, 8•25
Sociétés de la Couronne
  prêts, dotations en capital et avances, 1•8, 2•8, 5•10, 8•3, 8•4, 8•20, 8•53
Sociétés mandataires de la Couronne, 8•19, 8•20, 8•26
Sommaire des opérations relatives aux comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires, 9•6
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours, 13•3
Souscriptions et prêts aux organismes internationaux, 2•15
Sri Lanka, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
St Anthony Fisheries Limited, 8•20, 8•23
Statistique Canada
  versements anticipés, 9•20, 9•26
Swaziland, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Sydney Steel Corporation, 8•45, 8•49

T

Taux d'intérêt, 12•11
Taxe d'accise—Essence, 1•5, 5•4, 5•6, 5•9, 5•11
  —Essence d'aviation et combustible diesel, 5•9, 5•11
Taxe de vente fédérale, 9•21
  Service correctionel, 9•26
Taxe de vente provinciale
  Archives publiques, 9•20, 9•26
  Bibliothèque nationale, 9•20, 9•26
  Énergie, Mines et Ressources, 9•26
  Gendarmerie royale du Canada, 9•20, 9•26
  Service correctionnel, 9•26
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, 1•5, 5•4, 5•6,
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz, 1•5, 5•4, 5•6, 5•9
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires, 1•5, 5•4, 5•6, 5•9, 5•11

T—*Fin*

Taxe sur les ventes, 1•5, 2•6, 5•4, 5•6, 5•9, 5•11
Taxes en matière d'énergie, 1•5, 2•6, 5•4, 5•6
Taxes et droits d'accise (non compris les taxes en matière d'énergie), 2•6, 5•4, 5•6, 5•8, 5•11
Taxes *Voir* Impôt
Téléglobe Canada, 5•10, 8•9, 8•17, 8•20, 8•23, 8•26, 8•27
Télésat Canada, 8•42, 8•44
Télévision, cinéma et radio, 2•6
Terre-Neuve, province de
  prêts, dotations en capital et avances, 8•28
Territoire du Yukon, Gouvernement du
  prêts, dotations en capital et avances, 8•31
Territoires du Nord-Ouest, Gouvernement des
  prêts, dotations en capital et avances, 8•31
Thaïlande, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
Titres des provinces détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 2•9, 9•2, 9•3
Togo, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Town of Oromocto Development Corporation, 8•44, 8•47
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—Bons du Trésor, 8•30, 8•33
Trinité, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35, 8•36
Tunisie, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Turquie, aide spéciale sous forme de prêts, 8•35

U

125459 Canada Limited, 8•42, 8•43
Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 8•38
Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 8•38
Uranium Canada, Limitée, 8•9, 8•17

V

Variation de la caisse, 2•5
Vérificateur général, Observations du, sur les états financiers du gouvernement du Canada, 3
Versements (retenues sur la paie) effectués par les employés pour l'achat d'obligations d'épargne du Canada, 9•9, 9•13
  Approvisionnements et Services, 9•9
  Défense nationale, 9•9
  Solliciteur général—Gendarmerie royale du Canada, 9•9
VIA Rail Canada Inc, 8•9, 8•18, 8•20, 8•23, 8•25
Ville d'Oromocto, 8•29, 8•33, 8•44, 8•47

Y

Y'a personne de parfait—Projet à frais partagés, 9•20, 9•25
Yukon, Territoire du, *Voir* Territoire du Yukon

Z

Zaïre, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Zambie, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36
Zimbabwe, aide spéciale sous forme de prêts, 8•36

Volume

2

Number/
Numéro

1

Gouvernement du Canada | Government of Canada

L'hon. Monique Vézina
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1986

Volume II

Partie I
Détails des dépenses et des recettes

Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1986

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

Nº de catalogue P51-1/1986-2-1F au Canada: $25.70
ISBN 0-660-91781-5 à l'étranger: $30.85

Prix sujet à changement sans préavis

VOLUME II (PARTIE I)

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. Tableaux sommaires
2. Affaires des anciens combattants
3. Affaires extérieures
4. Affaires indiennes et Nord canadien
5. Agriculture
6. Approvisionnements et Services
7. Communications
8. Conseil privé
9. Conseil du Trésor
10. Consommation et Corporations
11. Défense nationale
12. Emploi et Immigration
13. Énergie, Mines et Ressources
14. Environnement
15. Expansion industrielle régionale
16. Finances
17. Gouverneur général
18. Justice
19. Parlement
20. Pêches et Océans
21. Revenu national
22. Santé nationale et Bien-être social
23. Sciences et Technologie
24. Secrétariat d'État
25. Solliciteur général
26. Transports
27. Travail
28. Travaux publics
29. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes. Le **volume I** présente un sommaire et une analyse des opérations financières du gouvernement tandis que le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. La plupart des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous:

- **Provenance des autorisations**
  - *Disponibles des exercices précédents*
    Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les recettes et les rentrées. Ces crédits sont généralement soit des fonds renouvelables ou des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.
  - *Budgets des dépenses principal et supplémentaires*
    Comprennent:
    - les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires et approuvées dans les lois de crédits;
    - les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices précédents.
  - *Redressements et virements*
    Comprennent:
    - les virements de ou à d'autres ministères tels que les crédits pour éventualités du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
    - les virements à l'intérieur du ministère d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire), ou entre activités, genres de dépenses ou paiements de transfert;
    - modifications aux montants statutaires suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires ou suite à l'annulation ou la modification aux lois;
    - les affectations réservées pour couvrir le suremploi des crédits de l'exercice précédent.
  - *Total disponible pour emploi*
    Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des recettes et rentrées disponibles pour être dépensées).
- **Utilisation des autorisations**
  - *Employées au cours de l'exercice*
    Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées).

- *Annulées (écart négatif)*
  Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice subséquent.
- *Suremployées (écart positif)*
  Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- *Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents*
  Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice subséquent.
- *Employées au cours de l'exercice précédent*
  Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées).

Le contenu de la **partie I** se résume comme suit:

a) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend les tableaux suivants lesquels présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles:

Tableau 1 résume la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par ministère

Tableau 2 résume la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par ministère

Tableau 3 résume la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par ministère et par genre d'autorisations (votées et statutaires)

Tableau 4 résume les dépenses par ministère et par article courant

Tableau 5 résume les recettes par ministère et par catégorie principale

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents.

b) Sections ministérielles (sections 2 à 28)

Il y a une section pour chaque ministère. Les programmes des départements et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque ministère. Ces états sont:

- *Sommaire ministériel*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- *Programmes par activité*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).
- *Paiements de transfert*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert (subvention et contribution).
- *Détail des montants portés au crédit*
  Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.
- *Recettes*
  Cet état présente par programme la nature des recettes perçues pour chaque catégorie principale de recettes.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1. De cette façon:

- les données de l'état des *paiements de transfert* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité*, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *sommaire ministériel* (de la provenance et de l'utilisation des autorisations). Les données du *sommaire ministériel* peuvent être retracées aux *tableaux sommaires* (tableaux 1, 2 et 3) de la section 1.
- Les données de l'état du *détail des montants portés au crédit* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité* et également au *tableau sommaire* 4 de la section 1.
- les données de l'état des *recettes* peuvent être retracées au *tableau sommaire* 5 de la section 1.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1985-86

Tableaux sommaires

SOMMAIRE

Page

Tableaux sommaires—
- Tableau 1—Sommaire général—Budgétaires (dépenses) 1.2
- Tableau 2—Sommaire général—Non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) 1.8
- Tableau 3—Sommaire général—Autorisations votées et statutaires 1.12
- Tableau 4—Sommaire général—Dépenses par article courant 1.18
- Tableau 5—Sommaire général—Recettes par catégorie principale 1.23

Appendices—
- Appendice 1—Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice 1.28
- Appendice 2—Autorisations disponibles des exercices précédents 1.53
- Appendice 3—Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits 1.64

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
...	**1,577,447**	**2,851**	**1,565**	**1,581,863**	**2**	**Affaires des anciens combattants**	**1,536,321**	**45,542**	**...**	**...**	**1,459,003**
					3	**Affaires extérieures**					
11,346	779,002	14,710	6,534	811,592		Département	781,969	17,573	...	12,050	745,818
...	15,826	...	...	15,826		Corporation commerciale canadienne	15,826	...	...	...	17,617
...	1,361,800	...	3,193	1,364,993		Agence canadienne de développement international	1,268,674	96,319	...	...	1,332,919
...	86,000	...	...	86,000		Centre de recherches pour le développement international	86,000	...	...	...	81,000
...	3,447	...	25	3,472		Commission mixte internationale	3,181	291	...	...	2,930
11,346	**2,246,075**	**14,710**	**9,752**	**2,281,883**		**Total du ministère**	**2,155,650**	**114,183**	**...**	**12,050**	**2,180,284**
8,838	**2,285,081**	**141,838**	**(733)**	**2,435,024**	**4**	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**2,375,936**	**51,679**	**...**	**7,409**	**2,251,060**
					5	**Agriculture**					
23,922	1,680,211	165,074	(39,414)	1,829,793		Département	1,750,802	54,992	(664)	24,663	1,753,032
...	4,415	...	...	4,415		Commission canadienne du lait	3,773	642	...	...	5,977
...	19,676	...	...	19,676		Office canadien des provendes	16,771	2,905	...	...	18,658
...	...	...	...	...		Canagrex	...	...	...	...	5,400
23,922	**1,704,302**	**165,074**	**(39,414)**	**1,853,884**		**Total du ministère**	**1,771,346**	**58,539**	**(664)**	**24,663**	**1,783,067**
					6	**Approvisionnements et Services**					
277,728	256,622	3,460	(51,290)	486,520		Département	229,242	8,527	...	248,751	202,559
...	...	...	...	...		Corporation de disposition des biens de la Couronne	(2)	...	...	...	...
...	207,670	6,906	2,161	216,737		Statistique Canada	208,646	8,091	...	...	208,053
277,728	**464,292**	**10,366**	**(49,129)**	**703,257**		**Total du ministère**	**437,888**	**16,618**	**...**	**248,751**	**410,612**

16,436	353,384	14,517	(263)	384,074	7	**Communications** Département	309,522	57,888	...	16,664	283,458
...	72,044	2,200	...	74,244		Conseil des Arts du Canada	74,244	...	...	...	72,614
...	846,847	10,500	...	857,347		Société Radio-Canada	857,347	(1)	...	...	904,927
...	65,290	20,050	(9,286)	76,054		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	75,929	125	...	...	45,571
...	25,396	...	371	25,767		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25,030	737	...	...	25,251
...	14,574	2,000	...	16,574		Corporation du Centre national des Arts	16,574	...	...	...	14,932
6,644	62,928	...	(2,639)	66,933		Office national du film	65,075	870	...	988	61,487
...	32,857	...	252	33,109		Bibliothèque nationale	31,859	1,250	...	...	30,164
545	74,864	2,070	716	78,195		Musées nationaux du Canada	73,912	3,241	...	1,042	73,723
...	41,877	...	463	42,340		Archives publiques	40,095	2,245	...	...	39,252
23,625	**1,590,061**	**51,337**	**(10,386)**	**1,654,637**		**Total du ministère**	**1,569,587**	**66,356**	...	**18,694**	**1,551,379**
...	42,206	9,952	346	52,504	8	**Conseil privé** Département	50,664	1,840	...	...	52,002
...	2,117	815	(8)	2,924		Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	2,870	54	...	...	2,413
...	3,175	1,500	(660)	4,015		Directeur général des élections	3,884	131	...	...	93,494
...	9,924	...	91	10,015		Commissaire aux langues officielles	9,512	503	...	...	9,367
...	8,645	...	350	8,995		Conseil économique du Canada	8,585	410	...	...	8,255
...	9,682	...	94	9,776		Commission des relations de travail dans la Fonction publique	8,876	900	...	...	8,251
...	**75,749**	**12,267**	**213**	**88,229**		**Total du ministère**	**84,391**	**3,838**	...	...	**173,782**
...	656,066	1,324	(37,315)	620,075	9	**Conseil du Trésor** Secrétariat	267,524	352,551	...	...	258,779
...	11,706	...	113	11,819		Contrôleur général	11,599	220	...	...	10,857
...	**667,772**	**1,324**	**(37,202)**	**631,894**		**Total du ministère**	**279,123**	**352,771**	...	...	**269,636**
...	193,362	136	1,298	194,796	10	**Consommation et Corporations** Département	154,938	39,858	...	...	193,751
...	...	730	354,284	355,014		Société canadienne des postes	355,014	(1)	...	...	515,831
...	1,194	328	12	1,534		Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1,420	114	...	...	1,399
...	5,424	...	...	5,424		Conseil canadien des normes	5,424	...	...	...	6,612
...	**199,980**	**1,194**	**355,594**	**556,768**		**Total du ministère**	**516,796**	**39,972**	...	...	**717,593**
...	**9,383,223**	(1)	**801**	**9,384,024**	11	**Défense nationale**	**9,167,850**	**216,174**	...	...	**8,926,138**

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
...	...	...	...	...		**Développement économique et régional**	...	...	...	...	**6,329**
...	...	...	...	...		**Développement social**	...	...	...	...	**2,687**
					12	**Emploi et Immigration**					
...	4,045,201	1,037,923	20,666	5,103,790		Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	4,711,332	392,458	...	...	4,989,793
...	4,497	...	104	4,601		Commission d'appel de l'immigration	4,583	18	...	...	4,568
...	**4,049,698**	**1,037,923**	**20,770**	**5,108,391**		**Total du ministère**	**4,715,915**	**392,476**	**...**	**...**	**4,994,361**
					13	**Énergie, Mines et Ressources**					
53,664	2,820,499	(283,723)	518,410	3,108,850		Département	2,228,703	858,704	...	21,443	4,127,814
...	23,661	456	189	24,306		Commission de contrôle de l'énergie atomique	20,725	3,581	...	...	20,453
...	331,617	...	...	331,617		Énergie atomique du Canada, Limitée	275,121	56,496	...	...	325,536
...	27,049	...	276	27,325		Office national de l'énergie	25,055	2,270	...	...	24,043
18,205	...	...	...	18,205		Petro-Canada	...	...	...	18,205	17,040
...	30,500	...	...	30,500		Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	23,800	6,700	...	...	60,500
71,869	**3,233,326**	**(283,267)**	**518,875**	**3,540,803**		**Total du ministère**	**2,573,404**	**927,751**	**...**	**39,648**	**4,575,386**
...	**726,964**	**627**	**8,654**	**736,245**	14	**Environnement**	**700,798**	**35,447**	**...**	**...**	**754,133**
					15	**Expansion industrielle régionale**					
...	1,275,937	31,785	(625)	1,307,097		Département	1,060,058	247,039	...	...	1,070,397
...	...	...	1,188,166	1,188,166		Société financière Canadair Inc.	1,188,166	...	...	...	300,000
...	192,007	...	...	192,007		Société de développement du Cap-Breton	120,099	71,908	...	...	107,573
97,400	45,507	(17,041)	...	125,866		Banque fédérale de développement	25,929	2,537	...	97,400	31,108
...	7,184	3,038	148	10,370		Investissement Canada	10,220	150	...	...	6,778
...	...	110,000	...	110,000		Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	50,000	60,000	...	...	150,000
97,400	**1,520,635**	**127,782**	**1,187,689**	**2,933,506**		**Total du ministère**	**2,454,472**	**381,634**	**...**	**97,400**	**1,665,856**

					16	Finances					
75,000	31,068,363	1,095,289	(54,932)	32,183,720		Département	32,095,649	4,131	...	83,940	28,458,155
...	42,968	...	422	43,390		Vérificateur général	42,433	957	...	...	39,727
...	13,506	16,580	440	30,526		Assurances	24,467	6,059	...	...	12,998
...	2,698	211	94	3,003		Commission du tarif	2,946	57	...	...	2,777
75,000	**31,127,535**	**1,112,080**	**(53,976)**	32,260,639		**Total du ministère**	32,165,495	**11,204**	**...**	**83,940**	**28,513,657**
...	**6,135**	**425**	**80**	**6,640**	17	Gouverneur général	**6,285**	**355**	**...**	**...**	**5,800**
					18	Justice					
...	158,725	1,615	1,841	162,181		Département	131,701	30,480	...	...	134,369
...	9,344	250	85	9,679		Commission canadienne des droits de la personne	8,802	877	...	...	8,762
...	106,691	(1)	190	106,881		Commissaire à la magistrature fédérale	106,605	276	...	...	89,249
...	9,302		79	9,381		Cour fédérale du Canada	8,521	860	...	...	8,358
...	5,049	...	20	5,069		Commission de réforme du droit du Canada	4,533	536	...	...	5,047
...	3,232	...	131	3,363		Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3,183	180	...	...	2,443
...	6,094	289	167	6,550		Cour suprême du Canada	6,419	131	...	...	6,270
...	4,037	60	23	4,120		Cour canadienne de l'impôt	3,213	907	...	...	3,049
...	**302,474**	**2,214**	**2,536**	**307,224**		**Total du ministère**	**272,977**	**34,247**	**...**	**...**	**257,547**
					19	Parlement					
...	26,984	225	241	27,450		Sénat	27,441	9	...	...	26,012
...	163,398	2,170	(921)	164,647		Chambre des communes	162,937	1,710	...	...	157,765
...	10,545	...	112	10,657		Bibliothèque du Parlement	10,653	4	...	...	10,182
...	**200,927**	**2,395**	**(568)**	**202,754**		**Total du ministère**	**201,031**	**1,723**	**...**	**...**	**193,959**
...	**629,124**	**14,081**	**5,317**	**648,522**	20	Pêches et Océans	**634,424**	**14,098**	**...**	**...**	**720,768**
					21	Revenu national					
...	417,626	7,550	4,459	429,635		Douanes et Accise	415,283	14,352	...	...	408,542
...	712,952	...	8,826	721,778		Impôt	700,265	21,513	...	...	663,211
...	370,000	...	(370,000)	...		Société canadienne des postes	...	...	...	...	...
...	**1,500,578**	**7,550**	**(356,715)**	**1,151,413**		**Total du ministère**	**1,115,548**	**35,865**	**...**	**...**	**1,071,753**
					22	Santé nationale et Bien-être social					
...	26,333,146	45,953	(138,119)	26,240,980		Département	26,198,707	42,273	...	...	24,756,919
...	130,583	30,900	29	161,512		Conseil de recherches médicales	161,330	182	...	...	156,800
...	**26,463,729**	**76,853**	**(138,090)**	**26,402,492**		**Total du ministère**	**26,360,037**	**42,455**	**...**	**...**	**24,913,719**

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					23	**Sciences et Technologie**					
...	9,077	7,832	59	16,968		Département d'État	12,882	4,086	...	...	7,259
...	443,289	...	1,907	445,196		Conseil national de recherches du Canada	417,021	28,175	...	...	467,959
...	295,492	16,100	70	311,662		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	310,197	1,465	...	...	311,559
...	4,957	...	44	5,001		Conseil des sciences du Canada	4,302	699	...	...	4,797
...	**752,815**	**23,932**	**2,080**	**778,827**		**Total du ministère**	**744,402**	**34,425**	**...**	**...**	**791,574**
					24	**Secrétariat d'État**					
...	3,093,604	53,232	(7,163)	3,139,673		Département	3,128,623	11,050	...	...	3,042,332
...	2,383	92	...	2,475		Conseil consultatif canadien de la situation de la femme	2,424	51	...	...	2,391
8,584	125,285	...	1,263	135,132		Commission de la Fonction publique	117,343	8,497	...	9,292	113,257
...	60,881	2,900	51	63,832		Conseil de recherches en sciences humaines	63,210	622	...	...	62,860
...	2,804	550	26	3,380		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	3,109	271	...	...	3,085
8,584	**3,284,957**	**56,774**	**(5,823)**	**3,344,492**		**Total du ministère**	**3,314,709**	**20,491**	**...**	**9,292**	**3,223,925**
					25	**Solliciteur général**					
...	187,557	(1)	292	187,849		Département	119,838	68,011	...	...	40,271
...	115,908	...	12	115,920		Service canadien du renseignement de sécurité	115,891	29	...	...	...
...	795,832	...	5,710	801,542		Service correctionnel	729,689	71,853	...	...	739,889
...	14,969	853	186	16,008		Commission nationale des libérations conditionnelles	14,784	1,224	...	...	13,973
...	828,290	(1)	688	828,978		Gendarmerie royale du Canada	794,486	34,492	...	...	835,877
...	**1,942,556**	**853**	**6,888**	**1,950,297**		**Total du ministère**	**1,774,688**	**175,609**	**...**	**...**	**1,630,010**

41,905	2,822,641	53,265	94,937	3,012,748	26	**Transports** Département	2,677,345	191,166	...	144,237	2,952,816
...	13,621	8,228	122	21,971		Bureau canadien de la sécurité aérienne	18,164	3,807	...	...	5,375
...	839,538	(161,477)	3,141	681,202		Commission canadienne des transports	680,171	1,031	...	...	786,398
...	3,013	450	20	3,483		Administrateur de l'Office du transport du grain	2,245	1,238	...	...	1,341
...	1,442	...	...	1,442		Administration du pipe-line du Nord	861	581	...	...	3,524
41,905	**3,680,255**	**(99,534)**	**98,220**	**3,720,846**		**Total du ministère**	**3,378,786**	**197,823**	**...**	**144,237**	**3,749,454**
...	125,510	25,073	1,925	152,508	27	**Travail** Département	151,290	1,218	...	...	129,554
...	5,981	224	58	6,263		Conseil canadien des relations du travail	6,146	117	...	...	5,679
...	1,467,226	199,140	(114,846)	1,551,520		Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,454,268	97,252	...	...	1,965,063
...	7,687	...	...	7,687		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	6,687	1,000	...	...	7,016
...	**1,606,404**	**224,437**	**(112,863)**	**1,717,978**		**Total du ministère**	**1,618,391**	**99,587**	**...**	**...**	**2,107,312**
290,803	1,217,283	10,821	(45,805)	1,473,102	28	**Travaux publics** Département	1,157,182	111,770	...	204,150	1,256,394
...	91,205	...	131	91,336		Commission de la Capitale nationale	81,026	10,310	...	...	97,055
290,803	**1,308,488**	**10,821**	**(45,674)**	**1,564,438**		**Total du ministère**	**1,238,208**	**122,080**	**...**	**204,150**	**1,353,449**
931,020	**102,530,582**	**2,716,907**	**1,368,461**	**107,546,970**		**Total**	**103,164,458**	**3,492,942**	**(664)**	**890,234**	**108,254,233**

(1) Moins de $500.
(2) Les dépenses au montant de $ 2,798,922 ont été entièrement recouvrées du produit net des ventes (article courant 13).

TABLEAU 2

Sommaire général
Non budgétaires (Prêts, dotations en capital et avances)
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
411,679	...	...	...	**411,679**	2	**Affaires des anciens combattants**	**(31,299)**	...	...	**442,978**	**(33,686)**
					3	**Affaires extérieures**					
50,145	6,841	...	(6,498)	50,488		Département	9,885	7	...	40,596	2,340
10,000	...	...	...	10,000		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10,000	...
1,895,456	365,200	...	95,211	2,355,867		Agence canadienne de développement international	397,980	34,220	...	1,923,667	392,079
8,760,623	240,000	(240,000)	(136,067)	8,624,556		Société pour l'expansion des exportations	(314,427)	...	...	8,938,983	115,895
10,716,224	**612,041**	**(240,000)**	**(47,354)**	**11,040,911**		**Total du ministère**	**93,438**	**34,227**	...	**10,913,246**	**510,314**
					4	**Affaires indiennes et Nord canadien**					
48,142	45,424	...	(30,000)	63,566		Département	17,685	326	...	45,555	15,861
...	4,081	...	...	4,081		Commission d'énergie du Nord canadien	3,900	181	...	...	5,000
48,142	**49,505**	...	**(30,000)**	**67,647**		**Total du ministère**	**21,585**	**507**	...	**45,555**	**20,861**
					5	**Agriculture**					
...	...	...	...	...		Département	...	...	...	...	14
183,378	...	...	...	183,378		Commission canadienne du lait	(50,795)	...	...	234,173	37,288
60,000	...	...	...	60,000		Office canadien des provendes	...	...	...	60,000	...
918,388	90,000	...	(363,737)	644,651		Société du crédit agricole	(214,368)	...	...	859,019	(171,425)
1,161,766	**90,000**	...	**(363,737)**	**888,029**		**Total du ministère**	**(265,163)**	...	...	**1,153,192**	**(134,123)**
					6	**Approvisionnements et Services**					
...	...	...	15,000	15,000		Département	15,000	...	...	...	...
23,899	...	...	...	23,899		Monnaie royale canadienne	18,241	...	...	5,658	(2,132)
23,899	...	...	**15,000**	**38,899**		**Total du ministère**	**33,241**	...	...	**5,658**	**(2,132)**

					7	**Communications**					
40,000	10	...	...	40,010		Département	...	10	...	40,000	...
43,791	...	...	9,287	53,078		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	53,078	(2,739)
83,791	**10**	**...**	**9,287**	**93,088**		**Total du ministère**	**...**	**10**	**...**	**93,078**	**(2,739)**
					10	**Consommation et Corporations**					
...	...	...	500,000	500,000		Société canadienne des postes	...	...	...	500,000	...
...	**...**	**...**	**500,000**	**500,000**		**Total du ministère**	**...**	**...**	**...**	**500,000**	**...**
39,142	**...**	**...**	**...**	**39,142**	11	**Défense nationale**	**343**	**...**	**...**	**38,799**	**8,618**
					12	**Emploi et Immigration**					
5,174	...	...	...	5,174		Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	2,811	...	...	2,363	6,293
5,174	**...**	**...**	**...**	**5,174**		**Total du ministère**	**2,811**	**...**	**...**	**2,363**	**6,293**
					13	**Énergie, Mines et Ressources**					
42,196	8,277	3,400	...	53,873		Département	5,371	6,306	...	42,196	3,895
3,857,728	...	...	...	3,857,728		Petro-Canada	...	...	...	3,857,728	...
3,899,924	**8,277**	**3,400**	**...**	**3,911,601**		**Total du ministère**	**5,371**	**6,306**	**...**	**3,899,924**	**3,895**
					15	**Expansion industrielle régionale**					
6,448	5,300	93,595	...	105,343		Département	93,595	...	...	11,748	275
350,000	...	...	...	350,000		Corporation de développement du Canada	...	...	...	350,000	...
11,558	...	...	...	11,558		Société de développement du Cap-Breton	(10,799)	...	...	22,357	2,074
24,434	...	...	(23,486)	948		Eldorado Nucléaire Limitée	...	...	...	948	...
1,041,828	...	...	(49,616)	992,212		Banque fédérale de développement	(119,000)	...	...	1,111,212	(157,000)
1,434,268	**5,300**	**93,595**	**(73,102)**	**1,460,061**		**Total du ministère**	**(36,204)**	**...**	**...**	**1,496,265**	**(154,651)**
					16	**Finances**					
3,274,480	211,673	73,000	233,323	3,792,476		Département	425,236	13,437	...	3,353,803	208,592
1,460,000	...	965,000	(965,000)	1,460,000		Société d'assurance-dépôts du Canada	895,000	...	...	565,000	40,000
4,734,480	**211,673**	**1,038,000**	**(731,677)**	**5,252,476**		**Total du ministère**	**1,320,236**	**13,437**	**...**	**3,918,803**	**248,592**

TABLEAU 2

Sommaire général
Non budgétaires (Prêts, dotations en capital et avances)—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					20	**Pêches et Océans**					
150	...	...	...	150		Département	...	...	...	150	114,274
37,665	...	...	...	37,665		Office canadien du poisson salé	5,088	...	...	32,577	(1,759)
13,990	...	...	...	13,990		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	2,142	...	...	11,848	5,670
51,805	...	...	...	**51,805**		**Total du ministère**	**7,230**	...	...	**44,575**	**118,185**
					21	**Revenu national**					
500,000	...	...	(500,000)	...		Société canadienne des postes	...	...	...	...	...
500,000	...	...	**(500,000)**	...		**Total du ministère**	...	...	...	...	...
					22	**Santé nationale et Bien-être social**					
...	...	...	...	...		Département	...	...	...	...	20,000
...	...	...	...	...		**Total du ministère**	...	...	...	...	**20,000**
					25	**Solliciteur général**					
30	...	...	...	30		Service correctionnel	5	...	...	25	3
30	...	...	...	**30**		**Total du ministère**	**5**	...	...	**25**	**3**
					26	**Transports**					
20,000	7,971	...	...	27,971		Département	6,781	1,190	...	20,000	8,670
943,312	...	...	...	943,312		Air Canada	(31,581)	...	...	974,893	(18,159)
963,312	**7,971**	...	...	**971,283**		**Total du ministère**	**(24,800)**	**1,190**	...	**994,893**	**(9,489)**
					27	**Travail**					
...	...	...	80	80		Département	80	...	...	...	248
4,360,007	54,200	(5,200)	376,300	4,785,307		Société canadienne d'hypothèques et de logement	260,500	15,800	...	4,509,007	282,000
4,360,007	**54,200**	**(5,200)**	**376,380**	**4,785,387**		**Total du ministère**	**260,580**	**15,800**	...	**4,509,007**	**282,248**

					28	Travaux publics					
...	2,300	...	...	2,300		Commission de la Capitale nationale	...	2,300	...	...	...
...	**2,300**	...	...	**2,300**		**Total du ministère**	...	**2,300**	...	...	...
28,433,643	**1,041,277**	**889,795**	**(845,203)**	29,519,512		Total	1,387,374	73,777	...	**28,058,361**	**882,189**

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires des anciens combattants**					
...	1,558,142	2,851	56	1,561,049		Budgétaires—Votées	1,515,507	45,542	...	...	1,438,611
...	19,305	...	1,509	20,814		Statutaires	20,814	...	...	...	20,392
...	**1,577,447**	**2,851**	**1,565**	**1,581,863**			**1,536,321**	**45,542**	**...**	**...**	**1,459,003**
411,679	**...**	**...**	**...**	**411,679**		Non budgétaires—Statutaires	(31,299)	...	...	**442,978**	**(33,686)**
					3	**Affaires extérieures**					
...	2,213,428	14,710	3,326	2,231,464		Budgétaires—Votées	2,119,781	111,683	...	...	2,150,118
11,346	32,647	...	6,426	50,419		Statutaires	35,869	2,500	...	12,050	30,166
11,346	**2,246,075**	**14,710**	**9,752**	**2,281,883**			**2,155,650**	**114,183**	**...**	**12,050**	**2,180,284**
1,734,213	240,808	...	231,656	2,206,677		Non budgétaires—Votées	404,839	34,227	...	1,767,611	394,419
8,982,011	371,233	(240,000)	(279,010)	8,834,234		Statutaires	(311,401)	...	...	9,145,635	115,895
10,716,224	**612,041**	**(240,000)**	**(47,354)**	**11,040,911**			**93,438**	**34,227**	**...**	**10,913,246**	**510,314**
					4	**Affaires indiennes et Nord canadien**					
337	2,250,650	141,838	(2,035)	2,390,790		Budgétaires—Votées	2,338,774	51,679	...	337	2,175,454
8,501	34,431	...	1,302	44,234		Statutaires	37,162	...	...	7,072	75,606
8,838	**2,285,081**	**141,838**	**(733)**	**2,435,024**			**2,375,936**	**51,679**	**...**	**7,409**	**2,251,060**
48,142	19,505	...	...	67,647		Non budgétaires—Votées	21,585	507	...	45,555	20,861
...	30,000	...	(30,000)	...		Statutaires	...	...	...	...	...
48,142	**49,505**	**...**	**(30,000)**	**67,647**			**21,585**	**507**	**...**	**45,555**	**20,861**
					5	**Agriculture**					
20,893	1,244,807	179,074	2,374	1,447,148		Budgétaires—Votées	1,368,380	58,539	(664)	20,893	1,381,858
3,029	459,495	(14,000)	(41,788)	406,736		Statutaires	402,966	...	...	3,770	401,209
23,922	**1,704,302**	**165,074**	**(39,414)**	**1,853,884**			**1,771,346**	**58,539**	**(664)**	**24,663**	**1,783,067**
1,161,766	**90,000**	**...**	**(363,737)**	**888,029**		Non budgétaires—Statutaires	**(265,163)**	**...**	**...**	**1,153,192**	**(134,123)**

					6	**Approvisionnements et Services**					
...	401,965	10,366	157	412,488		Budgétaires—Votées	395,870	16,618	...	...	402,815
277,728	62,327	...	(49,286)	290,769		Statutaires	42,018	...	...	248,751	7,797
277,728	**464,292**	**10,366**	**(49,129)**	703,257			437,888	**16,618**	...	**248,751**	**410,612**
23,899	...	...	**15,000**	38,899		Non budgétaires—Statutaires	33,241	...	...	**5,658**	**(2,132)**
					7	**Communications**					
545	1,562,158	51,337	(8,943)	1,605,097		Budgétaires—Votées	1,537,699	66,356	...	1,042	1,527,514
23,080	27,903	...	(1,443)	49,540		Statutaires	31,888	...	...	17,652	23,865
23,625	**1,590,061**	**51,337**	**(10,386)**	1,654,637			**1,569,587**	**66,356**	...	**18,694**	**1,551,379**
...	10	...	...	10		Non budgétaires—Votées	...	10	...	...	...
83,791	...	...	9,287	93,078		Statutaires	...	...	...	93,078	(2,739)
83,791	**10**	...	**9,287**	**93,088**			...	**10**	...	**93,078**	**(2,739)**
					8	**Conseil Privé**					
...	68,242	10,767	274	79,283		Budgétaires—Votées	75,445	3,838	...	...	76,219
...	7,507	1,500	(61)	8,946		Statutaires	8,946	...	...	...	97,563
...	**75,749**	**12,267**	**213**	**88,229**			**84,391**	**3,838**	...	...	**173,782**
					9	**Conseil du Trésor**					
...	661,048	1,324	(25,925)	636,447		Budgétaires—Votées	283,676	352,771	...	...	261,590
...	6,724	...	(11,277)	(4,553)		Statutaires	(4,553)	...	...	...	8,046
...	**667,772**	**1,324**	**(37,202)**	**631,894**			**279,123**	**352,771**	...	...	**269,636**
					10	**Consommation et Corporations**					
...	188,142	1,194	170,053	359,389		Budgétaires—Votées	319,417	39,972	...	...	366,149
...	11,838	...	185,541	197,379		Statutaires	197,379	...	...	...	351,444
...	**199,980**	**1,194**	**355,594**	**556,768**			**516,796**	**39,972**	...	...	**717,593**
...	...	...	**500,000**	500,000		Non budgétaires—Statutaires	...	...		**500,000**	...
					11	**Défense nationale**					
...	8,637,821	(1)	(11,825)	8,625,996		Budgétaires—Votées	8,409,822	216,174	...	...	8,225,336
...	745,402	...	12,626	758,028		Statutaires	758,028	...	...	...	700,802
...	**9,383,223**	(1)	**801**	**9,384,024**			**9,167,850**	**216,174**	...	...	**8,926,138**
39,142	...	...	...	**39,142**		Non budgétaires—Votées	343	...	...	**38,799**	**8,618**
						Développement économique et régional					
...	...	...	...	...		Budgétaires—Votées	...	...	...	...	5,564
...	...	...	...	...		Statutaires	...	...	...	...	765
...	...	...	...	...			...	...	...	...	**6,329**

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
						Développement social					
...	...	...	...	...		Budgétaires—Votées	...	...	...	...	2,403
...	...	...	...	...		Statutaires	...	...	...	...	284
...	**...**	**...**	**...**	**...**			**...**	**...**	**...**	**...**	**2,687**
					12	**Emploi et Immigration**					
...	1,335,720	735,923	8,712	2,080,355		Budgétaires—Votées	1,687,879	392,476	...	...	1,944,980
...	2,713,978	302,000	12,058	3,028,036		Statutaires	3,028,036	...	...	...	3,049,381
...	**4,049,698**	**1,037,923**	**20,770**	**5,108,391**			**4,715,915**	**392,476**	**...**	**...**	**4,994,361**
5,174	**...**	**...**	**...**	**5,174**		Non budgétaires—Statutaires	**2,811**	**...**	**...**	**2,363**	**6,293**
					13	**Énergie, Mines et Ressources**					
...	2,852,267	16,633	397	2,869,297		Budgétaires—Votées	2,577,549	291,748	...	...	4,077,232
71,869	381,059	(299,900)	518,478	671,506		Statutaires	(4,145)	636,003	...	39,648	498,154
71,869	**3,233,326**	**(283,267)**	**518,875**	**3,540,803**			**2,573,404**	**927,751**	**...**	**39,648**	**4,575,386**
...	8,277	3,400	...	11,677		Non budgétaires—Votées	5,371	6,306	...	...	3,895
3,899,924	...	...	...	3,899,924		Statutaires	...	...	...	3,899,924	...
3,899,924	**8,277**	**3,400**	**...**	**3,911,601**			**5,371**	**6,306**	**...**	**3,899,924**	**3,895**
					14	**Environnement**					
...	678,909	627	3,644	683,180		Budgétaires—Votées	647,733	35,447	...	...	704,498
...	48,055	...	5,010	53,065		Statutaires	53,065	...	...	...	49,635
...	**726,964**	**627**	**8,654**	**736,245**			**700,798**	**35,447**	**...**	**...**	**754,133**
					15	**Expansion industrielle régionale**					
...	1,425,533	115,997	358	1,541,888		Budgétaires—Votées	1,160,254	381,634	...	...	1,582,125
97,400	95,102	11,785	1,187,331	1,391,618		Statutaires	1,294,218	...	...	97,400	83,731
97,400	**1,520,635**	**127,782**	**1,187,689**	**2,933,506**			**2,454,472**	**381,634**	**...**	**97,400**	**1,665,856**

37,940	5,300	93,595	(23,486)	113,349		Non budgétaires—Votées	82,796	...	...	30,553	2,349
1,396,328	...	...	(49,616)	1,346,712		Statutaires	(119,000)	...	...	1,465,712	(157,000)
1,434,268	**5,300**	**93,595**	**(73,102)**	**1,460,061**			**(36,204)**	...	...	**1,496,265**	**(154,651)**
					16	**Finances**					
...	100,123	28,097	75	128,295		Budgétaires—Votées	117,091	11,204	..	..	99,026
75,000	31,027,412	1,083,983	(54,051)	32,132,344		Statutaires	32,048,404	...	...	83,940	28,414,631
75,000	**31,127,535**	**1,112,080**	**(53,976)**	**32,260,639**			**32,165,495**	**11,204**	...	**83,940**	**28,513,657**
...	873	13,000	350,000	363,873		Non budgétaires—Votées	350,436	13,437	...	...	168,631
4,734,480	210,800	1,025,000	(1,081,677)	4,888,603		Statutaires	969,800	...	...	3,918,803	79,961
4,734,480	**211,673**	**1,038,000**	**(731,677)**	**5,252,476**			**1,320,236**	**13,437**	...	**3,918,803**	**248,592**
					17	**Gouverneur général**					
...	5,449	425	...	5,874		Budgétaires—Votées	5,519	355	...	...	5,122
...	686	...	80	766		Statutaires	766	...	...	...	678
...	**6,135**	**425**	**80**	**6,640**			**6,285**	**355**	...	...	**5,800**
					18	**Justice**					
...	187,126	2,214	1,158	190,498		Budgétaires—Votées	156,251	34,247	...	...	159,536
...	115,348	...	1,378	116,726		Statutaires	116,726	...	...	...	98,011
...	**302,474**	**2,214**	**2,536**	**307,224**			**272,977**	**34,247**	...	...	**257,547**
					19	**Parlement**					
...	139,364	2,395	...	141,759		Budgétaires—Votées	140,036	1,723	...	...	134,679
...	61,563	...	(568)	60,995		Statutaires	60,995	...	...	...	59,280
...	**200,927**	**2,395**	**(568)**	**202,754**			**201,031**	**1,723**	...	...	**193,959**
					20	**Pêches et Océans**					
...	594,739	14,081	1,414	610,234		Budgétaires—Votées	596,136	14,098	...	...	685,548
...	34,385	...	3,903	38,288		Statutaires	38,288	...	...	...	35,220
...	**629,124**	**14,081**	**5,317**	**648,522**			**634,424**	**14,098**	...	...	**720,768**
51,805	...	...	...	51,805		Non budgétaires—Votées	7,230	...	...	44,575	18,185
...	...	...	...	...		Statutaires	...	...	...	...	100,000
51,805	...	...	...	**51,805**			**7,230**	...	...	**44,575**	**118,185**
					21	**Revenu national**					
...	1,177,856	7,550	(169,590)	1,015,816		Budgétaires—Votées	979,951	35,865	...	...	946,827
...	322,722	...	(187,125)	135,597		Statutaires	135,597	...	...	...	124,926
...	**1,500,578**	**7,550**	**(356,715)**	**1,151,413**			**1,115,548**	**35,865**	...	...	**1,071,753**
500,000	...	...	**(500,000)**	...		Non budgétaires—Statutaires	...	...	...	...	...

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					22	**Santé nationale et Bien-être social**					
...	991,681	76,153	(147)	1,067,687		Budgétaires—Votées	1,025,232	42,455	...	...	1,068,565
...	25,472,048	700	(137,943)	25,334,805		Statutaires	25,334,805	...	...	...	23,845,154
...	**26,463,729**	**76,853**	**(138,090)**	**26,402,492**			**26,360,037**	**42,455**	**...**	**...**	**24,913,719**
...	...	...	...	...		Non budgétaires—Statutaires	...	...	...	...	**20,000**
					23	**Sciences et Technologie**					
...	732,618	23,932	5	756,555		Budgétaires—Votées	722,130	34,425	...	...	770,457
...	20,197	...	2,075	22,272		Statutaires	22,272	...	...	...	21,117
...	**752,815**	**23,932**	**2,080**	**778,827**			**744,402**	**34,425**	**...**	**...**	**791,574**
					24	**Secrétariat d'État**					
...	709,088	31,208	224	740,520		Budgétaires—Votées	720,029	20,491	...	...	724,088
8,584	2,575,869	25,566	(6,047)	2,603,972		Statutaires	2,594,680	...	...	9,292	2,499,837
8,584	**3,284,957**	**56,774**	**(5,823)**	**3,344,492**			**3,314,709**	**20,491**	**...**	**9,292**	**3,223,925**
					25	**Solliciteur général**					
...	1,745,390	853	536	1,746,779		Budgétaires—Votées	1,571,170	175,609	...	...	1,434,833
...	197,166	...	6,352	203,518		Statutaires	203,518	...	...	...	195,177
...	**1,942,556**	**853**	**6,888**	**1,950,297**			**1,774,688**	**175,609**	**...**	**...**	**1,630,010**
30	...	...	...	**30**		Non budgétaires—Votées	**5**	...	...	**25**	**3**

					26	**Transports**					
...	2,890,861	49,636	215	2,940,712		Budgétaires—Votées	2,742,889	197,823	...	...	2,870,369
41,905	789,394	(149,170)	98,005	780,134		Statutaires	635,897	...	...	144,237	879,085
41,905	**3,680,255**	**(99,534)**	**98,220**	3,720,846			3,378,786	**197,823**	...	**144,237**	**3,749,454**
...	7,971	...	...	7,971		Non budgétaires—Votées	6,781	1,190	...	...	8,670
963,312	...	...	...	963,312		Statutaires	(31,581)	...	...	994,893	(18,159)
963,312	**7,971**	...	...	971,283			(24,800)	**1,190**	...	**994,893**	**(9,489)**
					27	**Travail**					
...	1,534,725	12,137	644	1,547,506		Budgétaires—Votées	1,447,919	99,587	...	...	1,852,591
...	71,679	212,300	(113,507)	170,472		Statutaires	170,472	...	...	...	254,721
...	**1,606,404**	**224,437**	**(112,863)**	1,717,978			1,618,391	**99,587**	...	...	**2,107,312**
...	23,900	1,400	...	25,300		Non budgétaires—Votées	9,500	15,800	...	...	1,500
4,360,007	30,300	(6,600)	376,380	4,760,087		Statutaires	251,080	...	...	4,509,007	280,748
4,360,007	**54,200**	**(5,200)**	**376,380**	4,785,387			260,580	**15,800**	...	**4,509,007**	**282,248**
					28	**Travaux publics**					
...	1,021,062	10,821	292	1,032,175		Budgétaires—Votées	910,095	122,080	...	...	1,075,580
290,803	287,426	...	(45,966)	532,263		Statutaires	328,113	...	...	204,150	277,869
290,803	**1,308,488**	**10,821**	**(45,674)**	1,564,438			1,238,208	**122,080**	...	**204,150**	**1,353,449**
...	**2,300**	...	...	2,300		Non budgétaires—Votées	...	**2,300**	...	...	...
						Total du gouvernement					
21,775	**36,908,914**	1,542,143	(24,551)	**38,448,281**		**Budgétaires—Votées**	35,572,234	2,854,439	(664)	22,272	38,149,687
909,245	**65,621,668**	1,174,764	1,393,012	**69,098,689**		**Statutaires**	67,592,224	638,503	...	867,962	62,104,546
931,020	**102,530,582**	**2,716,907**	**1,368,461**	**107,546,970**			**103,164,458**	**3,492,942**	**(664)**	**890,234**	**100,254,233**
1,911,272	**308,944**	111,395	558,170	2,889,781		**Non budgétaires—Votées**	**888,886**	73,777	...	1,927,118	627,131
26,522,371	**732,333**	778,400	(1,403,373)	26,629,731		**Statutaires**	**498,488**	...	...	26,131,243	255,058
28,433,643	**1,041,277**	**889,795**	**(845,203)**	**29,519,512**			**1,387,374**	**73,777**	...	**28,058,361**	**882,189**
1,933,047	**37,217,858**	1,653,538	533,619	41,338,062		**Votées**	36,461,120	2,928,216	(664)	1,949,390	38,776,818
27,431,616	**66,354,001**	1,953,164	(10,361)	95,728,420		**Statutaires**	68,090,712	638,503	...	26,999,205	62,359,604
29,364,663	**103,571,859**	**3,606,702**	**523,258**	**137,066,482**		**Total**	**104,551,832**	**3,566,719**	**(664)**	**28,948,595**	**101,136,422**

(1) Moins de $500.

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par article courant
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel (9)	Paiements de transfert (10)	Service de la dette publique (11)	Toutes autres dépenses (12)	Total des dépenses brutes (1-12)	*Moins:* recettes à valoir sur les crédits (13)	Total des dépenses nettes (1-13)
2	**Affaires des anciens combattants**	**134,099**	**15,395**	**1,060**	**128,987**	**3,549**	**3,338**	**17,942**	**567**	**1,924**	**1,226,081**	**—**	**3,379**	**1,536,321**	**—**	**1,536,321**
3	Affaires extérieures															
	Département	304,761	85,301	19,916	56,541	70,919	21,160	31,339	19,567	28,474	164,496	...	967	803,441	21,472	781,969
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	15,826	15,826	...	15,826
	Agence canadienne de développement international	52,063	6,812	904	7,416	3,984	572	962	...	1,097	1,194,863	...	1	1,268,674	...	1,268,674
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	86,000	86,000	...	86,000
	Commission mixte internationale	1,884	431	215	302	229	26	57	...	31	...	...	6	3,181	...	3,181
	Total du ministère	**358,708**	**92,544**	**21,035**	**64,259**	**75,132**	**21,758**	**32,358**	**19,567**	**29,602**	**1,359,359**	**—**	**102,800**	**2,177,122**	**21,472**	**2,155,650**
4	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**236,708**	**29,761**	**2,887**	**49,810**	**14,748**	**7,429**	**21,569**	**62,444**	**5,577**	**1,938,714**	**—**	**7,677**	**2,376,524**	**588**	**2,375,936**
5	Agriculture															
	Département	509,448	34,922	4,404	51,233	6,507	6,570	48,400	107,178	43,618	866,664	...	85,185	1,764,129	13,327	1,750,802
	Commission canadienne du lait	2,613	348	79	207	392	22	68	...	34	...	...	10	3,773	...	3,773
	Office canadien des provendes	884	176	44	36	84	4	68	...	14	15,455	...	6	16,771	...	16,771
	Total du ministère	**512,945**	**35,446**	**4,527**	**51,476**	**6,983**	**6,596**	**48,536**	**107,178**	**43,666**	**882,119**	**—**	**85,201**	**1,784,673**	**13,327**	**1,771,346**
6	Approvisionnements et Services															
	Département	362,048	202,982	79,968	56,974	37,589	9,490	114,021	...	8,945	1,585	...	56,209	929,811	700,569	229,242
	Corporation de disposition des biens de la Couronne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,799	2,799	2,799	...
	Statistique Canada	170,117	11,334	9,838	18,952	3,823	2,930	4,147	...	6,026	205	...	2	227,374	18,728	208,646
	Total du ministère	**532,165**	**214,316**	**89,806**	**75,926**	**41,412**	**12,420**	**118,168**	**—**	**14,971**	**1,790**	**—**	**59,010**	**1,159,984**	**722,096**	**437,888**
7	Communications															
	Département	100,654	135,280	2,855	34,749	3,366	2,585	7,589	2,894	11,913	51,823	...	102,645	456,353	146,830	309,523
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	74,244	74,244	...	74,244
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	857,347	857,347	...	857,347
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	75,928	75,928	...	75,928
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	19,636	1,328	1,498	1,351	396	108	268	...	326	...	...	119	25,030	...	25,030
	Corporation du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16,574	16,574	...	16,574

Office national du film	38,113	6,025	1,016	11,100	10,227	1,176	5,285	...	3,202	259	...	291	76,694	11,619	65,075
Bibliothèque nationale	19,369	866	502	6,828	483	320	2,807	...	550	38	...	96	31,859	...	31,859
Musées nationaux du Canada	43,781	4,030	1,387	7,713	938	2,003	4,442	...	2,221	8,334	...	21	74,870	958	73,912
Archives publiques	27,914	1,200	467	5,788	158	1,454	1,603	...	2,204	...	...	1,028	41,816	1,721	40,095
Total du ministère	**249,467**	**148,729**	**7,725**	**67,529**	**15,568**	**7,646**	**21,994**	**2,894**	**20,416**	**60,454**	**...**	**1,128,293**	**1,730,715**	**161,128**	**1,569,587**
8 Conseil privé															
Département	28,718	5,106	1,810	9,837	1,468	785	1,061	...	1,789	69	...	21	50,664	...	50,664
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	872	480	144	1,032	267	14	59	...	1	...	...	1	2,870	...	2,870
Directeur général des élections	2,429	182	189	715	36	70	118	...	40	103	...	2	3,884	...	3,884
Commissaire aux langues officielles	6,488	791	322	1,576	85	26	158	...	63	...	...	3	9,512	...	9,512
Conseil économique du Canada	6,705	441	232	853	47	85	180	...	41	...	...	1	8,585	...	8,585
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	7,249	513	247	442	128	61	102	...	134	...	...	...	8,876	...	8,876
Total du ministère	**52,461**	**7,513**	**2,944**	**14,455**	**2,031**	**1,041**	**1,678**	**...**	**2,068**	**172**	**...**	**28**	**84,391**	**...**	**84,391**
9 Conseil du Trésor															
Département	275,502	1,016	1,289	7,656	218	90	228	...	339	525	...	7,785	294,648	27,124	267,524
Contrôleur général	9,144	172	360	414	3	2	40	...	98	...	...	1,366	11,599	...	11,599
Total du ministère	**284,646**	**1,188**	**1,649**	**8,070**	**221**	**92**	**268**	**...**	**437**	**525**	**...**	**9,151**	**306,247**	**27,124**	**279,123**
10 Consommation et Corporations															
Département	93,892	8,348	2,177	10,731	514	1,403	3,119	420	4,571	29,594	...	169	154,938	...	154,938
Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	355,014	355,014	...	355,014
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	984	35	6	367	8	2	14	...	...	...	...	4	1,420	...	1,420
Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,424	5,424	...	5,424
Total du ministère	**94,876**	**8,383**	**2,183**	**11,098**	**522**	**1,405**	**3,133**	**420**	**4,571**	**29,594**	**...**	**360,611**	**516,796**	**...**	**516,796**
11 Défense nationale	**4,148,323**	**365,366**	**20,100**	**410,546**	**60,897**	**556,691**	**1,238,823**	**159,826**	**2,052,522**	**402,713**	**...**	**42,039**	**9,457,846**	**289,996**	**9,167,850**
12 Emploi et Immigration															
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	866,558	84,404	23,394	617,105	90,349	11,978	9,838	...	15,900	1,155,593	...	2,744,069	5,619,188	907,856	4,711,332
Commission d'appel de l'immigration	3,832	438	18	158	16	35	64	...	21	...	...	1	4,583	...	4,583
Total du ministère	**870,390**	**84,842**	**23,412**	**617,263**	**90,365**	**12,013**	**9,902**	**...**	**15,921**	**1,155,593**	**...**	**2,744,070**	**5,623,771**	**907,856**	**4,715,915**
13 Énergie, Mines et Ressources															
Département	228,042	22,184	7,458	129,545	12,424	11,340	17,846	4,192	33,752	2,865,906	...	309	3,332,998	1,104,295	2,228,703
Commission de contrôle de l'énergie atomique	13,843	1,435	59	3,941	149	171	277	...	258	592	...	...	20,725	...	20,725
Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	275,121	275,121	...	275,121
Office national de l'énergie	21,105	1,073	114	1,254	531	219	430	...	328	...	...	1	25,055	...	25,055
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	23,800	23,800	...	23,800
Total du ministère	**262,990**	**24,692**	**7,631**	**134,740**	**13,104**	**11,730**	**18,553**	**4,192**	**34,338**	**2,866,498**	**...**	**299,231**	**3,677,699**	**1,104,295**	**2,573,404**
14 Environnement	**404,095**	**46,526**	**8,135**	**78,264**	**31,312**	**21,041**	**44,479**	**41,078**	**33,271**	**22,614**	**...**	**2,445**	**733,260**	**32,462**	**700,798**

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services d'utilité publique, fournitures et approvi-sionnements (7)	Construction et acquisi-tion de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel (9)	Paiements de transfert (10)	Service de la dette publique (11)	Toutes autres dépenses (12)	Total des dépenses brutes (1-12)	*Moins:* recettes à valoir sur les crédits (13)	Total des dépenses nettes (1-13)
15	**Expansion industrielle régionale**															
	Département	141,715	18,098	28,531	36,257	3,298	1,755	2,670	405	3,406	803,680	...	20,243	1,060,058	...	1,060,058
	Société financière Canadair Inc.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,188,166	1,188,166	...	1,188,166
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	120,099	120,099	...	120,099
	Banque fédérale de développe-ment	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	25,929	25,929	...	25,929
	Investissement Canada	6,357	510	2,171	544	51	105	112	...	370	...	...	(1)	10,220	...	10,220
	Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	50,000	50,000	...	50,000
	Total du ministère	**148,072**	**18,608**	**30,702**	**36,801**	**3,349**	**1,860**	**2,782**	**405**	**3,776**	**803,680**	**...**	**1,404,437**	**2,454,472**	**...**	**2,454,472**
16	**Finances**															
	Département	41,690	5,720	5,627	8,185	1,018	1,030	34,252	...	2,071	5,702,015	25,505,083	797,907	32,104,598	8,949	32,095,649
	Vérificateur général	30,593	2,956	299	6,185	284	223	429	...	1,042	410	...	12	42,433	...	42,433
	Assurances	10,577	584	47	13,015	40	42	136	...	25	...	...	1	24,467	...	24,467
	Commission du tarif	2,242	106	158	300	68	7	36	...	26	...	...	3	2,946	...	2,946
	Total du ministère	**85,102**	**9,366**	**6,131**	**27,685**	**1,410**	**1,302**	**34,853**	**...**	**3,164**	**5,702,425**	**25,505,083**	**797,923**	**32,174,444**	**8,949**	**32,165,495**
17	**Gouverneur général**	**4,006**	**759**	**40**	**341**	**50**	**34**	**944**	**...**	**111**	**...**	**...**	**...**	**6,285**	**...**	**6,285**
18	**Justice**															
	Département	62,830	4,665	1,555	8,706	388	414	1,320	...	1,789	49,805	...	229	131,701	...	131,701
	Commission canadienne des droits de la personne	6,516	759	217	937	61	100	114	...	97	...	...	1	8,802	...	8,802
	Commissaire à la magistrature fédérale	82,449	6,387	396	654	102	4	52	...	24	15,823	...	714	106,605	...	106,605
	Cour fédérale du Canada	5,856	562	...	889	119	178	620	...	288	...	...	9	8,521	...	8,521
	Commission de réforme du droit du Canada	1,705	392	261	1,914	73	22	124	...	42	...	...	(1)	4,533	...	4,533
	Bureaux du Commissaire à l'information et du Commis-saire à la protection de la vie privée du Canada	2,534	147	120	266	12	4	34	...	65	...	...	1	3,183	...	3,183
	Cour suprême du Canada	3,542	340	305	710	109	105	632	...	114	554	...	8	6,419	...	6,419
	Cour canadienne de l'impôt	1,921	267	...	500	42	68	199	...	216	...	...	(1)	3,213	...	3,213
	Total du ministère	**167,353**	**13,519**	**2,854**	**14,576**	**906**	**895**	**3,095**	**...**	**2,635**	**66,182**	**...**	**962**	**272,977**	**...**	**272,977**
19	**Parlement**															
	Sénat	19,260	2,533	1,713	1,410	322	264	530	...	262	1,134	...	13	27,441	...	27,441
	Chambre des communes	114,424	14,912	11,565	5,080	3,096	1,668	4,727	...	5,379	1,905	...	181	162,937	...	162,937
	Bibliothèque du Parlement	8,921	199	52	465	186	42	712	..	76	...	...	...	10,653	...	10,653
	Total du ministère	**142,605**	**17,644**	**13,330**	**6,955**	**3,604**	**1,974**	**5,969**	**...**	**5,717**	**3,039**	**...**	**194**	**201,031**	**...**	**201,031**

20	**Pêches et Océans**	**264,847**	**28,390**	**5,293**	**71,423**	**29,434**	**29,045**	**46,472**	**79,731**	**45,137**	**31,677**	**...**	**6,363**	**637,812**	**3,388**	**634,424**
21	**Revenu national**															
	Douanes et Accise	355,005	19,730	2,677	16,448	2,276	4,310	6,723	1,438	6,609	...	...	67	415,283	...	415,283
	Impôt	646,826	57,440	25,113	14,442	10,503	3,218	6,517	17	10,366	53	...	313	774,808	74,543	700,265
	Total du ministère	**1,001,831**	**77,170**	**27,790**	**30,890**	**12,779**	**7,528**	**13,240**	**1,455**	**16,975**	**53**	**...**	**380**	**1,190,091**	**74,543**	**1,115,548**
22	**Santé nationale et Bien-être social**															
	Département	355,728	78,910	7,039	86,190	3,972	5,714	70,476	49,147	12,734	25,568,717	...	411	26,239,038	40,331	26,198,707
	Conseil de recherches médicales	2,205	785	204	314	12	32	60	...	18	157,700	...	...	161,330	...	161,330
	Total du ministère	**357,933**	**79,695**	**7,243**	**86,504**	**3,984**	**5,746**	**70,536**	**49,147**	**12,752**	**25,726,417**	**...**	**411**	**26,400,368**	**40,331**	**26,360,037**
23	**Sciences et Technologie**															
	Département	5,839	606	290	1,685	77	121	162	...	584	3,518	...	(1)	12,882	...	12,882
	Conseil national de recherches du Canada	151,507	11,646	3,740	42,501	8,191	6,500	31,894	24,594	41,129	112,927	...	31	434,660	17,639	417,021
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	5,534	1,701	658	2,379	251	154	174	...	370	298,976	...	(1)	310,197	...	310,197
	Conseil des sciences du Canada	3,198	311	141	489	48	34	61	...	19	...	...	1	4,302	...	4,302
	Total du ministère	**166,078**	**14,264**	**4,829**	**47,054**	**8,567**	**6,809**	**32,291**	**24,594**	**42,102**	**415,421**	**...**	**32**	**762,041**	**17,639**	**744,402**
24	**Secrétariat d'État**															
	Département	127,146	9,236	2,677	31,755	2,147	1,278	4,901	...	3,851	2,945,574	...	58	3,128,623	...	3,128,623
	Conseil consultatif canadien de la situation de la femme	1,347	316	144	430	44	9	40	...	94	...	...	...	2,424	...	2,424
	Commission de la Fonction publique	104,129	6,264	3,118	6,373	3,788	837	1,619	...	1,032	...	...	3,302	130,462	13,119	117,343
	Conseil de recherches en sciences humaines	4,136	638	211	465	85	102	111	...	228	57,234	...	...	63,210	...	63,210
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	1,841	499	108	332	42	12	258	...	17	...	...	(1)	3,109	...	3,109
	Total du ministère	**238,599**	**16,953**	**6,258**	**39,355**	**6,106**	**2,238**	**6,929**	**...**	**5,222**	**3,002,808**	**...**	**3,360**	**3,327,828**	**13,119**	**3,314,709**
25	**Solliciteur général**															
	Département	15,145	1,771	634	5,026	396	170	733	...	665	95,294	...	4	119,838	...	119,838
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	115,891	115,891	...	115,891
	Service correctionnel	412,055	17,952	252	78,599	2,611	9,483	65,169	115,397	13,345	1,249	...	13,577	729,689	...	729,689
	Commission nationale des libérations conditionnelles	12,327	1,336	141	576	43	122	141	...	94	...	...	4	14,784	...	14,784
	Gendarmerie royale du Canada	828,296	78,548	553	43,500	21,952	26,163	59,995	32,788	43,775	27,724	...	13,616	1,176,910	382,424	794,486
	Total du ministère	**1,267,823**	**99,607**	**1,580**	**127,701**	**25,002**	**35,938**	**126,038**	**148,185**	**57,879**	**124,267**	**...**	**143,092**	**2,157,112**	**382,424**	**1,774,688**
26	**Transports**															
	Département	908,869	98,678	10,002	228,177	16,344	116,786	172,335	247,231	410,627	335,899	...	921,318	3,466,266	788,921	2,677,345
	Bureau canadien de la sécurité aérienne	8,964	1,456	126	978	5,150	110	357	...	1,020	...	...	3	18,164	...	18,164
	Commission canadienne des transports	36,564	3,163	857	2,679	291	131	460	...	452	635,427	...	147	680,171	...	680,171
	Administrateur de l'Office du transport du grain	1,207	228	49	318	93	19	17	...	86	227	...	1	2,245	...	2,245
	Administration du pipe-line du Nord	653	66	4	85	48	(1)	5	...	...	...	...	...	861	...	861
	Total du ministère	**956,257**	**103,591**	**11,038**	**232,237**	**21,926**	**117,046**	**173,174**	**247,231**	**412,185**	**971,553**	**...**	**921,469**	**4,167,707**	**788,921**	**3,378,786**

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par article courant—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel (9)	Paiements de transfert (10)	Service de la dette publique (11)	Toutes autres dépenses (12)	Total des dépenses brutes (1-12)	*Moins*: recettes à valoir sur les crédits (13)	Total des dépenses nettes (1-13)
27	**Travail**															
	Département	76,075	2,912	1,378	12,500	424	312	757	...	2,705	74,709	...	1,474	173,246	21,956	151,290
	Conseil canadien des relations du travail	4,492	643	123	449	130	10	103	...	168	...	...	28	6,146	...	6,146
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,454,268	1,454,268	...	1,454,268
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	4,861	593	145	408	96	144	319	...	126	...	...	...	6,692	5	6,687
	Total du ministère	**85,428**	**4,148**	**1,646**	**13,357**	**650**	**466**	**1,179**	...	**2,999**	**74,709**	...	**1,455,770**	**1,640,352**	**21,961**	**1,618,391**
28	**Travaux publics**															
	Département	302,191	21,840	5,307	318,625	408,635	266,830	148,730	637,632	14,530	246,951	...	177,820	2,549,091	1,391,909	1,157,182
	Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	81,026	81,026	...	81,026
	Total du ministère	**302,191**	**21,840**	**5,307**	**318,625**	**408,635**	**266,830**	**148,730**	**637,632**	**14,530**	**246,951**	...	**258,846**	**2,630,117**	**1,391,909**	**1,238,208**
	Total	**13,329,998**	**1,580,255**	**316,335**	**2,765,927**	**882,246**	**1,140,911**	**2,243,635**	**1,586,546**	**2,884,468**	**47,115,408**	**25,505,083**	**9,837,174**	**109,187,986**	**6,023,528**	**103,164,458**

[1] Moins de $500.

TABLEAU 5

Sommaire général
Recettes par catégorie principale
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Privilèges, licences et permis	Rémunérations de services	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	*Plus*: recettes à valoir sur les crédits	Total des recettes brutes
2	**Affaires des anciens combattants**	...	**10,587**	**4,077**	...	**21,594**	**1,206**	...	...	**125**	**37,589**	**37,589**	...	**37,589**
3	**Affaires extérieures**													
	Département	...	711	11,527	13,854	113	17	...	...	8,940	35,162	35,162	21,472	56,634
	Agence canadienne de développement international	...	6,688	2,767	...	249	...	...	...	97	9,801	9,801	...	9,801
	Société pour l'expansion des exportations	...	70,331	...	...	...	...	...	...	12,305	82,636	82,636	...	82,636
	Commission mixte internationale	...	...	2	...	...	...	...	...	506	508	508	...	508
	Total du ministère	...	**77,730**	**14,296**	**13,854**	**362**	**17**	...	...	**21,848**	**128,107**	**128,107**	**21,472**	**149,579**
4	**Affaires indiennes et Nord canadien**													
	Département	...	4,465	7,958	13,562	642	933	...	...	215	27,775	27,775	588	28,363
	Commission d'énergie du Nord canadien	...	23,870	...	...	...	...	...	...	...	23,870	23,870	...	23,870
	Total du ministère	...	**28,335**	**7,958**	**13,562**	**642**	**933**	...	...	**215**	**51,645**	**51,645**	**588**	**52,233**
5	**Agriculture**													
	Département	...	421,479	14,246	1,892	50,350	13,459	...	...	34,303	535,729	535,729	13,327	549,056
	Office canadien des provendes	...	...	213	...	...	(1)	...	...	...	213	213	...	213
	Total du ministère	...	**421,479**	**14,459**	**1,892**	**50,350**	**13,459**	...	...	**34,303**	**535,942**	**535,942**	**13,327**	**549,269**
6	**Approvisionnements et Services**													
	Département	...	36,415	478	...	4	19,938	...	...	2,835	59,670	59,670	700,569	760,239
	Corporation de disposition des biens de la Couronne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,799	2,799
	Statistique Canada	...	...	343	...	...	...	...	...	(1)	343	343	18,728	19,071
	Total du ministère	...	**36,415**	**821**	...	**4**	**19,938**	...	...	**2,835**	**60,013**	**60,013**	**722,096**	**782,109**

TABLEAU 5

Sommaire général
Recettes par catégorie principale—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Privilèges, licences et permis	Rémunérations de services	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	*Plus:* recettes à valoir sur les crédits	Total des recettes brutes
7	**Communications**													
	Département	...	1,050	1,908	44,289	1,808	26	...	...	290	49,371	49,371	146,830	196,201
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	41	33,621	...	...	...	...	(1)	33,662	33,662	...	33,662
	Office national du film	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,619	11,619
	Bibliothèque nationale	...	...	35	...	1,430	...	...	...	6	1,471	1,471	...	1,471
	Musées nationaux du Canada	...	...	102	...	80	5	...	...	26	213	213	958	1,171
	Archives publiques	...	...	77	...	180	...	...	...	14	271	271	1,721	1,992
	Total du ministère	...	**1,050**	**2,163**	**77,910**	**3,498**	**31**	...	...	**336**	**84,988**	**84,988**	**161,128**	**246,116**
8	**Conseil privé**													
	Département	...	...	498	...	...	...	...	...	271	769	769	...	769
	Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	...	...	...	1,099	1,099	1,099	...	1,099
	Directeur général des élections	...	...	13	...	...	1	...	...	158	172	172	...	172
	Commissaire aux langues officielles	...	...	6	...	...	...	...	...	...	6	6	...	6
	Conseil économique du Canada	...	...	20	...	...	...	...	...	(1)	20	20	...	20
	Commission des relations de travail dans la Fonction publique	...	...	29	...	...	...	...	...	(1)	29	29	...	29
	Total du ministère	...	...	**566**	...	...	**1**	...	...	**1,528**	**2,095**	**2,095**	...	**2,095**
9	**Conseil du Trésor**													
	Département	...	...	75	...	1	10	...	...	2,433	2,519	2,519	27,124	29,643
	Contrôleur général	...	...	26	...	(1)	(1)	...	...	14	40	40	...	40
	Total du ministère	...	...	**101**	...	**1**	**10**	...	...	**2,447**	**2,559**	**2,559**	**27,124**	**29,683**
10	**Consommation et Corporations**	...	...	**370**	**48,261**	**1**	...	...	...	**992**	**49,624**	**49,624**	...	**49,624**
11	**Défense nationale**	...	**967**	**27,347**	...	...	...	...	...	**3,995**	**32,309**	**32,309**	**289,996**	**322,305**

12	**Emploi et Immigration**													
	Département	...	811	8,643	...	1,414	...	...	...	9,170	20,038	20,038	907,856	927,894
	Commission d'appel de l'immigration	...	...	(1)	...	...	(1)	...	...	(1)	(1)	(1)	...	(1)
	Total du ministère	**...**	**811**	**8,643**	**...**	**1,414**	(1)	**...**	**...**	**9,170**	**20,038**	**20,038**	**907,856**	**927,894**
13	**Énergie, Mines et Ressources**													
	Département	...	133,198	139,103	4,769	972	5,122	...	...	19,011	302,175	302,175	1,104,295	1,406,470
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	106	1	9	...	...	...	19	135	135	...	135
	Office national de l'énergie	184,741	...	25	...	243	5	...	...	27	300	185,041	...	185,041
	Total du ministère	**184,741**	**133,198**	**139,234**	**4,770**	**1,224**	**5,127**	**...**	**...**	**19,057**	**302,610**	**487,351**	**1,104,295**	**1,591,646**
14	**Environnement**	**...**	**...**	**2,453**	**16,909**	**13,246**	**2,416**	**...**	**...**	**3,897**	**38,921**	**38,921**	**32,462**	**71,383**
15	**Expansion industrielle régionale**													
	Département	...	249,034	53,536	...	9,735	...	...	...	4,455	316,760	316,760	...	316,760
	Investissement Canada	...	...	15	...	(1)	...	...	...	...	15	15	...	15
	Total du ministère	**...**	**249,034**	**53,551**	**...**	**9,735**	**...**	**...**	**...**	**4,455**	**316,775**	**316,775**	**...**	**316,775**
16	**Finances**													
	Département	...	2,576,279	672	...	1,874	1	144,316	4,322	13,789	2,741,253	2,741,253	8,949	2,750,202
	Vérificateur général	...	...	72	...	309	...	...	...	15	396	396	...	396
	Assurances	746	...	62	...	12,230	...	...	...	(1)	12,292	13,038	...	13,038
	Total du ministère	**746**	**2,576,279**	**806**	**...**	**14,413**	**1**	**144,316**	**4,322**	**13,804**	**2,753,941**	**2,754,687**	**8,949**	**2,763,636**
18	**Justice**													
	Département	...	...	3,688	...	37	...	...	...	4,066	7,791	7,791	...	7,791
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	...	10	10	10	...	10
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	...	...	...	3,521	3,521	3,521	...	3,521
	Cour fédérale du Canada	...	...	11	...	175	...	...	...	16	202	202	...	202
	Cour suprême du Canada	...	...	1	...	10	44	...	...	58	113	113	...	113
	Cour canadienne de l'impôt	...	..	10	...	...	4	...	...	...	14	14	...	14
	Total du ministère	**...**	**...**	**3,710**	**...**	**222**	**48**	**...**	**...**	**7,671**	**11,651**	**11,651**	**...**	**11,651**
19	**Parlement**													
	Sénat	...	...	6	...	10	5	...	...	43	64	64	...	64
	Chambre des communes	...	...	249	(1)	...	...	...	...	3,368	3,617	3,617	...	3,617
	Bibliothèque du Parlement	...	...	2	...	...	...	...	...	1	3	3	...	3
	Total du ministère	**...**	**...**	**257**	(1)	**10**	**5**	**...**	**...**	**3,412**	**3,684**	**3,684**	**...**	**3,684**

TABLEAU 5

Sommaire général
Recettes par catégorie principale—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Privilèges, licences et permis	Rémunérations de services	Produits des ventes	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	*Plus:* recettes à valoir sur les crédits	Total des recettes brutes
20	**Pêches et Océans**	...	**3,180**	**3,933**	**11,946**	**579**	**4,288**	...	...	**5,845**	**29,771**	**29,771**	**3,388**	**33,159**
21	**Revenu national**													
	Douanes et Accise	16,939,724	132	590	524	3,699	2,257	...	...	14,816	22,018	16,961,742	...	16,961,742
	Impôt	45,433,648	...	639	...	5,992	(1)	...	...	2,930	9,561	45,443,209	74,543	45,517,752
	Total du ministère	**62,373,372**	**132**	**1,229**	**524**	**9,691**	**2,257**	...	...	**17,746**	**31,579**	**62,404,951**	**74,543**	**62,479,494**
22	**Santé nationale et Bien-être social**													
	Département	...	1,096	5,011	9	34,870	276	...	...	79,697	120,959	120,959	40,331	161,290
	Conseil de recherches médicales	...	...	253	...	...	...	...	...	....	253	253	...	253
	Total du ministère	...	**1,096**	**5,264**	**9**	**34,870**	**276**	...	...	**79,697**	**121,212**	**121,212**	**40,331**	**161,543**
23	**Sciences et Technologie**													
	Département	...	...	8	...	...	...	...	....	...	8	8	...	8
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	1,416	...	...	...	...	...	57	1,473	1,473	17,639	19,112
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	553	...	...	...	...	...	...	553	553	...	553
	Conseil des sciences du Canada	...	...	(1)	...	...	...	...	...	...	(1)	(1)	...	(1)
	Total du ministère	...	...	**1,977**	...	...	...	...	...	**57**	**2,034**	**2,034**	**17,639**	**19,673**
24	**Secrétariat d'État**													
	Département	...	...	31,001	4,208	...	...	...	...	8,909	44,118	44,118	...	44,118
	Commission de la Fonction publique	...	...	111	...	247	...	...	...	131	489	489	13,119	13,608
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	635	...	...	...	...	...	(1)	635	635	...	635
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	1	...	1
	Total du ministère	...	...	**31,748**	**4,208**	**247**	...	...	...	**9,040**	**45,243**	**45,243**	**13,119**	**58,362**

25 Solliciteur général													
Département	...	...	182	...	(1)	...	...	...	...	182	182	...	182
Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	243	243	243	...	243
Service correctionnel	...	...	4,631	196	608	17,022	...	...	522	22,979	22,979	...	22,979
Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	7	...	...	...	...	...	(1)	7	7	...	7
Gendarmerie royale du Canada	...	2	1,624	3,781	1	3,739	...	...	236	9,383	9,383	382,424	391,807
Total du ministère	...	**2**	**6,444**	**3,977**	**609**	**20,761**	...	...	**1,001**	**32,794**	32,794	**382,424**	**415,218**
26 Transports													
Département	...	89,596	98,699	445	...	2,104	...	...	83,748	274,592	274,592	788,921	1,063,513
Bureau canadien de la sécurité aérienne	...	...	...	...	...	...	...	...	40	40	40	...	40
Commission canadienne des transports	...	...	240	7	4	(1)	...	...	1	252	252	...	252
Administration du pipe-line du Nord	...	...	756	...	...	...	...	...	697	1,453	1,453	...	1,453
Total du ministère	...	**89,596**	**99,695**	**452**	**4**	**2,104**	...	...	**84,486**	**276,337**	276,337	**788,921**	**1,065,258**
27 Travail													
Département	...	...	113	...	(1)	1	...	...	24,884	24,998	24,998	21,956	46,954
Conseil canadien des relations du travail	...	...	4	...	...	2	...	...	(1)	6	6	...	6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	892,722	4,592	...	...	111	...	...	12,072	909,497	909,497	...	909,497
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	(1)	...	...	...	...	...	...	(1)	(1)	5	5
Total du ministère	...	**892,722**	**4,709**	...	(1)	**114**	...	...	**36,956**	**934,501**	**934,501**	**21,961**	**956,462**
28 Travaux publics													
Département	...	9,994	8,138	668	3,432	36,264	...	...	27,241	85,737	85,737	1,391,909	1,477,646
Commission de la Capitale nationale	...	572	...	...	...	1,500	...	...	6,119	8,191	8,191	...	8,191
Total du ministère	...	**10,566**	**8,138**	**668**	**3,432**	**37,764**	...	...	**33,360**	**93,928**	**93,928**	**1,391,909**	**1,485,837**
Total des recettes nettes	**62,558,859**	**4,533,179**	**443,949**	**198,942**	**166,148**	**110,756**	**144,316**	**4,322**	**398,278**	**5,999,890**	**68,558,749**		
Total des recettes à valoir sur les crédits	**1,399,820**	22	...	166,923	2,951,756	301,674	..	1,378	1,201,955	**4,623,788**		**6,023,528**	
Total des recettes brutes	**63,958,679**	**4,533,201**	**443,949**	**365,865**	**3,117,904**	**412,430**	**144,316**	**5,700**	**1,600,233**	**10,623,598**			**74,582,277**

(1) Moins de $500.

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
2		**Affaires des anciens combattants**		
		Programme des affaires des anciens combattants		
	1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède	259,716,600	
	1b	Dépenses de fonctionnement		1,203,000
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $11,999,999 du crédit 5 (Affaires des anciens combattants) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	525,793,000	
		Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants		
	10	Dépenses du programme	1,457,000	
		Programme du Conseil de révision des pensions		
	15	Dépenses du programme	1,081,000	
	15b	Dépenses du programme		433,268
		Programme de la Commission canadienne des pensions		
	20	Dépenses de fonctionnement	17,357,000	
	20b	Dépenses de fonctionnement		483,000
	25	Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	748,408,000	
		Programme du Bureau de services juridiques des pensions		
	30	Dépenses du programme	4,329,000	
	30b	Dépenses du programme		732,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,558,141,600**	**2,851,269**
		Non budgétaire	...	...
3		**Affaires extérieures**		
		Département		
		Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectées par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays	514,383,000	
		[illegible]		7,050,000

1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,151,000 du crédit 5 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		4,800,100
5	Dépenses en capital	69,242,000	
5b	Dépenses en capital		500,000
10	Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice financier en cours, des engagements ne dépassant pas $71,348,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1984 à	153,201,407	
10b	Subventions inscrites au Budget et contributions		1,098,225
10c	Subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de contracter, durant l'exercice financier en cours, des engagements ne dépassant pas $71,348,000 aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en monnaies des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en monnaies des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en janvier 1985—Pour autoriser le virement au présent crédit de $149,000 du crédit 5 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,261,900
L15	Avances d'un montant de 14,451 francs suisses accordé au Fonds de roulement de l'union de Paris de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle même si le paiement est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en octobre 1984 à	8,031	
	Programme des céréales et des graines oléagineuses		
20	Dépenses de fonctionnement	3,547,000	
25	Subvention inscrite au Budget et contributions	7,441,000	
	Programme des expositions internationales		
30	Dépenses du programme et contributions	5,574,000	
30c	Dépenses du programme et contributions et subvention inscrites au Budget		1
	Corporation commerciale canadienne		
35	Dépenses du programme	15,826,000	
	Agence canadienne de développement international		
40	Dépenses de fonctionnement et autorisation a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement; et b) de dispenser instruction et formation à des personnes des pays en développement; conformément au Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants adopté en vertu du décret en conseil CP 1978-1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; ii) le soutien de personnes des pays en développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement	69,308,000	
45	Subventions et contributions inscrites au Budget, à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'aide humanitaire internationale et à d'autres fins précisées sous forme de versements en argent et de fourniture de biens, denrées et services	1,285,700,000	
L50	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux pays en développement et aux institutions de développement international aux fins de l'aide au développement international	203,200,000	
L55	Prêts selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux pays en développement et aux institutions de développement international aux fins de l'aide au développement international dans le domaine des travaux de recherche de pétrole et de gaz, l'assistance technique et les dépenses administratives spéciales à cet égard	30,000,000	
L60	Paiement de $4,000,000 et délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser $166,800,000, conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	4,000,000	
L65	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières): a) paiement d'un montant de $2,600,000 et délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $3,800,000 en faveur de la Banque asiatique de développement, le montant total ne devant pas dépasser l'équivalent de 4,300,000 droits de tirage spéciaux; b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $11,800,000 en faveur de la Banque africaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de 8,400,000 unités de comptes; et c) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $10,000,000 en faveur de la Banque interaméricaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de $7,400,000 É.-U	2,600,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Centre de recherches pour le développement international		
	70	Versements au Centre de recherches pour le développement international	86,000,000	
		Commission mixte internationale		
	75	Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	3,205,000	
		Total du ministère—Budgétaire	2,213,427,407	14,710,226
		Non budgétaire	239,808,031	...
4		**Affaires indiennes et Nord canadien**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme	47,547,000	
		Programme des affaires indiennes et inuit		
	5	Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; et e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec	278,546,000	
	5a	Dépenses de fonctionnement—Pour étendre la portée du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits, afin d'inclure, dans la définition des personnes à l'égard desquelles le Ministre peut garantir des prêts consentis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, une banque ou tout autre prêteur agréé tel que défini dans la Loi nationale sur l'habitation, les bandes cries et la bande naskapie		1
	5c	Dépenses de fonctionnement—Pour étendre la portée du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 afin de a) porter de $250,000,000 à $350,000,000 le montant des prêts que le Ministre peut garantir conformément au crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits; b) porter de $30,000,000 à $33,000,000 le montant des prêts que le Ministre peut garantir conformément au crédit L53b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits		1
	10	Dépenses en capital et a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		

	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; et		
	c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	94,194,000	
15	Subventions inscrites au Budget et contributions	1,111,376,000	
15b	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,451,000 provenant du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		30,677,000
15c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $49,482,058 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $34,495,723 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		54,851,901
	Programmes des affaires du Nord		
20	Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	72,287,000	
20b	Dépenses de fonctionnement—Conformément à l'article 22 de la Loi sur l'administration financière, pour autoriser le Ministre à garantir, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, selon les modalités approuvées par le ministre des Finances, des prêts dont le montant global ne dépassera pas $11,475,000 pour une période maximale de dix-huit mois, qui seront consentis par une institution financière à la Curragh Resources, une société de personne formée en vertu des lois de l'Alberta pour la réouverture de la mine Cyprus Anvil		828,000
20c	Dépenses de fonctionnement		528,200
25	Dépenses en capital, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	21,147,000	
25b	Dépenses en capital		75,000
30	Subventions inscrites au Budget et contributions	26,845,500	
30b	Subventions inscrites au Budget et contributions		13,076,040
30c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $250,000 du crédit 25 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		9,350,000
	Programme de transferts aux gouvernements territoriaux		
35	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget	138,000,000	
35c	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget		789,000
40	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget	440,000,000	
40c	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget		7,390,000
	Programme des revendications des Autochtones		
45	Dépenses de fonctionnement	4,348,000	
45b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $284,000 du crédit 1er (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		4,416,000
45c	Dépenses de fonctionnement		329,100
50	Subventions inscrites au Budget et contributions	16,360,000	
50b	Subventions inscrites au Budget et contributions		6,587,000
50c	Subventions inscrites au Budget et contributions		12,940,565
L55	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	14,303,000	
L60	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon pour des indemnités provisoires aux anciens du Yukon d'ici à la conclusion d'un règlement	1,121,000	
	Commission d'énergie du Nord canadien		
L65	Prêts à la Commission d'énergie du Nord canadien pour les dépenses en capital conformément à l'article 15 de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien	4,081,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**2,250,650,500**	**141,837,808**
	Non budgétaire	**19,505,000**	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
5		**Agriculture**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme	55,462,000	
		Programme de développement du secteur agro-alimentaire		
	5	Dépenses de fonctionnement, y compris les frais de publication des travaux de recherches du Ministère comme suppléments du «Canadian Entomologist» et autorisation de verser des commissions pour services rendus conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	268,064,000	
	10	Dépenses en capital et autorisation de faire des dépenses ayant trait aux ouvrages, terrains, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral, pour des infrastructures communautaires et des travaux faits à l'intention des Indiens et des non-Indiens	112,900,000	
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	349,734,151	
	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions		69,802,000
	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $997,500 du crédit 1er (Agriculture), de $635,000 du crédit 5 (Agriculture), de $16,725,000 du crédit 10 (Agriculture), de $5,326,300 du crédit 20 (Agriculture), de $3,720,700 du crédit 25 (Agriculture), de $2,537,800 du crédit 35 (Agriculture), de $3,338,000 du crédit 40 (Agriculture), de $3,600,000 du crédit 45 (Agriculture) et de $6,427,000 du crédit 50 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		48,820,700
		Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires		
	20	Dépenses de fonctionnement	179,960,000	
	25	Dépenses en capital	35,495,000	
	30	Contributions	8,162,000	
	30b	Contributions		6,310,000
		Programme du service canadien des forêts		
	35	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	73,590,000	
	35b	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année		3,088,900
	40	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	31,236,000	
	40b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		2,375,600
	45	Subventions inscrites au Budget et contributions	63,857,500	
	45b	Subventions inscrites au Budget et contributions		48,676,700
	45c	Subventions inscrites au Budget et contributions		1
		Programme de la Commission canadienne des grains		
	50	Dépenses du programme et contribution	42,256,000	
		Commission canadienne du lait		
	55	Dépenses du programme	4,415,000	

		Office canadien des provendes		
	60	Dépenses de fonctionnement	1,576,000	
	65	Contributions	18,100,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,244,807,651**	**179,073,901**
		Non budgétaire	...	...
6		**Approvisionnements et Services**		
		Département		
		Programme des services		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, du fonds renouvelable des approvisionnements, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	178,626,600	
	5	Dépenses en capital	5,939,000	
		Programme des approvisionnements		
	10	Dépenses du programme et contributions y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux, pour les soumissions de recherche et de développement spontanées, et autorisation de prendre durant l'exercice financier en cours des engagements d'un montant de $18,000,000 à l'égard desdites soumissions	29,949,000	
	10b	Dépenses du programme et contributions, y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux, pour les soumissions de recherche et de développement spontanées, et pour porter de $18,000,000 à $21,600,000 l'autorisation d'engagements durant l'exercice financier à l'égard desdites soumissions		3,460,000
	10c	Dépenses du programme et contributions, y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux, pour les soumissions de recherche et de développement spontanées—Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,930,999 du crédit 1[er] (Approvisionnements et Services) et de $236,000 du crédit 5 (Approvisionnements et Services) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
		Statistique Canada		
	15	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	187,450,000	
	15b	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année		6,906,000
		Total du ministère—Budgétaire	**401,964,600**	**10,366,001**
		Non budgétaire	...	...
7		**Communications**		
		Département		
		Programme des communications et de la culture		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	130,890,000	
	5	Dépenses en capital	13,879,000	
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $933,000 du crédit 1[er] (Communications) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		5,067,000
	5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,649,999 du crédit 10 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 un montant supplémentaire de		1
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	58,509,000	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions		9,450,000
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions		1
	15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	55,093,000	
	20	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée national de l'Homme	81,787,000	
	L25	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	10,000	
		Conseil des Arts du Canada		
	30	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi	72,044,000	
	30c	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi		2,200,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Société Radio-Canada		
	35	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	785,138,000	
	35c	Paiements à la Société Radio-Canada pour des dépenses de fonctionnement occasionnées par son service de radiodiffusion—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,499,999 du crédit 45 (Communications) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	40	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	2,500,000	
	45	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	59,209,000	
	45b	Paiements à la Société Radio-Canada pour des dépenses en capital pour la prestation des services de radiotélévision		10,500,000
		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
	50	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	65,290,000	
	50b	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		20,050,000
		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	55	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget	22,961,000	
		Corporation du Centre national des Arts		
	60	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts	14,574,000	
	60b	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts		2,000,000
		Office national du film		
	65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions	61,680,000	
		Bibliothèque nationale		
	70	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget	30,526,220	
		Musées nationaux du Canada		
	75	Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de 2,045,000 dollars pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1985-86 et 1986-87 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation	60,807,300	
	75c	Dépenses de fonctionnement		2,069,600
	80	Subventions inscrites au Budget	8,852,700	
		Archives publiques		
	85	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	38,418,044	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,562,158,264**	**51,336,603**
		Non budgétaire	**10,000**	...

8		**Conseil privé**		
		Département		
		Programme du Conseil privé		
	1	Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalant à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes et au prorata, pour toute période inférieure à un an; subvention inscrite au Budget et contribution	38,613,000	
	1b	Dépenses du programme		4,533,000
	1c	Dépenses du programme		5,418,427
		Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes		
	5	Dépenses du programme	1,989,000	
	5b	Dépenses du programme		815,000
		Directeur général des élections		
	10	Dépenses du programme	1,856,000	
		Commissaire aux langues officielles		
	15	Dépenses du programme	9,154,000	
		Conseil économique du Canada		
	20	Dépenses du programme	7,859,000	
		Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
	25	Dépenses du programme	8,771,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**68,242,000**	**10,766,427**
		Non budgétaire	...	...
9		Conseil du Trésor		
		Secrétariat		
		Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique		
	1	Dépenses du programme, y compris les paiements aux fonctionnaires retraités et à la succession des fonctionnaires décédés lorsqu'une prime à l'initiative ou au mérite a été approuvée, paiements accordés en vertu du Régime des primes d'encouragement de la Fonction publique du Canada et subventions inscrites au Budget	53,385,000	
	1c	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget		1,324,000
		Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale		
	5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la Loi sur les inventions des fonctionnaires; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	340,000,000	
	10	Projets de création d'emplois—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	15,000,000	
		Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
	15	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la Loi des subsides n° 6 de 1960, au crédit 85a (Finances) de la Loi des subsides n° 5 de 1963, et au crédit 20b (Finances) de la Loi des subsides n° 10 de 1964, et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger et au régime d'assurance-hospitalisation (hors du Canada), et autoriser le paiement aux employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage	241,722,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Programme d'affectations temporaires		
	20	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	336,000	
		Programme spécial		
	21c	Pour autoriser le Ministre à prélever sur le Fonds du revenu consolidé et à imputer au Compte de la loterie nationale établi par le crédit L27a (Conseil du Trésor) de la Loi nº 4 de 1976 portant affectation de crédits: a) $1 pour le rachat des actions de Loto Canada Inc.; b) $2,073,360 versée aux provinces, conformément à ce qui a été déterminé par la Société de la loterie interprovinciale; c) $13,684,174 versée à la Régie des installations olympiques pour aider à absorber le déficit des Jeux Olympiques de 1976; et donc, à abroger ledit crédit L27a		1
		Contrôleur général		
		Programme des pratiques et contrôles de gestion		
	25	Dépenses du programme	10,605,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**661,048,000**	**1,324,001**
		Non budgétaire	...	...
10		**Consommation et Corporations**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	111,642,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement		135,900
	5	Dépenses en capital	5,683,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	64,316,000	
		Société canadienne des postes(1)		
	11b	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales		730,000
	12c	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes et dont le montant s'élève à $347,199,000 pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1985 conformément au paragraphe 29(3) de la Loi sur la Société canadienne des postes		1
		Commission sur les pratiques restrictives du commerce		
	15	Dépenses du programme	1,077,000	
	15c	Dépenses du programme		327,400
		Conseil canadien des normes		
	20	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la Loi sur le Conseil canadien des normes, à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la Loi	5,424,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**188,142,000**	**1,193,301**
		Non budgétaire	...	...
11		**Défense nationale**		
		Programme des services de défense		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant $34,995,986,742 aux fins des crédits 1er, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $26,092,713,000 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des		

		dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un quelconque ou l'autre desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel desdits crédits	5,946,536,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $69,999,999 du crédit 5 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
	5	Dépenses en capital	2,535,013,000	
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions aux fins de la préparation d'urgence et contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	140,771,742	
		Programme de Construction de défense (1951) Limitée		
	15	Dépenses engagées en vue d'assurer l'exécution de travaux de construction et d'entretien, pour le compte du ministère de la Défense nationale, et pour assurer l'exécution d'autres travaux de construction approuvés par le Conseil du Trésor	15,500,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**8,637,820,742**	**1**
		Non budgétaire	...	...
12		**Emploi et Immigration**		
		Département / Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada		
		Programmes des services généraux et spéciaux		
	1	Administration centrale—Dépenses de programme	5,749,600	
	1a	Administration centrale—Dépenses du programme		165,000
	1c	Administration du Ministère—Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,505,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
	5	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Dépenses de programme	20,904,000	
	5a	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Dépenses du programme		1,086,000
	5b	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Dépenses du programme		2,203,000
	5c	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Dépenses du programme— Pour autoriser le virement au présent crédit de $6,170,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
		Programme d'emploi et d'assurance		
	10	Dépenses de fonctionnement	525,131,000	
	10a	Dépenses de fonctionnement		31,412,000
	10b	Dépenses de fonctionnement		49,254,000
	10c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $809,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
	15	Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	663,955,000	
	15a	Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité		177,037,000
	15b	Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité		469,841,000
	15c	Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité		1
		Programme d'immigration		
	20	Dépenses de fonctionnement	82,079,000	
	20b	Dépenses de fonctionnement		4,425,000
	20c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,657,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
	25	Contributions	33,863,000	
	25b	Contributions		500,000
	25c	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $7,099,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Commission d'appel de l'Immigration		
	30	Dépenses du programme	4,039,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,335,720,600**	**735,923,006**
		Non budgétaire	...	...
13		Énergie, Mines et Ressources		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	40,877,600	
		Programme de l'énergie		
	5	Dépenses de fonctionnement	136,342,505	
	5b	Dépenses de fonctionnement—En vertu de l'article 22 de la Loi sur l'administration financière, autoriser le Ministre à garantir à l'occasion à la société NewGrade Energy Inc., au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, selon des modalités approuvées par le ministre des Finances, des prêts dont le montant global ne dépassera pas $275,000,000, pour la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd		1
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	199,991,000	
	15	Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes—Paiements aux fins de la Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes	109,500,000	
	20	Programme canadien de remplacement du pétrole—Paiements aux fins de la Loi sur l'économie du pétrole et le remplacement du mazout	40,000,000	
	20a	Programme canadien de remplacement du pétrole—Paiements en vertu de la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout—Pour autoriser le virement au présent crédit de $54,999,999 du crédit 15 (Énergie, Mines et Ressources) du Budget des dépenses principal de 1985-86		1
	20b	Programme canadien de remplacement du pétrole—Paiements en vertu de la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout—Autoriser le virement au présent crédit de $6,000,000 du crédit 5 (Énergie, Mines et Ressources) et de $11,999,999 du crédit 10 (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	25	Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Paiements aux fins de la Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier	1,600,000,000	
	L30	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	8,277,000	
	L31c	Prêts à la société NewGrade Energy Inc. pour la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd en Saskatchewan et pour une étude se rapportant à cette usine		3,400,000
		Programme des minéraux et des sciences de la Terre		
	35	Dépenses de fonctionnement	253,711,100	
	35b	Dépenses de fonctionnement		4,067,750
	40	Dépenses en capital	46,211,600	
	45	Subventions inscrites au Budget et contributions	17,335,100	
	45b	Subventions inscrites au Budget et contributions		12,109,000
		Commission de contrôle de l'énergie atomique		
	50	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	21,817,000	
	50b	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions		456,000
		Énergie atomique du Canada, Limitée		
	55	Dépenses du programme	299,528,000	
	60	Dépenses en capital	32,089,000	

		Office national de l'énergie		
	65	Dépenses du programme	24,364,000	
		Société Petro-Canada pour l'assistance internationale		
	70	Paiements à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	30,500,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**2,852,266,905**	**16,632,753**
		Non budgétaire	**8,277,000**	**3,400,000**
14		**Environnement**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	35,981,600	
		Programme des services de l'environnement		
	5	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levés hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	298,275,000	
	10	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	44,396,000	
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	16,191,000	
	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,118,000 du crédit 5 (Environnement) et $1,728,000 du crédit 10 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		627,000
	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,376,999 du crédit 5 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
		Programme Parcs Canada		
	20	Dépenses de fonctionnement, les subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	191,264,000	
	25	Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	89,892,000	
	30	La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget	2,909,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**678,908,600**	**627,001**
		Non budgétaire	...	...
15		**Expansion industrielle régionale**		
		Département		
	1	**Dépenses de fonctionnement**	233,755,837	
	1b	**Dépenses de fonctionnement:** a) pour autoriser le virement au présent crédit de $6,899,999 du crédit 10 (Expansion industrielle régionale) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86; et b) pour s'assurer que le montant global de l'assurance en vigueur à tout moment concernant les avions DHC-7 et DHC-8 de la Société de Havilland pour les fins prescrites au sous-alinéa (ii) du crédit 1a (Industrie et Commerce) de la Loi n° 1 de 1980-81 portant affectation de crédits ne dépasse pas $230,000,000 et $200,000,000 É-U		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	2c	Expansion industrielle régionale—		
		a) conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière, radier des comptes du Canada certaines dettes et créances de Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $19,579,703.27 tel qu'énuméré ci-dessous:		
		Débiteur — Montant		
		Bowmar Canada Limited 27,200.00		
		General Drop Forge Limited 146,167.29		
		Interline Furniture Limited 952,095.50		
		Beaconing Optical and Precision Materials Company Limited 16,474.99		
		Shefford Electronics Corporation 13,264.49		
		Radio Engineering Products Limited 1,000,000.00		
		Assemblage Mécanique de Granby Limitée 80,069.27		
		Canada Cycle and Motor Company Limited 4,935,000.00		
		Consolidated Computer Inc. 12,395,998.50		
		Precision Electronics Components (1971) Limited; et 13,433.23		
		b) pour autoriser le virement au présent crédit de $19,579,703 du crédit 10 (Expansion industrielle régionale) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		
	3c	Expansion industrielle régionale—Conformément à l'alinéa 6 j) de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, porter de $1,000,000,000 à $2,500,000,000 le plafond global des prêts pour la période comprise entre le 1[er] avril 1985 au 31 mars 1990		1
	5	Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement		1
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	1,305,800	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions	966,186,000	
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions		1
	15	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée		1
	16b	Versement à Canadair Limitée pour le système de reconnaissance aérienne CL 289—Pour autoriser le virement au présent crédit de $9,849,999 du crédit 10 (Expansion industrielle régionale) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86	350,000	
	L20	Pour autoriser, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil,		1
		a) l'achat, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, d'actions d'une société afin d'y exercer un droit d'option pris au nom de Sa Majesté du chef du Canada relativement à un prêt ou à l'assurance d'un prêt consenti, à une garantie de prêt ou à une contribution à la société lorsque: (i) le droit d'option devrait être exercé afin de faire bénéficier Sa Majesté du chef du Canada de l'achat; ou (ii) le droit d'option devrait être exercé en vue de protéger les fonds de l'État à l'égard d'un prêt consenti ou assuré ou d'une contribution faite; et		
		b) la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis		
	L25	Prêts en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional	300,000	
	L26b	Paiements relatifs à la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique par suite de la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique (SC, 1980-81-82-83, c. 172)	5,000,000	
	L26c	Paiements relatifs à la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique à la suite de la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique (SC, 1980-81-82-83, c. 172)		76,795,000
				16,800,000
		Société de développement du Cap-Breton		
	30	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter à la récupération des pertes subies durant l'exercice financier 1985-86, dans l'exploitation et l'entretien des houillères et entreprises connexes, acquises par la Société conformément à l'article 9 de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, y compris les dépenses d'administration imputables à la Division des charbonnages	21,612,000	

	35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	160,895,000	
	40	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton aux fins des articles 22 et 23 de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton	9,500,000	
		Banque fédérale de développement		
	45	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	25,507,000	
	45b	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la Loi sur la Banque fédérale de développement		2,959,000
		Investissement Canada(2)		
	50	Dépenses du programme	6,421,083	
	51b	Dépenses du programme		2,916,000
	51c	Dépenses du programme		121,900
		Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited		
	55a	Paiement à la société de Havilland Aircraft of Canada, Limited à titre d'avoir		110,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,425,532,720**	**115,996,906**
		Non budgétaire	**5,300,000**	**93,595,000**
16		**Finances**		
		Département		
		Programme des politiques financières et économiques		
	1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	42,026,000	
	1c	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année		8,515,000
	L2a	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes: a) Paiement d'un montant de $1,800,000 et délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $16,600,000 en faveur de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le montant total ne devant pas dépasser l'équivalent de $13,800,000 É-U; b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser $333,400,000 en faveur de l'Association internationale de développement; et c) paiement évalué à $13,000,000 à la Société financière internationale, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de $10,000,000 É-U		14,800,000
		Programme du Tribunal canadien des importations		
	5	Dépenses du programme	2,210,000	
		Programme de l'Inspecteur général des banques		
	10	Dépenses du programme	2,065,000	
	10b	Dépenses du programme		1,577,000
		Programme spécial		
	15	Pour étendre la portée du crédit 22a (Finances) de la Loi des subsides n° 9 de 1966 afin d'autoriser le prélèvement sur la Caisse des réclamations étrangères du montant des frais des enquêtes et des rapports relatifs aux réclamations canadiennes avant la conclusion d'ententes avec les gouvernements des autres pays concernant le règlement de ces réclamations et d'autoriser un paiement à la Caisse des réclamations étrangères de	85,000	
	16c	Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière radier des comptes du Canada le solde impayé d'un prêt inactif à la Grèce en vertu de la Loi sur les crédits de guerre de 1918		6,214,126
	L20	Avances à l'égard d'un pont à péage traversant le port de Saint John au Nouveau-Brunswick conformément aux conditions exposées dans une entente concernant le financement, la construction et l'exploitation du pont à péage, conclue entre le gouvernement fédéral, le gouvernement du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint John et l'Administration du pont du port de Saint John, approuvée par le gouverneur en conseil a) à l'Administration du pont de Saint John dont la création est mentionnée dans les statuts du Nouveau-Brunswick de 1961-62, c. 150; ou b) à un fiduciaire pour les détenteurs de valeurs émises par l'Administration; le montant total des avances pour l'exercice financier sera calculé d'après la différence pour l'année entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage et les recettes réelles de l'Administration du pont, tel que déterminé conformément à l'entente, et remboursable si les recettes réelles de l'Administration du pont pour l'exercice financier dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour une telle année	873,000	
		Vérificateur général		
	25	Dépenses du programme, subvention inscrite au Budget et contributions	39,045,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Assurances		
	30	Dépenses du programme	12,262,000	
	30b	Dépenses du programme		11,580,000
		Commission du tarif		
	35	Dépenses du programme	2,430,000	
	35b	Dépenses du programme		211,000
		Total du ministère—Budgétaire	**100,123,000**	**28,097,126**
		Non budgétaire	**873,000**	**14,800,000**
17		Gouverneur général		
		Département		
	1	Dépenses du programme et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	5,449,000	
	1b	Dépenses du programme		425,400
		Total du ministère—Budgétaire	**5,449,000**	**425,400**
		Non budgétaire	...	...
18		Justice		
		Département		
		Programme d'administration de la justice		
	1	Dépenses de fonctionnement	75,364,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $265,000 du crédit 5 (Justice), de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		780,000
	1c	Dépenses de fonctionnement		835,200
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	75,729,000	
	5c	Subventions inscrites au Budget et contributions		1
		Commission canadienne des droits de la personne		
	10	Dépenses du programme	8,523,000	
	10b	Dépenses du programme		250,000
		Commissaire à la magistrature fédérale		
	15	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la Loi sur les juges	2,933,000	
	15c	Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget		1
	20	Conseil Canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	320,000	
		Cour fédérale du Canada		
	25	Dépenses du programme	8,532,000	

		Commission de réforme du droit du Canada		
	30	Dépenses du programme	4,831,000	
		Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
	35	Dépenses du programme	2,938,200	
		Cour suprême du Canada		
	40	Dépenses du programme	4,143,000	
	40b	Dépenses du programme		169,600
	40c	Dépenses du programme		119,000
		Cour canadienne de l'impôt		
	45	Dépenses du programme	3,813,000	
	45b	Dépenses du programme		60,000
		Total du ministère—Budgétaire	**187,126,200**	**2,213,802**
		Non budgétaire	...	...
19		**Parlement**		
		Sénat		
	1	Dépenses du programme, y compris une allocation de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, subventions inscrites au Budget et contributions	16,084,000	
	1b	Dépenses du programme		225,000
		Chambre des communes		
	5	Dépenses du programme, y compris une allocation de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le Vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au Budget et contributions	113,826,300	
	5b	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions		2,169,700
		Bibliothèque du Parlement		
	10	Dépenses du programme	9,454,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**139,364,300**	**2,394,700**
		Non budgétaire	...	...
20		**Pêches et Océans**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés	450,163,250	
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	124,684,000	
	5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,964,000 du crédit 1[er] (Pêches et Océans) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		4,272,000
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	19,891,750	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions		7,144,000
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions		2,665,100
		Total du ministère—Budgétaire	**594,739,000**	**14,081,100**
		Non budgétaire	...	...
21		**Revenu national**		
		Douanes et Accise		
	1	Dépenses de fonctionnement	359,926,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,386,000 du crédit 5 (Revenu national) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		7,550,600

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	5	Dépenses en capital	14,380,000	
		Impôt		
	10	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage	619,407,000	
	15	Dépenses en capital	14,143,000	
		Société canadienne des postes[1]		
	20	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	170,000,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,177,856,000**	**7,550,600**
		Non budgétaire	...	...
22		**Santé nationale et Bien-être social**		
		Département		
		Programme de l'administration centrale		
	1	Dépenses du programme, les subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	39,979,000	
	1c	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget		1
		Programme des services et de la promotion de la santé		
	5	Dépenses de fonctionnement	21,873,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	26,725,000	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $100,000 du crédit 5 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		8,000,000
		Programme des services sociaux		
	15	Dépenses de fonctionnement	13,548,000	
	20	Subventions inscrites au Budget et contributions, autorisation d'effectuer des paiements aux provinces aux termes des accords approuvés par le gouverneur en conseil et devant être conclus entre le Canada et les provinces, et sous réserve des règlements pouvant être établis à l'égard des paiements par le gouverneur en conseil qui couvrent partiellement le coût des services offerts dans les provinces aux jeunes contrevenants qui étaient sous la garde des autorités provinciales avant la proclamation de la Loi sur les jeunes contrevenants le 2 avril 1984 et qui ne sont pas visés par cette Loi, et qui relèvent des autorités correctionnelles au lieu des autorités de l'aide à l'enfance ou sont sous la garde de ces dernières, mais ne sont pas assujettis à un décret du secrétaire provincial ordonnant que les jeunes délinquants soient traités en vertu de la loi de l'aide à l'enfance de la province en cause	100,319,000	
		Programme des services médicaux		
	25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	348,259,000	
	25b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,119,000 du crédit 30 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		23,642,000
	30	Dépenses en capital	27,794,000	
		Programme de la protection de la santé		
	35	Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget	93,957,000	
	35b	Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget		3,156,500
	40	Dépenses en capital	12,108,000	
	40b	Dépenses en capital		4,251,000

		Programme de la sécurité du revenu		
	45	Dépenses du programme y compris des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	65,234,000	
		Programme de la condition physique et du sport amateur		
	50	Dépenses de fonctionnement	9,428,000	
	50c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $484,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
	55	Contributions et autorisation d'effectuer des versements puisés dans le Fonds du revenu consolidé et d'imputer lesdits versements au compte de la loterie nationale aux fins des programmes de la santé physique, du sport amateur et des loisirs conformément aux conditions prescrites par décret du gouverneur en conseil, le total desdits versements et des versements effectués conformément à l'alinéa d) du crédit L27a (Conseil du Trésor) de la Loi n° 4 de 1976 portant affectation de crédits ne devant à aucun moment dépasser 5% du total des sommes portées au compte de la loterie nationale	52,351,000	
	55b	Contributions		4,361,000
	55c	Contributions—Pour autoriser le virement au crédit de $2,384,999 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
		Programme des XV^es Jeux Olympiques d'hiver		
	60	Dépenses de fonctionnement	1,396,000	
	65	Dépenses en capital	33,900,000	
	70	Contributions	14,502,000	
	70b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $6,100,000 du crédit 65 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,842,403
		Conseil de recherches médicales		
	75	Dépenses de fonctionnement	3,222,000	
	75a	Dépenses de fonctionnement		50,000
	75c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $159,999 du crédit 80 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
	80	Subventions inscrites au Budget	127,086,000	
	80a	Subventions inscrites au Budget		30,850,000
		Total du ministère—Budgétaire	**991,681,000**	**76,152,907**
		Non budgétaire	...	...
23		Sciences et Technologie		
		Département d'État		
	1	Dépenses du programme et contributions	8,432,000	
	1b	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions		7,832,000
		Conseil national de recherches du Canada		
		Programme de recherches scientifiques et industrielles		
	5	Dépenses de fonctionnement	196,647,000	
	10	Dépenses en capital	89,989,000	
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	115,139,000	
		Programme d'information scientifique et technique		
	20	Dépenses du programme et contributions	23,015,000	
		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	25	Dépenses de fonctionnement	10,123,000	
	25c	Dépenses de fonctionnement		1,136,000
	30	Subventions inscrites au Budget	284,690,000	
	30c	Subventions inscrites au Budget		14,964,000
		Conseil des sciences du Canada		
	35	Dépenses du programme	4,583,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**732,618,000**	**23,932,000**
		Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
24		**Secrétariat d'État**		
		Département		
		Programme d'administration et des opérations régionales		
	1	Dépenses du programme	32,025,000	
	1c	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,575,999 du crédit 15 (Secrétariat d'État) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
		Programme des langues officielles		
	5	Dépenses de fonctionnement	86,535,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	238,583,000	
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions pour autoriser le virement au présent crédit de $935,000 du crédit 5 (Secrétariat d'État) et de $1,236,999 du crédit 15 (Secrétariat d'État) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
		Programme d'aide à l'éducation		
	15	Dépenses du programme	8,569,000	
	15b	Dépenses du programme et contributions		12,312,400
		Programme de la citoyenneté et de la culture		
	20	Dépenses de fonctionnement	37,122,000	
	20b	Dépenses de fonctionnement		5,286,000
	20c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $432,599 du crédit 15 (Secrétariat d'État) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86		1
	25	Subventions inscrites au Budget et contributions	127,795,000	
	25b	Subventions inscrites au Budget et contributions		6,740,000
	25c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $445,400 du crédit 15 (Secrétariat d'État) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		3,327,381
		Conseil consultatif canadien de la situation de la femme		
	30	Dépenses du programme	2,383,000	
	30c	Dépenses du programme		92,533
		Commission de la Fonction publique		
	35	Dépenses du programme	113,091,000	
		Conseil de recherches en sciences humaines		
	40	Dépenses de fonctionnement	5,762,000	
	45	Subventions inscrites au Budget	54,624,000	
	45c	Subventions inscrites au Budget		2,900,000
		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
	50	Dépenses du programme	2,599,000	
	50b	Dépenses du programme		550,000
		Total du ministère—Budgétaire	**709,088,000**	**31,208,317**
		Non budgétaire	...	...

25		**Solliciteur général**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	21,800,600	
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,104,999 du crédit 5 (Solliciteur général) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	163,911,000	
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	10	Dépenses du programme	115,908,000	
		Service correctionnel		
	15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions; et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	574,560,000	
	20	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	168,769,000	
		Commission nationale des libérations conditionnelles		
	25	Dépenses du programme	13,471,000	
	25b	Dépenses du programme		853,200
		Gendarmerie royale du Canada		
		Programme d'application de la loi		
	30	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	596,929,000	
	30c	Dépenses de fonctionnement, subvention inscrite au Budget		1
	35	Dépenses en capital	90,041,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,745,389,600**	**853,202**
		Non budgétaire	...	...
26		**Transports**		
		Département		
		Programme de l'administration centrale		
	1	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	105,142,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions		3,250,000
	1c	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,685,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	5	Dépenses en capital	11,974,000	
	5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $689,999 du crédit 60 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	10	Paiements à la Corporation Place du Havre Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction et l'exploitation d'une installation à la Jetée (C-B) à Vancouver (C-B), et d'un terminal pour navires de croisière, du Pavillon du Canada à l'Expo 86 et d'autres installations connexes	60,609,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Programme du transport maritime		
	15	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions, paiement des dépenses réservées faites à l'égard de marins canadiens en détresse aux termes de l'article 306 de la Loi sur la marine marchande du Canada, autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	447,779,000	
	20	Dépenses en capital, y compris les paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions à l'égard des travaux de construction exécutés par ces organismes	340,388,000	
	20b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $6,450,000 du crédit 35 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		14,596,000
	25	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Compagnie pour l'année civile 1985	1,709,000	
	25c	Paiement à la Compagnie de navigation Canartic Limitée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Compagnie pour l'année civile 1985—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,540,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	30	Paiement à la société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal	3,855,000	
	35	Paiement à la Société canadienne des ports concernant: a) le développement de nouvelles installations à Pointe Noire, au port de Sept-Îles (Québec); b) le développement de nouvelles installations à Grande Anse, au port de Chicoutimi (Québec); et c) la construction d'un nouveau remorqueur au port de Churchill (Manitoba)	21,209,000	
	36c	Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1985—Pour autoriser le virement au présent crédit de $611,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	37c	Paiement à l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1985—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,360,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	38c	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1985—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,999,999 du crédit 15 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
	40	Paiement à la Commission du port de Hamilton pour aider à payer les coûts de la construction du complexe East Port, Hamilton (Ontario)	2,000,000	
	L45	Prêts à la Société canadienne des ports, en vertu de l'article 25 de la Loi sur la Société canadienne des ports, conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances en vertu du paragraphe 134(3) de la Loi sur l'administration financière	1,190,000	
	L50	Prêts à la Société du port de Halifax, en vertu de l'article 27, de la partie II, annexe 1, de la Loi sur la Société canadienne des ports, conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances en vertu du paragraphe 134(3) de la Loi sur l'administration financière	6,781,000	
		Programme des transports aériens		
	55	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés qui n'appartiennent pas au gouvernement fédéral, et autorisation de dépenser les recettes de l'année, y compris une somme égale, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net perçu au cours de l'année au titre de la taxe sur le transport aérien exigible aux termes de la partie II de la Loi sur la taxe d'accise, diminuée de la partie de cette somme créditée au fonds renouvelable des aéroports; et autorisation de verser des commissions à l'égard de la perception des recettes, conformément à la Loi sur l'aéronautique	358,522,000	
	60	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par les autorités locales ou des entrepreneurs privés	397,685,000	
	65	Subventions inscrites au Budget et contributions	49,263,000	
	70	Nonobstant les paragraphes 31(2) et (3) de la Loi sur la régularisation des comptes et conformément à l'article 33 de ladite Loi, autoriser l'utilisation des crédits aux fins des dépenses en capital pour l'exercice financier en cours et prévoir à cette fin un montant de	7,198,000	

	Programme des transports de surface		
75	Dépenses de fonctionnement	27,036,000	
80	Subventions inscrites au Budget et contributions, y compris: a) les paiements destinés à couvrir les engagements pris ou approuvés avant le 1er septembre 1977, conformément aux parties I et II de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer et l'autorisation d'effectuer des paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vertu d'un programme d'aide aux transports urbains et conformément aux parties I et II de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer; b) les paiements effectués en vertu des fins décrites aux alinéas 20(1) a et b et au paragraphe 20(6) de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer, à l'égard des travaux de construction, de reconstruction et d'amélioration de croisements étagés si la Commission canadienne des transports en fait la recommandation le 1er septembre 1977 ou après cette date; et c) les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard, de façon à porter le versement minimum, au cours de l'année civile 1985, à $50 par mois au lieu de $20 comme le prévoit ladite loi	241,622,000	
80b	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,000,000 du crédit 10 (Transports), de $560,000 du crédit 75 (Transports), de $30,100,000 du crédit 85 (Transports) et de $700,000 du crédit 90 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		22,580,000
85	Paiements à CN Marine Inc. et à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté: a) relativement aux services subventionnés de transport maritime suivants: traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N-É) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint John et terminus, et b) afin de payer les frais de jonction de transports ferroviaires et maritimes et de jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, ainsi que les frais de traversiers et de terminus	132,911,000	
86c	Conformément à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par elle relativement aux avantages sociaux accordés à ses employés qui sont touchés de façon défavorable par des changements permanents découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division TerraTransport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,279,999 du crédit 55 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
87c	Paiements conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour mener un programme d'essai et d'évaluation du fonctionnement des services ferroviaires à Terre-Neuve, en accord avec les objectifs du gouvernement du Canada et selon les principes de la Loi nationale sur les transports, et rembourser la Compagnie, à même les fonds du programme, des frais de salaires et des coûts relatifs aux salaires qui sont subis par la Compagnie à la demande du Ministre pendant la période d'essai et d'évaluation—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,999,999 du crédit 55 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86		1
90	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus au sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la Loi nº 1 de 1977 portant affectation de crédits, et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire voyageurs, conformément au sous-alinéa c)(ii) du crédit 52d (Transports) de la Loi nº 1 de 1977 portant affectation de crédits	600,700,000	
	Bureau canadien de la sécurité aérienne		
95	Dépenses du programme	12,435,000	
95c	Dépenses du programme		8,228,375
	Commission canadienne des transports		
100	Dépenses de fonctionnement	40,288,000	
100c	Dépenses de fonctionnement		532,000
105	Contributions, y compris les contributions versées aux fins énoncées au paragraphe 20(1) de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer à l'exception des fins associées à la construction, la reconstruction et l'amélioration d'un croisement étagé lorsque le versement n'a pas été demandé avant le 1er septembre 1977	24,431,000	
	Administrateur de l'Office du transport du grain		
110	Dépenses du programme et contributions	2,820,000	
110b	Dépenses du programme et contributions		450,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Administration du pipe-line du Nord		
	115	Dépenses du programme	1,285,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**2,890,861,000**	**49,636,383**
		Non budgétaire	**7,971,000**	...
27		**Travail**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	39,841,000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		2,298,000
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $83,000 du crédit 5 (Travail) de la Loi de crédits n° 2 de 1985-86 et pour prévoir un montant supplémentaire de		750,100
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	15,212,000	
	5b	Subventions inscrites au Budget et contributions		25,000
		Conseil canadien des relations du travail		
	10	Dépenses du programme	5,419,000	
	10b	Dépenses du programme		224,000
		Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	15	Pour rembourser la Société canadienne d'hypothèques et de logement du montant des remises accordées sur les prêts consentis, des subventions et contributions versées et des dépenses faites, ainsi que des pertes, frais et dépenses subis en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation ou à l'égard de l'exercice de ses pouvoirs ou de celui de ses devoirs ou fonctions qui lui sont assignés en vertu des pouvoirs de toute loi du Parlement du Canada autre que la Loi nationale sur l'habitation, conformément au pouvoir qui est conféré à la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,466,566,000	
	15b	Pour rembourser la Société canadienne d'hypothèques et de logement du montant des remises accordées sur les prêts consentis, des subventions et contributions versées et des dépenses faites, ainsi que des pertes, frais et dépenses subis en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation ou à l'égard de l'exercice de ses pouvoirs ou de celui de ses devoirs ou fonctions qui lui sont assignés en vertu des pouvoirs de toute loi du Parlement du Canada autre que la Loi nationale sur l'habitation, conformément au pouvoir qui est conféré à la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement		8,840,000
	16c	Conformément au paragraphe 18(5) de la Loi sur l'administration financière, remettre le montant principal des avances en cours au 31 décembre 1985, n'excédant pas $255,500,000, versées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement conformément à l'article 9 de la Loi nationale sur l'habitation		1
	L20	Avances consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vue de l'acquisition, de la viabilisation, de l'aménagement, de la construction ou de l'amélioration de terrains ou de bâtiments, conformément à l'article 55 de la Loi nationale sur l'habitation	16,000,000	
	L25	Avances versées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour les prêts approuvés selon les dispositions de l'article 37.1 de la Loi nationale sur l'habitation	7,900,000	
	L25b	Avances à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour les prêts approuvés selon les dispositions de l'article 37.1 de la Loi nationale sur l'habitation		1,400,000
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	30	Dépenses du programme	7,687,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,534,725,000**	**12,137,101**
		Non budgétaire	**23,900,000**	**1,400,000**

28		**Travaux publics**		
		Département		
		Programme des services		
	1	Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion—Déficit de fonctionnement	146,644,000	
	5	Services—Dépenses en capital	11,619,000	
		Programme du logement		
	10	Dépenses de fonctionnement, fourniture de locaux, sur une base de recouvrement des frais, aux fins du Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année	468,261,000	
	15	Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre	136,386,000	
		Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale		
	20	Dépenses de fonctionnement et aide à l'Association récréative du Service civil d'Ottawa sous forme de services d'entretien relativement au Centre commémoratif W. Clifford Clark	49,928,000	
	25	Dépenses en capital	12,888,000	
	30	Subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les subventions aux municipalités conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités relativement aux années de taxation se terminant le ou avant le 31 décembre 1979; a) sous réserve des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, subventions aux municipalités en remplacement des impôts d'application générale d'aménagement et de réaménagement qu'une municipalité impose ou prélève afin de financer le coût en capital des services, lorsque des biens du gouvernement fédéral en bénéficient; b) subventions aux provinces, devant être calculées de même manière que les subventions aux municipalités aux termes de la Loi sur les subventions aux municipalités, à l'égard de biens du gouvernement fédéral situés dans ces provinces, lorsqu'une taxe sur les biens immobiliers a été imposée ou prélevée sur des biens par une province relativement à une année de taxation se terminant le ou avant le 31 décembre 1979 pour financer des services que les municipalités assurent ordinairement dans tout le Canada; et c) pour autoriser des paiements relativement à certains biens établis comme étant des biens fédéraux pour les années de taxation des municipalités 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979	8,493,000	
	35	Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	7,652,000	
	35b	Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		1,905,000
	40	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Québec) Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	2,294,000	
	40b	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Québec) Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		4,364,000
	45	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1,477,000	
	45b	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		4,552,350
	50	Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital et autorisation de dépenser les recettes perçues pendant l'année concernant les propriétés portuaires de Toronto appartenant à Sa Majesté	6,092,000	
		Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie		
	55	Transport maritime et travaux connexes de génie—Dépenses du programme, y compris des dépenses pour des travaux sur des propriétés autres que fédérales	12,193,000	
		Programme de la voirie et des autres travaux de génie		
	60	Dépenses de fonctionnement	25,514,000	
	65	Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	40,416,000	
		Commission de la Capitale nationale		
	70	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement	49,395,000	
	75	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital et les contributions aux municipalités locales et autres autorités en ce qui concerne le coût des projets de ces municipalités ou autorités	31,115,000	
	80	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la Capitale nationale	10,695,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	L85	Prêts à la Commission de la Capitale nationale, en conformité avec l'article 16 de la Loi sur la Capitale nationale, aux fins d'acquérir des propriétés dans la région de la Capitale nationale	2,300,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,021,062,000**	**10,821,350**
		Non budgétaire	**2,300,000**	...
		Total du gouvernement— Budgétaire	**36,908,913,689**	**1,542,143,192**
		Non budgétaire	**307,944,031**	**113,195,000**

(Ł) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] La Société canadienne des postes a été transférée du ministère du Revenu national (CP1985-2635, daté le 20 août 1985).

[2] Apparaissait sous le nom «Agence d'examen de l'investissement étranger» dans le Budget principal.

Autorisations disponibles des exercices précédents

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
2		**Affaires des anciens combattants**	
		Programme des affaires des anciens combattants	
	(S)	(L) Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Il peut être avancé, sur le Fonds du revenu consolidé, les montants nécessaires pour l'application des Parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par la Loi n° 3 de 1970, portant affectation de crédits, crédit L55, ne doit pas dépasser $605,000,000. (Net)	411,679,394
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**411,679,394**
3		**Affaires extérieures**	
		Département	
		Programme des intérêts du Canada à l'étranger	
	(S)	Fonds renouvelable des passeports—Loi sur la régularisation des comptes, article 25. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $4,000,000 en aucun temps	11,346,546
	L12c	Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits. Pour porter de $10,000,000 à $14,500,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, le crédit L13c de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits. (Net)	6,447,324
	630	Loi n° 2 de 1954 portant affectation de crédits. Pour porter de $19,500,000 à $30,000,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la Loi des subsides n° 2 de 1954, le crédit L14c de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits. (Net)	23,025,461
	L46b	Loi n° 3 de 1980-81 portant affectation de crédits. Pour autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties, au cours des années financières 1980-81, 1981-82, 1982-83, 1983-84, 1984-85 et 1985-86, pour participer aux stocks régulateurs internationaux de caoutchouc naturel, conformément aux conditions de la Convention internationale sur le caoutchouc naturel de 1979, lesdits paiements et lesdites garanties ne devant pas dépasser au total $12,500,000. (Brut)	6,518,244
	L47b	Loi n° 3 de 1980-81 portant affectation de crédits. Pour autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties et des billets à ordre au cours de la présente année financière et des années financières subséquentes afin d'acheter des actions dans le premier compte du fonds commun des denrées, conformément aux conditions de la Convention établissant le fonds commun des denrées, lesdits paiements, garanties et billets à ordre ne devant pas dépasser au total $10,380,000 (É-U). (Brut)	14,154,168
		Corporation commerciale canadienne	
	(S)	(L) Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 8(1). Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du fonds de revenu consolidé. (Net)	10,000,000
		Agence canadienne de développement international	
		Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)—Banque interaméricaine de développement	
	L55	Pour autoriser l'émission de billets à ordre sans intérêt et non négociables, selon la forme que déterminera le ministre des Finances, relativement à la souscription du Canada pour 1,928 actions versées et 63,692 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement, même si le montant est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens, pour confirmer et ratifier les achats déjà effectués d'actions versées du capital-actions de la Banque interaméricaine de développement. (Tout achat d'actions versées selon le crédit L55 a été payé). (Diverses lois portant affectation de crédits). (Brut)	1,047,719,935

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		(L'engagement financier selon l'autorisation parlementaire de la Loi d'aide au développement international (institutions financières) a été augmenté d'une somme additionnelle de $650,894,560 (É-U) réévaluée à $830,606,548 (CAN), utilisant le taux de change de clôture à la fin de l'exercice ($1.3636 (CAN) = $1 (É-U)) pour la souscription au capital-actions de la Banque interaméricaine de développement pour un nombre additionnel de 2,428 actions versées du capital-actions et de 51,528 actions remboursables à vue supplémentaires, augmentant l'avoir des actionnaires à 125,202 actions. Ces augmentations d'actions, à être payées en quatre paiements annuels égaux de $7,322,504 (É-U) de 1983 à 1986).	
		Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)—Banque de développement des Caraïbes	
	L50	Pour autoriser la souscription de 585 actions versées et de 878 actions remboursables à vue supplémentaires (l'autorisation totale des actions remboursables du capital-actions est de 5,355) de la Banque de développement des Caraïbes au montant de $7,315,000 (É-U) et pour confirmer et ratifier tout achat desdites actions déjà effectué. (Diverses lois portant affectation de crédits). (Brut)	44,044,309
		Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)—Banque asiatique de développement	
	L36a	Loi nº 3 de 1977-78 portant affectation de crédits.	
		Les crédits autorisés, permettant, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, l'achat de 8,740 actions versées et 36,403 actions remboursables à vue de la Banque asiatique de développement pour la somme de $451,430,000 (É-U) conformes, quant au poids et au titre, aux normes établies le 31 janvier 1966 équivalant à $544,582,194 (É-U), y compris l'autorisation de payer, à l'égard des actions versées, par versements pour la présente année financière et les années financières subséquentes, conformément aux engagements pris par le Canada de souscrire à des actions de la Banque, lesdits versements devant être acquittés en espèces ou en billets à ordre non négociables et sans intérêt selon la forme que le ministre des Finances pourra déterminer, ou encore à la fois en espèces et en billets, même si le paiement est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens. (Diverses lois portant affectation de crédits). (Brut)	598,821,655
	(S)	(L) Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)—Banque africaine de développement	
		Au titre de la participation initiale du Canada à la Banque africaine de développement, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut souscrire:	
		a) 4,200 actions versées en cinq versements, et	
		b) 12,600 actions remboursables, de ladite banque d'une valeur totale de cent soixante-huit millions unités de compte (équivalant à environ deux cent quarante millions de dollars).	
		Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut émettre au profit de la Banque africaine de développement, en la forme fixée par le ministre des Finances, des billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant global représentant, en dollars canadiens, la contre-partie de huit millions quatre cent mille unités de compte, au titre du troisième versement des cinq versements visés à l'alinéa a) (équivalant à environ douze millions de dollars). (Brut)	204,869,736
		Société pour l'expansion des exportations	
	(S)	(L) Loi sur l'expansion des exportations, telle que modifiée.	
		Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de $1,500,000,000. (Brut)	812,000,000
		Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14;	
		L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à dix fois le total obtenu en ajoutant:	
		a) au capital payé de la Société, et	
		b) le montant, le cas échéant de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour une année financière qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada	3,333,164,000
		Autorité selon les conditions prescrites à l'article 31, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 32 ne doit jamais dépasser $6,000,000,000. (Net)	4,615,459,000
		Total du ministère—Budgétaire	**11,346,546**
		Non budgétaire	**10,716,223,832**

4		**Affaires indiennes et Nord canadien**	
		Département	
		Programme des affaires indiennes et inuit	
	(S)	Loi nº 4 de 1974 portant affectation de crédits. Paiement du Fonds de revenu consolidé en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de $30,000,000 *moins* l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1984-85 au montant de $24,462,534	5,537,466
	L51a	Loi nº 9 de 1966 portant affectation de crédits. Pour autoriser, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, des prêts afin d'aider financièrement les Indiens et les Esquimaux à construire des maisons ailleurs que dans les réserves indiennes en vertu du Compte d'aide au logement des Indiens, établi par le crédit L51a de la Loi des subsides nº 9 de 1966. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L15 de la Loi nº 2 de 1978 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $20,000,000. (Net)	15,511,256
	L53b	Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits. Prêts consentis, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir les prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte de progrès économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L20 de la Loi nº 3 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $70,000,000. (Net)	23,494,943
		Programme des affaires du Nord	
	30	Loi nº 9 de 1966 portant affectation de crédits (crédit 7a du Nord canadien et des ressources nationales). Pour autoriser, au cours de la présente année financière et des années financières subséquentes selon les conditions et modalités prescrites par le gouverneur en conseil, des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord à des particuliers et à des sociétés afin d'aider à l'expansion des ressources minières et de l'économie dans le Nord canadien et autorisation de prendre, pour les subventions d'aide à l'expansion dans l'année courante et les années subséquentes, des engagements ne dépassant pas en tout $9,000,000. Le crédit 30b des Affaires indiennes et du Nord canadien de la Loi nº 7 de 1967 portant affectation de crédits ramène le total des engagements autorisés à un montant ne dépassant pas au total la somme de $18,000,000	336,764
	(S)	Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, article 49. Pour déposer au Fonds du revenu consolidé les prélèvements perçus des propriétaires de droits et pour effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé aux tiers exécutant des études sociales et de l'environnement, le montant total en dépôt ne peut excéder $15,000,000 en aucun temps	2,964,251
	L40	Loi nº 3 de 1975 portant affectation de crédits. Prêts au gouvernement du Yukon pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du Territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation. Le solde non déboursé des prêts autorisés est $320,000. (Brut)	320,000
	546	Loi nº 3 de 1953 portant affectation de crédits. Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides nº 3 de 1953. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi nº 2 de 1978-79 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $7,072,000. (Net)	4,177,646
	L81a	Loi nº 4 de 1969 portant affectation de crédits. Pour autoriser, à l'égard de la présente année financière et des années subséquentes, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon; a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser $5,000,000. (Net)	4,637,918
		Total du ministère—Budgétaire	**8,838,481**
		Non budgétaire	**48,141,763**
5		**Agriculture**	
		Département	
		Programme de développement du secteur agro-alimentaire	
	15c	Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits (Crédit 17b). Pour étendre la portée du crédit 15 (Agriculture) de la Loi nº 3 de 1970 portant affectation de crédits, afin d'inclure l'autorisation de contracter des engagements et de faire des paiements aux fermiers relativement aux jachères, y compris les paiements aux membres du Sénat et de la Chambre des communes, dans les régions désignées, telles qu'elles sont définies par la Loi sur la Commission canadienne du blé, au cours de l'année financière 1971-72 et des années subséquentes, sur la réserve établie	20,893,095

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
	(S)	Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, article 29. Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu de l'article 29(2) de la Loi est de $1,000,000 *moins* l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1984-85 au montant de $300,000	700,000
		Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires	
	(S)	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—Loi sur la régularisation des comptes, article 22. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $2,000,000 en aucun temps	2,329,188
		Commission canadienne du lait	
	(S)	(L) Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16. À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Fonds de revenu consolidé et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés à l'alinéa 9(1) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi nº 4 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $300,000,000. (Net)	183,378,000
		Office canadien des provendes	
	(S)	(L) Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, article 17. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, à faire des avances à l'Office aux conditions dont il peut être convenu, le montant total des avances en cours consenties ne doit à aucun moment dépasser $50,000,000, et l'article 16 établit le Compte de l'Office canadien des provendes, un paiement en vertu du paragraphe (2) ne doit dépasser: a) ni le montant par lequel dix millions de dollars excèdent le solde du Compte, b) ni un montant quelconque, avancé en vertu de l'article 17. (Net)	60,000,000
		Société du crédit agricole	
	(S)	(L) Loi sur le crédit agricole. Article 12. Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Fonds du revenu consolidé, des montants ne dépassant pas au total $225,000,000, et les montants ainsi versés constituent son capital. (Net)	6,667,000
		Article 13. La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la société et du principal des prêts qui lui ont été consentis ne doit jamais dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société. (Net)	897,239,000
	(S)	(L) Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, article 8. Le ministre des Finances peut, sur la demande de la Société et aux conditions qu'approuve le gouverneur en conseil, faire sur le Fonds du revenu consolidé des avances à la Société aux fins des prêts prévus par la présente loi, toute avance ne doit pas excéder le montant par lequel $25,000,000 excèdent le solde de la Caisse des prêts aux syndicats agricoles. (Net)	14,481,570
		Total du ministère—Budgétaire	**23,922,283**
		Non budgétaire	**1,161,765,570**
6		**Approvisionnements et Services**	
		Département	
		Programme des approvisionnements	
	(S)	Fonds renouvelable des approvisionnements—Loi sur la régularisation des comptes, article 29. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de l'exploitation, le montant total ne peut excéder $200,000,000 en aucun temps	183,981,840

	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense—Loi sur la production de défense, article 15. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé dans le but de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne peut excéder en aucun temps $100,000,000 *moins* les prêts et avances du Compte de prêts pour la production de défense	93,746,701
		Monnaie royale canadienne	
	(S)	(L) Loi sur la Monnaie royale canadienne, articles 18 et 19. À la demande de la Monnaie et sur la recommandation du Ministre, le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, consentir des prêts à la Monnaie, selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, aux fins: Article 18(1). a) De faire face aux dépenses d'établissement et de fonctionnement de la Monnaie, le montant de ces prêts ne devant pas dépasser, au total $5,000,000; et b) de financer les frais des projets d'investissements. Article 18(2). Le montant total non remboursé des prêts consentis en vertu du paragraphe (1) ne doit à aucun moment dépasser $35,000,000. (Net)	23,739,410
		Article 19(2). L'ensemble de tous les montants prêtés à la Monnaie à des fins temporaires et non remboursés ne doit en aucun moment dépasser $1,000,000. (Net)	160,000
		Total du ministère—Budgétaire	**277,728,541**
		Non budgétaire	**23,899,410**
7		**Communications**	
		Département	
		Programme des communications et de la culture	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Loi sur la régularisation des comptes, article 23. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne peut excéder $19,000,000 en aucun temps	16,435,326
	(S)	(L) Télésat Canada, article 41. Sur recommandation du Ministre et selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut à l'occasion prêter de l'argent à la Société, le total impayé ne doit à aucun moment dépasser $40,000,000. (Net)	40,000,000
		(L) Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	
	(S)	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	43,791,217
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable—Loi sur la régularisation des comptes, article 27. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder $20,000,000 en aucun temps	6,644,225
		Musées nationaux du Canada	
	75	Loi nº 2 de 1981-82 portant affectation de crédits. Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $2,045,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des années financières 1985-86 et 1986-87 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproduction et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation. (Lois nº 2 de 1982-83 (crédit 80), nº 2 de 1983-84 (crédit 70), nº 2 de 1984-85 (crédit 70c), nº 2 de 1985-86 (crédit 75))	545,277
		Total du ministère—Budgétaire	**23,624,828**
		Non budgétaire	**83,791,217**
11		**Défense nationale**	
		Département	
		Programme des services de défense	
	L15	Loi spéciale portant affectation de crédits, 1963. Prêts effectués lors de l'année financière en cours et des années subséquentes à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est $37,000,000. (Brut)	13,086,217

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
	L20b	**Loi nº 1 de 1976 portant affectation de crédits.** Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'année financière en cours et les années subséquentes, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps tel que modifié par le crédit L16c, Loi nº 4 de 1984 portant affectation de crédits, ne devant pas dépasser $60,000,000. (Net)	26,056,133
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**39,142,350**
12		**Emploi et Immigration**	
		Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
		Programme d'immigration	
	(S)	(L) Loi sur l'immigration, 1976, article 121. Le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié au c. 1, S.C. 1980-81, ne pourra à aucun moment dépasser $60,000,000. Le CP 1978-486 du 23 février 1978 contient les règlements qui, conformément au paragraphe 115(1) de la Loi, doivent régir le compte. (Net)	5,174,329
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**5,174,329**
13		**Énergie, Mines et Ressources**	
		Département	
		Programme de l'énergie	
	(S)	Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières, article 87. Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la Loi. Autorisation maximale de $50,000,000 à chacun des exercices 1984-85 à 1987-88 inclusivement *moins* le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la Partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices subséquents. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder $200,000,000	50,000,000
	(S)	Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, article 49. Pour déposer au Fonds du revenu consolidé les prélèvements perçus des propriétaires de droits et pour effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé aux tiers exécutant des études sociales et de l'environnement, le montant total en dépôt ne peut excéder $15,000,000 en aucun temps	3,664,118
	(S)	(L) Loi sur les coopératives de l'énergie, article 24. Le Ministre peut, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, souscrire des actions et des débentures à participation de la Société coopérative de l'énergie, les acquérir et les détenir conformément à l'Entente, et, à cette fin procéder, sur le Fonds du revenu consolidé, à des prélèvements ne dépassant pas au total $100,000,000. (Brut)	42,196,000
		Petro-Canada	
	(S)	Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada, article 10(1)a). Paiement à la Société Petro-Canada aux fins d'une avance de fonds que cette Société a versée à Canertech Inc. L'autorisation maximale en vertu de la Loi est de $55,000,000 *moins* l'autorisation employée au montant de $36,839,532 à la fin de 1984-85	18,160,468
	(S)	Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada, article 10(1)b). Paiement à la Société Petro-Canada pour assurer la continuité du projet de Cold Lake de la Compagnie pétrolière impériale Limitée. L'autorisation maximale en vertu de la Loi est de $50,000,000 *moins* l'autorisation employée au montant de $49,955,084 à la fin de 1984-85	44,916

	(S)	(L) Loi sur la Société Petro-Canada, telle que modifiée.	
		Article 22. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à consentir à la Corporation des avances a) sous forme d'emprunts aux conditions que le gouverneur en conseil peut déterminer, ou, b) sous forme d'achats d'actions privilégiées. Le montant non remboursé au titre des emprunts ou des actions privilégiées ne doit jamais dépasser la somme de $1,000,000,000. (Net)	27,228,147
		Article 5. Le Ministre souscrit les actions ordinaires de la Corporation. Le montant de chaque souscription est payé sur le Fonds du revenu consolidé aux dates qu'approuve le ministre des Finances à la demande de la Corporation, le montant global versé au titre de la souscription ne doit pas dépasser $4,900,000,000. (Brut)	3,830,500,000
		Total du ministère—Budgétaire	**71,869,502**
		Non budgétaire	**3,899,924,147**
15		**Expansion industrielle régionale**	
		Département	
	L97b	Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits.	
		Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser $1,950,000. (Net)	1,948,436
	(S)	(L) Téléglobe Canada (Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines), article 12.	
		À la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut, à l'occasion, autoriser le paiement à la Société, à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, de sommes n'excédant pas, au total, $4,500,000, outre les deniers aux fins d'immobilisations. (Net)	4,500,000
		Corporation de développement du Canada	
	(S)	(L) Loi sur la Corporation de développement du Canada.	
		Articles 36(1)a) et 42(1). Le ministre des Finances peut consentir des avances sur le Fonds du revenu consolidé aux fins d'acquérir des actions de la Compagnie, le montant total que le gouvernement du Canada a ou s'est engagé à placer dans de telles actions ne doit dépasser $250,000,000, *plus* le montant de toutes actions ou valeurs acquises en vertu de l'article 39. (Net)	250,000,000
		Article 37. Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et selon les modalités que le gouverneur en conseil peut prescrire, consentir des prêts à la Compagnie et peut acquérir et détenir des valeurs de la Compagnie comme preuve de ces prêts. Le montant total non remboursé des prêts ne doit pas dépasser la somme de $100,000,000. (Net)	100,000,000
		Société de développement du Cap-Breton	
	L40a	Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits.	
		Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, article 19(2).	
		Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du Ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Fonds du revenu consolidé, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la Division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, récemment modifié par le crédit L40a de la Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas excéder $25,000,000. (Net)	11,557,756
		Eldorado Nucléaire Limitée	
	L107e	Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits.	
		Pour étendre la portée du crédit L107e (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi n° 4 de 1980-81 portant affectation de crédits:	
		a) pour autoriser l'Eldorado Nucléaire Limitée à augmenter la totalité de ses emprunts en vertu des alinéas a) et b) dudit crédit, jusqu'à un montant ne pouvant dépasser en aucun temps la somme de $600,000,000; et	
		b) pour s'assurer que la présente autorisation prendra fin le 31 décembre 1988. (Net)	24,433,697
		Banque fédérale de développement	
	(S)	Loi sur la Banque fédérale de développement, telle que modifiée, articles 28 et 31.	
		Paiements à la Banque fédérale de développement conformément à la Loi. Capital versé aux termes de l'article 28. Le versement de capital de la Société, tout en tenant compte de la somme de $79,000,000 versée à la Banque du Canada en vertu de l'article 52, ne doit pas dépasser $475,000,000. (Brut)	97,400,000
	(S)	(L) Loi sur la Banque fédérale de développement, telle que modifiée.	
		Prêts consentis à la Banque fédérale de développement provenant du Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 30. L'article 31 réduit la somme des montants suivants: a) le passif réel de la Corporation, y compris les titres de créance émis par la Corporation; et b) le passif éventuel de la Corporation constitué par les garanties qu'elle consent et les contrats de souscription à forfait qu'elle conclut, qui ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (ou jusqu'à 15 avec l'approbation du gouverneur en conseil) et ne peut jamais dépasser $3.2 milliards. (Net)	1,041,828,233
		Total du ministère—Budgétaire	**97,400,000**
		Non budgétaire	**1,434,268,122**

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
16		**Finances**	
		Département	
		Programme des politiques financières et économiques	
	(S)	(L) Loi sur les accords de Bretton Woods et autres lois connexes. Le ministre des Finances peut pourvoir au paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la manière et aux époques prévues par l'accord reproduit à la seconde annexe, d'une somme ou de sommes d'argent, jusqu'à concurrence d'un montant équivalant aux souscriptions qui sont requises du Canada ou qui lui sont permises, soit $2,178,200,000 (É-U) du poids et du titre en vigueur le 1er juillet 1944, équivalant à $2,627,671,570 (É-U). (Brut)	3,274,479,505
		Programme spécial	
	(S)	Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada, article 3. Provision d'une aide financière à la Banque Commerciale du Canada	75,000,000
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37, telle que modifiée. Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Fonds du revenu consolidé, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder $1,500,000,000. (Net)	1,460,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	75,000,000
		Non budgétaire	4,734,479,505
20		**Pêches et Océans**	
		Département	
	540	Loi n° 5 de 1955 portant affectation de crédits. Loi des subsides n° 5 de 1955, telle que modifiée par le crédit 527 de la Loi des subsides n° 6 de 1956 et par le crédit L38b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, prévoient la création d'un ou de plusieurs comptes spéciaux en remplacement des comptes établis en vertu du crédit 536 de la Loi des subsides n° 4 de 1954, portant affectation de crédits aux fins d'un programme qui sera connu sous le nom de Régime d'assurance des bâtiments de pêche et qui sera administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'aider les pêcheurs à faire face à des pertes anormales d'immobilisations et d'autoriser le paiement d'indemnités. Les comptes seront crédités de toutes les sommes encaissées sous forme de primes ou de recouvrements ainsi que des avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant jamais dépasser $150,000; ces crédits autorisent en outre le paiement des remboursements de primes et le règlement des réclamations de dommages-intérêts lors de collision en mer, lorsque la collision met en cause un bâtiment assuré en vertu du Régime d'assurance des bâtiments de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 du ministère des Pêches et des Océans. Les programmes concernant le fonds d'indemnités relatif aux casiers à homard et les apparaux fixes et installations portuaires ont été annulés à la fin de l'année 1968-69. (Net)	150,000
		Office canadien du poisson salé	
	L23b	Ce compte a été établi pour y consigner les prêts consentis à l'Office canadien du poisson salé, créé en vertu de la Loi sur le poisson salé de 1969-70, et a été étendu par le crédit L23b, de la Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits en vue de la réglementation du commerce interprovincial et du commerce d'exportation du poisson salé pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'article 17 de la Loi prévoit que le gouverneur en conseil peut selon les modalités qu'il peut prescrire, autoriser le ministre des Finances: a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office. Le CP 1973-1915 de juillet 1973 autorise au ministre des Finances d'effectuer à l'Office canadien du poisson salé des prêts afin de financer l'acquisition d'actif immobilisé autre que le fonds de roulement. Le solde global débiteur ne doit jamais dépasser $50,000,000 tel que modifié par le S.C. c. 44, 1984. (Net)	37,665,000

		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-69, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créant l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce.	
		Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente loi, l'article 17 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux:	
		a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et	
		b) à consentir des prêts à l'Office.	
		Le crédit L30b, Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits. L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 17 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce ne doit pas dépasser $30,000,000 telle que modifiée par le S.C. c. 43, 1984. (Net)	13,989,795
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**51,804,795**
21		**Revenu national**	
		Société canadienne des postes[1]	
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne des postes, article 28.	
		Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Fonds du revenu consolidé. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser $500,000,000. (Net)	500,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**500,000,000**
24		**Secrétariat d'État**	
		Commission de la Fonction publique	
	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—Loi sur la régularisation des comptes, article 28.	
		Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $4,500,000 en aucun temps	8,583,679
		Total du ministère—Budgétaire	**8,583,679**
		Non budgétaire	...
25		**Solliciteur général**	
		Service correctionnel	
	L103b	Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits.	
		Pour étendre la portée du compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits:	
		a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et	
		b) pour porter de $10,000 à $50,000 le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, Loi n° 3 de 1983 portant affectation de crédits, tel qu'amendé par le crédit L14b de la Loi n° 3 de 1983 portant affectation de crédits	30,669
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**30,669**
26		**Transports**	
		Département	
		Programme de l'administration centrale	
	(S)	Fonds renouvelable des magasins—Loi sur la régularisation des comptes, article 30.	
		Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé au titre de l'acquisition, de la gestion, de la fabrication, de la production, du traitement ou du commerce de fournitures ou de matériaux pour le ministère des Transports, le montant total ne peut excéder $43,700,000 en aucun temps	9,829,096
		Programme du transport maritime	
	(S)	(L) Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 29.	
		Le ministre des Finances, à la demande du Ministre et avec l'approbation du gouverneur en conseil, peut, de temps à autre, consentir à l'Administration, sur les deniers au Fonds du revenu consolidé, des prêts temporaires. Le montant global des prêts en cours ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)	10,000,000

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne des ports, article 26, Partie I et article 28, Partie II, Annexe I. À la demande du Ministre, le ministre des Finances peut consentir, sur le Fonds du revenu consolidé, un prêt à la Société ou à une société de port locale si celle-ci a besoin de fonds de roulement. Le montant global des prêts en cours selon les articles 26 et 28 ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)	10,000,000
		Programme des transports aériens	
	(S)	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—Loi sur la régularisation des comptes, article 31, modifiée par la Loi nº 4 de 1984-85 portant affectation de crédits. Pour déposer au Fonds du revenu consolidé les recettes provenant de l'exploitation de certains aéroports et toutes les sommes allouées de temps à autre, et d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement de l'entretien et de l'amélioration de certains aéroports. Le Fonds sera exploité à l'intérieur des limites des pouvoirs du tirage statutaire approuvé par le Parlement	32,076,855
		Air Canada	
	(S)	(L) Loi d'Air Canada de 1977.	
		Article 10. Le gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à acheter, au nom du Ministre, des actions de la Société et à les payer sur le Fonds du revenu consolidé. La Société a un capital autorisé de $750,000,000. (Brut)	420,991,000
		Article 16. Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société approuvée par le Ministre, consentir à la Société des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, et le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à garantir, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, les dettes de la Société. Le montant total du principal non encore remboursé de ces prêts et garanties ne doit pas dépasser $750,000,000. (Net)	522,320,735
		Total du ministère—Budgétaire	**41,985,951**
		Non budgétaire	**963,311,735**
27		**Travail**	
		Société canadienne d'hypothèques et de logement	
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, telle que modifiée. L'article 22 autorise des avances du Fonds du revenu consolidé à la Société telles que prescrites par les autorités contenues dans la Loi nationale sur l'habitation, telle que modifiée. L'article 25 réduit le montant des prêts ou des garanties donné par la Société à ces autorités en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.	
		Loi nationale sur l'habitation, telle que modifiée.	
		Article 10. Autorisation d'un compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et hypothèques, aucune avance ne devant dépasser $100,000,000 *moins* le solde du Fonds. (Net)	100,000,000
		Article 21(1)a). Avances pour prêts directs en vertu de la Partie II, Partie IV-2, Partie VI, Partie VI-1 et les articles 58 et 59, le montant total ne devant dépasser $14,500,000,000. (Brut)	1,887,306,790
		Article 21.1(4). Avances, en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix, ne devant dépasser $40,000,000. (Brut)	38,500,000
		Article 26(3) réduit le montant total des avances, remboursements et paiements pour le réaménagement urbain, provincial et municipal à $351,000,000. (Brut)	286,000,000
		Article 27.6(2) réduit le montant total des avances pour fins de programme d'amélioration des quartiers à $302,000,000. (Brut)	249,500,000
		Article 34.14(2) réduit le montant total des avances pour la remise en état des immeubles résidentiels existants à $500,000,000. (Brut)	252,600,000
		Article 39(1) réduit le montant total des avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement communal à $25,000,000. (Brut)	17,000,000
		Article 40(3) réduit le montant total des avances et remboursements pour projets de logement public conjoints à $2,700,000,000. (Brut)	948,500,000
		Article 45.1(7) réduit le montant total des avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérale-provinciales à $100,000,000. (Brut)	100,000,000
		Article 48(2) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de prêts pour des projets d'habitation d'étudiants à $550,000,000. (Brut)	111,000,000
		Article 53(3) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable à $1,674,600,000. (Brut)	369,600,000
		Total des autorisations brutes de l'article 21(1)a) à 53(3) est de $20,742,600,000.	
		Total du ministère—Budgétaire	—
		Non budgétaire	**4,360,006,790**

28		**Travaux publics**	
		Département	
		Programme des services	
	(S)	Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion—Loi sur la régularisation des comptes, article 26. Pour effectuer des paiements sur les Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, le total ne peut excéder $300,000,000 en aucun temps	290,802,402
		Total du ministère—Budgétaire	**290,802,402**
		Non budgétaire	**—**
		Total du gouvernement— Budgétaire	**931,022,215**
		Non budgétaire	**28,433,643,628**

(S) Autorisation statutaire.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
(1) La Société canadienne des postes a été transférée du ministère du Revenu national (CP1985-2635, daté le 20 août 1985).

APPENDICE 3

Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
6		**Approvisionnements et Services**	
		Programme des approvisionnements	
	(S)	(L) Loi sur la production de défense pourvoit pour un compte de prêt provenant de l'autorisation du Fonds renouvelable de la production de défense, pour les prêts ou avances autrement qu'en vue d'aider à la construction, l'acquisition, l'agrandissement ou l'amélioration par une personne quelconque, d'outillage fixe ou de biens de production (Limité sous l'autorisation du Fonds renouvelable)	15,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**15,000,000**
16		**Finances**	
		Département	
		Programme spécial	
	(S)	Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières, articles 3 et 16. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application, le ministre peut, sur demande que lui présente un déposant, en la forme et selon les modalités réglementaires, effectuer, au profit de celui-ci, un paiement correspondant au montant de dépôt qu'une institution financière détenait, immédiatement avant le 2 septembre 1985, au nom du déposant, y compris les intérêts alors courus ou payables, montant auquel, de l'avis du ministre ou du mandataire nommé au titre du paragraphe 12(1), le déposant a droit et qui n'était pas assuré par la Société d'assurance-dépôts du Canada au titre de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada. Sont affectés à l'application de la présente loi huit cent soixante-quinze millions de dollars à prélever sur le Fonds du revenu consolidé au fur et à mesure des besoins.	875,000,000
		Assurances	
	(S)	Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust, articles 2(1) et 4. Le ministre d'État (Finances) ou tout fonctionnaire du département des assurances désigné par le ministre peuvent, au nom de Sa Majesté, conclure les accords ou autres arrangements nécessaires ou liés à la continuation des paiements prévus par les certificats garantis à versements invariables d'une durée de plus de cinq ans délivrés par la compagnie Pioneer Trust et en circulation le 15 février 1985, le montant des sommes prélevées sur le Fonds du revenu consolidé pour l'application de l'article 2, ne peut dépasser le total des sommes suivantes: a) cinq millions de dollars et b) les sommes versées au Fonds et reçues conformément aux accords conclus au titre de l'article 2.	5,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	**880,000,000**
		Non budgétaire	...
27		**Travail**	
		Société canadienne d'hypothèques et de logement	
	(S)	(L) Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation, articles 55(1) et 55(8). L'article 55(8) limite les avances pour fins générales et les remboursements pour l'habitation rurale autochtone et unilatérale à quatre cent millions de dollars	400,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**400,000,000**
		Total du gouvernement—Budgétaire	**880,000,000**
		Non budgétaire	**415,000,000**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1985-86

Affaires des anciens combattants

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	2.2
Sommaire du ministère	2.4
Programmes par activité	2.6
Paiements de transfert	2.9
Détail des montants portés au crédit	2.12
Recettes	2.12

Département

Programme des affaires des anciens combattants

Objectif

Fournir l'appui nécessaire au bien-être physique, mental, social et financier des anciens combattants et des personnes à leur charge ainsi que des autres personnes admissibles.

Description des activités

Aide sociale et soutien du revenu
Administration des prestations relatives au bien-être social des anciens combattants, des personnes à leur charge et de certaines autres personnes désignées. Ces prestations comprennent les allocations aux anciens combattants, les allocations de guerre aux civils et une aide financière supplémentaire fondée sur le besoin; l'aide fournie dans le cadre de l'assistance hospitalisation et de l'assurance-santé; l'aide à l'éducation pour les anciens combattants et les orphelins pensionnés d'anciens combattants; des services spécialisés de bien-être pour les anciens combattants aveugles, sourds ou paraplégiques; des services d'orientation en matière de bien-être social et des mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants. Exploitation de deux ateliers en milieu protégé pour la production de coquelicots et de couronnes commémoratives vendus à l'occasion de la campagne annuelle du coquelicot de la Légion royale canadienne et de divers autres événements commémoratifs.

Services de santé
Fournir aux anciens combattants admissibles les soins hospitaliers, médicaux et d'hébergement; les services médicaux et dentaires dans les cliniques externes du ministère; les services de prothèse ainsi que la formation, les allocations et les prestations connexes.

Gestion des contrats immobiliers
Assurer des services de gestion immobilière et autres, y compris un service d'orientation après l'emprunt, un service d'évaluation des propriétés immobilières, un service de prêts anticipés pour construire des immeubles et apporter d'autres améliorations à la propriété, et l'administration de contrats de vente relativement aux propriétés dont les titres sont au nom du Directeur, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Administration du ministère
Fonctionnement du cabinet du Ministre, des bureaux du sous-ministre et des sous-ministres adjoints, et des services de soutien administratif, à savoir: gestion financière, administration du personnel, services administratifs, relations publiques, et services de planification, de vérification et d'évaluation.

Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants

Objectif

Assurer aux anciens combattants et aux personnes à leur charge les avantages auxquels ils ont droit en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants et de la Partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.

Description de l'activité

Appel, revue, décision et interprétation
Pourvoir aux dépenses de la Commission des allocations aux anciens combattants qui se prononce sur des appels de décisions prises dans des cas de requérants et de bénéficiaires, par le ministère des affaires des anciens combattants en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants et de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, Partie XI, et autres décrets pertinents, révise les décisions rendues par le ministère, décide de l'admissibilité dans des cas particuliers et interprète les lois et règlements.

Programme du Conseil de révision des pensions*

Objectif

Assurer aux anciens membres admissibles des Forces canadiennes, à certains civils et aux personnes à leur charge respective la réception de toutes les prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la Loi sur les pensions et des lois connexes.

Description de l'activité

Système de révision des pensions
Voir à l'examen et au jugement des cas portés en appel au sujet des décisions rendues par les comités d'examen ou d'évaluation de la Commission canadienne des pensions et à la détermination de toutes les questions d'interprétation de la Loi sur les pensions, et à l'examen et au jugement des cas portés en appel en vertu de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre, du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation, de la Loi sur la continuation des pensions de la GRC et de la Loi sur la pension de retraite de la GRC et des autres lois connexes.

Programme de la Commission canadienne des pensions*

Objectif

Assurer le versement aux anciens membres admissibles des Forces canadiennes, à certains civils et aux personnes à leur charge respective, de prestations pour un décès ou une invalidité liés au service militaire.

Description de l'activité

Examen, jugement et administration des pensions
Assurer l'administration et le paiement de pensions et de prestations d'invalidité et de décès en vertu de la Loi sur les pensions, de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation, de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État ainsi que des lois et ordonnances qui s'y rattachent. Assurer le paiement d'une indemnisation en vertu de la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre. Assurer de plus l'examen et le jugement de toutes les demandes de pensions et d'allocations, y compris les demandes en vertu de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada et de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Programme du Bureau de services juridiques des pensions

Objectif

Fournir un service indépendant d'aide juridique professionnelle aux personnes qui cherchent à faire valoir leurs droits aux termes de la Loi sur les pensions ou des lois et ordonnances connexes ou qui interjettent appel auprès de la Commission des allocations aux anciens combattants.

Description de l'activité

Conseils et représentation juridiques
Service indépendant et complet d'aide juridique, notamment en ce qui concerne l'acceptation des réclamations, la consultation des dossiers, la recherche des éléments de preuve, les conseils à donner aux requérants, ainsi que la préparation et la présentation des demandes aux organismes qui ont pouvoir de décision (la Commission canadienne des pensions et le Conseil de révision des pensions) et des appels à la Commission des allocations aux anciens combattants, en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, par l'entremise des avocats et d'un personnel de soutien dont les bureaux sont situés dans 18 villes du Canada.

***Antérieurement le Programme des pensions.**

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des affaires des anciens combattants				
...	259,716,600	...	...	259,716,600	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,203,000	...	1,203,000	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $11,999,999 du crédit 5 (Affaires des anciens combattants)				
...	...	...	11,999,999	11,999,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	39,780	39,780		CT, crédit 10[1]				
...	259,716,600	1,203,001	12,039,779	272,959,380		Total—Crédit 1	266,283,627	6,675,753	...	256,607,253
...	525,793,000	...	...	525,793,000	5	Subventions et contributions				
...	...	...	(11,999,999)	(11,999,999)		Virement au crédit 1				
...	525,793,000	...	(11,999,999)	513,793,001		Total—Crédit 5	488,106,976	25,686,025	...	489,785,184
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	Ministre des Affaires des anciens combattants—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,682
...	2,100,000	...	...	2,100,000	(S)	Fonds pour la réserve pour prestations conditionnelles, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	2,100,000	...	...	2,600,000
...	102,000	...	(94,060)	7,940	(S)	Crédits de réadaptation et remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de services de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	7,940	...	...	35,348
...	63,000	...	(19,032)	43,968	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi de l'assurance des soldats de retour)	43,968	...	...	30,365
...	803,000	...	(99,372)	703,628	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants)	703,628	...	...	706,522
...	13,519,000	...	1,386,000	14,905,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,905,000	...	...	14,394,000
...	...	...	35,746	35,746	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	35,746	...	...	330
...	...	...	16,029	16,029	(S)	Réduction des avances consenties en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	16,029	...	...	...
...	...	...	10,561	10,561	(S)	Radiation d'éléments d'actif	10,561	...	...	...
...	802,139,000	1,203,001	1,272,782	804,614,783		Total budgétaire	772,253,005	32,361,778	...	764,200,684

411,679,394	...	...	...	411,679,394	(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, Parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi nº 3 de 1970 portant affectation de crédits. Limite $605,000,000. (Net)	(31,299,271)	...	442,978,665	(33,685,616)
...	**802,139,000**	**1,203,001**	**1,272,782**	**804,614,783**		**Total du programme—Budgétaire**	**772,253,005**	**32,361,778**	**...**	**764,200,684**
411,679,394	**...**	**...**	**...**	**411,679,394**		**Non budgétaire**	**(31,299,271)**	**...**	**442,978,665**	**(33,685,616)**
						Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants				
...	1,457,000	...	...	1,457,000	10	Dépenses du programme	1,316,417	140,583	...	1,351,670
...	179,000	...	19,000	198,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	198,000	...	...	198,000
...	**1,636,000**	**...**	**19,000**	**1,655,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,514,417**	**140,583**	**...**	**1,549,670**
						Programme du Conseil de révision des pensions				
...	1,081,000	...	...	1,081,000	15	Dépenses du programme				
...	...	433,268	...	433,268	15b	Dépenses du programme				
...	1,081,000	433,268	...	1,514,268		Total—Crédit 15	1,407,027	107,241	...	863,535
...	128,000	...	13,000	141,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	141,000	...	...	111,828
...	**1,209,000**	**433,268**	**13,000**	**1,655,268**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,548,027**	**107,241**	**...**	**975,363**
						Programme de la Commission canadienne des pensions				
...	17,357,000	...	...	17,357,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	483,000	...	483,000	20b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	15,912	15,912		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	17,357,000	483,000	15,912	17,855,912		Total—Crédit 20	16,385,243	1,470,669	...	15,431,274
...	748,408,000	...	...	748,408,000	25	Subventions et contributions	737,218,059	11,189,941	...	670,567,980
...	1,799,000	...	185,000	1,984,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,984,000	...	...	1,698,172
...	**767,564,000**	**483,000**	**200,912**	**768,247,912**		**Total du programme—Budgétaire**	**755,587,302**	**12,660,610**	**...**	**687,697,426**
						Programme du Bureau de services juridiques des pensions				
...	4,329,000	...	...	4,329,000	30	Dépenses du programme				
...	...	732,000	...	732,000	30b	Dépenses du programme				
...	4,329,000	732,000	...	5,061,000		Total—Crédit 30	4,789,352	271,648	...	4,004,390
...	570,000	...	59,000	629,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	629,000	...	...	576,000
...	**4,899,000**	**732,000**	**59,000**	**5,690,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,418,352**	**271,648**	**...**	**4,580,390**
...	**1,577,447,000**	**2,851,269**	**1,564,694**	1,581,862,963		Total du ministère—Budgétaire	1,536,321,103	**45,541,860**	**...**	**1,459,003,533**
411,679,394	**...**	**...**	**...**	411,679,394		Non budgétaire	(31,299,271)	...	**442,978,665**	**(33,685,616)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des affaires des anciens combattants				
								Fonctionnement				
...	28,010,000	...	20,000	(968,000)	236,639	...	27,298,639	Aide sociale et soutien du revenu	41,130,636	(13,831,997)	...	42,151,847
...	210,087,000	...	19,780	6,900,999	860,831	...	217,868,610	Services de santé	200,255,186	17,613,424	...	183,883,561
...	6,984,000	...	...	(223,000)	104,206	...	6,865,206	Gestion des contrats immobiliers	6,534,994	330,212	...	6,359,946
...	26,584,000	1,203,001	...	5,179,000	243,790	...	33,209,791	Administration du ministère	31,097,419	2,112,372	...	35,604,120
...	271,665,000	1,203,001	39,780	10,888,999	1,445,466	...	285,242,246	Total—Fonctionnement	279,018,235	6,224,011	...	267,999,474
								Capital				
...	137,000	...	...	350,000	...	...	487,000	Aide sociale et soutien du revenu	464,722	22,278	...	491,151
...	1,380,000	...	...	...	...	...	1,380,000	Services de santé	1,232,242	147,758	...	1,466,079
...	25,000	...	...	(1,000)	...	...	24,000	Gestion des contrats immobiliers	18,616	5,384	...	24,140
...	71,000	...	...	762,000	...	...	833,000	Administration du ministère	556,678	276,322	...	1,062,422
...	1,613,000	...	...	1,111,000	...	...	2,724,000	Total—Capital	2,272,258	451,742	...	3,043,792
								Paiements de transfert				
...	479,579,000	...	...	...	(212,464)	...	479,366,536	Aide sociale et soutien du revenu	464,730,851	14,635,685	...	475,090,230
...	47,182,000	...	...	(11,999,999)	...	...	35,182,001	Services de santé	24,131,661	11,050,340	...	15,467,188
...	2,100,000	...	...	...	...	...	2,100,000	Gestion des contrats immobiliers	2,100,000[1]	...	...	2,600,000[1]
...	528,861,000	...	...	(11,999,999)	(212,464)	...	516,648,537	Total—Paiements de transfert	490,962,512	25,686,025	...	493,157,418
								Non budgétaire				
411,679,394	...	...	...	...	...	...	411,679,394	Prêts selon la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	(31,299,271)	...	442,978,665	(33,685,616)

								Sommaire du programme				
...	507,726,000	...	20,000	(618,000)	24,175	...	507,152,175	Aide sociale et soutien du revenu	506,326,209	825,966	...	517,733,228
...	258,649,000	...	19,780	(5,099,000)	860,831	...	254,430,611	Services de santé	225,619,089	28,811,522	...	200,816,828
...	9,109,000	...	...	(224,000)	104,206	...	8,989,206	Gestion des contrats immobiliers	8,653,610	335,596	...	8,984,086
...	26,655,000	1,203,001	...	5,941,000	243,790	...	34,042,791	Administration du ministère	31,654,097	2,388,694	...	36,666,542
411,679,394	...	...	...	...	...	...	411,679,394	Prêts selon la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Non budgétaire	(31,299,271)	...	442,978,665	(33,685,616)
								Total du programme—				
...	802,139,000	1,203,001	39,780	...	1,233,002	...	804,614,783	**Budgétaire**	772,253,005	32,361,778	...	764,200,684
411,679,394	...	...	...	...	...	...	411,679,394	**Non budgétaire**	(31,299,271)	...	442,978,665	(33,685,616)
								Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants				
								Fonctionnement				
...	1,634,000	...	...	...	19,000	...	1,653,000	Appel, revue, décision et interprétation	1,507,664	145,336	...	1,520,442
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Appel, revue, décision et interprétation	6,753	(4,753)	...	29,228
...	1,636,000	...	...	...	19,000	...	1,655,000	**Total du programme—Budgétaire**	1,514,417	140,583	...	1,549,670
								Programme du Conseil de révision des pensions				
								Fonctionnement				
...	1,207,000	433,268	...	(7,000)	13,000	...	1,646,268	Système de révision des pensions	1,542,356	103,912	...	967,369
								Capital				
...	2,000	...	...	7,000	...	...	9,000	Système de révision des pensions	5,671	3,329	...	7,994
...	1,209,000	433,268	...	...	13,000	...	1,655,268	**Total du programme—Budgétaire**	1,548,027	107,241	...	975,363
								Programme de la Commission canadienne des pensions				
								Fonctionnement				
...	19,083,000	483,000	15,912	...	185,000	...	19,766,912	Examen, jugement et administration des pensions	18,213,185	1,553,727	...	16,975,329
								Capital				
...	73,000	...	...	...	...	...	73,000	Examen, jugement et administration des pensions	156,058	(83,058)	...	154,117
								Paiements de transfert				
...	748,408,000	...	...	...	...	...	748,408,000	Examen, jugement et administration des pensions	737,218,059	11,189,941	...	670,567,980
...	767,564,000	483,000	15,912	...	185,000	...	768,247,912	**Total du programme—Budgétaire**	755,587,302	12,660,610	...	687,697,426

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme du Bureau de services juridiques des pensions				
								Fonctionnement				
...	4,878,000	732,000	...	(36,000)	59,000	...	5,633,000	Conseils et représentation juridiques	5,368,442	264,558	...	4,562,240
								Capital				
...	21,000	...	...	36,000	...	...	57,000	Conseils et représentation juridiques	49,910	7,090	...	18,150
...	**4,899,000**	**732,000**	...	...	**59,000**	...	**5,690,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**5,418,352**	**271,648**	...	**4,580,390**
								Total du ministère—				
...	**1,577,447,000**	**2,851,269**	**55,692**	...	**1,509,002**	...	**1,581,862,963**	**Budgétaire**	**1,536,321,103**	**45,541,860**	...	**1,459,003,533**
411,679,394	...	...	...	...	...	...	**411,679,394**	**Non budgétaire**	**(31,299,271)**	...	**442,978,665**	**(33,685,616)**

[1] Ce montant a été imputé à l'article courant 12.

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des affaires des anciens combattants				
							Subventions				
							Aide sociale et soutien du revenu				
							Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils:				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Armée de campagne du Nord-Ouest	737	19,263	...	8,877
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Guerre sud-africaine	37,588	(17,588)	...	31,456
...	12,285,000	...	...	...	...	12,285,000	Première Guerre mondiale	11,909,715	375,285	...	12,803,785
...	430,990,000	...	...	...	...	430,990,000	Seconde Guerre mondiale et opération militaire de Corée	418,075,266	12,914,734	...	429,063,408
...	565,000	...	...	...	...	565,000	Service durant les deux guerres mondiales	586,655	(21,655)	...	555,225
...	22,685,000	...	...	...	...	22,685,000	Allocations de guerre pour les civils	23,295,745	(610,745)	...	22,317,764
...	2,100,000	...	...	400,000	...	2,500,000	Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours	2,213,254	286,746	...	2,024,676
...	18,000	...	...	...	...	18,000	Fonds de bienfaisance de l'Armée	18,000	...	...	18,000
...	9,000	...	...	...	...	9,000	Légion royale canadienne	9,000	...	...	9,000
...	1,000	...	...	...	...	1,000	Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni	1,000	...	...	1,000
							Autres prestations:				
...	1,115,000	...	...	...	...	1,115,000	Enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation)	696,923	418,077	...	794,564
...	30,000	...	...	70,000	...	100,000	Formation universitaire et professionnelle	53,357	46,643	...	42,142
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer	60,311	(311)	...	46,729
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Remboursement, en vertu du paragraphe 10(3) de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants	...	2,000	...	...
...	1,584,000	...	...	416,000	...	2,000,000	Société dite Last Post Fund	1,817,033	182,967	...	1,502,949
...	72,000	...	...	...	...	72,000	Mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants	650	71,350	...	10,365
...	2,500,000	...	...	...	...	2,500,000	Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	2,495,548	4,452	...	2,047,308
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	24,670	5,330	...	23,868
...	4,525,000	...	...	(886,000)	...	3,639,000	Allocations de traitement et prestation connexes	2,679,863	959,137	...	2,996,879
							Paiements en vertu de la Loi sur les indemnités de services de guerre:				
...	2,000	...	...	...	(1,549)	451	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	451	...	...	...
...	100,000	...	...	...	(92,511)	7,489	(S) Remboursements, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	7,489	...	...	35,348

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	63,000	...	...	...	(19,032)	43,968	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	43,968	...	...	30,365
...	803,000	...	...	...	(99,372)	703,628	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	703,628	...	...	706,522
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	20,000
...	479,579,000	...	...	...	(212,464)	479,366,536		464,730,851	14,635,685	...	475,090,230
							Services de santé				
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants	183,298	16,702	...	203,566
							Gestion des contrats immobiliers				
...	2,100,000	...	...	...	...	2,100,000	(S) Prévision d'une réserve pour des prestations conditionnelles, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	2,100,000[1]	...	...	2,600,000[1]
...	**481,879,000**	...	...	...	**(212,464)**	**481,666,536**	Total—Subventions	**467,014,149**	**14,652,387**	...	**477,893,796**
							Contributions				
							Services de santé				
...	33,200,000	...	...	(11,999,999)	...	21,200,001	Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère	13,570,959	7,629,042	...	9,385,984
...	13,782,000	...	...	...	...	13,782,000	Contributions accordées aux anciens combattants âgés, afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	10,377,404	3,404,596	...	5,871,781
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,857
...	**46,982,000**	...	...	**(11,999,999)**	...	**34,982,001**	Total—Contributions	**23,948,363**	**11,033,638**	...	**15,263,622**
							Sommaire du programme par activité				
...	479,579,000	...	...	...	(212,464)	479,366,536	Aide sociale et soutien du revenu	464,730,851	14,635,685	...	475,090,230
...	47,182,000	...	...	(11,999,999)	...	35,182,001	Services de santé	24,131,661	11,050,340	...	15,467,188
...	2,100,000	...	...	...	...	2,100,000	Gestion des contrats immobiliers	2,100,000[1]	...	...	2,600,000[1]
...	**528,861,000**	—	—	**(11,999,999)**	**(212,464)**	**516,648,537**	**Total du programme**	**490,962,512**	**25,686,025**	—	**493,157,418**

							Programme de la Commission canadienne des pensions				
							Subventions				
							Examen, jugement et administration des pensions				
							Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, CP 45-8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la Loi sur les pensions; indemnisation en vertu de la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre; allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve et allocations d'inhumation:				
...	390,000	...	...	...	...	390,000	**Règlement sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation**	406,666	(16,666)	...	377,598
...	95,940,000	...	...	...	...	95,940,000	**Première Guerre mondiale**	81,161,715	14,778,285	...	84,152,135
...	608,863,000	...	...	...	...	608,863,000	**Seconde Guerre mondiale**	600,871,874	7,991,126	...	542,472,390
...	2,126,000	...	...	...	...	2,126,000	**Civils, Seconde Guerre mondiale**	2,137,452	(11,452)	...	2,042,034
...	28,950,000	...	...	...	...	28,950,000	**Défense—Service en temps de paix**	39,084,314	(10,134,314)	...	26,393,442
...	10,704,000	...	...	...	...	10,704,000	**Opération militaire de Corée**	11,964,542	(1,260,542)	...	13,796,017
...	16,000	...	...	...	...	16,000	**Indemnités spéciales—Terre-Neuve**	19,138	(3,138)	...	17,388
...	1,157,000	...	...	...	...	1,157,000	**Allocations d'inhumation**	1,450,323	(293,323)	...	1,201,190
...	65,000	...	...	...	...	65,000	**Récompenses pour bravoure—Seconde Guerre mondiale et contingent spécial**	27,744	37,256	...	27,650
...	**748,211,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**748,211,000**	Total—Subventions	**737,123,768**	**11,087,232**	**...**	**670,479,844**
							Contributions				
							Examen, jugement et administration des pensions				
...	**197,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**197,000**	Indemnisation pour perte de salaire	**94,291**	**102,709**	**...**	**88,136**
...	**748,408,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**748,408,000**	**Total du programme**	**737,218,059**	**11,189,941**	**...**	**670,567,980**
...	**1,277,269,000**	**...**	**...**	**(11,999,999)**	**(212,464)**	**1,265,056,537**	**Total du ministère**	**1,228,180,571**	**36,875,966**	**...**	**1,163,725,398**

(S) Paiement de transfert statutaire.
[1] Ce montant a été imputé à l'article courant 12.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des affaires des anciens combattants			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants Remboursement de prêts. (Net)	...	31,299,271	33,685,616
Total du programme—Non budgétaire	...	31,299,271	33,685,616
Total du ministère—Non budgétaire	...	31,299,271	33,685,616

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des affaires des anciens combattants		
Recettes non-fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Intérêt	10,577,988	12,007,396
Autres comptes—		
Divers—Autres	8,724	17,363
	10,586,712	12,024,759
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements d'allocations aux anciens combattants	1,355,829	18,416
Recouvrements des autres subventions et contributions	269,090	399,296
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	1,119,787	96,709
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	117,300	37,561
	2,862,006	551,982
Rémunérations de services—		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	15,415,366	11,094,517
Autres services aux malades hospitalisés	4,947,057	3,030,466
Services de consultation externes	201,655	215,840
Services médicaux	350,720	376,939
Repas	318,015	323,092
Frais dentaires	267,176	240,172
Divers	93,708	89,136
	21,593,697	15,370,162
Produits des ventes—		
Confection des coquelicots du Jour du Souvenir (Vetcraft)	1,198,097	1,146,795
Divers	8,034	8,933
	1,206,131	1,155,728
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrements des allocations aux anciens combattants et des paiements en trop sur le fonds de secours	...	994,882
Divers	125,149	198,606
	125,149	1,193,488
Total du programme	**36,373,695**	**30,296,119**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme du Conseil de révision des pensions		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	...	2,300
Total du programme	...	**2,300**
Programme de la Commission canadienne des pensions		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de pensions	1,213,300	911,117
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	1,902	17,977
	1,215,202	929,094
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrements de paiements en trop de pensions	...	558,455
Divers	...	721
	...	559,176
Total du programme	**1,215,202**	**1,488,270**
Programme du Bureau de services juridiques des pensions		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	...	2,597
Total du programme	...	**2,597**
Total du département	37,588,897	31,789,286
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	10,586,712	12,024,759
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,077,208	1,485,973
Rémunérations de services	21,593,697	15,370,162
Produits des ventes	1,206,131	1,155,728
Autres recettes non fiscales	125,149	1,752,664
Total du ministère	37,588,897	31,789,286

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1985-86

Affaires extérieures

Département
Corporation commerciale canadienne
Agence canadienne de développement international
Société pour l'expansion des exportations
Centre de recherches pour le développement international
Commission mixte internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	3.2
Sommaire du ministère	3.5
Programmes par activité	3.10
Paiements de transfert	3.16
Détail des montants portés au crédit	3.26
Recettes	3.26

Département

Programme des intérêts du Canada à l'étranger

Objectif

Mener à bien la politique étrangère du Canada et, plus spécifiquement, promouvoir au plan international les objectifs nationaux de croissance économique, d'expansion du commerce, de paix et de sécurité, de souveraineté et d'identité nationales, de justice sociale, et protéger les intérêts des Canadiens voyageant ou vivant à l'étranger.

Description des activités

Politique étrangère, priorités et coordination
Coordination générale des différents aspects de la politique étrangère du Canada, gestion des opérations du ministère et allocation des ressources.

Expansion du commerce extérieur
Expansion des débouchés pour les biens et services canadiens sur les marchés extérieurs et maintien des débouchés existants. Formulation, développement et coordination de politiques et d'initiatives de commercialisation à l'échelle internationale. Coordination du programme canadien de promotion du tourisme à l'étranger.

Politiques économiques et commerciales et aide au développement
Gestion des relations économiques internationales du Canada, y compris la participation du Canada à l'OCDE, au GATT, aux négociations commerciales multilatérales, à la CNUCED, aux sommets, et dimensions économiques des questions Nord-Sud et Est-Ouest. Investissements et coopération industrielle. Administration de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale
Élaboration, coordination et mise en œuvre de la politique étrangère du Canada en ce qui concerne la sécurité internationale, le contrôle des armements et le désarmement, les Nations Unies, le Commonwealth, les droits de l'homme et d'autres secteurs connexes. Gestion des aspects juridiques des relations extérieures du Canada.

Affaires sociales et programmes
Élaboration d'un cadre général et coordination des activités liées aux programmes d'information et d'immigration. Élaboration et gestion générales des programmes concernant les affaires culturelles et consulaires. Coordination de la participation des provinces aux relations internationales. Élaboration des politiques et coordination des questions rattachées aux affaires sociales à l'échelle internationale. Gestion des relations du Canada avec les institutions francophones.

Relations et activités bilatérales
Gestion des relations bilatérales du Canada avec les divers pays et les diverses régions; gestion de l'ensemble des questions et intérêts en jeu, notamment en ce qui concerne les relations politiques, économiques et commerciales, la promotion du commerce, la coopération industrielle et les investissements. Mise en œuvre à l'étranger des programmes canadiens de développement industriel, d'aide au développement, d'immigration, d'affaires culturelles, d'affaires publiques et de tourisme. Prestation de services consulaires, dans les missions à l'étranger. Analyse et évaluation des développements à l'étranger en fonction de leur incidence sur les intérêts canadiens. Formulation de recommandations sur les politiques touchant les intérêts du Canada dans les pays ou groupes de pays. Gestion et fourniture des installations et du matériel nécessaires aux missions à l'étranger.

Passeports
Délivrance de titres de voyage et fourniture d'instructions et de directives aux missions à ce sujet.

Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration
Prestation de services de soutien administratif au ministère à Ottawa et aux missions à l'étranger, notamment en ce qui concerne les finances, les télécommunications, la gestion des archives, le traitement électronique des données, et les services de conseil en gestion. Élaboration et mise en œuvre de politiques et de programmes du ministère et de ses employés tant à Ottawa qu'à l'étranger.

Programme des céréales et des graines oléagineuses

Objectif

Réaliser l'expansion soutenue du marché et maintenir un système ordonné de commercialisation pour les céréales et les graines oléagineuses.

Description de l'activité

Céréales et graines oléagineuses
Recherche et mise au point de méthodes plus efficaces et plus économiques de transport, d'entreposage, de traitement et de vente des céréales et des graines oléagineuses canadiennes; élaboration et administration de programmes pour l'établissement de lignes directrices de production; détermination des versements initiaux pour les céréales de la Commission canadienne du blé; aide en matière de commercialisation et d'expansion industrielle; et participation aux travaux d'organismes nationaux et internationaux concernant les céréales et les graines oléagineuses, le fonctionnement du cabinet du ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé et du groupe spécial sur les céréales.

Programme des expositions internationales

Objectif

Présentation d'une image du Canada qui illustre le développement du Canada aux points de vue industriel, culturel et social.

Description de l'activité

Expositions internationales
Gestion des relations du Canada avec le Bureau international des expositions et coordination de sa participation aux expositions internationales. Promotion des expositions internationales qui ont lieu au Canada.

Corporation commerciale canadienne

Objectif

Acheter à bon compte, à des entreprises canadiennes des biens et des services destinés à des gouvernements étrangers, y compris la passation de contrats pour des projets «clés en mains» et des projets d'achats à transactions multiples.

Description de l'activité

Administration et opérations
Acheminement des appels d'offres et des soumissions des gouvernements étrangers; appel et évaluation des soumissions des entreprises canadiennes; acceptation de marchés de gouvernements étrangers et adjudication de marchés à des industries canadiennes, ainsi que les négociations s'y rapportant; rétribution des entrepreneurs et recouvrement des montants dus par les gouvernements clients.

Agence canadienne de développement international

Objectif

Encourager les efforts des peuples des pays du Tiers-Monde en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement; et accorder une assistance humanitaire et, partant, favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Description des activités

Coopération de pays à pays
La coopération de pays à pays englobe l'aide au développement que l'ACDI fournit à certains pays du Tiers-Monde et à des institutions régionales. Elle comprend également l'aide au développement allouée par l'intermédiaire des gouvernements provinciaux, des organisations non gouvernementales ainsi que d'institutions et de firmes privées canadiennes.

Initiatives internationales
Cette activité se subdivise en cinq éléments secondaires: coopération technique multilatérale, institutions financières internationales (IFI), organisations non gouvernementales internationales (ONGI), assistance humanitaire internationale et aide alimentaire multilatérale.

Services généraux
Cette activité englobe les fonctions de conseils et de services suivantes:

- les services généraux de l'Agence, y compris les cabinets du président et du vice-président principal, les relations parlementaires, les systèmes de gestion et la vérification interne;
- les services de formulation et d'évaluation des politiques;
- les services de gestion financière, de comptabilité et de gestion de l'information;
- les services au personnel et les services administratifs; et
- les services d'information du public.

Société pour l'expansion des exportations

Objectif

Faciliter et accroître le commerce entre le Canada et d'autres pays.

Description de l'activité

Expansion des exportations
Assurance des entreprises canadiennes contre les risques commerciaux et politiques de non-paiement relativement à la vente de biens et services canadiens à l'étranger; prêts à long terme aux acheteurs étrangers de biens d'équipement et de services techniques canadiens; protection des institutions financières contre les pertes subies à la suite du financement consenti à un fournisseur canadien ou à un acheteur étranger dans le cadre d'une opération d'exportation; assurances-cautionnement couvrant les appels de cautions de soumissions, d'acomptes et de bonne fin; assurance des investissements canadiens à l'étranger contre la perte de l'investissement en raison d'aléas politiques tels que la nationalisation, les guerres ou l'inconvertibilité. Les contrats sont autorisés par le conseil d'administration (Compte de la Société) ou

par le gouverneur en conseil (Compte du Canada). Les contrats souscrits sur le Compte du Canada sont gérés par la Société au nom du Canada, et les fonds afférents sont fournis par le Canada.

Centre de recherches pour le développement international

Objectif

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

Description des activités

Recherche en développement
Aide à la recherche en agriculture, en alimentation et en nutrition, en santé, en sciences sociales, en information; également, aide à un programme orienté vers le développement des ressources humaines.

Activités associées à la recherche
Activités visant à déterminer et à mettre en œuvre des projets de recherche, à faire connaître les résultats des travaux de recherche et à financer la bibliothèque spécialisée du Centre.

Aide opérationnelle à la recherche
Aide au réseau des bureaux régionaux et de liaison du Centre à l'étranger. Coûts entraînés par la gestion de la division et les services techniques.

Gestion générale
Octroi des ressources requises pour le Conseil des gouverneurs, les cadres et les services administratifs en général, y compris les services juridiques, financiers, du personnel et de l'administration générale.

Programmes de coopération
Aide apportée à des travaux de recherche entrepris conjointement par des organismes canadiens et du Tiers-Monde dans des domaines où le Canada a des compétences en recherche et développement.

Commission mixte internationale

Objectif

Mise en application des responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite d'ententes internationales, à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends tenant à la frontière commune, et formuler les avis appropriés. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptibles de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Description des activités

Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international
Coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail des comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement d'autres frais occasionnés par des enquêtes et des relevés.

Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs
Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements dans l'application de l'accord; fonctionnement du bureau régional selon les arrangements conclus avec les États-Unis sur le partage des frais; aide requise au Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs et au Conseil consultatif scientifique.

Administration
Membres de la Commission et personnel de soutien; dépenses connexes de fonctionnement.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
...	514,383,000	...	...	514,383,000	1	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	7,050,000	...	7,050,000	1b	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	4,800,100	...	4,800,100	1c	**Virement de $1,151,000 du crédit 5 (Affaires extérieures)**				
...	...	...	1,151,000	1,151,000		**Virement du: crédit 5**				
...	...	...	3,260,000	3,260,000		**CT, crédit 5[1]**				
...	...	...	17,952	17,952		**CT, crédit 10[1]**				
...	514,383,000	11,850,100	4,428,952	530,662,052		Total—Crédit 1	529,101,190	1,560,862	...	483,464,489
...	69,242,000	...	...	69,242,000	5	**Dépenses en capital**				
...	...	500,000	...	500,000	5b	**Dépenses en capital**				
...	...	...	(1,151,000)	(1,151,000)		**Virement au: crédit 1**				
...	...	...	(149,000)	(149,000)		**crédit 10**				
...	69,242,000	500,000	(1,300,000)	68,442,000		Total—Crédit 5	57,878,042	10,563,958	...	69,928,756
...	153,201,407	...	...	153,201,407	10	Subventions et contributions				
...	...	1,098,225	...	1,098,225	10b	Subventions et contributions				
...	...	1,261,900	...	1,261,900	10c	Virement de $149,000 du crédit 5 (Affaires extérieures)				
...	...	...	149,000	149,000		Virement du crédit 5				
...	153,201,407	2,360,125	149,000	155,710,532		Total—Crédit 10	153,161,152	2,549,380	...	147,958,520
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,683
...	122,000	...	50,735	172,735	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	172,735	...	...	144,987
...	2,500,000	...	(2,500,000)	...	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales				
...	...	...	2,500,000	2,500,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 29 a) de la Loi				
...	2,500,000	...	...	2,500,000		Total	2,500,000	...	...	1,500,000
...	500,000	...	(500,000)	...	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada				
...	...	...	500,000	500,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 31 de la Loi				
...	500,000	...	...	500,000		Total	500,000	...	...	500,000

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (surempoyées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	22,815,000	...	2,350,000	25,165,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25,165,000	...	...	22,896,000
11,346,546	(761,000)	...	761,000	11,346,546	(S)	Fonds renouvelable des passeports	(703,274)	...	12,049,820	(3,198,343)
...	...	...	55,577	55,577	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	55,577	...	...	31,669
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,455
11,346,546	762,044,807	14,710,225	6,492,394	794,593,972		Total budgétaire	767,869,952	14,674,200	12,049,820	723,269,216
...	8,031	...	...	8,031	L15	Avances au Fonds de roulement de l'union de Paris, de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle. (Brut)	1,191	6,840	...	7,292
6,447,324	...	...	...	6,447,324	L13c	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la Loi nº 1 de 1971 portant affectation de crédits. Limite $14,500,000. (Net)	1,322,884	...	5,124,440	1,089,950
23,025,461	...	...	...	23,025,461	L14c	Avances de fonds de roulement relativement aux avances pour missions à l'étranger selon le crédit 630 de la Loi des subsides nº 2 de 1954. Limite $30,000,000. (Net)	5,535,249	...	17,490,212	1,243,205
6,518,244	3,200,000	...	(3,200,000)	6,518,244	(S)	(L) Participation aux stocks régulateurs internationaux de caoutchouc naturel selon la Convention internationale sur le caoutchouc naturel. Limite $12,500,000. (Brut)	3,025,403	...	3,492,841	...
14,154,168	...	...	334,236	14,488,404	L47b	Achat d'actions et émission de billets—Fonds commun des denrées. Limite $10,380,000 (É-U.) ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.3958$ (Can)). (Brut)	...	...	14,488,404	...
...	3,633,000	...	(3,633,000)	...	(S)	(L) Achat d'actions relativement à la participation du Canada dans le premier compte du Fonds commun de denrées	...	...	...	...
50,145,197	6,841,031	...	(6,498,764)	50,487,464		Total non budgétaire	9,884,727	6,840	40,595,897	2,340,447
11,346,546	**762,044,807**	**14,710,225**	**6,492,394**	**794,593,972**		**Total du programme—Budgétaire**	**767,869,952**	**14,674,200**	**12,049,820**	**723,269,216**
50,145,197	**6,841,031**	**...**	**(6,498,764)**	**50,487,464**		**Non budgétaire**	**9,884,727**	**6,840**	**40,595,897**	**2,340,447**
						Programme des céréales et des graines oléagineuses[2]				
...	3,547,000	...	...	3,547,000	20	Dépenses de fonctionnement	2,707,235	839,765	...	2,504,748
...	7,441,000	...	...	7,441,000	25	Subventions et contributions	5,763,684	1,677,316	...	9,354,631
...	307,000	...	32,000	339,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	339,000	...	...	325,000
...	**11,295,000**	**...**	**32,000**	**11,327,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,809,919**	**2,517,081**	**...**	**12,184,379**

						Programme des expositions internationales				
...	5,574,000	...	...	5,574,000	30	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	30c	Dépenses du programme				
...	5,574,000	1	...	5,574,001		Total—Crédit 30	5,192,442	381,559	...	10,275,197
...	88,000	...	9,000	97,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	97,000	...	...	89,000
...	**5,662,000**	**1**	**9,000**	**5,671,001**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,289,442**	**381,559**	**...**	**10,364,197**
11,346,546	**779,001,807**	**14,710,226**	**6,533,394**	**811,591,973**		**Total du département—Budgétaire**	**781,969,313**	**17,572,840**	**12,049,820**	**745,817,792**
50,145,197	**6,841,031**	**...**	**(6,498,764)**	**50,487,464**		**Non budgétaire**	**9,884,727**	**6,840**	**40,595,897**	**2,340,447**
						Corporation commerciale canadienne				
...	15,826,000	...	...	15,826,000	35	Dépenses du programme	15,826,000	...	...	17,617,060
...	15,826,000	...	...	15,826,000		Total budgétaire	15,826,000	...	...	17,617,060
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 8(1). Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
...	**15,826,000**	...	...	**15,826,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**15,826,000**	...	...	**17,617,060**
10,000,000	...	...	...	**10,000,000**		**Non budgétaire**	...	...	**10,000,000**	...
						Agence canadienne de développement international				
...	69,308,000	...	...	69,308,000	40	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	48,200	48,200		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	69,308,000	...	48,200	69,356,200		Total—Crédit 40	66,874,014	2,482,186	...	67,821,499
...	1,285,700,000	...	...	1,285,700,000	45	Subventions et contributions	1,194,363,307	91,336,693	...	1,257,520,050
...	500,000	...	(500,000)	...	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada				
...	...	...	500,000	500,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 31 de la Loi				
...	500,000	...	...	500,000		Total	500,000	...	...	500,000
...	6,292,000	...	645,000	6,937,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,937,000	...	...	6,278,000
...	...	...	...	...	(S)	Paiement au Centre international d'exploitation des océans				
...	...	...	2,500,000	2,500,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 18 a) de la Loi concernant le Centre international d'exploitation des océans				
...	...	...	2,500,000	2,500,000		Total	...	2,500,000	...	800,000
...	1,361,800,000	...	3,193,200	1,364,993,200		Total budgétaire	1,268,674,321	96,318,879	...	1,332,919,549
						Institutions financières				
...	203,200,000	...	...	203,200,000	L50	Prêts aux pays en développement et aux institutions de développement international aux fins de l'aide au développement international. (Brut)	184,950,701	18,249,299	...	227,329,653
...	30,000,000	...	...	30,000,000	L55	Prêts aux pays en développement pour l'exploration du pétrole et du gaz. (Brut)	23,396,116	6,603,884	...	...

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières):				
					L60	Paiement et délivrance de billets aux fonds d'institutions financières internationales. (Brut)				
...	4,000,000	...	...	4,000,000		—Paiement	...	4,000,000	...	...
...	...	...	166,800,000	166,800,000		—Délivrance de billets	161,644,813	5,155,187	...	136,770,003
					L65	Paiement aux institutions financières internationales.				
...	2,600,000	...	...	2,600,000		(Brut)	...	...	...	...
...	(2,600,000)	...	...	(2,600,000)			...	...	...	...
...	96,700,000	...	(96,700,000)	...	(S)	(L) Paiements relatifs à l'encaissement de billets émis aux institutions financières internationales. (Brut)	...	...	...	...
						Banque interaméricaine de développement				
1,047,719,935	...	...	24,740,820	1,072,460,755	L55	Autorisation de souscrire pour 63,692 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.3958$ (Can)). (Brut)	...	...	1,072,460,755	...
...	...	...	10,000,000	10,000,000	L65	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de $7,400,000 (É-U)	9,994,486	5,514	...	9,984,966
...	11,500,000	...	(11,500,000)	...	(S)	(L) Paiement relatif à l'encaissement de billets	...	...	...	...
						Banque de développement des Caraïbes				
44,044,309	...	...	1,040,060	45,084,369	L50	Autorisation de souscrire pour 5,355 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes. ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.3958$ (Can)). (Brut)	...	...	45,084,369	...
...	1,000,000	...	(1,000,000)	...	(S)	(L) Paiement relatif à l'encaissement de billets	...	...	...	...
						Banque asiatique de développement				
598,821,655	...	...	14,140,552	612,962,207	L36a	Autorisation de souscrire pour 36,403 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement. ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.3958$ (Can)). (Brut)	...	...	612,962,207	...
...	2,600,000	...	...	2,600,000	L65	Paiement au montant de $2,600,000	2,513,584	86,416	...	2,513,584
...	...	...	3,800,000	3,800,000	L65	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de 4,300,000 droits de tirage spéciaux	3,770,376	29,624	...	3,770,376
...	4,400,000	...	(4,400,000)	...	(S)	(L) Paiement relatif à l'encaissement de billets	...	...	...	...
						Banque africaine de développement				
204,869,736	...	...	(11,710,088)	193,159,648	(S)	(L) Souscription pour actions du capital-actions de la Banque africaine de développement. Limite 168,000,000 unités de compte (environ $240,000,000). (Brut)	...	...	193,159,648	...
...	...	...	11,800,000	11,800,000	L65	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de 8,400,000 unités de compte	11,710,088	89,912	...	11,710,088

...	11,800,000	...	(11,800,000)	...	(S)	(L) Paiement relatif à l'encaissement de billets	...	...	...	...
1,895,455,635	365,200,000	...	95,211,344	2,355,866,979		Total non budgétaire	397,980,164	34,219,836	1,923,666,979	392,078,670
...	1,361,800,000	...	3,193,200	1,364,993,200		**Total du programme—Budgétaire**	1,268,674,321	96,318,879	...	1,332,919,549
1,895,455,635	365,200,000	...	95,211,344	2,355,866,979		**Non budgétaire**	397,980,164	34,219,836	1,923,666,979	392,078,670
						Société pour l'expansion des exportations				
812,000,000	...	...	...	812,000,000	(S)	(L) Paiements pour souscription du capital-actions de la Société en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations, article 11. Limite $1,500,000,000. (Brut)	9,000,000	...	803,000,000	76,000,000
3,333,164,000	...	...	(416,584,054)	2,916,579,946		Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi limité par du capital payé et des bénéfices non répartis. (Net)	(72,720,054)	...	2,989,300,000	(115,413,952)
4,615,459,000	...	...	280,517,522	4,895,976,522		Responsabilité au titre de prêts selon l'article 31 et limités par l'article 32 à $6,000,000,000, les comptes administrés pour le Canada. (Net)	(250,706,478)	...	5,146,683,000	155,308,378
...	240,000,000	(240,000,000)	...	...	(S)	(L) Achat d'actions, prêts et garanties en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations. (Brut)	...	...	...	...
8,760,623,000	240,000,000	(240,000,000)	(136,066,532)	8,624,556,468		**Total du programme—Non budgétaire**	(314,426,532)	...	8,938,983,000	115,894,426
						Centre de recherches pour le développement international				
...	86,000,000	...	...	86,000,000	70	Versements au Centre de recherches pour le développement international	86,000,000	...	...	81,000,000
...	86,000,000	...	...	86,000,000		**Total du programme—Budgétaire**	86,000,000	...	...	81,000,000
						Commission mixte internationale				
...	3,205,000	...	...	3,205,000	75	Dépenses du programme	2,913,756	291,244	...	2,672,985
...	242,000	...	25,000	267,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	267,000	...	...	257,000
...	3,447,000	...	25,000	3,472,000		**Total du programme—Budgétaire**	3,180,756	291,244	...	2,929,985
11,346,546	2,246,074,807	14,710,226	9,751,594	2,281,883,173		**Total du ministère—Budgétaire**	2,155,650,390	114,182,963	12,049,820	2,180,284,386
10,716,223,832	612,041,031	(240,000,000)	(47,353,952)	11,040,910,911		**Non budgétaire**	93,438,359	34,226,676	10,913,245,876	510,313,543

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Les paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et les paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest ont été transférés au Programme de développement du secteur agro-alimentaire du département de l'Agriculture.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements								
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département												
Programme des intérêts du Canada à l'étranger												
Fonctionnement												
Politique étrangère, priorités et coordination	...	21,956,400	...	106,000	...	181,130	...	22,243,530	18,973,040	3,270,490	...	12,660,882
Expansion du commerce extérieur	...	28,008,000	6,600,000	91,000	...	89,000	...	34,788,000	35,169,964	(381,964)	...	20,257,412
Politiques économiques et commerciales et aide au développement	...	12,524,000	...	85,000	...	62,000	...	12,671,000	13,070,225	(399,225)	...	10,128,706
Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	...	28,999,000	...	156,000	...	337,000	...	29,492,000	30,913,232	(1,421,232)	...	25,321,765
Affaires sociales et programmes	...	21,197,000	450,000	86,000	...	126,000	...	21,859,000	20,937,040	921,960	...	22,789,588
Relations et activités bilatérales	...	334,137,000	4,800,100	2,395,000	1,151,000	1,552,000	...	344,035,100	346,024,628	(1,989,528)	...	293,732,471
Passeports	11,346,546	17,952,000	...	...	...	754,788	(19,451,000)	10,602,334	(1,447,486)	...	12,049,820	(3,724,314)
Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	...	90,421,000	...	358,952	...	53,577	...	90,833,529	89,273,168	1,560,361	...	121,544,471
Recettes à valoir sur le crédit	...	(19,451,000)	...	...	...	...	19,451,000	...	...	...	...	...
Total—Fonctionnement	11,346,546	535,743,400	11,850,100	3,277,952	1,151,000	3,155,495	...	566,524,493	552,913,811	1,560,862	12,049,820	502,710,981
Capital												
Politique étrangère, priorités et coordination	...	11,000	...	...	...	...	...	11,000	46,205	(35,205)	...	...
Expansion du commerce extérieur	...	...	500,000	...	...	...	...	500,000	381,067	118,933	...	...
Politiques économiques et commerciales et aide au développement	...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	580,678	(555,678)	...	...
Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	...	1,415,000	...	...	...	...	...	1,415,000	1,631,002	(216,002)	...	1,398,000
Affaires sociales et programmes	...	70,000	...	...	...	...	...	70,000	45,397	24,603	...	...
Relations et activités bilatérales	...	59,377,000	...	...	(1,151,000)	...	...	58,226,000	46,294,684	11,931,316	...	55,944,000
Passeports	...	738,000	...	...	...	6,212	...	744,212	744,212	...	...	525,971

...	8,344,000	...	...	(149,000)	...	...	8,195,000	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	8,899,009	(704,009)	...	12,586,757
...	69,980,000	500,000	...	(1,300,000)	6,212	...	69,186,212	Total—Capital	58,622,254	10,563,958	...	70,454,728
								Paiements de transfert				
...	...	4,500	...	...	...	...	4,500	Politique étrangère, priorités et coordination	4,500	...	...	...
...	35,993,000	...	...	...	...	...	35,993,000	Expansion du commerce extérieur	34,652,950	1,340,050	...	34,048,324
...	11,946,649	...	...	...	...	...	11,946,649	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	12,757,436	(810,787)	...	11,033,967
...	93,518,904	342,025	...	...	...	...	93,860,929	Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	92,346,133	1,514,796	...	85,398,602
...	11,158,668	750,000	...	...	...	...	11,908,668	Affaires sociales et programmes	11,793,631	115,037	...	13,147,230
...	3,573,686	1,263,600	...	...	...	...	4,837,286	Relations et activités bilatérales	4,482,900	354,386	...	3,163,378
...	130,500	...	...	149,000	52,735	...	332,235	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	296,337	35,898	...	155,486
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,156,520
...	156,321,407	2,360,125	...	149,000	52,735	...	158,883,267	Total—Paiements de transfert	156,333,887	2,549,380	...	150,103,507
								Non budgétaire				
50,145,197	6,841,031	...	...	...	(6,498,764)	...	50,487,464	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	9,884,727	6,840	40,595,897	2,340,447
								Sommaire du programme				
...	21,967,400	4,500	106,000	...	181,130	...	22,259,030	Politique étrangère, priorités et coordination	19,023,745	3,235,285	...	12,660,882
...	64,001,000	7,100,000	91,000	...	89,000	...	71,281,000	Expansion du commerce extérieur	70,203,981	1,077,019	...	54,305,736
								Politiques économiques et commerciales et aide au développement—				
...	24,495,649	...	85,000	...	62,000	...	24,642,649	Budgétaire	26,408,339	(1,765,690)	...	21,162,673
50,145,197	6,841,031	...	...	...	(6,498,764)	...	50,487,464	Non budgétaire	9,884,727	6,840	40,595,897	2,340,447
...	123,932,904	342,025	156,000	...	337,000	...	124,767,929	Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	124,890,367	(122,438)	...	112,118,367
...	32,425,668	1,200,000	86,000	...	126,000	...	33,837,668	Affaires sociales et programmes	32,776,068	1,061,600	...	35,936,818
...	397,087,686	6,063,700	2,395,000	...	1,552,000	...	407,098,386	Relations et activités bilatérales	396,802,212	10,296,174	...	352,839,849
11,346,546	(761,000)	...	...	...	761,000	...	11,346,546	Passeports	(703,274)	...	12,049,820	(3,198,343)

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	98,895,500	...	358,952	...	106,312	...	99,360,764	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	98,468,514	892,250	...	134,286,714
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,156,520
								Total du programme—				
11,346,546	**762,044,807**	**14,710,225**	**3,277,952**	**—**	**3,214,442**	**—**	**794,593,972**	**Budgétaire**	**767,869,952**	**14,674,200**	**12,049,820**	**723,269,216**
50,145,197	**6,841,031**	**—**	**—**	**—**	**(6,498,764)**	**—**	**50,487,464**	**Non budgétaire**	**9,884,727**	**6,840**	**40,595,897**	**2,340,447**
								Programme des céréales et des graines oléagineuses[1]				
								Fonctionnement				
...	3,854,000	...	...	...	32,000	...	3,886,000	Céréales et graines oléagineuses	3,046,235	839,765	...	2,823,530
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	6,218
								Paiements de transfert				
...	7,441,000	...	...	...	...	...	7,441,000	Céréales et graines oléagineuses	5,763,684	1,677,316	...	9,354,631
								Sommaire du programme				
...	11,295,000	...	...	...	32,000	...	11,327,000	Céréales et graines oléagineuses	8,809,919	2,517,081	...	12,178,161
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	6,218
								Total du programme—				
—	**11,295,000**	**—**	**—**	**—**	**32,000**	**—**	**11,327,000**	**Budgétaire**	**8,809,919**	**2,517,081**	**—**	**12,184,379**
								Programme des expositions internationales				
								Fonctionnement				
...	3,548,000	1	...	(350,000)	9,000	...	3,207,001	Expositions internationales	2,891,719	315,282	...	10,364,197
								Paiements de transfert				
...	2,114,000	...	...	350,000	...	...	2,464,000	Expositions internationales	2,397,723	66,277	...	...
								Total du programme—				
...	**5,662,000**	**1**	**...**	**...**	**9,000**	**...**	**5,671,001**	**Budgétaire**	**5,289,442**	**381,559**	**...**	**10,364,197**
								Total du département—				
11,346,546	**779,001,807**	**14,710,226**	**3,277,952**	**...**	**3,255,442**	**...**	**811,591,973**	**Budgétaire**	**781,969,313**	**17,572,840**	**12,049,820**	**745,817,792**
50,145,197	**6,841,031**	**...**	**...**	**...**	**(6,498,764)**	**...**	**50,487,464**	**Non budgétaire**	**9,884,727**	**6,840**	**40,595,897**	**2,340,447**

Corporation commerciale canadienne												
Fonctionnement												
Administration et opérations:												
Administration du programme	...	2,164,000	...	...	(135,000)	...	...	2,029,000	2,029,000	...	...	1,773,000
Programme des approvisionnements	...	13,662,000	...	...	135,000	...	...	13,797,000	13,797,000	...	...	15,844,060
Total—Fonctionnement	...	15,826,000	...	...	...	...	...	15,826,000	15,826,000	...	...	17,617,060
Non budgétaire												
Corporation commerciale canadienne	10,000,000	...	...	...	...	...	...	10,000,000	...	...	10,000,000	...
Total du programme—												
Budgétaire	...	15,826,000	...	...	...	...	...	15,826,000	15,826,000	—	—	17,617,060
Non budgétaire	10,000,000	...	...	...	...	...	...	10,000,000	...	—	10,000,000	...
Agence canadienne de développement international												
Fonctionnement												
Coopération de pays à pays	...	37,366,000	...	...	(1,160,400)	393,450	...	36,599,050	37,203,615	(604,565)	...	33,725,632
Initiatives internationales	...	2,712,000	...	...	(63,040)	25,800	...	2,674,760	2,748,816	(74,056)	...	2,549,156
Services généraux	...	34,800,000	...	48,200	1,121,575	225,750	...	36,195,525	32,761,558	3,433,967	...	35,745,711
Total—Fonctionnement	...	74,878,000	...	48,200	(101,865)	645,000	...	75,469,335	72,713,989	2,755,346	...	72,020,499
Capital												
Services généraux	...	722,000	...	...	101,865	...	...	823,865	1,097,025	(273,160)	...	2,079,000
Paiements de transfert												
Coopération de pays à pays	...	931,300,000	...	...	4,100,000	...	...	935,400,000	855,053,834	80,346,166	...	876,672,388
Initiatives internationales	...	354,900,000	...	...	(4,100,000)	2,500,000	...	353,300,000	339,809,473	13,490,527	...	382,147,662
Total—Paiements de transfert	...	1,286,200,000	...	...	...	2,500,000	...	1,288,700,000	1,194,863,307	93,836,693	...	1,258,820,050
Non budgétaire												
Coopération de pays à pays	...	233,200,000	...	...	...	...	...	233,200,000	208,346,817	24,853,183	...	227,329,653
Initiatives internationales	1,895,455,635	132,000,000	...	...	...	95,211,344	...	2,122,666,979	189,633,347	9,366,653	1,923,666,979	164,749,017
Total—Non budgétaire	1,895,455,635	365,200,000	...	...	...	95,211,344	...	2,355,866,979	397,980,164	34,219,836	1,923,666,979	392,078,670
Sommaire du programme												
Coopération de pays à pays—												
Budgétaire	...	968,666,000	...	...	2,939,600	393,450	...	971,999,050	892,257,449	79,741,601	...	910,398,020
Non budgétaire	...	233,200,000	...	...	...	...	...	233,200,000	208,346,817	24,853,183	...	227,329,653
Initiatives internationales—												
Budgétaire	...	357,612,000	...	...	(4,163,040)	2,525,800	...	355,974,760	342,558,289	13,416,471	...	384,696,818
Non budgétaire	1,895,455,635	132,000,000	...	...	...	95,211,344	...	2,122,666,979	189,633,347	9,366,653	1,923,666,979	164,749,017
Services généraux	...	35,522,000	...	48,200	1,223,440	225,750	...	37,019,390	33,858,583	3,160,807	...	37,824,711
Total du programme—												
Budgétaire	—	1,361,800,000	...	48,200	—	3,145,000	...	1,364,993,200	1,268,674,321	96,318,879	—	1,332,919,549
Non budgétaire	1,895,455,635	365,200,000	...	—	—	95,211,344	...	2,355,866,979	397,980,164	34,219,836	1,923,666,979	392,078,670

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Société pour l'expansion des exportations				
								Non budgétaire				
								Expansion des exportations				
812,000,000	53,000,000	(53,000,000)	...	...	...	...	812,000,000	Besoins en capital	9,000,000	...	803,000,000	76,000,000
...	(72,000,000)	72,000,000	...	...	...	...	...	Remboursement de prêts du Canada	...	...	...	...
3,333,164,000	...	...	...	...	(416,584,054)	...	2,916,579,946	Besoins nets de la Société	(72,720,054)	...	2,989,300,000	(115,413,952)
								Comptes administrés pour le Canada:				
...	300,000,000	(300,000,000)	...	...	...	...	...	Versements de prêts	...	...	...	...
...	(41,000,000)	41,000,000	...	...	...	...	...	Remboursements de prêts	...	...	...	...
4,615,459,000	...	...	...	...	280,517,522	...	4,895,976,522	Besoins nets du Canada	(250,706,478)	...	5,146,683,000	155,308,378
8,760,623,000	**240,000,000**	**(240,000,000)**	...	...	**(136,066,532)**	...	**8,624,556,468**	**Total du programme— Non budgétaire**	**(314,426,532)**	...	**8,938,983,000**	**115,894,426**
								Centre de recherches pour le développement international				
								Fonctionnement				
...	47,000,000	...	...	...	...	...	47,000,000	Recherche en développement	47,000,000	...	...	45,100,000
...	6,700,000	...	...	...	...	...	6,700,000	Activités associées à la recherche	6,700,000	...	...	6,600,000
...	19,800,000	...	...	...	...	...	19,800,000	Aide opérationnelle à la recherche	19,800,000	...	...	16,100,000
...	7,900,000	...	...	...	...	...	7,900,000	Gestion générale	7,900,000	...	...	7,300,000
...	12,500,000	...	...	...	...	...	12,500,000	Programmes de coopération	12,500,000	...	...	9,300,000
								Fonds disponibles:				
...	(2,700,000)	...	...	...	...	...	(2,700,000)	Revenus de placements	(2,700,000)	...	...	(2,300,000)
...	(1,400,000)	...	...	...	...	...	(1,400,000)	Autres revenus	(1,400,000)	...	...	(200,000)
...	(3,800,000)	...	...	...	...	...	(3,800,000)	Revenus retenus des années antérieures	(3,800,000)	...	...	(900,000)
...	**86,000,000**	...	...	...	...	...	**86,000,000**	**Total du programme— Budgétaire**	**86,000,000**	...	...	**81,000,000**
								Commission mixte internationale				
								Fonctionnement				
...	100,000	...	...	...	...	...	100,000	Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international	88,900	11,100	...	34,442

...	1,963,000	...	...	...	...	...	1,963,000	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	1,728,763	234,237	...	1,630,146
...	1,337,000	...	...	...	25,000	...	1,362,000	Administration	1,332,358	29,642	...	1,248,038
...	3,400,000	...	...	...	25,000	...	3,425,000	Total—Fonctionnement	3,150,021	274,979	...	2,912,626
								Capital				
...	37,000	...	...	...	...	...	37,000	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	30,735	6,265	...	5,120
...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	Administration	...	10,000	...	12,239
...	47,000	...	...	...	...	...	47,000	Total—Capital	30,735	16,265	...	17,359
								Sommaire du programme				
...	100,000	...	...	...	...	...	100,000	Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international	88,900	11,100	...	34,442
...	2,000,000	...	...	...	...	...	2,000,000	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	1,759,498	240,502	...	1,635,266
...	1,347,000	...	...	...	25,000	...	1,372,000	Administration	1,332,358	39,642	...	1,260,277
...	3,447,000	...	...	...	25,000	...	3,472,000	**Total du programme—Budgétaire**	3,180,756	291,344	...	2,929,985
								Total du ministère—				
11,346,546	2,246,074,807	14,710,226	3,326,152	...	6,425,442	...	2,281,883,173	Budgétaire	2,155,650,390	114,182,963	12,049,820	2,180,284,386
10,716,223,832	612,041,031	(240,000,000)	...	...	(47,353,952)	...	11,040,910,911	Non budgétaire	93,438,359	34,226,676	10,913,245,876	510,313,543

(1) Les paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et les paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest ont été transférés au Programme de développement du secteur agro-alimentaire du département de l'Agriculture.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
							Subventions				
							Expansion du commerce extérieur				
...	405,000	...	...	...	...	405,000	Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement de personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international	405,000	...	...	405,000
							Politiques économiques et commerciales et aide au développement				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Commission internationale de protection contre les radiations	...	5,000	...	5,000
							Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale				
...	8,000	...	...	...	...	8,000	Conseil canadien de droit international	8,000	...	...	8,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subventions au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement	100,000	...	...	100,000
...	2,500,000	...	...	...	...	2,500,000	(S) Subventions à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales	2,500,000	...	...	1,500,000
...	105,000	...	...	...	...	105,000	Subventions pour l'aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements	76,000	29,000	...	105,000
...	2,481,000	...	...	...	...	2,481,000	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	1,804,174	676,826	...	2,304,245
...	100	...	...	...	...	100	International Peace Academy	100	...	...	100
...	14,085	...	...	...	...	14,085	Subvention en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	...	14,085	...	...
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Association canadienne des Nations Unies	100,000	...	...	85,000
...	35,000	...	...	...	...	35,000	Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	35,000	...	...	30,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	20,000	...	...	20,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	10,000	...	...	60,000

...	...	2,800	...	...	...	2,800	Subvention à la Conférence sur les aspects juridiques de l'apartheid	2,800	...	...	...
...	...	14,600	...	...	...	14,600	Subvention à la Conférence sur les droits de la personne et la politique étrangère du Canada	14,600	...	...	...
...	5,373,185	17,400	...	...	...	5,390,585		4,670,674	719,911	...	4,212,345
							Affaires sociales et programmes				
...	1,000	...	...	...	...	1,000	Association atlantique des jeunes dirigeants politiques	1,000	...	...	1,000
...	7,500	...	...	...	...	7,500	Atlantic Council of Canada	7,500	...	...	57,500
...	22,578	...	...	...	...	22,578	Société germano-canadienne de Hanovre (48,513 DM)	25,614	(3,036)	...	34,667
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Institut canadien des affaires internationales	50,000	...	...	50,000
...	35,000	...	...	...	...	35,000	Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval	35,000	...	...	35,000
...	3,592,629	...	...	...	...	3,592,629	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	3,435,893	156,736	...	4,343,963
...	2,861,624	...	...	...	...	2,861,624	Subventions dans le domaine des relations culturelles	2,528,258	333,366	...	4,127,103
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Office du baccalauréat international	5,000	...	...	5,000
...	...	600,000	...	...	...	600,000	Subventions à l'appui des projets mis en œuvre dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse	583,500	16,500	...	...
...	6,575,331	600,000	...	...	...	7,175,331		6,671,765	503,566	...	8,654,233
							Relations et activités bilatérales				
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Chambre de commerce du Canada pour le Comité de coopération Canada-Pacifique	10,000	...	...	9,000
...	89,000	...	...	...	...	89,000	Centre d'échange législatif	89,000	...	...	89,300
...	500,000	...	...	...	...	500,000	(S) Subventions à la Fondation Asie-Pacifique du Canada	500,000	...	...	500,000
...	...	705,000	...	...	...	705,000	Subvention à la Chambre de commerce du Canada, à des fins de promotion du commerce extérieur dans la région de l'Asie et du Pacifique	705,000	...	...	...
...	599,000	705,000	...	...	...	1,304,000		1,304,000	...	...	598,300
							Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration				
...	10,500	...	...	...	...	10,500	Subvention à l'Association de la communauté du service extérieur (ACSE)	10,500	...	...	10,500
...	120,000	...	...	...	52,735	172,735	(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	172,735	...	...	144,986
...	130,500	...	...	...	52,735	183,235		183,235	...	...	155,486
							Relations avec les gouvernements étrangers et les institutions intergouvernementales				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	165,000
							Information et relations culturelles				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,600,000
...	13,088,016	1,322,400	...	...	52,735	14,463,151	Total—Subventions	13,234,674	1,228,477	...	16,795,364

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Politique étrangère, priorités et coordination				
...	...	4,500	...	...	...	4,500	Institut de recherches politiques	4,500	...	...	...
							Expansion du commerce extérieur				
...	35,014,000	...	...	...	...	35,014,000	Contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger	33,717,627	1,296,373	...	33,197,943
...	364,000	...	...	...	...	364,000	Contributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises et du commerce	321,586	42,414	...	282,621
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Centre de recherches du secteur privé sur la gestion des relations commerciales internationales	150,000	...	...	150,000
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Contributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expertise dans le domaine de la facilitation du commerce international	58,737	1,263	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12,760
...	35,588,000	...	...	...	...	35,588,000		34,247,950	1,340,050	...	33,643,324
							Politiques économiques et commerciales et aide au développement				
...	208,635	...	...	...	...	208,635	Conseil de coopération douanière (9,360,033 FB)	270,127	(61,492)	...	316,341
...	4,391,569	...	...	...	...	4,391,569	Agence internationale de l'énergie atomique ($3,386,466 É-U)	3,993,592	397,977	...	3,641,291
...	475,266	...	...	...	...	475,266	Agence internationale de l'énergie (3,248,581 FF)	517,115	(41,849)	...	454,629
...	85,000	...	...	...	...	85,000	International Atomic Energy Agency for Nuclear Regulatory Training	15,000	70,000	...	...
...	434,000	...	...	...	...	434,000	Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau	424,249	9,751	...	376,116
...	1,323,152	...	...	...	...	1,323,152	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (2,458,020 FS)	1,824,084	(500,932)	...	1,207,975
...	196,097	...	...	...	...	196,097	Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (1,340,375 FF)	229,425	(33,328)	...	202,939
...	3,467,371	...	...	...	...	3,467,371	Organisation de coopération et de développement économiques (23,700,415 FF)	3,949,863	(482,492)	...	3,411,160

...	1,100,850	...	...	...	...	1,100,850	Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement ($849,000 É-U)	1,165,540	(64,690)	...	1,174,261
...	259,709	...	...	...	...	259,709	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (482,462 FS)	368,441	(108,732)	...	244,255
...	11,941,649	...	...	...	...	11,941,649		12,757,436	(815,787)	...	11,028,967
							Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale				
...	2,226	...	...	...	...	2,226	Représentant canadien au Comité des droits de l'homme des Nations Unies	1,200	1,026	...	2,200
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Groupe canadien pour la Commission trilatérale	15,000	...	...	20,000
...	589,551	...	...	...	...	589,551	Fondation du Commonwealth (348,000 GBP)	625,797	(36,246)	...	645,904
...	115,932	...	...	...	...	115,932	Conseil des sciences du Commonwealth (68,300 GBP)	120,502	(4,570)	...	97,523
...	1,734,743	...	...	...	...	1,734,743	Secrétariat du Commonwealth (1,022,000 GBP)	1,772,535	(37,792)	...	1,548,656
...	763,830	...	...	...	...	763,830	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (450,000 GBP)	748,148	15,682	...	660,079
...	109,081	...	...	...	...	109,081	Conférence sur la réduction mutuelle des forces et des armes en Europe centrale et des mesures annexes (1,705,464 ATS)	108,119	962	...	88,663
...	638,000	...	...	...	...	638,000	Contribution pour la Conférence sur le contrôle des armements en Europe	371,048	266,952	...	217,109
...	575,000	...	...	...	...	575,000	Aide aux services de soutien de la défense accordée aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN	574,967	33	...	573,359
...	440,000	...	...	...	...	440,000	Aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements	330,932	109,068	...	466,000
...	10,071,493	...	...	...	...	10,071,493	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture ($7,766,419 É-U)	10,411,275	(339,782)	...	9,718,553
...	1,140,692	...	...	...	...	1,140,692	Organisation de l'aviation civile internationale ($879,621 É-U)	1,229,534	(88,842)	...	1,113,881
...	450,000	249,625	...	...	...	699,625	Organisation de l'aviation civile internationale—Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures	699,625	...	...	561,170
...	5,558,084	...	...	...	...	5,558,084	Organisation internationale du travail ($4,286,000 É-U)	5,404,539	153,545	...	5,144,313
...	189,802	...	...	...	...	189,802	Organisation maritime internationale ($146,362 É-U)	161,977	27,825	...	132,445
...	3,409,714	...	...	...	...	3,409,714	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Frais de l'administration civile (152,970,568 FB)	4,337,509	(927,795)	...	2,985,808
...	1,025,293	...	...	...	...	1,025,293	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques (45,997,875 FB)	415,786	609,507	...	1,037,618
...	4,199,936	...	...	...	...	4,199,936	Organisation panaméricaine de la santé ($3,238,692 É-U)	4,423,405	(223,469)	...	4,191,515
...	9,203	...	...	...	...	9,203	Cour permanente d'arbitrage (23,100 F)	7,954	1,249	...	15,107
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Remboursement aux organisations internationales des indemnités versées aux employés canadiens assujettis à l'impôt du Canada	8,951	91,049	...	129,285
...	10,374	...	...	...	...	10,374	Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ($8,000 É-U)	5,920	4,454	...	7,148

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	8,092,032	...	...	...	...	8,092,032	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ($6,240,000 É-U)	7,745,989	346,043	...	8,010,000
...	90,000	...	...	...	...	90,000	Institut de formation et de recherches des Nations Unies	90,000	...	...	90,000
...	7,562,936	...	...	...	...	7,562,936	Force intérimaire des Nations Unies au Liban ($5,831,999 É-U)	5,920,610	1,642,326	...	5,675,171
...	29,331,022	...	...	...	...	29,331,022	Organisation des Nations Unies ($22,618,000 É-U)	30,118,062	(787,040)	...	27,142,637
...	1,671,868	...	...	...	...	1,671,868	Organisation des Nations Unies—Quote-part établie du Canada aux dépenses de la Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement ($1,289,226 É-U)	1,500,840	171,028	...	1,425,705
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Campagne mondiale pour le désarmement	100,000	...	...	100,000
...	10,149,907	...	...	...	...	10,149,907	Organisation mondiale de la santé ($7,826,887 É-U)	10,392,943	(243,036)	...	9,386,408
...	...	75,000	...	...	...	75,000	Contribution au Programme des Nations Unies pour l'environnement	32,292	42,708	...	...
...	88,145,719	324,625	...	...	...	88,470,344		87,675,459	794,885	...	81,186,257
							Affaires sociales et programmes				
...	3,941,158	...	...	...	...	3,941,158	Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (26,938,876 FF)	4,350,437	(409,279)	...	3,768,197
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES) (CFA 13,610,072)	40,000	...	...	20,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Comité intergouvernemental pour les migrations	10,000	...	...	10,000
...	84,114	...	...	...	...	84,114	Organisation de coopération et de développement économiques (Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement) (574,944 FF)	87,452	(3,338)	...	77,996
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Institut panaméricain de géographie et d'histoire	10,000	...	...	10,000
...	418,675	150,000	...	...	...	568,675	Participation aux activités de la francophonie internationale	546,193	22,482	...	488,984
...	29,390	...	...	...	...	29,390	Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (10,000,000 CFA)	27,784	1,606	...	27,820
...	50,000	...	...	...	...	50,000	L'Institut indo-canadien Shastri	50,000	...	...	90,000
...	4,583,337	150,000	...	...	...	4,733,337		5,121,866	(388,529)	...	4,492,997

							Relations et activités bilatérales				
...	312,000	...	...	...	...	312,000	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (2,000,000 SEK)	98,287	213,713	...	192,036
...	220,000	...	...	...	...	220,000	Réunion de la CSCE groupant des spécialistes des droits de la personne	89,292	130,708	...	...
...	1,841,456	...	...	...	...	1,841,456	Institut interaméricain pour la coopération en agriculture ($1,420,000 É-U)	1,840,028	1,428	...	1,817,279
...	26,748	...	...	...	...	26,748	Institut international pour les sciences administratives (1,200,000 FB)	25,274	1,474	...	21,684
...	574,482	...	...	...	...	574,482	Versement à la Commission du parc international Roosevelt de Campobello, sous réserve et aux fins des dispositions de la Loi concernant la Commission établie pour administrer le parc international Roosevelt Campobello ($443,000 É-U)	568,014	6,468	...	534,079
...	...	23,600	...	...	...	23,600	Centre parlementaire pour les affaires extérieures et le commerce pour une conférence sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	23,005	595	...	...
...	...	75,000	...	...	...	75,000	Chambre de commerce du Canada pour la coopération économique dans la région du Pacifique	75,000	...	...	...
...	...	450,000	...	...	...	450,000	Secrétariat du Commonwealth pour le groupe de personnalités qui travaille sur l'Afrique du Sud	450,000	...	...	...
...	...	10,000	...	...	...	10,000	Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie	10,000	...	...	...
...	2,974,686	558,600	...	...	...	3,533,286		3,178,900	354,386	...	2,565,078
							Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration				
...	...	...	...	149,000	...	149,000	Ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni (£73,640)	113,102	35,898	...	...
							Relations avec les gouvernements étrangers et les institutions intergouvernementales				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	391,520
...	143,233,391	1,037,725	...	149,000	...	144,420,116	Total—Contributions	143,099,213	1,320,903	...	133,308,143
							Sommaire du programme par activité				
...	...	4,500	...	...	...	4,500	Politique étrangère, priorités et coordination	4,500	...	...	...
...	35,993,000	...	...	...	...	35,993,000	Expansion du commerce extérieur	34,652,950	1,340,050	...	34,048,324
...	11,946,649	...	...	...	...	11,946,649	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	12,757,436	(810,787)	...	11,033,967
...	93,518,904	342,025	...	...	...	93,860,929	Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	92,346,133	1,514,796	...	85,398,602
...	11,158,668	750,000	...	...	...	11,908,668	Affaires sociales et programmes	11,793,631	115,037	...	13,147,230
...	3,573,686	1,263,600	...	...	...	4,837,286	Relations et activités bilatérales	4,482,900	354,386	...	3,163,378
...	130,500	...	...	149,000	52,735	332,235	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	296,337	35,898	...	155,486
...	...	...	...	...	...	...	Relations avec les gouvernements étrangers et les institutions intergouvernementales	...	...	...	556,520
...	...	...	...	...	...	...	Information et relations culturelles	...	...	...	2,600,000
...	156,321,407	2,360,125	...	149,000	52,735	158,883,267	**Total du programme**	156,333,887	2,549,380	...	150,103,507

Paiements de transfert—*Suite*

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Programme des céréales et des graines oléagineuses[1]											
Subventions											
Céréales et graines oléagineuses											
Subvention au Conseil canadien des producteurs de canola pour améliorer les procédés de fabrication des produits de la graine de colza du Canada	...	**400,000**	...	...	...	...	**400,000**	**400,000**	...	...	**400,000**
Contributions											
Céréales et graines oléagineuses											
Droits d'affiliation au Conseil international du blé	...	347,000	...	...	...	...	347,000	240,349	106,651	...	211,225
Conseil des grains du Canada	...	90,000	...	...	...	...	90,000	90,000	...	...	81,000
Paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vue de faciliter la vente à crédit du grain et des produits du grain aux pays en développement	...	1,800,000	...	...	...	...	1,800,000	1,160,141	639,859	...	3,099,491
Institut canadien international des céréales	...	1,508,000	...	...	...	...	1,508,000	1,508,000	...	...	1,228,062
Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exportation	...	1,296,000	...	...	(595,682)	...	700,318	513,448	186,870	...	713,027
Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	1,256,064	743,936	...	2,000,000
Contribution au gouvernement brésilien pour couvrir les coûts techniques et de construction entraînés par l'acquisition et la construction de silos et d'installations de manutention de céréales à des points d'importation et de distribution de céréales au Brésil	...	...	...	...	571,682	...	571,682	571,682	...	...	1,548,719
Contribution au Sommet de la commercialisation des grains	...	...	...	...	24,000	....	24,000	24,000	...	...	...
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	73,107
Total—Contributions	...	**7,041,000**	...	...	...	...	**7,041,000**	**5,363,684**	**1,677,316**	...	**8,954,631**
Total du programme	...	**7,441,000**	...	...	...	...	**7,441,000**	**5,763,684**	**1,677,316**	...	**9,354,631**

							Programme des expositions internationales				
							Subventions				
...	2,100,000	...	...	350,000	...	2,450,000	Expositions internationales Expo 86, Vancouver	2,386,552	63,448	...	...
							Contributions				
...	14,000	...	...	...	...	14,000	Expositions internationales Droits d'affiliation du Canada au Bureau international des expositions	11,171	2,829	...	...
...	2,114,000	...	...	350,000	...	2,464,000	**Total du programme**	2,397,723	66,277	...	...
...	165,876,407	2,360,125	...	499,000	52,735	168,788,267	**Total du département**	164,495,294	4,292,973	...	159,458,138
							Agence canadienne de développement international				
							Subventions				
							Coopération de pays à pays				
...	7,400,000	...	...	...	...	7,400,000	Bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth	5,465,492	1,934,508	...	3,946,223
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Bourses d'études accordées par l'ACDI à des Canadiens qui font des études se rattachant à l'aide au développement international	500,000	...	...	450,000
...	500,000	...	...	...	...	500,000	(S) Subvention à la Fondation Asie-Pacifique du Canada	500,000	...	...	500,000
...	8,400,000	...	...	...	...	8,400,000		6,465,492	1,934,508	...	4,896,223
							Initiatives internationales				
...	126,000,000	...	...	(1,200,000)	...	124,800,000	Aide au développement aux organismes et institutions de développement international pour leur fonctionnement et leurs programmes généraux pour les programmes et projets précis ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	124,537,546	262,454	...	122,294,076
...	165,000,000	...	...	...	...	165,000,000	Aide alimentaire fournie à des organismes non gouvernementaux internationaux ou à des institutions de développement international et destinée à des bénéficiaires de pays en développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	156,520,646	8,479,354	...	149,900,877
...	41,400,000	...	...	...	...	41,400,000	Aide humanitaire et contingence, aux désastres aux pays, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ainsi qu'à des institutions internationales et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales à l'égard d'opérations et de programmes, projets, activités et appels généraux et particuliers, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	41,400,000	...	...	88,699,957

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	...	2,500,000	2,500,000	(S) Subvention au Centre international de développement des océans	...	2,500,000	...	800,000
...	332,400,000	...	...	(1,200,000)	2,500,000	333,700,000		322,458,192	11,241,808	...	361,694,910
...	340,800,000	...	...	(1,200,000)	2,500,000	342,100,000	Total—Subventions	328,923,684	13,176,316	...	366,591,133
							Contributions				
							Coopération de pays à pays				
...	532,100,000	...	...	(700,000)	...	531,400,000	Aide au développement aux pays en développement, à leurs organismes et institutions ainsi que des contributions aux organismes et institutions de développement régional et international, aux institutions, organismes et agences canadiennes à l'appui de projets, programmes et activités locales et régionales, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	476,107,293	55,292,707	...	459,870,183
...	157,700,000	...	...	9,700,000	...	167,400,000	Contributions versées à des organisations, institutions et agences canadiennes, et régionales de développement ainsi qu'aux gouvernements provinciaux à leurs organismes et agences à l'appui de programmes, projets et activités de coopération et développement reliés à l'éducation, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	153,369,478	14,030,522	...	137,449,269
...	35,600,000	...	...	(1,100,000)	...	34,500,000	Encouragements aux investisseurs, institutions et organisations du secteur privé du Canada, aux institutions internationales, aux gouvernements de pays en développement, à leurs organismes et agences, aux institutions locales et régionales des pays en développement, ainsi qu'aux organisations à l'appui de programmes et projets de coopération industrielle, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	27,826,285	6,673,715	...	38,506,303

...	197,500,000	...	...	(3,800,000)	...	193,700,000	Aide alimentaire fournie aux pays en développement, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organismes non gouvernementaux canadiens et destinée à des bénéficiaires de pays en développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	191,285,286	2,414,714	...	235,950,410
...	922,900,000	...	...	4,100,000	...	927,000,000		848,588,342	78,411,658	...	871,776,165
							Initiatives internationales				
...	3,000,000	...	...	(500,000)	...	2,500,000	Contributions versées à des institutions et organisations de développement international à l'appui de programmes et projets précis d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	1,470,119	1,029,881	...	2,439,864
...	19,500,000	...	...	(2,400,000)	...	17,100,000	Contributions à des organismes non gouvernementaux internationaux à l'appui de programmes et de projets d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	15,881,162	1,218,838	...	18,012,888
...	22,500,000	...	...	(2,900,000)	...	19,600,000		17,351,281	2,248,719	...	20,452,752
...	**945,400,000**	...	...	**1,200,000**	...	**946,600,000**	Total—Contributions	**865,939,623**	**80,660,377**	...	**892,228,917**
							Sommaire du programme par activité				
...	931,300,000	...	...	4,100,000	...	935,400,000	Coopération de pays à pays	855,053,834	80,346,166	...	876,672,388
...	354,900,000	...	...	(4,100,000)	2,500,000	353,300,000	Initiatives internationales	339,809,473	13,490,527	...	382,147,662
...	**1,286,200,000**	...	...	...	**2,500,000**	**1,288,700,000**	**Total du programme**	**1,194,863,307**	**93,836,693**	...	**1,258,820,050**
...	**1,452,076,407**	**2,360,125**	...	**499,000**	**2,552,735**	**1,457,488,267**	**Total du ministère**	**1,359,358,601**	**98,129,666**	...	**1,418,278,188**

(S) Paiement de transfert statutaire.

[1] Les paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et les paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest ont été transférés au Programme de développement du secteur agro-alimentaire du département de l'Agriculture.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des intérêts du Canada à l'étranger			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Passeports			
Frais de passeports	19,451,000	21,471,812	20,315,599
Total du programme—Budgétaire	19,451,000	21,471,812	20,315,599
Programme des céréales et des graines oléagineuses			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Frais de passeports	...	...	2,337
Total du programme—Budgétaire	...	...	2,337
Total du ministère—Budgétaire	19,451,000	21,471,812	20,317,936

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Associations et organismes internationaux—		
Obligations des Nations Unies	17,537	24,732
Employés en mission à l'étranger	690,273	568,024
Autres comptes—		
Divers—Autres	3,178	...
	710,988	592,756
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Avances comptables	807,828	757,135
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,811,769	957,455
Quote-part du Canada des soldes non utilisés des contributions d'organismes internationaux évaluées au cours de l'exercice précédent	4,225,766	3,761,545
Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	1,375,712	893,708
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies—Paiements de transfert	...	340,225
Divers	2,306,141	2,135,615
	11,527,216	8,845,683
Privilèges, licences et permis—		
Permis d'importation/exportation	1,080,489	1,079,545
Location de locaux à l'usage du personnel	11,992,239	10,534,666
Location d'automobiles de la Couronne et transport interchangeant	215,049	154,384
Recouvrement des coûts de visa	511,967	...
Divers	54,821	62,848
	13,854,565	11,831,443
Rémunérations de services—		
Frais de services consulaires	110,498	124,636
Divers	2,665	977
	113,163	125,613
Produits des ventes	16,690	13,791

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Services rendus au nom du Bureau des passeports	1,177,545	1,050,687
Part de loyer de location d'organismes internationaux	840,603	725,961
Remise de surplus de fonds—Programme d'amélioration des pratiques de gestion de la trésorerie (Centre de recherches pour le développement international)	4,000,000	...
Divers	2,922,146	648,392
	8,940,294	2,425,040
Total du département	**35,162,916**	**23,834,326**
Agence canadienne de développement international		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Pays en voie de développement—Aide au développement international	6,688,025	5,919,622
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,766,948	1,791,741
Rémunérations de services—		
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en voie de développement	248,424	219,733
Autres recettes non fiscales—		
Divers	96,998	84,679
Total du programme	**9,800,395**	**8,015,775**
Société pour l'expansion des exportations		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société pour l'expansion des exportations	14,999,529	24,069,088
Expansion du commerce d'exportation (Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement)	29,563,736	27,101,448
Expansion du commerce d'exportation (Divers)	25,768,027	17,943,786
	70,331,292	69,114,322
Autres recettes non fiscales—		
Garanties recouvrables	...	6,921,627
Divers	12,304,596	1,692,914
	12,304,596	8,614,541
Total du programme	**82,635,888**	**77,728,863**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission mixte internationale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,500	6,207
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	5,763
	1,500	11,970
Autres recettes non fiscales—		
Quote-part des États-Unis aux dépenses du bureau régional de Windsor	491,465	450,620
Quote-part des États-Unis—Imprimerie	14,153	...
Diverses recettes	210	20
	505,828	450,640
Total du programme	**507,328**	**462,610**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	77,730,305	75,626,700
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	14,295,664	10,649,394
Privilèges, licences et permis	13,854,565	11,831,443
Rémunérations de services	361,587	345,346
Produits des ventes	16,690	13,791
Autres recettes non fiscales	21,847,716	11,574,900
Total du ministère	**128,106,537**	**110,041,574**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1985-86

Affaires indiennes et Nord canadien

Département
Commission d'énergie du Nord canadien

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	4.2
Sommaire du ministère	4.5
Programmes par activité	4.10
Paiements de transfert	4.16
Détail des montants portés au crédit	4.27
Recettes	4.27

Département

Programme d'administration

Objectif

Assurer la gestion efficace du ministère et de ses programmes d'une manière qui répond à son mandat, aux priorités ministérielles et parlementaires, aux directions des agences centrales et aux besoins globaux des clients du ministère.

Description des activités

Direction
Fonctionnement du cabinet du Ministre, du bureau du sous-ministre, du bureau du sous-ministre adjoint (Orientations générales), le sous-ministre adjoint (Finances et services professionnels), le directeur général (Services du personnel), le directeur général (Gestion des communications) et leur personnel respectif.

Orientations générales
Définit le cadre stratégique à l'intérieur duquel les politiques ministérielles sont développées; recherche et élabore les politiques; gère les relations intergouvernementales du ministère; évalue l'efficacité des politiques et des programmes ministériels.

Finances et services professionnels
Prestation de services au sein du ministère: orientation de la gestion financière et administration; services des marchés et services techniques de l'administration centrale; systèmes de gestion et de services; services de traductions et contentieux; fonction de vérification interne.

Services du personnel
Prestation de développement de programmes et de politiques au sein du ministère dans le cadre de la gestion du personnel; prestation de direction des fonctions et contrôle des opérations du personnel dans les régions.

Communications
Fournit des conseils en communication à la gestion supérieure au ministère à travers le développement des politiques de communication, du niveau et des stratégies; fournit des services de direction des fonctions et d'opérations dans le cadre de publication, d'affiches, d'audio-visuel, de demandes de renseignements du grand public et des relations avec les médias par l'entremise des programmes ministériels.

Programme des affaires indiennes et inuit

Objectif

Conformément aux principes d'autodéveloppement, d'accès aux possibilités, de responsabilité et de participation au sein de la société canadienne, aider les Indiens et les Inuit à satisfaire leurs aspirations et leurs besoins dans le domaine de l'éducation et sur le plan culturel et social de même qu'en ce qui concerne leur développement économique et communautaire, et veiller à ce que le Canada remplisse ses obligations et ses responsabilités constitutionnelles et légales envers les Indiens et les Inuit.

Description des activités

Réserves et fidéicommis
Fournit la gestion et le contrôle des terres indiennes et des ressources naturelles dans les réserves indiennes; administration, au nom des Indiens et des Inuit, des responsabilités fiduciaires énoncées dans la Loi sur les Indiens, inclut la mise à jour des listes des membres.

Enseignement primaire et secondaire
École maternelle, enseignement primaire et secondaire qui permet la stimulation de la dignité et de l'amour-propre au moyen de la prestation de services éducationnels se rattachant aux besoins sociaux, économiques, culturels et aux conditions des bandes indiennes et des Inuit.

Éducation postsecondaire
Programme se rattachant à l'aide financière et aux services de soutien de l'enseignement aux individus inscrits dans les établissements postsecondaires.

Aide sociale
Fournit et prend des mesures en vue de la prestation de soutien du revenu et de services familiaux aux particuliers qui en ont besoin.

Services du bien-être
Aide et services afin de nourrir et protéger les enfants, les individus et les familles demeurant dans les réserves.

Autres services d'éducation et services sociaux
Aide fournie aux Indiens, aux bandes indiennes et aux Inuit afin de développer des services culturels pertinents par la création de centres culturels et éducationnels; aide en créant un niveau de services sociaux et communautaires qui répond à leurs besoins.

Développement économique
Aide fournie aux Indiens, aux bandes indiennes et aux Inuit en vue de créer des possibilités d'emploi et de développement commercial et socio-économique.

Gestion des bandes
Soutien aux bandes en ce qui a trait à l'auto-administration des programmes; aide pour accroître leur capacité à diriger leurs communautés.

Immobilisations et services communautaires
Soutien à l'amélioration matérielle et à la protection des communautés, y compris le logement, la protection et autres services communautaires essentiels ainsi que les installations récréatives et éducatives.

Gestion du programme
Prestation de l'élaboration de politiques, de coordination, de planification de programmes de la direction et de contrôle à l'administration centrale, au niveau régional et par district.

Administration du programme
Activités relatives à la prestation de services de consultation et de services de soutien à la gestion pour le programme dans les opérations régionales du ministère; inclus les services financiers et comptables du personnel, des communications et des systèmes de soutien des fonctions.

Objectif

Favoriser, en collaborant avec les gouvernements territoriaux et en coordonnant l'activité des ministères et organismes fédéraux, le développement social, culturel et politique et l'expansion économique du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, en mettant l'accent sur les besoins des Autochtones du Nord et sur la protection de l'environnement du Nord.

Description des activités

Coordination et développement social du Nord
Négociation et administration d'ententes financières avec les gouvernements territoriaux; recherche et analyse en matière de développement constitutionnel; promotion de l'art inuit et financement des entreprises des Autochtones situées dans les territoires; administration de programmes de formation professionnelle et de formation en cours d'emploi; prestation de services de recherches et de secrétariat pour le Comité consultatif de la mise en valeur du Nord canadien; évaluation et analyse des programmes et des activités du gouvernement fédéral et des gouvernements territoriaux dans le Nord; consultation sur les aspects scientifiques des affaires circumpolaires; administration d'un programme de subventions à l'intention des universités et des centres de recherches sur le Nord à l'appui de recherches scientifiques dans le Nord; promotion et analyse de la recherche sociale sur le Nord.

Planification économique du Nord
Analyse et planification de programmes socio-économiques pour le Nord en coopération avec les gouvernements territoriaux; analyse des propositions visant l'expansion régionale et négociation des ententes sur l'expansion économique régionale avec les gouvernements territoriaux; coordination des études socio-économiques et des examens publics et analyse des projets d'acheminement de l'énergie dans le Nord; analyse des ressources financières, évaluation des sociétés d'État dans le Nord et création d'emplois et d'occasions d'emploi pour les habitants défavorisés des régions septentrionales, en coopération avec les gouvernements territoriaux.

Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord
Élaboration de politiques et de plans, gestion des ressources naturelles renouvelables en eau, terres et forêts et protection de l'environnement dans les territoires.

Ressources non renouvelables du Nord
Élaboration de politiques et de plans, et gestion des ressources naturelles non renouvelables en pétrole, minéraux et gaz dans les territoires.

Routes du Nord
Construction de routes et de voies d'accès aux ressources dans les territoires.

Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada
Préparation de lois et règlements; négociation, disposition et gestion des droits sur le pétrole et le gaz; approbation des plans de développement et de production; supervision et réglementation des activités se rapportant au pétrole et au gaz; évaluation du potentiel pétrolier et gazier; négociation et contrôle des bénéfices canadiens; élaboration des conditions écologiques, incluant des plans d'urgence en cas de déversement accidentel de pétrole, en encourageant la recherche appliquée sur le pétrole et le gaz relativement au processus d'approbation; enfin la coordination des efforts interministériels et intergouvernementaux concernant la cogestion des ressources.

Étude de l'environnement
Subventionner les études environnementales et sociales nécessaires pour déterminer s'il convient d'autoriser des activités d'exploration pétrolière et

gazière et d'aménagement dans les terres du Canada situées dans le Nord; c'est-à-dire incorporer au fonctionnement du fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement la fonction de gestion du programme qui y est liée directement; et, en vertu du paragraphe 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, payer les dépenses raisonnables consécutives aux études sociales ou environnementales, si le Ministre les juge nécessaires; et, en vertu des paragraphes 49(4), (7) et (11) de ladite loi, imposer aux propriétaires de droits un montant à verser selon les modalités prescrites par le Ministre.

Programme de transferts aux gouvernements territoriaux

Objectif

Verser des fonds aux gouvernements territoriaux conformément aux ententes entamées par le ministre des Finances avec l'approbation du gouverneur en conseil de la part du gouvernement du Canada et des Commissaires du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest de la part de leur gouvernement respectif.

Description de l'activité

Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux
Paiements aux gouvernements territoriaux afin de compenser en partie les coûts des gouvernements territoriaux dans la prestation de services à leurs résidents.

Programme des revendications des Autochtones

Objectif

Permettre le règlement de revendications des Autochtones selon le processus de négociation.

Description des activités

Financement des revendicateurs des Autochtones
Aide financière pour la préparation, la présentation et la négociation des revendications acceptées.

Négociations des revendications
Processus de résolution pour le règlement de revendications acceptées des Autochtones.

Règlements
Indemnisation aux revendicateurs autochtones conformément aux ententes.

Commission d'énergie du Nord canadien

Objectif

Aménager des installations publiques et des réseaux de distribution autonomes dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et à d'autres endroits au Canada.

Description de l'activité

Aménagement d'installations publiques
Construction et exploitation d'installations publiques dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et à Field (Colombie-Britannique).

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	47,547,000	...	...	47,547,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	14,586	14,586		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(284,000)	(284,000)		Virement au crédit 45				
...	47,547,000	...	(269,414)	47,277,586		Total—Crédit 1	40,795,822	6,481,764	...	45,426,336
...	42,000	...	(2,470)	39,530	(S)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,683
...	4,608,000	...	473,000	5,081,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,081,000	...	...	5,056,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	270
...	**52,197,000**	**...**	**201,116**	**52,398,116**		**Total du programme—Budgétaire**	**45,916,352**	**6,481,764**	**...**	**50,524,289**
						Programme des affaires indiennes et inuit				
...	278,546,000	...	...	278,546,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	5a	Pour autoriser le gouvernement à garantir des prêts aux fins de logement aux bandes cries et à la bande naskapie (du Québec) conformément à la Loi nationale sur l'habitation				
...	...	1	...	1	5c	Pour porter de $250,000,000 à $350,000,000 les garanties à l'égard des prêts conformément au crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits et de $30,000,000 à $33,000,000 conformément au crédit L53b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits				
...	...	...	257,621	257,621		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(51,933,058)	(51,933,058)		Virement au crédit 15				
...	278,546,000	2	(51,675,437)	226,870,565		Total—Crédit 5	211,239,301	15,631,264	...	235,734,652
...	94,194,000	...	...	94,194,000	10	Dépenses en capital				
...	...	...	(34,495,723)	(34,495,723)		Virement au crédit 15				
...	94,194,000	...	(34,495,723)	59,698,277		Total—Crédit 10	59,360,304	337,973	...	64,097,325
...	1,111,376,000	...	...	1,111,376,000	15	Subventions et contributions				
...	...	30,677,000	...	30,677,000	15b	Virement de $2,451,000 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	54,851,901	...	54,851,901	15c	Virement de $49,482,058 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien) et de $34,495,723 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien)				

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	...	...	51,933,058	51,933,058		Virement du: crédit 5				
...	...	...	34,495,723	34,495,723		crédit 10				
...	...	...	22,000	22,000		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(2,714,678)	(2,714,678)		Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent				
...	1,111,376,000	85,528,901	83,736,103	1,280,641,004		Total—Crédit 15	1,268,408,356	12,232,648	...	1,154,310,548
...	880,000	...	(46,709)	833,291	(S)	Rentes versées aux Indiens (Loi sur les Indiens)	833,291	...	...	876,035
...	20,058,000	...	2,056,000	22,114,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,114,000	...	...	19,999,000
...	...	...	495,522	495,522	(S)	Remise de prêts consentis sur le Compte d'aide domiciliaire aux Indiens	495,522	...	...	688,630
...	...	...	493,092	493,092	(S)	Paiement en vertu de prêts garantis aux Indiens—Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole	493,092	...	...	345,285
5,537,466	...	...	...	5,537,466	(S)	Paiement du Fonds de revenu consolidé en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens	486,413	...	5,051,053	75,907
...	...	...	49,509	49,509	(S)	Arrêts de la Cour suprême	49,509	...	...	...
...	...	...	8,641	8,641	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	8,641	...	...	17,870
...	...	...	2,492	2,492	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	2,492	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	11,665,982
5,537,466	1,505,054,000	85,528,903	623,490	1,596,743,859		Total budgétaire	1,563,490,921	28,201,885	5,051,053	1,487,811,234
15,511,256	...	...	...	15,511,256	L15	Prêts pour la construction de maisons en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens. Tel que modifié par le crédit L15 de la Loi nº 2 de 1978 portant affectation de crédits. Limite $20,000,000. (Net)	333,871	...	15,177,385	(90,094)
23,494,943	...	...	...	23,494,943	L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit L20 de la Loi nº 3 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $70,000,000. (Net)	2,415,240	...	21,079,703	1,800,717
39,006,199	...	...	...	39,006,199		Total non budgétaire	2,749,111	...	36,257,088	1,710,623
5,537,466	**1,505,054,000**	**85,528,903**	**623,490**	**1,596,743,859**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,563,490,921**	**28,201,885**	**5,051,053**	**1,487,811,234**
39,006,199	**...**	**...**	**...**	**39,006,199**		**Non budgétaire**	**2,749,111**	**...**	**36,257,088**	**1,710,623**

						Programme des affaires du Nord				
...	72,287,000	...	...	72,287,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	828,000	...	828,000	20b	Pour garantir à la Curragh Resources pour la réouverture de la mine Cyprus Anvil, des prêts ne dépassant pas $11,475,000 pour une période maximale de dix-huit mois et pour prévoir un montant supplémentaire de				
...	...	528,200	...	528,200	20c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	43,636	43,636		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	72,287,000	1,356,200	43,636	73,686,836		Total—Crédit 20	64,879,455	8,807,381	...	68,681,206
...	21,147,000	...	...	21,147,000	25	Dépenses en capital				
...	...	75,000	...	75,000	25b	Dépenses en capital				
...	...	...	(250,000)	(250,000)		Virement au crédit 30				
...	21,147,000	75,000	(250,000)	20,972,000		Total—Crédit 25	18,618,045	2,353,955	...	26,816,337
336,764	26,845,500	...	...	27,182,264	30	Subventions et contributions				
...	...	13,076,040	...	13,076,040	30b	Subventions et contributions				
...	...	9,350,000	...	9,350,000	30c	Virement de $250,000 du crédit 25 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	250,000	250,000		Virement du crédit 25				
336,764	26,845,500	22,426,040	250,000	49,858,304		Total—Crédit 30	45,249,701	4,271,839	336,764	53,115,883
...	4,572,000	...	480,000	5,052,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,052,000	...	...	4,540,000
2,964,251	2,886,000	...	(2,886,000)	2,964,251	(S)	Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement	942,722	...	2,021,529	(1,132,623)
...	...	...	138,737	138,737	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	138,737	...	...	2,552,010
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	406,465
3,301,015	127,737,500	23,857,240	(2,223,627)	152,672,128		Total budgétaire	134,880,660	15,433,175	2,358,293	154,979,278
320,000	...	...	...	320,000	L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du Territoire aux termes de la Loi nationale sur l'habitation et de la Loi nº 3 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $320,000. (Net)	...	...	320,000	...
4,177,646	...	...	...	4,177,646	L55	Provision au fonds de prêts aux Esquimaux de prêts consentis aux Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides nº 3 de 1953 et telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi nº 2 de 1978-79 portant affectation de crédits. Limite $7,072,000. (Net)	(153,472)	...	4,331,118	(927,144)
4,637,918	...	...	...	4,637,918	L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite $5,000,000. (Loi nº 4 de 1969 portant affectation de crédits). (Net)	(8,495)	...	4,646,413	(21,626)
9,135,564	...	...	...	9,135,564		Total non budgétaire	(161,967)	...	9,297,531	(948,770)
3,301,015	**127,737,500**	**23,857,240**	**(2,223,627)**	**152,672,128**		**Total du programme—Budgétaire**	**134,880,660**	**15,433,175**	**2,358,293**	**154,979,278**
9,135,564	**...**	**...**	**...**	**9,135,564**		**Non budgétaire**	**(161,967)**	**...**	**9,297,531**	**(948,770)**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Programme de transferts aux gouvernements territoriaux[2]				
...	138,000,000	...	...	138,000,000	35	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon				
...	...	789,000	...	789,000	35c	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon				
...	138,000,000	789,000	...	138,789,000		Total—Crédit 35	138,788,215	785	...	113,249,043
...	440,000,000	...	...	440,000,000	40	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest				
...	...	7,390,000	...	7,390,000	40c	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest				
...	440,000,000	7,390,000	...	447,390,000		Total—Crédit 40	447,390,000	...	...	381,595,883
...	578,000,000	8,179,000	...	586,179,000		**Total du programme—Budgétaire**	586,178,215	785	...	494,844,926
						Programme des revendications des Autochtones				
...	4,348,000	...	...	4,348,000	45	Dépenses de fonctionnement				
...	...	4,416,000	...	4,416,000	45b	Virement de $284,000 du crédit 1 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	329,100	...	329,100	45c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	284,000	284,000		Virement du: crédit 1				
...	...	...	339,293	339,293		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	2,244	2,244		CT, crédit 10[1]				
...	4,348,000	4,745,100	625,537	9,718,637		Total—Crédit 45	8,307,018	1,411,619	...	...
...	16,360,000	...	...	16,360,000	50	Subventions et contributions				
...	...	6,587,000	...	6,587,000	50b	Subventions et contributions				
...	...	12,940,565	...	12,940,565	50c	Subventions et contributions				
...	16,360,000	19,527,565	...	35,887,565		Total—Crédit 50	35,737,633	149,932	...	32,020,728
...	1,000,000	...	...	1,000,000	(S)	Subvention à la Société Inuvialuit régionale par suite du règlement compensatoire en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	1,000,000	...	...	12,000,000
...	385,000	...	40,000	425,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	425,000	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	18,879,855
...	22,093,000	24,272,665	665,537	47,031,202		Total budgétaire	45,469,651	1,561,551	...	62,900,583

...	14,303,000	...	...	14,303,000	L55	Prêts à des revendicateurs autochtones pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications. (Brut)	14,104,825	198,175	...	14,128,840
...	1,121,000	...	...	1,121,000	L60	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon, afin de verser des indemnités provisoires aux anciens du Yukon. (Brut)	992,601	128,399	...	969,969
...	30,000,000	...	(30,000,000)	...	(S)	(L) Prêts à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique. Limite $30,000,000. (Brut)	...	...	...	...
...	45,424,000	...	(30,000,000)	15,424,000		Total non budgétaire	15,097,426	326,574	...	15,098,809
...	**22,093,000**	**24,272,665**	**665,537**	**47,031,202**		**Total du programme—Budgétaire**	**45,469,651**	**1,561,551**	...	**62,900,583**
...	**45,424,000**	...	**(30,000,000)**	**15,424,000**		**Non budgétaire**	**15,097,426**	**326,574**	...	**15,098,809**
8,838,481	**2,285,081,500**	**141,837,808**	**(733,484)**	**2,435,024,305**		**Total du département—Budgétaire**	**2,375,935,799**	**51,679,160**	**7,409,346**	**2,251,060,310**
48,141,763	**45,424,000**	...	**(30,000,000)**	**63,565,763**		**Non budgétaire**	**17,684,570**	**326,574**	**45,554,619**	**15,860,662**
						Commission d'énergie du Nord canadien				
...	4,081,000	...	...	4,081,000	L65	Prêts à la Commission pour des dépenses en capital conformément à l'article 15 de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien. (Brut)	3,900,000	181,000	...	5,000,000
...	**4,081,000**	...	...	**4,081,000**		**Total du programme—Non budgétaire**	**3,900,000**	**181,000**	...	**5,000,000**
8,838,481	**2,285,081,500**	**141,837,808**	**(733,484)**	**2,435,024,305**		**Total du ministère—Budgétaire**	**2,375,935,799**	**51,679,160**	**7,409,346**	**2,251,060,310**
48,141,763	**49,505,000**	...	**(30,000,000)**	**67,646,763**		**Non budgétaire**	**21,584,570**	**507,574**	**45,554,619**	**20,860,662**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation statutaire.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.
[2] Antérieurement sous le Programme des affaires du Nord.

Programmes par activité

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
...	2,610,000	...	...	...	470,530	...	3,080,530	Direction	3,475,170	(394,640)	...	3,390,000
...	8,585,000	...	...	(284,000)	...	...	8,301,000	Orientations générales	6,339,213	1,961,787	...	5,679,000
...	30,113,000	...	16,830	(2,244)	...	...	30,127,586	Finances et services professionnels	25,767,434	4,360,152	...	28,262,000
...	7,469,000	...	...	...	...	...	7,469,000	Services du personnel	6,829,250	639,750	...	6,119,000
...	3,316,000	...	...	...	...	...	3,316,000	Communications	3,029,424	286,576	...	2,823,000
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,961,289
...	52,093,000	...	16,830	(286,244)	470,530	...	52,294,116	Total—Fonctionnement	45,440,491	6,853,625	...	50,234,289
								Capital				
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Direction	95,983	(91,983)	...	48,000
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Orientations générales	449	11,551	...	...
...	65,000	...	...	...	...	...	65,000	Finances et services professionnels	345,825	(280,825)	...	238,000
...	19,000	...	...	...	...	...	19,000	Services du personnel	20,095	(1,095)	...	...
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Communications	13,509	(9,509)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	4,000
...	104,000	...	...	...	...	...	104,000	Total—Capital	475,861	(371,861)	...	290,000
								Sommaire du programme				
...	2,614,000	...	...	...	470,530	...	3,084,530	Direction	3,571,153	(486,623)	...	3,438,000
...	8,597,000	...	...	(284,000)	...	...	8,313,000	Orientations générales	6,339,662	1,973,338	...	5,679,000
...	30,178,000	...	16,830	(2,244)	...	...	30,192,586	Finances et services professionnels	26,113,259	4,079,327	...	28,500,000
...	7,488,000	...	...	...	...	...	7,488,000	Services du personnel	6,849,345	638,655	...	6,119,000
...	3,320,000	...	...	...	...	...	3,320,000	Communications	3,042,933	277,067	...	2,823,000
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,965,289
—	52,197,000	—	16,830	(286,244)	470,530	—	52,398,116	**Total du programme—Budgétaire**	45,916,352	6,481,764	—	50,524,289
								Programme des affaires indiennes et inuit				
								Fonctionnement				
...	19,498,000	...	...	(1,982,914)	52,001	...	17,567,087	Réserves et fidéicommis	15,451,084	2,116,003	...	25,681,000

...	79,752,000	...	...	(14,042,637)	...	...	65,709,363	Enseignement primaire et secondaire	62,627,720	3,081,643	...	59,910,326
...	9,013,000	...	...	(3,411,400)	...	...	5,601,600	Éducation postsecondaire	2,063,034	3,538,566	...	2,313,100
...	21,355,000	...	...	(18,759,745)	...	...	2,595,255	Aide sociale	6,882,488	(4,287,233)	...	17,181,400
...	6,945,000	...	...	...	...	...	6,945,000	Services du bien-être	2,734,601	4,210,399	...	4,638,800
...	1,131,000	...	...	(917,576)	...	...	213,424	Autres services d'éducation et services sociaux	599,926	(386,502)	...	705,900
5,537,466	11,390,000	...	257,621	(6,846,434)	325,087	...	10,663,740	Développement économique	11,321,258	(5,708,571)	5,051,053	8,311,600
...	11,526,000	...	...	(2,850,211)	...	...	8,675,789	Gestion des bandes	9,072,484	(396,695)	...	9,594,000
...	50,962,000	...	...	(3,122,141)	672,168	...	48,512,027	Immobilisations et services communautaires	40,184,041	8,327,986	...	43,590,000
...	43,555,000	...	...	...	2,056,000	...	45,611,000	Gestion du programme	43,919,573	1,691,427	...	56,836,100
...	43,477,000	2	...	...	...	...	43,477,002	Administration du programme	40,032,761	3,444,241	...	39,765,100
5,537,466	298,604,000	2	257,621	(51,933,058)	3,105,256	...	255,571,287	Total—Fonctionnement	234,888,970	15,631,264	5,051,053	268,527,326
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Réserves et fidéicommis	21,362	(21,362)	...	202,200
...	...	...	...	...	...	...	...	Enseignement primaire et secondaire	2,714	(2,714)	...	98,800
...	...	...	...	...	...	...	...	Autres services d'éducation et services sociaux	123,409	(123,409)	...	72,000
...	92,058,000	...	...	(34,495,723)	...	...	57,562,277	Immobilisations et services communautaires	56,837,208	725,069	...	60,535,200
...	...	...	...	...	...	...	...	Gestion du programme	652,298	(652,298)	...	792,800
...	2,136,000	...	...	...	...	...	2,136,000	Administration du programme	1,723,313	412,687	...	2,379,100
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	17,225
...	94,194,000	...	...	(34,495,723)	...	...	59,698,277	Total—Capital	59,360,304	337,973	...	64,097,325
								Paiements de transfert				
...	12,893,000	2,074,986	...	660,463	(46,709)	...	15,581,740	Réserves et fidéicommis	15,581,740	...	...	11,743,177
...	310,392,000	8,652,763	...	12,703,002	(2,714,678)	...	329,033,087	Enseignement primaire et secondaire	329,033,087	...	...	370,165,961
...	50,156,000	16,532,700	...	4,945,039	...	...	71,633,739	Éducation postsecondaire	71,633,739	...	...	22,590,449
...	223,318,000	11,153,155	...	17,679,171	...	...	252,150,326	Aide sociale	252,150,326	...	...	223,351,222
...	57,305,000	13,562,100	...	2,885,969	...	...	73,753,069	Services du bien-être	73,753,069	...	...	59,028,940
...	10,740,000	530,024	...	1,108,099	...	...	12,378,123	Autres services d'éducation et services sociaux	12,378,123	...	...	...
...	45,015,000	24,488,966	22,000	4,784,012	...	...	74,309,978	Développement économique	74,211,724	98,254	...	63,923,493
...	112,664,000	4,970,189	...	2,850,211	...	...	120,484,400	Gestion des bandes	118,610,023	1,874,377	...	116,130,678
...	289,773,000	3,564,018	...	38,812,815	...	...	332,149,833	Immobilisations et services communautaires	321,889,816	10,260,017	...	288,252,663
...	1,112,256,000	85,528,901	22,000	86,428,781	(2,761,387)	...	1,281,474,295	Total—Paiements de transfert	1,269,241,647	12,232,648	...	1,155,186,583
								Non budgétaire				
23,494,943	...	...	...	...	...	...	23,494,943	Développement économique	2,415,240	...	21,079,703	1,800,717
15,511,256	...	...	...	...	...	...	15,511,256	Immobilisations et services communautaires	333,871	...	15,177,385	(90,094)
39,006,199	...	...	...	...	...	...	39,006,199	Total—Non budgétaire	2,749,111	...	36,257,088	1,710,623

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
...	32,391,000	2,074,986	...	(1,322,451)	5,292	...	33,148,827	Réserves et fidéicommis	31,054,186	2,094,641	...	37,626,377
...	390,144,000	8,652,763	...	(1,339,635)	(2,714,678)	...	394,742,450	Enseignement primaire et secondaire	391,663,521	3,078,929	...	430,175,087
...	59,169,000	16,532,700	...	1,533,639	...	...	77,235,339	Éducation postsecondaire	73,696,773	3,538,566	...	24,903,549
...	244,673,000	11,153,155	...	(1,080,574)	...	...	254,745,581	Aide sociale	259,032,814	(4,287,233)	...	240,532,622
...	64,250,000	13,562,100	...	2,885,969	...	...	80,698,069	Services du bien-être	76,487,670	4,210,399	...	63,667,740
...	11,871,000	530,024	...	190,523	...	...	12,591,547	Autres services d'éducation et services sociaux	13,101,458	(509,911)	...	777,900
								Développement économique—				
5,537,466	56,405,000	24,488,966	279,621	(2,062,422)	325,087	...	84,973,718	Budgétaire	85,532,982	(5,610,317)	5,051,053	72,235,093
23,494,943	...	...	...	...	...	...	23,494,943	Non budgétaire	2,415,240	...	21,079,703	1,800,717
...	124,190,000	4,970,189	...	...	...	...	129,160,189	Gestion des bandes	127,682,507	1,477,682	...	125,724,678
								Immobilisations et services communautaires—				
...	432,793,000	3,564,018	...	1,194,951	672,168	...	438,224,137	Budgétaire	418,911,065	19,313,072	...	392,377,863
15,511,256	...	...	...	...	...	...	15,511,256	Non budgétaire	333,871	...	15,177,385	(90,094)
...	43,555,000	...	...	...	2,056,000	...	45,611,000	Gestion du programme	44,571,871	1,039,129	...	57,628,900
...	45,613,000	2	...	...	...	...	45,613,002	Administration du programme	41,756,074	3,856,928	...	42,144,200
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	17,225
								Total du programme—				
5,537,466	1,505,054,000	85,528,903	279,621	—	343,869	—	1,596,743,859	**Budgétaire**	1,563,498,921	28,201,885	5,051,053	1,487,811,234
39,006,199	—	—	—	—	—	—	39,006,199	**Non budgétaire**	2,749,111	—	36,257,088	1,710,623
								Programme des affaires du Nord				
								Fonctionnement				
...	6,507,000	169,200	...	...	18,759	...	6,694,959	Coordination et développement social du Nord	4,826,976	1,867,983	...	8,037,376
...	3,458,000	3,000	...	...	21,600	...	3,482,600	Planification économique du Nord	3,400,665	81,935	...	3,298,414
...	45,610,000	825,000	43,636	...	379,198	...	46,857,834	Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord	44,604,740	2,253,094	...	46,206,653
...	10,418,000	359,000	...	...	163,013	...	10,940,013	Ressources non renouvelables du Nord	10,152,743	787,270	...	9,041,996
...	1,456,000	...	...	...	36,167	...	1,492,167	Routes du Nord	1,270,624	221,543	...	1,474,559
...	9,410,000	...	...	...	...	...	9,410,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	5,814,445	3,595,555	...	8,120,683
2,964,251	371,000	...	...	...	(1,292,971)	(385,000)	1,657,280	Étude de l'environnement	(364,249)	...	2,021,529	(2,805,363)
...	(385,000)	...	...	...	...	385,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
2,964,251	76,845,000	1,356,200	43,636	...	(674,234)	...	80,534,853	Total—Fonctionnement	69,705,944	8,807,380	2,021,529	73,374,318

								Capital				
...	82,000	...	...	...	...	...	82,000	Coordination et développement social du Nord	95,884	(13,884)	...	102,495
...	...	...	...	...	...	...	...	Planification économique du Nord	131,588	(131,588)	...	...
...	3,821,000	75,000	...	...	...	...	3,896,000	Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord	3,188,909	707,091	...	3,859,149
...	380,000	...	...	...	...	...	380,000	Ressources non renouvelables du Nord	469,718	(89,718)	...	167,447
...	16,811,000	...	...	(250,000)	...	...	16,561,000	Routes du Nord	14,701,346	1,859,654	...	22,340,080
...	53,000	...	...	...	...	...	53,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	30,600	22,400	...	347,167
...	21,147,000	75,000	...	(250,000)	...	...	20,972,000	Total—Capital	18,618,045	2,353,955	...	26,816,338
								Paiements de transfert				
336,764	21,385,000	4,787,400	...	(44,000)	...	...	26,465,164	Coordination et développement social du Nord	23,032,297	3,096,103	336,764	33,873,724
...	5,296,000	16,488,640	...	294,000	...	...	22,078,640	Planification économique du Nord	21,310,286	768,354	...	18,415,698
...	116,000	1,150,000	...	...	...	...	1,266,000	Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord	860,117	405,883	...	104,328
...	48,500	...	...	...	...	...	48,500	Ressources non renouvelables du Nord	47,000	1,500	...	722,132
...	2,900,000	...	...	...	(1,593,029)	...	1,306,971	Étude de l'environnement	1,306,971	...	...	1,672,740
336,764	29,745,500	22,426,040	...	250,000	(1,593,029)	...	51,165,275	Total—Paiements de transfert	46,556,671	4,271,840	336,764	54,788,622
								Non budgétaire				
4,497,646	...	...	...	...	...	...	4,497,646	Coordination et développement social du Nord	(153,472)	...	4,651,118	(927,144)
4,637,918	...	...	...	...	...	...	4,637,918	Planification économique du Nord	(8,495)	...	4,646,413	(21,626)
9,135,564	...	...	...	...	...	...	9,135,564	Total—Non budgétaire	(161,967)	...	9,297,531	(948,770)
								Sommaire du programme				
336,764	27,974,000	4,956,600	...	(44,000)	18,759	...	33,242,123	Coordination et développement social du Nord—Budgétaire	27,955,157	4,950,202	336,764	42,013,595
4,497,646	...	...	...	...	...	...	4,497,646	Non budgétaire	(153,472)	...	4,651,118	(927,144)
...	8,754,000	16,491,640	...	294,000	21,600	...	25,561,240	Planification économique du Nord—Budgétaire	24,842,539	718,701	...	21,714,112
4,637,918	...	...	...	—	...	...	4,637,918	Non budgétaire	(8,495)	—	4,646,413	(21,626)
...	49,547,000	2,050,000	43,636	—	379,198	—	52,019,834	Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord	48,653,766	3,366,068	...	50,170,130
...	10,846,500	359,000	...	...	163,013	...	11,368,513	Ressources non renouvelables du Nord	10,669,461	699,052	...	9,931,575
...	18,267,000	...	...	(250,000)	36,167	...	18,053,167	Routes du Nord	15,971,970	2,081,197	...	23,814,639
...	9,463,000	...	...	—	—	...	9,463,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	5,845,045	3,617,955	...	8,467,850
2,964,251	2,886,000	—	—	—	(2,886,000)	...	2,964,251	Étude de l'environnement	942,722	...	2,021,529	(1,132,623)

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Total du programme—				
3,301,015	**127,737,500**	**23,857,240**	**43,636**	**...**	**(2,267,263)**	**...**	**152,672,128**	**Budgétaire**	**134,880,660**	**15,433,175**	**2,358,293**	**154,979,278**
9,135,564	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**9,135,564**	**Non budgétaire**	**(161,967)**	**—**	**9,297,531**	**(948,778)**
								Programme de transferts aux gouvernements territoriaux[1]				
								Paiements de transfert				
...	578,000,000	8,179,000	...	...	...	...	586,179,000	**Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux**	586,178,215	785	...	494,844,926
								Total du programme—				
...	**578,000,000**	**8,179,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**586,179,000**	**Budgétaire**	**586,178,215**	**785**	**...**	**494,844,926**
								Programme des revendications des Autochtones				
								Fonctionnement				
...	205,000	...	...	...	...	...	205,000	**Financement des revendicateurs des Autochtones**	18,100	186,900	...	...
...	4,527,000	116,000	339,293	286,244	40,000	...	5,308,537	**Négociations des revendications**	4,726,541	581,996	...	...
...	...	4,629,100	...	...	...	...	4,629,100	**Règlements**	3,973,103	655,997	...	...
...	4,732,000	4,745,100	339,293	286,244	40,000	...	10,142,637	**Total—Fonctionnement**	8,717,744	1,424,893	...	...
								Capital				
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	**Négociations des revendications**	14,274	(13,274)	...	...
								Paiements de transfert				
...	4,529,000	...	...	...	...	...	4,529,000	**Financement des revendicateurs des Autochtones**	4,490,220	38,780	...	4,473,320
...	12,831,000	19,527,565	...	...	...	...	32,358,565	**Règlements**	32,247,413	111,152	...	58,427,263
...	17,360,000	19,527,565	...	...	...	...	36,887,565	**Total—Paiements de transfert**	36,737,633	149,932	...	62,900,583
								Non budgétaire				
...	14,303,000	...	...	...	...	...	14,303,000	**Financement des revendicateurs des Autochtones**	14,104,825	198,175	...	14,128,840
...	31,121,000	...	...	...	(30,000,000)	...	1,121,000	**Règlements**	992,601	128,399	...	969,969
...	45,424,000	...	...	...	(30,000,000)	...	15,424,000	**Total—Non budgétaire**	15,097,426	326,574	...	15,098,809

								Sommaire du programme				
								Financement des revendicateurs des Autochtones—				
...	4,734,000	...	...	...	...	...	4,734,000	Budgétaire	4,508,320	225,680	...	4,473,320
...	14,303,000	...	...	...	...	...	14,303,000	Non budgétaire	14,104,825	198,175	...	14,128,840
...	4,528,000	116,000	339,293	286,244	40,000	...	5,309,537	Négociation des revendications	4,740,815	568,722	...	...
...	12,831,000	24,156,665	...	...	...	...	36,987,665	Règlements—Budgétaire	36,220,516	767,149	...	58,427,263
...	31,121,000	...	...	...	(30,000,000)	...	1,121,000	Non budgétaire	992,601	128,399	...	969,969
								Total du programme—				
...	**22,093,000**	**24,272,665**	**339,293**	**286,244**	**40,000**	...	47,031,202	**Budgétaire**	45,469,651	**1,561,551**	...	**62,900,583**
...	**45,424,000**	...	...	...	**(30,000,000)**	...	15,424,000	**Non budgétaire**	15,097,426	**326,574**	...	**15,898,909**
								Total du département—				
8,838,481	**2,285,081,500**	**141,837,808**	**679,380**	...	**(1,412,864)**	...	2,435,024,305	**Budgétaire**	2,375,935,799	**51,679,160**	**7,409,346**	**2,251,060,310**
48,141,763	**45,424,000**	...	...	...	**(30,000,000)**	...	63,565,763	**Non budgétaire**	17,684,570	**326,574**	**45,554,619**	**15,860,662**
								Commission d'énergie du Nord canadien				
								Non budgétaire				
...	4,081,000	...	...	...	...	...	4,081,000	Aménagement d'installations publiques	3,900,000	181,000	...	5,000,000
								Total du programme—				
...	**4,081,000**	...	...	...	...	...	4,081,000	**Non budgétaire**	3,900,000	**181,000**	...	**5,000,000**
								Total du ministère—				
8,838,481	**2,285,081,500**	**141,837,808**	**679,380**	...	**(1,412,864)**	...	2,435,024,305	**Budgétaire**	2,375,935,799	**51,679,160**	**7,409,346**	**2,251,060,310**
48,141,763	**49,505,000**	...	...	...	**(30,000,000)**	...	67,646,763	**Non budgétaire**	21,584,570	**507,574**	**45,554,619**	**20,860,662**

(1) Antérieurement sous le Programme des affaires du Nord.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des affaires indiennes et inuit				
							Subventions				
							Réserves et fidéicommis				
...	880,000	...	...	...	(46,709)	833,291	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités	833,291	...	...	876,035
...	300,000	...	...	...	...	300,000	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitant	300,000	...	...	300,000
...	...	17,086	...	1,982,914	...	2,000,000	Subventions aux organismes des Autochtones pour leur permettre de conseiller les particuliers sur les critères d'admissibilité et les exigences relatives au recouvrement du statut d'Indien et à l'inscription des membres	2,000,000	...	...	...
...	1,180,000	17,086	...	1,982,914	(46,709)	3,133,291		3,133,291	...	...	1,176,035
							Enseignement primaire et secondaire				
...	2,450,000	...	...	(786,526)	...	1,663,474	Subventions à des particuliers, à des Indiens et à des Inuit et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'éducation	1,663,474	...	...	24,547,932
							Éducation postsecondaire				
...	19,616,000	1,100,000	...	6,050,509	...	26,766,509	Subventions à des particuliers, à des Indiens et à des Inuit et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'éducation	26,766,509	...	...	...
							Aide sociale				
...	59,438,000	...	...	5,389,944	...	64,827,944	Prestations d'aide sociale à des particuliers, à des Indiens, à des Inuit et à des non-Indiens résidant dans les réserves indiennes	64,827,944	...	...	55,366,095
							Services du bien-être				
...	2,060,000	779,000	...	(1,228,450)	...	1,610,550	Subventions à des particuliers pour protéger les enfants indiens et inuit, à des particuliers et à des familles demeurant sur les réserves indiennes	1,610,550	...	...	...

							Autres services d'éducation et services sociaux				
...	46,000	...	...	(40,400)	...	5,600	Subventions à des particuliers et à des organismes pour le développement de services culturels destinés aux Indiens et aux Inuit	5,600	...	...	...
							Développement économique				
...	1,569,000	1,300,000	...	...	...	2,869,000	Subventions aux personnes et aux organismes pour le déve... ppement économique et les possibilités d'emploi des Indiens et des Inuit	2,770,746	98,254	...	4,774,931
...	...	690,000	...	(608,554)	...	81,446	Subventions à de jeunes Indiens et Inuit ou à des bandes et organisations qui les représentent afin de développer des projets communautaires spéciaux axés sur la paix pour souligner l'Année internationale de la jeunesse	81,446	...	...	...
...	...	900,000	...	(741,143)	...	158,857	Subventions à la Fondation de ressources pour les entrepreneurs et les collectivités autochtones aux fins du développement économique des Autochtones	158,857	...	...	...
...	1,569,000	2,890,000	...	(1,349,697)	...	3,109,303		3,011,049	98,254	...	4,774,931
							Gestion des bandes				
...	20,256,000	2,717,200	...	(11,456,026)	...	11,517,174	Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration	11,032,705	484,469	...	19,919,594
...	...	1,000,000	...	...	...	1,000,000	Subventions aux bandes indiennes, pour aider à l'élaboration d'un règlement d'appartenance à la bande par suite de l'élimination des dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens	863,092	136,908	...	...
...	...	1,252,989	...	11	...	1,253,000	Subventions à la bande indienne de Miawpukek	...	1,253,000	...	...
...	20,256,000	4,970,189	...	(11,456,015)	...	13,770,174		11,895,797	1,874,377	...	19,919,594
...	**106,615,000**	**9,756,275**	...	**(1,437,721)**	**(46,709)**	**114,886,845**	Total—Subventions	**112,914,214**	**1,972,631**	...	**105,784,587**
							Contributions				
							Réserves et fidéicommis				
...	647,000	...	...	(31,555)	...	615,445	Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	615,445	...	...	1,234,415
...	274,000	...	...	(274,000)	...	...	Contributions aux commissions aux fins d'enquête, de négociations et de médiation à l'égard des revendications et griefs des Indiens et des Inuit	...	...	...	345,022
...	7,601,000	...	...	...	...	7,601,000	Contributions à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux Autochtones résidant dans cette province et au Labrador	7,601,000	...	...	7,099,500
...	1,738,000	...	...	1,000,289	...	2,738,289	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion foncière et des propriétés	2,738,289	...	...	1,143,330
...	1,278,000	2,057,900	...	(2,385,109)	...	950,791	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'effectif des bandes	950,791	...	...	744,875

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	175,000	...	...	367,924	...	542,924	Contributions à des particuliers, à des bandes et à des associations indiennes pour le financement de procès types	542,924	...	...	...
...	11,713,000	2,057,900	...	(1,322,451)	...	12,448,449		12,448,449	...	...	10,567,142
							Enseignement primaire et secondaire				
...	293,119,000	8,652,763	...	5,094,932	...	306,866,695	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs conseils scolaires, aux gouvernements provinciaux, à des particuliers et autres organismes pour le soutien de l'éducation et les services relatifs à l'éducation	304,152,017	2,714,678	...	320,045,716
...	14,823,000	...	...	8,394,596	...	23,217,596	Contribution à la province de Québec relativement à l'éducation des Indiens Cris et des Inuit, conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois	23,217,596	...	...	20,972,313
...	...	...	...	...	(2,714,678)	(2,714,678)	Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent	...	(2,714,678)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,600,000
...	307,942,000	8,652,763	...	13,489,528	(2,714,678)	327,369,613		327,369,613	...	...	345,618,029
							Éducation postsecondaire				
...	30,540,000	15,432,700	...	(1,105,470)	...	44,867,230	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit ou à des établissements d'enseignement pour le soutien de l'éducation et les services relatifs à l'éducation	44,867,230	...	...	22,590,449
							Aide sociale				
...	163,880,000	11,153,155	...	12,289,227	...	187,322,382	Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non-Indiens résidant dans les réserves indiennes	187,322,382	...	...	167,985,127
							Services du bien-être				
...	55,245,000	12,783,100	...	4,114,419	...	72,142,519	Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes, à des particuliers et autres organisations pour les soins et les services de réadaptation et de prévention	72,142,519	...	...	59,028,940

...	10,694,000	530,024	...	1,148,499	...	12,372,523	Autres services d'éducation et services sociaux Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit ou à des organismes pour le développement de services culturels et de services sociaux et communautaires	12,372,523	...	...	...
							Développement économique				
...	43,446,000	21,598,966	...	6,133,709	...	71,178,675	Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés, aux provinces et autres organisations aux fins du développement économique et de l'emploi	71,178,675	...	...	59,119,766
...	...	...	22,000	...	...	22,000	Contribution au défi d'été	22,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	28,796
...	43,446,000	21,598,966	22,000	6,133,709	...	71,200,675		71,200,675	...	...	59,148,562
							Gestion des bandes				
...	70,229,000	...	...	15,318,603	...	85,547,603	Contributions aux bandes indiennes et aux conseils de tribu et aux agglomérations inuit pour les frais d'administration et les services de soutien de la gestion	85,547,603	...	...	68,130,151
...	3,071,000	...	...	100,234	...	3,171,234	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de la planification de l'aménagement local	3,171,234	...	...	3,986,410
...	12,600,000	...	...	17,746	...	12,617,746	Contributions aux bandes et aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière	12,617,746	...	...	16,422,710
...	3,935,000	...	...	(1,929,760)	...	2,005,240	Contributions aux bandes indiennes pour les régimes d'avantages sociaux des employés	2,005,240	...	...	1,363,951
...	2,573,000	...	...	799,403	...	3,372,403	Contributions aux bandes indiennes pour les programmes relatifs au perfectionnement de la gestion indienne et à la formation paraprofessionnelle en développement social	3,372,403	...	...	6,307,862
...	92,408,000	...	...	14,306,226	...	106,714,226		106,714,226	...	...	96,211,084
							Immobilisations et services communautaires Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et sociétés, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires:				
...	208,293,000	3,564,018	...	22,014,784	...	233,871,802	Capital	227,435,785	6,436,017	...	226,330,900
...	...	...	...	3,824,000	...	3,824,000	Capital gelé	...	3,824,000	...	...
...	77,880,000	...	...	12,974,031	...	90,854,031	Entretien et fonctionnement	90,854,031	...	...	57,052,251
...	3,600,000	...	...	...	...	3,600,000	Contributions à la province de Québec relativement aux logements des Inuit en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	3,600,000	...	...	3,551,642
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,317,870
...	289,773,000	3,564,018	...	38,812,815	...	332,149,833		321,889,816	10,260,017	...	288,252,663
...	1,085,641,000	75,772,626	22,000	87,866,502	(2,714,678)	1,166,587,450	Total—Contributions	1,156,327,433	10,260,017	...	1,049,401,996

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du programme par activité				
...	12,893,000	2,074,986	...	660,463	(46,709)	15,581,740	**Réserves et fidéicommis**	15,581,740	...	...	11,743,177
...	310,392,000	8,652,763	...	12,703,002	(2,714,678)	329,033,087	**Enseignement primaire et secondaire**	329,033,087	...	...	370,165,961
...	50,156,000	16,532,700	...	4,945,039	...	71,633,739	**Éducation postsecondaire**	71,633,739	...	...	22,590,449
...	223,318,000	11,153,155	...	17,679,171	...	252,150,326	**Aide sociale**	252,150,326	...	...	223,351,222
...	57,305,000	13,562,100	...	2,885,969	...	73,753,069	**Services du bien-être**	73,753,069	...	...	59,028,940
...	10,740,000	530,024	...	1,108,099	...	12,378,123	**Autres services d'éducation et services sociaux**	12,378,123	...	...	...
...	45,015,000	24,488,966	22,000	4,784,012	...	74,309,978	**Développement économique**	74,211,724	98,254	...	63,923,493
...	112,664,000	4,970,189	...	2,850,211	...	120,484,400	**Gestion des bandes**	118,610,023	1,874,377	...	116,130,678
...	289,773,000	3,564,018	...	38,812,815	...	332,149,833	**Immobilisations et services communautaires**	321,889,816	10,260,017	...	288,252,663
—	**1,112,256,000**	**85,528,901**	**22,000**	**86,428,781**	**(2,761,387)**	1,281,474,295	**Total du programme**	1,269,241,647	**12,232,648**	**—**	**1,155,186,583**
							Programme des affaires du Nord				
							Subventions				
							Coordination et développement social du Nord				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	**Subventions à des particuliers ou à des organisations pour l'avancement de la culture indienne et de la culture inuit**	49,182	818	...	49,992
...	925,000	...	...	...	...	925,000	**Universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord**	825,000	100,000	...	825,000
...	180,000	...	...	...	...	180,000	**Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le Nord dans les universités canadiennes**	180,000	...	...	180,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	**Subvention sous forme de prix accordé à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente**	5,000	...	...	5,000
...	...	60,000	...	...	...	60,000	**Au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour appuyer le parrainage d'une assemblée des jeunes des territoires en commémoration de l'Année internationale de la jeunesse**	60,000	...	...	...
336,764	...	...	...	...	...	336,764	**Subvention d'aide à l'exploitation minérale du Nord**	...	...	336,764	...
...	...	...	...	...	...	...	**Éléments non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	10,000
336,764	1,160,000	60,000	...	...	...	1,556,764		1,119,182	100,818	336,764	1,069,992

							Planification économique du Nord				
...	...	10,000	...	...	...	10,000	Subvention à la Dixième conférence nationale sur la mise en valeur du Nord	10,000	...	...	...
							Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord				
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Subvention à la Yukon Conservation Society afin de favoriser la conservation des ressources naturelles du Yukon	12,000	...	...	12,000
...	80,000	...	...	...	...	80,000	Subvention au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions	80,000	...	...	70,000
...	92,000	...	...	...	...	92,000		92,000	...	...	82,000
							Ressources non renouvelables du Nord				
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Subventions de $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours de formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents en vue d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection	40,000	...	...	57,500
...	6,500	...	...	...	...	6,500	Subvention de $5,000 à la Territories Accident Prevention Association et de $1,500 à la Northwest Territories Mine Safety Association	5,000	1,500	...	6,500
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Association des prospecteurs du Yukon	2,000	...	...	2,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,748
...	48,500	...	...	...	...	48,500		47,000	1,500	...	116,748
336,764	1,300,500	70,000	...	...	...	1,707,264	Total—Subventions	1,268,182	102,318	336,764	1,268,740
							Contributions				
							Coordination et développement social du Nord				
...	14,028,000	730,000	...	...	...	14,758,000	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit	13,404,741	1,353,259	...	21,436,211
...	1,313,000	116,000	...	55,869	...	1,484,869	Gouvernement du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens	1,484,869	...	...	1,692,111
...	2,135,000	784,000	...	...	...	2,919,000	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit	2,620,744	298,256	...	4,225,942
...	376,000	201,000	...	...	...	577,000	Gouvernement du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens	367,088	209,912	...	587,565
...	208,000	...	...	61,410	...	269,410	Gouvernement du Yukon pour la location ou l'achat de maisons à prix modique	269,410	...	...	208,000
							Associations des Autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'exécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées				

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	119,000	...	...	18,481	...	137,481	sur les questions relatives au développement du Nord	137,481	...	...	112,978
...	454,000	...	...	...	...	454,000	Associations inuit pour leur permettre d'exécuter des programmes selon les objectifs et les critères établis pour le programme des centres d'éducation en culture autochtone	454,000	...	...	454,000
...	15,000	12,500	...	...	...	27,500	Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15,000	12,500	...	15,000
...	1,046,000	...	...	(44,000)	...	1,002,000	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest relativement au projet du pipeline de Norman Wells	1,002,000	...	...	1,250,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Groupes autochtones et autres, pour leur permettre de se préparer et de participer à la revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures	14,936	85,064	...	...
...	431,000	...	...	...	...	431,000	Particuliers, groupes, associations, sociétés ou coopératives inuit pour la mise en œuvre de nouvelles stratégies de production et de commercialisation de l'art et de l'artisanat inuit	324,236	106,764	...	398,429
...	...	85,000	...	...	...	85,000	Contribution au Conseil canadien des arts esquimaux pour subvenir à leurs coûts de fonctionnement afin de leur permettre de renseigner les gouvernements et les organisations inuit au sujet du développement et de la protection de l'art inuit	85,000	...	...	...
...	...	200,000	...	69,845	...	269,845	Contributions versées à des organisations inuit pour promouvoir l'épanouissement linguistique et culturel des Inuit	269,845	...	...	...
...	...	2,000,000	...	(205,605)	...	1,794,395	Alliance constitutionnelle des Territoires du Nord-Ouest pour établir un consensus sur la division des Territoires du Nord-Ouest	896,154	898,241	...	1,119,934
...	...	200,000	...	...	...	200,000	Contribution à la Conférence circumpolaire inuit	199,500	500	...	...
...	...	75,000	...	...	...	75,000	Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour des projets spéciaux de création d'emplois	66,156	8,844	...	...
...	...	323,900	...	...	...	323,900	Contributions aux gouvernements territoriaux et à la Société Inuvialuit régionale pour permettre la mise en œuvre de la convention définitive des Inuvialuit	301,955	21,945	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,303,562
...	20,225,000	4,727,400	...	(44,000)	...	24,908,400		21,913,115	2,995,285	...	32,803,732

							Planification économique du Nord				
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Conseil des Indiens du Yukon, pour prendre part à la formation et à l'embauche des Autochtones	40,000	...	...	40,000
...	2,199,000	649,000	...	...	...	2,848,000	Contributions aux gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon concernant le programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord (PIPGN)	2,486,270	361,730	...	1,142,087
...	1,542,000	179,600	...	(110,129)	...	1,611,471	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et autres bénéficiaires relativement à l'entente auxiliaire sur la mise en valeur des ressources naturelles	1,204,847	406,624	...	974,834
...	1,515,000	...	...	5,178,000	...	6,693,000	Particuliers, groupes, associations, sociétés ou coopératives inuit aux fins du développement économique des Inuit canadiens	6,693,000	...	...	...
...	...	750,040	...	(629,344)	...	120,696	Gouvernement du Yukon relativement à l'entente Canada/Yukon sur le développement économique	120,696	...	...	...
...	...	2,900,000	...	284,881	...	3,184,881	Association dénée et métis relativement au projet de Norman Wells	3,184,881	...	...	2,989,484
...	...	3,500,000	...	(40,786)	...	3,459,214	Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner les consommateurs domiciliaires d'électricité dans les communautés desservies par des génératrices fonctionnant au carburant diesel	3,459,214	...	...	3,177,233
...	...	100,000	...	(100,000)	...	...	Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner le chauffage domiciliaire au mazout dans les collectivités isolées du Nord	...	...	...	...
...	...	500,000	...	(234,231)	...	265,769	Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner la consommation de l'électricité par les petites entreprises commerciales non gouvernementales dans les collectivités isolées du Nord	265,769	...	...	195,500
...	...	3,000,000	...	...	...	3,000,000	Contributions au gouvernement du Yukon, à des particuliers, des groupes, des associations, des communautés, des entreprises, des bandes et des agglomérations indiennes en vertu de l'entente auxiliaire sur la relance de l'industrie minière	3,000,000	...	...	...
...	...	4,900,000	...	(4,900,000)	...	...	Contributions à Coopératives de l'Arctique Limitée	...	...	...	...
...	...	...	...	845,609	...	845,609	Ententes auxiliaires	845,609	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	9,896,560
...	5,296,000	16,478,640	...	294,000	...	22,068,640		21,300,286	768,354	...	18,415,698
							Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord				
...	24,000	...	...	...	...	24,000	Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	23,152	848	...	22,328
...	...	1,150,000	...	...	...	1,150,000	Encourager et soutenir la participation directe des gouvernements des Territoires et les organisations autochtones dans le programme d'aménagement des Territoires du Nord	744,965	405,035	...	...
...	24,000	1,150,000	...	...	...	1,174,000		768,117	405,883	...	22,328

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Ressources non renouvelables du Nord				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	605,384
							Étude de l'environnement				
...	2,900,000	...	...	...	(1,593,029)	1,306,971	(S) En vertu du paragraphe 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada pour de telles études environnementales ou sociales que le Ministre juge nécessaires	1,306,971	...	...	1,672,740
...	**28,445,000**	**22,356,040**	...	**250,000**	**(1,593,029)**	49,458,011	Total—Contributions	45,288,489	**4,169,522**	...	**53,519,882**
							Sommaire du programme par activité				
336,764	21,385,000	4,787,400	...	(44,000)	...	26,465,164	Coordination et développement social du Nord	23,032,297	3,096,103	336,764	33,873,724
...	5,296,000	16,488,640	...	294,000	...	22,078,640	Planification économique du Nord	21,310,286	768,354	...	18,415,698
...	116,000	1,150,000	...	...	...	1,266,000	Protection de l'environnement et ressources renouvelables du Nord	860,117	405,883	...	104,328
...	48,500	...	...	...	...	48,500	Ressources non renouvelables du Nord	47,000	1,500	...	722,132
...	2,900,000	...	...	...	(1,593,029)	1,306,971	Étude de l'environnement	1,306,971	...	...	1,672,740
336,764	**29,745,500**	**22,426,040**	...	**250,000**	**(1,593,029)**	51,165,275	**Total du programme**	46,556,671	**4,271,840**	**336,764**	**54,788,622**
							Programme de transferts aux gouvernements territoriaux[1]				
							Autres paiements de transfert				
							Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
...	138,000,000	789,000	...	...	...	138,789,000	Paiements au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	138,788,215	785	...	83,656,043

...	440,000,000	7,390,000	...	...	...	447,390,000	Paiement au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant être calculés selon lesdits accords et autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice courant (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	447,390,000	...	...	292,873,883
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	118,315,000
...	**578,000,000**	**8,179,000**	**...**	**...**	**...**	**586,179,000**	**Total du programme**	**586,178,215**	**785**	**...**	**494,844,926**
							Programme des revendications des Autochtones				
							Subventions				
							Règlements				
...	11,831,000	836,665	...	...	...	12,667,665	Subventions aux bandes indiennes cries et naskapies du Québec	12,667,665	...	...	...
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	(S) Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique	1,000,000	...	...	12,000,000
...	...	6,587,000	...	...	...	6,587,000	Subventions d'immobilisations aux sociétés cries de la Baie James conformément à la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec	6,587,000	...	...	19,051,467
...	...	10,290,000	...	...	...	10,290,000	Subventions à des bandes indiennes pour des revendications territoriales spéciales	10,289,800	200	...	5,061,600
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	19,521,583
...	**12,831,000**	**17,713,665**	**...**	**...**	**...**	**30,544,665**	Total—Subventions	**30,544,465**	**200**	**...**	**55,634,650**
							Contributions				
							Financement des revendicateurs des Autochtones				
...	4,529,000	...	...	...	...	4,529,000	Contributions aux revendicateurs autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations	4,490,220	38,780	...	4,473,320
							Règlements				
...	...	63,900	...	...	...	63,900	Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour le suivi de l'implantation de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec	46,367	17,533	...	...

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	1,750,000	...	...	...	1,750,000	Contributions aux organisations considérées ou mises en place pour appliquer la convention définitive des Inuvialuit pour les coûts uniques et courants pour l'application de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	1,656,581	93,419	...	1,595,882
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,196,731
...	...	1,813,900	...	...	...	1,813,900		1,702,948	110,952	...	2,792,613
...	4,529,000	1,813,900	...	...	...	6,342,900	Total—Contributions	6,193,168	149,732	...	7,265,933
							Sommaire du programme par activité				
...	4,529,000	...	...	...	...	4,529,000	Financement des revendicateurs des Autochtones	4,490,220	38,780	...	4,473,320
...	12,831,000	19,527,565	...	...	...	32,358,565	Règlements	32,247,413	111,152	...	58,427,263
...	17,360,000	19,527,565	...	...	...	36,887,565	**Total du programme**	36,737,633	149,932	...	62,900,583
336,764	1,737,361,500	135,661,506	22,000	86,678,781	(4,354,416)	1,955,706,135	Total du ministère	1,938,714,166	16,655,205	336,764	1,767,728,714

(S) Paiement de transfert statutaire.
(1) Antérieurement sous le Programme des affaires du Nord.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice courant		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des affaires du Nord			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Étude de l'environnement			
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement— Prélèvements	385,000	588,467	3,116,413
Total du programme—Budgétaire	**385,000**	**588,467**	**3,116,413**
Total du ministère—Budgétaire	**385,000**	**588,467**	**3,116,413**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	84,339	15,874
Divers	...	353
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)		
Fonctionnement et entretien	31,691	95,675
	116,030	111,902
Rémunérations de services—		
Autres frais	1,450	641
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	5,250	...
Divers	142	...
	5,392	...
Total du programme	**122,872**	**112,543**
Programme des affaires indiennes et inuit		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Expansion économique des Indiens	2,493,976	2,342,875
Aide domiciliaire aux Indiens	875	...
Indiens et Inuit du Québec	...	267,606
Autres comptes—		
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—		
Intérêt	483,601	...
Autre	117,045	...
	3,095,497	2,610,481

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	848,488	2,854,966
Frais de capital	39,233	62,868
Divers	243,035	406,224
Remboursements de prêts en souffrance	...	548,127
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)—		
Fonctionnement et entretien	284,661	391,851
Frais de capital	18,075	24,831
Subventions et contributions	647,975	4,308,618
	2,081,467	8,597,485
Privilèges, licences et permis—		
Locations de terres, bâtiments et machine	413	225
Logement et services	1,298,527	1,414,981
Métallique et non-métallique	40	120
Redevances	33,389	...
Divers	57,234	59,985
	1,389,603	1,475,311
Rémunérations de services—		
Autres frais	6,438	6,794
Produits des ventes—		
Produits des ventes	...	9,091
Repas	351	922
Services publics	851,131	683,521
	851,482	693,534
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	150,515	124,409
Transferts d'administrations provinciales et territoriales	16,793	24,939
Divers	700	56,215
	168,008	205,563
Total du programme	**7,592,495**	**13,589,168**
Programme des affaires du Nord		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Gouvernement du Territoire du Yukon	811,008	857,242

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Gouvernement du Territoire du Yukon		
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest		
Prêts aux petites entreprises du Territoire du	32,358	1,923,600
Yukon	20,658	55,705
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited	6,029	9,327
Fonds de prêts aux Esquimaux	259,341	217,287
Autres comptes—		
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—		
Intérêt	2,801	...
	1,132,195	3,063,161
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	220,660	105,393
Frais de capital	4,188	23,001
Divers	24,487	12,929
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)—		
Frais de fonctionnement et d'entretien	140,727	86,561
Frais de capital	26,996	254,705
Subventions et contributions	234,099	391,195
	651,157	873,784
Privilèges, licences et permis—		
Exploitation minière du Canada—		
Droits	20	7,972
Baux	411,433	424,025
Redevances	577,418	1,975,198
Charbon—Baux	11,212	33,853
Foresterie	19,034	23,702
Locations de terres, bâtiments et machine	605	15,866
Frais d'usage de terres	548,351	502,286
Logements et services	883,740	796,282
Métallique et non-métallique	47,872	43,651
Pétrole et gaz—Baux	...	22,465
Redevances	9,004,809	2,399,911
Redevances—Carrières	34,225	104,909
Locations d'eau	2,573	20,033
Exploitation minière du quartz au Yukon—		
Redevances	6,861	2,713
Droits et baux	621,944	522,615
Divers	2,873	11,421
	12,172,970	6,906,902

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Droits d'exploitation minière—Gisement	167,422	208,454
Droits d'exploitation minière du Canada	176,816	201,495
Frais d'inscription pour droits d'usage de terres	81,648	82,879
Frais d'usage de terres	92,393	62,713
Autres frais	115,763	83,894
	634,042	639,435
Produits des ventes—		
Produits des ventes	50,491	655,773
Publications	29,639	20,313
Divers	1,294	61
	81,424	676,147
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	3,233	28,695
Confiscations de pétrole et de gaz	32,233	68,342
Divers	5,837	...
	41,303	97,037
Total du programme	14,713,091	**12,256,466**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme des revendications des Autochtones		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Revendicateurs autochtones	237,920	1,436,997
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Divers	5,109,314	...
Total du programme	**5,347,234**	**1,436,997**
Total du département	**27,775,692**	**27,395,174**
Commission d'énergie du Nord canadien		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Commission d'énergie du Nord canadien	23,869,790	18,685,201
Total du programme	**23,869,790**	**18,685,201**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	28,335,402	25,795,840
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,957,968	9,583,171
Privilèges, licences et permis	13,562,573	8,382,213
Rémunérations de services	641,930	646,870
Produits des ventes	932,906	1,369,681
Autres recettes non fiscales	214,703	302,600
Total du ministère	51,645,482	46,080,375

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1985-86

Agriculture

Département
Commission canadienne du lait
Office canadien des provendes
Canagrex
Société du crédit agricole

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	5.2
Sommaire du ministère	5.7
Programmes par activité	5.12
Paiements de transfert	5.20
Détail des montants portés au crédit	5.30
Recettes	5.30

Département

Programme d'administration

Objectif

Diriger l'ensemble du programme d'administration du ministère et fournir des services de soutien administratif.

Description des activités

Services d'information
Conseils à la direction sur le programme d'information publique et diffusion de renseignements sur les politiques, les programmes et les activités de réglementation du ministère.

Planification stratégique et évaluation
Montrer la voie dans l'amélioration de la planification et de la gestion des activités du ministère en donnant des conseils aux cadres supérieurs sur les stratégies et priorités et en évaluant les services, les programmes et les plans opérationnels du ministère.

Gestion et administration
Cabinet du Ministre et bureau du sous-ministre et services centraux de soutien, y compris l'administration, le traitement des données, les finances, la vérification interne, le personnel, les services de gestion et les bibliothèques.

Programme de développement du secteur agro-alimentaire

Objectif

Stimuler le développement du secteur agro-alimentaire de façon à assurer aux consommateurs un approvisionnement sûr et suffisant d'aliments à prix raisonnable et aux producteurs et transformateurs, un revenu stable et équitable.

Description des activités

Recherche sur les ressources naturelles
Recherche sur les propriétés qui limitent la productivité des sols; prospection pédologique et classification des sols, y compris les modalités d'évaluation de la capacité des sols pour la production agricole; recherche sur l'utilisation et la gestion des eaux afin d'améliorer le potentiel agricole; mise au point de méthodes avancées d'irrigation, de drainage et de dessalinisation; recherche sur l'utilisation de l'information relative aux ressources climatiques; recherche sur l'utilisation et les économies d'énergie dans le circuit agro-alimentaire; recherche sur la qualité de l'environnement dans le cadre de la lutte contre la pollution attribuable aux engrais, aux résidus et aux antiparasitaires.

Recherche sur le développement de la production
Recherche, transfert de technologie et services de soutien dans les domaines suivants: sélection animale et croisement, systèmes de naissage, systèmes d'engraissement en parquet; amélioration génétique, alimentation des bovins laitiers et conduite de leur élevage en vue d'améliorer la production laitière; élevage, physiologie de la production et perfectionnement des méthodes d'alimentation et d'élevage des porcs, des volailles et des moutons; recherche sur l'amélioration de la productivité des abeilles et des animaux à fourrure; contrôle des aptitudes des bestiaux; administration de contributions aux foires, aux expositions et aux organismes agricoles; prestation de services consultatifs en ce qui a trait à l'amélioration des cultures et à l'administration des contributions en vertu du Fonds d'introduction de nouvelles cultures; enregistrement du bétail; et programme de prêts de géniteurs.

Services de recherches, de transfert de technologie et de soutien en vue d'accroître le rendement et d'améliorer la qualité des espèces végétales en créant des variétés aux qualités supérieures et en perfectionnant les méthodes de culture; culture, physiologie végétale, techniques de culture; lutte antiparasitaire faisant appel à des techniques améliorées et à des systèmes intégrés de lutte antiparasitaire.

Services de soutien de la recherche et du développement sur la résistance au froid hivernal, la fixation de l'azote, la cytogénétique, la protection des cultures contre les maladies, les insectes et les mauvaises herbes; la protection des animaux contre les insectes; la taxonomie des insectes, des plantes et des champignons canadiens; la recherche sur l'amélioration des machines et bâtiments agricoles et leur utilisation optimale.

Recherche sur les problèmes des transformateurs, des distributeurs, des détaillants et des consommateurs et prestation de l'information pertinente
Services de recherches, de transfert de technologie et de soutien en transformation des aliments; techniques et matériel d'extraction et utilisation des éléments de certains produits agricoles d'origine végétale et animale; création de nouveaux produits ayant des possibilités commerciales; méthodes et procédés relatifs aux ingrédients de nouveaux produits alimentaires; physiologie et pathologie des fruits et légumes après la récolte; stockage des fruits et légumes en dehors de la

ferme; réduction des pertes à l'entreposage des céréales et oléagineux grâce à la lutte contre les insectes.

Recherche et analyse portant sur la composition et la valeur nutritive des aliments; recherche sur les contaminants microbiologiques et chimiques, y compris les dangers éventuels auxquels sont exposés les aliments; prestation aux consommateurs d'informations et de conseils techniques concernant la qualité, l'innocuité, l'achat et la manutention des aliments, de façon à promouvoir les produits canadiens.

Développement des marchés et analyse économique

Avec la collaboration des provinces et des organismes non gouvernementaux ainsi que des groupements de producteurs et des coopératives, appliquer des programmes visant à élargir les marchés et à accroître l'efficacité de la commercialisation des produits agricoles canadiens; conclure des arrangements coopératifs en matière de commercialisation et aider à la promotion des produits; faire appliquer la Loi sur l'organisation du marché des produits agricoles, la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles et la Loi sur les paiements anticipés des récoltes; faire les versements à la Commission canadienne du blé des intérêts sur les paiements anticipés accordés aux producteurs de l'Ouest du Canada pour les céréales entreposées à la ferme; remboursement à la Commission canadienne du blé des paiements anticipés que les producteurs de céréales n'ont pas remboursés, conformément aux dispositions de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies; analyser les tendances du développement des marchés agro-alimentaires; recueillir des renseignements d'ordre économique sur le marché des produits agricoles et faire des études de marché pertinentes; analyser et évaluer les conditions du commerce extérieur, notamment en participant à l'élaboration des accords commerciaux internationaux; effectuer des analyses économiques et élaborer des politiques liées à la commercialisation, à la transformation, à la distribution, à la vente au détail et à la consommation, notamment dans les domaines des habitudes alimentaires, des problèmes de transport, ainsi que de la manutention, de la transformation et du commerce de détail des aliments (la structure de ces secteurs, leur fonctionnement, leur rendement, les prix des aliments et les dépenses alimentaires); diffuser les renseignements sur les marchés et le fruit des études de marché, y compris les perspectives agro-alimentaires; donner des conseils sur les formules de fixation des prix des produits; promouvoir l'utilisation des produits alimentaires canadiens chez le consommateur et dans l'industrie de l'alimentation et diffuser de l'information sur la gestion dans le secteur alimentaire.

Couvrir les dépenses administratives du Conseil national de commercialisation des produits de ferme et octroyer des subventions aux organismes établis en vertu de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme.

Analyse économique et élaboration des politiques rurales et régionales

Identification et évaluation des possibilités de développement du secteur agro-alimentaire aux échelles nationale et régionale; élaboration, de concert avec les provinces, de stratégies et de plans d'exploitation des possibilités de développement perçues, grâce à la coordination des politiques et programmes fédéraux et provinciaux; ententes auxiliaires dans le cadre des ententes générales de développement et des ententes de développement économique et régional, du plan d'aide en matière d'innovation et de transfert technologique dans la province de Québec et des programmes dans les zones spéciales en vue de réaliser les possibilités de développement convenues afin de promouvoir le développement économique et socio-économique dans le secteur agro-alimentaire de chaque province; services économiques et conseils en matière de revenu agricole, de structure du secteur agricole et de coûts, et prestation des données nécessaires à l'établissement des plans de stabilisation et à l'analyse du rendement des fournisseurs de facteurs de production agricole; prestation de conseils sur les formules de fixation des prix des produits et les réactions des producteurs aux programmes de stabilisation.

Aide au développement international

Coordonner les activités du ministère en matière d'aide étrangère et contrôler leur exécution; appui du ministère à l'Agence canadienne de développement international dans le cadre des projets d'aide technique en développement agricole et rural.

Stabilisation du revenu, prêts et services consultatifs

Appliquer la réglementation et les programmes de stabilisation des prix des produits agricoles (par exemple, la Loi de stabilisation concernant le grain des Prairies, la Loi sur la stabilisation des prix agricoles); rembourser les paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest; octroyer les subventions touchant le lait de transformation dans le cadre du programme de la Commission canadienne du lait et offrir une protection contre les pertes de récolte.

Appliquer la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.

Rétablissement agricole des Prairies

Activités dans le milieu rural de la conservation du sol et de l'eau et du développement hydraulique en vertu de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, afin d'aider les personnes et les petites collectivités rurales à développer des sources fiables d'approvisionnement en eau aux fins d'utilisation domestique et municipale et d'irrigation; aider les municipalités, les centres urbains, les gouvernements provinciaux et d'autres ministères fédéraux à l'étude, à la conception et à la réalisation de projets d'aménagement des ressources hydrauliques pour assurer une source appropriée d'approvisionnement répondant à divers besoins

socio-économiques et de développement; promouvoir des pratiques modernes d'irrigation et de culture; aider le secteur de l'élevage en fournissant de l'eau d'irrigation pour la production de fourrage; promouvoir les plantations de brise-vent efficaces pour lutter contre l'érosion éolienne, conserver l'eau, protéger les installations agricoles et les bestiaux et améliorer le milieu rural; cesser la culture des terres sujettes à la sécheresse et à l'érosion éolienne et en assurer le rétablissement, l'aménagement et la conservation; utiliser ces terres comme pâturages estivaux des bovins afin d'aider à stabiliser les petites fermes pour améliorer la qualité des bovins de boucherie dans l'Ouest canadien.

Gestion et administration
Exécution et gestion des programmes; services administratifs; planification opérationnelle; services d'information; construction et services connexes.

Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires

Objectif

Assurer un approvisionnement constant d'aliments sains, nutritifs et de haute qualité destinés au commerce intérieur et extérieur.

Description des activités

Recherche et services consultatifs
Recherches portant sur les nouvelles maladies des animaux ou sur les maladies en voie d'apparition et sur l'hygiène des viandes; prestation de services consultatifs sur les produits biologiques, les pesticides et les additifs alimentaires; services d'analyse et de consultation sur les additifs alimentaires, les résidus, la bactériologie et les maladies d'origine alimentaire.

Inspection et protection des cultures, du bétail et approvisionnements en facteurs de production agricole
Épreuves de dépistage des maladies des animaux; établissement des méthodes de lutte contre les maladies et d'éradication des foyers de maladie; inspection des animaux et de leurs produits aux postes de quarantaine et aux points d'entrée au Canada; surveillance du transport des animaux et méthodes d'interception des parasites des plantes visant à contrer la propagation des ravageurs des cultures. Inspection et enregistrement des facteurs de production agricole, notamment des aliments du bétail, des semences, des engrais et des pesticides.

Préservation des marchés
Certification sanitaire des bestiaux et de leurs produits destinés à l'exportation; inspection et certification des viandes et des produits alimentaires carnés; certification des pommes de terre de semence; contrôle de l'application des normes de classement; classement; et administration des parcs à bestiaux.

Inspection et contrôle des établissements de production et des produits alimentaires
Services nationaux d'inspection des viandes; inspection des produits importés et surveillance des systèmes d'inspection des viandes, et produits carnés utilisés à l'étranger; services fédéraux-provinciaux d'inspection des viandes; inspection des produits laitiers, des fruits et des légumes, des couvoirs et des établissements de transformation des œufs.

Surveillance des hippodromes
Lignes directrices concernant la politique et l'orientation du programme; perception des prélèvements autorisés au titre des recettes sur les paris tel qu'autorisé à l'article 188 du Code criminel; surveillance et évaluation du fonctionnement du programme; surveillance des activités de pari; vérification et rassemblement des données relatives aux paris; inspections des installations et enquêtes sur les infractions au règlement; fourniture et supervision des services de surveillance, y compris la photo d'arrivée, contrôle des courses et répression des drogues; et recherches sur les services de surveillance des courses, les systèmes du pari mutuel et les activités de supervision.

Gestion et administration
Exécution et gestion du programme; services administratifs, planification opérationnelle; construction et services connexes.

Programme du service canadien des forêts

Objectif

Promouvoir et améliorer l'utilisation économique soutenue des ressources forestières du Canada par un aménagement forestier qui respecte l'environnement.

Description des activités

Mise en valeur des forêts
Favoriser l'expansion régionale dans le secteur forestier et l'amélioration des ressources forestières; encourager et appuyer le renouvellement forestier, l'aménagement forestier intensif et l'accroissement de la productivité; négocier, mettre en œuvre et administrer des ententes fédérales-provinciales à frais partagés pour l'apport d'une aide financière aux entreprises privées et aux propriétaires de boisés privés en ce qui concerne le renouvellement forestier et l'aménagement forestier intensif; établir et appliquer des plans d'aménagement forestier pour les terres fédérales.

Recherche forestière et services techniques
Mettre en valeur les ressources forestières par la découverte, la mise au point, la démonstration, l'application et le transfert de nouvelles techniques permettant de résoudre les problèmes et d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'aménagement forestier; effectuer des recherches dans le domaine de l'environnement forestier, la production, l'utilisation et la protection des forêts contre les feux, les insectes et les maladies; publier les résultats; donner des conseils techniques et des informations scientifiques aux ministères et aux organismes fédéraux, aux provinces, aux entreprises et aux établissements d'enseignements; administrer des programmes spéciaux de recherche réalisés en collaboration; aider financièrement la recherche dans les universités et les autres établissements admissibles; assurer les services spécialisés aux ministères et aux organismes fédéraux, aux provinces et à l'industrie forestière.

Gestion et administration
Établir des prévisions économiques en ce qui concerne l'offre et la demande des produits forestiers du Canada; préparer des lignes directrices pour le renouvellement forestier et la recherche et le développement connexe; maintenir des relations avec les gouvernements provinciaux, les universités, les organisations du secteur privé et d'autres gouvernements nationaux; assurer les services requis en matière de gestion, d'orientation, de planification, de coordination, de communication et d'administration.

Programme de la Commission canadienne des grains

Objectif

Assurer le contrôle de la qualité des céréales canadiennes tant pour les marchés intérieurs qu'extérieurs, pour le bien-être de l'agriculture canadienne.

Description des activités

Inspection des céréales
Services d'inspection des céréales aux silos à céréales autorisés; préparation et distribution d'échantillons courants de céréales; conseils sur la lutte contre les insectes dans les céréales entreposées.

Pesage des céréales
Contrôle officiel du pesage aux silos-élévateurs terminus et chez les grainetiers; pesage de contrôle des céréales aux silos-élévateurs terminus et aux silos de l'Est; inspections des installations et des balances des silos-élévateurs.

Contrôle des céréales et recherches
Mener des enquêtes sur la qualité des nouvelles récoltes de céréales et des céréales mises en marché, faire des études des variétés et effectuer des recherches fondamentales et appliquées.

Économie et statistique
Collecte, compilation et publication de statistiques sur les céréales; analyses économiques des fonctions de réglementation du programme; octroi de permis aux silos et aux marchands grainiers; services d'informatique, y compris un service de documentation sur les céréales passant par les silos terminus; inscription des récépissés d'entrepôt pour les céréales et attribution de wagonnées aux producteurs.

Administration
Gestion au niveau de la direction générale et de la division; personnel de soutien des services financiers, administratifs et de planification.

Commission canadienne du lait

Objectif

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Description de l'activité

Administration et opérations
Détermination d'un prix visé pour le lait et la crème de transformation, soutien du prix du beurre et de la poudre de lait écrémé au moyen d'un programme national d'offre d'achat, versement de subventions aux producteurs de lait et de crème admissibles, mise en marché internationale et domestique de certains produits laitiers, analyse et évaluation économiques, dépenses des commissaires et du personnel de soutien administratif pour la gestion de ces programmes.

Office canadien des provendes

Objectif

Veiller à ce qu'il y ait un stock suffisant de céréales fourragères et assez d'espace d'entreposage pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique et contribuer à la stabilité raisonnable des prix de ces produits; aider à la péréquation des prix de ces céréales pour les éleveurs de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique.

Description des activités

Péréquation des frais de transport des céréales fourragères
Administration des subventions relatives au transport des céréales fourragères.

Stabilité de l'approvisionnement et des prix
Évaluation des besoins en céréales fourragères et de l'espace d'entreposage nécessaire, collecte et diffusion de renseignements connexes; négociations et coordination des activités relativement à l'entreposage, à la manutention, au transport et au prix des céréales fourragères; planification, orientation et administration des activités de l'Office.

Société du crédit agricole

Objectif

Fournir un crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs, prêter à des syndicats composés d'agriculteurs et remplir des fonctions opérationnelles et administratives qui ont trait à l'aménagement de l'agriculture canadienne en unités agricoles rentables sous la direction d'exploitants compétents.

Description des activités

Prêts aux agriculteurs
Octroi de crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs en vertu de la Loi sur le crédit agricole, y compris le refinancement de prêts actifs.

Prêts aux syndicats agricoles
Octroi de prêts, en vertu de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, à des agriculteurs regroupés en syndicats afin de se partager l'achat et l'utilisation de machines aratoires, de bâtiments agricoles et d'équipement fixe.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	55,462,000	...	...	55,462,000	1	**Dépenses du programme**				
...	...	...	36,016	36,016		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	...	...	(997,500)	(997,500)		**Virement au crédit 15**				
...	55,462,000	...	(961,484)	54,500,516		**Total—Crédit 1**	53,445,152	1,055,364	...	51,369,989
...	42,000	...	(2,470)	39,530	(S)	**Ministre de l'Agriculture—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	41,682
...	4,963,000	...	511,000	5,474,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	5,474,000	...	...	4,620,000
...	60,467,000	...	(452,954)	60,014,046		**Total du programme—Budgétaire**	58,958,682	1,055,364	...	56,531,671
						Programme de développement du secteur agro-alimentaire[2]				
...	268,064,000	...	...	268,064,000	5	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	1,118,316	1,118,316		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	...	...	(635,000)	(635,000)		**Virement au crédit 15**				
...	268,064,000	...	483,316	268,547,316		**Total—Crédit 5**	252,788,878	15,758,438	...	260,636,548
...	112,900,000	...	...	112,900,000	10	**Dépenses en capital**				
...	...	...	(16,725,000)	(16,725,000)		**Virement au crédit 15**				
...	112,900,000	...	(16,725,000)	96,175,000		**Total—Crédit 10**	92,182,936	3,992,064	...	77,334,047
20,893,095	349,734,151	...	...	370,627,246	15	**Subventions et contributions**				
...	...	69,802,000	...	69,802,000	15b	**Subventions et contributions**				
...	...	48,820,700	...	48,820,700	15c	**Virement de $997,500 du crédit 1 (Agriculture), de $635,000 du crédit 5 (Agriculture), de $16,725,000 du crédit 10 (Agriculture), de $5,326,300 du crédit 20 (Agriculture), de $3,720,700 du crédit 25 (Agriculture), de $2,537,800 du crédit 35 (Agriculture), de $3,338,000 du crédit 40 (Agriculture), de $3,600,000 du crédit 45 (Agriculture) et de $6,427,000 du crédit 50 (Agriculture)**				
...	...	...	997,500	997,500		Virement du: crédit 1				
...	...	...	635,000	635,000		crédit 5				
...	...	...	16,725,000	16,725,000		crédit 10				
...	...	...	5,326,300	5,326,300		crédit 20				
...	...	...	3,720,700	3,720,700		crédit 25				
...	...	...	2,537,800	2,537,800		crédit 35				
...	...	...	3,338,000	3,338,000		crédit 40				

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	...	...	3,600,000	3,600,000		crédit 45				
...	...	...	6,427,000	6,427,000		crédit 50				
20,893,095	349,734,151	118,622,700	43,307,300	532,557,246		Total—Crédit 15	499,233,467	12,430,684	20,893,095	559,277,835
...	75,000,000	(22,000,000)	(28,452,538)	24,547,462	(S)	Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux dispositions touchant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	24,547,462	...	...	12,857,142
...	160,000,000	37,000,000	1,185,985	198,185,985	(S)	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	198,185,985	...	...	188,460,003
...	4,000,000	1,500,000	(1,186,336)	4,313,664	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles	4,313,664	...	...	5,700,102
...	12,000,000	...	(48,722)	11,951,278	(S)	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	11,951,278	...	...	6,384,592
700,000	200,000	...	(200,000)	700,000	(S)	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	...	...	700,000	...
...	14,000,000	...	(4,309,753)	9,690,247	(S)	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	9,690,247	...	...	8,321,582
...	130,500,000	(30,500,000)	(15,670,349)	84,329,651	(S)	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	84,329,651	...	...	116,906,795
...	26,444,000	...	2,721,000	29,165,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29,165,000	...	...	26,383,000
...	...	...	332,939	332,939	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	332,939	...	...	269,151
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	67,044
21,593,095	1,152,842,151	104,622,700	(18,562,158)	1,260,495,788		Total budgétaire	1,206,721,507	32,181,186	21,593,095	1,262,597,841
...	...	...	...	...		Crédits non budgétaires non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	14,379
21,593,095	**1,152,842,151**	**104,622,700**	**(18,562,158)**	**1,260,495,788**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,206,721,507**	**32,181,186**	**21,593,095**	**1,262,597,841**
...	...	...	...	...		**Non budgétaire**	...	...	...	**14,379**
						Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires				
...	179,960,000	...	...	179,960,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	355,868	355,868		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(5,326,300)	(5,326,300)		Virement au crédit 15				
...	179,960,000	...	(4,970,432)	174,989,568		Total—Crédit 20	170,069,095	4,920,473	...	168,066,471

...	35,495,000	...	...	35,495,000	25	Dépenses en capital				
...	...	...	(3,720,700)	(3,720,700)		Virement au crédit 15				
...	35,495,000	...	(3,720,700)	31,774,300		Total—Crédit 25	32,437,802	(663,502)	...	9,115,834
...	8,162,000	...	...	8,162,000	30	Contributions				
...	...	6,310,000	...	6,310,000	30b	Contributions				
...	8,162,000	6,310,000	...	14,472,000		Total—Crédit 30	14,368,465	103,535	...	6,537,324
...	21,116,000	...	2,173,000	23,289,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23,289,000	...	...	21,265,000
...	...	...	183	183	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	183	...	...	...
2,329,188	...	...	...	2,329,188	(S)	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	(740,615)	...	3,069,803	(846,573)
2,329,188	**244,733,000**	**6,310,000**	**(6,517,949)**	**246,854,239**		**Total du programme—Budgétaire**	**239,423,930**	**4,360,506**	**3,069,803**	**204,138,056**
						Programme du service canadien des forêts				
...	73,590,000	...	...	73,590,000	35	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3,088,900	...	3,088,900	35b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	863,700	863,700		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(2,537,800)	(2,537,800)		Virement au crédit 15				
...	73,590,000	3,088,900	(1,674,100)	75,004,800		Total—Crédit 35	69,994,257	5,010,543	...	67,500,521
...	31,236,000	...	...	31,236,000	40	Dépenses en capital				
...	...	2,375,600	...	2,375,600	40b	Dépenses en capital				
...	...	...	(3,338,000)	(3,338,000)		Virement au crédit 15				
...	31,236,000	2,375,600	(3,338,000)	30,273,600		Total—Crédit 40	25,545,609	4,727,991	...	27,772,208
...	63,857,500	...	...	63,857,500	45	Subventions et contributions				
...	...	48,676,700	...	48,676,700	45b	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	45c	Subventions et contributions				
...	...	...	(3,600,000)	(3,600,000)		Virement au crédit 15				
...	63,857,500	48,676,701	(3,600,000)	108,934,201		Total—Crédit 45	104,369,800	4,564,401	...	90,739,479
...	6,784,000	...	698,000	7,482,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,482,000	...	...	6,214,000
...	**175,467,500**	**54,141,201**	**(7,914,100)**	**221,694,601**		**Total du programme—Budgétaire**	**207,391,666**	**14,302,935**	...	**192,226,208**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Programme de la Commission canadienne des grains				
...	42,256,000	...	...	42,256,000	50	Dépenses du programme				
...	...	...	(6,427,000)	(6,427,000)		Virement au crédit 15				
...	42,256,000	...	(6,427,000)	35,829,000		Total—Crédit 50	33,400,381	2,428,619	...	32,714,077
...	4,446,000	...	458,000	4,904,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,904,000	...	...	4,565,000
...	...	...	1,359	1,359	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	1,359	...	...	447
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	258,493
...	46,702,000	...	(5,967,641)	40,734,359		**Total du programme—Budgétaire**	38,305,740	2,428,619	...	37,538,017
23,922,283 ...	1,680,211,651 ...	165,073,901 ...	(39,414,802) ...	1,829,793,033 ...		**Total du département—Budgétaire** **Non budgétaire**	1,750,801,525 ...	54,328,610 ...	24,662,898 ...	1,753,031,793 14,379
						Commission canadienne du lait				
...	4,415,000	...	...	4,415,000	55	Dépenses du programme	3,773,034	641,966	...	5,976,722
183,378,000	...	...	...	183,378,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi nº 4 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $300,000,000. (Net)	(50,794,800)	...	234,172,800	37,288,000
... 183,378,000	4,415,000 ...	... ...	... ...	4,415,000 183,378,000		**Total du programme—Budgétaire** **Non budgétaire**	3,773,034 (50,794,800)	641,966 ...	... 234,172,800	5,976,722 37,288,000
						Office canadien des provendes				
...	1,576,000	...	...	1,576,000	60	Dépenses de fonctionnement	1,315,954	260,046	...	1,356,372
...	18,100,000	...	...	18,100,000	65	Contributions	15,455,083	2,644,917	...	17,302,006
...	19,676,000	...	...	19,676,000		Total budgétaire	16,771,037	2,904,963	...	18,658,378
60,000,000	...	...	...	60,000,000	(S)	(L) Avances à l'Office en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme. Limites: article 17, $50,000,000 et article 16, $10,000,000. (Net)	...	...	60,000,000	...
... 60,000,000	19,676,000 ...	... ...	... ...	19,676,000 60,000,000		**Total du programme—Budgétaire** **Non budgétaire**	16,771,037 ...	2,904,963 ...	... 60,000,000	18,658,378 ...
						Canagrex[1]				
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,400,000
...	...	...	...	...		**Total du programme—Budgétaire**	...	...	...	5,400,000

						Société du crédit agricole				
6,667,000	...	...	...	6,667,000	(S)	(L) Paiements de capital en vertu de la Loi sur le crédit agricole, article 12. Limite $225,000,000. (Net)	—	...	6,667,000	28,400,000
897,239,000	87,500,000	...	(361,237,172)	623,501,828		Prêts à la Société en vertu de la Loi sur le crédit agricole, article 13. Le total ne doit dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société. (Net)	(213,022,303)	...	836,524,131	(196,976,229)
14,481,570	2,500,000	...	(2,500,000)	14,481,570	(S)	(L) Prêts destinés aux syndicats agricoles en vertu de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, article 8. Limite $25,000,000. (Net)	(1,346,095)	...	15,827,665	(2,848,953)
918,387,570	**90,000,000**	...	**(363,737,172)**	644,650,398		**Total du programme—Non budgétaire**	(214,368,398)	...	**859,018,796**	**(171,425,182)**
23,922,283	**1,704,302,651**	**165,073,901**	**(39,414,802)**	1,853,884,033		Total du ministère—Budgétaire	1,771,345,596	**57,875,539**	**24,662,898**	**1,783,066,893**
1,161,765,570	**90,000,000**	...	**(363,737,172)**	888,028,398		Non budgétaire	(265,163,198)	...	**1,153,191,596**	**(134,122,803)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

(2) Les paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest apparaissaient antérieurement sous le Programme des céréales et des graines oléagineuses du département des Affaires extérieures.

(3) La Société a été abrogée en 1984-85.

Programmes par activité

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
...	4,554,000	...	...	21,000	73,347	...	4,648,347	Services d'information	4,939,578	(291,231)	...	4,507,000
...	2,526,000	...	...	(63,000)	18,908	...	2,481,908	Planification stratégique et évaluation	2,647,195	(165,287)	...	2,336,000
...	51,305,000	...	36,016	(626,500)	416,275	...	51,130,791	Gestion et administration	48,259,909	2,870,882	...	45,544,671
...	58,385,000	...	36,016	(668,500)	508,530	...	58,261,046	Total—Fonctionnement	55,846,682	2,414,364	...	52,387,671
								Capital				
...	...	...	...	(74,000)	...	...	(74,000)	Services d'information	...	(74,000)	...	...
...	3,000	...	...	(3,000)	...	...	...	Planification stratégique et évaluation	...	...	...	...
...	2,079,000	...	...	(252,000)	...	...	1,827,000	Gestion et administration	3,112,000	(1,285,000)	...	4,144,000
...	2,082,000	...	...	(329,000)	...	...	1,753,000	Total—Capital	3,112,000	(1,359,000)	...	4,144,000
								Sommaire du programme				
...	4,554,000	...	...	(53,000)	73,347	...	4,574,347	Services d'information	4,939,578	(365,231)	...	4,507,000
...	2,529,000	...	...	(66,000)	18,908	...	2,481,908	Planification stratégique et évaluation	2,647,195	(165,287)	...	2,336,000
...	53,384,000	...	36,016	(878,500)	416,275	...	52,957,791	Gestion et administration	51,371,909	1,585,882	...	49,688,671
...	60,467,000	...	36,016	(997,500)	508,530	...	60,014,046	**Total du programme—Budgétaire**	58,958,682	1,055,364	...	56,531,671
								Programme de développement du secteur agro-alimentaire[1]				
								Fonctionnement				
...	19,493,000	...	199,700	(471,300)	193,191	...	19,414,591	Recherche sur les ressources naturelles	20,402,331	(987,740)	...	21,793,000
...	120,520,000	...	1,123,904	(978,700)	1,686,091	...	122,351,295	Recherche sur le développement de la production	116,653,924	5,697,371	...	116,288,000
...	11,623,000	...	48,900	(155,000)	96,596	...	11,613,496	Recherche sur les problèmes des transformateurs, des distributeurs, des détaillants et des consommateurs et prestation de l'information pertinente	9,080,745	2,532,751	...	8,848,000

...	16,070,000	...	...	(636,000)	136,050	...	15,570,050	Développement des marchés et analyse économique	15,899,199	(329,149)	...	14,209,000
...	20,163,000	...	42,647	(339,000)	136,050	...	20,002,697	Analyse économique et élaboration des politiques rurales et régionales	14,106,173	5,896,524	...	14,852,000
...	1,457,000	...	...	...	...	...	1,457,000	Aide au développement international	1,655,635	(198,635)	...	1,379,000
...	145,000,000	(30,500,000)	2,341	4,779,500	(15,670,348)	...	103,611,493	Stabilisation du revenu, prêts et services consultatifs	96,815,037	6,796,456	...	135,615,494
...	40,528,000	...	31,724	(1,409,000)	380,940	...	39,531,664	Rétablissement agricole des Prairies	38,276,456	1,255,208	...	38,135,000
...	50,154,000	...	(330,900)	(1,425,500)	425,020	...	48,822,620	Gestion et administration	53,726,968	(4,904,348)	...	53,076,000
...	425,008,000	(30,500,000)	1,118,316	(635,000)	(12,616,410)	...	382,374,906	Total—Fonctionnement	366,616,468	15,758,438	...	404,195,494
								Capital				
...	2,602,000	...	...	(1,224,100)	...	...	1,377,900	Recherche sur les ressources naturelles	1,658,811	(280,911)	...	2,451,000
...	53,345,000	...	...	(3,252,100)	...	...	50,092,900	Recherche sur le développement de la production	39,956,021	10,136,879	...	27,062,000
...	15,448,000	...	...	(3,522,300)	...	...	11,925,700	Recherche sur les problèmes des transformateurs, des distributeurs, des détaillants et des consommateurs et prestation de l'information pertinente	13,302,823	(1,377,123)	...	22,283,000
...	344,000	...	...	(15,000)	...	...	329,000	Développement des marchés et analyse économique	378,198	(49,198)	...	152,000
...	8,979,000	...	...	580,000	...	...	9,559,000	Analyse économique et élaboration des politiques rurales et régionales	2,184,850	7,374,150	...	894,000
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Aide au développement international	11,147	(6,147)	...	...
...	1,260,000	...	...	(107,000)	...	...	1,153,000	Stabilisation du revenu, prêts et services consultatifs	150,721	1,002,279	...	309,000
...	23,306,000	...	...	(9,184,500)	...	...	14,121,500	Rétablissement agricole des Prairies	15,903,709	(1,782,209)	...	10,517,000
...	7,611,000	...	...	...	...	...	7,611,000	Gestion et administration	18,636,656	(11,025,656)	...	13,666,047
...	112,900,000	...	...	(16,725,000)	...	...	96,175,000	Total—Capital	92,182,936	3,992,064	...	77,334,047
								Paiements de transfert				
...	3,000	...	...	...	...	...	3,000	Recherche sur les ressources naturelles	...	3,000	...	3,000
...	4,068,700	...	...	1,250,900	...	...	5,319,600	Recherche sur le développement de la production	5,297,211	22,389	...	5,700,668
700,000	27,966,000	...	...	175,000	(4,558,475)	...	24,282,525	Développement des marchés et analyse économique	23,464,398	118,127	700,000	26,134,731
...	19,214,000	4,997,000	...	(5,820,900)	...	...	18,390,100	Analyse économique et élaboration des politiques rurales et régionales	18,360,016	30,084	...	28,958,971
...	885,000	...	...	(175,000)	...	...	710,000	Aide au développement international	709,134	866	...	744,704
...	553,337,000	16,905,000	...	2,221,000	(28,452,889)	...	544,010,111	Stabilisation du revenu, prêts et services consultatifs	543,986,532	23,579	...	650,719,332

Programmes par activité—*Suite*

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements								
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Rétablissement agricole des Prairies	...	8,395,000	113,220,700	...	44,117,445	...	...	165,733,145	153,500,862	12,232,283	...	67,357,029
Gestion et administration	20,893,095	1,065,451	...	...	1,538,855	...	...	23,497,401	2,603,950	356	20,893,095	1,449,865
Total—Paiements de transfert	21,593,095	614,934,151	135,122,700	...	43,307,300	(33,011,364)	...	781,945,882	747,922,103	12,430,684	21,593,095	781,068,300
Non budgétaire												
Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14,379
Sommaire du programme												
Recherche sur les ressources naturelles	...	22,098,000	...	199,700	(1,695,400)	193,191	...	20,795,491	22,061,142	(1,265,651)	...	24,247,000
Recherche sur le développement de la production	...	177,933,700	...	1,123,904	(2,979,900)	1,686,091	...	177,763,795	161,907,156	15,856,639	...	149,050,668
Recherche sur les problèmes des transformateurs, des distributeurs, des détaillants et des consommateurs et prestation de l'information pertinente	...	27,071,000	...	48,900	(3,677,300)	96,596	...	23,539,196	22,383,568	1,155,628	...	31,131,000
Développement des marchés et analyse économique	700,000	44,380,000	...	...	(476,000)	(4,422,425)	...	40,181,575	39,741,795	(260,220)	700,000	40,495,731
Analyse économique et élaboration des politiques rurales et régionales	...	48,356,000	4,997,000	42,647	(5,579,900)	136,050	...	47,951,797	34,651,039	13,300,758	...	44,704,971
Aide au développement international	...	2,347,000	...	...	(175,000)	...	...	2,172,000	2,375,916	(203,916)	...	2,123,704
Stabilisation du revenu, prêts et services consultatifs	...	699,597,000	(13,595,000)	2,341	6,893,500	(44,123,237)	...	648,774,604	640,952,290	7,822,314	...	786,643,826
Rétablissement agricole des Prairies—												
Budgétaire	...	72,229,000	113,220,700	31,724	33,523,945	380,940	...	219,386,309	207,681,027	11,705,282	...	116,009,029
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14,379
Gestion et administration	20,893,095	58,830,451	...	(330,900)	113,355	425,020	...	79,931,021	74,967,574	(15,929,648)	20,893,095	68,191,912
Total du programme—												
Budgétaire	**21,593,095**	**1,152,842,151**	**104,622,700**	**1,118,316**	**25,947,300**	**(45,627,774)**	**—**	**1,260,495,788**	**1,206,721,507**	**32,181,186**	**21,593,095**	**1,262,597,841**
Non budgétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	**14,379**

								Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires				
								Fonctionnement				
...	19,331,000	...	32,040	(1,613,575)	376,898	...	18,126,363	Recherche et services consultatifs	17,683,654	442,709	...	19,733,000
...	60,285,000	...	99,680	(1,036,560)	519,324	...	59,867,444	Inspection et protection des cultures, du bétail et approvisionnements en facteurs de production agricole	58,469,531	1,397,913	...	55,099,000
...	42,487,000	...	78,320	(12,367,076)	413,045	...	30,611,289	Préservation des marchés	29,593,960	1,017,329	...	34,898,000
...	62,603,000	...	117,348	4,443,114	544,868	...	67,708,330	Inspection et contrôle des établissements de production et des produits alimentaires	66,076,019	1,632,311	...	60,942,471
2,329,188	12,854,000	...	...	...	352,000	(13,206,000)	2,329,188	Surveillance des hippodromes	(740,615)	...	3,069,803	(890,573)
...	16,370,000	...	28,480	5,247,797	319,048	...	21,965,325	Gestion et administration	21,535,114	430,211	...	18,659,000
...	(13,206,000)	...	...	...	...	13,206,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
2,329,188	200,724,000	...	355,868	(5,326,300)	2,525,183	...	200,607,939	Total—Fonctionnement	192,617,663	4,920,473	3,069,803	188,440,898
								Capital				
...	27,211,000	...	...	(1,456,634)	...	...	25,754,366	Recherche et services consultatifs	26,422,591	(668,225)	...	4,125,000
...	5,978,000	...	...	(1,466,496)	...	...	4,511,504	Inspection et protection des cultures, du bétail et approvisionnements en facteurs de production agricole	4,507,518	3,986	...	2,403,834
...	1,531,000	...	...	(1,017,146)	...	...	513,854	Préservation des marchés	513,608	246	...	668,000
...	303,000	...	...	(122,480)	...	...	180,520	Inspection et contrôle des établissements de production et des produits alimentaires	180,520	...	...	214,000
...	352,000	...	...	...	(352,000)	...	...	Surveillance des hippodromes	...	...	...	44,000
...	472,000	...	...	342,056	...	...	814,056	Gestion et administration	813,565	491	...	1,705,000
...	35,847,000	...	...	(3,720,700)	(352,000)	...	31,774,300	Total—Capital	32,437,802	(663,502)	...	9,159,834
								Paiements de transfert				
...	685,000	...	...	(13,950)	...	...	671,050	Inspection et protection des cultures, du bétail et approvisionnements en facteurs de production agricole	593,411	77,639	...	558,646
...	7,477,000	6,310,000	...	13,950	...	...	13,800,950	Gestion et administration	13,775,054	25,896	...	5,978,678
...	8,162,000	6,310,000	...	...	...	...	14,472,000	Total—Paiements de transfert	14,368,465	103,535	...	6,537,324
								Sommaire du programme				
...	46,542,000	...	32,040	(3,070,209)	376,898	...	43,880,729	Recherche et services consultatifs	44,106,245	(225,516)	...	23,858,000
...	66,948,000	...	99,680	(2,517,006)	519,324	...	65,049,998	Inspection et protection des cultures, du bétail et approvisionnements en facteurs de production agricole	63,570,460	1,479,538	...	58,061,480
...	44,018,000	...	78,320	(13,384,222)	413,045	...	31,125,143	Préservation des marchés	30,107,568	1,017,575	...	35,366,000

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	62,906,000	...	117,348	4,320,634	544,868	...	67,888,850	**Inspection et contrôle des établissements de production et des produits alimentaires**	66,256,539	1,632,311	...	61,156,471
2,329,188	...	...	...	...	...	...	2,329,188	**Surveillance des hippodromes**	(740,615)	...	3,069,803	(846,573)
...	24,319,000	6,310,000	28,480	5,603,803	319,048	...	36,580,331	**Gestion et administration**	36,123,733	456,598	...	26,342,678
2,329,188	**244,733,000**	**6,310,000**	**355,868**	**(9,047,000)**	**2,173,183**	**...**	**246,854,239**	**Total du programme—Budgétaire**	**239,423,930**	**4,360,506**	**3,069,803**	**204,138,056**
								Programme du service canadien des forêts				
								Fonctionnement				
...	14,402,000	3,088,900	863,700	(559,800)	55,067	...	17,849,867	Mise en valeur des forêts	9,285,523	8,564,344	...	6,954,242
...	59,545,000	...	...	(1,786,000)	545,482	(490,000)	57,814,482	Recherche forestière et services techniques	52,063,996	5,750,486	...	49,563,472
...	6,917,000	...	...	(192,000)	97,451	...	6,822,451	Gestion et administration	16,126,738	(9,304,287)	...	17,196,807
...	(490,000)	...	...	...	...	490,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	80,374,000	3,088,900	863,700	(2,537,800)	698,000	...	82,486,800	Total—Fonctionnement	77,476,257	5,010,543	...	73,714,521
								Capital				
...	3,769,000	551,600	...	(296,000)	...	...	4,024,600	Mise en valeur des forêts	3,275,950	748,650	...	2,310,190
...	27,448,000	1,824,000	...	(26,666,000)	...	(15,000)	2,591,000	Recherche forestière et services techniques	4,871,050	(2,280,050)	...	2,634,018
...	34,000	...	...	23,624,000	...	...	23,658,000	Gestion et administration	17,398,609	6,259,391	...	22,828,000
...	(15,000)	...	...	...	...	15,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	31,236,000	2,375,600	...	(3,338,000)	...	...	30,273,600	Total—Capital	25,545,609	4,727,991	...	27,772,208
								Paiements de transfert				
...	54,344,000	48,676,701	...	(4,005,000)	...	...	99,015,701	Mise en valeur des forêts	94,466,516	4,549,185	...	81,912,034
...	8,913,500	...	...	200,000	...	...	9,113,500	Recherche forestière et services techniques	9,113,321	179	...	8,059,528
...	600,000	...	...	205,000	...	...	805,000	Gestion et administration	789,963	15,037	...	767,917
...	63,857,500	48,676,701	...	(3,600,000)	...	...	108,934,201	Total—Paiements de transfert	104,369,800	4,564,401	...	90,739,479
								Sommaire du programme				
...	72,515,000	52,317,201	863,700	(4,860,800)	55,067	...	120,890,168	Mise en valeur des forêts	107,027,989	13,862,179	...	91,176,466

...	95,401,500	1,824,000	...	(28,252,000)	545,482	...	69,518,982	Recherche forestière et services techniques	66,048,367	3,470,615	...	60,257,018
...	7,551,000	...	...	23,637,000	97,451	...	31,285,451	Gestion et administration	34,315,310	(3,029,859)	...	40,792,724
...	**175,467,500**	**54,141,201**	**863,700**	**(9,475,800)**	**698,000**	**...**	221,694,601	**Total du programme—Budgétaire**	207,391,666	**14,302,935**	**...**	**192,226,208**
								Programme de la Commission canadienne des grains				
								Fonctionnement				
...	20,415,000	...	...	(3,600,000)	213,459	...	17,028,459	Inspection des céréales	16,126,905	901,554	...	17,154,900
...	10,808,000	...	...	(2,080,000)	106,700	...	8,834,700	Pesage des céréales	8,047,467	787,233	...	8,645,000
...	5,256,000	...	...	(127,000)	63,200	...	5,192,200	Contrôle des céréales et recherches	5,286,267	(94,067)	...	4,866,000
...	4,131,000	...	...	(267,000)	46,700	...	3,910,700	Économie et statistique	3,712,134	198,566	...	3,672,000
...	2,912,000	...	...	(353,000)	29,300	...	2,588,300	Administration	2,338,078	250,222	...	2,197,000
...	43,522,000	...	...	(6,427,000)	459,359	...	37,554,359	Total—Fonctionnement	35,510,851	2,043,508	...	36,534,900
								Capital				
...	989,000	...	...	...	...	...	989,000	Inspection des céréales	941,300	47,700	...	254,000
...	430,000	...	...	...	...	...	430,000	Pesage des céréales	36,900	393,100	...	77,000
...	1,408,000	...	...	...	...	...	1,408,000	Contrôle des céréales et recherches	504,000	904,000	...	451,000
...	147,000	...	...	...	...	...	147,000	Économie et statistique	1,235,200	(1,088,200)	...	86,000
...	202,000	...	...	...	...	...	202,000	Administration	74,090	127,910	...	27,000
...	3,176,000	...	...	...	...	...	3,176,000	Total—Capital	2,791,490	384,510	...	895,000
								Paiements de transfert				
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Contrôle des céréales et recherches	3,399	601	...	3,587
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	104,530
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Total—Paiements de transfert	3,399	601	...	108,117
								Sommaire du programme				
...	21,404,000	...	...	(3,600,000)	213,459	...	18,017,459	**Inspection des céréales**	17,068,205	949,254	...	17,408,900
...	11,238,000	...	...	(2,080,000)	106,700	...	9,264,700	**Pesage des céréales**	8,084,367	1,180,333	...	8,722,000
...	6,668,000	...	...	(127,000)	63,200	...	6,604,200	**Contrôle des céréales et recherches**	5,793,666	810,534	...	5,320,587
...	4,278,000	...	...	(267,000)	46,700	...	4,057,700	**Économie et statistique**	4,947,334	(889,634)	...	3,758,000
...	3,114,000	...	...	(353,000)	29,300	...	2,790,300	**Administration**	2,412,168	378,132	...	2,224,000
...	...	...	...	...	...	...	...	**Activités non requises pour l'exercice en cours**	...	...	...	104,530
...	**46,702,000**	**...**	**...**	**(6,427,000)**	**459,359**	**...**	40,734,359	**Total du programme—Budgétaire**	38,305,740	**2,428,619**	**...**	**37,538,017**
								Total du département—				
23,922,283	**1,680,211,651**	**165,073,901**	**2,373,900**	**...**	**(41,788,702)**	**...**	1,829,793,033	**Budgétaire**	1,750,801,525	**54,328,610**	**24,662,898**	**1,753,031,793**
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	...	**Non budgétaire**	...	**...**	**...**	**14,379**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Commission canadienne du lait				
								Fonctionnement				
...	4,400,000	...	...	...	...	...	4,400,000	**Administration et opérations**	3,739,034	660,966	...	5,779,722
								Capital				
...	15,000	...	...	...	...	...	15,000	**Administration et opérations**	34,000	(19,000)	...	197,000
								Non budgétaire				
183,378,000	...	...	...	...	...	...	183,378,000	**Administration et opérations**	(50,794,800)	...	234,172,800	37,288,000
								Total du programme—				
...	**4,415,000**	...	...	...	...	...	4,415,000	**Budgétaire**	3,773,034	**641,966**	...	**5,976,722**
183,378,000	...	...	...	...	...	...	183,378,000	**Non budgétaire**	(50,794,800)	...	**234,172,800**	**37,288,000**
								Office canadien des provendes				
								Fonctionnement				
...	471,000	...	...	...	...	...	471,000	**Péréquation des frais de transport des céréales fourragères**	470,135	865	...	456,057
...	1,096,000	...	...	...	...	...	1,096,000	**Stabilité de l'approvisionnement et des prix**	831,488	264,512	...	852,678
...	1,567,000	...	...	...	...	...	1,567,000	**Total—Fonctionnement**	1,301,623	265,377	...	1,308,735
								Capital				
...	8,000	...	...	...	...	...	8,000	**Péréquation des frais de transport des céréales fourragères**	12,476	(4,476)	...	41,448
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	**Stabilité de l'approvisionnement et des prix**	1,855	(855)	...	6,189
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	**Total—Capital**	14,331	(5,331)	...	47,637
								Paiements de transfert				
...	18,100,000	...	...	...	...	...	18,100,000	**Péréquation des frais de transport des céréales fourragères**	15,455,083	2,644,917	...	17,004,605
...	...	...	...	...	...	...	...	**Activités non requises pour l'exercice en cours**	...	...	...	297,401
...	18,100,000	...	...	...	...	...	18,100,000	**Total—Paiements de transfert**	15,455,083	2,644,917	...	17,302,006

								Non budgétaire				
60,000,000	...	...	...	...	...	...	60,000,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	...	...	60,000,000	...
								Sommaire du programme				
								Péréquation des frais de transport des céréales fourragères—				
...	18,579,000	...	...	...	...	...	18,579,000	Budgétaire	15,937,694	2,641,306	...	17,502,110
60,000,000	...	...	...	...	...	...	60,000,000	Non budgétaire	...	...	60,000,000	...
...	1,097,000	...	...	...	...	...	1,097,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	833,343	263,657	...	858,867
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	297,401
								Total du programme—				
...	**19,676,000**	...	...	...	...	...	19,676,000	**Budgétaire**	16,771,037	2,904,963	...	**18,658,378**
60,000,000	...	...	...	...	...	...	60,000,000	**Non budgétaire**	...	...	**60,000,000**	...
								Canagrex(2)				
								Fonctionnement				
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	5,400,000
								Total du programme—				
...	...	...	...	...	...	...	...	**Budgétaire**	...	...	...	**5,400,000**
								Société du crédit agricole				
								Non budgétaire				
...	255,000,000	...	...	...	(255,000,000)	...	...	Prêts aux agriculteurs	234,168,000	...	...	269,098,000
...	2,500,000	...	...	...	(2,500,000)	...	...	Prêts aux syndicats agricoles	1,100,000	...	...	1,700,000
								Refinancement et remboursements:				
...	(7,500,000)	...	...	...	...	7,500,000	...	Refinancement de prêts actifs aux agriculteurs	(12,821,000)	...	...	(12,605,000)
...	(40,000,000)	...	...	...	...	40,000,000	...	Emprunts nets des marchés de capitaux	(273,460,000)	...	...	(167,543,000)
...	(120,000,000)	...	...	...	...	120,000,000	...	Remboursement du principal par les agriculteurs et les syndicats	(163,355,398)	...	...	(262,075,182)
918,387,570	...	...	...	...	(106,237,172)	(167,500,000)	644,650,398	Société du crédit agricole	...	...	...	...
								Total du programme—				
918,387,570	**90,000,000**	...	...	...	**(363,737,172)**	...	**644,650,398**	**Non budgétaire**	(214,368,398)	...	**859,018,796**	**(171,425,182)**
								Total du ministère—				
23,922,283	**1,704,302,651**	**165,073,901**	**2,373,900**	...	**(41,788,702)**	...	**1,853,884,033**	**Budgétaire**	**1,771,345,596**	**57,875,539**	**24,662,898**	**1,783,066,893**
1,161,765,570	**90,000,000**	...	...	...	**(363,737,172)**	...	**888,028,398**	**Non budgétaire**	**(265,163,198)**	...	**1,153,191,596**	**(134,122,803)**

(1) Les paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest apparaissaient antérieurement sous le Programme des céréales et des graines oléagineuses du département des Affaires extérieures.
(2) La Société a été abrogée en 1984-85.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de développement du secteur agro-alimentaire[1]				
							Subventions				
							Recherche sur le développement de la production				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Subvention à l'organisation pour la coopération et le développement économiques	25,000	...	...	12,705
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Foire royale d'hiver, Toronto	100,000	...	...	100,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Canadian Western Agribition, Regina	100,000	...	...	100,000
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Le Salon international de l'agriculture et de l'alimentation	29,849	20,151	...	50,000
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Conseil canadien des cercles 4-H	56,000	(11,000)	...	45,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Federated Women's Institutes of Canada	25,000	(5,000)	...	20,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Conseil canadien du labour	10,000	...	...	10,000
...	350,000	...	...	...	...	350,000		345,849	4,151	...	337,705
							Développement des marchés et analyse économique				
700,000	200,000	...	...	...	(200,000)	700,000	(S) Subvention aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	...	...	700,000	...
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Subventions pour aider à la mise en marché des produits agricoles	13,215	6,785	...	20,000
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Conseil canadien d'horticulture	27,000	3,000	...	30,000
700,000	250,000	...	...	...	(200,000)	750,000		40,215	9,785	700,000	50,000
							Aide au développement international				
...	60,000	...	...	...	...	60,000	L'association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation	60,000	...	...	60,000
							Gestion et administration				
...	999,000	...	...	...	...	999,000	Subvention aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	998,980	20	...	1,325,830
700,000	**1,659,000**	...	...	...	**(200,000)**	**2,159,000**	Total—Subventions	**1,445,044**	**13,956**	**700,000**	**1,773,535**

							Contributions				
							Recherche sur les ressources naturelles				
...	3,000	...	...	...	...	3,000	Droits d'affiliation du Canada à la Commission internationale de l'irrigation et du drainage	...	3,000	...	3,000
							Recherche sur le développement de la production				
...	2,348,000	...	...	(74,414)	...	2,273,586	Foires des catégories «A» et «B», foires d'hiver et de printemps, foires spéciales	2,273,586	...	...	2,448,542
...	...	...	...	1,400,943	...	1,400,943	Contribution à Ontario Dairy Herd Improvement Corporation	1,400,943	...	...	...
...	178,000	...	...	(43,821)	...	134,179	Transport du bétail, aller et retour, à la Foire royale d'hiver, Toronto et à la Canadian Western Agribition, Regina	134,179	...	...	90,059
...	290,200	...	...	(31,808)	...	258,392	Contributions aux cercles 4-H organisés en collaboration avec le Conseil des cercles 4-H	249,623	8,769	...	235,977
...	2,500	...	...	...	...	2,500	Droits d'affiliation du Canada à la Société internationale des sciences horticoles	...	2,500	...	1,365
...	750,000	...	...	(50,000)	...	700,000	Contributions aux groupements de producteurs et d'industriels, aux universités et aux organismes provinciaux pour stimuler le rendement, créer et adapter de nouvelles cultures et variétés aux fins de production commerciale	693,031	6,969	...	752,020
...	150,000	...	...	50,000	...	200,000	Registre national du bétail canadien	200,000	...	...	400,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,435,000
...	3,718,700	...	...	1,250,900	...	4,969,600		4,951,362	18,238	...	5,362,963
							Développement des marchés et analyse économique				
...	85,000	...	...	...	...	85,000	Conseil des grains du Canada	81,000	4,000	...	90,000
...	...	...	...	253,000	...	253,000	Paiements de contribution à Saskatchewan Credit Union Central de la part de Canadian Co-Operative Implements Ltd. en vertu de l'entente de refinancement de 1985	252,302	698	...	...
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contributions aux organisations commerciales, aux associations industrielles, aux universités et aux instituts canadiens pour favoriser l'amélioration de la commercialisation des produits agro-alimentaires canadiens	215,647	34,353	...	312,038
...	1,200,000	...	...	(78,000)	...	1,122,000	Contributions aux groupements de producteurs pour les frais de construction d'entrepôts frigorifiques ordinaires, sans givrage, à atmosphère contrôlée, à double paroi ou autres de type spécial, pour les pommes de terre, les fruits et les légumes, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	1,057,709	64,291	...	3,303,656

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							(S) Paiements à des organisations de producteurs de montants équivalant:				
							i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égard des sommes empruntées par les organisations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes; et				
...	12,000,000	...	...	...	(48,722)	11,951,278	ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	11,951,278	...	...	6,384,592
...	14,000,000	...	...	...	(4,309,753)	9,690,247	(S) Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	9,690,247	...	...	8,321,582
...	181,000	...	...	...	...	181,000	Contribution à une organisation de promotion de marché, pour promouvoir la vente de pommes de terre de semence d'origine canadienne	176,000	5,000	...	105,819
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7,567,044
...	27,716,000	...	...	175,000	(4,358,475)	23,532,525		23,424,183	108,342	...	26,084,731
							Analyse économique et élaboration des politiques rurales et régionales				
...	...	...	...	977,200	...	977,200	Contribution aux pomiculteurs en compensation des pertes causées par le gel et pour la mise en place d'installations pour l'exploitation des vergers commerciaux	977,105	95	...	13,968,343
							Contributions en vue de réaliser les possibilités de développement convenues afin de promouvoir le développement économique et régional dans le secteur agro-alimentaire de chaque province:				
...	5,992,000	1,617,000	...	(1,250,000)	...	6,359,000	Initiatives en vertu des ententes-cadres de développement	6,358,599	401	...	10,855,338
...	1,462,000	...	...	(24,000)	...	1,438,000	Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales	1,408,802	29,198	...	1,427,661
...	11,760,000	930,000	...	(3,468,100)	...	9,221,900	Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional (EDER), du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique	9,221,778	122	...	1,493,509

...	...	2,450,000	...	(2,056,000)	...	394,000	Aide aux exploitations agricoles victimes de la tempête qui a endommagé le centre de l'Ontario	393,732	268	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,214,120
...	19,214,000	4,997,000	...	(5,820,900)	...	18,390,100		18,360,016	30,084	...	28,958,971
							Aide au développement international				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Droits d'affiliation d'Agriculture Canada à la Fédération internationale de laiterie—Canada	15,000	...	...	14,077
...	810,000	...	...	(175,000)	...	635,000	Bureaux agricoles du Commonwealth	634,134	866	...	670,627
...	825,000	...	...	(175,000)	...	650,000		649,134	866	...	684,704
							Stabilisation du revenu, prêts et services consultatifs				
...	308,100,000	...	...	(742,888)	...	307,357,112	Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	307,357,112	...	...	397,263,984
...	3,312,000	405,000	...	(170,000)	...	3,547,000	Paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés	3,546,225	775	...	10,282,591
...	4,000	...	...	...	...	4,000	Contribution au Conseil canadien de la sécurité pour la réalisation de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	4,000	...	...	4,000
...	2,921,000	...	...	2,656,000	...	5,577,000	Contribution aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon des ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs	5,576,511	489	...	1,041,596
...	...	...	...	131,000	...	131,000	Contribution à la province du Manitoba pour le développement et la promotion d'un programme d'assurance-fourrages	130,633	367	...	...
...	...	...	...	279,766	...	279,766	Contributions à des fermiers du Québec en raison de l'augmentation des coûts de fourrages provenant de pertes de récolte en 1983 occasionnées par le mauvais climat	257,818	21,948	...	27,000,000
...	...	...	...	67,122	...	67,122	Contribution d'au moins deux tiers des coûts de transport à l'extérieur de la province aux producteurs ou traiteurs de pommes de 1985 utilisées pour la fabrication de jus de pommes	67,122	...	...	...
...	75,000,000	(22,000,000)	...	...	(28,452,538)	24,547,462	(S) Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux prévisions minimales de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	24,547,462	...	...	12,857,142
...	160,000,000	37,000,000	...	...	1,185,985	198,185,985	(S) Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	198,185,985	...	...	188,460,003

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	4,000,000	1,500,000	...	...	(1,186,336)	4,313,664	(S) Garantie des prêts en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles	4,313,664	...	...	5,700,102
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8,109,914
...	553,337,000	16,905,000	...	2,221,000	(28,452,889)	544,010,111		543,986,532	23,579	...	650,719,332
							Rétablissement agricole des Prairies				
...	93,000	...	...	1,000	...	94,000	Contributions aux provinces du Manitoba et de la Saskatchewan pour l'exécution d'enquêtes et d'études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse en vue de l'élaboration d'une stratégie à long terme qui assurera le développement économique de ces provinces	93,791	209	...	141,276
...	7,262,000	...	...	(998,000)	...	6,264,000	Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	6,263,033	967	...	7,400,824
...	1,040,000	...	...	(877,000)	...	163,000	Contributions aux producteurs de bétail dans des régions spécifiques du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta touchées par la sécheresse afin de les aider à conserver leurs troupeaux d'élevage et à rencontrer les paiements pour frais administratifs dus aux provinces	161,960	1,040	...	59,814,929
...	...	64,400,000	...	(1,583,000)	...	62,817,000	Contributions aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse dans les provinces de l'Ouest du Canada	61,417,238	1,399,762	...	...
...	...	42,820,700	...	47,574,445	...	90,395,145	Contributions fédérales aux producteurs en culture fourragère des provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba en vertu du programme d'aide pour les pertes de récolte	80,998,680	9,396,465	...	...
...	...	6,000,000	...	...	...	6,000,000	Contributions aux producteurs en culture fourragère en vertu d'une entente sur le partage des coûts avec la Colombie-Britannique en vertu du programme d'aide pour les pertes de récolte	4,566,160	1,433,840	...	...
...	8,395,000	113,220,700	...	44,117,445	...	165,733,145		153,500,862	12,232,283	...	67,357,029

							Gestion et administration				
...	66,451	...	...	11,000	...	77,451	Conseil canadien de recherches agricoles	77,115	336	...	60,442
20,893,095	...	...	...	...	...	20,893,095	Programme de développement des petites fermes	...	...	20,893,095	...
...	...	...	...	1,527,855	...	1,527,855	Paiement conformément à l'accord conclu avec l'Université de Guelph, pour un programme de construction et de rénovation établi pour le collège vétérinaire, à Guelph, Ontario afin de recouvrir pleine accréditation	1,527,855	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	63,593
20,893,095	66,451	...	...	1,538,855	...	22,498,401		1,604,970	336	20,893,095	124,035
28,893,095	**613,275,151**	**135,122,700**	...	**43,307,300**	**(32,811,364)**	**779,786,882**	Total—Contributions	746,477,059	**12,416,728**	**20,893,095**	**779,294,765**
							Sommaire du programme par activité				
...	3,000	...	...	...	...	3,000	Recherche sur les ressources naturelles	...	3,000	...	3,000
...	4,068,700	...	...	1,250,900	...	5,319,600	Recherche sur le développement de la production	5,297,211	22,389	...	5,700,668
700,000	27,966,000	...	...	175,000	(4,558,475)	24,282,525	Développement des marchés et analyse économique	23,464,398	118,127	700,000	26,134,731
...	19,214,000	4,997,000	...	(5,820,900)	...	18,390,100	Analyse économique et élaboration des politiques rurales et régionales	18,360,016	30,084	...	28,958,971
...	885,000	...	...	(175,000)	...	710,000	Aide au développement international	709,134	866	...	744,704
...	553,337,000	16,905,000	...	2,221,000	(28,452,889)	544,010,111	Stabilisation du revenu, prêts et services consultatifs	543,986,532	23,579	...	650,719,332
...	8,395,000	113,220,700	...	44,117,445	...	165,733,145	Rétablissement agricole des Prairies	153,500,862	12,232,283	...	67,357,029
20,893,095	1,065,451	...	...	1,538,855	...	23,497,401	Gestion et administration	2,603,950	356	20,893,095	1,449,865
21,593,095	**614,934,151**	**135,122,700**	—	**43,307,300**	**(33,011,364)**	**781,945,882**	**Total du programme**	**747,922,103**	**12,430,684**	**21,593,095**	**781,868,388**
							Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires				
							Contributions				
							Inspection et protection des cultures, du bétail et approvisionnements en facteurs de production agricole				
...	525,000	...	...	(3,950)	...	521,050	Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi sur les maladies et la protection des animaux	459,828	61,222	...	484,329
...	140,000	...	...	...	...	140,000	Contributions aux provinces, conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage	129,700	10,300	...	74,317
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites du charbon bactéridien	3,883	6,117	...	...
...	10,000	...	...	(10,000)	...	...	Indemnisation en conformité avec la Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides et la Loi sur la quarantaine des plantes	...	...	...	...
...	685,000	...	...	(13,950)	—	671,050		593,411	77,639	...	558,646

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Gestion et administration				
...	42,000	...	...	14,970	...	56,970	Droits d'affiliation du Canada à l'Office international des épizooties	56,966	4	...	38,116
...	5,000	...	...	(1,020)	...	3,980	Association canadienne des vétérinaires	3,870	110	...	3,590
...	7,430,000	6,310,000	...	...	...	13,740,000	Conformément à l'entente conclue avec les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, ces paiements sont versés à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'acquittement des coûts de conception et de construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	13,714,218	25,782	...	4,341,343
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,595,629
...	7,477,000	6,310,000	...	13,950	...	13,800,950		13,775,054	25,896	...	5,978,678
							Sommaire du programme par activité				
...	685,000	...	...	(13,950)	...	671,050	Inspection et protection des cultures, du bétail et approvisionnements en facteurs de production agricole	593,411	77,639	...	558,646
...	7,477,000	6,310,000	...	13,950	...	13,800,950	Gestion et administration	13,775,054	25,896	...	5,978,678
—	8,162,000	6,310,000	—	—	—	14,472,000	**Total du programme**	14,368,465	103,535	—	6,537,324
							Programme du service canadien des forêts				
							Subventions				
							Mise en valeur des forêts				
...	...	95,701	...	...	...	95,701	Subvention à la Fondation Richard St. Barbe Baker	95,700	1	...	...
...	...	...	...	20,000	...	20,000	Subvention au Mouvement Aménagement-Jeunesse/Association des industries forestières du Québec	20,000	...	...	...
...	...	95,701	...	20,000	...	115,701		115,700	1	...	...
							Recherche forestière et services techniques				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Association forestière du Canada	50,000	...	...	50,000
...	10,500	...	...	...	...	10,500	Institut forestier du Commonwealth	10,500	...	...	10,500
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Festival de la forêt	5,000	...	...	5,000

...	2,289,000	...	...	...	...	2,289,000	Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts	2,289,000	...	...	1,978,414
...	580,000	...	...	...	...	580,000	Programme de bourses du Canada	580,000	...	...	194,985
...	2,934,500	...	...	...	...	2,934,500		2,934,500	...	...	2,238,899
...	**2,934,500**	**95,701**	**...**	**20,000**	**...**	**3,050,201**	Total—Subventions	**3,050,200**	**1**	**...**	**2,238,899**
							Contributions				
							Mise en valeur des forêts				
...	46,234,000	43,898,000	...	(3,620,000)	...	86,512,000	Contributions aux organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement prises en vertu de l'entente-cadre de développement et des ententes auxiliaires aux fins du rétablissement économique et socio-économique	85,078,691	1,433,309	...	58,749,700
...	6,675,000	...	...	(430,000)	...	6,245,000	Contribution pour l'école des gardes forestiers des provinces Maritimes	3,700,223	2,544,777	...	735,998
...	1,435,000	...	...	(155,000)	...	1,280,000	Contribution à l'Université de Moncton (N-B)	1,150,000	130,000	...	...
...	...	4,683,000	...	...	...	4,683,000	Contribution au Centre de recherches forestières des Maritimes	4,241,902	441,098	...	173,000
...	...	...	...	180,000	...	180,000	Contribution au Conseil des industries forestières de Colombie-Britannique	180,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	22,253,336
...	54,344,000	48,581,000	...	(4,025,000)	...	98,900,000		94,350,816	4,549,184	...	81,912,034
							Recherche forestière et services techniques				
...	1,400,000	...	...	200,000	...	1,600,000	Institut canadien de recherches en génie forestier	1,600,000	...	...	1,399,999
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Contribution au Conseil du peuplier du Canada	7,000	...	...	...
...	172,000	...	...	...	...	172,000	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	171,821	179	...	170,630
...	4,400,000	...	...	...	...	4,400,000	Contribution à la société FORINTEK du Canada	4,400,000	...	...	4,200,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000
...	5,979,000	...	...	200,000	...	6,179,000		6,178,821	179	...	5,820,629
							Gestion et administration				
...	500,000	...	...	250,000	...	750,000	Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	743,659	6,341	...	723,262
...	100,000	...	...	(45,000)	...	55,000	Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	46,304	8,696	...	44,655
...	600,000	...	...	205,000	...	805,000		789,963	15,037	...	767,917
...	**60,923,000**	**48,581,000**	**...**	**(3,620,000)**	**...**	**105,884,000**	Total—Contributions	**101,319,600**	**4,564,400**	**...**	**88,500,580**

Paiements de transfert—*Fin*

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements							
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Sommaire du programme par activité											
Mise en valeur des forêts	...	54,344,000	48,676,701	...	(4,005,000)	...	99,015,701	94,466,516	4,549,185	...	81,912,034
Recherche forestière et services techniques	...	8,913,500	...	...	200,000	...	9,113,500	9,113,321	179	...	8,059,528
Gestion et administration	...	600,000	...	...	205,000	...	805,000	789,963	15,037	...	767,917
Total du programme	—	63,857,500	48,676,701	—	(3,600,000)	—	108,934,201	104,369,800	4,564,401	—	90,739,479
Programme de la Commission canadienne des grains											
Contributions											
Pesage des céréales											
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	104,530
Contrôle des céréales et recherches											
Droits d'affiliation du Canada à l'Association internationale de chimie céréalière	...	4,000	...	...	...	...	4,000	3,399	601	...	3,587
Sommaire du programme par activité											
Pesage des céréales	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	104,530
Contrôle des céréales et recherches	...	4,000	...	...	...	...	4,000	3,399	601	...	3,587
Total du programme	—	4,000	—	—	—	—	4,000	3,399	601	—	108,117
Total du département	21,593,095	686,957,651	190,109,401	—	39,707,300	(33,011,364)	905,356,083	866,663,767	17,099,221	21,593,095	878,453,220
Office canadien des provendes											
Contributions											
Péréquation des frais de transport des céréales fourragères											
Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	...	18,100,000	...	...	...	...	18,100,000	15,455,083	2,644,917	...	17,004,605
Stabilité de l'approvisionnement et des prix											
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	297,401

...	18,100,000	...	...	...	...	18,100,000
...	...	...	...	...	...	...
—	18,100,000	—	—	—	—	18,100,000
21,593,095	705,057,651	190,109,401	...	39,707,300	(33,011,364)	923,456,083

Sommaire du programme par activité				
Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	15,455,083	2,644,917	...	17,004,605
Stabilité de l'approvisionnement et des prix	...	...	...	297,401
Total du programme	15,455,083	2,644,917	—	17,302,006
Total du ministère	882,118,850	19,744,138	21,593,095	895,755,226

[1] Les paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies et à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest apparaissaient antérieurement sous le Programme des céréales et des graines oléagineuses du département des Affaires extérieures.
(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Surveillance des hippodromes			
Prélèvements pari-mutuels	13,206,000	12,860,895	12,980,786
Ventes d'atlas de drogues	...	1,202	6,276
Total du programme—Budgétaire	**13,206,000**	12,862,097	**12,987,062**
Programme du service canadien des forêts			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recherche forestière et services techniques			
Diverses récupérations pour services de recherche et services techniques	505,000	465,029	458,968
Total du programme—Budgétaire	**505,000**	465,029	**458,968**
Total du département—Budgétaire	**13,711,000**	13,327,126	**13,446,030**
Commission canadienne du lait			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Administration et opérations			
Remboursement de prêts. (Net)	...	50,794,800	...
Total du programme—Non budgétaire	...	**50,794,800**	...
Société du crédit agricole			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Refinancement et remboursements			
Refinancement de prêts. (Net)	7,500,000	12,821,000	12,605,000
Emprunts nets des marchés de capitaux. (Net)	40,000,000	273,460,000	167,543,000
Remboursements du principal par les agriculteurs et les syndicats. (Net)	120,000,000	163,355,000	262,075,000
Total du programme—Non budgétaire	**167,500,000**	**449,636,000**	**442,223,000**
Total du ministère—Budgétaire	**13,711,000**	**13,327,126**	**13,446,030**
Non budgétaire	**167,500,000**	**500,430,800**	**442,223,000**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société du crédit agricole	402,725,837	**451,944,113**
Commission canadienne du lait	14,439,905	**18,113,722**
	417,165,742	**470,057,835**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	68,532	**110,169**
Autres	1,705,815	**25,476**
	1,774,347	**135,645**
Rémunérations de services—		
Divers	636	...
Autres recettes non fiscales—		
Divers	92,607	...
Total du programme	**419,033,332**	**470,193,480**
Programme de développement du secteur agro-alimentaire		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Centres de services agricoles	2,054,004	705,275
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—		
Bons du Trésor	258,700	361,600
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1,975,305	1,993,053
Autres comptes—		
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Autres	25,195	24,578
	4,313,204	3,084,506
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	964,019	2,928,314
Autres	10,814,412	1,561,009
	11,778,431	4,489,323

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Privilèges, licences et permis—		
Locations	1,174,083	1,040,267
Divers	236,185	106,480
	1,410,268	1,146,747
Rémunérations de services—		
Administration du rétablissement agricole des Prairies	8,933,245	9,005,991
Registre de rendement	1,678,654	2,145,700
Divers	15,410	30,900
	10,627,309	11,182,591
Produits des ventes—		
Bétail et substances animales	4,620,823	4,512,312
Plantes et produits végétaux	199,477	195,666
Administration du rétablissement agricole des Prairies	600,319	516,833
Office des produits agricoles	7,134,910	9,025,923
Divers	1,422	749
	12,556,951	14,251,483
Autres recettes non fiscales—		
Office des produits agricoles	2,002,006	3,562,386
Recouvrements de paiements de transfert	31,863,406	26,156,507
Autres	334,726	133,075
	34,200,138	29,851,968
Total du programme	74,886,301	64,006,618

Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires

	Exercice en cours	Exercice précédent
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	228,092	153,061
Autres	53,242	40,940
	281,334	194,001
Privilèges, licences et permis—		
Locations	25,563	19,001
Divers	209,688	46,391
	235,251	65,392
Rémunérations de services—		
Frais recouvrés de travail supplémentaire d'emballeurs	2,757,154	3,122,358
Inspection de la viande—Frais imputés aux provinces	783,626	759,962
Travail supplémentaire recouvré—Inspection	321,608	413,007
Inspection de fruits et légumes	313,635	304,340
Inspection des semences	101,456	88,008
Inspection des récoltes de champs	103,583	128,679
Registre de rendement	175,266	175,932
Vérification des semences	226,869	201,168
Enregistrement	110,505	47,932
Frais de mise en quarantaine	689,578	21,309
Classement de catégories de carcasse	793,729	...
Prises de sang	594,784	586,260
Inspection de navires	161,482	221,351
Divers	101,173	16,553
	7,234,448	6,086,859
Produits des ventes—		
Bétail et substances animales	286,600	335,836
Plantes et produits végétaux	392,815	265,717
Divers	41,838	47,287
	721,253	648,840
Autres recettes non fiscales—		
Divers	6,756	14,951
Total du programme	8,479,042	7,010,043

Programme du service canadien des forêts

	Exercice en cours	Exercice précédent
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	145,684	410,471
Autres	229,456	179,124
	375,140	589,595
Privilèges, licences et permis—		
Locations et permis de coupe de bois	126,013	2,500

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Coupe de bois, combustible et repas	116,148	29,743
Autres recettes non fiscales—		
Divers	46	176,788
Total de programme	**617,347**	**798,626**
Programme de la Commission canadienne des grains		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	13,610	42,643
Autres	23,400	71,917
	37,010	114,560
Privilèges, licences et permis—		
Licences	120,358	83,504
Rémunérations de services—		
Inspection	18,749,261	19,786,885
Inspection—Travail supplémentaire	505,554	640,009
Enregistrement	1,314,251	1,516,833
Annulation de récépissés d'entrepôt	1,325,063	1,505,477
Pesage	10,179,909	10,889,281
Pesage—Travail supplémentaire	247,162	445,296
Frais de voyage	132,606	...
Divers	33,885	17,881
	32,487,691	34,801,662
Produits des ventes—		
Échantillons de céréales et publications du gouvernement	64,159	45,154
Autres recettes non fiscales—		
Divers	3,762	9,367
Total du programme	**32,712,980**	**35,054,247**
Total du département	**535,729,002**	**577,063,014**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Office canadien des provendes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	213,213	51,779
Produits des ventes	245	...
Total du programme	**213,458**	**51,779**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	**421,478,946**	**473,142,341**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**14,459,475**	**5,574,903**
Privilèges, licences et permis	**1,891,890**	**1,298,143**
Rémunérations de services	**50,350,084**	**52,071,112**
Produits des ventes	**13,458,736**	**14,975,220**
Autres recettes non fiscales	**34,303,309**	**30,053,074**
Total du ministère	**535,942,460**	**577,114,793**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1985-86

Approvisionnements et Services

Département
Corporation de disposition des biens de la Couronne
Monnaie royale canadienne
Statistique Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	6.2
Sommaire du ministère	6.5
Programmes par activité	6.8
Paiements de transfert	6.11
Détail des montants portés au crédit	6.13
Recettes	6.14

Département

Programme des services

Objectif

L'administration des Services apporte son soutien aux activités du gouvernement fédéral et y contribue de façon efficace au moyen des programmes du Receveur général concernant les services de paiement et les services bancaires, la tenue des comptes financiers centraux du gouvernement et l'établissement de rapports, et grâce à d'autres services en matière de rémunération, de personnel, de finances, d'administration, de gestion et de services consultatifs.

Description des activités

Fonctions du Receveur général
Comprennent les processus relatifs au paiement des employés, aux régimes d'avantages de ceux-ci, à certains programmes sociaux ou aux comptes de l'État; les opérations du Fonds du revenu consolidé (par ex. la réception et le dépôt des deniers publics, la gestion des comptes bancaires du gouvernement et le rapprochement des chèques et des mandats du Receveur général, d'une part, et de l'argent et des soldes des comptes bancaires de l'État, d'autre part); la tenue des comptes centraux du Canada; la préparation et l'établissement des Comptes publics ainsi que des rapports adressés aux ministères et au gouvernement au sujet d'opérations financières et autres; et la garde de valeurs et des services administratifs connexes.

Administration de la rémunération
Recouvre l'administration de la paye des employés fonctionnaires ainsi que les services d'administration du Régime de pensions et d'autres régimes de retraite et d'avantages sociaux des employés.

Services de gestion et services administratifs
Englobent les services comptables et consultatifs ainsi que les services de traitement de données ayant trait à des domaines tels que la vérification, les finances, le personnel, la consultation, la tenue de fichiers et les mécanismes visant à améliorer le service au public, et d'autres services facultatifs assurés à des ministères ou à l'ensemble du gouvernement.

Administration centrale
Comprend le cabinet du Ministre et les services administratifs, les services du personnel et les services d'information à l'appui des programmes des Approvisionnements et Services, ainsi que certains aspects de la campagne Centraide de la Fonction publique.

Administration du programme
Englobe les bureaux de la haute direction de l'administration centrale du programme, la planification, la vérification interne, l'évaluation et la gestion financière.

Programme des approvisionnements

Objectifs

Initiatives à l'appui de l'approvisionnement
Encourager les entreprises du secteur privé à entreprendre des travaux de recherche et de développement qui contribuent à la réalisation de programmes ministériels; aider au financement de certains coûts engagés dans le cadre des contrats passés par le gouvernement pour l'exécution des travaux qui contribuent à la réalisation d'objectifs de recherche et d'expansion industrielles au Canada, y compris la mise au point de nouvelles technologies canadiennes et l'augmentation de la teneur en éléments canadiens des achats du gouvernement fédéral; distribuer des publications gouvernementales et des documents parlementaires gratuits et subventionnés afin de faciliter l'accès du grand public à ces documents; sensibiliser davantage le public à l'importance, présente et future, des sciences et de la technologie.

Opérations des approvisionnements
Acquérir et fournir les biens et services requis par les ministères et organismes, compte tenu du rôle que jouent les approvisionnements dans la réalisation des objectifs nationaux, et fournir les services de disposition du matériel appartenant à l'État, au moindre coût.

Production de défense
Acquitter des responsabilités énoncées dans la Loi sur la production de défense, pour ce qui regarde l'acquisition, le transport, et l'entreposage du matériel stratégique et des fournitures de défense.

Description des activités

Initiatives à l'appui de l'approvisionnement
Le financement provisoire, après étude, de propositions spontanées du secteur privé qui répondent à des besoins précis de ministères à mission scientifique et technique; le financement, selon les prescriptions pertinentes, des frais supplémentaires des marchés passés par suite de l'acceptation de propositions visant à créer ou maintenir des sources d'approvisionnement au Canada; l'évaluation et le soutien de propositions destinées à sensibiliser davantage le public aux sciences et à la technologie; enfin, le financement d'abonnements à certaines publications gouvernementales et parlementaires et la diffusion de certaines autres.

Approvisionnements
Les frais occasionnés par les services décrits ci-après sont facturés aux ministères et organismes clients.

- *Acquisitions commerciales* — La prestation de biens et de services de nature commerciale générale normalement obtenus du secteur de la fabrication et de la production, y compris la planification des achats, la recherche de fournisseurs, les appels d'offres, la négociation, la passation et l'administration des marchés, la gestion des projets ainsi que la clôture et la vérification des contrats; la prestation de services de transport.
- *Acquisitions scientifiques et techniques* — La prestation de services professionnels de recherche et de développement scientifiques et l'acquisition de produits et de services d'ingénierie techniquement complexes, y compris la planification des achats, la recherche de fournisseurs, les appels d'offres, la négociation, la passation et l'administration des marchés, la gestion des projets ainsi que la clôture et la vérification des contrats.
- *Opérations régionales* — L'acquisition locale de biens et de services provenant normalement du commerce de détail et de gros, la réparation et l'entretien du matériel et du mobilier de bureau, la prestation de services d'entreposage, la fourniture d'articles stockés par l'entremise des centres d'approvisionnement et des magasins libre-service, la prestation de services d'écoulement des biens excédentaires sous la garde des ministères, des organismes fédéraux et des sociétés d'État, la prestation de services d'imprimerie, généralement de faible valeur, à court terme et non spécialisés, de services d'exposition et d'étalages audio-visuels, de service de gestion des biens, ce qui comprend les conseils sur la gestion des biens meubles des ministères et organismes fédéraux, la prestation de services de gestion liés à l'entretien des biens de production appartenant à l'État et la maintenance et la garde des installations de production du matériel de défense en disponibilité.
- *Imprimerie et communications* — La prestation de services d'imprimerie spécialisés, dont le volume est généralement élevé, au Parlement et aux ministères et organismes gouvernementaux au moyen des installations polyvalentes d'imprimerie du gouvernement; l'édition et la mise en marché, au Canada et à l'étranger, des publications à prix fixe que les ministères et organismes fédéraux désirent mettre à la portée du public; la prestation de toute une gamme de services d'expositions et d'étalages audio-visuels connexes nécessaires aux fins d'exposition et de présentation; et la prestation de services de publicité, y compris l'acquisition, les services consultatifs, la vérification ainsi que les services de paiement et de facturation.
- *Grands projets de l'État* — La gestion efficace et économique de grands projets de l'État pour le compte des ministères et organismes, ce qui comprend les travaux de définition et de planification du projet, la préparation de l'invitation à soumissionner, la négociation, la passation, l'administration, la conclusion et la vérification de marchés.
- *Approvisionnement pour l'exportation* — L'acquisition des biens et des services requis par la Corporation commerciale canadienne pour le compte de pays étrangers, y compris l'organisation et la gestion des marchés, ainsi que des services de développement commercial et des services financiers complets.
- *Administration du programme* — La direction et le contrôle requis en vue de la prestation économique et efficace du Fonds renouvelable des approvisionnements, Fonds renouvelable de la production de défense et du crédit 10, y compris la prestation de service de soutien, par exemple, la mise au point et l'exploitation des systèmes de gestion financière ainsi que la mise au point, l'entretien et le perfectionnement d'autres systèmes appuyant les opérations; l'élaboration de plans stratégiques, l'allocation et le contrôle des ressources; la formulation et le maintien des politiques; l'élaboration de normes; la coordination efficace des relations entre les clients et les fournisseurs; la planification et le développement des ressources humaines ainsi que la sécurité.

Production de défense
Cette activité sert à financer au gré des besoins et selon le principe de remboursement des frais, l'acquisition des fournitures de défense pour livraison éventuelle aux clients et finance l'accumulation de stocks de matériel stratégique ou de fournitures de défense.

Corporation de disposition des biens de la Couronne

Objectif

Agir comme agent de la Couronne relativement à la vente de biens de surplus.

Monnaie royale canadienne

Objectifs

— Fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;
— Fabriquer des pièces de monnaie de pays étrangers;
— Fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et
— Fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

Statistique Canada

Objectif

Fournir, à l'intention du public, des entreprises et des décideurs, de même que pour l'avantage et l'information en général des Canadiens, des renseignements et des analyses statistiques sur la vie sociale et économique du Canada, de ses provinces, de ses régions, de ses entreprises, de ses institutions et de ses habitants, afin de mieux faire comprendre les différents aspects du Canada et de fournir une base utile à l'élaboration, à l'examen et à l'évaluation des politiques et des programmes dans le domaine social et économique. Promouvoir un programme national de statistique par la coordination des programmes statistiques des ministères et organismes fédéraux avec ceux des provinces et des territoires.

Description des activités

Statistique économique internationale et nationale
La production de renseignements et d'analyses statistiques relatifs à la mesure des composantes internationales et nationales de la performance de l'économie canadienne et la coordination des opérations de collecte et de groupement des données avec les ministères fédéraux, les provinces et les territoires, dans le but de minimiser le fardeau de réponse imposé au monde des affaires.

Statistique socio-économique
La production de renseignements et d'analyses statistiques sur les phénomènes économiques communément perçus comme exerçant un impact majeur sur les conditions de vie des particuliers et des familles.

Recensement et statistique sociale
La production de renseignements et d'analyses statistiques sur la population canadienne et sur ses caractéristiques démographiques, de même que les conditions d'existence des Canadiens, y compris le recensement de la population.

Statistique des institutions
La production de renseignements et d'analyses sur la nature et le fonctionnement des institutions publiques et privées; la mise au point ainsi que l'adoption de concepts et de systèmes communs; et la coordination des activités statistiques des ministères fédéraux, des provinces et des territoires concernant les institutions.

Infrastructure technique
La mise en place d'une infrastructure de services spécialisés et centralisés, y compris des services de recherche et d'analyse, de commercialisation et d'information, des systèmes de classification, des méthodes statistiques, des services d'opérations et des services régionaux, sans oublier l'informatique, afin de soutenir efficacement la réalisation et la diffusion des produits statistiques du ministère.

Services de gestion intégrée
La prestation de services de direction et de gestion centrales, notamment en ce qui a trait aux pratiques de gestion, aux finances, au personnel, et services administratifs, afin d'appuyer le programme du ministère.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des services				
...	178,626,600	...	...	178,626,600	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	69,600	69,600		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(5,930,999)	(5,930,999)		Virement au crédit 10				
...	178,626,600	...	(5,861,399)	172,765,201		Total—Crédit 1	170,773,127	1,992,074	...	171,677,659
...	5,939,000	...	...	5,939,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(236,000)	(236,000)		Virement au crédit 10				
...	5,939,000	...	(236,000)	5,703,000		Total—Crédit 5	4,984,580	718,420	...	7,914,121
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	Ministre des Approvisionnements et Services—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,683
...	23,481,000	...	2,407,000	25,888,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25,888,000	...	...	24,822,000
...	208,089,000	...	(3,693,269)	204,395,731		**Total du programme—Budgétaire**	201,685,237	2,710,494	...	204,455,463
						Programme des approvisionnements[2]				
...	29,949,000	...	...	29,949,000	10	Dépenses du programme				
...	...	3,460,000	...	3,460,000	10b	Pour porter de $18,000,000 à $21,600,000 l'autorisation d'engagements durant l'exercice financier à l'égard desdites soumissions				
...	...	1	...	1	10c	Virement de $5,930,999 du crédit 1 (Approvisionnements et Services) et de $236,000 du crédit 5 (Approvisionnements et Services)				
...	...	...	5,930,999	5,930,999		Virement du: crédit 1				
...	...	...	236,000	236,000		crédit 5				
...	29,949,000	3,460,001	6,166,999	39,576,000		Total—Crédit 10	33,759,552	5,816,448	...	36,145,753
183,981,840	18,582,000	...	(18,582,000)	183,981,840	(S)	Fonds renouvelable des approvisionnements				
...	...	...	(22,763,155)	(22,763,155)		Virement du surplus accumulé				
183,981,840	18,582,000	...	(41,345,155)	161,218,685		Total	(6,241,933)	...	167,460,618	(35,545,328)
93,746,701	2,000	...	(2,000)	93,746,701	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense				
...	...	...	(15,000,000)	(15,000,000)		Virement de l'autorisation au Compte de prêts pour la production de défense (Non budgétaire)				
93,746,701	2,000	...	(15,002,000)	78,746,701		Total	(2,543,871)	...	81,290,572	(2,857,176)

Sommaire du ministère—Fin

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	...	...	2,583,443	2,583,443	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	2,583,443	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	359,797
277,728,541	48,533,000	3,460,001	(47,596,713)	282,124,829		Total budgétaire	27,557,191	5,816,448	248,751,190	(1,896,954)
...	...	...	15,000,000	15,000,000	(S)	(L) Compte de prêts pour la production de défense autorisés par la Loi sur la production de défense (Virement de l'autorisation du Fonds renouvelable de la production de défense). (Net)	15,000,000	...	...	...
277,728,541	48,533,000	3,460,001	(47,596,713)	282,124,829		**Total du programme—Budgétaire**	27,557,191	5,516,448	248,751,190	(1,896,954)
...	...	...	15,000,000	15,000,000		**Non budgétaire**	15,000,000	...	...	...
277,728,541	256,622,000	3,460,001	(51,289,982)	486,520,560		**Total du département—Budgétaire**	229,242,428	8,526,942	248,751,190	202,558,509
...	...	...	15,000,000	15,000,000		**Non budgétaire**	15,000,000	...	...	...
						Corporation de disposition des biens de la Couronne[1]				
					(S)	Des dépenses d'administration et autres dépenses ont été recouvrées du produit net des ventes selon l'article 11 de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne.[3]				
						Monnaie royale canadienne				
23,739,410	...	...	...	23,739,410	(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne: Article 18(1) a). Dépenses de fonctionnement, limite $5,000,000 et financement des frais des projets d'investissements, article 18(2), limite cumulée $35,000,000. (Net)	18,240,768	...	5,498,642	(2,131,785)
160,000	...	...	...	160,000		Article 19(2). Prêts temporaires, limite $1,000,000. (Net)	...	...	160,000	...
23,899,410	...	...	...	23,899,410		**Total du programme—Non budgétaire**	18,240,768	...	5,658,642	(2,131,785)

						Statistique Canada				
...	187,450,000	...	...	187,450,000	15	Dépenses du programme				
...	...	6,906,000	...	6,906,000	15b	Dépenses du programme				
...	...	...	87,516	87,516		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	187,450,000	6,906,000	87,516	194,443,516		Total—Crédit 15	186,352,899	8,090,617	...	187,077,250
...	20,220,000	...	2,073,000	22,293,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,293,300	...	...	20,976,000
...	...	...	22	22	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	22	...	...	...
...	207,670,000	6,906,000	2,160,538	216,736,538		**Total du programme—Budgétaire**	208,645,921	8,090,617	...	208,053,250
277,728,541	464,292,000	10,366,001	(49,129,444)	703,257,098		**Total du ministère—Budgétaire**	437,888,349	16,617,559	248,751,190	410,611,759
23,899,410	...	...	15,000,000	38,899,410		**Non budgétaire**	33,240,768	...	5,658,642	(2,131,785)

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Le Programme du Centre d'information sur l'unité canadienne est maintenant inclus au crédit 10 du Programme des approvisionnements du département.

[3] Des dépenses au montant de $2,798,922 ($4,043,702 en 1984-85) ont été entièrement recouvrées du produit net des ventes (la portion requise a été créditée à l'article courant 13). La Corporation de disposition des biens de la Couronne a été dissoute le 9 septembre 1985 et à compter de cette date jusqu'au 31 mars 1986, les opérations sont incluses au Fonds renouvelable des approvisionnements.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des services[1]				
								Fonctionnement				
...	142,150,000	...	31,877	(2,794,186)	1,103,756	(19,732,000)	120,759,447	Fonctions du Receveur général	122,828,178	(2,068,731)	...	115,816,342
...	52,396,000	...	15,382	(1,292,267)	531,209	(4,452,000)	47,198,324	Administration de la rémunération	45,183,000	2,015,324	...	48,692,000
...	72,447,000	...	15,103	(1,255,169)	521,293	(61,891,000)	9,837,227	Services de gestion et services administratifs	755,000	9,082,227	...	8,688,000
...	29,540,000	...	7,238	(589,377)	247,872	(8,308,000)	20,897,733	Administration du programme	27,934,479	(7,036,746)	...	23,345,000
...	(94,383,000)	...	...	...	...	94,383,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	202,150,000	...	69,600	(5,930,999)	2,404,130	...	198,692,731	Total—Fonctionnement	196,700,657	1,992,074	...	196,541,342
								Capital				
...	3,377,000	...	...	(140,719)	...	...	3,236,281	Fonctions du Receveur général	2,725,544	510,737	...	5,474,121
...	1,017,000	...	...	(42,356)	...	...	974,644	Administration de la rémunération	1,450,000	(475,356)	...	1,282,000
...	1,133,000	...	...	(37,925)	...	...	1,095,075	Services de gestion et services administratifs	691,000	404,075	...	535,000
...	412,000	...	...	(15,000)	...	...	397,000	Administration du programme	118,036	278,964	...	623,000
...	5,939,000	...	...	(236,000)	...	...	5,703,000	Total—Capital	4,984,580	718,420	...	7,914,121
								Sommaire du programme				
...	125,795,000	...	31,877	(2,934,905)	1,103,756	...	123,995,728	Fonctions du Receveur général	125,553,722	(1,557,994)	...	121,290,463
...	48,961,000	...	15,382	(1,334,623)	531,209	...	48,172,968	Administration de la rémunération	46,633,000	1,539,968	...	49,974,000
...	11,689,000	...	15,103	(1,293,094)	521,293	...	10,932,302	Services de gestion et services administratifs	1,446,000	9,486,302	...	9,223,000
...	21,644,000	...	7,238	(604,377)	247,872	...	21,294,733	Administration du programme	28,052,515	(6,757,782)	...	23,968,000
—	208,089,000	—	69,600	(6,166,999)	2,404,130	...	204,395,731	**Total du programme—Budgétaire**	201,685,237	2,710,494	—	204,455,463
								Programme des approvisionnements[2]				
								Fonctionnement				
...	28,507,000	3,000,001	...	6,166,999	...	...	37,674,000	Initiatives à l'appui de l'approvisionnement	32,174,805	5,499,195	...	35,307,137
183,981,840	613,388,000	...	...	...	(32,026,258)	(608,040,000)	157,303,582	Opérations des approvisionnements	(10,157,036)	...	167,460,618	(40,739,051)
93,746,701	10,467,000	...	...	...	(15,002,000)	(10,465,000)	78,746,701	Production de défense	(2,543,871)	...	81,290,572	(2,857,176)

...	...	...	...	...	2,583,443	...	2,583,443	Arrêts de la Cour fédérale	2,583,443	...	...	...
...	(618,505,000)	...	...	...	...	618,505,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
277,728,541	33,857,000	3,000,001	...	6,166,999	(44,444,815)	...	276,307,726	Total—Fonctionnement	22,057,341	5,499,195	248,751,190	(8,289,090)
								Capital				
...	13,234,000	...	...	...	(9,318,897)	...	3,915,103	Opérations des approvisionnements	3,915,103	...	...	5,193,723
								Paiements de transfert				
...	1,442,000	460,000	...	...	...	...	1,902,000	Initiatives à l'appui de l'approvisionnement	1,584,747	317,253	...	1,198,413
								Non budgétaire				
...	...	...	...	...	15,000,000	...	15,000,000	Production de défense	15,000,000	...	...	...
								Sommaire du programme				
...	29,949,000	3,460,001	...	6,166,999	...	...	39,576,000	Initiatives à l'appui de l'approvisionnement	33,759,552	5,816,448	...	36,505,550
183,981,840	18,582,000	...	...	...	(41,345,155)	...	161,218,685	Opérations des approvisionnements	(6,241,933)	...	167,460,618	(35,545,328)
								Production de défense—				
93,746,701	2,000	...	...	...	(15,002,000)	...	78,746,701	Budgétaire	(2,543,871)	...	81,290,572	(2,857,176)
...	...	...	...	...	15,000,000	...	15,000,000	Non budgétaire	15,000,000	...	...	...
...	...	...	...	...	2,583,443	...	2,583,443	Arrêts de la Cour fédérale	2,583,443	...	...	...
								Total du programme—				
277,728,541	**48,533,000**	**3,460,001**	**...**	**6,166,999**	**(53,763,712)**	**...**	**282,124,829**	**Budgétaire**	**27,557,191**	**5,816,448**	**248,751,190**	**(1,896,954)**
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**15,000,000**	**...**	**15,000,000**	**Non budgétaire**	**15,000,000**	**...**	**...**	**...**
								Total du département—				
277,728,541	**256,622,000**	**3,460,001**	**69,600**	**...**	**(51,359,582)**	**...**	**486,520,560**	**Budgétaire**	**229,242,428**	**8,526,942**	**248,751,190**	**202,558,509**
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**15,000,000**	**...**	**15,000,000**	**Non budgétaire**	**15,000,000**	**...**	**...**	**...**
								Corporation de disposition des biens de la Couronne(3)				
								Fonctionnement				
								Corporation de disposition des biens de la Couronne(3)				
								Total du programme—Budgétaire				
								Monnaie royale canadienne				
								Non budgétaire				
23,899,410	...	...	...	...	...	...	23,899,410	Monnaie royale canadienne	18,240,768	...	5,658,642	(2,131,785)
								Total du programme—				
23,899,410	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**23,899,410**	**Non budgétaire**	**18,240,768**	**...**	**5,658,642**	**(2,131,785)**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Statistique Canada				
								Fonctionnement				
...	64,682,000	611,000	...	(3,332,000)	341,000	...	62,302,000	Statistique économique internationale et nationale	59,449,619	2,852,381	...	60,164,000
...	37,469,000	(270,000)	...	(722,000)	119,000	...	36,596,000	Statistique socio-économique	32,680,846	3,915,154	...	36,917,000
...	16,107,000	12,202,000	2,709,000	(114,000)	1,153,000	(2,709,000)	29,348,000	Recensement et statistique sociale	29,951,747	(603,747)	...	15,977,000
...	16,874,000	3,000	...	(413,000)	68,000	...	16,532,000	Statistique des institutions	15,328,071	1,203,929	...	16,005,000
...	55,989,000	(7,233,000)	6,710,000	5,876,000	289,022	(15,134,000)	46,497,022	Infrastructure technique	44,481,830	2,015,192	...	49,379,000
...	23,988,879	(244,000)	...	(1,325,000)	103,000	...	22,522,879	Services de gestion intégrée	20,522,164	2,000,715	...	19,974,382
...	(8,424,000)	...	(9,419,000)	...	...	17,843,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	206,685,879	5,069,000	...	(30,000)	2,073,022	...	213,797,901	Total—Fonctionnement	202,414,277	11,383,624	...	198,416,382
								Capital				
...	73,000	(3,000)	...	...	...	...	70,000	Recensement et statistique sociale	150,338	(80,338)	...	57,000
...	817,000	1,827,000	...	...	...	...	2,644,000	Services de gestion intégrée	5,876,035	(3,232,035)	...	9,332,952
...	890,000	1,824,000	...	...	...	...	2,714,000	Total—Capital	6,026,373	(3,312,373)	...	9,389,952
								Paiements de transfert				
...	94,121	13,000	87,516	30,000	...	...	224,637	Services de gestion intégrée	205,271	19,366	...	246,916
								Sommaire du programme				
...	64,682,000	611,000	...	(3,332,000)	341,000	...	62,302,000	Statistique économique internationale et nationale	59,449,619	2,852,381	...	60,164,000
...	37,469,000	(270,000)	...	(722,000)	119,000	...	36,596,000	Statistique socio-économique	32,680,846	3,915,154	...	36,917,000
...	16,180,000	12,199,000	...	(114,000)	1,153,000	...	29,418,000	Recensement et statistique sociale	30,102,085	(684,085)	...	16,034,000
...	16,874,000	3,000	...	(413,000)	68,000	...	16,532,000	Statistique des institutions	15,328,071	1,203,929	...	16,005,000
...	47,565,000	(7,233,000)	...	5,876,000	289,022	...	46,497,022	Infrastructure technique	44,481,830	2,015,192	...	49,379,000
...	24,900,000	1,396,000	87,516	(1,295,000)	103,000	...	25,391,516	Services de gestion intégrée	26,603,470	(1,211,954)	...	29,554,250
...	207,670,000	6,906,000	87,516	...	2,073,022	...	216,736,538	**Total du programme—Budgétaire**	208,645,921	8,090,617	...	208,053,250
								Total du ministère—				
277,728,541	464,292,000	10,366,001	157,116	...	(49,286,560)	...	703,257,098	Budgétaire	437,888,349	16,617,559	248,751,190	410,611,759
23,899,410	...	...	...	...	15,000,000	...	38,899,410	Non budgétaire	33,240,768	...	5,658,642	(2,131,785)

(1) Les montants de l'administration centrale sont inclus à l'activité administration du programme.

(2) Le Programme du Centre d'information sur l'unité canadienne est maintenant inclus au crédit 10 du Programme des approvisionnements du département.

(3) Des dépenses au montant de $2,798,922 ($4,043,702 en 1984-85) ont été entièrement recouvrées du produit net des ventes (la portion requise a été créditée à l'article courant 13). La Corporation de disposition des biens de la Couronne a été dissoute le 9 septembre 1985 et à compter de cette date jusqu'au 31 mars 1986, les opérations sont incluses au Fonds renouvelable des approvisionnements.

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des approvisionnements				
							Contributions				
							Initiatives à l'appui de l'approvisionnement				
...	1,000,000	460,000	...	...	...	1,460,000	Contributions à des organismes, des associations et des personnes pour des projets destinés à informer et à sensibiliser le grand public au sujet des sciences et de la technologie	1,274,747	185,253	...	1,198,413
...	442,000	...	...	...	...	442,000	Contributions de la part de ministères fédéraux à des organismes ou à des particuliers afin de leur permettre d'entreprendre des projets de coopération pour sensibiliser le grand public aux activités qui s'inscrivent dans leurs mandats respectifs	310,000	132,000	...	...
...	1,442,000	460,000	...	...	...	1,902,000	**Total du programme**	1,584,747	317,253	...	1,198,413
...	1,442,000	460,000	...	...	...	1,902,000	**Total du département**	1,584,747	317,253	...	1,198,413
							Statistique Canada				
							Subventions				
							Services de gestion intégrée				
...	40,628	...	...	...	...	40,628	Droits d'affiliation du Canada à l'Institut interaméricain de statistique ($30,842 (É-U))	40,628	...	...	40,628
...	1,706	...	...	...	...	1,706	Institut international de statistique (3,222 francs suisses)	1,706	...	...	1,706
...	1,787	...	...	...	...	1,787	International Association for Research in Income and Wealth ($1,357 (É-U))	1,787	...	...	1,787
...	...	9,000	...	...	...	9,000	L'aide financière à la Conférence sur la méthodologie d'enquête pour la statistique agricole	8,220	780	...	...
...	...	4,000	...	...	...	4,000	L'aide financière au Fonds de voyage de la Conférence des statisticiens du Commonwealth	...	4,000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,000
...	44,121	13,000	...	...	...	57,121	Total—Subventions	52,341	4,780	...	49,121

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Services de gestion intégrée				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Massachusetts Institute of Technology ($37,956 (É-U))	50,000	...	...	50,000
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Programme des expositions nationales et des foires principales	30,000	...	...	...
...	...	...	87,516	...	...	87,516	Programme d'emploi d'été—Défit 85	72,930	14,586	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	147,795
...	50,000	...	87,516	30,000	...	167,516	Total—Contributions	152,930	14,586	...	197,795
...	94,121	13,000	87,516	30,000	...	224,637	**Total du programme**	205,271	19,366	...	246,916
...	1,536,121	473,000	87,516	30,000	...	2,126,637	**Total du ministère**	1,790,018	336,619	...	1,445,329

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours — Budgétés	Exercice en cours — Réels	Exercice précédent — Réels
	$	$	$
Département			
Programme des services			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Fonctions du Receveur général			
Sommes recouvrées auprès du Compte du Régime de pensions du Canada et de la Caisse d'assurance-chômage et auprès des départements et organismes pour des services fournis sur demande	19,732,000	19,595,666	19,862,041
Administration de la rémunération			
Sommes recouvrées auprès du Compte du Régime de pensions du Canada et de la Caisse d'assurance-chômage et auprès des départements et organismes pour des services fournis sur demande	4,452,000	4,226,000	4,499,000
Services de gestion et services administratifs			
Sommes recouvrées auprès du Compte du Régime de pensions du Canada et de la Caisse d'assurance-chômage et auprès des départements et organismes pour des services fournis sur demande	61,891,000	58,148,000	54,215,000
Administration centrale			
Sommes recouvrées auprès du Compte du Régime de pensions du Canada et de la Caisse d'assurance-chômage et auprès des départements et organismes pour des services fournis sur demande	8,308,000	6,347,000	8,105,000
Total du programme—Budgétaire	**94,383,000**	88,316,666	**86,681,041**
Programme des approvisionnements			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Opérations des approvisionnements			
Fonctionnement	608,040,000	603,101,913	631,655,000
Production de défense			
Fonctionnement	10,465,000	9,150,431	12,269,000
Total du programme—Budgétaire	**618,505,000**	612,252,344	**643,924,000**
Total du département—Budgétaire	**712,888,000**	700,569,010	**730,605,041**

	Exercice en cours — Budgétés	Exercice en cours — Réels	Exercice précédent — Réels
	$	$	$
Corporation de disposition des biens de la Couronne[1]			
Corporation de disposition des biens de la Couronne			
Recettes provenant de frais de commission sur les ventes de biens excédentaires[1]	...	2,798,922	4,043,702
Total du programme—Budgétaire	...	2,798,922	**4,043,702**
Statistique Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Infrastructure technique			
Départements et organismes fédéraux	8,424,000	13,582,083	8,537,919
Augmentation des recettes à valoir sur le crédit (CT 799657)	9,419,000	...	...
Recettes à valoir sur le crédit (Tiers)	...	5,146,315	...
Total du programme—Budgétaire	**17,843,000**	18,728,398	**8,537,919**
Total du ministère—Budgétaire	**730,731,000**	722,096,330	**743,186,662**

[1] Des dépenses au montant de $2,798,922 ($4,043,702 en 1984-85) ont été entièrement recouvrées du produit net des ventes (la portion requise a été créditée à l'article courant 13). La Corporation de disposition des biens de la Couronne a été dissoute le 9 septembre 1985 et à compter de cette date jusqu'au 31 mars 1986, les opérations sont incluses au Fonds renouvelable des approvisionnements.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des services		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Caisse—		
Intérêts des dépôts bancaires	5,277,652	**4,479,142**
Autres comptes—		
Intérêt sur placement *re*: achats militaires	20,700,508	**13,049,505**
	25,978,160	**17,528,647**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	437,786	**1,441,813**
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	(146,528)	**167,089**
	291,258	**1,608,902**
Rémunérations de services—		
Frais—Accès à l'information	4,549	**25**
Autres recettes non fiscales—		
Sommes restituées au fisc par remords de conscience	35,655	**15,564**
Don à l'État	136,014	**155,333**
Divers	90,108	**196,460**
	261,777	**367,357**
Total du programme	**26,535,744**	**19,504,931**
Programme des approvisionnements		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Monnaie royale canadienne—		
Intérêt	3,036,602	**1,390,770**
Virement des bénéfices	7,399,783	**3,300,000**
	10,436,385	**4,690,770**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	186,533	**14,139**
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	**1,092,239**
	186,533	**1,106,378**
Produits des ventes—		
Ventes de biens excédentaires de l'État—		
Corporation de disposition des biens de la Couronne	19,938,247	**24,277,646**
Autres recettes non fiscales—		
Divers	2,573,185	**2,475,507**
Total du programme	**33,134,350**	**32,550,301**
Total du département	**59,670,094**	**52,055,232**
Statistique Canada[1]		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	198,281	**202,824**
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	144,654	**61,035**
	342,935	**263,859**
Rémunérations de services	...	**1,641,202**
Autres recettes non fiscales	360	**1,240,225**
Total du programme	**343,295**	**3,145,286**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	**36,414,545**	**22,219,417**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**820,726**	**2,979,139**
Rémunérations de services	**4,549**	**1,641,227**
Produits des ventes	**19,938,247**	**24,277,646**
Autres recettes non fiscales	**2,835,322**	**4,083,089**
Total du ministère	**60,013,389**	**55,200,518**

[1] **La diminution entre les deux exercices est due à une augmentation, pour Statistique Canada, des recettes à valoir sur le crédit.**

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1985-86

Communications

Département
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Corporation du Centre national des Arts
Office national du film
Bibliothèque nationale
Musées nationaux du Canada
Archives publiques

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	7.2
Sommaire du ministère	7.7
Programmes par activité	7.11
Paiements de transfert	7.19
Détail des montants portés au crédit	7.26
Recettes	7.27

Département

Programme des communications et de la culture

Objectif

Améliorer et élargir les services de communications offerts aux Canadiens et accroître la disponibilité et l'accès des activités et des produits culturels canadiens.

Description des activités

Télécommunications et informatique
Planifier et diriger des travaux de recherche et développement expérimentaux et appliqués; formuler des politiques concernant la réglementation des services et des installations de télécommunications; aider l'industrie canadienne à mettre au point et à exploiter des techniques perfectionnées dans les domaines des télécommunications et de l'informatique, pour le marché intérieur et les marchés étrangers.

Agence des télécommunications gouvernementales
Planifier, coordonner et fournir les services et les installations de télécommunications aux ministères et organismes fédéraux.

Gestion du spectre et opérations régionales
Établir et mettre en œuvre des plans de fréquences radioélectriques et assigner les fréquences; administrer et appliquer les dispositions de la Loi sur la radio et de son Règlement d'application et de la Loi sur les télégraphes; à cette fin, élaborer et mettre en application des procédures et règlements régissant la délivrance des licences et des certificats; délivrer des certificats techniques aux requérants de licences de radiodiffusion, conformément à la Loi sur la radiodiffusion; protéger les droits et les intérêts canadiens en ce qui concerne l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques, par la négociation d'ententes et de règlements internationaux; assurer la représentation du Ministère dans les régions; établir et maintenir des programmes de télécommunications d'urgence; assurer l'homologation et la normalisation du raccordement de matériel terminal aux réseaux de télécommunications réglementés par le gouvernement fédéral.

Affaires culturelles et radiodiffusion
Formuler des politiques et concevoir et administrer des programmes dans les domaines de la radiodiffusion et de la câblodistribution, du cinéma et de la vidéo, de l'enregistrement sonore, de l'édition, du droit d'auteur, du patrimoine, de la littérature, des arts du spectacle et des arts visuels; donner des conseils au Ministre en ce qui à trait aux politiques et aux programmes fédéraux relevant du portefeuille culturel; administrer les programmes et les règlements dont l'exécution est confiée au Ministère et soutenir les industries et les organisations culturelles.

Coordination des politiques et gestion intégrée
Assurer la convergence et la direction stratégiques des activités et des programmes; coordonner toutes les politiques du Ministère et examiner l'efficacité des politiques et des programmes existants; s'occuper des relations du Ministère avec les autres gouvernements à l'échelle nationale et internationale; sensibiliser le public aux politiques et aux programmes du Ministère; faire en sorte que soient employées de saines pratiques de gestion au sein du Ministère; fournir au Ministère toute une gamme de services centralisés, notamment en ce qui concerne l'administration générale, l'informatique, les finances, le personnel, les langues officielles et la sécurité.

Société de construction des musées du Canada, Inc.
Activités requises pour la construction, dans la région de la Capitale nationale, d'immeubles destinés à loger le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national de l'Homme ou tout autre musée national, selon les instructions du gouverneur général en conseil.

Conseil des Arts du Canada

Objectif

Appuyer la création artistique et la production d'œuvres d'art sous toutes leurs formes et rendre l'art accessible à tous; coordonner l'activité de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger, sauf en ce qui concerne les questions politiques et les programmes d'aide aux pays en développement.

Description des activités

Arts
Aide à certains artistes, sous forme de bourses de travail libre et de perfectionnement et de bourses de courte durée, accordées à la suite de concours; subventions annuelles aux institutions artistiques qui permettent à l'artiste de rejoindre le public intéressé; aide à des initiatives particulières conçues pour rejoindre un nouveau public; aide aux institutions ou entreprises nationales qui fournissent, au besoin, des services spéciaux dans le domaine des arts.

Commission canadienne pour l'UNESCO
Coordination de l'élaboration des activités de l'UNESCO au Canada et de la participation du Canada aux activités de l'UNESCO à l'étranger; aide au ministère des Affaires extérieures dans l'élaboration future des programmes de l'UNESCO.

Administration
Services ordinaires et spéciaux, et services de soutien nécessaires, y compris la gestion du portefeuille et des comptes du Conseil.

Société Radio-Canada

Objectif

Mettre au point et offrir aux Canadiens un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles et assurer un service international, soit deux services de teneur et de nature essentiellement canadiennes.

Description des activités

Les principales activités auxquelles la Société se livre pour atteindre ses objectifs se classent sous deux grandes rubriques. Service national de radiodiffusion et dépenses en capital.

Service national de radiodiffusion
Émissions: Tous les services de radiodiffusion, que ce soit à la radio ou à la télévision, en langue française ou anglaise, de caractère national, régional ou local:
- conception des émissions et des horaires répondant aux objectifs,
- obtention, d'autres organismes de production, d'émissions qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Société, et
- production d'émissions en direct, sur film, sur ruban magnétoscopique ou sur toute autre forme d'enregistrement qu'il convient d'adopter.

Distribution: Réseau du service national de radiodiffusion, partout au Canada où la diffusion est possible, par l'intermédiaire des stations de la Société ou du secteur privé. La diffusion s'effectue par satellite, par micro-ondes, par fil ou au moyen d'envoi de films ou de bandes. Cette activité englobe également la fourniture du signal qui transmet le service jusqu'au récepteur privé de radio et de télévision grâce à des émetteurs appartenant à la Société, les paiements aux stations privées affiliées qui retransmettent les émissions de la Société, les émetteurs de basse puissance qui desservent les régions à faible densité démographique et les installations qui permettent de différer ou d'anticiper les émissions diffusées dans les divers fuseaux horaires du pays.

Gestion et services des médias: Services auxiliaires dans les divers centres de production et de diffusion: direction locale, supervision des émissions, ingénierie et services financiers, administratifs et du personnel essentiels.

Frais des ventes (y compris les commissions aux agences et aux réseaux): L'effort de vente et de commercialisation nécessaire pour programmer et insérer la publicité vendue aux annonceurs. Cela comprend aussi les commissions versées à d'autres réseaux de radiodiffusion pour des émissions ou à des agences de publicité pour la vente de temps d'antenne ou d'émissions au réseau.

Radio Canada International: Cette activité comporte la réalisation d'émissions en langues française, anglaise et étrangères à l'intention d'autres pays afin d'assurer la présence canadienne à l'étranger, de susciter l'intérêt des immigrants et des touristes éventuels, de maintenir des liens personnels entre les Canadiens et leurs parents et compatriotes à l'étranger, et de promouvoir indirectement la politique extérieure et le commerce international du Canada, etc.

Service général d'ingénierie: Cette activité comprend la recherche appliquée, les études, et la formation dans les domaines de la production de télévision et des techniques de distribution; la prestation de services d'architectes et d'esthétique industrielle, l'élaboration de normes techniques; et la surveillance ou la direction des grands projets d'immobilisations.

Service général de gestion: Fonctions exercées à l'échelon national, notamment la haute direction; l'élaboration des politiques et des normes; la coordination de la planification à l'échelon national et les relations extérieures; certains éléments centralisés par mesure d'économie: comptabilité salariale, contentieux, recherches touchant les émissions, statistiques, etc.

Dépenses en capital
Il s'agit des dépenses en capital à l'égard de travaux de construction pour étendre le service national aux régions du Canada qui ne sont pas encore desservies dans la langue appropriée, pour améliorer le rayonnement des stations existantes en les déménageant ou en augmentant leur puissance, pour apporter aux installations existantes les améliorations indispensables à un fonctionnement efficace et remplacer l'équipement désuet et usé, et pour regrouper les locaux actuels qui sont insuffisants et éparpillés dans les principaux établissements de la Société Radio-Canada partout au pays, améliorant ainsi l'efficacité du service.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Objectif

Favoriser et encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada.

Description des activités

Administration
Dépenses et traitements des membres, de la direction, du personnel, des conseillers techniques et professionnels; coût des services de soutien nécessaires à l'évaluation, au choix et à la gestion des projets à encourager.

Placements, prêts, promotion et distribution
Mises de fonds de la Société, y compris l'aide aux distributeurs canadiens pour la promotion de longs métrages canadiens qui paraissent rentables.

Fonds de développement pour la production d'émissions canadiennes
Aide financière pour la production d'émissions télévisées en vertu de la politique nationale de la radio-télédiffusion.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Objectif

Encourager l'application des politiques nationales de radiodiffusion grâce à la réglementation et à la supervision des réseaux canadiens de radiodiffusion; et réglementer les tarifs et les autres aspects des services offerts par les entreprises de télécommunications qui relèvent de la compétence fédérale.

Description des activités

Radiodiffusion
Donner des conseils et faire des recommandations au Conseil sur l'élaboration des politiques, de la réglementation et des questions opérationnelles; analyser et évaluer les propositions et les demandes soumises au Conseil en tenant compte des objectifs des politiques de radiodiffusion pour le Canada et des politiques et règlements du Conseil; surveiller le système de radiodiffusion national afin d'évaluer la qualité des services dispensés et les besoins futurs, et afin d'assurer le respect des conditions de licences et de respect des règlements.

Télécommunications
Conseiller le CRTC en ce qui a trait à la réglementation des entreprises de télécommunications en vertu de la Loi sur les chemins de fer, et, ce faisant, analyser et évaluer les données connexes et tenir compte de la portée sociologique, politique et scientifique des innovations dans le domaine des télécommunications.

Administration
S'occuper de la haute direction et de l'administration du Conseil et fournir des conseils juridiques au CRTC.

Corporation du Centre national des Arts

Objectif

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

Description des activités

Programmation
L'organisation d'activités relatives aux arts d'interprétation par l'entremise de troupes permanentes, y compris l'Orchestre du Centre national des Arts et la Compagnie de Théâtre du Centre national des Arts (qui donne des représentations en français et en anglais) soit au Centre ou ailleurs; la présentation au Centre des compagnies d'arts d'interprétation; la préparation ou commandite d'émissions de radio ou de télévision émanant du Centre; la présentation de films au Centre; et, à la demande du gouvernement canadien ou du Conseil des Arts du Canada, l'organisation de représentations ailleurs au Canada par des compagnies d'arts d'interprétation canadiennes ou étrangères, et de représentations à l'extérieur du Canada par des compagnies d'arts d'interprétation canadiennes.

Entretien
L'entretien, la réparation et les services de gestion relatifs à l'édifice.

Administration
Les services de gestion, de relations publiques, de fonctionnement et les services financiers nécessaires à l'exploitation du Centre national des Arts.

Office national du film

Objectif

Illustrer la culture et la vie au Canada et assurer des services et de l'aide, sous forme de films, aux ministères et organismes du gouvernement.

Description des activités

Direction et services administratifs
Gestion centrale, services du personnel, services financiers et administratifs et services de soutien à l'exploitation.

Production de films et autres formes de présentations visuelles
Production de films et d'autre matériel visuel à l'intention du grand public et de groupes spéciaux, en particulier de la jeunesse; services généraux offerts aux ministères et organismes du gouvernement et soutien des programmes gouvernementaux d'importance primordiale pour le pays.

Distribution de films et autres formes de présentations visuelles
Distribution, par l'intermédiaire d'un réseau de bureaux et de divers autres débouchés au Canada et à l'étranger, par la vente, la location et le prêt de copies de films ou par leur cession à forfait aux salles de cinéma, aux entreprises de télévision et aux maisons de distribution.

Recherche et développement
Instauration et réalisation de projets visant à faire progresser l'art et la technique des communications audio-visuelles.

Bibliothèque nationale

Objectif

Faciliter l'utilisation des ressources des bibliothèques du pays par le public et le gouvernement fédéral.

Description de l'activité

Bibliothèque nationale
La Bibliothèque est divisée en trois secteurs de base pour faciliter la réalisation de son objectif.

- La gestion des collections comprend toutes les activités relatives au développement des collections de la Bibliothèque, au catalogage de ces collections, ainsi qu'à la normalisation et à la diffusion des données bibliographiques. Ces fonctions sont assumées par la Direction du développement des collections et la Direction du catalogage.
- Les services de bibliothèque comprennent les activités ayant trait à la prestation directe aux clients de la Bibliothèque de services consultatifs, d'information, de référence, de renvoi et de livraison de documents. Ces services sont fournis par la Direction des services au public et le Centre des systèmes de bibliothèque.
- Le secteur planification des politiques et liaison comprend les activités se rapportant à la gestion globale de la Bibliothèque et est la responsabilité du personnel des bureaux du directeur général et du directeur général adjoint de la Bibliothèque.

Musées nationaux du Canada

Objectif

Mettre en valeur les produits de la nature et les œuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, et aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces œuvres, de façon à susciter l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Description des activités

Gestion centrale
Le Conseil d'administration, le secrétaire général et les activités de Conseil, de vérification et d'évaluation qui les appuient.

Musée des beaux-arts du Canada
Le musée national d'envergure internationale qui enregistre, conserve et étudie des collections d'objets dans le domaine des beaux-arts, y compris les arts décoratifs, et qui diffuse les connaissances connexes.

Musée national de l'Homme
Le musée national d'envergure internationale, y compris le Musée canadien de la guerre, qui enregistre, conserve et étudie des collections d'objets dans les domaines de l'histoire (y compris l'histoire militaire), de l'ethnologie, de l'archéologie, de l'anthropologie physique et de la culture traditionnelle, et qui diffuse des connaissances connexes.

Musée national des sciences naturelles
Le musée national d'envergure internationale qui enregistre, conserve et cherche à comprendre des collections d'objets et diffuse des connaissances dans le domaine des sciences naturelles et physiques (y compris la botanique, la zoologie, la paléontologie, les sciences de la terre et l'astronomie).

Musée national des sciences et de la technologie
Le musée national d'envergure internationale, y compris une annexe et un Musée national de l'aviation autonome pour ses activités de conservation, qui enregistre, conserve et étudie des collections d'objets dans les domaines de la technologie et des sciences connexes, et qui diffuse des connaissances à ce sujet.

Programmes nationaux
Groupe de programmes nationaux qui fournissent une aide financière et des services et conseils muséologiques aux Musées nationaux, aux établissements similaires canadiens et étrangers et aux collectivités canadiennes.

Services à la Corporation
Groupe d'activités qui consistent à fournir des services, des systèmes, des contrôles et des conseils dans les domaines de la gestion, des techniques et de l'administration à tous les éléments constituants des Musées nationaux du Canada et à d'autres organismes canadiens et étrangers.

Archives publiques

Objectif

La préservation systématique des documents gouvernementaux et privés d'importance nationale pour le Canada, afin de faciliter non seulement l'efficacité et l'efficience des opérations du gouvernement du Canada et la recherche historique sur tous les aspects de la vie canadienne mais aussi la protection des droits et l'enrichissement du sentiment d'identité nationale par les archives, mémoire collective de la nation.

Description des activités

Opérations archivistiques
Acquisition, contrôle et conservation des documents gouvernementaux ayant une valeur historique à long terme et de diverses autres archives du secteur privé qui traitent de l'évolution du Canada et ont une valeur nationale durable. Service au public, au gouvernement et à d'autres établissements par l'entremise de services de recherche et de référence, par la diffusion de renseignements concernant les documents et par des conseils et de l'aide en matière archivistique.

Gestion des documents gouvernementaux
Aide aux établissements gouvernementaux afin qu'ils gèrent leurs documents avec un maximum d'efficacité; prestation de services et d'opérations micrographiques et gestion efficace et efficiente des documents transférés aux centres fédéraux de documents.

Services aux départements
Soutien administratif et technique aux programmes opérationnels des Archives publiques du Canada et de la Bibliothèque nationale du Canada.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des communications et de la culture				
...	130,890,000	...	...	130,890,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	17,952	17,952		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(933,000)	(933,000)		Virement au crédit 5				
...	130,890,000	...	(915,048)	129,974,952		Total—Crédit 1	121,513,437	8,461,515	...	115,548,747
...	13,879,000	...	...	13,879,000	5	Dépenses en capital				
...	...	5,067,000	...	5,067,000	5b	Virement de $933,000 du crédit 1 (Communications)				
...	...	1	...	1	5c	Virement de $3,649,999 du crédit 10 (Communications)				
...	...	...	933,000	933,000		Virement du: crédit 1				
...	...	...	3,649,999	3,649,999		crédit 10				
...	13,879,000	5,067,001	4,582,999	23,529,000		Total—Crédit 5	21,876,348	1,652,652	...	24,903,848
...	58,509,000	...	...	58,509,000	10	Subventions et contributions				
...	...	9,450,000	...	9,450,000	10b	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10c	Subventions et contributions				
...	...	...	(3,649,999)	(3,649,999)		Virement au crédit 5				
...	58,509,000	9,450,001	(3,649,999)	64,309,002		Total—Crédit 10	51,822,614	12,486,388	...	45,455,255
...	55,093,000	...	...	55,093,000	15	Versements à la Société canadienne des postes	55,093,000	...	...	55,650,000
...	81,787,000	...	...	81,787,000	20	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc.	46,500,000	35,287,000	...	31,495,000
...	42,000	...	(9,493)	32,507	(S)	Ministre des Communications—Traitement et allocation pour automobile	32,507	...	...	32,732
...	11,673,000	...	1,197,128	12,870,128	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,870,128	...	...	11,340,000
16,435,326	1,511,000	...	(1,511,000)	16,435,326	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	(228,409)	...	16,663,735	(989,636)
...	...	...	43,031	43,031	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	43,031	...	...	22,369
16,435,326	353,384,000	14,517,002	(262,382)	384,073,946		Total budgétaire	309,522,656	57,887,555	16,663,735	283,458,315

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
40,000,000	...	...	...	40,000,000	(S)	(L.)Télésat Canada—Prêts en vertu de la Loi de la Télésat Canada, article 41. Limite $40,000,000. (Net)	...	...	40,000,000	...
...	10,000	...	...	10,000	L25	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels. (Brut)	...	10,000	...	...
40,000,000	10,000	...	...	40,010,000		Total non budgétaire	...	10,000	40,000,000	...
16,435,326	**353,384,000**	**14,517,002**	**(262,382)**	**384,073,946**		**Total du département—Budgétaire**	**309,522,656**	**57,887,555**	**16,663,735**	**283,458,315**
40,000,000	**10,000**	**...**	**...**	**40,010,000**		**Non budgétaire**	**...**	**10,000**	**40,000,000**	**...**
						Conseil des Arts du Canada				
...	72,044,000	...	...	72,044,000	30	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
...	...	2,200,000	...	2,200,000	30c	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
...	72,044,000	2,200,000	...	74,244,000		Total—Crédit 30	74,244,000	...	...	72,614,000
...	**72,044,000**	**2,200,000**	**...**	**74,244,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**74,244,000**	**...**	**...**	**72,614,000**
						Société Radio-Canada				
...	785,138,000	...	...	785,138,000	35	Paiements à la Société Radio-Canada pour des dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	35c	Virement de $4,499,999 du crédit 45 (Communications)				
...	...	...	4,499,999	4,499,999		Virement du crédit 45				
...	785,138,000	1	4,499,999	789,638,000		Total—Crédit 35	789,638,000	...	...	808,450,000
...	2,500,000	...	...	2,500,000	40	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	2,500,000	...	...	4,700,000
...	59,209,000	...	...	59,209,000	45	Paiements à la Société Radio-Canada pour des dépenses en capital				
...	...	10,500,000	...	10,500,000	45b	Paiements à la Société Radio-Canada pour des dépenses en capital				
...	...	...	(4,499,999)	(4,499,999)		Virement au crédit 35				
...	59,209,000	10,500,000	(4,499,999)	65,209,001		Total—Crédit 45	65,209,000	1	...	91,777,000
...	**846,847,000**	**10,500,001**	**...**	**857,347,001**		**Total du programme—Budgétaire**	**857,347,000**	**1**	**...**	**904,927,000**

						Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	65,290,000	...	(9,286,425)[2]	56,003,575	50	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	...	20,050,000	...	20,050,000	50b	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	65,290,000	20,050,000	(9,286,425)[2]	76,053,575		Total—Crédit 50	75,928,575	125,000	...	45,571,494
...	65,290,000	20,050,000	(9,286,425)[2]	76,053,575		Total budgétaire	75,928,575	125,000	...	45,571,494
43,791,217	...	...	9,286,425[2]	53,077,642	(S)	(L) Paiements à la Société devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	53,077,642	(2,739,340)
...	**65,290,000**	**20,050,000**	**(9,286,425)[2]**	76,053,575		**Total du programme—Budgétaire**	75,928,575	**125,000**	...	**45,571,494**
43,791,217	**...**	**...**	**9,286,425[2]**	53,077,642		**Non budgétaire**	...	...	**53,077,642**	**(2,739,340)**
						Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
...	22,961,000	...	...	22,961,000	55	Dépenses du programme				
...	...	...	7,667	7,667		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	22,961,000	...	7,667	22,968,667		Total—Crédit 55	22,230,589	738,078	...	22,689,335
...	2,435,000	...	250,000	2,685,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,685,000	...	...	2,535,000
...	...	...	114,002	114,002	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	114,002	...	...	26,747
...	**25,396,000**	**...**	**371,669**	25,767,669		**Total du programme—Budgétaire**	25,029,591	**738,078**	...	**25,251,082**
						Corporation du Centre national des Arts				
...	14,574,000	...	...	14,574,000	60	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts				
...	...	2,000,000	...	2,000,000	60b	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts				
...	14,574,000	2,000,000	...	16,574,000		Total—Crédit 60	16,574,000	...	...	14,932,000
...	**14,574,000**	**2,000,000**	**...**	16,574,000		**Total du programme—Budgétaire**	16,574,000	**...**	...	**14,932,000**
						Office national du film				
...	61,680,000	...	...	61,680,000	65	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement				
...	...	...	14,960	14,960		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	61,680,000	...	14,960	61,694,960		Total—Crédit 65	60,825,349	869,611	...	61,584,975
6,644,225	1,248,000	...	(1,248,000)	6,644,225	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film				
...	...	...	(1,406,446)	(1,406,446)		Apport d'actif				
6,644,225	1,248,000	...	(2,654,446)	5,237,779		Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film	4,249,974	...	987,805	(98,375)
6,644,225	**62,928,000**	**...**	**(2,639,486)**	66,932,739		**Total du programme—Budgétaire**	65,075,323	**869,611**	**987,805**	**61,486,600**

Sommaire du ministère—*Fin*

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Bibliothèque nationale				
...	30,526,220	...	...	30,526,220	70	Dépenses du programme				
...	...	...	13,464	13,464		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	30,526,220	...	13,464	30,539,684		Total—Crédit 70	29,289,142	1,250,542	...	27,956,301
...	2,330,780	...	239,000	2,569,780	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,569,780	...	...	2,207,193
...	32,857,000	...	252,464	33,109,464		**Total du programme—Budgétaire**	31,858,922	1,250,542	...	30,163,494
						Musées nationaux du Canada				
545,277	60,807,300	...	...	61,352,577	75	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2,069,600	...	2,069,600	75c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	181,951	181,951		Virement du CT, crédit 10[1]				
545,277	60,807,300	2,069,600	181,951	63,604,128		Total—Crédit 75	59,839,608	2,722,291	1,042,229	59,887,224
...	8,852,700	...	...	8,852,700	80	Subventions et contributions	8,334,578	518,122	...	8,567,700
...	5,204,000	...	534,004	5,738,004	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,738,004	...	...	5,127,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	141,186
545,277	74,864,000	2,069,600	715,955	78,194,832		**Total du programme—Budgétaire**	73,912,190	3,240,413	1,042,229	73,723,110
						Archives publiques				
...	38,418,044	...	...	38,418,044	85	Dépenses du programme				
...	...	...	107,712	107,712		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	38,418,044	...	107,712	38,525,756		Total—Crédit 85	36,281,080	2,244,676	...	35,731,045
...	3,458,956	...	355,000	3,813,956	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,813,956	...	...	3,521,000
...	41,877,000	...	462,712	42,339,712		**Total du programme—Budgétaire**	40,095,036	2,244,676	...	39,252,045
23,624,828	1,590,061,000	51,336,603	(10,385,493)	1,654,636,938		Total du ministère—Budgétaire	1,569,587,293	66,355,876	18,693,769	1,551,379,140
83,791,217	10,000	...	9,286,425	93,087,642		Non budgétaire	...	10,000	93,077,642	(2,739,340)

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] L'autorisation budgétaire votée, pour rencontrer les exigences de la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, C-10, comprend l'autorisation non budgétaire des prêts. L'autorisation non budgétaire est déterminée en déduisant les dépenses du montant total voté.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des communications et de la culture				
								Fonctionnement				
...	41,356,000	...	...	(41,356,000)	...	...	...	Recherche	...	...	...	...
...	20,363,000	...	...	(20,363,000)	...	...	...	Applications de la technologie et soutien de l'industrie	...	...	...	...
...	...	...	2,244	54,076,779	359,100	(5,283,000)	49,155,123	Télécommunications et informatique	47,638,825	1,516,298	...	48,003,745
16,435,326	170,735,000	...	...	...	(2,213,934)	(169,398,000)	15,558,392	Agence des télécommunications gouvernementales	(1,105,343)	...	16,663,735	(1,387,068)
...	47,533,000	...	...	(47,533,000)	...	...	...	Gestion du spectre des fréquences radioélectriques	...	...	...	...
...	...	...	8,976	47,470,943	521,932	(630,000)	47,371,851	Gestion du spectre et opérations régionales	46,847,419	524,432	...	45,239,952
...	12,095,000	...	...	(12,095,000)	...	...	...	Élaboration et coordination des politiques	...	...	...	...
...	...	...	4,488	37,500,522	277,807	(361,000)	37,421,817	Coordination des politiques et gestion intégrée	35,470,017	1,951,800	...	33,784,303
...	62,322,000	...	...	(62,322,000)	...	...	...	Affaires culturelles	...	...	...	...
...	...	...	2,244	63,990,756	71,827	...	64,064,827	Affaires culturelles et radiodiffusion	65,905,775	(1,840,948)	...	61,617,696
...	81,787,000	...	...	...	...	...	81,787,000	Société de construction des musées du Canada, Inc.	46,500,000	35,287,000	...	31,495,000
...	20,303,000	...	...	(20,303,000)	...	...	...	Administration centrale	...	...	...	...
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(5,283,000)	...	...	5,283,000	...	...	...	Recherche	...	...	...	...
...	...	...	...	(5,283,000)	...	5,283,000	...	Télécommunications et informatique	(5,713,777)	5,713,777	...	(3,925,000)
...	(169,398,000)	...	...	...	...	169,398,000	...	Agence des télécommunications gouvernementales	...	...	...	...
...	(630,000)	...	...	630,000	...	...	...	Gestion du spectre des fréquences radioélectriques	...	...	...	...
...	...	...	...	(630,000)	...	630,000	...	Gestion du spectre et opérations régionales	(565,099)	565,099	...	(612,000)
...	(361,000)	...	...	361,000	...	...	...	Élaboration et coordination des politiques	...	...	...	...
...	...	...	...	(361,000)	...	361,000	...	Coordination des politiques et gestion intégrée	(31,057)	31,057	...	(1,516,000)
16,435,326	280,822,000	...	17,952	(933,000)	(983,268)	...	295,359,010	Total—Fonctionnement	234,946,760	43,748,515	16,663,735	212,700,628

Programmes par activité—*Suite*

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	4,773,000	...	...	(4,773,000)	...	...	...	Recherche	...	...	...	...
...	7,210,000	5,067,001	...	(12,277,001)	...	...	...	Applications de la technologie et soutien de l'industrie	...	...	...	...
...	...	...	...	20,202,000	...	...	20,202,000	Télécommunications et informatique	18,786,195	1,415,805	...	21,186,000
...	174,000	...	...	...	702,934	...	876,934	Agence des télécommunications gouvernementales	876,934	...	...	397,432
...	1,790,000	...	...	(1,790,000)	...	...	...	Gestion du spectre des fréquences radioélectriques	...	...	...	...
...	...	...	...	1,790,000	...	...	1,790,000	Gestion du spectre et opérations régionales	1,894,238	(104,238)	...	1,724,000
...	8,000	...	...	(8,000)	...	...	...	Élaboration et coordination des politiques	...	...	...	...
...	...	...	...	1,527,000	...	...	1,527,000	Coordination des politiques et gestion intégrée	1,185,760	341,240	...	1,990,000
...	10,000	...	...	(10,000)	...	...	...	Affaires culturelles	...	...	...	...
...	...	...	...	10,000	...	...	10,000	Affaires culturelles et radiodiffusion	10,155	(155)	...	5,000
...	88,000	...	...	(88,000)	...	...	...	Administration centrale	...	...	...	...
...	14,053,000	5,067,001	...	4,582,999	702,934	...	24,405,934	Total—Capital	22,753,282	1,652,652	...	25,302,432
								Paiements de transfert				
...	1,181,000	...	...	(1,181,000)	...	...	...	Recherche	...	...	...	...
...	22,094,000	...	...	(22,094,000)	...	...	...	Applications de la technologie et soutien de l'industrie	...	...	...	...
...	...	...	...	20,764,275	...	...	20,764,275	Télécommunications et informatique	15,470,594	5,293,681	...	17,017,254
...	45,000	...	...	(45,000)	...	...	...	Gestion du spectre des fréquences radioélectriques	...	...	...	...
...	...	...	...	45,000	...	...	45,000	Gestion du spectre et opérations régionales	25,000	20,000	...	40,000
...	2,929,000	...	...	(2,929,000)	...	...	...	Élaboration et coordination des politiques	...	...	...	...
...	...	...	...	3,389,000	...	...	3,389,000	Coordination des politiques et gestion intégrée	2,839,817	549,183	...	3,026,697
...	32,260,000	9,450,001	...	(41,710,001)	...	...	...	Affaires culturelles	...	...	...	...
...	...	...	...	40,110,727	...	...	40,110,727	Affaires culturelles et radiodiffusion	33,487,203	6,623,524	...	25,371,304
...	58,509,000	9,450,001	...	(3,649,999)	...	...	64,309,002	Total—Paiements de transfert	51,822,614	12,486,388	...	45,455,255

								Non budgétaire				
...	10,000	...	...	(10,000)	...	...	...	Affaires culturelles	...	...	...	...
...	...	...	...	10,000	...	...	10,000	Affaires culturelles et radiodiffusion	...	10,000	...	...
40,000,000	...	...	...	...	...	...	40,000,000	Télésat Canada	...	...	40,000,000	...
40,000,000	10,000	...	...	...	...	...	40,010,000	Total—Non budgétaire	...	10,000	40,000,000	...
								Sommaire du programme				
...	42,027,000	...	...	(42,027,000)	...	...	...	Recherche	...	...	...	...
...	49,667,000	5,067,001	...	(54,734,001)	...	...	...	Applications de la technologie et soutien de l'industrie	...	...	...	...
...	...	...	2,244	89,760,054	[illegible]9,100	...	90,121,398	Télécommunications et informatique	76,181,837	13,939,561	...	82,281,999
16,435,326	1,511,000	...	...	...	(1,511,000)	...	16,435,326	Agence des télécommunications gouvernementales	(228,409)	...	16,663,735	(989,636)
...	48,738,000	...	...	(48,738,000)	...	...	...	Gestion du spectre des fréquences radioélectriques	...	...	...	...
...	...	...	8,976	48,675,943	521,932	...	49,206,851	Gestion du spectre et opérations régionales	48,201,558	1,005,293	...	46,391,952
...	14,671,000	...	...	(14,671,000)	...	...	...	Élaboration et coordination des politiques	...	...	...	...
...	...	...	4,488	42,055,522	277,807	...	42,337,817	Coordination des politiques et gestion intégrée	39,464,537	2,873,280	...	37,285,000
								Affaires culturelles—				
...	94,592,000	9,450,001	...	(104,042,001)	...	...	...	Budgétaire	...	...	...	...
...	10,000	...	...	(10,000)	...	...	...	Non budgétaire	...	...	...	...
								Affaires culturelles et radiodiffusion—				
...	...	...	2,244	104,111,483	71,827	...	104,185,554	Budgétaire	99,403,133	4,782,421	...	86,994,000
...	...	...	...	10,000	...	...	10,000	Non budgétaire	...	10,000	...	...
...	81,787,000	...	...	...	...	...	81,787,000	Société de construction des musées du Canada, Inc.	46,500,000	35,287,000	...	31,493,000
...	20,391,000	...	...	(20,391,000)	...	...	...	Administration centrale	...	...	...	...
								Télésat Canada—				
40,000,000	...	...	...	...	...	...	40,000,000	Non budgétaire	...	...	40,000,000	...
								Total du département—				
16,435,326	353,384,000	14,517,002	17,952	...	(280,334)	...	384,073,946	**Budgétaire**	309,522,656	57,887,555	16,663,735	283,458,315
40,000,000	10,000	...	...	...	...	...	40,010,000	**Non budgétaire**	...	10,000	40,000,000	...
								Conseil des Arts du Canada				
								Fonctionnement				
...	74,844,000	2,200,000	...	...	...	...	77,044,000	Arts	77,044,000	...	...	76,092,000
...	933,000	...	...	...	...	...	933,000	Commission canadienne pour l'UNESCO	933,000	...	...	1,021,000
...	5,917,000	...	...	...	...	...	5,917,000	Administration	5,917,000	...	...	6,281,000
...	(9,400,000)	...	...	...	...	...	(9,400,000)	Intérêts et dividendes sur placements	(9,400,000)	...	...	(10,500,000)
...	(250,000)	...	...	...	...	...	(250,000)	Annulation de subventions autorisées au cours d'années antérieures et remboursements	(250,000)	...	...	(280,000)
								Total du programme—				
...	72,044,000	2,200,000	...	...	...	...	74,244,000	**Budgétaire**	74,244,000	...	...	72,614,000

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redresse-ments statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Société Radio-Canada				
								Fonctionnement				
								Service national de radio-diffusion:				
...	663,639,000	...	...	...	...	...	663,639,000	**Émissions**	663,639,000	...	...	669,108,000
...	134,791,000	...	...	...	...	...	134,791,000	**Distribution**	134,791,000	...	...	136,903,000
...	79,852,000	...	...	...	...	...	79,852,000	**Gestion et services des médias**	79,852,000	...	...	82,746,000
...	42,969,000	...	...	...	...	...	42,969,000	**Frais des ventes**	42,969,000	...	...	41,365,000
...	13,005,000	...	...	...	...	...	13,005,000	**Radio Canada International**	13,005,000	...	...	16,310,000
...	5,769,000	...	...	...	...	...	5,769,000	**Service général d'ingénierie**	5,769,000	...	...	7,964,000
...	37,113,000	...	...	...	...	...	37,113,000	**Service général de gestion**	37,113,000	...	...	41,353,000
...	(177,873,000)	1	...	4,499,999	...	...	(173,373,000)	**Recettes provenant de la publicité**	(173,373,000)	...	...	(173,715,000)
...	(14,127,000)	...	...	...	...	...	(14,127,000)	**Recettes diverses**	(14,127,000)	...	...	(13,584,000)
...	2,500,000	...	...	...	...	...	2,500,000	**Fonds de roulement**	2,500,000	...	...	4,700,000
...	59,209,000	10,500,000	...	(4,499,999)	...	...	65,209,001	**Dépenses en capital**	65,209,000	1	...	91,777,000
...	**846,847,000**	**10,500,001**	...	...	...	...	**857,347,001**	**Total du programme—Budgétaire**	**857,347,000**	**1**	...	**904,927,000**
								Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
								Fonctionnement				
...	6,764,000	...	...	...	...	...	...	**Administration**	...	...	...	...
...	7,163,000	...	...	...	...	...	...	**Placements, prêts, promotion et distribution**	...	...	...	...
...	56,263,000	...	...	...	...	...	...	**Fonds de développement pour la production d'émissions canadiennes**	...	...	...	...
...	(4,900,000)	...	...	...	...	...	...	**Revenus de placements anticipés**	...	...	...	...
...	65,290,000	20,050,000[(1)]	...	(9,286,425)[(1)(2)]	...	...	76,053,575[(1)]	**Total—Fonctionnement**	75,928,575[(1)]	125,000[(1)]	...	45,571,494[(1)]
								Non budgétaire				
43,791,217	...	...	...	9,286,425[(2)]	...	...	53,077,642	**Placements, prêts, promotion et distribution**	...	...	53,077,642	(2,739,340)

								Total du programme—				
...	**65,290,000**	**20,050,000**[1]	...	**(9,286,425)**[1][2]	...	...	**76,053,575**[1]	**Budgétaire**	**75,928,575**[1]	**125,000**[1]	...	**45,571,494**[1]
43,791,217	...	...	...	**9,286,425**[2]	...	...	**53,077,642**	**Non budgétaire**	...	...	**53,077,642**	**(2,739,340)**
								Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
								Fonctionnement				
...	11,762,000	...	7,667	...	131,113	...	11,900,780	Radiodiffusion	11,694,302	206,478	...	10,515,107
...	3,451,000	...	...	...	38,725	...	3,489,725	Télécommunications	3,179,091	310,634	...	3,224,198
...	10,009,000	...	...	...	194,164	...	10,203,164	Administration	9,829,772	373,392	...	11,286,723
...	25,222,000	...	7,667	...	364,002	...	25,593,669	Total—Fonctionnement	24,703,165	890,504	...	25,026,028
								Capital				
...	99,000	...	...	...	...	...	99,000	Administration	326,426	(227,426)	...	225,054
								Paiements de transfert				
...	75,000	...	...	...	...	...	75,000	Radiodiffusion	...	75,000	...	...
								Sommaire du programme				
...	11,837,000	...	7,667	...	131,113	...	11,975,780	**Radiodiffusion**	11,694,302	281,478	...	10,515,107
...	3,451,000	...	...	...	38,725	...	3,489,725	**Télécommunications**	3,179,091	310,634	...	3,224,198
...	10,108,000	...	...	...	194,164	...	10,302,164	**Administration**	10,156,198	145,966	...	11,511,777
								Total du programme—				
...	**25,396,000**	...	**7,667**	...	**364,002**	...	**25,767,669**	**Budgétaire**	**25,029,591**	**738,078**	...	**25,251,002**
								Corporation du Centre national des Arts				
								Fonctionnement				
...	15,016,000	...	...	...	...	...	15,016,000	Programmation	15,016,000	...	...	14,488,000
...	4,007,000	2,000,000	...	...	...	...	6,007,000	Entretien	6,007,000	...	...	3,786,000
...	8,525,000	...	...	...	...	...	8,525,000	Administration	8,525,000	...	...	9,096,000
...	(12,974,000)	...	...	...	...	...	(12,974,000)	Recettes de la Corporation	(12,974,000)	...	...	(12,438,000)
								Total du programme—				
...	**14,574,000**	**2,000,000**	...	...	...	...	**16,574,000**	**Budgétaire**	**16,574,000**	...	...	**14,932,000**
								Office national du film				
								Fonctionnement				
...	67,306,000	...	14,960	...	...	(8,050,000)	59,270,960	Opérations de l'Office national du film	57,364,596	1,906,364	...	58,140,904
6,644,225	1,248,000	...	...	...	(1,248,000)	...	6,644,225	Imputation nette additionnelle sur l'autorisation du Fonds renouvelable				
...	...	...	...	...	(1,406,446)		(1,406,446)	Apport d'actif				
6,644,225	1,248,000	...	...	...	(2,654,446)	...	5,237,779	Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film	4,249,974	...	987,805	(98,375)
...	(8,050,000)	...	...	...	...	8,050,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
6,644,225	60,504,000	...	14,960	...	(2,654,446)	...	64,508,739	Total—Fonctionnement	61,614,570	1,906,364	987,805	58,042,529

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redresse-ments statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	2,130,000	...	...	...	...	...	2,130,000	**Opérations de l'Office national du film**	3,201,819	(1,071,819)	...	3,167,550
								Paiements de transfert				
...	294,000	...	...	...	...	...	294,000	**Opérations de l'Office national du film**	258,934	35,066	...	276,521
								Sommaire du programme				
...	61,680,000	...	14,960	...	...	...	61,694,960	**Opérations de l'Office national du film**	60,825,349	869,611	...	61,584,975
6,644,225	1,248,000	...	...	...	(1,248,000)	...	6,644,225	**Imputation nette additionnelle sur l'autorisation du Fonds renouvelable**	4,249,974	...	987,805	(98,375)
...	...	...	...	...	(1,406,446)	...	(1,406,446)	**Apport d'actif**	...	...	...	...
6,644,225	62,928,000	—	14,960	—	(2,654,446)	—	66,932,739	**Total du programme—Budgétaire**	65,075,323	869,611	987,805	61,486,600
								Bibliothèque nationale				
								Fonctionnement				
...	32,586,000	...	13,464	...	239,000	...	32,838,464	**Bibliothèque nationale**	31,271,219	1,567,245	...	29,655,631
								Capital				
...	229,000	...	...	...	...	...	229,000	**Bibliothèque nationale**	549,787	(320,787)	...	470,560
								Paiements de transfert				
...	42,000	...	...	...	...	...	42,000	**Bibliothèque nationale**	37,916	4,084	...	37,303
...	32,857,000	...	13,464	...	239,000	...	33,109,464	**Total du programme—Budgétaire**	31,858,922	1,250,542	...	30,163,494
								Musées nationaux du Canada				
								Fonctionnement				
...	1,583,000	...	...	(7,063)	...	...	1,575,937	**Gestion centrale**	1,254,362	321,575	...	1,331,000
392,678	9,488,200	22,600	12,716	618,230	106,000	(520,000)	10,120,424	**Musée des beaux-arts du Canada**	9,079,372	323,706	717,346	9,424,319
112,370	11,803,000	473,000	118,558	(136,053)	149,000	(200,000)	12,319,875	**Musée national de l'Homme**	11,571,924	553,795	194,156	11,240,960
35	8,329,000	132,000	13,464	19,155	98,000	(275,000)	8,316,654	**Musée national des sciences naturelles**	8,223,388	93,524	(258)	7,866,270
11,974	5,325,000	354,000	15,895	(84,470)	52,000	(105,000)	5,569,399	**Musée national des sciences et de la technologie**	5,259,566	257,068	52,765	5,170,576
...	12,561,100	120,000	8,789	(350,071)	76,000	...	12,415,818	**Programmes nationaux**	12,003,554	412,264	...	11,904,662

28,220	16,102,000	300,000	12,529	(59,728)	53,004	...	16,436,025	Services à la Corporation	16,010,094	347,711	78,220	15,534,793
...	(1,100,000)	...	...	...	...	1,100,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
545,277	64,091,300	1,401,600	181,951	...	534,004	...	66,754,132	Total—Fonctionnement	63,402,260	2,309,643	1,042,229	62,492,580
								Capital				
...	30,000	31,000	...	...	...	...	61,000	Gestion centrale	28,331	32,669	...	...
...	156,000	84,000	...	...	...	...	240,000	Musée des beaux-arts du Canada	168,569	71,431	...	347,084
...	117,000	90,000	...	...	...	...	207,000	Musée national de l'Homme	123,896	83,104	...	490,126
...	816,000	66,000	...	...	...	...	882,000	Musée national des sciences naturelles	837,081	44,919	...	335,085
...	95,000	44,000	...	...	...	...	139,000	Musée national des sciences et de la technologie	309,510	(170,510)	...	186,692
...	364,000	180,000	...	...	...	...	544,000	Programmes nationaux	348,050	195,950	...	464,197
...	342,000	173,000	...	...	...	...	515,000	Services à la Corporation	359,915	155,085	...	839,646
...	1,920,000	668,000	...	...	...	...	2,588,000	Total—Capital	2,175,352	412,648	...	2,662,830
								Paiements de transfert				
...	800	...	...	...	...	...	800	Musée des beaux-arts du Canada	...	800	...	800
...	8,851,900	...	...	...	...	...	8,851,900	Programmes nationaux	8,334,578	517,322	...	8,566,900
...	8,852,700	...	...	...	...	...	8,852,700	Total—Paiements de transfert	8,334,578	518,122	...	8,567,700
								Sommaire du programme				
...	1,613,000	31,000	...	(7,063)	...	...	1,636,937	**Gestion centrale**	1,282,693	354,244	...	1,331,000
392,678	9,125,000	106,600	12,716	618,230	106,000	...	10,361,224	**Musée des beaux-arts du Canada**	9,247,941	395,937	717,346	9,772,203
112,370	11,720,000	563,000	118,558	(136,053)	149,000	...	12,526,875	**Musée national de l'Homme**	11,695,820	636,899	194,156	11,731,086
35	8,870,000	198,000	13,464	19,155	98,000	...	9,198,654	**Musée national des sciences naturelles**	9,060,469	138,443	(258)	8,221,355
11,974	5,315,000	398,000	13,895	(84,470)	52,000	...	5,708,399	**Musée national des sciences et de la technologie**	5,569,076	86,558	52,765	5,357,268
...	21,777,000	300,000	8,789	(350,071)	76,000	...	21,811,718	**Programmes nationaux**	20,686,182	1,125,536	...	20,935,759
28,220	16,444,000	473,000	12,529	(59,728)	53,004	...	16,951,025	**Services à la Corporation**	16,370,009	502,796	78,220	16,374,439
545,277	74,864,000	2,069,600	181,951	...	534,004	...	78,194,832	**Total du programme—Budgétaire**	73,912,190	3,240,413	1,042,229	73,723,110
								Archives publiques				
								Fonctionnement				
...	16,613,000	...	77,418	...	150,000	...	16,840,418	**Opérations archivistiques**	16,028,059	812,359	...	16,062,045
...	10,974,000	...	...	...	88,000	(1,900,000)	9,162,000	**Gestion des documents gouvernementaux**	7,985,244	1,176,756	...	7,639,000
...	14,239,000	...	30,294	...	117,000	...	14,386,294	**Services aux départements**	13,877,406	508,888	...	12,882,000
...	(1,900,000)	...	...	...	...	1,900,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
...	39,926,000	...	107,712	...	355,000	...	40,388,712	**Total—Fonctionnement**	37,890,709	2,498,003	...	36,583,045

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redresse-ments statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	175,000	...	...	...	...	...	175,000	Opérations archivistiques	690,031	(515,031)	...	1,041,000
								Gestion des documents				
...	1,241,000	...	...	...	...	...	1,241,000	gouvernementaux	905,612	335,388	...	1,091,000
...	535,000	...	...	...	...	...	535,000	Services aux départements	608,684	(73,684)	...	537,000
...	1,951,000	...	...	...	...	...	1,951,000	Total—Capital	2,204,327	(253,327)	...	2,669,000
								Sommaire du programme				
...	16,788,000	...	77,418	...	150,000	...	17,015,418	Opérations archivistiques	16,718,090	297,328	...	17,103,045
								Gestion des documents				
...	10,315,000	...	...	...	88,000	...	10,403,000	gouvernementaux	8,890,856	1,512,144	...	8,730,000
...	14,774,000	...	30,294	...	117,000	...	14,921,294	Services aux départements	14,486,090	435,204	...	13,419,000
								Total du programme—				
...	41,877,000	...	107,712	...	355,000	...	42,339,712	**Budgétaire**	40,095,036	2,244,676	...	39,252,045
								Total du ministère—				
23,624,828	1,590,061,000	51,336,603	343,706	(9,286,425)	(1,442,774)	...	1,654,636,938	Budgétaire	1,569,587,293	66,355,876	18,693,769	1,551,379,140
83,791,217	10,000	...	...	9,286,425	...	...	93,087,642	Non budgétaire	...	10,000	93,077,642	(2,739,340)

(1) Le détail par activité n'est pas disponible.

(2) L'autorisation budgétaire votée pour rencontrer les exigences de la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, C-10, comprend l'autorisation non budgétaire des prêts. L'autorisation non budgétaire est déterminée en déduisant les dépenses du montant total voté.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des communications et de la culture				
							Subventions				
							Gestion du spectre des fréquences radioélectriques				
...	25,000	...	...	(25,000)	...	...	Conseil canadien de planification technique de la radio	...	...	...	...
							Gestion du spectre et opérations régionales				
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Conseil canadien de planification technique de la radio	25,000	...	...	25,000
							Coordination des politiques et gestion intégrée				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	500,000
							Affaires culturelles				
...	2,190,000	...	...	(2,190,000)	...	...	Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	...	...	...	...
...	1,140,000	...	...	(1,140,000)	...	...	Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	...	...	...	...
...	4,000,000	1	...	(4,000,001)	...	...	Subventions à des institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour certaines activités culturelles d'importance nationale	...	...	...	...
...	...	750,000	...	(750,000)	...	...	Subventions aux organismes culturels canadiens sans but lucratif afin de promouvoir la réalisation des projets dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse	...	...	...	...
...	7,330,000	750,001	...	(8,080,001)	...	...		...	...	...	...
							Affaires culturelles et radiodiffusion				
...	...	...	...	1,040,000	...	1,040,000	Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	451,516	588,484	...	411,598
...	...	...	...	1,140,000	...	1,140,000	Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	1,140,000	...	...	1,085,965
...	...	...	...	4,355,000	...	4,355,000	Subventions à des institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour certaines activités culturelles d'importance nationale	4,350,113	4,887	...	3,500,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	750,000	...	750,000	Subventions aux organismes culturels canadiens sans but lucratif afin de promouvoir la réalisation des projets dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse	598,138	151,862	...	...
...	...	...	...	7,285,000	...	7,285,000		6,539,767	745,233	...	4,997,563
...	**7,355,000**	**750,001**	...	**(795,001)**	...	**7,310,000**	Total—Subventions	**6,564,767**	**745,233**	...	**5,522,563**
							Contributions				
							Recherche				
...	25,000	...	...	(25,000)	...	...	Contributions destinées à financer les associations de télécommunications ainsi que la tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes	...	...	...	...
...	806,000	...	...	(806,000)	...	...	Contributions à des institutions et organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail	...	...	...	...
...	350,000	...	...	(350,000)	...	...	Contributions à des organismes canadiens œuvrant dans le domaine des nouvelles technologies de l'information pour le déroulement d'activités de collaboration internationale	...	...	...	...
...	1,181,000	...	...	(1,181,000)	...	...		...	...	...	...
							Applications de la technologie et soutien de l'industrie				
...	124,000	...	...	(124,000)	...	...	Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada, de l'engin spatial Anik-D	...	...	...	...
...	19,000,000	...	...	(19,000,000)	...	...	Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes du développement, de l'élaboration et du fonctionnement du programme de grand satellite de télécommunications	...	...	...	...
...	1,250,000	...	...	(1,250,000)	...	...	Contributions à des organismes canadiens afin d'établir un réseau de fibre optique et de commutation à large bande à Louiseville (Québec)	...	...	...	...

...	1,720,000	...	...	(1,720,000)	...	...	Contributions à des organismes, associations et institutions canadiens destinés à financer le développement de technologies de communications et de l'information	...	...	...	...
...	22,094,000	...	...	(22,094,000)	...	...		...	...	...	...
							Télécommunications et informatique				
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Contributions destinées à financer les associations de télécommunications ainsi que la tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes	11,000	14,000	...	25,000
...	...	...	...	806,000	...	806,000	Contributions à des institutions et organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail	217,675	588,325	...	...
...	...	...	...	350,000	...	350,000	Contributions à des organismes canadiens œuvrant dans le domaine des nouvelles technologies de l'information pour le déroulement d'activités de collaboration internationale	240,000	110,000	...	...
...	...	...	...	441,000	...	441,000	Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada, de l'engin spatial Anik-D	440,108	892	...	330,249
...	...	...	...	16,562,000	...	16,562,000	Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes du développement, de l'élaboration et du fonctionnement du programme de grand satellite de télécommunications	12,352,996	4,209,004	...	12,244,953
...	...	...	...	1,668,275	...	1,668,275	Contributions à des organismes canadiens afin d'établir un réseau de fibre optique et de commutation à large bande à Louiseville (Québec)	1,680,775	(12,500)	...	...
...	...	...	...	378,000	...	378,000	Contributions à des organismes, associations et institutions canadiens destinés à financer le développement de technologies de communications et de l'information	...	378,000	...	...
...	...	...	...	18,000	...	18,000	Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur de normalisation des télécommunications)	18,000	...	...	18,000
...	...	...	...	516,000	...	516,000	Contributions en vertu du programme international de support des gageures	510,040	5,960	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,399,052
...	...	...	...	20,764,275	...	20,764,275		15,470,594	5,293,681	...	17,017,254
							Gestion du spectre des fréquences radioélectriques				
...	20,000	...	...	(20,000)	...	...	Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur sur l'immunité au brouillage électromagnétique)	...	...	...	...
							Gestion du spectre et opérations régionales				
...	...	...	...	20,000	...	20,000	Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur sur l'immunité au brouillage électromagnétique)	...	20,000	...	15,000

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations (Indiquées dans: Budget des dépenses, Budgets des dépenses supplémentaires; Redressements et virements: Virements entre ministères, Virements à l'intérieur du ministère, Redressements statutaires)								Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Élaboration et coordination des politiques				
...	16,000	...	...	(16,000)	...	...	Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications	...	...	...	...
...	2,295,000	...	...	(2,295,000)	...	...	Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumés par le Canada: Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	...	...	...	...
...	18,000	...	...	(18,000)	...	...	Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur de normalisation des télécommunications)	...	...	...	...
...	600,000	...	...	(600,000)	...	...	Contributions au Festival mondial des arts de la scène	...	...	...	...
...	2,929,000	...	...	(2,929,000)	...	...		...	...	...	...
							Coordination des politiques et gestion intégrée				
...	...	...	...	16,000	...	16,000	Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications	13,770	2,230	...	13,481
...	...	...	...	2,773,000	...	2,773,000	Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumés par le Canada: Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	2,772,047	953	...	2,113,216
...	...	...	...	600,000	...	600,000	Contributions au Festival mondial des arts de la scène	54,000	546,000	...	300,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	100,000
...	...	...	...	3,389,000	...	3,389,000		2,839,817	549,183	...	2,526,697
							Affaires culturelles				
...	695,000	...	...	(695,000)	...	...	Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles	...	...	...	...
...	23,650,000	...	...	(23,650,000)	...	...	Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	...	...	...	...
...	300,000	...	...	(300,000)	...	...	Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et du vidéo	...	...	...	...
...	285,000	...	...	(285,000)	...	...	Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles	...	...	...	...

...	...	8,700,000	...	(8,700,000)	...	...	Contributions pour le développement de l'industrie canadienne de l'édition	...	...	...	...
...	24,930,000	8,700,000	...	(33,630,000)	...	...		...	...	...	...
							Affaires culturelles et radiodiffusion				
...	...	...	...	695,000	...	695,000	Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles	695,000	...	...	695,000
...	...	...	...	21,922,002	...	21,922,002	Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	16,399,916	5,522,086	...	9,359,536
...	...	...	...	300,000	...	300,000	Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et du vidéo	227,254	72,746	...	279,600
...	...	...	...	808,725	...	808,725	Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles	519,792	288,933	...	18,912
...	...	...	...	400,000	...	400,000	Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur les équipements culturels	400,000	...	...	...
...	...	...	...	8,700,000	...	8,700,000	Contributions pour le développement de l'industrie canadienne de l'édition	8,705,474	(5,474)	...	9,670,693
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	350,000
...	...	...	...	32,825,727	...	32,825,727		26,947,436	5,878,291	...	20,373,741
...	**51,154,000**	**8,700,000**	...	**(2,854,998)**	...	**56,999,002**	Total—Contributions	45,257,847	**11,741,155**	...	**39,932,692**
							Sommaire du programme par activité				
...	1,181,000	...	...	(1,181,000)	...	...	Recherche	...	...	...	...
...	22,094,000	...	...	(22,094,000)	...	...	Applications de la technologie et soutien de l'industrie	...	...	...	...
...	...	...	...	20,764,275	...	20,764,275	Télécommunications et informatique	15,470,594	5,293,681	...	17,017,254
...	45,000	...	...	(45,000)	...	...	Gestion du spectre des fréquences radioélectriques	...	...	...	...
...	...	...	...	45,000	...	45,000	Gestion du spectre et opérations régionales	25,000	20,000	...	40,000
...	2,929,000	...	...	(2,929,000)	...	...	Élaboration et coordination des politiques	...	...	...	...
...	...	...	...	3,389,000	...	3,389,000	Coordination des politiques et gestion intégrée	2,839,817	549,183	...	3,026,697
...	32,260,000	9,450,001	...	(41,710,001)	...	...	Affaires culturelles	...	...	...	...
...	...	...	...	40,110,727	...	40,110,727	Affaires culturelles et radiodiffusion	33,487,203	6,623,524	...	25,371,304
...	**58,509,000**	**9,450,001**	...	**(3,649,999)**	...	64,309,002	**Total du département**	51,822,614	**12,486,388**	...	**45,455,255**
							Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
							Subventions				
							Radiodiffusion				
...	75,000	...	...	...	...	75,000	Subventions à la recherche, aux termes de l'article 18 de la Loi sur la radiodiffusion	...	75,000	...	...
...	**75,000**	...	...	...	...	75,000	**Total du programme**	...	**75,000**	...	...

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Office national du film				
							Subventions				
							Direction et services administratifs				
...	**10,000**	...	...	...	...	10,000	Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration	8,500	**1,500**	...	**10,000**
							Contributions				
							Production de films et autres formes de présentations visuelles				
...	284,000	...	...	...	...	284,000	Paiements à la province de Québec en vertu des accords fiscaux réciproques	250,434	33,566	...	250,626
							Distribution de films et autres formes de présentations visuelles				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15,895
...	**284,000**	...	...	...	...	284,000	Total—Contributions	250,434	**33,566**	...	**266,521**
							Sommaire du programme par activité				
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Direction et services administratifs	8,500	1,500	...	10,000
...	284,000	...	...	...	...	284,000	Production de films et autres formes de présentations visuelles	250,434	33,566	...	250,626
...	...	...	...	...	...	...	Distribution de films et autres formes de présentations visuelles	...	...	...	15,895
...	**294,000**	...	...	...	...	294,000	**Total du programme**	258,934	**35,066**	...	**276,521**
							Bibliothèque nationale				
							Subventions				
							Bibliothèque nationale				
...	11,000	...	...	...	...	11,000	Fédération internationale des associations de bibliothécaires	11,000	...	...	10,000
...	31,000	...	...	...	...	31,000	Système international de données sur les publications en série	26,916	4,084	...	27,303
...	**42,000**	...	...	...	...	42,000	**Total du programme**	37,916	**4,084**	...	**37,303**

							Musées nationaux du Canada				
							Subventions				
							Musées des beaux-arts du Canada				
...	800	...	...	...	...	800	College Art Association of America	...	800	...	800
							Programmes nationaux				
...	8,851,900	...	...	...	...	8,851,900	Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel et de la construction d'installations	8,334,578	517,322	...	8,566,900
							Sommaire du programme par activité				
...	800	...	...	...	...	800	Musée des beaux-arts du Canada	...	800	...	800
...	8,851,900	...	...	...	...	8,851,900	Programmes nationaux	8,334,578	517,322	...	8,566,900
...	**8,852,700**	...	...	...	...	8,852,700	**Total du programme**	8,334,578	**518,122**	...	**8,567,700**
...	**67,772,700**	**9,450,001**	...	**(3,649,999)**	...	73,572,702	Total du ministère	60,454,042	**13,118,660**	...	**54,336,779**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des communications et de la culture			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Télécommunications et informatique			
Recettes des services de recherche et de développement	5,283,000	5,713,777	5,420,465
Agence des télécommunications gouvernementales			
Recettes à valoir sur le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	169,398,000	140,520,501	135,219,083
Gestion du spectre et opérations régionales			
Droits d'inspection des stations radio	630,000	565,099	612,063
Coordination des politiques et gestion intégrée			
Recettes provenant du Canada Harbour Place Corporation (CHPC) pour Expo 86	361,000	31,057	20,000
Total du programme—Budgétaire	**175,672,000**	146,830,434	**141,271,611**
Total du département—Budgétaire	**175,672,000**	146,830,434	**141,271,611**
Office national du film			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Opérations de l'Office national du film			
Production et distribution de films et autres documents audiovisuels	8,050,000	11,618,336	15,522,708
Total du programme—Budgétaire	**8,050,000**	11,618,336	**15,522,708**

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Musées nationaux du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Musée des beaux-arts du Canada			
Fonctionnement	520,000	462,211	397,496
Musée national de l'Homme			
Fonctionnement	200,000	223,758	206,560
Musée national des sciences naturelles			
Fonctionnement	275,000	...	13,280
Musée national des sciences et de la technologie			
Fonctionnement	105,000	125,392	172,364
Services à la Corporation			
Fonctionnement	...	146,944	152,253
Total du programme—Budgétaire	**1,100,000**	958,305	**941,953**
Archives publiques			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Gestion des documents gouvernementaux			
Services centraux du microfilm	1,900,000	1,720,639	1,970,425
Total du programme—Budgétaire	**1,900,000**	1,720,639	**1,970,425**
Total du ministère—Budgétaire	**186,722,000**	161,127,714	**159,706,697**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des communications et de la culture		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Télésat Canada—Dividendes	1,050,000	1,500,000
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements du Fonds du revenu consolidé provenant de la Société Radio-Canada—Paiement d'assurance pour l'annulation de la visite du pape à Fort Simpson	340,000	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,437,848	794,276
Divers	130,301	201,440
	1,908,149	995,716
Privilèges, licences et permis—		
Service général de radio	2,084,662	1,838,789
Service de radio amateur	530,912	399,854
Hyper-fréquence, fixe et amovible	38,888,395	18,383,112
Navires	1,321,873	1,081,587
Aéronef	623,226	718,885
Terrestre et spatial	749,251	304,012
Divers	90,747	76,519
	44,289,066	22,802,758
Rémunérations de services—		
Approbation de type et honoraires d'analyse	203,038	124,644
Authentification, analyse et étiquetage	1,117,144	1,211,204
Services facultatifs—Utilisation des installations	418,385	705,391
Divers	69,591	106,320
	1,808,158	2,147,559
Produits des ventes—		
Divers	25,875	29,050
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrement du Fonds du revenu consolidé provenant de la Société Radio-Canada pour les fonds en capital non utilisés	254,696	...
Recouvrement du Fonds du revenu consolidé provenant de la vente d'une propriété de la Société Radio-Canada	...	6,541,698
Divers	35,040	86,180
	289,736	6,627,878
Total du département	**49,370,984**	**34,102,961**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	2,627
Divers	40,306	5,556
	40,306	8,183
Privilèges, licences et permis—		
Frais de licences en radiodiffusion	33,620,787	26,587,781
Autres recettes non fiscales—		
Divers	110	9,377
Total du programme	**33,661,203**	**26,605,341**
Bibliothèque nationale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	17,628	8,757
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	17,298	29,105
	34,926	37,862
Rémunérations de services—		
Reçus des services de duplication	1,430,138	1,162,607
Autres recettes non fiscales—		
Divers	6,240	4,198
Total du programme	**1,471,304**	**1,204,667**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Musées nationaux du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	39,149	200,304
Divers	62,793	66,094
	101,942	266,398
Rémunérations de services	80,124	49
Produits des ventes	5,165	97
Autres recettes non fiscales	25,874	1,314
Total du programme	213,105	267,858
Archives publiques		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,049	11,496
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	70,035	46,951
	77,084	58,447
Rémunérations de services—		
Reçus des services de photoduplication	180,189	154,449
Autres recettes non fiscales—		
Divers	14,428	12,391
Total du programme	271,701	225,287
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	1,050,000	1,500,000
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,162,407	1,366,606
Privilèges, licences et permis	77,909,853	49,390,539
Rémunérations de services	3,498,609	3,464,664
Produits des ventes	31,040	29,147
Autres recettes non fiscales	336,388	6,655,158
Total du ministère	84,988,297	62,406,114

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1985-86

Conseil privé

Département
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes
Directeur général des élections
Commissaire aux langues officielles
Conseil économique du Canada
Commission des relations de travail dans la Fonction publique

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	8.2
Sommaire du ministère	8.4
Programmes par activité	8.6
Paiements de transfert	8.10
Recettes	8.11

Département

Programme du Conseil privé

Objectif

Assurer le fonctionnement et le soutien du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement.

Description des activités

Cabinet du Premier ministre
Fonctionnement du cabinet du Premier ministre, de sa résidence, et indemnités à l'ancien Premier ministre et à la veuve de l'ancien Premier ministre.

Cabinets de ministres
Administration des cabinets qui s'acquittent des fonctions assignées par le Premier ministre.

Bureau du Conseil privé
Préparation et diffusion de documents et de rapports destinés au Cabinet et aux comités du Cabinet.

Bureau des relations fédérales-provinciales
Prestation auprès du Premier ministre de services de personnel aux fins de relations fédérales-provinciales et du processus d'examen de la question constitutionnelle.

Commissions d'enquête et groupes de travail
Fonds pour les commissions d'enquête, groupes de travail et autres personnes ou groupes de personnes nommées en vue de formuler des recommandations sur des questions précises.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Assurer une surveillance externe des activités du Service canadien du renseignement de sécurité et fait enquête sur toute plainte relative au refus d'une habilitation sécuritaire.

Administration
Services financiers, services du personnel et services de soutien administratif.

Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes

Objectif

Fournir des services administratifs et des services de soutien aux réunions des premiers ministres ainsi qu'à des réunions fédérales-provinciales et interprovinciales de ministres et de hauts fonctionnaires.

Description de l'activité

Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes
Planification, coordination et exécution des dispositions administratives nécessaires à la bonne marche des conférences, y compris la rédaction de l'ordre du jour et du programme des conférences; impression, traduction et distribution des documents relatifs aux conférences; organisation des services relatifs à l'interprétation, à la presse et à la sécurité; rédaction des comptes rendus textuels et autres des délibérations des conférences.

Services de documentation et d'information relatifs aux réunions intergouvernementales, y compris la codification et la garde des documents relatifs aux conférences, et un service de consultation de cette documentation offert aux gouvernements.

Directeur général des élections

Objectif

Assurer au corps électoral canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des membres de la Chambre des communes, en conformité avec la Loi électorale du Canada, et des membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, en conformité avec l'Ordonnance électorale des Territoires du Nord-Ouest, assurer le respect de toutes les dispositions de la Loi électorale du Canada, assurer une représentation des provinces à la Chambre des communes en conformité avec la Loi constitutionnelle de 1982 et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 11 commissions de délimitations des circonscriptions électorales établies en conformité avec la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.

Description des activités

Élections
- Loi électorale du Canada—Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des présidents d'élection des circonscriptions tant fédérales que territoriales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux présidents d'élection lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats et aux partis politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.

- Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales—Assigner par province le nombre de membres à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux 11 commissions de délimitations des circonscriptions électorales. Fournir aux 11 commissions des données statistiques, des cartes géographiques, la documentation ainsi que la compétence financière pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat.

Administration
Fonctionnement de l'administration centrale à Ottawa, y compris l'examen et l'étude des procédures électorales et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de cahiers d'instructions à l'intention des officiers d'élection, des candidats et des partis politiques.

Commissaire aux langues officielles

Objectif

Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit de la Loi sur les langues officielles.

Description de l'activité

Commissaire aux langues officielles
Faire enquête sur les plaintes reçues et formuler des mesures propres à prévenir la répétition de contraventions à la Loi sur les langues officielles. Entreprendre des vérifications et des études visant à évaluer le rendement des organismes fédéraux en matière de langues officielles et leur recommander les correctifs appropriés. Négocier avec les organismes centraux ou d'autres organismes fédéraux. Présenter régulièrement au Parlement des rapports sur le respect de la LLO et sur toute modification qu'il faudrait apporter à cette Loi ou à son application. Établir une liaison avec des comités du Parlement, des ministères et d'autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, et coordonner l'information et l'expertise dans tous les secteurs connexes aux langues officielles. Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'information publique.

Conseil économique du Canada

Objectif

Formuler des conseils et des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production efficace, à moyen et à long termes, afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu d'expansion économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie.

Description de l'activité

Travaux en cours au Conseil économique
Dans la vaste gamme de fonctions stipulées par la Loi, trois ensembles d'activités décrivent le programme:

- effectuer des recherches économiques et des analyses de politiques, organiser des consultations avec les représentants de tous les groupes socio-économiques et élaborer ses propres recommandations en matière de politique économique;
- faire connaître ses résultats et ses recommandations aux décideurs de tous les secteurs économiques pour qu'ils en tiennent compte dans l'élaboration de leurs propres politiques et stratégies ayant une incidence directe sur la performance de l'économie, et
- promouvoir une appréciation plus complète des questions et problèmes économiques dans tout le pays.

Commission des relations de travail dans la Fonction publique

Objectif

Fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des parties à la négociation collective dans la Fonction publique, et procurer à ces parties des renseignements sur les taux de rémunération et autres conditions d'emploi au Canada.

Description des activités

Administration des relations de travail
Exercice du pouvoir de réglementation en ce qui a trait à l'octroi du droit de négocier collectivement; audition et règlement de certains griefs par voie d'arbitrage; règlement de questions litigieuses renvoyées à l'arbitrage; désignation des employés indispensables à la sûreté et à la sécurité du public; déclarations concernant la légalité des grèves; enquêtes sur les plaintes alléguant contravention à la Loi et mise en application des ordonnances de la Commission.

Nomination des conciliateurs; création des bureaux de conciliation et prestation de services administratifs.

Prestation d'un service de secrétariat permanent au Conseil national mixte de la Fonction publique du Canada.

Bureau de recherches sur les traitements
Travaux de recherches et enquêtes sur les taux de rémunération, les gains des employés et les conditions d'emploi ainsi que sur divers aspects de la négociation collective dans la Fonction publique, et rédaction de rapports sur ces sujets.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme du Conseil privé				
...	38,613,000	...	...	38,613,000	1	**Dépenses du programme**				
...	...	4,533,000	...	4,533,000	1b	**Dépenses du programme**				
...	...	5,418,427	...	5,418,427	1c	**Dépenses du programme**				
...	...	...	14,960	14,960		**Virement du CT, crédit 10**[1]				
...	38,613,000	9,951,427	14,960	48,579,387		Total—Crédit 1	46,739,561	1,839,826	...	47,805,443
...	62,300	...	(7,345)	54,955	(S)	**Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile**	54,955	...	...	60,464
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	**Vice-premier ministre et président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	32,873
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	**Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	41,565
...	22,000	...	(2,499)	19,501	(S)	**Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocations pour automobile**	19,501	...	...	16,764
...	40,200	...	...	40,200	(S)	**Indemnité à l'ancien Premier ministre**	40,200	...	...	18,263
...	8,333	...	...	8,333	(S)	**Indemnité à la veuve de l'ancien Premier ministre**	8,333	...	...	8,333
...	3,375,367	...	347,000	3,722,367	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	3,722,367	...	...	2,895,000
...	**42,206,000**	**9,951,427**	**346,376**	**52,503,803**		**Total du programme—Budgétaire**	**50,663,977**	**1,839,826**	**...**	**50,878,705**
						Programme spécial				
...	...	...	...	...		**Crédits non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	1,123,864
...	**...**	**...**	**...**	**...**		**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**...**	**...**	**1,123,864**
...	**42,206,000**	**9,951,427**	**346,376**	**52,503,803**		**Total du département—Budgétaire**	**50,663,977**	**1,839,826**	**...**	**52,002,569**
						Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes				
...	1,989,000	...	...	1,989,000	5	**Dépenses du programme**				
...	...	815,000	...	815,000	5b	**Dépenses du programme**				
...	...	...	(21,619)	(21,619)		**Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent**				
...	1,989,000	815,000	(21,619)	2,782,381		Total—Crédit 5	2,728,912	53,469	...	2,279,619
...	128,000	...	13,000	141,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	141,000	...	...	133,000
...	**2,117,000**	**815,000**	**(8,619)**	**2,923,381**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,869,912**	**53,469**	**...**	**2,412,619**

						Directeur général des élections				
...	1,856,000	...	...	1,856,000	10	Dépenses du programme	1,724,846	131,154	...	1,745,640
...	89,000	...	16,048	105,048	(S)	Traitement du directeur général des élections	105,048	...	...	89,032
...	1,000,000	1,500,000	(900,199)	1,599,801	(S)	Dépenses d'élection	1,599,801	...	...	91,132,890
...	230,000	...	24,000	254,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	254,000	...	...	239,000
...	...	...	200,421	200,421	(S)	Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales	200,421	...	...	287,871
...	**3,175,000**	**1,500,000**	**(659,730)**	**4,015,270**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,884,116**	**131,154**	**...**	**93,494,433**
						Commissaire aux langues officielles				
...	9,154,000	...	...	9,154,000	15	Dépenses du programme				
...	...	...	12,138	12,138		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	9,154,000	...	12,138	9,166,138		Total—Crédit 15	8,662,785	503,353	...	8,584,749
...	770,000	...	79,000	849,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	849,000	...	...	782,000
...	**9,924,000**	**...**	**91,138**	**10,015,138**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,511,785**	**503,353**	**...**	**9,366,749**
						Conseil économique du Canada				
...	7,859,000	...	...	7,859,000	20	Dépenses du programme				
...	...	...	268,899	268,899		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	7,859,000	...	268,899	8,127,899		Total—Crédit 20	7,717,767	410,132	...	7,447,995
...	786,000	...	81,000	867,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	867,000	...	...	807,000
...	**8,645,000**	**...**	**349,899**	**8,994,899**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,584,767**	**410,132**	**...**	**8,254,995**
						Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
...	8,771,000	...	...	8,771,000	25	Dépenses du programme	7,871,767	899,233	...	7,320,859
...	911,000	...	94,000	1,005,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,005,000	...	...	930,000
...	**9,682,000**	**...**	**94,000**	**9,776,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,876,767**	**899,233**	**...**	**8,250,859**
...	**75,749,000**	**12,266,427**	**213,064**	**88,228,491**		Total du ministère—Budgétaire	**84,391,324**	**3,837,167**	**...**	**173,782,224**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme du Conseil privé				
								Fonctionnement				
...	6,681,557	...	...	...	(7,069)	...	6,674,488	**Cabinet du Premier ministre**	6,665,762	8,726	...	7,274,508
...	4,576,041	2,390,000	...	...	(80,597)	...	6,885,444	**Cabinets de ministres**	5,653,734	1,231,710	...	2,807,140
...	10,323,853	...	14,960	...	142,260	...	10,481,073	**Bureau du Conseil privé**	10,504,282	(23,209)	...	8,746,908
...	4,681,850	...	...	...	(75,176)	...	4,606,674	**Bureau des relations fédérales-provinciales**	3,310,955	1,295,719	...	3,284,234
...	2,058,000	7,561,427	...	...	260,400	...	9,879,827	**Commissions d'enquête et groupes de travail**	8,913,813	966,014	...	12,929,470
...	876,000	...	...	...	47,343	...	923,343	**Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité**	892,897	30,446	...	132,915
...	10,938,699	...	...	...	44,255	...	10,982,954	**Administration**	12,864,124	(1,881,170)	...	13,870,457
...	40,136,000	9,951,427	14,960	...	331,416	...	50,433,803	**Total—Fonctionnement**	48,805,567	1,628,236	...	49,045,632
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	**Cabinet du Premier ministre**	601	(601)	...	33,335
...	...	...	...	...	...	...	...	**Cabinets de ministres**	91,271	(91,271)	...	17,419
...	...	...	...	...	...	...	...	**Bureau du Conseil privé**	9,009	(9,009)	...	8,409
...	...	...	...	...	...	...	...	**Bureau des relations fédérales-provinciales**	14,961	(14,961)	...	14,563
...	...	...	...	...	...	...	...	**Commissions d'enquête et groupes de travail**	20,686	(20,686)	...	62,034
...	...	...	...	...	...	...	...	**Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité**	108,988	(108,988)	...	80,808
...	1,980,000	...	...	...	...	...	1,980,000	**Administration**	1,543,394	436,606	...	1,541,505
...	1,980,000	...	...	...	...	...	1,980,000	**Total—Capital**	1,788,910	191,090	...	1,758,073
								Paiements de transfert				
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	**Bureau du Conseil privé**	4,500	20,500	...	10,000
...	65,000	...	...	...	...	...	65,000	**Bureau des relations fédérales-provinciales**	65,000	...	...	65,000
...	90,000	...	...	...	...	...	90,000	**Total—Paiements de transfert**	69,500	20,500	...	75,000

								Sommaire du programme				
...	6,681,557	...	...	...	(7,069)	...	6,674,488	Cabinet du Premier ministre	6,666,363	8,125	...	7,307,843
...	4,576,041	2,390,000	...	...	(80,597)	...	6,885,444	Cabinets de ministres	5,745,005	1,140,439	...	2,824,559
...	10,348,853	...	14,960	...	142,260	...	10,506,073	Bureau du Conseil privé	10,517,791	(11,718)	...	8,765,317
...	4,746,850	...	...	...	(75,176)	...	4,671,674	Bureau des relations fédérales-provinciales	3,390,916	1,280,758	...	3,363,797
...	2,058,000	7,561,427	...	...	260,400	...	9,879,827	Commissions d'enquête et groupes de travail	8,934,499	945,328	...	12,991,504
...	876,000	...	...	...	47,343	...	923,343	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,001,885	(78,542)	...	213,723
...	12,918,699	...	...	...	44,255	...	12,962,954	Administration	14,407,518	(1,444,564)	...	15,411,962
...	42,206,000	9,951,427	14,960	...	331,416	...	52,503,803	**Total du programme—Budgétaire**	50,663,977	1,839,826	...	50,878,705
								Programme spécial				
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	1,123,864
...	...	...	...	...	...	...	...	**Total du programme—Budgétaire**	...	...	...	1,123,864
...	42,206,000	9,951,427	14,960	...	331,416	...	52,503,803	**Total du département—Budgétaire**	50,663,977	1,839,826	...	52,002,569
								Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes				
								Fonctionnement				
...	2,109,000	815,000	...	...	(8,619)	...	2,915,381	Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	2,868,914	46,467	...	2,405,795
								Capital				
...	8,000	...	...	...	...	...	8,000	Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	998	7,002	...	6,824
...	2,117,000	815,000	...	...	(8,619)	...	2,923,381	**Total du programme—Budgétaire**	2,869,912	53,469	...	2,412,619
								Directeur général des élections				
								Fonctionnement				
...	1,000,000	1,500,000	...	...	(837,348)	...	1,662,652	Élections	1,662,652	...	...	76,253,542
...	2,157,000	...	...	...	40,048	...	2,197,048	Administration	2,078,848	118,200	...	2,066,785
...	3,157,000	1,500,000	...	...	(797,300)	...	3,859,700	Total—Fonctionnement	3,741,500	118,200	...	78,320,327
								Capital				
...	...	...	...	...	34,667	...	34,667	Élections	34,667	...	...	...
...	18,000	...	...	...	...	...	18,000	Administration	5,046	12,954	...	104,661
...	18,000	...	...	...	34,667	...	52,667	Total—Capital	39,713	12,954	...	104,661

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	102,903	...	102,903	Élections	102,903	...	...	11,151,599
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,917,846
...	...	...	...	...	102,903	...	102,903	Total—Paiements de transfert	102,903	...	...	15,069,445
								Sommaire du programme				
...	1,000,000	1,500,000	...	...	(699,778)	...	1,800,222	Élections	1,800,222	...	...	87,405,141
...	2,175,000	...	...	...	40,048	...	2,215,048	Administration	2,083,894	131,154	...	2,171,446
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,917,846
...	**3,175,000**	**1,500,000**	**...**	**...**	**(659,730)**	**...**	**4,015,270**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,884,116**	**131,154**	**...**	**93,494,433**
								Commissaire aux langues officielles				
								Fonctionnement				
...	9,924,000	...	12,138	...	79,000	...	10,015,138	Commissaire aux langues officielles	9,511,785	503,353	...	9,148,494
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	218,255
...	**9,924,000**	**...**	**12,138**	**...**	**79,000**	**...**	**10,015,138**	**Total du programme—Budgétaire**	**9,511,785**	**503,353**	**...**	**9,366,749**
								Conseil économique du Canada				
								Fonctionnement				
...	8,597,000	...	268,899	...	81,000	...	8,946,899	Travaux en cours au Conseil économique	8,543,813	403,086	...	8,137,790
								Capital				
...	48,000	...	...	...	...	...	48,000	Travaux en cours au Conseil économique	40,954	7,046	...	117,205
...	**8,645,000**	**...**	**268,899**	**...**	**81,000**	**...**	**8,994,899**	**Total du programme—Budgétaire**	**8,584,767**	**410,132**	**...**	**8,254,995**

								Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
								Fonctionnement				
...	5,457,000	...	...	...	51,183	...	5,508,183	Administration des relations de travail	5,103,019	405,164	...	4,589,446
...	4,176,000	...	...	...	42,817	...	4,218,817	Bureau de recherches sur les traitements	3,639,554	579,263	...	3,594,024
...	9,633,000	...	...	...	94,000	...	9,727,000	Total—Fonctionnement	8,742,573	984,427	...	8,183,470
								Capital				
...	49,000	...	...	...	...	...	49,000	Administration des relations de travail	134,194	(85,194)	...	67,389
								Sommaire du programme				
...	5,506,000	...	...	...	51,183	...	5,557,183	Administration des relations de travail	5,237,213	319,970	...	4,656,835
...	4,176,000	...	...	...	42,817	...	4,218,817	Bureau de recherches sur les traitements	3,639,554	579,263	...	3,594,024
...	9,682,000	...	...	...	94,000	...	9,776,000	**Total du programme—Budgétaire**	8,876,767	899,233	...	8,250,859
...	75,749,000	12,266,427	295,997	...	(82,933)	...	88,228,491	**Total du ministère—Budgétaire**	84,391,324	3,837,167	...	173,782,224

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme du Conseil privé				
							Subventions				
							Bureau des relations fédérales-provinciales				
...	65,000	...	...	...	...	65,000	**Institut des relations intergouvernementales, Université Queen**	65,000	...	...	65,000
							Contributions				
							Bureau du Conseil privé				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Études sur l'administration publique canadienne	4,500	20,500	...	10,000
							Sommaire du programme par activité				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	**Bureau du Conseil privé**	4,500	20,500	...	10,000
...	65,000	...	...	...	...	65,000	**Bureau des relations fédérales-provinciales**	65,000	...	...	65,000
...	90,000	...	...	...	...	90,000	**Total du programme**	69,500	20,500	...	75,000
							Programme spécial				
							Contributions				
							Programme spécial				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,123,864
...	...	...	...	...	...	...	**Total du programme**	...	...	...	1,123,864
...	90,000	...	...	...	...	90,000	**Total du département**	69,500	20,500	...	1,198,864
							Directeur général des élections				
							Contributions				
							Élections				
...	...	...	...	...	102,903	102,903	Remboursement des dépenses d'élection des candidats	102,903	...	...	11,151,599
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,917,846
...	...	...	...	...	102,903	102,903	**Total du programme**	102,903	...	...	15,069,445
...	90,000	...	...	...	102,903	192,903	Total du ministère	172,403	20,500	...	16,268,309

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme du Conseil privé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de la province de Terre-Neuve en vertu du recouvrement de 50% des dépenses encourues en 1984-85 par la Commission royale sur le désastre maritime de l'«Ocean Ranger»	263,207	1,115,160
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	113,360	...
Divers	121,584	166,798
	498,151	1,281,958
Autres recettes non fiscales—		
Vente de textes réglementaires en vertu de la Loi sur les textes réglementaires	621	1,019
Remboursement de la province de Terre-Neuve en vertu du recouvrement de 50% des dépenses encourues en 1985-86 par la Commission royale sur le désastre maritime de l'«Ocean Ranger»	261,933	1,237,079
Revenu provenant de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels	1,113	...
Divers	7,440	3,235
	271,107	1,241,333
Total du département	**769,258**	**2,523,291**
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Divers	...	13
Autres recettes non fiscales—		
Contributions au gouvernement provincial	1,098,671	824,917
Disposition des biens de la Couronne	60	...
	1,098,731	824,917
Total du programme	**1,098,731**	**824,930**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Directeur général des élections		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses en rapport avec l'achat de marchandise ou services, pour le fonctionnement	12,832	38
Produits des ventes—		
Rapport—Recettes fiscales des partis	919	1,046
Autres recettes non fiscales—		
Confiscation des dépôts d'élection des candidats	157,400	5,200
Dons anonymes aux candidats	90	605
Autres	142	461
	157,632	6,266
Total du programme	**171,383**	**7,350**
Commissaire aux langues officielles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	407	1,216
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)—		
Prestige Mailing System	1,297	...
R. Derrick	...	2,779
Ministère des Approvisionnements et Services—		
Centre d'exposition	2,000	...
Service central de déménagement	...	1,498
Divers	2,405	721
Total du programme	**6,109**	**6,214**
Conseil économique du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	19,226	305
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	913	23
	20,139	328
Autres recettes non fiscales	44	...
Total du programme	**20,183**	**328**

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Conseil national mixte de la Fonction publique du Canada—Contribution d'agents de négociation	25,500	24,750
Service central de voyages—Recouvrement de frais de transport	1,821	383
Recouvrement de contrat—Canadian System Group	549	...
Recouvrements divers	230	550
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	849	1,549
	28,949	27,232
Autres recettes non fiscales—		
Accès à l'information	5	...
Total du programme	**28,954**	**27,232**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	566,180	1,315,783
Produits des ventes	919	1,046
Autres recettes non fiscales	1,527,519	2,072,516
Total du ministère	**2,094,618**	**3,389,345**

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1985-86

Conseil du Trésor

Secrétariat
Contrôleur général

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	9.2
Sommaire du ministère	9.4
Programmes par activité	9.6
Paiements de transfert	9.9
Détail des montants portés au crédit	9.10
Recettes	9.10

Secrétariat

Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique

Objectif

Aider le Conseil du Trésor dans l'exécution de ses responsabilités légales en ce qui touche la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'État.

Description des activités

Gestion des dépenses
En se fondant sur l'analyse des projets et des programmes des ministères et dans le contexte du système de gestion des secteurs de dépenses, recommander au gouvernement l'acceptation ou la modification de propositions particulières relatives aux dépenses, afin

- de traduire la priorité que le gouvernement attribue aux objectifs;
- d'accroître l'efficacité des programmes actuels et envisagés;
- d'utiliser de façon plus efficace les années-personnes, les installations, l'équipement, le matériel et les approvisionnements destinés à l'exécution des programmes;
- d'établir le Budget des dépenses pour le soumettre au Parlement.

Gestion du personnel
Élaborer, diffuser et évaluer des politiques, des règlements, des normes, des systèmes et des conditions d'emploi pour permettre au gestionnaire de gérer et retenir les ressources humaines nécessaires à la réalisation des programmes gouvernementaux.

Relations de travail
La mise au point et l'application de politiques favorisant des rapports efficients entre employeur et employés dans la Fonction publique fédérale.

Politique administrative
Élaborer, diffuser et évaluer des politiques, règlements, normes et systèmes administratifs et des systèmes d'information afin de maintenir la probité et la prudence dans l'acquisition et l'utilisation des biens et services nécessaires à la réalisation efficace des programmes gouvernementaux.

Langues officielles
Élaborer, diffuser et évaluer des politiques et programmes de langues officielles dans la Fonction publique fédérale.

Administration centrale
Comprend les services de haute direction au Secrétariat et les services d'information, des finances, du personnel et d'administration.

Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

Objectif

Fournir des fonds pour les dépenses urgentes et imprévues qui surviennent après le dépôt du Budget des dépenses principal et pour les programmes gérés par l'administration centrale.

Description des activités

Éventualités du gouvernement
Fournir des fonds pour les dépenses salariales croissantes résultant des ententes négociées et non négociées, pour les autres besoins de la liste de paye qui ne figurent pas au budget du ministère et pour d'autres dépenses diverses imprévisibles lors du dépôt du Budget des dépenses principal.

Projets de création d'emplois
Fournir des fonds pour les projets approuvés pendant l'exercice financier dans le cadre de la stratégie d'emploi du gouvernement.

Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

Objectif

Fournir la contribution du gouvernement à titre d'employeur aux régimes d'assurance et d'avantages sociaux des employés et pour les paiements effectués en vertu de certains régimes de pensions résiduels.

Description des activités

Assurances de la Fonction publique
Fournir les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux sur la liste de paye et à la réduction de la part des primes d'assurance-chômage versée par les employés.

Pensions de la Fonction publique
Fournir, en vertu de la Loi de 1959 sur la mise au point des pensions du service public, les paiements de l'employeur prévus par les lois antérieures sur la pension et la retraite et les frais des régimes de pensions et de sécurité sociale des employés engagés sur place à l'étranger.

Programme d'affectations temporaires

Objectif

Fournir des cadres et des hauts fonctionnaires pour accomplir provisoirement des tâches hautement prioritaires, en réponse à des demandes de ministères et d'organismes.

Contrôleur général

Programme des pratiques et contrôles de gestion

Objectif

Voir à l'établissement et au maintien, au sein de l'administration fédérale, de pratiques de gestion valables, par l'élaboration de politiques et de normes en matière de planification, de rapports et de contrôles financiers et opérationnels, et par la promotion et le contrôle des perfectionnements apportés par les ministères et organismes dans leurs pratiques de gestion financière et opérationnelle.

Description des activités

Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion
L'objectif de cet élément de programme consiste à établir et à maintenir, au sein de l'administration fédérale, un système de comptabilité et de rapports valables concernant les finances et la gestion. Cet objectif est poursuivi en élaborant et en mettant en œuvre des politiques en matière de finances, de comptabilité et de rapports connexes, y compris des lignes directrices sur la présentation et la teneur du Budget des dépenses et des Comptes publics ainsi que des spécifications pour la mise au point de systèmes financiers; en assurant aux ministères et organismes un service d'interprétation de politiques et une aide pour leur mise en application; en participant au recrutement d'agents financiers et à leur perfectionnement; et en apportant une aide aux autres organismes centraux pour l'élaboration de mesures législatives et de politiques touchant le contrôle et l'obligation de rendre compte qui incombent aux ministères et aux sociétés d'État, afin que ces lois et politiques soient conformes aux principes mis de l'avant par le gouvernement en matière de comptabilité et de rapports.

Pratiques et processus de gestion
L'objectif de cet élément de planification consiste à faire établir et maintenir, par les ministères et les organismes, des processus et des systèmes de gestion valables concernant la planification stratégique et opérationnelle de même que les examens qui s'y rattachent. Cet élément englobe notamment les activités suivantes: la réalisation d'enquêtes et la collaboration à l'élaboration et à la mise en application, par les ministères et les organismes, de plans d'action touchant l'amélioration des pratiques de gestion; l'élaboration de politiques, de lignes directrices et de normes ayant trait à l'évaluation de programmes et à la vérification interne; la prestation d'une aide aux ministères et aux organismes pour la mise en œuvre des politiques d'évaluation et de vérification; le contrôle des pratiques d'évaluation et de vérification; la participation à la formation et au perfectionnement des gestionnaires, des évaluateurs de programmes et des vérificateurs internes; et l'élaboration, de concert avec les autres organismes centraux, de procédures qui devront être appliquées dans toute l'administration fédérale en vue d'assurer une demande de renseignements concernant l'évaluation et l'utilisation pertinente de ces renseignements.

Administration
Cet élément de programme comprend la gestion et le soutien des activités susmentionnées, ainsi que la prestation de services financiers, administratifs et du personnel.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Secrétariat				
						Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique				
...	53,385,000	...	...	53,385,000	1	**Dépenses du programme**				
...	...	1,324,000	...	1,324,000	1c	**Dépenses du programme**				
...	...	...	4,862	4,862		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	53,385,000	1,324,000	4,862	54,713,862		Total—Crédit 1	54,090,178	623,684	...	50,802,258
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	**Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	41,683
...	4,780,000	...	490,000	5,270,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	5,270,000	...	...	4,899,000
...	**58,207,400**	**1,324,000**	**491,992**	**60,023,392**		**Total du programme—Budgétaire**	**59,399,708**	**623,684**	...	**55,742,941**
						Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale				
...	340,000,000	...	...	340,000,000	5	**Éventualités du gouvernement**				
...	...	...	(11,429,339)	(11,429,339)		**Virements à ce ministère et aux autres ministères**				
...	340,000,000	...	(11,429,339)	328,570,661		Total—Crédit 5	...	328,570,661	...	...
...	15,000,000	...	...	15,000,000	10	**Projets de création d'emplois**	...	...	...	...
...	...	...	(15,000,000)	(15,000,000)		**Virements à ce ministère et aux autres ministères**				
...	15,000,000	...	(15,000,000)	...		Total—Crédit 10	...	...	...	...
...	**355,000,000**	...	**(26,429,339)**	**328,570,661**		**Total du programme—Budgétaire**	...	**328,570,661**	...	...
						Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
...	241,722,000	...	...	241,722,000	15	**Assurances de la Fonction publique**	218,367,094	23,354,906	...	200,571,554
...	412,000	...	(40,246)	371,754	(S)	**Pensions de la Fonction publique**	371,754	...	...	414,719
...	...	...	(11,877,409)	(11,877,409)	(S)	**Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage**	(11,877,409)	...	...	1,137, 209
...	**242,134,000**	...	**(11,917,655)**	**230,216,345**		**Total du programme—Budgétaire**	**206,861,439**	**23,354,906**	...	**202,123,482**

						Programme d'affectations temporaires				
...	336,000	...	...	336,000	20	**Dépenses du programme**				
...	...	...	500,000	500,000		**Virement du CT, crédit 5[1]**				
...	336,000	...	500,000	836,000		Total—Crédit 20	834,159	1,841	...	504,530
...	389,000	...	40,000	429,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	429,000	...	...	408,000
...	725,000	...	540,000	1,265,000		**Total du programme—Budgétaire**	1,263,159	1,841	...	912,530
						Programme spécial				
...	...	1	...	1	21c	**Autorisation pour la liquidation du montant de la loterie nationale**	...	1	...	...
...	...	1	...	1		**Total du programme—Budgétaire**	...	1	...	...
...	656,066,400	1,324,001	(37,315,002)	620,075,399		**Total du Secrétariat—Budgétaire**	267,524,306	352,551,093	...	258,778,953
						Contrôleur général				
						Programme des pratiques et contrôles de gestion				
...	10,605,000	...	...	10,605,000	25	**Dépenses du programme**	10,384,532	220,468	...	9,711,731
...	1,101,000	...	113,000	1,214,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	1,214,000	...	...	1,145,000
...	11,706,000	...	113,000	11,819,000		**Total du Contrôleur général—Budgétaire**	11,598,532	220,468	...	10,856,731
...	667,772,400	1,324,001	(37,202,002)	631,894,399		**Total du ministère—Budgétaire**	279,122,838	352,771,561	...	269,635,684

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Secrétariat				
								Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique				
								Fonctionnement				
...	11,873,000	1,324,000	...	(105,672)	19,472	...	13,110,800	Gestion des dépenses	11,288,903	1,821,897	...	9,750,179
...	14,757,000	...	...	(457,475)	264,213	...	14,563,738	Gestion du personnel	15,990,966	(1,427,228)	...	15,137,057
...	5,711,000	...	...	338,443	33,033	...	6,082,476	Relations de travail	5,770,660	311,816	...	5,276,552
...	7,392,000	...	...	279,085	85,121	...	7,756,206	Politique administrative	7,573,644	182,562	...	7,163,376
...	5,082,000	...	...	(153,035)	54,683	...	4,983,648	Langues officielles	4,843,746	139,902	...	4,674,405
...	13,239,400	...	...	(235,299)	30,608	...	13,034,709	Administration centrale	13,439,974	(405,265)	...	12,950,054
...	58,054,400	1,324,000	...	(333,953)	487,130	...	59,531,577	Total—Fonctionnement	58,907,893	623,684	...	54,951,623
								Capital				
...	...	...	...	107,234	...	...	107,234	Gestion des dépenses	107,234	...	...	180,759
...	...	...	...	99,975	...	...	99,975	Gestion du personnel	99,975	...	...	150,330
...	...	...	...	19,057	...	...	19,057	Relations de travail	19,057	...	...	38,181
...	...	...	...	24,215	...	...	24,215	Politique administrative	24,215	...	...	29,561
...	...	...	...	49,335	...	...	49,335	Langues officielles	49,335	...	...	43,199
...	...	...	...	38,999	...	...	38,999	Administration centrale	38,999	...	...	201,288
...	...	...	...	338,815	...	...	338,815	Total—Capital	338,815	...	...	643,318
								Paiements de transfert				
...	153,000	...	...	...	...	...	153,000	Administration centrale	153,000	...	...	148,000
								Sommaire du programme				
...	11,873,000	1,324,000	...	1,562	19,472	...	13,218,034	Gestion des dépenses	11,396,137	1,821,897	...	9,930,938
...	14,757,000	...	...	(357,500)	264,213	...	14,663,713	Gestion du personnel	16,090,941	(1,427,228)	...	15,287,387
...	5,711,000	...	...	357,500	33,033	...	6,101,533	Relations de travail	5,789,717	311,816	...	5,314,733
...	7,392,000	...	...	303,300	85,121	...	7,780,421	Politique administrative	7,597,859	182,562	...	7,192,937
...	5,082,000	...	...	(103,700)	54,683	...	5,032,983	Langues officielles	4,893,081	139,902	...	4,717,604
...	13,392,400	...	...	(196,300)	30,608	...	13,226,708	Administration centrale	13,631,973	(405,265)	...	13,299,342
—	58,207,400	1,324,000	—	4,862	487,130	—	60,023,392	**Total du programme—Budgétaire**	59,399,708	623,684	—	55,742,941

								Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale				
								Fonctionnement				
...	340,000,000	...	(10,929,339)	(500,000)	...	...	328,570,661	**Éventualités du gouvernement**	...	328,570,661	...	...
...	15,000,000	...	(14,995,138)	(4,862)	...	...	...	**Projets de création d'emplois**	...	...	...	...
...	**355,000,000**	...	**(25,924,477)**	**(504,862)**	...	...	**328,570,661**	**Total du programme—Budgétaire**	...	**328,570,661**	...	...
								Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
								Fonctionnement				
...	256,766,000	...	...	...	...	(25,211,000)	231,555,000	**Assurances de la Fonction publique**	208,639,381	22,915,619	...	194,775,290
...	10,167,000	...	...	...	...	...	10,167,000	**Pensions de la Fonction publique**	9,727,713	439,287	...	5,796,264
...	...	...	...	...	(11,877,409)	...	(11,877,409)	**Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage**	(11,877,409)	...	...	1,137,209
...	(25,211,000)	...	...	...	...	25,211,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
...	241,722,000	...	...	...	(11,877,409)	...	229,844,591	**Total—Fonctionnement**	206,489,685	23,354,906	...	201,708,763
								Paiements de transfert				
...	412,000	...	...	...	(40,246)	...	371,754	**Pensions de la Fonction publique**	371,754	...	...	414,719
								Sommaire du programme				
...	231,555,000	...	...	...	...	...	231,555,000	**Assurances de la Fonction publique**	208,639,381	22,915,619	...	194,775,290
...	10,579,000	...	...	...	(40,246)	...	10,538,754	**Pensions de la Fonction publique**	10,099,467	439,287	...	6,210,983
...	...	...	...	...	(11,877,409)	...	(11,877,409)	**Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage**	(11,877,409)	...	...	1,137,209
...	**242,134,000**	...	...	...	**(11,917,655)**	...	**230,216,345**	**Total du programme—Budgétaire**	**206,861,439**	**23,354,906**	...	**202,123,483**
								Programme d'affectations temporaires				
								Fonctionnement				
...	3,223,000	...	...	500,000	40,000	(2,498,000)	1,265,000	**Affectations spéciales**	1,263,159	1,841	...	912,530
...	(2,498,000)	...	...	...	...	2,498,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
...	**725,000**	...	...	**500,000**	**40,000**	...	**1,265,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,263,159**	**1,841**	...	**912,530**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme spécial				
								Fonctionnement				
...	...	1	...	...	...	...	1	Programme spécial	...	1	...	...
...	...	1	...	...	—	...	1	**Total du programme—Budgétaire**	...	1	...	...
...	**656,066,400**	**1,324,001**	**(25,924,477)**	...	**(11,390,525)**	...	**620,075,399**	**Total du Secrétariat—Budgétaire**	**267,524,306**	**352,551,093**	...	**258,778,953**
								Contrôleur général				
								Programme des pratiques et contrôles de gestion				
								Fonctionnement				
...	4,423,000	...	...	...	43,000	...	4,466,000	Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion	4,204,424	261,576	...	3,996,730
...	4,952,000	...	...	...	51,000	...	5,003,000	Pratiques et processus de gestion	4,900,881	102,119	...	4,593,687
...	2,331,000	...	...	...	19,000	...	2,350,000	Administration	2,394,974	(44,974)	...	2,222,394
...	11,706,000	...	...	...	113,000	...	11,819,000	Total—Fonctionnement	11,500,279	318,721	...	10,812,811
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion	37,854	(37,854)	...	10,504
...	...	...	...	...	...	...	...	Pratiques et processus de gestion	52,689	(52,689)	...	19,184
...	...	...	...	...	...	...	...	Administration	7,710	(7,710)	...	14,232
...	...	...	...	...	...	...	...	Total—Capital	98,253	(98,253)	...	43,920
								Sommaire du programme				
...	4,423,000	...	...	...	43,000	...	4,466,000	Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion	4,242,278	223,722	...	4,007,234
...	4,952,000	...	...	...	51,000	...	5,003,000	Pratiques et processus de gestion	4,953,570	49,430	...	4,612,871
...	2,331,000	...	...	...	19,000	...	2,350,000	Administration	2,4[illegible],684	(52,684)	...	2,236,626
...	**11,706,000**	...	...	...	**113,000**	...	**11,819,000**	**Total du Contrôleur général—Budgétaire**	**11,598,532**	**220,468**	...	**10,856,731**
...	**667,772,400**	**1,324,001**	**(25,924,477)**	...	**(11,277,525)**	...	**631,894,399**	Total du ministère—Budgétaire	**279,122,838**	**352,771,561**	...	**269,635,684**

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Secrétariat				
							Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique				
							Subventions				
							Administration centrale				
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Institut de l'administration publique du Canada	150,000	...	...	145,000
...	3,000	...	...	...	...	3,000	Institut fédéral de la gestion	3,000	...	...	3,000
...	**153,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**153,000**	**Total du programme**	**153,000**	**...**	**...**	**148,000**
							Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
							Subventions				
							Pensions de la Fonction publique				
...	12,000	...	...	...	(3,865)	8,135	(S) Paiements en vertu des lois antérieures sur la pension et la retraite	8,135	...	...	8,135
...	400,000	...	...	...	(36,381)	363,619	(S) Loi sur la mise au point des pensions du service public	363,619	...	...	406,584
...	**412,000**	**...**	**...**	**...**	**(40,246)**	**371,754**	**Total du programme**	**371,754**	**...**	**...**	**414,719**
...	**565,000**	**...**	**...**	**...**	**(40,246)**	**524,754**	**Total du Secrétariat**	**524,754**	**...**	**...**	**562,719**
...	**565,000**	**...**	**...**	**...**	**(40,246)**	**524,754**	**Total du ministère**	**524,754**	**...**	**...**	**562,719**

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Secrétariat			
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Assurances de la Fonction publique			
Recettes des fonds renouvelables	25,211,000	25,023,667	26,738,540
Total du programme—Budgétaire	**25,211,000**	**25,023,667**	**26,738,540**
Programme d'affectations temporaires			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Affectations spéciales			
Traitements des employés prêtés à d'autres départements et organismes	2,498,000	2,100,626	1,973,918
Total du programme—Budgétaire	**2,498,000**	**2,100,626**	**1,973,918**
Total du Secrétariat—Budgétaire	**27,709,000**	**27,124,293**	**28,712,458**
Total du ministère—Budgétaire	**27,709,000**	**27,124,293**	**28,712,458**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Secrétariat		
Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices precédents—		
Traitements et bénéfices	10,982	7,280
Voyage	902	7,327
Autres biens et services	10,102	7,150
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	47,055	571
	69,041	22,328
Rémunérations de services—		
Demandes—Accès à l'information	1,373	242
Produits des ventes—		
Vente de publications	9,579	13,637
Autres recettes non fiscales—		
Frais de stationnement	2,373,129	1,698,550
Recouvrement de prestations des employés	23,431	30,883
Amendes disciplinaires	22,192	10,889
Contrat à frais partagés—Alliance de la Fonction du Canada (AFPC)	...	50,000
Divers	10,306	9,552
	2,429,058	1,799,874
Total du programme	**2,509,051**	**1,836,081**
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitements et bénéfices	610	...
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrement de prestations des employés	3,597	...
Total du programme	**4,207**	...
Programme d'affectations temporaires		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitements et bénéfices	5,325	...
Total du programme	**5,325**	...
Total du Secrétariat	**2,518,583**	**1,836,081**

Recettes —*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Contrôleur général		
Programme des pratiques et contrôles de gestion		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Voyage	579	4,364
Publications	...	191
Rajustements entre ministères	...	961
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	25,078	1
	25,657	5,517
Rémunérations de services	5	...
Produits des ventes—		
Publications	80	...
Autres recettes non fiscales—		
Participation aux bénéfices dans l'émission des chèques de voyage	9,964	1,907
Recouvrement de prestations des employés	4,508	...
	14,472	1,907
Total du Contrôleur général	**40,214**	**7,424**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	100,633	27,845
Rémunérations de services	1,378	242
Produits des ventes	9,659	13,637
Autres recettes non fiscales	2,447,127	1,801,781
Total du ministère	**2,558,797**	**1,843,505**

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1985-86

Consommation et Corporations

Département
Société canadienne des postes
Commission sur les pratiques restrictives du commerce
Conseil canadien des normes

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	10.2
Sommaire du ministère	10.4
Programmes par activité	10.6
Paiements de transfert	10.9
Recettes	10.10

Département

Objectif

Promouvoir l'équité, l'efficience, la transparence et la concurrence au sein du marché canadien, promouvoir et protéger les intérêts du consommateur, et remplir les fonctions de Registraire général du Canada.

Description des activités

Consommation
Administrer des lois, des règlements et des politiques conçus pour assurer l'exactitude de la mesure et l'équité des transactions du marché fondées sur des mesures; assurer la qualité et les normes de composition pour un large éventail de produits de consommation; s'assurer d'une publicité, d'un étiquetage et d'un emballage appropriés des produits; protéger le consommateur des produits dangereux; diffuser l'information aux entreprises commerciales au sujet des lois, des règlements, et des politiques appliqués par le ministère; et promouvoir l'efficacité du consommateur sur le marché et la protection de ses intérêts.

Corporations
Administrer des lois, des règlements et des politiques dans les domaines des sociétés, des faillites et de l'insolvabilité et, enfin, de la propriété industrielle et intellectuelle. Permettre aux particuliers et aux sociétés insolvables d'avoir recours aux procédures de faillite, évaluer les activités des syndics de faillite privés, déceler les infractions et les abus dans les affaires de faillite et, enfin, enregistrer et publier des données sur les faillites. Réglementer la constitution en société, la continuation, la fusion et la dissolution de sociétés, enregistrer et réglementer l'utilisation des noms des sociétés, évaluer l'information sur les sociétés fournie conformément aux exigences statutaires et la diffuser au grand public, faire enquête sur toute prétendue infraction à la loi par les sociétés, ouvrir des enquêtes sur toute transaction de valeurs inhabituelle et, enfin, intenter des poursuites dans les cas jugés appropriés. Examiner les demandes de brevets, de licences obligatoires et d'indemnisations pour l'utilisation de brevets par le gouvernement et les accepter ou les rejeter; enregistrer ou rejeter des marques de commerce, des droits d'auteur et des dessins industriels; classer, tenir et diffuser au grand public de l'information sur la propriété intellectuelle.

Politique de concurrence et enquêtes sur les coalitions
Appliquer la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, défendre la politique de concurrence dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques économiques, promouvoir la compréhension publique à l'égard de la loi ainsi que l'importance sociale et économique d'une politique de concurrence efficace, et représenter les intérêts du Canada dans les questions de politiques concurrentielles à l'échelle internationale.

Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde
Coordonner toutes les activités du gouvernement fédéral liées aux problèmes soulevés par la MIUF; administrer un programme d'aide financière et technique.

Administration
Assurer la direction de la gestion du ministère, la coordination des politiques et de la planification, ainsi que des services de soutien centraux à d'autres secteurs d'activités du ministère en effectuant des recherches, des analyses, des évaluations et des vérifications, élaborer des projets de loi et de politique, communiquer avec d'autres organismes du gouvernement et du secteur privé; fournir d'autres services tels que finances, administration, personnel, communications, secrétariat ministériel et coordination de la planification et contrôle; fournir des renseignements et des conseils en matière de conversion au système métrique dans les secteurs privé et public; appliquer la politique du gouvernement régissant les conflits d'intérêts et enregistrer des documents officiels pour le compte du gouvernement du Canada.

Société canadienne des postes

Objectif

Les objectifs de la Société sont les suivants:

a) mettre sur pied et exploiter un service postal pour la levée, la transmission et la distribution des messages, de l'information, des fonds et des marchandises à l'intérieur du Canada et entre le Canada et l'étranger;
b) fabriquer et fournir des produits, et dispenser des services qui sont, de l'avis de la Société, nécessaires ou accessoires au service postal fourni par la Société; et
c) fournir aux ministères et organismes ou en leur nom, et aux sociétés appartenant au gouvernement du Canada ou contrôlées ou exploitées par lui, ou aux administrations provinciales, régionales ou municipales du Canada ou à toute autre personne les services qui, selon la Société, peuvent être fournis sans difficulté tout en remplissant les objectifs de la Société.

Description des activités

Frais de fonctionnement et frais imputables sur le revenu de la Société qui dépassent les recettes annuelles
Lorsque les recettes de la Société sont insuffisantes pour acquitter tous les frais de fonctionnement et les frais imputables sur les recettes de la Société, le ministre des Finances peut mettre à la disposition de la Société les montants nécessaires pour assumer ces frais. Ces montants doivent être remboursés à même les recettes annuelles de la Société, pourvu qu'elles soient suffisantes. Si elles sont insuffisantes, elles seront déposées devant le Parlement au cours de l'exercice financier suivant sous forme de poste portant affectation de crédits pour couvrir le déficit.

Fins particulières
Il s'agit de paiements d'infrastructure parrainés par le gouvernement et liés aux envois de certaines catégories de courrier, conformément aux politiques culturelles du gouvernement.

Commission sur les pratiques restrictives du commerce

Objectif

Maintenir la libre concurrence dans l'économie du marché, éliminer certaines pratiques visant à limiter le commerce et protéger les consommateurs contre la publicité fausse et trompeuse.

Description de l'activité

Commission sur les pratiques restrictives du commerce
En tant qu'organisme quasi judiciaire, s'occuper de certaines infractions en matière civile en vertu de la partie IV.1 de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, telle que modifiée le 1er janvier 1976, relativement à des pratiques particulières susceptibles d'être examinées à la demande du directeur des enquêtes et des recherches, et servir de Cour d'archives. Autoriser les perquisitions et les saisies, exiger des dénonciations écrites, convoquer les témoins à un interrogatoire et présider aux auditions afin de recueillir les témoignages au cours des enquêtes dirigées par le directeur des enquêtes et des recherches. Agir comme tribunal impartial dans une enquête quant aux allégations du directeur des enquêtes et des recherches contenues dans un exposé de la preuve. Évaluer les exposés de la preuve produits dans le cadre d'enquêtes menées en vertu de l'article 47 de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et transmis à la Commission par le directeur des enquêtes et des recherches ou par le Ministre, et faire rapport de leur évaluation.

Conseil canadien des normes

Objectif

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens; favoriser en outre la collaboration internationale en matière de normalisation.

Description des activités

Normalisation à l'échelle nationale
Accréditation des organisations qui s'occupent au Canada de la formulation, de la mise à l'épreuve et de l'authentification des normes; encouragement de la coopération entre ces organismes en vue de coordonner les activités de normalisation et d'élaborer des normes et codes communs; détermination du besoin d'établir de nouvelles normes de même que des services de mise à l'épreuve et d'authentification et prendre les dispositions pour satisfaire à ce besoin.

Normalisation à l'échelle internationale
Participation en tant que représentant du Canada aux activités de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de la Commission électrotechnique internationale (CEI) et d'autres organisations internationales similaires qui s'occupent de la formulation de normes volontaires; prise de dispositions pour la participation effective du Canada aux activités de ces organisations; échange de renseignements et collaboration dans le domaine de la formulation des normes, de la mise à l'épreuve et de l'authentification.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	111,642,000	...	...	111,642,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	135,900	...	135,900	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	53,014	53,014		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	111,642,000	135,900	53,014	111,830,914		Total—Crédit 1	107,272,527	4,558,387	...	117,324,294
...	5,683,000	...	...	5,683,000	5	Dépenses en capital	5,104,774	578,226	...	5,767,401
...	64,316,000	...	...	64,316,000	10	Subventions et contributions	29,594,534	34,721,466	...	58,204,524
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	Ministre de la Consommation et des Corporations—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,683
...	11,678,600	...	1,197,400	12,876,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,876,000	...	...	12,341,000
...	...	...	50,849	50,849	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	50,849	...	...	72,253
...	193,362,000	135,900	1,298,393	194,796,293		**Total du département—Budgétaire**	154,938,214	39,858,079	...	193,751,155
						Société canadienne des postes[2]				
...	...	...	170,000,000	170,000,000	20	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales				
...	...	730,000	...	730,000	11b	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales				
...	...	730,000	170,000,000	170,730,000		Total—Crédits 20 et 11b	170,730,000	...	...	176,962,000
...	...	1	...	1	12c	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes et dont le montant s'élève à $347,199,000 pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1985 conformément au paragraphe 29(3) de la Loi sur la Société canadienne des postes	...	1	...	...
...	...	...	184,284,000	184,284,000	(S)	Frais de fonctionnement et frais imputables sur le revenu qui dépassent les recettes conformément aux paragraphes 29(1) et (2) de la Loi sur la Société canadienne des postes	184,284,000	...	...	347,199,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(8,329,772)
...	...	730,001	354,284,000	355,014,001		Total budgétaire	355,014,000	1	...	515,831,228

...	...	...	500,000,000	500,000,000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes, article 28. Limite $500,000,000. (Net)	...	...	500,000,000	...
...	...	**730,001**	**354,284,000**	**355,014,001**		**Total du programme[2]—Budgétaire**	**355,014,000**	**1**	...	**515,831,228**
...	...	...	**500,000,000**	**500,000,000**		**Non budgétaire**	...	...	**500,000,000**	...
						Commission sur les pratiques restrictives du commerce				
...	1,077,000	...	...	1,077,000	15	Dépenses du programme				
...	...	327,400	...	327,400	15c	Dépenses du programme				
...	1,077,000	327,400	...	1,404,400		Total—Crédit 15	1,291,000	113,400	...	1,278,331
...	117,000	...	12,000	129,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129,000	...	...	120,000
...	**1,194,000**	**327,400**	**12,000**	**1,533,400**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,420,000**	**113,400**	...	**1,398,331**
						Conseil canadien des normes				
...	5,424,000	...	...	5,424,000	20	Paiements au Conseil canadien des normes	5,424,000	...	...	6,612,000
...	**5,424,000**	...	...	**5,424,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,424,000**	...	...	**6,612,000**
...	**199,980,000**	**1,193,301**	**355,594,393**	**556,767,694**		**Total du ministère—Budgétaire**	**516,796,214**	**39,971,480**	...	**717,592,714**
...	...	...	**500,000,000**	**500,000,000**		**Non budgétaire**	...	...	**500,000,000**	...

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] La Société canadienne des postes a été transférée du ministère du Revenu national (CP 1985-2635, daté le 20 août 1985).

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	48,405,000	135,900	39,014	(464,388)	491,474	...	48,607,000	Consommation	46,379,441	2,227,559	...	46,088,751
...	26,600,000	...	7,200	1,629	331,171	...	26,940,000	Corporations	26,345,867	594,133	...	24,575,204
...	15,596,000	...	...	(520,500)	150,500	...	15,226,000	Politique de concurrence et enquêtes sur les coalitions	15,044,803	181,197	...	14,339,493
...	7,243,000	...	...	(1,226,525)	47,525	...	6,064,000	Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	5,671,184	392,816	...	12,060,038
...	25,519,000	...	6,800	2,209,784	224,709	...	27,960,293	Administration	26,797,611	1,162,682	...	26,015,020
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	6,700,724
...	123,363,000	135,900	53,014	...	1,245,379	...	124,797,293	Total—Fonctionnement	120,238,906	4,558,387	...	129,779,230
								Capital				
...	5,373,000	...	...	(583,000)	...	...	4,790,000	Consommation	4,434,505	355,495	...	3,297,547
...	92,000	...	...	178,000	...	...	270,000	Corporations	118,206	151,794	...	157,625
...	57,000	...	...	26,000	...	...	83,000	Politique de concurrence et enquêtes sur les coalitions	82,305	695	...	60,980
...	...	...	...	5,000	...	...	5,000	Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	4,669	331	...	3,430
...	161,000	...	...	374,000	...	...	535,000	Administration	465,089	69,911	...	2,247,619
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	200
...	5,683,000	...	...	...	...	...	5,683,000	Total—Capital	5,104,774	578,226	...	5,767,401
								Paiements de transfert				
...	1,816,000	...	...	...	...	...	1,816,000	Consommation	1,610,480	205,520	...	1,688,459
...	62,500,000	...	...	...	...	...	62,500,000	Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	27,984,054	34,515,946	...	52,864,997
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,651,068
...	64,316,000	...	...	...	...	...	64,316,000	Total—Paiements de transfert	29,594,534	34,721,466	...	58,204,524

								Sommaire du programme				
...	55,594,000	135,900	39,014	(1,047,388)	491,474	...	55,213,000	Consommation	52,424,426	2,788,574	...	51,074,757
...	26,692,000	...	7,200	179,629	331,171	...	27,210,000	Corporations	26,464,073	745,927	...	24,732,829
...	15,653,000	...	...	(494,500)	150,500	...	15,309,000	Politique de concurrence et enquêtes sur les coalitions	15,127,108	181,892	...	14,400,473
...	69,743,000	...	...	(1,221,525)	47,525	...	68,569,000	Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	33,659,907	34,909,093	...	64,928,465
...	25,680,000	...	6,800	2,583,784	224,709	...	28,495,293	Administration	27,262,700	1,232,593	...	28,262,639
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	10,351,992
...	193,362,000	135,900	53,014	...	1,245,379	...	194,796,293	**Total du département—Budgétaire**	154,938,214	39,858,079	...	193,751,155
								Société canadienne des postes[1]				
								Fonctionnement				
...	...	...	200,000,000	...	(15,716,000)	...	184,284,000	Frais de fonctionnement et frais imputables sur le revenu de la Société qui dépassent les recettes annuelles	184,284,000	...	...	347,199,000
...	...	730,001	170,000,000	...	...	...	170,730,001	Fins particulières: coûts de l'infrastructure concernant les envois de courrier à contenu culturel	170,730,000	1	...	176,962,000
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	(8,329,772)
...	...	730,001	370,000,000	...	(15,716,000)	...	355,014,001	Total—Fonctionnement	355,014,000	1	...	515,831,228
								Non budgétaire				
...	...	...	500,000,000	...	...	...	500,000,000	Société canadienne des postes—Prêts	...	...	500,000,000	...
								Sommaire du programme				
...	...	...	200,000,000	...	(15,716,000)	...	184,284,000	Frais de fonctionnement et frais imputables sur le revenu de la Société qui dépassent les recettes annuelles	184,284,000	...	...	347,199,000
...	...	730,001	170,000,000	...	...	...	170,730,001	Fins particulières: coûts de l'infrastructure concernant les envois de courrier à contenu culturel	170,730,000	1	...	176,962,000
...	...	...	500,000,000	...	...	...	500,000,000	Société canadienne des postes—Prêts	...	...	500,000,000	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	(8,329,772)
								Total du programme[1]**—**				
...	...	730,001	370,000,000	...	(15,716,000)	...	355,014,001	**Budgétaire**	355,014,000	1	...	515,831,228
...	...	...	500,000,000	...	...	...	500,000,000	**Non budgétaire**	...	...	500,000,000	...

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Commission sur les pratiques restrictives du commerce				
								Fonctionnement				
...	1,192,000	327,400	...	...	12,000	...	1,531,400	Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1,420,000	111,400	...	1,392,191
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Commission sur les pratiques restrictives du commerce	...	2,000	...	6,140
...	**1,194,000**	**327,400**	**...**	**...**	**12,000**	**...**	**1,533,400**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,420,000**	**113,400**	**...**	**1,398,331**
								Conseil canadien des normes				
								Fonctionnement				
...	3,274,000	...	...	...	...	...	3,274,000	Normalisation à l'échelle nationale	3,274,000	...	...	4,165,000
...	2,150,000	...	...	...	...	...	2,150,000	Normalisation à l'échelle internationale	2,150,000	...	...	2,447,000
...	**5,424,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**5,424,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**5,424,000**	**...**	**...**	**6,612,000**[2]
								Total du ministère—				
...	**199,980,000**	**1,193,301**	**370,053,014**	**...**	**(14,458,621)**	**...**	**556,767,694**	**Budgétaire**	**516,796,214**	**39,971,480**	**...**	**717,592,714**
...	**...**	**...**	**500,000,000**	**...**	**...**	**...**	**500,000,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**500,000,000**	**...**

[1] La Société canadienne des postes a été transférée du ministère du Revenu national (CP 1985-2635, daté le 20 août 1985).
[2] Inscrit sous l'article courant 10 en 1984-85.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Consommation				
...	600,000	...	...	...	...	600,000	Subventions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	556,534	43,466	...	499,959
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	200,000
...	**600,000**	...	...	...	...	**600,000**	Total—Subventions	**556,534**	**43,466**	...	**699,959**
							Contributions				
							Consommation				
...	1,216,000	...	...	...	...	1,216,000	Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	1,053,946	162,054	...	988,500
							Commission du système métrique				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,651,068
							Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde				
...	62,500,000	...	...	...	...	62,500,000	Contributions aux propriétaires pour couvrir les coûts admissibles en relation avec les mesures correctives prescrites par le gouvernement	27,984,054	34,515,946	...	52,864,997
...	**63,716,000**	...	...	...	...	**63,716,000**	Total—Contributions	**29,038,000**	**34,678,000**	...	**57,504,565**
							Sommaire du programme par activité				
...	**1,816,000**	...	...	...	...	**1,816,000**	**Consommation**	**1,610,480**	**205,520**	...	**1,688,459**
...	...	...	...	...	...	...	**Commission du système métrique**	...	...	...	**3,651,068**
...	**62,500,000**	...	...	...	...	**62,500,000**	**Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde**	**27,984,054**	**34,515,946**	...	**52,864,997**
...	**64,316,000**	...	...	...	...	**64,316,000**	**Total du département**	**29,594,534**	**34,721,466**	...	**58,204,524**
...	**64,316,000**	...	...	...	...	**64,316,000**	**Total du ministère**	**29,594,534**	**34,721,466**	...	**58,204,524**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	46,140	136,666
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	324,447	840,957
	370,587	977,623
Privilèges, licences et permis—		
Enregistrement des étiquettes des produits textiles	98,484	88,307
Frais de laboratoire, d'électricité et de gaz, et poids et mesures	92,266	137,651
Droits d'inspection du gaz et de l'électricité	3,090,005	1,398,491
Droits d'inspection des poids et des mesures	1,133,432	860,332
Opérations du bureau des brevets	18,579,998	13,668,089
Opérations du bureau des marques de commerce	9,152,124	4,721,298
Opérations du bureau des droits d'auteur	365,994	260,274
Opérations du bureau des dessins industriels	439,260	497,267
Opérations du bureau des sociétés	10,371,712	7,473,069
Faillites: licences de syndics	209,150	43,489
Saisies en vertu de la Loi sur la faillite	3,207,633	1,670,576
Remises de biens en vertu de la Loi sur les biens en déshérence et remises de biens confisqués	459,818	883,567
Lois sur les amendes, l'électricité et gaz, et les poids et mesures	26,511	60,687
Amendes, produits pour consommateur (diverses lois)	22,722	18,046
Amendes, Loi sur les produits dangereux	8,946	19,318
Amendes, Loi sur les droits d'auteur	34,197	22,695
Amendes, Loi sur les sociétés commerciales canadiennes	4,868	...
Amendes, Loi relative aux enquêtes sur les coalitions	936,930	2,131,453
Divers	26,558	13,690
	48,260,608	33,968,299
Rémunérations de services—		
Divers	719	976
Autres recettes non fiscales—		
Recettes provenant du Conseil canadien des normes	900,000	...
Pertes et bénéfices de change	26,177	17,108
Copies conformes	12,599	11,780
Accords sur les hypothèques de chemins de fer et de vente	3,561	1,529
Programme d'aide aux propriétaires concernant la mousse isolante urée-formaldéhyde	43,239	62,872
Divers	6,450	4,255
	992,026	97,544
Total du département	**49,623,940**	**35,044,442**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**370,587**	**977,623**
Privilèges, licences et permis	**48,260,608**	**33,968,299**
Rémunérations de services	**719**	**976**
Autres recettes non fiscales	**992,026**	**97,544**
Total du ministère	**49,623,940**	**35,044,442**

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1985-86

Défense nationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	11.2
Sommaire du ministère	11.4
Programmes par activité	11.6
Paiements de transfert	11.8
Détail des montants portés au crédit	11.10
Recettes	11.11

Département

Programme des services de défense

Objectif

Assurer la sécurité du Canada et contribuer au maintien de la paix dans le monde.

Description des activités

Forces maritimes
Cet élément englobe la création et le maintien de forces maritimes, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour défendre, en collaboration avec les États-Unis et les forces de l'OTAN, les voies d'accès maritimes de l'Amérique du Nord et les zones maritimes vitales pour l'OTAN; remplir, en collaboration avec les forces des États-Unis, des missions de surveillance pour détecter, dépister et identifier les forces sous-marines stratégiques menaçant l'Amérique du Nord. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: protéger le territoire, les droits et intérêts canadiens contre toute menace d'attaque maritime; aider d'autres ministères et organismes gouvernementaux à faire respecter les lois et règlements canadiens dans les zones maritimes qui ressortissent au Canada; fournir un appui maritime dans le cadre d'accords internationaux pour empêcher ou prévenir des conflits hors du territoire de l'OTAN; contribuer au développement du pays.

Forces terrestres au Canada
Cet élément englobe la création et le maintien de forces terrestres, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour remplir de façon simultanée, la double mission de défendre, en collaboration avec les forces des États-Unis, l'Amérique du Nord contre toute menace militaire hostile et de détacher, en cas d'urgence, des forces terrestres supplémentaires pour la défense de l'Europe, dans le cadre des engagements envers l'OTAN. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: affermir la stabilité internationale en participant à des activités de maintien de la paix, en collaboration avec d'autres membres de la collectivité internationale; aider les autorités civiles à assurer la surveillance, à conserver le contrôle et à veiller à la sécurité du territoire canadien; aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre; contribuer au développement du pays.

Forces aériennes au Canada
Cet élément englobe la création et le maintien de forces aériennes, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour exécuter, de façon simultanée, la double mission de défendre l'Amérique du Nord, en collaboration avec les forces des États-Unis, contre toute menace aérospatiale et de détacher, en cas d'urgence, des forces aériennes polyvalentes supplémentaires pour la défense de l'Europe, dans le cadre des engagements envers l'OTAN. Cela comporte également la prestation d'un service de transport aérien pour appuyer les engagements militaires, au Canada et à l'étranger, des forces tactiques d'hélicoptères pour appuyer les besoins des forces terrestres au Canada, des forces aériennes maritimes, pour appuyer les forces maritimes du Canada et des forces de recherche et sauvetage. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: aider les autorités civiles à assurer la surveillance, à conserver le contrôle et à veiller à la sécurité de l'espace aérien du Canada, aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre et contribuer au développement du pays.

Forces canadiennes en Europe
Cet élément englobe la création et le maintien de forces militaires en Europe afin d'empêcher ou de prévenir toute attaque armée contre le territoire européen de l'OTAN. Cela inclut la triple mission d'assurer la présence de forces terrestres et aériennes et de veiller au commandement et à l'appui national de toutes les forces canadiennes qui, en cas d'urgence, serviraient en Europe.

Services de communication
Cet élément englobe la création et le maintien de forces ayant pour mission de s'occuper de l'information sous la forme de services de communications stratégiques, à l'appui des missions des forces canadiennes et du gouvernement d'urgence. De plus, il fournit des services de recherche en communications et de radiogoniométrie à haute fréquence.

Soutien du personnel
Cet élément englobe la prestation des services requis pour le perfectionnement du personnel (recrutement, formation individuelle, instruction) et la gestion du personnel (administration, affectation professionnelle, appui spirituel, moral) ainsi que la prestation des services médicaux et dentaires, suivant les besoins, des membres militaires et civils du ministère.

Appui matériel
Cet élément englobe la prestation de services d'approvisionnement, de transport, de génie et d'entretien de l'équipment, de gestion des biens immobiliers et de recherche et de développement.

Direction des politiques et services de gestion
Cet élément englobe la formulation d'objectifs de défense et d'options en matière de politique, ainsi que les recommandations appropriées, et la mise au point d'énoncés clairs de politique de défense approuvés par le gouvernement, pour l'instauration de directives générales en vue de la planification relative au développement au ministère, et à la gestion du Programme des services de défense. D'importance égale est le rôle du commandement et du contrôle au sein duquel s'effectuent les préparatifs détaillés, sur le plan des opérations, du matériel, du personnel et des finances, en vue de périodes de crise ou de guerre. Ce rôle englobe également l'exercice du commandement et du contrôle à l'égard des opérations quotidiennes des forces canadiennes dont les responsables sont le chef de l'état-major de la Défense ou les commandants subalternes délégués. En ce qui concerne les services de gestion de caractère plus général, cet élément englobe la mise au point et la direction générale des systèmes d'information de gestion, la consultation, la vérification, l'évaluation, les services financiers et de comptabilité au sein du ministère conformément aux exigences des lois et règlements en vigueur.

Programme de construction de défense (1951) Limitée

Objectif

Aider le ministère de la Défense nationale dans le domaine de la construction et de l'entretien des propriétés.

Description de l'activité

Exécution de travaux importants de construction et d'entretien—Bâtiments et ouvrages
Adjudication et administration de contrats pour d'importants travaux de construction, de réparation et d'entretien (travaux de rénovation) pour le compte du ministère de la Défense nationale. La société est également l'organisme du gouvernement canadien qui est chargé des projets de construction pour la défense, réalisés au Canada en vertu d'accords intergouvernementaux conclus avec les États-Unis.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des services de défense				
...	5,946,536,000	...	...	5,946,536,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $69,999,999 du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	69,999,999	69,999,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	376,500	376,500		CT, crédit 10[1]				
...	5,946,536,000	1	70,376,499	6,016,912,500		Total—Crédit 1	5,929,143,670	87,768,830	...	5,541,047,767
...	2,535,013,000	...	...	2,535,013,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(69,999,999)	(69,999,999)		Virement au crédit 1				
...	...	...	(12,201,399)	(12,201,399)		Affectation réservée—Surremploi du crédit de l'exercice précédent				
...	2,535,013,000	...	(82,201,398)	2,452,811,602		Total—Crédit 5	2,332,524,463	120,287,139	...	2,567,283,971
...	140,771,742	...	...	140,771,742	10	Subventions et contributions	133,853,971	6,917,771	...	102,515,996
...	42,400	...	21,464	63,864	(S)	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	63,864	...	...	41,683
...	20,809	...	407	21,216	(S)	Pensions et rentes versées à des civils	21,216	...	...	18,457
...	608,782,000	...	(1,539,654)	607,242,346	(S)	Pensions militaires	607,242,346	...	...	560,120,239
...	136,557,000	...	14,017,000	150,574,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	150,574,000	...	...	140,621,880
...	...	...	126,619	126,619	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	126,619	...	...	...
...	9,367,722,951	1	800,937	9,368,523,889		Total budgétaire	9,153,550,149	214,973,740	...	8,911,649,993
13,086,217	...	...	...	13,086,217	L15	Prêts à l'égard de projets de logement. Loi spéciale portant affectation de crédits, 1963. Limite $37,000,000. (Brut)	...	...	13,086,217	...
26,056,133	...	...	...	26,056,133	L20b	Autorisation d'un compte d'avance de fonds de roulement. Loi nº 1 de 1976 portant affectation de crédits. Limite $60,000,000. (Brut)	343,334	...	25,712,799	8,618,203
39,142,350	...	...	...	39,142,350		Total non budgétaire	343,334	...	38,799,016	8,618,203
...	**9,367,722,951**	**1**	**800,937**	**9,368,523,889**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,153,550,149**	**214,973,740**	**...**	**8,911,649,993**
39,142,350	**...**	**...**	**...**	**39,142,350**		**Non budgétaire**	**343,334**	**...**	**38,799,016**	**8,618,203**

...	15,500,000	...	...	15,500,000	15	Programme de construction de défense (1951) Limitée **Dépenses engagées en vue d'assurer l'exécution de travaux de construction et d'entretien liés à la défense**	14,300,000	1,200,000	...	14,487,807
...	**15,500,000**	**...**	**...**	**15,500,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**14,300,000**	**1,200,000**	**...**	**14,487,807**
...	**9,383,222,951**	**1**	**800,937**	**9,384,023,889**		**Total du ministère—Budgétaire**	**9,167,850,149**	**216,173,740**	**...**	**8,926,137,800**
39,142,350	**...**	**...**	**...**	**39,142,350**		**Non budgétaire**	**343,334**	**...**	**38,799,016**	**8,618,203**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des services de défense				
								Fonctionnement				
...	1,051,626,000	...	59,161	10,999,467	1,983,964	(17,491,000)	1,047,177,592	Forces maritimes	985,973,000	61,204,592	...	962,681,781
...	1,140,454,000	...	64,159	11,928,562	2,151,544	(54,223,000)	1,100,375,265	Forces terrestres au Canada	1,104,565,000	(4,189,735)	...	1,063,616,555
...	2,067,697,000	...	116,323	21,627,046	3,900,850	(81,167,000)	2,012,174,219	Forces aériennes au Canada	1,948,939,000	63,235,219	...	1,821,019,995
...	465,260,000	...	26,174	4,866,380	877,744	(15,177,000)	455,853,298	Forces canadiennes en Europe	484,700,000	(28,846,702)	...	401,608,230
...	271,589,000	...	15,279	2,840,681	512,371	(36,192,000)	238,765,331	Services de communication	230,027,000	8,738,331	...	219,253,343
...	844,589,000	1	47,514	8,833,965	13,135,286	(34,243,000)	832,362,766	Soutien du personnel	805,945,000	26,417,766	...	768,330,600
...	533,589,000	...	30,018	5,581,066	1,006,652	(2,285,000)	537,921,736	Appui matériel	558,890,000	(20,968,264)	...	499,323,454
...	317,686,400	...	17,872	3,322,832	599,337	(40,175,000)	281,451,441	Direction des politiques et services de gestion	299,273,818	(17,822,377)	...	263,181,071
...	(280,953,000)	...	...	...	...	280,953,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	6,411,537,400	1	376,500	69,999,999	24,167,748	...	6,506,081,648	Total—Fonctionnement	6,418,312,818	87,768,830	...	5,999,015,029
								Capital				
...	751,553,000	...	...	(20,752,836)	(3,617,338)	...	727,182,826	Forces maritimes	656,632,000	70,550,826	...	604,533,000
...	318,421,000	...	...	(8,792,645)	(1,532,608)	...	308,095,747	Forces terrestres au Canada	282,076,000	26,019,747	...	295,300,000
...	714,249,000	...	...	(19,722,751)	(3,437,788)	...	691,088,461	Forces aériennes au Canada	798,919,000	(107,830,539)	...	1,026,213,000
...	432,903,000	...	...	(11,953,868)	(2,083,627)	...	418,865,505	Forces canadiennes en Europe	374,315,000	44,550,505	...	424,855,000
...	81,658,000	...	...	(2,254,844)	(393,032)	...	79,010,124	Services de communication	39,003,000	40,007,124	...	48,512,000
...	119,189,000	...	...	(3,291,198)	(573,675)	...	115,324,127	Soutien du personnel	124,793,000	(9,468,873)	...	127,763,000
...	72,107,000	...	...	(1,991,110)	(347,062)	...	69,768,828	Appui matériel	37,779,000	31,989,828	...	26,054,000
...	44,933,000	...	...	(1,240,747)	(216,269)	...	43,475,984	Direction des politiques et services de gestion	19,007,463	24,468,521	...	14,053,971
...	2,535,013,000	...	...	(69,999,999)	(12,201,399)	...	2,452,811,602	Total—Capital	2,332,524,463	120,287,139	...	2,567,283,971
								Paiements de transfert				
...	280,400,809	...	...	...	(11,541,912)	...	268,858,897	Soutien du personnel	268,858,897	...	...	242,836,266
...	140,771,742	...	...	...	...	...	140,771,742	Direction des politiques et services de gestion	133,853,971	6,917,771	...	102,514,727
...	421,172,551	...	...	...	(11,541,912)	...	409,630,639	Total—Paiements de transfert	402,712,868	6,917,771	...	345,350,993
								Non budgétaire				
39,142,350	...	...	...	...	...	...	39,142,350	Direction des politiques et services de gestion	343,334	...	38,799,016	8,618,203

								Sommaire du programme				
...	1,785,688,000	...	59,161	(9,753,369)	(1,633,374)	...	1,774,360,418	Forces maritimes	1,642,605,000	131,755,418	...	1,567,214,781
...	1,404,652,000	...	64,159	3,135,917	618,936	...	1,408,471,012	Forces terrestres au Canada	1,386,641,000	21,830,012	...	1,358,916,555
...	2,700,779,000	...	116,323	1,904,295	463,062	...	2,703,262,680	Forces aériennes au Canada	2,747,858,000	(44,595,320)	...	2,847,232,995
...	882,986,000	...	26,174	(7,087,488)	(1,205,883)	...	874,718,803	Forces canadiennes en Europe	859,015,000	15,703,803	...	826,463,230
...	317,055,000	...	15,279	585,837	119,339	...	317,775,455	Services de communication	269,030,000	48,745,455	...	267,765,343
...	1,209,935,809	1	47,514	5,542,767	1,019,699	...	1,216,545,790	Soutien du personnel	1,199,596,897	16,948,893	...	1,138,929,866
...	603,411,000	...	30,018	3,589,956	659,590	...	607,690,564	Appui matériel	596,669,000	11,021,564	...	525,377,454
								Direction des politiques et services de gestion—				
...	463,216,142	...	17,872	2,082,085	383,068	...	465,699,167	Budgétaire	452,135,252	13,563,915	...	379,749,769
39,142,350	...	...	...	...	...	...	39,142,350	Non budgétaire	343,334	...	38,799,016	8,618,203
								Total du programme—				
—	**9,367,722,951**	**1**	**376,500**	—	**424,437**	—	**9,368,523,889**	**Budgétaire**	**9,153,550,149**	**214,973,740**	—	**8,911,649,993**
39,142,350	—	—	—	—	—	—	**39,142,350**	**Non budgétaire**	**343,334**	—	**38,799,016**	**8,618,203**
								Programme de construction de défense (1951) Limitée				
								Fonctionnement				
...	15,675,000	...	...	...	...	...	15,675,000	Exécution de travaux importants de construction et d'entretien—Bâtiments et ouvrages				
...	(175,000)	...	...	...	...	...	(175,000)	Recettes de la Société				
...	15,500,000	...	...	...	...	...	15,500,000	Total	14,300,000	1,200,000	...	14,487,807
...	**15,500,000**	...	...	...	...	...	**15,500,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**14,300,000**	**1,200,000**	...	**14,487,807**
								Total du ministère—				
—	**9,383,222,951**	**1**	**376,500**	—	**424,437**	—	**9,384,023,889**	**Budgétaire**	**9,167,850,149**	**216,173,740**	...	**8,926,137,800**
39,142,350	—	—	—	—	—	—	**39,142,350**	**Non budgétaire**	**343,334**	—	**38,799,016**	**8,618,203**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des services de défense				
							Subventions				
							Soutien du personnel				
...	20,809	...	...	...	407	21,216	(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (Loi nº 4 de 1968 portant affectation de crédits)	21,216	...	...	18,457
							Direction des politiques et services de gestion				
							Pensions et rentes versées à des civils:				
...	200	...	...	...	...	200	Mme Mary Whittington	200	...	...	200
...	1,048	...	...	...	...	1,048	Mme Eleanor F Nixon	1,048	...	...	1,047
...	10,504	...	...	...	...	10,504	M R P Thompson	8,943	1,561	...	9,724
...	161,780	...	...	...	...	161,780	Conférence des associations de défense	161,780	...	...	155,560
...	126,720	...	...	...	...	126,720	Ligue des cadets de l'armée du Canada	126,720	...	...	121,850
...	126,720	...	...	...	...	126,720	Ligue des cadets de l'air du Canada	126,720	...	...	121,850
...	126,720	...	...	...	...	126,720	Ligue navale du Canada	126,720	...	...	121,850
...	9,490	...	...	...	...	9,490	Association de la Marine royale du Canada	9,490	...	...	9,125
...	25,690	...	...	...	...	25,690	Association des officiers de marine	25,690	...	...	24,700
...	34,255	...	...	...	...	34,255	Association de l'Aviation royale du Canada	34,255	...	...	32,940
...	10,285	...	...	...	...	10,285	Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	10,285	...	...	9,890
...	12,090	...	...	...	...	12,090	Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada	12,090	...	...	11,625
...	11,305	...	...	...	...	11,305	Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes	11,305	...	...	10,870
...	170,065	...	...	...	...	170,065	Sociétés de tir	159,849	10,216	...	156,058
...	30,370	...	...	...	...	30,370	Instituts militaires et des services unis	30,370	...	...	29,200
...	663,500	...	...	...	...	663,500	Universités canadiennes—Études de la science militaire	653,414	10,086	...	611,826
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Institut canadien d'études stratégiques	50,000	...	...	50,000
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Bourses de recherches—Planification d'urgence	51,554	8,446	...	40,727
...	1,630,742	...	...	...	...	1,630,742		1,600,433	30,309	...	1,519,042
...	1,651,551	...	...	...	407	1,651,958	Total—Subventions	1,621,649	30,309	...	1,537,499

							Contributions				
							Soutien du personnel				
...	6,325,000	...	...	...	185,569	6,510,569	(S) Versements en vertu des Parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	6,510,569	...	...	6,778,635
...	274,055,000	...	...	...	(11,727,888)	262,327,112	(S) Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	262,327,112	...	...	236,039,174
...	280,380,000	...	...	...	(11,542,319)	268,837,681		268,837,681	...	...	242,817,809
							Direction des politiques et services de gestion				
...	54,354,000	...	...	...	...	54,354,000	Budgets militaires et agences de l'OTAN	47,735,942	6,618,058	...	28,798,713
...	65,640,000	...	...	...	...	65,640,000	Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital	66,829,880	(1,189,880)	...	48,084,766
...	879,000	...	...	...	...	879,000	Système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'OTAN—Dépenses en capital	...	879,000	...	6,613,748
...	10,335,000	...	...	...	...	10,335,000	Aide mutuelle	6,123,581	4,211,419	...	6,052,369
...	6,338,000	...	...	...	...	6,338,000	Contributions aux provinces et aux territoires aux fins de la préparation d'urgence	10,023,627	(3,685,627)	...	9,411,616
...	1,595,000	...	...	...	...	1,595,000	Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux	1,540,508	54,492	...	2,034,473
...	139,141,000	...	...	...	...	139,141,000		132,253,538	6,887,462	...	100,995,685
...	419,521,000	...	...	...	(11,542,319)	407,978,681	Total—Contributions	401,091,219	6,887,462	...	343,813,494
							Sommaire du programme par activité				
...	280,400,809	...	...	...	(11,541,912)	268,858,897	Soutien du personnel	268,858,897	...	...	242,836,266
...	140,771,742	...	...	...	...	140,771,742	Direction des politiques et services de gestion	133,853,971	6,917,771	...	102,514,727
...	421,172,551	...	...	...	(11,541,912)	409,630,639	**Total du programme**	402,712,868	6,917,771	...	345,350,993
...	421,172,551	...	...	...	(11,541,912)	409,630,639	Total du ministère	402,712,868	6,917,771	...	345,350,993

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des services de défense			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Forces maritimes			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	13,000,000	12,698,724	12,516,103
Matériel et services fournis à d'autres ministères	343,000	413,814	341,635
Services médicaux et dentaires	42,000	43,982	43,813
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	310,000	309,430	321,765
Autres recouvrements	3,796,000	4,971,906	3,630,684
	17,491,000	18,437,856	16,854,000
Forces terrestres au Canada			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	27,690,000	28,164,171	27,759,142
Matériel et services fournis à d'autres ministères	24,604,000	31,441,659	25,957,449
Services médicaux et dentaires	29,000	34,047	33,916
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	655,000	620,728	645,472
Autres recouvrements	1,245,000	2,640,395	5,951,021
	54,223,000	62,901,000	60,347,000
Forces aériennes au Canada			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	50,761,000	47,581,877	46,897,601
Matériel et services fournis à d'autres ministères	16,782,000	19,338,425	15,965,320
Services médicaux et dentaires	1,278,000	1,222,430	1,217,736
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	3,170,000	3,031,450	3,152,290
Autres recouvrements	9,176,000	6,438,818	7,962,053
	81,167,000	77,613,000	75,195,000
Forces canadiennes en Europe			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	9,446,000	8,866,695	8,739,183
Services médicaux et dentaires	3,580,000	3,360,270	3,347,367
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	142,000	133,755	139,087
Autres recouvrements	2,009,000	1,885,280	1,639,363
	15,177,000	14,246,000	13,865,000
Services de communication			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	1,311,000	1,241,585	1,223,730
Matériel et services fournis à d'autres ministères	25,757,000	31,962,124	26,387,133
Services médicaux et dentaires	809,000	766,309	763,367
Autres recouvrements	8,315,000	297,982	3,052,770
	36,192,000	34,268,000	31,427,000
Soutien du personnel			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	20,086,000	16,620,584	16,381,563
Matériel et services fournis à d'autres ministères	109,000	152,388	125,808
Services médicaux et dentaires	11,040,000	10,028,677	9,990,169
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	87,000	71,983	74,852
Autres recouvrements	2,921,000	1,461,368	5,251,608
	34,243,000	28,335,000	31,824,000
Appui matériel			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	2,100,000	2,067,795	2,038,058
Matériel et services fournis à d'autres ministères	7,000	9,148	7,552
Services médicaux et dentaires	8,000	8,307	8,275
Autres recouvrements	170,000	342,750	505,115
	2,285,000	2,428,000	2,559,000
Direction des politiques et services de gestion			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	500,000	500,522	493,324
Matériel et services fournis à d'autres ministères	14,146,000	18,227,274	15,047,983
Services médicaux et dentaires	78,000	100,331	99,946
Personnel détaché	2,665,000	3,838,833	2,972,656
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	9,406,000	8,881,362	9,235,393
Autres recouvrements	13,380,000	20,219,045	10,546,930
	40,175,000	51,767,367	38,396,232
Total du programme—Budgétaire	**280,953,000**	**289,996,223**	**270,467,232**
Total du ministère—Budgétaire	**280,953,000**	**289,996,223**	**270,467,232**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des services de défense		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Projets d'habitations des forces canadiennes	596,603	1,971,775
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	370,206	269,765
	966,809	2,241,540
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursements reçus après vérification comptable ou ajustement de contrats et remboursements des paiements anticipés sur les contrats	27,346,667	11,010,662
Autres recettes non fiscales—		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie	3,888,608	24,725,439
Vente de biens non excédentaires	106,788	...
	3,995,396	24,725,439
Total du département	**32,308,872**	**37,977,641**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	**966,809**	**2,241,540**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**27,346,667**	**11,010,662**
Autres recettes non fiscales	**3,995,396**	**24,725,439**
Total du ministère	**32,308,872**	**37,977,641**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1985-86

Emploi et Immigration

Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada
Commission d'appel de l'immigration

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	12.2
Sommaire du ministère	12.4
Programmes par activité	12.7
Paiements de transfert	12.12
Détail des montants portés au crédit	12.15
Recettes	12.16

Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

Programme des services généraux et spéciaux

Objectif

Veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et des programmes et fournir un appui sur les plans stratégique, opérationnel et administratif afin de permettre à Emploi et Immigration Canada de remplir sa mission et d'autres fonctions qui lui sont attribuées.

Description des activités

Gestion et administration centrales du ministère
Comprend le cabinet du Ministre et les bureaux du sous-ministre et du sous-ministre associé, ainsi que politique stratégique et planification, et les affaires publiques.

Gestion et administration de la Commission
Comprend les bureaux des commissaires (employeurs et travailleurs) et des directeurs exécutifs et généraux des régions, ainsi que le Secrétariat exécutif et un certain nombre de services de soutien dont les Finances et l'Administration, les Services du personnel et le Bureau de la vérification interne.

Systèmes et procédures
Comprend la conception et l'administration des politiques, les plans et programmes ayant trait aux systèmes et installations de traitement électronique des données, ainsi que des systèmes manuels et de bureau s'y rapportant. Comprend aussi l'analyse de la gestion et la gestion des formules.

Administration des rentes sur l'État
Ce service spécial s'occupe de l'administration des marchés conclus avec des particuliers et des groupes en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État.

Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale
Ce service s'occupe de l'attribution et du contrôle des numéros d'assurance sociale pour le compte de certains programmes particuliers de l'État.

Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration
A trait au rôle consultatif du Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration.

Programme d'emploi et d'assurance

Objectif

Favoriser la réalisation des objectifs économiques et sociaux du Canada en rendant toutes les ressources humaines pleinement productives tout en appuyant les initiatives personnelles de ceux qui désirent satisfaire leurs besoins économiques et, plus généralement, s'épanouir par le travail.

Description des activités

Formation professionnelle
Achat de services de formation et de formation dans l'industrie, gestion de la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles et administration de prestations de soutien du revenu versées sous forme d'allocations de formation et de prestations en vertu de l'article 39 de la Loi sur l'assurance-chômage.

Création directe d'emplois
Gestion et soutien à l'égard d'activités liées à la création directe d'emplois, y compris Canada au travail, Croissance locale de l'emploi, Compagnie de travailleurs, Accès-carrière et autres programmes spéciaux de création d'emplois.

Service national de placement
Contribution à l'élaboration et à l'application des politiques et des programmes nécessaires au bon fonctionnement du marché du travail canadien, conformément aux buts économiques et sociaux du pays, de façon à favoriser: la constitution d'un bassin de main-d'œuvre qui réponde aux besoins nationaux; une économie en mesure de s'accroître et de s'adapter sans imposer indûment un fardeau aux particuliers, aux groupes et aux régions; et l'égalité des chances d'accès à l'emploi.

Gestion du programme
Gestion et élaboration des politiques, stratégies et programmes nationaux relatifs aux prestations, au contrôle et aux services d'emploi qui influent sur les programmes d'emploi et d'assurance.

Services des prestations d'assurance
Traitement des demandes, détermination de l'admissibilité aux prestations et paiement des prestations en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage et paiements aux fins de la perception des recettes provenant des cotisations.

Contribution de l'État au Compte d'assurance-chômage
Contribution statutaire de l'État conformément aux dispositions de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage.

Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs
Contribution nette statutaire de l'État conformément aux dispositions de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage.

Programme d'immigration

Objectif

Régler l'admission des immigrants et des visiteurs en fonction des intérêts économiques, sociaux et culturels du Canada.

Description des activités

Recrutement et sélection
Gestion du mouvement global et détermination de la taille des mouvements d'immigrants et de visiteurs au Canada; analyse, planification et élaboration de la politique et des programmes à l'appui de la gestion du Programme d'immigration; approbation des demandes de parrainage présentées au Canada et de certains genres d'emplois réservés; octroi du droit d'établissement à des immigrants se trouvant au Canada et règlement des formalités relatives au statut des étudiants et des travailleurs.

Exécution de la loi et arbitrage
Gestion et soutien d'activités en vue de la protection des Canadiens contre les non-Canadiens indésirables et, plus précisément, application des dispositions de la Loi et du Règlement sur l'immigration qui ont trait à l'examen, à l'arrestation, à la détention, aux enquêtes et aux poursuites, y compris les contacts avec d'autres forces de l'ordre; examen de toutes les personnes qui veulent entrer au Canada; enquêtes sur les violations en matière d'immigration; tenue des enquêtes, arbitrage des cas; études des appels de l'immigration et formalités d'expulsion des indésirables.

Établissement
Gestion et soutien d'activités visant à faciliter l'adaptation des immigrants à la vie sociale, économique et culturelle du Canada, grâce aux services offerts par les autorités fédérales, provinciales ou municipales, ou par des organismes bénévoles.

Comité consultatif du statut de réfugié
Conseils donnés au Ministre à l'égard de tout cas de revendication du statut de réfugié au sens de la Convention (paragraphe 48(1) de la Loi de 1976 sur l'immigration).

Gestion du programme
Services de planification, de direction, de contrôle, de coordination et de personnel spécialisé offerts aux fins de l'exploitation, afin d'assurer un travail aussi efficace que possible pour atteindre les objectifs du programme.

Commission d'appel de l'immigration

Objectif

Mettre à la disposition des personnes qui sont sous le coup d'une ordonnance de renvoi du Canada, ou des personnes domiciliées au Canada et dont les parents se sont vu refuser l'admission au pays, un organisme indépendant auprès duquel lesdites personnes peuvent en appeler de telles décisions, en invoquant des motifs non seulement juridiques mais discrétionnaires; et aussi entendre les demandes de réexamen des revendications du statut de réfugié.

Description de l'activité

La Loi sur l'immigration de 1976 accorde à la Commission, qui est une cour d'archives, des pouvoirs discrétionnaires étendus afin de permettre l'admission temporaire ou permanente de personnes, nonobstant les dispositions contraires de la Loi sur l'immigration.

Commission d'appel de l'immigration
Fonctionnement d'une commission d'appel de l'immigration, comme l'autorise la Loi sur l'immigration de 1976, et, en particulier, formalités juridiques et administratives que comportent: les appels interjetés par des particuliers contre un renvoi; les demandes de mise en liberté; les demandes de réexamen des revendications du statut de réfugié; et les refus d'admission à l'endroit de parents parrainés en vertu de la Loi ou du Règlement sur l'immigration.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada				
						Programme des services généraux et spéciaux[2]				
...	5,749,600	...	...	5,749,600	1	**Dépenses du programme**				
...	...	165,000	...	165,000	1a	**Dépenses du programme**				
...	...	1	...	1	1c	**Virement de $1,505,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration)**				
...	...	...	1,505,999	1,505,999		**Virement du: crédit 15**				
...	...	...	2,431	2,431		**CT, crédit 10[1]**				
...	5,749,600	165,001	1,508,430	7,423,031		**Total—Crédit 1**	6,032,188	1,390,843	...	5,608,940
...	20,904,000	...	...	20,904,000	5	**Dépenses du programme**				
...	...	1,086,000	...	1,086,000	5a	**Dépenses du programme**				
...	...	2,203,000	...	2,203,000	5b	**Dépenses du programme**				
...	...	1	...	1	5c	**Virement de $6,170,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration)**				
...	...	...	6,170,999	6,170,999		**Virement du: crédit 15**				
...	...	...	2,207,765	2,207,765		**CT, crédit 5[1]**				
...	...	...	104,188	104,188		**CT, crédit 10[1]**				
...	20,904,000	3,289,001	8,482,952	32,675,953		**Total—Crédit 5**	26,330,977	6,344,976	...	31,147,332
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	**Ministre d'Emploi et Immigration—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	41,683
...	35,000	...	1,327	36,327	(S)	**Prestations de retraite supplémentaires—Pensions des agents des rentes sur l'État**	36,327	...	...	36,029
...	15,789,000	...	1,622,000	17,411,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	17,411,000	...	...	16,043,000
...	42,520,000	3,454,002	11,611,839	57,585,841		**Total du programme—Budgétaire**	49,850,022	7,735,819	...	52,876,984
						Programme d'emploi et d'assurance				
...	525,131,000	...	...	525,131,000	10	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	31,412,000	...	31,412,000	10a	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	49,254,000	...	49,254,000	10b	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	1	...	1	10c	**Virement de $809,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration)**				
...	...	...	809,999	809,999		**Virement du: crédit 15**				
...	...	...	447,391	447,391		**CT, crédit 10[1]**				
...	525,131,000	80,666,001	1,257,390	607,054,391		**Total—Crédit 10**	584,422,415	22,631,976	...	586,925,385
...	663,955,000	...	...	663,955,000	15	**Subventions et contributions**				
...	...	177,037,000	...	177,037,000	15a	**Subventions et contributions**				

...	...	469,841,000	...	469,841,000	15b	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	15c	Subventions et contributions				
...	...	...	4,847,211	4,847,211		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(1,505,999)	(1,505,999)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(6,170,999)	(6,170,999)		crédit 5				
...	...	...	(809,999)	(809,999)		crédit 10				
...	...	...	(2,657,999)	(2,657,999)		crédit 20				
...	...	...	(7,099,999)	(7,099,999)		crédit 25				
...	663,955,000	646,878,001	(13,397,784)	1,297,435,217		Total—Crédit 15	938,633,773	358,801,444	...	1,199,599,502
...	2,422,200,000	316,000,000	5,617,925	2,743,817,925	(S)	Contribution de l'État au Compte d'assurance-chômage (Loi de 1971 sur l'assurance-chômage)	2,743,817,925	...	...	2,787,649,210
...	194,000,000	(14,000,000)	(3,645,239)	176,354,761	(S)	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs (Loi de 1971 sur l'assurance-chômage)	176,354,761	...	...	158,753,647
...	71,824,000	...	7,362,000	79,186,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79,186,000	...	...	76,376,000
...	...	...	653	653	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	653	...	...	1,200
...	**3,877,110,000**	**1,029,544,002**	**(2,805,055)**	**4,903,848,947**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,522,415,527**	**381,433,420**	**...**	**4,809,304,944**
						Programme d'immigration				
...	82,079,000	...	...	82,079,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	4,425,000	...	4,425,000	20b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $2,657,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	2,657,999	2,657,999		Virement du: crédit 15				
...	...	...	771,542	771,542		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	274,232	274,232		CT, crédit 10[1]				
...	82,079,000	4,425,001	3,703,773	90,207,774		Total—Crédit 20	87,777,774	2,430,000	...	84,238,054
...	33,863,000	...	...	33,863,000	25	Contributions				
...	...	500,000	...	500,000	25b	Contributions				
...	...	1	...	1	25c	Virement de $7,099,999 du crédit 15 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	7,099,999	7,099,999		Virement du crédit 15				
...	33,863,000	500,001	7,099,999	41,463,000		Total—Crédit 25	40,604,194	858,806	...	33,377,091
...	9,629,000	...	989,000	10,618,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,618,000	...	...	9,982,000
...	...	...	66,456	66,456	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	66,456	...	...	14,040
...	125,571,000	4,925,002	11,859,228	142,355,230		Total budgétaire	139,066,424	3,288,806	...	127,611,185
5,174,329	...	...	...	5,174,329	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'immigration, article 121. Limite $60,000,000. (Net)	2,811,432	...	2,362,897	6,293,006
...	**125,571,000**	**4,925,002**	**11,859,228**	**142,355,230**		**Total du programme—Budgétaire**	**139,066,424**	**3,288,806**	**—**	**127,611,185**
5,174,329	**—**	**—**	**—**	**5,174,329**		**Non budgétaire**	**2,811,432**	**—**	**2,362,897**	**6,293,006**
...	**4,045,201,000**	**1,057,923,006**	**20,666,012**	**5,103,790,018**		**Total du département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Budgétaire**	**4,711,331,973**	**392,458,045**	**—**	**4,989,793,113**
5,174,329	**—**	**—**	**—**	**5,174,329**		**Non budgétaire**	**2,811,432**	**—**	**2,362,897**	**6,293,006**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission d'appel de l'immigration				
...	4,039,000	...	...	4,039,000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	57,000	57,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	4,039,000	...	57,000	4,096,000		Total—Crédit 30	4,078,003	17,997	...	4,084,277
...	458,000	...	47,000	505,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	505,000	...	...	484,000
...	**4,497,000**	...	**104,000**	**4,601,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,583,003**	**17,997**	...	**4,568,277**
...	**4,049,698,000**	**1,037,923,006**	**20,770,012**	**5,108,391,018**		**Total du ministère—Budgétaire**	**4,715,914,976**	**392,476,042**	...	**4,994,361,390**
5,174,329	...	...	...	**5,174,329**		**Non budgétaire**	**2,811,432**	...	**2,362,897**	**6,293,006**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Comprend l'ancien Programme de l'administration du ministère ainsi que de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et l'ancien Programme des rentes sur l'État de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

	Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Redressements et virements — Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada												
Programme des services généraux et spéciaux[1]												
Fonctionnement												
Gestion et administration centrales du ministère	...	22,662,000	165,001	2,431	1,288,159	176,130	(14,706,000)	9,587,721	8,255,999	1,331,722	...	7,733,943
Gestion et administration de la Commission	...	229,894,000	3,257,001	2,939,653	2,117,687	1,189,000	(206,637,000)	32,760,341	31,092,682	1,667,659	...	...
Systèmes et procédures	...	23,650,000	...	982,100	1,222,000	222,000	(19,608,000)	6,468,100	4,323,651	2,144,449	...	...
Administration des rentes sur l'État	...	3,407,000	...	57,800	...	31,327	...	3,496,127	2,768,318	727,809	...	3,049,632
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	...	4,425,000	...	...	...	...	(4,425,000)	...	...	...	...	...
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	...	592,000	...	86,400	...	2,000	(468,000)	212,400	181,798	30,602	...	...
Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	31,675,609
Recettes à valoir sur le crédit:												
Gestion et administration centrales du ministère	...	(14,706,000)	...	...	...	...	14,706,000	...	...	...	...	...
Gestion et administration de la Commission	...	(205,517,000)	...	(1,120,000)	...	...	206,637,000	...	...	...	...	...
Systèmes et procédures	...	(18,974,000)	...	(634,000)	...	...	19,608,000	...	...	...	...	...
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	...	(4,425,000)	...	...	...	...	4,425,000	...	...	...	...	...
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	...	(468,000)	...	...	...	...	468,000	...	...	...	...	...
Total—Fonctionnement	...	40,540,000	3,422,002	2,314,384	4,627,846	1,620,457	...	52,524,689	46,622,448	5,902,241	...	42,459,184
Capital												
Gestion et administration centrales du ministère	...	79,000	...	...	217,840	...	...	296,840	237,719	59,121	...	224,680
Gestion et administration de la Commission	...	1,521,000	32,000	...	1,468,312	...	...	3,021,312	1,461,716	1,559,596	...	...
Systèmes et procédures	...	368,000	...	...	1,363,000	...	...	1,731,000	1,528,139	202,861	...	...
Administration des rentes sur l'État	...	11,000	...	...	...	...	...	11,000	...	11,000	...	57,878
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	...	91,000	...	...	...	...	(91,000)	...	...	...	...	...

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	...	1,000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	10,135,242
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(91,000)	...	...	...	...	91,000	...	Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	...	...	...	...
...	1,980,000	32,000	...	3,049,152	...	...	5,061,152	Total—Capital	3,227,574	1,833,578	...	10,417,800
								Sommaire du programme				
...	8,035,000	165,001	2,431	1,505,999	176,130	...	9,884,561	Gestion et administration centrales du ministère	8,493,718	1,390,843	...	7,958,623
...	25,898,000	3,289,001	1,819,653	3,585,999	1,189,000	...	35,781,653	Gestion et administration de la Commission	32,554,398	3,227,255	...	...
...	5,044,000	...	348,100	2,585,000	222,000	...	8,199,100	Systèmes et procédures	5,851,790	2,347,310	...	...
...	3,418,000	...	57,800	...	31,327	...	3,507,127	Administration des rentes sur l'État	2,768,318	738,809	...	3,107,510
...	125,000	...	86,400	...	2,000	...	213,400	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	181,798	31,602	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	41,810,851
...	42,520,000	3,454,002	2,314,384	7,676,998	1,620,457	...	57,585,841	**Total du programme—Budgétaire**	49,850,022	7,735,819	...	52,876,984
								Programme d'emploi et d'assurance				
								Fonctionnement				
...	...	...	...	670,724,500	5,588,653	(14,210,000)	662,103,153	Stratégie de planification de l'emploi	644,092,817	18,010,336	...	645,467,156
...	552,541,000	11,410,000	...	(563,951,000)	...	...	...	Formation professionnelle	...	...	...	...
...	44,409,000	67,033,000	250,000	(111,692,000)	...	...	...	Création directe d'emplois	...	...	...	...
...	209,011,000	1,150,000	17,100,000	...	...	(226,111,000)	1,150,000	Service national de placement	344,000	806,000	...	...
...	135,631,000	1	197,391	5,694,499	1,774,000	(122,220,000)	21,076,891	Gestion du programme	18,067,135	3,009,756	...	14,942,160
...	310,148,000	...	58,026,000	...	...	(367,927,000)	247,000	Services des prestations d'assurance	247,000	...	...	247,000
...	2,422,200,000	316,000,000	...	...	5,617,925	...	2,743,817,925	Contribution de l'État au Compte d'assurance-chômage	2,743,817,925	...	...	2,787,649,210
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	...	...	...	(14,210,000)	...	14,210,000	...	Stratégie de planification de l'emploi	...	...	...	...
...	(14,210,000)	...	...	14,210,000	...	...	...	Formation professionnelle	...	...	...	...
...	(209,011,000)	...	(17,100,000)	...	...	226,111,000	...	Service national de placement	...	...	...	...
...	(121,973,000)	...	...	(247,000)	...	122,220,000	...	Gestion du programme	...	...	...	...

...	(310,148,000)	...	(58,026,000)	247,000	...	367,927,000	...	Services des prestations d'assurance	...	...	...	...
...	3,018,598,000	395,593,001	447,391	775,999	12,980,578	...	3,428,394,969	Total—Fonctionnement	3,406,568,877	21,826,092	...	3,448,305,526
								Capital				
...	...	...	...	1,268,000	...	...	1,268,000	Stratégie de planification de l'emploi	318,892	949,108	...	764,585
...	87,000	...	...	(87,000)	...	...	...	Formation professionnelle	...	...	...	...
...	108,000	1,073,000	...	(1,181,000)	...	...	...	Création directe d'emplois	...	...	...	...
...	220,000	...	...	...	...	(220,000)	...	Service national de placement	...	...	...	...
...	362,000	...	...	34,000	...	...	396,000	Gestion du programme	539,224	(143,224)	...	1,881,684
...	4,142,000	...	6,341,000	...	...	(10,483,000)	...	Services des prestations d'assurance	...	...	...	...
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(220,000)	...	...	...	...	220,000	...	Service national de placement	...	...	...	...
...	(4,142,000)	...	(6,341,000)	...	...	10,483,000	...	Services des prestations d'assurance	...	...	...	...
...	557,000	1,073,000	...	34,000	...	...	1,664,000	Total—Capital	858,116	805,884	...	2,646,269
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	1,598,110,217	15,000,000	...	1,613,110,217	Stratégie de planification de l'emploi	1,251,[illegible]46,626	361,363,591	...	1,170,836,544
...	527,693,000	8,590,000	...	(536,283,000)	...	...	...	Formation professionnelle	...	...	...	...
...	442,154,000	637,693,001	4,847,211	(1,084,694,212)	...	...	...	Création directe d'emplois	...	...	...	...
...	64,108,000	595,000	...	4,622,000	(11,000,000)	...	58,325,000	Service national de placement	49,817,147	8,507,853	...	28,762,959
...	194,000,000	(14,000,000)	...	...	(3,645,239)	...	176,354,761	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	176,354,761	...	...	158,753,646
								Prestations payées en vertu des articles suivants de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage:				
...	(275,000,000)	...	...	275,000,000	...	...	...	L'article 39 relatif à l'activité de la formation professionnelle	...	...	...	...
...	(60,000,000)	...	...	60,000,000	...	...	...	L'article 38 relatif à l'activité de la création directe d'emplois	...	...	...	...
...	...	...	...	(335,000,000)	(15,000,000)	...	(350,000,000)	Les articles 38 et 39 relatifs à l'activité de la stratégie de planification de l'emploi	(343,386,000)	(6,614,000)	...	...
...	(35,000,000)	...	...	...	11,000,000	...	(24,000,000)	L'article 37 relatif à l'activité du service national de placement	(19,544,000)	(4,456,000)	...	...
...	857,955,000	632,878,001	4,847,211	(18,244,995)	(3,645,239)	...	1,473,789,978	Total—Paiements de transfert	1,114,988,534	358,801,444	...	1,358,353,149
								Sommaire du programme				
...	...	...	...	1,920,892,717	5,588,653	...	1,926,481,370	Stratégie de planification de l'emploi	1,552,772,335	373,709,035	...	1,817,068,285
...	791,111,000	20,000,000	...	(811,111,000)	...	...	...	Formation professionnelle	...	...	...	...
...	426,671,000	705,799,001	5,097,211	(1,137,567,212)	...	...	...	Création directe d'emplois	...	...	...	...
...	29,108,000	1,745,000	...	4,622,000	...	...	35,475,000	Service national de placement	30,617,147	4,857,853	...	28,762,959
...	14,020,000	1	197,391	5,481,499	1,774,000	...	21,472,891	Gestion du programme	18,606,359	2,866,532	...	16,823,844
...	...	...	...	247,000	...	...	247,000	Services des prestations d'assurance	247,000	...	...	247,000

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	2,422,200,000	316,000,000	...	...	5,617,925	...	2,743,817,925	Contribution de l'État au Compte d'assurance-chômage	2,743,817,925	...	...	2,787,649,210
...	194,000,000	(14,000,000)	...	...	(3,645,239)	...	176,354,761	Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	176,354,761	...	...	158,753,646
...	3,877,110,000	1,029,544,002	5,294,602	(17,434,996)	9,335,339	...	4,903,848,947	**Total du programme—Budgétaire**	4,522,415,527	381,433,420	...	4,889,304,944
								Programme d'immigration				
								Fonctionnement				
...	19,373,000	...	356,042	...	329,000	...	20,058,042	Recrutement et sélection	20,213,502	(155,460)	...	19,458,919
...	42,566,000	2,433,000	381,700	1,425,000	431,000	...	47,236,700	Exécution de la loi et arbitrage	46,941,395	295,305	...	47,229,839
...	3,308,000	...	...	...	108,456	...	3,416,456	Établissement	2,500,382	916,074	...	2,424,458
...	1,653,000	...	33,800	268,320	22,000	...	1,977,120	Comité consultatif du statut de réfugié	1,978,935	(1,815)	...	1,867,145
...	24,405,000	737,001	274,232	973,999	165,000	...	26,555,232	Gestion du programme	24,683,547	1,871,685	...	22,454,847
...	91,305,000	3,170,001	1,045,774	2,667,319	1,055,456	...	99,243,550	Total—Fonctionnement	96,317,761	2,925,789	...	93,435,208
								Capital				
...	22,000	...	...	...	...	...	22,000	Recrutement et sélection	7,403	14,597	...	9,784
...	48,000	...	...	...	...	...	48,000	Exécution de la loi et arbitrage	47,245	755	...	104,067
...	13,000	...	...	...	...	...	13,000	Établissement	7,821	5,179	...	...
...	35,000	...	...	(9,320)	...	...	25,680	Comité consultatif du statut de réfugié	3,255	22,425	...	...
...	285,000	1,255,000	...	...	...	...	1,540,000	Gestion du programme	2,078,745	(538,745)	...	685,035
...	403,000	1,255,000	...	(9,320)	...	...	1,648,680	Total—Capital	2,144,469	(495,789)	...	798,886
								Paiements de transfert				
...	33,863,000	500,001	...	7,099,999	...	...	41,463,000	Établissement	40,604,194	858,806	...	33,377,091
								Non budgétaire				
5,174,329	...	...	...	...	...	...	5,174,329	Établissement	2,811,432	...	2,362,897	6,293,006
								Sommaire du programme				
...	19,395,000	...	356,042	...	329,000	...	20,080,042	**Recrutement et sélection**	20,220,905	(140,863)	...	19,468,703
...	42,614,000	2,433,000	381,700	1,425,000	431,000	...	47,284,700	**Exécution de la loi et arbitrage**	46,988,640	296,060	...	47,333,906
...	37,184,000	500,001	...	7,099,999	108,456	...	44,892,456	**Établissement—Budgétaire**	43,112,397	1,780,059	...	35,801,549
5,174,329	...	...	...	...	...	...	5,174,329	**Non budgétaire**	2,811,432	...	2,362,897	6,293,006
...	1,688,000	...	33,800	259,000	22,000	...	2,002,800	**Comité consultatif du statut de réfugié**	1,982,190	20,610	...	1,867,145
...	24,690,000	1,992,001	274,232	973,999	165,000	...	28,095,232	**Gestion du programme**	26,762,292	1,332,940	...	23,139,882

— 5,174,329	125,571,000 —	4,925,002 —	1,045,774 —	9,757,998 ...	1,055,456 —	... ...	142,355,230 5,174,329	**Total du programme—** **Budgétaire** **Non budgétaire**	139,066,424 2,811,432	3,288,806 —	— 2,362,897	127,611,185 6,293,006
... 5,174,329	4,045,201,000 —	1,037,923,006 ...	8,654,760 —	— ...	12,011,252 —	... ...	5,103,790,018 5,174,329	**Total du département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Budgétaire** **Non budgétaire**	4,711,331,973 2,811,432	392,458,045 ...	— 2,362,897	4,989,793,113 6,293,006
								Commission d'appel de l'immigration				
								Fonctionnement				
...	4,487,000	...	57,000	...	47,000	...	4,591,000	Commission d'appel de l'immigration	4,561,701	29,299	...	4,270,691
								Capital				
...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	Commission d'appel de l'immigration	21,302	(11,302)	...	297,586
...	**4,497,000**	...	**57,000**	...	**47,000**	...	**4,601,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,583,003**	**17,997**	...	**4,568,277**
... 5,174,329	**4,049,698,000** ...	**1,037,923,006** ...	**8,711,760** ...	... ...	**12,058,252** ...	... ...	**5,108,391,018** **5,174,329**	**Total du ministère—** **Budgétaire** **Non budgétaire**	**4,715,914,976** **2,811,432**	**392,476,042** ...	... **2,362,897**	**4,994,361,390** **6,293,006**

(1) Comprend l'ancien Programme de l'administration du ministère ainsi que de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et l'ancien Programme des rentes sur l'État de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada				
							Programme d'emploi et d'assurance				
							Subventions				
							Stratégie de planification de l'emploi				
...	14,300,000	1	...	2,492,999	...	16,793,000	**Croissance locale de l'emploi**	14,038,144	2,754,856	...	6,090,545
...	4,000,000	33,100,000	...	...	...	37,100,000	**Création d'emplois**	29,486,780	7,613,220	...	117,129,737
...	18,300,000	33,100,001	...	2,492,999	...	53,893,000		43,524,924	10,368,076	...	123,220,282
							Service national de placement				
...	175,000	...	...	...	...	175,000	**Frontier College of Canada**	175,000	...	...	175,000
...	990,000	...	...	...	...	990,000	**Organismes bénévoles**	948,090	41,910	...	787,616
...	2,012,000	545,000	...	...	...	2,557,000	**Subvention au Centre canadien du marché du travail et de la productivité**	2,053,900	503,100	...	1,635,000
...	...	50,000	...	...	...	50,000	**Subvention à TV Ontario**	50,000	...	...	...
...	3,177,000	595,000	...	...	...	3,772,000		3,226,990	545,010	...	2,597,616
...	21,477,000	33,695,001	...	2,492,999	...	57,665,000	Total—Subventions	46,751,914	10,913,086	...	125,817,898
							Contributions				
							Formation professionnelle—Stratégie de planification de l'emploi				
...	148,305,000	...	...	(148,305,000)	...	...	**Paiements aux employeurs et autres personnes en vertu d'accords de formation industrielle conclus par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada avec de tels organismes en vertu de la Loi nationale sur la formation**	...	...	...	...
...	86,000,000	8,590,000	...	(94,590,000)	...	...	**Paiements d'allocations de formation aux personnes qui suivent des cours de formation professionnelle en vertu de la Loi nationale sur la formation**	...	...	...	...
...	7,573,000	...	...	(7,573,000)	...	...	**Paiements aux provinces et organismes sans but lucratif qui donnent des cours en vertu des accords de la Caisse d'accroissement des compétences professionnelles conclus par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada avec de tels organismes en vertu de la Loi nationale sur la formation**	...	...	...	...

...	10,815,000	...	...	(10,815,000)	...	...	Paiements à des particuliers en vertu de l'article 8 (voyage des stagiaires) du Règlement sur la mobilité de la main-d'œuvre	...	...	...	...
...	252,693,000	8,590,000	...	(261,283,000)	...	...		...	...	...	...
							Création directe d'emplois—Stratégie de planification de l'emploi				
							Paiements aux municipalités et autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité:				
...	182,648,000	...	...	(182,648,000)	...	...	Canada au travail	...	...	...	...
...	78,509,000	...	...	(78,509,000)	...	...	Croissance locale de l'emploi	...	...	...	...
...	75,385,000	...	...	(75,385,000)	...	...	Accès-carrière	...	...	...	...
...	27,312,000	...	...	(27,312,000)	...	...	Compagnie de travailleurs	...	...	...	...
...	...	2,600,000	...	(2,600,000)	...	...	Création d'emplois	...	...	...	...
...	...	143,137,000	4,847,211	(147,984,211)	...	...	Défi 85	...	...	...	...
...	363,854,000	145,737,000	4,847,211	(514,438,211)	...	...		...	...	...	...
...	...	458,856,000	...	750,361,217	...	1,209,217,217	Stratégie de planification de l'emploi	864,835,702	344,381,515	...	1,047,616,262
							Service national de placement				
							Paiements aux provinces, aux sociétés de transport et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre d'Emploi et Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des services de main-d'oeuvre agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'œuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs:				
...	1,012,000	...	...	(21,000)	...	991,000	Accords fédéraux-provinciaux sur la main-d'œuvre agricole	892,800	98,200	...	614,848
...	5,994,000	...	...	...	...	5,994,000	Services de main-d'œuvre agricole	5,617,256	376,744	...	5,951,683
...	4,750,000	...	...	5,552,000	...	10,302,000	Paiements aux provinces, aux employeurs et aux travailleurs à l'égard des primes d'encouragement à la mobilité de la main-d'œuvre et aux études de main-d'œuvre, en conformité avec le règlement approuvé par le gouverneur en conseil	9,476,687	825,313	...	5,731,950
...	10,989,000	...	...	157,000	...	11,146,000	Paiements, conformément au règlement approuvé par le gouverneur en conseil, aux personnes ou à l'égard des personnes qui sont déplacées d'un endroit à un autre au Canada dans le cadre du programme de mobilité de la main-d'œuvre	9,489,479	1,656,521	...	12,758,770

Paiements de transfert—*Fin*

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Paiements à des organisations ou à des particuliers à titre de soutien d'activités complémentaires à la politique du marché du travail:											
Commissions de planification des ressources humaines	...	250,000	...	...	...	...	250,000	145,944	104,056	...	146,875
Amélioration de la gestion des entreprises	...	585,000	...	...	190,000	...	775,000	618,252	156,748	...	103,100
Options nord	...	945,000	...	...	150,000	...	1,095,000	805,739	289,261	...	183,682
Programme d'alternance travail-études	...	1,406,000	...	...	(1,406,000)	...	...	...	...	...	...
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	674,435
	...	25,931,000	...	...	4,622,000	...	30,553,000	27,046,157	3,506,843	...	26,165,343
Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs											
(S) Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	...	194,000,000	(14,000,000)	...	...	(3,645,239)	176,354,761	176,354,761	...	...	158,753,646
Total—Contributions	...	836,478,000	599,183,000	4,847,211	(20,737,994)	(3,645,239)	1,416,124,978	1,068,236,620	347,888,358	...	1,232,535,251
Sommaire du programme par activité											
Formation professionnelle—Stratégie de planification de l'emploi	...	252,693,000	8,590,000	...	(261,283,000)	...	...	...	...	...	...
Création directe d'emplois—Stratégie de planification de l'emploi	...	382,154,000	637,693,001	4,847,211	(1,024,694,212)	...	...	...	...	...	...
Stratégie de planification de l'emploi	...	...	...	...	1,263,110,217	...	1,263,110,217	908,360,626	354,749,591	...	1,170,836,544
Service national de placement	...	29,108,000	595,000	...	4,622,000	...	34,325,000	30,273,147	4,051,853	...	28,762,959
Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	...	194,000,000	(14,000,000)	...	...	(3,645,239)	176,354,761	176,354,761	...	...	158,753,646
Total du programme	...	857,955,000	632,878,001	4,847,211	(18,244,995)	(3,645,239)	1,473,789,978	1,114,988,534	358,801,444	...	1,358,353,149
Programme d'immigration											
Contributions											
Établissement											
Aide à l'adaptation	...	30,719,000	1	...	6,599,999	...	37,319,000	36,704,177	614,823	...	30,173,872
Établissement et adaptation des immigrants	...	3,144,000	500,000	...	...	...	3,644,000	3,580,452	63,548	...	3,203,219
Programme d'acceuil	...	...	...	...	500,000	...	500,000	319,565	180,435	...	...
Total du programme	...	33,863,000	500,001	...	7,099,999	...	41,463,000	40,604,194	858,806	...	33,377,091
Total du ministère	...	891,818,000	633,378,002	4,847,211	(11,144,996)	(3,645,239)	1,515,252,978	1,155,592,728	359,660,250	...	1,391,730,240

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Ministère/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada			
Programme des services généraux et spéciaux			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Gestion et administration centrales du ministère			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	14,706,000	14,202,000	13,876,000
Gestion et administration de la Commission			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	206,637,000	203,315,508	205,182,000
Systèmes et procédures			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	19,608,000	18,087,000	21,445,000
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	4,516,000	3,819,492	(1)
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	468,000	563,000	493,000
Total du programme—Budgétaire	**245,935,000**	239,987,000	**240,996,000**

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Programme d'emploi et d'assurance			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Stratégie de planification de l'emploi			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	14,210,000	8,965,000	6,389,000
Service national de placement			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	226,331,000	205,420,997	208,300,491
Gestion du programme			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	122,220,000	115,175,675	114,842,296
Services des prestations d'assurance			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	378,410,000	338,307,328	329,945,835
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	(2)	(2)	5,950,378
Total du programme—Budgétaire	**741,171,000**	667,869,000	**665,428,000**
Total du ministère—Budgétaire	**987,106,000**	907,856,000	**906,424,000**

(1) Les chiffres comparatifs de 1985 sont présentés sous le Programme d'emploi et d'assurance pour refléter la structure de l'exercice précédent.

(2) Les chiffres comparatifs de 1986 sont présentés sous le Programme des services généraux et spéciaux pour refléter la structure de l'exercice courant.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada		
Programme des services généraux et spéciaux		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitement—Paiements en trop	...	14,484
Divers	47,958	1,653,229
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,159,340	428,461
	1,207,298	2,096,174
Rémunérations de services—		
Services spéciaux	427	...
Autres recettes non fiscales—		
Divers	6,023,030	1,162,144
Total du programme	**7,230,755**	**3,258,318**
Programme d'emploi et d'assurance		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Bâtiments appartenant au ministère—Location	16,194	15,060
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de mauvaises créances	67,104	16,631
Traitement—Paiements en trop	19,321	20,353
Divers	657,659	9,341,049
Programme national de formation de l'industrie	18,483	82,123
Programme national de formation en établissement	1,047,011	655,541
Programme de la mobilité de la main-d'œuvre du Canada	30,050	38,284
Programme d'initiatives locales	8,253	7,500
Programme d'aide à la création locale d'emplois	249,404	364,013
Programme d'extension	109,411	328,728
Programme Canada au travail	1,928,917	1,386,264
Programme Jeunesse Canada au travail	76,731	33,583
Option formation des jeunes	6,091	...
Projets de services communautaires au Canada	15,304	25,392
Projets de développement communautaires au Canada	640,520	458,849
Programme d'aide locale au développement économique	37,799	38,908
Programme d'emploi pour les innovations technologiques	2,722	10,796
Programme d'emploi d'été pour les jeunes	14,411	23,540
Programme d'emploi communautaire	50,849	31,392
Achats—Programme national de formation	84	194,949
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,302,053	713,746
	7,282,177	13,771,641

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Accès à l'information	727	1,278
Services spéciaux	...	3,598
	727	4,876
Autres recettes non fiscales—		
Frais juridiques	1,083	100
Somme restituée au fisc par remords de conscience	110	3,637
Divers	46,797	32,608
Bâtiments appartenant à la Couronne	222,330	212,064
Amendes d'assurance-chômage	903,860	2,327,666
	1,174,180	2,576,075
Total du programme	**8,473,278**	**16,367,652**
Programme d'immigration		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	795,181	754,947
Autres comptes—		
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons	...	39
	795,181	754,986
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de mauvaises créances	...	4
Aide à l'adaptation recouvrable	6,277	5,638
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons	369	369
Aide à l'adaptation—Paiements en trop	4,022	8,735
Traitement—Paiements en trop	336	158
Dépenses d'expulsion	965	...
Divers	103,711	46,086
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	37,896	61,171
	153,576	122,161
Rémunérations de services—		
Frais d'application—		
Résidence permanente	524,153	...
Permis de travail	584,128	...
Permis de travail—Artistes de spectacle	33,528	...
Prorogation du statut de visiteur (Visa)	222,025	...
Modification/vérification au droit d'établissement	36,200	...

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Modification/vérification au droit d'établissement (famille)	3,475	...
Taux de change différentiel	1,258	...
Télégrammes et câblogrammes payés d'avance	7,528	6,055
Divers	53	...
	1,412,348	6,055
Autres recettes non fiscales—		
Frais juridiques	53	899
Amendes—Immigration	439,442	412,403
Confiscations	656,690	910,147
Dépenses d'expulsions	864,031	1,469,892
Divers	12,706	7,875
	1,972,922	2,801,216
Total du programme	4,334,027	3,684,418
Total du département	20,038,060	23,310,388
Commission d'appel de l'immigration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	428	1,820
Produits des ventes	20	...
Autres recettes non fiscales	3	...
Total du programme	451	1,820
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	811,375	770,046
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	8,643,479	15,991,796
Rémunérations de services	1,413,502	10,931
Produits des ventes	20	...
Autres recettes non fiscales	9,170,135	6,539,435
Total du ministère	20,038,511	23,312,208

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1985-86

Énergie, Mines et Ressources

Département
Commission de contrôle de l'énergie atomique
Énergie atomique du Canada, Limitée
Office national de l'énergie
Petro-Canada
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	13.2
Sommaire du ministère	13.8
Programmes par activité	13.13
Paiements de transfert	13.20
Détail des montants portés au crédit	13.28
Recettes	13.28

Département

Programme d'administration

Objectif

Offrir des services d'orientation en matière de gestion, de services de soutien dans les domaines financier, administratif, du traitement des données, des ressources humaines et des communications qui contribueront à la réalisation des objectifs du ministère et du gouvernement fédéral dans les domaines de l'énergie, des minéraux et des sciences de la Terre.

Description des activités

Orientation et coordination
Comprend le cabinet des ministres et les bureaux du sous-ministre et du sous-ministre associé, assurant l'orientation globale en matière de politique et de direction, y compris des fonctions telles que celles du secrétariat du ministère et la planification ministérielle, l'évaluation des programmes et la vérification interne.

Finances et administration
Comprend la Direction de la gestion financière, la Direction des services administratifs et le Centre d'informatique et fournit les systèmes et les services de soutien financiers, administratifs et informatiques utilisés dans le cadre des deux programmes opérationnels du ministère.

Gestion des ressources humaines
Les ressources humaines sont responsables des questions relatives aux ressources humaines de l'ensemble du ministère, y compris la planification des ressources humaines, la dotation en personnel, la formation et le perfectionnement, l'organisation et la classification, les relations de travail, la rémunération et les avantages sociaux, le programme des langues officielles et les programmes d'action positive.

Communications
Fournir un service complet de relations publiques aux ministres et aux programmes ministériels, afin d'informer le public dans les domaines de l'énergie, des minéraux et des sciences de la Terre, et afin de fournir des analyses de la couverture par les média et des opinions et attitudes du public à l'égard des politiques ministérielles, de même que des services de suivi et d'évaluation des activités d'information.

Programme de l'énergie

Objectif

Élaborer et appliquer des politiques, des stratégies et des programmes efficaces à l'égard de l'approvisionnement d'énergie et de l'utilisation optimale des ressources énergétiques, tout en tenant compte d'autres objectifs sociaux et économiques.

Description des activités

Politique énergétique
Analyser la stratégie énergétique afin de déterminer les coûts et les avantages économiques d'autres options de politique énergétique avant de formuler des recommandations concernant la politique; analyser les aspects financiers et fiscaux de la politique, notamment en ce qui a trait aux sociétés et aux projets en matière d'énergie; effectuer des études spéciales de tous les aspects de la politique énergétique applicables aux grands secteurs de l'économie énergétique; effectuer des études macro-économiques de l'économie par rapport à l'énergie; analyser la situation énergétique sur la scène internationale et assurer la liaison sur le plan multilatéral et bilatéral, ainsi que la coordination du programme.

Pétrole
L'évaluation des ressources et besoins canadiens en pétrole; les conditions de leur utilisation et de leur mise en valeur; les besoins en pétrole étranger pour satisfaire les besoins canadiens; l'adaptation des secteurs du raffinage, des produits pétrochimiques, du transport et de la commercialisation de l'industrie aux circonstances changeantes; la situation des marchés du pétrole et du gaz, au pays et à l'étranger, et l'analyse des facteurs qui touchent ces marchés. Ces études sont entreprises pour informer les planificateurs en énergie du gouvernement fédéral, les provinces productrices et consommatrices, l'industrie pétrolière et gazière et le public, et pour satisfaire leurs besoins. L'élaboration et

l'administration des initiatives visant à promouvoir la mise en valeur du pétrole et du gaz et l'expansion de leurs marchés ainsi que la mise en œuvre des ententes avec les gouvernements provinciaux en ce qui concerne la tarification du gaz et du pétrole. Ces activités comprennent la collecte de recettes au moyen de la redevance d'indemnisation pétrolière pour financer les paiements faits aux importateurs de pétrole et producteurs de nouveau pétrole brut classique et synthétique et le versement de subventions pour certains coûts de transport et d'échange liés à la livraison de pétrole brut canadien à l'est de Montréal; paiements d'appoint versés à la société Pipe Line Interprovincial Limitée lorsque les coûts définis dépassent les recettes de sa canalisation Sarnia-Montréal; le financement de projets de recherche, de développement et de démonstration relatifs aux huiles lourdes; redevances d'exportation de pétrole brut et de produits pétroliers; la gestion de l'offre de pétrole canadien; la tarification intérieure et la tarification à l'exportation de gaz naturel et l'expansion des réseaux de transport et de distribution de gaz.

Planification en cas d'urgence, y compris l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie
Préparation, mise à jour et mise à l'essai de plans d'éventualités pour des programmes de répartition et de rationnement obligatoires conformément à la Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie (1979) afin d'assurer une répartition équitable des approvisionnements en pétrole disponibles durant une crise nationale; élaboration et mise à jour de plans en vue de l'établissement et de l'exploitation d'une régie nationale d'urgence pour l'énergie tel que prescrit par l'arrêté sur la Planification en cas d'urgence (1981) afin de contrôler et de réglementer la production d'énergie, sa distribution et son utilisation en cas d'urgence; représentation canadienne au sein de l'OTAN et de l'AIE, organismes responsables de la planification d'éventualités ayant trait aux crises pétrolières; et élaboration de mesures susceptibles de retarder le recours à un programme de réglementation en cas de crise nationale. En cas de déclaration d'une crise nationale, l'activité devient la mise en œuvre et l'exécution d'un programme obligatoire de répartition, et, si nécessaire, d'un programme de rationnement, tel que prescrit par la Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie (1979).

Économies d'énergie et substituts du pétrole
L'analyse de la demande d'énergie dans les divers secteurs de l'activité économique, en vue de déterminer le potentiel d'économie d'énergie et de remplacement du pétrole; l'analyse de la provenance des substituts du pétrole et des énergies de rechange et de leur utilisation; l'analyse de la nécessité d'effectuer des recherches, de créer des produits, de hausser la capacité de l'industrie et d'accorder des encouragements financiers en vue de réaliser le potentiel susmentionné; et l'élaboration de politiques et de programmes destinés à encourager l'économie d'énergie, le remplacement du pétrole et le développement de substituts du pétrole et d'énergies de rechange, par la diffusion de renseignements, la prestation de conseils, de subventions et de contributions, l'exécution de recherches et de projets de démonstration et un apport aux règlements.

Recherche et développement énergétiques
Élaborer des politiques fédérales de recherche et de développement énergétiques pour soutenir les options stratégiques d'énergie au niveau national; recueillir des données sur la recherche, le développement et les activités de démonstration au sein des ministères et agences gouvernementales, des industries, des universités et au niveau international; fournir des conseils sur les allocations de ressources fédérales de recherche et de développement énergétiques; évaluer des programmes fédéraux de recherche et de développement énergétiques du point de vue technique; administrer des programmes de recherche et de développement énergétiques au moyen de contrats et d'ententes coopératives et procurer de l'information sur la recherche et le développement énergétiques au Canada.

Surveillance des sociétés d'énergie
Prélever, des sociétés qui présentent des rapports en vertu de la Loi sur la surveillance du secteur énergétique, des données sur les réserves, la production, les revenus, les coûts et la rentabilité, le financement et le réinvestissement, les transactions avec les sociétés étrangères, la recherche et le développement, les politiques en matière d'achat et la propriété et le contrôle; analyser les données et rédiger des rapports publics; effectuer une vérification sélective des dossiers de sociétés particulières afin d'éclaircir les informations fournies et d'assurer la présentation de rapports conformes aux exigences; surveiller les tendances en matière de propriété étrangère dans l'industrie et fournir des conseils et des données pour l'application de divers programmes de canadianisation et mener une étude périodique du rendement des sociétés pétrolières étrangères importantes.

Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières
Établir et tenir à jour des politiques, des systèmes, des procédures et des règlements pour l'administration de la Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens; recevoir, traiter et vérifier les demandes de certificat de taux de participation canadienne et d'état de contrôle; mettre au point des politiques, des systèmes, des procédures et des règlements liés aux coûts admissibles et à la prévention des fuites de données en ce qui concerne la Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier; recevoir, analyser et traiter les demandes de subventions présentées par des particuliers, des sociétés et des compagnies et émettre les paiements; tenir les dossiers des

demandes, des paiements versés et des prévisions financières; fournir les décisions, les interprétations, les approbations de puits et des conseils aux requérants éventuels de certificats de taux de participation canadienne et d'état de contrôle et de subventions; tenir des dossiers appropriés de toutes les activités.

Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada
Préparer des règlements et des lois; négocier, aliéner et gérer les droits sur le pétrole et le gaz; approuver des plans de développement et de production; superviser et réglementer les activités se rapportant au pétrole et au gaz; évaluer le potentiel pétrolier et gazier; négocier et surveiller les bénéfices du Canada; élaborer les conditions écologiques, incluant les plans d'urgence en cas de déversement accidentel de pétrole, en encourageant la recherche appliquée sur le pétrole et le gaz relativement au processus d'approbation; enfin, coordonner les efforts interministériels et intergouvernementaux concernant la cogestion des ressources.

Gestion et appui du programme
Direction supérieure des gestionnaires d'activité; services de personnel liés à la dotation, à la classification, à la rémunération et aux avantages sociaux; services financiers centraux, coordination de la gestion financière et budgétisation.

Étude de l'environnement
Subventionner les études environnementales et sociales nécessaires pour déterminer s'il convient d'autoriser des activités d'exploration pétrolière et gazière et d'aménagement dans les terres du Canada situées dans le Nord; c'est-à-dire incorporer au fonctionnement du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement la fonction de gestion du programme qui y est liée directement; et, en vertu du paragraphe 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, payer les dépenses raisonnables consécutives aux études sociales ou environnementales, si le Ministre les juge nécessaires; et, en vertu des paragraphes 49(4), (7) et (11) de ladite Loi, imposer aux propriétaires de droits un montant à verser selon les modalités prescrites par le Ministre.

Programme des minéraux et des sciences de la Terre

Objectif

Assurer la disponibilité, en temps opportun, de politiques, de stratégies et de programmes des minéraux conçus pour assurer la contribution maximale des secteurs des minéraux et des métaux à l'économie canadienne, et fournir en temps opportun des connaissances scientifiques, des données, des techniques et des conseils dans les domaines des sciences de la Terre et des minéraux et plus particulièrement dans le domaine des ressources minérales et énergétiques de la masse continentale canadienne et des régions situées au large des côtes.

Description des activités

Développement de l'industrie des minéraux
Élaborer des stratégies nationales de politique minérale et fournir des conseils au Ministre, au sous-ministre, à d'autres ministères fédéraux, à d'autres gouvernements et à l'industrie sur les produits minéraux, les marchés et l'économie des minéraux, y compris l'investissement, les finances, la fiscalité, les possibilités de développement économique et de création d'emplois qui découlent du secteur des minéraux; élaborer, négocier et administrer un programme d'ententes sur l'exploitation minérale conjointement avec les provinces; élaborer et mener des missions techniques et économiques axées sur des marchés étrangers des minéraux au profit de sociétés du secteur des minéraux et des métaux; servir de source principale de statistiques sur les minéraux canadiens pour les Comptes nationaux du Canada, et sur les minéraux mondiaux pour toutes les parties intéressées.

Application de la Loi sur les explosifs au Canada
Réglementer, partout au Canada, la fabrication, l'importation, l'entreposage, la vente, le transport routier et l'emploi des explosifs dans des projets fédéraux, en inspectant les usines, les dépôts et les véhicules de transport et en émettant les licences pertinentes; vérifier et autoriser les explosifs; fournir des conseils techniques aux autres organismes gouvernementaux (internationaux, fédéraux et provinciaux) et donner des cours sur la manutention des explosifs en toute sécurité.

Technologie des minéraux et de l'énergie
Mener des travaux de recherche et de développement technique en matière de technologie des minéraux et de l'énergie, notamment en ce qui concerne l'extraction de minerais et de minéraux et leur traitement, la métallurgie, l'utilisation des métaux et des matériaux, ainsi que la fourniture, la conversion et l'utilisation de pétrole lourd, de sables bitumineux, de charbon, d'uranium et d'autres combustibles, conjointement avec des secteurs choisis des économies d'énergie et du transport des combustibles énergétiques; promouvoir, coordonner et soutenir la R&D auprès de l'industrie, des universités et des centres de recherche dans les domaines des minéraux et de l'énergie; découvrir de nouvelles voies technologiques dans les domaines de l'exploitation minière, de la métallurgie et de l'énergie et faire connaître les développements de la technologie au secteur privé.

Télédétection
Procéder à l'élaboration et à la démonstration de systèmes, de méthodes et d'instruments pour l'acquisition, la distribution et l'analyse des données de télédétection, provenant d'avions et de satellites, à titre de contribution à l'élaboration de systèmes de gestion et d'information efficaces sur les ressources terrestres et océaniques et l'environnement du Canada.

Levés géologiques
La poursuite de la recherche et d'études géologiques, géophysiques et géochimiques; l'estimation des ressources en minéraux et en énergies non renouvelables; l'investigation des phénomènes géologiques affectant les travaux de génie civil et l'environnement; le développement des technologies, incluant la technologie géophysique; le développement de normes géoscientifiques nationales; l'encouragement des activités canadiennes en géoscience au Canada et ailleurs; la coopération avec les provinces; la prestation de conseils au gouvernement; et la production et la propagation de cartes et de rapports.

Physique du globe
Fournir des connaissances géophysiques fondamentales sur la structure, les processus dynamiques et les dangers de la masse continentale et des régions situées au large des côtes; exploiter des réseaux nationaux d'observatoires géophysiques et fournir des normes géophysiques.

Plateau continental polaire
Étudier les problèmes scientifiques propres à l'Arctique canadien et fournir un appui logistique coordonné aux groupes des secteurs public et privé qui mènent des études scientifiques dans l'Arctique; et procurer à la communauté scientifique et aux habitants de la région, des renseignements sur les travaux de nature scientifique effectués dans l'Arctique.

Levés et cartographie
Établir et entretenir un réseau national de repères planimétriques et altimétriques précis; rassembler et mettre à jour les renseignements topographiques et géographiques concernant la masse continentale canadienne; préparer, publier et diffuser des cartes topographiques, électorales et aéronautiques, des publications, des photographies aériennes, des répertoires géographiques ainsi que l'Atlas du Canada; diriger et réglementer l'arpentage des frontières et des propriétés des terres fédérales; et maintenir les frontières internationales.

Gestion et appui du programme
Gérer l'ensemble du programme, y compris les bureaux des sous-ministres adjoints (recherche et technologie, sciences de la Terre, minéraux); et fournir certains services administratifs et techniques communs.

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Objectif

Contrôler l'énergie nucléaire dans l'intérêt de la santé et de la sécurité, ainsi que de la sécurité nationale.

Description de l'activité

Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire
L'élaboration de la réglementation portant sur l'exploitation, le contrôle, la surveillance et l'autorisation de la production, de l'application et de l'utilisation de l'énergie nucléaire; la réglementation de l'extraction, de l'affinage, de la production, du traitement, de l'importation, de l'exportation, du transport, de la possession, du droit de propriété, de l'utilisation ou de la vente de substances prescrites; l'établissement des normes à respecter, l'évaluation des requérants de permis pour savoir s'ils sont capables de respecter ces normes et de les maintenir, et l'inspection pour s'assurer de la conformité; la conduite de travaux dirigés de recherche et de développement pour obtenir les renseignements essentiels à la bonne exécution des activités de délivrance de permis et de conformité; et la désignation, en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire, des installations nucléaires et la prescription de l'assurance de base que doivent posséder les exploitants de ces installations; la mise au point de techniques et d'appareils spécialisés de garanties d'utilisation pacifique des réacteurs CANDU au Canada et à l'étranger, en collaboration avec l'Énergie atomique du Canada, Limitée et l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au Traité sur la non-prolifération des armements nucléaires.

Énergie atomique du Canada, Limitée

Objectif

Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Description des activités

Recherche et développement dans le domaine nucléaire
Assurer le fonctionnement des laboratoires nucléaires nationaux à Chalk River et à Whiteshell afin d'avoir une base technologique pluridisciplinaire pour le programme électronucléaire canadien. Entreprendre des travaux de recherche appliquée et de développement pour les réacteurs de puissance actuels et futurs, pour les cycles et systèmes de combustible, pour la protection environnementale, pour la gestion des déchets radioactifs, pour les systèmes de garantie nucléaire et pour les procédés de fabrication d'eau lourde, afin:

i) d'assurer au Canada des approvisionnements énergétiques sûrs et fiables à long terme;
ii) d'accroître l'usage de l'énergie nucléaire pour surmonter les futures difficultés d'approvisionnement;
iii) de renforcer l'option CANDU en améliorant le rendement, l'intégrité et la sûreté des réacteurs;
iv) de démontrer que les déchets radioactifs et leurs sous-produits peuvent être gérés en toute sécurité.

Entreprendre des recherches de soutien dans des domaines comme la physique fondamentale de la matière, les propriétés des matériaux, la chimie du développement du combustible et de la gestion des déchets radioactifs, et les effets des rayonnements sur les êtres humains, les animaux et l'environnement. Effectuer des recherches sur les systèmes avancés afin de mieux comprendre les nouvelles méthodes préconisées pour produire de l'énergie.
Les programmes précités nécessitent des installations majeures telles que les réacteurs, les boucles d'essais, les accélérateurs, les cellules chaudes et les sites de traitement des déchets, ainsi que des services de soutien, notamment les services financiers et administratifs, l'ingénierie et l'entretien.

Démonstrations et autres activités soutenues
Ces activités sont administrées par les opérations CANDU et comprennent:

a) les réacteurs prototypes Douglas Point et Gentilly-1
b) les usines d'eau lourde au Cap-Breton et au Québec

Office national de l'énergie

Objectif

Veiller aux intérêts du Canada en matière de construction et d'exploitation d'oléoducs, de gazoducs et de lignes de transport électriques relevant du gouvernement fédéral, en matière d'exportation et d'importation de gaz, d'exportation d'énergie électrique et d'exportation et d'importation de pétrole; assurer un environnement sain et propice à la sécurité sur le plan de l'environnement, dans la construction et l'exploitation de lignes de transport électriques, de gazoducs et d'oléoducs relevant du gouvernement fédéral.

Donner des conseils sur le contrôle, la surveillance, l'économie, l'utilisation, la commercialisation et l'exploitation de l'énergie et des sources d'énergie.

Description de l'activité

Réglementation et consultation en matière d'énergie
Analyse de l'économie et du marché; analyse financière des sociétés de pipe-lines; analyse technique de projets de construction de pipe-lines et de lignes de transport électriques; délivrance de certificats pour la construction et l'exploitation de pipe-lines et de lignes de transport électriques relevant du gouvernement fédéral; réglementation des droits et tarifs; inspection de la sûreté des pipe-lines; audiences publiques; services administratifs pour l'Office.

Petro-Canada

Objectif

Affecter des capitaux et des compétences canadiennes à la commercialisation efficace des ressources énergétiques du Canada, afin de répondre aux besoins énergétiques des Canadiens et d'atteindre les objectifs énergétiques du pays.

Description des activités

Activités à la demande du gouvernement
Activités entreprises pour le gouvernement selon ses ordres en vertu du paragraphe 7(2) et conformément à l'article 24 de la Loi sur Petro-Canada, et pour lesquelles sera fournie une compensation budgétaire directe.

Exploration et mise en valeur dans l'Ouest canadien
S'occuper de l'exploration et de la production du pétrole et du gaz et des produits connexes sur la masse continentale du Canada, particulièrement à court et à moyen termes, et favoriser une augmentation de ces travaux; s'occuper de la mise en valeur des sables bitumineux et faciliter ces travaux; promouvoir une meilleure récupération du pétrole classique, des huiles lourdes et des sables bitumineux; exécuter des travaux techniques et des recherches de qualité supérieure à l'appui de toutes ces activités.

Exploration et mise en valeur dans les régions pionnières
S'occuper de l'exploration et de la mise en valeur à long terme de sources de pétrole et de gaz dans les régions pionnières, en donnant la priorité à la production rapide de pétrole; accélérer la découverte, la délimitation et la mise en valeur des réserves connues de pétrole et de gaz, en particulier sur la côte Est et participer, dans des limites raisonnables, à certains projets internationaux d'exploration et de mise en valeur jugés rentables.

Investissement dans des projets spéciaux
Investissement dans des projets majeurs tels que le projet Syncrude, entreprise minière dont l'objectif est l'extraction et la valorisation du pétrole des sables bitumineux de l'Athabasca.

Division des produits de Petro-Canada
Établir et maintenir une présence autonome dans le secteur du raffinage en aval et de la commercialisation, dans toutes les régions du pays, c'est-à-dire améliorer la base d'activités de la Société, corriger les déséquilibres observés dans les systèmes régionaux de raffinage, de commercialisation et d'approvisionnement en produits pétroliers et fournir des produits et des services aux consommateurs canadiens dans le domaine des hydrocarbures, en faisant bien ressortir l'identité canadienne unique de Petro-Canada.

Postes pour la Société
Ces activités englobent le capital administratif, le service de la dette, l'achat d'actions, le paiement de dividendes et les autres dépenses d'exploitation de la Société.

Société Petro-Canada pour l'assistance internationale

Objectif

Aider les pays en développement à réduire ou à éliminer leur dépendance à l'égard du pétrole importé en entreprenant des travaux de prospection pétrolière ainsi que des activités connexes afin d'évaluer et de développer le potentiel en hydrocarbures des pays bénéficiaires.

Description des activités

Étude et préparation des projets
Évaluation des propositions de projets portant sur le pétrole et le gaz, y compris les études préliminaires, les missions sur place et les activités connexes.

Activités d'exploration et coopération technique
Participation à l'exploration pour trouver des hydrocarbures dans les pays en développement et réalisation des activités connexes de prospection et fournir au personnel des pays en développement l'aide technique, y compris le transfert d'information technique et la formation du personnel.

Administration
Fournir les ressources requises pour le conseil d'administration ainsi que les services généraux d'administration, y compris les services juridiques, financiers et administratifs.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	40,877,600	...	...	40,877,600	1	Dépenses du programme				
...	...	...	11,968	11,968		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	40,877,600	...	11,968	40,889,568		Total—Crédit 1	37,315,548	3,574,020	...	39,393,260
...	42,000	...	(2,470)	39,530	(S)	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,682
...	3,263,000	...	335,000	3,598,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,598,000	...	...	3,544,000
...	...	...	4,955	4,955	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	4,955	...	...	827
...	**44,182,600**	...	**349,453**	**44,532,053**		**Total du programme—Budgétaire**	**40,958,033**	**3,574,020**	...	**42,979,769**
						Programme de l'énergie				
...	136,342,505	...	...	136,342,505	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	5b	En vertu de l'article 22 de la Loi sur l'administration financière, autoriser le Ministre à garantir à l'occasion à la société NewGrade Energy Inc., au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, selon des modalités approuvées par le ministre des Finances, des prêts dont le montant global ne dépassera pas $275,000,000, pour la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd				
...	...	...	20,196	20,196		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(6,000,000)	(6,000,000)		Virement au crédit 20				
...	136,342,505	1	(5,979,804)	130,362,702		Total—Crédit 5	110,424,345	19,938,357	...	109,493,703
...	199,991,000	...	...	199,991,000	10	Subventions et contributions				
...	...	...	(11,999,999)	(11,999,999)		Virement au crédit 20				
...	199,991,000	...	(11,999,999)	187,991,001		Total—Crédit 10	140,371,501	47,619,500	...	351,331,061
...	109,500,000	...	...	109,500,000	15	Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes				
...	...	...	(54,999,999)	(54,999,999)		Virement au crédit 20				
...	109,500,000	...	(54,999,999)	54,500,001		Total—Crédit 15	37,242,813	17,257,188	...	133,525,032

...	40,000,000	...	...	40,000,000	20	Programme canadien de remplacement du pétrole				
...	...	1	...	1	20a	Virement de $54,999,999 du crédit 15 (Énergie, Mines et Ressources)				
...	...	1	...	1	20b	Virement de $6,000,000 du crédit 5 (Énergie, Mines et Ressources) et de $11,999,999 du crédit 10 (Énergie, Mines et Ressources)				
...	...	...	6,000,000	6,000,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	11,999,999	11,999,999		crédit 10				
...	...	...	54,999,999	54,999,999		crédit 15				
...	40,000,000	2	72,999,998	113,000,000		Total—Crédit 20	112,068,909	931,091	...	185,782,298
...	1,600,000,000	...	...	1,600,000,000	25	Programme d'encouragement du secteur pétrolier	1,499,758,602	100,241,398	...	1,735,330,338
...	8,400,000	100,000	183,851	8,683,851	(S)	Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited à l'égard des déficits subis relativement au prolongement du réseau jusqu'à Montréal	8,683,851	...	...	7,156,304
...	290,000,000	(346,000,000)	56,000,000	...	(S)	Paiement d'indemnisation pétrolière à des personnes en vertu de la Loi sur l'administration de l'énergie, telle que modifiée				
...	...	...	500,000,000	500,000,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 77 de la Loi, telle que modifiée				
...	290,000,000	(346,000,000)	556,000,000	500,000,000		Total	(136,003,527)	636,003,527	...	438,316,907
50,000,000	50,000,000	40,000,000	(90,000,000)	50,000,000	(S)	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières				
						Autorisation maximale de $50,000,000 à chacun des exercices 1984-85 à 1987-88 inclusivement *moins* le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la Partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices subséquents. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder $200,000,000.				
...	...	...	50,000,000	50,000,000		Autorisation maximale non annulée conformément à l'article 87 a) de la Loi				
...	...	...	...	...		*Moins:* le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements conformément à la Partie V de la Loi pour l'exercice 1985-86				
50,000,000	50,000,000	40,000,000	(40,000,000)	100,000,000		Total	80,668,326	...	19,331,674	...
...	7,703,000	...	790,000	8,493,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,493,000	...	...	7,568,000
3,664,118	...	...	...	3,664,118	(S)	Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement	1,553,040	...	2,111,078	(1,638,263)
...	...	6,000,000	(1,144,022)	4,855,978	(S)	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières	4,855,978	...	...	21,000,000
...	...	...	85,314	85,314	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	85,314	...	...	924,520
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	808,598,427
53,664,118	2,441,936,505	(299,899,997)	515,935,339	2,711,635,965		Total budgétaire	1,868,202,152	821,991,061	21,442,752	3,797,388,327

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	8,277,000	...	...	8,277,000	L30	Prêts pour financer l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité. (Brut)	2,061,278	6,215,722	...	3,894,455
...	...	3,400,000	...	3,400,000	L31c	Prêts à la Société NewGrade Energy Inc. pour la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd en Saskatchewan et pour une étude se rapportant à cette usine. (Brut)	3,310,043	89,957	...	...
42,196,000	...	...	...	42,196,000	(S)	(L) Souscriptions des actions et des débentures de la Société coopérative de l'énergie en vertu de la Loi sur les coopératives de l'énergie, article 24. Limite $100,000,000. (Brut)	...	...	42,196,000	...
42,196,000	8,277,000	3,400,000	...	53,873,000		Total non budgétaire	5,371,321	6,305,679	42,196,000	3,894,455
53,664,118	**2,441,936,505**	**(299,899,997)**	**515,935,339**	**2,711,635,965**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,868,202,152**	**821,991,061**	**21,442,752**	**3,797,388,327**
42,196,000	**8,277,000**	**3,400,000**	**...**	**53,873,000**		**Non budgétaire**	**5,371,321**	**6,305,679**	**42,196,000**	**3,894,455**
						Programme des minéraux et des sciences de la Terre				
...	253,711,100	...	...	253,711,100	35	Dépenses de fonctionnement				
...	...	4,067,750	...	4,067,750	35b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	364,636	364,636		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	253,711,100	4,067,750	364,636	258,143,486		Total—Crédit 35	244,034,283	14,109,203	...	222,117,124
...	46,211,600	...	...	46,211,600	40	Dépenses en capital	35,287,936	10,923,664	...	40,630,290
...	17,335,100	...	...	17,335,100	45	Subventions et contributions				
...	...	12,109,000	...	12,109,000	45b	Subventions et contributions				
...	17,335,100	12,109,000	...	29,444,100		Total—Crédit 45	21,338,364	8,105,736	...	8,027,534
...	17,122,000	...	1,755,000	18,877,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18,877,000	...	...	16,664,000
...	...	...	5,359	5,359	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	5,359	...	...	7,376
...	**334,379,800**	**16,176,750**	**2,124,995**	**352,681,545**		**Total du programme—Budgétaire**	**319,542,942**	**33,138,603**	**...**	**287,446,324**
53,664,118	**2,820,498,905**	**(283,723,247)**	**518,409,787**	**3,108,849,563**		**Total du département—Budgétaire**	**2,228,703,127**	**858,703,684**	**21,442,752**	**4,127,614,420**
42,196,000	**8,277,000**	**3,400,000**	**...**	**53,873,000**		**Non budgétaire**	**5,371,321**	**6,305,679**	**42,196,000**	**3,894,455**

						Commission de contrôle de l'énergie atomique				
...	21,817,000	...	...	21,817,000	50	Dépenses du programme				
...	...	456,000	...	456,000	50b	Dépenses du programme				
...	21,817,000	456,000	...	22,273,000		Total—Crédit 50	18,691,516	3,581,484	...	18,627,956
...	1,844,000	...	189,000	2,033,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,033,000	...	...	1,825,000
...	**23,661,000**	**456,000**	**189,000**	**24,306,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**20,724,516**	**3,581,484**	...	**20,452,956**
						Énergie atomique du Canada, Limitée				
...	299,528,000	...	...	299,528,000	55	Dépenses de fonctionnement	244,892,753	54,635,247	...	294,435,698
...	32,089,000	...	...	32,089,000	60	Dépenses en capital	30,228,000	1,861,000	...	31,100,000
...	**331,617,000**	...	...	**331,617,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**275,120,753**	**56,496,247**	...	**325,535,698**
						Office national de l'énergie				
...	24,364,000	...	...	24,364,000	65	Dépenses du programme	22,094,314	2,269,686	...	21,299,979
...	2,685,000	...	276,000	2,961,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,961,000	...	...	2,743,000
...	**27,049,000**	...	**276,000**	**27,325,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**25,055,314**	**2,269,686**	...	**24,042,979**
						Petro-Canada				
18,160,468	...	...	...	18,160,468	(S)	Paiement à la Société Petro-Canada aux fins d'une avance de fonds que cette Société a versée à Canertech Incorporated conformément à la Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada	...	...	18,160,468	...
44,916	...	...	...	44,916	(S)	Paiement à la Société Petro-Canada pour assurer la continuité du projet de Cold Lake de la Compagnie pétrolière impériale Limitée, conformément à la Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada	...	...	44,916	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17,039,532
18,205,384	...	...	...	18,205,384		**Total budgétaire**	...	...	18,205,384	17,039,532
27,228,147	...	...	...	27,228,147	(S)	(L) Avances pour emprunts ou achats d'actions privilégiées à la Corporation, en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 22. Limite $1,000,000,000. (Net)	...	...	27,228,147	...
3,830,500,000	...	...	...	3,830,500,000		Souscriptions d'actions ordinaires de la Corporation en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 5. Limite $4,900,000,000. (Brut)	...	...	3,830,500,000	...
3,857,728,147	...	...	...	3,857,728,147		**Total non budgétaire**	...	...	3,857,728,147	...
18,205,384	...	...	...	**18,205,384**		**Total du programme—Budgétaire**	...	...	**18,205,384**	**17,039,532**
3,857,728,147	...	...	...	**3,857,728,147**		**Non budgétaire**	...	...	**3,857,728,147**	...

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Société Petro-Canada pour l'assistance internationale				
...	30,500,000	...	...	30,500,000	70	Paiements à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	23,800,000	6,700,000	...	60,500,000
...	30,500,000	...	...	30,500,000		**Total du programme—Budgétaire**	23,800,000	6,700,000	...	60,500,000
71,869,502	3,233,325,905	(283,267,247)	518,874,787	3,540,802,947		**Total du ministère—Budgétaire**	2,573,403,710	927,751,101	39,648,136	4,575,385,585
3,899,924,147	8,277,000	3,400,000	...	3,911,601,147		**Non budgétaire**	5,371,321	6,305,679	3,899,924,147	3,894,455

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
...	7,535,925	...	...	257,845	59,577	...	7,853,347	Orientation et coordination	7,485,691	367,656	...	...
...	26,471,065	...	...	(482,005)	172,226	(8,934,000)	17,227,286	Finances et administration	16,897,697	329,589	...	...
...	4,703,386	...	11,968	315,000	49,826	...	5,080,180	Gestion des ressources humaines	4,929,914	150,266	...	...
...	14,011,224	...	...	(1,130,140)	55,856	...	12,936,940	Communications	10,348,581	2,588,359	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	40,300,883
...	(8,934,000)	...	...	...	...	8,934,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	43,787,600	...	11,968	(1,039,300)	337,485	...	43,097,753	Total—Fonctionnement	39,661,883	3,435,870	...	40,300,883
								Capital				
...	30,000	...	...	131,200	...	...	161,200	Orientation et coordination	150,122	11,078	...	...
...	327,000	...	...	795,100	...	...	1,122,100	Finances et administration	1,004,480	117,620	...	...
...	15,000	...	...	3,000	...	...	18,000	Gestion des ressources humaines	17,974	26	...	...
...	23,000	...	...	110,000	...	...	133,000	Communications	123,574	9,426	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	2,678,886
...	395,000	...	...	1,039,300	...	...	1,434,300	Total—Capital	1,296,150	138,150	...	2,678,886
								Sommaire du programme				
...	7,565,925	...	...	389,045	59,577	...	8,014,547	Orientation et coordination	7,635,813	378,734	...	...
...	17,864,065	...	...	313,095	172,226	...	18,349,386	Finances et administration	17,902,177	447,209	...	...
...	4,718,386	...	11,968	318,000	49,826	...	5,098,180	Gestion des ressources humaines	4,947,888	150,292	...	...
...	14,034,224	...	...	(1,020,140)	55,856	...	13,069,940	Communications	10,472,155	2,597,785	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	42,979,769
—	44,182,600	—	11,968	...	337,485	—	44,532,053	**Total du programme—Budgétaire**	40,958,033	3,574,020	—	42,979,769
								Programme de l'énergie				
								Fonctionnement				
...	8,244,000	...	...	(126,000)	108,000	...	8,226,000	Politique énergétique	7,862,379	363,621	...	10,724,298
...	8,869,000	...	...	(304,000)	26,000	...	8,591,000	Pétrole—Autre	6,991,426	1,599,574	...	...
...	2,091,000	...	...	...	41,000	...	2,132,000	Planification en cas d'urgence, y compris l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie	1,662,626	469,374	...	1,363,623

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	84,562,000	...	17,952	(2,027,000)	523,000	...	83,075,952	Économies d'énergie et substituts du pétrole	70,976,996	12,098,956	...	...
...	2,012,000	...	...	(18,000)	17,000	...	2,011,000	Recherche et développement énergétiques	1,829,037	181,963	...	1,893,753
...	1,649,000	...	...	(48,000)	(5,000)	...	1,596,000	Surveillance des sociétés d'énergie	1,208,736	387,264	...	877,906
...	24,986,000	...	...	(3,126,000)	68,719	...	21,928,719	Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières	18,893,675	3,035,044	...	17,301,831
...	9,424,000	...	...	(1,626,000)	58,595	...	7,856,595	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	6,599,959	1,256,636	...	6,726,386
...	1,561,505	1	2,244	20,000	38,000	...	1,621,750	Gestion et appui du programme	1,618,364	3,386	...	...
3,664,118	297,000	...	...	...	(1,087,180)	(2,797,000)	76,938	Étude de l'environnement	(2,034,140)	...	2,111,078	(3,499,097)
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	77,780,038
...	(2,797,000)	...	...	...	...	2,797,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
3,664,118	140,898,505	1	20,196	(7,255,000)	(211,866)	...	137,115,954	Total—Fonctionnement	115,609,058	19,395,818	2,111,078	113,168,738
								Capital				
...	34,000	...	...	126,000	...	...	160,000	Politique énergétique	158,324	1,676	...	288,070
...	62,000	...	...	83,000	...	...	145,000	Pétrole—Autre	132,834	12,166	...	...
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Planification en cas d'urgence, y compris l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie	2,097	6,903	...	15,460
...	165,000	...	...	1,000,000	...	...	1,165,000	Économies d'énergie et substituts du pétrole	939,249	225,751	...	...
...	11,000	...	...	18,000	...	...	29,000	Recherche et développement énergétiques	18,557	10,443	...	13,020
...	5,000	...	...	28,000	...	...	33,000	Surveillance des sociétés d'énergie	28,997	4,003	...	13,839
...	283,000	...	...	...	...	...	283,000	Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières	48,803	234,197	...	162,331
...	53,000	...	...	...	...	...	53,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	30,600	22,400	...	133,352
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Gestion et appui du programme	...	25,000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	692,315
...	647,000	...	...	1,255,000	...	...	1,902,000	Total—Capital	1,359,461	542,539	...	1,318,387

								Paiements de transfert				
...	307,000	...	...	...	...	...	307,000	Politique énergétique	307,000	...	...	2,343,150
...	157,100,000	100,000	...	40,400,000	183,851	...	197,783,851	Pétrole—Autre	179,859,343	17,924,508	...	218,481,982
...	290,000,000	(346,000,000)	...	...	556,000,000	...	500,000,000	Indemnisation pétrolière (crédit statutaire)	957,330,419	(457,330,419)	...	3,454,832,427
...	...	...	...	...	...	...	...	Recettes à valoir sur le crédit	(1,093,333,946)	1,093,333,946	...	(2,207,917,092)
...	*290,000,000*	*(346,000,000)*	...	...	*556,000,000*	...	*500,000,000*		*(136,003,527)*	*636,003,527*	...	*1,246,915,335*
...	292,575,000	2	...	12,117,000	...	...	304,692,002	Économies d'énergie et substituts du pétrole	241,406,782	63,285,220	...	387,630,762
...	300,000	...	...	57,000	...	...	357,000	Recherche et développement énergétiques	356,452	548	...	175,333
...	1,600,000,000	...	...	...	...	...	1,600,000,000	Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières	1,499,758,602	100,241,398	...	1,735,330,338
50,000,000	50,000,000	46,000,000	...	1,126,000	(41,144,022)	...	105,981,978	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	86,124,304	526,000	19,331,674	21,020,000
...	509,000	...	...	...	...	...	509,000	Gestion et appui du programme	386,972	122,028	...	204,000
...	2,500,000	...	...	...	1,087,180	...	3,587,180	Étude de l'environnement	3,587,180	...	...	1,860,834
...	(92,900,000)	...	...	(47,700,000)	...	...	(140,600,000)	Fonds disponible provenant de l'Alberta dans le cadre du Programme d'incitation à l'expansion des marchés	(124,549,475)	(16,050,525)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	68,939,468
50,000,000	2,300,391,000	(299,899,998)	...	6,000,000	516,127,009	...	2,572,618,011	Total—Paiements de transfert	1,751,233,633	802,052,704	19,331,674	3,682,901,202
								Non budgétaire				
...	8,277,000	3,400,000	...	...	...	...	11,677,000	Économies d'énergie et substituts du pétrole	5,371,321	6,305,679	...	3,894,455
42,196,000	...	...	...	...	...	...	42,196,000	Actions de la Société coopérative de l'énergie	...	...	42,196,000	...
42,196,000	8,277,000	3,400,000	...	...	...	...	53,873,000	Total—Non budgétaire	5,371,321	6,305,679	42,196,000	3,894,455
								Sommaire du programme				
...	8,585,000	...	...	...	108,000	...	8,693,000	Politique énergétique	8,327,703	365,297	...	13,355,518
...	456,031,000	(345,900,000)	...	40,179,000	556,209,851	...	706,519,851	Pétrole	50,980,076	655,[illegible]9,775	...	1,465,397,317
...	2,100,000	...	...	...	41,000	...	2,141,000	Planification en cas d'urgence, y compris l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie	1,664,723	476,277	...	1,379,083
								Économies d'énergie et substituts du pétrole—				
...	377,302,000	2	17,952	11,090,000	523,000	...	388,932,954	Budgétaire	313,323,027	75,609,927	...	387,630,762
...	8,277,000	3,400,000	...	...	...	...	11,677,000	Non budgétaire	5,371,321	6,305,679	...	3,894,455
...	2,323,000	...	...	57,000	17,000	...	2,397,000	Recherche et développement énergétiques	2,204,046	192,954	...	2,082,106
...	1,654,000	...	...	(20,000)	(5,000)	...	1,629,000	Surveillance des sociétés d'énergie	1,237,733	391,267	...	891,745
...	1,625,260,000	...	...	(3,126,000)	68,719	...	1,622,211,719	Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières	1,518,701,080	103,510,639	...	1,752,794,300
50,000,000	59,477,000	46,000,000	...	(500,000)	(41,085,427)	...	113,891,573	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	92,754,863	1,805,036	19,331,674	27,879,738
...	2,095,505	1	2,244	20,000	38,000	...	2,155,750	Gestion et appui du programme	2,005,336	150,414	...	204,000
3,664,118	...	...	...	...	...	...	3,664,118	Étude de l'environnement	1,553,040	...	2,111,078	(1,638,263)
42,196,000	...	...	...	...	...	...	42,196,000	Actions de la Société coopérative de l'énergie—Non budgétaire	...	...	42,196,000	...

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	(92,900,000)	...	...	(47,700,000)	...	...	(140,600,000)	Fonds disponible provenant de l'Alberta dans le cadre du Programme d'incitation à l'expansion des marchés	(124,549,475)	(16,050,525)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	147,411,821
								Total du programme—				
53,664,118	2,441,936,985	(379,899,997)	20,196	—	515,915,143	—	2,711,635,965	Budgétaire	1,868,202,152	821,991,061	21,442,752	3,797,388,377
42,196,000	8,277,000	3,400,000	—	—	—	—	53,873,000	Non budgétaire	5,371,321	6,305,679	42,196,000	3,894,455
								Programmes des minéraux et des sciences de la Terre				
								Fonctionnement				
...	11,525,000	130,000	...	(45,000)	100,035	...	11,710,035	Développement de l'industrie des minéraux	9,415,164	2,294,871	...	...
...	2,065,000	...	...	(106,500)	22,815	...	1,981,315	Application de la Loi sur les explosifs au Canada	2,152,897	(171,582)	...	1,723,665
...	68,162,000	355,000	24,684	280,000	428,220	...	69,249,904	Technologie des minéraux et de l'énergie	65,363,188	3,886,716	...	...
...	24,857,000	...	24,684	(30,000)	93,015	...	24,944,699	Télédétection	24,669,099	275,600	...	17,533,012
...	80,863,000	549,750	243,460	(2,442,700)	486,135	...	79,699,645	Levés géologiques	77,352,023	2,347,622	...	61,196,720
...	14,031,000	...	31,416	1,703,300	103,545	...	15,869,261	Physique du globe	15,860,407	8,854	...	14,861,951
...	6,015,000	...	...	826,400	17,550	...	6,858,950	Plateau continental polaire	7,136,105	(277,155)	...	6,572,857
...	56,365,000	...	35,904	78,000	454,639	...	56,933,543	Levés et cartographie	55,574,325	1,359,218	...	47,445,875
...	6,950,100	3,033,000	4,488	(263,500)	54,405	...	9,778,493	Gestion et appui du programme	5,393,434	4,385,059	...	5,499,067
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	83,955,353
...	270,833,100	4,067,750	364,636	...	1,760,359	...	277,025,845	Total—Fonctionnement	262,916,642	14,109,203	...	238,788,500
								Capital				
...	141,000	...	...	...	...	...	141,000	Développement de l'industrie des minéraux	48,546	92,454	...	...
...	50,000	...	...	15,000	...	...	65,000	Application de la Loi sur les explosifs au Canada	80,419	(15,419)	...	90,998
...	10,095,000	...	...	130,000	...	...	10,225,000	Technologie des minéraux et de l'énergie	9,570,512	654,488	...	...
...	18,229,000	...	...	115,000	...	...	18,344,000	Télédétection	13,273,998	5,070,002	...	11,496,483
...	5,346,000	...	...	(96,000)	...	...	5,250,000	Levés géologiques	4,808,441	441,559	...	6,823,166
...	2,998,000	...	...	88,000	...	...	3,086,000	Physique du globe	2,911,604	174,396	...	2,728,762
...	52,000	...	...	...	...	...	52,000	Plateau continental polaire	49,923	2,077	...	45,539
...	8,890,000	...	...	(260,000)	...	...	8,630,000	Levés et cartographie	4,255,388	4,374,612	...	6,287,004
...	410,600	...	...	8,000	...	...	418,600	Gestion et appui du programme	289,105	129,495	...	443,013
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	12,715,325
...	46,211,600	...	...	...	...	...	46,211,600	Total—Capital	35,287,936	10,923,664	...	40,630,290

								Paiements de transfert				
...	2,196,000	10,709,000	...	153,840	...	...	13,058,840	Développement de l'industrie des minéraux	8,731,701	4,327,139	...	1,880,182
...	55,000	...	...	420,000	...	...	475,000	Technologie des minéraux et de l'énergie	459,509	15,491	...	206,449
...	13,300,000	...	...	(1,842,215)	...	...	11,457,785	Télédétection	7,700,000	3,757,785	...	4,100,000
...	...	1,277,500	...	(1,277,500)	...	...	...	Levés géologiques	...	...	...	62,924
...	76,000	...	...	...	...	...	76,000	Levés et cartographie	76,000	...	...	76,000
...	1,708,100	122,500	...	2,545,875	...	...	4,376,475	Gestion et appui du programme	4,371,154	5,321	...	1,758,077
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	(56,098)
...	17,335,100	12,109,000	...	...	...	...	29,444,100	Total—Paiements de transfert	21,338,364	8,105,736	...	8,027,534
								Sommaire du programme				
...	13,862,000	10,839,000	...	108,840	100,035	...	24,909,875	Développement de l'industrie des minéraux	18,195,411	6,714,464	...	1,880,182
...	2,115,000	...	...	(91,500)	22,815	...	2,046,315	Application de la Loi sur les explosifs au Canada	2,233,316	(187,001)	...	1,814,663
...	78,312,000	355,000	24,684	830,000	428,220	...	79,949,904	Technologie des minéraux et de l'énergie	75,393,209	4,556,695	...	206,449
...	56,386,000	...	24,684	(1,757,215)	93,015	...	54,746,484	Télédétection	45,643,097	9,103,387	...	33,129,495
...	86,209,000	1,827,250	243,460	(3,816,200)	486,135	...	84,949,645	Levés géologiques	82,160,464	2,789,181	...	68,082,810
...	17,029,000	...	31,416	1,791,300	103,545	...	18,955,261	Physique du globe	18,772,011	183,250	...	17,590,713
...	6,067,000	...	...	826,400	17,550	...	6,910,950	Plateau continental polaire	7,186,028	(275,078)	...	6,618,396
...	65,331,000	...	35,904	(182,000)	454,639	...	65,639,543	Levés et cartographie	59,905,713	5,733,830	...	53,808,879
...	9,068,800	3,155,500	4,488	2,290,375	54,405	...	14,573,568	Gestion et appui du programme	10,053,693	4,519,875	...	7,700,157
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	96,614,580
...	334,379,800	16,176,750	364,636	...	1,760,359	...	352,681,545	**Total du programme—Budgétaire**	319,542,942	33,138,603	...	287,446,324
								Total du département—				
53,664,118	2,820,498,905	(283,723,247)	396,800	...	518,012,987	...	3,108,849,563	Budgétaire	2,228,703,127	858,703,684	21,442,752	4,127,814,420
42,196,000	8,277,000	3,400,000	...	...	...	...	53,873,000	Non budgétaire	5,371,321	6,305,679	42,196,000	3,894,455
								Commission de contrôle de l'énergie atomique				
								Fonctionnement				
...	22,879,000	456,000	...	(117,500)	189,000	...	23,406,500	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire	19,874,005	3,532,495	...	19,787,873
								Capital				
...	291,000	...	...	...	...	...	291,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire	257,911	33,089	...	221,453
								Paiements de transfert				
...	491,000	...	...	117,500	...	...	608,500	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire	592,600	15,900	...	443,630
...	23,661,000	456,000	...	...	189,000	...	24,306,000	**Total du programme—Budgétaire**	20,724,516	3,581,484	...	20,452,956

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Énergie atomique du Canada, Limitée				
								Fonctionnement				
								Recherche et développement dans le domaine nucléaire:				
...	255,044,000	...	...	...	...	...	255,044,000	**Dépenses**	176,612,000	25,000,000	...	195,013,000
...	(53,432,000)	...	...	...	...	...	(53,432,000)	**Recettes au titre de la recherche et du développement**	...	...	...	...
								Démonstrations et autres activités soutenues:				
...	14,925,000	...	...	6,654,000	...	...	21,579,000	**Réacteurs prototypes**	20,632,744	946,256	...	13,588,698
...	115,080,000	...	...	(6,654,000)	...	...	108,426,000	**Usines d'eau lourde**	77,876,009	30,549,991	...	116,934,000
...	331,617,000	...	...	...	...	...	331,617,000	**Total du programme—Budgétaire**	275,120,753	56,496,247	...	325,535,698
								Office national de l'énergie				
								Fonctionnement				
...	26,539,000	...	...	...	276,000	...	26,815,000	**Réglementation et consultation en matière d'énergie**	24,727,294	2,087,706	...	23,796,944
								Capital				
...	510,000	...	...	...	...	...	510,000	**Réglementation et consultation en matière d'énergie**	328,020	181,980	...	246,035
...	27,049,000	...	...	...	276,000	...	27,325,000	**Total du programme—Budgétaire**	25,055,314	2,269,686	...	24,042,979
								Petro-Canada				
								Fonctionnement				
18,205,384	...	...	...	...	...	...	18,205,384	**Activités à la demande du gouvernement**	...	...	18,205,384	17,039,532
								Non budgétaire				
								Activités de la Société:				
...	346,000,000	...	...	...	(346,000,000)	...	...	**Exploration et mise en valeur dans l'Ouest canadien**	...	...	...	...
...	476,000,000	...	...	...	(476,000,000)	...	...	**Exploration et mise en valeur dans les régions pionnières**	...	...	...	...
...	70,000,000	...	...	...	(70,000,000)	...	...	**Investissement dans des projets spéciaux**	...	...	...	...
...	179,000,000	...	...	...	(179,000,000)	...	...	**Division des produits de Petro-Canada**	...	...	...	...
...	356,000,000	...	...	...	(356,000,000)	...	...	**Postes pour la Société**	...	...	...	...

								Autres fonds disponibles:				
...	(200,000,000)	...	...	...	200,000,000	...	...	Emprunts dans le secteur privé	...	...	...	...
...	(808,000,000)	...	...	...	808,000,000	...	...	Recettes de la Société	...	...	...	...
...	(125,000,000)	...	...	...	125,000,000	...	...	Variation du fonds de roulement	...	...	...	...
...	(294,000,000)	...	...	...	294,000,000	...	...	Subventions d'encouragement du secteur pétrolier	...	...	...	...
3,857,728,147	...	...	...	...	...	...	3,857,728,147	Petro-Canada	...	...	3,857,728,147	...
3,857,728,147	...	...	...	...	...	...	3,857,728,147	Total—Non budgétaire	...	...	3,857,728,147	...
								Total du programme—				
18,205,384	...	...	...	...	...	...	18,205,384	**Budgétaire**	...	...	**18,205,384**	**17,039,532**
3,857,728,147	...	...	...	...	...	...	3,857,728,147	**Non budgétaire**	...	...	**3,857,728,147**	...
								Société Petro-Canada pour l'assistance internationale				
								Fonctionnement				
...	2,000,000	...	...	...	...	...	2,000,000	Études et préparation des projets	210,000	1,790,000	...	779,000
...	26,300,000	...	...	...	...	...	26,300,000	Activités d'exploration et coopération technique	21,912,000	4,388,000	...	49,587,000
...	2,200,000	...	...	...	...	...	2,200,000	Administration	1,678,000	522,000	...	1,100,000
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	9,034,000
...	**30,500,000**	...	...	...	...	...	30,500,000	**Total du programme—Budgétaire**	23,800,000	**6,700,000**	...	**60,500,000**
								Total du ministère—				
71,869,502	**3,233,325,905**	**(283,267,247)**	**396,800**	...	**518,477,987**	...	3,540,802,947	Budgétaire	2,573,403,710	**927,751,101**	**39,648,136**	**4,575,385,585**
3,899,924,147	**8,277,000**	**3,400,000**	...	...	...	...	3,911,601,147	Non budgétaire	5,371,321	**6,305,679**	**3,899,924,147**	**3,894,455**

Paiements de transfert

	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département											
Programme de l'énergie											
Subventions											
Politique énergétique											
Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institut des ressources énergétiques	...	125,000	...	...	...	...	125,000	125,000	...	...	125,000
Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada											
(S) Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières établi en vertu de la Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières	...	...	6,000,000	...	...	(1,144,022)	4,855,978	4,855,978	...	...	21,000,000
Gestion et appui du programme											
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	...	50,000	...	...	...	...	50,000	47,000	3,000	...	47,000
Total—Subventions	...	175,000	6,000,000	...	...	(1,144,022)	5,030,978	5,027,978	3,000	...	21,172,000
Contributions											
Politique énergétique											
Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval	...	182,000	...	...	...	...	182,000	182,000	...	...	169,000
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,049,150
	...	182,000	...	...	...	...	182,000	182,000	...	...	2,218,150
Pétrole											
Contribution à l'appui de la mise au point de l'approvisionnement de liquides de gaz naturel	...	150,000	...	...	...	...	150,000	150,000	...	...	150,000
Programme conjoint Canada-Saskatchewan de mise au point des techniques de récupération des huiles lourdes (1976)	...	650,000	...	...	...	...	650,000	87,738	562,262	...	125,485
Remplacement du pétrole—Accroissement des réseaux de distribution	...	60,000,000	...	...	(3,000,000)	...	57,000,000	54,800,336	2,199,664	...	59,999,999
Programme de construction des embranchements	...	57,000,000	...	...	(7,242,401)	...	49,757,599	46,461,651	3,295,948	...	170,859,901
Programme d'aide à la commercialisation du gaz	...	27,000,000	...	...	(4,300,000)	...	22,700,000	18,234,748	4,465,252	...	20,456,040

...	3,900,000	...	...	...	...	3,900,000	Entente Canada-Saskatchewan de recherche, de développement et de démonstration pour les combustibles fossiles (1981)	2,465,369	1,434,631	...	1,623,341
...	8,400,000	100,000	...	...	183,851	8,683,851	(S) Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line	8,683,851	...	...	7,156,305
...	290,000,000	(346,000,000)	...	...	556,000,000	500,000,000	(S) Indemnisation pétrolière	957,330,419[1]	(457,330,419)[1]	...	3,454,832,427[1]
...	(92,900,000)	...	...	(47,700,000)	...	(140,600,000)	Programme des paiements d'incitation à l'expansion des marchés	(124,549,475)	(16,050,525)	...	(41,889,089)
...	...	...	...	7,242,401	...	7,242,401	Programme d'aide au transport	7,242,401	...	...	...
...	...	...	...	47,700,000	...	47,700,000	Paiement au «Trans Canada Pipelines» *re* augmentation des droits de péage de transport	41,733,249	5,966,751	...	...
...	354,200,000	(345,900,000)	...	(7,300,000)	556,183,851	557,183,851		1,012,640,287[1]	(455,456,436)[1]	...	3,673,314,409[1]
							Économies d'énergie et substituts du pétrole				
...	30,265,000	...	...	...	...	30,265,000	Contributions à l'appui de la mise au point et de la commercialisation d'une nouvelle technologie d'utilisation du charbon	23,893,026	6,371,974	...	10,195,722
...	17,000,000	...	...	...	...	17,000,000	Paiement versé à la Commission d'énergie électrique du Nouveau-Brunswick, pour la centrale électrique de l'anse Coleson	14,087,806	2,912,194	...	16,168,448
...	3,028,000	...	...	...	...	3,028,000	Quote-part du gouvernement fédéral au Programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité	3,028,000	...	...	2,912,000
...	11,800,000	...	...	...	...	11,800,000	Contribution à l'appui des projets de démonstration de chauffage solaire	4,925,507	6,874,493	...	81,597
...	35,000,000	2	...	75,999,998	...	111,000,000	Remplacement du pétrole—Aide à la conversion	110,339,202	660,798	...	167,671,388
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Contribution à l'appui de la mise au point et de la démonstration du procédé de gazéification du bois sur lit fluidisé sous pression	1,000,000	...	...	908,638
...	2,410,000	...	...	...	...	2,410,000	Contribution à l'appui du Programme de démonstration dans les collectivités éloignées	165,849	2,244,151	...	1,752,384
...	120,000	...	...	...	...	120,000	Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides	104,960	15,040	...	81,668
...	2,150,000	...	...	245,000	...	2,395,000	Contribution à l'appui de la mise sur pied d'installations de distribution de gaz naturel	2,391,250	3,750	...	436,250
...	5,000,000	...	...	(1,245,000)	...	3,755,000	Contribution à l'appui de la conversion ou de l'achat de véhicules au gaz naturel	2,301,864	1,453,136	...	932,500
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Contribution à l'appui de la mise au point de spécifications et de standards pour des carburants de rechange dans le secteur des transports	50,000	...	...	88,877
...	109,500,000	...	...	(54,999,999)	...	54,500,001	Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes: Contributions à des particuliers	37,242,813	17,257,188	...	133,525,032

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	486,000	...	...	200,000	...	686,000	Contributions à l'appui des initiatives peu coûteuses en matière d'économie d'énergie	681,094	4,906	...	390,697
...	6,000,000	...	...	...	...	6,000,000	Contributions à l'appui des établissements industriels, commerciaux et publics pour améliorer l'efficacité énergétique	1,546,948	4,453,052	...	3,604,624
...	20,000,000	...	...	...	...	20,000,000	Contributions à l'appui des organisations en vue de promouvoir l'utilisation de déchets du bois comme combustible au lieu des combustibles conventionnels et pour produire simultanément de la chaleur et de l'électricité	10,607,334	9,392,666	...	11,105,782
...	17,446,000	...	...	...	...	17,446,000	Contributions à l'appui des provinces de l'Atlantique pour aider les établissements industriels, commerciaux et publics à financer une partie de leurs investissements de capitaux dans le domaine de l'économie de l'énergie	11,196,812	6,249,188	...	5,355,303
...	5,200,000	...	...	4,300,000	...	9,500,000	Contributions à l'appui du Programme d'assistance à la conversion industrielle	9,459,606	40,394	...	7,047,680
...	4,000,000	...	...	(3,000,000)	...	1,000,000	Contributions à l'appui de démonstrations de résidences superéconomiques en énergie	734,892	265,108	...	284,300
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Contributions pour la mise sur pied d'un groupe de travail sur l'économie de l'énergie dans le secteur des transports	...	50,000	...	...
...	16,348,000	...	...	(10,360,399)	...	5,987,601	Contribution à l'appui de l'élaboration et de la démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles et aux économies d'énergie et au remplacement du pétrole par des carburants conventionnels	3,749,612	2,237,989	...	...
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Contribution à l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard	965,694	1,034,306	...	105,139
...	3,722,000	...	...	(57,000)	...	3,665,000	Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	1,986,364	1,678,636	...	...
...	...	...	...	1,000,000	...	1,000,000	Aide aux propriétaires de véhicules commerciaux pour stimuler l'utilisation du propane comme carburant au lieu de l'essence ou du diesel	913,756	86,244	...	15,189,239

...	...	...	...	34,400	...	34,400	Contributions à l'appui des ententes fédérales-provinciales en matière d'élaboration et de démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelable et non classiques et aux économies d'énergie	34,393	7	...	9,793,494
...	292,575,000	2	...	12,117,000	...	304,692,002		241,406,782	63,285,220	...	387,630,762
							Recherche et développement énergétiques				
...	300,000	...	...	57,000	...	357,000	Contributions à l'Agence internationale de l'énergie ou à ses mandataires, pour des projets de recherche et de développement énergétiques ayant trait aux intérêts canadiens	356,452	548	...	175,333
							Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières				
...	1,600,000,000	...	...	...	...	1,600,000,000	Paiements d'encouragement du secteur pétrolier	1,499,758,602	100,241,398	...	1,735,330,338
							Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada				
50,000,000	50,000,000	40,000,000	...	...	(40,000,000)	100,000,000	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extra-côtière	80,668,326	...	19,331,674	20,000
...	...	...	...	1,126,000	...	1,126,000	Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures dans la zone extra-côtière	600,000	526,000	...	...
50,000,000	50,000,000	40,000,000	...	1,126,000	(40,000,000)	101,126,000		81,268,326	526,000	19,331,674	20,000
							Gestion et appui du programme				
...	459,000	...	...	...	...	459,000	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	339,972	119,028	...	157,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	187,000
...	459,000	...	...	...	...	459,000		339,972	119,028	...	344,000
							Étude de l'environnement				
...	2,500,000	...	...	...	1,087,180	3,587,180	(S) En vertu de l'article 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada pour des études environnementales ou sociales que le Ministre juge nécessaires	3,587,180	...	...	1,860,834
							Énergie tirée du pétrole: offre, demande et substitution				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	31,944,907

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Énergie non tirée du pétrole: offre, demande et substitution				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	26,462,145
							Économies d'énergie				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,345,416
50,000,000	2,300,216,000	(305,899,998)	...	6,000,000	517,271,031	2,567,587,033	Total—Contributions	2,839,539,601	(291,284,242)	19,331,674	5,869,646,294
							Sommaire du programme par activité				
...	307,000	...	...	—	—	307,000	Politique énergétique	307,000	...	...	2,343,150
...	354,200,000	(345,900,000)	...	(7,300,000)	556,183,851	557,183,851	Pétrole	1,012,640,287[1]	(455,456,436)[1]	...	3,673,314,409[1]
...	292,575,000	2	...	12,117,000	...	304,692,002	Économies d'énergie et substituts du pétrole	241,406,782	63,285,220	...	387,630,762
...	300,000	...	...	57,000	...	357,000	Recherche et développement énergétiques	356,452	548	...	175,333
...	1,600,000,000	...	...	...	...	1,600,000,000	Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières	1,499,758,602	100,241,398	...	1,735,330,338
50,000,000	50,000,000	46,000,000	...	1,126,000	(41,144,022)	105,981,978	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	86,124,304	526,000	19,331,674	21,020,000
...	509,000	...	...	...	...	509,000	Gestion et apppui du programme	386,972	122,028	...	391,000
...	2,500,000	...	...	...	1,087,180	3,587,180	Étude de l'environnement	3,587,180	...	...	1,860,834
...	...	...	...	...	...	...	Énergie tirée du pétrole: offre, demande et substitution	...	...	...	31,944,907
...	...	...	...	...	...	...	Énergie non tirée du pétrole: offre, demande et substitution	...	...	...	26,462,145
...	...	...	...	...	...	...	Économies d'énergie	...	...	...	10,345,416
50,000,000	2,300,391,000	(299,899,998)	—	6,000,000	516,127,009	2,572,618,011	**Total du programme**	2,844,567,579[1]	(291,281,242)[1]	19,331,674	5,890,818,294[1]
							Programme des minéraux et des sciences de la Terre				
							Subventions				
							Levés et cartographie				
...	76,000	...	...	...	...	76,000	Institut canadien d'arpentage (FIG)	76,000	...	...	76,000
							Gestion et appui du programme				
...	1,398,000	...	...	...	...	1,398,000	Subventions en vue d'encourager la recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux	1,398,000	...	...	1,398,000
...	159,000	122,500	...	(10,900)	...	270,600	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	265,600	5,000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	116,000
...	1,557,000	122,500	...	(10,900)	...	1,668,600		1,663,600	5,000	...	1,514,000

							Technologie énergétique				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(56,098)
...	**1,633,000**	**122,500**	...	**(10,900)**	...	**1,744,600**	Total—Subventions	**1,739,600**	**5,000**	...	**1,533,902**
							Contributions				
							Développement de l'industrie des minéraux				
...	196,000	...	...	...	...	196,000	Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources	196,000	...	...	187,000
...	1,250,000	...	...	50,000	...	1,300,000	Contribution à l'Asbestos Strategy	1,250,000	50,000	...	1,200,100
...	750,000	...	...	...	...	750,000	Contribution à la province de Terre-Neuve—Le Programme géoscientifique	602,393	147,607	...	...
...	...	9,950,000	...	(10,000)	...	9,940,000	Contribution à la province de Québec dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale	5,982,850	3,957,150	...	...
...	...	549,000	...	...	...	549,000	Contribution à la province de la Colombie-Britannique dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale	387,478	161,522	...	...
...	...	210,000	...	...	...	210,000	Contribution à la province de l'Ontario dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale	206,340	3,660	...	...
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Contribution à la province de la Nouvelle-Écosse dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale	100,000	...	...	...
...	...	...	...	13,840	...	13,840	Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale	6,640	7,200	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	493,082
...	2,196,000	10,709,000	...	153,840	...	13,058,840		8,731,701	4,327,139	...	1,880,182
							Technologie des minéraux et de l'énergie				
...	...	...	...	19,000	...	19,000	Contribution au 10[ième] Congrès mondial sur la préparation du charbon	19,000	...	...	22,500
...	55,000	...	...	353,500	...	408,500	Alberta Oil Sands Technology and Research Authority (AOSTRA)	393,009	15,491	...	183,949
...	...	...	...	22,500	...	22,500	Contribution au ministère du Travail de l'Ontario	22,500	...	...	...
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Contribution à l'Institut canadien des mines	25,000	...	...	...
...	55,000	...	...	420,000	...	475,000		459,509	15,491	...	206,449
							Télédétection				
...	13,300,000	...	...	(1,842,215)	...	11,457,785	Contribution à l'Agence spatiale européenne	7,700,000	3,757,785	...	4,100,000
							Levés géologiques				
...	...	1,277,500	...	(1,277,500)	...	...	Programme de sondage des fonds marins	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	62,924
...	...	1,277,500	...	(1,277,500)	...	...		...	...	...	62,924

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Gestion et appui du programme				
...	151,100	...	...	(4,100)	...	147,000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	146,679	321	...	114,077
...	...	...	...	2,560,875	...	2,560,875	Programme de sondage des fonds marins	2,560,875	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	130,000
...	151,100	...	...	2,556,775	...	2,707,875		2,707,554	321	...	244,077
...	15,702,100	11,986,500	...	10,900	...	27,699,500	Total—Contributions	19,598,764	8,100,736	...	6,493,632
							Sommaire du programme par activité				
...	2,196,000	10,709,000	...	153,840	...	13,058,840	Développement de l'industrie des minéraux	8,731,701	4,327,139	...	1,880,182
...	55,000	...	...	420,000	...	475,000	Technologie des minéraux et de l'énergie	459,509	15,491	...	206,449
...	13,300,000	...	...	(1,842,215)	...	11,457,785	Télédétection	7,700,000	3,757,785	...	4,100,000
...	...	1,277,500	...	(1,277,500)	...	...	Levés géologiques	...	...	...	62,924
...	76,000	...	...	...	...	76,000	Levés et cartographie	76,000	...	...	76,000
...	1,708,100	122,500	...	2,545,875	...	4,376,475	Gestion et appui du programme	4,371,154	5,321	...	1,758,077
...	...	...	...	...	...	...	Technologie énergétique	...	...	...	(56,098)
...	17,335,100	12,109,000	...	...	...	29,444,100	**Total du programme**	21,338,364	8,105,736	...	8,027,534
50,000,000	2,317,726,100	(287,790,998)	...	6,000,000	516,127,009	2,602,062,111	**Total du département**	2,865,905,943	(283,175,506)	19,331,674	5,998,845,828
							Commission de contrôle de l'énergie atomique				
							Subventions				
							Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire				
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire	2,500	7,500	...	7,500
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Total—Subventions	2,500	7,500	...	57,500

							Contributions				
							Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire				
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Contributions sous forme de bourses d'études supérieures afin d'aider à recruter des personnes pour occuper des postes scientifiques	4,000	8,000	...	4,000
...	469,000	...	...	95,000	...	564,000	Contributions à l'Agence internationale de l'énergie atomique qui doivent servir à maintenir le Programme d'aide en main-d'œuvre à titre gracieux et à obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique	563,600	400	...	363,011
...	...	...	...	22,500	...	22,500	Contribution au Comité d'enquête du contrôle de la base et de l'état d'alerte d'urgence de l'Ontario	22,500	...	...	19,119
...	**481,000**	...	...	**117,500**	...	598,500	Total—Contributions	590,100	**8,400**	...	386,130
...	**491,000**	...	...	**117,500**	...	608,500	**Total du programme**	592,600	**15,900**	...	443,630
50,000,000	**2,318,217,100**	**(287,790,998)**	...	**6,117,500**	**516,127,009**	2,602,670,611	Total du ministère	2,866,498,543	**(283,159,606)**	**19,331,674**	**5,899,289,458**

(S) Paiement de transfert statutaire.

(1) Ne comprend pas les recettes à valoir sur le crédit au montant de $1,093,333,946 pour 1985-86 et de $2,207,917,092 pour 1984-85. Comprend les montants reçus dans le cadre du Programme d'incitation à l'expansion des marchés.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme d'administration			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Finances et administration			
Services et rémunération de services	8,934,000	8,625,048	7,810,762
Total du programme—Budgétaire	**8,934,000**	**8,625,048**	**7,810,762**
Programme de l'énergie			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Étude de l'environnement			
Autres recettes non fiscales	2,797,000	2,336,325	3,696,878
Indemnisation pétrolière			
Autres recettes non fiscales	...	1,093,333,946	2,207,917,092
Total du programme—Budgétaire	**2,797,000**	**1,095,670,271**	**2,211,613,970**
Total du ministère—Budgétaire	**11,731,000**	**1,104,295,319**	**2,219,424,732**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	20,581	217,561
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	47,988	333,420
	68,569	550,981
Rémunérations de services—		
Autres services	1,806	...
Produits des ventes—		
Graphiques, cartes et plans	4	...
Photostats et impressions	103	...
	107	...
Autres recettes non fiscales—		
Stationnement payant	...	301
Accès à l'information	521	...
Location d'édifices résidentiels	97,656	102,376
Divers	917	1,634
	99,094	104,311
Total du programme	**169,576**	**655,292**
Programme de l'énergie		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Énergie atomique du Canada, Limitée	67,657,616	81,581,084
Petro-Canada—Dividende	50,000,000	...
Interconnection régionale de réseaux de transport de l'électricité	14,287,159	12,967,347
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	1,253,233	2,625,145
Autres comptes—		
Divers	...	180
	133,198,008	97,173,756
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	72,438,557	57,698,806
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	65,685,078	79,363,349
	138,123,635	137,062,155

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Privilèges, licences et permis—		
Terrains publics—Redevances sur le pétrole et le gaz	4,493,764	3,832,334
Terrains publics—Autres recettes	116,497	123,545
Licences et permis	940	...
Location de bureaux et d'édifices administratifs	2,050	...
Amendes et sanctions	...	2,560
Divers	...	316
	4,613,251	3,958,755
Produits des ventes—		
Livres et publications	36	20
Divers	720	9,044
	756	9,064
Autres recettes non fiscales—		
Location d'édifices non résidentiels	...	27,879
Livres et publications	2,726	...
Divers	18,826,015	13,543,201
	18,828,741	13,571,080
Total du programme	**294,764,391**	**251,774,810**
Programme des minéraux et des sciences de la Terre		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements(1)—		
Autres comptes—		
Divers	...	778
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	521,804	250,405
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	389,003	402,343
	910,807	652,748

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Privilèges, licences et permis—		
Licences et permis	58,672	59,044
Frais d'inspection et de vérification	95,209	75,970
Divers	1,975	504
	155,856	135,518
Rémunérations de services—		
Tirages et analyses	364,254	309,444
Traitement du métal	67,309	22,891
Autres services	507,817	200,933
«Sensor line miles»	1,226	87,694
Photocopies	18,126	14,328
Produits de la terre	1,329	561,186
Divers	9,940	1,465
	970,001	1,197,941
Produits des ventes—		
Données de relevés, nouvellistes, etc	72,124	66,307
Livres et publications	19,552	60,199
Graphiques, cartes et plans	3,240,175	2,918,877
Photostats et impressions	6,630	5,692
Ensembles de roches et minéraux	147,986	129,466
Information cartographique	17,599	28,527
Photographies aériennes et impressions	913,620	780,634
Produits de la terre	591,745	...
Produits aéroportés	111,935	...
Divers	104	2,200
	5,121,470	3,991,902
Autres recettes non fiscales—		
Stationnement payant	...	1,112
Location d'édifices non résidentiels	...	2,748
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	40,236	...
Divers	43,243	76,729
	83,479	80,589
Total du programme	**7,241,613**	**6,059,476**
Total du département	**302,175,580**	**258,489,578**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission de contrôle de l'énergie atomique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	48,922	20,518
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	57,014	16,358
	105,936	36,876
Privilèges, licences et permis—		
Amendes et sanctions	1,100	5,300
Rémunérations de services—		
Centre d'orientation (Affaires extérieures)	8,249	7,880
Accès à l'information	522	230
	8,771	8,110
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrements d'avantages sociaux statutaires des employés	18,529	19,390
Pertes ou bénéfices de change	...	25
Divers	1	86
	18,530	19,501
Total du programme	134,337	69,787
Office national de l'énergie		
Recettes fiscales—		
Redevances d'exportation sur le pétrole	356,198,787	828,645,177
Moins: exonérations/exemptions/réductions par décret du Conseil	18,361,507	107,642,535
exonérations/exemptions/réductions en attente d'un décret du Conseil	9,538,342	43,801,648
versements aux provinces gazogènes	141,782,403	268,786,391
recouvrement de paiement en trop	1,775,628	629,920
	171,457,880	*420,860,494*
Total des recettes fiscales	184,740,907	407,784,683

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	18,866	15,362
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	5,883	5,196
	24,749	20,558
Rémunérations de services—		
Recouvrement des frais selon la Loi sur l'Office national de l'énergie	243,509	447,580
Produits des ventes	4,908	4,539
Autres recettes non fiscales	26,802	7,515
Total des recettes non fiscales	299,968	480,192
Total du programme	185,040,875	408,264,875
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Redevances d'exportation sur le pétrole	184,740,907	407,784,683
Total des recettes fiscales	184,740,907	407,784,683
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	133,198,008	97,174,534
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	139,233,696	138,323,318
Privilèges, licences et permis	4,770,207	4,099,573
Rémunérations de services	1,224,087	1,653,631
Produits des ventes	5,127,241	4,005,505
Autres recettes non fiscales	19,056,646	13,782,996
Total des recettes non fiscales	302,609,885	259,039,557
Total du ministère	487,350,792	666,824,240

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS
1985-86

Environnement

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	14.2
Sommaire du ministère	14.4
Programmes par activité	14.6
Paiements de transfert	14.8
Détail des montants portés au crédit	14.13
Recettes	14.13

Département

Programme d'administration

Objectif

Assurer l'orientation de la politique et la gestion du ministère, lui fournir des services et pourvoir à l'examen des évaluations environnementales.

Description des activités

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales
Administration du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement (PEEE), prestation de conseils, de directives en matière de politiques et de règles administratives aux organismes participants pour la mise en application du processus, établissement de commissions indépendantes pour l'examen par le public des projets fédéraux pouvant avoir des incidences fâcheuses sur l'environnement, évaluation du rendement du PEEE et présentation de recommandations propres à améliorer la politique.

Administration
Cabinet du ministre de l'Environnement, bureaux du sous-ministre et du Conseil consultatif canadien de l'environnement; conseils sur la politique à suivre et moyens de l'élaborer, système de planification d'ensemble et coordination de la recherche et des affaires intergouvernementales; direction fonctionnelle et direction de la politique, coordination de la gestion financière et de la budgétisation, services du personnel, information, services d'amélioration de la gestion, services de biométrie et d'informatique, gestion du matériel et des biens-fonds et planification des mesures d'urgence.

Programme des services de l'environnement

Objectif

Promouvoir et entreprendre des programmes visant à protéger et à améliorer la qualité de l'environnement et des programmes conçus pour améliorer la gestion et l'utilisation économique soutenue des ressources fauniques et des eaux intérieures du pays.

Description des activités

Protection de l'environnement
Sur le plan national et international, activités de contrôle de la pollution de l'air et de l'eau et mesures de protection de l'environnement contre les activités perturbant des écosystèmes entiers; surveillance, inspection, analyse et mesures visant à assurer l'application efficace de règlements de lutte contre la pollution; instauration et élaboration d'actions conjointes avec les gouvernements provinciaux et d'autres gouvernements en vue de lutter contre la pollution; préparation technique et tenue de démonstrations sur les procédés antipollution; évaluation technique et méthodes d'approbation ou de rejet des demandes concernant les stimulants accordés à ceux qui font un effort de dépollution; coordination des mesures nationales pour parer aux crises survenant dans l'environnement; instauration, élaboration et mise en œuvre de recherches et de mesures de contrôle relatives à la gestion des déchets solides et à l'élimination des substances dangereuses; lutte contre la pollution dans les installations fédérales; gestion d'une structure régionale chargée du fonctionnement des programmes de protection de l'environnement.

Environnement atmosphérique
Apport de renseignements historiques, actuels et prévisionnels sur la météorologie, l'état des mers et des glaces dans toutes les régions du Canada et les eaux adjacentes; conseils et avis sur les répercussions des conditions atmosphériques, de l'état des mers et des glaces sur les activités de l'être humain et sur les applications des connaissances météorologiques dans des activités assujetties aux conditions atmosphériques; évaluations des répercussions des activités de l'être humain sur l'environnement atmosphérique; recherches sur le comportement de l'atmosphère et ses effets sur les autres éléments de l'environnement, les mécanismes du vent et des vagues et la dynamique de la glace dans les eaux navigables; élaboration, essai et étalonnage des instruments météorologiques normalisés; formulation d'objectifs nationaux sur la qualité de l'air ambiant; recherches et apport de renseignements, d'avis de conseils sur les aspects météorologiques de la qualité de l'air ainsi que de l'intensité et la propagation du bruit; élaboration et réalisation de programmes de formation professionnelle et technique en météorologie; services de bibliothèque en météorologie; participation aux programmes scientifiques et opérationnels internationaux et études spéciales sur le terrain pour appuyer les programmes canadiens visant à aider certains pays particuliers.

Conservation de l'environnement
Instauration de programmes nationaux relatifs à la planification et à l'exécution de travaux d'exploitation des ressources en eau et de recherches sur la quantité et la qualité de l'eau; élaboration de politiques et de systèmes afférents au rassemblement des données hydrométriques et aux ensembles qu'elles constituent, aux relevés des eaux et des glaces et aux prévisions; gestion, recherches et rassemblement de données en vue de l'établissement d'un inventaire national et d'une banque de données sur le potentiel et l'utilisation des terres; participation aux programmes fédéraux-provinciaux de planification relative au potentiel et à l'utilisation des terres; mesures fédérales pour répondre aux besoins de recherches et de services connexes des gouvernements provinciaux; conservation et protection des oiseaux migrateurs; services consultatifs et renseignements relatifs à la faune pour le gouvernement et d'autres organismes; recherches, en égard à la faune, sur les produits chimiques toxiques, la pathologie, l'interprétation, l'information et la biométrie; recherches sur la faune et gestion des ressources fauniques avec la collaboration des gouvernements des provinces et des territoires; protection et développement des espèces rares ou menacées d'extinction; évaluation de l'effet sur la faune de l'exploitation des ressources et d'autres entreprises; gestion d'organisations régionales pour les activités relatives à la faune.

Programme Parcs Canada

Objectif

Acquérir et mettre en valeur, à l'intention du public, des régions typiques du pays, tout en assurant leur conservation à l'état naturel; conserver, restaurer et maintenir en service les lieux, les bâtiments et les parcours d'importance historique nationale.

Description des activités

Parcs nationaux
Aménagement, exploitation, entretien et conservation des parcs nationaux actuels, et planification, localisation et aménagement de nouveaux parcs.

Parcs et lieux historiques
Rassemblement de renseignements à l'intention de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada; recherches en histoire et en archéologie; conservation, marquage et explication de lieux et bâtiments d'importance historique nationale.

Accords sur les loisirs et la conservation
Encourager le public à connaître et à profiter pleinement de certaines aires du patrimoine et à protéger les importantes ressources naturelles et culturelles qui s'y trouvent avec la collaboration d'autres gouvernements, organisations et particuliers, au moyen d'un ou d'une série d'accords.

Administration
Gestion et services de soutien à l'administration centrale et dans les régions, aux fins des activités relatives aux parcs nationaux, aux parcs et lieux historiques ainsi qu'aux accords sur la récréation et la conservation.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	35,981,600	...	...	35,981,600	1	**Dépenses du programme**				
...	...	...	28,424	28,424		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	35,981,600	...	28,424	36,010,024		Total—Crédit 1	34,135,613	1,874,411	...	44,366,132
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	**Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	41,683
...	3,136,000	...	323,000	3,459,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	3,459,000	...	...	4,599,000
...	...	...	...	...		**Crédits non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	50
...	39,160,000	...	348,554	39,508,554		**Total du programme—Budgétaire**	37,634,143	1,874,411	...	49,006,865
						Programme des services de l'environnement				
...	298,275,000	...	...	298,275,000	5	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	864,749	864,749		**Virement du: CT, crédit 5[1]**				
...	...	...	732,199	732,199		**CT, crédit 10[1]**				
...	...	...	(4,494,999)	(4,494,999)		**Virement au crédit 15**				
...	298,275,000	...	(2,898,051)	295,376,949		Total—Crédit 5	284,019,760	11,357,189	...	284,955,556
...	44,396,000	...	...	44,396,000	10	**Dépenses en capital**				
...	...	...	(1,728,000)	(1,728,000)		**Virement au crédit 15**				
...	44,396,000	...	(1,728,000)	42,668,000		Total—Crédit 10	40,381,896	2,286,104	...	36,941,366
...	16,191,000	...	...	16,191,000	15	**Subventions et contributions**				
...	...	627,000	...	627,000	15b	**Virement de $1,118,000 du crédit 5(Environnement) et de $1,728,000 du crédit 10 (Environnement)**				
...	...	1	...	1	15c	**Virement de $3,376,999 du crédit 5 (Environnement)**				
...	...	...	4,494,999	4,494,999		**Virement du: crédit 5**				
...	...	...	1,728,000	1,728,000		**crédit 10**				
...	16,191,000	627,001	6,222,999	23,041,000		Total—Crédit 15	21,718,460	1,322,540	...	46,624,752
...	25,862,000	...	2,661,614	28,523,614	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	28,523,614	...	...	26,135,000
...	...	...	...	...		**Crédits non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	6,300
...	384,724,000	627,001	4,258,562	389,609,563		**Total du programme—Budgétaire**	374,643,730	14,965,833	...	394,662,974

						Programme Parcs Canada				
...	191,264,000	...	...	191,264,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,324,000	1,324,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	694,892	694,892		CT, crédit 10[1]				
...	191,264,000	...	2,018,892	193,282,892		Total—Crédit 20	185,586,300	7,696,592	...	188,465,047
...	89,892,000	...	...	89,892,000	25	Dépenses en capital	79,114,461	10,777,539	...	100,387,602
...	2,909,000	...	...	2,909,000	30	Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement	2,776,733	132,267	...	2,757,817
...	19,015,000	...	1,959,000	20,974,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20,974,000	...	...	18,788,700
...	...	...	69,013	69,013	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	69,013	...	...	2,416
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	61,241
...	**303,080,000**	...	**4,046,905**	307,126,905		**Total du programme—Budgétaire**	**288,520,507**	**18,606,398**	...	**310,462,823**
...	**726,964,000**	**627,001**	**8,654,021**	736,245,022		**Total du ministère—Budgétaire**	**700,798,380**	**35,446,642**	...	**754,132,662**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements								
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département												
Programme d'administration												
Fonctionnement												
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	...	3,732,000	...	...	(51,000)	152,169	...	3,833,169	3,262,969	570,200	...	3,100,700
Administration	...	35,089,160	...	28,424	(622,000)	167,961	...	34,663,545	33,386,430	1,277,115	...	44,375,462
Total—Fonctionnement	...	38,821,160	...	28,424	(673,000)	320,130	...	38,496,714	36,649,399	1,847,315	...	47,476,162
Capital												
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	...	6,000	...	...	51,000	...	...	57,000	56,700	300	...	...
Administration	...	178,000	...	...	622,000	...	...	800,000	789,086	10,914	...	1,438,691
Total—Capital	...	184,000	...	...	673,000	...	...	857,000	845,786	11,214	...	1,438,691
Paiements de transfert												
Administration	...	154,840	...	...	...	...	...	154,840	138,958	15,882	...	92,012
Sommaire du programme												
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	...	3,738,000	...	...	...	152,169	...	3,890,169	3,319,669	570,500	...	3,100,700
Administration	...	35,422,000	...	28,424	...	167,961	...	35,618,385	34,314,474	1,303,911	...	45,906,165
Total du programme—Budgétaire	—	39,160,000	—	28,424	—	320,130	—	39,508,554	37,634,143	1,874,411	—	49,006,865
Programme des services de l'environnement												
Fonctionnement												
Protection de l'environnement	...	54,110,000	...	683,821	140,930	430,000	...	55,364,751	53,449,340	1,915,411	...	55,816,620
Environnement atmosphérique	...	198,531,000	...	328,864	(3,263,319)	1,377,614	(31,760,000)	165,214,159	158,738,792	6,475,367	...	154,163,482
Conservation de l'environnement	...	104,682,000	...	584,263	(1,372,610)	854,000	(1,426,000)	103,321,653	100,355,242	2,966,411	...	101,116,754
Recettes à valoir sur le crédit	...	(33,186,000)	...	...	...	...	33,186,000	...	...	...	...	...
Total—Fonctionnement	...	324,137,000	...	1,596,948	(4,494,999)	2,661,614	...	323,900,563	312,543,374	11,357,189	...	311,096,856
Capital												
Protection de l'environnement	...	2,557,000	...	...	(53,000)	...	...	2,504,000	2,486,208	17,792	...	2,815,256
Environnement atmosphérique	...	23,550,000	...	...	(940,000)	...	...	22,610,000	20,938,468	1,671,532	...	22,644,247
Conservation de l'environnement	...	18,289,000	...	...	(735,000)	...	...	17,554,000	16,957,220	596,780	...	11,481,863
Total—Capital	...	44,396,000	...	...	(1,728,000)	...	...	42,668,000	40,381,896	2,286,104	...	36,941,366

								Paiements de transfert				
...	5,000	...	...	457,000	...	...	462,000	Protection de l'environnement	462,000	...	...	13,373,668
...	1,406,000	75,000	...	10,000	...	...	1,491,000	Environnement atmosphérique	1,469,294	21,706	...	1,205,241
...	14,780,000	552,001	...	5,755,999	...	...	21,088,000	Conservation de l'environnement	19,787,166	1,300,834	...	32,045,843
...	16,191,000	627,001	...	6,222,999	...	...	23,041,000	Total—Paiements de transfert	21,718,460	1,322,540	...	46,624,752
								Sommaire de programme				
...	56,672,000	...	683,821	544,930	430,000	...	58,330,751	**Protection de l'environnement**	56,397,548	1,933,203	...	72,005,544
...	191,727,000	75,000	328,864	(4,193,319)	1,377,614	...	189,315,159	**Environnement atmosphérique**	181,146,554	8,168,605	...	178,012,970
...	136,325,000	552,001	584,263	3,648,389	854,000	...	141,963,653	**Conservation de l'environnement**	137,099,628	4,864,025	...	144,644,460
...	384,724,000	627,001	1,596,948	—	2,661,614	—	389,609,563	**Total du programme—Budgétaire**	374,643,730	14,965,833	—	394,662,974
								Programme Parcs Canada				
								Fonctionnement				
...	107,525,903	...	243,212	1,947,350	999,090	...	110,715,555	Parcs nationaux	107,943,852	2,771,703	...	110,027,497
...	44,282,000	...	229,314	989,955	411,390	...	45,912,659	Parcs et lieux historiques	45,484,089	428,570	...	45,525,000
...	24,854,000	...	55,592	...	235,080	...	25,144,672	Accords sur les loisirs et la conservation	21,142,041	4,002,631	...	25,563,000
...	32,668,000	...	1,490,774	...	313,440	...	34,472,214	Administration	33,993,630	478,584	...	28,319,000
...	...	...	...	...	69,013	...	69,013	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	69,013	...	...	...
...	209,329,903	...	2,018,892	2,937,305	2,028,013	...	216,314,113	Total—Fonctionnement	208,632,625	7,681,488	...	209,434,497
								Capital				
...	55,160,000	...	...	...	...	...	55,160,000	Parcs nationaux	47,527,081	7,632,919	...	57,204,000
...	11,709,000	...	...	(31,500)	...	...	11,677,500	Parcs et lieux historiques	12,061,768	(384,268)	...	18,386,000
...	19,318,000	...	...	...	...	...	19,318,000	Accords sur les loisirs et la conservation	15,842,589	3,475,411	...	19,905,000
...	3,768,000	...	...	...	...	...	3,768,000	Administration	3,699,480	68,520	...	4,907,000
...	89,955,000	...	...	(31,500)	...	...	89,923,500	Total—Capital	79,130,918	10,792,582	...	100,402,000
								Paiements de transfert				
...	2,277,097	...	...	(1,957,550)	...	...	319,547	Parcs nationaux	277,305	42,242	...	185,297
...	1,518,000	...	...	(948,255)	...	...	569,745	Parcs et lieux historiques	479,659	90,086	...	441,029
...	3,795,097	...	...	(2,905,805)	...	...	889,292	Total—Paiements de transfert	756,964	132,328	...	626,326
								Sommaire de programme				
...	164,963,000	...	243,212	(10,200)	999,090	...	166,195,102	**Parcs nationaux**	155,748,238	10,446,864	...	167,416,794
...	57,509,000	...	229,314	10,200	411,390	...	58,159,904	**Parcs et lieux historiques**	58,025,516	134,388	...	64,352,029
...	44,172,000	...	55,592	...	235,080	...	44,462,672	**Accords sur les loisirs et la conservation**	36,984,630	7,478,042	...	45,468,000
...	36,436,000	...	1,490,774	...	313,440	...	38,240,214	**Administration**	37,693,110	547,104	...	33,226,000
...	...	...	...	...	69,013	...	69,013	**Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents**	69,013	...	...	...
—	303,080,000	—	2,018,892	—	2,028,013	—	307,126,905	**Total du programme—Budgétaire**	288,520,507	18,606,398	—	310,462,823
...	726,964,000	627,001	3,644,264	...	5,009,757	...	736,245,022	Total du ministère—Budgétaire	700,798,380	35,446,642	...	754,132,662

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme d'administration				
							Subventions				
							Administration				
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Association canadienne des géographes	6,500	500	...	6,500
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Union géographique internationale	...	2,000	...	...
...	9,000	...	...	...	...	9,000	Total—Subventions	6,500	2,500	...	6,500
							Contributions				
							Administration				
...	145,840	...	...	...	...	145,840	Contribution au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	132,458	13,382	...	84,008
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,504
...	145,840	...	...	...	...	145,840	Total—Contributions	132,458	13,382	...	85,512
...	154,840	...	...	...	...	154,840	Total du programme	138,958	15,882	...	92,012
							Programme des services de l'environnement				
							Subventions				
							Protection de l'environnement				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Comité canadien de l'Association internationale de la recherche sur la pollution de l'eau	5,000	...	...	5,000
							Environnement atmosphérique				
...	596,000	...	...	...	...	596,000	Subvention aux fins de recherches en météorologie	592,300	3,700	...	473,790
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Société canadienne de météorologie et d'océanographie	20,000	...	...	16,000
...	...	...	...	10,000	...	10,000	Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de la Commission économique pour l'Europe	10,000	...	...	10,451
...	...	75,000	...	...	...	75,000	Subvention à la Coalition canadienne contre les pluies acides	75,000	...	...	...
...	616,000	75,000	...	10,000	...	701,000		697,300	3,700	...	500,241

							Conservation de l'environnement				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Subventions aux fins de recherches sur les ressources en eau	250,000	...	...	250,000
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau	2,000	...	...	2,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fédération canadienne de la faune	10,000	...	...	10,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fédération canadienne des naturalistes	10,000	...	...	10,000
...	85,000	...	...	...	...	85,000	Creston Valley Wildlife Management	85,000	...	...	75,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Institut canadien de la fourrure	20,000	...	...	20,000
...	1,300,000	...	...	...	...	1,300,000	Fondation Habitat Faunique Canada	1,300,000	...	...	2,000,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Nature Conservancy of Canada	10,000	...	...	10,000
...	...	...	...	593,750	...	593,750	Fonds de toxicologie de la faune	510,766	82,984	...	...
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Centre d'interprétation faunique à Creston Valley	15,000	...	...	...
...	1,687,000	...	...	608,750	...	2,295,750		2,212,766	82,984	...	2,377,000
...	2,308,000	75,000	...	618,750	...	3,001,750	Total—Subventions	2,915,066	86,684	...	2,882,241
							Contributions				
							Protection de l'environnement				
...	...	...	...	57,000	...	57,000	Organisation de coopération et de développement économiques	57,000	...	...	39,909
...	...	...	...	400,000	...	400,000	L'Opération de nettoyage de l'environnement territorial	400,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	13,328,759
...	...	...	...	457,000	...	457,000		457,000	...	...	13,368,668
							Environnement atmosphérique				
...	710,000	...	...	...	...	710,000	Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale	709,994	6	...	622,000
...	80,000	...	...	...	...	80,000	Bourses d'études pour le programme météorologique	62,000	18,000	...	66,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17,000
...	790,000	...	...	...	...	790,000		771,994	18,006	...	705,000
							Conservation de l'environnement				
...	200,000	...	...	(200,000)	...	...	Contributions aux provinces destinées à d'autres projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	...	...	...	...
...	800,000	...	...	200,000	...	1,000,000	Contributions aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques	999,985	15	...	660,028
...	2,965,000	...	...	155,200	...	3,120,200	Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables	3,023,564	96,636	...	1,310,224
...	3,000,000	...	...	8,300	...	3,008,300	Contributions à la province de la Saskatchewan pour l'épuration des eaux pour les villes de Régina et Moose Jaw	3,008,281	19	...	1,991,719
...	793,000	...	...	(110,000)	...	683,000	Contributions à la province de Québec—Accord sur les relevés hydrométriques	680,242	2,758	...	642,300
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Contribution à l'Institut canadien de la fourrure	500,000	...	...	395,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	1,200,000	1	...	3,616,999	...	4,817,000	Contributions à la province de l'Ontario en vertu de l'Accord Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs	4,520,000	297,000	...	1,169,000
...	95,000	...	...	...	...	95,000	Contribution à la province de Québec—Accord de la Baie James	94,993	7	...	100,000
...	50,000	...	...	48,000	...	98,000	Contribution à la province du Manitoba pour les études de mercure du réseau de dérivation de la rivière Churchill	88,905	9,095	...	85,000
...	28,000	...	...	5,000	...	33,000	Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	32,500	500	...	28,000
...	600,000	...	...	(110,500)	...	489,500	Contribution versée au Manitoba pour la construction de digues périphériques à la rivière Rouge	488,879	621	...	302,523
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Contribution à la province du Manitoba—Delta Marsh	...	100,000	...	...
...	197,000	...	...	(24,000)	...	173,000	Contribution à la province de Québec aux fins des accords de contrôle de la qualité des eaux	173,000	...	...	189,477
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15,000	...	...	15,000
							Contributions aux provinces destinées à la mise en œuvre des recommandations visant la planification des ressources hydrologiques:				
...	450,000	...	...	(200,000)	...	250,000	Saskatchewan—Vallée Qu'Appelle	234,440	15,560	...	148,675
...	2,100,000	...	...	...	...	2,100,000	Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser	2,022,000	78,000	...	3,150,000
...	...	...	...	25,000	...	25,000	Canadian Institute of Resources Law	25,000	...	...	...
...	...	...	...	375,000	...	375,000	Centre d'interprétation faunique du Marais Wye	375,000	...	...	...
...	...	...	...	68,000	...	68,000	Centre d'interprétation faunique du Cap Tourmente	49,621	18,379	...	...
...	...	552,000	...	1,284,000	...	1,836,000	Entente Canada/Terre-Neuve pour l'installation d'un système d'épuration à Channel-Port-aux-Basques	1,242,990	593,010	...	180,000
...	...	...	...	6,250	...	6,250	Comité de gestion du porc-épic et du caribou	...	6,250	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	19,301,897
...	13,093,000	552,001	...	5,147,249	...	18,792,250		17,574,400	1,217,850	...	29,668,843
...	**13,883,000**	**552,001**	**...**	**5,604,249**	**...**	**20,039,250**	Total—Contributions	**18,803,394**	**1,235,856**	**...**	**43,742,511**

							Sommaire du programme par activité				
...	5,000	...	...	457,000	...	462,000	Protection de l'environnement	462,000	...	...	13,373,668
...	1,406,000	75,000	...	10,000	...	1,491,000	Environnement atmosphérique	1,469,294	21,706	...	1,205,241
...	14,780,000	552,001	...	5,755,999	...	21,088,000	Conservation de l'environnement	19,787,166	1,300,834	...	32,045,843
...	**16,191,000**	**627,001**	...	**6,222,999**	...	23,041,000	**Total du programme**	21,718,460	**1,322,540**	...	**46,624,752**
							Programme Parcs Canada				
							Subventions				
							Parcs nationaux				
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba	30,000	...	...	30,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada	15,000	...	...	15,000
...	45,000	...	...	...	...	45,000		45,000	...	...	45,000
							Parcs et lieux historiques				
...	6,000	...	...	(4,980)	...	1,020	Subvention à la ville de Sillery (Québec) en remplacement d'impôts fonciers pour la Commission des champs de bataille nationaux	...	1,020	...	...
...	1,027,000	...	...	(984,975)	...	42,025	Subvention à la ville de Québec (Québec) en remplacement d'impôts fonciers pour la Commission des champs de bataille nationaux	...	42,025	...	...
...	1,033,000	...	...	(989,955)	...	43,045		...	43,045	...	...
...	**1,078,000**	...	...	**(989,955)**	...	88,045	Total—Subventions	**45,000**	**43,045**	...	**45,000**
							Contributions				
							Parcs nationaux				
...	13,497	...	...	...	...	13,497	Contribution à la Conférence fédérale-provinciale des parcs pour le financement d'un bureau de coordination des activités de la Conférence	13,353	144	...	12,899
...	90,000	...	...	...	...	90,000	Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles	90,000	...	...	90,000
...	2,060,000	...	...	(2,051,000)	...	9,000	Contributions à la province de la Saskatchewan à l'égard de l'exploitation pétrolière et gazière, relativement au projet du parc national des Prairies	...	9,000	...	...
...	3,000	...	...	...	...	3,000	Contribution à l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada pour aider à payer le coût d'une affiche d'un parc national	3,000	...	...	2,000
...	15,600	...	...	...	...	15,600	Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper	15,600	...	...	13,070
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	23,152	26,848	...	22,328
...	...	...	...	2,200	...	2,200	Contribution au Comité de la réserve de la biosphère des lacs de Waterton	2,200	...	...	...
...	...	...	...	6,250	...	6,250	Contribution au Comité de gestion du porc-épic et du caribou	...	6,250	...	...

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	85,000	...	85,000	Programme d'échange de jeunes	85,000	...	...	...
...	2,232,097	...	...	(1,957,550)	...	274,547		232,305	42,242	...	140,297
							Parcs et lieux historiques				
...	80,000	...	...	...	...	80,000	Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial	71,257	8,743	...	67,064
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contributions aux associations coopératives des activités de Parcs Canada	236,763	13,237	...	250,000
...	77,000	...	...	...	...	77,000	Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels	77,000	...	...	69,160
...	38,000	...	...	10,200	...	48,200	Contribution pour l'acquisition et la rénovation de la Maison Trestler	23,139	25,061	...	14,805
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Contribution au Conseil international des monuments et des sites	40,000	...	...	40,000
...	...	...	...	31,500	...	31,500	Contribution à Annapolis Royal Commission	31,500	...	...	...
...	485,000	...	...	41,700	...	526,700		479,659	47,041	...	441,029
...	**2,717,097**	...	...	**(1,915,850)**	...	**801,247**	Total—Contributions	**711,964**	**89,283**	...	**581,326**
							Sommaire du programme par activité				
...	2,277,097	...	...	(1,957,550)	...	319,547	Parcs nationaux	277,305	42,242	...	185,297
...	1,518,000	...	...	(948,255)	...	569,745	Parcs et lieux historiques	479,659	90,086	...	441,029
...	**3,795,097**	...	...	**(2,905,805)**	...	**889,292**	**Total du programme**	**756,964**	**132,328**	...	**626,326**
...	**20,140,937**	**627,001**	...	**3,317,194**	...	**24,085,132**	**Total du ministère**	**22,614,382**	**1,470,750**	...	**47,343,890**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des services de l'environnement			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Environnement atmosphérique			
Coûts récupérés du ministère des Transports pour:			
Services météorologiques visant l'aviation	7,974,000	7,533,000	7,017,000
Services relatifs aux glaces	15,650,000	15,808,838	14,294,000
Coûts récupérés du ministère de la Défense nationale pour:			
Services météorologiques aux Forces canadiennes	7,684,000	7,678,317	7,138,000
Coûts récupérés d'autres ministères fédéraux pour divers services	452,000	504,019	352,769
	31,760,000	31,524,174	28,801,769
Conservation de l'environnement			
Coûts récupérés du ministère des Affaires indiennes et Nord canadien pour:			
Stations hydrométriques et de jaugeage—	...	...	...
Yukon	154,000	155,710	157,000
Territoires du Nord-Ouest	615,000	625,000	553,000
Cartographie de terres du Nord	400,000	...	400,000
Autres services	4,000	...	...
Coûts récupérés de Parcs Canada pour:			
Services hydrométriques	7,000	6,841	5,600
Services relatifs à la qualité des eaux	89,000	90,390	82,500
Coûts récupérés d'autres ministères fédéraux pour divers services	157,000	59,533	345,104
	1,426,000	937,474	1,543,204
Total du programme—Budgétaire	**33,186,000**	**32,461,648**	**30,344,973**
Total du ministère—Budgétaire	**33,186,000**	**32,461,648**	**30,344,973**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	97,308	81,189
Remboursement de dépenses en capital	...	20,512
Divers	42,748	11,689
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	252,204	52,550
	392,260	165,940
Rémunérations de services—		
Location de terrain vacant	215,208	...
Divers	...	187
Autres services	1,012	...
	216,220	187
Produits des ventes—		
Divers	...	50
Autres recettes non fiscales—		
Logements	...	17,008
Divers	9,098	26,663
	9,098	43,671
Total du programme	**617,578**	**209,848**
Programme des services de l'environnement		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	625,171	413,373
Remboursement de dépenses en capital	28,167	7,011
Divers	139,610	20,274
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	822,267	291,922
	1,615,215	732,580
Privilèges, licences et permis—		
Logements	575,287	...
Licences—Taxidermiste et aviculture	30,201	30,755
Permis de chasse d'oiseaux	146,440	414,138
Permis de fenaison et de pâturage	41,265	14,024
Autres services	52,171	39,151
	845,364	498,068

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Publications gouvernementales, cartes et plans	786	12,518
Données météorologiques spéciales	28,151	571,551
Permis de chasse d'oiseaux	63,017	743,243
Amendes et pénalités	19,953	15,852
Recouvrements—Relevés hydrométriques	4,185,307	3,878,164
Autres recouvrements relatifs à l'eau	371,262	377,591
Recettes météorologiques	754,818	...
Autres services	543,338	307,435
Divers	114,570	70,295
	6,081,202	5,976,649
Produits des ventes—		
Publications, cartes et plans	29,753	170,358
Recettes provenant de services publics	1,702	10
Données météorologiques spéciales	24,283	165,051
Recettes météorologiques	423,142	...
Divers	115,162	89,466
	594,042	424,885
Autres recettes non fiscales—		
Logements	...	583,710
Concessions	201	181
Repas	...	756
Commissions	...	32,014
Divers	269,492	161,989
	269,693	778,650
Total du programme	**9,405,516**	**8,410,832**

Programme Parcs Canada

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	199,083	129,864
Remboursement de dépenses en capital	121,487	58,161
Divers	4,200	73,059
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	121,109	478,769
	445,879	739,853
Privilèges, licences et permis—		
Location de terrains	6,348,913	5,819,467
Location de terrains adjacents aux canaux	584,747	502,167
Location de bâtiments	19,862	16,207
Logements	1,660,602	1,517,633
Licences générales	220,402	224,944
Licences pour pêcher	509,182	289,070
Licences pour commerce	289,286	63,739
Licences—Taxidermistes et aviculture	...	1,210
Permis de chasse d'oiseaux	6,034	3,938
Permis de fenaison et de pâturage	8,746	1,216
Permis pour camping et remorque	5,600,054	4,100,617
Permis d'écluse	661,944	239,819
Permis d'accostage	114,901	162,343
Permis—Bois	683	1,041
Autres	38,282	29,856
	16,063,638	12,973,267
Rémunérations de services—		
Amendes et pénalités	66,625	18,812
Frais de stationnement	6,841,115	3,001,729
Autres services	40,345	51,102
	6,948,085	3,071,643
Produits des ventes—		
Publications, cartes et plans	55,783	77,466
Recettes provenant de services publics	1,725,318	1,349,409
Divers	41,100	111,244
	1,822,201	1,538,119
Autres recettes non fiscales—		
Concessions	1,567,899	1,767,139
Recettes—Natation	1,408,084	1,142,321
Recettes—Golf	315,950	282,122
Commissions	17,031	...
Divers	308,840	617,335
	3,617,804	3,809,117
Total du programme	**28,897,607**	**22,131,999**
Total du département	**38,920,701**	**30,752,679**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,453,354	1,638,373
Privilèges, licences et permis	16,909,002	13,471,335
Rémunérations de services	13,245,507	9,048,479
Produits des ventes	2,416,243	1,963,054
Autres recettes non fiscales	3,896,595	4,631,438
Total du ministère	38,920,701	38,752,679

[illegible]

SECTION 15

COMPTES PUBLICS
1985-86

Expansion industrielle régionale

Département
Corporation de développement du Canada
Corporation de développement des investissements du Canada
Société financière Canadair Inc.
Société de développement du Cap-Breton
Eldorado Aviation Limitée
Eldorado Nucléaire Limitée
Banque fédérale de développement
Investissement Canada
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	15.2
Sommaire du ministère	15.4
Programmes par activité	15.8
Paiements de transfert	15.11
Recettes	15.13

Département

Objectif

Accroître l'ensemble des activités industrielles, commerciales et touristiques dans toutes les régions du Canada et ce faisant réduire les disparités économiques au Canada.

Description des activités

Climat commercial
Favoriser l'établissement d'un climat commercial qui permettra d'encourager la mise au point de produits et de procédés nouveaux, l'esprit d'entreprise et la croissance économique; l'aide aux établissements, aux associations et autres ordres de gouvernement qui fournissent des renseignements et des services courants d'ordre général ainsi que des renseignements économiques et commerciaux précis au secteur privé; l'aide au titre des études, des colloques, des services courants, des établissements et centres économiques, commerciaux et technologiques en vue de maintenir un climat commercial favorable; l'établissement et la mise en œuvre des programmes d'infrastructure industrielle et autres programmes capitalistiques.

Innovation
Établir de vastes compétences d'innovation dans le secteur privé et inciter l'investissement dans des secteurs technologiques stratégiquement importants; fournir une aide au titre des études, de la recherche appliquée, de la mise au point et de la conception de produits et de procédés et des projets d'ingénierie qui contribuent à la mise au point de nouveaux produits et de procédés pour le marché.

Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme
Stimuler l'établissement d'entreprises canadiennes et insister tout particulièrement sur les questions d'emplacement; soutenir l'accroissement de la productivité et la modernisation de l'industrie canadienne, fournir une aide financière au titre des études, des machines, de l'équipement, des usines et du fonds de roulement, qui visent directement l'accroissement de la productivité, la modernisation ou l'expansion; soutenir la restructuration et le renouveau industriels des firmes et des collectivités qui nécessitent des mesures d'adaptation économique exceptionnelles; fournir un capital social accru en vue de faciliter le développement économique et socio-économique au niveau des secteurs et des régions pour lesquels il faut prendre des mesures spéciales; améliorer l'accès aux possibilités d'emploi par des programmes de développement socio-économique; l'analyse et l'évaluation de la compétitivité des attractions, des installations et des services canadiens dans le cadre du milieu touristique national et international; repérer les lacunes relativement à la performance de l'industrie et de l'exploitation des débouchés commerciaux; la coopération avec l'industrie privée et les provinces au niveau de l'établissement et de la formulation de politiques et des plans du développement de l'industrie touristique.

Commercialisation
Repérer, élaborer et exploiter les débouchés commerciaux canadiens et internationaux, les tendances et les développements au sein du marché du tourisme; soutenir une gamme d'activités de commercialisation, y compris la recherche de marchés; accroître la connaissance qu'ont les firmes canadiennes des débouchés de vente et faciliter la participation aux activités de promotion, tant au Canada qu'à l'étranger; identifier les marchés cibles très prometteurs pour les voyages à destination ou à l'intérieur du Canada; coopérer avec les gouvernements des provinces et des territoires et le secteur privé en vue de promouvoir les voyages au Canada auprès des visiteurs étrangers et sensibiliser la population à l'importance du tourisme pour l'économie.

Administration
Fournir un service de direction administrative et des services de soutien, y compris les services d'information.

Corporation de développement du Canada

Objectif

Mettre sur pied et entretenir des corporations solides, contrôlées et gérées par les Canadiens dans le secteur privé; élargir les possibilités d'investissement offertes aux Canadiens et exploiter ces corporations de façon rentable dans le meilleur intérêt de tous les actionnaires.

Corporation de développement des investissements du Canada [1]

Objectif

Améliorer la gestion commerciale des avoirs de propriété publique et faciliter leur accession au domaine privé.

Société de développement du Cap-Breton

Objectif

Stimuler le relèvement et l'expansion économiques de l'île du Cap-Breton tout en rationalisant l'industrie houillère.

Relever et réorganiser l'industrie houillère de l'île du Cap-Breton afin de la rendre économiquement viable;

Promouvoir le développement industriel de l'île du Cap-Breton et, de concert avec le ministère de l'Expansion industrielle régionale et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, augmenter les possibilités d'emploi productif.

Description des activités

Rationalisation de l'industrie houillère
Exploitation des mines de charbon et des voies ferrées qui les desservent; planification et mise en valeur de la mine de Prince et de la mine de Donkin; administration du régime de retraite anticipée.

Expansion économique
Investissement dans certaines entreprises ou apport financier à ces entreprises pour leur permettre de s'établir, de s'installer ou de poursuivre leur expansion dans l'île du Cap-Breton; études et services de publicité visant à l'expansion économique; aménagement et gestion des parcs industriels; aide aux municipalités et à d'autres organismes relativement à des services qui facilitent l'expansion économique.

Eldorado Aviation Limitée

Objectif

Assurer le transport aérien pour le compte de Eldorado Nucléaire Limitée et de la Société des transports du Nord Limitée.

Eldorado Nucléaire Limitée

Objectif

Extraire et affiner l'uranium ainsi que fabriquer du combustible nucléaire destiné à la génération d'électricité.

Banque fédérale de développement

Objectif

Favoriser et faciliter la création et l'expansion d'entreprises, particulièrement de petites entreprises au Canada.

Description des activités

Services financiers
Fournir de l'aide financière à la petite entreprise, principalement sous forme de prêts à terme et de placements en capital de risque, qu'elle ne peut autrement se procurer ailleurs à des termes et conditions raisonnables.

Services de gestion
Services de consultation en gestion offerts aux petites entreprises au Canada qui viennent s'ajouter aux services disponibles dans le secteur privé. Offrir elle-même ou faire offrir des cours de formation en gestion conçus en fonction des besoins des petites entreprises. Patronner, subventionner et organiser des conférences, des cours, des séances d'études et d'autres réunions destinées à favoriser l'utilisation de saines méthodes de gestion dans l'administration des petites entreprises. Fournir des renseignements et des conseils sur les programmes d'aide fédéraux; publication de brochures et de bulletins sur la gestion des petites entreprises; conseils et aide en matière de planification des entreprises et de financement de projets.

Administration des services de gestion
Vice-président et directeurs généraux adjoints et leur personnel de soutien, services de gestion et services centraux de soutien.

Investissement Canada[2]

Objectif

Contribuer à l'expansion économique du Canada en agissant à titre de catalyseur et de centre névralgique des efforts déployés par les secteurs public et privé en vue d'accroître les investissements qui profitent au Canada.

Description de l'activité

Développement de l'investissement et stratégie
Inciter par des moyens appropriés les entreprises à investir; aider les entreprises canadiennes à exploiter les possibilités d'investissement et d'évolution technologique; effectuer des travaux de recherche et d'analyse sur l'investissement national et international; assurer des services d'information sur l'investissement et d'autres services en rapport avec l'investissement afin de faciliter l'essor économique au Canada; aider à formuler des politiques industrielles et économiques influant sur l'investissement au Canada; veiller à ce que les activités relatives aux avis et à l'examen des investissements soient menées comme l'exige la loi.

---

[1] La Société financière Canadair Inc., Eldorado Nucléaire Limitée et la Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited sont des filiales de la Corporation de développement des investissements du Canada.
[2] Antérieurement l'Agence d'examen de l'investissement étranger (CP 1985-2043, daté le 27 juin 1985).

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	233,755,837	...	...	233,755,837	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1b	Virement de $6,899,999 du crédit 10 (Expansion industrielle régionale) et pour s'assurer que le montant global de l'assurance en vigueur à tout moment concernant les avions DHC-7 et DHC-8 de la société de Havilland pour les fins prescrites au sous-alinéa (ii) du crédit 1(a) (Industrie et Commerce) de la Loi nº 1 de 1980-81 portant affectation de crédits ne dépasse pas $230,000,000 et $200,000,000 (É-U)				
...	...	...	6,899,999	6,899,999		Virement du: crédit 10				
...	...	...	288,541	288,541		CT, crédit 10[1]				
...	233,755,837	1	7,188,540	240,944,378		Total—Crédit 1	215,614,044	25,330,334	...	215,766,174
...	...	1	...	1	2c	Autorisation de radier certaines dettes et créances conformément à l'article 18 et virement de $19,579,703 du crédit 10 (Expansion industrielle régionale) de la Loi de crédits nº 2 de 1985-86				
...	...	...	19,579,703	19,579,703		Virement du crédit 10				
...	...	1	19,579,703	19,579,704		Total—Crédit 2c	19,579,703	1	...	...
...	...	1	...	1	3c	Autorisation d'augmenter le plafond des prêts en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	...	1	...	...
...	1,305,800	...	...	1,305,800	5	Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement	1,099,186	206,614	...	927,215
...	966,186,000	...	...	966,186,000	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10c	Subventions et contributions				
...	...	...	(6,899,999)	(6,899,999)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(19,579,703)	(19,579,703)		crédit 2c				
...	...	...	(9,849,999)	(9,849,999)		crédit 16b				
...	966,186,000	2	(36,329,701)	929,856,301		Total—Crédit 10	710,431,340	219,424,961	...	773,349,363
...	350,000	...	...	350,000	15	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	350,000	...	...	350,000
...	...	1	...	1	16b	Versements à Canadair Limitée pour le système de reconnaissance aérienne CL 289—Virement de $9,849,999 du crédit 10 (Expansion industrielle régionale)				
...	...	...	9,849,999	9,849,999		Virement du crédit 10				
...	...	1	9,849,999	9,850,000		Total—Crédit 16b	7,773,250	2,076,750	...	...

...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	Ministre de l'Expansion industrielle régionale—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	9,882
...	46,500,000	...	(2,672,560)	43,827,440	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	43,827,440	...	...	28,982,160
...	10,000,000	20,312,905	(5,738,975)	24,573,930	(S)	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	24,573,930	...	...	5,939,642
...	17,797,000	...	1,825,000	19,622,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,622,000	...	...	16,756,000
...	...	11,471,664	5,602,893	17,074,557	(S)	Paiements de garanties des prêts en vertu de la Loi sur les subventions pour le développement régional	17,074,557	...	...	...
...	...	...	3,323	3,323	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	3,323	...	...	656
...	...	...	70,272	70,272	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	70,272	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	28,315,597
...	1,275,937,037	31,784,575	(624,376)	1,307,097,236		Total budgétaire	1,060,058,575	247,038,661	...	1,070,396,689
...	300,000	...	...	300,000	L20	Avances pour acquisition ou cession de capital-actions en vue de protéger la Couronne. (Brut)	...	...	300,000	...
...	5,000,000	...	...	5,000,000	L25	Prêts en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional. (Brut)	...	...	5,000,000	275,000
1,948,436	...	...	...	1,948,436	L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits. Limite $1.950,000. (Net)	...	...	1,948,436	...
...	...	76,795,000	...	76,795,000	L26b	Paiements relatifs à la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique par suite de la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique. (Brut) (125459 Canada Ltée)				
...	...	16,800,000	...	16,800,000	L26c	Paiements relatifs à la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique par suite de la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique. (Brut) (NS Holdco Ltée)				
...	...	93,595,000	...	93,595,000		Total—Crédits L26b et L26c	93,595,000	...	...	...
4,500,000	...	...	...	4,500,000	(S)	(L) Paiements à Téléglobe Canada en vertu de la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, article 12. Limite $4,500,000. (Brut)	...	...	4,500,000	...
6,448,436	5,300,000	93,595,000	...	105,343,436		Total non budgétaire	93,595,000	...	11,748,436	275,000
...	1,275,937,037	31,784,575	(624,376)	1,307,097,236		**Total du département—Budgétaire**	1,060,058,575	247,038,661	...	1,070,396,689
6,448,436	5,300,000	93,595,000	...	105,343,436		**Non budgétaire**	93,595,000	...	11,748,436	275,000
						Corporation de développement du Canada				
250,000,000	...	...	...	250,000,000	(S)	(L) Avances pour l'acquisition d'actions de la Corporation de développement du Canada en vertu de la Loi sur la Corporation de développement du Canada, articles 36(1) et 42(1). Limite $250,000,000 *plus* acquisitions en vertu de l'article 39. (Net)	...	...	250,000,000	...
100,000,000			...	100,000,000		Prêts à la Corporation en vertu de l'article 37. Limite $100,000,000. (Net)	...	...	100,000,000	...
350,000,000	...	...	...	350,000,000		**Total du programme—Non budgétaire**	...	...	350,000,000	...

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations: Indiquées dans Budget des dépenses	Provenance des autorisations: Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations: Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations: Annulées (suremployées)	Utilisation des autorisations: Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Société financière Canadair Inc.				
...	...	...	1,188,166,000	1,188,166,000	(S)	Obligations telles qu'autorisées par le crédit 7c de la Loi nº 4 de 1984-85 portant affectation de crédits	1,188,166,000	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	300,000,000
...	...	...	**1,188,166,000**	1,188,166,000		**Total du programme—Budgétaire**	**1,188,166,000**	...	...	**300,000,000**
						Société de développement du Cap-Breton				
...	21,612,000	...	...	21,612,000	30	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton du déficit d'exploitation des mines en 1985-86	16,935,853	4,676,147	...	10,032,963
...	160,895,000	...	...	160,895,000	35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses en capital, le relèvement et l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	93,662,972	67,232,028	...	86,924,793
...	9,500,000	...	...	9,500,000	40	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton aux fins des articles 22 et 23 de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton	9,500,000	...	...	10,615,000
...	192,007,000	...	...	192,007,000		Total budgétaire	120,098,825	71,908,175	...	107,572,756
11,557,756	...	...	...	11,557,756	L40a	Avances à la Société en vertu de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, article 19(2), telle que modifiée par la Loi nº 4 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $25,000,000. (Net)	(10,798,825)	...	22,356,581	2,073,956
...	**192,007,000**	...	...	192,007,000		**Total du programme—Budgétaire**	120,098,825	**71,908,175**	...	**107,572,756**
11,557,756	...	...	...	11,557,756		**Non budgétaire**	(10,798,825)	...	**22,356,581**	**2,073,956**
						Eldorado Nucléaire Limitée				
24,433,697	...	...	(23,486,178)	947,519	L107e	Total des emprunts de Eldorado Nucléaire Limitée. Loi nº 4 de 1980-81 portant affectation de crédits. Autorisation de prendre fin le 31 décembre 1988. Limite $600,000,000. (Net)	...	...	947,5 19	...
24,433,697	...	...	**(23,486,178)**	947,519		**Total du programme—Non budgétaire**	...	...	**947,519**	...
						Banque fédérale de développement				
...	25,507,000	...	...	25,507,000	45	Paiements à la Banque fédérale de développement				
...	...	2,959,000	...	2,959,000	45b	Paiements à la Banque fédérale de développement				
...	25,507,000	2,959,000	...	28,466,000		Total—Crédit 45	25,928,598	2,537,402	...	24,107,981
97,400,000	20,000,000	(20,000,000)	...	97,400,000	(S)	Paiements à la Banque fédérale de développement en vertu des articles 28 et 31 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	...	...	97,400,000	7,000,000

						Capital versé aux termes de l'article 28. Le versement de capital de la Corporation, tout en tenant compte de la somme de $79,000,000 versée à la Banque du Canada en vertu de l'article 52, ne doit pas dépasser $475,000,000. (Brut)				
97,400,000	45,507,000	(17,041,000)	...	125,866,000		Total budgétaire	25,928,598	2,537,402	97,400,000	31,107,981
1,041,828,233	...	...	(49,615,817)	992,212,416	(S)	(L) Le montant global des prêts, passif réel et passif éventuel de la Banque fédérale de développement ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze, (quinze fois avec l'approbation du gouverneur en conseil), et ne peut jamais excéder $3.2 billions. (Net)	(119,000,000)	...	1,111,212,416	(157,000,000)
97,400,000	**45,507,000**	**(17,041,000)**	**...**	125,866,000		**Total du programme—Budgétaire**	25,928,598	**2,537,402**	**97,400,000**	**31,107,981**
1,041,828,233	**...**	**...**	**(49,615,817)**	992,212,416		**Non budgétaire**	(119,000,000)	**...**	**1,111,212,416**	**(157,000,000)**
						Investissement Canada				
...	6,421,083	...	...	6,421,083	50	Dépenses du programme				
...	...	2,916,000	...	2,916,000	51b	Dépenses du programme				
...	...	121,900	...	121,900	51c	Dépenses du programme				
...	...	...	69,791	69,791		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	6,421,083	3,037,900	69,791	9,528,774		Total—Crédits 50 et 51	9,379,479	149,295	...	5,992,612
...	763,000	...	78,000	841,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	841,000	...	...	786,000
...	**7,184,083**	**3,037,900**	**147,791**	10,369,774		**Total du programme—Budgétaire**	10,220,479	**149,295**	**...**	**6,778,612**
						Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited				
...	...	110,000,000	...	110,000,000	55a	Paiement à la société de Havilland Aircraft of Canada, Limited à titre d'avoir	50,000,000	60,000,000	...	150,000,000
—	**—**	**110,000,000**	**...**	110,000,000		**Total du programme—Budgétaire**	50,000,000	**60,000,000**	**...**	**150,000,000**
97,400,000	**1,520,635,120**	**127,781,475**	**1,187,689,415**	2,933,506,010		Total du ministère—Budgétaire	2,454,472,477	**381,633,533**	**97,400,000**	**1,665,856,038**
1,434,268,122	**5,300,000**	**93,595,000**	**(73,101,995)**	1,460,061,127		Non budgétaire	(36,203,825)	**...**	**1,496,264,952**	**(154,651,044)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements								
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département												
Fonctionnement												
Climat commercial	...	45,051,000	...	(864,756)	(1,537,336)	...	...	42,648,908	38,124,636	4,524,272	...	67,917,000
Innovation	...	20,721,000	...	(635,735)	(1,130,195)	...	...	18,955,070	16,944,283	2,010,787	...	21,093,000
Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme	...	81,935,000	...	(2,201,292)	(3,913,427)	...	...	75,820,281	67,777,131	8,043,150	...	61,051,000
Commercialisation	...	56,721,000	...	(801,061)	(1,424,112)	...	...	54,495,827	48,714,813	5,781,014	...	42,624,000
Administration	...	47,649,037	3	13,202,920	23,241,237	1,895,725	...	85,988,922	81,006,227	4,982,695	...	38,285,215
Total—Fonctionnement	...	252,077,037	3	8,700,076	15,236,167	1,895,725	...	277,909,008	252,567,090	25,341,918	...	230,970,215
Capital												
Climat commercial	...	188,000	...	...	452,960	...	...	640,960	609,755	31,205	...	347,000
Innovation	...	117,000	...	...	283,600	...	...	400,600	381,097	19,503	...	98,000
Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme	...	329,000	...	...	792,680	...	...	1,121,680	1,067,071	54,609	...	1,938,000
Commercialisation	...	294,000	...	...	707,500	...	...	1,001,500	952,742	48,758	...	249,000
Administration	...	246,000	...	...	595,260	...	...	841,260	800,303	40,957	...	207,712
Total—Capital	...	1,174,000	...	...	2,832,000	...	...	4,006,000	3,810,968	195,032	...	2,839,712
Paiements de transfert												
Climat commercial	...	112,753,000	...	9,829,276	20,887,212	...	...	143,469,488	120,553,847	22,915,641	...	130,847,000
Innovation	...	252,159,000	...	20,548,613	43,665,803	...	...	316,373,416	164,246,973	152,126,443	...	153,792,000
Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme	...	632,285,000	31,784,572	(36,079,232)	(76,862,024)	(2,808,642)	...	548,319,674	512,426,238	35,893,436	...	542,594,000
Commercialisation	...	25,489,000	...	(2,710,192)	(5,759,158)	...	...	17,019,650	6,453,459	10,566,191	...	9,353,762
Total—Paiements de transfert	...	1,022,686,000	31,784,572	(8,411,535)	(18,068,167)	(2,808,642)	...	1,025,182,228	803,680,517	221,501,711	...	836,586,762
Non budgétaire												
Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme	6,448,436	5,300,000	93,595,000	...	...	...	...	105,343,436	93,595,000	...	11,748,436	275,000
Sommaire du programme												
Climat commercial	...	157,992,000	...	8,964,520	19,802,836	...	...	186,759,356	159,288,238	27,471,118	...	199,111,000
Innovation	...	272,997,000	...	19,912,878	42,819,208	...	...	335,729,086	181,572,353	154,156,733	...	174,983,000

								Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme—				
...	714,549,000	31,784,572	(38,280,524)	(79,982,771)	(2,808,642)	...	625,261,635	Budgétaire	581,270,440	43,991,195	...	605,583,000
6,448,436	5,300,000	93,595,000	...	...	...	...	105,343,436	Non budgétaire	93,595,000	—	11,748,436	275,000
...	82,504,000	...	(3,511,253)	(6,475,770)	...	...	72,516,977	Commercialisation	56,121,014	16,395,963	...	52,226,762
...	47,895,037	3	13,202,920	23,836,497	1,895,725	...	86,830,182	Administration	81,806,530	5,023,652	...	38,492,927
								Total du département—				
...	**1,275,937,037**	**31,784,575**	**288,541**	**...**	**(912,917)**	**...**	**1,307,097,236**	**Budgétaire**	**1,060,058,575**	**247,838,661**	**...**	**1,070,396,689**
6,448,436	**5,300,000**	**93,595,000**	**—**	**—**	**—**	**—**	**105,343,436**	**Non budgétaire**	**93,595,000**	**—**	**11,748,436**	**275,000**
								Corporation de développement du Canada				
								Non budgétaire				
350,000,000	...	...	...	...	...	...	350,000,000	Corporation de développement du Canada	...	...	350,000,000	...
								Total du programme—				
350,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**350,000,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**350,000,000**	**...**
								Société financière Canadair Inc.				
								Fonctionnement				
...	...	...	...	...	1,188,166,000	...	1,188,166,000	Société financière Canadair Inc.	1,188,166,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	300,000,000
								Total du programme—				
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,188,166,000**	**...**	**1,188,166,000**	**Budgétaire**	**1,188,166,000**	**...**	**...**	**300,000,000**
								Société de développement du Cap-Breton				
								Fonctionnement				
								Rationalisation de l'industrie houillère—				
...	182,507,000	...	...	...	...	...	182,507,000	Budgétaire	110,598,825	71,908,175	...	96,957,756
11,557,756	...	...	...	...	...	...	11,557,756	Non budgétaire	(10,798,825)	...	22,356,581	2,073,956
...	9,500,000	...	...	...	...	...	9,500,000	Expansion économique	9,500,000	...	...	10,615,000
								Total du programme—				
...	**192,007,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**192,007,000**	**Budgétaire**	**120,098,825**	**71,908,175**	**...**	**107,572,756**
11,557,756	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**11,557,756**	**Non budgétaire**	**(10,798,825)**	**—**	**22,356,581**	**2,073,956**
								Eldorado Nucléaire Limitée				
								Non budgétaire				
24,433,697	...	...	...	...	(23,486,178)	...	947,519	Eldorado Nucléaire Limitée	...	...	947,519	...
								Total du programme—				
24,433,697	**...**	**...**	**...**	**...**	**(23,486,178)**	**...**	**947,519**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**947,519**	**...**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Banque fédérale de développement				
								Fonctionnement				
97,400,000	20,000,000	(20,000,000)	...	...	...	...	97,400,000	Services financiers	...	...	97,400,000	7,000,000
...	20,060,000	2,959,000	...	(6,000,000)	...	...	17,019,000	Services de gestion	14,953,000	2,066,000	...	24,107,981
								Administration des services de gestion—				
...	5,447,000	...	...	6,000,000	...	...	11,447,000	Budgétaire	10,975,598	471,402	...	...
1,041,828,233	...	...	...	...	(49,615,817)	...	992,212,416	Non budgétaire	(119,000,000)	...	1,111,212,416	(157,000,000)
								Total du programme—				
97,400,000	**45,507,000**	**(17,041,000)**	**...**	**...**	**...**	**...**	125,866,000	**Budgétaire**	25,928,598	**2,537,402**	**97,400,000**	**31,107,981**
1,041,828,233	**...**	**...**	**...**	**...**	**(49,615,817)**	**...**	992,212,416	**Non budgétaire**	(119,000,000)	**...**	**1,111,212,416**	**(157,000,000)**
								Investissement Canada				
								Fonctionnement				
...	7,159,083	3,037,900	(275,651)	...	78,000	...	9,999,332	Développement de l'investissement et stratégie	9,850,037	149,295	...	6,697,452
								Capital				
...	25,000	...	345,442	...	...	...	370,442	Développement de l'investissement et stratégie	370,442	...	...	66,160
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	15,000
								Total du programme—				
...	**7,184,083**	**3,037,900**	**69,791**	**...**	**78,000**	**...**	10,369,774	**Budgétaire**	10,220,479	**149,295**	**...**	**6,778,612**
								Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited				
								Fonctionnement				
...	...	110,000,000	...	...	...	...	110,000,000	Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	50,000,000	60,000,000	...	150,000,000
								Total du programme—				
...	**...**	**110,000,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	110,000,000	**Budgétaire**	50,000,000	**60,000,000**	**...**	**150,000,000**
								Total du ministère—				
97,400,000	**1,520,635,120**	**127,781,475**	**358,332**	**...**	**1,187,331,083**	**...**	2,933,506,010	Budgétaire	2,454,472,477	**381,633,533**	**97,400,000**	**1,665,856,038**
1,434,268,122	**5,300,000**	**93,595,000**	**...**	**...**	**(73,101,995)**	**...**	1,460,061,127	Non budgétaire	(36,203,825)	**...**	**1,496,264,952**	**(154,651,044)**

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
...	4,004,000	...	...	(3,808,000)	...	196,000	Subventions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional	169,574	26,426	...	651,232
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Subventions en vertu du programme de développement économique des Autochtones	829,575	170,425	...	...
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Subventions en vertu de la Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises	68,930	431,070	...	4,059,297
...	300,000	...	...	...	...	300,000	Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques	268,500	31,500	...	105,000
...	...	...	...	500,000	...	500,000	Subvention à la Science-Nord	500,000	...	...	...
...	...	...	...	10,000,000	...	10,000,000	Subvention à la Fédération des travailleurs du Québec à l'égard du Fonds de solidarité	10,000,000	...	...	...
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Subventions liées au programme des prix d'excellence du Canada	...	5,000	...	...
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Subventions à la Fondation Tex-Scope et la Fondation Wentworth	30,000	...	...	...
...	**5,804,000**	**...**	**...**	**6,727,000**	**...**	**12,531,000**	Total—Subventions	**11,866,579**	**664,421**	**...**	**4,815,529**
							Contributions				
...	340,389,000	2	(8,411,535)	(1,869,200)	...	330,108,267	Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis	216,013,141	114,095,126	...	252,516,736
...	175,000,000	...	...	150,000	...	175,150,000	Contributions en vertu du programme de productivité de l'industrie du matériel de défense canadienne	173,721,380	1,428,620	...	152,683,106
...	...	1	...	9,849,999	...	9,850,000	Versements à Canadair Limitée	7,773,250	2,076,750	...	...
...	162,485,000	...	...	16,575,197	...	179,060,197	Contributions aux termes des ententes auxiliaires faites en vertu des ententes pour le développement économique et régional/ententes-cadres de développement agricole avec les provinces	174,521,655	4,538,542	...	174,141,441
...	20,600,000	...	...	771,000	...	21,371,000	Contributions en vertu de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole	21,182,509	188,491	...	13,487,167
...	35,000,000	...	...	...	...	35,000,000	Contributions en vertu du programme d'aide à l'industrie de la construction navale	19,884,326	15,115,674	...	27,295,879
...	9,969,000	...	...	(3,150,000)	...	6,819,000	Contributions en vue d'appuyer le programme de développement industriel lié au transport dans l'Ouest	2,353,613	4,465,387	...	332,067

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	3,784,000	...	...	(699,000)	...	3,085,000	Contributions à des organismes sans but lucratif et à des opérations commerciales en vue d'appuyer le tourisme	2,852,062	232,938	...	...
...	109,000,000	...	...	(35,000,000)	...	74,000,000	Contributions en vertu du programme de développement économique des Autochtones	7,326,038	66,673,962	...	3,251,978
...	68,435,000	...	...	(12,802,000)	...	55,633,000	Contributions en vertu des règlements pour un renouveau industriel canadien	49,605,077	6,027,923	...	54,237,458
...	18,400,000	...	...	(3,790,000)	...	14,610,000	Contributions pour les engagements en vigueur en vertu du programme d'adaptation de l'industrie	12,031,597	2,578,403	...	29,431,679
...	17,320,000	...	...	(1,282,000)	...	16,038,000	Contributions pour les engagements en vigueur en vertu du programme des projets spéciaux de relance	14,347,708	1,690,292	...	44,267,975
...	...	...	...	250,837	...	250,837	Contributions en vertu du programme d'initiatives locales de l'emploi	228,938	21,899	...	3,112,782
...	...	...	...	1,000,000	...	1,000,000	Contribution au Fonds de secours Barrie	158,717	841,283	...	...
...	...	...	...	200,000	...	200,000	Contributions en vertu du programme Opportunités Canada	200,000	...	...	...
...	...	...	...	5,000,000	...	5,000,000	Contributions à «Innovation and Entrepreneur Management Corporation Inc (TIEM Canada Inc)»	4,138,000	862,000	...	...
...	46,500,000	...	...	...	(2,672,560)	43,827,440	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	43,827,440	...	...	28,982,160
...	10,000,000	...	...	...	(5,169,197)	4,830,803	(S) Paiements d'assurance en vertu du programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du développement industriel et régional	4,830,803	...	...	5,939,642
...	...	11,471,664	...	...	5,602,893	17,074,557	(S) Paiements de garanties des prêts en vertu de la Loi sur les subventions pour le développement régional	17,074,557	...	...	...
...	...	20,312,905	...	...	(569,778)	19,743,127	(S) Paiements d'assurance en vertu du programme d'expansion des entreprises	19,743,127	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	42,091,163
...	**1,016,882,000**	**31,784,572**	**(8,411,535)**	**(24,795,167)**	**(2,808,642)**	**1,012,651,228**	Total—Contributions	**791,813,938**	**220,837,290**	...	**831,771,233**
...	**1,022,686,000**	**31,784,572**	**(8,411,535)**	**(18,068,167)**	**(2,808,642)**	**1,025,182,228**	**Total du département**	**803,680,517**	**221,501,711**	...	**836,586,762**

							Investissement Canada				
							Contributions				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15,000
...	...	...	...	...	...	...	**Total du programme**	...	...	...	**15,000**
...	**1,022,686,000**	**31,784,572**	**(8,411,535)**	**(18,068,167)**	**(2,808,642)**	**1,025,182,228**	**Total du ministère**	**803,680,517**	**221,501,711**	...	**836,601,762**

(S) Paiement de transfert statutaire.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Banque fédérale de développement	20,676,170	33,838,333
Téléglobe Canada— Intérêt	186,220	251,327
Dividendes	188,058,000	...
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	430,166	570,507
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	12,053,746	13,939,077
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	21,756,455	21,875,292
Mainland Investments Limited	105,000	140,000
Entente-cadre sur le plan de développement	913,311	925,298
Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée	2,625,000	2,625,000
Industrie canadienne de défense	498,787	...
Programme d'expansion des entreprises	186,957	231,255
Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage et programme de développement industriel et régional	345,578	189,654
Autres comptes—		
Avancement de la technologie industrielle	...	57,370
Eldorado Nucléaire Limitée	1,198,595	643,456
Ententes-cadres sur le développement de l'industrie du tourisme	...	46,049
	249,033,985	75,332,618
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	44,951,022	46,548,305
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	8,585,448	2,401,524
	53,536,470	48,949,829
Rémunérations de services—		
Garantie de prêts—Coûts	9,733,508	2,384,980
Accès à l'information—Coûts	1,266	212
	9,734,774	2,385,192
Autres recettes non fiscales—		
Projets—Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA) et les recouvrements divers	4,452,233	1,624,637
Pertes et bénéfices de change	2,780	...
	4,455,013	1,624,637
Total du département	**316,760,242**	**128,292,276**
Investissement Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	13,812	227
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	700	446
	14,512	673
Rémunérations de services	45	65
Total du programme	**14,557**	**738**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	**249,033,985**	**75,332,618**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**53,550,982**	**48,950,502**
Rémunérations de services	**9,734,819**	**2,385,257**
Autres recettes non fiscales	**4,455,013**	**1,624,637**
Total du ministère	**316,774,799**	**128,293,014**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 16

COMPTES PUBLICS
1985-86

Finances

Département
Vérificateur général
Société d'assurance-dépôts du Canada
Assurances
Commission du tarif

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	**16.2**
Sommaire du ministère	**16.4**
Programmes par activité	**16.8**
Paiements de transfert	**16.12**
Détail des montants portés au crédit	**16.13**
Recettes	**16.13**

Département

Programme des politiques financières et économiques

Objectif

Aider le gouvernement à arrêter et à appliquer des politiques et des programmes financiers et économiques.

Description des activités

Politiques financières et économiques
L'élaboration de politiques et la prestation de conseils concernant les aspects économiques et financiers des points suivants:

- la conjoncture et les perspectives économiques nationales et internationales;
- le cadre financier global du gouvernement, le plan de dépenses et l'affectation des ressources;
- les emprunts du gouvernement et la gestion de la dette;
- le régime fiscal canadien;
- les répercussions micro-économiques et financières de tous les programmes gouvernementaux (y compris les prêts, les placements et les garanties de l'État);
- les relations financières et économiques entre le gouvernement fédéral et les provinces; et
- les tarifs, le commerce international, l'aide au développement et les relations financières internationales.

Monnaie canadienne
La prestation de fonds pour la production de pièces de monnaie canadiennes.

Organismes financiers internationaux
La prestation de fonds pour le paiement des souscriptions du Canada à divers organismes internationaux et pour permettre au Canada de s'acquitter de ses obligations envers ces organismes.

Administration
Comprend la direction du ministère, les services de consultations et de communications; et les services financiers, administratifs et du personnel.

Programme du service de la dette publique

Objectif

Prestation de fonds concernant les frais d'intérêt et de service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts.

Description des activités

Frais d'intérêt
La prestation de fonds concernant les frais d'intérêt sur: la dette non échue payable en monnaie canadienne et étrangère, y compris l'escompte sur les bons du Trésor, les comptes de pension des employés et les autres comptes de pension, les comptes de rentes sur l'État et divers comptes de dépôt et de fiducie.

Frais de service et d'émission
La prestation de fonds concernant les frais du service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts, y compris les escomptes, les primes et les commissions sur les obligations.

Programme des paiements de transfert fiscal

Objectif

Prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu de diverses autorisations législatives.

Description de l'activité

Paiements de transfert fiscal
La prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des lois constitutionnelles, de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique et d'autres textes législatifs.

Programme du Tribunal canadien des importations

Objectif

Déterminer si des importations de marchandises sous-évaluées ou subventionnées sont préjudiciables aux producteurs canadiens et procéder à des enquêtes sur d'autres questions du même genre qui lui sont renvoyées par le gouverneur en conseil.

Description de l'activité

Tribunal canadien des importations
La tenue d'enquêtes et d'audiences visant notamment à déterminer si l'importation de marchandises cause un préjudice sensible ou grave à l'industrie canadienne.

Programme de l'inspecteur général des banques

Objectif

S'assurer que les dispositions de la Loi sur les banques et de la Loi sur les banques d'épargne du Québec sont dûment observées afin que la confiance du public dans le système bancaire canadien soit soutenue.

Description de l'activité

Inspecteur général des banques
L'application de la Loi sur les banques, et la tenue d'examens et d'enquêtes au sujet des activités bancaires afin de s'assurer que les banques observent les dispositions de cette Loi et de la Loi sur les banques d'épargne du Québec et que leur situation financière soit saine.

Vérificateur général

Objectif

Transmettre des données de vérification appropriées à la Chambre des communes qui s'en servira lors de son examen minutieux visant les programmes et les activités financières du gouvernement.

Description de l'activité

Vérification législative
La vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités, de façon à faire rapport selon les exigences de la loi. Cette tâche consiste à émettre des opinions de vérification sur les états financiers récapitulatifs du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités ainsi qu'à signaler à la Chambre des communes tout sujet qui, de l'avis du vérificateur général, est important.

Société d'assurance-dépôts du Canada

Objectif

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

Assurances

Objectif

Protéger le public contre les pertes financières pouvant résulter des opérations des organismes financiers enregistrés ou munis d'un permis en vertu d'une loi fédérale et des régimes de pensions enregistrés, et fournir des services actuariels au gouvernement et aux ministères.

Description des activités

Surveillance des compagnies
Surveillance des compagnies d'assurance, de secours mutuels, d'investissement, de fiducie, de prêt et des sociétés coopératives de crédit, enregistrées ou munies d'un permis en vertu d'une loi fédérale, et surveillance des régimes de pensions d'employés.

Services actuariels et autres
Services actuariels et techniques fournis aux autres ministères.

Administration
Direction et services centraux relativement à la gestion du travail et à la prestation de services administratifs au département; perception des impôts sur les primes en vertu de la Partie I de la Loi sur la taxe d'accise; application de la Loi sur l'assurance du service civil.

Commission du tarif

Objectif

Pour siéger sur des appels interjetés des décisions du Ministre ou du Sous-ministre du Revenu national, Douanes et Accise; pour faire des études du Tarif des douanes à la demande du Ministre d'État (Finances); pour donner son avis sur des questions de valeur ou de classification tarifaire à la demande du Sous-ministre du Revenu national.

Description des activités

Appels
Les sept membres de la Commission du tarif sont nommés par le gouverneur en conseil et constituent une cour d'appel pour entendre les appels interjetés des décisions du Ministre ou du Sous-ministre du Revenu national rendues en vertu des dispositions de la Loi sur les douanes, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et de la Loi sur l'administration de l'énergie.

Renvois
À la demande du Ministre d'État (Finances), la Commission enquête et fait rapport à l'égard de questions se rapportant à des marchandises qui, lorsqu'elles sont importées au Canada, sont assujetties aux droits de douane et à la taxe d'accise ou en sont exemptes. En outre la Commission donne son avis sur des questions de valeur ou de classification tarifaire à la demande du Sous-ministre du Revenu national.

Administration
Services administratifs, financiers et du personnel.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des politiques financières et économiques				
...	42,026,000	...	...	42,026,000	1	Dépenses du programme				
...	...	8,515,000	...	8,515,000	1c	Dépenses du programme				
...	42,026,000	8,515,000	...	50,541,000		Total—Crédit 1	47,235,268	3,305,732	...	46,720,969
...	42,000	...	(2,470)	39,530	(S)	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,683
...	4,605,000	...	472,000	5,077,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,077,000	...	...	4,752,000
...	45,000,000	...	(12,243,921)	32,756,079	(S)	Achat de la monnaie canadienne	32,756,079	...	...	37,803,886
...	...	...	496,767	496,767	(S)	Paiement de dettes antérieurement prises en recettes	496,767	...	...	389,917
...	...	...	315	315	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	315	...	...	...
...	91,673,000	8,515,000	(11,277,309)	88,910,691		Total budgétaire	85,604,959	3,305,732	...	89,708,455
...	...	...	333,400,000	333,400,000	L2a	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes: Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser $333,400,000 en faveur de l'Association internationale du développement	333,400,000	...	...	167,700,000
...	195,100,000	(15,700,000)	(179,400,000)	...	(S)	(L) Paiement relatif à l'encaissement de billets	...	...	...	...
3,274,479,505	...	...	77,323,438	3,351,802,943	(S)	(L) Souscriptions à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes. Limite $2,627,671,570 (É-U). ($(É-U) réévalué à $1 (É-U) = 1.3958 $(Can)). (Brut)	...	...	3,351,802,943	39,961,145
...	...	...	1,800,000	1,800,000		Paiement	1,800,000	...	...	...
...	9,200,000	7,400,000	(16,600,000)	...	(S)	(L) Souscriptions à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. (Brut)	...	...	...	...
...	...	...	16,600,000	16,600,000	L2a	Délivrance de billets	16,200,000	400,000	...	...
...	6,500,000	(6,500,000)	...	...	(S)	(L) Investissement dans la Société financière internationale	...	...	...	...
...	...	14,800,000	(1,800,000)	13,000,000	L2a	Paiement à la Société financière internationale	...	13,000,000	...	...
3,274,479,505	210,800,000	...	231,323,438	3,716,602,943		Total non budgétaire	351,400,000	13,400,000	3,351,802,943	207,661,145
...	**91,673,000**	**8,515,000**	**(11,277,309)**	**88,910,691**		**Total du programme—Budgétaire**	**85,604,959**	**3,305,732**	**...**	**89,708,455**
3,274,479,505	**210,800,000**	**...**	**231,323,438**	**3,716,602,943**		**Non budgétaire**	**351,400,000**	**13,400,000**	**3,351,802,943**	**207,661,145**

						Programme du service de la dette publique				
...	25,545,000,000	...	(39,916,434)	25,505,083,566	(S)	Frais d'intérêt et autres coûts (Loi sur l'administration financière)	25,505,083,566	...	...	22,551,172,645
...	**25,545,000,000**	**...**	**(39,916,434)**	**25,505,083,566**		**Total du programme—Budgétaire**	**25,505,083,566**	**...**	**...**	**22,551,172,645**
						Programme des paiements de transfert fiscal				
...	5,127,122,000	214,683,000	61,099,443	5,402,904,443	(S)	Paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé et d'autres textes législatifs	5,402,904,443	...	...	5,521,112,523
...	299,700,000	(10,700,000)	10,110,115	299,110,115	(S)	Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	299,110,115	...	...	292,488,693
...	**5,426,822,000**	**203,983,000**	**71,209,558**	**5,702,014,558**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,702,014,558**	**...**	**...**	**5,813,601,216**
						Programme du Tribunal canadien des importations				
...	2,210,000	...	...	2,210,000	5	Dépenses du programme	1,805,343	404,657	...	1,736,532
...	254,000	...	26,000	280,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	280,000	...	...	187,000
...	**2,464,000**	**...**	**26,000**	**2,490,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,085,343**	**404,657**	**...**	**1,923,532**
						Programme de l'inspecteur général des banques				
...	2,065,000	...	...	2,065,000	10	Dépenses du programme				
...	...	1,577,000	...	1,577,000	10b	Dépenses du programme				
...	2,065,000	1,577,000	...	3,642,000		Total—Crédit 10	3,221,569	420,431	...	1,443,939
...	254,000	...	26,000	280,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	280,000	...	...	206,000
...	**2,319,000**	**1,577,000**	**26,000**	**3,922,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,501,569**	**420,431**	**...**	**1,649,939**
						Programme spécial				
...	85,000	...	...	85,000	15	La Caisse des réclamations étrangères	85,000	...	...	100,000
...	...	6,214,126	...	6,214,126	16c	Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière radier des comptes du Canada le solde impayé d'un prêt inactif à la Grèce en vertu de la Loi sur les crédits de guerre de 1918	6,214,126	...	...	...
...	...	...	...	...	(S)	Paiement à la Banque commerciale du Canada conformément à la Loi sur l'aide financière à la Banque commerciale du Canada				
75,000,000	...	...	(75,000,000)	...		Reclassifié au non budgétaire				
75,000,000	...	...	(75,000,000)	...		Total	...	...	...	...
...	...	875,000,000	(875,000,000)	...	(S)	Paiements aux déposants de la Banque commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières				

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	...	...	875,000,000	875,000,000		Autorisation maximale en vertu de l'article 16 de la Loi				
...	...	875,000,000	...	875,000,000		Total	791,059,980	...	83,940,020	...
75,000,000	85,000	881,214,126	(75,000,000)	881,299,126		Total budgétaire	797,359,106	...	83,940,020	100,000
...	...	73,000,000	(73,000,000)	...	(S)	(L) Paiement à la Banque commerciale du Canada conformément à la Loi sur l'aide financière à la Banque commerciale du Canada. Limite $75,000,000. (Brut)				
...	...	...	75,000,000	75,000,000		Reclassifié du budgétaire				
...	...	73,000,000	2,000,000	75,000,000		Total	73,000,000	...	2,000,000	...
...	873,000	...	...	873,000	L20	Avances à l'Administration du pont du port de Saint John. (Brut)	836,498	36,502	...	930,990
...	873,000	73,000,000	2,000,000	75,873,000		Total non budgétaire	73,836,498	36,502	2,000,000	930,990
75,000,000	**85,000**	**881,214,126**	**(75,000,000)**	**881,299,126**		**Total du programme—Budgétaire**	**797,359,106**	**...**	**83,940,020**	**100,000**
...	**873,000**	**73,000,000**	**2,000,000**	**75,873,000**		**Non budgétaire**	**73,836,498**	**36,502**	**2,000,000**	**930,990**
75,000,000	**31,068,363,000**	**1,095,289,126**	**(54,932,185)**	**32,183,719,941**		**Total du département—Budgétaire**	**32,095,649,101**	**4,130,820**	**83,940,020**	**28,458,155,787**
3,274,479,505	**211,673,000**	**73,000,000**	**233,323,438**	**3,792,475,943**		**Non budgétaire**	**425,236,498**	**13,436,502**	**3,353,802,943**	**208,592,135**
						Vérificateur général				
...	39,045,000	...	...	39,045,000	25	Dépenses du programme				
...	...	...	8,415	8,415		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	39,045,000	...	8,415	39,053,415		Total—Crédit 25	38,096,395	957,020	...	35,740,876
...	103,000	...	21,257	124,257	(S)	Traitement du vérificateur général	124,257	...	...	102,922
...	3,820,000	...	392,000	4,212,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,212,000	...	...	3,883,000
...	**42,968,000**	**...**	**421,672**	**43,389,672**		**Total du programme—Budgétaire**	**42,432,652**	**957,020**	**...**	**39,726,798**
						Société d'assurance-dépôts du Canada[2]				
1,460,000,000	...	965,000,000	(965,000,000)	1,460,000,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37 telle que modifiée. Limite $1,500,000,000. (Net)	895,000,000	...	565,000,000	40,000,000
1,460,000,000	**...**	**965,000,000**	**(965,000,000)**	**1,460,000,000**		**Total du programme—Non budgétaire**	**895,000,000**	**...**	**565,000,000**	**40,000,000**

						Assurances				
...	12,262,000	...	...	12,262,000	30	Dépenses du programme				
...	...	11,580,000	...	11,580,000	30b	Dépenses du programme				
...	12,262,000	11,580,000	...	23,842,000		Total—Crédit 30	17,782,829	6,059,171	...	11,419,378
...	1,244,000	...	128,000	1,372,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,372,000	...	...	1,272,000
...	...	5,000,000	(5,000,000)	...	(S)	Paiement relatif à la Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust				
...	...	...	5,000,000	5,000,000		Autorisation maximale en vertu de l'article 4 de la Loi				
...	...	5,000,000	...	5,000,000		Total	5,000,000	...	...	...
...	...	...	312,191	312,191	(S)	Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique	312,191	...	...	306,595
...	**13,506,000**	**16,580,000**	**440,191**	**30,526,191**		**Total du programme—Budgétaire**	**24,467,020**	**6,059,171**	**...**	**12,997,973**
						Commission du tarif				
...	2,430,000	...	...	2,430,000	35	Dépenses du programme				
...	...	211,000	...	211,000	35b	Dépenses du programme				
...	...	...	66,300	66,300		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	2,430,000	211,000	66,300	2,707,300		Total—Crédit 35	2,649,838	57,462	...	1,864,193
...	268,000	...	28,000	296,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296,000	...	...	259,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	653,827
...	**2,698,000**	**211,000**	**94,300**	**3,003,300**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,945,838**	**57,462**	**...**	**2,777,020**
75,000,000	**31,127,535,000**	**1,112,080,126**	**(53,976,022)**	**32,260,639,104**		**Total du ministère—Budgétaire**	**32,165,494,611**	**11,204,473**	**83,940,020**	**28,513,657,578**
4,734,479,505	**211,673,000**	**1,038,000,000**	**(731,676,562)**	**5,252,475,943**		**Non budgétaire**	**1,320,236,498**	**13,436,502**	**3,918,802,943**	**248,592,135**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] La Société d'assurance-dépôts du Canada apparaissait antérieurement sous le Programme des politiques financières et économiques du département.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des politiques financières et économiques				
								Fonctionnement				
...	32,140,000	...	...	...	278,000	...	32,418,000	**Politiques financières et économiques**	27,818,940	4,599,060	...	28,120,702
...	45,000,000	...	...	...	(12,243,921)	...	32,756,079	**Monnaie canadienne**	32,756,079	...	...	37,803,886
...	22,609,000	7,962,000	...	...	688,612	(8,369,000)	22,890,612	**Administration**	23,025,273	(134,661)	...	20,503,035
...	(8,369,000)	...	...	...	...	8,369,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
...	91,380,000	7,962,000	...	...	(11,277,309)	...	88,064,691	**Total—Fonctionnement**	83,600,292	4,464,399	...	86,427,623
								Capital				
...		...	...	...	...	...	...	**Politiques financières et économiques**	648,232	(648,232)	...	758,434
...	293,000	553,000	...	...	...	...	846,000	**Administration**	1,356,435	(510, 435)	...	2,522,398
...	293,000	553,000	...	...	...	...	846,000	**Total—Capital**	2,004,667	(1,158,667)	...	3,280,832
								Non budgétaire				
3,274,479,505	210,800,000	...	...	...	231,323,438	...	3,716,602,943	**Organismes financiers internationaux**	351,400,000	13,400,000	3,351,802,943	207,661,145
								Sommaire du programme				
...	32,140,000	...	...	...	278,000	...	32,418,000	**Politiques financières et économiques**	28,467,172	3,950,828	...	28,879,136
...	45,000,000	...	...	...	(12,243,921)	...	32,756,079	**Monnaie canadienne**	32,756,079	...	...	37,803,886
3,274,479,505	210,800,000	...	...	...	231,323,438	...	3,716,602,943	**Organismes financiers internationaux—Non budgétaire**	351,400,000	13,400,000	3,351,802,943	207,661,145
...	14,533,000	8,515,000	...	...	688,612	...	23,736,612	**Administration**	24,381,708	(645,096)	...	23,025,433
								Total du programme—				
...	91,673,000	8,515,000	...	...	(11,277,309)	...	88,910,691	**Budgétaire**	85,604,959	3,305,732	...	89,708,455
3,274,479,505	210,800,000	...	...	...	231,323,438	...	3,716,602,943	**Non budgétaire**	351,400,000	13,400,000	3,351,802,943	207,661,145
								Programme du service de la dette publique				
								Fonctionnement				
...	25,265,000,000	...	...	...	(99,562,295)	...	25,165,437,705	Frais d'intérêt	25,165,437,705	...	...	22,211,766,197
...	280,000,000	...	...	...	59,645,861	...	339,645,861	Frais de service et d'émission	339,645,861	...	...	339,406,448
...	25,545,000,000	...	...	...	(39,916,434)	...	25,505,083,566	**Total du programme—Budgétaire**	25,505,083,566	...	...	22,551,172,645

								Programme des paiements de transfert fiscal				
								Paiements de transfert				
...	5,426,822,000	203,983,000	...	...	71,209,558	...	5,702,014,558	Paiments de transfert fiscal	5,702,014,558	...	...	5,813,601,216
...	**5,426,822,000**	**203,983,000**	...	...	**71,209,558**	...	**5,702,014,558**	**Total du programme—Budgétaire**	**5,702,014,558**	...	...	**5,813,601,216**
								Programme du Tribunal canadien des importations				
								Fonctionnement				
...	2,464,000	...	...	...	26,000	...	2,490,000	Tribunal canadien des importations	2,062,500	427,500	...	1,897,223
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Tribunal canadien des importations	22,843	(22,843)	...	26,309
...	**2,464,000**	...	...	...	**26,000**	...	2,490,000	**Total du programme—Budgétaire**	2,085,343	**404,657**	...	**1,923,532**
								Programme de l'inspecteur général des banques				
								Fonctionnement				
...	2,319,000	1,577,000	...	...	26,000	...	3,922,000	Inspecteur général des banques	3,457,897	464,103	...	1,637,329
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Inspecteur général des banques	43,672	(43,672)	...	12,610
...	**2,319,000**	**1,577,000**	...	...	**26,000**	...	3,922,000	**Total du programme—Budgétaire**	3,501,569	**420,431**	...	**1,649,939**
								Programme spécial				
								Fonctionnement				
75,000,000	85,000	881,214,126	...	...	(75,000,000)	...	881,299,126	Programme spécial	797,359,106	...	83,946,020	100,000
								Non budgétaire				
...	873,000	73,000,000	...	...	2,000,000	...	75,873,000	Programme spécial	73,836,498	36,502	2,000,000	930,990
								Total du programme—				
75,000,000	**85,000**	**881,214,126**	...	...	**(75,000,000)**	...	881,299,126	**Budgétaire**	797,359,106	...	**83,940,020**	**100,000**
...	**873,000**	**73,000,000**	...	...	**2,000,000**	...	75,873,000	**Non budgétaire**	73,836,498	**36,502**	**2,000,000**	**930,990**
								Total du département—				
75,000,000	**31,060,363,000**	**1,095,289,126**	...	...	**(54,932,185)**	...	32,183,719,941	**Budgétaire**	32,095,649,101	**4,130,820**	**83,940,020**	**28,458,155,787**
3,274,479,505	**211,673,000**	**73,000,000**	...	...	**233,323,438**	...	3,792,475,943	**Non budgétaire**	425,236,498	**13,436,502**	**3,353,802,943**	**208,592,135**
								Vérificateur général				
								Fonctionnement				
...	42,108,000	...	8,415	...	413,257	...	42,529,672	Vérification législative	40,980,455	1,549,217	...	38,309,385
								Capital				
...	450,000	...	...	...	...	...	450,000	Vérification législative	1,042,197	(592,197)	...	1,059,803
								Paiements de transfert				
...	410,000	...	...	...	...	...	410,000	Vérification législative	410,000	...	...	357,610
...	**42,968,000**	...	**8,415**	...	**413,257**	...	43,389,672	**Total du programme—Budgétaire**	42,432,652	**957,020**	...	**39,726,798**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Société d'assurance-dépôts du Canada[1]				
								Non budgétaire				
1,460,000,000	...	965,000,000	...	...	(965,000,000)	...	1,460,000,000	**Société d'assurance-dépôts du Canada**	895,000,000	...	565,000,000	40,000,000
1,460,000,000	**...**	**965,000,000**	**...**	**...**	**(965,000,000)**	**...**	**1,460,000,000**	**Total du programme—Non budgétaire**	**895,000,000**	**...**	**565,000,000**	**40,000,000**
								Assurances				
								Fonctionnement				
...	10,002,000	16,580,000	...	...	95,488	...	26,677,488	**Surveillance des compagnies**	20,874,356	5,803,132	...	9,507,271
...	1,546,000	...	...	...	13,184	...	1,559,184	**Services actuariels et autres**	1,369,584	189,600	...	1,389,267
...	1,943,000	...	...	...	19,328	...	1,962,328	**Administration**	1,886,673	75,655	...	1,719,165
...	...	...	...	...	312,191	...	312,191	**Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique**	312,191	...	...	306,595
...	13,491,000	16,580,000	...	...	440,191	...	30,511,191	**Total—Fonctionnement**	24,442,804	6,068,387	...	12,922,298
								Capital				
...	15,000	...	...	...	...	...	15,000	**Administration**	24,216	(9,216)	...	75,675
								Sommaire du programme				
...	10,002,000	16,580,000	...	...	95,488	...	26,677,488	**Surveillance des compagnies**	20,874,356	5,803,132	...	9,507,271
...	1,546,000	...	...	...	13,184	...	1,559,184	**Services actuariels et autres**	1,369,584	189,600	...	1,389,267
...	1,958,000	...	...	...	19,328	...	1,977,328	**Administration**	1,910,889	66,439	...	1,794,840
...	...	...	...	...	312,191	...	312,191	**Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique**	312,191	...	...	306,595
—	**13,506,000**	**16,580,000**	**—**	**—**	**440,191**	**—**	**30,526,191**	**Total du programme—Budgétaire**	**24,467,020**	**6,059,171**	**—**	**12,997,973**
								Commission du tarif				
								Fonctionnement				
...	560,000	...	33,150	...	5,880	...	599,030	**Appels**	618,626	(19,596)	...	580,580
...	1,715,000	211,000	...	...	17,640	...	1,943,640	**Renvois**	1,855,878	87,762	...	1,720,400
...	410,000	...	33,150	...	4,480	...	447,630	**Administration**	445,456	2,174	...	441,040
...	2,685,000	211,000	66,300	...	28,000	...	2,990,300	**Total—Fonctionnement**	2,919,960	70,340	...	2,742,020
								Capital				
...	13,000	...	...	...	...	...	13,000	**Administration**	25,878	(12,878)	...	35,000

Sommaire du programme												
Appels	...	560,000	...	33,150	...	5,880	...	599,030	618,626	(19,596)	...	580,580
Renvois	...	1,715,000	211,000	...	...	17,640	...	1,943,640	1,855,878	87,762	...	1,720,400
Administration	...	423,000	...	33,150	...	4,480	...	460,630	471,334	(10,704)	...	476,040
Total du programme—Budgétaire	**...**	**2,698,000**	**211,000**	**66,300**	**...**	**28,000**	**...**	**3,003,300**	**2,945,838**	**57,462**	**...**	**2,777,020**
Total du ministère—												
Budgétaire	**75,000,000**	**31,127,535,000**	**1,112,080,126**	**74,715**	**...**	**(54,050,737)**	**...**	**32,260,639,104**	**32,165,494,611**	**11,204,473**	**83,940,020**	**28,513,657,578**
Non budgétaire	**4,734,479,505**	**211,673,000**	**1,038,000,000**	**...**	**...**	**(731,676,562)**	**...**	**5,252,475,943**	**1,320,236,498**	**13,436,502**	**3,918,802,943**	**248,592,135**

[1] La Société d'assurance-dépôts du Canada apparaissait antérieurement sous le Programme des politiques financières et économiques du département.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des paiements de transfert fiscal				
							Autres paiements de transfert				
							Paiements de transfert fiscal				
...	35,805,000	...	...	...	(443)	35,804,557	**Subventions statutaires**	35,804,557	...	...	35,807,237
...	5,095,000,000	(2,000,000)	...	...	62,797,000	5,155,797,000	**Péréquation fiscale**	5,155,797,000	...	...	5,395,239,000
...	...	220,000,000	...	...	...	220,000,000	**Péréquation fiscale supplémentaire**	220,000,000	...	...	...
...	240,000,000	...	...	...	2,785,016	242,785,016	**Imposition réciproque**	242,785,016	...	...	209,047,025
...	299,700,000	(10,700,000)	...	...	10,110,115	299,110,115	**Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique**	299,110,115	...	...	292,488,693
...	(243,683,000)	(3,317,000)	...	...	(4,489,706)	(251,489,706)	**Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes**	(251,489,706)	...	...	(213,131,817)
...	...	...	...	...	7,576	7,576	**Revenu de 1971 non réparti disponible**	7,576	...	...	151,078
...	...	...	...	...	...	...	**Éléments non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	94,000,000
...	5,426,822,000	203,983,000	...	...	71,209,558	5,702,014,558	**Total du programme**	5,702,014,558	...	...	5,813,601,216
...	5,426,822,000	203,983,000	...	...	71,209,558	5,702,014,558	**Total du département**	5,702,014,558	...	...	5,813,601,216
							Vérificateur général				
							Subventions				
							Vérification législative				
...	4,000	...	...	...	...	4,000	Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques	4,000	...	...	3,810
							Contributions				
							Vérification législative				
...	406,000	...	...	...	...	406,000	Fondation canadienne pour la vérification intégrée	406,000	...	...	353,800
...	410,000	...	...	...	...	410,000	**Total du programme**	410,000	...	...	357,610
...	5,427,232,000	203,983,000	...	...	71,209,558	5,702,424,558	Total du ministère	5,702,424,558	...	...	5,813,958,826

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des politiques financières et économiques			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration			
Frais de fonctionnement remboursés par le Conseil du Trésor et le Bureau du Contrôleur général	8,369,000	8,949,540	7,787,500
Total du programme—Budgétaire	**8,369,000**	**8,949,540**	**7,787,500**
Total du ministère—Budgétaire	**8,369,000**	**8,949,540**	**7,787,500**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des politiques financières et économiques		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société d'assurance-dépôts du Canada	32,756,661	...
Banque du Canada—Virement des bénéfices	1,880,031,132	1,852,185,490
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	7,507,145	7,726,788
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58,944	58,944
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,880,915	6,370,338
Programme spécial des prêts sur le développement	7,746,920	7,946,593
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	14,013,395	14,781,835
Ville d'Oromocto—Nouveau-Brunswick	4,076	5,041
Jamaïque—Programme spécial—Aide économique	3,526,599	3,021,867
Royaume-Uni—Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	14,456,546	14,995,165
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	14,228	15,063
Ville d'Oromocto	597	1,045
Town of Oromocto Development Corporation	15,359	20,957
Comptes d'opérations de change—		
Compte du fonds des changes—Virement des bénéfices	51,358,153	413,997,251
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéfices	23,908,435	14,963,537
Caisse—		
Intérêts des dépôts bancaires	273,161,506	238,226,497
Comptes à fins déterminées consolidés—		
Intérêt sur prêts au Compte d'assurance-chômage	223,936,124	738,477,498
Autres comptes—		
Fonds renouvelable des approvisionnements	7,072,140	5,172,809
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	423,013	960,378
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	912,459	537,485
	2,546,784,347	3,319,464,581
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—Provinces	...	9,535,744
Recouvrement de rémunérations, biens et services	251,793	18,354
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	420,137	216,314
	671,930	9,770,412

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Amendes, peines et confiscation	7,200	37,772
Frais—Accès à l'information	372	145
	7,572	37,917
Monnaie canadienne	144,316,286	70,061,851
Pertes et bénéfices de change	4,321,853	60,839,621
Autres recettes non fiscales—		
Soldes non réclamés reçus de la Banque du Canada pour des banques à charte	185,021	164,779
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation—Chèques	35,451	10,822
Chèques non réclamés	4,712,312	2,716,264
Traites non réclamées	670,650	...
Quote-part du Canada des recettes d'exploitation du Pont Peace, Fort Érié (Ontario)	200,000	200,000
Recouvrement des frais par les retenues de rémunérations des employés	...	513
Lettres de crédit virées au Compte des rentes sur l'État	...	1
Diverses autres recettes de moins de $500 par article	358,175	1,289
Frais de transfert du Fonds monétaire international	6,324,339	7,232,865
Donations à la Couronne	538	...
Transfert du compte d'administration du Séquestre	1,303,138	...
	13,789,624	10,326,533
Total du programme	**2,709,891,612**	**3,470,500,915**
Programme du service de la dette publique		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Dette non échue détenue par le gouvernement—		
Intérêt	20,494,715	37,230,440
Virement des bénéfices	8,999,931	32,034,183
	29,494,646	69,264,623
Autres recettes non fiscales—		
Virement de dette échue en circulation	...	174,700
Total du programme	**29,494,646**	**69,439,323**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme de l'inspecteur général des banques		
Recettes non fiscales—		
Rémunérations de services—		
Frais d'inspections bancaires	1,838,342	1,672,010
Frais d'enregistrement de banque à l'étranger	27,500	25,500
	1,865,842	1,697,510
Produits des ventes	1,000	...
Total du programme	**1,866,842**	**1,697,510**
Total du département	**2,741,253,100**	**3,541,637,748**
Vérificateur général		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	47,906	11,345
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	24,448	42,900
	72,354	54,245
Rémunérations de services—		
Services de vérification fournis à des organismes	309,248	136,241
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrement des frais—Projet d'aide à la Chine	...	74,787
Divers	14,743	2,060
	14,743	76,847
Total du programme	**396,345**	**267,333**
Assurances		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance:[2]		
Sur les assurances placées dans des compagnies non autorisées	668,122	919,638
Sur les assurances placées dans des compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers	77,855	37,499
Total des recettes fiscales	**745,977**	**957,137**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	61,395	35,570

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Cotisations perçues de:[3]		
Compagnies d'assurances	8,936,278	9,287,679
Sociétés d'investissements	166,514	373,216
Compagnies de fiducie	916,874	1,181,884
Compagnies de prêt	761,891	788,848
Association coopérative de crédit	147,786	144,932
Services rendus à la Société d'assurance-dépôts du Canada	563,055	451,697
Services rendus au Régime de pensions du Canada	370,485	382,259
Droits perçus en vertu de la Loi sur les normes de prestations de pension	355,143	340,012
Amendes reçues de compagnies pour le retard dans la présentation de leurs états financiers	12,430	13,290
	12,230,456	12,963,817
Autres recettes non fiscales	114	660
Total des recettes non fiscales	**12,291,965**	**13,000,047**
Total du programme	**13,037,942**	**13,957,184**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance	745,977	957,137
Total des recettes fiscales	745,977	957,137
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	2,576,278,993	3,388,729,204
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	805,679	9,860,227
Rémunérations de services	14,413,118	14,835,485
Monnaie canadienne	144,316,286	70,061,851
Produits des ventes	1,000	...
Pertes et bénéfices de change	4,321,853	60,839,621
Autres recettes non fiscales	13,804,481	10,578,740
Total des recettes non fiscales	2,753,941,410	3,554,905,128
Total du ministère	**2,754,687,387**	**3,555,862,265**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) La partie I de la Loi sur la taxe d'accise (S.R. c. E-13, 1970) établit une taxe de 10% sur le montant net des primes d'assurance payées par tout résident du Canada pour l'assurance de ses biens auprès de compagnies non autorisées par des lois du Canada ou d'une province canadienne. Une taxe de 10% sur les primes est également perçue sur les assurances placées auprès de compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers.

(3) Conformément à la Loi sur le département des Assurances (S.R. c. I-17, 1970) les dépenses effectuées par le gouvernement fédéral à chaque exercice financier, pour l'application des lois sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, les associations coopératives de crédit, les compagnies d'assurance étrangères, les compagnies de prêt, les compagnies fiduciaires, doivent être réparties entre les compagnies relevant desdites lois, selon le rapport des recettes nettes (suivant la définition de la Loi) ou des recettes nettes de chacune, de provenance canadienne, au total des recettes ou revenus de ce genre encaissés au Canada par l'ensemble de ces compagnies pendant l'année civile précédente. Conformément à la Loi sur les sociétés d'investissement (S.C. c. 33, 1970-71), les dépenses effectuées à chaque exercice financier, pour l'application des lois, doivent être réparties entre les compagnies desdites lois, selon le rapport de la moyenne des actifs (suivant la définition de la Loi) de chacune, au total de la moyenne des actifs de l'ensemble de ces compagnies.

SECTION 17

COMPTES PUBLICS
1985-86

Gouverneur général

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description des activités	17.2
Sommaire du ministère	17.2
Programme par activité	17.3

Département

Objectif

Permettre au gouverneur général du Canada de remplir les fonctions que la constitution lui attribue et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Description des activités

Gouverneur général
Traitement du gouverneur général et les dépenses de fonctionnement du cabinet et de la résidence du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de voyage et de représentation à l'étranger.

Distinctions honorifiques
Application des règlements sur l'Ordre du Canada, sur l'Ordre du Mérite militaire, sur les décorations canadiennes pour actes de bravoure, sur les médailles de police pour services distingués, sur les médailles pour service en milieu correctionnel, sur la Médaille du Service spécial et sur la Croix du Service méritoire.

Anciens gouverneurs généraux
Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	5,449,000	...	...	5,449,000	1	Dépenses du programme				
...	...	425,400	...	425,400	1b	Dépenses du programme				
...	5,449,000	425,400	...	5,874,400		Total—Crédit 1	5,518,748	355,652	...	5,122,400
...	49,000	...	21,000	70,000	(S)	Traitement du gouverneur général (Loi sur le gouverneur général)	70,000	...	...	48,667
...	192,000	...	12,278	204,278	(S)	Pensions payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite du gouverneur général	204,278	...	...	188,003
...	445,000	...	46,496	491,496	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	491,496	...	...	441,000
...	**6,135,000**	**425,400**	**79,774**	**6,640,174**		**Total du programme—Budgétaire**	**6,284,522**	**355,652**	**...**	**5,800,070**
...	**6,135,000**	**425,400**	**79,774**	**6,640,174**		**Total du ministère—Budgétaire**	**6,284,522**	**355,652**	**...**	**5,800,070**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation statutaire.

Programme par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	3,860,000	425,400	...	300,000	67,496	...	4,652,896	Gouverneur général	4,647,704	5,192	...	4,185,991
...	1,669,000	...	...	(300,000)	...	...	1,369,000	Distinctions honorifiques	1,267,919	101,081	...	1,345,582
...	405,000	...	...	...	12,278	...	417,278	Anciens gouverneurs généraux	257,573	159,705	...	73,423
...	5,934,000	425,400	...	...	79,774	...	6,439,174	Total—Fonctionnement	6,173,196	265,978	...	5,604,996
								Capital				
...	167,000	...	...	...	...	...	167,000	Gouverneur général	111,326	55,674	...	152,813
...	34,000	...	...	...	...	...	34,000	Distinctions honorifiques	...	34,000	...	42,261
...	201,000	...	...	...	...	...	201,000	Total—Capital	111,326	89,674	...	195,074
								Sommaire du programme				
...	4,027,000	425,400	...	300,000	67,496	...	4,819,896	**Gouverneur général**	4,759,030	60,866	...	4,338,804
...	1,703,000	...	...	(300,000)	...	...	1,403,000	**Distinctions honorifiques**	1,267,919	135,081	...	1,387,843
...	405,000	...	...	...	12,278	...	417,278	**Anciens gouverneurs généraux**	257,573	159,705	...	73,423
...	6,135,000	425,400	...	...	79,774	...	6,640,174	**Total du programme—Budgétaire**	6,284,522	355,652	...	5,800,070
...	6,135,000	425,400	...	...	79,774	...	6,640,174	**Total du ministère—Budgétaire**	6,284,522	355,652	...	5,800,070

Département

Objectif

Permettre au gouverneur général du Canada de remplir les fonctions que lui [illegible]

Description des activités

Gouverneur général

[illegible]

[illegible]

[illegible]

SECTION 18

COMPTES PUBLICS
1985-86

Justice

Département
Commission canadienne des droits de la personne
Commissaire à la magistrature fédérale
Cour fédérale du Canada
Commission de réforme du droit du Canada
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada
Cour suprême du Canada
Cour canadienne de l'impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	18.2
Sommaire du ministère	18.5
Programmes par activité	18.8
Paiements de transfert	18.12
Recettes	18.15

Département

Programme d'administration de la justice

Objectif

Conseiller le gouvernement du Canada, ses ministères et ses organismes sur les questions juridiques; surveiller l'administration de la justice au Canada dans tous les domaines qui ne relèvent pas de la compétence des provinces; et proposer de nouvelles mesures et de nouveaux programmes dans ce contexte.

Description des activités

Services juridiques
Fournir une gamme de services juridiques au gouvernement du Canada, à ses ministères et à un grand nombre d'organismes, à l'exclusion des services fournis par le secteur des services des contentieux et par celui des services législatifs.

Services des contentieux
S'occuper ou diriger les litiges auxquels Sa Majesté ou un ministère fédéral sont parties, dans les affaires qui relèvent de la compétence fédérale.

Services législatifs
Fournir des services législatifs au gouvernement par la rédaction et l'examen des projets de loi et des règlements, et par la révision et la codification des lois et des règlements fédéraux d'intérêt public.

Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique
Élaborer et administrer dans le cadre des objectifs du Programme d'administration de la justice des programmes et des politiques qui sont conformes à l'évolution des besoins de la population canadienne, dans la mesure où ces besoins concernent les lois fédérales, le système de droit ainsi que les activités, les pratiques et les politiques juridiques du gouvernement canadien.

Administration
Diriger et coordonner les activités du ministère de la Justice en matière de gestion et d'élaboration de politiques; fournir des services administratifs centraux au ministère de la Justice et à la Commission de réforme du droit du Canada; administrer le Bureau central d'enregistrement des divorces du Canada.

Commission canadienne des droits de la personne

Objectif

Promouvoir les principes selon lesquels chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure compatible avec ses devoirs et obligations au sein de la société.

Description de l'activité

Commission canadienne des droits de la personne
Statuer judicieusement sur toutes les plaintes de discrimination fondées sur les motifs prohibés spécifiés dans la Loi sur les droits de la personne qui sont déposées à l'égard des ministères et organismes fédéraux et dans la partie du secteur privé qui est réglementée par le pouvoir fédéral; dans le domaine des droits de la personne, instituer des programmes d'information, donner des avis et conseils, émettre des lignes directrices, effectuer des recherches, réviser les règlements et autres textes, entretenir des relations étroites avec les provinces et promouvoir l'abandon et la réduction des pratiques discriminatoires.

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectif

Fournir des services administratifs centraux à l'intention du Conseil canadien de la magistrature et des juges des cours supérieures, des cours de comté et des cours de district des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral.

Description des activités

Administration
Bureau du Commissaire et prestation de services de personnel, de services financiers et d'autres services administratifs centraux.

Conseil canadien de la magistrature
Administration du Conseil canadien de la magistrature sous le régime de la Loi sur les juges.

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges
Paiement, en vertu de la Loi sur les juges, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et aux autres juges des cours supérieures, des cours de comté et des cours de district des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral; paiement de gratifications à leurs conjoints lorsqu'ils décèdent dans l'exercice de leurs fonctions et pensions aux conjoints et enfants des juges.

Cour fédérale du Canada

Objectif

Fournir une cour de justice, d'équité et d'amirauté afin d'assurer une meilleure administration des lois du Canada.

Description de l'activité

Administration de la Cour fédérale du Canada
Administration de la Cour fédérale du Canada.

Commission de réforme du droit du Canada

Objectif

Étudier et revoir, de façon continuelle et systématique, les lois et autres textes législatifs qui constituent le droit du Canada, en vue de faire des propositions pour les améliorer, les moderniser et les réformer.

Description de l'activité

Commission de réforme du droit du Canada
Études et recherches relatives au droit, aux systèmes et institutions juridiques du Canada et d'ailleurs; publication, au gré de la Commission, d'études et de rapports préparés à son intention; formulation de recommandations pour l'amélioration, la modernisation et la réforme des lois; publication d'un rapport annuel de ses activités.

Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada

Objectif

Commissaire à l'information:
- faire enquête sur les plaintes afin de s'assurer que les institutions fédérales respectent la Loi sur l'accès à l'information;
- inciter les institutions fédérales à se montrer ouvertes en ce qui a trait à la communication des renseignements; et
- répondre aux demandes de renseignements du public concernant les droits de la Loi et le mandat du Commissaire.

Commissaire à la protection de la vie privée:
- faire enquête sur les plaintes afin de s'assurer que les institutions fédérales respectent la Loi sur la protection des renseignements personnels;
- examiner les activités des institutions fédérales relatives à la collecte, l'utilisation, la conservation et l'élimination des renseignements personnels afin de s'assurer qu'elles sont conformes à la Loi sur la protection des renseignements personnels;
- inciter le gouvernement à adopter des pratiques équitables en matière d'information; et
- répondre aux demandes de renseignements du public concernant le mandat du Commissaire et les droits des individus aux termes de la Loi.

Description des activités

Commissaire à l'information
Il fait des enquêtes, établit des rapports et formule des recommandations à l'intention des ministres et des responsables des organismes qui relèvent directement du Parlement à la suite de plaintes émanant de particuliers qui prétendent que la Loi sur l'accès à l'information n'a pas été respectée; il comparaît devant la Cour fédérale au nom des plaignants, avec leur consentement, ou comme partie, dans le cadre de requêtes pour examen des décisions d'institutions fédérales qui refusent de communiquer de l'information en vertu de la Loi; il présente un rapport annuel et peut à l'occasion soumettre des rapports spéciaux au Parlement.

Commissaire à la protection de la vie privée
Il fait des enquêtes, établit des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables des institutions fédérales et, dans le cas des plaintes, il rend compte au plaignant des conclusions de son enquête; il examine les documents conservés dans les fichiers de renseignements (y compris les 19 fichiers non consultables) et vérifie la collecte, l'utilisation, et l'élimination des renseignements personnels dans ces institutions fédérales; il comparaît devant la Cour fédérale au nom des plaignants, avec leur consentement ou comme partie, dans le cadre de requêtes pour examen des décisions prises par les institutions fédérales qui refusent de divulguer des renseignements personnels en vertu de la Loi; il entreprend des études spéciales à la demande du ministre de la Justice; il présente un rapport annuel et peut à l'occasion soumettre des rapports spéciaux au Parlement.

Administration
Offrir des services de soutien administratif aux bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée.

Cour suprême du Canada

Objectif

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Description des activités

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges
Versement des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour suprême du Canada et des pensions aux conjoints et aux enfants des juges sous le régime de la Loi des juges; et versement de gratifications aux conjoints ou aux personnes à charge des juges décédés dans l'exercice de leurs fonctions.

Administration
Comprend le bureau du registraire, la bibliothèque, le service des publications, le greffe, les services du personnel, les services financiers et d'autres services administratifs.

Cour canadienne de l'impôt

Objectif

Fournir un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide et sans formalités des différends entre les contribuables et le ministre du Revenu national.

Description de l'activité

Administration de la Cour canadienne de l'impôt
Cette activité fournit les services administratifs à la Cour canadienne de l'impôt.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration de la justice				
...	75,364,000	...	...	75,364,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	780,000	...	780,000	1b	Virement de $265,000 du crédit 5 (Justice)				
...	...	835,200	...	835,200	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	265,000	265,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	1,000,000	1,000,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	61,523	61,523		CT, crédit 10[1]				
...	75,364,000	1,615,200	1,326,523	78,305,723		Total—Crédit 1	73,485,226	4,820,497	...	69,626,306
...	75,729,000	...	...	75,729,000	5	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	5c	Subventions et contributions				
...	...	...	(265,000)	(265,000)		Virement au crédit 1				
...	75,729,000	1	(265,000)	75,464,001		Total—Crédit 5	49,804,538	25,659,463	...	57,043,135
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,683
...	7,589,600	...	778,400	8,368,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,368,000	...	...	7,658,000
...	...	...	2,256	2,256	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	2,256	...	...	...
...	...	...	1,558	1,558	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	1,558	...	...	...
...	**158,725,000**	**1,615,201**	**1,840,867**	**162,181,068**		**Total du programme—Budgétaire**	**131,701,108**	**30,479,960**	**...**	**134,369,124**
...	**158,725,000**	**1,615,201**	**1,840,867**	**162,181,068**		**Total du département—Budgétaire**	**131,701,108**	**30,479,960**	**...**	**134,369,124**
						Commission canadienne des droits de la personne				
...	8,523,000	...	...	8,523,000	10	Dépenses du programme				
...	...	250,000	...	250,000	10b	Dépenses du programme				
...	8,523,000	250,000	...	8,773,000		Total—Crédit 10	7,896,013	876,987	...	7,902,123
...	821,000	...	85,000	906,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	906,000	...	...	860,000
...	**9,344,000**	**250,000**	**85,000**	**9,679,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,802,013**	**876,987**	**...**	**8,762,123**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budget des dépenses	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations: Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations: Annulées (suremployées)	Utilisation des autorisations: Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commissaire à la magistrature fédérale				
...	2,933,000	...	...	2,933,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	15c	Dépenses de fonctionnement				
...	2,933,000	1	...	2,933,001		Total—Crédit 15	2,704,269	228,732	...	2,782,452
...	320,000	...	...	320,000	20	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	271,996	48,004	...	253,306
...	103,280,000	...	173,287	103,453,287	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges	103,453,287	...	...	86,060,272
...	158,000	...	17,000	175,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	175,000	...	...	153,000
...	**106,691,000**	**1**	**190,287**	**106,881,288**		**Total du programme—Budgétaire**	**106,604,552**	**276,736**	**...**	**89,249,030**
						Cour fédérale du Canada				
...	8,532,000	...	...	8,532,000	25	Dépenses du programme	7,671,693	860,307	...	7,628,479
...	770,000	...	79,000	849,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	849,000	...	...	729,000
...	**9,302,000**	**...**	**79,000**	**9,381,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,520,693**	**860,307**	**...**	**8,357,479**
						Commission de réforme du droit du Canada				
...	4,831,000	...	...	4,831,000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	(3,187)	(3,187)		Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent				
...	4,831,000	...	(3,187)	4,827,813		Total—Crédit 30	4,292,149	535,664	...	4,814,187
...	218,000	...	23,000	241,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	241,000	...	...	233,000
...	**5,049,000**	**...**	**19,813**	**5,068,813**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,533,149**	**535,664**	**...**	**5,047,187**
						Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada				
...	2,938,200	...	...	2,938,200	35	Dépenses du programme				
...	...	...	100,000	100,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	2,938,200	...	100,000	3,038,200		Total—Crédit 35	2,857,934	180,266	...	2,178,907
...	294,000	...	30,988	324,988	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	324,988	...	...	264,000
...	**3,232,200**	**...**	**130,988**	**3,363,188**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,182,922**	**180,266**	**...**	**2,442,907**

						Cour suprême du Canada				
...	4,143,000	...	...	4,143,000	40	Dépenses du programme				
...	...	169,600	...	169,600	40b	Dépenses du programme				
...	...	119,000	...	119,000	40c	Dépenses du programme				
...	4,143,000	288,600	...	4,431,600		Total—Crédit 40	4,300,784	130,816	...	4,504,712
...	1,654,000	...	136,322	1,790,322	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges et pensions aux conjoints et enfants des juges	1,790,322	...	...	1,478,262
...	297,000	...	31,000	328,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	328,000	...	...	287,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	65
...	**6,094,000**	**288,600**	**167,322**	**6,549,922**		**Total du programme—Budgétaire**	**6,419,106**	**130,816**	**...**	**6,270,039**
						Cour canadienne de l'impôt				
...	3,813,000	...	...	3,813,000	45	Dépenses du programme				
...	...	60,000	...	60,000	45b	Dépenses du programme				
...	3,813,000	60,000	...	3,873,000		Total—Crédit 45	2,966,414	906,586	...	2,802,034
...	224,000	...	23,000	247,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	247,000	...	...	247,000
...	**4,037,000**	**60,000**	**23,000**	**4,120,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,213,414**	**906,586**	**...**	**3,049,034**
...	**302,474,200**	**2,213,802**	**2,536,277**	**307,224,279**		**Total du ministère—Budgétaire**	**272,976,957**	**34,247,322**	**...**	**257,546,923**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration de la justice				
								Fonctionnement				
...	23,866,000	...	264,265	...	...	...	24,130,265	Services juridiques	23,651,715	478,550	...	22,808,143
...	28,015,000	54,000	306,538	...	...	...	28,375,538	Services des contentieux	26,611,290	1,764,248	...	25,664,898
...	6,578,000	...	46,680	...	...	...	6,624,680	Services législatifs	6,439,577	185,103	...	5,520,630
...	8,799,000	1,561,200	63,440	265,000	...	...	10,688,640	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	8,165,815	2,522,825	...	6,908,875
...	14,667,000	...	380,600	...	779,344	...	15,826,944	Administration	15,239,066	587,878	...	14,970,684
...	81,925,000	1,615,200	1,061,523	265,000	779,344	...	85,646,067	Total—Fonctionnement	80,107,463	5,538,604	...	75,873,230
								Capital				
...	91,000	...	...	...	...	...	91,000	Services juridiques	112,904	(21,904)	...	158,500
...	684,000	...	...	...	...	...	684,000	Services des contentieux	834,163	(150,163)	...	435,982
...	110,000	...	...	...	...	...	110,000	Services législatifs	106,253	3,747	...	41,955
...	45,000	...	...	...	...	...	45,000	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	103,405	(58,405)	...	144,131
...	141,000	...	...	...	...	...	141,000	Administration	632,382	(491,382)	...	672,191
...	1,071,000	...	...	...	...	...	1,071,000	Total—Capital	1,789,107	(718,107)	...	1,452,759
								Paiements de transfert				
...	75,729,000	1	...	(265,000)	...	...	75,464,001	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	49,804,538	25,659,463	...	57,043,135
								Sommaire du programme				
...	23,957,000	...	264,265	...	...	...	24,221,265	Services juridiques	23,764,619	456,646	...	22,966,643
...	28,699,000	54,000	306,538	...	...	...	29,059,538	Services des contentieux	27,445,453	1,614,085	...	26,100,880
...	6,688,000	...	46,680	...	...	...	6,734,680	Services législatifs	6,545,830	188,850	...	5,562,585
...	84,573,000	1,561,201	63,440	...	...	...	86,197,641	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	58,073,758	28,123,883	...	64,096,141
...	14,808,000	...	380,600	...	779,344	...	15,967,944	Administration	15,871,448	96,496	...	15,642,875
...	158,725,000	1,615,201	1,061,523	...	779,344	...	162,181,068	**Total du programme—Budgétaire**	131,701,108	30,479,960	...	134,369,124
...	158,725,000	1,615,201	1,061,523	...	779,344	...	162,181,068	Total du département—Budgétaire	131,701,108	30,479,960	...	134,369,124

								Commission canadienne des droits de la personne				
								Fonctionnement				
...	9,330,000	250,000	...	...	85,000	...	9,665,000	Commission canadienne des droits de la personne	8,705,107	959,893	...	8,500,981
								Capital				
...	14,000	...	...	...	...	...	14,000	Commission canadienne des droits de la personne	96,906	(82,906)	...	261,142
...	**9,344,000**	**250,000**	...	...	**85,000**	...	**9,679,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**8,802,013**	**876,987**	...	**8,762,123**
								Commissaire à la magistrature fédérale				
								Fonctionnement				
...	2,985,000	1	...	(87,000)	15,700	...	2,913,701	Administration	2,739,914	173,787	...	2,790,570
...	330,000	...	...	(500)	1,300	...	330,800	Conseil canadien de la magistrature	282,888	47,912	...	265,747
...	83,930,000	...	...	...	3,805,380	...	87,735,380	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	87,735,380	...	...	70,990,579
...	87,245,000	1	...	(87,500)	3,822,380	...	90,979,881	Total—Fonctionnement	90,758,182	221,699	...	74,046,896
								Capital				
...	5,000	...	...	17,000	...	...	22,000	Administration	21,238	762	...	14,541
...	2,000	...	...	500	...	...	2,500	Conseil canadien de la magistrature	2,408	92	...	...
...	7,000	...	...	17,500	...	...	24,500	Total—Capital	23,646	854	...	14,541
								Paiements de transfert				
...	89,000	...	...	70,000	...	...	159,000	Administration	104,817	54,183	...	117,900
...	19,350,000	...	...	...	(3,632,093)	...	15,717,907	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	15,717,907	...	...	15,069,693
...	19,439,000	...	...	70,000	(3,632,093)	...	15,876,907	Total—Paiements de transfert	15,822,724	54,183	...	15,187,593
								Sommaire du programme				
...	3,079,000	1	...	...	15,700	...	3,094,701	Administration	2,865,969	228,732	...	2,923,011
...	332,000	...	...	...	1,300	...	333,300	Conseil canadien de la magistrature	285,296	48,004	...	265,747
...	103,280,000	...	...	...	173,287	...	103,453,287	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	103,453,287	...	...	86,060,272
...	**106,691,000**	**1**	...	...	**190,287**	...	**106,881,288**	**Total du programme—Budgétaire**	**106,604,552**	**276,736**	...	**89,249,030**

Programmes par activité—*Fin*

	Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Cour fédérale du Canada												
Fonctionnement												
Administration de la Cour fédérale du Canada	...	9,139,000	...	...	...	79,000	...	9,218,000	8,232,831	985,169	...	7,565,556
Capital												
Administration de la Cour fédérale du Canada	...	163,000	...	...	...	...	...	163,000	287,862	(124,862)	...	791,923
Total du programme—Budgétaire	**...**	**9,302,000**	**...**	**...**	**...**	**79,000**	**...**	**9,381,000**	**8,520,693**	**860,307**	**...**	**8,357,479**
Commission de réforme du droit du Canada												
Fonctionnement												
Commission de réforme du droit du Canada	...	4,982,000	...	...	...	19,813	...	5,001,813	4,491,089	510,724	...	4,993,480
Capital												
Commission de réforme du droit du Canada	...	67,000	...	...	...	...	...	67,000	42,060	24,940	...	53,707
Total du programme—Budgétaire	**...**	**5,049,000**	**...**	**...**	**...**	**19,813**	**...**	**5,068,813**	**4,533,149**	**535,664**	**...**	**5,047,187**
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada												
Fonctionnement												
Commissaire à l'information	...	902,000	...	...	...	11,820	...	913,820	1,017,926	(104,106)	...	642,452
Commissaire à la protection de la vie privée	...	1,309,000	...	...	...	11,335	...	1,320,335	1,087,810	232,525	...	910,671
Administration	...	996,200	...	100,000	...	7,833	...	1,104,033	1,012,185	91,848	...	828,784
Total—Fonctionnement	...	3,207,200	...	100,000	...	30,988	...	3,338,188	3,117,921	220,267	...	2,381,907
Capital												
Administration	...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	65,001	(40,001)	...	61,000
Sommaire du programme												
Commissaire à l'information	...	**902,000**	...	...	...	**11,820**	...	**913,820**	**1,017,926**	**(104,106)**	...	**642,452**
Commissaire à la protection de la vie privée	...	**1,309,000**	...	...	...	**11,335**	...	**1,320,335**	**1,087,810**	**232,525**	...	**910,671**
Administration	...	**1,021,200**	...	**100,000**	...	**7,833**	...	**1,129,033**	**1,077,186**	**51,847**	...	**889,784**
Total du programme—Budgétaire	**...**	**3,232,200**	**...**	**100,000**	**...**	**30,988**	**...**	**3,363,188**	**3,182,922**	**180,266**	**...**	**2,442,907**

							Cour suprême du Canada				
							Fonctionnement				
...	1,063,000	...	...	...	172,928	...	1,235,928	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	1,235,928	...	...	944,214
...	4,313,000	273,600	...	...	31,000	...	4,617,600	Administration	4,514,479	103,121	...	4,407,276
...	5,376,000	273,600	...	...	203,928	...	5,853,528	Total—Fonctionnement	5,750,407	103,121	...	5,351,490
							Capital				
...	127,000	15,000	...	...	...	...	142,000	Administration	114,305	27,695	...	366,734
							Paiements de transfert				
...	591,000	...	...	...	(36,606)	...	554,394	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	554,394	...	...	534,048
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	17,767
...	591,000	...	...	...	(36,606)	...	554,394	Total—Paiements de transfert	554,394	...	...	551,815
							Sommaire du programme				
...	1,654,000	...	...	...	136,322	...	1,790,322	**Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges**	1,790,322	...	...	1,478,262
...	4,440,000	288,600	...	...	31,000	...	4,759,600	**Administration**	4,628,784	130,816	...	4,774,010
...	...	...	...	...	...	...	...	**Activités non requises pour l'exercice en cours**	...	...	...	17,767
...	**6,094,000**	**288,600**	**...**	**...**	**167,322**	**...**	6,549,922	**Total du programme—Budgétaire**	6,419,106	**130,816**	**...**	**6,270,039**
							Cour canadienne de l'impôt				
							Fonctionnement				
...	4,025,000	17,000	...	...	23,000	...	4,065,000	Administration de la Cour canadienne de l'impôt	2,997,004	1,067,996	...	2,557,778
							Capital				
...	12,000	43,000	...	...	...	...	55,000	Administration de la Cour canadienne de l'impôt	216,410	(161,410)	...	491,256
...	**4,037,000**	**60,000**	**...**	**...**	**23,000**	**...**	4,120,000	**Total du programme—Budgétaire**	3,213,414	**906,586**	**...**	**3,049,034**
...	**302,474,200**	**2,213,802**	**1,161,523**	**...**	**1,374,754**	**...**	307,224,279	Total du ministère—Budgétaire	272,976,957	**34,247,322**	**...**	**257,546,923**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme d'administration de la justice				
							Subventions				
							Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique				
...	4,000	...	...	...	...	4,000	Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration	4,000	...	...	4,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour les fins de recherche de la Conférence	1,107	23,893	...	617
...	18,500	...	...	...	...	18,500	Commission internationale des juristes	18,500	...	...	18,500
...	1,500	...	...	...	...	1,500	Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1,500	...	...	1,500
...	94,000	...	...	...	...	94,000	Subventions en vue d'encourager des étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois	81,279	12,721	...	93,191
...	267,600	...	...	...	...	267,600	Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridique	257,302	10,298	...	212,872
...	95,550	...	...	...	...	95,550	Programme des bourses Duff-Rinfret	95,272	278	...	88,876
...	17,000	...	...	...	...	17,000	Subvention à l'Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur les modifications de la loi	17,000	...	...	32,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	British Institute of International and Comparative Law (CLAS)	10,000	...	...	10,000
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Académie de droit international de La Haye	12,000	...	...	12,000
...	...	...	...	60,000	...	60,000	Centre de traduction et de documentation juridiques d'Ottawa	60,000	...	...	60,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	48,400
...	**545,150**	...	...	**60,000**	...	605,150	Total—Subventions	557,960	**47,190**	...	**581,956**
							Contributions				
							Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique				
...	64,553,200	...	...	...	...	64,553,200	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique	41,052,771	23,500,429	...	45,820,661

...	2,626,000	...	...	(137,500)	...	2,488,500	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs programmes visant à indemniser les victimes d'actes criminels violents	2,455,800	32,700	...	2,440,982
...	250,000	...	...	(125,000)	...	125,000	Contributions en vue de promouvoir la recherche et les innovations dans le domaine de l'aide juridique	15,468	109,532	...	111,704
...	242,000	...	...	...	...	242,000	Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été	235,359	6,641	...	333,091
...	400,200	...	...	...	...	400,200	Conseil canadien de la documentation juridique	400,200	...	...	445,200
...	70,000	...	...	...	...	70,000	Association canadienne des juges des cours provinciales	70,000	...	...	69,000
...	1,800,700	...	...	(854,000)	...	946,700	Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal	390,799	555,901	...	416,855
...	3,930,350	...	...	(600,000)	...	3,330,350	Contributions au programme d'aide juridique aux Autochtones et aux programmes relatifs aux Autochtones et aux responsables de l'administration de la justice	3,132,963	197,387	...	3,042,483
...	285,000	...	...	80,000	...	365,000	Fonds de consultation et de préparation	237,139	127,861	...	285,856
...	89,600	...	...	...	...	89,600	Programme de rédaction des lois de l'Université d'Ottawa	89,600	...	...	84,950
...	36,800	...	...	...	...	36,800	Société canadienne des sciences judiciaires	18,460	18,340	...	9,100
...	400,000	...	...	100,000	...	500,000	Fonds pour la Loi sur les droits de la personne	340,554	159,446	...	496,499
...	500,000	...	...	(15,000)	...	485,000	Fonds d'éducation et d'informations juridiques	391,409	93,591	...	125,010
...	...	...	...	301,500	...	301,500	Autonomie politique des Indiens	301,500	...	...	...
...	...	...	...	125,000	...	125,000	L'Année internationale de la jeunesse	114,556	10,444	...	...
...	...	1	...	800,000	...	800,001	Réserve pour subventions et contributions	...	800,001	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,779,788
...	**75,183,850**	**1**	...	**(325,000)**	...	**74,858,851**	Total—Contributions	**49,246,578**	**25,612,273**	...	**56,461,179**
...	**75,729,000**	**1**	...	**(265,000)**	...	**75,464,001**	**Total du programme**	**49,804,538**	**25,659,463**	...	**57,043,135**
...	**75,729,000**	**1**	...	**(265,000)**	...	**75,464,001**	**Total du département**	**49,804,538**	**25,659,463**	...	**57,043,135**
							Commissaire à la magistrature fédérale				
							Subventions				
							Administration				
...	89,000	...	...	70,000	...	159,000	Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède dans l'exercice de ses fonctions ou à des personnes à charge en vertu de l'approbation du Conseil du Trésor d'une équivalence au sixième du traitement du juge au moment de son décès	104,817	54,183	...	117,900
...	19,350,000	...	...	...	(3,632,093)	15,717,907	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges (S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	15,717,907	...	...	15,069,693

Paiements de transfert—*Fin*

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations —	Indiquées dans		Redressements et virements					Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du programme par activité				
...	89,000	...	...	70,000	...	159,000	Administration	104,817	54,183	...	117,900
...	19,350,000	...	...	...	(3,632,093)	15,717,907	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	15,717,907	...	...	15,069,693
...	19,439,000	...	...	70,000	(3,632,093)	15,876,907	**Total du programme**	15,822,724	54,183	...	15,187,593
							Cour suprême du Canada				
							Subventions				
							Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges				
...	591,000	...	...	...	(36,606)	554,394	(S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	554,394	...	...	534,048
							Administration				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17,767
							Sommaire du programme par activité				
...	591,000	...	...	...	(36,606)	554,394	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	554,394	...	...	534,048
...	...	...	...	...	...	...	Administration	...	...	...	17,767
...	591,000	...	...	...	(36,606)	554,394	**Total du programme**	554,394	...	...	551,815
...	95,759,000	1	...	(195,000)	(3,668,699)	91,895,302	Total du ministère	66,181,656	25,713,646	...	72,782,543

(S) Paiement de transfert statutaire.

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration de la justice		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Trésorier—Province de la Nouvelle-Écosse—Jeunes délinquants et aide juridique	55,385	...
Trésorier—Province de l'Île-du-Prince-Édouard—Jeunes délinquants et aide juridique	7,243	...
Trésorier—Province de l'Alberta—Jeunes délinquants et aide juridique	190,929	...
Trésorier—Province de la Colombie-Britannique—Jeunes délinquants et aide juridique	719,801	...
Trésorier—Province du Manitoba—Jeunes délinquants et aide juridique	219,841	...
Trésorier—Province de l'Ontario—Jeunes délinquants et aide juridique	2,245,667	...
Trésorier—Province du Nouveau-Brunswick—Jeunes délinquants et aide juridique	31,803	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	24,740	3,462
Divers	192,728	708,183
	3,688,137	711,645
Rémunérations de services	36,336	71,210
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et confiscations	3,988,444	687,248
Location de résidences et services publics	56,142	55,981
Autres	21,667	682,197
	4,066,253	1,425,426
Total du département	**7,790,726**	**2,208,281**
Commission canadienne des droits de la personne		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	10,280	3,136
Total du programme	**10,280**	**3,136**
Commissaire à la magistrature fédérale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	6,809
Autres recettes non fiscales—		
Retenues au Compte de pension de retraite de la Fonction publique—Juges	3,520,102	2,709,551
Total du programme	**3,520,102**	**2,716,360**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Cour fédérale du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,371	25,948
Rémunérations de services—		
Frais de la Cour fédérale	161,427	148,590
Dépenses de la Cour	13,954	16,054
	175,381	164,644
Autres recettes non fiscales	15,749	5,360
Total du programme	**202,501**	**195,952**
Commission de réforme du droit du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	5
Total du programme	...	**5**
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	...	5
Total du programme	...	**5**
Cour suprême du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	783	747
Rémunérations de services—		
Photocopies	8,741	9,452
Frais d'enregistrement	1,005	...
	9,746	9,452
Produits des ventes—		
Vente de communiqués de la Cour suprême	7,270	6,697
Vente de raisons d'arrêt	37,086	24,269
	44,356	30,966

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Contributions des juges au Compte de pension de retraite de la Fonction publique	39,285	26,445
Virement du Compte de sécurité	14,349	15,358
Divers	4,773	11,326
	58,407	53,129
Total du programme	**113,292**	**94,294**
Cour canadienne de l'impôt		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	10,048	...
Produits des ventes	3,858	2,867
Total du programme	**13,906**	**2,867**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**3,710,339**	**745,154**
Rémunérations de services	**221,463**	**245,306**
Produits des ventes	**48,214**	**33,833**
Autres recettes non fiscales	**7,670,791**	**4,196,607**
Total du ministère	**11,650,807**	**5,220,900**

SECTION 19

COMPTES PUBLICS
1985-86

Parlement

Sénat
Chambre des communes
Bibliothèque du Parlement

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	19.2
Sommaire du ministère	19.4
Programmes par activité	19.5
Paiements de transfert	19.7
Recettes	19.8

Sénat

Objectif

Permettre au Sénat de s'acquitter de son rôle constitutionnel.

Description des activités

Sénateurs
Traitements et indemnités versés aux sénateurs, contribution de l'État au Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement et pensions aux sénateurs à la retraite.

Dignitaires du Sénat
Traitements et indemnités versés aux dignitaires du Sénat, y compris le Président du Sénat, le leader de l'opposition au Sénat, le greffier et les autres fonctionnaires du Bureau de la Chambre, le conseiller parlementaire, le personnel de soutien et autres frais d'administration connexes.

Administration
Administration du personnel et des services financiers, distribution de fournitures, divers services de soutien administratif; traitements du personnel de secrétariat et autres frais d'administration connexes.

Services législatifs
Comptes rendus des débats, révision et publication du Hansard, services de secrétariat et de consultation aux comités, ainsi que publication de leurs rapports; publication des documents officiels du Sénat.

Services d'entretien
Services d'entretien au Sénat, y compris le personnel de garde, les services de nettoyage et de pages.

Chambre des communes

Objectif

Aider les députés dans leur étude, dans les deux langues officielles, des lois et des prévisions de dépenses des ministères et organismes, et gérer les affaires de la Chambre.

Description des activités

Députés
Traitements et indemnités versés au Président, au Vice-président, au vice-président des comités, au vice-président adjoint des comités, aux chefs des partis de l'opposition, aux autres dignitaires politiques de la Chambre et aux députés de la Chambre des communes; traitements du personnel et dépenses afférentes aux bureaux des dignitaires, des députés et des groupes de recherche des partis politiques; contribution de l'État en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement et en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

Services de la procédure
Conseils, recherches et soutien en matière de procédure à l'intention du Président de la Chambre des communes et de la Chambre; préparation de l'ordre du jour officiel et des procès-verbaux de la Chambre des communes et des comités; maintien des documents et des dossiers de la Chambre, y compris la révision et la publication des journaux et d'autres documents de procédure; conseils relatifs à la procédure, aide en recherches et soutien administratif à l'intention des comités; et services d'information. S'ajoute aux services de la procédure: la responsabilité d'organiser la participation du Parlement canadien aux activités des associations parlementaires et aux échanges officiels.

Service d'entretien
Services comprenant la protection et la sécurité; l'entretien et le nettoyage; les pages et les messagers; le logement et les services connexes; les télécommunications, le carillonneur et la tribune de la presse.

Administration
Compte rendu, révision, publication et index des délibérations de la Chambre des communes et de ses comités; services de radiotélédiffusion et d'enregistrement électronique; gestion et contrôle financiers; vérification interne; gestion du personnel; le restaurant et les cafétérias; services de soutien administratif tels la formation linguistique, le service de santé, l'imprimerie, l'informatique, le service postal, le courrier interne et la diffusion des publications, les achats et la gestion du matériel.

Bibliothèque du Parlement

Objectif

Fournir des services de recherche, de la documentation et d'autres services de bibliothèque aux parlementaires dans les deux langues officielles.

Description des activités

Documentation imprimée et autre
Choix, repérage, commande, traitement et élagage de la documentation; diffusion de l'information verbalement et au moyen de prêts, de photocopies, de résumés, de compilations, d'index, de coupures de journaux, de bibliographies, de cassettes et de bases de données.

Travaux de recherches et personnel
Fournir du personnel professionnel pour venir en aide aux membres des deux chambres du Parlement, aux comités, aux associations et aux délégations parlementaires; rédiger des documents de recherche et fournir des explications techniques sur demande; entreprendre et rédiger des études générales et des bulletins d'actualité. Les services assurés aux comités parlementaires comprennent l'affectation de spécialistes, la présentation de recommandations concernant les témoins, la préparation de documents explicatifs, d'études analytiques, d'exposés oraux ainsi que le collationnement et l'analyse de témoignages; enfin, une aide est aussi apportée à la rédaction des rapports.

Administration
Le bibliothécaire parlementaire, le bibliothécaire parlementaire associé et le personnel administratif.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Sénat				
...	16,084,000	...	...	16,084,000	1	Dépenses du programme				
...	...	225,000	...	225,000	1b	Dépenses du programme				
...	16,084,000	225,000	...	16,309,000		Total—Crédit 1	16,300,295	8,705	...	15,563,128
...	9,477,000	...	64,785	9,541,785	(S)	Sénateurs—Traitement et allocation pour automobile du Président du Sénat, paiements aux sénateurs en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, et contribution de l'État au Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement et au Compte de prestations de retraite supplémentaires	9,541,785	...	...	8,919,368
...	1,423,000	...	145,947	1,568,947	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,568,947	...	...	1,530,000
...	...	...	29,613	29,613	(S)	Remboursement de fonds de pension	29,613	...	...	...
...	**26,984,000**	**225,000**	**240,345**	**27,449,345**		**Total du programme—Budgétaire**	**27,440,640**	**8,705**	**...**	**26,012,496**
						Chambre des communes				
...	113,826,300	...	...	113,826,300	5	Dépenses du programme				
...	...	2,169,700	...	2,169,700	5b	Dépenses du programme				
...	113,826,300	2,169,700	...	115,996,000		Total—Crédit 5	114,285,746	1,710,254	...	110,059,772
...	38,676,000	...	(3,607,420)	35,068,580	(S)	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, et contribution de l'État au Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement et au Compte de prestations de retraite supplémentaires	35,068,580	...	...	34,820,544
...	10,896,000	...	1,117,000	12,013,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,013,000	...	...	11,130,000
...	...	...	1,569,512	1,569,512	(S)	Prestations de retraite supplémentaires en excès des contributions pour les membres du Parlement	1,569,512	...	...	1,754,618
...	**163,398,300**	**2,169,700**	**(920,908)**	**164,647,092**		**Total du programme—Budgétaire**	**162,936,838**	**1,710,254**	**...**	**157,764,934**
						Bibliothèque du Parlement				
...	9,454,000	...	...	9,454,000	10	Dépenses du programme	9,450,175	3,825	...	9,056,513
...	1,091,000	...	112,000	1,203,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,203,000	...	...	1,125,000
...	**10,545,000**	**...**	**112,000**	**10,657,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**10,653,175**	**3,825**	**...**	**10,181,513**
...	**200,927,300**	**2,394,700**	**(568,563)**	**202,753,437**		**Total du ministère—Budgétaire**	**201,030,653**	**1,722,784**	**...**	**193,958,943**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sénat				
								Fonctionnement				
...	11,236,384	...	...	...	110,246	...	11,346,630	Sénateurs	9,160,829	2,185,801	...	8,561,798
...	1,079,000	...	...	...	...	...	1,079,000	Dignitaires du Sénat	1,097,788	(18,788)	...	1,118,549
...	5,093,000	...	...	...	145,947	...	5,238,947	Administration	6,991,680	(1,752,733)	...	6,880,544
...	4,725,000	225,000	...	...	...	...	4,950,000	Services législatifs	4,909,880	40,120	...	4,911,936
...	3,028,000	...	...	...	...	...	3,028,000	Services d'entretien	3,884,449	(856,449)	...	3,361,572
...	25,161,384	225,000	...	...	256,193	...	25,642,577	Total—Fonctionnement	26,044,626	(402,049)	...	24,834,399
								Capital				
...	206,000	...	...	...	...	...	206,000	Administration	261,895	(55,895)	...	468,288
								Paiements de transfert				
...	339,416	...	...	...	(15,848)	...	323,568	Sénateurs	323,568	...	...	279,496
...	1,277,200	...	...	...	...	...	1,277,200	Administration	810,551	466,649	...	430,313
...	1,616,616	...	...	...	(15,848)	...	1,600,768	Total—Paiements de transfert	1,134,119	466,649	...	709,809
								Sommaire du programme				
...	11,575,800	...	...	...	94,398	...	11,670,198	**Sénateurs**	9,484,397	2,185,801	...	8,841,294
...	1,079,000	...	...	...	...	...	1,079,000	**Dignitaires du Sénat**	1,097,788	(18,788)	...	1,118,549
...	6,576,200	...	...	...	145,947	...	6,722,147	**Administration**	8,064,126	(1,341,979)	...	7,779,143
...	4,725,000	225,000	...	...	...	...	4,950,000	**Services législatifs**	4,909,880	40,120	...	4,911,936
...	3,028,000	...	...	...	...	...	3,028,000	**Services d'entretien**	3,884,449	(856,449)	...	3,361,572
—	26,984,000	225,000	—	—	240,345	—	27,449,345	**Total du programme—Budgétaire**	27,440,640	8,705	—	26,012,494
								Chambre des communes				
								Fonctionnement				
...	84,923,000	...	...	...	(1,573,236)	...	83,349,764	Députés	83,970,756	(620,992)	...	84,563,457
...	18,262,000	...	...	...	81,541	...	18,343,541	Services de la procédure	14,514,816	3,828,725	...	9,379,994
...	20,131,000	527,000	...	...	225,634	...	20,883,634	Services d'entretien	20,910,838	(27,204)	...	20,159,518
...	36,579,000	473,000	...	...	345,153	...	37,397,153	Administration	36,256,387	1,140,766	...	34,764,866
...	159,895,000	1,000,000	...	...	(920,908)	...	159,974,092	Total—Fonctionnement	155,652,797	4,321,295	...	148,867,835

Programmes par activité —*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	1,000,000	...	...	...	...	...	1,000,000	Députés	1,658,044	(658,044)	...	2,188,123
...	52,000	...	...	...	...	...	52,000	Services de la procédure	344,632	(292,632)	...	156,180
...	123,000	...	...	...	...	...	123,000	Services d'entretien	116,438	6,562	...	141,246
...	915,000	...	...	...	...	...	915,000	Administration	3,260,336	(2,345,336)	...	5,388,396
...	2,090,000	...	...	...	...	...	2,090,000	Total—Capital	5,379,450	(3,289,450)	...	7,873,945
								Paiements de transfert				
...	1,413,300	1,169,700	...	...	...	...	2,583,000	Services de la procédure	1,904,591	678,409	...	1,023,154
								Sommaire du programme				
...	85,923,000	...	...	...	(1,573,236)	...	84,349,764	Députés	85,628,800	(1,279,036)	...	86,751,580
...	19,727,300	1,169,700	...	...	81,541	...	20,978,541	Services de la procédure	16,764,039	4,214,502	...	10,559,328
...	20,254,000	527,000	...	...	225,634	...	21,006,634	Services d'entretien	21,027,276	(20,642)	...	20,300,764
...	37,494,000	473,000	...	...	345,153	...	38,312,153	Administration	39,516,723	(1,204,570)	...	40,153,262
—	163,398,300	2,169,700	—	—	(920,908)	—	164,647,092	**Total du programme—Budgétaire**	162,936,838	1,710,254	...	157,764,934
								Bibliothèque du Parlement				
								Fonctionnement				
...	5,291,000	...	...	...	...	...	5,291,000	Documentation imprimée et autre	4,906,682	384,318	...	4,679,674
...	3,433,000	...	...	...	...	...	3,433,000	Travaux de recherches et personnel	2,769,751	663,249	...	2,648,478
...	1,650,000	...	...	...	112,000	...	1,762,000	Administration	2,900,798	(1,138,798)	...	2,696,925
...	10,374,000	...	...	...	112,000	...	10,486,000	Total—Fonctionnement	10,577,231	(91,231)	...	10,025,077
								Capital				
...	171,000	...	...	...	...	...	171,000	Administration	75,944	95,056	...	156,436
								Sommaire du programme				
...	5,291,000	...	...	...	...	...	5,291,000	Documentation imprimée et autre	4,906,682	384,318	...	4,679,674
...	3,433,000	...	...	...	...	...	3,433,000	Travaux de recherches et personnel	2,769,751	663,249	...	2,648,478
...	1,821,000	...	...	...	112,000	...	1,933,000	Administration	2,976,742	(1,043,742)	...	2,853,361
—	10,545,000	—	—	—	112,000	—	10,657,000	**Total du programme—Budgétaire**	10,653,175	3,825	...	10,181,513
...	200,927,300	2,394,700	...	...	(568,563)	...	202,753,437	Total du ministère—Budgétaire	201,030,653	1,722,784	...	193,958,943

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sénat				
							Subventions				
							Sénateurs				
...	339,416	...	...	...	(15,848)	323,568	(S) Sénateurs—Pensions aux sénateurs à la retraite	323,568	...	...	279,496
							Administration				
...	1,112,900	...	...	...	...	1,112,900	Subventions aux associations parlementaires et de procédure	717,274	395,626	...	375,383
...	**1,452,316**	...	...	...	**(15,848)**	**1,436,468**	Total—Subventions	**1,040,842**	**395,626**	...	**654,879**
							Contributions				
							Administration				
...	**164,300**	...	...	...	...	**164,300**	Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	**93,277**	**71,023**	...	**54,930**
							Sommaire du programme par activité				
...	339,416	...	...	...	(15,848)	323,568	Sénateurs	323,568	...	...	279,496
...	1,277,200	...	...	...	...	1,277,200	Administration	810,551	466,649	...	430,313
...	**1,616,616**	...	...	...	**(15,848)**	**1,600,768**	**Total du programme**	**1,134,119**	**466,649**	...	**709,809**
							Chambre des communes				
							Subventions				
							Services de la procédure				
...	**1,030,000**	**1,169,700**	...	...	...	**2,199,700**	Subventions aux associations parlementaires et de procédure	**1,688,773**	**510,927**	...	**895,893**
							Contributions				
							Services de la procédure				
...	**383,300**	...	...	...	...	**383,300**	Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	**215,818**	**167,482**	...	**127,261**
...	**1,413,300**	**1,169,700**	...	...	...	**2,583,000**	**Total du programme**	**1,904,591**	**678,409**	...	**1,023,154**
...	**3,029,916**	**1,169,700**	...	...	**(15,848)**	**4,183,768**	**Total du ministère**	**3,038,710**	**1,145,058**	...	**1,732,963**

(S) Paiement de transfert statutaire.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sénat		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,579	6,626
Privilèges, licences et permis	...	3,400
Rémunérations de services—		
Salon de coiffure pour homme	5,863	3,391
Textes législatifs authentiques du Parlement	3,962	655
	9,825	4,046
Produits des ventes—		
Ventes d'actifs	5,487	12,095
Autres recettes non fiscales—		
Cotisation des sénateurs au Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 25 de la Loi d'allocations de retraite des membres du Parlement	39,582	45,416
Remboursement de quote-part de l'État—Cotisation sur la retraite	3,696	3,683
	43,278	49,099
Total du programme	**64,169**	**75,266**
Chambre des communes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	71,667	347,437
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	177,526	20,604
	249,193	368,041
Privilèges, licences et permis	75	25
Autres recettes non fiscales—		
Transfert du compte de banque du restaurant parlementaire	3,227,000	...
Divers	141,084	102,805
	3,368,084	102,805
Total du programme	**3,617,352**	**470,871**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Bibliothèque du Parlement		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	4,066
Services publics, fournitures et approvisionnements	2,240	...
	2,240	4,066
Autres recettes non fiscales—		
Photocopies	607	416
Livres	...	31
Autres	...	2,544
	607	2,991
Total du programme	**2,847**	**7,057**

	Exercice en cours	Exercice précédent
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**257,012**	**378,733**
Privilèges, licences et permis	**75**	**3,425**
Rémunérations de services	**9,825**	**4,046**
Produits des ventes	**5,487**	**12,095**
Autres recettes non fiscales	**3,411,969**	**154,895**
Total du ministère	**3,684,368**	**553,194**

SECTION 20

COMPTES PUBLICS
1985-86

Pêches et Océans

Département
Office canadien du poisson salé
Office de commercialisation du poisson d'eau douce

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	20.2
Sommaire du ministère	20.3
Programmes par activité	20.5
Paiements de transfert	20.8
Détail des montants portés au crédit	20.11
Recettes	20.12

Département

Objectif

Réaliser, promouvoir et coordonner des politiques et des programmes aux fins de la conservation et la gestion des ressources aquatiques renouvelables du Canada et de leur habitat; aux fins de l'utilisation économique soutenue de ces ressources, en tenant compte de la dépendance des collectivités canadiennes à leur égard; et aux fins de la conduite de levés et de recherches à l'appui des intérêts économiques et scientifiques du Canada concernant les océans, notamment l'utilisation sécuritaire des eaux navigables du Canada et l'exploitation acceptable, sur le plan de l'environnement, d'autres ressources marines.

Description des activités

Gestion des pêches de l'Atlantique
Le terme «gestion» dans cette activité et les deux suivantes concerne la réglementation des pêches, la recherche halieutique et la prestation de politiques et de programmes fédéraux touchant le secteur primaire de la pêche, ainsi que des interventions à l'égard des systèmes de ressources naturelles, ce qui comprend des mesures de conservation, de protection, d'accroissement et de culture des ressources halieutiques renouvelables.
Cette activité englobe toutes les fonctions fédérales de gestion des pêches dans la zone atlantique et les eaux adjacentes à Terre-Neuve, à la Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec et les eaux de la zone de pêche de 200 milles du Canada, de même que les réseaux fluviaux et les lacs dans toutes ces provinces à l'exception du Québec; la planification et l'exécution des fonctions par lesquelles le ministère gère les ressources halieutiques et le secteur primaire de l'industrie de la pêche dans l'Atlantique.

Gestion des pêches du Pacifique et du Yukon
Gestion des pêches de la Colombie-Britannique et du Territoire du Yukon, de même que gestion des parties canadiennes des rivières transfrontières, gestion partagée des pêches internationales, gestion des stocks étrangers dans les eaux canadiennes, ainsi que de l'effort de pêche des professionnels, des sportifs et des Autochtones.

Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces
Gestion des pêches maritimes et en eaux douces dans les Territoires du Nord-Ouest et dans l'océan Arctique, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Ontario où la gestion des pêches en eaux intérieures a été déléguée en partie aux provinces.

Services à l'industrie de la pêche
Programmes nationaux visant à aider les secteurs primaire et secondaire de l'industrie de la pêche, à assurer la qualité des produits du poisson et à protéger le consommateur; inspection des produits du poisson, prestation d'analyses économiques et d'information statistique, développement de techniques de pêche, aide aux pêcheurs, aménagement et entretien de ports pour petits bateaux, et achat et revente de produits du poisson et activités connexes assurés par l'Office des prix des produits de la pêche.

Commercialisation et pêches internationales
Commercialisation du poisson et des produits du poisson, ce qui comprend des campagnes de promotion, des services auxiliaires, la planification de la politique de commercialisation et la cueillette de renseignements; et affaires internationales relatives aux négociations et aux consultations en matière de pêche avec les pays étrangers.

Sciences et levés océaniques
Cueillette de données et établissement de cartes et de publications hydrographiques répondant aux besoins de la navigation dans toutes les eaux du Canada et recherches océanographiques visant à recueillir des données scientifiques et océanographiques contribuant au développement et à l'utilisation des ressources marines renouvelables et non renouvelables du Canada.

Services intégrés d'administration
Gestion administrative du programme, y compris les services intégrés de soutien.

Office canadien du poisson salé

Objectif

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson salé.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Objectif

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	450,163,250	...	...	450,163,250	1[2]	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,414,100	1,414,100		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(1,964,000)	(1,964,000)		Virement au crédit 5				
...	450,163,250	...	(549,900)	449,613,350		Total—Crédit 1	440,432,182	9,181,168	...	444,686,514
...	124,684,000	...	...	124,684,000	5	Dépenses en capital				
...	...	4,272,000	...	4,272,000	5c	Virement de $1,964,000 du crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	1,964,000	1,964,000		Virement du crédit 1				
...	124,684,000	4,272,000	1,964,000	130,920,000		Total—Crédit 5	127,534,853	3,385,147	...	205,362,567
...	19,891,750	...	...	19,891,750	10	Subventions et contributions				
...	...	7,144,000	...	7,144,000	10b	Subventions et contributions				
...	...	2,665,100	...	2,665,100	10c	Subventions et contributions				
...	19,891,750	9,809,100	...	29,700,850		Total—Crédit 10	28,169,506	1,531,344	...	32,412,716
...	42,000	...	(8,620)	33,380	(S)	Ministre des Pêches et des Océans—Traitement et allocation pour automobile	33,380	...	...	41,682
...	3,000,000	...	507,084	3,507,084	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	3,507,084	...	...	2,367,424
...	31,343,000	...	3,213,000	34,556,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34,556,000	...	...	31,374,000
...	...	...	29,280	29,280	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	29,280	...	...	1,318,888
...	...	...	162,025	162,025	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	162,025	...	...	117,600
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,086,691
...	629,124,000	14,081,100	5,316,869	648,521,969		Total budgétaire	634,424,310	14,097,659	...	720,768,082
150,000	...	...	...	150,000	L38b	Avances au Régime d'assurance des bâtiments de pêche afin d'aider les pêcheurs, crédit 540, Loi des subsides n° 5 de 1955. Limite $150,000. (Net)	...	...	150,000	...
...	...	...	...	...		Crédits non budgétaires non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	114,273,900
150,000	...	...	...	150,000		Total non budgétaire	...	...	150,000	114,273,900
...	**629,124,000**	**14,081,100**	**5,316,869**	**648,521,969**		**Total du département—Budgétaire**	**634,424,310**	**14,097,659**	**...**	**720,768,082**
150,000	**...**	**...**	**...**	**150,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**150,000**	**114,273,900**

Sommaire du ministère—*Fin*

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Office canadien du poisson salé				
37,665,000	...	...	...	37,665,000	L23b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur le poisson salé. Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à $50,000,000. (Net)	5,087,500	...	32,577,500	(1,758,500)
37,665,000	...	...	...	**37,665,000**		**Total du programme—Non budgétaire**	**5,087,500**	...	**32,577,500**	**(1,758,500)**
						Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
13,989,795	...	...	...	13,989,795	L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce. Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à $30,000,000. (Net)	2,142,384	...	11,847,411	5,669,957
13,989,795	...	...	...	**13,989,795**		**Total du programme—Non budgétaire**	**2,142,384**	...	**11,847,411**	**5,669,957**
...	**629,124,000**	**14,081,100**	**5,316,869**	**648,521,969**		**Total du ministère—Budgétaire**	**634,424,310**	**14,097,659**	...	**720,768,082**
51,804,795	...	...	...	**51,804,795**		**Non budgétaire**	**7,229,884**	...	**44,574,911**	**118,185,357**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Comprend la Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque du Canada.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement[1]				
...	139,857,000	...	410,089	(255,226)	996,000	...	141,007,863	Gestion des pêches de l'Atlantique	140,636,111	371,752	...	133,958,707
...	89,023,000	...	353,525	7,038,737	582,000	...	96,997,262	Gestion des pêches du Pacifique et du Yukon	96,160,820	836,442	...	95,151,891
...	20,560,000	...	169,692	841,128	170,000	...	21,740,820	Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces	21,462,006	278,814	...	24,195,003
...	91,934,000	...	268,679	(8,222,094)	530,280	(3,500,000)	81,010,865	Services à l'industrie de la pêche	80,008,244	1,002,621	...	80,335,681
...	11,626,000	...	...	670,766	39,000	...	12,335,766	Commercialisation et pêches internationales	12,149,890	185,876	...	11,167,571
...	98,728,000	...	197,974	(3,168,603)	729,000	...	96,486,371	Sciences et levés océaniques	95,371,115	1,115,256	...	98,558,715
...	33,320,250	...	14,141	(483,708)	349,405	...	33,200,088	Services intégrés d'administration	27,854,287	5,345,801	...	33,423,576
...	...	...	...	1,615,000	...	...	1,615,000	Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque du Canada	1,570,394	44,606	...	747,540
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,086,691
...	(3,500,000)	...	...	...	...	3,500,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	481,548,250	...	1,414,100	(1,964,000)	3,395,685	...	484,394,035	Total—Fonctionnement	475,212,867	9,181,168	...	480,625,375
								Capital				
...	29,956,000	170,880	...	(24,599,276)	...	...	5,527,604	Gestion des pêches de l'Atlantique	5,392,198	135,406	...	5,429,261
...	17,266,000	341,760	...	(6,843,740)	...	...	10,764,020	Gestion des pêches du Pacifique et du Yukon	10,493,208	270,812	...	9,039,983
...	1,547,000	...	...	(1,005,880)	...	...	541,120	Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces	527,238	13,882	...	1,501,201
...	47,494,000	1,666,080	...	1,685,148	...	...	50,845,228	Services à l'industrie de la pêche	49,525,021	1,320,207	...	122,815,962
...	41,000	...	...	(1,980)	...	...	39,020	Commercialisation et pêches internationales	38,003	1,017	...	34,999
...	26,664,000	213,600	...	(20,890,099)	...	...	5,987,501	Sciences et levés océaniques	5,818,244	169,257	...	9,616,727
...	1,716,000	1,879,680	...	53,619,827	...	...	57,215,507	Services intégrés d'administration	55,740,941	1,474,566	...	56,902,938
...	...	...	...	...	...	...	...	Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque du Canada	...	...	...	21,496
...	124,684,000	4,272,000	...	1,964,000	...	...	130,920,000	Total—Capital	127,534,853	3,385,147	...	205,362,567

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	262,000	...	...	65,000	...	...	327,000	Gestion des pêches de l'Atlantique	323,684	3,316	...	555,119
...	8,000	25,000	...	...	...	...	33,000	Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces	33,000	...	...	...
...	22,155,250	9,705,100	...	(61,000)	507,084	...	32,306,434	Services à l'industrie de la pêche	30,779,280	1,527,154	...	33,270,944
...	...	75,000	...	13,000	...	...	88,000	Commercialisation et pêches internationales	88,000	...	...	...
...	465,000	4,000	...	(17,000)	...	...	452,000	Sciences et levés océaniques	451,126	874	...	402,577
...	1,500	...	...	...	...	...	1,500	Services intégrés d'administration	1,500	...	...	1,500
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	550,000
...	22,891,750	9,809,100	...	...	507,084	...	33,207,934	Total—Paiements de transfert	31,676,590	1,531,344	...	34,780,140
								Non budgétaire				
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	Plan d'assurance pour des bateaux de pêche	...	...	150,000	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	114,273,900
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	Total—Non budgétaire	...	...	150,000	114,273,900
								Sommaire du programme				
...	**170,075,000**	**170,880**	**410,089**	**(24,789,502)**	**996,000**	...	**146,862,467**	**Gestion des pêches de l'Atlantique**	**146,351,993**	**510,474**	...	**139,943,087**
...	**106,289,000**	**341,760**	**353,525**	**194,997**	**582,000**	...	**107,761,282**	**Gestion des pêches du Pacifique et du Yukon**	**106,654,028**	**1,107,254**	...	**104,191,874**
...	**22,115,000**	**25,000**	**169,692**	**(164,752)**	**170,000**	...	**22,314,940**	**Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces**	**22,022,244**	**292,696**	...	**25,696,204**
...	**158,083,250**	**11,371,180**	**268,679**	**(6,597,946)**	**1,037,364**	...	**164,162,527**	**Services à l'industrie de la pêche**	**160,312,545**	**3,849,982**	...	**236,422,587**
...	**11,667,000**	**75,000**	...	**681,786**	**39,000**	...	**12,462,786**	**Commercialisation et pêches internationales**	**12,275,893**	**186,893**	...	**11,202,570**
...	**125,857,000**	**217,600**	**197,974**	**(24,075,702)**	**729,000**	...	**102,925,872**	**Sciences et levés océaniques**	**101,640,485**	**1,285,387**	...	**108,578,019**
...	**35,037,750**	**1,879,680**	**14,141**	**53,136,119**	**349,405**	...	**90,417,095**	**Services intégrés d'administration**	**83,596,728**	**6,820,367**	...	**90,328,014**
...	...	...	...	**1,615,000**	...	...	**1,615,000**	**Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque du Canada**	**1,570,394**	**44,606**	...	**769,036**

								Plan d'assurance pour des bateaux de pêche—				
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	Non budgétaire	...	...	150,000	...
								Activités non requises pour l'exercice en cours—				
...	...	...	...	...	...	...	...	Budgétaire	...	...	...	3,636,691
...	...	...	...	...	...	...	...	Non budgétaire	...	...	...	114,273,900
								Total du département—				
—	**629,124,000**	**14,081,100**	**1,414,100**	**—**	**3,902,769**	**—**	**648,521,969**	**Budgétaire**	**634,424,310**	**14,097,659**	**—**	**720,768,082**
150,000	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**150,000**	**Non budgétaire**	**—**	**—**	**150,000**	**114,273,900**
								Office canadien du poisson salé				
								Non budgétaire				
37,665,000	...	...	...	...	...	...	37,665,000	Office canadien du poisson salé	5,087,500	...	32,577,500	(1,758,500)
								Total du programme—				
37,665,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**37,665,000**	**Non budgétaire**	**5,087,500**	**...**	**32,577,500**	**(1,758,500)**
								Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
								Non budgétaire				
13,989,795	...	...	...	...	...	...	13,989,795	Office de commercialisation du poisson d'eau douce	2,142,384	...	11,847,411	5,669,957
								Total du programme—				
13,989,795	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**13,989,795**	**Non budgétaire**	**2,142,384**	**...**	**11,847,411**	**5,669,957**
...	**629,124,000**	**14,081,100**	**1,414,100**	**...**	**3,902,769**	**...**	**648,521,969**	**Total du ministère—Budgétaire**	**634,424,310**	**14,097,659**	**—**	**720,768,082**
51,804,795	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**51,804,795**	**Non budgétaire**	**7,229,884**	**...**	**44,574,911**	**118,185,357**

[1] Comprend la Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque du Canada.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Gestion des pêches de l'Atlantique				
...	112,000	...	...	...	...	112,000	Subvention à des étudiants en biologie pouvant suivre des cours et travailler en français	112,000	...	...	92,000
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Laboratoire de recherches sur les sciences de la mer de l'Université Memorial (Terre-Neuve)	150,000	...	...	150,000
...	262,000	...	...	...	...	262,000		262,000	...	...	242,000
							Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces				
...	...	25,000	...	...	...	25,000	Subvention au gouvernement du Manitoba applicable aux coûts de construction de l'échelle à poissons du barrage Fairford	25,000	...	...	...
							Services à l'industrie de la pêche				
...	...	5,360,000	...	(52,600)	...	5,307,400	Aide spéciale aux pêcheurs indépendants de l'Atlantique affectés par des conditions anormales des glaces	5,306,100	1,300	...	3,720,461
...	...	300,000	...	...	...	300,000	Subvention à l'Union des pêcheurs des Maritimes pour aider à la restructuration financière	300,000	...	...	...
...	...	234,000	...	...	...	234,000	Paiements d'appoint aux chasseurs de phoques, en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, pour la récolte de peaux de phoque de 1984	233,394	606	...	...
...	...	20,000	...	...	...	20,000	Aide à l'égard du coût de la conférence panaméricaine de la protection des aliments	20,000	...	...	...
...	...	100,000	...	...	...	100,000	Subvention à l'Alliance des pêcheurs commerciaux du Québec pour couvrir les coûts initiaux d'établissement	100,000	...	...	...
...	...	6,014,000	...	(52,600)	...	5,961,400		5,959,494	1,906	...	3,720,461
							Sciences et levés océaniques				
...	22,000	4,000	...	...	...	26,000	Droits d'affiliation à l'Organisation hydrographique internationale	25,126	874	...	20,837
...	15,000	...	...	(15,000)	...	...	Versement au Fonds de fiducie de la Commission océanographique intergouvernementale	...	...	...	15,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Conseil pour l'utilisation de la mer	15,000	...	...	15,000
...	360,000	...	...	...	...	360,000	Subventions aux universités canadiennes et bourses d'études à des recherchistes particuliers à l'appui de la recherche marine et aquatique et des recherches économiques dans les domaines des pêches et de la mer	360,000	...	...	351,740

...	53,000	...	...	(2,000)	...	51,000	Subvention à l'Association canadienne des sciences géodésiques afin de financer la direction de la Fédération internationale des géomètres	51,000	...	...	...
...	465,000	4,000	...	(17,000)	...	452,000		451,126	874	...	402,577
—	**727,000**	**6,043,000**	—	**(69,600)**	—	**6,700,400**	Total—Subventions	**6,697,620**	**2,780**	—	**4,365,038**
							Contributions				
							Gestion des pêches de l'Atlantique				
...	...	...	...	65,000	...	65,000	Aide au Comité d'étude des phoques et de leur chasse	61,684	3,316	...	75,924
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	237,195
...	...	...	...	65,000	...	65,000		61,684	3,316	...	313,119
							Gestion des pêches du Pacifique et du Yukon				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	550,000
							Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces				
...	8,000	...	...	...	...	8,000	Contribution au Comité national canadien de l'Association internationale de la recherche sur la pollution de l'eau, pour payer les coûts d'une conférence internationale sur la recherche concernant la pollution des eaux arctiques	8,000	...	...	...
							Services à l'industrie de la pêche				
...	...	...	...	250,000	...	250,000	Contribution au Club nautique d'Eschaillons	226,547	23,453	...	...
...	1,980,000	...	...	(208,700)	...	1,771,300	Aide conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour la construction de chalutiers à l'égard de laquelle aucune subvention d'équipement n'est payable en vertu de quelque autre autorisation fédérale	1,563,737	207,563	...	5,352,537
...	...	...	...	75,000	...	75,000	Contribution à l'Association des chasseurs de phoque du Canada	75,000	...	...	...
...	300,000	...	...	...	...	300,000	Contribution à l'égard des coûts d'aménagement des installations d'entreposage des appâts, de déchargement du poisson, de fabrication de la glace et de l'approvisionnement industriel en eau et en électricité approuvées dans le cadre des projets spéciaux de relance	299,994	6	...	8,279,551
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Contribution à «Northeast Division American Fisheries Society»	15,000	...	...	...
...	5,556,250	...	...	(68,000)	...	5,488,250	Contribution aux pêcheurs de la Côte-Nord, du Bas Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine qui détiennent des permis commerciaux	5,473,181	15,069	...	2,602,092
...	260,000	...	...	68,000	...	328,000	Contributions aux Autochtones ou groupes d'Autochtones du Nord du Québec, relativement à leurs activités de chasse et pêche	327,951	49	...	250,000
...	1,362,000	...	...	(337,800)	...	1,024,200	Contributions au développement technologique des pêches de l'Atlantique et au transfert d'information	958,802	65,398	...	893,366

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Contribution à l'International Game Fish Association pour participer aux frais de la première Conférence mondiale de la pêche sportive	10,000	...	...	10,000
...	3,227,000	...	...	...	...	3,227,000	Contribution à l'égard des coûts d'aménagement des installations de fabrication et d'entreposage de la glace dans le cadre du Programme d'infrastructures pour la fabrication et l'entreposage de la glace des pêches de l'Atlantique	3,200,336	26,664	...	455,200
...	810,000	...	...	(4,000)	...	806,000	Contributions aux usines enregistrées de transformation du poisson, aux sociétés, aux entreprises individuelles ou aux groupes de particuliers, qui travailleront dans les secteurs de l'exploitation, de la transformation, de la commercialisation ou du transport au sein de l'industrie de la pêche à l'Île-du-Prince-Édouard	789,337	16,663	...	201,331
...	5,650,000	...	...	225,100	...	5,875,100	Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches du Nouveau-Brunswick	4,553,242	1,321,858	...	...
...	3,000,000	...	...	...	507,084	3,507,084	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	3,507,084	...	...	2,367,424
...	...	1,230,000	...	(250,000)	...	980,000	Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches de la Nouvelle-Écosse	832,000	148,000	...	...
...	...	1,400,000	...	...	...	1,400,000	Contribution pour le coût d'achat d'harenguiers-seineurs basés au Nouveau-Brunswick	1,700,000	(300,000)	...	...
...	...	838,000	...	227,000	...	1,065,000	Contribution aux pêcheurs commerciaux du saumon de l'Atlantique pour le rachat de leurs permis de pêche	1,064,541	459	...	...
...	...	123,100	...	...	...	123,100	Contribution aux pêcheurs de la Côte-Nord du Québec à la suite de pertes subies par l'effet des glaces et d'une tempête, à leurs engins et équipements de pêche	123,034	66	...	...
...	...	100,000	...	...	...	100,000	Contribution à l'Université du Québec à Rimouski pour une conférence conjointe sur les pêches, à Rimouski	100,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	9,138,982
...	22,155,250	3,691,100	...	(8,400)	507,084	26,345,034		24,819,786	1,525,248	...	29,550,483

...	...	75,000	...	13,000	...	88,000	Commercialisation et pêches internationales Contribution au Fisheries Council de la Colombie-Britannique pour la promotion des espèces du Pacifique	88,000	...	...	...
...	1,500	...	...	...	...	1,500	Services intégrés d'administration Contribution à l'Association canadienne des rédacteurs scientifiques afin de financer les coûts relatifs à l'attribution d'un prix annuel pour la rédaction d'articles dans le domaine des sciences et des ressources naturelles	1,500	...	...	1,500
...	22,164,750	3,766,100	...	69,600	507,084	26,507,534	Total—Contributions	24,978,970	1,528,564	...	30,415,102
							Sommaire du programme par activité				
...	262,000	...	...	65,000	...	327,000	Gestion des pêches de l'Atlantique	323,684	3,316	...	355,119
...	...	...	...	...	...	...	Gestion des pêches du Pacifique et du Yukon	...	...	...	550,000
...	8,000	25,000	...	...	...	33,000	Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces	33,000	...	...	...
...	22,155,250	9,705,100	...	(61,000)	507,084	32,306,434	Services à l'industrie de la pêche	30,779,280	1,527,154	...	33,270,944
...	...	75,000	...	13,000	...	88,000	Commercialisation et pêches internationales	88,000	...	...	...
...	465,000	4,000	...	(17,000)	...	452,000	Sciences et levés océaniques	451,126	874	...	402,577
...	1,500	...	...	...	...	1,500	Services intégrés d'administration	1,500	...	...	1,500
...	22,891,750	9,809,100	...	...	507,084	33,207,934	Total du ministère	31,676,590	1,531,344	...	34,780,140

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Services à l'industrie de la pêche Ventes des produits du poisson par l'Office des prix des produits de la pêche	3,500,000	3,387,365	2,059,860
Total du ministère—Budgétaire	**3,500,000**	3,387,365	**2,059,860**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Office canadien du poisson salé	1,588,101	2,252,579
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1,422,434	1,158,545
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	113,158	47,992
Pêcheurs d'aiglefin	10,070	5,823
Autres comptes—		
Ports pour petites embarcations	24,673	...
Intérêt sur dette à long terme	21,372	...
	3,179,808	3,464,939
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement d'avances impayées	...	51,524
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,977,785	1,287,404
Divers	1,955,522	1,265,177
	3,933,307	2,604,105
Privilèges, licences et permis—		
Frais	3,393,491	3,800,926
Licences	6,790,037	6,474,245
Baux	49,682	50,969
Boette	10,415	7,660
Enregistrements des vaisseaux	567,864	556,510
Enregistrements des pêcheurs	1,133,914	1,051,191
	11,945,403	11,941,501
Rémunérations de services—		
Location de contenants isolés	447,125	873,197
Frais de service	...	55,258
Autres frais	131,942	90,606
	579,067	1,019,061
Produits des ventes—		
Produits des ventes de boettes	1,486,426	896,170
Produits des ventes de publications	1,454,583	1,219,416
Produits des ventes de filets de morue	934,047	1,700,595
Ventes diverses	412,882	239,572
	4,287,938	4,055,753
Autres recettes non fiscales—		
Saisies et confiscations	291,522	188,023
Amendes	1,318,230	475,623
Ports pour petites embarcations—		
Postes, amarrage et baux	3,190,600	2,696,604
Licences	391,256	263,109
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	341,532	336,252
Divers	312,332	229,586
	5,845,472	4,189,197
Total du département	**29,770,995**	**27,274,556**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	**3,179,808**	**3,464,939**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**3,933,307**	**2,604,105**
Privilèges, licences et permis	**11,945,403**	**11,941,501**
Rémunérations de services	**579,067**	**1,019,061**
Produits des ventes	**4,287,938**	**4,055,753**
Autres recettes non fiscales	**5,845,472**	**4,189,197**
Total du ministère	**29,770,995**	**27,274,556**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 21

COMPTES PUBLICS
1985-86

Revenu national

Douanes et Accise
Impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	21.2
Sommaire du ministère	21.3
Programmes par activité	21.5
Paiements de transfert	21.7
Détail des montants portés au crédit	21.7
Recettes	21.8

Douanes et Accise

Objectif

Faire en sorte que tous les droits, toutes les taxes et tous autres frais et prélèvements connexes soient correctement imposés, perçus et, s'il y a lieu, remboursés; contrôler, afin de protéger l'industrie et la société canadiennes, le déplacement des personnes, des marchandises et des moyens de transport qui entrent au Canada ou qui en sortent, pour veiller au respect de la loi; protéger l'industrie canadienne des préjudices réels ou éventuels causés par l'importation effective ou prévue de marchandises sous-évaluées ou subventionnées et par le recours à d'autres formes de concurrence injuste de la part d'exportateurs étrangers.

Description des activités

Accise
Appliquer la Loi sur l'accise, la Loi sur la taxe d'accise et les autres lois pertinentes afin de voir ainsi à ce que les droits, les taxes et tous les autres prélèvements applicables soient imposés, perçus, et, le cas échéant, remboursés le plus économiquement possible pour le public et d'une manière qui assure, chez celui-ci, la plus haute confiance dans l'intégrité, l'efficience et l'équité de la démarche de l'accise.

Douanes
Appliquer la Loi sur les douanes, le Tarif de douanes, la Loi antidumping, le règlement sur les droits compensatoires et d'autres lois et règlements pertinents et ainsi contrôler, pour la protection de l'industrie et de la société canadiennes, la circulation des gens, des marchandises et des moyens de transport qui entrent au Canada ou qui en sortent, et protéger l'industrie canadienne contre tout préjudice réel ou éventuel que peut causer l'importation effective ou envisagée de marchandises sous-évaluées ou subventionnées, ainsi que d'autres genres de concurrence étrangère déloyale.

Administration ministérielle
Assurer, au ministère, une orientation pour la gestion, une coordination de la planification et des services d'administration centraux.

Impôt

Objectif

Appliquer et faire respecter la Loi de l'impôt sur le revenu et les diverses lois fédérales et provinciales y afférentes, y compris certaines parties du Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage ainsi que divers régimes provinciaux de crédits d'impôt.

Description des activités

Traitement des déclarations
Les tâches mises en œuvre pour promouvoir l'autocotisation chez les contribuables. Ces tâches sont variées, allant de la communication de renseignements et de la distribution de formules aux contribuables afin de les aider à établir leur déclaration d'impôt ou de renseignements jusqu'au traitement de ces déclarations et des versements et à l'envoi des avis de cotisation, des chèques de remboursement ou des notes d'impôt à payer. On retrouve en outre les tâches qui concernent l'entreposage des déclarations et le traitement des demandes de redressement ou de modification provenant des contribuables.

Observation
Les fonctions qui font suite à l'établissement de la cotisation initiale et ont pour but de veiller à ce que les contribuables respectent les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu concernant la production d'une déclaration, la déclaration du revenu et le versement de l'impôt.

Avis d'opposition et appels
Une seconde évaluation, indépendante de la première, des cotisations ou des nouvelles cotisations dans les cas où le contribuable estime que sa cotisation est injuste ou inexacte.

Administration
La haute direction du bureau principal et des quatre bureaux régionaux et leur personnel de soutien, la division du bureau principal chargée d'établir la politique du ministère en matière de modification de la Loi et du Règlement de l'impôt sur le revenu et les services relatifs à la gestion, au personnel et à l'administration offerts par le bureau principal.

Sommaire du ministère

Provenances des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployés)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Douanes et Accise				
...	359,926,000	...	...	359,926,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	7,550,600	...	7,550,600	1c	Virement de $2,386,000 du crédit 5 (Revenu national)				
...	...	...	2,386,000	2,386,000		Virement du crédit 5				
...	359,926,000	7,550,600	2,386,000	369,862,600		Total—Crédit 1	359,061,002	10,801,598	...	352,417,362
...	14,380,000	...	...	14,380,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(2,386,000)	(2,386,000)		Virement au crédit 1				
...	14,380,000	...	(2,386,000)	11,994,000		Total—Crédit 5	8,443,383	3,550,617	...	11,130,017
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,974
...	43,277,600	...	4,446,400	47,724,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47,724,000	...	...	44,953,000
...	...	...	14,959	14,959	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	14,959	...	...	...
...	417,626,000	7,550,600	4,458,489	429,635,089		**Total du programme—Budgétaire**	415,282,874	14,352,215	...	408,542,353
						Impôt				
...	619,407,000	...	...	619,407,000	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	409,700	409,700		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	619,407,000	...	409,700	619,816,700		Total—Crédit 10	602,064,311	17,752,389	...	566,364,931
...	14,143,000	...	...	14,143,000	15	Dépenses en capital	10,382,207	3,760,793	...	16,914,567
...	79,402,000	...	8,149,000	87,551,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	87,551,000	...	...	79,823,000
...	...	...	267,207	267,207	(S)	Arrêts de la Cour fédérale et de la Cour suprême	267,207[2]	...	...	107,914
...	712,952,000	...	8,825,907	721,777,907		**Total du programme—Budgétaire**	700,264,725	21,513,182	...	663,210,412

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenances des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployés)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Société canadienne des postes[3]				
...	170,000,000	...	(170,000,000)	...	20	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	...	...	...	...
...	200,000,000	...	(200,000,000)	...	(S)	Frais de fonctionnement et frais imputables sur le revenu qui dépassent les recettes conformément aux paragraphes 29(1) et (2) de la Loi sur la Société canadienne des postes	...	...	...	...
...	370,000,000	...	(370,000,000)	...		Total budgétaire	...	...	...	...
500,000,000	...	...	(500,000,000)	...	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes, article 28. Limite $500,000,000. (Net)	...	...	...	...
...	370,000,000	...	(370,000,000)	...		Total du programme[3]—Budgétaire	...	...	...	...
500,000,000	...	...	(500,000,000)	...		Non budgétaire	...	...	...	...
...	1,500,578,000	7,550,600	(356,715,604)	1,151,412,996		Total du ministère—Budgétaire	1,115,547,599	35,865,397	...	1,071,752,765
500,000,000	...	...	(500,000,000)	...		Non budgétaire	...	...	...	...

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Ce montant comprend $170,376 comme arrêts de la Cour fédérale, $49,903 comme arrêts de la Cour suprême et $46,928 comme frais d'arrêts de cour—Appels.

[3] La Société canadienne des postes a été transférée au ministère de la Consommation et des Corporations (CP 1985-2635, daté le 20 août 1985).

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Douanes et Accise				
								Fonctionnement				
...	67,937,000	3,841,500	...	(940,500)	740,351	...	71,578,351	Accise	70,997,895	580,456	...	65,181,901
...	282,880,000	4,077,000	...	(7,432,233)	3,283,868	...	282,808,635	Douanes	282,900,756	(92,121)	...	278,370,066
...	52,429,000	(367,900)	...	10,758,733	434,270	...	63,254,103	Administration ministérielle	52,940,840	10,313,263	...	53,860,369
...	403,246,000	7,550,600	...	2,386,000	4,458,489	...	417,641,089	Total —Fonctionnement	406,839,491	10,801,598	...	397,412,336
								Capital				
...	524,000	...	...	(205,000)	...	...	319,000	Accise	300,688	18,312	...	982,333
...	5,044,000	...	...	(655,000)	...	...	4,389,000	Douanes	3,904,758	484,242	...	5,004,822
...	8,812,000	...	...	(1,526,000)	...	...	7,286,000	Administration ministérielle	4,237,937	3,048,063	...	5,142,862
...	14,380,000	...	...	(2,386,000)	...	...	11,994,000	Total—Capital	8,443,383	3,550,617	...	11,130,017
								Sommaire du programme				
...	68,461,000	3,841,500	...	(1,145,500)	740,351	...	71,897,351	Accise	71,298,583	598,768	...	66,164,234
...	287,924,000	4,077,000	...	(8,087,233)	3,283,868	...	287,197,635	Douanes	286,805,514	392,121	...	283,374,888
...	61,241,000	(367,900)	...	9,232,733	434,270	...	70,540,103	Administration ministérielle	57,178,777	13,361,326	...	59,003,231
...	417,626,000	7,550,600	...	...	4,458,489	...	429,635,089	**Total du programme—Budgétaire**	415,282,874	14,352,215	...	408,542,353
								Impôt				
								Fonctionnement				
...	334,582,000	...	142,740	...	3,248,000	...	337,972,740	Traitement des déclarations	320,464,478	17,508,262	...	281,775,133
...	372,379,000	...	264,871	...	4,226,000	...	376,869,871	Observation	375,006,827	1,863,044	...	342,284,013
...	25,455,000	...	2,089	...	312,000	...	25,769,089	Avis d'opposition et appels	23,515,009	2,254,080	...	24,839,880
...	48,032,000	...	...	...	630,207	...	48,662,207	Administration	45,386,777	3,275,430	...	63,181,300
...	780,448,000	...	409,700	...	8,416,207	...	789,273,907	Total—Fonctionnement	764,373,091	24,900,816	...	712,080,326
								Capital				
...	7,680,000	...	...	...	...	...	7,680,000	Traitement des déclarations	5,704,759	1,975,241	...	13,497,463
...	2,452,000	...	...	...	...	...	2,452,000	Observation	1,569,438	882,562	...	892,379
...	89,000	...	...	...	...	...	89,000	Avis d'opposition et appels	16,726	72,274	...	17,472
...	3,922,000	...	...	...	...	...	3,922,000	Administration	3,091,284	830,716	...	2,507,253
...	14,143,000	...	...	...	...	...	14,143,000	Total—Capital	10,382,207	3,760,793	...	16,914,567
								Paiements de transfert				
...	64,000	...	...	...	...	...	64,000	Administration	52,958	11,042	...	47,519
...	(81,703,000)	...	...	...	...	...[1]	(81,703,000)	Recettes à valoir sur le crédit	(74,543,531)	(7,159,469)	...	(65,832,000)

Programmes par activité—*Fin*

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements								
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Sommaire du programme												
Traitement des déclarations	...	342,262,000	...	142,740	...	3,248,000	...	345,652,740	326,169,237	19,483,503	...	295,272,596
Observation	...	374,831,000	...	264,871	...	4,226,000	...	379,321,871	376,576,265	2,745,606	...	343,176,392
Avis d'opposition et appels	...	25,544,000	...	2,089	...	312,000	...	25,858,089	23,531,735	2,326,354	...	24,857,352
Administration	...	52,918,000	...	...	...	630,207	...	52,648,207	48,531,019	4,117,188	...	65,736,072
Recettes à valoir sur le crédit	...	(81,703,000)	...	...	...	...	...	(81,703,000)	(74,543,531)	(7,159,469)	...	(65,832,000)
Total du programme—Budgétaire	—	712,952,000	—	409,700	—	8,416,207	—	721,777,907	700,264,725	21,513,182	—	663,210,412
Société canadienne des postes[2]												
Fonctionnement												
Frais de fonctionnement et frais imputables sur le revenu de la Société qui dépassent les recettes annuelles	...	200,000,000	...	(200,000,000)	...	...	...	...	...	...	...	...
Fins particulières: coûts de l'infrastructure concernant les envois de courrier à contenu culturel	...	170,000,000	...	(170,000,000)	...	...	...	...	...	...	...	...
Total—Fonctionnement	...	370,000,000	...	(370,000,000)	...	...	...	...	...	...	...	...
Non budgétaire												
Société canadienne des postes—Prêts	500,000,000	...	...	(500,000,000)	...	...	...	...	...	...	...	...
Sommaire du programme												
Frais de fonctionnement et frais imputables sur le revenu de la Société qui dépassent les recettes annuelles	...	200,000,000	...	(200,000,000)	...	...	...	...	...	...	...	...
Fins particulières: coûts de l'infrastructure concernant les envois de courrier à contenu culturel	...	170,000,000	...	(170,000,000)	...	...	...	...	...	...	...	...
Société canadienne des postes—Prêts—Non budgétaire	500,000,000	...	...	(500,000,000)	...	...	...	...	...	...	...	...
Total du programme[2]—												
Budgétaire	...	370,000,000	...	(370,000,000)	...	—	...	...	...	—	—	—
Non budgétaire	500,000,000	—	—	(500,000,000)	...	—	...	...	...	—	—	—
Total du ministère—												
Budgétaire	...	1,500,578,000	7,550,600	(369,590,300)	...	12,874,696	...	1,151,412,996	1,115,547,599	35,865,397	...	1,071,752,765
Non budgétaire	500,000,000	...	...	(500,000,000)	...	...	...	...	...	...	...	...

(1) Des montants portés au crédit de $81,703,000 ne sont pas répartis par activité.

(2) La Société canadienne des postes a été transférée au ministère de la Consommation et des Corporations (CP 1985-2635, daté le 20 août 1985).

Paiements de transfert

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements							
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Impôt											
Contributions											
Administration											
Centre interaméricain des administrateurs fiscaux	...	53,000	...	...	...	...	53,000	40,197	12,803	...	38,424
Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth	...	11,000	...	...	...	...	11,000	12,761	(1,761)	...	9,095
Total du programme	...	**64,000**	...	...	...	...	**64,000**	**52,958**	**11,042**	...	**47,519**
Total du ministère	...	**64,000**	...	...	...	...	**64,000**	**52,958**	**11,042**	...	**47,519**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Impôt			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Régime de pensions du Canada	52,561,000	45,491,000	38,192,000
Assurance-chômage	28,874,000	28,874,000	27,640,000
Statistique Canada (Recensement)	268,000	178,531	...
Total du programme—Budgétaire	**81,703,000**	**74,543,531**	**65,832,000**
Total du ministère—Budgétaire	**81,703,000**	**74,543,531**	**65,832,000**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Douanes et Accise		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les ventes—		
Produits domestiques	8,269,703,205	6,549,959,699
Produits importés	1,538,502,522	1,509,015,833
	9,808,205,727	*8,058,975,532*
Moins: prélèvements	12,832,047	9,568,153
remboursements	390,282,309	319,912,515
escompte	22,396,054	...
	425,510,410	*329,480,668*
	9,382,695,317	7,729,494,864
Droits de douane à l'importation	4,401,983,432	4,223,573,867
Moins: prélèvements	262,275,411	250,660,739
remboursements	164,752,925	177,200,339
	427,028,336	*427,861,078*
	3,974,955,096	3,795,712,789
Droits d'accise—		
Spiritueux parvenus à maturité	496,930,675	518,084,663
Spiritueux non parvenus à maturité	6,545,321	4,591,492
Bière	372,746,115	362,767,909
Cigarettes	579,997,776	560,724,764
Cigares	1,938,501	1,434,041
Tabac manufacturé	15,158,584	13,975,219
Tabac canadien naturel en feuilles	13,537	12,740
Licences	33,916	33,312
	1,473,364,425	*1,461,624,140*
Moins: remboursements	324,781	39,301
	1,473,039,644	1,461,584,839
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz—		
Gaz naturel	84,932	757,218
Liquides du gaz	9,199	636,299
	94,131	*1,393,517*
Moins: remboursements	15,034,499	17,792,095
	(14,940,368)	(16,398,578)
Taxe d'accise—Essence	781,279,786	477,238,633
Moins: remboursements	52,411,981	72,658,314
	728,867,805	404,580,319

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Essence d'aviation et combustible diesel—		
Essence d'aviation	20,330,445	...
Combustible diesel	76,927,617	...
	97,258,062	...
Moins: escompte	56,402,603	...
	40,855,459	...
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Cigarettes	1,010,741,214	566,474,413
Cigares	9,601,374	6,680,614
Tabac	43,526,530	23,073,963
Bijoux	59,444,643	51,284,344
Briquets	4,128,609	3,048,555
Automobiles	1,056,903	1,108,657
Allumettes	674,737	862,693
Jeux de cartes	1,533,943	1,555,086
Machines à sous	985,295	1,518,614
Accessoires pour fumeurs	738,493	594,666
Climatiseurs pour automobiles	54,073,337	38,401,026
Vins	102,051,341	97,664,356
Divers	5,000,914	2,661,180
	1,293,557,333	*794,928,167*
Services de programmation en télécommunications	52,361,582	44,828,403
Autres—		
Amendes	8,379,669	12,565,128
Intérêt	3,993,135	...
	12,372,804	*12,565,128*
Moins: prélèvements	303,360	275,491
remboursements sur les services de programmation en télécommunication	13,025	...
autres remboursements	3,724,323	2,246,173
	4,040,708	*2,521,664*
	1,354,251,011	849,800,034
Total des recettes fiscales	**16,939,723,964**	**14,224,774,267**
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Bâtiments et terrains publics—Intérêt	131,691	114,840
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	156,768	105,086
Rajustement des créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	433,286	146,742
	590,054	251,828

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Privilèges, licences et permis—		
Licences de courtiers en douane	524,365	397,958
Rémunérations de service—		
Frais d'entrepôt de douane	1,689,776	282,547
Frais de services spéciaux	1,899,432	1,619,639
Autres frais	110,008	61,621
	3,699,216	1,963,807
Produits des ventes—		
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	1,570,299	1,110,501
Étiquettes de spiritueux (année)	575,915	577,577
Autres	110,357	54,909
	2,256,571	1,742,987
Autres recettes non fiscales—		
Amendes (douanes)	1,500,444	981,361
Saisies (douanes)	774,297	1,286,888
Services de saisies (enquête)	6,091,460	7,035,587
Saisies (ports)	5,522,741	5,385,256
Magasins exempts de droits	219,804	104,960
Autres	707,254	732,756
	14,816,000	15,526,808
Total des recettes non fiscales	22,017,897	19,998,228
Total du programme	16,961,741,861	14,244,772,495
Impôt		
Recettes fiscales—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers—		
Retenues à la source	24,081,408,927	20,894,745,303
Autres perceptions	8,926,386,974	8,359,156,164
	33,007,795,901	*29,253,901,467*
Des sociétés	9,210,106,290	9,379,601,035
Des non résidents	1,053,595,387	1,020,861,899
	43,271,497,578	39,654,364,401
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières—		
Pétrole et gaz	1,854,443,752	2,420,913,729
Redevance relative aux ressources	182,767,375	141,820,476
	2,037,211,127	2,562,734,205
Autres	124,939,632	105,882,920
Total des recettes fiscales	45,433,648,337	42,322,981,526
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	121,120	575,680
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	518,043	817,004
	639,163	1,392,684
Rémunérations de services—		
Frais réglés	644,087	597,430
Frais concernant le crédit fiscal des provinces	4,849,389	4,925,219
Débiteurs	340,439	288,849
Voyage à l'étranger	158,210	245,260
	5,992,125	6,056,758
Produits des ventes	504	372
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et confiscations	2,737,295	3,625,866
Remboursements de frais judiciaires	1,144	2,382
Accès à l'information	2,009	433
Divers	188,955	675,627
	2,929,403	4,304,308
Total des recettes non fiscales	9,561,195	11,754,122
Total du programme	45,443,209,532	42,334,735,648

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère—		
Recettes fiscales—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers	33,007,795,901	29,253,901,467
Des sociétés	9,210,106,290	9,379,601,035
Des non résidents	1,053,595,387	1,020,861,899
	43,271,497,578	*39,654,364,401*
Taxes et droits d'accise—		
Taxe sur les ventes	9,382,695,317	7,729,494,864
Droits de douanes à l'importation	3,974,955,096	3,795,712,789
Droits d'accise	1,473,039,644	1,461,584,839
Autres	1,354,251,011	849,800,034
Taxes en matière d'énergie—		
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	2,037,211,127	2,562,734,205
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	(14,940,368)	(16,398,578)
Taxe d'accise— Essence	728,867,805	404,580,319
Essence d'aviation et combustible diesel	40,855,459	...
	18,976,935,091	*16,787,508,472*
Autres	124,939,632	105,882,920
Total des recettes fiscales	62,373,372,301	56,547,755,793
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	131,691	114,840
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,229,217	1,644,512
Privilèges, licences et permis	524,365	397,958
Rémunérations de services	9,691,341	8,020,565
Produits des ventes	2,257,075	1,743,359
Autres recettes non fiscales	17,745,403	19,831,116
Total des recettes non fiscales	31,579,092	31,752,350
Total du ministère	62,404,951,393	56,579,508,143

SECTION 22

COMPTES PUBLICS
1985-86

Santé nationale et Bien-être social

Département
Conseil de recherches médicales

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	22.2
Sommaire du ministère	22.6
Programmes par activité	22.11
Paiements de transfert	22.18
Détail des montants portés au crédit	22.27
Recettes	22.27

Département

Programme de l'administration centrale

Objectif

Assurer la direction générale et fournir des services de gestion au ministère.

Description des activités

Direction du ministère
Cabinets du Ministre, du sous-ministre et du sous-ministre associé, bureaux du Conseiller spécial et de l'Infirmière-conseillère principale, et secrétariats du Conseil national du bien-être social et du Conseil consultatif national sur le troisième âge.

Politique, planification et information
Assurer des systèmes d'analyse de politique, de planification et d'information pour la direction du ministère et les directions générales des programmes.

Affaires intergouvernementales et internationales
Soutenir la direction du ministère et les directions générales des programmes, et coordonner les activités de liaison fédérale-provinciale et internationale du ministère.

Gestion ministérielle
Fournir des services de gestion à la direction du ministère, ainsi que des services de gestion et une orientation fonctionnelle aux directions générales des programmes, y compris des services de soutien en matière de gestion des ressources financières et humaines, d'évaluation, de vérification, d'administration et d'affaires publiques.

Programme des services et de la promotion de la santé*

Objectif

Établir, promouvoir et appuyer des mesures visant à préserver et à améliorer la santé et le bien-être des Canadiens.

Description des activités

Assurance-santé
Verser aux provinces et aux territoires la contribution du gouvernement fédéral relative aux coûts des services de santé assurés ainsi qu'à certains services complémentaires de santé aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé; surveiller la conformité des régimes provinciaux et territoriaux d'assurance-santé aux critères du programme et aux conditions de paiement énoncées dans la Loi canadienne sur la santé.

Services et ressources en santé
Assurer la direction et la coordination, ainsi qu'un soutien technique et financier aux provinces, aux territoires, aux associations professionnelles et aux organisations internationales pour l'expansion et l'entretien des services et des installations de santé. Une aide financière et des services de consultation sont également fournis à des organismes bénévoles nationaux œuvrant dans le domaine de la santé, afin de les aider à se développer et d'améliorer la capacité de rendement et l'efficacité des services. Outre qu'elles entraînent une étroite collaboration avec les provinces et les territoires, la collecte et la diffusion d'information font partie intégrante de cette activité et y jouent un rôle important.

Recherche extra-muros
Favoriser et appuyer, par l'intermédiaire du Programme national de recherche et de développement en matière de santé, des recherches portant sur des questions de santé publique et d'autres entreprises scientifiques connexes, lesquelles complètent les programmes ministériels et constituent éventuellement autant de pas vers la réalisation des objectifs nationaux en matière de santé. Les activités comprennent des projets de recherche, des études et des projets pilotes, la formation et le perfectionnement professionnel du personnel de recherche dans des disciplines pertinentes, ainsi que l'organisation de colloques dans le but de mettre au point des stratégies et des approches, et de faciliter la diffusion des résultats de la recherche.

Promotion de la santé
Élaborer et mettre en vigueur, en coopération avec les gouvernements provinciaux et les administrations territoriales et des organismes non gouvernementaux, des programmes de promotion de la santé destinés à tous les résidents du Canada ainsi qu'à des groupes cibles particuliers, notamment ceux qui sont considérés comme vulnérables et ceux qui sont responsables de la planification et de la prestation de services sanitaires et sociaux.

Administration du programme
Orienter et planifier le programme, élaborer des politiques et fournir des services financiers et administratifs.

Programme des services sociaux*

Objectif

Soutenir la prestation d'aide sociale et de services sociaux aux personnes dont les besoins fondamentaux restent insatisfaits en raison de causes économiques, ou dont la situation sociale les expose à la pauvreté, à l'isolement et au manque d'autonomie.

Description des activités

Régime d'assistance publique du Canada
Payer aux provinces et aux territoires 50% des coûts de l'aide sociale aux personnes nécessiteuses et des services de bien-être social aux personnes nécessiteuses ou susceptibles de le devenir, fournis dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada; et des programmes complets de réadaptation professionnelle destinés aux personnes handicapées physiquement ou mentalement aux termes de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides.

Développement social
Accorder des contributions aux organismes de service social, aux écoles de travail social, aux particuliers et à d'autres ordres de gouvernement pour leur permettre de mener des activités de recherche et des projets pilotes; verser des subventions de base aux organismes bénévoles nationaux de service social; fournir des services de consultation, d'information et de promotion aux organismes gouvernementaux et non gouvernementaux s'occupant de questions d'ordre social particulières et des services connexes. Les principaux secteurs d'activité comprennent notamment les personnes handicapées, la violence dans la famille, les garderies et les systèmes d'adoption à l'échelle nationale et internationale.

Nouveaux Horizons
Fournir des contributions, de l'aide ainsi que des services de consultation à des groupes de personnes retraitées pour leur permettre de préparer et de mener à bien des projets qui seront profitables tant pour eux-mêmes que pour leur collectivité.

Administration du programme
Assurer l'orientation, la planification du programme, l'élaboration de politiques, ainsi que des services de soutien financier et administratif.

Programme des services médicaux

Objectif

Protéger et améliorer la santé des Canadiens, dont le soin, en vertu de la loi ou selon la coutume, relève du ministère.

Description des activités

Services de santé des Indiens et du Nord
La prestation de services de santé aux Indiens et Inuit canadiens admissibles ainsi qu'à tous les autres résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, assurée par le personnel et dans les installations du ministère ou par le biais d'ententes contractuelles conclues avec des médecins de pratique privée et d'autres organismes, y compris les services de traitement actif, les programmes préventifs en matière de santé, les services de l'hygiène du milieu, les programmes visant la participation des Indiens et des Inuit à la prestation de leurs propres soins de santé et la prestation de conseils aux commissaires territoriaux sur toute question liée à la santé.

Services d'évaluation et de consultation en matière de santé
La prestation des services de quarantaine, d'immigration, d'hygiène du travail et de médecine aéronautique civile, ce qui comprend les inspections sanitaires liées aux modes de transport et aux voyageurs arrivant au Canada; la prestation de renseignements aux Canadiens et aux visiteurs sur les mesures propres à assurer le maintien d'une bonne santé; l'évaluation des candidats à l'immigration et d'autres Canadiens en vue de déterminer leur acceptabilité sur le plan de la santé; la prestation de conseils et d'assistance à diverses organisations lorsqu'il s'agit de questions d'ordre médical; la participation à des enquêtes portant sur les accidents d'aéronefs; la réalisation de travaux de recherche et de développement médicaux; la surveillance des facteurs liés à l'hygiène du travail et le maintien d'une bonne hygiène en ce domaine et la prestation de premiers soins et de traitement d'urgence aux fonctionnaires fédéraux.

Services de prothèse
La prestation de services de réadaptation aux anciens combattants et à d'autres Canadiens ayant besoin d'appareils de prothèse et d'orthèse et (ou) de chaussures orthopédiques, dont la consultation sur les services prothétiques et orthétiques, et la fabrication, la vente et l'ajustement d'appareils de prothèse et d'orthèse et d'autres dispositifs.

Services d'urgence
Planification, conseils, consultation et formation pour la prestation de services de santé et de bien-être social en cas d'urgence et maintien d'une réserve de matériel sanitaire et de bien-être social d'urgence.

Administration du programme
Assurer l'orientation et la planification des programmes, l'établissement des politiques et des services en matière de finance, de personnel et d'administration.

Programme de la protection de la santé

Objectif

Réduire les risques de maladie et de décès prématuré des Canadiens qui pourraient être imputables à des facteurs écologiques, soit naturels, soit artificiels.

Description des activités

Innocuité et qualité des aliments et nutrition
Réalisation de recherches et évaluation de données scientifiques sur les aliments existants et éventuels, les constituants alimentaires, les micro-organismes et les toxines microbiennes, les additifs, les produits chimiques agricoles et les contaminants par rapport à leur usage réel ou proposé et leur fréquence dans l'alimentation au Canada; création de normes et de lignes directrices sur la fabrication des denrées, les denrées elles-mêmes et les apports en principes nutritifs; promotion et mise en vigueur de ces normes auprès de l'industrie alimentaire canadienne et étrangère; communication de renseignements afin de sensibiliser l'industrie à l'innocuité et à la valeur nutritive des aliments, et d'inciter le grand public à les manipuler et à les consommer d'une façon qui ne présente pas de dangers.

Innocuité, qualité et efficacité des médicaments
Réalisation de recherches sur les dangers pour la santé liés à l'usage des médicaments; création de normes et de règlements sur leur innocuité, leur qualité et leur efficacité; évaluation des produits par rapport aux normes avant leur mise sur le marché; surveillance et promotion de la conformité des industries et des produits aux normes et règlements, et application des moyens coercitifs nécessaires; prestation de services d'analyse à l'intention du Solliciteur général; communication de renseignements aux professionnels de la santé afin de garantir la sécurité et l'efficacité d'emploi des produits pharmaceutiques, et aux consommateurs relativement à l'innocuité des médicaments; surveillance de l'usage des drogues dangereuses et détection des abus; limitation des fuites de drogues dangereuses du circuit licite vers le marché illicite.

Qualité et risques environnementaux
Évaluation et étude des effets des polluants de l'environnement sur la santé; évaluation et contrôle des équipements bio-médicaux, des sources de rayonnement et des produits dangereux; maîtrise des risques microbiens et chimiques liés à l'usage de matériels médicaux et de produits dangereux; et, de concert avec d'autres unités organisationnelles du ministère, évaluation des effets des contextes sociologique et technologique sur la santé.

Surveillance de la santé nationale
Évaluation et étude de la santé et de la morbidité chez les Canadiens, et prestation de services consultatifs dans ce domaine; service national de référence et prestation de réactifs de diagnostic pour l'identification des bactéries, virus et parasites pathogènes; et, de concert avec d'autres unités organisationnelles du ministère, évaluation et amélioration de la qualité des techniques de diagnostic mises en œuvre dans les laboratoires hospitaliers.

Administration du programme
Prestation des services liés à l'orientation du programme, à sa planification, à l'élaboration de la politique et au soutien administratif et scientifique.

Programme de la sécurité du revenu

Objectif

Maintenir et améliorer la sécurité du revenu des Canadiens.

Description des activités

Allocations familiales
Fournir une aide financière aux familles ayant des enfants à charge et aux organismes de bien-être social, ministères gouvernementaux et établissements qui subviennent aux besoins d'enfants, afin de les aider à faire face aux dépenses qu'entraînent leur soin et leur éducation.

Sécurité de la vieillesse
Fournir aux Canadiens âgés de 65 ans ou plus un revenu de base auquel peut s'ajouter un autre revenu de retraite, ainsi qu'une aide sous forme de supplément du revenu aux bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse et à leurs conjoints âgés de 60 à 64 ans dont les autres revenus sont limités.

Administration du programme
Élaborer des plans et fournir des conseils en matière de politique au Ministre et aux hauts fonctionnaires; déterminer l'admissibilité aux prestations et les paiements aux bénéficiaires, tenir à jour des renseignements relatifs au Régime de pensions du Canada, des Allocations familiales et de la Sécurité de la vieillesse et les diffuser au grand public et aux particuliers qui ont ou qui pourraient avoir droit aux prestations et fournir une orientation en matière de gestion. Toutes ces activités devront se dérouler de manière efficace et efficiente, en accord avec les droits des individus et conformément à la législation pertinente.

Programme de la condition physique et du sport amateur

Objectif

Susciter chez la population un ardent désir de participation à des activités physiques et sportives, de façon à contribuer à la bonne condition physique et au bien-être des Canadiens, et soutenir nos athlètes afin de les aider à atteindre le plus haut niveau de performance possible en sport international.

Description des activités

Sport amateur
Assurer la direction, l'orientation en matière de politique et l'aide financière nécessaires pour le développement du sport canadien aux niveaux national et international; susciter le plus haut niveau de performance possible par des Canadiens sur la scène internationale.

Condition physique
Fournir des services financiers, administratifs et techniques aux organismes nationaux et autres, et élaborer, coordonner et mettre en œuvre des programmes, des normes ainsi que des campagnes de motivation afin de hausser le niveau de condition physique des Canadiens par une participation accrue à des activités physiques, c'est-à-dire contribuer à leur santé, à leur bien-être et à leur capacité de s'acquitter des tâches quotidiennes.

Administration du programme
Assurer la direction générale, la planification et l'élaboration des politiques; fournir des services de soutien administratif et financier, ainsi que des services de promotion et de communication pour le programme de la condition physique et du sport amateur.

* Inclus antérieurement sous le Programme des services sanitaires et sociaux.

Programme des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver

Objectif

Favoriser la planification et la présentation réussies des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver afin qu'ils soient une source de fierté nationale, et optimiser les retombées économiques, sportives et culturelles avant, pendant et après les Jeux.

Description de l'activité

XV[es] Jeux Olympiques d'hiver
Fournir des fonds pour contribuer directement aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital afin de permettre au gouvernement du Canada de réaliser ses objectifs en ce qui concerne sa participation à la planification et la présentation des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver; faire partie du conseil de gestion et du bureau du Comité organisateur des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver; coordonner la prestation des services du gouvernement fédéral à l'appui des Jeux; assurer la visibilité appropriée du gouvernement du Canada dans les affaires relatives aux XV[es] Jeux Olympiques d'hiver avant, pendant et après les Jeux.

Conseil de recherches médicales

Objectif

Permettre d'atteindre, dans les sciences de la santé, la qualité et le niveau de recherche essentiels au maintien et au perfectionement des services de santé.

Description des activités

Subventions et bourses
Subventions pour permettre la mise en œuvre de travaux de recherche et l'achat de l'équipement nécessaire; soutien direct d'un nombre restreint de chercheurs et de stagiaires en recherche; subventions spéciales pour encourager le progrès de la recherche dans des domaines particulièrement fertiles où l'on prévoit des résultats d'importance ou dans des domaines ou régions où la recherche est encore peu avancée; subventions en vue de l'échange de scientifiques, l'organisation de symposiums et la participation à des activités scientifiques à l'échelle internationale.

Administration
Soutien administratif, scientifique et technique.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme de l'administration centrale				
...	39,979,000	...	...	39,979,000	1	**Dépenses du programme**				
...	...	1	...	1	1c	**Dépenses du programme**				
...	...	...	9,163	9,163		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	39,979,000	1	9,163	39,988,164		**Total—Crédit 1**	37,934,879	2,053,285	...	39,513,021
...	42,000	...	(2,470)	39,530	(S)	**Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	41,683
...	4,135,000	...	424,000	4,559,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	4,559,000	...	...	4,419,000
...	...	...	200	200	(S)	**Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents**	200	...	...	...
...	44,156,000	1	430,893	44,586,894		**Total du programme—Budgétaire**	42,533,609	2,053,285	...	43,973,704
						Programme des services et de la promotion de la santé				
...	21,873,000	...	...	21,873,000	5	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	14,773	14,773		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	...	...	(100,000)	(100,000)		**Virement au crédit 10**				
...	21,873,000	...	(85,227)	21,787,773		**Total—Crédit 5**	19,545,989	2,241,784	...	20,866,060
...	26,725,000	...	...	26,725,000	10	**Subventions et contributions**				
...	...	8,000,000	...	8,000,000	10b	**Virement de $100,000 du crédit 5 (Santé nationale et Bien-être social)**				
...	...	...	100,000	100,000		**Virement du crédit 5**				
...	26,725,000	8,000,000	100,000	34,825,000		**Total—Crédit 10**	34,113,165	711,835	...	27,462,670
...	6,490,000,000	...	(103,836,000)	6,386,164,000	(S)	**Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé**	6,386,164,000	...	...	6,330,386,000
...	1,475,000	...	152,000	1,627,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	1,627,000	...	...	1,547,000
...	...	...	...	...		**Crédits non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	6
...	6,540,073,000	8,000,000	(103,669,227)	6,444,403,773		**Total du programme—Budgétaire**	6,441,450,154	2,953,619	...	6,380,261,736

						Programme des services sociaux				
...	13,548,000	...	...	13,548,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	12,903	12,903		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	13,548,000	...	12,903	13,560,903		Total—Crédit 15	12,395,017	1,165,886	...	12,949,181
...	100,319,000	...	...	100,319,000	20	Subventions et contributions				
...	...	...	(2,384,999)	(2,384,999)		Virement au crédit 55				
...	100,319,000	...	(2,384,999)	97,934,001		Total—Crédit 20	94,186,423	3,747,578	...	139,696,298
...	3,928,400,000	(44,300,000)	(7,995,326)	3,876,104,674	(S)	Paiements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada	3,876,104,674	...	...	3,635,290,019
...	1,397,000	...	144,000	1,541,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,541,000	...	...	1,385,000
...	...	...	40,632	40,632	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	40,632	...	...	...
...	4,043,664,000	(44,300,000)	(10,182,790)	3,989,181,210		**Total du programme—Budgétaire**	3,984,267,746	4,913,464	...	3,789,320,498
						Programme des services médicaux				
...	348,259,000	...	...	348,259,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	23,642,000	...	23,642,000	25b	Virement de $1,119,000 du crédit 30 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	1,119,000	1,119,000		Virement du: crédit 30				
...	...	...	109,180	109,180		CT, crédit 10[1]				
...	348,259,000	23,642,000	1,228,180	373,129,180		Total—Crédit 25	359,605,212	13,523,968	...	333,563,869
...	27,794,000	...	...	27,794,000	30	Dépenses en capital				
...	...	...	(1,119,000)	(1,119,000)		Virement au crédit 25				
...	27,794,000	...	(1,119,000)	26,675,000		Total—Crédit 30	23,110,902	3,564,098	...	29,101,147
...	14,180,000	...	1,454,000	15,634,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,634,000	...	...	14,199,000
...	...	...	4,159	4,159	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	4,159	...	...	2,226
...	390,233,000	23,642,000	1,567,339	415,442,339		**Total du programme—Budgétaire**	398,354,273	17,088,066	...	376,866,242
						Programme de la protection de la santé				
...	93,957,000	...	...	93,957,000	35	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3,156,500	...	3,156,500	35b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	16,643	16,643		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	93,957,000	3,156,500	16,643	97,130,143		Total—Crédit 35	94,098,156	3,031,987	...	92,406,284
...	12,108,000	...	...	12,108,000	40	Dépenses en capital				
...	...	4,251,000	...	4,251,000	40b	Dépenses en capital				
...	...	...	(323,470)	(323,470)		Affectation réservée—Surempioi du crédit de l'exercice précédent				
...	12,108,000	4,251,000	(323,470)	16,035,530		Total—Crédit 40	13,063,277	2,972,253	...	11,321,470
...	9,518,000	...	976,000	10,494,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,494,000	...	...	9,668,000

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	...	...	64,427	64,427	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	64,427	...	...	21,717
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	851,588
...	**115,583,000**	**7,407,500**	**733,600**	123,724,100		**Total du programme—Budgétaire**	117,719,860	**6,004,240**	...	**114,269,059**
						Programme de la sécurité du revenu				
...	65,234,000	...	...	65,234,000	45	**Dépenses du programme**				
...	...	...	5,984	5,984		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	...	...	(484,999)	(484,999)		**Virement au crédit 50**				
...	65,234,000	...	(479,015)	64,754,985		Total—Crédit 45	62,127,147	2,627,838	...	58,871,097
...	2,510,000,000	(8,000,000)	(1,439,346)	2,500,560,654	(S)	Versements d'allocations familiales (Loi sur les allocations familiales)	2,500,560,654	...	...	2,417,754,913
...	8,874,000,000	(17,000,000)	668,415	8,857,668,415	(S)	Versements de sécurité de la vieillesse (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	8,857,668,415[2]	...	...	8,215,897,885[2]
...	3,365,000,000	(31,000,000)	(14,571,726)	3,319,428,274	(S)	Versements du supplément de revenu garanti (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	3,319,428,274[2]	...	...	2,952,921,120[2]
...	262,000,000	101,000,000	(15,247,975)	347,752,025	(S)	Versements d'allocations au conjoint (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	347,752,025[2]	...	...	248,781,739[2]
...	10,876,000	...	1,115,000	11,991,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11,991,000	...	...	10,916,000
...	**15,087,110,000**	**45,000,000**	**(29,954,647)**	15,102,155,353		**Total du programme—Budgétaire**	**15,099,527,515**	**2,627,838**	...	**13,905,142,754**
						Programme de la condition physique et du sport amateur				
...	9,428,000	...	...	9,428,000	50	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	1	...	1	50c	**Virement de $484,999 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social)**				
...	...	...	484,999	484,999		**Virement du: crédit 45**				
...	...	...	7,854	7,854		**CT, crédit 10[1]**				
...	...	...	(418)	(418)		**Affectation réservée—Suremploi de l'autorité de l'exercice précédent**				
...	9,428,000	1	492,435	9,920,436		Total—Crédit 50	9,338,601	581,835	...	9,009,369

...	52,351,000	...	...	52,351,000	55	Contributions				
...	...	4,361,000	...	4,361,000	55b	Contributions				
...	...	1	...	1	55c	Virement de $2,384,999 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	2,384,999	2,384,999		Virement du crédit 20				
...	52,351,000	4,361,001	2,384,999	59,097,000		Total—Crédit 55	58,102,493	994,507	...	56,081,858
...	657,000	...	68,000	725,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	725,000	...	...	673,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	36,500,000
...	62,436,000	4,361,002	2,945,434	69,742,436		Total budgétaire	68,166,094	1,576,342	...	102,264,227
...	...	...	...	...		Crédits non budgétaires non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	20,000,000
...	**62,436,000**	**4,361,002**	**2,945,434**	69,742,436		**Total du programme—Budgétaire**	68,166,094	**1,576,342**	...	**102,264,227**
...	...	...	...	...		**Non budgétaire**	...	...	...	**20,000,000**
						Programme des XV[e] Jeux Olympiques d'hiver				
...	1,396,000	...	...	1,396,000	60	Dépenses de fonctionnement	1,162,597	233,403	...	1,098,798
...	33,900,000	...	...	33,900,000	65	Dépenses en capital				
...	...	...	(6,100,000)	(6,100,000)		Virement au crédit 70				
...	33,900,000	...	(6,100,000)	27,800,000		Total—Crédit 65	23,419,955	4,380,045	...	7,234,118
...	14,502,000	...	...	14,502,000	70	Contributions				
...	...	1,842,403	...	1,842,403	70b	Virement de $6,100,000 du crédit 65 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	6,100,000	6,100,000		Virement du crédit 65				
...	14,502,000	1,842,403	6,100,000	22,444,403		Total—Crédit 70	22,002,002	442,401	...	36,399,999
...	93,000	...	10,000	103,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	103,000	...	...	88,000
...	**49,891,000**	**1,842,403**	**10,000**	51,743,403		**Total du programme—Budgétaire**	46,687,554	**5,055,849**	...	**44,820,915**
...	**26,333,146,000**	**45,952,906**	**(138,119,398)**	26,240,979,508		**Total du département—Budgétaire**	26,198,706,805	**42,272,703**	...	**24,756,919,135**
...	...	...	...	...		**Non budgétaire**	...	...	...	**20,000,000**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Conseil de recherches médicales				
...	3,222,000	...	...	3,222,000	75	Dépenses de fonctionnement				
...	...	50,000	...	50,000	75a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	75c	Virement de $159,999 du crédit 80 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	159,999	159,999		Virement du crédit 80				
...	3,222,000	50,001	159,999	3,432,000		Total—Crédit 75	3,326,829	105,171	...	3,298,888
...	127,086,000	...	...	127,086,000	80	Subventions et contributions				
...	...	30,850,000	...	30,850,000	80a	Subventions et contributions				
...	...	...	(159,999)	(159,999)		Virement au crédit 75				
...	127,086,000	30,850,000	(159,999)	157,776,001		Total—Crédit 80	157,699,700	76,301	...	153,190,999
...	275,000	...	29,000	304,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	304,000	...	...	310,000
...	**130,583,000**	**30,900,001**	**29,000**	**161,512,001**		**Total du programme—Budgétaire**	**161,330,529**	**181,472**	...	**156,799,887**
...	**26,463,729,000**	**76,852,907**	**(138,090,398)**	**26,402,491,509**		**Total du ministère—Budgétaire**	**26,360,037,334**	**42,454,175**	...	**24,913,719,022**
...	...	...	...	...		**Non budgétaire**	...	...	...	**20,000,000**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

(2) La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de l'administration centrale				
								Fonctionnement				
...	5,287,000	...	...	...	49,530	(160,000)	5,176,530	Direction du ministère	5,210,368	(33,838)	...	5,937,563
...	8,104,000	...	...	(5,000)	14,000	(248,000)	7,865,000	Politique, planification et information	7,106,916	758,084	...	6,875,575
...	1,363,000	...	...	(25,999)	49,000	...	1,386,001	Affaires intergouvernementales et internationales	1,611,613	(225,612)	...	1,384,765
...	28,587,000	...	9,163	...	309,200	(1,116,000)	27,789,363	Gestion ministérielle	25,740,570	2,048,793	...	25,688,162
...	(1,524,000)	...	...	...	...	1,524,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	41,817,000	...	9,163	(30,999)	421,730	...	42,216,894	Total—Fonctionnement	39,669,467	2,547,427	...	39,886,065
								Capital				
...	13,000	...	...	...	...	...	13,000	Direction du ministère	150,133	(137,133)	...	90,661
...	3,000	...	...	...	...	...	3,000	Politique, planification et information	44,141	(41,141)	...	113,938
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Affaires intergouvernementales et internationales	11,260	(6,260)	...	25,384
...	78,000	...	...	...	...	...	78,000	Gestion ministérielle	461,551	(383,551)	...	743,622
...	99,000	...	...	...	...	...	99,000	Total—Capital	667,085	(568,085)	...	973,605
								Paiements de transfert				
...	1,770,000	...	...	5,000	...	...	1,775,000	Politique, planification et information	1,711,909	63,091	...	2,682,000
...	465,000	1	...	25,999	...	...	491,000	Affaires intergouvernementales et internationales	480,150	10,850	...	427,034
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Gestion ministérielle	4,998	2	...	5,000
...	2,240,000	1	...	30,999	...	...	2,271,000	Total—Paiements de transfert	2,197,057	73,943	...	3,114,034
								Sommaire du programme				
...	5,140,000	...	...	...	49,530	...	5,189,530	Direction du ministère	5,360,501	(170,971)	...	6,028,224
...	9,629,000	...	...	...	14,000	...	9,643,000	Politique, planification et information	8,862,966	780,034	...	9,671,513
...	1,833,000	1	...	...	49,000	...	1,882,001	Affaires intergouvernementales et internationales	2,103,023	(221,022)	...	1,837,183
...	27,554,000	...	9,163	...	309,200	...	27,872,363	Gestion ministérielle	26,207,119	1,665,244	...	26,436,784
—	44,156,000	1	9,163	—	421,730	—	44,586,894	**Total du programme—Budgétaire**	42,533,609	2,053,285	—	43,973,704

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme des services et de la promotion de la santé				
								Fonctionnement				
...	768,000	...	...	(8,600)	56,000	...	815,400	Assurance-santé	1,129,430	(314,030)	...	983,987
...	6,519,000	...	4,868	(118,000)	12,000	...	6,417,868	Services et ressources en santé	5,768,055	649,813	...	5,991,507
...	1,132,000	...	...	(2,300)	11,000	...	1,140,700	Recherche extra-muros	1,114,653	26,047	...	1,131,324
...	12,249,000	...	9,905	(47,900)	44,000	...	12,255,005	Promotion de la santé	10,433,301	1,821,704	...	11,513,848
...	2,664,000	...	...	(45,000)	29,000	...	2,648,000	Administration du programme	2,600,484	47,516	...	2,497,825
...	23,332,000	...	14,773	(221,800)	152,000	...	23,276,973	Total—Fonctionnement	21,045,923	2,231,050	...	22,118,491
								Capital				
...	...	...	...	8,600	...	...	8,600	Assurance-santé	7,269	1,331	...	...
...	...	...	...	18,000	...	...	18,000	Services et ressources en santé	21,370	(3,370)	...	89,445
...	...	...	...	2,300	...	...	2,300	Recherche extra-muros	2,512	(212)	...	23,504
...	...	...	...	47,900	...	...	47,900	Promotion de la santé	40,026	7,874	...	106,034
...	16,000	...	...	45,000	...	...	61,000	Administration du programme	55,889	5,111	...	75,592
...	16,000	...	...	121,800	...	...	137,800	Total—Capital	127,066	10,734	...	294,575
								Paiements de transfert				
...	6,490,000,000	...	...	...	(103,836,000)	...	6,386,164,000	Assurance-santé	6,386,164,000	...	...	6,330,386,000
...	3,176,000	6,000,000	...	100,000	...	...	9,276,000	Services et ressources en santé	9,034,500	241,500	...	5,689,087
...	19,309,000	2,000,000	...	...	...	...	21,309,000	Recherche extra-muros	20,773,602	535,398	...	18,123,000
...	4,240,000	...	...	...	...	...	4,240,000	Promotion de la santé	4,305,063	(65,063)	...	3,650,583
...	6,516,725,000	8,000,000	...	100,000	(103,836,000)	...	6,420,989,000	Total—Paiements de transfert	6,420,277,165	711,835	...	6,357,848,670
								Sommaire du programme				
...	6,490,768,000	...	...	...	(103,780,000)	...	6,386,988,000	Assurance-santé	6,387,300,699	(312,699)	...	6,331,369,987
...	9,695,000	6,000,000	4,868	...	12,000	...	15,711,868	Services et ressources en santé	14,823,925	887,943	...	11,770,039
...	20,441,000	2,000,000	...	...	11,000	...	22,452,000	Recherche extra-muros	21,890,767	561,233	...	19,277,828
...	16,489,000	...	9,905	...	44,000	...	16,542,905	Promotion de la santé	14,778,390	1,764,515	...	15,270,465
...	2,680,000	...	...	...	29,000	...	2,709,000	Administration du programme	2,656,373	52,627	...	2,573,417
...	6,540,873,000	8,000,000	14,773	...	(103,684,000)	...	6,444,403,773	**Total du programme—Budgétaire**	6,441,450,154	2,953,619	...	6,380,261,736

								Programme des services sociaux				
								Fonctionnement				
								Régime d'assistance publique				
...	5,384,000	...	12,903	(7,747)	77,632	...	5,466,788	du Canada	5,060,472	406,316	...	3,985,504
...	3,858,000	...	...	(26,981)	(6,000)	...	3,825,019	Développement social	2,955,197	869,822	...	3,663,919
...	4,026,000	...	...	(6,735)	38,000	...	4,057,265	Nouveaux Horizons	3,836,100	221,165	...	3,878,444
...	1,653,000	...	...	...	75,000	...	1,728,000	Administration du programme	2,040,007	(312,007)	...	2,640,937
...	14,921,000	...	12,903	(41,463)	184,632	...	15,077,072	Total—Fonctionnement	13,891,776	1,185,296	...	14,168,804
								Capital				
								Régime d'assistance publique				
...	...	...	...	7,747	...	...	7,747	du Canada	7,747	...	...	27,388
...	...	...	...	26,981	...	...	26,981	Développement social	26,981	...	...	58,578
...	...	...	...	6,735	...	...	6,735	Nouveaux Horizons	6,735	...	...	13,992
...	24,000	...	...	...	...	...	24,000	Administration du programme	43,410	(19,410)	...	65,419
...	24,000	...	...	41,463	...	...	65,463	Total—Capital	84,873	(19,410)	...	165,377
								Paiements de transfert				
								Régime d'assistance publique				
...	4,008,424,000	(44,300,000)	...	(2,384,999)	(7,995,326)	...	3,953,743,675	du Canada	3,951,317,456	2,426,219	...	3,755,237,630
...	6,924,000	...	...	...	...	...	6,924,000	Développement social	6,846,937	77,063	...	6,377,687
...	13,371,000	...	...	...	...	...	13,371,000	Nouveaux Horizons	12,126,704	1,244,296	...	13,371,000
...	4,028,719,000	(44,300,000)	...	(2,384,999)	(7,995,326)	...	3,974,038,675	Total—Paiements de transfert	3,970,291,097	3,747,578	...	3,774,986,317
								Sommaire du programme				
								Régime d'assistance publique				
...	**4,013,808,000**	**(44,300,000)**	**12,903**	**(2,384,999)**	**(7,917,694)**	...	**3,959,218,210**	**du Canada**	**3,956,385,675**	**2,832,535**	...	**3,759,250,522**
...	**10,782,000**	...	...	...	**(6,000)**	...	**10,776,000**	**Développement social**	**9,829,115**	**946,885**	...	**10,100,184**
...	**17,397,000**	...	...	...	**38,000**	...	**17,435,000**	**Nouveaux Horizons**	**15,969,539**	**1,465,461**	...	**17,263,436**
...	**1,677,000**	...	...	...	**75,000**	...	**1,752,000**	**Administration du programme**	**2,083,417**	**(331,417)**	...	**2,706,356**
—	**4,043,664,000**	**(44,300,000)**	**12,903**	**(2,384,999)**	**(7,818,694)**	—	**3,989,181,210**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,984,267,746**	**4,913,464**	—	**3,789,320,498**
								Programme des services médicaux				
								Fonctionnement				
								Services de santé des Indiens et				
...	240,651,000	21,479,000	109,180	6,018,500	1,424,194	...	269,681,874	du Nord	265,752,301	3,929,573	...	245,102,189
								Services d'évaluation et de con-				
...	22,042,000	...	...	6,600	90,000	...	22,138,600	sultation en matière de santé	24,078,440	(1,939,840)	...	22,708,203
...	2,673,000	...	...	(72,000)	(21,000)	...	2,580,000	Services de prothèse	2,228,613	351,387	...	2,317,144
...	2,343,000	...	...	...	30,000	...	2,373,000	Services d'urgence	1,937,936	435,064	...	2,374,018
...	12,593,000	...	...	5,000	(65,035)	...	12,532,965	Administration du programme	10,880,796	1,652,169	...	10,372,437
...	280,302,000	21,479,000	109,180	5,958,100	1,458,159	...	309,306,439	Total—Fonctionnement	304,878,086	4,428,353	...	282,873,991

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	26,238,000	...	...	(1,119,000)	...	...	25,119,000	Services de santé des Indiens et du Nord	21,964,683	3,154,317	...	27,053,490
...	1,082,000	...	...	...	...	...	1,082,000	Services d'évaluation et de consultation en matière de santé	617,155	464,845	...	1,013,566
...	23,000	...	...	...	...	...	23,000	Services de prothèse	65,288	(42,288)	...	47,655
...	18,000	...	...	...	...	...	18,000	Services d'urgence	16,621	1,379	...	44,084
...	433,000	...	...	...	...	...	433,000	Administration du programme	447,155	(14,155)	...	942,352
...	27,794,000	...	...	(1,119,000)	...	...	26,675,000	Total—Capital	23,110,902	3,564,098	...	29,101,147
								Paiements de transfert				
...	82,137,000	2,163,000	...	(5,589,100)	...	...	78,710,900	Services de santé des Indiens et du Nord	69,615,285	9,095,615	...	64,891,104
...	...	...	...	750,000	...	...	750,000	Services de prothèse	750,000	...	...	...
...	82,137,000	2,163,000	...	(4,839,100)	...	...	79,460,900	Total—Paiements de transfert	70,365,285	9,095,615	...	64,891,104
								Sommaire du programme				
...	349,026,000	23,642,000	109,180	(689,600)	1,424,194	...	373,511,774	Services de santé des Indiens et du Nord	357,332,269	16,179,505	...	337,046,783
...	23,124,000	...	...	6,600	90,000	...	23,220,600	Services d'évaluation et de consultation en matière de santé	24,695,595	(1,474,995)	...	23,721,769
...	2,696,000	...	...	678,000	(21,000)	...	3,353,000	Services de prothèse	3,043,901	309,099	...	2,364,799
...	2,361,000	...	...	...	30,000	...	2,391,000	Services d'urgence	1,954,557	436,443	...	2,418,102
...	13,026,000	...	...	5,000	(65,035)	...	12,965,965	Administration du programme	11,327,951	1,638,014	...	11,314,789
...	**390,233,000**	**23,642,000**	**109,180**	**—**	**1,458,159**	**—**	**415,442,339**	**Total du programme—Budgétaire**	**398,354,273**	**17,088,066**	**—**	**376,866,242**
								Programme de la protection de la santé				
								Fonctionnement				
...	27,925,000	...	6,171	...	341,000	...	28,272,171	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	28,219,727	52,444	...	28,706,912
...	39,745,000	...	...	...	197,427	...	39,942,427	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	38,088,688	1,853,739	...	35,141,393
...	16,144,000	1,155,000	...	(3,000)	254,000	...	17,550,000	Qualité et risques environnementaux	17,240,176	309,824	...	16,476,020
...	10,051,000	312,500	5,236	...	176,000	...	10,544,736	Surveillance de la santé nationale	10,647,324	(102,588)	...	11,713,065
...	9,540,000	1,689,000	5,236	...	72,000	...	11,306,236	Administration du programme	10,387,668	918,568	...	10,008,055
...	103,405,000	3,156,500	16,643	(3,000)	1,040,427	...	107,615,570	Total—Fonctionnement	104,583,583	3,031,987	...	102,045,445

								Capital				
...	2,974,000	...	...	(179,000)	...	...	2,795,000	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	1,888,530	906,470	...	3,771,049
...	1,459,000	...	...	(77,000)	...	...	1,382,000	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	909,594	472,406	...	2,075,269
...	1,575,000	145,000	...	(91,000)	...	...	1,629,000	Qualité et risques environnementaux	1,455,808	173,192	...	1,554,665
...	910,000	100,000	...	(53,000)	...	...	957,000	Surveillance de la santé nationale	673,583	283,417	...	1,007,175
...	5,190,000	4,006,000	...	400,000	(323,470)	...	9,272,530	Administration du programme	8,135,762	1,136,768	...	2,913,312
...	12,108,000	4,251,000	...	...	(323,470)	...	16,035,530	Total—Capital	13,063,277	2,972,253	...	11,321,470
								Paiements de transfert				
...	15,000	...	...	...	...	...	15,000	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	15,000	...	...	65,000
...	55,000	...	...	3,000	...	...	58,000	Qualité et risques environnementaux	58,000	...	...	837,144
...	70,000	...	...	3,000	...	...	73,000	Total—Paiements de transfert	73,000	...	...	902,144
								Sommaire du programme				
...	30,914,000	...	6,171	(179,000)	341,000	...	31,082,171	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	30,123,257	958,914	...	32,542,961
...	41,204,000	...	...	(77,000)	197,427	...	41,324,427	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	38,998,282	2,326,145	...	37,216,662
...	17,774,000	1,300,000	...	(91,000)	254,000	...	19,237,000	Qualité et risques environnementaux	18,753,984	483,016	...	18,867,829
...	10,961,000	412,500	5,236	(53,000)	176,000	...	11,501,736	Surveillance de la santé nationale	11,320,907	180,829	...	12,720,240
...	14,730,000	5,695,000	5,236	400,000	(251,470)	...	20,578,766	Administration du programme	18,523,430	2,055,336	...	12,921,367
...	**115,583,000**	**7,407,500**	**16,643**	**...**	**716,957**	**...**	**123,724,100**	**Total du programme—Budgétaire**	**117,719,860**	**6,004,240**	**...**	**114,269,059**
								Programme de la sécurité du revenu				
								Fonctionnement				
...	113,925,000	...	5,984	(436,999)	1,115,000	(38,608,000)	76,000,985	Administration du programme	73,272,174	2,728,811	...	68,168,855
...	(38,608,000)	...	...	...	...	38,608,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	75,317,000	...	5,984	(436,999)	1,115,000	...	76,000,985	Total—Fonctionnement	73,272,174	2,728,811	...	68,168,855
								Capital				
...	1,200,000	...	...	(48,000)	...	(407,000)	745,000	Administration du programme	845,973	(100,973)	...	1,503,508
...	(407,000)	...	...	...	...	407,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	793,000	...	...	(48,000)	...	...	745,000	Total—Capital	845,973	(100,973)	...	1,503,508
								Paiements de transfert				
...	2,510,000,000	(8,000,000)	...	...	(1,439,346)	...	2,500,560,654	Allocations familiales	2,500,560,654	...	...	2,417,869,647
...	12,501,000,000	53,000,000	...	...	(29,151,286)	...	12,524,848,714	Sécurité de la vieillesse	12,524,848,714	...	...	11,417,600,744
...	15,011,000,000	45,000,000	...	...	(30,590,632)	...	15,025,409,368	Total—Paiements de transfert	15,025,409,368	...	...	13,835,470,391

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
...	2,510,000,000	(8,000,000)	...	...	(1,439,346)	...	2,500,560,654	Allocations familiales	2,500,560,654	...	...	2,417,869,647
...	12,501,000,000	53,000,000	...	...	(29,151,286)	...	12,524,848,714	Sécurité de la vieillesse	12,524,848,714	...	...	11,417,600,744
...	76,110,000	...	5,984	(484,999)	1,115,000	...	76,745,985	Administration du programme	74,118,147	2,627,838	...	69,672,363
...	15,087,110,000	45,000,000	5,984	(484,999)	(29,475,632)	...	15,102,155,353	**Total du programme—Budgétaire**	15,099,527,515	2,627,838	...	13,905,142,754
								Programme de la condition physique et du sport amateur				
								Fonctionnement				
...	3,250,000	...	...	236,618	27,000	...	3,513,618	Sport amateur	3,425,091	88,527	...	1,715,964
...	2,178,000	...	...	144,105	25,000	...	2,347,105	Condition physique	2,229,109	117,996	...	1,267,918
...	4,625,000	1	7,854	47,706	15,582	...	4,696,143	Administration du programme	4,289,395	406,748	...	43,066,459
...	10,053,000	1	7,854	428,429	67,582	...	10,556,866	Total—Fonctionnement	9,943,595	613,271	...	46,050,341
								Capital				
...	...	...	...	56,100	...	...	56,100	Sport amateur	40,088	16,012	...	34,154
...	...	...	...	470	...	...	470	Condition physique	470	...	...	5,037
...	32,000	...	...	...	...	...	32,000	Administration du programme	79,448	(47,448)	...	92,837
...	32,000	...	...	56,570	...	...	88,570	Total—Capital	120,006	(31,436)	...	132,028
								Paiements de transfert				
...	44,012,000	4,161,001	...	2,499,999	...	...	50,673,000	Sport amateur	50,534,428	138,572	...	47,870,132
...	8,339,000	200,000	...	(115,000)	...	...	8,424,000	Condition physique	7,568,065	855,935	...	7,786,726
...	...	...	...	...	...	...	...	Administration du programme	...	...	...	425,000
...	52,351,000	4,361,001	...	2,384,999	...	...	59,097,000	Total—Paiements de transfert	58,102,493	994,507	...	56,081,858
								Non budgétaire				
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	20,000,000

								Sommaire du programme				
...	47,262,000	4,161,001	...	2,792,717	27,000	...	54,242,718	Sport amateur	53,999,607	243,111	...	49,620,250
...	10,517,000	200,000	...	29,575	25,000	...	10,771,575	Condition physique	9,797,644	973,931	...	9,059,681
...	4,657,000	1	7,854	47,706	15,582	...	4,728,143	Administration du programme	4,368,843	359,300	...	43,584,296
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours—Non budgétaire	...	...	...	20,000,000
								Total du programme—				
...	**62,436,000**	**4,361,002**	**7,854**	**2,869,998**	**67,582**	...	**69,742,436**	**Budgétaire**	**68,166,094**	**1,576,342**	...	**102,264,227**
...	...	...	...	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	**20,000,000**
								Programme des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver				
								Fonctionnement				
...	1,489,000	...	...	...	10,000	...	1,499,000	XV[es] Jeux Olympiques d'hiver	1,265,597	233,403	...	1,186,798
								Capital				
...	33,900,000	...	...	(6,100,000)	...	...	27,800,000	XV[es] Jeux Olympiques d'hiver	23,419,955	4,380,045	...	7,234,118
								Paiements de transfert				
...	14,502,000	1,842,403	...	6,100,000	...	...	22,444,403	XV[es] Jeux Olympiques d'hiver	22,002,002	442,401	...	36,399,999
								Total du programme—				
...	**49,891,000**	**1,842,403**	...	...	**10,000**	...	51,743,403	**Budgétaire**	46,687,554	**5,055,849**	...	**44,820,915**
								Total du département—				
...	**26,333,146,000**	**45,952,906**	**176,500**	...	**(138,295,898)**	...	**26,240,979,508**	**Budgétaire**	**26,198,706,805**	**42,272,703**	...	**24,756,919,135**
...	...	...	...	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	**20,000,000**
								Conseil de recherches médicales				
								Fonctionnement				
...	3,484,000	50,001	...	159,999	29,000	...	3,723,000	**Administration**	3,613,181	109,819	...	3,545,826
								Capital				
...	13,000	...	...	...	...	...	13,000	**Administration**	17,648	(4,648)	...	63,062
								Paiements de transfert				
...	127,086,000	30,850,000	...	(159,999)	...	...	157,776,001	**Subventions et bourses**	157,699,700	76,301	...	153,190,999
								Sommaire du programme				
...	127,086,000	30,850,000	...	(159,999)	...	...	157,776,001	**Subventions et bourses**	157,699,700	76,301	...	153,190,999
...	3,497,000	50,001	...	159,999	29,000	...	3,736,000	**Administration**	3,630,829	105,171	...	3,608,888
...	**130,583,000**	**30,900,001**	...	...	**29,000**	...	**161,512,001**	**Total du programme—Budgétaire**	**161,330,529**	**181,472**	...	**156,799,887**
								Total du ministère—				
...	**26,463,729,000**	**76,852,907**	**176,500**	...	**(138,266,898)**	...	**26,402,491,509**	**Budgétaire**	**26,360,037,334**	**42,454,175**	...	**24,913,719,022**
...	...	...	...	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	**20,000,000**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de l'administration centrale				
							Subventions				
							Politique, planification et information				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	217,000
							Affaires intergouvernementales et internationales				
...	366,000	...	...	...	...	366,000	Subvention au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	366,000	...	...	333,000
...	99,000	1	...	25,999	...	125,000	Droits d'affiliation à des organismes internationaux	114,150	10,850	...	94,034
...	465,000	1	...	25,999	...	491,000		480,150	10,850	...	427,034
							Gestion ministérielle				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain	4,998	2	...	5,000
...	470,000	1	...	25,999	...	496,000	Total—Subventions	485,148	10,852	...	649,034
							Contributions				
							Politique, planification et information				
...	1,770,000	...	...	...	...	1,770,000	Contributions aux provinces et aux territoires en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des systèmes d'information en matière de bien-être social	1,706,909	63,091	...	2,420,000
...	...	...	...	5,000	...	5,000	Contribution au Conseil canadien de développement social	5,000	...	...	20,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25,000
...	1,770,000	...	...	5,000	...	1,775,000	Total—Contributions	1,711,909	63,091	...	2,465,000
							Sommaire du programme par activité				
...	1,770,000	...	...	5,000	...	1,775,000	Politique, planification et information	1,711,909	63,091	...	2,682,000
...	465,000	1	...	25,999	...	491,000	Affaires intergouvernementales et internationales	480,150	10,850	...	427,034
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Gestion ministérielle	4,998	2	...	5,000
...	2,240,000	1	...	30,999	...	2,271,000	**Total du programme**	2,197,057	73,943	...	3,114,034

							Programme des services et de la promotion de la santé				
							Subventions				
							Services et ressources en santé				
...	3,176,000	...	...	...	...	3,176,000	Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	3,034,500	141,500	...	3,025,072
...	...	1,000,000	...	...	...	1,000,000	Subvention à la Société canadienne du cancer pour la création du Fonds Stephen Fonyo	1,000,000	...	...	...
...	...	5,000,000	...	...	...	5,000,000	Subvention à la Société canadienne de la Croix-Rouge en vue de la construction de nouvelles installations pour loger le Programme canadien du sang	5,000,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,664,015
...	3,176,000	6,000,000	...	...	...	9,176,000		9,034,500	141,500	...	5,689,087
							Recherche extra-muros				
...	...	2,000,000	...	...	...	2,000,000	Subvention au John P Robarts Research Institute pour les coûts d'exploitation envers la recherche continue	2,000,000	...	...	...
...	3,176,000	8,000,000	...	...	...	11,176,000	Total—Subventions	11,034,500	141,500	...	5,689,087
							Contributions				
							Assurance-santé				
							(S) Versements aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé				
...	5,414,000,000	...	...	...	(102,543,000)	5,311,457,000	Programme des services de santé assurés	5,311,457,000	...	...	5,321,533,000
...	1,076,000,000	...	...	...	(1,293,000)	1,074,707,000	Programme des services complémentaires de santé	1,074,707,000	...	...	1,008,853,000
...	6,490,000,000	...	...	...	(103,836,000)	6,386,164,000		6,386,164,000	...	...	6,330,386,000
							Services et ressources en santé				
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Contributions à des organisations pour des projets se rapportant aux victimes d'actes criminels	...	100,000	...	...
							Recherche extra-muros				
...	19,309,000	...	...	...	...	19,309,000	Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique	18,773,602	535,398	...	18,123,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Promotion de la santé				
...	4,240,000	...	...	...	...	4,240,000	Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation, et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	4,305,063	(65,063)	...	3,636,294
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	14,289
...	4,240,000	...	...	...	...	4,240,000		4,305,063	(65,063)	...	3,650,583
...	6,513,549,000	...	...	100,000	(103,836,000)	6,409,813,000	Total—Contributions	6,409,242,665	570,335	...	6,352,159,583
							Sommaire du programme par activité				
...	6,490,000,000	...	...	...	(103,836,000)	6,386,164,000	Assurance-santé	6,386,164,000	...	...	6,330,396,000
...	3,176,000	6,000,000	...	100,000	...	9,276,000	Services et ressources en santé	9,034,500	241,500	...	5,689,087
...	19,309,000	2,000,000	...	...	...	21,309,000	Recherche extra-muros	20,773,602	535,398	...	18,123,000
...	4,240,000	...	...	...	...	4,240,000	Promotion de la santé	4,305,063	(65,063)	...	3,650,583
...	6,516,725,000	8,000,000	...	100,000	(103,836,000)	6,420,989,000	**Total du programme**	6,420,277,165	711,835	...	6,357,848,670
							Programme des services sociaux				
							Subventions				
							Développement social				
...	3,427,000	...	...	...	...	3,427,000	Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	3,387,757	39,243	...	3,053,107
							Contributions				
							Régime d'assistance publique du Canada				
...	3,928,400,000	(44,300,000)	...	...	(7,995,326)	3,876,104,674	(S) Régime d'assistance publique du Canada—Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé	3,876,104,674	...	...	3,635,290,019
							Réadaptation professionnelle des invalides—Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation profes-				

...	71,949,000	...	...	...	...	71,949,000	conclus en vertu de cette loi, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs	74,231,909	(2,282,909)	...	99,967,682
...	8,000,000	...	...	(2,384,999)	...	5,615,001	Services offerts aux jeunes délinquants des provinces du Nouveau-Brunswick, de Québec, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Yukon—Autorisation d'effectuer des paiements aux provinces et territoires aux termes des accords approuvés par le gouverneur en conseil et devant être conclus entre le Canada et les provinces ou territoires, et sous réserve des règlements pouvant être établis à l'égard des paiements par le gouverneur en conseil qui couvrent partiellement le coût des services offerts dans les provinces ou territoires aux jeunes contrevenants qui étaient sous la garde des autorités provinciales ou territoriales avant la proclamation de la Loi sur les jeunes contrevenants le 2 avril 1984 et qui ne sont pas visés par cette Loi, et qui relèvent des autorités correctionnelles au lieu des autorités de l'aide à l'enfance ou sont sous la garde de ces dernières, mais qui ne sont pas assujettis à un décret du secrétaire provincial ordonnant que les jeunes délinquants soient traités en vertu de la loi de l'aide à l'enfance de la province ou du territoire en cause	927,406	4,687,595	...	19,974,929
...	75,000	...	...	...	...	75,000	Recherche sur la réadaptation professionnelle des invalides—Contributions aux gouvernements provinciaux et aux administrations municipales, aux universités, à des compagnies, à des associations et à des particuliers aux fins de recherches conformément à l'article 6 de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides	53,467	21,533	...	5,000
...	4,008,424,000	(44,300,000)	...	(2,384,999)	(7,995,326)	3,953,743,675		3,951,317,456	2,426,219	...	3,755,237,630
							Développement social				
...	3,497,000	...	...	(458,078)	...	3,038,922	Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des travaux d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être	3,001,102	37,820	...	3,324,580
...	...	...	...	458,078	...	458,078	L'Année internationale de la jeunesse	458,078	...	...	...
...	3,497,000	...	...	...	...	3,497,000		3,459,180	37,820	...	3,324,580
							Nouveaux Horizons				
...	13,371,000	...	...	...	...	13,371,000	Contributions à des groupes de personnes du troisième âge à la retraite à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à s'aider eux-mêmes, à aider d'autres Canadiens et la collectivité	12,126,704	1,244,296	...	13,371,000
...	**4,025,292,000**	**(44,300,000)**	...	**(2,384,999)**	**(7,995,326)**	3,970,611,675	Total—Contributions	3,966,903,340	**3,708,335**	...	**3,771,933,210**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du programme par activité				
...	4,008,424,000	(44,300,000)	...	(2,384,999)	(7,995,326)	3,953,743,675	**Régime d'assistance publique du Canada**	3,951,317,456	2,426,219	...	3,755,237,630
...	6,924,000	...	...	...	...	6,924,000	**Développement social**	6,846,937	77,063	...	6,377,687
...	13,371,000	...	...	...	...	13,371,000	**Nouveaux Horizons**	12,126,704	1,244,296	...	13,371,000
...	4,028,719,000	(44,300,000)	...	(2,384,999)	(7,995,326)	3,974,038,675	**Total du programme**	3,970,291,097	3,747,578	...	3,774,986,317
							Programme des services médicaux				
							Subventions				
							Services de santé des Indiens et du Nord				
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subventions sous forme de bourses à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans leurs études débouchant sur des carrières dans le domaine de la santé	82,861	17,139	...	23,265
							Contributions				
							Services de santé des Indiens et du Nord				
...	3,992,000	...	...	...	...	3,992,000	Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de distribution des soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	3,936,351	55,649	...	8,121,616
...	1,019,000	...	...	(329,400)	...	689,600	Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de distribution des soins aux communautés indiennes et inuit	684,000	5,600	...	664,000
...	20,083,000	2,163,000	...	2,161,300	...	24,407,300	Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien	23,216,086	1,191,214	...	20,833,860
...	47,166,000	...	...	(5,004,000)	...	42,162,000	Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones	37,060,340	5,101,660	...	29,231,111
...	1,027,000	...	...	...	...	1,027,000	Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	964,119	62,881	...	1,014,563

...	4,280,000	...	...	(3,120,000)	...	1,160,000	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue du transfert du contrôle opérationnel et administratif de l'hôpital général de Frobisher Bay	1,049,609	110,391	...	3,915,038
...	1,090,000	...	...	703,000	...	1,793,000	Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'étude débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	1,247,848	545,152	...	311,133
...	3,380,000	...	...	...	...	3,380,000	Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue de la construction de l'hôpital Stanton—Yellowknife	1,374,071	2,005,929	...	767,018
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	9,500
...	82,037,000	2,163,000	...	(5,589,100)	...	78,610,900		69,532,424	9,078,476	...	64,867,839
							Services de prothèse				
...	...	...	...	750,000	...	750,000	Contribution au Parkwood Hospital de Londres pour assurer des services d'ajustement et de réparation de prothèse	750,000	...	...	...
...	**82,037,000**	**2,163,000**	...	**(4,839,100)**	...	**79,360,900**	Total—Contributions	**70,282,424**	**9,078,476**	...	**64,867,839**
							Sommaire du programme par activité				
...	82,137,000	2,163,000	...	(5,589,100)	...	78,710,900	Services de santé des Indiens et du Nord	69,615,285	9,095,615	...	64,891,104
...	...	...	...	750,000	...	750,000	Services de prothèse	750,000	...	...	...
...	**82,137,000**	**2,163,000**	...	**(4,839,100)**	...	**79,460,900**	**Total du programme**	**70,365,285**	**9,095,615**	...	**64,891,104**
							Programme de la protection de la santé				
							Subventions				
							Innocuité et qualité des aliments et nutrition				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Centre national de distribution des denrées alimentaires	15,000	...	...	15,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	40,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000		15,000	...	...	55,000
							Qualité et risques environnementaux				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Organisation mondiale de la santé	50,000	...	...	50,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Commission internationale de protection contre les radiations	5,000	...	...	5,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	782,144
...	55,000	...	...	...	...	55,000		55,000	...	...	837,144
...	**70,000**	...	...	...	...	**70,000**	Total—Subventions	**70,000**	...	...	**892,144**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Innocuité et qualité des aliments et nutrition				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,000
							Qualité et risques environnementaux				
							Contributions à des organisations afin				
...	...	...	...	3,000	...	3,000	d'appuyer les objectifs du programme	3,000	...	...	...
...	...	...	...	3,000	...	3,000	Total—Contributions	3,000	...	...	10,000
							Sommaire du programme par activité				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	15,000	...	...	65,000
...	55,000	...	...	3,000	...	58,000	Qualité et risques environnementaux	58,000	...	...	837,144
...	70,000	...	...	3,000	...	73,000	**Total du programme**	73,000	...	...	902,144
							Programme de la sécurité du revenu				
							Subventions				
							Allocations familiales				
...	2,510,000,000	(8,000,000)	...	...	(1,439,346)	2,500,560,654	(S) Versements d'allocations familiales	2,500,560,654	...	...	2,417,754,913
							Sécurité de la vieillesse				
...	8,874,000,000	(17,000,000)	...	...	668,415	8,857,668,415	(S) Versements de sécurité de la vieillesse	8,857,668,415[1]	...	...	8,215,897,885[1]
...	3,365,000,000	(31,000,000)	...	...	(14,571,726)	3,319,428,274	(S) Versements du supplément de revenu garanti	3,319,428,274[1]	...	...	2,952,921,120[1]
...	262,000,000	101,000,000	...	...	(15,247,975)	347,752,025	(S) Versements d'allocations au conjoint	347,752,025[1]	...	...	248,781,739[1]
...	12,501,000,000	53,000,000	...	...	(29,151,286)	12,524,848,714		12,524,848,714	...	...	11,417,600,744
...	15,011,000,000	45,000,000	...	...	(30,590,632)	15,025,409,368	Total—Subventions	15,025,409,368	...	...	13,835,355,657
							Contributions				
							Allocations familiales				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	114,734
							Sommaire du programme par activité				
...	2,510,000,000	(8,000,000)	...	...	(1,439,346)	2,500,560,654	Allocations familiales	2,500,560,654	...	...	2,417,869,647
...	12,501,000,000	53,000,000	...	...	(29,151,286)	12,524,848,714	Sécurité de la vieillesse	12,524,848,714	...	...	11,417,600,744
...	15,011,000,000	45,000,000	...	...	(30,590,632)	15,025,409,368	**Total du programme**	15,025,409,368	...	...	13,835,470,391

							Programme de la condition physique et du sport amateur				
							Contributions				
							Sport amateur				
...	31,373,000	2,661,001	...	1,681,768	...	35,715,769	Contributions aux coûts des projets et de l'administration des organismes de sport amateur afin d'aider à la promotion et au développement du sport pour les Canadiens	35,578,078	137,691	...	31,859,001
...	4,441,000	...	...	246,902	...	4,687,902	Contributions au Centre national du sport et de la récréation Inc. à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non résidentes	4,687,902	...	...	4,358,294
...	3,994,000	...	...	991,000	...	4,985,000	Contributions aux frais d'études, de subsistance et d'entraînement des athlètes amateurs d'élite	4,984,119	881	...	4,890,309
...	4,204,000	1,500,000	...	(419,671)	...	5,284,329	Paiements, en vertu d'ententes, aux organismes commanditaires de jeux multidisciplinaires, régionaux, nationaux et internationaux, afin d'assumer une partie des dépenses en capital et des dépenses de fonctionnement liées aux jeux qui ont lieu au Canada, ainsi que des dépenses de fonctionnement liées aux championnats internationaux d'une seule discipline qui ont lieu au Canada	5,284,329	...	...	5,637,528
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,125,000
...	44,012,000	4,161,001	...	2,499,999	...	50,673,000		50,534,428	138,572	...	47,870,132
							Condition physique				
...	7,478,000	200,000	...	(115,000)	...	7,563,000	Contributions aux coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux coûts des projets et de l'administration des associations et des organismes nationaux de loisirs afin d'aider à la promotion et au développement des loisirs sportifs pour les Canadiens	6,707,065	855,935	...	6,951,726
...	861,000	...	...	...	...	861,000	Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participaction visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler un mode de vie sain à tous les segments de la population	861,000	...	...	835,000
...	8,339,000	200,000	...	(115,000)	...	8,424,000		7,568,065	855,935	...	7,786,726
							Administration du programme				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	425,000
							Sommaire du programme par activité				
...	44,012,000	4,161,001	...	2,499,999	...	50,673,000	Sport amateur	50,534,428	138,572	...	47,870,132
...	8,339,000	200,000	...	(115,000)	...	8,424,000	Condition physique	7,568,065	855,935	...	7,786,726
...	...	...	...	...	...	...	Administration du programme	...	...	...	425,000
...	52,351,000	4,361,001	...	2,384,999	...	59,097,000	**Total du programme**	58,102,493	994,507	...	56,081,858

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Programme des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver				
							Contributions				
							XV[es] Jeux Olympiques d'hiver				
...	14,502,000	1,842,403	...	6,100,000	...	22,444,403	Paiements pour les coûts de fonctionnement et les dépenses en capital afin de permettre au gouvernement du Canada d'atteindre ses objectifs en vue de la planification et de la présentation des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver qui auront lieu à Calgary en 1988	22,002,002	442,401	...	36,399,999
...	**14,502,000**	**1,842,403**	...	**6,100,000**	...	**22,444,403**	**Total du programme**	**22,002,002**	**442,401**	...	**36,399,999**
...	**25,707,744,000**	**17,066,405**	...	**1,394,899**	**(142,421,958)**	**25,583,783,346**	**Total du département**	**25,568,717,467**	**15,065,879**	...	**24,129,694,517**
							Conseil de recherches médicales				
							Subventions				
							Subventions et contributions				
...	127,086,000	30,850,000	...	(159,999)	...	157,776,001	Subventions et bourses pour appuyer la recherche	157,699,700	76,301	...	153,190,999
...	**127,086,000**	**30,850,000**	...	**(159,999)**	...	**157,776,001**	**Total du programme**	**157,699,700**	**76,301**	...	**153,190,999**
...	**25,834,830,000**	**47,916,405**	...	**1,234,900**	**(142,421,958)**	**25,741,559,347**	**Total du ministère**	**25,726,417,167**	**15,142,180**	...	**24,282,885,516**

(S) Paiement de transfert statutaire.

[1] La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme de l'administration centrale			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Direction du ministère			
Dépenses recouvrables du Régime de pensions du Canada	160,000	106,000	105,000
Politique, planification et information			
Dépenses recouvrables du Régime de pensions du Canada	248,000	248,000	240,000
Gestion ministérielle			
Dépenses recouvrables du Régime de pensions du Canada	1,116,000	1,147,794	1,206,000
Total du programme—Budgétaire	**1,524,000**	**1,501,794**	**1,551,000**
Programme de la sécurité du revenu			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration du programme			
Dépenses de fonctionnement recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	39,015,000	38,829,333	36,378,543
Total du programme—Budgétaire	**39,015,000**	**38,829,333**	**36,378,543**
Total du ministère—Budgétaire	**40,539,000**	**40,331,127**	**37,929,543**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme de l'administration centrale		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société canadienne de paris sportifs—Intérêt	1,096,301	...
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	700	11,080
Divers	29,403	1,165
	30,103	12,245
Rémunérations de services—		
Logement du personnel	4,964	5,479
Autres recettes non fiscales—		
Rajustement des recouvrements d'exercices précédents—		
Régime de pensions du Canada	188,794	...
Transfert des comptes de dépôt et de fiducie—		
Société canadienne de paris sportifs	4,200,000	...
Divers	3,688	2,984
	4,392,482	2,984
Total du programme	**5,523,850**	**20,708**
Programme des services et de la promotion de la santé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	98,945	78,690
Remboursements des achats de biens et de services	13,061	111,856
Remboursements des dépenses en capital	...	7,770
Recouvrements des paiements de transfert	172,424	17,792
Divers	1,732	12,031
	286,162	228,139
Autre recettes non fiscales—		
Divers	71,659	71
Total du programme	**357,821**	**228,210**

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme des services sociaux		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,794	...
Remboursements des achats de biens et de services	168	937
Recouvrements des paiements de transfert	303,973	715,231
	306,935	716,168
Autres recettes non fiscales—		
Divers	...	554
Total du programme	**306,935**	**716,722**
Programme des services médicaux		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	997,410	493,228
Remboursements des achats de biens et de services	931,339	176,674
Remboursements des dépenses en capital	17,633	354,499
Recouvrements des paiements de transfert	386,031	602,995
Divers	852,731	153,369
	3,185,144	1,780,765
Rémunérations de services—		
Services pour patients internes	18,826,002	15,508,788
Services pour patients externes	2,363,067	3,171,996
Frais professionnels—Patients	1,862,518	1,456,268
Accords à frais partagés	8,298,402	5,893,595
Services de prothèse	1,150,299	1,110,572
Logement du personnel	1,240,527	1,178,014
Concessions	76,061	102,396
Divers	137,733	143,084
	33,954,609	28,564,713
Produits des ventes—		
Recettes diététiques	197,539	190,650
Recettes pharmaceutiques	78,311	80,005
Divers	124	7,364
	275,974	278,019

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Divers	210,285	205,067
Total du programme	**37,626,012**	**30,828,564**
Programme de la protection de la santé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursements des achats de biens et de services	50,845	84,808
Remboursements des dépenses en capital	18,459	1,997
Divers	74	...
	69,378	86,805
Privilèges, licences et permis—		
Contrôle des drogues	4,375	4,400
Licences d'affaires	4,375	4,500
	8,750	8,900
Rémunérations de services—		
Services de la dosimétrie de la radiation	911,034	820,229
Frais d'analyse: aliments et drogues	75	300
	911,109	820,529
Produits des ventes—		
Divers	...	800
Autres recettes non fiscales—		
Amendes: aliments et drogues	143,031	181,958
Amendes: opium et narcotiques	3,213,400	3,681,927
Saisies: opium et narcotiques	1,855,773	1,123,510
Divers	50,806	24,626
	5,263,010	5,012,021
Total du programme	**6,252,247**	**5,929,055**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme de la sécurité du revenu		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,123	3,680
Remboursements des achats de biens et de services	20,466	7,812
Divers	1,361	600
	24,950	12,092
Autres recettes non fiscales—		
Divers	616	1,421
Total du programme	**25,566**	**13,513**
Programme de la condition physique et du sport amateur		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	30,412	1,587
Remboursements des achats de biens et de services	2,757	26,636
Recouvrements des paiements de transfert	1,074,841	844,002
Divers	...	745
	1,108,010	872,970
Autres recettes non fiscales—		
Accords entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les procédures de loteries	69,758,524	35,062,321
Total du programme	**70,866,534**	**35,935,291**
Total du département	**120,958,965**	**73,672,063**
Conseil de recherches médicales		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de bourses d'exercices précédents	253,182	232,838
Total du programme	**253,182**	**232,838**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	1,096,301	...
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,263,864	3,942,022
Privilèges, licences et permis	8,750	8,900
Rémunérations de services	34,870,682	29,390,721
Produits des ventes	275,974	278,819
Autres recettes non fiscales	79,696,576	40,284,439
Total du ministère	**121,212,147**	**73,904,901**

SECTION 23

COMPTES PUBLICS
1985-86

Sciences et Technologie

Département d'État
Conseil national de recherches du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Conseil des sciences du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	23.2
Sommaire du ministère	23.4
Programmes par activité	23.6
Paiements de transfert	23.9
Détail des montants portés au crédit	23.12
Recettes	23.13

Département d'État

Objectif

Encourager l'avancement et l'utilisation des sciences et de la technologie au service des objectifs nationaux.

Description de l'activité

Élaboration des politiques
Élaborer des politiques destinées au soutien des sciences et de la technologie; élaborer et formuler des politiques et des recommandations en vue de la meilleure application possible des ressources scientifiques et techniques aux questions nationales; favoriser l'utilisation des connaissances scientifiques et technologiques dans l'élaboration et la formulation d'une politique gouvernementale; prévoir un mécanisme de révision et d'évaluation des politiques et des programmes; fournir des services de secrétariat aux comités chargés de projets.

Conseil national de recherches du Canada

Programme de recherches scientifiques et industrielles

Objectif

Créer et acquérir des connaissances scientifiques et techniques pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social et en promouvoir l'application.

Description des activités

Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie
Recherche axée sur la création et le maintien de compétences nationales en sciences naturelles et en génie ainsi que sur l'acquisition de connaissances essentielles aux futures applications scientifiques et techniques.

Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale
Réalisation et encouragement de la recherche et du développement appliqués à la solution de problèmes d'importance économique et sociale dans des domaines tels que le bâtiment et la construction, l'énergie, l'état de l'environnement, l'alimentation, la santé, la sécurité publique et les transports.

Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels
Réalisation et encouragement de la recherche, du développement et d'activités connexes axés sur l'avancement technologique nécessaire à l'expansion industrielle par l'emploi de divers moyens incluant le transfert de technologie, l'aide financière, des projets conjoints et des services techniques susceptibles de renforcer directement la capacité de recherche, de développement et d'innovation de l'entreprise industrielle au Canada.

Services nationaux
Établissement d'installations nationales de recherche et de développement en vue d'assurer des services à l'intention de l'entreprise industrielle, des gouvernements et des universités.

Recherches et services relatifs à la normalisation physique
Recherche et services incluant le soutien d'activités nationales et internationales en matière de normalisation physique.

Services de soutien administratif et spéciaux
Soutien administratif, y compris les services financiers et les services du personnel; services spéciaux, y compris l'exploitation et l'entretien des immeubles et installations du Conseil national de recherches; services de l'ordinateur central; tous les services nécessaires aux programmes du Conseil; et subventions en vue des affiliations à des activités et organismes scientifiques internationaux.

Programme d'information scientifique et technique

Objectif

Encourager l'utilisation par le public et le gouvernement canadiens de l'information scientifique et technique correspondant aux besoins nationaux en matière de développement économique, régional et social.

Description de l'activité

Information scientifique et technique
Sélection, acquisition, analyse, stockage, recherche et transfert d'informations scientifiques et techniques publiées et ordinolingues; établissement de bases de données numériques scientifiques validées; établissement et maintien d'un réseau canadien de services d'information scientifique et technique; élaboration de méthodes, de procédés et de normes d'échanges intersystèmes avec d'autres réseaux et services nationaux et internationaux; amélioration des procédés par l'emploi de techniques propres à accroître l'efficacité et la productivité; publication de journaux scientifiques canadiens.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectif

Promouvoir et appuyer le développement et le maintien de la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie.

Description des activités

Subventions et bourses
Subventions et bourses accordées à des personnes et à des groupes choisis pour appuyer des travaux de recherche, la formation de chercheurs qualifiés et des activités connexes.

Administration
Administration des programmes de subventions et bourses.

Conseil des sciences du Canada

Objectif

Évaluation des besoins scientifiques et technologiques du Canada, sensibilisation plus grande du public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et action consultative auprès de l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

Description de l'activité

Activités
Évaluation des ressources, des besoins et des possibilités scientifiques et technologiques du Canada et préparation de rapports et de recommandations à ce sujet; sensibilisation du public aux problèmes et aux possibilités scientifiques et technologiques du Canada et à l'interdépendance du public, des gouvernements, des industries et des universités en matière de développement et d'emploi des sciences et de la technologie. La publication des études et des rapports rédigés pour le Conseil est laissée à la discrétion de celui-ci. Le Conseil dispose d'un petit personnel fournissant des services de direction et des services scientifiques, administratifs et techniques.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département d'État				
						Dépenses du programme				
...	8,432,000	...	...	8,432,000	1					
...	...	7,832,000	...	7,832,000	1b	**Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget**				
...	8,432,000	7,832,000	...	16,264,000		**Total—Crédit 1**	12,177,929	4,086,071	...	6,641,684
...	42,000	...	(2,470)	39,530	(S)	**Ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	27,[illegible]31
...	603,000	...	[illegible]2,000	665,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	665,000	...	...	59[illegible],[illegible]00
...	**9,077,000**	**7,832,000**	**59,530**	**16,968,530**		**Total du département d'État—Budgétaire**	**12,882,459**	**4,086,071**	...	**7,250,815**
						Conseil national de recherches du Canada				
						Programme de recherches scientifiques et industrielles				
...	196,647,000	...	...	196,647,000	5	**Dépenses de fonctionnement**	187,164,209	9,482,791	...	215,388,474
...	89,989,000	...	...	89,989,000	10	**Dépenses en capital**	76,518,103	13,470,897	...	104,384,832
...	115,139,000	...	...	115,139,000	15	**Subventions et contributions**	112,848,632	2,290,368	...	108,537,160
...	17,434,000	...	1,797,000	19,231,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	19,231,000	...	...	18,486,000
...	**419,209,000**	...	**1,797,000**	**421,006,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**395,761,944**	**25,244,056**	...	**446,796,466**
						Programme d'information scientifique et technique				
...	23,015,000	...	...	23,015,000	20	**Dépenses du programme**	20,083,899	2,931,101	...	20,124,234
...	1,065,000	...	110,000	1,175,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	1,175,000	...	...	1,038,000
...	**24,080,000**	...	**110,000**	**24,190,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**21,258,899**	**2,931,101**	...	**21,162,234**
...	**443,289,000**	...	**1,907,000**	**445,196,000**		**Total du Conseil national de recherches du Canada—Budgétaire**	**417,020,843**	**28,175,157**	...	**467,958,700**
						Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
...	10,123,000	...	...	10,123,000	25	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	1,136,000	...	1,136,000	25c	**Dépenses de fonctionnement**				
...	10,123,000	1,136,000	...	11,259,000		**Total—Crédit 25**	10,471,751	787,249	...	10,445,785
...	284,690,000	...	...	284,690,000	30	**Subventions**				
...	...	14,964,000	...	14,964,000	30c	**Subventions**				
...	284,690,000	14,964,000	...	299,654,000		**Total—Crédit 30**	298,975,864	678,136	...	300,527,510

...	679,000	...	70,000	749,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	749,000	...	...	586,000
...	**295,492,000**	**16,100,000**	**70,000**	**311,662,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**310,196,615**	**1,465,385**	**...**	**311,559,295**
						Conseil des sciences du Canada				
...	4,583,000	...	...	4,583,000	35	Dépenses du programme				
...	...	...	4,862	4,862		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	4,583,000	...	4,862	4,587,862		Total—Crédit 35	3,888,964	698,898	...	4,406,801
...	374,000	...	39,000	413,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	413,000	...	...	390,000
...	**4,957,000**	**...**	**43,862**	**5,000,862**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,301,964**	**698,898**	**...**	**4,796,801**
...	**752,815,000**	**23,932,000**	**2,080,392**	**778,827,392**		**Total du ministère—Budgétaire**	**744,401,881**	**34,425,511**	**...**	**791,573,611**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département d'État												
Fonctionnement												
Élaboration des politiques	...	6,926,000	2,932,000	...	...	59,530	...	9,917,530	8,780,176	1,137,354	...	5,301,765
Capital												
Élaboration des politiques	...	27,000	...	...	...	...	...	27,000	584,051	(557,051)	...	62,050
Paiements de transfert												
Élaboration des politiques	...	2,124,000	4,900,000	...	...	...	...	7,024,000	3,518,232	3,505,768	...	1,895,000
Total du département d'État—Budgétaire	...	9,077,000	7,832,000	...	...	59,530	...	16,968,530	12,882,459	4,086,071	...	7,258,815
Conseil national de recherches du Canada												
Programme de recherches scientifiques et industrielles												
Fonctionnement												
Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie	...	35,587,000	...	...	...	332,000	(118,000)	35,801,000	36,620,037	(819,037)	...	37,854,915
Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	...	50,785,000	...	...	...	421,000	(1,050,000)	50,156,000	37,135,038	13,020,962	...	54,386,878
Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	...	66,954,000	...	...	...	547,000	(1,212,000)	66,289,000	68,700,069	(2,411,069)	...	71,827,838
Services nationaux	...	25,297,000	...	...	...	150,000	(2,709,000)	22,738,000	21,011,021	1,726,979	...	21,665,951
Recherches et services relatifs à la normalisation physique	...	6,913,000	...	...	...	77,000	(253,000)	6,737,000	6,773,007	(36,007)	...	8,987,980
Services de soutien administratif et spéciaux	...	40,295,000	...	...	...	270,000	(6,408,000)	34,157,000	36,156,037	(1,999,037)	...	39,150,912
Recettes à valoir sur le crédit	...	(11,750,000)	...	...	...	...	11,750,000	...	...	...	...	...
Total—Fonctionnement	...	214,081,000	...	...	...	1,797,000	...	215,878,000	206,395,209	9,482,791	...	233,874,474
Capital												
Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie	...	5,250,000	...	...	..	...	...	5,250,000	4,095,006	1,154,994	...	4,717,993
Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	...	5,980,000	...	...	...	...	(42,000)	5,938,000	3,767,005	2,170,995	...	7,404,988

...	52,337,000	...	...	...	...	(42,000)	52,295,000	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	46,265,062	6,029,938	..	57,347,908
...	23,526,000	...	...	...	...	(126,000)	23,400,000	Services nationaux	19,184,026	4,215,974	...	31,572,949
...	1,673,000	...	...	...	...	...	1,673,000	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	1,659,002	13,998	...	1,635,997
...	1,433,000	...	...	...	...	...	1,433,000	Services de soutien administratif et spéciaux	1,548,002	(115,002)	...	1,704,997
...	(210,000)	...	...	...	...	210,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	89,989,000	...	...	...	...	...	89,989,000	Total—Capital	76,518,103	13,470,897	...	104,384,832
								Paiements de transfert				
...	40,000	...	...	...	42,486	...	82,486	Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie	82,485	1	...	97,983
...	9,231,000	...	...	...	...	...	9,231,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	9,165,994	65,006	...	6,870,281
...	74,288,000	...	...	...	(242,486)	...	74,045,514	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	71,947,871	2,097,643	...	71,782,008
...	28,968,000	...	...	...	200,000	...	29,168,000	Services nationaux	29,139,565	28,435	...	27,686,249
...	2,612,000	...	...	...	...	...	2,612,000	Services de soutien administratif et spéciaux	2,512,717	99,283	...	2,100,639
...	115,139,000	...	...	...	...	...	115,139,000	Total—Paiements de transfert	112,848,632	2,290,368	...	108,537,160
								Sommaire du programme				
...	40,759,000	...	...	...	374,486	...	41,133,486	Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie	40,797,528	335,958	...	42,670,891
...	64,904,000	...	...	...	421,000	...	65,325,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	50,068,037	15,256,963	...	68,662,147
...	192,325,000	...	...	...	304,514	...	192,629,514	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	186,913,002	5,716,512	...	200,957,754
...	74,956,000	...	...	...	350,000	...	75,306,000	Services nationaux	69,334,612	5,971,388	...	80,925,149
...	8,333,000	...	...	...	77,000	...	8,410,000	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	8,432,009	(22,009)	...	10,623,977
...	37,932,000	...	...	...	270,000	...	38,202,000	Services de soutien administratif et spéciaux	40,216,756	(2,014,756)	...	42,956,548
...	**419,209,000**	...	...	...	**1,797,000**	...	421,006,000	**Total du programme—Budgétaire**	395,761,944	**25,244,056**	...	**446,796,466**
								Programme d'information scientifique et technique				
								Fonctionnement				
...	29,803,000	...	...	...	110,000	(6,021,000)	23,892,000	Information scientifique et technique	20,988,578	2,903,422	...	20,918,861
...	(6,021,000)	...	...	...	...	6,021,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	23,782,000	...	...	...	110,000	...	23,892,000	Total—Fonctionnement	20,988,578	2,903,422	...	20,918,861

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	220,000	...	...	...	...	...	220,000	Information scientifique et technique	192,321	27,679	...	165,720
								Paiements de transfert				
...	78,000	...	...	...	...	...	78,000	Information scientifique et technique	78,000	...	...	77,653
...	**24,080,000**	...	...	...	**110,000**	...	**24,190,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**21,258,899**	**2,931,101**	...	**21,162,234**
...	**443,289,000**	...	...	...	**1,907,000**	...	**445,196,000**	**Total du Conseil national de recherches du Canada—Budgétaire**	**417,020,843**	**28,175,157**	...	**467,958,700**
								Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
								Fonctionnement				
...	10,592,000	883,000	...	...	70,000	...	11,545,000	Administration	10,851,105	693,895	...	8,700,082
								Capital				
...	210,000	253,000	...	...	...	...	463,000	Administration	369,646	93,354	...	2,331,703
								Paiements de transfert				
...	284,690,000	14,964,000	...	...	...	...	299,654,000	Subventions et bourses	298,975,864	678,136	...	300,527,510
								Sommaire du programme				
...	284,690,000	14,964,000	...	...	...	...	299,654,000	Subventions et bourses	298,975,864	678,136	...	300,527,510
...	10,802,000	1,136,000	...	...	70,000	...	12,008,000	Administration	11,220,751	787,249	...	11,031,785
...	**295,492,000**	**16,100,000**	...	...	**70,000**	...	**311,662,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**310,196,615**	**1,465,385**	...	**311,559,295**
								Conseil des sciences du Canada				
								Fonctionnement				
...	4,920,000	...	4,862	...	39,000	...	4,963,862	Activités	4,282,456	681,406	...	4,764,847
								Capital				
...	37,000	...	...	...	...	...	37,000	Activités	19,508	17,492	...	31,954
...	**4,957,000**	...	**4,862**	...	**39,000**	...	**5,000,862**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,301,964**	**698,898**	...	**4,796,801**
...	**752,815,000**	**23,932,000**	**4,862**	...	**2,075,530**	...	**778,827,392**	**Total du ministère—Budgétaire**	**744,401,881**	**34,425,511**	...	**791,573,611**

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements					Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département d'État				
							Subventions				
							Élaboration des politiques				
...	...	3,000,000	...	...	...	3,000,000	Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de Québec en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie	150,000	2,850,000	...	...
...	...	1,900,000	...	...	...	1,900,000	Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'entente Canada/Colombie-Britannique sur les sciences et la technologie	1,244,232	655,768	...	...
...	...	4,900,000	...	...	...	4,900,000	Total—Subventions	1,394,232	3,505,768	...	...
							Contributions				
							Élaboration des politiques				
...	2,124,000	...	...	...	...	2,124,000	Contribution en vue de couvrir les coûts de la participation du Canada au Programme de l'Agence spatiale européenne	2,124,000	...	...	1,895,000
...	2,124,000	4,900,000	...	...	...	7,024,000	**Total du département d'État**	3,518,232	3,505,768	...	1,895,000
							Conseil national de recherches du Canada				
							Programme de recherches scientifiques et industrielles				
							Subventions				
							Services de soutien administratif et spéciaux				
...	583,000	...	...	...	...	583,000	Affiliations internationales	500,217	82,783	...	432,733
...	1,969,000	...	...	...	...	1,969,000	Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités	1,969,000	...	...	1,628,000
...	2,552,000	...	...	...	...	2,552,000	Total—Subventions	2,469,217	82,783	...	2,060,733
							Contributions				
							Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie				
...	40,000	...	...	42,486	...	82,486	Centre européen pour la recherche nucléaire	82,485	1	...	97,983

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale				
...	140,000	...	...	(46,000)	...	94,000	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour la mise en œuvre d'accords	45,689	48,311	...	61,805
...	6,760,000	...	...	...	...	6,760,000	Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de recherches et de développement intéressant la fusion thermo-nucléaire contrôlée par confinement magnétique	6,760,000	...	...	4,428,807
...	1,575,000	...	...	...	...	1,575,000	Contribution à la recherche sur les matières de fusion	1,575,000	...	...	1,486,000
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Institut de l'homme et des ressources pour la mise en opération du site d'essai éolien de l'Atlantique	194,994	5,006	...	200,000
...	347,000	...	...	...	...	347,000	Centre de recherche du Manitoba sur le CCHT—Transmission du CC sous HT—Projet de la rivière Nelson	347,000	...	...	334,000
...	209,000	...	...	...	...	209,000	Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés	209,000	...	...	209,000
...	...	...	...	46,000	...	46,000	Appui à des conférences scientifiques et techniques—Énergie	34,311	11,689	...	47,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	103,669
...	9,231,000	...	...	...	...	9,231,000		9,165,994	65,006	...	6,870,281
							Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels				
...	40,843,000	...	...	(2,260,000)	...	38,583,000	Aide à l'industrie canadienne pour la recherche appliquée et l'innovation technologique	37,246,655	1,336,345	...	40,634,693
...	6,437,000	...	...	1,641,000	...	8,078,000	Contributions aux organismes de recherches provinciaux et aux établissements de recherches pour la communication d'informations techniques et la prestation de services régionaux	7,614,373	463,627	...	8,205,356
...	21,934,000	...	...	(288,000)	...	21,646,000	Programme des projets entre l'industrie et les laboratoires	21,644,434	1,566	...	15,802,525
...	4,548,000	...	...	...	...	4,548,000	Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de construction d'une génératrice éolienne à axe vertical de grande puissance	4,548,000	...	...	6,253,243
...	500,000	...	...	(242,486)	...	257,514	Centre national et réseau d'information sur la technologie de la production industrielle	...	257,514	...	...
...	26,000	...	...	...	...	26,000	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour la mise en œuvre d'accords	...	26,000	...	94,000
...	...	...	...	907,000	...	907,000	Institut de recherche biotechnologique	894,409	12,591	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	792,191
...	74,288,000	...	...	(242,486)	...	74,045,514		71,947,871	2,097,643	...	71,782,008

							Services nationaux				
...	2,253,000	...	...	200,000	...	2,453,000	Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Téléscope Canada-France-Hawaii	2,424,565	28,435	...	2,165,621
...	26,715,000	...	...	...	...	26,715,000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	26,715,000	...	...	25,520,628
...	28,968,000	...	...	200,000	...	29,168,000		29,139,565	28,435	...	27,686,249
							Services de soutien administratif et spéciaux				
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Appui à des conférences scientifiques et techniques	43,500	16,500	...	39,906
...	**112,587,000**	...	...	...	...	112,587,000	Total—Contributions	**110,379,415**	**2,207,585**	...	**106,476,427**
							Sommaire du programme par activité				
...	40,000	...	...	42,486	...	82,486	Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie	82,485	1	...	97,983
...	9,231,000	...	...	...	...	9,231,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	9,165,994	65,006	...	6,870,281
...	74,288,000	...	...	(242,486)	...	74,045,514	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	71,947,871	2,097,643	...	71,782,008
...	28,968,000	...	...	200,000	...	29,168,000	Services nationaux	29,139,565	28,435	...	27,686,249
...	2,612,000	...	...	...	...	2,612,000	Services de soutien administratif et spéciaux	2,512,717	99,283	...	2,100,639
...	**115,139,000**	...	...	...	...	**115,139,000**	**Total du programme**	**112,848,632**	**2,290,368**	...	**108,537,160**
							Programme d'information scientifique et technique				
							Contributions				
							Information scientifique et technique				
...	78,000	...	...	...	...	78,000	Institut canadien du film	78,000	...	...	77,653
...	**78,000**	...	...	...	...	**78,000**	**Total du programme**	**78,000**	...	...	**77,653**
...	**115,217,000**	...	...	...	...	115,217,000	**Total du Conseil national de recherches du Canada**	112,926,632	**2,290,368**	...	**108,614,813**
							Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	284,690,000	14,964,000	...	...	...	299,654,000	Subventions et bourses	298,975,864	678,136	...	300,527,510
...	**284,690,000**	**14,964,000**	...	...	...	**299,654,000**	**Total du programme**	298,975,864	**678,136**	...	**300,527,510**
...	**402,031,000**	**19,864,000**	...	...	...	**421,895,000**	**Total du ministère**	**415,420,728**	**6,474,272**	...	**411,037,323**

Détail des montants portés aux crédits

	Exercice en cours — Budgétés	Exercice en cours — Réels	Exercice précédent — Réels
	$	$	$
Conseil national de recherches du Canada			
Programme de recherches scientifiques et industrielles			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie			
Essais et autres services scientifiques	118,000	199,997	26,419
Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale			
Essais et autres services scientifiques	1,092,000	909,986	695,704
Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels			
Essais et autres services scientifiques	1,254,000	2,336,961	995,266
Services nationaux			
Essais et autres services scientifiques	2,835,000	1,324,964	2,615,496
Recherches et services relatifs à la normalisation physique			
Services de normalisation	253,000	317,996	149,709
Services de soutien administratif et spéciaux			
Services informatiques à la Bibliothèque nationale et à d'autres. Frais d'inscription aux conférences et autres recettes et recouvrements divers	6,408,000	7,172,881	4,323,934
Total du programme—Budgétaire	**11,960,000**	**12,262,785**	**8,806,528**

	Exercice en cours — Budgétés	Exercice en cours — Réels	Exercice précédent — Réels
	$	$	$
Programme d'information scientifique et technique			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Information scientifique et technique			
Produits de la vente des journaux scientifiques canadiens et autres publications	2,190,000	2,234,442	1,771,831
Services			
Interrogation en direct au Canada	1,097,000	914,855	638,422
Diffusion sélective de l'information au Canada	1,344,000	581,703	439,328
Prêts entre bibliothèques	612,000	968,462	655,750
Centre bibliographique des sciences de la santé	615,000	570,680	379,773
Recherche bibliographique	147,000	37,025	31,622
Autres	16,000	68,881	162,889
Total du programme—Budgétaire	**6,021,000**	**5,376,048**	**4,079,615**
Total du Conseil national de recherches du Canada—Budgétaire	**17,981,000**	**17,638,833**	**12,886,143**
Total du ministère—Budgétaire	**17,981,000**	**17,638,833**	**12,886,143**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département d'État		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,893	13,678
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	60,024
	7,893	73,702
Autres recettes non fiscales	...	5
Total du département d'État	**7,893**	**73,707**
Conseil national de recherches du Canada		
Programme de recherches scientifiques et industrielles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	498,928	164,772
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	768,184	553,027
	1,267,112	717,799
Autres recettes non fiscales—		
Divers	57,057	64,271
Total du programme	**1,324,169**	**782,070**
Programme d'information scientifique et technique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	75,660	67,943
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	72,986	14,825
	148,646	82,768
Autres recettes non fiscales—		
Divers	20	32
Total du programme	**148,666**	**82,800**
Total du Conseil national de recherches du Canada	**1,472,835**	**864,870**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de subventions et de bourses d'études	549,814	652,228
Remboursement des frais de voyage de l'OTAN	...	2,729
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,114	22,893
Divers	885	75
Total du programme	**552,813**	**677,925**
Conseil des sciences du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Divers	143	215
Total du programme	**143**	**215**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,976,607	1,552,409
Autres recettes non fiscales	57,077	64,308
Total du ministère	**2,033,684**	**1,616,717**

SECTION 24

COMPTES PUBLICS
1985-86

Secrétariat d'État

Département
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme
Commission de la Fonction publique
Conseil de recherches en sciences humaines
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	24.2
Sommaire du ministère	24.6
Programmes par activité	24.9
Paiements de transfert	24.14
Détail des montants portés au crédit	24.19
Recettes	24.19

Département

Programme d'administration et des opérations régionales

Objectif

Veiller, collectivement et individuellement, à ce que le ministère atteigne ses objectifs et réalise ses priorités de façon économique, efficiente, efficace et responsable dans un esprit de justice et de service au public; et contribuer à renforcer chez les Canadiens le sentiment d'appartenance au pays dans chacune des régions.

Description des activités

Opérations régionales
Gestion de toutes les activités du ministère dans les diverses régions du pays en accordant une attention spéciale aux besoins particuliers de chaque région; représentation des intérêts régionaux auprès des organismes privés et publics; représentation des intérêts du ministère dans les régions; gestion d'un réseau national de bureaux régionaux.

Administration
Haute direction du ministère par l'intermédiaire des cabinets du Secrétaire d'État, du ministre d'État au Multiculturalisme et du ministre d'État à la Jeunesse et des bureaux du sous-secrétaire d'État, et du sous-secrétaire d'État adjoint aux pratiques de gestion. Cela comprend la fonction d'élaboration de la politique ministérielle et l'élaboration de politiques et la mise au point de systèmes tels que les systèmes de planification, de mesure de la performance et d'information de gestion; prestation de services centraux, dont les finances, le personnel, les services administratifs et les communications; et la vérification interne, l'évaluation de programmes et l'amélioration de la gestion.

Programme des langues officielles

Objectif

Amener les Canadiens à mieux prendre conscience de l'égalité de statut des deux langues officielles et leur offrir de meilleures possibilités de vivre pleinement tous les aspects de leur vie, dans l'une ou l'autre langue officielle; contribuer ainsi à renforcer leur sentiment d'appartenance au pays.

Description des activités

Langues officielles dans l'enseignement
Aide financière aux provinces et aux territoires pour l'enseignement dans la langue officielle de la minorité et l'enseignement de la seconde langue officielle à tous les niveaux du système scolaire; aide financière aux établissements, associations et organismes pour la compilation et la diffusion de renseignements sur l'enseignement dans la langue officielle de la minorité et sur l'enseignement de la seconde langue officielle ou pour la mise au point de techniques d'enseignement connexes; prestation aux étudiants de niveau postsecondaire, à même le Fonds de dotation en commémoration du règne de la reine Élizabeth, de bourses pour la poursuite d'études dans leur seconde langue officielle.

Promotion des langues officielles
Aide financière visant à favoriser la mise sur pied d'établissements propres aux minorités de langue officielle et à venir en aide à des organismes nationaux, provinciaux et communautaires dont l'objectif est de promouvoir l'accès aux services dans la langue de la minorité, et aide technique aux minorités de langue officielle; sensibilisation des Canadiens à la dualité linguistique du Canada; et, aide à des établissements, organismes et entreprises canadiennes en vue de la mise sur pied et de la prestation de services dans les deux langues officielles.

Services des langues officielles
Services de traduction, d'interprétation et de terminologie dans toutes les langues au Parlement, au gouvernement, à l'exécutif, au système judiciaire, et à tous les organismes créés par le Parlement ou le gouverneur en conseil; coordination et gestion du développement des services linguistiques ainsi que de la recherche et des services de renseignements terminologiques; élaboration et coordination de lignes directrices et de programmes.

Programme d'aide à l'éducation

Objectif

Favoriser le développement culturel, social et économique du Canada en mettant en œuvre des politiques et des programmes en matière d'éducation propres à améliorer le système d'enseignement postsecondaire et à combler les aspirations de l'ensemble des citoyens ainsi que les besoins et les possibilités de la société canadienne; et contribuer ainsi à renforcer, chez les Canadiens, le sentiment d'appartenance au pays.

Description de l'activité

Aide à l'éducation
Octroi d'une aide financière aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé; application de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants, notamment les paiements des intérêts, l'effacement des dettes et l'octroi de paiements de remplacement aux provinces ainsi qu'à l'exonération d'intérêt pour les emprunteurs en chômage; coordination et élaboration des politiques et des programmes du gouvernement fédéral dans le

domaine de l'enseignement; collaboration avec le ministère des Affaires extérieures afin d'assurer l'efficacité de la participation du Canada à des tribunes et des activités internationales dans le domaine de l'enseignement; prise en charge de l'amélioration des politiques et des mécanismes fédéraux de coordination des activités de soutien à l'enseignement postsecondaire.

Programme de la citoyenneté et de la culture

Objectif

Faire en sorte que tous les Canadiens bénéficient de chances plus égales et plus équitables tant en ce qui concerne leur épanouissement au plan social et l'amélioration de leurs conditions de vie qu'en ce qui a trait à leur participation à la société canadienne; les amener à mieux connaître et à mieux apprécier la diversité culturelle du Canada de même qu'à en tirer le meilleur parti, à mieux connaître et apprécier les droits de la personne et comprendre les libertés et les droits fondamentaux dont ils jouissent de même que les responsabilités qui leur incombent; les inciter à respecter davantage les engagements nationaux et internationaux pris par le Canada; et contribuer ainsi à renforcer leur sentiment d'appartenance au pays.

Description des activités

Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme
Services et installations, y compris des cours régionales de la citoyenneté, pour l'octroi de la citoyenneté canadienne et la délivrance de certificats à cet effet, et promotion de la citoyenneté canadienne par le moyen d'activités destinées à la faire apprécier et à en encourager l'acquisition et la conservation.

Développement de la citoyenneté
Aide financière et technique à des organisations nationales, régionales et locales représentant les jeunes, les femmes, les Autochtones et d'autres groupes de personnes désavantagées, ainsi qu'à des associations de citoyens et à des particuliers de concert avec d'autres ministères et organismes, au besoin, afin de leur permettre de bénéficier de chances égales tant en ce qui concerne leur épanouissement et leur participation à la société qu'en ce qui a trait à l'amélioration de leurs conditions de vie; élaboration de politiques et prestation de services de coordination et d'analyse.

Multiculturalisme
De concert avec d'autres ministères et organismes, aide technique et financière à des groupes et organismes ethnoculturels et multiculturels, à des établissements et à des particuliers par l'intermédiaire d'un large éventail d'activités visant à lever les obstacles à la pleine participation des minorités culturelles à la vie sociale, culturelle et politique du Canada; encouragement et aide en vue de la préservation du patrimoine et des échanges culturels et encouragement et appui des activités de sensibilisation publique et de représentation qui sont conformes aux objectifs de la politique de multiculturalisme du gouvernement fédéral et de concert avec d'autres ministères et organismes, au besoin.

Culture canadienne
Promotion de la connaissance et de la compréhension du Canada, de sa culture, de son histoire et de ses traditions par le maintien et l'encouragement de développements dans le domaine des études canadiennes et par la distribution de matériel lié aux symboles nationaux tels que le drapeau, la feuille d'érable, l'hymne national et la nouvelle constitution; promotion de la participation des Canadiens à des événements d'envergure nationale tels que les célébrations de la Fête du Canada; organisation des visites royales et administration des responsabilités liées à l'État et au protocole national.

Droits de la personne
Organisation de séminaires et de conférences sur les droits de la personne et participation à ces manifestations; rédaction et diffusion de ressources documentaires; conseils à l'égard des droits de la personne à divers organismes qui élaborent des politiques, des programmes et d'autres mesures; aide financière à l'appui des activités entreprises par des organismes bénévoles et non gouvernementaux dans le domaine des droits de la personne; aide financière à des particuliers et à des groupes qui saisissent les tribunaux de causes types relatives aux droits linguistiques inscrits dans la constitution canadienne; coordination et rédaction de rapports à l'appui des engagements nationaux et internationaux pris par le Canada en matière de droits de la personne.

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme

Objectif

Porter à l'attention du gouvernement et du public des questions qui intéressent et préoccupent les femmes.

Description de l'activité

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme

Formuler des recommandations au gouvernement sur les lois et les programmes qui sont de nature à améliorer la situation de la femme; entreprendre des recherches sur la situation de la femme au Canada; fournir des renseignements au public sur des secteurs d'intérêt particulier pour la femme et publier un rapport annuel sur les progrès réalisés relativement à l'amélioration de la situation de la femme.

Commission de la Fonction publique

Objectif

Veiller à satisfaire continuellement les besoins de la Fonction publique en matière de personnel qualifié en conformité avec la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, particulièrement selon des méthodes de sélection se fondant sur le mérite; et, conformément aux accords conclus avec le Conseil du Trésor du Canada pour fixer les rôles et responsabilités en matière de gestion du personnel, améliorer la compétence professionnelle des fonctionnaires et leur permettre d'utiliser leur seconde langue officielle dans l'exercice des fonctions de leur poste actuel ou futur, ainsi que promouvoir la participation équitable des groupes sous-représentés au sein de la Fonction publique.

Description des activités

Programmes de la catégorie de la gestion

L'activité «Programmes de la catégorie de la gestion» comprend la prestation de services centralisés et spécialisés qui ont expressément pour but le ressourcement de l'ensemble des cadres de gestion; l'examen, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques pertinentes; l'administration des programmes d'amélioration des ressources et de perfectionnement professionnel destinés à répondre aux besoins et aux exigences de la Fonction publique, des institutions canadiennes et des organisations étrangères; ainsi que la prestation de services de secrétariat et d'autres fonctions de coordination pour aider les cadres de direction et de gestion supérieure qui possèdent un potentiel élevé, à établir leur plan de carrière en fonction des besoins de la Fonction publique, et pour conseiller les cadres supérieurs des ministères en vue de faciliter le déploiement des membres de la catégorie.

Programmes de dotation des catégories autres que celle de la gestion

L'activité «Programmes de dotation des catégories autres que celle de la gestion» comprend l'application de la Loi et du Règlement sur l'emploi dans la Fonction publique; l'établissement des politiques et méthodes de dotation; l'établissement des normes de sélection, y compris les normes de sélection linguistiques, ainsi que des tests et des méthodes administratives connexes pour tous les ministères régis par la LEFP et pour tous les groupes et catégories à l'exception de la catégorie de la gestion; le recrutement et la présentation de candidats de l'extérieur de la Fonction publique; la conduite des activités de dotation se rapportant aux postes des catégories autres que celle de la gestion et ne faisant pas l'objet de pouvoirs délégués; l'administration des programmes de réaffectation des bénéficiaires de priorité législative ou administrative; le soutien des activités de dotation des ministères pour assurer l'application de la LEFP et du Règlement; la coordination des éléments du programme des langues officielles dont la responsabilité incombe à la CFP; et l'administration des programmes d'égalité d'accès et d'action positive visant à promouvoir la participation des groupes sous-représentés au sein de la Fonction publique, notamment les Autochtones, les femmes et les personnes handicapées.

Appels et enquêtes

L'activité «Appels et enquêtes», grâce à la mise sur pied de comités indépendants, entend les appels des fonctionnaires à propos de présumées infractions à la Loi et au Règlement sur l'emploi dans la Fonction publique en ce qui concerne notamment les nominations, les rétrogradations et les renvois. En outre, elle enquête à la suite de plaintes de présumée discrimination dans la Fonction publique, formulées tant par les employés que par les postulants de l'extérieur, ainsi que de présumées irrégularités dans les processus de dotation et de traitements inéquitables en milieu de travail. Les ministères et organismes reçoivent la formation, les conseils et l'aide nécessaires pour les questions qui précèdent.

Vérification

L'activité «Vérification» comprend l'examen de la gestion de la dotation et des autres systèmes de gestion du personnel, y compris l'évaluation de l'efficacité et des répercussions des politiques, des pratiques, des procédures et des règlements concernant ces systèmes. Les vérifications sont effectuées sur une base cyclique dans tous les ministères et organismes visés par la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique (LEFP). Les résultats sont utilisés, d'une part, par la Commission pour améliorer ses politiques et ses pratiques, pour déterminer le contenu et la durée des instruments de délégation des pouvoirs de dotation et pour

rendre compte au Parlement chaque année de l'état de la délégation de la dotation aux termes de l'article 45 de la LEFP et, d'autre part, par le Conseil du Trésor du Canada pour évaluer l'administration ministérielle des politiques et systèmes de gestion du personnel.

Subvention au perfectionnement et à la formation du personnel
L'activité «Perfectionnement et formation du personnel» englobe la formation des cadres, des spécialistes, des gestionnaires et des superviseurs fédéraux dans l'ensemble du pays, ainsi que la prestation de services connexes conformément aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères. Elle offre des cours et des activités de formation adaptés aux besoins professionnels précis des ministères ainsi qu'une gamme de services ayant trait à la formation, notamment les services de consultation, d'information et de coordination.

Formation linguistique
L'activité «Formation linguistique» assure la prestation de cours de langue dans les deux langues officielles et de services connexes techniques et spécialisés, conformément aux politiques du gouvernement, pour répondre aux besoins des ministères et des organismes fédéraux et, occasionnellement, aux demandes de clients de l'extérieur (tels les juges, la GRC, etc.). Les cours sont destinés à faciliter aux fonctionnaires-étudiants l'acquisition de la compétence linguistique requise ou à perfectionner cette compétence. Pour leur part, les services techniques et spéciaux visent essentiellement à permettre à la Fonction publique fédérale d'avoir des programmes de formation linguistique qui répondent le mieux à ses besoins.

Administration
L'activité «Administration» comprend les activités du Président et des Commissaires qui établissent la politique générale de la Commission en conformité de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et fournissent une orientation d'ensemble aux activités de la Commission. Deux genres de services de soutien sont offerts au Président et aux Commissaires dans l'exercice de leurs activités: premièrement, les services de soutien assurés en vue de la réalisation des objectifs de la CFP grâce à la planification de la politique ministérielle et de la stratégie, à l'application des exigences légales précises et à la publication du rapport annuel de la CFP; deuxièmement, les services spécialisés assurés à l'organisme dans les secteurs du personnel, des finances, de l'informatique, de l'administration, des affaires publiques, des systèmes de gestion ministérielle, et de l'évaluation et de la vérification; ainsi que les services de soutien visant à assurer que les ressources de la CFP sont acquises, utilisées, contrôlées et retirées de manière efficace et efficiente et que les politiques et systèmes de gestion de la CFP sont conformes aux politiques des organismes centraux.

Conseil de recherches en sciences humaines

Objectif

Au sein de la communauté canadienne de chercheurs, promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines et encourager l'excellence à cet égard.

Description des activités

Subventions et bourses
Subventions et bourses octroyées à des individus, groupes et organismes sélectionnés pour le soutien à la recherche axée sur les disciplines et domaines prioritaires, le perfectionnement des ressources humaines, et les activités liées à la diffusion des résultats de la recherche; ainsi que des subventions de soutien aux associations savantes nationales.

Administration
Activités à l'appui des programmes de subventions.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Objectif

Favoriser l'existence de chances égales pour les femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

Description de l'activité

Bureau de la coordonnatrice
Formuler des conseils et des recommandations au ministre chargé de la condition féminine sur toutes les questions liées à l'exécution efficace de son mandat; fournir des renseignements et un service de liaison relativement aux programmes et politiques du gouvernement concernant la condition féminine.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration et des opérations régionales				
...	32,025,000	...	...	32,025,000	1	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $1,575,999 du crédit 15 (Secrétariat d'État)				
...	...	...	1,575,999	1,575,999		Virement du: crédit 15				
...	...	...	7,779	7,779		CT, crédit 10[1]				
...	32,025,000	1	1,583,778	33,608,779		Total—Crédit 1	32,688,939	919,840	...	31,431,926
...	42,000	...	(2,470)	39,530	(S)	Secrétaire d'État—Traitement et allocation pour automobile	39,530	...	...	41,683
...	3,072,000	...	315,000	3,387,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,387,000	...	...	3,023,203
...	35,139,000	1	1,896,308	37,035,309		**Total du programme—Budgétaire**	36,115,469	919,840	...	34,496,812
						Programme des langues officielles				
...	86,535,000	...	...	86,535,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	27,598	27,598		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(935,000)	(935,000)		Virement au crédit 10				
...	86,535,000	...	(907,402)	85,627,598		Total—Crédit 5	83,767,619	1,859,979	...	76,637,985
...	238,583,000	...	...	238,583,000	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10c	Virement de $935,000 du crédit 5 (Secrétariat d'État) et de $1,236,999 du crédit 15 (Secrétariat d'État)				
...	...	...	935,000	935,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	1,236,999	1,236,999		crédit 15				
...	238,583,000	1	2,171,999	240,755,000		Total—Crédit 10	239,390,303	1,364,697	...	226,775,726
...	9,137,000	...	937,000	10,074,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,074,000	...	...	9,188,000
...	334,255,000	1	2,201,597	336,456,598		**Total du programme—Budgétaire**	333,231,922	3,224,676	...	312,601,711
						Programme d'aide à l'éducation				
...	8,569,000	...	...	8,569,000	15	Dépenses du programme				
...	...	12,312,400	...	12,312,400	15b	Dépenses du programme et contributions				
...	...	...	9,911	9,911		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(1,575,999)	(1,575,999)		Virement au: crédit 1				

...	...	...	(1,236,999)	(1,236,999)		crédit 10				
...	...	...	(432,599)	(432,599)		crédit 20				
...	...	...	(445,400)	(445,400)		crédit 25				
...	8,569,000	12,312,400	(3,681,086)	17,200,314		Total—Crédit 15	16,760,400	439,914	...	9,678,905
...	2,277,000,000	...	795,375	2,277,795,375	(S)	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces	2,277,795,375	...	...	2,264,823,867
...	269,946,000	25,566,000	(9,999,237)	285,512,763	(S)	Paiements d'intérêts, obligations contractées en vertu de prêts garantis et paiements de remplacement aux provinces en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	285,512,763	...	...	206,551,441
...	415,000	...	43,000	458,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	458,000	...	...	484,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,232,592
...	**2,555,930,000**	**37,878,400**	**(12,341,948)**	**2,580,966,452**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,580,526,538**	**439,914**	**...**	**2,491,770,805**
						Programme de la citoyenneté et de la culture				
...	37,122,000	...	...	37,122,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	5,286,000	...	5,286,000	20b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $432,599 du crédit 15 (Secrétariat d'État)				
...	...	...	432,599	432,599		Virement du: crédit 15				
...	...	...	106,744	106,744		CT, crédit 10[1]				
...	37,122,000	5,286,001	539,343	42,947,344		Total—Crédit 20	40,377,038	2,570,306	...	37,559,586
...	127,795,000	...	...	127,795,000	25	Subventions et contributions				
...	...	6,740,000	...	6,740,000	25b	Subventions et contributions				
...	...	3,327,381	...	3,327,381	25c	Virement de $445,400 du crédit 15 (Secrétariat d'État)				
...	...	...	445,400	445,400		Virement du crédit 15				
...	127,795,000	10,067,381	445,400	138,307,781		Total—Crédit 25	134,413,113	3,894,668	...	162,488,136
...	425,000	...	271,641	696,641	(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (Loi sur les traitements)	696,641	...	...	422,556
...	98,000	...	17,202	115,202	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	115,202	...	...	111,811
...	27,000	...	18,106	45,106	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	45,106	...	...	34,104
...	2,813,000	...	289,000	3,102,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,102,000	...	...	2,846,000
...	**168,280,000**	**15,353,382**	**1,580,692**	**185,214,074**		**Total du programme—Budgétaire**	**178,749,100**	**6,464,974**	**...**	**203,462,193**
...	**3,093,604,000**	**53,231,784**	**(7,163,351)**	**3,139,672,433**		**Total du département—Budgétaire**	**3,128,623,029**	**11,049,404**	**...**	**3,042,331,521**
						Conseil consultatif canadien de la situation de la femme				
...	2,383,000	...	...	2,383,000	30	Dépenses du programme				
...	...	92,533	...	92,533	30c	Dépenses du programme				
...	2,383,000	92,533	...	2,475,533		Total—Crédit 30	2,424,676	50,857	...	2,390,899
...	**2,383,000**	**92,533**	**...**	**2,475,533**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,424,676**	**50,857**	**...**	**2,390,899**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission de la Fonction publique				
...	113,091,000	...	...	113,091,000	35	Dépenses du programme				
...	...	...	66,700	66,700		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	113,091,000	...	66,700	113,157,700		Total—Crédit 35	104,660,610	8,497,090	...	101,675,400
...	12,146,000	...	1,245,000	13,391,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,391,000	...	...	12,245,000
8,583,679	48,000	...	(48,000)	8,583,679	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	(708,816)	...	9,292,495	(662,948)
8,583,679	**125,285,000**	**...**	**1,263,700**	**135,132,379**		**Total du programme—Budgétaire**	**117,342,794**	**8,497,090**	**9,292,495**	**113,257,452**
						Conseil de recherches en sciences humaines				
...	5,762,000	...	...	5,762,000	40	Dépenses de fonctionnement	5,430,396	331,604	...	5,341,363
...	54,624,000	...	...	54,624,000	45	Subventions et contributions				
...	...	2,900,000	...	2,900,000	45c	Subventions et contributions				
...	54,624,000	2,900,000	...	57,524,000		Total—Crédit 45	57,233,821	290,179	...	57,009,000
...	495,000	...	51,000	546,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	546,000	...	...	510,000
...	**60,881,000**	**2,900,000**	**51,000**	**63,832,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**63,210,217**	**621,783**	**...**	**62,860,363**
						Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
...	2,599,000	...	...	2,599,000	50	Dépenses du programme				
...	...	550,000	...	550,000	50b	Dépenses du programme				
...	...	...	4,862	4,862		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	2,599,000	550,000	4,862	3,153,862		Total—Crédit 50	2,882,775	271,087	...	2,866,508
...	205,000	...	21,000	226,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	226,000	...	...	218,000
...	**2,804,000**	**550,000**	**25,862**	**3,379,862**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,108,775**	**271,087**	**...**	**3,084,508**
8,583,679	**3,284,957,000**	**56,774,317**	**(5,822,789)**	**3,344,492,207**		**Total du ministère—Budgétaire**	**3,314,709,491**	**20,490,221**	**9,292,495**	**3,223,924,743**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration et des opérations régionales				
								Fonctionnement				
...	9,953,000	...	...	190,452	94,500	...	10,237,952	**Opérations régionales**	10,127,569	110,383	...	9,258,559
...	25,104,000	1	7,779	1,385,547	218,030	...	26,715,357	**Administration**	25,142,934	1,572,423	...	24,019,952
...	35,057,000	1	7,779	1,575,999	312,530	...	36,953,309	**Total—Fonctionnement**	35,270,503	1,682,806	...	33,278,511
								Capital				
...	24,000	...	...	...	...	...	24,000	**Opérations régionales**	59,496	(35,496)	...	498,963
...	58,000	...	...	...	...	...	58,000	**Administration**	785,470	(727,470)	...	719,338
...	82,000	...	...	...	...	...	82,000	**Total—Capital**	844,966	(762,966)	...	1,218,301
								Sommaire du programme				
—	9,977,000	—	...	190,452	94,500	...	10,261,952	**Opérations régionales**	10,187,065	74,887	...	9,757,522
...	25,162,000	1	7,779	1,385,547	218,030	...	26,773,357	**Administration**	25,928,404	844,953	...	24,739,290
—	35,139,000	1	7,779	1,575,999	312,530	—	37,035,309	**Total du programme—Budgétaire**	36,115,469	919,840	—	34,496,812
								Programme des langues officielles				
								Fonctionnement				
...	1,361,000	...	...	(10,000)	9,370	...	1,360,370	**Langues officielles dans l'enseignement**	1,216,458	143,912	...	1,189,254
...	3,374,000	...	...	128,000	37,480	...	3,539,480	**Promotion des langues officielles**	3,181,199	358,281	...	1,950,632
...	88,733,000	...	27,598	(1,053,000)	890,150	...	88,597,748	**Services des langues officielles**	87,025,045	1,572,703	...	82,207,292
...	93,468,000	...	27,598	(935,000)	937,000	...	93,497,598	**Total—Fonctionnement**	91,422,702	2,074,896	...	85,347,178
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	**Langues officielles dans l'enseignement**	22,712	(20,712)	...	29,119
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	**Promotion des langues officielles**	910	11,090	...	53,405
...	2,190,000	...	...	...	...	...	2,190,000	**Services des langues officielles**	2,395,295	(205,295)	...	396,283
...	2,204,000	...	...	...	...	...	2,204,000	**Total—Capital**	2,418,917	(214,917)	...	478,807

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	212,126,000	1	...	2,971,999	...	...	215,098,000	**Langues officielles dans l'enseignement**	214,459,407	638,593	...	202,652,655
...	26,457,000	...	...	(800,000)	...	...	25,657,000	**Promotion des langues officielles**	24,930,896	726,104	...	24,123,071
...	238,583,000	1	...	2,171,999	...	...	240,755,000	**Total—Paiements de transfert**	239,390,303	1,364,697	...	226,775,726
								Sommaire du programme				
...	213,489,000	1	...	2,961,999	9,370	...	216,460,370	**Langues officielles dans l'enseignement**	215,698,577	761,793	...	203,871,028
...	29,843,000	...	...	(672,000)	37,480	...	29,208,480	**Promotion des langues officielles**	28,113,005	1,095,475	...	26,127,108
...	90,923,000	...	27,598	(1,053,000)	890,150	...	90,787,748	**Services des langues officielles**	89,420,340	1,367,408	...	82,603,575
—	334,255,000	1	27,598	1,236,999	937,000	—	336,456,598	**Total du programme—Budgétaire**	333,231,922	3,224,676	—	312,601,711
								Programme d'aide à l'éducation				
								Fonctionnement				
...	8,968,000	...	9,911	309,000	43,000	...	9,329,911	**Aide à l'éducation**	8,868,306	461,605	...	10,044,775
								Capital				
...	16,000	...	...	...	...	...	16,000	**Aide à l'éducation**	40,419	(24,419)	...	118,129
								Paiements de transfert				
...	2,546,946,000	37,878,400	...	(3,999,997)	(9,203,862)	...	2,571,620,541	**Aide à l'éducation**	2,571,617,813	2,728	...	2,481,607,901
—	2,555,930,000	37,878,400	9,911	(3,690,997)	(9,160,862)	—	2,580,966,452	**Total du programme—Budgétaire**	2,580,526,538	439,914	—	2,491,770,805
								Programme de la citoyenneté et de la culture				
								Fonctionnement				
...	12,958,000	...	...	774,574	141,610	...	13,874,184	**Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme**	12,603,330	1,270,854	...	12,753,751
...	12,995,000	480,000	7,854	(950,740)	89,590	...	12,621,704	**Développement de la citoyenneté**	12,240,984	380,720	...	11,857,636
...	7,293,000	...	...	99,364	37,570	...	7,429,934	**Multiculturalisme**	6,456,797	973,137	...	7,702,757
...	5,750,000	4,806,001	92,532	602,723	290,209	...	11,541,465	**Culture canadienne**	11,006,705	534,760	...	6,674,553
...	1,284,000	...	6,358	(93,322)	8,670	...	1,205,706	**Droits de la personne**	1,328,347	(122,641)	...	1,321,896
...	40,280,000	5,286,001	106,744	432,599	567,649	...	46,672,993	**Total—Fonctionnement**	43,636,163	3,036,830	...	40,310,593

								Capital				
								Enregistrement de la citoyenneté				
...	28,000	...	...	...	...	...	28,000	et promotion du civisme	129,929	(101,929)	...	71,839
...	18,000	...	...	...	...	...	18,000	Développement de la citoyenneté	251,295	(233,295)	...	261,026
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Multiculturalisme	87,433	(83,433)	...	88,820
...	29,000	...	...	...	...	...	29,000	Culture canadienne	57,478	(28,478)	...	94,187
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Droits de la personne	20,390	(19,390)	...	5,716
...	80,000	...	...	...	...	...	80,000	Total—Capital	546,525	(466,525)	...	521,588
								Paiements de transfert				
								Enregistrement de la citoyenneté				
...	4,868,000	...	...	4,014,993	...	...	8,882,993	et promotion du civisme	8,882,993	...	...	7,888,115
...	99,210,000	6,490,067	...	(2,679,593)	...	...	103,020,474	Développement de la citoyenneté	100,616,280	2,404,194	...	126,263,497
...	17,052,000	1,860,000	...	(1,591,000)	...	...	17,321,000	Multiculturalisme	16,138,999	1,182,001	...	18,371,521
...	5,810,000	1,717,314	...	425,000	28,300	...	7,980,614	Culture canadienne	7,885,909	94,705	...	8,909,758
...	980,000	...	...	276,000	...	...	1,256,000	Droits de la personne	1,042,231	213,769	...	1,197,121
...	127,920,000	10,067,381	...	445,400	28,300	...	138,461,081	Total—Paiements de transfert	134,566,412	3,894,669	...	162,630,012
								Sommaire du programme				
								Enregistrement de la citoyenneté				
...	17,854,000	...	...	4,789,567	141,610	...	22,785,177	et promotion du civisme	21,616,252	1,168,925	...	20,713,705
...	112,223,000	6,970,067	7,854	(3,630,333)	89,590	...	115,660,178	Développement de la citoyenneté	113,108,559	2,551,619	...	138,[illegible]82,159
...	24,349,000	1,860,000	...	(1,491,636)	37,570	...	24,754,934	Multiculturalisme	22,683,229	2,071,705	...	26,163,098
...	11,589,000	6,523,315	92,532	1,027,723	318,509	...	19,551,079	Culture canadienne	18,950,092	600,987	...	15,678,498
...	2,365,000	...	6,358	182,678	8,670	...	2,462,706	Droits de la personne	2,390,968	71,738	...	2,524,733
...	168,200,000	15,353,382	106,744	877,999	595,949	...	185,214,074	**Total du programme—Budgétaire**	178,749,100	6,464,974	...	203,462,193
...	3,093,604,000	53,231,784	152,032	...	(7,315,383)	...	3,139,672,433	**Total du département—Budgétaire**	3,128,623,029	11,049,404	...	3,042,331,521
								Conseil consultatif canadien de la situation de la femme				
								Fonctionnement				
								Conseil consultatif canadien de				
...	2,372,000	92,533	...	...	...	...	2,464,533	la situation de la femme	2,330,491	134,042	...	2,384 331
								Capital				
								Conseil consultatif canadien de				
...	11,000	...	...	...	...	...	11,000	la situation de la femme	94,185	(83,185)	...	6,568
...	2,383,000	92,533	...	...	...	...	2,475,533	**Total du programme—Budgétaire**	2,424,676	50,857	...	2,390,899
								Commission de la Fonction publique				
								Fonctionnement				
								Programmes de la catégorie de				
...	6,527,000	...	...	...	62,250	...	6,589,250	la gestion	6,769,954	(180,704)	...	6,395,144
								Programmes de dotation des catégories autres que celle de				
...	43,612,000	...	...	...	385,950	...	43,997,950	la gestion	35,604,067	8,393,883	...	33,155,801
...	4,597,000	...	...	...	49,800	...	4,646,800	Appels et enquêtes	4,501,902	144,898	...	4,561,712
...	2,548,000	...	...	...	24,900	...	2,572,900	Vérification	2,439,474	133,426	...	2,173,137
								Subvention au perfectionnement				
...	2,885,000	...	...	...	...	...	2,885,000	et à la formation du personnel	2,784,163	100,837	...	2,885,000

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
8,583,679	13,806,000	...	...	...	(94,576)	(14,008,000)	8,287,103	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	(1,005,392)	...	9,292,495	(1,767,170)
...	37,237,000	...	...	...	435,750	...	37,672,750	Formation linguistique	36,374,897	1,297,853	...	35,283,487
...	27,447,000	...	66,700	...	286,350	...	27,800,050	Administration	28,841,899	(1,041,849)	...	27,389,450
...	(14,008,000)	...	...	...	...	14,008,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
8,583,679	124,651,000	...	66,700	...	1,150,424	...	134,451,803	Total—Fonctionnement	116,310,964	8,848,344	9,292,495	110,076,561
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Programmes de la catégorie de la gestion	71,162	(69,162)	...	18,920
...	109,000	...	...	...	...	...	109,000	Programmes de dotation des catégories autres que celle de la gestion	224,901	(115,901)	...	151,226
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Appels et enquêtes	25,679	(16,679)	...	40,443
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Vérification	13,927	(9,927)	...	3,384
...	250,000	...	...	...	46,576	...	296,576	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	296,576	...	...	1,104,222
...	100,000	...	...	...	...	...	100,000	Formation linguistique	132,064	(32,064)	...	118,472
...	160,000	...	...	...	...	...	160,000	Administration	267,521	(107,521)	...	1,744,224
...	634,000	...	...	...	46,576	...	680,576	Total—Capital	1,031,830	(351,254)	...	3,180,891
								Sommaire du programme				
...	6,529,000	...	...	...	62,250	...	6,591,250	Programmes de la catégorie de la gestion	6,841,116	(249,866)	...	6,414,064
...	43,721,000	...	...	...	385,950	...	44,106,950	Programmes de dotation des catégories autres que celle de la gestion	35,828,968	8,277,982	...	33,307,027
...	4,606,000	...	...	...	49,800	...	4,655,800	Appels et enquêtes	4,527,581	128,219	...	4,602,155
...	2,552,000	...	...	...	24,900	...	2,576,900	Vérification	2,453,401	123,499	...	2,176,521
...	2,885,000	...	...	...	...	...	2,885,000	Subvention au perfectionnement et à la formation du personnel	2,784,163	100,837	...	2,885,000
8,583,679	48,000	...	...	...	(48,000)	...	8,583,679	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	(708,816)	...	9,292,495	(662,948)
...	37,337,000	...	...	...	435,750	...	37,772,750	Formation linguistique	36,506,961	1,265,789	...	35,401,939

...	27,607,000	...	66,700	...	286,350	...	27,960,050	Administration	29,109,420	(1,149,370)	...	29,133,674
8,583,679	**125,285,000**	**...**	**66,700**	**...**	**1,197,000**	**...**	**135,132,379**	**Total du programme—Budgétaire**	**117,342,794**	**8,497,090**	**9,292,495**	**113,257,452**
								Conseil de recherches en sciences humaines				
								Fonctionnement				
...	6,225,000	...	...	...	51,000	...	6,276,000	Administration	5,748,244	527,756	...	5,648,766
								Capital				
...	32,000	...	...	...	...	...	32,000	Administration	228,152	(196,152)	...	202,597
								Paiements de transfert				
...	54,624,000	2,900,000	...	...	...	...	57,524,000	Subventions et bourses	57,233,821	290,179	...	57,009,000
								Sommaire du programme				
...	54,624,000	2,900,000	...	...	...	...	57,524,000	Subventions et bourses	57,233,821	290,179	...	57,009,000
...	6,257,000	...	...	...	51,000	...	6,308,000	Administration	5,976,396	331,604	...	5,851,363
...	**60,881,000**	**2,900,000**	**...**	**...**	**51,000**	**...**	**63,832,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**63,210,217**	**621,783**	**...**	**62,860,363**
								Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
								Fonctionnement				
...	2,767,000	550,000	4,862	...	21,000	...	3,342,862	Bureau de la coordonnatrice	3,091,221	251,641	...	2,997,851
								Capital				
...	37,000	...	...	...	...	...	37,000	Bureau de la coordonnatrice	17,554	19,446	...	86,657
...	**2,804,000**	**550,000**	**4,862**	**...**	**21,000**	**...**	**3,379,862**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,108,775**	**271,087**	**...**	**3,084,508**
8,583,679	**3,284,957,000**	**56,774,317**	**223,594**	**...**	**(6,046,383)**	**...**	**3,344,492,207**	**Total du ministère—Budgétaire**	**3,314,709,491**	**20,490,221**	**9,292,495**	**3,223,924,743**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des langues officielles				
							Subventions				
							Promotion des langues officielles				
...	3,993,000	...	...	(1,958,662)	...	2,034,338	Subventions à des associations bénévoles sans but lucratif afin de favoriser l'utilisation des langues officielles	1,848,661	185,677	...	2,025,444
...	17,779,000	...	...	(524,464)	...	17,254,536	Subventions pour aider les fédérations nationales, les associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle	17,055,684	198,852	...	18,351,294
...	21,772,000	...	...	(2,483,126)	...	19,288,874	Total—Subventions	18,904,345	384,529	...	20,376,738
							Contributions				
							Langues officielles dans l'enseignement				
...	210,832,000	1	...	2,270,018	...	213,102,019	Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses d'été pour l'apprentissage des langues et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	212,832,601	269,418	...	201,272,042
...	402,000	...	...	801,981	...	1,203,981	Contributions, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale	908,571	295,410	...	666,340
...	892,000	...	...	(100,000)	...	792,000	Contributions à des établissements, associations et organismes à des fins de collecte et de diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement	718,235	73,765	...	714,273
...	212,126,000	1	...	2,971,999	...	215,098,000		214,459,407	638,593	...	202,652,655
							Promotion des langues officielles				
...	2,925,000	...	...	539,421	...	3,464,421	Contributions à des associations bénévoles sans but lucratif et à des administrations publiques autres que fédérales afin de favoriser l'utilisation des langues officielles	3,135,046	329,375	...	...

...	1,760,000	...	...	1,143,705	...	2,903,705	Contributions aux fédérations nationales et aux associations provinciales ainsi qu'à tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle	2,891,505	12,200	...	1,971,129
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,775,204
...	4,685,000	...	...	1,683,126	...	6,368,126		6,026,551	341,575	...	3,746,333
...	**216,811,000**	**1**	**...**	**4,655,125**	**...**	**221,466,126**	Total—Contributions	**220,485,958**	**980,168**	**...**	**206,398,988**
							Sommaire du programme par activité				
...	212,126,000	1	...	2,971,999	...	215,098,000	**Langues officielles dans l'enseignement**	214,459,407	638,593	...	202,652,655
...	26,457,000	...	...	(800,000)	...	25,657,000	**Promotion des langues officielles**	24,930,896	726,104	...	24,123,071
...	**238,583,000**	**1**	**...**	**2,171,999**	**...**	**240,755,000**	**Total du programme**	**239,390,303**	**1,364,697**	**...**	**226,775,726**
							Programme d'aide à l'éducation				
							Contributions				
							Aide à l'éducation				
...	2,277,000,000	...	...	...	795,375	2,277,795,375	(S) Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces aux termes de la Partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	2,277,795,375	...	...	2,264,823,867
...	269,946,000	25,566,000	...	...	(9,999,237)	285,512,763	(S) Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts, les obligations contractées et les paiements de remplacement aux provinces en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	285,512,763	...	...	206,551,441
...	...	12,312,400	...	(3,999,997)	...	8,312,403	Contributions aux établissements postsecondaires et aux organismes bénévoles afin de créer ou d'accroître les possibilités de recherche et de développement	8,309,675	2,728	...	10,232,593
...	**2,546,946,000**	**37,878,400**	**...**	**(3,999,997)**	**(9,203,862)**	**2,571,620,541**	**Total du programme**	**2,571,617,813**	**2,728**	**...**	**2,481,607,901**
							Programme de la citoyenneté et de la culture				
							Subventions				
							Développement de la citoyenneté				
...	23,445,000	4,400,000	...	(2,585,851)	...	25,259,149	Subventions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des groupes et à des organisations pour des projets d'échange de jeunes	24,615,896	643,253	...	22,239,701

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	27,507,300	1,011,854	...	(1,744,053)	...	26,775,101	Subventions aux centres d'accueil, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et aux journaux autochtones	25,852,332	922,769	...	25,085,527
...	50,952,300	5,411,854	...	(4,329,904)	...	52,034,250		50,468,228	1,566,022	...	47,325,228
							Multiculturalisme				
...	13,555,000	1,860,000	...	(1,727,149)	...	13,687,851	Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel	12,561,969	1,125,882	...	13,961,866
							Culture canadienne				
							Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale:				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Terre-Neuve	15,000	...	...	15,000
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Île-du-Prince-Édouard	12,000	...	...	12,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Nouvelle-Écosse	15,000	...	...	15,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Nouveau-Brunswick	15,000	...	...	15,000
...	22,000	...	...	...	...	22,000	Québec	22,000	...	...	22,000
...	22,000	...	...	...	...	22,000	Ontario	22,000	...	...	22,000
...	19,000	...	...	...	...	19,000	Manitoba	19,000	...	...	19,000
...	19,000	...	...	...	...	19,000	Saskatchewan	19,000	...	...	19,000
...	19,000	...	...	...	...	19,000	Alberta	19,000	...	...	19,000
...	22,000	...	...	...	...	22,000	Colombie-Britannique	22,000	...	...	22,000
...	2,645,000	...	...	(150,000)	...	2,495,000	Célébrations de la Fête du Canada	2,436,364	58,636	...	2,205,423
...	1,200,000	...	...	(81,712)	...	1,118,288	Subventions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	1,115,898	2,390	...	1,174,939
...	98,000	...	...	...	17,202	115,202	(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	115,202	...	...	111,811
...	27,000	...	...	...	11,098	38,098	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	38,098	...	...	30,065
...	...	1,717,314	...	...	...	1,717,314	Subventions à la province de Québec à l'égard des déficits de la Corporation Québec 1534-1984, de la Corporation du 450ᵉ anniversaire de Cartier à Gaspé (1984) et de la Corporation des fêtes de Percé 1984	1,717,314	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,414,552

...	4,150,000	1,717,314	...	(231,712)	28,300	5,663,902		5,602,876	61,026	...	6,116,790
							Droits de la personne				
...	783,000	...	...	(10,456)	...	772,544	Subventions à des organismes, des établissements, des particuliers et des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne	571,775	200,769	...	802,527
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	202,885
...	783,000	...	...	(10,456)	...	772,544		571,775	200,769	...	1,005,412
...	**69,440,300**	**8,989,168**	...	**(6,299,221)**	**28,300**	**72,158,547**	Total—Subventions	**69,204,848**	**2,953,699**	...	**68,409,296**
							Contributions				
							Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme				
...	4,622,000	...	...	3,476,137	...	8,098,137	Contributions à l'égard des frais liés à l'acquisition de la citoyenneté canadienne et à l'enseignement des langues aux immigrants équivalant à la moitié de la part de l'administration provinciale ou territoriale concernée	8,098,137	...	...	7,389,629
...	246,000	...	...	538,856	...	784,856	Contributions aux provinces et aux territoires destinées à couvrir le coût des manuels de langues pour les cours de préparation à la citoyenneté	784,856	...	...	498,486
...	4,868,000	...	...	4,014,993	...	8,882,993		8,882,993	...	...	7,888,115
							Développement de la citoyenneté				
...	24,254,000	...	...	630,325	...	24,884,325	Contributions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des organismes bénévoles pour des projets d'échange de jeunes; OPCAN	24,633,001	251,324	...	55,909,988
...	24,003,700	1,078,213	...	1,019,986	...	26,101,899	Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses en capital des centres d'accueil	25,515,051	586,848	...	23,028,281
...	48,257,700	1,078,213	...	1,650,311	...	50,986,224		50,148,052	838,172	...	78,938,269
							Multiculturalisme				
...	3,497,000	...	...	136,149	...	3,633,149	Contributions aux provinces, à des groupes bénévoles, à des universités, des institutions et des particuliers pour promouvoir le développement culturel	3,577,030	56,119	...	4,409,655
							Culture canadienne				
							Contributions à des organismes bénévoles, à				

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	1,660,000	...	...	6,712	...	1,666,712	des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	1,633,033	33,679	...	1,657,611
...	...	...	...	150,000	...	150,000	Contribution à la Commission du centenaire de Vancouver	150,000	...	...	...
...	...	...	...	500,000	...	500,000	Contribution au «Dr. Sun Yat-Sen Garden Society of Vancouver»	500,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,135,357
...	1,660,000	...	...	656,712	...	2,316,712		2,283,033	33,679	...	2,792,968
							Droits de la personne				
...	197,000	...	...	10,456	...	207,456	Contributions à des organismes, des établissements et des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne	195,456	12,000	...	191,709
...	...	...	...	276,000	...	276,000	Contributions au programme «Court Challenges»	275,000	1,000	...	...
...	197,000	...	...	286,456	...	483,456		470,456	13,000	...	191,709
...	58,479,700	1,078,213	...	6,744,621	...	66,302,534	Total—Contributions	65,361,564	940,970	...	94,220,716
							Sommaire du programme par activité				
...	4,868,000	...	...	4,014,993	...	8,882,993	Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme	8,882,993	...	...	7,888,115
...	99,210,000	6,490,06[illegible]	...	(2,679,593)	...	103,020,474	Développement de la citoyenneté	100,616,280	2,404,194	...	126,263,497
...	17,052,000	1,860,[illegible]0	...	(1,591,000)	...	17,321,000	Multiculturalisme	16,138,999	1,182,001	...	18,371,521
...	5,810,000	1,717,[illegible]	...	425,000	28,300	7,980,614	Culture canadienne	7,885,909	94,705	...	8,909,738
...	980,000	...	...	276,000	...	1,256,000	Droits de la personne	1,04[illegible],231	213,769	...	1,197,121
...	127,920,000	10,067,381	...	445,400	28,300	138,461,081	**Total du programme**	134,566,412	3,894,669	...	162,630,012
...	2,913,449,000	47,945,782	...	(1,382,598)	(9,175,562)	2,950,836,622	**Total du département**	2,945,574,528	5,262,094	...	2,871,013,638
							Conseil de recherches en sciences humaines				
							Subventions				
...	54,624,000	2,900,000	...	...	...	57,524,000	Subventions et bourses Subventions et bourses	57,233,821	290,179	...	57,009,000
...	54,624,000	2,900,000	...	...	...	57,524,000	**Total du programme**	57,233,821	290,179	...	57,009,000
...	2,968,073,000	50,845,782	...	(1,382,598)	(9,175,562)	3,008,360,622	Total du ministère	3,002,808,349	5,552,273	...	2,928,022,638

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Commission de la Fonction publique			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel			
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	14,008,000	13,118,536	13,554,649
Total du programme—Budgétaire	**14,008,000**	13,118,536	**13,554,649**
Total du ministère—Budgétaire	**14,008,000**	13,118,536	**13,554,649**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration et des opérations régionales		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	57,311	19,586
Divers	74,486	35,408
	131,797	54,994
Autres recettes non fiscales—		
Frais—demande sur l'accès à l'information	2,768	562
Divers	7,539	4,438
	10,307	5,000
Total du programme	**142,104**	**59,994**
Programme des langues officielles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais d'étude	7,476	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	139,321	126,881
Divers	426,770	152,794
	573,567	279,675
Autres recettes non fiscales—		
Divers	455	1,000
Total du programme	**574,022**	**280,675**
Programme d'aide à l'éducation		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Prêts aux étudiants du Canada (capital)	28,540,372	23,876,514
Prêts aux étudiants du Canada (catégorie A—Intérêts)	6,798	4,532
Prêts aux étudiants du Canada (catégorie B—Intérêts)	46,746	364,710
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	8,978	2,955
Divers	385,116	259,173
	28,988,010	24,507,884
Autres recettes non fiscales—		
Prêts aux étudiants du Canada (intérêts)	8,802,486	7,560,384
Divers	268	2,083
	8,802,754	7,562,467
Total du programme	**37,790,764**	**32,070,351**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme de la citoyenneté et de la culture		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	897,378	317,622
Divers	410,187	312,707
	1,307,565	630,329
Privilèges, licences et permis—		
Droits pour certificats de citoyenneté	4,208,037	2,170,579
Autres recettes non fiscales—		
Pension des lieutenants-gouverneurs	41,324	24,260
Hospitalité Canada	49,245	151,510
Divers	5,135	1,000
	95,704	176,770
Total du programme	**5,611,306**	**2,977,678**
Total du département	**44,118,196**	**35,388,698**
Commission de la Fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de salaires	59,215	42,778
Frais médicaux	...	1,335
Ventes d'immobilisations	...	915,297
Annulation des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	6,400	4,000
Transfert du matériel	...	8,000
Indemnité d'isolement	2,637	...
Divers	42,553	33,198
	110,805	1,004,608
Rémunérations de services—		
Transcription	...	2,376
Frais généraux chargés à la Direction générale du perfectionnement par la Direction générale des systèmes de services généraux	204,000	204,000
Frais de services informatiques à la Direction générale du perfectionnement par la Direction générale des systèmes de services généraux	41,949	...
Divers	1,333	3,016
	247,282	209,392

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Locations d'habitations—isolement	131,621	106,370
Divers	(1,035)	...
	130,586	106,370
Total du programme	**488,673**	**1,320,370**
Conseil de recherches en sciences humaines		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de paiements en trop et de sommes non dépensées provenant de paiements de transfert	629,778	454,898
Recouvrements de dépenses en fonctionnement de l'exercice précédent	24	156
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	5,022	232
	634,824	455,286
Autres recettes non fiscales—		
Services sous la Loi sur l'accès à l'information	10	5
Total du programme	**634,834**	**455,291**
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	871	...
Total du programme	**871**	...
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**31,747,439**	**26,932,776**
Privilèges, licences et permis	**4,208,037**	**2,170,579**
Rémunérations de services	**247,282**	**209,392**
Autres recettes non fiscales	**9,039,816**	**7,851,612**
Total du ministère	**45,242,574**	**37,164,359**

SECTION 25

COMPTES PUBLICS
1985-86

Solliciteur général

Département
Service canadien du renseignement de sécurité
Service correctionnel
Commission nationale des libérations conditionnelles
Gendarmerie royale du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	25.2
Sommaire du ministère	25.4
Programmes par activité	25.6
Paiements de transfert	25.9
Détail des montants portés au crédit	25.12
Recettes	25.12

Département

Objectif

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour tous les programmes du ministère.

Description de l'activité

Administration centrale
Le Ministre, le sous-ministre et leur personnel immédiat, planification des politiques, évaluation des programmes, recherches, statistiques, communication et consultation, planification et analyse des services de police et de sécurité, le directeur général de l'administration, les conseillers juridiques et l'enquêteur correctionnel.

Service canadien du renseignement de sécurité

Objectif

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

Description de l'activité

Service canadien du renseignement de sécurité
Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

Service correctionnel

Objectif

Administrer les peines imposées par les tribunaux et préparer les détenus à leur réinsertion sociale en tant que citoyens utiles.

Description des activités

Planification et gestion
Gestion de l'administration centrale, des administrations régionales et des établissements; élaboration de politiques et de plans, et contrôle de leur efficacité; établissement de bonnes communications et sensibilisation du public.

Garde des détenus
Sécurité et garde des détenus en vue de minimiser les possibilités, pour le détenu, de se faire du tort et de nuire à la population, au personnel et aux autres détenus.

Éducation, formation et emploi des détenus
Occasions de travail et de formation dans les domaines industriels, professionnels et scolaires en vue de préparer le détenu à occuper un emploi utile dans la collectivité et d'en faire un citoyen productif et conscient de ses obligations.

Gestion des cas des détenus
Orientation et direction des détenus en vue de leur réinsertion sociale; surveillance des détenus d'établissements fédéraux et provinciaux libérés sous condition, et aide aux libérés conditionnels et aux autres détenus de pénitenciers fédéraux remis en liberté.

Services de santé
Services médicaux, dentaires, pyschiatriques et thérapeutiques pour les détenus.

Services techniques
Alimentation, vêtements et services aux établissements; entretien des pénitenciers et des installations de chauffage; services d'ingénierie et d'architecture.

Administration
Services reliés au personnel, aux finances et à l'administration générale.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectif

Exercer des pouvoirs légaux et des pouvoirs de réglementation pour accorder et contrôler la mise en liberté sous condition des personnes qui purgent des peines d'emprisonnement et présenter des recommandations en vue de l'octroi de pardons et de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

Description de l'activité

Opérations de la Commission
Conformément aux dispositions de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus et d'autres lois pertinentes, la Commission nationale des libérations conditionnelles est un organisme administratif autonome qui octroie, refuse et dirige la mise en liberté sous condition accordée à des détenus incarcérés dans les pénitenciers fédéraux, et elle recommande l'exercice de la prérogative royale de clémence ainsi que l'octroi de pardons. En outre, la Commission nationale des libérations conditionnelles exerce les mêmes pouvoirs et responsabilités, à l'exception de l'octroi d'absences temporaires aux détenus sous juridiction provinciale incarcérés dans les provinces qui n'ont pas de commission provinciale de libération conditionnelle.

Gendarmerie royale du Canada (GRC)

Programme d'application de la loi

Objectif

Appliquer la loi, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

Description des activités

Application des lois et des décrets fédéraux

- Prévenir et déceler les infractions aux lois fédérales telles que la Loi sur les stupéfiants, la Loi sur la faillite, la Loi sur l'immigration et les lois fiscales.
- Effectuer certaines tâches relevant d'autres ministères fédéraux sur une base de recouvrement des frais comme, par exemple, la sécurité des aéroports.
- Assurer la protection des personnalités étrangères en visite au Canada, des diplomates et des hauts fonctionnaires canadiens.

Services canadiens de police

Exploitation de laboratoires judiciaires de recherche dans l'ensemble du pays ainsi que des principaux services d'identité, du Centre d'information de la police canadienne, du Collège canadien de police à Ottawa et des services des dossiers.

- Les laboratoires judiciaires de recherche de Halifax, de Sackville, d'Ottawa, de Winnipeg, de Régina, d'Edmonton et de Vancouver offrent une aide scientifique et technique aux corps policiers du Canada ainsi qu'aux agences judiciaires en ce qui a trait aux enquêtes judiciaires et aux questions de sécurité.
- Les services d'identité constituent le dépôt central des dossiers judiciaires et des renseignements sur la criminalité. Leur rôle est de recueillir, de tenir à jour, de classer et de préserver les données d'identité et les renseignements en provenance de tous les corps policiers et des pénitenciers du Canada, de même que d'organismes fédéraux et de simples particuliers; ils transmettent aux organismes dûment autorisés des renseignements relatifs à ces dossiers.
- Le Centre d'information de la police canadienne dispose d'un système intégré et automatisé d'information sur la criminalité afin de fournir une aide immédiate à tous les corps policiers du Canada dans l'exécution de leurs fonctions.
- Le Collège canadien de police donne des cours spécialisés de formation policière aux membres des services de police du Canada et d'agences policières de même qu'à des membres de services de police étrangers.
- Les services des dossiers offrent une gestion efficace des dossiers en vue d'aider la Gendarmerie dans l'exécution de ses fonctions administratives et de ses opérations.

Services de police à contrat

Accords de services de police à frais partagés, conclus en vue de l'application du Code criminel, des lois provinciales, des ordonnances territoriales et des règlements municipaux dans toutes les provinces, s'il y a lieu, à l'exception de l'Ontario et du Québec, dans certaines municipalités des provinces contractantes, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon.

Administration

Bureau et personnel du commissaire, gestion centrale et divisionnaire, services de soutien administratif et formation des recrues et des membres.

Pensions et autres prestations des employés

Contribution de l'État au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au Régime de pensions du Canada, au Régime de rentes du Québec, au Régime de pensions visé par la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada et à d'autres postes du même genre.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquée dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	21,800,600	...	...	21,800,600	1	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	1	...	1	1b	**Virement de $2,104,999 du crédit 5 (Solliciteur général)**				
...	...	...	2,104,999	2,104,999		**Virement du: crédit 5**				
...	...	...	109,769	109,769		**CT, crédit 10[1]**				
...	21,800,600	1	2,214,768	24,015,369		**Total—Crédit 1**	22,517,099	1,498,270	...	21,470,638
...	163,911,000	...	...	163,911,000	5	**Subventions et contributions**				
...	...	...	(2,104,999)	(2,104,999)		**Virement au crédit 1**				
...	163,911,000	...	(2,104,999)	161,806,001		**Total—Crédit 5**	95,293,782	66,512,219	...	17,322,276
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	**Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	41,683
...	1,803,000	...	185,000	1,988,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	1,988,000	...	...	1,436,500
...	**187,557,000**	**1**	**291,899**	**187,848,900**		**Total du département—Budgétaire**	**119,838,411**	**68,010,489**	...	**40,271,097**
						Service canadien du renseignement de sécurité[2]				
...	115,908,000	...	...	115,908,000	10	**Dépenses du programme**				
...	...	...	11,968	11,968		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	115,908,000	...	11,968	115,919,968		**Total—Crédit 10**	115,890,553	29,415	...	...
...	**115,908,000**	...	**11,968**	**115,919,968**		**Total du programme—Budgétaire**	**115,890,553**	**29,415**	...	...
						Service correctionnel				
...	574,560,000	...	...	574,560,000	15	**Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	296,956	296,956		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	574,560,000	...	296,956	574,856,956		**Total—Crédit 15**	537,798,139	37,058,817	...	553,149,405
...	168,769,000	...	...	168,769,000	20	**Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital**	133,974,849	34,794,151	...	132,463,715
...	177,000	...	(14,310)	162,690	(S)	**Pensions et autres avantages sociaux des employés**	162,690	...	...	164,103
...	52,326,000	...	5,374,000	57,700,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	57,700,000	...	...	54,101,000
...	...	...	19,259	19,259	(S)	**Remise de prêts aux libérés conditionnels**	19,259	...	...	10,484

...	...	...	34,116	34,116	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	34,116	...	...	185
...	795,832,000	...	5,710,021	801,542,021		Total budgétaire	729,689,053	71,852,968	...	739,888,892
30,669	...	...	...	30,669	L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels. Loi n° 3 de 1983 portant affectation de crédits. Limite $50,000 (Net)	5,306	...	25,363	3,320
...	795,832,000	...	5,710,021	801,542,021		**Total du programme—Budgétaire**	729,689,053	71,852,968	...	739,888,892
30,669	...	...	...	30,669		**Non budgétaire**	5,306	...	25,363	3,320
						Commission nationale des libérations conditionnelles				
...	13,471,000	...	...	13,471,000	25	Dépenses du programme				
...	...	853,200	...	853,200	25b	Dépenses du programme				
...	...	...	31,229	31,229		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	13,471,000	853,200	31,229	14,355,429		Total—Crédit 25	13,131,516	1,223,913	...	12,465,949
...	1,498,000	...	154,000	1,652,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,652,000	...	...	1,507,000
...	14,969,000	853,200	185,229	16,007,429		**Total du programme—Budgétaire**	14,783,516	1,223,913	...	13,972,949
						Gendarmerie royale du Canada				
						Programme d'application de la Loi[3]				
...	596,929,000	...	...	596,929,000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	30c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	86,020	86,020		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	596,929,000	1	86,020	597,015,021		Total—Crédit 30	576,000,695	21,014,326	...	607,060,069
...	90,041,000	...	...	90,041,000	35	Dépenses en capital	76,563,276	13,477,724	...	90,900,682
...	127,575,000	...	(806,933)	126,768,067	(S)	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	126,768,067	...	...	121,975,854
...	13,745,000	...	1,409,000	15,154,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,154,000	...	...	15,659,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	281,453
...	828,290,000	1	688,087	828,978,088		**Total du programme—Budgétaire**	794,486,038	34,492,050	...	835,877,058
...	1,942,556,000	853,202	6,887,204	1,950,296,406		**Total du ministère—Budgétaire**	1,774,687,571	175,608,835	...	1,630,009,996
30,669	...	...	...	30,669		**Non budgétaire**	5,306	...	25,363	3,320

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Les montants de l'exercice précédent sont présentés sous le programme d'application de la loi (GRC).

[3] Les montants de l'exercice précédent comprennent les recettes du Service canadien du renseignement de sécurité. Ces montants n'ont pas été ajustés pour fins de comparaison.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	23,546,000	1	109,769	2,108,999	182,130	...	25,946,899	Administration centrale	23,879,207	2,067,692	...	21,893,989
								Capital				
...	100,000	...	...	(4,000)	...	...	96,000	Administration centrale	665,422	(569,422)	...	1,054,832
								Paiements de transfert				
...	163,911,000	...	...	(2,104,999)	...	...	161,806,001	Administration centrale	95,293,782	66,512,219	...	17,322,276
...	187,557,000	1	109,769	...	182,130	...	187,848,900	**Total du département—Budgétaire**	119,838,411	68,010,489	...	40,271,097
								Service canadien du renseignement de sécurité[1]				
								Fonctionnement				
...	115,908,000	...	11,968	...	...	...	115,919,968	Service canadien du renseignement de sécurité	115,890,553	29,415	...	...
...	115,908,000	...	11,968	...	...	...	115,919,968	**Total du programme—Budgétaire**	115,890,553	29,415	...	...
								Service correctionnel				
								Fonctionnement				
...	21,121,000	...	11,166	...	216,931	...	21,349,097	Planification et gestion	21,419,360	(70,263)	...	22,709,991
...	149,202,000	...	...	...	1,773,420	...	150,975,420	Garde des détenus	140,103,063	10,872,357	...	142,188,046
...	73,084,000	...	10,631	...	380,822	...	73,475,453	Éducation, formation et emploi des détenus	69,551,674	3,923,779	...	71,678,264
...	161,393,000	...	62,509	...	1,577,834	...	163,033,343	Gestion des cas des détenus	155,916,389	7,116,954	...	151,843,216
...	43,537,000	...	...	...	268,700	...	43,805,700	Services de santé	41,255,190	2,550,510	...	39,980,473
...	120,096,000	...	3,118	...	644,880	...	120,743,998	Services techniques	106,530,015	14,213,983	...	110,379,029
...	57,213,000	...	209,532	...	564,788	...	57,987,320	Administration	59,689,088	(1,701,768)	...	67,340,052
...	625,646,000	...	296,956	...	5,427,375	...	631,370,331	Total—Fonctionnement	594,464,779	36,905,552	...	606,119,071
								Capital				
...	644,000	...	...	...	...	...	644,000	Planification et gestion	231,081	412,919	...	4,833,580
...	190,000	...	...	...	...	...	190,000	Garde des détenus	332,472	(142,472)	...	1,126,584
...	3,450,000	...	...	...	...	...	3,450,000	Éducation, formation et emploi des détenus	2,406,350	1,043,650	...	4,203,225
...	720,000	...	...	...	...	...	720,000	Gestion des cas des détenus	485,892	234,108	...	764,330
...	164,000	...	...	...	...	...	164,000	Services de santé	290,088	(126,088)	...	429,624

...	162,615,000	...	...	...	...	...	162,615,000	Services techniques	129,231,026	33,383,974	...	119,665,373
...	986,000	...	...	...	...	...	986,000	Administration	997,940	(11,940)	...	1,440,999
...	168,769,000	...	...	...	...	...	168,769,000	**Total—Capital**	133,974,849	34,794,151	...	132,463,715
								Paiements de transfert				
...	1,027,000	...	...	...	...	...	1,027,000	Gestion des cas des détenus	990,691	36,309	...	1,082,533
...	390,000	...	...	...	(14,310)	...	375,690	Administration	258,734	116,956	...	223,573
...	1,417,000	...	...	...	(14,310)	...	1,402,690	**Total—Paiements de transfert**	1,249,425	153,265	...	1,306,106
								Non budgétaire				
30,669	...	...	...	...	...	...	30,669	Gestion des cas des détenus	5,306	...	25,363	3,320
								Sommaire du programme				
...	21,765,000	...	11,166	...	216,931	...	21,993,097	Planification et gestion	21,650,441	342,656	...	27,543,571
...	149,392,000	—	—	—	1,773,420	...	151,165,420	Garde des détenus	140,435,535	10,729,883	...	143,314,630
								Éducation, formation et emploi				
...	76,534,000	...	10,631	...	380,822	...	76,925,453	des détenus	71,958,024	4,967,429	...	75,881,489
								Gestion des cas des détenus—				
...	163,140,000	—	62,509	—	1,577,834	...	164,780,343	Budgétaire	157,392,972	7,387,371	...	153,690,079
30,669	...	...	...	...	...	...	30,669	Non budgétaire	5,306	...	25,363	3,320
...	43,701,000	...	...	...	268,700	...	43,969,700	Services de santé	41,545,278	2,424,422	...	40,410,097
...	282,711,000	...	3,118	...	644,880	...	283,358,998	Services techniques	235,761,041	47,597,957	...	230,044,402
...	58,589,000	...	209,532	...	550,478	...	59,349,010	Administration	60,945,762	(1,596,752)	...	69,004,624
								Total du programme—				
—	795,632,000	—	296,956	—	5,413,065	—	801,542,021	**Budgétaire**	729,689,053	71,852,968	—	739,888,892
30,669	—	—	—	—	—	—	30,669	**Non budgétaire**	5,306	—	25,363	3,320
								Commission nationale des libérations conditionnelles				
								Fonctionnement				
...	14,939,000	836,200	31,229	...	154,000	...	15,960,429	Opérations de la Commission	14,690,128	1,270,301	...	13,692,289
								Capital				
...	30,000	17,000	...	...	...	...	47,000	Opérations de la Commission	93,388	(46,388)	...	280,660
...	14,969,000	853,200	31,229	...	154,000	...	16,007,429	**Total du programme—Budgétaire**	14,783,516	1,223,913	...	13,972,949
								Gendarmerie royale du Canada				
								Programme d'application de la loi[2]				
								Fonctionnement				
								Application des lois et des				
...	253,919,000	...	...	...	...	(32,283,000)	221,636,000	décrets fédéraux	211,427,271	10,208,729	...	283,961,934
...	84,056,000	...	...	...	...	(1,121,000)	82,935,000	Services canadiens de police	78,934,408	4,000,592	...	75,497,533
...	499,504,000	...	...	...	...	(370,116,000)	129,388,000	Services de police à contrat	133,059,806	(3,671,806)	...	111,963,687
...	161,858,000	...	86,020	...	...	...	161,944,020	Administration	151,887,025	10,056,995	...	135,280,389
								Pensions et autres prestations				
...	111,693,000	...	...	...	3,197,562	...	114,890,562	des employés	114,890,562	...	...	125,046,757
...	(403,520,000)	...	...	...	...	403,520,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	707,510,000	...	86,020	...	3,197,562	...	710,793,582	**Total—Fonctionnement**	690,199,072	20,594,510	...	731,750,300

Programmes par activité—*Fin*

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	12,052,000	...	...	...	...	...	12,052,000	Application des lois et des décrets fédéraux	12,400,009	(348,009)	...	29,875,362
...	16,989,000	...	...	...	...	...	16,989,000	Services canadiens de police	12,581,660	4,407,340	...	6,081,637
...	52,611,000	...	...	...	...	...	52,611,000	Services de police à contrat	45,081,013	7,529,987	...	47,048,293
...	8,389,000	...	...	...	...	...	8,389,000	Administration	6,500,594	1,888,406	...	7,895,390
...	90,041,000	...	...	...	...	...	90,041,000	Total—Capital	76,563,276	13,477,724	...	90,900,682
								Paiements de transfert				
...	508,000	...	...	...	...	...	508,000	Services canadiens de police	315,416	192,584	...	188,290
...	604,000	1	...	...	...	...	604,001	Administration	376,769	227,232	...	168,237
...	29,627,000	...	...	...	(2,595,495)	...	27,031,505	Pensions et autres prestations des employés	27,031,505	...	...	12,869,549
...	30,739,000	1	...	...	(2,595,495)	...	28,143,506	Total—Paiements de transfert	27,723,690	419,816	...	13,226,076
								Sommaire du programme				
...	233,688,000	...	...	...	...	...	233,688,000	Application des lois et des décrets fédéraux	223,827,280	9,860,720	...	313,837,296
...	100,432,000	...	...	...	...	...	100,432,000	Services canadiens de police	91,831,484	8,600,516	...	81,767,460
...	181,999,000	...	...	...	...	...	181,999,000	Services de police à contrat	178,140,819	3,858,181	...	159,011,980
...	170,851,000	1	86,020	...	...	...	170,937,021	Administration	158,764,388	12,172,633	...	143,344,016
...	141,320,000	...	...	...	602,067	...	141,922,067	Pensions et autres prestations des employés	141,922,067	...	...	137,916,306
...	828,290,000	1	86,020	—	602,067	—	828,978,088	**Total du programme—Budgétaire**	794,486,038	34,492,050	—	835,877,058
								Total du ministère—				
...	1,942,556,000	853,202	535,942	—	6,351,262	—	1,950,296,406	Budgétaire	1,774,687,571	175,608,835	...	1,630,009,996
30,669	—	—	—	—	—	—	30,669	Non budgétaire	5,306	—	25,363	3,320

(1) Les montants de l'exercice précédent sont présentés sous le programme d'application de la loi (GRC).

(2) Les montants de l'exercice précédent comprennent les recettes du Service canadien du renseignement de sécurité. Ces montants n'ont pas été ajustés pour fins de comparaison.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Administration centrale				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Association canadienne des chefs de police	50,000	...	...	50,000
...	125,000	...	...	...	...	125,000	Société canadienne pour la prévention du crime	125,000		...	125,000
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Société John Howard	50,000	...	...	50,000
...	1,857,000	...	...	...	...	1,857,000	Organismes autorisés d'assistance postpénale	1,820,050	36,950	...	1,642,846
...	12,500,000	...	...	...	...	12,500,000	Subventions aux provinces et aux territoires pour la mise en application de la Loi sur les jeunes contrevenants	12,500,000	...	...	12,500,000
...	14,582,000	...	...	...	...	14,582,000	Total—Subventions	14,545,050	36,950	...	14,367,846
							Contributions				
							Administration centrale				
...	2,285,700	...	...	...	...	2,285,700	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	1,760,032	525,668	...	1,896,159
...	1,800,000	...	...	3,295,000	...	5,095,000	Contributions aux provinces et aux territoires en conformité avec les accords conclus avec le ministre pour les aider à élaborer des programmes et des systèmes d'information et de tenue des dossiers prévus par la Loi sur les jeunes contrevenants	1,683,243	3,411,757	...	622,887
...	145,013,000	...	...	(5,399,999)	...	139,613,001	Contributions aux provinces et aux territoires à l'égard d'ententes approuvées par le gouverneur en conseil pour le partage de coûts des services juridiques pour les adolescents aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants	77,088,944	62,524,057	...	...
...	230,300	...	...	...	...	230,300	Financement de base—Organismes bénévoles nationaux	216,513	13,787	...	111,300
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	324,084
...	149,329,000	...	...	(2,104,999)	...	147,224,001	Total—Contributions	80,748,732	66,475,269	...	2,954,430
...	163,911,000	...	...	(2,104,999)	...	161,806,001	**Total du département**	95,293,782	66,512,219	...	17,322,276

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Service correctionnel				
							Subventions				
							Administration				
...	177,000	...	...	...	(14,310)	162,690	(S) Pensions et autres avantages sociaux des employés	162,690	...	...	164,103
...	35,000	...	...	...	...	35,000	Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	57,672	(22,672)	...	15,177
...	178,000	...	...	...	...	178,000	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, aux survivants des employés du Service pénitentiaire et du Service national des libérations conditionnelles tués dans l'exercice de leurs fonctions	38,372	139,628	...	44,293
...	390,000	...	...	...	(14,310)	375,690	Total—Subventions	258,734	116,956	...	223,573
							Contributions				
							Gestion des cas des détenus				
...	1,027,000	...	...	...	...	1,027,000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus, l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	990,691	36,309	...	945,430
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	137,103
...	1,027,000	...	...	...	...	1,027,000	Total—Contributions	990,691	36,309	...	1,082,533
							Sommaire du programme par activité				
...	1,027,000	...	...	...	...	1,027,000	Gestion des cas des détenus	990,691	36,309	...	1,082,533
...	390,000	...	...	...	(14,310)	375,690	Administration	258,734	116,956	...	223,573
...	1,417,000	...	...	...	(14,310)	1,402,690	**Total du programme**	1,249,425	153,265	...	1,306,106
							Gendarmerie royale du Canada				
							Programme d'application de la loi				
							Subventions				
							Administration				
...	2,500	...	...	...	...	2,500	Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	2,500	...	...	2,500

...	1,500	...	...	...	...	1,500	Association internationale des chefs de police	1,680	(180)	...	1,668
...	600,000	...	...	...	...	600,000	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	362,589	237,411	...	164,069
...	...	1	...	...	...	1	Subvention au Fonds pour la bourse d'études créée à la mémoire de Claude Brunelle	10,000	(9,999)	...	...
...	604,000	1	...	...	...	604,001		376,769	227,232	...	168,237
							Pensions et autres prestations des employés				
...	27,326,000	...	...	...	(2,826,643)	24,499,357	(S) Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	24,499,357	...	...	10,967,619
...	2,213,000	...	...	...	236,139	2,449,139	(S) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	2,449,139	...	...	1,823,795
...	88,000	...	...	...	(4,991)	83,009	(S) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	83,009	...	...	78,135
...	29,627,000	...	...	...	(2,595,495)	27,031,505		27,031,505	...	...	12,869,549
...	30,231,000	1	...	...	(2,595,495)	27,635,506	Total—Subventions	27,408,274	227,232	...	13,037,786
							Contributions				
							Services canadiens de police				
...	508,000	...	...	...	...	508,000	Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police	315,416	192,584	...	188,290
							Sommaire du programme par activité				
...	508,000	...	...	...	...	508,000	Services canadiens de police	315,416	192,584	...	188,290
...	604,000	1	...	...	...	604,001	Administration	376,769	227,232	...	168,237
...	29,627,000	...	...	...	(2,595,495)	27,031,505	Pensions et autres prestations des employés	27,031,505	...	...	12,869,549
...	30,739,000	1	...	...	(2,595,495)	28,143,506	**Total du programme**	27,723,690	419,816	...	13,226,076
...	196,067,000	1	...	(2,104,999)	(2,609,805)	191,352,197	Total du ministère	124,266,897	67,085,300	...	31,854,458

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Gendarmerie royale du Canada			
Programme d'application de la loi			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Application des lois et des décrets fédéraux			
Services de police à d'autres ministères	32,283,000	28,982,742	29,609,177
Services canadiens de police			
Système de récupération de renseignements judiciaires	1,121,000	515,765	408,140
Autres recettes provenant des services de police	...	94,264	32,137
	1,121,000	610,029	440,277
Services de police à contrat			
Contrats de services de police provinciale	235,295,000	220,470,535	233,524,042
Contrats de services de police municipale	114,046,000	116,127,453	102,210,897
Services de police des Territoires du Nord-Ouest	15,050,000	11,400,000	17,048,786
Services de police du Territoire du Yukon	5,725,000	4,832,970	5,172,692
	370,116,000	352,830,958	357,956,417
Total du programme—Budgétaire	**403,520,000**	382,423,729	**388,005,871**
Total du ministère—Budgétaire	**403,520,000**	382,423,729	**388,005,871**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	63,624	85,027
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	117,945	112,197
	181,569	197,224
Rémunérations de services—		
Frais pour répondre aux demandes d'accès à l'information	165	...
Total du département	**181,734**	**197,224**
Service canadien du renseignement de sécurité[1]		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales—		
Divers	243,083	...
Total du programme	**243,083**	...
Service correctionnel		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Salaires et fonctionnement	781,535	596,839
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,849,801	2,054,528
	4,631,336	2,651,367
Privilèges, licences et permis—		
Locations	8,960	33,038
Chambre et pension pour détenus	172,981	156,210
Recouvrement de frais universitaires—Portion des détenus	14,419	...
	196,360	189,248
Rémunérations de services—		
Expédition par un véhicule de Service correctionnel du Canada	25,106	234
Service de blanchisserie	44,409	47,274
Contrat pour l'entretien des détenus—(Accords fédéraux-provinciaux)	206,819	851,783
Contrat pour services psychiatriques	319,361	94
Repas non tarifiés—Recettes (partie du bénéfice)	2,591	27,595
Frais d'accès à l'information	240	...
Divers	9,012	8,752
	607,538	935,732

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Vente de produits agricoles	268,878	1,940,719
Cantine pour détenus—Litige des détenus	6,181,837	5,860,972
Cantine pour détenus—Bénéfice net transféré à la Caisse de bienfaisance des détenus	(128,983)	(167,160)
Produits manufacturés	10,700,534	12,889,601
	17,022,266	20,524,132
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et confiscations—Y compris la contrebande	48,361	25,105
Divers	438,544	482,178
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	1,942	1,994
Vêtements fournis aux détenus—Y compris les prêts remboursés	2,383	2,962
Réclamations de la Couronne	29,411	18,785
Pénalité financière—Déduction à la source (salaire)	905	...
	521,546	531,024
Total du programme	22,979,046	24,831,503

Commission nationale des libérations conditionnelles

	Exercice en cours	Exercice précédent
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	6,833	4,521
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	14,732
	6,833	19,253
Autres recettes non fiscales	110	23
Total du programme	6,943	19,276

Gendarmerie royale du Canada

Programme d'application de la loi[2]

	Exercice en cours	Exercice précédent
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—		
Intérêt	2,504	9,828
Virement des bénéfices	69	547
	2,573	10,375
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement par les provinces pour diverses enquêtes	169,251	126,755
Remboursement pour services rendus à d'autres ministères gouvernementaux	144,796	182,464
Remboursement pour réparations aux véhicules automobiles	225,110	279,037
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	423,708	16,218
Divers	661,413	487,218
	1,624,278	1,091,692
Privilèges, licences et permis—		
Location de bâtiments et terrains publics	3,780,391	3,130,864
Rémunérations de services—		
Accès à l'information	1,424	1,007
Produits des ventes—		
Vente de matériel aux manufacturiers	435,568	406,911
Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	395,509	432,839
Vente de vêtements et d'équipements légers aux provinces pour des membres auxiliaires	677	100,570
Déductions sur la liste de paye—Mess de la GRC—Repas	604,081	134,714
Récépissés de caisse imposables—Mess de la GRC—Repas	934,964	871,352
Récépissés de caisse non imposables—Mess de la GRC—Repas	926,808	987,058
Versements de pension quotidienne aux mess	309,611	237,993
Vente de munitions aux membres	7,514	5,592
Ventes diverses	123,560	124,201
	3,738,292	3,301,230
Autres recettes non fiscales—		
Paiement au fonds de pension des officiers de la GRC	31,823	32,609
Paiement pour représentations du Carrousel	60,500	74,500
Fixation de dommages imposés à des membres—Véhicules automobiles	5,019	2,749
Paiement pour services de formation au Dépôt	97,107	262,119
Indemnisation provenant de l'impôt provincial sur les ventes	1,759	1,810
Divers	39,654	23,696
	235,862	397,483
Total du programme	9,382,820	7,932,651

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	2,573	10,375
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	6,444,016	3,959,536
Privilèges, licences et permis	3,976,751	3,320,112
Rémunérations de services	609,127	936,739
Produits des ventes	20,760,558	23,825,362
Autres recettes non fiscales	1,000,601	928,530
Total du ministère	32,793,626	32,980,654

[1] Les montants de l'exercice précédent sont présentés sous le programme d'application de la loi (GRC).

[2] Les montants de l'exercice précédent comprennent les recettes du Service canadien du renseignement de sécurité. Ces montants n'ont pas été ajustés pour fins de comparaison.

SECTION 26

COMPTES PUBLICS
1985-86

Transports

Département
Air Canada
Bureau canadien de la sécurité aérienne
Commission canadienne des transports
Administrateur de l'Office du transport du grain
Administration du pipe-line du Nord

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	26.2
Sommaire du ministère	26.7
Programmes par activité	26.13
Paiements de transfert	26.21
Détail des montants portés au crédit	26.32
Recettes	26.33

Département

Programme de l'administration centrale

Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et en exploiter certains éléments.

Description des activités

Direction et coordination
Cabinet du Ministre, du ministre d'État et bureaux du sous-ministre et du sous-ministre associé; coordination des politiques ministérielles, des activités d'exploitation à l'appui du transport des marchandises dangereuses, et de la liaison avec les autres ministères fédéraux, les gouvernements provinciaux, les organismes internationaux, les sociétés d'État et l'industrie du transport.

Planification, recherche et développement
Planification stratégique intermédiaire et à long terme; coordination de la planification intermodale; recherche et développement en matière de technologie et de systèmes relatifs aux transports.

Administration et services communs
Direction de l'administration financière et du personnel dans le ministère et prestation des services juridiques, de gestion de l'information, d'informatique, de télécommunications administratives, d'analyse et de contrôle des programmes, de gestion, d'administration du matériel, des contrats, et d'administration générale au ministère; vérification interne et évaluation des programmes; revue des programmes et des activités.

Formation en transports
Installations et services de formation et d'enseignement nécessaires pour fournir et améliorer les compétences techniques, professionnelles et administratives requises pour le fonctionnement du ministère.

Magasins
Fournir au ministère, à la suite de ses demandes, des articles de consommation contrôlables et les pièces de rechange initiales, afin de répondre à ses besoins, c'est-à-dire répondre aux besoins matériels à l'appui des activités de l'Administration des transports aériens, de l'Administration du transport maritime, de l'Administration des transports de surface et de l'administration centrale du ministère.

Corporation Place du Havre Canada
Activités d'aménagement, de gestion et d'aliénation de biens immobiliers situés à Vancouver (Colombie-Britannique); activités de construction et de gestion d'installations, ainsi que d'organisation et d'administration de la participation du Canada à titre de pays-hôte d'Expo «86».

Programme du transport maritime

Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport maritime sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et en exploiter certains éléments.

Description des activités

Ministère
Aides à la navigation—Prestation d'aides à la navigation, fixes ou flottantes, destinées à marquer les canaux et l'entrée des ports ainsi que les obstructions et les accidents géographiques importants; de systèmes radiogoniométriques en vue du guidage des navires en mer et aménagement de voies navigables pour permettre le passage du trafic maritime.

Systèmes et services de gestion du trafic maritime—Prestation de systèmes de gestion du trafic maritime, d'installations de communication commerciales et de sécurité ainsi que de services d'information.

Déglaçage, Arctique et autres services maritimes—Fourniture et exploitation de services, d'installations et de navires de la Garde côtière en vue de promouvoir la sécurité et la rapidité dans la circulation du trafic maritime dans les glaces; prévention des inondations dans le cours supérieur du fleuve Saint-Laurent; ravitaillement des localités du Nord; prestation, exploitation et entretien de navires, y compris le navire «NM Arctic» et services fournis à d'autres ministères et organismes.

Recherche et sauvetage en mer—Fourniture et exploitation d'installations et de services dont le rôle premier est de détecter les appels de détresse

et d'empêcher, dans la mesure du possible, toute perte de vie en mer et promotion de la sécurité chez les plaisanciers à l'aide de services de formation et de bénévoles.

Règlements—Élaboration, administration et mise en vigueur de règlements et normes maritimes, de gestion du trafic et des télécommunications maritimes; immatriculation, inspection et délivrance de permis à l'égard des navires, des véhicules à coussin d'air et des cargaisons; examen du personnel maritime et délivrance de certificats; enquêtes sur les sinistres maritimes et sur les accidents aux équipages et mise en place de programmes de prévention; fourniture de services de dépollution et d'autres services d'urgence; administration de la Loi sur la protection des eaux navigables.

Quais publics et havres—Aménagement, administration et exploitation des havres désignés, des installations et des services de terminaux.

Direction et administration—Bureaux de l'administrateur de l'Administration canadienne du transport maritime, du commissaire, des directeurs régionaux de la Garde côtière canadienne; élaboration des politiques, planification, services financiers, services du personnel et autres services au sein de l'Administration.

Sociétés d'État

Ports principaux—Fourniture d'installations d'amarrage, d'installations à terre et de services de soutien par la Société canadienne des ports aux ports de St. John's (T-N), Saint John (N-B), Belledune (N-B), Sept-Îles (Québec), Chicoutimi (Québec), Baie des Ha! Ha! (Québec), Trois-Rivières (Québec), Prescott (Ont), Port Colborne (Ont) et Churchill (Man) et par les Sociétés de port locales aux ports de St. John's (T-N), Halifax (N-É), Québec (Québec), Montréal (Québec), Vancouver (C-B) et Prince Rupert (C-B).

Ponts—Exploitation et entretien des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal par l'intermédiaire de la société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.

Programme des transports aériens

Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport aérien civil sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux et à en exploiter certains éléments.

Descriptions des activités

Aéroports autonomes et services au sol connexes
Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport aérien civil sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et en exploiter certains éléments par la construction, l'exploitation et l'entretien des aéroports autonomes civils que possède ou contrôle le ministère, ce qui comprend présentement Halifax, Montréal (Dorval et Mirabel), Ottawa, Toronto (Lester B. Pearson), Winnipeg, Calgary, Edmonton, Vancouver, et tout autre aéroport que le Conseil du Trésor pourra approuver.

Aéroports et services au sol connexes
Construction, exploitation et entretien des aéroports civils et des installations pour l'accostage des hydravions que possède ou contrôle le ministère, à l'exclusion des aéroports de Halifax, Montréal (Dorval et Mirabel), Ottawa, Toronto (Lester B. Pearson), Winnipeg, Calgary, Edmonton, et Vancouver qui sont désignés comme aéroports autonomes.

Services de la navigation aérienne
Désignation des routes aériennes; détermination de leurs installations connexes et élaboration de normes pertinentes; inspection de l'espace aérien en cause, y compris l'inspection en vol des aides à la navigation; inspection des pistes et des aires de manœuvre; conception, construction, aménagement, exploitation et entretien des installations électroniques et de télécommunications; prestation d'un système de contrôle de la circulation aérienne pour le Canada et dans la partie de l'espace aérien international dont le Canada a accepté la responsabilité par l'entremise de l'Organisation de l'aviation civile internationale; prestation de services météorologiques nécessaires à la navigation aérienne.

Services de réglementation
Élaboration et application des lois, normes et procédures relatives à l'aéronautique; inspection, examen, délivrance de permis et de certificats aux membres du personnel d'aviation, aux exploitants commerciaux, pour des aéronefs, des aéroports et des installations de navigation aérienne; surveillance du secteur de la fabrication et de la réparation des aéronefs; et promotion de la sécurité aérienne.

Services aux aéronefs
Prestation des aéronefs utilisés pour les opérations de programmes de Transports Canada, y compris des opérations de sécurité aérienne, des opérations de programmes d'autres ministères gouvernementaux; prestation de services de transport aérien aux hauts fonctionnaires du gouvernement et aux dignitaires étrangers de passage au Canada.

Direction et administration
Bureaux de l'administrateur de l'Administration canadienne des transports aériens et des administrateurs régionaux et élaboration des politiques, planification, administration financière et administration du personnel ainsi que d'autres services au sein de l'Administration.

Programme des transports de surface

Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport de surface sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et en exploiter certains éléments.

Description des activités

Transports urbains
Élaboration, mise en œuvre et surveillance des politiques, travaux de recherches, projets pilotes et programmes relatifs aux transports urbains, y compris des projets de déplacement de lignes de chemin de fer et de croisements étagés.

Sécurité routière et règlements des véhicules automobiles
Recherche, élaboration, mise en application et évaluation de politiques et de programmes concernant la sécurité routière, et promulgation et exécution de normes de sécurité, d'émission et de consommation de carburant s'appliquant aux nouveaux véhicules automobiles et aux pièces fabriquées ou importées au Canada.

Transport routier
Élaboration, mise en application et surveillance des politiques et des programmes concernant la construction et l'amélioration des routes, ponts et tunnels, et l'exploitation du transport routier extra-provincial.

Transport par eau
Élaboration, mise en application et surveillance des politiques et des programmes en vue de l'exploitation de certains services de navires à vapeur côtiers et de traversiers dont le Canada a accepté la responsabilité en particulier ceux prévus lors de l'Union et de la Confédération.

Transport ferroviaire du fret
Élaboration, mise en application et surveillance des politiques et des programmes afin d'atteindre et maintenir un réseau national ferroviaire des services de fret efficaces comprenant le transport et la manutention du grain, des graines oléagineuses et des produits traités à base de grain.

Transport ferroviaire des voyageurs
Élaboration, mise en application et surveillance des politiques et des programmes relativement à la prestation de services ferroviaires pour les voyageurs.

Direction et administration
Bureau de l'administrateur, Administration canadienne des transports de surface, et analyse des politiques, planification, coordination, services financiers et autres services au sein de l'Administration.

Air Canada

Objectif

Exploiter le commerce de transport aérien, au Canada et à l'étranger.

Bureau canadien de la sécurité aérienne

Objectif

Promouvoir la sécurité aérienne.

Description de l'activité

Promotion de la sécurité aérienne
Des enquêtes, des analyses et des rapports en ce qui a trait aux accidents, aux incidents et aux obstacles, impliquant des aéronefs civils, qui permettent d'en dégager les causes et les facteurs en vue de formuler des recommandations sur les moyens d'éliminer ou de réduire les manquements à la sécurité.

Objectif

Compte tenu de la politique nationale visant à établir un réseau de transport économique, efficient et adéquat. Réglementer l'évolution et le fonctionnement des aspects du secteur du transport qui relèvent du gouvernement fédéral en vue de protéger les intérêts des usagers des moyens de transports, maintenir la prospérité et la croissance économique au Canada ainsi que coordonner et harmoniser les activités des transporteurs.

Réglementer la sécurité des services de transport ferroviaire au Canada, afin que ceux-ci soient exploités de manière à minimiser les risques de blessures aux employés et au public, ainsi que les dommages à la propriété.

Donner des renseignements et des conseils sur les aspects économique et social de tous les modes de transports intérieurs, en direction ou en provenance du Canada, et les communiquer au gouvernement fédéral.

Administrer, économiquement et efficacement, certains programmes fédéraux de subventions pour les services de transport.

Description des activités

Transport aérien
La réglementation économique des services aériens commerciaux au Canada par la délivrance de permis d'exploitation pour ces services, le contrôle et la surveillance des activités des transporteurs aériens, l'étude et le contrôle des tarifs, la révision des acquisitions et des fusions impliquant des transporteurs aériens ou des services aériens commerciaux, et les analyses d'ordre économique et financier de l'industrie; la participation à l'élaboration d'accords aériens internationaux et la consultation avec les autorités aéronautiques étrangères relativement au transport aérien régulier et aux affrètements; et l'administration des subventions accordées aux transporteurs aériens commerciaux.

Transport par chemin de fer
La réglementation économique des services ferroviaires au Canada par l'analyse, l'élaboration et la publication de méthodes comptables et de calcul du prix de revient, la vérification des comptes des compagnies ferroviaires, l'étude et l'analyse des tarifs, et la résolution des plaintes afférentes aux tarifs; le contrôle de la qualité des services de trains de marchandises et de voyageurs; l'autorisation d'abandon d'embranchements et des demandes de centralisation des dépôts de messageries; l'élaboration et la mise en application des règlements, des normes et méthodes de sécurité relatives à l'exploitation, au matériel et à l'infrastructure ferroviaires; et l'administration des subventions versées aux compagnies ferroviaires.

Transport par eau
La délivrance de permis aux transporteurs par eau dans des zones désignées; l'étude et l'approbation des tarifs; la révision concernant les acquisitions et les fusions impliquant des transporteurs par eau; les avis au ministre du Revenu national en ce qui a trait aux demandes relatives à l'utilisation de navires étrangers pour le cabotage; et l'analyse économique et la surveillance des questions ayant trait au transport maritime international et multimodal.

Transport par véhicule à moteur
L'examen des acquisitions et des fusions impliquant des services de transport par route; l'examen et l'approbation de requêtes pour transporter des marchandises par véhicule à moteur le dimanche; la réglementation économique du service d'autocars Roadcruiser du CN à Terre-Neuve; et l'administration des subventions versées aux camionneurs.

Recherche
L'élaboration de programmes d'études et de recherches afin de donner des informations et des conseils sur les répercussions économiques et sociales de tous les modes de transport, à l'intérieur, en provenance ou à destination du Canada.

Gestion et administration
Les fonctions de direction et de gestion intégrée ainsi que des services administratifs liés aux activités de la Commission.

Administrateur de l'Office du transport du grain*

Objectif

Assurer, en ce qui a trait à des aspects précis du système de manutention et de transport des céréales, le transport rapide, efficace et organisé à destination des céréales produites dans l'Ouest canadien à l'intérieur du pays et aux divers points d'exportation.

Description des activités

Administrateur de l'Office du transport du grain
Coordination et gestion de la manutention du transport des céréales afin d'assurer le transport rapide, efficace et organisé des céréales pour servir le mieux possible les intérêts des céréaliculteurs. Ces activités comprennent notamment: l'affectation de wagons aux expéditeurs de céréales; la définition, l'élaboration et la mise en œuvre de mesures visant à assurer l'efficacité du système; l'élaboration et la mise en œuvre d'un système conceptuel d'évaluation des objectifs de rendement pour les participants au système; la gestion de la flotte de wagons-trémies du gouvernement; l'administration des ententes sur le transport routier; la prestation de fonctions de secrétariat, de services de recherche et de soutien au Comité supérieur du transport du grain; la mise sur pied d'un programme d'information publique à l'intention des céréaliculteurs et d'autres parties intéressées en ce qui a trait à l'évaluation et à la performance du système.

* Antérieurement le Bureau de l'administrateur de l'Office du transport du grain.

Administration du pipe-line du Nord

Objectif

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la Loi sur le pipe-line du Nord.

Description de l'activité

Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel
Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec le gouvernement des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires à cette fin.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme de l'administration centrale				
...	105,142,000	...	...	105,142,000	1	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	3,250,000	...	3,250,000	1b	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	1	...	1	1c	**Virement de $2,685,999 du crédit 15 (Transports)**				
...	...	...	2,685,999	2,685,999		**Virement du: crédit 15**				
...	...	...	1,870	1,870		**CT crédit 10(1)**				
...	105,142,000	3,250,001	2,687,869	111,079,870		**Total—Crédit 1**	107,676,764	3,403,106	...	106,855,709
...	11,974,000	...	...	11,974,000	5	**Dépenses en capital**				
...	...	1	...	1	5c	**Virement de $689,999 du crédit 60 (Transports)**				
...	...	...	689,999	689,999		**Virement du crédit 60**				
...	11,974,000	1	689,999	12,664,000		**Total—Crédit 5**	12,307,085	356,915	...	14,525,029
...	60,609,000	...	...	60,609,000	10	**Paiements à la Corporation Place du Havre Canada**				
...	...	...	(5,000,000)	(5,000,000)		**Virement au crédit 80**				
...	60,609,000	...	(5,000,000)	55,609,000		**Total—Crédit 10**	55,609,000	...	...	48,100,000
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	**Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	41,682
...	8,984,000	...	923,000	9,907,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	9,907,000	...	...	9,102,000
9,829,096	3,600,000	...	(3,600,000)	9,829,096	(S)	**Fonds renouvelable des magasins**	4,933,919	...	4,895,177	960,254
...	...	...	1,583,804	1,583,804	(S)	**Remise de dette en vertu de l'article 5 de la Loi autorisant l'aliénation de la Société des transports du Nord Limitée**	1,583,804	...	...	...
9,829,096	190,351,400	3,250,002	(2,718,198)	200,712,300		**Total du programme—Budgétaire**	192,057,102	3,760,021	4,895,177	179,584,674
						Programme du transport maritime				
...	447,779,000	...	...	447,779,000	15	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	63,019	63,019		**Virement du CT, crédit 10(1)**				
...	...	...	(2,685,999)	(2,685,999)		**Virement au: crédit 1**				
...	...	...	(2,540,999)	(2,540,999)		**crédit 25**				
...	...	...	(611,999)	(611,999)		**crédit 36c**				
...	...	...	(3,360,999)	(3,360,999)		**crédit 37c**				
...	...	...	(1,999,999)	(1,999,999)		**crédit 38c**				
...	447,779,000	...	(11,136,976)	436,642,024		**Total—Crédit 15**	401,341,385	35,300,639	...	409,296,897

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	340,388,000	...	...	340,388,000	20	Dépenses en capital				
...	...	14,596,000	...	14,596,000	20b	Virement de $6,450,000 du crédit 35 (Transports)				
...	...	...	6,450,000	6,450,000		Virement du crédit 35				
...	340,388,000	14,596,000	6,450,000	361,434,000		Total—Crédit 20	316,962,001	44,471,999	...	313,249,330
...	1,709,000	...	...	1,709,000	25	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée				
...	...	1	...	1	25c	Virement de $2,540,999 du crédit 15 (Transports)				
...	...	...	2,540,999	2,540,999		Virement du crédit 15				
...	1,709,000	1	2,540,999	4,250,000		Total—Crédit 25	4,156,688	93,312	...	2,590,806
...	3,855,000	...	...	3,855,000	30	Paiement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	3,855,000	...	...	4,387,000
...	21,209,000	...	...	21,209,000	35	Paiement à la Société canadienne des ports				
...	...	...	(6,450,000)	(6,450,000)		Virement au crédit 20				
...	21,209,000	...	(6,450,000)	14,759,000		Total—Crédit 35	14,126,655	632,345	...	35,167,070
...	...	1	...	1	36c	Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique—Virement de $611,999 du crédit 15 (Transports)				
...	...	...	611,999	611,999		Virement du crédit 15				
...	...	1	611,999	612,000		Total—Crédit 36c	611,111	889	...	90,403
...	...	1	...	1	37c	Paiement à l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée—Virement de $3,360,999 du crédit 15 (Transports)				
...	...	...	3,360,999	3,360,999		Virement du crédit 15				
...	...	1	3,360,999	3,361,000		Total—Crédit 37c	3,360,500	500	...	263,064
...	...	1	...	1	38c	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides—Virement de $1,999,999 du crédit 15 (Transports)				
...	...	...	1,999,999	1,999,999		Virement du crédit 15				
...	...	1	1,999,999	2,000,000		Total—Crédit 38c	1,956,050	43,950	...	1,370,672
...	2,000,000	...	...	2,000,000	40	Paiement à la Commission du port de Hamilton	2,000,000	...	...	3,048,733
...	31,730,000	...	3,269,000	34,999,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34,999,000	...	...	32,108,000

...	...	3,460,380	...	3,460,380	(S)	Décision de la Cour fédérale à l'égard de Lydon Dredging and Construction Company Ltd.	3,460,380	...	...	...
...	...	...	15,373	15,373	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	15,373	...	...	7,251
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,134,995
...	848,670,000	18,056,384	661,393	867,387,777		Total budgétaire	786,844,143	80,543,634	...	811,714,221
...	1,190,000	...	...	1,190,000	L45	Prêts à la Société canadienne des ports en vertu de l'article 25 de la Loi sur la Société canadienne des ports. (Brut)	...	1,190,000	...	2,569,795
...	6,781,000	...	...	6,781,000	L50	Prêts à la Société du port de Halifax en vertu de l'article 27, Partie II, de la Loi sur la Société canadienne des ports. (Brut)	6,781,000	...	...	...
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Prêts à la Société canadienne des ports pour fonds de roulement en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports, articles 26 et 28. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 29. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
20,000,000	7,971,000	...	...	27,971,000		Total non budgétaire	6,781,000	1,190,000	20,000,000	2,569,795
...	848,670,000	18,056,384	661,393	867,387,777		**Total du programme—Budgétaire**	786,844,143	80,543,634	—	811,714,221
20,000,000	7,971,000	...	...	27,971,000		**Non budgétaire**	6,781,000	1,190,000	20,000,000	2,569,795
						Programme des transports aériens				
...	358,522,000	...	...	358,522,000	55	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	91,200	91,200		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(1,279,999)	(1,279,999)		Virement au: crédit 86c				
...	...	...	(2,999,999)	(2,999,999)		crédit 87c				
...	358,522,000	...	(4,188,798)	354,333,202		Total—Crédit 55	330,828,401	23,504,801	...	304,377,966
...	397,685,000	...	...	397,685,000	60	Dépenses en capital				
...	...	...	(689,999)	(689,999)		Virement au crédit 5				
...	397,685,000	...	(689,999)	396,995,001		Total—Crédit 60	340,289,543	56,705,458	...	331,135,945
...	49,263,000	...	...	49,263,000	65	Subventions et contributions	38,819,113	10,443,887	...	43,813,360
...	7,198,000	...	...	7,198,000	70	Paiements au fonds renouvelable—Dépenses en capital	7,169,319	28,681	...	36,878,645
...	58,996,000	...	6,059,000	65,055,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65,055,000	...	...	58,652,000
32,076,855	(94,390,000)	9,378,000	85,012,000	32,076,855	(S)	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	(107,264,863)	...	139,341,718	18,860,244
...	...	...	884,707	884,707	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	884,707	...	...	...
...	...	...	4,538	4,538	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	4,538	...	...	50,148
32,076,855	777,274,000	9,378,000	87,081,448	905,810,303		**Total du programme—Budgétaire**	675,785,758	90,682,827	139,341,718	793,768,308

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Programme des transports de surface				
...	27,036,000	...	...	27,036,000	75	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	2,010	2,010		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	...	...	(560,000)	(560,000)		**Virement au crédit 80**				
...	27,036,000	...	(557,990)	26,478,010		**Total—Crédit 75**	24,650,458	1,827,552	...	27,150,601
...	241,622,000	...	...	241,622,000	80	**Subventions et contributions**				
					80b	**Virement de $5,000,000 du crédit 10 (Transports), de $560,000 du crédit 75 (Transports), de $30,100,000 du crédit 85 (Transports) et de $700,000 du crédit 90 (Transports)**				
...	...	22,580,000	...	22,580,000						
...	...	...	5,000,000	5,000,000		**Virement du: crédit 10**				
...	...	...	560,000	560,000		**crédit 75**				
...	...	...	30,100,000	30,100,000		**crédit 85**				
...	...	...	700,000	700,000		**crédit 90**				
...	241,622,000	22,580,000	36,360,000	300,562,000		**Total—Crédit 80**	289,769,740	10,792,260	...	395,016,418
					85	**Paiements à CN Marine Inc. et à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada**				
...	132,911,000	...	...	132,911,000						
...	...	...	(30,100,000)	(30,100,000)		**Virement au crédit 80**				
...	132,911,000	...	(30,100,000)	102,811,000		**Total—Crédit 85**	102,811,000	...	...	164,707,000
					86c	**Rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada—Virement de $1,279,999 du crédit 55 (Transports)**				
...	...	1	...	1						
...	...	...	1,279,999	1,279,999		**Virement du crédit 55**				
...	...	1	1,279,999	1,280,000		**Total—Crédit 86c**	927,732	352,268	...	1,445,816
					87c	**Paiements pour mener un programme d'essai et d'évaluation du fonctionnement des services ferroviaires à Terre-Neuve—Virement de $2,999,999 du crédit 55 (Transports)**				
...	...	1	...	1						
...	...	...	2,999,999	2,999,999		**Virement du crédit 55**				
...	...	1	2,999,999	3,000,000		**Total—Crédit 87c**	...	3,000,000	...	8,263,040
...	600,700,000	...	...	600,700,000	90	**Paiements à VIA Rail Canada Inc.**				
...	...	...	(700,000)	(700,000)		**Virement au crédit 80**				

...	600,700,000	...	(700,000)	600,000,000		Total—Crédit 90	599,792,361	207,639	...	537,516,231
...	2,500,000	...	468,288	2,968,288	(S)	Abolition des péages sur le pont Victoria	2,968,288	...	...	2,586,467
...	1,576,000	...	162,000	1,738,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,738,000	...	...	1,727,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	29,335,702
...	1,006,345,000	22,580,002	9,912,296	1,038,837,298		Total budgétaire	1,022,657,579	16,179,719	...	1,167,748,275
...	...	...	...	...		Crédits non budgétaires non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6,100,000
...	**1,006,345,000**	**22,580,002**	**9,912,296**	1,038,837,298		**Total du programme—Budgétaire**	1,022,657,579	**16,179,719**	...	**1,167,748,275**
...	...	...	...	...		**Non budgétaire**	...	...	...	**6,100,000**
41,905,951	**2,822,640,400**	**53,264,388**	**94,936,939**	3,012,747,678		**Total du département—Budgétaire**	2,677,344,582	**191,166,201**	**144,236,895**	**2,952,815,478**
20,000,000	**7,971,000**	...	...	27,971,000		**Non budgétaire**	6,781,000	**1,190,000**	**20,000,000**	**8,669,795**
						Air Canada				
420,991,000	...	...	...	420,991,000	(S)	(L) Achat d'actions de la Société en vertu de la Loi d'Air Canada, article 10. Limite de capital autorisé $750,000,000. (Brut)	...	...	420,991,000	...
522,320,735	...	...	...	522,320,735	(S)	(L) Prêts et garanties de la Couronne en vertu de la Loi d'Air Canada, article 16. Limite $750,000,000. (Brut)	(31,581,502)	...	553,902,237	(18,158,907)
943,311,735	...	...	...	943,311,735		**Total du programme—Non budgétaire**	(31,581,502)	...	**974,893,237**	**(18,158,907)**
						Bureau canadien de la sécurité aérienne				
...	12,435,000	...	...	12,435,000	95	Dépenses du programme				
...	...	8,228,375	...	8,228,375	95c	Dépenses du programme				
...	12,435,000	8,228,375	...	20,663,375		Total—Crédit 95	16,855,808	3,807,567	...	5,374,552
...	1,186,000	...	122,000	1,308,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,308,000	...	...	...
...	**13,621,000**	**8,228,375**	**122,000**	21,971,375		**Total du programme—Budgétaire**	18,163,808	**3,807,567**	...	**5,374,552**
						Commission canadienne des transports				
...	40,288,000	...	...	40,288,000	100	Dépenses de fonctionnement				
...	...	532,000	...	532,000	100c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	56,660	56,660		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	40,288,000	532,000	56,660	40,876,660		Total—Crédit 100	39,854,384	1,022,276	...	39,229,985
...	24,431,000	...	...	24,431,000	105	Subventions et contributions	24,422,250	8,750	...	21,814,617
...	654,400,000	(157,450,000)	(587,947)	496,362,053	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	496,362,053	...	...	589,775,787
...	59,540,000	(12,440,000)	87,946	47,187,946	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer	47,187,946	...	...	74,734,213
...	56,444,000	7,881,000	3,129,564	67,454,564	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	67,454,564	...	...	56,428,488
...	4,435,000	...	455,000	4,890,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,890,000	...	...	4,415,000
...	**839,538,000**	**(161,477,000)**	**3,141,223**	681,202,223		**Total du programme—Budgétaire**	680,171,197	**1,031,026**	...	**786,398,090**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Administrateur de l'Office du transport du grain				
...	2,820,000	...	...	2,820,000	110	**Dépenses du programme**				
...	...	450,000	...	450,000	110b	**Dépenses du programme**				
...	2,820,000	450,000	...	3,270,000		**Total—Crédit 110**	2,031,995	1,238,005	...	1,341,420
...	193,000	...	20,000	213,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	213,000	...	...	...
...	**3,013,000**	**450,000**	**20,000**	3,483,000		**Total du programme—Budgétaire**	2,244,995	**1,238,005**	**...**	**1,341,420**
						Administration du pipe-line du Nord				
...	1,285,000	...	...	1,285,000	115	**Dépenses du programme**	704,022	580,978	...	3,223,071
...	157,000	...	...	157,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	157,000	...	...	301,000
...	**1,442,000**	**...**	**...**	1,442,000		**Total du programme—Budgétaire**	861,022	**580,978**	**...**	**3,524,071**
41,985,951	**3,680,254,400**	**(99,534,237)**	**98,220,162**	3,720,846,276		Total du ministère—Budgétaire	3,378,785,604	**197,823,777**	**144,236,895**	**3,749,453,611**
963,311,735	**7,971,000**	**...**	**...**	971,282,735		Non budgétaire	(24,800,502)	**1,190,000**	**994,893,237**	**(9,489,112)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projet de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Redressements et virements — Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de l'administration centrale				
								Fonctionnement				
...	15,858,400	2,000,001	...	3,055,999	2,067,058	...	22,981,458	**Direction et coordination**	21,921,063	1,060,395	...	17,680,186
...	20,643,000	...	...	...	(189,954)	...	20,453,046	**Planification, recherche et développement**	18,898,290	1,554,756	...	21,759,951
...	51,461,000	...	...	...	398,095	(3,090,000)	48,769,095	**Administration et services communs**	50,097,849	(1,328,754)	...	50,172,737
...	28,737,000	...	1,870	...	228,735	(2,737,000)	26,230,605	**Formation en transports**	24,961,713	1,268,892	...	24,519,275
9,829,096	3,600,000	...	...	...	(3,600,000)	...	9,829,096	**Magasins**	4,933,919	...	4,895,177	960,254
...	60,609,000	...	...	(5,000,000)	...	...	55,609,000	**Corporation Place du Havre Canada**	55,609,000	...	...	48,100,000
...	(5,827,000)	...	...	...	...	5,827,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
9,829,096	175,081,400	2,000,001	1,870	(1,944,001)	(1,096,066)	...	183,872,300	**Total—Fonctionnement**	176,421,834	2,555,289	4,895,177	163,192,403
								Capital				
...	31,000	1	...	314,999	...	...	346,000	**Direction et coordination**	759,084	(413,084)	...	288,316
...	81,000	...	...	...	...	...	81,000	**Planification, recherche et développement**	87,350	(6,350)	...	91,595
...	101,000	...	...	88,000	...	...	189,000	**Administration et services communs**	718,030	(529,030)	...	4,698,856
...	11,761,000	...	...	287,000	...	...	12,048,000	**Formation en transports**	10,742,621	1,305,379	...	9,446,262
...	11,974,000	1	...	689,999	...	...	12,664,000	**Total—Capital**	12,307,085	356,915	...	14,525,029
								Paiements de transfert				
...	1,200,000	1,000,000	...	(370,000)	...	...	1,830,000	**Direction et coordination**	1,617,255	212,745	...	...
...	2,076,000	250,000	...	...	...	...	2,326,000	**Planification, recherche et développement**	1,690,928	635,072	...	1,847,242
...	20,000	...	...	...	...	...	20,000	**Administration et services communs**	20,000	...	...	20,000
...	3,296,000	1,250,000	...	(370,000)	...	...	4,176,000	**Total—Paiements de transfert**	3,328,183	847,817	...	1,867,242

Programmes par activité—*Suite*

Disponibles des exercices précédents (Provenance des autorisations)	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
...	17,089,400	3,000,002	...	3,000,998	2,067,058	...	25,157,458	Direction et coordination	24,297,402	860,056	...	17,968,502
...	22,800,000	250,000	...	...	(189,954)	...	22,860,046	Planification, recherche et développement	20,676,568	2,183,478	...	23,698,788
...	48,492,000	...	...	88,000	398,095	...	48,978,095	Administration et services communs	50,835,879	(1,857,784)	...	54,891,593
...	37,761,000	...	1,870	287,000	228,735	...	38,278,605	Formation en transports	35,704,334	2,574,271	...	33,965,537
9,829,096	3,600,000	...	...	...	(3,600,000)	...	9,829,096	Magasins	4,933,919	...	4,895,177	960,254
...	60,609,000	...	...	(5,000,000)	...	...	55,609,000	Corporation Place du Havre Canada	55,609,000	...	...	48,100,000
9,829,096	**198,351,400**	**3,250,002**	**1,870**	**(1,624,002)**	**(1,096,066)**	**...**	**200,712,300**	**Total du programme—Budgétaire**	**192,057,102**	**3,760,021**	**4,895,177**	**179,584,674**
								Programme du transport maritime				
								Fonctionnement				
								Ministère:				
...	182,264,383	3,460,380	63,019	(11,199,995)	1,347,483	(1,623,000)	174,312,270	Aides à la navigation	162,648,431	11,663,839	...	162,412,101
...	56,792,000	...	...	...	483,798	(415,000)	56,860,798	Systèmes et services de gestion du trafic maritime	53,999,946	2,860,852	...	55,639,103
...	111,999,000	1	...	2,540,999	553,115	(6,722,000)	108,371,115	Déglaçage, Arctique et autres services maritimes	90,453,087	17,918,028	...	109,439,827
...	45,965,000	...	...	...	349,456	...	46,314,456	Recherche et sauvetage en mer	53,678,919	(7,364,463)	...	41,473,728
...	33,460,000	...	...	(170,000)	307,473	...	33,597,473	Règlements	29,179,394	4,418,079	...	30,689,169
...	39,994,000	...	...	...	51,485	...	40,045,485	Quais publics et havres	32,685,041	7,360,444	...	28,783,015
...	20,368,000	...	...	150,000	191,563	...	20,709,563	Direction et administration	22,461,336	(1,751,773)	...	24,539,921
...	(8,760,000)	...	...	...	...	8,760,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	482,082,383	3,460,381	63,019	(8,678,996)	3,284,373	...	480,211,160		445,106,154	35,105,006	...	452,976,864
								Sociétés d'État:				
...	21,209,000	...	...	(6,450,000)	...	...	14,759,000	Ports principaux	14,126,655	632,345	...	35,167,070
...	3,855,000	...	...	...	...	...	3,855,000	Ponts	3,855,000	...	...	4,387,000
...	...	3	...	5,972,997	...	...	5,973,000	Services de pilotage	5,927,661	45,339	...	1,830,000
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,000,000
...	25,064,000	3	...	(477,003)	...	...	24,587,000		23,909,316	677,684	...	44,384,070
...	507,146,383	3,460,384	63,019	(9,155,999)	3,284,373	...	504,798,160	Total—Fonctionnement	469,015,470	35,782,690	...	497,360,934
								Capital				
								Ministère:				
...	191,370,000	14,596,000	...	6,450,000	...	...	212,416,000	Aides à la navigation	189,587,784	22,828,216	...	227,531,440
...	17,363,000	...	...	...	...	...	17,363,000	Systèmes et services de gestion du trafic maritime	11,265,944	6,097,056	...	11,327,310

...	71,765,000	...	...	...	...	...	71,765,000	Déglaçage, Arctique et autres services maritimes	58,386,919	13,378,081	...	16,752,125
...	17,576,000	...	...	...	...	...	17,576,000	Recherche et sauvetage en mer	5,096,019	12,479,981	...	9,378,134
...	3,587,000	...	...	...	...	...	3,587,000	Règlements	1,543,610	2,043,390	...	6,628,338
...	39,671,000	...	...	(147,000)	...	...	39,524,000	Quais publics et havres	35,665,088	3,858,912	...	30,909,682
...	13,038,000	...	...	...	...	...	13,038,000	Direction et administration	15,269,637	(2,231,637)	...	10,722,301
...	(13,982,000)	...	...	...	...	...	(13,982,000)	Annulation prévue	...	(13,982,000)	...	...
...	340,388,000	14,596,000	...	6,303,000	...	...	361,287,000	Total—Capital	316,815,001	44,471,999	...	313,249,330
								Paiements de transfert				
								Ministère:				
...	6,650	...	...	...	...	...	6,650	Aides à la navigation	4,518	2,132	...	55,770
...	900,000	...	...	...	...	...	900,000	Recherche et sauvetage en mer	799,854	100,146	...	784,220
...	28,967	...	...	170,000	...	...	198,967	Règlements	12,300	186,667	...	13,967
...	...	...	...	147,000	...	...	147,000	Quais publics et havres	147,000	...	...	...
...	200,000	...	...	(150,000)	...	...	50,000	Direction et administration	50,000	...	...	250,000
...	1,135,617	...	...	167,000	...	...	1,302,617	Total—Paiements de transfert	1,013,672	288,945	...	1,103,957
								Non budgétaire				
								Sociétés d'État:				
10,000,000	7,971,000	...	...	...	...	...	17,971,000	Ports principaux	6,781,000	1,190,000	10,000,000	2,569,795
10,000,000	...	...	...	...	...	...	10,000,000	Canaux	...	...	10,000,000	...
20,000,000	7,971,000	...	...	...	...	...	27,971,000	Total—Non budgétaire	6,781,000	1,190,000	20,000,000	2,569,795
								Sommaire du programme				
								Ministère:				
...	372,018,033	18,056,380	63,019	(4,749,995)	1,347,483	...	386,734,920	Aides à la navigation	352,240,733	34,494,187	...	389,999,311
...	73,740,000	...	...	...	483,798	...	74,223,798	Systèmes et services de gestion du trafic maritime	65,265,890	8,957,908	...	66,966,413
...	177,042,000	1	...	2,540,999	553,115	...	180,136,115	Déglaçage, Arctique et autres services maritimes	148,840,006	31,296,109	...	126,191,952
...	64,441,000	...	...	...	349,456	...	64,790,456	Recherche et sauvetage en mer	59,574,792	5,215,664	...	51,636,082
...	37,075,967	...	...	...	307,473	...	37,383,440	Règlements	30,735,304	6,648,136	...	37,331,474
...	79,665,000	...	...	...	51,485	...	79,716,485	Quais publics et havres	68,497,129	11,219,356	...	59,692,697
...	33,606,000	...	...	...	191,563	...	33,797,563	Direction et administration	37,780,973	(3,983,410)	...	35,512,222
...	(13,982,000)	...	...	...	...	...	(13,982,000)	Annulation prévue	...	(13,982,000)	...	...
								Sociétés d'État:				
								Ports principaux—				
...	21,209,000	...	...	(6,450,000)	...	...	14,759,000	Budgétaire	14,126,655	632,345	...	35,167,070
10,000,000	7,971,000	...	...	...	...	...	17,971,000	Non budgétaire	6,781,000	1,190,000	10,000,000	2,569,795
...	3,855,000	...	...	...	...	...	3,855,000	Ponts	3,855,000	...	...	4,387,000
...	...	3	...	5,972,997	...	...	5,973,000	Services de pilotage	5,927,661	45,339	...	1,830,000
10,000,000	...	...	...	...	...	...	10,000,000	Canaux—Non budgétaire	...	...	10,000,000	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	3,000,000
								Total du programme—				
...	848,670,000	18,056,384	63,019	(2,685,999)	3,284,373	...	867,387,777	**Budgétaire**	786,844,143	80,543,634	...	811,714,221
20,000,000	7,971,000	...	...	...	...	...	27,971,000	**Non budgétaire**	6,781,000	1,190,000	20,000,000	2,569,795

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme des transports aériens				
								Fonctionnement				
32,076,855	279,509,000	(1,322,000)	...	...	86,127,672	(459,787,000)	(63,395,473)	**Aéroports autonomes et services au sol connexes**	(202,737,191)	...	139,341,718	(73,313,313)
...	189,182,000	...	...	...	1,514,750	(143,817,000)	46,879,750	**Aéroports et services au sol connexes**	39,457,616	7,422,134	...	44,150,843
...	353,103,000	...	...	(6,179,998)	3,029,500	(108,724,000)	241,228,502	**Services de la navigation aérienne**	233,283,256	7,945,246	...	193,432,230
...	51,309,000	...	...	...	605,900	(822,000)	51,092,900	**Services de réglementation**	47,704,165	3,388,735	...	77,816,330
...	46,932,000	...	...	...	302,950	(13,721,000)	33,513,950	**Services aux aéronefs**	29,649,732	3,864,218	...	...
...	50,891,000	...	91,200	1,900,000	1,495,145	(6,815,000)	47,562,345	**Direction et administration**	46,677,877	884,468	...	47,679,860
...	(96,394,000)	...	...	...	...	96,394,000	...	**Montant recouvrable du Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes**	...	...	...	...
...	(637,292,000)	...	...	...	...	637,292,000	...	**Recettes à valoir sur le crédit**	...	...	...	...
32,076,855	237,240,000	(1,322,000)	91,200	(4,279,998)	93,075,917	...	356,881,974	**Total—Fonctionnement**	194,035,455	23,504,801	139,341,718	289,765,950
								Capital				
...	93,086,000	10,700,000	...	...	(1,115,672)	...	102,670,328	**Aéroports autonomes et services au sol connexes**	102,641,647	28,681	...	129,052,202
...	140,776,000	...	...	(689,999)	...	...	140,086,001	**Aéroports et services au sol connexes**	123,705,325	16,380,676	...	140,917,823
...	155,299,000	...	...	...	...	...	155,299,000	**Services de la navigation aérienne**	137,638,394	17,660,606	...	186,655,419
...	1,007,000	...	...	500,000	...	...	1,507,000	**Services de réglementation**	1,273,607	233,393	...	1,561,556
...	93,775,000	...	...	(3,500,000)	...	...	90,275,000	**Services aux aéronefs**	68,100,680	22,174,320	...	...
...	6,828,000	...	...	3,000,000	...	...	9,828,000	**Direction et administration**	9,571,537	256,463	...	2,001,998
...	490,771,000	10,700,000	...	(689,999)	(1,115,672)	...	499,665,329	**Total—Capital**	442,931,190	56,734,139	...	460,188,998
								Paiements de transfert				
...	47,846,000	...	...	...	...	...	47,846,000	**Aéroports et services au sol connexes**	38,230,182	9,615,818	...	42,715,811
...	1,303,000	...	...	(17,563)	...	...	1,285,437	**Services de la navigation aérienne**	463,868	821,569	...	577,893
...	80,000	...	...	17,563	...	...	97,563	**Services de réglementation**	91,313	6,250	...	93,065
...	34,000	...	...	...	...	...	34,000	**Direction et administration**	33,750	250	...	426,591
...	49,263,000	...	...	...	...	...	49,263,000	**Total—Paiements de transfert**	38,819,113	10,443,887	...	43,813,360

Sommaire du programme												
Aéroports autonomes et services au sol connexes	32,076,855	(87,192,000)	9,378,000	...	...	85,012,000	...	39,274,855	(100,095,544)	28,681	139,341,718	55,738,889
Aéroports et services au sol connexes	...	233,987,000	...	...	(689,999)	1,514,750	...	234,811,751	201,393,123	33,418,628	...	227,784,477
Services de la navigation aérienne	...	400,981,000	...	...	(6,197,561)	3,029,500	...	397,812,939	371,385,518	26,427,421	...	380,665,542
Services de réglementation	...	51,574,000	...	...	517,563	605,900	...	52,697,463	49,069,085	3,628,378	...	79,470,951
Services aux aéronefs	...	126,986,000	...	...	(3,500,000)	302,950	...	123,788,950	97,750,412	26,038,538	...	...
Direction et administration	...	50,938,000	...	91,200	4,900,000	1,495,145	...	57,424,345	56,283,164	1,141,181	...	50,108,449
Total du programme—Budgétaire	32,076,855	777,274,000	9,378,000	91,200	(4,969,997)	91,960,245	...	905,810,303	675,785,758	90,682,827	139,341,718	793,768,308
Programme des transports de surface												
Fonctionnement												
Transports urbains	...	1,044,000	...	...	(832,488)	978	...	212,490	231,363	(18,873)	...	394,932
Sécurité routière et règlements des véhicules automobiles	...	12,147,000	...	...	...	74,216	...	12,221,216	12,668,358	(447,142)	...	12,513,194
Transport routier	...	2,398,000	...	...	845,488	19,066	...	3,262,554	2,862,046	400,508	...	2,264,989
Transport par eau	...	135,103,000	...	...	(30,160,000)	15,419	...	104,958,419	104,660,011	298,408	...	166,376,156
Transport ferroviaire du fret	...	3,332,000	2	...	4,136,998	20,250	...	7,489,250	3,335,160	4,154,090	...	13,506,478
Transport ferroviaire des voyageurs	...	602,756,000	...	...	(708,000)	14,699	...	602,062,699	601,312,851	749,848	...	538,871,999
Direction et administration	...	2,975,000	...	2,010	(663,000)	17,372	...	2,331,382	2,284,550	46,832	...	4,501,322
Total—Fonctionnement	...	759,755,000	2	2,010	(27,381,002)	162,000	...	732,538,010	727,354,339	5,183,671	...	738,429,070
Capital												
Sécurité routière et règlements des véhicules automobiles	...	1,972,000	...	...	...	...	...	1,972,000	2,079,794	(107,794)	...	1,982,686
Transport par eau	...	461,000	...	...	...	...	...	461,000	293,670	167,330	...	191,413
Transport ferroviaire des voyageurs	...	...	...	...	40,000	...	...	40,000	...	40,000	...	114,200
Direction et administration	...	35,000	...	...	261,000	...	...	296,000	191,748	104,252	...	92,320
Total—Capital	...	2,468,000	...	...	301,000	...	...	2,769,000	2,565,212	203,788	...	2,380,619
Paiements de transfert												
Transports urbains	...	15,945,000	2,500,000	...	4,321,000	...	...	22,766,000	12,748,424	10,017,576	...	18,987,904
Sécurité routière et règlements des véhicules automobiles	...	247,000	...	...	...	...	...	247,000	217,315	29,685	...	186,269
Transport routier	...	59,544,000	17,440,000	...	(1,603,902)	...	...	75,380,098	80,633,195	(5,253,097)	...	72,495,935
Transport par eau	...	30,581,000	...	...	2,400,000	...	...	32,981,000	32,725,449	255,551	...	33,076,994
Transport ferroviaire du fret	...	123,205,000	2,640,000	...	30,542,902	...	...	156,387,902	156,119,069	268,833	...	293,378,669
Transport ferroviaire des voyageurs	...	8,000,000	...	...	...	...	...	8,000,000	2,648,553	5,351,447	...	1,273,865
Direction et administration	...	6,600,000	...	...	700,000	468,288	...	7,768,288	7,646,023	122,265	...	7,538,950
Total—Paiements de transfert	...	244,122,000	22,580,000	...	36,360,000	468,288	...	303,530,288	292,738,028	10,792,260	...	426,938,586
Non budgétaire												
Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6,100,000

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
...	16,989,000	2,500,000	...	3,488,512	978	...	22,978,490	Transports urbains	12,979,787	9,998,703	...	19,382,836
...	14,366,000	...	...	...	74,216	...	14,440,216	Sécurité routière et règlements des véhicules automobiles	14,965,467	(525,251)	...	14,682,149
...	61,942,000	17,440,000	...	(758,414)	19,066	...	78,642,652	Transport routier	83,495,241	(4,852,589)	...	74,760,924
...	166,145,000	...	...	(27,760,000)	15,419	...	138,400,419	Transport par eau	137,679,130	721,289	...	199,644,563
...	126,537,000	2,640,002	...	34,679,900	20,250	...	163,877,152	Transport ferroviaire du fret	159,454,229	4,422,923	...	306,885,147
...	610,756,000	...	...	(668,000)	14,699	...	610,102,699	Transport ferroviaire des voyageurs	603,961,404	6,141,295	...	540,260,064
...	9,610,000	...	2,010	298,000	485,660	...	10,395,670	Direction et administration	10,122,321	273,349	...	12,132,592
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours—Non budgétaire	...	...	...	6,100,000
								Total du programme—				
...	1,006,345,000	22,580,002	2,010	9,279,998	630,288	...	1,038,837,298	**Budgétaire**	1,022,657,579	16,179,719	...	1,167,748,275
...	...	...	...	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	6,100,000
								Total du département—				
41,905,951	2,822,640,400	53,264,388	158,099	...	94,778,840	...	3,012,747,678	**Budgétaire**	2,677,344,582	191,166,201	144,236,895	2,952,815,478
20,000,000	7,971,000	...	...	...	...	...	27,971,000	**Non budgétaire**	6,781,000	1,190,000	20,000,000	8,669,795
								Air Canada				
								Non budgétaire				
943,311,735	...	...	...	...	...	...	943,311,735	Corporation Air Canada	(31,581,502)	...	974,893,237	(18,158,907)
								Total du programme—				
943,311,735	...	...	...	...	...	...	943,311,735	**Non budgétaire**	(31,581,502)	...	974,893,237	(18,158,907)
								Bureau canadien de la sécurité aérienne				
								Fonctionnement				
...	12,431,000	8,228,375	...	...	122,000	...	20,781,375	Promotion de la sécurité aérienne	17,144,153	3,637,222	...	4,444,813
								Capital				
...	1,190,000	...	...	...	...	...	1,190,000	Promotion de la sécurité aérienne	1,019,655	170,345	...	929,739
...	13,621,000	8,228,375	...	...	122,000	...	21,971,375	**Total du programme—Budgétaire**	18,163,808	3,807,567	...	5,374,552

								Commission canadienne des transports				
								Fonctionnement				
...	7,591,000	...	...	...	81,000	...	7,672,000	Transport aérien	7,126,879	545,121	...	7,440,147
...	17,580,000	387,000	56,660	...	167,000	...	18,190,660	Transport par chemin de fer	17,685,431	505,229	...	18,085,664
...	1,610,000	...	...	...	18,000	...	1,628,000	Transport par eau	1,861,796	(233,796)	...	1,524,698
...	1,797,000	...	...	...	26,000	...	1,823,000	Transport par véhicule à moteur	1,885,758	(62,758)	...	377,048
...	4,177,000	...	...	...	37,000	...	4,214,000	Recherche	3,921,886	292,114	...	3,915,025
...	11,726,000	...	...	...	126,000	...	11,852,000	Gestion et administration	11,810,534	41,466	...	11,617,186
...	44,481,000	387,000	56,660	...	455,000	...	45,379,660	Total—Fonctionnement	44,292,284	1,087,376	...	42,959,768
								Capital				
...	15,000	...	...	...	...	...	15,000	Transport aérien	62,586	(47,586)	...	97,025
...	24,000	145,000	...	...	...	...	169,000	Transport par chemin de fer	104,506	64,494	...	188,150
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Transport par eau	14,611	(10,611)	...	30,037
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Transport par véhicule à moteur	11,065	(9,065)	...	2,856
...	3,000	...	...	...	...	...	3,000	Recherche	15,168	(12,168)	...	74,111
...	194,000	...	...	...	...	...	194,000	Gestion et administration	244,164	(50,164)	...	293,039
...	242,000	145,000	...	...	...	...	387,000	Total—Capital	452,100	(65,100)	...	685,218
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	600,000	...	...	600,000	Transport aérien	600,000	...	...	1,500,000
...	751,118,000	(171,088,000)	...	(600,000)	(812,436)	...	578,617,564	Transport par chemin de fer	578,609,898	7,666	...	696,132,837
...	571,000	(234,000)	...	...	33,720	...	370,720	Transport par eau	370,720	...	...	438,000
...	43,123,000	9,313,000	...	...	3,408,279	...	55,844,279	Transport par véhicule à moteur	55,844,279	...	...	44,665,240
...	3,000	...	...	...	...	...	3,000	Recherche	1,916	1,084	...	17,027
...	794,815,000	(162,009,000)	...	...	2,629,563	...	635,435,563	Total—Paiements de transfert	635,426,813	8,750	...	742,753,104
								Sommaire du programme				
...	7,606,000			600,000	81,000	...	8,287,000	Transport aérien	7,789,465	497,535	...	9,037,172
...	768,722,000	(170,556,000)	56,660	(600,000)	(645,436)	...	596,977,224	Transport par chemin de fer	596,399,835	577,389	...	714,406,651
...	2,185,000	(234,000)	...	...	51,720	...	2,002,720	Transport par eau	2,247,127	(244,407)	...	1,992,735
...	44,922,000	9,313,000	...	...	3,434,279	...	57,669,279	Transport par véhicule à moteur	57,741,102	(71,823)	...	45,045,144
...	4,183,000	...	...	...	37,000	...	4,220,000	Recherche	3,938,970	281,030	...	4,006,163
...	11,920,000	...	...	...	126,000	...	12,046,000	Gestion et administration	12,054,698	(8,698)	...	11,910,225
...	**839,538,000**	**(161,477,000)**	**56,660**	...	**3,084,563**	...	681,202,223	**Total du programme—Budgétaire**	680,171,197	**1,031,026**	...	**786,398,090**
								Administrateur de l'Office du transport du grain				
								Fonctionnement				
...	2,925,500	...	...	...	20,000	...	2,945,500	Administrateur de l'Office du transport du grain	1,931,606	1,013,894	...	1,130,646
								Capital				
...	85,000	...	...	...	...	...	85,000	Administrateur de l'Office du transport du grain	86,250	(1,250)	...	210,774
								Paiements de transfert				
...	2,500	450,000	...	...	...	...	452,500	Administrateur de l'Office du transport du grain	227,139	225,361	...	...
...	**3,013,000**	**450,000**	...	...	**20,000**	...	**3,483,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**2,244,995**	**1,238,005**	...	**1,341,420**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Administration du pipe-line du Nord				
								Fonctionnement				
...	1,442,000	...	...	...	...	...	1,442,000	**Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel**	861,022	580,978	...	3,524,071
...	1,442,000	...	...	...	...	...	1,442,000	**Total du programme— Budgétaire**	861,022	580,978	...	3,524,071
								Total du ministère—				
41,905,951	3,680,254,000	(99,534,237)	214,759	...	98,005,803	...	3,720,846,276	**Budgétaire**	3,378,785,604	197,823,777	144,236,895	3,749,453,611
963,311,735	7,971,000	...	...	...	...	...	971,282,735	**Non budgétaire**	(24,800,502)	1,190,000	994,893,237	(9,489,112)

Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de l'administration centrale				
							Subventions				
							Planification, recherche et développement				
...	1,304,000	...	...	...	...	1,304,000	**Subventions à des universités, à d'autres organismes, à des étudiants d'universités et à d'autres particuliers aux fins de recherche sur les transports**	1,123,225	180,775	...	1,176,761
							Administration et services communs				
...	20,000	...	...	...	...	20,000	**Comité de la semaine nationale des transports**	20,000	...	...	20,000
—	1,324,000	—	—	—	—	1,324,000	**Total—Subventions**	1,143,225	180,775	—	1,196,761
							Contributions				
							Direction et coordination				
...	1,200,000	...	...	(370,000)	...	830,000	**Contributions aux provinces et agences conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour des initiatives de promotion du transport prises en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional**	617,255	212,745	...	...
...	...	1,000,000	...	...	...	1,000,000	**Contributions en conformité avec les modalités prescrites par le gouverneur en conseil pour aider à supporter les coûts d'établissement et d'exploitation d'un pavillon à Expo 86: Les provinces de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard**	1,000,000	...	...	...
...	1,200,000	1,000,000	...	(370,000)	...	1,830,000		1,617,255	212,745	...	...
							Planification, recherche et développement				
...	751,000	...	...	...	...	751,000	**Contributions à l'appui d'études sur les transports menées dans des universités et d'autres établissements**	523,384	227,616	...	599,481
...	21,000	...	...	...	...	21,000	**Contributions à des gouvernements provinciaux et administrations municipales aux fins de recherche et de projets pilotes sur les transports**	11,880	9,120	...	21,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	250,000	...	...	...	250,000	**Contributions aux provinces et agences conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour les initiatives de promotion du transport prises en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional**	32,439	217,561	...	...
...	...	...	...	...	...	...	**Éléments non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	50,000
...	772,000	250,000	...	...	...	1,022,000		567,703	454,297	...	670,481
...	1,972,000	1,250,000	...	(370,000)	...	2,852,000	Total—Contributions	2,184,958	667,042	...	670,481
							Sommaire du programme par activité				
...	1,200,000	1,000,000	...	(370,000)	...	1,830,000	**Direction et coordination**	1,617,255	212,745	...	...
...	2,076,000	250,000	...	...	...	2,326,000	**Planification, recherche et développement**	1,690,928	635,072	...	1,847,242
...	20,000	...	...	...	...	20,000	**Administration et services communs**	20,000	...	...	20,000
...	3,296,000	1,250,000	...	(370,000)	...	4,176,000	**Total du programme**	3,328,183	847,817	...	1,867,242
							Programme du transport maritime				
							Subventions				
							Aides à la navigation				
...	150	...	...	...	...	150	Subvention à la Writers' Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award	150	...	...	150
							Règlements				
							Services nautiques—Subventions aux organismes d'aide aux marins:				
...	300	...	...	...	...	300	Welland Canal Mission for Sailors	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Missions to Seamen, Toronto (Ontario)	300	...	...	300
...	200	...	...	...	...	200	Seamen's Mission Society, Saint John (N-B)	200	...	...	200
...	10,000	...	...	...	...	10,000	British Sailors' Society (Canada)	10,000	...	...	10,000
...	600	...	...	...	...	600	Mariners' House of Montreal, Montréal (Québec)	600	...	...	600
...	300	...	...	...	...	300	Mission to Seamen, section de Lakehead	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Missions to Seamen—Sarnia et Windsor	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Seafarer's Club—Prince Rupert (C-B)	300	...	...	300
...	1,667	...	...	...	...	1,667	Inspection de navires à vapeur—Subventions au Conseil canadien de la sécurité pour la promotion de la sécurité nautique	...	1,667	...	1,667
...	13,967	...	...	...	...	13,967		12,300	1,667	...	13,967
...	14,117	...	...	...	...	14,117	Total—Subventions	12,450	1,667	...	14,117

							Contributions				
							Aides à la navigation				
...	6,500	...	...	...	...	6,500	Droits d'affiliation à l'Association internationale de signalisation maritime et à l'Association internationale permanente des congrès de navigation	4,368	2,132	...	5,620
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000
...	6,500	...	...	...	...	6,500		4,368	2,132	...	55,620
							Recherche et sauvetage en mer				
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contribution à la Croix rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique	250,000	...	...	250,000
...	650,000	...	...	...	...	650,000	Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents	549,854	100,146	...	534,220
...	900,000	...	...	...	...	900,000		799,854	100,146	...	784,220
							Règlements				
...	15,000	...	...	170,000	...	185,000	Quote-part du Canada relativement au coût de la surveillance des glaces dans l'Atlantique nord	...	185,000	...	...
							Quais publics et havres				
...	...	...	...	147,000	...	147,000	Contribution pour la construction d'un quai pour traversier à l'Île Verte PQ	147,000	...	...	...
							Direction et administration				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Contribution au Centre for Cold Oceans Resource Engineering (C-Core) pour son programme de recherche et développement	50,000	...	...	50,000
...	150,000	...	...	(150,000)	...	...	Contribution au Conseil des expéditeurs canadiens	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	200,000
...	200,000	...	...	(150,000)	...	50,000		50,000	...	...	250,000
...	1,121,500	...	...	167,000	...	1,288,500	Total—Contributions	1,001,222	287,278	...	1,089,840
							Sommaire du programme par activité				
...	6,650	...	...	...	...	6,650	Aides à la navigation	4,518	2,132	...	55,770
...	900,000	...	...	...	...	900,000	Recherche et sauvetage en mer	799,854	100,146	...	784,220
...	28,967	...	...	170,000	...	198,967	Règlements	12,300	186,667	...	13,967
...	...	...	...	147,000	...	147,000	Quais publics et havres	147,000	...	...	...
...	200,000	...	...	(150,000)	...	50,000	Direction et administration	50,000	...	...	250,000
...	1,135,617	...	...	167,000	...	1,302,617	**Total du programme**	1,013,672	288,945	...	1,103,957
							Programme des transports aériens				
							Subventions				
							Services de réglementation				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Association royale canadienne des aéroclubs	18,750	6,250	...	25,000

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Direction et administration				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Total—Subventions	18,750	6,250	...	30,000
							Contributions				
							Aéroports et services au sol connexes				
							Subventions aux transporteurs aériens fournissant des services au public selon les conditions des ententes contractuelles telles qu'approuvées par le ministre des Transports et autorisées par le gouverneur en conseil ainsi que le prévoit l'article 18 de la Loi sur l'aéronautique, tel que modifié:				
...	112,500	...	...	...	...	112,500	Québec Aviation Limitée, pour le fonctionnement des services de transports aériens; Québec, St-Léonard, Fredericton	132,159	(19,659)	...	...
...	16,967,000	...	...	...	...	16,967,000	Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres	18,762,461	(1,795,461)	...	17,664,449
							Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres des installations connexes:				
							Principales contributions—				
...	427,000	...	...	...	...	427,000	Programme des projets spéciaux de relance (Marathon)	1,549,352	(1,122,352)	...	8,987,963
...	13,535,000	...	...	...	...	13,535,000	Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown, Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour and Hopedale)	8,605,577	4,929,423	...	6,288,933
...	8,400,000	...	...	...	...	8,400,000	Québec—Nouveau Québec: aéroports inuit	2,811,262	5,588,738	...	2,169,381
...	945,000	...	...	...	...	945,000	Québec—Construction de nouveaux aéroports sur la basse Côte-Nord	...	945,000	...	...
...	7,459,500	...	...	...	...	7,459,500	Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres, et des installations connexes	6,369,371	1,090,129	...	4,410,766
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,194,319
...	47,846,000	...	...	...	...	47,846,000		38,230,182	9,615,818	...	42,715,811

							Services de la navigation aérienne				
...	**667,000**	...	...	...	...	667,000	**Contributions aux CEGEP Saint-Jean sur le Richelieu**	407,503	**259,497**	...	**558,772**
...	**636,000**	...	...	**(17,563)**	...	618,437	**Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes**	56,365	**562,072**	...	**19,121**
...	**1,303,000**	...	...	**(17,563)**	...	1,285,437		463,868	**821,569**	...	**577, 893**
							Services de réglementation				
...	**55,000**	...	...	**17,563**	...	72,563	**Contributions aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage**	72,563	...	...	**25,090**
...	...	...	...	...	...	...	**Éléments non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	**42,975**
...	**55,000**	...	...	**17,563**	...	72,563		72,563	...	...	**68,065**
							Direction et administration				
...	**25,000**	...	...	...	...	25,000	**Ligue des cadets de l'air du Canada—Bourse de formation en pilotage**	25,000	...	...	**25,000**
							Subventions aux transporteurs aériens fournissant des services au public selon les conditions des ententes contractuelles telles qu'approuvées par le ministre des Transports et autorisées par le gouverneur en conseil ainsi que le prévoit l'article 18 de la Loi sur l'aéronautique, tel que modifié:				
...	**9,000**	...	...	...	...	9,000	**Perimeter Airlines (Inland) Limited, pour le fonctionnement des services de transport aérien dans les Prairies**	8,750	**250**	...	**35,000**
...	...	...	...	...	...	...	**Éléments non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	**361,591**
...	**34,000**	...	...	...	...	34,000		33,750	**250**	...	**421,591**
...	**49,238,000**	...	...	...	...	49,238,000	Total—Contributions	38,800,363	**10,437,637**	...	**43,783,360**
							Sommaire du programme par activité				
...	**47,846,000**	...	...	...	...	**47,846,000**	**Aéroports et services au sol connexes**	**38,230,182**	**9,615,818**	...	**42,715,811**
...	**1,303,000**	...	...	**(17,563)**	...	**1,285,437**	**Services de la navigation aérienne**	**463,868**	**821,569**	...	**577,893**
...	**80,000**	...	...	**17,563**	...	**97,563**	**Services de réglementation**	**91,313**	**6,250**	...	**93,065**
...	**34,000**	...	...	...	...	**34,000**	**Direction et administration**	**33,750**	**250**	...	**426,591**
...	**49,263,000**	...	...	...	...	49,263,000	**Total du programme**	38,819,113	**10,443,887**	...	**43,813,360**
							Programme des transports de surface				
							Subventions				
							Transports urbains				
...	**100,000**	...	...	...	...	100,000	**Subvention au Comité de l'opération gar-O-train en vue d'appuyer un programme de sécurité des passages à niveau**	100,000	...	...	**100,000**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Transport par eau				
...	15,080,000	...	...	...	...	15,080,000	**Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs**	14,895,955	184,045	...	14,360,315
...	2,380,000	...	...	...	...	2,380,000	**Subvention à la province de Terre-Neuve à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage**	2,361,685	18,315	...	2,266,927
...	3,015,000	...	...	...	...	3,015,000	**Subvention à la province de Québec à l'égard de la prestation de services de traversier côtier pour marchandises et voyageurs**	2,965,126	49,874	...	2,869,569
...	20,475,000	...	...	...	...	20,475,000		20,222,766	252,234	...	19,496,811
							Transport ferroviaire des voyageurs				
...	8,000,000	...	...	(3,900,000)	...	4,100,000	**Subvention au gouvernement du Québec pour l'amélioration des trains de banlieue de la région de Montréal**	2,648,553	1,451,447	...	1,273,865
...	...	...	...	3,900,000	...	3,900,000	**Affectation gelée**	...	3,900,000	...	...
...	8,000,000	...	...	...	...	8,000,000		2,648,553	5,351,447	...	1,273,865
...	**28,575,000**	...	...	...	...	**28,575,000**	**Total—Subventions**	**22,971,319**	**5,603,681**	...	**20,870,676**
							Contributions				
							Transports urbains				
...	5,560,000	...	...	(5,560,000)	...	...	**Paiements à l'appui de «Regina Rail Project», selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil**	...	...	...	69,556
...	...	...	...	5,000,000	...	5,000,000	**Programme d'aide à la construction de croisements étagés**	3,200,000	1,800,000	...	...
...	2,194,000	...	...	80,000	...	2,274,000	**Paiements à l'appui de croisements étagés dans trois localités de l'Ontario approuvés conformément aux Parties II et III de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer (Programme des projets spéciaux de relance)**	2,184,974	89,026	...	9,560,384
...	7,080,000	...	...	(2,580,000)	...	4,500,000	**Paiements à l'appui de croisements étagés dans les provinces de Québec, de l'Ontario et du Manitoba, approuvés selon les Parties II et III de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer**	4,500,000	...	...	...
...	700,000	...	...	(500,000)	...	200,000	**Paiements à l'appui d'un projet de réalignement de la voie ferrée à Victoriaville (Québec)**	...	200,000	...	300,000

...	311,000	...	...	...	...	311,000	Paiements au «Age and Opportunity Centre» de Winnipeg et à la branche Fort Garry de la Légion royale canadienne, à l'appui des projets pilote pour le transport des personnes âgées	310,858	142	...	261,942
...	...	500,000	...	...	...	500,000	Paiements pour un programme d'assistance pour l'achat de véhicules pour le transport des personnes handicapées dans les villages et les communautés rurales	577,592	(77,592)	...	200,000
...	...	2,000,000	...	...	...	2,000,000	Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider au développement de la Gare du Palais de Québec aux fins du développement économique et régional	1,875,000	125,000	...	...
...	...	...	...	7,881,000	...	7,881,000	Affectation gelée	...	7,881,000	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8,496,022
...	15,845,000	2,500,000	...	4,321,000	...	22,666,000		12,648,424	10,017,576	...	18,887,904
							Sécurité routière et règlements des véhicules automobiles				
...	147,000	...	...	...	...	147,000	Association des routes et transports du Canada	146,685	315	...	146,685
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Contributions à des organismes de recherches choisis, pour les aider à entreprendre des travaux de recherches et des études dans le cadre du programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers	70,630	29,370	...	39,584
...	247,000	...	...	...	...	247,000		217,315	29,685	...	186,269
							Transport routier				
							Contributions en vertu des dispositions et conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour aider à la rénovation et à l'amélioration des routes:				
...	23,000,000	1,028,000	...	(1,407,902)	...	22,620,098	Provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard	23,157,310	(537,212)	...	19,052,345
...	...	553,000	...	...	...	553,000	Province de Terre-Neuve	1,041,787	(488,787)	...	7,096,803
							Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique et régional:				
...	17,440,000	2,916,000	...	...	...	20,356,000	Province du Nouveau-Brunswick (Programme des projets spéciaux de relance)	20,355,659	341	...	18,236,832
...	5,504,000	2,282,000	...	...	...	7,786,000	Province de Terre-Neuve (Programme des projets spéciaux de relance)	7,742,681	43,319	...	20,780,334
...	2,000,000	367,000	...	3,904,000	...	6,271,000	Province de l'Île-du-Prince-Édouard (Entente sur le développement économique régional)	6,270,732	268	...	1,133,000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	11,600,000	854,000	...	(2,300,000)	...	10,154,000	Province du Nouveau-Brunswick (Entente sur le développement économique régional)	12,681,201	(2,527,201)	...	6,196,621
...	...	9,380,000	...	(1,800,000)	...	7,580,000	Province de Terre-Neuve (Entente sur le développement économique régional)	9,323,825	(1,743,825)	...	...
...	...	60,000	...	...	...	60,000	Contribution à l'Association des routes et transports du Canada pour de la recherche sur la capacité des routes à deux voies et leur niveau de service	60,000	...	...	...
...	59,544,000	17,440,000	...	(1,603,902)	...	75,380,098		80,633,195	(5,253,097)	...	72,495,935
							Transport par eau				
...	10,106,000	...	...	(100,000)	...	10,006,000	Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	10,002,683	3,317	...	9,832,380
...	...	...	...	2,500,000	...	2,500,000	Contributions à Atlantic Container Express Limited pour le maintien des services de transport par paquebot entre Montréal et St John's (Terre-Neuve)	2,500,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,747,803
...	10,106,000	...	...	2,400,000	...	12,506,000		12,502,683	3,317	...	13,580,183
							Transport ferroviaire du fret				
...	99,800,000	...	...	(2,020,000)	...	97,780,000	Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, au Canadien Pacifique Limitée et à la Northern Alberta Railway Company pour payer les dépenses en capital en vue de la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	97,765,000	15,000	...	132,900,000
...	17,242,000	...	...	(996,098)	...	16,245,902	Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagonstrémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	16,222,093	23,809	...	16,142,236
...	70,000	...	...	...	...	70,000	Contribution selon les conditions approuvées par le Conseil du Trésor pour le transport par véhicule à moteur de récoltes spéciales en vertu du paragraphe 17(4) de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	6,601	63,399	...	175,363
...	90,000	...	...	...	...	90,000	Contributions au Conseil des grains du Canada pour l'établissement de la banque de données et du service d'information GRAINBASE	90,000	...	...	90,000

...	3,000	...	...	...	...	3,000	Contributions à la Commission du port de Thunder Bay visant à couvrir les frais de fonctionnement du groupe de travail sur les questions ferroviaires de Thunder Bay	1,915	1,085	...	17,027
...	6,000,000	...	...	(2,801,000)	...	3,199,000	Contributions à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil aux fins d'un accord auxiliaire entre le Canada et la province du Manitoba pour l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire à Churchill, en vertu de l'entente sur le développement économique et régional	3,198,767	233	...	48,374
...	...	2,640,000	...	36,360,000	...	39,000,000	Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour l'achat de wagonstrémies pour le grain par la Commission canadienne du blé de la part de Sa Majesté, et pour leur fonctionnement et entretien selon les conventions conclues entre la Commission canadienne du blé et les compagnies de chemin de fer du Canada	38,834,693	165,307	...	114,669,967
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	29,335,702
...	123,205,000	2,640,000	...	30,542,902	...	156,387,902		156,119,069	268,833	...	293,378,669
							Direction et administration				
...	1,800,000	...	...	...	...	1,800,000	Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1,711,850	88,150	...	1,688,314
...	2,300,000	...	...	700,000	...	3,000,000	Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1985 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versés à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés du chemin de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard afin de porter, pour l'année civile 1985, le versement minimum à $50 par mois au lieu de $20 comme le prévoit ladite Loi	2,965,885	34,115	...	3,264,169
...	2,500,000	...	...	...	468,288	2,968,288	(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal (crédit 107, Loi des subsides nº 5 de 1963)	2,968,288	...	...	2,586,467
...	6,600,000	...	...	700,000	468,288	7,768,288		7,646,023	122,265	...	7,538,950
...	215,547,000	22,580,000	...	36,360,000	468,288	274,955,288	Total—Contributions	269,766,709	5,188,579	...	406,067,910

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du programme par activité				
...	15,945,000	2,500,000	...	4,321,000	...	22,766,000	Transports urbains	12,748,424	10,017,576	...	18,987,904
...	247,000	...	...	...	...	247,000	Sécurité routière et règlements des véhicules automobiles	217,315	29,685	...	186,269
...	59,544,000	17,440,000	...	(1,603,902)	...	75,380,098	Transport routier	80,633,195	(5,253,097)	...	72,495,935
...	30,581,000	...	...	2,400,000	...	32,981,000	Transport par eau	32,725,449	255,551	...	33,076,994
...	123,205,000	2,640,000	...	30,542,902	...	156,387,902	Transport ferroviaire du fret	156,119,069	268,833	...	293,378,669
...	8,000,000	...	...	...	...	8,000,000	Transport ferroviaire des voyageurs	2,648,553	5,351,447	...	1,273,865
...	6,600,000	...	...	700,000	468,288	7,768,288	Direction et administration	7,646,023	122,265	...	7,538,950
...	244,122,000	22,580,000	...	36,360,000	468,288	303,530,288	**Total du programme**	292,738,028	10,792,260	...	426,938,586
...	297,816,617	23,830,000	...	36,157,000	468,288	358,271,905	**Total du département**	335,898,996	22,372,909	...	473,723,145
							Commission canadienne des transports				
							Contributions				
							Transport aérien				
...	...	...	...	600,000	...	600,000	Versements de subventions de fonctionnement aux transporteurs aériens régionaux	600,000	...	...	1,500,000
							Transport par chemin de fer				
...	14,428,000	...	...	201,000	...	14,629,000	Paiements aux compagnies ferroviaires en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	14,625,977	3,023	...	14,531,776
...	12,750,000	(1,198,000)	...	...	(312,435)	11,239,565	(S) Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	11,239,565	...	...	11,325,248
...	654,400,000	(157,450,000)	...	...	(587,947)	496,362,053	(S) Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	496,362,053	...	...	589,775,787
...	59,540,000	(12,440,000)	...	...	87,946	47,187,946	(S) Paiements à des compagnies de chemins de fer et de transport en vertu des articles 256, 258, 261 et 272 de la Loi sur les chemins de fer	47,187,946	...	...	74,734,213
...	...	...	...	200,000	...	200,000	Subvention au Comité de l'opération gar-O-train pour le coût d'une campagne publicitaire de sécurité des passages à niveau	195,865	4,135	...	...
...	10,000,000	...	...	(1,001,000)	...	8,999,000	Contributions versées aux fins énoncées au paragraphe 20(1) de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer, à l'exception des fins associées à la construction, la reconstruction et l'amélioration d'un croisement étagé lorsque le versement n'a pas été demandé avant le 1er septembre 1977	8,998,492	508	...	5,765,813
...	751,118,000	(171,088,000)	...	(600,000)	(812,436)	578,617,564		578,609,898	7,666	...	696,132,837

							Transport par eau				
...	571,000	(234,000)	...	...	33,720	370,720	(S) Paiements à des compagnies maritimes en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	370,720	...	...	438,000
							Transport par véhicule à moteur				
...	43,123,000	9,313,000	...	...	3,408,279	55,844,279	(S) Paiements à des compagnies de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	55,844,279	...	...	44,665,240
							Recherche				
...	3,000		...	...	...	3,000	Contribution à la Commission du port de Thunder Bay à l'égard des frais de fonctionnement conjoints du groupe de travail chargé de questions ferroviaires de Thunder Bay	1,916	1,084	...	17,027
...	794,815,000	(162,009,000)	...	...	2,629,563	635,435,563	Total—Contributions	635,426,813	8,750	—	742,753,104
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	600,000	...	600,000	**Transport aérien**	600,000	...	...	1,500,000
...	751,118,000	(171,088,000)	...	(600,000)	(812,436)	578,617,564	**Transport par chemin de fer**	578,609,898	7,666	...	696,132,837
...	571,000	(234,000)	...	...	33,720	370,720	**Transport par eau**	370,720	...	...	438,000
...	43,123,000	9,313,000	...	...	3,408,279	55,844,279	**Transport par véhicule à moteur**	55,844,279	...	...	44,665,240
...	3,000	...	...	...	...	3,000	**Recherche**	1,916	1,084	...	17,027
...	**794,815,000**	**(162,009,000)**	—	...	**2,629,563**	**635,435,563**	**Total du programme**	635,426,813	**8,750**	—	**742,753,104**
							Administrateur de l'Office du transport du grain				
							Contributions				
							Administrateur de l'Office du transport du grain				
...	2,500	...	...	...	...	2,500	Contribution à la Commission du port de Thunder Bay à l'égard des frais de fonctionnement conjoints du groupe de travail de questions ferroviaires de Thunder Bay	3,682	(1,182)	...	...
...	...	450,000	...	...	...	450,000	Contributions à un nombre limité d'entreprises de camionnage, touchées défavorablement par la Loi sur le transport du grain de l'Ouest pour le transport de cultures d'appoint, conformément aux conditions et stipulations prescrites par le Ministre pour la période du 1er juin 1985 au 31 mars 1986	223,457	226,543	...	...
...	**2,500**	**450,000**	...	...	...	**452,500**	**Total du programme**	**227,139**	**225,361**	...	...
...	**1,092,634,117**	**(137,729,000)**	...	**36,157,000**	**3,097,851**	**994,159,968**	**Total du ministère**	**971,552,948**	**22,607,020**	...	**1,216,476,249**

(S) **Paiement de transfert statutaire.**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département d'État			
Programme de l'administration centrale			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration et services communs			
Recouvrements des services de traitement électronique des données	3,090,000	3,166,713	3,163,499
Formation en transports			
Recouvrement des coûts de perfectionnement de la gestion et d'autres cours de formation au ministère	2,737,000	2,736,929	2,713,664
Magasins	22,100,000[1]	13,785,789	17,198,895
	24,837,000	16,522,718	19,912,559
Total du programme—Budgétaire	27,927,000[1]	19,689,431	23,076,058
Programme du transport maritime			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Aides à la navigation			
Exploitation des usines Prescott	90,000	101,038	33,930
Recouvrement des coûts des services offerts aux autres organismes gouvernementaux			
Services d'hélicoptères (recouvrement de Pêches et Océans)	1,219,000	781,089	895,331
Services de télécommunications maritimes (recouvrement d'Environnement)	131,000	130,700	145,350
Services de télécommunications maritimes (recouvrement du Programme de l'air)	160,000	103,500	104,300
Retenues sur le salaire des employés pour la location de logements	23,000	22,530	22,582
	1,623,000	1,138,857	1,201,493
Systèmes et services de gestion du trafic maritime			
Retenues sur le salaire des employés pour la location de logements	415,000	406,513	407,450
Déglaçage, Arctique et autres services maritimes			
Coordination de la livraison annuelle d'équipement et de marchandises à l'Arctique	6,722,000	11,557,149	7,773,054
Total du programme—Budgétaire	8,760,000	13,102,519	9,381,997

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Programme des transports aériens			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Aéroports autonomes et services au sol connexes			
Taxe de transport aérien	181,383,000	205,046,290	168,117,707
Location et concessions	145,444,000	135,746,353	134,544,051
Taxe d'atterrissage	70,734,000	72,301,712	71,096,478
Taxe générale d'aérogare	42,755,000	45,425,422	43,727,301
Autres recettes	19,354,000	17,745,684	14,329,229
Coûts recouvrés auprès d'autres ministères du gouvernement fédéral:			
Programme des services environnementaux—Services météorologiques	117,000	68,505	92,967
	459,787,000	476,333,966	431,907,733
Aéroports et services au sol connexes			
Taxe de transport aérien	56,596,000	57,306,230	25,515,280
Location et concessions	26,504,000	26,925,978	13,898,047
Taxe d'atterrissage	12,470,000	13,242,055	3,520,098
Taxe générale d'aérogare	4,172,000	4,652,180	...
Autres recettes	5,938,000	5,587,438	4,214,864
Coûts recouvrés auprès des aéroports autonomes pour les frais de services de gestion	37,598,000	37,597,480	47,187,631
Coûts recouvrés auprès d'autres ministères du gouvernement fédéral:			
Programme des services environnementaux—Services météorologiques	539,000	493,394	506,125
	143,817,000	145,804,755	94,842,045
Services de la navigation aérienne			
Taxe de transport aérien	40,045,000	44,134,069	32,413,390
Location et concessions	761,000	762,259	688,607
Autres recettes	13,452,000	15,329,617	12,671,348
Coûts recouvrés auprès des aéroports autonomes pour les frais de contrôle de la circulation aérienne	52,676,000	52,676,000	84,622,000
Coûts recouvrés auprès d'autres ministères du gouvernement fédéral:			
Programme des transports maritimes—Hélicoptères de la Garde côtière et services de télécommunications	963,000	822,600	700,583
Programme des services environnementaux—Services météorologiques	827,000	624,076	1,252,975
	108,724,000	114,348,621	132,348,903

Détail des montants portés au crédit—*Fin*

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Services de réglementation			
Location et concessions	6,000	4,826	14,491
Autres recettes	816,000	650,393	621,245
	822,000	655,219	635,736
Services aux aéronefs			
Location et concessions	8,000	20,918	8,326
Autres recettes	1,002,000	426,249	487,520
Coûts recouvrés auprès d'autres ministères du gouvernement fédéral:			
Programme des transports maritimes—Hélicoptères de la Garde côtière et services de télécommunications	12,711,000	11,666,917	12,797,542
	13,721,000	12,114,084	13,293,388
Direction et administration			
Location et concessions	676,000	663,320	597,869
Autres recettes	19,000	88,345	32,170
Coûts recouvrés auprès des aéroports autonomes pour les frais de services de gestion	6,120,000	6,120,520	7,681,707
	6,815,000	6,872,185	8,311,746
Total du programme—Budgétaire	733,686,000[2]	756,128,830	681,339,551
Total du département—Budgétaire	770,373,000	788,920,780	713,797,606
Air Canada			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Repaiement du prêt d'Air Canada. (Net)	...	31,581,502	18,158,907
Total du programme—Non budgétaire	...	31,581,502	18,158,907
Total du ministère—Budgétaire	770,373,000	788,920,780	713,797,606
Non budgétaire		31,581,502	18,158,907

[1] Ce montant apparaît dans la Partie III du Budget des dépenses 1985-86.
[2] Comprend un montant de $96,394,000 provenant des coûts recouvrés auprès des aéroports autonomes pour les frais de services de gestion.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme de l'administration centrale		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société des Transports du Nord Limitée	1,082,272	2,293,636
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,085,205	434,726
Divers	48,661	129,268
	1,133,866	563,994
Produits des ventes—		
Produits des ventes provenant de toutes les parts de la Société des Transports du Nord Limitée à 141606 Canada Limited	2,100,000	...
Autres recettes non fiscales—		
Divers	28,417	167,464
Total du programme	4,344,555	3,025,094
Programme du transport maritime		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société canadienne des ports	3,596,787	1,020,933
Administration du pont du port de Saint-Jean	977,987	984,547
Société du port de Halifax	99,990	...
Société du port de Montréal	523,158	541,947
Société du port de St John's	150,585	154,642
Société du port de Vancouver, La	349,982	361,178
Corporation de la ville de Montréal	20,073	22,608
Commissaires du port de Hamilton	52,065	62,476
Commission du port de Port Alberni	70,306	78,946
Commission du port de Thunder Bay	25,117	29,981
	5,866,050	3,257,258
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Paiement reçu de la Société canadienne des ports pour recouvrement de prélèvements budgétaires	...	1,100,000
Paiement reçu du Fonds de réclamation de la pollution maritime pour recouvrement de l'écoulement d'huile du Kurdistan	...	2,349,364
Paiement reçu des propriétaires du Kurdistan pour recouvrement des frais d'un écoulement d'huile	...	1,922,207

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Paiement reçu de Campney et Murphy pour recouvrement de frais de pollution	450,000	...
Paiement reçu de la Société canadienne des ports pour remboursement de la contribution recouvrable	18,523,000	...
Paiement reçu de la Société canadienne des ports pour recouvrement de prélèvements budgétaires du vote 35 et 35a (1983-84)	249,190	...
Paiement reçu des Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée pour remboursement du surplus reçu dans le Budget des dépenses, 1984-85	213,584	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	999,443	813,120
Divers	730,495	857,047
	21,165,712	7,041,738
Produits des ventes—		
Divers	3,965	8,268
Autres recettes non fiscales—		
Frais	1,771,351	1,674,705
Amendes	48,611	177,686
Frais portuaires	715,075	739,380
Permis	274,005	326,675
Location	6,398,228	8,481,986
Droits d'accostage	961,983	931,828
Entreposage	180,954	263,143
Droits de terre-plein	3,345,986	3,371,857
Amarre du navire	45,888	29,914
Cotisations radiographiques	2,069,681	1,681,333
Paiement reçu de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'entretien des voies navigables	500,000	...
Paiement reçu de la Société canadienne des ports faisant partie de l'Exercice de recouvrements de fonds	64,477,000	...
Divers	343,305	1,072,882
	81,132,067	18,751,389
Total du programme	**108,167,794**	**29,058,653**
Programme des transports aériens		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Air Canada	517,168	1,067,941

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Paiement reçu de l'Agence canadienne de développement international pour recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	356,890
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	785,267	145,631
Divers	794,359	474,578
	1,579,626	977,099
Produits des ventes—		
Vente de terrain	...	805,850
Autres recettes non fiscales—		
Divers	30,734	93,768
Total du programme	**2,127,528**	**2,944,658**
Programme des transports de surface		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Air Canada	15,246,590	16,558,312
Chemins de fer nationaux du Canada—		
Intérêt	18,492,189	19,211,633
Dividendes	48,390,100	42,466,690
Rampe de chargement, Yarmouth, N-É	1,147	3,441
	82,130,026	78,240,076
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Paiement reçu de Terra Transport pour recouvrement en subventions pour embranchements	931,173	1,038,975
Remboursement reçu de Northumberland Ferries Ltd. pour recouvrement en subvention	82,270	238,352
Paiment reçu de VIA Rail pour recouvrement de paiements en trop de fonds de fonctionnement pour 1982 et 1983	...	25,566,185
Paiement reçu de la province de Terre-Neuve sous le Programme des projets spéciaux de relance	1,458,848	294,959
Paiement reçu de la province de la Nouvelle-Écosse pour remboursement de paiement en trop de dépenses en capital sous le Programme d'aide aux transports urbains	...	185,408
Paiement reçu de la province de la Saskatchewan pour remboursement de paiement en trop de dépenses en capital sous le Programme d'aide aux transports urbains	...	107,806
Paiement reçu des Chemins de fer nationaux du Canada pour recouvrement de paiement de subventions en double pour la période janvier 1971 à décembre 1977	46,847,066	...
Paiement reçu de Northern Cruiser Ltd pour reprise de subventions pour la période du 1er avril 1982 au 31 mars 1984	112,222	...

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Paiement reçu de la province du Nouveau-Brunswick sous le Programme des projets spéciaux de relance	733,411	...
Paiment reçu du comté de Frontenac sous le Programme des projets spéciaux de relance	71,277	...
Paiement reçu de la municipalité de York sous le Programme des projets spéciaux de relance	201,19.	...
Paiement reçu de la ville de Mississauga pour remboursement de paiement en trop de dépenses en capital sous le Programme d'aide aux transports urbains	61,737	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)—		
VIA Rail	24,030,700	...
Autres	227,598	764,773
Divers	62,750	120,089
	74,820,244	28,316,547
Privilèges, licences et permis—		
Location nolisée de traversiers pour autos	439,503	1,051,842
Divers	5,538	23,626
	445,041	1,075,468
Autres recettes non fiscales—		
Intérêt sur les avances pour le Programme de remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies	1,752,491	1,599,950
Centre d'examen de véhicule de Blainville—Frais et services	74,182	100,126
Paiement reçu de la province de la Nouvelle-Écosse comme contribution au coût des Services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour	600,000	...
Paiement reçu de la province du Manitoba pour le projet Manitoba-Churchill sous le programme «Entente sur le développement économique et régional»	124,489	...
Divers	5,069	9,298
	2,556,231	1,709,374
Total du programme	**159,951,542**	**109,341,465**
Total du département	**274,591,419**	**144,369,870**
Bureau canadien de la sécurité aérienne		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	40,108	4,877
Total du programme	**40,108**	**4,877**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission canadienne des transports		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	208,458	249,815
Recouvrements d'avances de voyage	3,640	1,231
Recouvrements des comptes de fournisseurs	28,601	39,361
	240,699	290,407
Privilèges, licences et permis—		
Licences pour bateaux	6,961	6,428
Rémunérations de services—		
Frais pour services rendus à des compagnies	3,456	5,720
Frais pour services rendus à d'autres organismes gouvernementaux	461	510
	3,917	6,230
Produits des ventes—		
Ventes diverses	207	...
Autres recettes non fiscales—		
Divers	1,456	112
Total du programme	**253,240**	**303,177**
Administration du pipe-line du Nord		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	88,350	...
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd.	653,340	157,431
Recouvrements des coûts par arrangements contractuels	12,992	32,813
Divers	877	89,186
	755,559	279,430
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd.	527,658	2,193,181
Recouvrements des coûts par arrangements contractuels	139,077	429,145
Droits de servitudes (pour le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien)	27,594	27,594
Divers	2,488	...
	696,817	2,649,920
Total du programme	**1,452,376**	**2,929,350**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	89,595,516	84,858,911
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	99,695,706	37,469,215
Privilèges, licences et permis	452,002	1,081,896
Rémunérations de services	3,917	6,230
Produits des ventes	2,104,172	814,118
Autres recettes non fiscales	84,485,830	23,376,904
Total du ministère	276,337,143	147,607,274

(1) **Intérêt sauf indication contraire.**

SECTION 27

COMPTES PUBLICS
1985-86

Travail

Département
Conseil canadien des relations du travail
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	27.2
Sommaire du ministère	27.4
Programmes par activité	27.8
Paiements de transfert	27.12
Détail des montants portés au crédit	27.14
Recettes	27.14

Département

Objectif

Promouvoir et entretenir des relations de travail stables, la juste récompense des efforts fournis sur le lieu de travail, et un milieu de travail propice au bien-être physique et social; protéger les droits et les intérêts des parties engagées dans le monde du travail; encourager l'accès équitable aux possibilités d'emploi; susciter un climat favorable à de meilleures consultations et communications entre le gouvernement, les syndicats et le patronat.

Description des activités

Médiation et conciliation
Prestation de services de conciliation, de médiation et d'arbitrage pour le règlement de conflits dans le secteur privé de compétence fédérale; adoption de mesures préventives pour maintenir des relations patronales-syndicales stables; prestation de services de spécialistes en relations industrielles pour l'élaboration et la mise en œuvre de lignes de conduite, et la conception de lois.

Services généraux aux travailleurs
Élaboration et administration des programmes prévus par la loi pour assurer un milieu de travail sûr et salubre et des possibilités d'emploi justes; promotion et mise en œuvre d'activités non régies par la loi visant à l'établissement de relations constructives entre les syndicats et le patronat et une meilleure information des travailleurs sur les affaires syndicales et socio-économiques.

Politiques et communications

Prestation de services d'analyse, de gestion et d'orientation par l'intermédiaire des cabinets du Ministre et du sous-ministre et d'un groupe chargé des politiques et de la liaison; analyse et élaboration des politiques sociales et économiques rattachées aux questions du travail; communication et analyse de données sur le marché du travail; prestation de services de coordination et participation à des organisations internationales et fédérales-provinciales; encouragement et appui des efforts des femmes pour obtenir l'égalité sur le marché du travail; et communication des programmes, des politiques, des lois et des services du ministère.

Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs
Paiements en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence de la part des importateurs, de la restructuration d'une industrie ou de graves perturbations économiques au niveau d'une entreprise et(ou) d'une région désignée(s), et paiement des frais d'administration connexes liés à l'exploitation de l'Office d'aide à l'adaptation des travailleurs, conformément aux exigences de la Loi sur les prestations d'aide à l'adaptation pour les travailleurs.

Indemnités d'accidents du travail versées à des fonctionnaires et à des marins marchands
Paiements d'indemnités à des fonctionnaires fédéraux et(ou) des personnes à charge pour les accidents subis au travail et paiements aux commissions provinciales d'indemnisation des accidents du travail pour le traitement des réclamations présentées par les fonctionnaires fédéraux, en vertu de la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État; et versement d'indemnités supplémentaires à certaines veuves et enfants à charge de marins marchands.

Administration

Prestation de services consultatifs et de soutien, y compris des services administratifs, financiers, de personnel, de traitement des données et des textes, de planification ministérielle, d'évaluation des programmes et de vérification interne, de bibliothèque, et de sécurité.

Conseil canadien des relations du travail

Objectif

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toutes affaires ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Description de l'activité

Conseil canadien des relations du travail
Exercer des pouvoirs légaux et de réglementation à l'égard des questions suivantes: les droits de négociation et leur établissement; l'enquête, la médiation et l'arbitrage relatifs aux plaintes prétendant qu'il y a eu contravention aux dispositions du Code canadien du travail; la définition des changements technologiques qui ont des répercussions sur les conditions de travail et la sécurité d'emploi, ainsi que l'exercice du pouvoir de redressement y afférent; pouvoirs d'ordonner de ne pas faire dans les cas de grève ou lock-out illégaux; la révision des décisions qui portent sur la sécurité et qui sont renvoyées au Conseil; le règlement des modalités d'une première convention collective; la communication d'avis et de recommandations dans le cadre des pouvoirs légaux et de réglementation du Conseil; les services administratifs requis à ces fins.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Objectif

Favoriser la construction de nouvelles maisons, la réparation et la modernisation de maisons existantes, ainsi que l'amélioration des conditions de logement et de vie.

Description des activités

Assurance prêt hypothécaire
Favoriser le fonctionnement efficace du marché hypothécaire et du marché du logement en jouant un rôle de chef de file dans le domaine de l'assurance prêt hypothécaire à recouvrement intégral, tout en poursuivant d'autres objectifs de politiques du secteur public.

Logement du marché
Favoriser le fonctionnement efficace du marché hypothécaire résidentiel du secteur privé et du marché résidentiel du secteur privé par d'autres moyens que l'assurance prêt hypothécaire du secteur public, notamment, par l'entremise de prêts visant à aider les Canadiens à acheter ou louer un logement convenable, à un prix abordable.

Logement social
Aider les Canadiens dont le revenu est insuffisant à avoir accès à des logements convenables en favorisant et en appuyant, financièrement, avec la collaboration des provinces, des municipalités et de leurs organismes, la production de logements sociaux destinés aux personnes à revenu faible et modéré, et en favorisant l'établissement de corporations de logement sans but lucratif et de sociétés de logement.

Remise en état et conservation
Favoriser et appuyer la remise en état des logements non conformes aux normes et l'amélioration des logements existants à l'aide de prêts et de subventions.

Équipements communautaires
Aider les collectivités à se créer un milieu sain et à le maintenir en favorisant et en appuyant financièrement l'installation des équipements communautaires essentiels.

Recherche, développement, démonstration et information
Contribuer à la prise de décisions fondées sur des faits dans le secteur public, en ce qui a trait au logement et à l'aménagement des collectivités et au fonctionnement efficace du marché hypothécaire et du marché du logement, en aidant l'industrie, les gouvernements et le public en général à connaître et comprendre ces domaines, plus particulièrement en ce qui a trait aux aspects techniques.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectif

Fournir aux Canadiens des renseignements et des conseils sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable, de manière à faciliter les prises de décisions concernant la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail.

Description des activités

Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif
Représentant les gouvernements fédéral et provinciaux de même que les travailleurs et les employeurs en général, le Conseil définit les objectifs, les politiques et le champ d'activité du Centre et établit les priorités et l'affectation d'ensemble de ses ressources. Il facilite la collaboration entre les divers intéressés et encourage l'amélioration des normes d'hygiène et de sécurité des personnes au travail. Il lance également des programmes favorisant la santé mentale et physique des travailleurs.

Le Bureau exécutif du Centre, présidé par le président et administrateur en chef, est composé de neuf gouverneurs, élus pour un an par le Conseil des gouverneurs et représentant ces derniers sur une base tripartite. Le Bureau exécutif est autorisé à agir au nom du Conseil entre les réunions de celui-ci.

Président et personnel du Centre
Mettre en œuvre les politiques et programmes établis par le Conseil des gouverneurs et le Bureau exécutif et assumer les fonctions d'ordre scientifique et technologique du Centre.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	39,841,000	...	...	39,841,000	1	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	2,298,000	...	2,298,000	1b	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	750,100	...	750,100	1c	**Virement de $83,000 du crédit 5 (Travail)**				
...	...	...	83,000	83,000		**Virement du: crédit 5**				
...	...	...	600,000	600,000		**CT, crédit 5(1)**				
...	...	...	16,269	16,269		**CT, crédit 10(1)**				
...	39,841,000	3,048,100	699,269	43,588,369		**Total—Crédit 1**	42,503,274	1,085,095	...	38,123,633
...	15,212,000	...	...	15,212,000	5	**Subventions et contributions**				
...	...	25,000	...	25,000	5b	**Subventions et contributions**				
...	...	...	(83,000)	(83,000)		**Virement au crédit 1**				
...	15,212,000	25,000	(83,000)	15,154,000		**Total—Crédit 5**	15,020,731	133,269	...	12,009,181
...	42,000	...	(2,470)	39,530	(S)	**Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	41,682
...	23,004,000	6,300,000	311,928	29,615,928	(S)	**Paiement d'indemnités à des employés de la Fonction publique (Loi sur l'indemnisation des employés de l'État) et à des marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands)**	29,615,928	...	...	32,898,652
...	43,394,000	15,700,000	584,479	59,678,479	(S)	**Prestations d'adaptation pour les travailleurs (Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs)**	59,678,479	...	...	42,191,821
...	4,017,000	...	412,000	4,429,000	(S)	**Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés**	4,429,000	...	...	4,277,000
...	...	...	2,580	2,580	(S)	**Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents**	2,580	...	...	11,780
...	125,510,000	25,073,100	1,924,786	152,507,886		**Total budgétaire**	151,289,522	1,218,364	...	129,553,749
...	...	...	80,000	80,000	(S)	**(L) Avances de fonds d'exploitation aux commissions provinciales sur l'indemnisation afin d'administrer la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État, article 3(4). (Net)**	80,000	...	...	248,000
...	125,510,000	25,073,100	1,924,786	152,507,886		**Total du département—Budgétaire**	151,289,522	1,218,364	...	129,553,749
...	...	...	80,000	80,000		**Non budgétaire**	80,000	...	...	248,000

						Conseil canadien des relations du travail				
...	5,419,000	...	...	5,419,000	10	Dépenses du programme				
...	...	224,000	...	224,000	10b	Dépenses du programme				
...	5,419,000	224,000	...	5,643,000		Total—Crédit 10	5,525,623	117,377	...	5,116,110
...	562,000	...	58,000	620,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	620,000	...	...	563,000
...	5,981,000	224,000	58,000	6,263,000		**Total du programme—Budgétaire**	6,145,623	117,377	...	5,679,110
						Société canadienne d'hypothèques et de logement				
...	1,466,566,000	...	...	1,466,566,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	8,840,000	...	8,840,000	15b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	28,000	28,000		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	1,466,566,000	8,840,000	28,000	1,475,434,000		Total—Crédit 15	1,378,181,805	97,252,195	...	1,482,725,616
...	...	1	...	1	16c	Conformément au paragraphe 18(5) de la Loi sur l'administration financière, remettre le montant principal des avances en cours au 31 décembre 1985, n'excédant pas $255,500,000, versées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement conformément à l'article 9 de la Loi nationale sur l'habitation	...	1	...	307,600,000
...	600,000	...	(513,715)	86,285	(S)	Contributions pour la rénovation urbaine	86,285	...	...	2,737,712
...	60,000	...	(60,000)	...	(S)	Programme de protection des taux hypothécaires	...	...	...	172,000,000
...	...	190,300,000	(114,300,000)	76,000,000	(S)	Avances conformément au paragraphe 9(6) de la Loi nationale sur l'habitation, versées au Fonds d'assurance hypothécaire afin de répondre à ses obligations financières en vertu de l'article 8 de la Loi nationale sur l'habitation	76,000,000	...	...	...
...	1,467,226,000	199,140,001	(114,845,715)	1,551,520,286		Total budgétaire	1,454,268,090	97,252,196	...	1,965,063,328
...	16,000,000	...	...	16,000,000	L20	Avances consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, article 55. (Brut)	9,500,000	6,500,000	...	1,500,000
...	7,900,000	...	...	7,900,000	L25	Avances versées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, article 37.1. (Brut)				
...	...	1,400,000	...	1,400,000	L25b	Avances additionnelles, article 37.1				
...	7,900,000	1,400,000	...	9,300,000		Total—Crédit L25	...	9,300,000	...	...
					(S)	(L) Prêts ou garanties par la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, article 22, telle que modifiée et de la Loi nationale sur l'habitation, telle que modifiée, sont les suivants:				
100,000,000	...	...	...	100,000,000		Article 10. Compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et hypothèques. Limite $100,000,000 *moins* le solde du Fonds. (Net)	...	...	100,000,000	...
1,887,306,790	...	...	...	1,887,306,790		Article 21(1) a). Avances pour prêts directs en vertu des Parties II, IV-2, VI, VI-1 et des articles 58 et 59. Limite $14,500,000,000. (Brut)	95,500,000	...	1,791,806,790	125,500,000

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
38,500,000	...	...	...	38,500,000		Article 21.1 (4). Avances en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix. Limite $40,000,000. (Brut)	...	...	38,500,000	...
286,000,000	...	...	...	286,000,000		Article 26 (3). Avances pour le réaménagement urbain provincial et municipal. Limite $351,000,000. (Brut)	...	...	286,000,000	500,000
249,500,000	...	...	...	249,500,000		Article 27.6 (2). Avances pour l'amélioration des quartiers. Limite $302,000,000. (Brut)	...	...	249,500,000	500,000
252,600,000	...	...	...	252,600,000		Article 34.14 (2). Avances pour la remise en état des immeubles existants. Limite $500,000,000. (Brut)	19,000,000	...	233,600,000	23,500,000
17,000,000	...	...	...	17,000,000		Article 39 (1). Avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement communal. Limite $25,000,000. (Brut)	8,000,000	...	9,000,000	8,000,000
948,500,000	...	...	...	948,500,000		Article 40 (3). Avances et remboursements pour projets de logement public conjoints. Limite $2,700,000,000. (Brut)	117,500,000	...	831,000,000	117,000,000
100,000,000	...	...	...	100,000,000		Article 45.1 (7). Avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérale-provinciales. Limite $100,000,000. (Brut)	...	...	100,000,000	...
111,000,000	...	...	...	111,000,000		Article 48 (2). Avances et remboursements pour des projets d'habitation d'étudiants. Limite $550,000,000. (Brut)	...	...	111,000,000	...
369,600,000	...	...	...	369,600,000		Article 53 (3). Avances et remboursements pour des projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable. Limite $1,674,600,000. (Brut)	6,500,000	...	363,100,000	5,500,000
...	...	...	400,000,000	400,000,000		Article 55 (8). Avances et remboursements pour l'habitation rurale autochtone et unilatérale. Limite $400,000,000. (Brut) (Total des autorisations brutes de l'article 21 (1) a) à 55 (8) est de $21,142,600,000).	4,500,000	...	395,500,000	...
...	30,300,000	(6,600,000)	(23,700,000)	...	(S)	(L) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	...	...	...	...
4,360,006,790	54,200,000	(5,200,000)	376,300,000	4,785,306,790		Total non budgétaire	260,500,000	15,800,000	4,509,006,790	282,000,000
...	**1,467,226,000**	**199,140,001**	**(114,845,715)**	**1,551,520,286**		**Total du programme— Budgétaire**	**1,454,268,090**	**97,252,196**	**...**	**1,965,063,328**
4,360,006,790	**54,200,000**	**(5,200,000)**	**376,300,000**	**4,785,306,790**		**Non budgétaire**	**260,500,000**	**15,800,000**	**4,509,006,790**	**282,000,000**

						Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
...	7,687,000	...	...	7,687,000	30	Dépenses du programme	6,687,455	999,545	...	7,016,344
...	**7,687,000**	...	...	7,687,000		**Total du programme—Budgétaire**	6,687,455	**999,545**	...	**7,016,344**
...	**1,606,404,000**	**224,437,101**	**(112,862,929)**	1,717,978,172		Total du ministère—Budgétaire	1,618,390,690	**99,587,482**	...	**2,107,312,531**
4,360,006,790	**54,200,000**	**(5,200,000)**	**376,380,000**	4,785,386,790		Non budgétaire	260,580,000	**15,800,000**	**4,509,006,790**	**282,248,000**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	4,036,000	...	36,000	...	27,000	...	4,099,000	Médiation et conciliation	3,841,118	257,882	...	3,594,500
...	18,470,000	245,100	120,269	225,000	3,000	...	19,063,369	Services généraux aux travailleurs	17,153,057	1,910,312	...	16,520,031
...	10,359,000	617,000	333,000	(142,000)	160,530	...	11,327,530	Politiques et communications	11,506,200	(178,670)	...	10,684,586
...	383,000	...	...	...	6,000	...	389,000	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	460,618	(71,618)	...	443,479
...	47,653,000	6,300,000	...	...	364,663	(23,330,000)	30,987,663	Indemnités d'accidents du travail versées à des fonctionnaires et à des marins marchands	31,238,681	(251,018)	...	34,421,080
...	8,946,000	...	127,000	...	166,580	...	9,239,580	Administration	9,675,642	(436,062)	...	9,074,742
...	(23,330,000)	...	...	...	...	23,330,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	66,517,000	7,162,100	616,269	83,000	727,773	...	75,106,142	Total—Fonctionnement	73,875,316	1,230,826	...	74,738,418
								Capital				
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Médiation et conciliation	83,374	(79,374)	...	19,020
...	222,000	363,000	...	...	...	...	585,000	Services généraux aux travailleurs	480,105	104,895	...	112,512
...	27,000	...	...	...	...	...	27,000	Politiques et communications	156,020	(129,020)	...	200,790
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	32,926	(31,926)	...	...
...	3,000	...	...	...	...	...	3,000	Indemnités d'accidents du travail versées à des fonctionnaires et à des marins marchands	15,630	(12,630)	...	...
...	116,000	1,823,000	...	...	...	...	1,939,000	Administration	1,936,676	2,324	...	272,387
...	373,000	2,186,000	...	...	...	...	2,559,000	Total—Capital	2,704,731	(145,731)	...	604,709
								Paiements de transfert				
...	7,500,000	(55,000)	...	(225,000)	...	...	7,220,000	Services généraux aux travailleurs	7,135,617	84,383	...	6,534,857
...	7,712,000	80,000	...	142,000	...	...	7,934,000	Politiques et communications	7,885,114	48,886	...	5,474,324
...	43,394,000	15,700,000	...	...	584,479	...	59,678,479	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	59,678,479	...	...	42,191,821

...	14,000	...	...	...	(3,735)	...	10,265	Indemnités d'accidents du travail versées à des fonctionnaires et à des marins marchands	10,265	...	...	9,620
...	58,620,000	15,725,000	...	(83,000)	580,744	...	74,842,744	Total—Paiements de transfert	74,709,475	133,269	...	54,210,622
								Non budgétaire				
...	...	...	...	...	80,000	...	80,000	Indemnités d'accidents du travail versées à des fonctionnaires et à des marins marchands	80,000	...	...	248,000
								Sommaire du programme				
...	4,040,000	...	36,000	...	27,000	...	4,103,000	Médiation et conciliation	3,924,492	178,508	...	3,613,520
...	26,192,000	553,100	120,269	...	3,000	...	26,868,369	Services généraux aux travailleurs	24,768,779	2,099,590	...	23,167,400
...	18,098,000	697,000	333,000	...	160,530	...	19,288,530	Politiques et communications	19,547,334	(258,804)	...	16,359,700
...	43,778,000	15,700,000	...	...	590,479	...	60,068,479	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	60,172,023	(103,544)	...	42,635,300
...	24,340,000	6,300,000	...	...	360,928	...	31,000,928	Indemnités d'accidents du travail versées à des fonctionnaires et à des marins marchands— Budgétaire	31,264,576	(263,648)	...	34,430,700
...	...	...	...	...	80,000	...	80,000	Non budgétaire	80,000	...	...	248,000
...	9,062,000	1,823,000	127,000	...	166,580	...	11,178,580	Administration	11,612,318	(433,738)	...	9,347,129
								Total du département—				
...	125,510,000	25,073,100	616,269	...	1,308,517	...	152,507,886	**Budgétaire**	151,289,522	1,218,364	...	129,553,749
...	...	...	...	...	80,000	...	80,000	**Non budgétaire**	80,000	...	...	248,000
								Conseil canadien des relations du travail				
								Fonctionnement				
...	5,950,000	72,000	...	...	58,000	...	6,080,000	Conseil canadien des relations du travail	5,978,118	101,882	...	5,644,612
								Capital				
...	31,000	152,000	...	...	...	...	183,000	Conseil canadien des relations du travail	167,505	15,495	...	34,498
...	5,981,000	224,000	...	...	58,000	...	6,263,000	**Total du programme—Budgétaire**	6,145,623	117,377	...	5,679,110
								Société canadienne d'hypothèques et de logement				
								Fonctionnement				
...	60,000	190,300,001	...	...	(114,360,000)	...	76,000,001	Assurance prêt hypothécaire	76,000,000	1	...	172,000,000
...	87,127,000	...	...	...	...	...	87,127,000	Logement du marché	71,910,730	15,216,270	...	77,470,609
...	1,176,307,000	8,296,000	...	...	...	...	1,184,603,000	Logement social	1,125,891,766	58,711,234	...	1,165,034,996
...	165,263,000	544,000	28,000	...	...	...	165,835,000	Remise en état et conservation	152,697,573	13,137,427	...	211,304,891
...	11,657,000	...	...	...	(513,715)	...	11,143,285	Équipements communautaires	5,466,863	5,676,422	...	12,037,128
...	26,812,000	...	...	...	...	...	26,812,000	Recherche, développement, démonstration et information	22,301,158	4,510,842	...	19,615,704

Programmes par activité—*Fin*

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
		Indiquées dans		Redressements et virements								
	Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	307,600,000
Total—Fonctionnement	...	1,467,226,000	199,140,001	28,000	...	(114,873,715)	...	1,551,520,286	1,454,268,090	97,252,196	...	1,965,063,328
Non budgétaire												
Logement du marché	...	135,500,000	...	...	...	(135,500,000)	...	...	80,800,000	...	...	...
Logement social	...	149,300,000	...	...	...	(149,300,000)	...	...	143,000,000	15,800,000	...	...
Remise en état et conservation	...	32,500,000	...	...	...	(32,500,000)	...	...	19,000,000	...	...	...
Équipements communautaires	...	37,500,000	...	...	...	(37,500,000)	...	...	17,700,000	...	...	...
Remboursements:												
Logement du marché	...	(130,000,000)	...	...	...	130,000,000	...	...	...	...	...	...
Logement social	...	(77,900,000)	...	...	...	77,900,000	...	...	...	...	...	...
Remise en état et conservation	...	(27,500,000)	...	...	...	27,500,000	...	...	...	...	...	...
Équipements communautaires	...	(65,200,000)	...	...	...	65,200,000	...	...	...	...	...	...
Société canadienne d'hypothèques et de logement	4,360,006,790	...	(5,200,000)	...	...	430,500,000	...	4,785,306,790	...	...	...	...
Total—Non budgétaire	4,360,006,790	54,200,000	(5,200,000)	...	...	376,300,000	...	4,785,306,790	260,500,000	15,800,000	4,509,006,790	282,000,000
Sommaire du programme												
Assurance prêt hypothécaire	...	60,000	190,300,001	...	...	(114,360,000)	...	76,000,001	76,000,000	1	...	172,000,000
Logement du marché— Budgétaire	...	87,127,000	...	...	...	...	...	87,127,000	71,910,730	15,216,270	...	77,470,609
Non budgétaire	...	5,500,000	...	...	...	(5,500,000)	...	...	80,800,000	...	...	...
Logement social— Budgétaire	...	1,176,307,000	8,296,000	...	...	...	...	1,184,603,000	1,125,891,766	58,711,234	...	1,165,034,996
Non budgétaire	...	71,400,000	...	...	...	(71,400,000)	...	...	143,000,000	15,800,000	...	...
Remise en état et conservation— Budgétaire	...	165,263,000	544,000	28,000	...	...	...	165,835,000	152,697,573	13,137,427	...	211,304,891
Non budgétaire	...	5,000,000	...	...	...	(5,000,000)	...	...	19,000,000	...	...	...
Équipements communautaires— Budgétaire	...	11,657,000	...	...	...	(513,715)	...	11,143,285	5,466,863	5,676,422	...	12,037,128
Non budgétaire	...	(27,700,000)	...	...	...	27,700,000	...	...	17,700,000	...	...	...
Recherche, développement, démonstration et information	...	26,812,000	...	...	...	...	...	26,812,000	22,301,158	4,510,842	...	19,615,704
Société canadienne d'hypothèques et de logement— Non budgétaire	4,360,006,790	...	(5,200,000)	...	...	430,500,000	...	4,785,306,790	...	...	...	...
Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	307,600,000
Total du programme— Budgétaire	...	1,467,226,000	199,140,001	28,000	...	(114,873,715)	...	1,551,520,286	1,454,268,090	97,252,196	...	1,965,063,328
Non budgétaire	4,360,006,790	54,200,000	(5,200,000)	...	...	376,300,000	...	4,785,306,790	260,500,000	15,800,000	4,509,006,790	282,000,000

								Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
								Fonctionnement				
...	437,000	...	...	...	...	...	437,000	Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif	310,612	126,388	...	176,612
...	7,042,000	...	...	...	...	...	7,042,000	Président et personnel du Centre	6,250,651	791,349	...	3,733,146
...	7,479,000	...	...	...	...	...	7,479,000	Total—Fonctionnement	6,561,263	917,737	...	3,909,758
								Capital				
...	208,000	...	...	...	...	...	208,000	Président et personnel du Centre	126,192	81,808	...	1,639,368
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	1,467,218
								Sommaire du programme				
...	**437,000**	...	...	...	...	...	**437,000**	**Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif**	**310,612**	**126,388**	...	**176,612**
...	**7,250,000**	...	...	...	...	...	**7,250,000**	**Président et personnel du Centre**	**6,376,843**	**873,157**	...	**5,372,514**
...	...	...	...	...	...	...	...	**Activités non requises pour l'exercice en cours**	...	...	...	**1,467,218**
...	**7,687,000**	...	...	...	...	...	**7,687,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**6,687,455**	**999,545**	...	**7,016,344**
								Total du ministère—				
...	**1,606,404,000**	**224,437,101**	**644,269**	...	**(113,507,198)**	...	**1,717,978,172**	**Budgétaire**	**1,618,390,690**	**99,587,482**	...	**2,107,312,531**
4,360,006,790	**54,200,000**	**(5,200,000)**	...	...	**376,380,000**	...	**4,785,386,790**	**Non budgétaire**	**260,580,000**	**15,800,000**	**4,509,006,790**	**282,248,000**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Services généraux aux travailleurs				
...	16,000	...	...	...	...	16,000	Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (prévention des accidents)	16,000	...	...	16,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Subventions afin d'appuyer les organismes responsables de l'élaboration des normes	...	10,000	...	10,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,074,143
...	26,000	...	...	...	...	26,000		16,000	10,000	...	1,100,143
							Politiques et communications				
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (recherches spéciales)	40,000	...	...	40,000
...	62,000	25,000	...	...	...	87,000	Subventions en vue d'appuyer les activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de Travail Canada	79,535	7,465	...	62,000
...	5,000,000	...	...	...	...	5,000,000	Centre canadien du marché du travail et de la productivité	5,000,000	...	...	5,000,000
...	10,000	...	...	(1,000)	...	9,000	Subventions afin d'aider financièrement des organisations de travailleurs et des centrales syndicales à organiser des activités de formation	8,000	1,000	...	10,000
...	...	30,000	...	...	...	30,000	Subvention en vue d'appuyer le Conseil syndical du Commonwealth	30,000	...	...	20,000
...	...	25,000	...	(15,000)	...	10,000	Subvention en vue de financer des projets spéciaux qui mettent l'accent sur les femmes dans la population active	10,000	...	...	...
...	5,112,000	80,000	...	(16,000)	...	5,176,000		5,167,535	8,465	...	5,132,000
							Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs				
...	43,394,000	15,700,000	...	...	584,479	59,678,479	(S) Paiement de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence de la part des importateurs, de la restructuration d'une entreprise, ou de graves perturbations économiques au niveau d'une entreprise ou d'une région	59,678,479	...	...	42,191,821

...	14,000	...	...	...	(3,735)	10,265	Indemnités d'accidents du travail versées à des fonctionnaires et à des marins marchands (S) Indemnisation des marins marchands— Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins et à certains enfants à charge ainsi qu'en vue de prolonger le paiement des allocations à l'égard des enfants âgés de moins de 21 ans qui fréquentent l'école	10,265	...	...	9,620
...	**48,546,000**	**15,780,000**	...	**(16,000)**	**580,744**	64,890,744	Total—Subventions	64,872,279	**18,465**	...	**48,433,584**
							Contributions				
							Services généraux aux travailleurs				
...	3,892,000	...	...	...	...	3,892,000	Contributions aux programmes d'éducation syndicale du Congrès du travail du Canada	3,892,156	(156)	...	3,538,324
...	1,236,000	...	...	(22,000)	...	1,214,000	Contributions aux organisations de travailleurs non affiliés au Congrès du travail du Canada en vue de promouvoir et d'améliorer les programmes d'éducation syndicale	1,213,580	420	...	1,090,148
...	1,292,000	...	...	(33,000)	...	1,259,000	Contributions aux syndicats non affiliés à une organisation centrale de travailleurs et aux membres de syndicats à des fins d'éducation syndicale	1,221,479	37,521	...	...
...	655,000	(55,000)	...	(170,000)	...	430,000	Projets relatifs à la qualité de la vie au travail	393,102	36,898	...	443,242
...	399,000	...	...	...	...	399,000	Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique	399,300	(300)	...	363,000
...	7,474,000	(55,000)	...	(225,000)	...	7,194,000		7,119,617	74,383	...	5,434,714
							Politiques et communications				
...	...	...	...	258,000	...	258,000	Programme d'éducation technologique	256,099	1,901	...	...
...	2,010,000	...	...	(200,000)	...	1,810,000	Fonds de recherche sur les répercussions du changement technologique	1,832,317	(22,317)	...	286,000
...	590,000	...	...	100,000	...	690,000	Programme gouvernemental-syndical de détachement d'employés	629,163	60,837	...	56,324
...	2,600,000	...	...	158,000	...	2,758,000		2,717,579	40,421	...	342,324
...	**10,074,000**	**(55,000)**	...	**(67,000)**	...	9,952,000	Total—Contributions	9,837,196	**114,804**	...	**5,777,038**
							Sommaire du programme par activité				
...	7,500,000	(55,000)	...	(225,000)	...	7,220,000	Services généraux aux travailleurs	7,135,617	84,383	...	6,534,857
...	7,712,000	80,000	...	142,000	...	7,934,000	Politiques et communications	7,885,114	48,886	...	5,474,324
...	43,394,000	15,700,000	...	...	584,479	59,678,479	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	59,678,479	...	...	42,191,821
...	14,000	...	...	...	(3,735)	10,265	Indemnités d'accidents du travail versées à des fonctionnaires et à des marins marchands	10,265	...	...	9,620
...	**58,620,000**	**15,725,000**	...	**(83,000)**	**580,744**	74,842,744	**Total du département**	74,709,475	**133,269**	...	**54,210,622**
							Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
							Subventions				
...	...	...	...	...	...		Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,467,218
...	...	...	...	...	...	...	**Total du programme**	...	...	...	**1,467,218**
...	**58,620,000**	**15,725,000**	...	**(83,000)**	**580,744**	74,842,744	Total du ministère	74,709,475	**133,269**	...	**55,677,840**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Indemnités d'accidents du travail versées à des fonctionnaires et à des marins marchands			
Sommes recouvrables auprès des organismes d'État au titre du versement d'indemnités	23,330,000	21,956,522	16,503,304
Total du département—Budgétaire	**23,330,000**	**21,956,522**	**16,503,304**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
Président et personnel du Centre			
Vente de publications et voyage	...	4,748	114,797
Total du programme—Budgétaire	...	**4,748**	**114,797**
Total du ministère—Budgétaire	**23,330,000**	**21,961,270**	**16,618,101**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	30,647	140,952
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	82,388	125,024
	113,035	265,976
Rémunérations de services	244	665
Produits des ventes	514	...
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et pénalités remises par les tribunaux suite à des poursuites en vertu du Code canadien du travail	325	2,300
Revenu Canada (Impôt)—Crédits à un régime de pension	21,710	19,908
Frais d'inscription pour séminaire d'études présenté par le Bureau de la femme	...	3,906
Frais de témoin	...	50
Virement de fonds du Compte d'attente du code du travail en raison du manque d'information rendant impossible la localisation d'individus	...	147,867
Liquidation d'investissement par la Société canadienne d'hypothèques et de logement	24,862,217	...
	24,884,252	174,031
Total du département	**24,998,045**	**440,672**
Conseil canadien des relations du travail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,568	869
Produits des ventes	2,023	2,093
Autres recettes non fiscales	5	...
Total du programme	**5,596**	**2,962**
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société canadienne d'hypothèques et de logement—		
Intérêt	858,826,035	873,299,069
Virement des bénéfices	33,895,532	39,654,226
	892,721,567	912,953,295

Recettes — *Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Factures excédentaires en vertu de la Section V de la Loi nationale sur l'habitation	2,628,544	3,264,081
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,963,763	...
	4,592,307	3,264,081
Produits des ventes—		
Ventes de propriétés	111,393	121,830
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrements sur fonds initiaux—Section V	...	184,924
Recouvrements—Rénovation urbaine	703,666	1,447,632
Divers	11,368,739	9,677,198
	12,072,405	11,309,754
Total du programme	909,497,672	**927,648,960**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Intérêt sur certificats d'investissement à court terme	...	130,188
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	56	...
Total du programme	**56**	**130,188**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	892,721,567	913,083,483
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	4,708,966	3,530,926
Rémunérations de services	244	665
Produits des ventes	113,930	123,923
Autres recettes non fiscales	36,956,662	11,483,785
Total du ministère	**934,501,369**	**928,222,782**

SECTION 28

COMPTES PUBLICS
1985-86

Travaux publics

Département
Commission de la Capitale nationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	28.2
Sommaire du ministère	28.5
Programmes par activité	28.8
Paiements de transfert	28.12
Détail des montants portés au crédit	28.14
Recettes	28.14

Département

Programme des services

Objectif

Fournir les services professionnels et techniques et les services immobiliers qui sont requis par les ministères et organismes fédéraux et par les autres programmes du ministère pour la construction, l'acquisition, la gestion, le fonctionnement et l'aliénation de biens immobiliers; et fournir les services de gestion et d'administration requis par le ministère.

Description des activités

Services de l'immobilier
Services se rapportant à l'évaluation, à l'arpentage, à l'acquisition, à l'aménagement et à l'aliénation de biens immobiliers.

Services de gestion immobilière
Services se rapportant à la gestion, au fonctionnement et à l'entretien de biens immobiliers.

Services d'architecture et de génie
Services professionnels, techniques et opérationnels, services de gestion de projets et services consultatifs connexes qui sont requis pour le design et la construction d'immeubles et pour la réalisation de travaux maritimes et de voirie, ainsi que pour les activités de développement technique connexes.

Dragage et services de la flotte
Services de dragage et services de la flotte qui s'y rattachent, y compris l'acquisition, le fonctionnement et l'entretien de l'outillage flottant nécessaire et des installations terrestres connexes.

Services ministériels et administratifs
Services de gestion générale et d'orientation en matière de politique et services administratifs requis pour tous les programmes du ministère.

Programme du logement

Objectif

Fournir les locaux qui sont requis par les ministères et organismes fédéraux.

Description des activités

Acquisition et amélioration de l'actif
Activités requises pour l'acquisition, la construction ou l'amélioration d'installations appartenant à l'État et des éléments d'infrastructure correspondants, le tout faisant partie du répertoire des installations du ministère.

Propriétés de la Couronne
Activités requises pour le fonctionnement et l'entretien des installations appartenant à la Couronne qui font partie du répertoire des installations du ministère.

Propriétés louées
Activités requises pour le paiement des loyers ainsi que pour le fonctionnement et l'entretien des installations louées qui font partie du répertoire des installations du ministère.

Propriétés obtenues par bail-achat
Activités requises pour le versement des paiements annuels prévus et pour le fonctionnement et l'entretien des installations obtenues par bail-achat qui font partie du répertoire des installations du ministère.

Planification et contrôle du programme
Gestion du répertoire des installations, y compris l'établissement, la surveillance et le contrôle des plans d'acquisition d'immobilisations et des plans opérationnels relatifs au répertoire, afin de satisfaire les besoins de locaux des clients.

Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale

Objectif

Fournir au gouvernement les services de soutien requis pour qu'il puisse s'acquitter de ses responsabilités de contrôle et de gestion des biens immobiliers dans les domaines suivants: gestion foncière fédérale, technologie du design, de la construction et de l'immobilier, prévention des incendies, préparatifs d'urgence, projets spéciaux, versement de subventions en remplacement d'impôts aux autorités taxatrices locales et paiements à certaines sociétés d'État.

Description des activités

Gestion et aménagement fonciers fédéraux
Services consultatifs et services de mise en œuvre se rapportant à la gestion des terres et des biens fédéraux et versement de contributions à l'appui de projets de développement réalisés en vertu d'ententes de développement économique et régional.

Technologie du design, de la construction et de l'immobilier
Activités de recherche, d'élaboration de normes, de diffusion de l'information et de soutien à la mise en œuvre réalisées relativement à des améliorations techniques se rapportant au design, à la construction, à l'entretien et au fonctionnement de biens immobiliers.

Prévention des incendies
Activités du Commissariat des incendies du Canada, qui est responsable d'assurer la prévention des incendies dans les propriétés appartenant au gouvernement fédéral ou contrôlées par celui-ci.

Préparatifs d'urgence
Activités de planification et de coordination requises pour que le ministère puisse s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu du décret fédéral sur la planification d'urgence.

Subventions aux municipalités
Administration et versement aux autorités taxatrices de subventions en remplacement d'impôts à l'égard des propriétés fédérales.

Projets spéciaux
Projets précis, réalisés selon les directives reçues, qui ont des incidences marquées sur le design, la construction, l'entretien ou le fonctionnement de biens immobiliers.

Sociétés d'État
Société immobilière du Canada–Mirabel–Activités de gestion et d'aliénation des terres périphériques de Mirabel, réalisées afin de conserver un milieu normal pour les habitants tout en assurant la protection requise pour le fonctionnement de l'aéroport de Mirabel.

Société immobilière du Canada–Le Vieux-Port de Québec–Activités de réaménagement et de gestion de propriétés situées dans le Vieux-Port de Québec, réalisées en tenant compte de la valeur patrimoniale du secteur.

Société immobilière du Canada–Le Vieux-Port de Montréal–Activités de réaménagement et de gestion de propriétés situées dans le Vieux-Port de Montréal, réalisées en tenant compte de la valeur patrimoniale du secteur.

Harbourfront Corporation–Activités de réaménagement et de gestion de propriétés situées dans la zone portuaire de Toronto, réalisées en tenant compte de la valeur patrimoniale de cette zone.

Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie

Objectif

Faciliter le transport maritime et contribuer à la réalisation d'objectifs de développement économique et social particuliers ayant rapport à ce domaine, en assurant la construction, la réfection, le fonctionnement et l'entretien de certaines installations maritimes ainsi que l'octroi de subventions s'y rapportant.

Description des activités

Écluses et barrages
Activités requises pour la régularisation des niveaux d'eau et du débit de certains cours d'eau et pour la construction, la réfection, le fonctionnement et l'entretien de divers barrages et écluses de régularisation.

Bassins de radoub
Activités requises pour la construction, la réfection, le fonctionnement et l'entretien de certains bassins de radoub et pour le versement de contributions en vertu de la Loi sur les subventions aux bassins de radoub.

Planification et contrôle du programme
Activités de gestion du programme, y compris la détermination des besoins et des priorités, l'établissement des plans d'immobilisations et des plans opérationnels ainsi que le contrôle des ressources affectées au programme.

Programme de la voirie et des autres travaux de génie

Objectif

Faciliter le transport terrestre et contribuer à la réalisation de certains objectifs de développement économique et social particuliers ayant rapport à ce domaine, en assurant la construction, la réfection et l'entretien de routes, de ponts et autres travaux de génie désignés.

Description des activités

Réseaux routiers
Travaux de construction, de réfection et d'entretien de réseaux routiers désignés, et travaux d'amélioration touchant les tronçons de la route transcanadienne qui traversent les parcs nationaux.

Ponts et autres travaux de génie
Activités requises pour la construction, la réfection, le fonctionnement et l'entretien de certains ponts et des autres travaux de génie désignés.

Planification et contrôle du programme
Activités de gestion du programme, y compris la détermination des besoins et des priorités, l'établissement des plans d'immobilisations et des plans opérationnels ainsi que le contrôle des ressources affectées au programme.

Commission de la Capitale nationale

Objectif

Aménager et entretenir une capitale qui serve de symbole d'identité et de source de fierté et d'inspiration pour tous les Canadiens.

Description des activités

Planification et aménagement
Planifier et aménager, dans une optique nationale, les éléments du cadre physico-spatial de la capitale du Canada qui contribuent à son esthétique, à son symbolisme et à son efficacité pratique.

Gestion immobilière
Gérer et mettre en valeur son portefeuille immobilier et entretenir et conserver les terrains fédéraux de la région de la Capitale nationale de façon efficace et efficiente, à un niveau de qualité digne de la capitale.

Services au public
Encourager les Canadiens à participer à la vie de leur capitale et à en apprécier le symbolisme et l'importance fonctionnelle de manière à stimuler leur sentiment d'appartenance et de fierté.

Administration
Gérer les affaires de la Commission de la Capitale nationale avec soin et en mettant l'accent nécessaire sur l'économie et l'efficience.

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département[2]				
						Programme des services				
...	146,644,000	...	...	146,644,000	1	**Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion—Déficit de fonctionnement**				
...	...	...	152,180	152,180		**Virement du CT, crédit 10**[1]				
...	146,644,000	...	152,180	146,796,180		**Total—Crédit 1**	140,770,432	6,025,748	...	162,132,087
...	11,619,000	...	...	11,619,000	5	**Dépenses en capital**	5,678,292	5,940,708	...	18,069,014
...	42,400	...	(2,870)	39,530	(S)	**Ministre des Travaux publics—Traitement et allocation pour automobile**	39,530	...	...	32,731
290,802,402	...	...	...	290,802,402	(S)	**Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion**	86,652,752	...	204,149,650	4,142,064
...	...	...	168,106	168,106	(S)	**Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents**	168,106	...	...	...
290,802,402	**158,305,400**	...	**317,416**	**449,425,218**		**Total du programme—Budgétaire**	**233,309,112**	**11,966,456**	**204,149,650**	**184,375,896**
						Programme du logement				
...	468,261,000	...	...	468,261,000	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3,136	3,136		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	468,261,000	...	3,136	468,264,136		Total—Crédit 10	440,599,079	27,665,057	...	438,300,912
...	136,386,000	...	...	136,386,000	15	Dépenses en capital	86,537,256	49,848,744	...	112,777,086
...	746,000	...	77,929	823,929	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	823,929	...	...	550,000
...	...	...	136,004	136,004	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	136,004	...	...	93,206
...	...	...	19,460	19,460	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	19,460	...	...	11,253
...	**605,393,000**	...	**236,529**	**605,629,529**		**Total du programme—Budgétaire**	**528,115,728**	**77,513,801**	...	**551,732,457**
						Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale				
...	49,928,000	...	...	49,928,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	5,984	5,984		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	49,928,000	...	5,984	49,933,984		Total—Crédit 20	44,131,521	5,802,463	...	52,814,040
...	12,888,000	...	...	12,888,000	25	Dépenses en capital	6,180,249	6,707,751	...	9,066,007
...	8,493,000	...	...	8,493,000	30	Subventions et contributions	7,255,504	1,237,496	...	13,946,011
...	7,652,000	...	...	7,652,000	35	Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée				
...	...	1,905,000	...	1,905,000	35b	Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée				

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	7,652,000	1,905,000	...	9,557,000		Total—Crédit 35	8,047,000	1,510,000	...	8,100,011
...	2,294,000	...	...	2,294,000	40	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Québec) Inc.				
...	...	4,364,000	...	4,364,000	40b	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Québec) Inc.				
...	2,294,000	4,364,000	...	6,658,000		Total—Crédit 40	5,474,615	1,183,385	...	26,986,570
...	1,477,000	...	...	1,477,000	45	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée				
...	...	4,552,350	...	4,552,350	45b	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée				
...	1,477,000	4,552,350	...	6,029,350		Total—Crédit 45	5,919,350	110,000	...	31,609,000
...	6,092,000	...	...	6,092,000	50	Paiements à la Harbourfront Corporation	6,092,000	...	...	20,912,000
...	285,800,000	...	(46,433,638)	239,366,362	(S)	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	239,366,362[(1)]	...	...	272,338,274
...	591,000	...	60,988	651,988	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	651,988	...	...	486,000
...	**375,215,000**	**10,821,350**	**(46,366,666)**	**339,669,684**		**Total du programme—Budgétaire**	**323,118,589**	**16,551,095**	**...**	**436,257,913**
						Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie				
...	12,193,000	...	...	12,193,000	55	Dépenses du programme	9,690,230	2,502,770	...	11,625,009
...	180,000	...	...	180,000	(S)	Subvention à l'égard de bassins de radoub (Loi sur les subventions aux bassins de radoub)	180,000	...	...	180,000
...	41,000	...	4,980	45,980	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45,980	...	...	22,000
...	**12,414,000**	**...**	**4,980**	**12,418,980**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,916,210**	**2,502,770**	**...**	**11,827,009**
						Programme de la voirie et des autres travaux de génie				
...	25,514,000	...	...	25,514,000	60	Dépenses de fonctionnement	24,629,846	884,154	...	26,411,020
...	40,416,000	...	...	40,416,000	65	Dépenses en capital	38,063,762	2,352,238	...	45,776,035
...	26,000	...	3,052	29,052	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29,052	...	...	14,000
...	**65,956,000**	**...**	**3,052**	**65,959,052**		**Total du programme—Budgétaire**	**62,722,660**	**3,236,392**	**...**	**72,201,055**
290,802,402	**1,217,283,400**	**10,821,350**	**(45,804,689)**	**1,473,102,463**		**Total du département—Budgétaire**	**1,157,182,299**	**111,770,514**	**204,149,650**	**1,256,394,330**

						Commission de la Capitale nationale				
...	49,395,000	...	...	49,395,000	70	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	...	130,600	130,600		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	49,395,000	...	130,600	49,525,600		Total—Crédit 70	43,635,947	5,889,653	...	49,256,935
...	31,115,000	...	...	31,115,000	75	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses en capital	30,945,000	170,000	...	37,525,000
...	10,695,000	...	...	10,695,000	80	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les subventions et contributions	6,445,000	4,250,000	...	10,273,000
...	91,205,000	...	130,600	91,335,600		Total budgétaire	81,025,947	10,309,653	...	97,054,935
...	2,300,000	...	...	2,300,000	L85	Prêts à la Commission de la Capitale nationale, aux fins d'acquérir des propriétés en vertu de la Loi sur la Capitale nationale, article 16. (Brut)	...	2,300,000	...	...
...	**91,205,000**	...	**130,600**	**91,335,600**		**Total du programme—Budgétaire**	**81,025,947**	**10,309,653**	...	**97,054,935**
...	**2,300,000**	...	...	**2,300,000**		**Non budgétaire**	...	**2,300,000**	...	...
290,802,402	**1,308,488,400**	**10,821,350**	**(45,674,089)**	**1,564,438,063**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1,238,208,246**	**122,080,167**	**204,149,650**	**1,353, 449,265**
...	**2,300,000**	...	...	**2,300,000**		**Non budgétaire**	...	**2,300,000**	...	...

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Le département a été réorganisé en cinq nouveaux programmes.

[3] Travaux publics Canada est autorisé à verser des compensations d'impôts fonciers aux municipalités pour les propriétés de la Couronne gérées, contrôlées ou occupées par la Société canadienne des postes. Pour la période du 16 octobre 1981 au 31 décembre 1985, nous estimons que la somme versée, au nom de la Société canadienne des postes, durant cette période s'élevait à $97.8 millions ($26.2 millions versés au cours de 1985-86).
En vigueur le 1er avril 1986, les subventions tenant lieu d'impôts fonciers versées par Travaux publics Canada sont recouvrées de la Société canadienne des postes.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département[1]				
								Programme des services				
								Fonctionnement				
								Programme des services				
...	146,686,400	...	152,180	...	165,236	...	147,003,816	Déficit de fonctionnement	140,978,068	6,025,748	...	162,085,945
290,802,402	1,352,690,000	...	...	...	(148,895)	(1,352,690,000)	290,653,507	Compte des services et de la gestion	86,503,857	...	204,149,650	4,142,064
...	(1,352,690,000)	...	...	...	...	1,352,690,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
290,802,402	146,686,400	...	152,180	...	16,341	...	437,657,323	Total—Fonctionnement	227,481,925	6,025,748	204,149,650	166,228,009
								Capital				
...	11,619,000	...	...	...	...	...	11,619,000	Programme des services	5,678,292	5,940,708	...	18,069,014
								Paiements de transfert				
								Programme des services				
...	...	...	...	...	148,895	...	148,895	Compte des services et de la gestion	148,895	...	...	78,873
290,802,402	**158,305,400**	**...**	**152,180**	**...**	**165,236**	**...**	449,425,218	**Total du programme—Budgétaire**	233,309,112	**11,966,456**	**204,149,650**	**184,375,896**
								Programme du logement				
								Fonctionnement				
...	215,391,000	...	...	...	155,464	(98,574,000)	116,972,464	Propriétés de la Couronne	97,729,775	19,242,689	...	115,110,000
...	319,902,000	...	...	...	...	(74,502,000)	245,400,000	Propriétés louées	244,918,880	481,120	...	228,197,000
...	89,951,000	...	...	...	...	(3,646,000)	86,305,000	Propriétés obtenues par bail-achat	81,781,424	4,523,576	...	80,551,000
...	20,485,000	...	3,136	...	77,929	...	20,566,065	Planification et contrôle du programme	17,148,393	3,417,672	...	15,073,761
...	(176,722,000)	...	...	...	...	176,722,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	469,007,000	...	3,136	...	233,393	...	469,243,529	Total—Fonctionnement	441,578,472	27,665,057	...	438,931,761
								Capital				
...	136,386,000	...	...	...	...	...	136,386,000	Acquisition et amélioration de l'actif	86,537,256	49,848,744	...	112,777,086
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	...	...		Planification et contrôle du programme		...	...	23,610
								Sommaire du programme				
...	136,386,000	...	...	...	...	...	136,386,000	Acquisition et amélioration de l'actif	86,537,256	49,848,744	...	112,777,086
...	116,817,000	...	...	...	155,464	...	116,972,464	Propriétés de la Couronne	97,729,775	19,242,689	...	115,110,000

...	245,400,000	...	...	...	...	...	245,400,000	Propriétés louées	244,918,880	481,120	...	228,197,000
...	86,305,000	...	...	...	...	...	86,305,000	Propriétés obtenues par bail-achat	81,781,424	4,523,576	...	80,551,000
...	20,485,000	...	3,136	...	77,929	...	20,566,065	Planification et contrôle du programme	17,148,393	3,417,672	...	15,097,371
...	605,393,000	...	3,136	...	233,393	...	605,629,529	**Total du programme—Budgétaire**	528,115,728	77,513,801	...	551,732,457
								Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale				
								Fonctionnement				
...	37,181,000	...	...	...	...	...	37,181,000	Gestion et aménagement fonciers fédéraux	32,673,063	4,507,937	...	40,266,048
...	6,195,000	...	...	...	...	...	6,195,000	Technologie du design, de la construction et de l'immobilier	6,239,258	(44,258)	...	5,517,202
...	3,969,000	...	5,984	...	49,260	...	4,024,244	Prévention des incendies	3,359,026	665,218	...	3,619,000
...	1,104,000	...	...	...	11,728	...	1,115,728	Préparatifs d'urgence	483,518	632,210	...	373,000
...	1,931,000	...	...	...	...	...	1,931,000	Subventions aux municipalités	1,979,554	(48,554)	...	1,706,000
...	139,000	...	...	...	...	...	139,000	Projets spéciaux	49,090	89,910	...	1,819,000
...	17,515,000	10,821,350	...	...	...	...	28,336,350	Sociétés d'État	25,532,965	2,803,385	...	87,607,581
...	68,034,000	10,821,350	5,984	...	60,988	...	78,922,322	Total—Fonctionnement	70,316,474	8,605,848	...	140,907,831
								Capital				
...	8,512,000	...	...	...	...	...	8,512,000	Gestion et aménagement fonciers fédéraux	4,159,667	4,352,333	...	5,032,007
...	50,000	...	...	...	...	...	50,000	Technologie du design, de la construction et de l'immobilier	27,373	22,627	...	535,000
...	21,000	...	...	...	...	...	21,000	Prévention des incendies	31,480	(10,480)	...	12,000
...	40,000	...	...	...	...	...	40,000	Subventions aux municipalités	15,065	24,935	...	3,000
...	4,265,000	...	...	...	...	...	4,265,000	Projets spéciaux	1,946,664	2,318,336	...	3,484,000
...	12,888,000	...	...	...	...	...	12,888,000	Total—Capital	6,180,249	6,707,751	...	9,066,007
								Paiements de transfert				
...	8,246,000	...	...	...	...	...	8,246,000	Gestion et aménagement fonciers fédéraux	7,020,504	1,225,496	...	13,839,235
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Technologie du design, de la construction et de l'immobilier	...	12,000	...	71,798
...	35,000	...	...	...	...	...	35,000	Prévention des incendies	35,000	...	...	35,000
...	286,000,000	...	...	...	(46,433,638)	...	239,566,362	Subventions aux municipalités	239,566,362[2]	...	...	272,338,042
...	294,293,000	...	...	...	(46,433,638)	...	247,859,362	Total—Paiements de transfert	246,621,866	1,237,496	...	286,284,075
								Sommaire du programme				
...	53,939,000	...	...	...	...	...	53,939,000	Gestion et aménagement fonciers fédéraux	43,853,234	10,085,766	...	59,137,290
...	6,257,000	...	...	...	...	...	6,257,000	Technologie du design, de la construction et de l'immobilier	6,266,631	(9,631)	...	6,124,000
...	4,025,000	...	5,984	...	49,260	...	4,080,244	Prévention des incendies	3,425,506	654,738	...	3,666,000
...	1,104,000	...	...	...	11,728	...	1,115,728	Préparatifs d'urgence	483,518	632,210	...	373,000
...	287,971,000	...	...	...	(46,433,638)	...	241,537,362	Subventions aux municipalités	241,560,981	(23,619)	...	274,047,042

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	4,404,000	...	...	...	...	...	4,404,000	**Projets spéciaux**	1,995,754	2,408,246	...	5,303,000
...	17,515,000	10,821,350	...	...	...	...	28,336,350	**Sociétés d'État**	25,532,965	2,803,385	...	87,607,581
—	375,218,000	10,821,350	5,984	—	(46,372,650)	—	339,669,684	**Total du programme—Budgétaire**	323,118,589	16,551,095	—	436,257,983
								Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie				
								Fonctionnement				
...	1,359,000	...	...	...	...	...	1,359,000	**Écluses et barrages**	959,441	399,559	...	1,361,000
...	5,590,000	...	...	...	...	...	5,590,000	**Bassins de radoub**	3,646,666	1,943,334	...	4,072,000
...	346,000	...	...	...	4,980	...	350,980	**Planification et contrôle du programme**	179,418	171,562	...	198,004
...	7,295,000	...	...	...	4,980	...	7,299,980	**Total—Fonctionnement**	4,785,525	2,514,455	...	5,631,004
								Capital				
...	1,053,000	...	...	...	...	...	1,053,000	**Écluses et barrages**	1,667,510	(614,510)	...	34,000
...	3,886,000	...	...	...	...	...	3,886,000	**Bassins de radoub**	3,283,175	602,825	...	5,982,005
...	4,939,000	...	...	...	...	...	4,939,000	**Total—Capital**	4,950,685	(11,685)	...	6,016,005
								Paiements de transfert				
...	180,000	...	...	...	...	...	180,000	**Bassins de radoub**	180,000	...	...	180,000
								Sommaire du programme				
...	2,412,000	...	...	...	...	...	2,412,000	**Écluses et barrages**	2,626,951	(214,951)	...	1,395,000
...	9,656,000	...	...	...	...	...	9,656,000	**Bassins de radoub**	7,109,841	2,546,159	...	10,234,005
...	346,000	...	...	...	4,980	...	350,980	**Planification et contrôle du programme**	179,418	171,562	...	198,004
—	12,414,000	—	—	—	4,980	—	12,418,980	**Total du programme—Budgétaire**	9,916,210	2,502,770	—	11,827,009
								Programme de la voirie et des autres travaux de génie				
								Fonctionnement				
...	22,906,000	...	...	...	...	...	22,906,000	**Réseaux routiers**	21,660,778	1,245,222	...	22,994,020
...	2,413,000	...	...	...	...	...	2,413,000	**Ponts et autres travaux de génie**	2,906,683	(493,683)	...	3,307,000
...	221,000	...	...	...	3,052	...	224,052	**Planification et contrôle du programme**	91,437	132,615	...	124,000
...	25,540,000	...	...	...	3,052	...	25,543,052	**Total—Fonctionnement**	24,658,898	884,154	...	26,425,020

								Capital				
...	40,403,000	...	...	...	...	...	40,403,000	Réseaux routiers	38,042,900	2,360,100	...	44,613,035
...	13,000	...	...	...	...	...	13,000	Ponts et autres travaux de génie	20,862	(7,862)	...	1,163,000
...	40,416,000	...	...	...	...	...	40,416,000	Total—Capital	38,063,762	2,352,238	...	45,776,035
								Sommaire du programme				
...	**63,309,000**	...	...	...	...	...	**63,309,000**	**Réseaux routiers**	**59,703,678**	**3,605,322**	...	**67,607,055**
...	**2,426,000**	...	...	...	...	...	**2,426,000**	**Ponts et autres travaux de génie**	**2,927,545**	**(501,545)**	...	**4,470,000**
...	**221,000**	...	...	...	3,052	...	**224,052**	**Planification et contrôle du programme**	**91,437**	**132,615**	...	**124,000**
...	**65,956,000**	...	...	...	**3,052**	...	**65,959,052**	**Total du programme—Budgétaire**	**62,722,660**	**3,236,392**	...	**72,201,055**
290,802,402	**1,217,283,400**	**10,821,350**	**161,300**	...	**(45,965,989)**	...	1,473,102,463	**Total du département—Budgétaire**	1,157,182,299	**111,770,514**	**204,149,650**	**1,256,394,330**
								Commission de la Capitale nationale				
								Fonctionnement				
...	25,114,000	...	22,440	...	...	...	25,136,440	Planification et aménagement	24,113,440	1,023,000	...	31,053,949
...	51,014,000	...	30,855	...	...	...	51,044,855	Gestion immobilière	45,090,855	5,954,000	...	49,703,225
...	7,750,000	...	49,255	...	...	...	7,799,255	Services au public	6,613,255	1,186,000	...	8,389,415
...	15,757,000	...	28,050	...	...	...	15,785,050	Administration	13,638,397	2,146,653	...	16,153,346
...	(8,430,000)	...	...	...	...	...	(8,430,000)	Recettes de la Commission	(8,430,000)	...	...	(8,245,000)
...	91,205,000	...	130,600	...	...	...	91,335,600	Total—Fonctionnement	81,025,947	10,309,653	...	97,054,935
								Non budgétaire				
...	2,300,000	...	...	...	...	...	2,300,000	Gestion immobilière		2,300,000	...	...
								Total du programme—				
...	**91,205,000**	...	**130,600**	...	...	...	91,335,600	**Budgétaire**	81,025,947	**10,309,653**	...	**97,054,935**
...	**2,300,000**	...	...	...	...	...	2,300,000	**Non budgétaire**	...	**2,300,000**	...	...
								Total du ministère—				
290,802,402	**1,308,488,400**	**10,821,350**	**291,900**	...	**(45,965,989)**	...	1,564,438,063	**Budgétaire**	1,238,208,246	**122,080,167**	**204,149,650**	**1,353,449,265**
...	**2,300,000**	...	...	...	...	...	2,300,000	**Non budgétaire**	...	**2,300,000**	...	...

(1) Le département a été réorganisé en cinq nouveaux programmes.

(2) Travaux publics Canada est autorisé à verser des compensations d'impôts fonciers aux municipalités pour les propriétés de la Couronne gérées, contrôlées ou occupées par la Société canadienne des postes. Pour la période du 16 octobre 1981 au 31 décembre 1985, nous estimons que la somme versée au nom de la Société canadienne des postes, durant cette période, s'élevait à $97.8 millions ($26.2 millions versés au cours de 1985-86). En vigueur le 1er avril 1986, les subventions tenant lieu d'impôts fonciers versées par Travaux publics Canada sont recouvrées de la Société canadienne des postes.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département[1]				
							Programme des services				
							Contributions				
							Soutien de l'industrie				
...	...	...	...	...	9,000	9,000	**Institut de formation en gestion de la construction**	9,000	...	...	...
...	...	...	...	...	139,895	139,895	**Travaux de réparations maritimes**	139,895	...	...	28,870
...	...	...	...	...	...	...	**Éléments non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	56,003
—	—	—	—	—	148,895	148,895	**Total du programme**	148,895	—	—	78,873
							Programme du logement				
							Contribution				
							Planification et contrôle du programme				
...	...	...	...	...	...	...	**Éléments non requis pour l'exercice en cours**	...	...	...	23,610
—	—	—	—	—	—	...	**Total du programme**	...	—	—	23,610
							Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale				
							Subventions				
							Prévention des incendies				
...	10,000	...	...	...	...	10,000	**Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies**	10,000	...	...	10,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	**Association canadienne des chefs de pompiers**	25,000	...	...	25,000
...	35,000	...	...	...	...	35,000		35,000	...	...	35,000
							Subventions aux municipalités				
...	200,000	...	...	...	...	200,000	**Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices**	200,000	...	...	311,797
...	285,800,000	...	...	...	(46,433,638)	239,366,362	**(S) Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices**	239,366,362[2]	...	...	272,026,245
...	286,000,000	...	...	...	(46,433,638)	239,566,362		239,566,362	...	...	272,338,042
—	286,035,000	—	—	—	(46,433,638)	239,601,362	**Total—Subventions**	239,601,362	—	—	272,373,042
							Contributions				
							Gestion et aménagement fonciers fédéraux				
							Contributions à des organismes provinciaux et				

...	8,246,000	...	...	...	...	8,246,000	à des particuliers pour des initiatives de développement entreprises selon les ententes-cadres de développement et les ententes auxiliaires en vue d'apporter un rajustement économique et socio-économique	7,020,504	1,225,496	...	13,839,235
							Technologie du design, de la construction et de l'immobilier				
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Association canadienne de normalisation	...	12,000	...	12,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	59,798
...	12,000	...	...	...	...	12,000		...	12,000	...	71,798
—	8,258,000	—	—	—	—	8,258,000	Total—Contributions	7,020,504	1,237,496	—	13,911,033
							Sommaire du programme par activité				
...	8,246,000	...	...	...	...	8,246,000	Gestion et aménagement fonciers fédéraux	7,020,504	1,225,496	...	13,839,235
—	12,000	...	...	...	...	12,000	Technologie du design, de la construction et de l'immobilier	...	12,000	...	71,798
—	35,000	...	...	...	...	35,000	Prévention des incendies	35,000	...	...	35,000
—	[illegible]	...	...	...	(46,433,638)	239,566,362	Subventions aux municipalités	239,566,362	...	...	272,338,042
—	[illegible]	—	—	—	[illegible]	247,859,362	**Total du programme**	246,621,866	1,237,496	—	[illegible]
							Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie				
							Subventions				
							Bassins de radoub				
...	180,000	...	...	...	...	180,000	(S) Subvention à l'égard de bassins de radoub—Canadian Vickers, Montréal	180,000	...	...	180,000
—	180,000	—	—	—	—	180,000	**Total du programme**	180,000	—	—	180,000
—	294,473,000	—	—	—	(46,284,743)	248,188,257	Total du ministère	246,950,761	1,237,496	—	[illegible]

(S) Paiement de transfert statutaire.

(1) Le département a été réorganisé en cinq nouveaux programmes.

(2) Travaux publics Canada est autorisé à verser des compensations d'impôts fonciers aux municipalités pour les propriétés de la Couronne gérées, contrôlées ou occupées par la Société canadienne des postes. Pour la période du 16 octobre 1981 au 31 décembre 1985, nous estimons que la somme versée au nom de la Société canadienne des postes, durant cette période, s'élevait à $97.8 millions ($26.2 millions versés au cours de 1985-86).
En vigueur le 1er avril 1986, les subventions tenant lieu d'impôts fonciers versées par Travaux publics Canada sont recouvrées de la Société canadienne des postes.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des services			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Services de l'immobilier	23,033,000	20,387,735	19,678,812
Services de gestion immobilière	379,465,000	335,840,939	324,163,075
Services d'architecture et de génie	931,699,000	824,559,957	795,888,353
Dragage et services de la flotte	17,454,000	15,455,411	14,917,996
Services ministériels et administratifs	1,039,000	921,818	889,764
Total du programme—Budgétaire	**1,352,690,000**	**1,197,165,860**	**1,155,538,000**
Programme du logement			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Propriétés de la Couronne	98,574,000	108,625,335	91,648,000
Propriétés louées	74,502,000	82,099,480	69,124,000
Propriétés obtenues par bail-achat	3,646,000	4,017,535	2,043,000
Total du programme—Budgétaire	**176,722,000**	**194,742,350**	**162,815,000**
Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Gestion et aménagement fonciers fédéraux	...	865	...
Total du programme—Budgétaire	**...**	**865**	**...**
Total du ministère—Budgétaire	**1,529,412,000**	**1,391,909,075**	**1,318,353,000**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des services		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Burgeo Leasing Limited	11,697	20,723
Eurocan Pulp and Paper Co. Ltd.	100,974	116,865
Autres comptes—		
Gulf Oil Canada, Ltée	310,495	325,321
Electrical Reduction Co. Ltée	101,471	109,854
Ville de Mount Pearl	2,648	3,997
Divers	77,069	217
	604,354	576,977
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses se rattachant au fonctionnement et achats de capital et paiements de transfert des provinces et territoires	861,552	247,799
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,627,011	184,201
	4,488,563	432,000
Privilèges, licences et permis—		
Divers	4,501	...
Rémunérations de services—		
Services—Loi sur l'Accès à l'information	4,704	...
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	2,042,573	47,600
	2,047,277	47,600
Produits des ventes—		
Vente de biens de surplus à d'autres que la Corporation de disposition des biens de la Couronne	864,040	...
Vente d'immeubles	4,171,739	...
Vente d'énergie	2,529,544	...
	7,565,323	...
Autres recettes non fiscales—		
Diverses recettes	2,694,363	...
Total du programme	**17,404,381**	**1,056,577**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme du logement		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Autres comptes—		
Revenu de location de propriétés—		
Immeubles résidentiels	4,389,954	3,521,882
Édifices de bureau et d'administration	3,377,128	17,001,177
Autres locations	643,900	3,682,341
Concession du gouvernement—Propriétaire d'équipement—Autres	328,485	260,011
Divers—Autres	221,598	...
	8,961,065	24,465,411
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses se rattachant au fonctionnement et achats de capital et paiements de transfert des provinces et territoires	3,178,468	1,494,134
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	280,394	2,736,866
	3,458,862	4,231,000
Privilèges, licences et permis—		
Divers	54	...
Rémunérations de services—		
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	1,530	381,003
Produits des ventes—		
Vente d'immeubles	...	16,543,556
Vente d'énergie	...	3,027,000
	...	19,570,556
Autres recettes non fiscales—		
Diverses recettes	...	156,000
Total du programme	**12,421,511**	**48,803,970**
Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Autres comptes—		
Société immobilière du Canada (Le Vieux Port de Québec)	262,006	...
Société immobilière du Canada (Mirabel)	166,593	879,593
Divers—Autres	5	...
	428,604	879,593
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses se rattachant au fonctionnement et achats de capital et paiements de transfert des provinces et territoires	106,005	77,477
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	2,338,523
	106,005	2,416,000
Privilèges, licences et permis—		
Location de lots de grève	...	11,833
Produits des ventes—		
Vente de biens de surplus à d'autres que la Corporation de disposition des biens de la Couronne	562,072	...
Vente d'immeuble	24,600,635	...
Vente d'énergie	3,536,123	1,512,612
	28,698,830	1,512,612
Autres recettes non fiscales—		
Diverses recettes	24,546,624	26,721,099
Total du programme	**53,780,063**	**31,541,137**
Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses se rattachant au fonctionnement et achats de capital et paiements de transfert des provinces et territoires	...	367,008
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	15,992
	...	383,000
Privilèges, licences et permis—		
Privilèges—Services de traversiers	...	146,796
Bénéfices de bassins de radoub	663,770	...
	663,770	146,796
Rémunérations de services—		
Bénéfices de bassins de radoub	647,207	1,157,906
Total du programme	**1,310,977**	**1,687,702**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme de la voirie et des autres travaux de génie		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses se rattachant au fonctionnement et achats de capital et paiements de transfert des provinces et territoires	84,127	483,119
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	..	25,001
	84,127	508,120
Rémunérations de services—		
New Westminster Railway Bridge	735,410	927,003
Total du programme	819,537	1,435,123
Total du département	85,736,469	84,524,509
Commission de la Capitale nationale		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Commission de la Capitale nationale—Intérêt	572,347	2,091,213
Produits des ventes	1,500,000	...
Autres recettes non fiscales—		
Caisse, Directives du Conseil du Trésor	6,118,705	...
Total du programme	8,191,052	2,091,213
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	10,566,370	28,013,194
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	8,137,557	7,970,120
Privilèges, licences et permis	668,325	158,629
Rémunérations de services	3,431,424	2,513,512
Produits des ventes	37,764,153	21,083,168
Autres recettes non fiscales	33,359,692	26,877,099
Total du ministère	93,927,521	86,615,722

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 29

COMPTES PUBLICS
1985-86

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN CARACTÈRE GRAS RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Activité, Programmes par—*Voir section ministérielle appropriée*
Administrateur de l'Office du transport du grain, **26**
Administration centrale de la Fonction publique, Programme relatif à l', **9**
Administration centrale, Programme de l', **22, 26**
Administration de la justice, Programme d', **18**
Administration du pipe-line du Nord, **26**
Administration et des opérations régionales, Programme d', **24**
Administration, Programme d', **4, 5, 13, 14, 15, 26, 29**
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS, **2**
Affaires des anciens combattants, Programme des, **2**
Affaires du Nord, Programme des, **4**
AFFAIRES EXTÉRIEURES, **3**
Affaires indiennes et inuit, Programme des, **4**
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN, **4**
Affectations temporaires, Programme d', **9**
Agence canadienne de développement international, **3**
AGRICULTURE, **5**
Aide à l'éducation, Programme d', **4**
Air Canada, **26**
Application de la loi, Programme d', **25**
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES, **6**
Approvisionnements, Programme des, **6**
Archives publiques, **7**
Assurances, **16**
Autorisations accordées dans les Lois de crédits de l'exercice, **1**·28
Autorisations disponibles des exercices précédents, **1**·53
Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, **1**·64
Autorisations votées et statutaires, Sommaire général, **1**·12

B

Banque fédérale de développement, **15**
Bibliothèque du Parlement, **19**
Bibliothèque nationale, **7**
Budgétaires (Dépenses), Sommaire général, **1**·2
Bureau canadien de la sécurité aérienne, **26**
Bureau de services juridiques des pensions, Programme du, **2**
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, **18**

C

Canagrex, **5**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, **27**
Centre de recherches pour le développement international, **3**
Céréales et des graines oléagineuses, Programme des, **3**
Chambre des communes, **19**
Citoyenneté et de la culture, Programme de la, **24**
Commissaire à la magistrature fédérale, **18**
Commissaire aux langues officielles, **8**
Commission canadienne des droits de la personne, **18**
Commission canadienne des grains, Programme de la, **5**
Commission canadienne des pensions, Programme de la, **2**
Commission canadienne des transports, **26**
Commission canadienne du lait, **5**
Commission d'appel de l'immigration, **12**
Commission de contrôle de l'énergie atomique, **13**
Commission de la Capitale nationale, **28**
Commission de la Fonction publique, **24**
Commission d'énergie du Nord canadien, **4**
Commission de réforme du droit du Canada, **18**
Commission des allocations aux anciens combattants, Programme de la, **2**
Commission des champs de bataille nationaux, **14**
Commission des relations de travail dans la Fonction publique, **8**
Commission du tarif, **16**
Commission mixte internationale, **3**
Commission nationale des libérations conditionnelles, **25**
Commission sur les pratiques restrictives du commerce, **10**
COMMUNICATIONS, **7**
Communications et de la culture, Programme des, **7**
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, **24**
Condition physique et du sport amateur, Programme de la, **22**
Conseil canadien des normes, **10**
Conseil canadien des relations du travail, **27**
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, **24**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, **7**
Conseil de recherches en sciences humaines, **24**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **23**
Conseil de recherches médicales, **22**
Conseil de révision des pensions, Programme du, **2**
Conseil des Arts du Canada, **7**
Conseil des sciences du Canada, **23**
CONSEIL DU TRÉSOR, **9**
Conseil économique du Canada, **8**
Conseil national de recherches du Canada, **23**
CONSEIL PRIVÉ, **8**
Conseil privé, Programme du, **8**
CONSOMMATION ET CORPORATIONS, **10**

C—*Fin*

Construction de défense (1951) Limitée, Programme de, **11**
Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance, Programme de, **9**
Contrôleur général, **9**
Corporation commerciale canadienne, **3**
Corporation de développement du Canada, **15**
Corporation de disposition des biens de la Couronne, **6**
Corporation du Centre national des Arts, **7**
Cour canadienne de l'impôt, **18**
Cour fédérale du Canada, **18**
Cour suprême du Canada, **18**

D

DÉFENSE NATIONALE, **11**
Département d'État, **23**
Dépenses par article courant, Sommaire général, **1**·18
Détail des montants portés aux crédits—*Voir section ministérielle appropriée*
Développement du secteur agro-alimentaire, Programme de, **5**
Directeur général des élections, **8**
Douanes et Accise, **21**

E

Eldorado Aviation Limitée, **15**
Eldorado Nucléaire Limitée, **15**
Emploi et d'assurance, Programme d', **12**
EMPLOI ET IMMIGRATION, **12**
Emploi et Immigration/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, **12**
Énergie atomique du Canada, Limitée, **13**
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES, **13**
Énergie, Programme de l', **13**
ENVIRONNEMENT, **14**
Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale, Programme des, **9**
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE, **15**
Expositions internationales, Programme des, **3**

F

FINANCES, **16**

G

Gendarmerie royale du Canada, **25**
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, **17**

I

Immigration, Programme d', 12
Impôt, 21
Information scientifique et technique, Programme d', 23
Inspecteur général des banques, Programme de l', 16
Intérêts du Canada à l'étranger, Programme des, 3
Investissement Canada, 15

J

JUSTICE, 18

L

Langues officielles, Programme des, 24
Logement, Programme du, 28

M

Minéraux et des sciences de la Terre, Programme des, 13
Monnaie royale canadienne, 6
Musées nationaux du Canada, 7

N

Non budgétaires (Prêts, dotations en capital et avances), Sommaire général, 1·8

O

Objectifs des programmes et descriptions des activités—*Voir section ministérielle appropriée*
Office canadien des provendes, 5
Office canadien du poisson salé, 20
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 20
Office national de l'énergie, 13
Office national du film, 7

P

Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée —Pour bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires—Voir l'index du Volume II (Partie II)*
Paiements de transfert fiscal, Programme des, 16
Parcs Canada, Programme, 14
PARLEMENT, 19
PÊCHES ET OCÉANS, 20
Petro-Canada, 13

P—*Fin*

Politiques financières et économiques, Programme des, 16
Pratiques et contrôles de gestion, Programme des, 9
Programmes par activité—*Voir section ministérielle appropriée*
Protection de la santé, Programme de la, 22

Q

XV^e Jeux Olympiques d'hiver, Programme des, 22

R

Recettes—*Voir section ministérielle appropriée*
Recettes par catégorie principale, Sommaire général, 1·23
Recherches scientifiques et industrielles, Programme de, 23
Réglementation et de l'inspection agro-alimentaires, Programme de la, 5
Revendications des Autochtones, Programme des, 4
REVENU NATIONAL, 21

S

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL, 22
SCIENCES ET TECHNOLOGIE, 23
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 8
SECRÉTARIAT D'ÉTAT, 24
Sécurité du revenu, Programme de la, 22
Sénat, 19
Service canadien des forêts, Programme du, 5
Service canadien du renseignement de sécurité, 25
Service correctionnel, 25
Service de la dette publique, Programme du, 16
Services de défense, Programme des, 11
Services de l'environnement, Programme des, 14
Services et de la promotion de la santé, Programme des, 22
Services généraux et spéciaux, Programme des, 12
Services médicaux, Programme des, 22
Services, Programme des, 6, 28
Services sociaux, Programme des, 22
Société canadienne des postes, 10
Société canadienne d'hypothèques et de logement, 27
Société d'assurance-dépôts du Canada, 16
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 7
Société de développement du Cap-Breton, 15
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited, 15
Société du crédit agricole, 5
Société financière Canadair Inc, 15
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale, 13

S—*Fin*

Société pour l'expansion des exportations, 3
Société Radio-Canada, 7
SOLLICITEUR GÉNÉRAL, 25
Sommaire général—Autorisations votées et statutaires, 1·11
Sommaire général—Budgétaires (Dépenses), 1·2
Sommaire général—Dépenses par article courant, 1·18
Sommaire général—Non budgétaires (Prêts, dotations en capital et avances), 1·8
Sommaire général—Recettes par catégorie principale, 1·23
Sommaire ministériel—*Voir section ministérielle appropriée*
Soutien à la gestion immobilière fédérale, Programme de, 28
Spécial, Programme, 8, 16
Statistique Canada, 6

T

Tableaux sommaires, 1
Transferts aux gouvernements territoriaux, Programme de, 4
Transport maritime et des travaux connexes de génie, Programme du, 28
Transport maritime, Programme du, 26
TRANSPORTS, 26
Transports aériens, Programme des, 26
Transports de surface, Programme des, 26
TRAVAIL, 27
TRAVAUX PUBLICS, 28
Tribunal canadien des importations, Programme du, 16

V

Vérificateur général, 16
Voirie et des autres travaux de génie, Programme de la, 28

Volume

2

Number/
Numéro

2

Gouvernement du Canada | Government of Canada

L'hon. Monique Vézina
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1986

Volume II

Partie II
Renseignements et analyses supplémentaires

Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1986

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1986-2-2F au Canada: $20.15
ISBN 0-660-91782-3 à l'étranger: $24.20

Prix sujet à changement sans préavis

VOLUME II (PARTIE II)

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. États financiers des Fonds renouvelables
2. États financiers des établissements publics et d'autres entités
3. Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière
4. Comptes débiteurs et radiations
5. Services professionnels et spéciaux
6. Construction et acquisition
7. Paiements de transfert
8. Service de la dette publique
9. Paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie
10. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
11. Autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement
12. Autres renseignements divers
13. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes. Le **volume I** présente un sommaire et une analyse des opérations financières du gouvernement tandis que le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires. Le contenu de la **partie II** se résume comme suit:

- états financiers des fonds renouvelables (section 1);
- états financiers des établissements publics et d'autres entités (section 2);
- renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière (section 3);
- comptes débiteurs et radiations (section 4);
- services professionnels et spéciaux (section 5);
- construction et acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 6);
- paiements de transfert (section 7);
- service de la dette publique (section 8);
- paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 9);
- programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 10);
- autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement (section 11); et,
- autres renseignements divers (section 12).

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1985-86

États financiers des Fonds renouvelables

SOMMAIRE

	Page
Aéroports autonomes et services au sol connexes	1.2
Agence des télécommunications gouvernementales	1.9
Approvisionnements	1.13
Bureau des passeports	1.17
Étude de l'environnement (Affaires indiennes et Nord canadien)	1.20
Étude de l'environnement (Énergie, Mines et Ressources)	1.23
Magasins	1.26
Office national du film	1.28
Perfectionnement et de la formation du personnel	1.33
Production de la défense	1.37
Surveillance des hippodromes	1.40
Travaux publics—Compte des services et de la gestion	1.43

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes en conformité avec les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, exception faite de la modification à la comptabilisation prospective des intérêts relatifs au capital d'apport versé au Fonds et des services fournis ou reçus gratuitement par les ministères, comme l'explique la note 3. La responsabilité de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la Direction.

Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la Direction, compte tenu de leur importance. Afin de répondre aux exigences de rapport, différents comptes sont maintenus de façon décentralisée pour chacun des aéroports constituant le Fonds renouvelable, sous l'autorité fonctionnelle de six agents financiers régionaux et du Directeur général des finances, Air, et sont remis aux sièges sociaux à Ottawa afin d'être révisés et consolidés. À compter du 1[er] avril 1985, le Conseil du Trésor a réduit de vingt-trois à neuf le nombre d'aéroports faisant partie du Fonds (Halifax, Dorval, Mirabel, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Edmonton, Calgary et Vancouver) et a approuvé le transfert des quatorze autres aéroports à l'élément de planification «Aéroports dépendant financièrement de l'État» du Programme des transports aériens.

Les aéroports faisant partie du Fonds sont soumis aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne du ministère et aux politiques, pratiques et procédures qui sont nécessaires afin de faciliter le rapport des données financières du Fonds renouvelable selon des exigences du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds renouvelable.

La Direction recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation. De plus, les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne.

Les états comptables et financiers du Fonds se sont développés au cours des années en fonction des changements, de l'évolution des normes de rapport financier au Canada et, plus récemment, pour répondre aux exigences de rapport du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada.

Les aéroports du Fonds renouvelable sont opérés et maintenus selon les politiques, les normes et les procédures nationales prescrites, sur une base de recouvrement des coûts, de façon à fournir des installations sécuritaires et efficientes et des services qui visent la protection de l'environnement. Certains services essentiels à l'aviation, fournis par les Directions des télécommunications et du contrôle de la circulation aérienne de l'Administration canadienne des transports aériens, sont imputés aux aéroports du Fonds.

À la demande du Sous-ministre des Transports, ces états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général du Canada. Le rôle du Vérificateur général est d'exprimer une opinion, à savoir si les états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds et les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Approuvé par:

Directeur suppléant, Administration financière
(Agent financier supérieur à plein temps)
J. P. PARÉ

Pour le Sous-ministre adjoint, Finances
(Agent financier supérieur)
D. G. DICKSON

Directeur exécutif
Groupe de gestion des aéroports
D. C. McAREE

Sous-ministre des Transports
R. M. WITHERS

le 14 octobre 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels*	Prévisions	Chiffres réels*
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	123,842	56,491	(37,642)	7,475
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	57,758	147,463	62,581	61,553
Fonds provenant de l'exploitation	181,600	203,954	24,939	69,028
Acquisitions nettes d'immobilisations	(96,588)	(93,714)	(41,192)	(88,442)
Variation du fonds de roulement		11,733		684
Autres éléments		(14,708)		(130)
Autorisation fournie (employée)	85,012	107,265	(16,253)	(18,860)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

* Les données fournies pour 1985 ont trait à 23 aéroports et ont été redressées à la suite de la correction des erreurs des exercices antérieurs, comme l'explique la note 9. Les données de 1986 portent sur les neuf aéroports que regroupe désormais le Fonds.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde créditeur (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(77,677)	21,248
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	51,342	65,075
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	33,007	38,400
Autorisation nette employée (fournie) à la fin de l'exercice	(59,342)	47,923
Limite de l'autorisation	80,000	80,000
Autorisation non employée reportée	139,342	32,077

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats, l'état du surplus, l'état du capital d'apport et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus et à l'exception de la méthode de comptabiliser les intérêts relatifs au capital d'apport versé au Fonds et les services fournis ou reçus gratuitement par les ministères, dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers, ces principes comptables ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 1er octobre 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF DU FONDS	1986*	1985*
Actif à court terme		
Débiteurs et revenu couru		
Gouvernement fédéral	34,818	41,310
Tiers	38,231	32,735
Stocks de fournitures et d'approvisionnements	5,279	8,073
	78,328	82,118
Immobilisations au coût et aux valeurs d'expertise (note 4)	1,394,590	1,536,001
Moins: amortissement accumulé	486,906	474,874
	907,684	1,061,127
	986,012	1,143,245

PASSIF DU FONDS	1986*	1985*
Passif à court terme		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral	3,253	4,110
Tiers	58,804	69,364
Retenues des entrepreneurs	3,074	3,965
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,703	2,084
	66,834	79,523
Passif à long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	10,214	13,655
AVOIR DU CANADA (note 5)		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(77,677)	21,248
Capital d'apport	908,515	1,007,184
Surplus	78,126	21,635
	908,964	1,050,067
	986,012	1,143,245

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

* Les données fournies pour 1985 ont trait à 23 aéroports et ont été redressées à la suite de la correction des erreurs des exercices antérieurs, comme l'explique la note 9. Les données de 1986 portent sur les neuf aéroports que regroupe désormais le Fonds.

Approuvé par:

Sous-ministre des Transports
R. M. WITHERS

Sous-ministre adjoint, Finances
D. G. DICKSON

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

	1986*	1985*
Revenus		
Concessions	95,727	90,561
Droits d'atterrissage	74,831	71,322
Droits généraux de l'aérogare	49,529	46,334
Location	29,266	29,009
Essence d'aviation	12,727	12,463
Honoraires de services et frais divers	14,943	15,959
	277,023	265,648
Taxe sur le transport aérien	205,046	168,118
	482,069	433,766
Frais d'exploitation		
Traitements et salaires	56,864	74,409
Indemnités aux employés	9,016	11,454
Matériel, approvisionnements et services	89,827	115,948
Intérêts relatifs au capital d'apport versé au Fonds (note 3)	81,795	
Autres intérêts	913	899
Amortissement	53,615	60,369
Coût de contrôle de l'aérogare	52,676	84,622
Frais généraux des sièges sociaux et des bureaux régionaux	43,150	54,829
Subventions tenant lieu de taxes	25,954	23,413
Services fournis ou reçus gratuitement par les ministères (note 6)	11,614	
Perte lors de l'aliénation d'immobilisations	154	348
	425,578	426,291
Bénéfice net pour l'exercice	56,491	7,475

* Les données fournies pour 1985 ont trait à 23 aéroports et ont été redressées à la suite de la correction des erreurs des exercices antérieurs, comme l'explique la note 9. Les données de 1986 portent sur les neuf aéroports que regroupe désormais le Fonds.

ÉTAT DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde non corrigé au début de l'exercice	16,389	11,353
Correction des erreurs des exercices antérieurs (note 9)	5,246	2,807
Solde corrigé au début de l'exercice	21,635	14,160
Bénéfice net pour l'exercice	56,491	7,475
Solde à la fin de l'exercice	78,126	21,635

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

	1986*	1985*
EXPLOITATION:		
Bénéfice net pour l'exercice	56,491	7,475
Plus: amortissement	53,615	60,369
pertes lors de l'aliénation d'immobilisations	154	348
provision pour indemnités de cessation d'emploi	285	836
intérêts relatifs au capital d'apport versé au Fonds	81,795	
services fournis ou reçus gratuitement par les ministères (note 6)	11,614	
	203,954	69,028
Variations de l'actif et du passif	11,733	684
Variation de la tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(76)	(220)
Montant net des liquidités provenant de l'exploitation	215,611	69,492
INVESTISSEMENT:		
Immobilisations		
Achats	(93,714)	(88,442)
Montant net des liquidités absorbées par l'investissement	(93,714)	(88,442)
FINANCEMENT:		
Correction d'erreurs des exercices antérieurs (note 9)		2,807
Débiteurs et créditeurs de l'exercice précédent des 14 aéroports cédés à Transports Canada	(22,972)	
Montant net des liquidités provenant du (absorbées par le) financement	(22,972)	2,807
MONTANT NET DES LIQUIDITÉS (ABSORBÉES) OBTENUES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	98,925	(16,143)
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(21,248)	(5,105)
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	77,677	(21,248)

* Les données fournies pour 1985 ont trait à 23 aéroports et ont été redressées à la suite de la correction des erreurs des exercices antérieurs, comme l'explique la note 9. Les données de 1986 portent sur les neuf aéroports que regroupe désormais le Fonds.

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde au début de l'exercice	1,007,184	970,074
Remboursement du Canada pour des projets entrepris dans le cadre du Programme des projets spéciaux de relance	7,170	36,879
Cession d'immobilisations du Canada	820	345
Cession d'immobilisations au Canada	(1,447)	(114)
Services fournis ou reçus gratuitement par les ministères	11,614	
Intérêts relatifs au capital d'apport versé au Fonds	81,795	
Montant net de l'actif des 14 aéroports retirés du Fonds et cédés à Transports Canada en 1985-86	(198,621)	
Solde à la fin de l'exercice	908,515	1,007,184

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Les présents états financiers présentent la situation financière du Fonds renouvelable des aéroports ainsi que les résultats de son exploitation dans le cadre réglementaire prévue par la loi. Ils décrivent en outre la part que représente le recouvrement des coûts parmi les activités des aéroports du Fonds. Les frais et charges pouvant être recouvrés sont expliqués, ci-dessous, dans la note portant sur les conventions comptables importantes.

Le Fonds renouvelable des aéroports a été constitué en 1969 et autorisé par le crédit L160 de la Loi nº 3 de 1969, 1968-69, chap. 36 portant affectation de crédits dans le but de financer l'exploitation et le développement de certains aéroports. Au 31 mars 1979, le Fonds englobait les comptes des aéroports internationaux de Dorval, Mirabel, Toronto et Vancouver.

À compter du 1er avril 1979, le Conseil du Trésor a approuvé une expansion du Fonds pour y inclure les opérations de cinq aéroports internationaux additionnels (Gander, Halifax, Winnipeg, Calgary, Edmonton) et quatorze aéroports nationaux (Sydney, St. John's, Saint John, Fredericton, Moncton, Charlottetown, Québec, London, Windsor, Ottawa, Saskatoon, Regina, Thunder Bay, Victoria). À cette même date, le ministère des Transports a entrepris de recouvrer du Fonds les frais occasionnés par la prestation de certains services essentiels du fonctionnement, y compris le contrôle de la circulation aérienne et les services d'électronique et de télécommunications.

À compter du 1er avril 1980, le Parlement, par l'adoption de la Loi sur la régularisation des comptes, a abrogé tous les crédits à l'égard des comptes du Fonds renouvelable des aéroports. L'article 31 de cette Loi a déclaré le Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes une entité budgétaire jouissant d'une autorisation statutaire de dépenser $80 millions. À la fin de l'exercice 1985-86 le Fonds avait des recettes excédant ses dépenses de $59 millions créant une autorisation non employée de $139 millions. Si l'autorisation de dépenser est épuisée suite aux besoins courants d'exploitation ou suite aux règlements de causes en instance ou imminentes (note 7), une action du Parlement serait requise afin d'octroyer une autorisation supplémentaire de dépenser.

Au 29 novembre 1984, le Conseil du Trésor a approuvé les modalités révisées régissant l'exploitation et le financement du Fonds, y compris la nécessité de faire approuver un plan financier annuel par le Conseil du Trésor. Conformément à ces modalités, le Conseil du Trésor:

a) a approuvé en principe le financement des dépenses en capital au moyen de recettes, d'affectations de fonds ou de prélèvements autorisés en vertu de lois, comme il est déterminé dans le plan financier annuel;

b) a donné son assentiment au principe selon lequel les investissements en capital seront récupérés des utilisateurs au cours de la durée des biens en incluant l'amortissement et le rendement des biens (comme il est déterminé dans le plan financier) lors de l'établissement des tarifs;

c) a approuvé le principe de fournir des crédits annuels pour compenser le Fonds pour les activités de nature non commerciale; mais n'a pas approuvé de crédits semblables pour 1985-86.

Le Conseil du Trésor a également donné l'autorisation d'inscrire un poste de $1 au Budget des dépenses supplémentaire (C) de 1984-85 en vue de modifier la Loi sur la régularisation des comptes afin de fournir une autorisation spéciale pour: l'engagement de dépenses en capital à même le Fonds; la fourniture de fonds à partir de recettes, d'affectations de crédits ou de prélèvements; et une compensation annuelle pour les coûts engagés en vue d'atteindre les objectifs non directement liés à l'exploitation des aéroports en tant qu'entité auto-suffisante.

De plus, le Conseil du Trésor a réduit à neuf le nombre d'aéroports faisant partie du Fonds (Halifax, Dorval, Mirabel, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Edmonton, Calgary et Vancouver) et a approuvé le transfert des quatorze autres aéroports à l'élément de planification «Aéroports dépendant financièrement de l'État» du Programme des transports aériens. Ce changement est entré en vigueur le 1er avril 1985.

Les termes et conditions révisées indiquent que le principe de base du Fonds est celui de son exploitation en tant qu'entité financière auto-suffisante, conformément aux termes et conditions suivantes :

(1) Le Fonds sera exploité sur la base d'un plan financier à être soumis chaque année au Conseil du Trésor pour approbation. Ce plan contiendra, entre autre, une revue du rendement antérieur face aux objectifs de gestion et de finances approuvés au préalable, les objectifs de rendement proposés, les changements apportés aux redevances, les dépenses en capital, ainsi que la répartition des revenus, les frais généraux et les frais fixes; une prévision quinquennale des revenus, des dépenses et de la rentabilité; et, des recommandations quant à la source et à la répartition des fonds pour l'année suivante.

(2) Le Fonds récupérera toutes ses dépenses par l'entremise de ses revenus, sous réserve des conditions suivantes:
   a) les fonds en capital seront pris à même les revenus, les affectations ou le pouvoir statutaire, tel que déterminé au plan financier approuvé;
   b) les affectations en capital au Fonds doivent être recouvrées sous réserve des termes et conditions soumis dans le plan financier approuvé par le Conseil du Trésor;
   c) sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor le Fonds aura droit à recevoir des paiements, par l'entremise d'affectations au Budget principal de dépenses, pour certaines dépenses occasionnées pour des activités qui n'ont pas trait aux besoins normaux d'une exploitation commerciale; ces dépenses ne seront pas recouvrées des utilisateurs; et
   d) dans toute année donnée, jusqu'à 110% des revenus identifiés au Budget principal de dépenses peut être dépensé sans recours additionnel au Conseil du Trésor.

(3) Tel qu'approuvé au plan financier, tout surplus annuel réalisé par le Fonds, pourra être utilisé pour rembourser tout tirage statutaire accumulé contre l'autorité statutaire permanente, pour faire des paiements à titre de rendement sur l'apport en capital au Fonds du revenu consolidé (FRC) sur les paiements en capital engagés par des crédits, ou encore, s'il n'existe pas de tirage statutaire, ce surplus pourra être retenu au FRC comme un crédit au Fonds.

(4) Les aéroports pourront être incorporés au Fonds, s'ils sont susceptibles de recouvrer, en moyenne, 90% de leurs coûts d'exploitation, y compris l'amortissement, pour une période de cinq ans soit en tant qu'entité distincte, soit en tant qu'aéroport complémentaire desservant une même région géographique.

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986—*Suite*

(5) Les fonds en capital à l'intérieur du Fonds seront assujettis au contrôle des affectations conformément aux politiques du Conseil du Trésor.

(6) Sous réserve de ces termes et conditions, on peut compter que le Fonds sera exploité à l'intérieur des limites des pouvoirs du tirage statutaire approuvé par le Parlement.

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici un résumé de ces derniers:

a) Stocks

Les stocks de fournitures et d'approvisionnements, conservés aux aéroports en prévision des réparations et de l'entretien, sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement.

b) Immobilisations

Les immobilisations achetées par le Fonds sont inscrites au prix coûtant. Les immobilisations cédées au Fonds antérieurement au 1er avril 1979 sont inscrites à leurs valeurs d'expertise fixées par Transports Canada conformément à la circulaire du Conseil du Trésor 1970-7 du 8 janvier 1970. Les immobilisations cédées au Fonds le 1er avril 1979 sont inscrites à leur valeur amortie à cette date. Toutes les cessions subséquentes d'immobilisations du Canada et au Canada sont inscrites à la valeur comptable à la date du transfert.

Les frais d'administration des projets, y compris les frais d'intérêt encourus lors de la construction de nouveaux aéroports, sont capitalisés et inclus dans les frais d'aménagement des aéroports en autant que ces frais ne peuvent être reliés à des immobilisations spécifiques. Les ajouts, renouvellements et améliorations qui prolongent la durée économique des immobilisations sont capitalisés. L'entretien et les réparations sont imputés aux frais d'exploitation.

c) Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la vie utile estimative des immobilisations.

Les taux d'amortissement utilisés pour les principales catégories d'immobilisations sont comme suit:

Aérogares et installations	2.5% à 5.0%
Pistes et autres surfaces asphaltées	3.3% à 5.5%
Machinerie	3.3% à 5.0%
Équipement	
Fixe	5.0% à 9.0%
Mobile	6.0% à 18.0%
Frais d'aménagement des aéroports (excluant l'intérêt)	10.0%
Intérêt capitalisé	4.2% (taux moyen d'amortissement)

d) Taxe sur le transport aérien

La taxe sur le transport aérien est prélevée en vertu de la Partie II de la Loi sur la taxe d'accise par le Ministre du Revenu national. En vertu de l'autorisation conférée par les lois portant affectation de crédits, la taxe reçue durant l'exercice est remise à Transports Canada. De cette taxe, 14.4% est crédité au service de la navigation aérienne, le reste est réparti entre les aéroports du programme des transports aériens basé sur le nombre des passagers embarqués et débarqués.

e) Coûts de contrôle terminal

Les coûts de contrôle terminal sont des services de navigation aérienne touchant l'approche, l'atterrissage et le décollage d'aéronefs à un aéroport et le contrôle des vols d'aéronefs en route qui traversent une région de contrôle terminal.

Les coûts des services de contrôle terminal comprennent les coûts directs et indirects et les frais d'amortissement des services de la circulation aérienne, des stations d'information de vol, des services de soutien technique, de l'étalonnage en vol, et des services météorologiques.

f) Frais généraux des sièges sociaux et des bureaux régionaux

Les frais généraux des sièges sociaux et des bureaux régionaux comprennent les dépenses encourues par l'Administration canadienne des transports aériens pour les services techniques et administratifs fournis au Fonds. Ces frais ne peuvent être identifiés à des services spécifiques et sont imputés au Fonds selon un pourcentage des frais directs d'exploitation et d'entretien du Fonds.

g) Subventions tenant lieu de taxes

Les subventions tenant lieu de taxes, imposées aux aéroports du Fonds, sont calculées à partir des évaluations municipales estimatives, établies conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Le ministère des Travaux publics verse les subventions et les recouvre du Fonds.

Les subventions ne sont pas conclues tant que le ministère des Travaux publics ne les a pas vérifiées, ce qui prend souvent plusieurs années. Tous les redressements jusqu'à la finalisation sont enregistrés dans l'exercice du règlement.

h) Régime de retraite

Les employés de l'Administration canadienne des transports aériens qui exploitent les aéroports du Fonds sont soumis à la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et à la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre de prestations aux employés. Le paiement de la pension comme tel est effectué à même le Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

i) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent pour les employés de l'Administration canadienne des transports aériens qui exploitent les aéroports du Fonds. Ces indemnités sont versées aux employés qui quittent leur emploi ou prennent leur retraite. Le coût de ces indemnités est imputé aux frais d'exploitation au fur et à mesure qu'il est encouru.

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986—*Suite*

3. Modification de conventions comptables du Fonds

La Direction du Fonds renouvelable, au cours de l'exercice 1985-86, a choisi d'inscrire à l'état des résultats les intérêts relatifs au capital d'apport versé au Fonds ainsi que les service fournis ou reçus gratuitement par les autres organismes et ministères fédéraux (note 6). Il y a eu application prospective de cette modification parce que l'incidence de la nouvelle invention comptable sur chaque exercice antérieur ne peut être déterminée.

Les intérêts relatifs au capital d'apport versé au fonds ont été calculés en utilisant un taux d'intérêt (10,35%) basé sur les taux d'emprunt des sociétés d'État pondérés à l'aide de la valeur comptable nette des immobilisations acquises au cours des vingt derniers exercices. Ce taux d'intérêt a été appliqué à la moyenne du solde en début d'exercice du capital d'apport et du solde à la fin de l'exercice de ce capital, moyenne de laquelle a été soustrait le surplus de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Les intérêts, pour l'exercice 1985-86, se chiffrent à $81,795,000.

4. Immobilisations

	1986		1985	
	Coût et valeurs d'expertise	Amortissement accumulé	Coût et valeurs d'expertise	Amortissement accumulé
	(en milliers de dollars)			
Terrains et frais d'aménagement des terrains	111,934		126,215	
Aérogares et installations	610,324	239,934	656,702	230,171
Pistes et autres surfaces asphaltées	415,082	153,411	429,346	152,006
Machinerie et équipement	56,547	30,634	77,640	34,385
Frais d'aménagement des aéroports	82,391	62,927	82,391	58,312
Construction en cours	118,312		163,707	
	1,394,590	486,906	1,536,001	474,874
Valeur comptable nette	907,684		1,061,127	

5. Avoir du Canada

a) Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice regroupée dans l'avoir du Canada, représente l'accumulation nette de toutes les transactions en espèces effectuées par l'entremise du Fonds du revenu consolidé.

Le Fonds du revenu consolidé est le compte central où sont inscrits toutes les recettes et tous les déboursés du gouvernement. Toutes les transactions en espèces du Fonds sont donc effectuées par l'intermédiaire du Fonds du revenu consolidé. En vertu de son mandat, le Fonds est crédité des revenus qu'il génère et a le pouvoir, en vertu d'une autorisation statutaire, d'effectuer des prélèvements auprès du Fonds du revenu consolidé lorsque ses revenus sont insuffisants.

Un prélèvement sur l'autorisation du Fonds survient lorsque les déboursés accumulés excèdent les encaissements accumulés (solde créditeur) et porte intérêt au taux fixé par le Ministre des Finances. Un excédent accumulé d'encaissements sur les déboursés (solde débiteur) représente une autorisation supplémentaire de dépenser du Fonds.

b) Capital d'apport

Les montants représentant les avances de fonds de roulement, les valeurs assignées aux éléments d'actif cédés du Canada et au Canada la radiation d'emprunts auprès du Canada, et les services fournis ou reçus gratuitement par les ministères du gouvernement, les intérêts relatifs au capital d'apport versé au Fonds, le montant net de l'actif des 14 aéroports retirés du Fonds le 1[er] avril 1985 et le remboursement du Canada pour des projets entrepris dans le cadre du Programme des projets spéciaux de relance, sont présentés comme capital d'apport.

c) Surplus

Le compte du surplus accumulé à la fin de l'exercice contient l'accumulation nette des surplus et des déficits depuis la création du Fonds.

Le déficit accumulé et l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds pour les 14 aéroports n'ont pas été retirés de la section «avoir du Canada» figurant au bilan. Les résultats en sont présentés dans le tableau qui suit:

	Au bilan	9 aéroports seulement
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(77,677)	(422,936)
Capital d'apport	908,575	996,883
Surplus accumulé	78,126	335,017

6. Opérations entre apparentés

Le Fonds, dans le cours normal de ses opérations, reçoit gratuitement des directives et des services administratifs du ministère des Transports et d'autres ministères fédéraux. À ce titre, signalons des frais généraux d'administration de $10,002,000 pour Transports Canada, une somme de $5,835,000 (incluant une somme de $2,500,000 pour la taxe de vente provinciale payée aux provinces par le ministère des Finances) pour les services fournis gratuitement par d'autres organismes et ministères fédéraux, et $875,000, payés pour l'aéroport international Pearson par Transports Canada, pour le règlement d'une poursuite en justice.

Les aéroports fournissent des services d'entretien et d'autres services à Transports Canada et à des aéroports autres que ceux du Fonds. Le coût de ces services a été de $535,000. Parmi les autres coûts des services fournis gratuitement, il y a une somme de $4,281,000 pour les droits d'atterrissage dont sont exemptés les appareils gouvernementaux et militaires et une somme de $282,000 pour les superficies réservées dans les aéroports aux chapelles et aux salles de réception pour personnages de marque.

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

7. Engagements contractuels

Le Fonds, au 31 mars 1986, s'était engagé à effectuer des dépenses d'environ $78 millions en vertu de contrats de construction et d'entretien d'immobilisations.

8. Passif éventuel

Le ministère des Transports doit se défendre dans certaines causes en instance et imminentes relativement à l'exploitation du Fonds. Le montant total des réclamations au 31 mars 1986 est d'environ de $176 millions. Ces réclamations incluent une poursuite légale enregistrée à la Cour fédérale du Canada par un groupe de principaux transporteurs aériens internationaux qui contestent la légalité du Règlement sur les taxes des services aéronautiques concernant la taxe d'atterrissage transocéanique prélevée en vertu de l'article 5 de la Loi sur l'aéronautique. Ils ont réclamé le remboursement de toutes les taxes d'atterrissage transocéanique payées depuis 1974. Tout règlement de ces réclamations sera comptabilisé comme redressement affecté aux exercices antérieurs.

9. Correction d'erreurs des exercices antérieurs

Des erreurs dans le calcul des droits généraux d'aérogare à l'embarquement, que doivent verser divers transporteurs aériens dans les aéroports du Fonds, et dans le calcul des frais d'amortissement de l'aéroport de Mirabel ont eu pour résultats une sous-estimation du revenu des exercices antérieurs.

En conséquence, le solde du surplus au 31 mars 1986 a été corrigé de manière à indiquer un redressement rétroactif de 5,2 millions de dollars (3,3 millions pour les droits généraux d'aérogare et 1,9 million pour les frais d'amortissement de Mirabel).

La somme de 5,2 millions de dollars créditée au surplus accumulé inclut un montant de 2,4 millions de dollars (2,3 millions pour les droits généraux d'aérogare et $100,000 pour les frais d'amortissement de Mirabel) attribuable à l'exercice terminé le 31 mars 1985. Le revenu net de cet exercice a été corrigé. Le solde, soit 2,8 millions de dollars (1 million pour les droits généraux d'aérogare et 1,8 million pour les frais d'amortissement), a trait à des exercices antérieurs à 1985 et a été soustrait du solde du surplus pour l'exercice terminé le 31 mars 1984.

Il y a également eu correction des données des débiteurs et de l'amortissement accumulé au 31 mars 1985.

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) ont été préparés tels qu'exigés par et selon la politique et les procédures du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. Les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont fait l'objet d'une révision de la part de représentants du Vérificateur général.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies, telles qu'énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le sous-ministre adjoint, Gestion intégrée développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Celles-ci sont supportées par des systèmes et procédures additionnels qui sont élaborés et appliqués par la Division des finances et administration du Fonds. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. La gestion du Fonds est basée sur le recouvrement des coûts, lesquels sont répartis d'une juste manière aux usagers des services de télécommunications et sont recouvrés sur une base régulière. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par les activités de vérification interne, ainsi que par des contrats fréquents avec les agents financiers et d'évaluation de programmes du ministère et avec le personnel du Bureau du Vérificateur général. Une vérification interne a été effectuée par le Bureau des services de vérification du ministère des Approvisionnements et Services au cours de la période de janvier à mars 1984. Les vérificateurs ont conclu «. . .que l'acquisition, l'utilisation et la protection des ressources humaines, financières et physiques sous la responsabilité de la Division des finances et administration sont accomplies d'une façon efficace et économique».

Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel comptable qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste de responsabilités et par un niveau élevé de communications internes visant à assurer que les règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'Agence.

Les systèmes comptables et les états financiers du Fonds se sont développés au cours des années pour répondre aux changements. Une étude de faisabilité des systèmes financiers du Fonds, complétée, a eu comme résultat de recommander le développement d'un système intégré d'information financière. Ce dernier entrera en vigueur le 1er avril 1987. Le nouveau système est nécessaire afin de traiter le nombre et la complexité accrus des opérations financières du Fonds; il devra aussi répondre aux besoins d'affectation et de recouvrement des coûts pertinents dans les délais prescrits, de contrôle budgétaire et de systèmes de rapports financiers améliorés.

Approuvé par:

Directeur, Finances et administration
Agence des télécommunications gouvernementales
(Agent financier supérieur à plein temps)
H. B. SULLIVAN

Sous-ministre adjoint, Gestion intégrée
Ministère des Communications
(Agent financier supérieur)
M. BINDER

le 30 juillet 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	22,949,589	17,066,111
Tiers	935,130	2,734,589
Frais payés d'avance	5,794	
	23,890,513	19,800,700
Immobilisations		
Au coût (note 3)	2,210,553	1,325,932
Moins: amortissement accumulé	807,985	588,964
	1,402,568	736,968
Frais reportés	548,407	720,000
	25,841,488	21,257,668
	25,841,488	21,257,668

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	766,550	462,691
Tiers	10,971,321	11,591,679
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	62,658	60,000
Revenus reportés	538,439	735,553
	12,338,968	12,849,923
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	744,989	620,539
Revenus reportés—Contrats de services	1,200,992	1,040,362
	1,945,981	1,660,901
AVOIR DU CANADA		
Surplus accumulé	960,521	166,877
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10,596,018	6,579,967
	11,556,539	6,746,844
	25,841,488	21,257,668

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Services des télécommunications		
Interurbain	66,250,766	64,392,273
Personnalisés	63,278,529	58,751,025
Données	6,055,111	5,116,881
Locaux	4,566,582	5,795,363
Annuaire	728,419	776,506
Autres services du réseau	24,829	122,962
Autres revenus	2,704	2,922
Total des revenus	140,906,940	134,957,932
Frais		
Exploitation		
Personnalisés	62,157,461	58,238,221
Interurbain	56,952,286	55,911,262
Données	4,928,680	4,969,435
Locaux	3,683,437	3,457,873
Annuaire	484,322	503,034
Autres services du réseau	14,528	51,713
	128,220,714	123,131,538
Planification et coordination		
Traitements	1,438,056	1,250,862
Indemnités de cessation d'emploi	6,509	17,169
Services professionnels	70,396	81,741
Location d'édifice et d'équipement	59,025	38,325
Voyage	15,083	19,679
Autre	9,992	
Réparations	9,772	15,655
Téléphone et fret	7,103	2,070
Renseignements	4,658	11,097
Fournitures et accessoires de bureau	815	4,579
	1,621,409	1,441,177
Gestion et administration		
Traitements	7,021,840	6,432,723
Indemnités de cessation d'emploi	167,635	182,703
Location d'édifice et d'équipement	1,000,724	956,241
Services professionnels	828,702	452,763
Téléphone et fret	237,043	246,938
Renseignement	154,685	103,713
Voyage	144,997	166,987
Amortissement	108,638	94,760
Fournitures et accessoires de bureau	99,292	73,896
Réparations	70,080	61,902
Autre	7,928	15,988
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	172	1,251
	9,841,736	8,789,865
Frais d'intérêt sur le Fonds renouvelable	429,437	925,707
Total des frais	140,113,296	134,288,287
Profit net	793,644	669,645

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net pour l'exercice		794	26	670
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	268	314	257	339
Fonds provenant de l'exploitation	268	1,108	283	1,009
Acquisitions nettes d'immobilisations	(174)	(887)	(174)	(391)
Modification du fonds de roulement	(1,605)	(4,601)	(1,885)	4,640
Autres éléments		4,608		(4,268)
Autorisation fournie	(1,511)	228	(1,776)	990

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Profit net pour l'exercice	793,644	669,645
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	174,144	199,872
amortissement	220,913	217,963
perte sur l'aliénation d'immobilisations	172	1,251
amortissement des frais reportés	180,366	180,000
Moins: amortissement des revenus reportés—Contrats de services	(261,133)	(260,090)
	1,108,106	1,008,641
Variations des disponibilités et exigibilités	(4,600,767)	4,640,292
Variations des autres éléments d'actif et de passif		
Frais reportés	(8,774)	(16,579)
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(49,694)	(82,498)
Revenus reportés—Contrats de services	421,763	21,406
	363,295	(77,671)
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(3,129,366)	5,571,262
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT:		
Immobilisations		
Achats	(886,685)	(391,296)
Ressources financières nettes (employées) par les activités de financement	(886,685)	(391,296)
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES EMPLOYÉES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	(4,016,051)	5,179,966
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(6,579,967)	(11,759,933)
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	(10,596,018)	(6,579,967)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice, non ajusté	166,261	(502,768)
Redressement affecté à l'exercice précédent (note 5)	616	
Solde redressé au début de l'exercice	166,877	(502,768)
Profit net pour l'exercice	793,644	669,645
Solde à la fin de l'exercice	960,521	166,877

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE
AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10,596,018	6,579,967
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	11,511,589	12,021,983
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	19,771,342	16,037,276
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	2,336,265	2,564,674
Limite de l'autorisation	19,000,000	19,000,000
Autorisation non employée reportée	16,663,735	16,435,326

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1986

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales a été établi en 1963 pour organiser et pourvoir des services de télécommunications aux ministères et agences du gouvernement fédéral qui le demandent. L'article 23 de la Loi sur la régularisation des comptes permet au Ministre d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre de fonds de roulement, d'acquisition d'équipement et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne devait pas excéder $8,000,000 en aucun temps. Cette autorisation a été augmentée à $12,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits, à $15,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1983-84 portant affectation de crédits et à $19,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits. En raison d'un paiement fait à Bell Canada pour un contrat terminé, un montant de $1,485,822 a été radié du Fonds en vertu du crédit 2c de la Loi n° 4 de 1982-83 portant affectation de crédits. Un montant de $741,781, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Dans la plupart des cas, l'amortissement est calculé selon la méthode du solde dégressif aux taux suivants: automobiles (30%), équipement de bureau (20%), ameublement et aménagement (10%). L'équipement de télécommunications représente une catégorie spéciale d'éléments d'actif et est amorti sur les cinq à sept premières années d'utilisation de l'équipement.

b) Frais reportés

Des contrats de services d'une valeur de $900,000 (1983-84) sont inclus dans cette catégorie. En 1985-86, l'amortissement relatif aux contrats de services, se chiffrait à $180,000 ($180,000 en 1984-85). Ceux-ci sont reliés à des paiements à l'avance aux fournisseurs pour des services de télécommunications futurs, sont inscrits à titre de frais reportés et sont amortis selon la méthode linéaire sur une période de cinq exercices.

Les autres frais reportés ($8,774 ajouté en 1985-86) se rapporte à l'acquisition d'équipement de télécommunications par l'Agence des télécommunications gouvernementales et sont amortis selon la méthode linéaire sur la même base que celle relative à l'actif. En 1985-86 l'amortissement se rapportant aux autres frais reportés se chiffrait à $366.

c) Revenus reportés—Contrats de services

Les paiements à l'avance des ministères et organismes-clients pour des services de télécommunications futurs sont inscrits à titre de revenus reportés et sont transférés aux revenus en montants égaux sur une période de cinq à sept exercices. En 1985-86, un montant de $261,133 a été gagné. Un montant de $421,763 a également été ajouté aux revenus reportés en 1985-86 et sera amorti sur la durée d'utilisation de l'actif.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	653,651	145,923	2,018	797,556
Ameublement et aménagement	190,918	5,724	46	196,596
Automobiles	37,799	9,273		47,072
Équipement de télécommunications	443,564	725,765		1,169,329
	1,325,932	886,685	2,064	2,210,553

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	328,948	93,969	1,854	421,063
Ameublement et aménagement	109,638	8,700	38	118,300
Automobiles	27,175	5,969		33,144
Équipement de télécommunications	123,203	112,275		235,478
	588,964	220,913	1,892	807,985

4. Reclassification des chiffres de l'exercice précédent

La présentation de l'état d'exploitation de 1985-86 a été modifiée pour être conforme à la présentation du Budget des dépenses. Les chiffres de 1984-85 ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation de 1985-86.

5. Correction d'une erreur dans les états financiers de l'exercice précédent

En 1984-85, l'amortissement accumulé sur l'écoulement d'équipement de bureaux vendu a été incorrectement calculé ceci résultant en une sur-évaluation de la perte sur l'aliénation d'immobilisations et en une sous-évaluation de l'amortissement de l'exercice. Ceci a eu pour conséquence, une diminution du surplus accumulé de 1985-86. Les états financiers de l'exercice précédent ont été redressés pour modifier la situation.

Fonds renouvelable des approvisionnements

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des approvisionnements ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada conformément aux politiques du Conseil du Trésor, ainsi qu'aux normes et exigences en matière de rapports du Receveur général du Canada.

Ces états ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements présentés ailleurs dans les Comptes publics, ainsi que dans les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes afférentes aux états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance.

Le Secteur des finances, du personnel et de l'administration assume la principale responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Cette tâche échoit en particulier à la Direction générale du Contrôleur, qui élabore et propage les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière. En outre, le ministère exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens seront protégés et que l'on tient des registres financiers fiables.

Approuvé par:

Contrôleur
R. J. NEVILLE

Sous-ministre adjoint,
Finances, personnel et administration
R. M. EMOND

le 11 août 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net pour l'exercice	1,371	647	595	22,763
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	3,177	4,130	3,397	3,561
Fonds provenant de l'exploitation	4,548	4,777	3,992	26,324
Acquisitions nettes d'immobilisations	(13,234)	(4,741)	(4,582)	(5,419)
Variation du fonds de roulement	(9,896)	21,748	(6,182)	8,996
Autres éléments		(15,542)		5,644
Autorisation fournie	(18,582)	6,242	(6,772)	35,545

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	120,844,011	130,771,514
Tiers	4,967,000	5,686,000
Stocks au coût (note 3)	22,602,627	20,015,389
Tranche à court terme de l'investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	79,195	226,967
Autre	2,865,881	887,417
	151,358,714	157,587,287
Débiteur à long terme		
Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED) (note 7)	208,936	151,556
Immobilisations au coût (note 6)	32,780,242	29,789,184
Moins: amortissement accumulé	18,307,697	16,036,546
	14,472,545	13,752,638
Améliorations locatives au coût (nettes de l'amortissement)	1,977,560	2,085,513
Autre		
Droits de la Couronne à la valeur nominale	1	1
	168,017,756	173,576,995

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	10,612,151	8,375,707
Tiers	60,837,203	48,080,302
Revenus reportés	1,580,066	1,054,307
	73,029,420	57,510,316
AVOIR DU CANADA		
Surplus accumulé	14,647,189	36,763,154
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	80,341,147	79,303,525
	94,988,336	116,066,679
	168,017,756	173,576,995

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Ventes (note 4)		
Approvisionnements régionaux	177,825,576	175,853,658
Imprimerie et communications	171,600,108	177,452,602
Acquisitions commerciales	160,589,437	179,666,246
Acquisitions scientifiques et techniques	37,453,981	43,881,982
Grands projets de la Couronne	22,523,430	18,563,812
Approvisionnements pour l'exportation	6,313,400	5,460,194
Administration du programme	1,045,861	1,335,113
	577,351,793	602,213,607
Coût des ventes (note 4)	361,727,517	372,467,093
Marge bénéficiaire brute	215,624,276	229,746,514
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	130,575,116	125,166,987
Services professionnels et spéciaux	29,905,233	30,088,877
Locaux	16,677,164	16,607,935
Réparations, approvisionnements, divers	7,734,443	8,277,579
Intérêt	6,786,538	5,721,324
Voyages et déménagements	5,530,953	5,174,575
Fret à la vente	5,488,899	5,137,487
Communications	5,275,888	4,627,542
Amortissement	2,561,076	2,136,882
Locations	2,227,713	1,672,335
Information	1,707,913	1,550,446
Stocks et autres pertes	680,744	874,456
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	152,429	253,454
Escomptes de caisse	(327,022)	(306,519)
	214,977,087	206,983,360
Profit net	647,189	22,763,154

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	36,763,154	19,691,677
Profit net pour l'exercice	647,189	22,763,154
	37,410,343	42,454,831
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(22,763,154)	(5,691,677)
Solde à la fin de l'exercice	14,647,189	36,763,154

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Profit net	647,189	22,763,154
Plus: amortissement	3,478,390	2,874,807
amortissement des améliorations locatives	498,690	432,314
perte sur l'aliénation d'immobilisations	152,429	253,454
	4,776,698	26,323,729
Variations des disponibilités et exigibilités	21,747,677	8,996,011
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	26,524,375	35,319,740
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT:		
Variations des autres éléments d'actif et de passif		
Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	(57,380)	176,707
Immobilisations		
Achat d'équipement	(4,350,726)	(5,073,369)
Achat des améliorations locatives	(390,737)	(345,863)
	(4,741,463)	(5,419,232)
Ressources financières nettes (employées) par les activités d'investissement	(4,798,843)	(5,242,525)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT:		
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(22,763,154)	(5,691,677)
Ressources financières nettes (employées) par les activités de financement	(22,763,154)	(5,691,677)
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES EMPLOYÉES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	(1,037,622)	24,385,538
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(79,303,525)	(103,689,063)
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	(80,341,147)	(79,303,525)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	80,341,147	79,303,525
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	64,472,930	42,551,594
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	112,274,695	105,836,959
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	32,539,382	16,018,160
Limite de l'autorisation	200,000,000	200,000,000
Autorisation non employée reportée	167,460,618	183,981,840

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986

1. Objectif et autorisation

L'objectif du Fonds est d'acquérir et de fournir les biens et les services requis par les ministères et les organismes, compte tenu du rôle que jouent les achats dans la réalisation des objectifs nationaux, et d'offrir des services pour l'écoulement du matériel appartenant à la Couronne, le tout au moindre coût.

Le Fonds renouvelable des approvisionnements a été autorisé par le crédit L6 (Approvisionnements et Services) de la Loi n° 1 de 1975 portant affectation de crédits. Les modifications apportées à l'affectation ont autorisé le fusionnement des opérations du Fonds renouvelable des approvisionnements avec celles du Fonds renouvelable de l'imprimerie en date du 1er avril 1975, avec le Fonds renouvelable de l'édition en date du 1er avril 1976 et avec le Fonds renouvelable des expositions en date du 1er avril 1977.

En date du 1er avril 1980, le Parlement, par le biais de la Loi sur la régularisation des comptes, a abrogé tous les crédits concernant les comptes du Fonds renouvelable des approvisionnements. L'article 29 de la Loi a établi le Fonds renouvelable des approvisionnements en tant qu'entité budgétaire, avec une autorisation statutaire permanente de $150 millions. La limite d'autorisation du Fonds a été ultérieurement augmentée de $200 millions en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits.

L'utilisation de l'autorisation du Fonds est contrôlée à travers l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le solde de cette dernière, qui représente la situation financière du Fonds renouvelable, est présenté au Bilan sous Avoir du Canada. Il se compose du total des opérations au comptant nettes au Fonds du revenu consolidé, des éléments d'actif nets originaux transférés au Fonds au tout début et de toutes les radiations ultérieures du déficit ou surplus. Au cours de l'exercice, la variation de celle-ci représente les ressources financières nettes employées ou fournies par le Fonds.

Un montant de $44,171,345, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation du Conseil du Trésor, les surplus accumulés ont été transférés à l'autorisation du Fonds comme suit:

	$
1982-83	3,256,386
1983-84	4,888,134
1984-85	5,[illegible]1,677
1985-86	22,763,154
	36,599,351

2. Conventions comptables importantes

a) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont enregistrés selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf pour les écarts suivants:

i) La comptabilité d'exercice utilisée pour enregistrer certains revenus provenant d'acquisitions est basée sur des analyses statistiques détaillées et vérifiées du volume de travail. Cette convention a été revisée le 1er avril 1985. Par conséquent, un honoraire initial égal à 50% sur les contrats d'acquisition scientifique et technique et à 65% sur les contrats d'acquisition commerciale et d'imprimerie, dont la valeur varie entre $200,000 et $50 millions, est chargé à la date d'échéance du contrat et le solde de l'honoraire est chargé sur la durée du contrat. Certains autres contrats importants sont administrés selon la méthode de gestion de projet et le coût réel du projet est enregistré comme revenu au cours de chaque exercice pour toute la durée du projet. La direction admet que certains revenus sont gagnés avant que le contrat ne soit accordé mais est d'avis qu'il n'y a pas entorse sérieuse au principe comptable de l'appariement des coûts et des revenus.

ii) Les prestations aux employés (indemnités de cessation d'emploi et indemnités de vacances) s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le passif couru correspondant n'est pas comptabilisé; le coût de ces bénéfices est donc imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Le passif non comptabilisé est détaillé à la note 8.

b) Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue d'utilisation des immobilisations, soit généralement de 5 à 10 ans.

3. Stocks

	1986	1985
	$	$
Matières premières et produits finis	20,686,944	17,274,339
Travaux en cours	1,915,683	2,741,050
	22,602,627	20,015,389

4. Ventes et coût des ventes

À des fins de consolidation, les ventes et le coût des ventes au montant de $28,018,000 ($26,846,747 en 1985) ont été exclus.

5. Assurance

Le Fonds renouvelable des approvisionnements n'a aucune assurance sur ses biens ou sur ceux qui appartiennent à d'autres et qu'il conserve dans ses entrepôts. Cette mesure est conforme à la politique d'auto-assurance du gouvernement.

6. Immobilisations et amortissement accumulé

De l'amortissement se chiffrant à $1,416,004 est compris dans le coût des ventes à l'état de l'exploitation.

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	3,892,663	573,669	100,117	4,366,215
Équipement informatique (TED)	9,040,451	1,806,900	212,143	10,635,208
Véhicules motorisés	867,035	73,837	61,307	879,565
Équipement d'entrepôt	2,223,293	350,526	12,391	2,561,428
Équipement d'imprimerie	12,547,805	1,467,248	972,541	13,042,512
Audio-vidéo	1,217,937	78,546	1,169	1,295,314
	29,789,184	4,350,726	1,359,668	32,780,242

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	2,189,344	659,283	86,797	2,761,830
Équipement informatique (TED)	3,194,396	1,292,621	110,306	4,376,711
Véhicules motorisés	454,596	111,752	48,467	517,881
Équipement d'entrepôt	1,119,169	170,590	1,082	1,288,677
Équipement d'imprimerie	8,441,232	1,173,742	960,119	8,654,855
Audio-vidéo	637,809	70,402	468	707,743
	16,036,546	3,478,390	1,207,239	18,307,697

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986—*Fin*

7. Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)

Le 2 mars 1976, le Conseil du Trésor a autorisé le Fonds renouvelable des approvisionnements à acheter de l'équipement informatique (TED) spécifique, tel qu'approuvé par le Conseil du Trésor, pour les ministères-clients. Le principal, l'intérêt et les autres frais sont recouvrables des ministères sur une période de un à cinq ans en vertu de contrats de location-financement. Le Fonds renouvelable des approvisionnements demeure propriétaire de l'équipement jusqu'à ce que le coût de l'équipement soit payé au complet. Les paiements par les ministères-clients pour l'investissement à long terme dans des contrats de location sont dus ainsi—$62,518 en 1987-88, $70,216 en 1988-89 et $76,202 en 1989-90.

8. Passif concernant les indemnités aux employés

Le passif non comptabilisé concernant les indemnités aux employés se compose d'indemnités de cessation d'emploi et d'indemnités de vacances.

	1986	1985
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	29,094,882	29,860,615
Indemnités de vacances	6,975,063	7,609,610
	36,069,945	37,470,225

9. Honoraires reportés de contrats d'acquisition

Conformément à la politique révisée du ministère en ce qui a trait à la répartition uniforme des revenus pour certains genres de contrats, laquelle est définie à la note 2 a)i), la valeur des honoraires reportés concernant les contrats d'acquisition des travaux non complétés étaient de $14,211,618 au 31 mars 1986. Cette modification à la politique a pour effet de diminuer le montant de $33,832,001, impayé au 31 mars 1985, de $13,135,000 à $20,697,001.

10. Modifications de la présentation des états financiers

Certains chiffres de 1985 ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation de 1986.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau des passeports tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

Le Fonds maintient un système de vérification comptable interne qui permet aux gestionnaires de s'assurer, de façon raisonnable, que les opérations sont inscrites et effectuées dans la mesure des autorisations accordées et que l'actif du Fonds est protégé.

Les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans ces états financiers.

Approuvé par:

Directeur général, Finances et services de gestion
(Agent financier supérieur à plein temps)
ROBERT LEGROS

Sous-ministre adjoint, Administration
(Agent financier supérieur)
ROGER MARSHAM

le 10 juillet 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net pour l'exercice	1,305	1,102	(593)	3,615
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	364	458	281	305
Fonds provenant de l'exploitation	1,669	1,560	(312)	3,920
Acquisitions nettes d'immobilisations	(738)	(744)	(837)	(556)
Variation du fonds de roulement	(170)	87	90	678
Autres éléments		(200)		(844)
Autorisation fournie	761	703	(1,059)	3,198

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	31,192	42,738
Tiers	6,376	6,197
Stocks au coût et au prix coûtant moyen (note 3)	1,051,143	699,381
Frais payé d'avance	38,029	31,741
	1,126,740	780,057
Immobilisations (note 4)		
Au coût	2,114,696	2,228,431
Moins: amortissement accumulé	782,472	1,312,530
	1,332,224	915,901
	2,458,964	1,695,958

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	1,738,036	1,682,207
Tiers		
Créditeurs	1,041,740	620,511
Indemnités de congé	314,809	276,719
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi		10,068
Revenu reporté	132,041	203,558
	3,226,626	2,793,063
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,305,439	1,211,284
AVOIR DU CANADA		
Surplus accumulé	8,372,388	7,270,247
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10,445,489)	(9,578,636)
	(2,073,101)	(2,308,389)
	2,458,964	1,695,958

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Droits gagnés	21,513,784	20,262,690
Revenus divers	6,078	4,976
	21,519,862	20,267,666
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	10,907,980	9,305,497
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	130,422	224,502
Matériel de passeport et formules de demande	3,175,829	1,673,892
Locaux	1,658,764	1,570,245
Services professionnels et spéciaux	1,352,677	1,259,367
Exploitation de passeport dans les postes à l'étranger	1,076,845	957,805
Services postaux et affranchissement	691,114	612,485
Télécommunications	489,873	450,277
Imprimerie, papeterie et fournitures	328,959	303,405
Amortissement	301,740	78,788
Fret, messageries et camionnage	172,680	130,494
Voyage et déménagement	58,405	49,975
Réparation et remplacement d'équipement et d'ameublement de bureau	40,408	25,833
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	26,149	1,966
Information	5,876	8,482
	20,417,721	16,653,013
Profit net	1,102,141	3,614,653

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	7,270,247	3,655,594
Profit net pour l'exercice	1,102,141	3,614,653
Solde à la fin de l'exercice	8,372,388	7,270,247

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Profit net	1,102,141	3,614,653
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	130,422	224,502
amortissement	301,740	78,788
perte sur l'aliénation d'immobilisations	26,149	1,966
	1,560,452	3,919,909
Variations des disponibilités et exigibilités	86,880	677,774
Variations des autres éléments d'actif et de passif:		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(36,267)	(17,493)
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	1,611,065	4,580,190
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT:		
Immobilisations		
Achetés	(744,212)	(555,751)
Ressources financières nettes (employées) par les activités d'investissement	(744,212)	(555,751)
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES EMPLOYÉES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	866,853	4,024,439
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	9,578,636	5,554,197
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	10,445,489	9,578,636

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10,445,489)	(9,578,636)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	2,421,571	2,245,298
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	25,902	13,208
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(8,049,820)	(7,346,546)
Limite de l'autorisation	4,000,000	4,000,000
Autorisation non employée reportée	12,049,820	11,346,546

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau des passeports a été constitué en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage appropriés à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Fonds du revenu consolidé jusqu'à un total de $4,000,000 pour fins de fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation. Un montant de $745,893, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Conventions comptables importantes

a) Stocks

Le stock de fournitures et d'approvisionnements est inscrit au prix coûtant et le stock des passeports en cours est évalué au prix coûtant moyen pour l'exercice.

b) Immobilisations

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la période du bail en cause. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, depuis l'année d'acquisition, sur leur vie utile estimative, comme suit:

Ameublement	16 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	5 ans
Autres pièces d'équipement	10 ans

c) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit dans les comptes lorsque les bénéfices sont gagnés par les employés.

3. Stocks

	1986	1985
	$	$
Fournitures et approvisionnements	992,389	604,184
Travaux en cours	58,754	95,197
	1,051,143	699,381

4. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	134,725	82,921	42,510	175,136
Ameublement	363,072	51,462	6,287	408,247
Équipement	1,730,634	609,829	809,150	1,531,313
	2,228,431	744,212	857,947	2,114,696

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	101,487	44,860	42,510	103,837
Ameublement	197,744	23,577	5,907	215,414
Équipement	1,013,299	233,303	783,381	463,221
	1,312,530	301,740	831,798	782,472

5. Baux à long terme

En vertu de baux à long terme qui se terminent entre le 31 mai 1986 et le 31 août 1994, le Bureau des passeports occupe vingt locaux différents dont le loyer annuel approximatif s'élève à $1,600,000 ($1,550,000 en 1984-85).

6. Reclassification des chiffres de l'exercice précédent

Pour fins de comparaison, les chiffres de 1985 ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation de 1986.

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement
(Affaires indiennes et Nord canadien)

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement selon la politique du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de leur intégrité et objectivité, revenait aux opérations comptables du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour la période du 1er avril 1985 au 4 novembre 1985. À la suite des changements de structure concernant les rapports de gestion, une lettre d'entente transférait la responsabilité de l'administration financière du Fonds au Contrôleur de l'administration du pétrole et du gaz des terres du Canada (APGTC), à compter du 5 novembre 1985.

Ces états financiers ont été préparés à partir de données objectives détenues par le ministère et l'APGTC conformément à la lettre d'entente signée par Énergie, Mines et Ressources et Affaires indiennes et Nord canadien. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont définies dans les notes afférentes aux états financiers. Certains renseignements figurant dans les états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugement des gestionnaires tout en tenant lieu de leur importance. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Fonds a débuté ses opérations au cours de l'exercice financier 1983-84. La gestion du Fonds est effectuée par le maintien de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations du Fonds. Le ministère développe et propage les politiques de gestion financière et comptable et le Fonds maintient un système de contrôle comptable interne pouvant fournir aux gestionnaires une assurance raisonnable de l'exécution et l'enregistrement des opérations conformément à leurs autorisations ainsi que la sauvegarde des actifs. Les opérations sont exécutées en conformité avec la Loi sur l'administration financière, les règlements et les directives du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada de façon à assurer la transparence, l'imputabilité et le contrôle nécessaires à l'exploitation du Fonds.

Approuvé par:

Directeur général des finances et sous-contrôleur
(Agent financier supérieur à plein temps)
A. C. BOUGHNER

Sous-ministre adjoint, Finances et services professionnels
(Agent financier supérieur)
A. S. SILVERMAN

le 8 septembre 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Excédent des (frais) prélèvements sur les (prélèvements) frais pour l'exercice	(2,886)	(972)	214	1,155
Fonds (utilisés pour) provenant de l'exploitation	(2,886)	(972)	214	1,155
Variation du fonds de roulement (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)		16		13
Autres éléments[1]		13		(35)
Autorisation (employée) fournie	(2,886)	(943)	214	1,133

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

[1] Une somme de $25,000 a été débitée au compte du Fonds dans les Comptes du Canada. Elle a également été incluse dans les frais du Fonds et constitue une partie de l'excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice financier en cours. Cette somme représentait un compte à payer au programme des Affaires du Nord du ministère des Affaires indiennes et Nord canadien. Le total de $13,000 des autres éléments comprend une somme de $25,000 qui a été inscrite aux Comptes du Canada et incorrectement portée au crédit du compte du Fonds au lieu du crédit budgétaire dudit programme. Par conséquent, l'autorisation employée et mesurée dans les Comptes du Canada a été diminuée de $25,000 par erreur. Un ajustement sera effectué dans les Comptes du Canada pour l'exercice financier 1986-87.

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Autorisation nette accumulée du Fonds	2,185,194	3,140,381
Débiteurs		
Tiers	67,911	72,187
	2,253,105	3,212,568

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers	163,665	175,998
Gouvernement du Canada	25,000	132
	188,665	176,130
PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS	2,064,440	3,036,438
	2,253,105	3,212,568

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—*Suite*
(Affaires indiennes et Nord canadien)

ÉTAT DES PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	3,036,438	1,881,218
Excédent des (frais) prélèvements sur les (prélèvements) frais pour l'exercice	(971,998)	1,155,220
Solde à la fin de l'exercice	2,064,440	3,036,438

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Excédent des (frais) prélèvements sur les (prélèvements) frais pour l'exercice	(971,998)	1,155,220
Variations des disponibilités et exigibilités (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)	16,811	13,146
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de financement	(955,187)	1,168,366
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES EMPLOYÉES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	(955,187)	1,168,366
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	3,140,381	1,972,015
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	2,185,194	3,140,381

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986									1985
	Régions									
	Yukon	MacKenzie	Keewatin	Baffin	Victoria	Ellesmere	Mer de Beaufort	Passage Lancaster	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Prélèvements—Propriétaires de droits sur le pétrole et le gaz des terres		2,901	32	19,283	24,846	44,521	466,319	1,289	559,191	3,139,010
Frais d'exploitation										
Frais d'études de l'environnement	15,492	119,460	114	148,459	26,510	181,134	740,367	75,435	1,306,971	1,706,257
Traitements et indemnités aux employés	9,264	43,231		7,720	7,720	43,231	43,231		154,397	218,098
Services professionnels et spéciaux	1,873	9,714	1	1,666	1,583	8,907	10,723	288	34,755	7,112
Voyage et logement	1,358	6,456		983	1,179	5,419	6,456	88	21,939	46,274
Imprimerie et reproductions	236	1,228		227	227	1,193	2,927	182	6,220	4,495
Papeterie et approvisionnements de bureau	16	74		13	13	74	74		264	1,006
Locations d'équipement										502
Autres frais administratifs	399	1,860		332	332	1,860	1,860		6,643	46
	28,638	182,023	115	159,400	37,564	241,818	805,638	75,993	1,531,189	1,983,790
Excédent des (frais) prélèvements sur les (prélèvements) frais pour l'exercice	(28,638)	(179,122)	(83)	(140,117)	(12,718)	(197,297)	(339,319)	(74,704)	(971,998)	1,155,220

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—*Fin*
(Affaires indiennes et Nord canadien)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Autorisation nette accumulée du Fonds	2,185,194	3,140,381
Moins: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	188,665	176,130
Plus: autre élément[1]	25,000	
Autorisation non employée reportée	2,021,529	2,964,251

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

[1] Une somme de $25,000 a été débitée au compte du Fonds dans les Comptes du Canada. Cette somme représentait un compte à payer au programme des Affaires du Nord du ministère des Affaires indiennes et Nord canadien. La somme de $25,000 apparaissant à la conciliation ci-dessus, a été inscrite aux Comptes du Canada et incorrectement portée au crédit du compte du Fonds au lieu du crédit budgétaire dudit programme. Par conséquent, l'autorisation non employée reportée, qui est mesurée dans les Comptes du Canada, a été augmentée de $25,000 par erreur. Un ajustement sera effectué dans les Comptes du Canada pour l'exercice financier 1986-87.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement a été constitué en vertu de l'article 49 de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, laquelle fut autorisée en mars 1982. Les termes du Fonds ont été établis et approuvés par le Conseil du Trésor en février 1983. L'objectif du Fonds est le financement des études sociales et de l'environnement, qui sont nécessaires pour déterminer s'il y a lieu d'autoriser des activités d'exploration ou de développement relativement au pétrole et au gaz sur les terres du Canada. Les prélèvements sont perçus des propriétaires de droits dans les régions prescrites, selon un taux fixé par le Ministre, et sont déposés au Fonds. Des paiements sont effectués à même le Fonds aux tiers exécutant de telles études sociales et de l'environnement dans ces régions, tel qu'indiqué par le Ministre. Le montant total en dépôt au Fonds ne peut dépasser $15 millions en aucun temps.

2. Convention comptable importante—Prélèvements et frais

Comme montré dans l'état de l'exploitation, les prélèvements sont enregistrés au moment de la facturation aux propriétaires de droits sur une base de comptabilité d'exercice. Les frais sont enregistrés selon une comptabilité d'exercice ils comprennent donc des montants estimatifs pour la portion des coûts d'études sociales et de l'environnement encourus avant la fin de l'exercice mais dont le paiement n'a pas été exigé.

3. Engagements

Au 31 mars 1986, le solde des engagements contre les propositions d'études approuvées était de $1,069,050 et est composé comme suit:

	1986	1985
	$	$
Études non commencées	105,097	517,496
Études non complétées	963,953	594,626

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement
(Énergie, Mines et Ressources)

RAPPORT DE GESTION

Ces états financiers du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement ont été préparés selon la politique du Conseil du Trésor et les exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. Suite aux changements structurels de compte rendu de la gestion, et selon les termes du document d'entente, l'administration financière du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a, en date du 5 novembre 1985, été transférée au Contrôleur de l'Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada.

Les états financiers ont été préparés à partir de données objectives détenues par le ministère. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont définies dans les notes aux états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance.

Le Fonds a débuté ses opérations au cours de l'exercice financier 1983-84. La gestion du Fonds est effectuée par le maintien de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations du Fonds. Le ministère développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et le Fonds maintient un système de contrôle comptable interne qui permet aux gestionnaires de s'assurer, de façon raisonnable, que les opérations sont inscrites et effectuées dans la mesure des autorisations accordées et que l'actif du Fonds est protégé. Les opérations sont exécutées en conformité avec la Loi sur l'administration financière, les règlements et les directives du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada de façon à assurer la transparence, la responsabilité et le contrôle nécessaires à l'exploitation du Fonds.

Approuvé par:

Directeur général, Gestion financière
(Agent financier supérieur à plein temps)
R. O. SORENSON

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
(Agent financier supérieur)
S. MENSFORTH

Administrateur, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada
M. E. TASCHEREAU

le 8 août 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Excédent des prélèvements sur les frais pour l'exercice		(1,442)	(800)	1,948
Provenance (utilisation) des fonds		(1,442)	(800)	1,948
Variation du fonds de roulement (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)		85		(310)
Autres éléments		(196)		
Autorisation (employée) fournie		(1,553)	(800)	1,638

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Autorisation nette accumulée du Fonds	2,307,492	3,664,118
Débiteurs		
Tiers	93,635	
	2,401,127	3,664,118

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers	196,414	17,184
PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS	2,204,713	3,646,934
	2,401,127	3,664,118

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—*Suite*
(Énergie, Mines et Ressources)

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986								1985
	Régions								
	Queen Charlotte	Île de Vancouver	Baie d'Hudson	Labrador N.-E. T-N	Grand Banks	Golfe du St-Laurent	Banc de Nouvelle-Écosse	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Prélèvements—Propriétaires de droits sur le pétrole et le gaz des terres				319,092	1,151,839	54,597	904,432	2,429,960	3,696,878
Frais d'exploitation:									
Études sociales et de l'environnement	142,525	27,373	248,688	777,452	1,687,315	125,343	561,300	3,569,996	1,551,018
Traitements et indemnités aux employés	6,567		18,386	17,073	47,849	18,386	23,070	131,331	149,861
Transport et communications	3,678		10,299	9,563	19,861	10,298	21,712	75,411	29,602
Information	3,202		8,964	8,325	17,289	8,965	15,565	62,310	1,913
Services professionnels	1,619		4,533	4,209	8,742	4,533	8,698	32,334	16,273
Fournitures et approvisionnements	44		124	115	237	124	155	799	132
	157,635	27,373	290,994	816,737	1,781,293	167,649	630,500	3,872,181	1,748,799
Excédent des prélèvements sur les frais	(157,635)	(27,373)	(290,994)	(497,645)	(629,454)	(113,052)	273,932	(1,442,221)	1,948,079

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DES PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	3,646,934	1,698,855
Excédent des prélèvements sur les frais pour l'exercice	(1,442,221)	1,948,079
Solde à la fin de l'exercice	2,204,713	3,646,934

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Excédent des prélèvements sur les frais	(1,442,221)	1,948,079
Variations des disponibilités et exigibilités (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)	85,595	(309,816)
Ressources financières (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(1,356,626)	1,638,263
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES EMPLOYÉES ET VARIATIONS DE L'AUTORISATION NETTE ACCUMULÉE DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	(1,356,626)	1,638,263
L'AUTORISATION NETTE ACCUMULÉE DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	3,664,118	2,025,855
L'AUTORISATION NETTE ACCUMULÉE DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	2,307,492	3,664,118

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—*Fin*
(Énergie, Mines et Ressources)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Autorisation nette accumulée du Fonds	2,307,492	3,664,118
Moins: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	196,414	
Autorisation non employée reportée	2,111,078	3,664,118

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement a été constitué en vertu de l'article 49 de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, laquelle fut autorisée en mars 1982. Les termes du Fonds ont été établis et approuvés par le Conseil du Trésor en février 1983. L'objectif du Fonds est le financement des études sociales et de l'environnement qui sont nécessaires pour déterminer s'il y a lieu d'autoriser des activités d'exploration ou de développement relativement au pétrole et au gaz sur les terres du Canada. Les prélèvements sont perçus des propriétaires de droits dans les régions prescrites, selon un taux fixé par le Ministre, et sont déposés au Fonds. Des paiements sont effectués à même le Fonds aux tiers exécutant de telles études sociales et de l'environnement dans ces régions, tel qu'indiqué par le Ministre. Le montant total en dépôt au Fonds ne peut dépasser $15 millions en aucun temps.

2. Convention comptable importante

Prélèvements et frais

Les prélèvements et les frais sont enregistrés selon une comptabilité d'exercice. Les frais comprennent donc des montants estimatifs pour le coût d'études encourus mais non facturés avant la fin de l'exercice.

3. Engagements

Au 31 mars 1986, le solde des engagements contre les propositions d'études approuvées était de $1,051,192 et est composé de ce qui suit:

	1986	1985
	$	$
Études non commencées	78,237	304,494
Études non complétées	972,955	1,618,577

Fonds renouvelable des magasins

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des magasins de Transports Canada tels qu'autorisés par le Conseil du Trésor et selon les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Le ministère maintient une série de registres représentant un sommaire centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Fonds renouvelable des magasins de Transports Canada fonctionne principalement dans le but de pourvoir aux besoins courants de stock et d'entreposage nécessaires aux opérations à travers le Canada des Administrations de l'air, de la marine, de la surface et du ministère (siège social). Le coût d'opération, d'administration et de contrôle des activités d'approvisionnement du Fonds est assumé conjointement par les gestionnaires des administrations et du siège social, sous la surveillance immédiate du Directeur, matériel et services de contrats et du Sous-ministre adjoint, Finances.

Le Sous-ministre adjoint, Finances développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne.

Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Le ministère a décidé de cesser les opérations du Fonds dès la fin de l'exercice 1986-87. Au cours du présent exercice, une soumission auprès du Conseil du Trésor sera préparée en vue d'obtenir les autorisations nécessaires pour effectuer ce changement. En plus, cette soumission incluera une demande de radier les pertes d'inventaires due à la désuétude et à des ajustements divers, ainsi que les mauvaises créances.

Approuvé par:

Directeur, Administration financière
(Agent financier supérieur à temps plein)
J. P. PARÉ

Pour le Sous-ministre adjoint, Finances
(Agent financier supérieur)
D. G. DICKSON

le 9 octobre 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Perte nette pour l'exercice		(1,905)		(472)*
Fonds utilisés pour l'exploitation		(1,905)		(472)
Variation du fonds de roulement	(3,600)	(2,212)	(2,700)	928*
Autres éléments		(817)		(1,416)
Autorisation employée	(3,600)	(4,934)	(2,700)	(960)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
* Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	952,877	1,397,330
Tiers	8,888	44,861
Stocks au coût		
Matériaux et approvisionnements (note 3)	35,312,817	32,246,473*
	36,274,582	33,688,664

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	1,131,504	129,070
Tiers	2,032,289	2,661,419
	3,163,793	2,790,489
AVOIR DU CANADA		
Déficit accumulé	(3,471,482)	(1,566,870)*
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	36,582,271	32,465,045
	33,110,789	30,898,175
	36,274,582	33,688,664

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
* Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

Fonds renouvelable des magasins—*Fin*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Ventes	13,777,812	17,003,283
Coût des marchandises vendues	13,777,812	17,003,283
Marge brute		
Coûts d'exploitation		
Pertes d'inventaire dues à la désuétude et à des régularisations diverses (note 3)	1,874,839	472,553*
Mauvaises créances	29,773	
	(1,904,612)	(472,553)
Perte nette	(1,904,612)	(472,553)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
* Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde non redressé au début de l'exercice		
Redressement affecté aux exercices précédents (note 3)		(1,094,317)
Solde redressé au début de l'exercice	(1,566,870)	(1,094,317)
Perte nette pour l'exercice	(1,904,612)	(472,553)
Solde à la fin de l'exercice	(3,471,482)	(1,566,870)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Perte nette pour l'exercice	(1,904,612)	(472,553)
Variation des disponibilités et exigibilités	(2,212,614)	928,257*
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(4,117,226)	455,704
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES EMPLOYÉES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	(4,117,226)	455,704
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(32,465,045)	(32,920,749)
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	(36,582,271)	(32,465,045)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
* Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	36,582,271	32,465,045
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	3,163,418	2,790,489
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	940,866	1,384,630
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	38,804,823	33,870,904
Limite de l'autorisation	43,700,000	43,700,000
Autorisation non employée reportée	4,895,177	9,829,096

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des magasins a été autorisé en vertu de la Loi sur la régularisation des comptes, S.C. 1980 c. 17, avec une autorisation de fonds de roulement de $30,000,000, qui a été augmentée à $35,700,000 en vertu de la Loi nº 4 de 1981-82 portant affectation de crédits et à $43,700,000 en vertu de la Loi nº 4 de 1983-84 portant affectation de crédits. Un montant de $25,489,058, représentant l'actif net de «l'avance de fonds de roulement des magasins», fut pris en charge par le Fonds et imputé à cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

L'objectif du Fonds est d'établir un système central de contrôle et de responsabilité efficace sur les achats, les stocks et l'émission d'articles non récupérables, les articles maniables et l'entreposage du stock de rechange initial requis par le ministère.

2. Conventions comptables importantes

a) Stocks

Les stocks sont évalués au coût.

b) Prix de vente

Les prix de vente aux consommateurs sont basés sur les coûts d'acquisition.

3. Correction d'une erreur dans les états financiers des exercices précédents

Au cours de l'exercice courant une erreur ayant un effet sur les états financiers de l'exercice précédent a été découverte. Les pertes d'inventaires dues à la désuétude et à des régularisations diverses furent comprises dans le chiffre d'inventaire plutôt que dans les frais d'exploitation.

Selon les principes comptables généralement reconnus, les états financiers de l'exercice 1984-85 ont été redressés pour refléter les effets de cette correction.

Un ajustement de $1,566,870 conséquent à cette erreur et représentant le montant cumulé des pertes dues à la désuétude et des régularisations diverses, à cette date, a été apporté aux inventaires, au déficit accumulé et à l'état de l'exploitation du 31 mars 1985. De ce montant une somme de $472,553, qui s'applique à l'exercice 1984-85, a été imputée aux frais d'exploitation de cet exercice. Le solde de $1,094,317, applicable aux exercices antérieurs au 1er avril 1984, fut porté au compte du déficit accumulé à cette date.

Office national du film

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de l'Office national du film tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont été présentés au Conseil d'administration de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Directeur de l'administration et des services financiers développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne permettant des contacts fréquents entre le personnel du Fonds renouvelable et celui du Bureau du Vérificateur général. L'Office recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers de l'Office, étudiés dans leur intégralité, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principes comptables généralement reconnus.

Approuvé par:

Conseiller financier, Services financiers
(Agent financier supérieur à plein temps)
A. BRUNELLE

Directrice de la division finances, administration et personnel
(Agent financier supérieur)
BARBARA EMO

le 20 juin 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Autorisation annuelle qui s'annule				
Coût de l'exploitation pour l'exercice		60,049		60,433
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		1,838		1,387
Fonds provenant de l'exploitation	58,493	58,211	59,183	59,046
Acquisitions nettes d'immobilisations	3,202	2,957	3,168	2,539
Moins: dépassement de l'autorisation du Conseil du Trésor (note 9)		(343)		
Autorisation employée	61,695	60,825	62,351	61,585
Autorisation statutaire				
Variation du fonds de roulement	1,248	5,436	200	(5,571)
Autres éléments		(1,186)		5,473
Autorisation employée	1,248	4,250	200	(98)
Total de l'autorisation employée	62,943	65,075	62,551	61,487

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	16,216,341	7,937,275
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	4,675,149	7,624,838
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1,879,295	2,206,338
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	19,012,195	13,355,775
Limite de l'autorisation	20,000,000	20,000,000
Autorisation non employée reportée	987,805	6,644,225

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

Office national du film—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MARCEL MASSE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de l'Office national du film au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats, l'état du déficit cumulé et l'état de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 6 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Encaisse	219,401	72,613
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	1,795,732	2,378,708
Tiers	3,491,237	1,663,555
Stocks (note 3)	3,507,071	2,676,470
Frais payés d'avance	412,343	384,766
	9,425,784	7,176,112
Avance à une société sans but lucratif (note 4)	456,257	
Immobilisations (note 5)		
Coût	24,069,853	21,577,738
Moins: amortissement cumulé	12,120,245	11,034,576
	11,949,608	10,543,162
	21,831,649	17,719,274

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	949,995	2,675,701
Tiers	3,064,033	5,585,263
Salaires et avantages courus	2,795,084	1,801,712
Avances sur productions	518,842	451,405
Portion à court terme de la provision pour prestations de cessation d'emploi	320,000	320,000
	7,647,954	10,834,081
Passif à long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	5,727,162	6,077,488
	13,375,116	16,911,569
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable (note 6)	16,216,341	7,937,275
Déficit cumulé (note 7)	(7,759,808)	(7,129,570)
	8,456,533	807,705
	21,831,649	17,719,274

Approuvé par la Direction:

Directrice de la division finances, administration et personnel
BARBARA EMO

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
FRANÇOIS MACEROLA

Approuvé par l'Office:

Membre
JEAN SIROIS

Membre
MAURICE LÉGER

Office national du film—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses (note 8)		
Programmation anglaise		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	24,733,271	24,343,560
Production commanditée	5,354,282	1,966,780
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	7,554,798	8,634,779
	37,642,351	34,945,119
Programmation française		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	12,835,730	12,020,395
Production commanditée	597,623	584,341
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	2,886,177	3,058,151
	16,319,530	15,662,887
Services généraux		
Distribution et autres services	9,862,301	12,530,813
Recherche et développement	967,238	1,073,091
	10,829,539	13,603,904
Direction et services administratifs	8,829,658	8,970,365
	73,621,078	73,182,275
Revenus		
Production et mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles		
Programmation anglaise	5,451,337	2,063,788
Programmation française	612,032	624,859
Copies de films, locations et redevances		
Distribution canadienne	1,791,601	2,294,806
Distribution internationale	2,289,039	1,926,293
Services et divers	3,427,928	5,839,296
	13,571,937	12,749,042
Coût de l'exploitation pour l'exercice	60,049,141	60,433,233

ÉTAT DU DÉFICIT CUMULÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	7,129,570	7,224,763
Coût de l'exploitation pour l'exercice	60,049,141	60,433,233
	67,178,711	67,657,996
Crédit parlementaire—Exploitation	(59,418,903)	(60,528,426)
Solde à la fin de l'exercice	7,759,808	7,129,570

ÉTAT DE L'IMPUTATION NETTE CUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS RENOUVELABLE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(60,049,141)	(60,433,233)
Éléments n'affectant pas l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable		
Amortissement	1,562,280	1,448,545
Perte (gain) sur l'aliénation d'immobilisations	(11,474)	34,116
Diminution de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(350,326)	(19,443)
Diminution de la provision pour vacances courues	(28,487)	(75,750)
Augmentation de la provision pour salaires rétroactifs courus	666,311	
	(58,210,837)	(59,045,765)
Diminution (augmentation) des éléments provisionnés du fonds de roulement	(6,073,623)	5,647,082
	(64,284,460)	(53,398,683)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(3,201,819)	(3,167,551)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	244,567	628,341
Avance à une société sans but lucratif	(456,257)	
	(3,413,509)	(2,539,210)
Activités de financement		
Crédit parlementaire	60,825,349	61,584,975
Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations	(1,406,446)	(1,056,549)
	59,418,903	60,528,426
Augmentation (diminution) de l'exercice	8,279,066	(4,590,533)
Solde au début de l'exercice	7,937,275	12,527,808
Solde à la fin de l'exercice	16,216,341	7,937,275

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Statut et objectif

L'Office national du film, constitué en 1950 en vertu de la Loi nationale sur le film, est établi pour entreprendre en premier lieu et favoriser la production et la distribution de films dans l'intérêt national, et notamment pour:

produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et pour en favoriser la production et la distribution;

représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses départements;

faire des recherches sur les activités en matière de film et en mettre les résultats à la disposition des personnes adonnées à la production de films;

émettre des avis au gouverneur en conseil à l'égard d'activités en matière de film; et

remplir, dans les activités en matière de film, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'entreprendre.

Office national du film—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Suite*

Une autorisation permanente continue du Parlement, par voie d'un fonds renouvelable, permet à l'Office d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre de fonds de roulement et de financement temporaire des coûts d'exploitation et d'acquisition d'immobilisations et permet l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité. Celle-ci prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable des immobilisations ne doit jamais excéder $20 millions. Un crédit parlementaire est voté annuellement pour renflouer le fonds renouvelable du coût net des acquisitions d'immobilisations et des coûts admissibles d'exploitation. Ce crédit est comptabilisé dans l'exercice auquel il s'applique et tout solde non utilisé périme.

2. Conventions comptables importantes

Production de films et autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés aux résultats comme suit:

Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions non commanditées, la part de l'Office dans les coproductions, de même que l'excédent du coût des productions partiellement commanditées sur les montants commandités.

Production commanditée

Tous les coûts engagés pour des productions entièrement commanditées, de même que la portion commanditée du coût des productions partiellement commanditées.

Les revenus de production de films et autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commandités dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où le produit est terminé.

Copies de film

Le coût des copies destinées à la vente est comptabilisé aux stocks. Le coût des autres copies est imputé aux dépenses de l'exercice.

Stocks

Les productions en cours sont évaluées au montant cumulatif des coûts engagés dans chacune des productions, qui excède les avances facturées, jusqu'à concurrence du solde facturable au commanditaire. Par contre, tout excédent cumulatif des avances facturées sur les frais engagés est comptabilisé au poste avances sur productions.

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au prix coûtant moyen.

Les copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût direct moyen de fabrication et de leur valeur nette de réalisation.

Immobilisations

L'équipement, le matériel de bureau, le mobilier, les voitures automobiles et l'équipement de garage sont comptabilisés au prix coûtant. Ils sont amortis d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens, généralement de 5 à 10 ans. Aucun amortissement n'est pris en compte dans l'année d'acquisition.

Les améliorations locatives sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les coûts sont engagés.

L'Office passe des ententes pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation d'immobilisations par le biais de contrats de location. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Office ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Stocks

	1986	1985
	$	$
Productions en cours	1,662,243	759,042
Fournitures et approvisionnements	1,332,916	1,441,357
Copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente	511,912	476,071
	3,507,071	2,676,470

4. Avance à une société sans but lucratif

Le Commissaire du gouvernement à la cinématographie et président de l'Office a présenté, dans un premier temps, au nom d'une société à être constituée, une demande au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en vue d'obtenir des licences pour offrir des services de programmation à l'intention de la jeunesse canadienne. En juin 1985, une société sans but lucratif, indépendante de l'Office, a été constituée pour poursuivre le projet.

Par une entente signée avec cette société, l'Office a convenu:

d'assumer les frais de recherche, d'élaboration et de promotion engagés jusqu'au 15 mai 1985, soit $229,000 au cours de 1984-85 et $218,000 au cours de 1985-86;

d'avancer directement ou indirectement la somme de $1,000,000, remboursable sans intérêt avant ou à l'expiration de la première période complète des licences accordées par le CRTC, pour pourvoir aux frais de recherche, d'élaboration et de promotion jusqu'à ce que des ententes d'affiliation aient été signées avec des exploitants de câble desservant au moins trois millions d'abonnés canadiens, dont $456,257 fut avancé au 31 mars 1986; et

de fournir la somme non remboursable de $150,000 au cours des deux premières années de programmation pour assurer le bon fonctionnement de conseils consultatifs régionaux.

Office national du film—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

5. **Immobilisations**

	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement	17,045,615	2,338,291	582,175	18,801,731
Matériel de bureau et mobilier	4,386,526	862,551	97,274	5,151,803
Voitures automobiles et équipement de garage	145,597	977	30,255	116,319
	21,577,738	3,201,819	709,704	24,069,853

	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Amortissement cumulé	11,034,576	1,562,280	476,611	12,120,245

6. **Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable**

	1986	1985
	$	$
Dépassement de l'autorisation du Conseil du Trésor (note 9)	342,740	
Éléments provisionnés du fonds de roulement (négatif)	3,467,736	(2,605,887)
Valeur nette comptable des immobilisations	11,949,608	10,543,162
Avance à une société sans but lucratif	456,257	
	16,216,341	7,937,275

7. **Déficit cumulé**

Constitué des dépenses non provisionnées suivantes:

	1986	1985
	$	$
Dépassement de l'autorisation du Conseil du Trésor (note 9)	342,740	
Vacances courues	703,595	732,082
Salaires rétroactifs courus	666,311	
Prestations de cessation d'emploi		
À court terme	320,000	320,000
À long terme	5,727,162	6,077,488
	7,759,808	7,129,570

8. **Dépenses**

	1986	1985
	$	$
Salaires et avantages sociaux	37,887,827	36,953,371
Location	10,171,528	9,624,618
Services professionnels et spéciaux	8,065,116	7,408,464
Transport et communications	6,142,074	5,825,774
Matériel et fournitures	4,779,014	5,146,219
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	2,315,423	3,647,207
Amortissement	1,562,280	1,448,545
Réparations et entretien	1,146,593	989,486
Information	979,415	1,241,073
Divers	571,808	897,518
	73,621,078	73,182,275

9. **Dépassement de l'autorisation du Conseil du Trésor**

Le coût admissible d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 s'est élevé à $61,168,089, comparativement à un coût admissible autorisé par le Conseil du Trésor de $60,825,349. Ce dépassement de $342,740 a été financé temporairement par une imputation sur l'autorisation du Fonds renouvelable, lequel sera renfloué à même le crédit parlementaire du prochain exercice.

10. **Reclassement**

Les chiffres pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 ont été reclassés afin de les adapter à la présentation adoptée pour 1986.

11. **Passif éventuel**

L'Office est défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice pour des montants totalisant $5,366,130. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Office.

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel

RAPPORT DE GESTION

Vous trouverez ci-joint les états financiers du Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences et normes de rapport du Receveur général du Canada. Les gestionnaires du Fonds sont les premiers responsables de l'exactitude et de l'objectivité des données figurant dans ces états financiers.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et appliquées sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Quelques-unes de ces politiques sont expliquées plus loin dans les notes faisant partie de ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. En vue de la production des rapports, le Fonds maintient un ensemble de comptes qui constituent un enregistrement centralisé de toutes ses opérations financières. Sauf indication contraire, les renseignements financiers contenus dans les relevés ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans ces états financiers.

La Direction des services financiers et le Contrôleur du Fonds qui, sur le plan fonctionnel, relève de l'agent financier supérieur à plein temps, élaborent et diffusent des politiques de comptabilité et de gestion financière et émettent les directives particulières favorisant l'application des normes de comptabilité et de gestion financière et de contrôle interne. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon les règles établies et conformément aux autorisations émanant du Parlement. Elles sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais des activités du contrôle interne et par la vérification continuelle exercée par le Contrôleur du Fonds, les agents financiers et la Direction des services financiers. En outre, pour assurer l'objectivité et l'exactitude des données figurant dans ces états financiers, le Fonds sélectionne soigneusement des employés qualifiés, voit à leur formation et à leur perfectionnement, prend les mesures organisationnelles nécessaires à la répartition équitable des responsabilités et applique des programmes de communication de sorte que ses règlements, ses politiques, ses normes et directives en matière de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Au cours de 1985-86, le Fonds a respecté les mesures de restriction imposées par le gouvernement de même que ses propres mesures de restriction, en augmentant la moyenne de ses tarifs de 3.61% seulement. De plus, en 1986-87, les tarifs ont été diminués d'environ 2.7% afin de permettre aux autres ministères d'opérer à l'intérieur des mesures de restrictions gouvernementales. Un examen annuel sera effectué à l'intérieur du processus budgétaire et ceci permettra au Fonds de répondre à d'éventuelles mesures de restrictions gouvernementales.

Approuvé:

Pour le Directeur des services financiers
(Agent financier supérieur à plein temps)
RICHARD GLASS

Directrice exécutive, Gestion ministérielle
(Agent financier supérieur)
M.J. MURPHY

le 21 juillet 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net pour l'exercice	190	351	(84)	1,429
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		303		504
Fonds provenant de l'exploitation	190	654	(84)	1,933
Acquisitions nettes d'immobilisations	(250)	(313)		(1,127)
Variation du fonds de roulement	12	572	76	202
Autres éléments		(204)		(345)
Autorisation fournie	(48)	709	(8)	663

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	1,928,143	2,559,051
Tiers	46,659	62,496
Avances comptables aux employés	425	925
Frais payés d'avance	213,473	230,417
	2,188,700	2,852,889
Immobilisations (note 4)		
Au coût	1,764,475	1,486,610
Moins: amortissement accumulé	486,510	274,590
	1,277,965	1,212,020
	3,466,665	4,064,909

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	1,156,908	1,309,680
Tiers		
Créditeurs	183,254	337,852
Indemnités de congé	655,438	416,732
Revenus reportés	47,449	71,008
	2,043,049	2,135,272
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,027,950	1,010,723
AVOIR DU CANADA		
Surplus accumulé	4,663,564	4,182,444
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(4,267,898)	(3,263,530)
	395,666	918,914
	3,466,665	4,064,909

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Frais de cours et services	12,310,572	12,899,352
Pourvoyeur et logement	694,007	766,689
	13,004,579	13,666,041
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	7,923,469	7,243,119
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	56,398	206,657
Location	1,371,637	1,117,473
Services professionnels et spéciaux	868,716	1,127,267
Pourvoyeur et logement	831,758	689,943
Voyages et communications	497,061	451,708
Information	334,375	475,974
Fournitures et approvisionnements	305,833	394,909
Amortissement	217,118	209,351
Services financiers et administratifs	204,000	204,000
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	29,571	87,396
Réparations	1,888	14,744
Autres	11,635	14,377
	12,653,459	12,236,918
Profit net	351,120	1,429,123

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde non redressé au début de l'exercice	4,182,444	2,371,516
Redressements affectés aux exercices précédents (note 5)	130,000	381,805
Solde redressé au début de l'exercice	4,312,444	2,753,321
Profit net pour l'exercice	351,120	1,429,123
Solde à la fin de l'exercice	4,663,564	4,182,444

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Profit net	351,120	1,429,123
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	56,398	206,657
amortissement	217,118	209,351
perte sur l'aliénation d'immobilisations	29,571	87,396
	654,207	1,932,527
Variations des disponibilités et exigibilités	571,966	202,228
Variations des autres éléments d'actif et de passif:		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(39,170)	(9,806)
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	1,187,003	2,124,949
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT:		
Immobilisations		
Achetés	(312,635)	(1,126,962)
Ressources financières nettes (employées) par les activités d'investissement	(312,635)	(1,126,962)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT:		
Redressements affectés aux exercices précédents	130,000	
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement	130,000	
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES FOURNIES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	1,004,368	997,987
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	3,263,530	2,265,543
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	4,267,898	3,263,530

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(4,267,898)	(3,263,530)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,325,346	1,526,739
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1,849,943	2,346,888
Autorisation nette (fournie) à la fin de l'exercice	(4,792,495)	(4,083,679)
Limite de l'autorisation	4,500,000	4,500,000
Autorisation non employée reportée	9,292,495	8,583,679

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel a été établi en vertu du crédit L120 de la Loi n° 3 de 1971 portant affectation de crédits en vue d'assurer la formation et le perfectionnement des fonctionnaires fédéraux.

La Loi sur la régularisation des comptes, S.C., 1980, c. 17, accorde au Fonds une autorisation permanente continue d'effectuer des versements à même le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation dont le total ne doit jamais excéder $4,500,000. Conformément aux crédits 115a (1980-81) et 35c (1981-82), les déficits accumulés de $4,573,071 ont été supprimés des comptes. Un montant de $1,915,571, représentant le passif net pris en charge par le Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Conventions comptables importantes

a) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

b) Immobilisations et amortissement

En vigueur le 1er avril 1984, le fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel suit la convention comptable de la capitalisation des achats d'immobilisations et de l'imputation à l'exploitation de leur utilisation. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode du solde décroissant sur leur durée de vie utile depuis l'année d'acquisition, comme suit:

Mobilier de bureau et de salle de classe	10 ans
Matériel de bureau et de salle de classe	6 à 7 ans
Matériel informatique et de traitement de textes	4 ans

c) Frais payés d'avance

Suivant les termes de deux contrats, des paiements d'avances sont effectués auprès des fournisseurs de cassettes-vidéo éducatives et sont enregistrés comme frais payés d'avance au bilan. L'imputation de ces frais aux opérations du fonds coïncide à la fourniture des services.

3. Opérations subventionnées

Au cours de 1985-86, des montants à même les crédits de $2,784,163 ont été versés au Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel. Ces montants ont été approuvés pour acquitter le coût des opérations permanentes qui n'est pas recouvrable. Cette somme s'élevait à $2,885,000 en 1984-85.

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1986—*Fin*

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	725,569	142,767	19,979	848,357
Matériel	365,417	88,559	4,972	449,004
Matériel informatique et de traitement de textes	395,624	81,309	9,819	467,114
	1,486,610	312,635	34,770	1,764,475

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	76,502	77,385	1,998	151,889
Matériel	44,000	60,863	746	104,117
Matériel informatique et de traitement de textes	154,088	78,870	2,455	230,503
	274,590	217,118	5,199	486,509

5. Redressements affectés aux exercices précédents

Les redressements affectés aux exercices précédents représentent une réduction des coûts de location du Centre de perfectionnement des cadres—Touraine pour 1984-85. Ce montant avait originalement été établi comme un compte à payer à la fin de l'exercice. Au cours de 1985-86, la conciliation entre le système de répertoire des installations de Travaux publics Canada et les conventions d'occupation pour le centre a identifié que les coûts avaient été surévalués de $130,000.

Fonds renouvelable de la production de défense

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada selon les politiques du Conseil du Trésor, la Loi sur la production de défense, et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada.

Les états ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements apparaissant ailleurs dans les Comptes publics et les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes aux états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance.

Le Secteur des finances, du personnel et de l'administration assume la principale responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Cette tâche échoit en particulier à la Direction du Contrôleur, qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière. En outre, le ministère exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens seront protégés et que l'on tient des registres financiers fiables.

Approuvé par:

Contrôleur
R. J. NEVILLE

Sous-ministre adjoint,
Finances, personnel et administration
R. M. EMOND

le 11 août 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Variation du fonds de roulement	(2)	2,185	7,669	10,247
Autres éléments		359		(7,390)
Autorisation fournie	(2)	2,544	7,669	2,857

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	1,482,257	4,544,402
Débiteur à long terme		
Tiers (note 3)	1,130,902	1,130,902
	2,613,159	5,675,304

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers	1,036,049	1,912,816
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1,577,110	3,762,488
	2,613,159	5,675,304

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable de la production de défense—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Ventes de fournitures de défense stockées		6,961,992
Facturation pour fournitures de défense commandées par les ministères-clients	6,606,560	9,605,385
	6,606,560	16,567,377
Coût des ventes		6,871,342
Paiements aux fournisseurs pour fournitures de défense commandées par les ministères-clients	6,606,560	9,605,385
	6,606,560	16,476,727
Marge bénéficiaire brute		90,650
Frais d'exploitation		
Intérêt		90,650
Profit net (perte nette)		

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice		453,603
Redressement affecté à l'exercice précédent		2,332
Solde redressé au début de l'exercice		455,935
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		(455,935)
Solde redressé à la fin de l'exercice		

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Variations des disponibilités et exigibilités	2,185,378	10,247,227
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	2,185,378	10,247,227
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT:		
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		(455,935)
Redressement affecté à l'exercice précédent		2,332
Ressources financières nettes (employées) par les activités de financement		(453,603)
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES EMPLOYÉES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	2,185,378	9,793,624
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(3,762,488)	(13,556,112)
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	(1,577,110)	(3,762,488)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1,577,110	3,762,488
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,036,049	1,912,816
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	627,738	1,146,012
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	1,985,421	4,529,292
Limite de l'autorisation	83,275,993	98,275,993
Autorisation non employée reportée	81,290,572	93,746,701

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de la production de défense a été autorisé en vertu de l'article 15 de la Loi sur la production de défense. Il a été établi en 1951 dans le but de:

a) financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;

b) octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tels que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrats; toutefois, les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépenses en capital; et

c) permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturées à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant que n'ait eu lieu la livraison des biens.

La Loi sur la régularisation des comptes (S.C., 1980, c. 17) a eu pour effet de créer un Compte de prêts pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la Loi sur la production de défense, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts pour la production de défense ont une autorisation permanente continue commune, provenant de la Loi sur la régularisation des comptes, d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé, le total ne devant dépasser en aucun temps de plus de $100 millions l'ensemble des montants reçus dans ces deux comptes. Un montant de $15,408,997 représentant l'actif net pris en charge par le Fonds a été imputé à cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation du Conseil du Trésor, le surplus accumulé, au montant de $455,935, a été transféré à l'autorisation du Fonds en 1984-85.

2. Conventions comptables importantes

a) Paiements échelonnés aux fournisseurs

Les paiements échelonnés aux fournisseurs et la dette courue à leur égard au titre de fournitures de défense commandées par des ministères et des organismes gouvernementaux et/ou au titre de marchandises stockées, qui sont en cours et entreposées chez les fournisseurs, sont inscrits à titre de paiements échelonnés aux fournisseurs. En vertu des clauses des contrats, les fournisseurs sont débiteurs du Fonds tant que les fournitures n'ont pas été livrées.

Fonds renouvelable de la production de défense—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986—*Fin*

b) Facturation échelonnée aux clients

La facturation aux clients pour des fournitures de défense commandées qui ne leur ont pas encore été livrées est inscrite aux comptes à titre de facturation échelonnée aux clients.

3. Débiteur à long terme

En conformité avec les clauses d'une entente, le recouvrement du débiteur à long terme est fonction de la possibilité du récipiendaire d'effectuer des ventes. Si le montant des ventes est insuffisant pour rembourser le montant de la dette, le solde sera recouvré du ministère de la Défense nationale.

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes ont été préparés conformément aux directives du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et également en conformité aux exigences et aux normes de rapport du Receveur général du Canada.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. L'information présentée correspond à celle que l'on trouve ailleurs dans les Comptes publics et rapports ministériels. Les opérations sont effectuées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et la sauvegarde de l'actif du Fonds. Le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds.

Approuvé:

Pour le Directeur général, Direction de la finance
(Agent financier supérieur à plein temps)
J. E. STONEHOUSE

Pour le Sous-ministre adjoint,
Direction générale des services de gestion intégrées
(Agent financier supérieur)
D. BRESNAHAN

le 21 juillet 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Profit net de l'exercice	352	807	528	572
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		80		128
Fonds provenant de l'exploitation	352	887	528	700
Acquisitions nettes d'immobilisations	(352)	(130)	(55)	(44)
Variation du fonds de roulement		(165)		706
Autre élément		149		(515)
Autorisation fournie		741	473	847

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Tiers	763,688	667,278
Immobilisations, évaluation *plus* acquisitions au coût (note 3)	786,488	750,607
Moins: amortissement accumulé	322,759	327,706
	463,729	422,901
	1,227,417	1,090,179

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers		
Créditeurs	758,175	811,557
Indemnités de congé	113,459	128,723
	871,634	940,280
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	259,935	269,513
AVOIR DU CANADA		
Surplus accumulé	1,169,446	362,698
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1,073,598)	(482,312)
	95,848	(119,614)
	1,227,417	1,090,179

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Recettes		
Prélèvements sur paris mutuels	12,860,894	12,769,731
Autre	1,202	6,276
	12,862,096	12,776,007
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	3,140,615	3,153,262
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(9,578)	40,843
Services professionnels		
Contrôle des drogues	4,111,354	3,988,946
Surveillance des courses	3,023,697	3,207,709
Photo d'arrivée	828,202	798,542
Recherches sur les drogues	168,055	258,545
Informatique	559	23,480
Frais de services du ministère d'Approvisionnements et Services Canada	79,122	59,481
Autre	45,068	37,109
Voyages et déménagements	249,526	197,672
Locaux	109,235	100,119
Fournitures et approvisionnements	102,731	114,529
Amortissement	86,414	85,014
Téléphone	59,494	57,651
Réparations et entretien	33,039	60,998
Divers	24,909	18,569
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	2,906	1,974
	12,055,348	12,204,443
Profit net	806,748	571,564

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	362,698	(208,866)
Profit net de l'exercice	806,748	571,564
Solde à la fin de l'exercice	1,169,446	362,698

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Profit net	806,748	571,564
Plus: amortissement	86,414	85,014
perte sur l'aliénation d'immobilisations	2,906	1,974
	896,068	658,552
Variations des disponibilités et exigibilités	(165,056)	706,223
Variations des autres éléments d'actif et de passif:		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(9,578)	40,843
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	721,434	1,405,618
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT:		
Immobilisations		
Achetés	(130,148)	(43,780)
Ressources financières nettes (employées) par les activités d'investissement	(130,148)	(43,780)
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES EMPLOYÉES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	591,286	1,361,838
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	482,312	(879,526)
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	1,073,598	482,312

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1,073,598)	(482,312)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	758,175	811,557
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	754,380	658,433
Autorisation nette (fournie) à la fin de l'exercice	(1,069,803)	(329,188)
Limite de l'autorisation	2,000,000	2,000,000
Autorisation non employée reportée	3,069,803	2,329,188

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes a été établi en vertu de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices suivants selon les termes et les conditions énoncées par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobilisés et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser $2,000,000.

Les imputations au Fonds doivent inclure les frais d'administration de la surveillance des hippodromes de même que les coûts de la recherche sur les drogues destinées aux équidés et sur les techniques de surveillance des courses, y compris les coûts associés à la publication, à la distribution et à la vente des résultats de ces recherches. Toutes les recettes provenant des activités approuvées par le Conseil du Trésor doivent être créditées au Fonds.

L'utilisation de l'autorisation du Fonds est contrôlée à travers l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le solde de cette dernière, qui représente la situation financière du Fonds renouvelable, est présenté au bilan sous Avoir du Canada. Il se compose du total des opérations au comptant nettes au Fonds du revenu consolidé, des éléments d'actif nets originaux transférés au Fonds au tout début et de toutes les radiations ultérieures du déficit ou surplus. Au cours de l'exercice, la variation de celle-ci représente les ressources financières nettes employées ou fournies par le Fonds.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations acquises avant le 1er avril 1970 à même les crédits parlementaires sont enregistrées au Fonds à une valeur déterminée à cette date par les agents du ministère, conformément à la circulaire 1970-7 du Conseil du Trésor. Les acquisitions subséquentes sont enregistrées au prix coûtant et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de l'année de leur acquisition jusqu'à la fin de leur vie utile estimative, à savoir:

Ameublement et matériel	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Parc automobile	3 ans
Bâtiments	25 ans

b) Régime de retraite

Les employés de la Division des hippodromes affectés à l'exploitation du Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la Loi sur la pension de la Fonction publique et la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages sociaux des employés. Les prestations sont tirées des comptes de pension de la Fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

c) Indemnités de congé

L'élément de passif couru figurant au bilan représente le montant des crédits d'indemnités de congé en circulation à la fin de l'exercice.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés quittant la Fonction publique touchent généralement une indemnité de cessation d'emploi correspondant à une semaine de paye pour chaque année complète de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de vingt-huit semaines. Toutefois, advenant une démission, cette indemnité n'est généralement payable qu'aux employés ayant dix ans ou plus de service continu et le montant auquel ils ont droit correspond à une demi-semaine de paye pour chaque année de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de treize semaines.

La provision à la fin de l'exercice représente une demi-semaine de paye selon les échelles de traitement courantes pour chaque année de service jusqu'à concurrence de treize semaines.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	165,609	26,554	3,770	188,393
Matériel informatique	126,648	28,507	29,695	125,460
Parc automobile	180,136	41,269	60,802	160,603
Bâtiments	174,451	33,818		208,269
Terrains	103,763			103,763
	750,607	130,148	94,267	786,488

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	91,603	13,647	3,472	101,778
Matériel informatique	90,324	23,451	27,087	86,688
Parc automobile	117,520	42,338	60,802	99,056
Bâtiments	28,259	6,978		35,237
	327,706	86,414	91,361	322,759

Fonds renouvelable des Travaux publics— Compte des services et de la gestion

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers du Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion, ont été préparés selon la politique du Conseil du Trésor et les exigences de compte rendu du Receveur Général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés à partir de données objectives en accord avec les politiques comptables établies et conformément au principe de «continuité». Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimés et jugements des gestionnaires tout en tenant lieu de leur importance. La gestion du Fonds s'effectue par le maintien de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations du Fonds. Il est, de plus, dirigé et contrôlé grâce à des manuels de procédures, des instructions et des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon les règlements prescrits dans le Guide d'administration financière et la Loi sur l'administration financière de façon à maintenir l'imputabilité et exercer un contrôle interne.

Les opérations du Fonds ont fait l'objet d'une vérification par le Bureau du Vérificateur général dans le cadre de la révision du contrôle interne et de l'examen des livres, registres et états financiers du ministère.

Approuvé:

Directeur général, Finances
(Agent financier supérieur à temps plein)
H. G. RICHARDS

Sous-ministre adjoint, contrôle de gestion
(Agent financier supérieur)
B. J. VEINOT

le 9 octobre 1986

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Variation du fonds de roulement		(124,898)		16,062
Autres éléments		38,245		(20,204)
Autorisation employée		(86,653)		(4,142)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	247,918,053	221,485,148
Tiers	7,721,822	1,517,968
	255,639,875	223,003,116

PASSIF	1986	1985
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	4,896,689	14,429,426
Tiers	42,496,741	125,224,977
	47,393,430	139,654,403
AVOIR DU CANADA		
Déficit accumulé	(38,200)	(38,200)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	208,284,645	83,386,913
	208,246,445	83,348,713
	255,639,875	223,003,116

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Fonds renouvelable des Travaux publics— Compte des services et de la gestion—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	196	1985
	$	$
Frais et imputations	1,292,979,245	643,421,724
Recouvrements	1,292,979,245	643,421,724
Profit net (perte nette)		

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	38,200	38,200
Profit net (perte nette) pour l'exercice		
Solde à la fin de l'exercice	38,200	38,200

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT:		
Variations des disponibilités et exigibilités	(124,897,732)	16,061,526
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(124,897,732)	16,061,526
RESSOURCES FINANCIÈRES NETTES EMPLOYÉES ET VARIATION DE L'IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU COURS DE L'EXERCICE	(124,897,732)	16,061,526
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(83,386,913)	(99,448,439)
IMPUTATION NETTE ACCUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS, À LA FIN DE L'EXERCICE	(208,284,645)	(83,386,913)

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	208,284,645	83,386,913
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	47,393,430	139,654,403
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	159,827,725	213,843,718
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	95,850,350	9,197,598
Limite de l'autorisation	300,000,000	300,000,000
Autorisation non employée reportée	204,149,650	290,802,402

Les notes complémentaires font partie intégrante de cette conciliation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 MARS 1986

1. Objectif et autorisation

Selon les termes et conditions du procès-verbal du Conseil du Trésor 793370, le Fonds renouvelable des services de construction a été remplacé par le Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion, en date du 1er avril 1985. On impute à ce compte toutes les dépenses d'exploitation du programme des services de Travaux publics Canada ainsi que les déboursés effectués au nom des clients et on le crédite du recouvrement des frais de ministères et organismes clients ainsi que des autres programmes des Travaux publics Canada, déterminé par les déboursés et coûts des projets en plus des salaires et du coût des avantages pour les employés impliqués.

La Loi sur la régularisation des comptes (Projet de loi C-22) a autorisé le fonctionnement du Fonds renouvelable des services de construction pour l'année en cours et les années subséquentes, avec une limite statutaire de $55 millions.

Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes et par le budget supplémentaire B 1983-84, le Fonds renouvelable des services de construction a été corrigé pour inclure les imputations aux autres programmes du ministère TPC et pour accroître l'autorisation financière de $55 millions à $150 millions.

Dans le budget supplémentaire final de 1984-85, l'autorisation de prélèvement du Fonds renouvelable des services de construction a été augmentée de $150 millions à $300 millions.

2. Conventions comptables importantes

Le Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion, fournit le préfinancement sur une base de recouvrement de frais. Les recouvrements égalent toujours les dépenses, ainsi aucun bénéfice n'est réalisé.

Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion—*Fin*

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

Noms des clients	Frais, imputations et recouvrements
	$
Agriculture	80,744,022
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	3,085,727
Société canadienne des Postes	124,980,563
Communications	3,388,266
Service correctionnel Canada	91,170,304
Énergie, Mines et Ressources	6,239,547
Environnement	18,090,290
Affaires extérieures	2,054,853
Pêches et Océans	69,418,514
Chambre des communes	2,486,682
Affaires indiennes et Nord canadien	42,547,417
Centre national des Arts	1,907,462
Défense nationale	5,894,773
Santé nationale et Bien-être social	49,609,526
Conseil national de recherches du Canada	25,327,096
Parcs Canada	16,533,636
Expansion industrielle régionale	9,518,347
Revenu Canada	2,053,991
Gendarmerie royale du Canada	28,585,210
Transports	106,327,429
Autres ministères gouvernementaux	29,444,559
Travaux publics Canada—Imputation entre programmes	441,558,028
Clients de l'extérieur du gouvernement	36,161,419
	1,197,127,661
Sommes à recouvrer	95,851,584
Total	1,292,979,245

L'information sur les clients a été estimée avec des données statistiques ayant comme base la demande de services des clients pour l'année financière 1985-86.

ANALYSE DES SOMMES À RECOUVRER AU 31 MARS 1986

Noms des clients	Total
	$
Agriculture	4,133,168
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	1,002,611
Société canadienne des Postes	51,379,661
Canadien National Maritime	403,000
Service correctionnel Canada	3,567,095
Énergie, Mines et Ressources	972,243
Environnement	2,716,059
Affaires extérieures	210,880
Pêches et Océans	3,065,437
Commission du Havre de Hamilton	829,159
Santé nationale et Bien-être social	1,708,115
Affaires indiennes et Nord canadien	1,978,240
Défense nationale	297,762
Musées nationaux du Canada	186,559
Conseil national de recherches du Canada	669,786
Revenu Canada	233,547
Commission d'énergie du Nord canadien	281,766
Gendarmerie royale du Canada	1,563,185
Solliciteur général du Canada	1,821,897
Transports	7,147,193
Autres ministères gouvernementaux	2,452,574
Crédits budgétaires des Travaux publics Canada	6,735,938
Clients de l'extérieur du gouvernement	2,495,709
Total	95,851,584

Les montants en circulation sont basés sur une évaluation de données statistiques maintenues dans les bureaux régionaux.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS 1985-86

États financiers des établissements publics et d'autres entités

SOMMAIRE

	Page
Établissements publics—	
Bureau canadien de la sécurité aérienne	2.2
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	2.4
Commission de contrôle de l'énergie atomique	2.7
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	2.11
Commission des champs de bataille nationaux	2.18
Conseil de recherches en sciences humaines	2.20
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	2.23
Conseil de recherches médicales	2.27
Conseil des sciences du Canada	2.30
Conseil économique du Canada	2.32
Conseil national de recherches du Canada	2.34
Corporation de disposition des biens de la Couronne	2.36
Directeur de l'établissement de soldats	2.43
Directeur des terres destinées aux anciens combattants	2.44
Musées nationaux du Canada	2.45
Office de stabilisation des prix agricoles	2.52
Office des prix des produits de la pêche	2.55
Autres entités—	
Commission canadienne des grains	2.60
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Élizabeth II sur les maladies de l'enfance	2.63
Office des produits agricoles	2.66

ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Bureau canadien de la sécurité aérienne

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats du Bureau canadien de la sécurité aérienne ci-joint conformément aux normes et aux exigences de présentation de l'information du Receveur général du Canada. Le Président et les cadres de gestion du Bureau sont les principaux responsables de l'exactitude et de l'objectivité des données de cet état financier.

L'État des résultats a été préparé conformément aux politiques de comptabilité énoncées à la note 2. La Direction a dû recourir à son jugement et à des estimations au sujet de certains renseignements, mais a tenu dûment compte de leur pertinence. Pour respecter ses obligations redditionnelles, le Bureau tient un ensemble de comptes qui constitue un dossier centralisé de ses transactions financières. Les renseignements financiers donnés dans les états ministériels et autres états des Comptes publics sont conformes à ceux de l'état des résultats, à moins d'indication contraire.

La section des finances du Bureau élabore et diffuse des lignes directrices de comptabilité et de gestion financière et publie des directives pour faire respecter les normes en la matière. Le Bureau est doté de systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées conformément aux règlements prescrits, en respectant les autorisations parlementaires, et sont enregistrées en bonne et due forme pour faire la reddition des comptes des dépenses des fonds publics et préserver l'actif du Bureau. Le Bureau cherche également à assurer l'objectivité et l'exactitude des données de ses états financiers en choisissant, en formant et en perfectionnant avec soin du personnel qualifié, en prenant des arrangements organisationnels pour bien répartir les responsabilités et en appliquant des programmes de communications pour que ses règlements, les lignes directrices, normes et pouvoirs de règlements, les lignes directrices, normes et pouvoirs de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Le Vérificateur général a examiné l'état des résultats en vue de formuler une opinion éclairée quant à la présentation, de façon juste et en conformité avec les lignes directrices de comptabilité énoncées, des transactions financières du Bureau.

Approuvé par:

Le Président
B. DESCHÊNES

Le Directeur exécutif
KEN JOHNSON

le 18 août 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE
ET LE
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié l'état des résultats du Bureau canadien de la sécurité aérienne pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financiers présente fidèlement les résultats d'exploitation du Bureau pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de la période précédente.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 11 septembre 1986

Bureau canadien de la sécurité aérienne—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1985-86	Six mois terminés le 31 mars 1985
	$	$
Dépenses		
Bureau:		
Personnel	919,914	281,798
Transport et communications	145,261	61,941
Services professionnels et spéciaux	92,373	51,779
Locaux	70,207	
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	5,288	794
Information	3,637	
Locations	288	1,920
Autres dépenses	125	
Entretien et réparation		163
Total—Bureau	1,237,093	398,395
Exploitation:		
Personnel	7,289,708	2,535,698
Locations	5,824,449	55,659
Transport et communications	1,071,466	405,353
Services professionnels et spéciaux	757,285	237,904
Locaux	638,739	
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	332,849	849,136
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	298,356	151,133
Information	97,420	87,878
Entretien et réparation	79,708	45,391
Autres dépenses	1,465	256
Total—Exploitation	16,391,445	4,368,408
Administration:		
Personnel	882,610	200,521
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	686,806	80,603
Transport et communications	239,701	67,948
Services professionnels et spéciaux	128,030	195,739
Locaux	113,709	
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	53,743	42,195
Entretien et réparation	30,215	5,990
Locations	25,133	5,220
Information	25,085	9,243
Autres dépenses	1,307	290
Total—Administration	2,186,339	607,749
Coût total de l'exploitation	19,814,877	5,374,552
Recettes	40,108	4,877
Coût net de l'exploitation	19,774,769	5,369,675
Conciliation avec l'emploi du crédit:		
Coût net de l'exploitation	19,774,769	5,369,675
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	40,108	4,877
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	1,651,069	
Emploi du crédit (note 3)	18,163,808	5,374,552

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Approuvé:

Le Président
B. DESCHÊNES

Le Directeur exécutif
KEN JOHNSON

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1986

1. Pouvoir et mission

Le Bureau canadien de la sécurité aérienne a été constitué en vertu de l'article 4 de la Loi sur le Bureau canadien de la sécurité aérienne et est un établissement public inscrit à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. La Loi sur le Bureau canadien de la sécurité aérienne a reçu la sanction royale le 17 novembre 1983 et a été proclamée le 18 avril 1984. Le Bureau a été officiellement établi le 1[er] mai 1984 et a commencé ses activités le 1[er] octobre 1984. La mission du Bureau est de promouvoir la sécurité aérienne en constatant les manquements à la sécurité mis en évidence par les faits aéronautiques, en procédant à des enquêtes indépendantes et, au besoin, à des enquêtes publiques sur des faits aéronautiques pour faire des constatations quant à leurs causes et autres facteurs en jeu et en faisant rapport publiquement de ses enquêtes indépendantes ou publiques et de ses constatations et en faisant des recommandations conçues pour éliminer ou réduire les manquements à la sécurité. Les dépenses d'exploitation du Bureau sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées d'après la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont comptabilisées sur une base de caisse.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées sur une base de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de l'achat.

d) Services fournis gratuitement par les ministères

Les coûts des services fournis gratuitement par les ministères ne sont inclus que dans les dépenses de l'exercice financier 1985-86 seulement.

3. Crédit parlementaire

	1985-86	Six mois terminés le 31 mars 1985
	$	$
Crédit 95 (crédit 126b en 1984-85)	20,663,375	5,738,400
Annulé	3,807,567	363,848
	16,855,808	5,374,552
Statutaire—Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,308,000	
Emploi du crédit	18,163,808	5,374,552

Le crédit noté comprend la somme de $7.4 millions prévue pour les coûts additionnels occasionnés par l'enquête de l'écrasement de l'appareil d'Air India.

Une somme d'environ $2.1 millions relative à l'enquête de l'écrasement de l'appareil d'Air India est comprise dans le montant annulé de $3.8 millions.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de l'Établissement du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première de cet état financier, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Centre.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables du Receveur général du Canada. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements compris dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Établissement maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Établissement. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers de l'Établissement développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Centre maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Établissement. L'Établissement vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Nous présentons aussi une copie des états financiers vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ces états ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus.

Le changement de statut du Centre, selon la Loi sur l'administration financière, nous exige d'adopter de nouvelles politiques comptables, semblables à celles utilisées dans la préparation des comptes du Canada de manière à satisfaire aux exigences de compte rendu du Receveur général du Canada.

Les chiffres pour les sept mois de l'exercice terminé le 31 mars 1985 ont été redressés pour fins de comparaison. Ce redressement a pour effet d'augmenter le coût net d'exploitation pour cette période de $1,508,333, montant expliqué à la note 3 de l'état financier.

Approuvé par:

Le Président
L'HONORABLE MARTIN O'CONNELL

Le Président et administrateur en chef
GORDON ATHERLEY

Le Secrétaire-trésorier
KASH MANCHUK

le 12 juin 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DU CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE
ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL
ET
L'HONORABLE WILLIAM MCKNIGHT, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DU TRAVAIL

J'ai vérifié l'état des résultats du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Centre pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 conformément aux conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier et appliquées, après avoir donné un effet rétroactif au changement de la méthode comptable mentionné à la note 3, de la même manière qu'au cours de la période précédente.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 6 juin 1986

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	Exercice terminé le 31 mars 1986	Sept mois terminés le 31 mars 1985
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et avantages	4,441,980	2,336,973
Transport et communications	503,879	267,496
Services publics, fournitures et approvisionnement	315,931	229,743
Locaux	307,498	208,517
Services professionnels et spéciaux	264,795	167,218
Impression et publication	144,515	117,311
Achat de réparation et d'entretien	133,069	38,968
Mobilier, matériel et améliorations locatives (note 5)	126,193	1,806,482
Locations	95,295	61,287
	6,333,155	5,233,995
Administration		
Traitements et avantages	336,361	178,963
Gouverneurs, Conseil de direction et comités	178,285	115,448
Services professionnels et spéciaux	69,007	94,258
Déplacements	25,395	11,307
	609,048	399,976
	6,942,203	5,633,971
Recettes	4,804	6,752
Coût net de l'exploitation	6,937,399	5,627,219
Conciliation à l'utilisation des crédits:		
Coût net de l'exploitation	6,937,399	5,627,219
Ajouter: recettes créditées aux recettes non fiscales	4,804	
Déduire: services fournis gratuitement par d'autres ministères	250,000	71,568
Utilisation des crédits (note 4)	6,692,203	5,555,651

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état.

Approuvé par:

Le Président du Conseil
L'HONORABLE MARTIN O'CONNELL

Le Président et administrateur en chef
GORDON ATHERLEY

Le Secrétaire-trésorier
KASH MANCHUK

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectifs

Le Centre a été constitué le 20 avril 1978 en vertu de la Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Les objectifs du Centre sont de promouvoir le droit fondamental des Canadiens de travailler dans des conditions saines et sûres et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs.

La Loi modifiant la Loi sur l'administration financière à l'égard des sociétés d'État et modifiant d'autres lois en conséquence (Chapitre 31 des Statuts du Canada, 1984), qui est entrée en vigueur le 1er septembre 1984 par promulgation, nomme le Centre à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière en tant que société ministérielle. Auparavant, le Centre n'était pas en annexe à ladite Loi. Les dépenses d'exploitation du Centre sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables qui suivent:

a) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de la rémunération de vacances qui sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

b) Comptabilisation des revenus

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, toutes les recettes sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont enregistrées en tant que dépenses de fonctionnement lors de l'exercice de l'achat.

d) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les sommes estimatives pour ces services sont comprises dans les dépenses de fonctionnement.

e) Remboursements de dépenses des exercices antérieurs

Les remboursements de dépenses des exercices antérieurs sont enregistrés en tant que revenus lorsqu'ils sont reçus et ils ne sont pas portés en réduction des dépenses.

f) Régime de pensions de retraite

Les employés du CCHST participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Centre contribuent à parts égales envers le coût du Régime. Les contributions du Centre sont imputées aux dépenses de manière courante.

3. Modification de la méthode comptable

Le changement apporté au statut légal du Centre en vertu de la Loi sur l'administration financière, ainsi que décrit à la note 1, l'a mené à adopter des conventions comptables revisées semblables à celles utilisées pour l'établissement des comptes du Canada, lesquelles répondent aux exigences du Receveur général du Canada pour la présentation des rapports.

Les chiffres pour les sept mois terminés le 31 mars 1985 ont été redressés, à des fins de comparaison, en conformité aux conventions comptables revisées. Ce redressement a eu pour effet d'augmenter le coût net de l'exploitation pour cette période d'une somme de $1,508,333 comme il suit:

	$
Coût net de l'exploitation selon l'état financier au 31 mars 1985	4,118,886
Ajouter: acquisition de mobilier, matériel et améliorations locatives	1,806,482
services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement	71,568
	5,996,936
Déduire: augmentation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	11,215
augmentation des indemnités de vacances accumulées	69,693
amortissement	277,819
augmentation des frais payés d'avance	10,990
	369,717
Coût net de l'exploitation selon les conventions comptables revisées	5,627,219

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986—*Fin*

4. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont enregistrés lorsqu'ils sont utilisés et toute somme non utilisée se périme conformément à l'article 30 de la Loi sur l'administration financière. Les crédits sont comme il suit:

	1986	1985
	$	$
Ministère du Travail		
Budget des dépenses		
Crédit 30—Dépenses du programme	7,687,000	
Crédit 20—Subventions		5,045,000
Budget supplémentaire «B» des dépenses		
Crédit 21b—Dépenses du programme		2,600,000
	7,687,000	7,645,000
Somme périmée	(994,797)	(628,659)
	6,692,203	7,016,341
Ajouter: recettes créditées au crédit		6,752
Moins: paiement de transfert—Fonds du revenu consolidé		(1,467,442)
Somme dépensée	6,692,203	5,555,651

5. Immobilisations

Voici le coût des immobilisations pour lesquelles le Centre est responsable:

	31 mars 1985	Acquisitions	Aliénations	31 mars 1986
	$	$	$	$
Matériel informatique	1,923,772	97,257		2,021,029
Mobilier et matériel	915,959	28,936	3,904	940,991
Améliorations locatives	632,719			632,719
	3,472,450	126,193	3,904	3,594,739

6. Passif

	31 mars 1986	31 mars 1985
	$	$
Créditeurs et frais courus	485,602	1,478,685
Rémunération de vacances accumulées	156,395	131,693
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	28,404	16,179
	670,401	1,626,557

Commission de contrôle de l'énergie atomique

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de la Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de la CCEA.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin d'être conforme au mode de divulgation de l'exercice courant. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, la CCEA maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux qui apparaissent dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction de la planification et de l'administration de la CCEA développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La CCEA maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la CCEA. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel de la CCEA et le Bureau du Vérificateur général. La CCEA vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le sous-vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation de la CCEA, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières de la CCEA selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par:

Le Président
J. H. JENNEKENS

Agent financier supérieur
R. W. BLACKBURN

le 25 août 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
ET
L'HONORABLE PAT CARNEY, C.P., DÉPUTÉ,
MINISTRE RESPONSABLE DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission de contrôle de l'énergie atomique pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation de la Commission de contrôle de l'énergie atomique pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables décrites dans la note 2 afférente à l'état financier appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 29 mai 1986

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses (tableau 1)		
Subventions et contributions		
Programme d'appui aux garanties	563,600	363,011
Autre élément	29,000	80,619
	592,600	443,630
Fonctionnement		
Traitements et avantages sociaux	12,044,165	11,321,824
Services professionnels et spéciaux	3,919,931	4,898,866
Loyer	1,348,360	1,536,037
Déplacements et relogement	1,002,944	934,358
Communications	401,767	377,971
Services publics, fournitures et approvisionnements	276,430	251,451
Mobilier et matériel	257,911	221,453
Réparation	171,399	88,381
Location de matériel	148,269	132,763
Renseignements	58,946	89,750
Indemnités de cessation d'emploi	56,753	35,137
Dépenses diverses	243	635
	19,687,118	19,888,626
Administration		
Traitements et avantages sociaux	1,819,713	1,694,054
Dépenses des membres de la Commission (tableau 2)	132,599	129,491
Services professionnels et spéciaux	46,829	77,985
Déplacements	12,017	12,207
	2,011,158	1,913,737
	22,290,876	22,245,993
Recettes (tableau 1)		
Remboursements de dépenses des exercices antérieurs	105,936	36,876
Recouvrements d'avantages sociaux statutaires	18,529	19,390
Services et frais de service	8,771	8,110
Amendes et sanctions	1,100	5,300
Autre élément	1	111
	134,337	69,787
Coût net du fonctionnement	22,156,539	22,176,206

Conciliation à l'utilisation des crédits:		
Coût net du fonctionnement	22,156,539	22,176,206
Ajouter recettes	134,337	69,787
Déduire services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement	1,566,360	1,793,037
Utilisation des crédits (note 4)	20,724,516	20,452,956

Les notes et les tableaux ci-joints font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé par:

Le Secrétaire
P. E. HAMEL

L'Administrateur financier principal
R. W. BLACKBURN

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) a été établie en 1946 en vertu de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle constitue une société ministérielle nommée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Elle fait rapport actuellement au Parlement par l'entremise du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

La CCEA a pour objectif de contrôler l'énergie nucléaire dans l'intérêt de la santé, de la sûreté et de la sécurité nationale. Elle atteint son objectif grâce à son programme de contrôle de l'énergie atomique en réglementant la mise au point, l'application et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada, et en participant, au nom du Canada, à des mesures internationales de contrôle.

La CCEA est également responsable de l'administration de la Loi sur la responsabilité nucléaire, notamment en ce qui a trait à la désignation des installations nucléaires et à la prescription d'assurances de base à contracter par les exploitants des installations nucléaires, et l'apport d'assurance supplémentaire pour chacune de ces exploitations. La somme de l'assurance de base et de l'assurance supplémentaire totalise $75 millions pour chaque installation désignée (voir note 9).

Les subventions et contributions, les dépenses de fonctionnement et d'administration de la CCEA sont financées par une autorisation budgétaire annuelle. Les avantages sociaux des employés sont autorisés par un pouvoir statutaire.

2. Conventions comptables

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont enregistrées d'après la comptabilité d'exercice, conformément à la politique comptable du gouvernement pour les CAPAFE, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont enregistrées d'après la comptabilité d'exercice.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont enregistrées d'après la comptabilité de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement lors de l'exercice de l'achat.

d) Services fournis gratuitement

Les sommes estimatives pour les services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont comprises dans les dépenses.

e) Remboursements de dépenses des exercices antérieurs

Les remboursements de dépenses des exercices antérieurs sont enregistrés aux recettes lors de leur encaissement et ne sont pas portés en réduction des dépenses.

f) Cotisations au régime de pension de retraite

Les employés de la CCEA participent au régime de pensions de retraite administré par le gouvernement du Canada à raison d'une cotisation envers le coût du régime égale à celle de la CCEA. Les cotisations de la CCEA sont portées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Changements à la présentation de l'état financier

La répartition des dépenses a été modifiée afin de mieux traduire les frais d'administration, ainsi que les coûts d'exploitation. Au cours de l'exercice précédent, tous les coûts d'administration faisaient partie des coûts d'exploitation.

4. Crédits parlementaires

	1986	1985
	$	$
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources		
Crédit 50 (crédit 45 en 1985)	21,817,000	18,584,000
Crédit 50b (crédit 45b en 1985)	456,000	2,488,500
(crédit 45c en 1985)		456,000
	22,273,000	21,528,500
Fonds non utilisés	3,581,484	2,900,544
	18,691,516	18,627,956
Cotisations statutaires aux régimes d'avantages sociaux	2,033,000	1,825,000
Utilisation des crédits	20,724,516	20,452,956

5. Passif

À la fin de l'exercice, le passif s'établissait comme il suit:

	1986	1985
	$	$
a) Comptes créditeurs		
Fournisseurs	1,816,778	1,537,569
Retenues de garantie	67,673	54,979
	1,884,451	1,592,548
Salaires à payer	272,612	212,124
	2,157,063	1,804,672

L'état des résultats tient compte des coûts représentés par les comptes créditeurs et les salaires à payer.

	1986	1985
	$	$
b) Autres éléments de passif		
Indemnités de vacances	837,612	761,131
Indemnités de cessation d'emploi	1,257,689	1,099,172
	2,095,301	1,860,303

Les coûts associés aux autres éléments de passif ne font pas partie de l'état des résultats. Ces coûts ne sont comptabilisés qu'au moment du paiement (voir note 2).

Les indemnités de vacances représentent la somme des crédits pour les indemnités de vacances accumulés à la fin de l'exercice.

Les indemnités de cessation d'emploi sont calculées d'après la méthode suivante: une demi-semaine de traitement pour chaque année de service continu jusqu'à concurrence de 13 semaines de traitement.

6. Passif éventuel

Au 31 mars 1986, la CCEA était la défenderesse dans des poursuites judiciaires s'élevant à $14,450,000. Les poursuites exigent des dommages pour la violation d'obligations statutaires reliées au sol contaminé par la radioactivité. Tout règlement découlant du dénouement de ces procès sera versé à même le Fonds du revenu consolidé.

7. Reclassification des chiffres de l'exercice précédent

À la suite de la modification du calcul estimatif du Conseil du Trésor pour les avantages sociaux statutaires, les dépenses pour l'exercice 1985 au chapitre des traitements et avantages sociaux, de même que le total des dépenses pour l'exercice 1985, ont été réduites de $8,000 par rapport à la somme indiquée dans les états financiers vérifiés de 1985.

8. Opérations entre apparentés

La CCEA administre un programme spécial de recherche et de développement en commun avec l'Énergie atomique du Canada, Limitée (EACL) à l'appui du Programme de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En 1986, l'EACL a facturé la somme de $1,220,000 ($1,785,000 en 1985) à ce programme.

Dans l'état des résultats, les dépenses ont été réduites de $217,168 et les recettes comprennent $26,778 pour les services fournis par le Centre d'orientation de la CCEA au ministère des Affaires extérieures et à l'EACL. Le total des sommes reçues en 1986 est de $243,946 ($233,022 en 1985).

9. Compte de réassurance de responsabilité nucléaire

Le Compte de réassurance de responsabilité nucléaire a été créé afin de se conformer à l'article 17 de la Loi sur la responsabilité nucléaire. D'après cette Loi, toutes les primes reçues des exploitants des installations nucléaires sont portées au Compte de réassurance de responsabilité nucléaire qui fait partie du Fonds du revenu consolidé. Toute créance du Compte de réassurance de responsabilité nucléaire est payable à partir du Fonds du revenu consolidé et imputée au Compte. Il n'y a eu aucune créance ni paiement imputable au Compte de réassurance de responsabilité nucléaire, depuis sa création. Le solde du Compte de réassurance de responsabilité nucléaire au 31 mars 1986 est de $529,842 ($528,342 en 1985).

Au 31 mars 1986, la couverture supplémentaire d'assurance fournie par le gouvernement du Canada en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire s'élève à $641,600,000 ($699,900,000 en 1985). Au cours de l'exercice le nombre des installations nécessitant de l'assurance supplémentaire a été réduit de 16 à 15.

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Fin*

COÛT NET DU FONCTIONNEMENT SELON L'ACTIVITÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

TABLEAU 1

	Bureau du Président et Secrétariat	Réglementation des réacteurs et des accélérateurs	Réglementation des installations de combustibles et des matières	Études normatives	Programme à l'appui des garanties	Planification et administration	Total 1986	Total 1985
	$	$	$	$	$	$	$	$
Dépenses								
Subventions et contributions	6,500		22,500		563,600		592,600	443,630
Fonctionnement	813,083	5,199,557	5,972,089	3,589,325	1,385,263	2,727,801	19,687,118	19,888,626
Administration	132,599					1,878,559	2,011,158	1,913,737
	952,182	5,199,557	5,994,589	3,589,325	1,948,863	4,606,360	22,290,876	22,245,993
Recettes								
Remboursements de dépenses des exercices antérieurs	1,180	298	69,735	33,571		1,152	105,936	36,876
Recouvrements d'avantages sociaux statutaires						18,529	18,529	19,390
Services et frais de service						8,771	8,771	8,110
Amendes et sanctions	1,100						1,100	5,300
Autre élément				1			1	111
	2,280	298	69,735	33,572		28,452	134,337	69,787
Coût net du fonctionnement	949,902	5,199,259	5,924,854	3,555,753	1,948,863	4,577,908	22,156,539	22,176,206

DÉPENSES DES MEMBRES DE LA COMMISSION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

TABLEAU 2

	1986	1985
	$	$
Traitements	96,202	88,591
Avantages sociaux	18,083	16,281
Déplacements	18,014	18,941
Services professionnels et spéciaux	300	5,678
	132,599	129,491

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) conformément aux exigences et aux normes du Receveur général du Canada en matière de rapports. La Direction de la CEIC est le principal responsable de l'intégralité et de l'objectivité des données contenues dans cet état financier. Pour la plus grande objectivité possible, les données financières contenues dans cet état ont été examinées par la haute direction de la CEIC.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées dans la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Une partie de l'information contenue dans l'état financier est fondée sur les meilleures estimations possibles de la direction et s'appuie sur son discernement; également, elle tient bien compte de l'importance des faits. Pour assumer ses responsabilités en matière de rapport, la CEIC tient une série de comptes qui sert de registre centralisé des opérations financières de la CEIC. L'information financière contenue dans les états du ministère et ailleurs dans les Comptes publics est identique à celle dans l'état des résultats d'exploitation, à moins d'indication contraire.

Les services financiers élaborent et diffusent des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité, et émettent des directives à l'appui des normes de comptabilité et de gestion financière. La CEIC tient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont effectuées conformément aux règlements prescrits, sans dépasser les crédits parlementaires, et sont enregistrées de façon appropriée afin que les fonds gouvernementaux puissent être justifiés et que les actifs de la CEIC soient sauvegardés. Aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne viennent s'ajouter des programmes de vérification interne donnant lieu à des relations fréquentes entre le personnel de la CEIC et celui du Bureau du Vérificateur général. La CEIC cherche également à assurer l'objectivité et l'intégralité des données dans ses états financiers grâce à la sélection soignée, à la formation et au perfectionnement de personnel qualifié, grâce à des arrangements sur le plan de l'organisation qui permettront un partage approprié des responsabilités et grâce à des programmes de communications qui permettront de bien faire comprendre à toute l'organisation les règlements, les politiques, les normes et les autorisations en matière de gestion.

Approuvé par:

Président
GAÉTAN LUSSIER

Agent financier supérieur
PAUL GAUVIN

le 15 septembre 1986

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'ANNÉE SE TERMINANT LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Programme d'emploi et d'assurance		
Contribution au compte d'assurance-chômage	2,743,818	2,787,649
Services des prestations d'assurance	338,554	330,193
Service national de placement	236,038	237,255
Planification de l'emploi	1,561,738	1,823,265
Contributions de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	176,355	158,754
Gestion du programme	133,782	140,630
	5,190,285	5,477,746
Programme des services généraux et spéciaux		
Gestion et administration de la Commission	235,870	271,561
Systèmes et procédures	23,939	
Administration des rentes sur l'État	2,768	3,654
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	3,819	5,951
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	745	652
	267,141	281,818
Programme d'immigration		
Recrutement et sélection	20,221	19,469
Exécution de la Loi et arbitrage	46,989	47,334
Établissement	43,112	35,801
Comité consultatif du statut de réfugié	1,982	1,867
Gestion du programme	26,762	35,242
	139,066	139,713
	5,596,492	5,899,277
Recettes		
Recettes à valoir sur le crédit		
Recouvrement des frais d'administration du compte d'assurance-chômage	893,654	892,548
Produits de placements	811	770
Rémunérations de services	1,414	11
Remboursements des dépenses de l'année précédente	8,466	15,556
Autres recettes		
Excédent des rentes sur l'État	6,015	1,139
Amendes et confiscations de l'immigration	1,096	1,323
Recouvrement des frais d'expulsion	864	1,470
Amendes d'assurance-chômage	904	2,328
Autres	291	256
	913,515	915,401
Coût net des opérations	4,682,977	4,983,876
Rapprochement avec l'emploi des crédits		
Coût net des opérations	4,682,977	4,983,876
Recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	19,861	22,853
Services fournis gratuitement par d'autres ministères		(24,894)
Emploi des crédits	4,702,838	4,981,835

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état. Un état consolidé de toutes les activités financières sous la responsabilité de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et du ministère de l'Emploi et de l'Immigration figure sous la note 8.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1986

1. Autorisation et objectifs

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada a été créée en vertu de l'article 7 de la Loi régissant l'emploi et l'immigration de 1977 et est une «Corporation de département» mentionnée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Toutes les dépenses de fonctionnement, les contributions et les subventions de la Commission sont financées par les autorisations budgétaires tombées en annulation tandis que les avantages sociaux des employés, les prestations de retraite supplémentaires des agents des rentes sur l'État et la contribution de l'État au compte d'assurance-chômage et au titre des prestations versées aux pêcheurs dépendent d'autorisations législatives. La Commission comprend quatre secteurs de programmes dont voici les objectifs:

Programme de services généraux et spéciaux—Assurer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes, de fournir le soutien stratégique, opérationnel et administratif permettant à Emploi et Immigration Canada de remplir son mandat et de pourvoir à d'autres fonctions qui lui sont dévolues.

Programme d'emploi et d'assurance—Favoriser la réalisation des objectifs économiques et sociaux du Canada en rendant toutes les ressources humaines pleinement productives tout en appuyant les initiatives personnelles de ceux qui désirent satisfaire leurs besoins économiques et, plus généralement, s'épanouir par le travail.

Programme d'immigration—Régler l'admission des immigrants et des visiteurs en fonction des intérêts économiques, sociaux et culturels du Canada.

En vertu d'une autorisation statutaire non budgétaire accordée par le Ministre des Finances aux termes de l'article 121 de la Loi sur l'immigration, des prêts sont consentis aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé ne pourra à aucun moment dépasser 60 millions de dollars.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé conformément aux conventions comptables suivantes:

i) Sont enregistrées les dépenses faites pour tous les biens reçus et les services fournis jusqu'au 31 mars, conformément à la politique comptable gouvernementale de paiement en fin d'année, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des indemnités de congés payés.

ii) Les recettes sont enregistrées selon les méthodes de comptabilité de caisse, conformément aux conventions comptables gouvernementales.

iii) Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'année au cours de laquelle la dépense a été engagée.

iv) Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par d'autres ministères gouvernementaux sont indiqués dans l'état des opérations.

v) Les remboursements des dépenses des années précédentes sont inscrites comme recettes une fois reçus et ne sont pas soustraits des dépenses.

3. Crédits parlementaires
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada
(en milliers de dollars)

	1985-86	1984-85
Programme des services généraux et spéciaux		
Crédit 5	32,676	33,458
Annulés	6,345	2,311
	26,331	31,147
Prestations de retraite statutaires—Pensions des agents des rentes sur l'État	36	36
Contributions statutaires aux régimes d'indemnités aux employés	14,989	13,735
Total du programme	41,356	44,918
Programme d'emploi et d'assurance		
Crédit 10	607,054	622,486
Annulés	22,632	35,561
	584,422	586,925
Crédit 15	1,297,435	1,468,555
Annulés	358,801	268,955
	938,634	1,199,600
Contributions statutaires au compte d'assurance-chômage	2,743,818	2,787,649
Contributions statutaires au titre des prestations versées aux pêcheurs	176,355	158,754
Contributions statutaires aux régimes d'indemnités aux employés	79,186	76,376
Remboursement statutaire de montants portés aux recettes d'exercices précédents	1	2
Total du programme	4,522,416	4,809,306
Programme d'immigration		
Crédit 20	90,208	88,540
Annulés	2,430	4,302
	87,778	84,238
Crédit 25	41,463	33,863
Annulés	859	486
	40,604	33,377
Contributions statutaires aux régimes d'indemnités aux employés	10,618	9,982
Remboursements statutaire de montants portés aux recettes d'exercices précédents	66	14
Total du programme	139,066	127,611
Emploi total des crédits	4,702,838	4,981,835

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1986 —*Suite*

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'année, les comptes débiteurs se composent des trop-payés en salaires, des frais et amendes que doivent payer les entreprises de transport en vertu de la Loi sur l'immigration, des amendes que doivent payer les prestataires en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage, les prêts non remboursés accordés aux immigrants, les trop-payés dans les programmes d'emploi et d'autres montants divers à percevoir.

	1985-86	1984-85
	(en milliers de dollars)	
Interministériel		
Tiers		
Administration		
Trop-payés en salaires	29	34
Divers	43	151
	72	185
Immigration		
Frais d'expulsion	2,469	1,359
Amendes infligées aux transporteurs	196	185
Trop-payés d'aide à l'adaptation	273	64
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Intérêts à recevoir	720	678
Autres	8	12
	3,666	2,298
Emploi et assurance—Trop-payés		
Amendes d'assurance-chômage	4,566	
Programme national de formation en établissement	2,556	2,376
Canada au travail	1,355	1,086
Programme de relance de l'aide à l'emploi	803	898
Programme d'aide à la création locale d'emplois	389	416
Projets de développement communautaire du Canada	216	320
Été Canada	1,028	302
Initiatives locales	134	152
Programme extension	139	142
Programme de mobilité de la main-d'œuvre du Canada	143	140
Programme d'emploi pour les innovations technologiques	103	71
Projets de services communautaires du Canada	14	50
Formation générale dans l'industrie	81	74
Programme d'aide à l'adaptation des travailleurs	36	28
Jeunesse Canada au travail	19	19
Accès-carrière	19	14
Programme d'emploi d'été des jeunes	8	14
Programme à l'intention des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi	10	12
Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre		9
Services d'information de gestion	44	8
Prestataires en fin de droit	5	6
Programme option formation jeunesse	120	
Programme compagnie de travailleurs	43	
Programme d'aide au développement économique locale	324	
Programme d'initiatives—Volontariat	18	
Programme Défi 85	238	
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail	69	
Autres programmes	40	9
	12,520	6,146
Total	16,258	8,629

5. Fonds en fiducie et comptes à fins déterminées

Il appartient également à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada d'administrer et de contrôler les fonds en fiducie et comptes à fins déterminées qui suivent.

a) Comptes d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un programme d'assurance-chômage contributif obligatoire qui s'applique à tous les employés, sous réserve d'exceptions mineures.

La Loi autorise l'existence d'un compte dans les Comptes du Canada désigné sous le nom de compte d'assurance-chômage.

La Loi porte que ce qui suit sera porté au crédit du compte d'assurance-chômage: a) les cotisations, amendes, pénalités et intérêts; b) la part gouvernementale des prestations versées; c) les remboursements des trop-payés de prestations, et les remboursements de prestations; d) les montants relatifs aux services fournis à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, ou au public; e) les montants fournis à toute autre fin liée à l'assurance-chômage et autorisés par un crédit géré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada; et f) l'intérêt sur le solde du compte aux taux que le Ministre des Finances peut autoriser. La Loi dispose également que ce qui suit soit porté au débit du compte: a) les prestations versées en vertu de la Loi; b) les frais d'administration de la Loi; et c) l'intérêt sur les avances faites par le Ministre des Finances.

Des prêts à intérêts sont faits au compte d'assurance-chômage, en vertu du paragraphe 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, par suite des contributions insuffisantes des employeurs et des employés. Le taux d'intérêt annuel sur le solde du prêt non remboursé au 31 mars 1986 se situera entre 10% et 12,50% et ce solde devra être remboursé entre le 30 septembre 1986 et le 31 mars 1988.

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1985-86	1984-85
Solde au 1er avril (déficit)	(5,077)	(4,101)
Rentrées et autres crédits		
Contributions—		
Employeur et employé[1]	8,955	7,777
État[1]	2,920	2,946
Revenu d'investissements	5	2
	11,880	10,725
Paiements et autres débits		
Prestations[1]	10,010	10,049
Frais de fonctionnement	903	911
Intérêt	225	741
	11,138	11,701
Augmentation ou (diminution) nette	742	(976)
Solde au 31 mars (déficit)[2]	(4,335)	(5,077)

[1] Les prestations versées aux pêcheurs qui s'élèvent à 189 millions de dollars (en 1985, 171 millions de dollars), la contribution de l'État à cet égard qui atteint 176 millions de dollars (en 1985, 159 millions de dollars) et les cotisations des pêcheurs qui totalisent 13 millions de dollars (en 1985, 12 millions de dollars) sont compris dans cet état.

[2] En vertu du paragraphe 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, des prêts à intérêts atteignant 4 milliards 229 millions de dollars (en 1985, 4 milliards 815 millions de dollars) ont été accordés aux fins du compte d'assurance-chômage, entraînant un solde déficitaire net de 106 millions de dollars au 31 mars 1986 (en 1985, 272 millions de dollars).

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1986—*Suite*

b) Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été créé par la Loi relative aux rentes sur l'État et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, qui mettait fin à la vente de ces rentes. Le compte est évalué chaque année selon les méthodes actuarielles, et le déficit ou l'excédent imputé au débit ou au crédit du Fonds de revenu consolidé. Les comptes du Compte des rentes sur l'État sont tenus selon les principes de la comptabilité d'exercice.

La Loi relative aux rentes sur l'État a ét adoptée afin d'aider les Canadiens à se préparer financièrement à leurs vieux jours en achetant des rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État a accru le taux de rendement et la flexibilité des contrats de rentes sur l'État, et mis fin à la vente de rentes.

Les rentrées et autres crédits sont composés des cotisations reçues, des montants demandés au Fonds du revenu consolidé pour les rentiers non repérés auparavant, des intérêts gagnés et articles transférés des recettes des exercices précédents pour couvrir le déficit actuariel. Les paiements et autres débits représentent les rentes échues, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de cotisations, les excédents actuariels ainsi que les articles non demandés transférés aux recettes non fiscales. Les montants des rentes non demandées pour le motif que les rentiers ne peuvent pas être repérés, sont transférés aux recettes non fiscales.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES RENTES SUR L'ÉTAT
(en milliers de dollars)

	1985-86	1984-85
Solde au 1er avril	1,089,629	1,122,629
Rentrées et autres crédits		
Intérêt du Canada	72,555	74,988
Cotisations	840	770
Autres	71	81
	73,466	75,839
Paiements et autres débits		
Paiements de rentes	99,887	99,205
Remboursements de cotisations	2,914	3,404
Rentes non demandées	313	215
	103,114	102,824
Augmentation ou (diminution) nette	(29,648)	(26,985)
Excédent actuariel, excédent des rentes non payées enregistrées à la fin de l'année par rapport aux rentes non payées calculées	(3,126)	(6,015)
Solde au 31 mars	1,056,855	1,089,629

c) Compte des pensions des agents des rentes sur l'État

Ce régime de pensions verse des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont le travail consistait à vendre au public des rentes sur l'État. Pendant l'année, des intérêts atteignant $1,210, calculés au taux de 4% par année, ont été portés au crédit du compte et au débit de l'intérêt sur la dette publique. Les contributions de la Direction générale des rentes sur l'État, à titre d'ancien employeur, s'élevaient à $9,502.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES PENSIONS DES AGENTS DES RENTES SUR L'ÉTAT

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde au 1er avril	47,801	54,725
Rentrées et autres crédits	10,712	11,750
Paiements et autres débits	17,511	18,674
Augmentation ou (diminution) nette	(6,799)	(6,924)
Solde au 31 mars	41,002	47,801

d) Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte contient les montants recueillis et retenus en attendant leur disposition finale, c'est-à-dire soit le remboursement au dépositaire intitial, soit leur saisie par la Couronne.

Au cours de l'année, les retraits ont totalisé $1,686,141 et étaient composés des remboursements aux dépositaires ($1,362,035), des frais du Ministère récupérés à partir des dépôts ($19,906) et des saisies par la Couronne ($304,200).

OPÉRATIONS DU FONDS DE GARANTIE DE L'IMMIGRATION
(en milliers de dollars)

	1985-86	1984-85
Solde au 1er avril	5,892	5,217
Rentrées et autres crédits	2,345	2,998
Paiements et autres débits	1,686	2,323
Augmentation ou (diminution) nette	659	675
Solde au 31 mars	6,551	5,892
Titres en fiducie au début de l'année	50	65
Titres reçus tout au long de l'année	10	
Titres remboursés pendant l'année		15
Moins: les titres en fiducie à la fin de l'année	60	50
Solde net au 31 mars	6,491	5,842

e) Programme de relance de l'aide à l'emploi

Le Programme de relance de l'aide à l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'année, les dépôts ont totalisé $6,438 et les paiements $51,198 de remboursements aux provinces.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME DE RELANCE DE L'AIDE À L'EMPLOI

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde au 1er avril	44,760	94,256
Rentrées et autres crédits	6,438	228,477
Paiements et autres débits	51,198	277,973
Augmentation ou (diminution) nette	(44,760)	(49,496)
Solde au 31 mars		44,760

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1986—*Suite*

f) Programme Canada au travail

Le Programme Canada au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'année, les dépôts ont totalisé $243,506 et les paiements $235,784 de remboursements aux provinces.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME CANADA AU TRAVAIL

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde au 1er avril		
Rentrées et autres crédits	243,506	
Paiements et autres débits	235,784	
Augmentation ou (diminution) nette	7,722	
Solde au 31 mars	7,722	

g) Programme d'emploi d'été/Expérience de travail

Le Programme d'emploi d'été/Expérience de travail est financé conjointement par les gouvernement fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coût des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'année, les dépôts ont totalisé $2,037,709 et les paiements $1,991,494 de remboursements aux promoteurs.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'EMPLOI D'ÉTÉ/ EXPÉRIENCE DE TRAVAIL

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde au 1er avril		
Rentrées et autres crédits	2,037,709	
Paiements et autres débits	1,991,494	
Augmentation ou (diminution) nette	46,215	
Solde au 31 mars	46,215	

h) Programme d'ateliers d'orientation au travail

Le Programme d'ateliers d'orientation au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'année, les dépôts ont totalisé $12,000 et les paiements $10,803 en remboursements aux promoteurs.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'ATELIERS D'ORIENTATION AU TRAVAIL

	1985-86	1984-85
Solde au 1er avril		
Rentrées et autres crédits	12,000	
Paiements et autres débits	10,803	
Augmentation ou (diminution) nette	1,197	
Solde au 31 mars	1,197	

i) Programme de la planification de l'emploi

Le Programme de la planification de l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'année, les dépôts ont totalisé $3,070,926 et les paiements $1,275,077 de remboursements aux promoteurs.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde au 1er avril		
Rentrées et autres crédits	3,070,926	
Paiements et autres débits	1,275,077	
Augmentation ou (diminution) nette	1,795,849	
Solde au 31 mars	1,795,849	

j) Programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines

Le Programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines est financé conjointement par les gouvernements fédéral et territoriaux.

Ce compte contient les avances faites par les gouvernements territoriaux, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'année, les dépôts ont totalisé $105,213 et les paiements $139,182, soit $126,259 de paiements aux promoteurs et $12,923 de remboursements aux gouvernements territoriaux.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'ENTENTE AUXILIAIRE AVEC LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST POUR LE PERFECTIONNEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde au 1er avril		
Rentrées et autres crédits	105,213	
Paiements et autres débits	139,182	
Augmentation ou (diminution) nette	(33,969)	
Solde au 31 mars	(33,969)	

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1986—*Suite*

6. Prêts, investissements et avances

Fonds de prêts d'aide à l'immigration—Emploi et Immigration

L'article 121 de la Loi sur l'immigration autorise l'accord de prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut dépasser à aucun moment 60 millions de dollars.

Voici les modalités relatives aux prêts, avec leurs soldes à la fin de l'année:

a) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possiblité de report de 6 mois, à intérêts de 6% à 15% par année, les derniers versements devant être faits entre le 1er avril 1986 et le 1er avril 1991 (solde à la fin de l'année: $7,852,390); et

b) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possibilité de report de 2 ans, sans intérêt, les derniers versements devant être faits entre le 1er avril 1986 et le 1er avril 1991 (solde à la fin de l'année: $49,784,713).

OPÉRATIONS DU FONDS DE PRÊTS D'AIDE À L'IMMIGRATION

	1985-86	1984-85
	$	$
Solde au 1er avril	54,825,671	48,532,665
Rentrées et autres crédits	16,306,928	13,178,508
Paiements et autres débits	19,118,360	19,471,514
Augmentation ou (diminution) nette	2,811,432	6,293,006
Solde au 31 mars	57,637,103	54,825,671

7. Passif éventuel

Sept poursuites ont été intentées contre la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Ces poursuites sont de deux clients pour des lésions corporelles; deux pour bris de contrat, de la part d'un employé et d'une firme privée; deux pour souffrances morales, de la part d'un employé pour souffrances morales causées par son environnement de travail et d'un citoyen suite à son arrestation; et d'une personne postulant un poste pour perte de revenue. Ces sept poursuites s'élèvent à environ $2,745,849 et aucune date n'a encore été fixée pour l'audition de ces affaires.

8. État consolidé des rentrées et sorties de fonds

Le présent état consolidé représente l'ensemble de toutes les activités financières associées au ministère de l'Emploi et de l'Immigration, à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, au compte d'assurance-chômage, au compte des rentes sur l'État et à d'autres fonds en fiducie et comptes à fins déterminées mentionnés dans la note 5 précédente. C'est un résumé de toutes les opérations d'Emploi et Immigration Canada.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES ET SORTIES DE FONDS POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

	1985-86	1984-85
Sorties de fonds		
Programme des services généraux et spéciaux		
Gestion et administration centrales du ministère	22,696	22,618
Gestion et administration de la Commission	235,870	271,561
Systèmes et procédures	23,939	
Administration des rentes sur l'État	2,768	3,654
Paiements de rentes, etc.	103,132	102,843
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	3,819	5,951
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	745	652
Programme d'emploi et d'assurance		
Prestations d'assurance-chômage	10,009,602	10,049,081
Services des prestations d'assurance	338,554	330,193
Service national de placement	236,038	237,255
Planification de l'emploi	1,561,738	1,823,265
Gestion du programme	133,782	140,630
Paiements d'intérêts—Assurance-chômage	220,950	738,478
Programme de relance de l'aide à l'emploi—		
Paiements et remboursements aux provinces	51	278
Programme Canada au travail—		
Paiements et remboursements aux provinces	236	
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail—		
Paiements et remboursements aux provinces	1,991	
Programme d'ateliers d'orientation au travail—		
Paiements et remboursements aux provinces	11	
Programme de la planification de l'emploi—		
Paiements et remboursements aux provinces	1,275	
Programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines—		
Paiements et remboursements aux gouvernements territoriaux	139	
Programme d'immigration		
Recrutement et sélection	20,221	19,469
Exécution de la Loi et arbitrage	46,989	47,334
Établissement	43,112	35,801
Comité consultatif du statut de réfugié	1,982	1,867
Gestion du programme	26,762	35,242
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)	19,118	19,472
Fonds de garantie de l'immigration—Remboursements et saisies	1,686	2,308
	13,057,206	13,887,952

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Fin*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1986—*Fin*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES
ET SORTIES DE FONDS
POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE
31 MARS 1986—*Fin*
(en milliers de dollars)

	1985-86	1984-85
Rentrées de fonds		
Cotisations d'assurance-chômage	8,955,844	7,777,118
Intérêts sur les rentes, etc.	73,477	75,851
Programme de relance de l'aide à l'emploi—Dépôts du programme	6	228
Programme Canada au travail—Dépôts du programme	244	
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail—Dépôts du programme	2,038	
Programme d'ateliers d'orientation au travail—Dépôts du programme	12	
Programme de la planification de l'emploi—Dépôts du programme	3,071	
Programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines—Dépôts du programme	105	
Fonds de garantie de l'immigration—Dépôts	2,355	2,998
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Remboursements	16,307	13,179
Produits de placements	811	770
Rémunérations de services	1,414	11
Remboursements des dépenses de l'année précédente	8,643	15,990
Autres recettes non fiscales		
Autres recettes		
Excédent des rentes sur l'État	6,015	1,139
Amendes et confiscations de l'immigration	1,096	1,323
Recouvrement des frais d'expulsion	864	1,470
Amendes d'assurance-chômage	904	2,328
Autres	291	279
Rajustement net des frais d'administration de l'assurance-chômage	4,489	(4,852)
	9,077,986	7,887,832
Coût net des opérations	3,979,220	6,000,120
Rapprochement avec l'emploi des crédits		
Coût net des opérations	3,979,220	6,000,120
Recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales		
Liées aux crédits	20,038	23,310
De l'excédent actuariel du Compte des rentes sur l'État	3,126	6,015
Services fournis gratuitement		(25,677)
Diminution (augmentation) du déficit en assurance-chômage	742,098	(975,314)
Diminution des rentes non payées	(32,781)	(33,007)
Augmentation du Fonds de garantie de l'immigration	669	690
Augmentation des prêts d'aide à l'immigration	(2,811)	(6,293)
Diminution du Programme de relance de l'aide à l'emploi	(45)	(50)
Augmentation du Programme Canada au travail	8	
Augmentation du Programme d'emploi d'été/Expérience de travail	47	
Augmentation du Programme d'ateliers d'orientation au travail	1	
Augmentation du Programme de la planification de l'emploi	1,796	
Diminution du Programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines	(34)	
Emploi des crédits	4,711,332	4,989,794

Commission des champs de bataille nationaux

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de la Commission des champs de bataille nationaux selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La Direction répond de l'intégrité et l'objectivité de l'information donnée dans l'état financier du présent rapport. Les commissaires ont pour rôle de veiller à ce que la Direction remplisse ses fonctions en matière d'information financière et de contrôle interne.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables écrites à la note 2 sur une base en accord avec la période précédente. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour assumer sa responsabilité de rendre compte, la direction maintient un système de contrôle interne qui vise à assurer dans une mesure raisonnable, la fiabilité de l'information financière et la protection des biens. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Établissement. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

Le Vérificateur général du Canada a effectué une vérification de l'état financier pour les douze mois clos le 31 mars 1986 selon les normes de vérification généralement reconnues, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé, à savoir si l'état financier présente fidèlement le résultat d'exploitation de la Commission des champs de bataille nationaux pour la période. L'opinion du Vérificateur général est ci-jointe.

Approuvé par:

Le Secrétaire
MICHEL LEULLIER

Le Président
FERNAND TREMBLAY

le 24 juillet 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état des résultats, appliquées de la même manière qu'au cours de la période précédente.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 9 juin 1986

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
		(note 10)
	$	$
Dépenses		
Impôts fonciers (note 6)		
Paiements à titre gracieux	989,943	
Subventions en compensation		964,776
	989,943	964,776
Exploitation		
Traitements et indemnités	969,200	945,790
Services professionnels	247,625	250,825
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	153,179	146,675
Immobilisations	47,956	109,562
Location	34,039	28,608
Entretien	31,823	96,110
Transports et communications	20,994	15,709
Information	10,467	13,785
Indemnités de cessation d'emploi	3,783	4,131
	1,519,066	1,611,195
Administration		
Traitements et indemnités	198,783	151,939
Services professionnels	68,941	68,243
Services de comptabilité fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	4,600	1,800
	272,324	221,982
Total des dépenses	2,781,333	2,797,953
Recettes		
Intérêts		49,961
Amendes et pénalités (note 7)	10,365	56,498
Divers	4,505	14,353
	14,870	120,812
Coût net de l'exploitation	2,766,463	2,677,141
Conciliation avec l'emploi du crédit		
Coût net de l'exploitation	2,766,463	2,677,141
Recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	14,870	120,812
Services fournis gratuitement	(4,600)	(1,800)
Dépenses payées par des fonds d'années antérieures		(38,336)
Emploi du crédit (note 3)	2,776,733	2,757,817

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par la Direction:

Secrétaire
MICHEL LEULLIER

Approuvé par la Commission:

Président
FERNAND TREMBLAY

Commission des champs de bataille nationaux—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986

1. Statut et objectifs

La Commission a été constituée en 1908 en vertu de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec dans le but d'acquérir, de préserver et d'aménager un parc des champs de bataille historiques de Québec.

La Commission est un établissement public inscrit à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi et les congés annuels qui le sont au moment du paiement.

b) Les achats d'immobilisations, de fournitures et de petit outillage sont imputés aux dépenses.

c) Les dépenses comprennent des montants estimés pour les services reçus gratuitement de ministères du gouvernement.

d) Les recettes sont comptabilisées au moment de l'encaissement.

e) Les contributions au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada, pour services courants et antérieurs admissibles, sont imputées aux dépenses au moment du paiement. Tous les employés de la Commission participent à ce régime de retraite. Les employés et la Commission contribuent également au coût du régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Commission en regard de ce régime.

3. Crédit parlementaire

Le Parlement a voté un crédit de $2,909,000 à la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Elle en a utilisé $2,776,733 en regard de ses dépenses, annulant ainsi un montant de $132,267.

4. Immobilisations

Le coût des immobilisations sous la responsabilité de la Commission se ventile comme suit:

	31 mars 1985	Acquisitions	Aliénations	31 mars 1986
	$	$	$	$
Terrains	724,710			724,710
Chaussées, promenades et aménagements	1,002,219	9,175	110	1,011,284
Bâtiments	297,425	2,511		299,936
Équipement	858,878	36,270	19,070	876,078
	2,883,232	47,956	19,180	2,912,008

5. Fonds spécial pour l'achat de terrains

Des fonds ont été reçus d'administrations provinciales, municipales et autres dans le but précis d'acquérir des terrains. Ces fonds ainsi que les intérêts provenant du placement de ces fonds sont comptabilisés dans un fonds spécial. Au 31 mars 1986, ce fonds spécial s'élève à $122,760 et est déposé auprès du Receveur général du Canada. Des intérêts se chiffrant à $12,020 furent gagnés en regard de l'exercice terminé à cette date.

6. Impôts fonciers

Il a été décidé de retenir l'exemption contenue dans la Loi sur les subventions aux municipalités à l'égard des subventions en compensation d'impôts fonciers sur les parcs fédéraux dans les environnements urbains. Pour compenser la révocation des subventions versées antérieurement, le Conseil du Trésor a approuvé le versement de paiements à titre gracieux correspondant aux taxes municipales de 1985 pour l'exercice 1985-86, d'au plus les deux tiers de ces taxes pour l'exercice 1986-87 et d'au plus le tiers de ces taxes pour l'exercice 1987-88, les paiements cessant par la suite.

7. Amendes et pénalités

Depuis juin 1985, les amendes et les pénalités imposées pour des infractions commises sur le territoire de la Commission sont remises par les tribunaux directement au ministère de la Justice et déposées au Fonds du revenu consolidé. Les sommes ainsi remises jusqu'au 31 mars 1986 se sont élevées à $39,360.

8. Engagement contractuel

Dans le cadre de ses activités, la Commission a conclu un contrat d'entretien portant sur les deux prochains exercices et prévoyant les paiements suivants:

	$
1986-87	111,640
1987-88	117,122

9. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, la Commission est défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Commission.

10. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs pour la période de douze mois terminée le 31 mars 1985 comprennent ceux pour la période de cinq mois terminée le 31 août 1984, alors que la Commission était une société d'État, ainsi que ceux pour la période de sept mois terminée le 31 mars 1985, ayant tous été dressés selon les conventions comptables en vigueur depuis le 1er septembre 1984. D'autre part, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

Conseil de recherches en sciences humaines

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint du Conseil de recherches en sciences humaines pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité première de cet état, en raison de son intégrité et objectivité, revient à la gestion du Conseil. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne dont les résultats sont rapportés au Comité de la vérification et de l'évaluation. Ce Comité est composé des membres du Conseil. Les activités du Conseil peuvent faire l'objet d'une vérification annuelle de la part du Vérificateur général. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil, selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
W. E. TAYLOR

Le Trésorier
G. BOULIANE

le 27 juin 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES
ET
L'HONORABLE BENOÎT BOUCHARD, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches en sciences humaines pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été efffectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 juin 1986

Conseil de recherches en sciences humaines—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Dépenses		
Subventions		
Bourses	19,697	18,246
Subventions de recherche	17,220	16,525
Subventions stratégiques	7,092	7,166
Subventions—Communication entre chercheurs	6,215	5,412
Subventions concertées	5,130	8,219
Subventions—Relations internationales	1,230	1,174
Subventions spéciales	611	242
Bourse «Jules et Gabrielle Léger»	39	25
	57,234	57,009
Exploitation		
Salaires et prestations aux employés	2,807	2,719
Dépenses pour le Conseil et ses comités	520	560
Locaux	256	230
Services professionnels et spéciaux	243	187
Fournitures et approvisionnements	211	227
Acquisition d'ameublement de bureau et de matériel	165	142
Indemnités de cessation d'emploi	108	37
Communications et frais de voyage	127	156
Frais postaux et de transport	80	72
Publicité et publications	65	64
Location d'installations et de matériel	58	76
Réparations et entretien	29	26
Évaluation des programmes		120
	4,669	4,616
Administration		
Salaires et prestations aux employés	1,269	1,164
Services professionnels et spéciaux	125	152
Locaux	115	99
Acquisition d'ameublement de bureau et de matériel	63	61
Fournitures et approvisionnements	48	72
Frais postaux et de transport	36	31
Communications et frais de voyage	32	33
Location d'installations et de matériel	27	33
Indemnités de cessation d'emploi	24	
Réparation et entretien	21	16
	1,760	1,661
	63,663	63,286
Recettes		
Remboursements de dépenses des exercices précédents	635	455
Coût net de l'exploitation	63,028	62,831

Conciliation avec l'emploi des crédits:		
Coût net de l'exploitation	63,028	62,831
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	635	455
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	453	425
Emploi des crédits (note 4)	63,210	62,861

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
W. E. TAYLOR

Le Trésorier
G. BOULIANE

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil a été constitué en 1977 en vertu de la Loi du Conseil de recherches en sciences humaines et est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. L'objectif du Conseil est de promouvoir et de soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines.

Les dépenses de fonctionnement et de subventions sont financées par le biais d'autorisations budgétaires annuelles. Les contributions aux régimes de prestations des employés sont autorisées par une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, les dépenses de fonctionnement sont comptabilisées sur une base d'exercice, selon la convention comptable des CAPAFE du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition d'ameublement de bureau et de matériel est imputée aux dépenses de fonctionnement de l'exercice d'acquisition.

c) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement au Conseil par les ministères sont compris dans les dépenses de fonctionnement.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

e) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à part égale au coût du régime. Les contributions du Conseil sont enregistrées aux dépenses sur une base courante.

3. Modification de la présentation de l'état financier

En 1986, la présentation de l'état financier du Conseil a été modifiée de manière à respecter les nouvelles normes de présentation édictées par le Receveur général du Canada, et à exposer plus clairement la nature des activités du Conseil. Les dépenses de fonctionnement se répartissent maintenant entre l'exploitation et l'administration.

Les dépenses liées au Conseil et ses comités, à l'évaluation et au traitement général des demandes de subventions et de bourses sont imputées à l'exploitation.

Les dépenses liées aux services d'administration et de soutien comme les services financiers, systèmes de gestion, personnel et administration sont imputées à l'administration.

Les chiffres de l'exercice 1985, présentés pour fins de comparaison, ont été modifiés de manière à respecter la présentation utilisée pour l'exercice courant.

Conseil de recherches en sciences humaines—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986—*Fin*

4. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont enregistrés lors de leur utilisation et tout montant non utilisé devient périmé en conformité avec l'article 30 de la Loi sur l'administration financière. Les crédits sont les suivants:

	Subventions		Dépenses de fonctionnement	
	1986	1985	1986	1985
	(en milliers de dollars)			
Ministère des Communications				
Budget des dépenses principal				
Crédit 90		51,329		
Crédit 85				5,127
Secrétariat d'État				
Budget des dépenses principal				
Crédit 45	54,624			
Crédit 40			5,762	
Budget des dépenses supplémentaire (B)				
Crédits 55 et 50		5,430		470
Budget des dépenses supplémentaire (C)				
Crédits 55 et 50		250		(250)
Budget des dépenses supplémentaire (C)				
Crédit 45	2,900			
Contributions statutaires aux régimes des prestations des employés			546	510
	57,524	57,009	6,308	5,857
Montants périmés				
Montant non utilisé	(290)		(265)	(5)
Affectation réservée			(67)	
Montant dépensé	57,234	57,009	5,976	5,852

5. Renseignements supplémentaires

a) Débiteurs

Les comptes débiteurs des récipiendaires de subventions qui se chiffrent à $77,059 ($94,964 en 1985) ne sont pas présentés à l'état des résultats.

b) Fonds des bourses de la Reine

Le «Fonds des bourses de la Reine» consiste d'un montant de $250,000 déposé dans un compte en fiducie portant intérêt. L'intérêt gagné sert à verser des bourses à des étudiants diplômés dans certains secteurs d'études canadiennes. Les opérations du Fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats et sont comme suit:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	312	329
Ajouter—L'intérêt gagné	27	33
Déduire—Les bourses payées	(44)	(50)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé	295	312

Est inclus, dans le solde à la fin de l'exercice 1986, un montant de $25,274 à recevoir du ministère des Finances pour intérêt gagné.

c) Fonds spécial en fiducie

Un don anonyme de $50,000 a été fait au Conseil pour la création et l'administration, en 1986 et 1987, de deux bourses postdoctorales spéciales sur la pauvreté urbaine au Canada. Les opérations du Fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats d'exploitation et sont comme suit:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	25	
Ajouter —Don reçu	25	25
—L'intérêt gagné	3	
Déduire —Les bourses payées	(12)	
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé	41	25

Est inclus, dans le solde à la fin de l'exercice 1986, un montant de $1,508 à recevoir du ministère des Finances pour intérêt gagné.

6. Engagements

Les subventions et les bourses accordées pour les exercices à venir sont assujetties à l'octroi des fonds par le Parlement. Le 31 mars 1986, les engagements pour les exercices à venir se répartissent comme suit:

	(en millions de dollars)
1987	53.3
1988	11.3
Exercices subséquents	7.8
	72.4

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des finances et de l'administration du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités, et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements des programmes de subventions et bourses et pour améliorer le contrôle des dépenses et les rapports concernant les dépenses engagées dans ces programmes.

Approuvé par:

Président
A. W. MAY

Trésorier
GILLES JULIEN

le 15 juillet 1986

RAPPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES
NATURELLES ET EN GÉNIE
ET
L'HONORABLE FRANK OBERLE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié l'état des résultats d'exploitation du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les dépenses et les revenus du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 17 juin 1986

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie —*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Subventions et bourses (annexe I)		
Subventions de recherche	185,779,971	176,562,144
Infrastructure de la recherche	35,539,005	33,048,964
Programme conjoint universités-industrie	17,393,191	18,547,124
Subventions de développement	3,481,436	3,122,663
Aide générale à la recherche	7,624,034	22,255,174
Bourses de formation de chercheurs	49,158,227	46,991,441
	298,975,864	300,527,510
Exploitation		
Administration générale		
Salaires	4,675,419	4,081,163
Prestations aux employés	749,000	586,000
Indemnités de cessation d'emploi	109,090	45,888
	5,533,509	4,713,051
Services professionnels et spéciaux	2,079,393	1,181,387
Logement, services administratifs et autres services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,105,728	1,064,770
Information	654,735	616,152
Voyages, déplacements et communications	526,896	503,933
Ordinateur, ameublement et autre matériel	369,646	2,331,703
Charges locatives	240,735	180,749
Fournitures de bureau	173,754	129,695
Réparation d'équipement et d'entretien	154,052	23,577
	10,838,448	10,745,017
Conseil et de ses comités		
Voyages, déplacements et communications	1,174,602	1,080,943
Honoraires, services professionnels et spéciaux	299,849	249,440
Fournitures de bureau, charges locatives et information	13,580	21,155
	1,488,031	1,351,538
	12,326,479	12,096,555
	311,302,343	312,624,065
Recettes		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	550,689	655,032
Coût net de l'exploitation	310,751,654	311,969,033
Conciliation avec les crédits utilisés:		
Coût net de l'exploitation	310,751,654	311,969,033
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	550,689	655,032
Moins: services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,105,728	1,064,770
Crédits utilisés	310,196,615	311,559,295

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
A. W. MAY

Le Trésorier
GILLES JULIEN

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES DÉPENSES DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil fut constitué en 1978 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et est un établissement public, nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Son objectif est de promouvoir et de soutenir le développement et le maintien de la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie. Les dépenses des subventions et bourses et d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les prestations aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et bourses sont imputées aux dépenses au fur et à mesure qu'elles sont versées. A l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toutes les autres dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, ce qui est conforme à la convention comptable des CAPAFE du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice de leur achat.

c) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères et organismes gouvernementaux sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses. Ces fonds ont été remis au Receveur général du Canada.

e) Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à ce régime. Les cotisations relatives à des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations relatives à des services passés sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées, habituellement au cours d'une période équivalent au solde des années de service des employés concernés.

3. Crédits parlementaires

	1986	1985
	$	$
Sciences et technologie		
Crédit 25	11,259,000	10,446,490
Annulé	787,249	705
	10,471,751	10,445,785
Crédit 30	299,654,000	300,553,510
Annulé	678,136	26,000
	298,975,864	300,527,510
Contributions statutaires aux régimes de prestations aux employés	749,000	586,000
Total des crédits utilisés	310,196,615	311,559,295

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie —*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES DÉPENSES DU 31 MARS 1986—*Fin*

4. Engagements financiers

À la fin de l'exercice, le Conseil avait approuvé et s'était engagé à verser au cours des exercices futurs les subventions et bourses suivantes, à la condition que les fonds nécessaires soient alloués par le Parlement et que le Conseil donne son approbation finale:

	31 mars	
	1986	1985
	(en millions de dollars)	
Exercice de paiement		
1985-86		266.8
1986-87	273.5	135.6
1987-88	147.9	63.0
1988-89	71.9	6.5
1989-90	9.3	3.3
1990-91	3.4	
	506.0	475.2

5. Subventions et bourses administrées et versées au nom des ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux

Les subventions et bourses administrées et versées par le Conseil au nom des ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et non incluses dans l'état des résultats sont présentées en détail à l'annexe II. Pour la plupart, ces débours proviennent de fonds confiés annuellement au Conseil par des ministères et organismes gouvernementaux.

Au 31 mars 1986, le Conseil détenait en fiducie des fonds de subventions et bourses pour deux organismes non gouvernementaux (OTAN et EACL) s'élevant à $108,761 ($97,006 en 1985).

6. Fonds en fiducie résultant de dons

Ce compte fait état des sommes, titres et autres biens reçus sous forme de dons, de legs, ou autrement et approuvés par le Conseil. Les dons versés au compte et les paiements effectués sont assujettis aux conditions imposées lorsque les fonds ont été donnés, légués ou mis à la disposition du Conseil.

	1986	1985
	$	$
Solde, au début de l'exercice	21,050	1,050
Dons reçus	10,000	20,000
Solde, à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	31,050	21,050

ANNEXE DES SUBVENTIONS ET BOURSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 — ANNEXE I

	1986	1985
	$	$
Subventions de recherche		
Subventions pour dépenses courantes		
Subventions individuelles	135,409,727	127,647,624
Subventions d'équipe	3,201,391	3,531,867
Subventions coop		169,300
Subventions pour projets de recherche	8,874,140	6,451,500
Subventions aux chercheurs-boursiers universitaires	4,254,520	4,751,537
Subventions pour de nouvelles idées en recherche	13,223	265,741
Subventions à des projets collectifs spéciaux	1,008,089	1,055,755
Subventions thématiques	32,480,790	32,253,936
Bourses commémoratives E.W.R. Steacie	538,091	434,884
	185,779,971	176,562,144
Infrastructure de la recherche		
Appareillage		
Subventions d'appareillage	11,580,343	15,017,775
Subventions d'appareils spéciaux	4,749,333	2,893,748
Subventions d'installations spéciales	5,396,454	2,409,484
Fonctionnement et entretien		
Subventions d'infrastructure	13,812,875	12,727,957
	35,539,005	33,048,964
Programme conjoint universités-industrie		
Recherche et développement coopératifs		
Projets de recherche et développement	6,994,281	7,354,633
Installations et appareils conjoints	511,312	1,063,973
Professeurs-chercheurs	1,588,554	416,450
Chercheurs invités	215,969	127,883
Bourses de recherche		
Bourses de recherche (1[er] cycle)	1,701,347	1,365,796
Bourses d'études supérieures à l'intention de l'industrie	223,928	197,655
Chercheurs-boursiers en milieu industriel	3,402,481	2,855,755
Contacts		
Ententes de services	26,000	
Colloques et séminaires	29,319	64,979
Société canadienne de micro-électronique	2,700,000	5,100,000
	17,393,191	18,547,124
Subventions de développement		
Subventions de développement de la recherche	2,431,126	2,081,760
Primes d'éloignement	192,820	182,280
Programme de développement en foresterie		
Stages postdoctoraux	173,760	182,833
Subventions de projets	356,730	373,790
Suppléments pour la recherche dans le Grand Nord	327,000	302,000
	3,481,436	3,122,663
Aide générale à la recherche		
Subventions à des publications scientifiques		475,600
Subventions pour conférences	98,449	738,649
Subventions de voyage	289,164	302,688
Subventions générales de recherche	5,977,400	18,973,900
Subventions à des activités spéciales	128,500	334,370
Subventions diverses	238,258	561,235
Programmes internationaux	880,263	854,082
Colloques et séminaires	12,000	14,650
	7,624,034	22,255,174
Bourses de formation de chercheurs		
Bourses de recherche (1[er] cycle)	5,761,897	5,740,616
Bourses d'études supérieures	27,416,159	27,546,202
Bourses d'études supérieures en bibliothéconomie et documentation scientifiques	124,724	143,791
Bourses en sciences et en génie 1967	2,679,032	2,255,548
Bourses postdoctorales	4,264,965	3,554,341
Chercheurs-boursiers universitaires	8,911,450	7,750,943
	49,158,227	46,991,441
	298,975,864	300,527,510

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie —*Fin*

ANNEXE DES SUBVENTIONS ET BOURSES ADMINISTRÉES ET DÉBOURSÉES POUR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, ET POUR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 ANNEXE II

	1986	1985
	$	$
Bourses de recherche scientifique		
Agriculture Canada	1,228,203	880,740
Pêches et Océans Canada	881,233	689,272
Énergie, Mines et Ressources Canada	841,598	605,338
Conseil national de recherches Canada	564,005	581,612
Environnement Canada	446,262	471,232
Défense nationale	305,464	322,260
Santé et bien-être social Canada	232,300	227,509
L'Énergie atomique du Canada, Limitée	165,110	167,022
Communications Canada	95,635	70,155
Musées nationaux du Canada		6,905
	4,759,810	4,022,045
Bourses en sciences de l'OTAN		
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	300,301	523,352
Bourses d'attachés de recherche ACDI/CRSNG		
Agence canadienne de développement international	244,967	177,398
Bourses		
Environnement Canada	62,000	66,000
Bourses postgrade en météorologie et sciences atmosphériques		
Environnement Canada	58,000	64,790
	5,425,078	4,853,585

Conseil de recherches médicales

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats ci-joint du Conseil de recherches médicales selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état des résultats a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans l'état financier, tel que la répartition des dépenses entre l'exploitation et l'administration, sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre détaillé des opérations financières du Conseil. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats.

La Direction de la gestion intégrée du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont comptabilisées correctement, afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratifs sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats a été vérifié par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables établies.

Le Conseil a entrepris deux initiatives principales en vue d'améliorer son processus de gestion, notamment les fonctions d'évaluation des programmes et de vérification interne. Des politiques pour chacune de ces fonctions ont été élaborées conformément aux normes établies par le Bureau du Contrôleur général du Canada. On a procédé à l'évaluation de certains programmes d'appui du personnel de recherche en 1985-86 et des vérifications sont prévues en 1986-87.

Approuvé par:

Le Président
P. BOIS

Le Directeur de la gestion intégrée
A. BELLIVEAU

le 14 juillet 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES
ET
L'HONORABLE JAKE EPP, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches médicales pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 27 juin 1986

Conseil de recherches médicales—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Subventions et bourses		
Subventions	131,587,078	128,201,797
Bourses	25,520,533	24,389,421
Encouragement de la recherche	592,089	599,781
	157,699,700	153,190,999
Exploitation (note 3)		
Traitements et indemnités aux employés	1,313,714	1,242,204
Voyages (note 7)	567,978	542,350
Services professionnels et spéciaux	261,283	264,182
Location de bureaux	168,769	178,225
Publications	136,553	134,555
Communications	92,023	83,123
Fournitures et approvisionnements	37,742	41,725
Entretien et location de matériel	34,415	73,300
Indemnités de cessation d'emploi	15,821	38,306
Ameublement et matériel	7,431	3,877
	2,635,729	2,601,847
Administration (note 3)		
Traitements et indemnités aux employés	912,152	987,740
Voyages (note 7)	84,978	42,821
Publications	67,225	40,753
Location de bureaux	63,231	66,775
Services professionnels et spéciaux	52,364	26,770
Communications	40,271	33,576
Fournitures et approvisionnements	22,917	27,115
Ameublement et matériel	10,217	59,185
Entretien et location de matériel	9,745	3,965
Services de comptabilité et d'émission de chèques	3,000	11,600
Indemnités de cessation d'emploi		4,741
	1,266,100	1,305,041
	161,601,529	157,097,887
Recettes		
Recouvrement de dépenses d'exercices précédents	253,182	232,838
Coût net de l'exploitation	161,348,347	156,865,049
Conciliation avec les crédits utilisés:		
Coût net de l'exploitation	161,348,347	156,865,049
Plus: recettes créditées aux comptes de recettes non fiscales	253,182	232,838
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	271,000	298,000
Crédits utilisés (note 4)	161,330,529	156,799,887

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
P. BOIS

Approuvé par la gestion:

Le Directeur, gestion intégrée
A. BELLIVEAU

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Le Conseil de recherches médicales a été constitué en 1969 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches médicales. Le Conseil est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Il a pour objectif d'aider à atteindre, dans les sciences de la santé, la qualité et le niveau de recherche essentiels au maintien et au perfectionnement des services de santé. Les dépenses de fonctionnement et de subventions du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été dressé conformément aux conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et les bourses sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse, toute dépense de fonctionnement est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cette pratique est conforme à la convention comptable du gouvernement concernant les comptes à payer à la fin de l'exercice financier.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de leur achat.

c) Services fournis gratuitement par les ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrement de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés au titre des recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Modification de la présentation de l'état financier

La répartition des dépenses entre les catégories de l'exploitation et de l'administration a été révisée afin de mieux traduire les activités du Conseil. Les dépenses liées au Bureau du Président, aux réunions du Conseil, à son comité exécutif et à ses comités permanents, et les dépenses se rattachant à la gestion des documents et au système intégré de gestion du Conseil sont maintenant imputées à l'exploitation. L'effet net est une augmentation des dépenses d'exploitation et une baisse correspondante des dépenses d'administration de l'ordre de $1,311,051 en 1985-86.

4. Crédits parlementaires

	1986	1985
	$	$
Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social		
Crédit 80—Subventions	157,776,001	153,191,000
Annulé	76,301	1
	157,699,700	153,190,999
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement	3,432,000	3,510,000
Annulé	105,171	211,112
	3,326,829	3,298,888
Statutaire—Contributions aux régimes d'indemnités des employés	304,000	310,000
Total des crédits utilisés	161,330,529	156,799,887

Conseil de recherches médicales—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986—*Fin*

Le montant non utilisé de $76,301, dans le crédit 80, est le résultat d'un gel imposé par le Conseil du Trésor du Canada. Le montant non utilisé de $105,171, dans le crédit 75, est essentiellement constitué de fonds salariaux, soit 93.5 p. 100 du total.

5. Fonds en fiducie

a) En 1974, le Conseil a reçu $75,000 d'un donateur anonyme pour la création d'un fonds. L'intérêt reçu doit être utilisé pour verser des subventions pour la recherche dans les secteurs de la dyskinésie et du torticolis. D'autres dons ont également été reçus mais n'étaient pas destinés à des projets particuliers. Les dons reçus et l'intérêt ainsi que les subventions versées ne sont pas mentionnés dans l'état des résultats du Conseil. Les opérations effectuées à même ces fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 figurent ci-dessous:

	1986	1985
	$	$
Solde en début d'exercice	79,079	79,603
Ajouter: intérêt reçu	6,933	8,176
Moins: subventions versées	3,686	8,700
Solde en fin d'exercice, en dépôt auprès du Receveur général du Canada	82,326	79,079

b) En 1985, le Conseil a reçu un prix de distinction intitulé «The St Boniface General Hospital Research Foundation Award» qui comprenait un montant de $20,000. En reconnaissance de l'importance du prix, le Conseil, en accord avec la Fondation, a décidé d'utiliser la partie monétaire du prix pour établir un fonds en fiducie qui pourrait servir à financer des bourses d'été en recherche visant à encourager les étudiants diplômés de l'école secondaire, les étudiants de première année en prémédecine et les étudiants en médecine de première et deuxième année à s'engager dans la recherche biomédicale. Il y aura deux prix par année pour les cinq prochaines années et les bénéficiaires seront choisis localement par la Fondation. Le montant de $20,000 est actuellement déposé au compte du Receveur général du Canada et des intérêts seront reçus à compter de l'exercice 1986-87. Ces opérations ne sont pas inscrites dans l'état des résultats du Conseil.

6. Engagements

Le Conseil s'est engagé à verser des bourses et des subventions au cours des prochains exercices, sous réserve de l'affectation de fonds par le Parlement. Les engagements des exercices à venir, au 27 juin 1986, s'établissent comme suit:

Exercice de versement	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
1985-86		150,396
1986-87	154,695	104,482
1987-88	104,765	59,821
1988-89	52,168	29,667
1989-90	21,980	14,467
1990-91	10,349	4,670
1991-92	4,349	
	348,306	363,503

7. Voyages

Les dépenses de voyage imputées à l'exploitation sont liées au processus d'évaluation par des pairs et ont été engagées par les membres des 24 comités de subventions, des 9 comités de bourses et par le personnel du Conseil, dans le but de recevoir, d'examiner et d'évaluer les demandes de subventions et de bourses. En outre, les dépenses de voyage engagées par le Conseil, son comité exécutif et ses comités permanents et les autres membres du personnel consultatif ne faisant pas partie de l'effectif sont également imputées à l'exploitation.

Les dépenses de voyage imputées à l'administration ont été engagées à l'égard du soutien général des activités administratives du Conseil, ce qui comprend les réunions des groupes consultatifs spéciaux établis pour étudier des questions particulières au nom du Conseil. En voici le détail:

	1986	1985
	$	$
Exploitation:		
Comités de subventions	359,184	348,215
Comités de bourses	64,979	40,942
Conseil et comité exécutif	37,504	35,698
Comités permanents	40,368	57,969
Non fonctionnaires	7,137	16,902
Fonctionnaires	58,806	42,624
	567,978	542,350
Administration:		
Groupes consultatifs	54,016	17,282
Fonctionnaires	30,962	25,539
	84,978	42,821

Tous les membres du Conseil et des comités susmentionnés ne touchent aucune rémunération. Le Conseil leur rembourse uniquement leurs frais de déplacement.

Conseil des sciences du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint du Conseil des sciences du Canada, (ci-après appelé le Conseil), selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion du Conseil.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel du Conseil et celui du Bureau du Vérificateur général. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités, et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements. Le Conseil examine constamment ses politiques et pratiques en vue d'améliorer ses normes de comptabilité et de gestion financière.

Approuvé par:

La Directrice des finances
FERN CASEY

Le Président
STUART SMITH

le 26 juin 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA
ET
L'HONORABLE FRANK OBERLE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil des sciences du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice prédécent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 6 juin 1986

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Traitements et indemnités aux employés	2,530,470	2,919,992
Indemnités de cessation d'emploi (note 4)	687,960	32,423
Services professionnels et spéciaux	463,174	804,690
Locaux	449,981	282,004
Dépenses des membres du Conseil	149,853	137,898
Publication de rapports et d'études	141,042	286,580
Communications	106,497	184,569
Déplacements et déménagements	75,008	168,662
Papeterie et fournitures de bureau	60,960	135,142
Location de matériel	48,090	78,105
Divers	37,471	41,940
Réparation du mobilier et du matériel de bureau	33,627	40,203
Mobilier et matériel de bureau	19,508	31,954
	4,803,641	5,144,162
Recettes		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	143	215
Coût net de l'exploitation	4,803,498	5,143,947
Conciliation avec les crédits utilisés:		
Coût net de l'exploitation	4,803,498	5,143,947
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	143	215
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	501,677	347,361
Crédits utilisés (note 3)	4,301,964	4,796,801

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé:

La Directrice des finances
FERN CASEY

Conseil des sciences du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil a été constitué en 1966 en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada et est un établissement public selon l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Les dépenses d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

L'objectif du Conseil est d'évaluer les besoins scientifiques et technologiques du Canada, de sensibiliser davantage le public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et de conseiller l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

2. Conventions comptables

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances, qui sont comptabilisées sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, comptabilisée selon la méthode de la comptabilité.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition de mobilier et de matériel de bureau est imputée aux dépenses au cours de l'exercice de l'acquisition.

c) Cotisations au Régime de pension de retraite de la Fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent également au coût du régime. Les cotisations du Conseil sont imputées aux dépenses sur une base courante.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont inclus dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1986	1985
	$	$
Ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie		
Crédit 35	4,587,862	4,513,862
Annulé	698,898	107,061
	3,888,964	4,406,801
Cotisations statutaires aux régimes d'indemnités aux employés	413,000	390,000
Total des crédits	4,301,964	4,796,801

4. Indemnités de cessation d'emploi

Au cours de l'exercice 1985-86, les dépenses du Conseil au chapitre des indemnités de cessation d'emploi s'élevaient à $687,960 et étaient ainsi réparties:

	1986	1985
	$	$
Indemnités de départ	194,507	32,423
Autres indemnités de cessation d'emploi	493,453	
Total	687,960	32,423

Les autres indemnités de cessation d'emploi comprennent les paiements versés aux 27 employés dans le cadre du programme de retraite anticipée du Conseil du Trésor et de l'offre faite par le Conseil des sciences aux employés mis en disponibilité, offre qui comportait jusqu'à six mois de traitement à titre d'indemnités de cessation d'emploi. Ces dépenses ne sont pas susceptibles de se répéter au cours des exercices financiers à venir.

5. Paiement en trop des cotisations aux régimes d'indemnités des employés

Le montant des traitements et indemnités aux employés comprend une somme de $413,000 au titre de «cotisations aux régimes d'indemnités des employés». Cette somme est payée à même un crédit statutaire et représente 14 % du montant budgétisé par le Conseil pour les traitements et salaires tel que déclaré dans le Budget des dépenses de 1985-86. Cette somme comprend également un redressement à la fin de l'exercice qui s'est élevé à $39,000 et représentait 10.4 % de l'évaluation originale.

Selon le Conseil, la dépense totale au titre de ces cotisations aurait dû s'établir à $324,000 au lieu de $413,000. Ceci aurait eu pour effet de réduire la dépense au titre des traitements et indemnités aux employés d'une somme de $89,000 ainsi que de diminuer le «coût net de l'exploitation» à $4,714,000. Cette différence est due, en grande partie, à la méthode utilisée par le Conseil du Trésor pour calculer les régimes d'indemnités des employés qui ne tient pas compte de la diminution des traitements et salaires payés par le Conseil en 1985-86.

Conseil économique du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint du Conseil économique du Canada selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient au fonctionnaire administratif supérieur du Conseil.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel du Conseil et celui du Bureau du Vérificateur général. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans tout l'organisme.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le Vérificateur général du Canada, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées pour l'exercice terminé le 31 mars 1986.

Le système comptable et l'état financier du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements et fournir les rapports requis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Conseil. Mettant à contribution son système informatisé instauré au cours de l'année financière 1984-85 pour le contrôle interne et la préparation des rapports financiers, ainsi que son perfectionnement subséquent et les modifications qui y ont été apportées durant le présent exercice financier, le Conseil pourra établir des prévisions plus exactes concernant ses projets futurs et ultimement améliorer son processus décisionnel continu, grâce aux renseignements dont il dispose au moment opportun sur ses finances et à l'amélioration de sa gestion financière et de son contrôle interne.

Approuvé par:

La Présidente
JUDITH MAXWELL

Le Directeur, administration générale
DENNIS M. PAPROSKI

le 15 juillet 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA
ET
LE TRÈS HONORABLE MARTIN BRIAN MULRONEY, C.P., DÉPUTÉ
PREMIER MINISTRE DU CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil économique du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. L. Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 mai 1986

Conseil économique du Canada—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	5,432,456	5,217,318
Logement	833,262	684,880
Services professionnels et spéciaux	744,552	930,346
Publicité, publication de rapports et d'études	232,420	368,104
Communications	220,757	215,509
Papeterie et fournitures de bureau	174,974	161,464
Voyages et déménagements	126,898	122,442
Réparation du mobilier et du matériel de bureau	50,014	39,879
Location de matériel	44,932	42,260
Mobilier et matériel de bureau	40,954	105,638
Réaménagement	33,993	44,349
Divers	8,829	16,564
	7,944,041	7,948,753
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	727,635	623,869
Membres du Conseil exécutif	353,727	253,472
Indemnités de cessation d'emploi	281,044	27,097
Services professionnels et spéciaux	120,868	150,648
Voyages	93,090	63,880
	1,576,364	1,118,966
	9,520,405	9,067,719
Recettes		
Remboursements de dépenses des exercices précédents	20,138	328
Recettes non fiscales diverses	45	
	20,183	328
Coût net de l'exploitation	9,500,222	9,067,391
Conciliation avec l'emploi des crédits:		
Coût net de l'exploitation	9,500,222	9,067,391
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	20,183	328
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	935,638	812,724
Emploi des crédits (note 3)	8,584,767	8,254,995

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

La Présidente
JUDITH MAXWELL

Le Directeur, administration générale
DENNIS M. PAPROSKI

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Le Conseil a été constitué en 1963 en vertu de la Loi sur le Conseil économique du Canada et est une société ministérielle nommée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

L'objectif du Conseil est de renseigner le Premier ministre et de lui faire des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production utile afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu de croissance économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie.

Les fonds couvrant les dépenses de fonctionnement du Conseil proviennent d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'autorisations statutaires.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément à la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances, lesquelles sont enregistrées selon la comptabilité de caisse.

b) Acquisitions d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'exercice d'acquisition.

c) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Les remboursements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1986	1985
		$
Conseil privé		
Crédit 20	7,859,000	7,645,000
Complété par le Conseil du Trésor		
Crédit 5	268,899	
	8,127,899	7,645,000
Montant périmé	410,132	197,005
	7,717,767	7,447,995
Contribution statutaire aux régimes d'indemnités aux employés	867,000	807,000
Total des crédits utilisés	8,584,767	8,254,995

Conseil national de recherches du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint du Conseil national de recherches du Canada selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion du Conseil.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion et tiennent compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de toutes ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

La division des finances du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel du Conseil et celui du Bureau du Vérificateur général. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Le système comptable et les états financiers du Conseil ont évolué au cours des années pour répondre aux conditions et besoins changeants. Un secteur où le degré d'activité s'est intensifié au cours de l'année écoulée est celui de la gestion de la trésorerie. La division des finances du Conseil, conjointement avec les organismes centraux, est à mettre au point un programme visant à améliorer les pratiques de gestion de la trésorerie et étudie, par la même occasion, les moyens d'accélérer le recouvrement des sommes qui lui sont dues et, inversement, de s'assurer que les factures ne sont pas payées plus tôt qu'il ne le faut.

À cette fin, le système a été modifié pour tenir compte de la nouvelle politique du gouvernement sur le paiement des factures à la date d'échéance. Un projet de refonte et perfectionnement de l'actuel système automatisé des comptes débiteurs a été entrepris en vue d'améliorer la gestion des comptes et d'accélérer le processus de recouvrement. Le nouveau système sera opérationnel en décembre 1986. Un second projet, introduisant l'acceptation de cartes de crédit comme moyen de paiement pour les produits et services du Centre national de recherches du Canada (CNRC), est en cours. L'acceptation véritable des cartes débutera en octobre 1986.

Approuvé par:

Président
L. KERWIN

Pour le Contrôleur
M. K. PAWLOWSKI

le 5 août 1986

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Subventions et contributions		
Subventions		
Subventions aux municipalités en conformité avec la Loi sur les subventions aux municipalités	1,969,000	1,628,000
Affiliations internationales	500,217	432,733
	2,469,217	2,060,733
Contributions		
Aide à l'industrie	66,505,462	64,642,574
Projet TRIUMF	26,715,000	25,520,628
Projets énergétiques	13,504,994	12,905,033
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Télescope Canada-France-Hawaii	2,424,565	2,165,621
Autre	1,307,394	1,320,224
	112,926,632	108,614,813
Capital		
Institut de recherce en biotechnologie	19,231,215	20,088,808
Programme des sciences spatiales	16,494,725	13,718,864
Dépenses d'immobilisations mineures	15,556,694	12,192,547
Autre	8,478,777	24,338,852
Institut de technologie en production industrielle	7,864,823	14,958,929
Programme de remplacement d'immobilisations majeures	6,272,678	7,518,337
Système de télémanipulation	2,453,086	1,930,805
Dépenses en capital—Énergie	436,000	5,624,898
Institut de biotechnologie des plantes		4,301,420
	76,787,998	104,673,460
Fonctionnement		
Salaires et avantages sociaux des employés	131,788,689	146,933,707
Services publics, fournitures et approvisionnements	30,911,966	28,147,303
Location	29,147,012	21,306,239
Services professionnels et spéciaux	25,490,121	35,394,381
Transports et communications	6,315,529	6,604,071
Information	3,483,860	1,428,015
Indemnités de cessation d'emploi	1,002,279	4,084,650
Autre	12,386	18,000
	228,151,842	243,916,366
Administration		
Salaires et avantages sociaux des employés	22,000,599	24,395,100
Services publics, fournitures et approvisionnements	7,479,897	4,746,806
Services professionnels et spéciaux	6,305,661	7,536,633
Transports et communications	5,212,362	5,129,782
Location	3,442,560	2,930,818
Information	217,902	891,945
Indemnités de cessation d'emploi	115,485	997,000
Autre	18,738	8,120
	44,793,204	46,636,204
	462,659,676	503,840,843
Recettes		
Rémunérations de services	14,539,315	10,863,809
Ventes de publications	3,099,518	2,022,334
Recettes découlant de dépenses engagées au cours d'exercices précédents	1,415,758	800,567
Autre	57,077	64,303
	19,111,668	13,751,013
Coût net de l'exploitation	443,548,008	490,089,830
Conciliation avec l'emploi des crédits:		
Coût net de l'exploitation	443,548,008	490,089,830
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	1,472,835	864,870
Moins: services fournis gratuitement par le Conseil et d'autres ministères	28,000,000	22,996,000
Emploi des crédits	417,020,843	467,958,700

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

Conseil national de recherches du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

Le Conseil national de recherches du Canada a été constitué en vertu de la Loi sur le Conseil national de recherches 1966-67, et est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Les objectifs du Conseil sont de créer et d'acquérir des connaissances scientifiques et techniques pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social et d'en promouvoir l'application et d'encourager l'utilisation par le public et le gouvernement canadiens de l'information scientifique et technique correspondant aux besoins nationaux en matière de développement économique, régional et social. Les dépenses de fonctionnement, en capital et de subventions du Conseil sont financées par le biais de crédits budgétaires tombés en annulation et de recettes à valoir sur le crédit. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Réalisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Réalisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, l'année de leur achat.

d) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1986			1985
	Brut	Crédits	Net	Net
	$	$	$	$
Crédit 5	208,397,000	11,750,000	196,647,000	218,408,439
Annulé	9,047,580	(435,211)	9,482,791	3,019,965
	199,349,420	12,185,211	187,164,209	215,388,474
Crédit 10	90,199,000	210,000	89,989,000	127,428,000
Annulé	13,603,323	132,426	13,470,897	23,043,168
	76,595,677	77,574	76,518,103	104,384,832
Crédit 15	115,139,000		115,139,000	116,464,000
Annulé	2,290,368		2,290,368	7,926,840
	112,848,632		112,848,632	108,537,160
Crédit 20	29,036,000	6,021,000	23,015,000	23,222,000
Annulé	3,576,053	644,952	2,931,101	3,097,766
	25,459,947	5,376,048	20,083,899	20,124,234
Contributions statutaires aux avantages sociaux des employés	20,406,000		20,406,000	19,524,000
Emploi total des crédits	434,659,676	17,638,833	417,020,843	467,958,700

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les montants à recevoir suite à la prestation de services et à la vente de publications s'établissent comme suit:

	1986	1985
	$	$
Court terme:		
Tiers	716,599	364,537
Gouvernement du Canada	3,616	17,227
	720,215	381,764

5. Comptes en fiducie

Le Conseil garde en fiducie des sommes d'argent que lui ont confiées la Canadian Biological Society et le Shanghai Institute of Cell Biology.

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	24,999	23,049
Moins: paiements effectués	43,866	34,914
Plus: sommes d'argent reçues	82,454	36,864
Solde à la fin de l'exercice	63,587	24,999

6. Passif éventuel

Le Conseil est défendeur dans certains cas de litige reliés à ses opérations. Le montant des causes en instance et imminentes est évalué à $186,359.

Corporation de disposition des biens de la Couronne

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de la Corporation de disposition des biens de la Couronne selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de la Corporation.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable d'exercice précédent à l'exception des items décris à la note 3.

Également fourni avec l'état d'exploitation est un horaire rapprochant le profit net des opérations, selon l'état ci-haut, avec le profit net des opérations d'après la comptabilité d'exercice. Les états financiers de comptabilité d'exercice, également inclus dans les Comptes publics, ont été examinés et ont reçu une opinion du Vérificateur général.

La direction des services financiers de la Corporation développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La Corporation maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la Corporation. La Corporation vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état des résultats d'exploitation grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Le Président
P. LEFEBVRE

le 25 juillet 1986

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 9 SEPTEMBRE 1985
(avec les chiffres comparatifs pour les sept mois terminés le 31 mars 1985)

	9 septembre 1985	31 mars 1985
	$	$
Dépenses		
Services rendus par le ministère des Approvisionnements et Services (MAS)	2,235,490	3,335,738
Mobilier et équipement		9,798
Indemnisation des accidents de travail	9,933	7,982
Frais de litige	43,025	7,628
Assurance		3,150
Frais pour réunions des administrateurs	536	900
	2,288,984	3,365,196
Revenu		
Commissions	2,774,173	4,863,247
Service d'entreposage	24,749	47,979
	2,798,922	4,911,226
Gain net de l'exploitation selon la méthode de caisse modifiée	509,938	1,546,030

CONCILIATION POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 9 SEPTEMBRE 1985
(avec les chiffres comparatifs pour les sept mois terminés le 31 mars 1985)

	9 septembre 1985	31 mars 1985
	$	$
Gain net de l'exploitation selon la méthode de caisse modifiée	509,938	1,546,030
Moins: dépréciation et amortissement	29,060	38,136
recettes de la période précédente recevables		874,032
	480,878	633,862
Plus: achats d'immobilisations		9,798
Gain net de l'exploitation selon la comptabilité d'exercice	480,878	643,660

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION LE 9 SEPTEMBRE 1985

1. Autorisation et objectifs

La Loi sur les biens de surplus de la Couronne, administrée par le ministre des Approvisionnements et Services, a constitué la Corporation pour que celle-ci agisse en tant qu'agent de la Couronne dans la vente des biens de surplus. La Loi exige que chaque ministère (et autres organismes) signale au Ministre toute propriété en sa garde ou sous son contrôle ou administration qui est jugée être en surplus par rapport à ses besoins. La Loi permet également aux mandataires de Sa Majesté, ainsi qu'aux conseils, aux commissions, aux corporations et aux autres corps qui ne sont pas des mandataires de Sa Majesté, mais qui doivent, en dernier ressort, rendre compte au Parlement de la conduite de leurs affaires, le choix de se prévaloir des services de la Corporation. La Corporation a le pouvoir de vendre ou de prendre toute autre mesure utile pour se défaire de ces surplus et de virer le produit net reçu des ventes au Fonds du revenu consolidé ou à ces mandataires de Sa Majesté, conseils, commissions, corporations et aux autres corps qui ne sont pas des mandataires de Sa Majesté. Les terrains, les bâtiments (le décret du conseil CP 1974-2756 du 12 décembre 1974) et certaines marchandises ne peuvent être vendus par la Corporation.

Les objectifs principaux de la Corporation sont d'obtenir pour la Couronne le meilleur rendement possible sur la vente des biens de surplus et d'offrir un service efficace et fiable à ses clients.

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION LE 9 SEPTEMBRE 1985—*Fin*

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Réalisation des dépenses

Toute dépense est comptabilisée sur une base d'exercice selon la convention comptable des CAFE du gouvernement.

b) Réalisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, l'année de leur achat.

3. Modifications de la convention comptable

La méthode de comptabilisation pour les Comptes publics d'une base d'exercice à une base de caisse modifiée a été changée suite à la législation du Projet de loi C-24; cette législation a conféré à cette commission le statut d'établissement publique inscrit à l'annexe B. Ce changement vise à uniformiser les méthodes comptables et à satisfaire aux exigences de rendre compte du Receveur général du Canada. Suite à ce changement, le gain net de l'exploitation a augmenté de $29,060 pour la période terminée le 9 septembre 1985. Le redressement de la période précédente de sept (7) mois, clos le 31 mars 1985, a eu pour effet d'augmenter le gain net d'un montant de $902,370.

4. Engagements contractuels

La Corporation loue certaines propriétés qui servent à son exploitation. Au 9 septembre 1985, le total des frais annuels minimums de location est comme suit:

	$
Du 9 septembre 1985 au 31 mars 1986	138,300
1986-87	93,500

5. Passif éventuel

Des réclamations s'élevant approximativement à $112,000 à l'égard d'obligations contractuelles, d'accidents, d'une prétendue fausse déclaration des biens vendus, et d'autres frais divers en litige ont été reçues par la Corporation mais ne sont pas reflétées dans les comptes. D'après la direction et le conseiller juridique, la position de la Corporation sur ces réclamations est défendable. Cependant, l'issue finale de telles réclamations n'est pas déterminable. Les règlements résultant de la résolution de ces réclamations seront comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ces règlements seront conclus.

6. Événement subséquent

La Loi portant dissolution de la Corporation de disposition des biens de la Couronne et modifiant la Loi sur les biens de surplus de la Couronne et d'autres lois en conséquence, Projet de loi C-43, fut adoptée par la Chambre des communes le 19 avril 1985. La Loi énonce que les droits et les biens, les obligations et les engagements de la Société, sont réputés être ceux de Sa Majesté du Chef du Canada; et le ministre des Approvisionnements et Services peut prendre toutes les mesures nécessaires ou liées à la liquidation de la Société.

Le 9 septembre 1985, le décret du conseil CP 1985-2148 a été proclamé, et de ce fait la Corporation de disposition des biens de la Couronne dissolue.

Les immobilisations de la Corporation ont été transférées au ministère des Approvisionnements et Services à leur valeur comptable nette au 9 septembre 1985.

La Gendarmerie royale du Canada et le ministère des Approvisionnements et Services enquêtent présentement sur une présomption de fraude touchant les opérations d'aliénation du Ministère. On ne connaît pas encore le dénouement de cette enquête.

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

J'ai vérifié le bilan de la Corporation de disposition des biens de la Couronne au 9 septembre 1985 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière du Compte général pour la période du 1er avril 1985 au 9 septembre 1985 et le bilan au 9 septembre 1985 et l'état des opérations du Compte d'agence pour la période du 1er avril 1985 au 9 septembre 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 9 septembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période du 1er avril 1985 au 9 septembre 1985 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de la période précédente.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 2 juin 1986

COMPTE GÉNÉRAL

BILAN AU 9 SEPTEMBRE 1985

ACTIF	9 septembre 1985	31 mars 1985
	$	$
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,301,329	1,145,961
Immobilisations, au prix coûtant (note 4)		
Mobilier et matériel	364,373	430,975
Moins: amortissement cumulé	259,429	296,242
	104,944	134,733
	1,406,273	1,280,694

PASSIF	9 septembre 1985	31 mars 1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	747,648	669,666
À payer au Canada (note 2)	358,625	311,028
	1,106,273	980,694
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices non répartis	300,000	300,000
	1,406,273	1,280,694

Approuvé par le Conseil:

Le Président
P. LEFEBVRE

Corporation de disposition des biens de la Couronne— *Suite*

COMPTE GÉNÉRAL

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR LA PÉRIODE DU 1er AVRIL 1985 AU 9 SEPTEMBRE 1985

(avec chiffres comparatifs pour les sept mois terminés le 31 mars 1985)

	9 septembre 1985	31 mars 1985
	$	$
Revenus		
Commissions	2,774,173	3,989,215
Autres	24,749	47,979
	2,798,922	4,037,194
Dépenses		
Services rendus par le ministère des Approvisionnements et Services (note 5)	2,235,490	3,335,738
Amortissement	29,060	38,136
Indemnisation des accidents du travail	9,933	7,982
Frais de la réunion des administrateurs		900
Autres	43,561	10,778
	2,318,044	3,393,534
Bénéfice net pour la période	480,878	643,660
Bénéfices non répartis au début de la période	300,000	300,000
	780,878	943,660
Bénéfices attribués au Canada (note 2)	480,878	643,660
Bénéfices non répartis à la fin de la période	300,000	300,000

COMPTE GÉNÉRAL

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LA PÉRIODE DU 1er AVRIL 1985 AU 9 SEPTEMBRE 1985

(avec chiffres comparatifs pour les sept mois terminés le 31 mars 1985)

	9 septembre 1985	31 mars 1985
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour la période	480,878	643,660
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	29,060	38,136
Perte (gain) lors de l'aliénation de mobilier et de matériel	(1,271)	808
	508,667	682,604
Produit de l'aliénation de mobilier et de matériel	2,000	454
	510,667	683,058
Utilisation des fonds		
Achat de mobilier et de matériel		9,798
Bénéfices attribués au Canada	480,878	643,660
	480,878	653,458
Augmentation du fonds de roulement	29,789	29,600
Fonds de roulement au début de la période	165,267	135,667
Fonds de roulement à la fin de la période	195,056	165,267

COMPTE D'AGENCE

BILAN AU 9 SEPTEMBRE 1985

ACTIF	9 septembre 1985	31 mars 1985
	$	$
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	5,044,560	1,868,608
Débiteurs		
Canada	79,358	72,107
Autres	1,186,462	1,345,445
Intérêts courus à recevoir	52,097	106,183
Portion à court terme des débiteurs à long terme	243,429	263,116
	6,605,906	3,655,459
Débiteurs à long terme (note 6)	1,028,198	1,123,606
	7,634,104	4,779,065

PASSIF	9 septembre 1985	31 mars 1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	87,823	111,573
Dépôts de garantie des entrepreneurs	158,274	110,103
Portion à court terme des sommes à payer au Canada et à d'autres (note 2)	6,359,809	3,433,783
	6,605,906	3,655,459
À payer au Canada et à d'autres (note 2)	1,028,198	1,123,606
	7,634,104	4,779,065

Approuvé par le Conseil:

Le Président
P. LEFEBVRE

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

COMPTE D'AGENCE

ÉTAT DES OPÉRATIONS
POUR LA PÉRIODE DU 1er AVRIL 1985 AU 9 SEPTEMBRE 1985
(avec chiffres comparatifs pour les sept mois terminés le 31 mars 1985)

	9 septembre 1985			31 mars 1985		
	À payer au Canada	À payer à d'autres	Total	À payer au Canada	À payer à d'autres	Total
	$	$	$	$	$	$
Ventes	10,610,123	1,180,779	11,790,902	18,996,767	967,741	19,964,508
Moins: dépenses directes de vente	153,675	15,499	169,174	244,113	20,438	264,551
	10,456,448	1,165,280	11,621,728	18,752,654	947,303	19,699,957
Intérêts gagnés en vertu des conventions de vente à long terme	46,964		46,964	69,896		69,896
	10,503,412	1,165,280	11,668,692	18,822,550	947,303	19,769,853
Moins: commissions	2,434,408	339,765	2,774,173	3,649,093	340,122	3,989,215
	8,069,004	825,515	8,894,519	15,173,457	607,181	15,780,638
Moins: versements	5,361,991	704,557	6,066,548	14,856,006	714 ,627	15,570,633
recouvrement de créances douteuses	(2,647)		(2,647)			
	5,359,344	704,557	6,063,901	14,856,006	714,627	15,570,633
Augmentation (diminution) pour la période	2,709,660	120,958	2,830,618	317,451	(107,446)	210,005
Solde au début de la période	4,285,558	271,831	4,557,389	3,968,107	379,277	4,347,384
Solde à la fin de la période	6,995,218	392,789	7,388,007	4,285,558	271,831	4,557,389

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 9 SEPTEMBRE 1985

1. Pouvoirs, objectifs et exploitation

La Loi sur les biens de surplus de la Couronne, administrée par le ministre des Approvisionnements et Services, a constitué la Corporation pour que celle-ci agisse en tant que mandataire de la Couronne lors de la vente des biens de surplus. La Loi exige que chaque ministère (et autres organismes) signale au ministre toute propriété en sa garde ou sous son contrôle ou administration qui est jugée être en surplus par rapport à ses besoins. La Loi permet également aux mandataires de Sa Majesté, ainsi qu'aux conseils, aux commissions, aux sociétés et aux autres corps qui ne sont pas des mandataires de Sa Majesté, mais qui doivent, en dernier ressort, rendre compte au Parlement de la conduite de leurs affaires, le choix de se prévaloir des services de la Corporation. La Corporation a le pouvoir de vendre ou de prendre toute autre mesure utile pour se défaire de ces surplus et de virer le produit net reçu des ventes au Fonds du revenu consolidé ou à ces mandataires de Sa Majesté, conseils, commissions, sociétés et autres corps qui ne sont pas des mandataires de Sa Majesté. Les terrains, les bâtiments (le décret du conseil CP 1974-2756 du 12 décembre 1974) et certaines marchandises ne peuvent être vendus par la Corporation.

Les objectifs principaux de la Corporation sont d'obtenir pour la Couronne le meilleur rendement possible sur la vente des biens de surplus et d'offrir un service efficace et fiable à ses clients.

La Corporation opère deux comptes: un compte général et un compte d'agence (fiducie). Les ventes de la Corporation sont enregistrées dans le compte d'agence duquel les frais directs de ventes et les commissions sont déduits. Le solde est viré au Fonds du revenu consolidé (FRC) ou aux agences et sociétés d'État appropriées. Les commissions sont virées au compte général comme «revenus», compte duquel les dépenses d'exploitation sont payées.

Le décret CP 1982-14/1256, daté du 22 avril 1982, confère à la Corporation le pouvoir de retenir les services du ministère des Approvisionnements et Services pour qu'il s'acquitte au nom de la Corporation des fonctions et pouvoirs liés à l'aliénation du matériel.

Il en est résulté que la Corporation a été intégrée au ministère des Approvisionnements et Services (MAS) mais a gardé son statut juridique de société d'État. Ses employés ont été mutés au MAS où ils s'acquittent des opérations de la Corporation. Depuis le 1er avril 1983, les dépenses d'exploitation ont été payées par le MAS. La Corporation rembourse mensuellement le MAS pour les dépenses d'exploitation payées en son nom en plus d'un montant convenu pour les frais administratifs.

La Loi modifiant la Loi sur l'administration financière à l'égard des sociétés d'État et modifiant d'autres lois en conséquence est entrée en vigueur par proclamation le 1er septembre 1984. Cette Loi (Projet de loi C-24) a reclassifié la Corporation en tant qu'un établissement public inscrit à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

La Loi portant dissolution de la Corporation de disposition des biens de la Couronne et modifiant la Loi sur les biens de surplus de la Couronne et d'autres lois en conséquence, le Projet de loi C-43, fut adoptée par la Chambre des communes le 19 avril 1985. La Loi énonce que tous les droits et les biens, les obligations et les engagements de la Société, sont réputés être ceux de Sa Majesté du chef du Canada; et le ministre des Approvisionnements et Services peut prendre toutes les mesures nécessaires ou liées à la liquidation de la Corporation.

Le décret CP 1985-2148, daté du 4 juillet 1985, proclamait le 9 septembre 1985 l'entrée en vigueur de la Loi de dissolution. Conséquemment, la Corporation a préparé les présents états financiers en date du 9 septembre 1985.

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 9 SEPTEMBRE 1985—*Suite*

2. Restrictions financières statutaires

L'article 11(2) de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne stipule ce qui suit:

Tous les deniers déposés aux comptes de banque de la Corporation, sauf

a) les deniers versés ou avancés à la Corporation par Sa Majesté au titre du fonds de roulement, et

b) tel pourcentage du produit net des ventes et de tous autres deniers reçus par la Corporation, durant toute période, que le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, fixer comme devant être retenu pour faire face aux frais d'administration ou autres dépenses de la Corporation, et

c) le produit net des ventes de biens qui est inclus dans un rapport, autre que celui d'un ministère du gouvernement du Canada, *moins* tout montant retenu, en conformité avec l'alinéa b), en rapport avec chacune de ces ventes,

doivent être transférés ou déposés au crédit du Receveur général, au plus tard le dernier jour du mois qui suit leur réception par la Corporation.

L'article 11.1 de la Loi susmentionnée exige aussi que la Corporation remette les deniers représentés dans c) à chacun des organismes au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois pendant lequel les deniers ont été reçus par la Corporation.

Le décret CP 1970-534, du 24 mars 1970, stipule que la Corporation doit remettre au Canada, à des intervalles de six mois au maximum, la part des bénéfices non répartis excédant $300,000.

3. Conventions comptables importantes

a) Comptabilisation des revenus

Les ventes et les commissions y reliées sont enregistrées au moment où la Corporation accepte une offre d'achat, à l'exception de certains contrats de vente dont la valeur de la vente ne peut être établie avant que les biens ne soient pesés au moment de leur réception par l'acheteur. Dans le cas de ces contrats, les ventes sont enregistrées au moment de la réception des marchandises par l'acheteur.

b) Amortissement

L'amortissement du mobilier et du matériel est enregistré selon la méthode linéaire portant sur cinq ans.

c) Impôt sur le revenu

La Corporation n'est assujettie à aucune des dispositions des lois de l'impôt sur le revenu.

4. Immobilisations

La direction de la Corporation et celle du ministère des Approvisionnements et Services ont l'intention de transférer les immobilisations de la Corporation au Ministère, à leur valeur comptable nette, à la date de dissolution.

5. Services rendus par le ministère des Approvisionnements et Services

Ce qui suit est une analyse des frais du MAS imputés à la Corporation pour la période allant du 1er avril 1985 au 9 septembre 1985 dont $700,289 n'étaient pas réglés à la fin de la période.

	9 septembre 1985	31 mars 1985
	$	$
Traitements et indemnités	840,000	1,198,000
Frais administratifs du MAS	568,000	798,000
Logements	262,482	382,694
Prestations aux employés	122,000	184,000
Transport	111,560	173,370
Informatique	87,000	236,000
Réparations et fournitures	79,187	104,654
Publication et publicité	44,000	97,963
Communications	43,753	48,150
Déplacements et déménagements	36,018	35,410
Services professionnels et spéciaux	31,490	58,712
Location de matériel	8,000	11,053
Pertes de stocks et autres pertes	2,000	7,732
	2,235,490	3,335,738

6. Débiteurs à long terme—Compte d'agence

Les débiteurs à long terme comprennent des hypothèques grevant des terrains et des immeubles vendus avant 1974 et des prêts accordés lors de la vente de matériel important.

Ces débiteurs viennent à échéance comme il suit:

	$
Du 10 septembre 1985 au 31 mars 1986	148,020
1986-87	243,429
1987-88	115,096
1988-89	95,408
1989-90	95,408
1990-91	95,408
1991-92	95,408
Solde jusqu'en 1997	383,450
	1,271,627
Moins: portion à court terme	243,429
	1,028,198

7. Commission versée à un représentant

Au cours de la période, Vebeg, une agence du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, a conservé $2,649 ($24,830 au cours de la période précédente de sept mois) à même les sommes qu'elle a remises à la Corporation.

8. Engagements à bail

La Corporation loue à bail certaines propriétés qui servent à son exploitation. Au 9 septembre 1985, le total des loyers annuels minimums découlant de ces baux est comme il suit:

	$
Du 10 septembre 1985 au 31 mars 1986	138,300
1986-87	93,500

Corporation de disposition des biens de la Couronne—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 9 SEPTEMBRE 1985—*Fin*

9. Éventualités

Des réclamations s'élevant à $112,000 approximativement à l'égard d'obligations contractuelles, d'accidents, d'une prétendue fausse déclaration des biens vendus, et d'autres frais divers en litige ont été reçues par la Corporation mais ne sont pas présentées dans les comptes. D'après la direction et le conseiller juridique, la position de la Corporation à l'égard de ces réclamations est défendable. Cependant, le dénouement final de telles réclamations n'est pas déterminable. Les règlements résultant de la solution apportée à ces réclamations seront comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ces règlements seront conclus.

10. Événement postérieur à la date du bilan

La Gendarmerie royale du Canada et le ministère des Approvisionnements et Services enquêtent présentement sur une présomption de fraude touchant les opérations d'aliénation du Ministère. On ne connait pas encore le dénouement de cette enquête.

Directeur de l'établissement de soldats

LE DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE B DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

Directeur des terres destinées aux anciens combattants

LE DIRECTEUR DES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE B DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

Musées nationaux du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état ci-joint des résultats d'exploitation des Musées nationaux du Canada, conformément aux normes et exigences établies par le Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et à l'objectivité des données contenues dans ce rapport financier revient à la gestion de l'Établissement. Afin d'assurer une objectivité et une impartialité maximales, les données financières présentées dans ce document ont été tirées des états financiers au 31 mars 1986 publiés dans le rapport annuel de l'Établissement et vérifiés par le Vérificateur général du Canada.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Certains des renseignements qui y figurent sont fondés sur les projections et les jugements les plus sûrs des membres de la gestion et tiennent compte, comme il se doit, de l'importance relative. Pour s'acquitter de leur responsabilité de rendre compte, l'Établissement tient une série de comptes qui constituent un dossier centralisé des transactions financières de la Société. À moins d'indication contraire, l'information financière qui figure dans les états financiers et dans diverses sections des Comptes publics correspond à celle de l'état des résultats d'exploitation.

La Direction des services financiers prépare et publie des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité et émet des directives concernant le respect des normes en gestion financière et en comptabilité. L'Établissement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées selon les règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et inscrites comme il se doit aux fins de la reddition des comptes du gouvernement et pour préserver les biens de l'Établissement. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par des communications fréquentes entre le personnel de l'Établissement et celui du Bureau du Vérificateur général. L'Établissement cherche aussi à garantir l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier en veillant avec soin à la sélection, à la formation et au perfectionnement d'un personnel compétent, en prenant des arrangements organisationnels qui répartissent adéquatement les responsabilités et en mettant sur pied des programmes de communications visant à assurer la compréhension de leurs règlements, politiques, normes et responsabilités de gestion dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Secrétaire général
LÉO A. DORAIS

Secrétaire général adjoint
D. M. MICHOLS

le 4 septembre 1986

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Dépenses		
Exploitation		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	44,506	42,339
Locaux	21,125	12,057
Services professionnels et spéciaux	5,893	5,886
Déplacements	2,355	2,240
Réparations et entretien du matériel	2,003	2,043
Services de protection	1,819	1,674
Fournitures et approvisionnement	1,317	1,449
Communications	1,122	1,034
Location	938	776
Fourniture et matériel de bureau	730	967
Publications	614	598
Achat de livres	377	494
Affranchissement	317	315
Édition et boutiques—Perte d'exploitation (annexe 1)	210	266
Fret, messagerie et camionnage	206	134
Publicité	157	187
Comptabilité et émission de chèques	110	279
Divers	15	21
Arrêts de la Cour provinciale		141
	83,814	72,900
Subventions et contributions		
Programmes nationaux	8,335	8,567
Musée des beaux-arts		1
	8,335	8,568
Dépenses en capital	2,175	2,663
Acquisition de pièces de collections pour les Musées (note 6)	1,548	2,745
	95,872	86,876
Recettes		
Recouvrements de dépenses de l'exercice précédent	102	266
Service et frais de services	80	
Autres	31	2
	213	268
Coût net de l'exploitation (note 3)	95,659	86,608
Conciliation de l'emploi des crédits:		
Coût net de l'exploitation	95,659	86,608
Plus: revenu crédité aux recettes non fiscales	213	268
Moins: services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	21,960	13,153
Emploi des crédits	73,912	73,723

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état. Certaines notes et annexes jointes aux états financiers vérifiés de cette section font également partie intégrante de cet état.

Musées nationaux du Canada—*Suite*

CONCILIATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

	1986	1985
Coût net de l'exploitation	95,659	86,608
Plus: amortissement	1,955	1,807
indemnités de cessation d'emploi courues	475	362
variation des stocks	229	(114)
variation des fonds en fiducie	11	
augmentation des avances de voyage		111
	2,670	2,166
Moins: acquisitions d'immobilisations	2,194	2,633
passif couru	105	(171)
augmentation des débiteurs	60	208
variation du compte d'attente	11	
arrêts de la Cour provinciale		141
	2,370	2,811
Coût net de l'exploitation selon la méthode de la comptabilité d'exercice	95,959	85,963

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectifs

Les Musées nationaux sont un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière et ont été constitués en vertu de la Loi sur les Musées nationaux en 1968.

L'Établissement a pour objectif de mettre en valeur les produits de la nature et les œuvres de l'homme ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, de façon à susciter l'intérêt envers le patrimoine naturel et culturel du Canada et à diffuser des connaissances à son sujet pour l'enrichissement des générations actuelles et futures.

L'Établissement regroupe le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national de l'Homme, le Musée national des sciences naturelles, le Musée national des sciences et de la technologie, les Programmes nationaux, la Gestion centrale et les Services à la Corporation.

L'exploitation, les subventions et les contributions sont consolidées par l'autorisation d'annulation budgétaire et les avantages sociaux des employés sont autorisés statutairement.

2. Conventions comptables

a) Dépenses

Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi, les congés payés et les transactions des comptes en fiducie qui sont enregistrés selon la comptabilité de caisse.

b) Revenus

Les revenus sont comptabilisés sur une base de caisse, selon les conventions comptables du gouvernement du Canada.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses lors de l'exercice où elles ont été achetées.

d) Services fournis gratuitement

La valeur estimative des services fournis gratuitement par des ministères fédéraux est comprise dans les dépenses de fonctionnement.

e) Recouvrements de dépenses de l'exercice précédent

Les recouvrements de dépenses de l'exercice précédent sont enregistrés comme revenu lorsqu'ils sont reçus et ne sont pas déduits des dépenses.

f) Régime de retraite

Les employés de l'Établissement participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés de l'Établissement contribuent à part égale à ce régime. Les contributions à l'égard des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus. Les contributions à l'égard des services antérieurs sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

g) Exploitation de l'édition et des boutiques

Les dépenses de fonctionnement de l'édition et des boutiques ne comprennent pas les frais liés au personnel, aux déplacements, à l'entretien des locaux, aux loyers et aux services publics. Ces frais sont inclus dans les dépenses générales de fonctionnement.

3. Crédits parlementaires

	1986			1985
	Brut	Crédits	Net	Net
	$	$	$	$
Ministère des Communications				
Crédit 75 (70 en 1985)	64,562,433	958,305	63,604,128	61,565,678
Annulé	(2,722,291)		(2,722,291)	(1,133,177)
Reporté	(1,042,229)		(1,042,229)	(545,277)
	60,797,913	958,305	59,839,608	59,887,224
Crédit 80 (75 en 1985)	8,852,700		8,852,700	8,567,700
Annulé	(518,122)		(518,122)	
	8,334,578		8,334,578	8,567,700
Statutaire—Arrêts de la Cour provinciale				141,186
Statutaire—Contributions aux régimes d'avantage sociaux des employés	5,738,004		5,738,004	5,127,000
Total de l'emploi des crédits	74,870,495	958,305	73,912,190	73,723,110

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

4. Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, à l'exception du coût des livres et brochures, dévalué sur une période de cinq ans à un taux constant pour tenir compte de la désuétude.

Stocks en main à la fin de l'exercice:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Livres, brochures, reproductions, etc.	898	952
Publications en cours	384	559
	1,282	1,511

5. Immobilisations et amortissement accumulé

Si les modifications comptables précédentes de l'Établissement avaient été effectuées en conformité avec la capitalisation des immobilisations et l'enregistrement de l'amortissement accumulé, le solde serait:

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	4,965			4,965
Ameublement et matériel	9,358	1,684	1,261	9,781
Matériel informatique	1,067	285		1,352
Parc automobile	1,023	206	68	1,161
	16,413	2,175	1,329	17,259

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	1,817	199		2,016
Ameublement et matériel	4,825	1,254	1,261	4,818
Matériel informatique	305	270		575
Parc automobile	467	232	68	631
	7,414	1,955	1,329	8,040

La durée estimative d'utilisation a été établie comme suit:

Améliorations locatives	Terme du bail
Ameublement et matériel	5 à 12 ans
Matériel informatique	5 ans
Parc automobile	5 ans

6. Acquisition de pièces de collection pour les musées

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Musée des beaux-arts du Canada	1,175	2,266
Musée national de l'Homme	238	276
Musée national des sciences naturelles	75	113
Musée national des sciences et de la technologie	60	90
	1,548	2,745

RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'ÉDITION ET DES BOUTIQUES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ANNEXE I

	1986	1985
Ventes		
Édition	147	144
Boutiques	811	750
	958	894
Coût des ventes		
Édition	488	650
Boutiques	536	444
	1,024	1,094
Perte avant les dépenses	66	200
Dépenses		
Administration	132	60
Publicité	12	6
	144	66
Perte de l'exploitation	210	266

Musées nationaux du Canada—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
MUSÉES NATIONAUX DU CANADA

J'ai vérifié le bilan des Musées nationaux du Canada au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, lesquelles ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	7,790	7,342
Débiteurs	315	355
Stocks (note 3)	1,282	1,511
	9,387	9,208
Compte en fiducie (annexe 1)	594	417
Collections	1	1
Biens immobiliers et matériel (note 4)	9,238	8,999
	19,220	18,625

PASSIF ET AVOIR	1986	1985
À court terme		
Créditeurs et frais courus	6,778	7,617
Montant dû à des ministères du gouvernement	2,348	1,775
Crédit parlementaire reporté (note 5)	1,041	544
Portion à court terme des prestations de cessation d'emploi courues	96	140
	10,263	10,076
Prestations de cessation d'emploi courues	3,830	3,311
Compte en fiducie (annexe 1)	594	417
Avoir	4,533	4,821
	19,220	18,625

Approuvé par la Direction:

Secrétaire général
LÉO A. DORAIS

Secrétaire général adjoint
D. M. MICHOLS

Approuvé par le Conseil:

Membre
GÉRARD PELLETIER

Membre
RODRIGUE TREMBLAY

Musées nationaux du Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Dépenses		
Fonctionnement (annexe 2)	86,342	75,031
Subventions et contributions	8,335	8,568
Acquisition de pièces de collections par la Société (note 6)	1,548	2,745
	96,225	86,344
Revenus	266	381
Coût de l'exploitation	95,959	85,963
Financé par:		
Crédits parlementaires		
Dépenses de fonctionnement (note 5)	59,851	59,888
Subventions et contributions (note 5)	8,335	8,568
Contributions statutaires aux régimes de prestations des employés	5,738	5,127
	73,924	73,583
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement (note 7)	21,960	13,153
	95,884	86,736
Excédent du financement sur le coût de l'exploitation (coût de l'exploitation sur le financement)	(75)	773

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde au début de l'exercice	4,821	4,316
Excédent du financement sur le coût de l'exploitation (coût de l'exploitation sur le financement)	(75)	773
Revenus virés au Receveur général du Canada	(213)	(268)
Solde à la fin de l'exercice	4,533	4,821

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Rentrées (sorties) liées aux activités		
Exploitation	(71,281)	(69,284)
Investissement	(2,195)	(2,633)
Financement	73,924	73,583
Augmentation du dépôt auprès du Receveur général du Canada	448	1,666
Dépôt au début de l'exercice	7,342	5,676
Dépôt à la fin de l'exercice	7,790	7,342
Exploitation		
Coût de l'exploitation	(95,959)	(85,963)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	1,955	1,807
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	21,960	13,153
Provision de prestations de cessation d'emploi	519	334
Augmentation des composantes d'exploitation du fonds de roulement	457	1,653
Revenus virés au Receveur général du Canada	(213)	(268)
Sorties liées aux activités d'exploitation	(71,281)	(69,284)
Investissement		
Acquisition d'immobilisations	(2,195)	(2,633)
Financement		
Crédits parlementaires	73,924	73,583

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs, objectif et opérations

Les Musées nationaux du Canada est un établissement public, nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière, qui a été constitué en vertu de la Loi sur les Musées nationaux en 1968.

L'objectif de la Société est de mettre en valeur les produits de la nature et les œuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, et d'aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces œuvres, de façon à susciter l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Les opérations de la Société comprennent le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national de l'Homme, le Musée national des sciences naturelles, le Musée national des sciences et de la technologie, les Programmes nationaux, la Gestion centrale et les Services à la Corporation.

2. Conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les dépenses et les revenus sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf les recouvrements des dépenses des exercices antérieurs et le compte en fiducie qui sont enregistrés selon la comptabilité de caisse. Les crédits parlementaires sont enregistrés au cours de l'exercice auquel ils s'appliquent.

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986—*Suite*

b) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, à l'exception du coût des livres et des brochures qui est amorti sur une période de cinq ans à un taux constant pour tenir compte de l'effet de la désuétude.

c) Biens immobiliers et matériel

Les biens immobiliers et le matériel sont présentés au prix coûtant et, compte tenu de leur durée estimative d'utilisation, sont amortis selon la méthode linéaire comme il suit:

Matériel	5 à 12 ans
Améliorations aux bâtiments	25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

d) Collections

Les collections forment la plus grande part de l'actif de la Société mais elles sont déclarées à la valeur nominale de $1,000 au bilan vu les difficultés pratiques de les présenter à une valeur significative. Les pièces de collections acquises par la Société sont imputées aux dépenses dans l'exercice d'acquisition. Les pièces reçues sous forme de dons par la Société ne sont pas comptabilisées aux livres.

e) Services fournis gratuitement

Le coût des services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement est compris dans les dépenses de fonctionnement.

f) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société contribuent à part égale à ce régime. Cette contribution représente l'obligation totale de la Société. Les contributions à l'égard des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus. À l'égard des services antérieurs admissibles, les contributions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées; les modalités de versement sont établies par les conditions de rachat qui s'appliquent.

g) Exploitation de l'édition et des boutiques

Les dépenses d'exploitation de l'édition et des boutiques ne comprennent pas les coûts qui se rapportent au personnel, aux déplacements, à l'entretien des édifices, au loyer et aux services d'utilité publique. Ces coûts sont compris dans les dépenses générales de fonctionnement.

h) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Stocks

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Livres, brochures, reproductions et autres articles	898	952
Publications en cours	384	559
	1,282	1,511

4. Biens immobiliers et matériel

	1986			1985
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Matériel	8,400	4,145	4,255	3,719
Améliorations aux bâtiments	4,965	2,016	2,949	3,148
Mobilier de bureau	3,913	1,879	2,034	2,132
	17,278	8,040	9,238	8,999

5. Crédits parlementaires

	Dépenses de fonctionnement		Subventions et contributions	
	1986	1985	1986	1985
	(en milliers de dollars)			
Ministère des Communications				
Crédit 75 (70 en 1985)	62,877	60,018		
Crédit 80 (75 en 1985)			8,853	8,568
Reporté de l'exercice précédent	544	845		
Complété par le Conseil du Trésor				
Crédit 5		331		
Crédit 10	182	261		
Crédit 30		110		
	63,603	61,565	8,853	8,568
Montant périmé	(2,711)	(1,133)	(518)	
Montant reporté	(1,041)	(544)		
Montant utilisé	59,851	59,888	8,335	8,568

Le montant reporté représente les fonds disponibles à la Société jusqu'à la fin du prochain exercice aux fins d'acquisition de pièces de collections.

Le crédit 75 (crédit 70 en 1985) comprend un montant de $816,000 ($1,073,000 en 1985) pour la planification du déménagement dans les nouveaux musées.

6. Pièces de collections pour la Société

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Crédit parlementaire reporté de l'exercice précédent	544	845
Crédit parlementaire reçu	2,045	2,444
	2,589	3,289
Acquisition de pièces de collections par la Société		
Musée des beaux-arts du Canada	1,175	2,267
Musée national de l'Homme	238	275
Musée national des sciences naturelles	75	113
Musée national des sciences et de la technologie	60	90
	1,548	2,745
Crédit parlementaire reporté au prochain exercice	1,041	544

Musées nationaux du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

*7. Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Locaux	21,125	12,057
Prime d'assurance des employés	701	769
Comptabilité et service d'émission de chèques	110	279
Versements d'indemnités aux employés	24	48
	21,960	13,153

*8. Engagements

a) Au 31 mars 1986, la Société était liée selon diverses ententes pour un montant total d'environ $3,590,165. Voici les versements minimums au cours des cinq prochains exercices:

	$
1987	879,706
1988	883,727
1989	887,386
1990	939,346
1991	

b) Sous réserve de l'octroi des fonds par le Parlement, les versements pour les subventions approuvées s'échelonnent comme suit:

	(en milliers de dollars)
1987	6,836
1988	232
1989	1
	7,069

*TRANSACTIONS DU COMPTE EN FIDUCIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

ANNEXE 1

	1986	1985
Recettes		
Subventions en vertu de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels		141
Dons et legs	531	73
Intérêts créditeurs	54	44
	585	258
Déboursés		
Achat d'objets destinés aux collections de la Société	108	158
Autres	311	74
	419	232
Excédent des recettes sur les déboursés	166	26
Solde au début de l'exercice	417	391
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	583	417

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

ANNEXE 2

	1986	1985
Coût du personnel	44,876	42,872
Locaux	21,125	12,057
Services professionnels et spéciaux	5,452	5,696
Déplacements	2,350	2,240
Réparations et entretien du matériel	1,984	2,043
Amortissement	1,955	1,807
Services de protection	1,819	1,674
Fournitures et approvisionnements	1,368	1,449
Communications	1,122	1,034
Location	938	776
Publications	858	598
Fournitures et matériel de bureau	678	997
Achat de livres	377	494
Service de design et d'étalage	368	137
Affranchissement	317	315
Édition et boutiques — Perte d'exploitation (annexe 3)	267	135
Fret, messageries et camionnage	206	135
Publicité	157	187
Comptabilité et service d'émission de chèques	110	279
Divers	15	106
	86,342	75,031

RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'ÉDITION ET DES BOUTIQUES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (en milliers de dollars)

ANNEXE 3

	1986	1985
Ventes		
Édition	166	162
Boutiques	810	750
	976	912
Coût des ventes		
Édition	435	483
Boutiques	582	498
	1,017	981
Perte avant les dépenses	41	69
Dépenses		
Marketing et fournitures	215	60
Publicité	11	6
	226	66
Perte d'exploitation	267	135

* Ces notes et annexes font également partie intégrante de l'état des résultats présenté avant ces états et préparé selon la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement.

Office de stabilisation des prix agricoles

RAPPORT DE GESTION

En rapport avec la comptabilisation des opérations financières dans les comptes du Canada et le compte rendu de l'information financière à inclure dans les Comptes publics, ayant trait à l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'exercice clos le 31 mars 1986, nous faisons, au meilleur de notre connaissance et de notre conviction, les déclarations qui suivent.

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de l'Office de stabilisation des prix agricoles selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de l'Office.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Office. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel d'Agriculture Canada et celui du Bureau du Vérificateur général. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Le Secrétaire-gérant
A. E. PROULX

Le Vice-président
Y. JACQUES

le 15 août 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié l'état des résultats de l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation de l'Office pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état des résultats, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comme l'explique la note 5 afférente à l'état des résultats, les dépenses comprennent une somme de $21 millions qui a été utilisée pour financer certains coûts de commercialisation de la Commission canadienne du lait. Les Lois portant affectation de crédits et le Budget des dépenses pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 prévoient des fonds pour les versements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles sans qu'il y ait mention du financement des coûts de commercialisation de la Commission. C'est pourquoi, à mon avis, au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1986, la somme de $21 millions a été utilisée d'une manière non autorisée par le Parlement.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 27 juin 1986

Office de stabilisation des prix agricoles—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Dépenses		
Versements à la Commission canadienne du lait pour le bénéfice des producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (note 5)	301,000	326,512
Paiements d'appoint à l'égard de		
Porcs	15,014	56,565
Bestiaux	9,713	
Betteraves sucrières	2,433	10,180
Pêches	1,609	
Poires	1,270	4
Pruneaux	452	
Maïs	284	12,534
Haricots de couleur	47	3,674
Carottes	34	125
Soya	17	168
Pommes	10	114
Oignons	9	51
Laine	5	141
Agneaux	4	14
Choux	4	9
Haricots blancs		11
Concombres		8
Pommes de terre		7
Rutabagas		4
	30,905	83,609
Administration		
Traitements et indemnités aux employés (note 4)	1,622	1,764
Traitement des données	766	222
Locaux	303	275
Matériel et accessoires	86	
Déplacements	35	26
Services professionnels et spéciaux	30	71
Indemnités de cessation d'emploi	28	27
Services de télécommunication	23	24
Services de comptabilité	21	69
Services publics, matériaux et fournitures	19	26
Services de réclame publicitaire	18	31
Locations	5	35
Conseil de direction	4	5
	2,960	2,575
	334,865	412,696
Recettes		
Remboursements de dépenses des exercices antérieurs	138	72
Rajustement au titre de l'exercice antérieur des sommes à payer à la fin de l'exercice		2,220
	138	2,292
Coût net de l'exploitation	334,727	410,404
Conciliation à l'utilisation des crédits:		
Coût net de l'exploitation	334,727	410,404
Ajouter: revenu crédité aux recettes non fiscales	138	2,292
Déduire: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement (note 4)	1,043	740
Utilisation des crédits (note 3)	333,822	411,956

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé:

Le Secrétaire-gérant
A. E. PROULX

Le Vice-président
Y. JACQUES

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et buts

L'Office, qui a été établi en 1957 et fonctionne en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, est composé de trois membres nommés par le gouverneur en conseil. L'Office est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

Les buts de l'Office sont de stabiliser les prix des produits agricoles afin d'aider l'industrie de l'agriculture à obtenir un juste rendement de son travail et de son investissement et de conserver un rapport équitable entre les prix perçus par les cultivateurs et le coût des marchandises et des services qu'ils se procurent.

Les dépenses de fonctionnement et les contributions de l'Office envers des produits désignés sont financées par une autorisation budgétaire annuelle, tandis que les contributions pour les produits nommés conformément aux niveaux minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles sont financées par une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

a) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses financées par une autorisation budgétaire annuelle sont enregistrées selon la comptabilité d'exercice, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont enregistrées selon la comptabilité de caisse, conformément à la convention comptable du gouvernement du Canada pour l'enregistrement des comptes à payer à la fin de l'exercice. Les dépenses financées par une autorisation statutaire sont enregistrées selon la comptabilité de caisse.

Les règlements, le cas échéant, découlant de tout litige ou autres éléments du passif éventuel sont portés aux dépenses au moment du déboursé.

b) Rajustement au titre de l'exercice antérieur des sommes à payer à la fin de l'exercice

Le rajustement d'une déclaration en trop au titre de l'exercice antérieur des sommes à payer à la fin de l'exercice est enregistré aux recettes de l'exercice au cours duquel les sommes à payer sont déboursées.

c) Remboursements de dépenses des exercices antérieurs

Les remboursements de dépenses des exercices antérieurs sont enregistrés aux recettes lorsqu'ils sont encaissés.

d) Achats d'immobilisations

L'acquisition d'immobilisations est imputée aux dépenses d'administration lors de l'exercice de l'achat.

e) Services fournis gratuitement

Une estimation des sommes au titre des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement est comprise dans les dépenses d'administration.

Office de stabilisation des prix agricoles—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Utilisation des crédits parlementaires

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Programme de développement du secteur agro-alimentaire		
Crédit 15—Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil et pour les produits agricoles nommés, qui dépassent les niveaux minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	307,357	397,264
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement	1,918	1,835
Crédit statutaire—Paiements aux producteurs pour les produits nommés conformément aux niveaux minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	24,547	12,857
Utilisation des crédits	333,822	411,956

4. Services fournis gratuitement

a) Services fournis à l'Office

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Traitement des données	477	125
Locaux	303	275
Indemnités aux employés	238	266
Services de comptabilité	21	69
Conseil de direction	4	5
	1,043	740

b) Services fournis par l'Office

Au cours de l'exercice, l'Office a fourni, de façon temporaire, du personnel de soutien à d'autres entités au sein du ministère de l'Agriculture. Ceci représente 16 années-personnes pour lesquelles le coût des salaires s'est élevé à $370,000.

5. Autorisation pour les versements à la Commission canadienne du lait

Les dépenses comprennent une somme de $21 millions qui a été déboursée pour le financement des coûts de commercialisation payés par la Commission canadienne du lait. Quoique l'Office soit d'avis que la présente utilisation par la Commission soit conforme à l'approbation donnée par le gouverneur en conseil en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, celle-ci n'est pas conforme au motif pour lequel les fonds ont été votés par le Parlement. Les Lois portant affectation de crédits et le Budget des dépenses pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 prévoient des fonds pour le versement aux producteurs sans qu'il y ait mention du financement des coûts de commercialisation payés par la Commission. Par conséquent, l'Office s'efforcera de faire en sorte que le libellé des autorisations à venir soit conforme aux intentions de dépenses.

6. Éléments de passif éventuel

Par rapport à son fonctionnement, l'Office est partie défenderesse à certaines causes en litige. On a fait l'estimation que les litiges en attente ou dont on le menace pourraient s'élever à $9.1 millions.

Office des prix des produits de la pêche

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de l'Office des prix des produits de la pêche selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et à l'objectivité des données de cet état financier revient à la gestion de l'Office.

Le présent état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance relative, fondés sur les meilleurs jugements et prévisions de la gestion. Pour s'acquitter de sa responsabilité de rendre compte, l'Office tient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

Le groupe des services financiers de l'Office élabore et diffuse des conventions sur la comptabilité et la gestion financière et émet des directives pour la conformité aux normes de comptabilité et de gestion financière. L'Office gère des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées conformément aux règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont adéquatement comptabilisées afin de respecter l'obligation de rendre compte des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les actifs de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne comportant de fréquents contacts entre le personnel de l'Office et celui du Bureau du Vérificateur général. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de son état financier par le choix, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des dispositions organisationnelles permettant une répartition adéquate des responsabilités et par des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, ses politiques, ses normes et ses pouvoirs de gestion soient compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Directeur exécutif
J. J. LEVERT

Agent financier
CHARLES BERGERON

le 25 juin 1986

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1985-86			1984-85
	Maquereau	Hareng	Total	Total
	$	$	$	$
Dépenses				
Achat de poisson	3,247,452		3,247,452	5,111,098
Entreposage et manutention	137,333		137,333	177,763
	3,384,785		3,384,785	5,288,861
Recettes				
Vente de poisson	3,483,624	933,085	4,416,709	3,760,455
Frais de service		9,813	9,813	97,438
	3,483,624	942,898	4,426,522	3,857,893
(Bénéfice) coût de l'exploitation commerciale	(98,839)	(942,898)	(1,041,737)	1,430,968
Paiements compensatoires			233,394	148,998
Revenu d'intérêt			(21,372)	
Services administratifs				
Services fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans				
Salaires			121,556	133,095
Voyages et honoraires			9,127	11,735
Autres			2,758	7,680
			133,441	152,510
Coût net d'exploitation			(696,274)	1,732,476
Conciliation avec l'emploi des crédits:				
Coût net d'exploitation			(696,274)	1,732,476
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales			964,270	1,755,853
Moins: (profit)/coût de l'exploitation commerciale appliqué au crédit de l'Établissement			(98,839)	100,130
services fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans			133,441	152,510
Emploi des crédits			233,394	3,235,689

Les notes afférentes font partie intégrante de cet état. Certaines notes jointes aux états financiers vérifiés de cette section font également partie intégrante de cet état.

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

CONCILIATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1985-86	1984-85
	$	$
Coût net d'exploitation	(696,274)	1,732,476
Moins: augmentation (diminution) des comptes débiteurs	(631,074)	751,970
ajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)		6,253
	(631,074)	758,223
Plus: diminution des stocks	801,352	645,412
Coût net d'exploitation selon la comptabilité d'exercice	736,152	1,619,665

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office, institué en 1944 en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, est une société de la Couronne qui figure à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Sur autorisation du gouverneur en conseil, l'Office est habilité à acheter des produits de la pêche pour son propre usage et à effectuer des paiements compensatoires aux producteurs de ces produits. La Loi exige que l'Office, en fixant les prix d'achat et en déterminant le taux des paiements compensatoires, tente d'établir un rapport équitable entre les revenus tirés de la pêche et ceux provenant d'autres occupations. L'Office a ses bureaux au ministère des Pêches et des Océans et le personnel de ce ministère exécute certaines de ses fonctions. Le financement des activités de l'Office est effectué par autorisation budgétaire annuelle du Parlement.

2. Principales conventions comptables

L'état des résultats d'exploitation a été préparé conformément aux conventions comptables suivantes:

a) Les dépenses sont comptabilisées pour tous les biens et services reçus et/ou fournis au 31 mars conformément à la convention comptable du gouvernement pour les comptes à payer à la fin de l'exercice (CAFE), mais à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congé.

b) Les recettes sont comptabilisées à partir de la comptabilité de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Les services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans sont inclus dans le coût de l'exploitation.

3. Crédits parlementaires

	1985-86	1984-85
	$	$
Ministères des Pêches et des Océans		
Crédit 2b		12,000,000
Annulé		8,913,309
		3,086,691
Crédit 10	250,000	150,000
Annulé	16,606	1,002
	233,394	148,998
Total de l'utilisation des crédits	233,394	3,235,689

4. Stocks de fin d'exercice comptabilisés au moindre du prix coûtant ou de la valeur de réalisation nette.

	1986	1985
	$	$
Produits du hareng		717,457
Produits du maquereau	16,281	100,177
	16,281	817,634

5. Créances à court terme

	1986	1985
	$	$
Crédits débiteurs	451,128	1,082,202

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'OFFICE DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE
ET
L'HONORABLE TOM SIDDON, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office des prix des produits de la pêche au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 6 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Débiteurs (note 5)		
Court terme	5,361	1,082,202
Long terme	445,767	
Stocks (note 4)	16,281	817,634
	467,409	1,899,836

AVOIR DU CANADA	1986	1985
	$	$
Avoir à la fin de l'exercice	467,409	1,899,836
	467,409	1,899,836

Approuvé par l'Office:

Le Président
HAROLD COLLINS

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1985-86			1984-85
	Maquereau (note 3)	Hareng (1984-85) (note 4)	Total	Total
	$	$	$	$
Revenus				
Ventes	3,483,624	501,229	3,984,853	4,523,141
Frais de service		4,927	4,927	86,723
	3,483,624	506,156	3,989,780	4,609,864
Dépenses				
Coût des ventes	3,331,348	717,456	4,048,804	5,756,511
Entreposage et manutention	137,333		137,333	171,510
	3,468,681	717,456	4,186,137	5,928,021
	(14,943)	211,300	196,357	1,318,157
Revenu d'intérêt			(26,733)	
Coût de l'exploitation commerciale			169,624	1,318,157
Réduction du compte débiteur (note 5)			199,693	
Paiements compensatoires (note 6)			233,394	148,998
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans (note 7)			133,441	152,510
Coût de l'exploitation financé à même le Fonds du revenu consolidé			736,152	1,619,665

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Provenance des fonds		
Crédits parlementaires		
Ministère des Pêches et des Océans		
Crédit 10—Contributions (note 6)	233,394	148,998
Crédit 2b—Achat de blocs de filets de morue congelés et produits de hareng		3,086,691
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans	133,441	152,510
	366,835	3,388,199
Utilisation des fonds		
Coût de l'exploitation	736,152	1,619,665
Revenus des opérations commerciales versés au Fonds du revenu consolidé	1,063,110	1,661,974
	1,799,262	3,281,639
Augmentation (diminution) des débiteurs et des stocks	(1,432,427)	106,560

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office a été établi en 1944 en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, et est un établissement public qui figure à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Sur autorisation du gouverneur en conseil, l'Office est habilité à acheter des produits de la pêche pour son propre usage et à verser des paiements compensatoires aux producteurs de ces produits. La Loi exige que l'Office, en fixant les prix d'achat et en déterminant le taux des paiements compensatoires, tente d'établir un lien équitable entre les revenus tirés de la pêche et ceux qui proviennent d'autres occupations. Il a ses bureaux au ministère des Pêches et des Océans, dont le personnel exécute certaines fonctions de l'Office.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans sont inclus dans le coût de l'exploitation.

Les stocks sont comptabilisés au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

*3. Programme de maquereau en conserves

L'Office sert d'organisme d'approvisionnement en produits de la pêche pour les programmes d'aide alimentaire et de développement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Programme alimentaires mondial (PAM).

*4. Programme des produits du hareng

Au 1er avril 1985, l'Office avait 1,699,565 kg de hareng en stock, dont la valeur était établie à $717,456 à cette date.

L'Office a disposé de tout son hareng durant l'exercice financier courant, de la façon suivante:

	kg	Montant
		$
Racheté par des transformeurs, conformément aux conditions d'achat initiales	99,492	110,727
Vendu sur des marchés non traditionnels par l'entremise d'agents	1,106,283	390,502
Mis aux rebuts	493,790	
Total	1,699,565	501,229

L'Office canadien du poisson salé représentait l'Office pour les ventes auprès des marchés non traditionnels. L'Office canadien du poisson salé a reçu $7,969 en commission pour sa participation aux ventes de l'Office auprès de la Pologne et du Royaume-Uni.

*5. Comptes débiteurs

Au 1er avril 1985, les comptes clients résultant de la vente de produits du poisson par l'Office s'élevaient à $1,082,202. Au cours de l'exercice financier, une somme de $436,742 a été recouvrée par suite des mesures habituelles.

Quatre comptes débiteurs d'une valeur totale de $645,460 étaient en souffrance le 31 mars 1986. Les mesures suivantes ont été prises à leur égard:

Offices des prix des produits de la pêche—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

1. Un compte débiteur de $168,645 a été converti en créance à long terme. Un accord signé entre le producteur et l'Office prévoit le remboursement du principal en 5 paiements annuels égaux, à compter de décembre 1987.

L'accord prévoit également le paiement d'intérêt à partir de décembre 1984, sur le solde dû à l'Office. L'intérêt est payable en décembre de chaque année et, au 31 décembre 1985, l'Office avait reçu des paiements d'intérêts de $21,371. L'intérêt couru, mais non payé par le producteur, figure dans les présents états financiers. L'intérêt couru du 1er janvier 1986 au 31 mars 1986 s'élève à $5,361.

2. Un compte débiteur de $199,693 est en souffrance depuis plus de 18 mois. La compagnie en cause est sous séquestre, et on a avisé l'Office que cette créance est irrécouvrable. Ce montant a été imputé à l'exercice financier 1985-86 comme dépense d'exploitation.

3. Deux comptes débiteurs de deux compagnies liées, s'élevant à $277,121 au total, sont également en souffrance. L'Office négocie avec ces sociétés en vue de transformer ces comptes en créances à long terme.

La radiation d'une somme de $199,693 se rapporte au programme entrepris par l'Office en 1983-84 concernant des blocs de morue congelés. Les résultats d'exploitation de ce programme ont été présentés dans les états financiers de 1983-84 et 1984-85. Voici les résultats définitifs du programme des blocs de morue congelés de 1983-84:

	$
Perte déclarée dans l'exercice financier 1983-84	305,621
Perte déclarée dans l'exercice financier 1984-85	343,913
Radiation du compte débiteur en 1985-86	199,693
Perte totale sur le programme des blocs de morue de 1983-84	849,227

*6. Paiements compensatoires

Durant l'exercice, l'Office a effectué des paiements compensatoires pour supporter le prix des peaux de phoques (produits de morue congelés en 1985). Ces paiements compensatoires ont été imputés au crédit 10 des Pêches et des Océans.

7. Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans

	1986	1985
	$	$
Traitements	121,556	133,095
Voyages et honoraires	9,127	11,735
Autres	2,758	7,680
	133,441	152,510

* Ces notes font également partie intégrante de l'état des résultats d'exploitation présenté avant ces états et préparé selon la comptabilité de caisse modifiée du gouvernement.

ÉTATS FINANCIERS D'AUTRES ENTITÉS

Commission canadienne des grains

RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons dressé l'état des résultats de la Commission canadienne des grains conformément aux exigences et aux normes de présentation de l'information établies par le Receveur général du Canada. La direction de la Commission assume la responsabilité primordiale de l'intégrité et de l'objectivité des données figurant à l'état financier.

L'état des résultats a été établi conformément aux conventions comptables énoncées dans la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. La Commission, dans le cadre de ses responsabilités de rendre compte, maintient une série de comptes qui lui fournit un dossier centralisé des transactions financières. Les renseignements financiers que renferment les états ministériels et autres sections des Comptes publics sont conformes à ceux que renferme l'état des résultats, à moins d'indications contraires.

La direction des services financiers du ministère de l'Agriculture énonce et diffuse des conventions de comptabilité et de gestion financière et établit des directives qui maintiennent des normes de gestion financière et comptable. La Commission maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées conformément au règlement prescrit, dans le cadre des pouvoirs parlementaires, et sont comptabilisées correctement pour justifier l'utilisation des fonds du gouvernement et protéger les biens de la Commission. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont secondés par des programmes de vérification interne comprenant de nombreux contacts entre le personnel de la Commission et celui du Bureau du Vérificateur général. La Commission veille aussi à garantir l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans son état financier par le choix, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par la prise de dispositions organisationnelles établissant des secteurs de responsabilité appropriés et par des programmes de communications visant à garantir que ses règlements, politiques, normes et pouvoirs directoriaux sont bien compris par tous les secteurs.

L'état des résultats a été vérifié par le Vérificateur général dont le rôle est d'exprimer une opinion informée à l'effet que l'état des résultats de la Commission, pris dans son ensemble, présente fidèlement, conformément aux conventions comptables énoncées, les transactions financières de la Commission.

Le système comptable et l'état financier de la Commission ont évolué au cours des années afin de s'adapter aux conditions changeantes.

Approuvé par:

Le Commissaire en chef
GEORGE G. LEITH

L'agent financier principal
R. KULLMAN

le 10 juillet 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE COMMISSAIRE EN CHEF ET LES COMMISSAIRES
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission canadienne des grains pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 10 juillet 1986

Commission canadienne des grains—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1985-86	1984-85
	$	$
Dépenses (annexe)		
Subventions et contributions	3,400	108,117
	3,400	108,117
Exploitation		
Traitements et prestations aux employés	28,939,725	30,610,982
Acquisition de machines et de matériel	2,406,687	827,286
Logement—Travaux publics Canada	1,887,237	1,789,171
Déplacements et réinstallations	1,223,436	1,007,542
Services d'utilité publique, matériaux et fournitures	570,055	528,277
Services professionnels et spéciaux	347,040	201,307
Affranchissement et camionnage	264,521	221,645
Télécommunications	217,888	242,318
Réparation du matériel	213,023	215,135
Construction d'installations	176,365	
Autres locations	175,838	149,642
Publications	125,320	143,525
Autres	31,737	59,130
	36,578,872	35,995,960
Administration		
Traitements et prestations aux employés	1,697,637	1,651,653
Logement—Travaux publics Canada	169,549	170,660
Règlements de cessation d'emploi	110,625	
Télécommunications	106,171	108,619
Déplacements et réinstallations	90,224	113,949
Affranchissement et camionnage	82,118	90,362
Machines et matériel	71,624	26,101
Matériaux et fournitures	49,927	47,067
Publications	37,059	25,333
Services professionnels	31,148	22,224
Autres	18,027	17,525
	2,464,109	2,273,493
	39,046,381	38,377,570
Recettes (annexe)		
Honoraires et services	32,487,131	34,801,661
Permis	120,358	83,504
Sommes provenant des ventes	64,159	45,154
Autres	41,333	123,925
	32,712,981	35,054,244
Coût net de l'exploitation	6,333,400	3,323,326
Conciliation avec les crédits parlementaires:		
Coût net de l'exploitation	6,333,400	3,323,326
Ajouter: recettes portées directement aux recettes non fiscales	32,712,981	35,054,244
Moins: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	742,000	840,000
Utilisation des crédits parlementaires (note 3)	38,304,381	37,537,570

L'annexe et les notes afférentes font partie intégrante de cet état.

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des grains a été établie en vertu de l'article 3 de la Loi sur les grains du Canada (1970) et a pour but d'établir et de réglementer la manutention des grains au pays afin de garantir une marchandise fiable sur les marchés intérieurs et d'exportation. La Commission opère dans le cadre de pouvoirs budgétaires, toutefois, il y a certains frais de personnel qui sont couverts par des pouvoirs réglementaires.

La Commission, en plus de se conformer à la Loi sur les grains du Canada, assume certaines de ses responsabilités en vetu des lois sousmentionnées ainsi qu'en vertu des règlements y afférents.

Loi sur l'administration financière
Loi sur les marchés de grains à terme
Loi relative aux taux de fret sur les eaux intérieures
Loi sur les poids et mesures
Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest
Loi sur le transport du grain de l'Ouest

2. Principales conventions comptables

a) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées pour tous les biens et services reçus et/ou exécutés jusqu'au 31 mars 1986, à l'exception des règlements de cessation d'emploi et des congés annuels, qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada. Les recettes sont portées directement au crédit des recettes non fiscales.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de leur achat.

d) Les montants de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Le recouvrement de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés, à titre de recettes, dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

Commission canadienne des grains—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
31 MARS 1986—*Fin*

3. Crédits parlementaires

	1985-86	1984-85
	$	$
Ministère de l'Agriculture		
Crédit 50 (Crédit 40, 1984-85)—		
Dépenses et contributions du programme	42,256,000	36,372,000
Montant inutilisé	8,855,619	3,657,923
	33,400,381	32,714,077
Statutaire—Traitements		258,493
Statutaire—Contributions aux régimes de prestations des employés	4,904,000	4,565,000
Total des crédits utilisés	38,304,381	37,537,570

4. Débiteurs

Au 31 mars 1986, les sommes à recouvrer de tierces personnes pour les services fournis par la Commission étaient de $3,338,463 (1985—$1,388,069).

5. Passif éventuel

La Commission, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 36 et 38 de la Loi sur les grains du Canada, a révoqué certains permis, ce qui comportait la réalisation de valeurs portées en garantie. Par la suite, la Commission a reçu des demandes de compensation et des poursuites ont été intentées contre elle. La Direction et les avocats de la Commission ont fait savoir qu'il n'était pas possible à l'heure actuelle d'établir le montant des pertes éventuelles.

La Commission a été avisée d'une réclamation alléguant que certains ministères, y compris la Commission, ont été négligents concernant les tests relatifs aux toxines contenues dans le blé d'hiver récolté en 1980.

Le montant réclamé comprend les frais d'entreposage et de transport encourus suite à la prétendue négligence.

Par conséquent, les comptes de la Commission ne comportent aucune provision à ce titre.

COÛT NET DE L'EXPLOITATION PAR DIVISION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

ANNEXE

	Inspection	Pesée	Statistique	Recherche	Administration	Total 1985-86	Total 1984-85
	$	$	$	$	$	$	$
Dépenses							
Subventions et contributions				3,400		3,400	108,117
Fonctionnement	17,407,785	8,254,458	5,022,103	5,894,526	2,464,109	39,042,981	38,269,453
	17,407,785	8,254,458	5,022,103	5,897,926	2,464,109	39,046,381	38,377,570
Recettes							
Honoraires de service	19,308,261	10,533,121	2,639,314		6,435	32,487,131	34,801,661
Permis			120,358			120,358	83,504
Sommes provenant des ventes	39,622		24,469		68	64,159	45,154
Autres	7,584	6,490	8,251	1,612	17,396	41,333	123,925
	19,355,467	10,539,611	2,792,392	1,612	23,899	32,712,981	35,054,244
Coût net de l'exploitation	(1,947,682)	(2,285,153)	2,229,711	5,896,314	2,440,210	6,333,400	3,323,326

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE FIDUCIE
ET
L'HONORABLE JAKE EPP, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié le bilan du Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats et du solde du Fonds et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 2 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Encaisse	9,937	8,409
Intérêts courus	15,953	4,724
Placements en valeurs du gouvernement du Canada (note 4)	346,702	376,069
	372,592	389,202

PASSIF	1986	1985
	$	$
Provision pour les bourses aux scientifiques (note 5)	37,500	87,500
SOLDE DU FONDS		
Solde à la fin de l'exercice	335,092	301,702
	372,592	389,202

Approuvé par le Conseil:

Le Président
J. R. DUCHARME

Le Secrétaire
MARY-ANNE LIPKE

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SOLDE DU FONDS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Intérêts créditeurs	32,989	38,037
Gain lors de la vente de valeurs du gouvernement du Canada	1,850	744
Bourse annulée		125,000
Don		5
	34,839	163,786
Dépenses		
Frais de conférenciers	1,442	736
Autres	7	56
	1,449	792
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	33,390	162,994
Solde du Fonds au début de l'exercice	301,702	138,708
Solde du Fonds à la fin de l'exercice	335,092	301,702

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	33,390	162,994
Éléments n'affectant pas les fonds		
Réduction (augmentation) des intérêts courus	(11,229)	6,679
Bourse scientifique annulée		(125,000)
	22,161	44,673
Produit net de la vente d'obligations et de bons du Trésor du gouvernement du Canada	208,713	40,475
	230,874	85,148
Utilisation des fonds		
Achat de coupons d'escompte du gouvernement du Canada	179,346	
Paiement des bourses aux scientifiques	50,000	85,000
	229,346	85,000
Augmentation de l'encaisse	1,528	148
Encaisse au début de l'exercice	8,409	8,261
Encaisse à la fin de l'exercice	9,937	8,409

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Autorité et objectifs

Le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance a été constitué en 1959 par la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II pour aider les particuliers ou les organismes à entreprendre ou à poursuivre des travaux de recherches sur les maladies de l'enfance, leur cause, leur prévention et leur traitement. La Loi a établi le Conseil de fiducie, composé d'un président et de six autres fiduciaires que Sa Majesté a nommés par commission sous le grand sceau. Le Conseil doit gérer et administrer le Fonds en conformité et sous réserve de la Loi.

2. Conventions comptables

Placements en valeurs du gouvernement du Canada

Les placements en valeurs du gouvernement du Canada sont enregistrés au prix coûtant. Les gains ou les pertes, y compris toutes primes ou tous escomptes à l'acquisition, sont comptabilisés comme revenus lorsque les valeurs sont vendues. Les intérêts créditeurs sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Bourses aux scientifiques

Les bourses aux scientifiques font l'objet d'une provision comptable dans l'exercice pendant lequel elles sont approuvées. Toute augmentation ou diminution subséquente à une bourse fait l'objet d'une provision comptable dans l'exercice pendant lequel l'augmentation ou la diminution est approuvée. Les bourses annulées subséquemment à l'exercice de leur approbation sont comptabilisées comme revenus dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées. Les remboursements des bourses non dépensées sont inscrits comme revenus lorsqu'ils sont reçus.

Services fournis gratuitement

Le Conseil de recherches médicales fournit au Conseil de fiducie, à titre gratuit, les services de secrétariat et autres facilités et services administratifs et techniques requis pour les objets de la Loi.

3. Bourses de professeur invité de la Reine Élizabeth II

Au cours de sa réunion du 20 mars 1985, le Conseil de fiducie a décidé que, pour le moment, aucune nouvelle bourse aux scientifiques ne serait offerte. Au cours de cette même réunion, le Conseil a approuvé l'établissement d'une bourse qui sera connue sous le nom de Bourse de professeur invité de la Reine Élizabeth II. Cette bourse vise à permettre à des départements canadiens de pédiatrie d'inviter des scientifiques de niveau international à leur rendre visite. Ceci a pour but de renforcer les travaux scientifiques et les recherches des départements de pédiatrie dans le domaine des maladies infantiles. Les bourses seront offertes à partir de 1986-87.

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986—*Fin*

4. Placements en valeurs du gouvernement du Canada

	1986			1985		
	Valeur nominale	Prix coûtant	Valeur marchande	Valeur nominale	Prix coûtant	Valeur marchande
	$	$	$	$	$	$
Obligations du gouvernement du Canada	150,000	138,000	144,750	319,000	293,075	284,825
Bons du Trésor du gouvernement du Canada	30,000	29,356	29,929	85,000	82,994	83,060
Coupons d'escompte du gouvernement du Canada	234,000	179,346	197,691			
	414,000	346,702	372,370	404,000	376,069	367,885

En vertu des modalités de la Loi, le Conseil peut placer tous deniers du Fonds dans des obligations ou autres valeurs du gouvernement du Canada et peut vendre toutes semblables obligations et valeurs. Les valeurs détenues au 31 mars 1986 portent un taux d'intérêt allant de 6.75% à 10.67% par année. La valeur marchande des coupons d'escompte du gouvernement du Canada a été établie en date du 9 mai 1986. Vu que l'intérêt est payé seulement à l'échéance, la valeur marchande des coupons d'escompte prend en considération l'intérêt couru, le taux d'intérêt courant et la période de temps jusqu'à l'échéance.

5. Provision pour les bourses aux scientifiques

	1986	1985
	$	$
À être versées durant l'exercice se terminant le 31 mars:		
1986		50,000
1987	37,500	37,500
	37,500	87,500

Office des produits agricoles

RAPPORT DE GESTION

En rapport avec la comptabilisation des opérations financières dans les comptes du Canada et le compte rendu de l'information financière à inclure dans les Comptes publics, ayant trait à l'Office des produits agricoles pour l'exercice clos le 31 mars 1986, nous faisons, au meilleur de notre connaissance et de notre conviction, les déclarations qui suivent.

Nous avons préparé l'état des résultats d'exploitation ci-joint de l'Office des produits agricoles selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de cet état financier, revient à la gestion de l'Office.

Cet état des résultats d'exploitation a été préparé selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans l'état financier sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Office. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans l'état des résultats d'exploitation.

L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel d'Agriculture Canada et celui du Bureau du Vérificateur général. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de cet état financier grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Le Secrétaire-gérant
A. E. PROULX

Le Vice-président
Y. JACQUES

le 15 août 1986

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Achats		
Raisins	8,157,459	13,916,393
Maïs	9,196	790,823
Fruits transformés		9,774
Fraises		3,172
	8,166,655	14,720,162
Administration	68,705	92,189
	8,235,360	14,812,351
Revenus		
Ventes		
Tomates		2,979,795
Dindons		2,888,391
Framboises	482,302	1,716,438
Pommes		1,500,000
Pêches	332,196	1,201,840
Poires	575,524	818,990
Raisins	6,800,898	800,888
Légumes	225,000	
Fruits transformés	75,000	527,816
Maïs	645,740	
Fraises		33,508
	9,136,660	12,467,666
Intérêt sur les débiteurs		188,580
	9,136,660	12,656,246
Coût net de l'exploitation	(901,300)	2,156,105
Conciliation avec l'emploi du crédit:		
Coût net de l'exploitation	(901,300)	2,156,105
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	9,136,660	12,656,246
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	15,579	20,658
Emploi du crédit	8,219,781	14,791,693

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

CONCILIATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Coût net de l'exploitation	(901,300)	2,156,105
Moins: augmentation des revenus		
augmentation des stocks		
	(901,300)	2,156,105
Plus: diminution des stocks	7,401,051	233,600
diminution des revenus	1,590,065	1,535,995
	8,991,116	1,769,595
Coût net de l'exploitation selon la comptabilité d'exercice	8,089,816	3,925,700

Office des produits agricoles—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1986

1. Autorisation et objectif

L'Office, qui a été établi en 1951 et qui fonctionne en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles, R.S., c. A-5, est composé d'un Président et de deux membres nommés par le gouverneur en conseil.

L'Office a pour but de stabiliser le prix des produits agricoles au moyen de l'achat et de la vente des surplus de produits lorsque les marchés sont à la baisse.

L'exploitation de l'Office est financé par le biais d'un crédit budgétaire du ministère de l'Agriculture.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont enregistrées sur une base de caisse, selon les conventions comptables.

c) Les dépenses d'administration comprennent un montant estimatif pour les services fournis gratuitement par les ministères.

3. Crédit parlementaire

	1986	1985
	$	$
Crédit 5—Agriculture	8,219,781	14,791,692
Total du crédit utilisé	8,219,781	14,791,692

4. Débiteurs et effets à recevoir

Voici les comptes débiteurs et effets à recevoir de l'Office au 31 mars 1986:

	1986	1985
	$	$
À court terme—		
Commercial	1,509,620	1,423,339
Province de l'Ontario	894,119	2,000,000
Effets	300,000	300,000
À long terme—		
Commercial	1,434,851	1,606,505
Province de l'Ontario		398,811
	4,138,590	5,728,655

5. Stocks

Stocks au 31 mars, évalués au moindre du coût ou du marché:

	1986	1985
	$	$
Produits du raisin	3,455,395	6,551,392
Concentré de framboises	244,140	3,123,562
Poires		575,524
Maïs		517,912
Pêches		332,196
	3,699,535	11,100,586

Office des produits agricoles—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de l'Office des produits agricoles au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats et de l'avoir pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son avoir pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Je vous signale, comme on l'explique à la note 6 afférente aux états financiers, que l'Office a dépassé, par $1.5 million, la limite pour les pertes autorisées par le gouverneur en conseil à l'égard du programme du surplus de raisin de l'Ontario en 1984.

Le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 4 juillet 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985	PASSIF ET AVOIR	1986	1985
	$	$		$	$
À court terme			Créditeurs	51,076	
Débiteurs et effets à recevoir			Avoir du Canada	7,838,125	16,829,241
—Gouvernement du Canada	51,076				
—Billets	300,000	300,000			
—Province de l'Ontario	894,119	2,000,000			
—Commerce	1,509,620	1,423,339			
Stocks (note 3)	3,699,535	11,100,586			
	6,454,350	14,823,925			
À long terme					
Débiteurs et effets à recevoir (note 4)	1,434,851	2,005,316			
	7,889,201	16,829,241		7,889,201	16,829,241

Approuvé:

Le Secrétaire-gérant
A. E. PROULX

Le Vice-président
Y. JACQUES

Office des produits agricoles—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986			1985
	Ventes	Coût des ventes	Perte (bénéfice)	Perte (bénéfice)
	$	$	$	$
Opérations commerciales (note 3):				
Raisins et produits du raisin	4,862,440	11,072,468	6,210,028	5,797,622
Concentré de framboise	482,901	2,879,422	2,396,521	
Maïs	522,516	527,108	4,592	149,685
Poires	575,524	575,524		82,483
Pêches	332,196	332,196		270,334
Tomates				449,103
Fruits transformés				43,536
Dindons				(15,000)
Fraises				1,975
	6,775,577	15,386,718		
Perte sur les ventes			8,611,141	6,779,738
Récupération de la perte sur les ventes des produits du raisin en provenance de la province de l'Ontario (note 6)			(495,308)	(2,898,811)
Intérêt sur les débiteurs			(128,346)	(185,801)
Créances irrécouvrables radiées			33,624	138,385
Perte de l'exploitation			8,021,111	3,833,511
Dépenses d'administration			68,705	92,189
Perte pour l'exercice			8,089,816	3,925,700

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Avoir au début de l'exercice	16,829,241	18,598,836
Perte pour l'exercice	(8,089,816)	(3,925,700)
Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	15,579	20,658
Crédit parlementaire utilisé		
Crédit 5, Agriculture (note 5)	8,219,781	14,791,693
Recettes remises au Fonds du revenu consolidé	(9,136,660)	(12,656,246)
Avoir à la fin de l'exercice	7,838,125	16,829,241

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectif

L'Office des produits agricoles, qui a été établi en 1951, fonctionne en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles et il se compose d'un Président et de deux membres nommés par le gouverneur en conseil.

L'Office a pour objectif de stabiliser les prix des denrées agricoles au moyen de l'achat et de la vente des surplus de denrées lorsque les marchés sont à la baisse.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice lorsqu'il s'agit d'opérations autorisées en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles.

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le mobilier et le matériel sont imputés aux dépenses d'administration lors de l'exercice d'acquisition.

Une estimation de la valeur des services fournis gratuitement à l'Office par les ministères du gouvernement est comprise dans les dépenses d'administration.

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté vu que les activités de l'Office en matière de financement sont déclarées dans l'état de l'avoir.

3. Stocks

	1986		1985	
	Valeur nette de réalisation	Réduction de la valeur	Valeur nette de réalisation	Réduction de la valeur
	$	$	$	$
Produits du raisin	3,455,395	1,151,472	6,551,392	3,408,356
Concentré de framboise	244,140	2,400,000	3,123,562	
Poires			575,524	34,042
Maïs			517,912	111,326
Pêches			332,196	59,994
	3,699,535	3,551,472	11,100,586	3,613,718

La réduction de la valeur des stocks afin de les déclarer à leur valeur nette de réalisation a été imputée au coût des ventes dans l'état des résultats.

Office des produits agricoles—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986—*Fin*

4. Débiteurs et effets à recevoir à long terme

	Date d'échéance	Modalités de l'intérêt	1986	1985
			$	$
Garantis par des billets	4 mai 1988		525,000	600,000
	31 décembre 1992	Taux préférentiel annuel des banques commerciales selon un intérêt simple	909,851	1,006,505
			1,434,851	1,606,505
Province de l'Ontario	1er avril 1986			398,811
			1,434,851	2,005,316

5. Crédit parlementaire utilisé

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Achats, transformation et frais de possession		
Raisins	8,157,459	13,916,393
Maïs	9,196	790,823
Fruits transformés		9,774
Fraises		3,172
	8,166,655	14,720,162
Administration	68,705	92,189
Déduire: les services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	(15,579)	(20,658)
Total des dépenses financées à même le crédit parlementaire—Crédit 5, Agriculture	8,219,781	14,791,693

6. Pertes qui dépassent la somme autorisée

Au cours de l'exercice le gouvernement de l'Ontario a proposé qu'advenant que l'Office écoule promptement ce qui reste de son stock de 1984 des produits du raisin, la Province épongerait toutes les pertes supplémentaires résultant de cette mesure jusqu'à concurrence de $3.5 millions. Les prix de vente en ce qui a trait aux stocks de l'Office s'affaissèrent aussitôt que fut connue des acheteurs la mesure proposée. Par la suite, le gouvernement de l'Ontario a retiré sa proposition.

Au 31 mars 1986, l'Office avait subi des pertes dont le montant dépasse de $1.5 million la limite autorisée par le gouverneur en conseil à l'égard du programme du surplus de raisin de l'Ontario en 1984. Par conséquent, l'Office demandera l'approbation du gouverneur en conseil quant aux pertes subies en excédent de la somme maxima approuvée à l'origine.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1985-86

Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière

SOMMAIRE

	Page
Remises d'impôt, de droit ou de peine	3.2
Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises	3.40
Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées	3.42
Pertes de deniers et de biens publics	3.57

Remises d'impôt, de droit ou de peine

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 17(8) de la Loi sur l'administration financière.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

Remise partielle aux droits de marques de commerce:

	$
Aird & Berlis	7,200
Alex E MacRae & Co	33,875
Barrigar & Oyen	3,900
Bensette RL	2,250
Blake Casels & Graydon	6,400
Block Bros Industries Ltd	1,950
Borden & Elliot	13,150
Boston Pizza International Inc	3,825
Bourret Roberge	3,200
Burke-Robertson Chadwick & Ritchie	2,475
Chocolate Gourmet Treats Limited	1,900
Clarke GS	8,025
Coca-Cola Ltd	58,550
Dunkin Donuts	10,700
Dunsmiur GH	1,025
Farris Vaughan Wills & Murphy	3,600
Fetherstonhaugh & Co	14,300
Fillmore & Riley	2,800
Fraser & Beatty	1,025
Gagnon Lacoste	2,250
Goodman and Carr	1,350
Goudreau Gage Dubuc & Martineau Walker	8,550
Gowling & Henderson	30,175
Hewson Mathers & Associates	1,750
Hirons Rogers & Scott	1,475
IBM Canada Ltd	34,850
International Multifoods Corporation	9,250
John Labatt Limited	1,350
Kingsmill Jennings	1,025
Kirby Shapiro Eades Cohen	32,225
Lang Michener Cranston Farquharson & Wright	2,400
Lapointe Rosenstein	1,950
Mac's Convenience Stores	20,425
McCarthy & McCarthy	7,450
McDonald's Restaurants of Canada Limited	5,450
McFadden Fincham	1,550
McJannet Weinberg Rich	1,425
Miller Thomson Sedgewick Lewis & Healy	1,975
Moffat & Co	1,975
Molly Maid Home Care Services Limited	1,900
North American Van Lines Inc	1,300
O'Toole's Roadhouse and Restaurants Limited	2,650
Ogilvy Renault	9,975
Osler Hoskin & Harcourt	21,525
Peterson & Purvis	5,200
Pizza Pizza	5,350
Pouliot Mercure Lebel Desrochers Legault & Dancosse	5,125
Ralston Purina Company	1,725
Riches McKenzie & Herbert	7,525
Ridout & Maybee	32,300
Robic Robic & Associates	14,300
Rogers Bereskin & Parr	24,405
Scott & Aylen	6,875
Shuman J	2,375
Sim & McBurney	25,050
Smart & Biggar	54,350
Smith Lyons Torrance Stevenson & Mayer	4,000
Sobolov Klein	1,300
Sterling & Affiliates	1,150
Stitt Baker & McKenzie	4,125
Swabey Mitchell Houle Marcoux & Sher	6,400
The Oshawa Group Limited	3,200
The Seven-Up Company	2,675
Tim Horton Donuts	5,350
Weir & Foulds	5,125
Remises inférieures à $1,000	30,035
Total Consommation et Corporations	634,290

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Ordre respectant la remise de redevances de recouvrements en matière de carburant de soute aux vendeurs de carburant destiné aux aéronefs pour transporteurs aériens étrangers. En vertu du décret CP 1982-2955 du 22 septembre 1982:

	$
Gulf Canada Products Company	1,271
Imperial Oil Limited	65,374
Irving Oil Limited	52,194
Shell Canada Limited	50,789
Total Énergie, Mines et Ressources	169,628

DÉFENSE NATIONALE

Remboursement des droits de douane et taxes d'accise sur le rapatriement prochain des services canadiens:

	$
Bornais J G R	3,542
Harrison D M	1,652
Mast A	1,884
Remises inférieures à $1,000	16,446
	23,524

Remboursement partiel de rationnement accordé à des étudiants répartis dans les trois collèges militaires:

Remises inférieures à $1,000	1,827
Total Défense nationale	25,351

REVENU NATIONAL—DOUANES ET ACCISE

Remise des droits et des taxes, en vertu du décret CP 1953-18/894 du 9 juin 1953, sur les importations de locomotives et divers matériels ferroviaires sur lesquels les droits n'ont pas été acquittés et qui ont été utilisés temporairement au Canada par des sociétés ferroviaires pendant l'exercice 1985-1986:

	$
Burlington Northern Railway	806,683
Chemins de fer nationaux duCanada	240,160
Chemins de fer du Canadien Pacifique	3,292,385
Chessie System Railroads	2,169,771
Consolidated Rail Corporation	85,146
Napierville Junction Railway	39,433
	6,633,578

Le décret CP 1960-1600 du 25 novembre 1960, droits de douane et taxes d'accise ordinairement payables sur les marchandises achetées ou importées au Canada par le gouvernement des États-Unis, ou son mandataire autorisé pour le compte de ce gouvernement, et devant servir dans le cadre de projets du gouvernement des États-Unis de projets conjoints du Canada et des États-Unis, ou dans des établissements du gouvernement des États-Unis au Canada:

Canada Centre for Inland Waters	68,966
Compagnie Générale Électrique du Canada Limitée	78,110
Denver Research Institute	356,372
ECG Canada	134,106
EEV Canada Limited	3,243
Énergie atomique du Canada Ltée	114,426
Environmental Canada	4,519
Garde côtière canadienne	34,900
Genelcommunication Limited	1,876
ITT Canada Limited	29,460
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources	1,176,281
Mynias Research Corporation	1,991

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Raymond O Atkins, a/o NASA	162,610
Raytheon Canada Limited	1,949
Southern Research Institute	37,575
Thompson CSF Canada	2,915
Transports Canada	19,123
United States Coast Guard	3,621
Varian Canada Incorporated	110,256
Victrix Limited	29,774
Westinghouse Canada Limited	27,411
Remises inférieures à $1,000	4,819
	2,404,303

Le décret CP 1970-1913, droits de douane et taxés d'accise sur les articles et les matières devant servir à l'exécution de contrats en vertu des accords de partage de la production et des réalisations de la défense intervenus entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis d'Amérique:

A & G Muffler Manufacturing	17,805
Advance Power (1984) Incorporated	103,853
Aircraft Applicances	1,343
Allectropac Incorporated BTL Division	6,171
AMP of Canada Limited	11,297
An—Jas Developments Limited	1,664
Bachan Aerospace of Canada Limited	73,547
Bata Engineering	1,874,010
Batten Technologies Limited	6,152
Bell Aerospace Canada Division of Textron Canada	191,267
CAE Electronics	29,928
Canadair	18,708
Cercast Incorporated	5,477
Chicopee Manufacturing	4,432
CHT Steel Company	377,224
Compagnie Générale Electrique du Canada Limitée	1,057
Daf Indal Limited	2,206
Davie Shipbuilding Limited	24,826
Diemaco Incorporated	32,614
Dowty Equipment of Canada	4,335
Drew Manufacturing Limited	4,827
Eastern Precision Casting	12,515
Ebco Industries Limited	62,239
Eldorado Resources Nuclear Limited	44,367
Ernst Leitz Canada Limited	6,140
Farr Holdings Company, FL	26,323
Fleet Industries, A Division of Ronyx Corporation	416,797
General Motors of Canada Limited	4,423,419
Gould Fasteners Limited	11,434
Greening Donald Company Limited	65,510
Hermes Electronics Limited	256,657
Heroux Limited	11,312
Indal Technologies Incorporated	25,278
Irvin Industries Canada Limited	49,862
Joly Engineering	10,838
Linamar Machine Limited	378,706
Litton Systems Canada Limited	147,805
MIT Lincoln Laboratory	6,575
Magna Electronics Limited	42,507
Metcor Incorporated	2,393
Motor Wheel Corporation of Canada Limited	235,003
Novatronics of Canada Limited	5,807
Premco Machine Limited	7,316
Raychem Canada Limited	37,886
Raytheon Canada Limited	553,843
RDC Electronics Incorporated	1,962
Robotic Systems	13,863
Rockwell International of Canada Limited	2,525
S King Holdings Limited	7,054
Shellcast	5,908
Société Canadienne des Pneus Michelin Limitée	10,193
Spar Aerospace Products Limited	28,240
Sperry Incorporated	177,995
Terminal Cable TC	19,093
Textron Canada Limited	100,333
Triplex Ingénierie Ltée	158,136
Versatile Vickers	1,008,886
Vestshell Incorporated	29,094
West Heights Manufacturing Incorporated	14,745
Remises inférieures à $1,000	6,984
	11,218,286

Remise des droits d'accise sur les spiritueux perdus à la suite de casse en entrepôt ou lors du transport:

Alberta Liquor Control Board	2,814
British Columbia Liquor Distribution Branch	3,676
Distilleries Melville Limitée	56,562
Distillerie Schenley du Canada Ltée	40,007
Manitoba Liquor Control Commission	3,513
New Brunswick Liquor Corporation	2,455
Nova Scotia Liquor Commission	2,247
Saskatchewan Liquor Board	5,126
Société des Alcools du Québec	50,642
Remises inférieures à $1,000	1,292
	168,334

Remise des droits d'accise sur les spiritueux provenant du grain ou de source alimentaire autre que le vin aux fins d'expédition par des distillateurs à des fabricants en entrepôt munis de licence (vin):

Distilleries Melville Limitée	1,052,429
Gooderham and Worts Limited	416,385
Great West Distillers Limited	2,285,435
Hiram Walker and Sons Limited	7,473,776
La Compagnie Seagram Ltée	1,158,174
Les Distilleries Dumont Limitée	1,322,971
McGuinness Distillers Limited	1,601,149
Potter Distilleries Limited	19,901
Rieder Distillery Limited	462,351
St Lawrence Starch Company Limited	15,949,337
	31,741,908

Remise des droits de douane et des taxes d'accise qui dépassent ceux payable sur 1/120ième de la valeur de divers navires et aéronefs pour chaque mois ou fraction de mois où ils demeurent au Canada:

Anglo Canadian Shipping Limited	509,469
Arctic Offshore Limited	562,626
Balder Offshore Canada Incorporated	20,826,349
Beaufort Navigation Western Limited	737,500
Beaver Dredging (Western) Limited	5,694,000
Canadian National Railways	1,822,133
Canterra Energy Limited	16,565,283
Carino Company Limited	210,809
CIL	3,470,833
Crosbie Offshore Services	1,246,111
Department of Transportation, Government of Newfoundland and Labrador	87,115
Desagnes Chartering Incorporated	667,363
Dome Petroleum Limited	3,218,125
Dow Chemical of Canada Limited	2,812,305
Fondation Boscoville	196,292
Gale Resources Limited	20,873
Geophysical Service Incorporated	539,291
Grainger, Michael L Erie Islands Marine Charter	14,734
Gulf Oil Canada Limited	1,115,625
Hydrospace Marine Services	279,868
IH Mathers and Son Limited	1,413,125
Irving Oil Limited	1,393,292
Island Jetfoil Corporation	2,821,097

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Island Resource and Development Corporation	20,339,011
Marican Offshore Drilling Services Incorporated	27,572,531
Noranda Sales Group Corporation Limited	1,373,458
Offshore Atlantic Limited	3,833,334
OSA Marine Services Canada Limited	3,762,261
Petrole Esso Canada, Division de Imperial Oil Limited	1,936,167
Poirier, Joseph	34,708
Polysar Limited	947,668
Pulsonic Geophysical Limited	3,981,358
Rowan Companies Incorporated	35,283,753
Secunda Marine Services Limited	6,123,542
Sedco 706 Drilling	7,830,000
Shell Canada Limited	1,363,542
Texaco Canada Incorporated	2,748,157
The Canadian Salt Company Limited	3,483,229
Thomsan P Hynes and Sons	52,063
Walf Sub Ocean	45,865
Western Geophysical	786,888
Wolf Offshore Transport Limited	5,950,000
Zapata Offshore Canada Limited	2,522,916
	196,194,669

Remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payées sur les pièces, les matières, le matériel et les vivres ainsi que les objets pour le confort des passagers, faits au Canada et importés, devant servir dans des aéronefs de transporteurs canadiens affectés à un service public intérieur et international:

Air Canada	1,424,781
Lignes aérriennes Canadien Pacifique	753,537
Nordair Limitée	76,166
Pacific Western Airlines Limited	34,875
Wardair Canada (1975) Limited	259,214
Worldways Canada Limited	15,760
	2,564,333

Remise des droits et des taxes dépassant ceux payables sur 1/60^{ième} de la valeur de certaines marchandises pour chaque mois ou fraction de mois où elles demeurent au Canada pendant l'exercice 1985-86; et lorsque le montant n'était pas inférieur à $25:

	$
3M Canada Incorporated	23,498
A & B Rail Contractors Limited	6,504
A Baianco and Son	1,304
AC Wickham Limited	1,749
ACME Dunbar	42,708
ADP Dealer Services Limited	11,179
ADP Network	6,321
AEI Telecommunications	3,269
AES Data	9,579
AIF	4,995
AIM Electronica Incorporated	1,577
AM International Incorporated	1,289
AMKO Consultants	1,078
APE Canada Limited	2,231
AW Chesterton Company Limited	1,716
Abbott Laboratories Limited	5,412
ABC Plastics Moulding	3,934
Abercorn Aero (1983) Limited	2,018
Abex Industries of Canada Limited	7,316
Abitibi—Price Incorporated	8,443
Abso Blue Prints Limited	1,888
Accent Home Products Limited	67,825
Accuracy of Canada	38,304
Acom Computer	1,039
Acrofax Incorporated	2,020
Acrylon Plastic (MB) 1983 Limited	1,247
Action Colour Concentrates Incorporated	1,477
A-Cubed Incorporated	5,366
Ad-Venture Sight and Sound	1,988
Adcom Electronics Limited	35,563
Advanced Dynamics	6,678
AEL Microtel Limited	11,347
Agrico Canada Limited	7,540
Aimco Limited	5,241
Air Canada	65,151
Air Dorval Limitée	3,268
Air King Limited	5,863
Air Ontario Limited	1,075
Air Products	4,783
Air Products and Chemicals Incorporated	5,843
Air Products Division of Stearns Catalytic Limited	20,231
Aircraft Appliances and Equipment Limited	1,566
Ajax Magnethermic Canada	2,954
Akhurst Machinery	1,034
Albany International	1,939
Alberta Agriculture	4,178
Alberta and Southern Gas Company	6,780
Alberta Distillers Limited	2,457
Alberta GovernmentTelephones	8,834
Alberta Governor Services Limited	26,330
Alberta Livestock	4,125
Alberta Perforators Incorporated	5,878
Alberta Power Limited	15,433
Alberta Research Council	3,842
Alcan Canada Products Limited	18,298
Alex Couture Incorporated	3,522
Algoma Steel Corporation Limited, The	24,505
Alias Research Corporation	1,751
All-Fab Building Components	24,040
Allan Fyfe Equipment Limited	13,744
Allen Bradely Canada Limited	8,687
Allibert Industries Limited	61,858
Allied Chemical Canada Limited	1,061
Allis Chalmers Canada Incorporated	5,051
Alndon Group Productions	14,836
Alpha Glass and Mirror Company Limited	1,389
AlphaTechnologies Limited	3,331
Alphatext Division Ronalds Printing	3,458
Alphine Computers Limited	1,628
Altec Industries	15,778
Aluminerie de Bécancourt	1,939
Aluminium Company of Canada Limited	6,890
Amac Equipment Limited	1,452
Amalgamated Sewer Services Incorporated	2,359
Amchem Products Incorporated	2,276
Amdahl Limited	440,307
American Broadcasting Corporation	11,207
American Can Canada	4,445
American Drag Boat Association	1,670
American Motors Corporation	14,161
American Standard	16,357
Ameritech Mobile Communications	11,829
Amerock Incorporated	26,533
Amersham Canada Limited	6,929
AMF Canada	50,219
AMF Tuboscope Company	5,780
Amoco Canada Petroleum Company Limited	188,002
Amoco Fabrics Limited	2,961
Ampex CanadaIncorporated	22,216
Amphenol Canada Limited	2,138
Analytical Institution	2,723
Anchor Cap and Closure Corporation	3,609
Anchor Industrial	5,269
Anderson 2000	49,511
Andy's Air Sweepers Incorporated	4,311
Anglo Canadian Scientific	35,607
Anne of Green Gables Production	10,878
Apollo/Dorchester Electronics Limited	1,284
Appleton Mills	9,953
Applied Electronics Limited	56,800
Applied Theory Incorporated	3,187
Aptec Engineering Limited	6,881
Arctec Canada Limited	3,549
Argus Film Productions	18,093
Argus Industrial Supply	2,282

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

RENENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Argus Telecom	1,711
Arico Carbon	1,322
Ariel Computer Products Limited	1,886
Ariel Corporation	5,500
Armak Chemicals	11,585
Armand Guay Incorporated	21,849
Armet Industries	5,298
Armstrong World Industry	94,868
Arnold Manufacturing Limited	1,198
Aro Canada Limited	3,420
Arrow Construction Products	14,067
Arrow Demolition	9,955
Artic Canada Limited	3,549
ASEA Limited	23,380
ASI Canada Incorporated	1,682
Asplundh Utility Services Limited	31,721
Associated Tube Limited	1,276
AT&T International Canada Incorporated	2,070
Atelco Incorporated	86,220
Atlantic Argus	2,696
Atlas Copco	69,531
Atmospheric Environment Service	7,517
Atomic Energy of Canada Limited	6,187
ATS Automation Tooling System Incorporated	2,306
Atwell Fleming	1,569
Atzenhoffer, Mike	2,907
Auckie Sanft	2,967
Audio Analyst	80,241
Automation Devices (Canada) Limited	1,653
Avant Garde Computing Incorporated	1,640
Avcom Productions	1,794
Aviall (Canada) Limited	7,906
Axion Technologies	1,341
Ayer's Cliff Industries Incorporated	1,394
Ayerst McKenna and Harrison	1,249
B and S Rotary Drilling Corporation	23,316
BF Goodrich Canada Limited	8,563
BG Checo	8,546
BSL Machine Limited	2,980
Babcock and Wilcox Industries Limited	26,180
Baker Tubular Incorporated	6,107
Bandag Canada Limited	115,578
Baneter Canada	17,351
Bank of Canada	1,032
Bank of Montreal	1,957
Banque Toronto Dominion	1,046
Banyan Systems Incorporated	3,424
Barber Colman of Canada Limited	2,629
Barber Industries	2,363
Baroid of Canada Limited	6,511
Barringer Magenta Limited	2,502
Basf Canada	4,901
Batten Technologies Limited	1,125
Bausch and Lomb Canada Incorporated	2,344
Bay Concrete Products Limited	1,284
Bay West	2,012
Baycoat	11,115
Bayer Canada Limited	2,236
Beaver Equipment	2,545
Beaver Lilly Joint	88,798
Bechtel Canada Engineering Limited	10,038
Becker Milk Company Limited	3,391
Beckley Chet	4,688
Beckman Instruments Incorporated	8,573
Beirs Dorf	9,578
Bell and Howell Limited	12,682
Bell Canada	34,890
Bell Northern Research Limited	66,561
Beloit Canada Limited	81,414
Bendix Engine Components Limited	4,256
Bendix Heavy Vehicles	2,338
Beneke Industries Limited	2,797
Beothuck Data Systems	3,456

	$
Bepex Incorporated	4,760
Berol Incorporated	2,633
Bestabell Canada Limited	1,723
Bestpipe Incorporated	21,730
Betray Well Drilling	13,684
Better Communications	5,338
Bicycling Association of British Columbia	5,855
Big "O" Drain Tile Company	5,240
Bijouterie HMS	12,173
Billy Jack Productions	20,471
Binder Tool and Mold Incorporated	36,232
Bingham-Willamette Limited	1,690
Binney and Smith Canada Limited	7,492
Bio Research Laboratory	3,919
Bird Machine Company of Canada	17,544
Black and Decker Canada Incorporated	4,457
Black Clawson Kennedy Limited	3,173
Blackburn Company (144831 Ontario Limited)	3,644
Blackburn Company, Division of FL Industries	11,411
Blackstone Industrial Products Limited	13,063
Blackwood Hodge	1,914
Boch Lift Conseil	4,511
Boehringer Mannheim	5,167
Bolt Beranek and Newman	1,533
Bombardier Incorporated	6,954
Borology Industries Canada	92,985
Bourdeau Brothers	1,731
Bow Plastics Limited	5,774
Bowater Mersey Paper Company	18,082
Brampton Brick Limited	1,209
Bratton Tool Industries	3,204
Brazeway Canada	6,006
Brian Engineering	1,313
Brian Grain Company	9,430
Brighton Industries Limited	4,522
Brinkmann Instruments Limited	15,021
Bristol Aerospace Limited	8,092
British American Bank	5,703
British Columbia Forests Products Limited	2,147
British Columiba Hydro and Power Authority	5,374
British Columbia Rail Limited	6,373
British Columbia Telephone Company	23,744
British Columbia Television	48,489
Broadcast Video System Limited	3,649
Brockway Imco Canada	32,286
Brosnan, Dr Morgan	1,290
Brown Boveri Canada	192,940
Broz and Associates	1,493
Brubaker, Jim	19,344
Brubaker, Wade	11,777
Bruce Allen Talent	117,399
Bruel and Kjaer Canada	4,284
Buckhorn Canada Material Handling Products	28,452
Bucyrus-Erie Company of Canada Limited	15,788
Bud Canada	31,159
Buena Ventura	7,688
Building Products	3,115
Buller Films Incorporated	2,528
Bulova Watch Company Limited	2,147
Burnbrae Farms	1,228
Burrard Yarrows Corporation	17,159
Burroughs Canada	7,990
Butler Metal Products Company Limited	4,872
Butler Polymet	10,588
Byron Jackson Division of Borg Warner Canada Limited	12,946
C & D Meter Reading	5,652
C Itoh & Company	30,464
CAE Electronic	15,547
CB Engineering Limited	2,073
CCH Canadian Limited	1,108
CIL Industries	24,441
CL Computer Logics Limited	4,890
CMC Canada Machinery Corporation	1,103

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
CML Machinery Limited	1,345
CMQ Communications Incorporated	1,876
CPF Dualam Limitée	22,461
CPR	41,130
CR Wall and Company Limited	3,217
Cable Systems Incorporated	3,714
Cablesystems Engineering	1,419
Cabletel Communications Incorporated	1,128
Calgary Centre of Performing Arts	1,978
Calgary Christian Centre	13,868
Calibration Canada Limited	2,275
Caltron Research Limited	11,747
Cam-Slide Manufacturing	3,020
Camoplast Incorporated	125,621
Camp International Limited	16,852
Camp Systems	2,129
Campbell Chain Division	9,449
Campbell Soup Company Limited	1,466
Can—Am Containers Limited	7,569
Can—Nav Limited	1,900
Can Wright Accounting	1,094
Cana Construction Company Limited	1,365
Canada Centre for Inland Waters	10,029
Canada Investments Castings Incorporated	2,186
Canada Packers	20,871
Canada Wire Cable Limited	8,358
Canada's Wonderland Limited	27,716
Canadair Limited	5,864
Canadian Blower/Canada Pumps Limited	1,048
Canadian Broadcasting Corporation	18,838
Canadian Buttons	1,733
Canadian Canners Limited	2,051
Canadian Ceramic Wholesalers	1,019
Canadian Construction Contracts	2,462
Canadian Dental Service Plan Incorporated	2,100
Canadian Dynamics Nova Limited	2,021
Canadian Electrical Association	71,942
Canadian Engineering Surveys Limited	32,993
Canadian Feed Screws Manufacturing Limited	1,650
Canadian Fertilizers Limited	16,307
Canadian Flow Measurement Company	16,295
Canadian Forest Products Limited	1,015
Canadian Fram Limited	3,897
Canadian General Electric Company Limited	75,297
Canadian General Tower Limited	4,972
Canadian Gypsum Company	4,459
Canadian Independent Powers Products Incorporated	1,571
Canadian Linen Supply	1,037
Canadian Liquid Air	17,866
Canadian Lukens Limited	1,065
Canadian Marconi	5,775
Canadian Mobark Company Limited	1,263
Canadian National Railways	1,349
Canadian NDE Technology Limited	1,859
Canadian Occidental	1,142
Canadian Opera Company	166,781
Canadian Outdoor Products Incorporated	2,403
Canadian Oxygen Limited	3,297
Canadian Pacific Airlines	60,588
Canadian Pacific Limited	23,819
Canadian Pacific Railways	523,932
Canadian Plastics Company Limited	1,629
Canadian Publishers Company Limited	1,420
Canadian Refractories	11,741
Canadian Staging Projects Limited	20,796
Canadian Thermos Limited	37,002
Canadian Worcester Controls Limited	1,829
Canbar Products Limited	2,981
Cancer Control Agency of British Columbia	2,760
Cancom Industries Incorporated	3,734
Cancoppas Limited	7,828
Candata Systems Limited	1,001
Canlab	3,514
Canon Canada Incorporated	4,604
Canplas Industries Limited	31,005
Canroad Transportation Research Corporation	9,320
Canron Limited	1,359
Canstar Communications	4,899
Cantel	1,578
Cantrols Equipment Limited	6,777
Capilano Plastics Company Limited	68,726
Caproco Corrosion Prevention Limited	2,355
Captel	6,626
Capwell Plastics Limited	11,329
Carl Zeiss Canada Limited	19,275
Carlew Chemicals Limited	1,738
Carlton Cards Limited	12,924
Carol IP	1,203
Carrier Air Conditioning	15,749
Carrier Ontario Limited	8,275
Cascade Incorporated	76,274
Cascade Lead Products Limited	2,525
Case JL	14,855
Case Rixon Communications Limited	5,805
Casual Import	2,804
Caterpillar of Canada Limited	47,662
Cathay Pacific Airways Limited	5,932
Catoh Environmental Companies Incorporated	14,878
Cavendish Farms	1,319
CBS Records Canada Limited	45,822
Celanese Canada Incorporated	1,353
Celtron Research Limited	11,747
Cenquip	1,336
Center Tool and Mould Company Limited	41,561
Centoco Manufacturing Limited	4,684
Central Die Supply	4,195
Centre de Recherche pour la Défense	3,338
Centrilift Hughes	3,076
CFCF Television Incorporated	2,493
Champion Spark Plug Company of Canada Limited	4,243
Chartof Winkler Productions Company	77,859
Chevron Chemical (Canada) Limited	2,709
Chieftan Products Incorporated	6,278
Chip Chip Canada Incorporated	12,624
Christian Keller	1,042
Chrysler Canada Limited	48,180
Church of Jesus Christ of Latter Day Saints	13,484
Ciba-Geigy	3,912
Cie D'Assurances Provinces-Unies	1,130
Cimbria Holdings	4,661
Cincinnati-Milacron Canada Limited	4,326
Cipher Data	1,102
Circle Productions Limited	2,272
Circo Craft	8,133
Citadel Theatre	2,337
CITV Productions	3,248
City Front Distributors Limited	8,036
City of Calgary Purchasing Department	1,749
City of Windsor	5,630
Clark Equipment of Canada Limited	4,644
Clarke Floor Equipment	7,171
Claud Marine Incorporated	1,068
Clay Mill Technical Systems	37,192
Clayburn Refactories Limited	1,173
Clayton Environmental Consultants Limited	7,676
Cliffs of Canada Limited, Sherman Mine	4,960
Clora Industrial Services Limited	10,265
Co-Operators Group Limited	7,381
Cole Weber	3,199
Coleco Canada	165,194
Collins Canada Division	8,372
Colour Your World Incorporated	1,377
Colson Canada Limited	6,197
Columbia Frame Incorporated	32,811
Columbia Pictures Corporation	28,309
Columbia Plastics Limited	1,950

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Columbia Vending Systems	2,282
Columbian Machine Works Limited	3,627
Columbus MacKinnon Limited	1,373
Comad Communications Limited	12,575
Combustion Engineering Superheater Limited	23,920
Cominco Limited	5,176
Cominion Bridge	3,893
Comixx Incorporated	1,372
Comlink Systems Incorporated	13,040
Commander Business Furniture Incorporated	2,239
Commission de Transport	44,853
Commonwealth Seager Group	1,416
Communications Technology Canada Limited	10,877
Compagnie Dentaire America	2,417
Compaq Computers Limited	2,216
Complax Corporation	5,668
Compro Limited	12,444
Compu-Service Canada Limited	17,363
Compu-Group Business Systems Limited	7,493
Compuscan	1,895
Computer Composition International	3,358
Computalog Gearhart Limited	1,043
Comtest Communications	8,249
Comtrade Enterprises Limited	1,183
Conco Tellus	2,248
Concordia Construction	2,646
Coneco Equipment Company Limited	5,853
Consolidated Bathurst Incorporated	21,727
Consolidated Bottle Company Limited	6,353
Consumer Brockway Inco Canada	12,806
Consumer Glass Company	4,215
Consumers Distributing Company Limited	4,757
Continental Airlines	1,248
Continental Can Canada Company	14,163
Control Data Canada Limited	10,603
Controls Equipment Limited	4,282
Cooper Energy Services Limited	23,374
Cooper, G Equipment Rental Limited	1,363
Cooper Tool Group	7,855
Core Labs Canada Limited	1,118
Corey Hart Equus Management	271,331
Corporation de l'Opéra de Montréal	1,191
Corvis Communications Incorporated	9,286
Cottam Diecasting Limited	2,504
Counselor Products Limited	4,517
Cramer & Lindell Engineers Incorporated	1,808
Crawford Allan Associates	184,846
Creative Workshop Limited	2,035
Crother's Limited	15,167
Croven Crystals Limited	1,207
Crowder Communications Limited	195,782
Crown Forest Industries Limited	14,247
Crowntech Imaging Services	7,765
CTG Productions	3,248
CTG Telecommunications	2,214
Cubex Limited	14,382
Cullen Canadian Incorporated	4,655
Cullinet Canada Incorporated	1,606
Cummins Diesel Sales	1,617
Cusco Industries	3,476
Custom Trim Limited	3,893
CVL Products Limited	4,487
CX Systems	5,750
Cyanamid Canada	21,966
Cyntech Resource Services Limited	18,648
D & R Concrete Equipment Sales Limited	16,478
DBM Industries	2,040
DMA Industries Incorporated	7,236
DMR and Associates	1,104
Daal Specialties Canada Limited	3,791
Dale Payne and Associates Limited	1,740
Dalton Fenske and Friends	30,233
Danbrie Agri Products	2,039
Daniel Computing Services	1,101
Dare Foods Limited	7,811
Data Plotting Services Incorporated	11,111
Database Design	1,339
Datacalc Technology Industries	1,209
Datadech Systems Limited	2,155
Datap Services	2,279
Datapoint Canada Incorporated	1,703
Davey Tree Expert Company of Canada Limited	3,784
Davidson Rubber Company	14,227
Davis Canada Engineering Products	10,801
Davis Standard Incorporated	1,551
Dayco (Canada) Limited	2,097
De Havilland Aircraft of Canada Limited	11,769
Dealer Service Systems	4,305
Deco Automotive Incorporated	17,870
Deep Hole Drilling and Supply	2,807
Del Scheider Hydraulics Limited	4,064
Deloro Stellite	5,446
Dennison Manufacturing Canada Incorporated	1,105
Dentech Limitée	3,593
Derik Murray Photography	1,289
Desa Industries Limited	22,470
Descartes-Ram Division of Descartes System Group Incorporated	5,597
Deskin Sales Corporation	3,976
Dewey Griffin	15,749
Diamond Canapower	9,109
Diamond Construction Limited	18,084
Dick, AB Company of Canada Limited	5,119
Dick Young Productions	11,059
Diebold Company of Canada Limited	2,705
Diemaster Tool Incorporated	14,482
Digi Dyne Incorporated	4,960
Digital Development Corporation	1,208
Digital Equipment of Canada Limited	485,164
Digital Video Systems Corporation	13,018
Dillingham Construction Limited	4,046
Dipix Systems Limited	2,293
Dix Distributors Limited	1,080
Dix Performance Limited	18,775
DJU (Canada) Limited	1,667
Dofasco Incorporated	15,197
Dolphin Pile Driving	9,405
Domglas Incorporated	2,724
Domtar Forest Products	1,243
Domtar Incorporated, Domtar Chemicals	20,940
Domtar Packaging Company	1,087
Donald Rodney Feuillerat	12,081
Dononue	1,447
Dorel	1,840
Dortec Industries Incorporated	1,909
Doubletex	1,006
Dow Chemicals Canada Limited	9,873
Dresser Atlas Incorporated	7,851
Dresser Canada Limited	8,402
Dresser Clark	21,972
Dresser Industries	44,374
Dresser Machinery Repair	1,472
DRG Packaging Limited	13,558
Droop 7 Rein North America	3,153
Drummond Business	8,156
Drummond Equipment Incorporated	2,220
Drumoyne Limited	1,142
Drytex	1,390
Du Pont Canada Incorporated	19,781
Ducros Meilleur Roy	1,770
Duetz Allis Canada Limited	2,368
Duncan Instruments Limited	9,118
Dunham Bush of Canada Limited	1,919
Dunlop Canada Limited	3,584
Dupont de Nemours Company EI	9,328
Duriron Canada Limited	1,470

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Dylex Limited	13,504
Dynalectron Systems Incorporated	1,207
Dynatech Packet Technology Incorporated	2,480
EB Eddy Forest Products	9,696
EP Electronics International Incorporated	8,668
Ealing Scientific	2,379
Easn Visual Incorporated	43,246
Eastman Chemical	4,396
Eastman Whipstock Limited	4,675
Ebco Industries Limited	14,372
Eclipse Bescom	1,911
Econolite Canada	2,288
Economy Forms Corporation	7,796
Ederer Incorporated	1,750
Edgewind Sales and Manufacturing Limited	6,057
Edmonton Opera Association	69,301
Edo Canada Limited	10,475
Edward High Vacuum (Canada)	4,857
EEV Canada Limited	1,918
Egan Visual Incorporated	43,350
Ehrlich Harvesting	8,590
Eimco CDA, Division Envirotech CDA	2,854
Ekco Canada Limited	15,862
Elan Tool and Die Limited	2,683
Eldon Industries of Canada	70,529
Electric Canada	6,064
Electrical Terminal Corporation	3,204
Electro & Optical Systems Limited	10,947
Electro Rent (Canada) Limited	75,290
Electroforge	2,261
Electrohome Limited	5,137
Electrolux	1,914
Electronics Corporation	3,085
Electronics Corporation of America	1,961
Electrostatic Coating Equipment Company	2,374
Elliot Industrial Equipment	5,440
Elm Plastics Limited	6,399
Elrich Machines Limited	2,973
Embassy Television	36,763
Emerson Electric Canada Limited	7,487
Emhart Canada Limited Mallory Components Division	7,672
Employment and Immigration	1,185
Enco Industries Limited	5,249
Ener-Corporation Management Limited	2,045
Engelhard Industry Canada Limited	1,188
Entreprise Blouin	3,018
Enterprises Beckwith—Bemis Incorporated	2,046
Envipod Canada Eastern Incorporated	5,766
Environmental—Canada—Water Resources Branch	3,325
Environmental Research and Technology Incorporated	18,204
Envirotech Canada Limited	16,915
Epitek International	1,659
Equimac Quebec	3,043
Equipement Piedmont	1,565
Equipment Domar Incorporated	1,000
Equus Management	218,450
Eric Kingston Sales Limited	2,560
Ericson Communications Limited	29,318
Ernest Angley Evangelistic Crusade Incorporated	12,331
Erwin Industries Canada Limited	1,441
ESAB Canada Incorporated	25,687
Essex International of Canada Limited	5,366
Esso Petroleum Canada Division IOI	9,393
Esso Resources Canada Limited	10,557
Estée Lauder Cosmetics Limited	8,614
Etco Manufacturing of Canada Limited	7,899
Ethyl Canada Incorporated	2,507
Ethyl Imco Incorporated	9,619
Etiquettes Tisées du Canada	13,410
Euclid Canada	54,424
Euroclean Canada Incorporated	1,499
Europlastiques	1,437
Evans Rule	14,532
Event Services Incorporated	3,352
Evertz Micro Systems Incorporated	2,598
Ewing, John & Company Incorporated	1,607
Excel Metalcraft Limited	4,454
Exco Engineering Division	5,550
Executone Limited	1,110
Express Network Incorporated	1,830
Express Plastic Containers Limited	3,219
F Jos Lamb Company Limited	145,651
FGL Precision Works Limited	1,314
FW Fearman Company Limited	3,939
Fabricants de Matrices	1,364
Fabricated Steel Products	1,065
Fabrizone Cleaning Systems	2,625
Factron/Schumberger	40,408
Fairchild Data Corporation	11,944
Fairchild Scottsdale	4,577
Faith Diversifield Enterprises	4,158
Farinon Electric Canada	8,116
Faultless-Doerner Manufacturing Incorporated Division of AXIA	8,915
Fauter Building Supply	16,973
Federal Environment Protection	2,871
Federal Pioneer Limited	5,529
Fen/Hanaway Company	1,606
Ferranti Electric	3,516
Ferro Technique	2,191
Fiberglass Canada Limited Incorporated	6,737
Fibracan Limited	1,745
Fillmore Riley Barristers	3,344
Film Production	60,021
Finning Tractor Company Limited	13,732
Firestone Canada	8,069
Fisher Controls Company of Canada	31,913
Fisher Scientific Company Limited	7,206
Fitz Patrick Construction	230,961
Fleet Industries A Division of Ronyx Corporation Limited	9,143
Flo-Lite Industries	8,004
Fonderie Magotteaux Canada	1,344
Ford Electronics Manufacturing Corporation	24,599
Ford Glass Limited	2,189
Ford Motor Company of Canada Limited	418,371
Forest Engineering Research	17,041
Formules Mécanographiques	7,581
Forthright Technologies Incorporated	2,701
Foseco Canada Limited	3,740
Foulis Engineering Sales Limited	2,001
Foxboro Canada Incorporated	4,158
Frame 30 Productions	5,578
Francis Belliveau Limited	14,377
Franklin Manufacturing Company (Canada) Limited	18,337
Fraser Incorporated	14,672
Freedland Industries Limited	9,382
Freybe Sausage	9,470
Fuller Brush Company	18,851
Furmanite Canada Limited	1,783
Furncan Marine Limited	5,337
Furst Manufacturing Corporation	15,277
G Tech Corporation Providence	4,156
G Tech Nord	3,794
GB Book Plastics Limited	1,129
GCA Corporation, Technology Division	6,262
GEC Diesels Incorporated	1,562
GLC Canada	1,430
GN Johnston	17,569
GTE Unistrut Limited	27,638
GWD Controls	4,407
Gale Resources	21,944
Gananoque Plastics Corporation	24,282
Gandalf Data Limited	4,244
Garland Commercial Ranges Limited	1,403
Garlin Design and Manufacture Limited	1,745
Garrett Manufacturing Limited	2,906

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Gates Canada Incorporated	21,723
Gatti Productions Incorporated	1,472
Gaylord Production	20,838
GCA Technology	6,900
GEAC Canada Limited	1,643
Gebbert, Ray Arthur	3,039
GEC Canada Limited	27,800
Gemcom Canada Limited	1,267
Genamation Incorporated	4,729
Gendron Lefebvre	19,895
Geneq	1,981
General Aluminum Forgings Incorporated	48,991
General Communication Incorporated	5,781
General Corrugated Machinery	2,896
General Electric	4,237
General Electric Medical	11,841
General Motors	169,784
General Systems Research Limited	4,445
General Tire and Rubber Company	9,486
Genigraphics Liverpool	1,155
Genrad Limited	13,835
Genstar Rental Electronics Incorporated	335,583
Gentian Electronics	2,639
Georgetown Shipyard	7,910
Gerber Camsco Incorporated	4,364
Giga Tron Associates	34,554
Gigatek Limited	2,001
Gilbarco Canada Limited	4,778
Gladwin Machinery of Canada Limited	2,010
Glenayre Electronics Limited	7,924
Glise America	2,792
Global Positioning Services Limited	13,678
Global Weather Dynamics Incorporated	2,087
Goodger Valleau Poisson	16,110
Goodyear Canada	1,624
Gorman Rupp of Canada Limited	5,430
Gorrie Advertising Services	22,076
Gospel Tent Ministries	4,850
Gough Electronics Limited	2,143
Gracious Living	23,962
Graco Canada Incorporated	2,969
Grand and Toy Limited	5,073
Grand Prix du Canada	3,764
Grant Waferboard	8,345
Great Canada Colour Printing Limited	8,048
Great Lakes Forest Products	11,471
Greif Containers Incorporated	7,259
Grid Systems Canada Incorporated	5,602
Griffith Laboratories Limited	8,702
Griffith, Robert	1,135
Grosfilled Incorporated	17,480
Grosfillex Incorporated	7,841
Groupe Hamelin	3,419
Grues Maurice Gendron	13,282
Guertin Brothers, Coatings and Sealants Limited	4,521
Guillevin International	7,930
Gulf Canada Limited	79,002
Gulf Canada Resources Incorporated	2,745
Gullrock Seafood Limited	1,146
HC Price of Canada	2,342
HD Hudson	2,385
HDC Industries	31,289
HG Kalish	2,926
HPD Incorporated	3,289
Haden Technical Services Corporation	2,247
Hadley Tekscience Canada Incorporated	2,078
Hagen Incorporated, Rolf C	1,605
Haljon Controls Incorporated	8,870
Hallmark Tools Limited	2,051
Hamelin Enterprises	5,243
Hanian, Daniel	1,720
Harkness, Jan	3,273
Harriann Industries Limited	1,709
Harringan Rentals and Equipment	1,122
Hartman Material Handling Systems	2,286
Harvard Creative Services	4,975
Haughton Graphics Limited	14,158
Hawker Siddeley Diesel & Electrical Limited	3,644
Hayes—Dana Incorporated	7,166
Heartstar Productions	24,490
Henderson Doug Sales	11,483
Herbet Studio	6,736
Hercules	3,446
Heritage Festival Society	6,730
Herman Miller of Canada Limited	4,125
Herro Machinery Limited	1,412
Hewitt Equipment	9,308
Hewlet—Packard (Canada) Limited	325,721
High Stakes Productions	1,935
Himont Canada	18,346
Hitachi Denshi Canada Limited	32,745
Hitachi HSC Canada Incorporated	2,200
Hiteck Interactive Training Incorporated	2,433
HMC Computer Corporation	24,672
Hobart Brothers of Canada Limited	7,379
Holdings Canada Limited	2,966
Homeshield Industries Limited	6,759
Honey Bee Sanitation	59,135
Honeywell BSD Incorporated	23,100
Honeywell Limited	9,588
Horton CBI Limited	67,283
Horwood Bullock Limited	4,535
Hostess Food Products Limited	2,290
Hughes Aircraft	3,005
Hunter Environmental	51,277
Huron Steel Products (Windsor) Limited	48,783
Huwell Farm Supply	8,092
Hydro Dynamics	3,255
Hydro-Dyne Industrial Cleaning	7,493
Hydro-Flex Incorporated	2,372
Hydro Marine Services	20,896
Hydro Québec	57,455
Hydro Space Marine	363,265
Hydrocom International	1,408
Hylogic Incorporated	1,389
Hymatic Controls Limited	7,181
IBM Canada Limited	98,217
ICG Liquid Gas	5,343
Ideal Security	12,699
IDS Mappex Limited	1,411
Igloo Import and Supply Company Limited	9,283
Ilco Unican	1,794
Iman Productions	47,399
Imapro Incorporated	6,552
Imperial Clevite Canada Incorporated	10,491
Imperial Oil Limited	51,702
Importations Aldier	1,615
Impregilo Atlas	113,700
Inco Limited	2,858
Independent Order Foresters	6,129
Independent Pictures	25,718
Index Technology	5,528
Industries Griffin International Incorporated	3,135
Industries PPD Hercules Incorporated	3,450
Industries Provinciales	3,478
Infotron Canada	1,075
Ingersoll-Rand Canada Incorporated	28,312
Inmont Canada	1,936
Inmotion Company	11,840
Innotech Aviation Limited	219,419
Inscan Contractors (Ontario) Incorporated	1,447
Insight	12,342
Instrumental Rentals Canada Division	145,085
Integrated Plastics Limited	2,975
Intelledex Incorporated	8,203
Inter City Gas	2,849

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Inter Technology	8,808
Inter Video Incorporated	1,675
Interbake Foods Limited	6,719
Intercontinental Production Services	14,271
Interfax Systems Incorporated	21,665
Interforest Limited	9,644
Intermecanica International	1,023
Intermountain Film Production	11,920
International Harvester Company Canada Limited	4,769
International Minerals and Chemicals Limited	3,467
International Power Chemicals Incorporated c/o OILCO	6,459
International Submarine	5,091
International Tools	3,590
IRM Canada Limited	19,893
Iroquois Chemical	1,510
Irving Oil Transport Limited	11,573
Irving Pulp & Paper Limited	3,095
Irwin Toy Limited	135,831
ISE Research Limited	2,673
ITC Productions Incorporated	40,326
ITEX Composition Systems	8,250
ITT Industries of Canada Limited Communications Division	10,372
J Kovinsky & Sons Limited	2,476
JF Systems Incorporated	4,351
JI Case Canada Limited	25,749
JR Normand	12,580
Jacuzzi Canada Limited	5,796
Jaddco Anderson Limited	53,356
Jaguar Canada Incorporated	2,270
James E Scott and John Rorabeck	1,058
Jansa, Steve	15,838
Japan Industries Incorporated	26,386
Jarvis End	2,129
Jay Plastics Company	14,802
Jerome and Francis	2,167
Jerry Kramer	6,867
Jimmy Swaggart Ministries	695,923
John Darby	1,269
John Deere Limited	53,807
John Fluke	10,044
John T Batts Enterprise Canada Limited	4,315
John T Hepburn Limited	1,424
Johnson and Johnson Incorporated	1,323
Johnson Controls Limited	1,292
Johnson Environmental Equipment Limited	22,823
Johnson GN Equipment Company Limited	14,487
Joly Engineering	1,653
Jones 83 Manufacturing Company	3,040
Jordan and Saint Michelle Cellars Limited	23,411
Josco Industrial Limited	3,178
Joseph Feury Productions	15,179
Jouets Ritvik Incorporated	57,313
Journey Communications Limited	9,366
JPS Micro Systems Incorporated	1,227
Kasle Steel of Canada Limited	27,857
Kawneer Cie	1,074
Kellogg Salada Canada	19,905
Ken Knettinger	3,481
Kendal Canada Division of CKR Incorporated	2,018
Kenner Products (Canada) Limited	213,245
Kenneth Copeland Ministries	77,256
Kenny Van Caun Products	2,019
Ket Network Centre	1,228
KHD Canada Incorporated	4,362
Kidd Creek Mines Limited	25,790
Kiewity, Peter Sons Company Limited	20,208
Kimberly Clark Canada	4,753
Kimbley George	4,799
King Equipment Manufacturing Incorporated	6,395
Kingsbury Machine Industries	1,479
Kingsway Film	14,245
Kitchener Public Library	1,026
Kitchens of Sara Lee Canada	3,604
Knape & Vogt of Canada	1,290
Knoxland Equipment	2,671
KOA Vancouver	11,490
Kockums Can Car, Incorporated	16,307
Kodak Canada Limited	99,074
Koering Canada Limited	1,250
Kohler Limited	1,759
Komex Consultants Limited	8,343
Komline and Sanderson Limited	11,632
Kone Incorporated	3,543
Konval Kare Rehab & Hospital Supply	1,956
Kord Products Limited	34,978
Kraft Limited	1,914
Krones Machinery Company Limited	1,696
Kruger Incorporated	2,174
KSH Canada Incorporated	8,770
KTS Business Systems Incorporated	2,312
Kurzweil Computer Products	2,603
KVOS—TV BC	2,183
Kwik Lok Limited	1,403
LCF Manufacturing	7,265
LE Shaw Limited	7,947
La Brasserie Labatt	6,798
La Cie de Disque KD	2,208
La Majeure	4,598
La Société d'Exploitation	5,927
Lab Volt Québec Limitée	2,648
Lake Erie Foods	3,176
Lake Ontario Steel Company Limited	1,614
Lambert Ph E	1,156
Lamco Die Cast	7,466
Laniel Canada	25,970
Lanpar Technologies Incorporated	15,843
LaSalle Glass Blowing Company Limited	3,666
Laserhouse Productions	2,010
Laurentide Control	1,533
Lauron Productions Limited	4,653
Lauzier and Little	8,222
Lawdis and Gyr	55,343
Lawson Business Forms	6,617
Lawson Graphics Division	3,585
Le Blanc and Royale Communications Tower Limited	2,796
Le Tran Technologie	1,984
Lear Siegler Industry	3,387
Leasemetrics Canada Incorporated	28,043
Leco Instruments Limited	139,159
Lee Rock Productions	26,356
Leeds and Vorthrup	1,191
Leedye Incorporated	1,860
Leigh Metal Products Limited	8,955
Lenbrook Industries Limited	6,662
Leq Measurements Limited	7,204
Les Aliments Culinar Incorporated	5,981
Les Bouteilles Browns	4,080
Les Distributeurs Jardel	1,072
Les Entreprises Givesco	30,145
Les Entreprises Kiewit	10,521
Les Équipements Blackwood	1,442
Les Gazonnières Fairlawn	1,392
Les Industries Cascades	5,471
Les Industries Frisco Bay	4,268
Les Industries Gemetec	1,496
Les Industries Sanyo	2,371
Les Industries Wedco Limitée	1,155
Les Matériaux de Toitures APS	3,160
Les Outillages KK Limitée	1,874
Les Plastiques Macaple	1,145
Les Productions Diva	6,775
Les Productions Prisma	3,629
Les Produits Babytime	4,898
Les Produits de Ciment Tremblay	2,400
Les Produits Imagination	7,969
Les Systèmes Tyme	3,526

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Les Tricots Main	3,791
Lever Detergents Limited	2,574
Levitt Safety (Eastern) Limited	1,536
Libbertt Concessions Incorporated	4,675
Lily Cupp Incorporated	7,916
Lincoln Electric Company of Canada	1,461
Lions Gate Hospital	20,796
Liquitransport	6,369
Litho Prestige	1,021
Litton Systems Canada Limited	5,957
Lobsiger Associates Limited	10,412
Lofaro & Associates	112,038
Logan Design Systems Limited	47,701
Logicware Incorporated	6,155
Logidisque	1,712
London Free Press, The	1,110
Loram Maintenance Ofway Limited	3,273
Loren Stamp Holdings	1,111
Lorimar Canada	61,843
Lornex Mining Corporation Limited	11,702
Lotus Development Corporation	9,335
Louis Albert Association Incorporated	3,050
LTS Sales Incorporated	21,038
Lucky Strike Plastic	1,628
Ludwig Engel Canada Limited	1,598
Lue Thompson	16,981
Lullabies of London Limited	4,224
Lumas Canada	1,494
Lumberyard Information Systems	1,371
Lupel—SNA Incorporated	2,465
Lykes Paco Pacing Company	8,812
Lynes United Services	1,349
Lyons Incorporated	6,918
M & K Plastics Limited	1,941
MSC Electronics Limited	74,134
MTS Testing Systems Limited	2,292
Mabarex	22,868
Mac Millan Bloedel Limited	4,405
Macbeth Division of Kollmargen	5,639
Macdonald Dettwiler	11,334
MacGregor Navire	1,238
Machinerie Industrielle	1,791
Machineries Provinciales	75,856
Machines Outils H Line	2,565
MacIntyre Business Systems Limited	3,451
Main Knitting Mills Limited	1,773
Mainsten Canada Limited	2,230
Major H Productions	3,205
Manalta Coal Limited	17,494
Manford Limited Pulp and Paper	1,117
Manitoba Cancer Treatment	1,166
Manitoba Opera Association Incorporated	27,381
Manitoba Telephone System	3,620
Manor Limited, Pulp and Paper	5,643
Manufacturing Systems Design	7,100
Manville Canada Limited	17,209
Maple Lodge Farms	5,596
Maple Roll Leaf Company Limited	1,810
Marathon Industrial Products Company	1,685
Margaux Controls Incorporated	1,313
Marian Rees Association Incorporated	15,282
Marig Incorporated	2,427
Marineland of Canada Incorporated	4,936
Marion Power Shovel	76,293
Mark Meyer	14,866
Marr's Leisure Products (1977) Incorporated	6,002
Mars Limited	1,380
Martin Brower of Canada Limited	8,702
Martin Traction Canada Incorporated	2,204
Mary Eky	1,401
Massey Ferguson Industries Limited	4,329
Master Chemical Corporation	1,423
Matlock Brothers	3,364
Matrox	28,448
Mattel Canada Incorporated	80,332
Mazda Canada	2,123
McCain Foods Limited	54,190
McCorquodale Color Card Limited	1,306
McElhanny Surveying Group Limited	63,488
McFayden Marketing Limited	4,484
McGraw Edison Limited	5,397
McLeod Stedman Incorporated	1,373
MDS Laboratories Limited	2,666
Medal Craft	1,736
Medical Lasers Incorporated	2,747
Mega Systems Design Limited	3,490
Memorex Canada Limited	16,451
Menasco Canada Limited	3,338
Mennen Medical Incorporated	2,945
Mentor Graphics	54,885
Mercury Marine Limited	2,752
Mermarine Incorporated	21,084
Merrill Lynch Royal Securities	1,070
Metal Canada Limited	5,648
Metal Sales Manufacturing	1,315
Métaux Kosel Incorporated	6,612
Metform International Limited	1,040
Metropolitan Life Insurance Company	1,233
Metropolitan Transit Commission	13,181
Meyer Products Incorporated	2,316
Micd Holding	11,714
Michelin Tires	1,639
Micro Solutions	1,295
Microtronix Systems	1,136
Mid—West Silo Systems Limited	2,141
Mido Electronics Incorporated	5,810
Miles Laboratories Limited	4,827
Miller Communications Incorporated	8,869
Millman's Communication Services	4,820
Milton Bradley Canada Incorporated	221,860
Mincom USA Incorporated	2,743
Minicom Data Corporation	2,696
Mining Services	34,895
Ministère de la Défense nationale	197,246
Ministère de l'Agriculture	12,456
Ministère des Approvisionnements et Services	2,175
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources	3,409
Ministère de l'Environnement	4,361
Ministère des Pêches et des Océans	7,359
Ministère des Transports	9,291
Mitex	1,871
Mitsubishi Canada Limited	2,082
Mitsui & Company Canada Limited	3,091
Mitsui Engineering & Shipbuilding	1,624
Mobile Data International	5,175
Molokai Productions	4,623
Molson's Brewery Limited	1,284
Monarch Plastics	1,272
Monsanto Canada Limited	9,729
Mont Sutton Incorporated	9,540
Montour	2,813
Montreal Die Makers	1,246
Montreal Standard	1,142
Moore Business Forms Division of Moore Corporation Limited	3,263
Moralhorst Automation Incorporated	8,809
Morris Cerullo World Evangelism of Canada	5,012
Morval Durafoam Limited	23,395
Mosler Durafoam Limited	8,508
Motion Shows	31,572
Motor Carriers Limited	13,735
Motor Wheel Corporation of Canada Limited	71,543
Motorola Canada Incorporated	12,245
Moulage Sous Pression	7,833
Mr Peter Hughes	1,485
MSB Plastics Limited	8,005
MTD Products Limited	149,278

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Mueller Canada Incorporated	2,641
Muirhead Systems Limited	6,607
Multi Chandelles	4,212
Multi Fittings Limited	12,284
Multilingual TV	4,458
Multimatic Manufacturing	3,027
Multipoint Communications	5,592
Multitest Electric	2,371
Mundet Industries Limited	2,367
Murata Eive North-America Limited	3,592
Mutual Life of Canada	1,625
MV Ordinance Industries	2,095
Mylec Canada Limited	102,879
NB Electric Power	18,663
NB Telephone Company Limited	3,551
NFE Canada Limited	6,496
NL Chem	5,792
NL Shaffer	2,425
NS Power Corporation	1,102
Nalley's Canada	1,583
Namasco Limited	1,402
National Auto Radiator Company Limited	4,518
National Electronic Agencies	10,670
National Hardware Specialty Limited	5,061
National Research Council of Canada Limited	22,489
National Rubber	229,824
National Sea Products	4,282
National Semiconductor Canada Limited	2,876
National Standard	1,243
Navair Limited	1,417
Nella Cutlery Service	4,671
Neptune Meters Limited	11,297
Neptune Theatre	4,075
Nestle Enterprises	7,708
Net Management Systems Limited	5,915
Network Systems Corporation	12,192
New Media Technology	3,111
New York Air Brake Company	2,661
Nexa	26,278
Niagara Parks Commission	1,115
Nillson Tool Company Limited	3,647
Niverville Feed and Farm Supply	2,813
Nolisair	2,951
Noonan, Astley & Pearce Incorporated	1,862
Nootka Marine Construction Limited	8,561
Norand Corporation	5,991
Noranda Mines Limited	121,297
Norca Industries	1,130
Nordair	5,370
Nordco Limited	6,435
Nordeux Company	7,062
Nordson Canada Limited	16,858
Norpac Controls Limited	3,163
Norseman Plastics Limited	6,827
Nortec West Limited	6,210
Nortech Control Equipment Incorporated	2,893
North American Controls	6,400
North American Decorative Products Incorporated	3,512
North American Professional Technologies	1,200
North Eastern Ontario Telehealth Network	12,083
North Star Silo Company	1,521
North Wind Undersea Institute Incorporated	7,127
Northern Strands (1976) Limited	29,143
Northern Telecom Canada Limited	162,573
Norwest Precision Limited	1,386
Nova Scotia Power Corporation	1,011
Novatel Communications Limited	52,550
Nu-Dell Plastics Limited	8,503
Nucleus Tool and Die Limited	1,693
Nyab Vicom, Division of General Signal Limited	3,078
Nyberg, Bruce	9,810
O'Reilly, John A	1,147
Odessa Canada Incorporated	2,933
Office Smith Limited	6,883
Offshore Survey and Positioning	3,754
Okanagan Helicopters	9,246
Olsonite Products Limited	26,870
Omniplast Incorporated	1,751
Ontario Cancer Institute Incorporated	1,681
Ontario Hydro Limited	27,036
Ontario Paper Company Limited	8,258
Ontario Rubber Division Robco Incorporated	1,703
Ontor	1,032
Opera Hamilton	21,558
Optikon Corporation Limited	1,120
Optro Tech Incorporated	11,852
Orion TV Productions	85,773
Orlick Industries Limited	3,573
Osborn, Brian	6,310
Otis Elevator Company Limited	30,012
Otto Bock Orthopedic Industry	8,984
Otto Fretz	1,432
Outokumpu Equipment Canada Limited	4,733
Overseas Monitor Corporation	2,852
PC World Circuits Incorporated	4,181
PCL Pashen Pile A Joint	22,979
PHB Weserhutte Incorporated	13,132
PJ Hannah Equipment Sales	1,530
PK Coating Manufacturing Limited	1,023
PPG Industries Canada Limited	1,479
Pac—Tec Marketing Limited	5,991
Paccar Tech	15,421
Pacific Car and Foundry Company	1,761
Pacific Engine and Equipment	1,173
Pacific National Exhibition	16,889
Pacific Press Limited	1,149
Pacific Truck and Trailer Limited	2,968
Packagemaster Limited	1,486
Page—Wilson Company	3,395
Pan Canadian Film Distributors	1,643
Pan Canadian Petroleum Limited	1,097
Pan duit Canada Limited	14,162
Paper Mate Canada	4,177
Par Micro Systems Corporation	3,694
Paradyne Canada Limited	3,557
Paragon Tools	3,153
Paramount Pictures Limited	37,400
Park Davis Canada Incorporated	2,228
Parker Brothers Limited Division of General Mills Canada	34,113
Parkway Manufacturing Limited	1,673
Parmic Corporation Limited	2,872
Partners Film Company	21,509
Pathex Canada Limited	4,744
Pauls Handling Limited	25,018
Pavailler Canada	2,002
PCL Brawn Simons Limited	2,599
PCL Construction Management	17,232
PCL Paschen Pike	13,310
Peacock Brothers Limited	1,202
Pearl Equipment Company Canada Limited	34,406
Peelle Company Limited	1,817
Peerless Cascade Plastics	1,451
Peinture Internationale	14,662
Pennwalt Incorporated	60,058
Perkin—Elmer (Canada) Limited	13,513
Perspective Audio	1,631
Peter Austin Manufacturing Company	12,111
Peterborough Boats Incorporated	11,343
Petro Canada Exploration Incorporated	12,013
Petromont Incorporated	6,988
Philips Cable Limited	21,490
Phillips Electronics Limited	133,116
Picker International Canada Incorporated	6,245
Pictou Industries	1,817
Pineway Electronics Limited	2,445
Pirelli Cables	6,807

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Pitman Manufacturing Company	20,087
Pitney Bowes of Canada Limited	73,009
Pitometer Associates (PVC)	5,047
Plasser Canada	1,055
Plastex Industries	1,173
Plastibeton Incorporated	1,635
Plastics CMP Limited	14,441
Plastiglide Limited	1,099
Plastique DCN Incorporated	7,284
Plastiques Modernes Limitée	14,573
Plastiques Richmond	1,135
Plastiques Vital Incorporated	2,855
Plax Division of Bradley—Fenn Enterprises Incorporated	99,807
Playtex Limited	1,067
PLV Conferencing Systems Limited	4,956
Pointe Claire Trophy	1,191
Polaris Entertainment	17,741
Polaroid Corporation of Canada	200,088
Police Academy Productions Incorporated	88,705
Pollard Bank Note Limited	44,637
Polor Plastique	16,283
Poly Cello Limited	3,806
Polycrete Restorations Limited	11,720
Polyner International	1,536
Polysar Limited	581,551
Pompaction	1,791
Poppy's Concessions	6,089
Potash Company of America	1,160
Poudres Métaliques Québec Limitée	2,686
Power Applications and Manufacturing Company Limited	2,242
Power Distribution Incorporated	4,515
PRA International Incorporated	1,428
Pratt and Whitney Aircraft of Canada Limited	38,230
Prebec Limited	8,642
Precision Spring of Canada Limited	1,074
Precision Valve Canada Limited	2,266
Predictive Maintenance	3,127
Price Wilson	1,840
Proctor and Gamble Incorporated	91,417
Produits Plastiques JAY	85,990
Progressive Engineering Works	3,349
Provigo Distributor	1,089
Prudential Insurance Company	1,898
Pulsar Plastic Limited	4,140
Puritan—Bennett Canada Limited	1,010
Pyrotronics Canada Limited	2,784
QCTV	1,673
Quaker Oats Company Canada Limited	15,257
Quandra Construction Company	7,945
Quantas Airways	2,524
Quantive	1,228
Quebec Air Limited	2,614
Quebec Cartier Mining Company	2,521
Queens University	2,048
Quesnel River Pulp Company	4,994
Quintina Products	103,969
Quinton Instrument Company	16,047
R Hoe Canada Incorporated	1,027
R Mabit Incorporated	1,649
R Nicholls Distributors	3,510
RF Systems, Division General Instruments Limited	8,006
RFI Industries	3,291
RIF Moulds	2,690
RJR MacDonald	23,747
ROR Associates	1,167
RP Lindsay Rubber Products	2,703
RP Systems Canada Limited	607,036
Racal Redac	3,111
Radio CJLS	1,824
Radio Futura	9,684
Radionics Scientific Incorporated	2,496
Rage Engineering Incorporated	1,783
Rama Housewares	3,991
Rapistan Division of Lear Siegler Incorporated	2,252
Rayburn James K Incorporated	1,476
Raymond (1973) Incorporée	6,915
Rayonics Scientific	13,018
Raytheon Canada Limited	16,038
RCA Records	4,974
Reaction Instruments Incorporated	1,074
Readers Digest Association	2,672
Realicom Incorporated	19,251
Red Top Equipment Company Limited	6,074
Redirack Industries Limited	7,923
Reeves Brothers Canada Limited	7,071
Regional Die Casting Limited	3,138
Reininger R and Sons	1,889
Reliable Patterns Company	1,317
Reliance Electric	6,722
Reliance Products Limited	5,057
Reliance Telecommunications	4,843
Remax	1,317
Remington Air Conditioning Canada Limited	10,025
Remtec Incorporated	32,243
René Fibres de Verre	1,118
Return of Billy Jack Incorporated	2,143
Revenue Canada, Taxation	2,877
Revo—Pave Incorporated	39,871
Rhode and Schwartz Canada Limited	5,538
Rich Products of Canada Limited	3,213
Ridding Ouellette Incorporated	12,190
Rieke Canada Limited	12,693
RIM ONE	46,918
Rimply Manufacturing	6,525
Risdon Cosmetic Containers Incorporated	4,815
Riverside Refractories Canada	35,672
Rivinius, Rodney	2,338
Rivtow Straits Limited	5,972
Robert Mitchell	2,622
Robotics Systems Incorporated	2,670
Rocca Construction Limited	41,549
Rochester Instruments Systems Limited	8,736
Rockford Automation	8,342
Rockwell International of Canada Limited	24,569
Rogul, Normal Fur Company Limited	3,611
Rollins Machinery Limited	9,245
Ronalds—Federated Limited	5,089
Rosemount Instruments Limited	14,443
Rotating Equipment Sales	4,282
Rotem Industrial Products Incorporated	1,628
Rothmans of Pallmall Canada Limited	2,079
Royal Canadian Mint	3,487
Royal Canadian Mounted Police	1,606
Rubbermaid Canada Incorporated	790,803
Rush Productions	21,557
Rustad Brother	1,733
S and C Electric Canada Limited	1,556
SCD Coatings Limited	2,823
SCMR Limitée	3,116
SGS Supervision Services Incorporated	17,380
SRP Controls Systems Limited	4,968
Saab Totem Incorporated	2,119
Safety Supply Company	2,374
Saint-John Shipbuilding Limited	10,261
Salex Technical Limited	5,615
Sandy, Bill Organization Limited	41,606
Sango Canada Incorporated	2,770
Saskatchewan Power Corporation	17,219
Saver Axels	2,094
Sceptee Riedel Dawson	28,569
Sceptre Manufacturing Company Limited	2,071
Scheller Globe of Canada Limited	5,798
Schenck Farms and Greenhouses Company Limited	2,604
Schlegel Lining Technology Incorporated	46,597
Schneider JM Incorporated	1,479

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Schneider, Kathy	2,918
Schuebel, Keith	3,256
Schwing America	14,759
Scientific Atlanta Canada	28,520
Scott Paper Limited	27,946
SCP Sciences	3,496
Screen Ventures International Incorporated	8,463
Sea-West Engines Limited	4,562
Sed Systems Incorporated	1,321
Seer Canada	13,913
Selaed Air of Canada Limited	1,694
Selcan Limited	16,118
Seven Up Pure Spring	1,872
Shaw Festival Theatre Foundation	2,280
Shell Canada Limited	127,400
Sheller Globe of Canada Limited	40,250
Shelley Machine and Marine Incorporated	2,895
Sherritt Gordon Mines Limited	31,636
Shifletts Incorporated	1,088
Shillington, Ed Enterprises Limited	1,844
Shop Vac of Canada Limited	127,980
Shoppers Drug Mart	2,290
Showscan Film Corporation	10,987
Sicht-Pack	36,182
Sico Incorporated	1,211
Siemens Electric Limited	58,757
Siena Foods Limited	1,913
Siga-Tron Associates Limited	3,024
Sigmacon Systems Incorporated	1,616
Signatel Limited	8,849
Signode—Canada	3,460
Signtech Incorporated	3,511
Silcofab Limited	2,022
Silicon Graphics Incorporated	11,533
Simco Ramic Corporation	1,143
Simmons Machine Tool Corporation	3,374
Simon Day Limited	6,477
Singer Company of Canada Limited	1,929
Sintra Incorporated	27,937
Sirucek, Jim and Karen	7,163
SISU NIEMI Incorporated	1,388
SKD Company	15,561
Skyfield Communications	4,071
Slemens-Allis Incorporated	1,191
Smidth FL and Company of Canada Limited	1,348
Smithers Oasis Canada Limited	1,600
Société Canadienne Métaux	33,066
Société de Transport	52,957
Société Place des Arts	1,433
Société Radio-Canada	9,113
Société Sette	5,207
Solar Turbines Canada Limited	3,942
Solaray Division of Sunbeam Corporation (Canada) Limited	155,105
Solartron Instruments	4,651
Soled	11,586
Solid Brass Productions	5,348
Solotech	130,572
Solus Manufacturing	1,667
Somerville Belkin Industries Limited	19,981
Sonic Barrier Sound Products	20,772
Soniplastics	2,341
Sono Technique	5,091
Sortex North America Incorporated	1,631
Sound and Lighting Flash	9,543
Spar Aerospace Limited	3,398
Spartan Drilling Limited	37,878
Speciality Packaging Products Corporation	5,664
Spectragraphics Corporation	6,244
Spectrex	3,889
Speed Sports Promotion	183,958
Sperry Incorporated	11,713
Sperry Univac Defence	16,283
Spin Physics	52,994
Sportanics Limited	1,623
Sports Odessa	2,933
Sportscan Garments Incorporated	1,665
Sprague Meter	4,659
Spun Steel Limited	2,504
Square D Company Limited	1,005
St Clair Plastics Division 513978 Ontario Limited	1,610
St-Lawrence Metal Industry Canada	4,569
St Marys Cement Company	25,349
St Mary's Paper Incorporated	2,629
St Regis (Alberta) Limited	12,285
Standard Aero Limited	1,352
Standard Industries Limited	5,286
Standard Paper Box (1979) Incorporated	16,324
Standard Pressure Pipe	6,952
Standard Products Limited	3,713
Stanfield's Limited	4,449
Stanley Door Systems Limited	7,380
Star Headlight and Lantern Company of Canada Limited	1,990
Starcraft Recreational Products Limited	1,047
Stark, Wilfred	2,126
Starks, Dale	2,307
Starlight Equipment Limited	1,528
Starrett, The LS Company of Canada	2,995
Statistics Canada	1,606
Stearns Catalytic Limited Air Products Division	43,188
Steel Brothers Canada Limited	3,210
Steel Case Canada Limited	5,843
Steelform Contracting Canada Limited	3,817
Steeplejack Services Limited	3,789
Steinberg Incorporated	1,206
Stepfather Productions	3,697
Stephens Hepner Company Limited	1,082
Sterling Circuits Limited	2,259
Stikine Grand Canyon Expedition	1,062
Storey, Gilbert C Machinery Limited	4,598
Storwel International	1,149
Stowe Woodward	3,763
Straco Systems Limited	1,161
Streamline Copper and Brass Limited	1,000
Streit Harvesting	48,905
Strom James A	1,604
Studer Revox Canada Limited	1,229
Studio Du Havre	1,720
Suite Music Incorporated	43,510
Sulaero Limited	238,260
Sumitomo Canada Limited	121,865
Sunö Defibrator Incorporated	10,972
Sunnyside Up	10,168
Sunohio	93,863
Superior International Corporation	1,826
Superior Machine and Tool	11,089
Supreme Casting and Tooling	1,353
Surga Limited	170,820
Surman Corporation	5,705
Sweaney, Dale	5,567
Sweaney, Tom	3,460
Swecan International	3,639
Sweda International	1,687
Swiss Instruments	3,290
Sydney Development Corporation	8,375
Sydney Steel Corporation	2,832
Symak Sales Company	1,921
Symbolics Canada Incorporated	11,366
Synercom Techn	2,831
Syprim Consieur Delmedico	1,687
Systèmes de Support	1,308
Systemhouse Limited	1,044
Systron Proquip	1,823
TCI Superior	1,215
TDW Sales	33,331
Tac Incorporated	3,783
Taft Entertainment Television	10,292

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Taillefer, Division Culinar	5,603
Talia Film II (UK) Limited	107,029
Tandem Computers	24,105
Tara Marketing Corporation	1,563
Taro Gear	2,667
Tarxien Company Limited	20,284
Tasman Scientific Incorporated	3,826
Taurus Products Incorporated	4,824
Taylor Forge Canada Limited	4,143
Tech Rep Electronics Limited	2,189
Technical Marketing Association Limited	93,193
Techno Polymar	1,695
Techtrol Corporation	4,390
Tecma	2,096
Tecnetics Industries Incorporated	2,338
Teinturiers Elite	1,499
Tektronics Canada Incorporated	28,811
Télé-Métropole	3,307
Tele-Radio Systems Limited	3,178
Telecommunications Tech Incorporated	3,339
Teleglobe Canada	32,546
Telepix Canada Corporation	30,500
Telesat Canada	5,244
Telesis Systems	2,545
Teleterm Systems Incorporated	2,046
Telex Computer Products Limited	11,625
Telnet Incorporated	1,375
Telxon Canada Corporation	1,340
Tempest Security Intergrators	6,425
Teradyne Corporation	31,769
Test Action Incorporated	8,934
Test Data Systems Canada Limited	5,731
Test Technology Incorporated	3,971
Texas Instruments Limited	32,369
Texscan Communication Incorporated	3,759
Textron Incorporated	1,116
Thalamns Electronics Limited	3,173
The Gazette	49,685
Thermag Industries Incorporated	3,982
Thermal Analysis Infrared Surveys	1,247
Thermo-Electric Canada Limited	2,396
Thermojet Incorporated	6,280
Thomas and Betts	2,058
Thompson CSF Canada Limited	98,593
Thunderbird Plastic	5,778
Tideland Signal Corporation	2,667
Tie Communications Canada Incorporated	1,204
Timberjack Incorporated	25,032
Tirobec	14,773
Tod Radio of Canada	1,408
Tomy Canada Incorporated	11,359
Tonka Corporation Canada Limited	1,035,713
Toro Company	1,025
Toronto Plastics Limited	1,080
Toshiba International	2,211
Total Wreckers	6,131
Tourisme, Chasse et Pêche	1,786
Townsend, Division of Textron Canada Limited	1,415
Tracan Electronics Corporation	5,141
Tracon Engineering Limited	2,051
Tractor Northern Incorporated	8,461
Trane Company of Canada Limited	11,179
Trans Canada Pipe Lines Limited	45,130
Trans Canadian Compuserve	13,408
Transwest Marketing	6,739
Travelers of Canada	1,121
TRC Advanced Analytics	72,255
Tresco Communications	2,442
Tri Canada Incorporated	2,237
Tri Sure Products	3,633
Tri-Way Machine Limited	29,909
Triconcept	18,449
Trident Automotive Products Incorporated	1,654
Trim Key Studios	25,710
Trim Trend	17,100
Trimac Transportation Systems	7,039
Trinelle Production Incorporation	1,607
Triplex Engineering Company Limited	4,803
Tripp-Bogt Trottier Limited	4,824
Trispec	18,478
Trizec Corporation Limited	43,283
TRW Canada Limited	1,753
Tsavdaris Barrow Associates	88,179
Tucker Plastics Incorporated	36,557
Tupperware Company A Division of Dart Industries Canada Limited	2,177,967
Turner Mill Equipment Limited	2,189
TVW Paper	35,000
Twentieth Century Fox Films Corporation	121,897
Twinpak Incorporated	9,472
Tyme Systems	1,184
UX Software Incorporated	2,173
Ulstain Maritime Limited	3,538
Ungermann Bass Incorporated	2,247
Unicor Industries	25,800
Union Carbide Canada Limited	29,494
Union Oil Company of Canada Limited	2,901
Uniroyal Limited	7,988
Uniswitch Division of Wabco Limited	12,161
Unit Rig and Equipment	21,666
United Rigging and Handling	3,556
United Video Limited	3,281
Univeco Industries Incorporated	16,036
University of British Columbia	2,248
University of Manitoba	2,299
University of Toronto	1,355
Upton Bradeen and James Incorporated	2,521
Utah International Incorporated	3,681
V Crichton Enterprises Limited	2,196
VSL Canada Limited	3,862
Valcom Limited	13,504
Vale Enterprises	14,993
Valenite-Modco Limited	43,920
Valmet Incorporated	1,256
Valspar Corporation	3,034
Van Berg Manufacturing Limited	1,573
Vancouver City Savings Credit Union	2,335
Vancouver General Hospital	4,665
Vancouver Opera Association	51,703
Vannatter Limited HE	2,096
Varian Canada Incorporated	7,599
Velcro Canada Limited	4,075
Ventes Ingenierie Digbar	3,819
Versatile Pacific Shipyards	4,908
Versatile Vickers	2,007
Vertigo Imagery Systems Incorporated	35,409
Viacom Productions Incorporated	42,426
Vickers SYS Incorporated	1,155
Vicom Enterprises	4,900
Victaulic Company of Canada	37,180
Vida Systems Incorporated	6,949
Video Industrial	3,332
Video Provitech	3,310
Videoscope Limited	9,042
Vine, Harold	3,885
VIP International Incorporated	8,915
Visual Services Incorporated	19,933
Voightman, Steve	14,484
Volkswagen Canada Limited	13,367
Volkswagen of America Incorporated	2,462
Vonroll Habegger of America	1,033
W and G Instruments	2,912
W Tregaskiss Limited	4,658
WR Davis	10,841
WR Grace and Company Limited	1,968
Wackid Radio	3,255

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Wade, Norman	1,842
Waferboard Corporation Limited	1,860
Wagner Engineering Limited	1,346
Wahl Clipper Corporation of Canada	3,939
Wajax Industries Limited	28,195
Walbar of Canada Incorporated	2,686
Walker Exhausts	4,141
Walt Disney Productions	178,693
Warner-Lambert Canada Incorporated	2,200
Watch-Tower Bible and Tract Société	1,685
Wausau Insurance Company	1,592
Webb Jervis B Limited	1,627
Weck Division of Squibb Canada Incorporated	1,889
Weigh Tronix	2,074
Weir-Jones Engineering	1,776
Wellhead Airlines Incorporation	6,980
West Heights Manufacturing Incorporated	3,044
Westar Mining Limited	1,827
Westar Timber Limited	1,353
Westburne Industries	1,011
Westchester Productions	4,562
Westech Industrial Limited	6,862
Westech Instruments Limited	6,562
Western Approaches Limited	2,092
Western Caissons (Alta)	34,849
Western Electronics System	11,381
Western Pulp Incorporated	10,534
Western States Scrap	3,156
Westinghouse Canada Incorporated	12,897
Westsun Media Limited	7,648
Weyerhaenser Canada Limited	2,070
Wheelabrator Corporation of Canada Limited	9,106
Wickman AC Limited	1,574
Wicor Canada Incorporated	39,364
Willer Engineering Limited	23,860
William F White Limited	15,285
Williams and Wilson Limited	2,827
Williams, Rodney	9,235
Wilson Auto Electric Limited	1,839
Wiltron Instruments	4,659
Winco Products Limited	2,756
Windeler Controls Incorporated	2,736
Windsor Bumper Division/Gulf and Western (Canada) Limited	62,822
Windsor Testing Services	1,407
Winfield Corporation	1,956
Winnipeg Enterprises	2,888
WNY Hospital Tel	1,239
Wolf Sub-ocean Limited	20,894
Wolfs Transfer	2,407
Wonderblock Canada	16,844
Woodstream Corporation	109,157
World Films Services Limited	7,631
Wyoming Meter Proving Service Incorporated	4,725
Xerox of Canada Incorporated	20,204
Xicom Technologies	10,217
XV Olympic Winter Games	5,112
Xytel Communications Incorporated	1,561
Yamaha Moteur du Canada Ltée	12,083
YCTM Production	80,273
Yorktown Products for Paramount	5,192
Young Life of Canada	11,044
Z and W Foods Limited	1,126
Zamboni FJ and Company Limited	7,216
Zeiss Carl Canada Limited	33,813
Zenith Radio Canada Limited	5,641
Zilog Incorporated	3,275
Remises inférieures à $1,000	521,831
	34,007,096

Les numéros tarifaires 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15, 42700-16, 42701-1, 42701-2 et 42701-3 prévoient que, lorsqu'il s'agit de l'importation au Canada des marchandises énumérées dans ces numéros, le gouverneur en conseil, sur l'avis du Ministre du Revenu national peut, s'il juge qu'il y va de l'intérêt public et qu'il n'est pas possible de se procurer ces marchandises en s'adressant à l'industrie canadienne, remettre les droits spécifiés dans ces numéros à l'égard desdites marchandises. Les droits applicables aux premiers $500 de la valeur imposable sont déduits de la remise des droits dans chaque cas. Les remises suivantes ont été accordées sur l'avis du Ministre du Revenu national et du Conseil du Trésor, en vertu des dispositions de ces numéros tarifaires, et représentent les droits de douane sur les machines et les pièces désignées dans les divers décrets de remise et leurs annexes; les montants indiqués représentent la partie de la remise applicable aux machines et aux pièces importées pendant la période allant du 1er avril 1985 au 31 mars 1986 inclusivement:

	$
CP 1975-2388, 9 octobre 1975	8,442
CP 1976-2651, 28 octobre 1976	8,779
CP 1977-2896, 13 octobre 1977	1,644
CP 1977-3244, 17 novembre 1977	4,682
CP 1978-3624, 30 novembre 1978	5,731
CP 1979-0230, 1er février 1979	1,898
CP 1979-2287, 24 août 1979	4,000
CP 1979-2826, 18 octobre 1979	2,393
CP 1979-2891, 18 octobre 1979	1,663
CP 1980-1129, 1er mai 1980	113,948
CP 1980-1518, 5 juin 1980	1,612
CP 1980-1647, 19 juin 1980	25,200
CP 1980-1845, 10 juillet 1980	1,529
CP 1980-2621, 2 octobre 1980	2,391
CP 1980-2853, 23 octobre 1980	24,242
CP 1980-3039, 6 novembre 1980	79,345
CP 1980-3040, 6 novembre 1980	43,081
CP 1980-3199, 27 novembre 1980	40,884
CP 1980-3200, 27 novembre 1980	166,609
CP 1980-3202, 27 novembre 1980	2,802
CP 1980-3467, 27 décembre 1980	22,051
CP 1981-0035, 8 janvier 1981	15,400
CP 1981-0036, 8 janvier 1981	18,239
CP 1981-0037, 8 janvier 1981	8,450
CP 1981-0038, 8 janvier 1981	6,970
CP 1981-0228, 29 janvier 1981	27,937
CP 1981-0235, 29 janvier 1981	35,608
CP 1981-0297, 5 février 1981	27,916
CP 1981-0435, 19 février 1981	5,564
CP 1981-0592, 5 mars 1981	11,533
CP 1981-0593, 5 mars 1981	38,315
CP 1981-0666, 12 mars 1981	411,032
CP 1981-0667, 12 mars 1981	138,417
CP 1981-0837, 12 mars 1981	110,403
CP 1981-0905, 2 mars 1981	65,172
CP 1981-0978, 9 avril 1981	76,766
CP 1981-0979, 9 avril 1981	54,404
CP 1981-1183, 7 mai 1981	75,677
CP 1981-1184, 7 mai 1981	60,569
CP 1981-1185, 7 mai 1981	490,267
CP 1981-1495, 4 juin 1981	282,862
CP 1981-1496, 4 juin 1981	125,758
CP 1981-1497, 4 juin 1981	142,437
CP 1981-1555, 11 juin 1981	164,267
CP 1981-1649, 18 juin 1981	89,690
CP 1981-1734, 25 juin 1981	101,780
CP 1981-1961, 16 juillet 1981	118,645
CP 1981-1962, 16 juillet 1981	45,419
CP 1981-2130, 29 juillet 1981	38,287
CP 1981-2131, 29 juillet 1981	7,942
CP 1981-2244, 19 août 1981	44,536
CP 1981-2245, 19 août 1981	125,398

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
CP 1981-2246, 19 août 1981	75,859
CP 1981-2395, 3 septembre 1981	238,525
CP 1981-2458, 3 septembre 1981	345,307
CP 1981-2550, 16 septembre 1981	169,209
CP 1981-2630, 23 septembre 1981	83,247
CP 1981-2738, 8 octobre 1981	26,637
CP 1981-2739, 8 octobre 1981	131,959
CP 1981-3038, 29 octobre 1981	383,788
CP 1981-3137, 5 novembre 1981	100,969
CP 1981-3265, 19 novembre 1981	214,953
CP 1981-3360, 26 novembre 1981	181,260
CP 1981-3423, 3 décembre 1981	53,055
CP 1981-3563, 17 décembre 1981	287,914
CP 1981-3564, 17 décembre 1981	85,545
CP 1982-0082, 14 janvier 1982	116,737
CP 1982-0087, 14 janvier 1982	256,019
CP 1982-0204, 21 janvier 1982	227,246
CP 1982-0264, 28 janvier 1982	410,033
CP 1982-0347, 4 février 1982	317,051
CP 1982-0397, 11 février 1982	382,889
CP 1982-0612, 18 février 1982	523,647
CP 1982-0698, 4 mars 1982	439,024
CP 1982-0699, 4 mars 1982	292,120
CP 1982-0861, 18 mars 1982	323,540
CP 1982-0891, 18 mars 1982	698,372
CP 1982-1007, 1er avril 1982	403,230
CP 1982-1074, 8 avril 1982	790,170
CP 1982-1187, 2 avril 1982	384,496
CP 1982-1188, 22 avril 1982	748,341
CP 1982-1304, 29 avril 1982	606,668
CP 1982-1344, 6 mai 1982	530,774
CP 1982-1461, 13 mai 1982	629,097
CP 1982-1527, 20 mai 1982	992,173
CP 1982-1598, 27 mai 1982	821,310
CP 1982-1662, 3 juin 1982	430,830
CP 1982-1729, 12 juin 1982	474,987
CP 1982-1792, 17 juin 1982	325,389
CP 1982-1959, 30 juin 1982	426,107
CP 1982-2028, 8 juillet 1982	585,657
CP 1982-2029, 8 juillet 1982	448,365
CP 1982-2181, 22 juillet 1982	1,756,773
CP 1982-2265, 29 juillet 1982	949,977
CP 1982-2362, 5 août 1982	446,869
CP 1982-2485, 18 août 1982	587,143
CP 1982-2633, 3 septembre 1982	636,892
CP 1982-2634, 3 septembre 1982	414,691
CP 1982-2759, 9 septembre 1982	580,900
CP 1982-2869, 22 septembre 1982	848,343
CP 1982-2984, 30 septembre 1982	1,263,785
CP 1982-3145, 14 octobre 1982	889,842
CP 1982-3202, 21 octobre 1982	74,191
CP 1982-3374, 4 novembre 1982	959,721
CP 1982-3375, 4 novembre 1982	1,406,981
CP 1982-3478, 18 novembre 1982	359,080
CP 1982-3596, 25 novembre 1982	449,818
CP 1982-3672, 2 décembre 1982	990,077
CP 1982-3792, 9 décembre 1982	644,497
CP 1982-3940, 23 décembre 1982	840,743
CP 1983-0027, 13 janvier 1983	345,206
CP 1983-0028, 13 janvier 1983	671,702
CP 1983-0217, 27 janvier 1983	1,351,743
CP 1983-0279, 3 février 1983	368,452
CP 1983-0459, 17 février 1983	340,537
CP 1983-0536, 24 février 1983	824,379
CP 1983-0668, 3 mars 1983	1,225,184
CP 1983-0669, 3 mars 1983	393,826
CP 1983-0710, 10 mars 1983	654,617
CP 1983-0767, 17 mars 1983	552,112
CP 1983-0851, 24 mars 1983	541,595
CP 1983-0948, 31 mars 1983	1,013,383
CP 1983-1099, 14 avril 1983	668,601
CP 1983-1177, 21 avril 1983	1,988,038
CP 1983-1322, 5 mai 1983	392,887
CP 1983-1323, 5 mai 1983	323,977

	$
CP 1983-1399, 12 mai 1983	304,701
CP 1983-1508, 19 mai 1983	827,856
CP 1983-1535, 26 mai 1983	683,264
CP 1983-1714, 9 juin 1983	991,810
CP 1983-1785, 16 juin 1983	531,438
CP 1983-1870, 23 juin 1983	311,956
CP 1983-2042, 30 juin 1983	487,560
CP 1983-2072, 7 juillet 1983	353,744
CP 1983-2345, 27 juillet 1983	1,610,377
CP 1983-2484, 10 août 1983	3,022,417
CP 1983-2599, 24 août 1983	2,576,488
CP 1983-2684, 1 septembre 1983	2,114,226
CP 1983-2803, 15 septembre 1983	702,676
CP 1983-2895, 15 septembre 1983	1,324,973
CP 1983-3168, 13 octobre 1983	1,001,461
CP 1983-3169, 13 octobre 1983	373,307
CP 1983-3170, 13 octobre 1983	379,956
CP 1983-3349, 27 octobre 1983	2,544,687
CP 1983-3423, 3 novembre 1983	652,901
CP 1983-3548, 17 novembre 1983	375,729
CP 1983-3549, 17 novembre 1983	411,130
CP 1983-3669, 24 novembre 1983	1,173,854
CP 1983-3744, 30 novembre 1983	887,711
CP 1983-3855, 8 décembre 1983	585,043
CP 1983-4021, 15 décembre 1983	1,234,922
CP 1983-4104, 22 décembre 1983	690,974
CP 1984-0050, 11 janvier 1984	1,925,452
CP 1984-0146, 19 janvier 1984	1,892,926
CP 1984-0147, 19 janvier 1984	1,283,879
CP 1984-0264, 26 janvier 1984	434,446
CP 1984-0433, 9 février 1984	2,076,385
CP 1984-0434, 9 février 1984	3,428,989
CP 1984-0525, 16 février 1984	1,261,636
CP 1984-0653, 23 février 1984	2,170,688
CP 1984-0780, 8 mars 1984	614,989
CP 1984-0874, 15 mars 1984	599,574
CP 1984-0987, 22 mars 1984	1,161,451
CP 1984-0988, 22 mars 1984	2,696,679
CP 1984-1076, 29 mars 1984	1,076,998
CP 1984-1158, 5 avril 1984	497,137
CP 1984-1243, 12 avril 1984	2,129,755
CP 1984-1327, 18 avril 1984	1,001,794
CP 1984-1454, 3 mai 1984	4,211,008
CP 1984-1556, 10 mai 1984	2,325,627
CP 1984-1685, 17 mai 1984	374,354
CP 1984-1772, 24 mai 1984	1,497,635
CP 1984-1984, 7 juin 1984	3,127,718
CP 1984-2053, 14 juin 1984	937,103
CP 1984-2189, 21 juin 1984	4,001,277
CP 1984-2314, 28 juin 1984	4,223,686
CP 1984-2511, 12 juillet 1984	1,751,673
CP 1984-2660, 25 juillet 1984	7,949,482
CP 1984-2725, 10 août 1984	2,042,332
CP 1984-2726, 10 août 1984	3,804,232
CP 1984-2834, 24 août 1984	2,872,293
CP 1984-2918, 31 août 1984	7,285,051
CP 1984-3156, 12 septembre 1984	1,794,105
CP 1984-3157, 12 septembre 1984	2,012,827
CP 1984-3394, 18 octobre 1984	4,734,611
CP 1984-3395, 18 octobre 1984	3,153,073
CP 1984-3396, 18 octobre 1984	2,995,722
CP 1984-3397, 18 octobre 1984	1,530,215
CP 1984-3635, 8 novembre 1984	3,499,361
CP 1984-3636, 8 novembre 1984	1,011,483
CP 1984-3747, 22 novembre 1984	1,132,034
CP 1984-3996, 6 décembre 1984	3,147,703
CP 1984-3978, 6 décembre 1984	6,261,420
CP 1984-4097, 20 décembre 1984	2,078,247
CP 1984-4098, 20 décembre 1984	3,490,784
CP 1984-4099, 20 décembre 1984	2,953,663
CP 1985-0102, 17 janvier 1985	4,442,897
CP 1985-0295, 31 janvier 1985	6,841,286
CP 1985-0481, 14 février 1985	2,360,766
CP 1985-0482, 14 février 1985	2,439,989

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
CP 1985-0483, 14 février 1985	3,278,298
CP 1985-0637, 28 février 1985	2,723,271
CP 1985-0670, 28 février 1985	3,436,189
CP 1985-1047, 28 mars 1985	4,911,237
CP 1985-1048, 28 mars 1985	1,246,724
CP 1985-1161, 4 avril 1985	8,179,914
CP 1985-1162, 4 avril 1985	2,585,209
CP 1985-1163, 4 avril 1985	4,771,207
CP 1985-1277, 18 avril 1985	3,112,731
CP 1985-1647, 16 mai 1985	1,646,956
CP 1985-1648, 16 mai 1985	3,540,989
CP 1985-1649, 16 mai 1985	3,967,851
CP 1985-1650, 16 mai 1985	1,888,142
CP 1985-1706, 23 mai 1985	1,029,467
CP 1985-1707, 23 mai 1985	5,099,838
CP 1985-1907, 13 juin 1985	6,117,268
CP 1985-2007, 20 juin 1985	2,717,443
CP 1985-2076, 27 juin 1985	2,042,054
CP 1985-2091, 27 juin 1985	3,301,358
CP 1985-2142, 4 juillet 1985	3,796,542
CP 1985-2300, 24 juillet 1985	2,910,377
CP 1985-2359, 24 juillet 1985	2,089,642
CP 1985-2474, 7 août 1985	1,054,243
CP 1985-2504, 7 août 1985	2,760,170
CP 1985-2690, 28 août 1985	870,123
CP 1985-2691, 28 août 1985	2,652,628
CP 1985-2775, 12 septembre 1985	1,866,128
CP 1985-2776, 12 septembre 1985	711,574
CP 1985-2825, 19 septembre 1985	5,597,219
CP 1985-2826, 19 septembre 1985	3,030,414
CP 1985-2876, 26 septembre 1985	3,913,935
CP 1985-2960, 3 octobre 1985	2,615,919
CP 1985-2961, 3 octobre 1985	2,207,061
CP 1985-3100, 10 octobre 1985	667,397
CP 1985-3205, 24 octobre 1985	614,195
CP 1985-3318, 7 novembre 1985	799,601
CP 1985-3319, 7 novembre 1985	1,863,440
CP 1985-3415, 21 novembre 1985	411,434
CP 1985-3416, 21 novembre 1985	726,879
CP 1985-3417, 21 novembre 1985	2,642,690
CP 1985-3530, 5 décembre 1985	1,798,264
CP 1985-3607, 12 décembre 1985	933,081
CP 1985-3608, 12 décembre 1985	1,191,238
CP 1985-3728, 12 décembre 1985	521,484
CP 1986-0048, 10 janvier 1986	664,895
CP 1986-0144, 16 janvier 1986	1,840,610
CP 1986-0208, 23 janvier 1986	1,336,785
CP 1986-0278, 30 janvier 1986	970,147
CP 1986-0347, 6 février 1986	726,152
CP 1986-0404, 13 février 1986	794,458
CP 1986-0500, 27 février 1986	799,230
CP 1986-0501, 27 février 1986	1,073,862
CP 1986-0567, 6 mars 1986	206,380
CP 1986-0623, 13 mars 1986	147,867
CP 1986-0686, 20 mars 1986	178,962
Remises inférieures à $1,000	7,363
	319,527,778

Le décret CP 1971-2727 du 14 décembre 1971, modifié par le décret CP 1973-4030 du 18 décembre 1973, le décret CP 1974-547 du 12 mars 1974, le décret CP 1975-2943 du 18 décembre 1975, le décret CP 1977-2546 du 15 septembre 1977, le décret CP 1977-3373 du 1er décembre 1977, le décret CP 1979-3466 du 19 décembre 1979 et le CP 1981-69 du 15 janvier 1981, remet les droits payables en vertu de la Liste A du Tarif des douanes sur certaines pièces classées dans les numéros tarifaires 42700-1 et 42701-1 et entrées pour la consommation:

a) en 1985 et destinées à des machines ou à des accessoires ou pièces de machines qui ont été importés et qui étaient visés par une remise des droits autorisée en 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980;

b) en 1986 et destinées à des machines ou à des accessoires ou pièces de machines qui ont été importés et qui étaient visés par une remise des droits autorisée en 1976, 1977, 1978, 1979, 1980—$4,709,231;

Le décret CP 1970-1200 du 8 juillet 1970 remet la taxe de vente payée ou payable sur les marchandises à l'égard desquelles les droits de douane ont été remis en conformité avec le numéro tarifaire 42700-1 et qui ont été entrées pour la consommation le 8 juillet 1970 ou après cette date, d'un montant égal à la différence entre la taxe de vente calculée sur la valeur à l'acquitté des marchandises et celle calculée sur la valeur imposable des marchandises—$2,877,182:

Numéros tarifaires 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15, 42700-16, 42701-1, 42701-2 et 42701-3:

	$
CP 1971-2727	4,709,231
CP 1970-1200	2,877,182
	7,586,413

Le décret CP 1985-2071 du 27 juin 1985, remise des droits de douane, des droits d'accise, des taxes d'accise et de la taxe de vente sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada et à leur personnel, affectés au Canada à titre temporaire:

Alberta Liquor Control Board	67,820
British Columbia Liquor Distribution Branch	4,655
Liquor Control Board of Ontario	30,912
New Brunswick Liquor Corporation	6,270
Newfoundland Liquor Corporation	1,685
Nova Scotia Liquor Commission	6,546
Saskatchewan Liquor Board	3,945
Remises inférieures à $1,000	184
	122,017

Remise des droits de douane sur les marchandises importées pour être traitées et exportées par la suite:

3M Canada Incorporated	46,762
596720 Ontario Limited	278,071
AHA Manufacturing Company Limited	43,259
AMF Canada Limited	6,600
Aar-Kel Moulds Limited	654,883
Abex Industries Limited	93,500
Abitibi-Price Incorporated	29,825
Accurpress Manufacturing Limited	110,622
Acme Manufacturing of Canada Limited	16,549
Afton Operating Corporation	39,880
Air Canada	5,148,120
Alberta Distillers Limited	30,242
Alcan Canada Products Limited	1,339,924
Alcom	38,061
Aldura Trailer 7 Equipment (Kent) Manufacturing	9,683
Alumet Manufacturing	4,347
American Metal Spinning	2,198
American Wood	231,725
Aradco Management Limited	13,915
Arbour Dominion Limited	162,272
Arconas Corporation	34,907
ARD Industries Limited Division of Fricton Welding	30,277
Armstrong World Industries (Sonotrol Division)	19,397
Arpeco Engineering Limited	45,495
Artex Precast Limited	70,613
Artopex	5,593
Arvid Machine Tools Limited	254,496

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCCISE—*Suite*

	$
Atco Industries (NA) Limited	244,234
Atco Structures	12,435
Auto Pro Incorporated	172,388
Automation Air-Tel	1,527
Aviation Electric Limited	1,662
B and X Industries	48,496
Bagatelle Incorporated	47,448
Bailey Controls Division Babcock and Wilcox	24,391
Baker & McMillan Control	38,586
Ballons Granger Balloons Incorporated	2,573
Barlow Commercial Interiors	9,932
Bay Mills Limited	155,900
Baycoat Limited	8,606
BCL Magnetics Limited	135,314
Beloit Canada Limitée	310,053
Bendix Avelex	8,441
Bernard Mold Limited	1,320
Berryland Canning	1,208,167
Best TH Printing Company Limited	14,453
Binder Tool and Mold Incorporated	1,520,304
Blauer International	21,269
Blue Bird International Incorporated	1,497,691
Bombardier Incorporated	18,288,855
Bomen Incorporated	78,277
Bonne Bell of Canada Limited	17,576
Bose Canada Incorporated	506,552
Bradbury Company (455715) Ontario Limited	83,275
Bristol-Myers Canada Incorporated	105,105
British American Bank Note Incorporated	46,954
British Columbia Forest Products	19,579
Brookside Farms Limited	95,742
Budd Canada Incorporated	51,475
Build-A-Mold Limited	57,643
Burcan Industries Limited	1,412
Burke Canada Incorporated	10,059
Burroughs Memorex	118,579
Business Accessories Incorporated	21,890
CAE Electronics Limited	1,281,007
CAE Machinery Limited	508,735
C-E Peg Incorporated	226,249
CIP Incorporated	4,684
CM Windows	6,882
Camions Pierre Thibault Incorporated	512,588
Canada Hair Cloth Company Limited	21,117
Canada Limitée	17,389
Canadair	34,269
Canadian Arsenals Limited	60,840
Canadian Feed Screws Manufacturing Limited	49,135
Canadian General Electric Company Limited	7,525
Canadian Kenworth Company	18,471
Canadian Lukens Limited	144,110
Canadian Marconi	910,800
Canadian Mist Distillers Limited	2,912,157
Canadian Steelmaster Company Limited	237,142
Canchilla Associates Limited	27,704
Canco Cranes Limited	12,830
Canron Incorporated Western Bridge Division	965,966
Canterra Engineering Limited	20,804
Capital Disposal Equipment Incorporated	130,944
Capsule Technology International Limited	274,546
Cardinal Clothes Incorporated	162,491
Carrington Distillers Limited	130,696
Casa Interiors Limited	2,863
Caterpillar of Canada Limited	186,349
Cavalier Tool and MEG Limited	5,830
Cegelec Industries	101,675
Celanese Canada Limited	350,264
Center Tool and Mold Company Limited	360,366
Central Stampings Limited	69,609
Centre Nautique Gosselin Incorporée	220,473
Cercast (1979) Incorporated	265,291
Chemical Resin Incorporated	170,649
Chrysler Canada Limited	15,337,949

	$
CHT Steel Company	1,017,176
Cie de Béton Préfac Limitée, La	35,688
Clark Equipment of Canada Limited	190,998
Clay—Mill Technical Systems Incorporated	441,702
CML Northern Blower Incorporated	87,452
Cobra Machine Tool Company	9,904
Codalex	185,741
Collaboration Santé Internationale	10,547
Cominco Limited	118,868
Compagnie Minière IOC Limitée	3,512
Computing Devices Company	29,250
Comtec International	44,573
Concast Incorporated	45,682
Consoltex Incorporated	4,711
Contempra Mold Windsor Incorporated	5,882
Continuous Colour Coat Company	465,520
Control Data Canada Limited	616,937
Cooper Energy Services	2,067,401
Corma Incorporated	130,205
Créations Américana Incorporée	306,322
Creo Electronics Corporation	21,103
Crown Forest Industries	20,979
Cullen Detroit Diesel	24,736
Customs Trim Limited	38,373
Dafoe and Dafoe Incorporated	135,741
Dart Machinery of Windsor	17,177
Datap Systems Limited	10,187
Decoustics Limited	170,352
Degussa Canada Limited	2,872,351
Delaval Turbine Canada Limited	47,894
Delta Furniture Company	2,705
Delta 70 Manufacturing Limited	127,695
Dependable Turbines Limited	9,899
DGB Assemblies Limited	56,335
DGM—Dominion General Manufacturing Limited	152,110
Diamont PD Limitée	4,170
Diesel Equipment Limited	885,620
Digital Equipment of Canada Limited	3,551,867
Distex SNA Incorporated	21,699
Dofasco Incorporated	415,120
Dominion Bridge Sulzer Incorporated	31,197
Dominion Forge Company Limited	24,993
Dominion General Manufacturing Limited	256,069
Donlee Manufacturing Industries Limited	63,381
Dresden Industrial Company (Canada) Limited	17,337
Drossback North America	25,230
Dualco Manufacturing Limited	27,300
Dyer Equipment Incorporated	111,412
EH Ferree Company Limited	185,337
ER St Denis and Sons Limited	87,117
Eastern Coated Papers Limited	30,862
Ebco Industries	425,576
Échantillon Dominion	1,336
Edac Incorporated	81,546
Electrical Contact Limitée	178,624
Eplett Dairies Company Limited	9,217
Erco Industries Limited	741,872
Ernst Leitz Canada Limited	102,161
Esco Limited	90,932
Ets Robovo Limitée	25,022
Euclid Canada Limited	180,551
Eureka Coach Company Limited	796,429
Evin Industries Limited	2,364
Exeltor Incorporated	248,752
F Jos Lamb Company Limited	4,851,370
Faber et Cie Incorporated	3,034
Fabricated Steel Products (Windsor) Limited	298,257
Fabtron Corporation	40,107
Fenêtres et Vitraux CM Limitée	3,915
FH Welding Machines Limited	11,738
Field Aviation Company Limited	2,754
Foxboro Canada	40,173
Frank W Horner Incorporated	76,367

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Freedland Industries Limited	870,697
Freshwater Fish Marketing Corporation	33,644
Furnitrad Incorporated	37,953
GEC Diesels Incorporated	30,759
GLC Canada	27,000
Gaco Systems Limited	371,361
Garlock du Canada Limitée	26,653
Gearcraft Machines Corporation	21,045
General Kinetics Engineering Corporation	13,168
General Motors of Canada Limited	1,019,934
General Wire and Cable Company Limited	12,572
Get Away Enterprises	12,017
Glegg Water Conditioning Incorporated	125,799
Glenayre Electronics	233,476
GPL Treatment Limited	242,274
Grand Falls Industries	27,797
Greater Canada Colour Printing Limited	367,925
Hallmark Tools Limited	23,400
Hanmar Home Equipment	38,509
Harricana Metal Incorporated	63,041
Hawker Siddeley	14,661
HE Vannatter Limited	1,339,044
Hepburn John T Limited	38,985
Herro Machinery Limited	49,545
Heuga Canada Limited	4,269
Hewko Tool and Mold Limited	12,360
Heyme Wood Products Limited	11,442
Highway Stamping (Windsor) Limited	122,852
Hiram-Walker & Sons Limited	3,202,003
Holiday Juice Company	4,504
Holmes Foundry Limited	30,354
Home & Park Motor Home Division	37,364
Hunt Refrigeration	1,046
Huron Steel Products (Windsor) Limited	166,695
Husky Injection Moulding Systems Limited	282,822
IBM Canada Limited	4,523,966
Idacom Electronics Limited	19,032
Ideal Mold Incorporated	11,816
Imapro Incorporated	20,387
Imasa Limited	51,729
IMO Foods Limited Canada	45,569
Imperial Flavours Incorporated	126,149
Indal Wahl Systems Limited	68,051
Industries Foresteel Limitée	3,619
Industries NRC Incorporée	46,718
Industries Setina	5,923
Inovative Metal Incorporated	205,253
Interbake Foods Limited	43,428
Interfriction Canada	67,992
Interiors International Limited	239,299
International Controls Limited	29,893
International Cutting Tools Company	23,493
International Tools (1973) Limited	3,352,763
Interoptics Limited	1,097
Iron Ore Company of Canada	249,260
Isomedix Corporation	3,034,834
JDC Electric Canada	245,496
JIC Electric Canada	4,026
JTL Machine Limited	4,906
Jacob Brothers Machine Works	3,010
Jeep Corporation	7,493,045
John Toth Fur Incorporated	3,703
Johnson & Johnson	11,955
Joymac Equipment Sales Limited	1,317
Judricks Enterprises Limited	102,594
Kasle Steel	129,772
Kendan Manufacturing Limited	1,128,361
Keuffel and Esser Canada Incorporated	167,293
Kimberly Clark of Canada Limited	12,717
Kolmar of Canada Limited	15,748
Krug Furniture	106,383
La Brasserie Labatt	9,297
La Compagnie de Papier QNS Limitée	72,591
La Compagnie Seagram	12,302

	$
La Rechaperie Enregistrée	9,943
Lab Volt Limitée	125,052
Lamb Systems Group Division of F Jos Lamb Company Limited	1,106,179
Lamko Tool and Mold Incorporated	1,399,429
LaSalle Machine Tool of Canada Limited	1,407,967
Laurin Machineries Incorporated	1,024
Laval Tool and Mold Incorporated	34,879
Lawson Packaging Limited	140,429
LeBlanc and Royle Communications Incorporated	50,252
Le Groupe Christie Limitée	328,454
Les Arsenaux Canadiens Limitée	529,838
Les Ateliers PAT	2,584
Les Carrosseries Fontaine 1979 Limitée	291,618
Les Carrosseries Parco Incorporée	174,422
Les Entreprises André Tougas	11,004
Les Entreprises Electro	69,425
Les Industries Pro-Pac Limitée	4,939
Les Industries Sefina Limitée	21,906
Les Manufactures Heeg Incorporated	4,144
Les Panneaux Vic Ply Incorporée	27,656
Les Produits de Bois BAS Incorporated	6,900
Les Produits Griffin (1982) Incorporated	46,016
Linamar Machine Limited	605,612
Lockwood Manufacturing Incorporated	8,561
Lornes Mining Company	10,856
Lornex Mines	62,271
M and R Industrial Service	8,060
MA Brian Company Limited	8,816
MGW Controls Limited	14,610
MSB Plastics Manufacturing Limited	6,842
MacDonald Detweiler and Associates Limited	65,450
Machinerie Tenco Limitée	27,496
MacLine Fittings Limited	5,494
Manufacturier Grandford Incorporée	229,580
Marimac Textiles	350,300
Master Machine and Duplicating (Windsor) Incorporated	42,057
McGaw Manufacturing Division of McGaw Supply Limited	30,294
McInnis Material Handling Systems	24,172
McQueen's Boatworks Limited	18,889
MDA Technologies Limited	231,331
Melchers Incorporated	303,091
Meo Industries Limited	3,172
Mercedes Textiles Limited	47,298
Métal St-Jean Incorporée	18,895
Metalex Products Limited	70,285
Metric Mold	6,836
Metropolitan Distribution Services	2,577
Meubles Delta	4,898
Meubles JPM Gervais Incorporée	83,012
Michelin Tires (Canada) Limited	2,355,837
Microtel Limited	299,784
Mitec Manufacturing Company Limited	22,796
Modern Mold Limited	95,389
Mohawk Oil Company Limited	21,260
Moli Metal	21,365
Molson Breweries Ontario Limited	27,065
Montel Incorporated	23,222
Moosehead Breweries Limited	500,489
Moteurs Leroy Somer du Canada Limitée	394,462
Motor Coach Industries	167,474
MSA Tire Limited	181,050
MSB Plastics Manufacturing Limited	3,881
Namasco Incorporated	43,308
National Sample Card Company	83,417
Nautilus Yachting Limitée	276,104
Nelbro Packing Limited	199,638
Neo Industries Limited	392,363
Newcor Canada Limited	47,406
Nicholson Murdie	12,347
Nissan Automobile Company	53,782
Noranda Metal Industries Limited	82,023
Norsat International Incorporated	2,946,905
Nortek Computers Limited	22,511
Northern Telecom Canada Limited	2,422,752

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Norton Canada Incorporated	46,621
Novacro Machining Incorporated	1,625
Novatel Communications	77,538
Nugget Drilling Limited	516,345
NYAB Vicom Division of General Signal Limited	39,349
Nystone Chemicals Limited	2,173
Odessey Vans Corporation	4,075
Omega Tool Limited	126,978
Outboard Marine Corporation of Canada Limited	19,052
Outils Coupants Internationals Incorporée	4,546
Pacer Industries Incorporated	12,431
Pacific Truck & Trailer Limited	13,153
Paragon Tool Division North American Plastics	1,697,188
Patella Construction Incorporated	1,247
Paul Demers et Fils	3,445
Peelco Manufacturing Limited	34,540
Philips Information Systems Limited	226,058
Photo Chemical Research Association Incorporated	5,077
Plastics Division Butler Metal Products	209,349
Plastiques Ronor	13,104
Polywrap Product of Canada	270,050
Potter Distilleries	2,882
Power Motion Manufacturing Limited	1,491
PPG Industries Canada Limited	66,358
Pratt and Withney	110,920
Precision Spring of Canada Limited	82,709
Prestcold North America	105,568
Produits Griffin	1,968
Progress Plastics Limited	14,373
Propak Systems Limited	45,339
Protein Foods Corporation Limited	37,743
Provincial Crane AMCA Heavy Equipment Limited	170,331
Pure Metal Galvanizing (PMT)	113,904
Québec Gear Works Limited	31,353
RP Scherer (Canada)	16,877
Ram Air Manufacturing	172,021
Rayco Stamping Products Limited	8,306
Raymond Industrial Equipment Limited	681,539
REF Automation Limited	114,578
Regal Tool and Mold Limited	41,734
Regional Services Officer Department	245,597
Reliance Truck Equipment Limited	11,344
Rex Tool and Mold Limited	13,968
Richler Hydraulics Incorporated	9,957
Ricwil Limited	81,384
Robert Mitchell Incorporated	150,716
Roblin Textiles Incorporated	256,061
Rockwell International Limited	2,034,296
Ross Ellis Limited	59,343
Royal Plastics Limited	48,012
Rubans Adhésifs Vibac	414,295
Rumble Canada Limited	35,009
SWF Automotive Products	330,321
Schegel Canada Incorporated	58,091
Schenley Canada Incorporated	36,617
Seabreeze Electric Corporation	3,297
Sedd Exo	8,362
Sentrol Systems Limited	16,880
Shaw Cablesystems Limited	1,424
Shaw—Almex Industries Limited	4,487
Shell Canada Resources Limited	62,383
Shellcast Foundries Incorporated	23,589
Sherbrooke Bandag Incorporated	2,811
Sheres Company	20,487
Shield Metal Industries Limited	14,651
Siemens Electric Limited	28,670
Signtech Incorporated	765,800
Singer Company	56,645
Sivaco Québec Division of Ivaco Incorporated	13,974
SKD Manufacturing Company Limited	1,111,207
Ski Rossignol Canada Limitée	46,255
Smith and Nephew Incorporated	668,296
Snazz Corporation	8,545
Solar Systems Industries Limited	9,861

	$
Spartan	2,064
Sperry Incorporated	46,211
Sportif Manufacturing Canada Incorporated	2,892
St Clair Tool and Die Limited	350,073
Stanbel Limitée	4,471
Stanton Pipes Holdings Limited	93,344
Star Slipper Company Limited	371,309
Stephens Adamson Division of Allis-Chalmers Canada Incorporated	101,489
Sterile Pharmaceuticals Limited	173,632
Sterling Automotive Supplies Incorporated	35,409
Storburn Limited	5,480
Stowe Woodward Company Limited	4,446
Strudex Fibres Limited	2,934
Subaquatics Development Corporation	28,255
Sunstrip International Incorporated	12,622
Superior Emergency Equipment	12,208
Superior Equipment	11,669
Synkoloid Company of Canada	17,546
Syntex Bag Incorporated	951,142
TRW Repa Canada Limited	127,631
Taltek Electronics Limited	93,975
Tannereye Limited	11,396
TCI Superior Division Mueller Canada Incorporated	41,499
Techmire Limited	1,363
Technimeca Limited	12,287
Technitread Tire Company	26,034
Tecton Industries	30,539
Texcom Marketing Incorporated	63,520
The Canadian Salt Company Limited	8,524
The Richler Industries	40,103
The Seagram Company Limited	3,907,088
The Valley City Manufacturing Company Limited	4,439
Thomas Built Buses of Canada Limited	1,327,623
Ti Titanium	43,569
Tidy Welders Limited	30,559
Tie Communication Canada Incorporated	2,259,023
Tilbes Manufacturing Company	73,939
Timberjack	17,299
Tioxide Canada Incorporated	7,495
Toledo Scale Division Reliance Electric Limited	204,234
Trane Company of Canada Limited	117,147
Transtec Developments Company Limited	1,279
Transway Systems Incorporated	47,777
Trenton Works Division of Hawker Siddeley Canada Incorporated	66,160
Triangle Die & Tool	3,792
Tri-Star Industries Limited	2,069
Tri-Tec Controls Limited (Division of John H Wilson Electric)	26,547
Tri-Way Machine Limited	922,262
TRW Vehicle Safety Systems	13,522
Tricot Beaver Limitée	2,232
Trio Tool and Mold Limited	50,799
Tripar Incorporated	9,341
Unique Tool and Gauge Incorporated	2,014
Uniroyal Limited	205,264
United Tire and Rubber Company	78,901
Unitog Canada Limited	49,081
Univac Development	181,818
Universal Package	346,282
Unlimited Textures Company Limited	879,443
Utah Mines	564,486
Vacuum Platers	1,301
Valera Electronics Incorporated	67,119
Valiant Machine and Tool Incorporated	127,531
Valley City Manufacturing	10,881
Van Amera Industries	11,776
Velan Engineering	1,600,866
Veltri Stampling Corporation	5,659
Versatile Vickers Incorporated	59,401
Vestshell Incorporated	11,609
Vittforge Incorporated	32,207
Vonella-Angileri Clothing Manufacturing Incorporated	64,861
Vulcan Equipment Company Limited	33,832

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Walinga Body and Coach Limited	275,168
Waterville Cellular Products Limited	55,992
Weber Tool and Mold Limited	110,027
Websen Pacific Technical Corporation	4,670
Welles Corporation Limited	901,257
West. r	106,538
Westar Timber	70,644
Westcan Electrical Manufacturing Incorporated	246,817
Westcott Fashions Limited	156,369
Westinghouse Canada Limited	2,723,699
William Switzer and Associates Limited	23,714
Wilson Machines Company	153,656
Windsor Match Plate and Tool Limited	18,637
Windsor Mold Incorporated	155,255
Wittke Iron Works Company Limited	5,148
Wolverine Division UOP Limited	53,577
Xypex Corporation	5,528
Remises inférieures à $1,000	38,716
	165,428,075

Général:

Le décret CP 1952-1945 du 4 avril 1952, vise les marchandises devant être vendues, utilisées ou distribuées gratuitement par les Nations Unies ou ses agents:

Canadian Unicef Committee	48,591

Le décret CP 1959-1624 du 22 décembre 1959, autorisait à l'égard des marchandises données, par des personnes qui résident hors du Canada, à des institutions religieuses, charitables et éducatives au Canada, une remise des droits de douane et des taxes d'accise; et à l'égard des articles qui font partie des uniformes ou des équipements de milice qu'on ne peut obtenir au Canada, une remise des droits de douane qui seraient autrement payables à l'importation:

Camp of the Woods Christian	1,862
Central Health Church	2,113
Church of Jesus Christ Latter-Day Saints	19,152
Ducks Unlimited (Canada) Limited	7,926
ER Johnson Donuts	1,167
Frontier Foundation	3,810
Jimmy Swaggart Ministries	9,794
Les Apôtres de l'Amour Infinie	6,731
Madonna House	18,196
McDonald's Restaurants of Canada Limited	1,254
Monastery of Mount Carmel	3,785
The Corporation of the Presbyterian Church of Latter Day Saints	4,346
Université Laval	23,200
University of MacMaster	69,952
University of Waterloo	3,314
University of Western	1,053
University of Windsor	10,947
Vancouver Sea Festival Society	1,572
Western Pentecostal Bible	12,299
Young Life of Canada	13,384
Remises inférieures à $1,000	37,402
	253,259

Le décret CP 1963-15/1854 du 20 décembre 1963, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des machines et appareils et leurs pièces (moteurs compris), d'une classe ou d'une espèce qui ne sont pas faits au Canada, et de la boue de forage, lorsque ce matériel est importé ou est utilisé à la seule fin d'extraire, par dissolution, de la potasse de gisements souterrains:

Kalium Chemicals Division of PPG Industries Canada Limited	49,420
Petro Equipment Sales Limited	1,329
	50,749

Le décret CP 1964-235 du 13 février 1964, remise des droits de douanes et des taxes d'accise sur les marchandises différentes de celles qui ont été commandées:

	$
Remises	3,786,314

Le décret CP 1965-1143 du 21 juin 1965, remise de tous les droits mentionnés dans la liste A du Tarif des douanes et payables à l'égard des véhicules de la classe suivante, c'est-à-dire les véhicules commerciaux spécifiés, et à l'égard de pièces et accessoires et pièces d'accessoires pour ces véhicules, sauf les pneus, les chambres à air et les machines ou autres articles mentionnés par le numéro tarifaire 438a comme devant être évalués séparément en vertu des numéros tarifaires qui s'y appliquent habituellement:

Diesel Division General Motor of Canada Limited	1,297
Remises inférieures à $1,000	12
	1,309

Le décret CP 1966-2184 du 24 novembre 1966, remise des droits de douane et d'une partie des taxes sur les approvisionnements de défense:

Ministère de la Défense nationale	14,309,845

Le décret CP 1966-19/2200 du 1[er] décembre 1966, autorisait la remise des droits de douane et des taxes d'accise sur le pain pascal (matzos) importé pour consommation au cours de la Pâque et déclaré à la douane au cours de la période commençant deux mois avant la veille de cette fête judaïque et se terminant le dernier jour de la période de fête:

AD Fiesta	2,314
Allied Food Distributors Incorporated	60,318
Bartons Bonbonnière Incorporée	1,968
Best Kosher Products	3,567
Cité Cachere Incorporée	1,105
Hattamovitch Kosher Imports	122,804
Koffman Foods Limited	8,360
Kofman and Barenholtz Foods Limited	154,370
Loblaws Limited	1,283
Montreal Kosher Bakery	3,815
Sklein Grocery	1,462
Star Appetizer Limitée	6,346
Steinberg Incorporated	1,091
Supreme Foods (Ontario) Limited	62,857
Weidman Foods Incorporated	41,716
Remises inférieures à $1,000	3,363
	476,739

Le décret CP 1967-30/128 du 26 janvier 1967, remise des droits de douane et des taxes d'accise payables sur des marchandises importées par la Commission internationale de la pêche du saumon dans le Pacifique et devant servir à ladite commission:

Commission internationale de la pêche du saumon dans le Pacifique	1,185

Le décret CP 1967-38/393 du 2 mars 1967, autorisait la remise, aux distillateurs canadiens, à partir du 1[er] janvier 1967, des droits payables sur les barils usagés en chêne blanc importés au Canada pour le whisky produit aux fins d'exportation, et du montant de la taxe de vente représentant la différence entre la taxe de vente payable sur la valeur à l'acquitté et celle calculée sur la valeur imposable:

Canadian Mist Distillers Limited	23,942
Schenley Canada	2,222
Remises inférieures à $1,000	992
	27,156

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

$

Le décret CP 1967-489 du 16 mars 1967, remise de tous les droits prévus par la liste A du Tarif des douanes et qui sont payables à l'égard des autobus et de leurs pièces et accessoires et les pièces d'accessoires devant servir à la fabrication des carrosseries d'autobus:

Motor Coach Industries Limited	5,653,029
Syn-Tex Bag Incorporated	31,871
Townsend Textron Canada Limited	19,726
Remises inférieures à $ 1,000	263
	5,704,889

Le décret CP 1967-24/1621 du 23 août 1967, remise des droits de douane et des taxes d'accise qui autrement seraient exigibles à l'égard du matériel (notamment les dragues, les péniches, les remorqueurs, les chalands ou les vaisseaux motorisés) et des matériaux et fournitures utilisés ou consommés dans le cadre de l'entretien des voies navigables de la partie internationale de la voie maritime du Saint-Laurent:

Canron Incorporated Eastern Structural	14,137
Robco Incorporated	7,535
	21,672

Le décret CP 1967-27/1778 du 3 octobre 1967, 65% des droits de douane et de la taxe d'accise payables par le ministère de la Défense nationale sur des pièces de rechange pour sept aéronefs Falcon C117:

Ministère de la Défense nationale	114,059

Le décret CP 1968-24/185 du 1^er^ février 1968, remise des droits de douane payables sur les marchandises, l'outillage, l'équipement de servitude au sol et les pièces de rechange initiales, devant servir à la mise au point, à la fabrication et à la mise en service des aéronefs des types F5 et T38:

Canadair	3,957

Le décret CP 1968-23/1710 du 17 septembre 1968, remise des droits de douane payables sur les marchandises, l'outillage, l'équipement de servitude au sol et les pièces de rechange devant servir à la mise au point, à la fabrication et à la mise en service des systèmes d'avionrobots pour la surveillance AN/USD-501:

Canadair	1,803

Le décret CP 1969-1224 du 17 juin 1969, remise des droits de douane et des taxes d'accise payable à l'égard de certaines marchandises utilisées dans le cadre du Projet d'infrastructure OTAN:

Air Liquide Canada	3,167
Atlantic Sales Associates	6,997
Intra Acoustics Company Limited	31,945
Western Electrical Limited	8,516
Remises inférieures à $ 1,000	1,827
	52,452

$

Le décret CP 1969-1785 du 17 septembre 1969, autorisait la remise pour les pièces de rechange et le matériel pour l'entretien au sol des aéronefs des lignes aériennes étrangères faisant escale au Canada lors de vols internationaux:

Air France	4,047
Continental Airlines	5,029
Eastern Airlines	8,235
People Express	1,672
United Airlines Incorporated	5,798
Remises inférieures à $ 1,000	1,404
	26,185

Le décret CP 1970-958 du 2 juin 1970, remise des droits de douane sur les tissus utilisés dans la fabrication des chemises pour hommes et garçons:

Remises	382,164

Le décret CP 1970-1786 du 14 octobre 1970, remise des droits de douane et de la taxe de vente autrement payables sur les souliers de ballet et sur les souliers à bout pointu achetés par des écoles de ballet pour leurs élèves et par des troupes de ballet pour leurs représentations:

Grands Ballets Canadiens, Les	17,183
National Ballet of Canada (Guild), The	16,262
National Ballet School (NSB), The	3,279
Royal Winnipeg Ballet of Canada	9,721
Remises inférieures à $ 1,000	1,260
	47,705

Le décret CP 1972-215 du 10 février 1972, remise des droits de douane sur les véhicules extra-routiers, leurs pièces et accessoires et les pièces d'accessoires:

Bata Engineering	88,159
Brute Manufacturing Limited	14,462
Ceco Sales Limited	2,231
Chrysler Canada Limited	6,302
Compagnie Générale Électrique du Canada Limitée	7,144
Dresser Canada Incorporated	1,701
Euclid Canada Limited	6,069,961
General Motors du Canada Limitée	592,941
L and M Radiator Limited	12,138
Linamar Machine Limited	1,703
Lincoln St Louis Canada Limited	18,315
Lyman Tubeco Division Ferrum Incorporated	16,860
MacDonald Steel (1976) Limited	4,315
Pacific Truck and Trailer Limited	336,867
Patlon Aircraft & Industries Limited	1,131
Tracon Engineering Limited	4,125
Unit Rig and Equipment Company	529,809
Wabco Equipment of Canada	4,105,895
Woodstock Hydraulic Power	4,734
Remises inférieures à $1,000	6,366
	11,825,159

Le décret CP 1972-585 du 28 mars 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Universal Handling Equipment	54,579

Le décret CP 1972-1029 du 16 mai 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Teal Manufacturing Limited	3,983

Le décret CP 1973-837 du 13 avril 1973, privilèges et immunités au Canada de l'Agence internationale de l'énergie atomique:

	$
International Atomic Energy Limited	34,492
Vidéo Montréal Incorporated	4,806
	39,298

Le décret CP 1973-1361 du 29 mai 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organisations étrangères:

	$
Remises	125,906

Le décret CP 1973-3568 du 13 novembre 1973, remise des droits de douane payés ou payables en vertu du Tarif des douanes sur les fibres et filaments de carbone importés au Canada:

	$
Bay Mills Limited	2,388
Fibres Armtex Limitée (Les)	22,613
Garlock of Canada Limited	26,261
Robco Incorporated	84,563
Remises inférieures à $1,000	512
	136,337

Le décret CP 1974-34 du 8 janvier 1974, remise d'une partie des droits de douane, de la taxe de vente et des taxes d'accise payés ou payables sur les marchandises cultivées, produites ou fabriquées en Australie:

	$
Balfour Guthrie Canada Limited	5,666
Craftsmen Distribution Incorporated	5,405
Creative Display	1,314
Dania Down Quilts Limited	1,682
General Paint	165,085
Kirkland & Rose Limited	1,504
Roussel Canada Incorporated	22,481
Two Software	1,348
Remises inférieures à $1,000	3,146
	207,631

Le décret CP 1975-1024 du 6 mai 1975, remise d'une partie de droits de douane et de la taxe de vente payables sur les automobiles de fabrication étrangère par un fabricant qui a importé, pour installation sur ces automobiles, des pièces composantes fabriquées au Canada:

	$
Subaru Canada Limited	9,282
Toyota Canada Limited	34,366
Volkswagen Canada Incorporated	425,391
	469,039

Le décret CP 1976-325 du 17 février 1976, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

	$
General Motors du Canada Limitée	3,152
Pettibone (Canada) Limited	156,057
Remises inférieures à $1,000	246
	159,455

Le décret CP 1976-1314 du 1[er] juin 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise payables sur des pellicules canadiennes exposées et traitées et sur des bandes magnétoscopiques enregistrées canadiennes:

	$
Boardwalk Motion Pictures Limited	4,203
Canadian Broadcasting Corporation	7,770
Champagne Motion Picture Company Limited	1,460
Ciné Vidéo	2,912
Cooper, Robert Productions Incorporated	2,365
Dalton Fenske and Friends	3,510
Eureka Films Limited	1,769
Fleishman, Philip	5,307
Flynn Television	1,047
McWaters Films Limited	2,131
Partners Film Company (The)	10,756
Ronald Cohen Film, The	2,527
Schultz Bob Production Limited	1,631
Scollard Productions Limited	1,556
Société Radio-Canada	9,770
TDF Artists Limited	2,161
TV Ontario	2,094
Why Not Productions Incorporated	2,208
Women of the World Productions Limited	4,996
Remises inférieures à $1,000	12,386
	82,559

Le décret CP 1976-1884 du 20 juillet 1976, autorisait pour les cirques et les autres attractions foraines, la remise des droits de douane et des taxes d'accise payables en sus de certains montants minimaux évalués pour la période où les marchandises demeurent au Canada:

	$
Advanced Animations	46,954
Al G Kelly-Miller Brothers Circus	4,627
Beauce Carnaval Incorporated	27,440
Bill Dillard Shows	109,604
Centennial Gold	1,014
Chaffin Bob	2,717
Clarence & Elizabeth Tallbull	1,560
Conklin and Garrett Limited	4,701
Daniel Hanian	1,720
Footsie Wootsie	4,391
Gatti Productions Incorporated	1,472
Lew Thomson	16,981
Libbertt Concessions Incorporated	12,133
Maple Leaf Village Investments	14,104
Quirion, Jules	3,754
Raymond Gates	9,843
Remote Boats Incorporated	6,933
Swiss Restaurant, Expo 86	5,065
Vanfare JV Concessions	2,761
William Beasley Enterprises Limited	4,340
Remises inférieures à $1,000	703,009
	985,123

Le décret CP 1976-2984 du 2 décembre 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise payés ou payables sur les échantillons de valeur négligeable:

	$
Remises inférieures à $1,000	6,785

Le décret CP 1977-297 du 10 février 1977, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autocars et les autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

	$
Fauver JN (Canada) Limited	5,749
Ontario Bus Industries Incorporated	1,157,530

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Parker-Hannifin, (Canada) Incorporated	17,199
Remises inférieures à $1,000	2,029
	1,182,507

Le décret CP 1977-2391 du 31 août 1977, remise des droits de douane sur des transistors et autres dispositifs semi-conducteurs:

Remises inférieures à $1,000	914

Le décret CP 1977-8/3148 du 3 novembre 1977, remise des droits de douane payés ou payables sur des marchandises servant à la mise au point et à la fabrication des systèmes de télémanipulateurs de navette spatiale en vertu du programme spatial mixte canado-américain (NASA):

Spar Aerospace Products Limited	463,151
Remises inférieures à $1,000	963
	464,114

Le décret CP 1978-185 du 26 janvier 1978, remise des droits de douane sur du tabac non manufacturé:

Bastos du Canada Limitée	36,159

Le décret CP 1978-749 du 16 mars 1978, remise des droits de douane sur les modèles usagés de fonderie et des gabarits et appareillages connexes:

Abex Industries of Canada Limited	42,249
Advance Foundry	1,147
Archie McCoy Hamilton Limited	22,311
Associated Foundry	10,199
Bell City Foundry (Brantford) Limited	2,860
Benn Iron Foundry Limited	79,020
Birla Industries Incorporated	1,211
Browning Manufacturing Division of Emerson Electric	5,167
Burnstein Castings Limited	22,505
Canada Alloy Castings Limited	30,467
Canadian Steel Foundries	12,341
Cercast Incorporated	52,075
Cercor Incorporated	18,201
Crowe Foundry Limited	9,406
Deloro Stellite	2,995
Dorr-Oliver Canada Limited	1,808
Esco Limited	16,613
Fonderie de Thetford	1,114
Fonderie Ste Croix	1,696
Galtaco Incorporated	3,315
Haley Industries Limited	47,862
Heritage Industries Limited	1,770
Highland Foundry	1,018
Hudson Bay Diecasting Limited	13,034
Joly Engineering	1,135
Mainland Industries	3,816
Nugget Drilling Limited	1,828
Shellcast Foundries	2,752
Specialty Cast Metals Limited	25,484
Supreca Incorporated	3,485
Unidynamics Winsmith	3,340
Remises inférieures à $1,000	4,994
	447,218

Le décret CP 1978-842 du 23 mars 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains yachts de plaisance:

	$
AFC Grew Incorporated	836,125
Canoe Cove Manufacturing Limited	288,185
Cooper Yachts Limited	384,197
Marineland Yacht Sales Limited	468,154
Thompson Boats Limited	8,117
Remises inférieures à $1,000	25,100
	2,009,878

Le décret CP 1978-1116 du 13 avril 1978, remise des droits de douane sur les anodes de titane:

Alby Chlorates	165,821
BCM Technologies Limited	17,784
CIL Industrial Chemical Works	60,670
Chemetics International Limited	170,907
Dow Chemical Canada Incorporated	1,652,731
Erco Industries Limited	6,293
FMC of Canada Limited	34,361
Great Lakes Forest Products Limited	103,193
Industries PPG Canada Limitée	40,821
Purichlor Technology Limited	1,147
Quenord Chemicals Limited	107,245
Remises inférieures à $1,000	40
	2,361,013

Le décret CP 1978-1136 du 13 avril 1978, remise des droits de douane à l'égard des navires affrétés par la CN Marine Corporation pour l'Atlantic Region Ferry Service:

Air Sea Equipment Limited	7,426
Bayly Engineering Limited	1,163
Chemins de fer nationaux du Canada	8,789
Forsea Limited	2,001
Remises inférieures à $1,000	1,559
	20,938

Le décret CP 1978-2185 du 5 juillet 1978, remise des droits de douane à l'égard de certains véhicules à moteurs, les pièces et accessoires et leurs pièces:

Thermo King Western (Calgary) Limited	8,860

Le décret CP 1978-2644 du 23 août 1978, remise des droits de douane sur le café soluble qui est produit dans des pays ayant droit aux avantages du Tarif de préférence général:

Sandra Tea and Coffee	16,564

Le décret CP 1978-3117 du 12 octobre 1978, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des marchandises surannées ou excédentaires détruites au Canada:

Remises	4,044,283

Le décret CP 1978-7/3222 du 19 octobre 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises importées dans le cadre de l'acquisition de véhicules blindés et d'approvisionnements connexes, d'usage général, de la défense:

Ministère de la Défense nationale	5,837
Michelin, Société canadienne des pneus Ltée	18,181
Triplex Ingénierie Ltée	1,604
	25,622

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Le décret CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables sur les pièces, le matériel et autres articles devant servir aux transporteurs aériens au Canada à offrir un service aérien commercial international:	
Air Canada	394,783
Lignes aériennes Canadien Pacifique	20,982
Nordair Aircraft Combined Services	76,094
Wardair Canada Incorporated	55,733
	547,592
Le décret CP 1978-3839 du 21 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:	
Central Truck Body Company Limited	5,566
Le décret CP 1979-28 du 18 janvier 1979, remise des droits de douane et des taxes sur certaines marchandises importées pour servir à la fabrication de l'aéronef CP-140 Aurora:	
CAE Electronics	7,615
Canadian Astronautics	10,918
Compagnie Générale Électrique du Canada	13,777
EG & G Canada Limited	2,822
Electronics Wholesales	9,893
Entreprises d'Électricité JHT	27,064
Ministère de la Défense nationale	23,134
Patton Aircraft & Industries	3,830
Raytheon Canada Limited	8,394
Rockwell International of Canada Limited	21,450
Varian Canada Incorporated	15,769
Wackid Radio Television	14,451
Remises inférieures à $1,000	3,026
	162,143
Le décret CP 1979-395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales en vertu de garanties ou de rajustement de garanties:	
Remises inférieures à $1,000	5,174
Le décret CP 1979-3494 du 19 décembre 1979, remise des droits de douane sur les châssis et composants d'appareils de télévision:	
Electrohome Limited	25,648
Le décret CP 1980-489 du 8 février 1980, remise des droits de douane et de la taxe de vente pour les automobiles de BMW Distributors Eastern Canada Limited et de BMW Distributors (Western) Company:	
BMW Distribution Eastern Canada Limited	70,152
Le décret CP 1980-7/1674 du 19 juin 1980, prévoyait la remise des droits de douane et de la taxe de vente payés ou payables sur des imprimés importés au Canada par un transporteur étranger ou en son nom pour servir exclusivement à la promotion ou à l'exploitation des services aériens offerts par ledit transporteur:	
Aeroflot	1,152
Aerolinas Argentina	1,228
Air France	14,553
Alitalia Airlines	4,081
British Airways	9,085
Cansica Incorporated	29,645
Delta Air Lines	18,928
Eastern Air Lines	12,170
Emery Air Freight Corporation	2,036
Empire Airlines	3,268
Federal Express	3,809
Finnair (Finland)	4,504
Frontier Airlines Incorporated	2,479
KLM Lignes aériennes royales néerlandaises	8,037
Lufthansa Lignes aériennes allemandes	2,088
Northwest Airlines	3,688
People Express	1,318
Republic Air Lines	2,832
Swiss Air Transport	2,343
Tap, Mirabel	2,143
US Air Incorporated	1,101
Remises inférieures à $1,000	373,751
	504,239
Le décret CP 1980-2066 du 31 juillet 1980, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles de la Canadian Honda Motor Limited:	
Honda Canada Incorporated	113,038
Le décret CP 1980-2751 du 16 octobre 1980, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payés ou payables sur des chargeurs à benne frontale et leurs pièces:	
Caterpillar Canada	10,950,585
Clark Equipment of Canada Limited	1,148,404
Euclid Canada Limited	745,600
General Motors du Canada Limitée	15,687
International Hough Division of Dresser	1,084,256
R Angus Alberta	14,419
Remises inférieures à $1,000	869
	13,959,820
Le décret CP 1980-3160 du 27 novembre 1980, remise d'une partie des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables sur les marchandises cultivées, produites ou fabriquées en Nouvelle-Zélande:	
Blue Heron Investments	3,214
Canada New Zealand Casing Limited	10,225
Canadian Knitwear	1,413
Canterbury Sheepskin	1,791
Coast Mountain Sport	1,601
Colin Campbell and Sons Limited	16,755
David L Jones Wholesale Limited	24,407
Exchange A Blade Limited	2,994
KMP Communications	1,011
Knight International	8,444
Kraft Limited	1,287
Le Nobel Orchids	1,717
Marquis of London Manufacturing (1979)	3,987
Montreal Peau de mouton & Cuir Ltée	1,479
New Zealand Export Limited	20,699
Ocean West Manufacturing	11,976
Ronal Davenport	5,450
Shepherd's House of Import	18,839

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Woolrest NZ Limited	167,369
Remises inférieures à $1,000	14,310
	318,968

Le décret CP 1981-578 du 5 mars 1981, remise des droits de douane payables par la Remtec Inc sur les véhicules commerciaux spécifiés et leurs pièces:

Remtec Incorporated	18,151
Remises inférieures à $1,000	339
	18,490

Le décret CP 1981-579 du 5 mars 1981, remise des droits de douane payables par la Transit Van Bodies Inc sur les véhicules spécifiés, les pièces et accessoires et les pièces de ces éléments:

Les Fourgons Transit	8,420

Le décret CP 1981-649 du 6 mars 1981, remise de la taxe de vente sur les aéronefs civils canadiens, les moteurs d'aéronefs canadiens, les simulateurs de vol canadiens et leurs pièces, réparés à l'étranger:

Elect Avi Limitée	2,541
Québec Cartier Mining Company	20,565
Transports Canada	37,181
Remises inférieures à $1,000	82
	60,369

Le décret CP 1981-1/923 du 2 avril 1981, remise des droits de douane payés ou payables sur les matières ou éléments importés par CAE Electronics Limited:

CAE Electronics	2,692

Le décret CP 1981-1651 du 18 juin 1981, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables par Westinghouse Canada Limited:

Westinghouse Canada Incorporated	14,262

Le décret CP 1981-2318 du 19 août 1981, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules automobiles de Japan, Rover, Triumph Canada Incorporated:

Jaguar Canada Incorporated	19,960

Le décret CP 1982-2/163 du 14 janvier 1982, remise des droits de douane et des taxes sur les machines et le matériel importés par diverses compagnies:

Newcor Canada Limited	2,157

Le décret CP 1982-190 du 21 janvier 1982, remise des droits de douane à l'égard du cuir non fini devant servir à la fabrication de cuir fini pour vêtements:

Cantan Leather Corporation	70,424
Entreprises P Boucher	51,947
Rodon Leather Incorporated	18,526
	140,897

Le décret CP 1982-887 du 18 mars 1982, remise des droits de douane sur les produits chimiques et les masques photographiques servant à la production de dispositifs semi-conducteurs qui sont importés par Mitel Corporation:

	$
Mitel Semi-Conducteur Incorporated	49,681
Remises inférieures à $1,000	36
	49,717

Le décret CP 1982-890 du 18 mars 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Bombardier Inc, division du matériel logistique:

Bombardier Inc.	1,321,308
Canrep Incorporated	18,942
Farr Incorporated	1,043
Robert Bosch Canada Limited	31,002
Remises inférieures à $1,000	1,007
	1,373,302

Le décret CP 1982-993 du 1er avril 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises importées dans le cadre du projet de construction de l'avion Hornet CF-18:

A Rosenblum Sales Limited	1,346
Bendix Avelex	76,051
CAE Electronics	11,257
Compagnie Générale Électrique du Canada Limitée	627,111
Crawford Allan Associates Limited	4,165
Digital Equipment of Canada Limited	45,539
Electronic Wholesalers Company	2,778
Entreprise AWSM Limitée	7,730
Ford du Canada Limitée	3,262
Godfrey Howden Incorporated	99,570
Hawker Siddeley Canada Limited	129,988
JHT Electronics	4,838
Leigh Instruments Limited	62,475
Marconi Canada	2,808
Ministère de la Défense nationale	2,688,256
Patlon Aircraft and Industries	10,693
Prelco Electronics	8,654
Rockwell International of Canada Limited	40,643
Spar Aérospace Limitée	156,367
Sperry Gyroscope Division	64,572
Remises inférieures à $1,000	9,053
	4,057,156

Le décret CP 1982-1164 du 22 avril 1982, remise des droits de douane sur certaines marchandises originaires de la République populaire de Chine:

Acme Ruler Company Limited	2,461
Aricon Safety Equipment	6,068
Basic International Network Limited	22,883
Bob Dale Glove and Import Limited	56,474
Columbus McKinnon Limited	3,424
DH Howden & Company Limited	1,831
Djawa Pacific Enterprises Limited	10,447
Dundas Sheet Metal Work Company	1,122
Fern Brand Waxes Limited	1,084
Great Wall Machinery Trading Company	3,087
Habro Industries	2,297
Huck Glove Company Incorporated	12,654
K Mart Canada Limitée	2,213
Kung's Manufacturing Limited	3,326
Lee and Man Manufacturing Limited	5,499
Northern Metallic Sales	29,787
R Dakin & Company Canada Limited	1,570
Stein Novelty	18,075

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Sylward Enterprises Limited	1,149
Transcontinental Enterprises	1,861
Ward Robertson Chemicals & Commodities Limited	3,097
Watson, John	26,146
Remises inférieures à $1,000	19,844
	236,399

Le décret CP 1982-1717 du 10 juin 1982, remise des droits de douanes sur certains implants servant à engraisser les bovins:

Animal Health Supplies	11,758
Brae Laboratories	190,217
Canada Packers Incorporated	12,036
Dominion Vet Labs Limited	2,770
Eli Lilly Canada Incorporated	8,460
Kane Veterinary Supplies Limited	8,330
Premiere Livestock Supplies	5,519
Province Livestock Supplies	2,881
Province of Manitoba	5,530
Steere Enterprises Limited	23,399
Syntex Agri Business Limited	18,632
United Co-op of Ontario	16,619
United Farmers of Alberta Co-operative	16,575
Remises inférieures à $1,000	186
	322,912

Le décret CP 1982-1872 du 23 juin 1982, remise des droits de douanes sur certains livres et imprimés:

Remises	14,428,864

Le décret CP 1982-1893 du 23 juin 1982, remise des droits de douanes et des taxes de vente et d'accise sur les marchandises importées au Canada dans le cadre d'expéditions scientifiques:

BOAC	52,078
McGill University	7,519
Triumf	2,422
University of Seattle	3,303
Remises inférieures à $1,000	2,153
	67,475

Le décret CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la taxe de vente sur les aéronefs civils canadiens, les moteurs d'aéronefs canadiens, les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger:

Air Canada	14,495
Airtech Aviation	6,201
Bank of British Columbia	3,191
Bombardier	275,000
British Columbia Forest Products	2,115
Business Air Services Limited	297,720
Canadian Conference of Teamsters	2,028
Center Tool & Mold	86,919
Corma Incorporated	87,546
Degelman Industries Limited	28,820
Dr Ray Juras	1,636
Garde côtière	1,704
Gerry Younger	7,892
Goodyear CDA Incorporated	1,686
Harvard Developments Limited	81,677
Hayes-Dana Incorporated	516,626
Huron Steel Products	26,565
Innotech Aviation Limited	103,155
Kiewit Peter and Sons Company Limited	1,365
MF Aviation Limited	4,162
Office des Ressources	7,338
QNS	6,887

	$
Sulaero Limited	1,911
Trans Canada Pipe Lines Limited	1,587
WI Finlay—Delson Limited	4,050
West Frase Timber	49,339
Remises inférieures à $1,000	2,265
	1,623,880

Le décret CP 1982-2262 du 29 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur le matériel de communications destiné au système militaire de surveillance des centres régionaux de contrôle opérationnel:

Bell Canada	38,695

Le décret CP 1982-2477 du 18 août 1982, remise des droits de douane sur le matériel utilisé par le Mitel Corporation dans le design, la mise au point, la vérification ou la fabrication de dispositifs semi-conducteurs:

Mitel Corporation	201,506

Le décret CP 1982-2623 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les machines à coudre importées par la Compagnie Singer du Canada Limited:

Compagnie Singer	600,557

Le décret CP 1982-2635 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains véhicules commerciaux de la Western Star Trucks Incorporated, leurs parties, leurs accessoires et les pièces de ces accessoires:

Western Star Trucks Incorporated	2,156,060

Le décret CP 1982-2636 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriquées par la Lennox Van Inc.:

Lennox Van Incorporated	2,667

Le décret CP 1982-3144 du 14 octobre 1982, remise des droits de douane sur les cylindres d'impression par rotogravure importés par DOMCO Industries Limited, de Farnham, (Québec):

DOMCO Industries Limited	7,618

Le décret CP 1982-3201 du 21 octobre 1982, remise des droits de douane sur les amandes et les pistaches conditionnées ou préparées:

Adams Brands	14,942
Compass Food Sales Company Limited	16,712
Djavid Compani Foreign Trade	5,909
F Archibald Brokerage	38,434
General Foods Incorporated	6,821
John Vine Foods	22,399
Johnsons JB Coffee and Food	13,425
Laura Secord Limited	1,089
Les Aliments Visa Foods	11,600
Les Marques Vac-O-Nut Limitée	20,186
Lignes aériennes Canadien Pacifique	2,818
Linsa Impex	36,883

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Lucerne Foods Limited	1,709
Mari Foods Sales	2,375
North American Impex Incorporated	18,629
Nutco Limited	11,398
RC Purdy Chocolates	3,060
Shah Trading	4,005
Targol Company Limited	6,310
Taylor Tracking Incorporated	27,282
Tenneco West Incorporated	4,061
Trophy Foods Limited	27,837
Warner Lambert Canada Incorporated	69,589
William Neilson Company Limited	4,345
Remises inférieures à $1,000	89,436
	461,254

Le décret CP 1982-3315 du 28 octobre 1982, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés sur des marchandises endommagées, détériorées ou détruites avant que le contrôle à leur égard ne soit levé par les douanes:

Remises	187,676

Le décret CP 1982-3470 du 18 novembre 1982, remise des droits de douane sur les marchandises utilisées dans la fabrication de satellites et de sous-systèmes de satellites pour l'exportation:

Com Dev Limited	195,678
Omni Connect Incorporated	2,939
Spar Aerospace Products	3,383,352
Westburne Industrial Enterprises Limited	3,460
Remises inférieures à $1,000	1,506
	3,586,935

Le décret CP 1982-3822 du 9 décembre 1982, remise des droits de douane sur certaines marchandises utilisées dans la production d'éléments pour certains aéronefs:

AC Impact Industries	12,991
Boeing of Canada Limited	459,785
Bristol Aerospace Limited	2,332
Canadair	20,848
Dubois et Nadeau Incorporée	3,532
Electronic Wholesales	1,438
Enheat Limited	4,657
EW Finnie Incorporated	1,056
Fell—Fab International Incorporated	53,516
Field Aviation Company Limited	27,489
Fleet Industries	31,781
Mantegna Incorporated	7,634
McDonnell Douglas Canada Limited	115,386
Pacific Western Airlines	43,915
Palton Aircraft and Industries	2,537
Wright Canvas	30,841
Remises inférieures à $1,000	2,324
	822,062

Le décret CP 1982-3941 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces et accessoires et leurs pièces de la Commercial Vans Inc:

Commercial Van Lines Incorporated	4,228

Le décret CP 1982-3943 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Red Top Equipment Company Limited:

	$
Red Top Equipment Company Limited	1,455
Remises inférieures à $1,000	194
	1,649

Le décret CP 1983-21 du 13 janvier 1983, concernant la désignation des pays en développement les moins avancés:

Ateliers Aspasie Incorporée (Les)	18,322

Le décret CP 1983-30 du 13 janvier 1983, remise des droits de douane sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la George C Loerr Body and Trailer Co:

George C Doerr Body and Trailer Company	1,048

Le décret CP 1983-189 du 27 janvier 1983, remise des droits de douane sur certains produits:

AMF Canada Limited	125,979
Caber Sport	45,183
Canacess Incorporated	1,858
Canadian ABC	12,463
Corp Cravate Metropolitaine	1,290
Cravates Park Lane	2,642
Excello Imports	8,680
Famous Neckware Manufacturing	3,087
Frame Neckwear Company Limited	8,926
Fritz Ski Service Limited	1,624
Gamebridge Incorporated	16,930
Gentry	1,508
Gilmour Sports Limited	112,750
Heierling Sports Limited	18,195
Hopper Kock Limited	3,598
Kayser Roth Canada Limited	38,703
Les Distributions Saluzzo	1,087
Les Industries Sportives	11,628
Martin Imports	19,258
Matrix Leisure	9,240
Monad Sports Limited	2,414
Norvinca Incorporated	439,318
Paris Glove	1,052
Scarves & Allied Arts	231,483
Société Distribution Rossignol	123,536
Société Internationale	1,298
Solomon Canada Sports	547,271
Sport Dinaco Incorporated	166,991
Sport Expert	32,279
Talens CAC Incorporated	5,850
Western Art Materials	1,065
Remises inférieures à $1,000	31,608
	2,028,794

Le décret CP 1983-448 du 17 février 1983, remise des droits de douane sur le carton de couverture et le carton homogène blanchi pour boîtes:

Howell Packaging Division of Dover Industries	2,751
Les Industries Ling Incorporated	1,068
Margo Corporation	2,224
Plastic and Paper Sales Limited	3,266
Remises inférieures à $1,000	1,877
	11,186

Le décret CP 1983-590 du 24 février 1983, remise des droits de douane sur les ampoules pour les guirlandes d'illumination de Noël:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Alderbrooke Industries	19,437
Les Produits Électriques Universal	91,212
Noma Industries Limited	86,570
Remises inférieures à $1,000	865
	198,084

Le décret CP 1983-946 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par la Triangle Truck Equipment Limited:

Triangle Truck Equipment Limited	2,684

Le décret CP 1983-947 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par la Childs Truck Bodies Limited:

Childs Truck Bodies Limited	1,342

Le décret CP 1983-1438 du 12 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par la Aurora Cars Limited:

Aurora Cars Limited	81,248

Le décret CP 1983-6/1473 du 19 mai 1983, remise des droits de douane et des taxes payées sur les machines et le matériel importés par diverses compagnies:

F Jos Lamb Company Limited	14,932
Lamb Systems Group	12,798
	27,730

Le décret CP 1983-1499 du 19 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles de Volkswagen Canada Ltée:

Volkswagen Canada Incorporated	728,940

Le décret CP 1983-2037 du 30 juin 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises pour les besoins du système de télécommunications ANZCAN:

Téléglobe Canada	119,068

Le décret CP 1983-2066, du 7 juillet 1983, remise des droits de douane sur les tubes-image de téléviseurs couleur importés par Mitsubishi Electronics Industries Canada Inc.:

Mitsubishi Electronics Industries	656,0[illegible]

Le décret CP 1983-2333 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane, des taxes de vente et d'accise et des droits d'accise sur les marchandises importées par le personnel des forces étrangères:

Remises inférieures à $1,000	24,425

Le décret CP 1983-2340 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les droits payés ou payables par Bastos du Canada Limitée sur les importations de filtres à cigarette:

	$
Bastos du Canada Limitée	40,836

Le décret CP 1983-2374 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane payés ou payables sur les marchandises importées retenues avant d'être remises à des organisations de bienfaisance au Canada:

Can Aide Foundation	22,967

Le décret CP 1983-2525 du 10 août 1983, prévoit la remise des droits de douane imposés sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt:

Alberta Distillers Limited	552,992
Canadian Mist Distillers Limited	19,205,898
Chateau-GAI Company Limited	6,796
Corby Distilleries Limited	6,710
Distillerie Dumont Limitée	1,548
Hiram Walker and Sons Limited	2,054,287
McGuiness Distillers Limited	1,217,147
Meaghers	174,530
Melville	147,663
Rieder Distillery Limited	447,192
Seagram	12,022,536
	35,837,299

Le décret CP 1983-2797 du 15 septembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente à l'égard du matériel d'éclairage au xénon utilisé par le Niagara Falls Illumination Board pour l'éclairage des chutes Niagara:

Niagara Parks Commission	7,290

Le décret CP 1983-2988 du 29 septembre 1983, remise des droits de douane sur le matériel et les pièces importés par la Bristol Aerospace Limited de Winnipeg (Manitoba) pour servir à la fabrication de véhicules de recherche des couches supérieures de l'atmosphère Black Brant:

Bristol Aerospace Limited	86,915

Le décret CP 1983-3136 du 6 octobre 1983, remise des droits de douane sur les bidons en acier étamé servant au conditionnement de la pâte de tomate:

HJ Heinz du Canada Limitée	27,136

Le décret CP 1983-3138 du 6 octobre 1983, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les catalogues officiels de compagnies aériennes importés par la Professional Courier Limited de Mississauga (Ont):

Professional Courier Limited	152,454

Le décret CP 1983-3141 du 6 octobre 1983, remise de tous les droits mentionnés dans la liste A du Tarif des douanes qui sont payables à l'égard de certains véhicules commerciaux spécifiés ainsi que toutes les pièces et accessoires, et leurs pièces, pour ces véhicules:

Mack Canada Incorporated	16,027,171

Le décret CP 1983-3413 du 3 novembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:	
Chrysler Canada Limitée	31,766
SWF Automotive Products Division	3,604
	35,370

Le décret CP 1983-3414 du 3 novembre 1983, remise des droits de douane sur les toiles à ombrer importées à des fins d'horticulture:

Remises	78,343

Le décret CP 1983-3532 du 17 novembre 1983, remise des droits de douane sur certains implants servant à engraisser les bovins:

Canada Packers Incorporated	5,344
Kane Veterinary Supplies Limited	1,981
	7,325

Le décret CP 1983-3663 du 24 novembre 1983, remise des droits de douane sur les annonces publicitaires de référence pour la radio et d'une partie de la taxe de vente sur les annonces publicitaires pour la radio et la télévision:

Bonded Services International	2,382
Campbell Ewald (Canada) Limited	2,797
Chartoff Productions	3,155
Comprehensive Distributors Limited	2,701
Grey Advertising Limited	1,348
Hayhurst Advertising	1,174
Lever Detergents Limited	2,627
McCann-Erickson Advertising	2,048
Milton Bradley Canada Limited	8,999
Procter and Gamble Incorporated	14,571
Saffer, Cravit & Freedman Advertising Limited	1,348
Thompson J Walter Company	1,513
Union Carbide Canada Limited	2,124
Vicks, Richard Limited	1,533
Young & Rubicam Limited	1,572
Remises inférieures à $1,000	5,468
	55,360

Le décret CP 1983-3769 du 30 novembre 1983, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées ou achetées au Canada par des participants à l'Exposition internationale de 1986 sur les transports:

Remises inférieures à $1,000	5,789,907

Le décret CP 1984-52 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par la Wiltsie Truck Bodies Ltd.:

Transport Refrigeration Limited	3,049
Remises inférieures à $1,000	920
	3,969

Le décret CP 1984-331 du 2 février 1984, remise des droits de douane et des taxes sur la machinerie et l'équipement importés par diverses sociétés:

	$
National Auto Radiator Company Limited	2,692
Sheller Globe of Canada Limited	32,534
	35,226

Le décret CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise des droits de douane et des taxes d'accise et de vente sur des marchandises importées aux fins des réunions tenues au Canada par des organisations étrangères:

ARMX 85	5,737
Indep Limitée	2,102
International Joint Commission	1,436
Island of Boblo	2,825
National Arts	3,596
URISA	3,656
Remises inférieures à $1,000	268,290
	287,642

Le décret CP 1984-965 du 22 mars 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les articles de table en verre feuilleté:

Corning Canada Incorporated	1,081,889

Le décret CP 1984-1559 du 10 mai 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les châssis d'autobus et les véhicules commerciaux spécifiés de la International Harvester Canada Ltée, ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Navistar International Corporation of Canada	34,023,818

Le décret CP 1984-3/2311 du 28 juin 1984, remise des droits, jusqu'à concurrence d'un montant global maximal de $110,000 payés ou payables en vertu de la Liste A du Tarif des douanes à l'égard du matériel d'usine importé au cours des années civiles 1983, 1984 et 1985, aux fins d'utilisation par la Composite Technology (Canada) Limited dans ces installations de réparation et d'essai de composants d'aéronef à Winnipeg (Manitoba):

Composite Technology (Canada) Limited	2,831

Le décret CP 1984-2332 du 28 juin 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des automobiles ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par Bombardier Inc., division du matériel logistique:

Arrow/Cesco Electronics Limited	4,644
Bosch, Robert Incorporated	3,704
Pantek Products	4,230
Strider Resource Agencies	1,324
Remises inférieures à $1,000	493
	14,395

Le décret CP 1984-2509 du 12 juillet 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés de la société Les Carrosseries Parco Inc., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Les Carrosseries Parco Incorporée	87,151

Le décret CP 1984-2835 du 15 août 1984, remise des droits de douane sur des automobiles ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par American Motors Incorporated:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
American Motors (Canada) Incorporated	33,566,126

Le décret CP 1984-3103 du 31 août 1984, concernant la remise des droits de douane sur les importations de tabac jaune clair non manufacturé:

Imperial Leaf Tobacco Division of Imasco Limited	245,174

Le décret CP 1984-3798 du 29 novembre 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des marchandises importées dans le cadre de l'acquisition par le gouvernement du Canada des véhicules blindés polyvalents et des approvisionnements de défense connexes:

Michelin, Société Canadienne des Pneus Limitée	60,596
Canadian Arsenals Limited	54,660
Diesel Division GM of Canada Limited	30,556
Remises inférieures à $1,000	1,195
	147,007

Le décret CP 1984-4090 du 20 décembre 1984, remise des droits de douane et des taxes sur certains articles importés par Silcon Management Inc.:

Silcon Management Incorporated	4,441

Le décret CP 1985-72 du 17 janvier 1985, remise des droits de douane sur les pommes de terre importées pour la fabrication de croustilles:

Frito Lay Incorporated	42,179
Hostess Food Products	33,328
Humpty Dumpty Foods Limited	10,976
Nalleys Limited	22,182
Old Dutch Foods Limited	15,738
Yum Yum Potato Chips	15,575
Remises inférieures à $1,000	185
	140,163

Le décret CP 1985-275 du 31 janvier 1985, remise des droits de douane à la Hingchong Trading Corporation sur certaines quantités de porc en conserve importées de la République populaire de Chine:

Hingchong Trading Corporation	6,432

Le décret CP 1985-277 du 31 janvier 1985, concernant la remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les supports de transmission de données:

Remises	3,166,264

Le décret CP 1985-362 du 7 février 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente payés ou payables sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

General Motors du Canada Limitée	19,028
Volkswagen Canada Incorporated	12,903
Remises inférieures à $1,000	91
	32,022

Le décret CP 1985-363 du 7 février 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente à certaines sociétés:

	$
Chrysler Canada Limitée	1,798
Rockwell International of Canada Limited	4,215
Volkswagen Canada Incorporated	61,056
Remises inférieures à $1,000	98
	67,167

Le décret CP 1985-364 du 7 février 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

General Motors du Canada Limitée	22,620

Le décret CP 1985-365 du 7 février 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Canadian ASE Limited	23,289
Canadian Auto Parts Toyota Incorporated	9,789
Canadian Stackpole Limited	5,792
Chemical Equipment Fabricators Limited	3,615
Chrysler Canada Limitée	265,725
Euclid Canada Limited	42,084
General Motors du Canada Limitée	64,685
Hoover Universal of Canada Limited	3,317
Rockwell International of Canada Limited	4,784
Simpson AG Company Limited	1,383
Remises inférieures à $1,000	998
	425,461

Le décret CP 1985-705 du 7 mars 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente imposés sur des pellicules sensibles en rouleaux:

Kodak Canada Limited	302,892

Le décret CP 1985-2/711 du 7 mars 1985, remise d'une partie des droits de douane payés sur le matériel de production pour la Clark Equipment of Canada Limited:

Clark Equipment of Canada Limited	39,665

Le décret CP 1985-3/711 du 7 mars 1985, remise des droits de douane payés ou payables sur les sulfates de spectinomycine et les chlorhydrates de lincomycine importés par la Tuco Products Company, division de la Upjohn Company:

Tuco Products Company, Division of Upjohn Company of Canada	13,173

Le décret CP 1985-792 du 14 mars 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

AG Simpson Company Limited	5,554
Central Stampings Limited	1,488
Chrysler Canada Limitée	1,091
Ford du Canada Limitée	46,721
General Motors du Canada Limitée	160,998
	215,852

Le décret CP 1985-813 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de Mercedes-Benz of Canada Inc.:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Mercedes-Benz of Canada Incorporated	149,861

Le décret CP 1985-816 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de Subaru Auto Canada Ltd:

Subaru Auto Canada Limited	4,232

Le décret CP 1985-818 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de BMW Distributors Eastern Canada Limited et BMW Distributors (Western) Canada:

BMW Distributors, Eastern Canada Limited	221,175

Le décret CP 1985-1130 du 4 avril 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Burlington Die Castings Limited	10,472
Geophysical Service Incorporated	16,022
	26,494

Le décret CP 1985-1131 du 4 avril 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Amcan Castings Limited	1,125
Chrysler Canada Limitée	3,232
Ford du Canada Limitée	9,323
General Motors du Canada Limitée	4,590
Remises inférieures à $1,000	801
	19,071

Le décret CP 1985-1408 du 25 avril 1985, remise des droits de douane sur certains légumes frais et transformés:

Belle River Canning	2,242
Berryland Canning Company Limited	148,615
Bick's Pickles Limited	18,611
Canadian Canners Limited	22,772
ED Smith & Sons Limited	2,141
HJ Heinz du Canada Limitée	36,195
Miller & Smith Foods Limited	59,126
Primo Foods Limited	65,712
	355,414

Le décret CP 1985-1409 du 25 avril 1985, remise des droits de douane sur le toit en tissu importé pour Place Canada:

Birdair Structure Incorporated	1,230

Le décret CP 1985-1475 du 2 mai 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Fabricated Steel Products, Division of Indal	1,193
Tri-Way Machine Limited	21,991
	23,184

Le décret CP 1985-9/1541 du 2 mai 1985, remise de la taxe de vente à la réimportation du Yacht Canada One de la catégorie des douze mètres:

	$
Canada's America's Cup Challenge Incorporated	61,000

Le décret CP 1985-1571 du 9 mai 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées temporairement au Canada et remise des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises achetées au Canada par Expo 86 Corporation:

Expo 86 Corporation	3,566,931

Le décret CP 1985-1642 du 16 mai 1985, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payée par Bell et Howell Limitée à l'égard de certaines pièces et parties composantes importées pour la fabrication de lecteurs de microfiches:

Bell and Howell Canada Limited	31,240

Le décret CP 1985-1757 du 30 mai 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certaines marchandises dans le cadre du projet de la frégate canadienne de patrouille:

AWSM Limited	4,878
Canadian Wire & Cable Limited	7,513
Compagnie Générale Électrique du Canada	3,493
Compagnie Marconi Canada	4,013
CR Control Marketing Limited	7,491
Hewlett Packard	1,795
Indal Technologies Incorporated	3,798
Ingersoll—Rand Canada Incorporated	1,870
Koppers Engineered Products Limited	13,601
Leigh Engineering & Aerospace Division	53,823
Metofor 135389 Canada Incorporated	2,264
Paramax Electronics Incorporated	1,544,087
Philip Electronics	35,401
Raytheon Canada Limited	348,361
SED Systems	9,299
St John Shipbuilding Limited	92,265
Stock Werkspoor	2,012
Westinghouse Canada Incorporated	6,892
Remises inférieures à $1,000	1,662
	2,144,518

Le décret CP 1985-1773 du 30 mai 1985, remise des droits antidumping payés ou payables à l'égard de l'acier inoxydable de qualité 304 et 316 ayant une épaisseur nominale de 0,010" × 36" importé par ou au nom de Childers Products Company Limited:

Childers Products Company Limited	1,888

Le décret CP 1985-4/1812 du 30 mai 1985, remise des droits antidumping à l'égard des tentes de camping familiales et récréatives importées par Kingsway Imports Limited:

Kingsway Imports Limited	276,377

Le décret CP 1985-1905 du 13 juin 1985, remise des droits de douane payés sur certaines marchandises importées faisant l'objet de demandes de drawback:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Armateur L & U Limitée	3,438
Bailey Controls	19,286
Dipix Systems Limited	1,144
Flakt Canada Limited	5,635
Imprimerie Montréal-Magog	55,210
Les Entreprises Lévesque et Renière Incorporée	2,229
Medican Traffic Management Limited	41,470
Roussel Canada Incorporated	1,783
York Watch	11,685
Remises inférieures à $1,000	830
	142,710

Le décret CP 1985-1931 du 13 juin 1985, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés de la FAD Industries Inc ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

FAD Industries Incorporated	8,770

Le décret CP 1985-1932 du 13 juin 1985, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés de la Minoru Truck Bodies Limited ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Minoru Truck Bodies Limited	10,035

Le décret CP 1985-1972 du 20 juin 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement importés par certaines sociétés:

American Motors (Canada) Incorporated	12,900
General Motors du Canada Limitée	150,281
Peterson Spring of Canada	6,707
Tri-Way Machine Limited	1,171
	171,059

Le décret CP 1985-2278 du 25 juillet 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains filés fabriqués au Canada qui sont retournés au Canada:

Spinette Yarns & Dryers Limited	17,460

Le décret CP 1985-2279 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les drogues expérimentales, les placebos et les drogues pour traitement d'urgence:

Ayerst McKenna & Harrison Incorporated	7,170
Bristol Myers	64,895
Burroughs Wellcome Limited	1,144
Ciba Geigy Canada Limited	14,301
Eli Lilly Canada Incorporated	29,156
Glaxo Canada	5,527
Hoechst Canada	3,613
Hoffman—LaRoche Limited	13,215
Janssen Pharmaceutical (Canada)	7,987
Pfizer	4,457
Roussel Canada	4,143
Sandoz Canada Incorporated	89,284
Squibb & Sons	4,347
Syntex Incorporated	17,770
Remises inférieures à $1,000	3,554
	270,563

Le décret CP 1985-2296 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les marchandises importées pour le système infra-rouge de détection et de désignation d'objectifs:

	$
Spar Aerospace	3,100

Le décret CP 1985-2434 du 7 août 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

AG Simpson Company Limited	1,352
Canadian ASE Limited	2,053
Chrysler Canada Limitée	2,172
Griffin Contractors	6,812
	12,389

Le décret CP 1985-2462 du 7 août 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certains articles et échantillons importés par Consortium créatif de Montréal Inc:

Consortium de Montréal Incorporée	1,920

Le décret CP 1985-2757 du 12 septembre 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Chrysler Canada Limitée	56,679
Ford du Canada Limitée	46,706
Tri-Way Machine Limited	8,438
	111,823

Le décret CP 1985-2770 du 12 septembre 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente payés ou payables à l'égard de l'équipement de téléreportage importé temporairement au Canada pour le reportage sur la visite du Pape Jean-Paul II:

Société Radio-Canada	26,209

Le décret CP 1985-2771 du 12 septembre 1985, remise des droits de douane payés ou payables à l'égard des marchandises utilisées pour la conception et la fabrication du télémanipulateur de la navette spatiale:

Spar Aerospace	19,107

Le décret CP 1985-3/2787 du 12 septembre 1985, remise à la Great Northern Apparel Limited, d'une partie des droits de douane payés sur les jeans en denim de coton:

Great Northern Apparel Incorporated	147,787

Le décret 1985-2861 du 26 septembre 1985, remise des droits de douane sur le matériel servant à la reproduction ou à la duplication commerciale des audiocassettes:

Audio Video Consultants	4,665
CBS Records Canada Limited	18,460
Les Services Audio Visuels AR Incorporated	1,235
	24,360

Le décret CP 1985-3071 du 10 octobre 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Ford du Canada Limitée	15,564
Lamb Systems Group	7,109
Sachs Automotive Components	1,069
	23,742

Le décret CP 1985-3099 du 10 octobre 1985, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés de Capital Disposal Equipment Inc, ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Capital Disposal Equipment Incorporated	52,705

Le décret CP 1985-3254 du 31 octobre 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Tri-Way Machine Limited	1,499
Volkswagen Canada Incorporated	1,145
	2,644

Le décret CP 1985-3395 du 21 novembre 1985, remise des droits de douane sur les composantes devant être utilisées par l'Énergie atomique du Canada Limitée pour la construction d'un spectromètre 8 Pi:

Énergie Atomique du Canada Limitée	14,005

Le décret CP 1985-3/3433 du 21 novembre 1985 remise de la taxe de vente sur les coquelicots et les couronnes produits et vendus entre le 1er avril 1984 et le 30 juin 1985:

Vetcraft Shops	108,834

Le décret CP 1986-196 du 23 janvier 1986, remise des droits de douane sur certains fruits et légumes, frais et semi-transformés, importés pour la transformation:

Bick's Pickles	3,949
Campbell Soup Company Limited	114,652
David Lord Limitée	30,133
ED Smith & Sons Limited	3,680
Sun Dew Foods Limited	8,862
	161,276

Le décret CP 1986-198 du 23 janvier 1986, remise des droits de douane sur les bottes de ski alpin et sur les pièces ou matériaux pour les bottes de ski alpin importés par la Warrington Incorporated:

Warrington Products Incorporated	36,697

Le décret CP 1986-201 du 23 janvier 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Ford du Canada Limitée	2,921
General Motors du Canada Limitée	3,497
Stahlin Industries Limited	1,094
Remises inférieures à $1,000	2,311
	9,823

Le décret CP 1986-331 du 6 février 1986, remise des droits de douane sur les ampoules pour les guirlandes d'illumination de Noël:

	$
Noma Industries Limited	122,995
Les Produits Électriques Universal	76,893
	199,888

Le décret CP 1986-409 du 13 février 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Schwitzer Division Wallace	6,023
Remises inférieures à $1,000	850
	6,873
Total Douanes et Accise	***1,018,296,030***

D'autres remises ont été accordées, comme suit:

Le décret CP 1945-88/2969 du 25 avril 1945, remise des taxes d'accise payées ou payables par le Gouverneur général.

Le décret CP 1954-26/1904 du 8 décembre 1954, accordée remise aux membres de l'OTAN pour les automobiles achetées au Canada.

Le décret CP 1955-1/350 du 12 mars 1955, marchandises importées au Canada uniquement et exclusivement aux fins de construction, d'entretien et d'exploitation du réseau avancé de pré-alerte.

Le décret CP 1966-545 du 23 mars 1966, remise des taxes d'accise sur les moteurs canadiens qui sont retournés au Canada après avoir été exportés pour être réparés.

Le décret CP 1970-1835 du 21 octobre 1970, prévoyait sous réserve des conditions prescrites, dans le cas des articles de fabrication canadienne exportés et réimportés, la remise de la totalité ou d'une partie des droits de douane et des taxes d'accise payables en sus des montants dûment imposés sur le coût des réparations effectuées, du traitement ou de l'équipement ajouté à l'extérieur du Canada.

Le décret CP 1972-1244 du 6 juin 1972, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par les directions postales des douanes.

Le décret CP 1972-2516 du 9 novembre 1972, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des listes de distribution informatiques.

Le décret CP 1973-228 du 30 janvier 1973, remise de la taxe de vente sur des aéronefs fabriqués au pays qui sont utilisés à des fins de démonstration à des clients éventuels.

Le décret CP 1973-745 du 27 mars 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard de l'entrée temporaire de certains articles importés pour les usages spéciaux indiqués à l'annexe «A» du décret.

Le décret CP 1973-2529 du 21 août 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard de marchandises utilisées en cas d'urgence.

Le décret CP 1974-1/1188 du 30 mai 1974, remise des droits de douane payés ou payables sur les fibres discontinuées en nylon devant servir à la fabrication de tapis moulés pour automobile et fournies comme une pièce d'équipement originale aux fabricants canadiens d'automobiles.

Le décret CP 1974-2246 du 8 octobre 1974, remise des taxes d'accise aux diplomates et autres représentants de pays étrangers.

Le décret CP 1974-2522 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et des taxes d'accise payés ou payables sur certains genres de matériel publicitaire.

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

$ $

Le décret CP 1974-2523 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et des taxes d'accise payés ou payables sur les échantillons commerciaux importés temporairement aux fins d'exhibition ou de démonstration.

Le décret CP 1975-287 du 11 février 1975, remise partielle de la taxe de vente sur les aéronefs exportés temporairement du Canada afin de respecter un contrat de service aérien commercial.

Le décret CP 1975-1973 du 27 août 1975, remise des droits de douane payés ou payables sur le matériel roulant de chemin de fer étranger importé pour assurer le service international (décret de remise n° 2 visant le matériel roulant de chemin de fer, service international).

Le décret CP 1975-1974 le 27 août 1975, remise des droits de douane payés ou payables sur le matériel roulant de chemin de fer fabriqué au Canada et réimporté pour assurer un service international (décret de remise n° 3).

Le décret CP 1975-1975 du 27 août 1975, remise des droits de douane payés ou payables sur le matériel roulant de chemin de fer étranger qui entre au Canada pour assurer un service international (décret de remise n° 4).

Le décret CP 1976-957 du 27 avril 1976, remise des taxes de vente et d'accise sur les aéronefs importés et utilisés à des fins de démonstration à des clients éventuels.

Le décret CP 1976-1930 du 27 juillet 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise dus par suite d'une erreur sur une déclaration en douane.

Le décret CP 1976-17/3066 du 9 décembre 1976, remise de la taxe de transport aérien payée ou payable en conformité avec la partie II de la Loi sur la taxe d'accise en ce qui concerne le transport aller-retour du personnel des États-Unis pour le projet de défense mixte du Canada et des États-Unis, le réseau avancé de pré-alerte, aux fins de construction, d'entretien ou d'exploitation.

Le décret CP 1977-1682 du 16 juin 1977, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des biens mobiliers importés par un résident saisonnier.

Le décret CP 1978-2023 du 22 juin 1978, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les véhicules et bagages importés temporairement par des non résidents.

Le décret CP 1978-2963 du 27 septembre 1978, remise des taxes de vente et d'accise sur les véhicules automobiles achetés ou importés par les représentants diplomatiques et autres représentants de pays étrangers en franchise des taxes de vente et d'accise et affectés à un usage imposable après deux ans.

Le décret CP 1978-3279 du 26 octobre 1978, remise des amendes inférieures à $10 à l'égard du paiement tardif de la taxe imposée en conformité avec la partie III, IV ou V de la Loi sur la taxe d'accise.

Le décret CP 1980-278 du 25 janvier 1980, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces et accessoires et leurs pièces.

Le décret CP 1981-4/2723 du 8 octobre 1981, remise des droits de douane et des taxes sur la machinerie et l'équipement importés par diverses compagnies.

Le décret CP 1982-197 du 21 janvier 1982, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par l'intermédiaire de services de messagerie.

Le décret CP 1982-386 du 11 février 1982, remise des droits de douane sur certains masques d'évaporation sous vide en acier inoxydable servant à la production de cellules photoélectriques.

Le décret CP 1982-4/1788 du 17 juin 1982, remise des droits de douane et des taxes payés à l'égard de la machinerie et de l'équipement importés par diverses sociétés.

Le décret CP 1982-2182 du 22 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces et accessoires et les pièces d'accessoires fabriqués par la Funcraft Vehicles (1981) Limited.

Le décret CP 1982-2622 du 3 septembre 1982, remise de 50% de la taxe de vente payée ou payable sur certaines balances de vente au détail pouvant être converties au système métrique et ayant été importées ou vendues au cours de la période commençant le 1[er] juillet 1981 et se terminant le 31 décembre 1983.

Le décret CP 1983-1250 du 28 avril 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les bières et cercueils importés.

Le décret CP 1983-1439 du 12 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autobus ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par la Girardin Vehicles Industries.

Le décret CP 1983-5/1519 du 26 mai 1983, remise des droits de douane et des taxes payés à l'égard de la machinerie et de l'équipement importés par diverses sociétés.

Le décret CP 1983-2989 du 29 septembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobile importés au Canada par certaines sociétés.

Le décret CP 1983-3776 du 30 novembre 1983, remise de la taxe de transport aérien lorsque le transport commence et se termine en dehors du Canada et ne comprend aucune escale au Canada autre qu'une escale de correspondance ou une escale technique.

Le décret CP 1984-54 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés fabriqués par la Western Utilities Equipment Co. Ltd., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires.

Le décret CP 1984-1760 du 24 mai 1984, remise des droits et des taxes sur la machinerie et l'équipement importés par certaines sociétés.

Le décret CP 1984-2048 du 14 juin 1984, remise des droits de douane sur les produits chimiques et les masques photographiques servant à la production de dispositifs semi-conducteurs qui sont importés par la Mitel Corporation.

Le décret CP 1984-2331 du 28 juin 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés des industries SMI Canada Limited ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires.

Le décret CP 1984-2508 du 12 juillet 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés de la Peabody Myers (Canada), division de Peabody International Canada Ltd, ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires.

Le décret CP 1984-3119 du 31 août 1984, remise de la taxe de vente payée ou payable sur certaines raquettes à neige produites ou fabriquées au Canada et vendues pendant la période commençant le 13 février 1984 et se terminant le 31 décembre 1984.

Le décret CP 1984-3685 du 15 novembre 1984, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certains articles importés par Pringle and Booth Limited.

Le décret CP 1985-1358 du 19 avril 1985, remise des droits de douane, des droits d'accise et des taxes de vente et d'accise sur les produits alcooliques et les produits du tabac vendus à certaines personnes participant à la réunion d'experts sur les droits de l'homme de la Conférence sur la sécurité et la coopéra-

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Fin*

$

tion en Europe tenue à Ottawa entre le 23 avril et le 18 juin 1985.

Le décret CP 1985-3488 du 28 novembre 1985, remise des droits d'accise payés ou payables sur les eaux-de-vie de fabrication canadienne par tout organisme gouvernemental, y compris une régie ou une commission, qui, en vertu des lois d'une province est habilité à faire ou à autoriser la vente et la distribution de l'eau-de-vie.

Le décret CP 1986-200 du 23 janvier 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement importés par certaines sociétés.

Le décret CP 1986-681 du 20 mars 1986, remise des droits de douane et d'accise et des taxes de vente payés ou payables sur les produits alcooliques et les produits du tabac importés ou achetés au Canada par les commissaires généraux et les commissaires généraux adjoint représentant les États participant à l'Exposition internationale de 1986 sur les transports.

IMPÔT

Remises d'impôt sur le revenu:

American Telephone and Telegraph Company

Le décret CP 1985-1476 du 2 mai 1985, autorise la remise à certains actionnaires de l'impôt sur le revenu, des intérêts et des pénalités se rapportant aux actions qu'ils ont reçues lorsque l'American Telephone and Telegraph Company s'en est dessaisie.

Bain, Ronald N 1,624

Le décret CP 1985-13/2838 du 19 septembre 1985, autorise la remise à Ronald N Bain d'un montant d'impôt sur le revenu s'élevant à $1,624 et des intérêts appropriés, pour l'année d'imposition 1979.

Lorsque le contribuable a produit sa déclaration de 1979, cinq mois après que le Ministère l'ait exigé, le délai de quatre ans lui donnant droit au remboursement auquel il aurait été admissible d'après les données de sa déclaration était échu. M Bain a affirmé qu'il n'avait pas produit sa déclaration pour 1979 à temps parce que sa femme et lui s'étaient séparés et qu'il avait dû assurer la responsabilité de trois jeunes enfants.

On accorde la remise vu les difficultés que le contribuable a connues en raison de ses faibles revenus et des frais d'entretien de ses trois enfants. On a aussi pris en considération le fait que le Ministère n'avait exigé la déclaration de M Bain que 18 jours avant que le remboursement ne soit frappé de prescription.

Chwaluczyk, Janusz 29,970

Le décret CP 1985-4/1941 du 13 juin 1985, autorise la remise de montants d'impôt sur le revenu s'élevant à $17,607, $4,349 et $8,014 à payer par Janusz Chwaluczyk pour 1980, 1981 et 1982 respectivement, ainsi que des intérêts appropriés.

Le contribuable est membre d'un ordre religieux de Pologne et a fait vœu perpétuel de pauvreté. Depuis 1977, il réside et enseigne au Québec. Il n'a pas remis tout son revenu à sa communauté, en Pologne, parce que les dirigeants politiques de ce pays n'auraient pas autorisé le retour des fonds au Canada. Le contribuable a plutôt consacré une partie de son revenu à assumer ses frais de subsistance et a envoyé le reste à sa congrégation et à sa famille. Le Ministère lui a donc refusé la déduction dont peut normalement se prévaloir un membre d'un ordre religieux qui remet son revenu à sa communauté. La situation du contribuable a été régularisée depuis en ce sens qu'une entente a été conclue avec la maison mère de son ordre, aux États-Unis.

$

On a accordé la remise parce que, en la refusant, on aurait occasionné des embarras pécuniaires au contribuable et à son ordre religieux, que la situation était indépendante de la volonté du contribuable et qu'elle a été corrigée depuis.

Fillion, Alfred J 2,648

Le décret CP 1985-11/1416 du 25 avril 1985, autorise la remise de montants d'impôt sur le revenu s'élevant à $1,520 et à $1,128 pour les années d'imposition 1977 et 1978 respectivement.

Le contribuable, un pompier de Winnipeg, a été victime d'une crise cardiaque en 1977. Il s'est vu refuser une indemnité pour accident du travail, mais il a été en congé de maladie rémunéré jusqu'en août 1978. En 1984, il s'est vu accorder une indemnité pour la durée de son congé. Le contribuable a donc payé plus d'impôt sur le revenu qu'il n'aurait dû le faire si le versement de son indemnité pour accident du travail n'avait pas été autant retardé. De plus, le contribuable ne savait pas qu'il devait produire des renonciations pour empêcher que ses déclarations de 1977 et de 1978 ne soient frappées de prescription.

On a accordé la remise pour des raisons de justice.

G C C Limited 113,791

Le décret CP 1986-14/767 du 26 mars 1986, autorise la remise d'un montant d'impôt sur le revenu s'élevant à $91,033 à payer par G C C Limited pour 1982, d'une pénalité de $22,758 et des intérêts appropriés.

La compagnie a été constituée afin de construire un tunnel à Thunder Bay. En raison de la présence inattendue de sous-sol rocheux dans la région, la compagnie a subi d'importantes pertes avant l'échéance du contrat, en 1977. Elle a entamé des poursuites contre la municipalité de Thunder Bay et a obtenu $750,000 en 1982, alors qu'elle ne pouvait plus appliquer cette somme en réduction des pertes de 1976.

On a accordé la remise parce que la compagnie ne soupçonnait pas la présence d'un sous-sol rocheux dans la région et que la date du recouvrement de la somme de $750,000 dépendait du jugement du tribunal, ce qui était indépendant de la volonté du contribuable.

Garnett, Marion 44,871

Le décret CP 1985-6/2838 du 19 septembre 1985, autorise la remise de l'impôt sur le revenu à payer par Marion Garnett pour les années d'imposition 1982 et 1983, impôt qu'elle n'aurait pas eu à payer si elle n'avait pas décidé d'étaler son revenu en 1982.

La contribuable a décidé d'étaler son revenu pour l'année d'imposition 1982. Elle est décédée en 1983 et dans son testament elle prévoyait le versement de sommes assez importantes sous forme de dons de charité qui n'ont pas pu être entièrement déduits en 1983. Les déductions inutilisées n'ont pas pu être appliquées à 1982 parce que le revenu imposable de M^me Garnett pour 1982 était très inférieur à celui des déductions reportées, puisqu'elle avait choisi d'étaler son revenu pour cette année-là.

Par conséquent, la contribuable a payé en tout plus d'impôt pour 1982 et 1983, en vertu du mécanisme d'étalement du revenu, qu'elle ne l'aurait dû si elle n'avait pas fait ce choix.

On modifie actuellement la loi pour tenir compte de ces situations. Toutefois, cette modification ne s'appliquera qu'aux années d'imposition 1984 et suivantes.

On a accordé la remise étant donné que la modification proposée ne s'appliquera pas à l'année d'imposition 1982.

Ghadaki, Hashem 129,681

Le décret CP 1985-2/3341 du 7 novembre 1985, autorise la remise d'un montant d'impôt de la partie XIII s'élevant à

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
IMPÔT—*Suite*

$

$129,681 à payer par Hashem Ghadaki, ainsi que des intérêts appropriés.

En 1983, le contribuable a produit des déclarations pour les années 1979 à 1981 en vertu du paragraphe 216(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu, mais les déclarations pour 1979 et 1980 étaient invalides parce qu'elles n'avaient pas été produites pendant le délai de deux ans requis. Le Ministère a établi sa cotisation d'impôt de la partie XIII à $63,500 pour 1979 et à $66,231 pour 1980.

Les déclarations ont été produites tardivement parce que, à cette époque, le contribuable était un résident iranien à qui il était interdit de quitter son pays parce qu'on l'accusait d'avoir été associé à l'ancien schah. M. Ghadaki n'a pu communiquer avec personne au Canada étant donné qu'il était dangereux pour un Iranien de posséder des biens à l'étranger. En 1981, il est arrivé au Canada.

On a accordé la remise parce que le contribuable aurait connu de graves difficultés pécuniaires si on lui avait réclamé ses arriérés d'impôt et parce qu'il avait produit tardivement ses déclarations à cause de circonstances indépendantes de sa volonté.

Obligations du gouvernement et les obligations à long terme des corporations

Le décret CP 1985-3480 du 28 novembre 1985, autorise la remise de l'impôt à payer sur le revenu en intérêts versé par des résidents du Canada à des non-résidents à l'égard des obligations du gouvernement et des obligations à long terme des corporations, émises en 1986.

Un Indien

Le décret CP 1985-2446 du 7 août 1985, autorise la remise de certains montants d'impôt sur le revenu à payer par un Indien pour les années d'imposition 1983, 1984 et 1985 à l'égard du revenu d'emploi gagné par celui-ci dans une réserve.

Knystautas, Emile J 3,881

Le décret CP 1985-4/3270 du 31 octobre 1985, autorise la remise d'un montant d'impôt sur le revenu s'élevant à $3,528 à payer par Emile J Knystautas en vertu du paragraphe 215(6) de la Loi de l'impôt sur le revenu, ainsi que de la pénalité de $353.

Le contribuable a omis de retenir l'impôt sur la pension alimentaire et l'allocation d'entretien d'enfant versées à son ex-femme qui vit aux États-Unis. Il ne connaissait pas cette obligation et ne savait pas non plus que son ex-femme avait la possibilité de produire une déclaration et de réduire son impôt à payer. Malgré ses démarches répétées, il n'a pu obtenir des renseignements de Revenu Canada.

Parce que Revenu Canada n'a pas donné au contribuable les informations requises, on lui a accordé la remise d'une partie de l'impôt à payer en raison de l'omission d'effectuer une retenue. Cette remise représente la différence entre la somme totale de son impôt à payer et l'impôt qui aurait dû être payé par son ex-femme si elle avait choisi de produire ses déclarations à temps, et le montant des pénalités appropriées.

Fonds de Stabilisation des Caisses de Crédit et Fonds de Sécurité des Caisses Populaires du Manitoba

Le décret CP 1985-1410 du 25 avril 1985, autorise la remise de l'impôt sur le revenu à payer à l'égard d'une contribution du gouvernement au Fonds de stabilisation des caisses de crédit du Manitoba et au fonds de sécurité des caisses populaires du Manitoba Limitée.

Mathes, Harold E 1,832

Le décret CP 1986-13/767 du 26 mars 1986, autorise la remise de montants d'impôt sur le revenu s'élevant à $1,004 et à $828 à payer par Harold E Mathes pour les années d'imposition 1977 et 1978 respectivement, ainsi que des intérêts appropriés.

L'impôt remis devait être payé sur le revenu déclaré par le contribuable comme provenant de l'exploitation d'une maison d'accueil pour adolescents en difficulté. Revenu Canada a décidé ultérieurement que ce revenu n'était pas imposable mais, lorsque le contribuable a été mis au courant de cette nouvelle politique, les déclarations produites pour les années déjà mentionnées étaient frappées de prescription.

Le contribuable vit dans la gêne. On lui a accordé une remise en raison de ses graves embarras.

Norcen 1,577,760

Le décret CP 1985-7/2838 du 19 septembre 1985, autorise la remise d'un montant d'impôt s'élevant à $1,577,760. Cette somme représente une partie des impôts à payer par Norcen International Limited sur ses redevances pétrolières supplémentaires pour les années d'imposition 1982, 1983 et 1984, en vertu du paragraphe 99(1) de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers.

Schaffer, William 1,545

Le décret CP 1986-6/229 du 23 janvier 1986, autorise la remise de montant d'impôt sur le revenu s'élevant à $541, $369, $231 et $404 à payer par William Schaffer pour les années d'imposition 1976, 1977, 1978 et 1979 respectivement.

Le contribuable, qui a été victime d'une crise cardiaque, reçoit depuis 1976 des indemnités pour invalidité de longue durée. Il a déclaré les montants reçus de 1976 à 1983, jusqu'à ce qu'un parent découvre que les indemnités n'étaient pas imposables. A ce moment, les déclarations produites pour les années d'imposition 1976 à 1977 étaient frappées de prescription.

On a accordé la remise des montants précités, en raison de la situation financière et de la santé du contribuable.

Suncor Inc 42,866,597

Le décret CP 1985-1680 du 17 mai 1985, autorise la remise d'un montant de $42,866,597, qui représente une partie des impôts à payer par Suncor Inc sur ses recettes pétrolières supplémentaires imposables pour les années d'imposition 1982, 1983 et 1984, en vertu de l'article 81 de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers.

De 1982 à 1984, la Suncor a connu des problèmes de qualité et de production dans l'exploitation des sables bitumineux, ce qui a eu pour effet de réduire sa production sous le niveau de sa capacité.

On a accordé à la compagnie Suncor une remise de l'impôt sur ses recettes pétrolières supplémentaires afin de faciliter ses projets d'expansion.

Sylvestre, Jean R 4,726

Le décret CP 1985-6/2787 du 12 septembre 1985, autorise la remise de montants d'impôt sur le revenu de $812, de $904 et de $743 à payer par Jean R Sylvestre pour les années d'imposition 1974, 1975 et 1976 respectivement, ainsi que des intérêts appropriés.

Le contribuable a demandé des déductions pour une allocation indemnitaire qu'il avait versée à sa femme. Revenu Canada, Impôt a rejeté la demande une fois que le contribuable n'eut pas fait suite à sa demande de lui faire parvenir des reçus. Le contribuable était un non-résident et travaillait à l'étranger. Lorsqu'il est revenu au Canada, il a fourni les reçus nécessaires, mais à ce moment les déclarations présentées pour les années d'imposition précitées étaient frappées de prescription.

On a accordé la remise parce que autrement le contribuable aurait subi une perte financière nette et parce que cette situation est due à des circonstances indépendantes de sa volonté.

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Fin*

REVENU NATIONAL—
IMPÔT—*Fin*

	$
Ville de Gagnon	

Le décret CP 1985-1359 du 19 avril 1985, autorise la remise de l'impôt sur le revenu à payer par certains contribuables sur les gains en capital, la récupération de la déduction pour amortissement et les indemnités de départ. Cet impôt devrait être acquitté à la suite de paiements reçus par ces contribuables dans le cadre d'un programme établi par la compagnie Sidbec Normines Inc. en raison de la fermeture de ses mines de Fire Lake et du lac Jeannine consécutive au marasme de l'industrie de l'acier.

Étant donné que la compagnie est le principal employeur de la ville de Gagnon, la cessation de ses activités entraînera la disparition de la ville et la réinstallation de ses citoyens. La compagnie versera diverses indemnités à ses employés, aux citoyens de Gagnon et aux propriétaires des commerces locaux.

On a accordé la remise parce que l'imposition de ces indemnités aurait entraîné l'aggravation des embarras pécuniaires d'un groupe de personnes qui subiront une perte de revenus à la suite d'événements indépendants de leur volonté.

Résidents du Royaume-Uni

Le décret CP 1986-479 du 27 février 1986, autorise la remise de l'impôt sur le revenu, des intérêts et des pénalités à payer par des résidents du Royaume-Uni.

On a accordé la remise afin d'alléger le fardeau fiscal de résidents du Royaume-Uni qui retirent, en 1986, des profits du transport de passagers ou de biens à une localité canadienne où ont lieu des activités reliées à l'exploration et à l'exploitation de ressources naturelles, ou encore de l'utilisation d'un remorqueur ou de navires similaires en rapport avec ces activités.

Ces profits étaient exempts d'impôt en vertu de la convention fiscale conclue par le Canada et le Royaume-Uni, telle que modifiée par le premier protocole, et cesseront de l'être à l'entrée en vigueur du deuxième protocole pour l'année d'imposition 1986.

Ce décret permet une transition en soulageant le fardeau fiscal des résidents du Royaume-Uni pour une année.

	$
Le Vancouver Express	80,160

Le décret CP 1986-750 du 26 mars 1986, autorise la remise d'un montant d'impôt sur le revenu s'élevant à $80,160 et des intérêts appropriés, pour l'année d'imposition 1979, à l'égard du Vancouver Express et des avantages reçus par des syndiqués.

Les membres de cinq syndicats ont publié pendant une grève un journal appelé le Vancouver Express. Revenu Canada a imposé les quelques 1,400 membres relativement à des paiements reçus pendant qu'ils exploitaient le journal, mais la Cour fédérale a statué que ces sommes n'étaient pas imposables.

De nombreux syndiqués se sont vu fixer une nouvelle cotisation conformément au jugement; mais la cotisation de certains n'a pas été modifiée étant donné que leur déclaration produite pour l'année d'imposition 1979 était frappée de prescription. En raison d'un malentendu entre l'avocat d'un des syndicats et Revenu Canada, une partie des employés n'ont pas eu suffisamment de temps pour remettre une renonciation ou un avis d'opposition.

En raison de ce malentendu et de l'annonce faite publiquement par Revenu Canada de son intention de fixer une nouvelle cotisation pour tous les employés syndiqués conformément au jugement, on a accordé une remise aux employés pour lesquels on ne peut pas établir une nouvelle cotisation.

	$
Remises inférieures à $1,000	5,189
Total Impôt	***44,864,275***
Total Revenu national	1,063,160,305

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

	$
Droits normalement payables en ce qui concerne les requêtes de preuve de citoyenneté canadienne enregistrées par un individu, suite à une invitation de la part d'un club ou d'un organisme à participer à une cérémonie pour la promotion de la citoyenneté:	
Rotary Club	3,310
Remises inférieures à $1,000	880
Total Secrétariat d'État	4,190

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 18(6) de la Loi sur l'administration financière. Le genre de comptes et le genre de sommes radiées sont codés comme suit:

Compte	Radiation	Code
Compte-mémorandum pour comptes débiteurs	Sommes radiées	A
Compte-mémorandum pour comptes débiteurs	Remises	B
Comptes d'actif	Sommes radiées	C
Comptes d'actif	Remises	D

		Autorisation ministérielle		Autorisation du Conseil du Trésor[2]		Autorisation du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
AGRICULTURE	A	235	302,269	1	29,207				236	331,476
COMMUNICATIONS—										
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	A			2	137,727				2	137,727
Bibliothèque nationale	A	7	220						7	220
Musées nationaux du Canada	A	201	27,895						201	27,895
Archives publiques	A	277	10,421						277	10,421
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	A	271	369,900	5	150,709				276	520,609
EMPLOI ET IMMIGRATION	A	3,712	543,751						3,712	543,751
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—										
Département	A	2,312	412,855						2,312	412,855
Office national de l'énergie	A	1	10,597						1	10,597
ENVIRONNEMENT	A	15	5,146						15	5,146
FINANCES	C					16c	1	6,214,126	1	6,214,126
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—										
Département	A	142	170,551						142	170,551
Prêts garantis servant à l'expansion économique des Indiens	C					L53b,1970	13	159,250	13	159,250
Fonds de prêts aux Esquimaux (intérêt)	B	48	46,706[3]						48	46,706
Aide domiciliaire aux Indiens	D					L51a,1966-67	691	495,522	691	495,522
JUSTICE—										
Cour suprême du Canada	A	4	14						4	14
TRAVAIL	A	8	321						8	321
DÉFENSE NATIONALE	A	1,005	79,810						1,005	79,810
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL[4]—										
Département	A	1,629	108,521						1,629	108,521
Conseil de recherches médicales	A	1	1,556						1	1,556
REVENU NATIONAL—										
Douanes et Accise[4]	A	719	3,017,932	316	26,864,878				1,035	29,882,810
Impôt[4]	A	13,679	47,547,178	2,886	281,097,559				16,565	328,644,737
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	A			2	216,025				2	216,025
	C					2c	10	19,579,704	10	19,579,704
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—										
Conseil national de recherches du Canada	A	251	12,924						251	12,924
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	A			1	36,456				1	36,456
SECRÉTARIAT D'ÉTAT[4]—										
Département	A	553	1,041,753						553	1,041,753
Conseil de recherches en sciences humaines	A	8	4,005						8	4,005
SOLLICITEUR GÉNÉRAL[4]—										
Service correctionnel	A	71	1,238						71	1,238
Libérés conditionnels	D					L103b,1968-69	666	19,259[5]	666	19,259
Gendarmerie royale du Canada	A	74	70,612						74	70,612

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises—*Fin*

	Code[1]	Autorisation ministérielle		Autorisation du Conseil du Trésor[2]		Autorisation du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—										
Departement—										
Programme des approvisionnements	A	5,667	216,299	1	162,984				5,668	379,283
TRANSPORTS[4]—										
Département	A	3,301	640,680						3,301	640,680
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	A	3,925	227,719						3,925	227,719
Administration du pipe-line du Nord	A	2	800						2	800
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS[4]	A	1,566	1,649,794						1,566	1,649,794
		39,684	56,521,467	3,214	308,695,545		1,381	26,467,861	44,279	391,684,873

[1] Voir l'introduction de l'état ci-dessus.

[2] Après le 18 mars 1985, l'approbation du Conseil du Trésor était nécessaire pour la radiation ministérielle des comptes d'un département excédant $25,000.

[3] Des intérêts au montant de $46,706 ont été remis conformément au crédit 546 de la Loi nº 3 de 1953 portant affectation de crédits, telle que modifiée.

[4] L'état ci-dessus ne comprend pas les sommes radiées autorisées par des lois autres que la Loi sur l'administration financière: Santé nationale et Bien-être social, 26,759 items d'une valeur de $4,271,654 relatifs à des remises de dettes en vertu de l'article 22(3) de la Loi sur la sécurité de la vieillesse; Revenu national, Douanes et Accise, 30 items d'une valeur de $79,050, Impôt, 10,410 items d'une valeur $91,348,107 lesquels sont relatifs à la Loi sur la faillite; Secrétariat d'État, 671 items d'une valeur de $1,056,338 relatifs à la Loi sur la faillite; Solliciteur général, 1 item d'une valeur de $2,119 relatif à la Loi sur la faillite; Transports, 1 item d'une valeur de $1,583,864 relatif à la Loi autorisant l'aliénation de la Société des transports du nord Limitée; Affaires des anciens combattants, 3,904 items d'une valeur de $2,788,006 relatifs à des remises de dettes en vertu de l'article 19(2) de la Loi sur les anciens combattants et 5 items d'une valeur de $26,590 en vertu de l'article 26(1) de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

[5] Le crédit L103b de la Loi nº 1 de 1969 portant affectation de crédits autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté aux libérés conditionnels pour leur aider à se réhabiliter.

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 31(3) de la Loi sur l'administration financière.

Sommaire des avances comptables en circulation

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1986		Avances réglées en avril 1986		Avances en circulation au 30 avril 1986*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
AGRICULTURE—						
Département	764	454,652	745	438,921	19	15,731
COMMUNICATIONS—						
Département	115	75,014	113	74,791	2	223
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	59	38,387	58	37,887	1	500
Office national du film	196	149,328	91	25,874	105	123,454
Bibliothèque nationale	6	4,639	6	4,639		
Musées nationaux du Canada	65	115,296	58	110,500	7	4,796
Archives publiques	26	13,154	25	12,384	1	770
	467	*395,818*	*351*	*266,075*	*116*	*129,743*
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—						
Département	789	264,950	770	257,377	19	7,573
EMPLOI ET IMMIGRATION—						
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	2,049	1,808,764	1,941	1,768,844	108	39,920
Commission d'appel de l'immigration	13	9,350	13	9,350		
	2,062	*1,818,114*	*1,954*	*1,778,194*	*108*	*39,920*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—						
Département	606	303,789	542	265,637	64	38,152
Commission de contrôle de l'énergie atomique	60	32,303	60	32,303		
Office national de l'énergie	17	17,636	17	17,636		
	683	*353,728*	*619*	*315,576*	*64*	*38,152*
ENVIRONNEMENT	1,228	696,168	1,107	613,511	121	82,657
AFFAIRES EXTÉRIEURES—						
Département	2,443	4,323,445	101	156,446	2,342	4,166,999
Agence canadienne de développement international	111	235,385	101	216,128	10	19,257
	2,554	*4,558,830*	*202*	*372,574*	*2,352*	*4,186,256*
FINANCES—						
Département	166	113,851	127	97,866	39	15,985
Vérificateur général	267	222,699	267	222,699		
Assurances	21	19,522	20	17,822	1	1,700
Commission du tarif	2	2,200			2	2,200
	456	*358,272*	*414*	*338,387*	*42*	*19,885*
PÊCHES ET OCÉANS—						
Département	1,027	555,949	954	529,633	73	26,316
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	14	23,850	14	23,850		
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—						
Département	630	318,888	595	295,601	35	23,287
JUSTICE—						
Département	232	101,625	202	90,081	30	11,544
Commission canadienne des droits de la personne	16	5,687	16	5,687		
Commissaire à la magistrature fédérale	46	38,035	13	9,380	33	28,655
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3	700	3	700		
Cour canadienne de l'impôt	1	300			1	300
	298	*146,347*	*234*	*105,848*	*64*	*40,499*
TRAVAIL—						
Département	398	181,734	342	153,247	56	28,487
Conseil canadien des relations du travail	11	7,730	11	7,730		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5	11,794			5	11,794
	414	*201,258*	*353*	*160,977*	*61*	*40,281*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—						
Département	759	333,030	661	274,753	98	58,277
Conseil de recherches médicales	6	835	6	835		
	765	*333,865*	*667*	*275,588*	*98*	*58,277*

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Sommaire des avances comptables en circulation—*Fin*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1986		Avances réglées en avril 1986		Avances en circulation au 30 avril 1986*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
REVENU NATIONAL—						
Douanes et Accise	1,019	535,329	1,009	530,849	10	4,480
Impôt	1,111	668,625	679	391,836	432	276,789
	2,130	*1,203,954*	*1,688*	*922,685*	*442*	*281,269*
PARLEMENT—						
Chambre des communes	73	55,135	73	55,135		
CONSEIL PRIVÉ—						
Département	50	56,871	48	56,100	2	771
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	5	975	5	975		
Commissaire aux langues officielles	14	5,747	12	4,459	2	1,288
Conseil économique du Canada	4	1,141	4	1,141		
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	10	5,458	10	5,458		
	83	*70,192*	*79*	*68,133*	*4*	*2,059*
TRAVAUX PUBLICS—						
Département	567	253,693	477	220,559	90	33,134
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—						
Département	610	436,678	529	372,434	81	64,244
Investissement Canada	21	20,283	17	14,456	4	5,827
	631	*456,961*	*546*	*386,890*	*85*	*70,071*
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—						
Département d'État	17	5,210	17	5,210		
Conseil national de recherches du Canada	234	394,804	230	393,636	4	1,168
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	17	6,531	17	6,531		
Conseil des sciences du Canada	1	343	1	343		
	269	*406,888*	*265*	*405,720*	*4*	*1,168*
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—						
Département	337	134,436	295	114,933	42	19,503
Commission de la Fonction publique	161	70,034	147	63,489	14	6,545
Conseil de recherches en sciences humaines	10	24,725	10	24,725		
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	13	10,408	13	10,408		
	521	*239,603*	*465*	*213,555*	*56*	*26,048*
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—						
Département	117	107,233	58	63,364	59	43,869
Service canadien du renseignement de sécurité	7	500,000	7	500,000		
Service correctionnel	393	158,653	372	155,761	21	2,892
Commission nationale des libérations conditionnelles	36	21,470	34	21,439	2	31
Gendarmerie royale du Canada	16	3,624,433	16	3,624,433		
	569	*4,411,789*	*487*	*4,364,997*	*82*	*46,792*
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Département—						
Programme des services	128	269,632	109	225,869	19	43,763
Programme des approvisionnements	105	61,369	93	56,489	12	4,880
Statistique Canada	471	241,820	471	241,820		
	704	*572,821*	*673*	*524,178*	*31*	*48,643*
TRANSPORTS—						
Département	2,492	1,657,522	2,333	1,575,543	159	81,979
Bureau canadien de la sécurité aérienne	136	123,007	46	53,399	90	69,608
Commission canadienne des transports	166	105,728	161	103,754	5	1,974
Administrateur de l'Office du transport du grain	1	500	1	500		
	2,795	*1,886,757*	*2,541*	*1,733,196*	*254*	*153,561*
CONSEIL DU TRÉSOR—						
Secrétariat	66	49,723	50	42,648	16	7,075
Contrôleur général	8	5,905	7	4,405	1	1,500
	74	*55,628*	*57*	*47,053*	*17*	*8,575*
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	33	24,829	28	18,614	5	6,215
Total	20,600	20,118,939	16,358	14,732,827	4,242	5,386,112

*Voir les détails à l'état suivant—«Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986».

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986

Nom	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
Balakowski E	1,900
Bruce K	545
Cayford J	750
Jobin M (2)	7,455
Makendrappa T	600
Vaneerdeen E V	1,500
Avances inférieures à $500 (12)	2,981
	15,731
COMMUNICATIONS	
Département	
Avances inférieures à $500 (2)	223
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Christie L	500
Office national du film	
Bédard JT	4,799
Bensimon J	846
Boucher D	627
Dirse Z	2,800
Dressel H	4,410
Dussault A	1,202
Garand JM	2,885
Geddes D	1,400
Goodwill J	18,878
Grana S	549
Hart R	3,151
Katadotis P	3,300
Klinck E	30,381
Leduc A	1,000
Leduc J	1,406
Martin J	3,924
McCarthy J	691
McCarthy MJ	3,218
McGee M	1,400
McNabb E	1,874
Melançon S	4,900
Monteith R	576
Nason K	2,997
Norman D	549
Ouellette M	1,000
Shannon K	1,342
Simos M	1,791
Toole G	4,410
Veilleux P	5,810
Wescott M	1,018
Avances inférieures à $500 (75)	10,320
	123,454
Musées nationaux du Canada	
Fell A	1,100
Grey M	100
Lacey B	365
Martin M	2,430
Morrison D	38
Ruddell D	250
Zegers P	513
	4,796
Archives publiques	
Stone G	770
	129,743
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	
Département	
Campbell W G	700
Crossman M	2,000
Friesen G	600
Hough G	600
Kovachic S	600
Lamarche E	600
McAllister D	600
Avances inférieures à $500 (12)	1,873
	7,573
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
Bélisle Y	1,200
Bernhardsen D	1,000
Bond R	500
Costo A	1,009
Desgagnés C	723
Dumouchel L	860
Ford C	500
Gagné J E	1,109
Gagné L	718
Gemme C	857
Goedike R	500
Grant R	830
Hervieux L	510
Imbeau A	998
Lauzon R	690
Lavoie J C (4)	2,011
Leclerc G	1,080
Leclerc M	1,200
Lelierre A	500
Lortie P	700
Lortie P (2)	1,000
Lukaniuk M	500
Matoush M	1,000
Meilleur J H	1,846
Mitha P	4,200
Moira H (2)	776
Racicot N	937
Simard L	1,004
St-Pierre A	700
St-Pierre L	750
Avances inférieures à $500 (73)	9,712
	39,920
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
Agterberg F P	1,200
Bisson J G	700
Bisson L	1,000
Bissonnette J R	1,090
Brisson A	950
Campbell W	1,000
Chenard P	2,000
Clark A J	3,000
Dallimore S R	1,093
Davison J (2)	566
Desrivières J T	1,300
Garrett R G	900
Hutton A	630
Jackson R	500

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
Kurfurst P	742
Lalonde L	900
Lamothe M	2,154
Landry J	950
McCall L	1,500
McNutt L	990
Milburn D	1,000
Mohindra A	1,000
Nightingale J	950
Nowlan G S	800
Orchard M J	800
Payne L	950
Poitras G	800
St-Denis S	950
Saunders C	950
Sim S	500
Wright M	500
Avances inférieures à $500 (32)	5,787
	38,152
ENVIRONNEMENT	
Bouchard H J W	650
Carlisle D	1,193
Cooper R G	1,700
Cummine J	1,200
Darr M	2,500
Davis D	12,036
de Gonzague J	700
Fedida E	600
Fedyna N	1,000
Filipowich P	500
Finney G H	700
Forsythe D	800
Gélinas M	1,020
Gregory P (2)	3,300
Hall S E	1,000
Hamory J	988
Hansen L	500
Jackson T	689
Kodz A	2,047
Kruss J	1,200
Kuntz M	500
Labre M	1,100
Lavoie L	1,000
Leacock G	500
Lekun J	500
Lines R J	550
Marien A	1,008
McCurdy R	508
Moody W	1,000
Munn K D	500
Murphy B (2)	1,500
Murray R	800
Nesbitt T	961
Ongley E	5,000
Osborne J	1,500
Packman G	600
Pankratz A	1,250
Patterson J	600
Prescott W	1,700
Prowse T	950
Russell D J	7,600
Saunders S P	500
Smith R	2,000
Suddick L B	2,600
Thivierge G	545
Wilkes R	500
Youmans T W	600
Avances inférieures à $500 (72)	11,962
	82,657

Nom	Montant
	$
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
Adam D	5,367
Adam G	5,729
Adam G H (5)	7,440
Adams A (2)	2,512
Adcock A T N	1,732
Alexander R W (2)	7,973
Allan J	6,500
Allan J R (12)	12,841
Allen J J (2)	2,881
Allmand W	1,398
Amadio E	2,189
Anderson A	579
Anderson R J	2,888
Andrews F P A (3)	6,077
Andrigo R	1,900
Anstis C	4,567
Arcand T (2)	4,429
Arden E (2)	900
Armstrong D J (2)	1,042
Armstrong H C	4,881
Arnott E A (3)	2,788
Arnould D C (3)	5,912
Arpin J	2,088
Arsenault J F E (2)	1,003
Arsenault J M	2,645
Ashcroft J	1,050
Aubin A C	1,300
Ausman J L (4)	1,526
Aylard J (2)	2,799
Baillargeon C (5)	6,130
Baker B E (3)	1,952
Baker D S	2,770
Baker J L	2,547
Bakewell P	2,558
Bale S C	734
Balloch H R (4)	10,017
Banerjee N (2)	3,7[illegible]9
Bangcoy M	3,486
Bannon D (3)	2,523
Banville L L (2)	4,507
Baran E I (3)	4,771
Barber N	3,951
Barcena J	1,128
Barrett J	3,800
Barry A	3,500
Barry S M (2)	5,273
Barsalou M	747
Bartleman J K	1,000
Bartlet V	837
Barton J (2)	1,302
Basset F E	1,953
Basu P	618
Bates J (2)	1,186
Battel L (3)	1,055
Baudouin M	594
Bauer W E (2)	560
Bax J	1,097
Beach K (2)	1,958
Beach K C	2,057
Bear G	972
Beaton R M	9,728
Beattie S (2)	3,157
Beaulieu P J	15,344
Beaulieu R (6)	9,365
Beaupré P A (2)	3,402
Beavis G (2)	7,776
Beckett P	931
Bédard-Gigantes S (2)	650
Beesley J A (3)	5,192
Bélanger G (3)	4,373
Bélanger P W (3)	3,285
Bell R G	1,406

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
Bennet S L (3)	5,224
Bennett W (6)	7,312
Benoit M G (2)	850
Benson G E (3)	5,753
Bercovitz E L (2)	3,358
Bergbusch E J	598
Bergen P	581
Bergeron JNJ (2)	3,358
Berlet R	1,095
Bernard C	2,382
Bernard Y (3)	8,512
Berry L M	1,180
Berstein A D	1,398
Bérubé C (2)	657
Best J C (3)	2,434
Bezanson K (2)	1,855
Bieber D (2)	1,356
Bigonesse R (2)	2,798
Billon P	1,726
Biron M	2,787
Bishop D (3)	1,400
Bissessor G	2,055
Bissett J (3)	2,916
Bjarnason H F	1,669
Black C G A (3)	5,444
Blackstock G	2,188
Blackwell J	3,717
Blackwood J	3,717
Blagdon M	1,526
Blais S (2)	7,834
Blashill J	7,076
Blier R	3,168
Boal P	2,156
Bobinski E L	9,725
Boekhoven M	1,768
Boies G (2)	749
Boisvert L	5,497
Boisvert R J F	4,260
Boland D A	600
Bolick M W (6)	6,053
Boode C	775
Boor K A (2)	7,988
Bouchard C	683
Boucher C (2)	2,723
Boucher J P (3)	4,773
Boucher R J H (3)	7,985
Boulanger Y	12,477
Bourgon D (3)	4,438
Bourque I (4)	21,547
Boutet M	4,601
Bouthillette Y (5)	5,867
Bowker A C	700
Bowles G	1,753
Boyd M	3,179
Boyer J P (2)	1,135
Bradbury Z (3)	3,485
Brady S (2)	2,524
Brandenburg B E	694
Brault G	1,273
Brazeau L	2,188
Breton G S J (7)	16,605
Briggs R (2)	3,110
Brons J W (2)	2,271
Brooks R J (4)	3,126
Brousseau D L (3)	6,963
Brown G G	1,289
Brown H A	1,184
Brown S L	1,800
Brown W L	2,188
Browne D J	579
Bruneau G (2)	1,416
Buckley-Jones D	858
Budai E H	2,188
Bugailiskis A (3)	2,000
Buies-Peiraerts M (2)	5,532
Bull R A	2,315
Bullis C G	2,188
Burianyk Z (3)	13,169
Burke J B (5)	2,484
Burns D P	1,793
Burns R D (2)	3,988
Butler J D (4)	3,795
Cairns G F	2,043
Cairns S (5)	5,532
Caldwell C D (2)	2,188
Callado J L	1,603
Calvert P (2)	4,239
Cameron R G	5,500
Campbell G K (2)	1,513
Campeau M L (3)	2,883
Cardin J C	2,188
Carle F	955
Carmichael J	14,035
Caron J (3)	3,222
Caron S	800
Carrière R P (2)	10,870
Carruthers C A	1,394
Carson L S	2,567
Carter J R (3)	4,410
Carvell V	702
Cave D G (2)	6,420
Caverley K (2)	2,283
Chamberlain D (4)	2,635
Chambers S (2)	2,411
Chandler F E K	1,797
Charbonneau S (3)	2,166
Charette A J R (2)	5,511
Charlebois G P (3)	4,267
Charpentier P	705
Charron R (3)	2,023
Chartrand G J R (4)	6,338
Chartrand P	1,871
Cheh J (6)	18,513
Chemla D J (5)	10,598
Chen D	800
Cheng M	4,155
Cherkasky B J (2)	1,185
Chistoff O A	1,112
Chong J (2)	5,000
Christie J B	7,654
Clark H B	1,814
Clark I C	1,948
Clark R G (5)	11,140
Clark R H	1,360
Clark R W	1,183
Clarke D R (9)	28,831
Clarke V L	2,188
Clasper T H	3,325
Clendenning D H (2)	1,600
Cohen D R	9,344
Cole C V	1,966
Cole D (2)	1,404
Collacott D M (6)	23,255
Collett W J	2,493
Collier D J	2,188
Collins B	2,694
Collins K (3)	2,428
Consul D (2)	1,581
Conway M S	2,597
Cook C H	1,672
Cook K (2)	9,399
Cook P B (6)	1,257
Copithorne M D	2,797
Cordier C (9)	11,713
Corning J D (2)	8,469
Corriveau A J (3)	2,628
Corriveau L	8,327
Cossette G	4,291

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
Costello J L (3)	10,440
Costy N C (4)	7,305
Côté D (4)	7,656
Côté-Fortin L	3,751
Coughwin D G (5)	5,553
Coulombe N	3,923
Court C T	560
Couture A R (2)	2,188
Cox B	1,200
Coyle D N (4)	3,695
Craig D L (3)	3,890
Crête J	3,123
Crête J J	6,500
Croft S (2)	9,532
Cronin-Cossette A	3,343
Crooks D J (3)	2,710
Croteau T C (4)	5,774
Culley S (2)	4,200
Cupples C	3,529
Curran P (2)	3,827
Currie J W (3)	3,454
Curry G T (2)	2,972
Curry K R (2)	2,972
Cusson P A (3)	3,823
Cutts J (2)	2,425
DA Q B (2)	4,155
Decotret R	8,000
Dehua L (2)	4,155
Delisle A	2,300
Della-Noce V	3,000
Delorey G E	2,509
Derby D (2)	4,662
Deschênes A (2)	2,812
Desjardins A	500
Desjarlais C	1,406
Ding T C (2)	4,155
Drever D (2)	5,394
Dubuisson P	1,475
Dufour S R	1,406
Duguay G	1,321
Dyer J	1,406
Earl W	2,760
Easson M	1,000
Eaton R S	1,118
Edelstein V M	3,500
Edington R (3)	4,049
Edwards H (2)	4,766
Egloff K	8,451
Einarson S	1,155
Elarte K (2)	2,837
Ellacott S	2,789
Elliot R (4)	2,532
Elliott A M (3)	10,702
Elliott R L (2)	2,588
England C G (13)	6,802
Faguy M	1,590
Fairweather G	5,400
Fanning J D (3)	14,799
Farrell W J A	2,188
Faulkner J	3,266
Feir J A	644
Feldman W A	2,188
Ferland (5)	6,267
Filleul F M (2)	5,871
Fine M A (2)	1,647
Fink J L (3)	5,387
Flanagan R N (4)	5,695
Forgues C (3)	3,458
Forrest C	1,107
Fortier J	2,234
Fortin L	553
Fortin R	2,611
Foster D	3,285

Nom	Montant
	$
Foster E	21,075
Foster G R (2)	2,774
Fountain B	577
Fouquier T D	2,188
Fournier F	1,600
Fournier R B (3)	5,405
Fowell J R	1,406
Fox J A (3)	4,157
Francis J R	1,680
Fraser A (2)	4,587
Fraser D G	2,188
Fraser J H	3,000
Fraser J M	1,755
Fréchette J L (2)	3,400
Freidrich H	2,100
Friebel B K (3)	3,909
Friesan B	1,500
Froese A P (4)	5,013
Fulford D W	1,100
Fullford R (2)	1,865
Furesz P	2,098
Gaétan L	2,327
Gagné M J H (2)	2,888
Gagnon H	3,403
Gagnon J (2)	1,288
Gagnon Y	995
Galipeau F (5)	6,768
Gamache B J A (2)	2,705
Garrard C E	668
Gauer C A (3)	3,257
Gautron Y J M (2)	1,062
George D	570
Gero J	1,010
Gero R M (2)	1,404
Gibbs N	639
Giberson D R (5)	1,310
Gibson B D	2,000
Gignac J (4)	6,925
Giguère J F P	2,000
Gilbert R P (2)	914
Gilchrist D H (5)	3,756
Gillette A L	1,048
Girard J	818
Giraud C	3,252
Giroux P	1,000
Glasgow R E (2)	942
Gloss W J	2,088
Godbout Y	3,680
Godin A (3)	4,085
Goerzen J (2)	3,188
Goldhawk G	1,092
Goodfellow P (3)	6,779
Goresky D N (6)	11,469
Gorham R V	975
Gosselin P J (2)	727
Gould J	979
Goulet R (2)	11,668
Goulet S	3,041
Gourgault L (3)	4,116
Graham J	1,406
Graham J D	1,000
Graham J E (2)	5,486
Graves B (8)	10,197
Greatix L	690
Green G N (4)	19,112
Green K M (2)	2,883
Greenberg T	3,512
Greve T	3,438
Grey S	604
Grigg A	981
Guénette R	2,188
Guérard Y (5)	5,419
Guérin J N (2)	1,725

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant	Nom	Montant
	$		$
Gullason E L C	3,782	Huddleston P S (6)	7,647
Gury L (3)	13,749	Hughes M B (2)	919
Hack R	2,153	Humphreys A	2,507
Haffey N (3)	5,192	Humphries A J F (2)	2,188
Hage R (2)	5,201	Hunter V (4)	3,764
Haight B (2)	4,000	Hurst J P (3)	16,274
Hall A D	2,200	Hutchins R A	1,225
Hamel L (2)	3,775	Hyndman R (2)	3,654
Hamilton D P	4,451	Inch L (5)	20,795
Hamilton R R	632	Isaac H (2)	4,293
Hamlin D LB (2)	6,043	Ito M (2)	2,550
Hancock P J A (3)	4,178	Iwaasa D B (3)	13,698
Hansen B	547	Jackson G J (3)	3,865
Hansen G M	650	Jacobs J K (2)	4,200
Haq A	549	Jacobs R D	2,086
Hardinge D W J	2,185	Jacoby G	6,913
Hardy C	3,386	James L A K	2,701
Haro D	3,386	Jamieson D	4,344
Harper B (3)	1,804	Janisch M A	2,805
Harquail G (4)	4,174	Jarvis N (3)	2,288
Harrington J M (2)	1,886	Jaworskyj M (2)	1,032
Harris F R	1,675	Jay M	2,166
Hart G	2,784	Jensen D	1,100
Harwood R	1,163	Jimmo E	1,425
Hawley W J	983	Johnson I (3)	4,280
Hay H S (3)	4,378	Johnston E R	698
Hayes T G	1,743	Johnston K (9)	7,172
Hayward T	5,033	Johnston W W (2)	2,301
Hazen G (2)	9,080	Joly M (2)	3,725
Heap D W	1,394	Joncas J L	1,200
Hébert C (3)	5,417	Jones G (2)	3,321
Hébert E	1,365	Jones G E (4)	7,137
Heddleston H	681	Jovan V	774
Heissler G (2)	5,000	Kaiser R	2,221
Hellman J E (3)	14,410	Karsgaard	2,201
Henderson E (2)	3,577	Kawashima J	1,050
Henneberry L P	11,649	Kazaks J (2)	12,304
Hentschel K G J	707	Kechang C	1,800
Hepburn L K (2)	1,800	Keithlin D L (2)	15,417
Herman B (2)	2,688	Kennedy K B (2)	3,038
Herran-Lima J J	1,762	Kenny D H (5)	3,101
Herringer R W	2,781	Kenny R J	500
Hesse S (2)	10,098	Kent D M (2)	2,688
Hey R	1,984	Kern J H	3,783
Higham K R (2)	2,282	Kessel A H (2)	4,888
Hildebrand G D (4)	9,678	Kimmell J P (4)	12,778
Hill D R	1,406	Klassen J M	2,188
Hill R	500	Kneale J	1,394
Himmelsbach H	785	Kneubuhler N (2)	2,033
Hladik M J (2)	4,017	Knockaert D P	2,055
Hodge D W (4)	4,866	Koch F H (3)	4,501
Hodgson C	1,050	Kohler L R	999
Hoffman P C	775	Kolter S	2,188
Hogarth G M	2,100	Korth D C (3)	5,581
Holbrook D J (5)	15,091	Kovacs-Francoeur E (2)	4,102
Holm J (2)	1,083	Kurjata M A (3)	5,048
Holton P A (3)	13,017	L'Heureux P (2)	1,500
Holyoke C (2)	4,087	Labrecque A (5)	14,491
Hope R J	3,041	Labrie M (2)	558
Hopton R I (3)	8,380	Labrosse R J (2)	3,033
Horan N S (3)	7,389	Lacombe D	659
Hornby R A	1,585	Lacombe H (2)	3,243
Horton D	1,172	Lacroix G	16,016
Houlden G G (5)	19,409	Lacroix R (3)	9,944
Hovey A J	855	Ladouceur D (8)	14,651
Howard R M(5)	28,206	Ladouceur R	1,000
Howie D	900	Lafortune R	1,167
Hradecky S	3,430	Lafortune R A (2)	6,878
Hua W W (2)	4,155	Lague L	700
Huard A	2,188	Lahey D (9)	9,388
Huber M	2,188	Lakkonen A	1,500
Hubert J P (4)	6,971	Laliberté D	2,055

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
Lambert G	500
Lance D	618
Landeryou M E (4)	2,101
Landry M	1,392
Landry R (5)	3,810
Laplante R (5)	5,941
Lapointe C (2)	9,861
Lapointe G P	969
Lapointe P A	1,560
Laporte S (2)	4,551
Laporte T	500
Larabie C	1,100
Larkin V E (3)	4,898
Laroche N (2)	933
Larochelle F	557
Larocque N	3,800
Larocque S H (5)	3,640
Larose O (2)	5,026
Lary D	2,324
Laughlin J (4)	3,164
Laurin G (2)	3,117
Lavergne M (3)	4,539
Laviolette B (4)	5,304
Lavoie J B (7)	5,944
Lavoie J P (5)	16,162
Lavoie W	8,834
Lavoie-Abate M (3)	5,081
Lawless H A (3)	13,406
Lawrie P (2)	695
Leach C	2,100
Leahy A	2,188
Leavitt D H	1,025
Leblanc C (3)	3,138
Leblanc G	500
Leblanc J	529
Leblanc J C	1,964
Leblanc P A (3)	4,492
Leblanc W	1,201
Leconte B (8)	6,704
Lee D	1,854
Lee E G	1,743
Lee P D (8)	3,162
Lee R C (2)	9,460
Lefebvre F (3)	3,603
Lefort M (2)	2,200
Legault J (3)	2,100
Legendre D	1,632
Léger B	2,000
Léger L (2)	3,510
Legg J C (3)	4,984
Leir M R (2)	4,238
Lemaire G (2)	2,873
Lemieux M C	10,513
Lepage G (6)	4,565
Lepage L (5)	1,176
Lépine L (2)	2,632
Lesage J M	6,803
Lesk P (3)	3,107
Lessard G M	5,437
Lessard M (2)	11,130
Létourneau G	2,110
Levasseur D	2,188
Lever A	2,000
Levesque M	2,500
Levesque N	2,188
Levesque Y (8)	4,662
Lindsay N D (2)	3,424
Lishchynski P R (3)	10,123
Livingston F G	1,457
Livingston J (5)	12,100
London N	827
Loomis D A (5)	8,231
Loosli J (2)	3,688
Lord W (7)	7,988
Loten N	3,738
Lotto V G	898
Loughlin E (2)	3,916
Lucas P A	2,188
Lukie A	11,608
Lynch J D	3,400
Lyon A (2)	12,569
Lysne D	2,437
Mabley B (5)	16,771
MacAngus R (2)	1,813
MacArthur P J	500
MacDonald J W (2)	1,204
MacDonnell N C (2)	4,492
Machima A	927
MacInnis J R (4)	8,501
MacIntosh R A	6,884
Mack B C (3)	1,205
Mackay J (2)	1,200
Mackay L R (2)	2,098
Mackenzie D F (3)	1,136
MacKinnon K (5)	18,218
Maclean A L (15)	31,406
Maclean J (2)	1,172
MacLellan R M (3)	4,383
MacLennan T (2)	2,522
MacMillan S H (2)	8,432
MacNeil L J	2,500
Maday G (2)	594
Madden R E	836
Magny J	1,195
Maheux F (2)	844
Mailhot R (3)	3,356
Maillet A	565
Maillet Y (2)	828
Main R G	2,732
Makil M L (3)	4,297
Makin J A (4)	2,200
Malone J A	2,800
Manston W	1,813
Manuge A M (2)	2,199
Marchand D G (2)	3,236
Marini J C	2,188
Markham C N	2,188
Marko V (4)	1,816
Marleau J L (4)	4,493
Marr T D (3)	31,264
Martel D J (6)	5,658
Martel E	1,903
Martel L	815
Martel P H J (2)	1,884
Martens D F	1,009
Martin B S	1,152
Martin G	2,340
Martin J T (2)	2,676
Martin V P (8)	15,068
Mason P (2)	1,207
Masrsden J B	1,912
Massicotte A (3)	2,234
Mathys F (2)	8,783
Maybee W N	3,615
Mayot R	1,050
McAlpine R	3,080
McArthur A D (5)	8,727
McCluskey I (2)	2,657
McCracken D S (6)	9,512
McCrossan P	3,000

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
McDermaid D R	1,406
McDermott D	2,188
McDonald D G (4)	8,225
McDonald D R (3)	5,369
McDowall S (2)	2,634
McEachern J F (4)	9,309
McEachern W E	2,153
McGill D (3)	6,546
McGillivray D	750
McGovern M	8,174
McGovern P (3)	3,946
McKale S (2)	694
McKechnie M (2)	1,557
McKe[illegible] J J	600
McKeown L	1,889
McKinnon R	755
McLachlan J P	821
McLaine A (2)	1,672
McLaughlin M M	690
McLennan D P	581
McNab J	2,188
McNiven A (3)	2,820
McRoberts K A	3,259
Meagher T	740
Meehan M J (5)	12,556
Meehan P A	3,269
Melanson J	2,361
Melis C M (2)	10,152
Mellor B P (6)	3,470
Meln S J (2)	5,297
Merner R D	4,000
Metcalfe J C (3)	4,407
Meurant M	2,135
Mickleburgh N	2,188
Migori J (2)	4,292
Milette C R (6)	6,870
Miller B R (4)	6,150
Miller D M (5)	4,568
Millons J	2,700
Milo W G	919
Milot G (3)	1,859
Minz A (2)	2,482
Miskel L	645
Moeser H (4)	13,188
Moher M J (7)	5,773
Molloy M J (9)	27,380
Montembault R (5)	5,793
Montgomery W	2,777
Moore H M	2,826
Morgan D L (2)	4,200
Morin A (2)	3,144
Morin D J (3)	1,744
Morin F (4)	1,290
Morin M L (6)	13,211
Morisette J R (2)	3,353
Morisette L	1,800
Morley W	1,250
Morrison W A (5)	5,734
Morson T J	1,836
Mosser M (2)	3,390
Moszczenska M	9,992
Motta B J (4)	4,706
Mundy J	702
Munro E E (8)	13,780
Munroe L B	1,241
Murno R K (3)	775
Museitif S	996
Musgrove G H	1,200
Nabb V	576
Nan S S (2)	4,155
Nana O	3,312
Near B	2,131
Needham J	1,050
Nester S (2)	4,620
Nichol R	744
Nickerson W T	3,455
Noble R L	2,188
Noel H	1,528
Noiseux J (8)	22,567
Noonan J D (2)	16,951
Norman D (2)	2,277
Northgrave B	9,951
Nunziata J V	3,150
Nutty D H (2)	8,811
O'Hara J C	4,500
Ohlsen G L (2)	1,390
Ohyama H (2)	2,108
Olver S P	696
Orr J E	1,200
Osborne S A (5)	3,035
Ouellet J (3)	5,480
Ouellet J P	1,500
Page G	1,600
Pageau D (2)	2,231
Pajunen S F (2)	3,737
Pan Y	2,973
Paradis J C	1,356
Parent P J (3)	7,587
Paris F (2)	7,839
Parisien M A (3)	3,878
Park S J	1,940
Parks E T	1,186
Pattee S E (2)	977
Peachy C	2,250
Pearson C W	2,188
Pedersen R E (8)	23,943
Peltier M	1,539
Penet N	2,000
Pennick R D	1,864
Périard L	525
Perlin J	3,567
Perrault B R	1,530
Perreault C (2)	919
Perrier Y O	2,188
Petit J P (2)	2,550
Pflanz B (2)	1,539
Phillips B R	702
Phillips M B	2,028
Phillips W A	1,016
Picard S (2)	5,211
Pichette P (4)	4,650
Pigott P	3,311
Plamondon G	1,300
Plamondon L	1,500
Plowman (2)	6,038
Plumb H (2)	5,000
Poetschke R (2)	1,288
Poirier G F (2)	3,577
Poirier G P	3,937
Poisson L (2)	4,830
Pomerleau R A	5,464
Poole C J	837
Portelance R (2)	600
Potvin A R (2)	736
Poulin JA (8)	18,204
Pouliot F P (2)	869
Poulter K (2)	3,987
Pound W H (3)	4,988
Power N E C (2)	1,754
Preece D G (4)	4,372
Pregel A Y (4)	7,488
Presant E J (4)	6,984

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
Preston D (3)	12,433
Prévost S (4)	15,393
Prudhomme M	520
Puertolas J M H	1,749
Pugh K B	1,000
Pursey G F W (5)	9,186
Puston M E	3,657
Quarry W (4)	10,085
Quick F	2,188
Racine A	882
Rainville C	2,188
Rath T	1,000
Rayburn A F	3,235
Reagh N	1,949
Reece D C (3)	2,048
Reid S A (3)	13,367
Remillard G (2)	4,376
Remus B (5)	11,948
Renaud M (2)	2,466
Renaud R (5)	10,541
Rengi Y J (2)	4,155
Richardson M	3,000
Richardson R L (4)	2,396
Rickman H (3)	4,192
Ridder R (3)	1,118
Riis N	3,000
Riley MM (2)	2,068
Rioux G (2)	2,191
Rivard G (4)	9,420
Rivington D	1,836
Robb R G (2)	4,200
Roberts D A (2)	2,300
Roberts W J (2)	6,838
Robertson P E (4)	6,404
Robichaud G M	3,714
Robillard A (2)	8,522
Robinson AM (2)	2,188
Robinson W J (4)	14,982
Roch S (3)	1,596
Roche D (2)	2,604
Rodriguez C	1,768
Rodriguez E J (3)	3,176
Roger A B (3)	4,836
Rolston W D (2)	7,629
Romano R E	965
Romoff M (2)	1,729
Rose J A	1,399
Rosenes B	2,818
Ross C W (2)	2,775
Roston G H (2)	1,388
Roussel M	8,651
Routhier J M	1,946
Rowsome J G	2,188
Roy J A	1,422
Roy R	1,693
Ruddock F	1,874
Rush G W (2)	2,496
Rushka R	1,250
Russell P F (2)	2,150
Ryan M E (3)	4,216
Ryan T M (2)	12,420
Salesse G	775
Samuel M	783
Saucier M	1,235
Saumier-Finch S (3)	4,564
Saunders P Y (3)	2,043
Sauvé A	505
Schioler J	1,024
Schram J (2)	3,297
Schram R G	679
Schreyer E R	1,270

Nom	Montant
	$
Schultz B	2,145
Schultz J (2)	4,945
Scott J J	2,000
Scott J P (2)	2,972
Scott L F M (3)	2,764
Scown D R	568
Seymour G (2)	1,936
Shannon G J	2,000
Shannon J P (5)	7,955
Sheardown J J (2)	2,665
Shepherd M (4)	12,464
Sherry J E (2)	3,868
Sherwood A P (3)	5,922
Shoshany M (3)	1,935
Showman R (2)	4,298
Sigurdson K (2)	2,116
Simard A S (2)	3,928
Simard H A	682
Simard J L	836
Simard J T	511
Simard S	678
Simard-Andujar H (2)	2,988
Simmons G (15)	20,540
Sinasac R F (5)	21,062
Sinclair J (2)	7,707
Sinclair W E	2,824
Sirrs R D	586
Skinner G R	1,389
Smale A	2,651
Smith G B	1,157
Smith G J (2)	2,378
Smith G S (5)	30,320
Smith H E	1,201
Smith L A H	1,292
Smith V D	2,188
Smith W	1,199
Snyder R	1,530
Sokoliuk M	1,406
Soroka G	1,400
Sotvedt J S A (3)	6,511
Spencer M	2,188
Spiess D (2)	5,257
Springett G B	7,946
Sprott T J	500
Spunt H (2)	4,569
St-Jean R (3)	1,939
Stableforth N	1,394
Staschejko W (9)	7,321
Steele T C	10,531
Steers B C (4)	8,309
Stefanik S M (3)	9,623
Stegelman M	587
Stephan P	3,226
Stephenson R J	698
Sterling H S (5)	2,165
Stewart H M	552
Stiles N	1,085
Stinson M G	598
Stone S M	516
Sue-Ting-Len A	1,594
Sullivan R (4)	2,679
Sullivan T	5,862
Sutton J L (2)	555
Swanson J L	1,500
Swords C	5,427
Tanguay J F (2)	3,329
Tanner R (2)	1,474
Taylor D E F (2)	1,790
Taylor E	2,188
Taylor G	4,667
Taylor M P (3)	4,612

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
Taylor P B (2)	6,350
Taylor R	537
Temnikow I	3,114
Temple M C (2)	5,433
Tessier M	9,659
Tetu M (2)	2,300
Théoret S	1,414
Thibault C	3,385
Thivierge R (2)	1,262
Thomas J M T (3)	4,509
Thomson C	700
Thomson P (4)	10,215
Tough P	1,425
Tremblay G (3)	7,008
Trott B	1,400
Tupper D T (2)	1,707
Turcotte P	1,372
Turner C A (2)	2,359
Tyerman G (3)	7,088
Vachon C (2)	3,573
Vaher A (2)	1,600
Vaillancourt L	1,034
Valentino N	2,188
Vanasse A	2,000
Vandenbosch R (3)	4,810
Vander Barren J C (2)	9,845
Vanderloo R	1,002
Vasarajs V	3,400
Vazquez G M	4,350
Verboven L M C (3)	3,430
Vermette M	2,188
Vernon-Jackson H (3)	5,340
Versteegh J	3,473
Vézina F	1,184
Villeneuve L	2,064
Villeneuve N (2)	6,819
Vincent A G	2,188
Viveash D P (2)	7,874
Vlad M (3)	2,414
Vonfinckenstein O	4,359
Wade L D	2,188
Wagar A	2,048
Walsh S B	2,192
Wang E B (2)	4,186
Warden W T (3)	6,388
Wardle D A	2,787
Watson L E (3)	1,632
Wattie A M	2,023
Weaymouth B	9,822
Weir G A	1,200
Weissenberger H	1,361
Wells G	1,570
Westdal C W	1,800
Weynerowski W (7)	4,249
White J I (2)	2,688
White R P	2,230
Whitney D W	3,264
Wielgosz R E (5)	6,432
Wilcox J	1,155
Wilkinson A P	3,394
Willer E A (3)	9,956
Williams P (4)	1,658
Williams S R	2,188
Wilson C E (4)	20,576
Winser J P	2,188
Wismer D T (2)	1,482
Wodinsky M S	4,141
Wondergem M	1,850
Wood F (2)	19,900
Wood J C (3)	4,568
Woods M G	632

Nom	Montant
	$
Woolham R	855
Wright C	3,526
Xuchong M	800
Yalden M	1,406
Yan Z	4,155
Yendall E P (2)	1,362
Yerrell R D	2,954
Yetman E M (4)	15,853
Young A	1,053
Young W A (2)	3,641
Zicat L	2,188
Zizka P (4)	10,691
Avances inférieures à $500 (222)	83,868
	4,166,999
Agence canadienne de développement international	
Lessard R	2,926
MacGillivray T	1,099
Pouliot F P	1,133
Racicot P	2,000
Sperber M	577
Tanguay P	8,495
Wade S	2,333
Avances inférieures à $500 (3)	694
	19,257
	4,186,256

FINANCES

Nom	Montant
Département	
Smiley M (3)	3,590
Avances inférieures à $500 (36)	12,395
	15,985
Assurances	
Reid E S	1,700
Commission du tarif	
Beauchamp C	800
Martin K	1,400
	2,200
	19,885

PÊCHES ET OCÉANS

Nom	Montant
Département	
Burnip D	750
Calder J A	580
Caron P	515
Davies P V	857
Dolighan R	750
Farmer D	800
Fowler W	1,000
Gooding A	600
Gosse J F	640
Kempthorne F	1,300
McCuish R	697
McLaughlin M	510
Mitchel J L	780
Moshenko D J	550
Outhouse P	1,032
Pittman K	900
Reid D J	750
Rieder C A	625
Smith K	773
Solvasin R	767
Thomas S	936
Tremblay M	650
Avances inférieures à $500 (51)	9,554
	26,316

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
Beardy E	784
Cromarty V	962
MacPhee D	1,470
Moses J A	899
Plamondon L	1,037
Vieni F (2)	12,300
Avances inférieures à $500 (28)	5,835
	23,287
JUSTICE	
Département	
Bickert G	876
Finlayson B	868
Hicks E	980
Ormston E	598
Pinos G	1,044
Préfontaine D	1,560
Roy M	500
Rutherford D	1,620
Avances inférieures à $500 (22)	3,498
	11,544
Commissaire à la magistrature fédérale	
Adams S	280
Ayles L	700
Bolan M	700
Bowlby J	930
Cusson R	700
Daigle J	1,600
Delagrave A	275
Desmarais R	700
Dureault A	1,100
Fleury J	700
Forget J	700
Gratton F	450
Gurette R	700
Huneault R	600
Kurisko S	1,000
Lacourcière M	700
McDonald F	930
Mercier P	500
Millette E	700
Monnin A	1,100
O'Regan S	1,400
Perras P	380
Perras R	800
Rice R	700
Rowles M	2,000
Sirois A	1,300
Sirois J	730
Soublière H	500
Trainor W	2,000
Tyndale W	400
Veit J	1,280
Weiler K	700
Woolridge E	1,400
	28,655
Cour canadienne de l'impôt	
Avance inférieure à $500 (1)	300
	40,499
TRAVAIL	
Département	
Barkwell J	1,000
Blain Y	600
Bourbonnière L	500
Clay P	2,290
Guthrie W	500
Hardy N	1,000
Hea J	2,500
Lareau S	850
Lynch J	1,270
Pierre H	500
Rousseau P	1,000
Rozel W	4,900
Varin R	700
Avances inférieures à $500 (43)	10,877
	28,487
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
Atherley Dr	1,000
Dialog	8,240
NRC	500
NTIS	1,421
US Government Printing Office	633
	11,794
	40,281
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Département	
Aked M	500
Allen T	970
Barclay J	3,006
Best H	780
Cambell J	500
Carver C	2,170
Coffey C	500
Creamer C	725
Fediuk M	798
Hill B H	690
Jason R	9,000
Jones M	500
Koostachia P	500
MacDonald D	930
Manakayash G	517
McGregor D	800
McIntyre L	860
Naytowhow V	750
Porter K	1,500
Renta E	500
Rickey M	931
Szabo G	7,300
Taylor C	1,500
Wilson D	1,000
Witham S	1,933
Avances inférieures à $500 (73)	19,117
	58,277
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Carter M	500
Chong T	1,000
Cyr R	500
VanHusen T	1,700
Avances inférieures à $500 (6)	780
	4,480
Impôt	
Allaire C	650
Alsen J	720
Appelt T F	5,485
Archer J (2)	7,113
Arsenault D	893
Baker G	1,434

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
Bakken M F	2,520
Baig T	561
Barker C	742
Bastow D	600
Bégin L (2)	2,050
Bhatia Y	1,531
Boies S	1,035
Bracciale J	2,274
Brisebois C	1,175
Burnett A R	912
Calton R J	1,061
Cassidy M	2,700
Chan D	900
Chan H	774
Chartrand A	1,450
Cherwonogrodzky P	555
Cloutier L	1,000
Critchlow R (2)	2,490
Dauplaisse J	1,000
Davies J	3,100
Delorme L (2)	2,200
Devault R	500
Diguer H	3,000
Dion A	500
Divinski W	2,100
Duddy G W	1,400
Dufour R	700
Eccles W	710
Egan T	2,900
Emmell R	1,000
Fanset C	1,400
Fernet J (2)	1,400
Finter Canada Corporation	700
Fournier G (2)	1,200
Furfaro Siconolfi K	500
Gagnon G	700
Gauthier M	2,100
Goldberg S	1,000
Goulet P	2,100
Green D	1,313
Grenier S	500
Grey D	1,859
Guinard J M	1,080
Harrypersad N	830
Hausknecht T	657
Hodder J	1,257
Hooley T	4,880
Hopfner B	500
Houde M	1,000
Hynes G	659
Ikirko H	1,946
International Conference on Insurance Taxation	1,562
International Television and Video Association	525
Johnson L D	1,178
Jolicoeur G	700
Keable G	1,500
Kellett A	590
Kirk L	554
Kirkpatrick M	700
Kisser D	500
Kuet-Leong P	700
Lauzon R	1,200
Lauriault A	716
LeBlanc R	690
MacMillan A (2)	2,200
Malloy P	2,100
Marion R	1,200
Martorella C	700
McNamara S	2,307
Middlestead P	8,130
Ministre des finances, Province de C-B (56)	16,410
Ministre du Québec (19)	6,750
Mohr G	520
Morgan J	876
Mounif E (2)	600
Murphy K	1,800
Nerada N	1,200
Nicolay A S	1,607
Nicolay L	2,355
92363 Canada Limited	700
O'Grady S	690
Parkins J (2)	510
Philion R	2,346
Pitcher C	551
Placements Hedviga Ltée	700
Porter W	3,000
Postelnik C	700
Pranjivan V	1,470
Prince R	1,230
Provencher G	1,175
Ratthé R	2,500
Ritchie R (2)	8,300
Rodrigues V	1,235
Rogers H G (2)	2,500
Ross G (2)	590
Saenz S (2)	1,400
Saltsman M	700
Salvati A	700
Sawchyn S	1,475
Sheehan B	1,773
Shérif de Beauce	2,100
Shérif de Chicoutimi	700
Shérif du district judiciaire de Joliette	500
Shérif du district judiciaire de Montréal (2)	1,400
Shérif du district judiciaire de Trois-Rivières	500
Shérif de Hauterive	2,100
Shérif de Québec	1,200
Shérif de St-Maurice	700
Shérif de Durham (2)	1,050
Shérif de Hull (2)	600
Shérif de Parry Sound (2)	700
Shérif de York (2)	2,200
Sillar L	1,750
Stanopoulos J (2)	1,126
Stewart D	892
Sturtevant D	750
Suter R (2)	1,400
The Conference Board of Canada	994
Tooney R	700
Trahan M	1,000
Tétreault N	700
Turner B	720
121204 Canada Inc	700
Underwood J W	1,750
Van Rooyen C	1,400
Vaughan D	2,500
Venasse L	2,700
Vettese G	1,400
Viebig A	700
Warren M J E	560
Watson G	900
Watson K L	510
Wilson C	1,250
Wong W	1,685
Wooddisse J	2,340
York V	836
Yott G (2)	1,400
Zannis H	500
Avances inférieures à $500 (192)	50,445
	276,789
	281,269

CONSEIL PRIVÉ

Département

Nom	Montant
McRobb A	571
Avance inférieure à $500 (1)	200
	771

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
Commissaire aux langues officielles	
De Blois P	1,088
Avance inférieure à $500 (1)	200
	1,288
	2,059
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
Allard B	853
Casaubon R	500
Deschesnes Y	500
Eyding H	3,000
Gravel J	1,500
Kosteniuk J	1,700
Lapierre L J	500
Leblanc J J	513
Legault G	1,000
Livingston J	970
Martin J	1,000
Power W K	4,097
Thibodeau B	800
Varrieur S	500
Vinet J	958
Avances inférieures à $500 (75)	14,743
	33,134
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Département	
Banigan J	662
Beaton T	996
Bilodeau V	1,000
Bouchard K	750
Bourgeois R F	500
Bradford M V	908
Earle J W (2)	2,235
Donald I	500
Ford T T	4,600
Fortier R	622
Garrard T	6,000
Graham Sen A (2)	2,457
Heeney R (3)	8,500
Holiad V	3,000
Ieria S (2)	639
Larose H	8,000
Mathu J (4)	2,350
Nixon R (2)	3,021
Pierre F	3,000
Saliba J A	3,700
Szymanowski J	4,086
St-Amour R	722
Avances inférieures à $500 (50)	5,996
	64,244
Investissement Canada	
Labbé P	3,500
Plante M	1,627
Winfield D (2)	700
	5,827
	70,071
SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Conseil national de recherches du Canada	
Sprott D	650
Avances inférieures à $500 (3)	518
	1,168
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Département	
Globensky P	630
Godbout R	5,534
Guadagnola M (2)	980
Lavoie C (2)	1,437
Riva J	1,500
Simon P	570
Thompson P	2,149
Wolf L	900
Avances inférieures à $500 (32)	5,803
	19,503
Commission de la Fonction publique	
Bowie V	608
Dabbs P	1,145
Daigle F	660
Hookham D	643
Mercer A	500
Webber A	1,034
Wilson E C	908
Avances inférieures à $500 (7)	1,047
	6,545
	26,048
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Département	
Beatty Hon P	2,500
Becker C	4,000
Benson G	800
Charles C (2)	875
Constantineau F	1,200
Cote-Harper G	3,000
Cunningham C	3,000
Cyr L	1,000
Dubé F	3,000
Ferguson S	800
Gravel-Dunberry O	875
Hogel F	500
Jeffries F	800
Kelly P	500
Lloyd S	650
MacDonald D T	500
MacDonald K A	500
McLaughlin B	3,000
McMahon G	3,000
McMullin C	600
Molloy A	600
Reid I	3,000
Sarides G	500
Smith A	800
Stewart D	500
Stote D (2)	900
Vincent P	500
Wood J	500
Avances inférieures à $500 (29)	5,469
	43,869
Service correctionnel	
Clark R M (6)	1,438
Rodier C	850
Avances inférieures à $500 (14)	604
	2,892
Commission nationale des libérations conditionnelles	
Avances inférieures à $500 (2)	31
	46,792

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Suite*

Nom	Montant
	$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département (Programme des services)	
Anstey G	3,000
Bennett D W	1,550
Duhaime D	3,000
Gilligan E	2,600
Grabowy E	8,000
Gracia G	1,900
Humble D	400
Ip P	2,000
Irwin R	1,200
Jobin D	3,000
Manion B P	1,550
Mattingly L A	1,241
McKinnon J	1,800
Meyer L W	1,000
Poulin R (3)	7,050
Sherlock P	4,472
	43,763
Département (Programme des approvisionnements)	
Hallam B	600
Kirkwood B	1,500
MacArthur P	1,500
Avances inférieures à $500 (9)	1,280
	4,880
	48,643
TRANSPORTS	
Département	
Angelo M	919
Bjornsfelt B	500
Booth J	1,371
Brown H	500
Brown R	1,371
Carvell G	1,127
Cook D	1,123
Cooper M D	950
Craven R	500
Crossley R B	2,000
Diamond N	931
Dodds J	1,000
Fournier A M	801
Geppert H	500
Grant S	980
Hales D	500
Harvey B	500
Irwin W G D	1,000
Jackson R (2)	11,222
James P	1,000
Johns P	1,200
Karn A	1,357
Kavanaugh E A	2,310
Lakdawalla F T	1,000
Little M I	675
Lyons D C	600
Mastronardi M	625
Mathesius R	2,500
McBurney M	500
McFarlane L	4,350
Mitchell E	2,294
Pakenham M	1,000
Riddell A R	4,200
Rigg R	1,242
Ritchot T	2,000
Rogers R	962
Scammell J	3,000
Scott D	2,000
Sorensen D	550
Spronk M	500
Strang D	1,205
Taylor D T	688
Terlecki H	1,550
Venerus L	675
Wardell N	2,000
Warnke P	687
Yerek J	705
Zarchikoff K	700
Avances inférieures à $500 (110)	12,109
	81,979
Bureau canadien de la sécurité aérienne	
Allinson A	500
Batchelor C M	500
Borden D E	500
Breton R P	500
Burton J D	500
Cantin C J E	500
Carrier J R	500
Clarke A J M	600
Connor B	500
Cooke G S	500
Desmarais D	500
Dupont G W	600
Dzus S	600
Elcombe D	1,513
Enns D R	500
Fernandez M P	500
Gibson M P	550
Heath G	500
Hibbard K L	500
Hill H	500
Hinton T	500
Huffman R	500
Johnson C A	500
Johnson K A	600
Jones R	500
Kosmider K	600
Lacroix R	7,982
Lemire S	500
Lung F D	600
Machette P	500
MacMillan H	500
MacSwain W G	500
Maillard J V	500
Maltais R	500
McConnell H C	1,703
Milord J A G	500
Morrell S	600
Musson S A	500
Nantel M	5,867
Panchuk R	500
Portelance A	10,729
Phillips R A	500
Pultz B	12,259
Rennie D M	500
Rhan W J H	550
Storey T E	600
Stratton B K	500
Veevers J	600
Avances inférieures à $500 (42)	7,555
	69,608
Commission canadienne des transports	
McLaughlin G	1,500
Avances inférieures à $500 (4)	474
	1,974
	153,561

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Fin*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1986—*Fin*

Nom	Montant	Nom	Montant
	$		$
CONSEIL DU TRÉSOR		AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Secrétariat		Barker G	1,100
Breakspear A	800	Ferguson D	3,000
De Cotret Hon R	3,000	Gaudet L	1,365
Avances inférieures à $500 (14)	3,275	Kinghorn M	500
	7,075	Avance inférieure à $500 (1)	250
Contrôleur général			6,215
Dido R	1,500		
	8,575	Total global	5,386,112

Pertes de deniers et de biens publics

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 91.1 de la Loi sur l'administration financière.

Pertes de deniers suite à une fraude ou à une fausse représentation volontaire (par une personne autre qu'un fonctionnaire) en 1985-86

Incident	Nombre d'incidents	Pertes de deniers	Montant perçu	Pénalités imposées ou compensations accordées
		$	$	
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Département				
Fonds de cotisation en vertu d'un accord de formation réclamé faussement par une compagnie	1	3,577		Un jugement criminel fut obtenu en notre faveur mais le juge rejeta notre requête pour restitution. À présent, nous étudions le procès basé sur le code civil.
Fraude de paiements en trop d'assurance-chômage	180,458	59,846,024	32,336,445	Un total de 122,899 sanctions furent établies, d'après la Section 47 totalisant $16,629,000. De plus, 4,975 cas de fraude furent poursuivis avec succès. Le résultat de cette poursuite fut l'imposition de 4,691 amendes totalisant $2,989,444.
AFFAIRES EXTÉRIEURES				
Département				
Usage illicite de billets de taxi	1	2,600		L'offenseur fut dans l'obligation de rembourser $434.
Agence canadienne de développement international				
Détournement de fonds publics par la falsification de documents comptables (comptable localement engagé)	1	24,079		
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Département				
Fausses ou frauduleuses réclamations de paiements (factures)	1	1,071	1,071	L'individu plaida coupable. La restitution entière a été ordonnée par le tribunal ainsi qu'une amende fixée à $1,500.
Fausses ou frauduleuses réclamations de paiements (factures)	1	10,493		L'affaire fut soumise au Procureur de la Couronne.
Fausses ou frauduleuses réclamations de paiements (factures)	1	50,000		L'affaire est en étude par le ministère de la Justice.
Fausses ou frauduleuses réclamations de paiements (factures)	1	7,800		L'affaire a été soumise à une enquête de la Gendarmerie royale du Canada.
Endossement frauduleux des émetteurs de paiements (profitant des indemnités pendant un séjour à l'extérieur du Canada)	17	57,050	3,921	Les cas furent soumis à une enquête. Les résultats sont en instance (15). Dans la première affaire, l'individu fut condamné avec sursis et fut dans l'obligation de rembourser le ministère. Dans la deuxième affaire, l'individu fut condamné à une amende de $25 pour chacun des 15 chefs d'accusation ou d'une peine d'emprisonnement de 30 jours.

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Pertes de deniers suite à une fraude ou à une fausse représentation volontaire (par une personne autre qu'un fonctionnaire) en 1985-86—*Suite*

Incident	Nombre d'incidents	Pertes de deniers	Montant perçu	Pénalités imposées ou compensations accordées
		$	$	
Fausses ou frauduleuses réclamations de paiements (n'avait pas la charge d'enfants tel qu'énoncé)	3	23,329		Les cas furent soumis à une enquête.
Endossement frauduleux des émetteurs de paiements (chèques encaissés après le décès du bénéficiaire)	21	155,843	21,642	Les cas furent soumis à une enquête. Les résultats sont en instance (12). Dans la première affaire (2 personnes impliquées), chacune fut condamnée à une amende de $1,000 payable dans l'année qui suit et fut mise en liberté surveillée pour un an. Dans la deuxième affaire, une restitution fut demandée par la Couronne mais ne fut pas ordonnée par la Cour. La personne fut condamnée à une amende de $300 pour chaque chef d'accusation et fut mise en liberté surveillée pour trois ans. Dans l'attente d'une action du tribunal et/ou d'une décision (4). Chèques débités de nouveau (2).
Fausses ou frauduleuses réclamations de paiements (demande pour obtenir des indemnités)	7	73,192		Les cas furent soumis à une enquête. Les résultats sont en instance (4). Fut condamné à une amende de $100 pour chaque inculpation, plus $10 ou 10 jours d'emprisonnement. Dans l'attente d'une action du tribunal et/ou d'une décision (2).
Endossement frauduleux des émetteurs de paiements (chèques encaissés par autre que le bénéficiaire)	5	17,526	165	Les cas furent soumis à une enquête. Dans la première affaire, fut condamné à $350 plus $100 de frais. Dans la deuxième affaire, fut condamné avec sursis à une année de liberté surveillée. Fut également condamné à rembourser le ministère $658.40 d'un montant de $82.30 par mois. Dans l'attente du procès ou décision de la Cour (2).
Fausses ou frauduleuses réclamations de paiements (demande pour obtenir en double certains comptes)	3	100,793	917	Fut déclaré coupable de deux inculpations et fut mis en liberté surveillée pour trois ans. Fut condamné à rembourser le ministère $4,688.02 d'un montant de $131 par mois. Les deux cas sont sous investigation.
REVENU NATIONAL				
Douanes et Accise				
Pertes de revenu causées frauduleusement ou par présentation erronée de par les douanes	varié	5,297,263		
Pertes de revenu causées frauduleusement ou par présentation erronée lors de déclarations de taxes fédérales des ventes	12	519,406	346,270	Action légale entreprise ou en voie de l'être. Des sanctions règlementaires avec intérêts furent fixées.
Vol de la petite caisse au Collège Rigaud	1	114	11	Imposition de pénalités de 10% contre le gardien.
Impôt				
Inobservation lors du classement d'une déclaration d'impôt tel que requis par la Loi de l'impôt sur le revenu	302			Pénalités de $2,678,290 furent imposées.
Pertes de revenu causées par fraude fiscale	516	27,752,600		Pénalités de $4,747,200 et amendes de $6,565,900 furent imposées.
SOLLICITEUR GÉNÉRAL				
Service correctionnel				
Perte d'argent provenant d'appels téléphoniques non autorisés	varié	282,962		Les cas furent soumis à une enquête.
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES				
Département (Programme des approvisionnements)				
Usage frauduleux du système téléphonique par l'utilisation de cartes de crédit dans les régions de Québec et Montréal	varié	15,200		

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Pertes de deniers suite à une fraude ou à une fausse représentation volontaire (par une personne autre qu'un fonctionnaire) en 1985-86—*Fin*

Incident	Nombre d'incidents	Pertes de deniers	Montant perçu	Pénalités imposées ou compensations accordées
		$	$	
Receveur général—Direction de contrôle du remboursement des chèques				
Endossements falsifiés:				
Chèques du Receveur général et chèques de la Banque du Canada	5,427	1,517,818	1,490,735	
Mandats inemployés	4,208	1,164,129	1,136,184	
Comptes de banque de chèques ministériels	1	40	40	
Montants modifiés				
Chèques du Receveur général et chèques de la Banque du Canada	18	8,580	8,580	
Mandats inemployés	22	5,731	5,731	
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS				
Endossement frauduleux des émetteurs de paiements (chèques encaissés après le décès du bénéficiaire)	6	925		Les cas furent soumis à une enquête
Frauduleuse réclamation pour allocation aux anciens combattants de guerre	1	15,192		L'affaire fut soumise à une enquête
Frauduleuse réclamation pour allocation aux anciens combattants de guerre	1	36,913		L'individu plaida coupable aux manœuvres frauduleuses et sera condamné au mois de juin.
Présentation erronée de déclaration de revenu pour allocation aux anciens combattants de guerre	3	99,965		Les cas furent soumis à une enquête.
	191,039	97,090,215	35,351,712	

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Autres pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1985-86

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1985-86	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
AGRICULTURE					
Département					
Vol de la petite caisse, Station de recherches de Vineland	5	500		500	
Vol de la petite caisse, Direction générale du Service du revenu agricole		60	60		
Vol de la petite caisse, Centre de recherches forestières du Nord, Edmonton		60	60		
Vol d'argent public de l'Institut national forestier de Petawawa		42	42		
COMMUNICATIONS					
Bibliothèque nationale					
Vol des rentrées de caisse[1]		91		91	
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Département					
Déficit de la caisse au CEC du Manitoba. Le contrôle de la caisse n'a pas été proprement exercé et le directeur a remboursé la caisse		10	10		
Perte de reçus pour services d'immigration à l'aéroport international Pearson CIC Aérogare I	20	16		16	
Perte de reçus pour services d'immigration au CIC de Sarnia	20	3		3	
Perte de reçus pour services d'immigration au CIC de Fort Frances	20	11		11	
Perte de la petite caisse au ministère régional de l'Ontario	10	59		59	
Perte de paiements en trop recouvrée au CEC de Kenora	10	190	190		
Fraude de demandes d'assurance-chômage par un fonctionnaire public au CEC d'Ottawa Ouest	10	31,945			31,945
Fraude de mobilité par un fonctionnaire public	10	1,151			1,151
Vol de la petite caisse au CEC de Montréal Est	10	154		154	
Vol d'argent collecté pour l'émission de numéros d'assurance sociale au CEC de Montréal Crémazie	10	60		60	
Vol de la petite caisse, d'argent collecté pour l'émission de numéros d'assurance sociale et de paiements en trop recouvrés de l'assurance-chômage au CEC de Montréal Rive-Sud	10	583		583	
Vol d'argent collecté pour l'émission de numéros d'assurance sociale au CEC de Lachine	10	80		80	
Vol de la petite caisse et de paiements en trop recouvrés de l'assurance-chômage au CEC de Longueuil Sud	10	22		22	
Vol d'argent collecté pour l'émission de numéros d'assurance sociale au CEC de Montréal Nord	10	20	20		
Perte des droits pour services d'immigration collectée au CIC de Lacolle	20	5	5		
Perte d'argent collecté pour l'émission de numéros d'assurance sociale au CEC de Rimouski	10	10	10		
Perte de la petite caisse, de paiements en trop recouvrés de l'assurance-chômage et de l'argent collecté de l'émission de numéros d'assurance sociale au CEC de St-Jérôme	10	201		201	
Vol de la petite caisse au EDB de Québec	10	94		94	
Traitement impropre d'une demande afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	17	29,970	666		29,304
Traitement impropre d'une demande afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	17	15,620	7,185		8,435
Frais de voyage frauduleusement soumis	21	952	600		352
Falsification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	17	216			216
Vol de la petite caisse du siège social, Hull	1	256		256	
Vol de la petite caisse du siège social, Hull	5	525		525	
Traitement impropre d'une demande d'assurance-chômage pour un parent	17	378	378		
Fausse déclaration d'une demande d'assurance-chômage pour un parent	17	6,261	770		5,491
Revenu perdu en cours de route	17	2,410		2,410	
Vol d'argent collecté pour l'émission de numéros d'assurance sociale	17	20	20		
Frais de voyage réclamés mais non encourus au bureau régional de l'Ontario	10	182	182		
Frais de voyage frauduleux et réclamations d'heures supplémentaires frauduleuses au bureau régional du Nouveau-Brunswick	10	94	94		
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES					
Département					
Vol de deniers publics provenant d'un camp d'expérimentation	35	419		419	
ENVIRONNEMENT					
Vol des fonds de la petite caisse au Service de la protection de l'environnement, bureau régional de l'Ouest et du Nord	5	81		81	

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Autres pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1985-86—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1985-86	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
Vol des fonds de la petite caisse à la Direction des ressources en eau de la Direction générale des eaux intérieures à Winnipeg, Manitoba	5	52		52	
Vol des deniers publics du bureau de Long Island sur le Canal Rideau	20	270		270	
Déficits de la caisse: total brut des déficits $185		185		185	
AFFAIRES EXTÉRIEURES					
Département					
Usage personnel du fonds de la petite caisse et remboursement des avances	1	366			366
Factures frauduleuses soumises par un employé	1	1,586			1,586
Vol de revenu de passeport		259			259
PÊCHES ET OCÉANS					
Département					
Vol de propriété publique	1	12,529	4,992		7,537
Usage frauduleux de la carte de crédit du gouvernement	1	7,567	530	7,037	
Vol de rentrées de caisse		160		160	
Vol d'un moteur hors-bord à Cox's Cove, T-N	1	209	115		94
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Département					
Vol des fonds d'avances faites à partir de rentes annuelles du secteur Fort McMurray	statutaire	1,580		1,580	
DÉFENSE NATIONALE					
Falsification des pièces d'acquittement, HMCS Preserver	1	2,000	2,000		
Vol d'argent, PPCLI Baden	1	123		123	
Falsification de chèques soupçonneux, CFB Kingston	1	2,450			2,450
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, CFB Moose Jaw	1	200	100		100
Vol d'argent par un employé du CFB Borden	1	450	450		
Vol de la petite caisse, ELFC St-Jean	1	69	69		
Vol d'argent, NDMC Ottawa	1	200		200	
Actes frauduleux par un employé du CFB Chilliwack	1	25,627			25,627
Vol d'argent, CANCONCYP Nicosia	1	47		47	
Vol d'argent, CFB Shearwater	1	1,696			1,696
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, NRHQ Yellowknife	1	14,000			14,000
Vol des deniers publics d'un membre en devoir lors d'un voyage, 436 Sgn Trenton	1	451		451	
Vol d'argent, BFC Montréal	1	346	238	108	
Vol d'argent, CFB Comox	1	289			289
Abus du système téléphonique, CFB Bagotville	1	533	52	186	295
Frais de voyage frauduleux, CFB Summerside	1	104	104		
Billets d'avion obtenus frauduleusement, CFB Edmonton	1	1,581	1,581		
Soumission de rentrées frauduleuses, CFB Shearwater	1	88			88
Vol de comptes d'avance par le surveillant, CFB Borden	1	513	513		
Frauduleuse réclamation de déménagement, CFB Borden	1	2,582			2,582
Endossement frauduleux d'un chèque, CFB Calgary	1	120	120		
Frauduleuses réclamations de dépenses, CFB Suffield	1	4,868	4,868		
Abus du système téléphonique, CFB Beaverlodge	1	674		674	
Frais de voyage frauduleux, CFB Beaverlodge	1	38			38
Déficits de la caisse: total $4,533. Cause non déterminée. Possibilités d'une erreur humaine, d'écriture, ou perte d'une pièce justificative existante:					
CFB Baden	1	95		95	
CFB Borden	1	94		94	
CFB Chilliwack	1	229		229	
CFB Edmonton	1	200		200	
CFB Esquimalt	1	737	737		
CFB Gagetown	1	10	10		
CFB Gander	1	100		100	
CFB Kingston	1	5	5		
CFB Lahr	1	663	514	149	
CFTSA Montréal	1	82	82		
CFB Petawawa	1	160	150	10	
CFS St John's T-N	1	675	675		
CFB Shearwater	1	100		100	
CFB Summerside	1	75	75		
BFC Valcartier	1	501	403		98
HMCS Fraser	1	100		100	
HMCS Kootenay	1	99	99		
HMCS Yukon	1	608	594	14	

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Autres pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1985-86—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1985-86	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Département					
Frais de voyage frauduleux par un employé	25	487	487		
	45	3,184			3,184
Usage personnel de billets de taxi par un employé	25	122	122		
Vol de chèques à payer aux employés du Gouvernement fédéral par un employé	25	1,136	1,136		
Information falsifiée sur les demandes de prestations par un employé	statutaire	12,400			12,400
REVENU NATIONAL					
Douanes et Accise					
Frais de voyage frauduleux (2 cas)	1	319	273		46
Frauduleuses réclamations de voyage et d'heures supplémentaires	1	140	140		
Utilisation frauduleuse du service téléphonique par un employé d'un autre ministère (l'affaire est actuellement sous investigation par la Gendarmerie royale du Canada)	1	2,395			2,395
Perte d'argent causée par le vol de biens par un employé	1	296			296
Perte de revenu causée par une erreur administrative (3 cas)	1	337		337	
Perte de revenu causée par la négligence d'un employé	1	100			100
Perte de revenu causée par le vol d'un caissier non identifié	1	187		187	
Appels téléphoniques personnels du Gouvernement	1	19	19		
Vol d'un dépôt en espèces	1	455		455	
Déficits de la caisse: total brut des déficits $5,841; surplus $4,597	1	1,244		1,244	
Impôt					
Une perte additionnelle a été constatée relativement à des vols commis par un caissier anciennement de l'Office du district de Victoria, préalablement rapporté (84/85) à $1,662	5	200	200		
Un contribuable avait un document fournissant la preuve d'un paiement de $330. Le contribuable croyait que le paiement avait été versé avec de l'argent comptant tandis que le ministère croyait que le paiement avait été émis par un chèque qui n'avait jamais été soldé de son compte bancaire. Les résultats de l'investigation montra qu'il n'existait aucune preuve de détournements de fonds par le caissier et qu'aucune évidence n'a pu être trouvée pour démontrer la vérité ou la fausseté de la réclamation du contribuable	5	330		330	
Un ancien caissier de l'Office du district de Québec a commencé à faire la pratique de détournements par virements bancaires entre le 27 août 1985 et le 30 janvier 1986. À jour, 14 crédits au montant de $7,191 ont été requis pour compenser les contribuables. Il est maintenant anticipé que la perte finale sera de près de $10,000. Des efforts seront faits pour récupérer la perte finale par la pension de retraite de l'ancien employé	5	7,191			7,191
Déficits de la caisse: total brut des déficits $373; surplus $232	5	141		141	
SECRÉTARIAT D'ÉTAT					
Département					
Déficits de la caisse	1	40		40	
Commission de la Fonction publique					
Usage personnel de billets de taxi	35	985			985
Appels téléphoniques personnels du Gouvernement	35	435			435
Falsification d'autorisations dans la distribution des chèques de paie	35	3,388	3,388		
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Service correctionnel					
Perte de la Caisse de prêts aux libérés conditionnels (déficit de la caisse)		245		245	
Perte de la petite caisse:					
Vol de la petite caisse		974			974
Déficit de la caisse		40			40
Gendarmerie royale du Canada					
Perte d'argent relevant d'amendes	30	201		201	
TRANSPORTS					
Département					
Vol d'argent public au magasin général de l'aéroport international de Calgary	statutaire[2]	715		715	
Bureau canadien de la sécurité aérienne					
Déficits de la caisse	95	26		26	

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Autres pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1985-86—*Fin*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1985-86	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS					
Vol de la petite caisse, Cimetière Fort Massey à Halifax, N-É		20		20	
Vol de la petite caisse, Office du district de Brampton, Ont		456	200	256	
		219,304	35,333	21,926	162,045

(1) Découverte faite en 1985-86 à être débitée aux crédits de 1986-87.
(2) Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes.

Pertes de deniers et de biens publics—*Suite*

Pertes de deniers—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1985-86	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
CONSOMMATION ET CORPORATIONS						
Département						
Vol de la petite caisse	1984-85	20			20[1]	
EMPLOI ET IMMIGRATION						
Département						
Falsification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	1975-76	40,680	24,954	7,700		8,026
Détournements de fonds collectés pour usage personnel	1980-81	10,607		7,202		3,405
Falsification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	1981-82	7,576		7,214		362
Falsification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	1982-83	52,604		19,134	6,603	26,867
Fausse déclaration de frais de voyage pour le déplacement et réclamation d'heures supplémentaires	1983-84	2,631				2,631
Perte de paiement en trop d'assurance-chômage au CEC de Weston	1983-84	128		128		
Soumission de fausses réclamations d'heures supplémentaires et mauvais usage de billets de taxi. L'employé a été congédié	1983-84	9,409	6,455	2,218		736
Falsification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	1984-85	11,540				11,540
Perte de la petite caisse au EDB de Barrie	1984-85	100		100		
Perte de paiement en trop d'assurance-chômage au CEC de Kingston	1984-85	60		60		
Paiement en trop de frais de voyage au CEC de Kitchener	1984-85	29		29		
Abus du système téléphonique dans la région du Manitoba	1984-85	1,274		1,274		
AFFAIRES EXTÉRIEURES						
Département						
Perte de revenu	1984-85	367	300		67	
Détournement de fonds destinés au paiement de factures	1982-83	455	455[1]			
Agence canadienne de développement international						
Détournement des fonds publics par la falsification de documents comptables et le remaniement de chèques de postes à l'étranger	1981-82	136,150			136,150	
PÊCHES ET OCÉANS						
Département						
Vol de la petite caisse à St John's, T-N	1983-84	386			386	
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL						
Département						
Détournement de fonds à travers la vente de propriété publique. L'employé a été reconnu coupable et l'ordre de probation lui demande de faire pleine restitution au Receveur général	1983-84	13,054[1]	3,554	9,500		
Fabrication de contrats frauduleux pour services rendus à des individus de 1975 à 1980. L'employé a été congédié par le Ministère d'État au Développement social et plus tard a endossé les charges et a été reconnu coupable. La Cour a ordonné la pleine restitution	1981-82	224,349[2]	27,249[1]	3,001		194,099
REVENU NATIONAL						
Douanes et Accise						
Déficit de la petite caisse	1984-85	270		270		
Registre de présence frauduleusement complété et fausses soumissions de réclamations pour différentes heures et indemnités de déplacement	1984-85	3,043		3,043		
Impôt						
Un ancien caissier de l'Office du district de Victoria a commis huit différents détournements de fonds entre le 27 juillet 1983 et le 6 septembre 1984	1984-85	1,662		1,662		

Pertes de deniers et de biens publics—*Fin*

Pertes de deniers—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents—*Fin*

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1985-86	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu à être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
TRAVAUX PUBLICS						
Département						
Détournement présumé de matériels de provenance ministérielle	1982-83	9,000			9,000	
Détournement présumé de revenus ministériels	1981-82	31,412			31,412	
Détournement de fonds ministériels	1982-83	16,000			16,000	
TRANSPORTS						
Département						
Détournement de fonds publics dans le remaniement des reçus déposés	1962-63	42,800	12,373[1]	350		30,077
		615,606	75,340	62,885	199,638	277,743

[1] Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

[2] Santé nationale et Bien-être social est autorisé à tenir la comptabilité et à établir un compte-rendu de cette affaire.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1985-86

Comptes débiteurs et radiations

SOMMAIRE

	Page
État des comptes débiteurs	4.2
Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs	4.5
Radiations des comptes débiteurs au cours de 1985-86	4.6

État des comptes débiteurs

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été perçues. Par conséquent, les recettes échues mais non perçues, les paiements de dépense en trop, les marchandises livrées ou les services rendus par le gouvernement avant la fin de l'exercice pour lesquels aucun paiement n'a pas été reçu par la fin de l'exercice, et les intérêts capitalisés, reportés, échus et courus ne sont pas inscrits comme comptes débiteurs dans les comptes du Canada, ni déclarés comme éléments d'actif à l'état de l'actif et du passif. Ces éléments sont toutefois contrôlés à l'aide de comptes-mémorandums maintenus par les organismes gouvernementaux et sont présentés dans cet état.

Les éléments publiés comme comptes débiteurs «Interministériels» sont internes du gouvernement et de cette façon ne représentent pas des fonds à être perçus.

Le montant pour «Comptes débiteurs nets» représente le montant à être perçu de tiers par le gouvernement.

	1986							
	Exercice courant			Exercices précédents				1985
	Recouvrables			Recouvrables				
Ministère et organisme	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
AGRICULTURE—								
Département	25,728	13,253,955	27,405	1,734,851	4,673,394	11,957,857	31,673,190	30,162,611
Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes		763,688					763,688	667,278
	25,728	14,017,643	27,405	1,734,851	4,673,394	11,957,857	32,436,878	30,829,889
COMMUNICATIONS—								
Département	451,338	593,227	3,823		670	11,434	1,060,492	1,794,373
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	22,266,408	789,420		683,181	145,710		23,884,719	19,800,709
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2,934	659,381		13,987	172,675	1,533	850,510	1,733,994
Fonds renouvelable de l'Office national du film	3,462,486	1,457,703	438	28,751	338,029	169,347	5,456,754	4,208,221
Bibliothèque nationale	116,281	64,594	189	35		501	181,600	86,591
Musées nationaux du Canada	50,899	123,648	16,874		16,031	75,848	283,300	264,114
Archives publiques	7,331	22,700	323	1,291	925	884	33,454	58,209
	26,357,677	3,710,673	21,647	727,245	674,040	259,547	31,750,829	27,946,202
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	3,198	927,983	952		306,408	181,408	1,419,949	2,022,937*
EMPLOI ET IMMIGRATION—								
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (note A)	2,196,557	54,719,148	17,745,022		40,227,965	14,810,197	129,698,889	104,471,213*
Commission d'appel de l'immigration								1,820
	2,196,557	54,719,148	17,745,022		40,227,965	14,810,197	129,698,889	104,473,033*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—								
Département	1,500,606	51,440,682	12,031	360	140,284,609	537,627	193,775,915	366,266,262
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement		93,635					93,635	
Commission de contrôle de l'énergie atomique		685				20,000	20,685	20,603
Office national de l'énergie	896	47,430			1,164,685	52,705	1,265,716	1,390,181
	1,501,502	51,582,432	12,031	360	141,449,294	610,332	195,155,951	367,677,046
ENVIRONNEMENT	3,600,841	3,259,882	10,183	34,361	1,629,140	207,206	8,741,613	7,883,830
AFFAIRES EXTÉRIEURES—								
Département		2,452,463	9,051		3,162,692	174,100	5,798,306	4,062,220
Fonds renouvelable des passeports	31,192	5,922	151			403	37,668	48,935
Agence canadienne de développement international		3,221,516			71,001	62,470	3,354,987	4,474,989
Société pour l'expansion des exportations—Comptes administrés pour le Canada		18,355,834			103,766,338		122,122,172	115,399,257
Commission mixte internationale		437,215					437,215	387,315
	31,192	24,472,950	9,202		107,000,031	236,973	131,750,348	124,372,716
FINANCES—								
Département		905,869,943					905,869,943	891,503,913
Vérificateur général		103,746					103,746	61,035
Assurances		599,362	37,356		74,080	3,433	714,231	81,756
		906,573,051	37,356		74,080	3,433	906,687,920	891,646,704

État des comptes débiteurs—*Suite*

Ministère et organisme	1986							1985
	Exercice courant			Exercices précédents				
	Recouvrables			Recouvrables				
	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
PÊCHES ET OCÉANS	308,108	34,500,944	18,679		8,766,606	481,058	44,075,395	37,114,799
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—								
Département	310,904	6,127,320	7,191,769		22,874,680	26,468,801	62,973,474	54,688,016*
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement		1,508			66,403		67,911	72,188
	310,904	6,128,828	7,191,769		22,941,083	26,468,801	63,041,385	54,760,204*
JUSTICE—								
Département	260,136	3,484			6,116	3,083	272,819	213,378*
Cour fédérale du Canada	416	26,685			2,088	1,597	30,786	21,415
Cour suprême du Canada		872	31				903	448
	260,552	31,041	31		8,204	4,680	304,508	235,241*
TRAVAIL	14,663	7,827,018			8,933,074		16,774,755	12,284,714*
DÉFENSE NATIONALE	9,976,687	34,868,636		2,810	9,178,332		54,026,465	52,025,752
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—								
Département	115,877	12,617,855	144,205	10,886	6,774,904	903,272	20,566,999	19,756,692*
Conseil de recherches médicales		1,825					1,825	16,506
	115,877	12,619,680	144,205	10,886	6,774,904	903,272	20,568,824	19,773,198*
REVENU NATIONAL—								
Douanes et Accise (note B)	3,621,072	60,681,671	82,353	3,492	149,175,719	3,871,923	217,436,230	208,157,561
Impôt (note C)	307,487	423,596,364	6,344,452	35	2,299,357,812	510,267,796	3,239,873,946	3,582,510,310
	3,928,559	484,278,035	6,426,805	3,527	2,448,533,531	514,139,719	3,457,310,176	3,790,667,871
PARLEMENT—								
Chambre des communes		38,659			38,534	15,919	93,112	85,575
CONSEIL PRIVÉ		97,131			4,419	314	101,864	189,992
TRAVAUX PUBLICS—								
Département (note D)	24,210,836	10,505,159	1,554507	4,476,905	12,447,035	589,612	53,784,054	30,496,352*
Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion	247,049,345	7,694,765		895,465	300		255,639,875	223,003,116
	271,260,181	18,199,924	1,554,507	5,372,370	12,447,335	589,612	309,423,929	253,499,468*
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		15,526,583	3,781,073		23,473,230	81,319,970	124,100,856	114,529,453
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—								
Conseil national de recherches du Canada	3,588	716,167		28	432		720,215	381,764
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		5,470					5,470	37,587
	3,588	721,637		28	432		725,685	419,351
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—								
Département	47,602	89,854,944	1,961,318	1,410	166,344,517	18,606,310	276,816,101	215,404,742
Commission de la Fonction publique	87,377	51,899		440	7,875	14,869	162,460	500,415
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	1,922,495	45,528		5,648	296	835	1,974,802	2,621,547
Conseil de recherches en sciences humaines		42,766			25,527	8,766	77,059	94,964
	2,057,474	89,995,137	1,961,318	7,498	166,378,215	18,630,780	279,030,422	218,621,668

État des comptes débiteurs—*Fin*

Ministère et organisme	1986							1985
	Exercice courant			Exercices précédents				
	Recouvrables			Recouvrables				
	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Inter-ministériels	Autres	Irré-couvrables	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—								
Département		107,233					107,233	89,164
Service canadien du renseignement de sécurité		748					748	
Service correctionnel	2,440,302	1,167,730	529		2,698	114,241	3,725,500	4,819,875
Commission nationale des libérations conditionnelles	1,567						1,567	1,280
Gendarmerie royale du Canada	47,163	136,358,410		38,680	179,100		136,623,353	117,986,644
	2,489,032	137,634,121	529	38,680	181,798	114,241	140,458,401	122,896,963
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—								
Département	3,515,454	1,970,898		603,750	27,536		6,117,638	4,654,754
Fonds renouvelable des approvisionnements	120,844,011	4,967,000					125,811,011	136,457,514
Fonds renouvelable de la production de défense	1,482,257						1,482,257	4,544,402
Statistique Canada	165,182	512,355		5,454	24,602		707,593	396,016
	126,006,904	7,450,253		609,204	52,138		134,118,499	146,052,686
TRANSPORTS—								
Département	309,597	48,374,981	152,456	51,627	57,316,088	5,964,022	112,168,771	200,827,097*
Fonds renouvelable des magasins	952,877	6,586		65	285	1,952	961,765	1,442,191
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	33,107,967	38,256,759	129,062	10,163	899,847	1,063,373	73,467,171	73,916,359*
Bureau canadien de la sécurité aérienne		3,730				235	3,965	1,652
Commission canadienne des transports	712	50					762	2,327
Administration du pipe-line du Nord		25,800					25,800	669,081
	34,371,153	86,667,906	281,518	61,855	58,216,220	7,029,582	186,628,234	276,858,707*
CONSEIL DU TRÉSOR	4,434,565	2,171,198			2,102,477		8,708,240	4,636,338
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	309,964	3,865,089	801,615	370	5,143,621	2,287,823	12,408,482	13,040,587
Total des comptes débiteurs	489,564,906	2,001,885,582	40,025,847	8,604,045	3,069,208,505	680,252,724	6,289,541,609	6,674,544,924*
Moins: total interministériel							498,168,951	613,733,301*
Comptes débiteurs nets							5,791,372,658	6,060,811,623*

*Les chiffres comparatifs pour l'exercice précédent ont été redressés.

Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs

NOTE A—EMPLOI ET IMMIGRATION—COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA

Les comptes débiteurs du Compte d'assurance-chômage sont présentés pour la première fois en 1985-86. Revenu national—Impôt a rapporté, à la note C, $58,117,941 de comptes débiteurs relatifs à l'assurance-chômage au 31 mars 1986 ($61,638,172 au 31 mars 1985).

NOTE B—REVENU NATIONAL—DOUANES ET ACCISE

Des éventualités à recevoir estimées à $140,351 pour droits de douanes et droits d'accise concernant des véhicules moteurs et des pièces de véhicules moteurs importées par des fabricants d'automobiles qui ne sont pas entièrement soumis aux conditions spécifiées en vertu des programmes automobiles, ne sont pas comprises dans cet état.

Le total à recevoir représente 13,076 comptes et comprend:

	Douanes	Accise	Total
	$	$	$
Créances actives	140,400,497	42,613,441	183,013,938
Cette catégorie comprend des créances autres que des créances de faillis ou de débiteurs sous séquestre actuellement en voie de recouvrements et des créances actuellement contestées ou en appel et qui attendent une décision en vertu des règlements et des lois y régissant. Il y a 12,773 comptes de ce genre.			
Créances actives/irrécouvrables	6,275,577	28,146,715	34,422,292
Cette catégorie comprend des créances de faillis ou de débiteurs sous séquestre qui attendent d'être réglées par les fiduciaires ou les syndics, ainsi que les créances qui attendent l'autorisation d'être soumises pour radiation par le Comité ministériel des comptes irrécouvrables. Il y a 303 comptes de ce genre.			
	146,676,074	70,760,156	217,436,230

NOTE C—REVENU NATIONAL—IMPÔT

Le montant total à recevoir s'élève à $3,239,873,946 et comprend 1,161,411 comptes:

	Recouvrables[1]		Irrécouvrables[2]		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
Par catégorie:						
Impôt sur le revenu—						
Particuliers	898,728	1,563,478,891	14,910	133,631,119	913,638	1,697,110,010
Retenues à la source	136,410	334,373,768	6,745	53,079,171	143,155	387,452,939
Divers[3]	4,647	14,513,808	289	148,063	4,936	14,661,871
Impôt différé[4]	585	1,072,910			585	1,072,910
Sociétés[5]	92,749	869,792,924	1,756	28,812,031	94,505	898,604,955
Non résidents	3,159	44,493,285	128	2,771,242	3,287	47,264,527
Pétrole et gaz	965	192,657,442	4	127,297	969	192,784,739
Redevances sur ressources	41	345,047			41	345,047
Divers (non fiscal)	264	556,909	31	20,039	295	576,948
Total[5][6]	1,137,548	3,021,284,984	23,863	218,588,962	1,161,411	3,239,873,946

Note: se référer aux notes au bas du tableau suivant.

Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs—*Fin*

(en milliers de dollars)

	Nombre de comptes	Montant
SELON LE MODE DE RECOUVREMENT		
Cotisations courantes:		
Depuis le 1er janvier 1986	268,427	428,654
Impôt différé[4]	585	1,073
Cotisations non courantes:		
Exercices précédents		
Mise à part, irrécouvrables[2]	23,819	221,122
Faillites et sous séquestre	26,167	289,126
En appel	12,508	668,728
Autres:		
a) Arrangements conclus[7]	36,146	91,256
b) Mesures prises[8]	17,434	196,594
c) Mesures en instances[9]	210,610	1,232,332
d) Solde de moindre importance	565,420	110,412
e) Diverses recettes non fiscales	295	577
Total[6]	1,161,411	3,239,874

(1) Inclus un montant de $298,023,286 représentant les comptes débiteurs des sociétés et des particuliers en faillites ou sous séquestre, puisque le ministère a inscrit des réclamations contre leurs actifs.

(2) Un montant de $2,621,938 représentant 3 comptes irrécouvrables pour l'exercice 1980-81, à être radiés des comptes est compris puisque l'approbation parlementaire de les radier n'a pas encore été accordée.

(3) La catégorie «Divers» comprend des impôts et des pénalités établis à l'égard de déclarations de la série T3-T4-T5.

(4) En vertu de l'article 13 de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, 1943-44, c. 14, on a établi les impôts qui ne seront exigibles qu'au décès du contribuable.

(5) L'impôt des corporations remboursable en vertu de la partie VIII à l'égard du crédit d'impôt pour la recherche scientifique n'est pas compris dans les comptes débiteurs d'impôt des corporations. Des cotisations totalisant $3,217,998 (soit 1,730 comptes) ont été établies selon les désignations produites. Toutefois, cela ne constitue pas des comptes débiteurs dans le vrai sens du mot, puisque des compensations légales sont permises par la législation et que la possibilité de recouvrer ces cotisations au complet est douteuse.

(6) Des contribuables versent des sommes sans fournir d'identification précise. Par conséquent, ces fonds sont versés dans des comptes d'attente. Comme les impôts établis font partie de ces comptes, les comptes débiteurs sont surestimés d'un montant indéterminable. Le total de ces comptes d'attente, au 31 mars 1986, était de $14,741,758 comprenant 11,273 comptes.

(7) La catégorie «arrangements conclus» représente des comptes pour lesquels des arrangements fermes de payer ont été conclus et où les modalités de paiement sont définies.

(8) La catégorie «mesures prises» représente des comptes pour lesquels des mesures précises de recouvrement ou de poursuite ont été prises pour en assurer le contrôle.

(9) La catégorie «mesures en instances» représente des comptes pour lesquels des arrangements fermes de payer n'ont pas été conclus et dont les modalités de paiement ne sont pas définies.

NOTE D—TRAVAUX PUBLICS

Sous l'entête des Recouvrables des exercices précédents de 1986 sont compris les comptes différés suivants:

	$
Electric Reduction Company of Canada Ltd	1,576,081
Gulf Oil Canada Ltd	3,545,558
	5,121,639

Radiations des comptes débiteurs au cours de 1985-86

Ministère et organisme	Nombre d'éléments	Montant[1]
		$
AGRICULTURE	236	331,476
COMMUNICATIONS—		
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2	137,727
Bibliothèque nationale	7	220
Musées nationaux du Canada	201	27,895
Archives publiques	277	10,421
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	276	520,609
EMPLOI ET IMMIGRATION	3,712	543,751
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—		
Département	2,312	412,855
Office national de l'énergie	1	10,597
ENVIRONNEMENT	15	5,146
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	142	170,551
	48	46,706[2]
JUSTICE	4	14
TRAVAIL	8	321
DÉFENSE NATIONALE	1,005	79,810
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—		
Département	26,759	4,271,654[3]
	1,629	108,521
Conseil de recherches médicales	1	1,556
REVENU NATIONAL—		
Douanes et Accise	1,035	29,882,810[4]
	30	79,050[5]
Impôt	16,565	328,644,737[6]
	10,410	91,348,107[5]
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	2	216,025
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—		
Conseil national de recherches du Canada	251	12,924
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1	36,456
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—		
Département	553	1,041,753
	671	1,056,338[5]
Conseil de recherches en sciences humaines	8	4,005
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—		
Département	1	2,119[5]
Service correctionnel	71	1,238
Gendarmerie royale du Canada	74	70,612
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	5,668	379,283
TRANSPORTS—		
Département	3,301	640,680
	1	1,583,864[7]
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	3,925	227,719
Administration du pipe-line du Nord	2	800
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	1,566	1,649,794
	3,904	2,788,006[8]
	5	26,590[9]
	84,679	466,372,740

(1) Les montants reportés sous cette colonne ont été radiés en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'administration financière sauf indication contraire.

(2) Autorisation—Crédit 546, Loi n° 3 de 1953 portant affectation de crédits, telle que modifiée.

(3) Remises conformément à l'article 22(3) de la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

(4) Tous les comptes radiés au cours de l'exercice conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière ont été approuvés par le ministère au cours de l'exercice 1985-86.
De ces 316 comptes se chiffrant à $26,864,878, 77 comptes se chiffrant à $6,401,757 ont été approuvés par le ministère au cours de l'exercice 1985-86 et le solde de 239 comptes se chiffrant à $20,463, 121 comptes ont été approuvés au cours des exercices 1980-81 à 1984-85.

(5) Autorisation—Loi sur la faillite.

(6) De ce montant, $6,347,831 est recouvrable du Régime de pensions du Canada.

(7) Autorisation—Loi autorisant l'aliénation de la Société des transports du nord Limitée.

(8) Remises conformément à l'article 19(2) de la Loi sur les allocations aux anciens combattants.

(9) Autorisation—Loi sur les terres destinées aux anciens combattants conformément à l'article 26(1).

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1985-86

Services professionnels et spéciaux

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	5.4
Communications	5.5
Consommation et Corporations	5.6
Emploi et Immigration	5.7
Énergie, Mines et Ressources	5.9
Environnement	5.12
Affaires extérieures	5.14
Finances	5.15
Pêches et Océans	5.16
Gouverneur général	5.17
Affaires indiennes et Nord canadien	5.17
Justice	5.19
Travail	5.19
Défense nationale	5.20
Santé nationale et Bien-être social	5.23
Revenu national	5.25
Parlement	5.26
Conseil privé	5.26
Travaux publics	5.28
Expansion industrielle régionale	5.30
Sciences et Technologie	5.31
Secrétariat d'État	5.32
Solliciteur général	5.33
Approvisionnements et Services	5.35
Transports	5.37
Conseil du Trésor	5.41
Affaires des anciens combattants	5.41

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

L'état qui suit présente un résumé des services professionnels et spéciaux par ministère et catégorie principale pour l'exercice clos le 31 mars 1986. Cette section présente également, pour chaque programme, le montant total dépensé pour chaque catégorie de services, de même qu'une liste détaillée a) des versements individuels de $50,000 ou plus; ou b) de l'ensemble des versements déboursés à un particulier ou organisme se chiffrant à $50,000 ou plus. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 04) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 4) du volume II (partie I).

RÉSUMÉ DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX PAR CATÉGORIE PRINCIPALE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986

Ministère	Services de comptabilité	Services d'informatique	Services techniques (y compris recherche)	Services de santé et de bien-être	Services juridiques
	$	$	$	$	$
Agriculture	893,911	1,445,550	2,995,549	14,752	38,822
Communications	900,483	2,779,805	8,340,116	26	324,882
Consommation et Corporations	50,201	746,731	11,120	35	2,198,571
Emploi et Immigration	38,290,868	248,831	727,514	5,909,479	795,563
Énergie, Mines et Ressources	2,229,023	5,087,261	14,349,952	7,710	257,893
Environnement	588,918	1,942,858	14,279,672	110,972	418,349
Affaires extérieures	710,466	3,545,404	3,035,755	30,628	1,035,316
Finances	14,847,454	651,698			1,449,429
Pêches et Océans	605,944	4,643,511	3,670,928	6,257	1,043,781
Gouverneur général					
Affaires indiennes et Nord canadien	2,853,781	1,507,273	10,187,865	4,202,884	586,626
Justice	118,505	294,964		10,127	1,619,888
Travail	103,430	91,110	1,008,911	46,032	307,858
Défense nationale	68,696	5,926,201	77,385,854	22,250,933	299,532
Santé nationale et Bien-être social	1,884,278	3,283,589	121,341	50,923,261	7,651,426
Revenu national	81,503	1,880,793	210,621	492,709	1,415,511
Parlement	24,334	193,430			117,426
Conseil privé	124,245	1,053,704			1,760,082
Travaux publics	297,233	4,780,965	50,564,856	15,372	466,515
Expansion industrielle régionale	2,385,568	3,453,062	69,609		773,697
Sciences et Technologie	201,811	1,817,151	12,814,139	2,266	4,040
Secrétariat d'État	362,717	2,525,811		69	17,011
Solliciteur général	177,633	118,114	70,099	42,149,373	587,130
Approvisionnements et Services	4,459,803	1,536,680	81,527		108,267
Transports	971,658	2,229,406	21,207,416	974,090	712,823
Conseil du Trésor	12,000	44,201			1,250
Affaires des anciens combattants		305,795		117,272,902	12,569
Total	73,244,463	52,133,898	221,132,844	244,419,877	24,004,257

Services de protection	Services scientifiques (y compris recherche)	Enseignement et formation: Non-fonctionnaires	Enseignement et formation: Fonctionnaires	Autres services professionnels	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$
1,458,608	10,300,655	2,682	1,636,901	7,626,896	25,062,290	51,476,616
3,546,634	802,646	60,171	1,297,302	20,709,080	28,768,316	67,529,461
70,835	1,475,380		406,102	3,012,360	3,126,853	11,098,188
1,851,450		523,515,481	1,296,663	31,769,898	12,857,088	617,262,835
1,809,351	39,428,103	936,847	2,191,193	31,678,670	36,763,733	134,739,736
3,032,426	17,836,708	151,977	1,757,569	6,755,541	31,388,790	78,263,780
6,578,010		1,234,598	2,755,652	17,999,368	27,333,728	64,258,925
829,392		282,877	438,955	3,841,533	5,343,824	27,685,162
1,757,598	18,734,675	80,215	1,031,208	9,308,728	30,539,448	71,422,293
			8,223	61,503	270,678	340,404
3,475,553	1,431,387	3,758,008	922,702	10,823,468	10,060,273	49,809,820
830,579			696,721	6,270,723	4,734,561	14,576,068
153,780	25,370	2,630	442,584	2,176,631	8,998,938	13,357,274
27,815,178	2,335,480	59,259,430	17,549,730	47,214,262	150,440,798	410,546,094
1,112,278	4,533,355		1,494,221	4,330,637	11,169,330	86,503,716
4,527,924	96,331	13,400	2,170,082	2,390,969	17,610,438	30,890,281
28,686		22,304	502,591	3,786,964	2,279,311	6,955,046
733,175			275,255	3,314,301	7,194,053	14,454,815
11,152,225	97,214		754,101	7,193,871	243,303,198	318,625,550
658,689			991,259	15,716,137	12,752,538	36,800,559
1,251,566	2,472,194	44,107	564,598	16,411,863	11,470,004	47,053,739
445,381		10,315	3,299,306	13,490,370	19,204,104	39,355,084
13,684,472	398,237	10,977,931	1,597,665	12,328,532	45,612,223	127,701,409
2,803,067	14,942,365	119,572	3,901,726	10,685,145	37,288,213	75,926,365
33,676,687	1,011,444	302,409	6,680,973	48,160,322	116,310,321	232,237,549
			328,627	2,386,447	5,297,417	8,069,942
1,164,037			672,635	1,098,096	8,460,751	128,986,785
124,447,581	115,921,544	600,774,954	55,664,544	340,542,315	913,641,219	2,765,927,496

AGRICULTURE $51,476,616

Département $51,232,946

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $4,880,617

Services de comptabilité $550,928—Deloitte Haskins and Sells Ottawa Ont $56,375, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $237,862.

Services d'informatique $653,970—Domus Software Ltd Ottawa Ont $242,824, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $56,885, Ultracom Consulting Ltd Services Ottawa Ont $192,305.

Services de santé et de bien-être $200

Services juridiques $3,540

Services de protection $142,903—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $120,083.

Services scientifiques (y compris recherche) $25,136

Enseignement et formation—Fonctionnaires $377,290—École de langues Gérard Caron Ltée Vanier Ont $61,600.

Autres services professionnels $1,028,807—Agri Studies Canwest Inc Guelph Ont $85,000, Comshare Ltd Rexdale Ont $276,076, D P A Group Inc Ottawa Ont $179,818.

Autres services $2,097,843—Canada Systems Group Ottawa Ont $109,112, Comshare Ltd Rexdale Ont $650,958, D E Systems Ltd Ottawa Ont $61,007, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $502,110.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE $22,492,600

Services de comptabilité $157,452—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $87,088.

Services d'informatique $401,125—Exocom Systems Corp Ottawa Ont $84,115.

Services techniques (y compris recherche) $2,130,110—Associated Engineering (Sask) Ltd Régina Sask $101,195, Beckie Hydrogeologists Ltd Régina Sask $88,510, Catterall & Wright Ltd Saskatoon Sask $85,758, Epec Consulting (Sask) Ltd Régina Sask $93,774, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Hull Qué $70,907, Ottawa Ont $1,044,088, Reid Crowther & Partners Ltd Régina Sask $84,326, S N C Engineering & Project Management Services Inc Toronto Ont $52,981, U M A Engineering Ltd Saskatoon Sask $128,259.

Services de santé et de bien-être $5,962

Services juridiques $6,273

Services de protection $1,007,064—Corps canadien des commissionnaires Calgary Alb $136,659, Halifax N-É $54,999, Montréal Qué $67,048, Régina Sask $110,261, Saint John N-B $90,967, Ste-Foy Qué $66,327.

Services scientifiques (y compris recherche) $6,506,517—Agricultural and Energy Engineering Ltd Moorefield Ont $64,708, Applied Bionomics Ltd Sidney C-B $114,163, Canadian Frozen Food Association Ottawa Ont $54,000, Centre de recherche industrielle de Qué Ste-Foy Qué $143,988, C I B C Slough Angleterre $133,683, Diversified Research Laboratories Toronto Ont $143,455, Federated Co-operative Ltd Saskatoon Sask $63,195, Flexi-Coil Ltd Saskatoon Sask $64,949, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont $842,406, Inmarint Ottawa Ont $94,117, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $234,820, P O S Pilot Plant Corporation Saskatoon Sask $174,239, St Lawrence Reactors Ltd Mississauga Ont $124,309, Université de: Alberta Edmonton Alb $142,140, Colombie-Britannique Vancouver C-B $207,706, Carleton Ottawa Ont $61,647, Guelph Guelph Ont $216,184, Laval Québec Qué $214,745, Manitoba Winnipeg Man $212,996, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $95,586, Toronto Toronto Ont $80,455, Urgel Delisle et Associés St-Charles-sur-Richelieu Qué $153,857.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $73

Enseignement et formation—Fonctionnaires $575,169—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $66,782.

Autres services professionnels $4,206,884—Canola Council of Canada Winnipeg Man $200,000, Everett Biggs Ltd Brampton Ont $50,492, Ferme Olympique St-Pierre-de-Broughton Qué $111,102, Lethbridge Animal Clinic Lethbridge Alb $88,911, MacLaren Plansearch Ltd Halifax N-É $216,220, Maritime Testing (1985) Ltd Dartmouth N-É $201,940, Nova Scotia Agricultural College Truro N-É $84,576, Prairie Agricultural Machinery Institute Portage La Prairie Man $70,000, Research and Productivity Council Fredericton N-B $93,773, Ron Pulsifer Public Relations Kentville N-É $60,201, Université de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $166,449, Laval Ste-Foy Qué $101,304, Manitoba Winnipeg Man $184,800, McGill Montréal Qué $53,795, Saskatchewan Saskatoon Sask $310,002, Underwood McLellan Winnipeg Man $50,000, Urgel Delisle et Associés St-Charles-sur-Richelieu Qué $55,676.

Autres services $7,495,971—Arndt-Air Ltd Weyburn Sask $59,631, Ambassador Building Maintenance Ltd Windsor Ont $50,920, Bradson Personnel Service Ottawa Ont $63,010, Canada Systems Group Ottawa Ont $209,799, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $632,232, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Canada Ottawa Ont $75,628, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $1,659,549, Ontario Dairy Herd Improvement Corp Toronto Ont $73,415, SaskComp Régina Sask $63,271.

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES $14,067,584

Services d'informatique $237,315—Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont $61,342, D M R and Associates Ottawa Ont $74,972.

Services techniques (y compris recherche) $535,235—Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $515,833.

Services de santé et de bien-être $6,573

Services juridiques $27,365

Services de protection $64,988

Services scientifiques (y compris recherche) $327,944—Cantest Ltd Vancouver C-B $54,144, Mann Testing Laboratories Ltd Mississauga Ont $57,655.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $310,816

Autres services professionnels $848,842—Mann Testing Laboratories Ltd Mississauga Ont $260,239.

Autres services $11,708,506—Canadian Seed Growers Association Ottawa Ont $59,175, Cantest Ltd Vancouver C-B $994,349, Charlottetown Driving Park Charlottetown Î-P-É $170,046, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $529,422, Hector Jolicœur Inc Montréal Qué $161,152, Hippodrome Blue Bonnets Inc Montréal Qué $56,054, Leader Linen Toronto Ont $111,775, Lynn and Johnston Laboratories Inc Lachine Qué $940,362, Mann Testing Laboratories Ltd Mississauga Ont $952,195, Mendelson Films Ltd Mississauga Ont $2,411,785, Modern Livestock Ltd Clyde Alb $59,577, Orangeville Raceway (Ontario) Ltd Orangeville Ont $62,085, Photo Lambert (1977) Inc Pointe-aux-Trembles Qué $1,234,294, Quantum Management Services Ltd Montréal Qué $58,174, Saskatchewan Wheat Pool Régina

AGRICULTURE—*Fin*

Sask $60,351, The Ontario Jockey Club Rexdale Ont $100,422, United Cooperatives of Ontario Toronto Ont $58,979, Western Linen Supply Co Ltd Edmonton Alb $58,818.

PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS $9,413,957

Services de comptabilité $48,712

Services d'informatique $152,350—D M R and Associates Ltd Ottawa Ont $74,397.

Services techniques (y compris recherche) $268,204—Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $195,422.

Services de santé et de bien-être $1,689

Services juridiques $1,150

Services de protection $243,653—Corps canadien des commissionnaires Sault Ste Marie Ont $54,922, Ste-Foy Qué $50,882, Edmonton Alb $56,656, Victoria C-B $61,782.

Services scientifiques (y compris recherche) $3,406,413—Alberta Energy and Natural Resources Edmonton Alb $90,010, Commonwealth Institute of Biological Control Slough Angleterre $90,000, Devaron Resources Surveys Ltd Ottawa Ont $75,000, Forintek Canada Corp Vancouver C-B $434,226, Highlands Contracting Ltd Gander T-N $55,000, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont $190,409, Northland Associates Ltd St John's T-N $52,974, Université de: Alberta Edmonton Alb $209,574, Colombie-Britannique Vancouver C-B $180,612, Calgary Calgary Alb $89,532, Guelph Guelph Ont $162,987, New Brunswick Fredericton N-B $164,333, Queen's Kingston Ont $89,440, Saskatchewan Saskatoon Sask $81,352, Simon Fraser Burnaby C-B $62,226, Toronto Toronto Ont $189,624.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $2,609

Enseignement et formation—Fonctionnaires $283,538

Autres services professionnels $1,469,770—Forintek Canada Corp Ottawa Ont $98,540, Vancouver C-B $65,013, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $114,515, Université Laval Ste-Foy Qué $254,422.

Autres services $3,535,869—D M R and Associates Ltd Ottawa Ont $61,950, K B M Forestry Consultants Inc Thunder Bay Ont $50,000, New Brunswick Federation of Woodlot Owners Inc Fredericton N-B $399,000, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $374,682, O'Hara Contracting Fredericton N-B $67,387, Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $253,500, Silver-Crew Ltd Fredericton N-B $58,558, Sunlite Floor Cleaners Ltd Sault Ste Marie Ont $67,705.

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS $378,188

Services d'informatique $586

Services techniques (y compris recherche) $62,000—Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Willowdale Ont $62,000.

Services de santé et de bien-être $328

Services scientifiques (y compris recherche) $34,645

Enseignement et formation—Fonctionnaires $75,946

Autres services professionnels $16,916

Autres services $187,767—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $104,154.

Commission canadienne du lait $207,702

Services de comptabilité $116,223

Services juridiques $495

Enseignement et formation—Fonctionnaires $12,023

Autres services professionnels $55,677

Autres services $23,285

Office canadien des provendes $35,968

Services de comptabilité $20,596

Services d'informatique $204

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,119

Autres services $13,049

COMMUNICATIONS $67,529,461

Département $34,749,724

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE $33,279,374

Services de comptabilité $356,220

Services d'informatique $1,230,718—Woods Gordon Management Consultants Toronto Ont $75,000, Consortium Montréal Qué $56,198.

Services scientifiques (y compris recherche) $8,250,378—Calian Technology Ltd Ottawa Ont $54,153, Communication Development Ltd Cambridge Ont $427,291, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $5,757,896, Telesat Canada Ottawa Ont $268,655, Adams and Russell Boston Mass É-U $51,800, TWT Power Supply Georgetown Ont $65,490, Microtel Pacific Burnaby C-B $83,322.

Services de santé et de bien-être $26

Services juridiques $191,041

Services de protection $621,151

Services scientifiques (y compris recherche) $726,407—Spar Aerospace Ste-Anne-de-Bellevue Qué $462,252.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $469,664

Autres services professionnels $14,542,960— Gandalf Systems Group Nepean Ont $119,089, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $750,143, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $508,047, Garrett Manufacturing Ltd Rexdale Ont $156,414, Federal Business Development Montréal Qué $55,000, Canadian Harbour Place Corp Vancouver C-B $500,000, Dynacon Enterprises Ltd Thornhill Ont $119,889, ABT Associates of Canada Toronto Ont $60,000, Marie-Josée Raymond Producer Montréal Qué $84,000, Moniteq Ltd Concord Ont $69,295, King 406 BLB Winnipeg Man $76,453, DOC DND Field Trial Ottawa Ont $1,916,561, Econosult Montréal Qué $59,963, Socioscope Ottawa Ont $55,475.

Autres services $6,890,809—Canadian Systems Group Ltd Ottawa Ont $932,243, DTMR Laval Qué $1,062,776, Travaux publics Canada Ottawa Ont $146,249, Johnson and Higging Willis Toronto Ont $75,000, Industrial Life Technical Montréal Qué $59,030.

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE—FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES $1,470,350

Services d'informatique $112,330

Enseignement et formation—Fonctionnaires $70,315

Autres services professionnels $79,666

COMMUNICATIONS—*Fin*

Autres services $1,207,839—Canada Systems Group Ottawa Ont $272,921, Gouvernement du Canada—Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $85,539, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $443,766, Plan Tel Inc Montréal Qué $134,784, Telecommunications Service Bureau International Inc Rexdale Ont $74,372.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes $1,350,439

Services de comptabilité $26,696

Services d'informatique $166,505

Services juridiques $31,166

Services de protection $139,285—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $139,087.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $60,171

Enseignement et formation—Fonctionnaires $15,660

Autres services professionnels $241,222—Ryan Associates Reg'd Ottawa Ont $64,000, Stratavision Inc Toronto Ont $56,113.

Autres services $669,734—BBM Bureau of Measurement Don Mills Ont $93,475, Crowntek Communications Inc Ottawa Ont $170,912, Fairbairn Executive Services Ltd Ottawa Ont $71,287.

Office national du film $11,100,137

Services de comptabilité $10,500

Services juridiques $102,675—Baker Nudleman et Lamontagne Montréal Qué $63,463.

Services de protection $296,834—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $296,834.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $163,171

Autres services professionnels $2,726,429

Autres services $7,800,528—Actra Fraternal Benefit Society Toronto Ont $64,080, A R A Consultants Toronto Ont $74,500, Bailey Norma Winnipeg Man $50,000, Harbourfront Corp Toronto Ont $100,000, International Psychomedia Vancouver C-B $141,000, Laxer James Toronto Ont $60,000, Tilley Carson and Findlay Toronto Ont $77,766, TV Ontario Toronto Ont $171,129, Yaletown Productions Inc Vancouver C-B $69,430.

Bibliothèque nationale $6,828,341

Services d'informatique $721,286—Canada Systems Group Ottawa Ont $50,000, Cognos Ottawa Ont $256,149, Computer Gateways Inc Ottawa Ont $139,160, KAIF Informatics Ltd Kanata Ont $54,773, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $73,200.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $159,060—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $71,980.

Autres services professionnels $1,010,624—Canadian Institute for Historical Microreproductions Ottawa Ont $176,847, Office national du film Montréal Qué $50,030, Université Laval Ste-Foy Qué $50,000, University of Toronto Library Toronto Ont $56,730.

Autres services $4,937,371—Campbell Laser Printing Ottawa Ont $53,666, Central Microfilm Operations Nepean Ont $274,302, Conseil national de recherches Ottawa Ont $3,822,160, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $142,366, Smith Irwin & Conley Smith Falls Ont $61,598.

Musées nationaux du Canada $7,712,740

Services de comptabilité $192,647—Bureau des services de vérification ASC (Services) Ottawa Ont $187,097.

Services d'informatique $279,825—RA Hargrave and Assoc Ottawa Ont $57,671.

Services techniques (y compris recherche) $82,558—Commonwealth Historic Research Management Ltd Ottawa Ont $60,408.

Services de protection $1,819,419—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $374,660, National Protective Service Ottawa Ont $63,947, Pinkerton Security Ottawa Ont $1,374,679.

Services scientifiques (y compris recherche) $73,839

Enseignement et formation—Fonctionnaires $201,617—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $77,498.

Autres services professionnels $804,442—Bureau des conseillers en gestion ASC (Services) Hull Qué $63,493, Interface Consulting Ottawa Ont $82,270.

Autres services $4,258,393—Alan W Todd Design Ottawa Ont $160,680, Associates of Science and Technology Ottawa Ont $69,085, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $193,110, H L Goodwin Associates Ottawa Ont $598,438, Lemmex and Associates Ottawa Ont $51,468, Linnean Systems Los Angeles Calif É-U $75,418, MacDonald and Brisson Ottawa Ont $136,469, Sharon Professional Services Otawa Ont $51,722, Special Events Planning Ltd Ottawa Ont $308,945, Approvisionnements et Services Hull Qué $425,332.

Archives publiques $5,788,080

Services de comptabilité $314,420—Bureau des services de vérification Hull Qué $290,831.

Services d'informatique $269,141—DMR Associates Ottawa Ont $86,465, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $52,763.

Services techniques (y compris recherche) $7,180

Services de protection $669,945—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $653,195.

Services scientifiques (y compris recherche) $2,400

Enseignement et formation—Fonctionnaires $217,615—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $103,525.

Autres services professionnels $1,303,737—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $66,329, Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $74,753, Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $200,830, Affaires extérieures Ottawa Ont $60,409, Office national du film Montréal Qué $111,708.

Autres services $3,003,642—ARC Industries Ottawa Ont $129,842, Bureau des services de vérification Hull Qué $619,163, Canada Systems Group Ottawa Ont $216,463, Société Radio-Canada Ottawa Ont $297,410, Comshare Ltd Rexdale Ont $175,175, Film House Group Toronto Ont $169,333, First City Capital Ltd Ottawa Ont $212,984, Harrington Temporary Services Ottawa Ont $68,181, MacDonald & Brisson Personnel Ottawa Ont $124,715, Office national du film Montréal Qué $50,030.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS $11,098,188

Département $10,730,480

Services de comptabilité $50,201

Services d'informatique $746,731—Cadham Hayes Systems Inc Ottawa Ont $62,547, Datastream Consulting Inc Ottawa Ont

CONSOMMATION ET CORPORATIONS—*Fin*

$71,920, DMR and Associates Ottawa Ont $110,041, Honeywell Ltd North York Ont $113,727, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $72,914, Sysnovators Ltd Gloucester Ont $70,313.

Services techniques (y compris recherche) $11,120

Services de santé et de bien-être $35

Services juridiques $1,988,834—Aikins McAuley and Thorvaldson Winnipeg Man $85,409, Byers Casgrain Montréal Qué $56,498, Desjardins Ducharme Desjardins et Bourque Montréal Qué $219,083, Gowling and Henderson Ottawa Ont $135,318, Holden Murdoch and Finlay Toronto Ont $79,578, McCaffrey and Company Calgary Alb $382,364, Osler Hoskin and Harcourt Toronto Ont $51,316, Rivard Hickson Sillery Qué $257,927, Weir and Foulds Toronto Ont $57,331.

Services de protection $70,835—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $63,473.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,475,380—Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $883,051, Queen's University Kingston Ont $56,906, The Hospital Medical Records Institute Don Mills Ont $67,400, The Proctor and Redfern Group Don Mills Ont $64,018.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $398,584—Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $148,886.

Autres services professionnels $2,873,009—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $69,249, Canada Market Research Ltd Toronto Ont $85,000, Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont $204,110, CEGIR Ottawa Ont $60,514, Communications Quatre-Vents Cap-Rouge Qué $54,806, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $92,885, Hushion Patterson Milligan and Company Ottawa Ont $80,465, Ogilvy Renault Montréal Qué $56,485, Paul A Joncas Ltd Saint-Laurent Qué $50,392, Paul Ziff and Company Calgary Alb $68,029, Peat Marwick and Partners Toronto Ont $55,725, Rivard Hickson Sillery Qué $103,596, SDC Information Services Toronto Ont $86,598, Approvisionnements et Services Hull Qué $83,212, Synchrocom Communications Ottawa Ont $76,000.

Autres services $3,115,751—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $1,350,674, Service correctionnel du Canada Ottawa Ont $99,841, Staffing Consultants (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $65,455, Approvisionnements et Services Hull Qué $538,079.

Commission sur les pratiques restrictives du commerce $367,708

Services juridiques $209,737—Lang Michener Cranston Farquharson Toronto Ont $178,573.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $7,518

Autres services professionnels $139,351—Protelum Ltd Ottawa Ont $76,553.

Autres services $11,102

EMPLOI ET IMMIGRATION $617,262,835

Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada $617,105,468

PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX $21,248,598

Services de comptabilité $9,395,680—Bureau des services de vérification ASC Ottawa Ont $310,952, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $9,010,202.

Services d'informatique $183,328—Nortak Software Ltd Ottawa Ont $52,260.

Services techniques (y compris recherche) $668,375—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $668,214.

Services de santé et de bien-être $573

Services juridiques $7,527

Services de protection $1,180,282—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $148,643, Ottawa Ont $881,255, Saint John N-B $132,340.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $708,771—Burroughs Canada Ottawa Ont $88,323, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $251,229.

Autres services professionnels $2,949,127—Administration 2000 Inc Montréal Qué $61,999, Bureau des conseillers en gestion ASC Ottawa Ont $1,847,713, Ernst and Whinney Management Consultants Ottawa Ont $118,400, Garderie du Portage Hull Qué $78,226, Levy-Coughlin Partnership Toronto Ont $71,415.

Autres services $6,154,935—Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $109,374, Société canadienne des postes Ottawa Ont $246,491, Computer Sciences Canada Ltd Willowdale Ont $69,781, Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $1,077,275, IP Sharp Associated Ltd Toronto Ont $91,113, Travaux publics Canada Ottawa Ont $186,167, Nortak Software Ltd Ottawa Ont $180,690, Portage Personnel Ltd Hull Qué $114,085, Statistique Canada Ottawa Ont $96,282, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $2,826,233.

PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $588,902,542

Services de comptabilité $28,874,000—Revenu Canada Impôt Ottawa Ont $28,874,000.

Services d'informatique $65,503

Services techniques (y compris recherche) $58,955—Travaux publics Canada Montréal Qué $55,476.

Services de santé et de bien-être $1,794,456—Dr S E Scherer Toronto Ont $100,164.

Services juridiques $512,874

Services de protection $612,571—Corps canadien des commissionnaires Edmonton Alb $56,220, Montréal Qué $135,186, Saint John N-B $64,340, St John's T-N $61,688, Toronto Ont $99,571, Vancouver C-B $98,307.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $523,515,481—Advance Business College Vancouver C-B $79,811, Applied Linguistics Winnipeg Man $495,764, Burnaby Career Centre Burnaby C-B $287,512, Canada Language Centre Ltd Vancouver C-B $386,456, Canadian Career Centre Edmonton Alb $142,970, Canadian Mothercraft Society Ottawa Ont $184,063, Canadian Underwater Training Centre Toronto Ont $126,464, Control Data Institute North York Ont $182,763, Département de l'éducation Yellowknife TN-O $4,651,680, DOH Day De Class Indian Friendship Prince George C-B $70,919, Edmonton Catholic School Edmonton Alb $86,537, Executive Secretarial College Victoria C-B $122,623, George Brown College Toronto Ont $190,957, Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $4,646,167, Gouvernement du Québec Montréal Qué $133,511,310, Ha-Ho-Payuk School Port Alberni C-B $78,342, Henderson College of Business Calgary Alb $200,768, Hewett Productions Ltd Vancouver C-B $94,018, Holland College Charlottetown Î-P-É $313,070, Honeywell Institute Toronto Ont $109,902, Horizon College Vancouver C-B $107,420, Itec Industrial Training Centre Richmond C-B $709,913, Jack Bredin Community Institution Edmonton Alb $285,768, Keyin Technical College St John's T-N $89,351, Kirkness Adult Learning Centre Winnipeg Man $940,065, Labourers Local 183 Toronto Ont $136,710, Learning Enrichment Foundation Toronto Ont $75,174, Life Skills Training

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Centre Edmonton Alb $295,018, Liuna Local 527 Training Trust Fund Ottawa Ont $76,007, Local 736 Iron Workers Trade Improvement Hamilton Ont $94,419, Local 837 Training Trust Fund Hamilton Ont $61,420, Marie Tomoko Commercial College New Westminster C-B $198,772, McKay Career Training Vancouver C-B $98,917, McKay Computer College Edmonton Alb $80,062, Media Training Institute Terrace C-B $117,880, Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $17,417,612, Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $730,329, MTC College Vancouver C-B $82,866, Native Adult Education Centre Vancouver C-B $432,230, Native Communications Society Vancouver C-B $50,427, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $17,305,367, Office of the Future Training School Toronto Ont $55,109, Operating Engineers Training Institute of Ontario Toronto Ont $67,186, Pash System Ltd Winnipeg Man $50,080, Petroleum Industry Training Service Fort Good Hope Alb $375,600, Pierre Dubrulle Culinary School Vancouver C-B $189,003, Pitman Business College Vancouver C-B $174,752, Prince Albert Business College Prince Albert Sask $90,066, Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $52,277,931, Province du Manitoba Winnipeg Man $24,503,703, Province de la Saskatchewan Régina Sask $21,598,846, Trésorier provincial Edmonton Alb $45,126,704, Reliance College of Business Ltd Régina Sask $79,819, Salvation Army Toronto Ont $126,280, Saskatoon Business College Ltd Saskatoon Sask $51,909, Sprott Shaw College of Business Victoria C-B $82,059, Success Commercial College Winnipeg Man $334,537, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $57,100,288, Under Tech School North Vancouver C-B $365,430, Union Culturelle de Francophones Toronto Ont $75,525, University of Manitoba Winnipeg Man $219,830, University of Winnipeg Winnipeg Man $208,000, Vancouver Island Industrial Education Nanaimo C-B $85,036, Victoria Vocational College Victoria C-B $161,531, Victoria Skills Upgrading Victoria C-B $111,959, Willis Business College North York Ont $611,496, Territoire du Yukon Whitehorse TY $1,995,195.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $526,633—Commission de la Fonction pulique du Canada Ottawa Ont $69,200.

Autres services professionnels $26,573,669—A Must for Youth Sydney N-É $135,249, Abegweit Band Council Cornwall Î-P-É $52,589, ABT Associates of Canada Toronto Ont $169,441, Action Emploi Minganie et Basse Côte-Nord Inc Havre St-Pierre Qué $112,669, Action Jeunesse Travail des Moulins Inc Terrebonne Qué $102,944, Armstrong Enderby Youth Employment Association Armstrong C-B $82,703, Association of Canadian Community Colleges Toronto Ont $60,300, Association canadienne pour la santé mentale Québec Qué $112,419, Association des Paraplégiques du Québec Montréal Qué $53,153, AWARE Society New Westminster C-B $255,786, Battleford's Native Outreach North Battleford Sask $86,888, BC Native Women's Society Kamloops C-B $80,826, Bouee Inc Drummondville Qué $70,142, Burns Lake Community Development Association Burns Lake C-B $57,798, Canada Consulting Group Inc Toronto Ont $123,831, Canadian Facts Toronto Ont $73,440, Canadian Manufacturers Association Toronto Ont $91,000, Institut canadien des aveugles: Fredericton N-B $106,788, Régina Sask $87,909, Toronto Ont $157,831, Vancouver C-B $139,461, Winnipeg Man $59,197, Canadian Paraplegic Association Fredericton N-B $114,168, Career Opportunities Winnipeg Man $161,621, Carrefour communautaire le Moutier Longueuil Qué $82,349, Centre d'Entraide sociale du Bas de la Falaise Inc Québec Qué $137,598, Centre de ressources pour délinquants Inc Sherbrooke Qué $116,068, Chilliwack Community Services Chilliwack C-B $57,106, Citizen Action Group Hamilton Inc Hamilton Ont $191,805, Coast Foundation Society Vancouver C-B $60,557, Comité de développement des ressources humaines de la Métis Québec Qué $54,901, Comité de développement des ressources humaines de la Neigette Trinité-des-Monts Qué $76,982, Comité de développement des ressources humaines du Transcontinental Ville Pohenegamook Qué $70,713, Computer Centres Ltd Winnipeg Man $85,474, Conseil consultatif sur la condition de la femme Moncton N-B $112,522, Corner Brook Chamber of Commerce Corner Brook T-N $50,492, Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal Montréal Qué $137,894, Corporation de soutien à l'emploi du Témiscouata Auclair Qué $70,774, Costi-Iias Immigration Services Toronto Ont $130,467, Creative Employment Services Calgary Alb $141,309, Criminal Justice Association of B C Vancouver C-B $117,233, Croisée SIT Inc Québec Qué $100,501, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $206,415, Delta Youth Services Delta C-B $74,324, Disabled Persons Employment Service Régina Sask $116,531, Distinctive Employment Counsel Services Edmonton Alb $328,592, Dunsmuir Senior Society Vancouver BC $82,130, E-Quality Employment Inc Winnipeg Man $119,423, East End Boys and Girls Club Moncton N-B $51,210, Employment and Resource Centre Beauséjour Man $75,811, Enjeu Intégration des femmes au travail Inc Montréal Qué $184,021, Expri-Travail Inc Hull Qué $145,132, Feuerwerker EMM Ottawa Ont $51,100, Fondation Marie-Soleil et Jonathan Inc Rouyn Qué $102,334, Forget Claude Montréal Qué $99,188, Fort Outreach Sponsor Committee Fort St James C-B $63,337, Frontier College Toronto Ont $166,685, Gander Chamber of Commerce Youth Employment Counselling Service Gander T-N $53,911, Gestion Jeunesse Inc Québec Qué $164,467, Gilksan Wetsuweten Tribal Council Hazelton C-B $84,283, Glengarry Inter Agency Group Inc Alexandria Ont $76,335, Golden Community Resources Society Golden C-B $56,961, Gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $57,000, Haliburton Highland Chamber of Commerce Minden Ont $59,037, Immigrant Women's Association Winnipeg Man $66,805, Immigrant Women's Employment Council Winnipeg Man $120,633, Immigrant Women's Job Placement Centre Toronto Ont $151,182, Informetrica Ltd Ottawa Ont $209,377, Jewish Vocational Centre Toronto Ont $70,065, John Howard Society Prince George C-B $73,544, John Howard Society Toronto Ont $120,641, Jonathan 1445 Inc Québec Qué $110,029, Kairos Community Thunder Bay Ont $60,200, Kativik Regional Government in Trust Kuujjuaq Qué $63,529, Kendall Associates Ltd Ottawa Ont $75,630, Kootenay Indian Council Cranbrook C-B $59,165, Labrador Friendship Centre Happy Valley T-N $54,096, Lac La Biche Regional Employment Centre Lac La Biche Alb $76,771, Lake Native Outreach Meadow Lake Sask $51,403, Langley Employment Services Society Langley C-B $89,372, Lethbridge and District Youth Employment Lethbridge Alb $108,220, L J Arnold and Associates Oshawa Ont $61,495, Maisons des Jeunes des Basses-Laurentides Inc Ste-Thérèse Qué $80,374, Matsqui Abbotsford Community Services Abbotsford C-B $51,669, Metro Services for the Deaf Halifax N-É $53,591, Mount Saint Vincent University Halifax N-É $69,591, Municipality of Metro Toronto Toronto Ont $155,995, Matantes de Drummond Inc Drummondville Qué $89,254, Nakusp District Community Services Nakusp C-B $66,730, Nanaimo Women's Resource Society Nanaimo C-B $66,152, Native Council of Nova Scotia Truro N-É $126,447, Native Employment Centre Régina Sask $194,356, Native Employment Service Winnipeg Man $223,057, Norsak Native Outreach La Ronge Sask $401,904, Options for Women Edmonton Alb $141,117, Outreach 69 Sponsor Board Parksville C-B $95,055, Parkland Native Outreach Yorkton Sask $63,582, Parkland Pathfinders Dauphin Man $95,500, PATH Employment Services Inc Hamilton Ont $93,520, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $175,102, PEI Council of Disabled Charlottetown Î-P-É $76,265, Peninsula Community Association Sidney C-B $50,389, Polaris Board of Sponsors Burnaby C-B $140,431, Powell River Employment Program Society Powell River C-B $60,381, Prairie Employment Program North Battleford Sask $75,849, Prince Albert Native Outreach Prince Albert Sask $107,771, P R Koopman Vancouver C-B $83,563, Quesnel Tillicum Society Quesnel C-B $67,730, Reaching Out Employment Winnipeg Man $140,553, Red Deer Chamber of Commerce Red Deer Alb $85,213, Regroupement des femmes de la Région des Monts Ste-Anne-des-Monts Qué $62,707, Rehab Foundation for the Disabled Toronto Ont $52,184, Richmond Youth Services Agency Richmond C-B $63,161, R J Clifford

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

Associates (1976) Ltd Vancouver C-B $102,300, Sagitowah Employment Services Whitecourt Alb $61,509, Saskatoon Native Outreach Saskatoon Sask $136,903, Second Chance Employment Counselling Inc Guelph Ont $51,448, Secor Inc Montréal Qué $53,005, Selkirk Outreach Selkirk Man $176,010, Senior Citizens Job Bureau Winnipeg Man $76,937, Senior Employment Bureau of Ottawa-Carleton Ottawa Ont $67,940, Services d'Aide à la Jeunesse St-Denis Inc Montréal Qué $133,707, Service d'Aide aux Néo-Québécois et Immigrants Inc Montréal Qué $184,021, Services d'Emploi le Démarrage Inc Joliette Qué $91,267, Service Relance Saguenay-Lac St-Jean Inc Alma Qué $129,969, Shuswap Outreach Society Salmon Arm C-B $79,439, Skidegate Band Council Queen Charlotte City C-B $72,112, Social Planning Council Ottawa Ont $67,293, Société de développement du Etchemins Etchemins Qué $110,402, Special Needs Employment Agency Sarnia Ont $106,755, Statistique Canada Ottawa Ont $2,773,360, Strathcona Manpower Outreach Project Vancouver C-B $118,786, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $185,060, Surrey Work and Learn Society Surrey C-B $59,500, Table de Concertation Extension de la Basse Côte-Nord Chevery Qué $69,000, Technical Service Council Toronto Ont $78,675, The Pas Outreach The Pas Man $117,815, Times Change Women's Employment Services Inc Toronto Ont $126,448, Tonum Atoskwin High Prairie Alb $53,536, Treasury Board of Canada Ottawa Ont $102,812, Tribal Chiefs Association Outreach St Paul Alb $134,376, Truro Boys and Girls Club Truro N-É $57,878, United Native Nations Local 108 Vancouver C-B $81,404, Via-Travail Inc Laval Qué $270,601, Watershed Association Development Entreprises Dartmouth N-É $84,556, WECS Outreach Project Winnipeg Man $203,281, Westerlund Emond Ltd Toronto Ont $63,181, Western Community Outreach Society Victoria C-B $104,927, Windsor Western Hospital Centre Windsor Ont $93,511, Women's Career Counselling Services of Ottawa Inc Ottawa Ont $130,264, Women's Employment Development Program Charlottetown Î-P-É $76,265, Women Power Inc London Ont $137,111, Working for Women Saskatoon Sask $258,947, Youth Employment Centre Winnipeg Man $121,921, Youth Employment Services Inc Toronto Ont $70,000, YWCA Toronto Ont $69,169, YMCA Halifax N-É $69,637.

Autres services $6,368,400—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $983,911, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $338,633, Computer Access Halifax N-É $364,426, First City Capital Ottawa Ont $60,000, Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $752,591, IP Sharp and Associates Ltd Toronto Ont $330,451, Travail Canada Ottawa Ont $114,625, Office national du film St-Laurent Qué $79,727, Portage Personnel Ltd Hull Qué $78,045, Statistique Canada Ottawa Ont $331,816, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $250,000, Victor Temporary Services Ottawa Ont $51,738.

PROGRAMME D'IMMIGRATION $6,954,328

Services techniques (y compris recherche) $184

Services de santé et de bien-être $4,114,450—Celebrity Inns Ltd Toronto Ont $211,391, City of Vancouver Vancouver C-B $173,568, Guaranty Property Ltd Toronto Ont $385,368, Département du Service correctionnel Toronto Ont $405,694, Plaza Hotel Rexdale Ont $454,027, Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $160,634, Trésoier de l'Ontario Toronto Ont $320,655, Uniguard Security Ltd Toronto Ont $648,304.

Services juridiques $275,162—Ahern Lalonde Nuss Drymer Montréal Qué $127,989.

Services de protection $58,597

Enseignement et formation—Fonctionnaires $49,611

Autres services professionnels $2,143,001—Bar Yonah Management Consultants Ltd Toronto Ont $51,841, Dial and Dictate Toronto Ont $98,559, Kafai Abdol Ottawa Ont $51,827, N MacDonald Winnipeg Man $74,520, Nortak Software Ltd Ottawa Ont $70,000, Services de Secrétariat Montréal Inc Montréal Qué $71,535, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $51,827.

Autres services $313,323—Archives publiques Canada Ottawa Ont $71,953.

Commission d'appel de l'immigration $157,367

Services de comptabilité $21,188

Enseignement et formation—Fonctionnaires $11,648

Autres services professionnels $104,101

Autres services $20,430

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $134,739,736

Département $129,545,024

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $7,189,439

Services de comptabilité $174,214—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $174,214.

Services d'informatique $1,388,940—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $185,883, Officesmiths Inc Ottawa Ont $202,200, S S Software Ottawa Ont $61,080, Sharon Professional Services Ottawa Ont $162,089, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $453,666, Synerlogic Ottawa Ont $185,480.

Services techniques (y compris recherche) $3,500

Services de protection $392,519—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $392,519.

Services scientifiques (y compris recherche) $15,000

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $92,643

Enseignement et formation—Fonctionnaires $323,175—Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $127,438.

Autres services professionnels $1,492,984—Currie Coopers & Lybrand Management Consultants Toronto Ont $193,003, Environics Research Group Toronto Ont $63,000, Peat Marwick & Partners Ottawa Ont $97,220, Prestige Mailing Systems Ltd Ottawa Ont $61,954, Strategic Management Assoc Ltd Ottawa Ont $102,700, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $179,042.

Autres services $3,306,464—Bradson Personnel Services Ottawa Ont $88,487, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $288,003, D E Systems Ltd Ottawa Ont $63,278, IP Sharp Associates Ltd Toronto Ont $114,194, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $946,632, Victor Temporary Services Ottawa Ont $182,860.

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $51,196,947

Services de comptabilité $1,914,720—Canada Wide Corporate Services Calgary Alb $79,167, CC Daly and Associates Calgary Alb $69,000, Price Waterhouse Chartered Accountants Toronto Ont $56,250, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,312,702, Vennard Johannensen & Co Calgary Alb $105,641.

Services d'informatique $264,572—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $81,863, Hartt & Page Ltd Ottawa Ont $64,699.

Services techniques (y compris recherche) $2,366,027—Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $65,817, Canadian Standards Assoc Rexdale Ont $107,156, D & S

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Petroleum Consulting Group Calgary Alb $55,533, Dessau Consultants Inc Laval Qué $106,629, Engineering Interface Ltd Willowdale Ont $136,435, Kent Marketing Services Ltd London Ont $77,995, Monenco Consultants Ltd Calgary Alb $55,000, Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É $52,800, Research and Productivity Council Fredericton N-B $615,436, JG Riley Halifax N-É $83,107, Rose Technology Group Ltd Toronto Ont $95,799, Watercraft Offshore Canada Ltd Richmond C-B $99,966, Weir Jones Consultants Vancouver C-B $88,977.

Services juridiques $176,601—R J Harrison Ottawa Ont $64,886, RE Quesnel Ottawa Ont $108,043.

Services de protection $204,773—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $204,773.

Services scientifiques (y compris recherche) $3,223,471—Adsett & Associates Ltd Mouth of Keswick N-B $72,876, Agriculture Canada Ottawa Ont $74,506, AII Transportation Technology Kingston Ont $95,545, Ballard Technologies Corp North Vancouver C-B $89,190, Conseil de recherches de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $177,775, Canadian Standards Association Rexdale Ont $86,990, CNG Fuel Systems Brampton Ont $125,000, Econotech Services Ltd New Westminster C-B $111,002, IBI Group Toronto Ont $70,827, Institut de recherche en technologie appropriée Clarence Creek Ont $53,692, Institute for Hydrogen Systems Mississauga Ont $222,715, BH Levelton and Associates Vancouver C-B $110,484, McGill University Montréal Qué $85,488, Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont $158,514, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B $240,000, Nouveler Inc Montréal Qué $50,000, Saskatchewan Power Corp Régina Sask $54,178, SNC Inc Montréal Qué $81,500, Transports Canada Ottawa Ont $196,962, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $171,345, University of New Brunswick Fredericton N-B $55,400, University of Waterloo Waterloo Ont $104,107.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $3,155

Enseignement et formation—Fonctionnaires $901,709—Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont $100,597, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $265,558, Rose Technology Group Ltd Toronto Ont $79,324.

Autres services professionnels $25,200,835—ADGA Ltd Ottawa Ont $682,268, Allose Manitoba Ltd Winnipeg Man $303,058, Atlantic Coal Institute Sydney N-É $126,983, British American Bank Note Inc Ottawa Ont $60,000, Conseil de recherches de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $1,517,022, Burdett-Moulton Architects & Engineers Frobisher Bay TN-O $173,338, Caldwell Partners International Calgary Alb $98,457, Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board St John's T-N $164,603, Canadian Electrical Assoc Montréal Qué $70,000, Canadian Solar Industries Assoc Inc Ottawa Ont $164,747, Canadian Standards Assoc Rexdale Ont $63,078, Canadian Wood Energy Institute Don Mills Ont $166,201, Canviro Consultants Ltd Kitchener Ont $58,321, Frank Capewell London Ont $94,074, Chrysler Canada Ltd Windsor Ont $172,404, Coal Mining Research Centre Devon Alb $155,668, Cochrane Lavalin Inc Régina Sask $449,446, Cummins Engine Company Inc Columbus Indiana É-U $56,000, Currie Coopers & Lybrand Management Consultants Toronto Ont $167,572, Electric Power Research Institute Palo Alto Calif É-U $113,349, Electrofuel Mfg Co Toronto Ont $64,715, Energy Environmental Analysis Inc McLean Virginia É-U $60,956, Energy Pathways Inc Ottawa Ont $388,609, Enerscan Engineering Inc Halifax N-É $406,369, Forintek Canada Corp Ottawa Ont $360,302, General Comminution Inc Don Mills Ont $56,739, Gilroy Goss & Associates Ltd Ottawa Ont $84,231, Govier Consulting Services Ltd Calgary Alb $121,560, Hanscomb Consultants Montréal Qué $143,652, Heating Refrigerating and Air Conditioning Institute of Canada Islington Ont $357,243, Heuristic Engineering Inc Vancouver C-B $94,227, James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $106,153, Housing and Urban Development Association of Canada Toronto Ont $3,432,234, Hull Direct Marketing Toronto Ont $123,192, Hycarb Engineering Ltd Calgary Alb $103,627, IEA Consulting Group Ltd Gloucester Ont $72,444, Imperial Oil Ltd Sarnia Ont $468,669, Affaires indiennes et Nord canadien Canada Hull Qué $96,025, BH Levelton and Associates Vancouver C-B $199,500, Marbek Resources Consultants Ottawa Ont $192,349, Maunder & Britnell Engineering Ltd Markham Ont $264,413, National Consolidated Foods Brands Inc Waterloo Ont $116,213, NIECCA Ottawa Ont $1,132,881, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $1,387,705, Peat Marwick & Partners Ottawa Ont $151,828, Perry Engineering Ltd Vancouver C-B $558,481, Prairie Pacific Consulting Ltd Surrey C-B $125,854, Prince Albert Pulp Co Ltd Prince Albert Sask $60,364, Provincial Consultants Ltd St John's T-N $68,987, Travaux publics Canada Ottawa Ont $188,354, Queen's University Kingston Ont $153,813, Reid Crowther & Partners Ltd Yellowknife TN-O $376,592, Resource Integration Systems Toronto Ont $117,452, Ricardo Consulting Engineers PLC Shoreham-by-Sea Sussex R-U $55,700, Richardson Associates Charlottetown I-P-É $325,297, Jack Roberts Ltd Don Mills Ont $274,725, Sandwell & Co Ltd Vancouver CB $87,182, Conseil de recherches de la Saskatchewan Saskatoon Sask $277,484, Scanada Consultants Ltd Ottawa Ont $162,638, Shawmont Newfoundland Ltd St John's T-N $280,706, K C Shen Technology International Ltd Ottawa Ont $64,787, SNC Inc Montréal Qué $89,834, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $247,700, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,367,794, Synergistics Consulting Ltd Toronto Ont $65,911, Sypher Mueller Ottawa Ont $757,452, Taylor Morrison Inc Ottawa Ont $64,241, Techtrol Ltd St-Laurent Qué $118,874, TES Contract Services Inc Toronto Ont $249,859, Toronto Dominion Bank Toronto Ont $265,000, University of Toronto Toronto Ont $58,065, University of Waterloo Waterloo Ont $55,152, Morris Wayman Ltd Toronto Ont $87,332, Wood Gundy Inc Toronto Ont $150,000.

Autres services $16,941,084—BC Hydro Vancouver B-C $83,811, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $486,660, Canada Cement Lafarge Ltd Montréal Qué $97,500, Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $9,064,756, Consumers Gas Co Scarborough Ont $155,372, Floater Staffing Inc Calgary Alb $89,240, Gaz Métropolitain Ste-Foy Qué $85,811, Hydro Québec Montréal Qué $658,211, Centre national des Arts Ottawa Ont $145,348, New Brunswick Electric Power Commission Frederiction N-B $77,880, Northern Central Gas Co Willowdale Ont $151,837, Ontario Hydro (Central) Willowdale Ont $70,628, Ontario Hydro (Eastern) Belleville Ont $61,595, Saskatchewan Power Corp Régina Sask $65,205, Statistique Canada Ottawa Ont $197,589, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $926,633, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $276,148, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $93,280, Union Gas Ltd Chatham Ont $72,366, Victor Temporary Services Ottawa Ont $109,457.

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $71,158,638

Services de comptabilité $20,741

Services d'informatique $3,358,079—Ard Resource Consulting Ltd Calgary Alb $81,176, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $119,060, FG Bercha and Associates Ltd Ottawa Ont $551,891, DMR & Associates Ottawa Ont $60,877, Evans Computer Applications Halifax N-É $50,583, Geophoto Services Ltd Calgary Alb $90,890, Geophysical Services Inc Calgary Alb $760,007, Gregory Geoscience Ltd Ottawa Ont $142,601, Intera Technologies Ltd Ottawa Ont $136,390, MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Vancouver C-B $106,351, SED Systems Inc Saskatoon Sask $737,303, Software Perspective Inc Ottawa Ont $70,422, Université d'Ottawa Ottawa Ont $50,000.

Services techniques (y compris recherche) $10,482,143—Aerodat Ltd Mississauga Ont $317,992, JD Barnes Willowdale Ont $104,715,

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Canadian National Railways Winnipeg Man $140,746, Carr-Sawyer Inc Weston Ont $200,620, Cognos Inc Ottawa Ont $74,239, Devron Petroleum Ltd London Ont $150,000, Dobrocky Seatech Ltd Sidney C-B $103,676, EBA Engineering Consultants Edmonton Alb $200,000, Geomarine Associates Ltd Halifax N-É $182,266, Geophysical Services Inc Calgary Alb $352,283, Geoterrex Ltd Ottawa Ont $801,701, ICE Consulting Ltd Calgary Alb $161,817, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $660,848, Marshall Macklin Monaghan Western Ltd Edmonton Alb $380,991, McElhanney Group Nepean Ont $148,964, MPH Consulting Ltd Toronto Ont $241,589, Nortech Surveys (Canada) Inc Calgary Alb $194,962, Panarctic Oils Ltd Calgary Alb $159,334, Questor Surveys Ltd Mississauga Ont $536,832, Roche Ltd Ste-Foy Qué $230,000, Rogers Exploration Services Ltd Whitehorse TY $259,571, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $3,666,101, Summus Resources Evaluations Ltd Edmonton Alb $88,426, Takoma Development Corp Ltd Calgary Alb $95,072, Techni Metric Inc Trois-Rivières Qué $130,449, Treasury Branch of Alberta Lethbridge Alb $114,961, University of Rhode Island Kingston RI É-U $63,727, Norman Wade Co Ltd Halifax N-É $73,706.

Services de santé et de bien-être $2,321

Services juridiques $40,308

Services de protection $1,118,797—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,013,473, National Protective Services Co Ltd Ottawa Ont $58,133.

Services scientifiques (y compris recherche) $34,574,891—ADI Ltd Fredericton N-B $95,113, Conseil de recherches de l'Alberta Edmonton Alb $57,137, Algoma Steel Corp Ltd Sault Ste Marie Ont $136,205, AMCA International Ltd Kanata Ont $357,601, Arctec Canada Ltd Kanata Ont $95,067, KE Ashton Kingston Ont $61,745, Associated Mining Consultants Ltd Calgary Alb $74,994, Atlantic Coal Institute Sydney N-É $131,333, Atlas Turner Inc Montréal Qué $82,000, Babcock & Wilcox Industries Ltd Canada Division Cambridge Ont $85,334, Barringer Magenta Ltd Rexdale Ont $265,771, BBT Geotechnical Consultants Ltd Saskatoon Sask $280,595, Beak Consultants Ltd Mississauga Ont $166,416, Bondar Clegg and Co Ltd Ottawa Ont $274,456, Conseil de recherches de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $85,081, Calian Technology Ltd Ottawa Ont $139,745, Canada Cement Lafarge Ltd Montréal Qué $461,112, Canadian Engineering Surveys Edmonton Alb $69,143, Canadian Stratigraphic Service Ltd Calgary Alb $62,695, Canewf Resources Ltd St John's T-N $126,633, Carleton University Ottawa Ont $289,810, Centre de recherche industrielle de Québec Ste-Foy Qué $99,827, Chemex Labs Ltd North Vancouver C-B $162,254, Jarvis Clark Co Burlington Ont $78,362, Clifton Associates Ltd Régina Sask $58,611, Cominco Ltd Trail C-B $102,916, Computer Modelling Group Calgary Alb $150,000, Concordia University Montréal Qué $97,416, Dalhousie University Halifax N-É $267,560, Denison Potacan Potash Co Sussex N-B $81,939, Designed Precision Castings Brampton Ont $65,000, Dobrocky Seatech Ltd Sidney C-B $291,478, Douserv Telecom Inc Montréal Qué $250,500, DSMA Atcon Ltd Toronto Ont $52,755, Energy Resources Conservation Board Calgary Alb $53,659, Enertech Geophysical Services Ltd Calgary Alb $1,297,903, Falconbridge Ltd Falconbridge Ont $88,703, Pêches et Océans Ottawa Ont $470,219, Foothills Pipelines (Yukon) Ltd Calgary Alb $70,300, Gemini Biochemical Research Ltd Calgary Alb $95,624, Geo-Optics Ltd Ponteland Northumberland Angleterre $64,095, Geocon Inc Mississauga Ont $75,011, Geophoto Services Ltd Calgary Alb $562,050, Geophysical Services Inc Calgary Alb $119,797, Georex Sherbrooke Qué $90,551, Geostat System International Inc Montréal Qué $55,693, Geoterrex Ltd Ottawa Ont $159,937, Geotex Consultants Ltd Vancouver C-B $62,845, Geothermal World Corp Camarillo Calif É-U $64,630, Golder Associates Ltd Mississauga Ont $576,954, Gulf Canada Ltd Mississauga Ont $703,090, Hardy Associates Ltd Calgary Alb $75,709, Hawaii Institute of Geophysics Honolulu Hawaï É-U $582,385, Hi-tec Geoconsultants Ltd Lunenburg County N-É $113,981, Hudson Bay Mining and Smelting Co Ltd Flin Flon Man $506,494, INCO Ltd Manitoba Division Thompson Man $295,034, INCO Metals Ltd Toronto Ont $86,213, Affaires indiennes et Nord canadien Canada Hull Qué $81,003, Intera Technologies Ltd Ottawa Ont $911,406, Iron Ore Company of Canada Labrador City T-N $407,000, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $923,621, Kilborn and Associates Ltd Brossard Qué $189,543, Knight & Piesold Ltd Vancouver C-B $117,787, Loring Laboratories Ltd Calgary Alb $57,608, MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Vancouver C-B $1,275,319, McGill University Montréal Qué $199,941, McMaster University Hamilton Ont $146,533, Melis Consulting Eng Ltd Saskatoon Sask $57,501, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $329,763, Mineral Exploration Research Institute Montréal Qué $303,274, Mining Resource Engineering Ltd Kingston Ont $262,370, Monenco Consultants Ltd Calgary Alb $172,987, Dr JB Murphy Antigonish N-É $68,403, Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont $987,233, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B $496,000, Noranda Mines Ltd Pointe-Claire Qué $181,578, Nordco Ltd St John N-B $56,001, Nova An Alberta Corp Calgary Alb $70,670, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $221,923, Partec Lavalin Inc Toronto Ont $86,971, David E Pearson & Associates Ltd Victoria C-B $57,400, Petroleum Recovery Institute Calgary Alb $255,000, Polymath Energy Consultants Ltd Vancouver C-B $209,019, Potash Corporation of Saskatchewan Saskatoon Sask $52,439, Queen's University Kingston Ont $446,643, Questor Surveys Ltd Mississauga Ont $596,661, Les relevés géophysiques Inc Parc Jean-Talon Nord Qué $198,030, Research and Productivity Council Fredericton N-B $74,480, Robertson Research Canada Ltd Calgary Alb $92,000, Roche Ltd Ste-Foy Qué $148,641, St Francis Xavier University Antigonish N-S $57,661, Sander Geophysics Ltd Kanata Ont $503,765, Sandwell and Co Ltd Vancouver C-B $79,263, Senes Consultants Ltd Willowdale Ont $447,973, Sharon Professional Services Ottawa Ont $86,200, L E Shaw Ltd Lantz N-É $90,145, Sherritt Gordon Mines Ltd Fort Saskatchewan Sask $301,747, SIAL Compagnie Internationale de Géophysique Inc Dorval Qué $140,375, SNC Inc Montréal Qué $302,185, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $133,098, Stearns Catalytic Ltd Calgary Alb $60,374, Steffen Robertson and Kirston (C-B) Inc Vancouver C-B $147,909, Stelco Inc Hamilton Ont $85,743, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $182,503, A Sutherland Brown Victoria C-B $54,971, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $72,598, Technitrol Canada Ltd Pointe-Claire Qué $58,443, Techno Scientific Inc Downsview Ont $110,999, Thurber Consultants Ltd Calgary Alb $64,279, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $86,162, Université Laval Ste-Foy Qué $151,888, Université de: Alberta Edmonton Alb $575,446, Colombie-Britannique Vancouver C-B $381,298, Calgary Calgary Alb $277,802, Manitoba Winnipeg Man $164,090, Montréal Montréal Qué $357,691, Ottawa Ottawa Ont $104,288, Régina Régina Sask $121,826, Saskatchewan Saskatoon Sask $103,236, Toronto Toronto Ont $304,598, Waterloo Waterloo Ont $281,072, Vadeko International Inc Mississauga Ont $87,043, Welding Institute of Canada Oakville Ont $137,612, Western Geophysical Co Calgary Alb $1,723,787, Jacques Whitford and Associates Ltd Halifax N-É $104,439, Witteck Development Inc Mississauga Ont $60,362, X-Ray Assay Laboratories Ltd Don Mills Ont $103,559, Z I Consulting Ltd Cochrane Alb $52,000, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $290,438.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $780,547—Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont $485,830, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont $255,745.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $693,262—Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont $89,652, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $200,661.

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

Autres services professionnels $4,857,039—ADI Ltd Fredericton N-B $59,250, Aero Photo (1961) Ltd Ste-Foy Qué $149,670, Agricola Mineralia Navan Ont $120,870, Atlantic Paleo Services Dartmouth N-É $59,036, Bradley Air Services Ltd Carp Ont $364,392, Département des Communications Ottawa Ont $130,849, Geophysical Services Inc Calgary Alb $145,404, Innotech Aviation Ltd Ottawa Ont $1,391,767, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $165,813, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont $88,538, North West Geographic Services Ltd Edmonton Alb $331,886, Saga Communications Ltd Halifax N-É $56,944, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $156,487, Surnav Corp Nepean Ont $251,892, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $68,763, University of Western Ontario London Ont $50,658.

Autres services $15,230,510—Arc Industries Ottawa Ont $66,389, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $75,730, Beauregard Printers Ltd Ottawa Ont $228,732, Béliveau Couture Ste-Foy Qué $633,712, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $96,824, KG Campbell Corp Ottawa Ont $138,805, Gérald J Cole Halifax N-É $119,425, Les Emballages Cité Ltée Montréal Qué $58,825, Envirocon Ltd Vancouver C-B $56,301, First City Capital Ltd Ottawa Ont $88,942, Pêches et Océans Ottawa Ont $131,219, Frank's Janitorial Contracting Ltd Calgary Alb $75,129, Gregory Geoscience Ltd Ottawa Ont $116,546, High Tree Services Ltd Nanaimo C-B $96,900, Kelly Services Toronto Ont $55,642, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $669,230, Manpower Temporary Services Ottawa Ont $71,121, Mutual Press Ltd Ottawa Ont $88,984, Panarctic Oils Ltd Calgary Alb $73,374, Photosur Inc Montréal Qué $856,263, Prologic Systems Ltd Ottawa Ont $152,504, Travaux publics Canada Ottawa Ont $122,850, Quantum Management Services Ltd Montréal Qué $104,886, Riley's Reproductions and Printing Ltd Calgary Alb $66,578, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $90,527, Software Kinetics Ltd Nepean Ont $60,308, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $3,547,192, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $1,076,819, US Department of Commerce (NOAA) Rockville Md É-U $825,000, Utlas International Canada Toronto Ont $52,190, Victor Temporary Services Ottawa Ont $59,466.

Commission de contrôle de l'énergie atomique $3,941,061

Services de comptabilité $4,968

Services d'informatique $74,138

Services techniques (y compris recherche) $1,476,222—Acres Consulting Services Ltd Niagara Falls Ont $78,040, Énergie atomique du Canada Ltée Ottawa Ont $1,220,875, University of Toronto Toronto Ont $51,873.

Services de santé et de bien-être $5,389

Services juridiques $5,136

Services de protection $18,454

Services scientifiques (y compris recherche) $1,614,741—Énergie atomique du Canada Ltée Ottawa Ont $140,737, DPA Group (The) Toronto Ont $76,681, IEC Beak Consultants Ltd Mississauga Ont $59,126, MacLaren Plansearch Inc Toronto Ont $114,078, Monserco Ltd Mississauga Ont $50,535, Ministère du Travail de l'Ontario Toronto Ont $62,000, Statistique Canada Ottawa Ont $151,153, Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $50,324, University of Toronto Toronto Ont $59,797.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $60,502—Canadian Institute for Radiation Safety Elliot Lake Ont $52,000.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $82,564

Autres services professionnels $4,891

Autres services $594,056—Énergie atomique du Canada Ltée Ottawa Ont $67,588, Département de la Défense nationale Ralston Alb $55,312, Ministère du Travail de l'Ontario Toronto Ont $275,847, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $98,679.

Office national de l'énergie $1,253,651

Services de comptabilité $114,380—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $105,993.

Services d'informatique $1,532

Services techniques (y compris recherche) $22,060

Services juridiques $35,848

Services de protection $74,808—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $74,808.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $190,483

Autres services professionnels $122,921

Autres services $691,619—Canada Systems Group Ottawa Ont $330,983, Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $61,014.

ENVIRONNEMENT $78,263,780

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $5,164,261

Services de comptabilité $466,911—ASC Bureau des services de vérification Ottawa Ont $387,773.

Services d'informatique $67,851

Services techniques (y compris recherche) $81,020

Services juridiques $69

Services de protection $96,702—Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $54,971.

Services scientifiques (y compris recherche) $462,506—S C S Consultants Ottawa Ont $69,129, Western Ecological Services Victoria C-B $57,500.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $187,820

Autres services professionnels $1,179,314—Engo National Steering Committee Ottawa Ont $50,380, Fur Institute of Canada Toronto Ont $80,227.

Autres services $2,622,068—Barbara Personnel Ottawa Ont $158,886, ASC CPC Hull Qué $65,250, Office national du film Ottawa Ont $83,352, Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont $93,182, The 500 Selection Services Ottawa Ont $69,116.

PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $40,642,609

Services de comptabilité $69,911

Services d'informatique $1,800,747—Canada Systems Group Ltd Mississauga Ont $60,667, Comshare Ltd Rexdale Ont $51,195, DYAD Computer Systems Inc Toronto Ont $386,400, Polaris Computer Systems Toronto Ont $330,180, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $162,938, SHL Systemhouse Inc Toronto Ont $348,900, L V Ursel and Associates Ottawa Ont $119,605.

Services techniques (y compris recherche) $2,057,548—101430 Canada Inc Westmount Qué $129,531, ADGA Ltd Ottawa Ont $333,693, P Bergeron Montréal Qué $102,523, Ferguson Folstad Architects Saskatoon Sask $64,183, MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Richmond C-B $200,000, Marine Air Cargo Inuvik TN-O $121,800, Optech Inc Toronto Ont $88,513, Université McGill Montréal Qué $132,684, L V Ursel and Associates Ottawa Ont $287,289.

ENVIRONNEMENT—*Suite*

Services de santé et de bien-être $12,007

Services juridiques $55,284

Services de protection $545,910—Corps canadien des commissionnaires Hamilton Ont $193,364, Toronto Ont $109,853.

Services scientifiques (y compris recherche) $16,262,267—603928 Ontario Inc Dundas Ont $80,662, Acres Consultants Ltd Niagara Falls Ont $99,000, Acres International Ltd Niagara Falls Ont $80,540, Alberta Research Council Edmonton Alb $177,050, Anachemia Solvents Ltd Mississauga Ont $105,000, W Andrews Powell River C-B $53,184, Angus Employment Ltd Hamilton Ont $120,152, Arctec Canada Ltd Kanata Ont $59,059, Arctic Laboratories Sidney C-B $101,714, Atmospheric Conditions Channel Port-aux-Basques T-N $81,909, J Beyer Saskatoon Sask $100,883, K Bird Cartwright T-N $65,627, Bonavista Meteorological Enterprises Bonavista T-N $69,400, R Brodman Fort St James C-B $50,880, W Brown Winnipeg Man $54,138, Burgeo Meteorological Enterprises Burgeo T-N $71,027, Burson-Marsteller Toronto Ont $143,265, Canadian Marine Drilling Calgary Alb $50,000, Canviro Consultants Ltd Kitchener Ont $150,193, Chemex Labs Ltd North Vancouver C-B $62,051, Cirrus Enterprises Ltd Nipawin Sask $89,921, City of Flin Flon Flin Flon Man $64,718, Commission on Lead in the Environment of the Royal Society of Canada Toronto Ont $293,726, Concord Scientific Corp Downsview Ont $84,683, Dearborn Chemical Ltd Mississauga Ont $181,121, DMER Ltd Scarborough Ont $71,000, F Draper Geralton Ont $56,834, Environnement Québec Québec Qué $371,318, W Fairbairn Biggar Sask $51,869, Flakt Canada Ltd Ottawa Ont $64,350, Forintek International Inc Dorval Qué $99,947, GMK Company Ottawa Ont $73,263, J Guenet Squamish C-B $50,748, L Gunn Alta Lake C-B $55,200, Hatfield Consultants Ltd Vancouver C-B $59,473, R Hennessy Burns Lake C-B $51,636, R Hennessy Stewart C-B $54,108, IEC Beck Mississauga Ont $53,278, Interior Weather Services Blue River C-B $53,148, V Jeffkin Gore Bay Ont $65,239, W Jenkins Nain Lab $76,674, Lavallin MacLaren Plansearch Ltd Toronto Ont $372,609, LJM Meteorological Services Winnipeg Man $85,555, MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Richmond C-B $68,496, MacLaren Plansearch Ltd Halifax N-É $70,693, J MacLeod Meadow Lake Sask $73,889, MEP Company Markham Ont $88,631, Merc Management Ltd Edmonton Alb $74,705, S Miller Wawa Ont $53,715, Ministre des Finances Winnipeg Man $93,467, Monenco Inc Toronto Ont $77,000, Normet Services Chetwynd C-B $55,560, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $263,790, Petro-Sun R&D Ltd Longueuil Qué $165,820, PHD Associates Rexdale Ont $467,780, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $75,000, M Putulik Quagtaq Qué $66,078, J Salmon Toronto Ont $57,160, Saskatchewan Power Corporation Regina Sask $200,000, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $61,821, Scientific Instrumentation Ltd Saskatoon Sask $78,400, Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B $100,053, SL Ross Ltd Ottawa Ont $113,606, SNC Ltd Montréal Qué $120,153, H Snook Mary's Harbour T-N $74,050, Toonoonik Sansonik Pond Inlet TN-O $143,641, Town of Dryden Dryden Ont $53,079, Université de: McGill Montréal Qué $129,447, McMaster Hamilton Ont $50,114, Toronto Toronto Ont $55,040, Windsor Windsor Ont $62,324, Verida Weather Cochenour Ont $68,666, P Wentzell Daniel Harbour T-N $53,802, West Baffin Eskimo Co-op Cape Dorset TN-O $125,613, AN Whiting Princeton C-B $54,864, Wilderness Valley Mackenzie C-B $57,036, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $154,745.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $12,013

Enseignement et formation—Fonctionnaires $996,757—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $149,784.

Autres services professionnels $4,182,597—Impact Management Inc Ottawa Ont $90,000, PP Pearse Toronto Ont $60,000, Telecom Canada Ottawa Ont $85,000.

Autres services $14,647,568—Angus Employment Ltd Hamilton Ont $266,205, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $60,606, Bradson Personnel Inc Ottawa Ont $88,216, Canviro Consultants Ltd Kitchener Ont $68,632, Crowntek Communications Willowdale Ont $569,168, Gouvernement du Canada—Agriculture Canada Ottawa Ont $80,000, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $341,646, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,247,137, Hutton's Farm Landscaping and Ground Maintenance Millgrove Ont $101,124, Info Electronics Systems Inc Pointe-Claire Qué $230,100, J Pammer Painting and Decorating Winnipeg Man $203,000, Key Tech Data Centre Toronto Ont $137,158, P A Lapp Ltd Toronto Ont $55,698, MacDonald and Brisson Ltd Ottawa Ont $89,755, MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Richmond C-B $288,122, Norwhal Arctic Services Calgary Alb $109,900, National Oceanographic Atmospheric Admin Rockville Md É-U $100,000, Network Personnel Ltd Ottawa Ont $92,353, Pelltier Enterprises Winnipeg Man $77,564, Polar Research Lab McLean Va É-U $77,112, Q L System Kingston Ont $88,250, Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont $61,155, Science North Sudbury Ont $77,500, Seaboard Vancouver C-B $60,549, The Banff Centre Banff Alb $60,069, The Niagara Institute Niagara on the Lake Ont $51,881, Total Employment Service Ottawa Ont $51,709, Vicom Edmonton Alb $256,133, Victor Temporary Services Ottawa Ont $91,834, RW Wall Webb Sask $58,642, White Star Janitorial Service Hamilton Ont $226,205.

PROGRAMME PARCS CANADA $32,456,910

Services de comptabilité $52,096

Services d'informatique $74,260

Services techniques (y compris recherche) $12,141,104—Amstone Landscaping Contractors Ltd Calgary Alb $184,892, Bahl Chiasson Desrochers Lalonde and Associates St-Bruno Qué $85,060, Beauchemin Breton Lapointe Inc Montréal Qué $50,350, KG Campbell Ottawa Ont $61,674, CBCL Ltd St John's T-N $146,871, RJ Goodfellow Architects Calgary Alb $58,410, Gouvernement du Canada—Département d'Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $111,329, Département des Travaux publics Ottawa Ont $7,925,240, Lalonde Valois Lamarre Valois and Associates Inc Montréal Qué $57,412, LMBDS Sidam Inc Montréal Qué $271,927, Mallette Major Martin Ste-Foy Qué $50,000, Yvon Delisle and Associates Longueuil Qué $82,372.

Services de santé et de bien-être $98,965—Associated Ambulance Mayerthoipe Alb $95,652.

Services juridiques $362,996

Services de protection $2,389,814—Agence de Sécurité NID Inc Québec Qué $120,121, Burns International Security Services Moncton N-B $111,797, Corps canadien des commissionnaires Halifax N-É $481,298, Québec Qué $95,599, Saint John N-B $141,085, Ste-Foy Qué $180,255, St John's T-N $199,561, Windsor Ont $58,312, Winnipeg Man $86,504, National Protective Services Co Ltd Ottawa Ont $68,979, Pinkerton du Québec Ltée Trois-Rivières Qué $65,850.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,111,935—GR Burns Edmonton Alb $65,579, Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué $80,150, Ethnoscop Rivière-du-Loup Qué $54,744, Institut Québécois d'opinion publique Québec Qué $80,186, Le Groupe Dryade Québec Qué $84,175, MacLaren Engineers Toronto Ont $50,550, DA Westworth and Associates Edmonton Alb $52,168.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $139,964

Enseignement et formation—Fonctionnaires $572,992

Autres services professionnels $1,393,630

ENVIRONNEMENT—*Fin*

Autres services $14,119,154—Airport Transfer Ltd Dartmouth N-É $249,859, Ambassador Building Maintenance Windsor Ont $52,003, Baddeck Public Library Board Baddeck N-É $116,399, Big Horn Transport Ltd Calgary Alb $60,774, Chatham Coach Lines Chatham Ont $230,123, Crowley and McCracken Calgary Alb $82,832, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $258,106, Dene Nation Association Yellowknife TN-O $56,839, Douglas and McIntyre Vancouver C-B $58,589, Friends of the Citadel Society Halifax N-É $207,179, Gouvernement du Canada—Agriculture Canada Ottawa Ont $53,200, Canadian Film and Video Ottawa Ont $139,966, Chemins de fer nationaux du Canada Toronto Ont $105,900, Département de la Défense nationale Ottawa Ont $56,131, Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $1,002,745, Office national du film Ottawa Ont $115,003, MacDonald and Brisson Personnel Services Ltd Ottawa Ont $61,896, Pépinière Brown Inc Iberville Qué $99,483, PIC 50 Heron Bay Band Janitorial Services Hattie Cove Ont $51,300, Reid Crowther and Partners Ltd Calgary Alb $230,627, Antonia Samson and Fils Gaspé Bay Qué $52,060, Société Historique St Boniface Man $68,376, The Colorful 5 Whitehorse TY $52,000, André Turbide Richibucto N-B $91,075.

AFFAIRES EXTÉRIEURES $64,258,925

Département $56,540,817

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $53,858,443

Services de comptabilité $473,504—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $435,727.

Services d'informatique $702,525—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $258,057, Exocom Systems Corp Ottawa Ont $87,050, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $100,325, Synerlogic Inc Ottawa Ont $110,120, SHL Systemhouse Ottawa Ont $56,548.

Services techniques (y compris recherche) $3,035,467—Arthur Erickson Associates Toronto Ont $1,941,479, Hanscomb Consultants Toronto Ont $250,914, Hunter and Partners Londres R-U $299,162, Neish Owen Rowland and Roy Toronto Ont $379,899, Sankey Partnership Toronto Ont $136,266.

Services de santé et de bien-être $30,367

Services juridiques $1,032,751

Services de protection $6,326,525—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,196,682, Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont $2,238,602.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,233,998

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,568,629—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $159,629.

Autres services professionnels $15,995,737—Arts and Communications Counsellors Toronto Ont $221,243, Canadian Center for Arms Control and Disarmament Ottawa Ont $59,000, Canadian Chamber of Commerce Ottawa Ont $83,293, Reid Collins and Associates Vancouver C-B $55,466, Decima Research Ltd Toronto Ont $128,600, DMR and Associates Ottawa Ont $141,300, Woods Gordon Toronto Ont $78,500, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Canada Ottawa Ont $114,000, Imata Systems Ottawa Ont $62,000, Intertask Ltd Ottawa Ont $70,000, Institut Armand Frappier Laval Qué $87,285, Institute for Research on Public Policy Ottawa Ont $108,100, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $1,612,090, Johnson Design Group Ltd Ottawa Ont $98,210, Shawinigan Integ Vancouver C-B $220,020, Spar Aerospace Ste-Anne-de-Bellevue Qué $80,046, Synerlogic Inc Ottawa Ont $65,495, Teleconsult Vancouver C-B $88,475, Telescene Consultants Montréal Qué $51,000.

Autres services $23,458,940—Association des Universités et Collèges du Canada Ottawa Ont $76,325, Consortium CRS Ste-Foy Qué $1,941,479, Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont $71,403, Foundation Company Toronto Ont $666,710, Hayes Hill Inc Chicago Ill É-U. $98,640, JF Hickling Ottawa Ont $63,034, Kearny AT Inc Chicago Ill É-U $55,534, EM Ludwick and Associates Winnipeg Man $54,483, JH Minet Canada Inc Montréal Qué $50,016, Nekison Engineering Toronto Ont $105,346, Ouellette et Reeves Montréal Qué $240,248, Pinkerton's of Canada Ottawa Ont $159,184, RH Systems Kingston Ont $105,000, RL Rogers Ottawa Ont $150,000, Sales Data Systems Ltd Ottawa Ont $57,735, Conseil canadien des normes Ottawa Ont $307,049, Université d'Ottawa Ottawa Ont $75,443, University of Western Ontario London Ont $54,000, World University Service of Canada Ottawa Ont $77,409, Press News Ltd Toronto Ont $145,666.

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER—FONDS RENOUVELABLE DES PASSEPORTS $2,313,406

Services de comptabilité $122,325—Gouvernement du Canada—Affaires extérieures Canada Ottawa Ont $100,700.

Services de protection $207,471—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $68,333.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $11,171

Autres services $1,972,439—Crowntek Ltd Ottawa Ont $94,129, Gouvernement du Canada—Société canadienne des postes Ottawa Ont $677,404, Affaires extérieures Canada Ottawa Ont $1,076,845, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $98,486.

PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES $153,541

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $600

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,376

Autres services professionnels $57,034

Autres services $94,531

PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $215,427

Services de protection $7,804

Enseignement et formation—Fonctionnaires $160

Autres services professionnels $33,372

Autres services $174,091

Agence canadienne de développement international $7,416,449

Services de comptabilité $78,637—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $69,331.

Services d'informatique $2,842,439—ACS Information Systems Inc Ottawa Ont $62,100, CVT Econogest St-Laurent Qué $58,996, Canadian Systems Group Ltd Ottawa Ont $157,408, Canergie Inc Baie D'Urfé Qué $52,407, Coopers and Lybrand Consultants Group Montréal Qué $90,600, Davies Flaman Partner Management Systems Ottawa Ont $186,982, Jean-Claude Desmarais Montréal Qué $52,259, DMR and Assoc Montréal Qué $292,306, Pierre Dupuis Orléans Ont $98,502, Exocom Systems Corp Ottawa Ont $187,585, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $97,550, HST Information System Ltd Ottawa Ont $129,968, IOTA Consultants Group Ltd Nepean Ont $219,784, Kersey Information Management Ottawa Ont $63,561, Maxima Computer Management Consultants Ltd

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

Ottawa Ont $153,042, Quality Management Consultants Gloucester Ont $78,870, Synerlogic Inc Ottawa Ont $158,542, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $53,550.

Services techniques (y compris recherche) $288

Services de santé et de bien-être $261

Services de protection $36,210

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,156,814—L Boychuk Ottawa Ont $59,566, Deltranik Hull Qué $62,981, Domus Software Ltd Ottawa Ont $55,291, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $230,365.

Autres services professionnels $1,824,753—Behavioural Team Toronto Ont $60,000, Carrière Lapointe et Associés Hull Qué $58,900, Département des Affaires extérieures Ottawa Ont $50,477, Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $71,098, DPA Group Halifax N-É $147,485, G Dunn Records Management Services Inc Ottawa Ont $85,239, York Advertising Ltd Ottawa Ont $131,909.

Autres services $1,477,047—Barbara's Office Personnel Ottawa Ont $225,867, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $90,262, Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $717,659, Office national du film du Canada Montréal Qué $50,931.

Commission mixte internationale $301,659

Services de comptabilité $36,000

Services d'informatique $440

Services juridiques $2,565

Enseignement et formation—Fonctionnaires $17,502

Autres services professionnels $88,472

Autres services $156,680

FINANCES $27,685,162

Département $8,185,398

PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES $7,045,960

Services de comptabilité $168,375

Services d'informatique $9,425

Services juridiques $653,704

Services de protection $804,880—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $802,752.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $149,476

Autres services professionnels $1,624,630—Arthur Anderson and Company Toronto Ont $63,000, Burns Fry Ltd Toronto Ont $92,400, Clarkson Gordon Chartered Accountants Toronto Ont $94,400, Coopers and Lybrand Ottawa Ont $606,469, Decima Research Ltd Toronto Ont $78,400, Price Waterhouse Chartered Accountants Toronto Ont $133,960, Statistique Canada Ottawa Ont $54,623.

Autres services $3,635,470—Barbara Personnel Services Ottawa Ont $169,319, Société canadienne des postes Ottawa Ont $96,336, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $287,409, Conference Board of Canada Ottawa Ont $654,576, Data Resources Inc Toronto Ont $308,392, I P Sharp Ltd Toronto Ont $167,554, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $55,100, Portage Personnel Ltd Hull Qué $71,345, Prologic Systems Ltd Ottawa Ont $75,840, Revenu Canada Ottawa Ont $111,396, Quantum Management Services Montréal Qué $108,144, Sperry Inc Mississauga Ont $106,348, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $686,989, Temporarily Yours Toronto Ont $129,589, TES Contract Services Inc Toronto Ont $118,325, Victor Temporary Services Ottawa Ont $188,032.

PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS $95,441

Services juridiques $36,882

Enseignement et formation—Fonctionnaires $980

Autres services professionnels $5,026

Autres services $52,553

PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES $1,043,997

Services d'informatique ($1,724)

Services juridiques $551,320—Campbell Godfrey and Lewtas Toronto Ont $545,462.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $3,189

Autres services professionnels $409,589—Banque Royale du Canada Toronto Ont $53,060, Toronto Dominion Bank Toronto Ont $80,268.

Autres services $81,623

Vérificateur général $6,184,810

Services de comptabilité $2,308,972—ERA Consultants Inc Ottawa Ont $77,985, James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $55,451, R Latulippe Montréal Qué $60,160, Maheu Noiseux Montréal Qué $52,623, Mallette Benoit Boulanger Rondeau & Associés Montréal Qué $155,123, MISI Mallorn Information Systems Innovators Nepean Ont $145,460, Peat Marwick and Partners Halifax N-É $58,403, Peat Marwick and Partners Toronto Ont $51,485, Peat Marwick Mitchell and Co Ottawa Ont $117,119, Price Waterhouse Toronto Ont $82,333, Raymond Chabot Martin Paré & Associés Montréal Qué $119,754.

Services d'informatique $611,399—B Bretzlaff Manotick Ont $54,274, Comvitex Inc Montréal Qué $56,790, The Laurier Group of Systems and Management Consultants Inc Ottawa Ont $84,628, Minasu Information Systems (1983) Ltd Ottawa Ont $94,725, Price Waterhouse Toronto Ont $67,595, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $55,695.

Services juridiques $81,820—Gowling and Henderson Ottawa Ont $58,369.

Services de protection $21,897

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $282,877

Enseignement et formation—Fonctionnaires $237,436—Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $65,825.

Autres services professionnels $1,542,323—Esgore Associates Inc Ottawa Ont $66,338, R Moore Willowdale Ont $54,020, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $63,708, Peat Marwick Mitchell & Co Ottawa Ont $61,263, Spicer MacGillivray Ottawa Ont $98,115, Strategic Management Associates Ltd Ottawa Ont $84,608, Thorne Stevenson & Kellogg Toronto Ont $84,647, C Utley Ottawa Ont $61,350.

Autres services $1,098,086—Barbara Personnel Services Inc Ottawa Ont $139,595, Bradson Personnel Services Inc Ottawa Ont $155,387, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $126,428,

FINANCES—*Fin*

Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $120,477, Victor Temporary Services Ottawa Ont $83,251.

Assurances $13,014,823

Services de comptabilité $12,370,107—Bank of British Columbia Vancouver C-B $5,000,000, Clarkson Gordon Inc Toronto Ont $424,482, Coopers & Lybrand Ltd Toronto Ont $5,817,296, Ernst & Whinney Inc Toronto Ont $250,993, Price Waterhouse Ltd Toronto Ont $796,291.

Services d'informatique $32,598

Services juridiques $123,466—Blaney McMurthy Stapells Aaron Watson Toronto Ont $88,188.

Services de protection $2,615

Enseignement et formation—Fonctionnaires $45,617

Autres services professionnels $27,233

Autres services $413,187—Canada Systems Group Ottawa Ont $232,002, I P Sharp Assoc Ltd Toronto Ont $84,965.

Commission du tarif $300,131

Services juridiques $2,237

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,257

Autres services professionnels $232,732

Autres services $62,905

PÊCHES ET OCÉANS $71,422,293

Département $71,422,293

Services de comptabilité $605,944—ASC Bureau des services de vérification Ottawa Ont $254,541.

Services d'informatique $4,643,511—Alphatext Toronto Ont $64,096, Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $108,106, Beothuk Data Systems St John's T-N $90,888, Cognos Inc Ottawa Ont $81,004, Computercraft System Ltd Ottawa Ont $66,262, Comshare Rexdale Ont $1,250,261, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $247,007, Service correctionnel du Canada Ottawa Ont $59,025, Dataline Inc Toronto Ont $382,768, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $138,394, Evans Computer Applications Ltd Halifax N-É $86,511, Information Systems Group St John's T-N $73,892, Interact Computing Sidney C-B $378,795, Quantum Research Vancouver C-B $162,190, SHL Systemhouse Inc Halifax N-É $95,948, Université de Moncton Moncton N-B $622,380, Wycove Systems Ltd Whynacht's Point Tantallon N-É $172,030.

Services techniques (y compris recherche) $3,670,928—Anderson Well Drilling Courtenay C-B $70,287, Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué $217,532, Coopérative du Gros Cap Cap-aux-Meules Qué $74,792, Currie Coopers and Lybrand Montréal Qué $107,750, Département des Travaux publics Toronto Ont $67,765, Eastern Marine Service Ltd Musquodoboit Harbour N-É $104,729, Econosult Inc Montréal Qué $96,700, Emco Engineering Castlegar C-B $85,931, International Submarine Engineering Ltd Port Moody C-B $400,360, Kerr Wood Leidal Assoc North Vancouver C-B $185,868, Les Produits Marins Korman Inc Mansonville Qué $116,810, Logimer Inc Québec Qué $65,000, Navimar Corp Ltée Québec Qué $521,947, Nord Pêche Inc Les Escoumins Qué $78,488, Nortech Surveys (Canada) Ltd Calgary Alb $103,385, Seashore Engineering St John's T-N $62,245, Seimac Ltd Bedford N-É $52,460, Tower Arctic Ltd Montréal Qué $54,832, Universal Systems Ltd Fredericton N-B $60,270, Université Laval Ste-Foy Qué $64,685.

Services de santé et de bien-être $6,257

Services juridiques $1,043,781—Mercer MacNab Vavasour St John's T-N $57,715.

Services de protection $1,757,598—BC Corps of Commissionaires Vancouver C-B $168,198, Corps canadien des commissionnaires: Victoria C-B $302,220, St John's T-N $221,737, Winnipeg Man $58,567, Division de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $251,352, Halifax N-É $87,864, Saint John N-B $207,549, Montréal Qué $80,496, Parker Security Services Richmond C-B $152,473, Shepperd Security Burnaby C-B $68,136.

Services scientifiques (y compris recherche) $18,734,675—Aqua Life Diagnostics Nanaimo C-B $65,470, Aquatic Industries Ltd St Andrews N-B $63,257, Aquatic Resources Vancouver C-B $343,347, Archipelago Marine Victoria C-B $217,089, Arctic Biological Consultants Winnipeg Man $64,170, Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $496,552, Atlantic Salmon Federation St Andrews N-B $320,000, Atmospheric Dynamics Victoria C-B $112,521, Baie-Verte Development Assoc Baie-Verte T-N $73,529, A Bennett Half-Moon Bay C-B $325,525, Bio-Conseil Inc Ste-Foy Qué $197,285, G A Borstad Ltd Sidney C-B $69,620, Broccoli Brothers Enterprises Sidney C-B $65,589, C W Disposal Duncan C-B $77,679, C-Core Memorial University of Nfld St John's T-N $67,536, Canadian Astronautics Ottawa Ont $107,266, Canadian Engineering Surveys Co Ltd Edmonton Alb $248,177, Cdn Paraplegic Associates Halifax N-É $89,791, CPRO Computing Enterprises Victoria C-B $59,026, Dalhousie University Halifax N-É $195,362, Département des Affaires indiennes et Nord canadien Ottawa Ont $96,325, DPA Group Vancouver C-B $556,758, Énergie, Mines et Ressources Dartmouth N-É $74,752, Envirocon Vancouver C-B $397,294, ESL Environmental Vancouver C-B $61,842, EVS Consultants Sidney C-B $54,030, Geotech Ltd Markham Ont $174,400, JH Gill Burnaby C-B $54,408, Huntsman Marine Laboratory St Andrews N-B $109,595, Invertebrate Research Associates Winnipeg Man $98,547, Kitimat Business Overload Kitimat C-B $54,462, LGL Ltd Sidney C-B $910,556, LGL Ltd St John's T-N $77,068, Limnotek Research Vancouver C-B $134,581, Logimer Inc Québec Qué $134,892, Maclaren Vancouver C-B $280,624, Marine Research Associates St Andrews N-B $181,000, Maritime Testing Dartmouth N-É $73,021, G McClelland Boutiliers Point N-É $63,347, McMaster University Hamilton Ont $64,341, Metocean Data Dartmouth N-É $58,522, Nanaimo Employment Society Nanaimo C-B $200,026, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont $989,235, Nimpkish Band Alert Bay C-B $60,000, Nordco Ltd St John's T-N $55,774, Northwest Enhancement Cumberland C-B $113,000, Office Assistance Vancouver C-B $410,865, Olmsted W R Vancouver C-B $75,972, W L Otway Port Coquitlam C-B $66,028, Pacific Coast Bio-Resources Vancouver C-B $78,966, Pacific Ocean Science Burnaby C-B $118,686, Prime Personnel Victoria C-B $66,344, Salmon Association of Eastern Nfld St John's T-N $224,393, Seaconsult Marine Research Ltd Vancouver C-B $154,806, Service Argos Toulouse Cedex France $89,054, Sheshaht Indian Band Port Alberni C-B $78,088, Simon Fraser University Burnaby C-B $79,772, St James Construction Nanaimo C-B $125,484, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $63,004, The McElhanney Group Ltd Calgary Alb $535,587, Université McGill Montréal Qué $96,473, University of Manitoba Winnipeg Man $102,812, University of Toronto Toronto Ont $51,500, Washburn and Gillis Halifax N-É $73,974.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $80,215

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,031,208—International Briefing Assoc Vancouver C-B $57,065, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $80,040, GRC Régina Sask $110,717.

Autres services professionnels $9,308,728—Angers Drouin Simard & Associés Ste-Foy Qué $99,490, Arpac Consulting Service Sidney

PÊCHES ET OCÉANS— *Fin*

C-B $53,476, Association québécoise de l'industrie de la pêche Québec Qué $275,000, Baynes Communications Ottawa Ont $66,316, Bio-Conseil Ste-Foy Qué $82,238, Bureau des conseillers en gestion ASC Ottawa Ont $609,333, Canadian Facts Ottawa Ont $135,970, Canadian Saltfish Corp St John's T-N $153,996, Chilkat Institute Anchorage Alaska É-U $53,181, College of Fisheries St John's T-N $159,721, Contrawl Ltd St John's T-N $61,761, Crop Inc Montréal Qué $67,619, D J Davies Victoria C-B $634,614, Fishery Products International St John's T-N $99,262, German & Milne Ottawa Ont $180,253, Glover Business Comm Vancouver C-B $289,236, Grove Communications St John's T-N $88,177, Imata System Group Ottawa Ont $63,100, LGL Ltd St John's T-N $74,791, Newlantic Group St John's T-N $57,323, Oceans Ltd St John's T-N $69,069, Travaux publics Canada Ottawa Ont $95,806, Taramum Ltd Ottawa Ont $78,325, The DPA Group Halifax N-É $257,889, Université de Moncton Moncton N-B $99,979, University of Prince Edward Island Charlottetown Î-P-É $59,934.

Autres services $30,539,448—Amma Network Vancouver C-B $87,350, Associated Freezers Ltd St John's T-N $129,842, B C I T Burnaby C-B $126,831, B&L Cold Storage Ltd St John's T-N $134,510, Barbara Personnel Ottawa Ont $97,551, BC Wildlife Federation Surrey C-B $72,000, Beothuk Data Systems Ltd Halifax N-É $969,125, Beothuk Data Systems St John's T-N $2,222,649, Block Bros Vancouver C-B $337,759, Bon Accord Enterprises Parksville C-B $147,084, Bradson Personnel Ottawa Ont $73,045, Canook Enterprises Bowser C-B $73,983, Cen Int Council Advisory Kamloops C-B $142,528, Chehalis Band Agassiz C-B $194,047, Coast Pilot Ltd Sidney C-B $97,344, Comshare Rexdale Ont $338,567, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $107,195, Control Data Vancouver C-B $59,266, Cowichan Band Duncan C-B $191,500, D R Systems Nanaimo C-B $58,128, Département des Travaux publics Vancouver C-B $57,588, Diversified Ovatech Chilliwack C-B $232,069, Dobrocky Seatech Ltd St John's T-N $101,426, DSS Marine Inspection Ottawa Ont $362,360, Dugas Equipment Ltd Caraquet N-B $74,750, East-Can Maintenance Ltd Dartmouth N-É $137,784, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $479,121, Envirocon Vancouver C-B $783,990, Eurocan Pulp & Paper Kitimat C-B $60,325, Fisheries Council of BC Vancouver C-B $99,706, Forceten Enterprises Inc Halifax N-É $302,593, Ft Babine Ent Advisory Smithers C-B $86,902, G & M Enterprises St John's T-N $93,407, Gilles Shooner & Ass Loretteville Qué $88,690, Hartley Bay Band Advisor Hartley Bay C-B $66,072, Hawkshaw JF Sandspit C-B $50,004, Heiltsuk Band Advisory Waglisla C-B $143,492, Household Movers & Shippers Ltd Saint John N-B $64,943, Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $79,061, Informat Ottawa Ont $139,758, Interior Water Wells Prince George C-B $85,527, K G Campbell Ottawa Ont $110,718, Kincolith Band Advisory Kincolith C-B $111,338, Kispiox Band Advisory Hazelton C-B $197,708, Kitasoo Band Advisory Klamtu C-B $81,889, Kitimat Business Overload Kitimat C-B $112,925, Kitsumkalum Band Advisory Terrace C-B $58,125, MA Rudd Mariculture Lantzville C-B $70,611, Manpower Temporary Services Moncton N-B $142,254, Marystown Shipyards Marystown T-N $71,916, Massett Band Advisory Massett C-B $141,704, Moonlight Building Maintenance Ltd Richmond C-B $70,967, N Vancouver Island Salmonid Enhancement Society Port Hardy C-B $200,676, Necoslie Band Advisory Fort St James C-B $68,028, Nfld & Labrador Computer Systems St John's T-N $689,913, Nimpkish Band Alert Bay C-B $219,139, Nordicity Group Ltd Ottawa Ont $57,339, Nortac Software Ltd Ottawa Ont $53,406, North Thompson Band Barriere C-B $114,500, Office Assistance Vancouver C-B $318,961, Office Overload Vancouver C-B $54,374, Optech Inc Downsview Ont $68,000, Oweekeno Band Advisory Port Hardy C-B $73,960, Oxford Building Cleaning Winnipeg Man $111,948, P & M Personnel Maple Ridge C-B $93,509, PEI Groundfish Buyers Charlottetown Î-P-É $89,600, Powell River Society Powell River C-B $142,756, Travaux publics Canada Halifax N-É $105,339, Qualicum Indian Band Qualicum Beach C-B $117,170, Roche Atlantic Ltée Ste-Foy Qué $50,509, S W Harbour Services Richmond C-B $68,700, San Juan River Enhancement Port Renfrew C-B $78,291, Sea Spring Salmon Farm Chemainus C-B $93,341, Sechelt Band Sechelt C-B $132,078, Service Argos Toulouse Cedex France $162,659, Skidigate Band Advisory Queen Charlotte City C-B $79,404, Sliammon Indian Band Powell River C-B $136,003, ASC Centre du film et de la vidéo du gouvernement canadien Ottawa Ont $53,930, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $3,589,826, Supreme Bldg Maintenance Nanaimo C-B $63,820, Temporarily Yours Vancouver C-B $150,834, Terr Tec Marine Ladysmith C-B $123,918, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $1,330,318, Terra Surveys Ltd Sidney C-B $79,891, Terrace Salmon Society Terrace C-B $208,857, The McElhanney Group Ltd Calgary Alb $50,680, Thornton Creek Enhancement Ucluelet C-B $128,796, Underwood McLellan Burnaby C-B $93,445, Universal Systems Fredericton N-B $171,305, University of Manitoba Winnipeg Man $52,004, Victor Temporary Services Ottawa Ont $116,978, W J Roche & Sons St John's T-N $74,667, P Wannamaker Campbell River C-B $92,765.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL $340,404

Enseignement et formation—Fonctionnaires $8,223

Autres services professionnels $61,503

Autres services $270,678

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $49,809,820

Département $49,809,820

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $6,055,496

Services de comptabilité $2,150,013—Arthur Anderson & Co Toronto Ont $73,981, Coopers & Lybrand Ottawa Ont $238,990, Arthur Deloitte Haskins & Sells Ottawa Ont $123,210, EAC Amy & Sons Ltd Ottawa Ont $72,746, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $873,591, Horwood Young & Wittshire Ottawa Ont $69,984, Peat Marwick Mitchell & Co Ottawa Ont $116,896, Price Waterhouse Associates Ottawa Ont $140,750, Thorne Riddell Ottawa Ont $87,516, Touche Ross & Co Ottawa Ont $148,727.

Services d'informatique $332,432—Quantum InfoResources Ltd Ottawa Ont $107,385, Systemhouse Inc Ottawa Ont $64,959.

Services techniques (y compris recherche) $127,802—Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $61,615, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $51,000.

Services de santé et de bien-être $238

Services de protection $40,412

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $8,235

Enseignement et formation—Fonctionnaires $166,492

Autres services professionnels $2,069,911—R Banta Ottawa Ont $71,425, Don R Allen & Associates Ottawa Ont $80,000, Ekos Research Associates Inc Ottawa Ont $65,183, Four Arrows Ottawa Ont $69,612, E M Hall Saskatoon Sask $113,371, Intergroup Consultants Ltd Winnipeg Man $53,856, Lithwick Rothman & Schiff Associates Ltd Ottawa Ont $73,150, A Price Québec Qué $52,340, Thorne Stevenson & Kellog Edmonton Alb $62,300.

Autres services $1,159,961—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $378,807, Industrial Life Technical Services Ottawa Ont $104,957.

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $32,319,927

Services de comptabilité $142,061

Services d'informatique $1,076,153—CGI Information Systems Ottawa Ont $100,969, Data Consulting Ltd Ottawa Ont $195,181, Lemmex and Associates Ltd Ottawa Ont $63,740, Samapro Ltd Montréal Qué $124,141, Synerlogic Inc Ottawa Ont $52,380, Systemhouse Inc Ottawa Ont $56,394, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $160,996.

Services techniques (y compris recherche) $9,452,185—Abcott Construction Ltd Brantford Ont $197,808, Associated Engineering (BC) Ltd Burnaby C-B $147,499, R J Burnside & Associates Ltd Orangeville Ont $59,173, Carrithers Shaw & Partners Ltd Toronto Ont $66,167, Chatwin Engineering Nanaimo C-B $95,858, Clifton Associates Régina Sask $76,053, Coles Nikitowk Pennel Edmonton Alb $72,000, Dighem Surveys & Processing Mississauga Ont $50,953, R Dodds Ltd Thunder Bay Ont $55,510, EDA Colloborative Inc Toronto Ont $51,398, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $1,329,547, Travaux publics Canada Ottawa Ont $3,662,452, W N Horner & Associates Ltd Truro N-É $63,727, I D Engineering Lloydminster Sask $60,362, Les Consultants BPR Québec Qué $67,360, Marshall Mackling Monaghan Don Mills Ont $51,190, C A McDowell Ltd Centralia Ont $207,098, P R Roach Ltd Grand Falls N-B $91,413, Stanley Associated Engineering Ltd Vancouver C-B $68,493, WL Wardrop & Associates Thunder Bay Ont $67,459.

Services de santé et de bien-être $4,202,562—Acropolis Manor Prince Rupert C-B $67,293, Ashern Personal Care Home Ashern Man $81,495, Braemore Home Sydney N-É $63,727, Centre de Services Sociaux Richelieu Longueuil Qué $74,597, Extendicare Alberta Ltd Edmonton Alb $233,557, Hudson's Bay Co Winnipeg Man $159,926, Halifax County Rehabilitation Centre Dartmouth N-É $126,223, Kenora Day Care Centre Kenora Ont $55,875, Le Centre Garry Taylor Beaconsfield Qué $87,447, Mountain View Lodge Lillooet C-B $70,422, Simon Fraser Lodge Inc Prince George C-B $66,623, Tache Nursing Centre Winnipeg Man $54,212, Terrace View Lodge Terrace C-B $81,380.

Services juridiques $493,143—Cumberland Realty Group Ltd Vancouver C-B $72,920, S W Hamilton Vancouver C-B $68,897.

Services de protection $3,433,964—Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont $3,370,362.

Services scientifiques (y compris recherche) $127,536—Le Groupe Conseil Géonoche Ltd Ste-Foy Qué $50,272.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $2,862,158—Drumheller Valley School Division No 62 Drumheller Alb $74,810, Mohawk College Hamilton Ont $58,567, St Joseph's School Board Chemainus C-B $124,929, University of Calgary Calgary Alb $82,593.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $512,315—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $52,432.

Autres services professionnels $4,158,183—Argyll Business Consultants Ottawa Ont $65,000, Canadian Executive Services Overseas Toronto Ont $265,933, CMHC Technical Services Vancouver C-B $91,586, DPA Group Inc Calgary Alb $61,000, Finadco Service Ottawa Ont $54,000, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $87,781, Statistique Canada Ottawa Ont $234,639, Conseil du Trésor Canada Ottawa Ont $148,291, E E Hobbs & Associates Ltd Ottawa Ont $54,558, Indigenous Survival Int'l Ottawa Ont $50,000, Onchiota Corp Ottawa Ont $65,000, Peters Coolican & Associates Halifax N-É $67,200, Pigeon-Roy Ltd Ottawa Ont $54,525, J P Reecke Vancouver C-B $58,794, Seneca Communications Ottawa Ont $75,000, D Snedden Management Inc Gloucester Ont $69,204, Wang Canada Ltd Don Mills Ont $55,126, R J Weselake Headingley Man $50,000.

Autres services $5,859,667—Best Cleaners and Contractors Vancouver C-B $82,620, Gouvernement du Canada—Énergies, Mines et Ressources Ottawa Ont $93,334, Approvisionnements et Services Ottawa Ont $1,313,337, Industrial Life Tech Ottawa Ont $1,832,292.

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $10,360,653

Services de comptabilité $561,707—Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $477,597.

Services d'informatique $98,508

Services techniques (y compris recherche) $548,382—Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $95,014.

Services de santé et de bien-être $84

Services juridiques $76,545

Services de protection $1,177

Services scientifiques (y compris recherche) $1,303,851—Dobrocky Seatech Ltd Sidney C-B $50,930, Dome Petroleum Ltd Calgary Alb $61,793, Gouvernement du Canada—Environnement Canada Ottawa Ont $846,612.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $885,650—OJT Program Whitehorse TY $485,488.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $220,515—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $68,689.

Autres services professionnels $3,669,184—Arctic Laboratories Ltd Sidney C-B $64,487, EBA Engineering Consultants Ltd Edmonton Alb $229,500, Envirocon Ltd Vancouver C-B $86,747, Gouvernement du Canada—Environnement Canada Ottawa Ont $82,600, Pêches et Océans Ottawa Ont $62,000, Statistique Canada Ottawa Ont $69,328, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $127,145, Keewatin Wildlife Federation Rankin Inlet TN-O $101,512, LGL Associates Ltd Ottawa Ont $424,763, G W Lowney Whitehorse TY $92,941, J S MacTavish Ottawa Ont $58,370, M J O'Connor & Associates Ltd Calgary Alb $127,059, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $64,954, Robinson's Trucking Ltd Yellowknife TN-O $142,500, Stanley Associates Engineering Ltd Edmonton Alb $61,003, Touche Ross & Co Ltd Ottawa Ont $80,000.

Autres services $2,995,050—Boatel Remote Site Feeding Ltd Edmonton Alb $55,836, Fitz/Smith Native Developpement Corporation Fort Smith TN-O $194,112, Fortier Associates International Ltd Nisku Alb $119,606, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $323,293, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $265,051, Industrial Life Technical Services Inc Ottawa Ont $146,618, Kusawa Contracting Ltd Vancouver C-B $289,605, Tu Cho Gha General Contracting Hay River TN-O $51,265.

PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES $1,073,744

Services d'informatique $180

Services techniques (y compris recherche) $59,496—Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $53,963.

Services juridiques $16,938

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,965

Enseignement et formation—Fonctionnaires $23,380

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

Autres services professionnels $926,190—E D Fulton Peters Coolican Associates Halifax N-É $354,710, Smith Lyons Torrance Stevenson & Mayer Ottawa Ont $105,420, Vancouver C-B $131,484.

Autres services $45,595

JUSTICE $14,576,068

Département $8,707,341

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE $8,707,341

Services de comptabilité $118,505—Services de comptabilité et de vérification ASC Ottawa Ont $98,080.

Services d'informatique $202,291—Exocom Ottawa Ont $55,750, Synerlogic Inc Ottawa Ont $57,849.

Services de santé et de bien-être $10,127

Services juridiques $1,118,616—Filmore & Riley Winnipeg Man $331,511, L A Vandor Toronto Ont $53,637.

Services de protection $416,391—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $370,620.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $296,425—The Hague Conference on International Law La Haye Pays-Bas $50,123.

Autres services professionnels $3,563,987—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $109,919, Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $159,251, Canadian Law Information Council Ottawa Ont $1,104,957, George T Cooper Halifax N-É $148,606, Jackson-Smye Inc Toronto Ont $63,068, J & J Research Assoc Ltd Fredericton N-B $185,466, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $56,645, Sloan Greenaway Consultants Winnipeg Man $63,255, Synchrocom Services Ottawa Ont $232,288, Conseil du Trésor Ottawa Ont $63,971.

Autres services $2,980,999—Barreau du Québec Montréal Qué $126,428, Barbara Personnel Ottawa Ont $62,021, Bradson Personnel Ottawa Ont $50,432, Comshare Rexdale Ont $62,660, Law Society of BC Vancouver C-B $72,566, Law Society of Manitoba Winnipeg Man $59,050, Law Society of U C Toronto Ont $207,830, Q L Systems Ltd Kingston Ont $185,593, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $184,010, Trac Tracing Toronto Ont $68,998.

Commission canadienne des droits de la personne $937,187

Services juridiques $124,315—Chivers-Greckol Edmonton Alb $56,696.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $29,296

Autres services professionnels $608,127—Rights Advocates Training Service Louisville Ky É-U $56,106.

Autres services $175,449

Commissaire à la magistrature fédérale $654,477

Enseignement et formation—Fonctionnaires $316,731—École de langues Gérard Caron Ottawa Ont $115,910, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $91,561.

Autres services professionnels $191,317

Autres services $146,429

Cour fédérale du Canada $888,526

Services de protection $275,580—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $237,299.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $26,978

Autres services professionnels $46,926

Autres services $539,042

Commission de réforme du droit du Canada $1,913,570

Services juridiques $22

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,783

Autres services professionnels $1,596,089—Bouchard et Associés Ottawa Ont $55,546, Clifford Gray Associates Ottawa Ont $82,278, Patrick Fitzgerald Consultants Ltd Ottawa Ont $64,642, François Handfield Hull Qué $70,171, Edward Keyserlingk Ottawa Ont $62,410, Harold J Levey Toronto Ont $58,177, Mockle et Associés Ottawa Ont $54,219, Patrick G Robardet Ottawa Ont $50,233, Université de Montréal Montréal Qué $58,807.

Autres services $314,676—Victor Temporary Services Ottawa Ont $64,939.

Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada $265,611

Services juridiques $21,498

Services de protection $1,756

Enseignement et formation—Fonctionnaires $12,663

Autres services professionnels $120,301

Autres services $109,393

Cour suprême du Canada $709,474

Services d'informatique $5,100

Services juridiques $355,437

Services de protection $131,731—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $131,731.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $6,851

Autres services professionnels $66,507

Autres services $143,848

Cour canadienne de l'impôt $499,882

Services d'informatique $87,573—Systemhouse Ltd Ottawa Ont $84,150.

Services de protection $5,121

Enseignement et formation—Fonctionnaires $4,994

Autres services professionnels $77,469

Autres services $324,725—Allwest Reporting Ltd Vancouver C-B $72,659, Nethercut & Company Ltd Toronto Ont $76,202, Mackay Morin Maynard & Associés Montréal Qué $65,161.

TRAVAIL $13,357,274

Département $12,499,535

Services de comptabilité $103,430—Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $103,430.

TRAVAIL—*Fin*

Services techniques (y compris recherche) $1,008,911—The Boiler Inspection and Insurance Co of Canada Toronto Ont $114,480, Département du Travail et de la Main-d'œuvre de: N-B $79,300, T-N $74,009, Ont $57,730, Le Gouvernement des TN-O $68,000, Irving Methe Caron and Associated Ltd Ottawa Ont $153,082, Thermitech Inspection Inc Montréal Qué $168,000.

Services de santé et de bien-être $46,032

Services juridiques $127,553—A Ross Ottawa Ont $98,491

Services de protection $107,299—Travaux publics Canada Ottawa Ont $86,905.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $306,556—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $78,885.

Autres services professionnels $2,049,344—Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $73,043, DMR & Associates Ottawa Ont $129,589, Econosult Inc Montréal Qué $72,950, Hay Management Consultants Ltd Toronto Ont $165,000, Intertask Inc Ottawa Ont $454,980, Sharon Professional Services Ottawa Ont $76,364.

Autres services $8,750,410—Canada Systems Group Ottawa Ont $385,970, Comshare Rexdale Ont $104,977, Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $158,938, K G Campbell Corp Ottawa Ont $330,086, Serials Management Systems Canada Ltd London Ont $95,082, Commission des accidents du travail de: Alb $954,359, C-B $841,212, Man $402,405, N-B $122,692, T-N $61,635, N-É $1,425,297, Ont $2,668,612, Qué $915,881, Sask $282,264.

Conseil canadien des relations du travail $449,418

Services d'informatique $47,775

Services juridiques $176,636

Enseignement et formation—Fonctionnaires $8,766

Autres services $216,241—Cognos Inc Ottawa Ont $52,835, International Simultaneous Translation Service Montréal Qué $65,116.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail $408,321

Services d'informatique $43,335

Services juridiques $3,669

Services de protection $46,481

Services scientifiques (y compris recherche) $25,370

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $2,630

Enseignement et formation—Fonctionnaires $127,262

Autres services professionnels $127,287

Autres services $32,287

DÉFENSE NATIONALE $410,546,094

PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE $410,546,094

Services de comptabilité $68,696—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $63,917.

Services d'informatique $5,926,201—ADGA Systems International Ltd Ottawa Ont $76,788, Cognos Services Inc Ottawa Ont $109,689, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $107,210, Deltacom Inc Ottawa Ont $219,256, DIGI Plus Inc Verdun Qué $79,370, DMR and Associates Saint John N-B $588,869, Domus Software Ottawa Ont $278,806, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $131,699, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $613,403, Honeywell Ltd Scarborough Ont $778,765, IBM Canada Ltd Ottawa Ont $67,331, IDL Integrated Data Ltd Ottawa Ont $114,603, IMATA Systems Corp Ottawa Ont $77,525, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $215,940, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $70,700, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $75,025, Protocoles Standards de Communication Ottawa Ont $122,175, S and S Software Ottawa Ont $69,627, Sharon Professional Services Ottawa Ont $114,208, SHL Systemhouse Ltd Ottawa Ont $320,102, Software Kinetic Ltd Ottawa Ont $59,327, Systems Network Inc Ottawa Ont $155,184, Synerlogic Inc Ottawa Ont $286,301, Ultracom Consulting Ottawa Ont $97,909.

Services techniques (y compris recherche) $77,385,854—Adamson & Associates Architects Toronto Ont $184,201, ADGA Systems International Ltd Ottawa Ont $1,889,320, Aircom Consultant Winnipeg Man $176,163, AMTEK Management Inc Ottawa Ont $644,288, Angers Drouin Simard et Associés Ltée Ste-Foy Qué $98,545, Architects Four Ltd Moncton N-B $62,823, Associated Engineering Alberta Ltd Calgary Alb $86,268, Ballistech Systems Inc St-Bruno Qué $88,551, BDM Corp New York NY É-U $489,144, Beauchemin Beaton Lapointe Inc Montréal Qué $169,235, Bell Canada International Don Mills Ont $94,682, Bendix Avelex Inc Montréal Qué $104,580, BETA Machinery Analysis Ltd Calgary Alb $62,773, Boeing of Canada Ltd Ottawa Ont $476,334, Bombardier Inc Drummondville Qué $120,691, Bristol Aerospace Winnipeg Man $707,496, Bundeskasse Bei D Allemagne $398,799, Burroughs Canada Ottawa Ont $250,060, CAE Electronics Ltd Montréal Qué $332,999, Canadair Ltd Montréal Qué $3,693,662, Canadian General Electric Toronto Ont $1,964,172, C JP Architects Carlberg Jackson Partners New Westminster C-B $219,964, Cognos Services Inc Ottawa Ont $444,666, Computertime Network Corp St-Laurent Qué $57,665, Computing Devices Ltd Ottawa Ont $306,145, Cummings-Cockburn Associates Ottawa Ont $67,716, Currie Coopers and Lybrand Ottawa Ont $143,700, Datacap Ltd Ottawa Ont $148,576, Datastream Ottawa Ont $91,515, W R Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $810,440, Construction de défense (1951) Ltée Ottawa Ont $150,685, The de Havilland Aircraft Co Downsview Ont $225,609, Delcan de Leuw Cather Canada Ltd Don Mills Ont $58,049, DEW Engineering and Development Ottawa Ont $1,010,410, A J Diamond and Partners Toronto Ont $153,253, Diemaco Inc Kitchener Ont $452,109, Digital Equipment of Canada Kanata Ont $54,144, Dolmaco Electronic Consultants Saint-Jean-sur-Richelieu Qué $104,479, Douserv Group Inc Ottawa Ont $346,583, Dumaresq and Byrne Ltd Halifax N-É $56,455, Easams Ltd Surrey Angleterre $500,000, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $3,380,136, Fathom Oceanology Ltd Mississauga Ont $255,276, Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U $7,698,582, Field Aviation Calgary Alb $90,708, Fleetway Engineering Service Ottawa Ont $461,356, FMC Corp San Jose Calif É-U $159,625, Forrest/Bodrug Partners Inc Toronto Ont $60,011, Gagnon Guy Letelier Ross Charlesbourg Qué $77,458, Gastops Ltd Ottawa Ont $311,867, General Motors Oshawa Ont $321,430, George Archer Consulting Engineer Montréal Qué $682,047, H AASS Aero Engineering Ottawa Ont $200,468, Harris Corporation Government Support Systems Syossat NY É-U $191,071, Hartt and Page Ottawa Ont $180,961, Hawker Siddeley Canada Ltd Toronto Ont $1,060,735, Hitech Canada Ltd Ottawa Ont $316,172, W N Horner & Associates Ltd Truro N-É $61,625, Hovey Industries Ltd Ottawa Ont $862,051, Hughes Aircraft Long Beach Calif É-U $159,245, Hydrogeological Consultants Ltd Edmonton Alb $89,270, IMP Group Ltd Dartmouth N-É $1,692,204, Intelco Norval Ont $101,028, Irvin Industries Canada Ltd Fort Érié Ont $106,106, Krauss Maffei Allemagne $974,105, Leigh Instruments Ltd Ottawa Ont $141,430, Les Architectes Gilles Chabot Émile Gilbert Québec Qué $59,115, Les Consultants BCPTA Inc Montréal Qué $138,333, Litton Systems (Canada) Rexdale Ont $2,566,034, LMBDS–Sidam Inc Jonquière Qué $57,187, Lockheed Aircraft Calif É-U $1,013,207, Mann Testing Laboratories Ltd Rexdale Ont $75,203, Ian Martin and Associates Toronto Ont $58,362, Maurice Gravel Architect Chicoutimi Qué $99,469, McDonnell Douglas Aircraft St Louis Mo É-U $1,119,264, MDs Aero Support Corp Boucherville

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

Qué $629,615, Mill and Ross Architects Kingston Ont $67,214, MKR Associates Inc Saugus Calif É-U $59,376, MMP Architects Winnipeg Man $67,131, Morris and Richard Halifax N-É $135,305, Morrison Hershfield Ltd North York Ont $115,643, Newfoundland Design Associates St John's T-N $863,953, New North Consultants St John's T-N $1,426,356, Nor Red Engineering Ltd Niagara Falls Ont $169,799, Northwest Industries Ltd Edmonton Alb $145,212, NSPO Trust Acct American Security Bank Washington DC É-U $231,530, OCERG Nautronic Inc Maryland É-U $78,052, Ogilvie and Hogg Architects Ottawa Ont $189,684, Oldham Engineer Inc Porter's Lake N-É $62,900, Peacock Inc Montréal Qué $3,659,658, J Poom & Associates Inc Vancouver C-B $54,325, Pratt & Whitney Aircraft of Canada Ltd Longueuil Qué $418,657, Gouvernement du Canada—Travaux publics Ottawa Ont $263,190, Rediffusion Dartmouth N-É $508,161, W M Salter Architects Barrie Ont $81,956, Sanders Associates Corp Ottawa Ont $86,831, Schoeler and Heaton Architects Ottawa Ont $80,444, Sharon Professional Services Ottawa Ont $228,300, Shore Tilbe Henschel Irwin Peters Architects & Engineers Toronto Ont $239,834, SHM Marine International Inc Victoria C-B $88,870, Software Kinetics Ltd Nepean Ont $218,296, Solar Turbines Canada Ltd Edmonton Alb $156,217, Spar Aero Space Toronto Ont $509,710, Sperry Inc Ottawa Ont $110,640, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $66,608, ST Research Ltd Ottawa Ont $69,513, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $118,409, Technican International Ltd St-Laurent Qué $140,919, Tecsult Inc Montréal Qué $854,701, T E S Engineering Research Ltd Ottawa Ont $878,983, Texas Instrument Inc Dallas Texas É-U $195,724, Triton Engineering Ltd Halifax N-É $99,982, Tudor and Walters Architects Vancouver C-B $66,862, United Marine System Ltd Victoria C-B $64,209, United Technologies International Stanford Conn É-U $174,785, Valcom Ltd Ottawa Ont $253,088, J Philip Vaughan and Associates Halifax N-É $114,460, Versatile Vickers Inc Montréal Qué $2,513,242, Wackenhut of Canada Ltd Toronto Ont $65,786, W L Wardrop and Associates Ltd Edmonton Alb $99,698, Whitman Benn & Associates Halifax N-É $1,053,760, Willis Cunliffe Tait Dalcan Victoria C-B $488,975, XMCO Canada Inc London Ont $193,650.

Services de santé et de bien-être $22,250,933—Astral Bellevue Classics Toronto Ont $115,614, Besley J K Ottawa Ont $95,293, F J Bethel Ottawa Ont $72,593, Bioscientia GMBH Allemagne $267,140, Société Radio-Canada Ottawa Ont $503,947, CANEBSCO Subscription Service Ltd Toronto Ont $55,792, Criterion Pictures Corp Ltd Halifax N-É $237,149, W A Curtis Ottawa Ont $56,973, Everett Chalmers Fredericton N-B $118,518, Dumanic Enr Québec Qué $111,991, Health Science Center Winnipeg Man $339,814, Hôpital de: Belleville General Belleville Ont $56,455, Brandon General Brandon Man $79,138, Calgary Calgary Alb $64,055, Chilliwack Chilliwack C-B $57,733, Foothills Calgary Alb $203,598, Grace General Winnipeg Man $76,530, Grace Maternity Halifax N-É $83,436, Kingston General Kingston Ont $87,065, Metro Calgary & Rural General Calgary Alb $188,944, Metro Edmonton Edmonton Alb $116,170, Oromocto Public Oromocto N-B $273,492, Ottawa Civic Ottawa Ont $372,763, Ottawa General Ottawa Ont $252,584, James Paton Memorial Gander T-N $74,953, Providence Moose Jaw Sask $54,974, Red Deer Regional Red Deer Alb $73,587, Royal Alexandra Edmonton Alb $175,341, Royal Jubilee Victoria C-B $108,055, Sunnybrook Toronto Ont $59,473, Toronto Toronto Ont $53,405, University of Alberta Edmonton Alb $255,487, Victoria General Victoria C-B $454,081, York Finch General Downsview Ont $80,241, John Jefferson Fredericton N-B $139,410, Kreiskrankenhaus Allemagne $54,948, Diane Laliberté St-David Qué $50,395, Leon Mazurek Medley Alb $54,580, Para-Med Health Services Inc Ottawa Ont $134,352, Paramount Film Service Ltd Toronto Ont $123,173, O T Portner Ottawa Ont $67,648, E M Prest Ottawa Ont $205,149, Privilege Production Inc Edmonton Alb $55,000, Hervé Séguin Courcelette Qué $76,800, Colan M Stevenson Fredericton N-B $52,808, Universal Films Co Willowdale Ont $135,702, Warner Bros Distribution (Canada) Ltd Toronto Ont $163,024, Wilson Medical Center Hamilton Ont $65,590.

Services juridiques $299,532

Services de protection $27,815,178—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $27,165,619, Metropol Base Fort Security Group Winnipeg Man $92,944, Siba Bewachungs Allemagne $283,343.

Services scientifiques (y compris recherche) $2,335,480—ADGA System International Ltd Ottawa Ont $211,973, Canada Systems Group Ottawa Ont $51,310, I P Sharp & Associated Ltd Ottawa Ont $189,657, Mel Defense Systems Ltd Stittsville Ont $80,720, Miller Communication Systems Ltd Kanata Ont $98,509, Prior Data Science Ltd Ottawa Ont $266,225, Roy Ball Associates Ottawa Ont $141,729, Sharon Professional Services Ottawa Ont $145,305, S & S Software Ottawa Ont $170,375, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $210,101, Software Kinetics Ltd Nepean Ont $218,626, W E Thorp & Associates Ltd Ottawa Ont $276,777.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $59,259,430—Agassiz School Division Beauséjour Man $148,162, Annapolis District School Board Annapolis Royal N-É $133,315, Arthur A D Barrie Ont $55,581, Bair AD Petawawa Ont $62,419, Bathurst C Ottawa Ont $56,584, Bergin J V Colgan Ont $51,758, Berry D L Brandon Man $50,113, Calgary Catholic School Board Calgary Alb $195,297, Calgary Board of Education Calgary Alb $1,581,925, Campbell R B Petawawa Ont $54,647, Cape Breton District School Board Sidney N-É $65,300, Carleton Board of Education Ottawa Ont $1,353,214, Carleton Roman Catholic Separate School Board Ottawa Ont $77,610, City of Dartmouth Dartmouth N-É $325,043, Clarke V Ottawa Ont $55,456, Collins F T Barrie Ont $54,205, Commission scolaire Lac Mégantic Lac Mégantic Qué $72,656, Commission scolaire régionale Eastern Québec Qué $51,639, Commission scolaire régionale Ste-Foy Ste-Foy Qué $118,101, Desrochers M P Minesing Ont $63,015, Dryden Board of Education Dryden Ont $117,131, Dryden District Roman Catholic Separate School Dryden Ont $55,616, Dupuis L Petawawa Ont $52,392, Edmonton Public School Board Edmonton Alb $666,378, Edmonton Roman Catholic School Board Edmonton Alb $79,290, Frontenac County Board of Education Kingston Ont $744,010, Frontenac Lennox School Board Kingston Ont $52,247, Halifax County School Board Halifax N-É $157,510, Halton Board of Education Burlington Ont $159,693, Hastings County Board of Education Belleville Ont $775,806, Hastings Prince Board of Education Belleville Ont $162,575, Johnson R L Medley Alb $53,249, Kapuskasing Board of Education Kapuskasing Ont $66,585, Kehoe J K Kingston Ont $52,458, Kindersley School Board Kindersley Sask $93,543, Kings County District School Board Kentville N-É $777,929, Lakehead Board of Education Thunder Bay Ont $52,179, Lakeland Public School Bonnyville Alb $290,093, Lanark County Board of Education Lanark Ont $54,728, Laurentian School Board Lachute Qué $68,583, Lawrence A Petawawa Ont $51,546, Leeds and Grenville School Board Brockville Ont $50,373, Lethbridge School Board Lethbridge Alb $60,697, Lund H D Shilo Man $51,893, McElheran K Ottawa Ont $55,616, Metcalfe B J Kingston Ont $53,508, Metropolitan Separate School Board Toronto Ont $270,860, Moorcroft B F Belleville Ont $51,692, Nelson G W Barry Ont $55,360, Nipissing Board of Education North Bay Ont $363,106, Northumberland School Board Cobourg Ont $75,823, Ontario Teachers Insurance Plan Toronto Ont $165,253, Ottawa Board of Education Ottawa Ont $944,145, Ottawa Roman Catholic School Board Ottawa Ont $301,282, Paddison D T Barrie Ont $50,933, Peel County Board of Education Mississauga Ont $116,946, Pigden E A Barrie Ont $55,360, Pinnock S Ottawa Ont $59,502, Portage La Prairie School Division Portage La Prairie Man $306,341, Red Deer Public School Board Red Deer Alb $119,280, Renfrew County Board of Education Pembroke Ont $88,633, Robinson R M Petawawa Ont $59,919, Rose F F Trenton Ont $50,692, The St Vital School Division Winnipeg Man $85,920, Saskatoon School Board Saskatoon Sask $99,170, Schmidt J P Barrie Ont $55,360, Simcoe County Board of

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

Education Barrie Ont $141,385, Simmons J M Brandon Man $50,598, South Shore Protestant School Board Montréal Qué $123,248, Spreiter D Medley Alb $50,115, Stormont Dundas and Glengarry County School Board Cornwall Ont $55,269, Sudbury Board of Education Sudbury Ont $278,451, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $197,924, Thain R A Medicine Hat Alb $50,541, Trott J V Barrie Ont $57,567, Wainwright Roman Catholic Separate School Board Wainwright Alb $116,413, Wainwright School Board Wainwright Alb $163,930, Wakaw School Board Wakaw Sask $50,800, Walker H Brandon Man $58,620, Wardlaw E North Bay Ont $52,485, Waterloo County School Board Waterloo Ont $100,691, Young B G Barrie Ont $50,932.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $17,549,730—Aetos International Training Group Inc Ottawa Ont $150,946, Canadair Ltd Montréal Qué $56,220, Canadian General Electric Toronto Ont $59,420, Carel School of Languages Vanier Ont $143,079, College Ahuntsic Montréal Qué $89,600, Consolidated Fluid Power Sackville N-É $73,184, Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont $147,340, E A C Amy and Sons Ltd Ottawa Ont $422,514, Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U $4,161,499, Flight Safety International New York NY É-U $300,578, Highland Helicopters Richmond C-B $140,015, James Hickling Training Center Ottawa Ont $175,741, Humber College of Applied Arts and Technology Rexdale Ont $76,862, Integrated Computer Systems Nepean Ont $68,566, Lafleur Bosse and Associates Inc Montréal Qué $158,744, Lifeskil Corp Pensacola Fla É-U $272,930, MacLean and Associates Ottawa Ont $77,493, Okanagan Helicopter Ltd Vancouver C-B $141,680, Pan American World Airline Miami Fla É-U $161,823, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $785,779, Rochester Institute of Technology Rochester NY É-U $53,551, St Lawrence College Cornwall Ont $56,130, Seneca College Seneca Ont $162,543, Standortkasse Allemagne $105,221, Yourdon Canada Inc New York NY É-U $171,522, Université de: Carleton Ottawa Ont $68,800, Dalhousie Halifax N-É $129,004, McMaster Hamilton Ont $61,003, Queen's Kingston Ont $61,128, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $639,076.

Autres services professionnels $47,214,262—A/D Computing Instruments Victoria C-B $82,464, ADGA System International Ltd Ottawa Ont $88,472, Advance Information Technologies Ottawa Ont $109,644, Aercoustics Engineering Ltd Rexdale Ont $57,493, Aerospace Engineer Downsview Ont $55,021, Andyne Computing Kingston Ont $171,532, Aoco Ltd Belleville Ont $61,641, Applied Microelectronic Institute Halifax N-É $218,526, Array Systems Computing Inc Downsview Ont $276,354, Asecor Ltd Manotick Ont $176,523, Atlantic Industrial Research Institute Halifax N-É $51,028, Atlantis Flight Research Woodridge Ont $205,161, Énergie atomique du Canada Limitée Kanata Ont $91,346, Ballard Research Inc North Vancouver C-B $79,408, Ballard Technologies Corp North Vancouver C-B $225,848, Ballistech Systems Inc St-Bruno Qué $498,393, Baron Caoutchouc Ltée St-Jérôme Qué $88,062, Barrodale Computer Victoria C-B $295,301, Bell Northern Research Ottawa Ont $199,938, Biokinetics & Associates Ltd Ottawa Ont $211,416, Bio Research Laboratory Ottawa Ont $146,886, Boeing of Canada Ottawa Ont $472,900, Bomem Inc Ste-Foy Qué $80,394, CAE Electronics Ltd Montréal Qué $167,642, Calgon Carbon Canada Inc Toronto Ont $79,990, Calian Technology Ottawa Ont $156,588, Canada Systems Group Ottawa Ont $116,202, Canadian Center for Applied Management Edmonton Alb $76,743, Canadair Ltd Montréal Qué $168,091, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $1,447,093, Canadian Instrumentation and Research Ltd Mississauga Ont $118,658, CERBO Informatique Inc Westmount Qué $77,871, Collins & Moon Ltd Guelph Ont $168,457, Computing Devices Co Ottawa Ont $1,061,562, CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B $126,677, Cytechnics Ltd Nepean Ont $85,696, Dalsa Inc Waterloo Ont $67,079, W R Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $141,528, The de Havilland Aircraft Co Downsview Ont $358,591, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $109,841, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $354,001, École Polytechnique de Montréal Montréal Qué $73,767, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $91,142, Farrington Lockwood Co Ltd Ottawa Ont $73,308, Focal Marine Ltd Bedford N-É $93,923, G A Grant Scientific Consultants Ltd Nepean Ont $67,865, Gen Tec Inc Ste-Foy Qué $54,471, Hawker Siddely Canada Ltd Toronto Ont $98,717, Hermes Electronic Ltd Dartmouth N-É $479,109, Hitech Canada Ltd Ottawa Ont $144,547, Horizons Technology Inc San Diego Calif É-U $147,449, Human Elements Inc Toronto Ont $75,389, Huntec (70) Ltd Scarborough Ont $79,957, IBM Canada Ltd Ottawa Ont $135,636, Image & Audio Systems Inc Kingston Ont $114,928, Imata Systems Co Ottawa Ont $68,000, Industries Valcartier Inc Valcartier Qué $64,471, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $67,831, Institute of Public Affairs Halifax N-É $52,475, Interact Research and Development Corp Victoria C-B $174,004, Interactive Circuits and Systems Ltd Ottawa Ont $267,888, I P Sharp & Associates Ltd Toronto Ont $145,928, IT & A Invers Theory and Applications Vancouver C-B $150,833, Klohn Leonoff Consulting Ltd Calgary Alb $119,060, Lumonics Research Ltd Kanata Ont $406,019, Manitoba Hydro Winnipeg Man $71,528, Martec Ltd Halifax N-É $546,031, MEL Defence Systems Ltd Stittsville Ont $65,577, George A May and Associates Ltd Sooke C-B $50,653, Mining Resource Engineering Ltd Kingston Ont $281,072, Moli Energy Ltd Burn Bay Ont $97,479, Moniteq Ltd Toronto Ont $100,086, Motorola Information Systems Brampton Ont $74,110, MPB Technologies Inc Ste-Anne-de-Bellevue Qué $780,955, Netherlands Ship Model Basin Wageningen Pays-Bas $150,464, Nova Scotia Research Foundation Dartmouth N-É $111,547, NTT Systems Inc Willowdale Ont $144,662, Oceanroutes Canada Inc Bedford N-É $200,713, Offshore System Ltd North Vancouver C-B $60,490, Ontario Research Foundation Toronto Ont $864,539, Optech Inc Downsview Ont $530,905, Optotek Ltd Ottawa Ont $340,123, Pacific Microcircuits Ltd White Rock C-B $85,863, Peat Marwick and Partners Management Consultants Ottawa Ont $151,680, Philip A Lapp Ltd Toronto Ont $77,962, Phoenix Trading Co Cowansville Qué $86,556, Pylon Electronic Development Co Ltd Nepean Ont $64,871, RCA Inc Ottawa Ont $115,448, Research & Productivity Counsel Fredericton N-B $75,686, Retech Ltd Victoria C-B $140,812, Roy Ball & Associates Ottawa Ont $356,134, S & J Engineering Inc Toronto Ont $202,965, Scintrex Ltd Concord Ont $70,046, SEA-1 Research Canada Ltd Sidney C-B $69,935, Siltronics Ltd Ottawa Ont $73,720, Software Kinetic Ltd Nepean Ont $192,090, Somapro Ltée Ottawa Ont $103,907, Spar Aerospace Ltd Toronto Ont $1,453,321, Sparton of Canada Ottawa Ont $829,004, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $425,963, Synerlogic Inc Ottawa Ont $878,189, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $153,549, Techno Scientific Inc Downsview Ont $152,134, Telemus Electronic Systems Inc Nepean Ont $590,042, The de Havilland Aircraft Co Downsview Ont $64,660, The Wellesley Hospital Toronto Ont $104,127, Thompson Foss Inc Ottawa Ont $59,348, Til Tek Ltd Kemptville Ont $95,171, Toronto Western Hospital Toronto Ont $86,047, Tridex Systems Inc Nepean Ont $198,630, Ultra Lasertech Mississauga Ont $79,069, Université de: Carleton Ottawa Ont $293,317, Concordia Montréal Qué $325,699, Dalhousie Halifax N-É $132,286, Laval Montréal Qué $461,598, McGill Montréal Qué $684,845, McMaster Hamilton Ont $479,046, Laval Montréal Qué $454,394, Manitoba Winnipeg Man $68,657, Memorial St John's T-N $92,063, Queen's Kingston Ont $495,505, Toronto Toronto Ont $90,013, York Downsview Ont $190,100, Varian Canada Inc Georgetown Ont $199,919, Welding Institute of Canada Oakville Ont $61,991, Willer Engineering Ltd Willowdale Ont $210,733, W P Cunningham Ottawa Ont $50,061, W R Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $97,529, Wycove Systems Ltd Dartmouth N-É $54,979.

Autres services $150,440,798—ADGA Systems International Ltd Ottawa Ont $131,086, Air Cadet League Ottawa Ont $341,224,

DÉFENSE NATIONALE—*Fin*

Allgemeine Ortk Allemagne $250,029, Allied Maintenance Scarborough Ont $819,762, Alphatext Ltd Ottawa Ont $150,061, Altec Ltd Medicine Hat Alb $242,270, Albert R Tracey Hantsport N-É $55,404, Atmospheric Environment Services Downsview Ont $6,952,100, Bagnells Launderers Halifax N-É $118,727, Bale Holliday Waste Disposal North Bay Ont $74,422, Ballistech Systems Inc St-Bruno Qué $70,479, Beaver Foods Ltd London Ont $324,410, Bee Clean Co of Canada Medicine Hat Alb $162,286, Best Cleaners & Contractors Vancouver C-B $162,442, Boaden Catering Ltd Etobicoke Ont $321,791, Boatel Remote Site Feeding Ltd Vancouver C-B $491,491, Bob Charette Trucking Petawawa Ont $63,181, Bridgewater Laundry & Dry Cleaners Bridgewater N-É $84,281, Brighton Laundry Toronto Ont $225,436, Browning-Ferris Industries Dartmouth N-É $604,675, Buanderie Arvida Ltée Arvida Qué $173,705, Cal Van Canus Catering Ltd Vancouver C-B $587,429, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $525,657, Canadian Commercial Corporation Ottawa Ont $65,078, Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $154,148, Champlain Service Sanitaire Ste-Foy Qué $137,366, Charlotte Laundry St Andrews N-B $82,879, Chem Reinigung Allemagne $54,543, Chermont Holdings Princeton C-B $72,785, Commercial Towel and Linen Victoria C-B $180,521, Construction P R Dubeau Inc Beauport Qué $58,775, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $181,500, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $112,259, Crystal Building Services Etobicoke Ont $176,493, Dalmar Foods Ltd Toronto Ont $63,931, Gouvernement du Canada—Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $153,936, Département des Communications Ottawa Ont $112,893, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $167,157, Environnement Canada Ottawa Ont $631,900, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $913,840, Domaine de la Jeunesse Inc Arvida Qué $303,761, Mike Dunphy Douglas Man $85,098, Eureka Maintenance Thetford Mines Qué $208,940, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $81,446, Fabric Care Cleaners and Associates Ltd $200,304, Fairbairn Executive Services Ltd Ottawa Ont $99,008, Fair Disposals Ltd Sardis C-B $68,871, Fashion Care Cleaners Calgary Alb $51,580, Federal Reserve Bank of New York N-Y É-U $394,021, P Ferland Teinturier Enr Québec Qué $246,948, Forceten Enterprises Inc Halifax N-É $93,437, Glacier Catering & Bar Service Victoria C-B $389,972, Gosselin Salvage Ltd Wainwright Alb $67,230, Groom & Able Building Maintenance Aldergrove C-B $59,208, Groupe Admari Inc Québec Qué $267,804, Information Service Division of Canadian Engineering Publications Ltd Toronto Ont $66,420, Jean Pierre Guay Transport Ste-Blaise Qué $52,632, Kelly Services Ltd Toronto Ont $67,611, Lacey Garbage Disposal Courtenay C-B $108,277, Laidlaw Waste System Ltd Kitchener Ont, Edmonton Alb, Winnipeg Man $290,633, Landratsamt Ort Allemagne $172,634, MacCormack Camp Catering Vancouver C-B $357,469, MacDonald and Brisson Personnel Services Ltd Ottawa Ont $56,179, McLellan Disposal Services Ltd Mont Forest Ont $119,983, Manpower Personnel Services Ottawa Ont $65,462, Maritime Sanitation Services Ltd Fredericton N-B $168,138, Mid Alberta Disposal Cold Lake Alb $206,341, Mittelbadischer Allemagne $433,506, Modern Building Cleaners Ottawa Ont $609,336, Modern Cleaners & Launderers Ltd Toronto Ont $124,595, Moonlight Building Maintenance Ltd Richmond C-B $144,600, Moose Jaw Steam Laundry Moose Jaw Sask $56,738, Mull Transport Allemagne $248,681, Gouvernement du Canada—Office national du film Ottawa Ont $54,087, Nelsons Linen & Supply Vancouver C-B $98,023, Network W P Personnel Inc Ottawa Ont $65,737, Northmount Camp Services Vancouver C-B $259,654, Oberkasse Der W Allemagne $126,134, Ocean Disposal Ltd Victoria C-B $94,727, Office Overload Ottawa Ont $59,667, P R Dextraze Inc Granby Qué $155,597, Pacific Coast Cleaners Courtenay C-B $91,632, Parsons Cleaners Belleville Ont $100,420, Pembroke Dry Cleaners Pembroke Ont $71,373, Perth Brandon Ltd Brandon Man $76,367, Point Gebaudere Allemagne $117,654, Pollack Personnel Ltd Ottawa Ont $125,310, Printz Reinigung Allemagne $243,961, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $623,439, Queen's University Kingston Ont $54,960, Queloz & Associates Québec Qué $84,571, Quinte Sanitation Services Ltd Belleville Ont $190,333, Royal Canadian Flying Club Ottawa Ont $263,400, Sani John Inc Stoneham Qué $63,257, Sharon Professional Services Ottawa Ont $59,925, Sheppards Laundry & Dry Cleaners Happy Valley Lab $53,521, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $73,309,472, Sussex Informatics Ottawa Ont $177,891, Technican International Support Services Ottawa Ont $56,733, The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $128,254, Tricil Ltd Kingston Ont $185,093, Université de: York Downsview Ont $233,353, Valley Caterers Arnprior Ont $99,539, Wainwright Savings & Credit Union Wainwright Alb $53,173, Wendy's Reliable Ltd Halifax N-É $144,335, Western Linen Service Calgary Alb $57,612, W M I du Québec Montréal Qué $132,803, White Star Laundry Summerside Î-P-É $63,057, Work Wear Corporation of Canada Toronto Ont $72,391.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $86,503,716

Département $86,190,069

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $3,263,195

Services de comptabilité $113,974

Services d'informatique $38,395

Services de protection $184,891—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $184,891.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $186,121—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $115,754.

Autres services professionnels $1,290,000—Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $229,574, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $136,591, The Laurier Group of Systems and Management Consultants Inc Ottawa Ont $89,392.

Autres services $1,449,814—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $379,530, Comshare Ottawa Ont $72,000, Dataline Inc Toronto Ont $337,122, Plan Tel Inc Montréal Qué $51,413, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $116,171.

PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ $2,935,733

Services de comptabilité $71,700—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau de services de vérification Ottawa Ont $71,700.

Services d'informatique $7,263

Services de santé et de bien-être $7,749

Services de protection $25

Services scientifiques (y compris recherche) $2,149,000—Building Diagnostics Inc Montréal Qué $77,677, Canadian Gallup Poll Ltd Toronto Ont $62,000, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $257,700, et Approvisionnements et Services/Centre de film et vidéo du gouvernement canadien Ottawa Ont $54,775, J P Nicholson Ottawa Ont $157,567, Supermarket Infocentre Network Toronto Ont $129,046, Wilson Young and Associates Ottawa Ont $127,506.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $45,488

Autres services professionnels $23,801

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Autres services $630,707—Gouvernement du Canada—Office national du film Ottawa Ont $225,058 et Approvisionnements et Services Ottawa Ont $166,709.

PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX $1,469,359

Services de comptabilité $808,949—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $776,108.

Services d'informatique $28,305

Services juridiques $764

Enseignement et formation—Fonctionnaires $49,424

Autres services professionnels $231,691

Autres services $350,226—Gouvernement du Canada—Office national du film Ottawa Ont $99,458, Approvisionnements et Services/Centre de film et vidéo du gouvernement canadien Ottawa Ont $124,929.

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $59,780,442

Services de comptabilité $787,655—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $196,123, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $387,831, Manitoba Health Organization Winnipeg Man $179,634.

Services d'informatique $363,797—Dynakey Corp Ottawa Ont $63,504, Newven Consulting Group Ottawa Ont $56,511, Synerlogic Inc Ottawa Ont $62,223.

Services techniques (y compris recherche) $5,187

Services de santé et de bien-être $50,434,184—G Acaster North Battleford Sask $75,038, Alberta Hospital and Medical Care Edmonton Alb $4,937,207, Allen's Enterprises Inuvik TN-O $90,983, J Alexander Edmonton Alb $148,522, Arctic Exploration Services Paulatuk TN-O $149,661, Ashern Dental Group Ashern Man $58,834, Associated Radiologists Edmonton Alb $73,439, K Baffoe The Pas Man $67,423, Baker Memorial Centre Calgary Alb $57,524, B Bourne St Albert Alb $116,258, J Boyko Ste-Rose-du-Lac Man $72,014, D Brothwell Melfort Sask $83,758, I Bruce Winnipeg Man $53,363, Cameron Dental Clinic Inuvik TN-O $237,331, L Cardinal Cornwall Ont $60,161, P Cassidy Lillooet C-B $64,350, Centre Richelieu of Social Services Mississauga Ont $70,496, J Cheever Wetaskiwin Alb $94,538, G Chilibeck Duncan C-B $55,611, E Church Meadow Lake Sask $146,622, Clark Dental Clinic Inuvik TN-O $295,468, C Constabel Williams Lake C-B $68,466, D Crane Caledonia Ont $154,490, H Cross Winnipeg Man $74,412, A Crowley Pemberton C-B $69,206, M Crozier Flin Flon Man $113,550, Delta House Inuvik TN-O $59,466, J Desbyshire Calgary Alb $52,030, R Diamond Winnipeg Man $59,390, Direct Dental Services Inuvik TN-O $177,528, B Duncan Oshweken Ont $103,513, Fort McMurray and District Health Unit Fort McMurray Alb $122,346, Fort Smith Dental Clinic Fort Smith TN-O $52,985, K Foster Slave Lake Alb $57,791, G Frazer Caledonia Ont $119,208, E Gaudet Prince Albert Sask $80,837, B Goldberg Lillooet C-B $53,131, A Gottschling Prince Rupert C-B $73,893, Gouvernement du Canada—Département des Affaires indiennes et du Nord canadien Saskatoon Sask $103,918, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $432,043, H Griesbach Fort Macleod Alb $64,695, L Harder North Battleford Sask $72,124, B Harper Little Current Ont $131,810, Hay River Dental Clinic Hay River TN-O $418,886, Health Education Centre Bella Coola C-B $124,632, Health Sciences Centre Winnipeg Man $137,164, A Hokhold Burns Lake C-B $327,854, Hospital for Sick Children Toronto Ont $242,425, HTB Management Services Hay River TN-O $180,696, Inuvik Dental Clinic Inuvik TN-O $85,299, D Kalra Vancouver C-B $81,478, S King Winnipeg Man $129,842, Klondike Dental Clinic Whitehorse TY $132,432, W Korzinowski Norman Wells TN-O $77,524, R Lanon Cardston Alb $120,944, L Lanteigne Moncton N-B $69,528, L Louie Prince Rupert C-B $78,378, Medical Services Plan of BC Victoria C-B $1,585,797, Metropolitan Dental Group Winnipeg Man $88,524, C Meyers Prince Albert Sask $97,776, Michener Centre Red Deer Alb $684,507, L Miller Grenfell Sask $59,832, T Mokelby Prince Albert Sask $133,694, Montreal Children's Hospital Montréal Qué $226,300, K Muxlow Lambeth Ont $54,815, R Myers Prince Albert Sask $67,987, Mengayni Treatment Centre 150 Mile House C-B $57,863, Northwestern Health and Social Services High Level Alb $93,516, G Nowazek Brandon Man $55,872, R Nowak Winnipeg Man $56,600, Ontario Dental Association Toronto Ont $135,377, V O'Reilly Wikwemikong Ont $62,260, Parson's Air Service Flin Flon Man $52,849, A Plunz North Battleford Sask $53,504, P Poitras Régina Sask $114,543, P Poon Winnipeg Man $60,774, O Powell Terrace C-B $82,938, Prince Rupert Regional Hospital Prince Rupert C-B $57,531, F Pyde Prince Rupert C-B $117,580, J Radue Spiritwood Sask $99,501, A Roth Wetaskiwin Alb $54,924, Round Lake Centre Armstrong C-B $93,956, R Ruzicka Victoria C-B $94,143, St John Ambulance Yellowknife TN-O $96,263, J Shocrylas Waglisla C-B $70,467, R Sims Chilliwack C-B $62,053, Stanton Yellowknife Hospital Yellowknife TN-O $414,030, M Steed Pincher Creek Alb $50,291, M Sullivan Edmonton Alb $57,330, R Taillon Calgary Alb $90,230, R Thomas Halifax N-É $69,943, T Tomlinson Prince Albert Sask $102,028, K Trefz Red Deer Alb $86,455, Université de: Alberta Edmonton Alb $82,186, Manitoba Winnipeg Man $3,036,781, Queen's Kingston Ont $693,244, Toronto Toronto Ont $2,026,528 et Western Ontario London Ont $120,752, L Vos Thunder Bay Ont $59,503, K Walters Vancouver C-B $171,243, A Wang Duncan C-B $61,452, R Weibe Chilliwack C-B $70,203, M White Fort Qu'Appelle Sask $68,669, Whitehorse Dental Clinic Whitehorse TY $199,920, Wrinch Memorial Hospital Hazelton C-B $195,515, Yellowknife Dental Clinic Yellowknife TN-O $370,412, J Zucchiatti Terrace C-B $61,436, T Zukiwsky St Paul Alb $91,921.

Services juridiques $1,888

Services de protection $357,078—Northside Security Winnipeg Man $103,151, Ralson Construction Ltd North Bay Ont $189,894.

Services scientifiques (y compris recherche) $34,252

Enseignement et formation—Fonctionnaires $860,903—Dalhousie University Halifax N-É $310,700.

Autres services professionnels $1,345,190—Gouvernement du Canada—Département des Travaux publics Ottawa Ont $150,662, Gouvernement du Canada—Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $123,710, IMS Corporation Régina Sask $100,000, Naus and Newlyn Willingboro NJ É-U $90,600, P Nicholson Ottawa Ont $71,724.

Autres services $5,590,308—Canada Catering Company Toronto Ont $737,043, Gouvernement du Canada—Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $893,312, Inuvik Laundry and Drycleaning Ltd Inuvik TN-O $99,363, Ralson Construction Ltd North Bay Ont $802,278, Sioux Lookout General Hospital Sioux Lookout Ont $87,657, Victor Temporary Services Ottawa Ont $63,094, VS Services Toronto Ont $506,304.

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $13,112,715

Services d'informatique $445,595—Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $101,150, SHL Systemhouse Ottawa Ont $89,875.

Services techniques (y compris recherche) $116,154—Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $116,154.

Services de santé et de bien-être $40,220

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

Services juridiques $7,489,610—Aylward and Co St John's T-N $82,644, Baker Newby and Co Chilliwack C-B $109,743, Barlow Sperry and Bell Trail C-B $54,494, Chipman and Associates Yarmouth N-É $70,487, Cleall and Co Edmonton Alb $61,572, I B Cowan Mississauga Ont $117,761, Crampton and Co Terrace C-B $50,994, Doig and Co Burnaby C-B $111,888, P H Ennis Hamilton Ont $75,141, R Fowler St John's T-N $124,521, Gordon and Co Medicine Hat Alb $54,520, Goult and Co Victoria C-B $71,225, Harris Campbell Threlfall Burnaby C-B $70,297, R W Jacobs Surrey C-B $73,441, Jones Emery and Carfra Victoria C-B $319,956, I F Kaatz Kamloops C-B $69,582, Kinsman and Co Penticton C-B $102,117, Lewis Day Cook and Sheppard St John's T-N $55,180, Mousseau Law Firm Windsor Ont $76,269, R W Murray Thunder Bay Ont $70,475, Nundel and Co Fort Langley C-B $89,689, Ramsay Thompson and Lampman Nanaimo C-B $70,379, Rodnunsky and Co Grande Prairie Alb $129,286, Schnell and Co Red Deer Alb $62,417, Scott and Smith Calgary Alb $56,641, Walsh and Young Calgary Alb $659,004, W C West Hamilton Ont $52,570, Whitson and Co Victoria C-B $109,607, M. Woolcott Kitchener Ont $64,374, Woolliams and Co Calgary Alb $57,482, W Zimmerman Hamilton Ont $50,995.

Services de protection $497,336—Corps canadien des commissionnaires: Montréal Qué $53,058, Ottawa Ont $317,689 (Payé $331,564 récupéré $3,012 d'Énergie, Mines et Ressources, $2,366 de la Commission de contrôle de l'énergie atomique $1,452 du Travail Canada et $7,045 du Conseil national de recherches) et Toronto Ont $57,709, National Protective Service Ottawa Ont $63,803.

Services scientifiques (y compris recherche) $2,350,103—Biopath Analysts Guelph Ont $83,771, BioResearch Senneville Qué $137,871, Canadian Medical Association Ottawa Ont $68,086, Concord Scientific Downsview Ont $79,593, Labstat Inc Kitchener Ont $218,055, Mann Testing Mississauga Ont $121,290, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont $232,300, Université de: Alberta Edmonton Alb $51,794, Harvard Boston Ma É-U $93,300, Toronto Toronto Ont $79,834 et Waterloo Waterloo Ont $61,133.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $174,581

Autres services professionnels $165,084

Autres services $1,834,032—Canada Systems Group Ottawa Ont $495,230, Drake International Ottawa Ont $63,446 (Payé $82,235 récupéré $18,789 de Consommation et Corporations), Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $476,364, Manpower Personnel Ottawa Ont $51,175, Victor Temporary Services Ottawa Ont $79,094.

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU $4,065,065

Services d'informatique $2,291,518—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $1,939,623, Prism Data Services Ltd Toronto Ont $50,000, Systems Network Inc Ottawa Ont $188,909.

Services de santé et de bien-être $441,108

Services juridiques $14,137

Services de protection $65,280—Corps canadien des commissionnaires Québec Qué $65,280.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $129,915—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $55,281.

Autres services professionnels $534,028—Gouvernement du Canada—Conseil du Trésor Ottawa Ont $156,336.

Autres services $589,079—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $30[illegible],072.

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR $1,234,331

Services de comptabilité $102,000—Deloitte Haskins and Sells Ottawa Ont $102,000.

Services d'informatique $108,716

Services juridiques $62,117

Services de protection $3,379

Enseignement et formation—Fonctionnaires $42,992

Autres services professionnels $285,081—Deloitte Haskins and Sells Ottawa Ont $57,500.

Autres services $630,046—Gouvernement du Canada—Département de la Défense nationale Ottawa Ont $119,940, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $101,327.

PROGRAMME DES XV[es] JEUX OLYMPIQUES D'HIVER $329,229

Services juridiques $82,910—Burnet Duckworth and Palmer Calgary Alb $82,910.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,222

Autres services professionnels $226,186—Currie Coopers and Lybrand Calgary Alb $92,750, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $50,236, Touche Ross and Partners Calgary Alb $53,977.

Autres services $18,911

Conseil de recherches médicales $313,647

Services de protection $4,289

Enseignement et formation—Fonctionnaires $3,575

Autres services professionnels $229,576—McGill University Montréal Qué $62,592, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $55,602.

Autres services $76,207

REVENU NATIONAL $30,890,281

Douanes et Accise $16,448,301

Services de comptabilité $40,250

Services d'informatique $1,880,793—Federal Systems of Canada Ottawa Ont $64,897, GEAC Canada Ltd Ottawa Ont $856,382, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $120,621, Information Systems Consulting Inc Vienna Va É-U $70,535, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $55,380, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $52,586, Sharon Professional Services Ottawa Ont $52,576, Silico Computer Systems Nepean Ont $100,839, Ultracom Consulting Services Ottawa Ont $105,483, Veritaag Technology House Inc Ottawa Ont $53,329.

Services techniques (y compris recherche) $168,641—Travaux publics Canada Hull Qué $149,034.

Services de santé et de bien-être $149,846—C F Consultants Montréal Qué $142,018.

Services juridiques $270,899

Services de protection $1,104,057—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $644,270, Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont $236,277, National Protective Services Company Ltd Ottawa Ont $162,399.

REVENU NATIONAL—*Fin*

Services scientifiques (y compris recherche) $96,331—Barringer Research Ltd Rexdale Ont $59,791.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $13,400

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,050,070—Le Centre de Langues Feuille d'Érable Ltée Ottawa Ont $484,477, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $149,393.

Autres services professionnels $908,630—Currie Coopers and Lybrand Ottawa Ont $87,035, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $197,112, Touche Ross and Partners Ottawa Ont $95,000.

Autres services $10,765,384—Alphatext Ltd Toronto Ont $178,866, Bradson Personnel Services Ltd Ottawa Ont $78,106, Société canadienne des postes Ottawa Ont $349,169, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $229,652, CGI Inc Ottawa Ont $256,832, Crawley and McCraken Company Ltd Montréal Qué $329,579, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $1,094,821, Datacap Ltd Ottawa Ont $149,878, Datacrown Inc Willowdale Ont $724,182, Domus Software Ltd Ottawa Ont $91,215, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $396,850, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $623,702, Honeywell Ltd North York Ont $59,928, HST Information Systems Ltd Ottawa Ont $485,571, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $91,970, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $204,849, ISG Consultants Ltd Ottawa Ont $68,335, Lemmex and Associate Ltd Ottawa Ont $130,638, Maxima Computer Management Consultants Ltd Ottawa Ont $71,850, Network W/P Personnel Ottawa Ont $89,111, Oasys Data Sciences Ltd Willowdale Ont $50,855, Polaris Computer Systems Ltd Toronto Ont $106,316, Travaux publics Canada Ottawa Ont $164,656, Q L Systems Ltd Kingston Ont $279,607, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $425,108, RCA Metrosystem Inc Ottawa Ont $81,890, Sharon Professional Services Ottawa Ont $102,966, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $230,842, Somapro Ltd Montréal Qué $71,008, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $725,743, Synerlogic Inc Ottawa Ont $476,187, Systemhouse Inc Ottawa Ont $208,017, Systems Network Inc Ottawa Ont $360,181, Temporarily Yours Ottawa Ont $60,937, The 500 Selection Services Ottawa Ont $51,387, The ACS Group Ottawa Ont $104,675, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $104,296.

Impôt $14,441,980

Services de comptabilité $41,253

Services techniques (y compris recherche) $41,980

Services de santé et de bien-être $342,863—J C Villeneuve Québec Qué $50,000.

Services juridiques $1,144,612—Département de la Justice Ottawa Ont $142,124.

Services de protection $3,423,867—Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $352,736, Burns International Security Services Ltd Ottawa Ont $225,950, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $2,096,691, National Protective Service Company Ottawa Ont $212,614, Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $118,514.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,120,012—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $137,101.

Autres services professionnels $1,482,339—Bennett Jones Calgary Alb $50,000, Environics Research Group Ltd Toronto Ont $51,037, Fountain Technical Services Ottawa Ont $98,890, William Leiss and Associates Ltd Vancouver C-B $57,391, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $71,850.

Autres services $6,845,054—Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada Ottawa Ont $2,978,979, Société canadienne des postes Ottawa Ont $349,145, Canada Systems Group Ltd Mississauga Ont $52,055, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $463,023, Plantel Inc Montréal Qué $54,436, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,571,523.

PARLEMENT $6,955,046

Sénat $1,409,534

Services de protection $586

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $22,304

Enseignement et formation—Fonctionnaires $5,214

Autres services professionnels $617,552—Chambre des communes Ottawa Ont $77,742, Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade Ottawa Ont $246,199.

Autres services $763,878

Chambre des communes $5,080,603

Services de comptabilité $7,334

Services d'informatique $193,430—Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont $76,588, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $69,259.

Services juridiques $117,426—Gowling & Henderson Ottawa Ont $75,041.

Services de protection $28,100

Enseignement et formation—Fonctionnaires $471,025—Caron School of Languages Ltd Ottawa Ont $84,671.

Autres services professionnels $3,114,311—Société Radio-Canada Ottawa Ont $345,939, R David Radford Associates Ltd Agincourt Ont $64,550, H Dennis Madden and Associates Toronto Ont $83,031, Fraser & Beatty Toronto Ont $119,000, Maheu Noiseux et Cie Ste-Foy Qué $50,000, Martineau Walker Montréal Qué $97,000, Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade Ottawa Ont $456,255, Secor Inc Montréal Qué $79,000, The Humphreys Public Affairs Group Inc Ottawa Ont $88,064, Wanda M Noël Nepean Ont $107,000, E Wayne Clendenning Consulting (1983) Ltd Ottawa Ont $62,500.

Autres services $1,148,977—Bradson Personnel Services Ottawa Ont $198,394, Crowntek Communications Willowdale Ont $72,606, Network W/P Personnel Inc Ottawa Ont $169,680, Parliamentary Restaurant Ottawa Ont $131,996, Stacey Personnel Ottawa Ont $89,098, QL Systems Ltd Kingston Ont $103,285.

Bibliothèque du Parlement $464,909

Services de comptabilité $17,000

Enseignement et formation—Fonctionnaires $26,352

Autres services professionnels $55,101

Autres services $366,456—Bibliothèque nationale Ottawa Ont $179,762.

CONSEIL PRIVÉ $14,454,815

Département $9,836,916

PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ $5,097,727

Services de comptabilité $51,600

Services d'informatique $1,039,704—ACS Associates Consulting Services Ltd Ottawa Ont $187,715, CEGIR Canada Inc Ottawa Ont $60,813, IOTA Consulting Ltd Ottawa Ont $181,640, Lemmex and

CONSEIL PRIVÉ—*Suite*

Associates Ottawa Ont $75,615, Loecus Informatics Inc Ottawa Ont $57,335, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $210,963.

Services juridiques $125,763—Noël Décary Aubry et Associés Hull Qué $66,456.

Services de protection $610,177—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $607,470.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $107,225—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $59,800.

Autres services professionnels $770,525

Autres services $2,392,733—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $142,138, Bradson Personnel Ottawa Ont $136,615, Société Radio-Canada Ottawa Ont $212,296, Harrington Marketing Ltd Ottawa Ont $116,421, Michelle K and Associates Ottawa Ont $171,695, Restaurant parlementaire Ottawa Ont $62,285, Quantum Management Services Montréal Qué $100,300, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $208,918, Victor Temporary Services Ottawa Ont $127,075.

COMMISSION ROYALE SUR LE DÉSASTRE MARIN L'«OCEAN RANGER» $120,254

Services de comptabilité $5,098

Services juridiques $32,039

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,340

Autres services professionnels $18,325

Autres services $63,452

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'UNION ÉCONOMIQUE CANADIENNE ET LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT $2,652,195

Autres services professionnels $439,948—Gerald Godsoe Halifax N-É $85,400.

Autres services $2,212,247—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $106,897, Graph Comp Inc Ottawa Ont $333,968, Christiane E Kaisin Inc Ottawa Ont $399,470, Network W/P Personnel Inc Ottawa Ont $176,998, Quantum Management Services Montréal Qué $57,565.

COMMISSION CHARGÉE D'ÉTUDIER LES TRAITEMENTS DES DÉPUTÉS ET DES SÉNATEURS $6,774

Autres services professionnels $3,150

Autres services $3,624

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES CRIMINELS DE GUERRE $1,360,877

Services juridiques $923,528—Jacques Allard Hull Qué $103,595, Clarkson Tétreault Montréal Qué $94,663, Peter Hargadon Ottawa Ont $120,790, MacLaren Corlett Cuzmer Gordon Ottawa Ont $80,172, McMaster & Meighen Toronto Ont $136,462, Ogilvy Renault Ottawa Ont $244,689, Thompson Dorfman Sweatman Winnipeg Man $57,084.

Services de protection $74,401—Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $72,384.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $120

Autres services professionnels $98,144

Autres services $264,684—Paul Boisvert Ottawa Ont $51,750, Paul Drapeau Ottawa Ont $72,850, Thomas Welsh Ottawa Ont $52,000.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR CERTAINES OPÉRATIONS BANCAIRES $599,089

Services juridiques $493,603—Nigel Campbell Toronto Ont $74,992, Stikeman Elliott Toronto Ont $314,251.

Autres services professionnels $88,293—International Simultaneous Translation Services Montréal Qué $59,463.

Autres services $17,193

Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes $1,032,055

Services de protection $47,194

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,660

Autres services professionnels $164,398—Secrétariat d'État Ottawa Ont $84,487.

Autres services $818,803—Gouvernement de Terre-Neuve et Labrador St John's T-N $85,561, International Simultaneous Translation Service Montréal Qué $85,774, Multitone Electronics Ltd Downsview Ont $113,239, Province de l'Ontario Toronto Ont $60,000, Travaux publics Canada Ottawa Ont $51,289, Selective Placements Ltd Ottawa Ont $81,841.

Directeur général des élections $715,183

Services de comptabilité $3,937

Services juridiques $133,826

Services de protection $617

Enseignement et formation—Fonctionnaires $13,971

Autres services professionnels $479,608—C G I Inc Ottawa Ont $123,715, J O Gorman Ottawa Ont $62,401, Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $93,589.

Autres services $83,224

Commissaire aux langues officielles $1,576,449

Services de comptabilité $20,000

Services d'informatique $14,000

Services juridiques $40,180

Enseignement et formation—Fonctionnaires $38,081

Autres services professionnels $699,337—Alphascript Ottawa Ont $81,360, Living Dimensions Ltd Perth Ont $83,194, Optima Consultants Ottawa Ont $56,610, Quality Language Services Ottawa Ont $58,951.

Autres services $764,851—Centre de photographie du gouvernement canadien Ottawa Ont $188,364.

Conseil économique du Canada $852,420

Services de comptabilité $20,800

Enseignement et formation—Fonctionnaires $83,053

Autres services professionnels $422,161

Autres services $326,406—L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $225,221.

Commission des relations de travail dans la Fonction publique $441,792

Services de comptabilité $22,810

Services juridiques $11,143

CONSEIL PRIVÉ—*Fin*

Services de protection $786

Enseignement et formation—Fonctionnaires $29,805

Autres services professionnels $130,412

Autres services $246,836—Canada Systems Group Ottawa Ont $151,899.

TRAVAUX PUBLICS $318,625,550

Département $318,625,550

PROGRAMME DES SERVICES $155,575,019

Services de comptabilité $60,194

Services d'informatique $3,954,452—Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $75,217, Canada Systems Group Inc Don Mills Ont $91,136, Candaplan Group Inc Hamilton Ont $305,769, Comtek Data Systems Ottawa Ont $364,037, DMR and Assoc Ottawa Ont $195,414, Data Cap Ltd Ottawa Ont $526,483, Data General Mississauga Ont $109,640, LGS Data Ottawa Ont $55,000, Loecus Informatics Ottawa Ont $100,399, Maxima Computer Management Ottawa Ont $76,700, Polaris Computer Systems Ltd Ottawa Ont $50,523, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $798,711, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $586,747, Viritaaq Technology Inc Ottawa Ont $194,554.

Services techniques (y compris recherche) $50,543,471—Adamson Assoc Toronto Ont $240,605, ADI Ltd Fredericton N-B $171,718, Allward and Gouinlock Architects Don Mills Ont $149,779, Arcade Albert Architects Ltd Shediac N-B $209,839, Architects Four Ltd Moncton N-B $99,716, G E Bemi and Associates Ottawa Ont $186,987, G E Bemi and Pye and Richards Ottawa Ont $176,380, Blood Hughes Marshall Ottawa Ont $217,278, Bobrow and Fieldman Architects Montréal Qué $115,562, J Boucher Architect Bathurst N-B $76,743, Bregman and Hamann Architects Ottawa Ont $303,338, R J Burnside and Assoc Ltd Orangeville Ont $290,854, E J Cuhaci and Assoc Architects Ottawa Ont $93,601, CBCL Ltd St John's T-N $279,614, CECON Gander T-N $85,981, Cohos Evamy Partnership Calgary Alb $245,916, Coles Associates Charlottetown Î-P-É $62,748, Conrad Blanchette Architect Moncton N-B $69,217, Contract People Services London Ont $78,494, R G Cooper Architect Winnipeg Man $120,754, J W Cowie Engineering Halifax N-É $153,665, C D Davidson Co Ltd Halifax N-É $189,141, Disegno Interior Consultants Ottawa Ont $65,553, Peter Dobbing Architect Ottawa Ont $89,618, Dominik Thompson Mallette Proctor Architects Toronto Ont $180,516, Deleuw-Angus Ottawa Ont $164,729, Dominik Thompson Mallette Cornwall Ont $63,000, Duchene and Fish and Neil and Gunter Saint John N-B $463,355, Eastern Consultants Ltd Moncton N-B $123,421, Eastern Designers and Company Fredericton N-B $276,335, Ellis Don Ltd Willowdale Ont $460,000, R E Fennell Architect South Porcupine Ont $59,221, C J Fox Engineering Ltd Gloucester Ont $51,308, Gavin and Savoie Architects Ltd Bathurst N-B $642,854, Goodkey Weedmark and Associates Ottawa Ont $180,416, Giffels Associates Ltd Rexdale Ont $1,024,424, GMS Design Inc Montréal Qué $157,615, Gugula Smedley Barban Architects Sault Ste Marie Ont $122,976, Helmer Associates Architects Ottawa Ont $108,095, Hooper and Angus Assoc Ltd Toronto Ont $70,430, Katz Webster Associates Ottawa Ont $64,185, Landry Gauthier Lefebvre Inc Hull Qué $174,485, Le Groupe Bram C D G Design Laval Qué $472,758, Lithwick Johnson and May Ottawa Ont $68,147, L M Architectural Group (Ogilvie and Hogg Associates) Ottawa Ont $577,905, L M Architectural Group Winnipeg Man $365,603, Marigama and Techima Architects Toronto Ont $313,261, Marshall Macklin Monaghan Ltd Don Mills Ont $249,673, Mathers and Haldenby Toronto Ont $242,037, Matsui Baer Vanstone Inc Toronto Ont $52,593, McFawn and Rogers Ltd Halifax N-É $205,350, Mid Ocean Engineering St John's T-N $50,396, Mie Ltd Toronto Ont $65,333, Mill and Ross Architects Kingston Ont $144,479, McCormick Rankin and Associates Mississauga Ont $101,758, Mulvey and Banani International Toronto Ont $110,558, Norbert Schuller Architects London Ont $372,356, Otto and Bryden Architects Ottawa Ont $86,173, Parker Consultants Hamilton Ont $62,897, N E Parrott Surveys Ltd Goose Bay Labrador $65,000, D Perry Short Architect Sault Ste Marie Ont $186,217, J Preston and Assoc Halifax N-É $81,146, Ranta and Tett Architects Thunder Bay Ont $206,234, Reid Crowther and Partners Ltd Edmonton Alb $139,316, J L Richards and Assoc Ltd Ottawa Ont $53,960 et Sudbury Ont $163,247, Shawmont Nfld Ltd St John's T-N $172,155, Sheppard Hedges and Green Gander T-N $75,464, Schoeler and Heaton Architect Ottawa Ont $88,266, Sibel Engineering Ltd Toronto Ont $64,992, Sims and Gavel Ltd Sydney N-É $200,995, Smith and Andersen Consulting Ottawa Ont $104,376, Sulton and Bell Associates Toronto Ont $449,563, The Bae Group St John's T-N $883,915, Thurber Consultants Ltd Victoria C-B $50,258, Townend Stefura Baleshta and Nicholls Architects Sudbury Ont $307,240, Trow Ltd Brampton et Sudbury Ont $72,312, Warnock Hershey La Salle Qué $94,567, Wood Banani and Associates Ottawa Ont $97,769, Whyllie and Ufral Consulting Engineers Toronto Ont $64,371, Young and Wright Architects Toronto Ont $122,131.

Services de santé et de bien-être $14,973

Services juridiques $462,691—Shell Canada Ltd Don Mills Ont $68,259.

Services de protection $1,963,973—Corps canadien des commissionnaires: Ottawa Ont $145,101, Hamilton Toronto et Kingston Ont $396,428, National Protective Services Ottawa Ont $269,803.

Services scientifiques (y compris recherche) $96,844

Enseignement et formation—Fonctionnaires $586,682—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $50,083.

Autres services professionnels $6,732,286—HDF Bumac Management Consultants Ottawa Ont $86,653, Canada Marine Engineering Calgary Alb $66,864, Candaplan Group Inc Hamilton Ont $182,036, Coles Assoc Charlottetown Î-P-É $136,086, Coopers and Lybrand Ottawa Ont $143,280, W H Crandall and Assoc Ltd Moncton N-B $393,867, K R Croasdale and Assoc Calgary Alb $79,000, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $120,651, Gouvernement du Canada—Conseil du Trésor Ottawa Ont $77,448, Heritage and Industrial Ottawa Ont $50,500, James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $64,758, Hinds Brian Reimer and Assoc Ottawa Ont $78,046, Marenco Engineering Ltd Charlottetown Î-P-É $78,748, McGill University Montréal Qué $112,676, R G Murray Ottawa Ont $65,067, Conseil national de recherches Ottawa Ont $54,731, Peat Marwick Management Consultants Ottawa Ont $117,649, Quiller and Blake Advertising Toronto Ont $84,211, Sypher Consulting Inc Ottawa Ont $58,118, Viewscan Ltd Concord Ont $118,157.

Autres services $91,159,453—ADGA Ltd Ottawa Ont $150,435, Atlas Building Cleaning Hamilton Ont $114,060, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $54,331, Baxtec Mechanical Services Ottawa Ont $84,691, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $79,627, Britannia Janitorial Services Mississauga Ont $83,798, BT Floor Service Mississauga Ont $96,465, Canada Catering Toronto Ont $2,105,696, Canada's Capital Building Services Vanier Ont $1,102,254, Canada Systems Group Don Mills Ont $3,409,573, Candaplan Group Inc Hamilton Ont $87,361, CBCL Ltd Halifax N-É $54,622, Cleanway Building Maintenance Co Scarborough Ont $92,834, Comstock International Ltd Nepean Ont $73,845, Comtek Data Systems Ottawa Ont $148,446, Crowntek Communications Willowdale Ont $99,720 Data General Mississauga Ont $215,821, Dominion Electric Protection Toronto Ont $78,516, Double MM Janitorial Services London Ont $90,039, EAC Amy and Sons Ottawa Ont $114,532, Federated Building Maintenance Toronto

TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

Ont $411,666, Gaillind Maintenance Ltd Ajax Ont $124,537, General Building Maintenance Peterborough Ont $62,847, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $1,066,951, Ottawa Ont $587,984 et Vancouver C-B $83,550, Greek Star Building Services Vanier Ont $117,497, Honeywell Ltd Ottawa Ont $62,444, IBM Canada Toronto Ont $69,486, Kalon and Co Ltd Pickering Ont $300,314, Kings Northern Interior Cleaning Ltd Thunder Bay Ont $98,647, Kol-Tech Société de climatisation Ltée St-Laurent Qué $67,635, Manpower Temporary Help St John's T-N $110,031, Maple Green (1982) Toronto Ont $59,547, A Matz Goose Bay T-N $155,189, Modern Building Cleaning Ltd Kingston et Scarborough Ont $180,574, Modern Building Cleaning Ottawa Ont $277,317, Mosaic Chemical Corporation Mississauga Ont $132,663, North York Maintenance Ltd Toronto Ont $276,105, Otis Canada Inc Oakville et Toronto Ont $295,068, Otis Elevator Company Ltd Oakville Ont $137,852, Oxford Building Cleaning Ltd Winnipeg Man $93,172, Peat Marwick Management Consultants Ottawa Ont $1,377,385, Popular Landscape and Gardening Surrey C-B $62,422, Pritchard Building Services Ltd Scarborough Ont $222,424, Provincial Sanitation Services Kitchener Ont $130,964, Fonds renouvelable des Travaux publics $53,500,691, Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont $148,618, Montréal Qué $101,828, Reid Crowther and Partners Ltd Edmonton Alb $158,185, Rose Building Maintenance Ltd Edmonton Alb $80,120, Service Star Building Cleaning Ottawa Ont $339,466, Servpro Cleaning Ltd Calgary Alb $76,040, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $102,427, Selective Placements Ottawa Ont $89,650, Silico Computer Systems Ltd Ottawa Ont $93,775, Swan Wooster Engineering Vancouver C-B $85,440, TES Contract Services Inc Toronto Ont $52,730, The 500 Selection Services Ltd Ottawa Ont $225,262, Toronto Terminals Railway Co Toronto Ont $57,995, Tricil Ltd Ottawa Ont $209,934, Universal Alarms Limited Ottawa Ont $74,554, J P Vaughan Halifax N-É $199,209, Viewscan Ltd Concord Ont $97,805.

PROGRAMME DU LOGEMENT $130,556,182

Services de comptabilité $231,916—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $195,512.

Services d'informatique $846,851—Data Cap Ltd Ottawa Ont $83,686, Polaris Computer Systems Ltd Ottawa Ont $82,575, SHL Systemhouse Ltd Ottawa Ont $296,389.

Services techniques (y compris recherche) $9,883

Services de santé et de bien-être $399

Services juridiques $3,796

Services de protection $8,753,711—Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $116,561, Corps canadien des commissionnaires: Calgary Alb $184,273, Kingston Ont $4,538,158, Hamilton Kingston et Toronto Ont $726,723, Montréal Qué $699,233, National Protective Services Ottawa Ont $1,112,761, Pinkerton du Québec Ltée Montréal Qué $253,377.

Services scientifiques (y compris recherche) $370

Enseignement et formation—Fonctionnaires $121,218

Autres services professionnels $337,789—Elron Developments Ltd London Ont $128,567.

Autres services $120,250,249—Allen Maintenance Ltd Ottawa Ont $59,380, Aménagement Granrive Inc Hull Qué $540,186, APV Hall Crepaca Inc Montréal Qué $435,281, Atelier du Martin Pêcheur Inc Clermont Qué $232,750, Atelier Poly-Tech Inc Sherbrooke Qué $87,100, Bordeaux Maintenance Services Moncton N-B $101,976, T Bursey Cleaners St John's T-N $55,984, Campeau Corporation Ottawa Ont $97,350, Canada Systems Group Ltd Don Mills Ont $109,847, Canada Permanent Trust Ottawa Ont $2,393,509, Capital Elevator Ltd Ottawa Ont $86,320, Carrier Canada Ltd Brampton Ont $193,577, Centrap (Métis) Inc Mont-Joli Qué $63,110, Charette's Tropical Plants Inc Orléans Ont $120,785, Circle Mechanical Ltd Yellowknife TN-O $67,551, Cleanway Building Maintenance Scarborough Ont $204,377, Cordel Developments Corp Ltd Cornwall Ont $114,170, Corporation Sanibec Montréal Qué $202,355, Derko Ltée Ste-Foy Qué $56,767, Dominion Electric Willowdale Ont $91,184, Dover Corp (Canada) Ltd Toronto Ont $525,848, Edwards Protection Co Owen Sound Ont $96,047, Entretien City Crown Ltée St-Laurent Qué $124,290, First Choice Building Sudbury Ont $164,881, Groupe Admari Inc Charlesbourg Qué $66,252, Honeywell Ltd Scarborough Ont $83,030, IBM Canada Ltd Ottawa Ont $55,260, Island General Cleaning Ltd Charlottetown Î-P-É $57,976, J M P Maintenance Ltd Mont-Royal Qué $681,999, J N M Maintenance Ltd Mont-Royal Qué $200,375 B Jensen Nurseries Inc Newcastle Ont $80,512, Kings Northern Interior Cleaning Ltd Thunder Bay Ont $87,953, Lavage Sani Inc Cap-de-la-Madeleine Qué $150,792, Les Entreprises de nettoyage Marcel Labbée Québec Qué $70,110, Les Entreprises Frontière Hemmingford Québec Qué $70,083, London Floor Services Ltd London Ont $59,823, Maritime Custodian Services Saint John N-B $52,293, McDonald and Brisson Personnel Ottawa Ont $365,105, R F Meriwether and Assoc San Antonio Texas É-U $164,896, Metcalfe Realty Co Ltd Ottawa Ont $343,053, Modern Building Cleaning Fredericton N-B $169,334, Saskatoon Sask $83,339, Montgomery Elevator Co Ltd Islington Ont $200,326, Moonlight Building Maintenance Richmond C-B $105,645, Commission de la Capitale nationale Ottawa Ont $117,684, North York Maintenance Ltd Toronto Ont $681,650, Otis Canada Inc: Hamilton Ont $2,423,234, Oakville et Toronto Ont $286,500, Vancouver C-B $106,810, Otis Elevator Co Ltd Winnipeg Man $79,691, Otis Elevator Inc Halifax N-É $65,049, Ottawa and District Assoc for Mentally Retarded Ottawa Ont $108,722, Oxford Building Maintenance London Ont $131,548, Oxford Building Cleaning Co Winnipeg Man $79,691, Polar Construction St John's T-N $65,281, Prime Building Maintenance Delta C-B $157,313, Pritchard Building Services: Scarborough Ont $173,169, Edmonton Alb $86,558, Fonds renouvelable des Travaux publics $20,726,699, Royal Lepage Toronto Ont $69,101, Salcross Industries Ltd Etobicoke Ont $168,802, Schindler Armor Elevator Ltd Toronto Ont $116,162, Service d'édifice Atlas Montréal Qué $52,839, Service d'entretien Gérald Guimond St-Lambert Qué $69,878, Les Services sanitaires de l'Outaouais Hull Qué $89,764, Société sanitaire Laval Ltée Laval Qué $55,117, Stationnement Metropolitan Inc Montréal Qué $239,181, Sumico Inc Montréal Qué $341,360, System House Controls Ltd Nepean Ont $55,778, The Hunt Bros Ltd Peterborough Ont $66,143, Toronto Terminals Railways Co Toronto Ont $56,034, Tricil Ltd Ottawa Ont $475,414, Western Building Cleaning Inc Winnipeg Man $59,226, Western Elevator Ltd Ottawa Ont $100,156, York Division Borg Warner Rexdale Ont $201,633, Yves Marleau Inc St-Clet Qué $145,896.

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE $24,596,765

Services de comptabilité $5,123

Services d'informatique ($20,338)

Services techniques (y compris recherche) $4,444

Services juridiques $28

Services de protection $291,687

Enseignement et formation—Fonctionnaires $45,807

Autres services professionnels $120,605

Autres services $24,149,409—Cleanview Janitorial Services Ottawa Ont $51,139, MJK Maintenance Ltd Nepean Ont $66,030, Otis

TRAVAUX PUBLICS—*Fin*

Elevator Co Ltd Oakville Ont $198,458, Fonds renouvelable des Travaux publics $10,045,778.

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE $2,982,309

Services techniques (y compris recherche) $7,058

Services de protection $110,057—Corps canadien des commissionnaires Victoria C-B $110,057.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $327

Autres services professionnels $3,191

Autres services $2,861,676—Fonds renouvelable des Travaux publics $2,697,774.

PROGRAMME DE LA VOIRIE ET DES AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE $4,915,275

Services de protection $32,797

Enseignement et formation—Fonctionnaires $67

Autres services $4,882,411—Fonds renouvelable des Travaux publics $4,786,410.

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE $36,800,559

Département $36,256,813

Services de comptabilité $2,385,568—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,876,761.

Services d'informatique $3,419,362—BJ Giles & Associates Ltd Ottawa Ont $59,836, Canada Systems Group Ottawa Ont $948,920, Comtek Datasystems Ltd Ottawa Ont $59,517, Dynakey Corp Ottawa Ont $556,568, DPA Consulting Ottawa Ont $81,946, HST Information Systems Ltd Ottawa Ont $54,125, Hartt & Page Ltd Ottawa Ont $351,727, Hexagon Computer Systems Inc Ottawa Ont $84,087, LGS Data & Consultants Ottawa Ont $65,819, Microtime Inc Nepean Ont $65,480, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $96,500, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $94,950, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $257,371, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $83,205, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $341,829, Veritaaq Inc Ottawa Ont $75,465.

Services techniques (y compris recherche) $69,609—Dalla Lana Griffen Architects Vancouver C-B $57,985.

Services juridiques $661,896—Cox Downie & Goodfellow Halifax N-É $118,871, Goodman and Goodman Toronto Ont $366,389, Haight Gardner Poor & Havens New York NY É-U $99,690.

Services de protection $638,579—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $638,579.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $908,178—Ottawa Centre for Applied Management Ottawa Ont $124,437, Red River Community College Winnipeg Man $62,306, La Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $214,437.

Autres services professionnels $15,577,195—ASI Consulting Group Ottawa Ont $81,324, Aviation Planning Services Ltd Montréal Qué $225,425, Peter Barnard Associates Ltd Toronto Ont $100,000, CAMP Associates Advertising Toronto Ont $91,709, Charette Fortier Hawey & Associés Montréal Qué $109,394, Chase Manhattan Capital Markets Corp New York NY É-U $65,000, Communications Consultants Ltd Ottawa Ont $81,847, Currie Coopers & Lybrand Montréal Qué $86,127, Dumas Bergen International Montréal Qué $71,499, Williams Edwards Advertising Inc Toronto Ont $78,650, Ernst & Whinney Toronto Ont $76,005, Affaires extérieures Canada Ottawa Ont $118,663, Fiander Good Associates Ltd Fredericton N-B $75,126, Goodman and Carr Toronto Ont $75,000, GSM Design Inc Montréal Qué $50,000, Hutchinson-Reid Ltd Toronto Ont $65,000, International Simultaneous Translations Montréal Qué $78,053, James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $160,445, Krisam Group Inc Washington DC É-U $128,755, François Lacasse Conseil (Inc) Wakefield Qué $60,543, David Lawson Baie-de-Wofe Qué $89,585, Magus Communications Design Inc Vancouver C-B $68,000, Mallette Major Martin Ste-Foy Qué $67,007, Media Tapes & Transcripts Ltd Ottawa Ont $95,000, Nantel et Associés Inc Montréal Qué $75,000, J Phillip Nicholson Policy & Management Ottawa Ont $158,649, Nire Investments Ltd Toronto Ont $50,701, NORDO St John's T-N $56,472, O'Halloran Campbell Consultants Ltd Halifax N-É $158,750, Peat Marwick Mitchell & Co Toronto Ont $82,500, Price Waterhouse & Associates Montréal Qué $114,500, Ottawa Ont $213,246, Toronto Ont $120,638, Vancouver C-B $50,400, Province du Manitoba Winnipeg Man $230,011, Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $196,012, Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $88,053, RAIC Research Corp Ottawa Ont $57,578, Resource Initiatives Ltd Winnipeg Man $67,525, Robert Nickerson Group Associates Ltd Ottawa Ont $114,549, SBR Offshore Ltd St John's T-N $67,100, Secoma Ltée Montréal Qué $65,000, Staffing Consultants (Ottawa) Ltd Toronto Ont $51,904, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $3,545,888, Synchrocom Communications Ottawa Ont $54,665, The DPA Group Inc Ottawa Ont $88,467, The Innovation & Entrepreneurial Management Corp Toronto Ont $61,538, Thomandale Management Ltd Edmonton Alb $57,733, Touche Ross & Partners Ottawa Ont $56,390, Ward Mallette Management Consultants Toronto Ont $63,650, MH Withers Marketing Consultancy Londres Angleterre $75,039, Woods Gordon Toronto Ont $65,290.

Autres services $12,596,426—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $183,595, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $289,632, Canada Systems Group Ottawa Ont $468,042, Data Resources Inc Toronto Ont $54,708, Dataline Inc Toronto Ont $121,091, Dun & Bradstreet Canada Ltd Toronto Ont $103,863, Dynakey Corp Ottawa Ont $140,453, First City Capital Ltd Ottawa Ont $1,369,933, Nicole Giguère et Cie Montréal Qué $80,275, Harrington Ottawa Ont $94,570, Les Services de Gestion Quantum Ltée Montréal Qué $211,262, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $2,453,478, Mallette Major Martin Montréal Qué $50,000, Office national du film Montréal Qué $493,764, Nire Investments Toronto Ont $53,473, Norrell Temporary Services of Canada Inc Toronto Ont $51,386, Plantel Inc Montréal Qué $74,550, Resource Initiatives Ltd Winnipeg Man $68,451, Selective Placements (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $61,656, Staffing Consultants Toronto Ont $63,630, Statistique Canada Ottawa Ont $154,485, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $3,729,026, The 500 Ottawa Ont $283,899, TES Contract Services Inc Toronto Ont $183,745, Victor Temporary Services Ottawa Ont $285,818.

Investissement Canada $543,746

Services d'informatique $33,700

Services juridiques $111,801—Weir & Foulds Ottawa Ont $101,148.

Services de protection $20,110

Enseignement et formation—Fonctionnaires $83,081—Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont $71,197.

Autres services professionnels $138,942—Berkeley Developmental Resources Inc Toronto Ont $67,785.

Autres services $156,112

SCIENCES ET TECHNOLOGIE $47,053,739

Département d'État $1,684,484

Services de comptabilité $2,610

Services d'informatique $16,148

Services juridiques $3,971

Services de protection $27,052

Services scientifiques (y compris recherche) $669,192—General Technology Systems Ltd Brantford Middlesex R-U $55,200, Philip A Lapp Ltd Toronto Ont $105,577.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $29,107

Autres services professionnels $358,877—Statistique Canada Ottawa Ont $68,045, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $185,504.

Autres services $577,527—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $81,941, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $89,039, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $53,876, Victor Temporary Services Ottawa Ont $106,741.

Conseil national de recherches du Canada $42,501,088

PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES $38,354,032

Services de comptabilité $199,201—Peat Marwick Mitchell & Co Ottawa Ont $61,733, Approvisionnement et Services Canada/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $54,496.

Services d'informatique $590,088—University of Calgary Alb $297,793.

Services techniques (y compris recherche) $12,713,860—ADGA Ottawa Ont $995,302, Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man $109,890, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $68,576, DSMA Atcon Ltd Toronto Ont $209,190, Freeman Fox and Partners Westminster Londres Angleterre $190,250, Gastops Ltd Ottawa Ont $98,566, Hierogram Association Ltd Ottawa Ont $146,457, Hightech Canada Ltd Ottawa Ont $954,705, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $159,792, SED Systems Inc Saskatoon Sask $1,842,410, Spar Aerospace Ltd Weston Ont $7,169,378.

Services de santé et de bien-être $2,266

Services juridiques $69

Services de protection $1,220,138—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,087,896, Central Investigation and Society Agency Ltd Montréal Qué $65,022.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,283,159—ADGA Ottawa Ont $52,947, Canada France Hawaï Telescope Corp Hawaï É-U $153,793, Petro-Canada Inc Calgary Alb $126,606.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $39,265

Enseignement et formation—Fonctionnaires $501,099—Ryerson Polytechnical Institute Toronto Ont $79,800.

Autres services professionnels $15,427,588—Acadian Seaplants Ltd Dartmouth N-É $107,495, Adecon Energy Systems Inc Ottawa Ont $54,800, Conseil de recherches de l'Alberta Edmonton Alb $66,209, A-Cubed Inc Mississauga Ont $151,688, Conseil de recherches de la C-B Vancouver C-B $194,138, Billard Technologies Co N Vancouver C-B $78,777, Brostar Inc Saskatoon Sask $66,974, Canadair Montréal Qué $341,367, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $503,358, Canadian Standards Assoc Rexdale Ont $104,291, Canatom Montréal Qué $135,152, Carleton University Ottawa Ont $194,597, Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué $289,679, CIRP Zurich Suisse $62,000, Dalhousie University Halifax N-É $61,514, David Quirin Consultant Ltd Toronto Ont $159,954, Daychem Labs Ohio É-U $82,665, École polytechnique de Montréal Montréal Qué $194,407, Electro Fuel Manufacturing Co Toronto Ont $453,443, Electromec Division Maritime Inc Québec Qué $73,605, Forest Machinery Co Dundas Ont $164,128, Forintek Canada Corp Ottawa Ont $374,078, GB Morris Orillia Ont $465,124, Gouvernement de Terre-Neuve St John's T-N $1,292,200, Hi-Tech Inc Collingwood Ont $68,620, Honeywell Ltd Scarborough Ont $125,000, Huntec (70) Ltd Scarborough Ont $149,582, Hyd-Mech Engineering Ltd Woodstock Ont $115,570, Institut de recherche clinique de Montréal Qué $91,178, Institut Armand Frappier Ville de Laval Qué $95,993, Institute for Hydrogen Systems Mississauga Ont $98,955, L Jones and Associates Inc Ottawa Ont $107,337, L Makkonen Finlande $85,320, Labatt Brewing Co Ltd London Ont $72,720, Les Industries Henri Mitchell Ltée Montréal Qué $59,648, Logging Development Corp Montréal Qué $56,367, MacLaren Plansearch Services Ltd Edmonton Alb $142,101, Manitoba HVDC Research Centre Winnipeg Man $66,829, Markus and Son Ltd Pembroke Ont $100,000, McGill University Montréal Qué $615,060, McMaster University Hamilton Ont $91,439, Memorial University St John's T-N $61,459, Moonlight Building Maintenance Richmond C-B $80,000, MPB Technologies Inc Dorval Qué $354,131, MTI Canada Ltd Mississauga Ont $56,953, Neil Squire Rehabilitation Vancouver C-B $81,080, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $359,203, Petro-Sun Inc Longueuil Qué $94,671, Quebec Tools Corporation St-Laurent Qué $72,426, Queen's University at Kingston Kingston Ont $166,617, Servo-Robot Inc Boucherville Qué $62,500, Solarsystems Industries Ltd Richmond C-B $67,243, SSPA Maritime Research Guthenburg Suède $88,324, Standard Aero Ltd Winnipeg Man $66,625, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $204,455, TES Ltd Ottawa Ont $139,937, Université Laval Ste-Foy Qué $195,937, Université de: Alberta Edmonton Alb $108,651, C-B Victoria C-B $210,575, Calgary Calgary Alb $102,288, Guelph Guelph Ont $150,952, Manitoba Winnipeg Man $76,902, Ottawa Ottawa Ont $103,688, Saskatchewan Saskatoon Sask $459,828, Toronto Toronto Ont $135,961, Toronto-Innovations Foundation Toronto Ont $130,625, Waterloo Waterloo Ont $361,077, Western Ontario London Ont $139,103, Vehicle Systems Development Corp Nepean Ont $87,099, Welding Institute of Canada Oakville Ont $196,790, Zenon Burlington Ont $66,034.

Autres services $6,377,299—ADGA Ottawa Ont $64,221, Allied Maintenance Services Halifax N-É $57,601, Carleton University Ottawa Ont $321,622, Computertime Network Corp St-Laurent Qué $68,878, Consommation et Corporations Ottawa Ont $112,866, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $62,331, Crawley & McCracken Co Ltd Montréal Qué $114,586, Engineering Mechanics Research Corp Michigan É-U $69,600, Environnement Canada Downsview Ont $201,746, MacDonald & Brisson Personnel Services Ottawa Ont $67,890, Modern Building Cleaning Saskatoon Sask $80,820, National Aeronautical and Space Administration Washington DC É-U $135,900, NSERC Ottawa Ont $563,778, Travaux publics St John's T-N $307,282, Travaux publics Hull Qué $60,233, Service Star Building Cleaning Inc Ottawa Ont $719,136, Société générale agence du cours Léopold Nancy France $59,763, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $1,981,020, University of Calgary Calgary Alb $99,990.

PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE $4,147,056

Services d'informatique $146,357

Services techniques (y compris recherche) $100,279

Services scientifiques (y compris recherche) $29,505

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $4,842

Enseignement et formation—Fonctionnaires $10,832

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

Autres services professionnels $134,327

Autres services $3,720,914—Lehmann Bookbinding Ltd Waterloo Ont $80,646, Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont $382,268, Conseil national de recherches Ottawa Ont $188,121, University of Alberta Edmonton Alb $170,029, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $83,891.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $2,379,241

Services d'informatique $1,062,058—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $134,892, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $51,200, LGS Data Processing Consultants Inc Ottawa Ont $106,616, Maxima Computer Management Consultants Ltd Ottawa Ont $542,145, S & S Software Ltd Ottawa Ont $57,933, SNI Systems Network Inc Ottawa Ont $105,737.

Services de protection $4,376

Services scientifiques (y compris recherche) $159,715

Enseignement et formation—Fonctionnaires $16,244

Autres services professionnels $423,749—Coopers & Lybrand Consulting Group Ottawa Ont $171,127, DPA Group Inc Ottawa Ont $161,495.

Autres services $713,099—Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont $281,672, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $69,671.

Conseil des sciences du Canada $488,926

Services d'informatique $2,500

Services scientifiques (y compris recherche) $330,623

Enseignement et formation—Fonctionnaires $7,316

Autres services professionnels $67,322

Autres services $81,165

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $39,355,084

Département $31,754,619

PROGRAMME D'ADMINISTRATION ET DES OPÉRATIONS RÉGIONALES $3,818,199

Services de comptabilité $327,757—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $252,602.

Services d'informatique $1,153,207—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $126,597, Federal System of Canada Ottawa Ont $76,340, Lougheed and Associates Ottawa $56,520, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $370,484, Systems and Software Consultants Ottawa Ont $61,963, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $73,039.

Services juridiques $10

Enseignement et formation—Fonctionnaires $186,300—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $68,152.

Autres services professionnels $117,843

Autres services $2,033,082—Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $998,242, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $227,265.

PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES $12,377,183

Services de comptabilité $97

Services d'informatique $254,764—Statistique Canada Ottawa Ont $127,983.

Services de protection $7,787

Enseignement et formation—Fonctionnaires $71,671

Autres services professionnels $10,138,848—Canacom Inc Montréal Qué $126,509, Cat Communications and Services Chelsea Qué $97,826, Centre du Français d'Ottawa Ottawa Ont $122,388, Craidig Kanata Ont $129,614, Cotraco Ltée Orléans Ont $113,140, Compagnie de traduction universelle Montréal Qué $57,448, Devarent A K Montréal Qué $54,092, Jay Wash Inc Ottawa Ont $75,040, Globe Traduction Inc Montréal Qué $51,537, Les Traductions Tessiers SCC Ottawa Ont $147,267, Lexiconsult Inc Ottawa Ont $137,458, Les Traductions Translex JDR Ottawa Ont $230,521, Les Traductions Devenat Ottawa Ont $166,752, Metaphase Inc Ottawa Ont $83,943, Metatext Translation Ottawa Ont $74,817, Osgoode Technical Translations Toronto Ont $406,302, Pardons C Fredericton N-B $57,113, Société Ardenn Inc Ottawa Ont $100,691, Société Eskenazi Inc Ottawa Ont $78,986, Société Gamma Inc Ottawa Ont $191,150, Sogestran Inc Ottawa Ont $96,882, Somitra Inc Ottawa Ont $103,049, Spica Translation Inc Ottawa Ont $73,568, Termicar Ltée Aylmer Qué $100,350, Tradinter Inc Ottawa Ont $65,938, Traduction Renaud et Angers Inc Chelsea Qué $61,466, Traduction B et B 1978 Ltée Montréal Qué $284,635, Transcomm Translation Inc Ottawa Ont $181,345, Translaw Inc Ottawa Ont $83,107.

Autres services $1,904,016—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $302,212, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $316,471, Statistique Canada Ottawa Ont $244,600, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $484,283, Utlas Inc Toronto Ont $53,741.

PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION $4,436,992

Services de comptabilité $3,500

Services d'informatique $168,491—Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $74,459.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $13,793

Autres services professionnels $13,313

Autres services $4,237,895—Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $284,967, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $191,794, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $332,508, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $158,728, Trésorier provincial de la province de: Alberta Edmonton Alb $565,589, Manitoba Winnipeg Man $158,651, Nova Scotia Halifax N-É $316,690, Ontario Toronto Ont $1,746,802, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $59,959, Saskatchewan Régina Sask $153,701, Statistique Canada Ottawa Ont $50,800, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $70,458.

PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE $11,122,245

Services de comptabilité $8,182

Services d'informatique $362,020—Ampleman Pyrotechnics Montréal Qué $64,297.

Services juridiques $16,308

Services de protection $262

Enseignement et formation—Fonctionnaires $88,518

Autres services professionnels $1,598,534—Marketing Initiative International Inc Toronto Ont $107,647, Approvisionnements et

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

Services Canada Hull Qué $51,698, Touche Ross and Partners Ottawa Ont $55,540.

Autres services $9,048,421—Ampleman Pyrotechnics Montréal Qué $100,800, Boyd Moving and Storage Ottawa Ont $70,238, Canadian Gallup Poll Ltd Toronto Ont $91,000, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $944,978, Commission de la capitale nationale Ottawa Ont $73,000, Défense nationale Ottawa Ont $76,390, Office national du film Montréal Qué $65,000, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $5,335,271, Statistique Canada Ottawa Ont $189,162, Conseil du Trésor du Canada Ottawa Ont $167,316.

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme $430,579

Services juridiques $693

Enseignement et formation—Fonctionnaires $9,121

Autres services professionnels $317,402

Autres services $103,363

Commission de la Fonction publique $6,372,918

Services d'informatique $587,329—ACS Group Associates Ottawa Ont $94,325, RCA Metrosystems Inc Ottawa Ont $109,059, SHL Systemhouse Ottawa Ont $67,657, Ultracom Consulting Services Ottawa Ont $123,585.

Services de santé et de bien-être $69

Services de protection $420,504—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $235,170, National Protective Services Ottawa Ont $113,097.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $10,315

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,887,392—Centre des Jeunes Sudbury Ont $55,222, McMaster University Hamilton Ont $60,803, Northern College of Applied Arts South Porcupine Ont $58,389, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $459,955, University of Moncton Moncton N-B $558,006, University of New Brunswick Fredericton N-B $390,120, University of Regina Régina Sask $59,810.

Autres services professionnels $919,196—Institute for Research on Public Policy Ottawa Ont $50,000, Peat Marwick and Associates Ottawa Ont $57,703, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $103,420, Woods Gordon Ottawa Ont $60,200.

Autres services $1,548,113—Bradson Personnel Ottawa Ont $50,444, Campbell KG Corporation Ottawa Ont $56,574, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $480,654, Conseil du Trésor Ottawa Ont $84,000.

Conseil de recherches en sciences humaines $465,188

Services de comptabilité $23,181

Services de protection $16,828

Enseignement et formation—Fonctionnaires $27,153

Autres services professionnels $141,580

Autres services $256,446

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice $331,780

Enseignement et formation—Fonctionnaires $15,358

Autres services professionnels $243,654—Groulx & Associates Gatineau Qué $50,000.

Autres services $72,768

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $127,701,409

Département $5,025,744

Services de comptabilité $6,300

Services d'informatique $112,454—Midland Micro Computers Ottawa Ont $104,954.

Services de santé et de bien-être $3,572

Services juridiques $129,137

Services de protection $294,033—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $283,705.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $79,660

Autres services professionnels $2,470,429—Dalhousie University Halifax N-É $58,121, Family Service Association of Metropolitan Toronto Toronto Ont $56,157, Stripinis Consulting Ottawa Ont $52,483, Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $218,250, Statistique Canada Ottawa Ont $250,000, The Research Group Toronto Ont $137,829.

Autres services $1,930,159—Barbara's Office Personnel Services Ottawa Ont $201,052, Control Data Canada Ottawa Ont $81,861, Miss Hall's Personnel Services Ottawa Ont $94,795, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $73,125, Synergistics Ottawa Ont $74,371.

Service correctionnel $78,599,202

Services de comptabilité $8,000

Services de santé et de bien-être $30,465,277—Agence sociale spécialisée de Hull Hull Qué $171,797, Alberta Solicitor General Edmonton Alb $193,412, Alcohol and Drug Dependency Commission Fredericton N-B $100,411, Alcohol and Drug Problem Institute Charlottetown Î-P-É $76,028, Allied Indian and Metis Society Vancouver C-B $116,916, Arid Group Homes Thorold Ont $110,112, Bold Park Lodge Inc Hamilton Ont $108,507, Brooks Dr Ann Saskatoon Sask $50,378, Calgary General Hospital Calgary Alb $50,472, Canada West Harbour Light Winnipeg Man $52,150, Carrefour Nouveau-Monde Montréal Qué $354,266, Cité de la santé Laval Qué $361,525, Comcare Ltd Kingston Ont $59,974, CRC Amos Amos Qué $52,492, Dismas Society Truro N-É $83,985, Edmison House Peterborough Ont $298,584, Elizabeth Fry Society: Kingston Ont $125,133, Toronto Ont $94,783, Vancouver C-B $52,550, Emmanuel House St John's T-N $79,834, G M A Radiologistes Inc Laval Qué $62,840, Gauthier R Lacolle Qué $50,664, Hatfield Society Vancouver C-B $157,428, Health and Sciences Centre Winnipeg Man $51,347, Hiltz Dr D W Riverview N-B $57,800, Horizon House Vanier Ont $74,957, Hotel Dieu Hospital Kingston Ont $246,386, House of Hope Ottawa Ont $197,618, House of Welcome Inc Ottawa Ont $64,437, Howard House Association Sydney N-É $137,199, John Howard CRC Moncton Inc Moncton N-B $236,685, John Howard Res Centre Saint John N-B $218,314, John Howard Society: Edmonton Alb $195,777, Halifax N-É $105,434, Montréal Qué $60,790, St John's T-N $234,614, Surrey C-B $132,214, Toronto Ont $154,333, Vernon C-B $146,845, Victoria C-B $208,048, Winnipeg Man $60,581, Kelowna C-B $174,198, Institut Philippe Pinel Montréal Qué $9,316,092, Kingston General Hospital Kingston Ont $81,198, Kirkpatrick House Ottawa Ont $170,681, Landry J C Ste-Thérèse Qué $64,000, Laren House Society Victoria C-B $132,745, Letts Dr James Calgary Alb $53,080, Maison Crossroads Montréal Qué $198,440, Maison d'accueil le Joins-toi Granby Qué $118,047, Maison Painchaud Québec Qué $67,818, Maison Radisson Trois-Rivières Qué $132,102, Maison Transition Montréal Montréal Qué $294,405, MDS Laboratories Rexdale Ont $53,472, Mental Health Centre Penetanguishene Ont $178,839, Middleton Dr Kenneth White Rock C-B $61,854, Moncton Hospital Moncton

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Suite*

N-B $115,615, Murray Dr Kenneth R Delta C-B $77,547, Native Clan Organization Winnipeg Man $292,879, Native Counselling Service Edmonton Alb $332,903, New Hope Therapeutic Society Surrey C-B $135,205, Pines Community Resource Centre Kenora Ont $94,145, Portage Montréal Qué $51,159, Prince County Addiction Serv Summerside Î-P-É $59,073, Prince George Activator Society Prince George C-B $156,728, Religious Hospitallers Kingston Ont $80,096, Résidence Emmanuel Grégoire Montréal Qué $778,551, Rockstro Dr R F Sackville N-B $78,308, Salvation Army Toronto Ont $66,763, Salvation Army Residential Centre Halifax N-É $227,603, Service Aide Prisonniers de Sherbrooke Sherbrooke Qué $211,313, Seven Oaks General Hospital Winnipeg Man $53,155, Seventh Step Society: Calgary Alb $218,296, New Westminster C-B $93,226, Shaughnessy Hospital Vancouver C-B $205,336, Smith Dr Peter M Kingston Ont $50,020, St Leonard's C A Team Brantford Ont $231,457, St Leonard's Society: Hamilton Ont $328,810, London Ont $218,596, Vancouver C-B $104,088, St Leonard's House: Bramalea Ont $189,582, Halifax N-É $172,126, Sudbury Ont $114,977, Toronto Ont $256,844, Trenton Ont $61,910, Windsor Ont $112,337, St Norbert Foundation Winnipeg Man $57,203, Station Formation Québec Québec Qué $50,126, United Church Halfway House Winnipeg Man $229,582, Université de: Manitoba Winnipeg Man $58,142, Saskatchewan Saskatoon Sask $64,330, Upjohn Health Care Services Don Mills Ont $114,939, VIA Travail Opex Montréal Qué $200,123, Warner Dr D Red Deer Alb $79,902, Wilson Dr G S L Drumheller Alb $55,694, WP Archibald Centre Concord Ont $269,374, YMCA Halifax N-É $81,300, YMCA Ottawa Ottawa Ont $52,214.

Services juridiques $207,125

Services de protection $3,034,323—BC Corps of Commissionaires Vancouver C-B $233,212, Burns Service de protection Montréal Qué $337,907, Corps canadien des commissionnaires: Calgary Alb $250,894, Halifax N-É $92,580, Kingston Ont $451,238, Montréal Qué $425,679, Ottawa Ont $187,600, Saint John N-B $370,048, Saskatoon Sask $77,296, Toronto Ont $155,226, Victoria C-B $70,823, Metropol Security Group Winnipeg Man $55,388, Reeves Agence de sécurité Montréal Qué $51,876.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $10,229,701—Athabasca University Athabasca Alb $66,501, Camosun College Victoria C-B $91,123, Cybershare Ltd Winnipeg Man $246,669, Drumheller Valley School Division #62 Drumheller Alb $501,940, Fraser Valley College Abbotsford C-B $464,840, Frontenac County Board of Education Kingston Ont $1,362,309, Frontier College Toronto Ont $241,944, Jackson John A Coquitlam C-B $71,250, Loyalist College Belleville Ont $432,142, Memramcook Institute St-Joseph N-B $100,707, Ministre des Finances Halifax N-É $506,975, Ministère de l'éducation Montréal Qué $80,822, Ministère de l'éducation du Québec Québec Qué $755,252, Ministère des Finances Montréal Qué $223,201, Ministère des Finances Québec Qué $531,645, NB Community College Moncton N-B $599,903, Prince Albert Regional Community College Prince Albert Sask $500,388, Trésorier provincial Edmonton Alb $169,513, Red Deer College Red Deer Alb $130,708, Saskatoon Community College Saskatoon Sask $140,087, Scott Paper International New Glasgow N-É $95,214, Seradep Inc: Québec Qué $287,745, Bonsecours Qué $870,826, Montréal Qué $85,353, Simon Fraser University Burnaby C-B $423,992, Université de Montréal Montréal Qué $79,983, University of Winnipeg Winnipeg Man $50,205, Winnipeg School Division Winnipeg Man $164,536.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $623,795—Memramcook Institution Memramcook N-B $73,091, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $121,865.

Autres services professionnels $9,546,228—Bryker Data Systems Ltd Ottawa Ont $88,940, Bulmer G Ross MD West Vancouver C-B $55,143, CACI Canada Ltd Edmonton Alb $91,622, Canadian Assoc of Elizabeth Fry Societies Ottawa Ont $52,900, Citizens Advisory Committee St Catharines Ont $90,000, Construction Management Services Ottawa Ont $78,756, Cross Maureen Lois Ottawa Ont $53,182, Decision Management Consultants Ottawa Ont $78,644, Diocese of Peterborough Peterborough Ont $53,009, DMR and Associates Ottawa Ont $55,002, Dugas J A Québec Qué $83,149, EAC Amy and Sons Ltd Ottawa Ont $55,289, Eliasson Apostle and Assoc Ltd Ottawa Ont $78,095, Faroldi Construction Kingston Ont $110,949, Fraser Valley College Abbotsford C-B $113,933, Frontier College Toronto Ont $89,838, Ingstrup Dr Ole Ottawa Ont $98,077, JSI Systems Engineering Ottawa Ont $841,116, Keith K Paget Eng Ltd Calgary Alb $89,804, Letra Campbell Calif É-U $59,491, MacGillivray Consultants Nepean Ont $62,134, Matsui Baer Vanstone Freeman Toronto Ont $54,257, Medicus Canada Toronto Ont $77,890, Memramcook Institute Memramcook N-B $84,313, Micmac Native Friendship Centre Halifax N-É $71,497, Montréal Engineering Company Ltd Montréal Qué $93,000, NB Community College Moncton N-B $151,409, OPEX 82 Montréal Qué $131,277, Queen's University Kingston Ont $257,019, Red River Community College Winnipeg Man $83,680, Roman Catholic Archdiocese Kingston Ont $74,889, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $293,000, Scott Paper International Inc New Glasgow N-É $101,411, Seradep Inc Bonsecours Qué $601,351, Simon Fraser University Burnaby C-B $128,221, Smith Carter Partners Ltd Winnipeg Man $105,888, Stevens Harry A Dr Surrey C-B $75,154, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $676,886, Synerlogic Inc Ottawa Ont $157,491, Systems and Software Consultants Ottawa Ont $54,900, TD Overhill Engineering Ltd Ottawa Ont $91,025, Trantel Information Service Brighton Ont $66,597, Conseil du Trésor Ottawa Ont $76,735, TSR Belleville Ont $54,050, United Church of Canada Kingston Ont $128,438.

Autres services $24,484,753—Alberta Solicitor General Edmonton Alb $1,230,670, Allied Indian Metis Society Vancouver C-B $72,915, BC Corrections Association Vancouver C-B $90,199, Barbara's Office Personnel Limited Ottawa Ont $130,216, Bell Canada Don Mills Ont $70,500, Bradson Personnel Pool Ottawa Ont $104,324, Bryker Data Systems Ltd Ottawa Ont $470,938, Charandon Computer Systems Ottawa Ont $51,200, Coalition Supportive Services Halifax N-É $170,000, Service correctionnel du Canada Corcan Ottawa Ont $83,771, Département des Communications Ottawa Ont $976,325, Excavation Yvon Bélanger Drummondville Qué $93,030, Five Hundred Selection Services Montréal Qué $108,919, Fraser Valley College Abbotsford C-B $79,873, Galryc Ltd Moncton N-B $100,816, Gouvernement des TN-O Yellowknife TN-O $268,652, Intercontinental Packers Ltd Saskatoon Sask $51,384, International Catering Services Montréal Qué $77,224, Kingston Heritage Job Fund Kingston Ont $86,487, Lutheran Council of Canada Winnipeg Man $125,904, MacDonald and Brisson Personnel Ottawa Ont $67,789, Manpower Temporary Services Kingston Ont $76,138, Ministre des Finances Fredericton N-B $78,063, Ministère des Finances Montréal Qué $4,844,525, Ministry of Attorney-General C-B Victoria C-B $705,315, Modern Building Cleaners Saskatoon Sask $57,546, Newfoundland Exchequer St John's T-N $705,137, Pères Franciscains Montréal Qué $82,001, Province de: Manitoba Winnipeg Man $112,025, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $233,176, Saskatchewan Régina Sask $85,602, Quantum Management Services Montréal Qué $123,408, Real Opportunities Prisoner Employment Halifax N-É $170,233, Sables Fournel et Fils Inc Ste-Anne-des-Plaines Qué $178,819, Scott Paper International New Glasgow N-É $54,228, Service Sanitaire St-Antoine Inc St-Antoine Qué $53,775, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $4,632,904, Synod Diocese Montréal Qué $59,975, Trésorier de l'Ontario Scarborough Ont $2,449,993, United Church of Canada Toronto Ont $57,141, Valley Stenographic Ltd Abbotsford C-B $65,601, Victor Temporary Services Ottawa Ont $85,213, WMI du Québec Montréal Qué $77,889, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $204,558.

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

Commission nationale des libérations conditionnelles $576,134

Services de comptabilité $25,621

Services juridiques $3,401

Services de protection $53,094—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $51,824.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $67,403

Autres services professionnels $203,400

Autres services $223,215—SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $96,880.

Gendarmerie royale du Canada $43,500,329

PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI $43,500,329

Services de comptabilité $137,712—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $60,930, Turner McCabe and Associates Toronto Ont $63,496.

Services d'informatique $5,660

Services techniques (y compris recherche) $70,099

Services de santé et de bien-être $11,680,524—Département des Affaires des anciens combattants: Dartmouth N-É. $65,386, Ottawa Ont $125,849, Vancouver C-B $93,652, Dr S Feigenbaum Westmount Qué $60,769, Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont $175,610, Northern Radiological Services Ltd Ottawa Ont $69,680, Ottawa Civic Hospital Ottawa Ont $56,857, Pharmacie J Hoffman Montréal Qué $57,508, Reddy Memorial Hospital Westmount Qué $104,544, Shaughnessy Hospital Vancouver C-B $50,551, Vancouver General Hospital Vancouver C-B $101,487, Victoria General Hospital Halifax N-É $74,302.

Services juridiques $247,467

Services de protection $10,303,022—Barnes Security Services Ltd Vancouver C-B $618,031, The BC Corps of Commissionaires Vancouver C-B $458,441, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $5,108,850, Metropol Base Fort Security Yellowknife TN-O $155,883, Pinkerton du Québec Ltée Montréal Qué $1,074,279, Pinkerton's of Canada Ltd: Edmonton Alb $135,594, Ottawa Ont $1,581,174, Toronto Ont $468,556, Walkers Investigation Bureau Moncton N-B $74,977.

Services scientifiques (y compris recherche) $398,237—United Video Ltd Ottawa Ont $182,470.

Enseignement et formation —Non-fonctionnaires $748,230

Enseignement et formation—Fonctionnaires $826,807

Autres services professionnels $108,475

Autres services $18,974,096—Alphatext Ltd Ottawa Ont $53,107, Bee Clean Winnipeg Man $95,400, Compushare Ltd Régina Sask $68,848, Gouvernement de: Alberta $227,005, Colombie-Britannique $396,784, Manitoba $167,537, Terre-Neuve et Labrador $80,830, Nouveau-Brunswick $236,302, Territoires du Nord-Ouest $67,678 Nouvelle-Écosse $164,217, Ontario $777,773, Île-du-Prince-Édouard $54,433, Québec $631,102, Saskatchewan $157,980, International Criminal Police Organization Genève Suisse $295,761, J & R Carpet 82 Yellowknife TN-O $52,848, Jim McGahey Productions Ottawa Ont $51,503, Modern Building Cleaning Régina Sask $99,559, Travaux publics Canada Ottawa Ont $3,962,867, Sani Building Maintenance Edmonton Alb $132,504, Sheppard Hedges and Green St John's T-N $369,545, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,951,330.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES $75,926,365

Département $56,974,298

Services de comptabilité $4,459,803—Bureau des services de vérification ASC Ottawa Ont $3,296,871, Winnipeg Man $232,262, Arthur Anderson & Cie Montréal Qué $135,000, Bradshaw and Associates Nepean Ont $59,896, Horwood Young and Wiltshire Ottawa Ont $112,048, ASC Services de comptabilité générale Hull Qué $238,184.

Services d'informatique $568,913—ASC Services de comptabilité générale Hull Qué $94,968.

Services techniques (y compris recherche) $81,527

Services juridiques $108,267

Services de protection $1,953,405—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,416,087, Ste-Foy Qué $148,637, Saint John N-B $125,742.

Services scientifiques (y compris recherche) $14,942,365—All Transportation Technology Ltd Kingston Ont $513,831, Advanced Information Technologies Corp Ottawa Ont $151,400, Agriforest Technologies Ltd Kelowna C-B $61,283, Alberta Wheat Pool Vancouver C-B $92,934, University of Alberta Edmonton Alb $145,312, Alcan International Ltée Montréal Qué $99,728, Applied Ecology Consultants Vancouver C-B $65,000, Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $194,431, John Arnott & Associates Ltd Toronto Ont $159,376, BC Hydro Surrey C-B $102,620, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $180,849, Biostar Inc Saskatoon Sask $95,410, Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $115,234, Brooke Ocean Technology Ltd Halifax N-É $67,141, E L Bryenton & Associates Ltd Ottawa Ont $60,000, University of Calgary Calgary Alb $59,848, Canada Cement Lafarge Ltd Belleville Ont $59,710, Canada Cement Lafarge Montréal Qué $124,600, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $433,416, Canadian Canners Ltd Burlington Ont $90,000, Canadian Engineering Surveys Co Ltd Edmonton Alb $407,800, Canadian Marine Drilling Ltd Calgary Alb $110,000, Canviro Consultants Ltd Kitchener Ont $160,000, Co-Fish Consultants Riverview N-B $53,522, COM DEV Ltd Cambridge Ont $70,000, KR Croasdale & Associates Ltd Calgary Alb $127,543, DSL Dynamic Sciences Ltd St-Laurent Qué $100,000, WR Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $83,054, Dearborn Chemical Company Ltd Mississauga Ont $200,000, Dendron Resource Surveys Ltd Ottawa Ont $73,279, Det Norske Veritas (Canada) Ltd Calgary Alb $50,250, Digim (1983) Inc Montréal Qué $210,092, Dobrocky Seatech Ltd Sidney C-B $171,987, Econotech Services Ltd New Westminster C-B $85,425, Electrofuel Manufacturing Co Toronto Ont $50,394, Electrohome Ltd Kitchener Ont $174,688, Envirocon Ltd Vancouver C-B $76,002, Fishery Products International Ltd St John's T-N $57,667, Flakt Canada Ltd Ottawa Ont $218,500, Fleet Aerospace Corp Vancouver C-B $287,872, Focal Marine Ltd Bedford N-É $98,001, Forest Engineering Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $65,656, Fridev Refrigeration Systems Inc Brossard Qué $69,357, Geotech Ltd Markham Ont $64,813, Grove Telecommunications Ltd St John's T-N $51,030, Hurley Fisheries Consulting Dartmouth N-É $73,890, Hymarc Engineering Ltd Ottawa Ont $259,084, Idon Corp Ottawa Ont $63,277, Inco Ltd Mississauga Ont $74,147, Indal Technologies Inc Mississauga Ont $95,267, Intera Technologies Ltd Ottawa Ont $78,851, Koba Consultants Inc Montréal Qué $116,435, Lab-Elite Ltée Montréal Qué $116,747, Université Laval Québec Qué $140,481, MEP Company Markham Ont $53,986, MacMillan Bloedel Ltd Nanaimo C-B $76,980, Maritime Testing (1985) Ltd Dartmouth N-É $141,924, André Marsan & Associates Inc Montréal Qué $98,500, McElhanney Group Ltd Vancouver C-B $77,212, Microtel Pacific Research Ltd Burnaby C-B $441,000, Moniteq Ltd Concord Ont $521,133, NB Research and Productivity Council

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—*Suite*

Fredericton N-B $51,427, D Neumann & Associates Pointe-Claire Qué $97,040, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $77,902, Nopsa Enterprises Ltd Victoria C-B $75,000, Noranda Inc Pointe-Claire Qué $175,000, Nordco Ltd St John's T-N $257,250, Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É $84,009, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $70,868, Opto-Electronics Inc Oakville Ont $77,828, Oracle Communications Inc Burnaby C-B $350,000, Pacific Fisheries Research & Development Ltd $70,000, Petro-Sun International Inc Longueuil Qué $100,000, Photo Compilation PMS Inc Ste-Foy Qué $80,969, Probatech Inc Naughton Ont $61,802, Université du Québec Ville de Laval Qué $84,454, JS Redpath Ltd North Bay Ont $68,305, Reid Crothers & Partners Ltd Vancouver C-B $80,000, Renova Manufacturing Co Ltd Ottawa Ont $70,000, Robotic Systems International Ltd Sidney C-B $53,733, Rogers Engineering Inc Saskatoon Sask $178,891, Rutenberg Design Inc Dorval Qué $60,000, Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B $142,128, Seastar Instruments Ltd Sidney C-B $130,157, Seimac Ltd Bedford N-É $135,530, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $209,138, Stednitz Maritime Technology Ltd Eganville Ont $75,000, Steltner Development and Manufacturing St Catharines Ont $55,000, Tektrend International Inc Montréal Qué $60,000, Teledyne Canada Mining Products Thornbury Ont $200,000, Thomson & Nielsen Electronics Ltd Nepean Ont $106,473, University of Toronto Toronto Ont $101,963, Trent University Peterborough Ont $85,000, Tridex Systems Inc Nepean Ont $123,000, Unisearch Associates Inc Concord Ont $120,200, Whitehead Mussel Farms Guysborough N-É $99,000, Wittech Development Inc Mississauga Ont $134,785, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $266,269.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $119,572

Enseignement et formation—Fonctionnaires $3,361,965—Bureau des services de vérification ASC Ottawa Ont $170,599, Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $56,644, Lemmex and Associates Ltd Ottawa Ont $542,723, Nordicity Group Ltd Ottawa Ont $50,000, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $607,734, ASC Contrôleur des Approvisionnements Hull Qué $117,252, ASC Services de comptabilité générale Hull Qué $317,941.

Autres services professionnels $8,859,019—Bureau des services de vérification ASC Ottawa Ont $92,519, Astell and Associates Victoriaville Qué $64,976, G P Allsebrook and Associates Ottawa Ont $66,517, Frans F Anema Ottawa Ont $76,962, Apor Inc Outremont Qué $64,530, Lloyd Baron Assoc Ltd Vancouver C-B $56,612, R E Boston Associates Perth Ont $61,344, M B Boyle and Associates Inc Baie-D'Urfé Qué $111,076, Cafdi Consultants Inc Ottawa Ont $53,464, Cybit Corp Munster Ont $57,840, Dannis Management Ltd Ottawa Ont $104,099, Datastream Ottawa Ont $77,913, C G Delbridge Ottawa Ont $57,377, DGK Ltd St Isidore de Prescott Ont $58,800, Bruce J Donnelly Ottawa Ont $61,250, The Davies Flaman Partnership Ottawa Ont $59,528, Shahbaz Ehsani Nepean Ont $56,500, Ensyn Engineering Associates Inc Ottawa Ont $62,343, Fineline Mgmt Consultants Inc Etobicoke Ont $75,774, First Nations Consultants Inc Ottawa Ont $65,513, Luc Gilbert Montréal Qué $58,943, German Marine Inc Montréal Qué $60,035, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $177,044, D R Harley Consultants Ltd Ottawa Ont $74,452, IEA Consulting Group Ltd Charlottetown Î-P-É $51,830, S A Kelly Management Consulting Ottawa Ont $57,560, LGW Business Consultants Ltd Ottawa Ont $81,014, John E Lovatt Ottawa Ont $53,500, Andrée Lemarier Beaconsfield Qué $62,376, Lucid Systems Ottawa Ont $107,448, Murray Nicholas and Assoc Inc Ottawa Ont $84,800, Macint Ottawa Ont $59,724, Microtime Inc Nepean Ont $64,090, Mascen Consultants Inc Brampton Ont $93,290, Newven Consulting Group Inc Ottawa Ont $64,533, Opus Management Consultants Ltd Ottawa Ont $69,075, Protocoles Ottawa Ont $100,806, Resomax Management Inc Ottawa Ont $144,723, Socar Consultants Ltée Laval Qué $55,201, ASC Services de comptabilité générale Hull Qué $152,728, Synerlogic Inc Ottawa Ont $207,888, Systems Network Inc (SNI) Ottawa Ont $107,922, Systemoid Inc Ste-Foy Qué $62,597, SRP Consulting Winnipeg Man $71,470, Taylor Morrison Ltd Ottawa Ont $59,651, Thorne Stevenson and Kellogg Toronto Ont $88,200, Unies Ltd Winnipeg Man $68,278, Juan Valero Gloucester Ont $52,576, Wesley Management Corp Ottawa Ont $126,400, G W Yuill and Associates Winnipeg Man $84,206, Berger & Associates Inc Ottawa Ont $341,237, C H Payne Marine Consultants Gloucester Ont $74,557, Gestion Joema Ltée Ottawa Ont $69,684, Les Services Delmare Inc Montréal Qué $76,875, Robert Byron Toronto Ont $57,750, Shipshape Marine Design Ltd Ottawa Ont $86,276, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $191,608, Williams and Wilson Public Edmonton Alb $81,200.

Autres services $22,519,462—ACF Communications $796,729, Aménagement Expositions ICD St-Laurent Qué $55,326, Beaner Decalcomania Inc St-Laurent Qué $177,083, Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $74,032, ACS-Associates Consulting Services Ottawa Ont $238,088, Aaski Management Inc Navan Ont $55,000, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $197,150, Berger & Associates Inc Ottawa Ont $366,272, Bradson Personnel Services Inc Ottawa Ont $266,114, Canada Place Vancouver Vancouver C-B $225,696, Canada Systems Group Ottawa Ont $3,307,143, Corporation Place du Havre Canada Vancouver C-B $75,750, Comterm Inc Pointe-Claire Qué $54,580, Compucraft Systems Ltd Ottawa Ont $281,447, Conventions Unlimited Richmond C-B $76,033, Citibank Leasing Canada Ltd Burlington Ont $121,546, Decima Research Inc Toronto Ont $75,135, DE Systems Ltd Ottawa Ont $171,499, Dinet Consulting Inc Ottawa Ont $118,100, Disney Display Div of Toronto Ont $1,677,185, DMR and Associates Ottawa Ont $110,075, EAP Systems Ltd Hull Qué $95,300, Elaine Cash & Associates Vancouver C-B $106,922, Enseignes Poitras Inc Québec Qué $92,368, Exhibits International Toronto Ont $99,189, Expo Graphics & Display Div Hull Qué $912,451, First City Capital Ltd Ottawa Ont $439,479, German Marine Inc Montréal Qué $196,372, Gorrie Advertising Services Toronto Ont $63,325, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $421,387, Hexagon Computer Systems Ottawa Ont $247,390, Honna Design Don Mills Ont $87,602, Information Systems Group Cons Ltd Ottawa Ont $111,775, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $254,262, Kadoke Display Toronto Ont $1,016,240, The Laurier Group Inc Ottawa Ont $99,230, Lansdowne Integrated Systems Inc Ottawa Ont $56,686, MacDonald and Brisson Ottawa Ont $196,422, Maxima Computer Mngt Consultants Ottawa Ont $50,379, Mesconsulk Mickal Henkel 5014 Kerpen Allemagne de l'Ouest $100,737, Messue and Ausstellungs Koln 21D5000 Messeplatz Allemagne de l'Ouest $95,840, Negen Systems Ltd Kingston Ont $62,900, Oaktree Management Consultants Ltd Ottawa Ont $269,929, Omnifacts Research Ltd Halifax N-É $50,248, Optimum Québec Qué $62,803, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $116,993, Pacific National Exhibition Vancouver C-B $99,592, PMF Editorial Services Inc Ottawa Ont $104,694, Polaris Computer Systems Ltd Toronto Ont $140,819, Pollack Personnel Ottawa Ont $54,355, Polmac Communications Inc Régina Sask $62,687, Portage Personnel Ltd Hull Qué $115,399, Production Associates Ltd Vancouver C-B $128,648, Prologic Systems Ltd Ottawa Ont $189,419, Public & Industrial Relations Toronto Ont $78,517, Quantum Information Resources Ottawa Ont $201,513, K R Salmon Consulting Ottawa Ont $85,850, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $119,624, Smith Scott Consultants Ottawa Ont $1,367,958, Somapro Ltd Montréal Qué $168,228, Spectralite 70 Ltd Trois-Rivières Qué $81,421, ASC Contrôleur des Approvisionnements Hull Qué ($9,428,004), ASC Services de comptabilité générale Hull Qué $539,287, Frais du Fonds renouvelable des Approvisionnements Hull Qué $694,002, Synerlogic Inc Ottawa Ont $364,909, Systemhouse Inc Ottawa Ont $452,310, Systems and Software Consultants Ottawa Ont $58,695, Systems Network Inc (SNI) Ottawa Ont $513,365, The 500 Selection Services Ottawa Ltd Ottawa Ont $117,186, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $235,458, Versaterm Systems Ltd Ottawa Ont $193,996, Victor Temporary Services Ottawa Ont $100,397, Veritaaq Inc Ottawa Ont

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—*Fin*

$1,016,987, V K Computer Systems Inc Ottawa Ont $146,810, Williams and Wilson Public Edmonton Alb $132,969, York Enterprise Development North York Ont $70,230, Zenith Werbung Allemagne $316,239.

Statistique Canada $18,952,067

Services d'informatique $967,767—CGI Information Systems Ottawa Ont $123,369, DMR and Assoc Ottawa Ont $124,990, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $223,861, Le Trésorier Provincial de l'Alberta Edmonton Alb $65,135, Systemhouse Inc Ottawa Ont $55,781, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $57,700.

Services de protection $849,662—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $849,662.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $539,761—Commission de la Fonction Publique Ottawa Ont $112,825, Yourdon Canada Ottawa Ont $50,000.

Autres services professionnels $1,826,126—ESSA Environmental and Social Systems Analysts Ltd Vancouver C-B $77,610.

Autres services $14,768,751—Alphatext Ltd Toronto Ont $543,392, Bradson Personnel Ottawa Ont $117,184, Computrex Centres Ltd Calgary Alb $116,045, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $135,868, Ministre des Finances de la Saskatchewan Régina Sask $100,000, Prestige Mailing Systems Ltd Ottawa Ont $182,278, Province de l'Ontario Toronto Ont $97,312, Revenu Canada Impôt Ottawa Ont $178,531, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $721,335, The 500 Selection Services Ottawa Ont $62,700, Victor Temporary Services Ottawa Ont $58,862.

TRANSPORTS $232,237,549

Département $228,176,965

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $28,564,959

Services d'informatique $623,312—Datacap Ltd Ottawa Ont $76,220, Synerlogic Inc Ottawa Ont $68,815, Veritaag Technology House Inc Ottawa Ont $110,553.

Services techniques (y compris recherche) $78,000—Travaux publics Canada Ottawa Ont $78,000.

Services de santé et de bien-être $44,034

Services juridiques $4,529

Services de protection $1,333,087—Corps canadien des commissionnaires Halifax N-É $286,125, Kingston Ont $549,685, Ottawa Ont $497,277.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $134,381

Enseignement et formation—Fonctionnaires $439,969—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $122,615, Transports Canada Ottawa Ont $79,210.

Autres services professionnels $18,352,058—139599 Canada Inc Ottawa Ont $91,136, AII Transportation Technology Kingston Ont $483,831, Alcan International Ltd Montréal Qué $99,728, Arctec Canada Ltd Calgary Alb $509,336, Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $84,431, Arthur Anderson & Co Ottawa Ont $248,400, B Helm Associates Ltd Toronto Ont $63,150, BC Railway Vancouver C-B $374,721, BC Transit Victoria C-B $195,000, Bombardier Inc Montréal Qué $491,652, CRIQ Ste-Foy Qué $183,101, CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B $182,858, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $252,319, Société Radio-Canada Ottawa Ont $2,000,000, Canadian General Electric Co Ltd Toronto Ont $74,300, Canadian Pacific Ltd Montréal Qué $342,918, Canadian Standard Association Rexdale Ont $86,610, Canroad Transportation Research Corp Ottawa Ont $264,229, Canarctic Shipping Ltd Ottawa Ont $400,551, Celenese Canada Inc Mississauga Ont $71,406, Centre de recherche industrielle Montréal Qué $172,871, City of Edmonton Edmonton Alb $165,000, Communication Gillies Inc St-Lambert Qué $72,232, Cosigma Inc Montréal Qué $68,393, Craigmore Offshore Ltd Halifax N-É $57,203, Currie Cooper and Lybrand Ottawa Ont $133,567, D Newmann and Associates Pointe-Claire Qué $154,526, DSL Dynamics Sciences Ltd St-Laurent Qué $398,546, De Havilland Aircraft Co Downsview Ont $229,896, Deloitte Haskins and Sells Associates Ottawa Ont $113,601, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $122,489, Pêches et Océans Ottawa Ont $110,000, First Boston Canada Ltd Toronto Ont $215,230, Focal Marine Ltd Bedford N-É $195,599, Forest Engineering Research Institute Pointe-Claire Qué $87,881, Fridev-Concool Brassard Qué $69,357, Germain and Milne Inc Montréal Qué $57,013, Giro Inc Montréal Qué $73,300, Glenayre Electronics Ltd Vancouver C.B.$93,354, Hay Associates Canada Ltd Ottawa Ont $51,500, Highway Products International Paris Ont $86,445, Houston Group Communication Ltd Toronto Ont $264,601, Human Factors Toronto Ont $107,306, Hymarc Engineering Ltd Ottawa Ont $56,585, IBI Group Toronto Ont $437,366, Imperial Oil Ltd Sarnia Ont $148,468, Intera Technologies Ltd Calgary Alb $168,458, James F Hickling Consultants Ltd Ottawa Ont $117,394, John Arnott and Associates Toronto Ont $159,372, Jouko A Parviainen and Associates Oakville Ont $58,405, Lamoite Williams and Associates Vancouver C-B $83,339, Lemmex and Associates Ltd Ottawa Ont $79,683, Lubrifiants Haute Technologie Domex Montréal Qué $149,384, MTT Media Tapes Ltd Ottawa Ont $56,532, Marshall Macklin Monaghan Ltd Don Mills Ont $70,781, Martec Ltd Halifax N-É $120,658, McMaster University Hamilton Ont $85,384, Melville Shipping Ltd Ottawa Ont $271,503, Moli Energy Ltd Burnaby C-B $92,993, Conseil national de recherches Ottawa Ont $215,450, Northern Airborn Tech Ltd Prince George C-B $51,035, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $472,717, Oracle Communications Inc Burnaby C-B $600,000, Ottawa YM-YMCA Ottawa Ont $151,353, Peat Marwick and Partners Toronto Ont $88,835, Pierce Operational Dynamics Inc Vaudreuil Qué $73,430, Pratt and Whitney Aircraft of Canada Longueuil Qué $87,718, Price Waterhouse Ottawa Ont $113,766, Provost Cartage Ville d'Anjou Qué $70,137, Travaux publics Canada Ottawa Ont $150,356, Quantalytics Inc Vancouver C-B $65,740, Queen's University Kingston Ont $246,869, R S Wallace and Associates Ltd Manotick Ont $62,574, Ray Ball Associates Ltd Ottawa Ont $180,519, Rutenberg Design Inc Dorval Qué $245,695, SNC Inc Montréal Qué $70,748, Seshandri Sankar Inc Brassard Qué $74,397, Statistique Canada Ottawa Ont $1,027,833, Stikeman Elliott Toronto Ont $158,999, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $354,038, Tektrend International Inc Montréal Qué $60,000, TES Ltd Ottawa Ont $93,936, Touche Ross and Co Ltd New York NY É-U $96,697, Université de Manitoba Winnipeg Man $128,757, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $68,430, Saskatchewan Saskatoon Sask $131,692, Toronto Toronto Ont $114,407, Urban Transportation Development Corporation Kingston Ont $178,803, Via Rail Canada Montréal Qué $220,300, WR Davis Engineering Ottawa Ont $160,954, Welding Institute of Canada Oakville Ont $55,774.

Autres services $7,555,589—AKW Holmes Sydney N-É $110,456, Aiton Power Ltd Burlington Ont $328,685, Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $62,845, Bordeaux Maintenance Services Moncton N-B $229,642, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $146,949, Canada Systems Group Ltd Ottawa $94,300, Cape Breton Development Corporation Sydney N-É $140,187, Cornwall Regional Hospital Linen Service Inc Cornwall Ont $120,220, Datacap Ltd Ottawa Ont $83,169, Dynakey Corp Ottawa Ont $67,036, Honeywell Ltd Ottawa Ont $172,995, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $58,880, Manpower Temporary Services Ottawa Ont $53,722,

TRANSPORTS—*Suite*

Modern Building Cleaning Inc Ottawa Ont $269,147, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $198,001, Service Star Building Cleaning Inc Ottawa Ont $445,030, La Société Sogsabec Ltée Saint-Laurent Qué $1,050,929, Soulard Enterprises Ltd Ottawa Ont $74,009, Staffing Consultants Ltd Toronto Ont $66,296, Suggars News Distributors Ltd Cornwall Ont $73,705, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $815,752, Les Systèmes sur mesure PB Inc Montréal Qué $192,107, TES Ltd Ottawa Ont $98,737, The 500 Selection Services Montréal Qué $96,360, Transports Canada Ottawa Ont $941,493, Victor Temporary Services Ottawa Ont $152,311.

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME $62,177,296

Services de comptabilité $60,705

Services d'informatique $354,564—Comshare Ltd Ottawa Ont $69,657, Data Kinetics Ltd Ottawa Ont $67,006.

Services techniques (y compris recherche) $2,938,081—Acres International Vancouver C-B $100,000, British Hovercraft Corp East Cowes Angleterre $120,000, German Marine Inc Montréal Qué $109,506, Gouvernement du Canada—Travaux publics Ottawa Ont $104,506, Vancouver C-B $1,988,069, Administration de la voie maritime du St-Laurent Cornwall Ont $56,531.

Services de santé et de bien-être $29,921

Services juridiques $156,052

Services de protection $1,740,250—Corps canadien des commissionnaires Halifax N-É $181,428, Kingston Ont $139,122, Montréal Qué $260,634, Ottawa Ont $51,025, Saint John N-B $244,703, Ste-Foy Qué $152,125, St John's T-N $142,155, Toronto Ont $119,560, Victoria C-B $192,053, Windsor Ont $50,000, Société canadienne des ports Ottawa Ont $108,103.

Services scientifiques (y compris recherche) $323,331—Corrspec Consultants Inc Mississauga Ont $70,290, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $92,949, Lasalle Hydraulic Laboratory Ltd Lasalle Qué $145,806.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $53,285

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,200,917—CEGEP Rimouski Qué $73,195, College of Fisheries Navigation Marine Engineering and Electronics St John's T-N $62,503, Programme de l'administration centrale/Transports Ottawa Ont $86,218, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $181,776, Nova Scotia Nautical Institute Halifax N-É $65,891, Pacific Marine Training Institute Vancouver C-B $85,442.

Autres services professionnels $7,278,595—Arctec Canada Ltd Kanata Ont $1,062,713, Canadian Marine Drilling Ltd Calgary Alb $515,448, Canarctic Shipping Co Ltd Ottawa Ont $620,299, Canpolar Consultants Ltd Toronto Ont $93,280, DET Norske Veritas Canada Ltd Calgary Alb $50,000, EAC Amy & Sons Ltd Ottawa Ont $132,946, Enviromer Inc Pointe-au-Père Qué $82,186, Focal Marine Ltd Bedford N-É $50,000, German and Milne Inc Montréal Qué $139,368, German Marine Inc Montréal Qué $146,569, Gouvernement du Canada—Travaux publics Hull Qué $590,927, Willowdale Ont $110,000, Approvisionnements et Services Hull Qué $628,263, Statistique Canada Ottawa Ont $390,236, Husky Oil Operations Ltd Calgary Alb $177,057, Intera Technologies Ltd Calgary Alb $177,833, Melville Shipping Ltd Calgary Alb $263,741, Milne & Craighead Vancouver C-B $81,199, Norland Science & Engineering Ltd Ottawa Ont $102,411, Pierce Operational Dynamics Vaudreuil Qué $68,604, Weir-Jones Engineering Consultants Ltd Vancouver C-B $55,152, WR Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $57,886.

Autres services $48,041,595—ADGA Ltd Ottawa Ont $460,042, Programme des transports aériens/Transports Ottawa Ont $12,471,072, Programme de l'administration centrale/Transports Canada Ottawa Ont $365,358, Derko Ltée Ste-Foy Qué $88,135, Gouvernement du Canada—Environnement atmosphérique Downsview Ont $15,650,000, Communications Ottawa Ont $565,099, Travaux publics Cap-Diamant Qué $309,107, Charlottetown Î-P-É $251,325, Edmonton Alb $113,707, Halifax N-É $688,487, London Ont $855,040, Montréal Qué $164,108, Québec Qué $785,488, Saint John N-B $542,363, Sault Ste Marie Ont $190,146, Vancouver C-B $1,265,770, Willowdale Ont $335,999, Approvisionnements et Services Hull Qué $7,832,698, Hugues Guérette Cacouna Qué $50,470, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $166,800, Liquitransport Distribution Inc Montréal Qué $80,399, Louiseville Générale Entreprise Enr Louiseville Qué $66,400, Conseil national de recherches Ottawa Ont $50,000, The Communications Connection Vancouver C-B $56,002, Alvin J Scott Douglastown N-B $62,250.

PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS $129,352,688

Services de comptabilité $399,382—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $328,568, Loecus Informatics Inc Ottawa Ont $68,749.

Services d'informatique $1,073,357—DI Associates Inc Toronto Ont $79,486, Dataline Inc Toronto Ont $78,680, Dynakey Corporation Ottawa Ont $70,181, Hartt & Page Ltd Ottawa Ont $58,540, Prior Data Sciences Ltd Ottawa Ont $111,685, S&S Software Ltd Toronto Ont $250,585.

Services techniques (y compris recherche) $18,191,335—ABBDL-Tecsult Inc Montréal Qué $67,360, Air Canada Toronto Ont $65,070, Architectural and Engineering Services Ltd St John's T-N $211,277, Aspen Engineering Ltd Edmonton Alb $59,953, Associated Engineering Services Ltd Vancouver C-B $886,660, Aubrey Leitch Owen and House Kamloops C-B $83,720, Bains Burroughs Hanson Ltd Vancouver C-B $74,480, Beauchemin Beaton Lapointe Inc Montréal Qué $73,789, Blue Bird Investments Ltd Grand Falls T-N $82,400, Chandler Kennedy Kilpatrick Calgary Alb $318,772, Chastenay Gagne & Associates Inc Montréal Qué $50,160, Chopra and Davis Associates Ltd Montréal Qué $86,466, The Cohos Evamy Partnership Edmonton Alb $128,928, Coles Associates Ltd Charlottetown Î-P-É $261,648, Consad Inc Montréal Qué $86,468, Core Design Group Halifax N-É $130,699, Deleuw Cather Canada Ltd Toronto Ont $134,693, Winnipeg Man $346,193, Department of Transportation—Federal Aviation Administration Oklahoma City Okla É-U $113,888, Duncan and Associates Engineering Ltd Nanaimo C-B $200,997, Dupont Desmeules et Associés Inc Montréal Qué $252,045, Dupuis Routhier Riel and Associates Ltd Laval Qué $92,400, Enterprise Conjointe Réal Boucher BCPTA Tredec St-Luc Qué $74,475, Epix Inc Montréal Qué $128,764, Ernest Collins Engineering Services Ltd Vancouver C-B $93,188, FMS Lavalin Edmonton Alb $103,664, Fenro Lavalin Corp Vancouver C-B $98,264, Ferguson Simek Clark Ltd Edmonton Alb $120,611, Fichten Soiferman Architectes Montréal Qué $453,072, Trevor Garwood-Jones Toronto Ont $93,541, Gendron Lefebvre Consultants Ltd Montréal Qué $60,691, Guy Gérin-Lajoie Architectes Montréal Qué $168,448, Golder Associates Ltd St John's T-N $109,358, Groupe-Conseil TS Montréal Qué $53,008, Hay and Company Consultants Ltd Burnaby C-B $87,650, Rolf Jensen and Associates Ltd Toronto Ont $52,740, EK Jerrett and Associates Ltd Bay Roberts T-N $126,379, KLM Engineering Ltd Prince George C-B $86,781, Kenting Earth Sciences Ltd St John's T-N $65,512, Kilborn Engineering Ltd Vancouver C-B $113,732, Killick Metz Bowen Rose Vancouver C-B $361,885, Klohn Leonoff Consulting Engineers Ltd Calgary Alb $63,375, Les Laboratoires Ville-Marie Inc Ville-Marie Qué $138,532, Larose Laliberté Petrucci Montréal Qué $338,358, ND Lea and Associates Ltd Vancouver C-B $289,572, Lemay Leclerc Architectes Ltée Montréal Qué $83,250, MacDonald Cockburn McFeetors Winnipeg Man $232,905, JN MacKenzie Engineering Ltd Calgary Alb $51,229, McCormick Rankin and Associates Ltd Toronto Ont

TRANSPORTS—*Suite*

$390,231, McElhanney Surveying and Mapping Ltd Vancouver C-B $63,135, Mettam Wright Associates Ltd Halifax N-É $131,436, Monenco Consultants Ltd Calgary Alb $504,009, Morris and Richard Consulting Engineers Ltd Halifax N-É $206,812, Murray and Murray Griffiths and Rankin Toronto Ont $1,376,076, Nadir Mapping Corp Ltd Vancouver C-B $52,797, Newton Frank Arthur Inc Toronto Ont $54,425, Norr Airport Planning Associates Ltd Toronto Ont $208,000, Peterson and Lester Architects Victoria C-B $400,847, Phillips Barratt Kaiser Vancouver C-B $102,156, Pinchin-Harris and Associates Ltd Vancouver C-B $56,848, Pluritec Consultants Montréal Qué $72,260, RAK Engineering Ltd Edmonton Alb $62,090, CJ Radford Engineering Ltd Toronto Ont $103,178, Reid Crowther and Partners Ltd Edmonton Alb $115,428, Roche Associés Ltée Montréal Qué $136,557, Shawmont Nfld Ltd St John's T-N $66,913, Sheppard Hedges and Green Ltd Gander T-N $303,213, HA Simons International Ltd Vancouver C-B $164,878, Stanley Associated Engineering Ltd Kamloops C-B $514,782, Terpstra Engineering Ltd Goose Bay T-N $50,973, Terratech Inc Montréal Qué $61,250, Terren Engineering Ltd Edmonton Alb $88,249, Thompson Berwick Pratt and Partners Vancouver C-B $226,541, Toby Russell Buckwell and Partners Vancouver C-B $139,835, Touche Ross and Partners Toronto Ont $150,000, UMA Engineering Ltd Edmonton Alb $82,501, Urban Systems Ltd Kamloops C-B $54,902, Wagg and Hambleton Architects Ltd Victoria C-B $50,678, Willis Cunliffe Tait and Company Ltd New Westminster C-B $126,728, Wright Engineers Ltd Vancouver C-B $64,652.

Services de santé et de bien-être $891,898

Services juridiques $330,505

Services de protection $30,518,488—Agence de sécurité et d'Investigation Inc Montréal Qué $65,063, Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $1,372,229, La ville de Calgary Alb $1,599,970, Corps canadien des commissionnaires Edmonton Alb $667,021, Halifax N-É $1,169,305, Montréal Qué $2,377,584, St John's T-N $352,418, Toronto Ont $1,984,371, Vancouver C-B $123,235, Winnipeg Man $901,043, Ville d'Edmonton Alb $169,720, Gouvernement du Canada—Gendarmerie royale du Canada Edmonton Alb $2,517,246, Halifax N-É $1,073,071, Montréal Qué $4,764,460, St John's T-N $1,024,362, Toronto Ont $6,846,296, Vancouver C-B $1,554,027, Winnipeg Man $1,082,937, Groupe Admari Inc Montréal Qué $119,931, Help International Ltd Edmonton Alb $56,767, Metropolitan Security Ltd Halifax N-É $263,671, Pinkerton du Québec Ltée Montréal Qué $57,415, Twilite Security Ltd Yellowknife TN-O $61,028.

Services scientifiques (y compris recherche) $144,804—Aviation Simulations International Huntington NY É-U $72,618, Neutek Consulting Ltd Ottawa Ont $52,000.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $42,871

Enseignement et formation—Fonctionnaires $4,714,554—Air BC Vancouver C-B $52,480, Air Canada Winnipeg Man $332,147, CP Air Vancouver C-B $100,388, Corrigan Instrumentation Ltd Georgetown Ont $50,808, The de Havilland Aircraft Company of Canada Ltd Downsview Ont $114,640, Department of Transportation—Federal Aviation Administration Oklahoma City Okla É-U $55,380, Execaire Inc Montréal Qué $118,191, Flight Safety International Flushing NY É-U $903,529, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $399,779, Transports Canada Ottawa Ont $249,756, Kom Inc Ottawa Ont $57,510, Quindar Products Ltd Concord Ont $76,350.

Autres services professionnels $17,688,909—127526 Canada Ltd Montréal Qué $139,903, Acres International Ltd Vancouver C-B $78,392, Adi Ltd Ottawa Ont $77,372, Airquest Resource Surveys Ltd Winnipeg Man $78,971, RVB Burgoyne Toronto Ont $57,667, Corps canadien des commissionnaires Edmonton Alb $221,515, Halifax N-É $206,253, St John's T-N $71,668, Toronto Ont $422,684, Vancouver C-B $61,013, Carleton Custom Brokers Ltd Ottawa Ont $105,796, Communications Tower Services Ltd Toronto Ont $94,743, Crandall and Associates Ltd Moncton N-B $95,221, Delcan Deleuw Cather Canada Ltd Toronto Ont $111,039, Econosult Inc Montréal Qué $58,820, Epix Inc Sherbrooke Qué $232,535, Fodor Engineering Ltd Toronto Ont $65,717, Georgian College of Applied Arts and Sciences Toronto Ont $106,913, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $1,459,397, Statistique Canada Ottawa Ont $105,000, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $82,665, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Hull Qué $942,634, Transports Canada Halifax N-É $178,500, Graceby Investments Ltd Downsview Ont $55,146, Hay Associates Ltd Montréal Qué $50,407, James F Hickling Management Services Ltd Ottawa Ont $761,168, Horton Ball Walter and Associates Ltd Toronto Ont $136,056, D S Lea Associates Ltd Scarborough Ont $122,012, N D Lea Associates Ltd Vancouver C-B $74,042, Marshall Macklin Monaghan Ltd Toronto Ont $193,733, Marvin Mandelbaum and Associates Ltd Toronto Ont $50,000, G A Matthews and Associates Ltd Riverview N-B $59,276, Maunder and Britnell Engineering Ltd Markham Ont $77,150, McCormick Rankin and Associates Ltd Toronto Ont $121,400, The McElhanney Group Ltd Toronto Ont $67,328, McKinsey and Company Toronto Ont $223,334, McLean Peister Ltd Toronto Ont $100,033, McNeal and Associates Consultants Inc Vancouver C-B $83,801, City of Mississauga Ont $147,853, The Mitre Corporation Boston Mass É-U $555,591, Monaghan Delph Ltd Toronto Ont $75,504, Monenco Consultants Ltd Toronto Ont $58,421, Montreal Epidemiology Centre Inc Montréal Qué $59,641, Morgan Stanley and Company Inc New York NY É-U $139,000, Morrison Hershfield Ltd Toronto Ont $137,267, Northway Map Technology Ltd Toronto Ont $91,637, Oliver Mangione McGalla and Associates Ltd Toronto Ont $66,007, Parkin Partnership Toronto Ont $104,400, Pats Painting Ltd Ottawa Ont $204,540, Pavement Management Systems Ltd Cambridge Ont $56,000, The Proctor and Redfern Group Toronto Ont $63,573, Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont $356,231, AJ Robinson and Associates Inc Toronto Ont $133,906, Roy Telecommunications Ltd Toronto Ont $60,068, Rutenberg Design Inc Montréal Qué $91,771, SMY Drafting Enterprises Ltd Edmonton Alb $73,998, Secor Inc Montréal Qué $56,978, Stanley Associated Engineering Ltd Edmonton Alb $90,098, Vancouver C-B $58,088, Sypher Consultants Inc Ottawa Ont $50,052, TES Ltd Ottawa Ont $55,172, Thorne Stevenson and Kellogg Ltd Toronto Ont $67,277, Totten Sims Hubicki Associates Ltd Toronto Ont $58,668, Touche Ross and Partners New York NY É-U $616,522, Tradewind Scientific Ltd Ottawa Ont $67,303, The Training Group Toronto Ont $499,859, UW Enterprises Ltd Toronto Ont $71,871, University of Guelph Guelph Ont $94,271, Wood Gundy Inc Toronto Ont $100,000.

Autres services $55,356,585—100921 Canada Inc Dorval Qué $1,672,978, A&A Service Company Ltd Vancouver C-B $69,266, AV-Tech Inc Montréal Qué $157,278, Compagnie D'Entretien Acadia Inc Sept-Îles Qué $137,300, Airquest Surveys Ltd Winnipeg Man $95,462, HM Aquablast Ltd Toronto Ont $130,473, Associated Building Maintenance Ltd Calgary Alb $65,546, Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $653,266, B&M Paving Ltd Gander T-N $295,648, R Barlow Winnipeg Man $63,121, Behr Investment Corporation Winnipeg Man $106,859, Best Cleaners and Contractors Ltd Montréal Qué $196,656, Bordeaux Maintenance Services Ltd Moncton N-B $602,261, Bot Construction Ltd Toronto Ont $485,372, Bradson Personnel Service Inc Ottawa Ont $113,295, Les Services D'Entretien CDJ Inc Montréal Qué $58,693, Cafas Inc Montréal Qué $1,027,390, Canada's Capital Building Services Ltd Vanier Ont $2,539,940, Corps canadien des commissionnaires Halifax N-É $51,217, Montréal Qué $108,895, Winnipeg Man $205,554, Canadian Locker Company Ltd Montréal Qué $226,479, Capital City Maintenance Ltd Toronto Ont $472,068, Carrier Canada Ltd Calgary Alb $741,125,

TRANSPORTS—*Suite*

Cassidy Construction Ltd Edmonton Alb $70,226, Century Parking Services Ltd Calgary Alb $61,310, Charterways Transportation Ltd Toronto Ont $112,947, Civil Aviation Authority-Aviation House Edimbourg Écosse $159,783, Clintar Groundskeeping Services Ltd Toronto Ont $76,715, Computer Sciences Canada Ltd Edmonton Alb $93,258, Comshare Ltd Rexdale Ont $103,307, Concorde Maintenance Ltd Calgary Alb $1,158,602, Construction Edec Inc Montréal Qué $163,174, Construction Maintenance Repairs Ltd Shearwater N-É $232,975, Corporation of the District of Balmerstown Ont $177,419, Crowntek Communications Inc Markham Ont $237,208, D&V Traders Ltd Toronto Ont $417,757, Département du tourisme Halifax N-É $73,996, Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont $152,036, Double MM Janitorial Services Ltd Toronto Ont $65,300, Dufferin Construction Company Ltd Toronto Ont $109,013, Dynamic Maintenance Ltd Vancouver C-B $2,859,911, East-Can Maintenance Ltd Dartmouth N-É $311,520, Eastmain Band Council Montréal Qué $158,440, Echo Bay Mines Ltd Edmonton Alb $139,200, Entreprises Paysagistes Inc Montréal Qué $84,609, Evans Service Enterprises Ltd Calgary Alb $76,604, Excavation René Major Ltée Montréal Qué $479,825, Federated Building Maintenance Ltd Toronto Ont $95,975, For-Net Inc Montréal Qué $139,261, Jean Fournier Inc Montréal Qué $221,500, G&J Trucking Company Ltd Kenora Ont $145,649, G&M Development Ltd Lower Sackville N-É $135,249, Galt Western Personnel Ltd Vancouver C-B $75,194, Gazzola Paving Ltd Toronto Ont $139,856, General Cleaning Company Ltd St John's T-N $188,293, Gouvernement du Canada—Environnement Canada Edmonton Alb $2,518,682, Halifax N-É $730,406, Montréal Qué $1,253,873, Ottawa Ont $745,510, Toronto Ont $582,620, Winnipeg Man $570,180, Vancouver C-B $1,330,500, Travaux publics Canada Montréal Qué $119,688, Toronto Ont $792,344, Statistique Canada Ottawa Ont $734,317, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $5,308,361, Transports Canada Ottawa Ont $1,453,163, Grants Janitor Services and Supplies Ltd Fredericton N-B $95,939, Groom and Able Building Maintenance Ltd Aldergrove C-B $53,709, Groupe Admari Inc Montréal Qué $241,823, H&H Enterprises Ltd Wabush T-N $56,983, Harrington Personnel Ottawa Ont $50,433, Holiday Building Cleaning Company Ltd Montréal Qué $951,215, Honeywell Ltée Montréal Qué $141,639, Hudson General Aviation Services Ltd Calgary Alb $210,198, Indesco Ltd Toronto Ont $64,377, Inuvik Inn Ltd Inuvik TN-O $76,755, Inv Adj Calculations Inc Toronto Ont $91,360, Jarzab Enterprises Ltd Winnipeg Man $68,333, Jet Janitor Services Ltd Stephenville T-N $98,577, Johnson Controls Ltd Calgary Alb $52,984, Kelly Service Ltd Toronto Ont $114,459, King Paving and Materials Ltd Toronto Ont $171,664, Kings Northern Cleaning Ltd North Bay Ont $128,742, Kran Construction Ltd Nisku Alb $56,907, Macaulay Trucking Ltd Richmond C-B $103,101, Manpower Temporary Services Ltd Toronto Ont $83,716, The Mep Company Ltd Toronto Ont $408,247, Metropolitan Parking Inc Montréal Qué $488,783, Toronto Ont $1,363,504, Modern Building Cleaning Ltd St John's T-N $326,100, Monselet Construction and Equipment Ltd Montréal Qué $56,451, Moonlight Building Maintenance Ltd Richmond C-B $100,354, Motorola Information Systems Ltd Calgary Alb $76,706, Nanisivik Mines Ltd Winnipeg Man $97,481, Jim Neary Ltd Portugal Cove T-N $60,207, City of North Battleford Sask $132,388, RE O'Brien Construction Ltd Enfield N-É $55,020, Office Overload Ltd Edmonton Alb $50,197, Winnipeg Man $53,991, Ottawa Parking Services Ltd Ottawa Ont $85,021, Oxford Building Cleaning Company Ltd Winnipeg Man $370,592, Pacific Building Maintenance Ltd Richmond C-B $826,871, Y&R Paquette Inc St-Jérôme Qué $678,687, Patersons Building Services Ltd Richmond C-B $84,801, Penetang Midland Coach Lines Ltd Toronto Ont $186,093, Pollack Personnel Ltd Ottawa Ont $53,409, Progressive Building Maintenance Ltd Vancouver C-B $114,327, Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont $60,032, Rose Building Maintenance Ltd Edmonton Alb $860,184, Fred H Ross and Associates Ltd Yellowknife TN-O $465,491, St John Ambulance Halifax N-É $77,188, La Sagouine Ltée Montréal Qué $204,005, Sare's Inc Calgary Alb $146,388, Securibec Inc Montréal Qué $161,334, Shade Aviation Ltd Edmonton Alb $112,628, IP Sharp Associates Ltd Ottawa Ont $69,563, Sky Valet Services Ltd Edmonton Alb $54,269, Snow/Moore Grate Sand and Gravel Inc Halifax N-É $61,240, Société Sanitaire Laval Ltée Laval Qué $218,208, Spot Contractors Ltd Burnaby C-B $76,711, Sunlite Floor Cleaners Ltd Toronto Ont $65,845, Temporary Office Services Inc Toronto Ont $236,995, Toronto Auto Parks Ltd Winnipeg Man $51,265, Total Employment Services Ltd Toronto Ont $81,638, Tower Arctic Ltd Frobisher Bay TN-O $2,707,285, Transports Bravo Inc Montréal Qué $151,988, Victor Temporary Services Ltd Ottawa Ont $135,817, Volker and Stevin Contracting Ltd Edmonton Alb $97,957, Wakshinsky Bros Ltd Winnipeg Man $88,283, Waskaganish Band Council Montréal Qué $69,683, Wemindji Band Council Montréal Qué $111,199, Winnipeg Convention and Visitors Association Winnipeg Man $56,475.

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE $8,082,022

Services de comptabilité $385,900—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $355,390.

Services d'informatique $84,805

Services juridiques $107,700—McLennan Ross Edmonton Alb $102,030.

Services de protection $34,728

Services scientifiques (y compris recherche) $542,912—Gouvernement du Canada—Défense nationale Ottawa Ont $264,608, Les 500 Services de Sélection Ottawa Ont $75,359, TES Ltd Ottawa Ont $98,442.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $88,076

Autres services professionnels $4,068,142—A II Transportation Technology Kingston Ont $385,184, Biokinetics and Associates Ltd Ottawa Ont $268,957, Canadian Standards Association Rexdale Ont $190,210, Commission canadienne des transports Ottawa Ont $600,370, Canadian Urban Transit Association Toronto Ont $95,400, Contemporary Research Centre Ottawa Ont $202,266, Donald Leitch and Associates Inc Winnipeg Man $63,427, Gouvernement du Canada—Défense nationale Ottawa Ont $101,935, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $809,689, Rutenberg Design Inc Dorval Qué $54,000, TES Limited Ottawa Ont $298,277, University of Saskatchewan Sask $168,302.

Autres services $2,769,759—Av-Tech Inc Sherbrooke Qué $94,175, Programme de l'administration centrale/Transports Ottawa Ont $127,200, École Polytechnique de Montréal Montréal Qué $192,992, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $396,016, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $213,557, McGill University Montréal Qué $135,566, MTS Testing Systems Canada Ltd Toronto Ont $65,185, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $89,426, Université de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $116,124, Calgary Alb $186,121, Manitoba Winnipeg Man $145,344, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $166,260, Saskatchewan Sask $143,861, Toronto Toronto Ont $105,971, Western Ontario London Ont $230,473.

Bureau canadien de la sécurité aérienne $977,687

Services de santé et de bien-être $8,237

Services juridiques $95,412

Services de protection $10,578

Services scientifiques (y compris recherche) $397

TRANSPORTS—*Fin*

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $70,072

Enseignement et formation—Fonctionnaires $61,596

Autres services professionnels $40

Autres services $731,355—Moosonee Transportation Ltd Calgary Alb $113,175, Staffing Consultants Ltd Toronto Ont $87,337, Victor Temporary Services Ottawa Ont $52,212.

Commission canadienne des transports $2,679,291

Services de comptabilité $80,537

Services d'informatique $55,998—Hartt & Page Ltd Ottawa Ont $54,498.

Services juridiques $18,625

Services de protection $39,556

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,800

Enseignement et formation—Fonctionnaires $168,277—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $56,541.

Autres services professionnels $571,112

Autres services $1,743,386—Comshare Rexdale Ont $111,823, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $492,513, Reid Crowther Régina Sask $75,904, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $418,833, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $104,732, Gouvernement du Canada—Transports Canada Ottawa Ont $292,000.

Administrateur de l'Office du transport du grain $318,754

Services d'informatique $37,370

Enseignement et formation—Fonctionnaires $7,584

Autres services professionnels $190,033—Results Group Winnipeg Man $94,700.

Autres services $83,767

Administration du pipe-line du Nord $84,852

Services de comptabilité $45,134

Autres services professionnels $11,433

Autres services $28,285

CONSEIL DU TRÉSOR $8,069,942

Secrétariat $7,655,713

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $7,640,805

Services de comptabilité $12,000

Services d'informatique $44,201

Services juridiques $1,250

Enseignement et formation—Fonctionnaires $234,007—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $105,414.

Autres services professionnels $2,160,213—Basil A Beneteau Kingston Ont $82,000, Société canadienne des Postes Ottawa Ont $52,344, Solomon Brothers New York É-U $277,600, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $515,662, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $173,896, Towers Perrin Foster and Crosby Montréal Qué $102,956, Gouvernement du Canada—Conseil du Trésor/Programme d'affectations temporaires Ottawa Ont $165,539, William M Mercer Ltd Vancouver C-B $238,100.

Autres services $5,189,134—Alphatext Ltd Toronto Ont $261,373, Barbara Personnel Ltd Ottawa Ont $88,274, Fedinfo Inc Ottawa Ont $54,006, I P Sharp Ltd Toronto Ont $124,337, Miss Hale Personnel Services Ottawa Ont $115,555.

PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES $14,908

Enseignement et formation—Fonctionnaires $14,880

Autres services $28

Contrôleur général $414,229

PROGRAMME DES PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION $414,229

Enseignement et formation—Fonctionnaires $79,740

Autres services professionnels $226,234—Approvisionnements et Services/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $68,840.

Autres services $108,255

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $128,986,785

PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $127,909,567

Services d'informatique $305,795—Systems Network Ottawa Ont $82,819.

Services de santé et de bien-être $116,506,085—Alberta Hospital Edmonton Alb $85,410, Alberta Hospital and Medical Care Health Care Edmonton Alb $82,933, Blue Cross Moncton N-B $354,283, Boots Drug Stores Ltd Toronto Ont $318,349, Brandon General Hospital Brandon Man $68,614, Brockville Psychiatric Hospital Brockville Ont $52,757, Budget Drug Mart Clarenville T-N $63,696, Burrows Medical Toronto Ont $50,567, Camp Hill Hospital Halifax N-É $7,207,758, Calgary Coop Association Calgary Alb $59,916, Institut national des aveugles du Canada Toronto Ont $82,910, Centre Hospitalier Université de Laval Ste-Foy Qué $1,723,074, Claresholm Care Centre Claresholm Alb $73,310, Deer Lodge Centre Winnipeg Man $8,564,006, Département de la Santé Régina Sask $100,010, Diamond Taxi Toronto Ont $57,978, Doncaster Medical Markham Ont $57,985, Dr Everett Chalmers Hospital Fredericton N-B $3,045,557, Dr George Dumont Hospital Moncton N-B $1,609,200, E M Found Health Centre Charlottetown Î-P-É $64,578, Emergency Health Service Victoria C-B $96,600, Everest and Jennings Concord Ont $60,995, Fisherman's Memorial Hospital Lunenburg N-É $735,000, General Hospital Corporation St John's T-N $3,077,121, George Road Hospital Victoria C-B $109,640, Greendale Pharmacy Toronto Ont $59,086, Greens Pharmacy Badgers Quay T-N $70,197, Health Science Centre Winnipeg Man $57,856, Health Sciences Centre Hospital Vancouver C-B $59,081, Kelowna General Hospital Kelowna C-B $171,941, Kelway's Pharmacy Ltd Gander T-N $51,441, Lakeshore Diagnostic Centre Pointe-Claire Qué $79,546, Lions Gate Hospital North Vancouver C-B $110,763, Major Medical Hamilton Ont $54,834, Manitoba Département de la Santé Winnipeg Man $326,318, Maple Ridge Hospital Maple Ridge C-B $63,570, Martel and Sons Vankleek Hill Ont $153,293, Medical Services Plan of BC

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—*Fin*

Victoria C-B $817,794, Medigas Noront Sault Ste Marie Ont $64,241, Medigas Pacific Ltd Burnaby C-B $92,188, Medigas Ltd Toronto Ont $90,243, Metro Calgary and Rural General Hospital District 93 Calgary Alb $883,456, Mirimichi Senior Citizens Home Chatham N-B $503,810, Metro Hearing Aid Toronto Ont $122,281, Mount Pearl Optical and Hearing Aid Centre Mount Pearl T-N $88,162, Nanaimo Regional Hospital Nanaimo C-B $72,847, Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont $1,085,775, Northside Harbour View Sydney Mines N-É $1,861,677, Parkdale Pharmacy 1981 Ltd Charlottetown Î-P-É $56,628, Parkwood Hospital London Ont $9,582,045, Respicare Inc Ottawa Ont $100,739, Riverview Hospital Port Coquitlam C-B $266,770, Royal Columbian Hospital New Westminster C-B $159,614, Royal Inland Hospital Kamloops C-B $101,160, Royal Jubilee Hospital Victoria C-B $1,072,687, Royal Ottawa Hospital Ottawa Ont $113,857, Royal Victoria Hospital Montréal Qué $137,375, Saint John Regional Hospital Saint John N-B $3,258,109, Saint Vincent Hospital Ottawa Ont $63,844, St Boniface Hospital Winnipeg Man $72,481, St Paul's Hospital Vancouver C-B $69,596, Shaughnessy Hospital Vancouver C-B $3,912,805, Shoppers Drug Mart Summerside Î-P-É $68,564, Soldiers Memorial Hospital Campbellton N-B $1,209,696, Soldiers Memorial Hospital Middleton N-É $1,072,200, Steads Pharmacy Ltd Charlottetown Î-P-É $61,217, Sunnybrook Hospital Toronto Ont $6,650,087, Sunnybrook Hospital (University of Toronto Clinic) Toronto Ont $135,482, Surrey Memorial Hospital Surrey C-B $134,103, Therapy Supply Toronto Ont $100,003, University Hospital London Ont $164,220, University of Alberta Edmonton Alb $609,739, Vancouver General Hospital Vancouver C-B $191,826, Vernon Jubilee Hospital Vernon C-B $58,242, Victoria General Hospital Halifax N-É $168,246, Victoria General Hospital Victoria C-B $201,109, Victoria Hospital Corporation London Ont $7,477,000, Victorian Order of Nurses Hamilton Ont $77,232, Victorian Order of Nurses Willowdale Ont $130,459, Victoria Wheelchair Kitchener Ont $53,282, Wascana Hospital Régina Sask $1,579,664, Waterford Hospital St John's T-N $63,875.

Services juridiques $12,569

Services de protection $1,164,065—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $619,627, Ottawa Ont $96,625, Saint John N-B $347,694, Saskatoon Sask $63,649.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $591,082—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $169,356.

Autres services professionnels $1,068,067—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $95,484, Bureau des conseillers en gestion Hull Qué $329,090, Currie Cooper and Lybrand Ottawa Ont $51,600, DPA Group Inc Fredericton N-B $76,303, Donald J Harrison Ottawa Ont $58,684.

Autres services $8,261,904—Buanderie & Nettoyeur Reine Parisienne Montréal Qué $79,164, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $3,072,567, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $1,880,132, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $66,410, MacDonald Brisson Ottawa Ont $84,403, Manpower Temporary Services Moncton N-B $98,698, Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont $51,900, Travaux publics Canada Ottawa Ont $107,413, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $539,656, Systemhouse Inc Ottawa Ont $73,695, Systems Network Ottawa Ont $154,849.

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS $17,627

Enseignement et formation—Fonctionnaires $12,496

Autres services $5,131

PROGRAMME DU CONSEIL DE RÉVISION DES PENSIONS $28,486

Services de santé et de bien-être $2,099

Enseignement et formation—Fonctionnaires $7,423

Autres services professionnels $11,458

Autres services $7,506

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS $905,306

Services de santé et de bien-être $697,301—Deer Lodge Centre Winnipeg Man $53,694.

Services de protection ($28)

Enseignement et formation—Fonctionnaires $49,714

Autres services professionnels $18,571

Autres services $139,748

PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS $125,799

Services de santé et de bien-être $67,417

Enseignement et formation—Fonctionnaires $11,920

Autres services $46,462

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1985-86

Construction et acquisition

SOMMAIRE

	Page
Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	6.2
Construction et acquisition de machines et de matériel	6.28

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

Cet état fournit les dépenses totales de chaque programme pour l'exercice en cours, de même que les détails pour les contrats de $250,000 ou plus ($25,000 ou plus pour les contrats au coût plus honoraires fixes). Dans cet état:

- un astérisque (*) vis-à-vis des montants sous la colonne dépenses à ce jour indique que les montants énoncés dans les Comptes publics de l'exercice précédent ont été modifiés dans l'exercice en cours;
- deux astérisques (**) vis-à-vis du nom et lieu de l'entrepreneur indiquent les contrats adjugés par l'entremise du département des Travaux publics;
- trois astérisques (***) vis-à-vis des montants sous la colonne montant du contrat indiquent les contrats au coût plus honoraires fixes; et
- un (/) vis-à-vis des montants sous la colonne dépenses à ce jour indique les contrats terminés dans l'exercice en cours.

Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 08) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 4) du volume II (partie I).

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
AGRICULTURE $107,178,179				
Département $107,178,179				
PROGRAMME D'ADMINISTRATION $615,833				
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE $63,841,218				
Altrav Mechanical Ltd Saskatoon Sask	Traitement de l'eau et pompage Sask	282,604	180,502	180,502
Antagon Ltée St-Laurent Qué**	Construction—Fondation Qué	385,924	36,554	385,924*(/)
CGV Builders Co Ltd Cochrane Ont	Bâtiment des services, Ferme expérimentale Ont	528,777	487,000	487,000
City of Saskatoon Lethbridge Alb**	Achat de terrains Sask	508,143	508,143	508,143(/)
Cohos Evamy & Partners Calgary Alb**	Bâtiment à environnement contrôlé Alb	360,000	58,618	285,712*
Construction Paval Inc St-Léonard Qué**	Construction—Laboratoire Qué	9,550,963	31,097	8,705,421
Construction Paval Inc St-Léonard Qué**	Construction—Laboratoire Qué	7,225,028	6,082,642	7,199,215*
Construction Paval Inc St-Léonard Qué**	Construction d'un Centre de recherches Qué	18,359,368	9,877,366	15,959,543
Construction Paval Inc St-Léonard Qué**	Aménagement paysager, Centre de recherches alimentaires Qué	713,363	355,250	355,250
C O P Architects New Westminster C-B**	Centre de recherches—Laboratoire principal C-B	2,912,000	549,552	2,436,551*
Custom Builders Ltd Fredericton N-B	Pavillon de serre, construction N-B	254,260	47,515	254,260(/)
Delorme & Morin Montréal Qué**	Construction—Bureau et laboratoire Qué	950,000	232,709	761,906
Dorval et Fortin Québec Qué**	Plans et devis, phase II, III Qué	365,000	148,381	148,381
Elan Developments Ltd Winnipeg Man	Conduite principale d'approvisionnement en eau Man	1,121,756	7,606	1,104,225(/)
Getkate Construction Lethbridge Alb**	Construction d'une minoterie Alb	3,020,902	2,801,882	3,020,902*(/)
Graham Construction & Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	«Control shafts annulus filling» Sask	670,890	180,668	669,227(/)
Graham Construction & Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Usine de traitement de l'eau, rénovations Sask	2,276,340	68,286	68,286
Lemoine & Associates St-Hyacinthe Qué**	Construction d'un Centre de recherches Qué	2,950,000	541,878	1,689,550
L M Arch/Smith Carter Partners Morden Man**	Station de recherches Man	960,000	406,137	663,962*
Logan Stevens Construction (1981) Ltd Yorkton Sask	Usine de traitement de l'eau et station de pompage Sask	600,000	313,240	313,240
Logan Stevens Construction (1981) Ltd Yorkton Sask	Usine de traitement de l'eau Sask	632,600	32,587	32,587
Paul Martin Inc Québec Qué**	Construction—Bureau et laboratoire Qué	2,580,475	1,442,262	2,249,639
Mierau Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construction d'une minoterie C-B	3,482,045	3,456,334	3,456,334*
Monad Contractors Ltd Calgary Alb	Fournir et installer équipement d'aération Sask	425,500	425,229	425,229(/)
Nelson River Construction Ltd Winnipeg Man	Travaux des pompes Man	732,121	6,241	708,193(/)
Nicolini Construction Ltd Ottawa Ont**	901-902 entrée Ont	315,909	151,310	315,909*(/)
PCL Construction Management Inc and Maxim Calgary Alb	Réparations et modifications au barrage Bassano Alb	11,787,540	5,760,068	7,204,532
PCL Construction Ltd Richmond C-B**	Bureau/laboratoire—Centre de recherches C-B	21,320,187	14,521,347	17,733,920*
JP Pierman Construction Sault Ste Marie Ont	Grange d'isolement Ont	428,534	427,700	427,700
Pinecone Construction Lethbridge Alb**	Construction du bâtiment à environnement contrôlé Alb	3,513,000	1,929,868	1,929,868
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Qué**	Construction—Fondation Qué	2,660,846	37,172	2,467,202
Travaux publics Canada Toronto Ont**	Construction d'un nouveau bureau/laboratoire Ont	11,976,700	437,971	437,971
Reid & Deleye Construction Ltd Courtland Ont	Ajout à la station de recherches Delhi, évaluation des feuilles Ont	265,616	264,899	264,899(/)
Roman Equipment Service (1973) Ltd Regina Sask	Puits et prise d'eau de l'aqueduc de Red River Man	260,000	252,415	252,415
Roy & Associés Montréal Qué**	Laboratoire, technique consultative Qué	322,000	37,256	242,394
N J Schuller London Ont	Bureau/laboratoire Ont	624,000	372,355	372,355
Tétreault Parent Languedoc Montréal Qué**	Plans et devis—Laboratoire Qué	1,425,000	42,114	945,092

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Underwood McLellan Ltd Winnipeg Man**	Minoterie Alb	413,850	157,533	410,818*
Wappel Construction Co Ltd Regina Sask	Conduite d'approvisionnement en eau Sask	689,612	221,627	662,184(/)
Wappel Construction Co Ltd Regina Sask	Services pour le traitement des eaux usées Sask	993,368	912,957	912,957(/)
143904 Canada Ltée Rimouski Qué	Phase I, lot 3 Qué	367,869	367,869	367,869(/)
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES $26,506,190				
Ball Brothers Ltd Kitchener Ont**	Construction du laboratoire de Guelph Ont	3,445,000	3,241,570	3,241,570*
Cohos Evamy & Partners Calgary Alb**	Institut de recherches vétérinaires Alb	2,200,000	576,076	1,945,659*
Cohos Evamy & Partners Calgary Alb**	Bureau/laboratoire et projet de conception Alb	1,930,000	562,907	874,269*
Construction MRC Ltée St-Léonard Qué**	Pathologie vétérinaire—Laboratoire Qué	12,886,900	10,033,800	10,879,803
David Boulva Cleeve Brodeur & Tanguay Montréal Qué**	Construction—Laboratoire Qué	1,900,000	477,000	1,075,918
Dumajev Montréal Qué**	Construction—Laboratoire Qué	135,000[1]	21,700	108,700
Piggott Project Ltd Calgary Alb	Institut de recherches vétérinaires Alb	18,723,000	10,210,823	10,210,823
Province de l'Alberta Calgary Alb**	Acquisition de terrains Alb	626,357	626,357	626,357(/)
Young & Wright Toronto Ont**	Laboratoire de pathologie vétérinaire Ont	322,396	89,394	269,501*
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS $16,038,573				
Bomac Construction Saskatoon Sask**	Construction du système d'irrigation de la station de pompage à la pépinière de Big River Sask	361,299	329,248	329,248
Cana Construction Victoria C-B**	Construction d'un ajout et améliorations du Centre de recherche forestière du Pacifique C-B	7,998,479	1,762,769	7,986,273(/)
Cana Construction Victoria C-B**	Rénovation du bâtiment existant au Centre de recherche forestière du Pacifique C-B	2,206,223	2,090,816	2,090,816(/)
Crane Steel Structures Brandon Man**	Construction du bâtiment «Seed Line» Man	437,789	378,810	437,789(/)
Erskine Building Corp Toronto Ont**	Ajouts et modifications au Centre de recherche forestière des Grands Lacs Ont	10,888,909	3,993,346	10,887,947*
Gauthier Guite & Roy Ste-Foy Qué**	Centre de recherche forestière des Laurentides Qué	2,400,000	93,247	1,704,885*
Humbolt Lumber Mart Humbolt Sask**	Construction du bâtiment frigorifique pour la pépinière de Big River Sask	1,499,000	828,347	828,347
Janin Construction Québec Qué**	Phase IV, Centre de recherche forestière des Laurentides Qué	10,794,000	3,987,799	3,987,799
Manufacture Parent Ltée St-Augustin Qué**	Travaux de fondation et charpente pour l'ajout au Centre de recherche forestière des Laurentides Qué	1,391,103	249,303	1,388,303*(/)
Pele Construction Co Winnipeg Man**	Construction de deux serres/pavillon de serre pour le programme des jeunes plants Man	520,000	501,700	501,700
Perma Construction Victoria C-B**	Construction d'un ajout et améliorations du Centre de recherche forestière du Pacifique C-B	933,589	684	933,589*(/)
Perry Short Consultant Sault Ste Marie Ont	Centre de recherche forestière des Grands Lacs Ont	1,450,000	190,987	1,236,406*
George Stone & Sons Sault Ste Marie Ont**	Améliorations des laboratoires au Centre de recherche forestière des Grands Lacs Ont	1,468,477	262,567	262,567
Wade Williams & Partners Victoria C-B	Rénovations du Centre de recherche forestière du Pacifique C-B	1,430,000	180,834	1,377,287*
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS $176,365				
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations aux installations Thunder Bay Ont	400,000	176,365	176,365
COMMUNICATIONS $2,893,724				
Département $2,893,724				
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE $2,893,724				
Construction Canco Inc Chomedey Laval Qué**	Centre de recherches Laval Qué	2,833,024	5,848	2,833,024(/)
Massicotte Bros Construction Limited Vanier Ont**	Ajout au laboratoire David Florida Ont	2,580,254	1,252,598	2,550,954
Massicotte Bros Construction Limited Vanier Ont**	Ajout du côté ouest du laboratoire David Florida Ont	1,518,054	509,263	509,263
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont**	Ajout à l'immeuble #62 Ont	265,316		265,316(/)
CONSOMMATION ET CORPORATIONS $420,284				
Département $420,284				
Robert Construction Ltd (1970) Ottawa Ont**	Modifications au laboratoire des analyses volumétriques Ont	917,953	420,284	917,953*(/)
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $4,192,062				
Département $4,192,062				
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $364,184				
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $3,827,878				
Brunet Ed et Fils Hull Qué**	Aménagement du satellite de dépistage de l'est Qué	495,242	495,242	495,242
Erskine Building Corporation Toronto Ont**	Construction du Centre de recherches d'Elliot Lake Ont	5,016,286	1,774,344	5,015,120

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Le Groupe Modugest Inc Montréal Qué**	Construction de l'Institut de cartographie de Sherbrooke Qué	40,000***	32,624	32,624(/)
Gugula Smedley and Barban Architects and Engineers Sault Ste Marie Ont**	Consultants pour le design, Centre de recherches d'Elliot Lake Ont	585,000	121,323	554,392*
J D Construction Ontario Inc Ottawa Ont**	Rénovations, bâtiment 7 Bells Corners Ont	252,002	252,002	252,002(/)
Mirtren Contractors Ltd Calgary Alb**	Rénovations mécaniques Alb	872,579	365,240	872,579(/)
Mirtren Contractors Ltd Calgary Alb**	Ajout à l'emmagasinage de noyau Alb	1,409,873	268,760	1,372,677
ENVIRONNEMENT $41,077,732				
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $15,300,697				
Les Entreprises Guy Letarte Inc Beauport Qué**	Déménagement de la station météorologique Qué	1,194,916	1,194,916	1,194,916
HN Construction Ltd Toronto Ont**	Rénovation à la salle principale pour ordinateur Ont	270,200	221,447	221,447
Pan Western Construction Ltd Saskatoon Sask**	Centre de recherche en hydrologie Sask	12,554,278	10,080,780	12,017,099
Stuart Olson Industrial Contractors Edmonton Alb**	Hangars pour aéronefs TN-O	5,273,692	1,513	5,273,692*(/)
101430 Canada Inc Westmount Qué**	Installation du système d'alimentation ininterrompue en énergie Qué	775,276	775,276	775,276
101430 Canada Inc Westmount Qué**	Pré-soumission du système d'alimentation ininterrompue en énergie Qué	1,448,046	1,448,046	1,448,046
PROGRAMME PARCS CANADA $25,777,035				
Aero Asphalt Paving (1982) Ltd Dawson Creek C-B**	Concasser et placer gravier TN-O	342,980	337,486	337,486(/)
Argus Installations Ltd Vancouver C-B	Construction d'une usine de traitement des eaux usées Alb	4,079,487		4,079,487
G Beaudet et Compagnie Ltée Warwick Qué	Restaurer l'extérieur d'un édifice et équipement Qué	1,838,360	1,612	1,838,360*(/)
Gerald Best Excavating Ltd Lansdowne Ont	Reconstruction du quai et rénovations au barrage Ont	303,520	206,032	206,032
Bishop Marine Construction Ltd Gananoque Ont**	Dragage d'entretien du Trent Severn Waterway Ont	477,000		169,017
Brent Construction Ltd Prince Albert Sask**	Construction de l'autoroute et accès du stationnement Sask	719,375	25,475	719,375*(/)
Carmacks Construction Ltd Edmonton Alb**	Reconstruction de la route Pyramid Lake Alb	341,239	341,239	341,239(/)
Celeb Construction Ltée Candiac Qué	Restauration de la résidence Sir Georges Étienne Cartier Qué	1,232,991	9,600	1,232,991(/)
Collier Pavey Construction Canmore Alb	Construction de 3 édifices abritant des salles de toilette Alb	378,034		378,034*
Construction Lane (1982) Inc Montréal Qué	Réparer un pont Qué	1,407,091	501,848	1,407,091
Construction Maurice Desrosiers Inc Rimouski Qué	Construction d'un Centre d'interprétation Qué	1,622,956	3,150	1,622,956
Construction Pisapia Limitée Montréal Qué	Construction d'un pont Qué	1,534,631	171,197	171,197
Les Consultants Desseau Inc Laval Qué	Restauration des écluses 1, 2 et 3 Canal Chambly Qué	340,561	8,030	112,600
Curran & Briggs Ltd Summerside Î-P-É	Réaménagement—Aire d'utilisation diurne Stanhope Î-P-É	544,944	471,710	471,710
Dalcon Inc Québec Qué	Stabilisation du Bastion des Ursulines et Courtine Esplanade Qué	3,263,760	356,690	356,690
Danric Construction Ltd Cranbrook C-B	Remise en état du terrain de camping Alb	333,806		
DB & J (1971) Inc Charlottetown Î-P-É	Traitement du système d'égouts Î-P-É	290,425	17,377	290,425(/)
Debsco Construction & Development Ltd Edmonton Alb**	Construction de la route panoramique de Bow Valley Alb	1,524,358		1,607,884
DeFoy Construction Inc Québec Qué	Construction du Haut-Fourneau Qué	2,450,846	39,796	2,450,846(/)
Dexter's Construction Co Ltd Bedford N-É	Réfection de l'autoroute T-N	5,290,569		5,290,569*(/)
Deschênes Structures (Eastern) Inc Ottawa Ont	Reconstruction et réparations du Canal Rideau Ont	327,938	66,981	327,938(/)
Dominion Bridge Ontario Sault Ste Marie Ont	Réparations à la barrière d'urgence Ont	340,952	93,186	333,834
Drain Brothers Construction Ltd Blairmore Alb**	Reconstruction de la route panoramique de Bow Valley Alb	1,438,492	341,277	341,277
Ellis-Don Management Services Ltd Calgary Alb**	Échangeur Whitehorn Alb	1,306,796	450,137	1,298,697
Enerpet Construction Ltd Calgary Alb	Améliorations du système d'adduction Alb	272,319	2,446	272,319*(/)
E R H Enterprises Ltd St Catharines Ont	Réparations aux jetées, Canal Murray Ont	316,257	208,523	316,257*(/)
Fenka Construction Ltd Airdrie Alb	Construction de 12 unités de logement pour le personnel Alb	944,199	747	944,199*(/)
Fenka Construction Ltd Airdrie Alb	Remise en état du terrain de camping Alb	800,000	613,461	613,461
L J Fortin Construction Ltd Kapuskasing Ont	Facilités de Pukaskwa Ont	1,663,700		1,532,532
Gaffney Quebec Ltd Stratford Ont	Rénovations du barrage Lakefield Ont	1,425,519	1,032,291	1,032,291
Geddes Contracting Co Ltd Kelowna C-B**	Réaménagement du Lac Louise Alb	883,270	92,829	92,829
Gervais Dubé Inc Trois-Pistoles Qué**	Entretien de la route côtière Qué	491,801	6,858	491,801*(/)
Gillett Construction (Calgary) Ltd Calgary Alb	Améliorations du réservoir d'eau Alb	1,842,192		1,842,192*
Gillett Construction (Calgary) Ltd Calgary Alb**	Rénovations au complexe des parcs Alb	1,998,047		1,998,047*
Guenther's Landscaping Service Ltd Banff Alb	Remise en état du terrain de camping pour tentes Alb	389,071	102,679	102,679
Hewlett Services Springdale T-N	Construction d'un édifice d'administration T-N	489,463	5,065	489,463(/)
Johnson & Hebert Construction Ltd Edson Alb**	Autoroute Transcanadienne, borne kilométrique 69 Lac Louise, concassage de gravier Alb	295,250	185,675	185,675
J R B Construction Ltd Ottawa Ont	Reconstruction de l'écluse Kilmarnock Ont	658,462	611,986	611,986
K E R Pipeline Ltd Calgary Alb	Amélioration de l'eau Alb	874,320	3,742	872,668

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Kidco Holdings Ltd Calgary Alb**	Échangeur Lac Louise Alb	1,143,300	307,739	1,040,103
W D LaFlamme Ltd Ottawa Ont	Rénovations au barrage Clowes Ont	355,155	355,155	355,155(ƒ)
W D LaFlamme Ltd Ottawa Ont	Restauration et réparations au barrage et déversoir Ont	945,523	40,530	945,523(ƒ)
A Leduc Development (1983) Ltd Aldersyde Alb	Surface en asphalte et divers travaux de terrassement Alb	422,389	796	422,389(ƒ)
The Lundrigan Group Ltd Corner Brook T-N**	Pavage de l'autoroute T-N	1,061,904	1,061,904	1,061,904(ƒ)
MacNamara Construction Ltd St John's T-N**	Gradation et drainage T-N	3,255,712	2,450,705	3,255,712*
Maple Engineering and Construction Canada Ltd Brampton Ont	Reconstruction du barrage Young's Point Ont	1,435,340	1,375,535	1,375,535
Martells Construction Limited North Sydney N-É**	Réfection de la route N-É	4,329,200	1,168,915	1,168,915
D W Matheson & Sons Contracting Ltd Little Narrows N-É**	Route—Stabilisation d'urgence des roches N-É	708,607	569,499	569,499
Robert McAlpine Ltd Rexdale Ont	Reconstruction du barrage en béton Ont	1,953,270	73,154	1,953,270(ƒ)
Miller Western Industries Calgary Alb**	Contrat de gradation de l'autoroute Miette Alb	1,172,877	927,874	1,166,876(ƒ)
Newklas Construction Canada Ltd Calgary Alb	Construction d'une piscine Alb	1,592,699	64,017	1,592,699(ƒ)
Newklas Construction Canada Ltd Calgary Alb	Construction des installations de cabinets de toilette et stationnement Alb	347,977		347,977*(ƒ)
Nor Lake Construction Ltd Calgary Alb**	Aménagement du Lac Louise Alb	341,728	239,204	341,728(ƒ)
O'Brien Contracting Canada Ltd Airdrie Alb	Réaménagement de Miette Hot Springs/rivière Fiddle Alb	438,831	321,983	321,983*
PCL Construction Ltd Calgary Alb	Réaménagement de la piscine Alb	4,294,138		4,294,138(ƒ)
PCL-Maxam A Joint Venture Saskatoon Sask	Construction de l'immeuble d'entretien «VRC» et travaux connexes Sask	2,883,718	1,809,396	2,867,554
Pétrifond Fondation Cie Ltée Montréal Qué	Construire des murs de soutènement au pont Gouin Qué	747,391	543,311	747,391(ƒ)
Remington Construction Co Cardston Alb**	Pont de la rivière Blackstone Alb	612,863	109,709	612,863(ƒ)
Review Construction Inc Kamloops C-B**	Réfection de la route Maligne Lake Alb	864,230	570,501	570,501
Review Construction Inc Kamloops C-B**	Réfection de la route Pyramid Lake Alb	380,552	119,931	376,766
James A Rice Ltd Gormley Ont	Centre «Liftlock» de Peterborough Ont	1,057,478	173,528	1,057,478(ƒ)
Robdale Contractors Ltd Edmonton Alb**	Réfection de la route panoramique de Bow Valley Alb	1,164,695	41,048	1,164,695*
Ron Engineering and Construction (Eastern) Ltd Ottawa Ont	Reconstruction de l'écluse 19 de Nicholson Ont	701,299	687,100	687,100
Ron Engineering and Construction (Eastern) Ltd Ottawa Ont	Reconstruction des écluses 1-3 d'Ottawa Ont	8,310,642	135,281	8,310,642(ƒ)
Skiftun Construction Ltd Prince Albert Sask	Construction d'un immeuble abritant des cabinets de toilette et douche Sask	425,930		424,610*
South Rock Ltd Medicine Hat Alb**	Améliorations de la surface C-B	1,180,404	422,958	422,958
Strathcona Construction Serv Corp Edmonton Alb**	Ponceau et gabions de la route Maligne Lake Alb	390,280	294,274	294,274
Taplen Construction (1979) Ltd Ottawa Ont	Rénovations de l'immeuble de contrôle des écluses et magasin Commissariat Ont	736,441		736,441*(ƒ)
Timbergate Engineering Ltd Cambridge Ont	Réfection de l'entrée supérieure et inférieure des quais Ont	314,595	314,595	314,595(ƒ)
Gordon Toombs Hunter River Î-P-É	Construction du système de traitement des eaux usées Î-P-É	324,731	29,618	324,731(ƒ)
Transit Construction Québec Qué	Réfection de la Porte St-Louis Qué	332,055	40,000	332,055*
Webb and Trace Victoria C-B**	Réfection de l'autoroute #4 C-B	3,190,867		3,190,867(ƒ)
West Kootenay Mechanical Ltd Trail C-B	Système de recouvrement de la chaleur C-B	254,274	156,974	254,274*
Youngs Construction Ltd Lourdes T-N	Construction de l'aire d'utilisation diurne T-N	349,996	46,676	46,676
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É	Restauration et réparation N-É	2,754,238	708,339	2,679,238

AFFAIRES EXTÉRIEURES $19,566,519

Département $19,566,519

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $19,566,519

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
Arriscraft Corp Cambridge Ont	Fournir plaque de marbre, construction d'une chancellerie Washington DC É-U	4,959,284	39,680	39,680
Bylander Misr Corp Le Caire Égypte	Rénover une chancellerie Le Caire Égypte	564,000	24,503	24,503
Consortium CRS Ste-Foy Qué	Fournir et ériger une chancellerie préfabriquée Bridgetown Barbade	2,705,950	626,370	2,685,950
Diplomatic Corps Services Bureau Moscou URSS	Acquisition d'un terrain pour le complexe de l'Ambassade Moscou URSS	1,201,770		729,306
Dubois Plumb & Associates Toronto Ont	Plans et devis et construction du complexe de l'Ambassade Beijing Chine	2,022,334	56,785	1,731,196
Arthur Erickson Associates Toronto Ont	Plans et devis et construction du complexe de l'Ambassade Washington DC É-U	3,750,000	1,098,273	2,635,768
Foundation Company of Canada Toronto Ont	Approvisionnement de matériel pour le complexe de l'Ambassade de Beijing Chine	4,665,524	498,429	498,429

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Hanscomb Consultants Toronto Ont	Plans et devis et construction d'un complexe diplomatique Lagos Nigéria	882,000	69,085	467,725
Hanscomb Consultants Toronto Ont	Plans et devis du complexe de l'Ambassade Washington DC É-U	376,000	44,852	268,362
Hunter & Partners Londres Angleterre	Rénovations à la chancellerie «MacDonald House» Londres Angleterre	1,251,000	301,178	1,076,073
Hyman Construction Co Washington DC É-U	Construction d'une chancellerie Washington DC É-U	54,681,000	566,000	566,000
Kyle Stewart Ltd Londres Angleterre	Construction de la résidence officielle Londres Angleterre	1,435,000	110,587	1,395,416
Kyle Stewart Ltd Londres Angleterre	Rénovations à la chancellerie «MacDonald House» Londres Angleterre	9,908,000	5,744,139	9,564,675
Laing Wimpey Alireza Riyad Arabie Saoudite	Construction d'une chancellerie Riyad Arabie Saoudite	22,675,000	1,030,526	21,759,258
Neish Owen Rowland & Roy Toronto Ont	Construction d'une chancellerie Lagos Nigéria	2,968,000	1,278,299	2,186,512
Ouellet & Reeves Architectes Montréal Qué	Construction d'une chancellerie Belgrade Yougoslavie	1,072,250	245,042	1,066,981(*f*)
Perrazone Marc Architects Kinshasa Zaire	Construction d'une nouvelle chancellerie Kinshasa Zaire	294,000	135,477	135,477
Sankey Partnership Architects Toronto Ont	Plans et devis et construction d'un complexe diplomatique Riyad Arabie Saoudite	3,468,000	138,923	3,419,416
PÊCHES ET OCÉANS $79,731,268				
Département $79,731,268				
Acadian Construction Ltd Associate Builders Ltd Joint Adventure Moncton N-B**	Centre de pêches de la région du Golfe N-B	5,437,117	3,659,333	3,659,333
Aknor Construction Company Ltd Orillia Ont**	Construction de brise-lames Ont	588,969	18,674	588,969
Alnor Contracting Inc Oshawa Ont**	Rénovations, brise-lames de protection Ont	633,767		633,767(*f*)
Arrow Building Corporation Dartmouth N-É**	«BIO»—Amélioration au système de protection contre les incendies N-É	646,195		646,195*(*f*)
Elphège Arseneau Cap-aux-Meules IM Qué**	Jetée contre l'ensablement Qué	455,100	319,339	319,389
Babb Construction Ltd Harbour Grace T-N**	Construction de brise-lames T-N	285,385		285,385*(*f*)
Bay Chaleau Construction (1981) Ltd Shippegan N-B**	Services mécaniques et électriques N-B	655,087	632,016	632,016
Beauséjour Management Ltd Caraquet N-B**	Dragage du quai public, classe B N-B	1,021,146	469,642	1,021,146
Beaver Marine Construction Ltd Halifax N-É**	Quai secondaire ouest N-É	975,354		975,354*(*f*)
Beaver Marine Construction Ltd Halifax N-É**	Réparations structurales, quai Battery Point N-É	467,306	467,306	467,306(*f*)
Belmont Construction Ltd Burnaby C-B**	Construction du laboratoire de Pêches et Océans C-B	6,565,806	133,017	133,017
Bermingham Construction Limited Hamilton Ont**	Construction d'un bassin Ont	504,317	3,796	504,317(*f*)
Bermingham Construction Limited Hamilton Ont**	Construction de brise-lames au port de Portsmouth Ont	367,429		367,429(*f*)
Béton Provincial Ltée Matane Qué**	Fabrication de dolosses Qué	723,590	227,510	723,590(*f*)
Bilco Construction Ltd Lantzville C-B**	Dragage C-B	758,726	163,386	758,726
Blunden Construction Ltd Halifax N-É**	Amélioration de la sécurité contre les incendies N-É	319,917	80,085	80,085
Bondy E Excavating & Trucking Ltd Amherstburg Ont**	Construction, développement du port de plaisance Ont	889,449	67,310	883,589
Réal Caissy Inc Maria Qué**	Agrandissement du havre Qué	3,393,499	2,434,745	3,393,499(*f*)
Callaghan Contracting Ltd Moncton N-B**	Reconstruction du quai et du pont, phase II Î-P-É	984,298	212,976	984,298(*f*)
Canadian Dredge & Dock Inc Don Mills Ont**	Construction de brise-lames au port de plaisance Ont	388,371	388,371	388,371(*f*)
Carbo Construction Inc Beauport Qué**	Équipement à quai (Bloc «B») Qué	940,465	901,271	940,465(*f*)
CCM Construction St John's T-N**	Agrandissement de l'entrepôt des appâts T-N	928,550	930,000	930,000
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Dragage T-N	415,187	230,867	415,187(*f*)
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Brise-lames, agrandissement au quai T-N	569,406		569,406*(*f*)
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Développement portuaire T-N	700,780	225,483	700,780(*f*)
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Agrandissement du quai, phase I T-N	460,303		460,303
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Reconstruction du quai T-N	327,111	284,807	284,807
Cecchetto & Sons Limited Sudbury Ont**	Rénovations—Développement du port de plaisance Ont	316,574	(22,034)	316,574*(*f*)
Julien Chicoine Ltée Grande-Vallée Cté Gaspé Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	1,096,780		1,096,780(*f*)
Cimco Industries Ltée Montréal Qué	Fabriquer des unités de fabrication et de conservation de glace Qué	2,115,370	522,817	2,115,370
Cimco Industries Ltée Montréal Qué	Fabriquer des unités de fabrication et de conservation de glace Qué	708,738	64,631	708,738
Cimco Industries Ltée Montréal Qué	Fabriquer des unités de fabrication et de conservation de glace Qué	480,830	480,830	480,830
Climair Inc Rimouski Qué	Fournir et installer des systèmes de réfrigération pour la conservation de glace Qué	490,433	490,433	490,433
Coffrage Ste-Foy (1984) Inc Mont-Joli Qué	Fabriquer les systèmes de manutention et de conservation de glace et de poissons Qué	764,636	339,960	764,636
Coffrage Ste-Foy (1984) Inc Fermont Qué	Fabriquer les systèmes de manutention et de conservation de glace et de poissons Qué	432,446	386,767	432,446
Comeau & Savoie Construction Ltd Cocagne N-B**	Dragage du port de plaisance et entrées du chenal N-B	366,547	55,878	366,547(*f*)
Comeau & Savoie Construction Ltd Caraquet N-B**	Nouveau quai secondaire N-B	460,793	228,780	228,780
Construction A Parisée Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'un quai des pêcheurs Qué	376,060		376,060*
Construction ASLK (Canada) Inc Banville Qué**	Améliorations au havre (parachèvement) Qué	470,229	470,229	470,229(*f*)
Construction Canamot Inc Montréal Qué**	Port de mer (phase III) Qué	8,696,899	4,275,299	7,205,469
Construction Jean et Robert Ltée Gascons Qué**	Services à quai Qué	341,668	285,908	285,908
Construction Jean et Robert Ltée Gascons Qué**	Services à quai (Bloc «E») Qué	297,201	297,201	297,201
Covex Inc Ancienne Lorette Qué**	Nouveau havre de pêche Qué	3,906,283		2,259,528

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Dragage Ont	262,529		262,529
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Dragage du port de plaisance Ont	423,143		423,143(/)
Dorset Construction Limited Corner Brook T-N**	Développement portuaire Labrador	1,141,219	335,227	1,132,038(/)
Dorset Construction Limited Corner Brook T-N**	Phase II, brise-lames T-N	800,477		800,477(/)
Edvan Construction Limited Prince Rupert C-B**	Améliorations portuaires—Remplissage C-B	400,513	(1,484)	400,513(/)
Egide Jean Inc Rimouski Qué**	Reconstruction du quai Qué	2,136,319	1,284,126	1,284,126
Egide Jean Inc Rimouski Qué**	Services à quai (Bloc «C») Qué	333,717	333,717	333,717(/)
John Entwistle Construction Ltd Cornwall Ont**	Structures d'accostage Ont	652,932		652,932(/)
Fahey LD Construction Co Ltd Goose Bay Labrador**	Immeuble du Centre de services pour pêcheurs Labrador	1,830,590	874,970	1,792,740
Floyd's Construction Ltd Rocky Harbour T-N**	Améliorations portuaires T-N	464,915	90,370	464,915*(/)
Fundy Contractors Ltd Leonardville N-B**	Reconstruire et réparer le quai N-B	762,398	762,398	762,398
Gaffney Quebec Ltd Stratford Ont**	Améliorations portuaires, étape 1 Ont	2,006,735		2,006,735(/)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué**	Amélioration au havre Qué	639,841		639,841(/)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué**	Protection du havre (dolosses) Qué	857,226		857,226(/)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué**	Équipement à quai (Bloc «A») Qué	477,714	461,214	477,714
Gentra Construction Inc Québec Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	805,130		805,130
Les Fondations Géodex Inc Pointe-Claire Qué**	Réparations aux havres Qué	539,897	10,450	539,897(/)
La Compagnie GIW Inc Longueuil Qué	Fournir et installer deux silos à glace Qué	259,141	259,141	259,141
GNRPJ Construction Inc a/s Caisse Pop Grande Rivière Qué**	Prolongement du brise-lames Qué	308,675	144,635	308,675(/)
Grossi T & Son Construction Ltd Leamington Ont**	Construction, édifice du havre et bassin de service Ont	344,300	13,695	344,300
Harbour Pile Driving Co Ltd Nanaimo C-B**	Améliorations portuaires, quai et flotteurs C-B	687,373	313,745	683,301(/)
Hillcrest Construction Brockville Ont**	Construction d'un quai, modifications au havre Ont	501,785		501,785(/)
Hynes Construction Ltd Dunville PB T-N**	Brise-lames—Prolongement du quai T-N	394,613	1,512	389,826
Industries P B L Inc Cap-Rouge Qué	Fournir et installer sur 21 sites un abri métallique de protection sur machines à glace Qué	301,002	301,002	301,002
E C King Contracting Owen Sound Ont**	Construction de brise-lames Ont	553,221		553,221(/)
Lamina Management Ltd Vancouver C-B**	Construction d'un quai et flotteurs C-B	367,692	5,060	367,692(/)
A C Landry & Fils Ltée Caraquet N-B**	Dragage du port de plaisance N-B	250,140	111,675	250,140*
Landry Construction Inc Natashquan Qué**	Équipement à quai Qué	277,285	247,553	247,553
Landry & Sexton Inc Nouvelle Qué**	Reconstruction partielle du quai sud Qué	344,255	344,255	344,255(/)
Levesque Pierre Paul Inc Ste-Anne-des-Monts Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	281,486		281,486(/)
Lima Harbour Construction Prince Rupert C-B**	Améliorations au havre et reconstruction du quai C-B	289,493	11,093	289,493(/)
The Lundrigan Group Ltd Corner Brook T-N**	Reconstruction de brise-lames T-N	1,115,966		1,115,966(/)
The Lundrigan Group Ltd Corner Brook T-N**	Reconstruction du quai T-N	282,394		282,394*(/)
Colin R MacDonald Ltd Antigonish N-É**	Développements portuaires N-É	1,510,225	44,631	1,510,225(/)
Marogna Bros Construction Ltd Prince Rupert C-B**	Sourdough Bay, station maritime et quai de lancement C-B	1,592,099		1,592,099
Paul Martin Inc La Pocatière Qué	Fabriquer systèmes préfabriqués de congélation et conservation de Bouëtte Qué	2,930,034	432,548	2,930,034
Paul Martin Inc La Pocatière Qué	Fabriquer systèmes préfabriqués de congélation et conservation de Bouëtte Qué	1,766,818	32,752	1,766,818
Paul Martin Inc La Pocatière Qué	Fabriquer systèmes préfabriqués de congélation et conservation de Bouëtte Qué	3,726,173	1,014,480	3,726,173
McLellan Contracting Co Ltd Port Alberni C-B**	Réparations de brise-lames et flotteurs C-B	295,134	295,134	295,134*(/)
Modern Paving Ltd St John's T-N**	Agrandissement du quai, phase II T-N	1,196,598		1,196,598(/)
Mosher & Rawding Enterprises Ltd Liverpool N-É**	Réparations du quai N-É	246,874		246,874*(/)
N & L Construction Ltd Stephenville T-N**	Centre de services pour les pêcheurs T-N	923,071	76,858	923,071
The Ontario Construction Co Ltd Niagara-on-the-Lake Ont**	Construction—Quai de services Ont	274,263		274,263*(/)
Pinsent Construction Co Ltd Stephenville T-N**	Quai pour palangre T-N	275,343	1,995	275,343(/)
Pomerleau Hervé Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Travaux généraux, phase VI Qué	14,065,156	10,054,667	10,296,243
Pomerleau Hervé Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Bâtiment niveau inférieur, fondation et charpente, phase V Qué	7,709,516	5,320,449	7,619,516
Pomerleau Hervé Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Réservoir d'eau (phase IV) Qué	2,118,496	271,200	2,114,696
Pomerleau Hervé Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Travaux sur le site et paysager IML Ste-Flavie, phase 7 Qué	1,930,636	1,187,633	1,187,633
Port Construction Ltd Dartmouth N-É**	Nouveau quai N-B	1,693,430	351,611	1,693,430(/)
Construction & Pavage Portneuf Inc St-Marc-des-Carrières Qué**	Réparation du quai Qué	1,360,932	11,129	1,360,932(/)
Precision Builders (Windsor) Ltd Windsor Ont**	Développement du port de plaisance Ont	1,205,415		1,205,415
Les Prévoyants du Canada (Cie caution) (rapporté antérieurement sous SAF Construction Inc St-Henri Qué) Montréal Qué**	Améliorations portuaires Qué	1,320,675		1,320,675(/)
Quadra Construction Co Ltd Vancouver C-B**	Améliorations portuaires, construction du quai nº 7 C-B	442,765	336,727	336,727
M E C Richard Inc Havre-aux-Maisons Qué	Fabriquer les systèmes de manutention et de conservation de glace et de poissons Qué	715,609	197,837	715,609
D Robinson Contracting Ltd Nanaimo C-B**	Reconstruire les flotteurs existants C-B	939,981		939,981
Rocois Construction Inc Ange-Gardien Qué**	Ameublement intégré de laboratoire et service alimentaire IML Ste-Flavie, phase 9 Qué	1,069,000	139,738	139,738
Sacrey Gid Ltd Mount Pearl T-N**	Quai pour palangre Labrador	604,054		604,054(/)
Sacrey Gid Ltd Mount Pearl T-N**	Reconstruire un quai chafaud communautaire T-N	348,887	2,000	347,438*(/)
Sacrey Gid Ltd Mount Pearl T-N**	Reconstruction du brise-lames sud Labrador	310,525	272,022	310,525(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Sacrey Gid Ltd Mount Pearl T-N**	Développement portuaire Labrador	422,880	387,294	387,294
Sass Manufacturing Limited Chatham Ont**	Installation de flotteurs Ont	365,374	1,196	365,374
F W Sawatsky Winnipeg Man**	Traitement des eaux, Institut des eaux douces Man	1,795,649	360,063	1,795,649
Simard et Beaudry Inc Montréal Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	1,108,981	8,641	1,108,981(*f*)
Sintra Inc Montréal Qué**	Améliorations portuaires Qué	4,952,979	3,500	4,952,979
Lloyd G Smith Mabou N-É**	Agrandissement du quai N-É	651,106		651,106(*f*)
Solid Holdings Ltd Corner Brook T-N**	Phase II, bâtiments du Centre de services pour les pêcheurs T-N	1,865,863	61,434	1,865,863
Les Entreprises René Soucy Inc Pointe-au-Père Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	349,876		176,336(*f*)
Stikine Construction Ltd Prince Rupert C-B**	Construction de flotteurs C-B	890,120	204,715	890,120*(*f*)
Straight Shore Construction Ltd Musgrave Harbour T-N**	Quai de brise-lames T-N	331,277	326,059	326,059(*f*)
Tidewater Construction Lower Sackville N-É**	Agrandissement du quai, améliorations portuaires N-É	1,846,925	7	1,846,925(*f*)
Tidewater Construction Lower Sackville N-É**	Brise-lames N-É	1,478,321	15,800	1,470,524*(*f*)
Time Construction Co Ltd St Bride's T-N**	Reconstruire quai pour palangre T-N	727,470	324,582	647,183
Veasey Banks Excavating Ltd Nanaimo C-B**	Réparations de brise-lames et construction d'un terrain de stationnement C-B	529,200	432,550	432,550
Verreault Navigation Inc Cté Matane Qué**	Dragage T-N	583,700		583,700(*f*)
Lemay Vican Inc Victoriaville Qué**	Améliorations portuaires Qué	2,537,756	122,919	2,537,756
Webb & Trace Ltd Victoria C-B**	Renouveler les flotteurs C-B	914,757		911,758(*f*)
Woodlawn Construction Dartmouth N-É**	Améliorations portuaires et construction N-É	2,560,831	10	2,545,824*(*f*)
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	2,932,011		2,865,908(*f*)
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É**	Brise-lames de moellons N-É	2,092,764		1,993,682*
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $62,444,072				
Département $62,444,072				
PROGRAMME D'ADMINISTRATION $6,084				
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $45,915,067				
Amaco Plumbing and Heating Co Ltd Winnipeg Man	Ligne de la prise d'eau à la station de pompage Man	399,482	10,196	399,482(*f*)
Anaheim Construction Ltd Saskatoon Sask**	École, canalisations, Réserve indienne Beardy Okanasis Sask	2,261,129	2,120,151	2,120,151
Anaheim Construction Ltd Saskatoon Sask	Construction d'une caserne de pompiers, Réserve indienne Thunderchild Sask	369,956	369,015	369,015
Antigonish Construction Ltd Antigonish N-É	Construction de l'agrandissement du système d'égout N-É	275,135		265,958(*f*)
Arnasson Industries Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une école Man	1,344,797	339,666	1,344,797(*f*)
Arnasson Industries Ltd Winnipeg Man**	Construction du complex de l'école Nelson House Man	2,122,143	1,345,681	1,345,681
Beacon Mechanical Construction Ltd Port Coquitlam C-B**	Mécanique et électricité C-B	681,944	593,480	593,480
Binder Construction Ltd Edmonton Alb	Amélioration à l'école secondaire Erminiskin Alb	372,307	372,307	370,307(*f*)
Hayward Burry Ltd Gloverton T-N**	Système hydraulique, Réserve indienne Falls #65 Ont	803,150		
Cecchetto and Sons Ltd Sudbury Ont**	Construction d'une usine de traitement des eaux usées Ont	694,913		694,913(*f*)
Cox Excavating A Division of 349538 Ont Ltd Tillsonburg Ont**	Système d'adduction d'eau et d'égout Ont	2,883,948	899,947	899,947
Cox Excavating Marine and General Constractors Tillsonburg Ont**	Construction du système d'adduction d'eau Ont	2,307,664	1,525,799	2,110,556
Descon Enterprises Ltd Kelowna C-B	Construction du système d'adduction d'eau et d'égout C-B	990,773	325,866	990,773(*f*)
Fincan Construction Ltd Sault Ste Marie Ont**	Nouvelle école et système septique Ont	315,787		315,787*
Garant Construction Ltd St-Lazarre Qué	St-Augustin, agrandissement Qué	367,450	367,450	367,450(*f*)
Gardon Construction Ltd Winnipeg Man**	École et résidence Man	367,202	367,202	367,202(*f*)
Gely Construction Ltd Ste-Foy Qué	Construction d'un système de traitement des eaux Qué	497,687	144,388	497,687(*f*)
T W Judson & Son Ltd Emo Ont**	Services pour approvisionnement en eau Ont	616,998	49,386	616,998(*f*)
Kelsey Construction Co Ltd Winnipeg Man**	Rénovations, école Waywayseecappo Man	309,842	272,413	309,842*(*f*)
Kingsgrove Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une école et d'un établissement pour personnel enseignant Man	9,493,403	3,656,156	6,566,064
Kraft Construction Ltd Winnipeg Man**	École primaire Man	1,893,786		1,893,786
Lancet Construction Ltd Edmonton Alb	Améliorations à l'école Assumption Alb	435,860	435,860	435,860(*f*)
Les Entreprises Guy Letarte Inc Beauport Qué	Électrification Qué	271,280	271,280	271,280(*f*)
Lima Harbour Construction Ltd Prince Rupert C-B	Système d'égout C-B	377,727	377,727	377,727(*f*)
Maritime Builders Ltd Sydney N-É**	Construction d'une école N-É	1,228,000	544,083	1,228,000
C A McDowell Centralia Ont	Système d'approvisionnement en eau Pic Mobert Ont	270,956	207,098	207,098
Miners Construction Ltd Saskatoon Sask	Rénovations, école St Phillips Sask	269,800	269,800	269,800
Norco Plumbing and Heating Winnipeg Man	Construire un établissement de quatre logis pour personnel enseignant Man	296,169	296,135	296,135
Nor Est Renovations Ltd Caraquet N-B	Construction d'un réservoir d'eau N-É	458,377		458,377(*f*)
Nor Est Renovations Ltd Caraquet N-B	Approvisionnement en eau N-É	284,507	284,507	284,507(*f*)
On Del Construction Inc Beauport Qué	Travaux divers d'électricité Qué	353,375	353,375	353,375(*f*)
Pace Greentree Builders Inc Winnipeg Man**	Construction d'une école Man	2,308,186	458,393	2,308,186
A K Penner and Sons Ltd Blumenort Man**	Construction d'un ajout à une école Ont	6,612,046	3,455,102	6,594,546

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
A K Penner and Sons Ltd Blumenort Man**	École Man	8,503,965	344,220	344,220
P & M Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'une école et d'un établissement pour personnel enseignant Man	2,199,481	712,718	2,195,000
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Qué**	Construction d'une école Qué	2,302,878		2,206,123
Protask Management Ltd Saskatoon Sask**	École Man	4,234,805		
Travaux publics Canada Willowdale Ont**	Ajout à une école Ont	3,620,000	3,452,102	3,452,102
Ring Contracting Ltd Parksville C-B**	Préparation du terrain C-B	849,960	844,025	844,025
River North Construction Prince Albert Sask	Construction d'une école primaire Sask	349,697		349,697(/)
James Smith Band Heavy Construction Dept Kinistino Sask**	Canalisations Sask	590,000	570,501	570,501
R A Smith Plumbing and Heating Co Ltd Nanaimo C-B**	Mécanique et plomberie C-B	272,024	157,159	157,159
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb**	Canalisations Sask	973,702		941,309
Val d'Or Construction Ltd Val d'Or Qué	Construction d'une usine de traitement des eaux Qué	481,632	88,232	481,632(/)
Verigin Construction Ltd Vancouver C-B**	École Man	6,442,995	4,818,230	4,818,230
Western Grater Contracting Ltd Victoria C-B	Système de collection des eaux usées C-B	1,103,306	308,762	!,103,306(/)
Westshore Construction Ltd North Vancouver C-B	Construction d'un pont d'accès C-B	408,269	408,269	408,269(/)
A J Wing Construction Ltd Thunder Bay Ont	Construction d'un établissement pour personnel enseignant Ont	411,175	180,895	411,175(/)
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $16,522,921				
Antler Construction Co Ltd Prince George C-B**	Réfection de l'autoroute, bornes kilométriques 255.1 à 264.6 TY	2,311,321	827,535	2,280,463(/)
Deh Cho Corporation Ltd Fort Simpson TN-O**	Dégagement, gradation et système d'écoulement des eaux, bornes kilométriques 692.8 à 697.7 TN-O	2,613,498	2,139,929	2,613,498(/)
Deh Cho Corporation Ltd Fort Simpson TN-O**	Route du Mackenzie, bornes kilométriques 686 à 689 TN-O	2,490,930	411,906	411,906
General Enterprises Construction Ltd Whitehorse TY**	Broyage et stockage, borne kilométrique 592.3 TY	598,753	568,997	568,997
Peter Kiewitt Sons Co Ltd Edmonton Alb	Réfection et pavage, bornes kilométriques 15 à 40 TN-O	3,087,492	180,213	3,087,492(/)
M & R Mechanical Construction Ltd Whitehorse TY**	Ajout à l'Édifice forestier TY	313,395	313,395	313,395(/)
Karl Mueller Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Dégagement, gradation et système d'écoulement des eaux de l'autoroute, bornes kilométriques 102.5 à 107.8 TN-O	653,795	29,161	653,795(/)
Travaux publics Whitehorse TY**	Ajout à l'Édifice forestier TY	328,600	322,714	322,714(/)
Northern Arc Shipbuilders Ltd Hay River TN-O**	Construction de navires TN-O	809,920		777,920(/)
R W K Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction du Bureau de Fort Smith TN-O	494,736		494,736
W A Soychuck Contracting Ltd Fort St John C-B**	Dégagement, gradation et système d'écoulement des eaux de l'autoroute, bornes kilométriques 190.3 à 207.8 C-B	2,720,986		2,712,986
Tower Arctic Ltd Montréal Qué**	Construction du Bureau de Frobisher Bay TN-O	582,147	219,212	582,147
Melberg Verrico Contracting Ltd Whitehorse TY**	Bornes kilométriques 105.7 à 116.7, autoroute du Klondike TY	999,752	822	999,752*
DÉFENSE NATIONALE $159,826,260				
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE $159,826,260				
A & A Special Construction Ltd Toronto Ont	Agrandissement du «Curtis Hall CFCSC» Ont	4,395,271	773,709	773,709
A/C Mechanical Ltd Ottawa Ont**	Installation d'ordinateurs Ont	267,470	7,071	267,470*(/)
Alberta Energy Company Ltd Calgary Alb	Construction et achèvement de la source de développement Alb	302,800	220,992	220,992
Antioch Construction Corp Edmonton Alb	Climatiser un bâtiment Alb	308,263	1,250	308,263(/)
Atlas Construction Maritimes Ltd Fredericton N-B	Route d'accès T-N	9,790,170	1,496,357	1,496,357
Award Industries Mechanical Ltd Laprairie Qué	Mégastructure, podium de plomberie et chauffage Qué	2,670,506	147,784	2,670,506*(/)
Bach-McDougall Eng & Contr Ltd London Ont	Construire une route d'accès, fondation pour une antenne et radôme, fournir et installer des bâtiments préfabriqués Ont	298,895	76,832	76,832
Bacon Engineering Ltd Etobicoke Ont	Remplacement des compteurs/contrôles de l'usine Ont	350,707	8,832	350,707(/)
Ball Brothers Ltd Kingston Ont	Agrandissement et modifications à un bâtiment Ont	1,107,589	10,660	1,107,589(/)
Bela Vista Homes Construction Ltd Medicine Hat Alb	Construire un centre de décontamination Alb	753,684	680,943	680,943
Bellevue Construction Ltd Orleans Ont	Rénover le hangar du centre de récréation Ont	966,077	863,590	966,077(/)
Joseph-Arthur Belley Entrepreneur Inc Chicoutimi Nord Qué	Installations pour soutien des armements Qué	716,306	2,811	716,306(/)
Bertram Bros Construction Ltd Barrie Ont	Construire les installations de parachèvement Ont	525,891	287,029	525,891(/)
Bertram Bros Construction Ltd Barrie Ont	Ajout et modification à un bâtiment Ont	536,068	507,233	536,068(/)
Bic Enterprises Ltd Dartmouth N-É	5 logements pour le personnel marié N-É	480,000	136,276	136,276
Big H Construction A Division of Big H Ltd Toronto Ont	Agrandissement au Mess des caporaux et des soldats Ont	2,245,604	263,922	2,245,604(/)
Bilodeau Électrique Ltée Jonquière Qué	Améliorer le système primaire de distribution d'électricité et le système de conduit de télécommunication Qué	539,263	145,303	539,263(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont	Éclairage d'approche Alb	421,650	201,715	201,715
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Rénovations à un bâtiment N-É	908,887	449,495	902,888
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Rénovations à des bâtiments N-É	1,793,772	1,474,059	1,793,499
S Boyd Contracting Ltd Dartmouth N-É	Agrandissement à la cafétéria et améliorer le système de chauffage N-É	511,482	270,989	511,482(f)
Boyd & Garland Construction Ltd Dartmouth N-É	Usine de traitement de l'eau N-É	1,450,741	16,278	1,450,741(f)
Boyd & Garland Construction Ltd Dartmouth N-É	Conception et construction de 54 logements pour le personnel marié N-É	4,090,690		4,082,690
Brulé Construction Ltd Ottawa Ont	Nouvelle chapelle catholique romaine Ont	960,416	223,418	223,418
Constructions B S L Inc Ville de Vanier Qué	Magasin d'avionique Qué	1,720,387	35,567	1,720,387(f)
Dwight Burley Construction Ltd Kemble Ont	Logements Ont	493,520	489,460	489,460
Calor Mechanical Contracting Ltd Ottawa Ont	Rénovations, intérieur d'un bâtiment Ont	660,856	204,892	626,901
Cambrian Construction Ltd Dartmouth N-É	Bâtiment pour locaux d'essais des moteurs N-É	972,307	207,930	972,307(f)
Campbell Construction Ltd Victoria C-B	Agrandissement au magasin de plomberie et soudure C-B	285,288	249,196	249,196
Campbell Construction Ltd Victoria C-B	Centre de formation des armes de surface C-B	928,211	877,003	877,003
Cana Construction Co Ltd Richmond C-B	Améliorations des services d'une jetée du chantier maritime C-B	3,835,951	2,607,450	3,757,971
Cana Construction Co Ltd Richmond C-B	Construction d'un hôpital et d'une clinique dentaire C-B	6,549,807	4,035,955	6,499,241
Canada Fence & Pipe Ltd Calgary Alb	Clôture de sécurité Alb	600,305	419,939	600,168
Can-Fab Industries Ltd Regina Sask	Remplacer le bâtiment des pompes contre les incendies et améliorer le système de distribution d'eau Sask	307,715	14,931	307,715(f)
Capton Holdings Ltd Edmonton Alb	Construire un bâtiment avionique Alb	5,124,412	8,292	5,124,412(f)
Cardinal Construction Co Ltd Moose Jaw Sask	Rénovations aux cuisines du Mess des officiers Sask	334,775	4,946	334,775(f)
Central Perma Coatings Ltd Caledon East Ont	Renover un bâtiment Ont	344,889	343,889	343,889
Central Canadian Structures Ltd Fort Whyte Man	Ajout d'un garage à un bâtiment Man	871,990	307,442	307,442
Chubb Security Systems Mississauga Ont	Améliorer le système de signal d'alarme et de suppression N-É	1,033,981	962,236	962,236
Les Constructions C L D Inc Jonquière Qué	Ajouts au bâtiment des Transports de la Base Qué	302,354	1,249	302,354(f)
Clements Electric Ltd Edmonton Alb	Séquence du feu clignotant des approches Sask	442,555	1,800	442,555(f)
J D Coad Construction Co Ltd Trenton Ont	Ajouts et modifications à un bâtiment Ont	377,000	367,629	367,629
Construction G C P Inc Québec Qué	Nouvelles installations sanitaires Qué	394,563	349,938	393,563
Constructions E L Inc Repentigny Qué	Ajout à la caserne de pompiers Qué	299,498	172,973	299,498(f)
Côté & Ryde Construction Ltd Ottawa Ont**	Nouvelle entrée Ont	1,014,181	1,014,181	1,014,181(f)
Cupido Construction Ltd Kingston Ont	Ajout au bâtiment «CE» Ont	380,448	19,798	19,798
Davan Construction Ltd Mission C-B	Ajout de trois salles de classe C-B	396,075	309,425	396,075(f)
Les Déboisements Dufour Inc St-Félicien Qué	Contrôle de la brousse de l'aire de formation Qué	674,700	218,608	218,608
Delta Aggregates Ltd Delta C-B	Manège militaire de pré-chargement C-B	795,000		
Dineen Construction (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Hôpital des Forces canadiennes N-É	18,051,190	637,720	18,028,358
Dineen Construction (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Construire l'extension au syncrolift N-É	8,365,180	7,487,081	7,830,909
Dineen Construction Ltd Edmonton Alb	Système de combustible/réparation mixte, installation de moteurs Alb	5,852,701	70,367	5,852,701(f)
Dineen Construction Ltd Winnipeg Man	Tour de contrôle Sask	1,520,157	24,184	1,520,157(f)
H R Doornekamp Construction Ltd Odessa Ont	Construire une annexe à un bâtiment Ont	392,452	11,178	392,452(f)
Eastern Canadian Structures Ltd Ste Croix N-É	Installations des radio-bouées N-É	301,558	2,993	301,558(f)
Ediltec Construction Inc Montréal Qué	Mégastructure—Piscine Qué	932,116		856,333
Elf Construction and Management Services a Division of Modern Cabinet Industries Ottawa Ltd Nepean Ont	Rénover le bâtiment de formation Ont	1,181,498	1,154,223	1,154,223
Ellwood-McRorie Ltd Portage La Prairie Man	Hangar de canons au manège militaire Man	347,711	24,307	347,711(f)
Les Entreprises Québec Hab Ltée Québec Qué	Construire clinique dentaire Qué	813,375	174,225	174,225
Les Entreprises Québec Hab Ltée Québec Qué	Système de disposition de produits chimiques Qué	276,647	39,366	276,647(f)
Erskine Bldg Corp Toronto Ont	100 logements de célibataires pour officiers Ont	3,107,311	649,048	649,048
Erskine Bldg Ltd Halifax N-É	116 logements de célibataires pour caporaux et soldats N-É	6,194,587	1,247,527	1,247,527
Fanad Enterprises Ltd Waterloo Ont	Nouvel édifice d'administration et de formation Ont	485,163	166,399	166,399
Farmer Construction Ltd Victoria C-B	Bâtiment des services d'ingénierie de la Base C-B	4,245,722	3,878,429	4,204,047
Foster Wheeler Ltd St Catharines Ont	Construire une station de chauffage à lit fluidisé Î-P-É	13,316,973		13,316,973*(f)
Foundation Maritime a Division of The Foundation Co of Canada Ltd Eastern Passage N-É	Services/améliorations à la jetée 8 N-É	17,993,775	65,011	17,993,775(f)
Fraser-Brace Maritime a Division of Pigott Construction Ltd Halifax N-É	Construire l'Immeuble du quartier général du commandement maritime N-É	14,232,498	10,166,563	12,820,578
Fraser-Brace Maritime Ltd Halifax N-É	Structure de pont et utilités, jetées N-É	6,561,690	7,580	6,561,690(f)
Fraser-Brace Maritime Ltd Halifax N-É	Bâtiment «SRU (A)»/complexe jetée 2 N-É	40,965,177	20,649	40,965,177(f)
Gardon Construction Ltd Winnipeg Man	Rénovations au Musée de l'aviation royale canadienne Man	468,093	436,164	436,164
Garvey Construction Ltd Ottawa Ont	Renover des logements Ont	383,975	330,368	330,368
G B L Construction Ltd Edmonton Alb	Remplacer abris-garages Alb	391,318	4,500	391,318(f)
Gen-Mec Construction Co Ltd Bonnyville Alb	Installation « 10 FTTU CF-18» Alb	4,208,597	6,675	4,208,597(f)
The General Accident Assurance of Canada & Kelly Leduc Ltd Ottawa Ont	Approvisionnement de quincaillerie Qué	316,632		315,921
Gil-Bern-Charles Corp Ltd Nepean Ont	Construction d'un bâtiment pour police militaire Ont	800,042	352,765	798,608
Granville Enterprises Ltd Gander T-N	Bâtiment Canex T-N	382,439	43,455	382,439(f)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Greyleith Engineering and Construction Ltd Ottawa Ont	Bâtiment pour l'entretien des terrains Ont	740,000	65,708	65,708
Herb Bate Ltd Victoria C-B	Services pour le traitement des égouts C-B	485,000	478,852	478,852
Houle Electric Ltd Vancouver C-B	Installer chauffage électrique C-B	440,200	184,850	184,850
Les Immeubles P H B Enr Beauceville Qué	Manège militaire de Beauceville Qué	673,410	673,410	673,410(/)
J & M Electric Ltd Medicine Hat Alb	Installation du système de chauffage, d'alarmes contre les incendies et d'interception des pompes Alb	279,511		267,034
Janin Bldg & Civil Works (1983) Ltd Toronto Ont	Construire les installations d'entretien de la Base Ont	11,329,598	7,544,580	10,050,990
Janin Bldg & Civil Works (1983) Ltd Toronto Ont	Bâtiment pour véhicules blindés Ont	456,393	357,312	451,458
Janin Bldg & Civil Works (1983) Ltd Toronto Ont	Bâtiment du quartier général Ont	13,504,404	10,826,274	12,197,368
JCR Construction Ltd Victoria C-B	Installations «ADP» C-B	889,590	7,004	889,590(/)
Kaland Construction Ltd Calgary Alb	136 logements de célibataires pour caporaux et soldats Alb	2,887,228	2,060,216	2,060,216
Kamrus Construction Ltd Don Mills Ont	Bâtiment Ont	2,086,659	819,971	819,971
Kerkhoff Construction Group Ltd Chilliwack C-B	84 logements de célibataires pour caporaux et soldats C-B	3,870,178	3,159,399	3,159,399
King Construction Ltd Fredericton N-B	Récupérer le bâtiment de munitions N-B	553,620	553,620	553,620(/)
Lakh Construction Corp St Albert Alb	Bâtiment Alb	365,890	658	365,890(/)
Lakh Construction Corp St Albert Alb	Ajout au magasin pour l'entretien des missiles Alb	386,794	374,809	374,809
Laval Fortin Limitée Alma Qué	Installation du simulateur d'envol Qué	894,417	4,501	894,417(/)
Laval Fortin Limitée Alma Qué	Construire 100 logements pour le personnel marié Qué	7,635,000		
Laval Fortin Limitée Alma Qué	Installation du radar à grande autonomie TN-O	28,350,000		
Alain Lavoie Ltée Chicoutimi Qué	Services d'entretien d'emploi multiple Qué	6,770,819	452,471	6,765,705
Lear Construction Services Ltd Calgary Alb	Baie pour lavage des véhicules Alb	1,092,197	1,036,285	1,036,285
Liddell Contracting Ltd Victoria C-B	Ajout d'un troisième étage C-B	509,819	442,908	442,908
Lisgar Construction Co Bolton Ont	230 logements de célibataires pour caporaux et soldats Ont	7,890,225	2,240,112	2,240,112
D J Lowe (1980) Ltd Deep Brook N-É	Réparations de bateaux/bâtiment d'entrepôt N-É	340,120	121,038	121,038
MacLean Construction Ltd Charlottetown Î-P-É	Rénovations au hangar Î-P-É	316,306	146,727	316,306(/)
Markus and Son Ltd Pembroke Ont	Agrandissement à la caserne de pompiers Ont	262,984	121,568	121,568
Massicotte Bros Construction Ltd Vanier Ont	Rénover bâtiment Ont	339,281	307,371	307,371
W G McDonald Construction Ltd Ottawa Ont**	Chambre blindée Ont	674,054	674,054	674,054
M J B Excavating Ltd Medicine Hat Alb	Agrandissement à l'aire de stationnement Alb	260,860	260,860	260,860(/)
Municipal Contracting Ltd Bedford N-É	Structure des jetées/utilités N-É	5,259,920	1,563	5,259,920*(/)
Newklas Construction Canada Ltd Calgary Alb	Agrandissement aux logements des officiers Alb	301,944	290,440	290,440
Nordman Construction Co Caledon East Ont	Réparations de bâtiments Ont	497,859	443,109	497,859(/)
Olivit Construction Ltd Maple Ridge C-B	Bâtiment pour l'entretien des bateaux C-B	251,331	234,035	246,927*
OMSAC Developments Ltd Calgary Alb	Bâtiment NCSM Tecumseh Alb	5,245,185	1,324,412	1,324,412
Ottawa Greenbelt Construction Co Ltd Gloucester Ont	Conduite d'eau principale, services d'égouts, de salubrité et d'électricité Ont	1,038,115	66,518	1,038,115(/)
PCL Contruction Ltd Winnipeg Man	Construction du quartier général du commandement aérien Man	19,320,448	13,460,637	18,361,036
P D I Structures (Ottawa) Inc Ottawa Ont**	Modifications au centre d'ordinateurs Ont	1,092,001	134,232	1,092,001*
Pentagon Bldg Corp Ltd Edmonton Alb	Garage pour véhicules Alb	739,570	440,487	440,487
Perma Construction Ltd Victoria C-B	Améliorations des systèmes de gicleurs et de sécurité contre les incendies C-B	281,865	281,865	281,865(/)
Perma Construction Ltd Victoria C-B	Rénovations à un bâtiment C-B	614,841	169,229	169,229
Phoenix Construction and Engineering Co Ltd Truro N-É	Construction de 12 logements de célibataires pour caporaux et soldats N-É	261,454	1,884	261,454(/)
La Compagnie de Construction Gaston Picard Inc Charny Qué	Construire 360 logements de célibataires pour caporaux et soldats Qué	8,082,809	3,983,850	3,983,850
Gaston Picard Contruction Co Inc Charny Qué	Nouvelle pièce pour ordinateurs Qué	435,081	18,142	435,081(/)
Pirocle Inc Québec Qué	Élargir cuisine dans le Mess des officiers Qué	258,880	8,182	258,880(/)
Hervé Pomerleau Inc Cté de Beauce Qué	Services d'entretien d'emploi multiple Qué	2,180,264	3,148	2,180,264(/)
Prairie West Construction Ltd Edmonton Alb	Construire aire de trafic Alb	1,514,960	1,229	1,514,960(/)
Paul Radke Plumbing and Heating Ltd Kingston Ont	Système de climatisation de l'air Ont	267,915	2,784	267,915(/)
Riverside Excavating Ltd Clearbrook C-B	Améliorer le système de sécurité C-B	348,502	89,189	348,502(/)
D Robinson Contracting Ltd Nanaimo C-B	Construire un bâtiment de communication C-B	381,249	327,705	327,705
Rocca Construction Ltd Saint John N-B	Construction générale, contrat principal, NCSM Scotian N-É	4,655,963	126,284	4,655,963(/)
Roscoe Construction Ltd Cambridge Station N-É	Rénovations au Mess des officiers N-É	1,352,766	1,262,173	1,325,184
R W K Construction Co Ltd Edmonton Alb	Agrandissement à un bâtiment Alb	388,856	121,123	121,123
S & S Electric Ltd Chilliwack C-B	Améliorer le système de distribution d'énergie primaire C-B	425,537	415,748	415,748
Sagonaska Builders Ltd Belleville Ont	Agrandissement à un bâtiment Ont	473,487	461,890	461,890
Shannon & Sims Dev Ltd Edmonton Alb	Construction d'un bâtiment préfabriqué en métal pour les fournitures Alb	430,041	4,421	430,041(/)
Shannon & Sims Dev Ltd Edmonton Alb	Rénover des bâtiments Alb	333,329	10,053	333,329(/)
Sharcon Construction Reg'd Division of 369949 Ont Ltd Ottawa Ont	Installation de réservoir toute saison pour lavage N-B	785,756	11,921	780,409

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Solemeg Ltée—Ville de Rimouski—Transports Canada Rimouski Qué	Terrains et bâtiments, Naval Presence Qué	850,000	850,000	850,000(/)
Solid Construction Ltd Corner Brook T-N	Poste de police militaire T-N	417,895	2,315	417,895(/)
Spence Bros Construction Ltd Langley C-B	Construire garage C-B	300,024	233,315	233,315
Stangate Weld-All Canada Ltd Darmouth N-É	Installation d'une salle «hyperbaric» Alb	310,642	5,732	310,642(/)
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Ajout à une cuisine C-B	358,760	353,724	353,724
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Polygone de tir, classification 600 mètres C-B	1,047,254	714,482	714,482
Construction Sylt Ltd St-Hubert Qué	Construire atelier de soudure Qué	316,660	5,847	316,660(/)
Taplen Construction (1979) Ltd Ottawa Ont	Rénover logements Ont	337,984	337,984	337,984(/)
Tarad Industries Ltd Edmonton Alb	Aire de stationnement, lavage des véhicules et ajout au Mess Alb	967,304	942,592	942,592
Tesc Contracting Ltd Sudbury Ont	Agrandissement au manège militaire Ont	2,131,148	16,452	2,131,148(/)
Tower Masonry Contractors Ltd Dartmouth N-É	Construction de 30 logements pour le personnel marié N-É	2,390,009	25,393	2,390,009(/)
Trident Construction Co Ltd Lunenburg N-É	Installation pour entreposage de radio-bouées N-É	286,186	23,655	286,186(/)
Union des Carrières et Pavages Limitée Charlesbourg Qué	Améliorations au système d'égout Qué	371,812	254,990	371,812(/)
Union des Carrières et Pavages Limitée Charlesbourg Qué	Services extérieurs pour installation de simulation Qué	308,500	134,323	134,323
Construction J M Vallé Inc Brossard Qué	Construction d'un entrepôt pour munitions Qué	297,115	287,837	287,837
Van Boxmeer Construction Co Ltd Lucan Ont	Agrandissement à une chapelle Ont	274,482	272,115	272,115
Vie-Bilt General Contractors Ottawa Ont**	Rénovations à la salle d'ordinateurs Ont	503,000	11,851	11,851
Wakefield Construction Ltd Victoria C-B	Agrandissement du troisième étage C-B	275,901	34,459	275,901(/)
Western Grater Contracting Ltd Victoria C-B	Traitement du système d'égout C-B	449,275	421,050	449,275(/)
Western Plumbing and Heating Co Ltd Dartmouth N-É	Chaudière additionnelle N-É	1,057,495	141,887	141,887
Westland Construction Ltd Winnipeg Man	Rénovations et agrandissement à un bâtiment Man	257,322	32,667	257,322(/)
J Whalley Construction Ltd Elderbank N-É	Construire bataillon «QM» N-É	718,814	39,004	718,814(/)
Wide Span Steel (1973) Ltd Winnipeg Man	Construction d'un bâtiment préfabriqué en métal pour les fournitures Man	512,999	342,613	512,999(/)
George Wimpey (Canada) Ltd Toronto Ont	Bâtiment de l'École d'administration et de logistique des Forces canadiennes Ont	4,505,912	630,074	4,499,465
A H Winter & Son Construction Ltd Victoria C-B	Système de traitement des eaux usées C-B	399,784	141,513	141,513
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É	Enlèvement de l'enrochement sous-marin en excès et matériels au fond du havre N-É	415,229	196,037	415,229(/)
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $49,146,840				
Département $49,146,840				
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $17,910,135				
Agrena Arctic Ltd Peterborough Ont**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,856,153	28,352	1,856,153*
Belcher Construction Ltd Boisbriand Qué**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,529,928	6,679	1,529,928*(/)
R Berg Construction Management Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,457,761	1,457,761	1,457,761
R Berg Construction Management Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,509,554	2,863	1,509,554(/)
Bratt Construction Co Ltd Hyde Park Ont**	Construction de logements pour célibataires Ont	460,480		460,480(/)
Comstock International Ltd Sudbury Ont**	Rénovations à un hôpital Ont	303,253	163,253	303,253(/)
Con-Pro Industries (Man) Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	2,029,637	160,478	2,022,916*
Paul Daoust Construction Ltd Ottawa Ont**	Rénovations à un poste de soins infirmiers TN-O	393,430	393,430	393,430
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,616,343	106,904	1,616,343
Hembruff & Dambrowitz Ltd Matheson Ont**	Construction d'une unité de quatre logements Ont	583,217	491,713	583,217
Hembruff & Dambrowitz Ltd Matheson Ont**	Construction d'une unité de cinq logements pour célibataires Ont	570,516	387,595	570,516
Les Entreprises Guy Letarte Inc Beauport Qué**	Construction d'un centre de santé Qué	1,118,820	11,277	1,118,820(/)
Mardsen's Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'un dispensaire cabine TN-O	331,576	557	331,576(/)
Mardsen's Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,228,740	1,228,740	1,228,740
MNT Custom Builders Ltd Thunder Bay Ont**	Construction d'une unité de cinq logements Ont	761,317	17,734	761,317(/)
Northern Services High Level Alb**	Construction d'une résidence pour le personnel Alb	291,767	34,267	291,767(/)
Northern Services High Level Alb**	Construction d'une résidence pour le personnel Alb	288,296		258,300(/)
Construction Armand Parisée Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'un centre de santé Qué	458,803		457,667(/)
PCL Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,385,612	906,653	906,653
A K Penner and Sons Ltd Blumenort Man**	Rénovations à un poste de soins infirmiers Ont	867,504	82,187	867,504*(/)
A K Penner and Sons Ltd Blumenort Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	893,966	162,184	893,966(/)
P & M Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,782,884	1,700,631	1,700,631
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'un poste de soins infirmiers Sask	1,509,000	399,544	1,425,644(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'un poste de soins infirmiers Sask	728,518	17,518	728,518(/)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'un poste de soins infirmiers Sask	1,291,000	476,819	476,819
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier d'un poste de soins infirmiers Man	427,500		9,917
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier à une résidence de l'hôpital Man	824,805		824,805(/)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'une résidence Man	805,432	548,402	707,737
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier d'une résidence Man	805,731	169,372	582,842
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Améliorations par travail journalier d'une installation de santé Man	759,075	575	759,075(/)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'un poste de soins infirmiers Sask	1,397,666	32,966	1,397,666(/)
Southridge Construction St Albert Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,208,079	1,018,272	1,018,272
Summit Construction Ltd & Turner Development Ltd Whitehorse TY**	Construction d'un centre de santé TY	638,218	638,218	638,218(/)
Summit Construction Ltd & Turner Development Ltd Whitehorse TY**	Construction d'une résidence pour le personnel TY	504,697	2,221	504,697(/)
Tower Arctic Ltd Montréal Qué**	Construction d'une unité de six logements TN-O	1,379,342	480,821	1,379,341
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $7,816,750				
Comstock International Ltd Ottawa Ont**	Remettre à neuf le système d'échappement de fumée dans les laboratoires Ont	1,380,321	10,050	1,240,321[2](/)
C D Davison Co Ltd Halifax N-É**	Services architecturaux et techniques—Installation de laboratoires et bureaux N-É	835,000	189,141	189,141
Mathers and Haldenby Architects Incorporated Toronto Ont**	Services architecturaux et techniques—Ajout à l'Édifice du laboratoire de protection contre la radiation Ont	1,093,000	356,421	356,421
Unecon Partnership Vancouver C-B**	Services architecturaux et techniques—Installation de laboratoires et bureaux C-B	847,240	161,891	783,421
Voth Brothers Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construire des installations de laboratoires et bureaux C-B	8,665,760	6,667,706	7,449,109
PROGRAMME DES XV^es JEUX OLYMPIQUES D'HIVER $23,419,955				
Cana Management Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,605,131	1,443,206	1,443,206
Cook Culham Montgomery Pederson & Valentine Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	600,000	259,496	475,095
Energroup Systems Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	488,484	23,470	23,470
GMD Muella Lifts Ltd Vernon C-B**	Parc Olympique Canada Alb	1,311,588		
KVN Heavy Construction Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,287,707	335,911	2,287,707(/)
KVN Heavy Construction Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	6,807,244	6,219,510	6,219,510
Menac Electrical-Mechanical System Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,412,329	1,651,903	1,651,903
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Parc Olympique Canada Alb	15,248,000		15,248,000(/)
Reid Crowther & Partners Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,250,000	573,328	1,142,442
Riverton Construction Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,467,919	450,644	2,467,919
Roadway Earthmoving Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	364,446	155,173	363,446(/)
RW Landmark Construction Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,600,410		
Sonmor Excavating Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	333,976	263,582	263,582
WA Stephenson Construction (Western) Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,040,761		
WA Stephenson Construction (Western) Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	5,673,080	5,620,403	5,620,403
Stone & Webster Canada Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,150,000	633 020	1,135,314
Stuart Olson Industrial Contractors Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	514,696	508,920	508,920
Underwood McLellan Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,200,000	946,518	2,200,000(/)
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	3,578,577	3,297,260	3,297,260
REVENU NATIONAL $1,455,258				
Douanes et Accise $1,438,439				
Graham Construction Ltd Regina Sask**	Construction de nouvelles installations pour Douanes Sask	359,319	55,000	359,319(/)
M R B Contractors Fredericton N-B**	Construction de nouvelles installations pour Douanes N-B	414,000	157,178	157,178
Silcher Construction 1976 (Ltd) Medicine Hat Alb**	Construction d'un nouvel auvent, cabinet de toilette et rampe pour les handicapés, restauration et réparations de deux (2) résidences Alb et Sask	255,992	255,397	255,397
Impôt $16,819				

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
TRAVAUX PUBLICS $637,631,842				
Département $637,631,842				
PROGRAMME DES SERVICES $512,860,502[3]				
Alumicor Ltd Bedford N-É	Remplacement de fenêtres, annexe d'un immeuble du gouvernement du Canada N-B	303,092		303,092
Blackrock Construction Ltd Sydney N-É	Rénovations, Immeuble de la science N-É	814,103	40,834	814,103
Donalco Inc Scarborough Ont	Enlèvement de l'amiante N-B	696,388	475,906	696,388
Dover Corporation Ltd Saint John N-B	Améliorations des élévateurs, Immeuble de l'impôt N-B	274,933	84,716	274,933
J W Lindsay Enterprises Ltd Dartmouth N-É	Remplacement du toit, Édifice Ralston N-É	359,260	359,260	359,260
Lundrigans Construction Ltd Dartmouth N-É	Centre interprétatif, Canal Shubenacadie N-É	843,549	309,359	309,359
McAlpine of Newfoundland Ltd Rexdale Ont	Quai—Phase IV, bassin et installation de service N-É	4,850,297	1,300,000	4,634,356*(*f*)
Schurman Construction Summerside Î-P-É	Amélioration et optimisation de l'espace Î-P-É	398,655	383,855	383,855
PROGRAMME DU LOGEMENT $79,699,364				
Acco Canadian Material Handling Burlington Ont	Construction du GEP Qué	4,435,522		4,434,522*
Ainos Construction Ltd Ottawa Ont	Immeuble principal de Statistique Canada, système de gicleurs Ont	455,072	455,072	455,072(*f*)
Armenia Rugs Tapis Ltd Ottawa Ont	Place du Portage Phase I, remplacer les tapis Qué	303,010	303,010	303,010(*f*)
Arteco Concept Construction Inc Montréal Qué	Ajout à un immeuble Qué	424,333	242,395	242,395
Bacon Engineering Ltd Toronto Ont	Centrale thermique, conversion de l'huile au gaz Ont	292,809		292,809(*f*)
Bennett and Wright Ltd Ottawa Ont	Édifice Lester B Pearson, installations du système de gicleurs Ont	1,167,000	326,154	326,154
Black and McDonald Limited Ottawa Ont	Modifications à la conduite principale d'eau, Édifice Booth Ont	303,707	285,984	303,707(*f*)
Black and McDonald Limited Ottawa Ont	Place du Portage Phase IV, installation de 400 systèmes «KW UPS» Qué	273,143	273,143	273,143
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du premier étage phase I Qué	304,965	206,925	206,925
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du troisième étage Qué	411,796	320,123	320,123
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du quatrième étage Qué	280,535	280,535	280,535(*f*)
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du cinquième étage Qué	368,546	368,546	368,546(*f*)
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du sixième étage Qué	367,223	297,240	297,240
Brown and Father Construction Surrey C-B	Édifice Harry Stevens, optimisation de l'espace C-B	331,235	235,209	331,235*(*f*)
Ed Brunet et Fils Hull Qué	Voie de l'est, station satellite Qué	489,591	486,973	486,973
W M S Burnside Canada Ltd Ottawa Ont	Édifice Lorne, reconstruction d'un mur Ont	508,410		508,410(*f*)
Calor Mechanical Contracting Ltd Ottawa Ont	Centre d'information de la GRC, modifications au système de climatisation Ont	536,903	52,558	536,903(*f*)
Caminiti Construction Inc Montréal Qué	Stations de pompage et postes de garde Qué	491,595		479,360*
Campeau Corporation Montréal Qué	Construction du complexe Qué	31,407,731	150,171	31,143,586
Campeau Corporation Montréal Qué	Construction du complexe Qué	11,468,754	100,452	11,233,776
Canadian Museum Construction Corporation Ottawa Ont	Nouvelle Galerie nationale du Canada, nouveau tunnel de services Ont	600,000	60,000	600,000(*f*)
Caniwi Enterprises Ltd Whitehorse T-Y	Poste de frontière des douanes TY	1,233,347		1,233,347(*f*)
Chubb Security Systems Ltd Vanier Ont	Immeuble de la Banque du Canada, systèmes de sécurité Ont	647,309	12,247	647,309(*f*)
Comstock International Ltd Nepean Ont	Colline parlementaire, édifice central, installation des conduits pour le système oasis Ont	264,200		264,200*(*f*)
Connan et Gravel Construction Ltée Laval Qué	Construction du complexe Guy Favreau Qué	339,091	3,890	339,091(*f*)
Construction Lavoie Tremblay Delorme Inc Laval Qué	Installation Bromasse Qué	421,445	64,823	421,445(*f*)
Construction Pie IX Inc Montréal Nord Qué	Rénovation Qué	628,637	233,804	233,804
Construction Roger Blouin Inc Vanier Qué	Extérieur d'un immeuble fédéral Qué	2,907,839	2,265,560	2,906,520*
Construction Val Gil Ltée Rimouski Qué	Rénovation à un immeuble Qué	313,768	(1,088)	313,768(*f*)
D&M Enterprises Ottawa Ont	Édifice 88 et 90 de la Ferme expérimentale, rénovations extérieures Ont	369,115	369,115	369,115(*f*)
Delphis Coté Ltée Montréal Qué	Réparer la toiture Qué	281,740	211,740	281,740(*f*)
Doyle Construction Co Ltd Vancouver C-B	Autoroute du Pacifique, poste de frontière, phase 2 C-B	893,047		893,047(*f*)
Ellis-Don Ltd Vancouver C-B	Développement héritage, Centre Sinclair, Bloc 15 C-B	25,443,164	10,627,546	24,767,395
Falla Construction Ltd Hamilton Ont	Rénovations pour CEIC Ont	507,530	459,177	507,530(*f*)
Ferano Construction Ltd Ottawa Ont	Colline parlementaire, édifice central, clôture et réintégration du système oasis Ont	312,805		312,805*(*f*)
Formco Inc St-Léonard Qué	Construction du complexe Qué	981,281	3,064	981,281(*f*)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
470698 Ontario Ltd O/A Mario Dalla Bona Construction Windsor Ont	Aménagement, optimisation de l'espace Ont	634,849	634,849	634,849(/)
Franki Canada Ltd Mount Royal Qué	Installation de boîtes Qué	1,109,372	180,000	1,109,372*
Garvey Construction Ltd Ottawa Ont	Musée national de l'aviation, aménagement des édifices «Stolport» Ont	302,409	5,285	302,409(/)
Gateway Building Supply Limited Thunder Bay Ont	Rénovations Ont	766,109	148,053	148,053
Grinnell Fire Protection Systems Co Ltd Ottawa Ont	Édifice La Promenade, améliorations au système de protection contre l'incendie Ont	295,906	194,486	295,906
Guelpha Construction Ltd Courtenay C-B	Rénovations, immeuble fédéral C-B	2,266,553	1,574,223	1,574,223
Janin Construction Inc Québec Qué	Nouvel immeuble Qué	1,850,333	302,800	1,850,333
Tom Jones Construction Inc Thunder Bay Ont	Enlèvement de l'amiante Ont	520,065	520,065	520,065(/)
Kamrus Construction Ltd Don Mills Ont	Entrepôt thermique de nappes acquifères Ont	1,597,567	87,773	1,471,762*
Klondike Enterprises Ltd Whitehorse TY	Installation d'usines thermiques d'eau chaude TY	657,476	(222)	657,476(/)
La Commission Scolaire Régionale de l'Outaouais Hull Qué	Achat d'une école Qué	26,288,426	1,304,232	15,528,512
Les Constructions Deschênes Ltée Aylmer Qué	Reconstruire les entrées et chaussées Qué	254,045		254,045
J Lewin Inc Montréal Qué	Aménagement, phase B Qué	544,000	530,970	544,000
Lionel Maldemay et Fils Ltée Gaspé Qué	Rénovation d'un immeuble fédéral Qué	784,763	578,003	578,003
V K Mason Montréal Qué	Rampe d'accès et charpentes diverses Qué	998,084	624,768	998,084(/)
V K Mason Montréal Qué	Construction du complexe Qué	2,081,777	44,925	2,081,777(/)
Massicotte Bros Ltd Vanier Ont	Ajouts au laboratoire David Florida Ont	2,580,254	1,205,700	2,580,254*
Massicotte Bros Ltd Vanier Ont	Ajouts, côté ouest, au laboratoire David Florida Ont	1,518,054	509,263	509,263
Massicotte Bros Ltd Vanier Ont	Rideau Hall, rénovations à la cuisine principale Ont	526,247	526,247	526,247
Massicotte Bros Ltd Vanier Ont	Édifice Wellington, modifications Ont	1,079,191	461,122	461,122
W G McDonald Construction Co Ltd Ottawa Ont	Édifice de la Banque du Canada, aménagement, phase 1A Ont	904,437		904,437(/)
S McNally and Sons Limited Hamilton Ont	Prolongement des conduites principales d'eau froide et de vapeur Ont	4,017,391	3,715,669	4,017,023
Fernand Ménard Inc Montréal Qué	Système d'énergie Qué	891,732		891,732(/)
Michael Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont	Bureau du district de la Baie James Ont	733,066	56,564	733,066*(/)
Claude Morin Inc Montréal Qué	Rénovation du Centre d'éducation physique Qué	949,933	949,933	949,933
Murphy and Morrow Ltd Aylmer Qué	Place du Portage Phase IV, rénovations d'un bureau Qué	1,371,767	1,250,342	1,250,342
Nekison Engineering and Contractors Limited Toronto Ont	Remplacement de la chaudière Ont	315,415		
New Dimension Building Products Edmonton Alb	Remplacer fenêtres TN-O	330,105	318,152	318,152
Northal Construction Ltd Montréal Qué	Rénovation et transformation Qué	2,751,287	2,459,259	2,459,259
P & M Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'un immeuble TN-O	3,562,882	2,196,431	2,196,431
Perma Construction Ltd Victoria C-B	Optimisation de l'espace/aménagement C-B	465,037	322,973	465,037*(/)
Plomberie Michel Inc Montréal Qué	Centrale thermique, installation de quatre économiseurs de souche de cheminée Ont	308,065	376	308,065(/)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué	Rénovation et transformation Qué	19,818,140	2,333,636	2,333,636
Precision Manufacturing Inc Lachine Qué	Édifice Louis Saint-Laurent, fournir et installer des écrans Qué	991,792	975,372	975,372
Rahm Construction Ottawa Ont	Conseil national de recherches, ajouts à l'immeuble de chimie Ont	3,914,866	614,707	3,914,966*
Rahm Construction Ottawa Ont	Édifice Sir Alex Campbell, conversion de l'annexe «C» Ont	1,926,719	1,795,987	1,795,987
Rampart Enterprises Limited Toronto Ont	Scarborough (bail-achat) Ont	2,999,145	783,595	2,852,783*
Rescon Construction Ltd Surrey C-B	Agriculture, services pour inspection C-B	389,168	380,718	380,718
Sagonaska Builders Limited Belleville Ont	Enlèvement de l'amiante Ont	485,163	2,164	485,163(/)
Gabriel Savard Inc Chicoutimi Qué	Aménagement paysager Qué	540,003	470,797	470,797
Somec Inc Québec Qué	Capteurs solaires Qué	297,802	20,171	297,802*(/)
Structure Ediltec Inc Montréal Qué	Fondation et charpente Qué	2,900,203	1,347,688	1,347,688
Tarcon Ltd Ottawa Ont	Institut de recherches vétérinaires, Ferme de la ceinture de verdure Ont	315,020	60,020	315,020(/)
Thomas Fuller Construction Co Ltd Ottawa Ont	Construction du Musée national de l'aviation Ont	17,155,106	9,845,869	15,909,534
Thor Construction Calgary Alb	Rénovations à un immeuble Alb	278,797	270,513	270,513
Torontario Engineering Div of Torontario Mechancial Electrical Company Ltd Toronto Ont	Préconstruction, aménagement locatif Ont	677,000	677,000	677,000(/)
Vie-Bilt General Contractors Inc Ottawa Ont	Centre de conférences Ont	682,969	1,566	682,969(/)
Vipond Automatic Sprinkler Co Ltd Nepean Ont	Édifice de la Cour suprême, améliorations aux systèmes d'urgence contre l'incendie et de sauvetage Ont	551,909	452,609	551,909
Vipond Automatic Sprinkler Co Ltd Nepean Ont	Musée Victoria Ont	918,642		918,642(/)
Voth Brothers Construction (1974) Ltd Abbotsford C-B	Autoroute du Pacifique, poste de frontière, phase 3 C-B	9,219,430	6,158,169	9,219,430
Wallace and Akins of Alberta Ltd Lethbridge Alb	Rénovations à un immeuble Alb	3,357,733	241,742	3,357,733(/)
PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE $5,368,082				
Alden Contracting Ltd Welland Ont	Réparations à la rampe du canal Ont	405,726	7,800	405,726*(/)
R L Belleau Inc Ville Vanier Qué	Expropriation de terrains—Vieux Port de Québec Qué	425,000	425,000	425,000(/)
Construction Roger Blouin Inc Ville Vanier Qué	Enveloppe et division intérieure Qué	4,243,287	36,103	4,243,286
Continental Asphalte Inc Shawinigan Qué	Aménagement du Vieux Port Qué	1,435,850		1,435,850*(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE $4,751,074				
Northern Construction Co Ltd Vancouver C-B	Bassin de radoub d'Esquimalt, reconstruction du quai de débarquement sud C-B	8,542,294	3,148,615	8,542,294
Simard and Beaudry Inc Montréal Qué	Reconstruction, caisson flottant Qué	3,875,976		3,875,976
PROGRAMME DE LA VOIRIE ET DES AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE $34,952,820				
D A S Western Contracting Ltd Fort St John C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	3,381,004	3,381,004	3,381,004(ƒ)
Drain Bros Construction Ltd Blairmore Alb	Construction de l'autoroute transcanadienne Alb	1,996,398	1,383,527	1,934,927
Ellis-Don Management Services Ltd Calgary Alb	Construction d'un viaduc Alb	1,527,383	181,872	1,527,383(ƒ)
Fedderson Engineering Ltd Calgary Alb	Construction de l'autoroute Alb	609,760	545,225	545,225
Fidelity Maxim Calgary Alb	Construction d'un pont Alb	1,596,080	5,213	1,596,080(ƒ)
Freeway Construction Ltd Edmonton Alb	Construction de l'autoroute Alb	3,103,505	1,190,409	3,103,505(ƒ)
Geddes Construction Ltd Kelowna C-B	Construction de l'autoroute Alb	4,549,401	1,578,387	4,842,863
General Enterprises Whitehorse TY	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	3,628,178	26,168	3,628,178*(ƒ)
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Autoroute de l'Alaska, base de la route et revêtement en asphalte C-B	6,435,426		6,435,426(ƒ)
Don Gordon Contracting Ltd Fort Nelson C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,006,904	1,006,904	1,006,904(ƒ)
Gord-Don Trucking Ltd Port Hardy C-B	Construction de l'autoroute Alb	295,236	5,000	295,236(ƒ)
Graham Construction Ltd Calgary Alb	Construction d'un pont Alb	639,534	104,182	639,534(ƒ)
Graham Construction Ltd Calgary Alb	Construction d'un pont Alb	1,263,837	55,195	1,263,837(ƒ)
Graham Construction Ltd Calgary Alb	Construction d'un passage inférieur Alb	577,322	241,972	577,322
Hearn Stratton Construction Edmonton Alb	Inspection des animaux et quarantaine Alb	795,439	384,291	384,291
Hebert Trucking Ltd Prince George C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	1,573,010		894,265
Hydramach Crane Ltd Nisku Alb	Construction de l'autoroute Alb	1,615,415		1,821,817
Impact Industries (Western) Ltd Lacombe Alb	Autoroute de l'Alaska, concassage et stockage collectif C-B	881,783		878,033(ƒ)
Impact Industries (Western) Ltd Lacombe Alb	Autoroute de l'Alaska, concassage et stockage collectif C-B	1,195,162	1,195,162	1,195,162
Kingston Construction Ltd Burnaby C-B	Autoroute de l'Alaska, pont et approches TY	1,217,265	1,217,265	1,217,265(ƒ)
Kingston Construction Ltd Burnaby C-B	Autoroute de l'Alaska, pont et approches TY	918,221	918,221	918,221(ƒ)
Kodiak Earth Movers Fort St John C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska TY	2,998,607	2,998,607	2,998,607(ƒ)
Lahrmann Construction Ltd Calgary Alb	Surface en asphalte et construction de l'autoroute Alb	4,419,899	3,016,323	3,016,323
E Lobe Contracting Ltd Whitehorse TY	Autoroute de l'Alaska, concassage et stockage C-B	621,105	621,105	621,105(ƒ)
Miann Construction Ltd Prince George C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	3,855,171	3,855,171	3,855,171
Pan Western Construction Ltd Calgary Alb	Construction d'un viaduc Alb	759,328	597,165	759,328(ƒ)
Quadra Control and Weigh Systems Ltd Surrey C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	989,196	3,735	980,989*(ƒ)
Sherwood Park Paving Ltd Sherwood Park Alb	Améliorations des entrées Alb	606,198	606,198	606,198
Spring Point Management Ltd Kelowna C-B	Autoroute de l'Alaska, nettoyage et stockage collectif C-B	1,568,536	1,568,536	1,568,536(ƒ)
Spring Point Management Ltd Kelowna C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	3,581,139	3,581,139	3,581,139(ƒ)
West Coast Paving Co Ltd Vancouver C-B	Recouvrement en asphalte de l'autoroute de l'Alaska C-B	2,410,061	2,410,061	2,410,061(ƒ)
West Coast Paving Co Ltd Vancouver C-B	Traitement de la surface de l'autoroute de l'Alaska C-B	628,802	628,802	628,802(ƒ)
West Coast Paving Co Ltd Vancouver C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	343,282		243,282(ƒ)
B Zaitz Construction and Marine (1982) Collingwood Ont	Aqueduc, Promenade Welland Ont	331,150		331,150(ƒ)
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE $405,050				
Département $405,050				
PCL Constructors Western Inc Vancouver C-B	Bureau «CBOC» Expo 86 C-B	363,059	405,050	405,050(ƒ)
SCIENCES ET TECHNOLOGIE $24,594,125				
Conseil national de recherches du Canada $24,594,125				
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES $24,594,125				
Bregman and Hamann Ottawa Ont**	Agrandissement de l'Édifice M-14, Laboratoires du Chemin de Montréal Ont	637,000	318,821	457,642
Cadilac Construction Ltd St John's T-N**	Paysage, installation de recherche sur les navires arctiques T-N	445,436	274,586	445,436(ƒ)
A V Carlson Constructors Ltd Edmonton Alb**	Agrandissement de l'Institut de biotechnologie Sask	4,069,184	20,400	4,069,184(ƒ)
Construction Château St-Marc Inc Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	22,673,830	11,766,603	20,981,077
David Dimacopoulos Edward Montréal Qué	Biotechnologie Qué	1,330,000		1,326,332*(ƒ)
David Dimacopoulos Edward Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	2,310,000	676,281	2,085,722*
Elf Construction and Management Services Ottawa Ont	M10, laboratoires de l'altitude Ont	618,145	593,585	593,585
Ferguson Folstad & Friggstad Saskatoon Sask**	Institut de biotechnologie Sask	375,000	2,500	353,849
GBR & MMP Architects Collaborative Winnipeg Man**	Institut pour la technologie en production industrielle Man	2,000,000	168,791	1,776,722
Grinnell Fire Protection Systems Company Ltd Montréal Qué	Défauts du système de gicleurs, M-55 Ont	473,634	473,634	473,634(ƒ)
V K Mason Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction, Institut pour la technologie en production industrielle Man	18,442,057	7,244,153	18,411,843

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Massicotte Bros Construction Ltd Vanier Ont	Restauration de la coulisse nord M-36 Ont	605,091	341,970	341,970
Ogilvie & Hogg Ottawa Ont**	Ajout à l'Édifice de chimie M-12, Laboratoire du Chemin de Montréal Ont	482,250	73,446	426,183
Ogilvie & Hogg Ottawa Ont**	Services de recherche sur les navires arctiques T-N	5,421,200	63,225	4,904,843
Travaux publics Canada St John's T-N	Services de recherche sur les navires arctiques T-N	912,000		839,141(*f*)
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont**	Ajout à l'Édifice M-12, Laboratoires du Chemin de Montréal Ont	3,914,866	614,707	3,914,866*
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont	Ajout à l'Édifice U-87, Laboratoires d'Uplands Ont	306,890	202,055	301,648(*f*)
Thomas Fuller Construction (58) Company Ltd St-John's T-N**	Phase II et III, services de recherche sur les navires arctiques T-N	34,185,094		34,185,094*
Trident Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un laboratoire Man	1,805,237		1,805,237*
SOLLICITEUR GÉNÉRAL $148,184,930				
Service correctionnel $115,396,596				
Abcon Limited Kingston Ont**	Revêtement extérieur édifice C-26 Ont	432,250	390,740	390,740
Aluminum Home Improvements Limited Kingston Ont**	Rénovations, améliorations à la chaufferie, édifice #12 Ont	341,891	2,599	341,891(*f*)
Construction Angem Inc Montréal Qué**	Unité résidentielle, édifice «B» phase 1 Qué	2,445,498	36,730	2,445,498
Antioch Construction Corporation Edmonton Alb**	Réparations au mur périphérique Sask	822,056	34,428	822,056(*f*)
Applied Electronics Ltd Toronto Ont	Équipement d'enregistrement, divers établissements et provinces	542,954	542,954	542,954(*f*)
Atlas Construction Maritimes Ltd Fredericton N-B**	Unité d'isolement protecteur, établissement à sécurité maximale N-B	16,744,615	9,505,097	16,000,020
Atlas Construction Maritimes Ltd Fredericton N-B**	Usine de chauffage et porte N-B	954,119	930,469	930,469
Claude Aubin Ltée St-Jérôme Qué**	Acquisition et installation de «CCC» #2 Qué	320,589	202,149	320,589(*f*)
Ken Bangma Construction Company Limited Westbrook Ont**	Rénover cuisine principale Ont	321,717	321,717	321,717
G Beaudet et Compagnie Ltée Warwick Qué**	Agrandissement du Centre régional d'accueil, lot #2 Qué	7,915,171***		7,917,227
Beaver Seaway Construction Kingston Ont**	Installer ligne principale contre les incendies Ont	303,016	55,100	303,016(*f*)
Britco Structures Ltd Langley C-B**	Construction d'une unité de roulottes Alb	382,059		382,059(*f*)
C M Security Components Limited St-Laurent Qué**	Construction des unités de logements préfabriquées Qué	4,119,570	(4,507)	4,119,570(*f*)
Cana Management Ltd Calgary Alb**	R-3 Édifice de récréation Alb	1,324,925	1,324,925	1,324,925
Carmacks Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction de tours pour gardes Alb	383,714	341,598	383,714(*f*)
Century Plumbing and Heating Ltd Chilliwack C-B**	Construction de cuisines C-B	711,603	711,603	711,603
H R Doornekamp Construction Ltd Odessa Ont**	Redresser la clôture Ont	336,917	210,838	210,838
Ediltec Inc Montréal Qué**	Unité résidentielle, édifice «C», phase 1 7 Qué	2,697,739	53,988	2,697,739
Les Entreprises de Construction de Québec Ltée Québec Qué **	Construction pour nouvel établissement à niveaux de sécurité multiples Qué	391,700	391,700	391,700(*f*)
Fidelity-Maxam A Joint-Venture Calgary Alb**	Édifice de ségrégation d'isolement et centre de santé Alb	2,306,166	259,214	2,306,166*(*f*)
Forewest Construction Ltd Abbotsford C-B**	Phase 1 de la construction d'un établissement à sécurité maximale C-B	1,370,186	1,365,590	1,365,590
Fosco Contracting Services Ltd Truro N-É**	Remplacement du toit, phase II, édifices 5, 7 et 18 N-É	444,550	5,001	444,550*(*f*)
Gionet Construction Ltd Caraquet N-B**	Aménagement paysager N-B	2,252,000	788,715	788,715
Gionet Construction Ltd Caraquet N-B**	Installations pour traitement des eaux usées N-B	920,377	913,306	913,306
Hi Lite Electric Ltd Moncton N-B**	Distribution électrique N-B	329,156	329,156	329,156
Hillside Enterprises Ltd Moncton N-B**	Clôture périmétrique N-B	1,663,340	1,395,139	1,395,139
Industrial Electrical Contractors Limited Weston Ont**	Améliorer le système d'alarme contre les incendies Ont	731,000	23,000	23,000
Les Installations Électriques Pichette Inc Laval Qué**	Système d'alarme contre les incendies Qué	274,572	199,202	274,572*(*f*)
JSI Systems Eng Ottawa Ont	Services d'ingénieur pour projets dans plusieurs provinces	928,000	841,116	841,116
James Kemp Construction Ltd Hamilton Ont**	Rénovations—Remplacer les contrôles des portes Ont	832,356	147,414	805,416
James Kemp Construction Ltd Hamilton Ont**	Plan de contingence zone A et B, édifice A3 Ont	642,211	20,392	642,211(*f*)
Toiture P Laurin Ltée Montréal Qué**	Réparations à la toiture, édifice «U» Qué	278,160	278,160	278,160
Lear Construction Services Ltd Calgary Alb**	Construction—Édifice du gymnase Alb	1,106,828		1,106,828(*f*)
LEC Mechanical Contractors Ltd Winnipeg Man**	Améliorations du système de protection contre les incendies Man	395,706	395,706	395,706
Lewin Kingston Division of Brousseau & Robidoux Enterprises Ltd Kingston Ont**	Eau chaude aux cellules Ont	336,082	133,440	133,440
Lundrigans Construction Ltd Saint John N-B**	Unités de logements, établissement de sécurité maximale N-B	11,428,862	8,549,427	11,320,669
Lundrigans Construction Ltd Saint John N-B**	Réservoir d'eau N-B	2,090,447	1,752,135	1,752,135
MSE Engineering Systems Ltd Downsview Ont	Système périmétrique de détection des intrusions—Système d'alarme de télévision à circuit fermé, établissement de Collins Bay Ont	254,854	252,020	252,020
MSE Engineering Systems Ltd Downsview Ont	Installer télévision à circuit fermé, établissement de la région de l'Atlantique N-B	394,717	7,002	7,002
Niagara Relocatable Bldgs Ltd Grimsby Ont**	Construction, unités de logements Ont	290,850	535	290,850(*f*)
Niagara Relocatable Bldgs Ltd Grimsby Ont**	Construction, unités de logements Ont	288,323		288,323(*f*)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Northall Construction Limitée Montréal Qué**	Agrandissement du Centre régional d'accueil, phase 1.3 Qué	795,224***	43,056	795,224(f)
Northside Construction Ltd Red Deer Alb**	Agrandissement de la lagune Alb	460,423	9,543	460,423
Ontario Electrical Construction Co Ltd Kingston Ont**	Rénovations, remplacer l'unité auxiliaire du pouvoir Ont	365,096	186,791	357,055(f)
Pan Western Construction Ltd Calgary Alb**	Construction—Unités de logements Alb	11,795,585	167,741	11,795,585*
Pan Western Construction Ltd Calgary Alb**	Construction d'une sous-centrale d'électricité Alb	3,113,509	13,368	3,113,509(f)
PCL-Maxam A Joint Venture Saskatoon Sask **	Édifice pour nouvelle admission et de mise en liberté Sask	620,107	493,876	620,107(f)
Construction Gaston Picard Inc Charny Qué**	Construction, fondation, édifice principal Qué	397,941	(59,059)	397,941*
P&M Construction Ltd Edmonton Alb**	Agrandissement à un édifice Alb	3,125,912		3,125,912(f)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Construction, charpente et béton Qué	8,981,924	6,913,247	8,869,766
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Construction, réservoir d'eau et filtration Qué	903,100	241,237	920,405
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Travail général de construction, lot 8, édifice C8 Qué	7,778,347	7,077,113	7,544,501
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Construction, clôture de sécurité et routes périphériques Qué	1,535,372	1,338,995	1,547,647
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Nouvel établissement pénal, lot 7 Qué	11,694,092	(4,944)	11,694,092(f)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Nouvel établissement pénal, lot 8 Qué	7,744,778	47,632	7,744,778(f)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Nouvel établissement pénal, lot 9 Qué	2,323,153	13,645	2,323,152(f)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Nouvel établissement pénal, lot 10 Qué	2,424,118	(26,983)	2,424,118(f)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges-de-Beauce Qué**	Construction (travaux généraux, lot 9) Qué	915,145	827,043	827,043
Construction & Pavage Portneuf Inc St-Marc-des-Carrières Qué**	Construction, charpente métallique, édifice principal Qué	1,592,514	(11,783)	1,592,514(f)
Construction & Pavage Portneuf Inc St-Marc-des-Carrières Qué**	Construction (travaux extérieurs, lot 10-2) Qué	2,687,842	1,057,523	1,057,523
RCA Inc Ste-Anne-de-Belllevue Qué	Système périmétrique de détection des intrusions/télévision à circuit fermé, établissement Donnacona Qué	540,697		
RCA Inc Ste-Anne-de-Bellevue Qué	Système d'appel pour détenus, établissement Donnacona Qué	418,597		
RCA Inc Ste-Anne-de-Bellevue Qué	Installer le système de sonorisation, établissement de la région de l'Atlantique N-B	491,228		
RCA Inc Ste-Anne-de-Bellevue Qué	Installer le système d'appel dans les cellules des détenus, établissement de la région de l'Atlantique N-B	303,207		
Rocois Construction Inc L'Ange Gardien Qué**	Construction, travail général, édifice général Qué	12,094,620	6,357,501	11,891,699
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions, unité d'intégration, établissement Donnacona Qué	409,227	243,261	243,261
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions, unité d'intégration, établissement de la région de l'Atlantique N-B	520,744	261,586	261,586
Shannon & Sims Developments Edmonton Alb**	Ajouts à l'édifice d'entretien Alb	487,161		487,161
Sidelco (1983) Inc Loretteville Qué**	Entretien du système d'alarme contre les incendies, lot 8C Qué	394,000	353,475	353,475
M Sullivan and Son Limited Arnprior Ont**	Installation d'une centrale thermique, prison pour les femmes Ont	2,581,569		2,567,069*(f)
Sun Electric (1975) Ltd Regina Sask**	Améliorations à l'éclairage extérieur Sask	362,815		362,815(f)
Télésystème National Ltée Ste-Foy Qué	Systèmes de sonorisation et d'appels limités, établissement Donnacona Qué	271,607		
Trend Construction Ltd Edmonton Alb**	Modifications aux cuisines Alb	2,457,239	2,141,323	2,457,239
W V Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Rénovations, convertir l'unité «E» à son association normale Ont	314,118	5,458	314,118*(f)
W V Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont**	Modifications à l'édifice C-23 Ont	740,674	740,674	740,674(f)
Western Grater Contr Ltd Victoria C-B**	Construction des installations établissement William Head C-B	598,191	318,832	318,832
Westland Construction Ltd Winnipeg Man**	Améliorations de l'étage principal et de la cuisine Man	261,055	30,943	261,055*(f)
Gendarmerie royale du Canada $32,788,334				
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI $32,788,334				
Allor Building Enterprises Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	926,151		903,840(f)
Herb Bate Ltd Victoria C-B**	Détachement compact C-B	774,853	564,247	774,853
Berge Construction Ltd Prince Albert Sask**	Détachement—GRC Sask	414,256	8,026	414,256(f)
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont**	Unité motrice pour ordinateurs Ont	272,805		272,805
Bluebird Investments Grand Falls T-N**	Détachement—GRC T-N	336,033	324,491	324,491
Bomac Construction (1978) Ltd Saskatoon Sask**	Détachement—GRC Sask	503,756	503,756	503,756*
Burnetts Construction Ltd St John's T-N**	Détachement—GRC T-N	355,217	355,217	355,217*
Chandos Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	639,939	4,276	639,939(f)
Chandos Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	609,933	230	609,933(f)
Clark Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Logements pour le personnel marié TN-O	292,820		292,820(f)
Craftex Construction (1983) Ltd Lloydminster Alb**	Détachement—GRC Alb	886,728	204,091	886,728(f)
Dineen Construction Ltd Darmouth N-É**	Améliorations et réparations N-É	1,773,405	141,008	1,773,405(f)
N D Dobbin Ltd St John's T-N**	Détachement—GRC T-N	1,421,250	1,019,632	1,421,250
N D Dobbin Ltd St John's T-N**	Détachement—GRC T-N	996,264	69,180	996,264*(f)
Doyle Construction Co Ltd Vancouver C-B**	Remplacement de la ligne de vapeur C-B	556,956	556,956	556,956

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Elliston Development Ltd St John's T-N**	Détachement—GRC T-N	669,862		668,938
Forewest Construction Inc Abbotsford C-B**	Détachement compact C-B	446,535	(1,219)	446,535(*f*)
Yvon Godin Ltd Lower Neguac N-B**	Détachement—GRC N-B	517,602	517,510	517,510
Greene Construction (1981) Ltd Drumheller Alb**	Détachement—GRC Alb	464,413	3,654	464,413(*f*)
Grinnell Fire Protection Ltd St-Laurent Qué**	Installation du système de gicleurs Qué	393,881		393,881(*f*)
G Hahn Contracting Ltd Fort Qu'Appelle Sask**	Détachement—GRC Sask	914,296	214,678	914,296(*f*)
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Logements pour le personnel marié TN-O	284,655		284,655
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC TN-O	399,693	399,693	399,693
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC TN-O	402,731	402,731	402,731
Hirsch Construction Ltd Estevan Sask**	Détachement—GRC Sask	318,770	17,498	318,770(*f*)
Howe Sound Construction Langley C-B**	Détachement compact C-B	360,650	72,315	360,650(*f*)
Jaemar Construction Canada Ltd Surrey C-B**	Logements pour le personnel marié—GRC TN-O	285,368	285,368	285,368
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man**	Édifice du quartier général—GRC Sask	15,543,012	57,497	15,543,012
Lundrigans Construction Ltd Saint John N-B**	Édifice du quartier général N-B	17,359,000	1,056,202	1,056,202
N & L Construction Ltd Stephenville T-N**	Détachement—GRC T-N	502,380	104,880	502,380(*f*)
Noranda Builders Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	615,598	71,173	615,598(*f*)
Olympic Construction Ltd St John's T-N**	Édifice—Sous-division T-N	2,609,251	2,121,684	2,588,820
Omar Construction Ltd White Rock C-B**	Détachement—GRC TY	439,120	(3,000)	439,120(*f*)
Omex Construction Corporation Ltd Red Deer Alb**	Détachement—GRC Alb	311,964	(214)	311,964(*f*)
D Ostrander Construction Ltd Whitecourt Alb**	Logements pour le personnel marié—GRC Alb	301,045	228,754	301,045*(*f*)
Pace Greentree Builders Inc Winnipeg Man**	Immeuble de détachement Man	470,536	470,536	470,536
Pace Greentree Builders Inc Winnipeg Man**	Immeuble de détachement Man	701,739	701,739	701,739
PCL Constructors Western Inc Winnipeg Man**	Laboratoire détection de crimes Man	5,548,916	5,092,530	5,236,895
PDI Structures (Ottawa) Inc Ottawa Ont**	Rénovations à la cafétéria Ont	261,537		261,537(*f*)
Peace Valley Enterprises Ltd Dawson Creek C-B**	Détachement—GRC Alb	514,129		514,129(*f*)
Percon Construction Mgmt Ltd Richmond C-B**	Détachement—GRC C-B	396,947	387,742	387,742
Red Lake Construction Company Ltd Winnipeg Man**	Immeuble de détachement Man	627,448	627,448	627,448
Richard & B A Ryan Ltd Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	619,271	619,271	619,271
Rivers North Construction Ltd Prince Albert Sask**	Détachement—GRC Sask	379,275	1,853	379,275(*f*)
Saunders Howell & Co Ltd Carbonear T-N**	Détachement—GRC T-N	1,032,451	355,186	950,592
K Shaw & Sons Contracting Ltd Grande Prairie Alb**	Détachement—GRC Alb	641,156	123,267	641,156(*f*)
J A Tate Construction Ltd Antigonish N-É**	Détachement—GRC N-É	291,846	291,846	291,846
Torontario Engineering Division of Torontario and Electrical Co Ltd Toronto Ont**	Modifications intérieures Ont	469,530	451,785	451,785
Tower Arctic Ltd Montréal Qué**	Logements pour le personnel marié TN-O	328,894		328,894
Trend Construction Edmonton Alb**	Détachement—GRC Alb	961,481	341,662	961,481(*f*)
Trident Construction Co Ltd Lunenburg N-É**	Construction d'un détachement N-É	533,243		533,243(*f*)
Ron Vogel Construction Ltd Didsbury Alb**	Détachement—GRC Alb	517,692	508,512	508,512
Weber Construction Ltd Yorkton Sask**	Détachement—GRC Sask	2,399,360	7,679	2,399,360(*f*)
Whites Construction Ltd Stephenville Crossing T-N**	Logements pour le personnel marié—GRC T-N	277,879	261,149	277,879*
J C Wilson Construction Ltd Leaf Rapids Man**	Détachement—GRC Man	813,338	6,497	813,338
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É**	Construction d'un détachement N-É	1,051,877		1,051,877(*f*)
TRANSPORTS $247,230,988				
Département $247,230,988				
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $9,323,958				
Erskine Buildings Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	10,200,292	5,941,301	9,902,326
Erskine Buildings Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	3,925,745	2,854,522	3,574,687
Lundrigans Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	5,895,248	262,823	6,145,248
M Sullivan and Son Ltd Sydney N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Installations pour le conditionnement physique N-É	5,793,648	2,828	5,842,795
MacFawn and Rogers Architects Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	1,436,262		1,182,050
Sims and Gavel Architects Ltd Sydney N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	757,667		534,048
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME $49,400,254				
Atco Construction Ltd Newcastle N-B**	Rénovations au hangar de transit existant N-B	455,682	446,386	446,386
Beaver Marine Construction Halifax N-É**	Agrandissement au quai public N-É	1,298,837	1,271,265	1,271,265
Beaver Marine Construction Halifax N-É**	Reconstruction d'un quai Î-P-É	1,785,675	152,674	152,674
Beaver Marine Construction Halifax N-É**	Dragage chenal «Inter Bay» N-B	1,011,086	345,366	345,366(*f*)
Beck Construction Ltd St John's T-N**	Centre d'entraînement pour les urgences de la marine T-N	3,640,423		141,106

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Bermingham Construction Ltd Hamilton Ont**	Construction—Développement du port est, construction d'un quai, étape 1-D Ont	1,663,336		1,663,336
Caldwell and Ross Ltd Fredericton N-B**	Construction d'un quai N-B	2,679,110	426,185	2,679,110(f)
Canadian Dredge and Dock Co Ltd Toronto Ont**	Rénovations, quai sud, étayage de l'agrandissement du havre Ont	1,436,918	583,242	1,293,038
Canadian Dredge and Dock Co Ltd Toronto Ont**	Dragage—Agrandissement du havre Ont	959,265	831,634	929,693
Carteer Construction Corp Whitby Ont**	Reconstruction d'un quai, terminus maritime Î-P-É	5,876,789	5,046,617	5,046,617
Cartier-McNamara Corp Whitby Ont**	Construction d'un nouveau quai—Agrandissement du havre Ont	5,350,155	3,758,885	3,758,885
Cartier-McNamara Corp Whitby Ont**	Dragage, Bassin «Elevator» Ont	1,885,683	1,635,129	1,635,129*
CKS Partnership Richmond C-B**	Agrandissement du quai Kitsilano C-B	446,084	311,481	446,084(f)
Condor Construction Ltd Caraquet N-B**	Hangar de transit N-B	1,355,600	290,203	1,355,600
Construction et Pavage Portneuf Inc St-Marc-des-Carrières Qué**	Mur de protection Qué	456,164		456,164(f)
Construction et Pavage Portneuf Inc St-Marc-des-Carrières Qué**	Réparation au pavage, quai de la Reine Qué	1,261,549	1,246,564	1,246,564
Construction et Pavage Portneuf Inc St-Marc-des-Carrières Qué**	Améliorations à l'approche du quai Qué	1,640,474	1,572,468	1,572,468
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Reconstruction de la Base Ont	2,678,267	869,369	2,678,267
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Construction du quai, phase 2 Ont	2,628,879	2,409,400	2,409,400
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Aménagement paysager à la courbe de traverse sud-est Ont	285,977	236,273	285,977*(f)
Don Fisher Construction Ltd St John's T-N	Design, fabrication et construction de la tour Labrador T-N	294,530	12,300	294,530*(f)
Eddy McKay Building Ltd Port Hawkesbury N-É**	Développement de l'emplacement du quai N-É	580,447	838	580,447(f)
EGM Cape and Company Ltd Don Mills Ont**	Construction de l'édifice principal, phase II Ont	5,688,867	1,878,028	5,679,051
Entreprises du Bon Conseil Ltée Ancienne Lorette Qué**	Extension du quai Qué	4,898,732	3,677,983	3,677,983
Falk Brothers Industries Ltd Abbotsford C-B	Hangar pour hélicoptères à la Base de la Garde côtière de Prince Rupert C-B	1,094,050		1,026,174
Foundation Company of Canada Ltd Toronto Ont**	Reconstruction du quai Qué	9,213,073		
Foundation Maritime Halifax N-É**	Prolongement des éperons du quai, phase II N-É	5,730,914	1,000	5,730,914*(f)
Gaffney Quebec Ltd Stratford Ont**	Construction—Brise-lames et agrandissement du havre Ont	2,507,306	928,290	2,507,306(f)
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Reconstruction du quai T-N	735,194		735,194
Harbour Development Dartmouth N-É**	Dragage N-É	1,386,290	1,386,290	1,386,290(f)
Joneljim Concrete Construction Ltd Sydney N-É**	Hangar de transit aménagement du quai N-É	578,410	179,295	179,295
Laval Fortin Ltée Alma Qué**	Construction de l'édifice de la GCC Qué	874,595		874,595
Lévis Construction Inc St-David-de-Lévis Qué**	Centre d'entraînement pour les urgences de la marine Qué	1,594,237		1,594,237
Lundrigans Construction Ltd Burlington Ont**	Reconstruction de la Base de la GCC Ont	9,616,761	6,624,861	8,504,856
Miracon Ltd Newcastle N-B**	Construire nouveau hangar de transit N-B	3,595,503	154,820	3,595,503(f)
Neilson Excavation Bernière Qué**	Relocalisation du hangar Qué	265,445	265,445	265,445(f)
North West Pile Driving Ltd Port Coquitlam C-B**	Agrandissement du quai C-B	530,364		530,364(f)
Nova Construction Co Ltd Antigonish N-É**	Agrandissement du quai N-É	4,627,897	27,656	4,627,897*(f)
Ocean Paving Limited Port Hawkesbury N-É**	Pavage et éclairage N-É	386,593		187,571
Pile Foundations Ltd Edmonton Alb**	Terminus maritime Alb	733,875	733,875	733,875
Pitts Atlantic Construction Ltd Markham Ont**	Dragage N-É	799,610		799,610(f)
Quadra Construction Co Ltd Vancouver C-B**	Remplacement du quai Seal Cove C-B	1,302,701	1,225,071	1,302,701(f)
Rays Contracting Ltd Dalhousie N-B**	Contenus pour déblais au quai est N-B	647,758		647,758
Robert McAlpine Limited Halifax N-É	Construction du Centre de trafic d'Halifax N-É	691,080		203,314
Rosaire Coté Inc Lotbinière Qué**	Modifications aux infrastructures Qué	807,494	775,872	775,872
S Boyd Contracting Ltd Dartmouth N-É**	Rénovations et ajout à la station radio de la marine N-É	534,442	411,111	411,111
Sceptre Dredging Ltd Longueuil Qué**	Améliorations portuaires Qué	2,564,923		2,552,550
Sceptre Riedel Dawson Longueuil Qué**	Remanier les déblais du dragage Ont	733,000	672,602	672,602
Sceptre Riedel Dawson Longueuil Qué**	Dragage—Phase 2 Ont	1,597,000	425,420	425,420
Sceptre Riedel-Dawson Construction Contracting Richmond C-B**	Dragage zones 1, 2, 3 C-B	602,134		602,134
Tendev Construction Surrey C-B	Agrandissement de l'atelier C-B	384,377	278,238	278,238
Verreault Navigation Inc Matane Qué**	Dragage N-É	1,058,617		1,024,367*(f)
Vie-Bilt General Contractors Ottawa Ont	Construction d'un centre d'essai pour aides à la navigation Ont	372,160		369,560
Waterworks Construction Ltd Halifax N-É**	Remplacement de couvre-pieux, quai Sand Point N-B	438,690	438,690	438,690(f)
Waverley Construction Co Ltd Fredericton N-B**	Dépôt d'entreposage N-B	328,670	319,280	319,280
Windsor Construction Delta C-B**	Ajouts et modifications à la Base de la Garde côtière Kitsilano C-B	273,059	266,276	266,276
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É**	Réparations à la chaussée du quai N-É	517,090	517,090	517,090
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É	Installation de rails et camions de la Garde côtière N-É	619,857	619,857	619,857*
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS $188,162,510				
Aklavik Construction Ltd Aklavik TN-O	Aménagement de l'aéroport TN-O	392,900		323,948

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Allan G Cook Ltd Barrie Ont	Reconstruire une partie et recouvrir la piste à l'aéroport de Timmins Ont	1,520,588	53,704	1,477,885*(*f*)
ARC Enterprises 1976 Ltd Winnipeg Man	Réparations à la fondation de l'aérogare Man	536,992		511,103
Argo Industries Kamloops C-B	Services de l'emplacement du complexe de l'aérogare, phase 2 à l'aéroport de Kamloops C-B	2,030,600	58,099	2,030,600
Armeco Construction Ltd Vancouver C-B	Modification et agrandissement à l'aérogare de l'aéroport de Victoria C-B	8,007,955	3,727,270	3,727,270
Arnott MacPhail Associates Ltd Regina Sask	Administration du contrat et supervision des non résidents à la construction de l'agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Regina Sask	1,776,000		1,332,336
BA Construction Ltd Regina Sask	Reconstruction de la voie de circulation et de l'aire de trafic à l'aéroport de Regina Sask	809,048		795,940
Bailey Controls Division of Babcock and Wilcox Ind Inc Burlington Ont	Mesurer l'énergie et combustion de générateur à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	290,791		290,791
Barzeele & Burkosky Ltd Prince Albert Sask	Construction d'un stationnement Sask	314,332	118,856	314,332(*f*)
Bau-Quebec Ltée Brossard Qué	Travaux d'aménagement paysager et signalisation à l'aéroport international de Montréal Qué	597,700	597,700	597,700
Beaver Asphalt Ottawa Ont	Aménagement du parc Delta de Gloucester à l'aéroport international d'Ottawa Ont	695,142	695,142	695,142
Beaver Construction Co Ltd Richmond C-B	Voie de raccordement «N» et travaux connexes C-B	700,624		700,624
Bert Gilbertson Enterprises Ltd Richards Landing Ont	Installer «DVOR» Ont	422,496		417,708(*f*)
Bird Construction Winnipeg Man	Remplacement du régulateur du centre de commande d'éclairage à l'aéroport de Winnipeg Man	350,315	129,800	129,800
Bird Construction Company Ltd Regina Sask	Construction à la caserne de pompiers à l'aéroport de Regina Sask	714,606	13,258	714,606(*f*)
Black and McDonald Ltd Ottawa Ont	Aéroports de Trinidad et Tobago Ont	327,970	284,752	316,828*(*f*)
Black and McDonald Ltd Ottawa Ont	Remise en état du réseau de la centrale électrique T-N	358,796	358,796	358,796
BLH Construction Sept-Îles Qué	Amélioration au système d'eau Qué	740,300		740,300
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N	Feux de piste et de voie de circulation et travaux connexes à l'aéroport de St Anthony T-N	355,610	217,227	217,227
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N	Refaire une partie de la toiture du bâtiment des services regroupés et travaux connexes à l'aéroport de Deer Lake T-N	374,800	374,800	374,800
Blue-Con Construction Inc London Ont	Construire système d'égout à l'aéroport de London Ont	318,923	316,500	316,500
Boless Inc Thetford Mines Qué	Aérogare, stationnement public Qué	1,843,300		1,843,300
Boless Inc Thetford Mines Qué	Agrandir édifice polyvalent Qué	696,900		717,700
Bologna Construction Inc St Lambert Qué	Garage d'entretien Qué	284,400		284,400
Bologna Construction Inc St Lambert Qué	Garage et aérogare Qué	484,100		484,100
Borland Construction Ltd Winnipeg Man	Réfection de la voie de circulation «C» à l'aéroport de Winnipeg Man	273,865	271,724	271,724(*f*)
Boyd and Garland Construction Dartmouth N-É	Construire une aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Charlottetown Î-P-É	4,699,347	3,142,799	4,637,435*
Boyd and Garland Construction Dartmouth N-É	Construire un bâtiment des services regroupés et travaux connexes à l'aéroport de Yarmouth N-É	1,754,149	1,483,629	1,754,149*
Brulé Construction Ltd Ottawa Ont	Charpente métallique et fondation à l'aéroport d'Ottawa Ont	1,724,181	141,881	1,735,277(*f*)
Bruno's Contracting (Thunder Bay) Ltd Thunder Bay Ont	Recouvrir piste 12/30 et agrandir l'aire de trafic du stationnement à l'aéroport de Thunder Bay Ont	960,610	37,027	897,565(*f*)
Bruno's Contracting (Thunder Bay) Ltd Thunder Bay Ont	Construction de l'agrandissement de la piste Ont	465,571		465,571
Canfrage Ltée Montréal Qué	Travaux divers à l'aéroport international de Montréal Qué	1,551,000	1,551,000	1,551,000
Caniwi Enterprises Ltd Whitehorse TY	Construction d'un garage d'entretien à l'aéroport de Tuktoyaktuk TY	667,500	70,461	667,074(*f*)
Caniwi Enterprises Ltd Whitehorse TY	Construction de casernes de pompiers et d'un entrepôt à l'aéroport d'Inuvik TY	1,394,000	64,072	1,332,972
Canvar Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux, lot nº 2 à l'aéroport de Dorval Qué	5,118,278		3,960,427
Carmacks Construction Ltd Edmonton Alb	Installations du stationnement des voies de circulation TY	1,155,689		1,355,623(*f*)
Celeb Construction Ltd Candiac Qué	Aménagement d'un accès vertical Qué	713,700	37,500	37,500
Charles Duranceau Ltée Montréal Qué	Réfection des routes «A» «B» «C» et élargissement de la route «B», aéroport international de Montréal Qué	1,578,160		1,540,451
Cie de Construction Sept Frères Inc Montréal Qué	Construction d'un stationnement étagé, de passerelles et de marquises à l'aéroport international de Montréal Qué	14,611,783		6,743,533
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Montréal Nord Qué	Remplacement de dalles et travaux connexes à l'aéroport international de Montréal Qué	3,829,300	142,000	3,829,278(*f*)
Clareview Landscaping Ltd Edmonton Alb	Développement paysager incluant irrigation à l'aéroport de Regina Sask	1,119,443	383,069	831,151
Columbia Bitulithic Ltd Vancouver C-B	Recouvrement de la voie de circulation «N», aéroport international de Vancouver C-B	1,375,874	1,375,874	1,375,874(*f*)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Columbia Bitulithic Ltd Vancouver C-B	Recouvrement de la piste 08-26, aéroport international de Vancouver C-B	2,782,183	2,782,183	2,782,183(/)
Con-Pro Industries Ltd Winnipeg Man	Construction d'un abri pour passagers à l'aéroport de Chesterfield TN-O	375,461		375,461
Construction A Parisée Inc Sept-Îles Qué**	Reconstruction du hangar Qué	373,030		373,030
Construction Canvar Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux, lot n° 1 à l'aéroport de Dorval Qué	507,688		507,688
Construction Canvar Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux à l'aéroport international de Montréal Qué	4,958,100	958,500	4,958,100*
Construction DCL Ltée St-Hubert Qué	Recouvrir piste 16-34 et voie de circulation Qué	2,398,500		2,045,600
Construction DCL Ltée St-Hubert Qué	Construction de la piste 08-26 Qué	2,413,100		499,900
Construction Kigiak Westmount Qué	Approvisionnement en gravier Qué	539,100		422,000
Construction Québec-Labrador Inc Sept-Îles Qué	Construire un nouvel aéroport Qué	429,400		403,700
Constructions Lang Ltée Sept-Îles Qué	Recouvrir en béton, piste, voie de circulation et tablier Qué	1,551,300		1,507,700
Cooper Construction Etobicoke Ont	Construire une nouvelle tour de contrôle Ont	2,848,015	2,409,033	2,409,033
Cooper Construction Company Limited Etobicoke Ont	Construction de l'agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Hamilton Ont	4,083,715	1,490,356	3,993,055*
Curran and Briggs Summerside Î-P-É	Construire route d'accès, paver le stationnement et travaux connexes Î-P-É	372,427	1,366	393,349*(/)
Dawson Construction Limited Kamloops C-B	Protection du bord de la rivière, bief 1 et 2 à l'aéroport de Kamloops C-B	883,243	703,233	703,233
De Leuw Cather Western Ltd Regina Sask	Aménagement des voies de circulation Sask	845,000		843,090
Denjon Construction Ltd and B&J Equipment Rentals Ltd Thunder Bay Ont	Construction d'un aérogare, prolongement de l'aire de trafic et voie de circulation Ont	915,816	72,094	915,816(/)
D G Smith Engineering Ltd Langley C-B	Recouvrement de la piste, construction de plate-forme anti-souffle et recouvrement de la voie de circulation à l'aéroport de Fort Nelson C-B	839,849	917,853	917,853
Dibblee Construction Ottawa Ont	Travaux côté piste et d'infrastructure, agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international d'Ottawa Ont	5,811,934	819,363	5,436,243
Dominion Construction Winnipeg Man	Aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Dryden Ont	1,637,450	2,282	1,634,151*(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Modifications à l'aire 2, étape 2 (voie de circulation Mike) Ont	664,503		664,503
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Voie de circulation Roméo Ont	3,420,359		3,071,629
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Réparation de la voie de circulation Foxtrot à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	295,954		295,954
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Aire de trafic 1 de l'aérogare, phase 3 Ont	2,568,033	1,245,390	1,245,390
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Améliorer les systèmes hydrauliques Ont	231,786	255,084	255,084
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Réparations majeures—Aire de trafic T1—Phase III à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	513,881		498,023
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction—Recouvrement de la piste 06-24 et travaux connexes à l'aéroport de Hamilton Ont	2,508,604	10,761	2,507,676(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction de la piste 12L-30 et voies de circulation à l'aéroport de Hamilton Ont	8,684,682	2,067,011	8,494,144
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction des routes d'accès et voie d'intervention rapide Ont	473,520	6,261	457,264
Duntri Construction Oshawa Ont	Installation des systèmes d'égout et d'aqueduc à l'aéroport de Thunder Bay Ont	469,985	29,800	468,187(/)
Ediltec Construction Montréal Qué	Remplacer tour de contrôle Qué	1,433,900	24,300	1,433,900(/)
Ellwood Robinson Ltd Sault Ste Marie Ont	Construction d'un complexe aérogare à l'aéroport de Sault Ste Marie Ont	962,005	43,994	1,014,669(/)
Elliston Development Ltd St John's T-N	Construire garage d'entretien et travaux connexes à l'aéroport international de Gander T-N	3,435,956	797,227	3,484,144*
Enasco Ltd Waterloo Ont	Améliorer le système d'électricité à l'aéroport de London Ont	675,874		663,123
Enco Limited St John's T-N	Construire un bâtiment des services regroupés T-N	3,527,561	3,043,312	3,399,699*
Entrepreneur Maldec (ICE) Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux, lot n° 3 à l'aéroport de Dorval Qué	8,029,200	6,294,200	8,029,200*
Everall Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'une nouvelle route d'accès pour l'aérogare, stationnement et aire de trafic à l'aéroport de Fort McMurray Alb	2,204,094	303,152	2,219,126
Everall Construction Ltd Edmonton Alb	Pavage de la route d'accès de l'aérogare, terrains de stationnement, plate-forme antisouffle à l'aéroport de Fort McMurray Alb	343,125	373,945	373,945
Expert Fence Co Ltd Bathurst N-B	Installer clôture de sécurité et travaux connexes à l'aéroport de Charlottetown Î-P-É	356,513	145,782	344,097*(/)
Falk Bros Industries Ltd Abbotsford C-B	Caserne de pompiers C-B	690,677	19,600	687,210*
FA Tucker (Atlantic) Ltd Truro N-É	Construire une piste Î-P-É	6,052,428		5,683,574*(/)
Federal Electric Ottawa Ont	Améliorations côté piste et d'infrastructures à l'aéroport d'Ottawa Ont	779,992	621,780	621,780
Fermar Paving Rexdale Ont	Construire une courbe au seuil de la piste 06 Ont	322,849		317,757

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Fermar Paving Rexdale Ont	Développement de l'aire 2, phase 2, route Airside Ont	677,222		656,768
Franklin Construction Gander T-N	Rénover le bâtiment du transmetteur et travaux connexes à l'aéroport international de Gander T-N	358,640	350,000	350,000
Fuller Construction Inc Windsor Ont	Remplacer les tuyaux de drainage à l'aéroport de Windsor Ont	490,656		475,859(*f*)
GAP Construction North Bay Ont	Installer le système d'atterrissage aux instruments piste #8 à l'aéroport de North Bay Ont	776,691	764,483	764,483
Gazzola Paving Ltd Concord Ont	Reconstruire une partie de l'aire de trafic T2 Ont	399,114		342,303
Gazzola Paving Ltd Concord Ont	Remplacement du système d'atterrissage aux instruments piste #6 à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	255,348	225,348	225,348
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Construction d'une piste Qué	2,206,300		2,206,300
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,667,900	22,600	1,690,500
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Réaménagement à l'aéroport de Val d'Or Qué	1,184,200	1,014,500	1,213,400(*f*)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Aménagement de l'aéroport de Wemindji Qué	1,999,600		1,999,600
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Achat et installation d'un LOC/DME Qué	447,200	114,500	455,000(*f*)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Pavage de la piste 08-26 et amélioration au drainage Qué	2,749,600	1,262,400	1,262,400
Germain Mechanical and Electrical Ltd Yarmouth N-É	Améliorer la centrale électrique et travaux connexes à l'aéroport de Yarmouth N-É	766,844	358,734	782,337*(*f*)
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Améliorations au système d'égout et travaux connexes à l'aéroport international de Vancouver C-B	2,040,761		2,005,309
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Éclairage du terrain et service de courant C-B	764,836		764,836
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Améliorations du système d'égout C-B	379,220	5,724	381,381(*f*)
Good-Con Acadia Ltd Bridgewater N-É	Construire aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Yarmouth N-É	2,124,729	1,884,910	2,122,479*
Goodyear Paving Ltd Moncton N-B	Recouvrir piste 15-33 à l'aéroport de Halifax N-É	2,331,068		2,294,764
Grandview Blacktop Ltd Burnaby C-B	Recouvrir voie de circulation et aire de trafic à l'aéroport de Terrace C-B	559,871	559,871	559,871(*f*)
Groupe Lechasseur Mont-Joli Qué	Ré-asphaltage des voies de circulation Qué	1,267,300	386,500	1,258,900(*f*)
G W Carlson Construction Ltd Nanaimo C-B	Construction d'une station d'information de vol et travaux connexes à l'aéroport de Nanaimo C-B	605,846		605,846
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb	Logements de Baker Lake TN-O	492,194	447,117	447,117
Heuchert Electric Ltd St Albert Alb	Regroupement des installations de communication à l'aéroport de Yellowknife TN-O	303,309	290,881	290,881
Huber Electric Inc Edmonton Alb	Centrale électrique/source d'alimentation à interruption à l'aéroport de Fort Smith TN-O	746,000	150,000	150,000
Huber Electric Inc Edmonton Alb	Centrale électrique et travaux connexes à l'aéroport de Yellowknife TN-O	692,735	624,991	624,991
Hugh Munro Construction Ltd Fort Whyte Man	Améliorations, système d'évacuation des eaux de pluie à l'aéroport international de Winnipeg Man	2,391,090	1,922,152	1,922,152
Imperial Paving Limited Burnaby C-B	Recouvrement de la piste, voies de circulation et aire de trafic à l'aéroport de Pitt Meadows C-B	874,443	734,631	734,631
Jack Cewe Ltd Port Coquitlam C-B	Voie de circulation «A», aéroport international de Vancouver C-B	406,582		406,582
Jaenar Construction Ltd Edmonton Alb	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport d'Inuvik TY	2,563,000	393,914	2,316,059*
JG Construction Limited Gander T-N	Remplacer phares de danger et travaux connexes à l'aéroport de Stephenville T-N	638,000	520,148	520,148
J M Grant Contractors Ltd New Liskeard Ont	Remettre à neuf les surfaces opérationnelles et éclairage du terrain Ont	1,790,337		1,779,600(*f*)
J M Meunier Inc St Augustin de Desmoures Qué	Addition d'un étage à la FSS Qué	320,500		320,500
J P Pierman Construction Ltd Sault Ste Marie Ont	Aménagement du complexe de l'aérogare à l'aéroport de Sault Ste Marie Ont	3,076,979	831,820	3,160,594
King Paving and Material Ltd Burlington Ont	Recouvrement du stationnement et de la route d'accès de l'aérogare à l'aéroport de Hamilton Ont	1,306,673	327,087	1,277,307
K&M Building Contractors Ltd Spirit River Alb	Construction d'une caserne de pompiers à l'aéroport de Dawson Creek C-B	577,000	2,206	579,627(*f*)
Kodiak Earthmovers Ltd Fort St John C-B	Système d'égout à l'aéroport de Fort Nelson C-B	1,217,010	964,026	964,026
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man	Phase II—Fondation de pilotis et travaux connexes pour le projet du centre de contrôle à Winnipeg Man	1,353,774	1,326,349	1,370,493*
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man	Charpente métallique et travaux connexes, phase III à l'aéroport de Winnipeg Man	806,327	232,836	806,327(*f*)
La Cie de Construction Sept Frères Inc Montréal Qué	Construction d'un stationnement étagé et de 2 passerelles à l'aéroport international de Montréal Qué	14,798,900	7,055,400	14,798,900*
La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,657,800	70,900	1,654,900
La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,334,800	128,900	1,374,200
La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	2,094,500	1,910,100	1,910,100
La Farlane Construction Thompson Man	Piste Man	260,979	260,979	260,979(*f*)
Lahr Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'une nouvelle aérogare à l'aéroport de Whitehorse TY	5,803,000	2,737,474	5,987,277

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Lancet Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'une caserne de pompiers à l'aéroport de Lethbridge Alb	612,600	237,098	237,098
Lang Construction Sept-Îles Qué	Pavage, piste, voie circulation et tablier Qué	1,727,400		1,727,400
Lavallée's Electrical and Construction Ltd Stephenville T-N	Améliorer les feux de piste et travaux connexes à l'aéroport de Wabush T-N	865,850	771,598	771,598
Lavallée's Electrical and Construction Ltd Stephenville T-N	Agrandir le bâtiment des services regroupés et travaux connexes à l'aéroport de Deer Lake T-N	473,947		473,947*(/)
L D Fahey Construction Ltd Goose Bay T-N	Construire un bâtiment des services regroupés et travaux connexes à l'aéroport de St Anthony T-N	1,243,390	438,522	438,522
L D Fahey Construction Ltd Goose Bay T-N	Construire un aérogare et travaux connexes à l'aéroport de St Anthony T-N	1,148,790	240,538	240,538
Lebrun Constructors Ltd Thunder Bay Ont	Construire voies de circulation à l'aéroport de Thunder Bay Ont	2,383,171	(3,129)	2,383,171(/)
Leclerc & Pelletier Inc Sept-Îles Qué	Construction d'un aérogare Qué	588,500		588,500
Léo Alaire & Son Ltd Timmins Ont	Aménagement d'une nouvelle aire d'aviation générale à l'aéroport de Timmins Ont	943,830	(859)	1,029,761(/)
Les Constructeurs Kigiak Inc Westmount Qué	Relocaliser FSS Qué	890,200		890,200
Les Constructions Désourdy Inc St-Hubert Qué	Reconstruire voie de circulation Kilo Qué	675,300		675,300
Les Installations Électriques G Bradley Ltd Ottawa Ont	Remise en état du système d'électricité et travaux connexes à l'aéroport de Sydney N-É	1,337,301		1,301,578*(/)
Les Pavages Laurentiens (1982) Inc Rimouski Qué	Repaver piste 07-25 Qué	617,100		608,800
Lingen Construction Ltd Sydney N-É	Agrandir l'aire d'étiquetage de l'aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Sydney N-É	365,919	327,683	327,683
Malmute Saloon Ltd Whitehorse TY	Abri pour passager/cargaison TY	256,983		256,983
Marquis Contracting Ltd Victoria C-B	Recouvrir la piste et la voie de circulation à l'aéroport de Port Hardy C-B	1,016,636	1,016,636	1,016,636
Marquis Contracting Ltd Victoria C-B	Remise en état des voies de circulation et pistes à l'aéroport de Victoria C-B	1,592,687	1,565,876	1,565,876
Maxim Airfield Lighting Systems Ltd Ajax Ont	Éclairage de la voie de circulation et travaux connexes à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	252,524		185,033
M Battel Construction Ltd Cache Creek C-B	Contrat pour l'édifice principal—Complexe de l'aérogare à l'aéroport de Kamloops C-B	2,034,080	(605)	2,034,080
M Battel Construction Ltd Cache Creek C-B	Complexe de l'aérogare C-B	1,975,101		80,825
MCC Powers (A Unit of Mark Controls) Edmonton Alb	Gestion pour l'énergie à Grande Prairie, Lethbridge et bureau régional Alb	417,159	19,840	310,840
McKay-Cocker Construction Co Ltd London Ont	Nouvelle aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Sarnia Ont	3,232,434		3,200,821*(/)
MeyKnecht-Lischer Contractors Ltd Ottawa Ont	Travaux d'aménagement paysager à l'aéroport d'Ottawa, projet d'agrandissement de l'aérogare Ont	332,067	130,636	401,844
Micheal Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont	Nouvelle aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Kapuskasing Ont	1,308,464	553	1,308,017*(/)
Mihalco Enterprises Ltd St Albert Alb	Enlèvement de l'amiante, aire des bagages à l'aéroport international de Vancouver C-B	518,510	397,671	397,671
Miller Paving Limited Unionville Ont	Améliorations pour l'aviation générale continue à l'aéroport de Toronto Ont	1,067,435	761,582	1,039,520(/)
Mississauga Hydro Mississauga Ont	Dessin et installations du système d'électricité à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	546,840		359,421
Morrison & McRae Ltd St Eleanors Î-P-É	Construire route d'accès, stationnement et travaux connexes à l'aéroport de Charlottetown Î-P-É	1,276,549	1,258,181	1,258,181
Mulder Construction Winnipeg Man	Reconstruction de la piste, de l'aire de trafic et de la voie de circulation TN-O	1,668,035	1,632,325	1,632,325(/)
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Agrandissement de l'aire de trafic—Aéroport international d'Edmonton Alb	4,116,640	3,738,412	4,215,577
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Agrandissement de la voie d'accès à l'aire de l'aviation et recouvrir à l'aéroport international d'Edmonton Alb	273,865	301,068	301,068
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Amélioration du système de drainage dans l'aire de l'aviation générale à l'aéroport international de Calgary Alb	2,439,007	2,312,882	2,312,882
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Construction de la fondation de l'aérogare à l'aéroport de Fort McMurray Alb	279,014	8,867	273,883
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Distribution de l'eau, système d'égout Alb	1,399,889	28,763	1,565,196(/)
Nanivisik Mines Calgary Alb	Aménager Arctic B TN-O	4,720,000		4,238,994(/)
Nelson River Construction Winnipeg Man	Élargir les courbes de la voie de circulation et travaux connexes à l'aéroport international de Winnipeg Man	533,656	29,161	533,656(/)
Newfoundland Engineering and Construction Co Ltd St John's T-N	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international de Gander T-N	2,864,894		2,857,968
Newman Bros Ltd Sault Ste Marie Ont	Aménagement du complexe de l'aérogare à l'aéroport de Sault Ste Marie Ont	889,923	760,103	777,263

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Niakura Construction Winnipeg Man	Remise en état de l'aire de trafic II et III à l'aéroport international de Winnipeg Man	944,951	909,094	909,094(/)
N&L Construction Ltd Stephenville T-N	Clôturer le terrain d'aviation et travaux connexes à l'aéroport de Stephenville T-N	262,189	81,729	261,289*(/)
Norlon Builders London Ltd London Ont	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de London Ont	860,720		833,634
North Rock Ltd Edmonton Alb	Réparations urgentes à la piste à l'aéroport de Fort St John C-B	521,988	521,807	521,807(/)
Norway Construction Ltd Riverview N-B	Construction d'une voie de service/cargaison et travaux connexes à l'aéroport international d'Halifax N-É	408,475	448,038	448,038(/)
Olivit Construction Ltd Maple Ridge C-B	Nouveaux ascenseurs publics—Aérogare à l'aéroport international de Vancouver C-B	457,925	482,026	482,026
Olympic Construction Ltd St John's T-N	Refaire une partie de la toiture de l'aérogare et travaux connexes à l'aéroport de St John's T-N	339,942	339,942	339,942
Ontario Electrical Construction Toronto Ont	Points d'accès automatique de l'aérogare/côté piste Ont	331,000		318,575
Ontario Electrical Construction North Bay Ont	Améliorer le système d'électricité à l'aéroport de North Bay Ont	338,221	1,236	340,871
Ottawa-Greenbelt Construction Co Ltd Gloucester Ont	Travaux d'améliorations d'infrastructure à l'aéroport international d'Ottawa Ont	1,778,763		1,778,358
Pave-Al and Orlando Corp Mississauga Ont	Développement de l'aire 5 Ont	1,054,324		797,637
Pave-Al Limited Mississauga Ont	Développement de l'aire 2, phase 2 Ont	1,138,742		685,736
PCL Constructors Western Inc Winnipeg Man	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international de Winnipeg Man	26,544,408	15,114,139	15,11[illegible],139
PCL Road Contractors Inc Edmonton Alb	Agrandissement du stationnement de l'aire de trafic et d'aéronefs et pavage de béton à l'aéroport d'Inuvik TN-O	1,076,800	1,075,627	1,075,627
Pennecan Limited St John's T-N	Construire piste, voie de circulation et aire de trafic du stationnement à l'aéroport de St Anthony T-N	3,054,800	655,698	2,989,373*(/)
Penney Construction Ltd St John's T-N	Services d'emplacement et travaux connexes à l'aéroport de St Anthony T-N	1,429,285	785,508	785,508
Phase Electric Ltd Rothesay N-B	Centrale électrique N-B	673,734		680,486
Phase Electric Ltd Rothesay N-B	Centrale électrique à l'aéroport de Saint John N-B	434,193		361,198
Phased Construction Ltd North Vancouver C-B	Modifications et services d'inspection du système d'arroseur automatique de l'aérogare à l'aéroport international de Vancouver C-B	2,777,337	2,764,201	2,764,201
Phased Construction Ltd North Vancouver C-B	Tunnel des arrivées et foyer en-transit de l'aérogare à l'aéroport international de Vancouver C-B	726,738	726,738	726,738
Phoenix Power Installation Ltd Qualicum Beach C-B	Reconstruire les services d'éclairage du terrain à l'aéroport de Prince Rupert C-B	642,403		636,029
Piggott Construction (1969) Ltd Saskatoon Sask	Agrandissement du stationnement de l'aire de trafic d'aéronefs Sask	582,339		512,900
P&M Construction Edmonton Alb	Construire une nouvelle aérogare TN-O	5,951,400	3,880,700	6,039,000
Potium Scott Contractors Thunder Bay Ont	Contrat global de travaux civils Ont	474,914	474,914	474,914
Progressive Contracting Ltd Richmond C-B	Rampes d'accès à l'aéroport international de Vancouver C-B	2,303,369	2,071,890	2,071,890
Proman Projects Ltd Prince Albert Sask	Système d'aqueduc C-B	280,160		247,915
Ramsey Construction Co Regina Sask	Construction des améliorations d'infrastructure à l'aéroport de Regina Sask	2,553,695	13,292	2,534,147(/)
Randall Plumbing and Heating Ltd Winnipeg Man	Installer chaufferie/refroidisseur à l'aéroport international de Winnipeg Man	311,407	294,195	294,195
River North Construction Ltd Prince Albert Sask	Construction d'une aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Prince Albert Sask	580,445		580,445
RM Bélanger Ltd Chelmsford Ont	Aménager l'aire d'aviation générale—Phase 1A à l'aéroport de North Bay Ont	1,821,191		1,758,568
Robert Bérubé Électricien Inc Rimouski Qué	Achat et installation d'un LOC/DME Qué	641,200	650,000	650,000
Robert Mitchell Inc Ville St-Laurent Qué	Passerelle d'embarquement des passagers à l'aéroport international d'Edmonton Alb	588,569		588,569
Robert Mitchell Inc Ville St-Laurent Qué	Dessin, approvisionnement et installation d'une passerelle d'embarquement pour passagers et travaux connexes à l'aéroport de Saskatoon Sask	508,004		508,004
Robert Mitchell Inc Ville St-Laurent Qué	Fournir et ériger une passerelle d'embarquement pour passagers à l'aéroport international de Winnipeg Man	475,034		475,034(/)
Robinson's Trucking Ltd Yellowknife TN-O	Aire de trafic et stationnement, aéroport d'Inuvik TN-O	2,327,850	37,737	2,268,917
Ron's Engineering and Construction Ottawa Ont	Tour de contrôle à l'aéroport de Thunder Bay Ont	2,283,114	1,685,506	1,685,506
Roy Construction and Supply Co Ltd Timmins Ont	Construction de trois ajouts au garage d'équipement et remplacer les portes de la caserne de pompiers à l'aéroport de Timmins Ont	756,287	31,787	753,286*
Schurman Construction Summerside Î-P-É	Construire un édifice des opérations et tour de contrôle Î-P-É	2,261,406		2,261,205
Security Fence Industries Winnipeg Man	Améliorer la clôture de sécurité à l'aéroport international de Winnipeg Man	880,071		76,790
Sintra Inc (Région Estrie) Sherbrooke Qué	Repaver piste 14-32, voie de circulation et tablier Qué	1,205,100		1,205,100

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Skookum Construction Ltd Whitehorse TY	Construction de routes, terrains de stationnement, distribution d'électricité à l'aéroport de Fort Nelson C-B	1,278,813	1,203,803	1,203,803
S McNally and Sons Ltd Hamilton Ont	Construire une aire d'entraînement pour la lutte contre les incendies à l'aéroport de Hamilton Ont	287,473		292,999(*f*)
Standard Electric Markham Ont	Terminal 2 des sources d'électricité à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	402,566		402,168
Strap Enterprise Inc Toronto Ont	Enlever l'amiante dans le garage d'équipement et isoler à neuf à l'aéroport de North Bay Ont	297,742		297,742
Stuart Olson Industry Contractors Ltd Edmonton Alb	Construction d'une aérogare, contrat général, aéroport de Fort McMurray Alb	3,205,851	2,756,035	3,382,435
Sun Construction Co Ltd Calgary Alb	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Regina Sas':	17,548,308	2,527,795	16,749,878
The Cohos Evamy Partnership Calgary Alb	Tour de contrôle, dessin préliminaire et supervision—Aéroport international de Calgary Alb	1,107,069	121,635	304,368
The GCG Eng Partnership Edmonton Alb	Agrandissement de l'aire de trafic—Phase I—Aéroport international d'Edmonton Alb	700,630	433,144	529,288
The Ikoy Partnership Winnipeg Man	Agrandissement de l'aérogare, phase II et III à l'aéroport international de Winnipeg Man	2,398,500	478,952	1,726,209
The Lundrigan Group Ltd Corner Brook T-N	Recouvrir et installer l'éclairage de la piste T-N	1,601,622	18,378	1,445,212*(*f*)
Thomas Engineering Ltd Vancouver C-B	Nouveaux transporteurs de bagages de l'aérogare sud à l'aéroport international de Vancouver C-B	439,398	356,860	356,860
Thomas Fuller Construction Ltd Ottawa Ont	Projet d'agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international d'Ottawa Ont	27,943,960	13,994,092	19,080,392
Thompson Brewick Pratt and Partners Vancouver C-B	Améliorations, agrandissement et travaux connexes de l'aérogare—Aéroport de Fort Nelson C-B	726,800	226,935	593,359
Trend Construction Ltd Edmonton Alb	Construire nouvelle caserne de pompiers à l'aéroport international d'Edmonton Alb	736,517		761,306*
Trend Construction Ltd Edmonton Alb	Construire tour de contrôle Alb	1,195,429		1,233,160(*f*)
Trend Construction Ltd Edmonton Alb	Caserne de pompiers—Aéroport de Fort McMurray Alb	636,692	24,189	749,792(*f*)
Trend Construction Ltd Edmonton Alb	Réservoir/station de refoulement d'égout et bâtiment des pompes—Aéroport de Fort McMurray Alb	493,972	19,127	504,783(*f*)
Trottoirs & Chaînes Pilote Inc Ville de Vanier Qué	Agrandissement de l'autopark et aire de trafic à l'aéroport de Québec Qué	1,713,100		1,713,100
UGS Contractors Limited Maple Ridge C-B	Agrandir la piste à l'aéoport de Pitt Meadows C-B	731,248	554,237	554,237
Union des Carrières et Pavages Ltée Québec Qué	Construction d'une nouvelle zone d'aviation générale Qué	1,460,100	1,338,600	1,338,600
Vandongen Construction Ltd Kamloops C-B	Bâtiment des opérations à l'aéroport de Kamloops C-B	757,525	757,525	757,525
Vie-Bilt General Contractors Ottawa Ont	Bâtiment pour les services de transports au sol à l'aéroport internationa' d'Ottawa Ont	278,000	81,740	81,740
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb	Modification et agrandissement des routes d'accès et stationnement pour véhicules de dimensions au dessus de la moyenne à l'aéroport international de Calgary Alb	299,003	2,150	350,039(*f*)
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb	Construire route d'accès et agrandir l'autopark des employés/location d'autos à l'aéroport international de Calgary Alb	730,172	736,053	747,433(*f*)
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb	Améliorations du système d'égout à l'aéroport de Fort Smith TN-O	304,417	299,442	299,442
Wapiti Gravel Suppliers Ltd Grande Prairie Alb	Recouvrement de la piste 11-29, partie de la voie de circulation G et construire plate-forme anti-souffle à l'aéroport de Grande Prairie Alb	939,355	20,225	864,898*(*f*)
Webb and Trace Limited Victoria C-B	Gradation et pavage de l'aérogare, aéroport de Victoria C-B	528,932	17,000	528,442
Western Construction Ltd Stephenville Crossing T-N	Remise à neuf de le route d'accès et de l'aire d'aviation générale et travaux connexes à l'aéroport de Deer Lake T-N	314,875	309,088	309,088(*f*)
Western Integrated Electrical Ltd Burnaby C-B	Systèmes de détection de feu à l'aéroport international de Vancouver C-B	352,532	345,032	345,032
Westgate Mechanical Contractors Ltd Burnaby C-B	Édifice des services—Modifications mécaniques à l'aéroport international de Vancouver C-B	292,123		292,123
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É	Construire service extérieur et travaux connexes à l'aéroport de Yarmouth N-É	2,045,962	1,587,653	1,885,392*
W Rourke Ltée Québec Qué	Agrandir l'aérogare, aire de trafic et stationnement Qué	4,045,400	3,800	4,031,700*
Yellowridge Construction Ltd Port Moody C-B	Caserne de pompiers et garage d'entretien et travaux connexes à l'aéroport de Quesnel C-B	1,483,368		1,483,368

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE
$344,266

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Fin*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1985-86	Dépenses à ce jour
		$	$	$
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $566,810				
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $566,810				
Trane Canada Ltée Montréal Qué**	Installation du système de climatisation Qué	500,000		280,142(*f*)

*Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

**Adjugé par l'entremise des Travaux publics.

***Contrat au coût plus honoraires fixes.

(*f*) Contrat terminé.

(1) Ayant rapport à un projet de plus de $250,000.

(2) Projet à frais partagé, en plus du montant rapporté, le ministère des Travaux publics a déboursés $140,000 sur le contrat n° 043184.

(3) Le montant de $512,860,502 comprend le Fonds renouvelable des Travaux publics. Puisque le Fonds renouvelable des Travaux publics fournit, sur une base de recouvrements des coûts, des services de construction aux autres programmes, départements et organismes du gouvernement du Canada, l'information détaillée pour inclusion dans cet état est donc soumise par les entités qui ont reçu ces services.

Construction et acquisition de machines et de matériel

Cet état fournit une analyse des dépenses de l'exercice en cours (article courant 09) par catégorie principale de machines et de matériel pour l'exercice clos le 31 mars 1986. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 4) du volume II (partie I).

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
AGRICULTURE—				
Département—				
Programme d'administration	150,376		157,418	1,997,204
Programme de développement du secteur agro-alimentaire	2,833,498		380,335	3,485,154
Programme de la réglementation et de l'inspection agro-alimentaires	1,794,065		258,224	929,729
Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes	41,269		3,893	28,207
Programme du service canadien des forêts	1,456,033		393,732	2,114,506
Programme de la Commission canadienne des grains	36,954		70,144	1,397,110
Commission canadienne du lait			1,226	29,095
Office canadien des provendes			9,727	535
	6,312,195		1,274,699	9,981,540
COMMUNICATIONS—				
Département—				
Programme des communications et de la culture	612,270		1,942,629	4,023,674
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	8,885		754,106	107,498
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			5,790	285,704
Office national du film				590,186
Bibliothèque nationale	11,502		4,060	182,326
Musées nationaux du Canada	206,229		54,117	285,016
Archives publiques	155,141		390,817	410,623
	994,027		3,151,519	5,885,027
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—				
Département	1,043,454		47,142	1,397,443
EMPLOI ET IMMIGRATION—				
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—				
Programme des services généraux et spéciaux	65,015		454,243	1,722,998
Programme d'emploi et d'assurance	37,883		135,013	9,780,907
Programme d'immigration	147,595		113,722	1,639,917
Commission d'appel de l'immigration			1,148	9,272
	250,493		704,126	13,153,094
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—				
Département—				
Programme d'administration	13,069		133,074	1,062,753
Programme de l'énergie			72,462	816,513
Programme des minéraux et des sciences de la Terre	396,874		1,563,623	11,578,636
Commission de contrôle de l'énergie atomique	27,425		21,660	152,649
Office national de l'énergie				204,409
	437,368		1,790,819	13,814,960

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipements et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
1,107	126,538	31,220		22,391	9,946	2,496,200
10,543,274	573,810	736,161	541,429	73,475	5,443,327	24,610,463
1,664,783	233,726	36,330	116,802	69,615	170,768	5,274,042
	6,796					80,165
3,473,054	474,659	207,245	93,472	88,751	377,410	8,678,862
793,527	32,503	7,899	23,582	7,991	108,601	2,478,311
	706		1,920	1,175		34,122
	1,204				2,865	14,331
16,475,745	1,449,942	1,018,855	777,205	263,398	6,112,917	43,666,496
1,947,458	245,402	162,430	107,824	58,226	1,935,957	11,035,870
	5,598			847		876,934
	34,932					326,426
	164,817			42,095	2,404,721	3,201,819
	22,737			138,341	190,821	549,787
891,204	134,162	217,886	61,272		371,334	2,221,220
7,182	69,134	100,789	34,927	96,114	939,600	2,204,327
2,845,844	676,782	481,105	204,023	335,623	5,842,433	20,416,383
1,711,249	301,005			70,861		4,571,154
12,912	437,604			534,802		3,227,574
4,134	137,650			432,014		10,527,601
99,083	34,967		1,231	107,954		2,144,469
	10,809			73		21,302
116,129	621,030		1,231	1,074,843		15,920,946
3,693	62,788		120	15,668	4,985	1,296,150
34,341	52,368	47,900	225	2,068	(30,600)	995,277
8,744,899	346,922	1,067,557	567,186	66,277	7,128,083	31,460,057
43,153	27,667		2,015	3,652	(20,310)	257,911
	48,938				74,673	328,020
8,826,086	538,683	1,115,457	569,546	87,665	7,156,831	34,337,415

Construction et acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
ENVIRONNEMENT—				
Programme d'administration	52,158		88,580	560,478
Programme des services de l'environnement	1,518,633		2,989,652	6,837,879
Programme Parcs Canada	3,764,270		320,169	1,359,701
	5,335,061		3,398,401	8,758,058
AFFAIRES EXTÉRIEURES—				
Département—				
Programme des intérêts du Canada à l'étranger	2,743,512		2,956,440	5,265,344
Agence canadienne de développement international				533,139
Commission mixte internationale				29,743
	2,743,512		2,956,440	5,828,226
FINANCES—				
Département—				
Programme des politiques financières et économiques	31,437		13,047	1,167,662
Programme du Tribunal canadien des importations			5,995	16,848
Programme de l'inspecteur général des banques				43,672
Vérificateur général			38,012	891,640
Assurances				10,749
Commission du tarif				
	31,437		57,054	2,130,571
PÊCHES ET OCÉANS	30,214,461		1,463,129	4,936,581
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	44,747		57,700	
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—				
Programme d'administration			8,116	208,532
Programme des affaires indiennes et inuit	557,914		159,752	762,766
Programme des affaires du Nord	535,008		35,407	271,259
Programme des revendications des autochtones				11,795
	1,092,922		203,275	1,254,352
JUSTICE—				
Département—				
Programme d'administration de la justice				1,504,987
Commission canadienne des droits de la personne			7,651	
Commissaire à la magistrature fédérale				
Cour fédérale du Canada	24,674			
Commission de réforme du droit du Canada				198
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada				60,434
Cour suprême du Canada			3,434	7,930
Cour canadienne de l'impôt				146,511
	24,674		11,085	1,720,060
TRAVAIL—				
Département			6,759	2,003,258
Conseil canadien des relations du travail				
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			100,656	
			107,415	2,003,258

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/bureautique)	Autres équipements et machinerie[1]	Total
$	$	$	$	$	$	$
1,319	54,063	2,241	719	75,756	10,472	845,786
8,739,504	1,063,952	544,509	457,048	116,266	427,696	22,695,139
1,005,876	252,838	812,052	410,415	100,547	1,704,128	9,729,996
9,746,699	1,370,853	1,358,802	868,182	292,569	2,142,296	33,270,921
1,854,374	10,368,622		2,618,398	1,944,379	723,649	28,474,718
	472,528			91,358		1,097,025
	475			517		30,735
1,854,374	10,841,625		2,618,398	2,036,254	723,649	29,602,478
141,418	516,326		6,128	128,650		2,004,668
						22,843
						43,672
	105,567				6,978	1,042,197
	13,467					24,216
				25,878		25,878
141,418	635,360		6,128	154,528	6,978	3,163,474
3,743,741	671,299	177,658	1,718,748	165,425	2,045,707	45,136,749
	8,879					111,326
2,344	105,153		76,533	67,601	7,583	475,862
762,702	383,727	39,026	191,447	296,917	251,939	3,406,190
72,924	87,973	41,582	23,302	85,442	527,536	1,680,433
	455		229	1,795		14,274
837,970	577,308	80,608	291,511	451,755	787,058	5,576,759
	129,867			154,254		1,789,108
	55,339				33,916	96,906
	8,929			14,717		23,646
	135,538			120,802	6,848	287,862
	11,112			30,750		42,060
	4,567					65,001
43,535	56,149			3,257		114,305
	55,934			7,968	5,997	216,410
43,535	457,435			331,748	46,761	2,635,298
	164,732			529,982		2,704,731
	12,038			155,467		167,505
	25,537					126,193
	202,307			685,449		2,998,429

Construction et acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
DÉFENSE NATIONALE—				
Programme des services de défense	1,332,535,014	424,819,552	81,882,291	55,193,909
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—				
Département—				
Programme de l'administration centrale	7,685		44,930	471,374
Programme des services et de la promotion de la santé			9,041	93,680
Programme des services sociaux				26,387
Programme des services médicaux	933,684		94,097	875,754
Programme de la protection de la santé	62,173		8,801	958,482
Programme de la sécurité du revenu	24,305		20,935	506,054
Programme de la condition physique et du sport amateur				104,446
Conseil de recherches médicales				16,890
	1,027,847		177,804	3,053,067
REVENU NATIONAL—				
Douanes et Accise	782,461		1,073,174	3,148,544
Impôt			1,465,214	5,062,379
	782,461		2,538,388	8,210,923
PARLEMENT—				
Sénat			77,674	3,693
Chambre des communes	50,828		2,025,104	1,805,652
Bibliothèque du Parlement			2,017	27,530
	50,828		2,104,795	1,836,875
CONSEIL PRIVÉ—				
Département—				
Programme du Conseil privé	14,744		295,336	1,285,909
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes				
Directeur général des élections	53			21,895
Commissaire aux langues officielles				33,075
Conseil économique du Canada				34,417
Commission des relations de travail dans la Fonction publique				80,355
	14,797		295,336	1,455,651
TRAVAUX PUBLICS—				
Département—				
Programme des services	1,101,312		132,430	4,218,234
Programme du logement	40,350		22,308	80,694
Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale	23,192			41,561
Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie				
	1,164,854		154,738	4,340,489
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—				
Département	93,579		122,258	2,603,010
Investissement Canada			650	361,926
	93,579		122,908	2,964,936

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/bureautique)	Autres équipements et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
30,552,891	19,496,268	16,919,847	1,511,844	5,184,743	84,425,921	2,052,522,280
6,360	113,728	4,105	1,018	15,898	1,987	667,085
	9,064	1,751	1,084	11,809	637	127,066
539	18,342	40	31	38,785	749	84,873
1,694,514	919,243	86,796	323,534	163,397	109,748	5,200,767
3,510,874	409,665	48,303	132,955	80,192	35,082	5,246,527
10,210	463,705		215	254,437	8,112	1,287,973
	7,767				7,793	120,006
	596				162	17,648
5,222,497	1,942,110	140,995	458,837	564,518	164,270	12,751,945
366,728	791,525	898	102,729	229,574	113,568	6,609,201
	2,533,122			1,199,285	105,388	10,365,388
366,728	3,324,647	898	102,729	1,428,859	218,956	16,974,589
	102,248			78,280		261,895
	1,012,426		67,197	370,924	47,319	5,379,450
	42,967			3,430		75,944
	1,157,641		67,197	452,634	47,319	5,717,289
	171,324		129	8,148	13,320	1,788,910
				998		998
	10,601			7,164		39,713
	15,109		200	14,625		63,009
	4,756			1,781		40,954
	49,839			4,000		134,194
	251,629		329	36,716	13,320	2,067,778
2,936,100	2,302,554	132,464	1,699,824	107,881	1,180,244	13,811,043
20,162	26,066	18,502	132,305	6,225	44,728	391,340
	43,436		202,745	4,580	1,811	317,325
		10,720				10,720
2,956,262	2,372,056	161,686	2,034,874	118,686	1,226,783	14,530,428
	395,567		3,645	107,207	80,652	3,405,918
	3,927			3,295	644	370,442
	399,494		3,645	110,502	81,296	3,776,360

Construction et acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—				
Département d'État	15,025		21,889	424,442
Conseil national de recherches du Canada—				
Programme de recherches scientifiques et industrielles	206,300		628,226	6,823,391
Programme d'information scientifique et technique	12,875		66,491	59,433
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				311,076
Conseil des sciences du Canada				18,960
	234,200		716,606	7,637,302
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—				
Département—				
Programme d'administration et des opérations régionales			8,111	642,060
Programme des langues officielles			118,736	2,006,636
Programme d'aide à l'éducation				21,832
Programme de la citoyenneté et de la culture			24,743	285,205
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme			92,239	
Commission de la Fonction publique			117,396	470,744
Conseil de recherches en sciences humaines			221,545	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
			582,770	3,426,477
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—				
Département			151,929	411,995
Service correctionnel	1,538,340		545,623	
Commission nationale des libérations conditionnelles			39,133	17,941
Gendarmerie royale du Canada—				
Programme d'application de la loi	22,888,806		9,818,719	4,803,957
	24,427,146		10,555,404	5,233,893
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—				
Département—				
Programme des services	20,493		395,126	4,073,926
Programme des approvisionnements	71,527		1,154,618	25,216
Statistique Canada	26,350		36,222	4,795,268
	118,370		1,585,966	8,894,410
TRANSPORTS—				
Département—				
Programme de l'administration centrale	82,656		62,016	1,391,403
Programme du transport maritime	200,433,881		13,092	1,100,283
Programme des transports aériens	76,924,427		94,995,592	3,299,817
Programme des transports de surface	1,469,473		144,854	126,179
Bureau canadien de la sécurité aérienne	39,066			584,724
Commission canadienne des transports				329,352
Administrateur de l'Office du transport du grain	11,890		64,457	7,094
	278,961,393		95,280,011	6,838,852

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipements et machinerie[1]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	92,489		374	25,837	3,995	584,051
30,891,563	444,102	2,302,510	505,570	8,557	(873,692)	40,936,527
	13,623	16,786		4,343	18,770	192,321
	58,570					369,646
	548					19,508
30,891,563	609,332	2,319,296	505,944	38,737	(850,927)	42,102,053
	105,703			89,092		844,966
	112,388			181,157		2,418,917
	10,434			8,153		40,419
	67,322			169,255		546,525
	1,946					94,185
	252,724		14,900	34,887	141,179	1,031,830
	6,607					228,152
				17,554		17,554
	557,124		14,900	500,098	141,179	5,222,548
	66,620			4,548	30,330	665,422
	846,692	6,203,131		756,061	3,454,730	13,344,577
	29,111			7,203		93,388
1,752,689	1,700,875	132,777	52,332	233,206	2,391,581	43,774,942
1,752,689	2,643,298	6,335,908	52,332	1,001,018	5,876,641	57,878,329
	353,226	626		159,043	27,104	5,029,544
	16,444	21,037		300,787	2,325,473	3,915,102
	236,703			419,318	512,513	6,026,374
	606,373	21,663		879,148	2,865,090	14,971,020
315,202	291,172		27,547	350,871	395,906	2,916,773
2,551,724	569,800	208,987	11,343,673	420,093	2,934,075	219,575,608
6,595,238	1,347,939			768,218	1,988,899	185,920,130
152,895	33,322	30,959		38,487	218,282	2,214,451
1,161	51,277			21,347	322,080	1,019,655
	56,590			66,158		452,100
	2,220			589		86,250
9,616,220	2,352,320	239,946	11,371,220	1,665,763	5,859,242	412,184,967

Construction et acquisition de machines et de matériel—*Fin*

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/bureautique
	$	$	$	$
CONSEIL DU TRÉSOR—				
Secrétariat—				
Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique	20,000		13,583	289,799
Contrôleur général—				
Programme des pratiques et contrôles de gestion	50		15,054	83,149
	20,050		28,637	372,948
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—				
Programme des affaires des anciens combattants	98,402		25,367	950,139
Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants				765
Programme du Conseil de révision des pensions				
Programme de la Commission canadienne des pensions				28,946
Programme du Bureau de services juridiques des pensions				5,490
	98,402		25,367	985,340
Total	1,688,053,292	424,819,552	211,273,825	181,308,242

[1] Cette catégorie comprend navires et bateaux, $655,027,099, aéronefs, $855,097,103; véhicules militaires routiers automobiles, $88,082,798; véhicules non militaires routiers automobiles, $88,362,561; et, véhicules divers, $1,483,731.

[2] Cette catégorie comprend les articles tels que instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; matériel de sécurité et d'hygiène, dispositifs d'alarme et de signalisation; etc.

[3] Cette catégorie comprend les articles tels que matériel de transport, élévatoire et de manutention; instruments et machines agricoles; appareils de cuisson d'aliments; tracteurs agricoles; etc.

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipements et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	1,003			14,430		338,815
						98,253
	1,003			14,430		437,068
91,075	178,940		63,112	154,202	144,212	1,705,449
	488			5,500		6,753
	4,621			1,050		5,671
734	67,685			49,074	9,619	156,058
385	28,997			11,143	3,895	49,910
92,194	280,731		63,112	220,969	157,726	1,923,841
127,793,834	54,346,534	30,372,724	23,241,935	18,166,939	125,091,446	2,884,468,323

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1985-86

Paiements de transfert

SOMMAIRE

	Page
Ministère—	
Agriculture	7.2
Communications	7.5
Consommation et Corporations	7.7
Emploi et Immigration	7.7
Énergie, Mines et Ressources	7.21
Environnement	7.27
Affaires extérieures	7.29
Finances	7.38
Pêches et Océans	7.39
Affaires indiennes et Nord canadien	7.40
Justice	7.60
Travail	7.61
Défense nationale	7.61
Santé nationale et Bien-être social	7.62
Revenu national	7.68
Parlement	7.68
Conseil privé	7.68
Travaux publics	7.68
Expansion industrielle régionale	7.69
Sciences et Technologie	7.80
Secrétariat d'État	7.86
Solliciteur général	7.92
Approvisionnements et Services	7.93
Transports	7.93
Conseil du Trésor	7.97
Affaires des anciens combattants	7.97
Appendices	7.99

Note: cette section présente, pour chaque programme, le total des dépenses par bénéficiaire ou catégorie de bénéficiaires, de même qu'une liste détaillée des versements individuels de $50,000 ou plus. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 10) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 4) du volume II (partie I).

AGRICULTURE $882,118,850

Département $866,663,767

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE $747,922,103

Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada $998,980—Universités de: Alberta Edmonton Alb $110,000, Colombie-Britannique Vancouver C-B $104,930, Guelph Guelph Ont $249,860, Laval Québec Qué $74,930, Manitoba Winnipeg Man $134,930, McGill Montréal Qué $99,860, Saskatchewan Saskatoon Sask $99,540.

L'Association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation $60,000

Foire royale d'hiver, Toronto $100,000

Canadian Western Agribition, Regina $100,000

Le Salon international de l'agriculture et de l'alimentation $29,849

Conseil canadien des cercles 4-H $56,000

Registre national du bétail canadien $200,000

Federated Women's Institutes of Canada $25,000

Conseil canadien du labour $10,000

Subventions pour aider à la mise en marché des produits agricoles $13,215

Conseil canadien d'horticulture $27,000

Conseil canadien de recherches agricoles $77,115

Foires des catégories «A» et «B», foires d'hiver et de printemps, foires spéciales $2,273,586

Transport du bétail, aller et retour, à la Foire royale d'hiver, Toronto et à Canadian Western Agribition, Regina $134,179

Cercles 4-H organisés en collaboration avec le Conseil canadien des cercles 4-H $249,623

Aide aux exploitations agricoles victimes de la tempête qui a endommagé le centre de l'Ontario $393,732

Groupements de producteurs et d'industriels, aux universités et aux organismes provinciaux pour stimuler le rendement, créer et adapter de nouvelles cultures et variétés aux fins de production commerciale $693,031

Contribution à "Ontario Dairy Herd Improvement Corporation" $1,400,943—Ontario Dairy Herd Improvement Corporation Toronto Ont $1,328,068.

Conseil des grains du Canada $81,000

L'organisation de coopération et de développement économiques $25,000

Contributions aux organisations commerciales, aux associations industrielles, aux universités et aux instituts canadiens pour favoriser l'amélioration de la commercialisation des produits agro-alimentaires canadiens $215,647—Conseil canadien d'horticulture Nepean Ont $77,909.

Contributions aux groupements de producteurs pour les frais de construction d'entrepôts frigorifiques ordinaires, sans givrage, à atmosphère contrôlée, à double paroi, ou autres de type spécial, pour les pommes de terre, les fruits et les légumes, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil $1,057,709—Border Potato Co Manitoba Ltd Carman Man $97,763, 466203 Ontario Ltd Newmarket Ont $104,004, John's Nursery and Market Garden Henribourg Sask $50,000, Killoween Farms Ltd Upper Kent N-B $93,333, Plains Potatoes Ltd Portage La Prairie Man $112,373, Seimens Seed Potatoes Gretna Man $78,487, Westcountry Farms Tyne Valley Î-P-É $51,004.

Paiements à des organisations de producteurs de montants équivalant i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égard des sommes empruntées par les organisations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes; et ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes $11,951,278

Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies $9,690,247

Contribution à une organisation de promotion de marché, pour promouvoir la vente de pommes de terre de semence d'origine canadienne $176,000—Canadian Seed Potato Export Agency Fredericton N-B $176,000.

Paiements de contribution à Saskatchewan Credit Union Central de la part de Canadian Co-Operative Implements Ltd en vertu de l'entente de refinancement de 1985 $252,302

Paiement aux termes de l'accord avec l'Université de Guelph, pour couvrir les frais d'un programme de construction et de rénovation conçu pour le Collège vétérinaire, à Guelph (Ontario) afin que le Collège puisse récupérer son accréditation complète $1,527,855

Initiatives en vertu des ententes-cadres de développement $6,358,599—Agricultural Research Institute Truro N-É $142,485, Nova Agri Associates Ltd Port Williams N-É $51,884, Nova Scotia Cattlement's Assoc Truro N-É $82,686, Nova Scotia Fruit Growers Assoc Kentville N-É $99,152, Stirling Fruit Farms Ltd Wolfville N-É $104,661.

Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales $1,408,802—Coopérative de production Maraichère de Bonaventure Bonaventure Qué $235,000, La Coopérative Agricole de Rogersville Ltée Rogersville N-B $101,103, Rogersville Construction Ltd Rogersville N-B $50,000.

Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional, du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique $9,221,778—Agriculture Extension Board Unity Sask $1,396,143, Canola Council of Canada Winnipeg Man $142,522, Community Improvement Corp Fredericton N-B $416,201, Eric C Robinson Ltd Albany Î-P-É $118,708, Ferme Micy Victoriaville Qué $76,850, Manitoba Canola Growers Associations Winnipeg Man $55,481, Melfort Agricultural Society Melfort Sask $50,000, Naturpac Inc St-Eustache Qué $177,523, New Brunswick Potato Agency Grand Falls N-B $122,248, Î-P-É Département de l'Agriculture Charlottetown Î-P-É $2,218,055, PEI Hog Commodity Marketing Board Charlottetown Î-P-É $54,930, PEI Potato Marketing Board Charlottetown Î-P-É $219,210, PEI Soil and Crop Improvement Assoc Charlottetown Î-P-É $59,214, Saskatchewan Beef Cattle Performance Association Regina Sask $57,890, Universités de: Manitoba Winnipeg Man $161,690, Saskatchewan Saskatoon Sask $1,396,143, Vanag Consulting Lacombe Alb $79,453, Wheatland Conservation Area Swift Current Sask $102,010.

Contribution aux pomiculteurs en compensation des pertes causées par le gel et pour la mise en place d'installations pour l'exploitation des vergers commerciaux $977,105

Droits d'affiliation d'Agriculture Canada à la Fédération internationale de laiterie—Canada $15,000

Bureaux agricoles du Commonwealth $634,134

AGRICULTURE—*Suite*

Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $307,357,112

Paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés $3,546,225—Société du crédit agricole Ottawa Ont $3,546,225.

Conseil canadien de la sécurité pour la réalisation de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme $4,000

Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux prévisions minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $24,547,462

Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte $198,185,985—Provinces de: Alberta $59,795,138, Colombie-Britannique $4,368,685, Manitoba $21,390,110, Nouveau-Brunswick $1,272,204, Terre-Neuve $64,303, Nouvelle-Écosse $218,911, Ontario $20,954,032, Île-du-Prince-Édouard $1,283,905, Québec $11,383,470, Saskatchewan $77,455,227.

Contribution d'au moins deux tiers des coûts de transport à l'extérieur de la province aux producteurs ou traiteurs de pommes de 1985 utilisées pour la fabrication de jus de pommes $67,122

Contribution à la province du Manitoba pour le développement et la promotion d'un programme d'assurance-fourrages $130,633

Garantie des prêts en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles $4,313,664

Contribution aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon des ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs $5,576,511—Province de: Alberta $1,721,511, Manitoba $530,000, Saskatchewan $3,325,000.

Contributions à des fermiers du Québec pour les pertes relatives à la récolte de fourrage de 1983 causées par la mauvaise température $257,818

Contributions aux provinces du Manitoba et de la Saskatchewan pour l'exécution d'enquêtes et d'études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse en vue de l'élaboration d'une stratégie à long terme qui assurera le développement économique de ces provinces $93,791—Département des Finances du Manitoba Winnipeg Man $93,791.

Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau $6,263,033—Alberta Agriculture Edmonton Alb $150,000, County of Warner No 5 Warner Alb $113,486, Halbstadt-Marais Water Co-op Ltd Emerson Man $75,045, The Coderre Water Users Association Coderre Sask $50,744.

Contributions aux producteurs de bétail dans des régions spécifiques du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta touchées par la sécheresse afin de leur aider à conserver leurs troupeaux d'élevage et à effectuer les paiements pour frais administratifs dus aux provinces $161,960

Contribution—Aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse dans les provinces de l'Ouest du Canada $61,417,238—A7 Ranch Nanton Alb $100,150, Bar K Ranch Prince George C-B $63,960, Cache Valley Ranch Ltd Charlie Lake C-B $168,840, David Martens & Sons Ltd Vanderhoof C-B $53,760, Deer Creek Livestock Co Ltd Milk River Alb $58,000, Deerhills Ranching Granum Alb $50,350, L K Ranches Bassano Alb $53,490, Majestic Ranches Ltd Calgary Alb $50,350, McIntyre Ranching Co Ltd Lethbridge Alb $108,100, Palmer Ranch 1984 Ltd Pincher Creek Alb $57,800, Rocking P Ranch Ltd Nanton Alb $54,450, Rutledge Ranching Co Ltd Monitor Alb $60,870, Short Grass Ranches Ltd Medicine Hat Alb $51,050.

Contributions fédérales aux producteurs en culture fourragère des provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba en vertu du programme d'aide pour les pertes de récolte $80,998,680—Ben & Donna Walter Farms Ltd Magrath Alb $54,565, Big Bend Colony Cardston Alb $74,029, Blood Band Farms Ltd Stand Off Alb $65,053, Circle A Farms 1984 Ltd Fort Macleod Alb $106,576, Clear Lake Hutterite Colony Claresholm Alb $52,962, Clearview Hutterian Brethren Bassano Alb $51,200, Crystal Spring Colony Magrath Alb $65,585, Donkirk Farms Ltd Foremost Alb $52,350, French CE Lethbridge Alb $61,502, Gor Rae Farms Ltd Cardston Alb $72,685, Hengerer Farm Ltd Glenwood Alb $64,885, Hutterian Brethren Church of New York Lethbridge Alb $50,117, Hutterian Brethren Church of Riverside Fort Macleod Alb $58,911, Hutterian Brethren Church of West Raley Cardston Alb $64,071, Hutterville Colony Magrath Alb $70,450, Le A1 Farms Ltd Lethbridge Alb $86,720 Marsh Farms Fort Macleod Alb $103,256, New Elmspring Hutterian Brethren Magrath Alb $54,756, Nish Tom N Cardston Alb $59,002, OK Colony Raymond Alb $53,440, Old Elm Hutterian Brethren Magrath Alb $62,671, Palmer Ranch Pincher Creek Alb $109,332, Parkland Colony Parkland Alb $85,924, Rays 760 Combine Ltd Lethbridge Alb $127,227, Rockport Hutterian Brethren Magrath Alb $67,164, Sandlake Hutterian Brethren Masefield Sask $50,555, Skipworth Farms Cardston Alb $103,383, Spring Point Hutterian Brethren Pincher Creek Alb $69,077, Sproule LW & HM Pincher Creek Alb $51,232, Swen Johnansen Farm Ltd Cardston Alb $64,997, Vadnais Farms Ltd & Cardston Credit Union Cardston Alb $107,616, Vadnais Kenneth L Cardston Alb $64,082, Waterton Colony Hill Spring Alb $73,335, Wolf Creek Hutterian Brethren Stirling Alb $73,754.

Contributions aux producteurs en culture fourragère en vertu d'une entente sur le partage des coûts avec la Colombie-Britannique en vertu du programme d'aide pour les pertes de récolte $4,566,160

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES $14,368,465

Droits d'affiliation du Canada à l'Office international des épizooties $56,966

Association canadienne des vétérinaires $3,870

Conformément à l'entente conclue avec les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, ces paiements sont versés à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'acquittement des coûts de conception et de construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) $13,714,218—Prince Edward Island Crown Building Corporation Charlottetown Î-P-É $13,714,218.

Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi sur les maladies et la protection des animaux $459,828—A and S Buffalo Ranch Codys N-B $55,500, J Eisner Minitonas Man $105,400, F Penorak Pickardville Alb $96,959.

Contributions aux provinces, conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage $129,700—Trésorier provincial Toronto Ont $128,652.

Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites du charbon bactéridien $3,883

AGRICULTURE—*Suite*

PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS $104,369,800

Association forestière du Canada Ottawa Ont $50,000

Programme de bourses du Canada $580,000

Institut forestier du Commonwealth $10,500

Festival de la forêt $5,000

Subvention au Mouvement Aménagement-Jeunesse/Association des industries forestières du Québec $20,000

Subvention à la Fondation Richard St Barbe Baker $95,700

Subventions aux universités pour des travaux de recherches particuliers sur les forêts $2,289,000 Universités de: Alberta Edmonton Alb $381,500, Colombie-Britannique Vancouver C-B $381,500, Lakehead Thunder Bay Ont $381,500, Laval Qué Qué $381,500, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $381,500, Toronto Toronto Ont $381,500

Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $46,304

Contribution à l'université de la Colombie-Britannique $743,659

Institut canadien de recherches en génie forestier $1,600,000

Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique $180,000

Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière $171,821 Common Fund II Nykoping Suède $53,398, Université de Toronto Toronto Ont $75,296

Contribution à la Société du Centre forestier des Maritimes $4,241,902 Société du Centre forestier des Maritimes Fredericton N-B $4,241,902

Contribution à la société FORINTEK du Canada $4,400,000

Contributions aux organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement prises en vertu des ententes-cadres sur le développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique socio-économique $85,078,691 Abitibi-Price Inc Iroquois Falls Ont $56,978, Abitibi-Prince Inc Pine Falls Man $347,200, Athol Co-operative Ltd Nappan N-É $281,000, Baddeck Valley Woods Producers Co-operative Ltd Baddeck N-É $189,788, Blood Tribe Administration Stand Off Alb $53,768, Bowater Mersey Paper Co Ltd Liverpool N-É $343,204, Coastal Woodlands Ltd Tangier N-É $71,957, Conform Ltd Middle Musquodoboit N-É $283,134, Provinces de: Alberta Edmonton Alb $866,132, C-B Victoria C-B $8,000,000, Manitoba Winnipeg Man $338,636, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $5,478,689, Terre-Neuve St John's T-N $13,077,700, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $2,074,420, Ontario Toronto Ont $15,744,468, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $1,609,717, Québec Québec Qué $20,363,050, Saskatchewan Prince Albert Sask $215,678, Corporation of the District of North Cowichan Duncan C-B $186,624, Domtar Inc Trenton Ont $98,156, East Busborough Forest Owners Company Ltd Guysborough N-É $86,495, Federation of Woodlot Owners Fredericton N-B $1,162,000, Forchu Forest Management Company Ltd Yartmouth N-É $120,181, Greater Victoria Water District Victoria C-B $50,000, G Ryan Ft Augustus Î-P-É $103,662, G Williams Pictou N-É $52,686, I Dennison Victoria Î-P-É $68,576, JD Irving St John N-B $253,112, La Coopérative Forestière Ltée Wellington Î-P-É $90,549, La Forêt Acadienne Ltée Church Point N-É $86,422, Le Conseil de la Nation Atikamekw La Tuque Qué $54,155, Lorax Forestry Ltd Surrey C-B $50,000, Lunenberg County Forest Management Group Ltd Bridgewater N-É $91,212, Maccan Forestry Cumberland Forestry Ltd Mahone Bay N-É $102,670, North Colchester Forest Co-operative Ltd Tatamagouche N-É $160,137, Manfor Ltd The Pas Man $383,441, North Inverness Forest Management Company Ltd Margaree Forks N-É $205,909, North Mountain Woodlands Ltd Middleton N-É $113,533, North Nova Forest Owner Ltd Pugwash N-É $95,493, Office des Producteurs de Bois de la Région de La Pocatière La Pocatière Qué $544,483, Prince Albert Pulp Wood Prince Albert Sask $333,317, Restigouche Band Council Restigouche Qué $97,793, River Desert Indian Band Maniwaki Qué $149,980, Scott Paper International Inc New Glasgow N-É $522,127, Sissiboo Forest Management Ltd Digby N-É $195,964, Stora Forest Industries Port Hawkesbury N-É $66,157, Syndicat des Producteurs de Bois de la Gaspésie New Richmond Qué $620,750, Syndicat des Producteurs de Bois du Bas St-Laurent Rimouski Qué $1,500,524, Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $124,035, West Pictou Forest Owners Ltd Pictou N-É $155,135, West Prince Forestry West Devon Î-P-É $68,973.

Contribution pour l'école des gardes forestiers des provinces Maritimes $3,700,223 Maritime Province Higher Education Commission Fredericton N-B $3,700,223

Contribution au Conseil du peuplier du Canada $7,000

Contribution à l'Université de Moncton $1,150,000

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS $3,399

Droits d'affiliation à l'Association internationale de chimie céréalière $3,399

Office canadien des provendes $15,455,083

Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil $15,455,083 Borden Mercantile Company Victoria C-B $113,309, Border Feedlot Surrey C-B $72,206, J N Brochu Inc St-Isidore Qué $88,909, Buckerfield's Ltd Armstrong C-B $26,235, Duncan C-B $161,506, Vancouver C-B $650,689, Burgess Feeds Ltd Agassiz C-B $110,233, Canada Packers Ltd Bridgewater N-É $37,144, Edmonton Alb $5,282, Maple Ont $6,179, Montréal Qué $36,184, Port Williams N-É $483,810, St-Romuald Qué $16,985, Summerside Î-P-É $243,557, Sussex N-B $461,469, Toronto Ont $8,950, Truro N-É $351,449, Wetaskiwin Alb $2,155, Centre Agricole du Nord Notre-Dame-du-Nord Qué $61,113, Chaîne Coopérative du Saguenay St-Bruno Qué $152,617, Clarence (Kloosterhof) Farm Service Truro N-É $230,186, Clearbrook Grain & Milling Company Ltd Clearbrook C-B $177,178, Co-Op Atlantic Brooklyn N-É $1,825, Moncton N-B $816,803, New Minas N-É $252,802, Truro N-É $93,165, Coopérative Fédérée de Québec Montréal Qué $819,177, Coopérative de Services Agricoles d'Abitibi Ouest Lasarre Qué $96,235, East Chilliwack Fruit Growers Co-Op Assoc Chilliwack C-B $1,126,393, Fung Livestock & Farming Inc Surrey C-B $52,824, Gibson John & Son Ltd Fredericton N-B $63,293, M & H Feeds Inc Surrey C-B $93,444, Ferme de la Poulette Grise Ste-Foy Qué $55,761, W A Flemming Ltd Truro N-É $279,881, Hillcrest Farms Ltd St John's T-N $570,586, Kinsman V & Sons Ltd Canning N-É $63,904, Maple Leaf Mills Ltd Baden Ont $1,151, Calgary Alb $22,260, Cavan Ont $38,976, Edmonton Alb $9,445, Guelph Ont $21,763, Kensington Î-P-É $29,496, Meunerie Charlevoix Enr St-Urbain Qué $67,016, Meunerie J B Dionne & Fils Ltée Mont-Joli Qué $52,151, Mic Mac Feeds Port Williams N-É $125,434, Moulées Nadeau Feeds Ltd Clair N-B $231,343, Moulin Agricole Kénogami Kénogami Qué $99,011, Otter Farm & Home Co Aldergrove C-B $253,242, Phillips Feed Service Ltd Charlottetown Î-P-É $59,586, Prince Edward Island Elevator Corp Kensington Î-P-É $153,567, Ralston Purina of Canada Ltd Drummondville Qué $42,861, Kentville N-É $43,263, Montréal Qué $40,338, St-Romuald Qué $155,826, Truro N-É $48,810, Whitby Ont $13,012, Ritchie Smith Ltd

AGRICULTURE—*Fin*

Abbotsford C-B $758,545, Robin Hood Multifood Inc Donovans T-N $545,359, Milton Ont $393,290, Scotia Farm Services Ltd Kentville N-É $122,249, Scotsburn Co-Op Services Ltd Scotsburn N-É $84,421, Sure Crop Feeds Ltd Grindrod C-B $180,933, Surrey Co-Op Assoc Abbotsford C-B $167,961, Sussex & Studholm Agricultural Society Sussex N-B $80,323, Top Shelf Feeds Inc Duncan C-B $300,863, United Feeds Armstrong C-B $54,867, Edmonton Alb $25,817, Midnapore Alb $2,205, Valley Feeds Ltd Burtt's Corner N-B $184,853, Wall & Redekop Feeds Ltd Abbotsford C-B $140,250.

COMMUNICATIONS $60,454,042

Département $51,822,614

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE $51,822,614

Subvention au Conseil canadien de planification technique de la radio $25,000

Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels $451,516— Nova Scotia Museum Halifax N-É $179,500, Archives Publiques du Canada Ottawa Ont $139,119.

Subvention au groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération Charlottetown Î-P-É $1,140,000

Subventions à des institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour le perfectionnement des cadres et pour certaines activités culturelles d'importance nationale $4,350,113—Arts Intermedia Toronto Ont $50,000, Associates of Science and Technology Ottawa Ont $50,000, Assoc canadienne du mime Montréal Qué $80,000, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $50,000, Assoc Québécoise du Jeune Théâtre Montréal Qué $120,084, Canadian Crafts Council Ottawa Ont $114,500, Canadian Music Centre Toronto Ont $50,000, Centre Québécois de l'Institut International du Théâtre Montréal Qué $75,000, Commission du Centenaire du Génie Professionnel au Canada Aylmer Qué $250,000, Community Arts Council of Vancouver Vancouver C-B $80,000, Concours de Musique du Canada Inc Montréal Qué $175,000, Courtenay Youth Music Centre Courtenay C-B $53,100, École Nationale du Théâtre du Canada Montréal Qué $125,000, Festival d'Été de Lanaudière Joliette Qué $100,000, Festival de Théâtre des Amériques Montréal Qué $214,048, Festival International de Jazz de Montréal Montréal Qué $123,590, Festival International de la Bande Dessinée Montréal Qué $235,000, Festival Juste Pour Rire Montréal Qué $134,232, First Asia Pacific Festival Vancouver C-B $50,000, Glenbow Museum Calgary Alb $250,000, Harbourfront Corporation Toronto Ont $50,000, Le Centre International d'Art Contemporain Montréal Qué $95,000, Quinzaine Internationale du Théâtre Québec Qué $100,000, Salon International du Livre de Québec Ste-Foy Qué $53,000, The Canadian Music Centre Vancouver C-B $100,000, The Jazz City Festival Society Edmonton Alb $50,000, Vancouver Island Shakespeare Festival Society Nanaimo C-B $50,000, Ville de Montréal Montréal Qué $165,000, Writer's Union of Canada Toronto Ont $74,050.

Subventions aux organismes culturels canadiens sans but lucratif afin de promouvoir la réalisation des projets dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse $598,138—Canadian Stage Bank Festival Scarborough Ont $55,000, Jeunesse Musicale du Canada Montréal Qué $100,000, National Parks Centennial Citizens Committee Inc Toronto Ont $120,000, Overture Concerts Society of British Columbia Vancouver C-B $98,506, Young People's Theatre Toronto Ont $55,000.

Contributions destinées à financer les associations de télécommunications, ainsi que la tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes $11,000

Contributions à des organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail $217,675

Contributions à des organismes canadiens œuvrant dans le domaine des nouvelles technologies de l'information pour le déroulement d'activités de collaboration internationale $240,000—IDON Corporation Ottawa Ont $50,000, Press Porcepic Ltd Victoria C-B $100,000, H A Simons International Ltd Vancouver C-B $90,000.

Contributions à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada, de l'engin spatial Anik-D $440,108

Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes du développement, de l'élaboration et du fonctionnement du Programme de grand satellite de télécommunications Paris France $12,352,996

Contributions à des organismes canadiens afin d'établir un réseau de fibre optique et de commutation à large bande à Louiseville (Québec) $1,680,775—Cablon Incorporé Montréal Qué $50,000, Mime 86 Montréal Qué $500,000, Québec Rock Montréal Qué $75,000, Rose Films Montréal Qué $500,000, TVS Montréal Qué $420,000.

Contributions en vertu du Programme international de support des gageures $510,040—Canadian Marconi Company Kanata Ont $255,000, Com Dev Ltd Cambridge Ont $255,040.

Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications $13,770

Contributions à la part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumés par le Canada Union internationale des télécommunications Genève Suisse $2,772,047

Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur des télécommunications) $18,000

Contributions au Festival mondial des arts de la scène $54,000

Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles $695,000—Canadian Conference of the Arts Ottawa Ont $555,000, Canadian Craft Council Ottawa Ont $140,000.

Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications $16,399,916—Academy of Canadian Cinema and Television Toronto Ont $90,000, Alberta Theatre Projects Calgary Alb $387,000, Arctic Show Vancouver C-B $72,000, Arts Canada North Whitehorse TY $72,000, Art Gallery of Nova Scotia Halifax N-É $146,750, Artspace Peterborough Ont $150,000, The Canadian Assoc of Art Thunder Bay Ont $76,500, Canadian Music Centre Toronto Ont $104,000, Canadian Opera Company Toronto Ont $1,100,000, Calgary Centre for Performing Arts Calgary Alb $1,000,000, Calgary Philharmonic Society Calgary Alb $171,000, Centre Canadien d'Architecture Montréal Qué $1,720,000, Chilliwack Community Arts Council Chilliwack C-B $180,000, City of Vancouver Vancouver C-B $450,000, Club des Talons Hauts Inc Québec Qué $220,174, Corporation of The City of Kingston Kingston Ont $101,400, Edmonton Symphony Orchestra Edmonton Alb $57,600, Encyclopedia of Contemporary Downsview Ont $50,196, Factory Theatre Toronto Ont $124,264, Fédération Culturelle des Canadiens-français St Boniface Man $112,500, Les Ballets de Montréal Montréal Qué $54,000, L'Orchestre Symphonique de Montréal Montréal Qué $166,050, McGill University Montréal Qué $72,000, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $423,518, Michel

COMMUNICATIONS—*Fin*

Lemieux Musique Performance Montréal Qué $67,500, Musée de Sept-Îles Sept-Îles Qué $625,000, Music Gallery Toronto Ont $82,000, The National Ballet School of Canada Toronto Ont $769,254, Nova Scotia Drama League Halifax N-É $100,350, Ontario Museum Assoc Toronto Ont $81,000, Pacific Cine Centre Vancouver C-B $150,000, Rainbow Stage Inc Winnipeg Man $307,436, Robert McGaughlin Gallery Oshawa Ont $532,000, Royal Winnipeg Ballet Winnipeg Man $789,127, Saidye Bronfman Centre Montréal Qué $532,500, Société du musée du Séminaire de Québec Haute-Ville Qué $270,000, Theatre and Arts Community Centre North Bay Ont $315,000, Theatre Calgary Calgary Alb $342,000, Théâtre de la veillée Montréal Qué $57,600, The Art Gallery of the South Okanagan Penticton C-B $200,000, The Beaton Institute of Cape Breton Studies Sydney N-É $60,107, The Quebec Show Québec Qué $54,900, The Stratford Shakespearian Festival Foundation of Canada Stratford Ont $62,943, Thunder Bay Arts Centre Thunder Bay Ont $300,000, Thunder Bay Company Assoc Thunder Bay Ont $50,000, Vancouver East Cultural Centre Vancouver C-B $270,000, Vidéo 84 Montréal Qué $66,000, Vis-Art Copyright Inc Toronto Ont $135,000.

Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et du vidéo $227,254—Academy of Canadian Cinema and Television Toronto Ont $101,200, Canadian Film Institute Ottawa Ont $50,000.

Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles $519,792—Grossroots Informatic Winnipeg Man $188,100 Manitoba Computer Assisted Learning Consortium Inc Winnipeg Man $119,500, Wayne M Finican Chairman Advisory Committee Winnipeg Man $67,360.

Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur les équipements culturels $400,000—Studio Morin Heights Inc Montréal Qué $400,000.

Contributions pour le développement de l'industrie canadienne de l'édition $8,705,474—Aquila Communications Ltd Toronto Ont $51,874, Assoc of Canadian Publishers Toronto Ont $54,000, Assoc pour l'Exportation du Livre Canadien Ottawa Ont $588,560, Canada Publishing Corporation Agincourt Ont $353,289, Canadian Book Information Centre Toronto Ont $58,500, Corporation des éditions Fides Montréal Qué $57,963, Douglas and McIntyre Ltd Vancouver C-B $220,628, Éditions du Renouveau Montréal Qué $136,197, Éditions Héritage Inc Saint-Lambert Qué $219,210, Éditions Internationales Montréal Qué $58,922, Éditions La Presse Ltée Montréal Qué $70,111, Éditions Leméac Inc Outremont Qué $63,388, Éditions Pauline Montréal Qué $53,694, Éditions Québec Amérique Montréal Qué $124,778, Éditions Yvon Blais Inc Montréal Qué $50,000, Fitzhenry and Whiteside Markham Ont $55,694, Éditions France-Amérique Montréal Qué $53,267, Gaëtan Morin Éditeur Ltée Chicoutimi Qué $107,974, G R Welsh Company Ltd Burlington Ont $87,409, Grosvenor House Press Inc Montréal Qué $52,341, Guérin Éditeur Ltée Montréal Qué $357,387, Hurtig Publishers Ltd Edmonton Alb $227,324, International Self Counsel Press Ltd North Vancouver C-B $84,300, Irwin Publishing Inc Richmond Hill Ont $50,144, Key Porte Books Toronto Ont $83,593, Librairie Beauchemin Ltée Montréal Qué $116,249, Libre Expression Montréal Qué $52,189, Lidec Inc Longueuil Qué $141,560, McClelland and Stewart Ltd Toronto Ont $268,865, McGill-Queen's University Press Montréal Qué $52,909, Modulo Éditeur Inc Mont-Royal Qué $50,000, Mondia Éditeurs Laval Qué $55,917, Newest Press Edmonton Alb $120,000, Novalis Le Droit Burlington Ont $125,928, Québec Agenda Grégoire Tremblay Beauce Qué $50,812, Sablier Inc Boucherville Qué $59,935, Sogides Ltée Montréal Qué $303,164, Stoddart Publishing Company Ltd Don Mills Ont $77,378, University of Toronto Press Toronto Ont $303,934, Western Producer Prairie Books Saskatoon Sask $99,048, Whitecap Books Ltd North Vancouver C-B $60,349.

Office national du film $258,934

Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration $8,500

Paiements de transfert au Québec en vertu des accords fiscaux réciproques $250,434

Bibliothèque nationale $37,916

Subvention à la Fédération internationale des associations de bibliothécaires $11,000

Subvention au système international de données sur les publications en série $26,916

Musées nationaux du Canada $8,334,578

Appui total aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, projets spéciaux, formation, enregistrement, achat de matériel et construction d'installations $8,334,578—Appui pour les programmes publics $3,502,661—Art Gallery of Ontario Toronto Ont $214,000, British Columbia Provincial Museum Victoria C-B $144,000, Canadian Museums Assoc Ottawa Ont $175,000, Edmonton Art Gallery Edmonton Alb $149,000, Glenbow Alberta Institute Calgary Alb $144,000, Manitoba Museums of Man and Nature Winnipeg Man $100,661, McCord Museum Montreal Qué $150,000, Montreal Museum of Fine Arts Montréal Qué $98,500, Musée d'art contemporain Montréal Qué $117,000, Musée du Québec Ville de Québec Qué $70,000, Museum of Anthropology University of British Columbia Vancouver C-B $200,000, New Brunswick Museum Saint John N-B $78,500, Newfoundland Museum Historical Research St John's T-N $125,000, Nova Scotia Museum Halifax N-É $197,000, Provincial Museum of Alberta Edmonton Alb $187,000, Royal Ontario Museum Toronto Ont $88,000, Vancouver Art Gallery Vancouver C-B $192,000, Vancouver Museums and Planetarium Assoc Vancouver C-B $53,500, Winnipeg Art Gallery Winnipeg Man $193,000; Programme d'appui pour l'amélioration et les achats d'équipement $1,644,701— Chilliwack Museum and Historical Society Chilliwack C-B $195,700, Department of Historical and Cultural Resources Fredericton N-B $204,700, Huron County Pioneer Museum Goderich Ont $104,000, Joseph Schneider Haus Kitchener Ont $64,800, Kitchener Waterloo Art Gallery Kitchener Ont $51,500, Royal Ontario Museum Toronto Ont $176,200 Wellington County Museum Fergus Ont $114,700; Programme d'appui pour l'enregistrement $878,226—Musée de la Civilisation Québec Qué $172,800, Musée du Québec Québec Qué $100,986, Western Development Museum Saskatoon Sask $55,856; Programme d'appui pour les expositions $841,296—Agnes Etherington Art Centre Kingston Ont $95,150, Glenbow Alberta Institute Calgary Alb $90,700, London Regional Art Gallery London Ont $125,300, Musée du Québec Québec Qué $53,000, VMPA Vancouver Museum Vancouver C-B $124,500; Programme d'appui pour les activités spéciales $228,004—Canadian Museum Assoc Ottawa Ont $60,300; Programme d'appui pour la formation $798,438—Canadian Museums Assoc Ottawa Ont $173,000, Ontario Museum Assoc Toronto Ont $52,600, Sir Sanford Fleming College Peterborough Ont $80,000; Programme d'appui pour la conservation $441,252—Art Gallery of Ontario Toronto Ont $112,485.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS $29,594,534

Département $29,594,534

Subventions à l'Association des consommateurs du Canada $200,000—Association des consommateurs du Canada Ottawa Ont $200,000.

Subventions à des organismes de consommateurs $200,000—Regulated Industries Program Ottawa Ont $100,000, The Public Interest Advocacy Centre Toronto Ont $100,000.

Subventions pour l'expansion du mouvement $156,534—The Public Interest Advocacy Centre Toronto Ont $50,000.

Contributions à des organismes de consommateurs $1,053,946—Association des consommateurs du Canada Ottawa Ont $68,000, The Public Interest Advocacy Centre Toronto Ont $151,000, Regulated Industries Program Ottawa Ont $210,000.

Contributions au programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde $27,984,054—Parkview Colony Riding Mountain Man $89,500, Spring Valley Colony Brandon Man $58,740, Sunnyside Colony Newton Siding Man $88,984.

EMPLOI ET IMMIGRATION $1,155,592,728

Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada $1,155,592,728

PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $1,114,988,534

Stratégie de planification de l'emploi—Subventions $43,524,924:

Région de Terre-Neuve—

Exploits Local Economic Development Happy Valley $385,661, Gander Area Development Corporation Gander $120,917, Gateway LEAD Corporation Port aux Basques $155,363, Labrador Venture Happy Valley $154,977, West Nfld LEAD Corporation Corner Brook $170,082;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Annapolis Ventures Ltd Middleton $180,000, Cumberland County Development Corporation Cumberland $152,290, Growth Opportunities Ltd Digby $150,000, Inverness Volunteer Fire Department Inverness $70,000, Italian-Canadian Cultural Assoc Halifax $70,000, La Société St-Pierre Cheticamp $100,000, Municipality of Richmond County Richmond County $50,000, Northside Economic Development Assistance Corporation North Sydney $195,797, Oceanside Assistance Group Glace Bay $139,747, Richmond County Development Corporation Louisdale $118,145, Shamrock Senior Citizens and Pensioners Club Canso $59,964, Sydney Ventures Ltd Sydney $133,793, Yarmouth Regional Business Corporation Ltd Yarmouth $148,980;

Région du Nouveau-Brunswick—

Adel-Kent LEDA Buctouche $270,816, Chatham Business Development Corporation Chatham $500,000, Société d'implantation des projets du centre ville d'Edmundston Inc Edmundston $2,546,000, Southwest Valley Development Corporation Harvey Station $224,418;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Eastern Ventures and Development Georgetown $110,000, West Prince Ventures Ltd O'Leary $396,847;

Région du Québec—

ADEL Haute-Gatineau Incorporé Maniwaki $289,500, ADELIM Incorporé Îles-de-la-Madeleine $370,000, ADER de la Matapedia Amqui $395,000, Assoc des hommes d'affaires de La Tuque Incorporé La Tuque $503,654, Assoc des loisirs Granthan Ouest Incorporé Drummondville $79,992, Assoc des Pêcheurs Côtiers de Grande-Vallée Grande-Vallée $74,910, Auberge du Filon d'Or Val d'Or $50,361, Bal des foins de Ste-Rose-de-Poularies Ste-Rose-de-Poularies $50,000, Brown County Agricultural Society Lac Brown $95,000, Canadian Legion of the British Empire Service League Chandler $50,000, Canadian Legion of the British Empire Service League Terrebonne Mascouche Heights $75,000, Centre aquatique de Princeville Incorporé Princeville $520,179, Centre culturel de St-Bonaventure Incorporé St-Bonaventure $100,000, Centre communautaire Le Rendez-Vous Incorporé Nicolet $57,375, Centre communautaire de Pierreville Pierreville $303,050, Centre communautaire de St-Antoine-de-Tilly St-Antoine-de-Tilly $244,400, Centre de la concertation et d'aide technique Arthabaska Érable Incorporé Victoriaville $275,000, Centre d'enracinement de la Defriche Lac Mégantic $60,000, Centre de ski de Lauzon Incorporé Lauzon $90,492, Centre Immaculée-Conception Montréal $250,927, Centre récréatif de Grandes-Piles Incorporé Grandes-Piles $73,084, Chambre de commerce de St-Bruno St-Bruno $245,000, Chevaliers de Colomb (Conseil 2914) Tracy $70,000, CLE Pontiac Incorporé Campbells Bay $120,000, CLE Waterloo Incorporé Waterloo $223,600, Club d'âge d'or Amitié de Grande-Rivière Grande-Rivière $50,000, Club de l'âge d'or Ste-Angèle Ste-Angèle $59,976, Club des élans de St-Joseph-de-Beauce Incorporé St-Joseph-de-Beauce $66,652, Club Kiwanis de Roberval Incorporé Roberval $99,672, Club Lions Rock Forest Deauville Incorporé Rock Forest $74,300, Club optimiste Yamaska Incorporé Yamaska $200,000, Comité de loisirs St-Charles-de-Drummond Incorporé Drummondville-Nord $150,000, Comité de promotion industrielle de la zone de Plessisville Deux-Montagnes $323,537, Comité des sports de Gentilly Incorporé Bécancour $251,500, Comité du 125ième anniversaire de St-François de Kostka St-François de Kostka $53,934, Comité loisirs et sports d'Angliers Angliers $50,000, Commission des loisirs Macamic Macamic $50,000, Commission des loisirs de Grand-St-Esprit Grand-St-Esprit $80,000, Commission du baseball mineur de Rouyn Rouyn $100,000, Corporation CLE du Haut-Yamaska Granby $150,000, Corporation de l'Étincelle Montréal $56,678, Corporation développement ville de Trois-Rivières Trois-Rivières $50,133, Corporation du centre culturel de St-Gabriel-de-Brandon St-Gabriel-de-Brandon $896,357, Corporation du développement économique du Haut St-François Pierreville $312,222, Corporation du parc de la rivière Batiscan Batiscan $225,135, Corporation municipale de Ste-Marthe du Cap-de-la-Madeleine Ste-Marthe $773,088, Fabrique de la paroisse Notre-Dame de la défense Montréal $93,600, Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Québec Québec $71,118, Fabrique de la paroisse de Rivière-au-Tonnerre Rivière-au-Tonnerre $120,000, Fabrique de la paroisse de Ste-Anne Yamachiche Yamachiche $182,683, Fabrique de la paroisse de Ste-Marie-de-Beauce Ste-Marie-de-Beauce $137,157, Fabrique de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Beauce Shawinigan $125,000, Fabrique de la paroisse St-Hilaire Mont St-Hilaire $50,000, Fabrique de la paroisse St-Laurent Trois-Rivières $273,005, Fabrique de la paroisse St-Raphaël-D'Aston St-Raphaël-D'Aston $68,000, Fabrique Notre-Dame du Perpétuel Secours Sorel $111,900, Fabrique paroisse St-Simon et St-Jude-de-Charlemagne Charlemagne $60,000, Fabrique St-Conrad Anjou $69,497, Fonds de la relance industrielle et commerciale Incorporé Chambly $125,000, Garderie du Jardin des Abeilles Donnacona $60,000, Loisirs de Pointe-du-Lac Incorporé Pointe-du-Lac $300,471, Loisirs de St-Barthélémy St-Barthélémy $100,000, Loisirs Godefroy Incorporé St-Grégoire $50,000, Loisirs Ste-Gertrude Incorporé Bécancour $208,750, Loisirs St-Joseph de Drummondville Drummondville $400,000, Maison de la Jeunesse Val-des-Lacs $70,062, Maison François Jarret Verchères $100,000, Marina de Sorel Incorporé Sorel $50,000, Municipalité de Franklin Franklin $50,000, Musée de Longueuil Longueuil $62,172, Oeuvre des terrains de jeux de Sabrevois Incorporé Sabrevois $142,604, Oeuvre des terrains de jeux de St-Célestin St-Célestin $310,000, Parc École

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Fleureteux Incorporé Fleurimont $90,000, Pavillon aquatique de Warwick Incorporé Warwick $700,000, Plaza St-Hubert Montréal $1,151,351, Régates de Valleyfield Incorporé Valleyfield $50,000, Salle communautaire Daveluyville Daveluyville $115,111, Service Citizens Society Club of Two Mountains Deux-Montagnes $51,710, Service d'aide aux consommateurs de Sorel Sorel $100,090, Service de loisirs d'Authier Authier $50,000, Société CLE Chaudière Beauce $220,000, Société CLE de Beauce St-Georges $220,000, Société CLE de Champlain Incorporé Cap-de-la-Madeleine $165,000, Société CLE de l'amiante Incorporé Thetford Mines $305,000, Société CLE de la région Mégantic Lac Mégantic $250,000, Société CLE de Matane Matane $220,000, Société CLE de Memphremagog Magog $95,000, Société CLE de Mont-Laurier Incorporé Mont-Laurier $168,000, Société CLE de Montmagny L'Islet Montmagny $283,000, Société CLE de Nicolet Bécancour Incorporé Bécancour $220,000, Société CLE de Portneuf Cap-Santé $189,000, Société CLE de St-Jérôme St-Jérôme $140,000, Société CLE des Basques Trois-Pistoles $105,000, Société CLE du Haut-Richelieu St-Jean-sur-Richelieu $65,000, Société CLE du Kamouraska La Pocatière $175,000, Société CLE du secteur Barraute Lebel-sur-Quevillon Incorporé Senneterre $220,000, Société CLE du Témiscouata Dégelis $141,000, Société CLE Val St-François Windsor $220,000, Société culturelle de l'Angliers Matapédia Matapédia $75,000, Société d'agriculture de Portneuf Pont-Rouge $125,000, Société d'agriculture du comté de Richelieu de Sorel Ste-Victoire $200,000, Société d'agriculture du district de Drummond Drummondville $500,000, Société d'agriculture du district de Joliette Berthierville $100,000, Société de développement touristique des Laurentides Incorporé St-Jérôme $220,000, Société de développement Bonavignon Incorporé New Richmond $195,000, Société d'exploitation des glaces de Boucherville Boucherville $131,092, Société du développement Papineau Incorporé Buckingham $107,000, Soficar Centre Mauricie Incorporé Shawinigan $245,000, Station Val d'Irène Incorporé Ste-Irène $64,623, Stimulation Bécancour Bécancour $433,915, The Brown County Historical Society Lac Brown $90,000, The Royal Canadian Legion Hudson Branch Hudson $50,015, Ville de Beauharnois Beauharnois $200,000, Ville de St-Georges-Ouest St-Georges-Ouest $134,000;

Région de l'Ontario—

Armenian Community Centre Willowdale $155,951, Board of Education Toronto $123,525, Building Trades Council of Sault Ste Marie Sault Ste Marie $469,561, Canadian Sports Hall of Fame Toronto $341,827, Ciociaro Club of Windsor Incorporated Oldcastle $152,918, City of Toronto Toronto $500,000, City of Windsor Windsor $104,198, Corp of the City of London London $125,652, East Algoma Corporation North Shore $50,000, Fort Erie Corporation Fort Érié $170,210, Georgina Assoc for Business South West $50,000, Georgian Triangle Economic Development Corporation Collingwood $203,500, Holy Rosary Church London $50,000, Kinsmen Club of Chatham Chatham $94,650, Kinsmen Club of Leamington Leamington $967,498, Lake of the Woods Business Incentive Corporation Kenora $50,000, Land O'Lakes Small Business Corporation Sharbot Lake $55,000, Mouvement d'implication francophone d'Orléans Orléans $107,771, Multicultural Health Coalition Downsview $60,574, North York Parks and Recreation Department North York $100,000, North York Separate School Board Willowdale $165,100, Operation Bootstrap Incorporated Toronto $147,325, Orillia Area LEAD Corporation Orillia $140,000, Peterborough County Corporation Peterborough $110,000, Port Colborne-Wainfleet Corporation Port Colborne $105,000, Rainy River Business Development Corporation Fort Frances $75,000, Royal Botanical Gardens Hamilton $544,427, St Anthony's Church Ottawa $90,000, Stratford Agriculture Society Stratford $60,278, The Catholic Education Fund of Simcoe County Barrie $130,302, The Corporation of Toronto Toronto $115,996, Welland Corporation Welland $110,000;

Région du Manitoba—

Northeast Interlake Riverton $96,000, Selkirk Development Corporation Selkirk $155,001, Southdale Recreation Assoc St Boniface $95,000, Southeast Resource Development Council Winnipeg $123,500, University of Manitoba Students Union Winnipeg $64,179, Winnipeg Presbytery United Church Winnipeg $476,195;

Région de la Saskatchewan—

Athol Murray College of Notre Dame Wilcox $186,662, Centre Cultural Maillard Gravelbourg $64,910, East Central LEAD Corporation Melville $100,000, North Central LEAD Corporation North Battleford $150,000, Northwest Local Economic Development Assistance Corporation North Battleford $295,000, Saskatchewan Assoc of Rehabilitation Centres Saskatoon $129,820, Town of Outlook Outlook $50,000, Village of Frontier Frontier $50,000;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Drumheller and District Development Drumheller Alb $220,000, Regional Economic Development Council Lac La Biche Alb $60,000;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Alberni Clayoquot Development Society Port Alberni C-B $292,000, Chinese Cultural Centre Vancouver C-B $400,000, City of Vancouver Vancouver C-B $837,006, Kootenay Regional Employment Development Association Nelson C-B $170,000, Nanaimo Community Employment Advisory Society Nanaimo C-B $220,000, Nicola Valley Indian Development Corporation Merritt C-B $80,000, North Coast Economic Development Corporation Prince Rupert C-B $215,000, North Fraser Employment Development Society Mission C-B $100,000, North Okanagan Development Corporation Vernon C-B $100,000, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $195,000, Okanagan Similkameen Community Development Association Penticton C-B $135,000, Peace Liard Employment Development Association Fort St John C-B $110,000, Shuswap Employment Development Association Salmon Arm C-B $155,000, Strathcona Employment and Economic Development Society Campbell River C-B $110,000, Williams Lake Community Development Association Williams Lake C-B $305,000, Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY $180,000.

Frontier College of Canada Toronto Ont $175,000

Organisations bénévoles $355,620—Institut canadien pour les aveugles Ottawa Ont $80,000.

Centre canadien du marché du travail et de la productivité Ottawa Ont $2,053,900

TV Ontario Toronto Ont $50,000

Sociétés littéraires $592,470—Frontier College of Canada Toronto Ont $105,000, Laubach Literacy of Canada St John N-B $150,000, Peel Literacy Guild Inc Mississauga Ont $51,820.

Paiements pour la stratégie de planification de l'emploi $864,835,702:

Région de Terre-Neuve—

Alexander Bay Terra Nova Development Glovertown $61,167, Barachois Development Assoc St John's $224,576, Bartlett's Development Assoc St Georges $52,246, Bay Bulls Fishermen's Committee Bay Bulls $124,921, Bay d'Espoir Development Assoc St Albans $87,807, Bay d'Espoir Salmon Hatchery St Albans $175,000, Bay of Island South Shore Development Benoits Cove $132,964, Bay of St Georges South Area Development St Fintans $253,959, Bay St George's Community College Stephenville $192,107, Bird Cove Development Committee Bird Cove $54,178, Bonavista South Development Assoc Kings Cove $56,791, Brian's Cove Fishermen's Committee Brian's Cove $81,291, Branch-Pt Lance Fishermen's Committee Pt Lance $147,719,

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Brigus Fishermen's Committee Brigus $65,428, Burin Kinsmen Club Burin $88,428, Calvert Local Development Assoc Calvert $52,320, Calypso Foundation Lewisporte $50,057, Camera MUN MUN St John's $78,181, Canadian Mental Health Assoc St John's $155,334, Cannings Cove Fishermen Committee Cannings Cove $120,275, Cape Broyle Cape Broyle $50,936, Cape Shore Area Development St Brides $253,236, Cape Shore Area Folks Arts Council Branch St Brides $77,858, Carbonear Fishermen's Committee Carbonear $50,540, Carbonear Recreational Committee Carbonear $51,077, Castors River North Castors River $56,249, Central Development Assoc Parsons Pond $358,300, City of Corner Brook Corner Brook $642,202, Cobb's Pond Rotary Park Gander $74,462, Codroy Valley Area Development Doyles $52,890, Colcourt Ltd Wabush $58,296, College of Fisheries St John's $598,379, College of Trades and Technology St John's $637,926, Combine Orange Lodge 51 Carmanville $59,032, Community Council of Port Hope Port Hope Simpson Labrador $68,349, Community Council of Riverhead St Marys $50,008, Community Council of St Marys St Marys $50,008, Community Services Council St John's $220,644, Community Stage Committee Harrys Harbour $56,648, Community of Raleigh Raleigh $60,000, Community of Terra Nova Terra Nova $326,251, Conception Bay South Fishermen's Committee Foxtrap $57,852, Corner Brook Chamber of Commerce Corner Brook $50,000, Council of Student Unions Memorial University St John's $213,622, Criminology and Corrections Assoc St John's $194,698, Daley Brothers Ltd St John's $50,008, Development Assoc Carmanville $55,824, Development Assoc Corner Brook $990,017, Development Assoc Deer Lake $64,665, Development Assoc St Albans $331,347, Dildo Development Committee Dildo $55,295, District Vocational School Burin $335,674, Eagle River Development Assoc Cartwright Labrador $169,861, Eastport Development Progress Committee Eastport $82,698, Environment Resources Management Grand Falls $383,016, Environmental Education Commission St John's $55,208, Exploits Local Economical Development Botwood $326,685, Fishermen's Committee Leading Leading Tickles $149,786, Fishermen's Committee Musgrave Harbour Musgrave Harbour $50,000, Fishermen's Committee Normans Cove Normans Cove $64,200, Fishermen's Committee Plate Cove West Plate Cove West $68,198, Fishermen's Committee Tickle Cove Tickle Cove $75,803, Fishermen's Producer Co-Op Petty Harbour $62,856, Fishermen's Union Local 1252 Salvage $67,248, Fogo Island Centre for Inshore Fogo $80,000, Fogo Island Co-Op Seldom $338,168, Fogo Island Development Assoc Seldom $62,044, Fortune Bay North Shore Development English Harbour West $86,002, Fortune Town Council Fortune $263,618, Gander Bay Hamilyn Sound Development Carmanville $115,627, Gateway LEAD Corporation Port-aux-Basques $112,371, Goulds Agricultural Society Goulds $72,499, Great Harbour Deep Fishermen's Committee Great Harbour Deep $77,420, Greater Lamaline Area Development Lamaline $152,223, Green Bay Economic Development Assoc Springdale $328,464, Green Island Cove Development Committee Green Island Cove $51,947, Greens Harbour Development Greens Harbour $55,211, Gull Island Fishermen's Committee Gull Island $51,445, Happy Valley/Goose Bay Development Happy Valley/Goose Bay Labrador $71,847, Harbinger School of Business St John's $80,274, Harbour Grace Fishermen Harbour Grace $111,042, Harbour Main Fishermen's Committee Harbour Main $54,882, Hollwood Enterprises Corner Brook $62,516, Holy Family Parish St Thomas Line Paradise $78,029, Holyrood Fishermen's Committee Holyrood $101,994, Holyrood Town Council Holyrood $86,570, Hopeall Fish-Out Pond Expansion Greens Harbour $80,000, Humber Valley Development Assoc Deer Lake $86,178, Indian Band Council Flat Bay St Georges $64,979, Isthmus Area Development Assoc Bellevue $62,844, Kelligrews Services Ltd St John's $58,116, Labrador Institute of Northern Studies Happy Valley $204,046, Labrador Vent Capital Goose Bay Labrador $154,720, Lewisporte Development Assoc Lewisporte $265,890, Local Development Committee Grand Le Pierre $68,595, Long Harbour Local Development Assoc Long Harbour $127,100, Lourdes Community Council Lourdes $50,022, Lower Trinity South Development Winterton $117,729, Main Brook Fishermen's Committee Main Brook $65,424, Margaree Fox Roost Recreation Margaree $50,356, Menihek Nordic Ski Club Labrador City $141,225, Monkstown Fishermen's Committee Monkstown $55,963, Mount Cashel Boys Residence St John's $255,541, Mundy Pond Athletic Assoc St John's $72,238, New Harbour Development Committee New Harbour $56,236, Newfoundland Coordinating Council on Disadvantage St John's $120,926, Newfoundland & Labrador Army St John's $72,000, Newfoundland Lumber Producers Bloomfield $118,881, North Harbour Recreational Commission North Harbour $52,884, Northland Associates Ltd St John's $98,610, North Shore Bay Islands Corner Brook $81,996, 1986 Newfoundland & Labrador Winter Corner Brook $106,786, Okalakatiget Society Nain Labrador $108,330, Petty Harbour Fishermen's Committee Petty Harbour $111,119, Placentia Area Development Assoc Jerseyside $221,554, Placentia West Development Assoc Rushoon $154,139, Pound Cove Development Committee Pound Cove $65,877, Port au Port Economic Development Port au Port $248,965, Port Blandford Winter Brook Musgravetown $73,789, Port de Grave Fishermen's Committee Port de Grave $94,991, Quidi Vidi/Rennies River Development St John's $85,317, Red Indian Lake Development Buchans $112,695, Salmon Assoc of Eastern Newfoundland St John's $156,945, Smokey Mountain Ski Club Labrador City $375,802, South East Bight Development South East Bight $56,981, South East Shore Bay of Islands St Shotts $61,446, Southern Avalon Development Assoc St Shotts $122,336, Southern Harbour Local Rural Development Southern Harbour $52,625, Southern Labrador Development Forteau Labrador $51,648, Southern Shore Development Assoc Ferryland $75,888, South West Arm Development Assoc Hillview $307,062, South West Coast Development Port aux Basques $270,174, Stephenville Industrial Development Stephenville $50,096, St John's Assoc for the Mentally Retarded St John's $99,815, St John's Board of Trade St John's $92,413, St Joseph & St Patrick Parish Bonavista $51,190, St Mary's Bay North Development Colinet $191,770, St Mary's Bay Centre Development St Mary's $66,862, Terra Nova National Park Glovertown $122,303, Terrenceville Recreation Committee Terrenceville $63,560, The Roman Catholic Episcopal Labrador City $63,034, Tilting Fishermen's Committee Tilting $56,068, The Town Council of Bonavista Bonavista $101,812, The Town Council of Catalina Catalina $60,000, The Town Council of Chance Cove Chance Cove $78,960, The Town Council of Conception Manuels $65,000, The Town Council of Freshwater Freshwater Placentia $71,626, The Town Council of Hearts Content Hearts Content $61,210, The Town Council of Hearts Delight Hearts Delight $57,940, The Town Council of Hearts Desire Hearts Desire $50,224, The Town Council of Lawn Lawn $81,474, The Town Council of Musgravetown Musgravetown $100,515, The Town Council of Spaniards Bay Spaniards Bay $59,872, The Town Council of St Lawrence St Lawrence $62,188, The Town Council of St Phillips St Phillips $60,000, The Town Council of Torbay Torbay $80,000, The Town Council of Wabana Bell Island $74,107, The Town of Appleton Appleton $75,048, The Town of Botwood Botwood $78,963, The Town of Buchans Buchans $145,220, The Town of Channel Port aux Basques Port aux Basques $69,016, The Town of Deer Lake Deer Lake $84,192, The Town of Fogo Fogo $56,054, The Town of Gander Gander $486,013, The Town of Grand Falls Grand Falls $130,678, The Town of Harbour Main $54,882, The Town of Kippens Kippens $80,620, The Town of Labrador City Labrador City $154,835, The Town of La Scie La Scie $60,631, The Town of Lewisporte Lewisporte $102,671, The Town of Marystown Marystown $351,752, The Town of Milltown Milltown $50,834, The Town of Pasadena Pasadena $102,987, The Town of Point Leamington Point Leamington $110,666, The Town of Ramea Ramea $64,168, The Town of Roddickton Roddickton $75,000, The Town of St Albans St Albans $70,250, The Town of St Anthony St Anthony $135,540, The Town of Stephenville Crossing Stephenville Crossing $143,946, The Town of Triton West Triton West $53,905, The Town of Wedgewood Park Wedgewood Park $80,039, The Town of Windsor Windsor $123,070, The Town Improvement Buchans $64,603, Trepassey Fishermen's Committee Trepassey $63,074, Trinity-Placentia Stadium Committee Whitbourne $53,420, Twillingate-N W 1-Change Islands Newville $321,201, United Church of Board of Management St John's $94,327, United Church of Portugal Cove Portugal Cove $55,587, Upper Island

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Cove Fishermen's Committee Upper Island Cove $92,469, Upper Trinity South Regional Development Greens Harbour $175,371, Water Sewage & Disposal Committee Riverhead Harbour Grace $131,894, Water Supply Smith's Harbour $99,978, Water System Main Point Davidsville $80,117, W Bailey St John's $137,311, West Nfld LEAD Corner Brook $140,817, Wharf Improvements Quirpon $79,000, White Bay Central Development Assoc Main Brook $252,329, White Bay North Development Assoc St Anthony $149,085, White Bay South Development Assoc Pollards Point $320,077, Whiteway Fisheries Committee Whiteway $56,040, Witless Bay Local of Southern Witless Bay $52,716, YM-YWCA Youth Employment St John's $212,724;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Acadia University Wolfville $100,273, Annapolis Royal Development Commission Annapolis Royal $62,553, Annapolis Ventures Ltd Middleton $127,251, Antigonish Downtown Development Corporation Antigonish $134,000, Aylesford Industries Ltd Aylesford $75,095, Bear River Economic Development Society Bear River $150,718, Bridgewater Lions Club Bridgewater $237,602, Cape Breton Federation of Agriculture Bras d'Or $55,804, Cape Breton Assoc for Housing Development Sydney $78,491, Cape Breton District School Board Glace Bay $156,326, Cape Breton Industrial Board of Trade Sydney $258,260, Caribou Marsh Fuelwood Ltd Caribou Marsh $125,013, City of Dartmouth Dartmouth $67,061, City of Halifax Halifax $73,323, Cobequid Neighborhood Work Activity Program Truro $340,741, Community Initiatives for Regional Development Vision Sydney $122,977, Cumberland County Development Corporation Amherst $108,294, Dalhousie University Halifax $306,884, Eastern Shore Development Commission Musquodoboit Harbour $63,154, Escan Textile Products Ltd Eskasoni $60,905, Eskasoni Band Council Sydney $114,230, Glace Bay Community Hospital Glace Bay $192,331, Glace Bay Downtown Development Corporation Glace Bay $89,165, Glace Bay Economic Action Team Glace Bay $575,736, Glace Bay General Hospital Glace Bay $60,517, Growth Opportunities Ltd Digby $50,807, Halifax Board of Trade Halifax $219,887, Hobec Nova Scotia Ltd Sydney $159,956, Incor Investments Ltd Mabou $83,567, Margaree Salmon Assoc Margaree Valley $65,369, Mental Health Nova Scotia Halifax $286,646, M G G Development Incentives Ltd Guysborough $73,491, Michelin Tire Ltd New Glasgow $103,461, Micmac Native Friendship Centre Halifax $299,586, Millbrook Band Council Truro $52,382, Minister of Finance Province of Nova Scotia Halifax $4,296,896, Municipality of Queen's County Liverpool $59,434, Municipality of the County of Colchester Truro $62,131, Municipality of the Town of Dominion Dominion $144,232, Municipality of the Town of Glace Bay Glace Bay $192,157, New Deal Development Ltd North Sydney $126,529, North Inverness Recreation Centre Assoc Inverness County $122,685, Northside Economic Development Assistance Corporation North Sydney $140,267, Oceanside Assistance Group Ltd Glace Bay $77,371, Pictou District School Board Westville $115,285, Richmond County Development Corporation Louisdale $141,517, Sackville Chamber of Commerce Lower Sackville $229,029, Springhill Firefighters Assoc Springhill $52,030, Saint Francis Xavier University Antigonish $106,067, Sydney Parking & Development Corporation Sydney $308,269, Sydney Ventures Ltd Sydney $92,890, Technical University of Nova Scotia Halifax $94,706, Town Daycare Centre Glace Bay $57,760, Town of Amherst Parks and Recreation Amherst $56,725, Town of Bridgewater Bridgewater $54,036, Town of Lockeport Lockeport $71,800, Town of New Glasgow New Glasgow $60,994, Town of North Sydney North Sydney $114,815, Town of Pictou Pictou $61,094, Town of Port Hawkesbury Port Hawkesbury $59,775, Town of Sydney Mines Sydney Mines $171,517, Ulnooweg Development Group Incorporated Eskasoni $79,394, Union of Nova Scotia Indians Sydney $108,321, University Ste Anne Digby County $108,765, University College of Cape Breton Sydney $88,133, Wagmatcook Band Council Baddeck $174,623, Whycocomagh Band Council Whycocomagh $113,898, Willing Workers Hydroponic Gardens Ltd Yarmouth $171,579, Wolfville Area Interchurch Housing Society Wolfville $68,754, Workers' Compensation Board of Nova Scotia Halifax $148,867, Yarmouth Regional Business Corporation Ltd Yarmouth $91,325, YMCA of Halifax Halifax $240,561;

Région du Nouveau-Brunswick—

Adel-Kent LEDA Buctouche $283,309, Atlantic Salmon Federation Chamcook $69,668, B Palmer & Associates Inc Moncton $98,603, Baie-Ste-Anne Co-op Baie-Ste-Anne $64,400, Bi-Capitol Project Inc Saint John $384,238, Big Cove Band Council Big Cove $378,475, Burnt Church Indian Band Lagaceville $164,658, Canadian Historical Railroad Assoc Hillsborough $303,197, Canadian Mental Health Assoc Moncton $51,734, Capitol Films Fredericton $304,338, Centre communautaire de Pigeon Hill Inc Lameque $67,414, Centre universitaire Saint-Louis Maillet Edmundston $80,846, Chambre de commerce Edmundston $221,022, City of Bathurst Bathurst $510,630, City of Campbellton Campbellton $141,122, City of Edmundston Edmundston $147,978, City of Fredericton Fredericton $59,848, City of Moncton Moncton $96,268, Club Rallye Automobile Inc St-Quentin $69,845, Club récréatif de St-Jacques St-Jacques $84,256, Club Richelieu Tracadie Inc Tracadie $61,807, Comité consultatif pour DSL de Haut Sheila Haut Sheila $53,800, Comité des Loisirs de Madran Inc Petit-Rocher $52,915, Comité permanent de développement de juvienat de Petit-Rocher Inc Petit-Rocher $159,691, Commission de l'aéroport régional du Nord-Ouest du N-B Saint-Léonard $89,218, Compagnie des jeunes travailleurs du Nord-Ouest Edmundston $65,899, Connors Bros Ltd Blacks Harbour $91,611, Conseil paroissial St-Jean-Marie Dundee $77,900, Conseil scolaire District #33 Edmundston $64,079, Coopérative de Montagnes Ltée Grand Sault $55,530, Council of Archives NB Inc Fredericton $84,476, Doris Guimond Kouchibouguac $133,862, E Généreux & Associate Fredericton $167,870, G Allen Phillips Saint John $205,942, Galryc Ltd Moncton $302,646, Greater Moncton Chamber of Commerce Moncton $97,600, Hamilton-Carter Limited Fredericton $77,856, Huntsmen Marine Laboratory St Andrews $73,130, Indian Band Planning Ltd Fredericton $138,131, Indian Islnd Band Council Rexton $69,905, Initiatives & Development Grande-Anse Inc Grande-Anse $132,311, John Howard Community Residences Moncton $217,299, Kent Lines Limited Saint John $79,046, Kingsclear Indian Band Fredericton $117,434, L'Assoc des pêcheurs du N-B de la région de Miscou Miscou Centre $54,346, L'Assoc régionale des personnes handicapées physiquement Grand Sault $405,640, L'Institut de coopération Acadien Caraquet $99,166, La Co-op du Club d'âge d'or Mgr Morneau Ltée St-Quentin $54,987, La Société d'Habitation de Rogersville Inc Rogersville $72,076, Le Conseil des Loisirs de Bertrand Inc Bertrand $149,390, Le Village de Buctouche Buctouche $70,251, Lord Beaverbrook Rink Community Saint John $102,148, McAdam Tourism Development Inc McAdam $51,092, Miramichi Commercial Fishermen's Assoc Bay-du-Vin $64,862, Miramichi Foods Ltd Sussex $137,446, Miramichi Golf Club Ltd Chatham $175,265, Miramichi Pulp & Paper Newcastle $405,237, Miramichi Region Development Corporation Inc Newcastle $54,055, Modern Business College Saint John $58,575, Mount Allison University Sackville $55,079, Municipalité de Ste-Anne-de-Madawaska Ste-Anne-de-Madawaska $56,997, Municipalité de St-Léolin St-Léolin $53,571, NB Department of Labour Fredericton $798,276, NB Electric Power Fredericton $212,608, NB Tel Co Saint John $51,717, Nancy Reid Moncton $123,157, Nepisiquit Salmon Assoc Inc Bathurst $75,862, New Brunswick Native Indian Women's Council Inc Fredericton $171,276, New Brunswick Wildlife Federation Inc Moncton $73,969, Newcastle Recreation & Parks Commission Newcastle $179,996, New Lease Inc Saint John $233,177, Northumberland County Forest Products Market Newcastle $70,602, Oromocto Indian Band Oromocto $79,213, Oromocto Youth Training Project Inc Oromocto $275,476, Patricia Dewitt Fredericton $71,776, Prude Inc Saint John $117,382, Recreaplex Inc Dalhousie $76,724, Red Bank Indian Band Red Bank $101,979, Renous Recreation Council Inc Newcastle $68,890, Restigouche Hospital Centre Campbellton $57,185, Saint John Human

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Development Council Inc Saint John $312,726, Saint John Shipbuilding Saint John $452,702, Saint Mary's Indian Band Fredericton $69,371, Service du Secteur Local de Brantville Brantville $64,810, Shoestring Theatre Inc Moncton $63,802, Simonds Co-operative Saint John $86,016, South East NB Forest Products Marketing Board Shediac $82,955, Southwest Valley Development Corporation Inc Harvey $78,172, Sussex Golf & Curling Club Ltd Sussex $94,876, The Carleton Memorial Hospital Woodstock $65,008, The Est End Boys and Girls Club Inc Moncton $58,874, The Saint John 1985 Canada Summer Games Saint John $77,250, Tifreres Israel Congregation Moncton $69,963, Tobique Indian Band Perth-Andover $177,411, Town of Chatham Chatham $116,947, Town on Dalhousie Dalhousie $84,678, Town of Newcastle Newcastle $266,990, Town of Sackville Sackville $134,282, Town of Shediac Shediac $56,681, Town of St Stephen St Stephen $107,556, Unemployed Workers Union Bathurst $57,460, Université de Moncton Moncton $81,647, University of New Brunswick Fredericton $302,821, University of New Brunswick Saint John $70,980, Un pas de l'avant Inc Bathurst $164,376, Upper Nashwaak Agrena Assoc Fredericton $64,647, Village de Bas-Caraquet Bas-Caraquet $95,020, Village de Cap-Pélé Cap-Pélé $175,868, Village de Pointe-Verte Pointe-Verte $55,017, Village de Saint-Basile Saint Basile $58,688, Village de Sheila Sheila $80,126, Village of Charlo Charlo $60,137, Village of Nelson-Miramichi Nelson-Miramichi $63,254, Village of Rexton Rexton $115,250, Village of St-Martins St-Martins $61,212, Ville de Caraquet Caraquet $119,162, Ville de Lamèque Lamèque $125,666, Westmorland Historical Society Inc Dorchester $61,606, Youth Training Centre Moncton $118,449;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Advance Medical Technologies Charlottetown $137,249, Bunbury-Southport Sewer Construction Bunbury $228,687, Chamber of Commerce Charlottetown $137,763, Charlottetown Metal Products Charlottetown $51,583, Construction Assoc of PEI Charlottetown $217,107, East Prince Women's Assoc Summerside $59,756, Eastern Ventures Ltd Georgetown $100,095, Mill River Fun Park Mill River $184,342, Oysterman's Assoc of PEI Summerside $169,753, PEI Credit Union Charlottetown $87,843, PC Industries Ltd Summerside $97,724, Prince County Forestry St Eleanors $80,350, St Mary's Parish Souris $101,628, Summerside Chamber of Commerce Summerside $96,934, Tissue Culture of PEI Bloomfield $51,493, Tourism Assoc of PEI Charlottetown $253,053, Town of Summerside Summerside $70,063, Tyne Valley Recreation Tyne Valley $88,050, West Prince Ventures O'Leary $68,383, Workers' Compensation Board Charlottetown $317,446;

Région du Québec—

Action Intervention Jeunesse Laval Laval $113,388, Action Travail Cloridorme Cloridorme $99,772, Action Travail Jeunesse Moulins Terrebonne $116,130, Action Travail Normandie St-Tite $51,432, Adel Haute-Gatineau Incorporé Maniwaki $167,000, Adelim Incorporé Cap-aux-Meules $185,796, Ader de la Matapédia Amqui $194,000, Affaires Étudiantes Cégep Jonquière Jonquière $60,488, Aide aux Enfants Handicapés Deux-Montagnes Deux-Montagnes $51,517, Air Inuit 1985 Ltée Dorval $80,225, Aliments Humpty Dumpty Ltée Lachine $50,989, Alliance Autochtone du Québec Incorporé Hull $171,182, Alliance Autochtone Pontiac Fort-Coulonge $55,755, Aménagement des Monts Valin Inc Chicoutimi $91,069, Aménagement du Vieux Quai Sept-Îles $92,667, Amis de la Sylviculture du Saguenay Incorporé Chicoutimi $78,951, Animeduc Incorporé Senneterre $97,577, Approche Sécurité Polytoxico-Anonymes Montréal $108,638, Aquila Mariculture Shigawake $58,926, Arsenault Raymonde Montréal-Nord $135,140, Art Transit St-Jérôme $50,000, Ascenseur Drolet Beauport $64,931, Assoc Canadienne pour la Santé Mentale Incorporé Hull $254,300, Assoc Canadienne Professionnelle d'Immersion Ottawa $99,948, Assoc Chasse et Pêche de Cloridorme Cloridorme $59,282, Assoc Chasse et Pêche de Forestville Forestville $96,424, Assoc Conservation Vallée du Gouffre St-Urbain $66,000, Assoc Culturelle Nahuentri Montréal $52,920, Assoc des Pêcheurs de La Baie La Baie $150,000, Assoc des Pêcheurs de Rimouski Rimouski $59,000, Assoc Féminine Entraide Orientation Mascouche Heights $81,669, Assoc Haïtienne St-Léonard $68,298, Assoc Handicapés de Murdochville Murdochville $69,787, Assoc Les Castillons Incorporé Godbout $184,559, Assoc Loisirs Chasse et Pêche de Franquelin Franquelin $51,341, Assoc Montréal pour Déficients Mentaux Montréal $72,917, Assoc Musiciens Artistes Comédiens Montréal $56,988, Assoc nationale Industrie Bois de Sciage Rimouski $87,662, Assoc Paralysie Cérébrale Montréal $62,229, Assoc pour Handicapés Mentaux Haut-Richelieu Iberville $50,160, Assoc Radiodiffuseurs du Québec Montréal $64,315, Assoc Touristique Bas St-Laurent Rivière du Loup $98,185, Assoc Touristique Laurentides Incorporé St-Jérôme $124,164, Assoc 134977 Canada Incorporé Ste-Marie-de-Beauce $84,003, Assoc Récupérateurs Québec Inc Québec $50,478, Assurance-Vie Desjardins Lévis $141,454, Atelier de Travail Jeunesse 01 Inc Rimouski $332,000, Automne 80 Fine Couture Inc Chicoutimi $57,729, Avataq Cultural Institute Inc Inukjuak $76,494, Banque d'Épargne (La) Montréal $59,535, Banque Nationale du Canada Montréal $77,118, Barreau de Montréal Montréal $68,065, Barrier Lake Band Parc-de-la-Vérendrye $101,070, Barrier Lake Band Council Rapide Lake $53,523, Base de Plein Air Les Goélands Inc Port-Cartier $136,931, Beaver Asphalt Montréal $74,561, Bechedor et Griforestier Dorchester Ste-Aurélie $303,746, Bergeries de la Neigette Rimouski $54,970, Bibliothèque Municipale d'Anjou Anjou $50,131, Bois de l'Est du Québec Inc Matane $96,315, Bombardier Inc Division Transport en commun La Pocatière $311,212, Boulots Vers Montréal $58,356, Bouverie Étchemin Ferme Coopérative Lac-Étchemin $89,760, Boyer Richard Montréal $52,245, Brasserie Molson du Québec Montréal $157,799, Bureau Consultation Jeunesse Inc Montréal $72,639, CXA Ltée Brownsburg $51,181, Cae Electrique Ltée St-Laurent $52,403, Camco Inc Montréal $96,388, Camions Pierre Thibault Inc Pierreville $80,961, Campeau Corporation Roberval $56,432, Camp Gatineau Inc Hull $109,338, Camp Musical Métabetchouan Métabetchouan $61,806, Camping de Jonquière Jonquière $351,331, Canards Illimités Canada Québec $55,582, Canron St-Léonard $56,255, Cascade East Angus East Angus $66,771, Cedelac Industrie Inc La Prairie $50,583, Cégep de Sept-Îles Sept-Îles $53,370, Centrale Syndicats Démocratiques Montréal $192,932, Centrart Inc Chicoutimi $249,997, Centre Aiguillage de l'Estrie Inc Sherbrooke $345,000, Centre Civique de Dolbeau Inc Dolbeau $179,051, Centre Communautaire Jeunes sans Emplois Inc Gatineau $252,700, Centre Concertation et Aide Technique Victoriaville $146,731, Centre Coopératif Loisirs Sports Val-Neige Ste-Blandine $75,561, Centre d'Orientation et de Formation pour Femmes en Recherche d'Emploi Inc St-Jean-sur-Richelieu $295,000, Centre Écologique Lac St-Jean Inc St-Félicien $64,207, Centre Émersion Inc Baie Comeau $450,559, Centre Énergie Low-Tech Huntingdon $97,919, Centre Entrainement à La Vie Chicoutimi $68,588, Centre Expédition et Plein Air Jonquière $128,954, Centre Femme Rond-Point Mauricie Trois-Rivières $296,265, Centre Formation Pré-Emploi Sherbrooke $240,000, Centre Formation Professionnelle Lanaudières Joliette $62,570, Centre Formation Professionnelle Mauricie Bois-Francs Trois-Rivières $85,631, Centre Formation Professionnelle Montréal Métropolitain Montréal $199,956, Centre Formation Professionnelle Québec Région 03 Québec $111,024, Centre Information Communautaire et de dépannage (C I C D) Inc Montréal $85,925, Centre International Art Contemporain Incorporé Montréal $51,821, Centre Jeunes 16-25 Richelieu Inc St-Hilaire $327,590, Centre Le Diapason Mascouche $60,420, Centre Local de Services Communautaires St-Marc-des-Carrières St-Marc-des-Carrières $71,401, Centre Plein Air Familial Gaspé Inc Gaspé $90,682, Centre Plein Air Hébertville Inc Notre-Dame d'Hébertville $157,532, Centre Production Plants Forestiers Ste-Anne-de-Beaupré $183,905, Centre Promotion Le Phare Inc Montréal $62,154, Centre Recherche Abitibi-Témiscaming Rouyn $50,000, Centre Recherche Développement Économique Montréal $51,806, Centre Recherche Jeunes Adultes Sherbrooke $145,000, Centre Travail des Laurentides Joliette $265,000, Centre Vacances Rivière-Éternité Rivière-Éternité $160,542, Centre Vacances St-Édouard-de-Frampton St-Édouard-de-Frampton $91,780, Centre Vacances Matawinie Inc St-Michel-des-

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Saints $197,460, Centre Ville Côte St-André Labelle $95,501, Chambre de Commerce d'Industrie et de Tourisme Grand Portage Isle-Verte Village $146,551, Chambre de Commerce de Salaberry Valleyfield Valleyfield $60,306, Chambre de Commerce de Longueuil Longueuil $82,590, Chambre de Commerce de Mirabel Inc Ste-Scholastique $127,458, Chambre de Commerce de St-Frédéric St-Frédéric $54,653, Chambre de Commerce Haut-Richelieu St-Jean-sur-Richelieu $130,925, Chaumières Portneuviennes Inc (Les) Cap-Santé (comté Portneuf) $235,000, Chevaliers de Colomb de Roberval (Les) Roberval $57,049, Chisasibi Band Council Chisasibi $71,579, Cie Générale Électrique Ltée Bromont $622,466, Cie Minière Québec Cartier Fermont $142,796, Ciments Canada Lafarge Ltée St-Constant $89,916, Ciment Québec St-Basile $64,634, CLE Waterloo Inc Waterloo $115,000, Clement Roy Inc St-François $66,284, Club d'Entraide Noa Inc Blainville $55,808, Club de Golf Beattle La Sarre Inc La Sarre $381,310, Club de Golf de Val Neigette Inc Rimouski $288,000, Club de Golf Dorchester Inc Frampton $65,811, Club de Golf Revermont 1984 Inc Amqui $445,000, Club de Placement Centre Ville Montréal $160,000, Club de Placement de l'Est Montréal $140,000, Club de Placement de St-Jérôme St-Jérôme $160,000, Club de Placement de Thetford Mines Thetford Mines $193,000, Club de Placement de Montréal-Ouest Montréal $144,000, Club de PME Sud Inc Bécancour $104,958, Club de Ski Mont-Tremblant St-Jovite $52,106, Club des Balladeurs Équestres Laurier St-Lin $82,305, Club des Talons Hauts Inc Montréal $176,254, Club Lion Grande-Vallée Inc Grande-Vallée $52,220, Club NAIRN Clermont $176,866, Club Optimiste de Beauharnois Beauharnois $253,778, Club Optimiste St-Paul Montréal Inc Montréal $58,868, Club Récréation Grand Pabos Inc Chandler $84,960, Club Ski de Fond d'Alma Inc Alma $52,404, Comité Complexe Mont-Laurier Inc Mont-Laurier $99,098, Comité d'Art de Maniwaki Inc Maniwaki $85,250, Comité d'Assainissement de la Rivière St-François Sherbrooke $75,301, Comité de Gestion Forestière Enregistré Betsiamites $83,892, Comité de Restauration Rivière Jacques Cartier Ste-Catherine $393,767, Comité des Citoyens St-Fabien-de-Panet St-Fabien-de-Panet $82,508, Comité de Loisirs de Ripon Inc Ripon $53,856, Comité Développement Économique Desbiens Desbiens $50,000, Comité Industriel de St-Paulin St-Paulin $175,000, Comité Inno Teveikan et Conseil de Bande Sept-Îles $432,400, Comité Organisation Finale des Jeux du Québec Charlesbourg $210,865, Comité Relance Secteur Lac St-Denis Ste-Agathe $50,000, Comité Touristique de Grand'Mère Inc Grand'Mère $65,843, Commission Scolaire de Chicoutimi Chicoutimi $70,868, Commission Scolaire des Manoirs Terrebonne $79,000, Communauté Hellenique de Montréal Montréal $56,746, Communauté Urbaine de Montréal Montréal $52,890, Compagnie des Jeunes Travailleurs Inc Chicoutimi $66,000, Concept Eco Plein Air Le Baluchon Inc Hunterstown $69,407, Concepts de Construction Poutres et Panneaux Matane Inc Matane $130,000, Concordia University Montréal $138,213, Conseil de Bande des Montagnais du Lac St-Jean Pointe-Bleue $365,422, Conseil de Bande des Montagnais de Sept-Îles Sept-Îles $105,764, Conseil de Bande des Montagnais de Schefferville Schefferville $78,714, Conseil de Bande du Lac Simon Lac Simon $74,441, Conseil de Développement Économique de la Baie-des-Chaleurs Caplan $112,054, Conseil de Développement de la Métis Incorporé Mont-Joli $58,525, Conseil de Développement de la Haute-Mauricie La Tuque $93,750, Conseil de la Nation Huronne Village-des-Hurons $52,791, Conseil de la Zone Touristique d'Alma Lac St-Jean Alma $163,704, Conseil Économique de Beauce St-Georges-de-Beauce $152,084, Conseil Régional de la Culture en Mauricie Trois-Rivières $53,372, Conseil Régional Agro-alimentaire en Estrie Rock Forest $52,960, Conseil Régional des Laurentides St-Jérôme $240,000, Coopérative Agropur St-Laurent $80,076, Coopérative Cadieux de Milot Milot $139,210, Coopérative de Récupération Saguenay Jonquière $51,817, Coopérative Développement des Bois-Francs Victoriaville $60,000, Coopérative Forestière de Portneuf St-Raymond $61,162, Coopérative Forestière Haute-Côte Nord Grandes-Bergeronnes $187,000, Coopérative Forestière Hautes Laurentides Mont-Laurier $326,245, Coopérative Forestière Laterrière-Sud Laterrière $59,288, Coopérative Travailleurs Champignons Waterloo Waterloo $260,000, Corporation Développement de Pontiac Inc Campbells Bay $90,000, Corporation Développement Économique St-Jérôme Metro Inc St-Jérôme $350,000, Corporation Développement Économique St-Irénée St-Irénée $350,000, Corporation Développement Économique de La Pocatière La Pocatière $96,000, Corporation Développement Économique Paroisse St-Elzéar St-Elzéar $53,000, Corporation Développement Socio-Économique Fatima Îles-de-la-Madeleine $189,884, Corporation Développement Tourbières Norbec Inc Port-Cartier $142,724, Corporation Développement Touristique Tadoussac Tadoussac $71,000, Corporation du Centre Plein Air Lac-Bouchette Lac-Bouchette $153,000, Corporation du Parc des Loisirs Mt-Vidéo Barraute $76,529, Corporation Festival Montgolfière Haut-Richelieu St-Jean-sur-Richelieu $57,788, Corporation Formation Développement Exploitation Minière (Abitibi-Témiscaming) Rouyn $293,000, Corporation Loisirs Mont-Castor Matane $59,244, Corporation Municipale Baie-St-Paul Baie-St-Paul $61,940, Corporation Municipale Canton Unis Stoneh Tewkesbu Stoneham $50,000, Corporation Municipale d'Évain Évain $50,648, Corporation Municipale d'Hébertville Mont Lac-Vert $325,000, Corporation Municipale de Bellecombe Bellecombe $104,170, Corporation Municipale de la Marthe Ste-Marthe $94,142, Corporation Municipale de la Ville de Chicoutimi Chicoutimi $281,553, Corporation Municipale de St-François-de-Sales St-François-de-Sales $51,451, Corporation Municipale Escoumins Les Escoumins $98,937, Corporation Municipale Hâvre-aux-Maisons Hâvre-aux-Maisons $69,479, Corporation Municipale Petit-Saguenay Petit-Saguenay $93,778, Corporation Municipale St-François St-François $53,925, Corporation Municipale St-Narcisse Saint-Narcisse $90,031, Corporation Municipale St-Louis-de-France St-Louis-de-France $240,570, Corporation Municipale St-Séverin St-Séverin $120,124, Corporation Municipale St-David-de-Falardeau St-David-de-Falardeau $93,136, Corporation Municipale St-Joachim-de-Tourelle St-Joachim-de-Tourelle $56,919, Corporation Municipale Village de Barraute Barraute $59,132, Corporation Parcs et Espaces de Val d'Or Val d'Or $102,633, Corporation pour la Mise en Valeur du Gros Montmagny $51,399, Corporation Promotion Industrielle de la Baie-des-Ha-Ha La Baie-Des-Ha-Ha $71,803, Créateurs Associés de Val-David Inc Val-David $130,000, Créateurs des Entreprises de l'Est du Québec Inc Amqui $66,000, Créations des Enfants du Centre Sud Montréal $54,988, Criée Groupe communautaire du Centre Sud Montréal $57,486, Culinar Inc Ste-Marie de Beauce $85,430, Dauphinelle (La) Montréal $50,228, Denise Lebel Inc St-Joseph $62,712, Direct Film Inc St-Michel $75,280, Domaine Forget de Charlevoix Inc St-Irénée $409,217, Dominion Textile Drummondville $106,250, Domtar Inc Montréal $449,681, Donohue Inc (Clermont) Québec $724,060, Donohue St-Félicien Inc St-Félicien $75,995, Enfouissement Sanitaire Grande-Rivière $93,797, Electrolux Canada Pointe-Claire $73,539, Electromed International Ltée St-Eustache $80,779, Elkem Metal Canada Beauharnois $101,686, Entraide Chez-Nous (L') Longueuil $68,004, Entrepreneurship Trois-Rivières $175,639, Entreprises Agricoles Forestières Percé $267,409, Entreprises Horticoles Basignac Destor $62,500, Environnement Gros-Morne Gros-Morne $63,106, Épilepsie Montréal Montréal $64,556, Époc Montréal Montréal $590,347, Fédération Syndicat de Gestion Agricole du Québec Longueuil $53,026, Ferme des Enfants Ste-Martine Inc Ste-Martine $86,194, Fermes Restigouche Inc (Les) L'Ascension-de-Patapédia $103,000, Fiberglass Canada Inc Candiac $55,494, Fibracan Laval $100,870, Fondation du Centre de la Nature Laval $73,322, Fondation Lucie Bruneau (La) Montréal $69,803, Fondation Maguire Inc Nouvelle $63,492, Fondation Maisons des Jeunes Longueuil Longueuil $53,731, Fondation Ressources Jeunesse Laval $54,312, Fonds de Relance Industriel et Commercial Inc Chambly $90,000, Fonds Prévoyance et Investissement Windsor Windsor $115,000, Formation et Intégration Emplois Femmes Inc Rouyn $295,500, Fondation du Malin Théâtre Inc Montréal $53,781, Fusoroc Inc Division SNA Thetford Mines $104,442, Gagné Raymond Entreprises Inc Chicoutimi $60,956, Gaz Métropolitain Montréal $156,055, General Motors du Canada Ltée Boisbriand $446,769, General Motors du Canada Ltée Ste-Thérèse $93,381, Gestion Teknika Sherbrooke $79,471, Gilbert Sasseville et Guy Desoteaux Québec $385,240, Girandole (La) Hâvre-St-Pierre $50,000, Glissades Super Splash Inc (Les) Laval $86,495, Goodyear Canada Inc Valleyfield $313,873, Grand Ménage Mani Tout Inc Montréal $54,669, Grand Prix Trois-Rivières Inc

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Trois-Rivières $70,664, Great Whale River Community Assoc Ltd Poste à la Baleine $103,859, Grenier Gaétane Anjou $68,240, Groupe Action Blainville Inc (Le) Blainville $62,811, Groupe d'Environnement Mentalistes Rivière Matane Matane $89,022, Groupe Electrocom Group Inc Verdun $81,000, Groupement Agro-Forestier Lotbinière Ste-Agathe-de-Lotbinière $64,110, Groupement Agro-Forestier Portneuf Portneuf $70,328, Groupement Forestier-Agricole Vallée Chaudière St-Alfred $77,900, Groupement Forestier Nicolet Yamaska Ste-Gertrude $53,540, Groupement Forestier Sud Dorchester Ste-Aurélie $59,797, Guérette Raoul Inc Dégelis $53,640, Homelite Terry Textron Pointe-Claire $62,378, Hôpital St-François-d'Assise Québec $57,472, Imperial Tobacco Ltée Montrél $154,327, Imprimerie Montreal-Magog Magog $60,678, Industries Céramiques Maple Leaf St-Laurent $88,557, Industries James MacLaren Inc Buckingham $478,366, Institut National de la Recherche Scientifique (INRS-Santé) Montréal $53,303, Intégration Jeunesse 15-18 Inc Montréal $56,406, James Bay Cera Communication Society Val d'Or $95,314, Jean et Christine Paquet Inc Cap-Chat $60,271, John Abbott College Ste-Anne-de-Bellevue $71,892, Kruger Inc Bromptonville $66,074, Lar Machinerie Inc Chicoutimi $345,000, Leviton Inc Montréal $85,476, Ligue Navale de Cap-Chat Inc St-Octave-de-l'Avenir $53,617, Lulomco Inc Luceville $171,833, MacDonald College Ste-Anne-de-Bellevue $74,887, Maintenance Eureka Limitée Thetford Mines $58,634, Maison Lapointe Inc Montréal $50,653, Maison Jeunes par la Grande Porte Montréal $56,802, Maranda et Labrecque Ltée Québec $113,086, Marine Industrie Tracy $84,130, Matériaux Blanchet Inc St-Just-de-Bretenières $77,067, Matériaux Construction Canada La Salle $54,818, Matériaux Riel Inc Fort-Coulonge $55,000, Micmacs of Maria Band Maria $72,148, Mines Noranda Division CCR Montréal $63,795, Mines Sigma Ltée Val d'Or $76,381, Ministère des Finances du Québec Québec $15,888,216, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake $67,450, Montour Eugene Morris Tom Kahnawake $114,920, Montréal Litho Laval $95,219, Municipalité Canton Tachereau St-Nazaire $52,854, Municipalité de Delisle Delisle $64,937, Municipalité de Ferland et Boilleau Ferland et Boilleau $67,560, Municipalité de la Paroisse du Lac Doré Lac Doré $51,965, Municipalité de la Baie James Matagami $58,006, Municipalité de Larouche Larouche $53,559, Municipalité de Pointe-à-la-Croix Pointe-à-la-Croix $91,709, Municipalité de Prévost Prévost $65,852, Municipalité de St-Bruno St-Bruno $63,989, Municipalité East Broughton East Broughton $55,922, Municipalité Régionale du Comté de St-Maurice St-Maurice $68,725, Municipalité Régionale du Comté d'Arthabaska Arthabaska $218,000, Municipalité Régionale du Comté de Pontiac Campbells Bay $62,624, Municipalité Régionale des Laurentides St-Faustin $82,623, Municipalité St-Félix d'Otis St-Félix d'Otis $99,675, Municipalité Ste-Catherine Jacques Cartier Ste-Catherine Jacques Cartier $122,977, Municipalité St-Faustin St-Faustin $125,538, Municipalité Val-des-Monts Val-des-Monts $58,685, Municipalité Village Mont-Rolland Mont-Rolland $62,224, Nationair Canada Mirabel $56,292, National Council of YMCA'S Montréal $100,966, Noranda Inc Noranda $67,904, Nordair Dorval $145,755, Office Développement Tourisme Congrès Laval Laval $83,245, Office du Tourisme de Portneuf Cap-Santé $90,486, Olympiques de Rosemont Montréal $55,570, Ordre Antonien Libanais des Maroni Outremont $124,008, Organisation au Travail Inc Outremont $275,175, Organisation Patrouille Canadienne de Ski Sept-Îles $61,550, Papiers fins Domtar Inc Windsor $198,316, Parc des Loisirs Baie-des-Sables Baie-des-Sables $78,902, Parc du Mont-Comi St-Donat $69,179, Parrainage Civique Banlieue Ouest Montréal $58,907, Partage Humanitaire Alpel Inc Laval $99,106, Passage-Travail Rive-Sud Lévis $169,869, Patro de Charlesbourg Québec $56,687, Pavillon Hébergement Barraute Barraute $150,000, Pépinière Mitis Inc St-Gabriel Rimouski $235,150, Petro-Canada Montréal $51,726, Pinkerton du Québec Ltée Montréal $52,964, Plan Dior Vert Inc Val D'Or $52,000, Planfor Inc Ste-Famille-d'Aumond $95,846, Pontiac County Forest Product Shawville $59,225, Pratt and Whitney Canada Inc Longueuil $219,922, Prevost Car Ste-Claire $63,734, Productions Laurentides St-Jérôme $50,000, Productions Yvon Plamondon Inc Cap-Santé $93,997, Produits Cellulaires Waterville Waterville $96,566, Quenord Inc Magog $122,413, Radio Communautaire de l'Est Inc Montréal $60,716, Radio Communautaire de l'Estrie Inc Sherbrooke $51,200, Raffinerie Gulf Canada Montréal $55,705, Regroupement des Jeunes Rivière-Éternité Rivière-Éternité $52,625, Relance Atelier Réadaptation Travail Hull $103,614, Restigouche Band Council Restigouche $175,496, River Desert Indian Band Maniwaki $59,639, Rond Point 16-18 Inc Montréal $55,129, Savreu Inc Sillery $155,785, Scierie Mitis Inc Price $108,047, Scierie Saguenay Ltée Ville de la Baie $59,710, Sera CLE Inc Thetford Mines $116,500, Serres Coopératives de Guyenne Guyenne $218,660, Service Aide à la Jeunesse St-Denis Montréal $65,438, Service Aide à l'Emploi de l'Est Inc Pointe-aux-Trembles $251,000, Service Broderick J Ltée St-Léonard $55,271, Service d'Aide Communautaire Anjou Inc Anjou $139,259, Sevec Société Éducative Vise Échange Canada Ottawa Ont $99,948, Sheila Furs Reg Oka $60,743, Sidbec Dosco Contrecœur $164,570, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs Oka $56,337, Société Aménagement Berthier Autra Berthierville $147,919, Société Aménagement de Conservation et d'Amélioration du Milieu Québec Inc St-Joachim $58,415, Société Aménagement des Ressources Rivière Métis Mont-Joli $57,346, Société Aménagement Port-Cartier Port-Cartier $101,601, Société Astronomique de Dolbeau Dolbeau $92,345, Société Canadienne de la Sclérose en Plaques Montréal $75,705, Société CLE Barraute Senneterre Senneterre $50,000, Société CLE de Champlain Cap-de-la-Madeleine $98,000, Société CLE de La Pocatière La Pocatière $98,000, Société CLE de Memphrémagog Inc Magog $95,000, Société CLE de Matane Inc Matane $104,000, Société CLE de Mont-Laurier Inc Mont-Laurier $100,000, Société CLE de Portneuf St-Raymond $130,000, Société CLE des Basques Inc Trois-Pistoles $65,000, Société CLE du Haut-Yamaska Granby $77,267, Société CLE Montmagny l'Islet Montmagny $151,000, Société CLE Région Lac Mégantic Lac Mégantic $112,165, Société CLE St-Jérôme St-Jérôme $95,000, Société CLE Témiscouata Dégelis $99,000, Société Conservation Baie de l'Isle-Verte Isle-Verte $68,204, Société d'Entromologie du Québec Ste-Foy $62,608, Société d'Exploitation des Ressources de la Vallée Inc Lac-au-Saumon $92,987, Société Elect Chimie Alcan Jonquière $436,717, Soficar Centre Mauricie Inc Shawinigan $115,000, Sources Mesy Inc (Les) Iberville Station $55,000, St Lawrence Valley Natural History Ste-Anne-de-Bellevue $67,840, St-Regis Band Council St-Regis $55,502, Station de Ski Le Valinonet Chicoutimi $340,009, Station Val d'Irène Inc Ste-Irène $56,967, Sucre Lanctic Montréal $80,773, Sun Youth Organization Inc Montréal $53,587, Syndicat Coopérative d'Aqueduc d'Iberville St-Paul-du-Nord $178,278, Syndicat Producteurs de Bois des Laurentides Masson $111,020, Syndicat Producteurs de Bois du Comté Labelle Mont-Laurier $214,540, Syndicat Producteurs de Bois Laurentides Lachute $52,961, Syndicat Producteurs de Bois Région Montréal Longueuil $123,991, Télévision Communautaire de Vaudreuil Vaudreuil $54,686, Timbec Inc Témiscaming $56,205, Tie Communication Sherbrooke $117,886, Tortillard du St-Laurent Québec $72,316, Travail Non-Traditionnel TNT Inc Montréal $130,000, Trigoni Adamo Maria St-Léonard $50,095, Union Carbide du Canada Montréal $158,948, Université de Montréal Montréal $392,632, Université de Sherbrooke Sherbrooke $107,093, Université du Québec à Chicoutimi Chicoutimi $110,398, Université du Québec à Montréal Montréal $216,285, Université du Québec à Rimouski Rimouski $107,232, Université du Québec à Trois-Rivières Trois-Rivières $101,711, Université Laval Ste-Foy $135,325, Université McGill Montréal $239,336, Ville d'Alma Alma $69,213, Ville d'Amos Amos $104,697, Ville d'Aylmer Aylmer $79,753, Ville de Baie Comeau Baie Comeau $86,584, Ville de Berthierville Berthierville $304,593, Ville de Cadillac Cadillac $301,114, Ville de Cap-Chat Cap-Chat $58,270, Ville de Chambly Chambly $56,763, Ville de Charlesbourg Charlesbourg $98,708, Ville de Châteauguay Châteauguay $108,989, Ville de Chibougamau Chibougamau $90,365, Ville de Chicoutimi Chicoutimi $92,538, Ville de Clermont Clermont $59,755, Ville de Desbiens Desbiens $55,950, Ville de Dolbeau Dolbeau $138,158, Ville de Grand'Mère Grand'Mère $68,864, Ville de Jonquière Jonquière $96,076, Ville de La Baie La Baie $110,000, Ville de La Salle La Salle $57,474, Ville de Le Gardeur Le Gardeur $62,485, Ville de Longueuil Longueuil $129,454, Ville de Loretteville Loretteville $51,046, Ville de Malartic Malartic $107,523, Ville de Matane Matane $92,213, Ville de Percé Percé

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

$70,549, Ville de Plessisville Plessisville $96,615, Ville de Québec Québec $326,013, Ville de Repentigny Repentigny $95,164, Ville de Roberval Roberval $96,344, Ville de Saint-Eustache Saint-Eustache $53,484, Ville de Saint-Jérôme Saint-Jérôme $58,539, Ville de Ste-Anne-des-Monts Ste-Anne-des-Monts $60,974, Ville de Ste-Foy Ste-Foy $52,596, Ville de Sainte-Thérèse Sainte-Thérèse $52,823, Ville de Shawinigan Shawinigan $552,427, Ville de Sherbrooke Sherbrooke $84,759, Ville de Thetford Mines Thetford Mines $99,040, Ville de Trois-Rivières Trois-Rivières $103,008, Ville de Val Belair Val Belair $65,775, Ville de Val d'Or Val d'Or $68,064, Ville de Verdun Verdun $96,886, Ville de Ville-Marie Ville-Marie $187,793, Waswanipi Band Council Waswanipi $83,537, Waswanipi Cree Village Corporation Waswanipi $59,505, Young Men and Christian Assoc of Montréal Montréal $349,066, Zinc Électrolytique du Canada Ltée Valleyfield $366,565;

Région de l'Ontario—

AAR Kel Moulds Ltd Wallaceburg $62,606, AG Simpsons Co Ltd Scarborough $65,669, Abitibi Price Inc Toronto $98,569, Algoma Fish and Recreation Assoc Ltd North of Thessalon $257,858, Algonquin College Nepean $67,665, Algonquin Golden Lake Band Golden Lake Indian Reserve $96,245, Almaguin Nipissing Travel Assoc North Bay $69,184, Alternative Computer Training for the Disabled Toronto $334,119, Altex Management London $146,615, Arnold Manufacturing Windsor $54,460, ASAP Wordprocessor Service Toronto $57,985, At Your Service Ottawa $222,583, BASF Canada Inc Cornwall $52,839, BDM Co-operative Warehouse Ltd Ottawa $112,619, Barrie Youth Opportunity Barrie $160,324, Beausoleil Band Council Cedar Point P O Christian Island $59,268, Belleville Collegiate Belleville $50,379, Big Grassey Band Lac Seul Reserve $108,690, Big Trout Lake Band Big Trout Lake $461,298, Bill Barker Sault Ste Marie $107,926, Brantford Flying Club Brantford $63,390, Brantford General Hospital Brantford $57,930, Bricklayers and Allied Craftsmen Brantford $78,550, Brock University St Catharines $99,744, CFB Petawawa Reserve $73,687, CL Polk Forestry Consulting Ltd Admaston Township $70,539, Calabogie Peaks 1983 Inc Calabogie Peaks $61,450, Cambrian College Sudbury $72,903, Camp Summerland Orillia $94,755, Canadian Assoc of Immersion Teachers Ottawa $99,021, Canadian Car Rail Inc Thunder Bay $62,333, Canadian Council for Native Business Toronto $50,294, Canadian Mental Health Assoc St Thomas $83,653, Canadian Mental Health Assoc Windsor $62,079, Canadian Posture and Seating Centre Kitchener $247,339, Canadore College of Applied Arts and Technology North Bay $66,767, Canadore College North Bay $180,418, Carleton University Ottawa $92,750, Cayotec Corporation Ottawa $66,852, Centennial College of Applied Arts and Technology Scarborough $79,579, Centre for Advancement in Work and Living Toronto $280,343, Champion Road Machinery Ltd Goderich $1,274,190, Chedoke-McMaster Hospital Hamilton $84,740, Chippewas of Georgina Island Sutton West $69,700, Chippewas of Kettle and Stony Point Kettle Point Reserve $52,688, CIL Ltd North York $181,348, City of Hamilton Hamilton $62,125, City of North Bay North Bay $67,801, City of Scarborough Scarborough $52,140, City of Trenton Trenval Project Trenton $61,097, Cochrane Mistik Wood Products Inc Cochrane $232,430, Cochrane Temiskaming Reserve Centre South Porcupine $989,943, Computer Methods Downsview $189,077, Connaught of Hamilton Inc Hamilton $129,599, Conservation Area Essex County $66,537, Cope Windsor Windsor $256,990, Control Data Institute Mississauga $82,957, Control Data Institute North York $704,467, Control Data Institute Toronto $268,177, Corporation of the City of Windsor Windsor $71,686, Corporation of the Town of Dunnville Dunnville $66,195, Corporation of the Town of Gore Bay Gore Bay $314,485, Corporation of the Town of Keewatin Keewatin $348,652, Corporation of the Town of Sturgeon Falls Sturgeon Falls $74,109, County of Lanark Lanark $131,796, County of Northumberland Roseneath $133,433, Credit Valley Conservation Authority Meadowvale $77,105, Crothers Ltd Concord $89,758, Dancer Transition Toronto $53,345, David V Love Toronto $70,279, Day Care Improvement Project of Central Ontario Toronto $73,548, De Havilland Aircraft of Canada Downsview $226,430, Devils Gap Marina Trust Kenora $163,029, Domtar Fine Papers Cornwall $175,137, Down to Business Training Programmes Inc Thunder Bay $136,616, Downtown Chatham of the Thames Development Chatham $56,000, Drake International Toronto $630,488, Dryden Forest Improvement Dryden $51,462, Durham College of Applied Arts and Technology Oshawa $104,600, Dupont Canada Inc Sarnia $83,792, Eagle Lake Band #27 Eagle Lake $253,538, Eagle Precision Tool Brantford $65,910, Eaton Yale Chatham $88,191, Eichold Ltd North Bay $58,903, Eldorado Resources Ltd Ottawa $97,954, Elgin Serving Circle Inc St Thomas $227,696, Elliot Lake Manufacturing and Recycling Ltd Elliot Lake $93,538, Emile Généreux Ottawa $123,150, Energy Pathways Inc Ottawa $115,202, Espanola Youth Council Espanola $175,611, Essex Region Conservation Authority Essex County $56,664, Essex Manufacturing Windsor $186,690, Esso Petroleum Canada Sarnia $167,629, Everglades Marina and Resort Pefferlaw $81,980, Family and Children of Niagara Region St Catharines $160,449, Farr John Peterborough $56,286, Firestone Steel Products of Canada Inc London $90,328, Forestry Management Training Program Lambton/Middlesex Counties $72,024, Frankel Steel Ltd Milton $109,005, Fraser Inc Thorold $101,247, Frontenac County Board of Education Kingston $258,352, General Motors of Canada Ltd St Catharines $127,356, General Motors of Canada Ltd Windsor $148,769, George Brown College Toronto $1,008,240, Georgian College of Applied Arts and Technology Barrie $75,687, Georgian Triangle Economic Development Corporation Collingwood $78,417, Good Neighbour Salvage Assoc Sudbury $65,246, Grand River Conservation Authority Cambridge $374,022, Great Lakes Forest Products Ltd Thunder Bay $89,970, Great Lakes Paper Co Thunder Bay $165,022, Greater Fort Erie Corporation Fort Erie $106,257, Greater Niagara General Hospital Niagara Falls $56,424, Grey Bruce Tourist Assoc Owen Sound $256,670, Gullwing Forestry Ltd Dryden $50,499, Haliburton Highlands Nordic Trail Assoc Haliburton $146,427, Halton Region Conservation Authority Milton $87,303, Hamilton Board of Education Hamilton $53,336, Hamilton Civic Hospital Hamilton $50,783, Hamilton East Kiwanis Boys and Girls Club Hamilton $57,389, Hamilton East Kiwanis Non-Profit Homes Inc Hamilton $154,789, Hamilton Performing Arts Corporation Inc Hamilton $57,813, Hamilton Wentworth Roman Catholic Separate School Board Hamilton $51,951, Hamilton Wentworth Third Sector Employment Enterprise Hamilton $165,544, HE Vannatter Ltd Wallaceburg $64,908, Help Yourself Inc London $83,823, Hornepayne Board of Education Hornepayne $101,037, Humber College of Applied Arts and Technology Rexdale $69,058, Huntington University Sudbury $52,699, Huron County Pioneer Museum Goderich $66,992, Huronia Transition Homes Midland $75,677, Husky Injection Moulding System Bolton $279,310, IMEC Technologies Inc St Catharines $104,017, Inco Ltd Sudbury $620,567, Individual Development Corporation Ottawa $176,485, Industrial Training Centre for Women of Sudbury Sudbury $278,865, Intercultural Assoc St Catharines $57,400, Intercultural Assoc Toronto $153,339, IT International Corporation Scarborough $53,760, John Howard Society of Metro Toronto Toronto $218,358, Jonas and Erickson Software Willowdale $72,137, Kellogg Salada Canada Inc London $85,425, Keyword Walkey Non-Profit Corporation Ottawa $217,991, Kimberly Clark of Canada Ltd Thunder Bay $81,145, Kingfisher Lake Band Kingfisher $162,798, Kingston Learning Centre Kingston $68,231, Kirkland Lake Roman Catholic Separate School Board Kirkland Lake $77,553, Kleda Corporation Kirkland Lake $106,715, Lamko Tool and Mould Inc London $132,996, L'Association d'investissement industriel de Hawkesbury Kawkesbury $350,000, Lac Seul Band Lac Seul Reserve $109,693, Lakehead University Thunder Bay $165,006, Laurentian University Sudbury Sudbury $166,736, Lennox Learning Centre Belleville $65,040, Linamar Machine Ltd Guelph $99,047, Lincoln County St Catharine $121,870, Lincoln Regional Arts Council Beamsville $72,688, Logan Design Toronto $358,355, London Machinery Co Ltd London $56,767, London Urban Resources London $61,681, Long Point Region Conservation Authority Townships of Delhi and Norfolk

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

$51,132, Loyalist College of Applied Arts and Technology Belleville $144,380, Magna Skilled Labour Training Centre Concord $367,094, Magna Technical Training Centre Concord $217,502, Mahkwa Development Corporation Lac Seul Kejick Bay $284,896, Management Training System Brockville $131,021, Manitoulin White Pines Planning Project Manitowaning $77,442, Mattawa Knitwear Guild Mattawa $130,281, McDougall Joan Ottawa $63,233, McMaster University Hamilton $105,150, Menasco Aerospace Ltd Oakville $52,420, Merricraft Inc Merrickville $157,225, Metropolitan Toronto Conservation Authority Metro Watersheds $80,725, Metropolitan Toronto and Region Conservation Toronto $82,219, Microship Youth Training Assoc of Toronto Inc Toronto $279,633, Mississauga Band Mississauga Reserve $76,502, Mississauga Valley Conservation Authority Lanark $110,602, Mohawk College Hamilton $62,043, Mohawk College of Applied Arts and Technology Hamilton $65,991, Mohawk Council of Akwesasne St Regis $58,823, Monarch Youth Auto Refinishers Project Ajax $207,750, Mr Ted Byck and Mr. Gerry Parrott Haileybury $138,349, MTE Controls Ltd Windsor $71,082, Municipality of Dysart Et Al Haliburton $58,607, Municipality of Metropolitan Toronto $991,642, Municipality of Valley of Iron Bridge Kamichisitit and Parkinson Township $121,936, Muskrat Dam Band Muskrat Dam Reserve $92,225, N'Swakamok Native Friendship Centre Sudbury $324,647, National Congress of Italian Canadians Toronto $192,188, Native Inter-Agency Council Toronto $76,491, Native People of Thunder Bay Development Corporation Thunder Bay $263,461, Netron Incorporate Downsview $81,121, New Experience Toronto $71,004, Niagara College of Applied Arts and Technology Welland $73,871, Niagara Employment Agency Inc Welland $55,088, Niagara Institute for International Studies Niagara on the Lake $107,746, Niagara Peninsula Conservation Authority Allanburg $202,503, Niagara South Board of Education Welland $61,639, Nokee Kwe Occupational Skill Development Inc London $302,229, Noranda Mines Thunder Bay $57,675, Norman Turcott Chalk River $149,450, North Algoma Industrial Training Organization Wawa $58,257, North Hastings Economic Development Committee Chippewas of Sarnia Band Sarnia $52,165, North Peel Secondary School Brampton $99,526, North Shore Development Assoc Thessalon $52,155, Northern Community Development Service Corporation Fort Frances $307,201, Office Automation Toronto $496,939, Ognatisik Artisans Ltd St Catharines $131,498, Ojibways of Onegaming Band Onegaming Indian Reserve $58,660, Omstead Foods Ltd Wheatley $60,864, Oneida Band Council Southwold $133,835, Ontario Business College Belleville $175,484, Ontario Forestry Assoc Maple and Midhurst $222,763, Ontario March of Dimes Thunder Bay $65,006, Ontario Society for Autistic Children Toronto $58,056, Orillia Area LEAD Corporation Orillia $109,113, Oshawa General Hospital Oshawa $54,434, Ottawa Board of Education Ottawa $67,470, Ottawa Women's Financial Training Centre Toronto $303,465, Ottawa YMCA Ottawa $309,160, Overland Learning Centre Toronto $110,471, PWL Manufacturing and Repairs Inc Waterloo $252,067, Park Business College Hamilton $54,058, Peterborough County Employment Development Agency Corporation Peterborough $56,092, Petrosar Ltd Sarnia $417,030, Phantom Industries Ltd Toronto $59,983, Phillips Tool and Mould Ltd London $51,137, Plato Academic Centre Inc Toronto $98,425, Port Colborne Wainfleet Corporation Port Colborne $95,712, Prescott Welding Programme Inc Prescott $363,851, Primecare Consultant Ottawa $52,844, Proctor and Gamble Inc Hamilton $230,041, Queen's University Kingston $95,759, Quinte Full Growth Development Inc Belleville $183,412, R Bautista Conultants Ltd Toronto $14,605, RCA Inc Prescott $64,924, Rainy River Business Development Corporation Fort Frances $189,154, Rat Postage Band Rat Postage Indian Reserve $148,418, Red Lake Economic Development Corporation Red Lake and Area $55,601, Regional Municipality of Niagara Thorold $171,146, Rehabilitation Foundation for Disabled Timmins $225,387, Renderous Tavern Ltd Windsor $77,350, Rexdale Microskills Development Centre Rexdale $305,849, Rideau Valley Conservation Authority Perth Wild Life Reserve $67,842, Rio Algom Ltd Elliott Lake $51,340, Roger's Cable TV London $60,488, Royal Botanical Gardens Hamilton $73,575, Ryerson Polytechnical Institute Toronto $3,536,616, Sachigo Lake Band Sachigo Lake $63,687, Sacred Heart Children Family Centre Scarborough $52,629, Sarnia Band Enfast $97,765, Sault College of Applied Arts and Technology Sault Ste Marie $235,364, Sault Ste Marie Chamber of Commerce Sault Ste Marie $104,409, Sault Ste Marie District Labour Council Sault Ste Marie $62,549, Sault Ste Marie YMCA Job Generation Sault Ste Marie $230,079, School by the Water Toronto $73,548, Science North Sudbury $60,632, Science Policy Research Centre Ottawa $69,806, Scotts Plains Recycling Inc North Bay $88,044, Scotts Plains Recycling Inc Peterborough $158,874, Seeburn Metal Products Ltd Beaverton $61,274, Seneca College of Applied Arts and Technology North York $218,397, Services and Material Company Canada Thunder Bay $53,747, Shaw Colleges Limited Toronto $219,425, Signs North Ltd North Bay $72,097, Skiltec Assoc North Bay $185,708, Simcoe District School Age Child Care Program Barrie $50,208, Six Nations Band Council Ohsweken $334,144, Smith Township Lakefield $79,338, Smith Township Metis and Indian Assoc Lakefield $129,882, Society for Educational Visits Ottawa $99,194, Sole Parent Foundation of Barrie Inc Barrie $175,933, South Lake Simcoe Conservation Authority South Lake Simcoe Watershed $68,885, South Nation River Conservation Authority Berwick $165,632, South Simcoe School of Employment Skills Tottenham $180,781, South Western Business Company London $112,838, Spanish River Bank of Ojibways Spanish River Reserve $55,905, St Catharines Branch of Ukrainian St Catharines $72,125, St Catharines and District Chamber of Commerce St Catharines $67,016, St Joseph's General Hospital Elliot Lake $217,653, St Regis Band Council Cornwall $106,072, Stelco Inc Hamilton $61,865, Stormont Dundas and Glengarry Board of Education Cornwall $149,589, Stratford Shakespeare Festival Foundation Stratford $204,677, Sudbury Algoma Hospital Sudbury $95,845, Sudbury General Hospital Sudbury $52,892, Sunnybrook Medical Centre Toronto $56,297, Superior Partnership Sault Ste Marie $173,952, Teal Manufacturing Ltd Windsor $58,471, Tee Kay Apparel Ltd Thunder Bay $115,498, TEO Computers and Peripherals Markham $67,914, The Little Business Manufacturing Inc Sarnia $56,634, Toledo Scale Division of Reliance Electric Windsor $116,050, Toronto Office Skills Training Project Toronto $293,105, Town of Blind River Boom Camp Park $77,641, Town of Paris Paris $229,684, Township of Atikokan Atikokan $71,747, Treasurer of Ontario Toronto $782,800, Trent University Peterborough $75,276, Trent University Union of Ontario Indians Toronto $108,920, Trenton Machine Tool Trenton $64,541, Union Carbide Canada Ltd Welland $116,383, United Counties of Leeds and Grenville Leeds and Grenville County $136,582, United Steel Workers of America Sudbury $51,025, University of Guelph Guelph $86,952, Université d'Ottawa Ottawa $87,080, University of Toronto Toronto $181,682, University of Waterloo Waterloo $112,881, University of Western Ontario London $117,786, University of Windsor Windsor $264,350, Victoria Hospital Corporation London $58,172, WaWa Tay Native Communications Society Sioux Lookout/Nishnauke $120,247, Walpole Island Band Council Wallaceburg $168,691, Wayside House of St Catharines St Catharines $78,239, Webequie Economic Development Corporation Webequie $68,971, Welland Canada Preservation Assoc Port Colborne $61,514, West Bay Band West Bay $52,016, West End Women Entering Machining Toronto $266,371, Westinghouse Canada Inc Renfrew $75,213, Westwelt Business London $87,997, Westwood Adult Education Etobicoke $104,246, Whitby Psychiatric Hospital Whitby $53,159, Whitefish Bay Band Whitefish Bay Indian Reserve $137,839, Whitefish Lake Band Naughton $54,990, Whitefish Lake Indian Band Whitefish Lake Reserve $52,242, Whitney Community Development Corporation Whitney $85,051, Wilfred Laurier University Waterloo $74,426, Wintercount Toronto $160,917, Wikwemikong Development Commission Wikwemikong Unceded Reserve $241,578, Wikwemikong Development Corporation Manitowaning $50,473, Willowridge Training Wheels Inc Etobicoke $275,748, Windsor Roman Catholic Separate School Board Windsor $62,910, Windsor Western Hospital Windsor $111,222, Women's Training for Employment Program Inc Kenora $136,520, Woodgreen Community Centre Toronto $52,779, Woodland Indian Culture Educational Centre Brantford $69,523, Workers' Compensation Board Toronto $317,678, Working Centre

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Kitchener $64,249, Working Skills Centre of Ontario Inc Toronto $288,637, World Master's Sport Foundation Toronto $58,883, Xerox Canada Inc Mississauga $202,095, YMCA Job Generation Greenary St Catharines $253,016, YMCA of Metro Toronto Toronto $246,652, YWCA of Niagara Falls Niagara Falls $85,016, York University Downsview $292,741, Youth Opportunity Unlimited in York Region Richmond Hill $200,604, 564154 Ontario Limited Peterborough $58,913;

Région du Manitoba—

Abitibi Price Inc Pine Falls $58,194, Air Canada Winnipeg $124,358, Anderson Management Services Winnipeg $239,053, Anishinabe Resource Centre Pine Falls $298,971, Anishinabe Respect Winnipeg $164,524, Arctic Sewing Centre Churchill $65,167, Bema Training Corps Winnipeg $156,108, Broken Head Municipality Inc Beauséjour $64,550, Business of Living Winnipeg $211,689, CP Rail Winnipeg $123,033, Canadian National Railways Winnipeg $60,638, Canadian Assoc for Mental Retro Winnipeg $92,807, Chamber of Commerce Winnipeg $239,090, Children's Home of Winnipeg Winnipeg $955,083, Creative Playroom Workshop Winnipeg $55,219, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon $268,846, Dauphin Leather Dauphin $144,761, Dauphin-Ochre Rec District Dauphin $61,460, Dominion Tanners Winnipeg $50,511, Don Ayre & Associates 1984 Inc Winnipeg $56,266, Employment Preparation Project Winnipeg $170,613, Fleece Line Ventures Brandon $143,151, Foundation Tutoring Winnipeg $188,176, Fox Lake Bakery Winnipeg $59,210, G B Graphics Ltd Winnipeg $81,711, Health Science Winnipeg $70,749, Highway Truck Services Winnipeg $81,268, Indian Business Development Winnipeg $57,299, Industrial Technology Centre Winnipeg $508,495, Jastrebski Jack Rorketon Winnipeg $75,016, Jorge Management Winnipeg $93,783, Kevin Cash Winnipeg $52,350, Mancin Consultants Winnipeg $79,756, Manitoba Hydro Winnipeg $212,156, Manitoba Women's Newspaper Winnipeg $176,864, Marymound Inc Winnipeg $179,862, Metis Economic Development Winnipeg $217,909, Mikisew Broadcasting Corporation Inc Thompson $148,824, Mistik Woodcrafts Inc Leaf Rapids $105,593, Nay Ah Quong Rossburn $59,708, Nelson House Loggers Nelson House $97,228, North Country Archery Emerson $274,530, North West Development Lynn Lake $62,618, Northeast Interlake Development Riverton $68,505, University of Manitoba Winnipeg $419,530, City of Winnipeg Winnipeg $389,336, Pikwitonei Loggers Thompson $216,523, Prairie Environmental Consultants Winnipeg $55,760, Princess Auto Edmonton Alb $72,519, Principal 10 Brandon Brandon $118,603, Province of Manitoba Winnipeg $563,714, Ram Agency Winnipeg $89,250, Red Path Centre Inc Portage La Prairie $287,945, Sandy Bay Tackle Amaranth $133,595, Selkirk Development Corporation Selkirk $61,557, Selkirk Training Plant Selkirk $221,250, Shamattawa Indian Band No 307 Shamattawa $125,200, Sherritt Gordon Mines Ltd Lynn Lake $1,827,964, Sir Hugh John MacDonald Training Program Winnipeg $247,836, Social Skills Winnipeg $163,340, Society for the Advance Native Studies Brandon $199,078, Southeast Resource Development Council Winnipeg $173,432, St James Assiniboia School Division No 2 Winnipeg $82,345, St James Assiniboia Winnipeg $152,203, Swan River Life Skills Swan River $232,516, T L Trainers Winnipeg $50,550, Wasagamack Woodworking Wasagamack $91,854, Westwin Personnel Winnipeg $176,424, Winnipeg Presbytery United Church Winnipeg $79,544, X-Kalay Industries Winnipeg $218,877, YMCA of Winnipeg Winnipeg $269,706, Youth Business Learning & Development Centre Winnipeg $465,482;

Région de la Saskatchewan—

Advocational/Vocational Saskatoon $64,750, Battleford Bag Manufacturing North Battleford $79,800, Bridging Program Women Learning Working Regina $190,347, Buffalo River Band Dellow $54,488, Canadian National Institute for the Blind Regina $55,781, Carry the Kettle Band Sintaluta $66,352, Club House Facility Carlyle $67,009, Community Service Centre Black Lake $101,497, Cote Leathercraft Centre Kamsack $84,963, East Central LEAD Corporation Broadview $73,598, Forest Management Project Buffalo Narrows $54,647, F S I N LEAD Corporation Prince Albert $72,768, Federation of Saskatchewan Indians Regina $66,032, Fishing Lake Band Wadena $67,257, Flying Dust Band Meadow Lake $80,477, Flying Dust Band Gravel & Paving Co Meadow Lake $52,380, Gabriel Dumont Institute Regina $320,214, Hired Hands for Rent Yorkton $98,475, Intercity Mechanical Ltd Saskatoon $109,071, Kahewistahaw Community Services Broadview $57,734, Key Lake Mining Saskatoon $57,656, Jans Bay Multi Purpose Hall Canoe Narrows $82,744, Kawula Consulting Prince Albert $246,436, Kirkinahk Friendship Centre La Ronge $315,112, La Ronge Region Community College La Ronge $108,022, Lac La Ronge Indian Band La Ronge $238,876, Lockerbie and Hole Co Ltd Saskatoon $59,292, Membership Project Punnichy $59,542, Mini-Micro Operator Prince Albert $146,417, Montreal Lake Band Development Montreal Lake $123,224, Montreal Lake Human Resource Development Montreal Lake $75,253, Multiplex '85 Leask $59,276, NVA Park Development Saskatoon $69,334, Northwest Local Economic Development Assistance Corporation North Battleford $126,210, PCS Rocanville $53,536, Parkland Education Employment Co-ordinating Committee Yorkton $51,074, Sagasteu Regional Recreational Assoc La Ronge $55,153, Sakimay Land Authority Grenfell $222,726, Sandy Lake Band #104 Shell Lake $73,736, Saskatchewan Co-ordinating Council on Social Planning Saskatoon $51,771, Saskatchewan Indian Training Institute Saskatoon $223,655, Saskatchewan Research Council Saskatoon $103,091, Saskatchewan Wheat Pool Regina $65,047, Southeast Job Squad Fort Qu'Appelle $53,831, Task (Training in Academic & Job Skills) La Ronge $352,794, Thunderchild Technical Institute North Battleford $426,682, Touchwood File Hills Qu'Appelle District Chiefs Council Fort Qu'Appelle $83,409, Urban Native Pre-Employment Program Regina $215,513, Urban Reception Centre Regina $175,684, Work Ready Saskatoon $119,324, Yorkton District Chiefs Yorkton $54,811, Youth Unlimited of Regina Regina $83,060;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Alberta Council on Aging Edmonton Alb $78,223, Alberta Vocational Centre Lac La Biche Alb $769,340, Alexander Indian Band Morinville Alb $84,824, Alexis Indian Band Glenevis Alb $74,338, Athabasca Cree Indian Band Fort Chipewyan Alb $59,614, BP Resources Canada Ltd Bonnyville Alb $310,569, Barry Watson and Partners Edmonton Alb $89,973, Battle River Tourist Assoc Camrose Alb $57,341, Bernard C Vinge and Associates Edmonton Alb $91,500, Bill Mann and Basil Smith Gander Edmonton Alb $65,569, Blue Quills Native Education Council St Paul Alb $326,133, Calgary Aero Space Museum Assoc Calgary Alb $108,546, Calgary Assoc for Mentally Handicapped Calgary Alb $53,564, Calgary Catholic Immigration Society Calgary Alb $57,389, Camrose Regional Economic Development Camrose Alb $426,066, Canadian National Railways Winnipeg Man $69,974, Canadian Occidental Petroleum Limited Calgary Alb $52,478, Career Connections Edmonton Alb $70,094, CE Natco Ltd Calgary Alb $59,363, Centre Stag Red Deer College Red Deer Alb $97,276, Chevron Canada Resources Ltd Calgary Alb $73,286, City of Edmonton Parks and Recreation Edmonton Alb $119,664, City of Leduc Leduc Alb $200,800 Coleman Legion Building Society Coleman Alb $54,730, Cominco Mines Pine Point TN-O $59,438, Daniel Bowman Banff Alb $179,876, Dow Chemical Canada Incorporated Fort Saskatchewan Alb $142,609, Drake International Incorporation Trading Toronto Ont $59,500, Drumheller and District Development Drumheller Alb $124,188, Edmonton Roman Catholic Separate School Edmonton Alb $51,715, Edmonton Catholic Social Service Edmonton Alb $109,937, Elder Tree Farms Ltd Rocky Mountain House Alb $55,085, Employment Development Services Edmonton Alb $210,875, Esso Resources Canada Ltd Calgary Alb $599,092, Evergreen Forestry Services Grande Prairie Alb $59,345, Fairview College Fairview Alb $598,992, Family and Community Support Blairmore Alb $57,766, Fort Good Hope Dene Community Fort Good Hope TN-O $60,607, Four Seasons Hotel Edmonton Alb $63,174, Frank and Associates Spring Coulee Alb $116,980, Grant MacEwan

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Community College Edmonton Alb $64,315, Grant Research Edmonton Alb $103,340, Grey and Associates Calgary Alb $114,350, Gulf Canada Products Edmonton Alb $314,781, Hamlet of Baker Lake Churchill Man $134,035, Hamlet of Pond Inlet Pond Inlet TN-O $125,000, Hamlet of Rankin Inlet Rankin Inlet TN-O $144,915, Harcourt Matthews and Associates Edmonton Alb $134,616, Herman Meyniere Barrhead Alb $70,415, Igloolik Co-operative Ltd Igloolik TN-O $112,604, Industrial Training Group Calgary Alb $60,500, Inuit Broadcasting Ottawa Ont $335,492, Inuvialuit Communications Edmonton Alb $130,059, Inuvialuit Communications Inuvik TN-O $212,200, Italian Cultural Society Edmonton Alb $63,875, Jack Gerard Lethbridge Alb $68,500, K and D Associates Edmonton Alb $150,574, Keyano College Fort McMurray Alb $686,279, Kikino Metis Settlement Assoc Kikino Alb $118,698, Kikino Wildlife Ranching Assoc Kikino Alb $329,051, Little Red River Band High Level Alb $120,762, M C Business Developments Edmonton Alb $50,900, Martech Training Experience Edmonton Alb $145,892, McMann Youth Services Assoc Edmonton Alb $274,302, MCTS Associates Edmonton Alb $83,263, Medicine Hat College Medicine Hat Alb $72,741, Mennonite Centre for Newcomers Edmonton Alb $65,160, Mountainview Associate for Mentally Handicapped Olds Alb $57,587, Nait Edmonton Alb $950,516, Native Women Pre-Employment Edmonton Alb $72,617, Native Women Pre-Employment Yellowknife TN-O $104,558, Novacor Chemicals Ltd Calgary Alb $115,239, Ocelot Industries Ltd Calgary Alb $51,363, Office Assistance Vancouver C-B $290,183, Old Strathcona Foundation Edmonton Alb $140,529, On-Site Placement Services Edmonton Alb $200,414, Paddle Prairie Waskayigun Paddle Prairie Alb $81,050, Peigan Band Pincher Creek Alb $168,729, Performance Plus Systems Edmonton Alb $99,572, Phoenix Training and Development Edmonton Alb $140,466, Pre-Employment Development Centre Yellowknife TN-O $344,096, Proctor and Gamble Cellulose Ltd Grande Prairie Alb $120,067, Randy Woods Edmonton Alb $119,660, Red Deer College Foundation Red Deer Alb $53,751, Regional Economic Development Lac La Biche Alb $72,840, Rex Rainsforth in Trust Calgary Alb $318,178, Rondar Associates Edmonton Alb $95,850, SAIT Calgary Alb $1,923,125, Science Institute of Northwest Territories Yellowknife TN-O $173,649, Security Officer Career College Edmonton Alb $111,376, Settlement Sooniyan Corporation Edmonton Alb $405,193, Shell Chemicals Styrene Fort Saskatchewan Alb $379,065, Sherritt Gordon Mines Fort Saskatchewan Alb $115,411, Slave Lake Friendship Centre Slave Lake Alb $59,883, Slave Lake Women Pre-Employment Slave Lake Alb $108,425, Snow Goose Industries Wildwood Alb $189,712, Sport for Every Child Club Edmonton Alb $56,404, St Vladimars Ukrainian Orthodox Calgary Alb $124,787, Stoney Tribal Administration Morley Alb $61,764, Suncor Incorporated Fort McMurray Alb $142,439, Syncrude Canada Limited Fort McMurray Alb $76,706, Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,495,626, The Alberta Gas Ethylene Co Red Deer Alb $60,383, The Entrance Society of Calgary Calgary Alb $243,426, The Society for Children's Oncology Edmonton Alb $188,758, The University of Calgary Calgary Alb $468,285, Town of Nanton Nanton Alb $241,933, Tungavik Federation of Nunavat Ottawa Ont $169,899, Turbo Information Services Calgary Alb $143,732, Union Carbide Canada Ltd Red Deer Alb $249,411, University of Alberta Edmonton Alb $454,244, Village of Alix Alix Alb $297,846, Village of Delburne Delburne Alb $335,275, Village of Mannville Mannville Alb $329,299, Waspi Son Childcare Society Athabasca Alb $63,214, Western Institute of Technology Stony Plan Alb $2,332,506, Whitefish Lake Band Administration Goodfish Lake Alb $187,701, Workers' Compensation Board Edmonton Alb $329,896, Yellowhead Tribal Development Spruce Grove Alb $73,135, YMCA Lethbridge Lethbridge Alb $143,358, YMCA Out of School Care Edmonton Alb $219,693;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Ahousat Indian Band Council Ahousat C-B $57,742, Alberni Clayoquot Development Society Port Alberni C-B $191,189, Alcan Smelters and Chemicals Ltd Kitimat C-B $76,346, Alexandria Indian Band Quesnel C-B $57,539, Allied Indian and Metis Society Vancouver C-B $114,657, American Can Canada Inc Vancouver C-B $55,900, Arbutus Development Society Namaimo C-B $77,252, Armstrong Enderby Assoc for the Mentally Retarded Armstrong C-B $98,597, Armstrong Spallumcheen Chamber of Commerce Armstrong C-B $51,682, Arts Sciences and Technology Centre Vancouver C-B $110,853, Asparagus Theatre Armstrong C-B $56,749, Assoc of United Tahltans Dease Lake C-B $134,280, Balco Industries Kamloops C-B $99,112, Barkel World Processing Port Coquitlam C-B $85,624, BC Daycare Action Coalition Port Coquitlam C-B $61,406, BC Forest Products Ltd Campbell River C-B $91,151, BC Forest Products Ltd Crofton C-B $215,870, BC Forest Products Ltd Honeymoon Bay C-B $145,333, BC Lions Society for Crippled Children Vancouver C-B $59,115, BC Mentally Handicapped People Vancouver C-B $201,204, BC Native Women's Society Kamloops C-B $53,699, B Lowen Nanaimo C-B $74,919, Boban Enterprises Ltd Salmon Arm C-B $80,645, Boundary Agricultural Development Assoc Grand Forks C-B $57,032, Boys and Girls Club Vancouver C-B $83,920, Boys and Girls Club Vernon C-B $87,158, Boys and Girls Club Victoria C-B $53,786, Bullmoose Operating Corporation Chetwynd C-B $121,452, Burnaby Career Centre Burnaby C-B $62,060, Burrard Indian Band North Vancouver C-B $51,929, Business and Industrial Development Assoc Victoria C-B $138,106, Business Council of BC Vancouver C-B $75,494, C F Mineral Research Kelowna C-B $76,549, Camosun College Victoria C-B $93,862, Campbell River Indian Band Council Campbell River C-B $249,248, Canadian Forest Products Woss C-B $114,206, Canadian Forest Products Port Mellon C-B $115,238, Canadian Forestry Assoc of BC Cranbrook C-B $161,639, Canadian Forestry Assoc of BC Kelowna C-B $52,568, Canadian Forestry Assoc of BC Prince George C-B $69,551, Canadian Forestry Assoc of BC Vancouver C-B $122,258, Canadian Forestry Assoc of BC Williams Lake C-B $54,355, Canadian Manufacturers Assoc Vancouver C-B $60,559, Canadian Mental Health Assoc Vancouver C-B $69,927, Canadian Mental Health Assoc Vernon C-B $70,123, Canadian Museum of Flight and Transportation Surrey C-B $68,589, Canadian National Railways Prince George C-B $87,226, Canadian Paraplegic Assoc Vancouver C-B $89,605, Canadian Steam Pressure Industrial Architects New Westminster C-B $63,673, Canwood Furniture Factory Inc Penticton C-B $55,552, Capilano College Student Assoc North Vancouver C-B $90,488, Capital Mental Health Assoc Victoria C-B $155,973, Cariboo Friendship Centre Williams Lake C-B $92,891, Cariboo Lumber Manufacturers Assoc Williams Lake C-B $128,017, Cariboo Training Centre 100 Mile House C-B $65,823, Carousel's Theatre Society Vancouver C-B $66,888, Carpenters Union Local 452 Vancouver C-B $95,037, Carpentry Apprenticeship Board Vancouver C-B $78,637, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $107,819, Cascade Forest Management Society Lillooet C-B $50,221, Central Interior Loggers Sports Prince George C-B $144,499, Central Island Arts Alliance Courtenay C-B $56,382, Central Okanagan Indian Friendship Society Kelowna C-B $69,843, Centre Culturel Français de l'Okanagan Kelowna C-B $55,760, Chem Indian Band Rosedale C-B $417,307, Chehalis Indian Band Agassiz C-B $135,355, Chemainus Indian Band Council Ladysmith C-B $165,387, Chevron Canada Burnaby C-B $72,601, Chief Dan George Memorial Foundation North Vancouver C-B $93,724, Children's Jubilee Summer Camp Burnaby C-B $75,455, Chilliwack Museum and Historical Society Chilliwack C-B $51,370, Christina Lake Golf and Country Club Grand Forks C-B $93,659, City of Castlegar Castlegar C-B $132,099, City of Dawson Dawson TY $96,224, City of Nelson Nelson C-B $55,662, City of New Westminster New Westminster C-B $65,640, City of Prince George Prince George C-B $108,596, City of Vancouver Vancouver C-B $131,395, City of Whitehorse Whitehorse TY $53,623, City of White Rock White Rock C-B $199,775, Clayoquot Indian Band Council Tofino C-B $138,124, C McPherson Vancouver C-B $64,629, Coast Foundation Society Vancouver C-B $76,332, College of New Caledonia Prince George C-B $79,537, Columbia Remtec Inc Burnaby C-B $51,026, Community Alternatives Society Port Alberni C-B $54,945, Community Council of Greater Victoria Victoria C-B $69,913, Comox Valley Music Society Courtenay C-B $59,798, Conifer Enterprises Nanaimo

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

C-B $129,977, Construction and General Labourers Trainee Trust Fund Maple Ridge C-B $103,357, Contact Women's Group Society Williams Lake C-B $124,943, Control Data Institute Vancouver C-B $308,129, Co-op Fishermen's Guild Local 80 Prince Rupert C-B $133,112, Cooper Enterprises Port Coquitlam C-B $52,202, Cooper Yatchts Maple Ridge C-B $50,092, Coquialeetza Education Training Centre Sardis C-B $77,573, Corporation of Delta Delta C-B $170,348, Corporation of the District of Burnaby Burnaby C-B $198,602, Corporation of the District of Powell River Powell River C-B $144,579, Corporation of the Village of Harrison Hot Springs Harrison Hot Springs C-B $72,326, Cowichan Indian Band Council Duncan C-B $231,973, Cowichan Valley Volunteer Society Duncan C-B $54,140, Cranbrook Archives Museum and Landmarks Society Cranbrook C-B $101,465, Cranbrook Chamber of Commerce Cranbrook C-B $71,082, Crestbrook Forest Industry Ltd Cranbrook C-B $116,410, Crescent Beach Community Services Crescent Beach C-B $86,986, Creston Chamber of Commerce Creston C-B $66,409, Creston Co-op Packers Erickson C-B $120,223, Creston Valley Wildlife Management Society Creston C-B $52,151, Crow Point Enterprises Enderby C-B $73,304, Crown Forest Industries Campbell River C-B $83,302, Dark Star Forestry Service South Slocan C-B $72,383, Deep Cove Dollarton Community Program Society North Vancouver C-B $67,813, Deerwood Design Group Kamloops C-B $76,583, Delta Museum and Archives Society Delta C-B $132,300, Delta Recycling Society Delta C-B $129,502, Denis Falling and Bucking Service Kitimat C-B $61,289, Deol Agricultural Education and Research Centre Burnaby C-B $60,742, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $90,100, D Hickey Delta C-B $102,393, District of Kitimat Kitimat C-B $69,586, District of North Cowichan Duncan C-B $204,453, District of Saanich Saanich C-B $87,647, District of Salmon Arm Salmon Arm C-B $349,765, District of Surrey Surrey C-B $144,179, Ditidaht Indian Band Council Port Alberni C-B $104,058, Doh Day De Claa Indian Friendship Centre Prince George C-B $80,151, Douglas College New Westminster C-B $130,701, Downton Eastside Residents Assoc Vancouver C-B $128,513, D T Goodman Penticton C-B $58,108, Elks Club 100 Mile House C-B $121,633, Emma's Jambrosia Manufacturing Ltd Crescent Valley C-B $95,650, Employment Equity Consultants Vancouver C-B $75,711, Expo 86 Corporation Vancouver C-B $100,659, Falkland Community Assoc Falkland C-B $92,508, Farwest Systems Corporation Vancouver C-B $96,418, Federation of Mountain Clubs of BC Vancouver C-B $178,530, First Nations Tribal Council Mill Bay C-B $68,445, Food Bank Vancouver C-B $112,110 Forest for the World Committee Prince George C-B $50,365, Fort Camping Resorts Fort Langley C-B $62,650, Fountain Indian Band Lillooet C-B $77,201, Fraser Valley College Abbotsford C-B $87,757, G D R Tree Services 100 Mile House C-B $79,263, Gitksan Wetsuweten Tribal Council Hazelton C-B $127,148, Gitlakdamix Indian Band Council New Aiyansh C-B $66,530, Glaziers Joint Trade Board Port Coquitlam C-B $55,234, Gordon Neighbourhood House Vancouver C-B $204,779, Gordon S Bonner Associates Vancouver C-B $274,764, Gorman Brothers Lumber Westbank C-B $90,912, Graphic Arts Training Institute of BC Vancouver C-B $99,035, Greater Prince George Visitors Convention Bureau Prince George C-B $67,267, Greater Vancouver Regional District Burnaby C-B $64,539, Greater Victoria Visitors Information Service Victoria C-B $145,521, Hartley Bay Indian Band Council Hartley Bay C-B $68,878, Hazelton Area Historical Assoc Hazelton C-B $156,833, Hedley Improvement District Hedley C-B $68,519, Heiltsuk Tribal Council Waglisla C-B $410,465, Heritage Festival Society Vancouver C-B $74,427, Hesquiat Indian Band Council Tofino C-B $94,019, High Country Guiding Expeditions Terrace C-B $51,520, Homalco Indian Band Campbell River C-B $158,337, Hope Indian Band Hope C-B $111,219, Horizon College Vancouver C-B $86,737, Horticulture Centre of the Pacific Victoria C-B $52,107, Hospitality Industry Education Advisory Committee Vancouver C-B $499,737, International Brotherhood of Electrical Workers Burnaby C-B $160,319, Images International Ltd Burnaby C-B $71,016, Indian Homemakers Assoc Vancouver C-B $71,865, Intensive Forestry Service Salmo C-B $51,001, International Budhist Society Richmond C-B $50,799, Ironworkers Trade Improvement Committee Vancouver C-B $59,866, J Jarvis Burnaby C-B $52,207, Jesteres Theater Kelowna C-B $56,941, J F C Services Surrey C-B $54,500, John Howard Society Campbell River C-B $65,538, John Howard Society Prince George C-B $63,849, John Howard Society Vernon C-B $74,262, Joyce Station Area Planning Committee Vancouver C-B $54,354, K and D Consulting Associates Vancouver C-B $84,927, Kakawis Family Development Centre Assoc Tofino C-B $68,277, Kaltron Industries Surrey C-B $56,706, Kamloops Cariboo Immigrants Society Kamloops C-B $67,287, Kamloops Indian Band Kamloops C-B $74,149, Kamloops Trades Training Society Kamloops C-B $67,763, Katzie Indian Band Pitt Meadows C-B $83,426, Kelowna District Society for the Mentally Handicapped Kelowna C-B $61,264, Kelowna Economic Recovery Employment Committee Kelowna C-B $432,807, Kermode Friendship Centre Terrace C-B $154,454, K F P Workers Adjustment Committee Nelson C-B $74,665, Kincolith Indian Band Council Kincolith C-B $59,644, Kinsmen Club of Kamloops Kamloops C-B $73,489, Kispiox Indian Band Council Hazelton C-B $94,491, Kitimat Village Council Kitimat C-B $97,810, Kitasoo Indian Band Council Klemtu C-B $113,481, Kitkatla Indian Band Council Kitkatla C-B $75,378, Kitsumkalum Indian Band Council Terrace C-B $67,968, Kitwancool Indian Band Council Kitwanga C-B $80,848, Kiwassa Neighbourhood Service Assoc Vancouver C-B $55,302, Kootenay Museum Assoc and Historic Society Nelson C-B $50,797, Kootenay Regional Employment Development Assoc Nelson C-B $116,862, Kootenay Westwood Design Nelson C-B $163,512, Kwakiutl Indian Band Council Port Hardy C-B $60,374, Kwantlen College Student Assoc Surrey C-B $50,709, Kyuquot Native Tribal Council Kyuquot C-B $61,769, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $53,950, Langley Assoc for the Handicapped Langley C-B $70,363, Langley Family Services Assoc Langley C-B $139,908, Langley Stepping Stone Rehabilitation Society Langley C-B $60,662, Ledgeview Golf and Country Club Abbotsford C-B $78,651, Lifeline Society Burnaby C-B $53,245, Lions Club 100 Mile House C-B $101,792, Little Shuswap Lake Indian Band Chase C-B $94,321, Logan Lake Recreational Society Logan Lake C-B $56,429, Logical Actions Victoria C-B $148,049, Loiselle Ranches Dawson Creek C-B $54,720, Lower Similkameen Indian Band Keremeos C-B $89,972, MacMillan Bloedel Port Alberni C-B $73,756, Malakwa Community Centre Assoc Malakwa C-B $102,648, Malaspina College Nanaimo C-B $142,633, Malaspina College Powell River C-B $60,867, Marjen Management and Associates Kelowna C-B $69,662, Massett Indian Band Council Massett C-B $71,572, Matsqui Abbotsford Community Services Abbotsford C-B $172,641, Mennonite Central Committee Clearbrook C-B $60,965, Metlakatla Indian Band Council Prince Rupert C-B $61,737, Mission Community Services Society Mission C-B $56,462, Moricetown Indian Band Council Moricetown C-B $220,458, M O S A I C Vancouver C-B $217,224, Mount Currie Indian Band Council Mount Currie C-B $113,928, Mount Pleasant Neighbourhood House Vancouver C-B $50,582, Mountain Meadow Ranch Jaffray C-B $95,714, Mowachaht Indian Band Council Gold River C-B $91,694, Municipality of Whistler Whistler C-B $142,510, Musgamagw Tribal Council Courtenay C-B $91,238, Musqueam Indian Band Vancouver C-B $52,650, Muto Holdings Kelowna C-B $56,033, Nanaimo Community Employment Advisory Committee Nanaimo C-B $162,930, Nanaimo Indian Band Administration Nanaimo C-B $100,249, Native Communications Society Vancouver C-B $62,344, Native Indian Youth Advisory Vancouver C-B $83,003, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $94,114, Nelson District Chamber of Commerce Nelson C-B $54,079, Nelson District Community Resource Society Nelson C-B $143,636, Neskainlith Indian Band Chase C-B $76,277, Nicola Valley Indian Administration Merritt C-B $141,793, Nicola Valley Indian Development Corporation Merrit C-B $245,134, Nimpkish Indian Band Council Alert Bay C-B $268,957, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $87,111, North Coast Economic Development Corporation Prince Rupert C-B $104,239, North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B $83,449, North Fraser Employment Development Society Mission C-B $50,215, North Island Forest Improvement Society Sointula C-B $215,937, North Island Women's Services Society Courtenay

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

C-B $66,697, North Okanagan Development Corporation Vernon C-B $347,974, North Shore Assoc for the Physically Handicapped North Vancouver C-B $72,489, North Shore Continuing Education North Vancouver C-B $103,555, North Shore Volunteers for Residents in Care Facilities West Vancouver C-B $65,035, Northcoast Marine Museum Society Port Edward C-B $97,188, Northern Aspen Coop 100 Mile House C-B $145,001, Northern Lights College Fort Nelson C-B $83,111, Northern Vancouver Island Salmonid Enhancement Society Port Hardy C-B $83,878, Northern Baptist College Vancouver C-B $63,050, Northwest Community College Terrace C-B $163,783, Northwest Management Ltd Fort St John C-B $53,696, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $752,947, Nuxalk Indian Band Administration Bella Coola C-B $218,685, Office Assistance Canada Vancouver C-B $309,702, Ohamil Indian Band Council Sardis C-B $64,340, Okanagan College Kelowna C-B $86,046, Okanagan Indian Band Vernon C-B $66,592, Okanagan-Similkameen Park Society Summerland C-B $70,033, Okanagan-Similkameen Community Development Assoc Penticton C-B $62,582, Operating Engineers Burnaby C-B $205,590, Osoyoos Indian Band Oliver C-B $102,725, Outdoor Recreation Council of BC Vancouver C-B $132,525, Oweekeno Indian Band Council Port Hardy C-B $177,203, Oyster River Enhancement Society Campbell River C-B $139,128, P and K Enterprises Houston C-B $65,349, Pacific Assoc for Autistic Citizens Vancouver C-B $55,136, Pacific Legal Education Assoc Vancouver C-B $211,018, Painting Industrial Joint Trades Assoc Burnaby C-B $61,926, Peace Liard Employment Development Assoc Fort St John C-B $106,638, Peace River Action Center Fort St John C-B $94,402, Pearson Society Assessment Vancouver C-B $98,806, Pender Harbour Gold Club Society Madeira Park C-B $350,332, Penelakut Indian Band Council Chemainus C-B $55,304, Peninsula Community Assoc Sidney C-B $54,902, Penticton Chamber of Commerce Penticton C-B $95,842, Penticton Indian Band Penticton C-B $156,838, Penticton Society for the Mentally Handicapped Penticton C-B $51,835, Piping Industry Apprenticeship Board Burnaby C-B $200,000, P J E Counselling Associates Vancouver C-B $78,148, Porco Holdings Sparwood C-B $81,898, Port Hardy Forest Products Ltd Port Hardy C-B $113,975, Practical Dynamics Victoria C-B $89,447, Prince George Native Friendship Centre Prince George C-B $62,426, Prince Rupert Salmonid Enhancement Society Prince Rupert C-B $61,513, Public Education for Peace Society New Westminster C-B $91,732, Punch Tools Port Coquitlam C-B $68,229, Quadra Island Salmon Enhancement Society Quathiaski Cove C-B $83,440, Queen Alexandra Hospital for Children Victoria C-B $58,408, Queen Charlotte Island Health Care Massett C-B $76,973, Quintette Coal Ltd Tumbler Ridge C-B $171,617, Ravensborg Equipment Sales Nanaimo C-B $50,663, Redstone Community Club Alexis Creek C-B $62,261, Richmond Youth Services Agency Richmond C-B $77,511, Rogers Foods 1982 Ltd Armstrong C-B $91,769, Rolf's Logging Prince George C-B $57,046, Rotary Club Campbell River C-B $75,320, S Sowden and Associates Ltd Victoria C-B $67,172, Samcom Softwear Corporation Richmond C-B $218,710, Saulteaux Indian Band Chetwynd C-B $134,197, School District 34 Clearbrook C-B $119,509, School District 35 Langley C-B $111,258, School District 36 Surrey C-B $108,011, School District 39 Vancouver C-B $113,585, Sculptors Society of BC Vancouver C-B $52,981, Seabird Island Indian Band Agassiz C-B $204,493, Seaspan International Ltd North Vancouver C-B $129,098, Sechelt Indian Band Sechelt C-B $90,718, Selkirk College Trail C-B $196,932, Sheet Metal Industry Burnaby C-B $58,863, Sheshat Indian Band Council Port Alberni C-B $75,072, Shuswap Employment Development Assoc Salmon Arm C-B $80,477, Silvatech Consulting Salmon Arm C-B $61,362, Simon Fraser Society for the Mentally Handicapped New Westminster C-B $158,330, Simon Fraser University Burnaby C-B $657,360, Skeena Manpower Development Committee Terrace C-B $222,644, Skeetchestn Indian Band Council Savona C-B $66,479, Skidegate Indian Band Council Queen Charlotte City C-B $155,477, Skills and Industrial Development Center Victoria C-B $195,629, Sliammon Indian Band Powell River C-B $143,629, Smithers Senior Citizens Assoc Smithers C-B $59,411, Society for Legal Literacy Vancouver C-B $50,133, Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B $73,055, Solkan Enterprises Surrey C-B $85,239, Sooke Conservation Society Sooke C-B $64,936, Soowahlie Indian Band Vedder Crossing C-B $75,935, South Arm Community Assoc Richmond C-B $64,063, South Peace Community Resource Society Dawson Creek C-B $54,520, South Vancouver Neighbourhood House Vancouver C-B $97,752, Society for Pollution and Environmental Control Vancouver C-B $66,245, Squamish Indian Band Squamish C-B $118,384, Squamish Indian Band North Vancouver C-B $67,324, St Marys Indian Band Cranbrook C-B $80,772 Steelhead Society of BC Courtenay C-B $82,115, Stewart Community Club Stewart C-B $172,627, Sto Lo Tribal Council Sardis C-B $81,317, Stoney Creek Indian Band Vanderhoof C-B $56,908, Strathcona Community Centre Assoc Vancouver C-B $90,771, Strathcona Employment Development Corporation Campbell River C-B $81,123, SUCCESS Vancouver C-B $93,085, Success Unlimited Burnaby C-B $116,698, Surrey Assoc for the Mentally Retarded Surrey C-B $57,948, Surrey Delta Immigrant Services Society Surrey C-B $69,487, Surrey Self Help for the Underemployed Surrey C-B $79,533, TIPS Inc Surrey C-B $52,863, Teamsters International Union Local 213 Vancouver C-B $76,122, Terrace and District Community Services Society Terrace C-B $53,984, Theater BC Victoria C-B $57,231, Thompson Nicola Manufacturing Assoc Kamloops C-B $62,392, Tillicum House Native Friendship Centre Nanaimo C-B $62,152, Tobacco Plains Indian Band Grasmere C-B $171,843, Tolko Industries Vernon C-B $122,712, Toosey Indian Band Riske Creek C-B $103,996, Town of Hope Hope C-B $51,558, Tsartlip Indian Band Council Brentwood Bay C-B $106,800, Tsawataineuk Indian Band Council Kingcome Inlet C-B $137,315, Tseycum Indian Band Council Sydney C-B $82,087, Turba Associates Prince George C-B $189,300, Two Jays Silvaculture Penticton C-B $53,008, United Fishermen and Allied Workers Richmond C-B $121,267, United Nations Assoc in Canada Vancouver C-B $107,386, United Native Nations Vancouver C-B $131,346. United Native Nations Kelowna C-B $79,031, University of BC Vancouver C-B $288,166, University of Victoria Victoria C-B $637,918, Upper Lake Development Society New Denver C-B $195,258, Upper Lake Economic Development Society Nakusp C-B $71,532, Urban Images for Native Women Society Vancouver C-B $200,447, Urban Native Indian Education Society Vancouver C-B $510,404, Van Isle Education Centre Nanaimo C-B $91,214, Vancouver Community College Vancouver C-B $390,106, Vancouver Indian Center Society Vancouver C-B $113,545, Vancouver Island Providence Society Duncan C-B $162,266, Vancouver Life Skills Society Vancouver C-B $63,256, Vancouver Neurological Centre Vancouver C-B $58,531, Vancouver Public Aquarium Vancouver C-B $64,724, Vancouver Richmond Assoc for the Mentally Handicapped Vancouver C-B $51,650, Victoria Christian Education Society Victoria C-B $61,432, Victoria Handicapped Recreation Society Victoria C-B $104,287, Victoria Rowing Society Saanich C-B $65,597, Village of Alert Bay Alert Bay C-B $83,444, Village of Silverton Silverton C-B $54,783, Vinge and Associates Vancouver C-B $77,527, W Konkin Castlegar C-B $57,081, West Vancouver Chamber of Commerce West Vancouver C-B $56,264, Westar Timber South Hazelton C-B $102,816, Westbank Indian Band Westbank C-B $74,115, Western Community Outreach Society Victoria C-B $91,555, Western Joint Electrical Training Trust Burnaby C-B $94,314, Western Pulp Ltd Vancouver C-B $352,032, Western Society for Senior Citizens New Westminster C-B $108,979, Westrek Expeditionary Services Courtenay C-B $50,440, Weyerhauser Canada Ltd Kamloops C-B $120,211, White Rock and South Surrey Chamber of Commerce White Rock C-B $54,414, White Rock Baptist Church Surrey C-B $57,842, White Rock Coordinating Centre White Rock C-B $457,154, White Rock Exhibition Society White Rock C-B $60,097, White Rock Summer Theatre Society White Rock C-B $57,721, Whuneez Economic Development Society Vanderhoof C-B $118,184, William Gow and Associates Kelowna C-B $169,117, Williams Lake Community Development Assoc Williams Lake C-B $71,575, Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B $224,884, W J Green Forestry Services Victoria C-B $94,818, X E D Ltd Vancouver C-B $241,699, Yale Indian Band Yale

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

C-B $66,282, Young Men's Young Women's Christian Assoc Burnaby C-B $71,333, Young Men's Young Women's Christian Assoc New Westminster C-B $97,105, Young Men's Young Women's Christian Assoc West Vancouver C-B $57,299, Young Men's Young Women's Christian Assoc Vancouver C-B $404,503, Yukon Conservation Society Whitehorse TY $50,059, Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY $80,030, 100 Mile Employees Community Assoc 100 Mile House C-B $70,044;

Quartier général national—

Lennox and Addington Board of Education Napanee Ont $68,000, Mount St Vincent University Halifax N-É $55,231, Peel Board of Education Mississauga Ont $52,207, Sedgwick Alexander Inc Ottawa Ont $140,890, University of Regina Regina Sask $50,675, University of Victoria Victoria C-B $54,130.

Paiements aux provinces, aux sociétés de transport et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre d'Emploi et Immigration et les provinces sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des corporations ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des services de main-d'œuvre agricole, pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'œuvre dans les fermes et les industries connexes y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs $6,510,056:

Région de la Nouvelle-Écosse—

Annapolis Valley Canada Farm Labour Pool Kentville $94,496, Scotsburn Canada Farm Labour Pool Pictou $91,426;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Charlottetown Farm Labour Pool Charlottetown $87,294, Prince County Farm Labour Pool O'Leary $84,150;

Région du Québec—

Corporation du Service de la main-d'œuvre agricole du Canada Longueuil $869,137, Ministère des Finances Québec $325,006;

Région de l'Ontario—

East Central Canada Farm Labour Pool Port Perry $91,248, Eastern Counties Canada Farm Labour Pool Vankleek Hill $73,251, Elgin County Canada Farm Labour Pool Aylmer West $110,171, Essex County Canada Farm Labour Pool Leamington $159,479, Frontenac-Leeds-Grenville Canada Farm Labour Pool Athens $77,679, Grey-Bruce Canada Farm Labour Pool Owen Sound $131,539, Haldimand & Area Canada Farm Labour Pool Cayuga $57,998, Kent & Area Canada Farm Labour Pool Chatham $148,896, Niagara Region Canada Farm Labour Pool St Catharines $67,719, Northumberland-Durham Canada Farm Labour Pool Cobourg $141,350, Ontario Ministry of Agriculture and Food Toronto $328,560, Ottawa Valley Canada Farm Labour Pool Stittsville $99,866, Quinte Canada Farm Labour Pool Belleville $74,682, Simcoe Area Canada Farm Labour Pool Delhi $121,046, Stormont Dundas Canada Farm Labour Pool Chesterville $81,461, Tri-County Canada Farm Labour Pool Tillsonburg $157,759, Waterloo-Wellington-Dufferin Canada Farm Labour Pool Fergus $76,841, York-Simcoe-Peel Canada Farm Labour Pool Schomberg $71,625;

Région du Manitoba—

Canada Farm Labour Pool Brandon $86,553, Canada Farm Labour Pool Winkler $87,482, Canada Farm Labour Pool Portage La Prairie $112,598, Canada Farm Labour Pool Dauphin $79,791, Canada Farm Labour Pool Steinbach $63,666, Canada Farm Labour Pool Selkirk $86,712;

Région de la Saskatchewan—

Moose Jaw Canada Farm Labour Pool Moose Jaw $88,568, North Battleford Canada Farm Labour Pool North Battleford $94,573, Prince Albert Canada Farm Labour Pool Prince Albert $99,523, Saskatoon Canada Farm Labour Pool Saskatoon $79,870, Weyburn Canada Farm Labour Pool Weyburn $54,087, Yorkton Canada Farm Labour Pool Yorkton $86,409;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Canada Farm Labour Pool Vegreville Alb $62,329, Canada Farm Labour Pool Grande Prairie Alb $79,399, Canada Farm Labour Pool Wetaskiwin Alb $63,373, Canada Farm Labour Pool Edmonton Alb $79,177, Canada Farm Labour Pool Calgary Alb $82,581, Canada Farm Labour Pool Red Deer Alb $74,691, Canada Farm Labour Pool Lethbridge Alb $65,869;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

A Cayford Armstrong C-B $67,000, D Grant Penticton C-B $185,000, D Scotthome Duncan C-B $100,000, G Bean Abbotsford C-B $198,000, G W Benson Kelowna C-B $146,800, M Coles Victoria C-B $101,500.

Paiements aux provinces, aux employeurs et aux travailleurs à l'égard des primes d'encouragement à la mobilité de la main-d'œuvre et aux études de main-d'œuvre, en conformité avec le règlement approuvé par le gouverneur en conseil $9,476,687:

Région de Terre-Neuve—

Buchans Community Adjustment Committee Buchans $52,978, Labrador West Community Action Committee Labrador City $122,745, William McDonald Corner Brook $88,118;

Région de la Nouvelle-Écosse—

ACA Cooperative Ltd New Minas $63,021, Town of Glace Bay and Glace Bay Community Adjustment Committee Glace Bay $69,299;

Région du Québec—

Collectivité désignée Asbestos Asbestos $111,445, Collectivité désignée de la Côte Nord Sept-Îles $208,285, Collectivité désignée du Gaspé Nord Ste-Anne-des-Monts $111,966, Collectivité désignée de Thetford Mines Thetford Mines $82,389, Compagnie Minière Québec Cartier Port-Cartier $1,756,814, Sidbec Nord Mines Port-Cartier $662,949;

Région de l'Ontario—

American Motors (Canada) Inc Brampton $76,600;

Région de la Saskatchewan—

Eldorado Nuclear Uranium City $93,199;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Bank of British Columbia Vancouver C-B $70,845, Cyprus Anvil Mining Faro TY $358,763, Former Employees of BC Hydro Burnaby C-B $57,338, Shuswap North Okanagan Community Adjustment Committee Salmon Arm C-B $71,082, West Coast Fishery Community Campbell River C-B $140,239, Westar Mining Ltd Sparwood C-B $99,757.

Paiements, conformément au règlement approuvé par le gouverneur en conseil, aux personnes ou à l'égard des personnes qui sont déplacées d'un endroit au Canada à un autre endroit au Canada dans le cadre du programme de la mobilité de la main-d'œuvre $9,489,479

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

Paiements à des organisations ou à des particuliers à titre de soutien d'activités complémentaires à la politique du marché du travail $1,569,935:

Région du Québec—

Centre d'adaptation de la main-d'œuvre Aérospatiale du Québec Montréal $125,000;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Fitz Smith Native Band Fort Smith TN-O $133,904, Fort Simpson Local Education Fort Simpson TN-O $54,604, Northern Addiction Services Yellowknife TN-O $57,723, Nunasi Corporation Ottawa Ont $79,178.

Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs $176,354,761

PROGRAMME D'IMMIGRATION $40,604,194

Aide à l'adaptation $36,704,177:

Région de l'Ontario—

Alexander's Furniture London $98,807, Amity Assoc of Hamilton Hamilton $218,256, Atlas Furniture Ottawa $146,006, Baron's Motor Inn Kitchener $259,215, Beacon Arms Hotel Ottawa $217,018, Big Bill's Bargain Warehouse Kitchener $113,304, Celebrity Inns Inc Mississauga $97,297, Guaranty Properties Toronto $364,446, Holiday Inn Windsor $172,599, Hotel Esquires London $62,561, K-Mart Canada Ltd Ottawa $73,905, Leonard Hotel St Catharines $117,931, Ottawa Towel & Linen Ottawa $54,043, Sears Inc Hamilton $98,991, Regal Mattress Manufacturing Co London $51,208, Toronto Apartments Building Co Ltd Toronto $782,644, Towers Department Store Kitchener $84,574, Town Manor Motor Hotel Hamilton $100,749, Woolco Department Store Toronto $78,884, Woolco Department Store Mississauga $70,138, Zellers Ltd London $101,323, Zellers Ltd Ottawa $71,909, Zellers Ltd Windsor $174,998;

Région du Manitoba—

Balmoral Motor Hotel Winnipeg $356,176, Big 4 Sales Ltd Winnipeg $238,945, J Werier & Co Ltd Winnipeg $384,370;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Alberta Health Care Insurance Edmonton Alb $82,614, Calgary Co-operative Assoc Calgary Alb $218,617, Calgary Transit System Calgary Alb $175,608, Grantree Furniture Sales Calgary Alb $91,191;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Army and Navy Department Store Ltd Vancouver C-B $416,663, English Bay Apartment Hotel Vancouver C-B $320,569, Grantree Furniture Vancouver C-B $221,266, United Buy & Sell Vancouver C-B $173,133, Woodward's Department Stores Vancouver C-B $80,811, Woolco Department Stores Vancouver C-B $67,998.

Établissement et adaptation des immigrants $3,580,452:

Région du Québec—

Bureau de la communauté chrétienne des haïtiens de Montréal Montréal $55,020, Centre social d'aide aux immigrants Montréal $86,000, Service des interprètes auprès des réfugiés indochinois (SIARI) Montréal $55,957;

Région de l'Ontario—

Catholic Immigration Bureau Toronto $99,772, Centre for Spanish Toronto $52,140, COSTI Ilas Toronto $58,365, Kitchener-Waterloo YMCA Kitchener $54,058, Latin American Community Toronto $54,870, London Cross Culture London $56,164, Ottawa-Carleton Immigrant Services Organization Ottawa $118,303, Vietnamese Assoc Toronto $70,608, Windsor Essex County Windsor $51,290, Working Women Toronto $55,096;

Région du Manitoba—

Immigrant Women's Assoc Winnipeg $145,098;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Calgary Catholic Immigration Society Calgary Alb $95,800, Calgary Immigrant Aid Society Calgary Alb $89,175, Edmonton Catholic Society Service Edmonton Alb $141,525, Edmonton Immigration Services Edmonton Alb $83,300;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Immigrant Services Society of British Columbia Vancouver C-B $106,000, MOSAIC Vancouver C-B $98,400, OASIS Vancouver C-B $88,637, Success Vancouver C-B $94,500.

Programme d'accueil pour les réfugiés $319,565:

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Immigrant Services Society of British Columbia Vancouver C-B $50,000.

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $2,866,498,543

Département $2,865,905,943

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $2,840,980,399

Université de Calgary pour l'Institut des ressources énergétiques $125,000

Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures dans la zone extra-côtière $600,000—Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures dans la zone extra-côtière St John's T-N $600,000.

À l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval $182,000

À l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques $386,972—Canadian Institute of Resources Law Calgary Alb $75,000, Canadian National Committee World Energy Conference Ottawa Ont $75,000, International Solar Energy Congress Inc Montréal Qué $50,000.

Programme conjoint Canada-Saskatchewan de mise au point des techniques de récupération des huiles lourdes (1976) $87,738—Saskatchewan Department of Energy and Mines Regina Sask $87,738.

Remplacement du pétrole—Accroissement des réseaux de distribution $54,800,336—British Columbia Hydro and Power Authority Vancouver C-B $55,030, Consumer Gas Co Ltd Willowdale Ont $3,365,357, Gazifère Inc Hull Qué $859,574, Gaz Inter-Cité Québec Inc Ste-Foy Qué $8,115,471, Inland Natural Gas Co Ltd Vancouver C-B $1,660,912, Northern and Central Gas Corp Ltd Willowdale Ont $35,989,455, Union Gas Ltd Chatham Ont $4,731,459.

Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières établi par la Loi sur

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières $4,855,978

À l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extra-côtière $80,668,326—Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $80,668,326.

Fonds pour les paiements d'incitation à l'expansion des marchés ($124,549,475)

Programme de construction des embranchements $46,461,651—Gaz Inter-Cité Québec Inc Ste-Foy Qué $31,407,064, Gaz Métropolitain Montréal Qué $15,054,587.

Programme d'aide à la commercialisation du gaz $18,234,748—Gaz Inter-Cité Québec Inc Ste-Foy Qué $2,088,311, Gaz Métropolitain Inc Montréal Qué $16,146,437.

Programme Canada-Saskatchewan de recherche, de développement et de démonstration pour les combustibles fossiles (1981) $2,465,369—Saskatchewan Department of Energy and Mines Regina Sask $1,623,341.

Programme d'aide au transport du gaz naturel $7,242,401—Consumers Gas Co Ltd Willowdale Ont $2,981,170, Gaz Inter-Cité Québec Inc Ste-Foy Qué $207,269, Gaz Métropolitain Inc Montréal Qué $1,100,761, Northern and Central Gas Corp Ltd Willowdale Ont $326,020, Union Gas Ltd Chatham Ont $2,602,907.

Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Ltd relativement aux déficits subis par ladite société dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line $8,683,851

Indemnités à payer en vertu de la Loi sur l'administration de l'énergie, partie IV, division I, en conformité du Règlement sur le programme d'indemnisation pétrolière $957,330,419—Alberta Energy Co Ltd Edmonton Alb $10,199,739, Alberta Oil Sands Equity Edmonton Alb $17,100,578, Alberta Petroleum Marketing Commission Calgary Alb $407,911,677, Amer-Can Petroleum Ltd Vancouver C-B $82,738, Cabot Canada Ltd Sarnia Ont $223,172, Canadian National Railway Co Montréal Qué $1,254,178, Canadian Occidental Petroleum Calgary Alb $13,517,114, Chevron Canada Ltd Vancouver C-B $5,744,182, Douanes et Accise Ottawa Ont $16,953,725, Esso Resources Canada Ltd Calgary Alb $41,201,766, Gulf Canada Products Co Ltd Toronto Ont $20,425,828, Gulf Canada Resources Inc Calgary Alb $9,222,383, HBOG Oilsands Calgary Alb $5,105,975, Les Huiles Norco Ltée Montréal Qué $833,734, Imperial Oil Ltd Toronto Ont $35,070,330, Irving Oil Ltd Saint John N-B $25,134,638, McAsphalt Industries Ltd West Hill Ont $631,384, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B $2,747,180, Newfoundland and Labrador Hydro St John's T-N $3,360,174, Olco Oil Supply and Transportation Cornwall Ont ($768,751), Pan Canadian Petroleum Ltd Toronto Ont $4,077,146, Pétroles Calex Montréal Qué $1,897,569, Petro-Canada Inc Calgary Alb $17,317,524, Petro-Canada Products Inc Montréal Qué $39,248,333, Pétromont and Co Ltd Montréal Qué $1,436,482, Petrosar Ltd Sarnia Ont $14,725,757, Pittston Petroleum Montréal Qué ($238,564), Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $9,269,761, Province du Manitoba Winnipeg Man $4,816,225, Province de l'Ontario Toronto Ont $814,295, Province de la Saskatchewan Regina Sask $80,392,328, Shell Canada Ltd Toronto Ont $56,638,790, Sunoco Inc Toronto Ont $33,083,374, Texaco Canada Inc Toronto Ont $14,741,100, Ultramar Canada Inc Don Mills Ont $335,876, Ultramar Trading Inc Toronto Ont $62,698,751.

Paiements aux "Trans Canada Pipelines" $41,733,249—Trans Canada Pipelines Toronto Ont $41,733,249.

À l'appui de la mise au point et de la commercialisation d'une nouvelle technologie d'utilisation du charbon $23,893,026—Canadian Electrical Assoc Montréal Qué $282,000, Cape Breton Development Corp Cape Breton N-É $883,918, Maritime Electric Co Ltd Charlottetown Î-P-É $955,003, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B $21,050,225, Nova Scotia Power Corp Halifax N-É $721,880.

Paiement versé à la Commission d'énergie électrique du Nouveau-Brunswick, pour la centrale électrique de l'anse Coleson $14,087,806

Quote-part du gouvernement fédéral au Programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité $3,028,000

Aide aux propriétaires de véhicules commerciaux pour stimuler l'utilisation du propane comme carburant au lieu de l'essence ou du diesel $913,756

À l'appui des projets de démonstration de chauffage solaire $4,925,507—Dirk and Price Engineering Ltd Calgary Alb $62,994, Konvey Construction Co Ltd Milliken Ont $148,986, Les Industries Henri Mitchell Montréal Qué $294,691, Norsun Inc Manotick Ont $998,791, Petro-Sun International Inc Longueuil Qué $2,302,370, Solcan Ltd London Ont $290,082, Soltrac Inc Lachine Qué $73,165, Sun Ray Solar Systems Ltd Windsor Ont $99,300, Thermactive Systems Ste-Anne-de-Bellevue Qué $75,000, Thermo-Dynamics Ltd Dartmouth N-É $148,924.

Remplacement du pétrole—Aide à la conversion $110,339,202

À l'appui de la mise au point et la démonstration du procédé de gazéification du bois sur lit fluidisé sous pression $1,000,000—Nouveler Inc and Canertech Inc Montréal Qué $1,000,000.

Contribution à l'appui de la mise au point de spécifications et de standards pour des carburants de rechange dans le secteur des transports $50,000—Ontario Centre for Automotive Parts Technology St Catharines Ont $50,000.

Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides $104,960—Canadian Gas Assoc Don Mills Ont $70,000.

À l'appui de la mise sur pied d'installations de distribution de gaz naturel $2,391,250—Canada Lease Financing Ltd/Consumers Gas Co Mississauga Ont $275,000, CNG Fuel Systems Mississauga Ont $450,000, East Chilliwack Agricultural Chilliwack C-B $50,000, Esso Petroleum Canada Vancouver C-B $50,000, GNC Québec Ltée Montréal Qué $50,000, Hal Holdings Ltd Abbotsford C-B $50,000, Happy Face Enterprises (1981) Ltd Langley C-B $50,000, Husky Oil Marketing Co Calgary Alb $260,000, Inland Natural Gas Co Ltd Vancouver C-B $106,250, Les Carburants GNC Enr Montréal Qué $118,750, Les Carburants GNV Inc Montréal Qué $63,750, Les Carburants Ultra-GNV Enr Montréal Qué $215,000, National Energy Equipment Inc Burnaby C-B $187,500, Shell Canada Vancouver C-B $250,000, Sun Alyma Enterprises Surrey C-B $50,000.

À l'appui des véhicules au gaz naturel $2,301,864

À l'appui des ententes fédérales-provinciales en matières d'élaboration et de démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non classiques et aux économies d'énergie $34,393

Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes—Contributions à des particuliers $37,242,813

À l'appui de démonstrations de résidences superéconomiques en énergie $734,892

À l'appui des établissements industriels, commerciaux et publics pour améliorer l'efficacité énergétique $1,546,948

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

À l'appui des initiatives peu coûteuses en matière d'économie d'énergie $681,094—Canadian Assoc of Van Pool Operators Toronto Ont $75,000, Canadian Hospitality Industry Ottawa Ont $52,000, Canadian Textiles Institute Montréal Qué $115,823, Covoiturage Québec Montréal Qué $125,000, Manitoba Trucking Assoc Winnipeg Man $67,321.

À l'appui des organisations en vue de promouvoir l'utilisation de déchets du bois comme combustible au lieu des combustibles conventionnels et pour produire simultanément de la chaleur et de l'électricité $10,607,334—Bio-Char Steam (Ajax) Inc Brampton Ont $259,989, Blue Ridge Lumber (1981) Ltd Edmonton Alb $672,117, Consolidated Bathurst Inc Montréal Qué $910,275, EB Eddy Forest Products Ltd Ottawa Ont $178,572, Ford Motor Co of Canada Ltd Oakville Ont $210,909, Foster Wheeler Ltd Chapleau Ont $593,187, Fraser Inc Edmundston N-B $223,160, Great Lakes Forest Products Ltd Dryden Ont $130,966, Hôpital Regional d'Edmundston Edmundston N-B $155,871, Houston Forest Products Co Vancouver C-B $137,249, Irving Pulp and Paper Ltd St John N-B $166,682, Johnson Controls Ltd Markham Ont $51,000, Kimberley-Clark of Canada Inc Terrace Bay Ont $1,172,075, Lignum Ltd Vancouver C-B $323,500, MacMillan Bloedel Ltd Thunder Bay Ont $513,882, Municipality of Hamilton-Wentworth Hamilton Ont $408,284, Northeast Energy Services Fredericton N-B $71,852, Vancouver Drainage/Sewerage District Vancouver C-B $2,524,654, Victoria Hospital Corp London Ont $565,505, Western Pulp Ltd Partnership Vancouver C-B $1,157,662.

À l'appui des provinces de l'Atlantique pour aider les établissements industriels, commerciaux et publics à financer une partie de leurs investissements de capitaux dans le domaine de l'économie de l'énergie $11,196,812—Acadia University Wolfville N-É $64,189, Atlantic Wholesalers Sackville N-B $57,651, Avalon Consolidated School Board St John's T-N $61,654, Bank of Montreal Toronto Ont $252,181, Bowater Mersey Paper Co Ltd Liverpool N-É $76,000, Brunswick Mining and Smelting Corp Ltd Bathurst N-B $972,950, Canso Sea Products Ltd Halifax N-É $398,180, Cohoon/Dorbin St John's T-N $52,236, Creative Printers and Publisher St John's T-N $95,116, Domtar Inc Mississauga Ont $2,522,608, Hickman Motors Ltd St John's T-N $69,032, Hotel Gander Gander T-N $97,843, Johnnies Fine Foods Ltd Charlottetown Î-P-É $89,917, Lantic Sugar Ltd Saint John N-B $178,805, Maritime Paper Products Dartmouth N-É $77,140, McCain Foods Ltd Florenceville N-B $2,110,449, Northeast Energy Services Ltd Frédéricton N-B $1,142,801, Regency Management Ltd Bathurst N-B $83,545, Restigouche Hospital Center Inc Campbellton N-B $52,652, Scotia Textiles Ltd Moncton N-B $66,015, Shaw L E Ltd Halifax N-É $535,315, Simms T S and Co Ltd St John N-B $110,138, Southwest Apartments Ltd Halifax N-É $58,912, Springwell Properties Ltd Halifax N-É $208,087, St Clare's Mercy Hospital St John's T-N $78,371, St Joseph's Hospital St John N-B $133,284, Terra Nova Telecommunications Gander T-N $84,994, Terra Transport Nfld Dockyard St John's T-N $133,741.

Programme d'assistance à la conversion industrielle $9,459,606—Agropur-Brossard St-Laurent Qué $51,712, Agropur-N Dame Granby Qué $54,669, Alcan Grande-Baie Ville de la Baie Qué $665,578, Alcan Isle Maligne Alma Qué $316,787, Alcan Jonquiere Montréal Qué $959,398, Alcools de Commerce Ltd St-Laurent Qué $145,790, Arsenaux Can Ltd Gardeur Qué $130,941, CIP La Tuque Montréal Qué $639,226, CN Rail Cour Taschereau Montréal Qué $86,829, CP Rail Agincourt Montréal Qué $58,540, CP Rail Côte-St-Luc Montréal Qué $124,643, Canadian Gypsum Co Ltd Toronto Ont $74,643, Cascades Jonquière Inc Kingsey Falls Qué $263,410, Celanese Canada Inc Montréal Qué $297,724, Chauffage St-Malo 1985 Québec Qué $99,981, Denison Mines Ltd Toronto Ont $220,960, Dom-Textile-Drummondville Montréal Qué $115,414, Dominion Text-Dunnville Montréal Qué $53,002, Domtar Lasalle Montréal Qué $90,153, Domtar Sault Ste Marie Mississauga Ont $55,533, Eldorado Resources Ltd Ottawa Ont $71,354, Federal White Cement Ltd Woodstock Ont $65,025, Formica Canada Inc St-Jean-sur-le-Richelieu Qué $59,248, General Motors Boisbriand Boisbriand Qué $284,600, GTE Sylvania CDA Ltée Montréal Qué $63,835, Hayes-Dana Inc St Catharines Ont $251,062, Imperial Leaf Tobacco Montréal Qué $177,787, Inco Copper Cliff Phase II Copper Cliff Ont $461,518, Kayser Roth Canada Ltd London Ont $67,703, Price Papeterie Kenogami Québec Qué $738,157, Produits Cellulaires Waterville Qué $53,515, Rio Algom Panel Toronto Ont $108,125, Rio Algom Stanleigh Toronto Ont $73,270, Rio Algom Quirke I Toronto Ont $135,941, Rothmans Québec Qué $114,589, Stelco Hot Strip Mill Toronto Ont $764,292, Stelco Welland Toronto Ont $138,354, Union Carbide Canada Ltd Toronto Ont $211,369.

À l'appui du Programme de démonstration dans les collectivités éloignées $165,849

À l'appui de l'élaboration et de la démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles et aux économies d'énergie et au remplacement du pétrole par des carburants conventionnels $3,749,612—Air Liquide Canada Ltée Montréal Qué $149,384, Assoc de Covoiturage Québec Montréal Qué $76,231, Bay D'Espoir Salmon Hatchery Ltd St Alban's T-N $150,214, Bristol Aero Space Ltd Winnipeg Man $56,400, Econoler Inc Montréal Qué $117,713, Enerplan Consultants Toronto Ont $134,439, Flair Homes (Manitoba) Ltd Winnipeg Man $223,461, Hamilton Street Railway Co Hamilton Ont $195,967, Irving Pulp and Paper Ltd Saint John N-B $241,161, Manitoba Research Council Winnipeg Man $498,088, Meadow Lake Cattail Co Meadow Lake Sask $72,861, Ottawa-Carleton Regional Transit Commission Ottawa Ont $62,302, Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $75,918, Province de l'Ontario Toronto Ont $177,737, Qit-Fer et Titane Inc Montréal Qué $379,191, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $224,320, Southern Exhibitions Toronto Ont $103,500, TNT Associates Inc Vancouver C-B $103,994, Ville de Coaticook Coaticook Qué $295,713.

Paiements d'encouragement du secteur pétrolier—Caisse $1,032,565,826—128383 Canada Ltd Toronto Ont $134,037, 130938 Canada Ltd Toronto Ont $34,832, 273193 Alberta Ltd Calgary Alb $78,405, 568053 Saskatchewan Ltd Regina Sask $34,479, 60494 Manitoba Ltd Virden Man $43,114, 3D Petroleums Ltd Midale Sask $18,700, APL Oil and Gas Ltd Calgary Alb $195,591, AT and S Exploration Ltd Calgary Alb $59,660,978, ATCOR Resources Ltd Calgary Alb $404,179, Aberford Resources Ltd Calgary Alb $10,948,109, Alberta Energy Co Ltd Edmonton Alb $9,814,600, Aldon Energy Co Ltd Weyburn Sask $8,468, Aledo Oil and Gas Co Ltd Calgary Alb $48,222, Allheart Resources Inc Calgary Alb $270,965, Alpine Management Corp Ltd Calgary Alb $50,090, Altex Resources Ltd Calgary Alb $23,726, Amerada Minerals Corp of Canada Calgary Alb $198,477, American Eagle Petroleums Ltd Calgary Alb $263,815, Amoco Canada Petroleum Co Ltd Calgary Alb $1,908,875, Andrekson Alexander Edmonton Alb $41,774, Anschutz 1978 Lake Erie Gas Exploration Program Calgary Alb $966,816, Argyll Resources Ltd Calgary Alb $345,521, Atkins Hugh D Calgary Alb $43,393, Atlantic Energy Corp Calgary Alb $50,245, Audax Gas and Oil Ltd Calgary Alb $92,963, Audax Investments Inc Estevan Sask $43,549, BP Resources Canada Ltd Calgary Alb $5,765, Bayview Explorations Ltd Booth's Harbor Ont $7,674, Bailey RB Calgary Alb $8,114, Beau Canada Exploration Ltd Calgary Alb $22,838,704, Beaucoup Resources Ltd Montréal Qué $77,211, Beaufort Oil and Gas Ltd Calgary Alb $9,322,012, Bedford Petroleums Ltd Calgary Alb $124,555, Bennett F Calgary Alb $16,675, Bigstone Gas Producers Ltd Calgary Alb $91,667, Blackrock Exploration Program 1983 Calgary Alb $117,312, Blue Range Resources Ltd Calgary Alb $34,345,

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Bonanza Resources Ltd Calgary Alb $13,441, Bow Valley Industries Ltd Calgary Alb $38,728,576, Bralorne Resources Ltd Calgary Alb $158,583, Brett H B and Associates Ltd Lambeth Ont $35,966, British Columbia Resources Investments Corp Vancouver C-B $343,850, Bromac Oils Inc Calgary Alb $38,807, Brosco Fund Ltd Winnipeg Man $20,225, Burge Oils Ltd Weyburn Sask $31,631, CME Resources Inc Toronto Ont $62,951, CCNR Petroleum Corporation Toronto Ont $190,449, CMP Oil and Gas 1985 Ltd Partnership Montréal Qué $244,742, CN Exploration Inc Montréal Qué $3,088,365, Cabre Exploration Ltd Calgary Alb $67,050, Calana Resources Ltd Calgary Alb $341,188, Canada Northwest Energy Ltd Calgary Alb $1,290,863, Canadian Corporate Management Co Ltd Toronto Ont $155,306, Canadian Jorex Ltd Calgary Alb $628,903, Canadian Occidental Petroleum Ltd Calgary Alb $59,586, Canadian Offshore Resources Exploration Ltd Halifax N-É $4,061,515, Canadian Pencrown Resources Ltd Montréal Qué $211,972, Canadian Roxy Petroleum Ltd Calgary Alb $4,806,408, Canadian Superior Frontier Resources Ltd Calgary Alb $26,682, Cantech Controls Ltd Calgary Alb $200,000, Canterra Energy Ltd Calgary Alb $24,572,550, Canterra Exploration Ltd Calgary Alb $223,274, Cardale Oil Inc Midale Sask $29,081, Chandler Oils Ltd Midale Sask $15,293, Channel Resources Ltd Vancouver C-B $17,777, Chauvco Resources Ltd Calgary Alb $142,888, Chesbar Resources Inc Toronto Ont $178,841, Chess Resources Ltd Calgary Alb $118,986, Chess Clarion 80-81 Exploration Ltd Calgary Alb $24,128, Chevron Canada Petroleum Ltd Calgary Alb $93,608, Chevron Canada Resources Ltd Calgary Alb $1,137,646, Cheyenne Petroleum Calgary Alb $63,722, Chouinard L Dewinton Alb $43,393, Chouinard C Dewinton Alb $26,105, Clan Resources Ltd Estevan Sask $40,027, Coho Resources Ltd Calgary Alb $717,093, Colenco Petroleum Ltd Calgary Alb $170,954, Columbia Gas Development of Canada Ltd Calgary Alb $2,318,832, Comaplex Resources International Ltd Calgary Alb $1,339,610, Connelly Resources Ltd Midale Sask $28,795, Consolidated Bathurst Inc Montréal Qué $228,831, Consumers Gas Co Ltd Scarborough Ont $3,850,083, Conwest Exploration Co Ltd Toronto Ont $67,983, Cooperative Energy Development Corporation Calgary Alb $3,172,002, Corvair Oils Ltd Edmonton Alb $100,906, Coseka Resources Ltd Calgary Alb $140,469, Crescendo Oil and Gas Ltd Calgary Alb $23,462, Cromwell Resources Inc Edmonton Alb $38,991, Curnes T J Calgary Alb $66,104, Cymric Resources Ltd Calgary Alb $51,569, D-2 Investments Ltd Estevan Sask $59,170, Dandy Oils Ltd Weyburn Sask $15,293, Day Resource Inc Carnduff Sask $53,562, Denison Mines Ltd Calgary Alb $165,583, Dome Canada Ltd Calgary Alb $138,730,934, Dome Petroleum Ltd Calgary Alb $38,345, Dorset Resources Ltd Calgary Alb $57,230, Dot Energy Ltd Calgary Alb $53,219, Drummond Oil and Gas Ltd Calgary Alb $732,593, Durham Resources Inc Toronto Ont $361,092, Dynamar Energy Ltd Calgary Alb $330,758, Eagle Resources Ltd Calgary Alb $102,820, East Coast Energy Ltd Calgary Alb $57,852, Erskine Resources Ltd Calgary Alb $478,687, Esso Resources Canada Ltd Calgary Alb $2,978,311, Eucla Oil and Gas Ltd Calgary Alb $162,927, Exco Energy Ltd Calgary Alb $2,850,769, Exploration Soquip Alberta Inc Calgary Alb $113,083, Exploration Soquip Inc Ste-Foy Qué $5,890,704, Fere Resources Ltd Calgary Alb $75,544, Financial Trust Co Calgary Alb $84,684, First Calgary Petroleums Ltd Calgary Alb $60,827, Forbes Resources Inc Tillsonburg Ont $102,746, Fortin R L Vernon C-B $14,628, Fossil Resources 83-A Energy Pr Calgary Alb $200,323, Fossil Resources Ltd Calgary Alb $201,199, Fraser Oil Ltd Regina Sask $40,260, Frobisher Developments Ltd Edmonton Alb $53,944, Futurity Oils Ltd Calgary Alb $5,173, Gallagher J P Calgary Alb $48,898, Geo-Ven Ltd Partnership Calgary Alb $50,756, Geocrude Energy Inc Calgary Alb $91,817, Gotthold Holdings Ltd Calgary Alb $81,537, Grace Resources Ltd Midale Sask $17,023, Grand Bow Petroleum Ltd Calgary Alb $16,208, Great Northern Energy Corporation Ltd Calgary Alb $44,863, Gulf Canada Corp Calgary Alb $1,500,050, Gulf Canada Resources Inc Calgary Alb $67,872,274, Halo Oils Ltd Calgary Alb $90,066, Harbour Petroleum Co Ltd Calgary Alb $42,389, High Ridge Exploration Ltd Calgary Alb $43,289, Highfield Property Investments Ltd Calgary Alb $42,002, Hillcrest Resources Ltd Calgary Alb $12,191, Holizki Electric Ltd Gull Lake Sask $54,048, Holloway Resources Ltd Midale Sask $85,519, Home Oil Company Ltd Calgary Alb $19,241,398, Hunter H D Calgary Alb $62,737, Husky Oil Operations Ltd Calgary Alb $61,244,491, ICG Resources Ltd Calgary Alb $10,987,520, Index Petroleum Ltd Calgary Alb $33,454, Interwest 83 Ltd Partnership Calgary Alb $25,929, Inverness Petroleum Ltd Calgary Alb $162,272, Investors Oil and Gas (1980 Tri-Link) Ltd Part Calgary Alb $64,267, Investors Oil and Gas (1982 Tri-Link) Ltd Part Calgary Alb $537,518, Investors Oil and Gas (1984 Tri-Link) Ltd Part Calgary Alb $240,027, JC Exploration Ltd Calgary Alb $167,125, JC International Petroleum Ltd Calgary Alb $121,754, Jarrod Oils Ltd Hazlet Sask $129,245, Joule Resources Inc Calgary Alb $81,471, Junius Investments Ltd Calgary Alb $43,741, Jylene Resources Ltd Calgary Alb $108,660, K and K Enterprises Ltd Vernon C-B $86,497, Kerr Addison Mines Ltd Toronto Ont $250,660, Kwail Resources Inc Weyburn Sask $43,536, L K Oil and Gas Ltd Calgary Alb $78,384, Labrador Mining and Exploration Company Ltd Calgary Alb $22,463,280, Lake Resources Ltd Edmonton Alb $61,529, Laurel Explorations Ltd Vancouver C-B $62,957, Leuschner International Resources Ltd Calgary Alb $70,697, Lew Resources Ltd Edmonton Alb $60,733, Lochiel Exploration Ltd Calgary Alb $8,023,604, Lockerbie and Hole Western Ltd Edmonton Alb $63,721, MLC Oil and Gas Ltd Calgary Alb $5,662,749, MacDonald Realty Ltd Calgary Alb $94,174, MacKenzie Delta Energy Ltd Calgary Alb $9,313,027, Macedon Resources Ltd Calgary Alb $84,737, Madge W Paul Milk River Alb $43,074, Madison Oils and Gas Ltd Calgary Alb $65,054, Magi Resources Calgary Alb $113,177, Margay Exploration Ltd Calgary Alb $284,282, McKeown Oil and Gas Inc Calgary Alb $66,728, Mead Petroleums and Farms Ltd Virden Man $40,190, Merland Explorations Ltd Calgary Alb $889,902, Midale Petroleums Ltd Midale Sask $125,088, Midland Transport Ltd St John N-B $96,162, Mobile Oil Canada Ltd Calgary Alb $24,931,724, Morgan Hydrocarbon Inc Calgary Alb $67,780, Morsky Rand Calgary Alb $39,784, Molson Companies Ltd Rexdale Ont $16,123, Mosswood Oil and Gas Ltd Calgary Alb $239,719, Murli Resources Ltd Dugald Man $53,871, NSM Resources Ltd Calgary Alb $142,810, Nespema Resources Ltd Calgary Alb $2,259,210, New Campbell Island Mines Ltd Calgary Alb $80,514, New McManus Red Lade Gold Mines Ltd Winnipeg Man $71,291, Newscope Resources Ltd Calgary Alb $1,442,366, Noranda Mines Ltd Calgary Alb $1,769,086, Norcen Energy Resources Ltd Calgary Alb $1,372,281, Norpet Oil and Gas Ltd Calgary Alb $103,252, North American Life Assurance Company Toronto Ont $275,904, North Canadian Oils Ltd Calgary Alb $3,246,421, North West Pipe and Supply Co Ltd Calgary Alb $115,745, Northcor Energy Ltd Calgary Alb $3,715,645, Northern Developments Co Ltd Calgary Alb $274,367, Nova Scotia Resources (Ventures) Ltd Halifax N-É $16,522,821, Nova An Alberta Corporation Calgary Alb $71,771, Numac Oil and Gas Ltd Edmonton Alb $54,664, OGY Petroleum Ltd Vancouver C-B $11,070, Oakwood Petroleums Ltd Calgary Alb $12,683,526, Ocelot 85-A-I Exploration Calgary Alb $1,850, Ocelot 85-A-III Exploration Calgary Alb $1,389, Ocelot 85-A-XIV Exploration Calgary Alb $9,258, Ocelot Industries Ltd Calgary Alb $519,585, Omega Hydrocarbons Ltd Calgary Alb $2,702,908, Omni Resources Inc Estevan Sask $22,366, Onexco Oil and Gas Ltd Toronto Ont $4,669,813, Paladin Petroleum Corp Toronto Ont $129,517, Palin PM Calgary Alb $15,162, Pan Canadian Petroleum Ltd Calgary Alb $18,573,170, Panarctic Oils Ltd Calgary Alb $5,210,376, Paramount Resources Ltd Calgary Alb $185,106, Parex A General Partnership Calgary Alb $28,866,667, Passburg Petroleums Ltd Calgary Alb $70,083, Pauma Petroleum Ltd Calgary Alb $14,594, Pekisko Engineering Ltd Calgary Alb $17,480, Pembina Exploration Co Ltd Calgary

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Alb $1,545,365, Pembina Resources Ltd Calgary Alb $312,715, Penn West Petroleum Ltd Calgary Alb $131,868, Petro-Canada Inc Calgary Alb $209,555,754, Petro-Canada Ventures Calgary Alb $446,279, Petrolia Oil and Gas Ltd Calgary Alb $21,384, Petromark Minerals Ltd Calgary Alb $1,376,094, Petroventures Resources Ltd Calgary Alb $640,121, Phibro-Salomon Inc New York NY É-U $168,104, Pillar Oilfield Ltd Calgary Alb $36,782, Pioneer Energy Resources Ltd Winnipeg Man $133,520, Pipestone Petroleum Inc Vancouver C-B $188,813, Place Gas and Oil Ltd Toronto Ont $111,419, Poco Petroleums Ltd Calgary Alb $1,171,534, Precambrian Shield Resources Ltd Calgary Alb $1,057,280, Primary Exploration Ltd Calgary Alb $11,274, Prime Energy Ltd Calgary Alb $409,211, Prodeco Exploration Ltd Calgary Alb $2,108,460, Prodeco Oil and Gas Ltd Calgary Alb $2,665,369, Prodeco Resources Ltd Calgary Alb $2,772,916, Protec Consulting Ltd Calgary Alb $40,185, Ram Petroleums Ltd Toronto Ont $133,574, Ranchmen's Resources (1976) Ltd Calgary Alb $365,550, Redgas Ltd Redcliff Alb $176,583, Remai Frank Saskatoon Sask $44,626, Resman Holdings Ltd Calgary Alb $288,797, Resman Oil and Gas Ltd Calgary Alb $138,876, Rex Petroleum Ltd Vancouver C-B $73,759, Rife Resources Ltd Calgary Alb $744,701, Rim Resources 84-I Calgary Alb $227,062, Rio Alta Exploration Ltd Calgary Alb $452,719, Roxy Clarion Petroleum Ltd Calgary Alb $68,650, Roy-L Oil and Gas Ltd Toronto Ont $96,307, Ryerson Oil and Gas Ltd Calgary Alb $157,918, Saan Stores Ltd Calgary Alb $134,757, Sabre Petroleums Ltd Calgary Alb $32,399, Sadelle Holdings Ltd Calgary Alb $143,891, Sampson Oil Investment Corp Yorkton Sask $37,449, San Antonio Explorations Ltd Calgary Alb $47,118, Saskatoon Leaseholds Ltd Calgary Alb $18,989, Sceptre Resources Ltd Calgary Alb $604,558, Sceptre Saskatchewan (1980) Program Calgary Alb $67,552, Scurry Rainbow Oil Ltd Calgary Alb $43,491, Senlac Resources Inc Toronto Ont $29,393, Shell Canada Resources Ltd Calgary Alb $10,587,020, Shell Explorer Ltd Calgary Alb $657,206, Shellmar Resources Ltd Calgary Alb $75,395, Silver Bay Resources Ltd Calgary Alb $252,349, Société Les Frères Lemaire Enrg Kingsey Falls Qué $267,688, Sogepet Ltd Toronto Ont $103,725, Sorrel 85 Ltd Partnership Calgary Alb $50,112, Sorrel Resources Ltd Calgary Alb $121,815, Southridge Management Ltd Calgary Alb $63,487, Southward Resources Ltd Calgary Alb $163,804, Stanley Reef Resources Ltd Toronto Ont $53,960, Sulbath Exploration Ltd Calgary Alb $183,185, Suncor Inc Calgary Alb $5,568, Sutherland S Grande Prairie Alb $93,758, T Bird Oil Ltd Estevan Sask $7,012, TCPL Resources Ltd Calgary Alb $1,367,742, Teck Corp Oil and Gas Division Calgary Alb $166,646, Teck Frontier Corporation Calgary Alb $584,728, Tei Arctic Petroleum 1984 Ltd Oklahoma City Oklahoma É-U $95,283, Télé-Métropole Inc Québec Qué $271,880, Texaco Canada Resources Ltd Calgary Alb $1,484,043, Texas Eastern Exploration of Canada Ltd Calgary Alb $316,694, The Charter Partnership 1984-2 Montréal Qué $296,901, The Charter Partnership 85-1 Montréal Qué $581,699, Thomas Jensen Energy Calgary Alb $1,076,290, Thomas Jensen Petroleums Ltd Calgary Alb $163,749, Thunderbird (1983) Exploration and Development Program Calgary Alb $139,450, Tiber Energy Corporation Calgary Alb $1,222, Tiger Ventures Ltd Calgary Alb $13, Torquay Investments Ltd Torquay Sask $13,360, Tredavco Investments Ltd Calgary Alb $95,186, Tri-Link Resources Ltd Calgary Alb $964,461, Trillium Exploration Corp Toronto Ont $52,501,277, Tugboat 1983 Exploration and Development Program Calgary Alb $106,496, Ultrapete Resources Ltd Calgary Alb $124,831, Unicorp Resources Ltd Calgary Alb $505,524, Union Gas Ltd Chatham Ont $105,709, Universal Explorations (83) Ltd Calgary Alb $1,175,482, Versatile Corp Vancouver C-B $59,456, Vista International Petroleum Ltd Regina Sask $73,646, Voyager Petroleums Ltd Calgary Alb $275,485, Warana Resources Ltd Calgary Alb $59,001, Warren Exploration Ltd Calgary Alb $40,636, Wavenrock Resources Ltd Vancouver C-B $160,000, Wellore Resources Ltd Calgary Alb $188,759, West Delta Resources Ltd Vancouver C-B $66,491, Westar Petroleum Ltd Calgary Alb $674,558, Westcoast Petroleum Ltd Calgary Alb $9,653,202, Westeel Developments Ltd Midale Sask $42,092, Western Decalta Petroleum (1977) Ltd Calgary Alb $777,604, Westgrowth Petroleum Ltd Calgary Alb $55,014, Westmin Resources Ltd Calgary Alb $103,138, Westmount Resources Ltd Vancouver C-B $309,060, Wildmount Resources Ltd Calgary Alb $53,159, Woolley Resources Ltd Calgary Alb $87,115, YXZ Enterprises Ltd Delta C-B $62,422.

Paiements d'encouragement du secteur pétrolier—CAFE $467,192,776—130938 Canada Ltd Toronto Ont $71,080, 273193 Alberta Ltd Calgary Alb $16,901, 568053 Saskatchewan Ltd Regina Sask $30,252, 60494 Manitoba Ltd Virden Man $86,061, 3D Petroleums Ltd Midale Sask $31,421, API Oil and Gas Ltd Calgary Alb $1,163,398, AT and S Exploration Ltd Calgary Alb $10,553,946, Atco Ltd Calgary Alb $121,766, Abaterra Energy Ltd Calgary Alb $100,217, Aberford Resources Ltd Calgary Alb $1,602,338, Ajax Resources Ltd Vancouver C-B $399,777, Albany Charter JV 82183 Energy Part Calgary Alb $76,812, Alberta Energy Co Ltd Edmonton Alb $6,445,258, Aldon Oils Ltd Weyburn Sask $94,676, Aledo Oil and Gas Co Ltd Calgary Alb $3,971, Allxplor Management Ltd Vancouver C-B $115,134, Alpine Management Corp Ltd Calgary Alb $50,225, Altex Resources Ltd Calgary Alb $49,349, American Eagle Petroleum Ltd Calgary Alb $49,018, Amoco Canada Petroleum Co Ltd Edmonton Alb $421,631, Andrekson Alexander Edmonton Alb $20,508, Atcor Resources Ltd Calgary Alb $487,065, Atkins HD Calgary Alb $68,733, Atlantic Energy Corp Calgary Alb $9,309, Audax 1985-I Partnership Calgary Alb $297,802, Audax Gas and Oil Ltd Calgary Alb $290,289, Audax Investments Inc Estevan Sask $23,428, BP Resources Canada Ltd Calgary Alb $85,544, Bailey RB and Associates Ltd Calgary Alb $42,579, Beau Canada Exploration Ltd Calgary Alb $726,121, Beaucoup Resources Ltd Montréal Qué $6,845, Bedford Petroleums Ltd Calgary Alb $73,739, Bennett F Calgary Alb $49,849, Bigstone Gas Producers Ltd Calgary Alb $25,677, Blackrock Exploration Program (1983) Calgary Alb $173,611, Blue Range Resources Ltd Calgary Alb $20,891, Bonanza Resources Ltd Calgary Alb $105,598, Bow Valley Industries Ltd Calgary Alb $14,809,712, Brett HB and Associates Lambeth Ont $27,849, British Columbia Resources Investment Corporation Vancouver C-B $38,138, Bromac Oils Ltd Calgary Alb $50,000, Brosco Fund Ltd Winnipeg Man $234,518, Burge Oils Ltd Weyburn Sask $20,137, CMP Oil and Gas (1984) Ltd Partnership Montréal Qué $727,570, CN Exploration Inc Montréal Qué $611,329, Cabre Exploration Ltd Calgary Alb $9,400, Calana Resources Ltd Calgary Alb $36,643, Canada Northwest Energy Ltd Calgary Alb $927,719, Canadian Bashaw Resources Ltd Edmonton Alb $66,715, Canadian Corporate Management Co Ltd Toronto Ont $76,158, Canadian Futurity Oils Ltd Calgary Alb $125,000, Canadian Jorex Ltd Calgary Alb $357,103, Canadian Roxy Petroleum Ltd Calgary Alb $1,559,061, Canadian Superior Frontier Resources Ltd Calgary Alb $104,344, Cantech Controls Ltd Calgary Alb $200,000, Canterra Energy Ltd Calgary Alb $49,675,760, Canterra Exploration Ltd Calgary Alb $438,305, Cardale Oil Inc Midale Sask $40,121, Carley Logging Ltd Victoria C-B $71,415, Carlyle Energy Ltd Calgary Alb $60,000, Cham Partnership 2 Calgary Alb $84,197, Chandler Oils Ltd Midale Sask $40,750, Channel Resources Ltd Vancouver C-B $77,638, Cherokee Energy 80 Program Calgary Alb $63,595, Charter Partnership 1984-2 Montréal Qué $183,853, Charter Partnership 1985-I Montréal Qué $306,211, Chauvco Resources Ltd Calgary Alb $185,706, Chevron Canada Resources Ltd Calgary Alb $6,960, Chouinard C Dewinton Alb $38,849, Chouinard L Dewinton Alb $37,669, Clan Resources Ltd Estevan Sask $103,953, Colenco Petroleum Ltd Calgary Alb $30,651, Columbia Gas Development of Canada Ltd Calgary Alb $467,909, Comaplex Resources International Ltd Calgary Alb $186,826, Connelly Resources Ltd Midale Sask $45,100, Conoco Canada Ltd Calgary Alb $405,751, Consolidated Bathurst Inc Montréal

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Qué $388,183, Consumers' Co-operative Refineries Ltd Saskatoon Sask $263,002, Consumers Gas Co Ltd Scarborough Ont $2,065,775, Conwest Exploration Co Ltd Toronto Ont $29,489, Conwest Petroleum Corp Calgary Alb $80,090, Co-operative Energy Development Corp Calgary Alb $2,469,028, Corvair Oils Ltd Edmonton Alb $65,761, Corvallis Resources Ltd Calgary Alb $223,302, Coseka Resources Ltd Calgary Alb $139,236, Crescendo Oil and Gas Ltd Calgary Alb $103,947, Cromwell Resources Inc Edmonton Alb $198,474, Cymric Resources Ltd Calgary Alb $17,377, Cypress Ltd Partnership Toronto Ont $350,000, Dandy Oils Ltd Weyburn Sask $40,835, Day Resources Inc Carnduff Sask $19,994, Denison Mines Ltd Calgary Alb $124,942, Dome Canada Limited Calgary Alb $16,881,595, Dome Petroleum Ltd Calgary Alb $3,357,392, Domego Resources Ltd Toronto Ont $235,035, Dorset Resources Ltd Calgary Alb $12,592, Drummond Oil and Gas Ltd Calgary Alb $19,791, Durham Resources Inc Toronto Ont $143,429, Dynamar Energy Ltd Calgary Alb $57,507, Eagle Resources Ltd Calgary Alb $13,800, East Coast Energy Limited Halifax N-É $633,028, Erskine Resources Ltd Calgary Alb $258,949, Esso Resources Canada Ltd Calgary Alb $7,519,386, Eucla Resources Ltd Calgary Alb $75,513, Exco Energy Ltd Calgary Alb $10,600,000, Fernlea Flowers Ltd Delhi Ont $71,476, Financial Trust Co Calgary Alb $145,406, Forbes Resources Inc Tillsonburg Ont $19,957, Fortin R L Vernon C-B $45,230, Forward (1984-2) Drilling Program Calgary Alb $2,000,000, Fraser Oil Ltd Regina Sask $145,002, Frobisher Developments Ltd Edmonton Alb $147,058, Futurity Oils Ltd Calgary Alb $100,409, Gallagher JP Calgary Alb $36,054, Gaspésie Société d'exploration Pétrolière et Minière Inc Montréal Qué $213,517, Geo-Chemical Petroleum Exploration Ltd Partnership Toronto Ont $182,000, Geo-Ven Ltd Partnership Calgary Alb $27,842, Geocrude Energy Inc Calgary Alb $27,860, Grace Resources Ltd Midale Sask $53,331, Grand Bow Petroleum Ltd Calgary Alb $37,086, Grayon Developments Ltd Calgary Alb $450,000, Great Northern Energy Corp Ltd Calgary Alb $29,359, Gulf Canada Corp Calgary Alb $39,999,994, Gulf Canada Resources Inc Calgary Alb $2,627,039, Halo Oils Ltd Calgary Alb $11,685, Harbour Petroleum Co Ltd Calgary Alb $36,816, Hartley R H Calgary Alb $125,177, High Ridge Exploration Ltd Calgary Alb $55,334, Highfield Property Investments Ltd Calgary Alb $11,049, Hillcrest Resources Ltd Calgary Alb $42,832, Holizki Electric Ltd Gull Lake Sask $6,292, Holloway Resources Ltd Midale Sask $27,635, Home Oil Company Ltd Calgary Alb $36,432,176, Hudmac Ltd Partnership No 2 Calgary Alb $203,449, Hunter H D Calgary Alb $5,468, Hunter Petroleum Ltd Calgary Alb $62,499, Husky Oil Operations Ltd Calgary Alb $24,198,820, ICG Resources Ltd Calgary Alb $2,505,570, Index Petroleum Ltd Calgary Alb $43,546, Interlake Development Corp Calgary Alb $245,897, Interwest 83 Ltd Partnership Calgary Alb $24,780, Inverness Petroleum Ltd Calgary Alb $198,297, Investors Oil and Gas (1980 Tri-Link) Ltd Part Calgary Alb $16,081, Investors Oil and Gas (1982 Tri-Link) Ltd Part Calgary Alb $76,362, Investors Oil and Gas (1984 Tri-Link) Ltd Part Calgary Alb $129,671, JC Exploration Ltd Calgary Alb $12,771, JC International Petroleum Ltd Calgary Alb $564,863, Jarrod Oils Ltd Hazlet Sask $50,092, Jetta Resources Ltd Vancouver C-B $65,265, Joule Resources Inc Calgary Alb $10,442, Junius Investments Ltd Calgary Alb $87,001, Jylene Resources Ltd Calgary Alb $45,585, Karon Resources Ltd Calgary Alb $300,000, Kennibar Resources Ltd Calgary Alb $80,831, Kerr Addison Mines Ltd Toronto Ont $120,249, Kwail Resources Inc Weyburn Sask $29,172, Labrador Mining and Exploration Co Ltd Calgary Alb $7,657,739, Lochiel Exploration Ltd Calgary Alb $3,995,649, Lockerbie and Hole Western Ltd Edmonton Alb $64,195, MLC Oil and Gas Ltd Calgary Alb $568,268, MacDonald Realty Ltd Calgary Alb $1,590, MacKenzie Delta Energy Ltd Calgary Alb $583,216, Macedon Resources Ltd Calgary Alb $65,877, Madge WP Milk River Alb $40,528, Manson Oil and Gas Ltd Calgary Alb $222,091, McKeown Oil and Gas Inc Calgary Alb $124,477, Mead Petroleums and Farms Ltd Virden Man $90,974, Merland Explorations Ltd Calgary Alb $460,101, Midale Petroleums Ltd Midale Sask $67,318, Molson Companies Ltd Rexdale Ont $36,320, Mon-Oil Ltd Calgary Alb $2,000,000, Morgan Hydrocarbon Inc Calgary Alb $1,046,800, Morsky Rand Calgary Alb $19,343, Mosswood Oil and Gas Ltd Calgary Alb $245,139, Mount Royal Petroleums Ltd Calgary Alb $245,139, Murli Resources Ltd Dugald Man $28,259, NSM Resources Ltd Calgary Alb $2,736,177, New McManus Red Lake Gold Mines Winnipeg Man $33,986, Newscope Resources Ltd Calgary Alb $731,908, Noranda Mines Ltd Calgary Alb $555,306, Norcen Energy Resources Ltd Calgary Alb $34,090,239, Norcen International Ltd Calgary Alb $284,791, North American Life Assurance Co Toronto Ont $64,205, North West Pipe and Supply Co Ltd Calgary Alb $2,558, Northcor Energy Ltd Calgary Alb $3,576,113, Northern Developments Company Ltd Calgary Alb $130,000, Nova Scotia Resources (Ventures) Ltd Halifax N-É $3,555,608, Nova An Alberta Corp Calgary Alb $25,566, Numac Oil and Gas Ltd Edmonton Alb $98,161, OGY Petroleum Ltd Vancouver C-B $100,845, Oakwood Petroleums Ltd Calgary Alb $1,230,273, Ocelot 85 A I Exploration Calgary Alb $85,327, Ocelot 85 A III Exploration Calgary Alb $63,997, Ocelot 85 A XIV Exploration Calgary Alb $426,641, Ocelot Industries Ltd Calgary Alb $229,268, Omega Hydrocarbons Ltd Calgary Alb $1,177,744, Omni Resources Inc Estevan Sask $42,564, Onexco Oil and Gas Ltd Toronto Ont $153,121, Paladin Petroleum Corp Toronto Ont $217,099, Palin PM Calgary Alb $110,000, Pan Canadian Petroleum Ltd Calgary Alb $3,466,357, Panarctic Oils Ltd Calgary Alb $13,597,770, Paramount Resources Ltd Calgary Alb $1,742,345, Parex A General Partnership Calgary Alb $4,935,001, Pauma Petroleum Ltd Calgary Alb $130,000, Pekisko Engineering Ltd Calgary Alb $48,839, Pembina Exploration Co Ltd Calgary Alb $1,076,071, Pembina Resources Ltd Calgary Alb $260,002, Penn West Petroleum Ltd Calgary Alb $148,910, Petro-Canada Inc Calgary Alb $84,282,953, Petro-Canada Petroleum Inc Calgary Alb $1,419,140, Petrolia Oil and Gas Ltd Calgary Alb $53,273, Phibro Salomon Inc New York NY É-U $137,266, Pillar Oilfield Ltd Calgary Alb $20,967, Pioneer Energy Resources Ltd Winnipeg Man $82,732, Pipestone Petroleums Inc Vancouver C-B $355,000, Poco Petroleums Ltd Calgary Alb $694,140, Poplar Developments Ltd Estevan Sask $125,872, Prairie Oil Royalties Co Ltd Calgary Alb $135,672, Precambrian Shield Resources Ltd Calgary Alb $527,558, Primary Exploration Ltd Calgary Alb $79,000, Prime Energy Ltd Calgary Alb $42,000, Protec Consulting Ltd Calgary Alb $45,000, Provo Gas Producers Ltd Calgary Alb $1,152,407, Ram Petroleums Ltd Toronto Ont $32,793, Ranchmen's Resources (1976) Ltd Calgary Alb $472,688, Redgas Ltd Redcliff Alb $828,163, Remai F Saskatoon Sask $5,908, Resman Holdings Ltd Calgary Alb $118,242, Rex Petroleum Ltd Vancouver C-B $5,291, Rife Resources Ltd Calgary Alb $199,093, Rim Resources 84 I Calgary Alb $106,008, Rim Resources 85 I Calgary Alb $231,152, Rio Alto Exploration Ltd Calgary Alb $77,112, Roy-1 Oil and Gas Ltd Toronto Ont $34,684, Ryerson Oil and Gas Ltd Calgary Alb $7,986, Sabre Petroleums Ltd Calgary Alb $200,000, Sadelle Holdings Ltd Calgary Alb $160,900, Sampson Oil Investment Corporation Yorkton Sask $18,120, San Antonio Explorations Ltd Calgary Alb $21,303, Saskatoon Leaseholds Ltd Calgary Alb $41,521, Sceptre Resources Ltd Calgary Alb $1,317, Sceptre Saskatchewan (1980) Program Calgary Alb $9,142, Scurry Rainbow Oil Ltd Calgary Alb $23,695,045, Senlac Resources Inc Toronto Ont $334,138, Silver Bay Resources Ltd Calgary Alb $181,541, Skywest Resources Corp Calgary Alb $99,377, Sorrel (1984) Ltd Partnership Calgary Alb $333,811, Sorrel (1985) Ltd Partnership Calgary Alb $101,425, Sorrel Resources Ltd Calgary Alb $7,919, Southridge Management Ltd Calgary Alb $15,474, Southward Resources Ltd Calgary Alb $7,880, Step by Step Resources Ltd Edmonton Alb $378,865,

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

Sulbath Exploration Ltd Calgary Alb $830,559, Suncor Inc Calgary Alb $103,145, Super Resources Investments Ltd Winnipeg Man $291,416, T Bird Oil Ltd Estevan Sask $51,985, TCPL Resources Ltd Calgary Alb $1,429,611, Tangram Resources Ltd Calgary Alb $149,509, Teachers Retirement Res Inv Corp Winnipeg Man $293,581, Teck Corp Oil and Gas Division Calgary Alb $93,643, Teck Frontier Corporation Calgary Alb $659,123, Tei Arctic Petroleum (1984) Ltd Oklahoma Oklahoma É-U $7,495, Télé-Métropole Inc Québec Qué $257,413, Tenerf Resources Ltd Edmonton Alb $225,602, Tevere Exploration Ltd Vancouver C-B $164,695, Thompson Jensen Energy Calgary Alb $758,057, Thomson Jensen Petroleums Ltd Calgary Alb $49,949, Tiber Energy Corp Calgary Alb $389,954, Tiger Ventures Ltd Calgary Alb $98,830, Torquay Investments Inc Torquay Sask $41,868, Tri-Link Resources Ltd Calgary Alb $232,883, Trillium Exploration Corp Toronto Ont $4,061,935, Turf Petroleum Ltd Calgary Alb $80,841, Twin Richfield Ltd Partnership (1985) Calgary Alb $57,377, Twin Richfield Oils Ltd Calgary Alb $85,444, Ultrapete Resources Ltd Calgary Alb $103,555, Unicorp Resources Ltd Calgary Alb $119,331, United Canso Oil and Gas Calgary Alb $729,699, Universal Explorations (83) Ltd Calgary Alb $928,643, Vista International Petroleum Ltd Regina Sask $21,260, Warren Exploration Ltd Calgary Alb $110,962, Wellore Resources Ltd Calgary Alb $51,293, Wells Gray Financial Corp Calgary Alb $128,525, Westar Petroleum Ltd Calgary Alb $305,690, Westburne Drilling (Canada) Ltd Calgary Alb $74,863, Westburne Petroleum and Minerals Ltd Calgary Alb $355,850, Westcoast Petroleum Ltd Calgary Alb $5,707,999, Westeel Developments Ltd Midale Sask $35,034, Westmin Resources Ltd Calgary Alb $949,318, Wolcot D M and Assoc Ltd Calgary Alb $249,980, Woodside Oil Co Inc Moosomin Sask $69,269.

Contribution à l'Agence internationale de l'énergie et agents $356,452—IEA Coal Research Londres Angleterre $119,639, Netherlands Energy Research Foundation La Haye Pays-Bas $200,000.

À l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle $1,986,364—Algoma Steel Corporation Sault Ste Marie Ont $66,140, CIL Paints Inc Toronto Ont $77,256, CIP Research Ltd Hawkesbury Ont $83,258, Canadian Applied Technology Markham Ont $113,771, Canadian General Electric Peterborough Ont $520,384, Guertin Bros Coatings and Sealants Ltd Winnipeg Man $163,529, Inco Ltd Toronto Ont $67,780, Lomex Inc Montréal Qué $131,482, Metals and Alloys Co Ltd Montréal Qué $102,996, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $64,565, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pte-Claire Qué $314,216, RAB Dedesco Ltd Kanata Ont $89,811, Stackpole Ltd Toronto Ont $148,108.

À l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard $965,694—PEI Energy Corporation Charlottetown Î-P-É $136,008, PEI Housing Corporation Charlottetown Î-P-É $65,351, University of PEI Charlottetown Î-P-É $565,718.

À l'appui de la mise au point de liquides de gaz naturel $150,000—SOQUIP Ste-Foy Qué $150,000.

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE—FONDS RENOUVELABLE POUR L'ÉTUDE DE L'ENVIRONNEMENT $3,587,180

Contribution pour le paiement des études $3,587,180

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $21,338,364

Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources $196,000

Programme de sondage des fonds marins $2,560,875

Institut canadien d'arpentage FIG $76,000

À l'appui de la recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux $1,398,000—École Polytechnique Montréal Qué $51,600, McGill University Montréal Qué $74,200, McMaster University Hamilton Ont $51,000, Memorial University St John's T-N $86,200, Queen's University Kingston Ont $121,800, Université Laval Québec Qué $70,272, University of Alberta Edmonton Alb $127,920, Université de Calgary Calgary Alb $65,430, Université de Saskatchewan Saskatoon Sask $74,055, Université de Toronto Toronto Ont $145,390.

Institut canadien des mines et métallurgie $19,000

Ministère du Travail de l'Ontario $22,500

Institut d'Asbestos $1,250,000

Trésorerie de Terre-Neuve $602,393

Alberta Oil Sands Technology and Research Authority $393,009

Agence spatiale européenne $7,700,000

À l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales $437,279—Université du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $50,000.

Contribution à la province de la Nouvelle-Écosse dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $100,000

Contribution à la province de Québec dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $5,982,850

Contribution à la province de la Colombie-Britannique dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $387,478

Contribution à la province de l'Ontario dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $206,340

Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $6,640

Commission de contrôle de l'énergie atomique $592,600

Subventions à certaines organisations à but non lucratif nationales ou internationales qui font avancer le développement des normes de la sécurité nucléaire $2,500

Contribution au Comité d'enquête (Ontario) sur le contrôle au sol et préparatifs d'urgence $22,500

Contributions sous forme de bourses d'études supérieures afin d'aider à recruter des personnes pour occuper des postes scientifiques $4,000

Contributions à l'Agence internationale de l'énergie atomique; elles doivent servir à maintenir le Programme d'aide en main-d'œuvre à titre gratieux et à fournir les biens et services connexes pour le Programme canadien d'appui des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique $563,600—Agence internationale de l'énergie atomique Vienne Autriche $563,600.

ENVIRONNEMENT $22,614,382

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $138,958

Subvention à l'Association canadienne des géographes $6,500

Contribution au Conseil canadien des ministres des Ressources et de L'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement $132,458

ENVIRONNEMENT—*Fin*

PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $21,718,460

Subvention au Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau $5,000

Subvention aux fins de recherches en météorologie $592,300

Subvention à la Société canadienne de météorologie et d'océanographie $20,000

Subvention au Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de le Commission économique pour l'Europe $10,000

Subvention aux fins de recherches sur les ressources en eau $250,000

Subvention au Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau $2,000

Subvention à la Fédération canadienne des naturalistes $10,000

Subvention à la Creston Valley Wildlife Management $85,000

Subvention au Centre d'interprétation faunique à Creston Valley $15,000

Subvention à la Fédération canadienne de la faune $10,000

Subvention à l'Institut canadien de la fourrure $20,000

Subvention à Nature Conservancy of Canada $10,000

Subvention à la Fondation Habitat Faunique du Canada $1,300,000

Subvention pour le fonds de toxicologie de la faune $510,766—Universités de: McGill Montréal Qué $56,535, Toronto Toronto Ont $109,915, Saskatchewan Saskatoon Sask $89,000.

Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économiques Paris France $57,000

Droits d'affiliation à l'Organisation métérologique mondiale $709,994

Bourses d'études pour le progamme météorologique $62,000

Subvention à la Coalition canadienne contre les pluies acides $75,000

Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables $3,023,564—Provinces de: Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $92,598, Terre-Neuve St John's T-N $170,931, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $67,746, Québec Québec Qué $2,253,957, Ontario Toronto Ont $324,400, Manitoba Winnipeg Man $113,932.

Contribution à la province de Québec—Accord sur les relevés hydrométriques $680,242

Contributions à la province de l'Ontario en vertu de l'accord Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs $4,520,000

Contribution à la province du Manitoba pour les études de mercure du réseau de dérivation de la rivière Churchill $88,905

Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction $32,500

Contribution à la province du Manitoba pour la construction de digues périphériques à la rivière Rouge $488,879

Contribution à la province de Québec aux fins des accords de contrôle de la qualité des eaux $173,000

Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000

Contribution à la province de la Saskatchewan—Vallée Qu'Appelle $234,440

Contribution à la province de la Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser $2,022,000

Contributions aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques $999,985—Alberta Edmonton Alb $357,146, Manitoba Winnipeg Man $214,184, Saskatchewan Regina Sask $428,655.

Contribution à la province de la Saskatchewan—Station d'épuration des eaux au charbon actif en grains $3,008,281

Contribution à l'Institut canadien de la fourrure $500,000

Contribution pour le système d'épuration des eaux—Channel Port-aux-Basques $1,242,990

Contribution au Centre d'interprétation faunique du Marais Wye $375,000

Contribution au Centre d'interprétation faunique du Cap Tourmente $49,621

Contribution au Canadian Institute of Resources Law $25,000

Contributions à des institutions à but non lucratif dans le cadre de l'Opération Nettoyage de l'Environnement territorial $400,000—ONET Montréal Qué $400,000.

Contribution à la province de Québec—Accord de la Baie James $94,993

PROGRAMME PARCS CANADA $756,964

Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba $30,000

Subvention à l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada $15,000

Conférence fédérale-provinciale des parcs pour le financement d'un bureau de coordination des activités de la Conférence $13,353

Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles $90,000

Contribution à l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada pour aider à payer le coût d'une affiche d'un parc national $3,000

Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper $15,600

Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $23,152

Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial $71,257

Contributions aux associations coopératives des activités de Parcs Canada $236,763

Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels $77,000

Contribution pour l'acquisition et la rénovation de la Maison Trestler $23,139

Contribution au Conseil international des monuments et des sites $40,000

Contribution au Programme d'échange des jeunes $85,000

Contribution à Annapolis Royal Commission $31,500

Contribution au Comité de la réserve de la biosphère des lacs de Waterton $2,200

AFFAIRES EXTÉRIEURES $1,359,358,601

Département $164,495,294

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $156,333,887

Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones $4,350,437

Fondation Asie-Pacifique du Canada $500,000

Association atlantique des jeunes dirigeants politiques $1,000

Atlantic Council of Canada $7,500

Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie $10,000

Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement $100,000

Chambre de commerce du Canada pour la coopération économique dans la région du Pacifique $75,000

Chambre de commerce du Canada pour le Comité de coopération Canada-Pacifique $10,000

Chambre de commerce du Canada pour la promotion du commerce dans la région Asie-Pacifique $705,000

Conseil canadien de droit international $8,000

Société germano-canadienne de Hanovre $25,614

Groupe canadien pour la commission trilatérale $15,000

Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale $2,500,000

Institut canadien des affaires internationales $50,000

Représentant canadien au Comité des droits de l'homme des Nations Unies $1,200

Centre de recherches du secteur privé sur la gestion des relations commerciales internationales $150,000

Centre d'échange législatif $89,000

Centre parlementaire pour les affaires extérieures et le commerce pour une conférence sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs $23,005

Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval $35,000

Fondation du Commonwealth $625,797

Conseil des sciences du Commonwealth $120,502

Secrétariat du Commonwealth $1,772,535

Secrétariat du Commonwealth pour le groupe des personnalités qui travaillent sur l'Afrique du Sud $450,000

Programme du Commonwealth pour la jeunesse $748,148

Conférence sur le désarmement en Europe $371,048

Conférence sur les droits de la personne et la politique étrangère du Canada $14,600

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe $98,287

Conférence sur les aspects juridiques de l'apartheid $2,800

Conférence sur la réduction mutuelle des forces et des armes en Europe centrale et des mesures connexes $108,119

Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur $40,000

Contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger $33,717,627—Arriscraft Corporation Cambridge Ont $62,381, BBC Brown Boveri Canada Inc Montréal Qué $65,545, Bishop Wood Products Inc Pointe-Claire Qué $86,784, Blauer International Ltd Montréal Qué $67,078, Bombardier Inc La Pocatière Qué $163,024, CAE Electronics Ltd St-Laurent Qué $124,312, Canac Consultants Montréal Qué $109,327, Canac Telecom Toronto Ont $91,620, Canadian Fracmaster Ltd Calgary Alb $154,558, Canadian International Construction Corp Ottawa Ont $110,110, Canagro Techniques Inc St-Lambert Qué $145,274, Canron Inc Mississauga Ont $65,992, Cegir (Canada) Inc Montréal Qué $295,536, Clevemont Ind Ltd Anjou Qué $107,903, CMC Montreal Creative Consortium Inc Montréal Qué $152,227, Cochrance Lavalin Inc Regina Sask $51,847, Cognos Incorporated Ottawa Ont $124,402, Combustion Engineering-Superheater Ltd Ottawa Ont $91,917, Concordia Management Co Ltd Montréal Qué $64,407, Connors Brothers Ltd Black's Harbour N-B $637,368, Corma Inc Concord Ont $62,750, Diagnostic Chemicals Ltd Charlottetown Î-P-É $58,961, Dominion Automative Industries Inc Toronto Ont $86,716, Ducros Meilleur Roy & Assoc Ltée Montréal Qué $164,367, Educansult Ltd Toronto Ont $57,401, Elinca Communications Ltd Montréal Qué $250,554, Fishery Products Int'l Ltd St John's T-N $1,780,369, Freshwater Fish Marketing Corporation Winnipeg Man $69,527, Gestion GVA Inc Montréal Qué $72,553, Gestion Vibec Inc Victoriaville Qué $104,094, GLI Pomerleau Montréal Qué $107,192, HA Simons (Overseas) Ltd Vancouver C-B $228,162, Halcyon Waterbed Inc Downsview Ont $167,056, Intagro Inc Montréal Qué $54,960, Intalite Incorporated Montréal Qué $88,052, Interimco Projects Engineering Corp Ottawa Ont $127,347, King Grain Ltd Chatham Ont $96,710, L & M Manufacturing Co Ltd Downsview Ont $149,602, Lavalin International Inc Montréal Qué $722,456, Le Sablier/Les Publications Graficor Inc Varennes Qué $66,417, Libman & Co Ltd Downsview Ont $70,142, MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B $63,324, Management Video Publications Ltd Toronto Ont $111,793, Mitten Vinyl Inc Cambridge Ont $166,478, Monaco Group Inc Toronto Ont $110,353, National Sea Products Ltd Halifax N-É $1,920,090, Noranda Inc Continuous Smelting Div Pointe-Claire Qué $51,239, Nortec Solar Ind Inc Manotick Ont $70,940, Novacorp International Ltd Calgary Alb $326,079, OJ Pipelines Ltd Edmonton Alb $159,165, Paperjacks Ltd Markham Ont $201,690, Pendrith World Wide Developments Inc Mississauga Ont $69,037, Petro-Sun International Inc Longueuil Qué $105,730, Quadro Engineering Incorporated Waterloo Ont $51,969, Railtrans Industries of Canada Ltd Toronto Ont $280,092, Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont $98,607, Reid Crowther International Ltd Ottawa Ont $538,999, Sanden Machine Limited Cambridge Ont $61,125, Seafood Exporters Corp Nfld and Labrador St John's T-N $140,729, Shermag Inc Sherbrooke Qué $114,888, SNC Inc Montréal Qué $52,405, Sofati Ltée Montréal Qué $236,297, Sogex International Inc Montréal Qué $122,865, Sprung Instant Structures Ltd Calgary Alb $65,233, SR Telecom Inc St-Laurent Qué $55,370, Sternson Ltd Brantford Ont $146,441, Sunkiss Thermoreactors Inc St-Laurent Qué $187,066, Super Steel Structures Int'l (SSSI) Ltd Montréal Qué $65,223, Swan Wooster Engineering Co Ltd Vancouver C-B $316,327, Swecan International Ltée Lanoraie Qué $53,953, The McElhanney Group Ltd Vancouver C-B $96,905, United Maritime Fishermen Moncton N-B $130,295, Watrous Sales Ancon Int'l Inc Scarborough Ont $98,413, Westech Instruments Ltd Calgary Alb $56,674, Western Star Trucks Inc Mississauga Ont $199,155.

Conributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises et du commerce $321,586—International Coffee Organization Londres Angleterre $83,531, International Sugar Organization Londres Angleterre $65,164, International Tin Council Londres Angleterre $58,694.

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Contribution à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expertise dans le domaine de la facilitation du commerce international $58,737

Réunion de la CSCE groupant des spécialistes des droits de la personne $89,292

Conseil de coopération douanière $270,127

Aide aux services de soutien de la défense accordés aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN $574,967—Gouvernement du Canada Département de la Défense nationale Ottawa Ont $574,967.

Aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements $406,932—Voice of Women Halifax N-É $50,000.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture $10,411,275

Association de la communauté du service extérieur $10,500

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce $1,824,084

Subventions dans le domaine des relations avec les universités $3,435,893—Assoc for Canadian Studies in the United States of America Washington DC É-U $70,445, Council of Ministers of Education Canada Toronto Ont $70,000, Gessellschaft Fur Konada Studien EV Bonn Allemagne $50,000.

Subventions dans le domaine des relations culturelles $2,528,258—Comus Music Theatre of Canada Toronto Ont $155,377, Great World Artist Management Toronto Ont $58,000, Stratford Shakespearean Festival Foundation of Canada Stratford Ont $50,000, The National Ballet of Canada Toronto Ont $90,000, The Toronto Symphony Toronto Ont $150,000.

Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil $1,804,174—Corp de la ville d'Ottawa Ont $1,070,895, Corp de la ville de Toronto Ont $244,001, Village of Rockcliffe Park Ont $359,046.

Subventions à l'appui des projets mis en œuvre dans le cadre de l'Année internationale de la jeusesse $583,500

Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international $405,000—Dalhousie University Halifax N-É $63,820, École des Hautes Études Montréal Qué $92,320, University of British Colombia Vancouver C-B $87,760, University of Manitoba Winnipeg Man $80,000, University of Western Ontario London Ont $81,100.

Institut de recherches politiques $4,500

Institut interaméricain pour la coopération en agriculture $1,840,028

Comité intergouvernemental pour les migrations $10,000

Agence internationale de l'énergie atomique $3,993,592

International Atomic Energy Agency for Nuclear Regulatory Training $15,000

Office du baccalauréat international $5,000

Organisation de l'aviation civile internationale $1,229,534

Organisation de l'aviation civile internationale—Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures $699,625

Agence internationale de l'énergie $517,115

Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau $424,249

Institut international pour les sciences administratives $25,274

Organisation internationale du travail $5,404,539

Organisation maritime internationale $161,977

International Peace Academy $100

Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Frais de l'administration civile $$4,337,509

Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques $415,786

Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire $229,425

Organisation de coopération et de développement économiques $3,949,863

Organisation de coopération et de développement économiques (Centre pour la recherche et l'innovation) $87,452

Organisation panaméricaine de la santé $4,423,405

Institut panaméricain de géographie et d'histoire $10,000

Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale $546,193—Assoc des universités partiellement ou entièrement de langue française Montréal Qué $160,000, Centre International de recherches d'échanges et de coopération de la Caraïbe de l'Amérique Latine Québec Qué $66,000.

Versement à la Commission du parc international Roosevelt de Campobello, sous réserve et aux fins des dispositions de la Loi concernant la Commission établie pour administrer le parc international Roosevelt de Campobello $568,014

Paiment en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique $172,735

Cour permanente d'arbitrage $7,954

Remboursement aux organisations internationales des indemnités versées aux employés canadiens assujettis à l'impôt du Canada $8,951

Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française $27,784

L'Institut indo-canadien Shastri $50,000

Ministère des affaires étrangères du Royaume-Uni $113,102

Association canadienne des Nations Unies $100,000

Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale $5,920

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture $7,745,989

Programme des Nations Unies pour l'environnement $32,292

Institut de formation et de recherches des Nations Unies $90,000

Force intérimaire des Nations Unies au Liban $5,920,610

Organisation des Nations Unies $30,118,062

Organisation des Nations Unies—Quote-part établie du Canada aux dépenses de la Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement $1,500,840

Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud $35,000

Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement $1,165,540

Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture $10,000

Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme $20,000

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Organisation mondiale de la santé $10,392,943

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle $368,441

Campagne mondiale pour le désarmement $100,000

PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES $5,763,684

Conseil canadien des producteurs de canola $400,000

Contribution à la Société de l'usine pilote de protéines, d'huile et d'amidon $1,256,064

Contribution au gouvernement brésilien pour acquitter les coûts techniques et de construction entraînés par l'acquisition et la construction des silos et d'installations de manutention de céréales à des points d'importation et de distribution du grain au Brésil $571,682

Contribution au Conseil des grains du Canada $90,000

Contribution à l'Institut canadien international des céréales $1,508,000

Contribution au Sommet de la commercialisation des grains au Lac Louise $24,000

Droits d'affiliation au Conseil international du blé $240,349

Paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vue de faciliter la vente à crédit du grain et des produits du grain aux pays en voie de développement (paiements faits aux banques à charte canadiennes qui couvrent l'intérêt au nom des pays en voie de développement) $1,160,141—Algérie $1,000,538.

Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exportation $513,448—Maple Leaf Mills Ltd Calgary Alb $195,892, Robin Hood Multifood Ltd Willowdale Ont $83,549.

PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $2,397,723

Exposition internationale Expo 86, Vancouver C-B $2,386,552

Droits d'affiliation du Canada au bureau international des expositions $11,171

Agence canadienne de développement international $1,194,863,307

Bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth $5,465,492—Assoc des Universités et Collèges du Canada Ottawa Ont $4,902,124, Département des Affaires des anciens combattants Charlottetown Î-P-É $339,202, Revenu Canada Impôt Ottawa Ont $224,166.

Bourses d'études accordées par l'ACDI à des Canadiens qui font des études se rattachant à l'aide au développement international $500,000

Aide au développement aux organismes et institutions de développement international pour leur fonctionnement et leurs programmes généraux, pour les programmes et projets précis ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $124,537,546—Agence de coopération culturelle et technique/Programme spécial du développement Paris France $1,500,000, Assoc des universités partiellement ou entièrement de langue française/Fonds international de coopération universitaire Montréal Qué $850,000, Commonwealth Fund for Technical Cooperation Montréal Qué $15,900,000, Institut international de planification de l'éducation Paris France $100,000, International Atomic Energy Agency Montréal Qué $1,095,054, International Board of Plant Genetic Resources Genève Suisse $400,000, International Centre for Agriculture Research Genève Suisse $900,000, International Centre for Tropical Agriculture New York NY É-U $1,650,000, International Council for Research in AFR-Forestry Ottawa Ont $635,000, International Crops Research Institute for the Semi-Arids Tropics Richmond Ont $1,650,000, International Food Policy Research Institute Toronto Ont $350,000, International Institute of Tropical Agriculture Vancouver C-B $1,650,000, International Laboratory for Research on Animal Diseases New York NY É-U $900,000, International Livestock Centre for Africa New York NY É-U $750,000, International Maize and Wheat Improvement Centre Chicago Ill É-U $1,650,000, International Potato Centre Ottawa Ont $1,100,000, International Rice Research Institute Manila Philippines $1,650,000, International Service for National Agricultural Research La Haye Pays-Bas $300,000, International Trade Centre Genève Suisse $1,000,000, Onchocerciasis Control Program Toronto Ont $1,700,000, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Compte spécial du Programme pour le développement de la communication Paris France $80,000, Secrétariat Général de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports Dakar Sénégal $690,000, Secrétariat technique-permanent/Programme de bourses canadiennes Dakar Sénégal $110,000, Tropical Diseases Research Program Downsview Ont $1,800,000, United Nations Children's Fund New York NY É-U $13,662,000, United Nations Development Fund for Women New York NY É-U $150,000, United Nations Development Program New York NY É-U $60,576,500, United Nations Fund for Population Activities New York NY É-U $10,430,080, West African Rice Development Assoc New York NY É-U $550,000, World Commission on Environment and Development Montréal Qué $400,000, World Health Organization Vancouver C-B $300,000.

Aide alimentaire fournie à des organismes non gouvernementaux internationaux ou à des institutions de développement international et destinée à des bénéficiaires de pays en développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $156,520,646—Agricultural Development Corporation of Saskatchewan Regina Sask $498,253, Alberta Wheat Pool Bow Island Alb $625,359, Allstate Grain Company Ltd Surrey C-B $82,583, BC Pea Growers Ltd Armstrong C-B $92,200, BP Kent Flour Mills Ltd Virden Man $325,935, Canada Packers Ltd Toronto Ont $3,876,086, Canadian Dairy Commission Ottawa Ont $10,063,058, Canadian Wheat Board Winnipeg Man $42,071,954, Canbra Foods Ltd Lethbridge Alb $921,330, Canmar Grain Inc Regina Sask $72,104, Chatham Beans 66 Ltd Chatham Ont $141,518, Connors Bros Ltd Blacks Harbour N-B $5,523,441, Continental Grain Company Canada Ltd Winnipeg Man $298,482, Cook's Division of Gerbro Inc Hensall Ont $861,535, CSP Foods Ltd Winnipeg Man $8,876,740, Dover Flour Mills Cambridge Ont $1,184,880, Ellison Milling Co Lethbridge Alb $716,154, Ferguson Bros of St Thomas St Thomas Ont $181,321, Fisheries Prices Support Board Ottawa Ont $3,483,624, Food Agriculture Organization Rome Italie $320,599, Great Canadian Bean Company Inc Ailpa Craig Ont $251,221, Hensall District Co-Operative Inc Hensall Ont $2,060,173, Inter-Continental Grain Company Ltd Toronto Ont $617,283, International (Sea Path) Projects Inc Montréal Qué $1,034,142, Manitoba Pool Elevators Winnipeg Man $153,570, Maple Leaf Mills Ltd Toronto Ont $9,992,353, Maple Leaf Monarch Toronto Ont $694,928, Ogilvie Flour Company Ltd Montréal Qué $11,349,839, Ontario Bean Growers Co-operative London Ont $278,489, Ottawa Valley Grain Products Ltd Renfrew Ont $58,855, Parrish and Heimbecker Ltd Toronto Ont $3,236,343, Robin Hood Multifoods Ltd Montréal Qué $11,449,721, Rogers Foods Ltd Armstrong C-B $741,105, Roy Legumex Inc St-Jean-Baptiste Man $884,802, Rozon Milling Inc Montréal Qué $441,355, Soo Line Mills (1969) Ltd Winnipeg Man $1,762,575, Supply and Services Canada Hull Qué

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

$488,872, Waters/Elevators Ltd Parkhill Ont $467,313, World Food Program Rome Italie $30,100,086.

Aide humanitaire et contingence, aux désastres aux pays, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ainsi qu'à des institutions internationales et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales à l'égard d'opérations et de programmes, projets, activités et appels généraux et particuliers, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $41,400,000—Air Canada Winnipeg Man $267,000, Canadian Council of Churches Toronto Ont $760,000, Société canadienne de la Croix Rouge Toronto Ont $1,300,022, Collaboration Santé International Québec Qué $50,000, Horizons of Friendship Cobourg Ont $150,000, International Committee of the Red Cross Genève Suisse $6,510,000, Legaria Rafael Brossard Qué $61,000, Organisation Catholique Canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué $85,000, Oxfam Canada Ottawa Ont $108,500, Pan American Health Organization Washington DC É-U $150,000, The Salvation Army Toronto Ont $137,000, Toronto Jet Inc Mississauga Ont $274,953, Travenol Canada Ltd Mississauga Ont $170,362, United Nations Border Relief Operations New York NY É-U $1,000,000, United Nations Children's Fund New York NY É-U $1,785,000, United Nations Disaster Relief Organization New York NY É-U $3,097,031, United Nations Educational and Training Program for Southern Africa New York NY É-U $350,000, United Nations High Commissioner for Refugees Genève Suisse $15,500,000, United Nations Relief and Works Agency for Palestinian Refugees Genève Suisse $8,500,000, United Nations Trust Fund for Namibia New York NY É-U $200,000, World University Service International Genève Suisse $555,000, World Vision Canada Mississauga Ont $355,260.

Subvention à la Fondation Asie-Pacifique du Canada $500,000

Aide au développement aux pays en voie de développement, à leurs organismes et institutions ainsi que des contributions aux organismes et institutions de développement régional et international, aux institutions, organismes et agences canadiennes à l'appui de projets, programmes et activités locales et régionales, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $476,107,293—135944 Canada Inc Outremont Qué $72,173, AB Chance Co of Canada Ltd Scarborough Ont $94,668, ADS Associés Ltée Ste-Foy Qué $203,967, AJ Graham Engineering Consultant Ltd Ottawa Ont $202,179, AMT Marine Inc St-Antoine-de-Tilly Qué $210,587, ASI Consulting Group Ottawa Ont $141,887, Aberfoyle Steel Inc Bolton Ont $70,000, Abitibi Price Montréal Qué $128,366, Acklands Ltd Ottawa Ont $111,243, Acres International Toronto Ont $2,987,731, Adelard Enterprises Ltd Nepean Ont $68,552, Advance Council on Status of Women Ottawa Ont $88,170, African Medical and Research Foundation Pickering Ont $692,263, Aga Khan Foundation Canada Vancouver C-B $1,080,000, AGRI Consultants Inc Verchères Qué $86,483, Agricultural Development Corp of Saskatchewan Regina Sask $1,759,157, Agrodev Canada Inc Ottawa Ont $831,014, Agrovet Inc Montréal Qué $60,597, Alberta Advanced Education Edmonton Alb $239,776, Alcan Canada Montréal Qué $1,839,367, Alcan Wire and Cable Toronto Ont $3,035,479, Alcock KJ Riverview N-B $81,076, Algonquin College of Applied Arts and Technology Ottawa Ont $88,578, Amalgamated Railway Supplies Montréal Qué $708,625, Ambassade du Cameroun au Canada Ottawa Ont $100,000, Ambassade du Royaume du Maroc Ottawa Ont $766,147, American Hospital Supply Canada Inc Mont-Royal Qué $98,641, Apex Parametrics Ltd Uxbridge Ont $75,952, Appui Inc Sherbrooke Qué $670,537, Architectes Robillard Jetté Montréal Qué $54,385, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $3,789,797, Assoc des Universités et Collèges du Canada Ottawa Ont $94,100, Asstech Conseils Ltd Québec Qué $148,427, B and T McFarlane Ottawa Ltd Nepean Ont $723,643, BBGL Architectes Québec Qué $54,891, BC Hydro International Ltd Vancouver C-B $222,492, BC Ministry of Education Victoria C-B $787,918, B et R Choinière Ltée Ste-Thérèse Qué $52,866, BF Goodrich Canada Inc Pointe-Claire Qué $181,496, Babcock and Wilcox Canada Cambridge Ont $1,784,933, Baie Verte Mines Inc White Bay T-N $182,025, Bangladesh $214,456, Barbara's Office Personnel Ottawa Ont $125,333, Barber Hydraulic Turbine Inc Port Colborne Ont $521,920, Bastien L Montréal Qué $62,067, Baudin BP Chambly Qué $60,999, Bay Mills Ltd Brampton Ont $89,843, Beauchemin Beaton Lapointe Inc Montréal Qué $343,480, Belize $2,135,579, Belize Estate and Produce Co Ltd Belize City Belize $126,608, Bell Canada International Ottawa Ont $135,479, Benharrosh GM Montréal Qué $70,128, Bertsch HA Regina Sask $51,147, Biopharm Sociétés D'Analyses Montréal Qué $123,000, Black Dragon River Consortium Edmonton Alb $2,048,895, Blais McNeil Lussier et Associés Ste-Foy Qué $161,398, Boileau et Associés Inc Gatineau Qué $135,383, Bois et Placages Généraux Ltée Longueuil Qué $2,142,040, Bombardier Ltd Montréal Qué $2,755,721, Bondar-Clegg and Co Ltd Ottawa Ont $291,566, Bourbeau JJ Île-du-Pas Qué $62,071, Bourque JD St-Jacques N-B $61,825, Brunette Machine Works Ltd New Westminster C-B $323,165, Bureau d'études de lignes de transport Inc Montréal Qué $50,981, Bureau universitaire tunisien Ottawa Ont $530,250, Burns WT Mt-Lehman C-B $51,463, Buteau D Sillery Qué $55,865, Butler Manufacturing Co Canada Ltd Burlington Ont $230,000, CI Power Services Ltd Mississauga Ont $383,198, CIT Alcatel Paris France $113,249, CUSO Ottawa Ont $1,496,100, Cain PA Toronto Ont $81,881, Canada Tractor Mississauga Ont $129,525, Canada Wire and Cable Co Ltd Don Mills Ont $2,723,975, Can-Mag International Construction Managers Ltd Beaconsfield Qué $130,233, Canac Consultants Ltd Montréal Qué $1,488,147, Canadex Scarborough Ont $152,833, Corporation commerciale canadienne Ottawa Ont $986,198, Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont $235,050, Canadian Fishery Consultants Ltd Halifax N-É $175,697, Canadian General Electric Co Ltd Toronto Ont $292,689, Canadian Hunger Foundation Ottawa Ont $1,196,668, Canadian International Water Energy Consultants Niagara Falls Ont $3,337,069, Canadian Marconi Company Montréal Qué $929,403, Canadian Medical Association Ottawa Ont $150,000, Canadian Nurses Assoc Ottawa Ont $97,952, Canadian Overseas Airlines Ltd Richmond C-B $530,000, Canadian Pacific Consulting Services Ltd Montréal Qué $1,280,375, Société canadienne de la Croix Rouge Toronto Ont $203,582, Canadian Seed Trade Assoc Ottawa Ont $140,542, Canadian Universities Services Overseas Ottawa Ont $1,803,032, Canners Machinery Inc Simcoe Ont $50,576, Canpotex Ltd Toronto Ont $18,191,743, Care Canada Ottawa Ont $4,394,416, Carleton University Ottawa Ont $1,116,646, Carr and Donald and Associates Toronto Ont $237,504, Carrier G Gatineau Qué $90,227, Carrier R St-Anaclet Qué $54,000, Carrière Lapointe et Associés Hull Qué $55,337, CEGIR-LGL Consulting Engineers Montréal Qué $1,458,572, Celldev Land Development International Inc Wendover Ont $61,824, Central Garage Unit Ottawa Ont $167,070, Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué $2,241,632, Centro Internacional de Agricultura Tropical New York NY É-U $170,492, Certec Consultation Inc Ottawa Ont $101,768, Champion Road Machinery Ltd Godrich Ont $567,572, Channer GW Ashton Ont $54,525, Chasen RR St-Léonard Qué $67,322, Cherrie A Dar Es Salam Tanzanie $62,543, Chipman Inc Stoney Creek Ont $163,263, Chouinard J Beauport Qué $53,137, CIBA-GEIGY Canada Ltd Montréal Qué $244,621, Clarke JOS North Vancouver C-B $96,523, Claveau J Cap-Rouge Qué $78,939, Clements DC Killarney Man $60,278, Clipstone NH Calgary Alb $56,770, Club ⅔ Inc Montréal Qué $280,032, CO-GENAR Ltée Ottawa Ont $2,496,104, Coady International Institute Antigonish N-É $995,978, Coastal Associates and Consultants Ltd St John's T-N $55,470, Cochrane Dunlop Industrial Products Stoney Creek Ont $264,892, Cogesult

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Inc Montréal Qué $1,011,568, Coles Associates Ltd Charlottetown Î-P-É $50,802, Comeau RA Calgary Alb $62,084, Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec Lévis Qué $514,178, Connaught Laboratories Ltd Willowdale Ont $3,605,707, Conseil Canadien de coopération internationale Lévis Qué $280,000, Consortium MAN Sometal Pointe-Claire Qué $7,492,977, Co-op Union Of Canada Ottawa Ont $383,110, Coopérative d'animation et de consultation Montréal Qué $96,500, Corma Inc Concord Ont $225,432, Cowater International Ottawa Ont $67,644, WH Crandall and Associates Ltd Moncton N-B $100,658, Crippen International Ltd North Vancouver C-B $322,025, Cumming-Cockburn and Associates Ltd Willowdale Ont $87,013, DGB Consultants Montréal Qué $54,817, DLM Consortium Ottawa Ont $1,065,600, DPA Group Inc Halifax N-É $398,237, Dalhousie University Halifax N-É $1,493,595, Dancose J Aylmer Qué $72,820, Danzas Canada International Transportation Ltd Winnipeg Man $81,156, De Havilland Aircraft Of Canada Ltd Downsview Ont $6,261,578, Delcanda Engineers Planners and Economist International Ltd Don Mills Ont $1,516,573, Deloitte Haskins and Sells Associates Toronto Ont $330,679, Department of Agricultural Research Education of India Nouvelle Delhi Inde $253,802, Département des Communications Ottawa Ont $1,756,537, Département de l'Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $256,777, Département des Affaires extérieures Ottawa Ont $48,996,474, Département des Pêches et Océans Ottawa Ont $75,484, Département du Revenu national Impôt Ottawa Ont $803,606, Département des Transports Ottawa Ont $7,562,283, Département des Affaires des anciens combattants Charlottetown Î-P-É $352,263, Desbiens P Vancouver C-B $65,089, Desloges C Québec Qué $64,031, Dhankuta Community Medecine Auxiliary Training Centre Project Ottawa Ont $250,000, Digamma International Development Consultants Ltd Ottawa Ont $66,153, Dion HG Agricultural Consultant Hull Qué $52,645, Dominica $368,920, Dominion Electric and Equipment Co Scarborough Ont $59,071, Dominion Raw Materials Ltd Ottawa Ont $1,483,640, Domtar Inc Montréal Qué $72,632, Douserv BCI Inc Montréal Qué $4,068,818, Drummond Business Forms Ltd Boucherville Qué $73,585, Drummond McCall Inc Hamilton Ont $70,307, Dubeau JP Brossard Qué $53,335, Dufour C Pte-Claire Qué $51,615, Dunberry A Montréal Qué $50,406, Dunska K Montréal Qué $53,290, Dupont Canada Inc Mississauga Ont $1,382,711, Durocher JE Québec Qué $61,829, Dussault C Calgary Alb $57,498, Dutech Consultants Inc Montréal Qué $134,014, Ecodyne Ltd Oakville Ont $1,155,476, École des hautes études commerciales Montréal Qué $980,290, École nationale d'administration publique Ste-Foy Qué $1,747,280, École polytechnique de Montréal Montréal Qué $3,660,150, Econosult Inc Montréal Qué $1,127,622, Edpra Consulting Inc Ottawa Ont $121,473, Electro Sonic Inc Willowdale Ont $83,462, Elof Hansson Canada Ltd Montréal Qué $1,970,062, Emballage et déménagement international Ville St-Laurent Qué $90,410, Emmanual International Stouffville Ont $73,895, Equipa International Brossard Qué $261,551, Equipment Rapco Inc St-Laurent Qué $147,265, Equipment Sales and Services Ltd Rexdale Ont $879,643, Euro-Action Acord Londres Angleterre $500,000, Evans-Kennedy Construction Ltd London Ont $154,400, Experco Ltée Drummondville Qué $1,233,507, Family Service Canada Ottawa Ont $55,000, Federal Pioneer Ltd Toronto Ont $273,263, Fedoruk A Winnipeg Man $56,162, Fenton JK Olds Alb $55,848, Firestone Canada Inc Stoney Creek Ont $697,896, Fisher Scientific Co Ltd Ottawa Ont $115,455, Flygt Canada Vancouver C-B $51,269, Food and Agriculture Organization Rome Italie $297,569, Foundation for International Training Don Mills Ont $493,250, Foundation of Canada Ltd Danderand Suède $5,614,593, Fundacion para la application y ensenanza de la ciencias Cali Colombie $60,000, GEC Diesels Inc Toronto Ont $95,387, Gagnair Consultants Ltée Montréal Qué $191,397, Gagnon G Laval Qué $79,297, Galen Communications Inc Stittsville Ont $73,925, Garand International Telecommunications Ltd Edmonton Alb $113,237, Gardiner Thornton Partnership Vancouver C-B $91,241, Gaucher Pringle Consultants Ltd Montréal Qué $51,530, General Home System Ltd Hensall Ont $75,826, General Motors Of Canada Ltd Montréal Qué $560,852, General Tire Canada Ltd Barrie Ont $257,729, Géomines Ltée Montréal Qué $1,343,109, Géophysique GPR International Longueuil Qué $494,514, George E Failing Supply Co Ltd Edmonton Alb $83,396, Geovision Corp Ottawa Ont $72,005, Geyay BJ Montréal Qué $77,568, Gifford DB North Bay Ont $52,657, Golder Associates Eastern Canada Ltd Rexdale Ont $108,415, Goss Gilroy and Associates Ltd Ottawa Ont $154,400, Greaves F Calgary Alb $98,627, Gretsinger LE Pine Falls Man $85,519, Groupe Poulin Theriault Ltée Québec Qué $820,897, Guezel JC Boucherville Qué $58,028, Guitard A Montréal Qué $59,051, HJ Saaltink and Associates Ltd Mount Lehman C-B $84,521, HN Engineering Burnaby C-B $204,562, Hamilton and Associates Consulting Engineers Ottawa Ont $93,637, Hampson B Ottawa Ont $55,857, Hawker Siddeley Canada Inc Trenton N-É $6,672,845, Hayet HJ Québec Qué $51,824, Hewitt Equipment Ltd Pointe-Claire Qué $816,715, Hitesi Products Inc Varennes Qué $80,029, Horizons of Friend- ship Cobourg Ont $235,470, Hotel Plaza de la Chaudière Hull Qué $70,566, Hounzangbe AE Aylmer Qué $55,813, Howe International Ottawa Ont $105,080, Hulstein RR Port Hastings N-É $73,944, Hydro-Québec International Montréal Qué $1,779,131, Hydrosult Inc Montréal Qué $129,453, Ingersoll-Rand Canada Inc Montréal Qué $1,048,917, Inmanex Inc Nepean Ont $108,961, Inno-Tech Developments Ltd Ottawa Ont $79,100, Institut international de la communication Montréal Qué $1,230,738, Institute for Research on Public Policy Victoria C-B $115,714, Institute for Study and Applications for Integrated Development Toronto Ont $416,150, Intagro Consultants Inc Montréal Qué $201,702, Inter Pares Ottawa Ont $1,173,090, Interdaco Ottawa Ont $183,439, Interimco Projects Engineering Corp Ottawa Ont $414,088, Intermove Canada Ltd Dollard-des-Ormeaux Qué $65,913, International Centre for Diarrhoeal Disease Research-Bangladesh Dhaka Bangladesh $1,252,000, International Council for Research in Agro-Forestry Nairobi Kenya $78,200, International Development Associates Ottawa Ont $12,671,341, International Development Organization Toronto Ont $135,938, International Development Research Centre Ottawa Ont $1,921,949, International Harvester Ottawa Ont $146,597, International Institute for Environment and Development Washington DC É-U $200,000, International Maize and Wheat Improvement Centre Chicago Ill É-U $2,125,985, International Rice Research Institute Manille Philippines $1,845,605, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources Gland Suisse $50,000, Ivanski G Lasalle Qué $60,612, J Larocque Drilling Supplies Ltd Laval Qué $90,925, J Pascal Inc Montréal Qué $404,883, Jackson WB Calgary Alb $97,028, Jadcan Equipment Ltd Bolton Ont $64,263, JAK International Toronto Ont $132,568, James F Hickling Management Consultants Inc Ottawa Ont $399,159, Jamesway Co Cambridge Ont $66,902, Janin Construction Ltd Montréal Qué $3,826,927, Janus Hall Associates Ottawa Ont $73,882, JH Ryder Machinerie Ltée Pointe-Claire Qué $657,323, JKS Boyles International Inc Toronto Ont $216,916, John Van Nostrand Associates Ltd Toronto Ont $81,170, Johnston DHD Oakville Ont $56,025, Jolicœur P Montréal Qué $91,108, Jones DJ Cobourg Ont $73,508, K Bird Project Kathmandu Népal $1,443,951, Kalucki AJ Côte-St-Luc Qué $67,902, KB Watson Engineering Inc Kanata Ont $106,107, Kelly GF Pointe-Claire Qué $104,828, Ken Dunbar Ltd Richmond Ont $107,290, Kenting Earth Science Ltd Ottawa Ont $1,715,319, Kenya $500,604, Ker Priestman and Associates Ltd Victoria C-B $196,538, Kieran PR Ottawa Ont $107,265, Kleinfeldt Consultants Ltd Brampton Ont $704,298, Koot Consolidated International Ltd Ottawa Ont $182,162, Kuehne and Nagel International Ltd Montréal Qué $1,865,526, Lab-Volt Ltd Montréal Qué $141,185, Lachance-Rossetti A Sillery Qué $50,045, Lafontaine Cowie Buratto and

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Associates Windsor Ont $55,151, Lajoie JM Terrebonne Qué $51,777, Lalonde Girouard Letendre et Associés Montréal Qué $502,108, Lalonde-Morisset MA Ottawa Ont $87,274, Lamontagne A Sillery Qué $93,508, Landry JP Val d'Or Qué $55,583, Lantagne M McMasterville Qué $68,623, Lapierre JR St-Bruno-de-Montarville Qué $62,479, Latour C St-Eustache Qué $56,889, Lauzier Little Inc La Salle Qué $630,056, Lavalin International Inc Montréal Qué $4,080,712, Laventhol and Horwath Toronto Ont $287,584, Leal GR Gloucester Ont $128,340, Leclerc A Chomedey Qué $76,117, Leeson JIP Calgary Alb $102,257, Legere Industrial Supplies Ltd Ottawa Ont $175,841, Lemerise MJ Upton Qué $62,870, Leopold and Stevens Beaver Town É-U $81,089, Les Industries PAK Inc Laprairie Qué $219,570, Livingston International Inc Toronto Ont $386,009, Loeffler KW Ottawa Ont $59,935, Logtrans Ltd Montréal Qué $89,327, Longyear Canada Inc North Bay Ont $138,191, Loubser Consultants Inc Manotick Ont $101,070, Louson-Desonite Inc Don Mills Ont $97,208, Lu J Ste-Foy Qué $68,969, Lucas Industries Canada Ltd Richmond Hill Ont $63,046, MacCosham Edmonton Alb $73,141, MacLaren Engineering Inc Ottawa Ont $250,684, MacLeod J Ottawa Ont $67,011, Madakia HO St John's T-N $51,462, Mahy G Conkary Guinée $71,028, Malawi $941,385, Mallette Major Martin Montréal Qué $71,000, Malone Given Parsons Ltd Willowdale Ont $237,773, Manitoba Institute of Management Winnipeg Man $464,940, Marbeck Resource Consultants Ottawa Ont $58,179, Marine Industries Ltd Sorel Qué $3,541,976, Markham Electric Ltd Markham Ont $838,590, Marshall Macklin Monaghan Ltd Don Mills Ont $1,183,893, Marubeni Corp Tokyo Japon $174,781, Massey-Ferguson Ltd Toronto Ont $2,390,435, Maughan Railway Consulting Services Inc Montréal Qué $66,610, Mauritius $196,200, MBL International Contractors Inc Windsor Ont $606,758, McClenaghan K Gloucester Ont $91,000, McElhanney Group Ltd Vancouver C-B $1,321,358, McGill University Montréal Qué $74,247, McMaster University Hamilton Ont $521,450, Memorial University St John's T-N $391,066, Mennonite Central Committee of Canada Winnipeg Man $74,710, Mennonite Economic Development Assoc of Canada Winnipeg Man $119,158, Mercier GG Loretteville Qué $62,964, Metcan Fabrication Inc Ottawa Ont $117,059, Metzger Engineering Ltd Vancouver C-B $82,621, Michelin Commercial Division St-Laurent Qué $151,955, Microtel Ltée Burnaby C-B $447,788, Ministère des relations internationales du Québec Québec Qué $984,799, Mitchell RJ Ottawa Ont $56,131, Mitel Corp Kanata Ont $129,475, MM Dillon Ltd Willowdale Ont $366,446, MMB Rural Development Corp Ottawa Ont $377,104, Mohammad A Edmonton Alb $61,452, Montcalm G Niamey Niger $75,913, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $4,149,687, Motor Coils Manufacturing Co Brockville Ont $107,889, Motorola Canada Ltd Willowdale Ont $177,847, MT Ellis and Associates Ltd Ottawa Ont $249,200, Office national du film du Canada Montréal Qué $1,007,577, Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont $136,065, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont $220,280, Navair Ltd Mississauga Ont $129,646, NB Department of Agriculture and Rural Development Frédéricton N-B $1,366,272, ND Lea and Associates Vancouver C-B $644,739, Neilsen KF Calgary Alb $66,614, Norenco Associates Ltd Winnipeg Man $243,661, Normand R Kinshasa Zaïre $68,996, North-South Intermedium Ltd Nepean Ont $69,939, Northwest Hydraulic Consultants Vancouver C-B $958,477, Nova Port Ltd Halifax N-É $395,793, Nowsco Well Services Ltd Calgary Alb $1,213,702, NS Inter Enr Montréal Qué $100,221, Nutrite Inc Brossard Qué $2,075,484, Office of the Auditor General Ottawa Ont $941,151, Ontario Hydro Toronto Ont $2,017,037, Ontario Institute for Studies in Education Toronto Ont $290,000, Ontario Ministry of Agriculture and Food Toronto Ont $832,000, Ontario Ministry of Natural Resources Toronto Ont $754,669, Open Learning Institute of BC Richmond C-B $174,600, Operation Eyesight Universal Calgary Alb $100,000, Organisation canadienne pour la solidarité et le développement Montréal Qué $100,000, Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué $228,000, Organization for Co-operation in Overseas Development Winnipeg Man $200,000, Organization for Economic Cooperation and Development Paris France $210,000, Ormat Turbines (1965) Ltd Yavne Israël $64,459, Ouellette G Laval Qué $55,641, Overseas Canadian Project Management Planning Inc Charlottetown Î-P-É $53,868, Oxfam-Canada Ottawa Ont $104,500, Pacific Truck and Trailer Ltd Vancouver C-B $213,300, Palmer FC Orléans Ont $67,743, Panalpina Inc Montréal Qué $1,114,376, Paterson Grant and Watson Ltd Toronto Ont $87,465, PE Bingham and Associates Ltd Maple Ridge C-B $199,614, Perch DJ Vancouver C-B $54,670, Perkin Elmer Ltée Montréal Qué $54,786, Perreault M Ottawa Ont $59,075, Peter Eglinton Associates Ltd Ottawa Ont $116,149, Peter Malburg Associates Inc Westmount Qué $92,892, Petrosul International Ltd Vancouver C-B $2,534,279, Phaneuf Gravelle Blain and Associates Montréal Qué $157,750, Photosur Inc Montréal Qué $403,877, Piteau and Associates Ltd Vancouver C-B $240,183, Plan Tel Inc Montréal Qué $72,841, Plante R Pointe-au-Père Qué $76,888, Plenty Canada Lanark Ont $267,780, Pluritec-Shawinigan Inc Montréal Qué $1,039,137, Posgate DW Victoria C-B $54,481, Potash and Phosphate Institute of Canada Toronto Ont $309,500, Potash Co of Canada Ltd Toronto Ont $3,642,461, Powell Equipment (1978) Ltd Winnipeg Man $227,095, Power Plan Consultants Inc Westmount Qué $184,042, Prairie Horizons Ltd Winnipeg Man $73,963, Preault P Gloucester Ont $87,139, Pringle RG Wayne É-U $69,920, Profreight International Inc Ottawa Ont $82,952, Protos Shipping Ltd Montréal Qué $63,863, Pumpenboese KG Postfach Allemagne de l'Ouest $102,451, Queen's University Kingston Ont $382,495, R Angus Alberta Ltd Edmonton Alb $191,194, RL Walker and Partners Ltd Ottawa Ont $105,872, Raymond Chabot Martin Parc Cie Ottawa Ont $159,280, Redhead JA Ottawa Ont $68,531, Redirack Ltd Weston Ont $90,295, Regor International Inc Montréal Qué $126,367, Reid Collins and Associates Ltd Vancouver C-B $759,313, Reid WS Thornhill Ont $76,856, Réjean Remillard and Associates Valleyfield Qué $85,545, Renard JP Chomedey Qué $56,996, Renewable Energy Resource Information Centre Bangkok Thaïlande $1,327,777, Research and Productivity Council Fredericton N-B $79,975, Rigby Trade Ltd Hamilton Ont $89,756, Resource Management Consultants Ltd Toronto Ont $66,523, Robbins and Myers Canada Ltd Brantford Ont $52,529, Robert S Broughton Consultant Inc Beaconsfield Qué $147,242, Robertson CW Napanee Ont $70,505, Roche Ltée Groupe Conseil Ste-Foy Qué $1,323,512, Rossetti D Sillery Qué $56,217, Rotter R Winnipeg Man $76,697, Royal Architectual Institute of Canada Ottawa Ont $348,639, Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont $127,516, Rudner M Ottawa Ont $60,267, Rural Science and Technology Institute Toronto Ont $80,028, SDS Hydrogeo Canada Montréal Qué $542,641, SAB Nife Corp Scarborough Ont $52,800, Sabex International Ltée Longueuil Qué $69,000, Saguenay Maritime Ltée Montréal Qué $63,606, Salasan Associates Inc Winnipeg Man $59,297, Sam-Ell M Longueuil Qué $54,626, Sanmuganathan PS Winnipeg Man $59,411, Sarioglu G Calgary Alb $86,015, Savard B Île-des-Soeurs Qué $53,745, SCAC Transport Inc Lachine Qué $1,195,830, Scepter Manufacturing Company Ltd Scarborough Ont $101,247, Schneider F Milner C-B $55,625, Scintrex Ltd Concord Ont $57,219, Scoralin-Dillingham Joint Venture North Vancouver C-B $2,370,472, Sea Air/Minshall International Forwarders Mississauga Ont $258,440, Semex Canada Guelph Ont $423,670, Service de formation F Lessard Enr St-Grégoire Qué $75,210, Service Québecair Inc St-Laurent Qué $1,586,403, Shawinigan Consultants Inc Montréal Qué $4,465,496, Sicotte A Montréal Qué $55,374, Sigesco Ltée St-Basile-le-Grand Qué $326,051, Sima Géographes-Conseils Ltée Montréal Qué $71,778, Simons Resource Consultants Montréal Qué $1,183,909, Sintra Ltée Ville St-Laurent Qué $5,603,008, Sintra-Translec-

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Belt St-Laurent Qué $8,554,053, Sinyard A Mississauga Ont $52,054, Smart K Witless Bay T-N $82,041, Smith C North Vancouver C-B $145,165, Smith R Côte St-Luc Qué $55,456, Snap-on Tools of Canada Ville St-Laurent Qué $69,743, SNC Deseau Montréal Qué $553,630, SNC Inc Montréal Qué $5,945,860, Société conseil Sofidem Inc Montréal Qué $87,470, Société nouvelle des établissements Mengin Paris France $121,516, Sofrecom Paris France $64,240, Soontiens LJ Yarmouth County N-É $54,585, South East Asian Ministry of Education Organization Bangkok Thaïlande $830,235, Spar Aerospatiale Ltée Ste-Anne-de-Bellevue Qué $674,523, MAS—Direction des services de la comptabilité Ottawa Ont $148,453, MAS—Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $3,725,206, MAS—Centre du film et de la vidéo du gouvernement canadien Ottawa Ont $324,782, MAS—Services d'imprimerie du gouvernement canadien Hull Qué $83,302, MAS—Services généraux Hull Qué $954,142, MAS—Approvisionnements Hull Qué $1,565,627, MAS—Services de gestion Ottawa Ont $586,429, St Kitts $500,325, St Mary's University Halifax N-É $1,222,666, Conseil canadien des normes Ottawa Ont $50,000, Stanley and Associates Engineering Ltd Edmonton Alb $701,309, Stasiak RT Calgary Alb $75,913, Stothert Group Inc Vancouver C-B $98,739, Strategic Management Systems International Ottawa Ont $145,240, Surgenor Truck Center Ottawa Ont $64,949, Swan Wooster Engineering Co Ltd Vancouver C-B $167,967, Swan-Lea-Interail Vancouver C-B $202,805, Swinimer KB Gloucester Ont $52,901, Sydney Steel Corp Sydney N-É $5,596,747, Sylvestre BE Niamey Niger $62,066, Syndel International Inc Vancouver C-B $66,888, Systems Applications Inc Cleveland Heights Ohio É-U $97,500, T Pringle and Sons Ltd Montréal Qué $384,430, Talisman Land Resource Consulting Vancouver C-B $648,728, Taylor Instruments Toronto Ont $122,022, TE Body and Associates Ltd Ottawa Ont $121,063, Technical Services Council Toronto Ont $100,401, Technicon Canada Inc St-Laurent Qué $58,440, Tecsult International Ltd Montréal Qué $139,497, Teknica Resource Development Ltd Calgary Alb $210,707, Teleconsult Ltd Vancouver C-B $158,608, Telehigue M Montréal Qué $65,756, Telfer Wade Collins Insurance Brokers Ltd Montréal Qué $131,779, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $439,885, Texaco Canada Inc Don Mills Ont $60,652, Thai CT Montréal Qué $65,689, Thibault N La Plaine Qué $53,374, Thibeault DA Lima Pérou $54,885, Thomas N Mallorytown Ont $91,804, Thompson JY Trois-Rivières Qué $56,118, Thomson S Ottawa Ont $50,110, Thomson-CSF Telephone Paris France $132,217, Thurlow and Associates Ottawa Ont $115,947, Timberjack Inc Woodstock Ont $90,736, Tinkerbell Communications Inc Toronto Ont $123,746, TM Thomson and Associates Ltd Victoria C-B $1,854,566, Todd SMS Ottawa Ont $54,425, Transconsult Ltd Montréal Qué $393,353, Transit International FPS Inc Lachine Qué $74,199, Treasury of Ontario Toronto Ont $103,082, Tremblay CJ Rockforest Qué $74,104, Trenton Machine Tool Trenton Ont $96,404, Tri Ocean Engineering Ltd Calgary Alb $103,114, Trimac Consulting Services Ltd Calgary Alb $288,395, Trimbee Mill Equipment Cambridge Ont $52,266, Unigec Experts-Conseils Chicoutimi Qué $54,757, Uniroyal Ltd Kitchener Ont $161,000, United Nations Children's Fund Toronto Ont $7,678,127, United Nations Development Program New York NY É-U $2,230,906, United Nations Economic Commission for Latin America Project Trust Fund New York NY É-U $812,026, United Nations for Population Activities New York NY É-U $200,000, United Nations High Commissioner for Refugees Genève Suisse $500,000, United Nations Non Governmental Liaison Services New York NY É-U $140,648, Universal Paper Export Co Ltd Montréal Qué $1,373,739, Universalia Management System Ltd Montréal Qué $248,919, Universités de: Montréal Montréal Qué $644,502, Sherbrooke Sherbrooke Qué $728,859, Québec à Montréal Montréal Qué $630,650, Laval Québec Qué $1,761,314, Alberta Edmonton Alb $493,531, British Columbia Vancouver C-B $664,504, Calgary Calgary Alb $214,433, Guelph Guelph Ont $1,164,607, Manitoba Winnipeg Man $846,907, New Brunswick Frédéricton N-B $498,627, Ottawa Ottawa Ont $1,103,737, Saskatchewan Saskatoon Sask $214,201, Toronto Toronto Ont $1,439,335, Waterloo Waterloo Ont $208,990, Western Ontario London Ont $656,274, Winnipeg Winnipeg Man $100,000, Urgel Delisle et Associés St-Charles-sur-le-Richelieu Qué $98,666, Vance HN Edmonton Alb $59,981, Vetrepharm Inc London Ont $946,180, Viceroy Fluid Power Ltd Rexdale Ont $66,372, Wabco Ltd Hamilton Ont $182,782, Waddington Associates Nepean Ont $59,949, Walsh and Brais Satom Niamey Niger $11,253,443, Wardrop-Deloitte Winnipeg Man $398,557, Western Photogrammetry Edmonton Alb $295,906, Western Star Trucks Inc Don Mills Ont $231,332, WHE Process Systems Ltd Downsview Ont $83,840, Whitman Benn and Associates Ltd Halifax N-É $96,725, William G Matthews Associates Ottawa Ont $53,712, Williams and Wilson Montréal Qué $80,078, Wilson DR Ottawa Ont $52,132, WL Wardrop and Associates Ltd Winnipeg Man $934,104, Worbets WT Edmonton Alb $87,775, World Food Day Assoc of Canada Ottawa Ont $135,000, World Health Organization Zurich Suisse $542,500, World Relief Canada Willowdale Ont $500,000, World University Services Canada Ottawa Ont $8,532,510, Wyeth Ltd Windsor Ont $861,605, Yanpi Inc Montréal Qué $962,060, Yaxley E Nepean Ont $59,544, York University Downsview Ont $283,913.

Contributions versées à des organisations, institutions et agences canadiennes, internationales et régionales de développement ainsi qu'aux gouvernements provinciaux, à leurs organismes et agences à l'appui de programmes, projets et activités de coopération et développement reliés à l'éducation, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $153,369,478—Adventist Development and Relief Agency Oshawa Ont $541,558, African Assoc of Public Administration Nouvelle Delhi Inde $60,000, African Inland Mission Scarborough Ont $298,203, African Medical Research Foundation Pickering Ont $72,187, African Wildlife Husbandry Development Assoc Mississauga Ont $295,000, Aga Khan Foundation Canada Vancouver C-B $999,800, Agricultural and Rural Management Toronto Ont $71,000, Agricultural Development Corporation of Saskatchewan Régina Sask $124,850, Agricultural Institute of Canada Ottawa Ont $67,475, Anglican Church of Canada Toronto Ont $1,077,383, Asian Institute of Management Nouvelle Delhi Inde $161,820, Assistance médicale internationale Montréal Qué $520,000, Assoc des administrateurs des services de santé Montréal Qué $75,515, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $3,350,100, Assoc pour le développement participé Longueuil Qué $243,842, Assoc québécoise pour l'avancement des Nations Unies Gatineau Qué $152,102, Assoc québécoise des organismes de coopération internationale Montréal Qué $421,900, Assoc des Universités et Collèges du Canada Ottawa Ont $386,592, Au Carrefour des Cèdres Montréal Qué $100,590, Banff School of Advanced Management Banff Alb $68,000, Scouts du Canada Ottawa Ont $119,004, Brandon University Brandon Man $60,340, Brazil-Canada Chamber of Commerce Toronto Ont $72,000, Camrose One World Centre Camrose Alb $300,000, Canadian Bureau for International Education Vancouver C-B $344,800, Corporation commerciale canadienne Ottawa Ont $121,680, Canadian Comprehensive Auditing Foundation Ottawa Ont $195,415, Canadian Council of Churches Toronto Ont $415,473, Canadian Council for International Co-operation Ottawa Ont $12,781,986, Canadian Crossroads International Toronto Ont $1,063,538, Canadian Executive Services Overseas Toronto Ont $2,100,000, Canadian Federation of Deans of Management and Administration Studies Ottawa Ont $80,803, Canadian Food for Children Toronto Ont $54,414, Canadian Foundation for Caribbean Development and Co-operation Inc Ottawa Ont $77,001, Canadian Home Economics Assoc Ottawa Ont $278,999, Canadian Hunger Foundation Ottawa Ont $434,607, Canadian Institute of Cultural Affairs Toronto Ont $50,000, Canadian Institute of Surveying Ottawa Ont $106,751, Canadian Labour Congress Ottawa Ont $713,960, Canadian Lutheran

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

World Relief Winnipeg Man $2,253,850, Canadian National Institute for the Blind Toronto Ont $199,901, Canadian Nurses Assoc Ottawa Ont $176,250, Canadian Organization for Development through Education Ottawa Ont $2,800,375, Canadian Organization for Rehabilitation through Training Montréal Qué $837,864, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $783,694, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $701,385, Canadian Saints Outreach New Liskeard Ont $79,996, Canadian Save the Children Fund Toronto Ont $1,355,680, Canadian Society for Non Destructive Testing Foundation Hamilton Ont $398,310, Canadian Teacher's Federation Ottawa Ont $1,259,310, Canadian Unicef Committee Toronto Ont $4,182,712, Cardinal Léger et ses œuvres Montréal Qué $1,361,939, Care Canada Ottawa Ont $2,711,677, Caribbean Community Secretariat Georgetown Guyane $70,338, Carleton University Ottawa Ont $250,344, Carrefour de solidarité internationale Sherbrooke Qué $157,135, Carrefour International Montréal Qué $63,888, Carrefour Tiers-Monde Inc Québec Qué $103,576, CEGEP de Rivière-du-Loup Rivière-du-Loup Qué $246,000, Centre amitié de solidarité internationale de la région de l'amiante Thetford Mines Qué $101,325, Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué $6,303,604, Centre missionnaire des Oblats Montréal Qué $454,234, Centre solidarité d'Alma Alma Qué $68,600, Christian Reformed World Relief Committee Burlington Ont $592,900, Club 2/3 Inc Montréal Qué $1,357,031, Coady International Institute Antigonish N-É $942,279, Collaboration santé internationale Québec Qué $395,503, Collège de Maisonneuve Montréal Qué $100,000, Collège Lionel Groulx Ste-Thérèse Qué $110,000, Commonwealth Trade Union Council Montréal Qué $146,318, Compassion of Canada London Ont $202,422, Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec Lévis Québec $992,189, Consumers' Assoc of Canada Ottawa Ont $60,469, Coopérative d'animation et de consultation Montréal Qué $73,994, Co-operative Development Foundation Ottawa Ont $2,325,407, Coopérative Nord-Sud en éducation Montréal Qué $117,329, Co-Workers of Mother Teresa in Canada Toronto Ont $271,373, La croix d'or Outremont Qué $99,000, CUSO Ottawa Ont $12,256,650, Customs Co-operation Council Bruxelles Belgique $81,000, Dalhousie University Halifax N-É $224,479, Development Education Centre Toronto Ont $119,243, Development Education Co-ordinating Council of Alberta Calgary Alb $500,898, Eastern and Southern African Management Institute Ottawa Ont $110,175, École nationale d'administration publique Ste-Foy Qué $83,646, Emmanual Relief and Rehabilitation International Stouffville Ont $160,000, Entraide missionnaire Inc Montréal Qué $120,000, Fondation Crudem Canado-Haïti Rosemère Qué $134,328, Fondation de La Salle Lachine Qué $64,422, Fondation Internationale Roncalli Montréal Qué $338,891, Forum Fisheries Agency Honiara Salomon Islands $140,405, Foster Parents Plan of Canada Toronto Ont $4,900,219, Foundation for International Training Don Mills Ont $251,500, Girl Guides of Canada Toronto Ont $74,000, Global Village (Nanaimo) Nanaimo C-B $54,750, Gouvernement Provincial du Québec Québec Qué $122,000, Guelph International Resources Centre Guelph Ont $63,000, Gurka Welfare Trust Canada Toronto Ont $349,500, Help the Aged Ottawa Ont $104,651, Holy Ghost Father Toronto Ont $79,962, Hope International Development Agency New Westminster C-B $638,077, Horizons of Frienship Cobourg Ont $595,955, Institut Armand-Frappier Laval Qué $107,030, Institut canadien d'éducation des adultes Cobourg Ont $230,950, Institut Fame Pereo Montréal Qué $500,000, Institut de recherche en clinique à Montréal Montréal Qué $77,130, Institute for Development Education through the Arts Ottawa Ont $91,350, Inter Church Fund for International Development Toronto Ont $1,646,191, Interflower Bruxelles Belgique $5,577,277, International Child Care of Canada St Catharines Ont $419,578, International Defence and Aid Fund for South Africa Ottawa Ont $485,186, International Development Education Resources Assoc Vancouver C-B $121,000, Inter Pares Ottawa Ont $1,143,588, Jamaica Self-Help Organization Peterborough Ont $71,425, Jeunesse Canada monde Montréal Qué $6,944,318, Jeunesse du monde Québec Qué $226,780, K-W Overseas Aid Inc Waterloo Ont $105,140, Université Laval Québec Qué $405,226, Leprosy Mission of Canada Don Mills Ont $77,040, Lester B Pearson College Victoria C-B $436,300, London Cross-Cultural Learner Centre Vancouver C-B $153,230, Maheu Noiseux et Cie Montréal Qué $53,650, Manitoba Council for International Co-operation Winnipeg Man $287,393, Manitoba Institute of Management Winnipeg Man $418,201, Manitoba University Winnipeg Man $105,958, Match International Centre Ottawa Ont $375,857, McGill University Montréal Qué $677,171, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $370,850, Mennonite Brethren Missions and Services Winnipeg Man $198,933, Mennonite Central Committee of Canada Winnipeg Man $2,486,938, Mennonite Economic Development Assoc of Canada Winnipeg Man $834,028, Mission Aviation Fellowship of Canada Guelph Ont $211,933, Moncton University Moncton N-B $160,000, Mount St-Vincent University Halifax N-É $78,499, North-South Institute Ottawa Ont $720,000, Ontario Council for Leadership Education Administration Vancouver C-B $93,900, Operation Eyesight Universal Calgary Alb $1,300,000, Organisation canadienne pour la solidarité et le développement Montréal Qué $3,668,292, Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué $7,359,780, Organization for Co-operation in Overseas Development Winnipeg Man $493,672, Ottawa Civic Hospital Ottawa Ont $70,950, Oxfam Canada Ottawa Ont $1,175,432, Oxfam Québec Montréal Qué $444,776, Participatory Research Group Toronto Ont $68,420, Plan Nagua Inc Charlesbourg Qué $73,931, Planned Parenthood Federation of Canada Ottawa Ont $57,169, Plenty Canada Lanark Ont $569,154, Presbytarian Church in Canada Don Mills Ont $294,644, Prodeva FIC Inc Montréal Qué $271,722, Provincial Government of Nova Scotia Halifax N-É $62,658, Pueblito Canada Inc Toronto Ont $164,987, Université du Québec à Montréal Montréal Qué $175,032, Queen's University Kingston Ont $157,607, Rotary Club of Guelph Guelph Ont $831,460, Ryerson Polytechnical Institute Guelph Ont $58,686, Saskatchewan Council for International Co-operation Régina Sask $379,024, Save the Children Fund of BC Vancouver C-B $268,488, Save a Family Plan London Ont $162,337, Secours aux Lépreux Montréal Qué $173,075, Sir Edmond Hillary Foundation Toronto Ont $99,550, Société de coopération pour le développement international Sillery Qué $654,066, Société de développement international Desjardins (1985) Inc Montréal Qué $3,155,144, Society of the Precious Blood Toronto Ont $70,541, Sopar-Limbour Limbour Qué $274,050, South Asia Partnership Ottawa Ont $1,802,000, St Clair College of Applied Arts and Technology Windsor Ont $76,283, St John's Oxfam Committee St John's T-N $114,150, St Mary's University Halifax N-É $141,450, Sudan Interior Mission of Canada Scarborough Ont $163,512, Terre des Hommes Montréal Qué $118,965, The Salvation Army Toronto Ont $616,623, Third World Medical Equipment Assoc Halifax N-É $50,000, Tibetan Refugee Aid Society Vancouver C-B $231,708, Trent University Peterborough Ont $123,355, Unitarian Service Committee of Canada Ottawa Ont $2,002,675, United Church of Canada Toronto Ont $1,331,392, United Nations Assoc of Canada Toronto Ont $100,500, Universités de: St-Paul St-Laurent Qué $59,416, Alberta Edmonton Alb $279,956, British Columbia Vancouver C-B $92,370, Calgary Calgary Alb $349,380, Guelph Guelph Ont $348,846, Montréal Montréal Qué $155,520, Ottawa Ottawa Ont $110,741, Saskatchewan Saskatoon Sask $569,122, Waterloo Waterloo Ont $312,300, Western Ontario London Ont $118,194, Victoria International Development Education Assoc Victoria C-B $73,211, Windsor Coalition for Development Windsor Ont $66,600, World Concern Canada Assoc Richmond C-B $331,232, World Food Day Assoc of Canada Ottawa Ont $137,105, World Inter-Action Ottawa Ottawa Ont $54,150, World Literacy of Canada Toronto Ont $58,419, World Relief Canada Willowdale Ont $223,056, World

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

University Services of Canada Ottawa Ont $3,718,443, World Vision of Canada Mississauga Ont $1,078,104, Wycliffe Bible Translators Canada Inc Calgary Alb $393,440, York University Downsview Ont $504,154, Young Men's Christian Assoc of Canada Ottawa Ont $1,235,649, Young Women's Christian Assoc of Canada Toronto Ont $327,159.

Encouragements aux investisseurs, institutions et organisations du secteur privé du Canada, aux institutions internationales, aux gouvernements de pays en développement, à leurs organismes et agences, aux institutions locales et régionales des pays en développement, ainsi qu'aux organisations à l'appui de programmes et projets de coopération industrielle, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $27,826,285—Acres Davy McKee Engineering Inc Toronto Ont $75,000, Acres International Ltd Niagara Falls Ont $67,186, Agrodev Canada Inc Beaconsfield Qué $87,000, AG System International Montréal Qué $93,170, Aloe Vera Products (Canada) Ltd Calgary Alb $54,100, Agua-Guard Sales Inc West Vancouver C-B $151,500, Ardec Consulting Engineers Toronto Ont $86,776, Association of Canadian Communities Toronto Ont $120,000, Associés en planification aéroportuaire Inc Montréal Qué $73,210, Ateliers Aspesie Inc St-Barnabé Qué $167,526, Atlas 2000 Inc Montréal Qué $70,137, Atlas-Gest Inc Toronto Ont $57,938, Aviation Planning Services Ltd Montréal Qué $88,358, BC Hydro Vancouver C-B $86,123, Bennett Environmental Consultants Ltd Vancouver C-B $178,990, Bilodeau FJD and Associates Ottawa Ont $62,000, BIRO Inc Québec Qué $671,200, Bondar Clegg and Company Ltd Ottawa Ont $50,000, Cambrian Engineering Group Ltd Mississauga Ont $73,250, Canadian Assoc for Latin America and Caribbean Toronto Ont $604,854, Canadian Energy Development Systems International Ottawa Ont $145,131, Canadian Export Assoc Ottawa Ont $592,358, Canadian Farm Tec Systems Waterloo Ont $167,825, Canadian International Construction Corp Ottawa Ont $317,905, Canadian International Power Services Inc Mississauga Ont $182,892, Canadian International Project Managers Ltd Montréal Qué $1,351,001, Canadian International Technology Exchange Corp Willowdale Ont $134,319, Canadian National Consultants Ltd Montréal Qué $122,200, Canadian Overseas Airlines International Ltd Richmond C-B $97,965, Canadian Pacific Consulting Services Ltd Montréal Qué $177,359, Canrede Ltd Willowdale Ont $211,882, Canron Inc Mississauga Ont $50,155, Caribbean Project Development Facility Washington DC É-U $500,000, Centre Études Gestion Information et Recherche Montréal Qué $283,094, Chabot Raymond International Inc Montréal Qué $82,196, Champion Road Machinery Ltd Goderich Ont $56,932, Chemetics International Co Vancouver C-B $130,560, Chimo Polyurethanes Ltd Calgary Alb $65,623, Cominco Engineering Services Ltd Vancouver C-B $201,000, Connaught Laboratories Ltd Willowdale Ont $265,000, Conseillers Cofiam Inc Montréal Qué $180,839, Conseillers en gestion et informatique Montréal Qué $55,000, Consultasia Inc Montréal Qué $183,782, Coopers and Lybrand Ottawa Ont $250,000, Crippen International Ltd Vancouver C-B $296,701, Delcanda International Ltd Don Mills Ont $316,418, Dessau et Associés International Ltée Laval Qué $62,563, Dominion Textile Inc Montréal Qué $82,456, EAC Amy and Sons Ltd Ottawa Ont $495,872, Econofitech Ltée Montréal Qué $183,152, Educansult Ltd Toronto Ont $247,703, Egypt—Canada Business Council Montréal Qué $55,000, Electrolyser Corporation Ltd Etobicoke Ont $90,230, Farmwest Management Ltd Saskatoon Sask $89,413, Foundation for International Training Don Mills Ont $358,485, Gaucher Pringle Consultants Ltd Montréal Qué $67,000, Gaz Metro International Inc Montréal Qué $303,579, Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B $113,912, Golder Associates Mississauga Ont $103,161, Harvest Fuel Ltd Toronto Ont $285,000, Hatch Associates Ltd Toronto Ont $220,000, Hatfield Consultants Ltd Vancouver C-B $63,007, Héritage Bovigène Inc Beaconsfield Qué $276,000, Howe International Ltd Ottawa Ont $136,869, Hurterfiber Consultants Inc Ottawa Ont $164,799, IBI Group Toronto Ont $271,956, Industries Lightsteel Inc Ville d'Anjou Qué $89,997, Intellithec Canada Ltd Ottawa Ont $465,000, Interimco International Inc Montréal Qué $213,550, International Engineering Services Inc Don Mills Ont $82,851, Janin Construction Ltée Montréal Qué $50,650, Keeprite Ltd Brantford Ont $76,000, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $128,500, K Knight Management Ltd Ottawa Ont $153,190, Laferrière et Associés Inc Montréal Qué $437,500, Lavalin International Inc Montréal Qué $715,352, Leighton and Kidd Ltd Toronto Ont $53,710, LMBDS-SIDAM Inc Montréal Qué $138,004, London WP and Associates Niagara Falls Ont $489,881, Maclean-Hunter Ltd Toronto Ont $98,817, Magee Robertson Vancouver C-B $805,945, Maheu Noiseux et Cie Montréal Qué $288,200, MCS Consultants Vancouver C-B $244,752, Met-Chem Canada Inc Montréal Qué $343,523, Midland Doherty Ltd Toronto Ont $57,000, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $160,000, Northern Telecom International Ltd Mississauga Ont $109,000, Northwest Hydraulic Consult Ltd Vancouver C-B $252,391, North West-Stewart Weir Group Edmonton Alb $164,351, Novacorp International Consulting Ltd Calgary Alb $299,308, OBOE Engineering Ltd Ottawa Ont $58,563, Ocean Fisheries Management Services Vancouver C-B $54,000, PCM Construction Control Consultants Ltd Calgary Alb $115,000, Pelican International Inc Laval Qué $53,850, Polysar Ltd Sarnia Ont $102,001, Proctor and Redfern International Ltd Don Mills Ont $130,000, Redma Consultants Ltd Toronto Ont $52,300, Roche et Associés International Ltée Ste-Foy Qué $404,408, Rosborough Boats Ltd Armdale N-É $78,750, Safimar Inc Montréal Qué $240,136, Sandwell and Company Ltd Vancouver C-B $87,500, Shawinigan Integ Inc Vancouver C-B $141,897, Simons HA (Overseas) Ltd Vancouver C-B $235,248, Société de développement Eldoco Montréal Qué $76,277, Société d'ingénierie Cartier Ltée Montréal Qué $115,000, Sofati Ltée Montréal Qué $73,770, Southam Communications Ltd Don Mills Ont $80,953, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $190,655, SR Telecom Inc St-Laurent Qué $50,055, Stephenson Peter and Associates Ltd Edmonton Alb $206,722, Stothert Engineering Group Ltd Vancouver C-B $68,698, Surveyer Nenniger Chenevert Inc Montréal Qué $667,161, Swan Wooster Engineering Co Ltd Vancouver C-B $62,571, Technonet Asia Singapore $382,413, Tecsult International Ltée Montréal Qué $440,051, Trade Facilitation Office of Canada Ottawa Ont $689,730, UMA Engineering Ltd Vancouver C-B $89,000, UCOPAN Enterprises Ltd Montréal Qué $147,838, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $55,000, Uraken Canada Ltée St-Eustache Qué $80,000, Walsh Incorporated Montréal Qué $82,000, Westar Engineering Ltd Vancouver C-B $271,421.

Aide alimentaire fournie aux pays en voie de développement, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organismes non gouvernementaux canadiens et destinée à des bénéficiaires de pays en voie de développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $191,285,286—Agricultural Development Corp of Saskatchewan Régina Sask $57,276, Alberta Food Products Fort Saskatchewan Sask $2,472,988, BP Kent Flour Mills Ltd Virdon Man $151,480, B Terfloth and Co Canada Ltd Montréal Qué $1,505,226, CSP Foods Ltd Winnipeg Man $7,932,573, Canada Packers Ltd Toronto Ont $4,652,183, Canadian Dairy Commission Ottawa Ont $8,360,828, Canadian Foodgrains Bank Assoc Montréal Qué $16,000,000, Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man $6,250,000, Office canadien du poisson salé St John's T-N $1,920,456, Commission canadienne du Blé Winnipeg Man $69,059,228, Canbra Foods Lethbridge Alb $247,590, Care Canada Ottawa Ont $200,000, Connors Brothers Ltd Black's Harbour N-B $9,968,943, Cook's Division of Gerbro Inc Hensall Ont $73,853, Département des Affaires extérieures Ottawa Ont $4,281,949, Dover Flour Mills Cambridge Ont $808,998, Ellison Milling Co Lethbridge Alb

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

$395,250, Fednav Ltd Montréal Qué $526,382, Ferguson Brothers of St Thomas St Thomas Ont $93,660, Great Canadian Bean Co Inc Ailpa Craig Ont $281,696, H and N Fisheries Ltd Upper Port Latour N-É $639,041, Hensall District Coop Inc Hensall Ont $638,537, Kuehne and Nagel International Ltd Montréal Qué $1,006,489, Locher Evers International Vancouver C-B $716,313, Maple Leaf Mills Ltd Toronto Ont $3,029,260, Maritime Agency Ltd West Vancouver C-B $2,196,650, Mennonite Central Committee of Canada Winnipeg Man $208,000, Mondel Transport Inc Montréal Qué $2,310,649, Narp Processors Ltd Sexsmith Alb $2,689,452, National Sea Products Ltd Halifax N-É $837,991, Northern Sales Co Ltd Vancouver C-B $93,750, Ogilvie Flour Co Ltd Montréal Qué $2,050,966, Ontario Wheat Products Chatham Ont $17,132,540, Panalpina Inc Montréal Qué $1,562,984, Parrish and Heimbecker Ltd Toronto Ont $882,518, Protos Shipping Ltd Montréal Qué $1,376,288, RI Smith Co Ltd Shag Harbour N-É $3,917,719, RT Stow Ltd Carman Man $56,218, Robin Hood Multifoods Ltd Montréal Qué $2,927,740, Roy Legumex Inc St-Jean-Baptiste Man $303,925, Rozon Milling Inc Montréal Qué $108,150, SCAC Transport Canada Inc Lachine Qué $699,259, SSC-Revenue Fund General Supply Hull Qué $544,264, Sable Fish Packers Ltd Clark's Harbour N-É $1,497,648, Saga Transport Canada Inc Montréal Qué $2,376,674, Soo Line Mills 1969 Ltd Winnipeg Man $372,065, United Oil Seed Products Ltd Lloydminster Alb $3,574,613, WG Thompson and Sons Ltd Bleinheim Ont $633,800, World Food Program Winnipeg Man $1,319,797.

Contributions versées à des institutions et organisations de développement international à l'appui de programmes et projets précis d'aide au développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $1,470,119—African Development Bank $604,185, Caribbean Development Bank $513,139, World Bank $256,072.

Contributions à des organismes non gouvernementaux internationaux à l'appui de programmes et de projets d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $15,881,162—Aga Khan University Foundation London Ont $100,000, Assoc africaine d'éducation pour le développement Dakar Sénégal $255,000, Assoc mondiale de la prospective sociale Genève Suisse $95,000, Assoc of Commonwealth Universities Londres Angleterre $125,000, Assoc of Geoscientists for International Development Londres Angleterre $50,000, Assoc pour le développement naturel d'une architecture et d'un urbanisme africains Ouagadougou Haute-Volta $135,000, Consejo de Education de Adultos de America Latina Santiago Chili $248,800, Disabled People's International Winnipeg Man $255,000, Environment Liaison Centre Nairobi Kenya $133,500, Euro-Action Acord Londres Angleterre $407,500, Foundation for International Training Don Mills Ont $438,210, Global Committee of Parliamentarians on Population and Development New York NY É-U $175,000, ISIS International Trieste Italie $55,000, Innovations et réseaux pour le développement Genève Suisse $102,000, Institut africain pour le développement Abidjan Côte d'Ivoire $299,789, Inter-American Institute of Human Rights Genève Suisse $50,000, Inter-American Legal Service Assoc Bogota Colombie $96,400, Inter-American University Assoc Ste-Foy Qué $98,000, Inter-Press Service Rome Italie $60,000, International Centre for Development Ottawa Ont $376,640, International Centre for Diarrhoeal Disease Research Dhaka Bangladesh $251,000, International Committee on Management of Population Program Selangor Malaisie $103,000, International Council for Adult Education Toronto Ont $449,500, International Council of Scientific Unions Toronto Ont $75,000, International Council of Voluntary Agencies Genève Suisse $127,500, International Development Law Institute Rome Italie $126,000, International Federation for Family Life Promotion Washington DC É-U $165,000, International Institute for Environment and Development Washington DC É-U $188,783, International Ocean Institute Halifax N-É $150,000, International Planned Parenthood Federation Londres Angleterre $7,200,000, International Savings Bank Institute Genève Suisse $100,000, International Union Conservation of Nature Gland Suisse $367,250, International Union for the Scientific Study of Population Liège Belgique $55,100, Latin American Institute of Training Trieste Italie $110,000, Liaison Committee for Food Corps Program International Waltham É-U $306,000, Pan African Institute for Development Genève Suisse $330,000, Population Council New York NY É-U $50,000, Program for Applied Technical Health Ottawa Ont $80,000, Service international d'appui à la formation et aux technologies de l'Ouest Sahel Dakar Sénégal $75,000, Society for International Development Washington DC É-U $203,000, Third World Academy of Sciences Trieste Italie $105,000, Women's World Banking New York NY É-U $127,500, World Alliance of YMCA Genève Suisse $121,000, World Council of Indigenous People Ottawa Ont $385,000, World Organization of Scout Movement Genève Suisse $164,000, World Resources Institute Trieste Italie $75,000.

FINANCES $5,702,424,558

Département $5,702,014,558

PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL $5,702,014,558

Subventions aux provinces (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives) $35,804,557—Terre-Neuve $9,744,145, Île-du-Prince-Édouard $667,674, Nouvelle-Écosse $2,250,724, Nouveau-Brunswick $1,823,587, Québec $4,730,503, Ontario $6,057,479, Manitoba $2,192,784, Saskatchewan $2,175,375, Alberta $3,646,455, Colombie-Britannique $2,515,831.

Paiements aux provinces en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé $5,398,589,592—Paiements de péréquation $5,155,797,000—Terre-Neuve $663,374,000, Île-du-Prince-Édouard $131,794,000, Nouvelle-Écosse $571,338,000, Nouveau-Brunswick $624,891,000, Québec $2,744,147,000, Manitoba $420,253,000; *Paiements en vertu de la partie V à l'égard de revenu non réparti disponible $7,576*—Québec $1,230, Ontario $6,346; *Paiements en vertu de la partie VIII de l'imposition réciproque $242,785,016*—Terre-Neuve $14,659,570, Île-du-Prince-Édouard $4,452,756, Nouvelle-Écosse $22,065,053, Nouveau-Brunswick $22,688,057, Québec $57,896,251, Ontario $82,141,156, Manitoba $16,658,630, Colombie-Britannique $22,223,543.

Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique $299,110,115—Terre-Neuve $11,240,231, Île-du-Prince-Édouard $4,104,580, Québec $4,617,839, Ontario $55,691,582, Manitoba $4,640,996, Saskatchewan $45,936, Alberta $215,974,460, Colombie-Britannique $2,655,530, Territoires du Nord-Ouest $87,941, Yukon $51,020.

Recouvrement en vertu de la Loi de 1964, c. 26, Sec. 6, sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, Loi sur les allocations aux jeunes ($251,489,706)—Québec ($251,489,706).

Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur les paiements de péréquation supplémentaires 1982-87 $220,000,000—Terre-Neuve $15,000,000, Île-du-Prince-Édouard $5,000,000, Nouvelle-Écosse $20,000,000, Nouveau-Brunswick $20,000,000, Québec $110,000,000, Manitoba $50,000,000.

FINANCES—*Fin*

Vérificateur général $410,000

Contribution à la Fondation canadienne pour la vérification intégrée $406,000

Subvention à l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques $4,000

PÊCHES ET OCÉANS $31,676,590

Département $31,676,590

Subventions aux universités canadiennes et bourses d'études à des recherchistes particuliers à l'appui de la recherche marine et aquatique et des recherches économiques dans les domaines des pêches et de la mer $360,000—Dalhousie University Halifax N-É $69,000.

Droits d'affiliation à l'Organisation hydrographique internationale $25,126

Conseil pour l'utilisation de la mer $15,000

Laboratoire de recherches sur les sciences de la mer de l'Université Memorial Terre-Neuve $150,000—Université Memorial St John's T-N $150,000.

Subvention à des étudiants en biologie pouvant suivre des cours et travailler en français $112,000

Subvention à l'Association canadienne des sciences géodésiques afin de financer la direction de la Fédération internationale des géomètres $51,000

Paiements d'appoint aux chasseurs de phoques, en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, pour la récolte de peaux de phoque de 1984 $233,394

Aide à l'égard du coût de la conférence panaméricaine de la protection des aliments $20,000

Aide spéciale aux pêcheurs indépendants de l'Atlantique affectés par des conditions anormales des glaces $5,306,100

Subvention à l'Union des pêcheurs des Maritimes pour aider à la restructuration financière $300,000—Union des Pêcheurs des Maritimes Shédiac N-B $300,000.

Subvention au gouvernement du Manitoba applicable aux coûts de construction de l'échelle à poissons du barrage Fairford $25,000

Subvention à l'Alliance des pêcheurs commerciaux du Québec pour couvrir les coûts initiaux d'établissement $100,000—Alliance des Pêcheurs commerciaux du Québec Québec Qué $100,000.

Aide au comité d'étude des phoques et de leur chasse $61,684—Committee on Seals and Sealings Newmarket Ont $61,684.

Aide conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour la construction de chalutiers à l'égard de laquelle aucune subvention d'équipement n'est payable en vertu de quelque autre autorisation fédérale $1,563,737—P Anderson Souris Î-P-É $57,784, MJR Caines Port-aux-Choix Î-P-É $113,261, Canada 100 and Owners Wilson's Beach N-B $64,640, A Chiasson Bas-Caraquet N-B $78,000, R Desbois Ste-Thérèse-de-Gaspé Qué $125,000, Goday Enterprises Ltd Halifax N-É $100,000, JP Robichaud Shippegan N-B $125,000.

Contributions au développement technologique des pêches de l'Atlantique et au transfert d'information $958,802—College of Fisheries St John's T-N $103,131, Fishery Products International St John's T-N $83,229, Travel Ltd Bedford N-É $155,000.

Contribution à l'égard des coûts d'aménagement des installations d'entreposage des appâts, de déchargement du poisson, de fabrication de la glace et de l'approvisionnement industriel en eau et en électricité approuvées dans le cadre des projets spéciaux de relance $299,994

Contributions aux usines enregistrées de transformation du poisson, aux sociétés, aux entreprises individuelles ou aux groupes de particuliers, qui travailleront dans les secteurs de l'exploitation, de la transformation, de la commercialisation ou du transport au sein de l'industrie de la pêche à l'Île-du-Prince-Édouard $789,337—Abegweit Seafoods Inc Charlottetown Î-P-É $151,200, PEI Fishermen's Assoc Charlottetown Î-P-É $76,050, Prince County Fishermen's Assoc Alberton Î-P-É $99,000, Prince County Shellfish Assoc Ellerslie Î-P-É $108,000.

Contribution pour le coût d'achat d'harenguiers-seineurs basés au Nouveau-Brunswick $1,700,000

Association canadienne des rédacteurs scientifiques $1,500

Contribution aux pêcheurs commerciaux du saumon de l'Atlantique pour le rachat de leurs permis de pêche $1,064,541

Contribution aux pêcheurs de la Côte-Nord, du Bas Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine qui détiennent des permis commerciaux $5,473,181—L Albert Newport Qué $85,551, G Allain Gascon Qué $165,322, G Arseneau Gros Cap Qué $57,210, L Beauchamps Newport Qué $82,661, R Bernatchez Cloridorme Qué $545,400, G Bourge Étang-du-Nord Qué $227,150, Comité des Pêcheurs de Bradore Bay Bradore Bay Qué $50,870, R Cotton Rivière-au-Renard Qué $85,551, R Cyr Grande-Entrée Qué $58,029, R Desbois Ste-Thérèse-de-Gaspé Qué $475,000, R Dupuis Anse-à-Valleau Qué $167,152, PA Huet Cloridorme Qué $545,400, SK Josey Entry Island Qué $58,177, R Langlois Matane Qué $95,000, A Lapierre Îles-de-la-Madeleine Qué $73,740, M Lapierre Bassin Qué $75,154, M O'Connor Rivière-au-Renard Qué $80,441, B Poirier Havre-aux-Maisons Qué $480,000, RG Renaud Bassin Qué $78,533, C Valle St-Joachim Qué $258,681.

Contributions aux Autochtones ou groupes d'Autochtones du Nord du Québec, relativement à leurs activités de chasse et pêche $327,951—Killiniq Landholding Corp Quaqtaq Qué $177,951, Northern Village Corporation of Kangiqsujuaq Kangiqsujuaq Qué $150,000.

Contribution à l'Association des chasseurs de phoque du Canada $75,000—Association des chasseurs de phoque du Canada St John's T-N $53,848.

Club nautique Deschaillons $226,547—Club nautique Deschaillons Deschaillons Qué $226,547.

Contribution à l'International Game Fish Association pour participer aux frais de la première Conférence mondiale de la pêche sportive $10,000

Contribution à l'égard des coûts d'aménagement des installations de fabrication et d'entreposage de la glace dans le cadre du Programme d'infrastructures pour la fabrication et l'entreposage de la glace des pêches de l'Atlantique $3,200,336—Aqua Fisheries Ltd Ferryland T-N $94,043, Bay Roberts Seafoods Bay Roberts T-N $85,378, Beothuck Fish Processors Valleyfield T-N $200,000, Calvert Fish Industries Ltd Calvert T-N $84,727, Cape Broyle Sea Products Cape Broyle T-N $96,000, Cheticamp Packers Ltd Cheticamp N-É $60,000, Clarenville Ocean Products St John's T-N $96,134, Coleys Point Fisheries Ltd Harbour Grace T-N $74,540, Comité de Pêcheurs de Kégaska Kégaska Qué $88,658, Comité de Pêcheurs de Lourdes-du-Blanc-Sablon Blanc-Sablon Qué $75,955, Connors Bros Ltd Isle-aux-Morts T-N $117,854, Daley Brothers Ltd St Joseph's T-N $93,780, HB Dawe Ltd Cupids T-N $89,185, James Doyle & Sons Ltd St Barbe T-N $110,163, Fishery Products Ltd St John's T-N $116,986, Fogo Island Co-op Society Ltd Seldom T-N $112,825, Georgetown Packers Georgetown Î-P-É $54,168, Grand Étang

PÊCHES ET OCÉANS—*Fin*

Fishermen's Co-op Grand Étang N-É $60,000, EJ Green & Co Ltd Winterton T-N $72,512, Green Seafoods Ltd Winterton T-N $89,116, Greenspond Fish Processors Greenspond T-N $78,045, Happy Adventure Seal Products Happy Adventure T-N $98,882, Island Seafoods Ltd Harbour Grace T-N $93,620, P Janes & Sons Ltd Hand Harbour T-N $84,303, Keeping & MacKay Ltd Murray Harbour Î-P-É $54,800, William Morey Ltd Ferryland T-N $60,000, Notre Dame Bay Fisheries Comfort Cove T-N $151,362, Petty Harbour Fishermen's Co-op Society Ltd Petty Harbour T-N $59,011, Port au Port Seafoods Ltd Stephenville T-N $57,543, Quinlan Brothers Ltd Bay de Verde T-N $187,718, Superior Seafoods Ltd Stephenville T-N $80,240, Terra Nova Fishery Co Ltd Kilbridge T-N $124,878, Tignish Fisheries Co-op Assoc Ltd Tignish Î-P-É $87,265, Tors Cove Fisheries Ltd Tors Cove T-N $98,054.

Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches du Nouveau-Brunswick $4,553,242—Bay Chaleur Packers Ltd Bas-Caraquet N-B $118,526, Brunswick International Seafood Ltd Cap-Pélé N-B $80,075, Caraquet Ice Inc Caraquet N-B $62,500, Community Improvement Corporation Frédéricton N-B $224,838, Connors Bros Ltd Black's Harbour N-B $229,775, MO Duguay Fish Products Ltd St-Raphael-Sur-Mer N-B $100,000, Fundy Bay Seafoods Ltd Lepreau N-B $76,669, Kingsclear Indian Band Frédéricton N-B $50,000, L'Association de la Coopérative des Pêcheurs de l'Île Ltée Lamèque N-B $82,892, Morue Imperial Lamèque N-B $117,874, Pêcheries Carlo G Ltée Bas-Caraquet N-B $65,163, Pendleton Fisheries Ltd Lords Cove N-B $62,500, Salmonid Seaculture Ltd St George N-B $139,978, Union des Pêcheurs des Maritimes Shédiac N-B $154,242, Westmoreland Fisheries Ltd Cap-Pélé N-B $87,227.

Contribution au Comité national canadien de l'Association internationale de la recherche sur la pollution de l'eau, pour payer les coûts d'une conférence internationale sur la recherche concernant la pollution des eaux arctiques $8,000

Contribution aux pêcheurs de la Côte-Nord du Québec à la suite de pertes subies par l'effet des glaces et d'une tempête, à leurs engins et équipements de pêche $123,034

Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches de la Nouvelle-Écosse $832,000

Contribution au Fisheries Council de la Colombie-Britannique pour la promotion des espèces du Pacifique $88,000—Fisheries Council of British Columbia Vancouver C-B $88,000.

Contribution à Northeast Division—American Fisheries Society $15,000

Contribution à l'Université du Québec à Rimouski pour une conférence conjointe sur les pêches, à Rimouski $100,000—L'Université du Québec Rimouski Qué $100,000.

Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche $3,507,084—Bank of Montreal Duncan C-B $63,908, Bank of Montreal Gibsons C-B $104,157, Bank of Montreal Maple Ridge C-B $60,771, Bank of Montreal Vancouver C-B $164,392, Bank of Montreal Victoria C-B $156,616, Bank of Nova Scotia Toronto Ont $89,539, Canadian Imperial Bank of Commerce Vancouver C-B $1,153,529, Canadian Imperial Bank of Commerce Prince Rupert C-B $96,851, Prince Rupert Fishermen's Credit Union Prince Rupert C-B $106,621, Royal Bank of Canada Prince George C-B $62,895, Royal Bank of Canada Vancouver C-B $363,251, Royal Bank of Canada Victoria C-B $62,122, Toronto Dominion Bank Vancouver C-B $50,987.

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $1,938,714,166

Département $1,938,714,166

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $1,269,241,647

Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités $833,291

Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitant $300,000

Subventions aux organismes des Autochtones pour leur permettre de conseiller les particuliers sur les critères d'admissibilité et les exigences relatives au recouvrement du statut d'Indien et à l'inscription des membres $2,000,000—Assembly of First Nations Ottawa Ont $145,444, Assoc of Metis & Non-Status Indians Régina Sask $100,050, Indian Homemakers of BC Vancouver C-B $54,000, Indian Rights for Indian Women Gibbons Alb $68,770, Metis Assoc of NWT Yellowknife TN-O $60,000, Native Alliance of Québec Hull Qué $67,074, Native Council of Canada Ottawa Ont $147,689, Native Council of Canada (Alberta) Edmonton Alb $60,835, Native Council of Manitoba Winnipeg Man $75,210, Native Women's Assoc of Canada Ottawa Ont $731,185, Ontario Metis & Non-Status Indian Assoc Sault Ste Marie Ont $143,750, Quebec Native Women's Inc Montréal Qué $69,288, United Native Nations Vancouver C-B $108,158.

Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit et à des organisations à l'appui de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'éducation $1,663,474

Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit et à des organismes pour le soutien de leur avancement dans le domaine de l'éducation $26,766,509—Big Cove Band of Indians Big Cove N-B $292,338, Burnt Church Band of Indians Lagaceville N-B $111,368, Eel Ground Band Newcastle N-B $98,258, Kingsclear Band of Indians Frédéricton N-B $69,134, Red Bank Band of Indians Red Bank N-B $110,493, St Mary's Band of Indians Frédéricton N-B $278,205, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $455,926, Woodstock Band of Indians Woodstock N-B $160,737.

Prestations d'aide sociale à des particuliers, Indiens et Inuit et non-Indiens résidant dans des réserves indiennes $64,827,944

Subventions à des particuliers pour protéger les enfants indiens et inuit, à des particuliers et familles demeurant sur les réserves indiennes $1,610,550

Subventions à des particuliers et à des organismes pour le développement de services culturels destinés aux Indiens et aux Inuit $5,600

Subventions à des particuliers et à des organismes aux fins de développement économique et d'emploi destinés aux Indiens et aux Inuit $2,770,746

Subventions à de jeunes Indiens et Inuit ou à des bandes et organisations qui les représentent afin de développer des projets communautaires spéciaux axés sur la paix pour souligner l'Année internationale de la jeunesse $81,446

Subventions à la Fondation de ressources pour les entrepreneurs et les collectivités autochtones aux fins du développement économique des Autochtones $158,857—Native Business Summit Foundation of Canada Toronto Ont $158,857.

Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration $11,032,705—Alexander Band Morinville Alb $55,842, Alexis Band Glenevis Alb $55,842, Attawapiskat Band Attawapiskat

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Ont $69,157, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $50,516, Beardy's Band Duck Lake Sask $69,157, Beausoleil Band Cedar Point Ont $55,842, Big River Band Debden Sask $69,157, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $55,842, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $69,157, Blackfoot Band Gleichen Alb $69,157, Blood Band Stand Off Alb $69,157, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $63,831, Chippewas of Kettle and Stony Point Band Forest Ont $63,831, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $61,168, Chippewas of Rama Band Rama Ont $50,516, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $58,505, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $69,157, Cold Lake First Nations Grand Centre Alb $63,831, Constance Lake Band Calstock Ont $57,179, Cote Band Kamsack Sask $69,157, Couchiching Band Fort Frances Ont $55,842, Cowessess Band Broadview Sask $69,157, Cree Band Fort Chipewyan Alb $63,831, Curve Lake Band Curve Lake Ont $58,505, Deer Lake Band Deer Lake Via Red Lake Ont $50,516, Dene Tha Band Chateh Alb $69,157, English River Band Patuanak Sask $50,500, Enoch Band Winterburn Alb $58,505, Ermineskin Band Hobbema Alb $69,157 Fishing Lake Band Wadena Sask $53,179, Fond du Lac Band Prince Albert Sask $55,842, Fort Albany Band Fort Albany Ont $61,168, Fort Hope Band Fort Hope Via Pickle Lake Ont $66,494, Fort William Band Thunder Bay Ont $50,516, Frog Lake Band Frog Lake Alb $61,168, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $58,505, Georgian Bay Tribal Council Midland Ont $67,718, Golden Lake Band Golden Lake Ont $50,516, Gordon Band Punnichy Sask $69,157, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $53,179, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $69,157, Islington Band Whitedog Ont $58,505, James Smith Band Kinistino Sask $69,157, John Smith Band Birch Hills Sask $50,516, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $53,179, Kashechewan Band Kashechewan Ont $69,157, Keeseekoose Band Kamsack Sask $58,505, Kehewin Band Bonnyville Alb $58,505, Key Band Norquay Sask $50,516, Lac Seul Band Hudson Ont $69,157, Lac La Ronge Band Lac La Ronge Sask $69,157, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $322,844, Little Pine Band Paynton Sask $53,179, Little Red River Band High Level Alb $87,052 Long Lake 58 Band Long Lac Ont $55,842, Louise Bull Band Hobbema Alb $55,842, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $50,500, Mississaugas of the New Credit Band Hagersville Ont $55,842, Mistawasis Band Leask Sask $61,168, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $87,821, Moose Factory Band Moose Factory Ont $69,157, Moravian of the Thames Band Thamesville Ont $50,516, Mosquito Band Cando Sask $50,516, Muscowpetung Band Edenwold Sask $53,179, Muskeg Lake Band Leask Sask $53,179, Muskowekwan Band Lestock Sask $53,179, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $53,179, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $50,516, Nut Lake Band Rose Valley Sask $69,157, Ochapowace Band Broadview Sask $53,179, One Arrow Band Batoche Sask $50,516, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $69,157, Onion Lake Band Lloydminster Sask $69,157, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $61,168, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $55,842, Paul Band Duffield Alb $61,168, Peigan Band Brocket Alb $69,157, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $69,057, Piapot Band Cupar Sask $61,168, Pikangikum Band Pikangikum Ont $66,494, Poorman Band Quinton Sask $66,494, Poundmaker Band Cutknife Sask $53,179, Red Earth Band Carrot River Sask $50,516, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $69,157, Samson Band Hobbema Alb $69,157, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $69,157, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $69,157, Sarcee Band Calgary Alb $55,842, Saugeen Band Southampton Ont $58,505, Seina River Band Mine Centre Ont $50,516, Serpent River Band Cutler Ont $50,516, Six Nations of the Grand River Band Ohsweken Ont $69,158, Spanish River Band Massey Ont $66,494, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $53,179, Stoney Band Morley Alb $69,157, Stoney Rapids Band Black Lake Sask $55,842, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $63,831, Sweetgrass Band Gallivan Sask $55,842, Thunderchild Band Turtleford Sask $63,831, United Chiefs Council of Manitoulin Sudbury Ont $94,723, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $69,157, West Bay Band Excelsior Ont $69,157, White Bear Band Carlyle Sask $73,587, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $50,516, Whitefish Lake Band 128 Goodfish Lake Alb $66,494, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $69,157, Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont $151,671.

Subventions aux bandes indiennes, pour aider à l'élaboration d'un règlement d'appartenance à la bande par suite de l'élimination des dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens $863,092—Anaham Band Alexis Creek C-B $59,500, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $110,500.

Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres $615,445—Union of NB Indians Frédericton N-B $104,201.

Contributions à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux Autochtones résidant dans cette province et au Labrador $7,601,000—Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $7,601,000.

Contributions aux bandes indiennes pour la gestion foncière et des propriétés $2,738,289—Blood Band Stand Off Alb $140,000, Cowichan Band Duncan C-B $50,000, Ministre des Finances Province de C-B Victoria C-B $362,598, Peigan Band Brocket Alb $140,000, Province du Manitoba Winnipeg Man $79,518, Saskatchewan Parks and Renewable Resources Prince Albert Sask $193,399, Sechelt Band Sechelt C-B $56,928, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $203,122, Westbank Band Kelowna C-B $66,925, Westbank Band Westbank C-B $173,650.

Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'effectif des bandes $950,791

Contributions à des particuliers, à des bandes et à des associations indiennes pour le financement de procès types $542,924

Contributions aux bandes indiennes, aux Inuit, à leurs conseils scolaires, aux gouvernements provinciaux, à des particuliers et autres organismes pour le soutien de l'éducation et les services relatifs à l'éducation $304,152,017—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $192,633, Abitibiwinni Band Amos Qué $641,905, Adams Lake Band Chase C-B $109,869, Afton Band of Indians Afton N-É $137,475, Agassiz School Division No 13 Beauséjour Man $68,209, Ahousaht Band Ahousaht C-B $550,051, Alberta School for the Deaf Edmonton Alb $119,548, Alderville Band Roseneath Ont $101,295, Alexander Band Morinville Alb $1,209,401, Alexis Band Glenevis Alb $259,241, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $150,915, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $429,576, Anaham Band Alexis Creek C-B $268,418, Anspayawx School Society Hazelton C-B $461,532, Antigonish District Antigonish N-É $130,659, Arcola School Division 72 Arcola Sask $127,772, Athol Murray College of Notre Dame Wilcox Sask $72,125, Atlantic Provinces Special Education Authority Halifax N-É $71,733, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $237,980, Awasis Agency of Northern Manitoba Thompson Man $277,638, Balcarres School Division 87 Balcarres Sask $501,266, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $143,254, Barriere Lake Band Rapid Lake Qué $95,856, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $476,250, Battleford School Division 58 Battleford Sask $70,270, Beardy's Band Duck Lake Sask $1,201,242, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $99,524, Beausoleil Band Cedar Point Ont $240,800, Beaver Lake Band Lac La Biche Alb $416,956, Bella Bella Community School Society Waglisla C-B $1,488,252, Bella Coola Band Bella Coola C-B $442,438, Berens River Band Berens River Man $110,853, Betsiamites Band Betsiamites Qué $1,907,728, Betsiamites Band Conseil Betsiamites Qué $314,050, Big C Band La Loche Sask $694,739, Big Cove Band Big Cove N-B $892,166, Big Grassy Band Morson Ont $107,188, Big Island Band Morson Ont $59,021, Big River Band Debden Sask $225,120, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $253,771, Biggar School Division 50 Biggar Sask

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$350,277, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $358,700, Birdtail Sioux Band Beulah Man $400,310, Blackfoot Band Gleichen Alb $140,531, Blood Band Stand Off Alb $169,942, Blood Reserve School Bus Co-op Ltd Cardston Alb $1,839,288, Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb $1,671,378, Bonaparte Band Cache Creek C-B $91,088, Broadview School Division 18 Broadview Sask $657,962, Brokenhead Band Scanterbury Man $123,985, Buffalo River Band Buffalo River Sask $220,737, Bull S Goodfish Lake Alb $116,841, Burnt Church Band Lagaceville N-B $834,520, C Regionale du Golfe Sept-Îles Qué $317,714, Commission scolaire de: Châteauguay Châteauguay Qué $97,045, L'Industrie Joliette Qué $130,966, Tracadieche Maria Qué $134,572, Val d'Or Val d'Or Qué $666,275, Deux Montagnes St-Joseph-du-Lac Qué $51,654, Littoral Sept-Îles Qué $1,009,496, Fermont Schefferville Qué $158,250, Lac Témiscamingue Ville Marie Qué $391,802, Laurenval Laval Qué $218,551, Louis Joliet Havre St-Pierre Qué $162,897, Commission scolaire régionale de: Baie Des Chaleurs Carleton Qué $101,547, De La Mauricie Shawinigan Qué $66,160, Eastern Québec Sillery Qué $95,355, La Vérendrye Val d'Or Qué $625,723, Lanaudière Joliette Qué $63,887, Prot Châteauguay Valley Châteauguay Qué $524,591, Calgary Board of Education-School District No 19 Calgary Alb $546,964, Calgary Catholic Board of Education District No 1 Calgary Alb $522,155, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $494,892, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $60,130, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $245,873, Canora School Division 37 Canora Sask $56,678, Cape Breton District School Board Sydney N-É $370,561, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $76,784, Cardston School Division No 2 Cardston Alb $1,853,375, Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B $85,900, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $51,380, Central Algoma Board of Education Richards Landing Ont $62,774, Chapel Island Band St Peter's N-É $254,568, Chapleau Cree Board Chapleau Ont $83,600, Chehalis Band Agassiz C-B $564,714, Chemainus Band Ladysmith C-B $102,824, Chemawawin Band Easterville Man $808,134, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $101,587, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $197,990, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $143,738, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $309,838, Chippewas of Rama Band Rama Ont $141,500, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $239,478, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $548,412, Clayoquot Band Tofino C-B $99,527, Colchester-East Hants District Truro N-É $865,307, Cold Lake First Nations Grand Centre Alb $111,716, Coldwater Band Merritt C-B $203,672, Comité Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $222,625, Commission Des Écoles Protestantes du Grand Montréal Montréal Qué $66,090, Commission Régionale du Golfe Sept-Îles Qué $80,690, Constance Lake Band Calstock Ont $1,077,489, Coqualeetza Cultural Centre Sardis C-B $112,000, Cote Band Kamsack Sask $238,138, Couchiching Band Fort Frances Ont $228,875, Council For Yukon Indians Whitehorse TY $143,300, County of Lac Ste Anne No 28 Sangudo Alb $528,898, County of Newell No 4 Brooks Alb $193,638, County of Parkland No 31 Stony Plain Alb $1,337,323, County of Ponoka No 3 Ponoka Alb $1,060,221, County of Smoky Lake No 13 Smoky Lake Alb $316,200, County of St Paul No 19 St Paul Alb $1,637,879, County of Vulcan No 2 Vulcan Alb $353,809, County of Wetaskiwin No 10 Wetaskiwin Alb $487,748, County of Wheatland No 16 Strathmore Alb $679,188, Cowessess Band Broadview Sask $92,000, Cowichan Band Duncan C-B $690,024, Crane River Band Crane River Man $175,787, Cree Band Fort Chipewyan Alb $72,300, Cross Lake Band Cross Lake Man $1,470,431, Cumberland House Band Cumberland House Sask $231,034, Cupar School Division 28 Cupar Sask $671,611, Curve Lake Band Curve Lake Ont $754,860, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $424,339, Dakota Plains Band Edwin Man $112,762, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $78,696, Dauphin Ochre School Area No 1 Dauphin Man $130,826, Dauphin River School Division No 1 Gypsumville Man $183,106, Deer Lake Band Deer Lake Via Lake Ont $144,525, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $142,020, Ditidaht Band Port Alberni C-B $103,355, Dokis Band Monetville Ont $229,396, Doore L Cluny Alb $75,478, Drumheller Valley School Division No 62 Drumheller Alb $90,081, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $277,350, Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man $138,442, Edmonton Roman Catholic Separate School Dist No 7 Edmonton Alb $84,860, Eel Ground Band Newcastle N-B $117,632, Eel River Band Dalhousie N-B $75,538, Ehattesaht Band Campbell River C-B $113,450, English River Band Patuanak Sask $375,463, Enoch Band Winterburn Alb $204,063, Eskasoni Band Eskasoni N-É $2,827,946, Etobicoke Board of Education Etobicoke Ont $67,351, Exshaw School District No 1699 Exshaw Alb $644,740, Fairford Band Fairford Man $726,838, Federation of Saskatchewan Indians Prince Albert Sask $661,068, First Nation Confederacy Inc Winnipeg Man $78,000, Fisher River School Board Koostatak Man $1,271,063, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $543,362, Fond du Lac Band Prince Albert Sask $756,970, Foothills School Division No 38 High River Alb $79,080, Fort Albany Band Fort Albany Ont $126,924, Fort Babine Education Society Smithers C-B $167,440, Fort Frances Board of Education Fort Frances Ont $1,628,232, Fort Frances Roman Catholic Sep School Board Fort Frances Ont $290,217, Fort Hope Band Fort Hope Via Pickle Lake Ont $507,312, Fort la Bosse School Division Virden Man $210,556, Fort McMurray R C Separate School District 32 Fort McMurray Alb $92,128, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $141,700, Fort Vermilion School Division No 52 Fort Vermilion Alb $1,709,295, Fort Ware Band Fort Ware C-B $69,300, Fort William Band Thunder Bay Ont $126,000, Fountain Band Lillooet C-B $107,611, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $55,209, Frog Lake Band Frog Lake Alb $711,049, Frontier School Division No 48 Winnipeg Man $10,845,566, Garden Hill Band Island Lake Man $201,274, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $929,533, Geraldton Board of Education Geraldton Ont $210,365, Geraldton Dist RCSS Board Geraldton Ont $221,477, Gibson Band Bala Ont $85,340, Gitanmaax Band Hazelton C-B $81,213, Gitlakdamix Band Ne Aiyansh C-B $194,440, Gitsegukla School Society South Hazelton C-B $194,856, Gitwangak Band Kitwanga C-B $94,512, Glen Avon Protestant Separate School District No 5 St Paul Alb $196,501, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $263,769, Golden Lake Band Golden Lake Ont $382,185, Gordon Band Punnichy Sask $238,138, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $108,925, Grenfell School Division 92 Grenfell Sask $70,080, Halfway River Band Wonowon C-B $52,206, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $88,388, Hastings County Board of Education Belleville Ont $463,411, Heart Lake Band Lac La Biche Alb $108,940, Heron Bay Heron Bay Ont $109,045, Hesquiaht Band Tofino C-B $103,958, Heawatha Band Kenne Ont $190,630, Hobbema Four Band Hobbema Alb $279,968, Hobbema Transport Ponoka Alb $1,203,778, Hollow Water Band Wanipigow Man $971,096, Houle Cardinal Bus Lines Ltd St Paul Alb $583,549, Indian Head School Division 19 Indian Head Sask $619,092, Ingenika Band Vanderhoof C-B $187,900, Interlake Tribal Division for Schools Inc Ashern Man $1,608,364, Inverness District Port Hood N-É $117,456, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $906,170, Iskut Band Iskut C-B $90,743, Island Lake Band Loon Lake Sask $342,759, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $1,263,969, Islington Band Whitedog Ont $765,015, James Bay Lowlands Moosonee Ont $657,353, James Smith Band Kinistino Sask $1,573,246, John Smith Band Birch Hills Sask $360,682, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $551,327, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $110,914, Kamloops Band Kamloops C-B $105,333, Kamsack School Division 35 Kamsack Sask $850,041, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $117,435, Kashechewan Band Kashechewan Ont $236,573, Keeseekoose Band Kamsack Sask $173,391, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $396,643, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $2,305,354, Kehewin Band Bonnyville Alb $958,193, Kenora Board of Education Kenora Ont

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$469,004, Kenora Roman Catholic Separate School Board Kenora Ont $308,058, Kent County Board of Education Chatham Ont $982,722, Key Band Norquay Sask $85,006, Kilkenny District School Via Nakina Ont $245,437, Kincolith Band Kincolith C-B $236,365, Kings County District School Board Kentville N-É $60,387, Kingsclear Band of Indians Frédéricton N-B $479,339, Kinistino Band Chagoness Sask $363,705, Kipawa Band Council Témiskaming Qué $55,688, Kitamaat Band Kitamaat C-B $265,788, Kitasoo Band Klemtu C-B $404,465, Kitkatla Band Kitkatla C-B $87,752, Kitwancool Band Kitwanga C-B $145,773, Kwakiutl Band Port Hardy C-B $55,800, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY $87,116, Kyuquot Band Kyuquot C-B $76,537, L'Académie centenniale 1975 Inc Montréal Qué $97,995, La Romaine Bande La Romaine Qué $141,637, Lac la Croix Band Fort Frances Ont $143,128, Lac La Ronge Band Lac La Ronge Sask $2,839,584, Lac Simon Bande Louvicourt Qué $356,182, Lakalzap Band Greenville C-B $66,860, Lake Babine Band Burns Lake C-B $643,270, Lake Manitoba Band Vogar Man $130,000, Lake Manitoba School Board Vogar Man $887,836, Lake St Martin Band Gypsumville Man $263,827, Lakehead Board Education Thunder Bay Ont $431,046, Lakehead Roman Catholic Separate School Board Thunder Bay Ont $192,205, Lakehead Superior Board of Education Thunder Bay Ont $269,029, Lakeland Public School District No 5460 Bonnyville Alb $154,260, Lakeland Roman Catholic Separate School Dist 150 Bonnyville Alb $165,717, Lambton County Board of Education Lambeth Ont $1,269,008, Last Mountain School Division 29 Govan Sask $972,760, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $192,153, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $169,672, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $5,778,400, Lethbridge Catholic Separate School No 9 Lethbridge Alb $105,756, Lethbridge School District No 51 Lethbridge Alb $190,637, Liard Indian Band Watson Lake TY $90,232, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $131,332, Little Black Bear Band Goodeve Sask $67,353, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $112,549, Little Pine Band Paynton Sask $506,076, Little Red River Band High Level Alb $1,989,341, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $199,303, London Board of Education London Ont $1,013,004, Long Lake 58 Band Long Lac Ont $509,653, Long Lake 77 Band Long Lac Ont $78,374, Long Plain Band Edwin Man $854,434, Long Point Band Council Winneway River Qué $839,590, Lower Kootenay Band Creston C-B $53,392, Lower Nicola Band Merritt C-B $305,508, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $64,127, Lytton Band Lytton C-B $293,763, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $1,182,805, Manitoba Indian Education Association Inc Winnipeg Man $889,257, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc Thompson Man $78,000, Manitoulin Board of Education Little Current Ont $741,272, Manouane Bande Manouane Qué $449,348, Many Bears D Cluny Alb $54,489, Manyguns R Strathmore Alb $65,739, Maple Creek School Division 17 Maple Creek Sask $116,606, Marieval Community Education Centre Yorkton Sask $1,850,092, Maritime School of Social Work Dalhousie University Halifax N-É $63,413, Masset Band Masset C-B $185,190, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $619,645, Mattagami Band Gogama Ont $74,761, McLeod Lake Band Prince George C-B $84,071, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $2,697,284, Meadow Lake School Division 66 Meadow Lake Sask $58,990, Membertou Band Sydney N-É $220,122, Metchewais M Grand Centre Alb $155,974, Micmacs of Maria Band Council Maria Qué $281,921, Micmacs of Maria Band Maria Qué $75,982, Middlesex County Board of Education London Ont $405,741, Mine Centre Dist School Mine Centre Ont $393,522, Mingan Band Mingan Qué $99,518, Ministre des Finances de C-B Victoria C-B $27,419,084, Miskooseepi Education Authority Bloodvein Man $420,968, Mississauga Band Blind River Ont $337,027, Mistawasis Band Leask Sask $918,652, Mohawks Council of Kahnawake Kahnawake Qué $2,267,857, Mohawks of Akwesasne Band Cornwall Ont $80,000, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $486,690, Montagnais de Sept-Îles Maliotenam C Sept-Îles Qué $675,559, Montagnais du lac St-Jean Pointe-Bleue Qué $751,011, Montagnais Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $2,212,905, Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué $144,673, Montagnais Schefferville Schefferville Qué $473,279, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Sept-Îles Qué $319,222, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $445,292, Montana Adventist Private School Hobbema Alb $73,857, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $1,412,929, Moose Deer Point Band Mactier Ont $188,760, Moose Factory Band Moose Factory Ont $1,291,773, Moose Lake Band Moose Lake Man $96,772, Moose Woods Band Saskatoon Sask $126,797, Moosomin Band Cochin Sask $325,918, Moravian of the Thames Band Thamesville Ont $112,752, Moricetown Band Smithers C-B $826,444, Mosquito Band Cando Sask $321,563, Mount Currie Band Mount Currie C-B $981,630, Muskeg Lake Band Leask Sask $563,838, Muskowekwan Education Centre Lestock Sask $1,136,103, Musqueam Band Vancouver C-B $174,557, Naicatchewein Band Delvin Ont $144,925, Nanaimo Band Nanaimo C-B $77,392, Naskapi Band of Quebec Schefferville Qué $78,455, Natashquan Band Natashquan Qué $134,591, Nation Huronne Wendat Village-des-Hurons Qué $735,990, Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $267,097, Necoslie Band Fort St James C-B $551,685, Nelson House Education Authority Nelson House Man $2,196,112, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $86,823, Nicickousemenecaning Band Fort Frances Ont $109,000, Nimpkish Band Alert Bay C-B $493,000, Nipigon Red Rock Band Nipigon Ont $162,252, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $595,253, Nipissing Board of Education North Bay Ont $670,926, Nipissing University North Bay Ont $78,563, Nooaitch Band Merritt C-B $101,836, North Battleford Management Assoc North Battleford Sask $382,518, North Battleford School Division 103 North Battleford Sask $452,855, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $107,711, North Coast District Council Prince Rupert C-B $56,778, North of Superior Dist RC Sep Sch Board Schreiber Ont $319,432, North of Superior Roman SS Board Sault Ste Marie Ont $146,632, North Thompson Band Barriere C-B $71,693, Northern Dist School Area Board Armstrong Ont $57,741, Northern Light School Division 113 Prince Albert Sask $1,694,669, Northern Lights School Division 64 Spiritwood Sask $708,731, Northern Nishnawbe Education Council Band Sturgeon Falls Ont $3,808,132, Northland School Division No 61 Peace River Alb $5,767,289, Northside Victoria School Board North Sydney N-É $142,513, Northwest Angle No 33 Band Angle Inlet Minn É-U $176,675, Northwest Angle No 37 Band Oak Island Minn É-U $103,000, Norway House Band Norway House Man $437,166, Nut Lake Band Rose Valley Sask $256,939, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $106,500, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $117,981, Obedjiwan Band Roberval Qué $278,770, Ochapowace Band Broadview Sask $97,731, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $61,409, Odanak Band Odanak Qué $149,821, Ojibway Cree Cultural Centre Band Sudbury Ont $182,225, Ojibway Cree Settlement Council Band Via James Bay Ont $267,995, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $490,519, Okanagan Band Vernon C-B $223,991, Okanagan Indian Educational Resources Society Penticton C-B $120,000, One Arrow Band Batoche Sask $563,443, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $336,605, Onion Lake Band Lloydminster Sask $2,487,061, Ontario Institute of Studies Toronto Ont $124,062, Ontario Ltd Corp 502133 Fort Frances Ont $50,000, Opasquiak Education Authority Inc The Pas Man $2,478,301, Oromocto Band Oromocto N-B $53,402, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $71,083, Osoyoos Band Oliver C-B $77,932, Oxford House Band Oxford House Man $164,472, Parkland School Division 63 Shellbrook Sask $752,161, Parry Island Band Parry Sound Ont $417,000, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $107,532, Paul Band Duffield Alb $290,590, Pavilion Band Cache Creek C-B $69,605, Paynton School Division 102 Paynton Sask $66,120,

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Peepeekisis Band Balcarres Sask $212,133, Peguis School Board Hodgson Man $2,439,818, Peigan Band Brocket Alb $747,089, Pelican Lake Band Leoville Sask $184,370, Penelakut Band Chemainus C-B $61,796, Penticton Band Penticton C-B $153,952, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $2,681,179, Piapot Band Cupar Sask $228,831, Pic Mobert Band Mobert Ont $159,250, Pictou District New Glasgow N-É $196,966, Pictou Landing Band Trenton N-É $166,844, Pikangikum Band Pikangikum Ont $245,361, Pincher Creek School Division No 29 Pincher Creek Alb $479,763, Pincher Creek St Michaels R C Sep Sch Dist 18 Pincher Creek Alb $153,571, Pine Creek Education Authority Camperville Man $530,256, Pine Falls School District No 2155 Pine Falls Man $73,357, Ponoka Roman Catholic Sep School Dist No 95 Ponoka Alb $246,375, Poorman Band Quinton Sask $989,032, Poplar River Band Negginan Man $76,057, Poundmaker Band Cutknife Sask $614,029, Prince Albert Comprehension High School Prince Albert Sask $272,924, Prince Albert District Chiefs Management Co Ltd Prince Albert Sask $2,175,168, Prince Albert R C Separate School Division 6 Prince Albert Sask $319,180, Prince Albert Rural School Division 56 Prince Albert Sask $241,495, Prince Albert School Division 3 Prince Albert Sask $500,651, Province de C-B Victoria C-B $135,000, Qu'Appelle Indian Residential School Lebret Sask $2,039,510, R J D Williams School for Deaf Saskatoon Sask $215,373, Rainy River Band Emo Ont $552,371, Rat Portage Band Kenora Ont $67,300, Red Bank Red Bank N-É $104,043, Red Earth Band Carrot River Sask $690,254, Red Earth Shoal Lake Education Authority Prince Albert Sask $632,269, Red Pheasant Band Cando Sask $589,444, Red Rock Indian Band Nippigon Ont $53,450, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $56,500, Regina East School Division 77 Regina Sask $141,376, Regina School Division No 4 Regina Sask $116,289, Restigouche Band Council Restigouche Qué $1,479,493, Restigouche Band Restigouche Qué $253,342, Richmond District Arichat N-É $176,519, River Desert Band Council Maniwaki Qué $846,375, River Desert Band Maniwaki Qué $727,321, Rocky Bay I B Band MacDiarmid Ont $76,200, Rockyview School District No 41 Calgary Alb $229,388, Rolling River Band Erickson Man $395,622, Roseau River Band Ginew Man $1,034,126, Ross River Indian Band Ross River TY $84,087, Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B $295,874, Sachigo Lake Band Sachigo Ont $64,997, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $1,371,490, Saddle Lake Full Gospel Church Christian School Saddle Lake Alb $231,367, Sagkeeing Education Authority Pine Falls Man $2,712,135, Sakimay Band Grenfell Sask $66,199, Samson Adventist Private School Hobbema Alb $83,521, Sandy Bay Education Authority Marius Man $303,708, Sandy Bay Education Board Marius Man $1,724,493, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $622,174, Sarcee Band Calgary Alb $344,370, Saskatchewan Indian Federated College Régina Sask $124,000, Saskatoon Board of Education Saskatoon Sask $255,566, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $694,531, Saugeen Nation Band Savant Lake Ont $685,348, Saulteaux Band Cochin Sask $573,741, SD and G RC BD of Edu Cornwall Ont $1,072,259, Seabird Island Band Agassiz C-B $349,568, Sechelt Band Sechelt C-B $125,165, Seine River Band Mine Centre Ont $163,126, Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $1,495,280, Serpent River Band Cutler Ont $283,378, Seton Lake Band Shalalth C-B $278,950, Shackan Band Merritt C-B $101,836, Shawanaga Band Nobel Ont $110,138, Sheguiandah Band Sheguiandah Ont $111,118, Sheshaht Band Port Alberni C-B $306,304, Sheshegwaning Band Sheshegwaning Ont $84,807, Shoal Lake Band Carrot River Sask $488,520, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $316,950, Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont $91,360, Shoal River Band Pelican Rapids Man $638,792, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $301,006, Sioux Valley Band Griswold Man $210,264, Sioux Valley Education Board Griswold Man $1,175,416, Six Nations Iroquis Confederacy Kahnawake Qué $88,163, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs of Oka Oka Qué $175,687, Skidegate Band Queen Charlotte C-B $67,093, Skwah Band Chilliwak C-B $63,369, SmallBoy Camp Education Committee Hinton Alb $64,853, Soda Creek Band Williams Lake C-B $53,362, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $553,945, Southeast Tribal Division for Schools Inc Winnipeg Man $2,421,486, Spallumcheen Band Enderby C-B $207,003, Spanish River Band Massey Ont $1,373,836, Squamish Band Squamish C-B $274,729, St Michaels Board of Directors Duck Lake Sask $485,969, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $189,712, St Mary's Band Frédéricton N-B $165,658, St Paul Regional High School District No 1 St Paul Alb $175,864, St Paul School District No 2228 St Paul Alb $222,948, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $81,255, Stellaquo Band Fraser Lake C-B $60,720, Stone Band Hanceville C-B $110,808, Stoney Band Morley Alb $566,199, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $214,370, Stoney Rapids Band Black Lake Sask $876,372, Stuart-Trembleur Lake Band Fort St James C-B $515,011, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $1,286,908, Sturgeon School Division No 24 Morinville Alb $150,913, Sturgis School Division 45 Sturgis Sask $122,822, Sucker Creek Band Little Current Ont $282,311, Sudbury Board of Education Sudbury Ont $53,663, Summer Beaver Settlement Band Via Pickle Lake Ont $388,546, Sunchild Band Rocky Mountain Alb $106,395, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $52,010, Swan Lake Band Swan Lake Man $432,349, Swan Valley School Area No 35 Swan River Man $90,911, Sweetgrass Band Gallivan Sask $553,007, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $50,800, Takla Lake Band Takla Landing C-B $148,700, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $553,962, Témagami Band Témagami Ont $140,150, Teulon Residence Inc Teulon Man $50,710, TFHQ District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $152,530, The Brant County Board of Education Brantford Ont $611,854, The Haldimand Board of Education Cayuga Ont $1,616,868, The Protestant School Board of Greater Montreal Montréal Qué $91,847, The Simcoe County Board of Education Barrie Ont $285,421, Thibeault R C Separate School District No 35 Morinville Alb $68,296, Thunderchild Band Turtleford Sask $917,891, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $70,214, Timmins Board of Education Timmins Ont $380,852, Tobique Band Perth-Andover N-B $352,545, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $121,618, Truro Band Truro N-É $210,241, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $130,348, Tsulquate Band Port Hardy C-B $300,990, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $328,039, Turtleford School Division 65 Turtleford Sask $149,218, Ucluelet Band Ucluelet C-B $60,249, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $239,675, United Native Nations Local 143 Watson Lake TY $51,278, University of Western Ontario London Ont $299,123, Upper Nicola Band Merrit C-B $305,508, Valley River Band Shortdale Man $243,686, Wabigoon Band Dinorwic Ont $171,618, Wadena School Division 46 Wadena Sask $603,825, Wagmatcook Band Baddeck N-É $262,008, Wahpeton Band Prince Albert Sask $1,551,300, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $654,841, Wasagamack Band Wasagamack Man $142,193, Waterchief M Gleichen Alb $62,185, Waterhen Band Skownan Man $77,556, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $747,798, Waywayseecappo Education Authority Rossburn Man $932,792, Webequie Settlement Band Webequie Via Pickle Lake Ont $210,065, Weenush Band Winish Ont $83,593, West Bay Band Excelsior Ont $1,084,559, West Parry Sound Board of Education Parry Sound Ont $236,596, West Region Tribal Council Inc Dauphin Man $583,481, Westbank Band Kelowna C-B $75,096, Weston School Montréal Qué $74,433, Wetaskiwin R C Separate School District No 15 Wetaskiwin Alb $195,362, Wetaskiwin School District No 264 Wetaskiwin Alb $800,419, Weymontachie Band Weymontachie Qué $826,420, White Bear Band Carlyle Sask $728,324, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $795,031, Whitefish Lake Band Naughton Ont $305,505, Whitefish Lake Band 128 Goodfish Lake Alb $187,655, Whitefish River Band Birch Island Ont $356,247, Whycocomagh Band

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Whycocomagh N-É $425,976, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $102,750, Wilkie School Division 59 Wilkie Sask $467,187, Williams Lake Band Williams Lake C-B $87,468, Willowcreek School Division No 28 Claresholm Alb $1,047,991, Winnipeg L Gleichen Alb $77,891, Winnipeg School Division No 1 Winnipeg Man $87,324, Wolseley School Division 25 Wolseley Sask $61,702, Woodstock Band Woodstock N-É $55,200.

Contribution à la province de Québec relativement à l'éducation des Indiens Cris et Inuit, conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois $23,217,596—Ministère de l'Éducation Québec Qué $23,217,596.

Contributions aux bandes indiennes et Inuit ou établissements d'enseignement pour le soutien de l'éducation et les services relatifs à l'éducation $44,867,230—Adams Lake Band Chase C-B $129,068, Ahousaht Band Ahousaht C-B $131,001, Alderville Band Roseneath Ont $73,869, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $101,850, Anishinaabe Child & Family Services Inc Ashern Man $281,188, Anspayawx School Society Hazelton C-B $160,940, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $589,010, Beardy's Band Duck Lake Sask $319,649, Beausoleil Band Via Penetanguishene Ont $125,000, Bella Bella Community School Society Waglisla C-B $459,340, Bella Coola Band Bella Coola C-B $135,304, Betsiamites Band Betsiamites Qué $408,438, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $99,886, Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb $1,930,711, Bonaparte Band Cache Creek C-B $100,000, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $89,646, Canyon City Band Terrace C-B $128,909, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $88,500, Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B $117,100, Chehalis Band Agassiz C-B $109,963, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $290,098, Chippewas of Rama Band Rama Ont $212,700, Clayoquot Band Tofino C-B $66,904, Coldwater Band Merritt C-B $124,862, Constance Lake Band Calstock Ont $146,279, Couchiching Band Fort Frances Ont $689,103, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $68,085, Cowichan Band Duncan C-B $165,049, Cross Lake Band Winnipeg Man $189,028, Curve Lake Band Curve Lake Ont $323,751, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $1,118,541, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $60,775, Eagle Lake Band Eagle Ont $84,450, Enoch Band Winterburn Alb Board Hodgson Man $279,394, Fort William Band Thunder Bay Ont $131,021, Fountain Band Lillooet C-B $153,061, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $292,828, Bibson Band Bela Ont $87,060, Gitanmaax Band Hazelton C-B $115,197, Gitksan-Carrier Education Society Hazelton C-B $119,064, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $140,526, Gitsegukla School Society South Hazelton C-B $168,449, Gitwangak Band Kitwanga C-B $141,311, Golden Lake Band Golden Lake Ont $155,303, Hagwilget Band New Hazelton C-B $225,480, Hobbema four Band Hobbema Alb $177,713, Institut Éducatif & Culturel Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $189,368, Interlake Tribal Division for School Inc Ashern Man $339,302, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $1,095,990, Iroquois of the St Regis Band Cornwall Ont $65,300, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $499,384, Kamloops Band Kamloops C-B $89,426, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $464,758, Kitamaat Band Kitamaat C-B $175,069, Kitasoo Band Klemtu C-B $81,000, Kitwancool Band Kitwanga C-B $138,571, Lac La Croix Band Fort Frances Ont $79,261, Lakalzap Band Greenville C-B $73,194, Lake Babine Band Burns Lake C-B $483,210, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $738,060, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $141,233, Lower Nicola Band Merritt C-B $187,331, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $154,741, Lytton Band Lytton C-B $203,284, Manitoba Indian Education Assoc Inc Winnipeg Man $391,198, Maritime School of Social Work Halifax N-É $146,682, Masset Band Masset C-B $91,905, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $69,592, Mature Student Centre Brandon University Brandon Man $70,000, McLeod Lake Band Prince George C-B $54,900, Miawpukek (Conne River Band) Conne River T-N $444,279, Mississauga Band Blind River Ont $89,928, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $1,574,128, Mohawk of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $516,073, Montagnais Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $394,055, Montagnais Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $315,635, Moricetown Band Smithers C-B $249,261, Mount Currie Band Mount Currie C-B $160,000, Naicatchewein Band Delvin Ont $146,927, Nanaimo Band Nanaimo C-B $120,948, Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $342,496, Native Training Institute Spences Bridge C-B $65,500, Necoslie Band Fort St James C-B $120,004, Nelson House Education Authority Nelson House Man $172,280, Neskainlith Band Chase C-B $51,332, Nicickhousemenecaning Band Fort Frances Ont $180,688, Nimpkish Band Alert Bay C-B $224,600, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $304,638, Nooaitch Band Merritt C-B $62,447, North Battleford Management Assoc North Battleford Sask $291,621, North Coast District Council Prince Rupert C-B $195,591, North Thompson Band Barriere C-B $181,184, Northern Nishnawbe Education Council Sioux Lookout Ont $1,089,789, Northern Teachers Education Program La Ronge Sask $470,513, Norway House Band Norway House Man $194,648, Odanak Band Odanak Qué $161,814, Ojibway Cree Settlement Council Via James Bay Ont $277,608, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $255,300, Okanagan Band Vernon C-B $404,854, Old Sun Community College Gleichen Alb $170,541, Onion Lake Band Lloydminster Sask $399,925, Opasquiak Education Authority Inc The Pas Man $390,287, Osoyoos Band Oliver C-B $90,044, Parry Island Band Parry Sound Ont $68,779, Pavilion Band Cache Creek C-B $62,460, Peepeekisis Band Balcarres Sask $328,620, Peguis School Board Hodgson Man $622,304, Penticton Band Penticton C-B $93,831, Pequis School Board Hodgson Man $75,373, Rainy River Band Emo Ont $296,241, Red Earth Shoal Lake Education Authority Prince Albert Sask $492,100, Restigouche Band Council Restigouche Qué $678,047, River Desert Band Council Maniwaki Qué $610,599, Roseau River Band Ginew Man $123,424, Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B $78,891, Sagkeeng Education Authority Pine Falls Man $853,838, Saskatchewan Indian Federated College Régina Sask $3,108,313, Saugeen Band Southampton Ont $221,210, Seabird Island Band Agassiz C-B $110,600, Sechelt Band Sechelt C-B $225,164, Seine River Band Mine Centre Ont $106,511, Serpent River Band Cutler Ont $118,345, Shackan Band Merritt C-B $62,447, Sheshaht Band Port Alberni C-B $50,103, Shuswap Band Invermere C-B $129,305, Skeetchestn Band Savona C-B $59,031, Skwah Band Chilliwack C-B $86,741, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $420,630, Spallumcheen Band Enderby C-B $87,912, Spanish River Band Massey Ont $146,295, Squamish Band Squamish C-B $58,300, St Thomas University Frédéricton N-B $105,169, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $61,394, Stuart-Trembleur Lake Band Fort St James C-B $197,022, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $504,160, TFHQ District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $130,400, The First Nation Technical Institute Deseronto Ont $115,750, University of British Columbia Vancouver C-B $403,850, University of Western Ontario London Ont $101,353, Upper Nicola Band Merritt C-B $187,331, Urban Indian Education Society Vancouver C-B $125,000, West Bay Band Excelsior Ont $225,691, West Region Tribal Council Inc Dauphin Man $451,181, Whitefish Bay Band Pawtik Ont $164,213, Whitefish Lake Band Naughton Ont $61,164, Whitefish Lake Band No 128 Goodfish Lake Alb $441,655, Whitefish River Band Birch Island Ont $230,650, Williams Lake Band Williams Lake C-B $136,001, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $273,480.

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements ou organismes provinciaux pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non-Indiens résidant dans des réserves indiennes $187,322,382—Abegweit

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Band Cornwall Î-P-É $180,638, Abitibiwinni Band Amos Qué $403,142, Acadia Band South Brookfield N-É $107,455, Adams Lake Band Chase C-B $292,000, Afton Band Afton N-É $403,975, Ahousaht Band Ahousaht C-B $579,042, Alberta Social Services and Community Health Edmonton Alb $1,509,947, Alexander Band Morinville Alb $294,039, Alexis Band Glenevis Alb $285,210, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $280,870, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $320,855, Anaham Band Alexis Creek C-B $811,676, Annapolis Valley Band Cambridge Station N-É $70,787, Ashcroft Band Ashcroft C-B $56,961, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $397,341, Barren Land Band Brochet Man $351,976, Beardy's Band Duck Lake Sask $1,018,457, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $70,400, Beausoleil Band Via Penetanguishene Ont $74,500, Beaver Lake Band Lac La Biche Alb $92,650, Beecher Bay Band Sooke C-B $50,038, Bella Coola Band Bella Coola C-B $634,548, Berens River Band Berens River Man $942,218, Betsiamites Band Conseil Betsiamites Qué $81,028, Big Cove Band Big Cove N-B $2,157,370, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $1,769,585, Birdtail Sioux Band Beulah Man $245,402, Blackfoot Band Gleichen Alb $2,712,412, Blood Band Stand Off Alb $4,877,259, Bloodvein Band Bloodvein Man $399,895, Blueberry River Band Buick C-B $50,057, Bonaparte Band Cache Creek C-B $225,905, Boothroyd Band Boston Bar C-B $113,727, Brokenhead Band Scanterbury Man $70,522, Buffalo River Band Buffalo River Sask $519,236, Burnt Church Band Lagaceville N-B $1,477,375, Campbell River Band Campbell River C-B $51,168, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $362,689, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $267,599, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $491,047, Canyon City Band Terrace C-B $109,204, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $91,318, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $138,414, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $795,103, Cat Lake Band Cat Lake Ont $70,886, Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY $169,207, Chapel Island Band St Peter's N-É $395,991, Chehalis Band Agassiz C-B $321,052 Chemainus Band Ladysmith C-B $669,738, Chemawawin Band Easterville Man $426,159, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $1,380,932, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $117,439, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $64,200, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $56,332, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $117,218, City of Brandon Brandon Man $477,813, City of Thompson Thompson Man $147,002, City of Winnipeg Winnipeg Man $2,110,946, Clayoquot Band Tofino C-B $240,944, Coldwater Band Merritt C-B $377,800, Comox Band Courtenay C-B $78,554, Constance Lake Band Calstock Ont $125,400, Cook's Ferry Band Spences Bridge C-B $63,734, Cote Band Kansach Sask $759,858, Couchiching Band Fort Frances Ont $55,066, Cowessess Band Broadview Sask $185,941, Cowichan Band Duncan C-B $1,930,698, Crane River Band Crane River Man $257,054, Cross Lake Band Cross Lake Man $2,494,683, Cumberland House Band Cumberland House Sask $289,705, Curve Lake Band Curve Lake Ont $57,240, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $157,880, Dakota Plains Band Edwin Man $120,782, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $78,064, Dawson Indian Band Dawson City TY $101,241, Day Star Band Punnichy Sask $152,897, Dene Tha Band Chateh Alb $518,636, Département de la Santé nationale Ottawa Ont $16,999,491, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $597,323, Ditidaht Band Port Alberni C-B $81,226, Doig River Band Rose Prairie C-B $62,487, Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man $666,295, Eel Ground Band Newcastle N-B $619,148, Eel River Band Dalhousie N-B $530,775, English River Band Patuanak Sask $457,642, Encho Band Winterburn Alb $58,549, Ermineskin Band Hobbema Alb $106,452, Eskasoni Band Eskasoni N-É $3,506,170, Esquimalt Band Victoria C-B $52,878, Fairford Band Fairford Man $861,743, Fisher River Band Koostatak Man $653,103, Fishing Lake Band Wadena Sask $416,118, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $324,028, Fond Du Lac Band Prince Albert Sask $612,952, Fort Albany Ont $201,415, Fort Alexander Band Pine Falls Man $76,847, Fort Churchill Band Tadoule Lake Man $257,662, Fort Hope Band Fort Hope Via Pickle Lake Ont $294,850, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $136,658, Fountain Band Lillooet C-B $257,185, Fox Lake Band Gillam Man $288,698, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $155,775, Frog Lake Band Frog Lake Alb $75,215, Garden Hill Band Island Lake Man $58,099, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $54,273, Gitanmaax Band Hazelton C-B $370,243, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $485,758, Gitwangak Band Kitwanga C-B $289,122, Glen Vowell Band Hazelton C-B $137,036, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $924,206, God's River Band God's River Man $317,245, Gordon Band Punnichy Sask $993,406, Governement du Yukon Whitehorse TY $177,897, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $281,402, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $75,500, Hagwilget Band New Hazelton C-B $165,455, Halalt Band Chemainus C-B $166,743, Halfway River Band Wonowon C-B $109,391, Heiltsuk Band Waglisla C-B $1,108,917, Hesquiaht Band Tofino C-B $67,003, Hollow Water Band Wanipigow Man $369,358, Indian Birch Band Birch River Man $195,975, Indian Island Bands Rexton N-B $144,505, Interlake Reserve Tribal Council Inc Ashern Man $97,211, Interlake Reserves Tribal Council Inc Ashern Man $111,716, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $1,412,624, Iskut Band Iskut C-B $202,404, Islington Band Whitedog Ont $123,400, Jackhead Band Dallas Man $196,665, James Smith Band Kinistino Sask $63,286, John Smith Band Birch Hill Sask $225,261, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $444,353, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $316,803, Kamloops Band Kamloops C-B $331,177, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $80,833, Kashechewan Band Kashechewan Ont $525,826, Keeseekoose Band Kamsack Sask $587,192, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $304,745, Kehewin Band Bonnyville Alb $186,017, Key Band Norquay Sask $175,966, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $57,376, Kingsclear Band Frédéricton N-B $408,586, Kinistino Band Chagones Sask $194,053, Kispiox Band Hazelton C-B $348,931, Kitamaat Band Kitamaat C-B $291,160, Kitosoo Band Klemtu C-B $226,113, Kitsumkalum Band Terrace C-B $90,248, Kitwancool Band Kitwanga C-B $199,334, Kluane Tribal Council Burwash Landing TY $63,500, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY $443,590, Kwicksutaineuk Band Simoom Sound C-B $66,007, Kyuquot Band Kyuquot C-B $82,408, Lac La Hache Band Woolaston Lake Sask $527,178, Lac La Ronge Band Lac La Ronge Sask $2,638,638, Lac Seul Band Hudson Ont $136,311, Lac Simon Band Louvicourt Qué $611,630, Lakalzap Band Greenville C-B $685,390, Lake Babine Band Burns Lake C-B $951,118, Lake Manitoba Band Vogar Man $584,900, Lake St Martin Band Gypsumville Man $710,598, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $589,543, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $313,678, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $3,339,237, Liard Indian Band Watson Lake TY $447,523, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $344,340, Little Black Bear Band Goodeve Sask $174,595, Little Black River Band O'Hanley Man $211,850, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $921,673, Little Pine Band Paynton Sask $692,947, Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY $286,675, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $245,931, Little Shuswap Band Chase C-B $194,366, Long Lake 58 Band Long Lac Ont $51,200, Long Plain Band Edwin Man $529,728, Long Point Band Council Winneway River Qué $253,950, Lower Nicola Band Merritt C-B $566,700, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $428,145, Lubicon Lake Band Peace River Alb $301,318, Lytton Band Lytton C-B $448,817, Malahat Band Mill Bay C-B $115,440, Manouane Bande Manouane Qué $74,334, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $845,201, Mayo Indian Band Mayo TY $248,598, McLeod Lake Band Prince George C-B $50,807, Membertou Band Sydney N-É $623,182, Mistassini Band Council Mistassini Qué $314,858, Mistawasis Band Leask Sask $561,544, Mohawk of the Bay of

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Quinte Band Deseronto Ont $57,675, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $2,237,796, Montagnais Du Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $1,095,168, Montagnais Lac St-Jean Pointe-Bleue Qué $124,944, Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué $54,554, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $97,476, Montana Band Hobbema Alb $56,079, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $1,094,441, Moose Factory Band Moose Factory Ont $211,268, Moose Lake Band Moose Lake Man $506,409, Moricetown Band Smithers C-B $410,856, Mount Currie Band Mount Currie C-B $889,375, Nowachat Band Gold River C-B $118,824, Muskeg Lake Band Leask Sask $221,346, Musqueam Band Vancouver C-B $454,633, Nanaimo Band Nanaimo C-B $395,109, Nanoose Band Lantzville C-B $95,468, Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $171,042, Nazko Band Quesnel C-B $59,543, Necoslie Band Fort St James C-B $511,899, Nelson House Band Nelson House Man $2,561,129, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $220,869, Neskainlith Band Chase C-B $242,267, Nicomen Band Lytton C-B $51,048, Nimpkish Band Alert Bay C-B $503,117, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $50,000, Nooaitch Band Merritt C-B $188,899, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $79,947, North Coast District Council Prince Rupert C-B $2,012,488, North Thompson Band Barriere C-B $150,759, Northlands Band Lac Brochet Man $596,656, Norway House Band Norway House Man $2,623,086, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $322,087, Obedjiwan Band Roberval Qué $53,176, Ochapowace Band Broadview Sask $361,425, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $230,641, Ohiaht Band Bamfield C-B $53,399, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $67,332, Okanagan Band Vernon C-B $686,883, Okanese Band Balcarres Sask $153,938, Old Crow Indian Band Old Crow TY $232,905, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $214,142, Onion Lake Band Lloydminster Sask $1,954,122, Opetchesaht Band Port Alberni C-B $89,757, Oromocto Band Oromocto N-B $219,901, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $56,074, Osoyoos Band Oliver C-B $451,042, Paul Band Duffield Alb $194,840, Pauquachin Band Brentwood Bay C-B $216,106, Pavilion Band Cache Creek C-B $154,002, Peguis Band Hodgson Man $2,161,046, Peigan Band Brocket Alb $2,079,535, Penelakut Band Chemainus C-B $368,341, Penticton Band Penticton C-B $498,341, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $127,410, Piapot Band Cupar Sask $528,996, Pictou Landing Band Trenton N-É $323,629, Pine Creek Band Camperville Man $445,864, Poorman Band Quinton Sask $873,595, Poplar River Band Negginan Man $691,727, Poundmaker Band Cutknife Sask $437,022, Province du Manitoba Winnipeg Man $7,232,133, Quatsino Band Coal Harbour C-B $126,499, Red Bank Band Red Bank N-B $422,617, Red Earth Band Carrot River Sask $635,960, Restigouche Band Council Restigouche Qué $120,953, River Desert Band Council Maniwaki Qué $369,744, Rolling River Band Erickson Man $126,490, Roseau River Band Ginew Man $707,216, Ross River Indian Band Ross River TY $347,594, Rural Municipality of Norfolk Norfolk Man $65,809, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $85,130, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $163,897, Sakimay Band Grenfell Sask $229,308, Samson Band Hobbema Alb $249,860, Sandy Bay Band Marius Man $847,717, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $430,827, Sarcee Band Calgary Alb $174,185, Saugeen Band Southampton Ont $53,500, Saulteau Band Chetwynd C-B $74,204, Seabird Island Band Agassiz C-B $472,600, Sechelt Band Sechelt C-B $363,419, Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY $271,004, Seton Lake Band Seton Lake C-B $274,575, Shackan Band Merritt C-B $188,899, Shamattawa Band Shamattawa Man $573,433, Sheshaht Band Port Alberni C-B $400,009, Shoal Lake Band Carrot River Sask $289,313, Shoal River Band Pelican Rapids Man $530,329, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $1,333,803, Sioux Valley Band Griswold Man $891,285, Six Nations of the Grand River Band Ohsweken Ont $225,300, Skeetchestn Band Savona C-B $64,386, Soda Creek Band Williams Lake C-B $127,333, Songhees Band Victoria C-B $250,246, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $58,183, Spallumcheen Band Enderby C-B $813,653, Split Lake Band Split Lake Man $1,572,519, Squamish Band Squamish C-B $1,098,143, St Theresa Point Band St. Theresa Point Man $2,188,702, St Mary's Band Frédéricton N-B $1,111,319, Standing Buffalo Band Qu'Appelle Sask $447,900, Starblanket Band Balcarres Sask $153,631, Stellaquo Band Fraser Lake C-B $112,311, Stone Band Hanceville C-B $282,856, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $402,686, Stoney Rapids Band Black Lake Sask $744,641, Stuart-Trembleur Lake Band Fort St James C-B $454,610, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $294,459, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $100,000, Swan Lake Band Swan Lake Man $189,660, Sweetgrass Band Gallivan Sask $481,123, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $163,749, Taku River Tlingit Band Atlin C-B $66,820, Teslin Indian Band Teslin TY $132,270, The First Nations Technical Deseronto Ont $74,350, The Pas Band The Pas Man $857,171, Thunderchild Band Turtleford Sask $663,408, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $411,794, Tobique Band Perth-Andover N-B $1,090,452, Toosey Band Riske Creek C-B $112,007, Truro Band Truro N-É $782,853, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $554,166, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $105,958, Tsawout Band Saanichton C-B $388,366, Tsawwassen Band Delta C-B $79,589, Tseycum Band Sidney C-B $57,969, Tsulquate Band Port Hardy C-B $311,714, Ucluelet Band Ucluelet C-B $262,601, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $403,545, United Native Nations Local 143 Watson Lake TY $165,000, Upper Nicole Band Merritt C-B $566,700, Valley River Band Shortdale Man $305,629, Wagmatcook Band Baddeck N-É $599,387, Wahpeton Band Prince Albert Sask $110,534, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $126,843, Wasagamack Band Wasagamack Man $856,404, Waswanipi Band Council Waswanipi River Qué $215,107, Waterhen Band Skownan Man $442,246, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $664,984, Waywayseecappo Band Rossburn Man $930,905, Wepekeka Band Angling Lake Ont $62,106, West Region Tribal Council Inc Dauphin Man $50,000, Westbank Band Kelowna C-B $781,081, Whe-La-La-J-U Area Council Alert Bay C-B $182,897, White Bear Band Carlyle Sask $827,586, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $64,900, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $764,786, Williams Lake Band Williams Lake C-B $107,994, Woodstock Band Woodstock N-B $245,404, York Factory Band York Landing Man $173,695.

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes, à des particuliers et autres organisations pour les services de soins, de réadaptation et de prévention $72,142,519— Alberta Social Services and Community Health Edmonton Alb $6,899,253, Anishinaabe Child & Family Service Inc Ashern Man $1,514,744, Awasis Agency of Northern Manitoba Thompson Man $4,999,149, Big Cove Band Big Cove N-B $461,979, Blackfoot Band Gleichen Alb $472,249, Blood Band Stand Off Alb $142,561, Bosco Homes Régina Sask $142,785, Burnt Church Band Lagaceville N-B $266,782, C S S Abitibi Témiscaming Amos Qué $997,774, C S S Abitibi Témiscaming Amos Qué $59,252, C S S Côte-Nord Baie-Comeau Qué $3,087,829, C S S Gaspésie I M Gaspé Qué $855,296, C S S Gaspésie Îles-Madeleine Gaspé Qué $216,694, C S S Laurentide Lanaudière Ste-Thérèse Qué $499,241, C S S Laurentides Lanaudière Ste-Thérèse Qué $139,284, C S S Outaouais Hull Qué $312,379, C S S Richelieu Longueuil Qué $76,015, Chief of Ontario Inc Toronto Ont $60,000, Comité Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $639,506, Cote Band Kamsack Sask $131,582, Dakota Ojibway Child & Family Services Inc Brandon Man $1,920,155, Dakota Dyate Lodge Inc Griswold Man $599,969, Dept of National Health Ottawa Ont $12,978,859, Dept of Social Services Halifax N-É $834,430, Eel Ground Band Newcastle N-B $189,890,

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Eskasoni Band Eskasoni N-É $261,937, First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man $71,126, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $1,080,689, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $464,669, Kamloops Band Kamloops C-B $99,986, Kenora Home for Aged Kenora Ont $304,701, Kingsclear Band Frédéricton N-B $186,784, Lac Seul Band Hudson Ont $55,260, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $1,378,832, Lytton Band Lytton C-B $63,220, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc Thompson Man $76,172, Mayo Group Home Society Mayo TY $80,000, Mayo Indian Band Mayo TY $53,063, Micmac Family and Children Services Shubenacadie N-B $464,782, Ministre des Finances Province de C-B Victoria C-B $13,975,514, Ministre des Finances Nouveau-Brunswick St John N-B $300,342, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $670,036, Montagnais Lac St-Jean Pointe-Bleue Qué $586,401, Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $89,619, Nishnawbe Aski Nation Band Toronto Ont $81,000, North Coast District Council Prince Rupert C-B $88,139, Ojibway Tribal Family Service Kenora Ont $363,280, Onion Lake Band Lloydminster Sask $110,000, Peguis Senior Centre Inc Hodgson Man $297,830, Peigan Band Brocket Alb $113,414, Pinaow Wachi Inc Norway House Man $466,210, Province de C-B Victoria C-B $376,448, Province du Manitoba Winnipeg Man $440,991, Rainycrest Band Fort Frances Ont $171,000, Ranch Ehrlo Society Pilot Butte Sask $81,070, Red Bank Band Red Bank N-B $61,203, Rod McGillivary Memorial Care Home The Pas Man $950,737, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $227,242, Sagkeeng Child & Family Service Inc Pine Falls Man $358,077, Sagkeeng Personal Care Home Inc Pine Falls Man $876,774, Samson Band Hobbema Alb $60,889, Saskatchewan Social Services Régina Sask $1,170,874, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $62,366, Southeast Child & Family Services Inc Winnipeg Man $1,439,665, Spallumcheen Band Enderby C-B $453,816, Spanish River Band Massey Ont $86,524, Split Lake Band Split Lake Man $63,185, St Mary's Band Frédéricton N-B $221,192, Tobique Band Perth-Andover N-B $196,352, Truro Band Truro N-É $60,825, West Region Child & Family Services Committee Inc Dauphin Man $1,704,692, Westbank Band Kelowna C-B $264,724, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $73,914.

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit ou à des organismes pour le développement de services culturels et de services sociaux et communautaires $12,372,523—Avataq Cultural Institute Inukjuak Qué $105,537, Blackfoot Band Gleichen Alb $52,500, Blood Band Stand Off Alb $67,500, Caribou Indian Education Training Centre 150 Mile House C-B $85,210, Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué $180,151, Coqualeetza Education Training Centre Sardis C-B $259,469, Council For Yukon Indians Whitehorse TY $60,100, Cowichan Band Duncan C-B $56,445, Cree Regional Authority Chisasibi Qué $200,146, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $156,501, Dept of National Health Ottawa Ont $4,393,855, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $73,409, Heiltsuk Band Waglisla C-B $58,686, Institut Éducatif et Culturel Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $295,283, Interlake Reserve Tribal Council Ashern Man $174,708, Lake of the Woods Ojibway Cultural Centre Kenora Ont $113,548, Leonard Miles Memorial Centre Shamattawa Man $53,800, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $67,952, Manitoba Indian Cultural Education Centre Winnipeg Man $197,261, Maskwachees Cultural College Hobbema Alb $134,972, Micmac Assoc of Cultural Studies Sydney N-É $187,441, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $157,697, Nimpkish Band Alert Bay C-B $60,000, Nimstako Centre Cardston Alb $164,559, Norway House Indian Band Norway House Man $50,954, Nuu Chah Tribal Council Port Alberni C-B $83,400, Ojibway and Cree Cultural Centre Timmins Ont $430,882, Ojibway Cultural Fondation West Bay Ont $215,170, Old Sun Society Gleichen Alb $88,628, Oldman River Cultural Centre Brocket Alb $53,724, Onake Corporation Cornwall Ont $264,822, Restigouche Indian Band Restigouche Qué $50,847, River Desert Band Council Maniwaki Qué $70,945, Saddle Lake Indian Band Saddle Lake Alb $95,613, Sagkeeng Cultural Centre Inc Pine Falls Man $78,662, Saskatchewan Indian Cultural College Saskatoon Sask $1,620,676, Secwepenc Culture & Education Society Kamloops C-B $73,575, Six Nations Band Council Ohsweken Ont $688,202, Stoney Indian Band Morley Alb $60,251, The Chiefs of Ontario Indian Toronto Ont $61,600, Union of Ontario Indians Toronto Ont $55,276, West Region Tribal Council Dauphin Man $62,022, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $96,428, Yukon Indian Cultural Education Society Whitehorse TY $61,401.

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés, aux provinces et autres organisations aux fins du développement économique et de l'emploi $71,178,675—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $57,412, Abenakis Wolinak Band Conseil Bécancour Qué $93,035, Abitibiwinni Band Amos Qué $96,550, Alberta Indian Agricultural Development Corp Calgary Alb $870,120, Alexander Band Morinville Alb $222,000, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $64,584, Anaham Band Alexis Creek C-B $51,251, Arise the Corporation Lambeth Ont $63,501, Ashcroft Band Ashcroft C-B $62,195, Association of Reserves Brantford Ont $61,499, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $143,145, BC Aboriginal People Fisheries Commission Vancouver C-B $50,000, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $69,028, Beausoleil Band Via Penetanguishene Ont $88,909, Beaver Lake Band Lac La Biche Alb $68,000, Bella Coola Band Bella Coola C-B $100,126, Betsiamites Band Betsiamites Qué $105,461, Big Cove Band Big Cove N-B $147,674, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $105,741, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $161,500, Blackfoot Band Gleichen Alb $197,316, Blood Band Stand Off Alb $181,500, Boyer River Band High Level Alb $61,450, Burnt Church Band Lagaceville N-B $59,905, Campbell River Band Campbell River C-B $98,100, Canadian Council For Native Business Toronto Ont $166,000, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $50,739, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $61,700, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $58,195, Cariboo Tribal Council Williams Lake C-B $50,000, Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B $174,600, Carry The Kettle Band Sintaluta Sask $61,200, Centre for Indian Training & Research Vancouver C-B $50,000, Chapel Island Band St Peter's N-É $52,523, Chemainus Band Ladysmith C-B $71,147, Chiefs of Ontario Office Toronto Ont $163,803, Chippewas of Kettle and Stony Point Band Forest Ont $119,557, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $157,125, Chippewas of Rama Band Rama Ont $94,048, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $80,849, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $113,454, Chisasibi Band Council Chisasibi Qué $58,000, Cold Lake First Nations Grand Centre Alb $83,000, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $56,700, Conseil Police Amérindienne Pte-Bleue Qué $129,500, Conseil Régional de Kativik Kuujjuaq Qué $85,000, Cote Band Kamsack Sask $53,296, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $200,000, Cowichan Band Duncan C-B $236,066, Cree Band Fort Chipewyan Alb $108,000, Cree Regional Authority Val d'Or Qué $530,000, Cree Trappers Association Val d'Or Qué $122,703, Cross Lake Band Cross Lake Man $54,750, Cumberland House Band Cumberland House Sask $65,900, Curve Lake Band Curve Lake Ont $129,216, Dakota Ojibway Development Group Inc Winnipeg Man $294,268, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $206,554, Deer Lake Band Deer Lake Via Red Lake Ont $56,196, Deh Cho Regional Council Fort Simpson TN-O $140,000, Dene Community Council Fort Good Hope TN-O $186,260, Dene Nation Yellowknife TN-O $100,000, Dene Tha Band Chateh Alb $137,294, Denendeh Development Corporation Ltd Yellowknife TN-O $50,000, Dogrib Rae Band Council Fort Rae TN-O $95,942, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $92,150, Eskasoni Band

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Eskasoni N-É $147,027, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $185,000, First Nations Technical Institute Deseronto Ont $100,000, Fisher River Sewing Factory Koostatak Man $52,000, Fort Albany Band Fort Albany Ont $74,919, Fort Alexander Band Pine Falls Man $132,972, Fort Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $91,500, Fort Franklin Band Council Fort Franklin TN-O $64,000, Fort McKay Band Fort McMurray Alb $90,568, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $104,960, Fort Norman Band Council Fort Norman TN-O $94,000, Fort William Indian Band Thunder Bay Ont $74,814, Fountain Band Lillooet C-B $62,493, Fox Lake Band Gillam Man $90,000, Frog Lake Band Frog Lake Alb $107,000, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $71,194, Georgian Bay Tribal Council Peterborough Ont $60,747, Gitanmaax Band Hazelton C-B $51,705, Gitksan-Wet'En Tribal Council Hazelton C-B $65,000, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $129,885, Gitsen Industries Ltd Vancouver C-B $65,000, Gitwangak Band Kitwanga C-B $67,705, Golden Lake Band Golden Lake Ont $122,704, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $785,000, Grand Conseil des Cris Val d'Or Qué $171,289, Grand Rapids Special Forebay Committee Inc Winnipeg Man $330,000, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $164,233, Haida Tribal Council Queen Charlotte City C-B $70,913, Haida Tribal Society Queen Charlotte City C-B $142,687, Heart Lake Band Lac La Biche Alb $64,748, Heiltsuk Band Waglisla C-B $163,655, Hiawatha Band Keene Ont $152,139, Homalco Band Sardis C-B $64,185, Iligvik Corporation Dorval Qué $624,245, Ikiqvik Corporation Dorval Qué $181,694, Indian Agriculture Program Lambeth Ont $200,000, Indian Business Development Services Ltd Edmonton Alb $169,113, Indian Equity Foundation Edmonton Alb $97,300, Indigenous Survival International Ottawa Ont $150,000, Ingenika Band Vanderhoof C-B $69,300, Interlake Reserve Tribal Council Inc Ashern Man $213,480, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $166,894, Iskut Band Iskut C-B $274,865, Island Lake Fisheries Ltd Wasagamack Man $190,000, Islington Band Whitedog Ont $231,724, Kamloops Band Kamloops C-B $64,082, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $55,105, Kashechewan Band Kashechewan Ont $120,878, Kayana Air Ltd Sioux Lookout Ont $150,000, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $222,300, Kehewin Band Bonnyville Alb $168,000, Keyana College Fort McMurray Fort McMurray Alb $50,000, Kitamaat Band Kitamaat C-B $125,440, Kitasoo Band Klemtu C-B $83,900, Kitsumkalum Band Terrace C-B $80,090, Kwakiutl District Council Port Hardy C-B $74,597, La Romaine Band La Romaine Qué $95,000, Lac Seul Band Hudson Ont $102,922, Lac Simon Bande Louvicourt Qué $67,232, Lakalzap Band Greenville C-B $112,770, Lennie and Martin Edmonton Alb $57,000, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $88,154, Lesser Slave Indian Reg Council Slave Lake Alb $1,016,000, Lethbridge College Lethbridge Alb $97,202, Little Red River Band High Level Alb $212,035, Long Lake 77 Band Long Lac Ont $72,205, Long Point Band Council Winneway River Qué $82,165, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $61,989, Lubicon Lake Band Peace River Alb $72,300, Lytton Band Lytton C-B $77,924, Mackenzie Delta Regional Council Inuvik TN-O $196,700, Makivik Corporation Montréal Qué $75,000, Manitoba Indian Agricultural Program Inc Winnipeg Man $1,930,000, Manitoba Indian Education Association Inc Winnipeg Man $112,500, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $103,751, McLeod Lake Band Prince George C-B $57,800, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $252,665, Membertou Band Sydney N-É $56,371, Mingan Band Mingan Qué $431,238, Mississauga Band Blind River Ont $57,786, Mississaugas of the New Credit Band Hagersville Ont $132,128, Mistassini Council Mistassini Qué $55,000, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $372,796, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $151,947, Montagnais Lac St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $280,538, Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué $160,946, Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué $132,418, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $197,726, Moose Factory Band Moose Factory Ont $176,679, Moravian of the Thames Band Muncey Ont $57,592, Moricetown Band Smithers C-B $86,982, Mount Currie Band Mount Currie C-B $88,700, Munceys of the Thames Band Muncey Ont $107,076, Musgamagw Tsawataineuk Tribal Council Courtenay C-B $84,280, Muskegog Cree Moose Factory Ont $55,000, Naicachewein Band Delvin Ont $67,000, Nanaimo Band Nanaimo C-B $84,996, Natashquan Band Natashquan Qué $50,900, Natashquan Band Conseil Natashquan Qué $65,260, Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $219,062, National Indians Arts & Crafts Ottawa Ont $3,259,916, Native Brotherhood of BC Vancouver C-B $160,822, Native Business Summit Foundation of Canada Toronto Ont $721,827, Native Fishing Association Vancouver C-B $6,490,178, Native Training Institute Spences Bridge C-B $50,000, Nelson House Forest Industries Nelson House Man $60,000, Neyanun Development Corp Inc Winnipeg Man $57,200, Nimpkish Band Alert Bay C-B $147,600, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $62,015, Nipissing Band of Ojibway Sturgeon Falls Ont $65,057, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $72,400, Nlaka' Pamuk Nation Tribal Council Lytton C-B $315,000, North Battleford Management Association North Battleford Sask $114,000, North Coast District Council Prince Rupert C-B $637,391, Northern Flood Committee Inc Winnipeg Man $909,100, Northern Manitoba Native Lodge Inc Winnipeg Man $63,000, Northern Native Fishing Corporation Prince Rupert C-B $303,592, Northern Nishawbe Education Council Pikagikum Ont $56,050, Northwest Angle 33 Band Angle Inlet Minn É-U $52,016, Norway House Band Norway House Man $50,000, Nuu Chah Nulth Tribal Council Fort Alberni C-B $737,600, Obedjiwan Band Obedjiwan Qué $57,132, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $95,000, Odanak Band Odanak Qué $52,988, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $92,987, Old Sun Community College Gleichen Alb $360,000, On Reserve Housing Code Toronto Ont $112,800, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $224,646, Onion Lake Band Lloydminster Sask $51,478, Ontario Indian Wild Rice Fort Frances Ont $220,000, Ontario Limited Corp 502133 Fort Frances Ont $369,024, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $96,395, Paul Band Duffield Alb $83,000, Peepeekisis Band Balcarres Sask $71,218, Peguis Band Hodgson Man $69,000, Peguis Education Authority Hodgson Man $115,859, Peigan Band Brocket Alb $423,100, Penelakut Band Chemainus C-B $54,912, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $758,000, Pic Mobert Band Mobert Ont $134,500, Pikangikum Band Pikangikum Ont $110,732, Pine Creek Band Camperville Man $61,000, Prince Albert District Chiefs Management Company Prince Albert Sask $447,200, Province du Manitoba Winnipeg Man $1,445,000, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority Régina Sask $133,800, Rainy River Band Emo Ont $144,167, Rat Portage Band Kenora Ont $109,303, Red Rock Indian Band Nippigon Ont $51,715, Restigouche Band Council Restigouche Qué $296,287, River Desert Band Maniwaki Qué $89,228, River Desert Band Council Maniwaki Qué $237,635, Rocky Bay Indian Band MacDiarmid Ont $93,635, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $80,505, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $236,250, Sagkeeing Education Authority Pine Falls Man $59,902, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $194,990, Sarces Band Calgary Alb $61,478, Saskatchewan Indian Agriculture Program Régina Sask $2,404,000, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $933,000, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $55,000, Saskatoon District Chiefs Development Corporation Saskatoon Sask $75,000, Saugeen Nation Band Savant Lake Ont $162,550, Seine River Band Mine Centre Ont $72,563, Seneca Communications Inc Caughnawaga Qué $100,000, Serpent River Band Cutler Ont $135,842, Serv Form Autochtone du Québec Village-des-Hurons Qué $85,200, Shihta Regional Council Norman Wells TN-0 $102,500, Shoal Lake 39 Band Kejick Ont $125,026, Shoal Lake 40 Band Kejick Ont $244,736, Shubenacadie Band Shubenacadie

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

N-É $74,978, Six Nations of the Grand River Band Ohsweken Ont $365,150, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs of Oka Oka Qué $62,782, Skeetchestn Band Savona C-B $66,107, Sliammon Band Powell River C-B $58,780, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $246,866, Spanish River Band Massey Ont $76,083, Squamish Band Squamish C-B $89,185, St Mary's Band Frédéricton N-B $52,558, Sto Lo Tribal Council Sardis C-B $59,500, Stoney Band Morley Alb $92,449, Stuart-Trembleur Lake Band Fort St James C-B $116,000, Summer Beaver Settlement Band Via Pickle Lake Ont $54,100, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $148,075, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $101,616, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $63,320, Taku River Tlingit Band Atlin C-B $80,999, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $70,440, Tanizul Timber Ltd Fort St James C-B $60,000, TFHQ District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $134,020, Témiscaming Band Témiscaming Qué $77,132, Tobique Band Perth-Andover N-B $74,088, Treasurer of Ontario Toronto Ont $263,450, Tribal Chiefs Association of NE Alberta St Paul Alb $104,195, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $52,219, Tsawassen Band Delta C-B $74,084, Tsulquate Band Port Hardy C-B $51,200, Tuktu Assistance Corporation Kuujjuaq Qué $158,215, Union of New Brunswick Indians Frédéricton N-B $114,343, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $82,700, Unique 03314 Indian Agriculture Program Lambeth Ont $50,000, Wagmatcook Band Baddeck N-É $50,210, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $204,130, Waterhen Wood Bison Rancher Ltd Skownan Man $74,000, West Region Tribal Council Inc Dauphin Man $300,030, West Side Community College Prince Albert Sask $62,000, Westbank Band Kelowna C-B $56,865, Western Indian Agriculture Corporation Vancouver C-B $843,800, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $150,600, Whitefish Lake Band Naughton Ont $60,736, Whitefish Lake Band No 128 Goodfish Lake Alb $248,450, Whitefish River Band Birch Island Ont $98,530, Whitesand Indian Band Armstrong Ont $53,596, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $55,898, Wiki Development Comm Wiki Ont $86,850, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $188,371, Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont $340,330, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $80,000, Yellowhead Tribal Development Corporation Spruce Grove Alb $107,200, Yorkton District Chiefs Council Yorkton Sask $145,247, Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY $200,000.

Contribution pour Défi-Été 85 $22,000

Contributions aux bandes indiennes et aux conseils de tribu et aux agglomérations inuit pour les frais d'administration et les services de soutien de la gestion $85,547,603—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $111,169, Abitibiwinni Band Amos Qué $165,366, Acadia South Brookfield N-É $75,437, Adams Lake Band Chase C-B $156,620, Afton Band Afton N-É $110,713, Ahousaht Band Ahousaht C-B $234,063, Aklavik Band Council Aklavik TN-O $61,523, Alexander Band Morinville Alb $162,164, Alexis Band Glenevis Alb $132,508, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $146,152, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $144,404, Anaham Band Alexis Creek C-B $212,889, Anderson Lake Band Darcy C-B $56,394, Annapolis Valley Band Cambridge Station N-É $61,949, Arctic Red River Band Council Arctic Red River TN-O $66,177, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $350,631, Barren Lands Band Brochet Man $173,410, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué, $150,597, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $123,979, Beardy's Band Duck Lake Sask $265,714, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $150,753, Beausoleil Band Via Penetanguishene Ont $133,003, Beaver Lake Band Lac La Biche Alb $205,164, Bella Coola Band Bella Coola C-B $293,585, Berens River Band Berens River Man $247,780, Betsiamites Band Betsiamites Qué $1,112,076, Big C Band La Loche Sask $149,050, Big Cove Band Big Cove N-B $412,271, Big Grassy Band Morson Ont $64,235, Big Island Band Morson Ont $54,216, Big River Band Debden Sask $112,958, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $246,056, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $304,290, Birdtail Sioux Band Beulah Man $108,417, Blackfoot Band Gleichen Alb $382,416, Blood Band Stand Off Alb $426,641, Bloodvein Band Bloodvein Man $195,176, Blueberry River Band Buick C-B $81,403, Bonaparte Band Cache Creek C-B $115,168, Boothroyd Band Boston Bar C-B $82,109, Boyer River Band High Level Alb $59,820, Bridge River Band Lillooet C-B $70,403, Brokenhead Band Scanterbury Man $121,718, Broman Lake Band Burns Lake C-B $54,336, Buffalo River Band Buffalo River Sask $133,513, Burnt Church Band Lagaceville N-B $317,728, Burrard Band Vancouver C-B $66,210, Campbell River Band Campbell River C-B $95,701, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $139,220, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $119,667, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $141,400, Canyon City Band Terrace C-B $123,831, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $148,253, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $101,882, Cariboo Tribal Council Williams Lake C-B $108,190, Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B $167,200, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $126,367, Cat Lake Band Cat $107,367, Cayoose Creek Band Lilloet C-B $52,393, Central Interior Tribal Council Kamloops C-B $327,361, Champagne/ Aishihik Indian Band Haines Junction TY $98,570, Chapel Island Band St Peter's N-É $136,452, Cheam Band Rosedale C-B $50,248, Chehalis Band Agassiz C-B $181,437, Chemainus Band Ladysmith C-B $189,920, Chemawawin Band Easterville Man $209,539, Cheslatta Band Burns Lake C-B $58,732, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $81,000, Chippewas of Kettle and Stony Point Band Forest Ont $150,015, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $164,684, Chippewas of Rama Band Rama Ont $129,406, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $106,978, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $149,039, Clayoquot Band Tofino C-B $127,630, Cold Lake First Nations Cold Lake Alb $254,605, Coldwater Band Merritt C-B $176,338, Columbia Lake Band Windermere C-B $64,140, Comité de Coord Attikamek Sipi La Tuque Qué $68,500, Comox Band Courtenay C-B $61,945, Conseil de la Police Amérindienne Pte-Bleue Qué $569,043, Constance Lake Band Calstock Ont $175,474, Cook's Ferry Band Spences Bridge C-B $64,248, Cote Band Kamsack Sask $166,728, Couchiching Band Fort Frances Ont $150,375, Cowessess Band Broadview Sask $120,511, Cowichan Band Duncan C-B $338,742, Crane River Band Crane River Man $96,107, Cree Band Fort Chipewyan Alb $149,704, Cree Regional Authority Val d'Or Qué $661,620, Cross Lake Band Cross Lake Man $366,365, Cumberland House Band Cumberland House Sask $80,667, Curve Lake Band Curve Lake Ont $172,572, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $472,417, Dakota Plains Band Edwin Man $75,252, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $64,237, Dauphin River Band Gypsumville Man $58,701, Dawson Indian Band Dawson City TY $103,074, Deer Lake Band Deer Lake Via Red Lake Ont $118,959, Dene Community Council Fort Good Hope TN-O $166,003, Dene Tha Band Chateh Alb $249,597, Deninoo Community Council Fort Resolution TN-O $117,064, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $102,600, Ditidaht Band Port Alberni C-B $82,846, Dogrib Rae Band Council Fort Rae TN-O $186,512, Doig River Band Rose Prairie C-B $76,269, Dokis Band Monetville Ont $64,096, Douglas Band Tippella Harrison Lake C-B $63,833, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $70,969, Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man $182,809, Eel Ground Band Newcastle N-B $199,221, Eel River Band Dalhousie N-B $132,619, Ehattesaht Band Campbell River C-B $58,634, English River Band Patuanak Sask $142,300, Enoch Band Winterburn Alb $93,713, Ermineskin Band Hobbema Alb $88,036, Eskasoni Band Eskasoni N-É $441,417, Fairford Band Fairford Man $259,006, First Nations of South Island Tribal Council Mill Bay C-B $214,600, Fisher River Band Koostatak Man $208,090, Fishing Lake Band Wadena Sask $97,072, Fitz Smith Native (NWT ALTA) Band Fort Smith TN-O $121,961, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $97,800, Fond du Lac Band Prince

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Albert Sask $225,744, Fort Albany Band Fort Albany Ont $205,159, Fort Alexander Band Pine Falls Man $309,808, Fort Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $54,986, Fort Churchill Band Tadoule Lake Man $180,621, Fort Franklin Band Council Fort Franklin TN-O $132,219, Fort George Band Shelley C-B $59,391, Fort Hope Band Fort Hope Via Pickle Lake Ont $216,570, Fort Liard Band Council Fort Liard TN-O $123,830, Fort McPherson Band Council Fort McPherson TN-O $104,728, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $128,115, Fort Providence Band Council Fort Providence TN-O $240,767, Qu'Appelle District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $207,500, Fort Severn Band Fort Severn Ont $186,195, Fort Simpson Band Council Fort Simpson TN-O $134,346, Fort Ware Band Fort Ware C-B $123,000, Fort William Band Thunder Bay Ont $115,787, Fountain Band Lillooet C-B $179,194, Fox Lake Band Gillam Man $203,436, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $109,959, Frog Lake Band Frog Lake Alb $331,343, Garden Hill Band Island Lake Man $382,887, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $151,012, Gitanmaax Band Hazelton C-B $216,760, Gitskan-Wet'Suwet'en Tribal Council Hazelton C-B $194,700, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $243,122, Gitwangak Band Kitwanga C-B $157,371, Glen Vowell Band Hazelton C-B $71,391, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $339,303, God's River Band God's River Man $171,516, Golden Lake Band Golden Lake Ont $115,391, Gordon Band Punichy Sask $144,073, Grand Lac Victoria Band Louvicourt Qué $84,821, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $128,002, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $174,812, Gull Bay Band Gull Bay Via Armstrong Ont $67,717, Hagwilget Band New Hazelton C-B $91,659, Halalt Band Chemainus C-B $55,842, Halfway River Band Wonowon C-B $98,521, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $136,869, Hay River Dene Band Hay River TN-O $81,175, Heart Lake Band Lac La Biche Alb $78,034, Heiltsuk Band Waglisla C-B $324,591, Henvey Inlet Band Pickerel Ont $168,512, Hesquiaht Band Tofino C-B $84,839, Hiawatha Band Kenne Ont $53,342, Hollow Water Band Wanipigow Man $188,182, Homalco Band Sardis C-B $82,048, Hope Band Hope C-B $60,685, Indian Birch Band Birch River Man $77,604, Ingenika Band Vanderhoof C-B $132,638, Interlake Reserve Tribal Council Inc Ashern Man $208,453, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $466,556, Iskut Band Iskut C-B $136,397, Island Lake Band Loon Lake Sask $121,500, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $157,430, Islington Band Whitedog Ont $245,609, Jackhead Band Dallas Man $127,199, James Smith Band Kinistino Sask $187,065, John Smith Band Birch Hills Sask $99,854, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $137,800, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $100,642, Kamloops Band Kamloops C-B $184,015, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $255,712, Kashechewan Band Kashechewan Ont $324,599, Katzie Band Pitt Meadows C-B $90,118, Keeseekoose Band Kamsack Sask $139,389, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $142,844, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $245,885, Kehewin Band Bonnyville Alb $289,619, Key Band Norquay Sask $71,393, Kincolith Band Kincolith C-B $185,409, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $96,246, Kingsclear Band Fredericton N-B $204,105, Kipawa Band Council Témiscaming Qué $76,244, Kispiox Band Hazelton C-B $180,131, Kitamaat Band Kitamaat C-B $196,739, Kitasoo Band Klemtu C-B $222,682, Kitkatla Band Kitkatla C-B $201,187, Kitsegukla Band South Hazelton C-B $114,806, Kitsumkalum Band Terrace C-B $56,766, Kitwancool Band Kitwanga C-B $141,976, Kluane Tribal Council Burwash Landing T-Y $81,760, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $290,406, Kwakiutl Band Port Hardy C-B $113,366, Kwakiutl District Council Port Hardy C-B $243,100, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse T-Y $208,574, Kwicksutaineuk Band Simoon Sound C-B $72,141, Kyuquot Band Kyuquot C-B $101,291, La Romaine Band La Romaine Qué $237,491, Lac La Croix Band Fort Frances Ont $80,177, Lac La Hache Band Wollaston Lake Sask $191,101, Lac La Ronge Band Lac La Ronge Sask $383,828, Lac Simon Band Louvicourt Qué $176,761, Lac Seul Band Hudson Ont $189,515, Lakalzap Band Greenville C-B $193,366, Lake Labine Band Burns Lake C-B $271,175, Lake Manitoba Band Vogar Man $180,038, Lake St Martin Band Gypsumville Man $200,408, Landsdowne House Settlement Band Via Picke Lake Ont $63,346, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $236,492, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $146,149, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $1,684,703, Liard Indian Band Watson Lake T-Y $195,251, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $150,100, Lillooet Tribal Council Lillooet C-B $158,234, Little Black River Band O'Hanley Man $130,486, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $253,065, Little Pine Band Paynton Sask $129,009, Little Red River Band High Level Alb $278,325, Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks T-Y $109,220, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $135,584, Little Shuswap Band Chase C-B $110,730, Long Lake 58 Band Long Lac Ont $125,540, Long Lake 77 Band Long Lac Ont $60,978, Long Plain Band Edwin Man $251,041, Long Point Band Council Winneway River Qué $163,632, Lower Kootenay Band Creston C-B $52,830, Lower Nicola Band Merritt C-B $183,090, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $133,540, Lubicon Lake Band Peace River Alb $76,327, Lutsel Ke Dene Council Snowdrift TN-O $88,277, Lytton Band Lytton C-B $243,203, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $141,400, Malahat Band Mill Bay C-B 56,942, Manouane Band Manouane Qué $187,018, Martin Falls Band Ogoki Post Via Nakina Ont $74,752, Masset Band Masset C-B $232,388, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $357,012, Mayo Indian Band Mayo TY $122,648, McLeod Lake Band Prince George C-B $80,210, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $389,320, Membertou Band Sydney N-É $189,482, Metlakatla Band Prince Rupert C-B $77,196, Micmacs of Maria Band Council Maria Qué $165,372, Mingan Band Mingan Qué $213,479, Mississauga Band Blind River Ont $98,627, Mississaugas of the New Credit Band Hagersville Ont $101,358, Mistawasis Band Leask Sask $138,843, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $626,892, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $249,941, Montagnais Lac St-Jean Pointe-Bleue Qué $434,170, Montagnais Les Escoumins Les Escoumins Qué $93,146, Montagnais Schefferville Schefferville Qué $276,493, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Sept-Îles Qué $378,438, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $201,197, Moose Deer Point Band Mactier Ont $66,672, Moose Factory Band Moose Factory Ont $315,608, Moose Lake Band Moose Lake Man $161,922, Moosomin Band Cochin Sask $108,323, Moravian of the Thames Band Thamesville Ont $99,753, Moricetown Band Smithers C-B $204,122, Mosquito Band Cando Sask $127,167, Mount Currie Band Mount Currie C-B $328,793, Mowachat Band Gold River C-B $86,602, Muscowpetung Band Edenwold Sask $76,012, Muskeg Lake Band Leask Sask $95,736, Muskowekwan Band Lestock Sask $94,552, Muskrat Dam Band Via Pickle Lake Ont $85,356, Musqueam Band Vancouver C-B $195,212, Naicatchewein Band Delvin Ont $68,156, Nanaimo Band Nanaimo C-B $188,360, Nanoose Band Lantzville C-B $51,172, Natashquan Band Natashquan Qué $213,490, Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $277,038, Nazko Band Quesnel C-B $66,010 Necoslie Band Fort St James C-B $204,009, Nee-Tahi Buhn Band Burns Lake C-B $51,581, Nelson House Band Nelson House Man $286,177, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $117,876, Neskainlith Band Chase C-B $127,054, Nicola Valley Indian Administration Merritt C-B $50,000, Nikaneet Band Maple Creek Sask $54,041, Nimpkish Band Alert Bay C-B $310,452, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $143,739, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $134,100, Nlaka' Pamux Nation Tribal Council Lytton C-B $247,200, Nooaitch Band Merritt C-B $97,516, North Battleford District Chiefs North Battleford Sask $207,500, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $131,252, North Coast District Council Prince Rupert C-B $185,600, North

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont $83,449, North Thompson Band Barriere C-B $124,900, Northlands Band Lac Brochet Man $239,701, Northwest Angle 33 Band Angle Inlet Minn É-U $86,549, Northwest Angle 37 Band Oak Island Minn É-U $59,443, Norway House Band Norway House Man $390,913, Nut Lake Band Rose Valley Sask $81,665, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $501,500, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $119,853, Obedjiwan Band Roberval Qué $221,421, Ochapowace Band Broadview Sask $91,104, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $92,460, Odanak Band Odanak Qué $102,386, Ohiaht Band Banfield C-B $90,643, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $130,312, Okanagan Band Vernon C-B $219,675, Okanagan Tribal Council Westbank C-B $152,681, Okanese Band Balcarres Sask $59,216, Old Crow Indian Band Old Crow TY $130,090, One Arrow Band Batoche Sask $96,494, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $189,104, Onion Lake Band Lloydminster Sask $289,634, Oromocto Band Oromocto N-B $75,363, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $111,537, Osoyoos Band Oliver C-B $110,830, Oweekano Band Port Hardy C-B $59,281, Oxford House Band Oxford House Man $336,398, Parry Island Band Parry Sound Ont $102,412, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $105,433, Paul Band Duffield Alb $123,330, Pauquachin Band Brentwood Bay C-B $67,024, Pavilion Band Cache Creek C-B $122,537, Peepeekisis Band Balcarres Sask $116,613, Peguis Band Hodgson Man $310,845, Peigan Band Brocket Alb $311,489, Pelican Lake Band Leoville Sask $115,509, Penelakut Band Chemainus C-B $176,875, Penticton Band Penticton C-B $156,371, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $379,067, Piapot Band Cupar Sask $130,815, Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont $95,726, Pic Mobert Band Mobert Ont $84,027, Pictou Landing Band Trenton N-É $140,660, Pikangikum Band Pikangikum Ont $156,037, Pine Creek Band Camperville Man $174,730, Poorman Band Quinton Sask $192,647, Poplar Hill Band Via Pickle Lake Ont $57,764, Poplar River Band Negginan Man $233,476, Poundmaker Band Cutknife Sask $120,658, Prince Albert District Chiefs Management Corp Prince Albert Sask $421,270, Quatsino Band Coal Harbour C-B $70,801, Rainy River Band Emo Ont $113,325, Rat Portage Band Kenora Ont $75,637, Red Bank Band Red Bank N-B $166,895, Red Earth Band Carrot River Sask $168,588, Red Pheasant Band Cando Sask $104,124, Red Rock Band Nippigon Ont $52,309, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $214,340, Restigouche Band Council Restigouche Qué $343,711, River Desert Band Council Maniwaki Qué $315,245, Rocky Bay Band MacDiarmid Ont $89,270, Rolling River Band Erickson Man $129,110, Roseau River Band Ginew Man $264,639, Ross River Indian Band Ross River TY $131,356, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $222,408, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $390,035, Sakimay Band Grenfell Sask $100,948, Samson Band Hobbema Alb $67,245, Sandy Bay Band Marius Man $269,633, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $363,314, Sarcee Band Calgary Alb $157,078, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $207,300, Saugeen Band Southampton Ont $139,845, Saulteau Band Chetwynd C-B $97,461, Saulteaux Band Cochin Sask $120,295, Seabird Island Band Agassiz C-B $158,298, Sechelt Band Sechelt C-B $182,828, Seine River Band Mine Centre Ont $99,328, Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY $110,993, Serpent River Band Cutler Ont $80,979, Seton Lake Band Shalalth C-B $194,187, Shackan Band Merritt C-B $81,569, Shamattawa Band Shamattawa Man $211,997, Shellbrook Agency Chiefs Shellbrook Sask $100,200, Sheshaht Band Port Alberni C-B $146,505, Shoal Lake 39 Band Kejick Ont $114,106, Shoal Lake 40 Band Kejick Ont $103,860, Shoal Lake Band Carrot River Sask $118,738, Shoal River Band Pelican Rapids Man $181,929, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $257,250, Shuswap Band Invermere C-B $65,348, Shuswap Nation Tribal Council Kamloops C-B $188,477, Sioux Valley Band Griswold Man $200,668, Six Nations of the Grand River Band Ohsweken Ont $354,700, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs of Oka Oka Qué $187,698, Skeetchestn Band Savona C-B $84,099, Skidegate Band Queen Charlotte C-B $148,865, Skwah Band Chilliwack C-B $64,425, Sliammon Band Powell River C-B $124,793, Société Makivik Montréal Qué $246,750, Soda Creek Band Williams Lake C-B $71,150, Songhees Band Victoria C-B $74,381, Soowahlie Band Vedder Crossing C-B $54,059, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $359,898 Spallumcheen Band Enderby C-B $147,999, Spanish River Band Massey Ont $212,068, Split Lake Band Split Lake Man $266,479, Squamish Band Squamish C-B $245,357, St-Augustin Band Council St-Augustin Qué $91,980, St Marys Band Cranbrook C-B $57,256, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $398,133, St Mary's Band Frédéricton N-B $208,578, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $112,121, Starblanket Band Balcarres Sask $69,790, Stellaquo Band Fraser Lake C-B $122,829, Sto Lo Nation Society Sardis C-B $52,867, Sto Lo Tribal Council Sardis C-B $51,920, Stone Band Hanceville C-B $104,270, Stoney Band Morley Alb $179,425, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $214,411, Stony Rapids Band Black Lake Sask $238,281, Stuart-Trembleur Lake Band Fort St James C-B $307,117, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $168,774, Sucker Creek Band Little Current Ont $50,930, Sumas Band Abbotsford C-B $65,579, Summer Beaver Settlement Band Via Pickle Lake Ont $94,960, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $102,726, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $326,956, Swan Lake Band Swan Lake Man $174,126, Sweetgrass Band Gallivan Sask $126,040, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $139,630, Takla Lake Band Takla Landing C-B $152,634, Taku River Tlingit Band Atlin C-B $82,513, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $102,492, Temagami Band Bear Island Via Témagami Ont $66,001, Teslin Indian Band Teslin TY $109,001, The Pas Band The Pas Man $248,657, Thunderchild Band Turtleford Sask $164,016, Temiscaming Band Council Témiscaming Qué $145,977, Tobacco Plains Band Grasmere C-B $54,874, Tobique Band Perth-Andover N-B $282,978, Toosey Band Riske Creek C-B $83,101, Treaty 8 Tribal Association Port St John C-B $204,800, Truro Band Truro N-É $162,715, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $129,420, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $123,657, Tsawout Band Saanichton C-B $109,735, Tsawwassen Band Delta C-B $51,769, Tsulquate Band Port Hardy C-B $200,202, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $68,000, Tzeachten Band Sardis C-B $51,022, Ucluelet Band Ucluelet C-B $116,193, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $157,683, United Native Nations Local 143 Watson Lake TY $95,444, United Native Nations Local 167 Cassiar C-B $81,385, Upper Nicola Band Merritt C-B $191,837, Valley River Band Shortdale Man $141,733 Wabigoon Band Dinorwic Ont $54,698, Wagmatcook Band Baddeck N-É $156,196, Wahpeton Band Prince Albert Sask $87,378, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $225,022, Wasagamack Band Wasagamack Man $262,973, Waterhen Band Skownan Man $153,119, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $164,100, Waywayseecappo Band Rossburn Man $159,934, Webequie Settlement Band Webequie Via Pickle Lake Ont $155,725, Weenusk Band Winisk Ont $93,716, Wepekeka Band Angling Lake Ont $105,227, West Bay Band Excelsior Ont $194,640, West Region Tribal Council Inc Dauphin Man $239,098, Westbank Band Kelowna C-B $169,229, Weymontachie Band Sanmaur Qué $211,747, Whe-La-La-U Area Council Alert Bay C-B $99,097, White Bear Band Carlyle Sask $140,065, Whitefish Bay Pawitik Ont $191,649, Whitefish Lake 128 Band Goodfish Lake Alb $271,225, Whitefish Lake Band Naughton Ont $85,248, Whitefish River Band Birch Island Ont $100,406, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $207,530, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $307,046, Williams Lake Band Williams Lake C-B $137,890, Witchekan Lake Band Spiritwood Sask $80,755, Woodstock Band Woodstock N-B $117,851, Wrigley Band Council Wrigley TN-O $67,712, Wunnumin Band Wunnumin Ont $144,448, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $187,200, Yellowknife Band Council Yellowknife

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

TN-O $85,550, York Factory Band York Landing Man $168,328, Yorkton District Chiefs Yorkton Sask $207,500.

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de la planification de l'aménagement local $3,171,234—Com Coord Attikamek Sipi La Tuque Qué $63,000, First Nations of South Island Tribal Council Mill Bay C-B $59,900, Kwanlin Dun Whitehorse TY $101,625, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $116,300.

Contributions aux bandes et aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière $12,617,746—Association of Iroquois and Allied Indian London Ont $249,996, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $78,000, Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B $84,204, Chief of the Ontario Office Toronto Ont $425,300, Com Coord Attikamek SIPI La Tuque Qué $94,500, Conseil Algonquin De l'Ouest Du Québec Val d'Or Qué $138,020, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $224,400, Dene Nation Yellowknife TN-O $52,665, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $413,000, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $311,351, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $75,000, Indian Association of Alberta Edmonton Alb $818,742, Indian Commission Ontario Toronto Ont $226,027, Islington Band No 29 Kenora Ont $65,000, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $312,161, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $118,613, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc Thompson Man $94,530, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $126,602, Miawpukek (Conne River) Band Conne River T-N $80,000, Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $105,000, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $4,530,000, National Indian Veterans Ottawa Ont $50,000, Nishawbe Aski Nation Toronto Ont $348,500, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $88,800, Ontario Regional Liaison Council Toronto Ont $112,763, Prairie Treaty Nations Alliance Winnipeg Man $290,718, Prince Albert District Chiefs Management Corp Prince Albert Sask $102,600, Saskatchewan Indian Women's Assoc Saskatoon Sask $125,000, Sechelt Band Sechelt C-B $229,802, The Alliance Tribal Council Vancouver C-B $50,545, Treaty 8 Tribal Assoc Fort St John C-B $84,014, Tribal Chiefs Associations of NE Alberta St Paul Alb $54,000, Union of New Brunswick Indians Fédéricton N-B $120,573, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $96,500, Union of Ontario Indians Toronto Ont $402,564, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $55,000.

Contributions aux bandes indiennes pour les régimes d'avantages sociaux des employés $2,005,240—Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $655,206, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Sask $219,209, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $157,306, Six Nations of the Grand River Band Ohsweken Ont $93,985, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $63,800.

Contributions aux bandes indiennes pour les programmes relatifs au perfectionnement de la gestion indienne et à la formation paraprofessionnelle en développement social $3,372,403—Canadian Executive Service Overseas Toronto Ont $760,529, Frontiers Foundation Incorporated Toronto Ont $100,000, University of Western Ontario London Ont $343,208.

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et corporations, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires—Capital $227,435,785—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $175,697, Abenakis Wolinak Band Bécancour Qué $144,430, Abitibiwinni Band Amos Qué $52,000, Acadia Band South Brookfield N-É $87,000, Adams Lake Band Chase C-B $63,000, Afton Band Afton N-É $219,013, Ahousaht Band Ahousaht C-B $145,000, Alderville Band Roseneath Ont $79,179, Alexander Band Morinville Alb $600,100, Alexandria Band Quesnel C-B $67,249, Alexis Band Glenevis Alb $214,685, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $294,329, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $76,287, Anaham Band Alexis Creek C-B $503,730, Annapolis Valley Band Cambridge Station N-É $178,000, Ashcroft Band Ashcroft C-B $178,000, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $867,280, Barren Lands Band Brochet Man $279,564, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $528,623, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $90,248, BBFI Construction Inc Winnipeg Man $297,000, Beardy's Band Duck Lake Sask $373,619, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $447,600, Beausoleil Band Via Penetanguishene Ont $395,698, Beaver Lake Band Lac La Biche Alb $1,229,400, Beecher Bay Band Sooke C-B $80,200, Bella Coola Band Bella Coola C-B $543,932, Berens River Band Berens River Man $155,297, Betsiamites Band Betsiamites Qué $467,132, Big C Band La Loche Sask $1,311,350, Big Cove Band Big Cove N-B $889,464, Big Grassy Band Morson Ont $152,000, Big Island Band Morson Ont $154,600, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $1,499,833, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $449,787, Birdtail Sioux Band Beulah Man $396,800, Blackfoot Band Gleichen Alb $2,442,000, Blood Band Stand Off Alb $2,069,000, Bloodvein Band Bloodvein Man $627,327, Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb $207,200, Blueberry River Band Buick C-B $413,600, Bonnaparte Band Cache Creek C-B $214,815, Boothroyd Band Boston Bar C-B $106,100, Boston Bar Band Boston Bar C-B $110,000, Boyer River Band High Level Alb $234,298, Bridge River Band Lillooet C-B $96,144, Brokenhead Band Scanterbury Man $171,645, Brunswick House Band Chapleau Ont $130,768, Buctouche Band Buctouche N-B $71,230, Buffalo River Band Buffalo River Sask $295,000, Burnt Church Band Lagaceville N-B $699,470, Campbell River Band Campbell River C-B $118,096, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $782,489, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $286,092, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $146,039, Canyon City Band Terrace C-B $118,530, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $282,258, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $137,161, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $464,556, Cat Lake Band Cat Lake Ont $251,200, Cayoose Creek Band Lillooet C-B $192,048, Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY $287,656, Chapel Island Band St Peter's N-É $415,560, Chapleau Ojibway Band Chapleau Ont $170,384, Cheam Band Rosedale C-B $88,638, Chehalis Band Agassiz C-B $257,805, Chemainus Band Ladysmith C-B $347,900, Chemawawin Band Easterville Man $227,446, Cheslatta Band Burns Lake C-B $119,998, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $60,847, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $282,500, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $728,660, Chippewas of Rama Band Rama Ont $231,395, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $200,700, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $269,800, Clayoquot Band Tofino C-B $84,113, Cold Lake First Nations Grand Centre Alb $1,736,787, Columbia Lake Band Windermere C-B $115,032, Com Coord Attikamek Sipi La Tuque Qué $65,000, Conseil de la Police Amérindienne Pte-Bleue Qué $175,000, Conseil Nation Huronne Wendat Village-des-Hurons Qué $267,800, Constance Lake Band Calstock Ont $331,900, Cote Band Kamsack Sask $272,207, Couchiching Band Fort Frances Ont $265,050, Cowessess Band Broadview Sask $372,130, Cowichan Band Duncan C-B $1,248,434, Crane River Band Crane River Man $121,017, Cree Band Fort Chipewyan Alb $682,012, Cross Lake Band Cross Lake Man $1,569,061, Cumberland House Band Cumberland House Sask $127,252, Curve Lake Band Curve Lake Ont $1,268,279, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $90,535, Dakota Plains Band Edwin Man $62,931, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $189,115, Dalles Indian Reserve No 3 Kenora Ont $227,966, Dauphin River Band Gypsumville Man $168,142, Dawson Indian Band Dawson City TY $269,757, Day Star Band Punnichy Sask

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$98,439, Deer Lake Band Deer Lake Via Red Lake Ont $366,900, Dene Tha Band Chateh Alb $1,257,248, Dittidaht Band Port Alberni C-B $452,900, Doig River Band Rose Prairie C-B $261,630, Dokis Band Monetville Ont $91,000, Driftpile Band Driftpile Alb $605,699, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $58,200, Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man $220,290, Eel Ground Band Newcastle N-B $186,280, Eel River Band Dalhousie N-B $149,680, English River Band Patuanak Sask $255,700, Eskasoni Band Eskasoni N-É $831,714, Fairford Band Fairford Man $254,034, First Nations of South Island Tribal Council Mill Bay C-B $742,644, Fisher River Band Koostatak Man $739,660, Fishing Lake Band Wadena Sask $231,691, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $115,252, Fond du Lac Band Prince Albert Sask $156,921, Fort Albany Band Fort Albany Ont $1,054,625, Fort Alexander Band Pine Falls Man $1,052,810, Fort Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $510,142, Fort Churchill Band Tadoule Lake Man $642,370, Fort Hope Band Fort Hope Via Pickle Lake Ont $2,305,945, Fort McKay Band Fort McMurray Alb $298,504, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $422,021, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $174,000, Fort Severn Band Fort Severn Ont $340,200, Fort Ware Band Fort Ware C-B $239,290, Fort William Band Thunder Bay Ont $376,400, Fountain Band Lillooet C-B $199,336, Fox Lake Band Gillam Man $301,188, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $413,929, Frog Lake Band Frog Lake Alb $497,670, Frontier School Division No 48 Winnipeg Man $478,457, Garden Hill Band Island Lake Man $2,414,012, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $481,306, Gibson Band Bala Ont $67,900, Gitanmaax Band Hazelton C-B $339,296, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $764,292, Gitwangak Band Kitwanga C-B $333,150, Glen Vowell Band Hazelton C-B $136,679, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $1,231,084, God's River Band God's River Man $278,613, Golden Lake Band Golden Lake Ont $127,500, Gordon Band Punnichy Sask $580,842, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $312,695, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $314,100, Gull Bay Band Gull Bay Via Armstrong Ont $70,100, Hagwilget Band New Hazelton C-B $323,444, Halalt Band Chemainus C-B $75,800, Halfway River Band Wonowon C-B $98,000, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $274,720, Heart Lake Band Lac La Biche Alb $239,506, Heiltsuk Band Waglisla C-B $1,096,500, Henvey Inlet Band Pickerel Ont $81,458, Heron Bay Indian Band Heron Bay Ont $759,000, Hesquiaht Band Tofino C-B $65,000, Hobbema Four Bands Hobbema Alb $1,513,100, Hollow Water Band Wanipigow Man $1,505,809, Indian Birch Band Birch River Man $102,398, Indian Island Band Rexton N-B $198,230, Interlake Resource Tribal Council Inc Ashern Man $102,375, Interlake Tribal Division for Schools Inc Ashern Man $208,000, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $1,574,584, Iskut Band Iskut C-B $264,634, Island Lake Band Loon Lake Sask $190,878, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $170,000, Islington Band Whitedog Ont $883,000, Jackhead Band Dallas Man $157,267, James Smith Band Kinistino Sask $450,400, Janvier Band Chard Alb $533,500, John Smith Band Birch Hills Sask $202,878, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $151,252, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $228,635, Kamloops Band Kamloops C-B $223,800, Kasabonika Band Kasabonika Ont $347,800, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $758,850, Kashechewan Band Kashechewan Ont $831,890, Katzie Band Pitt Meadows C-B $344,869, Keeseekoose Band Kamsack Sask $289,704, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $191,445, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $130,000, Kehewin Band Bonnyville Alb $1,656,196, Key Band Norquay Sask $161,975, Kincolith Band Kincolith C-B $524,150, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $185,700, Kingsclear Band Frédéricton N-B $293,860, Kingsgrove Construction Inc Winnipeg Man $98,620, Kinistino Band Chagoness Sask $151,257, Kipawa Band Council Témiscaming Qué $141,195, Kispiox Band Hazelton C-B $210,610, Kitamaat Band Kitamaat C-B $481,335, Kitasoo Band Klemtu C-B $774,500, Kitkatla Band Kitkatla C-B $396,580, Kitsegukla Band South Hazelton C-B $570,655, Kitsumkalum Band Terrace C-B $104,810, Kitwancool Band Kitwanga C-B $250,971, Kluane Tribal Council Burwash Landing TY $180,445, Kwakiutl Band Port Hardy C-B $435,419, Kwanlin Dun Band Whitehorse TY $782,630, Kwicksutaineuk Band Simoon Sound C-B $89,231, Kyuquot Band Kyuquot C-B $687,039, La Romaine Band La Romaine Qué $676,292, Lac La Croix Band Fort Frances Ont $240,200, Lac La Hache Band Wollaston Lake Sask $102,020, Lac La Ronge Band Lac La Ronge Sask $1,536,014, Lac Seul Band Hudson Ont $1,118,700, Lac Simon Band Louvicourt Qué $351,000, Lakalzap Band Greenville C-B $477,486, Lake Babine Band Burns Lake C-B $68,120, Lake Manitoba Band Vogar Man $298,575, Lake St Martin Band Gypsumville Man $325,929, Lansdowne House Settlement Band Via Pickle Lake Ont $173,500, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $493,440, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $140,743, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $1,547,872, Liard Indian Band Watson Lake TY $482,585, Little Black River Band O'Hanley Man $104,145, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $534,886, Little Pine Band Paynton Sask $244,878, Little Red River Band High Level Alb $2,100,424, Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY $325,988, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $127,017, Long Lake 58 Band Long Lac Ont $426,200, Long Plain Band Edwin Man $155,887, Long Pt Band Council Winneway River Qué $681,599, Lower Kootenay Band Creston C-B $104,500, Lower Nicola Band Merritt C-B $271,100, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $77,000, Lubicon Lake Band Peace River Alb $140,120, Lytton Band Lytton C-B $582,000, Magnetawan Band Britte Ont $80,076, Makivik Corporation Montréal Qué $300,000, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $180,065, Manitoba Hydro Winnipeg Man $2,167,869, Manouane Band Manouane Qué $229,218, Marieval Community Education Centre Yorkton Sask $245,089, Martin Falls Band Ogaki Post Via Nakina Ont $71,000, Masset Band Masset C-B $537,870, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $868,802, Mattagami Band Gogama Ont $126,300, Mayo Indian Band Mayo TY $327,427, McLeod Lake Band Prince George C-B $110,998, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $152,800, Membertou Band Sydney N-É $249,605, Metlakatla Band Prince Rupert C-B $455,860, Miawpukek (Conne River) Band Conne River T-N $747,577, Micmacs of Maria Band Council Maria Qué $396,640, Mid North Development Corporation Cross Lake Man $87,587, Ministère de L'Éducation Québec Qué $9,346,000, Min de L'Environnement Gouv Québec Québec Qué $125,723, Mingan Band Mingan Qué $913,017, Mississauga Band Blind River Ont $162,360, Mississaugas of the New Credit Band Hagersville Ont $208,115, Mistawasis Band Leask Sask $313,486, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $2,766,967, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $761,148, Montagnais Lac St-Jean Pointe-Bleue Qué $3,213,680, Montagnais Les Escoumins Les Escoumins Qué $322,276, Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué $417,000, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Sept-Îles Qué $1,838,872, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $830,392, Moose Deer Point Band Mactier Ont $84,747, Moose Factory Band Moose Factory Ont $1,702,490, Moose Lake Band Moose Lake Man $144,542, Moose Woods Band Saskatoon Sask $110,439, Moosomin Band Cochin Sask $524,505, Moravian of the Thames Band Thamesville Ont $105,000, Moricetown Band Smithers C-B $321,695, Mosquito Band Cando Sask $470,272, Mount Currie Band Mount Currie C-B $655,114, Mowachat Band Gold River C-B $50,000, Munceys of the Thames Band Muncey Ont $314,800, Muscowpetung Band Edenwold Sask $220,878, Muskeg Lake Band Leask Sask $367,767, Muskowekwan Band Lestock Sask $231,691, Muskowekwan Education Centre Lestock Sask $334,800, Muskrat Dam Band Via Pickle Lake Ont $466,700, Musqueam Band Vancouver C-B $265,714, Naicatchewein Band Delvin Ont $194,250, Nanaimo Band Nanaimo

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

C-B $290,450, Natashquan Bande Natashquan Qué $306,660, Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $175,280, Nazko Band Quesnel C-B $73,999, Necoslie Band Fort St James C-B $275,994, Nelson House Band Nelson House Man $578,310, Nelson House Education Authority Nelson House Man $94,100, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $125,961, Neskainlith Band Chase C-B $487,600, Nicickousemenecaning Band Fort Frances Ont $947,500, Nicola Valley Indian Administration Merritt C-B $52,000, Nicomen Band Lytton C-B $102,200, Nikaneet Band Maple Creek Sask $241,426, Nimpkish Band Alert Bay C-B $767,375, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $172,748, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $466,700, North Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont $280,300, North Thompson Band Barriere C-B $130,500, Northern Flood Committee Inc Winnipeg Man $3,040,885, Northlands Band Lac Brochet Man $484,964, Northlands School Division No 61 Peace River Alb $525,000, Northwest Angle 33 Band Angle Inlet Minn É-U $317,900, Northwest Angle 37 Band Oak Island Minn É-U $69,200, Norway House Band Norway House Man $1,487,073, Nut Lake Band Rose Valley Sask $402,130, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $1,065,476, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $228,553, Obedjiwan Band Obedjiwan Qué $378,217, Ochapowace Band Broadview Sask $98,300, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $211,868, Odanak Band Odanak Qué $138,402, Ohiaht Band Bamfield C-B $83,950, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $555,375, Okanagan Band Vernon C-B $552,989, Okanese Band Balcarres Sask $209,639, Old Crow Indian Band Old Crow TY $156,053, On Reserve Housing Code Toronto Ont $55,900, One Arrow Band Batoche Sask $228,065, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $629,495, Onion Lake Band Lloydminster Sask $662,256, Ontario Hydro Toronto Ont $442,862, Opasquiak Education Authority Inc The Pas Man $198,100, Oromocto Band Oromocto N-B $68,090, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $669,766, Osoyoos Band Oliver C-B $88,869, Weekano Band Port Hardy C-B $347,666, Oxford House Band Oxford House Man $1,514,420, Pabineau Band Bathurst N-B $90,727, Pacheenaht Band Port Renfrew C-B $60,900, Parry Island Band Parry Sound Ont $52,358, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $415,704, Paul Band Duffield Alb $128,700, Pavilion Band Cache Creek C-B $159,696, Pays Plat Band Schreiber Ont $109,000, Peepeekisis Band Balcarres Sask $396,130, Peguis Band Hodgson Man $783,661, Peguis School Board Hodgson Man $157,125, Peigan Band Brocket Alb $1,650,735, Pelican Lake Band Leoville Sask $250,574, Penelakut Band Chemainus C-B $369,100, Penticton Band Penticton C-B $110,000, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $1,144,800, Piapot Band Cupar Sask $466,130, Pic Mobert Band Mobert Ont $305,543, Pictou Landing Band Trenton N-É $120,000, Pikangikum Band Pikangikum Ont $737,600, Pine Creek Band Camperville Man $311,356, Poorman Band Quinton Sask $628,069, Poplar Hill Band Via Pickle Lake Ont $184,100, Poplar River Band Negginan Man $235,686, Poundmaker Band Cutknife Sask $260,933, Prince Albert District Chiefs Management Co Ltd Prince Albert Sask $143,000, Prophet River Band Fort Nelson C-B $60,570, Province du Manitoba Winnipeg Man $1,685,800, Qu'Appelle Indian Residential School Lebret Sask $101,400, Quatsino Band Coal Harbour C-B $118,377, Quesnel Band Quesnel C-B $132,587, Rainy River Band Emo Ont $387,850, Rat Portage Band Kenora Ont $118,000, Red Bank Band Red Bank N-B $171,954, Red Earth Band Carrot River Sask $739,414, Red Pheasant Band Cando Sask $355,865, Red Rock Band Nippigon Ont $114,400, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $487,732, Restigouche Band Council Restigouche Qué $924,300, River Desert Band Council Maniwaki Qué $971,580, Rocky Bay Band MacDiarmid Ont $120,200, Rolling River Band Erickson Man $217,625, Roseau River Band Ginew Man $865,507, Ross River Indian Band Ross River TY $277,840, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $417,200, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $1,543,146, Sagkeeng Education Authority Pine Falls Man $59,500, Sakimay Band Grenfell Sask $317,000, Sandy Bay Band Marius Man $1,026,238, Sandy Bay Education Authority Marius Man $185,000, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $1,574,380, Sarcee Band Calgary Alb $380,400, Saugeen Band Southampton Ont $273,095, Saulteau Band Chetwynd C-B $215,000, Saulteaux Band Cochin Sask $340,852, Scowlitz Band Lake Errock C-B $97,500, Seabird Island Band Agassiz C-B $310,600, Sechelt Band Sechelt C-B $439,000, Seine River Band Mine Centre Ont $195,180, Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY $313,006, Serpent River Band Cutler Ont $80,076, Seton Lake Band Shalalth C-B $231,844, Shamattawa Band Shamattawa Man $297,564, Shawanaga Band Nobel Ont $250,500, Sheshaht Band Port Alberni C-B $105,000, Sheshegwaning Band Sheshegwaning Ont $211,800, Shoal Lake 39 Band Kejick Ont $418,000, Shoal Lake 40 Band Kejick Ont $256,500, Shoal Lake Band Carrot River Sask $127,252, Shoal River Band Pelican Rapids Man $261,796, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $212,000, Shuswap Band Invermere C-B $79,000, Sioux Valley Band Criswold Man $497,075, Siska Band Lytton C-B $58,900, Six Nations of the Grand River Band Hagersville Ont $1,804,120, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs of Oka Oka Qué $377,216, Skeetchestn Band Savona C-B $107,500, Skidegate Band Queen Charlotte C-B $421,820, Skookumchuck Band Mission C-B $198,000, Sliammon Band Powell River C-B $246,066, Soda Creek Band Williams Lake C-B $87,730, Songhees Band Victoria C-B $95,400, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $98,175, Southeast Tribal Division for School Inc Winnipeg Man $80,500, Spallumcheen Band Enderby C-B $89,900, Spanish River Band Massey Ont $1,325,761, Split Lake Band Split Lake Man $1,095,784, Squamish Band Squamish C-B $259,300, St Augustin Band Council St-Augustin Qué $275,200, St Marys Band Cranbrook C-B $71,100, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $796,387, St Mary's Band Frédéricton N-B $439,624, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $255,691, Starblanket Band Balcarres Sask $69,626, Stallaquo Band Fraser Lake C-B $212,098, Stone Band Hanceville C-B $123,000, Stoney Band Morley Alb $1,253,196, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $307,249, Stoney Rapids Band Black Lake Sask $486,730, Stuart-Trembleur Lake Band Fort St James C-B $391,994, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $952,766, Sucker Creek Band Little Current Ont $233,492, Sumas Band Abbotsford C-B $428,938, Summer Beaver Settlement Band Via Pickle Lake Ont $127,300, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $1,022,000, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $90,000, Swan Lake Band Swan Lake Man $138,860, Sweetgrass Band Gallivan Sask $215,465, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $166,078, Takla Lake Band Takla Landing C-B $523,320, Taku River Tlingit Band Atlin C-B $171,444, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $363,665, Temagami Band Bear Island Via Temagami Ont $79,600, Teslin Indian Band Teslin TY $312,951, The Pas Band The Pas Man $794,570, The Treasurer of Ontario Toronto Ont $101,981, Thunderchild Band Turtleford Sask $337,491, Témiscaming Band Council Notre-Dame-Du-Nord Qué $242,175, Tobique Band Perth-Andover N-B $689,070, Toosey Band Riske Creek C-B $211,233, Truro Band Truro N-É $238,921, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $106,000, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $282,231, Tsawwassen Band Delta C-B $579,869, Tsulquate Band Port Hardy C-B $413,700, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $85,300, Uchucklesaht Band Port Alberni C-B $205,643, Ucluelet Band Ucluelet C-B $376,500, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $215,469, United Native Nations Local 143 Watson Lake TY $433,735, United Native Nations Local 167 Cassiar C-B $205,796, Upper Nicola Band Merritt C-B $299,650, Valley River Band Shortdale Man $309,445, Wa Wa Taik Building Supplies Ltd Scanterbury Man $965,523, Wabigoon Band Dinorwic Ont $59,200, Wabuskang Band Kenora Ont $109,600, Wagmatcook Band Baddeck

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

N-É $216,450, Wahpeton Band Prince Albert Sask $221,591, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $600,800, Wasagamack Band Wasagamack Man $391,984, Washagamis Bay Band Keewatin Ont $65,000, Waterhen Band Skownan Man $402,695, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $771,778, Waywayseecappo Band Rossburn Man $292,373, Webequie Band Webequie Via Pickle Lake Ont $82,000, Webequie Settlement Band Webequie Via Pickle Lake Ont $350,600, Weenusk Band Winisk Ont $345,800, Wepekeka Band Angling Lake Ont $792,616, West Bay Band Excelsior Ont $1,156,944, West Moberly Lake Band Moberly Lake C-B $280,000, West Region Tribal Council Inc Dauphin Man $233,060, Westbank Band Kelowna C-B $70,000, Weymontachie Band Sanmaur Qué $800,314, Whe-La-La-U Area Council Alert Bay C-B $141,693, White Bear Band Carlyle Sask $1,662,100, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $477,500, Whitefish Lake Band Naughton Ont $51,184, Whitefish Lake Band 128 Goodfish Lake Alb $862,040, Whitefish Lake Band 459 Atikameg Alb $175,000, Whitefish River Band Birch Island Ont $242,968, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $405,675, Wikwemikong Development Wikwemikong Ont $62,900, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $1,451,500, Williams Lake Band Williams Lake C-B $131,875, Woodstock Band Woodstock N-B $129,270, Wunnumin Band Wunnumin Lake Ont $1,468,086, Wunnumin Lake Band Wunnumin Lake Ont $185,700, York Factory Band York Landing Man $145,782.

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et corporations, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires—Entretien et fonctionnement $90,854,031—Abitibiwinni Band Abitibiwinni Qué $79,173, Adams Lake Band Chase C-B $57,817, Ahousaht Band Ahousaht C-B $201,208, Alberta Municipal Affairs Fort McMurray Alb $472,282, Alexander Band Morinville Alb $224,211, Alexis Band Glenevis Alb $133,934, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $163,136, Anaham Band Alexis Creek C-B $164,052, Anspayawx School Society Hazelton C-B $80,380, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $588,895, Austin Airways Ltd Timmins Ont $141,890, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $95,589, Beardy's Band Duck Lake Sask $232,256, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $124,249, Beausoleil Band Via Penetanguishene Ont $74,972, Beaver Lake Band Lac La Biche Alb $274,365, Bella Bella Community School Society Waglisla C-B $346,100, Bella Coola Band Bella Coola C-B $185,981, Berens River Band Berens River Man $143,542, Betsiamites Band Betsiamites Qué $792,032, Big C Band La Loche Sask $75,200, Big Cove Band Big Cove N-B $441,488, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $477,570, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $225,445, Blackfoot Band Gleichen Alb $819,305, Blood Band Stand Off Alb $1,146,341, Bloodvein Band Bloodvein Man $181,753, Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb $288,000, Blueberry River Band Buick C-B $51,840, Boyer River Band High Level Alb $103,598, Brokenhead Band Scanterbury Man $74,488, Buffalo Point Band Middleboro Man $60,998, Buffalo River Band Buffalo River Sask $222,800, Burnt Church Band Lagaceville N-B $279,298, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $214,934, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $83,385, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $162,600, Canyon City Band Terrace C-B $51,916, Carrier-Sekani Tribal Council Prince George C-B $59,289, Carry the Kettle Band Sintaluta Sask $135,047, Cat Lake Band Cat Lake Ont $112,492, Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY $142,672, Chapel Island Band St Peter's N-É $73,601, Chehalis Band Agassiz C-B $167,216, Chemainus Band Ladysmith C-B $109,497, Chemawawin Band Easterville Man $171,317, Chippewas of Kettle and Stony Point Band Forest Ont $86,038, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $151,446, Chippewas of Rama Band Rama Ont $94,550, Chippewas of the Thames Band Muncey Ont $158,995, City of Frédéricton Frédéricton N-B $182,216, City of Sydney Sydney N-É $78,077, Clayoquot Band Tofino C-B $72,685, Cold Lake First Nations Grand Centre Alb $270,478, Coldwater Band Merritt C-B $82,261, Conseil de la Police Amérindienne Pt-Bleue Qué $2,764,002, Constance Lake Band Calstock Ont $61,100, Coqualeetza Cultural Centre Sardis C-B $75,500, Cote Band Kamsack Sask $184,397, Couchiching Band Fort Frances Ont $218,703, Cowessess Band Broadview Sask $135,521, Cowichan Band Duncan C-B $167,349, Crane River Band Crane River Man $72,655, Cree Band Fort Chipewyan Alb $88,678, Cross Lake Band Cross Lake Man $663,250, Cumberland House Band Cumberland House Sask $75,553, Curve Lake Band Curve Lake Ont $78,880, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $883,508, Dauphin River Local Education Authority Inc Gypsumville Man $76,440, Dawson Indian Band Dawson City TY $64,380, Deer Lake Band Deer Lake Via Red Lake Ont $76,746, Dene Tha Band Chateh Alb $150,129, Ditidaht Band Port Alberni C-B $90,881, Dokis Band Monetville Ont $73,231, Douglas Band Tippella Harrison Lake C-B $52,670, Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man $90,213, Eel Ground Band Newcastle N-B $147,831, English River Band Patuanak Sask $167,300, Eskasoni Band Eskasoni N-É $694,466, Fairford Band Fairford Man $190,662, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $455,000, Fisher River Band Koostatak Man $132,231, Fisher River Education Authority Koostatak Man $225,752, Fishing Lake Band Wadena Sask $60,296, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $96,000, Fond Du Lac Band Prince Albert Sask $138,674, Fort Albany Band Fort Albany Ont $122,730, Fort Alexander Band Pine Falls Man $303,977, Fort Hope Band Fort Hope Via Pickle Lake Ont $299,488, Fort McKay Band Fort McMurray Alb $58,984, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $131,195, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $91,463, Fort Qu'Appelle District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $84,500, Fort Severn Band Fort Severn Ont $170,532, Fort Ware Band Fort Ware C-B $120,953, Fort William Band Thunder Bay Ont $104,979, Fountain Band Lillooet C-B $70,690, Fox Lake Band Gillam Man $74,062, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $61,366, Frog Lake Band Frog Lake Alb $336,570, Garden Hill Band Island Lake Man $100,324, Gitanmaax Band Hazelton C-B $51,231, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $118,924, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $279,063, God's River Band God's River Man $87,786, Gordon Band Punnichy Sask $264,205, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $266,380, Half-Way River Band Wonowon C-B $64,594, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $176,427, Heart Lake Band Lac La Biche Alb $150,736, Heiltsuk Band Waglisla C-B $172,913, Hesquiaht Band Tofino C-B $104,953, Hollow Water Band Wanipigow Man $103,581, Housing Inspection and Advisory Toronto Ont $134,634, Huisson Aviation Ltd Timmins Ont $118,700, Ingenika Band Vanderhoof C-B $72,500, Interlake Tribal Division for School Inc Ashern Man $137,213, Iroquois of St Regis Band Cornwall Ont $907,313, Iskut Band Iskut C-B $93,767, Island Lake Band Loon Lake Sask $123,900, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $105,000, Islington Band Whitedog Ont $147,538, Jackhead Band Dallas Man $116,779, James Smith Band Kinistino Sask $312,165, Janvier Band Chard Alb $97,781, John Smith Band Birch Hill Sask $141,035, J Bighead Band Pierceland Sask $115,500, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $89,548, Kamloops Band Kamloops C-B $195,690, Kasabonika Lake Band Kasabonika Lake Ont $279,448, Kashechewan Band Kashechewan Ont $268,660, Keeseekoose Band Kamsack Sask $191,896, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $73,350, Kehewin Band Bonnyville Alb $249,527, Key Band Norquay Sask $86,367, Kincolith Band Kincolith C-B $90,259, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $137,459, Kingsclear Band Frédéricton N-B $132,264, Kinistino Band Chagoness Sask $56,252, Kispiox Band Hazelton C-B $82,239, Kitamaat Band Kitamaat C-B $132,339, Kitasoo Band Klemtu C-B $265,365, Kitkatla Band Kitkatla C-B $82,625, Kitsumkalum Band Terrace

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

C-B $50,784, Kitwancool Band Kitwanga C-B $50,464, Kluane Tribal Council Burwash Landing TY $74,200, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY $334,300, Kyuquot Band Kyuquot C-B $85,159, La Romaine Band La Romaine Qué $71,111, Lac La Croix Band Fort Frances Ont $126,100, Lac La Hache Band Wollaston Lake Sask $52,760, Lac La Ronge Band Lac La Ronge Sask $668,087, Lac Simon Band Louvicourt Qué $71,564, Lac Seul Band Hudson Ont $62,975, Lakalzap Band Greenville C-B $75,657, Lake Babine Band Burns Lake C-B $91,057, Lake Manitoba Education Authority Vogar Man $195,424, Lake St Martin Band Gypsumville Man $109,520, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $202,351, Lennox Island Band Lennox Island Î-P-É $80,725, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $701,606, Liard Indian Band Watson Lake TY $169,500, Little Black Bear Band Goodeve Sask $83,070, Little Black River Band O'Hanley Man $73,909, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $145,933, Little Pine Band Paynton Sask $199,136, Little Red River Band Level Alb $606,158, Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY $109,250, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $84,610, Long Lake 58 Band Long Lac Ont $133,600, Long Lake 77 Band Long Lac Ont $61,100, Long Plain Band Edwin Man $248,422, Long Plain Education Authority Edwin Man $75,529, Long Point Band Council Winneway River Qué $148,857, Lower Nicola Band Merritt C-B $96,359, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $58,861, Lytton Band Lytton C-B $114,843, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $114,800, Manouane Band Manouane Qué $195,333, Marieval Community Education Centre Yorkton Sask $298,266, Martin Falls Band Ogoki Post Via Nakina Ont $136,910, Masset Band Masset C-B $250,176, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $557,259, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $278,800, Niawpukek (Conne River) Band Conne River T-N $62,400, Micmacs of Maria Band Council Maria Qué $79,093, Mingan Band Mingan Qué $147,432, Ministre des Finances Frédéricton N-B $192,720, Ministre des Finances Québec Qué $8,000,000, Mississaugas of the New Credit Band Hagersville Ont $62,000, Mistawasis Band Leask Sask $209,757, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $1,505,648, Mohawk of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $289,534, Montagnais Lac St-Jean Pointe-Bleue Qué $768,261, Montagnais Schefferville Schefferville Qué $87,110, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Sept-Îles Qué $396,960, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $287,495, Moose Factory Band Moose Factory Ont $84,011, Moose Lake Band Moose Lake Man $118,477, Moosomin Band Cochin Sask $218,495, Moricetown Band Smithers C-B $82,687, Mosquito Band Cando Sask $150,865, Mount Currie Band Mount Currie C-B $310,557, Muscowpetung Band Edenwold Sask $127,033, Muskeg Lake Band Leask Sask $112,935, Muskowekwan Band Lestock Sask $80,516, Muskowekwan Education Centre Lestock Sask $248,300, Muskrat Dam Band Via Pickle Lake Ont $79,296, Musqueam Band Vancouver C-B $98,408, Nanaimo Band Nanaimo C-B $57,158, Natashquan Band Natashquan Qué $93,075, Nation Huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $365,219, Nazko Band Quesnel C-B $55,734, Necoslie Band Fort St James C-B $66,193, Nelson House Band Nelson House Man $258,444, Nelson House Education Authority Nelson House Man $222,000, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $113,820, Nikaneet Band Maple Creek Sask $52,412, Nimpkish Band Alert Bay C-B $189,455, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $439,000, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $129,301, North Coast District Council Prince Rupert C-B $50,053, North Thompson Band Barriere C-B $58,083, Northland Band Lac Brochet Man $91,148, Northwest Angle 33 Band Angle Inlet Minn É-U $252,630, Northwest Angle 37 Band Oak Island Minn É-U $76,646, Norway House Band Norway House Man $408,789, Nut Lake Band Rose Valley Sask $130,641, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $55,570, Obedjiwan Band Roberval Qué $238,323, Ochapowace Band Broadview Sask $95,727, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $145,487, Odanak Band Odanak Qué $54,508, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $124,547, Okanagan Band Vernon C-B $127,040, Okanese Band Balcarres Sask $61,161, Old Crow Indian Band Old Crow TY $151,725, On Reserve Housing Code Toronto Ont $315,530, One Arrow Band Batoche Sask $119,635, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $256,568, Onion Lake Band Lloydminster Sask $772,257, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $66,202, Osoyoos Band Oliver C-B $51,337, Oweekano Band Port Hardy C-B $57,940, Oxford House Band Oxford House Man $198,953, Parry Island Band Parry Sound Ont $253,961, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $121,763, Paul Band Duffield Alb $148,808, Pavilion Band Cache Creek C-B $64,421, Peepeekisis Band Balcarres Sask $202,969, Peguis School Board Hodgson Man $273,609, Peigan Band Brocket Alb $561,769, Pelican Lake Band Leoville Sask $62,825, Penelakut Band Chemainus C-B $138,759, Penticton Band Penticton C-B $75,031, Pequis Band Hodgson Man $427,995, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $393,654, Piapot Band Cupar Sask $167,212, Pic Mobert Indian Band Mobert Ont $58,818, Pictou Landing Band Trenton N-É $51,613, Pikangikum Band Pikangikum Ont $126,425, Pine Creek Band Camperville Man $87,440, Pine Creek Education Authority Camperville Man $127,588, Poorman Band Quinton Sask $261,935, Poplar River Band Negginan Man $173,625, Poundmaker Band Cutknife Sask $230,303, Prince Albert District Chief Prince Albert Sask $420,354, Qu'Appelle Indian Residential School Lebret Sask $322,400, Rainy River Band Emo Ont $96,110, Rat Portage Band Kenora Ont $83,590, Red Bank Band Red Bank N-B $131,538, Red Earth Band Carrot River Sask $364,064, Red Pheasant Band Cando Sask $170,837, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $67,286, Restigouche Band Council Restigouche Qué $182,462, River Desert Band Council Maniwaki Qué $419,749, Rolling River Band Erickson Man $119,850, Roseau River Band Ginew Man $254,355, Ross River Indian Band Ross River TY $89,100, Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B $74,893, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $280,483, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $605,928, Sagkeeng Education Authority Pine Falls Man $413,150, Sakimay Band Grenfell Sask $114,773, Sandy Bay Band Marius Man $203,623, Sandy Bay Education Authority Marius Man $254,871, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $424,153, Sarcee Band Calgary Alb $353,892, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $90,000, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $213,821, Saugeen Band Southampton Ont $65,015, Saulteaux Band Cochin Sask $150,616, Seabird Island Band Agassiz C-B $125,690, Sechelt Band Sechelt C-B $113,390, Seine River Band Mine Centre Ont $53,325, Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY $76,125, Serpent River Band Cutler Ont $137,173, Seton Lake Band Shalalth C-B $213,264, Sheshaht Band Port Alberni C-B $87,249, Shibogama Tribal Council Sioux Lookout Ont $103,787, Shoal Lake 39 Band Kejik Ont $88,100, Shoal Lake Band Carrot River Sask $149,551, Shoal River Band Pelican Rapids Man $87,720, Shubenacadie Band Shubenacadie N-É $124,460, Shuswap Band Invermere C-B $59,268, Sioux Valley Band Griswold Man $58,026, Sioux Valley Education Authority Griswold Man $84,652, Six Nations of the Grand River Band Ohsweken Ont $581,148, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs of Oka Oka Qué $50,730, Skidegate Band Queen Charlotte C-B $97,242, Sliammon Band Powell River C-B $96,805, Soda Creek Band Williams Lake C-B $59,393, Solicitor General of Ont Toronto Ont $3,916,000, Southeast Tribal Division for Schools Inc Winnipeg Man $810,594, Spallumcheen Band Enderby C-B $110,765, Spanish River Band Massey Ont $186,076, Split Lake Band Split Lake Man $262,990, Squamish Band Squamish C-B $100,940, St Mary's Band Cranbrook C-B $54,495, St Michaels Board of Directors Duck Lake Sask $93,145, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $135,186, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $146,355, Starblanket Band Balcarres Sask $73,217, Stoney

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Band Morley Alb $174,353, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $117,698, Stony Rapids Band Black Lake Sask $128,884, Stuart-Trembleur Lake Band Fort St James C-B $241,080, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $272,379, Sucker Creek Band Little Current Ont $87,502, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $181,115, Swan Lake Band Swan Lake Man $254,935, Sweetgrass Band Gallivan Sask $230,188, Takla Lake Band Takla Landing C-B $65,015, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $196,896, Teslin Indian Band Teslin TY $76,775, The Pas Band The Pas Man $455,425, Thunderchild Band Turtleford Sask $343,396, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $68,155, Tobique Band Perth-Andover N-B $253,369, Town of Truro Truro N-É $171,635, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $74,221, Tsulquate Band Port Hardy C-B $50,588, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $51,800, Ucluelet Band Ucluelet C-B $58,692, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $119,129, United Native Nations Local 143 Watson Lake TY $144,750, United Native Nations Local 167 Cassiar C-B $119,966, Upper Nicola Band Merritt C-B $94,189, Valley River Band Shortdale Man $146,067, Wagmatcook Band Baddeck N-É $79,157, Wahpeton Band Prince Albert Sask $110,469, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $266,996, Wasagamack Band Wasagamack Man $128,729, Waterhen Band Skownan Man $86,050, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $148,400, Waywayseecappo Band Rossburg Man $267,650, Waywayseecappo Education Authority Rossburn Man $192,110, Weenusk Band Winisk Ont $266,453, Wepekeka Band Angling Lake Ont $70,016, West Bay Band Excelsior Ont $163,635, Westbank Band Kelowna C-B $50,263, Weymontachie Band Sanmaur Qué $210,843, White Bear Band Carlyle Sask $308,035, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $398,900, Whitefish Lake Band No 128 Goodfish Lake Alb $202,550, Whycocomagh Band Whycocomagh N-É $115,092, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $474,192, Williams Lake Band Williams Lake C-B $95,419, Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont $67,191, Woodstock Band Woodstock N-B $50,447, Wunnumin Lake Band Wunnumin Lake Ont $259,910, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $65,000, York Factory Band York Landing Man $61,145, Yorkton District Chiefs Yorkton Sask $52,900.

Contributions à la province de Québec relativement aux logements des Inuit en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois $3,600,000—Conseil Exécutif Gouvernement Québec Québec Qué $3,600,000.

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $46,556,671

Subventions à des particuliers ou à des organisations pour l'avancement de la culture indienne et de la culture inuit $49,182

Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord $825,000—Université d'Edmonton Edmonton Alb $52,000, Université Laval Québec Qué $58,000, Université McGill Montréal Qué $52,000, Université de Toronto Toronto Ont $57,000.

Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le Nord dans les universités canadiennes $180,000—Association des universités canadiennes Ottawa Ont $180,000.

Subvention sous forme de prix accordé à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente $5,000

Subvention au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour appuyer le parrainage d'une assemblée des jeunes des territoires en commémoration de l'Année internationale de la jeunesse $60,000—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $60,000.

Subvention à la Dixième conférence nationale sur la mise en valeur du Nord $10,000

Subvention à la Yukon Conservation Society afin de favoriser la conservation des ressources naturelles du Yukon $12,000

Subvention au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions $80,000—Canadian Arctic Producers Ltd Ottawa Ont $80,000.

Subventions de $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours de formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents en vue d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection $40,000

Subvention à la Territories Accident Prevention Association $5,000

Subvention à l'Association des prospecteurs du Yukon $2,000

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit $13,404,741—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $13,404,741.

Contribution au gouvernement du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens $1,484,869—Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $1,484,869.

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit $2,620,744—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $2,620,744.

Contribution au gouvernement du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens $367,088—Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $367,088.

Contribution au gouvernement du Yukon pour l'achat ou la location de maisons à prix modique $269,410—Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $269,410.

Contribution aux associations des Autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'exécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées sur les questions relatives au développement du Nord $137,481—Beverly & Kaminuriak Cariboo Management Board Ottawa Ont $52,274, Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont $52,500.

Contribution aux associations inuit pour leur permettre d'exécuter des programmes selon les objectifs et les critères établis pour le programme des centres d'éducation en culture autochtone $454,000—Inuit Cultural Institute Eskino Point TN-O $400,000, Labrador Inuit Association Nain T-N $54,000.

Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest relativement au projet du pipeline de Norman Wells $1,002,000—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,002,000.

Contribution à des groupes autochtones et autres, pour leur permettre de se préparer et de participer à la revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures $14,936

Contribution à des particuliers, groupes, associations, sociétés ou coopératives inuit pour la mise en œuvre de nouvelles stratégies de production et de commercialisation de l'art et de l'artisanat inuit $324,236—Canadian Arctic Producers Ltd Ottawa Ont $176,148, West Baffin Eskimo Co-operative Ltd Toronto Ont $97,500.

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Contribution au Conseil canadien des arts esquimaux pour subvenir à leurs coûts de fonctionnement afin de leur permettre de renseigner les gouvernements et les organisations inuit au sujet du développement et de la protection de l'art inuit $85,000—Conseil canadien des arts esquimaux Ottawa Ont $85,000.

Contributions versées à des organisations inuit pour promouvoir l'épanouissement linguistique et culturel des Inuit $269,845—Avatag Cultural Institute Inukjuak Qué $80,245, Inuit Cultural Institute Eskimo Point TN-O $102,050.

Alliance constitutionnelle des Territoires du Nord-Ouest pour établir un consensus sur la division des Territoires du Nord-Ouest $896,154—Nunavut Constitutional Forum Yellowknife TN-O $373,254, Western Constitutional Forum Yellowknife TN-O $522,900.

Contribution à la Conférence circumpolaire inuit $199,500—Conférence circumpolaire inuit Ottawa Ont $199,500.

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour des projets spéciaux de création d'emplois $66,156

Contributions aux gouvernements territoriaux et à la Société Inuvialuit régionale pour permettre la mise en œuvre de la convention définitive des Inuvialuit $301,955—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $299,200.

Contribution au Conseil des Indiens du Yukon pour prendre part à la formation et à l'embauche des Autochtones $40,000

Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les projets de recherche et de planification dans le cadre du programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord (PIPGN) $2,486,270—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,781,292, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $704,978.

Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et autres bénéficiaires selon l'entente auxiliaire sur la mise en valeur des ressources naturelles $1,204,847—Chesterfield Inlet Fishermen's Federation Chesterfield Inlet TN-O $105,500, Dene Nation Yellowknife TN-O $117,319, Dogrib Rae Band Council Fort Rae TN-O $67,750, Fitz Smith Native Development Corporation Ltd Fort Smith TN-O $200,000, MacKenzie Delta Regional Council Inuvik TN-O $88,110, W & M Magrum Yellowknife TN-O $62,950, WR Dempster & Associates Ltd Edmonton Alb $62,950.

Contribution à des particuliers, groupes, associations, sociétés ou coopératives inuit aux fins du développement économique des Inuit canadiens $6,693,000—Canadian Arctic Co-operative Ltd Winnipeg Man $6,488,000, Enokhok Development Co-operative Ltd Frobisher Bay TN-O $100,000, Tahomik-Sahoenik Co-operative Ltd Yellowknife TN-O $95,000.

Contribution au gouvernement du Yukon relativement à l'entente Canada/Yukon sur le développement économique $120,696—Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $120,696.

Contribution aux Associations dénées et métis relativement au projet du pipeline de Norman Wells $3,184,881—Dene Nation Yellowknife TN-O $2,219,181, Metis Association des TN-O Yellowknife TN-O $965,700.

Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner les consommateurs domiciliaires d'électricité dans les communautés desservies par des génératrices fonctionnant au carburant diesel $3,459,214—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $2,299,214, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $1,160,000.

Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner la consommation de l'électricité par les petites entreprises commerciales non gouvernementales dans les collectivités isolées du Nord $265,769—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $153,769, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $112,000.

Contributions au Programme pour le recouvrement de l'industrie minière $3,000,000—Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $3,000,000.

Accords de subventions $845,609—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $200,000, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $189,379, Yukon Chamber of Mines Whitehorse TY $61,940.

Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $23,152

Contribution afin d'encourager et soutenir la participation directe des gouvernements des Territoires et les organisations autochtones dans le programme d'aménagement des Territoires du Nord $744,965—Committee for Aboriginal Peoples Entitlement Inuvik TN-O $50,000, Dene Nation Yellowknife TN-O $159,431, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $261,526, Metis Association of NWT Yellowknife TN-O $116,008, Tungavik Federation of Nunavut Ottawa Ont $100,000.

Contributions en vertu du paragraphe 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada pour de telles études environnementales ou sociales que le Ministre juge nécessaires $1,306,971—Canadian Resourcecon (1983) Ltd Vancouver C-B $82,250, Dobrocky Seatech Ltd Sidney C-B $92,172, ESL Environmental Sciences Ltd Vancouver C-B $139,818, L G L Ltd King City Ont $126,425, P N Research Projects Vancouver C-B $78,125, S L Rose Environmental Research Ltd Ottawa Ont $150,577, Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B $59,253, Viatec Resources Systems Inc Calgary Alb $160,862.

PROGRAMME DE TRANSFERTS AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX $586,178,215

Paiements au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours) $138,788,215—Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $138,788,215.

Paiement au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant être calculés selon lesdits accords et autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice courant (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours) $447,390,000—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $447,390,000.

PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES $36,737,633

Subventions aux bandes indiennes cries et naskapies du Québec $12,667,665—Chisasibi Band Fort George Qué $1,228,893, Cree Regional Authority Val d'Or Qué $3,942,718, Eastmain Band

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

Eastmain Qué $727,838, Great Whale River Band Nouveau Québec Qué $1,000,439, Mistassini Band Mistassini Lake Qué $1,372,161, Nemaska Band Nemaska Qué $694,262, Naskapi Band Schefferville Qué $849,841, Waskaganish Band Desmaraisville Qué $807,590, Waskaganish Band Rupert House Qué $979,146, Wemindji Band Wemindji Qué $1,064,244.

Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique $1,000,000—Société Inuvialuit régionale Inuvik TN-O $1,000,000.

Subventions aux sociétés cries de la Baie James du Québec relativement à la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec $6,587,000—Cree Regional Authority Val d'Or Qué $6,587,000.

Subventions aux bandes indiennes pour des revendications territoriales particulières $10,289,800—Mississauga of the Credit Hagersville Ont $289,800, Whitebear/Pheasant Rump/Ocean Man Trust Carlyle Sask $10,000,000.

Contributions aux revendicateurs des Autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations $4,490,220—Aboriginal Council of British Columbia Vancouver C-B $420,000, Association of Iroquois & Allied Indians London Ont $235,000, Confederation of Indians of Québec Restigouche Qué $50,000, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $80,000, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $537,500, Grand Council of the Crees of Québec Val d'Or Qué $50,000, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $280,000, Indian Association of Alberta Edmonton Alb $425,000, Nishnawake-Aski Nation Toronto Ont $207,000, Nl'Akapam Nation Tribal Council Lytton C-B $100,000, Plain Ojibway Treaty One Alliance Winnipeg Man $72,263, Six Nations Council Ohsweken Ont $175,000, Treaties & Aboriginal Rights Research Centre Winnipeg Man $507,861, Union of British Columbia Indian Chiefs Vancouver C-B $317,420, Union of New Brunswick Indians Frédéricton N-B $180,000, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $77,112, Union of Ontario Indians Toronto Ont $555,000.

Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour le suivi de l'implantation de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec $46,367

Contributions aux organisations considérées ou mises en place pour appliquer la convention définitive des Inuvialuit pour les coûts uniques et courants pour l'application de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique $1,656,581—Société Inuvialuit régionale Inuvik TN-O $1,656,581.

JUSTICE $66,181,656

Département $49,804,538

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE $49,804,538

Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration $4,000

Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour les fins de recherche $1,107

Subvention à la Commission internationale des juristes $18,500

Subvention à l'Institut international de droit d'expression française (IDEF) $1,500

Subventions à l'Association canadienne des chefs de police $17,000

Subventions à l'Académie de droit international de la Haye $12,000

Subvention au «British Institute of International and Comparative Law (CLAS)» $10,000

Subventions en vue d'encourager les étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois $81,279

Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridiques $257,302

Subventions au programme des bourses Duff-Rinfret $95,272

Subvention au Centre de traduction et de documentation juridiques $60,000

Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique $36,551,999—Trésoriers provinciaux de: Alberta $4,072,644, Colombie-Britannique $3,932,498, Manitoba $1,636,958, Nouveau-Brunswick $875,210, Terre-Neuve $814,284, Territoires du Nord-Ouest $415,000, Nouvelle-Écosse $1,612,452, Ontario $14,002,055, Île-du-Prince-Édouard $102,844, Saskatchewan $1,825,578, Territoire du Yukon $220,000, Québec $7,042,476.

Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été $235,359

Contributions au Conseil canadien de la documentation juridique $400,200

Contributions à l'Association canadienne des juges des cours provinciales $70,000

Contribution à l'association des Métis et aux indiens sans statut légal de la Sask $301,500

Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal $162,761

Contributions au programme de justice pour les victimes d'actes criminels violents $2,455,800

Contribution aux projets spéciaux d'aide juridique $15,468

Contributions au programme d'aide juridique des jeunes délinquants $4,500,772—Colombie-Britannique $425,000, Ontario $1,992,550, Nouveau-Brunswick $56,356, Terre-Neuve $212,692, Manitoba $474,500, Nouvelle-Écosse $396,000, Saskatchewan $195,093, Alberta $699,740.

Contributions à la justice pour les victimes $185,238

Contributions à la réforme du droit pénal—Fonds de condamnation $42,800

Contributions au Fonds d'information juridique $391,409

Contributions au programme d'aide juridique aux Autochtones et aux programmes relatifs aux Autochtones et aux responsables de l'administration de la justice $3,132,963—Territoires du Nord-Ouest $267,300, Colombie-Britannique $569,411, Manitoba $206,145, Terre-Neuve $70,487, Québec $384,421, Ontario $431,895, Saskatchewan $382,076, Alberta $758,548, Territoire du Yukon $62,680.

Contributions au Fonds de consultation et de préparation $237,139—Conseil canadien de la documentation juridique Ottawa Ont $75,000.

Contributions à la Société canadienne des sciences judiciaires $18,460

Contribution à l'Année internationale de la jeunesse $114,556

Contributions au Fonds pour la Loi sur les droits de la personne $340,554

Contributions au programme de rédaction des lois de l'Université d'Ottawa $89,600

JUSTICE—*Fin*

Commissaire à la magistrature fédérale $15,822,724

Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède dans l'exercice de ses fonctions, ou à des personnes à charge en vertu de l'approbation du Conseil du Trésor d'une somme équivalant au sixième du traitement du juge au moment de son décès $104,817

Pensions aux termes de la Loi sur les juges $15,717,907

Cour suprême du Canada $554,394

Pensions aux termes de la Loi sur les juges $554,394—D C Abbott Ottawa Ont $79,249, E M Hall Saskatoon Sask $79,249, R Martland Ottawa Ont $68,513, L-P Pigeon Ottawa Ont $65,880, R Ritchie Ottawa Ont $69,868, W F Spence Ottawa Ont $77,514.

TRAVAIL $74,709,475

Département $74,709,475

Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (prévention des accidents) $16,000

Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (recherches spéciales) $40,000

Subvention afin d'appuyer les activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de Travail Canada $79,535

Centre canadien du marché du travail et de la productivité Ottawa Ont $5,000,000

Subventions afin d'aider financièrement des organisations de travailleurs et des centrales syndicales à organiser des activités de formation $8,000

Subvention en vue d'appuyer le Conseil syndical du Commonwealth Londres Angleterre $30,000

Subvention en vue de financer des projets spéciaux qui mettent l'accent sur les femmes dans la population active $10,000

Paiement de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence de la part des importateurs, de la restructuration d'une industrie ou de graves perturbations économiques au niveau d'une industrie ou d'une région $59,678,479

Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins et à certains enfants à charge ainsi qu'en vue de prolonger des allocations à l'égard des enfants âgés de moins de 21 ans qui fréquentent l'école $10,265

Contribution aux programmes d'éducation syndicale du Congrès du travail du Canada $3,892,156—Congrès du travail du Canada Ottawa Ont $3,892,156.

Contributions aux organisations de travailleurs non affiliées au Congrès du travail du Canada en vue de promouvoir et d'améliorer les programmes d'éducation syndicale $1,213,580—Canadian Conference of Teamsters Vancouver C-B $163,212, Canadian Federation of Labour Ottawa Ont $397,465, Centrale de l'Enseignement du Québec Ste-Foy Qué $160,624, Centrale des Syndicats Démocratiques Montréal Qué $105,892, Confédération des Syndicats Nationaux Montréal Qué $386,387.

Contributions aux syndicats non affiliés à une organisation centrale de travailleurs et aux membres des syndicats à des fins d'éducation syndicale $1,221,479—Alberta Teachers' Assoc Edmonton Alb $60,556, British Columbia Teachers' Federation Vancouver C-B $55,695, Ontario Nurses' Assoc Toronto Ont $76,824, Ontario Secondary School Teachers' Federation Toronto Ont $67,232, Syndicat des Fonctionnaires Provinciaux du Québec Québec Qué $80,884, United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America Willowdale Ont $129,516.

Contributions aux projets relatifs à la qualité de la vie au travail $393,102—Dalhousie University Halifax N-É $81,075.

Contributions au Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique $399,300—Congrès du travail du Canada Ottawa Ont $399,300.

Contributions au programme d'éducation à la technologie $256,099—Congrès du Travail du Canada Ottawa Ont $198,099.

Contributions au Fonds de recherche sur les répercussions du changement technologique $1,832,317—BC Federation of Labour Burnaby C-B $60,000, Brotherhood of Railway and Airline Clerks Vancouver C-B $62,839, Canadian Assoc of Smelter and Allied Workers' Union Kitimat C-B $75,706, Canadian Union of Public Employees Ottawa Ont $66,845, Centrale de l'Enseignement du Québec Ste-Foy Qué $54,160, Cummunications Electronic Electrical Technical and Salaried Workers of Canada Ottawa Ont $55,000, Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) Montréal Qué $54,850, Hospital Employees' Union Vancouver C-B $61,109, International Woodworkers of America Vancouver C-B $66,325, Service Employees International Union Local 204 Toronto Ont $50,000, United Brotherhood of Carpenters Saskatoon Sask $59,084, United Fishermen and Allied Workers' Union Vancouver C-B $79,497, United Food and Commercial Workers—Retail Clerks Union Burnaby C-B $58,396, Université Laval Ste-Foy Qué $67,913, Vancouver Municipal and Regional Employees' Union Vancouver C-B $60,000, Women's Skill Development Society of BC Burnaby C-B $72,904.

Contribution au programme gouvernemental-syndical de détachement d'employés $629,163—Canadian Air Line Flight Attendants Assoc Vancouver C-B $53,930, Canadian Brotherhood of Railway Transport and General Workers Ottawa Ont $63,149, Canadian Union of Public Employees Ottawa Ont $79,954, International Assoc of Machinists and Aerospace Workers Ottawa Ont $56,040, National Union of Provincial Government Employees Ottawa Ont $55,084, Newfoundland Fishermen Food and Allied Workers' Union St John's T-N $64,053.

DÉFENSE NATIONALE $402,712,868

PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE $402,712,868

Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique $21,216

Mme Mary Whittington $200

Mme Eleanor F Nixon $1,048

M R P Thompson $8,943

Conférence des associations de défense Ottawa Ont $161,780

Ligue des cadets de l'armée du Canada Ottawa Ont $126,720

Ligue des cadets de l'air du Canada Ottawa Ont $126,720

Ligue navale du Canada Ottawa Ont $126,720

Association de la Marine royale du Canada Toronto Ont $9,490

Association des officiers de marine Toronto Ont $25,690

Association de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $34,255

Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada Ottawa Ont $10,285

Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $12,090

DÉFENSE NATIONALE—*Fin*

Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes $11,305

Sociétés de tir $159,849—Dominion of Canada Rifle Association Ottawa Ont $128,000.

Instituts militaires et des services unis $30,370

Universités canadiennes—Études de la science militaire $653,414—British Columbia Vancouver C-B $81,000, Calgary Calgary Alb $81,000, Dalhousie Halifax N-É $81,000, Laval Montréal Qué $81,000, Queen's Kingston Ont $81,000.

Institut canadien d'études stratégiques $50,000

Bourse de recherches—Planification d'urgence $51,554

Budgets militaires et agences de l'OTAN $47,735,942

Infrastructure de l'OTAN $66,829,880

Production de matériel devant être transféré au titre de l'aide mutuelle $6,123,581

Contributions aux provinces et aux territoires aux fins de la préparation d'urgence $10,023,627—Nouveau-Brunswick $931,317, Québec $1,200,691, Ontario $1,768,582, Manitoba $606,752, Saskatchewan $1,218,604, Alberta $594,927, TN-O $163,856, Terre-Neuve $2,538,601, Nouvelle-Écosse $76,717, Colombie-Britannique $827,090.

Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux $1,540,508—Gagetown N-B $165,000, Trenton Ont $175,422, Wainwright Alb $400,000, Petawawa Ont $428,000, Moose Jaw Sask $194,298, Esquimalt C-B $130,000.

Versements en vertu des parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense $6,510,569

Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires $262,327,112

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $25,726,417,167

Département $25,568,717,467

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $2,197,057

Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain $4,998

Subventions aux organismes internationaux $114,150—Assoc internationale de la sécurité sociale Genève Suisse $71,151.

Subvention au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues $366,000

Contribution au Conseil canadien de développement social $5,000

Contributions aux provinces et aux territoires en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des systèmes d'information en matière de bien-être social $1,706,909—British Columbia Ministry of Health Victoria C-B $65,000, British Columbia Ministry of Human Resources Victoria C-B $200,000, Manitoba Dept of Community Services and Corrections Winnipeg Man $160,000, Manitoba Dept of Employment and Economic Security Winnipeg Man $400,000, New Brunswick Dept of Social Services Frédéricton N-B $300,000, Newfoundland Dept of Social Services St John's T-N $286,074, Saskatchewan Dept of Social Services Régina Sask $228,835.

PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ $6,420,277,165

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $3,034,500—Alzheimer Society of Canada Toronto Ont $90,800, Arthritis Society Toronto Ont $95,000, Canada Safety Council Ottawa Ont $50,000, Canadian Council on Smoking and Health Ottawa Ont $60,000, Canadian Cystic Fibrosis Foundation Toronto Ont $100,000, Canadian Diabetes Association Toronto Ont $80,000, Canadian Friends of Schizophrenics Don Mills Ont $70,000, Canadian Hemophilia Society Hamilton Ont $105,000, Canadian Hospital Assoc Ottawa Ont $90,000, Canadian Institute of Child Health Ottawa Ont $50,000, Canadian Liver Foundation Toronto Ont $50,000, Canadian Lung Assoc Ottawa Ont $60,000, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $184,900, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $145,900, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $50,000, Canadian Sickle Cell Society Toronto Ont $50,000, Des Actions/Canada Montréal Qué $56,000, Huntington Society of Canada Cambridge Ont $110,000, Kidney Foundation of Canada Montréal Qué $102,400, Multiple Sclerosis Society of Canada Toronto Ont $120,000, Muscular Dystrophy Assoc of Canada Toronto Ont $70,000, Non-Smoker's Rights Assoc Toronto Ont $70,000, Osteoporosis Society of Canada Toronto Ont $50,000, Palliative Care Foundation Toronto Ont $100,000, Planned Parenthood Federation of Canada Ottawa Ont $175,000, Séréna Canada Ottawa Ont $90,000, St John Ambulance Assoc Ottawa Ont $50,000, Victorian Order of Nurses for Canada Ottawa Ont $59,500.

Versements en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé pour le Programme des services de santé assurés $5,311,457,000 (*voir* **APPENDICE 1**)

Paiements en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé pour le Programme des services complémentaires de santé $1,074,707,000 (*voir* **APPENDICE 1**)

Subventions à la Société canadienne de la Croix-Rouge en vue de la construction de nouvelles installations pour loger le Programme canadien du sang $5,000,000

Subvention au John P Robarts Research Institute pour les coûts d'exploitation envers la recherche continue London Ont $2,000,000

Subvention à la Société canadienne du cancer pour l'établissement du Fonds Stephen Fonyo $1,000,000

Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique $18,773,602—Alberta Cancer Board Edmonton Alb $204,476, Alberta Children's Hospital Calgary Alb $143,538, Canadian Hospital Assoc Ottawa Ont $69,905, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $86,837, Canadian Red Cross Blood Transfusion Service Ottawa Ont $287,515, Cancer Control Agency of British Columbia Vancouver C-B $115,759, Cardinal Carter Centre for Bioethnics Toronto Ont $50,700, Centre hospitalier de l'Université Laval Ste-Foy Qué $68,295, Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont $152,795, Clarke Institute of Psychiatry Toronto Ont $255,051, Gage Research Institute Toronto Ont $116,708, Hospital for Sick Children Toronto Ont $642,508, Hugh MacMillan Medical Centre Toronto Ont $113,866, Institut Armand-Frappier Laval Qué $402,621, Institut de Cardiologie de Montréal Montréal Qué $64,916, Institut de Recherches Cliniques de Montréal Montréal Qué $222,447, Labstat Kitchener Ont $99,516, Montreal Children's Hospital Montréal Qué $218,561, Montreal General Hospital Montréal Qué $165,742, Mount Sinai

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Hospital Toronto Ont $108,322, National Cancer Institute of Canada Toronto Ont $320,000, Royal Ottawa Hospital Ottawa Ont $70,357, St-Boniface General Hospital Winnipeg Man $67,072, The Sir Mortimer B Davis-Jewish General Hospital Montréal Qué $129,819, Toronto General Hospital Toronto Ont $148,101, Toronto Western Hospital Toronto Ont $52,072; Universités: Alberta Edmonton Alb $396,262, Colombie-Britannique Vancouver C-B $1,373,048, Calgary Calgary Alb $491,027, Carleton Ottawa Ont $100,830, Concordia Montréal Qué $237,246, Dalhousie Halifax N-É $371,136, Guelph Guelph Ont $124,852, Laval Québec Qué $858,380, Manitoba Winnipeg Man $1,500,557, McGill Montréal Qué $1,523,402, McMaster Hamilton Ont $898,877, Memorial St John's T-N $289,437, Montréal Montréal Qué $750,436, New Brunswick Frédéricton N-B $172,673, Ottawa Ottawa Ont $479,975, Québec à Montréal Montréal Qué $89,912, Queen's Kingston Ont $315,610, Saskatchewan Saskatoon Sask $284,758, Sherbrooke Sherbrooke Qué $151,240, Toronto Toronto Ont $1,790,549, Victoria Victoria C-B $58,098, Waterloo Waterloo Ont $221,745, Western Ontario London Ont $754,750.

Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation, et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche $4,305,063—AIDS Vancouver Vancouver C-B $50,000, Alberta Council on Aging Edmonton Alb $69,273, British Columbia Coalition of Disabled Vancouver C-B $93,600, British Columbians for Mentally Handicapped People Vancouver C-B $53,839, Canadian Assoc for the Mentally Retarded Dartmouth N-É $88,198, Canadian Diabetes Assoc Toronto Ont $50,000, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $130,000, Canadian Sickle Cell Society Toronto Ont $56,400, Community Occupational Therapy Assoc Toronto Ont $81,842, Conseil de la santé et de la sécurité agricole de l'Outaouais Gatineau Qué $51,239, Département de santé communautaire Hôtel-Dieu de Roberval Roberval Qué $64,085, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $129,723, Department of Public Health City of Toronto Toronto Ont $101,556, Le centre des femmes de l'Estrie Sherbrooke Qué $60,595, London Cross Cultural Learner Center London Ont $53,[illegible]0, Montreal Health Press Montréal Qué $81,135, National Institute on Mental Retardation Downsview Ont $83,428, Newfoundland Hearing Assoc St John's T-N $50,764, Northwestern Ontario International Women's Decade Coordinating Council Thunder Bay Ont $74,534, Opportunity for Advancement Weston Ont $63,799, Palliative Care Foundation Toronto Ont $110,000, PEI Department of Health and Social Services Charlottetown Î-P-É $84,915, Persons United for Self-Help Central Region Toronto Ont $56,495, Regroupement des garderies de la région 6c St-Lambert Qué $60,547, Société Alzheimer Society Winnipeg Man $84,395, Toronto Educational Opportunity Fund Toronto Ont $59,282, Union Culturelle des Franco-ontariennes Ottawa Ont $71,115, Women Today Clinton Ont $58,345, YMCA Winnipeg Man $75,932, Universités: Colombie-Britannique Vancouver C-B $73,792, Laurentian Sudbury Ont $54,536, Manitoba Winnipeg Man $70,585.

PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX $3,970,291,097

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $3,387,757—Autism Society Canada Markham Ont $80,000, Big Brothers of Canada Burlington Ont $95,000, Boys and Girls Clubs of Canada Willowdale Ont $150,000, Canadian Assoc for Children and Adults with Learning Disabilities Ottawa Ont $118,750, Canadian Assoc for Community Living Downsview Ont $200,000, Canadian Assoc of Schools of Social Work Ottawa Ont $85,000, Canadian Assoc of the Deaf Toronto Ont $75,000, Canadian Assoc on Gerontology Winnipeg Man $68,000, Canadian Cerebral Palsy Assoc Toronto Ont $52,500, Canadian Coordinating Council on Deafness Ottawa Ont $133,450, Canadian Council of the Blind London Ont $50,000, Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont $91,450, Canadian Council on Rehabilitation and Work Winnipeg Man $137,000, Canadian Council on Social Development Ottawa Ont $728,000, Canadian National Institute for the Blind Toronto Ont $168,000, Canadian Paraplegic Assoc Toronto Ont $126,357, Canadian Rehabilitation Council for the Disabled Toronto Ont $141,750, Epilepsy Canada Montréal Qué $80,000, Family Service Canada Ottawa Ont $150,000, International Social Service Canada Ottawa Ont $165,000, National Anti-Poverty Organization Ottawa Ont $200,000, The National Council of YMCAs of Canada Toronto Ont $50,000, Young Women's Christian Assoc of Canada Toronto Ont $105,000 United Way Canada Ottawa Ont $60,000.

Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des travaux d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être $3,001,102—Alberta Children's Hospital Calgary Alb $86,563, British Columbia Federation of Foster Parent Assoc Vancouver C-B $93,074, Canadian Assoc for Community Living Downsview Ont $101,548, Canadian Child Welfare Assoc Ottawa Ont $57,332, Canadian Council on Homemaker Services Toronto Ont $105,129, Central Volunteer Bureau of Ottawa-Carleton Ottawa Ont $82,219, Community Services Council of Newfoundland and Labrador St John's T-N $100,000, Family Service Canada Ottawa Ont $97,800, Le Collectif Familles-Gardiennes de la Basse-Ville Inc Québec Qué $109,554, Royal Ottawa Regional Rehabilitation Centre Ottawa Ont $111,722, Saint John Human Development Council Saint John N-B $65,760, Universities: Guelph Guelph Ont $62,840, Manitoba Winnipeg Man $112,143, Montréal Montréal Qué $373,143, Régina Régina Sask $281,954, Toronto Toronto Ont $144,518, York Downsview Ont $65,450, vancouver Incest and Sexual Assault Centre Society Vancouver C-B $63,429, Vocational and Rehabilitation Research Institute Calgary Alb $117,367.

Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada $3,876,104,674 (*voir* **APPENDICE 2**)

Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides et des accords conclus en vertu de cette loi, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs $74,231,909

Versements aux termes des accords conclus relativement au coût des services offerts à l'intention des jeunes délinquants qui relèvent d'une autorité correctionnelle plutôt que de celle de l'aide à l'enfance, dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Territoire du Yukon $927,406

Contributions pour fins de recherches conformément à l'article 6 de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides $53,467

Contributions à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à s'aider eux-mêmes, à aider d'autres Canadiens et la collectivité $12,126,704 (*voir* **APPENDICE 3**)

Contributions à des organismes pour l'Année internationale de la jeunesse afin d'assurer l'intégration d'emplois et d'occasions de formation pour la jeunesse $458,078—Family Services of Winnipeg Winnipeg Man $56,364, Lethbridge Family Services Lethbridge Alb $51,692, Memorial Boys and Girls Club London Ont $59,662, Newfoundland and Labrador Homemakers and Homemakers Services Assoc St John's T-N $61,126.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $70,365,285

Subventions sous forme de bourses à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans des études débouchant sur une carrière dans le domaine de la santé $82,861

Contributions au nom des Indiens ou des Inuit en vue du coût de la construction, l'agrandissement ou la rénovation d'hôpitaux, d'installations de distribution des soins et d'autres établissements ainsi qu'en vue de l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe $3,936,351—Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $170,606, Battleford Indian Health Centre Inc North Battleford Sask $317,827, Berens River Indian Band Berens River Man $59,274, Big Cove Indian Band Big Cove N-B $182,700, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $77,048, Burnt Church Indian Band Burnt Church N-B $50,000, English River Band Patuanak Sask $403,944, God's River Indian Band God's River Man $77,352, Hobbema Indian Health Services Hobbema Alb $73,723, Indian Island Indian Band Indian Island N-B $90,000, Kahkewistaha Band Broadview Sask $72,950, Kasabonika Lake Band Kasabonika Ont $110,021, Keeseekoowenin Indian Band Elphinstone Man $50,000, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $426,900, Oak Lake Indian Band Pipestone Man $96,844, Saulteaux Band Cochin Sask $176,357, Shubenacadie Indian Band Shubenacadie N-É $90,000, Waasagomach Indian Band Waasagomach Bay Man $630,000, West Bay Band West Bay Ont $54,784.

Contributions au gouvernement de Terre-Neuve en vue du coût de distribution des soins aux communautés indiennes et inuit $684,000

Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien $23,216,086—Afton Indian Band Afton N-É $52,105 Ahousat Band Council Ahousat C-B $101,740, Alberta Indian Health Commission Edmonton Alb $612,860, Alexis Band Council Glenevis Alb $137,811, Battleford Indian Health Centre North Battleford Sask $1,371,827, Beardy's Indian Band Duck Lake Sask $59,375, Beaver Lake Treatment Centre Lac la Biche Alb $149,986, Berens River Indian Band Berens River Man $68,369, Big Cove Indian Band Big Cove N-B $57,961, Big River Band Shellbrook Sask $60,644, Big Trout Lake Indian Band Big Trout Lake Ont $74,490, Blackfoot Tribal Administration Gleichen Alb $68,256, Blood Tribal Administration Stand Off Alb $433,789, Blue Quills Educational Centre St Paul Alb $60,000, Cat Lake Indian Band Cat Lake Ont $50,879, Chemainus Indian Band Ladysmith C-B $76,416, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $63,295, Chipewyan Indian Band Fort Chipewyan Alb $77,876, Chippewas of Rama Indian Band Rama Ont $97,287, Chippewas of Sarnia Indian Band Sarnia Ont $52,800, Cold Lake Tribal Administration Cold Lake Alb $74,824, Conne River Indian Band Conne River T-N $261,987, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $573,849, Conseil de la bande Barrière Lake Rapid Qué $55,559, Conseil de la bande de Bersimis Betsiamites Qué $81,921, Conseil de la bande du Lac Simon Lac Simon Qué $50,057, Conseil de la bande Mohawk de Kahnawake Kahnawake Qué $144,450, Constance Lake Indian Band Calstock Ont $52,652, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $84,686, Cowichan Band Council Duncan C-B $105,814, Crane River Band Crane River Man $108,291, Cree Indian Band Fort Chipewyan Alb $123,784, Cross Lake Band Cross Lake Man $133,047, The Dene Nation Yellowknife TN-O $129,139, Dene Tha Band Chateh Alb $96,568, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $73,895, Fairford Band Fairford Man $85,538, First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man $200,267, Fisher River Band Koostatak Man $80,532, Fort Alexander Health Care Inc Pine Falls Man $200,625, Four Band Enterprises Hobbema Alb $171,069, Frog Lake Band Frog Lake Alb $57,137, Garden Hill Indian Band Island Lake Man $83,206, Garden River Indian Band Sault Ste Marie Ont $112,177, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $86,744, God's River Indian Band God's River Man $58,565, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $78,403, Heiltsuk Band Council Waglisla C-B $50,709, Hollow Water Band Wanipigow Man $90,016, Iroquois of St Regis Indian Band Cornwall Ont $95,405, Indian Birch Indian Band Birch River Man $65,126, James Smith Indian Band Kinistino Sask $135,295, Kapown Centre Grouard Alb $146,580, La Bande de Sept-Îles et Matioténam Sept-Îles Qué $50,841, Labrador Inuit Health Commission Happy Valley T-N $153,456, Lakalzap Band Council Greenville C-B $61,741, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $129,585, Lake Manitoba Band Vogar Man $57,016, Lake St Martin Band Gypsumville Man $86,466, Lax'Kwalaams Band Council Masset C-B $52,942, Lennox Island Indian Band Lennox Island Î-P-É $53,867, Little Red River Band High Level Alb $163,313, Manitoba Keewatinowi Okemakanac Inc Thompson Man $63,051, Masset Band Council Masset C-B $69,083, Mattagami Indian Band Gogama Ont $60,006, Mississauga Indian Band Blind River Ont $66,019, Mistawasis Band Leask Sask $72,067, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $90,496, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $108,193, Moose Factory Indian Band Moose Factory Ont $86,061, Morley Treatment Centre Morley Alb $104,390, Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B 106,218, Muskeg Lake Band Leask Sask $77,882, Muskrat Dam Indian Band Muskrat Dam Ont $100,688, Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B $57,157, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $97,000, Nelson House Band Nelson House Man $61,541, Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B $299,272, Nipissing Indian Band Sturgeon Falls Ont $68,884, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $136,503, Nishnawbe-Aski Nation Grand Council Treaty No 9 Timmins Ont $126,456, North Caribou Lake Indian Band Weagamow Lake Ont $70,130, Northeastern Indian Health Council Gillam Man $159,089, Northern Innu Health Council Northwest River T-N $97,461, Norway House Band Norway House Man $80,180, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $100,269, Oxford House Band Oxford House Man $56,981, Peguis Indian Band Hodgson Man $193,710, Peigan Band Brocket Alb $60,114, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $208,233, Pikangikum Indian Band Pikangikum Ont $61,315, Pine Creek Band Camperville Man $129,631, Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask $65,372, Rainy River Indian Band Emo Ont $144,197, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $257,985, Sandy Bay Band Marius Man $384,737, Sandy Lake Indian Band Sandy Lake Ont $69,598, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $120,481, Shamattawa Band Shamattawa Man $139,324, Shoal River Band Pelican Rapids Man $136,289, Sioux Valley Band Griswold Man $68,787, Six Nations of the Grand River Reserve Band Oshweken Ont $92,502, Southeast Resource Development Council Winnipeg Man $148,545, South Indian Lake Community Council South Indian Lake Man $50,163, Spanish River Serpent River and Mississauga Indian Bands Massey Ont $64,678, Split Lake Band Split Lake Man $55,349, Stoney Tribal Administration Morley Alb $298,268, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $86,320, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $53,643, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $59,931, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $140,302, The Pas Band The Pas Man $151,065, Thunderchild Indian Band Turtleford Sask $89,020, Tobique Indian Band Tobique N-B $74,933, Union of British Columbia Indian Chiefs Vancouver C-B $79,208, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $58,138, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $154,392, Union of Ontario Indians Toronto Ont $147,768, Waasagomach Indian Band Waasagomach Bay Man $75,824, Waterhen Band Skownan Man $141,052, Waterhen Band Waterhen Lake Sask $55,950, Waywayseecappo Indian Band Rossburn Man $50,683, Whitebear Band Carlyle Sask $118,249.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens ou inuit en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones $37,060,340—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $100,739, Alcohol Drug Coordinating Council Yellowknife TN-O $136,826, Alexander Alcohol Program Morinville Alb $86,880, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $168,739, Association of Iroquois and Allied Indians London Ont $166,457, Baker Lake Alcohol Education Society Baker Lake TN-O $91,880, Battleford Indian Health Centre North Battleford Sask $319,939, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $265,974, Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B $58,909, Big Cove Indian Band Big Cove N-B $106,476, Bigstone Alcohol Program Desmarais Alb $61,878, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $102,354, Birdtail Sioux Indian Band Beulah Man $78,750, Blackfoot-Siksika Indian Band Stand Off Alb $124,933, Blood Tribal Department of Health Stand Off Alb $122,094, Bloodvein Indian Band Bloodvein Man $55,523, Broughton Island Alcohol Drug Education Committee Broughton Island TN-O $58,167, Buctouche Indian Band Buctouche N-B $49,233, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $67,583, Cape Dorset Hamlet Council Cape Dorset TN-O $83,747, Carcross Indian Band Carcross TY $51,741, Carmacks Indian Band Carmacks TY $36,695, Centre Hospitalier de la Baie d'Hudson et des Services Sociaux Povungnituk Qué $163,347, Centre Hospitalier et des Services Sociaux de l'Ungava Nouveau-Comptoir Qué $235,663, Champagne-Aishihik Band Champagne TY $69,652, Chehalis Indian Band Agassiz C-B $56,399, Chemahawin Indian Band Easterville Man $50,957, Chiefs of Ontario Office Toronto Ont $80,187, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $191,856, Cold Lake Counselling Services Grand Centre Alb $62,660, Conne River Indian Band Conne River T-N $106,902, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $378,781, Conseil de la bande de Betsiamites Betsiamites Qué $58,236, Conseil des Montagnais de Sept-Îles Sept-Îles Qué $54,288, Coté Band Kamsack Sask $206,603, Council for the Disabled Yellowknife TN-O $157,783, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $121,939, Cowessess Band Broadview Sask $125,966, Cowichan Indian Band Duncan C-B $113,310, Cree Board of Health and Social Services of James Bay Chasibli Qué $331,122, Cross Lake Band Cross Lake Man $93,339, Crossroads Indian Band Whitehorse TY $141,045, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $114,420, Dawson Indian Band Dawson City TY $68,837, Dene Tha Alcohol Program High Level Alb $104,456, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $70,808, Eel Ground Indian Band Newcastle N-B $64,684, English River Band Patuanak Sask $50,577, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $200,233, First Nations Confederacy Winnipeg Man $139,300, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $56,556, Fort Franklin Band Fort Franklin TN-O $56,719, Fort Good Hope Dene Band Fort Good Hope TN-O $71,081, Fort Norman Band Fort Norman TN-O $89,419, Frog Lake Alcohol Program Frog Lake Alb $137,833, Gitksan Carrier Tribal Council Hazelton C-B $153,522, Gitakdamix Council New Aiyansh C-B $55,357, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $72,848, Gwa-Sala-'Nakwaxda'xw Council Port Hardy C-B $68,556, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $106,976, Hay River Alcohol and Drug Abuse Program Hay River TN-O $67,762, Hobbema Indian Board of Health Hobbema Alb $277,760, Hollow Water Indian Band Wanipigow Man $66,165, Ikayiutit Committee Eskimo Point TN-O $66,593, Indian Alcohol Program of Sheshashit North West River T-N $99,964, Interior Native Alcohol and Drug Abuse Society Vernon C-B $226,273, Interlake Reserve Tribal Council Ashern Man $256,989, Inuit Broadcasting Corporation Ottawa Ont $154,645, Islington Band Whitedog Ont $126,904, James Smith Indian Band Kinistino Sask $130,957, Kamsack Union Hospital Kamsack Sask $93,728, Kapown Treatment Centre Grouard Alb $495,000, Kaska Dena Tribal Council Watson Lake TY $119,861, Katimavik Centre Inc Cambridge Bay NWT $62,447, Keewatinook Alcohol Program Moose Factory Ont $111,727, Kehewin Counselling Services Bonnyville Alb $73,435, Kincolith Indian Band Kincolith BC $54,664, Kingsclear Indian Band Kingsclear NB $36,809, Kirkness Adult Learning Centre Inc Winnipeg Man $78,773, Kluane Tribal Council Burwash Landing TY $34,484, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $130,406, Kwanlin Dun Band Whitehorse TY $69,265, Labrador Inuit Alcohol and Drug Abuse Program Happy Valley T-N $503,001, Lac la Hace Indian Band Wollaston Lake Sask $50,645, Lac La Ronge Band La Ronge Sask $101,829, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $95,322, Lansdowne House Settlement Council Lansdowne House Ont $76,512, Lennox Island Indian Band Lennox Island Î-P-É $109,763, Lesser Slave Lake Alcohol Program Lesser Slave Lake Alb $89,995, Lillooet District Council Lillooet C-B $68,488, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $74,237, Longlac Band No 58 Longlac Ont $52,425, Loon Lake Band Meadow Lake Sask $66,261, Lutsel K'E Alcohol Program Snowdrift TN-O $52,584, Lytton Indian Band Lytton C-B $67,355, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Indian Band Thompson Man $277,673, Masset Band Council Masset C-B $90,558, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $53,739, Mayo Indian Band Mayo TY $61,560, Meadow Lake Band Meadow Lake Sask $62,944, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $393,227, Mohawk Council of Kahnawake and Six Nations Traditional Hereditary Chiefs Oka Qué $358,065, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $94,778, Moose Lake Indian Band The Pas Man $78,094, Mount Currie Band Council Mount Currie C-B $70,443, Muscowpetung 3 Band Alcohol Project Edenwold Sask $121,368, Manaimo Indian Band Nanaimo C-B $75,533, National Alcoholism Council of Manitoba Winnipeg Man $604,855, National Assoc of Friendship Centres Ottawa Ont $42,976, National Native Alcohol Program of Davis Inlet Davis Inlet T-N $126,601, National Native Advisory Council on Alcohol and Drug Abuse Ottawa Ont $373,811, National Native Assoc of Treatment Directors Armstrong C-B $149,671, Native Alcohol and Drug Abuse Program of Nova Scotia Eskasoni N-É $1,803,363, Native Consulting Services Village-des-Hurons Qué $99,728, Native Courtworker and Counselling Assoc of British Columbia Vancouver C-B $80,610, Native People's Alcohol and Drug Centre Ohsweken Ont $190,820, Nechi Institute on Alcohol and Drug Education Edmonton Alb $449,037, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $57,473, Nelson House Band Nelson House Man $66,246, Nengayni Treatment Centre Society 150 Mile House C-B $339,104, New Dawn Valley Centre Fort San Sask $1,631,555, Nimpkish Band Council Alert Bay C-B $119,070, Nipissing Band of Ojibways Sturgeon Falls Ont $53,485, Northwest Territories Mental Health Assoc Yellowknife TN-O $182,184, Northern Addiction Services Yellowknife TN-O $63,959, Norway House Band Norway House Man $100,462, Nut Lake Band Rose Valley Sask $57,102, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $145,293, N'Swakamak Native Friendship Centre Sudbury Ont $98,955, Okanagan Indian Learning Institute Penticton C-B $60,081, Okanagan Tribal Council Kelowna C-B $88,788, Oneida Indian Band Southwold Ont $86,575, Onion Lake Band Lloydminster Sask $140,538, Ontario Native Council on Justice Toronto Ont $71,120, Osnaburgh Band Osnaburgh House Ont $136,327, Paul Band Alcohol Program Duffield Alb $64,148, Pedahbun Lodge Toronto Ont $386,348, Peel River Alcohol Society Fort McPherson TN-O $126,521, Peguis Indian Band Hodgson Man $64,212, Peigan Counselling Services Brocket Alb $133,424, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $114,600, Portage Friendship Centre Inc Portage La Prairie Man $69,161, Rainy River Indian Band Emo Ont $68,810, Red Earth Band Red Earth Sask $76,931, Restigouche Band Council Restigouche Qué $88,319, River Desert Band Council of Maniwaki Maniwaki Qué $58,569, Roaring Rapids Friendship Centre Fort Smith TN-O $74,254, Rolling River Indian Band Erickson Man $62,136, Ross River Indian Band Ross River TY $48,318, Rosseau River Band Ginew Man $103,687, Saddle Lake Counselling Services Saddle Lake Alb $104,444, Sagkeeng Alcohol Rehabilitation Centre Pine Falls

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Man $1,556,175, Sandy Bay Band Marius Man $84,088, Sandy Lake Indian Band Sandy Lake Ont $159,795, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $60,885, Sappujjijit Alcohol and Drug Awareness Program Rankin Inlet TN-O $57,011, Sarcee Counselling Services Calgary Alb $56,035, Sarcee Old Agency Lodge Calgary Alb $290,577, Saskatchewan Indian College Saskatoon Sask $288,400, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $153,670, Saugeen Band Chippewa Hill Ont $56,289, Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY $68,083, Seneca Productions Ottawa Ont $100,760, Shellbrook Indian Agency Shellbrook Sask $163,267, Shibogama Area Tribal Council Kasabonika Ont $196,954, Sioux valley Band Griswold Man $83,189, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs Council Oka Qué $85,874, Skookum Jim Friendship Centre Whitehorse TY $36,425, Southeast Resource Development Council Winnipeg Man $70,381, Spallumcheen Indian Band Enderby C-B $115,055, Spanish River Indian Band Massey Ont $139,682, Squamish Indian Band North Vancouver C-B $56,362, St Paul's Treatment Centre Cardston Alb $1,002,993, St Regis Band Cornwall Ont $243,179 St Theresa Point Band St Theresa Point Man $103,942, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $50,569, Stoney-Eden Valley Alcohol Program Longview Alb $57,289, Stoney rapids Band Black Lake Sask $56,445, Stuart Trembleur Lake Band Fort St James C-B $160,266, Sunchild Alcohol Program Rocky Mountain House Alb $60,380, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $75,004, Sweetgrass Band Gallivan Sask $55,632, Takla Lake Indian Band Takla Landing C-B $54,532, Teslin Indian Band Teslin TY $40,818, The Pas Band The Pas Man $79,252, Thompson Crisis Centre Thompson Man $106,238, Thunderchild Band Turtleford Sask $63,764, Tobique Indian Band Tobique N-B $101,771, Touchwood Drop-In Centre Punnichy Sask $130,604, Tree of Peace Friendship Centre Yellowknife TN-O $91,926, Tsartlip Indian Band Brentwood Bay C-B $70,192, Tsow-Tun Le'Lum Treatment Centre Society Nanaimo C-B $144,345, Tuktoyaktuk Alcohol Centre Tuktoyaktuk TN-O $112,425, Turvik Alcohol and Drug Counselling Committee Frobisher Bay TN-O $91,626, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $797,331, Union of Ontario Indiana Toronto Ont $286,088, University of Lethbridge Lethbridge Alb $350,000, Upper Liard Indian Band Upper Liard TY $68,336, Upper Nicola Indian Band Merritt C-B $99,711, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $113,441, Whitebear Band Carlyle Sask $58,341, Whitefish Bay Band No 32A Pawitik Ont $98,138, Whitefish Lake Band Goodfish Lake Alb $78,530, Wikwemikong Unceded Reservation Band Wikwenikong Ont $482,707, Windigo Tribal Council Weagamow Lake Ont $238,571, Yorkton District Chiefs Yorkton Sask $97,779, Zhati-Koe Alcohol Program Fort Providence TN-O $56,063.

Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de le santé des Indiens et des Inuit $964,119—Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont $51,590, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $900,029.

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue du transfert du contrôle opérationnel et administratif de l'hôpital général de Frobisher Bay $1,049,609

Contributions à des universités, des collège et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'étude débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé $1,247,848—Dalhousie University Halifax N-É $39,219, Federation of Saskatchewan Indians Regina Sask $51,660, Lakehead University School of Nursing Thunder Bay Ont $51,102, Hisha's Valley Health Board Society New Aiyansh C-B $120,018, Okanagan Indian Educational Resources Society Penticton C-B $70,728, Old Sun College Gleichen Alb $251,000, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $231,468, Saskatchewan Indian Federated College Régina Sask $100,243, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $88,170.

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour la construction de l'hôpital Stanton—Yellowknife $1,374,071

Contribution à l'hôpital Parkwood pour le transfert des services de prothèses $750,000

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $73,000

Subvention à la Commission internationale de protection contre les radiations $5,000

Subvention au Centre national de distribution des denrées alimentaires $15,000

Subvention à l'Organisation mondiale de la santé Genève Suisse $50,000

Contributions à des organismes à l'appui d'objectifs du programme $3,000

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU $15,025,409,368

Allocations familiales $2,500,560,654 (**voir APPENDICE 4**)

Sécurité de la vieillesse $8,857,668,415 (**voir APPENDICE 5**)

Supplément de revenu garanti $3,319,428,274 (**voir APPENDICE 5**)

Allocations au conjoint $347,752,025 (**voir APPENDICE 5**)

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR $58,102,493

Contributions aux organismes de sport amateur à l'appui des coûts des projets et de l'administration afin d'aider à la promotion et au développement du sport amateur pour les Canadiens $35,578,078—Aquatic Federation of Canada Oakville Ont $131,268, Athlete Information Bureau Vanier Ont $627,446, Basketball Canada Vanier Ont $902,614, Canada Sports Hall of Fame Toronto Ont $90,374, Canadian Amateur Bobsleigh and Luge Assoc Vanier Ont $687,409, Canadian Amateur Boxing Assoc Rothesay N-B $375,415, Canadian Amateur Diving Assoc Vanier Ont $445,818, Canadian Amateur Football Assoc Vanier Ont $270,391, Canadian Amateur Hockey Assoc Vanier Ont $985,829, Canadian Amateur Rowing Assoc Vanier Ont $926,872, Canadian Amateur Softball Assoc Vanier Ont $312,698, Canadian Amateur Speed Skating Assoc Vanier Ont $804,405, Canadian Amateur Swimming Assoc Vanier Ont $1,019,244, Canadian Amateur Synchronized Swimming Assoc Vanier Ont $523,140, Canadian Amateur Wrestling Assoc Vanier Ont $471,403, Canadian Assoc of Sport Sciences Vanier Ont $135,892, Canadian Badminton Assoc Vanier Ont $409,378, Canadian Blind Sports Assoc Vanier Ont $97,902, Canadian Canoe Assoc Vanier Ont $647,009, Canadian Colleges Athletic Assoc Vanier Ont $182,694, Canadian Cricket Assoc Toronto Ont $77,209, Canadian Curling Assoc Vanier Ont $66,253, Canadian Cycling Assoc Vanier Ont $604,398, Canadian Equestrian Federation Vanier Ont $517,771, Canadian Federation of Amateur Baseball Vanier Ont $239,038, Canadian Federation of Sports Organizations for the Disabled Vanier Ont $64,929, Canadian Fencing Assoc Vanier Ont $302,125, Canadian Field Hockey Assoc Vanier Ont $360,712, Canadian Figure Skating Assoc Vanier Ont $989,321, Canadian Five Pin Bowlers Assoc Gloucester Ont $81,080, Canadian Gymnastic Federation Vanier Ont $942,247, Canadian Interuniversity Athletic Union Vanier Ont $1,196,881, Canadian Lacrosse Assoc Vanier Ont $181,362, Canadian Ladies Curling Assoc Vanier Ont $54,135, Canadian Ladies Golf Assoc Vanier Ont $98,006, Canadian Modern Pentathlon Assoc Montréal Qué $66,540, Canadian Olympics Assoc Montréal Qué $207,962, Canadian Orienteering Federation Vanier Ont $158,240, Canadian Racquetball Assoc Vanier Ont $138,574, Canadian Rhythmic Sportive Gymnastics Federation Vanier Ont $355,909, Canadian Rugby Union Vanier Ont

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

$237,073, Canadian Ski Assoc Vanier Ont $167,958, Canadian Ski Assoc (Alpine Skiing) Vanier Ont $1,383,762, Canadian Ski Assoc (Biathlon) Vanier Ont $391,023, Canadian Ski Assoc (Cross-Country Skiing) Vanier Ont $988,843, Canadian Ski Assoc (Freestyle Skiing) Vanier Ont $186,232, Canadian Ski Assoc (Nordic Combined) Vanier Ont $261,388, Canadian Ski Assoc (Ski Jumping) Vanier Ont $561,025, Canadian Soccer Assoc Vanier Ont $918,511, Canadian Sport Parachuting Assoc Vanier Ont $170,511, Canadian Squash Racquets Assoc Vanier Ont $186,967, Canadian Table Tennis Assoc Vanier Ont $389,874, Canadian Team Handball Federation Vanier Ont $265,644, Canadian Tennis Assoc Downsview Ont $364,028, Canadian Track and Field Assoc Vanier Ont $1,648,531, Canadian Volleyball Assoc Vanier Ont $822,720, Canadian Water Polo Assoc Vanier Ont $424,218, Canadian Water Ski Assoc Vanier Ont $207,717, Canadian Weightlifting Federation Vanier Ont $338,196, Canadian Wheelchair Sports Assoc Vanier Ont $160,354, Canadian Women's Field Hockey Assoc Vanier Ont $573,757, Canadian Yachting Assoc Vanier Ont $676,474, Coaching Assoc of Canada Vanier Ont $2,524,107, Commonwealth Games Assoc of Canada Pierrefonds Qué $264,450, Curl Canada Vanier Ont $102,723, Federation of Canadian Archers Vanier Ont $196,881, Federation of Silent Sports of Canada Edmonton Alb $65,453, Hockey Canada Toronto Ont $358,410, Judo Canada Vanier Ont $424,793, Lawn Bowls Canada Vanier Ont $156,359, National Sport and Recreation Centre Inc (Professional Development Program for Association Managers) Vanier Ont $80,000, National Sport and Recreation Centre Inc (Technical Translation) Vanier Ont $76,106, National Sport and Recreation Centre Inc (Women's Program) Vanier Ont $203,832, Ringette Canada Vanier Ont $166,632, Shooting Federation of Canada Vanier Ont $527,689, Sport Information Resource Centre Vanier Ont $467,000, Sport Medicine Council of Canada Vanier Ont $982,788, Sports Federation of Canada Vanier Ont $87,748, University of British Columbia Vancouver C-B $56,152.

Contribution au Centre national du sport et de la récréation Inc Vanier Ont à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non résidentes $4,687,902

Contributions en vue des frais scolaires, de subsistance et d'entraînement des sportifs amateurs d'élite $4,984,119

Paiements, conformément aux ententes, aux organismes omnisport commanditaires, tant régionaux et nationaux, qu'internationaux, à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada et pour les dépenses de fonctionnement des championnats internationaux d'une seule discipline tenus au Canada $5,284,329—Canada Summer Games 1985 Saint John N-B $968,085, Canadian Canoe Assoc Vanier Ont $60,000, Canadian Equestrian Federation Vanier Ont $50,000, Canadian Field Hockey Assoc Vanier Ont $59,491, Canadian Ski Assoc (Ski Jumping) Vanier Ont $50,000, Cape Breton N-É Canada Games 1987 Cape Breton N-É $3,542,192, Whitehorse 1986 Arctic Winter Games Host Society Whitehorse TY $252,000, World Masters Sport Foundation Toronto Ont $150,000.

Contributions à l'appui des coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux associations et organismes nationaux des loisirs à l'appui des coûts de projets et d'administration afin d'aider à la promotion et au développement des loisirs des Canadiens $6,707,065—Basketball Canada Vanier Ont $71,400, Canada Fitness Survey Ottawa Ont $1,109,000, Canadian Amateur Football Assoc Vanier Ont $88,489, Canadian Amateur Swimming Assoc Vanier Ont $68,926, Canadian Amateur Synchronized Swimming Assoc Vanier Ont $96,157, Canadian Assoc for Health Physical Education and Recreation Vanier Ont $387,272, Canadian Assoc of Disabled Skiing Kimberley C-B $50,700, Canadian Assoc of Sport Sciences Vanier Ont $74,246, Canadian Badminton Assoc Vanier Ont $67,339, Canadian Blind Sports Assoc Vanier Ont $59,071, Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont $56,560, Canadian Cycling Assoc Vanier Ont $73,720, Canadian Hostelling Assoc Vanier Ont $95,833, Canadian Intramural Recreation Assoc Vanier Ont $643,693, Canadian Oldtimers Hockey Assoc Vanier Ont $70,000, Canadian Parks/Recreation Assoc Secretariat for Fitness in the Third Age Vanier Ont $145,000, Parks/Recreation Assoc Vanier Ont $211,783, Canadian Recreational Canoeing Assoc Hyde Park Ont $78,095, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $56,795, Canadian Ski Assoc (Cross-Country) Vanier Ont $65,565, Canadian Ski Council Toronto Ont $161,324, Canadian Ski Patrol System Ottawa Ont $108,275, Canadian Special Olympics Inc Toronto Ont $67,400, Canadian Squash Racquets Assoc Vanier Ont $55,239, Canadian Tennis Assoc Downsview Ont $51,275, Canadian Track and Field Assoc Vanier Ont $127,928, Canadian Yachting Assoc Vanier Ont $60,510, Chamber of Commerce of Canada Ottawa Ont $179,916, Girl Guides of Canada Toronto Ont $57,476, Le Grand Défi de plein air de Montréal Inc Montréal Qué $75,000, National Institute on Mental Retardation Downsview Ont $68,500, National Sport and Recreation Centre Inc Vanier Ont $476,101, Participaction Special Projects Toronto Ont $589,800, Ringette Canada Vanier Ont $51,246, Royal Life Saving Society of Canada Toronto Ont $92,520, YMCA of Canada Toronto Ont $156,967.

Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participaction visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler un mode de vie sain à tous les niveaux de la population $861,000—PARTICIPaction Inc Toronto Ont $861,000.

PROGRAMME DES XV^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER $22,002,002

Paiements relatifs aux coûts de fonctionnement et aux dépenses en capital afin de permettre au gouvernement du Canada d'atteindre ses objectifs en vue de la planification et de la présentation des XV^{es} jeux Olympiques d'hiver qui auront lieu à Calgary en 1988 $22,002,002—Ville de Calgary Calgary Alb $2,078,371, The Trustees of the Olympic Endowment Fund Calgary Alb $4,082,163, Université de Calgary Calgary Alb $15,841,468.

Conseil de recherches médicales $157,699,700

Subventions et bourses visant à promouvoir la recherche et la formation pour la recherche dans les centres d'étude de la santé des universités canadiennes et dans d'autres facultés lorsque le projet de recherche est associé de très près à la santé humaine $157,447,175—Universités et institutions: Carleton University Ottawa Ont $283,554, Centre hospitalier Côte-des-Neiges Montréal Qué $283,859, Concordia University Montréal Qué $234,116, Dalhousie University Halifax N-É $5,481,716, Douglas Hospital Toronto Ont $114,660, Hôpital Louis-H Lafontaine Montréal Qué $124,551, Hôpital Maisonneuve-Rosemont Montréal Qué $659,433, Hôpital Notre-Dame Montréal Qué $1,061,575, Hôpital Sacré-Cœur Montréal Qué $93,539, Hôpital Ste-Justine Montréal Qué $620,320, Hospital for Sick Children Toronto Ont $7,297,600, Institut Armand-Frappier Laval-des-Rapides Qué $349,832, Institut de Cardiologie de Montréal Montréal Qué $88,738, Institut de recherches cliniques de Montréal Montréal Qué $3,331,577, Institut du Cancer de Montréal Montréal Qué $80,803, Institut national de la recherche scientifique Ste-Foy Qué $99,228, Jewish General Hospital-Sir Mortimer B Davis Montréal Qué $819,804, McGill University Montréal Qué $19,093,878, McMaster University Hamilton Ont $7,311,175, Memorial University St John's T-N $1,793,360, Montreal Children's Hospital Montréal Qué $2,229,803, Mount

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

Sinai Hospital Toronto Ont $1,279,421, National Cancer Institute of Canada Toronto Ont $200,000, Princess Margaret Hospital Toronto Ont $1,566,432, Queen's University Kingston Ont $5,543,561, Simon Fraser University Burnaby C-B $98,284, Toronto General Hospital Toronto Ont $269,841, Toronto Western Hospital Toronto Ont $299,552, Université de Montréal Montréal Qué $8,525,098, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $4,044,041, Université d'Ottawa Ottawa Ont $3,525,242, Université Laval Québec Qué $5,391,148, University of Alberta Edmonton Alb $6,762,422, University of British Columbia Vancouver C-B $12,166,394, University of Calgary Calgary Alb $5,308,727, University of Guelph Guelph Ont $742,777, University of Manitoba Winnipeg Man $8,117,710, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $3,978,352, University of Toronto Toronto Ont $20,930,245, University of Victoria Victoria C-B $219,855, University of Waterloo Waterloo Ont $376,939, University of Western Ontario London Ont $9,636,114, York University Downsview Ont $149,441.

Subventions aux organisations nationales $252,525—Canadian Council on Animal Care Ottawa Ont $252,525.

REVENU NATIONAL $52,958

Impôt $52,958

Contribution à l'Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth Londres Angleterre $12,761

Contribution au Centre interaméricain des administrateurs fiscaux Panama Panama $40,197

PARLEMENT $3,038,710

Sénat $1,134,119

Sénateurs—Pensions aux sénateurs à la retraite $323,568

Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth $104,564

Groupe canadien de l'Union interparlementaire $50,345

Association parlementaire canadienne de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord $55,515

Section canadienne du comité parlementaire mixte canado-américain $6,000

Section canadienne de l'Association internationale des parlementaires de langue française $108,450

Association parlementaire Canada-France $21,000

Association parlementaire Canada-Europe $31,400

74e Conférence interparlementaire $340,000

Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements $93,277

Chambre des communes $1,904,591

Subventions aux associations parlementaires et de procédure $1,688,773—Association parlementaire Canada-Europe Ottawa Ont $73,400, Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth Ottawa Ont $243,983, Groupe canadien de l'Union interparlementaire Ottawa Ont $910,805, Association parlementaire canadienne de l'OTAN Ottawa Ont $219,485, Section canadienne de l'Association internationale des parlementaires de langue française Ottawa Ont $163,100.

Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements $215,818

CONSEIL PRIVÉ $172,403

Département $69,500

PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ $69,500

Subvention à l'Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's Kingston Ont $65,000

Contribution aux études sur l'administration publique canadienne $4,500

Directeur général des élections $102,903

Remboursement des dépenses d'élection des candidats $102,903

TRAVAUX PUBLICS $246,950,761

Département $246,950,761

PROGRAMME DES SERVICES $148,895

Contributions à l'Institut de formation en gestion de la construction $9,000

Travaux de réparations maritimes $139,895

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE $246,621,866

Subvention au Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies $10,000

Subvention à l'Association canadienne des chefs de pompiers $25,000

Subventions aux municipalités $239,366,362—Central Labrador School Taxing Authority T-N $225,000, Gander School Taxing Authority T-N $85,000, Happy Valley Goose Bay ville T-N $325,000, St John's cité T-N $1,575,749, St John's School Taxing Authority T-N $370,666, Amherst ville N-É $85,800, Annapolis comté N-É $650,000, Antigonish ville N-É $110,000, Barrington District N-É $111,406, Bedford ville N-É $504,500, Colchester comté N-É $139,735, Dartmouth cité N-É $1,700,000, Glace Bay ville N-É $81,760, Halifax cité N-É $6,881,954, Kentville ville N-É $375,101, County of Cape Breton municipalité N-É $568,400, County of Kings municipalité N-É $775,000, County of Victoria municipalité N-É $54,000, North Sydney ville N-É $63,600, Shelburne District N-É $71,909, Springhill ville N-É $750,000, Sydney cité N-É $315,000, Truro ville N-É $55,000, Victoria comté N-É $60,000, Yarmouth ville N-É $139,988, Aylmer ville Qué $266,505, Blainville ville Qué $74,331, Centre de la Mauricie M R C Qué $110,310, Chambly ville Qué $197,816, Chibougamau ville Qué $174,888, Chicoutimi ville Qué $59,466, Cowansville ville Qué $439,330, Dorval ville Qué $2,950,000, Drummondville commission scolaire Qué $106,144, Drummondville ville Qué $712,303, Farnham ville Qué $87,950, Gaspé ville Qué $76,507, Gatineau ville Qué $137,038, Greater Hull Protestant School Board Aylmer Qué $105,135, Hâvre St-Pierre municipalité Qué $65,139, Hull ville Qué $9,344,000, La Baie ville Qué $918,625, Lachute ville Qué $67,371, Lac St-Jean Est M R C Qué $142,622, La Macaza municipalité Qué $105,416, Lasalle ville Qué $114,013, Lauzon ville Qué $90,056, Laval ville Qué $2,343,500, Les Écores Com-

TRAVAUX PUBLICS—*Fin*

mission scolaire Qué $76,000, Longueuil ville Qué $490,917, Matane ville Qué $147,918, Mirabel ville Qué $1,840,000, Moisie ville Qué $80,000, Mont-Joli ville Qué $141,194, Montréal ville Qué $3,685,321, Oka paroisse Qué $66,038, Outaouais-Hull Commission scolaire Hull Qué $3,027,067, Pointe-Claire ville Qué $78,000, Québec ville Qué $4,913,455, Rock-Island ville Qué $53,152, Rouyn cité Qué $90,000, St-Adolphe-d'Howard municipalité Qué $63,598, St-Bruno-de-Montarville ville Qué $66,701, St-Gabriel-de-Valcartier municipalité Qué $426,454, St-Hubert ville Qué $591,158, St-Hyacinthe ville Qué $368,316, St-Jean-sur-Richelieu ville Qué $2,714,215, St-Jérôme Commission scolaire Qué $291,063, St-Jérôme ville Qué $197,388, St-Laurent ville Qué $1,953,788, Ste-Anne-de-Bellevue ville Qué $560,209, Ste-Anne-des-Plaines paroisse Qué $674,220, Ste-Foy ville Qué $104,836, Ste-Madeleine-de-Rigaud paroisse Qué $164,261, Ste-Thérèse commission scolaire Qué $94,481, Schefferville ville Qué $72,721, Senneterre ville Qué $123,054, Sept-Îles ville Qué $266,406, Shannon municipalité Qué $170,000, Shawinigan ville Qué $53,316, Shawinigan-Sud ville Qué $148,836, Sherbrooke ville Qué $317,317, Sorel ville Qué $160,570, Taillon commission scolaire Qué $58,143, Thetford Mines ville Qué $51,093, Trois-Rivières ville Qué $130,344, Val-Bélair ville Qué $55,000, Val d'Or ville Qué $50,120, Val Mauricie commission scolaire Qué $64,552, Westmount ville Qué $618,796, Barrie cité Ont $86,383, Belleville cité Ont $96,440, Brantford cité Ont $122,000, Brighton commune Ont $396,302, Brockville cité Ont $55,800, Burlington cité Ont $504,346, Cambridge cité Ont $66,013, Chatham cité Ont $113,861, Colchester South commune Ont $153,429, Cornwall cité Ont $1,947,681, Ernestown commune Ont $445,203, Essa commune Ont $484,100, Etobicoke cité Ont $166,830, Gloucester cité Ont $3,120,000, Guelph cité Ont $130,386, Hamilton cité Ont $641,244, Kenora ville Ont $88,675, Kingston commune Ont $600,000, Kingston cité Ont $929,826, Kirkland Lake ville Ont $72,384, Kitchener cité Ont $362,386, Lincoln ville Ont $86,389, London cité Ont $1,554,889, Markham ville Ont $176,734, Mersea commune Ont $128,439, Mississauga cité Ont $5,680,170, Nepean cité Ont $2,118,156, Niagara Falls cité Ont $95,028, Niagara on the Lake ville Ont $115,250, Norfolk commune Ont $98,400, North Bay cité Ont $572,710, North York cité Ont $3,700,000, Oakville ville Ont $57,403, Opasatika commune Ont $70,569, Oshawa cité Ont $155,065, Ottawa cité Ont $56,772,069, Ottawa-Carleton municipalité régionale Ont $680,896, Owen Sound cité Ont $87,396, Pembroke cité Ont $65,790, Petawawa Village Ont $144,535, Petawawa commune Ont $718,613, Peterborough cité Ont $321,608, Pickering ville Ont $623,946, Pittsburgh commune Ont $1,245,000, Prescott ville Ont $117,677, Rolph Buchanan Wylie and McKay commune Ont $96,166, St Catharines cité Ont $58,217, St Thomas cité Ont $70,213, Sandwich South commune Ont $119,466, Sarnia cité Ont $211,228, Sault Ste Marie cité Ont $626,770, Scarborough cité Ont $490,388, Sidney commune Ont $413,192, Sioux Lookout ville Ont $110,127, Smith Falls ville Ont $102,086, Stratford cité Ont $63,301, Sudbury cité Ont $1,212,380, Thunder Bay cité Ont $434,500, Timmins cité Ont $127,700, Toronto cité Ont $8,000,000, Tosorontio commune Ont $103,194, Uxbridge commune Ont $63,500, Valley East ville Ont $103,102, Welland cité Ont $321,200, West Nissouri Ont $113,500, Windsor cité Ont $630,146, Woodstock cité Ont $56,943, York cité Ont $87,691, District of Alonsa Local Government Man $54,953, Branton cité Man $244,285, District of Churchill Local Government Man $248,000, Cornwallis municipalité rurale Man $279,498, Dauphin municipalité rurale Man $103,395, Dauphin ville Man $98,035, North Cypress municipalité rurale Man $279,808, Portage La Prairie cité Man $59,147, Portage La Prairie muncipalité rurale Man $149,074, Rockwood municipalité rurale Man $438,338, St Andrews municipalité rurale Man $78,145, South Cypress municipalité rurale Man $57,000, Northern Manitoba Affairs Man $63,000, Winnipeg cité Man $11,065,592, Bayne municipalité rurale Sask $53,928, Dundurn municipalité rurale Sask $74,000, Fort Qu'Appelle ville Sask $70,000, Meeting Lake municipalité rurale Sask $54,276, Moose Jaw cité Sask $159,749, Moose Jaw municipalité rurale Sask $237,937, North Battleford cité Sask $72,568, Orkney municipalité rurale Sask $73,610, Prince Albert cité Sask $182,089, Prince Albert municipalité rurale Sask $310,000, Regina cité Sask $2,667,192, Reno municipalité rurale Sask $93,058, Saskatoon cité Sask $1,152,917, Spiritwood municipalité rurale Sask $64,219, Swift Current cité Sask $78,954, Swift Current municipalité rurale Sask $130,000, Val Marie municipalité rurale Sask $100,000, Yorkton cité Sask $108,946, Banff School District Alb $375,000, Bonnyville Municipal District Alb $1,085,677, Calgary cité Alb $5,900,217, Drumheller cité Alb $395,000, Edmonton cité Alb $3,300,000, Grande Prairie comté Alb $135,000, Edmonton Improvement District Alb $90,000, Jasper School District Alb $218,010, Comté de Leduc Alb $676,000, Lethbridge cité Alb $130,708, Comté de Lethbridge Alb $487,098, Red Deer cité Alb $81,000, Comté de Red Deer Alb $285,000, Sturgeon Municipal District Alb $421,372, Wainwright Municipal District Alb $215,000, Burnaby District C-B $160,226, Campbell River District C-B $106,911, Chilliwack District C-B $475,000, Coquitlam District C-B $102,769, Delta District C-B $175,000, Esquimalt Township Commune C-B $4,267,089, Kamloops cité C-B $501,102, Kelowna cité C-B $84,768, Kent District C-B $394,896, Kitimat District C-B $133,288, Langley cité C-B $146,282, Masset Village C-B $185,466, Matsqui District C-B $701,664, Metchosin District C-B $165,000, Ministre des Finances C-B $1,364,655, Mission District C-B $263,606, Nanaimo cité C-B $588,492, Nelson cité C-B $76,417, New Westminster cité C-B $371,919, North Saanich District C-B $825,000, One Hundred Mile House Village C-B $55,910, Penticton cité C-B $167,595, Pitt Meadows District C-B $115,735, Port Hardy District C-B $103,641, Prince George cité C-B $282,947, Prince Rupert cité C-B $221,197, Quesnel cité C-B $63,250, Richmond commune C-B $4,494,309, Saanich District C-B $467,807, Sidney ville C-B $51,027, Smithers ville C-B $66,243, Surrey District C-B $618,119, Vancouver cité C-B $3,600,000, Vernon cité C-B $138,799, Victoria cité C-B $1,196,450, West Vancouver cité C-B $98,179, Fort Smith ville TN-O $97,000, Frobisher Bay Village TN-O $130,000, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest TN-O $83,740, Hay River ville TN-O $120,407, Inuvik ville TN-O $400,000, Yellowknife cité TN-O $540,064, Dawson cité TY $128,544, Whitehorse cité TY $851,115.

Contribution à des organismes provinciaux et à des particuliers pour des initiatives de développement entreprises selon les ententes-cadres de développement et les ententes auxiliaires en vue d'apporter un rajustement économique et socio-économique $7,220,504—New Brunswick Community Improvement Corp Fredericton N-B $1,514,090, Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $797,767, Economic Development Corporation of St-Irénée St-Irénée Qué $365,000, Cité de Sault Ste Marie Ont $4,379,998, Cité de Welland Ont $162,586.

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE $180,000

Subvention à l'égard de bassins de radoub Canadian Vickers Ltd, Montréal Qué $180,000

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE $803,680,517

Département $803,680,517

Subventions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional $169,574

Subventions à la Fondation Tex-Scope et la Fondation Wentworth Hamilton Ont $30,000

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Subvention au Centre Science-Nord Sudbury Ont $500,000

Subventions en vertu du Programme de développements économique des Autochtones $829,575—Canadian Council for Native Business Toronto Ont $89,575, Canadian Northern Studies Trust Ottawa Ont $125,000, Gabriel Dumont Institute Regina Sask $615,000.

Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques $268,500—The Niagara Institute Niagara on the Lake Ont $259,000.

Subvention à la Fédération des travailleurs du Québec à l'égard du Fonds de Solidarité $10,000,000—Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ) Montréal Qué $10,000,000.

Subventions en vertu de la Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises $68,930

Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional $216,013,141—A Lacroix & Fils Granit Ltée St-Sébastien Qué $109,079, A Lassonde & Fils Inc Rougemont Qué $950,000, AIM Industries Ltd Halifax N-É $56,987, A L Stainless Inc Peterborough Ont $360,000, AAR-Kel Moulds Wallaceburg Ont $123,554, Abattoir Giroux Inc Bromptonville Qué $87,188, Abbott & Townsend Lumber Inc Langton Ont $131,037, Abeda Wood Products Winfield C-B $79,929, Abegweit Produce Ltd Kinkora Î-P-É $102,060, Aciflex Industries Inc St-Hubert Qué $103,177, Active Mould and Design (1977) Ltd Windsor Ont $122,617, Advanced Extrusions Ltd Penetanguishene Ont $214,366, AES Data Ltd Mississauga Ont $319,657, Agrinove Coopérative Agro-Alimentaire Ste-Claire Qué $113,830, Agropur Coopérative Agro-Alimentaire Granby Qué $131,604, Airtech Canada Peterborough Ont $50,790, Alberta Microelectronics Centre Edmonton Alb $200,000, Alkaril Chemicals Ltd Mississauga Ont $150,758, Almet Hardware Ltd Montréal Qué $85,162, Almex Inc Bernieres Qué $199,175, AMCA International Ltd Amherst N-É $468,182, American Motors (Canada) Inc Sarnia Ont $12,396,056, Amnicon Corporation Downsview Ont $53,549, Andres Wines Atlantic Ltd Dartmouth N-É $51,954, Andronic Devices Ltd Vancouver C-B $70,003, Applied Microelectronics Institute Halifax N-É $200,000, ARC Tube Inc Sault Ste Marie Ont $60,666, Arnold Manufacturing Ltd Do-Zo-We-Kwin Man $138,690, Arriscraft Corporation Cambridge Ont $89,390, Asea Inc Varennes Qué $144,660, Assoc Des Man de Bois de Sciage du Québec Québec Qué $127,115, Assoc Mont d'Action Récréation & Culture Montréal Qué $93,135, Atelier d'Usinage Rock Inc St-Georges-de-Beauce Qué $83,966, Atkinson Tremblay & Assoc Inc Montréal Qué $123,834, Atlantic Canada Plus Assoc Halifax N-É $143,590, Atlantic Coal Institute Sydney N-É $397,468, Atlantic Compressed Air Ltd Moncton N-B $80,000, Atlantic Industries (NB) Ltd Sackville N-B $105,000, Atlantic Institute of Biology Halifax N-É $597,146, Atlantic Mussel Growers Corp Ltd Montague Î-P-É $112,500, Atlantic Provinces Economic Council Halifax N-É $150,000, Auberge Estrimont Magog Qué $225,491, Aviation Maintenance Incorporated Echo Bay Ont $85,500, BC Microelectronics Society Burnaby C-B $200,000, B E L-Tronics Ltd Mississauga Ont $220,500, B&B Tool & Mould Ltd Oldcastle Ont $320,068, Babcock & Wilcox (Cda) Ltd Cambridge Ont $341,197, Bailey Controls Burlington Ont $120,751, Bandag Canada Ltée Shawinigan Qué $192,952, Barcana Ltée Granby Qué $55,127, Bardeaux & Cèdres St-Honoré Inc St-Honoré Qué $81,801, Barleen Developments Ltd Yorkton Sask $67,327, Barrette Chapais Ltée Chapais Qué $1,131,674, Beauce Bois Inc Beauceville Qué $196,312, Beckers Lay Tech Inc Kitchener Ont $57,496, Bendix Engine Components Ltd Chatham Ont $96,027, Bijouterie Princesse Inc Chomedey Qué $54,299, Billiton Canada Ltd Toronto Ont $172,645, Bismar Inc Longueuil Qué $125,452, Blanchard-Ness Ltée St-Hubert Qué $260,457, Blouse Metal Products Waterloo Ont $57,338, Boa-Franc (1983) Ltée St-Georges Est Qué $151,965, Bois Daaquam Inc Daaquam Qué $82,250, Bois de Plancher PG Inc (Les) St-Édouard Qué $146,447, Bois Franc Royal Ltée Beloeil Qué $201,732, Bois Lee-An Inc Fermeneuve Qué $231,767, Bois Traitel Ltée St-Joseph-de-Kamouraska Qué $100,777, Bois-Aise de Roberval Inc Roberval Qué $86,824, Bombardier Inc La Pocatière Qué $1,038,983, Bomen Inc Ville Vanier Qué $60,019, Bonar Rosedale Plastics ltd Lindsay Ont $371,411, Borden Chemical Laval Qué $513,506, Border Tool and Die Ltd Windsor Ont $200,888, BPJO Radiator Plastics Ltd Debert N-É $247,674, Brampton Foundries Ltd Brampton Ont $223,101, Brett-Young Seeds Ltd St Norbert Man $276,977, Bristol-Meers Pharmaceutical Division Candiac Qué $183,161, British Columbia Forest Products Ltd Vancouver C-B $864,460, Bruin Engineered Parts Ltd Midland Ont $239,044, Burchill Plywood 1984 Ltd Fredericton N-B $80,000, Burgess Power Train & Mfg Inc Sudbury Ont $52,817, Busch's Auto Supplies Ltd Fort Frances Ont $50,316, CIL Inc & Ethylec Inc Varennes Qué $267,500, Cabletest International Inc Markhamm Ont $160,982, CADMI Microelectronics Inc Fredericton N-B $200,000, CAE Diecast Ltd St Catharines Ont $107,876, Camions Pierre Thibault Inc St-François-du-Lac Qué $222,089, Campeau Corporation Division Roberval Roberval Qué $3,672,623, Camtron Electronics International Ltd St-Laurent Qué $71,965, Canadian Assoc of Data & Professional Services Organization Ottawa Ont $141,345, Can-Eng Manufacturing Ltd Niagara Falls Ont $65,572, Canada Cement Lafarge Ltd Montréal Qué $388,785, Canada Packers Inc Summerside Î-P-É $82,042, Canada-China Trade Council Toronto Ont $68,850, Canada Advanced Technology Assoc Ottawa Ont $99,911, Canadian Bioclinical Ltd Scarborough Ont $52,687, Canadian Centre for Advanced Instrumentation Saskatoon Sask $200,000, Canadian Construction Mgmt Development Institute Willowdale Ont $54,000, Canadian Electrical Assoc Montréal Qué $90,657, Canadian Food Processors Assoc Ottawa Ont $90,743, Canadian Forest Products Ltd Vancouver C-B $538,490, Canadian General Electric Company Ltd Lachine Qué $138,323, Canadian General Electric Nuclear Prod Peterborough Ont $1,222,912, Canadian Industrial Innovation Centre Waterloo Waterloo Ont $1,043,500, Canadian Institute of Fisheries Technology Halifax N-É $200,000, Canadian Manufacturers Assoc Toronto Ont $102,825, Canadian Plastics Institute Don Mills Ont $200,000, Canadian Rotary Tool Works Ltd Calgary Alb $52,513, Canadian Wood Council Ottawa Ont $134,302, Canadiana Outdoor Products Inc Brampton Ont $238,262, Canbra Foods Ltd Lethbridge Alb $85,261, Canlec Industries Ltd Coquitlam C-B $79,269, Castle Ceramics Ltd Norwich Ont $75,851, Caterpillar of Canada Ltd Mississauga Ont $109,060, Cavalier Tool & Manufacturing Ltd Windsor Ont $58,263, Ceeco Machinery Manufacturing Ltd Concord Ont $122,769, Centerline (Windsor) Ltd Windsor ont $89,116, Centoco Holdings Ltd Tilbury Ont $79,703, Centoco Manufacturing Ltd Tilbury Ont $182,164, Central Dynamics Ltd Pointe-Claire Qué $272,775, Centre de Diffusion du Design RR Inc Montréal Qué $100,000, Centre de Recherche de l'Est du Québec Rimouski Qué $124,773, Centre de Ski Développement Mt-St-Sauveur Ltée St-Sauveur-des-Monts Qué $213,867, Centre d'Innovation Industrielle Montréal Qué $935,150, Chamberlain Manufacturing Canada Inc Barrie Ont $50,114, Champion Royal Machinery Ltd Goderich Ont $502,416, Chantiers Mar Isle-aux-Coudres (1980) Inc Québec Qué $90,518, Chippin Brothers Limited Frédéricton N-B $208,911, Ciment Québec Inc St-Basile Qué $446,852, Circo Craft Co Inc Pointe-Claire Qué $1,467,535, Granby Qué $327,396, Circuits GRM Circuits Inc Dorval Qué $70,632, City Welding (Sudbury) Ltd Sudbury Ont $57,420, Clay-Mill Technical Systems Inc Windsor Ont $987,000, Clearwater Seafoods Ltd Bedford N-É $119,016, Clermond Hamel Ltée St-Ephrem-de-Beauce Qué $124,651, Clevemont Ind Ltd (Sarama Lighting Div) Ville d'Anjou Qué $620,283, Cluett Peabody & Co of Canada Inc Trois-Rivières Qué $111,089, Clynch Prosthetic & Orthotic Laboratory Ltd Calgary Alb $90,258, CML Computational Methods Ltd Hull Qué $189,535, COBI Foods Inc Berwick N-É $436,133, Coca-Cola Foods Canada Inc North York Ont

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

$877,500, Cognos Incorporated Ottawa Ont $676,285, Coldstream Products of Canada Ltd Winnipeg Man $74,129, Coleco (Canada) Ltée Montréal Qué $598,692, Colortexil Inc Pointe-aux-Trembles Qué $77,364, Columbia Computing Services Ltd Vancouver C-B $73,500, Communications SR Inc Chicoutimi Qué $105,806, Commutron Ltd Scarborough Ont $95,899, Compagnie d'Équipement Idéal Ltée Montréal Qué $122,919, Comtern Ltd Pointe-Claire Qué $905,776, Concool Refrigeration Ltd Pointe-Claire Qué $71,828, Connors Brothers Ltd Black's Harbour N-B $99,002, Conseil de l'Industrie de l'Hydrogène Montréal Qué $200,000, Conserverie Girard & Beaudin Inc Saint-Angèle-de-Monnoir Qué $99,656, Continuous Mining Systems Ltd Sudbury Ont $381,954, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $3,881,098, Coopérative du Gros Cap Gros Cap Qué $67,250, Corporation d'Usinage Métro Montréal Qué $58,763, Corporation of the Town of Alexandria Alexandria Ont $495,516, Corporation of the Village of Pemberton Pemberton C-B $411,843, Council of Forest Industries of BC Vancouver C-B $1,805,345, Craftech Manufacturing Company Steinbach Man $93,334, Cusco Industries Inc Montréal Qué $61,124, Custom Machine & Tool Co Ltd Mount Uniacke N-É $58,238, Cyanamid Canada Inc Baie d'Urfé Qué $132,517, Cybernex Ltd Ottawa Ont $127,956, DB Robinson & Associates Edmonton alb $75,221, DDI Seamless Cylinder Intl Inc Sault Ste Marie Ont $73,401, DAAM Galvanizing Co Ltd Edmonton Alb $62,561, Dare Foods Ltd Kitchener Ont $249,659, Datagram Inc Boucherville Qué $60,634, Datatrak Inc Kanata Ont $52,324, David Chapman's Ice Cream Ltd Markdale Ont $56,663, Dectron Inc Montréal Qué $60,623, Degussa Canada Ltd Burlington Ont $1,411,000, Delico Corporation Pointe-Claire Qué $147,757, Deloro Stellite (Canada) Ltd Belleville Ont $184,056, Dexmar Plastics Inc Winnipeg Man $51,684, Diachem Industries Ltd Richmond C-B $79,599, Diffracto Ltd Windsor Ont $220,549, Digimode Inc Montréal Qué $61,214, Diners Delite Foods Ltd Niagara Falls Ont $138,308, Dometal Inc Montréal Qué $110,999, Domfer Metal Powders LaSalle Qué $194,800, Domglas Inc Mississauga Ont $453,950, Dowty Canada Electronics Ltd Peterborough Ont $90,326, Dunbrick Ltée Chicoutimi Qué $90,000, Dyne-A-Pak Inc Montréal Qué $96,737, ES Stephenson & Co Ltd Saint John N-B $85,389, East Hope Industries Ltd Richmond B-C $58,193, Eastern Protein Foods Ltd Hamilton Ont $128,087, Eastport Motel & Housekeeping Units Eastport T-N $126,594, Easy-Plan Furniture Ltd Pickering Ont $164,380, Ébénisterie Beaubois Ltée Ville St-Georges Qué $57,255, Echlin Canada Inc Rexdale Ont $81,547, Eicon Technology Corporation St-Laurent Qué $82,578, Elcorsy Inc St-Laurent Qué $115,986, Electro Cables Inc Trenton Ont $108,096, Electrohome Ltd Kitchener Ont $226,186, Electromed International Ltée St-Eustache Qué $87,549, Elk Lake Planing Mill Ltd Elk Lake Ont $54,990, Elma Engineering Services Ltd Ottawa Ont $102,503, Elmira Refiners Ltd Waterloo Ont $71,983, Emerson Electric Ltd Markham Ont $100,969, Emery International Developments Ltd Toronto ont $152,969, Enardee Dabbers Ontario Ltd Paris Ont $58,126, Enfoprise Inc Dorval Qué $216,000, Enseignes «Impérial» Signs Ltd Edmunston N-B $65,000, Environment-Air Ltd Buctouche N-B $55,417, Équipements Frigorifiques Gelaire Inc Montréal Qué $92,625, Équipements Industriels de Beauce Inc Ste-Marie Qué $103,105, Equitana North America Calgary Alb $56,475, ERCO Industries Ltd Islington Ont $3,995,741, Erfan Lumber Ltd Musquodoboit N-É $88,819, Escaliers Gilles Grenier Inc St-Elzéar Qué $80,631, Euclid Canada Ltd Guelph Ont $158,675, Evaporateurs Waterloo Inc (Les) Waterloo Qué $72,146, Exel Sports Limited Peterborough Ont $252,096, Exeltor Inc Bedford Qué $116,876, Fabrication Labrie Inc St-Nicolas Qué $51,840, Fabris Industrial Mfg Ltd Winona Ont $64,473, Fabspec Inc Sorel Qué $64,549, Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont $257,275, Félix Huard Inc Luceville Qué $105,526, Fernand Bois Ltée Lac des Aigles Qué $60,123, Festival City Fabricators Ltd Stratford Ont $60,300, Festival de Théâtre des Amériques Inc Montréal Qué $56,201, Fibres Donnite Inc Richmond Qué $85,272, Filochrome Inc Joliette Qué $84,645, Fisher Gauge Ltd Peterborough Ont $224,559, Fonderie Magotteaux Canada SCC Magog Qué $98,904, Fonderie Ouellet Inc (La) St-Léonard Qué $58,574, Fraises à Métaux de Montréal Inc Chomedey Qué $53,572, Frank P Yantha Lumber Ltd Barry's Bay Ont $58,058, Freins Absco Ltée Québec Qué $72,663, Freshwater Fish Marketing Corporation Winnipeg Man $114,436, Fromagerie Cayer Inc St-Raymond-de-Portneuf Qué $70,339, Fromagerie Clement Inc St-Damase Qué $56,731, Frontenac Fabrics Inc St-Laurent Qué $96,672, Frontenac Granit Inc Lac-Drolet Qué $106,140, Fur Council of Canada Montréal Qué $72,203, Futurtex Communication Inc Montréal Qué $81,598, GLC Canada Inc Lachute Qué $2,211,523, Gammco Lumber Ltd Scotsburn N-É $178,568, Ganong Brothers Ltd St Stephen N-B $76,784, Gaston Cellard Inc Pointe-à-la-Garde Qué $67,384, Gates Canada Inc Brantford Ont $247,583, GEAC Computer Corporation Markham Ont $704,604, Gemtex Company Ltd Rexdale Ont $93,316, General Aluminum Forgings Inc Winnipeg Man $339,254, General Metal Systems Ltd Islington Ont $121,441, General Signal Ltd Owen Sound Ont $408,399, Genesys Group Inc Ottawa Ont $101,198, Genpak Corporation Cookshire Qué $348,948, Gentec Inc Ste-Foy Qué $137,450, Geo-Data International Ltd Brentwood Bay C-B $60,129, Geomin Computer Services Corporation Vancouver C-B $52,292, Georgian College of Applied Arts & Technology Barrie Ont $174,960, Girard Inc St-Césaire Qué $75,313, Giro Inc/Le Groupe en Informatique Montréal Qué $54,825, Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B $1,357,067, Glengarry Motel & Restaurant Ltd Truro N-É $675,000, Glissade le Royer Ltée Tracadie N-B $109,515, Golden Town Apple Products Ltd Clarksburg Ont $73,619, Granicor Inc St-Augustine Qué $289,598, Granit Bussières Inc St-Sébastien Qué $247,756, Granny's Poultry Co-operative (Man) Ltd Winnipeg Man $61,200, Grant Waferboard Englehart Ont $130,417, Gravure Graphics Ltd Winnipeg Man $67,562, Greif Containers Inc Niagara Falls Ont $86,856, J Groleau et Fils Ltée St-Roch-de-Mekinac Qué $61,090, Groupe Québécor Inc Magog Qué $374,715, Groupe Unimedia Inc Drummondville Qué $451,775, Groupe Videoway Inc (Le) Montréal Qué $270,172, GTE Sylvania Canada Ltée St-Jean Qué $89,538, Guertin Bros Winnipeg Man $67,785, Gully Fish and Food Products Co Ltd Shippegan N-B $83,956, H & K Manufacturing Ltd Cobourg Ont $89,100, HA Solutec Ltée Montréal Qué $51,172, HOP Consulab Inc Beauport Qué $81,847, Harris Farinon Canada Inc Dorval Qué $413,267, Hayes-Dana Inc St Catharines Ont $100,834, Health Pasteurized Milk Company Ltd Hunter River Î-P-É $102,393, Heidt Metal Products Ltd Waterloo Ont $83,025, Hill Machinery Sales Corp Shelbourne Ont $85,873, Hub Meat Packers Ltd Moncton N-B $347,400, Hudson Bay Mining & Smelting Co Ltd Flin Flon Man $87,283, Hurricane Rescue Craft Inc Richmond C-B $77,629, Husky Injection Molding Systems Ltd Bolton Ont $493,459, Hymac Ltd Laval Qué $223,193, IAF Production Inc Laval des Rapides Qué $292,275, ICAM Technologies Corporation Pointe-Claire Qué $148,242, ILCO Unican Inc Montréal Qué $403,987, Imapro Inc Charlottetown Î-P-É $119,744, Imperial Flavours Inc Mississauga Ont $66,209, Indema Ltd London Ont $102,542, Industrial Applications for Microelectronics Winnipeg Ont $200,000, Industries Couture Ltée Chicoutimi Qué $83,272, Industries Fermco Ltée (Les) St-Adelphe Qué $76,919, Industries John Lewis Ltée (Les) La Tuque Qué $134,671, Industries Maibec Inc St-Pamphile Qué $220,084, Industries Plastiques Polar Ltée (Les) St-Laurent Qué $266,557, Industries SMI Canada Ltée Ste-Foy Qué $175,768, Ingersoll Rand Canada Inc Bedford Qué $243,627, Inglis Limited Montmagny Qué $221,716, International Cutting Tools Inc Montréal Qué $59,834, Inventronics Ltd Brandon Man $186,191, Invotek Instruments Inc Scarborough Ont $477,219, Ionizing Energy Company of Canada Ltd Frédéricton N-B $125,000, IPL Inc St-Damien Qué $238,519, IPSCO Inc Régina Sask $73,850, Irenée Grondin & Fils Ltée St-Zacharie Qué $84,375, Island Breweries Ltd Milton Î-P-É $360,000, Island Metal Fabricators Ltd

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Charlottetown Î-P-É $131,206, Island Saltfish Incorporated Charlottetown Î-P-É $149,621, IVACC Inc Marieville Qué $700,000, JD Barnes Ltd Willowdale Ont $71,526, JKS Industries Inc North Bay Ont $53,332, Jacmorr Mfg Ltd Kitchener Ont $176,216, Jiffy Products (NB) Ltd Shippegan N-B $56,747, John T Hepburn Ltd Toronto Ont $311,349, Johnson & Johnson Inc Montréal Qué $388,239, Joiner Systems JSC Canada Ltd St-Laurent Qué $64,045, Joseph Audet Ltée Ste-Rose-de-Watford Qué $96,750, Josi Moulds Ltd Concord Ont $59,485, K & K Tool Ltd St-Jean-sur-Richelieu Qué $166,469, Karhu-Titan Canada Ltée Cowansville Qué $62,768, KB Electronics Ltd Bedford N-É $315,361, Kempac Inc St-Janvier Qué $68,962, Kenhar Products Ltd Guelph Ont $165,065, King Fifth Wheel Company Orillia Ont $573,338, Kingston Lumber & Building Supplies Ltd Kingston N-É $90,437, Kraft Ltd Mont-Royal Qué $786,822, Kuriyama Canada Inc Brandford Ont $534,671, LE Shaw Ltd Halifax N-É $83,597, LH Plante & Fils Inc St-Ignace-de-Loyola Qué $63,788, L'As Rechapeur 1982 Inc Rimouski Qué $112,665, La Compagnie Resentel Ltée Marieville Qué $90,897, La Scierie Jacques Beaulieu Ltée St-Paul-du-Nord Qué $56,865, La Société de Micro-Électronique Ind Sherbrooke Qué $200,000, Laboratoire Du-Var Inc Laval Qué $56,198, Laiterie de Choix Inc & Cremerie Unic Ltée Amqui Qué $58,543, Lake Okanagan Resort Edmonton Alb $271,554, Lallemand Inc Montréal Qué $55,572, Lambert Somec Inc Québec Qué $110,246, Lar Machinerie (1983) Inc Metabetchouan Qué $55,791, Larcan Communications Equipment Inc Mississauga Ont $408,257, Laser Applications Science & Engineering Research Institute Edmonton Alb $84,394, Laurie's Motel Ltd Cheticamp N-É $83,973, Laval Tool and Mould Ltd Maidstone Ont $102,378, Leedye Inc Lachine Qué $95,084, Legalware Inc Toronto Ont $84,553, Lelièvre Lelièvre et Lemoignan Ltée Ste-Thérèse-de-Gaspé Qué $196,031, Leon's Manufacturing Company Ltd Yorkton Sask $70,431, Les Aliments Pierre Inc St-Denis-sur-Richelieu Qué $92,614, Les Aliments Roch Ltée Chicoutimi Qué $315,000, Les Ateliers Minord Inc Val d'Or Qué $125,642, Les Bois de l'Est du Québec (1985) Inc Matane Qué $67,194, Les Contreplaques Artwood Inc Louiseville Qué $98,859, Les Emballages Polyform Inc Granby Qué $93,298, Les Entreprises de Stoneham Inc Stoneham Qué $191,073, Les Entreprises Michel Ferland Inc Montréal Qué $92,280, Les Exploitations Deschênes Ltée Latulipe Qué $82,131, Les Forges Jacques Pednault Inc Laterrière Qué $54,844, Les Fromages Saputo Ltée St-Hyacinthe Qué $624,517, Les Industries Caron (Meubles) Inc Montmagny Qué $197,872, Les Industries Domco Ltée Farnham Qué $674,435, Les Industries Georges Deschênes Ltée Dégelis Qué $94,764, Les Industries Ling Inc Warwick qué $101,403, Les Industries Niagara Lockport Warwick Qué $114,320, Les Industries Rancourt Ltée St-Georges-Est Qué $93,150, Les Meubles Nilka Inc Iberville Qué $97,984, Les Panneaux de Bois Kennebec Ltée St-Georges-Est Qué $68,620, Les Papiers Peints Berkley Inc Sherbrooke Qué $416,911, Les Placages de l'Outaouais Inc Gatineau Qué $171,103, Les Plafonds Up Inc St-Louis-de-Terrebonne Qué $71,652, Les Plastiques Simport Ltée Beloeil Qué $65,121, Les Produits Auto-Collants Adbec Inc Vaudreuil Qué $112,291, Les Produits de Métal R & M Ltée Anjou Qué $144,603, Les Produits du Bois Astell Inc La Patrie Qué $78,684, Les Relèves Géophysiques Inc Québec Qué $58,808, Les Scieries St-Félicien Inc St-Félicien Qué $67,643, Levitan Kohl et Associés Ltd Montréal Qué $105,434, Linear Technology Inc Burlington Ont $449,015, Litens Automotive Inc Downsview Ont $575,462, Logiciel Amso Inc Ste-Foy Qué $133,011, Logidec Inc Montréal Qué $64,000, Long Manufacturing Limited Oakville Ont $93,511, St-Jérome Qué $85,203, Lumonics Inc Kanata Ont $235,738, Luvan Ltd St-Laurent Qué $100,283, Lynx Industries Inc Ambassador/Lynx Inc St-Lambert Qué $97,350, MDDC Systems Ltd Pointe-Claire Qué $235,601, Macdon Industries Ltd Winnipeg Man $116,731, MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B $906,420, MacMillan Bloedel Ltd Thunder Bay Ont $2,868,346, Mallinckrodt Canada Inc Pointe-Claire Qué $561,100, Malpec Peat Moss Ltd Rexton N-B $172,015, Manitoba Forestry Research The Pas Man $1,812,901, Manitoba Metis Community Investments Inc Winnipeg Man $128,089, Manitoba Rolling Mills Selkirk Man $2,621,637, Maple Roll Leaf Co Ltd Windsor Ont $86,850, Maranda & Labrecque Ltée Québec $516,568, Marine Industries Ltée Tracy Qué $1,569,611, Marine Lobster Farms Ltd Victoria Î-P-É $91,597, Marine Technology Inc Charlottetown Î-P-É $78,522, Maritime Propellers Rebuilding Ltd Cocagne N-B $57,042, Mark Hot Inc Longueuil Qué $58,081, Matrox Electronic Systems Ltd Mont-Royal Qué $472,419, Matsushita Industrial Canada Ltd Toronto Ont $569,819, Maurice Guillemette Inc Ville de Bécancour Qué $98,534, McAdam Cedar Products Company Ltd McAdam N-B $116,088, Mec-Fab Inc Boucherville Qué $68,574, Mecanabec Systems Inc Longueuil Qué $50,765, Mercer's Machine Shop Ltd St John's T-N $64,266, Metcor Inc Anjou Qué $266,620, Metrex Instruments Ltd Brampton Ont $123,321, Meuble Idéal Ltée St-Charles-de-Bellechasse Qué $68,018, Meuble Villageois Inc (Le) St-Benoit-Labre Qué $279,843, Meubles Biltrite Ltée Montréal Qué $118,359, Meunerie JB Dionne & Fils Ltée Mont-Joli Qué $53,933, Micronav Ltd Sydney N-É $470,037, Milgram & Company Ltd Montréal Qué $105,574, Mirtone Industries Ltd Downsview Ont $137,390, Mitel Corporation Kanata Ont $2,887,358, Mitsubishi Electronics Ind Can Ltd Midland Ont $1,801,923, Modern Redwood Products Ltd Beamsville Ont $68,607, Moli Energy Ltd Burnaby C-B $339,662, Mont Sutton Inc Sutton Qué $668,674, Montreal Die Makers Inc Lachine Qué $94,697, Montréal Terra Cotta 1966 Ltée Deschaillons Qué $72,701, Moulage Sous Pression de Lyster Ltée Lyster Qué $100,714, Moulées Nadeau Ltée Claire N-B $50,000, Moules Mirplex Inc (Les) St-Jean-sur-Richelieu Qué $63,397, Murray Bros Lumber Co (1969) Ltd Barry's Bay Ont $337,500, NB Research and Productivity Council Fredericton N-B $849,777, National Sea Products Ltd Halifax N-É $968,474, Nautical Electronic Labs Ltd Hackett's Cove N-É $74,029, Neelon Casting Ltd Sudbury Ont $678,158, NEI Canada Ltd St Catharines Ont $58,949, Nelson Muffler Canada Inc Burk's Falls Ont $132,475, Netron Inc Downsview Ont $64,935, Newfoundland and Labrador Development Corp St John's T-N $340,053, Newfoundland Containers Corp Donovan's T-N $77,667, Nexus Engineering Corp Burnaby C-B $75,794, Nilus Leclerc Inc l'Islet Qué $187,774, Nitrex Metal Inc St-Laurent Qué $84,235, Noma Inc Scarborough Ont $448,875, Noram Electrical Limited Markham Ont $138,862, Noranda Mines Ltd Pointe-Claire Qué $247,233, Normick Perron Inc La Sarre Qué $105,557, Norpak Ltd Kanata Ont $60,000, Nortech Surveys (Canada) Inc Calgary Alb $63,535, Nortek Tool & Mould Ltd London Ont $85,500, North American Coating Laboratories Ltd Peterborough Ont $176,547, North Ocean Enterprises Ltd Souris Î-P-É $57,583, Northern Breweries Ltd Sault Ste Marie Ont $69,726, Northern Industrial Plating Ltd Saskatoon Sask $115,859, Northern Telecom Canada Ltd Winnipeg Man $1,051,453, Northern Wood Preservers Ltd Thunder Bay Ont $519,883, Norwest Precision Ltd Weston Ont $85,676, Numetrix Ltd Toronto Ont $51,612, Nutra-Vet Feeds Ltd Winnipeg Man $62,552, Nutribec Ltée Montréal Qué $61,159, Nutron Manufacturing Ltd Edmonton Alb $92,968, Océanique Système d'Information Montréal Qué $69,975, Oetiker Ltd Alliston Ont $445,956, Officesmiths Inc Ottawa Ont $193,826, Ohma Systems Inc LaSalle Ont $66,150, Ontario Bus Industries Inc Mississauga Ont $1,000,000, Ontario Centre for Advanced Manufacturing Rexdale Ont $821,239, Opto-Electronics Ltd Oakville Ont $148,857, Orcatech Inc Kanata Ont $132,962, Orlick Industries Ltd Hamilton Ont $693,398, Oxford Frozen Foods Ltd Oxford N-É $77,323, P I M A Régina Sask $120,373, Panneaux de la Vallée Inc Sayabec Qué $476,700, Panofor Inc Val d'Or Qué $738,000, Papeterie Reed Ltée St-Émile Qué $560,963, Papiers Inter-Cité Ltée & Price Wilson Lachute Qué $540,572, Patates Préparées Baril (1981) Inc St-Léonard-d'Aston Qué $60,787, Peninsula Farm Ltd Lunenburg N-É $66,259, Peterson American

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Corporation Southfield Mich É-U $90,000, Petro-Sun International Inc Longueuil Qué $50,651, Philips Electronique Ltée et Westinghouse Trois-Rivières Qué $216,660, Phillips Seed Farm (1963) Ltd Tisdale Sask $98,928, Pirelli Cables Inc Surrey C-B $79,292, Plastibo Inc St-Damien Qué $167,026, Plastique DCN Inc Warwick Qué $72,735, Plastiques Micron Inc Ste-Claire Qué $89,098, Plastiques Gagnon Inc St-Jean-Port-Joli Qué $273,150, Polymer International (NS) Ltd Truro N-É $442,763, Polyrim Ltd Thornhill Ont $194,539, Polyrim Mfg Ltd Markham Ont $4,263,639, Porta-Test Systems Ltd Edmonton Alb $66,725, Positron Inc Montréal Qué $68,018, Power Battery (Iberville) Ltd St-Jean-sur-Richelieu Qué $117,747, Power Motion Mfg London Ont $289,751, Power Ventilation Canada Ltd Winnipeg Man $51,017, PRA International Inc London Ont $109,931, Prairie Fibre Inc Tisdale Sask $325,486, Prairie Micro Tech Inc Régina Sask $111,825, Pratt & Whitney Canada Longueuil Qué $2,078,018, Preci-Can Inc St-Laurent Qué $61,226, Preci-Tech Ltd St-Laurent Qué $319,912, Precimold Inc Candiac Qué $68,472, Presud Communications Inc Montréal Qué $140,738, Prevost Car Inc Ste-Claire Qué $719,017, Price & Knott Mfg Co Ltd Westhill Ont $50,580, Prime Mover Controls Ltd Burnaby C-B $55,258, Pro-Western Plastics Ltd St-Albert Alb $57,064, Process Technology Ltd Oromocto N-B $197,881, Prodel Incorporated Beauport Qué $52,453, Produits Chimiques Carlew Ltée St-Rémi Qué $123,000, Produits de Bâtiments en Aluminium ABP Montréal Qué $90,073, Pulp/Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $190,891, Quality Woodwork Ltd Moncton N-B $111,375, Quinte Learning Centre Ltd Belleville Ont $58,239, RB Stamping Inc Saint-Charles-de-Drummond Qué $295,287, Ralph McKay (Canada) Ltd Régina Sask $145,457, Ramsden Industries Limited London Ont $57,396, Reber Inc St-Léonard Qué $77,753, Recochem Inc Napierville Qué $608,499, Reichhold Ltd Mississauga Ont $130,976, Reliable Engine Services Ltd Edmonton Alb $73,238, Reliance Electric Ltd Mississauga Ont $125,910, Reliance Products Ltd Winnipeg Man $802,704, Reliures Caron & Letourneau Ltée (Les) Labelle Qué $63,214, René Fibre de Verre Ltée St-Ephrem-de-Beauce Qué $97,666, Renfrew Tape Ltd Renfrew Ont $67,923, Retail Council of Canada Toronto Ont $52,836, Rexfor et CIP Inc Grand-Remous Qué $75,411, Riverside Fabricating Ltd Windsor Ont $64,575, Robert Peloquin & Fils Ltée Montréal Qué $107,136, Robertson Nickerson Group Assoc Ltd Ottawa Ont $74,124, Roland Boulanger & Cie Ltée Warwick Qué $185,432, Romolco Plastics Ltd Rawdon Qué $144,193, Roscomag Industries Ltd Ajax Ont $65,269, Rossborough Canada Ltée Baie Comeau Qué $68,477, Rumble Equipment Ltd Rexdale Ont $84,366, SIDO Ltee Granby Qué $85,146, Saint John Fundy Region Development Commission Inc Saint John N-B $592,186, Salaisons Brochu Inc (Les) St-Henri Qué $72,100, Sandvik Canada Corp Mont-Royal Qué $75,265, Sarsfield Foods Ltd Kentville N-É $153,779, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $725,000, Saturn Disq Inc St-Laurent Qué $88,675, Scana Industries Ltd Prince George C-B $70,028, Scierie Adrien Arseneault Ltée Balmoral N-B $135,527, Scierie Charlevoix Inc Charlevoix Qué $50,339, Scierie des Outardes Enr Pointe-aux-Outardes Qué $410,000, Scierie Jules Laflamme Inc St-Benoit-Labre Qué $281,638, Scierie LB Inc Lac Bouchette Qué $337,500, Scierie Mitis Inc Matane Qué $755,700, Scierie St-Alphonse Inc St-Alphonse Qué $321,037, Scotia Gold Co-Operative Ltd Kentville N-É $107,291, Seamans Beverages Ltd Charlottetown Î-P-É $799,875, Seastar Instruments Ltd Sidney C-B $89,034, Securiplex Systems Inc Pointe-Claire Qué $76,267, Sed Systems Ltd Saskatoon Sask $56,343, Selinger Wood Ltd Exeter Ont $76,500, Sentrol Systems Ltd North York Ont $1,219,184, Silicarrt Inc Montréal Qué $422,966, Siltronics Ltd Kanata Ont $209,119, Simmons Group of Companies (The) Calgary Alb $234,048, Sky Computers Ltd Longueuil Qué $59,292, Slocan Forest Products Ltd Richmond C-B $338,076, Smith & Nephew Inc Lachine Qué $201,277, Snyder & Fils Inc Bedford Qué $364,986, Société Gestion Numérique NGS 1982 Inc Ste-Foy Qué $140,922, Solkan Enterprises Ltd Surrey C-B $96,551, Soo Foundry and Machine (1980) Ltd Sault Ste Marie Ont $65,756, Sou'West Motor Inn Ltd Newcastle N-B $120,282, Sperling Farms Ltd Sperling Man $50,180, Spiro Metal Inc Laval Qué $227,874, Springco Industries Ltd Toronto Ont $52,037, SR Telecom Inc St-Laurent Qué $530,193, SR Telpos Inc St-Laurent Qué $76,039, St Mary's Paper Company Sault Ste Marie Ont $876,443, Stahlin Industries Ltd Dexter Mich É-U $232,932, Stanton Pipes Ltd Hamilton Ont $79,105, Star-Kist Canada Inc St-Andrews N-B $186,000, Station de Ski Bromont Inc Bromont Qué $475,824, STC Canada Inc Montréal Qué $495,270, Sternson Company Ltd Partnership Brantford Ont $540,000, Straboco Inc Port Cartier Qué $51,750, Steam-Flo Industries Ltd Edmonton Alb $278,775, Sub Aquatics Development Corp Vancouver C-B $266,425, Summerside Sea Products Ltd Summerside Î-P-É $135,000, Sur-Gard Security Systems Ltd Ville Mont-Royal Qué $61,397, Sussex Concentrates Ltd Sussex N-B $55,013, Systèmes de Drainage Modernes Inc (Les) Les Cèdres Qué $71,583, TAT Ltée Montréal Qué $57,805, TB Canada Inc Longueuil Qué $62,196, TP Downey & Sons Ltd Hillsborough N-B $625,249, Tamper Division Canron Inc Toronto Ont $80,000, Tanner Eye Ltd Charlottetown Î-P-É $136,762, Tech-Rep Electronics Ltd St-Laurent Qué $82,303, Techniprodec Ltée St-Léonard Qué $60,576, Tectrol Inc Downsview Ont $257,253, Telbec Telecommunications Montréal Qué $96,527, Teledyne Canada Mining Products $117,566, Temfibre Inc Témiscaming Qué $571,400, Temfor Inc Ville-Marie Qué $168,133, Terra Nova Fishery Company Ltd Clarenville T-N $87,237, Textiles Dionne Inc Drummondville Qué $385,875, Textyrene Plastics Inc Baie d'Urfé, Qué $75,258, The Canada Spool & Bobbin Co Ltd (CSB) Walkerton Ont $90,000, The Complax Corporation Cobourg Ont $282,112, The Geo Cluthe Mfg Co Ltd Waterloo Ont $80,031, The Reid's Dairy Company Ltd Belleville Ont $432,000, Theriault et Theriault Inc St-Jacques-le-Majeur-de-Causapscal Qué $135,000, Thomson-Gordon Ltd Burlington Ont $55,588, Tie Communications Canada Inc Downsview Ont $269,500, Tignish Fisheries Co-op Assoc Ltd Tignish Î-P-É $60,415, Toro Canada Ltd Steinbach Man $71,322, Toronto Kitchen Equipment Ltd Weston Ont $50,828, Tourbières Lambert Inc Rivière-Ouelle Qué $84,015, Town of Hartland Hartland N-B $120,000, Tracon Engineering Ltd Waterloo Ont $55,692, Tradesco Mold Ltd Rexdale Ont $155,774, Trans-Canada Resources Ltd Calgary Alb $87,374, Tri-Steel Inc Montréal Qué $86,006, Tridon Intl Burlington Ont $126,882, Trillium Telephone Systems Inc Kanata Ont $511,559, Trinity Brick Products Ltd Donovan's T-N $509,513, Trio Tool and Mold Ltd Windsor Ont $55,957, Tru-Die Ltd St Thomas Ont $50,729, Tyme Systems Ltd Montréal Qué $131,992, UAP Division des Poids Lourds Montréal Qué $221,175, Union Carbide Canada Ltd Toronto Ont $543,488, United Maritime Fishermen Moncton N-B $56,023, Université d'Ottawa Ottawa Ont $79,897, University of Toronto Toronto Ont $287,931, University of Western Ontario London Ont $1,618,860, Usinage Raymond Inc Sept-Îles Qué $160,000, Utlas International Toronto Ont $119,924, VF Moulding Co Ltd Montréal Qué $55,545, Vanguard Paper Box Ltd Donovan's T-N $158,524, Vansco Electronics Ltd Winnipeg Man $74,980, Velan Engineering Ltd Granby Qué $93,616, Venables Machine Works Ltd Saskatoon Sask $56,943, Versatile Farm Equipment Company Winnipeg Man $356,202, Versatile Vickers Inc Montréal Qué $58,818, Viandes Seficlo Inc St-Grégoire Qué $66,692, Vigneault & Frères Inc St-Ferdinand Qué $55,192, Viking-Cives Ltd Mount Forest Ont $251,105, Village of McAdam McAdam N-B $181,596, Visual Thermoforming Ltd Lachine Qué $94,894, Vita Health Company (1985) Ltd Winnipeg Man $140,954, Via Photogrammetric Consultants Ltd Calgary Alb $96,964, Waferboard Corporation Ltd Timmins Ont $394,800, Wanzl Manufacturing Inc Mississauga Ont $96,497, Washington Mills Ltd Niagara Falls Ont $406,496, Watercraft Offshore Canada Ltd Richmond C-B $180,106, Waterloo Centre for Process Development Waterloo Ont

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

$280,868, Web Offset Atlantic Limited Pickering Ont $130,272, Weber Tool & Mold Midland Ont $159,223, Welding Institute of Canada Oakville Ont $118,600, Werner Dahnz Company Limited Toronto Ont $70,000, Werner Metals Inc & Werner Decor Inc Dollard des Ormeaux Qué $52,501, West Edmonton Mall Ltd Edmonton Alb $4,500,000, West-Man Culvert & Metal Co Ltd Winnipeg Man $51,016, Westeel A Division of Jannock Ltd Winnipeg Man $481,562, Western Foundry Company Limited Winnipeg Man $652,541, Westinghouse Canada Inc Hamilton Ont $968,208, Westland Steel Products Ltd Winnipeg Man $123,062, Westmorland Laboratories Inc Sackville N-B $97,135, Westnofa of Canada (1979) Ltd Winnipeg Man $63,074, Westra Inc Pointe-Claire Qué $325,962, Westwood Pharmaceuticals Belleville Ont $67,532, Wevea Canada Montague Î-P-É $305,429, Whissel Inc Lachute Qué $57,522, William's & Crue (1982) Ltd Summerside Î-P-É $132,235, Williams Brothers Ltd Pictou N-É $97,722, Willmar Window Industries Ltd Winnipeg Man $99,878, Winkler Wholesale Meats Ltd Winkler Man $110,857, Wm Underwood Cie (Canada) Ltée Dorion Qué $73,133, Wong Wing Foods Inc Montréal Qué $127,284, Woodbridge Foam Corporation Richmond C-B $66,713, Woodland Lumber Ltd Prince George C-B $64,953, Woodside Fabricators Ltd Dartmouth N-É $221,179, XL Tron Lab Inc Montréal Qué $99,392, 114015 Canada Inc St-Laurent Qué $65,128, 117025 Canada Inc Montréal Qué $509,646, 127232 Canada Inc St-Romuald Qué $187,256, 571810 Ontario Limited Bracebridge Ont $56,539.

Contributions en vertu des règlements pour un renouveau industriel canadien $49,605,077—Acier Fabrex Inc Trois-Rivières Qué $133,422, Agmont Inc Montréal Qué $244,742, Alby Chlorates Canada Inc Valleyfield Qué $1,980,000, Allure Sportswear Canada Ltd Montréal Qué $75,136, Ambertex Inc Beaconsfield Qué $59,337, Amer Sport International Inc Drummondville Qué $91,668, American Biltrite (Canada) Ltd Sherbrooke Qué $115,502, Ani-Mat Inc Magog Qué $66,000, Another Tech Corporation Cap-de-la-Madeleine Qué $56,300, Asphalte Continentale Inc Shawinigan Qué $181,500, Astro Sportswear Ltd Downsview Ont $118,982, Avalon Hosiery Ltd Montréal Qué $104,041, BF Goodrich Canada Inc Waterloo Ont $931,772, Badische Canada Ltd Ottawa Ont $559,373, Barmish Inc Montréal Qué $372,014, Barrday Cambridge Ont $323,236, Bastien et Frères Inc St-Émile Qué $87,532, Bateaux Doral Ltée (Les) Grand'Mère Qué $97,508, Bauer Industries Ltd Waterloo Ont $191,522, Bay Mills Ltd Oakville Ont $1,222,551, Bernard Athletic Knit & Enterprises Ltd Toronto Ont $68,427, Berol Inc Drummondville Qué $51,000, Bertrand Croft Inc Chicoutimi Qué $64,428, Beton Vibre Ltée Trois-Rivières Qué $215,500, Bioclass Inc Sherbrooke Qué $138,838, Bitco Metal Industries Inc Hawkesbury Ont $135,200, Bulk-Lift Canada Ltd Hawkesbury Ont $56,620, Cambrai Clothing Company Ltd Scarborough Ont $110,891, Canada Hair Cloth Company Ltd St Catharines Ont $144,934, Canadian Technical Tape Ltd Montréal Qué $250,000, Canbro Inc Valleyfield Qué $141,804, Canron Inc Division Mechanique Trois-Rivières Qué $71,504, Cascades PSH Inc Drummondville Qué $1,262,001, Cercueils Atlas Inc Victoriaville Qué $180,263, Château Lingerie Manufacturing Inc Montréal Qué $150,803, Chromolit Inc Toronto Ont $1,547,860, Classy Formal Wear Inc Montréal Qué $50,000, Claudel Lingerie Inc Montréal Qué $95,207, Cleyn & Tinker Inc Huntingdon Qué $425,793, Cluett Peabody Canada Inc Toronto Ont $309,708, Codet Inc Coaticook Qué $53,659, Combustion Engineering-Superheater Ltd Sherbrooke Qué $137,981, Comdye Inc Montréal Qué $318,301, Compagnie Ballin Inc Montréal Qué $225,326, Compagnie de Cravates Park Lane (LA) Montréal Qué $92,352, Coronation Knitting Mills Ltd Montréal Qué $78,236, Coronet Carpets Ltd Farnharm Qué $199,090, Cowall Manufacturing Inc Montréal Qué $111,486, Daimor Pants and Sportswear Ltd Montréal Qué $77,905, Dawtex Industries Toronto Ont $148,714, Deceuninck Plastics Sherbrooke Qué $100,000, Dominion Tanners & Wickette & Craig Ltd Winnipeg Man $50,475, Dominion Textile Inc Montréal Qué $7,028,927, Doris Hosiery Mills Ltd Montréal Qué $537,047, Duval and Raymond Knitting Inc Princeville Qué $122,461, Dynavent Farm Equipment Inc Drummondville Qué $104,815, Ébenisterie Beau Bois Ltée Trois-Rivières Qué $60,497, Elegant Knitwear Ltd Montréal Qué $70,868, Engrenages Sherbrooke Inc (Les) Sherbrooke Qué $69,310, Ficomat Inc Magog Qué $60,543, Fitz-Wright Comp Ltd Surrey C-B $72,776, Fontaine Ltée (H) Magog Qué $110,967, Forano Inc Plessisville Qué $52,004, Foresbec Inc Drummondville Qué $250,356, Forsyth Trading Company Kitchener Ont $100,000, Frank Heller & Co Ltd Acton Ont $174,116, Genfoot Inc Montréal Qué $504,759, Giltex Hosiery Inc Montréal Qué $768,609, Grace Knitting (1982) Ltd Montréal Qué $114,082, Groupe Unimedia Inc Drummondville Qué $822,690, HH Brown Shoe Co (Canada) Ltd Richmond Qué $161,523, Hafner Fabrics of Canada Ltd Granby Qué $913,549, Hamilton Lingerie Ltée Montréal Qué $50,280, Hanson-Mohawk Inc Hull Qué $183,133, Harley Inc Montréal Qué $462,822, Hartford Fibres Ltd Kingston Ont $53,548, Harvey Woods Ltd Woodstock Ont $77,796, I Millar Shirts Inc Montréal Qué $69,401, Ideal Knitwear Mfg Co Ltd Montréal Qué $52,698, Imperial Feather Corp (Toronto) Ltd Toronto Ont $161,777, Imprimerie Megez-Orford Inc Magog Qué $58,687, Imprimerie Trans-Continentale Inc Ville Saint-Laurent Qué $1,247,931, Industrie Flexart Inc Victoriaville Qué $69,539, Industries GE Gilbert Inc (Les) Sherbrooke Qué $62,595, Industries Holmont Ltée (Les) St-Hyacinthe Qué $81,455, Industries Keystone (1970) Ltée Montréal Qué $311,629, Innopack Inc (Montebello Metal Div) Hawkesbury Ont $324,000, JL de Ball Canada Inc Montréal Qué $327,967, J Ostroff & Son Clothing Mfg Co Ltd Montréal Qué $58,065, Jantzen Canada Inc Vancouver C-B $65,007, Jocardi Suits & Coast Inc Montréal Qué $67,319, Jouets Prince Inc Princeville Qué $87,895, K-Way Canada Inc Cowansville Qué $72,171, Karnuk Marble Industries Inc Cornwall Ont $242,997, Knit-Craft Fashions Mills Ltd Montréal Qué $86,972, La Chemise Perfection (1978) Inc Courcelles Qué $68,469, Lainage Victor-de-Beauce St-Victor Qué $359,831, Lamoureux & Fils Inc Magog Qué $127,577, Larouchelle & Frères Sherbrooke Qué $85,596, Laser International Holding (1983) Ltd Hawkesbury Ont $73,408, Le Centre de Sciage Inc Shawinigan Qué $60,000, Les Bois JM Arbour Inc Shawinigan Qué $85,101, Les Caoutchouc Polymat Inc Sherbrooke Qué $101,500, Les Cartonniers St-Francis Ltée Drummondville Qué $191,734, Les Chaussures Régence Inc Loretteville Qué $56,324, Les Distributions Thona Inc Magog Qué $173,905, Les Entreprises Arseneault & Frères Inc Shawinigan Qué $237,625, Les Industries ETSG Inc Sherbrooke Qué $113,681, Les Usines Quercus Ltée Plessisville Qué $251,438, Liberty Wool Stock Co (The) Montréal Qué $86,372, Lincoln Fabrics Ltd St Catharines Ont $57,341, Lowney Inc Sherbrooke Qué $490,208, Mac Mor Sportswear Ltd Toronto Ont $100,941, Majestic Industries (Canada) Ltd Montréal Qué $75,000, Manufacture Universelle Inc Montréal Qué $72,384, Marimac Inc St-Laurent Qué $106,841, Marjorie Hamilton Ltd Vancouver C-B $69,059, Matador Convertisseurs Cie Ltée Montréal Qué $218,712, McMahon-Essaim Inc Sherbrooke Qué $142,500, Menuiserie Denla Inc Deauville Qué $135,000, Mercedes Textiles Ltd Hawkesbury Ont $52,068, Merit Clothing Co Ltd Montréal Qué $130,170, Metamag-Sna Inc Sherbrooke Qué $77,212, Mid-West Garments Corporation Winnipeg Man $135,003, Monaco Group Inc Toronto Ont $187,106, Mr Jax Fashions Inc Vancouver C-B $186,236, Nei Canada Ltée Trois-Rivières Qué $125,221, Nova Scotia Textiles Ltd Windsor N.-É $65,281, Paris Star Knitting Mills Inc Montréal Qué $241,241, Patons & Baldwins Canada Inc Toronto Ont $536,785, Pellon Chemotextiles Inc Cornwall Ont $146,445, Penn-Hafner Ltée Granby Qué $55,255, Phil Carry Sportswear Ltd Toronto Ont $115,747, Plastiques Anchor Ltée Trois-Rivières Qué $64,874, Princefib Inc Princeville Qué $88,389, Pro-Par

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

(1978) Inc Lennoxville Qué $76,025, Produits de Ciment Sherbrooke Ltée (Les) Sherbrooke Qué $68,037, Progress Brand Clothes Inc Montréal Qué $63,536, Rayonese Textile Inc St-Jérôme Qué $165,379, Recyclage Orford Inc Sherbrooke Qué $155,788, Ridgewood Industries Ltd Laval Qué $75,000, Rochevert Inc Valleyfield Qué $62,631, Royal Leather Goods Ltd Toronto Ont $77,613, SPG International Ltd Drummondville Qué $72,732, Serico Decal Inc Drummondville Qué $113,122, Shirmax Fashion Ltd St-Laurent Qué $244,187, Shirtmate (Canada) Ltd Montréal Qué $274,581, Siemens Electric Ltd Drummondville Qué $220,366, Silpit Industries Ltd Winnipeg Man $119,727, Sodisco Inc Victoriaville Qué $73,422, Splend'or Industries Ltd Montréal Qué $88,584, St-Lawrence Textiles Ltd St-Jérôme Qué $66,182, Sterling Stall Group Winnipeg Man $50,657, Stearns & Foster Canada Ltd Mississauga Ont $528,054, Structure CQS Inc Trois-Rivières Qué $149,506, Strudex Fibres Ltd Waterloo Ont $260,108, Tamco Fashions Ltd Montréal Qué $58,011, Tan Jay International Ltd Winnipeg Man $322,575, Tender Tootsies Ltd London Ont $808,416, Terra Nova Shoes Ltd Mississauga Ont $106,044, Textiles Dionne Inc Ste-Foy Qué $339,009, The Cambridge Towel Corporation Cambridge Ont $186,410, The Canadian Fur Trade Development Institute Inc Montréal Qué $150,000, Tiny Tots Knitting Mills Inc Brampton Ont $112,475, Travenol Canada Inc Sherbrooke Qué $124,216, Tricots Parktown Inc (Les) Montréal Qué $65,528, Universal Knitting Ltd Toronto Ont $110,842, Vagden Mills Ltd Trenton Ont $182,791, Venmar Inc Drummondville Qué $175,753, Ventilateur Victoria Ltée Montréal Qué $61,300, Vêtements Cedar Ltée Montréal Qué $52,207, Vidéolux Canada Inc Sherbrooke Qué $140,517, Vogue Brassière Inc Willowdale Ont $93,141, Waferboard Corporation Ltd St-Georges Qué $89,005, Warnaco of Canada Ltd Toronto Ont $128,088, Wescott Fashions Ltd Winnipeg Man $92,585, Work Wear Corporation of Canada Ltd Toronto Ont $70,050.

Contributions pour développer et soutenir la compétence technologique de l'industrie canadienne de la défense, en vue de vendre à l'étranger du matériel de défense ou des articles destinés à la consommation civile $173,721,380—Advance Power (1984) Inc Bramalea Ont $217,241, AES Data Ltd Mississauga Ont $250,178, Andrew Antenna Company Ltd Whitby Ont $209,310, Aviatech Inc Ville Saint-Laurent Qué $77,464, Bell Aerospace Canada Textron Ltd Grand Bend Ont $81,412, Bell Helicopter Textron Laval Qué $45,888,723, Bendix Avelex Inc St-Laurent Qué $283,147, Bombardier Inc Valcourt Qué $3,152,972, Bristol Aerospace Winnipeg Man $331,448, CAE Electronics Ltd Montréal Qué $1,512,979, Cametoid Ltd Whitby Ont $301,239, Canadair Ltd Montréal Qué $18,828,877, Canadian Marconi Company Montréal Qué $2,479,330, Chicopee Manufacturing Ltd Kitchener Ont $247,374, Columbus McKinnon Ltd Cobourg Ont $448,577, Cominco Ltd Trail C-B $151,497, Computing Devices of Canada Ottawa Ont $916,665, Devtex Corporation Markham Ont $409,084, Diemaster Tool Inc Mississauga Ont $59,170, Digital Dynamics Ltd Stratford Ont $136,436, Dowty Equipment of Canada Ltd Ajax Ont $2,312,011, Eldorado Tool & Mfg Co Ltd Etobicoke Ont $56,600, Elimetal Inc Lachine Qué $151,012, Exco Eng Div Extrusion Mach Co Ltd Markham Ont $124,289, Export Scoville Ltd/Ltée Montréal Qué $68,135, Fag Bearings Ltd Stratford Ont $66,050, Firan Corp—Graphico Precision Div Scarborough Ont $137,030, Garrett Manufacturing Ltd Rexdale Ont $1,423,428, Gasco Mfg Ltd Weston Ont $187,200, General Kinetics Engineering Corp Mississauga Ont $432,217, General Motors of Canada Ltd London Ont $2,123,892, Global Thermoelectric Power Systems Ltd Bassano Alb $201,384, Hermes Electronics Ltd Dartmouth N-É $59,195, Heroux Inc Longueuil Qué $176,118, Indal Technologies Incorporated Mississauga Ont $472,035, International Cutting Tools Inc Montréal Qué $310,931, ITT Industries of Canada Ltd Whitby Ont $659,404, IVI Inc Courcelette Qué $882,167, Leigh Instruments Ltd Don Mills Ont $149,741, Carleton Place Ont $956,253, Linamar Machine Ltd Ariss Ont $832,913, Litton Systems Canada Ltd Rexdale Ont $5,929,635, MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B $6,199,260, Matrox Electronic Systems Ltd Dorval Qué $232,937, MBB Helicopter Canada Ltd Fort Erie Ont $3,373,527, McDonnell Douglas Canada Ltd Toronto Ont $93,350, MDS Health Group Ltd—Sciex Div Toronto Ont $1,418,085, Microtel Pacific Research Ltd Burnaby C-B $699,423, Myrias Research Corp Edmonton Alb $1,527,250, Optotek Ltd Ottawa Ont $85,050, Patenaude Industries Inc Montréal Qué $87,168, Pratt & Whitney Canada Longueuil Qué $56,942,396, RCA Inc Ste-Anne-de-Bellevue Qué $804,537, Rolls-Royce (Canada) Ltd Montréal Qué $86,892, RSI Robotic Systems International Ltd Sidney C-B $51,155, Scepter Mfg Co Ltd Don Mills Ont $579,861, Scintrex Ltd Concord Ont $117,303, Spar Aerospace Ltd Kanata Ont $92,342, Telemus Electronic Systems Inc Nepean Ont $366,024, The de Havilland Aircraft of Canada Ltd Toronto Ont $282,825, The Queensway Machine Products Ltd Etobicoke Ont $254,418, Toromont Industries Ltd Welland Ont $51,258, Triplex Engineering Co Ltd Montréal Qué $331,163, UDT Industries Inc Montréal Qué $174,643, Walbar of Canada Inc Mississauga Ont $418,964, West Heights Mfg Div of Devtek Corp Kitchener Ont $423,464, Wilson Machine Co Ltd Montréal Qué $200,000.

Contribution à Canadair Ltée Montréal Qué $7,773,250

Contributions en vertu du Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre $12,031,597—Ava Medical Products of Canada Inc Windsor Ont $95,717, Beckers Lay-Tech Company Ltd Kitchener Ont $713,863, Davidson Rubber Company Ltd Port Hope Ont $192,500, Dieffenbacher North America Toronto Ont $55,107, Diffracto Ltd Windsor Ont $141,804, Epton Industries Inc Kitchener Ont $666,279, Excel Metal Craft Ltd Aurora Ont $423,677, Firestone Canada Inc Hamilton Ont $1,211,209, Galtaca Inc & Redlaw Industries Inc Brantford Ont $480,366, GBF Forgings Specialists Brantford Ont $234,060, Guelph Tool & Die Ltd Guelph Ont $167,367, Hayes-Dana Inc Toronto Ont $482,323, Huron Steel Products (Windsor) Ltd Windsor Ont $94,116, Kendan Manufacturing Ltd Windsor Ont $70,954, Linamar Machine Ltd Guelph Ont $86,098, MacMillan Bloedel Port Alberni C-B $226,466, Marine Industries Ltd Sorel Qué $310,253, Pehra Inc Toronto Ont $103,117, Rio Algom Ltd Welland Ont $281,804, Rockwell International of Canada Ltd Toronto Ont $375,460, Romeo Meat Processing Ltd Windsor Ont $66,500, Superior Performance Products (Can) Ltd Newmarket Ont $80,802, Susan Shoes Industries Ltd Hamilton Ont $96,732, Techform Products Ltd Penetanguishene Ont $50,625, Tridon International Burlington Ont $80,481, Unitron Industries Ltd Kitchener Ont $72,400, Valiant Machine & Tool Inc Windsor Ont $402,532, W C Wood Company Ltd Guelph Ont $202,295, Waterloo Metal Stampings Ltd Kitchener Ont $357,456, Waterville Cellular Products Ltd Waterville Qué $2,005,548, WCI Manufacturing Ltd Mississauga Ont $305,677, 450500 Ontario Ltd Windsor Ont $75,036, 559300 Ontario Ltd Downsview Ont $405,274.

Contributions en vertu du Programme de développement économique des Autochtones $7,326,038—Alliance Autochtone du Québec Inc Hull Qué $103,017, American Indian Resources Corporation Vancouver C-B $54,083, Apertogosan Development Inc Edmonton Alb $219,471, Assoc of Reserves for Improving Social Economics Lambeth Ont $464,190, Chief Dan George Memorial Foundation Society Vancouver C-B $82,051, Chief E Burnstick K Paul and A Rain Duffield Alb $57,320, Cree-Chip Development Corporation Edmonton Alb $500,000, Fox Creek Development Assoc Ltd Hinton Alb $137,000, Frank and Isabel Millette Hamilton Ont $127,453, Harry Chingee McLeod Lake C-B $81,300, Jim Maloney's Investigation & Security Ltd Halifax N-É $60,897, Kakabeka Consulting Services Kakabeka Falls Ont $143,333, Labrador Inuit Development Corporation Goose Bay Labrador $170,000, Leonard Paul Eskasoni N-É $75,000, Lonesome Prairie

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Sand and Gravel Inc Broadview Sask $281,147, Lorraine Wilson Sault Ste Marie Ont $79,748, Manitoba Metis Community Investments Inc Winnipeg Man $475,200, Metis and Non-Status Indian Development Corporation of New Brunswick Inc Fredericton N-B $91,192, MicMac Development Corporation Conne River T-N $59,610, Mikmakik Development Corporation Truro N-É $83,512, Minegoo Indian Arts & Crafts Society of PEI Inc Charlottetown Î-P-É $89,858, Moricetown Sawmill II Inc Moricetwon C-B $341,800, ND Gunn Ltd Winnipeg Man $50,000, Ojibwa Guhbawin Ltd Sutton West Ont $240,213, Ontario Wild Rice Development Agency Inc Fort Frances Ont $50,000, Quilicum Restaurant Ltd Vancouver C-B $62,380, Recalma Enterprises Ltd Quilicum Beach C-B $310,000, Saskatchewan Indian Loan Company Ltd Régina Sask $184,139, Scheld Enterprises Ltd Peace River Alb $63,500, Seneca Communications Inc Ottawa Ont $86,400, Shirly Garnet Farmer Ohsweken Ont $100,000, Sinco Developments Ltd Saskatoon Sask $57,401, Staats Hill Johnson Ohsweken Ont $161,881, Ise-Kya Bent Box Designs New Hazelton C-B $57,428, Ulnooweg Development Group Inc Eskasoni N-É $100,000, UNN/Metis Development Corporation Vancouver C-B $142,707, William Galloway Quispamsis N-B $60,000, 455457 Ontario Inc Orillia Ont $255,699.

Contributions en vertu du Programme d'initiatives locales de l'emploi $228,938—Corporation de développement touristique de Bonaventure Bonaventure Qué $70,980.

Contributions en vertu du Programme de développement industriel relié au transport dans l'Ouest $2,353,613—Alberta Food Products Fort Saskatchewan Alb $75,319, Big Rock Brewery Ltd Okotoks Alb $100,602, Bux Holdings Ltd Saskatoon Sask $75,587, Centre for Frontier Engineering Research Edmonton Alb $180,000, Fripp Fibre Forms Ltd Tisdale Sask $67,400, McLeod's By-Products (1978) Ltd Vancouver C-B $203,846, Permatrack Systems Inc Vancouver C-B $142,095, Prairie Malt Ltd Biggar Sask $474,260, Saskatoon Oilfield Manufacturing Ltd Saskatoon Sask $97,453, Sed Systems Ltd Saskatoon Sask $54,292, St Lawrence Starch Company Ltd Mississauga Ont $169,022, Supercart International Inc Régina Sask $69,748.

Contributions pour l'achat d'équipement en ce qui a trait à la construction de navires commerciaux et de bateaux de pêche, et pour venir en aide à l'industrie de la construction navale $19,884,326—Allied Shipbuilders Ltd North Vancouver C-B $1,106,965, Bel-Aire Shipyard Ltd North Vancouver C-B $52,205, Canadian Shipbuilding and Engineering Ltd Collingwood Ont $2,904,308, Genstar Shipyards Ltd North Vancouver C-B $337,689, Georgetown Shipyards Inc Georgetown Î-P-É $58,102, Marystown Shipyard Ltd Marystown T-N $2,528,668, McKenzie Barge and Marine Ways Ltd North Vancouver C-B $149,459, Port Weller Dry Docks Ltd St Catharines Ont $58,316, Rivtow Industries Ltd Vancouver C-B $230,461, Saint John Shipbuilding and Dry Docks Co Ltd Saint John N-B $1,296,765, Versatile Davie Inc Lévis Qué $10,595,211, Versatile Pacific Shipyard Inc North Vancouver C-B $432,486.

Contributions en vertu du Programme de projets spéciaux de relance $14,347,708—Community Improvement Corporation Frédéricton N-B $4,495,460, Corporation of the Village of Ucluelet C-B $245,900, District of Tofino Tofino C-B $1,548,210, Pulp and paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $7,893,668, Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $164,470.

Contributions en vertu de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole—Special ARDA $21,182,509—A & B Auto Wrecking Pine Falls Man $56,400, A-1 Business Services Ltd Yellowknife TN-O $64,500, Axel Easter Service Station Easterville Man $138,596, Baker Lake Hamlet Council Baker Lake TN-O $91,361, BC Aboriginal People's Fisheries Commission Vancouver C-B $81,469, Bella Coola Indian Band Vancouver C-B $209,178, Binscarth Highway Services Binscarth Man $71,851, Birch River Hotel Birch River Man $122,153, Bob's Welding Ltd Inuvik TN-O $62,988, Braeburn Lodge Whitehorse Yukon $81,957, Canadian Executive Services Overseas Vancouver C-B $50,742, CFP Sawmills Stead Man $75,048, Chief Dan George Memorial Society Vancouver C-B $51,813, Clarke Bruce Buffalo Narrows TN-O $58,157, Corner Shell Emerson Man $75,643, Cote Band Council Kamsack Sask $51,628, Cowichan Band Council Duncan C-B $218,334, Dakota Tipi Greenhouse Portage La Prairie Man $160,072, Dakota Ventures Ltd Portage La Prairie Man $137,900, David Storr & Sons Contracting Ltd Aklavik TN-O $127,650, Fort Good Hope Dene Community Council Fort Good Hope TN-O $203,275, Fairford Plumbing and Heating Fairford Man $75,360, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $76,491, Fishing Lake & Little Grand Rapids Lodge Little Grand Rapids Man $249,628, Fleece Line Ventures Brandon Man $57,132, Fort Alexander Band Store Pine Falls Man $147,500, Fort Ware Indian Band Fort Ware C-B $156,331, Fox Lake Drilling Birch River Man $158,700, Fox Lake Enterprises Inc Birch River Man $93,300, Garden Capital Bus Lines Fort Smith TN-O $162,000, Gitwangak Band Council Kitwanga C-B $180,444, Government of the Northwest Territories Yellowknife TN-O $4,077,889, Grand Rapids Band Food Store Grand Rapids Man $133,560, Grise Fiord Co-operative Ltd Grise Fiord TN-O $125,000, Gunasao River Entreprises Norway House TN-O $64,815, Homalco Indian Band Campbell River C-B $62,387, Island Equipment Ltd Pangnirtung TN-O $125,000, Island Lake Bakery Prince Albert Sask $63,562, John Harkiss Flin Flon Man $85,000, Kiginak Friendship Centre La Ronge Sask $195,900, Killarney Ford Motor Sales Killarney Man $88,540, KSI Holdings Co Ltd Prince Albert Sask $53,739, Leonard Larson and Sharon Prangley Buffalo Narrows TN-O $57,043, Leperres Waterhen Tourist Camp Waterhen Man $83,000, Little Saskatchewan Band St Martin Man $156,000, Lonesome Prairie Contracting Ltd Broadview Sask $66,986, Lonesome Prairie Industries Broadview Sask $67,999, Lytton Indian Band Lytton C-B $78,894, McBel Holdings Ltd Balcarres Sask $95,993, McKay Guest Ranch San Clara Man $138,664, Michalots General Store Meadow Portage Man $79,600, Minister of Finance Winnipeg Man $590,199, Minnewawa Petro Canada Service Station Lac du Bonnet Man $119,047, North Country Archery Inc Roseau River Man $137,000, Nunasi Corporation Ottawa Ont $65,813, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $70,502, Paul Brothers Welding Ltd Yellowknife TN-O $65,000, Province of Saskatchewan Saskatoon Sask $523,321, Quinn David Sechelt C-B $60,099, R & N IGA Sprague Man $78,060, Ralph and Elaine Thomas Lloydminster Sask $78,300, Red Earth Band Red Earth Sask $59,534, Saulteau Indian Band Chetwynd C-B $79,863 Shoal Lake Band Pakwak Sask $62,827, Sinco Developments Saskatoon Sask $74,500, Sundance Townsite Dauphin Man $111,312, Swan Auto & Machine Shop Swan River Man $93,146, Temple's Trading Post Libau Man $81,688, The North Rainbow Inn Thompson Man $125,000, Toonoonik-Sahoonick Co-op Ltd Pond Inlet TN-O $233,800, Turjormivik Hotel Igloolik TN-O $75,000, United Native Nations/Metis Development Corporation Vancouver C-B $56,087, Wa-Wa-Taik Building Supplies Ltd Scanterbury Man $95,586, Western Indian Agricultural Corp Vancouver C-B $67,004, White Bear Lake Development Carlyle Sask $82,375, Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B $86,701, Yukon Territorial Government Whitehorse Yukon $314,233, 851853 NWT Ltd Fort Norman TN-O $125,000.

Contributions pour le développement touristique $2,852,062—Centre de Développement de St-Ignace Ltée St-Louis-de-Kent N-B $85,500, Club Nautique de Baie Comeau Inc Baie Comeau Qué $403,765, Corporation de Développement de Carleton Carleton Qué $126,406, Corporation 450ième Ann Cartier à Gaspé Gaspé Qué $132,887, Entreprises Familiales Jean April Inc Rivière-du-Loup Qué $54,085, Indian Island Vacation Inc Rexton N-B $59,270, Kent Amusement Park Ltd Kouchibouguac

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

N-B $60,538, La Plus Grand Carte Mondiale Ltée Richibucto N-B $61,328, Res Tourisme Gaspésie Percé Qué $112,203, Restaurant La Marée Des Îles Inc Havre Aubert Qué $66,046, Shediac Amusements Ltd Shediac N-B $315,577.

Contributions au Fonds de secours Barrie $158,717—Century 21 BJ Roth Realty Ltd Barrie Ont $56,976, Highland Pines Camp Ground Ltd Barrie Ont $62,018.

Contributions en vertu du Programme opportunités Canada $200,000—Canadian Marketing Group Ltd Mississauga Ont $200,000.

Contributions à «TIEM Canada» $4,138,000—The Innovation & Entrepreneur Management Corp Mississauga Ont $4,138,000.

Paiements d'ententes-cadres de développement $174,521,655—Abitibi-Price Inc Grand Falls T-N $2,939,644, Acadian Seaplants Ltd Dartmouth N-É $115,394, AND Company Ltd St John's T-N $76,226, Auberge Mont-Gabriel Inc Mont-Rolland Qué $117,296, Axel Easter Service Station Easterville Man $79,370, Bear Tools Calgary Alb $72,600, Big Valley Development Inc Régina Sask $407,181, Biostar Inc Sask $72,538, Boise Cascade Toronto Ont $3,667,000, New Castle N-B $65,156, Bolton Lake Lodge Theresa Point Man $78,880, Bowater Mersey Paper Company Limited Liverpool N-É $1,048,839, Canada Mortgage and Housing Corp Winnipeg Man $249,435, Canadian International Paper Company Gatineau Qué $280,003, Trois-Rivières Qué $397,421, La Tuque Qué $123,194, Canocean Engineering Ltd New Westminster C-B $64,751, Cascades Inc East Angus Qué $286,527, Jonquière Qué $719,620, Kingsey Falls Qué $80,206, Centre de Ski et Développement St-Sauveur-des-Monts Qué $153,846, Channel Area Loggers Ltd Berens River Man $231,969, Cie Papier QNS Ltée Baie Comeau Qué $717,302, Clearwater Lobsters Ltd Halifax N-É $477,801, CN Marine Halifax N-É $50,000, Comité Org des Finales Coupe Monde Bromont Qué $406,381, Community Improvement Corp Fredericton N-B $5,056,402, Consolidated-Bathurst Inc Wyagamack Qué $336,555, Grand'Mère Qué $187,025, Port Alfred Qué $114,613, Montréal Qué $161,462, Corner Brook Pulp & Paper Ltd St John's T-N $9,150,104, Cross Lake Indian Band Cross Lake Man $59,008, Crown Forest Industries Ltd Vancouver C-B $2,178,333, Dawson Bay Fishermen's Assoc Mafeking Man $61,908, Department of Indian Affairs Toronto Ont $193,744, Domtar Inc Montréal Qué $345,399, Domtar Newsprint Ltd Montréal Qué $405,000, Donohue Inc Clermont Qué $4,719,487, Double R Asphalt Ltd Hay River TN-O $90,000, EB Eddy Forest Products Hull Qué $145,405, Eastcan Group of Survey Consultants Halifax N.-É $144,994, Emploi et Immigration Winnipeg Man $66,851, Enokhak Development Corp Cambridge Bay TN-O $60,345, Focal Marine Ltd Bedford N-É $279,400, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,391,294, Himont Canada Inc Varennes Qué $944,957, Hotel Gander Ltd Gander T-N $300,000, Hôtel Le Chantecler (1985) Inc Ste-Adèle Qué $1,167,750, Industries James MacLaren Inc Masson Qué $3,755,344, Institut Canadien de Recherche Moncton N-B $1,000,000, Irving Pulp and Paper Ltd Saint John N-B $909,336, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $95,270, Island Market Ltd Charlottetown Î-P-É $79,600, Jacques McClelland Geosciences Inc Halifax N-É $72,000, Jaytex Ltd Saskatoon Sask $60,000, KB Electronics Ltd Bedford N-É $82,406, Kikinak Friendship Centre La Ronge Sask $61,037, Kitsaki Development Corporation La Ronge Sask $71,325, Kruger Inc Trois-Rivières Qué $704,120, La Compagnie Price Ltée Kenogami Qué $80,776, Lake Utopia Paper Ltd St-George NB $265,719, Les Entreprises de Stoneham Inc Stoneham Qué $527,776, Les Industries ITT de Canada Ltée Port-Cartier Qué $1,174,121, Limestone Aboriginal Partnership Winnipeg Man $97,500, MacMilland-Bloedel Ltd Sturgeon Falls Ont $166,511, Manitoba Metis Community Investments Inc Winnipeg Man $67,272, Manucat Ltd St John's T-N $533,740, Martlett World Enterprises Ltd Halifax N-É $80,076, Marystown Shipyard Ltd Marystown T-N $6,530,356, Meadow Lake Development Corp Meadow Lake Sask $89,600, Meewasin Valley Authority Saskatoon Sask $100,000, Minas Basin Pulp & Power Company Ltd Hantsport N-É $359,845, Mont-Blanc Ski Resort St-Faustin Qué $165,026, Morningstar Communications Winnipeg Man $704,384, National Petroleum & Marine Consultants St John's T-N $385,215, Nelson House Forest Industries Nelson House Man $295,034, Nelson House Loggers Nelson House Man $63,872, Nelson Keeper Little Man $63,872, Nordco Ltd St John's T-N $86,629, Norsk Hydro AS Bécancour Qué $125,000 Northern Manitoba Native Group of Companies Thompson Man $197,775, Northern Metis Investments Inc Thompson Man $194,616, Northern Professional & Technical Training Center Creighton Sask $132,000, Northland Processors Inc Saskatoon Sask $132,055, Oceanroutes Canada Inc Bedford N-É $67,748, Otineka Development Corporation The Pas Man $51,071, Papeterie Reed Ltée Limoilou Qué $4,181,941, Papiers Cott Ltée (Les) Crabtree Qué $67,246, Pequis Development Corporation Hodgson Man $65,927, Physical Distribution Advisory Service Moncton N-B $400,000, Playgreen Development Corporation Norway House Man $322,098, Provinces de: Alberta Edmonton Alb $2,470,118, Manitoba Winnipeg Man $14,975,289, Terre-Neuve St John's T-N $12,669,311, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $798,632, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $16,575,127, Ontario Toronto Ont $4,187,338, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $6,979,239, Saskatchewan Regina Sask $840,169, Travaux publics Canada St John's T-N $8,423,443, Regional Approach Ltd Halifax N-É $80,000, Rolland Inc St-Jérôme Qué $319,782, Rothsay Paper Ltd Saint John N-B $1,336,455, Saskatchewan Indian Agriculture Program Regina Sask $100,000, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $190,349, Scott Maritime Pulp Ltd New Glasgow N-É $2,995,618, Secrétariat aux Affaires Intergouvernementales Canadien Québec Qué $8,306,012, Seymour Consumers Co-operative Seymourville Man $143,865, Ste-Anne-Nackawic Pulp & Paper Co Ltd Nackawic N-B $723,808, Station de Ski Bromont Inc Bromont Qué $868,489, Tembec Inc Témiscaming Qué $153,693, The Cord Group Ltd Halifax N-É $99,938, The Corporation of the Town of Pasadena Pasadena T-N $76,863, Tourism Industry Assoc of Newfoundland and Labrador St John's T-N $110,624, Travel Industry Assoc of the Northwest Territories Yellowknife TN-O $386,832, Wadeco Limited Dartmouth N-É $68,618, Wasagamack Indian Band Wasagamack Man $72,254, West Side Community College Beauval Sask $124,167, Winnipeg Boys and Girls Club Inc Winnipeg Man $62,713, Winnipeg Coalition on Child Welfare Winnipeg Man $53,985, Winnipeg Core Area Initiative Winnipeg Man $586,738, Woodside Fabricators Ltd Bedford N-É $54,548, Wooley Dale & Dingwall Toronto Ont $1,287,633, Yukon Territorial Government Whitehorse Yukon $817,927, 2157-7564 Québec Inc Auberge St-Donat Qué $154,173, 90376 Holdings Ltd Fort Qu'Appelle Sask $75,506.

Paiement de pertes en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises $43,827,440—Caisse Populaire for Usitron Ltée Ste-Foy Qué $95,333, Comtois Fruits et Légumes Inc Longueuil Qué $78,936, Jésus Martin Inc Matane Qué $59,654, B Tétrault & Fils 1980 Inc Richelieu Qué $52,146, 125422 Canada Inc St-Césaire Qué $70,739, Les Entreprises Guillaume Tell de St-Jean-de-Matha Ltée St-Jean-de-Matha Qué $86,823, 114129 Canada Inc St-Gabriel Qué $75,736, La Moutabec Ltée Rougemont Qué $58,480, 109329 Canada Ltd Montréal Qué $92,207, Les Industries du Meuble ABCO Inc St-Ambroise de Kildare Qué $55,346, 2162-8813 Québec Inc Ste-Thérèse Qué $73,558, 2162-8698 Québec Inc Ste-Thérèse Qué $63,429, Bank of British Columbia for 287260 Alberta Ltd Edmonton Alb $77,738, KS Enterprises Edmonton Alb $54,782, Lorie Ice Cream Parlours Ltd Vancouver C-B $54,376, Speedy Bee Enterprises Ltd Vancouver C-B $65,732, Continental Bank of Canada for 560993 Ontario

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Ltd Kitchener Ont $54,007, Les Produits de Nutrition Vita-Forme Inc Montréal Qué $89,717, Guaranty Trust for Les Opérations Forestières Charles Thibault Inc Québec Qué $86,054, Canadian Imperial Bank of Commerce for 117995 Canada Inc Montréal Qué $60,352, 123390 Canada Ltd—T/A Delicia Pastries and Deli Ottawa Ont $52,685, 128254 Canada Ltée Québec Qué $57,130, 194585 Canada Ltée Montréal Qué $77,700, 410277 Ontario Ltd Fergus Ont $54,366, 459433 Ontario Ltd Toronto Ont $84,650, 460820 Ontario Ltd Toronto Ont $57,885, 463700 Ontario Ltd (Grandma Lee's) Fonthill Ont $72,716, 466683 Ontario Ltd T/A Bakery Delite Kitchener Ont $72,302, 476664 Ontario Ltd O/A Grandma Lee's Toronto Ont $84,336, 491980 Ontario Ltd Kitchener Ont $64,949, 493827 Ontario Ltd—T/A Bakery Delite Milton Ont $81,266, 5684 Fraser Street Shoe Repair Ltd Vancouver C-B $61,924, 57048 Manitoba Ltd—Athens by Night Winnipeg Man $58,428, 8823 "A"—120th Street Shoe Repair Ltd Vancouver C-B $62,391, 93047 Canada Ltd North Bay Ont $58,963, Alfdon Enterprises Ltd Victoria C-B $114,326, Amsterdam Catering Services Ltd Toronto Ont $107,651, Angelo's Bakery Ltd Revelstoke C-B $62,267, ARB Holdings Inc Sudbury Ont $74,720, Berube's Auto Body Ltd Meadow Lake Sask $54,474, Buamo Enterprises Ltd Vancouver C-B $78,737, Cabane à Sucre Chez Gaétan Enr Montréal Qué $55,034, Clira Inc Niagara Falls Ont $50,426, Constellation Developments Ltd Cudworth Sask $86,040, CPLM Transport Ltée LaSalle Qué $64,259, Darmin Investments Ltd Surrey C-B $80,025, DJ Van Zolingen Galleries Ltd Edmonton Alb $92,112, Enduits Arfa Canada Inc Montréal Qué $117,073, Federici Alfredo O/A Newport Equipment Toronto Ont $113,494, Fort Super Produce Garden Fort Saskatchewan Alb $64,593, Game Plan Leasing Ltd Courtenay C-B $63,811, Golden City Restaurant (Red Lake) Ltd Red Lake Ont $77,315, Hagell Holdings Ltd & SS Deol Investments Oliver C-B $86,360, Harbourview Fitness Centre Ltd Courtenay C-B $85,395, Heidi Graham Investments Ltd Toronto Ont $50,538, Holiday Travel Homes Ltd Cambridge Ont $73,064, Holroyd Enterprises Ltd Salmon Arm C-B $64,210, Image Courtier en Immeubles Inc Laval Qué $54,491, Janko Foods (Harewood) Ltd Coquitlam C-B $55,519, JC Impey & Sons Ltd Victoria C-B $79,257, JK Construction Ltd Yellowknife TN-O $51,668, Key Lyn Holdings Ltd Duncan C-B $89,794, L Wade Pratt Parry Sound Ont $92,389, Lee Young Moon O/A Woodbine Phototerminal Markham Ont $109,636, Marwan Jaber Holdings Edmonton Alb $64,336, Max's Burger Calgary Alb $63,986, Midas Enrg (Serge Frappier) Joliette Qué $51,286, Mi-Kel Investments Ltd Surrey C-B $80,732, Okanagan Tour Ice Co (1980) Ltd Penticton C-B $67,906, Penn Lake Properties Ltd Ganges C-B $75,809, Queen City Bowling Club Ltd Toronto Ont $102,336, RD Bruce Bakery Ltd—T/A Bakery Delite Milton Ont $109,326, San Remo Hotel Ltd Coquitlam C-B $62,098, Shaan Investments Ltd Vancouver C-B $115,524, Skyway Butcher Shop Ltd Fort St John C-B $55,010, St Jernild Enterprises Ltd Kamloops C-B $106,844, Station du Ski St-Gerard Inc Shawinigan Qué $57,059, STCM Transport Co Ltée Montréal Qué $64,036, Studio de Santé Mademoiselle Silhouette Ltée Valleyfield Qué $68,006, Suncraft Wall Prefabricators Ltd Nanaimo C-B $57,431, Surrey Speed Centre Ltd Delta C-B $67,530, Sylph Salons (BI) Ltd North Vancouver C-B $97,759, Vagabond Ventures Ltd Vancouver C-B $128,353, Volama Holdings Inc Victoria C-B $89,367, Washburn Chas O/A Marshall's Store St Walburg Sask $72,719, Winston Restaurants (1981) Ltd Victoria C-B $68,246, Bank of Montreal for 246346 Alberta Ltd—Gotmy's Restaurant Calgary Alb $79,099, 554819 Ont Ltd/Laurentian Motel Sarnia Ont $50,452, 62960 Manitoba Ltd Winnipeg Man $105,683, 94587 Canada Inc (Productions Normac) Sherbrooke Qué $62,493, 95940 Canada Ltée Sherbrooke Qué $62,430, Acorn Estates Ltd Calgary Alb $69,638, AH Clark Enterprises Ltd Rexdale Ont $144,880, Argus Steel Buildings Systems Ltd Mississauga Ont $84,047, Bakerview Construction Ltd Vernon C-B $68,295, Balsac Industries Ltd Dawson Creek C-B $139,025, Batik Holdings Ltd Kelowna C-B $86,375, Beligau Inc Québec Qué $72,694, BJ Games & Services Ltd Port Coquitlam C-B $51,006, Coenen's European Meat & Sausage Ltd Maple Ridge C-B $77,846, Crape Douglas & Linda 100 Mile House C-B $56,603, CTW Enterprises Ltd Vancouver C-B $92,565, Denalti Sawmill Ltd Vernon C-B $60,026, Denoff Holdings Ltd Vancouver C-B $101,482, DGS Investments Inc Kamloops C-B $70,185, Dubyna Enterprises Ltd Kamloops C-B $98,839, Eastman Enterprises Ltd Vancouver C-B $122,826, Fines Harry & Ofe Prince Albert Sask $74,392, Fortune Insurance Services Ltd Winnipeg Man $82,013, Gestion Jean-Marie Dumais Inc Sept-Îles Qué $50,715, Gust Concrete Pumping Ltd Burnaby C-B $53,687, Immeubles Gemaco Ltée Alma Qué $56,343, Island View Resorts Ltd Osoyoos C-B $143,809, Kel-Mick Foods Ltd Penticton C-B $120,837, Les Placements Gilles Potvins Inc Alma Qué $103,397, Menuiserie des Cantons Inc Sherbrooke Qué $89,114, Milt Moses Men's Wear Inc Sudbury Ont $58,076, Obhrai Enterprises Ltd Kelowna C-B $64,478, Oriental Pearl Restaurant Vancouver C-B $69,480, Philbros Enterprises Ltd Vancouver C-B $89,445, Roming Henry & Edna Henry D-B-A Last Chance Hotel & Service Nelson C-B $52,987, Shtayhak Investments Ltd Edmonton Alb $79,174, Suncoast Hospitalities Ltd Gibsons C-B $50,472, The Okenagan Cattle Co (SA) Ltd Vernon C-B $55,666, Top Brass Valet Ltd Vancouver C-B $83,158, Vernon Restaurant Ltd Vancouver C-B $89,565, Victoria Marine Harbour Ltd Peterborough Ont $98,983, Walter & Jodis Hanrahan O/A Walter Hanrahan Trucking Quesnel C-B $60,170, Yangtze Restaurant Ltd Thunder Bay Ont $92,914, Ye Old Pizza Factory Inc Saint John N-B $61,702, National Bank of Canada for 124233 Canada Inc Rimouski Qué $66,636, Bouctouche Marine (1979) Ltée Richibucto N-B $61,283, Chaussures Pierre Bougie Inc St-Jérôme Qué $58,298, Delcan Fisheries Ltd Cap-Pele N-B $57,437, Domaine de la Belle Montagne Enr Joliette Qué $101,604, Gestion Bruno Gilbert Ltée Trois-Rivières Qué $64,588, Gestion Pimala Inc Rimouski Qué $65,712, Gestion Sept-Îles Inc Sept-Îles Qué $162,522, Grégoire Tanguay Inc St-Georges Beauce Qué $80,472, Guy Veilleux Dorchester Qué $68,555, National Bank of Canada for Jean-Marc Bouchard Ville-de-la-Baie Qué $113,126, La Choette Enrg La Malbaie Que $55,015, La Flute Enchantée Inc Valleyfield Qué $51,921, Lavoie Lawrence Ville-de-la-Baie Qué $70,802, Les Ateliers Suiran Inc Nicolet Qué $55,934, Les Confections St-Michel-des-Saints Inc Joliette Qué $53,161, Les Équipements Guy Patry Inc Hull Qué $70,905, Les Services Alimentaires—Bisby Ltée St-Léonard Qué $66,629, Monsieur Smoked Meat (MH) Inc Québec Qué $136,782, Pièces de Freins Automex Ltée Drummondville Qué $116,965, Restaurant la Pastorella—Entr Pecquencourt Inc Dollard des Ormeaux Qué $90,598, Studio d'Enregistrement Crea-Son Inc Brossard Qué $52,969, The Cote Road Racquet Club Inc Hudson Qué $131,740, Bank of Nova Scotia for 440183 Ontario Inc Ottawa Ont $96,875, 440184 Ontario Inc Ottawa Ont $100,868, 482668 Ontario Ltd (T/A Eden Restaurant) Hamilton Ont $92,247, Beaulieu Norman O/A Beaulieu Texaco Azilda Ont $93,337, William Barry & Sons Ltd Fort Nelson C-B $107,045, Pacific Savings & Mortgage Corp for PCI Printed Circuits Inc Vancouver C-B $106,427, Royal Bank of Canada for 102589 Canada Ltd Montréal Qué $66,578, 102746 Canada Inc St-Laurent Qué $74,649, 109783 Canada Ltd—Swensen's Ice Cream Winnipeg Man $89,038, 116610 Canada Inc Trois-Rivières Qué $75,788, 119582 Canada Inc Montréal Qué $59,387, 125715 Canada Inc Brossard Qué $68,144, 127090 Canada Inc Brossard Qué $71,303, 128252 Canada Inc Québec Qué $58,185, 128253 Canada Inc Québec Qué $58,185, 128720 Canada Inc Montréal Qué $91,613, 180375 Investments Ltd Kelowna C-B $78,074, 251998 BC Ltd—Christink Catering Victoria C-B $64,451, 275416 Alberta Ltd—Cal's Fried Chick Calgary Alb $55,191, 493685 Ontario Ltd O/A Philins London Ont $73,015, 50666 Manitoba Ltd Winnipeg Man $65,771, 559916 Ontario Inc Hamilton Ont $63,197, 577358 Ontario Inc Toronto Ont $51,664, A La Mer-Jo Inc Sept-Îles Qué $63,264, Anka Supermarket

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Fin*

(Châteauguay) Ltd Châteauguay Qué $55,784, Applause Restaurants Ltd Hamilton Ont $86,547, Armson Holdings Ltd Nanaimo C-B $69,548, Ashcroft Body Shop Cache Creek C-B $60,285, Auberge de l'Étoile Enrg St-Pascal-de-Kamouraska Qué $55,912, Aubitech Ltée St-Laurent Qué $83,377, AV Electro Equipment Mfg Co Ltd Toronto Ont $105,754, Barda Electronics Inc Montréal Qué $50,947, Bell's Cleaners Ltd Kamloops C-B $74,287, Boucherie Charcuterie Suisse Inc Québec Qué $93,163, Bradley Catering Ltd Edmonton Alb $51,647, Buenos Foods Inc—T/A Taco Time Saskatoon Sask $59,500, Byng Hotel (1976) Ltd Victoria C-B $104,111, C Coast Manufacturing Ltd Port Coquitlam C-B $70,773, Cambridge Plastics Inc Cambridge Ont $55,582, Canada Peanut Manufacturing & Sales Inc Markham Ont $115,264, Centennial Investments Ltd Saskatoon Sask $65,788, Central Station Restaurant Ltd Kamloops C-B $103,819, Ciment Debien (Bellefeuille) Inc Montréal Qué $50,958, COB Bunsmaster Mississauga Ont $54,258, Combustion 2000 GT Inc Ste-Foy Qué $67,143, Confection St-Jules Inc Beauce Qué $63,231, Contract Drapery Industries Ltd Burnaby C-B $79,193, Corfu Projects Ltd Vernon C-B $121,068, Cosmopolitan Holdings Ltd Langley C-B $81,026, Daily Bread Inc Surrey C-B $102,744, Deli-Suisse Inc St-Roch Qué $107,654, Dilke Implements Ltd Régina Sask $79,661, D&K Ventures (1980) Ltd Vancouver C-B $136,142, Eagle Lake Forest Products Ltd Markham Ont $55,932, Eden Enterprises Ltd Red Deer Alb $67,777, Épicerie Boucherie Gaétan Bernier Inc Roberval Qué $85,636, Épicerie N Morin Enrg Rimouski Qué $54,604, Executive Charters Ltd Victoria C-B $120,244, Extraco Ice Cream Products Inc Toronto Ont $94,994, Foxbourne Developments Ltd Trenton Ont $57,177, Gran-Mar Enterprises Ltd Kamloops C-B $51,969, Havelock Enterprises Ltd New Westminster C-B $111,168, Heckery Ventures Ltd Port Alberni C-B $110,172, Hydrolex Ltée Trois-Rivières Qué $50,176, Indian Country Restaurant Ltd Edmonton Alb $128,381, IWM—International Wood Millery Inc Montréal Qué $108,817, Kingston Automatic Transmission Ltd Kingston Ont $60,810, Korenuggie Management Ltd Edmonton Alb $76,616, KRW Investments Ltd Vancouver C-B $80,670, La Beignerie du Marche St-Léonard Inc Montréal Qué $52,187, La Gourmandere AG Ltée Montréal Qué $58,476, Langley Fish Market Ltd Langley C-B $76,924, Laprise George Meadow Lake Sask $61,398, Le Centre Video Industriel CDP Inc Cap-de-la-Madeleine Qué $60,466, Les Bois GC & Fils Inc St-Georges Qué $96,555, Les Entreprises d'Hôtellerie Houbi Inc Trois-Rivières Qué $51,952, Les Entreprises Pierre Laplante Inc Montréal Qué $70,085, Leslie-Eastern Health Services Inc Toronto Ont $83,622, Line 17 Enterprises Ltd Chase C-B $68,535, Longpre Food Services Ltd Saskatoon Sask $82,749, Maison du Beigne Inc Westmount Qué $54,347, Manfar Holdings Ltd Calgary Alb $55,841, Mark J Cie Ltée Montréal Qué $54,759, Mikann Enterprises Inc Yorkton Sask $96,550, Mount View Rentals Ltd Elkford C-B $95,315, Mustakim Enterprises Ltd Port Coquitlam C-B $108,432, Norcalto Management & Investments Ltd Elkford C-B $83,752, Northern Lights Resort Inc Prince ALbert Sask $113,454, Odyssey Enterprises Ltd Saskatoon Sask $50,182, Papa Bear Ltd Vancouver C-B $61,203, Poppy's Restaurant Ltd Sault Ste Marie Ont $81,507, Prairie Unifield Beverages Corp Saskatoon Sask $89,507, Pritchard Country Guest House & Ranch Ltd Kamloops C-B $82,467, Quepaso Ltd Saskatoon Sask $61,181, Ray Metal Ste-Madeleine Ltée Beloeil Qué $54,691, Remorquage Pointe-Claire 1981 Inc Montréal Qué $64,341, Restaurant la Terrasse Peel Inc Montréal Qué $93,891, Restaurants et Hôtel Brimar Inc Laval Qué $66,274, Ride & Slide Enterprises Ltd Kamloops C-B $96,804, Russell & Christine Kerr Oxbow Sask $57,720, Sailfin Plastics Incorporated Langley C-B $91,524, Sandric Services Informatiques Inc Montréal Qué $58,464, Saucy Noodle Corporation Kamloops C-B $84,270, Similkameen Resorts Ltd Princeton C-B $59,995, Storoschuk Gene & Vicki Cache Creek C-B $52,005, Super Photos Inc Vancouver C-B $72,585, Tam Lin Enterprises Ltd London Ont $75,483, Tek National Computer Rental Ltd Montréal Qué $68,036, The Only Stereo Warehouse Corp Kamloops C-B $101,232, The Talk of Toronto (Limited Partnership) Toronto Ont $57,896, Trans-Lift Rebuilds Inc Mississauga Ont $79,396, Triad Properties Ltd Charlottetown Î-P-É $99,292, William Charles Allen & Robert Ernest Allen Brantford Ont $78,437, Wurcard Holdings Ltd Saskatoon Sask $61,681, Toronto Dominion Bank for 110860 Ventures Ltd Calgary Alb $68,505, 284866 Alberta Ltd Edmonton Alb $65,956, 499574 Ontario Inc O/A The Whole Works North Bay Ont $55,060, 528601 Ontario Ltd Thornbury Ont $114,758, 578168 Ont Ltd—COB O'Toole's Roadhouse Restaurant Rexdale Ont $111,428, Anderson's Waterworld Inc Kamloops C-B $143,030, Aura Enterprises International Ltd Vancouver C-B $85,872, Café Champs Élysées Inc Oakville Ont $68,532, Cal J Cleaners Ltd Edmonton Alb $55,506, Cano Camper Systems Inc Surrey C-B $99,713, Chartier Gerald Sudbury Ont $62,722, Chatz Food Services Inc Ottawa Ont $74,197, Continental Color Film Fun 1978 Ltd Edmonton Alb $68,485, Crown Quality Caterina Ltd Victoria C-B $75,487, Cummings & Ferris Co Ltd Victoria C-B $64,804, Dart Enterprises Prince George C-B $56,141, George A Hunt & Assoc Ltd Swan River Man $98,026, HP Product Finishers Ltd Vancouver C-B $90,082, Jamko Foods (Courtenay) Ltd Nanaimo C-B $104,704, Lauroy Investments Ltd Surrey C-B $71,048, Macrae's Market Ltd Mitchell Ont $88,485, Midland Muffler & Cycle Service Ltd Carman Man $81,703, Parkwood Enterprises (1978) Ltd Prince George C-B $108,148, Philcraft Foods (Ontario) Inc Winnipeg Man $66,933, Pine Siskin Resorts Ltd Langley C-B $108,371, RCMB Buns Ltd North Bay Ont $76,911, Robert D Slobodzian Transcona Man $61,490, Société Chiraze Ltée Montréal Qué $129,957, Tamerlane Restaurant Ltd Langley C-B $106,513, Tidebrook Motel (1979) Ltd Port Alberni C-B $86,565, Western Grand prix Number Two Ltd Partnership Kelowna C-B $113,138, Victoria & Grey Trust Company for Darlington Foods Ltd Bowmanville Ont $55,980.

Paiement au Programme d'expansion des entreprises—Pertes d'assurance $4,830,803—Canadian Imperial Bank of Commerce for Padinox Inc Charlottetown Î-P-É $118,784, Continental Bank of Canada for Marvin Classic Millworks Inc Burnaby C-B $137,989, Bank of Montreal for Avions Pierre Robin Inc Lachute Qué $80,922, La Dawn Enterprises Ltd Powell River C-B $86,895, Stott Timber Corps Ltd Sydney N-É $180,000, Thorburmark Inc Toronto Ont $244,998, Trafalgar Diversified Ltd Milliken Ont $59,790, Banque Nationale du Canada pour Acier Sorel Ltd Sorel Qué $62,434, Les Industries Unik Ltée Terrebonne Qué $450,000, Les Vêtements Vatel Ltée Ville Vanier Qué $56,223, Sodispro Technologie Ltée St-Hyacinthe Qué $525,000, Banque Nationale de Paris (Canada) pour Arctic Gardens Inc Montréal Qué $550,000, Bank of Nova Scotia for Anedec Ltd Winnipeg Man $81,312, Corvelle Textiles Inc Grand'Mère Que $652,764, Ferrari Ornamental Ltd Toronto Ont $79,135, Legay Fiberglass Ltd Waverley N-É $143,508, Royal Bank of Canada for Astral Refrigeration Ltd Moose Jaw Sask $558,162, Kanosak Manufacturing Inc Vancouver C-B $180,000, Les Industries Sodotex Inc Montréal Qué $92,564, United Plastics Components Ltd Exeter Ont $125,730, Société d'Entraide Economique de Val d'Or pour Forminor Inc Val d'Or Qué $198,717, Toronto Dominion Bank for Auto Steering Trailers Ltd Oakville Ont $139,178, Country Harbour Hardwoods Ltd Goshen N-É $112,500, Creative Cube (1978) Ltd Red Deer Alb $83,587, ZBK Telecomputers Ltd Ville St-Laurent Qué $225,000, Recouvrement de dépenses statutaires d'Exercices précédents ($755,183).

Paiement de perte d'assurance à General Electric Credit Corporation for Rio Airways Inc Kileen Texas É-U $19,743,127

Paiements de garanties des prêts en vertu de la Loi sur les subventions pour le développement régional $17,074,557—Bank of Montreal for Dale Corporation Charlottetown Î-P-É $16,609,601, Société Générale (Canada) pour Ultratherm of Canada Ltd Williams Lake C-B $460,956.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE $415,420,728

Département d'État $3,518,232

Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de Québec en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie Montréal Qué $150,000

Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de la Colombie-Britanique en vertu de l'entente Canada/Colombie-Britannique sur les sciences et la technologie Victoria C-B $1,244,232

Contribution en vue de courvrir les coûts de la participation du Canada au Programme de l'Agence spatiale européence Paris France $2,124,000

Conseil national de recherches du Canada $112,926,632

PROGRAMME DE RECHERCHES SICENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES $112,848,632

Affiliations internationales $500,217—International Bureau of Weights and Measures Paris France $192,560.

Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités $1,969,000—Ville de Boucherville Boucherville Qué $266,931, Ville de Gloucester Gloucester Ont $726,955, Ville de Halifax Halifax N-É $115,120, Ville de St John's St John's T-N $429,043, Ville de Winnipeg Winnipeg Man $109,863, District of Saanich Saanich C-B $175,113, Township of Ramsay Ramsay Ont $54,595.

Centre européen pour la recherche nucléaire $82,485—Centre européean pour la recherche nucléaire Genève Suisse $82,485.

Agence internationale de l'énergie pour la mise en œuvre d'accords $45,689

Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de recherches et développement intéressant la fusion thermo-nucléaire contrôlée par confinement magnétique $6,760,000—Hydro-Québec Varènnes Qué $6,760,000.

Contribution à la recherche sur les matières de fusion $1,575,000—Ontario Hydro Corporation Toronto Ont $1,575,000.

L'Institut de l'homme et des ressources pour la mise en opération du site d'essai éolien de l'Atlantique $194,994—L'Institut de l'homme et des ressources Charlottetown Î-P-É $194,994.

Centre de recherches du Manitoba sur CCHT—Transmission du CC sous HT—Projet de la rivière Nelson $347,000—Centre de recherches du Manitoba sur le CCHT Winnipeg Man $347,000.

Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés $209,000—Canadian Rehabilitation Council for the Disabled Toronto Ont $209,000.

Appui à des conférences scientifiques et techniques sur l'énergie $34,311

Aide à l'industrie canadienne pour la recherche appliquée et l'innovation technologique $37,246,655—2M Industries Canada Inc Montréal-Nord Qué $58,725, Abitibi-Price Inc Mississauga Ont $54,044, A-Cubed Inc Mississauga Ont $201,942, Agropur Coopérative Granby Qué $86,617, AIT Corporation Nepean Ont $249,797, Alberta Wheat Pool Calgary Alb $137,900, AMCA International Ltd Kanata Ont $73,658, Anakin Research Inc Rexdale Ont $65,500, Asgrow Seed Company Don Mills Ont $54,800, B M High Tech Inc Collingwood Ont $159,200, Barringer Research Ltd Rexdale Ont $260,587, Bata Engineering Batawa Ont $434,378, Bell Northern Research Ottawa Ont $247,200, Building Products of Canada Lasalle Qué $223,844, Cambrian Engineering Mississauga Ont $226,057, Canadian Canners Ltd Burlington Ont $180,852, Canadian Forest Products Vancouver C-B $70,644, Canadian Fracmaster Calgary Alb $79,331, Canadian Semiconductor Ottawa Ont $338,470, Carratech Inc Charlottetown Î-P-É $70,061, Carte Electric Ltd Winnipeg Man $56,633, Champion Road Machiner Goderich Ont $129,793, Château des Charmes Niagara on the Lake Ont $115,796, CIBA-Geigy Seeds Hyde Park Ont $90,179 Colour Your World Toronto Ont $134,507, Cominco Trail C-B $81,396, Coplanam Ltée Montréal Qué $334,810, Coreco Inc Longueuil Qué $121,939, Cuddy Farms Ltd Strathroy Ont $81,805, Data Images Ottawa Ont $122,300, Develcon Electronics Ltd Sasktoon Sask $256,061, Diffracto Ltd Windsor Ont $151,471, Dighem Ltd Toronto Ont $69,800, Dominion Cellulose Ltd Toronto Ont $84,400, Dunlop Construction Product Mississauga Ont $222,301, Epitek International Inc Kanata Ont $107,225, Erectoweld Company Ltd Oakville Ont $152,440, Export Packers Co Ltd Bramalea Ont $165,517, Fisheries Resource Dev Halifax N-É $150,576, Gelda Scientific & Ind Mississauga Ont $59,827, Gemtex Company Ltd Rexdale Ont $127,958, General Foods Ltd Toronto Ont $255,905, Gen-Tec Seeds Ltd Woodslee Ont $105,833, Geona Enterprises Calgary Alb $348,797, Glenn Seeds Ltd Blenheim Ont $56,300, Global Thermoelectric Bassano Alb $88,889, Griffith Labs Scarborough Ont $378,282, Groupe Christie Ltée St-Eustache Qué $106,350, Guertin Bros Winnipeg Man $52,248, H J Heinz Co of Canada Toronto Ont $104,271, Holiday Juice Ltd Windsor Ont $89,760, Home Technics Ltd Peterborough Ont $196,632, HSC Research Development Toronto Ont $194,300, Huron Chemicals Ltd Kingston Ont $110,024, Hybrid Turkeys (1981) Kitchener Ont $136,900, Hydracine Fluid Power Downsview Ont $70,379, I P Sharp Associates Toronto Ont $405,437, Imperial Flavours Inc Mississauga Ont $98,800, Iota Computer Services London Ont $52,594, Iotech Inc Ottawa Ont $74,844, J D Irving Ltd St John N-B $291,471, Joldon Diagnotics Agincourt Ont $50,700, King Agro Ltd Chatham Ont $136,071, Koebring Canada Int'l Brantford Ont $92,345, Lakeside Electronics Ltd Whitby Ont $60,443, Lanpar Technologies Ltd Markham Ont $91,230, Lassonde et Fils Rougemont Qué $55,236, Les Éditions Ad Lib Inc Québec Qué $54,600, Litton Systems Canada Rexdale Ont $212,180, Lumonics Ltd Kanata Ont $85,960, MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B $360,180, MacMillan Bloedel Inc Vancouver C-B $148,575, Mark Hot Inc Longueuil Qué $354,743, Martec Ltd Halifax N-É $52,004, Matthew McAvan Mississauga Ont $75,207 Metrex Instruments Ltd Brampton Ont $126,282, Microsim Petroleum Software Calgary Alb $155,307, Microtel Pacific Research Burnaby C-B $58,500, Mobile Data International Richmond C-B $186,676, National Dry Co Ltd Weston Ont $50,445, Neil Squire Foundation Vancouver C-B $913,000, Nelson's Dairy Ltd Weston Ont $51,350, Netron Inc Downsview Ont $94,990, Nexus Engineering Corp Burnaby C-B $143,600, Opto Electronics Oakville Ont $186,600, Ortho Pharmaceutical Co Don Mills Ont $66,058, Otto Pick & Sons Richmond Hill Ont $125,689, Petro-Canada Incorporated Toronto Ont $97,138, Phakosystems Inc Downsview Ont $106,064, Powerplex Technologies Downsview Ont $244,254, PPRIC Pointe Claire Qué $228,181, PTL Research Ltd Oromocto N-B $299,600, Radionics Medical Inc Scarborough Ont $112,059, Rieder Distillery Ltd Grimsby Ont $76,886, Safer Agro-Chem Ltd Victoria C-B $146,089, Saskatchewan Wheat Pool Régina Sask $155,346, Scintrex Ltd Concord Ont $55,462, Scotsburn Coop Service Antigonish N-É $99,094, Semico Inc Ste-Rosalie Qué $189,418, Senstar Corporation Kanata Ont $59,990, Services TMG Inc St-Honoré Qué $189,418, Sherritt Gordon Mines Fort Saskatchewan Alb $178,955, SwitchCom Mfg Co Ltd Markham Ont $59,785, Syslog Inc Montréal Qué $86,394, TC Ophthalmics Product Toronto Ont $102,599, Tecrad Inc Québec Qué $163,973, Teknica Resource Development Calgary Alb $360,000, Temfibre Inc

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Témiscaming Qué $100,006, T G Bright & Co Ltd Niagara Falls Ont $77,896, W G Thompson & Sons Blenheim Ont $231,539, Trench Electric Scarborough Ont $224,896, Valera Electronics Inc Ottawa Ont $63,220, Vertigo Computer Image Vancouver C-B $453,600, Vickers Instruments Nepean Ont $69,580, Warner-Lambert Canada Scarborough Ont $89,739, Western Packaging Richmond C-B $84,686, Westvale Foods Ltd Chilliwack C-B $57,938, Willowglen Systems Ltd Calgary Alb $54,819, Worhtington Canada Inc Brantford Ont $59,895.

Contributions aux organismes de recherches provinciaux et aux établissements de recherches pour la communication d'informations techniques et la prestation de services régionaux $7,614,373—Alberta Microelectronic Centre Edmonton Alb $50,000, Alberta Research Council Edmonton Alb $385,875, Assoc of Consulting Engineers of Canada Ottawa Ont $947,474, BC Research Vancouver C-B $551,124, British Columbia Microelectronics Burnaby C-B $50,000, Canadian Industrial Innovation Centre/Waterloo Waterloo Ont $73,500, Canadian Institute of Metalworking Hamilton Ont $144,375, Canadian Plastics Institute Toronto Ont $75,017, Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué $652,500, Centre d'innovation industrielle (Montréal) Montréal Qué $73,500, Centre for Advanced Resource Technologie Prince George C-B $50,000, Centre for Frontier Engineering Research Edmonton Alb $50,000, Centre Québécois de productivité du vêtements Montréal Qué $73,500, Forintek Canada Corp Ottawa Ont $144,375, Groupement Québécois d'Entreprises Drummondville Qué $147,000, Holland College Charlottetown Î-P-É $124,500, Industrial Technology Centre/Manitoba Research Council Winnipeg Man $414,004, LASER Institute Edmonton Alb $50,000, Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltd St John's T-N $187,000, NORDCO Ltd St John's T-N $74,736, Nova Scotia Research Foundation Corporation Halifax N-É $441,000, Ontario CAD/CAM Centre Cambridge Ont $147,000, Ontario Centre for Automotive Parts Technology St Catharines Ont $73,500, Ontario Centre for Farm Machinery and Food Processing Technology Chatham Ont $73,500, Ontario Centre for Microelectronics Ottawa Ont $67,125, Ontario Centre for Resource Machinery-Technology Sudbury Ont $73,500, Ontario Research Fondation Mississauga Ont $360,750, PERA Melton Mobray Leicestershire Britain $50,000, Protextile St-Hyacinthe Qué $55,125, Research and Productivity Council Moncton N-B $514,500, The Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $588,000, University of New Brunswick Frédéricton N-B $70,875, Welding Institute of Canada Oakville Ont $181,125.

Programme de projets entre l'industrie et les laboratoires $21,644,434—ABCO Plastics Division Mahone Bay N-É $126,604, Acadian Sea Foods Ltd Darmouth N-É $117,768, Allelix Inc Mississauga Ont $1,167,748, Almax Industries Ltd Lindsay Ont $98,723, Applied Microsystems Ltd Sidney C-B $80,747, Aqua Health Ltd Willowdale Ont $308,034, BC Salmon Farmers Assoc Garden Bay C-B $73,969, Baynes Sound Oyster Company Ltd Union Bay C-B $61,963, Bell Northern Research Ottawa Ont $2,257,274, Bendix Engine Components Ltd Chatham Ont $57,238, Bio-Endo Inc Montréal Qué $294,468, Bio-Frost Inc Edmonton Alb $232,646, Bio-Research Laboratories Ltd Senneville Qué $173,271, Blueberry Acres Ltd Kings County N-É $111,545, BOMEM Inc Vanier Qué $148,337, Brinco Mining Ltd Vancouver C-B $184,513, CAE Electroncis St-Laurent Qué $257,843, Canada Packers Inc Toronto Ont $89,076, Canadian General Elecric Peterborough Ont $71,589, Canadian Marconi Company Montréal Qué $58,033, Cangene Corporation Mississauga Ont $406,420, CANSTAR Communications Scarborough Ont $102,159, Clay Nurseries Inc Langley C-B $128,030, Cognos Incorporated Ottawa Ont $344,528, Connaught Research Laboratories Willowdale Ont $369,477, Creo Electronics Corporation Burnaby C-B $243,269, Cymbol Cybernetics Corporation (Accugraph) Ottawa Ont $118,100, Dalsa Inc Waterloo Ont $111,516, De Havilland Aircraft of Canada Ltd Downsview Ont $198,941, Denison Mines Ltd Elliot Lake Ont $136,029, Diagnostic Chemicals Ltd Charlottetown Î-P-É $155,948, Diffracto Ltd Windsor Ont $184,108, Dipix Systems Ltd Ottawa Ont $365,201, DY-4 System Inc Ottawa Ont $106,381, El Bryenton & Associates Inc Ottawa Ont $127,785, Earth & Ocean Ltd Dartmouth N-É $90,169, Electromec Division Maritime Québec Qué $95,369, Filtran Microcircuits Inc Ottawa Ont $111,891, Futurtex Communications Inc Montréal Qué $99,797, George Weston Ltd Toronto Ont $290,818, Global Thermoelectric Bassano Alb $295,556, Guildcraft (1978) Ltd Markham Ont $52,391, Hawboldt Industries Checter N-É $51,834, ''ymarc Engineering Ltd Ottawa Ont $124,964, I A F Production Inc Laval Qué $239,132, I Q F Inc Mississauga Ont $53,895, ICAM Technologies Pointe Claire Qué $191,108, Informas Beauport Qué $125,820, Instantel Inc Kanata Ont $109,273, INSTAR Corporation Calgary Alb $96,778, Interact Computing Services Ltd Sidney C-B $124,164, International Tools (1973) Ltd Windsor Ont $143,556, Julac Inc Dolbeau Qué $88,702, King Grain Limited Chatham Ont $72,342, L V Ursel & Associates Ottawa Ont $285,037, LAB-Volt Quebec Ltd Ste-Foy Qué $59,653, Labatt Brewing Co Ltd London Ont $241,239, Lallemand Inc Montréal Qué $81,743, Langford Research Laboratories Ltd Guelph Ont $114,590, Linear Technology Inc Burlington Ont $287,730, Lumonics Inc Ottawa Ont $132,874, MA Electronics Canada Inc (a Division of M/A-Com) Mississauga Ont $73,279, MacMillan Bloedel Ltd Sturgeon Falls Ont $152,575, Meiogenics Inc Ottawa Ont $193,928, MEP Company Markham Ont $79,869, Norpak Corporation Kanata Ont $221,887, OMEGA Laboratories Ltd Montréal Qué $99,361, Omnibus Computer Graphics Toronto Ont $534,378, Orcatech Inc Kanata Ont $66,861, OSMOCO (Laboratoire) Inc Pointe Claire Qué $128,800, Pacific Trident Multiculture Ltd Victoria C-B $78,030, Partagec Inc Beauport Qué $56,582, Payton Scientific Ltd Scarborough Ont $113,142, Perceptron Computing Inc Downsview Ont $66,016, Phero Tech Ltd Vancouver C-B $144,613, Polysar Ltd Sarnia Ont $444,658, Precision Photomask Ltd St-Hubert Qué $94,184, Prince Rupert Fishermen's Co-operative Assoc Prince Rupert C-E $303,157, Pyrotenax of Canada Ltd Trenton Ont $94,573, Quadra Logic Technologies Inc Vancouver C-B $129,944, Quaker Oats Company of Canada Ltd Peterborough Ont $50,632, Rhizotec Inc (Les Laboratoires) St-Jean-Chrysostome Qué $129,619, Robin Hood Multifoods Inc Rexdale Ont $110,224, Rosell (Institut) Inc Montréal Qué $57,808, Rougier Inc Montréal Qué $117,381, Safer Agro-Chem Ltd Victoria C-B $196,158, Saskatoon Embryo Transplants Ltd Saskatoon Sask $76,249, Scintrex Ltd Concord Ont $142,869, Seaboy Marine Services Ltd Sidney C-B $128,193, Serres AM Dion Ltée Boisbriand Qué $95,231, Servo-Robot Inc Boucherville Qué $246,837, Starnav Inc Nepean Ont $226,586, Suncor Inc Calgary Alb $55,330, Target Products Ltd Burnaby C-B $50,141, Tourbières Premier Ltée Rivière-du-Loup Qué $173,248, Uniroyal Ltd Guelph Ont $271,985, United Grain Growers Ltd Winnipeg Man $103,824, W H E Process Systems Ltd Downsview Ont $62,774, Waterloo Scientific Inc Waterloo Ont $66,387, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $398,698.

Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de construction d'une génératrice éolienne à axe vertical de grande puissance $4,548,000—Hydro-Québec Varennes Qué $4,548,000.

Programme de recherche biotechnologique $894,409—DOMTAR Montréal Qué $291,000, Institut de recherches cliniques de Montréal Montréal Qué $366,609, Paprican Montréal Qué $235,000.

Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Téléscope Canada-France-Hawaï $2,424,565—Corporation du Téléscope Canada-France Hawaï Hawaï É-U $2,424,565.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Universités de l'Alberta, Colombie-Britannique, Simon Fraser et Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF $26,715,000—Universités de: Alberta Edmonton Alb, Colombie-Britannique Vancouver C-B, Simon Fraser Vancouver C-B et Victoria Victoria C-B $26,715,000.

Appui à des conférences scientifiques et techniques $43,500

PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE $78,000

Institut canadien du film $78,000—Institut canadien du film Ottawa Ont $78,000.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $298,975,864

Subventions et bourses pour promouvoir et encourager le développement et l'entretion de la recherche et l'assurance de la main-d'œuvre hautement qualifiée en sciences naturelles et en génie $298,975,864—M G AbouHaidar Toronto Ont $73,760, R G Ackman Halifax N-É $95,000, J G Adler Edmonton Alb $63,490, J P A Adoul Sherbrooke Qué $79,909, P C Aitcin Sherbrooke Qué $134,134, M G Akben Montréal Qué $83,500, A E Aksu St John's N-N $107,950, A M Al Taweel Halifax N-É $83,913, W P Alford London Ont $80,000, H Alper Ottawa Ont $113,156, I Altosaar Ottawa Ont $69,279, J Amiot Québec Qué $127,570, R C Anderson Guelph Ont $70,771, C D Anger Calgary Alb $259,231, J W Apsimon Ottawa Ont $86,000, J C Armitage Ottawa Ont $55,000, D A Armstrong Calgary Alb $54,725, J B Armstrong Ottawa Ont $51,164, R L Armstrong Vancouver C-B $73,500, R L Armstrong Toronto Ont $74,000, J T Arnason Ottawa Ont $110,749, D R Arnold Halifax N-É $72,811, A S Arrott Burnaby C-B $79,023, H H Arsenault Québec Qué $86,900, H W Arthurs Downsview Ont $466,544, G O Aspinall Downsview Ont $107,899, A Astbury Victoria C-B $744,000, D L Atherton Kingston Ont $87,110, H L Atwood Toronto Ont $63,857, M J Aubin Sherbrooke Qué $73,540, F Aubke Vancouver C-B $57,392, W A Aue Halifax N-É $55,000, G L Austin Montréal Qué $144,176, M M Avedesian Montréal Qué $66,240, D M Avis Montréal Qué $70,594, W A Ayer Edmonton Alb $147,652, L A Babiuk Saskatoon Sask $138,200, R F W Bader Hamilton Ont $64,554, D L Baillie Burnaby C-B $55,238, J P B Bailon Montréal Qué $152,635, M C Baird Kingston Ont $80,336, M H I Baird Hamilton Ont $68,496, R Baldur Montréal Qué $50,000, W J Balfour Victoria C-B $67,527, G E Ball Edmonton Alb $50,000, K G Balmain Toronto Ont $55,637, G M Bancroft London Ont $202,260, J W Bandler Hamilton Ont $106,450, E W Banister Burnaby C-B $58,260, L I Barber Régina Sask $129,473, R C Barber Winnipeg Man $95,900, G A Barbery Québec Qué $169,000, M Baril Québec Qué $84,252, C R Barnes St John's T-N $115,000, S C H Barrett Toronto Ont $79,110, M N Bassin Winnipeg Man $114,216, P Basu Halifax N-É $60,940, G S Bates Vancouver C-B $50,825, P N S Bava Burnaby C-B $73,350, H S Bayley Guelph Ont $117,903, A Bazergui Montréal Qué $73,812, F W H Beamish Guelph Ont $53,512, A L Beauchamp Montréal Qué $72,910, E G Beauchamp Guelp Ont $50,642, A Beaulnes Laval-des-Rapides Qué $67,900, C Beaumont Halifax N-É $124,580, W Beckel Ottawa Ont $281,500, H A Becker Kingston Ont $87,440, J Bédard Québec Qué $55,883, G A Beer Victoria C-B $165,000, P A Bélanger Québec Qué $79,500, G Bell Montréal Qué $54,423, J M Bell Saskatoon Sask $51,198, B Belleau Montréal Qué $95,000, B Benard Sherbrooke Qué $443,864, J M Bergeron Sherbrooke Qué $58,700, J C Bergstrom Saskatoon Sask $50,000, A J Berlinsky Vancouver C-B $102,294, H Bertrand Régina Sask $66,780, K J Batteridge Montréal Qué $128,000, J D Bewley Guelph Ont $155,465, R Billinton Saskatoon Sask $66,224, P P Biringer Toronto Ont $53,201, P C Birkemoe Toronto Ont $88,173, T A Black Vancouver C-B $55,814, E G Bligh Halifax N-É $95,605, E Block Montréal Qué $54,695, M Bloom Vancouver C-B $94,650, G V Bochmann Montréal Qué $235,052, D K Bohme Downsview Ont $60,000, J Boisvert Montréal Qué $60,000, C T Bolton Toronto Ont $61,051, J R Bolton London Ont $161,769, R R Bonert Toronto Ont $80,975, K S Booth Waterloo Ont $421,444, A R Boothroyd Ottawa Ont $57,600, J H Borden Burnaby C-B $270,000, A B Borodin Toronto Ont $57,347, B Bosnich Toronto Ont $241,871, R E Bourget Québec Qué $51,313, R Bouthillette Montréal Qué $253,075, A J Bowen Halifax N-É $106,000, S R Bowley Guelph Ont $73,350, C M Boyd Halifax N-É $63,150, R J Boyd Halifax N-É $66,356, J C D Brand London Ont $69,000, B P Brandhorst Montréal Qué $58,976, A S Bregman Montréal Qué $300,804, J H Brewer Vancouver C-B $260,000, J K Brimacombe Vancouver C-B $294,324, C E Brion Vancouver C-B $91,425, F R Brisse Montréal Qué $57,390, G J Brisson Québec Qué $140,399, D E Brodie Waterloo Ont $91,866, A G Brook Toronto Ont $67,344, C Brooks Montréal Qué $91,738, D L Brown Ottawa Ont $137,820, L M Brown London Ont $52,260, E M Brussell Montréal Qué $106,711, L T Bruton Victoria C-B $54,537, M P Bryden Waterloo Ont $50,126, D A Bryman Victoria C-B $814,400, T A Brzustowski Waterloo Ont $82,389, J G Buchanan-Smith Guelph Ont $59,825, R B Buckland Ste-Anne-de-Bellevue Qué $165,756, A G Buckley Halifax N-É $323,821, H A Buckmaster Calgary Alb $87,955, R J A Buhr Ottawa Ont $86,947, R T Bui Chicoutimi Qué $77,130, T D Bui Montréal Qué $65,714, E Buncel Kingston Ont $57,912, J Bures Montréal Qué $77,900, F J Burkowski Waterloo Ont $178,857, E B Burnside Guelph Ont $58,037, M D B Burt Frédéricton N-B $50,353, W Bushuk Winnipeg Man $177,902, A H Bussey Montréal Qué $136,523, W A S Buxton Toronto Ont $141,198, J A Buzacott Waterloo Ont $121,070, A Cabana Sherbrooke Qué $285,218, W F Caley Halifax N-É $56,000, S M Calisal Vancouver C-B $58,019, J C Callaghan Halifax N-É $64,000, S E Calvert Vancouver C-B $103,476, T W Calvert Burnaby C-B $58,568, J M Cameron Edmonton Alb $245,000, R G Campanella Vancouver C-B $88,056, C K Campbell Hamilton Ont $125,047, J L Campbell Guelph Ont $154,690, P G C Campbell Québec Qué $82,078, D T Canvin Kingston Ont $254,533, H S Caplan Saskatoon Sask $1,897,000, H C Card Winnipeg Man $167,122, A Cardinal Québec Qué $130,068, T T Carey Guelph Ont $73,226, C Carlone Sherbrooke Qué $102,150, R K Carnegie Ottawa Ont $410,000, R L Carroll Montréal Qué $53,647, J R Carrow Toronto Ont $130,730, A I Carswell Downsview Ont $110,672, C R Carter Hamilton Ont $57,300, A J Carty Waterloo Ont $109,345, F Castaigne Québec Qué $215,835, S Caveney London Ont $50,800, P B Cavers London Ont $52,000, Cdn Microelect Kingston Ont $2,700,000, N J Cercone Burnaby C-B $92,580, E Cerny Montréal Qué $102,914, C L Chakrabarti Ottawa Ont $74,691, S G Chamberlain Waterloo Ont $52,700, M J Chamberlain London Ont $74,700, T H Chan Montréal Qué $66,000, J S Chang Hamilton Ont $166,401, T M S Chang Montréal Qué $72,000, S T Chanson Vancouver C-B $86,439, M E Charles Toronto Ont $85,360, A Chatt Halifax N-É $79,980, M C Chaturvedi Winnipeg Man $321,800, J D N Cheeke Sherbrooke Qué $195,080, R M H Cheng Montréal Qué $84,238, J A Cherry Waterloo Ont $248,472, G Chevalier Montréal Qué $166,245, F S Chia Edmonton Alb $57,081, R F Childs Hamilton Ont $108,329, S L Chin Québec Qué $108,180, E Chornet Sherbrooke Qué $408,657, A Chow Winnipeg Man $66,401, D A Christensen Saskatoon Sask $75,800, S Christodoulakis Toronto Ont $57,840, R B Church Calgary Alb $95,000, J Cizek Waterloo Ont $52,813, H C Clark Guelph Ont $86,232, F H Clarke Montréal Qué $212,125, G K C Clarke Vancouver C-B $59,520, R M Clements Victoria C-B $79,432, G Cloutier Montréal Qué $517,127, J F Cochran Burnaby C-B $60,758, L L Cogger Calgary Alb $71,416, K Colbow Burnaby C-B $73,160, K M Cole Vancouver C-B $54,600, M F Collins Hamilton Ont $131,548, M P Collins Toronto Ont $61,215, S Conetti Montréal Qué $203,000, A R Conn Waterloo Ont $53,426, G E Connell Toronto Ont $1,777,809, B E Conway Ottawa Ont $287,809, S A

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Cook Toronto Ont $57,300, F Cooke Kingston Ont $132,266, D E Cormack Toronto Ont $51,500, E A Cossins Edmonton Alb $77,777, J W F Costerton Calgary Alb $315,200, F I M Craik Toronto Ont $69,660, B Craske St John's T-N $56,826, J H Crocket Hamilton Ont $63,794, M Csörgö Ottawa Ont $67,825, I G Csizmadia Toronto Ont $51,288, W R Cullen Vancouver C-B $148,673, F L Curzon Vancouver C-B $199,300, M S Cynader Halifax N-É $61,798, J M D'Auria Burnaby C-B $110,000, A D'Iorio Ottawa Ont $339,774, J M Daniels Toronto Ont $51,300, L H Dao Québec Qué $79,225, W R Datars Hamilton Ont $82,362, A G Davenport London Ont $532,623, K G Davey Downsview Ont $128,000, E J Davison Toronto Ont $64,665, N E Davison Winnipeg Man $53,653, E De Johg Saskatoon Sask $88,391, H De Lasa London Ont $137,503, P De Mayo London Ont $72,000, R De Mori Montréal Qué $55,000, L De Roth Montréal Qué $89,538, J De la Noüe Québec Qué $93,086, J M DeMan Guelph Ont $110,712, W Del Bianco Montréal Qué $140,000, C A Delisle Québec Qué $63,100, G Y Delisle Québec Qué $102,287, M A H Dempster Halifax N-É $77,201, F Denizeau Montréal Qué $58,800, D T Denis Kingston Ont $60,659, P Deslongchamps Sherbrooke Qué $93,492, J E Desnoyers Québec Qué $89,000, S B Dewan Toronto Ont $50,800, J I Dickson Montréal Qué $103,531, M J Dignam Toronto Ont $62,992, W H Dilger Calgary Alb $63,441, L M Dill Burnaby C-B $67,579, L L Diosady Toronto Ont $52,890, D G Dixon Waterloo Ont $67,695, P C Dodwell Kingston Ont $66,112, M A Dokainish Hamilton Ont $60,612, D H Dolphin Vancouver C-B $112,614, R W Donaldson Vancouver C-B $102,900, A E R Downe Kingston Ont $101,198, R G H Downer Waterloo Ont $183,550, J Downey Frédéricton N-B $249,746, R W Doyle Halifax N-É $60,102, J E Drake Windsor Ont $397,932, T E Drake Toronto Ont $177,000, G Drouin Montréal Qué $81,917, J A Druez Chicoutimi Qué $75,953, J R Drummond Toronto Ont $85,102, M DuBow Montréal Qué $51,922, K Duckworth Calgary Alb $53,450, F A L Dullien Waterloo Ont $99,141, E B Dumbroff Waterloo Ont $76,746, D J Dunlop Toronto Ont $69,090, G Durocher Montréal Qué $83,680, T Durst Ottawa Ont $55,131, H C Duthie Waterloo Ont $185,555, Z Duvnjak Ottawa Ont $52,150, J G Eales Winnipeg Man $70,758, A J Earp St Catharines Ont $79,000, A R Eastham Kingston Ont $83,065, A D Edgar London Ont $498,420, K W Edwards Ottawa Ont $50,000, R N Edwards Toronto Ont $77,500, P A Egelstaff Guelph Ont $100,000, A Eisenberg Montréal Qué $149,233, M A S Elazhary Montréal Qué $58,921, B E Ellis Guelph Ont $96,968, R M Ellis Vancouver C-B $89,503, H A Elmaraghy Hamilton Ont $116,450, M I Elmasry Waterloo Ont $568,117, J D Embury Hamilton Ont $59,903, W J Emery Vancouver C-B $238,346, N Epstein Vancouver C-B $55,650, P G Estabrooks Ottawa Ont $80,000, M E Evans Edmonton Alb $76,000, N Eyles Toronto Ont $56,000, P Eyre Guelph Ont $61,215, T Z Fahidy Waterloo Ont $82,870, A G Fallis St John's T-N $190,000, J B Falls Toronto Ont $73,800, R H Farquhar Winnipeg Man $55,692, P P Fazio Montréal Qué $69,000, Feher Ottawa Ont $207,707, M B Fenton Ottawa Ont $50,500, J C Fentress Halifax N-É $95,741, J D Fernie Toronto Ont $122,599, J A Finch Montréal Qué $68,587, W D Finn Vancouver C-B $57,300, D G Fleming Vancouver C-B $50,000, G L Fletcher St John's T-N $94,400, M A Florian Montréal Qué $52,311, D C Ford Hamilton Ont $80,090, R E Foreman Victoria C-B $215,000, A Forer Downsview Ont $64,863, P A Forsyth London Ont $97,830, J A Fortin Québec Qué $174,687, M Fortin Québec Qué $152,955, R O Foschi Vancouver C-B $50,000, J M J Fréchet Ottawa Ont $98,500, R R Fraser Ottawa Ont $71,098, G R Freeman Edmonton Alb $66,102, R A Freeze Vancouver C-B $97,000, J D Friesen Toronto Ont $184,345, W R Frisken Downsview Ont $105,000, P Fritz Waterloo Ont $101,581, A C Frosst Hamilton Ont $110,000, B J Frost Kingston Ont $71,304, B L Funt Burnaby C-B $65,064, C A Fyfe Guelph Ont $730,603, W S Fyfe London Ont $107,270, J M Gagné Montréal Qué $60,490, B R Gaines Calgary Alb $97,000, J E Gale St John's T-N $151,400, B G Galef Hamilton Ont $58,897, J F A Galibois Québec Qué $118,834, I Gargantini London Ont $145,886, G D Garland Toronto Ont $50,000, C J R Garrett Halifax N-É $69,900, D E Gaskin Guelph Ont $55,000, E M Gates Edmonton Alb $100,526, W H Gauvin Montréal Qué $91,483, N D Georganas Ottawa Ont $123,167, J A George Waterloo Ont $71,000, J C George Guelph Ont $51,892, D Ghista Hamilton Ont $52,000, C R Gicquaud Trois-Rivières Qué $58,804, R J Gillespie Hamilton Ont $63,058, J E Gillott Calgary Alb $54,926, P C Gilmore Vancouver C-B $512,346, E F Girczyc Edmonton Alb $84,316, Y M Giroux Québec Qué $552,164, A D M Glass Vancouver C-B $90,916, I I Glass Toronto Ont $58,500, B R Glick Waterloo Ont $82,500, B W Glickman Donwsview Ont $147,120, J A Goldak Ottawa Ont $106,313, M Goldberg Ottawa Ont $89,889, M T Goldberg Guelph Ont $54,875, G H Gonnet Waterloo Ont $117,854, M A Goodale London Ont $89,564, E D Goodman Vancouver C-B $100,139, J M Gosline Vancouver C-B $57,506, D I Gough Edmonton Alb $138,359, C K Govind Toronto Ont $60,738, J R Grace Vancouver C-B $97,058, J Graham Winnipeg Man $166,999, W A G Graham Edmonton Alb $171,388, D G Gray Montréal Qué $60,000, D M Gray Saskatoon Sask $93,000, B R Green Vancouver C-B $60,916, P W Green Edmonton Alb $53,000, H J Greenwood Vancouver C-B $114,398, P C Gregory Vancouver C-B $59,100, R I Greyson London Ont $69,744, T A Grigliatti Vancouver C-B $66,000, M R Gross Burnaby C-B $50,000, J E Gruzleski Montréal qué $91,240, R Guardo Montréal Qué $152,147, J E Guillet Toronto Ont $307,341, M M Gupta Saskatoon Sask $93,050, L V Gusta Saskatoon Sask $87,083, J P Guthrie London Ont $58,513, R I L Guthrie Montréal Qué $280,782, O F Häusser Burnaby C-B $110,000, R C G Haas Waterloo Ont $105,856, A A Haasz Toronto Ont $174,500, W G Habashi Montréal Qué $129,122, Haccoun Montréal Qué $102,584, R R Haering Vancouver C-B $93,921, B K Hall Halifax N-É $64,554, J M Hall Halifax N-É $184,942, L D Hall Vancouver C-B $110,000, V C Hamacher Toronto Ont $230,986, A E Hamielec Hamilton Ont $168,000, R E W Hancock Vancouver C-B $68,125, D E Handelman Ottawa Ont $97,983, S Hanessian Montréal Qué $105,000, Hanna Montréal Qué $76,000, W N Hardy Vancouver C-B $58,000, L Harris St John's T-N $207,100, R Harris Montréal Qué $77,600, A G Harrison Toronto Ont $500,680, J P Harrison Kingston Ont $326,955, J F Harrod Montréal Qué $64,770, M D Hasinoff Vancouver C-B $59,698, J W Haslett Calgary Alb $89,930, H K Haugen Toronto Ont $101,000, A E Hay St John's T-N $66,000, J Hayes Montréal Qué $104,921, S S Haykin Hamilton Ont $658,574, R H Haynes Downsview Ont $165,640, I B Heath Downsview Ont $77,296, M C Heath Toronto Ont $55,000, P D N Hebert Windsor Ont $129,536, J A Heddle Downsview Ont $115,541, J A Hellebust Toronto Ont $78,368, W H Hendershot Montréal Qué $58,140, R N Henriksen Kingston Ont $77,956, J G F Henry Toronto Ont $61,313, L G Hepler Edmonton Alb $53,055, V J Higgins Toronto Ont $55,290, O E Hileman Hamilton Ont $55,000, D R Hill Calgary Alb $51,128, P G Hill Vancouver C-B $102,628, R D Hill Winnipeg Man $79,161, C Hillaire-Marcel Montréal Qué $98,100, A Hirose Saskatoon Sask $273,635, C Hiruki Edmonton Alb $72,500, V S Hoa Montréal Qué $227,397, P W Hochachka Vancouver C-B $140,848, W J R Hoefer Ottawa Ont $208,257, H L Holland St Catharines Ont $86,230, E L Holmes Waterloo Ont $115,700, J L Holmes Ottawa Ont $94,376, B A Holmlund Saskatoon Sask $185,200, R C Holt Toronto Ont $155,035, B B Hope Kingston Ont $58,350, P A Horgen Toronto Ont $67,480, G Horlick Edmonton Alb $57,170, V Hornof Ottawa Ont $63,064, M Horowitz Edmonton Alb $716,925, S E Hrudey Edmonton Alb $152,060, C K Hruska Downsview Ont $61,115, P M Huang Saskatoon Sask $405,538, R E Huber Calgary Alb $61,215, J Hubert Montréal Qué $96,303, P M Huck Edmonton Alb $200,284, A N Hughes Thunder Bay Ont $111,155, P C Hughes Toronto Ont $99,932, N P A Huner London Ont $71,125, L A Hunt Guelph Ont $76,190, W Hunte Montréal Qué $69,000, R B

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Hunter Guelph Ont $54,196, T C Hutchinson Toronto Ont $301,680, R W Ianni Windsor Ont $82,900, R K Ibrahim Montréal Qué $61,792, D R Idler St John's T-N $414,774, I I Inculet London Ont $65,400, R G Ingram Montréal Qué $201,296, W E Inniss Waterloo Ont $79,945, G A Irons Hamilton Ont $111,440, M S Q Isaacson Vancouver C-B $110,000, N Isgur Toronto Ont $50,100, E E Ishiguro Victoria C-B $116,263, V N Iyer Ottawa Ont $61,215, K R Jackson Toronto Ont $80,317, P W M Jacobs London Ont $193,577, B R James Vancouver C-B $90,595, N P James St John's T-N $160,432, W James Hamilton Ont $107,000, J C Jamieson Winnipeg Man $66,260, E G Janzen Guelph Ont $117,963, E Jay Frédéricton N-B $130,500, D J A Jenkins Toronto Ont $190,000, M A G Jenkins Kingston Ont $127,706, M E Jernigan Waterloo Ont $100,248, R E Jervis Toronto Ont $65,560, P E Jessop Hamilton Ont $104,198, J C Jofriet Guelph Ont $64,058, G P Johari Hamilton Ont $95,958, R P Johnson Guelph Ont $55,000, R R Johnson Vancouver C-B $85,000, D Johnston Montréal Qué $948,691, C R Jolicoeur Sherbrooke Qué $109,800, J J Jonas Montréal Qué $151,822, D R Jones Vancouver C-B $80,893, G Jones Vancouver C-B $335,000, H W Jones Halifax N-É $102,383, J B Jones Toronto Ont $109,635, W E Jones Halifax N-É $88,947, R B Jordan Edmonton Alb $84,025, K W Joy Ottawa Ont $61,608, M L G Joy Toronto Ont $74,425, N G Juma Edmonton Alb $162,427, J W Jury Peterborough Ont $78,800, Just Montréal Qué $139,728, E Rafer Montréal Qué $84,240, P Kabal Montréal Qué $111,300, D Kahneman Vancouver C-B $54,674, P K Kaiser Edmonton Alb $88,000, J Kalff Montréal Qué $70,500, S Kaliaguine Québec Qué $200,857, M R Kamal Montréal Qué $164,384, T Kameda Burnaby C-B $55,000, J W Kamphuis Kingston Ont $117,664, E R Kanasewich Edmonton Alb $57,876, L W Kannenberg Guelph Ont $123,000, J G Kaplan Edmonton Alb $55,700, R E Kapral Toronto Ont $61,852, F W Karasek Waterloo Ont $85,800, G A Karim Calgary Alb $81,716, K J Kasha Guelph Ont $160,688, M Katz Downsview Ont $57,000, A J Kayll Thunder Bay Ont $127,720, P Kebarle Edmonton Alb $287,930, J F Keffer Toronto Ont $53,797, W B Kendrick Waterloo Ont $73,458, D J L Kennedy Edmonton Alb $97,825, J B P Kennedy Windsor Ont $51,188, R W Kennedy Vancouver C-B $198,440, G A Kenney-Wallace Toronto Ont $75,187, P J Kenniff Montréal Qué $275,887, R Kerrich London Ont $127,480, K A Kershaw Hamilton Ont $185,865, R A Khan St John's T-N $63,185, G M Kidder London Ont $84,446, R F Kiefl Vancouver C-B $168,000, D Kimura London Ont $54,125, G J King Guelph Ont $50,085, H W King Halifax N-É $67,860, J D King Toronto Ont $74,000, J S G Kirkaldy Hamilton Ont $70,230, Kluepfel Laval-des-Rapides Qué $75,400, R H Kluger Toronto Ont $71,250, R Knowles Ste-Anne-de-Bellevue Qué $50,085, J A R Koehler Saskatoon Sask $233,137, P A Kolers Toronto Ont $164,958, J A Koningstein Ottawa Ont $60,000, Z Koran Trois-Rivières Qué $83,899, Kosaric London Ont $110,040, J R Kramer Hamilton Ont $119,816, L Krause Windsor Ont $91,700, M O Krause Frédéricton N-B $54,976, C J Krebs Vancouver C-B $60,228, A J Kresge Toronto Ont $67,156, L Kristjanson Saskatoon Sask $250,325, T E Krogh Toronto Ont $71,000, P P Kronberg Toronto Ont $73,448, H R Krouse Calgary Alb $111,180, J A Kuehner Hamilton Ont $791,000, H Kunov Toronto Ont $104,660, B A Kunz Downsview Ont $54,900, D J Kushner Ottawa Ont $64,863, J P Kutney Vancouver C-B $238,920, G L'Espérance Montréal Qué $777,510, Ladanyi Montréal Qué $154,180, J G Lafontaine Québec Qué $64,863, E Z Lajtai Winnipeg Man $75,135, C H Langford Montréal Qué $75,080, R B Langley Frédéricton N-B $55,000, M Lapointe Trois-Rivières Qué $75,500, S Lariviere Montréal Qué $74,200, M Larzillière Québec Qué $158,246, P Laurin Trois-Rivières Qué $166,305, D P Lavender Vancouver C-B $133,700, L M Lavkulich Vancouver C-B $50,085, H G Lawford Toronto Ont $54,000, P D Lawrence Vancouver C-B $385,226, M A R LeBlanc Ottawa Ont $51,142, P H LeBlond Vancouver C-B $60,230, D A Leahy Calgary Alb $80,520, R M Leblanc Trois-Rivières Qué $154,167, M J Lechowicz Montréal Qué $901,200, A Lee Hamilton Ont $686,319, E S Lee Toronto Ont $101,770, G M C Lee Halifax N-É $290,270, J H S Lee Montréal Qué $55,852, J K P Lee Montréal Qué $484,500, S Leeson Guelph Ont $67,704, M Lefebvre-Pinard Montréal Qué $103,686, L Legendre Québec Qué $69,280, W C Leggett Montréal Qué $293,710, W J Leigh Hamilton Ont $76,114, A Lemay Québec Qué $93,900, R U Lemieux Edmonton Alb $116,350, R E Lemon Montréal Qué $83,380, J G Lenard Frédéricton N-B $90,823, J R Lepock Waterloo Ont $61,174, C Leroy Montréal Qué $117,218, J R Leslie Kingston Ont $603,000, L Lessard Montréal Qué $586,482, A B P Lever Downsview Ont $122,000, J H Lever St John's T-N $139,422, J G Levy Vancouver C-B $91,400, H F Li Montréal Qué $82,000, R H Lipson London Ont $68,164, R List Toronto Ont $108,032, A E Litherland Toronto Ont $260,000, J L Littlepage Victoria C-B $50,000, K Y Lo London Ont $60,102, J Locat Québec Qué $50,000, F H Lochovsky Toronto Ont $151,841, M Locke London Ont $66,780, K E Louden Halifax N-É $123,390, L E Lowe Vancouver C-B $52,060, J W Lown Edmonton Alb $69,831, B C Y Lu Ottawa Ont $70,400, W K Lu Hamilton Ont $194,531, G J Luste Toronto Ont $205,000, G H MacEwen Kingston Ont $348,746, J G MacGregor Edmonton Alb $65,000, W A MacKay Halifax N-É $518,750, A F MacKenzie Montréal Qué $113,558, I K MacKenzie Guelph Ont $50,000, G A MacKinnon Antigonish N-É $147,900, D B MacLean Hamilton Ont $109,500, G MacLean Sackville N-B $104,872, R A MacLeod Montréal Qué $57,000, D Mackay Toronto Ont $95,378, G O Mackie Victoria C-B $90,827, A K Mackworth Vancouver C-B $55,253, G A Maclachlan Montréal Qué $257,496, S Mahmoud Ottawa Ont $226,944, S Mak Hamilton Ont $86,849, T W Mak Toronto Ont $75,000, M A Malcolm Waterloo Ont $59,834, B L Mamet Montréal Qué $88,972, F D Manchester Toronto Ont $76,756, A Mandelis Toronto Ont $76,541, R S J Manley Montréal Qué $81,000, E G Manning Waterloo Ont $453,176, A H Manson Saskatoon Sask $89,200, C J P Manzagol Montréal Qué $139,492, R J Mapletoft Saskatoon Sask $109,650, R R Marquardt Winnipeg Man $163,353, W S Marshall Antigonish N-É $51,138, T A Marsland Edmonton Alb $99,766, Marti Toronto Ont $98,136, J F Martin Toronto Ont $175,000, P G Martin Toronto Ont $247,303, L G Mason Québec Qué $82,620, S G Mason Montréal Qué $103,077, S E Masry Fredericton N-B $74,200, G Massicotte Rimouski Qué $69,997, Y Masui Toronto Ont $74,520, A T Matheson Victoria C-B $76,000, R M Mathur Winnipeg Man $89,106, B C Matthews Guelph Ont $593,988, A McAuley Victoria C-B $50,000, E A McBean Waterloo Ont $67,300, D R McCalla Hamilton Ont $136,891, J W McConkey Windsor Ont $104,728, J A McCorquodale Windsor Ont $87,421, M E McCully Ottawa Ont $87,000, M R McDermott Hamilton Ont $70,000, C A McDowell Vancouver C-B $65,000, D J McEwen Saskatoon Sask $56,500, B R McGarvey Windsor Ont $126,043, N S McIntyre London Ont $213,673, J S C McKee Winnipeg Man $518,000, W E McKeen London Ont $60,000, B D McKersie Guelph Ont $203,720, A McLean Toronto Ont $248,304, B R McMahon Calgary Alb $60,859, T B McMahon Waterloo Ont $401,557, J N McNeil Québec Qué $110,500, R H McNutt Hamilton Ont $97,980, D F Measday Vancouver C-B $55,000, P M Meincke Charlottetown Î-P-É $58,675, A Meisen Vancouver C-B $105,820, R Melzack Montréal Qué $87,404, E Menipaz Ottawa Ont $77,700, T K Menon Vancouver C-B $176,753, A J Merer Vancouver C-B $387,221, R F Mereu London Ont $51,000, D F Mettrick Toronto Ont $84,345, J Meyer Vancouver C-B $100,000, G J Michaud Montréal Qué $56,200, B Michel Québec Qué $120,482, J S Millar London Ont $50,000, J M Miller St Catharines Ont $57,382, M H Miller Guelph Ont $134,769, W A Miller Toronto Ont $57,011, L P Milligan Edmonton Alb $55,220, E F Milone Calgary Alb $72,000, W K Milsom Vancouver C-B $70,045, S Mirza Montréal Qué $86,451, A Mitchell Vancouver C-B $90,700, D E Mitchell Halifax N-É $62,662, V J

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Modi Vancouver C-B $111,660, P B Moens Downsview Ont $98,619, J B Moffat Waterloo Ont $163,140, G J Mogenson London Ont $69,050, M Moo-Young Waterloo Ont $393,800, R V Moody Saskatoon Sask $61,000, T W Moon Ottawa Ont $280,614, W Moon Winnipeg Man $116,486, T R Moore Montréal Qué $63,550, N R Morgenstern Edmonton Alb $218,392, S D Morgera Montréal Qué $52,756, J A Morisset Sherbrooke Qué $55,650, A H Morrish Winnipeg Man $130,170, J A Morrison Hamilton Ont $216,000, S R Morrison Burnaby C-B $90,400, M Moskovits Toronto Ont $337,145, N Mrosovsky Toronto Ont $71,767, K Muehlenbachs Edmonton Alb $65,944, W E Muir Winnipeg Man $120,000, B B Murdock Toronto Ont $59,657, B D Murphy Saskatoon Sask $168,260, E D Murray Winnipeg Man $159,050, J Mylopoulos Toronto Ont $157,824, L A Mysak Vancouver C-B $171,090, J S Nadeau Vancouver C-B $149,240, A Naimark Winnipeg Man $567,888, Nakai Vancouver C-B $127,460, A J Naldrett Toronto Ont $148,700, D A Naylor Lethbridge Alb $62,195, R N Nazar Guelph Ont $73,662, K W Neale Sherbrooke Qué $164,689, D E Nelson Burnaby C-B $112,028, R J Neufeld Montréal Qué $55,100, A W Neumann Toronto Ont $103,799, M M Newborn Montréal Qué $83,394, E B S Newman Montréal Qué $83,600, P Nicholls St Catharines Ont $64,977, R W Nicholls Downsview Ont $172,400, P S Nicholson Hamilton Ont $174,478, E Nieboer Hamilton Ont $70,000, P N Nikiforuk Saskatoon Sask $61,041, I Nirdosh Thunder Bay Ont $117,580, E G Nisbet Saskatoon Sask $63,000, P J O'Brien St John's T-N $55,000, D H O'Day Toronto Ont $57,450, R K O'Dor Halifax N-É $71,734, K F O'Driscoll Waterloo Ont $224,710, D O'Shaughnessy Québec Qué $84,314, R T Oakley Guelph Ont $123,756, B A Oaks Hamilton Ont $140,110, A C Oehlschlager Burnaby C-B $91,816, A A Offenberger Edmonton Alb $300,770, K K Ogilvie Montréal Qué $56,000, R W Olafson Victoria C-B $165,938, W K Oldham Vancouver C-B $170,002, J A Oleszkiewicz Winnipeg Man $71,914, D P Ormrod Guelph Ont $139,268, G L Ostiguy Montréal Qué $61,268, D J Ostry Montréal Qué $62,509, F D Otto Edmonton Alb $89,323, Y B Ouellet Québec Qué $57,647, J N Owens Victoria C-B $61,990, G A Ozin Toronto Ont $63,952, K Ozman Halifax N-É $97,500, H Pépin Québec Qué $286,390, J H Page Kingston Ont $102,754, M P Paidoussis Montréal Qué $137,087, A U Paivio London Ont $60,000, J Paldus Waterloo Ont $62,629, P Palffy-Muhoray Vancouver C-B $67,060, J G Paquet Québec Qué $304,492, J Parent Trois-Rivières Qué $85,000, D Parkinson Calgary Alb $97,000, G V Parkinson Vancouver C-B $88,252, D L Parnas Victoria C-B $125,148, R R Parsons Vancouver C-B $150,960, W R Paskievici Montréal Qué $66,255, J Passmore Frédéricton N-B $78,033, P M Patel Montréal Qué $75,000, R V Patel Montréal Qué $52,484, D D Patterson Montréal Qué $62,516, T J F Pavlasek Montréal Qué $134,300, S Payette Québec Qué $89,900, T H Pearce Kingston Ont $92,000, R E Pearlman Downsview Ont $66,350, G Pedersen London Ont $499,467, T F Pedersen Vancouver C-B $325,910, W R Peltier Toronto Ont $61,215, A D Pelton Montréal Qué $203,679, J L Penner Toronto Ont $50,000, P W Percival Burnaby C-B $65,645, J R C Perkin Wolfville N-É $52,760, A S Perlin Montréal Qué $58,625, H E Petch Victoria C-B $314,134, R E Peter Edmonton Alb $75,763, R H Peters Montréal Qué $96,597, C A Peterson Waterloo Ont $75,146, R L Peterson Guelph Ont $84,705, R P Pharis Calgary Alb $150,033, C R Phillips Toronto Ont $76,300, J E Phillips Vancouver BC $97,684, C Pichette Montréal Qué $80,517, J J C Picot Frédéricton N-B $109,407, Piers Vancouver C-B $72,417, D T N Pillay Windsor Ont $50,425, M M Pintar Waterloo Ont $82,400, G L Plaa Montréal Qué $60,000, R C Plowright Toronto Ont $57,000, A J Poe Toronto Ont $55,000, G G Poirier Sherbrooke Qué $93,197, J C Polanyi Toronto Ont $237,000, B H Pomeranz Toronto Ont $62,000, G S Pond Vancouver C-B $76,800, R J Poole Montréal Qué $95,294, J M A Poutissou Vancouver C-B $76,000, W D Powrie Vancouver C-B $87,900, J F Prescott Guelph Ont $51,225, R K Prichard Ste-Anne-de-Bellevue Qué $107,382, R L Probert Ottawa Ont $293,045, J W Provan Montréal Qué $90,135, R E Prud'homme Québec Qué $147,009, R J Puddephatt London Ont $110,500, R E Pugh Toronto Ont $1,394,000, G R Purdy Hamilton Ont $93,590, R M Quigley London Ont $80,330, R Racine Montréal Qué $179,707, R J Racine Hamilton Ont $52,927, V G S Raghavan Montréal Qué $113,382, Rahimtula St John's NFLD $91,201, V Rajagopalan Trois-Rivières Qué $80,140, J O Ramsay Montréal Qué $87,025, R P Rand St Catharines Ont $56,931, D J Randall Vancouver B-C $87,284, W H Rapson Toronto Ont $75,000, L W Reeves Waterloo Ont $67,337, D M Regan Halifax N-É $59,768, L J Reha-Krantz Edmonton Alta $73,050, D M Reid Calgary Alta $100,226, J Reid Hamilton Ont $186,005, L D Reid Toronto Ont $66,168, G L Rempel Waterloo Ont $50,684, D A Rennie Saskatoon Sask $90,000, W F Reynolds Toronto Ont $63,890, E Rhodes Waterloo Ont $121,653, P J H Richard Montréal Qué $51,100, F Richer Montréal Qué $52,000, K E Rieckhoff Burnaby BC $56,912, F P J Rimrott Toronto Ont $82,322, M J Risk Hamilton Ont $75,475, J C Ritchie Toronto Ont $74,700, A Riverin Chicoutimi Qué $57,220, F A Roberge Montréal Qué $254,560, R J Robertson Kingston Ont $74,655, M J Robins Edmonton Alta $53,612, C W Robinson Waterloo Ont $178,410, G G C Robinson Winnipeg Man $94,155, J C Roder Toronto Ont $124,981, R R Rogers Montréal Qué $133,100, M R Rose Halifax N-É $54,000, R G Rosehart Thunder Bay Ont $78,020, P Ross Montréal Qué $53,200, J Rossant St Catharines Ont $62,000, G Rostoker Edmonton Alb $73,458, D J Roulston Waterloo Ont $170,130, W Rouse Hamilton Ont $50,500, J M Rousseau Montréal Qué $194,969, J Rousselle Montréal Qué $123,500, C Roy Québec Qué $61,500, G Roy Edmonton Alb $404,468, P H Roy Québec Qué $52,747, L J Rubin Toronto Ont $89,450, A Rudin Waterloo Ont $200,940, N Rumin Montréal Qué $84,960, A D Russell Vancouver C-B $59,500, R D Russell Vancouver C-B $126,100, D M Ruthven Frédéricton N-B $59,500, D E Ryan Halifax N-É $122,125, B G Saint-Jacques Varennes Qué $63,200, D R Salahub Montréal Qué $270,065, C A T Salama Toronto Ont $131,171, M Salcudean Vancouver C-B $104,348, E D Salin Montréal Qué $88,575, M H Salisbury Halifax N-É $124,000, K E Sanderson Calgary Alb $77,000, C Sandorfy Montréal Qué $84,000, S Sankar Montréal Qué $241,657, D Sankoff Montréal Qué $57,900, H I H Saravanamuttoo Ottawa Ont $64,088, S B Savage Montréal Qué $84,165, R Savoie Québec Qué $60,000, W G Saywell Burnaby C-B $365,352, T P Schaefer Winnipeg Man $66,647, R E Scheibling Halifax N-É $127,082, H B Schiefer Saskatoon Sask $140,000, H I Schiff Downsview Ont $177,393, P Schledermann Calgary Alb $60,000, H H Schloessin London Ont $65,667, M H Schneider Frédéricton N-B $133,454, D J Schoen Montréal Qué $70,000, H P Schreiber Montréal Qué $252,300, H I Schrempf Halifax N-É $55,650, P J Schultz London Ont $73,500, H P Schwarcz Hamilton Ont $109,046, K P Schwarz Calgary Alb $214,485, G Scoles Waterloo Ont $110,181, D B Scott Halifax N-É $334,494, J D Scott Edmonton Alb $86,800, R N Scott Frédéricton N-B $54,582, S D Scott Toronto Ont $170,694, G G E Scudder Vancouver C-B $80,893, W D Seabrook Fredericton N-B $95,817, E R Seaquist Toronto Ont $57,000, M V Sefton Toronto Ont $61,216, H J J Seguin Edmonton Alb $138,855, A P S Selvadurai Ottawa Ont $118,520, A Semlyen Toronto Ont $80,400, J C Semple Waterloo Ont $108,034, J R Seoane Québec Qué $76,695, N Serpone Montréal Qué $50,000, K C Sevcik Toronto Ont $65,684, L Shafai Winnipeg Man $186,704, D M Shaw Hamilton Ont $50,000, J S Sheasby London Ont $65,229, G G Shepherd Downsview Ont $284,958, D H Shields Winnipeg Man $97,000, I Shih Montréal Qué $75,000, Y M Shin Saskatoon Sask $95,000, B Shizgal Vancouver C-B $81,477, C A Shook Saskatoon Sask $68,368, M J Shulman Toronto Ont $61,000, E A Silver Calgary Alb $57,000, J S Sim Vancouver C-B $124,341, J J Simpson Guelph Ont $70,000, A R E Sinclair Vancouver C-B $63,000, R S Singh Hamilton Ont $77,842, S M Singh London Ont $74,058, H M Skarsgard Saskatoon Sask

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

$170,289, D B Skillicorn Kingston Ont $52,910, D Skuce Ottawa Ont $147,224, R J Slobodrian Québec qué $340,000, W W Smeltzer Hamilton Ont $63,525, D C Smith Kingston Ont $677,475, D R Smith Hamilton Ont $627,782, G R Smith Vancouver C-B $66,000, M J Smith Burnaby C-B $94,510, R W Smith Kingston Ont $192,650, V H Smith Kingston Ont $325,850, P R Smy Edmonton Alb $105,060, D E Smylie Downsview Ont $54,537, V Snieckus Waterloo Ont $67,000, G J Sofko Saskatoon Sask $91,000, T S Sorensen Calgary Alb $56,900, P G Sorenson Saskatoon Sask $125,738, F Soumis Montréal Qué $103,200, V Souza Machado Guelph Ont $52,000, S A Sparace Montréal Qué $59,653, M E Spencer Edmonton Alb $79,023, I D Spenser Hamilton Ont $66,968, E T C Spooner Toronto Ont $55,500, J B Sprague Guelph Ont $56,611, L M Srivastava Burnaby C-B $70,057, M St-Jacques Montréal Qué $62,043, L E St-Pierre Montréal Qué $64,000, S A St-Pierre Québec Qué $100,000, D G Stairs Montréal Qué $1,646,000, D W Stanley Guelph Ont $167,666, R G Stanton Winnipeg Man $96,413, R P Steer Saskatoon Sask $50,000, Y Stepanenko Montréal Qué $167,728, K J Stevenson Calgary Alb $68,520, R M W Stevenson Guelph Ont $76,624, F R Steward Frédéricton N-B $93,220, R Stewart Vancouver C-B $50,000, H F Stich Vancouver C-B $121,429, M J Stillman London Ont $99,126, B P Stoicheff Toronto Ont $300,170, K B Storey Ottawa Ont $105,483, R K Storms Montréal Qué $59,946, J B Stothers London Ont $61,648, D Strangway Vancouver C-B $866,264, D W Strangway Toronto Ont $103,180, G W Stratton Truro N-É $66,897, J O Strom-Olsen Montréal Qué $106,000, D F Strong St John's T-N $122,500, S S Stuchly Ottawa Ont $50,085, R E Subden Guelph Ont $72,964, C Y Suen Montréal Qué $51,224, J D Summers Guelph Ont $88,173, J C Sutton Guelph Ont $154,184, J V Svoboda Montréal Qué $146,364, T W Swaddle Calgary Alb $50,000, H J Swatland Guelph Ont $52,595, J F Sykes Waterloo Ont $113,942, B A Syrett Ottawa Ont $72,066, B Szabados Hamilton Ont $127,264, W A Szarek Kingston Ont $142,507, J Toth Edmonton Alb $105,020, B Tabarrok Toronto Ont $130,540, W H Tam London Ont $50,356, A Tapucu Montréal Qué $174,107, P Taras Montréal Qué $282,963, S E Tavares Kingston Ont $134,517, F A Tavenas Québec Qué $50,085, D E Taylor Edmonton Alb $56,091, D P Taylor Hamilton Ont $107,192, F J R Taylor Vancouver C-B $58,106, I E P Taylor Vancouver C-B $78,203, P A Taylor Hamilton Ont $81,513, A Tessier Québec Qué $52,888, D Theall Peterborough Ont $53,280, D A Thompson Hamilton Ont $101,329, J E Thompson Waterloo Ont $140,431, M Thompson Toronto Ont $292,465, K Thomson Québec Qué $59,901, T A Thorpe Calgary Alb $206,715, R Tinawi Montréal Qué $77,278, S S Tobe Toronto Ont $80,000, D P Toews Wolfville NS $75,909, J M Toguri Toronto Ont $152,246, F W Tompa Waterloo Ont $95,842, T H Topper Waterloo Ont $62,355, G H N Towers Vancouver C-B $156,852, O Trass Toronto Ont $258,040, A M Treisman Vancouver C-B $52,868, D Tromans Vancouver C-B $57,700, J Trotter Vancouver C-B $72,000, D D Tsichritzis Toronto Ont $50,529, W K Tso Hamilton Ont $81,746, J K Tsotsos Toronto Ont $615,739, J Tulip Edmonton Alb $143,600, E Tulving Toronto Ont $60,659, M A Tung Vancouver C-B $50,085, R A Turkington Vancouver C-B $99,000, C J Turner Toronto Ont $56,185, M T Tyree Toronto Ont $55,094, H Umezawa Edmonton Alb $52,000, B W Unger Calgary Alb $66,245, W G Unruh Vancouver C-B $113,413, Z Valenta Frédéricton N-B $50,000, J P Valleau Toronto Ont $73,468, M H Van Emden Waterloo Ont $177,459, W T H Van Oers Winnipeg Man $208,000, C H Vanderwolf London Ont 480,344, S A Vanstone Waterloo Ont $125,964, J M Varah Vancouver C-B $89,000, J Veizer Ottawa Ont $56,400, J E S Venart Frédéricton N-B $214,305, A N Venetsanopoulos Toronto Ont $82,774, D P S Verma Montréal Qué $248,000, M Vidyasagar Waterloo Ont $452,800, L C Vining Halifax N-É $105,323, J Vlachopoulos Hamilton Ont $94,740, E W Vogt Vancouver C-B $75,000, B Volesky Montréal Qué $82,472, R C Von Borstel Edmonton Alb $131,500, Z G Vranesic Toronto Ont $172,267, J C Waddington Hamilton Ont $134,000, N Wagner Calgary Alb $451,583, D B Walden London Ont $88,924, D C Walker Vancouver C-B $56,000, G A H Walker Vancouver C-B $99,025, R G Walker Hamilton Ont $118,430, J Walsh St John's T-N $112,000, C J Walters Vancouver C-B $131,465, J K S Wan Kingston Ont $94,818, P J Wangersky Halifax N-É $123,094, S E Wanke Edmonton Alb $108,020, M A Ward Calgary Alb $194,740, J Warkentin Hamilton Ont $69,465, R A J Warren Vancouver C-B $105,775, A P Watkinson Vancouver C-B $101,349, A K Watson Ste-Anne-de-Bellevue Qué $70,000, G C Weatherly Toronto Ont $57,700, D T Webb Kingston Ont $60,260, G R B Webster Winnipeg Man $56,238, J M Webster Burnaby C-B $59,085, G F Weetman Vancouver C-B $66,860, W H Wehlau London Ont $69,000, J A Weil Saskatoon Sask $54,000, R W Wein Frédéricton N-B $185,222, F Weinberg Vancouver C-B $232,498, M Weisbart Antigonish N-É $83,000, W G Wellington Vancouver C-B $54,554, D E Wells Frédéricton N-B $125,890, G F West Toronto Ont $131,900, G E G Westermann Hamilton Ont $51,198, D W S Westlake Edmonton Alb $97,024, I Q Whishaw Lethbridge Alb $58,220, B L White Vancouver C-B $170,000, S H Whitesides Montréal Qué $65,999, C Whitfield Guelph Ont $57,000, S G Whittington Toronto Ont $50,889, K Wiesner Frédéricton N-B $67,337, D S Wilkinson Hamilton Ont $90,714, H Williams St John's T-N $66,000, J P Williams Toronto Ont $130,915, F R Wilson Frédéricton N-B $120,205, M A Winnik Toronto Ont $313,417, S G Withers Vancouver C-B $61,000, I H Witten Calgary Alb $50,875, Wolfe Kingston Ont $172,840, C M Wood Hamilton Ont $155,332, P E Wood Hamilton Ont $189,912, R J Woodham Vancouver C-B $391,607, R T Woodhams Toronto Ont $88,240, J Woods Lethbridge Alb $134,815, C M Woodside Ottawa Ont $274,481, J C Woolley Ottawa Ont $52,900, D W Wright Waterloo Ont $837,596, G R Wyatt Kingston Ont $62,205, R C Wyndham Toronto Ont $85,616, J R Wynnyckyj Waterloo Ont $150,242, K Yates Toronto Ont $69,400, P Yates Toronto Ont $64,554, R N Yong Montréal Qué $60,500, T S Yoon Toronto Ont $232,000, D York Toronto Ont $107,270, L Young Vancouver C-B $77,042, R P Young Kingston Ont $208,289, M M Yovanovich Waterloo Ont $209,151, S E Zalik Edmonton Alb $50,085, L O Zamir Laval-des-Rapides Qué $70,068, J V Zidek Vancouver C-B $68,286, E Zouros Halifax N-É $54,500.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $3,002,808,349

Département $2,945,574,528

PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES $239,390,303

Subventions à des associations bénévoles sans but lucratif afin de favoriser l'utilisation des langues officielles $1,848,661—Académie française receveur des fondations de l'Institut de France Paris France $400,000, Biennale de la langue française Paris France $50,000, Canadian Parents for French Ontario Toronto Ont $80,000, Canadian Parents for French Ottawa Ont $184,310, Canadian Parents for French British Columbia Chapter Vancouver C-B $50,000, National Sport and Recreation Centre Vanier Ont $120,827.

Subventions pour aider les fédérations nationales, les associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle $17,055,684—Activités-Jeunesse «1980» Inc Moncton N-B $210,000, Alliance Québec Montréal Qué $1,150,000, Assoc canadienne-française de l'Alberta régionale d'Edmonton Edmonton Alb $76,000, Assoc canadienne-française de l'Ontario de Prescott-Russell Alfred Ont $55,000, Assoc canadienne-française de l'Ontario Ottawa Ont $866,000, Assoc canadienne-française de l'Alberta régionale de Calgary Edmonton Alb

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

$89,050, Assoc canadienne-française de l'Alberta provincial Edmonton Alb $260,500, Assoc canadienne-française de l'Ontario Grand Nord Inc Hearst Ont $50,500, Assoc canadienne-française de l'Alberta régionale de Rivière-la-Paix Falher Alb $71,500, Assoc canadienne-française de Cochrane Iroquois Falls Iroquois Falls Ont $50,500, Assoc canadienne-française de l'Alberta régionale de St-Paul St-Paul Alb $57,000, Assoc canadienne-française de l'Ontario-Rive Nord Elliot Lake Ont $50,000, Assoc canadienne-française de l'Ontario ACFO Ottawa Ont $58,000, Assoc culturelle franco-ténoise Yellowknife TN-O $96,500, Assoc culturelle franco canadienne de la Saskatchewan Régina Sask $470,950, Assoc de la presse francophone hors Québec Ottawa Ont $245,266, Assoc des Francophones du Nord-Ouest de l'Ontario Thunder Bay Ont $80,500, Assoc des parents du programme cadre de français Vancouver C-B $53,075, Assoc des Scouts du Canada Centre National Montréal Qué $93,598, Assoc Francophone de St-Jean St-Jean T-N $62,000, Assoc Francophone du Labrador Labrador Cité T-N $90,550, Assoc Jeunesse Fransaskoise Inc Saskatoon Sask $115,590, Assoc of Quebec Regional English Media Aqrem Ste-Anne-de-Bellevue Qué $90,000, Assoc canadienne-française de l'Ontario régionale de Timmins Timmins Ont $50,000, Assoc canadienne-française de l'Ontario Région Témiskaming New Liskeard Ont $50,000, Centre Culturel Franco-Manitobain Saint-Boniface Man $185,000, Centre Culturel la Ronde Inc Timmins Ont $70,000, Centre d'Activités Françaises Penetanguishene Ont $80,000, Centre Régional de Loisirs Culturel Inc Kapuskasing Ont $106,000, Chateauguay Valley English Speaking People's Assoc Huntingdon Qué $93,800, Commission culturelle Fransaskoise Inc Régina Sask $124,150, Committee for Anglophone Social Action New Carlisle Qué $110,000, Conseil Acadien de Développement Économique Urbainville Wellington Î-P-É $53,420, Conseil Canadien de la Coopération Lévis Qué $89,500, Conseil de la Coopération de la Saskatchewan Régina Sask $64,750, Conseil de Promotion et de Diffusion de la Culture Moncton N-B $105,300, Conseil des Organismes Francophones du Toronto Métropolitain Centre Francophone Toronto Ont $108,000, Conseil Économique du Nouveau-Brunswick Inc Moncton N-B $70,000, Conseil Jeunesse Provincial Saint Boniface Man $163,000, Direction Jeunesse Ottawa Ont $215,000, English Speaking Townshippers Assoc Sherbrooke Qué $210,000, Faculté Saint-Jean Edmonton Alb $55,500, Fédération Acadienne Nouvelle-Écosse Halifax N-É $825,138, Fédération des Elèves Secondaire Franco-Ontarien FESFO Inc Ottawa Ont $130,600, Fédération des Femmes Canadiennes-Françaises Ottawa Ont $333,059, Fédération des Francophones de Terre-Neuve et Labrador St-Jean T-N $133,701, Fédération des Francophones Hors Québec Ottawa Ont $700,691, Fédération des Jeunes Canadiens-Français Ottawa Ont $336,762, Fédération des Scouts Atlantique Moncton N-B $65,000, Fédération Provinciale des Comités de Parents Winnipeg Man $138,000, Fédération des Associations de Parents et Instituteurs de Langue Française Ontario Ottawa Ont $85,000, Festival de la Chanson de Granby Inc Granby Qué $56,984, Francophonie jeunesse de l'Alberta Edmonton Alb $92,500, Guides Catholiques du Canada Montréal Qué $155,771, Institut Développement Commun Comté de Digby N-É $77,247, Jeunesse Acadienne Limitée Urbainville Î-P-É $83,000, Le Centre Culturel Français de l'Okanagan Kelowna C-B $52,150, Le Centre des jeunes de Sudbury Inc Sudbury Ont $120,000, Les Compagnons des Francs Loisirs North Bay Ont $52,000, Outaouais Alliance Hull Qué $94,500, Quebec Farmers' Assoc Ste-Anne-de-Bellevue Qué $90,250, Quebec Young Farmers' Provincial Federation Ste-Anne-de-Bellevue Qué $65,000, Regroupement des Gens d'Affaires Inc Ottawa Ont $50,000, Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick Petit Rocher N-B $577,000, Société des Jeux de l'Acadie Inc Petit Rocher N-B $76,000, Société Franco-Manitobaine Saint-Boniface Man $630,000, Société Nationale des Acadiens Shédiac N-B $80,465, Société Saint Pierre Les Trois Pignons Chéticamp N-É $60,000, Société Saint Thomas D'Aquin Summerside Î-P-É $405,000, Terre-Neuviens Français Cap St Georges T-N $108,700, Théâtre Action Ottawa Ont $89,000, Théâtre du P'tit Bonheur Toronto Ont $56,000, Troupe de la Seizième Vancouver C-B $62,300, Université de Moncton Moncton N-B $300,000, Voice of English Quebec Québec Qué $100,000.

Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses d'été pour l'apprentissage des langues et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes $212,832,601—Conseil des Ministres de l'Éducation Toronto Ont $15,527,863, Écoles privées de l'Ontario Ottawa Ont $125,920, Federation Independent School Assoc Vancouver C-B $326,779, Manitoba Federation of Independent Schools Inc Winnipeg Man $124,374, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B $30,876,083, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $8,558,638, Ministre des Finances Province de la Saskatchewan Régina Sask $3,798,137, Ministre des Finances Province de Québec Québec Qué $80,860,011, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $3,235,234, Trésorier provincial Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $4,082,739, Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alb $6,857,250, Trésorier provincial Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $1,339,914, Trésorier Province de l'Ontario Toronto Ont $49,777,624, Trésorier Provincial Province du Manitoba Winnipeg Man $6,497,256.

Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale $908,571—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $310,629, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $597,942.

Contributions à des établissements, associations et organismes à des fins de collecte et diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement $718,235—Canadian Assoc of Second Language Teachers Inc Winnipeg Man $172,758, Canadian Parents for French Ottawa Ont $129,500, Centre International de Recherche sur le Bilinguisme Université Laval Ste-Foy Qué $90,910.

Contributions à des associations bénévoles sans but lucratif et à des administrations publiques autres que fédérales afin de favoriser l'utilisation des langues officielles $3,135,046—Centre de Recherche en Droit Privé et Comparé du Québec Montréal Qué $139,573, Centre de Traduction et de Documentation Juridiques Ottawa Ont $267,149, Centre de Traduction et de Terminologie Juridiques Université de Moncton Moncton N-B $380,534, Comité consultatif interministériel sur les langues officielles Frédéricton N-B $298,907, Cypihot-Galarneau Service Converto-Braille Hull Qué $50,000, Department of the Attorney General Winnipeg Man $300,000, Fitness and Amateur Sport Ottawa Ont $68,082, Health New Brunswick Santé Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $74,602, Heritage Canada Foundation Ottawa Ont $69,879, Institut Joseph Dubuc Inc Winnipeg Man $65,800, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Frédéricton NB $177,000, Ministry of Community and Social Services Toronto Ont $50,000, Ministry of Consumer and Commercial Relations Toronto Ont $50,000, Ministry of Attorney General Toronto Ont $228,100.

Contributions aux fédérations nationales et aux associations provinciales ainsi qu'à tout autre groupe, association ou institution qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle $2,891,505—Assoc de la Presse Francophone Hors Québec Otawa Ont $121,613, Canada Trust en fidéicommis

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

pour la fondation du quotidien francophone du Nouveau-Brunswick Saint-Jean N-B $90,000, Centre culturel Colombien Vancouver C-B $140,000, Cercle Français de Frédéricton Inc Frédéricton N-B $77,500, Cercle Français de la Miramichi Newcastle N-B $82,500, Comité Fransaskois de Debden Inc Debden Sask $118,800, Fédération Culturelle des Canadiens Français Saint-Boniface Man $350,158, Fédération des Franco-Colombiens Vancouver C-B $476,790, Production de l'Etoile Inc Théâtre populaire de l'Acadie Caraquet N-B $65,000, Trésorier provincial Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $300,000, Société historique de Lourdes Inc Notre-Dame de Lourdes Man $50,000.

PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION $2,571,617,813

Contributions aux établissements postsecondaires et aux organismes bénévoles pour la création de possibilités nouvelles ou accrues de recherches et de développement $8,309,675—Acadia University Acadia N-É $250,000, Asia Pacific Business Centre Vancouver C-B $246,892, Carleton University Ottawa Ont $336,150, Centre de recherche informatique de Montréal Inc Montréal Qué $920,824, Centre d'étude en enseignement du Canada Québec Qué $250,000, Concordia University Montréal Qué $753,616, Dalhousie University Halifax N-É $95,890, École Polytechnique Montréal Qué $369,765, Laurentian University of Sudbury Sudbury Ont $522,541, McGill University Faculty of Engineering Montréal Qué $700,000, McMaster University Hamilton Ont $417,254, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $50,000, Saint-Mary's University Halifax N-É $178,563, The University of Alberta Edmonton Alb $104,664, The University of Manitoba Winnipeg Man $800,000, Université du Québec à Chicoutimi Chicoutimi Qué $90,000, Université du Québec à Montréal Montréal Qué $264,962, Université Laval Ste-Foy Qué $227,250, Université de Montréal Montréal Qué $102,461, University of Calgary Calgary Alb $676,679, University of New Brunswick Fredericton N-B $114,000, University of Ottawa Ottawa Ont $214,250, University of Prince Edward Island Charlottetown Î-P-É $163,000, University of Waterloo Waterloo Ont $263,041, University of Windsor Windsor Ont $107,228.

Paiements pour l'enseignement postsecondaire fait aux provinces aux termes de la partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé $2,277,795,375—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $4,217,875, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $2,245,000 Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $91,688,000, Ministre des Finances Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $13,273,000, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B $75,106,000, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $299,225,000, Ministre des Finances Province de Québec Québec Qué $461,172,000, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $60,611,000, Trésorier provincial Provinces de: Alberta Edmonton Alb $205,676,000, Manitoba Winnipeg Man $111,699,000, Ontario Toronto Ont $832,078,500, Saskatchewan Regina Sask $120,804,000.

Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts, les obligations contractées et les paiements de remplacement aux provinces en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants $285,512,763

PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE $134,566,412

Subventions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des groupes et des organisations pour des projets d'échange de jeunes $24,615,896—Action éducation des femmes Ottawa Ont $65,750, Alberni District Secondary School Port Alberni C-B $57,504, Alberta Status of Women Action Committee Edmonton Alb $81,000, Alberta Women's News Magazine Edmonton Alb $70,500, Anne Stevenson Junior High School Williams Lake C-B $53,986, Assoc des femmes collaboratrices St-Laurent Qué $140,000, Assoc féminine d'éducation et d'action social Montréal Qué $91,055, Batocne Centenary Corporation Saskatoon Sask $58,000, Business and Professional Women's Assoc of Yellowknife Yellowknife TN-O $55,000, Canadian Congress For Learning Opportunities for Women Toronto Ont $241,940, Canadian Day Care Advocacy Assoc Ottawa Ont $143,326, Canadian Federation of Student Services Toronto Ont $50,000, Canadian Legal Advocacy Information and Research Assoc of the Disabled Ottawa Ont $65,000, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $50,000, Canadian Research Institute for the Advancement of Women Ottawa Ont $346,726, Canadian Women Studies Downsview Ont $98,635, Cerelac Inc St-Félicien Qué $85,000, Coalition of Provincial Organizations of the Handicapped Winnipeg Man $349,000, Community Services Council St John's T-N $50,000, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail Inc Montréal Qué $57,012, Corner Brook Status of Women Council Corner Brook T-N $71,652, Fédération des femmes canadiennes françaises Ottawa Ont $115,000, Fédération des femmes du Québec Montréal Qué $75,548, Federation of Women Teachers' Assoc of Ontario Inc Toronto Ont $51,748, Frontiers Foundation Inc Toronto Ont $100,000, Horizons Manitoba Women's Newspaper Inc Winnipeg Man $65,828, Independant Living Centre Kitchener Ont $65,000, Initiative d'un mouvement d'animation jeunesse pour l'année internationale de la jeunesse Montréal Qué $132,384, Institut canadien d'éducation des adultes Montréal Qué $216,675, Le Plein Air Aventure la Sterne Inc Montréal Qué $50,000, Les ailes de Roberval Inc Roberval Qué $50,000, L'R des centres de femmes du Québec Montréal Qué $51,428, Manitoba Action Committee on the Status of Women Winnipeg Man $116,300, Mokami Status of Women Council Happy Valley T-N $51,000, Naissance Renaissance Montréal Qué $62,770, National Assoc of Women and the Law Ottawa Ont $127,495, National Voluntary Organizations Coalition Ottawa Ont $126,000, National Watch on the Images of Women in the Media Inc Vancouver C-B $172,000, New Film Group Montréal Qué $90,371, New Brunswick Women's Network Frédéricton N-B $65,728, Northwestern Ontario Women's Decade Council Thunder Bay Ont $90,000, Nouveau Départ Montréal Qué $50,000, Oasis St-Sauveur-des-Monts Inc St-Sauveur-des-Monts Qué $100,000, Ontario Assoc of Interval and Transition Houses Toronto Ont $60,520, Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence Montréal Qué $70,450, Relais-Femmes de Montréal Inc Montréal Qué $81,000, Resources for Feminist Research Centre for Women's Studies Education Toronto Ont $54,700, Saskatchewan Battered Women's Advocacy Network Régina Sask $70,150, Saskatchewan Women's Resources Régina Sask $88,300, St John's Status of Women Council St John's T-N $60,240, Status of Women Society Régina Sask $128,300, Terry Fox Canadian Youth Centre Ottawa Ont $330,000, The Canadian Assoc for Adult Education Toronto Ont $200,500, the Duke of Edinbourgh's Award in Canada Toronto Ont $100,000, Vancouver Status of Women Vancouver C-B $75,400, Women's Research Centre Vancouver C-B $96,918.

Subventions aux centres d'accueil, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones et aux journaux autochtones $25,852,332—Aboriginal Multi-media Society of Alberta Edmonton Alb $434,282, Alberta Native Women's Assoc Edmonton Alb $100,000, Algonquin Council of Western Quebec Val d'Or Qué $52,183, Alliance Autochtone du Québec Hull Qué $457,431, Assoc of Iroquois and Allied Indians London Ont $139,209, Assoc of Metis and Non-Status Indians of Saskatchewan Régina Sask $760,312, Battleford's Indian and Metis Friendship Centre North Battleford Sask $209,963, Bonnyville

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

Canadian Native Frienship Centre Bonnyville Alb $186,486, British Columbia Native Women's Society Kamloops C-B $56,700, Calgary Native Friendship Society Calgary Alb $195,613, Canadian Native Friendship Centre Edmonton Alb $188,916, Can-Am Friendship Centre of Windsor Windsor Ont $85,336, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $65,216, Centre d'amitié autochtone de Senneterre Inc Senneterre Qué $120,502, Centre d'amitié autochtone de Québec Inc Loretteville Qué $170,806, Centre d'amitié autochtone de La Tuque Inc La Tuque Qué $155,299, Committee for Original Peoples Entitlement Inuvik TN-O $285,243, Conseil Attikamek-Montagnais Village des Hurons Qué $147,380, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $576,351, Cree Indian Centre of Chibougamau Inc Chibougamau Qué $162,772, Dauphin Friendship Centre Inc Dauphin Man $150,932, Deh Cho Society Friendship Centre Fort Simpson TN-O $105,095, Dene Nation Yellowknife TN-O $358,383, Doh Day De Claa Indian Friendship Centre Prince George C-B $153,744, Federation of Newfoundland Indians St George's T-N $89,018, Femmes autochtones du Québec Inc Montréal Qué $191,407, First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man $263,686, Flin Flon Indian-Metis Friendship Assoc Inc Flin Flon Man $155,191, Fort Erie Native Cultural Centre Fort Érié Ont $111,473, Fort Nelson-Liard Native Friendship society Fort Nelson C-B $106,474, Fort St John Friendship Society Fort St John C-B $127,564, Friendship House Assoc of Prince Rupert Prince Rupert C-B $128,638, Grand Council of the Crees of Quebec Val d'Or Qué $105,672, Grand Council Treaty no 3 Kenora Ont $152,474, Grande Prairie Friendship Centre Grande Prairie Alb $153,154, Hamilton Regional Indian Centre Hamilton Ont $160,379, High Level Native Friendship Centre High Level Alb $92,735, High Prairie Native Friendship Centre High Prairie Alb $104,016, Indian Assoc of Alberta Edmonton Alb $454,241, Indian Friendship Centre in Sault Ste Marie Sault Ste Marie Ont $133,930, Indian News Media Stand Off Alb $272,818, Indian Youth Friendship Society Thunder Bay Ont $199,349, Indian Metis Friendship Centre of Prince Albert Corporation Prince Albert Sask $223,448, Ingamo Hall Friendship Centre Inuvik TN-O $211,319, Ininew Friendship Centre Cochrane Ont $123,580, Interior Indian Friendship Society Kamloops C-B $183,581, Inuit Broadcasting Corporation IBC Ottawa Ont $191,118, Keewatin Inuit Assoc Rankin Inlet TN-O $315,353, Kermode Friendship Society Terrace C-B $128,638, Kiginak Friendship Centre Inc La Ronge Sask $140,987, Kitikmeot Inuit Assoc Cambridge Bay TN-O $322,353, Labrador Friendship Centre Happy Valley Labrador T-N $166,015, Labrador Inuit Assoc Nain Labrador T-N $275,152, Makivik Corporation Westmount Qué $322,470, Manitoba Keewatinowi Okimakanac Inc Thompson Man $252,716, Manitoba Metis Federation Winnipeg Man $336,055, Mannawanis Native Friendship Centre Society St Paul Alb $82,697, Ma-Mow-We-Tak Friendship Centre Inc Thompson Man $197,274, Metis Assoc of Alberta Edmonton Alb $483,477, Metis Assoc of the Northwest Territories Yellowknife TN-O $324,540, Micmac Native Friendship Centre Halifax N-É $177,500, Mohawk Nation Que Kahnawake Qué $107,835, Moose Jaw Native Friendship Centre Corporation Moose Jaw Sask $139,368, Moosonee Native Friendship Centre Moosonee Ont $112,482, Napi Friendship Assoc Pincher Creek Alb $122,303, National Assoc of Friendship Centres Ottawa Ont $482,211, Native Canadian Centre of Toronto Toronto Ont $228,570, Native Communications Society of Nova Scotia Sydney N-É $250,100, Native Communications Society of the Western Northwest Territories Yellowknife TN-O $239,878, Native Council of Nova Scotia Truro N-É $263,494, Native Council of Prince Edward Island Charlottetown Î-P-É $194,837, Native Education Concerns Group Winnipeg Man $85,000, Native Friendship Centre of Montreal Montréal Qué $176,330, Native Women's Assoc of Canada Ottawa Ont $70,000, Native Women's Assoc of Northwest Territories Yellowknife TN-O $70,000, Ne-Chee Friendship Centre Kenora Ont $134,266, New Brunswick Assoc of Metis and Non-Status Indians Fredericton N-B $280,886, Niagara Regional Native Centre Niagara on the Lake Ont $173,870, Nishnawbe-Gamik Friendship Centre Inc Sioux Lookout Ont $168,539, North Bay Indian Friendship Centre North Bay Ont $154,496, North Coast Tribal council Prince Rupert C-B $65,627, Northwest Friendship Centre Inc Meadow Lake Sask $159,630, N'Amerind-London Friendship Centre London Ont $173,001, N'Swakamok Native Friendship Centre Sudbury Ont $160,379, Odawa Native Friendship Centre Inc Ottawa Ont $134,689, Okalakatiget Society Nain Labrador T-N $128,384, Ontario Native Women's Assoc Thunder Bay Ont $50,000, Parry Sound Indian Friendship Centre Parry Sound Ont $123,458, Pauktuutit Inuit Women's Assoc Ottawa Ont $70,000, Port Alberni Friendship Centre Port Alberni C-B $126,740, Portage Friendship Centre Inc Portage La Prairie Man $170,684, Quesnel Tillicum Society Quesnel C-B $153,904, Red Lake Indian Friendship Centre Red Lake Ont $207,220, Regroupement des Centres d'Amitié Autochtone du Québec Montréal Qué $50,000, Riverton and district Friendship Centre Inc Riverton Man $85,994, Roaring Rapids Friendship Centre Fort Smith TN-O $174,786, Rocky Native Friendship Centre Rocky Mountain House Alb $126,093, Sappujjijit Friendship Centre Rankin Inlet TN-O $109,922, Saskatchewan Indian Women's Assoc Prince Albert Sask $54,468, Saskatchewan Native Communications Wheta Matowin Corporation Régina Sask $128,384, Saskatchewan Native Women's Assoc Régina Sask $87,090, Saskatoon Indian and Metis Friendship Centre Inc Saskatoon Sask $193,963, Selkirk Friendship Centre Incorporated Selkirk Man $184,222, Sik-Ooh-Kotok Friendship Society Lethbridge Slave Lake Alb $156,682, Native Friendship Centre Society Slave Lake Alb $156,460, Smithers Indian Friendship Centre Society C-B $126,741, Swan River Indian Metis Friendship Centre Inc Swan River Man $177,103, The Pas Friendship Centre Inc The Pas Man $172,200, Thunderbird Friendship Centre Geraldton Ont $116,389, Tillicum Haus Society Nanaimo C-B $141,740, Timmins Native Friendship Centre Timmins Ont $112,499, Tree of Peace Friendship Centre Yellowknife TN-O $225,702, Union Nova Scotia Indians Sydney N-É $238,494, Union of British Columbia Indians Chiefs Vancouver C-B $274,776, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $282,658, Union of Ontario Indians Toronto Ont $241,218, United Native Friendship Centre Fort Frances Ont $134,266, United Native Nations Vancouver C-B $555,928, United Native Nations Friendship Society Vernon C-B $101,476, Vale Island Friendship Centre Hay River TN-O $114,481, Valley Native Friendship Centre Society Duncan C-B $126,740, Victoria Native Friendship Centre Victoria C-B $215,760, Wa Wa Ta Native Communications Society Sioux Lookout Ont $333,275, Winnipeg Council of Treaty and Status Indians Winnipeg Man $54,689, Yorkton Friendship Centre Yorkton Sask $79,815.

Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel $12,561,969—Association canadienne des chefs de police Ottawa Ont $66,000, Canadian Ethnocultural Council Ottawa Ont $129,000, Canadian Hispanic Congress Islington Ont $72,000, Canadian Jewish Congress Montréal Qué $103,000, Centro Canadese Scuola E Cultura Italina Toronto Ont $177,500, Chinese Canadian National Council Toronto Chapter Toronto Ont $80,000, CRJ-Society for Racial Justice in British Columbia Vancouver C-B $93,700, Edmonton Immigrant Services Assoc Edmonton Alb $59,000, Federation of Canadian Muncipalities Ottawa Ont $74,000, German-Canadian Congress Ottawa Ont $70,000 Greek Community of Metro Toronto Inc Toronto Ont $71,300, Hellenic Community of Montreal Montréal Qué $61,760, Hellenic Federation Parents and Guardians Greater Montreal Montréal Qué $56,580, Hutterian Education Committee Tourond Man $82,500, London Cross-Cultural Learner Centre London Ont $66,718, National Capital Alliance on Race Relations Ottawa Ont $69,000, National Congress of Italian

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

Canadians Toronto Ont $50,000, National Federation of Pakistani-Canadians Ottawa Ont $64,700, Oasis Orientation Adjustment Services for Immigrants Society Vancouver C-B $59,016, Ontario Institute Studies Education Toronto Ont $71,215, Ontario Council of Agencies Serving Immigrant Toronto Ont $92,000, Pacific Immigrant Resources Society PIRS Britannia Community Services Centre Vancouver C-B $56,700, Patronat Italo-Canadien pour l'Assistance aux Immigrants Montréal Qué $68,300, Regina Open Door Society Inc Régina Sask $59,500, Surrey Delta Immigrant Services Society Surrey C-B $55,620, Toronto Board of Jewish Education Willowdale Ont $327,045, Ukrainian Canadian Committee Winnipeg Man $60,000, Ukrainian Canadian Committee Alberta Provincial Council Edmonton Alb $50,000, Ukrainian Community Development Committee-Manitoba Section Winnipeg Man $90,000, United Way of Canada Ottawa Ont $57,700.

Subvention aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais supportés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale $180,000

Célébrations de la fête du Canada $2,436,364—British Columbia Canada Day Committee Vancouver C-B $68,000, Conseil pour Unité Canadienne Montréal Qué $75,000, Vancouver Centennial Commission Vancouver C-B $100,000.

Subventions à des organismes bénévoles, institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada $1,115,898—Assoc for Canadian Studies Ottawa Ont $161,500, Assoc of Canadian Community Colleges Canadian Studies Bureau Toronto Ont $300,103, Canadian Studies Foundation Stephenville T-N $208,000, Carleton University Institute of Canadian Studies Ottawa Ont $58,100.

Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs $115,202

Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents $38,098

Subvention à la province de Québec à l'égard des déficits de la Corporation Québec 1534-1984 Gaspé 84 and Percé 84' $1,717,314—Huot Jean-Germain Québec Qué $100,000, Ministre des Finances Gouvernement du Québec Québec Qué $1,617,314.

Subventions à des organismes, à des établissements, à des particuliers et à des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne $571,775—Human Rights Research and Education Ottawa Ont $68,000.

Contributions aux frais liés à l'acquisition de la citoyenneté canadienne et à l'enseignement des langues aux immigrants équivalant à la moitié de la part assumée par l'administration provinciale ou territoriale concernée $8,098,137—Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $3,070,000, Ministère des finances province de Québec Montréal Qué $1,417,279, Trésorier provincial Provinces de: Alberta Edmonton Alb $947,271, Manitoba Winnipeg Man $373,793, Ontario Toronto Ont $2,238,808.

Contributions aux provinces et aux territoires destinées à couvrir le coût des manuels de langues pour les cours de préparation à la citoyenneté $784,856—Trésorier provincial Provinces de: Alberta Edmonton Alb $100,000, British Columbia Victoria C-B $380,000, Ontario Toronto Ont $237,126.

Contributions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des organismes bénévoles pour des projets d'échange de jeunes; OPCAN $24,633,001—Assoc des collèges communautaires du Canada Toronto Ont $198,246, Canada Student Exchange Program Montréal Qué $74,238, Canadian 4-H Council Ottawa Ont $425,505, Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont $318,415, Canadian Council of Christians and Jews Toronto Ont $406,400, Interchange on Canadian Studies Edmonton Alb $144,025, National Action Committee on the Status of Women Toronto Ont $411,000, OPCAN Katimavik Montréal Qué $19,537,828, Rehabilitation Resource Centre University of Calgary Calgary Alb $176,000, Society for Educational Visits and Exchanges in Canada Ottawa Ont $668,025, Terry Fox Canadian Youth Centre Ottawa Ont $759,535, University of Ottawa Research Services Ottawa Ont $500,000, Women's Legal Education and Action Fund Toronto Ont $101,215, YMCA of Metropolitan Toronto Toronto Ont $626,075.

Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil $25,515,051—Aboriginal Radio Television Society Edmonton Alb $370,000, Atikokan Native Friendship Centre Atikokan Ont $85,946, Baffin Region Inuit Assoc Frobisher Bay TN-O $328,556, Brandon Indian and Metis Friendship Centre Inc Brandon Man $158,132, Buffalo Narrows Friendship Centre Buffalo Narrows Sask $84,000, Cariboo Friendship Society Williams Lake C-B $153,904, Central Okanagan Indian Friendship Society Kelowna C-B $131,107, Centre d'amitié autochtone de Senneterre Inc Senneterre Qué $182,383, Centre d'entraide autochtone de Val d'Or Val d'Or Qué $155,417, Conayt Friendship Society Merrit C-B $117,990, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $65,361, Federation of Saskatchewan Indians Inc Prince Albert Sask $561,055, Government of Northwest Territories Yellowknife TN-O $1,367,000, Indian and Metis Friendship Centre of Winnipeg Inc Winnipeg Man $192,464, Indian News Media Stand Off Alb $52,050, Inuit Broadcasting Corporation Ottawa Ont $1,631,450, Inuit Committee on National Issues Ottawa Ont $1,184,823, Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont $751,231, Inuvialuit Communications Society Inuvik TN-O $613,549, James Bay Cree Communications Society Val d'Or Qué $412,630, Kiginak Friendship Centre La Ronge Sask $150,000, Lillooet Friendship Centre Society Lillooet C-B $301,476, Lloydminster Native Friendship Centre Inc Lloydminster Sask $98,851, Louis Riel Metis Assoc of British Columbia Dawson Creek C-B $105,890, Lynn Lake Friendship Centre Lynn Lake Man $150,889, Manitoba Metis Federation Winnipeg Man $336,055, Metis National Council Saskatoon Sask $1,068,680, Mic Mac Social and Economic Development Program Baie d'Espoir T-N $68,018, Mikisew Broadcasting Corporation Inc Thompson Man $561,568, Missinipi Broadcasting Corporation La Ronge Sask $480,000, Mission Indian Friendship Centre Mission C-B $186,740, Moose Mountain Friendship Centre Carlyle Sask $98,851, Naskapi Montagnais Inuit Assoc Northwest River T-N $130,753, National Assoc of Friendship Centres Ottawa Ont $329,300, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $1,679,250, Native Communications Inc Thompson Man $240,700, Native Communications Society Terrace C-B $376,600, Native Communications Society of British Columbia Vancouver C-B $291,440, Native Communications Society of Nova Scotia Sydney N-É $51,318, Native Communications Society of the Western Northwest Territories Yellowknife TN-O $530,000, Native Council of Canada Ottawa Ont $1,615,320, Native Council of Canada Alberta Edmonton Alb $65,929, Native Council of Manitoba Winnipeg Man $83,919, Native Women's Assoc of Canada Ottawa Ont $289,600, Nawican Friendship Centre Dawson Creek C-B $126,741, Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont $213,332, Nishnawbe-Gamik Friendship Centre Sioux Lookout Ont $76,330, Nistawoyou Assoc Friendship Centre Fort McMurray Alb $138,600, Northern Native Broadcasting Yukon Whitehorse TY $688,725, N'Swakamok Native Friendship Centre Sudbury Ont $67,557, Okalakatiget Communciations Society Nain Labrador T-N $494,360, Ontario

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

Metis and Non-Status Indian Assoc Sault Ste Marie Ont $731,878, Pauktuutit-Inuit Women's Assoc Ottawa Ont $206,000, Qu'Appelle Valley Friendship Centre inc Fort Qu'Appelle Sask $98,851, Regina Friendship Centre Corporation Régina Sask $248,953, Roaring Rapids Friendship Centre Fort Smith TN-O $138,475 Sagitawa Friendship Centre Society Pearce River Alb $122,303, Skookum Jim Friendship Centre Whitehorse TY $136,841, Société de Communication Attikamek-Montagnaise Village des Hurons Qué $770,000, St John's Native Friendship Centre St John's T-N $78,385, Tansi Friendship Centre Society Chetwynd C-B $85,994, Tagramiut Nipingat Inc Dorval Qué $1,593,875, Vancouver Indian Centre Society Vancouver C-B $199,160, Wawatay Native Communications Society Sioux Lookout Ont $671,750, YE SA TO Communications Society Whitehorse T-Y $150,972, Yorkton Friendship Centre Yorkton Sask $79,815, Zhahti Koe Friendship Centre Fort Providence TN-O $102,335.

Contributions aux provinces, à des groupes bénévoles, à des universités, des institutions et des particuliers pour promouvoir le développement culturel $3,577,030—Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia Vancouver C-B $71,000, Black Community Council of Quebec Inc Montréal Qué $57,800, Calgary Multicultural Centre Service Group Calgary Alb $60,000, Canadian Arab Federation Islington Ont $75,000, Canadian Assoc of Chiefs of Police Ottawa Ont $95,099, Canadian Council for Multicultural and Intercultural Education CCMIE Edmonton Alb $125,265, Canadian Federation of Vietnamese Assoc Ottawa Ont $53,000, Canadian Folk Arts Council Toronto Ont $289,241, Centre Interculturel Monchanin Montréal Qué $61,600, Citizenship Council of Manitoba Inc Winnipeg Man $125,000, Cross Cultural Communication Centre Toronto Ont $90,000, Department Community and Cultural Affairs Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $234,581, Hamilton and District Multicultural Council Hamilton Ont $53,000, Inter-Cultural Assoc of Greater Victoria Victoria C-B $70,185, Maison internationale de la Rive Sud Inc Ville Brossard Qué $60,000, Multicultural Council of Saskatchewan Inc Régina Sask $90,000, Multicultural Council of Windsor and Essex County Windsor Ont $52,500, Multicultural Society of Kelowna Kelowna C-B $51,000, National Assoc of Canadians Origins in India Ottawa Ont $96,000, National Multicultural Theatre Assoc Toronto Ont $120,000, Prince Edward Island Multicultural Council Charlottetown Î-P-É $52,040, Society for the Protection and Preservation of Black Culture in Nova Scotia Dartmouth N-É $70,000, St Catharines Folk Arts Council Multicultural Centre St Catharines Ont $50,400, Sudbury Multicultural Folk Arts Assoc Sudbury Ont $77,500, Thunder Bay Multicultural Assoc Thunder Bay Ont $66,800, University of Toronto Toronto Ont $350,000.

Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada $1,633,033—Canadian Learning Materials Centre Killam Library Halifax N-É $110,000, Centre d'étude en enseignement du Canada Québec Qué $728,544, The University of Western Ontario School of Business Administration London Ont $54,336, Université d'Ottawa Ottawa Ont $75,500, University of British Columbia Department Social Education Studies Faculty of Education Vancouver C-B $60,700, University of Manitoba Faculty of Administrative Studies Winnipeg Man $75,000.

Contribution au «Dr Sun Yat-Sen Garden Society of Vancouver» $500,000—Dr Sun Yat-Sen Garden Society of Vancouver Vancouver C-B $500,000.

Contribution à la Commission du centenaire de Vancouver $150,000—Vancouver Centennial Commission Vancouver C-B $150,000.

Contributions à des organismes, des institutions et des groupes s'occupant d'activités liées au droit de la personne $195,456—Canadian Human Rights Foundation Montréal Qué $81,500, Canadian Rights and Liberties Federation Ottawa Ont $65,000.

Contributions au programme «Court Challenges» $275,000—Canadian Council on Social Development Ottawa Ont $275,000.

Conseil de recherches en sciences humaines $57,233,821

Parachevement du doctorat $150,488

Parachevement du doctorat—Renouvellement $144,450

Bourses de réorientation en gestion—Renouvellement $40,530

Bourses de Travail libre $3,112,325

Bourses de doctorat $5,647,374

Bourses de doctorat—Renouvellement $6,505,833

Bourses post-doctoral $2,110,559

Bourses post-doctoral—Renouvellement $1,202,820

Bourses spéciales de maîtrise $1,117,935

Bourse universitaire Jules et Gabrielle Léger $39,000

Conférences internationales $585,140

Secrétariats internationaux au Canada $56,674

Collaboration scientifique internationale $61,642

Congrès internationaux au Canada $86,500

Chercheurs étrangers $83,961

Conférences à l'étranger $26,445

Représentation internationale $120,035

Échanges bilatéraux—Japon $33,034

Échanges bilatéraux—Hongrie $24,000

Échanges bilatéraux—Chine $109,852—York University Downsview Ont $67,500.

Échanges bilatéraux—France $42,626

Aide aux petites universités $525,000

Femmes et travail $682,294—Marc Renaud Montréal Qué $84,071, Danielle Juteau-Lee Montréal Qué $73,676, Yolande J Cohen Montréal Qué $85,205.

Vieillissement de la population $970,188—Guelph University Guelph Ont $200,000, Université de Moncton Moncton N-B $125,000, Grant Spencer Byron Hamilton Ont $79,751, University of Manitoba Winnipeg Man $85,000, Simon Fraser University Burnaby C-B $85,000, University of Toronto Toronto Ont $100,000.

Subventions-président $599,207—Canadian Mediterranean Institute Ottawa Ont $150,000, Canadian Institute for Historical Micro Reproduction Ottawa Ont $250,000, The Shastri Indo-Canadian Institute Calgary Alb $50,000.

Subventions pour recherche $16,003,934—John F Helliwell Vancouver C-B $84,352, Paul Hirschbuhl Ottawa Ont $50,280, Jonathan Derek Kaye Montréal Qué $83,333, Frank C Langdon Vancouver C-B $61,426, Edith Lucienne A Deleury Ste-Foy Qué $70,000, Melvin G Wiebe Kingston Ont $56,192, Wallace Earl Lambert Montréal Qué $83,892, John S Holladay Toronto Ont $59,765, Ernest G Walker Saskatoon Sask $51,400, Lucien Poirier Québec Qué $69,613, Jacques Allard Montréal Qué $79,161, Peter Daly Montréal Qué $69,866, Gilles Dussault Ste-Foy Qué $87,760, Beverly Cavanaugh Kingston Ont $73,063, Joseph Lennards Toronto Ont $72,500, René Dussault Ste-Foy Qué $57,728,

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

Rejean Landry Ste-Foy Qué $75,377, Roger Desnet Trois-Rivières Qué $54,665, Jorge Noisi Montréal Qué $63,364, Jane Gaskell Vancouver C-B $60,259, Joseph Shaw Toronto Ont $55,000, Jacques Desautels Ste-Foy Qué $65,975, Francine M Mayer Montréal Qué $57,400, Melvin J Lerner Waterloo Ont $52,581, Raymond Mougeon Toronto Ont $53,665, Jon Shapiro Vancouver C-B $68,017, Richard Apostle Halifax N-É $52,605, Fernando de Toro Ottawa Ont $53,160, Nicholas C David Calgary Alb $76,278, Mary McDonald Toronto Ont $70,189, Paul Healy Peterborough Ont $70,542, Paul A Crépeau Montréal Qué $90,218, Jean-Jacques Chalifoux Québec Qué $61,071, Ronald Schlegel Waterloo Ont $62,195, Bernard Bernier Montréal Qué $51,686, Yves Brillon Montréal Qué $51,276, John McLeod Saskatoon Sask $64,925, H Cohen Montréal Qué $75,071, H. Stevenson Downsview Ont $60,000, Céline Lebourdais Montréal Qué $58,595, Leroi Daniels Vancouver C-B $51,980.

Subventions pour recherche de grande envergure $1,216,150—Marcel G Dagenais Montréal Qué $119,934, Jacques Légaré Montréal Qué $217,332, Michael F Connelly Toronto Ont $267,914, Maurice Lemire Québec Qué $89,612, Ronald D Lambert Waterloo Ont $52,617, Hermut Kallman Ottawa Ont $108,155, Douglas N Jackson London Ont $99,351, Gérard Bouchard Chicoutimi Qué $213,351.

Subventions pour la diffusion de la recherche $12,000

Subventions du programme $375,538—Merril Swain Toronto Ont $330,888.

Collections spécialisées $846,513

Gestion de l'organisation au Canada $683,802

Identification—Thèmes $9,915

Famille et socialisation des enfants $328,298

Subventions pour travaux d'édition de grande envergure $3,955,976—University of Toronto Toronto Ont $942,871, University of Toronto Press Toronto Ont $1,299,584, Université de Laval Québec Qué $383,336, McMaster University Hamilton Ont $346,289, Carleton University Ottawa Ont $97,999, Paul Hébert Poirier Québec Qué $172,473, Université d'Ottawa Ottawa Ont $277,190, University of Victoria Victoria C-B $231,328, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $161,599.

Subventions pour recherche générale $798,264—University of Manitoba Winnipeg Man $50,750, University of Toronto Toronto Ont $103,140, York University Toronto Ont $70,865, Université de Laval Québec Qué $70,412, Université de Montréal Montréal Qué $75,260.

Revues savantes $2,610,649

Publications savantes $1,084,999—Social Science Federation of Canada Ottawa Ont $404,862, Canadian Federation for the Humanities Ottawa Ont $680,137.

Conférences savantes $694,717

Aide aux associations savantes $1,824,322—Social Science Federation of Canada Ottawa Ont $467,413, Canadian Federation for the Humanities Ottawa Ont $460,217.

Contexte humain de science et technologie $359,326—Edmund Sullivan Toronto Ont $58,847, Jim Harding Regina Sask $79,480.

Outils de recherche pour les études canadiennes $2,351,506—Robert Alan Richardson London Ont $74,560, Glenbow Alberta Institute Calgary Alb $70,000, John Stewart Murdoch James Bay Qué $66,913, Centre Academie Canadienne en Italie Ottawa Ont $55,340, University of Winnipeg Winnipeg Man $66,437, Howard R Fink Montréal Qué $86,823, Guy Lecavalier Montréal Qué $51,529, Gaston St-Hilaire Sept-Île Qué $54,754, Peter M Leslie Kingston Ont $64,680, Delloyd J Guth Vancouver C-B $62,205, Ukrainian Museum of Canada Saskatoon Sask $71,765, Robert J Montagne Ottawa Ont $54,220, Séminaire de Sherbrooke Sherbrooke Qué $71,001, André Côté Chicoutimi Qué $52,785, St Thomas More College Saskatchewan Sask $70,244, Paul Aubin Québec Qué $65,508.

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $124,266,897

Département $95,293,782

Subvention à l'Association canadienne des chefs de police $50,000

Subventions à la Société canadienne pour la prévention du crime $125,000

Subvention à la Société John Howard $50 000

Subventions aux organismes autorisés d'assistance postpénale $1,820,050—Assoc des services de réhabilitation sociale Québec Montréal Qué $145,000, Canadian Assoc of Elizabeth Fry Societies Ottawa Ont $602,650, Canadian Criminal Justice Assoc Ottawa Ont $115,000, Church Council on Justice Ottawa Ont $55,000, John Howard Society of Canada Ottawa Ont $630,000, Prison Arts Foundation Brantford Ont $62,000, Salvation Army Toronto Ont $90,000, St Leonard's Society of Canada Windsor Ont $120,400.

Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général $1,760,032—Centre Local de Services Communautaires St Hubert St Hubert Qué $83,350, Children's Home of Winnipeg Winnipeg Man $64,242, Dalhousie University Halifax N-É $50,000, Kent County Task Force Chatham Ont $71,487, National Joint Commission of the CACP and FCS Ottawa Ont $129,853, Simon Fraser University Burnaby C-B $70,000, Université de Montréal Montréal Qué $130,250, University of Toronto Toronto Ont $105,000, Vancouver Police Department Vancouver C-B $115,945.

Financement de base aux organismes bénévoles nationaux $216,513—Canadian Training Institute Downsview Ont $95,000, National Assoc Active in Criminal Justice Ottawa Ont $68,457, Seventh Step Society of Canada Calgary Alb $53,056.

Subventions aux provinces et territoires pour la mise en application de la Loi sur les jeunes contrevenants $12,500,000—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest TN-O Yellowknife $250,000, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $250,000, Ministre des Finances Province de l'Alberta Edmonton Alb $1,125,000, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $1,250,000, Ministre des Finances Province du Manitoba Winnipeg Man $750,000, Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $500,000, Ministre des Finances de la Province de Terre-Neuve St John's T-N $500,000, Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $625,000, Ministre des Finances Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $250,000, Ministre des Finances Province de la Saskatchewan Régina Sask $750,000, Ministre des Finances Province de Québec Québec Qué $2,500,000, Trésorier de l'Ontario Province de l'Ontario Toronto Ont $3,750,000.

Contributions aux provinces et aux territoires en conformité avec les accords conclus avec le ministre pour les aider à élaborer des programmes et des systèmes d'information et de tenues de dossiers prévus par la Loi sur les jeunes contrevenants $1,683,243—Children's Home of Winnipeg Winnipeg Man $64,410, Department Social Services of Saskatchewan Regina Sask $129,183, Department of the Solicitor General Edmonton Alb $74,680, Foundation Carrefour Jeunes Québec Qué $50,679, Fraser Correctional Resources Society Burnaby C-B $61,569, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Département des Services Sociaux Yellowknife TN-O $55,348, Gouvernement de la Nouvelle-Écosse Département des Services Sociaux Halifax N-É $152,759, John

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

Howard Society of Canada Ottawa Ont $52,585, Ministère du Procureur Général de l'Ontario Toronto Ont $60,123, Ministre des Services Correctionnels Scarborough Ont $157,132, Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Département de la Justice Fredericton N-B $158,654, Ontario Social Development Council Toronto Ont $53,994, Province de la Colombie-Britannique Ministère du Procureur Général Vancouver C-B $137,467, Province du Manitoba Département des Services Sociaux Winnipeg Man $118,250, Province de l'Île-du-Prince-Édouard Département de la Justice Charlottetown Î-P-É $55,000.

Contributions aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants pour le partage des coûts avec les provinces et les territoires $77,088,944—Gouvernement des Territoires-du-Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,026,488, Ministre des Services Correctionnels Scarborough Ont $38,890,954, Province de l'Alberta Edmonton Alb $13,561,716, Province de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $11,707,047, Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $3,033,249, Province de Terre-Neuve St John's T-N $811,500, Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $3,160,765, Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $72,225, Province de la Saskatchewan Régina Sask $4,825,000.

Service correctionnel $1,249,425

Pensions et autres prestations des employés $162,690

Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents $57,672

Paiements aux survivants des employés du Service pénitentiaire et du Service national des libérations conditionnelles tués dans l'exercice de leurs fonctions $38,372

Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus, l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires $990,691—Allied Indian and Metis Society Native Liaison Program Vancouver C-B $130,000, ARCAD Duvernay Qué $52,456, Burwash Native Peoples Project Sudbury Ont $89,250, Canadian Training Institute Downsview Ont $59,202, Frontier College Toronto Ont $75,700, M2W2 Association New Westminster C-B $55,000, Native Clan Organisation Inc Winnipeg Man $113,172, Native Counselling Service of Alberta Edmonton Alb $195,426, Operation Springboard Toronto Ont $77,604.

Gendarmerie royale du Canada $27,723,690

PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI $27,723,690

Subvention à l'Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada $2,500

Subvention à l'Association internationale des chefs de police $1,680

Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions $362,589

Subvention au Fonds pour la bourse d'études créée à la mémoire de Claude Brunelle $10,000

Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada $24,499,357

Indemnisation des membres de la Gendarmerie pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions $2,449,139

Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions $83,009

Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la GRC et qui suivent des cours au Collège canadien de police $315,416

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES $1,790,018

Département $1,584,747

Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers relativement à des projets visant à éduquer le grand public à la technologie $1,584,747—Youth Science Foundation Ottawa Ont $310,000.

Statistique Canada $205,271

Institut interaméricain de statistique $40,628

Institut international de statistique $1,706

International Association for Research in Income and Wealth $1,787

L'aide financière à la conférence sur la méthodologie d'enquête pour la statistique agricole $8,220

Massachusetts Institute of Technology Cambridge Mass É-U $50,000

Programme des expositions nationales et des foires principales $30,000

Programme d'emploi d'été—Défi 85 Ottawa Ont $72,930

TRANSPORTS $971,552,948

Département $335,898,996

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $3,328,183

Subventions à des universités, à d'autres organismes, à des étudiants d'universités et à d'autres particuliers à des fins de recherches sur les transports $1,123,225—Universités de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $130,000, Dalhousie Halifax N-É $106,000, Manitoba Winnipeg Man $95,000, Montréal Montréal Qué $175,000, Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B $70,000, Queen's Kingston Ont $52,000, Toronto Toronto Ont $272,000.

Subventions au Comité de la semaine nationale des transports $20,000

Contributions aux provinces et agences conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour des initiatives de promotion du transport prises en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional $617,255—Province du Manitoba Winnipeg Man $539,702.

Contributions en conformité avec les modalités prescrites par le gouverneur en conseil, pour aider à supporter les coûts d'établissement et d'exploitation d'un pavillon à Expo 86: Les provinces de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard $1,000,000—Provinces de: Nouvelle-Écosse Halifax N-É $500,000, l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $500,000.

Contributions à l'appui d'études sur les transports menées dans des universités et d'autres établissements $523,384—Universités de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $77,178, Dalhousie Halifax N-É $70,365, Manitoba Winnipeg Man $50,709, Montréal Montréal Qué $171,713, Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B $52,500.

Contributions à des gouvernements provinciaux et administrations municipales aux fins de recherche et de projets pilotes sur les transports $11,880

TRANSPORTS—*Suite*

Contributions aux projets et agences conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour les initiatives de promotion du transport prises en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional $32,439

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME $1,013,672

Subvention à la Writer's Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award $150

Subventions aux organismes d'aide aux marins $12,300

Droits d'affiliation à l'Association internationale de signalisation maritime et à l'Association internationale permanente des congrès de navigation $4,368

Contribution à la Croix Rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique $250,000—Société canadienne de la Croix-Rouge Toronto Ont $250,000.

Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents $549,854—Johnson and Higgins Willis Faber Ltd Toronto Ont $72,135.

Contribution pour la construction de quais d'embarquement pour traversiers à Île-Verte Qué $147,000—La chambre de Commerce d'industrie et de tourisme du Grand Portage Inc Rivière-du-Loup Qué $147,000.

Contribution au Centre for Cold Oceans Resource Engineering (C-Core) à l'appui de son programme de recherche et de développement $50,000—C-Core St John's T-N $50,000.

PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS $38,819,113

Subvention à l'Association royale canadienne des aéroclubs $18,750

Subventions aux transporteurs aériens fournissant des services au public selon les conditions des ententes contractuelles telles qu'approuvées par le ministre des Transports et autorisées par le gouverneur en conseil ainsi que le prévoit l'article 18 de la Loi sur l'aéronautique, chapitre A-3, Statuts révisés du Canada, 1970, tel que modifié: Québec Aviation Limitée, pour le fonctionnement des service de transport aériens, Québec, St-Léonard et Fredericton $132,159—Québec Aviation Ltée Ste-Foy Qué $132,159.

Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres $18,762,461—Blanc Sablon Qué $159,292, Brandon Man $277,119, Broughton Island TN-O $183,152, Campbell River C-B $276,222, Cape Dorset TN-O $153,896, Charlevoix Qué $70,239, Charlo N-B $869,856, Chevery Qué $87,570, Churchill Falls Corp Ltd St John's T-N $493,895, Clyde River TN-O $151,872, Cranbrook C-B $534,768, Dauphin Man $187,817, Dawson Creek C-B $663,800, District of Lynn Lake Man $228,220, District of Mystery Lake Thompson Man $481,396, Dryden Ont $616,311, Flin Flon Man $234,561, Fort Frances Ont $150,665, Gagnon Qué $189,512, Gaspé Qué $381,094, Gouvernement du Manitoba Winnipeg Man $183,705, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $2,431,000, Gouvernement des Territoires du Yukon Whitehorse T-Y $3,100,500, Hamilton Ont $1,100,835, Havre St-Pierre Qué $147,680, Kelowna C-B $496,021, Lake Harbour TN-O $141,659, Manitoba Hydro Winnipeg Man $220,640, Moosonee Ont $161,742, Natashquan Qué $150,200, Pangnirtung TN-O $191,579, Peace River Alb $485,600, Pembroke Ont $201,000, PondInlet TN-O $152,099, Prince ALbert Sask $189,395, Trésorier provincial de l'Alberta Transport Department of Revenue Accounting Finance Services Edmonton Alb $220,795, Rainbow Lake Alb $99,000, Rouyn Qué $651,915, Sanikiluaq TN-O $187,753, Sarnia Ont $245,890, Sudbury Ont $936,562, The Toronto Harbour Commission Toronto Ont $585,559.

Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres des installations connexes: Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown, Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour et Hopedale) $8,605,577—Black Tickle Labrador $377,636, Cartwright Labrador $325,593, Charlottetown Square Labrador $1,577,317, Fogo Island Labrador $1,510,673, Fox Harbour Labrador $1,584,552, Hopedale Labrador $2,677,278, Paradise River Labrador $155,611, Postville Labrador $121,703, Rigolet Labrador $230,931.

Programme des projets spéciaux de relance (Marathon) $1,549,352—Fort Frances Ont $958,718, Marathon Ont $317,100, Pembroke Ont $87,543, Prince Albert Sask $60,227, Sioux Lookout $82,575.

Contribution au Québec—Nouveau Québec: aéroports inuit et Laprade $2,811,262—Gouvernement du Québec Qué $2,676,573, Laprade Victoriaville Qué $90,000.

Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres, et des installations connexes $6,369,371—Chilliwack C-B $357,840, Deloraine Man $179,390, Georgian Bay Airport Commission Parry Sound Ont $153,000, Gloucester Ont $210,069, Joliette Qué $75,000, Kingston Ont $521,827, La Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est Bromont Qué $102,400, Liverpool N-É $76,607, Maniwaki Qué $70,008, Marystown T-N $333,932, Melville Sask $175,000, Pemberton C-B $518,000, Peterborough Ont $113,871, Powell River C-B $160,000, Qualicum Beach C-B $109,016, Roberval Qué $84,868, Springdale T-N $62,500, St Stephen N-B $468,957, Valemount C-B $373,360, Vegreville Alb $414,563, Vernon C-B $217,977, La Corporation de développement économique de Témiscaming Ville-Marie Qué $78,000, La Sarre Qué $100,000, Mascouche Qué $56,983, St John's T-N $242,930.

Contributions au CÉGEP Saint-Jean-sur-Richelieu pour l'entraînement au contrôle de la circulation aérienne $407,503—CÉGEP Saint-Jean-sur-Richelieu St-Jean-sur-Richelieu Qué $407,503.

Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes $56,365—International Civil Aviation Organization Montréal Qué $56,365.

Contribution aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage $72,563—Association royale canadienne des aéroclubs Ottawa Ont $53,477.

Contribution à la Ligue des cadets de l'air du Canada—Bourse de formation en pilotage $25,000

Subventions aux transporteurs aériens fournissant des services au public selon les conditions des ententes contractuelles telles qu'approuvées par le ministre des Transports et autorisées par le gouverneur en conseil ainsi que le prévoit l'article 18 de la Loi sur l'aéronautique, chapitre A-3, Statuts révisés du Canada, 1970, tel que modifié: Perimeter Airlines (Inland) Limited, pour le fonctionnement des services de transport aérien dans les Prairies $8,750

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE $292,738,028

Subvention au Comité de l'opération gar-O-train en vue d'appuyer un programme de sécurité des passages à niveau $100,000—Operation Lifesaver Montréal Qué $100,000.

TRANSPORTS—*Suite*

Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs $14,895,955—Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $14,895,955.

Subvention à la province de Terre-Neuve à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage $2,361,685—Gouvernement de Terre-Neuve et Labrador St John's T-N $2,361,685.

Subvention à la province de Québec à l'égard de la prestation de services de traversier côtier pour marchandises et voyageurs $2,965,126—Gouvernement du Québec Québec Qué $2,965,126.

Subvention au gouvernement du Québec pour l'amélioration des trains de banlieue de la région de Montréal $2,648,553—Gouvernement du Québec Québec Qué $2,648,553.

Contribution au Programme d'aide à la construction de croisement étagé $3,200,000—City of Burlington Burlington Ont $1,000,000, Ministry of Transportation and Communications Downsview Ont $350,000, Regional Municipality of Durham Oshawa Ont $1,500,000, Regional Municipality of Peel Brampton Ont $350,000.

Paiements à l'appui de croisements étagés dans trois localités de l'Ontario approuvés conformément aux parties II et III de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer (Programme des projets spéciaux de relance) $2,184,974—Ville de London London Ont $323,150, Ville de Scarborough Scarborough Ont $926,850, Corporation de la ville de Thunder Bay Thunder Bay Ont $51,096, Municipality of Metropolitan Toronto Toronto Ont $483,878, Regional Municipality of York Newmarket Ont $400,000.

Paiements à l'appui de croisements étagés dans les provinces de Québec, de l'Ontario et du Manitoba, approuvés selon les parties II et III de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer $4,500,000—Ville d'Étobicoke Étobicoke Ont $2,500,000, Gouvernement du Québec Québec Qué $2,000,000.

Paiements au «Age and Opportunity Centre» de Winnipeg et à la branche Fort Garry de la Légion royale canadienne, à l'appui des projets pilote pour le transport des personnes âgées $310,858—Age and Opportunity Centre Inc Winnipeg Man $152,800, Royal Canadian Legion Fort Garry Man $158,058.

Paiements pour un programme d'assistance pour l'achat de véhicules pour le transport des personnes handicapées dans les villages et les communautés rurales $577,592—Centre de Bénévolence de la Péninsule Acadienne Inc Caraquet N-B $85,000, Province du Manitoba Winnipeg Man $60,000, Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $52,800.

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider au développement de la Gare du Palais de Québec aux fins du développement économique et régional $1,875,000—Gouvernement du Québec Québec Qué $1,875,000.

Contribution à l'Association des routes et transports du Canada $146,685—Association des routes et transports du Canada Ottawa Ont $146,685.

Contributions à des organismes de recherches choisis, pour les aider à entreprendre des travaux de recherches et des études dans le cadre du Programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers $70,630

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la rénovation et à l'amélioration des routes dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard $24,199,097—Province du Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B $10,656,973, Province de Terre-Neuve St John's T-N $1,041,787, Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $9,544,640, Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $2,955,697.

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique régional dans les provinces du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve (Programme des projets spéciaux de relance) et de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve (Entente sur le développement économique et régional) $56,374,098—Province du Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B $33,036,860, Province de Terre-Neuve St John's T-N $17,066,506, Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown T-N $6,270,732.

Contribution à l'Association des routes et transports du Canada pour de la recherche sur la capacité des routes à deux voies et leur niveau de service $60,000—Association des routes et transports du Canada Ottawa Ont $60,000.

Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs $10,002,683—Coastal Transport Ltd Saint John N-B $259,000, Northern Cruiser Co Ltd St John's T-N $1,219,171, Northumberland Ferries Ltd Charlottetown Î-P-É $5,802,567, Puddister Trading Co Ltd St John's T-N $518,952, Sail Labrador Ltd St John's T-N $273,600, Traversier CTMA Ferry Cap-aux-Meules Qué $1,929,393.

Contribution à Atlantic Container Express Limited pour le maintien des services de transport par paquebot entre Montréal et St John's (Terre-Neuve) $2,500,000—Atlantic Container Express Ltd Montréal Qué $2,500,000.

Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, au Canadien Pacifique Limitée et à la Northern Alberta Railway Company pour payer les dépenses en capital en vue de la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil $97,765,000—Cie des Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $97,765,000.

Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagonstrémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien $16,222,093—La Commission canadienne du Blé Winnipeg Man $16,222,093.

Contribution selon les conditions approuvées par le Conseil du Trésor pour le transport par véhicule à moteur de récoltes spéciales en vertu du paragraphe 17(4) de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest $6,601

Contributions au Conseil des grains du Canada pour l'établissement de la banque de données et du service d'information GRAIN-BASE $90,000—Conseil des grains du Canada Winnipeg Man $90,000.

Contributions à la Commission du port de Thunder Bay visant à couvrir les frais de fonctionnement du groupe de travail sur les questions ferroviaires de Thunder Bay $1,915

Contributions à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil aux fins d'un accord auxiliaire entre le Canada et la province du Manitoba pour l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire à Churchill, en vertu de l'entente sur le développement économique et régional $3,198,767—Cie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $3,198,767.

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour l'achat de wagonstrémies pour le grain par la Commission canadienne du Blé de la part de Sa Majesté, et pour leur fonctionnement et entretien selon les conventions conclues entre la Commission canadienne du Blé et les compagnies de chemin de fer du Canada $38,834,693—Commission canadienne du Blé Winnipeg Man $38,834,693.

TRANSPORTS—*Suite*

Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada $1,711,850—Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $1,711,850.

Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—Paiement aux Chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1985 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versés à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés du chemin de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard afin de porter, pour l'année civile 1985, le versement minimum à $50 par mois au lieu de $20 comme le prévoit ladite Loi $2,965,885—Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $2,965,885.

Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal (crédit 107, Loi des subsides nº 5 de 1963) $2,968,288—Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $2,968,288.

Commission canadienne des transports $635,426,813

Contribution à la Commission du port de Thunder Bay $1,916

Contribution au Comité de l'opération gar-O-train $195,865—Railroad Association of Canada Montréal Qué $195,865.

Contributions en vertu de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer $8,998,492—Burlington Northern Inc St Paul Minn É-U $73,915, Canadian National Railways Edmonton Alb $971,611, Moncton N-B $516,308, Montréal Qué $1,403,673, St John's T-N $106,392, Toronto Ont $620,893, Winnipeg Man $362,548, Canadian Pacific Ltd Toronto Ont $3,220,019, Chesapeake & Ohio Rail Co Walkerton Ont $73,269, Town of Cobourg Cobourg Ont $58,808, Devco Rail Sydney N-É $66,259, Ministère des Transports Québec Qué $160,045, Ville de Moncton Moncton N-B $59,851, RM of Ottawa Carleton Ottawa Ont $88,936, Corp of the City of Port Colborne Port Colborne Ont $354,516, Toronto Hamilton & Buffalo Rail Co Hamilton Ont $208,593.

Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes $14,625,977—Canada and Gulf Terminal Railway Mont-Joli Qué $148,457, Canadian National Express Toronto Ont $793,403, Canadian National Railways Company Montréal Qué $12,098,318, Canadian Pacific Express Co Ltd Toronto Ont $416,043, Canadian Pacific Ltd Montréal Qué $789,187, Dominion Atlantic Railway Montréal Qué $318,871, Quebec Central Railway Montréal Qué $61,698.

Versements de subventions de fonctionnement aux transporteurs aériens régionaux $600,000—Eastern Provincial Airways Ltd Gander T-N $300,000, Québécair Saint-Laurent Qué $300,000.

Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest $496,362,053—BC Rail Vancouver C-B $906,382, Canadian National Railway Company Montréal Qué $229,243,620, Canadian Pacific Ltd Montréal Qué $266,212,051.

Paiements à des compagnies de chemins de fer et de transport en vertu des provisions de la Loi sur les chemins de fer $47,187,946—Algoma Central Railway Sault Ste Marie Ont $2,303,990, Canadian National Railway Co Montréal Qué $25,551,532, Canadian Pacific Ltd Montréal Qué $16,366,424, Quebec North Shore & Labrador Rail Sept-Îles Qué $2,966,000.

Paiements à des compagnies de chemins de fer maritimes et de camionnage en vertu des provisions de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique $67,454,564—A & M Transport Ltd Havelock N-B $192,278, Albany Cartage Co Ltd Havelock N-B $123,977, G M Armour & Son Ltd Moncton N-B $401,841, Atlantic Searoute Ltd Halifax N-É $378,480, Gerald Battest Trucking Ltd Pictou N-É $88,623, J W Baughan Ltd Sackville N-B $172,244, John Baughan Sackville N-B $52,001, Beauce Express Inc St-Georges-de-Beauce Qué $60,991, Bedford Transport Ltd Halifax N-É $184,246, O Bélanger Transport Inc St-Côme Linière Qué $57,946, Big Wheels Transport & Leasing Ltd Kensington Î-P-É $713,835, L Bilodeau & Fils Ltée Bellechasse Qué $126,566, Black's Harbour Transfer Ltd Black's Harbour N-B $102,824, BMC Ltd Saint John N-B $247,717, Rodrigue Boulianne Amqui Qué $55,668, PC Bourgeois & Sons Ltd Cheticamp N-É $52,150, David Brown United Ltd Waterville N-É $293,456, Jack Brown Ltd Halifax N-É $51,557, Burns Foods Transport Ltd Calgary Alb $74,504, Brunswick Petroleum Transport Ltd Dartmouth N-É $286,611, Brunswick Transportation Ltd Campbellton N-B $83,081, Burgess Contracting Ltd Havelock N-B $107,062, Caldwell Transport Ltd Florenceville N-B $59,156, Canadian National Express Etobicoke Ont $3,758,968, Canadian National Railway Montréal Qué $3,247,150, Canadian Pacific Express Ltd Willowdale Ont $209,711, Canadian Pacific Express & Transport Ltd Willowdale Ont $1,262,886, Canadian Pacific Railway Montréal Qué $628,359, Cape Breton Development Corporation Sydney N-É $3,084,374, Caron et Fils Transport Inc Montmagny Qué $107,337, Lionel Castonguay Biencourt Qué $56,786, Cement Cartage Co Ltd Havelock N-B $209,205, Chabot et Desmarais Inc St-Agapit Qué $62,125, CMR Transport Inc Ste-Perpétue Qué $62,426, Commercial Highway Services Ltd Elmsdale N-É $62,912, Conrad's Transport Ltd Dartmouth N-É $82,043, Constructions F Morin Inc Pohenegamook Qué $172,182, Day & Ross Ltd Hartland N-B $4,669,209, Day & Ross Nfld Ltd St John's T-N $78,288, DMR Transport Ltd Saint John N-B $89,101, Desvraco Inc Dégelis Qué $154,157, Dominion Atlantic Rail Montréal Qué $172,010, Dow's Trucking Ltd Hartland N-B $84,380, Jean Claude Dumais Inc Luceville Qué $267,660, Léo Dussault Transport Ltée Donnacona Qué $170,216, Easson's Transport Ltd Berwick N É $309,892, EDF Transport Ltd Scotsburn N-É $113,243, Équipement Asselin Inc St-Georges-de-Champlain Qué $188,184, Falls Transport Ltd Grand Falls N-B $193,400, C E Fisher Transport Ltd Brookfield N-É $77,037, Florist Transport Ltd Falmouth N-É $139,712, Jules Fournier Inc Val Brillant Qué $73,894, Raymond Gauvin St-Adalbert Qué $54,788, Gloucester Transport Ltée Cocagne N-B $62,179, Noel Godbout Transport Ltée St-Quentin N-B $113,267, Fernand Gosselin Inc St-Romuald Qué $301,832, Grand Falls Central Railway Co Ltd Grand Falls T-N $196,182, John R Gunn Motor Express Inc Mount Stewart Î-P-É $147,707, William Gregan Ltd Chatham N-B $73,445, Hawke Industries Ltd St Barbe South T-N $102,156, Higgins Trucking Ltd Chipman N-B $98,668, E B Hill & Son Ltd Truro N-É $51,385, Hillman's Transfer Sydney N-É $122,809, Holland's Carriers Ltd New Germany N-É $67,291, Household Movers & Shippers Ltd St John's T-N $213,939, Interlait Inc St-Agapit Qué $122,401, Jardine Transport Ltd Frédéricton N-B $209,660, Jeric Transport Ltd Frédéricton N-B $109,376, Jumbo Motor Express Ltd Etobicoke Ont $810,767, Harold H Knox Chipman N-B $60,637, Jean Guy Langlois St-Paul-de-Montmagny Qué $61,621, Larivière & Fils DeBeauce Inc St-Zacharie Qué $84,016, L'Islet Express Inc St-Eugene Qué $57,094, Daniel Leblanc & Son Co Ltd Dalhousie N-B $50,417, Jean Paul Leblond Inc St-Cyprien Qué $50,521, Ledrew's Express Ltd St John's T-N $59,125, Joseph Lefrançois Inc Amqui Qué $215,523, Harold B Legge Port Williams N-É $179,952, Les Déménagements Bellechasse Ancienne Lorette Qué $75,842, Les Entreprises Lionel Dionne Inc St-Alexandre Qué $69,117, Les Entreprises Forestières St-Magloire Inc St-Magloire Qué $55,220, Les Entreprises H Jalbert Inc St-Pamphile Qué $112,539, Les Entreprises Yvon Lévesque Inc Mont-Joli Qué $94,918, Les Entreprises E Normand Inc Ste-Angèle-de-Merici Qué $77,719, Les Industries Alex Couture Inc St-Romuald Qué $186,406, Les Transports en Vrac St-Nérée Inc St-Nérée Qué $52,062, Lundrigan Group Ltd Corner Brook T-N

TRANSPORTS—*Fin*

$181,012, Gary L MacDonald Nashwaak Bridge N-B $61,854, MacDonald's Excavating Ltd Pictou N-É $103,512, M R MacLaughlin Enterprises Ltd Antigonish N-É $61,175, John E MacLean Enterprises Ltd Margaree Harbour N-É $91,794, J P MacInnis Trucking Ltd Whycocomagh N-É $104,070, Maritime Ontario Freight Lines Ltd Mississauga Ont $1,235,407, Maritime Warehousing & Transfer Co Ltd Dartmouth N-É $120,246, Maritime Warehousing & Transfer NB Ltd St John N-B $69,661, Matane Gaspesie Transport Inc Matane Qué $251,624, Hervé Matte & Fils Camionreurs Ltée Donnacona Qué $119,769, McAuley's Transfer Ltd Centreville N-B $312,526, McCully & Soy Ltd Truro N-É $63,074, W A Gibbons Trucking Ltd Anagance N-B $95,125, Aldeo Michaud Saint-Esprit Qué $50,351, Midland Transport Ltd Moncton N-B $3,144,415, Milltown Trucking Co Ltd St Stephen N-B $79,422, Mervin J Mutch Trucking Ltd Red Bank N-B $85,429, Northumberland Co-Op Ltd New Castle N-B $52,510, O'Donnell Trucking Ltd Millerton N-B $67,876, Donald R O'Neill Baie-Ste-Anne N-B $78,182, O'Neil's Trucking Ltd Florence NS $55,951, Parent Lumber Ltd St Quentin NB $90,786, Pike's Ltd St John's Nfld $240,143, Poirier Trucking Ltd Sussex N-B $56,682, Pole Star Transport Ltd Hantsport N-É $409,618, R & G Milk Trucking Co Ltd Sussex N-B $219,100, Refrigerated Carryall Ltd Moncton N-B $370,087, Restigouche Transport Ltd Campbellton N-B $422,431, Vaughan Ross Boietown N-B $116,195, Roy's Midway Ltd Saint John N-B $473,269, S & G Transport Ltd Frédéricton N-B $157,713, S & M Trucking Sydney River N-É $74,865, Shediac Dairy Ltd Shediac N-B $55,476, Southwest Trucking Ltd Stephenville T-N $64,630, Léon St-Onge et Fils Ltée Cté Kamouraska Qué $57,306, Summers Transport Ltd Mount Pearl T-N $109,279, Sunbury Transport Ltd Frédéricton N-B $363,805, Syndicat des Producteurs de lait de Québec (UPA) Duberger Qué $221,797, Tipple's Trucking Ltd Moncton N-B $63,343, Thompson's Transfer Co Ltd Middleton N-É $499,220, Tranbois (Canada) Ltée St-Pamphile Qué $406,876, Translait Inc Ste-Claire Qué $169,321, Transport ADS Inc St-Henri-de-Lévis Qué $82,585, Transport Alimentaire du Bas St-Laurent Inc Matane Qué $224,465, Transport AMC Inc ND Des Auxiliaires Buckland Qué $64,497, Transport Amical Amqui Qué $138,048, Transport Des Appalaches Inc Notre-Dame-du-Rosaire Qué $65,794, Transport Denis Bérubé Inc Price Qué $103,784, Transport Bruno Boulianne Ltée Beauce Qué $108,701, Transport E J Bourque Ltée Mont-Joli Qué $99,569, Les Transport Julien Bujold Inc Pointe-au-Père Qué $126,941, Transport Cabano Inc Rivière-du-Loup Qué $93,359, Transport Chabot & Tanguay Inc Ste-Justine Qué $193,878, Transport D'Anjou Inc Rivière-du-Loup Qué $1,091,493, Transport D'Allaire Ltée Montmagny Qué $119,460, Transport Dionne Ltée Mont-Joli Qué $87,729, Les Transports Fraser-Ville Inc Rivière-du-Loup Qué $244,396, Transport Guérette Inc Dégelis Qué $145,102, Transport Felix Huard & Fils Ltée Luceville Qué $82,158, Transport Jackos Inc Ste-Germaine-Du-Lac-Etchemin Qué $53,497, Transport Jenkins Ltée Amqui Qué $65,640, Transport Lac des Aigles Ltée Lac des Aigles Qué $128,873, Transport PA Lessard Inc Beauce Qué $143,490, Transport Guy Levasseur Inc Estcourt Qué $80,099, Transport A Lord Inc Ste-Perpétue Qué $73,095, Transport Luvrac Inc Luceville Qué $94,266, Transport de la Matapédia Inc Causapscal Qué $85,599, Transport Mont-Joli Inc Mont-Joli Qué $56,257, Transport Morneau Inc St-Arsene Qué $136,737, Transport Gérald Pelletier Ltée Isle Verte Qué $180,538, Transport Regis Harrisson Inc Ste-Félicité Qué $145,239, Transport Route Canada Inc Truro N-É $224,842, Transport Route Québec Inc Ancienne Lorette Qué $90,279, Transport Samson Inc Verdun Qué $340,145, Transport Jean Soucy Inc St-Alexandre Qué $172,670, Transport Ste-Florence Inc Ste-Thérèse-De-Blainville Qué $88,090, Transport Ste-Marie Inc Rougemont Qué $88,557, Transport Thébarge Ltée Rimouski Qué $526,843, Transport Y Thebarge Inc Rimouski Qué $150,249, Transport JH Thibeault & Fils Inc St-Narcisse Qué $67,037, Transports Speribel Inc Ancienne Lorette Qué $2,099,237, Wallace Ware & Cartage Ltd Moncton N-B $97,739, Kevin Wareham Ltd Arnold's Cove T-N $51,688, Westfield Transport Ltd Truro N-É $63,560, Zinck Transfer Co Ltd Antigonish N-É $52,021.

Administrateur de l'Office du transport du grain $227,139

Contribution à la Commission du port de Thunder Bay à l'égard des frais de fonctionnement conjoint du groupe de travail chargé des questions ferroviaires de Thunder Bay $3,682

Contributions à un nombre limité d'entreprises de camionnage, touchées défavorablement par la Loi sur le transport du grain de l'Ouest pour le transport de cultures d'appoint, conformément aux conditions et stipulations prescrites par le Ministre pour la période du 1er juin 1985 au 31 mars 1986 $223,457—Motrux Inc Burnaby C-B $161,664.

CONSEIL DU TRÉSOR $524,754

Secrétariat $524,754

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $153,000

Subvention à l'Institut de l'administration publique du Canada $150,000

Subvention à l'Institut fédéral de la gestion $3,000

PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE $371,754

Paiements en vertu des lois antérieures sur la pension et la retraite $8,135

Paiements en vertu de la Loi sur la mise au point des pensions du service public $363,619

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $1,228,180,571*

PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $490,962,512*

Armée de campagne du Nord-Ouest $737

Guerre sud-africaine $37,588

Première Guerre mondiale $11,909,715

Seconde Guerre mondiale et opération militaire de Corée $418,075,266

Service durant les deux guerres mondiales $586,655

Allocations de guerre pour les civils $23,295,745

Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours $2,213,254

Fonds de bienfaisance de l'Armée $18,000

Subvention à la Légion royale canadienne $9,000

Enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation) $696,923

Formation universitaire et professionnelle $53,357

Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer $60,311

Société dite Last Post Fund $1,817,033

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—*Fin*

Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni $1,000

Mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants $650

Paiements en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre: Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 $451

Remboursement, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants $7,489

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays $43,968

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants $703,628

Commission de sépultures de guerre du Commonwealth $2,495,548

Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée $24,670

Allocations de traitements et prestations connexes $2,679,863

Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants $183,298

Contributions à diverses provinces conformément aux accords relatifs au transfert des hôpitaux du ministère $13,570,959

Prévision d'une réserve pour des prestations conditionnelles, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants $2,100,000[1]

Contributions accordées aux anciens combattants âgés, afin de les aider à défrayer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux $10,377,404

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS $737,218,059

Décret sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation $406,666

Première Guerre mondiale $81,161,715

Seconde Guerre mondiale $600,871,874

Civils, Seconde Guerre mondiale $2,137,452

Défense—Service en temps de paix $39,084,314

Opération militaire de Corée $11,964,542

Indemnités spéciales—Terre-Neuve $19,138

Allocations d'inhumation $1,450,323

Récompenses pour bravoure $27,744

Indemnisation pour perte de salaire $94,291

---

* Un montant de $2,100,000 a été imputé à l'article courant 12.

[1] Ce montant a été imputé à l'article courant 12.

APPENDICE 1

Paiements aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Services de santé assurés	Services complé-mentaires de santé	Total 1985-86
Terre-Neuve	141,880	24,613	166,493
Île-du-Prince-Édouard	31,069	5,390	36,459
Nouvelle-Écosse	214,679	37,368	252,047
Nouveau-Brunswick	172,505	30,499	203,004
Québec	1,124,887	279,064	1,403,951
Ontario	1,920,018	384,753	2,304,771
Manitoba	262,277	45,358	307,635
Saskatchewan	280,883	43,376	324,259
Alberta	477,999	98,970	576,969
Colombie-Britannique	669,836	122,191	792,027
Total des provinces	5,296,033	1,071,582	6,367,615
Territoires du Nord-Ouest	10,123	2,157	12,280
Territoire du Yukon	5,301	968	6,269
Total	5,311,457	1,074,707	6,386,164

Les contributions du fédéral en aide aux services de soins de santé provinciaux et territoriaux sont versées en conformité avec la Partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé. Ces contributions se transforment en un transfert d'un nombre prédéterminé de points relatifs à l'impôt (et à la péréquation qui y est associée) qui ont été évalués à $4.7 milliards en 1985-86, en plus du versement d'un montant d'argent prédéterminé et fondé sur la croissance du produit national brut et de la population. Le paiement des contributions pécuniaires est également assujetti aux différentes dispositions de la Loi canadienne sur la santé. Pour que l'on puisse payer la pleine contribution pécuniaire, les provinces doivent satisfaire les critères des programmes de la gestion publique, d'intégralité, d'universalité, de transférabilité et d'accessibilité pendant toute l'année fiscale, et de reconnaître également des contributions et montants versés par le Canada en vertu de la Loi canadienne sur la santé.

En plus, la Loi exige que les provinces ne permettent pas la surfacturation par un médecin ou par un dentiste ni la vérification de frais modérateurs par un hôpital. Si une province ne se conforme pas à ces conditions, des retenues seront effectuées automatiquement des contributions pécuniaires en vertu de la Loi.

La Loi stipule aussi que si une province élimine la surfacturation ou les frais modérateurs avant le 31 mars 1987, le montant déduit doit être remboursé à la province. Au cours de 1985-86, les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de Québec se sont conformées à ces conditions. Les montants déduits antérieurement du Manitoba et de la Saskatchewan ont été remboursés durant l'année et sont inclus dans les paiements figurant sous les services de santé assurés. Le paiement au Québec ($14,032,000) a été fait après la fermeture de l'année fiscale et sera inclus dans les Comptes publics de l'an prochain.

Au terme de l'année 1985-86, quatre provinces ne s'étaient pas conformées à ces conditions, et par conséquent, des retenues ont été effectuées du paiement des contributions pécuniaires durant l'année.

La position cumulative se présente comme suit:

Provinces	Déductions 1984-85	Déductions 1985-86		Rembour-sements 1985-86	Déductions cumulatives
		Surfac-turation	Frais modé-rateurs		
	(en milliers de dollars)				
Nouveau-Brunswick[1]	3,078	84	3,222		6,384
Québec	7,893		6,139		14,032
Ontario[2]	39,996	53,328			93,324
Manitoba	810	460		(1,270)	
Saskatchewan	1,451	656		(2,107)	
Alberta	9,936	9,216	2,640		21,792
Colombie-Britannique	22,797		30,620		53,417
Total	85,961	63,744	42,621	(3,377)	188,949

(1) La Loi interdisant les frais modérateurs a été adoptée par la Législature du Nouveau-Brunswick en mai 1986. Par conséquent, le montant déduit au préalable en rapport avec les frais modérateurs ($6,533,000) a été remboursé et sera inclus dans les Comptes publics de l'an prochain. Les déductions faites en rapport avec la surfacturation n'ont pas été remboursés.

(2) La Loi interdisant la surfacturation et les frais modérateurs a été adoptée par la Législature de l'Ontario en juin 1986. Le montant déduit à ce jour ($106,656,000) sera rapporté lorsqu'il sera remboursé.

APPENDICE 2

Paiements sur le Régime d'assistance publique du Canada (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1986	1985	Augmentation ou diminution (-)
Terre-Neuve	75,694	74,081	1,613
Île-du-Prince-Édouard	20,734	17,575	3,159
Nouvelle-Écosse	104,476	104,672	(196)
Nouveau-Brunswick	136,906	126,175	10,731
Québec(1)	1,198,334	1,147,850	50,484
Ontario	1,052,343	943,523	108,820
Manitoba	141,306	132,178	9,128
Saskatchewan	148,630	143,512	5,118
Alberta	389,773	334,286	55,487
Colombie-Britannique	593,473	598,787	(5,314)
Total des provinces	3,861,669	3,622,639	239,030
Territoires du Nord-Ouest	11,576	10,227	1,349
Territoire du Yukon	2,860	2,424	436
Total	3,876,105	3,635,290	240,815

La Loi sur le Régime d'assistance publique du Canada autorise le gouvernement à conclure des accords avec les provinces et les deux territoires afin de partager les frais des services d'assistance sociale de bien-être aux personnes dans le besoin. Le fédéral verse 50% des frais admissibles et partageables.

(1) La province de Québec a opté de recevoir les fonds spéciaux au lieu de partager les coûts avec le Régime d'assistance publique du Canada, en accord avec la Partie VII à l'égard des programmes spéciaux de bien-être de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. D'après ces dispositions, la province de Québec a droit à une partie en espèces et une partie en unités de réduction d'impôt équivalent aux paiements qui auraient été faits si la province avait choisi de participer au Régime d'assistance publique du Canada.

Les montants au Québec étaient:

	1985-86	1984-85
	(en milliers de dollars)	
En espèces	1,198,334	1,147,850
5 unités en réduction d'impôt (valeur estimative)	407,445	365,265
	1,605,779	1,513,115

APPENDICE 3

Détails des paiements Nouveaux Horizons (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1986		Exercice clos le 31 mars 1985	
	Nombre de projets financés	Paiements	Nombre de projets financés	Paiements
Terre-Neuve	48	235	46	257
Île-du-Prince-Édouard	17	96	20	91
Nouvelle-Écosse	99	518	96	531
Nouveau-Brunswick	71	381	69	405
Québec	583	2.939	699	3.286
Ontario	468	4.334	576	4.881
Manitoba	73	634	82	681
Saskatchewan	193	607	181	662
Alberta	122	834	141	915
Colombie-Britannique	227	1.541	233	1.631
Total des provinces	1.901	12.119	2.143	13.340
Territoires du Nord-Ouest	1	6	1	20*
Territoire du Yukon	1	2	1	11*
Total	1.903	12.127	2.145	13.371

* Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent

Le programme Nouveaux Horizons a été établi en 1972 pour encourager les Canadiens retirés à prendre une part plus active dans la communauté. Cet objectif devient possible, grâce à l'aide professionnelle et à l'apport financier à des groupes de personnes âgées, leur permettant de planifier et de développer des projets en accord avec leurs intérêts et leurs talents. Ces projets aident ceux qui y participent à demeurer socialement actifs et leur donnent une opportunité de s'impliquer dans les services communautaires qui aident plusieurs personnes du troisième âge à prolonger un mode de vie indépendant.

APPENDICE 4

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social)

Exercice clos le 31 mars	Nombre de bénéficiaires (en milliers)	Nombre d'enfants (en milliers)	Paiments (en millions de dollars)
1986	3,645	6,585	2,501
1985	3,635	6,586	2,418
1984	3,638	6,622	2,326
1983	3,642	6,672	2,231
1982	3,642	6,733	2,020

Les paiements d'allocations familiales sont effectués par le fédéral à l'intention des enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans. Bien que le versement soit habituellement fait au nom de la mère, il peut être adressé à toute autre personne ayant assumé la garde de l'enfant. Des allocations spéciales sont versées pour des enfants qui sont à la charge d'organismes ou d'institutions. La Loi prévoit l'indexation annuelle du montant de l'allocation en janvier selon l'accroissement des prix à la consommation étant supérieure à 3%. Le taux fédéral mensuel était de $31.27 par enfant en 1985 et $31.58 en 1986. Les allocations familiales spéciales étaient de $46.65 par mois en 1985 et $47.12 en 1986.

Le gouvernement d'une province peut demander au gouvernement fédéral de varier les taux payables dans cette province selon l'âge ou le nombre d'enfants dans une famille ou les deux, pourvu que le versement mensuel le plus petit dans cette province soit d'au moins 60% du taux fédéral et que le montant mensuel moyen versé à l'intention de tous les enfants de cette province soit égal au taux fédéral mensuel. Le Québec et l'Alberta ont choisi cette dernière option.

En mars 1986, 3,644,829 familles et organismes recevaient en moyenne $57.88 au nom des 6,584,620 enfants admissibles.

Crédit d'impôt pour enfants est un revenu dont les prestations ont été vérifiées et choisi pour aider les familles aux revenus qui sont bas ou moyens. Le montant de base en 1985 pour le crédit d'impôt pour enfants était $384.00 par enfant. Le total du crédit d'impôt payable en 1986 est réduit par 5% sur le revenu de la famille au-dessus de $26,330 en 1985. Les paiements attribuables aux années d'imposition 1983, 1984 et 1985, faits du 1[er] avril 1985 au 31 mars 1986, s'élevaient à $21,305,874, $797,638,308 et $685,871,195 respectivement, pour un total de $1,504,815,377.

Détails des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1986			Exercice clos le 31 mars 1985		
	Nombre de familles (en milliers)	Nombre d'enfants (en milliers)	Paiements (en milliers de dollars)	Nombre de familles (en milliers)	Nombre d'enfants (en milliers)	Paiements (en milliers de dollars)
Terre-Neuve	97	186	71,104	98	190	70,355
Île-du-Prince-Édouard	19	36	13,618	19	36	13,212
Nouvelle-Écosse	129	233	88,567	130	235	86,359
Nouveau-Brunswick	111	201	76,563	111	204	74,988
Québec	939	1,630	614,855	940	1,638	598,350
Ontario	1,276	2,285	870,292	1,269	2,277	837,041
Manitoba	153	291	110,468	151	290	106,293
Saskatchewan	147	295	111,982	147	295	107,713
Alberta	358	674	256,155	355	668	246,219
Colombie-Britannique	403	727	276,322	402	726	267,058
Total des provinces	3,632	6,558	2,489,926	3,622	6,559	2,407,588
Territoires du Nord-Ouest	9	20	7,905	9	20	7,535
Territoire du Yukon	4	7	2,730	4	7	2,632
Total	3,645	6,585	2,500,561	3,635	6,586	2,417,755

APPENDICE 5

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social)
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1986	1985	1984	1983	1982
Pension de sécurité de la vieillesse (PSV)	8,858	8,216	7,649	7,005	6,140
Supplément de revenu garanti (SRG)	3,319	2,953	2,524	2,416	2,242
Allocation au conjoint (VAC)	348	249	233	222	203
	12,525	11,418	10,406	9,643	8,585

Des paiements de sécurité de la vieillesse sont effectués sur une base entière ou partielle à toute personne ayant atteint l'âge de 65 ans ou plus et satisfaisant certaines normes de résidence.

Des paiements du supplément de revenu garanti sont des montants additionnels payés aux retraités ayant peu ou aucun autre revenu que la pension de sécurité de la vieillesse. L'admissibilité est fondée sur le revenu de la précédente année civile et calculée en accord avec la Loi de l'impôt sur le revenu. Là où un couple marié est concerné, chacun est considéré afin d'avoir une demie de leur revenu combiné.

L'allocation au conjoint est payable au conjoint du retraité si le conjoint est entre 60 et 64 ans et aux veufs et veuves agés entre 60 et 64 ans. Les bénéficiaires doivent satisfaire certaines normes de résidence. L'admissibilité est fondée sur le revenu.

Le programme des prestations de sécurité de la vieillesse peut changer en janvier, avril, juillet et octobre de chaque année selon les changements causés par l'indexation des prix à la consommation.

À compter du 1er avril 1986, les prestations en vigueur étaient comme suit:

Prestations mensuelles

	$
Versement de base PSV	288.34
Versement maximal SRG	
Célibataire ou personne mariée dont le conjoint ne reçoit pas de PSV ou VAC	342.68
Couple marié, les deux retraités—Chacun	223.18
Allocation maximale au conjoint	511.52
Bénéficiaires veufs	564.74

En mars 1986, on comptait 2,652,234 retraités qui recevaient des paiments de sécurité de vieillesse, de ce nombre 1,329,886 ou 50% recevaient aussi un supplément de revenu garanti; la moyenne du supplément payé était de $213.76. En plus, 142,302 conjoints des retraités recevaient des allocations au conjoint. Une moyenne de $279.57 était payée au conjoint.

Détails des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1986		Exercice clos le 31 mars 1985	
	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**
Terre-Neuve	55	296,145	53	268,918
Île-du-Prince-Édouard	17	86,591	16	80,181
Nouvelle-Écosse	110	532,245	106	487,980
Nouveau-Brunswick	85	417,679	82	382,341
Québec	688	3,278,881	654	2,987,345
Ontario	1,013	4,276,499	964	3,900,605
Manitoba	139	627,966	135	579,875
Saskatchewan	133	602,554	129	556,950
Alberta	193	854,821	184	776,982
Colombie-Britannique	350	1,503,226	333	1,366,662
Total des provinces	2,783	12,476,607	2,656	11,387,839
Territoires du Nord-Ouest	1	8,715	1	8,097
Territoire du Yukon	1	4,217	1	3,773
International	9	35,310	5	17,892
Total	2,794	12,524,849	2,663	11,417,601

* Y compris les bénéficiaires de l'allocation au conjoint.

** Y compris la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1985-86

Service de la dette publique

SOMMAIRE

	Page
Service de la dette publique	8.2

Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend l'intérêt sur la dette non échue (y compris les bons du Trésor), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes, les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations, et les frais de service afférents à la dette publique.

L'état suivant présente le détail du service de la dette publique pour l'exercice en cours.

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1985-86[2]
	%	$	$
DETTE NON ÉCHUE—			
Obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne—			
P 1—1936-96	3	55,000,000	1,650,000
T 15—1956-96/98 (emprunt de conversion)	3¾	197,045,000	7,389,190
AT 21—1963-88	5	100,000,000	5,001,123
CT 9—1964-88	5	50,000,000	2,500,561
CT 12—1964/65-90	5¼	225,000,000	11,817,803
F 6—1966/67-92	5¾	225,000,000	12,937,502
F 12—1967-90	5¼	125,000,000	6,565,448
F 23—1967-94	6¼	125,000	7,814
F 33—1968-95	6½	100,000,000	6,504,428
F 47—1969/70/77-86	8	410,380,000	32,852,764
F 57—1975/78-85 (échue le 15 déc 1985)	8		6,613,294
F 61—1971-89	6¾	150,000,000	10,190,032
F 79—1980-87	8	7,000	560
F 85—1974/75/76/77-94	9½	764,120,000	72,600,094
F 96—1980-85 (échue le 1^er^ oct 1985)	9½		64,500
F 97—1975/76-95	10	709,750,000	71,023,347
J 2—1976/78-2001	9½	1,411,500,000	134,183,842
J 7—1977-2002	8¾	252,000,000	22,050,000
J 9—1977/78-97	9¼	1,032,000,000	95,492,871
J 11—1977-87	8¼	525,000,000	43,312,500
J 13—1977-99	9	621,750,000	55,989,753
J 15—1978-88	8¾	125,000,000	10,937,500
J 18—1978-2003	9½	787,500,000	74,863,462
J 22—1978-2000	9¾	550,000,000	53,631,423
J 24—1979-2004	10¼	2,200,000,000	225,500,000
J 25—1979-2002	10	1,850,000,000	185,083,090
J 26—1979/85-89	10	450,000,000	39,458,829
J 29—1979/80/83-89	10½	775,000,000	81,430,432
J 30—1979-2004	10½	600,000,000	63,042,915
J 33—1979/80/83/84-89	11¼	1,075,000,000	120,951,985
J 34—1979/80/83-2002	11¼	1,625,000,000	182,834,395
J 35—1980/83-2003	11¾	2,700,000,000	317,250,000
J 38—1980-90	13¾	839,453,000	115,424,788
J 39—1980/81/82-2000	13¾	1,050,000,000	144,375,000
J 40—1980-85 (échue le 1^er^ mai 1985)	13		182,103
J 41—1980-90	13	1,784,422,000	232,078,176
J 42—1980/81-2001	13	1,325,000,000	172,327,364
J 44—1980-85 (échue le 1^er^ juill 1985)	11¼		12,968,322
J 46—1980/82-85 (échue le 1^er^ oct 1985)	10¾		46,125,257
J 49—1980-90	12½	22,539,000	2,819,288
J 53—1980-99	13½	400,000,000	54,012,127
J 55—1981-86 (échue le 1^er^ févr 1986)	12½		31,211,036
J 56—1981-91	12½	718,974,000	59,294,270
J 58—1981-89	13¾	442,320,000	60,819,000
J 60—1981-90	13¼	592,912,000	78,560,840
[3] J 61—1981-86	14½	9,483,000 }	42,933,097
J 62—1981-91	14½	490,517,000 }	29,599,465
[3] J 64—1981-86	15¼	5,196,000 }	79,305,316
J 65—1981-93	15¼	894,804,000 }	57,975,506
J 66—1981-2001	15¾	425,000,000	66,937,500
[3] J 68—1981-86	14¾	26,493,000 }	47,835,194
J 69—1981-93	14¾	423,507,000 }	18,539,806
J 70—1981-2000	15	175,000,000	26,250,000
[3] J 72—1981-86	18	267,726,000 }	50,667,110
J 73—1981-91	18	132,274,000 }	21,381,936
[3] J 75—1982-87	15½	1,099,548,000 }	170,851,114
J 76—1982-92	15½	150,452,000 }	22,898,886
J 78—1982-87	15	800,000,000	120,000,000
J 79—1982-2002	15½	350,000,000	54,250,000
J 81—1982-87	14¾	250,000,000	36,883,281
J 82—1982-92	15	200,000,000	30,006,737
J 83—1982-85 (échue le 1^er^ juill 1985)	15½		13,896,918

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1985-86[2]
	%	$	$
[3] J 84 1982-87	15	399,756,000	59,973,642
J 85 1982-92	15	244,000	26,358
J 86 1982-85 (échue le 1er sept 1985)	14½		12,116,438
[3] J 87 1982-87	14¼	631,841,000	91,117,790
J 88 1982-92	14¼	18,159,000	1,507,210
J 89 1982-85 (échue le 1er oct 1985)	12¼		9,654,124
J 90 1982-87	13	450,000,000	58,533,719
J 91 1982-92	13½	400,000,000	54,031,125
J 92 1982/84-87	12	475,000,000	57,019,627
J 93 1982-92	12¾	500,000,000	63,771,952
J 95 1982/83-92	11¾	2,050,000,000	240,903,849
J 96 1982/83/84-87	11	900,000,000	99,011,857
J 97 1983-85 (échue le 15 déc 1985)	9¾		19,029,067
J 98 1983-88	10¼	500,000,000	51,250,000
J 99 1983-93	11¼	1,850,000,000	208,125,000
H 1 1983-86 (échue le 15 mars 1986)	10		59,760,274
H 2 1983/85-88	10½	875,000,000	91,875,000
H 3 1983-93	10¾	1,050,000,000	112,925,696
H 4 1983-85 (échue le 6 juin 1985)	9¾		5,137,042
H 5 1983/85-90	10¾	550,000,000	59,125,000
H 6 1983/85-2005	12¼	1,375,000,000	167,178,938
H 7 1983-85 (échue le 6 sept 1985)	10½		13,160,959
H 8 1983/84-93	11¾	1,025,000,000	120,506,919
H 9 1983/84-2005	12	1,775,000,000	213,000,000
H 11 1983/85-88	10½	825,000,000	86,252,254
H 12 1983/84-93	11½	850,000,000	97,761,707
H 13 1983-85 (échue le 6 déc 1985)	9¾		23,379,674
H 14 1983/84-86	10	200,000,000	20,002,395
H 15 1984-89	11	200,000,000	21,934,967
H 16 1984-86 (échue le 6 mars 1986)	10½		34,232,877
H 17 1984/85-94	12	700,000,000	82,438,356
H 18 1984/85-2006	12¾	975,000,000	124,186,644
H 20 1984-89	12½	575,000,000	71,875,000
H 21 1984-94	13	1,025,000,000	133,340,768
H 22 1984-2004	13½	550,000,000	74,266,674
H 23 1984-87	12¼	650,000,000	79,660,762
H 24 1984-89	13¼	525,000,000	69,578,121
H 25 1984-94	13¾	1,200,000,000	165,056,816
H 26 1984-2006	14	1,025,000,000	143,597,750
H 27 1984-87	13	375,000,000	48,760,948
H 28 1984-86	13	375,000,000	48,759,123
H 29 1984-94	13½	250,000,000	33,750,000
H 30 1984-2007	13¾	325,000,000	44,687,500
H 31 1984-87	13½	150,000,000	20,250,000
H 32 1984-89	13½	150,000,000	20,250,000
H 36 1984-2007	13	700,000,000	91,061,988
H 37 1984-86	12¼	400,000,000	49,000,000
H 39 1984-94	12¾	475,000,000	60,603,754
H 40 1984-89	12¾	325,000,000	31,861,631
H 41 1984-2008	12¾	750,000,000	103,593,749
H 42 1984-94	12½	900,000,000	112,513,474
H 43 1984/85-90	12	400,000,000	51,780,822
H 44 1984/85-95	12¾	725,000,000	93,444,007
H 45 1984/85-88	11¾	350,000,000	42,654,110
H 46 1984-86	10¾	450,000,000	48,384,415
H 47 1984-91	11½	225,000,000	25,878,099
H 48 1984-95	11¾	475,000,000	55,812,513
H 49 1985-89	10¾	350,000,000	37,470,369
H 51 1985-95	11½	375,000,000	43,125,000
H 52 1985-2008	11¾	725,000,000	68,236,388
H 54 1985-95	11¼	1,350,000,000	139,276,533
H 55 1985-87	12	400,000,000	47,231,505
H 56 1985-90	11¾	150,000,000	18,083,732
H 57 1985-91	11	425,000,000	41,291,436
H 58 1985-2009	11½	400,000,000	39,553,422
H 59 1985-87	10	450,000,000	36,678,082
H 61 1985-92	10¼	750,000,000	53,833,572
H 62 1985-95	10½	1,850,000,000	136,456,932
H 63 1985-2009	10¾	1,000,000,000	76,428,074
H 64 1985-88	10	625,000,000	35,404,082
H 65 1985-90	10½	1,100,000,000	59,562,311
H 66 1985-87	9¾	500,000,000	27,714,041
H 67 1985-95	10¾	950,000,000	43,728,944
H 68 1985-2009	11	625,000,000	32,269,193

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1985-86[2]
	%	$	$
H 69 — 1985/86-88	9⅛	475,000,000	1,081,847
H 70 — 1985-90	10¼	375,000,000	14,321,920
H 71 — 1985-87	9⅝	500,000,000	14,571,918
H 72 — 1985-89	9⅜	150,000,000	4,029,452
H 73 — 1985-91	9⅝	375,000,000	4,153,145
H 74 — 1985-2008	10	325,000,000	12,146,689
H 75 — 1986-91	9⅜	625,000,000	5,636,301
H 76 — 1986-96	10¼	350,000,000	1,042,570
H 77 — 1986-90	10	500,000,000	8,687,215
H 78 — 1986-88	9⅜	550,000,000	3,672,945
H 79 — 1986-2010	9⅜	325,000,000	1,389,041
Escomptes ou primes			56,162,694
Commissions			60,651,264
		81,066,797,000	*9,057,383,995*
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis[4]—			
1962-87	5	64,765,120	3,231,459
1968-88	6⅞	139,580,000	9,569,198
1978-85 (échue le 1er oct 1985)	8.2		13,913,601
1978-98	8⅜	348,950,000	29,683,201
1978-98	9¼	488,530,000	44,622,786
1981-86	16¼	418,740,000	67,282,827
1985-89	9¼	628,110,000	33,628,993
1985-95	10⅛	628,110,000	33,746,651
1985-95	10	697,900,000	31,817,165
1986-96	9	1,395,800,000	11,166,400
		4,810,485,120	*278,662,281*
Marks allemands[5]—			
1982-89	8½	119,080,000	9,663,795
Francs suisses[6]—			
1979-89	3⅝	188,443,200	7,340,248
1984-92	5¼	142,760,000	7,065,683
		331,203,200	*14,405,931*
Yen japonais[7]—			
1986-91	6⅛	629,120,000	4,509,972
		5,889,888,320	*307,241,979*
		86,956,685,320	9,364,625,974
Obligations d'épargne du Canada—			
S 28—1973-85 (échue le 1er nov 1985)	11¼		48,293,788
S 31—1976-85 (échue le 1er nov 1985)	11¼		38,462,800
S 32—1977-86	11¼-10½	383,191,500	79,376,311
S 33—1978-85 (échue le 1er nov 1985)	11¼		274,968,899
S 34—1979-86	11¼-10½	1,927,183,200	285,431,797
S 35—1980-87	11¼-10½	1,299,241,700	193,577,812
S 36—1981-88	11¼-10½	7,241,620,900	966,985,076
S 37—1982-89	11¼-8½-10	6,123,117,600	716,544,876
S 38—1983-90	11¼-8½-10	6,563,037,600	793,835,127
S 39—1984-91	11¼-8½-10	8,383,278,900	1,161,112,247
S 40—1985-92	8½-10	12,323,963,600	496,708,280
Commissions			121,707,078
		44,244,635,000	5,177,004,091
Obligations spéciales non négociables—			
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	divers	445,190,000[8]	37,114,658
Bons du Trésor—			
Solde non amorti reporté au 31 mars 1985			1,387,407,202
Amortissement de l'escompte des émissions de 1985-86		61,950,000,000	4,125,070,838
		61,950,000,000	5,512,478,040

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1985-86[2]
	%	$	$
Effets et prêts—			
À payer en monnaie canadienne—			
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc	divers		4,181,978
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis[4]—			
Banques canadiennes	divers	1,605,170,000	58,517,839
Banques américaines	divers	628,110,000	36,519,282
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc	divers	355,929,000	56,404,289
1982-87	14⅜	1,046,850,000	148,754,417
1983-88	10⅞	697,900,000	74,912,040
1985-90	11½	697,900,000	35,796,008
		5,031,859,000	*410,903,875*
Francs suisses[6]—			
1982-87	7¼	285,520,000	22,082,646
1984-87	4⅞	214,140,000	10,361,496
1984-89	5⅝	214,140,000	11,503,434
1984-90	5⅛	142,760,000	6,981,702
		856,560,000	*50,929,278*
Yen japonais[7]—			
1979-89	7.1	184,410,800	13,882,524
1979-99	7½	275,240,000	18,291,400
1984-92	7.9	943,680,000	65,890,129
1985-93	7	629,120,000	15,168,782
		2,032,450,800	*113,232,835*
		7,920,869,800	579,247,966
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			101,124,825
Total du service de la dette publique relativement à la dette non échue		**201,517,380,120**	**20,771,595,554**
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—			
Compte de régime de pension du Canada	divers	2,218,189,834	152,267,830
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	divers	22,100,703,304	2,236,333,735
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	14,576,182,964	1,502,186,891
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	2,095,937,140	207,371,666
Compte de prestations de retraite supplémentaires	divers	2,896,793,357	213,493,543
Forces canadiennes	divers		54,393,168
Services diplomatiques	divers		−25,994
Juges	divers		467,673
Lieutenants-gouverneurs	divers		4,812
Compte des rentes sur l'État	divers	1,059,790,419	72,555,213
Comptes de dépôt—			
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	divers	13,000,000	2,056,558
Dépôts en garantie—Ressources des réserves	divers	468,017	24
Comptes d'épargne des Indiens	divers	109,708,314	10,032,905
Dépôt de garantie d'entrepreneurs	divers	18,739,690	2,879,660
Comptes de fiducie—			
Musées nationaux du Canada—Comptes de fiducie	divers	581,579	54,046
Compte de fiducie de Mackenzie King	divers	277,626	24,503
Fonds des écoles publiques—			
Ontario	5	1,502,256[9]	76,662
Québec	5	1,175,515[9]	57,226
Fonds de réclamations à l'étranger	divers	878,512	135,695
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax	divers	861,794	78,063
Fonds de réclamations de guerre—Deuxième guerre mondiale	divers	10,904,133	857,470
Fonds des bandes indiennes	divers	866,993,141	85,125,525
Comptes de succession des Indiens	divers	15,845,532	1,566,301
Compte spécial de la Cour fédérale	divers	5,888,220	446,242
Recherches en dyskinésie et en torticolis	divers	82,326	6,933
Fonds de fiducie des détenus	divers	5,264,816	266,833
Fonds de prestations de la Gendarmerie royale	divers	1,935,182	160,795
Fonds de bienfaisance de l'armée	divers	1,060,318	131,003
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	divers	547,344	289,681

Service de la dette publique—*Fin*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1985-86[2]
	%	$	$
Comptes d'assurance et de prestations de décès—			
Fonds d'assurance des terres	divers	754,428	21,996
Compte de prestations de décès des forces régulières	divers	66,053,778	6,601,730
Fonds de réclamations—Pollution des Maritimes	divers	114,258,193	11,002,075
Compte de prestations de décès de la Fonction publique	divers	315,462,028	30,259,953
Comptes de pension—			
Compte de pension pour les agents des rentes	divers	41,002	60,996
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement	divers	24,179,007	2,132,431
Gendarmerie royale du Canada—			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	14,669,063	1,500,909
Autres comptes—			
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	divers	895,473	49,769
Conseil de recherches en sciences humaines—			
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	269,985	2,494
Fonds de fiducie	divers	39,225	1,725
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées		**46,539,933,515**	**4,594,928,740**
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—			
Compte d'assurance-chômage	divers		2,985,948
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	divers		48,320,014
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés			**51,305,962**
AUTRES COMPTES—			
Droits de tirage spéciaux affectés par le Fonds monétaire international	divers		87,253,310
Total du service de la dette publique relativement aux autres comptes			**87,253,310**
TOTAL DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		**248,057,313,635**	**25,505,083,566**
Sommaire—			
Intérêt			19,652,959,665
Escompte sur les bons du trésor			5,512,478,040
Escomptes ou primes			56,162,694
Commissions			182,358,342
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			101,124,825
			25,505,083,566

(1) Pour la dette non échue, le montant de capital représente le solde de fermeture au 31 mars 1986. Pour les comptes à fins déterminées et les autres comptes, le montant de capital représente le solde net de fermeture au 31 mars 1986.

(2) Les montants inscrits sous cette colonne représentent des intérêts (i.e. intérêts sur la dette non échue (y compris l'escompte sur les bons du Trésor), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes) sauf indication contraire.

(3) Échangeables au gré du détenteur contre des obligations d'une valeur nominale égale et portant le même taux d'intérêt.

(4) Converti en $ 1 É-U = $1.3958 canadien.

(5) Converti en 1 DM = $.5954 canadien.

(6) Converti en 1 FS = $.7138 canadien.

(7) Converti en 1 Y = $.007864 canadien.

(8) La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du département des Assurances et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

(9) On distribue l'intérêt de ce solde aux provinces de l'Ontario et du Québec d'après leur population.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1985-86

Paiements de dommages-intérêts, Paiements à titre de faveur, Arrêts de la Cour fédérale et Paiements sans contrepartie

SOMMAIRE

Page

Paiements de dommages-intérêts 9.2
Paiements à titre de faveur 9.13
Arrêts de la Cour fédérale 9.19
Paiements sans contrepartie 9.21

Paiements de dommages-intérêts

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements de dommages-intérêts de $1,000 ou plus. Les paiements inférieurs à $1,000 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations. Un paiement de dommages-intérêts est une réclamation dont la Couronne était responsable en vertu de la Loi sur la responsabilité de la Couronne.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Allstate Insurance Co	4,036
Coulthard V	1,391
L'Union canadienne Co d'assurances	2,641
Scales, Jenkins and McQuaid	2,761
Gillissie D et R T	3,000
Chambers R	1,205
Autorisation—Ministérielle	
Règlement d'une réclamation contre la Couronne pour véhicule privé endommagé—	
The Co-operators	1,134
Réclamations inférieures à $1,000 (27)	8,958
	25,126
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Anderson C H	1,175
Group Simcoe Erie	3,509
Manitoba Public Insurance Corp	2,020
Saskatchewan Government Insurance	2,399
Règlement suite à un accident impliquant un tracteur de la Couronne—	
Western Union Insurance Co Ltd	2,818
Autorisation—Ministérielle	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne dans la province de Québec—	
Simcoe et Erie	1,426
Réclamations inférieures à $1,000 (10)	2,296
	15,643
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Le Groupe Commerce Compagnie D'Assurances	2,078
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	1,959
	4,037
	44,806
COMMUNICATIONS	
Département	
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE	
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Assurance J P Mulvihill	852
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Commercial Assurance Co	1,157
SONEF, cie d'assurances	645
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	50
	2,704
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Safeco Insurance Co	2,698
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	84
	2,782
Office national du film	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement suite à un accident de voiture—	
Wawanesa Insurance Co	1,143
Règlement pour propriété endommagée par un accident de voiture—	
Trafalgar Insurance Co	6,519
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	974
	8,636
Musées nationaux du Canada	
Autorisation—Département de la Justice	
Maquette endommagée—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,500
Réclamations inférieures à $1,000 (6)	2,483
	3,983
Archives publiques	
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Compagnie d'Assurance Générale	1,233
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	731
	1,964
	20,069
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement suite à la contamination d'essence—	
Aero Flight Holdings Ltd	3,634
Accident impliquant un véhicule de location—	
Bradley J	1,000
Indicateur digital endommagé—	
Every Scale Ltd	1,542
Règlements suite à des accidents de véhicules—	
Green C	1,004
L'Assurance Prudentielle	5,228
L'Assurance Royale du Canada	1,875
Royal Insurance Co	7,000
Arseneau L	3,340
Schmeising H	4,000
Pétrolier nettoyé et parties remplacées suite à la contamination de son contenu—	
Texaco Canada Ltd	10,226
Réclamations inférieures à $1,000 (24)	10,483
	49,332

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX	
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Chaulk D and Metro General Insurance Co	1,742
Strangemore R	1,610
Réclamations inférieures à $1,000 (4)	986
	4,338
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Réclamations inférieures à $1,000 (6)	*1,831*
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	*642*
	6,811
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*667*
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Trésorier de l'Ontario	2,196
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	593
	2,789
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Quasar Helicopters Ltd	46,680
Réparations à une Plymouth Horizon 1985 après avoir roulé sur une mauvaise route, cuve d'huile, joints étanches pour l'huile, châssis-K, etc.—	
Holiday Rent-a-Car	1,546
Autorisation—Ministérielle	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Hendin of Hendin en fiducie	2,000
Réclamations inférieures à $1,000 (12)	3,311
	53,537
Office national de l'énergie	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	*345*
	57,338
ENVIRONNEMENT	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*14*
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Barry D	1,128
Cornhill Insurance Co	1,790
Sullivan J en fiducie	1,375
Règlement personnel et confidentiel—	
Laxton Pidgeon and Co en fiducie	15,000
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Sneath Wilkins en fiducie	3,706
Réclamations inférieures à $1,000 (11)	3,080
	26,079
PROGRAMME PARCS CANADA	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Château Lake Louise	1,129
Cie d'assurance Bel Air Inc	1,807
Gifford H	1,500
Hansen C	1,306
Manitoba Public Insurance Corps	1,150
Pullman W	1,223
Société Mutuelle de Réassurance du Québec	1,583
State Farm Insurance	14,000
The Guardian Insurance Co	1,374
The Paint Shoppe	1,002
Wawanesa Mutual Insurance	4,658
Règlement pour dommage spécial et général à cause d'une conduite d'eau qui sortait du trottoir—	
Knaught S	2,887
Autorisation—Ministérielle	
Conduite de gaz endommagée lors d'un exercice d'une excavatrice—	
Canadian Western Natural Gas	3,630
Réclamations inférieures à $1,000 (58)	12,732
	49,981
	76,074
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Agence canadienne de développement international	
Autorisation—CT 799258	
Règlement suite au détournement du navire MV «Carola Smits»—	
C D Schultz and Co Ltd	26,253
FINANCES	
Département	
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES	
Autorisation—Département de la Justice	
Dommages suite à l'annulation prématurée d'un poste au FMI—	
Joyce R K	50,000
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	90
	50,090
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Assurance Commerciale Union	1,340
Bugden G	1,374
Carter E	1,084
Clarke W H	1,125
Crossland J & Mahone Auto Service Ltd	1,712
General Accident Assurance Co	1,273
Gowen R	1,337
Ingalls L E	1,315
Kenney's Tom Body Shop	1,063
MacDonald A	11,000
Manitoba Public Insurance Corp	1,050

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement suite à des dommages/pertes à une propriété—	
Husky Marine Service	4,500
Bateau de pêche endommagé par des pilots—	
Frobes A	1,454
Destruction des pièges à homard et des cordages saisis—	
Hood et Associés en fiducie	2,000
Équipement de pêche saisi et détruit—	
Hood S C en fiducie	7,500
Règlement pour équipement de pêche endommagé suite à une croisière CSS Hudson—	
Meyers Agencies Ltd	4,760
Règlement pour biens endommagés et perdus au quai de Honey Harbour—	
Ziska G P	10,000
Autorisation—Ministérielle	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Fraser C	8,100
Grant P	3,700
Insurance Corp of British Columbia	1,500
Meier D	2,014
Roseneau M	5,152
Wardon L	1,049
Règlement pour une propriété endommagée lors d'une inondation à Horn Lake—	
Crease et Co	6,018
Martin et Co	8,125
Règlement pour blessures subies par O A Nickerson lors du déchargement de filets au parc SCH Maderia en Colombie-Britannique—	
Wilson C en fiducie	15,000
Règlement pour biens endommagés à SCH Cowichan Bay en Colombie-Britannique—	
Gruhn H E	2,456
Réclamations inférieures à $1,000 (71)	25,764
	132,765

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN

Département

PROGRAMME D'ADMINISTRATION

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte de la diapositive originale—	
Hancock L	*1,000*[2]

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Département de la Justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Clay, Boni and Co	5,520
Manitoba Public Insurance Corp	7,748
Règlements suite à des biens endommagés lors d'un feu à la maison Oxford—	
Christie, MacKay et Co en fiducie pour M McKim	5,353
Christie, MacKay et Co en fiducie pour S Tingley	4,200
Autorisation—CT 800583	
Indemnisation pour griefs—	
Lubicon Lake Band	1,500,000[2]
Paiements à titre de faveur inférieurs à $100 (2)	73[2]
Réclamations inférieures à $1,000 (7)	2,273
	1,525,167

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Ministérielle	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Boyd and Co en fiducie pour D Detler et F Cameron	11,261
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	3,532
	14,793

PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—CP 1986-8/378	
Indemnisation pour la conversion en terre de réserve du ranch Lee ou Kisbey—	
Municipalité rurale de Brock #64	66,408[2]
Municipalité rurale de Hazelwood #94	46,743[2]
Autorisation—CT 798283	
Règlement pour indemnisation—	
Sarcee Band	3,100,000[2]
	3,213,151
	4,754,111

DÉFENSE NATIONALE

PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—CT 694982	
Règlements suite à un accident impliquant un véhicule du département—	
Alberta Government Telephones	7,500
Alie J M	2,562
Antoniazzi G J	1,007
Beaupre J R E	1,027
Boomhower P	2,710
Bradbury C F	1,100
Brazeau Mr	2,530
British Columbia Telephone Co	1,179
Brown W S	2,067
Callahan G T	1,238
C D S Rentals	1,063
Ville de Calgary	8,102
Ville de Winnipeg	2,121
Cornwall Electric	2,417
Crown Forest Industries Ltd	1,159
Cyr R W	2,697
Dartmouth Dodge Chrysler Ltd	1,003
W D Ditching Ltd	2,325
Dunn K D	2,401
Fear F W	1,830
Fiore F	1,944
Giusti R	2,353
Groleau S	2,365
Hydro Québec	2,104
King S A	1,445
Lantz P	1,170
Lauziere Mr	3,000
Marangere F	2,242
Marshall K	2,154
La municipalité de la métropole de Toronto	1,357
Murphy Oil Co	1,744
Nelson J	1,225
Nicklin R	1,828
Ogurian R W	1,100
O K Tire Stores (1978) Ltd	4,045
Pettigrew E A	1,012
Plazzer L	3,633
Pole Star Transport Inc	6,608
Roberts N M	1,180
Sabourin J F	3,725
Sauvageau Pontiac Buick	2,104
Scrosati F	3,472
Thoman J A	1,005
Unger M	1,500
Règlements suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant à—	
Bass T	
Advocate General Insurance Co	1,000
Taylor D E	
AETNA Casualty Co of Canada	3,211
Letendre et Morency	
Alberta Motor Association Insurance Co	10,837
Dupont J	
Allstate Insurance Co	1,002

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Frobisher Inn	
Allstate Insurance Co	1,031
Clark F E	
Burton, Lynch, Armsworthy, Ward et O'Neil en fiducie	12,650
DeLeon T	
Canadian General Insurance Co	2,417
Anderson S	
Canadian Indemnity Co	1,694
Crane D R	
The Canadian Indemnity Co	4,985
MacLeod M	
Canadian Indemnity Co	5,325
Wall C A	
Canadian Indemnity Co	2,528
Denis J G	
Canadian Provincial Insurance	1,474
Ciacco Driving	
Caputo, Sarlo, Irwin en fiducie	3,026
Lepak R J	
Commercial Union Assurance Co	2,314
Legault R	
Compagnie d'assurance Sogepar Inc et Co d'assurance Gibraltar Inc	3,643
Carrier G C	
The Co-operators	1,072
Carrier G	
The Co-operators	4,638
Granger G	
The Co-operators	1,265
Heare M	
The Co-operators General Insurance Co	2,296
Loorand E K	
The Co-operators	1,627
Mann J W	
The Co-operators	2,835
Milton D E	
The Co-operators	1,823
Parks F	
The Co-operators General Insurance Co	3,235
St Onge G	
The Co-operators	1,180
Sylvestre M G	
The Co-operators	1,947
Turpin G B	
The Co-operators	1,287
Anderson D	
The Dominion of Canada Group	1,231
Young R N	
Gibson C D en fiducie	45,000[1]
Matthews M	
The General Accident Assurance Co of Canada	1,553
Savin A	
The General Accident Assurance Co of Canada	1,654
Cummings E	
Gold Circle Insurance Co	1,112
Leclerc J O D	
The Gold Circle Insurance Co	1,155
McCabe G	
Guardian Insurance Co	1,158
MacVicar K	
Guardian Insurance Co	1,642
Chomick J R	
Halifax Insurance Co	1,062
McKay R	
The Home Insurance Co	3,065
McLean C	
The Home Insurance Co	2,055
Cousins S	
Insurance Corp of British Columbia	2,113
Dixon M S	
Insurance Corp of British Columbia	11,922
Kasa A	
Insurance Corp of British Columbia	3,850

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Maloney B J	
Insurance Corp of British Columbia	1,080
McConnell B	
Insurance Corp of British Columbia	4,162
Drayson A	
The Manitoba Public Insurance Corp	2,227
Lalonde C	
The Manitoba Public Insurance Corp	2,796
Makar B	
The Manitoba Public Insurance Corp	3,246
Marco Holdings Developments Ltd	
The Manitoba Public Insurance Corp	2,915
Miller W	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,320
Proulx L	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,052
Seymour L W	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,027
Surges L	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,272
Unger P	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,685
Scheuerman V	
Mason, Macleod, Lyle, Smith en fiducie	16,003[1]
Wolfsgruber A	
McQuarrie, Hunter en fiducie	10,572
McLaughlin R	
New Rotterdam Insurance Co	2,239
Boomhower P	
O'Flynn, Wesse et Tausendfreund en fiducie	2,500
Spencer M	
Pilot Insurance Co	1,304
Barry Brokerage Ltd	
Phoenix Continental	1,170
Charpentier M	
The Province of Nova Scotia	1,209
Krause D	
Saskatchewan Government Insurance	1,900
Shotton A	
Slack, Douglas M en fiducie	30,000
Archambault L	
State Farm Mutual Automobile Insurance Co	1,861
Frank J H	
State Farm Insurance	3,126
Poppler H	
State Farm Insurance Co	1,471
Shinkewski I	
Sutherland Auto Body	1,319
Spaan D	
Travelers Canada	1,291
Faught R A	
Trésorier des États-Unis	1,069
Gerovich B	
Trésorier des États Unis	48,104
Fitzsimmons J	
Waterloo Insurance Co	1,741
Paulin M	
Wausau Insurance Co	2,247
Corkery S	
The Wawanesa Mutual Insurance Co	2,038
Gill G	
The Wawanesa Mutual Insurance Co	1,019
Myers D C	
The Wawanesa Mutual Insurance Co	8,066
Roberts F (deceased)	
The Wawanesa Mutual Insurance Co	17,164
Règlements suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant et conduit par -	
Pratt W	
Pratt L	
Abstainers' Insurance Co	2,205
Somerville R	
Somers R	
AETNA Casualty Co of Canada	6,150

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Perryman I	
Perryman D	
Allstate Insurance Co	4,137
Ventnor E M	
King A J	
Canadian Home Assurance Co en fiducie	1,995
Ville de Red Deer	
Bowie L	
Ville de Red Deer	1,000
Continental Insurance Co	1,132
Apokremiotis C	
Apokremiotis D	
The Co-operators	1,598
Bowers J	
Rankin C	
The Co-operators General Insurance Co	1,036
St Amour G	
Kerr L	
The Co-operators	1,258
Forest City Chrysler	
Bannerman C	
Crawford & Co Insurance Adjustors Ltd	1,078
Hanson P	
Hanson J	
Dominion of Canada General Insurance Co	2,510
Economical Mutual	
Fox G	
Economical Mutual Insurance Co	6,353
McIsaacs S	
Pearson S	
The General Accident Assurance Co of Canada	1,004
Jack McGee Chevrolet	
Shute D	
Gowland, Boriss in trust	2,488
Ciacco Driving School	
Evans T	
Guardian Insurance Co	2,279
Fiander D	
Fiander J	
Guardian Assurance Co Ltd	9,166
Small L	
Thompson M W	
The Halifax Insurance Co	1,985
Comfort & Tylee Ltd	
Hayeman J	
Harris, Barr en fiducie	1,570
Dexter T	
Dexter M W	
Kent General Insurance Corp	7,110
McKee R O	
McKee J D	
Liberty Mutual	1,258
Gelco Can Inc	
Williams R	
The Manitoba Public Insurance Corp	2,109
Nguyen T	
Mohammed O F	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,650
Park Pontiac	
Perko M	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,052
Vickar E	
Steel J	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,095
Murphy G R	
Murphy V A	
Clinique juridique McGlinty et Pillay en fiducie	16,474(1)
La municipalité de Toronto	
Allen W	
La municipalité de la métropole de Toronto	1,120
Davies W	
Davies D R	
Nova Scotia General Insurance Co	3,865

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Fritz Lay Canada Ltd	
Fernand D	
Royal Insurance	1,050
Gelco Canada Lease	
Williams R	
Saskatchewan Government Insurance	2,341
MacKenzie K	
MacKenzie D	
Stafford Agencies (1977) Ltd	1,501
Arredonno G	
Arredonno M	
Trésorier des États-Unis	4,298
Dallaire A	
Dallaire G	
Unifund Insurance Co	4,623
Fizzard G	
Fizzard B	
Unifund Assurance Co	1,191
Montgomery W	
Montgomery M C	
Western Union Insurance Co	1,719
Règlements suite à des effets personnels endommagés—	
Allen R H	1,533
Bennett F	7,649
Bennett J M	1,185
Berard J R M	1,068
Bissonnette R	1,009
Blacklock L A	1,107
Bregg G P	6,492
Brown R D	1,476
Brown T K	1,736
Brown W W	1,408
Clarke R A	2,819
Currell D A	1,932
Demers R G	2,071
Desrochers M P	2,149
Dewolfe J J	1,029
Dick P J	1,881
Fournier P T	1,194
Fowkes R W	1,075
Francoeur J G	1,268
Gervais G H	1,173
Good S	2,326
Gossip B	1,115
Guimond J P R M	1,052
Hatton R W	1,021
Kidd I M	1,569
Kiley B A	1,182
Kinsman R W	1,165
Kozub G L	2,604
Lester D A	1,311
McCumber P R	2,000
MacLean-Foley R D	5,137
Montague R T	3,575
Nickerson C L	1,872
Pulchny M	1,065
Purdy C D	1,417
Reaume W J	50,000
Rodocanachi J	1,027
Samler D W	13,689
Saueracker R H	2,624
Serek D J	1,632
Simon D	1,229
Snook D S	1,018
Thibodeau J A	1,205
Tremblay J A S	1,049
Tremblay M L S	1,490
Turner J M H	1,043
Turriff R H	2,207
Wright D O	6,442
Young P W	1,749

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlements suite à des biens endommagés—	
Clyke D A	2,311
Harris R A	1,513
Milne B R	1,700
Règlements pour câbles souterrains endommagés—	
Bell Canada	6,375
Télébec Ltée	3,261
Règlement suite à un accident impliquant un hélicoptère—	
Kimak R J et Beverley	40,750
Règlement pour soins donnés à B Kimak suite à un accident impliquant un hélicoptère—	
Département de la Santé de la Colombie-Britannique	1,401
Règlements suite à un accident impliquant des hélicoptères du département—	
Dominion Stores Ltd	5,437
Jeans Garage Ltd	2,583
Règlements pour dommages causés par un appareil des Forces canadiennes à basse altitude—	
Bennett F	4,147
Dalby, David et Kathaleen	2,161
McGivern G	10,000
Wonnenbey R	1,000
Règlement par C Leonard pour dommages causés en survolant une ferme à fourrure lors d'un exercice militaire—	
Byck, Hoyles et Grant en fiducie	16,000
Règlement par les fermes Oceanview pour dommages causés à la propriété lors de l'atterrissage forcé d'un hélicoptère—	
McCabe et Taytor en fiducie	8,000
Règlement pour dommages causés par le survol d'un hélicoptère—	
Stairs Fox Ranch Ltd	42,092
Règlement suite aux dépenses encourues par une affectation—	
Aitchison W F	9,973
Règlement pour dépenses encourues lors de l'annulation d'une affectation—	
Bremner J S	10,000
Règlement pour les frais et dommages en rapport à l'embauche et ensuite au renvoi des Forces canadiennes—	
Kirk G D et Rudolphe D	1,675
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du département qui a endommagé un poteau de l'Hydro—	
Hydro de la Colombie-Britannique	1,442
Règlement pour contacts de signalisation endommagés par une tourelle mobile de réservoir—	
Canadian Pacific	2,186
Règlement par L Henrioulle pour blessures subies lors d'un accident à bord d'un bateau des Forces canadiennes—	
Carfra et Lawton en fiducie	223,179
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du département et une bicyclette appartenant à M A Charpentier—	
Chipman, Fraser, Pink, Nickerson en fiducie	10,000
Règlement suite à de la vitre endommagée lors d'un déménagement effectué par des employés du département—	
Gillin Engineering and Construction Ltd	1,964
Règlement pour blessures subies par L Smith suite à un mur qui a tombé—	
Jeffery Associates en fiducie	1,500
Règlement par A McKinnon re mort de R McKinnon suite à un accident au lac LaBiche Alberta—	
Johnston, Ming, Scammell, Manning, Lamb, Mitchell et Moore en fiducie	3,000
Règlement pour intérêts cumulés sur un paiement de rente en retard—	
Moore C L	7,500
Règlement pour blessures subies suite à une négligence alléguée—	
Nelligan/Power en fiducie	30,000

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement suite à une perte de pouvoir impliquant des hélicoptères des Forces canadiennes—	
Nova Scotia Power Corp	27,265
Règlement par U Smith et E MacDonald suite à un accident impliquant un véhicule du département—	
Parsons, Learmonth, Dunne et O'Hara en fiducie	1,699
Règlement pour la perte d'un compresseur de location—	
Rentalex Ltd	1,388
Règlement suite à des blessures causées par l'explosion de munition enfouie dans de la ferraille—	
Skwark, Myers, Kussin, Weinstein en fiducie	18,289
Règlement pour une propriété endommagée lors d'un exercice militaire—	
Small B	3,000
Règlement pour frais médicaux encourus lors de blessures causées par l'explosion d'une grenade—	
Tyler R	1,379
Autorisation—CP 1970-10/907	
Règlement re M D Glennie suite à un accident impliquant un véhicule du département—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	3,635
Règlement re Habib's Food Market suite à un accident impliquant un véhicule du département—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,911
Règlement re J Hyatt suite à un accident impliquant un véhicule du département—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	26,940
Règlement re La Vela Restaurant et Pizzeria Ltd suite à un accident impliquant un véhicule du département—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	3,537
Règlement re P G Pizzeria suite à un accident impliquant un véhicule du département—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,268
Remboursement de la quote-part du Canada de 75% des réclamations de dommages payées par la «British Claims Agency» pour le Canada en vertu des termes de l'Article VIII des statuts des Forces de l'OTAN signé le 4 avril, 1949, aux gouvernements suivants—	
Allemagne 3,752 réclamations de $2,192,572; France 27 réclamations de $145,835; et Belgique 2 réclamations de $655	2,339,062
Réclamations inférieures à $1,000 (1,359)	391,593
	3,972,047

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Département

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Ruzylo E	1,000
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	340
	1,340

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX

Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Day S	1,000
Royal Insurance Co du Canada	5,587
Roberts G	30,875
Skarset K	1,188
Réclamations inférieures à $1,000 (21)	8,175
	46,825

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Kelso J en fiducie	2,200
Département de la Santé de la Colombie-Britannique	541
Co d'assurance canadienne générale	1,447
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	1,472
	5,660
	53,825
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement des frais juridiques selon la recommandation du Département de la Justice—	
Gowling et Henderson—	
Carsilco International Ltd	10,000
Autorisation—Ministérielle	
Règlement suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Co-operators Group Limited	4,510
Insurance Corp of British Columbia	1,085
Règlement pour blessures subies par un chien détecteur de drogue—	
Docherty T L en fiducie	
Cushman A	1,000
Réclamations inférieures à $1,000 (64)	8,662
	25,257
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement suite à un accident de bateau—	
Baker R	4,000
Règlement suite à la perte d'un téléphone mobile—	
Terra Nova Telecommunications	1,904
Règlement suite à une chute sur un trottoir glacé devant un édifice fédéral, Simcoe Plaza, Terrace Bay, Ontario—	
Chepelsky A	16,200
Règlement suite à une chute causée par un paillasson à 25 Ave St Clair Toronto, Ontario—	
Mordas H	3,089
Règlement suite à une chute sur de la glace à St Mary's, Ontario—	
Sharp D	1,200
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne dont le chauffeur a été tenu responsable—	
Saskatchewan Government Insurance	3,020
Autorisation—Conseil du Trésor	
Règlement suite au refus d'emploi pour cause discriminatoire—	
Travers J C	39,027
Autorisation—Ministérielle	
Règlement suite à un accident de véhicule—	
Bruce C	1,456
Garnier R	1,058
Règlement suite à l'abandon d'une expropriation—	
Firestone Canada Inc	14,500
Règlement suite à des dommages causés par l'eau à Germaine Beauchamp et Boutique Germaine Inc La Promenade, 151, rue Sparks, Ottawa—	
Binks, Chilcott et Simpson en fiducie	12,000
Règlement suite à des dommages causés par des explosions lors de la construction du Centre de recherche Sir Frederick Banting—	
The Foundation Co of Canada Ltd	5,000
Réclamations inférieures à $1,000 (33)	8,783
	111,237
PROGRAMME DU LOGEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement pour dommages causés au véhicule de J Ducasse par un égouttement au plafond du stationnement du complexe Guy Favreau, Montréal, Québec—	
Guardian Insurance Co of Canada	1,232
Règlement suite au dommage causé à un câble de montée dans l'édifice Brooke Claxton à Tunney's Pasture, Ottawa—	
Bell Canada	1,766
Règlement pour dommages causés au véhicule de G Lafourelle—	
Travelers Canada	1,935
Règlement suite à des blessures subies par P Gratton—	
Beament, Green, York en fiducie	9,000
Règlement suite à de l'équipement endommagé, appartenant à un contracteur privé, à Rideau Hall—	
Helpman E	2,740
Règlement suite à des blessures subies par R S Wilson lors d'une chute à l'édifice C D Howe, Ottawa—	
Wilson R S	1,038
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	7,672
	25,383
PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	*1,433*
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*478*
PROGRAMME DE LA VOIRIE ET DES AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement suite à la collision d'un engin sur le nouveau port du chemin de fer New Westminster—	
Burlington Northern Railroad Co	*6,189*
	144,720
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne et un véhicule privé à Winnipeg—	
Manitoba Public Insurance Corp	1,203
Réclamations inférieures à $1,000 (4)	1,911
	3,114
SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Conseil national de recherches du Canada	
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Sedgwick Inc	1,178
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	30
	1,208

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Service correctionnel		
Autorisation—Département de la Justice		
Indemnisation pour dommages encourus lors d'accidents de véhicules—		
Compagnie d'Assurance Missisquoi et Rouville		1,451
Cornhill Insurance		1,082
Insurance Corp of British Columbia		5,614
La Prudentielle compagnie d'Assurance Limitée		1,747
Pilot Insurance Co		2,399
Preston Phipps Inc		1,029
Wausav Insurance Co		1,200
Wellington Insurance		1,044
Règlement à l'amiable en rapport à la détention illégale de R P Wright—		
Bunning et Farland en fiducie		18,500
Règlement à l'amiable pour un employé qui ne recevait pas son traitement au bon taux de paie—		
Dunn D J		21,639
Règlement à l'amiable pour A W Green pour blessures subies lors de sa détention à l'institution Warkworth—		
Gowland B en fiducie		3,773
Règlement en rapport à une plainte portée à la Commission canadienne des droits de la personne alléguant une discrimination sur l'emploi selon la religion—		
McDay W		1,000
Règlement en rapport à une plainte portée à la Commission canadienne des droits de la personne alléguant une discrimination sur l'emploi selon le sexe—		
Sinclair S		1,000
Règlement à l'amiable pour P C Dredhart pour blessures subies durant sa détention lorsqu'il fut attaqué par des détenus à l'institution Pittsburgh—		
Sullivan et Weeke		5,000
Paiements à titre de faveur (40)		3,384[2]
Arrêts de la Cour fédérale (3)		10,495[1]
Réclamations inférieures à $1,000 (336)		48,474
		128,831
Gendarmerie royale du Canada		
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI		
Autorisation—CT 780720		
Règlements pour dommages suite à des accidents de véhicules—		
Agences (Les) d'Assurances Nichol Ltée		1,399
Angelomatis G P en fiducie	$ 2,700	
Angelomatis G P en fiducie	5,700	8,400
Baddeck Ambulance Ltd	$ 494	
Baddeck Ambulance Ltd	6,030	6,524
Baker, Newby and Co en fiducie		1,500
Big River Oil Ltd	$ 2,607	
Esau D	525	3,132
Brownlee F en fiducie		7,045
Budget Rent-A-Car		10,600
Budget Rent-A-Car of Yarmouth	$ 598	
The Canadian Surety Co	3,032	3,630
Canadian Home Assurance Co	$ 1,968	
Harrington L	100	2,068
Canadian Liquid Air		49,110
Capital (La) Cie d'Assurance générale		2,204
Compagnie d'Assurance Guardian du Canada		5,432
Cie d'Assurances Provinces-Unies		1,015
Continental Insurance Co		1,508
Co-Operators (The)		2,236
Co-Operators General Insurance Co	$ 2,274	
Harvey G	250	2,524
Crawford and Co Ltd	$ 1,353	
Bob McDonald Chev Olds and Continental Bank of Canada	250	1,603
Dale's Auto Body		1,376
Delta Rent-A-Car		1,674
DeMaio P N		1,933
Dobbin J W en fiducie		1,950
Dowsley J		4,697
Economic Mutual Insurance Co		2,631
Finnegan P	$ 5,080	
ABC Rental Agency	364	5,444
Fuller Dr John A	$ 400	
Tonstad Buchan en fiducie	17,305	
Tonstad Buchan en fiducie	899	
Tonstad Buchan en fiducie	94	18,698
Gilchrist, Sinclair et Campbell en fiducie		5,500
Gillis et McKechnie en fiducie		8,155
Groupe Commerce, Compagnie d'Assurance		2,307
Halifax Insurance Co	$ 1,955	
Maternelle d'apprentissage tôt	121	2,076
Harper, Grey, Easton et Co en fiducie	$ 5,000	
Harper, Grey, Easton et Co en fiducie	3,501	
Harper, Grey, Easton et Co en fiducie	3,374	11,875
Henderson et Baxter en fiducie		12,500
Highland Transport		1,100
Home Insurance Co	$ 1,842	
Buffone A	125	1,967
Hydro Québec		2,910
Insurance Corp of British Columbia		4,590
Insurance Corp of British Columbia		1,054
Insurance Corp of British Columbia		1,249
Insurance Corp of British Columbia		5,127
Insurance Corp of British Columbia		1,828
Insurance Corp of British Columbia		2,660
Insurance Corp of British Columbia	$ 4,000	
Brown W T	200	4,200
Insurance Corp of British Columbia	$ 3,605	
Hughes C A	235	3,840
Insurance Corp of British Columbia		1,510
Insurance Corp of British Columbia		5,304
Insurance Corp of British Columbia		1,005
Insurance Corp of British Columbia	$ 2,788	
Von Dem Bussche-Streithorst Claudia	245	3,033
Insurance Corp of British Columbia	$ 2,681	
Insurance Corp of British Columbia	1,685	
Higgins et Hunter en fiducie	4,000	8,366
Insurance Corp of British Columbia		2,362
Insurance Corp of British Columbia	$ 946	
Islander Contracting Limited	500	1,446
Insurance Corp of British Columbia		2,494
Insurance Corp of British Columbia		1,149
Insurance Corp of British Columbia	$ 3,771	
Watson E	300	4,071

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Insurance Corp of British Columbia		2,197
Insurance Corp of British Columbia	$ 1,731	
Seward S	500	
Hilltop Medical	100	2,331
Insurance Corp of British Columbia		1,622
Insurance Corp of British Columbia	$ 2,188	
Rosedahl M	300	2,488
Insurance Corp of British Columbia		3,270
Insurance Corp of British Columbia	$ 918	
Bacon L	100	1,018
Insurance Corp of British Columbia	$ 1,281	
Feldman G	150	1,431
Insurance Corp of British Columbia		4,353
Irving Collision Repairs		1,000
Jacques P A		1,888
Jesperson R		2,500
Jones M en fiducie		25,000
Kelly J J en fiducie		3,000
King, Sutton et Hope en fiducie		2,500
Laurentides Sports Service Inc		1,000
Laurentienne Générale, Compagnie d'Assurances		4,200
Letcher J C en fiducie		19,000
Liberty Mutual Insurance Co	$ 4,860	
Imperial Auto Body	193	5,053
Lim R		1,390
Longpre W en fiducie		2,000
Luttrell J F		1,552
MacBeth D A en fiducie		13,000
MacKenzie et MacKenzie	$ 15,315	
MacKenzie et MacKenzie	402	15,717
Manitoba Public Insurance Corp	$ 993	
West Douglas	50	1,043
Manitoba Public Insurance Corp		1,801
Manitoba Public Insurance Corp		1,072
Manitoba Public Insurance Corp		1,600
Manitoba Public Insurance Corp		1,038
Manitoba Public Insurance Corp	$ 1,400	
Statkewick P	200	1,600
Manitoba Public Insurance Corp	$ 4,531	
H Wolfman Trucking	250	4,781
Martin, Dunlop, Hillyer en fiducie		15,400
McElroy D J		2,875
Millar J en fiducie		9,000
Milne B W en fiducie		4,800
Mimis V	$ 100	
State Farm Mutual Automobile Insurance Co	957	1,057
Mineault R J		1,600
Ministre des Finances		32,500
Ministre des Finances de la Colombie-Britannique	$ 76	
Insurance Corp of British Columbia	2,376	2,452
Newfoundland Capital Corp		1,099
Nolin H P		1,465
Nova Scotia General Insurance Co	$ 951	
Castonguay R	192	1,143
Nova Scotia Power Corp		2,625
Owen B en fiducie		3,542
Personal Insurance Co of Canada		1,798
Phoenix Continental Management Ltd	$ 2,058	
Vanderlee P	350	2,408
Phoenix Continental Management Ltd	$ 1,016	
Maritime Formless Ltd	250	1,266
Pobihushchy V A	$ 250	
Alberta Motor Insurance Co	2,777	3,027

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Ramsay, Thompson, Lampman en fiducie	$ 7,418	
Ramsay, Thompson, Lampman en fiducie	5,502	12,920
Raphael, Whealthy et MacPherson en fiducie		1,204
Ray, Connell, Lightbody, Reynolds et Heller		4,000
Rent-A-Wreck		1,000
Reynolds C C		1,409
Reynolds R	$ 100	
Alberta Motor Association Insurance Co	1,725	1,825
Riordan M J en fiducie		2,489
Rogers, Rogers, Moore en fiducie		12,000
Routley et Sprague en fiducie		7,035
Royal Insurance Co		1,358
Royal Insurance Canada	$ 1,677	
Hodgson Y	250	1,927
Royal Insurance Canada	$ 1,336	
Kilbourne T	81	1,417
Russell and DuMoulin en fiducie		2,000
Saskatchewan Government Ins	$ 1,300	
Schmidt L	100	
The Cooperators	400	1,800
Saskatchewan Government Ins	$ 1,220	
Abrams G M	100	1,320
Saskatchewan Government Ins	$ 967	
Eaves Auto Body	500	1,467
Saskatchewan Government Ins	$ 1,287	
Dobko C	500	
Dobko W	400	2,187
Saskatchewan Government Ins	$ 590	
Versatile Credit Corp	500	1,090
Saskatchewan Government Ins	$ 3,169	
Bonnah T	1,081	4,250
Saskatchewan Government Ins		2,565
Saskatchewan Government Ins	$ 1,463	
Neil Curtis Auto Body Shop	500	1,963
Sheldon, Singleton and Associates		5,000
Sheppard, Beke, Singer et Muma		1,385
Sheppard P		2,995
Shoctor, Hill, Mousseau et Starkman		3,897
Shoctor, Hill, Mousseau et Starkman		1,514
Shury, Migneault, Miller et Gibbons en fiducie		5,783
Simpson et Co en fiducie	$ 12,500	
Simpson et Co en fiducie	1,323	13,823
Sinclair et Edmond		30,112
Sivertz, Brecknell Kiehlbauch en fiducie		10,000
Spitz, Combe, Carr et Horowitz		2,954
Stark A		2,098
State Farm Mutual Automobile Insurance Co		1,530
Stewart, Ward et Co		5,500
Swain P		1,300
Takahashi M G		1,277
Tessovitch K S		7,850
Thomas, MacDonald et Omichinski		2,500
Thomson S	$ 50	
Insurance Corp of British Columbia	1,013	
British Columbia Telephone Co	3,073	4,136
Tilden Rent-A-Car Service		1,581
Uncle Al's and Chets Auto Body Ltd		1,122
Verbeurgt A	$ 2,051	
Saskatchewan Government Ins	1,044	3,095
Wasyliw A		1,405
Wawanesa Mutual Ins Co	$ 1,259	
Rowan E	100	1,359
Wawanesa		3,869
Wawanesa Mutual Insurance Co		1,803

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Wawanesa Mutual Insurance Co	$ 1,252	
Endura Manufacturing Co Ltd	275	1,527
Wellington Insurance Co		1,064
Wilson C J		4,000
Wilson D T		1,335
Wolch, Pinx, Topper, Scurfield en fiducie		3,500
Commission des accidents du travail en fiducie		10,350
Zupan S		1,250
Règlements pour propriétés endommagées—		
Hydro de la Colombie-Britannique		2,175
Corp de la ville de Burlington		1,117
Ministère des Transports		1,336
Pendray Farms Ltd		7,900
Zurich Ins Co	$ 1,521	
Gavreau G	250	1,771
Règlements pour litiges (assaut, arrestation)—		
Bassie J en fiducie		9,870
Bolton M P en fiducie		1,476
D'Arcy et Deacon avocats		2,243
Etude Clark Woods et Associés	$ 1,399	
Lunan C	28,395	29,794
Gatehouse J E en fiducie		3,600
Kenneth G Y et Co en fiducie		1,001
Lindsay K en fiducie		13,333
Lucas, Edwards et Bishop		3,901
Olsen J en fiducie		2,500
Pihl Johnson en fiducie		2,530
Pozer et Walton en fiducie		10,011
Rousseau R J		3,381
Indemnisation pour la perte de biens en quittant son poste à l'étranger—		
Hoffman L D		1,643
Remboursement pour l'unité d'urgence selon la recommandation du département de la Justice—		
Thompson S/D Drug Section		1,300
Règlement pour litiges selon la recommandation du département de la Justice—		
MacDonald, Affleck, Cooligan		22,500
McNeil, Smith, Poole, Barristers et Solicitors		15,000
Règlement d'un grief pour retarder l'option d'achat de service antérieur donnant droit à une pension selon la recommandation du département de la Justice—		
McQuhae L J		7,254
Autorisation—CT 801077		
Règlement pour frais d'hôpital—		
Département de la Santé de la Colombie-Britannique		2,079
Autorisation—CT 801074		
Règlements pour dommages spéciaux et généraux incluant l'intérêt accumulé avant le jugement—		
McLean L P en fiducie		128,498
Autorisation—CT 799987		
Règlement pour dommages spéciaux et généraux incluant frais et intérêt—		
McKellar Structured Settlement Inc	$ 170,000	
Martin, Lordon, McKenna et Bowes en fiducie	80,000	250,000
Réclamations inférieures à $1,000 (537)		146,591
		1,351,477
		1,480,308

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

Département

PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Département de la Justice	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Assurance Commercial Union	1,528
CNR Accident & Santé (DSS)	2,381
Guardian of Canada	3,626
Le Groupe Commerce Cie d'assurance	2,336
Trésorier de l'Ontario	1,047
Réclamations inférieures à $1,000 (7)	2,817
	13,735

TRANSPORTS

Département

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	*53*

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Ministérielle	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Magnum Contracting Ltd	1,650
Elliott E B	1,427
Prudential Assurance Co	2,645
Cie d'Assurance Le Groupe Commerce	1,075
Cie d'Assurance Simcoe et Erie	8,927
Swinton and Co en fiducie	3,177
Accidents de véhicules—	
The Co-Operators General Insurance Co	1,885
Sharpe K	1,023
Quai endommagé—	
Sands E	1,233
Dommage suite à un accident de plongée—	
Duffy M W	1,654
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Sabean Staffer and Co en fiducie	5,980
Autorisation—CT 798534	
Perte d'effets personnels lors d'une relocalisation—	
Russell J	3,025
Autorisation—CT 798535	
Perte d'effets personnels lors d'une relocalisation—	
Tiner R	2,310[2]
Autorisation—CT 800352	
Échouage d'un bateau à Grande Vallée—	
West Hampton navigation	750,000
Autorisation—T-8425-82	
Règlement du contrat de dragage de Miramichi—	
Lydon Dredging and Construction Co	3,460,380[1]
Réclamations inférieures à $1,000 (51)	16,339
	4,262,730

PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
The Home Insurance Co	1,047
Equitable Insurance Co	2,072
Northumberland Insurance Co	1,500
Prudentielle Insurance Co	1,032
Insurance Corp of British Columbia	1,368
Timber Kueng and Co	3,974
Avion endommagé par un morceau d'asphalte—	
Air Canada	35,000
Poppe G	2,000
Véhicule endommagé par un poteau d'enseigne brisé—	
Gertsovich A	1,545
Véhicule endommagé par l'égoutture de dépôts de chaux—	
Rutherford L A	1,296
Swiger L E	1,416
Tarantinao L	1,856
Réclamation pour blessures subies—	
Stewart, MacKeen and Covest en fiducie	12,000
Anderson, Huestes and Jones en fiducie	12,500
Willett A	16,500

Paiements de dommages-intérêts—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
A trébuché et tombé dans le stationnement terminus deux—	
Taxton, Glass and Swartz en fiducie	3,200
A heurté sa tête et tombé dans le stationnement terminus deux—	
McPherson, Prince and Geddes	20,000
Câble aérien endommagé—	
Newfoundland Telephone Co	2,512
Réclamation pour contrat non honoré—	
Pokamandy B	6,750
Véhicule privé endommagé—	
Miroslaw S	1,020
Propriété privée endommagée—	
Mooney A	3,500
Règlement suite à la cessation d'emploi—	
Cuzmanov D	3,500[2]
Dragon IP	3,500[2]
Cleveland J	1,000[2]
Dommage suite au rezonage—	
Beaumont, Proctor, Cook and Munro	50,000
Hélice à tribord endommagée—	
Insurance Corp of North America	9,342
Tour du port endommagée par l'eau—	
British Columbia Telephone Co	5,990
Autorisation—Ministérielle	
Poteau d'électricité endommagé à Deer Lake Alberta—	
Newfoundland Light and Power Co Ltd	1,774
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
United Tire	1,000
Accident de véhicule—	
Irvine W P	1,640
Dommage causé au service d'hydro gaz—	
British Columbia Hydro and Power Authority	1,082
Réclamation pour blessures subies—	
Simpson and Co	1,689
Autorisation—T-1983-76	
Expropriation de l'aéroport international de Toronto, Shell vs the Queen—	
Travaux publics Canada	970,756[1]
Autorisation—CT 799538	
Perte de revenu occasionnée par la relocalisation suite à l'expansion—	
Cara Operations Ltd	120,000
Autorisation—CT 800429	
DC-9 endommagé—	
Air Canada	485,000
Réclamations inférieures à $1,000 (236)	9,308
	1,797,669
	6,060,452
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Autorisation—Département de la Justice	
Indemnisation pour un accident impliquant un véhicule de la Couronne et un piéton—	
Smelser S	4,300[2]
Réclamations inférieures à $1,000 (5)	3,182
	7,482
Total global	16,979,797

[1] Des détails sont également présentés sous «Arrêts de la Cour fédérale».
[2] Des détails sont également présentés sous «Paiements à titre de faveur».

Paiements à titre de faveur

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements à titre de faveur de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre de faveur est un paiement à l'égard duquel on ne reconnaît aucune obligation, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non, et qui n'est, en réalité, qu'un don fait dans l'intérêt public.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour costume endommagé au bureau—Chambers J	*100*
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	
Paiement inférieur à $100 (1)	*57*
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES	
Autorisation—Ministérielle	
Effets personnels endommagés au travail—Doucet P	377
Indemnisation pour véhicule endommagé dans un stationnement autorisé dont personne a été trouvé responsable—Tompson R	344
	721
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour vêtements endommagés par de l'acide—Kawchuk L	138
Autorisation—CP 1985-1/3433	
Frais juridiques en rapport à une enquête sur certaines allégations au sujet des pratiques commerciales de la Commission canadienne du lait—Ronald A Chisholm Ltd	15,400
	15,538
	16,416
COMMUNICATIONS	
Département	
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE	
Autorisation—Ministérielle	
Perte de lunettes au travail—Arnold R H	126
Indemnisation pour la perte d'un film—Gornall F A	500
	626
Office national du film	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour biens endommagés durant son travail—Macerola F N	*550*
Bibliothèque nationale	
Paiement inférieur à $100 (1)	*52*
Musées nationaux du Canada	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte de verres antiques tréfilés en argent—Great Canadian Theatre Co	*180*
Archives publiques	
Paiement inférieur à $100 (1)	*56*
	1,464

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Perte de bagages en voyage d'affaires—Gagnon J	491
Autorisation—CP 1985-3/1541	
Perte de matériel d'emballage de produit imprimé—Selzer Sales	4,435
Paiements inférieurs à $100 (2)	63
	4,989
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—CT 798825	
Remboursement de paiement en trop d'assurance-chômage—Flynn M A	2,541
Autorisation—CT 798991	
Remboursement du compte d'assurance-chômage pour argent perdu en transit—Compte d'assurance-chômage	376
Autorisation—Ministérielle	
Règlement pour vêtements endommagés—	
Beaudet L	259
Dessurault P	167
Lapointe M	100
Indemnisation pour frais de logement non utilisé suite à l'annulation des cours du Programme national de formation institutionnelle—	
Desjardins S	925
Guerette M	335
Larouche C	120
Perrault A	375
Remboursement de paiement en trop d'assurance-chômage—Quinn P	896
Indemnisation suite à l'annulation d'un contrat de vente—Landry M	200
Remboursement des frais encourus dans une poursuite judiciaire—Brossard H P	982
Paiement égal à neuf mois de traitements suite à un renvoi allégué avant terme —Fortier C	23,657
Autorisation—CT 798825, CP 1985-2/2508	
Remboursement de paiement en trop d'assurance-chômage d'agence de placement—	
Alon J	936
Arnold W	1,000
Banks G	2,541
Braun H	177
Bovell A	704
Bruce V	377
Crispin B	536
Deluca R	200
Doeman T	720
Faulkner M L	182
Foy J	100

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Franhauser A	530
Frankel H	141
Furstner N	765
Gabor E	208
Gemakas J	438
Gerlants A	984
Griffith J	3,402
Guerra F	649
Harris G	1,086
Haynes D	768
Henning H	840
Holt M	143
Jeffery R	182
Junge K	216
Lee K Y	133
Lew G	840
Mallary D	510
Margulescu A W	1,290
Masters B	5,926
May P	1,724
McLeod R	3,360
Meredith T	428
Michaliszyn J	750
Milectic L	632
Paluch U	240
Pantoja R	1,509
Peacock S	1,750
Perrow J	160
Pfeffer E	900
Picasso P	644
Pranjie V	900
Rabas G	1,050
Robert B	924
Rodrigues I	366
Sabharwal S	228
Sever R	419
Sharma B	100
Shermerluk R	174
Shen T	100
Siu T	1,260
Stevenson C	900
Stevenson I	4,410
Trass R	1,897
Tulman B	100
Ufford C	1,500
Wejer V	172
Wong O F	583
Young K	140
Zalts M	400
Autorisation—CT 801670, CP 1986-2/1127	
Remboursement de paiement en trop d'assurance-chômage d'agence de placement—	
Baranovs E	2,080
Beddow J	512
Finnigan C	6,900
Garcia A	333
White G	485
Wyllie R	1,028
Young W	198
Zlotnikow V	868
Autorisation—CT 800188, CP 1985-1/3749	
Remboursement de paiement en trop d'assurance-chômage d'agence de placement—	
Allison P	132
Arnold B	664
Higa K	1,176
Karessian H	318
Langenberg P	1,470
Miller A	349
Paiements inférieurs à $100 (18)	853
	102,543
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—CT 795821	
Indemnisation pour frais de logement non utilisé, loué pour des familles de réfugiés—	
Rowandale Baptist Church	1,100
Paiements inférieurs à $100 (7)	278
	1,378
	103,921
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE	
Paiement inférieur à $100 (1)	*40*
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour lentilles de lunettes endommagées—	
Carrière P	101
Paiement inférieur à $100 (1)	65
	166
	206
ENVIRONNEMENT	
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Valise endommagée lors d'un voyage en Union Soviétique—	
Metikosh S	*150*
PROGRAMME PARCS CANADA	
Autorisation—CP 1985-3/2508	
Indemnisation pour dépenses—	
Celestine Holdings Ltd	80,851
Autorisation—CP 1985-5/1416	
Indemnisation pour l'acquisition ou la disposition de bâtiments dans la réserve du parc national de l'archipel Mingan—	
Arseneault J	2,280
Arseneault L	1,950
Barriault A	6,650
Barriault C	290
Barriault J G	970
Barriault J G	1,741
Blaney R	1,425
Boudreau D	735
Boudreau P Y	3,020
Cormier G	1,300
Cormier M	906
Cormier M	237
Cyr G	846
Cyr J M	1,592
Cyr M.	791
Desbiens J	3,100
Dupuis H	1,635
Dupuis P	2,280
Dupuis P et Giasson Y	1,585
Fournier M	21,700
Jomphe J M	1,040
Jomphe R	14,700
Jomphe R	1,857
Landry J N	9,750
Lebrun D	4,600
Noel M	4,300
Thériault E	1,850
Thériault L	2,630
Vigneault A	1,440

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Vigneault M	3,200
Ward S	836
Autorisation—CT 797596	
Indemnisation pour l'arrêt d'octrois au lieu d'impôts pour 1985-86 (Commission des champs de bataille nationaux)—	
Ville de Québec	984,975
Sillery	4,980
Paiements inférieurs à $100 (4)	199
	1,172,241
	1,172,391
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
Autorisation—CP 1986-3/536	
Aide à un employé local pour rencontrer les dépenses médicales encourues par son conjoint—	
Azama P	36,028
Autorisation—CP 1985-3/1941	
Indemnisation pour le coût de logement provisoire pour l'épouse et la fille de l'ambassadeur de la Turquie auprès du Canada, suite à l'endommagement de leur résidence par des terroristes—	
Ambassade de la Turquie	2,320
Autorisation—CP 1985-7/2508	
Indemnisation pour le coût des réparations à l'ambassade de la Turquie suite aux dommages causés par des terroristes—	
Gouvernement de la Turquie	41,503
Autorisation—CP 1985-2/2787	
Indemnisation pour le coût du nettoyage du consulat des États-Unis d'Amérique à Toronto, suite à des démonstrations—	
Gouvernement des États-Unis d'Amérique	25,029
Autorisation—CP 1985-2/2786	
Indemnisation pour une perte encourue par un employé de la Haute commission canadienne au Nigeria suite à la fermeture de la frontière nigérienne—	
Hynes R	573
Paiement inférieur à $100 (1)	30
	105,483
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte d'une montre et d'un veston—	
Kelly E	130
Indemnisation suite à la perte de logement réservé pour visiter un scientiste—	
Stephenson B	125
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour le vol de biens—	
Pringle J D	132
Paiement inférieur à $100 (1)	11
	398
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte de la diapositive originale—	
Hancock L	*1,000*(1)

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—CT 800583	
Indemnisation pour griefs—	
Lubicon Lake Band	1,500,000(1)
Paiements inférieurs à $100 (2)	73(1)
	1,500,073
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES	
Autorisation—CP 1986-8/378	
Indemnisation pour la conversion en terre de réserve du ranch Lee ou Kisbey—	
Municipalité rurale de Brock #64	66,408(1)
Municipalité rurale de Hazelwood #94	46,743(1)
Autorisation—CT 798283	
Règlement pour indemnisation—	
Sarcee Band	3,100,000(1)
	3,213,151
	4,714,224
JUSTICE	
Département	
Autorisation—CP 1985-3/1812, CT 797779	
Indemnisation équitable pour services spéciaux non pleinement remboursables sous le taux actuel—	
Fraser A J	3,300
Autorisation—CP 1986-4/675, CT 800807	
Partage des frais payés par le gouvernement de la Colombie-Britannique pour une indemnisation payée à N Fox—	
Gouvernement de la Colombie-Britannique	137,500
Paiement inférieur à $100 (1)	31
	140,831
Commission canadienne des droits de la personne	
Autorisation—CT 800120	
Indemnisation pour dépenses hors de l'ordinaire encourues lors d'un voyage d'affaires—	
Hargadon B	*215*
	141,046
DÉFENSE NATIONALE	
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
Autorisation—CP 1964-20/435	
Paiement à titre de faveur de $75 par mois suite à un accident de natation causant une quadriplégie permanente à un camp d'été au poste FRCA d'Aylmer Ontario—	
Delage E	900
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour lunettes endommagées au travail—	
Beaulieu J G	108
Lajoie G	104
Indemnisation pour la perte de vêtements endommagés au travail—	
Boutillier B R	422
Shaikh T	238
Indemnisation pour biens endommagés dans un feu—	
Baldwin K	111
Dill D	103
Fitzgerald D	441
Fleet W J	290
Hobson E	170
Manuel L	173
McNeil P	224
Smith G	161
Whittle W	277

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Règlement et Ordres de la Reine 210.05	
Règlements pour la perte de biens causé par un feu—	
Boughton P	127
Chaisson R J	100
Domenko D W	345
Dumay J H	100
Gaultier P	100
Giroux M J C	100
Harris J D	150
Hewitt P W	1,325
Tremblay J A	126
Wallace T J	461
Wawrychuk W J	150
Weston R P	100
Indemnisation pour la perte d'effets personnels durant son travail—	
Bennett G R	250
Règlement pour biens endommagés—	
Gillen T A	540
Indemnisation pour véhicule endommagé—	
Saueracker R H	2,000
Indemnisation pour blessures—	
Staples F	5,000
Paiments inférieurs à $100 (31)	1,480
	16,176

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Département

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour vêtements endommagés par une porte d'entrée défective au travail—	
Guertin G	*230*

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—CT 796027	
Afin de pourvoir jusqu'à sa mort une aide mensuelle à une Canadienne en besoin à l'extérieur du pays, le montant global annuel accordé ne devant pas excédér 50% du montant total annuel pourvu par la République fédérale d'Allemagne et la municipalité de Friedrichshafen, dont le montant n'excédera pas le montant total qui lui aurait été payable en vertu de la Loi sur la sécurité des personnes âgées si elle avait résidé au Canada et était éligible aux prestations maximum en vertu de cette loi—	
Massenback Von Mrs	*6,137*
	6,367

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—CP 1985-7/2104	
Indemnisation pour la perte de revenu suite à une erreur administrative lors d'un contrôle de sécurité—	
Hayre D	5,000
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour rembourser les frais de droits et de taxes sur un colis non reçu par le réclamant—	
Kienholz P	211
Indemnisation pour échantillons détruits par erreur—	
University Associates of Canada	156
Paiements inférieurs à $100 (2)	86
	5,453

Impôt

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour le déductible de l'assurance automobile suite à un accident lorsqu'en affaire pour le gouvernement—	
Balkwill G	100
Brisson P	100
Indemnisation pour des lunettes brisées au travail—	
Beaudoin J	117
Indemnisation pour la perte d'effets détruits ou endommagés par le feu au bureau régional de Montréal—	
Blain	124
Charron E	141
Desbiens C	101
Doiron E	140
Dupuis G	252
Ethier H	100
Gauvin H	241
Giroux D	312
Guillet F	100
Hashimoto G	349
Laplante D	162
Lebœuf A	116
Marone T	113
Plante M	314
Robert G	399
Sylvestre F	142
Indemnisation pour véhicule de l'employé endommagé lorsqu'en affaire pour le gouvernement—	
Champlain G	150
Indemnisation pour montre endommagée au travail—	
DeKneef P	102
Indemnisation pour frais d'avion chargés suite à de mauvaises directives données à l'employé lorsqu'il était en voyage d'affaires—	
Leslie L	170
Indemnisation pour frais d'ambulance et de taxi suite à un accident survenu lors d'une investigation de vérification—	
Manfredo M	134
Indemnisation pour bottes de cuir détruites—	
Ziniuk W	180
Paiements inférieurs à $100 (51)	2,121
	6,280
	11,733

CONSEIL PRIVÉ

Département

PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Paiement inférieur à $100 (1)	90

TRAVAUX PUBLICS

Département

PROGRAMME DES SERVICES

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—CP 1985-3/3501, CT 799757	
Indemnisation pour l'annulation d'un bureau de Statistique Canada proposé par Travaux publics—	
Vanesse D J	*17,113*

PROGRAMME DU LOGEMENT

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Autorisation—CP 1985-7/2787, CT 798673	
Indemnisation pour taxe immobilière encourue par un occupant du secteur privé dans une propriété de la Couronne—	
La Corp de la ville d'Ottawa	*2,020*
	19,133

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Département	
Paiement inférieur à $100 (1)	38
SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Conseil national de recherches du Canada	
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES	
Autorisation—Département de la Justice	
Indemnisation pour la perte de bottes de travail et de vêtements—	
Brisebois J	114
Paiements inférieurs à $100 (3)	94
	208
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Département	
PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement pour valise endommagée en voyage d'affaires—	
Taylor D	*148*
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte de traitement—	
Legault L	*3,151*
Commission de la Fonction publique	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour vêtements endommagés par l'encre d'un photocopieur—	
Beaudoin S	110
Paiement inférieur à $100 (1)	40
	150
	3,449
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Service correctionnel	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Règlement à l'amiable pour Browning Ferrif Industries suite au vol d'un camion à déchets par des détenus en fuite à l'institution Matsqui—	
B F Industries	761
Remboursement pour dépenses encourues par A Stratton, un nouvel employé, suite aux dommages causés à un véhicule de location par un chauffard qui a pris la fuite (l'employé avait négligé de prendre une assurance)—	
Stratton A	262
Indemnisation pour les effets personnels des employés perdus ou endommagés au travail—	
Dickson A	367
Gauthier Y	187
Girard G	148
Harrison W T	105
Preville C	130
Tarlto R J	113
Warkentin B	317
Paiements inférieurs à $100 (31)	994
	3,384[1]
Gendarmerie royale du Canada	
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour propriété immobilière endommagée—	
Bamer D	335
Basi Mo S	160
Bigner J	1,475
Blazejewski E	440
Bouchard R L	208
Charlebois J F R	430
Corbin C	241
Esau A D	224
Mikolajczyk R	440
Milbrandt E	165
Nowicki J	1,128
Peng C	179
Rancho Realty	104
Roy E	250
Vokey W	110
Indemnisation pour véhicules endommagés—	
Assiniboia Auto Body	100
Berry J V	722
Budget Rent-a-Car	1,500
Delarochelliere J E	400
Drummond Morris	108
Fenton T J	313
Hill J	285
Irving Convenience Store	129
McDonald J S	250
Petracek G H	153
Pilotte J	172
Reid D	1,200
Robinson P	100
Skuce J	198
Watt R C	165
Indemnisation pour la perte ou l'endommagement de biens—	
Anderson G	189
Burroni Aldo et Maria S	412
Doody A J	102
Goodbrand J	163
Haggard M A	193
Hall D C	130
Jacob E	578
Lee and Drummond Ltd	1,455
Schauer G A	100
Schneider B R	193
Indemnisation pour la perte ou l'endommagement de lunettes—	
Brunelle Y	250
Burris W L	105
Feltmate P R	133
Godue J J M	182
Guspodarchuk E W	170
Lauzon J R D	102
MacKinnon R B	136
Manders C L S	215
Morrison R W	160
Moulton R E	120
Indemnisation pour la perte ou l'endommagement de vêtements—	
Corriveau S	250
Fritz J W	113
Henderson J F	160
Lefebvre J E R	275
Murray J J G	112
Ratcliffe-Smith K J	107
Stewart R C	105
Vanuwverkerk G H	151
Indemnisation pour biens disparus—	
Anglin D A	250
Greffier	200
Indemnisation pour frais d'entreposage—	
Faubert G	266
Indemnisation pour escomptes de prime d'assurance—	
Massie B G	461
Paiements inférieurs à $100 (166)	6,405
	25,627
	29,011

Paiements à titre de faveur—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—CP 1985-2/604	
Indemnisation au compte de pension de retraite—	
Cutler M	25,803
Paiement inférieur à $100 (1)	35
	25,838
Statistique Canada	
Autorisation—Département de la Justice	
Vêtements endommagés au travail—	
Lackey R	349
Paiements inférieurs à $100 (4)	224
	573
	26,411
TRANSPORTS	
Département	
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	
Paiement inférieur à $100 (1)	*29*
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Règlement pour véhicule endommagé—	
Seymor J A	601
Règlement pour lunettes endommagées—	
James B	195
Règlement pour la perte de lunettes—	
Dybdal B	150
Keezer J	102
Moller C	116
O'Connell S	145
Effets personnels endommagés—	
Boutilier H K	125
Butt W W	170
Indemnisation pour récupération de bouée—	
Francoeur L	450
Autorisation—CT 798535	
Perte d'effets personnels suite à une relocalisation—	
Tiner R	2,310[1]
Paiements inférieurs à $100 (2)	168
	4,532
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour blessures subies—	
Gamache, Tremblay, Godin et Doyle	250
Pertes d'effets personnels—	
Sherrin J	386
Perte de lunettes—	
Dupuis G	308
Lunettes endommagées—	
Omer B	100
Vêtements endommagés—	
Berger R	232
Daniel R	130
Autorisation—Département de la Justice	
Indemnisation suite à la cessation de son emploi—	
Cleveland J	1,000[1]
Cuzmanov D	3,500[1]
Dragon I P	3,500[1]
Paiements inférieurs à $100 (7)	389
	9,795
	14,356
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	
Paiements inférieurs à $100 (2)	103
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Autorisation—Département de la Justice	
Indemnisation pour un accident impliquant un véhicule de la Couronne et un piéton—	
Smelser S	4,300[1]
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour vêtements endommagés—	
Quenneville L	100
Paiements inférieurs à $100 (2)	118
	4,518
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS	
Autorisation—CP 1985-17/2508	
Remboursement des frais de relocalisation à l'épouse du défunt employé—	
Clarke H J	1,775
Paiement inférieur à $100 (1)	50
	1,825
	6,343
Total global	6,393,956

[1] Des détails sont également présentés sous «Paiements de dommages-intérêts».

Arrêts de la Cour fédérale

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les arrêts de la Cour fédérale payés au cours de l'exercice. Cet état ne comprend pas les autres arrêts de cour.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission de l'emploi et de l'Immigration du Canada	
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—Arrêt T-1132-85	
Frais adjugés par la Cour au requérant—	
Gyali K	925
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Arrêt T-1417-75	
Suite à l'établissement de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce—	
Northland Fisheries Ltd vs la Reine	24,509
Autorisation—Arrêt T-525-84	
Réclamation pour la perte de revenu—	
Hansen, MacDonald et Ames en fiducie	4,571
	29,080
JUSTICE	
Département	
Autorisation—Arrêt T-837-85	
Ordonnance de paiement par la Cour pour les factures du plaignant, action de classe II—	
George Addy C/O Gowling et Henderson	1,558
TRAVAIL	
Département	
Autorisation—Arrêt T-6834-82	
Arrêt selon la Loi sur les justes salaires et les heures de travail pour l'appel contre la déchéance d'une retenue sur un contrat—	
Vinyl Roofing Limited	20,346
DÉFENSE NATIONALE	
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
Autorisation—Arrêt T-3424-82	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant et conduit par R N Young—	
Gibson C D, Conseil de la Reine, en fiducie	45,000[(1)]
Autorisation—Arrêt T-5748-80	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant et conduit par V Scheuerman—	
Mason, McLeod, Lyle, Smith, en fiducie	16,003[(1)]
Autorisation—Arrêt T-2764-83	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant à G R Murphy et conduit par V A Murphy—	
McGlinty et Pillay	16,474[(1)]
Autorisation—Arrêt T-690-85	
Règlement d'une réclamation contre la succession de M T Brousseau au sujet de ses cotisations de retraite—	
Metcalf, Holm, en fiducie	1,858
Autorisation—Arrêt 150-05-00842833	
Règlement pour J P Hudon suite à des blessures subies au sport—	
Gaudreault C en fiducie	30,791
Régie de l'assurance-maladie du Québec	16,493
	126,619

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Frais de la Cour fédérale adjugés en vertu de la Loi sur les Douanes—	
Autorisation—Arrêts:	
T-682-84, A-522-85	
Bresner, Grossman, Scheininger et Davis—	
Lietz H	1,040
T-52-84	
Cassels, Brock et Blackwell—	
RCP Incorporé	13,519
A-851-84	
Coté J L	400
	14,959
Impôt	
Frais de la Cour fédérale adjugés en vertu de la Loi sur l'impôt—	
Autorisation—Arrêts:	
A-480-81	
Bennett, Jones—	
Edmonton Liquid Gas Limited	1,875
T-4049-77	
Birnie, Sturrock et Bowden—	
Bassani E D	1,260
T-369-84	
Birnie, Sturrock et Bowden—	
Freeway Properties Inc	1,041
T-534-84, T-1864-84, T-1930-84	
Clark, Wilson—	
Hanlin W K	950
T-2897-82, T-2898-82, A-1794-83, A-1795-83	
Clarkson, Tétrault—	
Demers J P	
Fradet B	3,573
T-2896-83, T-1647-84	
Clarkson, Tétrault—	
Yager A et la succession du défunt Fast M	32,594
T-3411-81	
Dewar R P	3
T-5736-80	
Gamble et Garbe—	
Murphy P A	1,194
T-2445-80	
Giffen, Pensa—	
Campbell D K	41,341
T-2444-80	
Giffen, Pensa—	
Smith S M	1,552
T-46-83, T-47-83	
Mark, Peter, Hebner—	
Salter J L et Al	1,844
T-2705-80, T-3435-80, T-3436-80, A-518-83, A-519-80, A-520-83	
Heenan, Blaikie—	
Gameroff R et Al	2,840
T-1662-83	
Heenan, Blaikie, Jolin, Potvin, Trépanier, Cobbett—	
Paradis A	3,968
T-962-85	
Lambe H B	75

Arrêts de la Cour fédérale—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
T-1425-84	
Laventhol et Horwath—	
Exécuteurs de la succession du défunt Gladden J N	634
A-1627-83	
McCarthy et Phillips—	
Graham P E	1,944
T-956-84, T-957-84	
McDonald et Hayden—	
Armstrong G	1,316
T-1778-85	
McDougall, Caron—	
Rentevision Inc	1,030
T-4330-82	
Miller, Thomson, Sedgewick, Lewis et Healy—	
New Park Apartments Limited	1,227
T-7946-82	
Miller, Thomson, Sedgewick, Lewis and Healy—	
Ridgehurst Apartments Limited	898
T-1477-84	
Simkin, Gallagher—	
Miller B J	464
T-1719-83	
Stelmach B	75
T-3938-82	
Stikeman, Elliott—	
Angostura International Limited	5,394
T-648-83	
Stikeman, Elliott—	
Hoffman H	8,039
A-433-83	
Stikeman, Elliott—	
Parsons R T	4,922
T-3842-76	
Stikeman, Elliott—	
Pullman J	18,961
A-434-83	
Stikeman, Elliott—	
Vivian F G	4,771
T-944-84	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'Keefe et Davidson—	
Bergelt W	9,028
T-6109-81, A-1257-82	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'Keefe et Davidson—	
Lor-Wes Contracting Ltd	2,015
T-2032-81	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'Keefe et Davidson—	
O'Brien J C	1,616
T-4557-77	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'Keefe et Davidson—	
Terry H J C	12,114
T-866-82	
H G Wolff Professional Corp—	
Weizenbach B	1,818
	170,376
	185,335

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DU LOGEMENT	
Autorisation—Arrêt A-764-84	
Règlement d'un litige en rapport au travail additionnel sur un contrat de construction d'une installation postale dans la région de Montréal, Québec —	
Lagendyk and Co Limited	19,460
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Département	
Autorisation—Arrêt T-1056-83	
Paiement pour satisfaire pleinement une réclamation pour salaire—	
Sheldrick J G	70,272
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Service correctionnel	
Autorisation—Arrêt SASK-QB-43	
Arrêt versé à L A Bear pour le règlement d'une réclamation contre la Couronne en rapport à l'infraction des droits selon la Charte canadienne des droits et de la liberté lorsqu'en détention au pénitencier de Saskatchewan—	
Bear L A	250
Autorisation—Arrêt A-204-83	
Arrêt versé à J A Marshall pour le règlement d'une réclamation contre la Couronne au sujet d'un accident avec une scie à chaîne au camp de correction Beaver Creek—	
Crawford, Worling, Ewart, McKenzie et Donnelly en fiducie	10,145
Autorisation—Arrêt SASK-QB-95	
Arrêt versé à G Brandon pour le règlement d'une réclamation contre la Couronne en rapport à une détention inconvenante—	
Département de la Justice	100
	10,495[1]
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—	
FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS	
Autorisation—Département de la Justice	
Paiements d'intérêts—	
C A E Industries Ltd et	
C A E Aircraft Ltd	2,583,443
TRANSPORTS	
Département	
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME	
Autorisation—T-8425-82	
Règlement pour le contrat de dragage de Miramichi—	
Lydon Dredging and Construction Co	*3,460,380*[1]
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS	
Autorisation—T-1983-76	
Expropriation de l'aéroport international de Toronto Shell vs la Reine—	
Travaux publics du Canada	*970,756*[1]
	4,431,136
Total global	7,478,669

[1] Des détails sont également présentés sous «Paiements de dommages-intérêts».

Paiements sans contrepartie

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements sans contrepartie de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement sans contrepartie est un paiement qui est effectué sans qu'aucun avantage ou service n'ait été reçu, mais à l'égard duquel on reconnaît avoir une obligation.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour pertes financières encourues lors d'une fausse certification par les services d'inspection pour l'exportation de graines—	
Oseco Inc	10,833
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement pour la perte d'un tableau lors d'un déménagement—	
Conseil des Arts du Canada	468
Paiements inférieurs à $100 (3)	85
	553
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement pour un jugement de la Commission pour les droits de la personne—	
Leblanc K	1,680
Morrell C	2,431
Autorisation—CT 798963	
Remplacement d'une petite caisse—	
Bouchard D	102
Autorisation—CT 800663	
Remplacement d'une petite caisse—	
Bouchard D	154
Paiements inférieurs à $100 (12)	327
	4,694
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte de traitement en n'étant pas désigné à un poste—	
Going F P	9,000
Indemnisation pour la publication d'un article sans approbation—	
Swanson D	225
	9,225
	14,472
ENVIRONNEMENT	
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement pour la perte d'instruments en location—	
Alpine Communications Ltd	639
Pêches et Océans Canada	810
Ryan Instruments Inc	417
	1,866
PROGRAMME PARCS CANADA	
Paiement inférieur à $100 (1)	*6*
	1,872
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
Autorisation—CP 1985-2/1812	
Remboursement des dépenses additionnelles encourues suite à l'annulation des droits d'atterrissage d'Aéroflot au Canada—	
Martin S	177
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
Autorisation—Conseil du Trésor a été demandé	
Paiement au département des Communications pour l'usage frauduleux d'une carte de crédit perdue, servant au département pour le téléphone—	
Département des Communications	*308,917*
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement à l'amiable au lieu d'une indemnisation pour services rendus—	
Highland Helicopters Ltd	*11,000*
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES	
Autorisation—CT 798283	
Règlement pour indemnisation—	
Sarcee Band	*759,952*
	1,079,869
DÉFENSE NATIONALE	
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
Autorisation—CT 798283	
Part du département pour le règlement à l'amiable de l'indemnisation pour l'utilisation de terres—	
Sarcee Indian Band	8,400,000
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Paiement inférieur à $100 (1)	*50*
Impôt	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement pour le vol d'un système micro-ordinateur en location au département—	
TCP Business Systems	*15,590*
	15,640
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement de frais encourus parce que la Société Radio-Canada n'a pas exercé une offre d'achat d'une propriété à Bury, Québec—	
Taylor K et Taylor H	2,000

Paiements sans contrepartie—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Paiement au propriétaire pour cloisons et matériel connexe endommagés durant leur entreposage—	
Mac Spear Investments Ltd	15,000
Autorisation—CT 800245	
Paiement d'une poursuite judiciaire Corporation de disposition des biens de la Couronne/Travaux publics Canada en rapport à un édifice du département des Affaires des anciens combattants—	
Aréna de Charlottetown	565,108
Paiements inférieurs à $100 (3)	69
	582,177
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Gendarmerie royale du Canada	
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement pour équipement de location volé—	
Émetteur-récepteur Canyon	110
Tridon Paging	300
Playfair Keith	145
Paiements inférieurs à $100 (4)	180
	735
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS	
Paiements inférieurs à $100 (3)	100
TRANSPORTS	
Département	
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS	
Autorisation—Département de la Justice	
Frais juridiques—	
Best Cleaners	35,608
Règlement à l'amiable au sujet de la cessation d'emploi—	
Denike R J	15,000
Paiement inférieur à $100 (1)	30
	50,638
Bureau canadien de la sécurité aérienne	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement d'une contravention pour faute d'avoir enregistré un véhicule du département selon le code de la sécurité routière—	
Ville de Montréal	105
Paiement inférieur à $100 (1)	25
	130
	50,768
Total global	10,156,643

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1985-86

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	10.2
Communications	10.4
Emploi et Immigration	10.4
Énergie, Mines et Ressources	10.4
Environnement	10.6
Pêches et Océans	10.8
Affaires indiennes et Nord canadien	10.8
Justice	10.10
Travail	10.12
Défense nationale	10.12
Santé nationale et Bien-être social	10.12
Travaux publics	10.12
Expansion industrielle régionale	10.12
Sciences et Technologie	10.12
Secrétariat d'État	10.14
Transports	10.14

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
AGRICULTURE				
Développement agricole	...	...	...	...
	577	**...**	**...**	**33**
	4,698(f)	...	*118*(f)	*8,227*(f)
Contributions pour les traitements de la rage	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	*5*
Contributions aux producteurs en culture fourragère	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Contributions aux cercles 4-H	8	6	14	7
	9	**7**	**13**	**7**
	55	*37*	*75*	*38*
Pertes de récoltes occasionnées par les oiseaux migrateurs	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Assurance-récolte	64	1,284	219	1,272
	74	**1,160**	**229**	**1,204**
	238	*9,643*	*2,122*	*4,937*
Pertes de récoltes causées par l'humidité excessive(1)	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Aide pour la sécheresse dans l'ouest du Canada	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Développement économique et régional	...	2,218	...	416
	...	**746**	**...**	**31**
	...	*2,964*	...	*447*
Programme d'assurance-fourrages	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Institut canadien de recherches en génie forestier(2)	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Développement du secteur forestier(2)	13,078	1,610	2,074	5,479
	15,303	**1,341**	**12**	**2,001**
	59,691	*4,493*	*8,204*	*29,654*
Transport du bétail, aller et retour, à la Foire royale d'hiver, Toronto	...	25	2	...
	...	**...**	**3**	**4**
	...	*53*	*23*	*13*
Enquêtes et études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse en vue de l'élaboration d'une stratégie à long terme qui assurera le développement économique	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Fonds pour le développement de nouvelles récoltes	21	7	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	21	*7*	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	2,566	...	...	26	2,592	...	...	2,592
1,093	...	**1,326**	...	...	**3,878**	**6,907**	...	...	**6,907**
6,181	...	*6,426*	...	...	*11,338*[1]	*36,988*	...	...	*36,988*
...	130	...	...	...	...	130	...	...	130
...	**74**	...	...	...	...	**74**	...	...	**74**
125	*1,373*	*23*	*18*	*1*	...	*1,545*	...	...	*1,545*
...	...	...	...	...	2,283	2,283	...	...	2,283
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*2,283*	*2,283*	...	...	*2,283*
12	78	24	26	33	...	208	...	...	208
...	**89**	**28**	**29**	**38**	**16**	**236**	...	...	**236**
21	*470*	*154*	*170*	*203*	*63*	*1,286*	...	...	*1,286*
...	...	530	3,325	1,722	...	5,577	...	...	5,577
...	...	**47**	**384**	**611**	...	**1,042**	...	...	**1,042**
...	...	*1,620*	*6,628*	*5,360*	...	*13,608*	...	...	*13,608*
11,383	20,954	21,390	77,455	59,795	4,369	198,185	...	...	198,185
28,908	**21,088**	**16,412**	**64,748**	**51,217**	**3,421**	**188,461**	...	...	**188,461**
65,748	*168,216*	*131,994*	*521,223*	*356,300*	*25,915*	*1,286,336*	...	...	*1,286,336*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**648**[1]	**7,462**[1]	...	...	**8,110**	...	...	**8,110**
...	...	*648*[1,f]	*7,462*[1,f]	...	...	*8,110*	...	...	*8,110*
...	...	...	15,124	20,968	2,178	38,270	...	...	38,270
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	*15,124*	*20,968*	*2,178*	*38,270*	...	...	*38,270*
...	...	...	...	...	...	2,634	...	...	2,634
...	...	...	...	...	...	**777**	...	...	**777**
...	...	...	...	...	...	*3,411*	...	...	*3,411*
...	...	131	...	...	...	131	...	...	131
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	*131*[f]	...	...	...	*131*	...	...	*131*[f]
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1,400	...	...	...	...	...	**1,400**	...	...	**1,400**
10,829	...	...	...	...	...	*10,829*	...	...	*10,829*[f]
20,363	16,530	2,904	2,726	1,315	9,403	75,482	...	...	75,482
8,396	**13,502**	**2,722**	**389**	**14**	**5,500**	**49,180**	...	...	**49,180**
213,763[f]	*54,707*[f]	*5,626*	*3,115*	*1,329*	*39,903*[f]	*420,485*	...	...	*420,485*
26	13	24	2	30	11	133	...	...	133
23	**8**	**19**	**11**	**18**	**4**	**90**	...	...	**90**
127	*36*	*153*	*57*	*145*	*25*	*632*	...	...	*632*
...	...	94	...	...	...	94	...	...	94
...	...	**91**	**50**	...	...	**141**	...	...	**141**
...	...	*1,660*[f]	*1,132*[f]	...	...	*2,792*	...	...	*2,792*
46	294	84	105	41	61	659	...	34	693
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
46	*294*	*84*	*105*	*41*	*61*	*659*	...	*34*	*693*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Aide pour le bétail des prairies durant une sécheresse	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Total du ministère	13,171	5,150	2,309	7,174
	15,963	**3,254**	**257**	**3,280**
	64,703	*17,197*	*10,542*	*43,321*
COMMUNICATIONS				
Développement économique et régional	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Main-d'œuvre agricole	...	4	...	14
	...	**4**	**6**	**1**
	...	*809*	*858*	*555*
Stratégie de planification de l'emploi	34,954	5,193	21,959	23,439
	...	**...**	**...**	**...**
	34,954	*5,193*	*21,959*	*23,439*
Relance de l'aide à l'emploi	...	...	...	...
	99	**33**	**474**	**1,223**
	18,734	*1,578*	*16,080*	*16,446*
Total du ministère	34,954	5,197	21,959	23,453
	99	**37**	**480**	**1,224**
	53,688	*7,580*	*38,897*	*40,440*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Alberta Oil Sands Technology and Research Authority	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Ententes auxiliaires Canada-Nouvelle-Écosse	...	...	...	...
	...	**...**	**2,296**	**...**
	...	...	*7,852*	...
Huiles lourdes Canada-Saskatchewan	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Comité pour le contrôle sur le sol et préparatifs d'urgence	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Projets pilotes en matière d'économies d'énergie et d'énergie renouvelable	...	...	...	...
	2,753	**...**	**—**	**2,506**
	6,966	...	*17*	*8,118*
Ententes sur l'exploitation minérale	2,817	7	2,543	1,816
	1,179(3)	**—**	**1,012**	**481**(3)
	3,996(3)	*7*	*3,555*	*2,297*(3)
Programme de vérification de l'énergie nationale(4)	...	...	...	...
	267	**10**	**...**	**563**
	806	*1,236*	...	*1,816*
Programme d'exploitation minérale de Terre-Neuve	6	...	...	...
	113(5)	**...**	**...**	**...**
	9,997(5)	...	...	...
Conseil sur le pétrole de Terre-Neuve	600	...	...	..
	...	**...**	**...**	**...**
	600	...	...	...
Énergie marémotrice de la Nouvelle-Écosse	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	*25,000*	...
Câble sous-marin de l'Île-du-Prince-Édouard	...	...	...	...
	...	**20,000**	**...**	**...**
	...	*20,000*	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	88	...	88	...	...	88
...	...	**1,975**[1]	**14,300**[1]	**13,429**[1]	...	**29,704**	...	...	**29,704**
...	...	*1,975*[1][6]	*14,300*[1][6]	*13,517*[1][6]	...	*29,792*	...	...	*29,792*[6]
31,830	37,999	27,747	98,763	83,992	18,331	326,466	...	34	326,500
39,820	**34,761**	**23,268**	**87,373**	**65,327**	**12,819**	**286,122**	...	...	**286,122**
296,840	*225,096*	*150,494*	*569,334*	*397,864*	*81,766*	*1,857,157*	...	*34*	*1,857,191*
2,117	...	635	...	...	...	2,752	...	...	2,752
...	...	**19**	...	...	...	**19**	...	...	**19**
2,117	...	*654*	...	...	...	*2,771*	...	...	*2,771*
517	330	13	13	...	3	894	...	...	894
374	**183**	**37**	**7**	...	**3**	**615**	...	...	**615**
6,586	*10,054*	*2,741*	*2,175*	*3,464*	*2,413*	*29,655*	...	...	*29,655*
116,261	91,210	13,617	8,922	28,124	67,156	410,835	...	...	410,835
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
116,261	*91,210*	*13,617*	*8,922*	*28,124*	*67,156*	*410,835*	...	...	*410,835*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
12,036	**9,020**	**4,047**	**8**	**988**	**1,779**	**29,707**	**67**	**1,628**	**31,402**
115,510	*108,809*	*12,867*	*6,913*	*11,419*	*32,974*	*341,330*	*595*	*3,787*	*345,712*[6]
116,778	91,540	13,630	8,935	28,124	67,159	411,729	...	...	411,729
12,410	**9,203**	**4,084**	**15**	**988**	**1,782**	**30,322**	**67**	**1,628**	**32,017**
238,357	*210,073*	*29,225*	*18,010*	*43,007*	*102,543*	*781,820*	*595*	*3,787*	*786,202*
...	...	...	...	393	...	393	...	...	393
...	...	...	...	**184**	...	**184**	...	...	**184**
...	...	...	...	*816*	...	*816*	...	...	*816*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	**2,296**	...	...	**2,296**
...	...	...	...	...	...	*7,852*	...	...	*7,852*[6]
...	...	...	2,553	...	...	2,553	...	...	2,553
...	...	...	**1,749**	...	...	**1,749**	...	...	**1,749**
...	...	...	*11,239*	...	...	*11,239*	...	...	*11,239*
...	23	...	...	...	...	23	...	...	23
...	**19**	...	...	...	...	**19**	...	...	**19**
...	*42*	...	...	...	...	*42*	...	...	*42*
...	...	29	...	...	...	29	5	...	34
...	**2,430**	**1,545**	**54**	...	**7**	**9,295**	**134**	**365**	**9,794**
9	*12,862*	*3,941*	*2,252*	...	*5,235*	*39,400*	*2,013*	*1,552*	*42,965*[6]
5,983	568	2,881	678	...	388	17,681	...	488	18,169
...	...	**965**[1]	**236**[1]	...	...	**3,873**	...	...	**3,873**
5,983	*568*	*3,846*[1]	*914*[1]	...	*388*	*21,554*	...	*488*	*22,042*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1,963	...	**90**	**47**	...	**160**	**3,100**	...	...	**3,100**
3,032	*130*	*633*	*768*	*128*	*706*	*9,255*	...	...	*9,255*[6]
...	...	...	...	...	...	6	...	...	6
...	...	...	...	...	...	**113**	...	...	**113**
...	...	...	...	...	...	*9,997*	...	...	*9,997*[6]
...	...	...	...	...	...	600	...	...	600
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*600*	...	...	*600*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*25,000*	...	...	*25,000*[6]
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	**20,000**	...	...	**20,000**
...	...	...	...	...	...	*20,000*	...	...	*20,000*[6]

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Programme de démonstration dans les collectivités éloignées	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles et aux économies d'énergie et au remplacement du pétrole	23	...	6	76
	—	—	—	—
	23	...	*6*	*76*
Total du ministère	3,446	7	2,549	1,892
	4,312	**20,010**	**3,388**	**3,550**
	22,388	*21,243*	*36,430*	*12,307*
ENVIRONNEMENT				
Sentier Alexander Mackenzie	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Accord Canada-Manitoba de coopération sur les castors	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Programme avec la province de Québec sur le climat	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Dévastations de récoltes	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Acquisition de terrains riverains au centre-ville de Winnipeg et environnant—Accord «ARC»	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Revue de l'évaluation de l'environnement du projet de développement d'Hibernia	152	...	...	...
	—	—	—	—
	152	...	...	...
Établissement des cartes des régions inondables	171	...	68	93
	152	—	**29**	**112**
	552	...	*607*	*1,313*
Maîtrise des crues du Fraser	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Station d'épuration des eaux au charbon actif en grains	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Qualité de l'eau des Grands Lacs	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Améliorations des réserves en eau dans la ville de Channel-Port-aux-Basques	1,243	...	...	...
	29[1]	—	—	—
	1,272	...	...	...
Accord de la Baie-James	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Rénovation du canal Lachine	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Études de mercure du réseau de dérivation de la rivière Churchill	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...
Commission des ressources en eau des provinces des Prairies	...	...	...	...
	—	—	—	—
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	...	22	...	22
—	—	—	—	—	—	—	**165**	**62**	**227**
...	...	...	...	...	...	...	*187*	*62*	*249*
...	183	245	...	...	...	533	...	...	533
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
...	*183*	*245*	...	...	...	*533*	...	...	*533*[1]
5.983	774	3.155	3.231	393	388	21.818	27	488	22.333
1,963	**2,449**	**2,600**	**2,006**	**184**	**167**	**40,629**	**299**	**427**	**41,355**
9.024	*13.785*	*8.665*	*15.173*	*944*	*6.329*	*146.288*	*2.200*	*2.102*	*150.590*
...	...	...	...	...	24	24	...	...	24
—	—	—	—	—	**106**	**106**	—	—	**106**
...	...	...	...	...	*215*	*215*	...	...	*215*
...	...	18	...	...	...	18	...	...	18
—	—	**11**	—	—	—	**11**	—	—	**11**
...	...	*67*	...	...	...	*67*	...	...	*67*
327	...	...	...	...	...	327	...	...	327
568	—	—	—	—	—	**568**	—	—	**568**
2.858	...	...	...	...	...	*2.858*	...	...	*2.858*
...	...	214	429	357	...	1.000	...	...	1.000
—	—	**125**	**279**	**256**	—	**660**	—	—	**660**
...	...	*2.124*	*4.320*	*4.844*	...	*11.288*	...	...	*11.288*
...	...	134	...	...	...	134	...	...	134
—	—	**719**	—	—	—	**719**	—	—	**719**
...	...	*2.988*	...	...	...	*2.988*	...	...	*2.988*
...	...	...	...	...	...	152	...	...	152
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
...	...	...	...	...	...	*152*	...	...	*152*
2.254	324	114	...	...	...	3.024	...	...	3.024
453	**427**	**137**	—	—	—	**1,310**	—	—	**1,310**
7.190	*4.308*	*1.348*	*1.014*	...	...	*16.332*	...	...	*16.332*
...	...	...	...	...	2.022	2.022	...	...	2.022
—	—	—	—	—	**3,150**	**3,150**	—	—	**3,150**
...	...	...	...	...	*59.207*	*59.207*	...	...	*59.207*
...	...	...	3.008	...	...	3.008	...	...	3.008
—	—	—	**1,992**	—	—	**1,992**	—	—	**1,992**
...	...	...	*5.000*	...	...	*5.000*	...	...	*5.000*
...	1.400	...	...	...	...	1.400	...	...	1.400
—	**1,169**	—	—	—	—	**1,169**	—	—	**1,169**
...	*9.326*	...	...	...	...	*9.326*	...	...	*9.326*
...	...	...	...	...	...	1.243	...	...	1.243
—	—	—	—	—	—	**29**	—	—	**29**
...	...	...	...	...	...	*1.272*	...	...	*1.272*
95	...	...	...	...	...	95	...	...	95
59	—	—	—	—	—	**59**	—	—	**59**
413	...	...	...	...	...	*413*	...	...	*413*
60	...	...	...	...	...	60	...	...	60
1,324[1]	—	—	—	—	—	**1,324**	—	—	**1,324**
3.000[1]	...	...	...	...	...	*3.000*	...	...	*3.000*[1]
...	...	89	...	...	...	89	...	...	89
—	—	**85**	—	—	—	**85**	—	—	**85**
...	...	*248*	...	...	...	*248*	...	...	*248*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
...	...	*440*	*440*	*440*	...	*1.320*	...	...	*1.320*[1]

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Vallée Qu'Appelle	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Digues périphériques à la rivière Rouge	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Comité de révision pour la région côtière de l'Ouest	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Étude du bassin de la rivière Yukon	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du ministère	1,566	...	68	93
	181	...	**29**	**112**
	1,976	...	*607*	*1,313*
PÊCHES ET OCÉANS				
Développement économique et régional[1]	...	1,702[1]	340[1]	8,263[1]
	...	**240**[1]	...	**5**[1]
	...	*1,942*[1]	*340*[1]	*8,268*[1]
Programme d'expansion industrielle	...	...	...	...
	...	...	...	...
	5,973	*716*	*2,904*	*2,060*
Projet du barrage de la rivière Nicola	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Total du ministère	...	1,702	340	8,263
	...	**240**	...	**5**
	5,973	*2,658*	*3,244*	*10,328*
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Aménagement communautaire à l'intérieur et à l'extérieur des réserves	7,601	...	...	...
	7,100	...	...	...
	62,088	...	...	...
Infrastructure communautaire	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Indiens Cris—Conseil scolaire du Katimavik (Baie-James)	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Administration régionale des Indiens Cris	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Association des trappeurs Indiens Cris	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Développement économique	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Protection des forêts	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Lignes hydro-électriques de surface	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Services de police dans les réserves	...	18	128	...
	...	**18**	**121**	...
	101	*172*	*660*	...
Logements pour Inuit (Baie-James)	...	...	...	...
	...	...	...	...
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	234	...	...	234	...	...	234
...	...	...	**148**	...	...	**148**	...	...	**148**
...	...	...	*6,740*	...	...	*6,740*	...	...	*6,740*
...	...	489	...	...	...	489	...	...	489
...	...	**303**	...	...	...	**303**	...	...	**303**
...	...	*1,094*	...	...	...	*1,094*	...	...	*1,094*
...	...	...	...	...	340	340	...	...	340
...	...	...	...	...	**193**[1]	**193**	...	...	**193**
...	...	...	...	...	*533*[1]	*533*	...	...	*533*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	**91**	**91**
...	...	...	...	...	...	...	...	*1,094*	*1,094*[1]
2,736	1,724	1,058	3,671	357	2,386	13,659	...	...	13,659
2,404	**1,596**	**1,380**	**2,419**	**256**	**3,449**	**11,826**	...	**91**	**11,917**
13,461	*13,634*	*8,309*	*17,514*	*5,284*	*59,955*	*122,053*	...	*1,094*	*123,147*
...	...	...	...	...	...	10,305	...	...	10,305
...	...	...	...	...	...	**245**	...	...	**245**
...	...	...	...	...	...	*10,550*	...	...	*10,550*
...	21	...	...	...	...	21	...	...	21
...	**75**	...	...	...	...	**75**	...	...	**75**
915	*757*	*14*	...	...	*482*	*13,821*	...	...	*13,821*
...	...	...	...	...	456	456	...	...	456
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*456*	*456*	...	...	*456*[1]
...	21	...	...	...	456	10,782	...	...	10,782
...	**75**	...	...	...	...	**320**	...	...	**320**
915	*757*	*14*	...	...	*938*	*24,827*	...	...	*24,827*
...	...	...	...	...	...	7,601	...	...	7,601
...	...	...	...	...	...	**7,100**	...	...	**7,100**
...	...	...	...	...	...	*62,088*	...	...	*62,088*
...	...	...	...	...	560	560	...	...	560
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*560*	*560*	...	...	*560*
31,085	...	...	...	...	...	31,085	...	...	31,085
27,603	...	...	...	...	...	**27,603**	...	...	**27,603**
163,363	...	...	...	...	...	*163,363*	...	...	*163,363*
300	...	...	...	...	...	300	...	...	300
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
300	...	...	...	...	...	*300*	...	...	*300*
426	...	...	...	...	...	426	...	...	426
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
426	...	...	...	...	...	*426*	...	...	*426*
...	...	...	...	...	...	...	1,799	...	1,799
...	...	...	...	...	...	...	**1,442**	...	**1,442**
...	...	...	...	...	...	...	*4,165*	...	*4,165*
...	203	...	...	...	...	203	...	...	203
...	**156**[1]	...	...	...	...	**156**	...	...	**156**
...	*1,662*	...	...	...	...	*1,662*	...	...	*1,662*
175	...	1,941	...	...	...	2,116	...	...	2,116
825	...	**1,905**	...	...	...	**2,730**	...	...	**2,730**
1,000	...	*7,557*	...	...	...	*8,557*	...	...	*8,557*
...	...	547	645	749	930	3,017	97	255	3,369
...	...	**613**	**707**	**759**	**927**	**3,145**	**121**	**208**	**3,474**
...	...	*3,001*	*4,934*	*4,865*	*5,289*	*19,022*	*453*	*1,229*	*20,704*
3,600	...	...	...	...	...	3,600	...	...	3,600
3,900	...	...	...	...	...	**3,900**	...	...	**3,900**
12,500	...	...	...	...	...	*12,500*	...	...	*12,500*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Entente de la Baie-James et le Nord québécois	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
École conjointe—Affaires indiennes et inuit	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Développement des ressources naturelles	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Entente du Nord-Est du Québec	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Inondations du Nord	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Développement rural du Nord de l'Ontario	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Routes des réserves et routes d'accès	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Routes de Sioux Lookout	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services sociaux—Adultes et garderies	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services sociaux—Entente sur les soins aux enfants	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services tripartis aux Indiens	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Réservoir d'eau—Témiscaming	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Total du ministère	7,601	18	128	...
	7,100	**18**	**121**	**...**
	62,189	*172*	*660*	*...*
JUSTICE				
Indemnisation aux victimes d'actes criminels	29	...	87	36
	22	**...**	**86**	**35**
	128	*...*	*300*	*381*
Aide juridique criminelle	1,026	133	2,008	932
	964	**147**	**1,869**	**922**
	5,508	*1,034*	*11,031*	*7,435*
Aide juridique aux autochtones	70	...	...	...
	70	**...**	**...**	**...**
	451	*52*	*70*	*...*
Projets pilotes relatifs aux tribunaux de la famille	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	329	*...*	*...*	*362*
Total du ministère	1,125	133	2,095	968
	1,056	**147**	**1,955**	**957**
	6,416	*1,086*	*11,401*	*8,178*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
8,000	...	...	...	...	...	8,000	...	...	8,000
8,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**8,000**	**...**	**...**	**8,000**
41,247	...	...	...	...	...	*41,247*	...	...	*41,247*
...	...	479	...	...	...	479	...	...	479
...	**...**	**944**	**...**	**...**	**...**	**944**	**...**	**...**	**944**
...	...	*15,986*	...	...	...	*15,986*	...	...	*15,986*
...	250	...	...	...	...	250	...	...	250
...	**250**	**...**	**...**	**...**	**...**	**250**	**...**	**...**	**250**
...	*4,703*	...	...	...	...	*4,703*	...	...	*4,703*
1,842	...	...	...	...	...	1,842	...	...	1,842
1,783	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,783**	**...**	**...**	**1,783**
26,499	...	...	...	...	...	*26,499*	...	...	*26,499*
...	...	86	...	...	...	86	...	...	86
...	**...**	**77**	**...**	**...**	**...**	**77**	**...**	**...**	**77**
...	...	*298*	...	...	...	*298*	...	...	*298*
...	212	...	...	...	...	212	...	...	212
...	**256**	**...**	**...**	**...**	**...**	**256**	**...**	**...**	**256**
...	*698*	...	...	...	...	*698*	...	...	*698*
...	...	1,571	...	...	...	1,571	...	...	1,571
...	**...**	**950**	**...**	**...**	**...**	**950**	**...**	**...**	**950**
...	...	*8,802*	...	...	...	*8,802*	...	...	*8,802*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**
...	*29,168*	...	...	...	...	*29,168*	...	...	*29,168*
...	21,818	...	...	...	...	21,818	...	...	21,818
...	**16,155**	**...**	**...**	**...**	**...**	**16,155**	**...**	**...**	**16,155**
...	*151,029*	...	...	...	...	*151,029*	...	...	*151,029*
...	8,652	...	...	...	...	8,652	...	...	8,652
...	**7,180**	**...**	**...**	**...**	**...**	**7,180**	**...**	**...**	**7,180**
...	*45,443*	...	...	...	...	*45,443*	...	...	*45,443*
...	226	...	...	...	...	226	...	...	226
...	**191**	**...**	**...**	**...**	**...**	**191**	**...**	**...**	**191**
...	*1,281*	...	...	...	...	*1,281*	...	...	*1,281*
127	...	...	...	...	...	127	...	...	127
53	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**53**	**...**	**...**	**53**
180	...	...	...	...	...	*180*	...	...	*180*
45,555	31,361	4,624	645	749	1,490	92,171	1,896	255	94,322
42,164	**24,188**	**4,489**	**707**	**759**	**927**	**80,473**	**1,563**	**208**	**82,244**
245,515	*233,984*	*35,644*	*4,934*	*4,865*	*5,849*	*593,812*	*4,618*	*1,229*	*599,659*
654	895	106	101	234	287	2,429	23	5	2,457
652	**882**	**105**	**99**	**235**	**282**	**2,398**	**38**	**5**	**2,441**
5,736	*8,603*	*1,045*	*930*	*1,832*	*2,652*	*21,607*	*217*	*87*	*21,911*
7,042	15,996	2,111	2,021	4,772	4,357	40,398	415	239	41,052
7,042	**16,821**	**2,711**	**1,846**	**5,985**	**9,526**	**47,833**	**448**	**220**	**48,501**
65,315	*108,866*	*13,651*	*11,460*	*26,838*	*32,304*	*283,442*	*3,165*	*1,426*	*288,033*
356	425	206	382	758	556	2,753	267	63	3,083
274	**420**	**221**	**411**	**743**	**590**	**2,729**	**246**	**53**	**3,028**
1,116	*3,261*	*1,758*	*3,302*	*5,800*	*5,565*	*21,375*	*1,703*	*396*	*23,474*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**
...	*235*	...	*312*	...	*48*	*1,286*	...	...	*1,286*(f)
8,052	17,316	2,423	2,504	5,764	5,200	45,580	705	307	46,592
7,968	**18,123**	**3,037**	**2,356**	**6,963**	**10,398**	**52,960**	**732**	**278**	**53,970**
72,167	*120,965*	*16,454*	*16,004*	*34,470*	*40,569*	*327,710*	*5,085*	*1,909*	*334,704*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
TRAVAIL				
Société canadienne d'hypothèques et de logement	7,550	2,946	11,390	(771)
	8,552	**3,063**	**19,934**	**13,615**
	108,937	*14,269*	*90,524*	*39,856*
DÉFENSE NATIONALE				
Programme de planification d'urgence	2,538	47	77	931
	1,533	**31**	**18**	**1,806**
	5,402	*679*	*3,354*	*5,349*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Régime d'assistance publique du Canada	75,694	20,734	104,476	136,906
	74,081	**17,575**	**104,672**	**126,175**
	789,544	*181,075*	*912,441*	*1,100,043*
Services offerts aux jeunes délinquants	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**419**
	...	...	...	*5,247*
Réadaptation professionnelle des invalides	1,300	208	3,043	4,494
	1,816	**324**	**2,986**	**4,232**
	9,411	*2,505*	*25,085*	*26,829*
Total du ministère	76,994	20,942	107,519	141,400
	75,897	**17,899**	**107,658**	**130,826**
	798,955	*183,580*	*937,526*	*1,132,119*
TRAVAUX PUBLICS				
Construction de l'hôtel Market Square et du centre commercial de Saint-Jean (maximum de $8,086,000)	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**3,698**
	...	...	...	*16,586*
Coût d'entretien du pont Perley et du pont Macdonald-Cartier	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Revitalisation du centre de Moncton	...	...	...	1,514
	...	**...**	**...**	**3,000**(1)
	...	...	...	*5,339*
Programme d'infrastructure de Sault Ste Marie	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Total du ministère	...	...	...	1,514
	...	**...**	**...**	**6,698**
	...	...	...	*21,925*
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE				
Développement industriel et régional—Autres(7)	46,713	7,192	23,181	13,414
	25,253	**2,070**	**42,580**	**19,252**
	566,491	*302,138*	*549,298*	*513,884*
Tourisme	7	11	128	23
	33	**26**	**42**	**34**
	284	*393*	*3,390*	*425*
Total du ministère	46,720	7,203	23,309	13,437
	25,286	**2,096**	**42,622**	**19,286**
	566,775	*302,531*	*552,688*	*514,309*
SCIENCES ET TECHNOLOGIE				
Développement économique et régional	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
44,675	157,673	22,400	15,037	28,938	9,008	298,846	37,630	49	336,525
66,227	**163,374**	**23,064**	**6,700**	**37,101**	**8,608**	**350,238**	**28,532**	**17,150**	**395,920**
110,902	*403,534*	*68,713*	*243,914*	*76,176*	*32,399*	*1,189,224*	*93,286*	*17,441*	*1,299,951*
1,201	1,768	607	1,219	595	827	9,810	164	50	10,024
1,249	**1,375**	**484**	**125**	**325**	**2,354**	**9,300**	**58**	**54**	**9,412**
22,027	*26,345*	*5,051*	*4,124*	*7,718*	*10,813*	*90,862*	*688*	*269*	*91,819*
1,198,334	1,052,343	141,306	148,630	389,773	593,473	3,861,669	11,576	2,860	3,876,105
1,147,850	**943,523**	**132,178**	**143,512**	**334,286**	**598,787**	**3,622,639**	**10,227**	**2,424**	**3,635,290**
6,408,915	*8,227,219*	*1,128,350*	*1,187,132*	*2,642,120*	*4,422,717*	*26,999,556*	*92,174*	*20,836*	*27,112,566*
...	...	...	...	...	922	92[illegible]	...	5	927
—	**18,773**	—	—	—	**705**	**19,897**	—	**78**	**19,975**
65,040	*178,248*	...	...	...	*14,082*	*262,617*	...	*3,107*	*265,724*
...[6]	30,677	5,928	3,710	11,965	11,447	72,772	402	1,058	74,232
—	**34,856**	**8,848**	**3,671**	**21,081**	**20,981**	**98,795**	**743**	**430**	**99,968**
...	*250,472*	*45,305*	*37,698*	*93,073*	*57,262*	*547,640*	*2,772*	*5,644*	*556,056*
1,198,334	1,083,020	147,234	152,340	401,738	605,842	3,935,363	11,978	3,923	3,951,264
1,147,850	**997,152**	**141,026**	**147,183**	**355,367**	**620,473**	**3,741,331**	**10,970**	**2,932**	**3,755,233**
6,473,955	*8,655,939*	*1,173,655*	*1,224,830*	*2,735,193*	*4,494,061*	*27,809,813*	*94,946*	*29,587*	*27,934,346*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
—	—	—	—	—	—	**3,698**	—	—	**3,698**
...	...	...	...	...	...	*16,586*	...	...	*16,586*
...	165	...	...	...	...	165	...	...	165
—	**32**	—	—	—	—	**32**	—	—	**32**
...	*3,562*	...	...	...	...	*3,562*	...	...	*3,562*
...	...	...	...	...	...	1,514	...	...	1,514
—	—	—	—	—	—	**3,000**	—	—	**3,000**
...	...	...	...	...	...	*5,339*	...	...	*5,339*
...	4,381	...	...	...	...	4,381	...	...	4,381
—	**6,780**	—	—	—	—	**6,780**	—	—	**6,780**
...	*18,840*	...	...	...	...	*18,840*	...	...	*18,840*
...	4,546	...	...	...	...	6,060	...	...	6,060
—	**6,812**	—	—	—	—	**13,510**	—	—	**13,510**
...	*22,402*	...	...	...	...	*44,327*	...	...	*44,327*
45,785	9,511	22,961	1,363	2,470	2,333	174,923	5,481	1,132	181,536
49,557	**11,076**	**15,783**	**3,070**	**3,113**	**1,742**	**173,496**	**2,371**	**89**	**175,956**
1,111,114	*260,922*	*261,314*	*172,555*	*93,641*	*143,646*	*3,975,003*	*14,377*	*8,075*	*3,997,455*[7]
395	287	67	64	244	331	1,557	3	5	1,565
161	**153**	**90**	**68**	**149**	**137**	**893**	**46**	**28**	**967**
2,031	*6,100*	*2,195*	*384*	*1,292*	*3,934*	*20,428*	*183*	*201*	*20,812*
46,180	9,798	23,028	1,427	2,714	2,664	176,480	5,484	1,137	183,101
49,718	**11,229**	**15,873**	**3,138**	**3,262**	**1,879**	**174,389**	**2,417**	**117**	**176,923**
1,113,145	*267,022*	*263,509*	*172,939*	*94,933*	*147,580*	*3,995,431*	*14,560*	*8,276*	*4,018,267*
150,000	...	...	...	...	1,244,232	1,394,232	...	...	1,394,232
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
150,000	...	...	...	...	*1,244,232*	*1,394,232*	...	...	*1,394,232*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
SECRÉTARIAT D'ÉTAT				
L'enseignement des langues aux immigrants	...	3	18	...
	20	**2**	**19**	**...**
	72	*11*	*154*	*2*
Manuels de langues pour les immigrants	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*1*	*6*	...
Langues officielles dans l'enseignement	3,235	1,340	4,383	30,876
	2,476	**1,210**	**4,165**	**26,071**
	20,030	*9,743*	*38,390*	*214,088*
Paiements pour l'enseignement postsecondaire—77	60,611	13,273	91,688	75,106
	59,688	**12,933**	**89,866**	**73,704**
	411,994	*88,447*	*620,634*	*506,762*
Total du ministère	63,846	14,616	96,089	105,982
	62,184	**14,145**	**94,050**	**99,775**
	432,096	*98,202*	*659,184*	*720,852*
TRANSPORTS				
Aider à la rénovation et à l'amélioration des routes	1,042	2,956	9,545	10,657
	7,097	**1,770**	**7,347**	**9,936**
	66,781	*14,318*	*65,006*	*64,785*
Aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès	9,324	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	9,324	...	...	...
Construction de croisements étagés	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Amélioration et développement de l'infrastructure des routes	...	6,271	...	...
	...	**1,133**	**...**	**...**
	...	*7,404*	...	...
Amélioration de l'infrastructure ferroviaire à Churchill	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Développement du transport pour la construction, la rénovation et l'amélioration d'autoroutes	...	...	...	12,681
	...	**...**	**...**	**6,197**
	...	...	...	*18,878*
Total du ministère	10,366	9,227	9,545	23,338
	7,097	**2,903**	**7,347**	**16,133**
	76,105	*21,722*	*65,006*	*83,663*
Total global	269,877	67,188	277,377	327,674
	209,260	**63,843**	**277,779**	**297,267**
	2,205,603	*670,919*	*2,410,063*	*2,633,960*

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 1985-86.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1984-85.
Les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 1985-86).

(f) Programme complété.
(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.
(2) Comprend les montants présentés dans les Comptes publics de 1984-85 sous le ministère de l'Environnement.
(3) Ces montants ont été ajustés pour tenir compte des «Autres avantages et indemnités» représentant une somme additionnelle de 14% sur salaires, ainsi que pour tenir compte des montants présentés sous Exploitation des ressources minérales qui avaient dû être présentés sous Programme d'exploitation minérale de Terre-Neuve dans les Comptes publics de 1984-85.
(4) Comprend le programme Énergiebus.
(5) Ces montants ont été ajustés pour tenir compte des dépenses présentées sous Exploitation des ressources minérales qui auraient dû être présentés sous Programme d'exploitation minérale de Terre-Neuve dans les Comptes publics de 1984-85.
(6) Aucun paiement n'a été fait au Québec sous cette législation. Cependant, les paiements sont effectués en vertu du Régime d'assistance publique du Canada afin de contribuer au financement de la réadaptation des invalides.
(7) Comprend les programmes concernant les projets compréhensifs de développement économique rural, la Loi spéciale sur l'aménagement rural et le développement agricole, l'exploitation des possibilités de développement, l'entente de formation en gestion des provinces de l'Atlantique et les services consultatifs de la répartition physique des provinces de l'Atlantique, et la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador.
Ne comprend pas le montant de $32,006 depuis l'inauguration puisque ce montant n'est pas affecté par province.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
1,417	2,239	374	30	947	3,070	8,098	...	...	8,098
963	**2,674**	**396**	**70**	**1,016**	**2,230**	**7,390**	...	...	**7,390**
9,292	*24,765*	*2,422*	*560*	*7,281*	*13,855*	*58,414*	...	...	*58,414*
27	237	38	3	100	380	785	...	...	785
47	**100**	**35**	**11**	**185**	**120**	**498**	...	...	**498**
553	*2,035*	*172*	*64*	*1,112*	*891*	*4,834*	...	...	*4,834*
80,860	66,276	6,622	3,798	6,857	8,885	213,132	598	311	214,041
81,474	**63,229**	**6,127**	**2,854**	**6,117**	**7,549**	**201,272**	**234**	**432**	**201,938**
1,224,312	*676,883*	*57,539*	*23,970*	*52,246*	*61,743*	*2,378,944*	*1,729*	*1,953*	*2,382,626*
461,172	832,078	111,699	120,804	205,676	299,225	2,271,332	4,218	2,245	2,277,795
484,838	**837,358**	**114,586**	**115,066**	**201,801**	**289,457**	**2,279,297**	**4,482**	**2,258**	**2,286,037**
3,196,531	*5,859,835*	*759,556*	*748,485*	*1,293,158*	*1,797,662*	*15,283,064*	*31,041*	*13,916*	*15,328,021*
543,476	900,830	118,733	124,635	213,580	311,560	2,493,347	4,816	2,556	2,500,719
567,322	**903,361**	**121,144**	**118,001**	**209,119**	**299,356**	**2,488,457**	**4,716**	**2,690**	**2,495,863**
4,430,688	*6,563,518*	*819,689*	*773,079*	*1,353,797*	*1,874,151*	*17,725,256*	*32,770*	*15,869*	*17,773,895*
...	...	...	...	...	...	24,200	...	...	24,200
...	...	...	...	...	...	**26,150**	...	...	**26,150**
...	...	...	...	...	...	*210,890*	...	...	*210,890*
...	...	...	...	...	...	9,324	...	...	9,324
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	*9,324*	...	...	*9,324*
2,000	2,500	...	...	...	...	4,500	...	...	4,500
1,000	**1,000**	...	...	...	...	**2,000**	...	...	**2,000**
3,000	*3,500*	...	...	...	...	*6,500*	...	...	*6,500*
...	...	...	...	...	...	6,271	...	...	6,271
...	...	...	...	...	...	**1,133**	...	...	**1,133**
...	...	...	...	...	...	*7,404*	...	...	*7,404*
...	...	3,199	...	...	...	3,199	...	...	3,199
...	...	**48**	...	...	...	**48**	...	...	**48**
...	...	*3,247*	...	...	...	*3,247*	...	...	*3,247*
...	...	...	...	...	...	12,681	...	...	12,681
...	...	...	...	...	...	**6,197**	...	...	**6,197**
...	...	...	...	...	...	*18,878*	...	...	*18,878*
2,000	2,500	3,199	...	...	...	60,175	...	...	60,175
1,000	**1,000**	**48**	...	...	...	**35,528**	...	...	**35,528**
3,000	*3,500*	*3,247*	...	...	...	*256,243*	...	...	*256,243*
2,198,917	2,340,870	368,473	412,407	766,944	2,269,543	9,299,270	62,700	8,799	9,370,769
1,940,095	**2,174,698**	**340,516**	**370,103**	**679,651**	**962,212**	**7,315,424**	**49,354**	**25,575**	**7,390,353**
13,182,113	*16,760,554*	*2,583,323*	*3,059,855*	*4,754,251*	*8,101,185*	*56,361,826*	*248,748*	*81,597*	*56,692,171*

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1985-86

Autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement

SOMMAIRE

	Page
Dépenses budgétaires par affectation	11.2
Commissions	11.21
Frais de congés d'étude	11.40
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1985-86	11.41
Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens	11.43
Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1985-86	11.45
Produits de placements	11.47
Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	11.51

Dépenses budgétaires par affectation

Cet état présente les dépenses budgétaires par affectation telle qu'approuvée par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 24 de la Loi sur l'administration financière.

	Affectations	Dépenses
	$	$
AGRICULTURE		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	35,620,588	35,595,920
Réserve pour rajustements de rémunération	714,867	
Autres frais de fonctionnement	17,875,561	17,569,243
Travaux publics (contrôlé)	163,000	153,678
Défi 85	126,500	126,311
	54,500,516	*53,445,152*
Montants statutaires	*5,513,530*	*5,513,530*
	60,014,046	58,958,682
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	181,990,123	181,299,560
Réserve pour rajustements de rémunération	5,131,040	
Autres frais de fonctionnement	75,721,273	65,935,305
R&D énergétique (traitements)	209,880	137,410
R&D énergétique (autres coûts de fonctionnement)	3,354,000	3,349,062
Travaux publics (contrôlé)	411,000	339,180
Défi 85	1,730,000	1,728,361
	268,547,316	*252,788,878*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	48,650,402	44,688,134
Travaux publics (contrôlé)	47,140,598	47,110,802
R&D énergétique (capital)	384,000	384,000
	96,175,000	*92,182,936*
Crédit 15—Subventions et contributions	*532,557,246*	*499,233,467*
Montants statutaires	*363,216,226*	*362,516,226*
	1,260,495,788	1,206,721,507
PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'INSPECTION AGRO-ALIMENTAIRES		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	143,000,000	142,990,769
Réserve pour rajustements de rémunération	4,001,722	
Autres frais de fonctionnement	27,072,420	26,247,458
Travaux publics (contrôlé)	247,000	175,586
Défi 85	668,426	655,282
	174,989,568	*170,069,095*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	5,769,300	5,748,702
Travaux publics (contrôlé)	26,005,000	26,689,100
	31,774,300	*32,437,802*
Crédit 30—Subventions et contributions	*14,472,000*	*14,368,465*
Montants statutaires (incluant le Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes)	*25,618,371*	*22,548,568*
	246,854,239	239,423,930
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	47,045,077	47,042,789
Réserve pour rajustements de rémunération	1,270,285	
Autres frais de fonctionnement	24,686,438	21,283,615
R&D énergétique (autres coûts de fonctionnement)	1,040,000	802,037
Travaux publics (contrôlé)	30,000	
Défi 85	1,335,000	1,323,375
Bloquées	88,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	490,000	457,559
	75,004,800	*69,994,257*
Crédit 40—Dépenses en capital—		
Capital	15,834,600	12,608,633
R&D énergétique	25,000	11,385
Travaux publics (contrôlé)	14,429,000	12,933,061
Moins: recettes à valoir sur le crédit	15,000	7,470
	30,273,600	*25,545,609*
Crédit 45—Subventions et contributions—		
Général	108,762,201	104,197,979
R&D énergétique	172,000	171,821
	108,934,201	*104,369,800*
Montant statutaire	*7,482,000*	*7,482,000*
	221,694,601	207,391,666
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	25,791,067	25,120,987
Réserve pour rajustements de rémunération	1,003,029	
Autres frais de fonctionnement	9,014,904	8,268,777
Travaux publics (contrôlé)	20,000	10,617
	35,829,000	*33,400,381*
Montants statutaires	*4,905,359*	*4,905,359*
	40,734,359	38,305,740
Sous-total—Département	1,829,793,033	1,750,801,525
Commission canadienne du lait		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,933,881	2,612,572
Réserve pour rajustements de rémunération	54,119	
Autres frais de fonctionnement	1,384,700	1,160,462
Bloquées	42,300	
	4,415,000	3,773,034

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Office canadien des provendes		
Crédit 60—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	996,651	884,698
Réserve pour rajustements de rémunération	20,349	
Autres frais de fonctionnement	542,800	431,256
Bloquées	16,200	
	1,576,000	*1,315,954*
Crédit 65—Contributions	*18,100,000*	*15,455,083*
	19,676,000	16,771,037
Total du ministère	1,853,884,033	1,771,345,596
COMMUNICATIONS		
Département		
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	79,365,766	78,905,101
Réserve pour rajustements de rémunération	1,087,131	
Autres frais de fonctionnement	50,893,103	48,736,121
Ententes pour le développement économique et régional	573,000	164,196
Défi 85	17,952	17,952
Bloquées	4,312,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	6,274,000	6,309,933
	129,974,952	*121,513,437*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	23,429,000	21,876,348
Bloquées	100,000	
	23,529,000	*21,876,348*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	26,745,000	25,101,833
Contributions aux Unions internationales des télécommunications	2,773,000	2,772,047
Ententes pour le développement économique et régional	2,800,000	2,600,567
Programme spécial—Initiatives culturelles	25,037,130	21,348,167
Bloquées	6,953,872	
	64,309,002	*51,822,614*
Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des postes—		
Autres frais de fonctionnement	*55,093,000*	*55,093,000*
Crédit 20—Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc.	*81,787,000*	*46,500,000*
Montants statutaires	*12,945,666*	*12,945,666*
	367,638,620	309,751,065
PROGRAMME DU FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES		
Montants statutaires	16,435,326	(228,409)
Sous-total—Département	384,073,946	309,522,656

	Affectations	Dépenses
	$	$
Conseil des Arts du Canada		
Crédit 30—Paiements au Conseil des Arts du Canada—		
Autres frais de fonctionnement	74,244,000	74,244,000
Société Radio-Canada		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	*789,638,000*	*789,638,000*
Vote 40—Fonds de roulement—		
Autres frais de fonctionnement	*2,500,000*	2,500,000
Crédit 45—Dépenses en capital	*65,209,001*	*65,209,000*
	857,347,001	857,347,000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
Crédit 50—Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	75,928,575	75,928,575
Bloquées	125,000	
	76,053,575	75,928,575
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	16,979,108	16,947,985
Réserve pour rajustements de rémunération	296,884	
Autres frais de fonctionnement	5,525,748	5,279,612
Défi 85	7,667	2,992
Bloquées	159,260	
	22,968,667	*22,230,589*
Montants statutaires	*2,799,002*	*2,799,002*
	25,767,669	25,029,591
Corporation du Centre national des Arts		
Crédit 60—Paiements à la Corporation du Centre national des Arts—		
Autres frais de fonctionnement	16,574,000	16,574,000
Office national du film		
Crédit 65—Déficit de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	37,595,971	37,595,971
Réserve pour rajustements de rémunération	666,311	
Autres frais de fonctionnement	23,214,418	23,214,418
Défi 85	14,960	14,960
Bloquées	203,300	
	61,694,960	*60,825,349*
Montant statutaire	*5,237,779*	*4,249,974*
	66,932,739	65,075,323
Bibliothèque nationale		
Crédit 70—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	16,235,426	15,954,912
Autres frais de fonctionnement	11,852,436	11,422,672
Données biblio électroniques (traitements)	599,000	591,574
Données biblio électroniques (autres coûts de fonctionnement)	1,166,800	1,067,570

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Défi 85	155,815	131,807
Programme d'enseignement coopératif	120,607	120,607
Bloquées	409,600	
	30,539,684	*29,289,142*
Montant statutaire	*2,569,780*	*2,569,780*
	33,109,464	31,858,922
Musées nationaux du Canada		
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	38,331,537	37,547,969
Réserve pour rajustements de rémunération	487,340	
Autres frais de fonctionnement	24,602,374	22,022,139
Programme d'initiatives pétrolières et gazières du Nord (traitements)	126,000	116,544
Programme d'initiatives pétrolières et gazières du Nord (fonctionnement)	231,600	187,256
Défi 85	380,000	378,728
Acquisition de pièces (report)	545,277	545,277
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,100,000	958,305
	63,604,128	*59,839,608*
Crédit 80—Subventions et contributions	*8,852,700*	*8,334,578*
Montant statutaire	*5,738,004*	*5,738,004*
	78,194,832	73,912,190
Archives publiques		
Crédit 85—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	24,247,452	24,099,517
Réserve pour rajustements de rémunération	760,681	
Autres frais de fonctionnement	14,689,575	13,621,769
Défi 85	263,169	253,445
Programme d'enseignement coopératif	29,679	26,988
Bloquées	435,200	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,900,000	1,720,639
	38,525,756	*36,281,080*
Montant statutaire	*3,813,956*	*3,813,956*
	42,339,712	40,095,036
Total du ministère	1,654,636,938	1,569,587,293

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

Département

	Affectations	Dépenses
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	81,301,696	80,732,821
Réserve pour rajustements de rémunération	2,144,304	
Autres frais de fonctionnement	27,898,453	26,098,264
Énerguide	36,000	25,000
Programme d'enseignement coopératif	89,000	75,299
Défi 85	206,461	192,421
Commission d'enquête sur l'industrie pharmaceutique	155,000	148,722
	111,830,914	*107,272,527*
Crédit 5—Dépenses en capital	*5,683,000*	*5,104,774*
Crédit 10—Subventions et contributions	*64,316,000*	*29,594,534*
Montants statutaires	*12,966,379*	*12,966,379*
Sous-total—Département	194,796,293	154,938,214

	Affectations	Dépenses
	$	$
Société canadienne des postes		
Crédit 20—Paiements à des fins spéciales (voir Revenu national)—		
Coûts de l'infrastructure: contenu culturel	*170,000,000*	*170,000,000*
Crédit 11b—Paiements à des fins spéciales—		
Autres frais de fonctionnement	*730,000*	*730,000*
Crédit 12c—Frais qui dépassent les recettes jusqu'au 31 mars 1985—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Montant statutaire	*184,284,000*	*184,284,000*
	355,014,001	355,014,000
Commission sur les pratiques restrictives du commerce		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	901,932	855,436
Réserve pour rajustements de rémunération	11,466	
Autres frais de fonctionnement	491,002	435,564
	1,404,400	*1,291,000*
Montant statutaire	*129,000*	*129,000*
	1,533,400	1,420,000
Conseil canadien des normes		
Crédit 20—Paiements versés au Conseil canadien des normes—		
Autres frais de fonctionnement	5,424,000	5,424,000
Total du ministère	556,767,694	516,796,214

EMPLOI ET IMMIGRATION

Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX

	Affectations	Dépenses
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	16,040,711	15,460,171
Réserve pour rajustements de rémunération	334,992	
Autres frais de fonctionnement	5,164,887	4,208,901
Personnel exempt du ministre	450,000	449,036
Défi 85 (années-personnes non contrôlées)	138,441	116,080
Moins: recouvrement de l'assurance-chômage	14,706,000	14,202,000
	7,423,031	*6,032,188*
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	115,762,716	114,391,520
Autres frais de fonctionnement	147,895,283	137,510,803
Défi 85 (années-personnes non contrôlées)	246,954	213,654
Moins: recouvrement de l'assurance-chômage	231,229,000	225,785,000
	32,675,953	*26,330,977*
Montants statutaires	*17,486,857*	*17,486,857*
	57,585,841	49,850,022

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	585,610,755	549,707,151
Réserve pour rajustements de rémunération	14,079,397	
Autres frais de fonctionnement	738,302,119	693,163,425
Défi 85 (années-personnes non contrôlées)	10,233,120	9,420,839
Moins: recettes à valoir sur le crédit	741,171,000	667,869,000
	607,054,391	*584,422,415*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,107,693,717	938,633,773
Bloquées	189,741,500	
	1,297,435,217	*938,633,773*
Montants statutaires	*2,999,359,339*	*2,999,359,339*
	4,903,848,947	4,522,415,527
PROGRAMME D'IMMIGRATION		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	70,448,696	69,668,503
Autres frais de fonctionnement	19,261,734	17,631,006
Défi 85 (années-personnes non contrôlées)	497,344	478,265
	90,207,774	*87,777,774*
Crédit 25—Contributions	*41,463,000*	*40,604,194*
Montants statutaires	*10,684,456*	*10,684,456*
	142,355,230	139,066,424
Sous-total—Département	5,103,790,018	4,711,331,973
Commission d'appel de l'immigration		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,327,300	3,327,300
Réserve pour rajustements de rémunération	3,071	
Autres frais de fonctionnement	765,629	750,703
	4,096,000	*4,078,003*
Montant statutaire	*505,000*	*505,000*
	4,601,000	4,583,003
Total du ministère	5,108,391,018	4,715,914,976

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES

Département

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	23,790,477	23,788,072
Autres frais de fonctionnement	23,150,345	20,184,779
Travaux publics (contrôlé)	1,772,186	1,772,186
Défi 85	195,560	195,559
Bloquées	1,471,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	9,490,000	8,625,048
	40,889,568	*37,315,548*
Montants statutaires	*3,642,485*	*3,642,485*
	44,532,053	40,958,033
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Général	34,088,553	34,041,264
R & D énergétique	1,773,000	1,624,862
Réserve pour rajustements de rémunération	610,952	
Général	54,201,953	48,973,762
R & D énergétique	9,266,620	7,871,292
Stimulant pétrôle (traitements)	12,164,000	12,163,780
Stimulant pétrôle (autre fonctionnement)	5,232,000	4,589,948
Prix d'huile (traitements)	724,000	584,601
Prix d'huile (autre fonctionnement)	754,000	446,910
Défi 85	135,624	127,926
Bloquées	11,412,000	
	130,362,702	*110,424,345*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Général	227,542,001	205,515,571
R & D énergétique	8,079,000	6,334,776
Bloquées	37,970,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	85,600,000	71,478,846
	187,991,001	*140,371,501*
Crédit 15—Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes—		
Subventions et contributions	49,600,001	37,242,813
Bloquées	4,900,000	
	54,500,001	*37,242,813*
Crédit 20—Programme canadien de remplacement du pétrole—		
Autres frais de fonctionnement		
Remplacement du pétrole—Aide à la conversion	111,000,000	110,339,202
Remplacement du pétrole—Accroissement des réseaux de distribution	57,000,000	54,800,336
Moins: recettes à valoir sur le crédit	55,000,000	53,070,629
	113,000,000	*112,068,909*
Crédit 25—Programme d'encouragement du secteur pétrolier—		
Subventions et contributions	1,501,750,000	1,499,758,602
Bloquées	98,250,000	
	1,600,000,000	*1,499,758,602*
Montants statutaires	*625,782,261*	*(31,664,018)*
	2,711,635,965	1,868,202,152
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Salaires (général)	116,396,537	116,396,537
R & D énergétique (salaires)	4,623,780	4,623,780
Sherbrooke (salaires)	415,000	401,523
Réserve pour rajustements de rémunération	254,605	
Autres frais de fonctionnement (général)	101,652,586	95,216,042
R & D énergétique (autres frais de fonctionnement)	21,179,745	20,637,389
Sherbrooke (autres frais de fonctionnement)	885,000	550,329
Travaux publics (contrôlé)	4,020,000	3,253,167
Défi 85	2,955,518	2,955,516
Bloquées	5,760,715	
	258,143,486	*244,034,283*
Crédit 40—Dépenses en capital—		
Capital (général)	26,424,400	25,585,973

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
R & D énergétique (capital)	5,901,000	5,824,131
Déménagement à Sherbrooke (capital)	3,340,000	98,732
Travaux publics (contrôlé)	4,293,200	3,779,100
Bloquées	6,253,000	
	46,211,600	*35,287,936*
Crédit 45—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	25,413,815	21,338,364
Bloquées	4,030,285	
	29,444,100	*21,338,364*
Montants statutaires	*18,882,359*	*18,882,359*
	352,681,545	319,542,942
Sous-total—Département	3,108,849,563	2,228,703,127
Commission de contrôle de l'énergie atomique		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	12,940,831	11,809,915
Réserve pour rajustements de rémunération	284,169	
Autres frais de fonctionnement	8,801,700	6,881,601
Bloquées	246,300	
	22,273,000	*18,691,516*
Montant statutaire	*2,033,000*	*2,033,000*
	24,306,000	20,724,516
Énergie atomique du Canada, Limitée		
Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	*299,528,000*	*244,892,753*
Crédit 60—Dépenses en capital	*32,089,000*	*30,228,000*
	331,617,000	275,120,753
Office national de l'énergie		
Crédit 65—Dépense du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	18,958,119	18,144,431
Réserve pour rajustements de rémunération	221,661	
Autres frais de fonctionnement	5,024,020	3,949,883
Bloquées	160,200	
	24,364,000	*22,094,314*
Montants statutaires	*2,961,000*	*2,961,000*
	27,325,000	25,055,314
Petro-Canada		
Montants statutaires	18,205,384	
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale		
Crédit 70—Paiements à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale—		
Autres frais de fonctionnement	23,800,000	23,800,000
Bloquées	6,700,000	
	30,500,000	23,800,000
Total du ministère	3,540,802,947	2,573,403,710

	Affectations	Dépenses
	$	$
ENVIRONNEMENT		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Salaires (général)	21,710,204	21,417,048
Salaires (R & D énergétique)	52,000	52,000
Réserve pour rajustements de rémunération	429,857	
Autres frais de fonctionnement (général)	13,298,339	12,436,576
R & D énergétique (autres frais de fonctionnement)	33,000	26,465
Défi 85	72,224	71,685
Programme d'enseignement coopératif	132,400	131,839
Bloquées	282,000	
	36,010,024	*34,135,613*
Montants statutaires	*3,498,530*	*3,498,530*
	39,508,554	37,634,143
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Salaires (général)	185,248,876	185,151,805
R & D énergétique (salaires)	585,000	532,441
Programme d'initiatives pétrolières et gazières Nord (salaires)	216,200	122,358
Réserve pour rajustements de rémunération	2,742,589	
Autres frais de fonctionnement (général)	129,710,584	121,772,654
Programme d'inititiatives pétrolières et gazières Nord (autres frais de fonctionnement)	883,700	841,683
R & D énergétique (autres frais de fonctionnement)	6,907,000	5,817,354
Défi 85	1,280,000	1,264,675
Programme d'enseignement coopératif	989,000	978,438
Moins: recettes (traitements et salaires)	11,918,000	12,027,974
Moins: recettes (général)	21,268,000	20,433,674
	295,376,949	*284,019,760*
Vote 10—Dépenses en capital—		
Capital	31,223,000	30,081,586
Programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord	213,000	185,925
R & D énergétique	580,000	546,565
Travaux publics (contrôlé)	10,652,000	9,567,820
	42,668,000	*40,381,896*
Vote 15—Subventions et contributions	*23,041,000*	*21,718,460*
Montant statutaire	*28,523,614*	*28,523,614*
	389,609,563	374,643,730
PROGRAMME PARCS CANADA		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	132,656,003	132,387,520
Réserve pour rajustements de rémunération	4,117,478	
Autres frais de fonctionnement	55,519,996	52,213,464
Défi 85	889,915	885,865
Programme d'enseignement coopératif	99,500	99,451
	193,282,892	*185,586,300*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	65,262,400	61,738,955
Travaux publics (contrôlé)	17,500,000	17,082,952

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Programme d'enseignement coopératif	331,600	292,554
Bloquées	6,798,000	
	89,892,000	*79,114,461*
Crédit 30—Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,080,457	1,037,139
Autres frais de fonctionnement	1,645,498	1,604,967
Bloquées	183,045	134,627
	2,909,000	*2,776,733*
Montants statutaires	*21,043,013*	*21,043,013*
	307,126,905	288,520,507
Total du ministère	736,245,022	700,798,380
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Département		
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	168,757,000	168,732,057
Autres frais de fonctionnement	265,227,100	263,710,935
Traitements (embauché sur place)	58,305,000	58,304,161
Indemnités de service à l'étranger	38,225,000	38,220,126
Programme d'enseignement coopératif	100,000	99,976
Défi 85	47,952	33,935
	530,662,052	*529,101,190*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital secondaire	36,692,000	32,657,239
Programme de capital à long terme	31,750,000	25,220,803
	68,442,000	*57,878,042*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Programme au développement du marché d'exportation	35,014,000	33,717,627
Subventions et contributions en devises étrangères	105,039,294	105,407,163
Autres subventions et contributions	15,657,238	14,036,362
	155,710,532	*153,161,152*
Montants statutaires	*28,432,842*	*28,432,842*
	783,247,426	768,573,226
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER—FONDS RENOUVELABLE DES PASSEPORTS		
Montants statutaires	11,346,546	(703,274)
PROGRAMME DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLÉAGINEUSES		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,164,555	1,839,637
Réserve pour rajustements de rémunération	28,445	
Autres frais de fonctionnement	1,354,000	867,598
	3,547,000	*2,707,235*
Crédit 25—Subventions et contributions	*7,441,000*	*5,763,684*
Montants statutaires	*339,000*	*339,000*
	11,327,000	8,809,919

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	684,299	635,620
Réserve pour rajustements de rémunération	13,701	
Autres frais de fonctionnement	4,876,001	4,556,822
	5,574,001	*5,192,442*
Montants statutaires	*97,000*	*97,000*
	5,671,001	5,289,442
Sous-total—Département	811,591,973	781,969,313
Corporation commerciale canadienne		
Crédit 35—Dépenses du programme— Autres frais de fonctionnement	15,826,000	15,826,000
Agence canadienne de développement international		
Crédit 40—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	44,853,989	44,806,318
Réserve pour rajustements de rémunération	161,394	
Autres frais de fonctionnement	24,007,617	21,747,499
Défi 85	74,500	73,249
Programme d'enseignement coopératif	258,700	246,948
	69,356,200	*66,874,014*
Crédit 45—Subventions et contributions—		
Subventions	334,275,000	328,423,684
Contributions	928,625,000	865,939,623
Bloquées	22,800,000	
	1,285,700,000	*1,194,363,307*
Montants statutaires	*9,937,000*	*7,437,000*
	1,364,993,200	1,268,674,321
Centre de recherches pour le développement international		
Crédit 70—Paiements au Centre de recherches pour le développement international— Autres frais de fonctionnement	86,000,000	86,000,000
Commission mixte internationale		
Crédit 75—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,696,333	1,617,342
Réserve pour rajustements de rémunération	32,859	
Autres frais de fonctionnement	1,433,208	1,296,414
Bloquées	42,600	
	3,205,000	*2,913,756*
Montant statutaire	*267,000*	*267,000*
	3,472,000	3,180,756
Total du ministère	2,281,883,173	2,155,650,390

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
FINANCES		
Département		
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	32,892,300	32,745,466
Autres frais de fonctionnement	25,482,200	23,439,342
Bloquées	535,500	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	8,369,000	8,949,540
	50,541,000	*47,235,268*
Montants statutaires	*38,369,691*	*38,369,691*
	88,910,691	85,604,959
PROGRAMME DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		
Montant statutaire	25,505,083,566	25,505,083,566
PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL		
Montants statutaires	5,702,014,558	5,702,014,558
PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,797,789	1,486,326
Réserve pour rajustements de rémunération	21,043	
Autres frais de fonctionnement	391,168	319,017
	2,210,000	*1,805,343*
Montant statutaire	*280,000*	*280,000*
	2,490,000	2,085,343
PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,168,800	1,781,562
Réserve pour rajustements de rémunération	16,528	
Autres frais de fonctionnement	1,456,672	1,440,007
	3,642,000	*3,221,569*
Montant statutaire	*280,000*	*280,000*
	3,922,000	3,501,569
PROGRAMME SPÉCIAL		
Crédit 15—La Caisse des réclamations étrangères	*85,000*	*85,000*
Vote 16c—Radier prêt inactif à la Grèce—		
Autres frais de fonctionnement	*6,214,126*	*6,214,126*
Montants statutaires	*875,000,000*	*791,059,980*
	881,299,126	797,359,106
Sous-total—Département	32,183,719,941	32,095,649,101
Vérificateur général		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	39,045,000	38,087,980
Défi 85	8,415	8,415
	39,053,415	*38,096,395*
Montants statutaires	*4,336,257*	*4,336,257*
	43,389,672	42,432,652
Assurances		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	8,893,223	8,893,223
Autres frais de fonctionnement	14,947,777	8,889,606
Bloquées	1,000	
	23,842,000	*17,782,829*
Montants statutaires	*6,684,191*	*6,684,191*
	30,526,191	24,467,020
Commission du tarif		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,956,702	1,946,195
Réserve pour rajustements de rémunération	26,143	
Autres frais de fonctionnement	708,655	703,643
Bloquées	15,800	
	2,707,300	*2,649,838*
Montant statutaire	*296,000*	*296,000*
	3,003,300	2,945,838
Total du ministère	32,260,639,104	32,165,494,611
PÊCHES ET OCÉANS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	227,417,100	226,974,562
Réserve pour rajustements de rémunération	3,280,150	
Autres frais de fonctionnement	205,620,300	205,150,828
R & D énergétique	5,126,000	5,086,935
Défi 85	2,736,000	2,735,465
Programme d'enseignement coopératif	490,000	484,392
Bloquées	4,943,800	
	449,613,350	*440,432,182*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	129,098,000	126,699,148
R & D énergétique	1,032,000	835,705
Bloquées	790,000	
	130,920,000	*127,534,853*
Crédit 10—Subventions et contributions	*29,700,850*	*28,169,506*
Montants statutaires	*38,287,769*	*38,287,769*
Total du ministère	648,521,969	634,424,310
GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
Département		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,404,883	3,240,145
Réserve pour rajustements de rémunération	88,729	
Autres frais de fonctionnement	2,339,888	2,278,603
Bloquées	40,900	
	5,874,400	*5,518,748*
Montants statutaires	*765,774*	*765,774*
Total du ministère	6,640,174	6,284,522

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	32,527,239	30,688,861
Réserve pour rajustements de rémunération	565,215	
Autres frais de fonctionnement	13,270,146	10,015,218
Défi 85	14,586	10,743
Loi pour enlever discrimination de l'Acte, Loi des Indiens	116,000	81,000
Bloquées	784,400	
	47,277,586	*40,795,822*
Montants statutaires	*5,120,530*	*5,120,530*
	52,398,116	45,916,352
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	138,459,725	137,042,538
Réserve pour rajustements de rémunération	4,431,276	
Autres frais de fonctionnement	83,043,443	73,694,554
Défi 85	365,571	329,356
Loi pour enlever discrimination de l'Acte, Loi des Indiens	570,550	172,853
	226,870,565	*211,239,301*
Crédit 10—Dépenses en capital	*59,698,277*	*59,360,304*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,272,509,682	1,266,386,356
Défi 85	22,000	22,000
Loi pour enlever discrimination de la Loi sur les Indiens	7,000,000	2,000,000
Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba	3,824,000	
Moins: CAPAFE de 1984-85 (bloquées)	2,714,678	
	1,280,641,004	*1,268,408,356*
Montants statutaires	*29,534,013*	*24,482,960*
	1,596,743,859	1,563,490,921
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	34,949,768	28,687,473
Réserve pour rajustements de rémunération	681,376	
Autres frais de fonctionnement	37,463,561	36,108,461
Défi 85	88,431	83,521
Convertion définitive des Inuvialuit	169,200	
Bloquées	334,500	
	73,686,836	*64,879,455*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	20,126,000	18,618,045
Bloquées	846,000	
	20,972,000	*18,618,045*
Crédit 30—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	49,534,404	44,947,746
Convention définitive des Inuvialuit—Yukon	299,200	299,200
Convention définitive des Inuvialuit—GTNO	24,700	2,755
	49,858,304	*45,249,701*
Montants statutaires (incluant le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement)	*8,154,988*	*6,133,459*
	152,672,128	134,880,660
PROGRAMME DE TRANSFERTS AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX		
Crédit 35—Yukon—Subventions et contributions	*138,789,000*	*138,788,215*
Crédit 40—Territoires du Nord-Ouest—Subventions et contributions	*447,390,000*	*447,390,000*
	586,179,000	586,178,215
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES		
Crédit 45—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,024,761	2,834,396
Réserve pour rajustements de rémunération	67,532	
Autres frais de fonctionnement	6,357,539	5,469,664
Défi 85	3,105	2,958
Convention définitive des Inuvialuit	71,000	
Bloquées	194,700	
	9,718,637	*8,307,018*
Crédit 50—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	34,137,565	34,081,052
Convention définitive des Inuvialuit	1,750,000	1,656,581
	35,887,565	*35,737,633*
Montants statutaires	*1,425,000*	*1,425,000*
	47,031,202	45,469,651
Total du ministère	2,435,024,305	2,375,935,799
JUSTICE		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	55,402,924	53,998,319
Réserve pour rajustements de rémunération	538,261	
Autres frais de fonctionnement	22,265,015	19,388,336
Défi 85	99,523	98,571
	78,305,723	*73,485,226*
Crédit 5—Subventions et contributions	*75,464,001*	*49,804,538*
Montants statutaires	*8,411,344*	*8,411,344*
Sous-total—Département	162,181,068	131,701,108
Commission canadienne des droits de la personne		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,997,929	5,610,031
Réserve pour rajustements de rémunération	118,518	
Autres frais de fonctionnement	2,576,753	2,285,982

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Bloquées	79,800	
	8,773,000	*7,896,013*
Montant statutaire	*906,000*	*906,000*
	9,679,000	8,802,013
Commissaire à la magistrature fédérale		
Crédit 15—Dépenses de fontionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,045,984	1,021,042
Réserve pour rajustements de rémunération	20,016	
Autres frais de fonctionnement	1,837,001	1,683,227
Bloquées	30,000	
	2,933,001	*2,704,269*
Crédits 20—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	66,702	24,363
Réserve pour rajustements de rémunération	2,119	
Autres frais de fonctionnement	251,179	247,633
	320,000	*271,996*
Montants statutaires	*103,628,287*	*103,628,287*
	106,881,288	106,604,552
Cour fédérale du Canada		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,513,084	5,007,102
Autres frais de fonctionnement	3,018,916	2,664,591
	8,532,000	*7,671,693*
Montant statutaire	*849,000*	*849,000*
	9,381,000	8,520,693
Commission de réforme du droit du Canada		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant la personnel	1,523,810	1,463,433
Réserve pour rajustements de rémunération	35,272	
Autres frais de fonctionnement	3,172,818	2,828,716
Bloquées	99,100	
Moins: CAPAFE de 1984-85 (bloquées)	3,187	
	4,827,813	*4,292,149*
Montant statutaire	*241,000*	*241,000*
	5,068,813	4,533,149
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,209,202	2,205,519
Autres frais de fonctionnement	798,798	648,558
Défi 85	5,000	3,857
Bloquées	25,200	
	3,038,200	*2,857,934*
Montant statutaire	*324,988*	*324,988*
	3,363,188	3,182,922
Cour suprême du Canada		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,081,806	2,080,707

	Affectations	Dépenses
	$	$
Réserve pour rajustements de rémunération	52,952	
Autres frais de fonctionnement	2,296,842	2,220,077
	4,431,600	*4,300,784*
Montants statutaires	*2,118,322*	*2,118,322*
	6,549,922	6,419,106
Cour canadienne de l'impôt		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,159,480	1,650,821
Réserve pour rajustements de rémunération	42,629	
Autres frais de fonctionnement	1,595,991	1,292,316
Défi 85	27,000	23,277
Bloquées	47,900	
	3,873,000	*2,966,414*
Montant statutaire	*247,000*	*247,000*
	4,120,000	3,213,414
Total du ministère	307,224,279	272,976,957
TRAVAIL		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	28,755,702	28,661,635
Réserve pour rajustements de rémunération	655,087	
Autres frais de fonctionnement	14,014,350	13,678,409
Défi 85	163,230	163,230
	43,588,369	*42,503,274*
Crédit 5—Subventions et contributions	*15,154,000*	*15,020,731*
Montant statutaire	*93,765,517*	*93,765,517*
Sous-total—Département	152,507,886	151,289,522
Conseil canadien des relations du travail		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,870,160	3,872,179
Réserve pour rajustements de rémunération	82,520	
Autres frais de fonctionnement	1,690,320	1,653,444
	5,643,000	*5,525,623*
Montant statutaire	*620,000*	*620,000*
	6,263,000	6,145,623
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Logement du marché	87,127,000	71,910,730
Logement social	1,187,503,000	1,125,891,766
Remise en état et conservation	162,363,000	152,267,440
Équipements communautaires	11,057,000	5,380,578
Recherche, développement, démonstration et information	26,362,000	22,069,526
Assurance prêts hypothèque	544,000	402,133
R & D énergétique	450,000	231,632
Défi 85	28,000	28,000
	1,475,434,000	*1,378,181,805*
Crédit 16c—Remettre le montant principal des avances en cours au 31 décembre 1985—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Montants statutaires	*76,086,285*	*76,086,285*
	1,551,520,286	1,454,268,090
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,345,000	4,860,366
Autres frais de fonctionnement	2,271,500	1,827,089
Bloquées	70,500	
	7,687,000	6,687,455
Total du ministère	1,717,978,172	1,618,390,690
DÉFENSE NATIONALE		
Département		
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Salaires civils	999,237,629	999,237,629
Salaires militaires	2,641,568,309	2,641,568,309
Autres frais de fonctionnement	2,557,297,653	2,577,518,739
Défi 85	606,360	606,360
Bloquées	107,989,916	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	289,787,367	289,787,367
	6,016,912,500	*5,929,143,670*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	2,326,939,471	2,332,030,734
R & D énergétique	493,729	493,729
Bloquées	137,579,801	
Moins: CAPAFE de 1984-85 (bloquées)	12,201,399	
	2,452,811,602	*2,332,524,463*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	133,853,971	133,853,971
Bloquées	6,917,771	
	140,771,742	*133,853,971*
Montants statutaires	*758,028,045*	*758,028,045*
	9,368,523,889	9,153,550,149
PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE		
Crédit 15—Exécution de travaux de construction et d'entretien liés à la défense—		
Autres frais de fonctionnement	14,300,000	14,300,000
Bloquées	1,200,000	
	15,500,000	14,300,000
Total du ministère	9,384,023,889	9,167,850,149
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Département		
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	29,043,048	28,218,642
Réserve pour rajustements de rémunération	549,532	
Autres frais de fonctionnement	11,689,421	11,208,868
Défi 85	9,163	9,163
Bloquées	221,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,524,000	1,501,794
	39,988,164	*37,934,879*
Montants statutaires	*4,598,730*	*4,598,730*
	44,586,894	42,533,609
PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	10,721,317	10,711,362
Autres frais de fonctionnement	10,166,775	8,709,145
Défi 85	28,881	28,881
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	14,635	14,635
Programme d'enseignement coopératif	81,965	81,966
Bloquées	774,200	
	21,787,773	*19,545,989*
Crédit 10—Subventions et contributions	*34,825,000*	*34,113,165*
Montants statutaires	*6,387,791,000*	*6,387,791,000*
	6,444,403,773	6,441,450,154
PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	9,724,464	9,486,640
Réserve pour rajustements de rémunération	230,960	
Autres frais de fonctionnement	3,480,576	2,839,624
Défi 85	12,903	22,980
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	15,000	12,507
Programme d'enseignement coopératif	15,000	33,266
Bloquées	82,000	
	13,560,903	*12,395,017*
Crédit 20—Subventions et contributions	*97,934,001*	*94,186,423*
Montants statutaires	*3,877,686,306*	*3,877,686,306*
	3,989,181,210	3,984,267,746
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	108,640,938	108,589,555
Réserve pour rajustements de rémunération	1,407,562	
Autres frais de fonctionnement	262,801,900	250,823,124
Défi 85	166,180	152,833
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	11,600	14,634
Programme d'enseignement coopératif	85,000	25,066
Bloquées	16,000	
	373,129,180	*359,605,212*
Crédit 30—Dépenses en capital	*26,675,000*	*23,110,902*
Montants statutaires	*15,638,159*	*15,638,159*
	415,442,339	398,354,273

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	66,478,424	66,376,540
Réserve pour rajustements de rémunération	1,026,449	
Autres frais de fonctionnement	27,792,327	26,506,924
R & D énergétique (traitements)	37,000	63,178
R & D énergétique (autres frais de fonctionnement)	825,000	694,517
Défi 85	16,643	72,147
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	464,300	89,931
Programme d'enseignement coopératif	78,000	294,919
Bloquées	412,000	
	97,130,143	*94,098,156*
Crédit 40—Dépenses en capital—		
Capital	16,359,000	13,063,277
Moins: CAPAFE de 1984-85 (bloquées)	323,470	
	16,035,530	*13,063,277*
Montants statutaires	*10,558,427*	*10,558,427*
	123,724,100	117,719,860
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	79,362,347	79,348,370
Autres frais de fonctionnement	24,010,653	21,368,126
Défi 85	9,153	9,153
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	40,787	40,787
Étudiants non-PEEAC	176,844	176,844
Programme d'enseignement coopératif	13,200	13,200
Bloquées	157,001	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	39,015,000	38,829,333
	64,754,985	*62,127,147*
Montants statutaires	*15,037,400,368*	*15,037,400,368*
	15,102,155,353	15,099,527,515
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR		
Crédit 50—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,585,881	4,538,739
Réserve pour rajustements de rémunération	105,408	
Autres frais de fonctionnement	5,205,885	4,776,182
Défi 85	23,680	23,680
Moins: CAPAFE de 1984-85 (bloquées)	418	
	9,920,436	*9,338,601*
Crédit 55—Contributions	*59,097,000*	*58,102,493*
Montant statutaire	*725,000*	*725,000*
	69,742,436	68,166,094
PROGRAMME DES XVᵉ JEUX OLYMPIQUES D'HIVER		
Crédit 60—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	658,147	566,927
Réserve pour rajustements de rémunération	8,259	
Autres frais de fonctionnement	729,594	595,670
	1,396,000	*1,162,597*
Crédit 65—Dépenses en capital—		
Capital	26,444,000	23,419,955
Bloquées	1,356,000	
	27,800,000	*23,419,955*
Crédit 70—Contributions	*22,444,403*	*22,002,002*
Montant statutaire	*103,000*	*103,000*
	51,743,403	46,687,554
Sous-total—Département	26,240,979,508	26,198,706,805
Conseil de recherches médicales		
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,957,283	1,896,529
Réserve pour rajustements de rémunération	36,717	
Autres frais de fonctionnement	1,431,000	1,425,142
Défi 85	6,000	5,158
Bloquées	1,000	
	3,432,000	*3,326,829*
Crédit 80—Subventions inscrites au Budget—		
Subventions et contributions	157,699,701	157,699,700
Bloquées	76,300	
	157,776,001	*157,699,700*
Montant statutaire	*304,000*	*304,000*
	161,512,001	161,330,529
Total du ministère	26,402,491,509	26,360,037,334
REVENU NATIONAL		
Douanes et Accise		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	308,070,970	306,940,544
Réserve pour rajustements de rémunération	6,654,636	
Autres frais de fonctionnement	54,830,800	51,820,081
Programme d'enseignement coopératif	233,394	229,193
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	72,800	71,184
	369,862,600	*359,061,002*
Crédit 5—Dépenses en capital	*11,994,000*	*8,443,383*
Montants statutaires	*47,778,489*	*47,778,489*
	429,635,089	415,282,874
Impôt		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	560,399,723	558,717,884
Réserve pour rajustements de rémunération	12,726,811	
Autres frais de fonctionnement	125,858,526	117,332,182
Défi 85	559,700	557,776
Bloquées	1,974,940	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	81,703,000	74,543,531
	619,816,700	*602,064,311*
Crédit 15—Dépenses en capital—		
Capital	13,577,000	10,382,207

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Bloquées	566,000	
	14,143,000	*10,382,207*
Montants statutaires	*87,818,207*	*87,818,207*
	721,777,907	700,264,725
Total du ministère	1,151,412,996	1,115,547,599
PARLEMENT		
Sénat		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	10,504,000	10,503,327
Autres frais de fonctionnement	5,805,000	5,796,968
	16,309,000	*16,300,295*
Montants statutaires	*11,140,345*	*11,140,345*
	27,449,345	27,440,640
Chambre des communes		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	81,673,000	112,381,155
Autres frais de fonctionnement	34,323,000	1,904,591
	115,996,000	*114,285,746*
Montants statutaires	*48,651,092*	*48,651,092*
	164,647,092	162,936,838
Bibliothèque du Parlement		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	7,793,000	7,717,876
Autres frais de fonctionnement	1,661,000	1,732,299
	9,454,000	*9,450,175*
Montant statutaire	*1,203,000*	*1,203,000*
	10,657,000	10,653,175
Total du ministère	202,753,437	201,030,653
CONSEIL PRIVÉ		
Département		
PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	22,206,625	21,804,525
Réserve pour rajustements de rémunération	432,736	
Autres frais de fonctionnement	21,447,615	21,077,744
Traitements, Nielsen (personnel exempt et ministériel)	580,000	469,439
Fonctionnement du bureau du vice-Premier Ministre	264,000	164,152
Défi 85	61,511	61,455
Groupe de travail ministériel sur la revue de programmes	3,225,000	3,162,246
Bloquées	361,900	
	48,579,387	*46,739,561*
Montants statutaires	*3,924,416*	*3,924,416*
Sous-total—Département	52,503,803	50,663,977
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	735,816	731,309
Réserve pour rajustements de rémunération	17,062	

	Affectations	Dépenses
	$	$
Autres frais de fonctionnement	2,019,222	1,997,603
Bloquées	31,900	
Moins: CAPAFE de 1984-85 (bloquées)	21,619	
	2,782,381	*2,728,912*
Montant statutaire	*141,000*	*141,000*
	2,923,381	2,869,912
Directeur général des élections		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,599,055	1,570,657
Réserve pour rajustements de rémunération	38,732	
Autres frais de fonctionnement	217,213	154,189
Bloquées	1,000	
	1,856,000	*1,724,846*
Montants statutaires	*2,159,270*	*2,159,270*
	4,015,270	3,884,116
Commissaire aux langues officielles		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,626,500	5,626,471
Autres frais de fonctionnement	3,420,500	3,024,176
Défi 85	12,138	12,138
Bloquées	107,000	
	9,166,138	*8,662,785*
Montant statutaire	*849,000*	*849,000*
	10,015,138	9,511,785
Conseil économique du Canada		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,816,452	5,772,450
Autres frais de fonctionnement	2,162,533	1,879,281
Défi 85	40,757	38,739
Programme d'enseignement coopératif	40,757	27,297
Bloquées	67,400	
	8,127,899	*7,717,767*
Montant statutaire	*867,000*	*867,000*
	8,994,899	8,584,767
Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,415,282	6,244,427
Réserve pour rajustements de rémunération	93,718	
Autres frais de fonctionnement	2,166,300	1,627,340
Bloquées	95,700	
	8,771,000	*7,871,767*
Montant statutaire	*1,005,000*	*1,005,000*
	9,776,000	8,876,767
Total du ministère	88,228,491	84,391,324
TRAVAUX PUBLICS		
Département		
PROGRAMME DES SERVICES		
Crédit 1—Fonds renouvelable—Déficit de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	146,509,000	140,618,252
Défi 85	152,180	152,180

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Bloquées	135,000	
	146,796,180	*140,770,432*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	8,167,240	5,678,292
Bloquées	3,451,760	
	11,619,000	*5,678,292*
Montants statutaires	*291,010,038*	*86,860,388*
	449,425,218	233,309,112
PROGRAMME DU LOGEMENT		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,289,752	5,288,286
Réserve pour rajustements de rémunération	51,950	
Autres frais de fonctionnement	553,831,298	544,839,287
Charges entre programmes	85,210,000	85,210,000
Défi 85	3,136	3,136
Bloquées	18,619,630	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	176,722,000	176,722,000
Moins: revenu additionnel	18,019,630	18,019,630
	468,264,136	*440,599,079*
Crédit 15—Dépenses en capital—		
Capital	90,185,560	71,721,902
Charges entre programmes	8,325,000	8,325,000
715, rue Peel	8,400,000	6,490,354
Bloquées	29,475,440	
	136,386,000	*86,537,256*
Montants statutaires	*979,393*	*979,393*
	605,629,529	528,115,728
PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,137,655	3,523,597
Réserve pour rajustements de rémunération	88,525	
Autres frais de fonctionnement	24,114,820	19,130,631
Charges entre programmes	19,900,000	19,900,000
R & D énergétique	1,687,000	1,571,309
Défi 85	5,984	5,984
	49,933,984	*44,131,521*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	11,890,480	5,698,249
Charges entre programmes	432,000	432,000
R & D énergétique	50,000	50,000
Bloquées	515,520	
	12,888,000	*6,180,249*
Crédit 30—Subventions et contributions	*8,493,000*	*7,255,504*
Crédit 35—Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Ltée	*9,557,000*	*8,047,000*
Crédit 40—Paiements à la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec)Inc.	*6,658,000*	*5,474,615*
Crédit 45—Paiements à la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Montréal) Limitée	*6,029,350*	*5,919,350*
Crédit 50—Paiements à la Harbourfront Corporation	*6,092,000*	*6,092,000*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Montants statutaires	*240,018,350*	*240,018,350*
	339,669,684	323,118,589
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	288,236	105,370
Réserve pour rajustements de rémunération	1,915	
Autres frais de fonctionnement	8,348,289	6,272,860
Charges entre programmes	3,312,000	3,312,000
Bloquées	242,560	
	12,193,000	*9,690,230*
Montants statutaires	*225,980*	*225,980*
	12,418,980	9,916,210
PROGRAMME DE LA VOIRIE ET DES AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE		
Crédit 60—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	183,945	138,454
Réserve pour rajustements de rémunération	1,911	
Autres frais de fonctionnement	23,731,144	22,894,392
Charges entre programmes	1,597,000	1,597,000
	25,514,000	*24,629,846*
Crédit 65—Dépenses en capital—		
Capital	37,377,000	35,024,762
Charges entre programmes	3,039,000	3,039,000
	40,416,000	*38,063,762*
Montant statutaire	*29,052*	*29,052*
	65,959,052	62,722,660
Sous-total—Département	1,473,102,463	1,157,182,299
Commission de la Capitale nationale		
Crédit 70—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	28,560,850	28,560,850
Réserve pour rajustements de rémunération	827,117	
Autres frais de fonctionnement	20,007,033	14,944,497
Défi 85	130,600	130,600
	49,525,600	*43,635,947*
Crédit 75—Dépenses en capital	*31,115,000*	*30,945,000*
Crédit 80—Subventions et contributions	*10,695,000*	*6,445,000*
	91,335,600	81,025,947
Total du ministère	1,564,438,063	1,238,208,246
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	124,744,533	120,757,995
Réserve pour rajustements de rémunération	1,608,304	
Autres frais de fonctionnement	106,547,800	94,258,517
Défi 85	648,541	597,532

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Comité ministériel de l'aménagement de Montréal	300,000	
Bloquées	7,095,200	
	240,944,378	*215,614,044*
Crédit 2c—Radier certaines dettes et créances—		
Autres frais de fonctionnement	*19,579,704*	*19,579,703*
Crédit 3c—Augmenter le plafond global des prêts—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Crédit 5—Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	800,800	693,191
Autres frais de fonctionnement	505,000	405,995
	1,305,800	*1,099,186*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	760,591,401	710,431,340
Bloquées	169,264,900	
	929,856,301	*710,431,340*
Crédit 15—Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*350,000*	*350,000*
Crédit 16b—Paiements à Canadair—		
Fins particulières	*9,850,000*	*7,773,250*
Montants statutaires	*105,211,052*	*105,211,052*
Sous-total—Département	1,307,097,236	1,060,058,575
Société financière Canadair Inc.		
Montant statutaire	1,188,166,000	1,188,166,000
Société de développement du Cap-Breton		
Crédit 30—Paiements—Déficit d'exploitation des mines en 1985-86	*21,612,000*	*16,935,853*
Crédit 35—Dépenses en capital	*160,895,000*	*93,662,972*
Crédit 40—Paiements aux fins des articles 22 et 23 de la Loi SDCB	*9,500,000*	*9,500,000*
	192,007,000	120,098,825
Banque fédérale de développement		
Crédit 45—Paiements à la Banque fédérale de développement—		
Autres frais de fonctionnement	28,066,000	25,928,598
Bloquées	400,000	
	28,466,000	*25,928,598*
Montant statutaire	*97,400,000*	
	125,866,000	25,928,598
Investissement Canada		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et le autres frais touchant le personnel	5,527,916	5,516,081
Autres frais de fonctionnement	2,499,858	2,363,398
Campagne publicitaire pour l'investissement	1,500,000	1,500,000
Bloquées	1,000	
	9,528,774	*9,379,479*
Montant statutaire	*841,000*	*841,000*
	10,369,774	10,220,479

	Affectations	Dépenses
	$	$
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited		
Crédit 55a—Paiement à titre d'avoir—		
Autres frais de fonctionnement	110,000,000	50,000,000
Total du ministère	2,933,506,010	2,454,472,477
SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Département d'État		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,210,529	5,134,672
Réserve pour rajustements de rémunération	64,471	
Autres frais de fonctionnement	3,930,700	3,525,025
Subventions et contributions	6,024,000	3,518,232
Défi 85	54,000	
Bloquées	980,300	
	16,264,000	*12,177,929*
Montants statutaires	*704,530*	*704,530*
Sous-total—Département d'État	16,968,530	12,882,459
Conseil national de recherches du Canada		
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	121,755,866	121,236,727
Réserve pour rajustements de rémunération	172,134	
Autres frais de fonctionnement	72,463,100	68,044,345
Programme d'emploi d'étudiant d'été	1,260,000	1,075,110
R & D énergétique (traitements)	1,354,000	1,322,722
R & D énergétique (autre fonctionnement)	8,571,000	7,670,516
Bloquées	2,820,900	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	11,750,000	12,185,211
	196,647,000	*187,164,209*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	61,792,000	54,597,278
Travaux publics (contrôlé)	24,799,000	21,998,399
Bloquées	3,608,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	210,000	77,574
	89,989,000	*76,518,103*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	101,543,000	99,343,638
R & D énergétique	13,596,000	13,504,994
	115,139,000	*112,848,632*
Montant statutaire	*19,231,000*	*19,231,000*
	421,006,000	395,761,944
PROGRAMME D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	7,554,863	7,466,492
Réserve pour rajustements de rémunération	21,137	
Autres frais de fonctionnement	20,391,000	17,993,455
Programme d'emploi d'étudiant d'été	60,000	
Bloquées	1,009,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	6,021,000	5,376,048
	23,015,000	*20,083,899*
Montant statutaire	*1,175,000*	*1,175,000*
	24,190,000	21,258,899

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaries et autres frais touchant le personnel	4,819,267	4,784,509
Réserve pour rajustements de rémunération	33,733	
Autres frais de fonctionnement	6,246,200	5,687,242
Bloquées	159,800	
	11,259,000	*10,471,751*
Crédit 30—Subventions—		
Subventions et contributions	298,977,500	298,975,864
Bloquées	676,500	
	299,654,000	*298,975,864*
Montant statutaire	*749,000*	*749,000*
	311,662,000	310,196,615
Conseil des sciences du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et le autres frais touchant le personnel	2,827,399	2,780,222
Réserve pour rajustements de rémunération	56,601	
Autres frais de fonctionnement	1,486,000	1,103,880
Défi 85	4,862	4,862
Bloquées	213,000	
	4,587,862	*3,888,964*
Montant statutaire	*413,000*	*413,000*
	5,000,862	4,301,964
Total du ministère	778,827,392	744,401,881
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION ET DES OPÉRATIONS RÉGIONALES		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	21,680,168	21,610,539
Réserve pour rajustements de rémunération	266,858	
Autres frais de fonctionnement	11,651,169	11,068,013
Défi 85	10,644	10,387
	33,608,779	*32,688,939*
Montants statutaires	*3,426,530*	*3,426,530*
	37,035,309	36,115,469
PROGRAMME DES LANGUES OFFICIELLES		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	64,046,185	63,886,941
Réserve pour rajustements de rémunération	487,822	
Autres frais de fonctionnement	21,055,830	19,842,918
Défi 85	37,761	37,760
	85,627,598	*83,767,619*
Crédit 10—Subventions et contributions	*240,755,000*	*239,390,303*
Montant statutaire	*10,074,000*	*10,074,000*
	336,456,598	333,231,922

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME D'AIDE À L'ÉDUCATION		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,294,851	3,207,680
Réserve pour rajustements de rémunération	69,841	
Autres frais de fonctionnement	5,510,988	5,230,814
Défi 85	12,231	12,231
Centres de spécialisation	8,312,403	8,309,675
	17,200,314	*16,760,400*
Montants statutaires	*2,563,766,138*	*2,563,766,138*
	2,580,966,452	2,580,526,538
PROGRAMME DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA CULTURE		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	20,519,302	20,478,075
Réserve pour rajustements de rémunération	456,756	
Autres frais de fonctionnement	21,829,077	19,761,194
Programme d'enseignement coopératif	13,000	8,613
Défi 85	129,209	129,156
	42,947,344	*40,377,038*
Crédit 25—Subventions et contributions	*138,307,781*	*134,413,113*
Montants statutaires	*3,958,949*	*3,958,949*
	185,214,074	178,749,100
Sous-total—Département	3,139,672,433	3,128,623,029
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,360,000	1,347,395
Autres frais de fonctionnement	1,115,533	1,077,281
	2,475,533	2,424,676
Commission de la Fonction publique		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	84,342,230	82,753,830
Réserve pour rajustements de rémunération	2,321,621	
Autres frais de fonctionnement	25,231,649	21,721,971
Défi 85	95,000	94,954
Programme d'enseignement coopératif	95,000	89,855
Bloquées	1,072,200	
	113,157,700	*104,660,610*
Montants statutaires (incluant le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel)	*21,974,679*	*12,682,184*
	135,132,379	117,342,794
Conseil de recherches en sciences humaines		
Crédit 40—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,558,587	3,558,587
Autres frais de fonctionnement	2,104,861	1,840,157
Défi 85	31,652	31,652
Bloquées	66,900	
	5,762,000	*5,430,396*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 45—Subventions et contributions	*57,524,000*	*57,233,821*
Montants statutaires	*546,000*	*546,000*
	63,832,000	63,210,217
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,617,874	1,609,802
Réserve pour rajustements de rémunération	36,126	
Autres frais de fonctionnement	1,461,000	1,268,111
Défi 85	4,862	4,862
Bloquées	34,000	
	3,153,862	*2,882,775*
Montant statutaire	*226,000*	*226,000*
	3,379,862	3,108,775
Total du ministère	3,344,492,207	3,314,709,491
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	12,958,000	12,883,255
Autres frais de fonctionnement	10,411,000	9,399,552
Défi 85	237,769	234,292
Bloquées	408,600	
	24,015,369	*22,517,099*
Crédit 5—Subventions et contributions	*161,806,001*	*95,293,782*
Montants statutaires	*2,027,530*	*2,027,530*
Sous-total—Département	187,848,900	119,838,411
Service canadien du renseignement de sécurité		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	115,893,000	115,887,448
Défi 85	11,968	3,105
Bloquées	15,000	
	115,919,968	115,890,553
Service correctionnel		
Crédit 15—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	317,408,580	312,095,133
Réserve pour rajustements de rémunération	11,845,420	
Autres frais de fonctionnement	197,012,956	185,176,809
Gestion des cas des détenus	46,758,000	40,064,751
Défi 85	468,000	461,446
Bloquées	1,364,000	
	574,856,956	*537,798,139*
Crédit 20—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital—		
Capital	91,454,000	88,466,412
Capital délégué	50,118,000	45,508,437
Bloquées	27,197,000	
	168,769,000	*133,974,849*
Montants statutaires	*57,916,065*	*57,916,065*
	801,542,021	729,689,053

	Affectations	Dépenses
	$	$
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	10,890,618	10,629,346
Réserve pour rajustements de rémunération	244,382	
Autres frais de fonctionnement	3,091,831	2,456,372
Défi 85	45,798	45,798
Bloquées	82,800	
	14,355,429	*13,131,516*
Montant statutaire	*1,652,000*	*1,652,000*
	16,007,429	14,783,516
Gendarmerie royale du Canada		
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	736,833,529	712,498,484
Programme d'enseignement coopératif	400,000	368,082
Réserve pour rajustements de rémunération	8,372,548	
Autres frais de fonctionnement	249,980,424	245,019,224
Défi 85	586,020	538,634
Bloquées	4,362,500	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	403,520,000	382,423,729
	597,015,021	*576,000,695*
Crédit 35—Dépenses en capital	*90,041,000*	*76,563,276*
Montants statutaires	*141,922,067*	*141,922,067*
	828,978,088	794,486,038
Total du ministère	1,950,296,406	1,774,687,571
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Département		
PROGRAMME DES SERVICES		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	156,558,966	155,628,902
Réserve pour rajustements de rémunération	3,536,635	
Autres frais de fonctionnement	104,679,000	101,202,273
Heures supplémentaires	2,304,000	2,189,018
Défi 85	69,600	69,600
Moins: recettes à valoir sur le crédit	94,383,000	88,316,666
	172,765,201	*170,773,127*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	5,424,000	4,984,580
Bloquées	279,000	
	5,703,000	*4,984,580*
Montants statutaires	*25,927,530*	*25,927,530*
	204,395,731	201,685,237
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	11,997,000	9,904,366
Soumissions spontanées	18,000,000	14,982,225
Connaissance publique	1,902,000	1,584,834
Fonds pour expansion des entreprises	7,300,000	7,288,127
Bloquées	377,000	
	39,576,000	33,759,552

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS—FONDS RENOUVELABLE DES APPROVISIONNEMENTS		
Montants statutaires	161,218,685	(6,241,933)
PROGRAMME DES APPROVISIONNEMENTS— FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE		
Montants statutaires	81,330,144	39,572
Sous-total—Département	486,520,560	229,242,428
Statistique Canada		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	135,231,746	134,875,041
Réserve pour rajustements de rémunération	3,235,052	
Autres frais de fonctionnement	43,048,180	41,375,096
Capital	6,300,000	5,876,035
Dépenses de fonctionnement et en capital (recensement de 1986)	18,494,202	18,344,212
Défi 85	87,516	72,930
Programme d'enseignement coopératif	11,820	11,783
Traitements d'années-personnes non-controlées	4,775,000	4,526,200
Bloquées	1,103,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	17,843,000	18,728,398
	194,443,516	*186,352,899*
Montants statutaires	*22,293,022*	*22,293,022*
	216,736,538	208,645,921
Total du ministère	703,257,098	437,888,349
TRANSPORTS		
Département		
PROGRAMME DE L'ADMINSTRATION CENTRALE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	63,650,179	63,550,025
Réserve pour rajustements de rémunération	533,179	
Autres frais de fonctionnement	43,019,512	43,574,175
Sous-entente sur le développement de transport—Canada/Manitoba	690,000	69,460
Sous-entente sur Churchill—Canada/Manitoba	550,000	451,880
Sous-entente Canada/Î-P-É	50,000	
R & D énergétique (autre fonctionnement)	5,997,000	5,314,074
Défi 85	621,000	620,791
Bloquées	1,796,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	5,827,000	5,903,641
	111,079,870	*107,676,764*
Crédit 5—Dépenses en capital	*12,664,000*	*12,307,085*
Crédit 10—Paiements à la Corporation Place du Havre Canada	*55,609,000*	*55,609,000*
Montants statutaires (incluant le Fonds renouvelable des magasins)	*21,359,430*	*16,464,253*
	200,712,300	192,057,102

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	225,580,219	215,964,996
Réserve pour rajustements de rémunération	4,880,071	
Autres frais de fonctionnement	197,355,715	198,415,889
Défi 85	63,019	63,019
Bloquées	17,523,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	8,760,000	13,102,519
	436,642,024	*401,341,385*
Crédit 20—Dépenses en capital—		
Capital	314,289,790	316,562,947
Canada/Î-P-É—entente subsidiaire	5,350,000	399,054
Bloquées	41,794,210	
	361,434,000	*316,962,001*
Crédit 25—Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée	*4,250,000*	*4,156,688*
Crédit 30—Paiement à la société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	*3,855,000*	*3,855,000*
Crédit 35—Paiement à la Société canadienne des ports—		
Autres frais de fonctionnement	14,298,620	14,126,655
Bloquées	460,380	
	14,759,000	*14,126,655*
Crédit 36c—Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique—		
Autres frais de fonctionnement	*612,000*	*611,111*
Crédit 37c—Paiements à l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*3,361,000*	*3,360,500*
Crédit 38c—Paiements à l'Administration de pilotage des Laurentides—		
Autres frais de fonctionnement	*2,000,000*	*1,956,050*
Crédit 40—Paiement à la Commission du port de Hamilton	*2,000,000*	*2,000,000*
Montants statutaires	*38,474,753*	*38,474,753*
	867,387,777	786,844,143
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS		
Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	425,051,056	403,684,249
Réserve pour rajustements de rémunération	5,391,022	
Autres frais de fonctionnement	184,489,224	204,209,335
Défi 85	2,729,200	2,729,680
Bloquées	10,571,700	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	273,899,000	279,794,863
	354,333,202	*330,828,401*
Crédit 60—Dépenses en capital—		
Capital	261,195,001	250,853,251
Programme de modernisation de radar	80,000,000	78,732,779
Ententes pour le développement économique et régional—Manitoba	10,800,000	10,703,513
Bloquées	45,000,000	
	396,995,001	*340,289,543*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 65—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	38,820,000	38,819,113
Bloquées	10,443,000	
	49,263,000	*38,819,113*
Crédit 70—Paiements au fonds renouvelable—Dépenses en capital	*7,198,000*	*7,169,319*
Montants statutaires	*65,944,245*	*65,944,245*
	873,733,448	783,050,621
PROGRAMME DES TRANSPORTS AÉRIENS—FONDS RENOUVELABLE DES AÉROPORTS AUTONOMES ET SERVICES AU SOL CONNEXES		
Montants statutaires	32,076,855	(107,264,863)
PROGRAMME DES TRANSPORTS DE SURFACE		
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	11,033,819	10,608,978
Réserve pour rajustements de rémunération	221,859	
Autres frais de fonctionnement	14,650,322	13,731,788
Entente Canada/Î-P-É sur le développement du transport	100,000	
Défi 85	312,010	309,692
Bloquées	160,000	
	26,478,010	*24,650,458*
Crédit 80—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	270,298,902	270,297,558
Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada—Canada/Manitoba infrastructure ferroviaire à Churchill	3,199,000	3,198,767
Canada/Î-P-É réseau de voie publique primaire	6,271,000	6,270,732
Services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	10,006,000	10,002,683
Bloquées	10,787,098	
	300,562,000	*289,769,740*
Crédit 85—Paiements à CN Marine Inc et à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	*102,811,000*	*102,811,000*
Crédit 86c—Paiements—Assistance aux employés de Terre-Neuve—		
Autres frais de fonctionnement	*1,280,000*	*927,732*
Crédit 87c—Paiements—Essai et évaluation des services ferroviaires à Terre-Neuve—		
Bloquées	*3,000,000*	
Crédit 90—Paiements à VIA Rail Canada Inc	*600,000,000*	*599,792,361*
Montants statutaires	*4,706,288*	*4,706,288*
	1,038,837,298	1,022,657,579
Sous-total—Département	3,012,747,678	2,677,344,582
Bureau canadien de la sécurité aérienne		
Crédit 95—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	8,860,729	7,655,818
Réserves pour rajustements de rémunération	98,558	
Autres frais de fonctionnement	11,656,088	9,199,990
Bloquées	48,000	
	20,663,375	*16,855,808*
Montant statutaire	*1,308,000*	*1,308,000*
	21,971,375	18,163,808
Commission canadienne des transports		
Crédit 100—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	31,705,949	31,432,727
Autres frais de fonctionnement	8,918,611	8,180,366
Programme d'enseignement coopératif	91,000	90,213
Défi 85	151,100	151,078
Bloquées	10,000	
	40,876,660	*39,854,384*
Crédit 105—Subventions et contributions	*24,431,000*	*24,422,250*
Montants statutaires	*615,894,563*	*615,894,563*
	681,202,223	680,171,197
Administrateur de l'Office du transport du grain		
Crédit 110—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,374,673	993,769
Réserve pour rajustements de rémunération	22,447	
Autres frais de fonctionnement	1,829,980	1,038,226
Bloquées	42,900	
	3,270,000	*2,031,995*
Montant statutaire	*213,000*	*213,000*
	3,483,000	2,244,995
Administration du pipe-line du Nord		
Crédit 115—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et les autres frais touchant le personnel	1,012,894	496,172
Réserve pour rajustements de rémunération	20,063	
Autres frais de fonctionnement	247,543	207,850
Bloquées	4,500	
	1,285,000	*704,022*
Montant statutaire	*157,000*	*157,000*
	1,442,000	861,022
Total du ministère	3,720,846,276	3,378,785,604
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat		
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	35,310,800	35,279,401
Autres frais de fonctionnement	19,351,000	18,759,125
Défi 85	4,862	4,826
Programme d'enseignement coopératif	47,200	46,826
	54,713,862	*54,090,178*
Montants statutaires	*5,309,530*	*5,309,530*
	60,023,392	59,399,708

Dépenses budgétaires par affectation—*Fin*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 5—Éventualités du gouvernement—		
Bloquées	328,570,661	
PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSSURANCE		
Crédit 15—Assurance de la Fonction publique—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	266,933,000	243,390,761
Moins: recettes à valoir sur le crédit	25,211,000	25,023,667
	241,722,000	*218,367,094*
Montants statutaires	*(11,505,655)*	*(11,505,655)*
	230,216,345	206,861,439
PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,263,969	2,919,002
Réserve pour rajustements de rémunération	12,031	
Autres frais de fonctionnement	58,000	15,784
Moins: recettes à valoir sur le crédit	2,498,000	2,100,627
	836,000	*834,159*
Montant statutaire	*429,000*	*429,000*
	1,265,000	1,263,159
PROGRAMME SPÉCIAL		
Crédit 21c—Liquidation du montant de la loterie nationale—		
Autres frais de fonctionnement	1	
Sous-total—Secrétariat	620,075,399	267,524,306
Contrôleur général		
PROGRAMME DES PRATIQUES ET CONTRÔLES DE GESTION		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	7,941,952	7,930,492
Autres frais de fonctionnement	2,622,848	2,454,040
Bloquées	40,200	
	10,605,000	*10,384,532*
Montant statutaire	*1,214,000*	*1,214,000*
	11,819,000	11,598,532
Total du ministère	631,894,399	279,122,838
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
Département		
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	96,482,833	96,282,669
Réserve pour rajustements de rémunération	1,577,399	
Autres frais de fonctionnement	42,051,507	38,826,299
Défi 85	435,641	412,248
Services de santé achetés	130,849,000	130,762,411
Bloquées	1,563,000	
	272,959,380	*266,283,627*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	506,893,001	488,106,976
Bloquées	6,900,000	
	513,793,001	*488,106,976*
Montants statutaires	*17,862,402*	*17,862,402*
	804,614,783	772,253,005
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,268,548	1,193,201
Réserve pour rajustements de rémunération	20,133	
Autres frais de fonctionnement	163,319	123,216
Bloquées	5,000	
	1,457,000	*1,316,417*
Montants statutaires	*198,000*	*198,000*
	1,655,000	1,514,417
PROGRAMME DU CONSEIL DE RÉVISION DES PENSIONS		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,293,152	1,287,595
Réserve pour rajustements de rémunération	13,655	
Autres frais de fonctionnement	147,461	119,432
Bloquées	60,000	
	1,514,268	*1,407,027*
Montant statutaire	*141,000*	*141,000*
	1,655,268	1,548,027
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	13,049,068	12,568,528
Réserve pour rajustements de rémunération	260,172	
Autres frais de fonctionnement	4,344,154	3,748,197
Défi 85	68,518	68,518
Bloquées	134,000	
	17,855,912	*16,385,243*
Crédit 25—Subventions et contributions	*748,408,000*	*737,218,059*
Montant statutaire	*1,984,000*	*1,984,000*
	768,247,912	755,587,302
PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,595,010	4,389,567
Réserve pour rajustements de rémunération	54,406	
Autres frais de fonctionnement	403,584	399,785
Bloquées	8,000	
	5,061,000	*4,789,352*
Montant statutaire	*629,000*	*629,000*
	5,690,000	5,418,352
Total du ministère	1,581,862,963	1,536,321,103

Commissions

Renseignements généraux par commission

L'état suivant a pour but de présenter des renseignements généraux pour toutes les commissions faisant partie du gouvernement du Canada à titre d'entité comptable, ainsi que pour toutes les commissons financées au moins à 50% par le gouvernement du Canada. Les montants en *italique* représentent les estimés des dépenses de l'exercice en cours et les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours.

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
COMMUNICATIONS					
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	*180,000*(1) 152,340(1)	*294,400* 231,148	*20,112,667* 19,483,637	*5,180,601* 5,162,465	*25,767,668* 25,029,590
Le Conseil a été institué en vertu de la partie I de la Loi sur le Conseil de radio-télévision canadienne, chap. 49, 1975. Il est constitué d'au plus neuf membres à temps plein et de dix membres à temps partiel assignés par le gouverneur en conseil. Son mandat est d'encourager l'implantation de la radiodiffusion nationale en relation avec la régularisation et la supervision du système de radiodiffusion canadienne; et de régulariser les salaires et autres aspects des services offerts dans le domaine de la télécommunication sujets à la juridiction fédérale. Le Conseil est permanent.					
Office national du film	*12,500* 12,150	*16,000* 15,715	*12,000* 11,152	*59,500* 65,731	*100,000* 104,748
Le Conseil d'administration a été établi en vertu de la partie IV de la Loi sur l'Office national du film, 1950, constitué d'un président et de huit autres membres assignés par le gouverneur en conseil. Le Conseil est permanent.					
Musées nationaux du Canada					
Conseil d'administration		*70,000* 69,003		*81,000* 80,461	*151,000* 149,464
Le Conseil d'administration a été établi en vertu de l'autorité de la Loi sur les Musées nationaux (1967-68, c. 21, s. 1). Son mandat est de travailler de façon légale et avec autorité gouvernementale pour la Corporation des Musées nationaux et de voir à ce que les fonctions de la Corporation telles que décrites à la Section 5 de la Loi sur les Musées nationaux soient respectées. Terme indéterminé.					
CONSOMMATION ET CORPORATIONS					
Commission sur les pratiques restrictives du commerce(3)	314,837	8,200	540,599	556,364	1,420,000
La Commission a été établie par une Loi, afin de modifier la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel du 4 juillet 1952. L'objectif de la Commission est de maintenir la concurrence libre dans l'économie du marché, éliminer certaines pratiques visant à limiter le commerce et protéger le consommateur contre la publicité fausse et trompeuse. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Commission d'enquête sur l'égalité en matière d'emploi		*2,366*		*8,718* 5,650	*11,084* 5,650
La Commission a été établie en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes par l'Ordre du Conseil CP 1983-1924 du 24 juin 1983. Son mandat est d'enquêter sur le moyen le plus efficace et équitable de promouvoir l'emploi, d'éliminer la discrimination systémique et d'encourager la compétition pour les emplois sur une base égale. La Commission a été dissoute au cours de 1985.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission d'enquête sur l'Assurance-chômage	*352,500* 259,787	*305,500* 117,240	*487,000* 438,036	*2,859,000* 2,005,937	*4,004,000* 2,821,000
La Commission a été établie en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes par l'Ordre du Conseil CP 1985-2162 du 4 juillet 1985. Son mandat est de faire enquête sur le rôle du Programme d'assurance-chômage dans le contexte d'un système de sécurité sociale canadien dans le but de promouvoir le marché du travail au Canada, supporter de façon plus efficace le développement de l'économie canadienne, contrôler les finances du Programme et rechercher de nouvelles et meilleures opportunités pour les Canadiens à la recherche d'emploi, spécifiquement ceux vivant une période d'arrêt de travail temporaire.					
Commission d'appel de l'immigration	*1,230,498* 1,199,012	*211,000* 196,074	*2,099,873* 2,128,288	*554,629* 554,629	*4,096,000* 4,078,003
La Commission d'appel de l'immigration est un corps juridique indépendant établie par la Loi sur la Commission d'appel de l'immigration, proclamé le 13 novembre 1967. Cette Loi fut annulée le 10 avril 1978 quand la Loi d'immigration de 1976 entra en vigueur. La Commission continue à gérer sous cette Loi et y dérive sa juridiction. L'objectif de la Commission est de mettre à la disposition des personnes qui se sont vues refuser l'entrée ou qui ont reçu l'ordre de quitter le Canada, ou à la famille de citoyens Canadiens à qui la demande d'entrer au pays fut rejetée par les autorités d'Emploi et Immigration Canada, un organisme indépendant auprès duquel lesdites personnes peuvent en appeler de telles décisions, en invoquant des motifs juridiques et équitables. En plus, la Commission a le pouvoir de considérer toutes les demandes de réexamen des revendications du statut de réfugié qui ont été refusées par le Ministre de l'Emploi et de l'Immigration.					
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES					
Commission de la frontière internationale	*63,200* 63,200	*3,303* 3,303			*66,503* 66,503
La Commission a été établie conformément au Traité de Washington du 11 avril 1908 et du 24 février 1925. Ses pouvoirs sont définis dans la Loi sur la Commission de la frontière internationale, SRC 1970, C I-19. Son mandat est de maintenir de façon efficace une ligne de démarcation des eaux et des terres entre le Canada et les États-Unis, et de régulariser la construction entre les frontières. La Commission est une organisation permanente.					
Commission de contrôle de l'énergie atomique(3)	96,202	18,014		300	114,516
La Commission a été instituée en vertu de la partie III de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, A-19, 1946. Son mandat est de contrôler l'énergie atomique dans l'intérêt de la santé et de la sécurité nationale.					
Office national de l'énergie	*1,100,000*(2) 1,047,957(2)	*100,000* 95,192	*18,079,780*(2) 17,096,474(2)	*5,084,220* 3,854,691	*24,364,000* 22,094,314
L'Office national de l'énergie a été établi selon la partie I de la Loi sur l'Office national de l'énergie, c. N-6, 1974. Ses objectifs sont: a) s'assurer que les meilleurs intérêts du Canada sont exploités dans la construction et l'opération des huiles, pipelines et lignes de pouvoir sujets à la juridiction fédérale, l'exportation et l'importation de la gazoline, l'exportation du pouvoir électrique et dans l'exportation et l'importation de l'huile; b) s'assurer également de la construction et de l'opération sécuritaire des lignes de pouvoir et des pipelines sujets à la juridiction fédérale; c) gérer le contrôle, la supervision, la conservation, l'utilité, le marketing et le développement de l'énergie et des sources énergétiques.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
ENVIRONNEMENT					
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada	*25,500* 20,950	*41,000* 39,374	*45,891* 45,876	*15,200* 12,085	*127,591* 118,285
La Commission a été instituée en vertu de la section 6 de la Loi sur les lieux et monuments historiques de l'Ordre du Conseil CP 1969-2/1876 du 1er octobre 1969. La Commission des lieux et des monuments historiques du Canada est une commission statutaire nommée par le gouverneur en conseil afin d'aviser le Ministre des l'Environnement sur la commémoration de notre histoire nationale. Terme indéterminé.					
Conseil consultatif canadien de l'environnement	40,800	62,672		575	*241,300*(4) 104,047
Le Conseil consultatif canadien de l'environnement a été établi en 1972 dans le but de promouvoir entente et communication des divers groupes d'intérêts de la société ainsi que ces dits groupes et le Ministre de l'Environnement. Le sens pratique de cette formation fut conçue par le Conseil pour le Ministre de l'Environnement afin d'appliquer les conseils et avis en ce qui a trait à l'environnement. Le terme de vie du Conseil est normalement de trois ans mais peu cependant se terminer prématurément selon les partis concernés. Le terme peut également être renouvelé ou prolongé.					
PÊCHES ET OCÉANS					
Commission de la chasse au phoque Canada-Norvège					
La Commission a été instituée selon l'article 3 d'un traité entre le Gouvernement du Canada et celui de la Norvège sur la chasse au phoque et la conservation des approvisionnements dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, signé à Ottawa le 15 juillet 1971 et entrée en vigueur le 22 décembre 1971. La Commission a été établie afin d'administrer l'entente et de soumettre des propositions aux partis concernés, sur la chasse au phoque, la conservation des approvisionnements, les quotas nationaux, les dates d'ouverture et de fermeture, les méthodes humaines de chasse, l'inspection et les procédures de contrôle. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission du phoque à fourrure du Pacifique		*1,500* 1,084			*1,500* 1,084
La Commission a été instituée en vertu d'une Convention sur la conservation du phoque à fourrure du Nord en 1957 d'après la Loi de convention sur le phoque à fourrure du Pacifique de 1957, c. 31, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970, c. F-33. Son mandat est de s'assurer que les populations de phoques à fourrure se maintiennent à un certain niveau en prévision de la récolte (chasse) annuelle en respectant leur relation envers la productivité de d'autres ressources maritimes vivaces et de coordonner les investigations scientifiques afin de maintenir la réalisation de cet objectif. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale des pêches des Grands Lacs	*3,000* 2,100	*2,000* 1,686			*5,000* 3,786
La Commission a été instituée en 1955 en vertu de la Loi de convention des pêches des Grands Lacs de 1955, c. 34, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970, c. F-15. Son					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
mandat est de diriger les investigations de la pêche dans les Grands Lacs, d'installer des panneaux lumineux dans les zones appropriées pour le contrôle de la lamproie. La Commission est composée de sections canadiennes et américaines, chacune composée de quatre commissaires assignés par leur gouvernement respectif. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord		*2,000* 1,565			*2,000* 1,565
La Commission a été instituée en vertu d'une Convention internationale pour les pêches en haute mer dans le nord de l'Océan Pacifique. Loi de convention sur les pêches du Pacifique Nord, 1952-53, c. 44, s. 1 maintenant SRC 1970 c. F-16. Son mandat est de mener à bien les provisions de la Commission internationale des pêches en haute mer dans le Pacifique Nord; vérifier les intérêts des pêcheries afin qu'ils soient maintenus à un niveau maximum de productivité; promouvoir et coordonner les études scientifiques essentielles à la conservation des mesures requises et de recommander ces mesures aux partis concernés. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale des pêches du saumon du Pacifique					
La Commission a été instituée en vertu de la Loi de convention des pêches du saumon du Pacifique de 1957, c. 11, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970 c. F-19 s. 1. Son mandat est d'étudier le saumon rose et le saumon rouge, de régulariser la pêcherie et de répartir les prises entre les pêcheurs de deux partis opposés localisés dans le même milieu de convention. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale du flétan du Pacifique		*2,000* 1,308			*2,000* 1,308
La Commission a été instituée en vertu de la Loi de convention sur les pêches du flétan du Pacifique Nord de 1952-53, c. 43, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970, c. F-17. Son mandat est de diriger les investigations scientifiques et de faire des recommandations aux gouvernements sur les mesures requises pour l'aménagement des ressources du flétan dans le nord de l'Océan Pacifique. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique[5]		*1,000*			*1,000*
La Commission a été instituée en vertu d'une Convention en 1968, Loi sur les pêcheries, ss. 34, 69 et une Convention adhérant au Canada devenue effective en 1968. Son mandat est de faire l'étude des populations de thon en espèces dans l'Océan Atlantique et les océans adjacents et de faire des recommandations aux partis concernés de mesures entreprises afin de maintenir la population de ces pêcheries à un niveau optimum de bonne prise. Le présent Conseil est formé de membres provenant du Canada, de la France, de la Côte d'Ivoire, du Japon, du Maroc, du Portugal, de l'Espagne et des États-Unis. Chacun des partis concernés est représenté de ces commissaires sans plus. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission royale sur les phoques et les industries de la chasse au phoque	*300,000* 292,015	*80,000* 75,275		*1,220,000* 1,203,104	*1,600,000* 1,570,394

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes afin de faire l'investigation et des recommandations sur tous les aspects des ressources de gestion du phoque et de la chasse au phoque au Canada et spécialement sur l'économie viable de l'industrie de la fourrure. Le rapport final sera remis au gouverneur en conseil au plus tard le trentième jour de septembre 1985 accomplissant ainsi le mandat de la Commission.					
Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans	*218,000* 125,157	*150,000* 79,921		*40,000* 12,570	*408,000* 217,648
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans. Son mandat est d'aviser le Ministre sur les cas s'y référant tels: aux recherches sur les pêcheries et aux sciences de la mer, y compris les progrès technologiques faits dans ces domaines; à la portée et au caractère des politiques scientifiques et des programmes du ministère des Pêches et des Océans relatifs aux pouvoirs et fonctions de ce ministère ainsi que des politiques scientifiques et des obligations internationales du gouvernement du Canada; et à la coordination des programmes de recherches et de développement dans les domaines des recherches sur les pêcheries et des sciences de la mer. Le Conseil est permanent.					
Conseil international de l'exploration de la mer					
La Commission a été instituée en vertu du décret CP 2967-1696. Son mandat est d'encourager et de coordonner les études en milieu marin et en particulier sur les ressources de vie de la mer dans l'Atlantique Nord. Le Conseil n'a pas de fonctions régulatrices mais il peut émettre ses avis scientifiques aux demandes qui lui parviennent de membres du gouvernement, de groupes ou de commissions internationales. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Office des prix des produits de la pêche	*40,000* 36,031	*6,000* 3,971	*90,000* 87,278	*9,000* 7,915	*145,000* 135,195
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur l'Office des prix des produits de la pêche SRC 1970, c. F-23. Son mandat est de prescrire en temps voulu avec approbation du gouverneur en conseil les taux des produits de la pêche tel que demandé par la Commission, de faire l'achat directement ou indirectement de poissons ou de produits de la pêche; et de débourser de façon directe ou indirecte la différence entre le prix du marché et celui de la Commission aux producteurs. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique	*2,000* 1,950	*13,000* 12,349			*15,000* 14,299
La Commission a été instituée en vertu d'une Convention adhérant au Canada devenue effective le 1er janvier 1979 et de régularisations faites en vertu de la Loi sur les pêcheries. Son mandat est de promouvoir la conservation et l'utilisation maximale des ressources de la pêche dans le Nord-Ouest de l'Atlantique; d'encourager la coopération internationale et la consultation en respect de ces ressources. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord	*3,500* 3,337	*13,000* 11,862			*16,500* 15,199

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
La Commission a été instituée en vertu d'une convention sur la conservation du saumon dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, le 1er octobre 1983, ratifié par le décret CP 1983-2893. Son mandat est de promouvoir la conservation, la restauration, l'accroissement et l'aménagement rationnel d'approvisionnements de saumons dans le nord de l'Océan Atlantique en vertu de la coopération internationale. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Société de la caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries		*2,000* 604			*2,000* 604
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les Corporations du Canada de 1964-65, c. 52, s. 2 et de lettres patentes (152950) provenant du Secrétariat d'État en juillet 1957. Son mandat est d'administrer les pensions et autres politiques de bénéfices pour les employés et leurs dépendants des Commissions internationales des pêcheries établies et soutenues par le Canada et les États-Unis. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Comité sur les mesures de protection du caribou	*2,000* 1,600	*3,300* 2,517			*5,300* 4,117
Le Comité a été établi en vertu de l'autorité du Directeur général du Programme des affaires du Nord, région des Territoires du Nord-Ouest. Son mandat est de consulter les résidents du Keewatin sur l'implantation et l'analyse des mesures de protection envers le caribou lors de l'utilisation des permis de terre. Terme: 8 au 10 octobre 1985.					
Commission sur les Indiens de l'Ontario	*23,300* 23,300	*6,000* 4,800	*151,000* 124,900	*104,000* 117,000	*284,300* 270,000
Établie par l'union fédérale-provinciale de l'Ordre du Conseil et résolution de tous les Chefs de l'Ontario en 1978. Ordre du Conseil fédéral en cours CP 1986-4/767 du 1er avril 1985 au 31 mars 1989. Son mandat est d'assister les gouvernements fédéraux et provinciaux et les représentants de la communauté indienne afin de résoudre les dérivés de la vie commune normallement de nature juridictionnel.					
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest	*90,000* 86,685	*27,000* 24,609			*117,000* 111,294
L'Office a été institué en vertu de la Section 7 de la Loi sur les eaux intérieures du Nord, 1969-70, c. 66 et consiste en non moins de trois et au plus de neuf membres désignés par le Ministre. Son mandat est de préconiser la conservation, le développement et l'utilisation des ressources en eau des territoires du Nord-Ouest dans le but d'obtenir l'optimum au bénéfice de tous les Canadiens et des résidents des Territoires du Nord-Ouest en particulier. Le Conseil est permanent.					
Office des eaux du Territoire du Yukon	*65,000* 63,530	*20,000* 18,701		*2,000* 476	*87,000* 82,707
Le mandat de l'Office des eaux du territoire du Yukon est de préconiser les services professionnels. L'Office des eaux est responsable de la régularisation des eaux du territoire du Yukon en vertu de la Loi sur les eaux intérieures du Nord de 1970. Chacun des membres de l'Office est désigné par le Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pour un terme s'échelonnant sur trois années.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
L'Office sera en fonction tant que la Loi sur les eaux intérieures du Nord sera en vigueur.					
Programme des stratégies de mise en valeur des ressources humaines dans les communautés indiennes	*500*	*400*			*900*
	300	212			512
Le Programme a été établie en vertu de l'autorisation du Conseil du Trésor Minute #799194. Son mandat est de conseiller le ministre ou son représentant sur la meilleure utilisation possible des fonds et d'assister celui-ci lors de la révision et des recommandations des projets relatifs au Programme des stratégies de mise en valeur des ressources humaines dans les communautés indiennes. Terme: du 1[er] septembre 1985 au 31 mars 1986.					
JUSTICE					
Commission canadienne sur la détermination de la peine	*123,084*	*155,700*	*362,502*	*414,900*	*1,056,186*
	127,636	49,387	244,342	368,509	789,874
La Commission canadienne sur la détermination de la peine a été établie le 10 mai 1984 en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes du Canada. La Commission a pour mandat d'examiner les aspects suivants de la détermination de la peine, soient les peines maximales et les peines minimales obligatoires prescrites par le Code criminel et les lois connexes; les différentes méthodes d'aborder l'élaboration des lignes directrices en matière de détermination de la peine compte tenu du contexte canadien; le rapport qui devrait exister entre ces lignes directrices et le pouvoir discrétionnaire des instances de la poursuite, les négociations portant sur les chefs d'accusation et les plaidoyers de même que la libération conditionnelle et la réduction de la peine prévue par la loi et enfin les systèmes d'information nécessaires à l'application et la mise à jour des lignes directrices. La Commision avait un premier mandat d'origine d'une durée de deux ans afin de présenter son rapport en mai 1986 cependant une extension à ce premier mandat daté du 6 mars 1986 prévoit le terme de la Commission pour le 30 septembre 1986.					
Commission canadienne des droits de la personne	*260,800*	*50,000*	*118,399*	*29,050*	*458,249*
	245,900	38,150	129,516	27,328	440,894
La Commission a été instituée en vertu de la Loi canadienne des droits de la personne. Son mandat est de recevoir et d'enquêter toutes plaintes de discrimination, d'obtenir une résolution ou une réclamation là où il y a discrimination et de réduire les pratiques et politiques discriminatoires au moyen de programmes d'information, d'éducation du public et de recherches. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission de réforme du droit du Canada	*310,000*	*95,000*	*1,467,000*	*3,177,000*	*5,049,000*
	304,205	74,504	1,400,228	2,754,212	4,533,149
La Commision a été instituée en vertu de la Loi sur la Commission de réforme du droit du Canada. Son mandat est de faire l'étude et la révision des lois du Canada dans le but d'émettre des recommandations afin de les améliorer, de les moderniser et de les rectifier. La Commission est permamente.					
TRAVAIL					
Office d'aide à l'adaptation des travailleurs	*45,000*	*15,000*	*235,000*	*56,000*	*351,000*
	44,250	15,222	253,665	141,428	454,565
L'Office a été institué en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation aux travailleurs. Son mandat est de détermi-					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
ner si les particuliers sont éligibles à l'application des prestations en vertu de la Loi sur l'emploi et de l'immigration du Canada. Terme: aucune date véritable n'a été déterminée pour l'Office. Quoi qu'il en soit, la date finale pour les applications désignées nationales sous la Loi est le 17 août 1986 et celles désignées régionales (7 communautés seulement) la date finale est le 12 février 1987.					
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Comité consultatif du régime de pensions du Canada(3)	14,063	29,623		2,010	45,696
Le Comité a été institué en vertu de la partie III, section 117, de la Loi sur le Régime de pensions du Canada (Ordre du Conseil CP 1965-799 du 5 mai 1965). Son mandat est de réviser le fonctionnement de la Loi sur le Régime de pensions du Canada, la condition du Fonds d'investissement du Régime de pensions du Canada et la suffisance de la couverture et des avantages du régime. Le Comité a une durée de vie indéterminée.					
Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur(3)	3,500	6,393	33,682	2,431	46,006
Le Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur a été créé en 1961 en vertu de la Loi sur la santé et le sport amateur, SRC 1970, c. F-25. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives à la santé et au sport amateur. Les comités formés de membres sont créés lorsqu'une étude particulière concernant le gouvernement fédéral se fait sentir. La Loi identifie le Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social comme étant le ministre responsable. Celui-ci, cependant, a désigné le Ministre d'État de la santé et du sport amateur comme ayant une responsabilité opérationnelle. Le Conseil se rapporte donc à lui. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Conseil consultatif national du troisième âge(3)	35,687	51,572	182,951	118,983	389,193
Le Conseil a été institué en vertu de l'Ordre du Conseil CP 1980-1195 du 1er mai 1980 en temps que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives à la qualité de vie du troisième âge. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Conseil national du bien-être social(3)	14,175	27,164	133,062	140,214	314,615
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur l'organisation du gouvernement de 1969 en temps que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives aux politiques de bien-être social. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
CONSEIL PRIVÉ					
Commission chargée d'étudier les traitements des députés et des sénateurs	11,200	5,748	12,024	22,436	*60,335*(4) 51,408
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes faisant suite au décret CP 1984-3417 du 25 octobre 1984.					
Commission d'enquête sur les pratiques de commercialisation de la pomme de terre dans l'Est du Canada(3)				19,857	19,857

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1984-1844 du 31 mai 1984.					
Commission d'enquête sur certaines opérations bancaires					*1,181,342*[4]
		5,880	69,601	818,278	893,759
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1985-2932 du 29 septembre 1985.					
Commission d'enquête sur les criminels de guerre					*2,673,252*[4]
		18,618	455,695	1,636,148	2,110,461
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1985-348 du 7 février 1985.					
Commission royale sur le désastre marin «Ocean Ranger»					*870,565*[4]
	18,200	4,490	273,443	437,804	733,937
La Commision a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1982-819 du 17 mars 1982.					
Commission royale d'enquête sur l'union économique canadienne et les perspectives de développement					*5,094,083*[4]
	147,198	27,810	1,320,156	3,629,913	5,125,077
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1982-3581 de novembre 1982.					
Directeur général des élections					
Commissions sur les limites électorales			*180,020*	*20,401*	*200,421*
			180,020	20,401	200,421
Les Commissions en vertu de la Loi sur le réajustement des limites électorales ont été instituées suite au décret CP 1982-1536 du 20 mai 1982. Les frais pour les membres et autres membres du personnel ont été institués suite au décret CP 1982-837 du 18 mars 1982 et suite au procès-verbal nº 782567 du Conseil du Trésor du 19 avril 1982. Onze commissions ont été nommées et un président et deux membres ont été attitrés pour chaque commission.					
Conseil économique du Canada			*5,897,966*	*2,229,933*	*8,127,899*
		64,783	5,838,486	1,814,498	7,717,767
Le Conseil a été institué en 1963 par la Loi sur le Conseil économique du Canada en plus d'être une société de la Couronne en vertu de l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. L'objectif du Conseil est d'aviser et de recommander au Premier Ministre par quel moyen le Canada peut parvenir au plus haut niveau possible dans le domaine de l'emploi et de la production par lesquels le pays pourrait jouir d'un niveau économique élevé et compatible pour que les Canadiens puissent vivre une hausse de qualité de vie appréciable.					
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	*1,061,000*	*146,000*	*6,453,000*	*2,116,000*	*9,776,000*
	906,821	98,719	6,342,605	1,528,622	8,876,767

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique de 1966-67. Son mandat est de fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des participants de la négociation collective dans la Fonction publique, et procurer à ces participants des renseignements sur les taux de rémunération et autres conditions d'emploi au Canada.					
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE					
Conseil canadien de renouveau industriel		*23,000* 22,927		*7,000* 6,279	*30,000* 29,206
Le Conseil a été institué en vertu de la section 7 du ministère de l'Industrie et du Commerce (maintenant Expansion industrielle régionale) et de la note de la Loi portant affectation du crédit nº 1, 1980-81. Son mandat est de promouvoir la revitalisation des industries du textile, du vêtement et des chaussures. Le Conseil sera dissous le 31 mars 1986.					
Conseil national de l'esthétique industrielle					
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil national de l'esthétique industrielle de 1960-61, c. 24, s. 1. Son mandat est de promouvoir et d'activer les améliorations dans les produits des industries canadiennes. Le gouvernement a l'intention d'abrogé la Loi. Le Conseil n'est présentement constitué d'aucun membre.					
Conseil des textiles et du vêtement	*57,000* 56,695	*55,000* 54,732			*112,000* 111,427
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi du Parlement nº 19-20 Elizabeth II chapitre 39. Son mandat est d'enquêter sur les plaintes de l'industrie en rapport à l'importation. Le Conseil poursuivra ses fonctions indéfiniment.					
SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Conseil des sciences du Canada	*168,841* 123,596	*130,000* 110,953		*2,000* 1,000	*300,841* 235,549
Le Conseil des sciences du Canada a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada, 1966-67, c. 19, s. 1. Son mandat est d'évaluer les exigences scientifiques et technologiques du Canada, de stimuler l'intérêt du public sur ces exigences et l'interdépendance de certains groupes de la société sur le développement et l'utilisation de la science et de la technologie et recommander au gouvernement la meilleure utilisation possible de la science et de la technologie. Le Conseil des sciences du Canada est permanent.					
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Commission nationale des libérations conditionnelles(3)	2,618,108	591,773			3,209,881(6)
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus. Son mandat est d'accorder et de contrôler la libération conditionnelle de personnes subissant une sentence d'emprisonnement et d'émettre des recommandations pour les gratitudes et l'exercice de la prérogative royale de clémence. La Commission est permanente.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
TRANSPORTS					
Commission d'enquête sur l'accident ferroviaire de Hinton		*6,000*		*294,000*	*300,000*
		4,263		210,742	215,005
La Commission a été établie en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes. Son mandat est de faire enquête sur la collision survenue entre le train numéro 4 de VIA Rail Canada Inc et le train numéro 413 des Chemins de fer nationaux du Canada dans la subdivision de Edson, dans la province de l'Alberta, le 8 février 1986. Le terme de la Commission: du 12 février au 30 mai 1986.					
Bureau canadien de la sécurité aérienne	*499,500*	*111,679*	*12,500*	*83,617*	*707,296*
	425,237	123,801	8,393	79,958	637,389
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi canadienne sur la sécurité aérienne. Son mandat est de faire progresser la sécurité aérienne en: i) identifiant les déficiences sécuritaires ainsi évitées par les incidents aériens; ii) menant des enquêtes indépendantes et, si nécessaire, des enquêtes publiques sur les incidents aériens pour en savoir plus long sur la découverte des facteurs et des causes; et iii) rendant compte publiquement sur ses investigations et enquêtes et faisant des recommandations pour éliminer ou réduire les déficiences. Le Conseil est permanent.					
Commission canadienne des transports					*681,202,223*(4)
					680,171,197(4)
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur le transport national, 1966-67, c. 69, s. 2, constituée d'au plus dix-sept membres assignés par le gouverneur en conseil.					
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS					
Bureau de services juridiques des pensions	*68,805*		*4,526,205*	*1,094,990*	*5,690,000*
	65,038	16,888	4,324,529	1,011,897	5,418,352
Le Bureau a été insituté en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est de fournir un service de consultation aux requérants et retraités avec le respect qui leur est dû concernant la Loi ou tout autre loi octroyant l'attribution d'allocations; d'assister les requérants dans la préparation de leurs demandes et de prendre les dispositions nécessaires pour que les requérants et retraités soient représentés par le service juridique des pensions lors d'auditions de témoignages tenues par la Loi. Le Bureau a une durée de vie indéterminée.					
Commission canadienne des pensions	*1,543,400*	*262,500*	*11,505,668*	*4,544,344*	*17,855,912*
	1,286,040	327,749	11,282,488	3,488,967	16,385,244
La Commission a été institutée en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est d'étudier les demandes d'indemnisation lors de décès ou d'invalidité survenu au cours du service militaire et autre service. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Conseil de révision des pensions	*686,048*	*20,000*	*607,104*	*342,116*	*1,655,268*
	708,585	24,162	579,010	236,270	1,548,027
Le Conseil de révision des pensions a été institué en vertu de la Loi sur les pensions. Le Conseil détient la juridiction finale en vertu de la Loi sur les pensions et son mandat englobe les jugements en appel contre les critères d'admissibilité ou les conseils d'évaluation de la Commission canadienne des pensions, en ce qui a trait à l'interprétation de la Loi sur les pensions et les statuts s'y référant. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Fin*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission des allocations aux anciens combattants	*478,000*	*5,000*	*810,600*	*361,400*	*1,655,000*
	380,318	4,680	812,883	316,536	1,514,417

Le cadre statutaire dans lequel la Commission puise ses fonctions provient de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, les règlements concernant les allocations aux anciens combattants, la partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Ces lois et règlements décrivent les termes et conditions d'éligibilité aux bénéfices selon la loi. L'objectif du programme est de s'assurer que les anciens combattants et leurs dépendants perçoivent à juste titre leurs droits en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants et la partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Terme: la Commission des allocations aux anciens combattants est un organisme indéterminé institué en vertu de la Loi en 1936.

* Pour les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours, voir l'état intitulé—«Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance».
(1) N'inclut pas les salaires des membres à temps plein. Une note relative au décret des Ordres du Conseil stipule que «le salaire spécifique de toute personne nommée à la cédule est confidentiel».
(2) N'inclut pas de crédits statutaires.
(3) Montants estimés non disponibles.
(4) Répartition non disponible.
(5) Dépenses actuelles non disponibles.
(6) Les coûts ci-dessus n'incluent pas les coûts de membre du Conseil de communauté régionale. Ceux-ci sont inclus comme services professionnels.

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance

L'état suivant présente des renseignements détaillés pour chaque membre de commissions. Le statut par membre et l'autorité fixant le taux de déplacement et de subsistance sont codés comme suit:

Statut	Code
Membre à temps plein faisant partie de la Fonction publique	1
Membre à temps plein ne faisant pas partie de la Fonction publique	2
Membre à temps partiel faisant partie de la Fonction publique	3
Membre à temps partiel ne faisant pas partie de la Fonction publique	4

Autorité fixant le taux	Code
Gouverneur en conseil	A
Statut(s) de la Commission	B
Règlement(s) interne(s) de la Commission	C

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux de base	Dépenses en 1985-86
			$	$
COMMUNICATIONS				
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Baker R J	4	C	125/jour	13,911
Barrie M E	4	C	125/jour	14,447
Bureau A (Président)	1		dépenses encourues	26,171
Carrier N (nommé le 21 janvier 1986)	4	C	125/jour	2,649
Coupal M	1	C	125/jour	8,399
de la Chevrotière J	4	C	125/jour	7,791
DeStefano R (retiré le 22 octobre 1985)	4	C	125/jour	5,683
Gervais M	4	C	125/jour	4,492
Gower R	1	C	125/jour	13,269
Lawrence J (Vice-président)	1	C	125/jour	1,732
McRae P	1	C	125/jour	10,604
Merchant S	4	C	125/jour	16,153
Mongeau J	1	C	125/jour	8,891
Patrick S C	4	C	125/jour	10,022
Raines M	4	C	125/jour	22,675
Robson J R	1	C	125/jour	19,969
Sherman L R (nommé le 19 avril 1985)	1	C	125/jour	9,911
Therrien R (Vice-président)	1	C	125/jour	16,364
Warren P	4	C	125/jour	18,015
				231,148[1]
Office national du film				
Barabash E	4	C	dépenses encourues	4,027
Leger M	4	C	dépenses encourues	3,127
Manchevsky N	3	C	dépenses encourues	1,484
Shain M	4	C	dépenses encourues	1,996
Silcox D	3	C	dépenses encourues	1,492
Sirois J (Vice-président)	4	C	dépenses encourues	2,193
Watson P	4	C	dépenses encourues	1,396
				15,715
Musées nationaux du Canada				
Conseil d'administration				
Alway R	4	C	dépenses encourues	10,845
Campbell G	4	C	dépenses encourues	5,286
Cyr L	4	C	dépenses encourues	4,847
Goldfarb G	4	C	dépenses encourues	5,337
Hould C	4	C	dépenses encourues	1,868
Pageau Y	4	C	dépenses encourues	1,961
Pelletier G (Président)	4	C	dépenses encourues	5,906
Pincombe C	4	C	dépenses encourues	1,568
Spivak M	4	C	dépenses encourues	8,392
Tovell R	4	C	dépenses encourues	12,353
Tremblay R	4	C	dépenses encourues	10,640
				69,003
CONSOMMATION ET CORPORATIONS				
Commission sur les pratiques restrictives du commerce				
Holden RB (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	5,457
Roseman F	1	A	dépenses encourues	397
Stoner OG (Président)	1	A	dépenses encourues	
Wilson LR	1	A	dépenses encourues	2,346
				8,200

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1985-86
			$	$
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Commission d'enquête sur l'Assurance-chômage				
Bennett R F	2	A	125/jour	16,331
Forget C E (Président)	2	A	125/jour	23,066
Morgan M O	2	A	125/jour	22,499
Munro J J	2	A	125/jour	23,648
Saucier G	2	A	125/jour	9,830
Soboda F	2	A	125/jour	21,866
				117,240[1]
Commission d'appel de l'immigration				
Anderson D	1	B	dépenses encourues	20,297
Benedetti U	1	B	dépenses encourues	
Chambers E C (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	6,816
Davey D (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	1,201
Davey P	1	B	dépenses encourues	7,364
Farlardeau-Ramsay M (Présidente)	1	B	dépenses encourues	29,512
Glogowski F (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	30,118
Hlady W	1	B	dépenses encourues	20,902
Houle J P	1	B	dépenses encourues	
Howard B	1	B	dépenses encourues	9,913
Loiselle G (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	2,771
Petryshyn J	1	B	dépenses encourues	23,669
Suppa B	1	B	dépenses encourues	
Teitelbaum E	1	B	dépenses encourues	5,698
Tisshaw G	1	B	dépenses encourues	3,151
Tremblay R	1	B	dépenses encourues	7,473
Voorhees G	1	B	dépenses encourues	20,899
Weisdorf J (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	6,290
				196,074
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Commission de la frontière internationale				
McEwen Dr A C	1	A	dépenses encourues	3,303
Commission de contrôle de l'énergie atomique				
Fedoruk S	4	A	dépenses encourues	5,128
Jennekens JH (Président et rédacteur en chef)	1	A	dépenses encourues	12,042
Kerwin Dr L	3	A		
Levesque R	4	A	dépenses encourues	844
				18,014
Office national de l'énergie				
Bell E S	3	A	dépenses encourues	1,963
Brooks R F (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	5,411
Edge C G (anciennement président)	1	A	dépenses encourues	20,318
Farmer J	1	A	dépenses encourues	4,846
Gilmour A B	1	A	dépenses encourues	7,562
Hardie J R	1	A	dépenses encourues	3,977
Heath J	3	A	dépenses encourues	5,057
Horner R B	1	A	dépenses encourues	4,787
Hunt A D (Vice-président associé)	1	A	dépenses encourues	11,612
Jenkins J R	1	A	dépenses encourues	3,164

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1985-86
			$	$
Laking R	3	A	dépenses encourues	7,207
Priddle R (Président)	1	A	dépenses encourues	2,953
Scotland W R (Vice-président associé)	1	A	dépenses encourues	3,193
Stewart W G	1	A	dépenses encourues	4,317
Thur L M (Vice-président associé)	1	A	dépenses encourues	4,777
Trudel J L	1	A	dépenses encourues	4,048
				95,192
ENVIRONNEMENT				
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada				
Belanger N	2	A	dépenses encourues	3,329
Careless J M S	4	(3)	dépenses encourues	519
Careless J M S (Président jusqu'au 10 août 1985)	2	A	dépenses encourues	2,340
Cowan T	2	A	dépenses encourues	1,970
Daigle J	2	A	dépenses encourues	3,835
Désilets A	2	A	dépenses encourues	3,287
Grover R	2	A	dépenses encourues	3,629
Humphries C (Président intérimaire depuis le 11 août 1985)	2	A	dépenses encourues	4,991
MacLean R A	2	A	dépenses encourues	3,367
O'Dea S	2	A	dépenses encourues	3,186
Rogers I L	2	A	dépenses encourues	3,041
Shaw C O	2	A	dépenses encourues	1,472
Smith D E	2	A	dépenses encourues	2,945
Storey E H	2	A	dépenses encourues	1,463
				39,374
Conseil consultatif canadien de l'environnement				
Beck T (Président)	4	A	dépenses encourues	23,016
Canover S (Vice-président)	4	A	dépenses encourues	7,853
Fryer J	4	A	dépenses encourues	737
Gardner Dr J A F	4	A	dépenses encourues	7,530
Giroux Me L	4	A	dépenses encourues	1,368
Hubert B A	4	A	dépenses encourues	11,166
Hummel M	4	A	dépenses encourues	547
Lepage L B	4	A	dépenses encourues	2,551
Page Dr R J D	4	A	dépenses encourues	1,148
Rowe J S (Vice-président)	4	A	dépenses encourues	6,756
				62,672
PÊCHES ET OCÉANS				
Commission de la chasse au phoque Canada-Norvège				
May Dr A W	3	A	dépenses encourues	
Commission du phoque à fourrure du Pacifique				
Bigg M	3	B	dépenses encourues	
Hunter M	3	B	dépenses encourues	1,084
				1,084
Commission internationale des pêches des Grands Lacs				
Falkner W	3	B	dépenses encourues	
Holder A S	4	B	dépenses encourues	237
Lefebvre-Anglin A	4	B	dépenses encourues	
Regier H A	4	B	dépenses encourues	1,449
				1,686
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord				
Florian M	4	B	dépenses encourues	1,565
Garcia J	4	B	dépenses encourues	
Lefebvre-Anglin A	3	B	dépenses encourues	
Miller D	4	B	dépenses encourues	
				1,565
Commission internationale des pêches du saumon du Pacifique				
Atleo G	4	B	dépenses encourues	
Greene P L	4	B	dépenses encourues	
Shinners C W	4	B	dépenses encourues	
Wright R	4	B	dépenses encourues	
Commission internationale du flétan du Pacifique				
Brynjolfson S	4	B	dépenses encourues	
Jones G	4	B	dépenses encourues	1,308
McLeod D	4	B	dépenses encourues	
				1,308
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique				
Cormier A D	3	B	dépenses encourues	
McFadden R	4	B	dépenses encourues	
Parsons L S	3	B	dépenses encourues	
Commission royale sur les phoques et les industries de la chasse au phoque				
Allen K R	3	A	dépenses encourues	27,220
Barsh R	3	A	dépenses encourues	7,442
Guilland J	3	A	dépenses encourues	16,387
Malouf A (Président)	4	A	dépenses encourues	10,740
McAllister R	3	A	dépenses encourues	7,860
Templeman W	3	A	dépenses encourues	5,626
				75,275
Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans				
Bowen A J	4	B	dépenses encourues	2,136
Buchanan J B	4	B	dépenses encourues	1,311
Clark C W	4	B	dépenses encourues	2,311
Favre H A (Vice-président)	4	B	dépenses encourues	7,165
Filteau G	4	B	dépenses encourues	6,252
Gilbert J	4	B	dépenses encourues	4,017
Hopkins J	4	B	dépenses encourues	1,404
Hudon L D	4	B	dépenses encourues	516
Hynes H B N	4	B	dépenses encourues	488
Johnson W E (Président)	1	B	dépenses encourues	8,882
Lebel J	4	B	dépenses encourues	4,222
Levelton C R	4	B	dépenses encourues	1,261
Lindsey C C	4	B	dépenses encourues	2,352
MacKay S P	4	B	dépenses encourues	697
McInerney J	4	B	dépenses encourues	7,581
McLaren I A	4	B	dépenses encourues	489
Moss P	4	B	dépenses encourues	2,094
Munro G R	4	B	dépenses encourues	2,372
Nelson J S	4	B	dépenses encourues	3,108
Parsons T R	4	B	dépenses encourues	2,750
Recalma A P	4	B	dépenses encourues	2,555
Riche L G	4	B	dépenses encourues	3,336
Shortt C M (Assistant exécutif)	1	B	dépenses encourues	10,169
Studney E	4	B	dépenses encourues	2,453
				79,921
Conseil international de l'exploration de la mer				
Longhurst A R	3	A	dépenses encourues	
Muir B S	3	A	dépenses encourues	

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1985-86
			$	$
Office des prix des produits de la pêche				
Best T	2	B	dépenses encourues	570
Billard A	2	B	dépenses encourues	730
Collins H (Président)	1	B	dépenses encourues	
Doucet F J	2	B	dépenses encourues	237
Harding K F (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	2,434
Maloney A (Président)	1	B	dépenses encourues	
				3,971
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique				
May Dr A W	3	B	dépenses encourues	
McCurdy E	4	B	dépenses encourues	5,083
Murphy W M	4	B	dépenses encourues	7,266
				12,349
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord				
Carter W A	4	A	dépenses encourues	1,308
McCurdy E	4	A	dépenses encourues	5,254
Nadeau G A	4	A	dépenses encourues	4,476
Rowat W A	3	A	dépenses encourues	824
				11,862
Société de la caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries				
Clark H D	3	B	dépenses encourues	604
Martin J C	3	B	dépenses encourues	
Pethick D	3	B	dépenses encourues	
Scholey W A	3	B	dépenses encourues	
				604
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Comité sur les mesures de protection du caribou				
Arnalujuak J	4	B	dépenses encourues	597
Autut P	4	B	dépenses encourues	398
Kirkwa P	4	B	dépenses encourues	597
Mimialik L	4	B	dépenses encourues	502
Teenar S	4	B	dépenses encourues	423
				2,517
Commission sur les Indiens de l'Ontario				
Hartt E	2	A	dépenses encourues	1,100
Jamieson R L	2	A	dépenses encourues	3,700
				4,800
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest				
Arden D	4	B	dépenses encourues	7,300
Billingsley D	4	B	dépenses encourues	7,813
Case W	4	B	dépenses encourues	113
Ikpakohak F	4	B	dépenses encourues	282
Kennedy C	4	B	dépenses encourues	224
Lyall W	4	B	dépenses encourues	2,822
MacLachlan L	4	B	dépenses encourues	1,789
Warner G (Président)	4	B	dépenses encourues	4,266
				24,609
Office des eaux du Territoire du Yukon				
Byram K M	4	C	dépenses encourues	4,713
Fekete T	4	C	dépenses encourues	589
Granger D (Président)	2	C	dépenses encourues	4,536
Jim M J	4	C	dépenses encourues	1,913
Pauls M	4	C	dépenses encourues	1,014
Stutter M	4	C	dépenses encourues	5,936
				18,701
Programme des stratégies de mise en valeur des ressources humaines dans les communautés indiennes				
Zoe F	4	B	dépenses encourues	130
Zoe J B	4	B	dépenses encourues	82
				212
JUSTICE				
Commission canadienne sur la détermination de la peine				
Archambault O	2	A	125/jour	7,315
Bisson C	4	A	dépenses encourues	2,961
Chartrand A	4	A	125/jour	3,485
Doob A	4	A	125/jour	6,157
Hayes F	4	A	125/jour	4,817
Langdon E	4	A	125/jour	2,514
Pateras B	4	A	125/jour	3,407
Wong R	4	A	dépenses encourues	15,020
Young G	4	A	125/jour	3,711
				49,387
Commission canadienne des droits de la personne				
Cadieux R	1	B	dépenses encourues	8,039
Fairweather G	1	B	dépenses encourues	7,859
Henteleff Y	4	B	dépenses encourues	5,488
Imai G	4	B	dépenses encourues	3,570
MacDonell M	4	B	dépenses encourues	5,244
O'Brien S	4	B	dépenses encourues	3,399
Quenneville R	4	B	dépenses encourues	4,309
Westmoreland-Traore J	4	B	dépenses encourues	242
				38,150
Commission de réforme du droit du Canada				
Frecker R	1	B	dépenses encourues	24,083
Lemelin L	1	B	dépenses encourues	5,695
Létourneau G (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	10,006
Linden A M (Président)	2	B	dépenses encourues	31,717
Maingot J	1	B	dépenses encourues	3,003
				74,504
TRAVAIL				
Office d'aide à l'adaptation des travailleurs				
de Merlis G	4	B	dépenses encourues	
Deschamps L A (représentant l'employeur)	4	B	dépenses encourues	
Kunka G (Vice-président)	3	B	dépenses encourues	
Marshall W (représentant l'employé)	4	B	dépenses encourues	7,728
Morris J (Président)	4	B	dépenses encourues	7,494
				15,222
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Comité consultatif du régime de pensions du Canada				
Apsey R	2	B	dépenses encourues	1,324
Arthur J	2	B	dépenses encourues	1,286
Atkinson H	2	B	dépenses encourues	1,034
Baldwin R (Président)	2	B	dépenses encourues	
Cobb W	2	B	dépenses encourues	1,968

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1985-86
			$	$
Granger R (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	791
Guertin S	2	B	dépenses encourues	2,809
Harris W J	2	B	dépenses encourues	1,992
MacDonnell K H	2	B	dépenses encourues	2,771
MacNaughton E	2	B	dépenses encourues	1,600
Madsen R	2	B	dépenses encourues	1,412
Moore R	2	B	dépenses encourues	4,521
Munroe L	2	B	dépenses encourues	2,473
Smith H	2	B	dépenses encourues	2,140
Thoem V	2	B	dépenses encourues	3,502
				29,623
Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur				
Beattie M	4	B	dépenses encourues	350
Cardinal G	4	B	dépenses encourues	
Dillabough W	4	B	dépenses encourues	
Evans A	4	B	dépenses encourues	870
Faucher F (Président)	4	B	dépenses encourues	
Fisher E	4	B	dépenses encourues	
Fromson J	4	B	dépenses encourues	555
Gemer G	4	B	dépenses encourues	
Gingras A	4	B	dépenses encourues	
Goodman J	4	B	dépenses encourues	
Guy G	4	B	dépenses encourues	140
Kelekis M	4	B	dépenses encourues	
Link-Mellon J (Directeur)	4	B	dépenses encourues	
Macduff N	4	B	dépenses encourues	86
Maddison K (Vice-président)	4	B	dépenses encourues	916
Martin B (Directeur)	4	B	dépenses encourues	
Melanson J	4	B	dépenses encourues	
Nattrass S	4	B	dépenses encourues	296
Newell D	4	B	dépenses encourues	2
Risk G	4	B	dépenses encourues	2,770
Tompkins M	4	B	dépenses encourues	
Walker T	4	B	dépenses encourues	
Williams A	4	B	dépenses encourues	408
				6,393
Conseil consultatif national du troisième âge				
Bélanger M	4	A	dépenses encourues	280
Brunet Y	4	A	dépenses encourues	2,428
Daniels B	4	A	dépenses encourues	2,100
Fisher R	4	A	dépenses encourues	1,351
Fullerton E	4	A	dépenses encourues	980
Gagné R	4	A	dépenses encourues	1,748
Gold Y (Président)	4	A	dépenses encourues	15,240
Lalonde F	4	A	dépenses encourues	4,440
Matthews C	4	A	dépenses encourues	468
McKillop M	4	A	dépenses encourues	4,323
McKinnon H	4	A	dépenses encourues	944
Moir P	4	A	dépenses encourues	4,868
Murphy J	4	A	dépenses encourues	2,003
Rich W	4	A	dépenses encourues	1,823
Scambler T	4	A	dépenses encourues	4,505
Smoler W	4	A	dépenses encourues	3,067
Sparks G	4	A	dépenses encourues	587
Stern W	4	A	dépenses encourues	417
				51,572
Conseil national du bien-être social				
Carr R	4	A	dépenses encourues	561
Cumbo R	4	A	dépenses encourues	598
Fiske L	4	A	dépenses encourues	464
Hedges V	4	A	dépenses encourues	1,582
Helmcken G	4	A	dépenses encourues	4,128
Kert J	4	A	dépenses encourues	1,570
Landry N	4	A	dépenses encourues	1,449
Levasseur P	4	A	dépenses encourues	862
McClure C	4	A	dépenses encourues	1,606
McFetridge A	4	A	dépenses encourues	2,361
McLellan J	4	A	dépenses encourues	2,156
McPherson M	4	A	dépenses encourues	202

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1985-86
			$	$
Mondor R	4	A	dépenses encourues	347
Morin M	4	A	dépenses encourues	1,042
Murialdo E	4	A	dépenses encourues	529
Newall G	4	A	dépenses encourues	1,127
Paulson E	4	A	dépenses encourues	699
Raymond Y (Président)	4	A	dépenses encourues	283
Rosenquist G	4	A	dépenses encourues	951
Rowe P	4	A	dépenses encourues	1,880
Sale T	4	A	dépenses encourues	1,982
Tramble D	4	A	dépenses encourues	785
				27,164
CONSEIL PRIVÉ				
Commission chargée d'étudier les traitements des députés et des sénateurs				
Campbell C	2	A	125/jour	3,753
Clarke W H (Président)	2	A	125/jour	1,995
				5,748[1]
Commission d'enquête sur certaines opérations bancaires				
Estey W Z (l'Honorable)	2	A	dépenses encourues	5,880[1]
Commission d'enquête sur les criminels de guerre				
Deschênes J (l'Honorable Juge en chef)	2	A	dépenses encourues	18,618[1]
Commission d'enquête sur les pratiques de commercialisation de la pomme de terre dans l'Est du Canada				
Carter F G (l'Honorable Juge)	2	A	dépenses encourues	
Commission royale sur le désastre marin «Ocean Ranger»				
Aylward F J QC	2	A	125/jour	
Furst J	2	A	125/jour	
Hickman T A (l'honorable chef de la justice) (Président)	2	A	dépenses encourues	4,027
Morgan M	2	A	125/jour	463
Pardy B	2	A	125/jour	
Winter G A (l'Honorable) (Vice-président)	2	A	125/jour	
				4,490[1]
Commission royale d'enquête sur l'union économique canadienne et les perspectives de développement				
Barber C L	2	A	125/jour	2,401
Breton A A	2	A	125/jour	1,460
Cantwell-Peters M A	2	A	125/jour	914
Casselman-Wadds J	2	A	125/jour	2,892
Docquier G E	2	A	125/jour	1,326
Hamilton W (l'Honorable)	2	A	125/jour	1,619
Macdonald D S (l'Honorable) (Président)	2	A	125/jour	5,266
Messer J R	2	A	125/jour	3,277
Picard L A	2	A	125/jour	1,492
Robert M	2	A	125/jour	816
Seaman D K	2	A	125/jour	1,862
Shoyama T K	2	A	125/jour	2,863
Wallace C T	2	A	125/jour	1,622
				27,810[1]

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1985-86
			$	$
Directeur général des élections				
Commissions sur les limites électorales				
Aucoin P C	4	A		
Barnhart G L	4	A		
Blache P	4	A		
Black G	4	A		
Boylan D	4	A		
Cadieux J	4	A		
Campbell A B (Président)	1	A	dépenses encourues	
Carter G R	4	A		
Corrigan D	4	A		
Cummings H H (Président)	1	A	dépenses encourues	
Dechene A (Président)	1	A	dépenses encourues	
Dickson D M (Président)	1	A	dépenses encourues	
Henry D H W (Président)	1	A	dépenses encourues	
Kirby W J C (Président)	1	A	dépenses encourues	
Langlier J	4	A		
Lechat R	4	A		
MacDonald B (Président)	1	A	dépenses encourues	
McWhinney E	4	A		
Monin A M (Président)	1	A	dépenses encourues	
Muggah A D	4	A		
Pace L L (Président)	1	A	dépenses encourues	
Prud'homme C	4	A		
Roberge G (Président)	1	A	dépenses encourues	
Sancton A	4	A		
Soberman D A	4	A		
Steele H R	4	A		
Thomas P G	4	A		
Vavasour J E	4	A		
Ward N	4	A		
Wark K A	4	A		
Wilson H	4	A		
Wimmer C C (Président)	1	A	dépenses encourues	
Woodley O L	4	A		
Conseil économique du Canada				
Ayre M	4	B	dépenses encourues	4,590
Barter P	4	B	dépenses encourues	3,232
Beauchemin R	4	B	dépenses encourues	1,754
Bellemare D	4	B	dépenses encourues	1,195
Bennett J	4	B	dépenses encourues	1,476
Chernin M	4	B	dépenses encourues	1,406
Cohen D	4	B	dépenses encourues	1,080
Cooms J	4	B	dépenses encourues	2,466
Cornell P (Directeur)	1	A	dépenses encourues	1,518
Cornish-Kehoe M	4	B	dépenses encourues	2,440
Dalpé P	4	B	dépenses encourues	452
Fortin P	4	B	dépenses encourues	316
Guerand Y	4	B	dépenses encourues	2,488
Hill G	4	B	dépenses encourues	2,027
Kaplansky K	4	B	dépenses encourues	1,773
Kay J	4	B	dépenses encourues	1,003
Key G	4	B	dépenses encourues	1,887
Maxwell J (Président)	1	A	dépenses encourues	4,596
Podovinikoff P	4	B	dépenses encourues	7,774
Robert P (Directeur)	1	A	dépenses encourues	1,364
Ross A	4	B	dépenses encourues	4,496
Schuler G	4	B	dépenses encourues	975
Shimbashi P	4	B	dépenses encourues	5,493
Slater D (Président)	1	A	dépenses encourues	3,959
Thompson S	4	B	dépenses encourues	3,326
Thomas D	4	B	dépenses encourues	1,295
Zucker J	4	B	dépenses encourues	402
				64,783
Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
Alcott C J	4	A	dépenses encourues	2,083
Barnes L W C S	4	A	dépenses encourues	24
Bast A J	4	A	dépenses encourues	1,005
Bedard M	4	A	dépenses encourues	56
Bendel M (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	4,947
Bernstein N	4	A	dépenses encourues	370
Brown D R	4	A	dépenses encourues	430
Brown J H (Président)	1	A	dépenses encourues	4,722
Brown T W	1	A	dépenses encourues	4,920
Cameron D H	4	A	dépenses encourues	1,213
Cantin J M (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	21,130
Côté G	4	A	dépenses encourues	41
Courtemanche L B	4	A	dépenses encourues	1,287
Crosby P T	4	A	dépenses encourues	23
Cunningham W B	4	A	dépenses encourues	1,710
D'Avignon G R (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	899
DeBlois R	4	A	dépenses encourues	
Frankel S J	4	A	dépenses encourues	18
Gallagher C	4	A	dépenses encourues	182
Galipeault J	1	A	dépenses encourues	9,226
Geravelis M	4	A	dépenses encourues	2,212
Gostony P M J	4	A	dépenses encourues	355
Hanchard I	4	A	dépenses encourues	1,203
Hope A H	4	A	dépenses encourues	
Hopper J M	4	A	dépenses encourues	2,325
Jessop J	4	A	dépenses encourues	431
Kearny J	4	A	dépenses encourues	51
Korngold Wexler M I	1	A	dépenses encourues	3,985
Kwavnick D	1	A	dépenses encourues	5,030
McCallavickers J	4	A	dépenses encourues	
McKeown S	4	A	dépenses encourues	387
McWilliam G R	4	A	dépenses encourues	2,075
Manion A V	4	A	dépenses encourues	37
Mitchell L	4	A	dépenses encourues	1,026
Morasse M	4	A	dépenses encourues	294
Murray F W	4	A	dépenses encourues	838
Nisbet W L (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	1,692
Oliver W	4	A	dépenses encourues	
Phythian K	4	A	dépenses encourues	6
Preston K W	4	A	dépenses encourues	574
Ready V L	4	A	dépenses encourues	10,014
Scott V E	4	A	dépenses encourues	320
Sexton J	4	A	dépenses encourues	702
Shuttleworth W D	4	A	dépenses encourues	423
Stanley D	4	A	dépenses encourues	1,531
Sugarman L	4	A	dépenses encourues	72
Wilkinson H C	4	A	dépenses encourues	2,641
Wolfgang J E	4	A	dépenses encourues	1,675
Young R C	1	A	dépenses encourues	4,534
				98,719
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE				
Conseil canadien du renouvellement industriel				
Castonguay C	2	A	dépenses encourues	
Dalpé P E	2	A	dépenses encourues	770
Desmarais P (Président)	2	A	dépenses encourues	
Dubowec W	2	A	dépenses encourues	7,319
Fox S	2	A	dépenses encourues	1,420
Kerr J	2	A	dépenses encourues	2,589
Kroeger A	1	A	dépenses encourues	
Lavigueur G	1	A	dépenses encourues	103
Lussier G	1	A	dépenses encourues	
McGee R H	1	A	dépenses encourues	503
McGiverin D S	2	A	dépenses encourues	2,855
Morden R	2	A	dépenses encourues	73
Russel F W	2	A	dépenses encourues	3,044
Savard M	2	A	dépenses encourues	120
Soubrey P	2	A	dépenses encourues	4,131
				22,927
Conseil du textile et du vêtement				
Hawkins W L	4	A	dépenses encourues	12,721
St-Laurent J	4	A	dépenses encourues	17,432
Thur O (Président)	1	A	dépenses encourues	24,579
				54,732

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1985-86
			$	$
SCIENCES ET TECHNOLOGIE				
Conseil des sciences du Canada				
Arrisson N L	4	B	dépenses encourues	5,612
Arseneau D F	4	B	dépenses encourues	2,858
Bachynski M P	4	B	dépenses encourues	1,778
Burt M D B	4	B	dépenses encourues	1,981
Case W	4	B	dépenses encourues	1,449
Craig D B	4	B	dépenses encourues	7,016
Cutt J	4	B	dépenses encourues	6,789
Fournier R O	4	B	dépenses encourues	4,263
Garant J-P	4	B	dépenses encourues	4,115
Gilson J C	4	B	dépenses encourues	1,873
Kenney-Wallace G A	4	B	dépenses encourues	9,683
Kydon D W	4	B	dépenses encourues	685
Lock G S H	4	B	dépenses encourues	1,065
MacQuarrie I G	4	B	dépenses encourues	2,074
Maine F W	4	B	dépenses encourues	4,930
Nasser K W	4	B	dépenses encourues	3,604
Reil W H	4	B	dépenses encourues	2,558
Scriver C	4	B	dépenses encourues	1,548
Sheinin R	4	B	dépenses encourues	1,249
Simek S	4	B	dépenses encourues	9,708
Smith S L (Président)	1	B	dépenses encourues	16,590
Suzuki D	4	B	dépenses encourues	215
Szonyi A J	4	B	dépenses encourues	967
Vikis-Freibergs V (Vice-président)	3	B	dépenses encourues	7,842
Webster J M	4	B	dépenses encourues	9,144
Winters H C	4	B	dépenses encourues	731
Zimmerman A H	4	B	dépenses encourues	626
				110,953
SOLLICITEUR GÉNÉRAL				
Commission nationale des libérations conditionnelles(3)				
TRANSPORTS				
Commission d'enquête sur l'accident ferroviaire de Hinton				
Foisy R P	2	B	dépenses encourues	4,263
Bureau canadien de la sécurité aérienne				
Bobbitt N	1	B	dépenses encourues	3,782
Deschênes B M (Président)	1	B	dépenses encourues	17,254
Lacroix R	1	B	dépenses encourues	25,234
MacEachern W	1	B	dépenses encourues	4,466
Mussalem D	4	B	dépenses encourues	5,486
Portelance A	1	B	dépenses encourues	34,478
Pultz B	1	B	dépenses encourues	29,724
Stevenson R	1	B	dépenses encourues	2,798
Thurston F	4	B	dépenses encourues	579
				123,801
Commission canadienne des transports				
Armstrong M D	1	A	dépenses encourues	
Bourret J L	1	A	dépenses encourues	
Chapman D H	1	A	dépenses encourues	
Drainville J G (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
Dubé Y (Vice-président de la recherche)	1	A	dépenses encourues	
Jones D H (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
Lambert M	1	A	dépenses encourues	
Landers M	1	A	dépenses encourues	
Langlois P (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
McDonough J M (Président)	1	A	dépenses encourues	
Munro J C	1	A	dépenses encourues	
Orange R J	1	A	dépenses encourues	
Thompson J D (Vice-président de la Loi)	1	A	dépenses encourues	
Trahan A M (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
Walter J F (Président du Comité)	1	A	dépenses encourues	
Wolfe B R	1	A	dépenses encourues	
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS				
Bureau de services juridiques des pensions(4)				
Lemieux A (Avocat en chef des pensions)	2			16,888
Commission canadienne des pensions				
Caron Y	2	B	dépenses encourues	21,335
Chartier M	2	B	dépenses encourues	2,554
Chatwood A	2	B	dépenses encourues	18,392
Cleary R	2	B	dépenses encourues	
Douglas C	2	B	dépenses encourues	18,169
Ferguson J W C	2	B	dépenses encourues	17,723
Gadbois Y	2	B	dépenses encourues	25,177
Glibbery C L	2	B	dépenses encourues	
Gogan D	2	B	dépenses encourues	20,791
Hatton G H	2	B	dépenses encourues	4,098
Hender D J	2	B	dépenses encourues	4,606
Jones R	2	B	dépenses encourues	2,736
Levesque J	2	B	dépenses encourues	1,218
MacDonald M M	2	B	dépenses encourues	21,490
MacFarlane M L (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	7,596
MacKenzie A R	2	B	dépenses encourues	2,711
McCabe C	2	B	dépenses encourues	4,433
Mersereau H B	2	B	dépenses encourues	
Mitchell R B	2	B	dépenses encourues	
Morison J B	2	B	dépenses encourues	24,911
Morrison W C	2	B	dépenses encourues	16,090
Poirier E	2	B	dépenses encourues	22,867
Ritchie F I	2	B	dépenses encourues	
Rolfe O	2	A	dépenses encourues	1,418
Sinclair G V	2	B	dépenses encourues	23,631
Théoret M	2	B	dépenses encourues	18,756
Thérrien A	2	B	dépenses encourues	8,220
Tremblay J	2	B	dépenses encourues	3,694
Walsh P	2	B	dépenses encourues	15,033
Wolfe J P (Président)	2	B	dépenses encourues	5,389
Wood J	2	B	dépenses encourues	14,711
				327,749
Commission de révision des pensions(4)				
Beckett J	2			
Blain C (Vice-président)	2			292
Craig N	2			9,198
Diamond J	2			
Letellier J (Président) (nommé le 1er août 1985)	2			8,512
MacArthur R	2			
MacKay G	2			1,319
McKenna B	2			
Ménard J	2			
Pimlott N	2			
Plant F (Président) (retiré le 24 juin 1985)	2			2,911
Whalen T	2			1,930
				24,162

Commissions—*Fin*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Fin*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1985-86
			$	$
Commission des allocations aux anciens combattants				
Brehaut J H	2	B	dépenses encourues	
Campbell R C	2	B	dépenses encourues	
Caught R	2	B	dépenses encourues	
Doiron J A	2	B	dépenses encourues	
Favreau J M (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	477
MacFarlane A M	2	B	dépenses encourues	
Stewart C E	2	B	dépenses encourues	
Thompson D M (Président)	2	B	dépenses encourues	4,203
Wither G B	2	B	dépenses encourues	
				4,680

* Voir l'introduction à l'état ci-dessus.
(1) Inclut des frais de transports.
(2) Contrat No. 85-80.
(3) Détails non disponibles.
(4) En accord avec la Directive du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement, chapitre 370.

Frais de congés d'étude

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements	Montants des indemnités tenant lieu de traitements	Frais de déplacement	Frais de subsistance	Frais de scolarité et autres frais	Indemnités pour livres	Autres dépenses	Total
		$	$	$	$	$	$	$	$
Agriculture	153	1,087,467[1]	2,376,508	65,010	16,133	275,770	14,865	46,741	3,882,494
Communications—									
Département	2		25,029			600			25,629
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	3	32,533[2]		381	10,171	1,259	213		44,557
Archives publiques	1		5,298	541		300			6,139
Consommation et Corporations	1					1,503	537		2,040
Emploi et Immigration	26		54,655			9,473	524		64,652
Énergie, Mines et Ressources—									
Département	11	55,892[3]	106,435	898		4,383	1,854		169,462
Office national de l'énergie	4		49,560			3,236	96		52,892
Environnement	35	17,834[2]	319,216	5,262		32,957	4,421	810	380, 500
Affaires extérieures—									
Département	7		99,982			20,707			120,689
Agence canadienne de développement international	4		40,702				455		41,157
Finances	2		25,310			665	753		26,728
Pêches et Océans	18	66,075[4]	219,627	7,958		12,957	1,637	587	308,841
Affaires indiennes et Nord canadien	10		266,991	13,973	19,998	10,338	3,725	10,275	325,300
Justice	3		6,002			1,896	180	210	8,288
Défense nationale	58		728,787[5]	2,456	9,197	66,181	2,515	18,079	827,215
Santé nationale et Bien-être social	44	1,153[2]	520,058	31,622		331,492	652		884,977
Conseil privé—									
Département	2	46,766[6]				465			47,231
Commissaire aux langues officielles	1		33,367			1,324	400		35,091
Conseil économique du Canada	1	10,239							10,239
Expansion industrielle régionale	8	9,817	34,095	14,312		8,835	1,017	50	68,126
Sciences et Technologie—									
Conseil national de recherches du Canada	1	6,806[7]				236			7,042
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1	4,515							4,515
Conseil des sciences du Canada	1					1,159		269	1,428
Secrétariat d'État—									
Département	2		8,535			1,579			10,114
Commission de la Fonction publique	15	9,542[2]	181,189	1,139		5,104	198		197,172
Solliciteur général—									
Service canadien du renseignement de sécurité	7	181,381				6,101			187,482
Service correctionnel	26	28,410[4]	365,988	19,490	770	20,678	5,896		441,232
Approvisionnements et Services—									
Département—									
Programme des approvisionnements	1	14,468				673	148		15,289
Statistique Canada	7	42,561[4]		3,538		7,615			53,714
Transports	23	67,535[8]	44,790[9]	1,100	370	6,270	7,79 5	380	128,240
Conseil du Trésor	2	8,363[2]	9,495			815	464		19,137
Affaires des anciens combattants	4	17,528[6]	9,196			1,109	694		28,527
Total	484	1,708,885	5,530,815	167,680	56,639	835,680	49,039	77,401	8,426 ,139

(1) Cinquante-deux employés ont reçu des traitements.
(2) Un employé a reçu un traitement.
(3) Quatre employés ont reçu des traitements.
(4) Trois employés ont reçu des traitements.
(5) Cinquante-cinq employés ont reçu des indemnités tenant lieu de traitements.
(6) Deux employés ont reçu des traitements.
(7) L'employé a reçu 50% de son traitement.
(8) Dix employés ont reçu des traitements.
(9) Quatre employés ont reçu des indemnités tenant lieu de traitements.

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1985-86 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1986)

La Loi sur la révision du capital des chemins de fer nationaux du Canada de 1952 a énoncé que «Le ministre doit inclure annuellement dans les Comptes publics un état sommaire de toute l'aide, y compris les concessions de terrains, les garanties et les subventions de capital, mais sans comprendre les allocations consenties d'après des statuts en vue du soulagement du chômage, fournie à quelque époque par le gouvernement du Canada à chacun des suivants: a) le réseau du National (Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada), y compris les compagnies auxquelles il a succédé, b) les chemins de fer du Pacifique (Canadien Pacifique Limitée) selon la définition qu'en donne la Loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien, y compris les compagnies auxquelles ils ont succédé, et c) tout autre chemin de fer».

L'état suivant présente l'aide financière budgétaire et non budgétaire en montrant les paiements annuels et cumulatifs. L'aide budgétaire cumulative comprend divers programmes de dépenses par lesquels les sociétés ont bénéficiées. Seuls les paiements individuels de $50,000 ou plus sont reportés dans cet état.

Les chemins de fer ont été interprétés dans le but d'inclure ce qui suit dans cet état: i) pour les Chemins de fer nationaux du Canada—toutes les compagnies propriétaires, opérées ou gérées par le Canadien National, ii) pour le Canadien Pacifique—seulement les compagnies engagées dans la transportation, les communications et les activités hôtelières.

L'aide non budgétaire représente la variation nette concernant les prêts, dotations en capital et avances.

L'aide budgétaire représente une imputation aux crédits budgétaires qui agit sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement.

		1985-86	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1986
		$	$
RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA[1][2]			
Non budgétaire			
Remboursements de prêts et avances		−8,861,078	218,722,074
Capital-actions émis[3]			2,625,877,732
Total		*−8,861,078*	*2,844,599,806*
Budgétaire			
Allocation aux employés de Terre-Neuve transférés aux Chemins de fer nationaux du Canada		1,711,850	
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	(s)	7,006,118	
Coût des immobilisations pour la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies		97,765,000	
Loi sur l'administration de l'énergie	(s)	4,342,543	
Encouragements à l'appui de programmes et projets de coopération industrielle		122,200	
Programme d'assistance à la conversion industrielle		86,829	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes		12,891,721	
Infrastructure ferroviaire à Churchill		3,198,767	
Loi sur les chemins de fer	(s)	25,551,532	
Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer		2,965,885	
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer		3,981,425	
Abolition des péages sur le Pont Victoria	(s)	2,968,288	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest	(s)	229,243,620	
Total		*391,835,778*	*3,683,645,929*
CANADIEN PACIFIQUE LIMITÉE[2]			
Budgétaire			
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	(s)	2,100,956	
Programme d'assistance à la conversion industrielle		183,183	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes		1,205,230	
Loi sur les chemins de fer	(s)	16,366,424	
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer		3,220,019	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest	(s)	266,212,051	
Total		*289,287,863*	*1,458,988,439*
VIA RAIL CANADA INC.			
Non budgétaire			
Capital-actions[4]			*9,300,000*
Budgétaire			
Coûts d'exploitation et aide au travail		*599,792,361*	*3,754,905,153*
BRITISH YUKON RAILWAY COMPANY			
Non budgétaire			
Remboursement de prêt		*−250,000*	*4,500,000*

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1985-86 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1986)—*Suite*

	1985-86	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1986
	$	$
AUTRES CHEMINS DE FER		
Budgétaire		
Algoma Central Railway—		
Loi sur les chemins de fer (s)	2,303,990	16,743,630
BC Rail—		
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	906,382	906,382
British Northern Railway		32,836
Burlington Northern Inc.—		
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	73,915	271,424
Canada and Gulf Terminal Railway(5)—		
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	148,457	728,451
Chesapeake and Ohio Railway Company—		
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	73,269	308,334
Consolidated Rail Corporation		1,039,225
Devco Railway (Cumberland Railway Company)—		
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	66,259	137,375
Dominion Atlantic Railway(6)—		
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (s)	172,010	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	318,871	1,803,595
Essex Terminal Railway		30,616
Grand Falls Central Railway Co. Ltd.—		
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (s)	196,182	749,639
Napierville Junction Railway		255,572
Northern Alberta Railway(5)		19,551,776
Ontario Northland		52,401
Penn Central Corporation		153,691
Quebec Central Railway(6)—		
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	61,698	260,896
Quebec North Shore and Labrador Railway—		
Loi sur les chemins de fer (s)	2,966,000	2,966,000
Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company(6)—		
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	208,593	978,574
Total	*7,495,626*	*46,970,417*
AUTRES		
Budgétaire		
Albert Southern Railway, Nouveau-Brunswick		50,460
Brantford, Waterloo and Lake Erie Railway		57,600
Bruce Mines and Algoma Railway		53,920
Canada Central Railway—Pont de la rivière de la Paix		175,000
Central Railway of Canada, Québec		30,145
Colchester Coal and Railways Company		12,800
Dominion Coal Company, Nouvelle-Écosse		87,808
Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway		338,382
Erie and Huron Railway		96,000
Ha Ha Bay Railway, Nouveau-Brunswick		231,462
Harvey Branch Railway, Nouveau-Brunswick		5,554
Joggins Railway, Nouvelle-Écosse		37,500
Klondyke Mines Railway		197,184
Lake Érie, Essex and Detroit Railway		118,400
Lake Erie and Detroit River Railway		357,451
L'Assomption Railway, Québec		11,200
Leamington and St Clair Railway		51,200
Maritime Coal and Railway Company		3,200
Minudie Coal Company, Nouvelle-Écosse		18,544
North Railway		250,000
North Shore Railway Company, Beersville Coal and Railway Company		27,616
Northern New Brunswick Seaboard Railway Company		108,160
Ottawa and New York Railway		262,384
Pacific Great Eastern Railway		2,478,500
Phillipsburg Junction and Quarry Company		23,712
Pontiac and Renfrew Railway		13,600
Terminal du Port Nelson		6,240,096
Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway		96,000
Reliquat du coût du vapeur Sheba		78,611
Schomberg and Aurora Railway		46,144
St Lawrence and Adirondack Railway		149,482
St Louis Richibucto Railway		22,400
Temiskaming and Northern Ontario Railway		2,134,080
Total		*13,864,595*
Total—Non budgétaire	−9,111,078	2,858,399,806
Budgétaire	1,288,411,628	8,958,374,533

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1985-86 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1986)—*Fin*

	1985-86	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1986
	$	$
AUTRES AIDES FINANCIÈRES		
Remise des droits et taxes d'accise (1985-86 seulement)		
Burlington Northern Railway	806,683	
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	2,063,642	
Canadian Pacific Limited	4,614,655	
Consolidated Rail Corporation	85,146	
Napierville Junction Railway	39,433	
	7,609,559	

(s) Autorisation statutaire.
(1) La Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada. La Société est bénéficiaire de garanties de prêts par le gouvernement au montant de $94,790,000 en 1986 ($97,347,000 en 1985).
(2) Les concessions de terrains cumulatifs donnés au Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada incluant les compagnies antérieures et compagnies affiliées, et à la Compagnie des Chemins de fer du Pacifique canadien et à d'autres compagnies dans ce réseau sont de 5,728,912 et 32,848,477 acres respectivement.
(3) Total des actions émises: 6,523,902 actions sans valeur au pair.
(4) Total des actions émises: 93,000 actions sans valeur au pair.
(5) Contrôlé par les Chemins de fer nationaux du Canada.
(6) Contrôlé par le Canadien Pacifique Limitée.

Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens qui auraient été normalement couverts par une assurance si pareille assurance avait existé

En général, le gouvernement n'assure pas les biens meubles et immeubles. Par conséquent, il absorbe les pertes lorsqu'elles se présentent.

Ministère et organisme	Bâtiments	Contenu	Équipement	Véhicules	Divers	Total
	$	$	$	$	$	$
Agriculture			374	87,104	55,525[1]	143,003
Communications—						
Département			20,292[2]			20,292
Musées nationaux du Canada				22,658		22,658
Archives publiques				1,964		1,964
Consommation et Corporations			2,328[3]	16,723		19,051
Emploi et Immigration			19,760[4]	8,000		27,760
Énergie, Mines et Ressources—						
Département			3,976[5]	7,407		11,383
Office national de l'énergie					1,193	1,193
Environnement	16,335	5,900[6]	93,916[7]	71,092	18,074[8]	205,317
Affaires extérieures—						
Département				88,387[9]		88,387
Agence canadienne de développement international			10,240[10]		2,700[11]	12,940
Pêches et Océans	40,500	51,020	395,341[12]	66,592	20,599	574,052
Affaires indiennes et Nord canadien		85,200	3,995	80,458	6,087[13]	175,740
Défense nationale	617,954	109,410	395,823	1,579,787	199,863[14]	2,902,837
Santé nationale et Bien-être social				28,231		28,231
Revenu national—						
Douanes et Accise			4,625			4,625
Impôt					14,978[15]	14,978
Travaux publics	157,500		6,018		162,887[16]	326,405
Expansion industrielle régionale			12,629[17]	3,881		16,510
Sciences et Technologie—						
Conseil national de recherches du Canada	180,000	110,000	40,143	6,630	6,758[18]	343,531
Secrétariat d'État—						
Commission de la Fonction publique			11,349[19]		1,000[20]	12,349
Solliciteur général—						
Service canadien de renseignement de sécurité				1,014	3,600[21]	4,614
Service correctionnel	172,666	26,154	55,037	73,009	1,000	327,866
Gendarmerie royale du Canada	83,171		84,749[22]	1,191,170		1,359,090
Approvisionnements et Services—						
Département—						
Programme des approvisionnements			16,200	2,210		18,410

Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens qui auraient été normalement couverts par une asssurance si pareille assurance avait existé—*Fin*

Ministère et organisme	Bâtiments	Contenu	Équipement	Véhicules	Divers	Total
	$	$	$	$	$	$
Transports—						
Département	6,000	17,600	55,650[23]	108,276[24]	448,384[25]	635,910
Administrateur de l'Office du transport du grain				1,102		1,102
Affaires des anciens combattants	9,000	500	3,000	2,500	1,286[26]	16,286
Total	1,283,126	405,784	1,235,445	3,448,195	943,934	7,316,484

(1) Comprend le vol des articles suivants: ordinateurs du traitement de l'information (2)$13,954; balances (7) $15,792; terminaux (2) $4,848; enregistreur (1) $1,084; poste émetteur-récepteur (1) $1,002; magnétophone à cassettes vidéo (1) $1,496; caravane de voyage (1) $6,322; bagues à pression (1) $1,400; King 16 à pneus et disque à sens unique et sauteuse à souche (1) $1,301; balances électroniques (3) $6,249; générateur (1) $533; caméras (3) $844; scie à chaîne (1) $140; perche (1) $114; tireuse à diapositive (1) $170; et équipement de terrains (5) $276.

(2) Comprend le vol d'une caméra-vidéo (1) $1,800.

(3) Comprend le vol des articles suivants: équipement d'inspection (1) $405; motocompresseur (1) $350; et calculatrice (1) $63.

(4) Comprend le vol des articles suivants: IBM PC (1) $11,000; machine postale (1) $2,900; terminal comterm (1) $1,845; caméra-vidéo et magnétophone (1) $2,787; et équipement d'appareil photographique (1) $1,228.

(5) Comprend le vol d'un radeau pneumatique (1) $3,976.

(6) Comprend le vol de fusils Brown Bess (4) $4,400.

(7) Comprend le vol des articles suivants: équipement d'ordinateur (3) $21,300; équipement électronique (1) $2,194; objets façonnés (25) $6,651; équipement pour appareil photographique (4) $5,746; tondeuses a gazon (4) $1,308; générateurs (3) $2,991; soudeurs (3) $2,388; bateau (1) et moteurs (2) $3,276; dégageur de broussailles (1) $270; moufles de poulie à chaîne (3) $359; banc de travail (1) $250; vérins hydrauliques (2) $190; barres de démolition (2) $24; vérificateur de pression (1) $20; chaîne (1) $70; aviron (1) $12; ciseaux de bois (10) $120; scies à main (7) $245; rabots (4) $231; ciseaux tailleur à main (1) $20; ajutage (1) $80; tuyau de pompe à incendie (1) $140; et équipement divers $3,345.

(8) Comprend le vol des articles suivants: thermographes (2) $958; moteur hors-bord (1) $759; canoë (1) $415; enregistreur à cassette (1) $285; appareils photographiques (2) $400; foreuse Makita (1) $127; émetteur-récepteur Motorola (2) $900; et scie à chaîne (1) $60.

(9) Comprend le vol de véhicules (3) $29,000.

(10) Comprend le vol des articles suivants: imprimantes (2) $2,264; et disques rigides (2) $7,976.

(11) Comprend le vol d'un magnétophone à cassettes vidéo (1) $2,700.

(12) Comprend le vol des articles suivants: magnétophone à cassettes vidéo (1) $1,500; balance électronique (2) $2,933; canoë (1) $550; appareil photographique et lentille (1) $446; enregistreurs à ruban (2) $205; générateur portatif (1) $599; machine à dicter (1) $159; attirail divers $286; postes VHF portatifs (2) $3,700; jumelle (1) $29; commande à disquette double (1) $1,580; compteur de capacité (1) $300; clavier de terminal (1) $400; moteur hors-bord (1) $190; remorque à bateau (1) $438; calculatrices (8) $1,061; jeux de clés (4) $775; magnétophone à cassettes (1) $329; réfrigérateur (1) $530; poêle (1) $490; appareil de navigation Loran-C (1) $1,644; pompes (2) $250; scie à chaîne (1) $325; radio (1) $200; tour (1) $250; mèches Miketa (2) $120; balance Ohaus (1) $300; bateau (1) $2,160; baleinier (1) $1,733; moteur Mercury (1) $1,350; et bateau Zodiac (1) $3,075.

(13) Comprend le vol d'un téléphone radio mobile (1) $2,337.

(14) Comprend le vol des articles suivants: équipement de camping $11,021; vêtements $6,372; équipement de soudure $1,890; outillages $5,447; bateau pneumatique Zodiac (1) $3,900; magnétophones à cassettes vidéo (3) $4,750; scies à chaînes (2) $590; télévisions (2) $1,275; ensemble modulaire de couleurs (1) $165; treuil (1) $1,435; tentes modulaires (5) $5,131; filets de camouflage d'hiver (2) $571; tables pliantes (2) $142; bateau en aluminium (1) $1,226; radiateur pour conduit (1) $2,415; moteur hors-bord (1) $1,300; oscilloscope (1) $3,200; radeau de sauvetage (1) $3,481; roues de camion (4) $894; et pneus de camion (4) $1,760.

(15) Comprend le vol des articles suivants: haut-parleur (1) $217; tabouret (1) $20; calculatrice (13) $839; appareil photographique (1) $74; chronomètre (1) $21; mécanisme alimentation électronique pour imprimante (1) $423; et mallettes (2) $102.

(16) Comprend le vol de coffres d'outils (2) $2,399.

(17) Comprend le vol d'un magnétophone à cassettes vidéo (1) $2,025.

(18) Comprend le vol des articles suivants: grue à portique réglable Wallace(1) $2,251; balance Mettler (1) $1,500; calculatrices (2) $207; jeu de douilles (1) $125; manivelle (1) $500; compas de calibre (1) $65; outils à main (57) $570; boîte à outils (1) $621; et ordinateur (1) $919.

(19) Comprend le vol des articles suivants: magnétophones à cassettes (3) $750; machines à écrire (4) $3,415; caméra-vidéo (1) $950; enregistreurs à cassettes vidéo (4) $4,860; calculatrice (1) $84; horloge (1) $30; cassettophone radio (1) $125; répondeur téléphonique (1) $250; taille-crayon électrique (1) $125; chaises (13) $325; et fichiers (2) $435.

(20) Comprend le vol de disquettes (6) $1,000.

(21) Comprend le vol d'une radio (1) $2,000.

(22) Comprend le vol de postes radio (4) $8,800.

(23) Comprend le vol des articles suivants: oscilloscope Philips (1) $2,278; oscilloscope à fiche Hewlett-Packard (1) $3,000; analyseur spectrale (1) $3,000; compteur de fréquence (1) $2,300; et poste d'essai (1) $1,000.

(24) Comprend le vol d'une camionnette GMC Suburban (1) $16,872.

(25) Comprend le vol des articles suivants: moteurs hors-bord (2) $2,060; petite embarcation (1) $2,285; boîte à outils (1) $1,843; et générateur (1) $1,843.

(26) Comprend le vol des articles suivants: tondeuses à gazon (3) $754; et outillages $512.

Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1985-86

	Désuet mais utilisable		Excédentaire mais utilisable		Excédentaire mais réparable	Rebut
Ministère et organisme	Coût	Valeur obtenue	Coût	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$
Agriculture—						
Département		53,793		79,892	867,168	23,624
Office canadien des provendes				194		
Communications—						
Département		3,094		8,869	78,024	7,635
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	6,488	1,227				325
Office national du film	123,187	6,882	788	265	8,666	
Bibliothèque nationale					560	
Musées nationaux du Canada		106	11,201	1,298	42,813	453
Archives publiques	900	680	96,060	6,435	38,736	415,546
Consommation et Corporations	7,050	4,337	107,887	11,808	252,399	11,144
Emploi et Immigration—						
Département	178,000	15,167	297,000	113,184	137,548	22,847
Commission d'appel de l'immigration				1,874	(418)	174
Énergie, Mines et Ressources—						
Département	327,642	8,892	521,422	686,656	105,919	39,177
Commission de contrôle de l'énergie atomique	1,330		42,107	110	7,355	100
Énergie atomique du Canada, Limitée		4,151		127,056	22,274	13,029
Office national de l'énergie			4,695	458	4,701	1,206
Environnement	116,112	6,937	2,059,143	104,466	820,507	34,425
Affaires extérieures—						
Département		2,685		6,757	868,705	2,851
Agence canadienne de développement international					12,032	
Commission mixte internationale				125	283	
Finances—						
Département		50		501	36,263	285
Vérificateur général	167	25				
Assurances			13,128	90	908	
Commission du tarif			13,091	11,400		
Pêches et Océans	2,028,852	10,065	809,496	485,166[1]	944,544[1]	17,822
Affaires indiennes et Nord canadien	4,164	114	86,230	15,775	187,863	8,510
Justice—						
Département				4,929	10,085	14,215
Commission canadienne des droits de la personne					732	
Commissaire à la magistrature fédérale	913	200	971	315	24	700
Cour fédérale du Canada					4,991	
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada			3,168	125		
Cour canadienne de l'impôt				1,955		50
Travail—						
Département	8,270	416	2,632	460	1,506	463
Conseil canadien des relations du travail			1,040	75		
Société canadienne d'hypothèques et de logement		2,174		47,865	33,342	7,087
Défense nationale	22,993,686	420,083	11,734,756	323,107	4,774,913	2,156,143
Santé nationale et Bien-être social—						
Département	120,726	6,707	581,610	78,596	290,730	13,494
Conseil de recherches médicales					1,778	
Revenu national—						
Douanes et Accise	10,847	1,870	11,179	2,757	176,597	21,920
Impôt				3,808	91,863	9,279
Parlement—						
Sénat					8,705	
Chambre des communes				108,532	44,945	16,401
Bibliothèque du Parlement					4,951	
Conseil privé—						
Département				23,018	35,798	4,954
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes					114	6
Directeur général des élections		1,831		80	86	250
Conseil économique du Canada	24,114	1,985	7,844	616	483	
Commission des relations de travail dans la Fonction publique			13,907	1,883	5,821	426
Travaux publics	129,518	6,751	1,304,853	56,470	338,565	497,414
Expansion industrielle régionale	39,502	303	1,039,624	231,038	73,638	2,024
Sciences et Technologie—						
Département d'État			2,000	234	54	417
Conseil national de recherches du Canada		15,381		96,357	98,472	17,634
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			20,988	5,739		
Secrétariat d'État—						
Département		1,356		2,076	33,717	3,491
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme				300	170	
Commission de la Fonction publique	1,825	321	710,900		8,356	13,439
Conseil de recherches en sciences humaines				500		100
Solliciteur général—						
Département		475			8,579	700
Service canadien du renseignement de sécurité			2,210	510	56,744	120
Service correctionnel	658,324	29,012	701,263	99,036	291,743	72,608
Commission nationale des libérations conditionnelles		7,576		2,216	1,489	200
Gendarmerie royale du Canada	48,764	6,031	51,338	19,960	4,591,000	160,491

Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1985-86—*Fin*

Ministère et organisme	Désuet mais utilisable		Excédentaire mais utilisable		Excédentaire mais réparable	Rebut
	Coût	Valeur obtenue	Coût	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$
Approvisionnements et Services—						
Département—						
Programme des services	1,867	1,347	75,162	52,416	49,738	5,496
Programme des approvisionnements	8,954	9,211	37,203	41,896	205,699	238,212
Statistique Canada		1,654		2,500	43,671	402
Transports—						
Département	3,465,708	56,899	12,129,541	668,013	1,576,959	128,751
Bureau canadien de la sécurité aérienne		2,365			4,617	
Commission canadienne des transports					6,494	
Administration du pipe-line du Nord			5,500	685		
Affaires des anciens combattants	24,368	2,577	246,817	29,866	33,278	45,215
Total	30,331,278	694,730	32,746,754	3,570,312	17,347,297	4,031,255

[1] Comprend la vente de poissons excédentaires.

Produits de placements

		Montant réalisé en 1985-86[1]	Montant investi au 31 mars 1986[2]
		$	$
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—			
Sociétés de la Couronne—			
INSTITUTIONS DE CRÉDIT—			
Banque fédérale de développement		20,676,170	438,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement			9,664,994,947
Intérêt	$ 858,826,035		
Virement des bénéfices	33,895,532		
		892,721,567	
Société d'assurance-dépôts du Canada		32,756,661	935,000,000
Société du crédit agricole		402,725,837	4,113,993,637
Société pour l'expansion des exportations		14,999,529	825,991,600
Total des institutions de crédit		*1,363,879,764*	*15,977,980,184*
AUTRES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—			
Air Canada		15,763,758	525,106,762
Chemins de fer nationaux du Canada			2,844,599,806
Intérêt	$ 18,492,189		
Dividendes	48,390,100		
		66,882,289	
Corporation de développement des investissements du Canada			395,658,315
Canadair Limitée			592,837
Énergie atomique du Canada, Limitée		67,657,616	727,984,283
Petro-Canada			4,299,126,174
Dividendes		50,000,000	
		200,303,663	*8,793,068,177*
Autres—			
Banque du Canada			5,920,000
Virement des bénéfices		1,880,031,132	
Société canadienne des ports		3,596,787	84,971,205
Administration du pont du port de Saint-Jean		977,987	14,205,727
Arsenaux Canadiens Limitée, Les			3,500,000
Société Radio-Canada			33,000,000
Corporation commerciale canadienne			10,000,000
Commission canadienne du lait		14,439,905	65,827,200
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne			6,313,935
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd			325,000
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée			296,199
Office canadien du poisson salé		1,588,101	17,422,500
Société canadienne de paris sportifs		1,096,301	
Société de développement du Cap-Breton			2,643,419
Office de commercialisation du poisson d'eau douce		1,422,434	18,152,589
Société du port de Halifax		99,990	32,336,762
Société du port de Montréal		523,158	141,045,972
Commission de la Capitale nationale		572,347	
Commission d'énergie du Nord canadien		23,869,790	234,608,037
Société des Transports du Nord Limitée		1,082,272	
Pêcheries Canada Inc			31,499,900
Société du port de Prince Rupert			27,084,979
Monnaie royale canadienne			30,341,357
Intérêt	$ 3,036,602		
Virement des bénéfices	7,399,783		
		10,436,385	
Société du port de St John's		150,585	1,566,437
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent			624,950,000
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les			59,752,867
Téléglobe Canada			3,216,252
Intérêt	$ 186,220		
Dividendes	188,058,000		
		188,244,220	
Société du port de Vancouver, La		349,982	81,000,383
VIA Rail Canada Inc			9,300,000
		2,128,481,376	*1,539,280,720*
Total des autres sociétés de la Couronne		*2,328,785,939*	*10,332,348,897*
Total des sociétés de la Couronne		3,692,664,803	26,310,329,081

	Montant réalisé en 1985-86[1]	Montant investi au 31 mars 1986[2]
	$	$
Administrations provinciales et territoriales—		
TERRE-NEUVE—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	266,536	3,661,214
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	270,185	5,232,469
Programme spécial des prêts sur le développement	314,231	6,700,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	394,952	7,025,761
Expansion industrielle régionale—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	46,418	1,009,310
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	5,994,871	77,358,044
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	4,269,813	34,511,854
	11,557,006	*135,498,652*
NOUVELLE-ÉCOSSE—		
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	318,868	2,530,292
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	237,708	2,862,235
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	119,537	1,771,217
Programme spécial des prêts sur le développement	324,220	4,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		4,582,942
Expansion industrielle régionale—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	315,479	3,962,356
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	3,204,332	41,489,520
Mainland Investments Limited	105,000	1,000,000
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,949,953	22,984,707
Transports—		
Rampe de chargement, Yarmouth, N-É	1,147	
	7,576,244	*85,483,269*
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—		
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	1,105,513	
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	21,298	194,769
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	44,231	763,297
Programme spécial des prêts sur le développement		213,582
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	142,663	1,064,039
Expansion industrielle régionale—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	1,873	23,906
Entente-cadre sur le plan de développement	913,311	11,392,312
	2,228,889	*13,651,905*
NOUVEAU-BRUNSWICK—		
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	1,203,700	4,793,033
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	446,971	6,258,234
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	439,596	5,627,763
Programme spécial des prêts sur le développement	398,287	5,375,000

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1985-86(1)	Montant investi au 31 mars 1986(2)
	$	$
Ville d'Oromocto	4,076	6,803
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	784,997	9,494,232
Expansion industrielle régionale—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	66,396	835,553
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	2,854,543	41,354,061
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	3,381,361	39,873,965
	9,579,927	*113,618,644*
QUÉBEC—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	4,523,998	61,300,779
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58,944	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,690,169	47,086,748
Programme spécial des prêts sur le développement	4,952,180	70,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	7,663,057	91,314,928
Expansion industrielle régionale—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	10,503,612	99,495,914
	30,391,960	*369,498,369*
ONTARIO—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	713,211	9,441,734
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1,296,126	18,488,230
Programme spécial des prêts sur le développement	114,645	1,559,558
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	3,059,247	31,650,955
	5,183,229	*61,140,477*
MANITOBA—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles—		
Prêts	1,400,640	6,500,608
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	11,659,078	130,795,816
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	292,649	3,850,088
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	243,108	3,730,459
Programme spécial des prêts sur le développement	277,110	3,834,410
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	207,425	2,390,963
Expansion industrielle régionale—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	361,203	2,854,016
	14,441,213	*153,956,360*
SASKATCHEWAN—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles—		
Prêts	653,364	5,885,560
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—		
Bons du Trésor	258,700	2,400,000
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	57,686	738,401
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		22,913,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	104,353	1,338,808
	1,074,103	*33,275,769*
ALBERTA—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles—		
Prêts		310,232

	Montant réalisé en 1985-86(1)	Montant investi au 31 mars 1986(2)
	$	$
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	227,994	3,081,006
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	292,962	4,369,521
Programme spécial des prêts sur le développement	276,000	4,000,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	346,889	3,936,128
Expansion industrielle régionale—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	290,513	2,584,140
	1,434,358	*18,281,027*
COLOMBIE-BRITANNIQUE—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	719,003	9,370,672
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	380,648	5,786,011
Programme spécial des prêts sur le développement	1,090,247	14,787,898
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,411,971	13,707,643
	3,601,869	*43,652,224*
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	91	19,561
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,194	262,564
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	32,358	359,781
	34,643	*641,906*
TERRITOIRE DU YUKON—		
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement du Territoire du Yukon	811,008	7,759,073
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	20,658	353,587
	831,666	*8,112,660*
Total des administrations provinciales et territoriales	87,935,107	1,036,811,262
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—		
Chine—Finances		49,426,118
Jamaïque—		
Finances—		
Programme spécial—Aide économique	3,526,599	25,000,000
Royaume-Uni—		
Finances—		
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	14,456,546	579,555,483
Pays en voie de développement—		
Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—		
Aide au développement international	6,688,025	3,257,541,331
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—Affaires extérieures	29,563,736	617,361,446
Défense nationale—		
Organisation du traité de l'Atlantique Nord—		
Dommages-intérêts—Sommes recouvrables		39,738
Total des gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	54,234,906	4,528,924,116

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1985-86[1]	Montant investi au 31 mars 1986[2]
	$	$
Organismes internationaux—		
Institutions financières internationales		645,505,945
Associations et organismes internationaux—		
Obligations des Nations Unies	17,537	444,199
Autres		5,258,367
Autres organismes internationaux		2,099,690,690
Total des organismes internationaux	17,537	2,750,899,201
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	10,577,988	161,027,865
Entreprises mixtes et en coparticipation—		
Corporation de développement du Canada—Expansion industrielle régionale		322,000,000
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources		57,804,000
Lower Churchill Development Corporation—Énergie, Mines et Ressources		14,750,000
Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée—Expansion industrielle régionale	2,625,000	25,000,200
N.S. Holdco Limited—Expansion industrielle régionale		47,300,000
125459 Canada Limited—Expansion industrielle régionale		167,570,000
Société Inter-Port de Québec—Expansion industrielle régionale		400
Télésat Canada—Communications		30,000,000
Dividendes	1,050,000	
Total des entreprises mixtes et en coparticipation	3,675,000	664,424,600
Divers—		
Prêts et avances comptables—		
Affaires extérieures—		
Employés en mission à l'étranger	690,273	9,375,560
Missions à l'étranger		12,509,789
	690,273	*21,885,349*
Défense nationale—		
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés		34,287,202
Expansion industrielle régionale—		
Employés affectés au Canada		1,563
Approvisionnements et Services—		
Diverses avances comptables		4,765,125
Conseil du Trésor—		
Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes		11,339,972
Total des prêts et avances comptables	*690,273*	*72,279,211*
Autres divers—		
Agriculture—		
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1,975,305	21,728,805
Communications—		
Biens culturels		2,920
Emploi et Immigration—		
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	795,181	57,637,103
Énergie, Mines et Ressources—		
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	1,253,233	12,704,003
New Grade Energy Inc.		3,310,043
	1,253,233	*16,014,046*
Affaires extérieures—		
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	25,768,027	95,450,065
Finances—		
Banque commerciale du canada		72,936,360
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	14,228	284,686
Administration du pont du port de Saint-Jean		12,523,963
Villle d'Oromocto	597	4,161
Town of Oromocto Development Corporation	15,359	282,151
	30,184	*86,031,321*

	Montant réalisé en 1985-86[1]	Montant investi au 31 mars 1986[2]
	$	$
Pêches et Océans—		
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	113,158	629,972
Entreprises de traitement de poissons de fond		192,889
Pêcheurs d'aiglefin	10,070	1,359,570
	123,228	*2,182,431*
Affaires indiennes et Nord canadien—		
British Yukon Railway Company		4,500,000
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited	6,029	
Bande des Chippewa de Kettlepoint		65,000
Conseil des Indiens du Yukon		4,799,357
Fonds de prêts aux Esquimaux	259,341	2,740,882
Expansion économique des Indiens	2,493,976	48,920,296
Aide domiciliaire aux Indiens	875	4,822,615
Revendicateurs autochtones	237,920	91,328,001
	2,998,141	*157,176,151*
Travail—		
Commissions provinciales des accidents du travail		4,595,000
Défense nationale—		
Projets d'habitations des Forces canadiennes	596,603	15,093,792
Travaux publics—		
Burgeo Leasing Limited	11,697	148,527
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd	100,974	1,125,000
Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve		19,311,904
Sydney Steel Corporation		5,218,162
	112,671	*25,803,593*
Expansion industrielle régionale—		
Industrie canadienne de défense	498,787	10,883,466
Programme d'expansion des entreprises	186,957	14,894,464
Programme de redressement de l'industrie de la chaussure et du tannage et programme de développement industriel et régional	345,578	1,250,000
	1,031,322	*27,027,930*
Solliciteur général—		
Libérés conditionnels		14,025
Approvisionnements et Services—		
Banque Commerciale du Canada		15,189,000
Compte de prêts pour la production de défense		16,724,007
		31,913,007
Transports—		
Coast Ferries Limited		100,000
Corporation de la ville de Montréal	20,073	558,697
Commissaires du port de Hamilton	52,065	966,428
Société des transports du Nord Limitée		7,000,000
Commission du port de Port Alberni	70,306	855,359
Commission du port de Thunder Bay	25,117	285,595
	167,561	*9,766,079*
Affaires des anciens combattants—		
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth		61,704
Total des autres divers	*34,851,456*	*550,497,972*
Total, divers	35,541,729	622,777,183
Total des prêts, dotations en capital et avances	**3,884,647,070**	**36,075,193,308**[3]
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—		
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes		3,458,318,723
Virement des bénéfices	51,358,153	
Fonds monétaire international—Souscriptions		4,670,138,140
Virement des bénéfices	23,908,435	
Total des comptes d'opérations de change	**75,266,588**	**8,128,456,863**
CAISSE—		
Intérêts des dépôts bancaires	**278,439,158**	**4,744,273,623**

Produits de placements—*Fin*

		Montant réalisé en 1985-86[1]	Montant investi au 31 mars 1986[2]
		$	$
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—			
Intérêt sur prêts au Compte d'assurance-chômage—Finances		**223,936,124**	**2,985,948**
AUTRES COMPTES—			
Dette non échue détenue par le gouvernement			377,931,419
Intérêt	$20,494,715		
Virement des bénéfices	8,999,931		
		29,494,646	
Intérêt sur placement *re*: achats militaires—Approvisionnements et Services		20,700,508	406,536,946
Revenu de location de propriétés—Travaux publics—			
Location—			
Immeubles résidentiels	$4,389,954		
Édifices de bureau et d'administration	3,377,128		
Autres locations	643,900		
		8,410,982	
Fonds renouvelable des approvisionnements—Approvisionnements et Services		7,072,140	
Eldorado Nucléaire Limitée—Expansion industrielle régionale		1,198,595	
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—Transports		912,459	
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—Divers—Affaires indiennes et Nord canadien—			
Intérêt	$486,402		
Autres	117,045		
		603,447	
Société immobilière du Canada—Travaux publics—			
Vieux Port de Québec		262,006	
Mirabel		166,593	
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Communications		423,014	
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger—Défense nationale		370,206	
Concession du gouvernement—Propriétaire d'équipement—Travaux publics—			
Autres		328,485	
Gulf Oil Canada, Ltée—Travaux publics		310,495	
Bâtiments et terrains publics—Revenu national—			
Location		131,691	
Electrical Reduction Co. Ltée—Travaux publics		101,471	
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Agriculture—			
Autres		25,195	
Ports pour petites embarcations—Pêches et Océans		24,673	
Intérêt sur dette à long terme—Pêches et Océans		21,372	
Bâtiments appartenant au ministère—Emploi et Immigration—			
Location		16,194	
Ville de Mount Pearl—Travaux publics		2,648	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—Gendarmerie royale du Canada—Solliciteur général—			
Intérêt	$2,504		
Virement des bénéfices	69		
		2,573	
Divers—Travaux publics—			
Intérêt	$77,069		
Autres	221,603		
		298,672	
Divers—Affaires des anciens combattants—			
Autres		8,724	
Divers—Affaires extérieures—			
Autres		3,178	
Total des autres comptes		**70,889,967**	**784,468,365**
TOTAL DES PRODUITS DE PLACEMENTS		**4,533,178,907**	**49,735,378,107**

Sommaire—

Intérêt	2,230,824,675
Virement des bénéfices	2,005,593,035
Dividendes	287,498,100
Revenu de location de propriétés	8,558,867
Autres	704,230
Total	**4,533,178,907**

[1] Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.
[2] Les montants inscrits sous cette colonne représentent les soldes des comptes d'éléments d'actif au 31 mars 1986. Ils ne représentent pas toujours les montants de principal sur lesquels l'intérêt a été calculé et/ou les dividendes payés.
[3] Ce montant ne comprend pas la provision pour évaluation au montant de $9.7 millions.

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

	Crédit	Montant
		$
AGRICULTURE		
Ministres—		
Hon G Merrithew	35	41,789
Hon J Wise	1	36,825
Secrétaire parlementaire—		
P Blais	1	3,901
COMMUNICATIONS		
Ministre—		
Hon M Masse	1	14,955
Secrétaire parlementaire—		
J Edward	1	943
CONSOMMATION ET CORPORATIONS		
Ministre—		
Hon M Côté	1	90,617
Secrétaire parlementaire—		
B Domm	1	3,960
EMPLOI ET IMMIGRATION		
Ministres—		
Hon F MacDonald	1	42,577
Hon W F McLean	1	46,135
Secrétaires parlementaires—		
J G Hudon	1	8,731
G Weiner	1	1,789
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
Ministres—		
Hon P Carney	1	101,955
Hon REJ Layton	1	64,563
Secrétaires parlementaires—		
G Fretz	1	5,239
J McDermid	1	6,825
F Oberle	1	57
ENVIRONNEMENT		
Ministres—		
Hon S Blais-Grenier	1	40,089
Hon T McMillan	1	18,511
Secrétaire parlementaire—		
G Gurbin	1	4,833
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Ministres—		
Très Hon J Clark	1	113,718
Hon J Kelleher	1	46,496
Hon C Mayer	1	27,075
Hon M Vézina	1	59,522
Secrétaires parlementaires—		
C Cook	1	5,094
J G Hudon	1	17,594
M Landry	1	3,048
G Weiner	1	6,382
Agence canadienne de développement international		
Ministre—		
Hon P Beatty	40	4,888
Secrétaires parlementaires—		
S Badali	40	6,693
H Crosby	40	2,659
B Friesen	40	4,764
G Weiner	40	1,900
FINANCES		
Ministres—		
Hon B McDougall	1	47,203
Hon M Wilson	1	40,757
Secrétaires parlementaires—		
C Lanthier	1	1,210
P Vincent	1	3,300
PÊCHES ET OCÉANS		
Ministres—		
Hon J Fraser	1	10,986
Hon T E Siddon	1	4,181
Secrétaire parlementaire—		
M Gass	1	1,365
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Ministre—		
Hon D Crombie	1	131,568
Secrétaire parlementaire—		
G Fretz	1	2,065
JUSTICE		
Ministre—		
Hon J C Crosbie	1	48,756
Secrétaire parlementaire—		
C Speyer	1	6,791
TRAVAIL		
Ministre—		
Hon B McKnight	1	46,917
Secrétaire parlementaire—		
J Price	1	3,287
DÉFENSE NATIONALE		
Ministre—		
Hon E Nielsen	1	14,818
Ministre associé—		
Hon H Andre	1	22,978
Secrétaire parlementaire—		
R Wenman	1	6,374
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Ministre—		
Hon J Epp	1	91,181
Secrétaire parlementaire—		
G Bertrand	1	4,742
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR		
Ministre—		
Hon O Jelinek	50	46,922
REVENU NATIONAL		
Douanes et Accise		
Ministres—		
Hon P Beatty	1	20,477
Hon E MacKay	1	29,286
Secrétaires parlementaires—		
B Valcourt	1	400
P Vincent	1	4,569
CONSEIL PRIVÉ		
Premier Ministre—		
Très Hon B Mulroney	1	27,650
Premier Ministre suppléant—		
Hon E H Nielsen	1	395
Président du Conseil privé—		
Hon R Hnatyshyn	1	12,464
Leader du gouvernement au Sénat—		
Hon D Roblin	1	1,612
TRAVAUX PUBLICS		
Ministre—		
Hon Roch LaSalle	1	37,013
Secrétaire parlementaire—		
R Stewart	1	248
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		
Ministres—		
Hon A Bissonnette	1	112,271
Hon T McMillan	1	26,739
Hon J Murta	1	80,563
Hon S Stevens	1	79,147
Secrétaire parlementaire—		
M B Tardiff	1	3,134
SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Ministres—		
Hon F J Oberle	1	9,868
Hon T Siddon	1	10,004
Secrétaires parlementaires—		
B Briscoe	1	68
C Lanthier	1	433
B Valcourt	1	106
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Ministres—		
Hon B Bouchard	1	36,631
Hon A Champagne	1	45,201
Hon O Jelinek	1	2,328
Hon W McLean	1	21,037
Hon J Murta	1	17,613
Secrétaire parlementaire—		
M Landry	1	4,309
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Ministre—		
Hon W McLean	50	26,700

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires—*Fin*

	Crédit	Montant
		$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Ministres—		
Hon H Andre	1	5,365
Hon F Holtman (Ministre suppléant)	1	515
Hon S McInnes	1	5,699
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Ministres—		
Hon P Beatty	1	33,747
Hon E MacKay	1	9,224
Secrétaire parlementaire—		
G Towers	1	649
TRANSPORTS		
Ministres—		
Hon B Bouchard (État)	1	5,536
Hon S Blais-Grenier (État)	1	400
Hon D F Mazankowski	1	6,486
Secrétaire parlementaire—		
M Forrestall	1	522
CONSEIL DU TRÉSOR		
Ministre—		
Hon R De Cotret	1	40,932
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
Ministre—		
Hon G Hees	1	6,766
Secrétaire parlementaire—		
D MacKenzie	1	457

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1985-86

Autres renseignements divers

SOMMAIRE

	Page
État des exemptions ou réductions concernant les redevances d'exportation sur le pétrole (Énergie, Mines et Ressources)	12.2
Répartition des dépenses de fonctionnement et de capital pour 1985-86 (Affaires extérieures)	12.3
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	12.5
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	12.5
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Travail)	12.7
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement)	12.8
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1985-86 (Parlement)	12.10
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé)	12.13
État des dépenses d'élections (Conseil privé)	12.14
État des dépenses par établissement (Solliciteur général)	12.15
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor)	12.17

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES
Office national de l'énergie
État des exemptions ou réductions concernant les redevances d'exportation sur le pétrole

Note: cet état présente le détail de toutes les exemptions ou réductions de $1,000 ou plus concernant les redevances d'exportation sur le pétrole. Ces renseignements sont exigés par l'article 12(2) de la Loi sur l'administration de l'énergie.

Décret exemptant des redevances d'exportation du pétrole exporté à l'étranger, à l'exception de produits pétroliers, à la condition qu'une quantité équivalente de ce pétrole soit réimportée. CP 1976-359 en date du 18 février 1976, modifié par le CP 1976-3091 en date du 16 décembre 1976, CP 1977-2946 en date du 20 octobre 1977 et le CP 1979-1117 en date du 4 avril 1979:

	$
Imperial Oil Ltd	96,007
Petro-Canada Products	182,186
Shell Canada Ltd	8,565,331
Sunoco Inc	2,790,224
	11,633,748

Décret exemptant des redevances d'exportation du pétrole exporté pour des fins expérimentales ou d'épreuve. CP 1977-2183 en date du 28 juillet 1977:

Amoco Canada Petroleum Company Ltd	4,489
Remises inférieures à $1,000	198
	4,687

Décret concernant l'exemption ou la réduction des redevances d'exportation imposées sur certaines exportations de pétrole autres que les produits pétroliers. CP 1984-3889 en date du 6 décembre 1984, modifié par le CP 1986-292 en date du 30 janvier 1986:

	$
Amoco Company of Canada Ltd	63,979
Dome Petroleum Limited	1,393,624
Husky Oil Operations Ltd	92,769
Imperial Oil Limited	1,495,922
Koch Oil Company Ltd	763,813
Mobil Oil Company Ltd	340,312
Murphy Oil Company Ltd	80,188
Northridge Petroleum Market	142,029
Petro-Canada Products Inc	260,899
Shell Canada Ltd	2,083,840
Texaco Canada Ltd	5,697
	6,723,072
Total	18,361,507

AFFAIRES EXTÉRIEURES
Répartition des dépenses de fonctionnement et de capital pour 1985-86

	Dépenses de fonctionnement				
	Frais de rémunération	Autres	Total	Dépenses en capital	Total
	$	$	$	$	$
Administration centrale	93,071,788	92,382,232	185,454,020	12,113,891	197,567,911
POSTES DIPLOMATIQUES—					
Algérie	1,400,130	1,924,647	3,324,777	190,256	3,515,033
Argentine	934,326	1,103,800	2,038,126	176,587	2,214,713
Australie	1,305,241	961,247	2,266,488	267,905	2,534,393
Autriche et délégation permanente à la Conférence sur la réduction mutuelle et l'équilibre des forces armées	2,262,369	1,998,337	4,260,706	143,686	4,404,392
Bangladesh	978,589	820,308	1,798,897	263,485	2,062,382
Barbade	1,501,423	1,314,084	2,815,507	1,190,540	4,006,047
Belgique	2,860,434	4,229,212	7,089,646	526,795	7,616,441
Brésil	1,362,556	1,176,004	2,538,560	204,250	2,742,810
Bretagne	9,966,828	8,022,506	17,989,334	8,047,471	26,036,805
Cameroun	931,672	1,416,084	2,347,756	259,926	2,607,682
Chili	992,306	965,799	1,958,105	118,076	2,076,181
Chine, République populaire de	2,420,032	1,415,287	3,835,319	5,223,507	9,058,826
Colombie	1,262,028	784,793	2,046,821	166,297	2,213,118
Costa Rica	1,071,275	1,172,440	2,243,715	174,477	2,418,192
Cuba	1,226,086	1,123,07[illegible]	2,349,157	218,052	2,567,209
Tchécoslovaquie	1,043,597	984,013	2,027,610	92,959	2,120,569
Danemark	983,601	591,726	1,575,327	39,869	1,615,196
Équateur	377,983	410,617	788,600	44,720	833,320
Égypte, République d'	1,939,462	2,145,506	4,084,968	502,296	4,587,264
Éthiopie	719,905	721,627	1,441,532	247,250	1,688,782
Finlande	554,709	362,295	917,004	94,654	1,011,658
France	7,846,598	9,130,340	16,976,938	1,153,957	18,130,895
Gabon	258,311	427,259	685,570	103,155	788,725
Allemagne	4,182,286	3,087,727	7,270,013	553,431	7,823,444
Ghana	792,093	810,562	1,602,655	172,034	1,774,689
Grèce	1,216,574	739,296	1,955,870	84,069	2,039,939
Guatemala	560,859	658,477	1,219,336	117,362	1,336,698
Guyane	747,008	1,147,436	1,894,444	132,223	2,026,667
Haïti	1,341,613	955,656	2,297,26[illegible]	203,992	2,501,261
Saint-Siège	402,360	401,835	804,195	637,496	1,441,691
Hongrie	840,267	816,279	1,656,546	129,800	1,786,346
Inde	3,694,570	3,633,379	7,327,949	922,194	8,250,143
Indonésie	1,796,500	2,452,345	4,248,845	326,739	4,575,584
Iran	164,695	524,870	689,565	14,562	704,127
Irak	1,057,056	1,135,777	2,192,833	131,963	2,324,796
Irlande	731,567	533,590	1,265,157	32,841	1,297,998
Israël	1,553,424	2,011,866	3,565,290	182,761	3,748,051
Italie	3,163,379	2,947,664	6,111,043	301,434	6,412,477
Côte d'Ivoire	1,736,617	2,148,183	3,884,800	168,013	4,052,813
Jamaïque	1,642,515	1,627,766	3,270,281	317,256	3,587,537
Japon	7,456,144	6,139,148	13,595,292	1,054,656	14,649,948
Jordanie	907,361	990,584	1,897,945	54,193	1,952,138
Kenya	1,793,103	1,133,929	2,927,032	356,644	3,283,676
Corée	1,412,868	2,539,422	3,952,290	188,837	4,141,127
Koweït	946,625	1,210,162	2,156,787	98,802	2,255,589
Liban	521,126	464,603	985,729	5,447	991,176
Malaisie	1,043,654	1,616,584	2,660,238	413,391	3,073,629
Mexique	2,142,415	2,210,563	4,352,978	226,261	4,579,239
Maroc	715,785	595,997	1,311,782	124,373	1,436,155
Pays-Bas	1,828,530	1,185,562	3,014,092	102,994	3,117,086
Nouvelle-Zélande	710,427	615,628	1,326,055	36,376	1,362,431
Nigeria	1,204,010	2,082,929	3,286,939	680,332	3,967,271
Norvège	728,983	725,012	1,453,995	34,022	1,488,017
Pakistan	1,860,863	1,039,552	2,900,415	238,454	3,138,869
Pérou	1,194,854	1,144,659	2,339,513	255,029	2,594,542
Philippines	1,721,686	2,118,052	3,839,738	1,572,300	5,412,038
Pologne	1,401,279	1,441,947	2,843,226	328,820	3,172,046
Portugal	834,507	645,544	1,480,051	303,671	1,783,722
Roumanie	922,200	1,038,812	1,961,012	428,565	2,389,577
Arabie Saoudite	1,256,688	1,185,728	2,442,416	1,801,574	4,243,990
Sénégal	982,978	1,108,906	2,091,884	73,473	2,165,357
Singapour	1,612,383	1,684,965	3,297,348	2,614,371	5,911,719
Afrique du Sud	923,523	632,282	1,555,805	132,584	1,688,389
Espagne	1,204,490	895,005	2,099,495	113,080	2,212,575

AFFAIRES EXTÉRIEURES
Répartition des dépenses de fonctionnement et de capital pour 1985-86—*Fin*

	Dépenses de fonctionnement				
	Frais de rémunération	Autres	Total	Dépenses en capital	Total
	$	$	$	$	$
Sri Lanka	716,230	614,633	1,330,863	162,249	1,493,112
Suède	1,436,197	1,381,612	2,817,809	82,792	2,900,601
Suisse	1,426,120	1,050,508	2,476,628	111,601	2,588,229
Syrie	285,703	1,421,228	1,706,931	246,481	1,953,412
Tanzanie	1,055,250	1,090,493	2,145,743	275,636	2,421,379
Thaïlande	2,247,245	2,126,627	4,373,872	377,542	4,751,414
Trinidad et Tobago	1,728,599	1,642,010	3,370,609	236,983	3,607,592
Tunisie	831,386	663,081	1,494,467	205,353	1,699,820
Turquie	757,325	990,762	1,748,087	184,951	1,933,038
Union des Républiques Socialistes Soviétiques	2,394,295	1,851,192	4,245,487	539,228	4,784,715
États-Unis d'Amérique	8,510,181	7,992,453	16,502,634	2,623,112	19,125,746
Vénézuela	1,430,697	1,133,678	2,564,375	82,304	2,646,679
Yougoslavie	1,681,210	1,292,115	2,973,325	407,387	3,380,712
Zaïre	1,044,544	975,024	2,019,568	393,336	2,412,904
Zambie	669,533	437,937	1,107,470	160,495	1,267,965
Zimbabwe	805,390	635,771	1,441,161	180,924	1,622,085
POSTES CONSULAIRES—					
Atlanta, É-U	1,284,811	1,324,761	2,609,572	55,807	2,665,379
Boston, É-U	1,692,505	1,870,026	3,562,531	240,434	3,802,965
Buffalo, É-U	1,126,810	534,189	1,660,999	84,865	1,745,864
Chicago, É-U	1,733,333	1,690,475	3,423,808	111,625	3,535,433
Cleveland, É-U	950,185	850,786	1,800,971	43,426	1,844,397
Dallas, É-U	1,238,411	1,446,380	2,684,791	26,104	2,710,895
Dayton, É-U	53,269	279	53,548	1,631	55,179
Détroit, É-U	1,406,446	979,671	2,386,117	95,344	2,481,461
Dusseldorf, Allemagne	566,096	461,692	1,027,788	24,682	1,052,470
Glasgow, RÉ	412,025	197,448	609,473	3,112	612,585
Hamburg, Allemagne	667,251	486,094	1,153,345	39,704	1,193,049
Houston, É-U	51,762	570	52,332		52,332
Los Angeles, É-U	2,165,480	2,393,993	4,559,473	61,847	4,621,320
Marseille, France	637,436	531,003	1,168,439	28,312	1,196,751
Melbourne, Australie	453,013	608,887	1,061,900	196,080	1,257,980
Milan, Italie	834,089	853,509	1,687,598	45,423	1,733,021
Minneapolis, É-U	1,038,127	975,800	2,013,927	153,853	2,167,780
Munich, Allemagne	511,001	831,754	1,342,755	3,406	1,346,161
New York, É-U	3,604,464	6,544,131	10,148,595	254,603	10,403,198
Philadelphie, É-U	742,075	830,882	1,572,957	18,281	1,591,238
San Francisco, É-U	1,562,130	1,406,482	2,968,612	57,587	3,026,199
Sao Paulo, Brésil	695,675	458,075	1,153,750	499,397	1,653,147
Seattle, É-U	1,435,136	1,019,544	2,454,680	83,988	2,538,668
Strasbourg, France	385,168	539,531	924,699	18,758	943,457
Sydney, Australie	1,011,271	1,106,758	2,118,029	116,255	2,234,284
Berlin Ouest, Allemagne	278,720	205,798	484,518	18,915	503,433
DÉLÉGATIONS AUPRÈS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES—					
Conseil de l'Atlantique Nord, Bruxelles	1,748,431	746,839	2,495,270	75,457	2,570,727
Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des États Américains, Washington	205,945	211,754	417,699	52,144	469,843
Mission permanente du Canada auprès des Communautés européennes, Bruxelles	1,260,668	418,503	1,679,171	5,379	1,684,550
Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, Genève	2,343,682	2,064,291	4,407,973	163,006	4,570,979
Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, New York	1,855,415	2,866,467	4,721,882	91,477	4,813,359
Organisation de coopération économique et de développement, Paris	784,180	512,125	1,296,305	64,394	1,360,699
AUTRES POSTES—					
Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis	600,701	346,292	946,993	11,979	958,972
Bamako, Mali	322,494	251,827	574,321	59,275	633,596
Conakry, Guinée	333,972	487,746	821,718	106,695	928,413
Frankfurt, Allemagne	309,548	407,643	717,191	32,308	749,499
Kigali, Rwanda	299,668	300,492	600,160	60,648	660,808
Niamey, Niger	355,237	415,317	770,554	91,941	862,495
Perth, Australie	236,732	400,843	637,575	3,178	640,753
Victoria, Hong Kong	3,519,688	4,607,823	8,127,511	1,173,530	9,301,041
Total	265,954,069	263,147,121	529,101,190	57,775,704	586,876,894

AFFAIRES EXTÉRIEURES
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Conférences et réunions	Montant
	$
Agence de coopération culturelle et technique	56,176
Chefs du gouvernement du Commonwealth	284,932
Sommet économique	95,201
Révision du Traité non proliférique	63,536
Forum culturel—Sécurité et coopération en Europe	97,586
Organisation des Nations Unies sur l'éducation scientifique et culturelle	346,368
Assemblée générale des Nations Unies	766,942
Conférences et réunions diverses	275,690
Total	1,986,431

AFFAIRES EXTÉRIEURES
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Agence de coopération culturelle et technique—$44,109
Membres de la Chambre des communes
Vézina Hon M.
Agence canadienne de développement international
Lévesque M.
Affaires extérieures
Baillargeon C, Beaulieu R, Chouinard D, Clark L S, Hubert J-P, Laverdure C, St-Pierre C.
Gouvernements provinciaux
Bax J, Lécuyer Hon G, Martin N, Ouellet Hon J-P, Rioux F.

Chefs du gouvernement du Commonwealth—$130,425
Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Mulroney Rt Hon B.
Agence canadienne de développement international
McAskie C.
Affaires extérieures
Armstrong D, Bergbusch E, Doyle A M, Morden R, Smith R, Sullivan A, Taylor J, White J.
Bureau du Premier Ministre
Brownlee B, Doucet J A, Fowler R, Fox B, Gratton M, Lortie M, Norquay G, Pristanski B.
Bureau du Conseil privé
Tellier P.

Sommet économique—$52,031
Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Mulroney Rt Hon B, Wilson Hon M.
Affaires extérieures
Berry M, Chambers W, Higginbotham J, Johnstone V, Ostry S, Smith G.
Finances
Burns P, Cohen M, Drabble D.
Bureau du Premier Ministre
Boucher L, Bregg P, Brownlee B, Charron A, Côté-O'Hara J, Doucet J A, Fow W, Godbout G, Gratton M, Gruber J, Krauss M, Lortie M, McMillan C, McRobb R, Murray S, Ohrt P, Pichet H, Roy B.
Bureau du Conseil privé
Fowler R, Groulx P, Patterson S.
Gendarmerie royale du Canada
Beaulieu Y. Thériault C.

Révision du Traité non proliférique—$63,648
Membres de la Chambre des communes
Allmand Hon W, Stackhouse R, Waddell I.
Commission de contrôle de l'énergie atomique
Casterton J, Duncan R M.
Affaires extérieures
Grinius M R, Massip I, Moher M J, Roche D J, Sinclair J E.

Forum culturel—Sécurité et coopération en Europe—$80,936
Communications
Turgeon R.
Affaires extérieures
Advokaat A, Duval M, Hardy J E G, Rabinovitch C.
Délégués non gouvernementaux
Barlow C, Fleck P, Fulford R, Henault D, Jensen D, Kreisel H, Lemoyne-Rivard S, Maillet A.

Organisation des Nations Unies sur l'éducation scientifique et culturelle—$302,450
Membres de la Chambre des communes
Desjardins G, Friesen B, Joncas J-L, Plamondon L, Vézina Hon M.
Affaires extérieures
Bradley V, Clark I, Davis C, Lawless H, Poirier G, Rabinovitch C.
Secrétariat d'État
Millons J M.
Condition féminine
Gold S.
Gouvernements provinciaux
Page G.
Délégués non gouvernementaux
Fournier F, Harrison J, Hemphill D, McPhail T, Morrow C, Page E, Thomson S, Warren G.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales—*Fin*

Assemblée générale des Nations Unies—$694,212

Membres du Sénat

MacDonald Hon F, Roblin Hon D, Rousseau Hon Y.

Membres de la Chambre des communes

Axworthy Hon L, Bernier G, Brightwell H, Browes P, Cadieux Hon P, Chartrand G, Comeau G, Della Noce V, Friesen B, Frith Hon D, Gervais A, Gravel M, Grisé R, Halliday B, Hamelin C, Heap D, Horner B, Jepson J, Kindy A, Ladouceur F, MacDougall J, Manly J, Marin C-E, McCuish L, Nunziata J, Orlikow D, Plamondon L, Ravis D, Valcourt Hon B, Witer A.

Affaires extérieures

Beaulieu L, Benoit R, Carroll H, Claypool L, DiMonte C, Duguay L, Gérin F, Gwozdecky M, Horner S, Hynes R, Kirsch P, Lafrance A, Lonergan T, Mains K, Martin S, McRae P, Milner B, Mitchell B, Morrison J, Munroe L, Niemann L, Remus B, Roche D, Sinclair J, Scott-Hankey N, Smith G, Vamos-Goldman A, Weidman L.

Délégués non gouvernementaux

Bernier I, Dery M E, Gertle A, Holmes J, Kharas F, Kontak W, Miller J, Nevitt J, Rémillard G, Zehmer A.

Conférences et réunions diverses—$184,197

Membres de la Chambre des communes

Clark Rt Hon J, Harvey Hon A, Hudon J-G, Kelleher Hon J, MacDonald Hon F, Wilson Hon M.

Agence canadienne de développement international

Brady P, Saint Martin J G.

Emploi et Immigration

Hick P, Musgrove W.

Affaires extérieures

Bailey M, Baeur W E, Beaudoin D, Berry S, Boisjoli J, Brady S, Chambers B, Clark L, Comeau D, Couturier J, Delvoie L A, Delworth W T, Denis G, Duval M, Fountain B, Frazer P, Gurinow H, Higginbotham J, Jenkins W J, Johnstone B V, Kaarsgard D, Kergin M, King F, Loranger J, Lyon A, Mason P, Massé M, Mathys F, Morden R, O'Shea K, Ostry S, Paquet G, Patenaude R, Potvin A, Richardson R L, Scott-Hankey N, Sheppard M S, Smith G, St-Pierre C, Sullivan A, Swords C, Taylor J H, Weekes J, Weir G, White J.

Finances

Coleman J C.

Défense nationale

Anderson J F, Drabble B, Glorieux G, MacKenzie B, Mathewson A de W, McCutchan D, McIntosh N, Rémillard R, Shannon G, Simonds C R, Thériault G C E.

Secrétariat d'Etat

Page E.

Gouvernements provinciaux

Bérubé N, Comeault S, Herman T, Pinet A, Rioux F, Roy G, Shipley A, Wells G.

TRAVAIL
Paiements d'indemnités et frais d'administration

Détails	Paiements d'indemnités	Frais d'administration	Total des paiements
	$	$	$
Terre-Neuve	447,369	61,635	509,004
Île-du-Prince-Édouard	197,155	30,915	228,070
Nouvelle-Écosse—Fédéral	2,032,910	612,225	2,645,135
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB)	8,472,374	750,576	9,222,950
Nouvelle-Écosse—SDCB (Article 9a)	3,153,006	53,164	3,206,170
Nouvelle-Écosse—Vieille silicose	689,983	9,291	699,274
Nouveau-Brunswick	632,898	123,592	756,490
Québec	7,153,349	915,881	8,069,230
Ontario	10,935,028	2,669,962	13,604,990
Manitoba	1,203,867	402,405	1,606,272
Saskatchewan	1,619,580	282,264	1,901,844
Alberta	2,838,030	954,359	3,792,389
Colombie-Britannique	3,325,219	841,212	4,166,431
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada	2,197		2,197
Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands et aux enfants à leur charge	10,393		10,393
Indemnisations aux employés occasionnels du Québec CT 1979-29	22,300		22,300
Remboursements aux commissions des accidents de travail (CAT) pour paiements en trop			
Sommes excédentaires versées à des réclamants (cas de subrogation)	494,703		494,703
Salaires recouvrés et retournés aux autres ministères du gouvernement (cas de subrogation)	524,682		524,682
Frais juridiques, médicaux et professionnels (cas de subrogation)	51,455		51,455
	43,806,498	7,707,481	51,513,979
Moins: recouvrements			
Frais d'administration recouvrés des organismes de l'État		2,218,341	2,218,341
Coûts de réclamations recouvrés des organismes de l'État	18,370,977		18,370,977
Montants recouvrés de tiers responsable (subrogation)	1,306,237		1,306,237
Surplus de sommes versées à titre d'indemnisations recouvrés des réclamants	2,496		2,496
	19,679,710	2,218,341	21,898,051
Dépenses nettes	24,126,788[1][2]	5,489,140[3]	29,615,928

[1] Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant:
a) les employés de l'État (Loi sur l'indemnisation des employés de l'État);
b) les marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands); et,
c) les employés des mines qui ont contracté la silicose avant l'acquisition desdites mines par SDCB.

[2] Comprend $22,300 d'indemnisations aux employés occasionnels du Québec CT 1979-29.

[3] Représente la quote-part du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales des accidents de travail.
Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral. Les réclamations des employés résidant dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon se règlent par l'intermédiaire de la CAT de l'Alberta.

PARLEMENT
Chambre des communes
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant
		$
Bertrand G	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Blais P	Ministre de l'Agriculture du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Bradley B	Ministre des Approvisionnements et Services du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Cook C	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	3,270
Dick P	Président du Conseil privé du 27 février au 24 novembre 1985 et Président du Conseil du Trésor du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Domm B	Ministre de la Consommation et des Corporations du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Edwards J	Ministre des Communications du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	3,270
Forrestall J M	Ministre des Transports du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Fretz G	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Ministre d'État (Mines) du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Gass M	Ministre des Pêches et Océans du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Gurbin G M	Ministre de l'Environnement du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Gustafson L	Premier Ministre du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Hudon J-G	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Ministre des Relations extérieures du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Kilgour D	Ministre des Relations extérieures du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Landry M	Secrétaire d'État du Canada du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Ministre du Commerce international du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Lanthier C	Ministre des Finances du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Ministre d'État aux Sciences et à la Technologie du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Lewis D	Président du Conseil du Trésor du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Président du Conseil privé du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
McDermid J	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
McInnes S	Ministre du Commerce international du 1er novembre 1984 au 31 octobre 1985	3,537
McKenzie D	Ministre des Affaires des anciens combattants du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Oberle F	Ministre d'État (Mines) du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985	5,852
Price J	Ministre du Travail du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Scott G	Ministre des Communications du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Secrétaire d'État du Canada du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Speyer C	Ministre de la Justice et Procureur général du Canada du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Stewart R	Ministre des Travaux publics du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Tardif M B	Ministre de l'Expansion industrielle régionale du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
Towers G	Solliciteur général du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250

PARLEMENT
Chambre des communes
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres—*Fin*

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant
		$
Valcourt B	Ministre d'État aux Sciences et à la Technologie du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Ministre du Revenu national du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Vincent P H	Ministre du Revenu national du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Ministre des Finances du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Weiner G	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1985 et Ministre de l'Emploi et de l'Immigration du 25 novembre 1985 au 24 novembre 1986	9,250
Wenman R	Ministre de la Défense nationale du 1er novembre 1984 au 24 novembre 1986	9,250
		265,679

PARLEMENT
Sénat
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1985-86

Honorables sénateurs	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Adams W	54,975	8,850	23,189	87,014
Anderson M	54,975	8,850	7,137	70,962
Argue H	54,975	8,850	38,437	102,262
Asselin M	54,975	8,850	10,467	74,292
Austin J	54,975	8,850	24,319	88,144
Balfour J	54,975	8,850	21,144	84,969
Barootes E W	54,975	8,850	23,468	87,293
Barrow A I	53,895	7,769	15,514	77,178
Bélisle R	54,975	8,850	8,973	72,798
Bell Hadden A E	54,975	8,850	13,126	76,951
Bielish M	54,975	8,850	16,644	80,469
Bonnell L	54,975	8,850	16,319	80,144
Bosa P	54,975	8,850	10,594	74,419
Buckwold S L	54,975	8,850	16,412	80,237
Cameron D	54,975	8,850		63,825
Charbonneau G	54,975	8,850		63,825
Indemnité à titre d'Orateur du Sénat	26,175			26,175
Cools A C	54,975	8,850	15,255	79,080
Corbin E	54,975	8,850	13,061	76,886
Cottreau E	54,975	8,850	12,721	76,546
Croll D A	54,975	8,850	13,085	76,910
Davey K	54,975	8,850	12,994	76,819
David P P	52,700	8,483	4,934	66,117
De Bané P	54,975	8,850	6,173	69,998
Denis A	54,975	8,850	4,166	67,991
Deschatelets J-P	42,458	6,841	1,672	50,971
Doody C W	54,975	8,850	10,271	74,096
Indemnité à titre de président en chef du gouvernement	12,875			12,875
Doyle R J	54,975	8,850	8,056	71,881
Everett D D	53,175	7,050	26,976	87,201
Fairbairn J	54,975	8,850	18,191	82,016
Flynn J	54,975	8,850	7,978	71,803
Frith R	54,975	8,850	7,539	71,364
Indemnité à titre de président en chef de l'Opposition	8,250			8,250
Gigantès P D	54,975	8,850	14,523	78,348
Giguère L De G	54,855	8,730	4,991	68,576
Godfrey J M	54,975	8,850	12,526	76,351
Grafstein J S	54,975	8,850	10,094	73,919
Graham B A	54,975	8,850	28,874	92,699
Guay J-P	54,975	8,850	27,544	91,369
Haidasz S	54,975	8,850	10,788	74,613
Hastings E	54,975	8,850	28,261	92,086
Hays D P	54,975	8,850	30,735	94,560
Hébert J	54,975	8,850	6,033	69,858
Hicks H D	54,975	8,850	15,063	78,888
Inman F E	54,975	8,850		63,825
Kelly W M	54,975	8,850	17,849	81,674
Kenny C	54,975	8,850	7,766	71,591
Kirby M	54,975	8,850	10,733	74,558
Kolber L	54,975	8,850	14,681	78,506
Lafond P C	54,975	8,850	231	64,056
Lang D A	52,035	5,910	4,594	62,539
Langlois L	54,975	8,850	8,516	72,341
Lapointe R	54,975	8,850	491	64,316
Lawson E M	53,295	7,170	7,891	68,356
Leblanc F	54,975	8,850	4,529	68,354
Leblanc R	54,975	8,850	11,210	75,035
Lefebvre T	54,975	8,850	3,738	67,563
Le Moyne J	54,975	8,850	572	64,397
Lewis P D	54,675	8,550	19,308	82,533
Lucier P	54,975	8,850	24,756	88,581
MacDonald F	54,975	8,850	11,882	75,707
MacDonald J M	54,975	8,850	14,837	78,662
MacEachen A J	54,975	8,850	11,046	74,871
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	20,625			20,625
Macquarrie H	54,975	8,850	7,877	71,702
Marchand L	54,975	8,850	33,372	97,197
Marshall J	54,975	8,850	12,054	75,879
Marsden L	54,975	8,850	14,660	78,485
McElman C	54,975	8,850	10,156	73,981
McGrand F A	54,975	8,850	2,208	66,033
Molgat G L	54,975	8,850	28,267	92,092
Molson H de M	52,695	6,570	1,980	61,245
Muir R	54,975	8,850	9,721	73,546
Murray L	54,975	8,850	6,045	69,870
Neiman J	54,975	8,850	16,218	80,043
Nurgitz N	54,975	8,850	28,992	92,817
Olson H A	54,975	8,850	38,819	102,644
Perrault R J	54,975	8,850	33,091	96,916
Petten W J	54,975	8,850	15,332	79,157
Indemnité à titre de whip de l'Opposition	4,325			4,325
Phillips O H	54,975	8,850	21,224	85,049
Indemnité à titre de whip du gouvernement	6,625			6,625
Pitfield P M	54,855	8,730		63,585
Riel M	54,975	8,850	5,833	69,658
Rizzuto P	54,975	8,850	2,173	65,998
Robertson B M	54,975	8,850	15,970	79,795
Robichaud L J	54,975	8,850	4,061	67,886
Roblin D	54,975	8,850	3,700	67,525
Rousseau Y	54,975	8,850	3,006	66,831
Rowe F W	54,975	8,850	18,231	82,056
Sherwood C B	54,975	8,850	6,244	70,069
Simard J-M	42,083	6,772	6,280	55,135
Sinclair I	54,975	8,850	9,495	73,320
Sparrow H O	54,975	8,850	27,672	91,497
Stanbury R J	54,975	8,850	13,543	77,368
Steuart D G	53,895	7,769	8,891	70,555
Stewart J B	54,975	8,850	20,476	84,301
Stollery P	54,975	8,850	8,553	72,378
Thériault L N	54,975	8,850	26,841	90,666
Thompson A	54,975	8,850		63,825
Tremblay A	54,975	8,850	10,523	74,348
Turner C	54,975	8,850	10,582	74,407
Van Roggen G	54,975	8,850	27,219	91,044
Walker D	54,975	8,850	5,798	69,623
Watt C	54,975	8,850	26,594	90,419
Wood D	54,975	8,850	5,545	69,370
Yuzyk P	54,975	8,850	10,471	74,296
	5,647,241	886,844	1,330,594	7,864,679

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1985-86—*Suite*

Députés	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Allmand Hon W	54,975	18,325	10,305	83,605
Althouse V	54,975	18,325	22,414	95,714
Indemnité à titre de whip en chef d'un parti	6,625			6,625
Andre Hon H	54,975	18,325	16,144	89,444
Angus I	54,975	18,325	26,780	100,080
Attewell W	54,975	18,325	19,800	93,100
Axworthy Hon L	54,975	18,325	31,711	105,011
Baker G	54,975	22,550	24,533	102,058
Beatty Hon P	54,975	18,325	5,179	78,479
Belsher R	54,975	18,325	47,597	120,897
Benjamin L	54,975	18,325	29,453	102,753
Berger D	54,975	18,325	10,951	84,251
Bernier G	54,975	18,325	20,869	94,169
Bertrand G	54,975	18,325	9,298	82,598
Binns P	54,975	18,325	25,919	99,219
Bissonnette Hon A	54,975	18,325	6,544	79,844
Blackburn D	54,975	18,325	14,596	87,896
Blackburn J-P	54,975	18,325	26,296	99,596
Blaikie B	54,975	18,325	28,316	101,616
Blais Hon J-J			381	381
Blais P	54,975	18,325	26,403	99,703
Blais-Grenier Hon S	54,975	18,325	1,195	74,495
Blenkarn D	54,975	18,325	19,760	93,060
Blouin A	54,975	18,325	16,590	89,890
Bosley Hon J W	54,975	18,325	5,355	78,655
Indemnité à titre d'Orateur de la Chambre des communes	41,975			41,975
Bouchard Hon B	54,975	18,325	15,404	88,704
Boudria D	54,975	18,325	15,535	88,835
Bourgault L	54,975	18,325	7,263	80,563
Boyer P	54,975	18,325	17,776	91,076
Bradley B	54,975	18,325	19,739	93,039
Brightwell A H H	54,975	18,325	13,681	86,981
Brisco B	54,975	18,325	46,612	119,912
Broadbent Hon E	54,975	18,325	7,111	80,411
Indemnité à titre de chef d'un parti	25,275			25,275
Browes P	54,975	18,325	15,720	89,020
Caccia Hon C L	54,975	18,325	20,870	94,170
Cadieux P H	54,975	18,325	6,435	79,735
Caldwell J	54,975	18,325	21,963	95,263
Campbell C			1,875	1,875
Cardiff M	54,975	18,325	20,915	94,215
Carney Hon P	54,975	18,325	6,602	79,902
Cassidy M	54,975	18,325	5,849	79,149
Champagne Hon A	54,975	18,325		73,300
Champagne M	54,975	18,325	15,020	88,320
Charest J J	54,975	18,325	14,547	87,847
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	9,250			9,250
Chartrand G	54,975	18,325	10,436	83,736
Chrétien Hon J	50,133	16,711	7,925	74,769
Clark Rt Hon J	54,975	22,550	7,106	84,631
Clark L	54,975	18,325	36,918	110,218
Clifford T	54,975	18,325	24,659	97,959
Clinch R	54,975	18,325	28,228	101,528
Coates Hon R C	54,975	18,325	35,722	109,022
Cochrane D H	54,975	18,325	18,554	91,854
Collins M	54,975	18,325	38,977	112,277
Comeau G	54,975	18,325	25,663	98,963
Cook C	54,975	18,325	43,134	116,434
Indemnité à titre de whip en chef du gouvernement	7,410			7,410
Cooper A	54,975	22,550	24,950	102,475
Copps S	54,975	18,325	17,762	91,062
Corbett R	54,975	18,325	21,711	95,011
Cossitt J	54,975	18,325	6,931	80,231
Côté C	54,975	18,325	35,570	108,870
Côté E			369	369
Côté Hon M	54,975	18,325	7,395	80,695
Crofton P	54,975	18,325	40,574	113,874
Crombie Hon D	54,975	18,325	3,802	77,102
Crosbie Hon J C	54,975	18,325	4,696	77,996
Crosby H	54,975	18,325	32,027	105,327
Crouse L R	54,975	18,325	14,851	88,151
Danis M	54,975	18,325	21,721	95,021
Indemnité à titre d'Orateur et président des comités de la Chambre	22,050			22,050
Dantzer V	54,975	18,325	49,316	122,616
Darling S	54,975	18,325	9,961	83,261
Daubney D	54,975	18,325	6,859	80,159
Deans I	54,975	18,325	15,260	88,560
Indemnité à titre de chef d'un parti	8,850			8,850
de Corneille R	54,975	18,325	16,308	89,608
de Cotret Hon R	54,975	18,325	5,405	78,705
de Jong S	54,975	18,325	39,326	112,626
Della Noce V	54,975	18,325	8,818	82,118
Deniger P			16	16
Desjardins G	54,975	18,325	22,281	95,581
Desmarais L R			7,131	7,131
Desrosiers E	54,975	18,325	9,762	83,062
Dick P	54,975	18,325	10,899	84,199
Dingwall D	54,975	18,325	31,410	104,710
Dionne M A			4,602	4,602
Domm B	54,975	18,325	19,549	92,849
Dorin M	54,975	18,325	46,457	119,757
Duguay L	54,975	18,325	33,908	107,208
Duplessis S	54,975	18,325	21,265	94,565
Edwards J	54,975	18,325	41,287	114,587
Ellis J R	54,975	18,325	11,558	84,858
Elzinga P	54,975	18,325	43,951	117,251
Epp F	54,975	22,550	30,076	107,601
Epp Hon J	54,975	18,325	15,262	88,562
Erola Hon J			271	271
Fennell S	54,975	18,325	16,819	90,119
Indemnité à titre de whip en chef du gouvernement	4,065			4,065
Ferland M	54,975	18,325	18,435	91,735
Finestone S	54,975	18,325	13,884	87,184
Fontaine G	54,975	18,325	20,802	94,102
Forrestall J M	54,975	18,325	24,743	98,043
Foster M	54,975	18,325	24,208	97,508
Fraleigh S	54,975	18,325	20,126	93,426
Fraser Hon J A	54,975	18,325	24,300	97,600
Fretz G	54,975	18,325	25,679	98,979
Friesen B	54,975	18,325	42,751	116,051
Frith Hon D C	54,975	18,325	19,776	93,076
Fulton J	54,975	22,550	40,429	117,954
Gagliano A	54,975	18,325	11,041	84,341
Gagnon P	54,975	18,325	38,523	111,823

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1985-86—*Suite*

Députés	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Garneau R	54,975	18,325	11,294	84,594
Gass M	54,975	18,325	19,279	92,579
Gauthier J-R	54,975	18,325	3,678	76,978
Indemnité à titre de whip en chef de l'Opposition	11,475			11,475
Gérin F	54,975	18,325	18,086	91,386
Gervais A	54,975	18,325	27,776	101,076
Girard A	54,975	18,325	24,793	98,093
Gormley J	54,975	22,550	35,572	113,097
Gottselig B	54,975	18,325	34,943	108,243
Graham S	54,975	18,325	41,933	115,233
Gravel M	54,975	18,325	8,527	81,827
Gray D L	54,975	18,325	17,779	91,079
Gray Hon H	54,975	18,325	20,160	93,460
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	20,625			20,625
Greenaway L	54,975	22,550	28,090	105,615
Grisé R	54,975	18,325	9,092	82,392
Guilbault J	54,975	18,325	6,600	79,900
Guilbault J-G	54,975	18,325	14,022	87,322
Gurbin G M	54,975	18,325	19,523	92,823
Gustafson L	54,975	18,325	38,852	112,152
Halliday B	54,975	18,325	16,125	89,425
Hamelin C	54,975	18,325	20,499	93,799
Hamilton Hon A	54,975	18,325	17,586	90,886
Hardey E	54,975	18,325	20,574	93,874
Harvey A	54,975	18,325	22,078	95,378
Hawkes J	54,975	18,325	37,338	110,638
Heap D	54,975	18,325	17,939	91,239
Hees Hon G	54,975	18,325	2,314	75,614
Henderson G	54,975	18,325	17,692	90,992
Hervieux-Payette C			2,086	2,086
Hicks B	54,975	18,325	25,364	98,664
Hnatyshyn Hon R	54,975	18,325	11,294	84,594
Hockin T	54,975	18,325	20,867	94,167
Holtmann F	54,975	18,325	39,194	112,494
Hopkins L	54,975	18,325	13,803	87,103
Horner B	54,975	18,325	11,250	84,550
Hovdebo S J	54,975	18,325	30,930	104,230
Howie Hon J R	54,975	18,325	28,372	101,672
Hudon J-G	54,975	18,325	7,913	81,213
Isabelle G	54,975	18,325	1,200	74,500
Ittinuar P			1,232	1,232
Jacques C	54,975	18,325	9,804	83,104
James K	54,975	18,325	19,804	93,104
Jardine W R B	54,975	18,325	23,751	97,051
Jelinek Hon O	54,975	18,325	8,106	81,406
Jepson J	54,975	18,325	14,750	88,050
Jewett P	54,975	18,325	30,311	103,611
Johnson M	54,975	22,550	35,930	113,455
Johnston Hon D J	54,975	18,325	9,512	82,812
Joncas J-L	54,975	18,325	27,649	100,949
Jourdenais F	54,975	18,325	11,094	84,394
Kaplan Hon B	54,975	18,325	23,718	97,018
Keeper C	54,975	18,325	23,734	97,034
Kelleher Hon J	54,975	18,325	8,325	81,625
Kempling B	54,975	18,325	13,469	86,769
Kilgour D	54,975	18,325	25,606	98,906
Killens T	54,975	18,325	8,020	81,320
Kindy A	54,975	18,325	33,061	106,361
King F	54,975	18,325	48,440	121,740
Ladouceur F	54,975	18,325	6,612	79,912
Landry M	54,975	18,325	12,873	86,173
Langdon S W	54,975	18,325	21,820	95,120
Lanthier C	54,975	18,325	7,044	80,344
Lapierre Hon J	54,975	18,325	16,984	90,284
Lapointe Hon C			2,178	2,178

Députés	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
La Salle Hon R	54,975	18,325	313	73,613
Lawrence Hon A	54,975	18,325	19,038	92,338
Layton Hon B	54,975	18,325	156	73,456
Leblanc N	54,975	18,325	6,123	79,423
Lesick B	54,975	18,325	44,187	117,487
Lewis D	54,975	18,325	12,283	85,583
Lopez R	54,975	18,325	9,313	82,613
MacDonald Hon F	54,975	18,325		73,300
MacDougall J	54,975	22,550	27,081	104,606
MacKay Hon E M	54,975	18,325	11,779	85,079
MacLellan R	54,975	18,325	30,866	104,166
Mailly C	54,975	18,325	9,416	82,716
Indemnité à titre de whip en chef du gouvernement	6,625			6,625
Malépart J-C	54,975	18,325	8,605	81,905
Malone A	54,975	18,325	57,942	131,242
Manly J	54,975	18,325	32,750	106,050
Mantha M	54,975	18,325	16,569	89,869
Marchi S	54,975	18,325	17,426	90,726
Marin C E	54,975	18,325	14,265	87,565
Martin S	54,975	18,325	14,426	87,726
Masse Hon M	54,975	18,325	3,820	77,120
Mayer Hon C	54,975	18,325	14,266	87,566
Mazankowski Hon D	54,975	18,325	7,830	81,130
McCain F	54,975	18,325	17,283	90,583
McCrossan W P	54,975	18,325	17,055	90,355
McCuish L	54,975	22,550	15,826	93,351
McCurdy H	54,975	18,325	28,325	101,625
McDermid J	54,975	18,325	15,902	89,202
McDonald L	54,975	18,325	10,773	84,073
McDougall Hon B	54,975	18,325	7,453	80,753
McGrath Hon J A	54,975	18,325	22,205	95,505
McInnes Hon S	54,975	18,325	16,158	89,458
McKenzie D	54,975	18,325	33,070	106,370
McKinnon Hon A B	54,975	18,325	45,892	119,192
McKnight Hon B	54,975	18,325	21,713	95,013
McLean Hon W	54,975	18,325	9,482	82,782
McMillan Hon T	54,975	18,325	5,206	78,506
Merrithew Hon G S	54,975	18,325	7,134	80,434
Minaker G	54,975	18,325	30,943	104,243
Mitchell M	54,975	18,325	29,919	103,219
Mitges G	54,975	18,325	17,987	91,287
Moore B	54,975	18,325	18,297	91,597
Mulroney Rt Hon B	54,975	22,550	364	77,889
Murphy R	54,975	22,550	23,948	101,473
Murta Hon J	54,975	18,325	9,044	82,344
Nicholson A	54,975	18,325	15,625	88,925
Nicholson R	54,975	18,325	16,178	89,478
Nickerson D	54,975	24,250	31,838	111,063
Nielsen Hon E	54,975	22,550	9,726	87,251
Nowlan P	54,975	18,325	25,754	99,054
Nunziata J V	54,975	18,325	24,722	98,022
Nystrom L	54,975	18,325	36,679	109,979
O'Neil L I	54,975	18,325	36,561	109,861
Oberle F	54,975	22,550	20,472	97,997
Ogle B			350	350
Oostrom J	54,975	18,325	24,488	97,788
Orlikow D	54,975	18,325	26,346	99,646
Ouellet Hon A	54,975	18,325	6,705	80,005
Paproski Hon S E	54,975	18,325	27,075	100,375
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	9,250			9,250
Parry J	54,975	22,550	37,322	114,847
Penner K	54,975	22,550	49,811	127,336
Pennock B	54,975	18,325	21,697	94,997

PARLEMENT

Chambre des communes

État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1985-86—*Fin*

Députés	Indemnités payées à l'année	Allocations pour dépenses payées à l'année	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Pépin L	54,975	18,325	8,094	81,394
Peterson P	54,975	18,325	11,132	84,432
Pietz A	54,975	18,325	17,533	90,833
Plamondon L	54,975	18,325	15,512	88,812
Plourde A	54,975	18,325	19,649	92,949
Porter B	54,975	18,325	29,112	102,412
Price J	54,975	22,550	32,391	109,916
Prud'homme M	54,975	18,325	9,588	82,888
Ravis D	54,975	18,325	37,841	111,141
Redway A	54,975	18,325	15,272	88,572
Regan Hon G			2,102	2,102
Reid J	54,975	18,325	16,612	89,912
Reimer J	54,975	18,325	21,531	94,831
Ricard G	54,975	18,325	7,880	81,180
Riis N A	54,975	18,325	56,318	129,618
Roberts Hon J			1,732	1,732
Robichaud F	54,975	18,325	25,567	98,867
Robinson S J	54,975	18,325	36,797	110,097
Roche D			305	305
Rodriguez J R	54,975	18,325	20,884	94,184
Roman T	54,975	18,325	10,344	83,644
Rompkey Hon W	54,975	22,550	33,784	111,309
Rossi C	54,975	18,325	8,853	82,153
Indemnité à titre de whip en chef de l'Opposition	6,625			6,625
Schellenberg T	54,975	18,325	46,328	119,628
Schellenberger S	54,975	18,325	39,579	112,879
Scott G	54,975	18,325	18,734	92,034
Scott W C	54,975	18,325	12,448	85,748
Scowen J	54,975	22,550	34,227	111,752
Shields J	54,975	22,550	62,600	140,125
Siddon Hon T	54,975	18,325	10,335	83,635
Simmons R			1,379	1,379
Skelly R	54,975	22,550	65,043	142,568
Sparrow B	54,975	18,325	34,658	107,958
Speyer C	54,975	18,325	16,340	89,640
St-Germain G	54,975	18,325	47,250	120,550
St-Julien G	54,975	22,550	27,965	105,490
Stackhouse R	54,975	18,325	15,160	88,460
Stevens Hon S	54,975	18,325	839	74,139
Stewart R	54,975	18,325	18,426	91,726
Suluk T	54,975	24,250	86,381	165,606
Tardif A	54,975	18,325	22,133	95,433
Tardif M B	54,975	18,325	12,713	86,013
Taylor G	54,975	18,325	34,031	107,331
Thacker B A	54,975	18,325	33,773	107,073
Tobin B	54,975	22,550	29,399	106,924
Toupin R	54,975	18,325	12,290	85,590
Tousignant H			700	700
Towers G	54,975	18,325	24,342	97,642
Tremblay M	54,975	18,325	16,868	90,168
Tremblay M R	54,975	18,325	19,823	93,123
Tupper B	54,975	18,325	8,492	81,792
Turner B	54,975	18,325	6,024	79,324
Turner Rt Hon J N	54,975	18,325	23,327	96,627
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	41,975			41,975
Valcourt B	54,975	18,325	13,561	86,861
Vankoughnet B	54,975	18,325	12,761	86,061
Vézina Hon M	54,975	18,325	10,462	83,762
Vincent P H	54,975	18,325	18,554	91,854
Waddell I	54,975	18,325	30,492	103,792
Warner N	54,975	18,325	6,008	79,308
Watson I			2,708	2,708
Weiner G	54,975	18,325	17,072	90,372
Wenman R	54,975	18,325	42,566	115,866
White B	54,975	18,325	45,092	118,392
Wilson G	54,975	18,325	62,348	135,648
Wilson Hon M	54,975	18,325	2,882	76,182
Winegard W C	54,975	18,325	14,726	88,026
Wise Hon J	54,975	18,325	8,557	81,857
Witer A	54,975	18,325	15,060	88,360
Yanakis A			605	605
Young N	54,975	18,325	14,886	88,186
	15,720,183	5,275,061	5,972,247	26,967,491

CONSEIL PRIVÉ

Traitements et indemnités aux Ministres d'État

Noms des Ministres d'État	Traitements	Indemnités	Total
	$	$	$
Hon A Bissonnette	37,530	2,000	39,530
Hon S Blais-Grenier	12,510	667	13,177
Hon B Bouchard	15,638	833	16,471
Hon A Champagne	37,530	2,000	39,530
Hon O J Jelinek	37,530	2,000	39,530
Hon R E Layton	37,530	2,000	39,530
Hon B J McDougall	37,530	2,000	39,530
Hon W F McLean	21,892	1,167	23,059
Hon T M McMillan	15,638	833	16,471
Hon C J Mayer	37,530	2,000	39,530
Hon G S Merrithew	37,530	2,000	39,530
Hon J B Murta	37,530	2,000	39,530
Total	365,918	19,500	385,418

CONSEIL PRIVÉ

Bureau du directeur général des élections

État des dépenses d'élections—Élections générales et élections complémentaires

	Services prélimi-naires	Énumé-ration et révision	Impres-sion de listes et avis de révision	Bureaux de scrutin	Impres-sion de bulletins de vote et avis	Directeurs du scru-tin—Honoraires, allocations et dépenses	Commis d'élec-tions—Honoraires, allocations et dépenses	Diverses impres-sions	Quartier général d'Ottawa	Dépenses d'élec-tions—Adminis-tration	Dépenses d'élec-tions—Exécution	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Élections générales												
Avant 1979						437						437
1979				109								109
1980						289					1,915	2,204
1984	1,596	3,960		1,459		165,213	770	393	998,377	136,918	148,989	1,457,675
Prochaine élection générale	3,906					3,171						7,077
Quartier général d'Ottawa									132,300			132,300
	5,502	3,960		1,568		169,110	770	393	1,130,677	136,918	150,904	1,599,802

État des dépenses d'élections—Élection générale de 1984

	Services prélimi-naires	Énumé-ration et révision	Impres-sion de listes et avis de révision	Bureaux de scrutin	Impres-sion de bulletins de vote et avis	Directeurs du scru-tin—Honoraires, allocations et dépenses	Commis d'élec-tions—Honoraires, allocations et dépenses	Diverses impres-sions	Quartier général d'Ottawa	Dépenses d'élec-tions—Adminis-tration	Dépenses d'élec-tions—Exécution	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Sommaire												
Ontario		1,988		713		56,241	255			17,962		77,159
Québec	1,287	1,399		232		46,699	40			59,438		109,095
Nouvelle-Écosse		167		140		5,101						5,408
Terre-Neuve						3,289				100		3,389
Nouveau-Brunswick						5,819				2,315		8,134
Manitoba						6,573				136		6,709
Colombie-Britannique	309	360		125		18,099	111			2,896		21,900
Île-du-Prince-Édouard						1,842						1,842
Saskatchewan		46				7,652		393		17,821		25,912
Alberta				61		11,535	364					11,960
Territoire du Yukon						905						905
Territoires du Nord-Ouest				188		1,335				5,864		7,387
Quartier général d'Ottawa									998,377	30,386	148,989	1,177,752
Règlements spéciaux de scrutin—												
Les Maritimes et Terre-Neuve						123						123
	1,596	3,960		1,459		165,213	770	393	998,377	136,918	148,989	1,457,675

SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Service correctionnel
État des dépenses par établissement

	Fonctionnement et entretien de pénitenciers	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Administration centrale nationale, Ottawa, Ont	97,730,963	15,780,649	113,511,612
Administration régionale, Moncton, N-B	5,594,977	826,020	6,420,997
Centre Carlton CCC, Halifax, N-É	306,193	8,035	314,228
Établissement Springhill, Springhill, N-É	14,596,312	1,750,661	16,346,973
Pénitencier Dorchester, Dorchester, N-B	16,703,359	2,689,092	19,392,451
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B	4,297,010	945,093	5,242,103
Centre Sand River CCC, Parsboro, N-É	626,215	129,565	755,780
Centre Parrtown CCC, Saint John, N-B		4,502	4,502
Établissement Atlantique, Renous, N-B	1,865,182	26,053,863	27,919,045
Bureau de Halifax, Halifax, N-É	1,719,584	19,308	1,738,892
Bureau de Moncton, Moncton, N-B	2,875,164	59,065	2,934,229
Bureau de St John's T-N, St John's, T-N	1,108,360	18,999	1,127,359
Bureau de Truro, Truro, N-É	732,540	10,167	742,707
Bureau de Sydney, Sydney, N-É	411,151	275	411,426
Bureau de Kentville, Kentville, N-É	278,623	2,211	280,834
Bureau de Halifax, Halifax, N-É	135,060	13,393	148,453
Administration régionale, Montréal, Qué	18,195,656	1,374,014	19,569,670
Centre La Ferrière CCC, St-Jérôme, Qué	205,896	258,930	464,826
Établissement Montée St-François, Laval, Qué	5,039,479	739,255	5,778,734
Établissement Laval, Laval, Qué	16,831,943	745,513	17,577,456
Centre fédéral de formation, Laval, Qué	11,644,776	820,308	12,465,084
Établissement Donnacona Maximum, Donnacona, Qué	393,244	28,186,536	28,579,780
Centre sud de libération, Montréal, Qué	324,232		324,232
Centre nord de libération, Montréal, Qué	653,290		653,290
Centre de libération Décarie, Montréal, Qué	671,436		671,436
Centre de libération de Longueuil, Longueuil, Qué	370,118		370,118
Établissement Leclerc, Laval, Qué	15,535,581	957,580	16,493,161
Établissement Archambault, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	12,900,773	912,160	13,812,933
Établissement Ste-Anne-des-Plaines, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	7,732,270	1,242,258	8,974,528
Centre régional de réception, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	16,457,428	1,560,893	18,018,321
Établissement de Drummondville, Drummondville, Qué	10,202,687	1,605,510	11,808,197
Établissement Cowansville, Cowansville, Qué	14,054,963	889,823	14,944,786
Établissement Lamacaza, L'Annonciation, Qué	8,330,319	989,250	9,319,569
Centre de développement correctionnel, Laval, Qué		217,596	217,596
Établissement n° 7 Medium, Drummondville, Qué		2,116,688	2,116,688
Bureau du district de Montréal, Montréal, Qué	570,959	10,709	581,668
Centre Martineau CCC, Montréal, Qué	368,740	4,968	373,708
Centre Ogilvy CCC, Montréal, Qué	329,655	6,618	336,273
Centre Pie IX CCC, Montréal, Qué	375,759	4,750	380,509
Centre Sherbrooke CCC, Montréal, Qué	341,840	14,116	355,956
Centre Hochelaga CCC, Montréal, Qué	331,667	1,085	332,752
Centre de libération Acadie, Montréal, Qué	347,411		347,411
Centre Langelier CCC, St-Léonard, Qué	1,543,697		1,543,697
Centre de libération de la ville de Québec, Québec, Qué	545,839	1,904	547,743
Centre de libération de Granby, Granby, Qué	924,852	9,243	934,095
Centre de libération de Rimouski, Rimouski, Qué	144,634	1,708	146,342
Centre de libération de Chicoutimi, Chicoutimi, Qué	192,478	1,565	194,043
Centre de libération de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qué	507,880	8,638	516,518
Centre Benoit XV CCC, Québec, Qué	300,599	13,563	314,162
Bureau du district est du Québec, Ste-Foy, Qué	158,875	7,067	165,942
Bureau du district de St-Jérôme, St-Jérôme, Qué	242,755	15,449	258,204
Centre de libération Duvernay, Laval, Qué	604,469		604,469
Centre de libération Rouyn-Noranda, Rouyn, Qué	192,261		192,261
Centre de libération Hull, Hull, Qué	450,244	8,513	458,757
Centre de libération Fabre, Laval, Qué	463,113		463,113
Centre de libération des Laurentides, St-Jérôme, Qué	621,137	8,841	629,978
Centre de libération Ste-Thérèse, Ste-Thérèse, Qué	383,310	17,237	400,547
Centre B-12 CCC, Laval, Qué	127,562		127,562
Centre de libération L'Annonciation, L'Annonciation, Qué	191,459		191,459
Administration régionale, Kingston, Ont	11,313,675	1,188,339	12,502,014
Centre régional de psychiatrie, Kingston, Ont	2,987,500	16,509	3,004,009
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ont	15,457,468	3,676,153	19,133,621
Établissement Millhaven, Bath, Ont	15,725,800	1,162,406	16,888,206
Établissement Bath, Bath, Ont	1,231,040	390,476	1,621,516
Prison pour femmes, Kingston, Ont	5,484,531	672,119	6,156,650
Établissement Collins Bay, Kingston, Ont	13,918,092	2,103,761	16,021,853
Établissement Frontenac, Kingston, Ont	3,063,147	399,146	3,462,293
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont	1,869,261	72,160	1,941,421

SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Service correctionnel
État des dépenses par établissement—*Suite*

	Fonctionnement et entretien de pénitenciers	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Établissement Joyceville, Kingston, Ont	15,383,958	1,242,519	16,626,477
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ont	2,882,695	234,893	3,117,588
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont	14,477,003	1,493,119	15,970,122
Centre de libération du district de l'est, Kingston, Ont	157,535	19,892	177,427
Centre de libération du district de Kingston, Kingston, Ont	1,312,060	1,815	1,313,875
Centre de libération Peterborough, Peterborough, Ont	1,092,255		1,092,255
Centre Portsmouth CCC, Kingston, Ont	256,584		256,584
Centre de libération de la région d'Ottawa, Ottawa, Ont	1,173,952		1,173,952
Centre de libération du district central, Toronto, Ont	1,494,620	88,869	1,583,489
Centre Keele CCC, Toronto, Ont	441,266		441,266
Centre de libération de Toronto, Toronto, Ont	348,783		348,783
Centre de libération de le région de Scarborough, Scarborough, Ont	334,506		334,506
Centre de libération de la région de Etobicoke, Toronto, Ont	375,803		375,803
Centre Montgomery CCC, Toronto, Ont	380,869		380,869
Centre de libération de la région de Sudbury, Sudbury, Ont	597,568		597,568
Centre de libération du district de l'Ouest, London, Ont	136,005	5,372	141,377
Centre de libération du district de London, London, Ont	600,824	2,580	603,404
Centre de libération de la région de Guelph, Guelph, Ont	288,790	13,463	302,253
Centre de libération de la région de Hamilton, Hamilton, Ont	959,638	1,190	960,828
Centre de libération de la région de Windsor, Windsor, Ont	309,615		309,615
Centre de libération de St Catharines, St Catharines, Ont	424,983	15,396	440,379
Centre de libération de la région de Brantford, Brantford, Ont	453,806		453,806
Administration régionale, Saskatoon, Sask	7,709,778	754,405	8,464,183
Centre régional de psychiatrie, Saskatoon, Sask	8,790,537	705,974	9,496,511
Centre Osborne CCC, Winnipeg, Man	375,545	5,693	381,238
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Man	14,960,911	1,532,099	16,493,010
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Man	1,773,928	358,345	2,132,273
Pénitencier Saskatchewan, Prince Albert, Sask	13,912,574	2,481,946	16,394,520
Ferme Saskatchewan, Prince Albert, Sask	2,361,005	357,491	2,718,496
Unité spéciale de renforcement de Saskatchewan, Prince Albert, Sask	3,697,365	38,369	3,735,734
Centre Oskana CCC, Régina, Sask	329,146	33,073	362,219
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb	13,706,463	1,999,846	15,706,309
Centre Altadore CCC, Calgary, Alb	382,609	3,916	386,525
Maison Portal CCC, Calgary, Alb	434,996	3,460	438,456
Centre Grierson CCC, Edmonton, Alb	1,558,616	67,488	1,626,104
Établissement Bowden, Innisfail, Alb	11,370,045	10,774,458	22,144,503
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb	11,544,206	1,313,973	12,858,179
Centre de libération de Winnipeg, Winnipeg, Man	1,864,126	3,861	1,867,987
Centre de libération Brandon, Brandon, Man	236,047	4,676	240,723
Centre de libération Thunder Bay, Thunder Bay, Ont	98,902	13,587	112,489
Bureau de Winnipeg, Winnipeg, Man	58,928	554	59,482
Centre de libération Prince Albert, Prince Albert, Sask	672,825	7,410	680,235
Centre de libération de Régina, Régina, Sask	430,224	10,961	441,185
Centre de libération de Saskatoon, Saskatoon, Sask	342,476	2,563	345,039
Bureau de Régina, Régina, Sask	104,657		104,657
Centre de libération de Lethbridge, Lethbridge, Alb	140,529	84	140,613
Centre de libération d'Edmonton, Edmonton, Alb	1,671,498	4,659	1,676,157
Centre de libération de Calgary, Calgary, Alb	1,015,611	13,525	1,029,136
Centre de libération Red Deer, Red Deer, Alb	338,112	286	338,398
Centre de libération Kenora, Kenora, Ont	169,921	1,995	171,916
Centre de libération Thompson, Thompson, Man	161,797	5,298	167,095
Centre de libération Yellowknife, Yellowknife, TN-O	254,224	62	254,286
Bureau de Calgary, Calgary, Alb	172,064	396	172,460
Bureau d'Edmonton, Edmonton, Alb	181,495		181,495
Administration régionale, Abbotsford, C-B	9,131,627	661,059	9,792,686
Centre Robson CCC, Vancouver, C-B	390,467	34,880	425,347
Établissement William Head, Victoria, C-B	6,785,217	1,271,724	8,056,941
Centre Pandora CCC, Pandora, C-B	296,439	1,293	297,732
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B	11,853,271	2,208,233	14,061,504
Centre régional de psychiatrie, Abbotsford, C-B	8,615,837	627,564	9,243,401
Établissement Mountain Prison, Agassiz, C-B	7,018,110	821,057	7,839,167
Centre Sumas CCC, Abbotsford, C-B	328,777	5,245	334,022
Établissement Kent, Agassiz, C-B	12,061,775	882,393	12,944,168
Établissement Elbow Lake, Harrison Mills C-B	1,421,021	444,329	1,865,350
Établissement Ferndale, Mission, C-B	1,816,827	256,945	2,073,772
Établissement Mission, Mission, C-B	9,456,549	1,989,008	11,445,557
Centre de libération de Vancouver, Vancouver, C-B	1,001,823	1,161	1,002,984

SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Service correctionnel
État des dépenses par établissement—*Fin*

	Fonctionnement et entretien de pénitenciers	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Centre de libération de Victoria, Victoria, C-B	496,071	1,213	497,284
Centre de libération Abbotsford, Abbotsford, C-B	1,047,916	15,531	1,063,447
Centre de libération Prince George, Prince George, C-B	371,654	2,499	374,153
Centre de libération Chilliwack, Chilliwack, C-B	402,114	2,121	404,235
Centre de libération Kamloops, Kamloops, C-B	192,759	13,282	206,041
Perfectionnement et formation du personnel, Ottawa, Ont	1,354,714	58,992	1,413,706
Centre d'admission du personnel, Kingston, Ont	290,478	56,631	347,109
Collège du personnel de correction Atlantic, Moncton, NB	166,062	18,004	184,066
Collège du personnel de correction de Québec, Laval, Qué	1,947,300	138,047	2,085,347
Collège du personnel de correction de l'Ontario, Kingston, Ont	3,286,004	43,886	3,329,890
Collège du personnel de correction Prairie, Edmonton, Alb	585,310	16,154	601,464
Collège du personnel de correction Pacific, Mission, C-B	855,298	39,773	895,071
Total	595,714,191	133,974,840	729,689,031

CONSEIL DU TRÉSOR
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor	
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Agriculture			
Département—			
Administration	1		36,016
Développement du secteur agro-alimentaire — Fonctionnement	5		1,118,316
Réglementation et de l'inspection agro-alimentaires — Fonctionnement	20		355,868
Service canadien des forêts — Fonctionnement	35		863,700
Communications			
Département—			
Communications et culture — Fonctionnement	1		17,952
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	55		7,667
Office national du film	65		14,960
Bibliothèque nationale	70		13,464
Musées nationaux du Canada — Fonctionnement	75		181,951
Archives publiques	85		107,712
Consommation et Corporations			
Département— Fonctionnement	1		53,014
Emploi et Immigration			
Département— Administration centrale	1		2,431
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada — Administration	5	2,207,765	104,188
Emploi et assurances — Fonctionnement	10		447,391
Subventions et contributions	15		4,847,211
Immigration — Fonctionnement	20	771,542	274,232
Commission d'appel de l'immigration	30	57,000	

CONSEIL DU TRÉSOR

Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Suite*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Énergie, Mines et Ressources			
Département—			
Administration	1		11,968
Énergie			
Fonctionnement	5		20,196
Minéraux et sciences de la Terre			
Fonctionnement	35		364,636
Environnement			
Administration	1		28,424
Services de l'environnement			
Fonctionnement	5	864,749	732,199
Parcs Canada			
Fonctionnement	20	1,324,000	694,892
Affaires extérieures			
Département—			
Intérêts du Canada à l'étranger			
Fonctionnement	1	3,260,000	17,952
Agence canadienne de développement international			
Fonctionnement	40		48,200
Finances			
Vérificateur général	25		8,415
Commission du tarif	35	66,300	
Pêches et Océans			
Département—			
Fonctionnement	1		1,414,100
Affaires indiennes et Nord canadien			
Département—			
Administration	1		14,586
Affaires indiennes et inuit			
Fonctionnement	5		257,621
Subventions et contributions	15		22,000
Affaires du Nord			
Fonctionnement	20		43,636
Revendications des autochtones			
Fonctionnement	45	339,293	2,244
Justice			
Département—			
Administration de la justice			
Fonctionnement	1	1,000,000	61,523
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	35	100,000	
Travail			
Département—			
Fonctionnement	1	600,000	16,269
Société canadienne d'hypothèques et de logement	15		28,000
Défense nationale			
Services de défense			
Fonctionnement	1		376,500
Santé nationale et Bien-être social			
Département—			
Administration centrale	1		9,163
Services et protection de la santé			
Fonctionnement	5		14,773
Services sociaux			
Fonctionnement	15		12,903
Services médicaux			
Fonctionnement	25		109,180
Protection de la santé			
Fonctionnement	35		16,643

CONSEIL DU TRÉSOR
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Suite*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor: Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Sommes virées du Conseil du Trésor: Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Sécurité du revenu	45		5,984
Condition physique et sport amateur — Fonctionnement	50		7,854
Revenu national			
Impôt — Fonctionnement	10		409,700
Conseil privé			
Département	1		14,960
Commissaire aux langues officielles	15		12,138
Conseil économique du Canada	20	268,899	
Travaux publics			
Département—			
Services — Fonctionnement	1		152,180
Logement — Fonctionnement	10		3,136
Soutien à la gestion immobilière fédérale — Fonctionnement	20		5,984
Commission de la Capitale nationale	70		130,600
Expansion industrielle régionale			
Département— Fonctionnement	1		288,541
Investissement Canada (auparavant Agence d'examen de l'investissement étranger)	50	69,791	
Sciences et Technologie			
Conseil des sciences du Canada	35		4,862
Secrétariat d'État			
Département—			
Administration et opérations régionales	1		7,779
Langues officielles — Fonctionnement	5		27,598
Aide à l'éducation	15		9,911
Citoyenneté et de la culture — Fonctionnement	20		106,744
Commission de la Fonction publique	35		66,700
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	50		4,862
Solliciteur général			
Département— Fonctionnement	1		109,769
Service canadien du renseignement de sécurité	10		11,968
Service correctionnel — Fonctionnement	15		296,956
Commission nationale des libérations conditionnelles	25		31,229
Gendarmerie royale du Canada			
Application de la Loi — Fonctionnement	30		86,020
Approvisionnements et Services			
Département—			
Services — Fonctionnement	1		69,600
Statistique Canada	15		87,516
Transports			
Département—			
Administration centrale — Fonctionnement	1		1,870
Transports maritimes — Fonctionnement	15		63,019
Transports aériens — Fonctionnement	55		91,200

CONSEIL DU TRÉSOR
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Fin*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Transports de surface			
Fonctionnement	75		2,010
Commission canadienne des transports			
Fonctionnement	100		56,660
Conseil du Trésor			
Secrétariat—			
Administration centrale de la Fonction publique	1		4,862
Affectations temporaires	20	500,000	
Affaires des anciens combattants			
Fonctionnement	1		39,780
Commission canadienne des pensions			
Fonctionnement	20		15,912
Total		11,429,339	15,000,000

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1985-86

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN CARACTÈRE GRAS RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Académie de droit international de la Haye, 7 • 60
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, 7 • 30
Accords de subventions, 7 • 59
Actes criminels violents, victimes d', 7 • 60
Administration publique canadienne, 7 • 68
Aéroclubs, écoles et instructeurs de pilotage, 7 • 94
Aéroports autonomes et services au sol connexes, Fonds renouvelable des, 1 • 2
Aéroports municipaux ou autres, 7 • 94
Aéroports, navigation aérienne et voies aériennes, 7 • 94
Affaires étrangères du Royaume-Uni, Ministère, 7 • 30
Affiliations internationales, 7 • 80
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, 7 • 29
Agence de l'organisation de coopération et de développement économique pour l'énergie nucléaire, 7 • 30
Agence des télécommunications gouvernementales, Fonds renouvelable de, 1 • 9
Agence internationale de l'énergie, 7 • 27, 7 • 30, 7 • 80
  accord sur l'énergie forestière, 7 • 4
Agence internationale de l'énergie atomique, 7 • 27, 7 • 30
Agence spatiale européenne, 7 • 5, 7 • 27, 7 • 80
Aide à l'adaptation 7 • 21, 7 • 61
Aide alimentaire, 7 • 31, 7 • 37
Aide au développement
  bourses d'études accordées par l'ACDI pour l', 7 • 31
  pays en voie de développement, 7 • 32
  programmes et projets, 7 • 31, 7 • 38
Aide aux associations savantes, 7 • 92
Aide aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse dans les provinces de l'Ouest, 7 • 3
Aide aux exploitations agricoles victimes de la tempête, centre de l'Ontario, 7 • 2
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1985-86, 11 • 41
Aide humanitaire, 7 • 32
Aide juridique, 7 • 60
Aide mutuelle, 7 • 62
Alberta
  aide pour les pertes de récolte, programme, 7 • 3
  indemnisation *re* dommages causés par des oiseaux aquatiques migrateurs, 7 • 3
  mise en place de sources d'approvisionnements fiables en eau, 7 • 3
  Oil Sands Technology and Research Authority, 7 • 27
  producteurs de bétail, 7 • 3
Allocations au conjoint, 7 • 60, 7 • 66
Allocations de traitement et prestations connexes, 7 • 98
Allocations familiales, 7 • 66
American Fisheries Society, 7 • 40
Anciens combattants
  aide au logement, 7 • 98
  aide aux, district d'outre-mer, 7 • 97
  allocations d'inhumation, 7 • 98
  coûts des soins médicaux non couverts, 7 • 98
  indemnisation pour perte de salaire, 7 • 98
  récompenses pour bravoure, 7 • 98
  services de prothèse, 7 • 98
  transferts des hôpitaux du Ministère, 7 • 98
Annapolis Royal Commission, 7 • 28
Année internationale de la jeunesse, 7 • 5, 7 • 30, 7 • 60, 7 • 63
Approvisionnements, Fonds renouvelable des, 1 • 13
Arrêts de la Cour fédérale, 9 • 19
Assistance postpénale, 7 • 92

A—Fin

Association atlantique des jeunes dirigeants politiques, 7 • 29
Association canadienne de la Journée mondiale de l'alimentation, 7 • 2
Association canadienne de l'électricité, 7 • 22
Association canadienne de normalisation, 7 • 5
Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni, 7 • 98
Association canadienne des chefs de police, 7 • 60, 7 • 92
Association canadienne des chefs de pompiers, 7 • 68
Association canadienne des géographes, 7 • 27
Association canadienne des juges des cours provinciales, 7 • 60
Association canadienne des rédacteurs scientifiques, 7 • 39
Association canadienne des vétérinaires, 7 • 3
Association de la communauté du service extérieur, 7 • 30
Association de la Marine royale du Canada, 7 • 61
Association des autochtones du Nord, 7 • 58
Association des chasseurs de phoque du Canada, 7 • 39
Association des consommateurs du Canada, 7 • 7
Association des Métis et indiens sans statut légal, 7 • 60
Association des officiers de marine, 7 • 61
Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada, 7 • 28
Association des routes et transports du Canada, 7 • 95
Association forestière du Canada, 7 • 4
Association internationale de chimie céréalière, 7 • 4
Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau, Comité canadien de l', 7 • 28, 7 • 40
Association internationale de signalisation maritime, 7 • 94
Association internationale des chefs de police, 7 • 93
Association internationale des parlementaires de langue française, 7 • 68
Association internationale permanente des congrès de navigation, 7 • 94
Association parlementaire Canada-Europe, 7 • 68
Association parlementaire Canada-France, 7 • 68
Association royale canadienne des aéroclubs, 7 • 94
Association universitaire canadienne d'études nordiques, 7 • 58
Associations coopératives des activités de Parcs Canada, 7 • 28
Associations de télécommunications, 7 • 5
Associations dénées et métis *re* pipe-line de Norman Wells, 7 • 59
Associations parlementaires et de procédure, 7 • 68
Atlantic Container Express Limited, 7 • 95
Atlantic Council of Canada, 7 • 29
Autochtones
  activités de chasse et pêche, 7 • 39
  aide juridique, 7 • 60
  développement économique des, 7 • 70, 7 • 75
  préparation et présentation de réclamations, 7 • 60
  profession juridique, 7 • 60
  propositions sur le transport d'hydrocarbures, 7 • 58
Autres renseignements divers, 12
Autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement, 11
Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées, 3 • 42
Aviation royale du Canada
  Association, 7 • 61
  caisse de bienfaisance, 7 • 61
  versements aux ayants droit de certains membres, 7 • 61

B

Bien-être social
  amélioration des services de, 7 • 63
  systèmes d'information, 7 • 62
Bourse universitaire Jules et Gabrielle Léger, 7 • 91
Bourses de réorientation en gestion, 7 • 91
Bourses de Travail libre, 7 • 91
Bourses d'études pour le programme météorologique, 7 • 28
Bourses d'études supérieures *re* postes scientifiques, 7 • 27

B—*Fin*

Bourses spéciales de maîtrise, 7 • 91
British Institute of International and Comparative Law, 7 • 60
Bureau canadien de la sécurité aérienne, 2 • 2
Bureau des passeports, Fonds renouvelable du, 1 • 17
Bureau international des expositions, 7 • 31

C

Campagne mondiale pour le désarmement, 7 • 31
Canadair Ltée, 7 • 75
Canadian Institute of Resources Law, 7 • 28
Canadian Co-Operative Implements Ltd, 7 • 2
Canadian Vickers, Montréal, 7 • 69
Canadian Western Agribition, 7 • 2
Carburants liquides, mise au point de nouveaux, 7 • 22
CÉGEP Saint-Jean-sur-Richelieu, 7 • 94
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 2 • 4
Centre canadien du marché du travail et de la productivité, 7 • 8, 7 • 61
Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, 7 • 29
Centre d'échange législatif, 7 • 29
Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique, 7 • 61
Centre de recherches du Manitoba sur le CCHT, 7 • 80
Centre de recherches du secteur privé sur la gestion des relations commerciales internationales, 7 • 29
Centre de traduction et de documentation juridique d'Ottawa, 7 • 60
Centre d'interprétation faunique de Cap Tourmente, 7 • 28
Centre d'interprétation faunique du Marais Wye, 7 • 28
Centre européen pour la recherche nucléaire, 7 • 80
Centre for Cold Oceans Resource Engineering (C-Core), 7 • 94
Centre interaméricain des administrateurs fiscaux, 7 • 68
Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt, 7 • 4, 7 • 28, 7 • 59
Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels, 7 • 28
Centre national de distribution des denrées alimentaires, 7 • 66
Centre national du sport et de la récréation Inc., 7 • 67
Centre parlementaire pour les affaires extérieures et le commerce, 7 • 29
Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval, 7 • 29
Centres d'accueil, 7 • 88, 7 • 90
Céréales
  gouvernement brésilien, 7 • 31
  versements aux meuniers, 7 • 31
Céréales fourragères, 7 • 4
Charbon bactéridien, indemnités aux propriétaires d'animaux morts, 7 • 3
Charbon, nouvelle technologie d'utilisation, 7 • 22
Chauffage solaire, 7 • 22
Chemins de fer nationaux du Canada
  abolition des péages sur le pont Victoria, 7 • 96
  allocations aux anciens employés mutés, 7 • 96
  amélioration de l'infrastructure ferroviaire à Churchill, 7 • 95
Chercheurs étrangers, 7 • 91
Citoyenneté, cours de préparation à la, coût des manuels de langues, 7 • 90
Club nautique Deschaillons, 7 • 39
Coalition canadienne contre les pluies acides, 7 • 28
Collaboration scientifique internationale, 7 • 91
Collections spécialisées, 7 • 92
Collectivités éloignées, Programme de démonstration, 7 • 23
Collège canadien de police, 7 • 93
Colombie-Britannique
  aide pour les pertes de récolte, Programme, 7 • 3

C—*Suite*

  entente Canada/Colombie-Britannique sur les sciences et la technologie, 7 • 80
  entente conjointe sur l'exploitation minérale, 7 • 27
  Fisheries Council de la, 7 • 40
  maîtrise des crues du Fraser, 7 • 28
  services de traversier et de cabotage, 7 • 95
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies, 7 • 68
Comité canadien des ressources de l'Arctique, 7 • 58
Comité de coopération Canada-Pacifique, Chambre de commerce du Canada, 7 • 29
Comité de la réserve de la biosphère des lacs de Waterton, 7 • 28
Comité de la semaine nationale des transports, 7 • 93
Comité de l'opération gar-O-train, 7 • 94, 7 • 96
Comité d'enquêtes sur le contrôle au sol et préparatifs d'urgence, 7 • 27
Comité d'études des phoques et de leur chasse, 7 • 39
Comité intergouvernemental pour les migrations, 7 • 30
Comité parlementaire mixte Canado-américain, 7 • 68
Commission canadienne des grains, 2 • 60
Commission canadienne du blé, acquisition de wagons-trémies, 7 • 95
Commission de contrôle de l'énergie atomique, 2 • 7
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, 2 • 11
Commission des champs de bataille nationaux, 2 • 18
Commission des Cris et des Naskapis, 7 • 60
Commission du centenaire de Vancouver, 7 • 91
Commission du parc international Roosevelt de Campobello, 7 • 30
Commission du port de Thunder Bay, 7 • 96, 7 • 97
Commission économique pour l'Europe, programme coopératif de surveillance et d'évaluation, 7 • 28
Commission internationale de protection contre les radiations, 7 • 66
Commission internationale des juristes, 7 • 60
Commission trilatérale, groupe canadien pour la, 7 • 29
Commissions, 11 • 21
Commonwealth
  Association des administrateurs fiscaux du, 7 • 68
  Association parlementaire du, 7 • 68
  bourses d'étude et de perfectionnement, 7 • 31
  Bureaux agricoles du, 7 • 2
  Commission des sépultures de guerre du, 7 • 98
  Conseil des sciences du, 7 • 29
  Conseil syndical du, 7 • 61
  Fondation du, 7 • 29
  Institut forestier du, 7 • 3
  Programme du, pour la jeunesse, 7 • 29
  Secrétariat du, 7 • 29
Comptes débiteurs et radiations, 4
Conférence des associations de défense, 7 • 61
Conférence fédérale-provinciale des parcs, 7 • 28
Conférence interaméricaine des télécommunications, 7 • 5
Conférence interparlementaire, 74e, 7 • 68
Conférence nationale sur la mise en valeur du Nord, 7 • 58
Conférence panaméricaine de la protection des aliments, 7 • 39
Conférence sur la méthodologie d'enquête pour la statistique agricole, 7 • 93
Conférence sur la réduction mutuelle des forces et des armes en Europe centrale, 7 • 29
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe 7 • 29
Conférence sur le désarmement en Europe, 7 • 29
Conférence sur les aspects juridiques de l'apartheid, 7 • 29
Conférence sur les droits de la personne et la politique étrangère du Canada, 7 • 29
Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes
  aide à payer les frais d'administration, 7 • 60
  fins de recherche de la Conférence, 7 • 60
Conférences à l'étranger, 7 • 91
Conférences internationales, 7 • 91
Conférences savantes, 7 • 92

C—*Fin*

Conférences scientifiques et techniques, appui à des, 7 • 80, 7 • 82
Congrès du travail du Canada, 7 • 61
Congrès internationaux au Canada, 7 • 91
Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur, 7 • 29
Conseil canadien de développement social, 7 • 62
Conseil canadien de droit international, 7 • 29
Conseil canadien de la documentation juridique, 7 • 60
Conseil canadien de la sécurité, 7 • 3
Conseil canadien de planification technique de la radio, 7 • 5
Conseil canadien de recherches agricoles, 7 • 2
Conseil canadien des arts esquimaux, 7 • 59
Conseil canadien des cercles 4-H, 7 • 2
Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, 7 • 27
Conseil canadien des producteurs de canola, 7 • 31
Conseil canadien d'horticulture, 7 • 2
Conseil canadien du labour, 7 • 2
Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés, 7 • 80
Conseil de coopération douanière, 7 • 30
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Élizabeth II sur les maladies de l'enfance, 2 • 63
Conseil de recherches en sciences humaines, 2 • 20
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 2 • 23
Conseil de recherches médicales, 2 • 27
Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie, 7 • 29
Conseil des grains du Canada, 7 • 2, 7 • 31, 7 • 95
Conseil des Indiens du Yukon, 7 • 59
Conseil des industries forestières de Colombie-Britannique, 7 • 4
Conseil des sciences du Canada, 2 • 30
Conseil du peuplier du Canada, 7 • 4
Conseil économique du Canada, 2 • 32
Conseil intergouvernemental de gestion du caribou, 7 • 28, 7 • 58
Conseil international des monuments et des sites, 7 • 28
Conseil international du blé, 7 • 31
Conseil national de recherches du Canada, 2 • 34
Conseil pour l'utilisation de la mer, 7 • 39
Construction de chalutiers, 7 • 39
Construction de croisements étagés, 7 • 95
Construction de quais d'embarquement pour traversiers, 7 • 94
Construction et acquisition, 6
Construction et acquisition de machines et de matériel, 6 • 28
Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages, 6 • 2
Contexte humain de science et technologie, 7 • 92
Convention définitive des Inuvialuit, 7 • 59, 7 • 60
Conversion industrielle, Programme d'assistance à la, 7 • 23
Coopération économique dans la région du Pacifique, Chambre de commerce du Canada, 7 • 29
Coopération et développement économiques, 7 • 70
Coopération industrielle, 7 • 37
Corporation de disposition des biens de la Couronne, 2 • 36
Corporation du Télescope Canada-France-Hawaï, 7 • 81
Corporation Québec 1534-1984, 7 • 90
Cour permanente d'arbitrage, 7 • 30
Creston Valley, Centre d'interprétation faunique, 7 • 28
Creston Valley Wildlife Management, 7 • 28
Croix Rouge canadienne, Programme de sécurité nautique, 7 • 94

D

Déchets du bois comme combustible, 7 • 23
Défense accordée aux pays qui ne sont pas membre de l'OTAN, 7 • 30
Défense et contrôle des armements, 7 • 30
Défense—Service en temps de paix, pensions, 7 • 97
Défi-Été '85, 7 • 50, 7 • 93
Délégués, dépenses, 7 • 68
Dépenses budgétaires par affectation, 11 • 2
Dépenses d'élections des candidats, 7 • 68

D—*Fin*

Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), 12 • 5
Détails des paiements aux termes de la Loi de la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social), 7 • 103
Détails des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social), 7 • 102
Détails des paiements Nouveaux Horizons (Santé nationale et Bien-être social), 7 • 101
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor), 12 • 17
Détenus des pénitenciers, indemnisation, 7 • 93
Dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques, 7 • 28
Développement, appui de programmes et projets, 7 • 35
Développement culturel, 7 • 89, 7 • 91
Développement économique et régional, ententes, 7 • 2, 7 • 93, 7 • 95
Développement technologique des pêches de l'Atlantique, 7 • 39
Développement touristique, 7 • 76
Directeur de l'établissement de soldats, 2 • 43
Directeur des terres destinées aux anciens combattants, 2 • 44
Doctorat
    bourses, 7 • 91
    parachèvement, 7 • 91
Droits de la personne, 7 • 30, 7 • 90, 7 • 91
Dr Sun Yat-Sen Garden Society, 7 • 91
Duff-Rinfret, Programme des bourses, 7 • 60

E

Échanges bilatéraux, 7 • 91
École des gardes forestiers des provinces Maritimes, 7 • 4
Éducation à la technologie, Programme d', 7 • 61
Éducation syndicale, 7 • 61
Efficacité énergétique, 7 • 22
Embranchement ferroviaire des Prairies, dépenses pour remise en état, 7 • 95
Employés, pensions et prestations des, 7 • 93
Énergie
    démonstration, 7 • 23
    économie d', 7 • 22, 7 • 23
    élaboration et démonstration de nouvelles techniques, 7 • 23
    industrielle, Programme de recherche et de développement, 7 • 27
    initiatives peu coûteuses en matière d'économie, 7 • 23
    paiements des études, 7 • 27
    résidences superéconomiques en, 7 • 22
Enseignement des langues aux immigrants, 7 • 90
Entente auxilliaire Canada-Québec sur les équipements culturels, 7 • 6
Ententes-cadres de développement et des ententes auxiliaires, 7 • 2, 7 • 4, 7 • 69, 7 • 77
Entreprises culturelles, développement de l'infrastructure, 7 • 6
Établissements industriels, commerciaux et publics, 7 • 22
État des comptes débiteurs, 4 • 2
État des dépenses d'élections (Conseil privé), 12 • 14
État des dépenses par établissement (Solliciteur général), 12 • 15
État des exemptions ou réductions concernant les redevances d'exportation sur le pétrole (Énergie, Mines et Ressources), 12 • 2
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1985-86 (Parlement), 12 • 10
États financiers des établissements publics et d'autres entités, 2
États financiers des Fonds renouvelables, 1.
Étude de l'environnement (Affaires indiennes et Nord canadien), Fonds renouvelable de l', 1 • 20
Étude de l'environnement (Énergie Mines et Ressources), Fonds renouvelable de l', 1 • 23
Études sur la réduction des dommages causés par les crues, 7 • 28
Études sur le Canada, 7 • 90, 7 • 91
Étudiants en biologie, 7 • 39

E—*Fin*

Événements cinématographiques, 7 • 6
Expansion des entreprises et du commerce, 7 • 29
Expansion du commerce international *re* au perfectionnement ou l'enseignement, 7 • 30
Expansion du mouvement, 7 • 7
Expertise dans le domaine de la facilitation du commerce international, 7 • 30
Expo '86, Vancouver, 7 • 31, 7 • 93

F

Famille et socialisation des enfants, 7 • 92
Federated Women's Institutes of Canada, 7 • 2
Fédération canadienne de la faune, 7 • 28
Fédération canadienne des naturalistes, 7 • 28
Fédération des travailleurs du Québec à l'égard du Fonds de Solidarité, 7 • 70
Fédération internationale de laiterie—Canada, 7 • 2
Fédération internationale des associations de bibliothécaires, 7 • 6
Fédération internationale des géomètres, 7 • 39
Femmes dans la population active, 7 • 61
Femmes et travail, 7 • 91
Festival de la forêt, 7 • 3
Festival mondial des arts et de la scène, 7 • 5
Fête du Canada, 7 • 90
Foire royale d'hiver, Toronto, 7 • 2
Foires «A» et «B», d'hiver et de printemps, spéciales, 7 • 2
Fondation Asie-Pacifique du Canada, 7 • 29, 7 • 32
Fondation canadienne pour la vérification intégrée, 7 • 39
Fondation de ressources pour les entrepreneurs et les collectivités autochtones, 7 • 40
Fondation Habitat faunique du Canada, 7 • 28
Fondation Richard St-Barbe Barker, 7 • 4
Fondation Tex-Scope, 7 • 69
Fondation Wentworth, 7 • 69
Fonds de bienfaisance de l'Armée, 7 • 97
Fonds de consultation et de préparation, 7 • 60
Fonds de recherche sur les répercussions du changement technologique, 7 • 61
Fonds de secours Barrie, 7 • 77
Fonds de secours, Règlement sur le, 7 • 97
Fonds de toxicologie de la faune, 7 • 28
Fonds d'information juridique, 7 • 60
Fonds du patrimoine mondial, 7 • 28
Fonds pour la bourse d'études Claude Brunelle, 7 • 93
Fonds pour la Loi sur les droits de la personne, 7 • 60
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales, 1 • 00
Fonds renouvelable de la production de défense, 1 • 3
Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes, 1 • 3
Fonds renouvelable de l'Office national du film, 1 • 3
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes, 1 • 24
Fonds renouvelable des approvisionnements, 1 • 3
Fonds renouvelable des magasins, 1 • 3
Fonds renouvelable des services de construction, 1 • 3
Fonds renouvelable du Bureau des passeports, 1 • 3
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, 1 • 3
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement (Affaires indiennes et Nord canadien), 1 • 3
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement (Énergie, Mines et Ressources), 1 • 00
Forces canadiennes, Caisse d'assistance au personnel des, 7 • 62
FORINTEK du Canada, Société, 7 • 4
Formation universitaire et professionnelle, 7 • 97
Forme physique des Canadiens, 7 • 67

F—*Fin*

Frais de congés d'étude, 11 • 40
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), 12 • 5
Francophonie internationale, 7 • 30
Frontier College of Canada, 7 • 8

G

Gaz naturel
  liquides de, 7 • 27
  mise sur pied d'installations de distribution de, 7 • 22
  Programme d'aide au transport du, 7 • 22
  véhicules au, 7 • 22
Gazéification du bois sur le lit fluidisé sous pression, 7 • 22
Gendarmerie royale du Canada
  association des anciens, 7 • 93
  familles des membres, pensions, 7 • 93
  membres de, pour blessures, indemnisation, 7 • 93
  paiements sous forme d'indemnités versés aux survivants *re* accidents de travail, 7 • 93
Gestion de l'organisation au Canada, 7 • 92
Grain, pays en voie de développement, 7 • 30
Groupements de producteurs, 7 • 2
Groupements de producteurs et d'industriels, 7 • 2
Guerres
  allocations de guerre pour les civils, 7 • 97
  armée de campagne du Nord-Ouest, 7 • 97
  civils, Seconde guerre mondiale, 7 • 98
  enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation), 7 • 97
  Guerre sud-africaine, 7 • 97
  Première guerre mondiale, 7 • 98
  Seconde guerre mondiale et opération militaire de Corée, 7 • 98
  service durant les deux guerres mondiales, 7 • 97

H

Hôpital Parkwood, services de prothèses, 7 • 66
Hygiène publique, projets pilotes d', 7 • 62

I

Identification—Thèmes, 7 • 92
Île-du-Prince-Édouard
  construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown, 7 • 3
  construction, rénovation et amélioration des autoroutes et autres routes, 7 • 95
  entente conjointe sur l'exploitation minérale, 7 • 27
  exploitation, transformation, commercialisation ou transport dans l'industrie de la pêche, 7 • 39
  rénovation et amélioration des routes, 7 • 95
  systèmes de combustion biomassique, 7 • 27
Immigrants, établissement et adaptation, 7 • 21
Indemnisation pétrolière, Programme, 7 • 22
Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, 11 • 51
Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins et à certains enfants à charge, 7 • 61
Indiens et/ou Inuit (agglomérations, associations, bandes, commissions scolaires, conseils, corporations, organisations, particuliers)
  administration, 7 • 40, 7 • 41
  aide sociale, 7 • 40, 7 • 44
  art et artisanat, 7 • 58
  Conférence circumpolaire inuit, 7 • 59
  Colombie-Britannique, 7 • 40
  consultations au sujet de la santé, 7 • 66

I—*Suite*

culture, 7 • 58
développement de services culturels et de services sociaux et communautaires, 7 • 48
développement économique et d'emploi, 7 • 40, 7 • 48, 7 • 59
éducation, 7 • 40
épanouissement culturel et éducation, 7 • 40
épanouissement linguistique et culturel, 7 • 59
études *re* carrière dans le domaine de la santé, 7 • 64, 7 • 66
financement de procès types, 7 • 41
frais d'administration et services de soutien de la gestion, 7 • 50
gestion foncière, 7 • 41
hôpitaux pour, 7 • 64
Loi sur les, 7 • 41
lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les, 7 • 65
perfectionnement de la gestion et formation paraprofessionnelle, 7 • 53
planification de l'aménagement local, 7 • 53
politiques, élaboration et consultation de, 7 • 53
pour protéger les enfants, 7 • 40
Programme des centres d'éducation en culture autochtone, 7 • 58
projets communautaires spéciaux axés sur la paix, 7 • 40
régimes d'avantages sociaux des employés, 7 • 53
rentes versées, 7 • 40
représentants en santé communautaire, 7 • 64
revendications territoriales, 7 • 60
sélection des terres, 7 • 41
services culturels, 7 • 40
services de soins, réadaptation et prévention, 7 • 47
services relatifs à l'éducation, 7 • 41, 7 • 45
services, installations et logements communautaires, 7 • 53, 7 • 56
statut et inscription des membres, 7 • 40
Industrie(s)
canadienne de la défense, 7 • 75
canadienne de l'édition, 7 • 6
de la construction navale, 7 • 76
Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales, 7 • 2
Institut canadien d'arpentage, 7 • 27
Institut canadien de la fourrure, 7 • 28
Institut canadien d'études stratégiques, 7 • 62
Institut canadien de recherches en génie forestier, 7 • 4, 7 • 32
Institut canadien des affaires internationales, 7 • 29
Institut canadien des mines et métallurgie, 7 • 27
Institut canadien du film, 7 • 82
Institut canadien international des céréales, 7 • 31
Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, 7 • 29
Institut d'Abestos, 7 • 27
Institut de formation en gestion de la construction, 7 • 68
Institut de l'administration publique du Canada, 7 • 97
Institut de l'homme et des ressources pour la mise en opération du site d'essai éolien de l'Atlantique, 7 • 80
Institut de recherche d'Hydro-Québec
fusion thermonucléaire, Programme de recherches et développement, 7 • 80
génératrice éolienne à axe vertical, Programme de construction, 7 • 81
Institut de recherches politiques, 7 • 30
Institut des relations intergouvernementales, Université Queen, 7 • 68
Institut des ressources énergétiques, subvention à l'Université de Calgary pour l', 7 • 21
Institut fédéral de la gestion, 7 • 97
Institut indo-canadien Shastri, 7 • 30
Institut interaméricain de statistique, 7 • 93
Institut interaméricain pour la coopération en agriculture, 7 • 30
Institut international de droit d'expression française, 7 • 60
Institut international de statistique, 7 • 93
Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau, 7 • 30
Institut international pour les sciences administratives, 7 • 30

I—*Fin*

Institut panaméricain de géographie et d'histoire, 7 • 30
Institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif, 7 • 5
Instituts militaires et des services unis, 7 • 62
International Association for Research in Income and Wealth, 7 • 93
International Atomic Energy Agency for Nuclear Regulatory Training, 7 • 30
International Game Fish Association, 7 • 39
International Peace Academy, 7 • 30
Interprovincial Pipe Line Limited, 7 • 22
Isolation thermique des résidences canadiennes, Programme d', 7 • 22

J

Jardin international de la paix au Manitoba, 7 • 28
Jasper, Comité du lotissement urbain de, 7 • 28
Jeunes délinquants, aide juridique, 7 • 60
Jeunes délinquants, services offerts aux, 7 • 63
Jeux tenus au Canada, 7 • 67
John P Robarts Research Institute, 7 • 62
Juge, gratifications versées au conjoint survivant d'un, 7 • 61
Justice pour victimes, 7 • 60

L

Langue officielle, groupes minoritaires, 7 • 86
Langues officielles, 7 • 86, 7 • 87
Last Post, Société dite, 7 • 97
Légion royale canadienne, 7 • 97
Lieutenants-gouverneurs
indemnité de voyage, 7 • 90
prestations de retraite supplémentaires, 7 • 90
Ligue des cadets de l'air du Canada, 7 • 61, 7 • 94
Ligue des cadets de l'armée du Canada, 7 • 61
Ligue navale du Canada, 7 • 61
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants, 7 • 88
Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, 7 • 38
Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, 7 • 62, 7 • 86
Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé, 7 • 38, 7 • 62, 7 • 88, 7 • 98
Loi sur la bonification d'intérêts au profit des petites entreprises, 7 • 70
Loi sur la Caisse de prévoyance des employés du chemin de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard, 7 • 96
Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 7 • 62
Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 7 • 93
Loi sur l'administration de l'énergie, 7 • 22
Loi sur l'aéronautique, 7 • 94
Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole, 7 • 76
Loi sur la mise au point des pensions du service public, 7 • 97
Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs, 7 • 90
Loi sur la pension spéciale du service diplomatique, 7 • 30
Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides, 7 • 63
Loi sur l'assurance-récolte, 7 • 3
Loi sur la stabilisation des prix agricoles, 7 • 3
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer, 7 • 95, 7 • 96
Loi sur le développement industriel et régional, 7 • 70
Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, 7 • 59
Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique, 7 • 60
Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche 7 • 39
Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entrepises d'utilité publique, 7 • 38

L—*Fin*

Loi sur le transport du grain de l'Ouest, 7 • 96, 7 • 97
Loi sur les allocations aux jeunes, 7 • 38
Loi sur les chemins de fer, 7 • 96
Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, 7 • 60
Loi sur les indemnités de service de guerre, 7 • 98
Loi sur les jeunes contrevenants, 7 • 92, 7 • 93
Loi sur les juges, pensions, 7 • 61
Loi sur les maladies et la protection des animaux, 7 • 3
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, 7 • 2
Loi sur les paiements de péréquation supplémentaires, 7 • 38
Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, 7 • 62
Loi sur les prêts agricoles bonifiés, 7 • 3
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, 7 • 40
Loi sur les prêts aux petites entreprises, 7 • 77
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, garantie des prêts, 7 • 3
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique, 7 • 96
Loi sur les subventions aux municipalités, 7 • 80
Loi sur les subventions pour le développement régional, 7 • 79
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, 7 • 96
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 7 • 98
Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, 7 • 5
Lois antérieures sur la pension et la retraite, 7 • 97

M

Magasins, Fonds renouvelable des, 1 • 26
Main-d'œuvre
 agricole, 7 • 20
 mobilité de la, 7 • 20
Maison Trestler, 7 • 28
Manitoba
 aide pour les pertes de récoltes, Programme, 7 • 3
 construction de digues périphériques à la rivière Rouge, 7 • 28
 construction de l'échelle à poissons du barrage Fairford, 7 • 39
 développement et la promotion d'un programme d'assurance-fourrages, 7 • 3
 enquêtes et études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse, 7 • 3
 études de mercure du réseau de dérivation de la rivière Churchill, 7 • 28
 indemnisation *re* dommages causés par des oiseaux aquatiques migrateurs, 7 • 3
 mise en place de sources d'approvisionnements fiables en eau, 7 • 3
 producteurs de bétail, 7 • 3
Marché du travail, gens retirés du, 7 • 63
Marine royale du Canada, Caisse de bienfaisance, 7 • 61
Massachusetts Institute of Technology, 7 • 93
Mouvement Aménagement-Jeunesse/Association des industries forestières du Québec, 7 • 4
Musées et autres organisations du Canada, 7 • 6
Musées nationaux du Canada, 2 • 45

N

Nations Unies
 Association canadienne des, 7 • 30
 cimetière commémoratif des, en Corée, 7 • 98
 Comité des droits de l'homme, représentant canadien, 7 • 29
 Comité des, pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 7 • 30
 convention sur le commerce international, faune et flore, 7 • 28
 Fonds de fiducie des, pour l'Afrique du Sud, 7 • 30
 Fonds pour la lutte contre l'abus des drogues, 7 • 62

N—*Fin*

 Fonds volontaire
  pour la Décennie pour la femme, 7 • 30
  pour l'environnement, 7 • 30
  pour les victimes de la torture, 7 • 30
 Force intérimaire au Liban, 7 • 30
 Institut de formation et de recherches des, 7 • 30
 Organisation des, 7 • 30
 Organisation des, pour l'éducation, la science et la culture, 7 • 30
 Programme pour l'environnement des, 7 • 30
Nature Conservancy of Canada, 7 • 28
Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs, 4 • 5
Nouveau-Brunswick
 Commission d'énergie du, 7 • 22
 construction, rénovation et amélioration des autoroutes et autres routes, 7 • 95
 développement des pêches en vertu de l'entente auxiliaire, 7 • 40
 Entente sur le développement économique régional, 7 • 95
 harenguiers-seineurs, 7 • 39
 rénovation et amélioration des routes, 7 • 95
Nouvelle-Écosse
 entente auxiliaire pour le développement des pêches, 7 • 40
 entente conjointe sur l'exploitation minérale, 7 • 27
 rénovation et amélioration des routes, 7 • 95
 ressources pétrolières et gazières, 7 • 21

O

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises, 3 • 40
Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures dans la zone extracôtière, 7 • 21
Office de stabilisation des prix agricoles, 2 • 52
Office des prix des produits de la pêche, 2 • 55
Office des produits agricoles, 2 • 66
Office du baccalauréat international, 7 • 30
Office international des épizooties, 7 • 3
Office national du film, Fonds renouvelable de l', 1 • 28
Olympiques, XV^{es} Jeux d'hiver, Calgary, 7 • 67
Ontario
 Dairy Herd Improvement Corporation, 7 • 2
 entente conjointe sur l'exploitation minérale, 7 • 27
 ministère du Travail, 7 • 27
 qualité de l'eau des Grands Lacs, 7 • 28
Opération militaire de Corée, 7 • 98
Opération nettoyage de l'Environnement territorial, 7 • 28
Opportunités Canada, Programme, 7 • 77
Organisation de coopération et de développement économiques, 7 • 2, 7 • 28, 7 • 30
Organisation de l'aviation civile internationale, 7 • 30
Organisation de promotion de marché, 7 • 2
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
 Association parlementaire canadienne, 7 • 68
 frais de l'administration civile, 7 • 30
 programmes scientifiques, 7 • 30
Organisation hydrographique internationale, 7 • 39
Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, 7 • 39
Organisation internationale du travail, 7 • 30
Organisation maritime internationale, 7 • 30
Organisation météorologique mondiale, 7 • 28
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 7 • 31
Organisation mondiale de la santé, 7 • 31, 7 • 66
Organisation panaméricaine de la santé, 7 • 30
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, 7 • 30
Organisations bénévoles, 7 • 8
Organisations de producteurs, 7 • 2
Organisations de travailleurs, 7 • 61

O—*Fin*

Organisations internationales, 7 • 30
Organisations nationales, 7 • 68
Organisme à l'appui d'objectifs des programmes, 7 • 66
Organismes bénévoles nationaux, 7 • 92
Organismes canadiens, 7 • 5
Organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail, 7 • 5
Organismes culturels canadiens sans but lucratif, 7 • 5
Organismes d'aide aux marins, 7 • 94
Organismes de consommateurs, 7 • 7
Organismes internationaux, 7 • 62
Organismes nationaux bénévoles de santé, 7 • 62, 7 • 63
Organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles, 7 • 5
Organismes nationaux de services dans le domaine du film et de la vidéo, 7 • 6
OTAN
    budgets militaires, 7 • 62
    infrastructure, 7 • 62

P

Paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation, 7 • 98
Paiements à titre de faveur, 9 • 13
Paiements aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de la santé (Santé nationale et Bien-être social), 7 • 99
Paiements de dommages-intérêts, 9 • 2
Paiements de transfert, 7
Paiements d'incitation à l'expansion des marchés, Fonds pour les, 7 • 22
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Travail), 12 • 7
Paiements sans contrepartie, 9 • 21
Paiements sur le Régime d'assistance publique du Canada (Santé nationale et Bien-être social), 7 • 100
Participaction, campagne, 7 • 67
Participation des citoyens dans la société canadienne, 7 • 88, 7 • 90
Pêches de l'Atlantique, 7 • 39
Pêcheurs commerciaux du saumon de l'Atlantique, 7 • 39
Pêcheurs, contribution de l'État, 7 • 21
Pêcheurs détenant des permis commerciaux, 7 • 39
Pêcheurs indépendants de l'Atlantique affectés par des conditions anormales des glaces, 7 • 39
Pensions et rentes versées à des civils
    M[me] Eleanor F Nixon, 7 • 61
    M R P Thompson, 7 • 61
    M[me] Mary Whittington, 7 • 61
Pères de la Confédération, Charlottetown, Î-P-É, 7 • 5
Perfectionnement et de la formation du personnel, Fonds renouvelable du, 1 • 33
Perimeter Airlines (Inland) Limited, 7 • 93
Perte d'assurance, General Electric Credit Corporation, 7 • 79
Pertes de deniers et de biens publics, 3 • 57
Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens, 11 • 43
Pétrole (huile)
    ou gaz dans la zone extracôtière, 7 • 22
    paiements des primes d'encouragement du secteur pétrolier, 7 • 23, 7 • 25
    remplacement du, 7 • 21, 7 • 22
Planification d'urgence, bourse de recherches, 7 • 62
Politique du marché du travail, 7 • 21
Préparation d'urgence, 7 • 62
Président, subventions, 7 • 91
Prix Thérèse Casgrain, 7 • 62
Producteurs, 7 • 3
Production de la défense, Fonds renouvelable de la, 1 • 37

P—*Fin*

Produits agricoles, mise en marché, 7 • 2
Produits agro-alimentaires canadiens, 7 • 2
Produits de placements, 11 • 47
Programme Canada-Saskatchewan *re* les combustibles fossiles, 7 • 22
Programme conjoint Canada-Saskatchewan *re* récupération des huiles lourdes, 7 • 21
Programme Court Challenges, 7 • 91
Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre, 7 • 75
Programme d'aide à la commercialisation du gaz, 7 • 22
Programme d'aménagement des territoires du Nord, 7 • 59
Programme de bourses du Canada, 7 • 4
Programme de construction des embranchements, 7 • 22
Programme d'échange des jeunes, 7 • 28
Programme d'échange d'étudiants, 7 • 60
Programme de développement industriel lié au transport dans l'Ouest, 7 • 76
Programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers, 7 • 95
Programme de sondage des fonds marins, 7 • 27
Programme des expositions nationales et des foires principales, 7 • 93
Programme de projets spéciaux de relance, 7 • 76, 7 • 94
Programme d'expansion des entreprises, 7 • 79
Programme d'initiatives locales de l'emploi, 7 • 76
Programme gouvernemental-syndical de détachement d'employés, 7 • 61
Programme international de support des gageures, 7 • 5
Programme pour le recouvrement de l'industrie minière, 7 • 59
Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés, 10
Projets d'avances de capitaux, 7 • 62
Projets entre l'industrie et les laboratoires, Programmes de, 7 • 81
Projets spéciaux de relance, 7 • 39
Projets visant à éduquer le grand public à la technologie, 7 • 93
Promotion de la santé, 7 • 63
Promotion du commerce dans la région Asie-Pacifique, Chambre de commerce du Canada, 7 • 29
Propane, utilisation du, 7 • 22
Propriétés diplomatiques, consulaires et organisations internationales au Canada, 7 • 30
Publications savantes, 7 • 92

Q

Qualité de la vie au travail, 7 • 61
Québec
    accord de la Baie James, 7 • 28
    accord sur les relevés hydrométriques, 7 • 28
    accords de contrôle de la qualité des eaux, 7 • 28
    accords fiscaux réciproques, 7 • 6
    Alliance des pêcheurs commerciaux du, 7 • 39
    Aviation Ltd., 7 • 94
    bandes indiennes cries et naskapies du, 7 • 59
    Convention de la Baie James et du Nord québécois, 7 • 45, 7 • 58
    entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie, 7 • 80
    entente conjointe sur l'exploitation minérale, 7 • 27
    pêcheurs de la Côte-Nord, 7 • 40
    re pertes relatives à la récolte de fourrage de 1983, 7 • 3
    Québec-Nouveau Québec: aéroports inuit et Laprade, 7 • 94
    services de traversier côtier, 7 • 95
    sociétés cries de la Baie James du, 7 • 59
    trains de banlieue de la région de Montréal, 7 • 95

R

Radiations des comptes débiteurs au cours de 1985-86, 4 • 6
Rage, contribution aux provinces, 7 • 3

R—*Fin*

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des
anciens combattants, 7 • 98
soldats de retour au pays, 7 • 98
Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1985-86, 11 • 45
Recherche(s)
agricoles, 7 • 2
appliquée et innovation technologique, 7 • 80
biotechnologique, Programme de, 7 • 81
communication d'informations techniques et prestation de services régionaux, 7 • 81
dans le domaine du travail, 7 • 61
en météorologie, 7 • 28
établissements postsecondaires, 7 • 88
marine et aquatique, 7 • 39
outils de, 7 • 92
sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux, 7 • 27
scientifique dans le Nord, 7 • 58
subventions et bourses, 7 • 82, 7 • 91, 7 • 92
sur le transport, 7 • 93
sur les forêts, 7 • 41
sur les matières de fusion, 7 • 80
sur les ressources en eau, 7 • 28
Rédaction des lois
encourager les étudiants à se spécialiser, 7 • 60
Programme de l'Université d'Ottawa, 7 • 60
Réforme du droit pénal, 7 • 60
Réfugiés, Programme d'accueil, 7 • 21
Régime d'assistance publique du Canada, 7 • 63
Registre national du bétail canadien, 7 • 2
Règlements pour un renouveau industriel canadien, 7 • 74
Relations avec les universités, 7 • 30
Relations culturelles, 7 • 30
Remises d'impôt, de droit ou de peine, 3 • 2
Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière, 3
Répartition des dépenses de fonctionnement et de capital pour 1985-86, (Affaires extérieures), 12 • 3
Représentation internationale, 7 • 91
Ressources énergétiques, 7 • 21, 7 • 30
Revenu garanti, supplément, 7 • 66
Revues savantes, 7 • 92

S

Salon international de l'agriculture et de l'alimentation, 7 • 2
Saskatchewan
aide pour les pertes de récolte, Programme, 7 • 3
enquêtes et études sur les nappes d'eau souterraines et la lutte contre la sécheresse, 7 • 3
indemnisation *re* dommages causés par des oiseaux aquatiques migrateurs, 7 • 3
mise en place de sources d'approvisionnements fiables en eau, 7 • 3
producteurs de bétail, 7 • 3
station d'épuration, 7 • 28
Vallée Qu'Appelle, 7 • 28
Science militaire, études—Universités canadiennes, 7 • 62
Science-Nord, 7 • 70
Sciences du Nord, prix, 7 • 58
Secrétariat technique permanent, 7 • 30
Secrétariats internationaux au Canada, 7 • 91
Sécurité de la vieillesse, 7 • 66
Sécurité nucléaire, 7 • 27
Sénateurs à la retraite, pensions, 7 • 68
Service auxiliaire de sauvetage maritime, associations régionales, 7 • 94
Service de la dette publique, 8

S—*Fin*

Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles, 7 • 93
Services correctionnels et autres services complémentaires, 7 • 93
Services de construction, Fonds renouvelable des, 1
Services professionnels et spéciaux, 5
Société canadienne de la Croix Rouge, 7 • 62
Société canadienne de météorologie et d'océanographie, 7 • 28
Société canadienne des sciences judiciaires, 7 • 60
Société canadienne du cancer, Fonds Stephen Fonyo, 7 • 62
Société canadienne pour la prévention du crime, 7 • 92
Société de l'usine pilote des protéines, d'huile et d'amidon, 7 • 31
Société du Centre forestier des Maritimes, 7 • 4
Société germano-canadienne de Hanovre, 7 • 29
Société Inuvialuit régionale, 7 • 60
Société John Howard, 7 • 92
Sociétés de tir, 7 • 62
Sociétés littéraires, 7 • 8
Solliciteur général, activités complémentaires à celles du, 7 • 92
Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social), 7 • 103
Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social), 7 • 102
Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (par ministère), 10 • 8
Sommet de la commercialisation des grains, 7 • 31
Sport amateur pour les Canadiens, 7 • 66
Sportifs amateurs d'élite, 7 • 67
Stratégie de Planification de l'emploi, 7 • 7, 7 • 8
Subventions aux municipalités, 7 • 68
Subventions aux provinces, 7 • 38
Subventions et bourses, 7 • 67
Subventions du programme, 7 • 92
Surveillance des hippodromes, Fonds renouvelable de la, 1 • 40
Système d'épuration des eaux, 7 • 28
Système international de données sur les publications en série, 7 • 6

T

Technologie des sciences de la Terre et ressources minérales, 7 • 27
Télésat Canada, 7 • 5
Terre-Neuve
Autochtones, 7 • 41
construction, rénovation et amélioration des autoroutes et autres routes, 7 • 95
distribution des soins aux communautés, 7 • 64
indemnités spéciales, 7 • 98
services de traversier et de cabotage, 7 • 95
Trésorerie de, 7 • 27
Territoires du Nord-Ouest
Alliance constitutionnelle des, 7 • 59
Année internationale de la jeunesse, 7 • 58
assurance-maladie, 7 • 58
consommateurs d'électricité, 7 • 59
construction de l'hôpital Stanton—Yellowknife, 7 • 66
entente auxiliaire sur la mise en valeur des ressources naturelles, 7 • 59
paiements au, 7 • 59
programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord, 7 • 59
projet du pipe-line de Norman Wells, 7 • 58
projets spéciaux de création d'emplois, 7 • 59
soins hospitaliers, 7 • 58
subventionner la consommation d'électricité, 7 • 59
transfert du contrôle de l'hôpital général de Frobisher Bay, 7 • 66
Territories Accident Prevention Association, 7 • 58
The Innovation and Entrepreneur Management Corp (TIEM), 7 • 77

T—*Fin*

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement), 12 • 8
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé), 12 • 13
Trans Canada Pipelines, 7 • 22
Transport de pommes pour la fabrication du jus de pommes, 7 • 3
Transport des handicapés, activités de, 7 • 95
Transport des personnes âgées, 7 • 95
Transporteurs aériens régionaux, 7 • 96
Transports, appui d'études, 7 • 93
Transports, carburants de rechange, 7 • 22
Transports, recherches sur les, 7 • 93
Travail Canada, 7 • 61
Travaux d'édition, subventions pour, 7 • 92
Travaux de réparations maritimes, 7 • 68
Travaux publics—Compte des services et de la gestion, Fonds renouvelables, 1 • 43
Traversier et cabotage, prestations de services, 7 • 95
TRIUMF, 7 • 82
TV Ontario, 7 • 8

U

Union des pêcheurs des Maritimes, 7 • 39
Union internationale des télécommunications, Genève, (Suisse), 7 • 5
Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles, 7 • 28
Union interparlementaire, 7 • 68
Université(s)
aide aux petites, 7 • 91
de la Colombie-Britannique, 7 • 4
de Guelph, Collège vétérinaire, 7 • 2
de Moncton, 7 • 4
du Québec, 7 • 40
Laval, 7 • 21
Université Memorial, laboratoire de recherches sur les sciences de la mer, 7 • 39
Université Queen's, Centre for Resource Studies, 7 • 27
Urée formaldéhyde, Programme d'aide aux propriétaires, 7 • 7

V

Ventes de produits canadiens à l'étranger, 7 • 29
Vergers commerciaux, pomiculteurs, 7 • 2
Vieillissement de la population, 7 • 91

W

Writer's Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award, 7 • 94

Y

Yukon, Territoire du
Association des prospecteurs du, 7 • 58
assurance-maladie, 7 • 58
Conservation Society, 7 • 58
consommateurs d'électricité, 7 • 59
entente Canada/Yukon sur le développement économique, 7 • 59
maisons à prix modique, 7 • 58
paiements au, 7 • 59
programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord, 7 • 59
soins hospitaliers, 7 • 58
subventionner la consommation d'électricité, 7 • 59

Volume 3

Gouvernement du Canada | Government of Canada

L'hon. Monique Vézina
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1986

Volume III

Le Président du Conseil du Trésor :

Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada

Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1986

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1986-3F — au Canada: $17.30
ISBN 0-660-91783-1 — à l'étranger: $20.75

Prix sujet à changement sans préavis

Gouvernement du Canada | Government of Canada

L'hon. Monique Vézina
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1986

Volume III

Le Président du Conseil du Trésor :

Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada

Canada

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume** I présente un résumé et une analyse des opérations financières du gouvernement. Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I présente**, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

Le **volume III** donne suite aux exigences du paragraphe 153(1) de la Partie XII de la Loi sur l'administration financière, proclamée le 1er septembre 1984, stipulant que le président du Conseil du Trésor doit présenter au Parlement un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères. Le rapport énumère les sociétés d'État et les autres sociétés dans lesquelles l'État détient des actions ou dans lesquelles des actions sont détenues au nom de l'État ou d'une société d'État, à une date particulière. On retrouve également dans ce volume plusieurs renseignements, dont des données sur l'effectif et les finances ainsi que sur le total des emprunts des sociétés d'État.

Message du président

J'ai l'honneur de présenter au Parlement mon troisième rapport annuel global conformément au paragraphe 153(1) de la *Loi sur l'administration financière* (LAF). Le rapport, qui porte sur les activités des sociétés d'État mères figurant à l'annexe C de la loi, renferme maintenant des renseignements supplémentaires au sujet des sociétés d'État.

Les nouveaux renseignements ont trait aux huit sociétés d'État mères* qui sont exemptées des dispositions de présentation de rapports et de la plupart des autres dispositions de la partie XII de la loi. Ces huit sociétés revêtent une importance relative en ce qui a trait à l'emploi et la contribution annuelle du Canada à leurs activités est très importante. Les rapports précédents ne renfermaient que leurs états financiers. Grâce à l'inclusion de ces nouvelles données, les renseignements fournis au sujet des sociétés exemptées sont aussi volumineux que ceux qui ont trait aux sociétés d'État énumérées à l'annexe C de la loi.

Le contexte

Deux facteurs continuent d'influer sur le contexte dans lequel évoluent les sociétés d'État: les effets de la partie XII de la *LAF* et l'engagement pris par le gouvernement de privatiser certaines sociétés d'État.

Plus de deux ans se sont maintenant écoulés depuis que la partie XII de la *LAF* est entrée en vigueur. De plus, conformément à la législation, des règlements ont été adoptés au sujet d'une variété de questions. Au cours de ces deux premières années de mise en œuvre du cadre de contrôle et de responsabilité, un nouveau courant est apparu en ce qui concerne les sociétés d'État. En vertu de la loi, en droit et en fait, chaque société d'État doit finalement rendre compte au Parlement de ses activités par l'entremise de son ministre de tutelle. En vertu de la législation et des règlements y afférents, les parlementaires disposent de meilleurs instruments qui leur permettent d'évaluer le rendement de chaque société d'État figurant à l'annexe C, en fonction de ses objectifs avoués et de l'obliger à rendre compte.

Les documents importants présentés par les sociétés d'État comprennent les plans d'entreprise et les budgets, leurs résumés, et les rapports annuels. Ces documents sont décrits dans la loi et, dans certains cas, décrits plus en détail dans les règlements établis par le Conseil du Trésor. Maintenant que les instruments eux-mêmes ainsi que les questions comme la nature de leur contenu et la date de leur présentation ont été traités, l'accent a été déplacé du contrôle des sociétés d'État vers la question de leur obligation de rendre compte. À mesure que ce nouvel état d'esprit qui favorise l'initiative des sociétés se généralise, le plan d'entreprise et les budgets ainsi que le rapport annuel deviendront les instruments essentiels par lesquels juger de la performance et de la capacité d'adaptation à l'évolution des sociétés d'État et de leur direction.

Faits saillants de l'année

Les données figurant dans ce rapport ont été fournies par chaque société d'État pour l'exercice qui s'est terminé au plus tard le 31 juillet 1986.

À la fin de leur exercice, les 53 sociétés figurant à l'annexe C**, ainsi que leurs filiales, détenaient un actif total de 55 milliards de dollars, ce qui représente une légère hausse de 3,5 pour cent par rapport à mon dernier rapport. Les sociétés exemptées, qui figurent dans ce rapport pour la première fois, détenaient un actif total de 6,1 milliards de dollars, soit en grande partie l'actif de la Commission canadienne du blé.

* La Banque du Canada, le Conseil des Arts du Canada, la Société Radio-Canada, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, la Commission canadienne du blé, le Centre de recherche pour le développement international et la Corporation du Centre national des Arts.

** Depuis la présentation de mon dernier rapport, le Parlement a exempté l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales de la plupart des dispositions de la partie XII de la *LAF*. Par contre, deux filiales ont reçu des directives en vertu de l'article 99 de la loi de mener leurs affaires ou de faire rapport comme si elles figuraient à l'annexe C. Ces deux filiales sont: Marine Atlantique S.C.C. (anciennement CN Marine Inc.) et la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale.

Les données pour la même période indiquent que les 53 sociétés et leurs filiales en propriété exclusive employaient 187 000 personnes, soit une diminution de 5 pour cent par rapport à mon dernier rapport. Deux facteurs principaux expliquent cette baisse. Premièrement, les efforts de toutes les sociétés d'État pour assurer leur efficience au cours des deux dernières années ont entraîné une autre baisse de 3 000 employés au cours de la période de référence. Toutefois, cette diminution a été compensée par une augmentation de l'emploi chez Petro-Canada à la suite de l'acquisition de l'actif de Gulf Canada Ltée. Deuxièmement, la Société canadienne des postes indique les postes à temps plein plutôt que les années-personnes comme elle le faisait auparavant, ce qui fait que sa présentation est conforme à celle des autres sociétés et que le total des employés a diminué de 10,100.

Le financement budgétaire accordé à toutes les sociétés d'État, y compris celles qui sont exemptées des dispositions de la loi, au cours de cette période de référence a totalisé 5,5 milliards de dollars. Parmi les sociétés exemptées, les quatre sociétés à vocation culturelle* ont reçu plus de 1 milliard de dollars du Canada.

Les paiements budgétaires du Canada aux sociétés figurant à l'annexe C ont totalisé 4,4 milliards de dollars, soit une baisse de 362 millions de dollars par rapport aux données signalées l'an dernier. Cette baisse résulte du fait que les paiements versés à bon nombre de sociétés ont été quelque peu inférieurs à ceux qui avaient été versés au cours des périodes antérieures.

Une liste intégrale de toutes les sociétés à l'égard desquelles l'État détient des actions figure à la Partie II de ce rapport annuel. Parmi ces sociétés sont les entreprises mixtes et en coparticipation, dont le capital-actions est détenu en partie par le Canada. L'actif total des entreprises mixtes et des entreprises en coparticipation a atteint 8,5 milliards de dollars en 1985. La Corporation de développement du Canada intervenait pour 7,3 milliards de dollars, soit 85,9 pour cent du total.

Faits saillants de l'exercice des sociétés

Il est survenu plusieurs faits nouveaux importants au cours de l'année écoulée. On trouvera des renseignements plus complets sur les sociétés mères dans leurs rapports annuels déposés au Parlement.

La période qui vient de se terminer a été difficile pour les plus importantes sociétés d'État du Canada dans le domaine des transports. Confronté à une concurrence intensive et à l'évolution du milieu des transports, le CN a annoncé une série de mesures pénibles visant à mettre fin à la détérioration de ses résultats financiers. CN Route est en vente. La productivité s'améliore, en particulier en ce qui concerne les opérations ferroviaires. On a entrepris de réduire les dépenses en capital et de limiter l'endettement global.

VIA Rail a transporté moins de voyageurs que prévu mais, malgré les efforts de sa direction, les coûts ont augmenté, en particulier en ce qui concerne l'entretien du matériel.

En raison de la régression persistante de la circulation dans la voie maritime, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a dû puiser davantage dans ses réserves pour faire face à ses coûts d'exploitation. En raison de l'âge du canal Welland, il faudra vraisemblablement engager des dépenses supplémentaires pour rénover cette section de la voie maritime.

Les résultats financiers d'Air Canada ont également été décevants. Depuis lors, la société a entrepris un programme de réduction des coûts assorti d'une réorganisation interne afin de mieux répondre aux besoins du marché.

Des circonstances particulières ont également imposé de lourdes contraintes à d'autres sociétés. Les difficultés financières de plusieurs institutions membres, y compris la Banque commerciale du Canada et la Banque Northland, se sont traduites par un déficit cumulatif de 1,2 milliard de dollars dans le fonds de la Société d'assurance-dépôts du Canada en date du 31 décembre 1985. Pour corriger cette situation, les modifications apportées à la *Loi sur la SCADC* prévoient une augmentation importante des primes exigées en 1986.

---

* La Société Radio-Canada, le Conseil des Arts du Canada, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne et la Corporation du Centre national des Arts.

La chute du prix mondial du pétrole a obligé Petro-Canada à réduire la valeur de ses biens de 865 millions de dollars après impôt. Avec l'achat, pendant l'année, des biens de Gulf Canada Limitée pour ce qui est du raffinage, du transport et de la mise en marché dans l'ouest du Québec, Petro-Canada est devenue un chef de file parmi les vendeurs de produits pétroliers dans toutes les régions du pays.

Énergie atomique du Canada, Limitée est en train de rationaliser ses opérations afin de tenir compte du manque prolongé de nouvelles commandes d'usines nucléaires au Canada et à l'étranger. Au début de 1985, elle a décidé de fermer ses installations de production d'eau lourde; le financement des recherches nucléaires par l'État sera réduit graduellement au cours des quatre prochaines années; cependant, l'EACL compte maintenir ses activités de recherche aux niveaux actuels, ou près de ces niveaux, grâce à la participation accrue des principaux bénéficiaires, notamment les services publics provinciaux et l'industrie privée.

Malgré ce sombre tableau, certaines sociétés ont connu de bons résultats ou de meilleurs résultats que prévu.

Téléglobe Canada a connu une autre bonne année en 1985 et a réalisé un revenu net de 53 millions de dollars, ce qui lui a permis de verser 80 millions de dollars de dividendes à l'État au début de 1986.

Les résultats généraux du système portuaire (la Société canadienne des ports et les six sociétés portuaires locales) ont été favorables. La baisse prononcée du transport des grains dans les ports de l'Est a été partiellement compensée par une augmentation des expéditions de charbon dans les ports de l'Ouest. L'incertitude persistant à l'égard du volume des principales marchandises à transporter, on effectue les rajustements nécessaires dans chaque port. Tout indique que la croissance enregistrée récemment dans le transport des conteneurs se poursuivra.

La Corporation Place du Havre Canada a terminé à temps et selon son budget la construction du pavillon du Canada à EXPO 86. Ce pavillon est devenu l'un des principaux symboles d'EXPO 86. Le nombre de ses visiteurs a dépassé les prévisions de 20 pour cent.

Et enfin, la Société canadienne des postes a de nouveau cette année été en mesure de négocier des conventions avec ses syndicats sans arrêts de travail notables. Dans le Budget de février, le ministre des Finances a indiqué que l'année 1987-1988 serait la dernière pour laquelle Postes Canada peut compter que l'État prendra en charge son déficit d'exploitation. Ultérieurement, le Cabinet a ratifié des directives générales à l'intention de la société, directives qui mettent l'accent sur l'amélioration du service et des résultats financiers.

Privatisation

Un Groupe de travail ministériel sur la privatisation a été créé l'an dernier afin d'élaborer une approche stratégique et un plan de travail pour assurer la privatisation des sociétés d'État de l'annexe C et de certaines entreprises mixtes qui ne répondent plus aux objectifs de la politique publique. Sous la direction de ce groupe, un processus officiel de privatisation en trois étapes a été élaboré. La première étape, soit l'évaluation du chemin critique, consiste à repérer les questions touchant la politique, les opérations et les finances. La deuxième étape est l'élaboration du plan de privatisation qui exige la résolution des questions touchant la politique et les finances ainsi que la préparation de la société à la privatisation. La dernière étape est le dessaisissement, alors qu'il est publiquement annoncé que la société est mise en vente et que le processus de privatisation est finalisé.

Depuis la présentation du Budget de mai 1985, La Société des transports du Nord Limitée a été vendue pour 27 millions de dollars. De plus, le gouvernement a complété la vente de 21,8 millions de ses 30,7 millions d'actions de la Corporation de développement du Canada, réalisant un produit net d'environ 245 millions de dollars.

D'autres réalisations importantes doivent être soulignées. La société The de Havilland Aircraft of Canada, Limited a été vendue à Boeing pour 155 millions de dollars, ce qui comprend 90 millions de dollars en espèces à la conclusion de la transaction et un billet remboursable de 65 millions de dollars. Les Arsenaux canadiens Limitée a été vendue au groupe SNC pour 92,2 millions de dollars. Toutes les actions émises de Pêcheries Canada Inc. ont été vendues à la coopérative agro-alimentaire Purdel pour 5 millions de dollars, sous réserve de rajustements finals. En outre, les négociations devraient être conclues sous peu avec Route Canada Holdings Inc. au sujet de la vente de CN Route. Des négociations se poursuivent également avec les gouvernements des Territoires qui souhaiteraient acquérir la Commission d'énergie du Nord canadien.

Plus récemment, le gouvernement a annoncé la signature d'une lettre d'intention de vendre Canadair Limitée à Bombardier Inc. Lorsque les négociations seront terminées, le gouvernement recevra 120 millions de dollars du produit de la vente auquel s'ajoutera un montant estimatif de 173 millions de dollars de redevances sur le Challenger. Parmi les autres compagnies de la Corporation de développement des investissements du Canada, il reste à vendre Eldorado Nucléaire Limitée et Téléglobe Canada. Des discussions se tiennent actuellement avec des groupes intéressés.

Afin d'indiquer l'importance qu'accorde le gouvernement à la privatisation, le Premier ministre a nommé le 30 juin 1986 ma collègue, l'honorable Barbara McDougall, ministre d'État à la Privatisation.

La privatisation se poursuivra de façon prudente et réfléchie, selon des principes de saine gestion, de sorte que le gouvernement puisse obtenir un juste prix pour ses actifs tout en protégeant les intérêts des commettants touchés.

Politiques d'intérêt public

Équité en matière d'emploi

Le gouvernement fédéral a annoncé en mars 1985 que le Conseil du Trésor coordonnerait la mise en œuvre d'un programme d'équité en matière d'emploi pour des groupes désignés dans les sociétés d'État, soit les femmes, les personnes handicapées, les autochtones et les membres des minorités visibles.

Un certain nombre d'initiatives ont été prises par le Conseil du Trésor au cours de la dernière année afin de s'assurer de la mise en place dans les sociétés d'État d'un programme efficace répondant à la fois aux objectifs du programme fédéral et aux intérêts et aux besoins des sociétés. À l'étape de l'élaboration de la politique, des consultations intensives ont été menées avec des représentants des sociétés d'État, d'Emploi et Immigration Canada, de la Commission canadienne des droits de la personne, de Statistique Canada et de divers autres organismes, et leurs conclusions ont été examinées par des membres des groupes désignés siégeant à des comités consultatifs auprès du président du Conseil du Trésor. En avril 1986, étaient publiées la politique du Conseil du Trésor et les lignes directrices d'accompagnement relatives à la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi dans les sociétés d'État.

La Section d'équité en matière d'emploi du Secrétariat du Conseil du Trésor a déployé beaucoup d'efforts au cours de l'année pour déterminer ce dont les sociétés d'État auraient besoin pour mettre en œuvre la nouvelle politique. Le résultat a été que des séances d'information de groupe sur les aspects plus techniques de la mise en œuvre du programme ont eu lieu dans plusieurs régions à l'intention des responsables des sociétés d'État qui demandaient de l'aide.

Je suis heureux de pouvoir dire que la haute direction des sociétés d'État a manifesté fermement son appui et son enthousiasme au programme d'équité en matière d'emploi. Des stratégies sont élaborées pour que le Secrétariat du Conseil du Trésor offre de l'aide aux sociétés d'État pour asseoir le programme sur des bases solides sur lesquelles les sociétés d'État élaboreront et mettront en œuvre leur propre plan d'action à compter de 1987-1988.

Langues officielles

Les sociétés d'État mères et leurs filiales en propriété exclusive sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les langues officielles*. Elles sont donc tenues d'offrir leurs services au public dans les deux langues officielles, à leur siège social, dans la région de la Capitale nationale et là où la demande est importante. Même si les services ne sont pas toujours offerts en français dans les régions où la demande est importante à l'extérieur de la région de la Capitale nationale et du Québec, des progrès sont réalisés.

Le Conseil du Trésor continue d'aider les sociétés d'État à mettre en œuvre les objectifs du gouvernement touchant les langues officielles. En 1985, le Secrétariat a consulté les principales sociétés d'État mères au sujet des répercussions de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*, afin que les politiques sur les langues officielles soient appliquées de façon raisonnable à leurs filiales en propriété exclusive et compte tenu de la diversité des mandats, des activités et de la localisation.

Règlements

Voici les règlements qui ont été promulgués depuis la présentation de mon dernier rapport annuel:

Règlement sur les emprunts des sociétés d'État, modification—16 janvier 1986, DORS/86-143.

Règlement sur les plans d'entreprise et les budgets des sociétés d'État (présentation matérielle, contenu, date de présentation et période visée) — 29 juillet 1986, DORS/86-828.

Voici une liste des autres règlements établis et promulgués conformément à la partie XII de la *LAF*:

Règlement général sur les sociétés d'État (avis, aliénation des biens des sociétés mandataires, rémunération et règlements administratifs) — 31 août 1984, DORS/84-743, modifié le 5 juillet 1985, DORS/85-643.

Règlement sur les emprunts des sociétés d'État (transactions, approbations, exemptions) — 31 août 1984, DORS/84-742, modifié le 7 mars 1985, DORS/85-230, modifié le 12 septembre 1985, DORS/85-902.

Règlement sur les modalités de temps du dépôt des résumés des sociétés d'État — 30 janvier 1985, DORS/85-128.

Il est manifeste d'après ce qui précède que l'année dernière a été difficile pour de nombreuses sociétés d'État. Il faut cependant se rappeler que le rôle des sociétés d'État est de servir les objectifs de la politique publique, objectifs dont il faut tenir compte lorsqu'on examine leurs résultats. En outre, de nombreuses sociétés d'État se ressentent également des effets des glissements dans l'économie, tout comme les sociétés du secteur privé.

Je suis heureux des progrès réalisés dans la gestion du portefeuille des sociétés d'État du gouvernement. Beaucoup de travail a été accompli au cours des deux dernières années afin d'établir les systèmes sur lesquels repose le principe du contrôle et de l'obligation de rendre compte.

Dans mon prochain rapport annuel au Parlement, je compte vivement faire part des nouveaux progrès accomplis par l'administration fédérale pour réduire son portefeuille de participations dans les sociétés.

Robert R. de Cotret

TABLE DES MATIÈRES

Page

PARTIE I Rapport global des activités de toutes les sociétés d'État mères

1. Introduction à la Partie I ... 3

2. Tableau 1: Situation financière des sociétés d'État mères ... 6

3. Tableau 2: Emploi, emprunts et paiements budgétaires du Canada des sociétés d'État mères ... 8

4. Pages récapitulatives et états financiers vérifiés des sociétés d'État mères

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent ... 14
Administration de pilotage de l'Atlantique ... 26
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée ... 31
Administration de pilotage des Laurentides ... 35
Administration de pilotage du Pacifique ... 39
Air Canada ... 43
Arsenaux canadiens Limitée, Les ... 49
Associés Mingan Ltée, Les ... 51
Banque du Canada ... 53
Banque fédérale de développement ... 57
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd. ... 62
Canagrex ... 65
Centre de recherches pour le développement international ... 69
Centre international d'exploitation des océans ... 75
Commission canadienne du blé ... 79
Commission canadienne du lait ... 98
Commission de la Capitale nationale ... 105
Commission d'énergie du Nord canadien ... 110
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada ... 116
Conseil canadien des normes ... 125
Conseil des Arts du Canada ... 129
Construction de défense (1951) Limitée ... 136
Corporation commerciale canadienne ... 140
Corporation de développement des investissements du Canada ... 144
Corporation du Centre national des Arts ... 167
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La ... 174
Corporation Place du Havre Canada ... 177
Énergie atomique du Canada, Limitée ... 181
Harbourfront Corporation ... 186
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales ... 191
Loto Canada Inc. ... 195
Marine Atlantique S.C.C. (auparavant CN Marine Inc.) ... 198
Monnaie royale canadienne ... 203
Office canadien des provendes ... 208
Office canadien du poisson salé ... 212
Office de commercialisation du poisson d'eau douce ... 216
Pêcheries Canada Inc. ... 220
Petro-Canada ... 229
Societa a responsabilita limitata Immobiliare San Sebastiano ... 242
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée ... 244
Société canadienne des ports ... 248
Société canadienne des postes ... 255
Société canadienne d'hypothèques et de logement ... 261
Société d'assurance-dépôts du Canada ... 270

Page

Société de construction des musées du Canada Inc. 275
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne 280
Société de développement du Cap-Breton 285
Société du crédit agricole 299
Société du port de Halifax 304
Société du port de Montréal 308
Société du port de Prince Rupert 312
Société du port de Québec 316
Société du port de St. John's 320
Société du port de Vancouver 324
Société immobilière du Canada Limitée 328
Société pour l'expansion des exportations 344
Société Radio-Canada 352
St. Anthony Fisheries Limited 358
Téléglobe Canada 360
Uranium Canada, Ltée 367
VIA Rail Canada Inc. 369

PARTIE II Sociétés d'État et autres participations

1. Introduction à la Partie II 377

2. Résumé statistique 378

3. Répertoire des sociétés et entreprises:
   - .1 Sociétés d'État mères, filiales en propriété exclusive, autres filiales et sociétés affiliées 379
   - .2 Entreprises mixtes et en coparticipation 386
   - .3 Autres entités 387
   - .4 Organismes internationaux 389
   - Annexe A: Sociétés ajoutées à la Partie II ou radiées 390

4. Renseignements sur les sociétés
   - .1 Entreprises mixtes et en coparticipation 392
   - .2 Autres entités 395
   - .3 Organismes internationaux 401

PARTIE I

RAPPORT GLOBAL DES ACTIVITÉS DE TOUTES LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

INTRODUCTION À LA PARTIE I

La Partie I de ce Rapport annuel consigne comme suit les activités financières des sociétés d'État mères:

- Les tableaux 1 et 2 présentent des données d'ensemble sur la situation financière et l'effectif de 60 sociétés d'État, y compris:
  - les 51 sociétés d'État mères énumérées à l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière* (LAF), au cours des 12 mois se terminant le 31 juillet 1986;
  - deux filiales de ces sociétés, auxquelles, par décret du gouverneur en conseil, les dispositions des sections I à IV de la partie XII de la LAF s'appliquent en vertu de l'article 97(2) de cette loi, et
  - sept sociétés d'État mères auxquelles l'article 96(1) de la loi donne exemption des dispositions ci-nommées.
- La Partie I comprend également, pour la période indiquée, les états financiers vérifiés de chacune des 60 sociétés susmentionnées et de la Banque du Canada.
- Une page récapitulative contenant des renseignements essentiels sur la société et présentant un résumé des données financières relatives à plusieurs années de fonctionnement précède chaque série d'états vérifiés.

Les tableaux montrent qu'à la fin des périodes rapportées par les 60 sociétés, l'actif total s'établissait à 61.2 milliards de dollars, et l'effectif, à 200,000 employés. Pendant la période visée par ce rapport, leurs nouveaux emprunts nets du secteur privé ont augmenté de 1.9 milliard. Cependant, vu que les exercices varient selon la société, les totaux indiqués ne correspondent pas à une seule date ou à une période unique.

Les tableaux

Les tableaux 1 et 2 ci-après donnent suite à l'exigence de la *Loi sur l'administration financière* (LAF) voulant que soient présentées les données financières de chaque société, y compris les données ayant trait à l'emploi et au total des emprunts. Les données se rapportent aux «exercices financiers se terminant au plus tard le 31 juillet» 1986, et les totaux ne se rapportent donc pas à une seule et même période de 12 mois.

Les données portent sur 60 sociétés, soit: 51 inscrites à l'annexe C de la LAF au cours de la période visée; deux filiales, CN Marine Inc. (rebaptisée Marine Atlantique S.C.C.) et La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, ayant reçu la directive de se soumettre aux exigences des sociétés mères ou de faire rapport comme elles; et sept des huit sociétés qui, en vertu de l'article 96 de la LAF, ne doivent pas être inscrites aux annexes. La dernière société exempte, la Banque du Canada, ne figure pas aux tableaux à cause de la nature unique de ses données financières (voir page récapitulative).

Les données s'accordent aux principes suivants:

- **Fins d'exercices:** Les exercices clos le 31 décembre se rapportent à 1985; les autres fins d'exercices se rapportent à 1986, sauf pour les deux exceptions annotées.
- **Données sur l'emploi:** Les données portent sur le personnel à plein temps. Elles se rapportent aux sociétés mères et à toutes leurs filiales. Les «Notes» indiquent les cas spéciaux. La Banque du Canada (2,341 employés) est exclue.
- **Données sur les nouveaux emprunts nets:** Les données comprennent les changements au cours de l'exercice de chaque société dans les montants de principal impayé relatifs aux emprunts à court et à long termes, et aux locations-acquisitions. Dans la mesure du possible, elles ne tiennent pas compte des ajustements résultant des variations dans les taux de change ou des transferts d'actifs et de dettes connexes, comme ceux ayant eu lieu entre les administrations des ports.
- **Paiements budgétaires:** Ces paiements comprennent les fonds versés aux sociétés mères ainsi que les fonds versés directement à leurs filiales. Sont exclus les paiements versés à une classe générale de récipiendaires. (Des exemples de tels paiements exclus sont les coûts de remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies et les paiements d'encouragement du secteur pétrolier.) Les données pour la Société canadienne des postes incluent les subsides pour les envois de catégorie culturelle.

Tableau 1

Situation financière des sociétés d'État mères

(Données de la fin de l'année financière pour les exercices se terminant au plus tard le 31 juillet 1986)

Annexe de la LAF	Exercice clos le	Actif total	Passif à court terme	Passif à long terme	Avoir des actionnaires
			(en millions de dollars)		
C-I:					
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	31 mars	645.3	15.3	222.3	407.7
Administration de pilotage de l'Atlantique	31 décembre	1.2	0.8	1.0	(0.6)
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée.	31 décembre	2.0	3.9	3.3	(5.2)
Administration de pilotage des Laurentides	31 décembre	6.3	5.9	0.7	(0.3)
Administration de pilotage du Pacifique	31 décembre	5.0	1.6	0.5	2.9
Arsenaux canadiens Limitée, Les[1]	31 mars	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Associés Mingan Ltée, Les[1]	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	31 mars	1,595.0	663.7	724.4	206.9
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	31 décembre	1.0	0.3	négl.	0.7
Canagrex	31 mars	0.3	0.1	néant	0.2
Centre international d'exploitation des océans	31 mars	0.1	0.1	négl.	négl.
CN Marine Inc.[6] (rebaptisée Marine Atlantique S.C.C.)	31 décembre	361.5	31.1	46.7	283.7
Commission canadienne du lait[2]	31 juillet	333.6	333.6	néant	négl.
Commission de la Capitale nationale	31 mars	306.5	17.6	4.5	284.4
Commission d'énergie du Nord canadien	31 mars	268.7	30.1	229.1	9.5
Conseil canadien des normes	31 mars	3.3	0.8	0.3	2.2
Construction de défense (1951) Limitée	31 mars	2.6	2.8	2.9	(3.1)
Corporation commerciale canadienne	31 mars	399.5	363.8	néant	35.7
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La[6]	31 décembre	13.2	13.2	néant	négl.
Corporation Place du Havre Canada	31 mars	145.2	12.5	néant	132.7
Énergie atomique du Canada, Limitée	31 mars	1,107.0	157.9	772.3	176.8
Harbourfront Corporation	31 mars	36.3	36.0	néant	0.3
Loto Canada Inc.	31 mars	néant	néant	néant	néant
Monnaie royale canadienne	31 décembre	115.9	80.6	34.3	1.0
Office canadien des provendes	31 mars	2.5	1.9	0.1	0.5
Office canadien du poisson salé	31 mars	16.6	21.3	0.7	(5.4)
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	30 avril	25.5	23.6	néant	1.9
Pêcheries Canada Inc.	31 décembre	15.9	3.8	3.4	8.7
Societa a responsabilita limitata Immobiliare San Sebastiano[1]	31 décembre	0.1	négl.	néant	0.1
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	31 mars	1.1	0.5	0.2	0.4
Société canadienne des postes	31 mars	2,451.4	517.9	357.6	1,575.9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	31 décembre	10,051.1	197.4	9,803.7	50.0
Société d'assurance-dépôts du Canada[3]	31 décembre	1,676.4	40.9	2,870.9	(1,235.4)
Société de construction des musées du Canada Inc.	31 mars	100.3	8.9	néant	91.4
Société de développement du Cap-Breton	31 mars	453.9	52.6	néant	401.3
Société du crédit agricole	31 mars	5,015.0	244.3	4,763.0	7.7

Société immobilière du Canada Limitée[1]	31 mars	négl.	négl.	négl.	néant
Société pour l'expansion des exportations	31 décembre	7,296.1	2,336.0	4,064.0	896.1
St. Anthony Fisheries Limited[1]	31 mars	négl.	néant	néant	négl.
Uranium Canada, Ltée	31 décembre	négl.	néant	néant	négl.
VIA Rail Canada Inc.	31 décembre	898.6	172.2	14.6	711.8
C-I, Total[6]		33,354.0	5,393.0	23,920.5	4,040.5
C-II:					
Air Canada	31 décembre	2,589.5	628.1	1,448.3	513.1
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	31 décembre	8,138.8	1,486.6	3,233.7	3,418.5
Corporation de développement des investissements du Canada	31 décembre	642.1	156.6	néant	485.5
Petro-Canada	31 décembre	8,846.1	2,063.5	3,140.2	3,642.4
Société canadienne des ports	31 décembre	231.3	14.0	124.4	92.9
Société du port de Halifax	31 décembre	60.2	5.2	31.2	23.8
Société du port de Montréal	31 décembre	253.7	11.9	244.1	(2.3)
Société du port de Prince Rupert	31 décembre	81.2	1.4	87.6	(7.8)
Société du port de Québec	31 décembre	88.0	3.8	0.8	83.4
Société du port de St. John's	31 décembre	16.9	1.7	2.0	13.2
Société du port de Vancouver	31 décembre	242.7	14.3	109.4	119.0
Téléglobe Canada	31 décembre	524.9	107.9	109.6	307.4
C-II, Total		21,715.4	4,495.0	8,531.3	8,689.1
Annexe C, Total		55,069.4	9,888.0	32,451.8	12,729.6
Sociétés exemptes (non inscrites aux annexes de la Loi):					
Centre de recherches pour le développement international	31 mars	16.7	13.2	2.4	1.1
Commission canadienne du blé[2]	31 juillet	5,210.1	4,744.9	79.9	385.3
Conseil des Arts du Canada	31 mars	140.1	25.2	1.0	113.9
Corporation du Centre national des Arts	31 août	14.7	14.3	0.4	négl.
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	31 mars	1.9	0.1	néant	1.8
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	31 mars	13.0	2.7	0.2	10.1
Société Radio-Canada	31 mars	742.8	160.6	124.1	458.1
Total, sociétés exemptes		6,139.3	4,961.0	208.0	970.3
Total, sociétés d'État mères à l'exception de la Banque du Canada		61,208.7	14,849.0	32,659.8	13,699.9

Voir «Notes» suivant ces tableaux.

Tableau 2

Sociétés d'État mère:

Emploi, emprunts et paiements budgétaires des sociétés d'État pour les exercices se terminant au plus tard le 31 juillet 1986

Annexe de la LAF	Exercice clos le	Emplois	Durant les exercices — Nouveaux emprunts nets plus locations-acquisitions; du (remboursés au) secteur privé	du (remboursés au) Canada	Paiements budgétaires du Canada
			(en millions de dollars)		
C-I:					
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	31 mars	1,016	néant	néant	néant
Administration de pilotage de l'Atlantique[5]	31 décembre	79	0.3	négl.	0.6
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée[5]	31 décembre	142	néant	néant	3.4
Administration de pilotage des Laurentides[5]	31 décembre	293	0.3	néant	2.0
Administration de pilotage du Pacifique[5]	31 décembre	153	néant	négl.	néant
Arsenaux canadiens Limitée, Les	31 mars	737	s.o.	s.o.	néant
Associés Mingan Ltée, Les[1]	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	31 mars	1,232	161.1	(119.0)	25.9
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Canagrex	31 mars	néant	néant	néant	néant
Centre international d'exploitation des océans	31 mars	15	néant	néant	1.1
CN Marine Inc.[6] (rebaptisée Marine Atlantique S.C.C.)	31 décembre	2,575	néant	néant	141.1
Commission canadienne du lait[2,5]	31 juillet	71	néant	53.9	314.4
Commission de la Capitale nationale	31 mars	794	néant	(26.3)	81.0
Commission d'énergie du Nord canadien	31 mars	322	néant	(4.1)	néant
Conseil canadien des normes	31 mars	76	néant	néant	5.4
Construction de défense (1951) Limitée	31 mars	272	néant	néant	14.3
Corporation commerciale canadienne	31 mars	118	néant	néant	15.8
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La[6]	31 décembre	15	néant	2.3	20.3
Corporation Place du Havre Canada	31 mars	181	néant	néant	56.2
Énergie atomique du Canada, Limitée	31 mars	5,540	(11.1)	(71.6)	275.1
Harbourfront Corporation	31 mars	133	néant	néant	6.1
Loto Canada Inc.	31 mars	néant	néant	néant	néant
Monnaie royale canadienne	31 décembre	731	(0.2)	18.0	néant
Office canadien des provendes	31 mars	23	néant	néant	16.8
Office canadien du poisson salé	31 mars	39	néant	5.1	néant
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	30 avril	250	(0.3)	1.1	néant
Pêcheries Canada Inc.	31 décembre	641	1.2	néant	néant
Societa a responsabilita limitata Immobiliare San Sebastiano[1]	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	31 mars	27	néant	néant	0.4
Société canadienne des postes[4,5]	31 mars	52,771	néant	néant	409.4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	31 décembre	2,884	néant	(187.2)	1,656.1

Société d'assurance-dépôts du Canada	31 décembre	22	58.7	956.2	néant
Société de construction des musées du Canada Inc.	31 mars	23	néant	néant	46.5
Société de développement du Cap-Breton	31 mars	3,624	néant	(10.8)	120.1
Société du crédit agricole	31 mars	571	413.6	(214.3)	néant
Société immobilière du Canada Limitée[1]	31 mars	127	néant	néant	19.4
Société pour l'expansion des exportations[4]	31 décembre	577	731.5	(103.2)	néant
St. Anthony Fisheries Limited[1]	31 mars	néant	néant	néant	néant
Uranium Canada, Ltée	31 décembre	néant	néant	néant	néant
VIA Rail Canada Inc.	31 décembre	4,178	néant	néant	631.4
C-I, Total[6]		80,252	1,355.1	300.1	3,862.8
C-II:					
Air Canada	31 décembre	22,134	177.7	(32.0)	néant
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	31 décembre	61,124	437.0	(8.8)	9.0
Corporation de développement des investissements du Canada[5]	31 décembre	10,196	(1,116.9)	néant	500.0
Petro-Canada	31 décembre	10,565	576.1	néant	néant
Société canadienne des ports[5]	31 décembre	297	néant	négl.	14.1
Société du port de Halifax	31 décembre	105	néant	néant	néant
Société du port de Montréal	31 décembre	670	néant	(0.3)	néant
Société du port de Prince Rupert	31 décembre	12	néant	néant	0.3
Société du port de Québec	31 décembre	91	néant	néant	néant
Société du port de St. John's	31 décembre	18	néant	néant	néant
Société du port de Vancouver	31 décembre	224	néant	(0.2)	néant
Téléglobe Canada	31 décembre	1,180	(1.8)	(1.3)	néant
C-II, Total		106,616	72.1	(42.6)	523.4
Annexe C, Total		186,868	1,427.2	257.5	4,386.2
Sociétés exemptes (non inscrites aux annexes de la Loi):					
Centre de recherches pour le développement international	31 mars	444	(0.3)	néant	86.0
Commission canadienne du blé[2,5]	31 juillet	489	436.3	néant	néant
Conseil des Arts du Canada	31 mars	222	néant	néant	74.2
Corporation du Centre national des Arts	31 août	288	0.8	(0.1)	15.3
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	31 mars	18	néant	néant	2.5
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	31 mars	77	néant	néant	75.9
Société Radio-Canada	31 mars	11,581	néant	néant	857.3
Total, sociétés exemptes		13,119	436.8	(0.1)	1,111.2
Total, sociétés d'État mères à l'exception de la Banque du Canada		199,987	1,864.0	257.4	5,497.4

Voir «Notes» suivant ces tableaux.

Notes afférentes aux tableaux

1. Aucun état financier consolidé vérifié n'était disponible pour certaines sociétés pour la période visée au moment de la mise sous presse du Rapport. Des *données provisoires* sont fournies à l'égard de la société:

   Les associés Mingan, Ltée
   Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano
   Société immobilière du Canada Limitée

2. Les données à l'égard de la Commission canadienne du blé et de la Commission canadienne du lait sont tirées d'états financiers vérifiés couvrant une période autre que celle visée par ce rapport, soit la période de 12 mois se terminant le 31 juillet 1985.

3. Le montant d'avoir du Canada dans la Société d'assurance-dépôts du Canada tient compte du Fonds d'assurance-dépôts de la société.

4. Les données sur le financement de la Société pour l'expansion des exportations se rapportent au compte corporatif. Les paiements budgétaires à la Société canadienne des postes incluent les subsides à l'égard des envois de catégorie culturelle.

5. Les données sur l'emploi:

   - de la Commission canadienne du lait et de la Commission canadienne du blé datent du 1er juin 1986;
   - de la Corporation de développement des investissements du Canada incluent les emplois de Eldorado Nucléaire Limitée, de Canadair Limitée et de la société The de Havilland Aircraft of Canada, Limited, outre ceux de la société mère;
   - de la Société canadienne des ports n'incluent pas les emplois dans les ports locaux nommés dans ces tableaux;
   - de la Société canadienne des postes étaient rapportées auparavant sur la base des années-personnes;
   - des quatre administrations de pilotage incluent les pilotes contractuels.

6. CN Marine Inc. (Marine Atlantique S.C.C.) et La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, figurent parmi les sociétés de l'annexe C-I bien qu'elles ne soient pas inscrites à l'annexe C. Elles ont reçu des directives en vertu de l'article 97(2) de la *LAF*, de mener leurs affaires ou de faire rapport comme si elles figuraient à l'annexe C.

4.1

PAGES RÉCAPITULATIVES ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

Une page récapitulative précède les états financiers vérifiés de chacune des sociétés d'État mères.

Chaque page récapitulative présente des renseignements de base relatifs au mandat de la société, à ses origines et à sa situation actuelle, ainsi que les noms de ses cadres supérieurs en date du 1[er] octobre 1986. De plus, l'état financier récapitulatif présente, entre autres, des renseignements ayant trait aux engagements (qui représentent le montant impayé du capital des emprunts à court et à long termes et les autres fonds à rembourser, plus les locations-acquisitions) et des détails sur l'argent fourni à la société et à ses filiales par le Canada. Les sommes non budgétaires qui figurent dans l'état financier récapitulatif comprennent les infusions de capital social ainsi que le financement de prêts.

Les valeurs entre parenthèses (   ) représentent un déficit dans le cas des actifs ou des avoirs et un versement net au Fonds du revenu consolidé dans le cas de l'argent reçu du Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

MANDAT

Construire, exploiter et entretenir les canaux, les ponts, les ouvrages et autres biens immobiliers ayant un rapport avec la voie navigable en eau profonde située entre le Port de Montréal et le lac Érié, connue sous le nom de Voie maritime du Saint-Laurent.

ANTÉCÉDENTS

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été créée en 1954 afin de construire et d'exploiter la voie maritime de concert avec une administration appropriée des États-Unis et de construire, entretenir et exploiter des ponts et autres ouvrages et biens immobiliers connexes, comme le gouverneur en conseil le juge nécessaire. L'Administration exploite 13 écluses et 21 ponts mobiles au Canada le long de la voie ainsi que 4 ponts surélevés qui franchissent le fleuve Saint-Laurent. Deux écluses aux États-Unis sont exploitées par la Saint-Lawrence Seaway Development Corporation.

Une filiale à part entière, la Corporation du Pont international de la voie maritime Ltée, a été créée en 1962 afin d'administrer le pont international à Cornwall (Ontario). Une seconde filiale à part entière, les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, a été créée afin d'administrer les deux ponts surélevés à Montréal lorsque la responsabilité de ceux-ci a été transférée du Conseil des ports nationaux en 1978. Une troisième filiale à part entière, l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée, est une société d'État mère aux fins de la *Loi sur l'administration financière*. La travée canadienne du pont des Mille-Îles à Lansdowne (Ontario) est directement administrée par l'Administration depuis la cession de cette propriété au Canada en 1976.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Place de Ville Tour A 18ᵉ étage 320, rue Queen Ottawa (Ontario) K1R 5A3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1ᵉʳ juillet 1954; article 3 de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent* (S.R.C. 1970, c. S-1)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	W.A. O'Neil
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	645.3	668.9	668.2	664.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	210.0	210.0	210.0	210.0
Avoir du Canada	407.7	432.5	434.6	434.3
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
—budgétaire	néant	3.0	3.0	néant
—non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	2,248	13,467
Dépôt en fidéicommis (note 3)	1,863	
Obligations du Canada	13,296	
Débiteurs	1,526	3,092
Intérêts courus à recevoir	1,726	2,197
Stocks de fournitures	2,779	2,432
	23,438	21,188
Débiteurs à long terme (note 4)	309	455
Placements		
Obligations du Canada (note 5)	15,810	36,558
Dépôts auprès du Fonds du revenu consolidé (note 6)	13,000	13,000
Filiales (note 7)	10	10
	28,820	49,568
Immobilisations (note 8)	592,760	597,657
	645,327	668,868

PASSIF	1986	1985
À court terme		
Créditeurs	4,869	3,677
Frais courus (note 3)	10,468	9,799
	15,337	13,476
À long terme		
Prestations de cessation d'emploi courues	12,250	12,897
Intérêts reportés (note 9)	210,000	210,000
	222,250	222,897
	237,587	236,373
Éventualités (note 12)		
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 9)	624,950	624,950
Déficit	(217,210)	(192,455)
	407,740	432,495
	645,327	668,868

Approuvé:

le Président
W. A. O'NEIL

le Contrôleur et Trésorier
R. J. FORGUES

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986					1985
	Secteur Montréal-lac Ontario	Secteur Welland	Total Voie Maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Revenus						
Péage	24,538	23,260	47,798		47,798	59,462
Baux et permis	456	1,835	2,291	85	2,376	2,382
Autre revenu	488	558	1,046	770	1,816	2,069
	25,482	25,653	51,135	855	51,990	63,913
Dépenses						
Exploitation	6,867	10,316	17,183		17,183	16,046
Entretien	9,695	15,001	24,696	127	24,823	30,876
Administration	4,418	4,544	8,962	255	9,217	8,809
Bureau central	3,717	4,822	8,539	36	8,575	8,413
Amortissement	4,221	4,826	9,047	32	9,079	8,851
Prestations de cessation d'emploi	622	865	1,487		1,487	1,203
	29,540	40,374	69,914	450	70,364	74,198
Bénéfice (perte) d'exploitation avant les éléments inhabituels	(4,058)	(14,721)	(18,779)	405	(18,374)	(10,285)
Éléments inhabituels (note 13)	(1,431)	(10,843)	(12,274)		(12,274)	
Bénéfice (perte) d'exploitation	(5,489)	(25,564)	(31,053)	405	(30,648)	(10,285)
Revenus de placement	2,547	3,305	5,852	41	5,893	7,049
Bénéfice (perte) pour l'exercice avant le poste extraordinaire	(2,942)	(22,259)	(25,201)	446	(24,755)	(3,236)
Redressement définitif pour le règlement d'une réclamation						1,134
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(2,942)	(22,259)	(25,201)	446	(24,755)	(2,102)

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986			1985
	Voie Maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Déficit (bénéfices non répartis) au début de l'exercice	194,050	(1,595)	192,455	190,353
Perte (bénéfice net) pour l'exercice	25,201	(446)	24,755	2,102
Déficit (bénéfices non répartis) à la fin de l'exercice	219,251	(2,041)	217,210	192,455

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986			1985
	Voie Maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Provenance des fonds				
Exploitation				
Bénéfice (perte) pour l'exercice avant le poste extraordinaire	(25,201)	446	(24,755)	(3,236)
Éléments n'exigeant aucune mise de fonds				
Amortissement	9,047	32	9,079	8,851
Prestations de cessation d'emploi	1,487		1,487	1,203
Perte (gain) à l'aliénation d'immobilisations	175		175	146
	(14,492)	478	(14,014)	6,964
Redressement définitif pour le règlement d'une réclamation				1,134
Réduction des débiteurs à long terme	146		146	140
Produit de la vente d'obligations du Canada	7,452		7,452	962
Virement d'obligations du Canada à l'actif à court terme	13,296		13,296	
	6,402	478	6,880	9,200
Utilisation des fonds				
Additions aux immobilisations	4,357		4,357	4,559
Virement des prestations de cessation d'emploi courues au passif à court terme	2,134		2,134	731
Dépôt auprès du Fonds du revenu consolidé				8,000
	6,491		6,491	13,290
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(89)	478	389	(4,090)
Fonds de roulement au début de l'exercice	7,487	225	7,712	11,802
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	7,398	703	8,101	7,712

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoir et objectifs

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été constituée en 1954 en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et elle est classifiée en tant que société d'État mère à l'Annexe «C» de la partie I de la Loi sur l'administration financière.

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été constituée en 1954 en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et elle est classifiée en tant que société d'État mère à l'Annexe «C» de la partie I de la Loi sur l'administration financière.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici un sommaire des principales conventions comptables.

a) Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent du matériel et des fournitures utilisés à l'exploitation et l'entretien de la Voie maritime et ils sont enregistrés au prix coûtant.

b) Placements dans les filiales

Les placements dans les filiales en propriété exclusive sont comptabilisés au prix coûtant. Les états financiers des filiales n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers parce que les changements dans l'avoir des filiales ne s'accumulent pas à l'Administration. Des états financiers vérifiés distincts pour chaque société filiale sont disponibles au public.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant. Les remplacements et les améliorations importantes qui augmentent la capacité du système de la voie navigable en eau profonde ou qui prolongent les durées utiles estimatives des éléments d'actif actuels sont capitalisés. Les dépenses de réparation et d'entretien sont imputées aux résultats au moment où elles sont faites. Le coût des éléments d'actif vendus, retirés ou abandonnés ainsi que l'amortissement cumulé s'y rapportant, sont supprimés des comptes lors de l'aliénation. Les gains ou les pertes lors de l'aliénation sont crédités ou imputés aux résultats.

L'amortissement est enregistré selon la méthode linéaire, d'après les durées utiles estimatives des éléments d'actif.

d) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des prestations particulières lors de leur cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. L'élément de passif à l'égard de ces prestations est inscrit aux comptes au fur et à mesure que s'accumulent les prestations pour les employés.

e) Régime de retraite

Tous les employés de l'Administration font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de l'Administration. Ces contributions représentent le passif total de l'Administration et elles sont comptabilisées de façon courante.

f) Pont des Mille-Îles

En septembre 1976, le ministre des Transports a confié à l'Administration la gestion et l'exploitation du Pont des Mille-Îles tandis que la valeur immobilisée était dévolue à Sa Majesté, du chef du Canada. Les dépenses en capital effectuées subséquemment par l'Administration pour améliorer le Pont ont été inscrites aux immobilisations. Les bénéfices non répartis du Pont représentent ses bénéfices accumulés depuis septembre 1976.

Les présents états financiers déclarent de manière distincte l'exploitation du Pont des Mille-Îles en prenant pour acquis que sa gestion et son exploitation par l'Administration sont autonomes par rapport à l'exploitation de la voie maritime.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Suite*

3. Dépôt en fidéicommis

En attendant l'achèvement de l'opération visant le règlement avec les chemins de fer à propos du contournement de Welland, l'Administration a viré des fonds pour le paiement en entier à un compte en fidéicommis, et une somme équivalente fait partie des frais courus.

4. Débiteurs à long terme

L'Administration a conclu des accords contractuels à long terme pour la vente d'une parcelle de terrain et pour le recouvrement du coût qui est associé à la construction de certaines installations. Les débiteurs à long terme suivants n'avaient pas été réglés au 31 mars:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Une créance venant à échéance en juillet 1986 et portant intérêt à 5¼%, comportant le remboursement annuel d'une somme de $99,519, capital et intérêts réunis		94
Une créance venant à échéance en 1995 et portant intérêt à 5½%, comportant le remboursement annuel d'une somme de $28,000, capital et intérêts réunis	173	191
Une créance venant à échéance en 1990 et ne portant pas intérêt, comportant le remboursement annuel d'une somme de $33,952	136	170
	309	455

5. Obligations du Canada

Les placements à long terme en obligations du Canada, mis à part par l'Administration afin d'établir une provision quant aux grands projets d'amélioration des immobilisations à venir, se détaillent comme il suit au 31 mars:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Coût, échéance à des dates diverses jusqu'en 2003	15,810	36,558
Valeur au pair	16,000	37,000
Valeur au marché	16,616	33,467

6. Dépôts auprès du Fonds du revenu consolidé

Les dépôts auprès du Fonds du revenu consolidé qui portent intérêt, mis à part par l'Administration afin d'établir une provision quant aux versements futurs de prestations de cessation d'emploi, viennent à échéance le 31 mars 1989.

7. Filiales et apparentés

Les placements dans les filiales en propriété exclusive comportent les éléments suivants:

	Nombre d'actions	Coût
		$
L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée (A.p.G.L.)	15	1,500
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée (P.J.C.C.)	1	100
La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée (C.P.i.V.m.)	8	8,000
		9,600

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1986, l'Administration a fourni à la P.J.C.C. certains services administratifs pour lesquels elle a réclamé $581,000 (1985—$550,000). Au 31 mars 1986, la somme de $76,000 n'était pas réglée (1985—$46,000).

Chaque année civile, la C.P.i.V.m. verse une redevance d'utilisation à l'Administration (1985—$307,000; 1984—$304,000) afin d'amortir, pour l'Administration, les frais de construction et d'intérêt reliés au Pont du chenal nord. Au 31 mars 1986, $11.6 millions (1985—$11.9 millions) en frais de construction et d'intérêt n'avaient pas été amortis.

La Garde côtière canadienne fournit à l'Administration les services d'aide à la navigation. L'honoraire versé par l'Administration pour ce service en 1985-86 s'est élevé à $525,000 ($500,000 en 1984-85).

8. Immobilisations

	Taux d'amortissement	1986 Coût	1986 Amortissement cumulé	1986 Valeur nette	1985 Valeur nette
		(en milliers de dollars)			
Voie maritime					
Terrain		30,600		30,600	30,654
Chenaux et canaux	1%	249,108	63,692	185,416	187,892
Écluses	1%	235,988	80,404	155,584	157,926
Ponts et tunnels	2%	86,587	34,482	52,105	53,453
Bâtiments	2%	12,124	6,256	5,868	6,015
Matériel	2-20%	17,431	8,234	9,197	8,360
Travaux de réfection	1%	134,531	24,009	110,522	111,876
Intérêt lors des travaux de construction		32,822		32,822	32,822
Ouvrages en voie de construction		9,309		9,309	7,289
		808,500	217,077	591,423	596,287
Pont des Mille-Îles Améliorations	2%	1,552	215	1,337	1,370
		810,052	217,292	592,760	597,657

Puisque l'intérêt non acquitté sur les emprunts auprès du Canada pourrait être remis (voir la note 9), aucune provision pour l'amortissement n'a été établie sur l'intérêt de $32.8 millions capitalisé lors des travaux de rénovation du canal de Welland.

À la suite d'incidents récents et vu l'âge du Canal Welland, l'Administration a embauché des experts-conseils pour en faire l'examen en détail et faire rapport sur la condition des structures du système. Le rapport sera remis au cours de l'année 1986.

Une étude de la durée utile des immobilisations qui met l'accent sur une revue en profondeur de la politique actuelle en matière d'amortissement a également été entreprise.

9. Financement par capitaux propres

Au 1[er] avril 1977, des emprunts auprès du Canada d'une somme de $624.95 millions ont été convertis en avoir en vertu d'un crédit parlementaire. Cette somme a été enregistrée en tant que capital d'apport. Les intérêts en souffrance sur ces emprunts, au montant de $210 millions n'ont pas été convertis et ils sont déclarés au bilan en tant qu'intérêts reportés. Ces intérêts reportés, sur lesquels il n'est plus exigé de comptabiliser les intérêts courus, n'apparaissent pas dans le passif à court terme car la Direction des sociétés d'État du ministère des Finances et le Conseil du Trésor étudient actuellement cette question afin d'obtenir du Parlement l'approbation de la remise de l'intérêt non acquitté. Lors de la remise, la somme de $32.8 millions sera créditée aux immobilisations (voir la note 8) et la somme de $177.2 millions sera portée en réduction du déficit.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

Le crédit parlementaire autorisant la conversion en 1977 des emprunts auprès du Canada en avoir autorise également le ministre à fixer, de temps à autre, le montant qui devra être versé annuellement par l'Administration à même ses revenus de péages, à titre de rendement sur le capital. Aucun rendement sur le capital n'a été exigé au cours des exercices terminés les 31 mars 1986 et 1985.

Le ministre des Finances a annoncé dans ses documents sur le Budget, déposés à la Chambre des communes le 23 mai 1985, que l'Administration sera sommée de contribuer $30 millions au gouvernement du Canada au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1987. Le 13 janvier 1986, le Conseil du Trésor a avisé l'Administration que la conformité à cette exigence avait été reportée pour une période indéfinie. Par conséquent, aucune provision n'a été établie aux livres de l'Administration.

10. Impôts sur le revenu

L'Administration, en tant que société d'État fédérale ainsi que prescrite, est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'Administration n'est assujettie à aucun impôt provincial sur le revenu.

La fraction non amortie du coût en capital des immobilisations, aux fins de l'impôt sur le revenu, dépasse la valeur comptable nette de ces immobilisations par une somme d'environ $190 millions. L'incidence fiscale de cet excédent n'a pas été enregistrée dans les comptes.

À ce jour, l'Administration a effectué des dépenses de recherches et développement pour une somme d'environ $4 millions. En vertu de l'Article 37 de la Loi de l'impôt sur le revenu, ces dépenses ont été reportées et sont disponibles pour réduire le revenu imposable des exercices à venir.

11. Engagements

Les engagements contractuels liés aux dépenses en immobilisations et autres dépenses se chiffraient au 31 mars 1986 à $2.6 millions (1985—$4.3 millions).

12. Éventualités

À la suite du renversement d'une partie du mur à l'Écluse 7 en octobre 1985, cinquante-deux poursuites juridiques s'élevant à $24.8 millions ont été intentées contre l'Administration par des sociétés maritimes qui allèguent avoir subi des pertes économiques. De plus, quelque 689 avis d'intention quant à des réclamations ont été reçus. À moins que des poursuites juridiques officielles soient signifiées, ces avis d'intention quant à des réclamations cesseront d'être en vigueur le 14 juin 1986. Lors de l'exercice précédent, à la suite du bris du pont de Valleyfield en novembre 1984, trente poursuites judiciaires s'élevant à $16.8 millions ont été intentées et 285 avis d'intention quant à des réclamations ont été reçus. L'Administration conteste toutes ces réclamations, cependant, le dénouement de celles-ci ne peut être établi présentement.

L'Administration est également requérante ou défenderesse dans certains autres procès ou réclamations en cours ou dont on la menace.

La direction est d'avis que ces actions en justice n'entraîneront pas de pertes relativement importantes pour l'Administration.

Au cours de 1985, l'Administration a augmenté son auto-assurance en relevant la somme déductible pour l'assurance sur la propriété à $5 millions par incident.

Le renouvellement de l'assurance portant sur les pertes économiques subies par des tiers n'a pu être obtenu.

13. Éléments inhabituels

Au cours de l'exercice, vu les incidents sur le Canal Welland et aux ponts de la section Montréal-lac Ontario, l'Administration a défrayé des dépenses inhabituelles d'entretien, de même que des dépenses juridiques inhabituelles. L'Administration a également rajusté ses comtpes afin de déclarer les modalités d'un règlement avec un service d'utilité publique. Les sommes sont récapitulées de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
Dépense inhabituelle d'entretien	11,218
Services juridiques et de génie	1,631
	12,849
Déduire les rajustements aux comptes à l'égard du règlement avec le service d'utilité publique et d'autres	575
	12,274

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINSITRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, à la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 21 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	141,537	295,878
Débiteurs (note 3)	290,139	6,601
	431,676	302,479
Immobilisations		
Au prix coûtant	171,755	166,867
Moins: amortissement accumulé	130,516	124,655
	41,239	42,212
	472,915	344,691

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs et passif couru	67,496	47,747
Montant à payer à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	106,794	34,321
Revenus reportés	19,030	17,811
	193,320	99,879
À long terme		
Indemnités courues de cessation d'emploi	263,595	228,812
Débentures à payer (note 4)	8,000	8,000
	271,595	236,812
	464,915	336,691
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—Un nombre illimité d'actions ordinaires		
Émis et entièrement acquitté—8 actions	8,000	8,000
	472,915	344,691

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le Président et administrateur
W. A. O'NEIL

Le Vice-président et administrateur
JAMES EMERY

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Péages	1,422,455	1,384,385
Location	65,314	63,762
Intérêt	26,432	39,798
Autres revenus	7,588	7,640
	1,521,789	1,495,585
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	869,669	888,994
Matériaux et services d'entretien	179,997	146,801
Assurances	39,852	33,290
Indemnités de cessation d'emploi	34,783	42,616
Services professionnels	15,547	
Location de matériel pour la perception des péages	14,416	14,713
Électricité	12,250	12,482
Publicité	10,381	675
Subventions tenant lieu de taxes municipales	9,000	11,300
Amortissement	7,671	16,933
Fournitures de bureau	7,139	8,923
Autres dépenses	14,290	14,537
	1,214,995	1,191,264
Excédent des revenus sur les dépenses versé en tant que redevance pour l'utilisation du pont (note 5)	306,794	304,321

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Éléments au sein des opérations sans incidence sur les fonds		
Indemnités de cessation d'emploi	34,783	42,616
Amortissement	7,671	16,933
	42,454	59,549
Utilisation des fonds		
Additions aux immobilisations	6,698	2,852
Indemnités de cessation d'emploi		21,076
	6,698	23,928
Augmentation du fonds de roulement	35,756	35,621
Fonds de roulement au début de l'exercice	202,600	166,979
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	238,356	202,600

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Pouvoirs et activités

La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée est une société d'État conformément à la Loi sur l'administration financière et elle est une filiale en propriété exclusive de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, une société mère nommée à l'Annexe C, partie I, de la Loi mentionnée précédemment. La Corporation a été constituée en 1962 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, et elle est assujettie à la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Elle a pour but d'opérer et de gérer le système de pont international à péage reliant Cornwall (Ontario) et Rooseveltown (New York) pour le compte de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et de la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation».

2. Conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici une récapitulation des conventions comptables importantes:

Redevance pour l'utilisation du pont

Selon la description à la note 5 afférente aux états financiers, l'on exige que la Corporation répartisse comme une redevance pour l'utilisation du pont son excédent des revenus sur les dépenses. Les versements sont assujettis à la capacité de la Corporation à produire des revenus en excédent. En conséquence les soldes non acquittés à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et à la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation» ne sont pas comptabilisés en tant que passif aux livres de la Corporation.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant. Le coût du pont du chenal nord est comptabilisé aux livres de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et il est amorti au cours d'une période de 50 ans. Les coûts défrayés par la Corporation à l'endroit du Pont mais qui n'allongent pas sa durée utile estimative sont portés aux dépenses.

L'amortissement est basé sur la durée utile estimative des éléments d'actif, calculé selon la méthode linéaire, aux taux annuels suivants:

Automobiles	20%
Matériel d'entretien	10% à 20%
Bureaux et installations de péage	10%

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises de cessation d'emploi en conformité avec leurs conditions de travail. L'élément du passif pour ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés ont droit aux indemnités.

Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que la Corporation doivent verser des cotisations au Régime. Ces cotisations représentent le passif total de la Corporation pour la pension de retraite et elles sont comptabilisées sur une base courante.

Revenus reportés

Les revenus des jetons de péage non retirés sont reportés.

3. Débiteurs

Au 31 décembre 1985, les comptes débiteurs comportaient une somme de $280,882 à recevoir de la Société d'assurance-dépôt du Canada à l'égard d'un dépôt à terme et l'intérêt accumulé auprès de la «Northland Bank». De cette somme, $168,529 ont été reçus le 6 janvier 1986 et un chèque daté le 1er avril 1986 a été reçu quant au solde.

4. Débentures à payer

Ces débentures, qui viennent à échéance le 31 décembre 2012, ne portent pas intérêt et elles sont à payer à la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation».

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1—*Fin*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

5. Redevance pour l'utilisation du pont

Selon l'entente conclue entre l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation», l'excédent annuel des revenus sur les dépenses de la Corporation est payé comme redevance pour l'utilisation du pont; premièrement à l'Administration pour compenser l'amortissement du coût du pont du chenal nord ainsi que les intérêts; et ensuite à la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation» pour compenser l'amortissement du coût d'une contribution de $300,000 pour défrayer le coût du pont de la rivière Racquette; et le solde, s'il en est, doit alors être divisé également entre les deux parties.

Depuis le début de l'exploitation de la Corporation toutes les redevances pour l'utilisation du pont ont été versées à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Au 31 décembre, le solde non acquitté du coût total du pont du chenal nord était comme il suit:

	1985	1984
	$	$
Coût de la construction	8,539,695	8,539,695
Intérêt	7,860,462	7,860,462
	16,400,157	16,400,157
Déduire: redevances pour l'utilisation du pont	4,798,112	4,491,318
Solde non acquitté à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	11,602,045	11,908,839

6. Utilisation du pont

La Corporation, avec l'approbation de la Commission canadienne des transports, continue d'offrir gratuitement l'utilisation du pont à certains Indiens d'Amérique du Nord. Ceci représente une partie importante de la circulation sur le pont.

7. Opérations entre apparentés

En plus des opérations déclarées ailleurs dans les présents états financiers, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent apporte à la Corporation, sans frais, certains services de génie et de soutien administratif.

8. Engagements

La Corporation a passé un contrat avec un cabinet d'ingénieur et approuvé une soumission d'une société de construction afin d'effectuer le remplacement des roulements à bille du pont du chenal sud. L'engagement non réglé est d'environ $190,000.

La Corporation est liée en vertu d'un bail à long terme pour la location des installations et du matériel pour la perception des péages. Les loyers annuels minimums à verser au cours du solde de la durée du bail sont comme il suit:

	$
1986	14,235
1987	11,700
	25,935

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1984 ont été reclassifiés en conformité de la présentation adoptée en 1985.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, ainsi qu'à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 2 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	3,990,774	4,995,786
Débiteurs	215,373	160,546
Montant à recevoir du Canada	875,159	
	5,081,306	5,156,332
Immobilisations		
Terrains	3,785,545	3,785,545
Ponts	73,276,394	73,276,394
Véhicules et équipement	658,609	608,052
	77,720,548	77,669,991
Moins: amortissement cumulé	56,601,673	55,496,168
	21,118,875	22,173,823
	26,200,181	27,330,155

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs	1,471,053	1,317,560
Montant dû à la société mère	46,321	45,826
Montant dû au Canada		213,584
Revenus reportés	372,416	387,846
	1,889,790	1,964,816
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	667,843	611,861
Emprunts auprès du Canada (note 3)	66,242,472	66,242,472
Arrérages d'intérêts (note 4)	44,513,580	44,513,580
	111,423,895	111,367,913
	113,313,685	113,332,729
AVOIR NÉGATIF DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—50 actions sans valeur nominale		
Émis et entièrement libéré—1 action	100	100
Capital déficitaire (note 5)	(71,731,472)	(71,793,882)
Déficit	(15,382,132)	(14,208,792)
	(87,113,504)	(86,002,574)
	26,200,181	27,330,155

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
WILLIAM A. O'NEIL

Administrateur
JACQUES Y. LAVIGNE

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	Pont Jacques Cartier	Pont Champlain	Total 1986	Total 1985
	$	$	$	$
Revenus				
Péages		6,515,257	6,515,257	6,028,129
Intérêts	86,907	260,720	347,627	421,582
Autres sources	58,296	104,189	162,485	197,295
	145,203	6,880,166	7,025,369	6,647,006
Dépenses				
Fonctionnement	1,044,162	2,862,485	3,906,647	3,628,896
Entretien	1,921,369	3,337,889	5,259,258	5,356,135
Administration	462,873	1,232,322	1,695,195	1,657,773
Amortissement	78,470	1,038,888	1,117,358	1,126,729
	3,506,874	8,471,584	11,978,458	11,769,533
Perte pour l'exercice	3,361,671	1,591,418	4,953,089	5,122,527

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	14,208,792	13,133,957
Perte pour l'exercice	4,953,089	5,122,527
	19,161,881	18,256,484
Crédit parlementaire d'exploitation	3,779,749	4,047,692
Solde à la fin de l'exercice	15,382,132	14,208,792

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Provenance des fonds		
Crédit parlementaire		
Exploitation	3,779,749	4,047,692
Immobilisations	62,410	125,724
	3,842,159	4,173,416
Produit de l'aliénation d'immobilisations	1,367	3,428
	3,843,526	4,176,844
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Perte pour l'exercice	4,953,089	5,122,527
Postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	(1,117,358)	(1,126,729)
Diminution (augmentation) de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(55,982)	51,894
	3,779,749	4,047,692
Acquisition d'immobilisations	63,777	129,152
	3,843,526	4,176,844
Variation du fonds de roulement		
Fonds de roulement au début de l'exercice	3,191,516	3,191,516
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	3,191,516	3,191,516

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986

1. Statut et activités

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, constituée le 3 novembre 1978 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société dépend partiellement du gouvernement du Canada pour son financement.

La Société a la responsabilité depuis le 1er décembre 1978 de la gestion, de l'entretien et du contrôle du pont Jacques Cartier, du pont Champlain ainsi que d'une section de l'autoroute Bonaventure, situés dans la région de Montréal.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations prises en charge le 1er décembre 1978 furent comptabilisées à leur valeur comptable à cette date dans les livres du Conseil des ports nationaux (maintenant la Société canadienne des ports) de qui la Société les a obtenues. Les immobilisations acquises subséquemment sont comptabilisées au prix coûtant.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée économique prévue, d'après la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants:

Pont Jacques Cartier	4.8%
Pont Champlain	2.5%
Véhicules et équipement	10% et 20%

Le coût de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge ainsi que le coût initial du pont Jacques Cartier sont complètement amortis.

Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire pour combler la perte pour l'exercice est présenté à l'état du déficit. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent pas l'amortissement et la variation de la provision pour prestations de cessation d'emploi.

Le crédit parlementaire pour financer l'acquisition d'immobilisations est crédité au capital déficitaire.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Fin*

ANNEXE 2—*Fin*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

Tout solde de crédit parlementaire nécessaire pour combler la perte pour l'exercice et non perçu à la fin de l'exercice est présenté comme montant à recevoir du Canada. Tout crédit parlementaire perçu en sus des besoins est inscrit comme montant dû au Canada. La politique de la Société à cet égard est de rembourser ce montant au cours de l'exercice suivant.

Revenus reportés

La valeur estimative des jetons de péage et des billets vendus et non-utilisés ainsi que les revenus de location perçus par anticipation sont inscrits comme revenus reportés.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Dépenses

Les dépenses engagées en regard de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge sont comprises avec celles du Pont Champlain.

Impôt sur le revenu

À titre de société d'État fédérale, la Société n'est pas assujettie à l'impôt provincial sur le revenu. Par contre, elle est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu fédérale du fait que sa société mère y est assujettie en vertu d'un règlement à cette fin. Elle a subi des pertes importantes au cours des exercices antérieurs qui peuvent être reportées pour fins fiscales sur les exercices futurs et ainsi en diminuer le revenu imposable.

3. Emprunts auprès du Canada

	$
Attestation de créance	59,752,867
Avance	6,489,605
	66,242,472

L'attestation de créance, datée du 1er avril 1981, ne porte pas intérêt et ne comporte pas de date d'échéance ni de remboursement de capital.

L'avance, qui ne porte pas intérêt, a été comptabilisée dans les comptes du Canada comme prêt improductif et imputée au déficit accumulé du Canada au moment où elle a été consentie.

4. Arrérages d'intérêts

Des intérêts simples accumulés au 31 mars 1981, sur des emprunts auprès du Canada, sont inscrits au bilan comme passif à long terme du fait que la Société ne prévoit pas les verser, en tout ou en partie, au cours de l'exercice suivant. Lesdits intérêts ne comprennent pas l'intérêt depuis 1962, au taux de 2¾%, sur un certificat de créance se chiffrant à $7,576,000 émis en regard du Pont Jacques Cartier. L'enregistrement de cet intérêt a été discontinué lorsque les péages sur ce pont furent abolis.

5. Capital déficitaire

Lors de l'acquisition des immobilisations prises en charge le 1er décembre 1978, la Société a assumé les dettes s'y rattachant. L'excédent de ces dettes sur la valeur comptable des éléments d'actif, se chiffrant à $72,448,371 à cette date, fut imputé au poste capital déficitaire. Le capital déficitaire a diminué de $62,410 durant l'exercice ($125,724 en 1985), soit le montant du crédit parlementaire pour financer l'acquisition des immobilisations.

6. Transactions entre apparentés

Les transactions entre apparentés, non présentées distinctement dans ces états financiers, sont les suivantes:

La Société reçoit des services de fonctionnement de la Société du port de Montréal qui furent facturés depuis le 1er janvier 1985 sur une base provisoire, les deux parties étant en négociation afin de déterminer la valeur de ces services. Le montant ainsi facturé pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 se chiffre à $1,594,800 ($1,720,610 en 1985) dont $132,900 restait à payer au 31 mars 1986 ($132,900 au 31 mars 1985). Tout écart entre les montants comptabilisés et ceux qui seront déterminés sera pris en compte au moment de l'entente finale.

La Société a reçu des services administratifs de sa société mère d'une valeur de $580,506 ($549,850 en 1985). Au 31 mars 1986 et 1985, un solde impayé à cet égard de $45,820 est inclus dans le montant dû à la société mère. La Société prévoit verser à ce titre, une somme d'environ $595,000 pour le prochain exercice.

7. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est requérante ou défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Société.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux territoriales intérieures et désignées des provinces de l'Atlantique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour de la Banque de Montréal 5151, rue George Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1M5
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, c. 52) proclamée le 1[er] février 1972
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	A. Douglas Latter
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.2	1.7	1.9	1.7
Engagements envers le secteur privé	0.3	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.4	0.5	0.6	0.6
Avoir du Canada	(0.6)	(0.1)	négl.	négl.
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	0.6	0.1	néant	0.5
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage de l'Atlantique au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats et du déficit, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 21 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	16,801	218,165
Débiteurs	526,967	691,233
Frais payés d'avance	14,869	12,541
	558,637	921,939
Immobilisations, au prix coûtant (note 4)	1,476,593	1,469,715
Moins: amortissement accumulé	807,182	735,208
	669,411	734,507
	1,228,048	1,656,446

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Emprunt bancaire	300,000	
Créditeurs et frais courus	400,646	282,846
Somme due au Canada au titre des crédits parlementaires		186,468
Obligations en vertu des contrats de location-acquisition (note 5)	77,685	71,558
Tranche à court terme des indemnités courues de cessation d'emploi	24,538	14,188
	802,869	555,060
À long terme		
Indemnités courues de cessation d'emploi	694,950	728,576
Obligations en vertu des contrats de location-acquisition au net de la tranche à court terme (note 5)	371,214	448,899
	1,066,164	1,177,475
	1,869,033	1,732,535
CAPITAL D'APPORT ET DÉFICIT		
Capital d'apport	845,503	845,503
Déficit	(1,486,488)	(921,592)
	(640,985)	(76,089)
	1,228,048	1,656,446

Approuvé par l'Administration:

Le Président
A. D. LATTER

Un Membre
C. R. WORTHINGTON

Le Secrétaire
JANET KUSHNER

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	5,484,593	5,826,312
Intérêt et autres revenus (note 8)	64,860	32,798
	5,549,453	5,859,110
Charges		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	3,019,500	2,969,199
Bateaux-pilotes, frais d'exploitation	1,897,577	1,801,874
Traitements et prestations du personnel	366,023	391,148
Transport et déplacements	242,789	239,173
Services professionnels et spéciaux	199,821	179,411
Location	127,612	131,662
Services publics, fournitures et approvisionnements	42,703	53,986
Amortissement	73,676	73,686
Intérêt des contrats de location-acquisition	42,795	48,651
Communications	58,061	61,837
Charges diverses	43,792	17,222
	6,114,349	5,967,849
Perte nette pour l'exercice (note 3)	564,896	108,739
Déficit au début de l'exercice	921,592	812,853
Déficit à la fin de l'exercice	1,486,488	921,592

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	845,503	771,971
Crédits parlementaires pour financer les: (note 3)		
Additions aux immobilisations		1,974
Paiements de capital des contrats de location-acquisition		71,558
		73,532
Solde à la fin de l'exercice	845,503	845,503

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Activités de financement		
Emprunts bancaires	300,000	
Avance de crédits parlementaires		260,000
	300,000	260,000
Remboursement de crédits parlementaires	(186,468)	(385,000)
Fraction en capital des paiements sur les contrats de location-acquisition	(71,558)	(65,917)
	41,974	(190,917)
Activités d'exploitation		
Encaisse (utilisé pour) en provenance de l'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	(564,896)	(108,739)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	73,676	73,686
Augmentation des indemnités de cessation d'emploi à long terme	70,713	75,330
Perte (gain) lors de l'aliénation d'immobilisations	2,220	(333)
Encaisse (utilisé pour) en provenance de l'exploitation	(418,287)	39,944
Encaisse fournie par (investie dans) le fonds de roulement autre que l'encaisse	279,738	(15,192)
Versements d'indemnités de cessation d'emploi	(93,989)	(41,381)
Encaisse nette générée par (utilisée pour) l'exploitation	(232,538)	(16,629)
Activités de placement		
Additions aux immobilisations	(10,800)	(16,985)
Produit de l'aliénation d'immobilisations		3,220
	(10,800)	(13,765)
(Diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	(201,364)	(221,311)
Encaisse au début de l'exercice	218,165	439,476
Encaisse à la fin de l'exercice	16,801	218,165

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Nature des activités

L'Administration de pilotage de l'Atlantique a été établie le 1[er] février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans des eaux canadiennes précises. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui, augmenté de fonds d'autres sources, permettra l'autofinancement de ses opérations.

2. Conventions comptables importantes

a) Crédits parlementaires

Lorsque les revenus ne suffisent pas pour permettre à l'Administration d'atteindre à l'autofinancement de ses opérations, les pertes d'exploitation au titre de l'encaisse sont récupérées à même des crédits parlementaires. Ces crédits parlementaires sont enregistrés dans les comptes lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement et ils sont déclarés à l'état du déficit.

b) Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et il est fondé sur la durée de vie utile estimative suivante des immobilisations:

Bâtiments	20 ans
Bateaux-pilotes	20 ans
Bateaux-pilotes sous location-acquisition	25 ans
Mobilier et matériel	10 ans

c) Capital d'apport

Les immobilisations et la fraction en capital des paiements sur les contrats de location-acquisition financés à même les crédits parlementaires sont déclarés en tant que capital d'apport lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement.

d) Contrats de location-acquisition

L'Administration loue trois bateaux-pilotes du Canada selon des contrats de financement à long terme en vertu desquels elle assume les droits de propriété des bateaux et les obligations connexes. Conséquemment, les contrats de location sont considérés comme des achats et la fraction «capital» du loyer est capitalisée et amortie sur la durée de vie utile estimative des bateaux. Le passif correspondant est réduit de la fraction «capital» du loyer et l'intérêt est imputé aux dépenses de l'exercice visé.

e) Régime de retraite

Tous les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont exigées à la fois de l'employé et de l'Administration. Les cotisations au titre du service courant sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations au titre du service antérieur sont imputées aux dépenses au moment où elles sont versées et sont généralement réparties sur le nombre d'années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite.

f) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des indemnités de cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. L'élément du passif que représentent ces indemnités est inscrit aux comptes dès que les employés commencent à les accumuler.

3. Crédit parlementaire

Le 6 février 1986 le Conseil du Trésor a approuvé la demande de l'Administration, pour la somme de $640,000, visant à insérer un poste au Budget supplémentaire «C» 1985-86 pour la perte d'exploitation au titre de l'encaisse et les dépenses en capital de l'exercice 1985. Voici les sommes réelles:

	$
Perte d'exploitation au titre de l'encaisse	522,626
Additions aux immobilisations	10,800
Versements en capital sur les contrats de location-acquisition	77,685
	611,111

4. Immobilisations

	1985			1984
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Terrains et bâtiments	1,450	1,000	450	450
Bateaux-pilotes	378,490	292,572	85,918	108,887
Bateaux-pilotes loués en vertu de contrats de location-acquisition	964,000	428,160	535,840	574,400
Mobilier et matériel	132,653	85,450	47,203	50,770
	1,476,593	807,182	669,411	734,507

5. Contrats de location-acquisition

L'Administration loue trois bateaux-pilotes en vertu de contrats de financement à long terme. Le loyer exigé aux termes des contrats est le suivant:

	1985	1984
	$	$
Contrat de location à 9¼%, échéant en avril 1991, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $54,785	328,715	383,500
Contrat de location à 8%, échéant en octobre 1989, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $31,077	124,305	155,382
Contrat de location à 8%, échéant en novembre 1989, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $31,077	124,305	155,382
Total des paiements de location	577,325	694,264
Moins: montant représentant l'intérêt	128,426	173,807
Montant du capital des contrats de location-acquisition	448,899	520,457
Moins: tranche à court terme	77,685	71,558
Montant du capital des contrats de location-acquisition excluant la tranche à court terme	371,214	448,899

Voici un tableau des paiements minimums exigibles en vertu des contrats de location-acquisition venant à échéance en octobre 1989 et en avril 1991:

	1985	1984
	$	$
Exercice se terminant le 31 décembre		
1985		116,939
1986	116,939	116,939
1987	116,939	116,939
1988	116,939	116,939
1989	116,939	116,939
Total des paiements exigibles après 1989	109,569	109,569
Total des paiements minimums exigibles	577,325	694,264

À l'échéance de ces contrats, l'Administration peut, si elle le désire, acheter chaque bateau pour la somme de $1.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

6. Régime de retraite

En vertu de la Loi sur le pilotage, les pilotes peuvent choisir de devenir des employés de l'Administration et faire compter leurs années de service antérieur comme période ouvrant droit à une pension en vertu de la Loi sur la pension de la Fonction publique. Lorsque les pilotes choisissent de racheter, aux fins du régime de pension, leurs années de service antérieur, l'Administration est tenue de verser une cotisation égale à celle de l'employé. Les dépenses relatives aux cotisations pour service antérieur se sont élevées à $20,985 en 1985 ($19,234 en 1984). Au 31 décembre 1985, le montant estimatif des cotisations non capitalisées pour les années de service antérieur de ces employés était d'environ $127,000 ($152,000 au 31 décembre 1984). Ces cotisations seront comptabilisées au cours des années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite ou en fonction des conditions de rachat en vigueur, le montant le moins élevé étant retenu.

7. Opérations entre apparentés

La Garde côtière canadienne, par l'intermédiaire de ses Centres de gestion du trafic maritime en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve, fournit gratuitement à l'Administration des services d'expédition des pilotes.

8. Autres revenus

Au cours de l'exercice, l'Administration a reçu $37,536 au net de certains déboursés, en tant que récompense pour le sauvetage d'un bateau en péril.

9. Impôt sur le revenu

Conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu, l'Administration n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

10. Données comparatives

Certains chiffres de l'exercice 1984 ont été reclassifiés conformément à la présentation adoptée pour l'exercice 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux canadiennes désignées dans la région des Grands Lacs, dans les eaux intérieures et limitrophes de l'Ontario et dans les eaux désignées du Manitoba et du fleuve Saint-Laurent, au sud des écluses de Saint-Lambert au Québec.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	132, 2e rue est Cornwall (Ontario) K6H 5R9
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Établie en vertu de la *Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, c. 52) et constituée en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* en mai 1972 en tant que filiale de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Richard G. Armstrong
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.0	4.3	3.9	3.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	(5.2)	(2.2)	(1.9)	(1.4)
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	3.4	0.3	0.2	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 31 janvier 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	322,314	2,923,996
Débiteurs	1,651,705	1,375,157
	1,974,019	4,299,153
Immobilisations, au coût		
Bâtiments	63,642	63,642
Matériel et ameublement	73,663	64,757
	137,305	128,399
Moins: amortissement accumulé	113,037	101,284
	24,268	27,115
	1,998,287	4,326,268

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	3,229,844	3,096,275
Indemnités de cessation d'emploi courues	648,638	
	3,878,482	3,096,275
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	3,294,364	3,454,650
	7,172,846	6,550,925
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE NÉGATIF		
Capital-actions		
Autorisé—Illimité		
Émis et versé—15 actions	1,500	1,500
Capital d'apport	82,074	82,074
Déficit	(5,258,133)	(2,308,231)
	(5,174,559)	(2,224,657)
	1,998,287	4,326,268

Approuvé par le Conseil:

Directeur
RICHARD ARMSTRONG

Directeur
LOUIS E. BÉLAND

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	8,275,829	10,487,323
Revenus divers d'expédition	207,976	203,746
Intérêt et autres revenus	99,211	160,419
	8,583,016	10,851,488
Dépenses		
Traitements et prestations des pilotes	8,574,418	8,487,629
Traitements et prestations du personnel	1,141,667	1,049,573
Transport et déplacements	657,489	708,408
Indemnités de cessation d'emploi (note 5)	627,514	414,654
Bateaux-pilotes	488,062	478,135
Communications	74,333	81,098
Services professionnels et spéciaux	73,706	50,714
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	36,267	22,366
Location	34,571	42,261
Achat de services d'expédition	33,776	43,128
Créances irrécouvrables	25,559	14,280
Réparations et entretien	15,868	15,542
Amortissement	12,752	12,869
	11,795,982	11,420,657
Perte pour l'exercice	3,212,966	569,169

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,308,231	1,988,854
Crédit parlementaire (note 3)	(263,064)	(249,792)
Perte pour l'exercice	3,212,966	569,169
Solde à la fin de l'exercice	5,258,133	2,308,231

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Crédit parlementaire	263,064	249,792
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Perte pour l'exercice	3,212,966	569,169
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Indemnités de cessation d'emploi	160,286	(293,236)
Amortissement	(12,752)	(12,869)
	3,360,500	263,064
Additions aux immobilisations	9,905	4,890
	3,370,405	267,954
Diminution du fonds de roulement	3,107,341	18,162
Fonds de roulement au début de l'exercice	1,202,878	1,221,040
Fonds de roulement (négatif) à la fin de l'exercice	(1,904,463)	1,202,878

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Statut et objectifs

L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée a été établie le 1er février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage, constituée comme une société à responsabilité limitée le 17 mai 1972 et continue ses opérations aux termes de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. Selon la Loi sur l'administration financière, l'Administration est considérée comme une société d'État mère inscrite à la partie I de l'annexe C. La plupart des actions émises par l'Administration sont détenues par l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, aussi une société d'État mère. Le reste est détenu par le président et six directeurs nommés par le gouverneur en conseil.

L'Administration a été créée pour établir, exploiter, entretenir et administrer un service de pilotage efficace et sûr à l'intérieur d'un secteur précis des eaux canadiennes. La Loi stipule que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables, raisonnables et suffisants qui, augmentés d'autres sources, pourraient permettre à l'Administration de subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

L'Administration n'est assujettie à aucune des dispositions des lois de l'impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Crédits parlementaires

Lorsque les revenus ne sont pas suffisants pour permettre l'autofinancement des opérations de l'Administration, les pertes d'exploitation calculées selon la méthode de la comptabilité de caisse sont recouvrées à même les crédits parlementaires. Les crédits parlementaires sont comptabilisés lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement et figurent à l'état du déficit.

Les crédits parlementaires obtenus pour financer les dépenses en immobilisations sont inscrits comme capital d'apport.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire et est fondé sur la vie utile estimative des immobilisations comme suit:

Bâtiments	20 ans
Matériel et ameublement	5 à 10 ans

Régime de retraite

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés. Les employés et l'Administration doivent contribuer à ce Régime. La part de l'Administration au titre du service courant est imputée aux dépenses de la période en cours et celle pour services passés lors de son versement. Ces contributions pour services passés sont calculées de façon générale selon le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Cet élément de passif est inscrit aux comptes dès que les indemnités sont gagnées par les employés. La portion à court terme de ce passif ne représente que les indemnités courues de cessation d'emploi pour les employés qui ont fait part de leur intention de quitter leur emploi au cours du prochain exercice.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

3. Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire de $263,064 ($249,792 en 1984) figurant à l'état du déficit apparaît dans le budget supplémentaire C de 1984-85 et sert à combler la perte d'exploitation de 1984 calculée selon la méthode de comptabilité de caisse.

Le Conseil du Trésor a approuvé le 19 décembre 1985, une allocation temporaire de $2,750,000 à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor (Éventualité du gouvernement) pour permettre à l'Administration de rencontrer ses besoins monétaires pour les trois premiers mois de 1986. Cette approbation laissait entendre que cette allocation serait portée en réduction des crédits parlementaires futurs destinés à couvrir la perte d'exploitation de 1985 calculée selon la méthode de la comptabilité de caisse. Le 31 janvier 1986, l'Administration a reçu $1,830,000 de cette allocation. Le Conseil du Trésor a approuvé le 6 février 1986 la demande de l'Administration d'inclure un montant de $3,800,000 au budget supplémentaire C de 1985-86 pour couvrir la perte d'exploitation de 1985 calculée selon la méthode de comptabilité de caisse. La perte réelle pour l'exercice 1985 s'élève à $3,360,500.

4. Régime de retraite

Aux termes de la Loi sur le pilotage, les pilotes qui choisissent de devenir des employés de l'Administration peuvent faire compter leurs services passés comme période donnant droit à une pension en vertu du Régime de pension de retraite de la Fonction publique. Dans le cas des pilotes qui ont choisi de racheter les prestations de retraite applicables à leurs services passés, la part de l'Administration doit égaler la contribution des employés. L'estimation de la contribution non provisionnée au fonds de retraite pour les services passés de ces employés était, au 31 décembre 1985, d'environ $352,000 ($460,000 en 1984). Cette somme sera capitalisée selon le nombre d'années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite ou selon la valeur de rachat en vigueur, ce qui sera le moins élevé.

Le total de la dépense pour les prestations de retraite s'est élevé à $593,534 en 1985 ($581,763 en 1984), y compris $61,066 ($68,968 en 1984) à titre de contributions pour services passés.

5. Programme de réduction des dépenses

L'Administration a entrepris un programme de réduction des dépenses pour l'aider à subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

Au cours de l'exercice 1985, quinze employés ont pris leur retraite ou ont été mis en disponibilité à la suite de ce programme. Pour ce faire, le Conseil d'administration a approuvé un programme de stimulation pour les employés qui ont pris leur retraite prématurément. Le coût de ce programme de stimulation a été de $267,000 et est inclus dans la dépense pour les indemnités de cessation d'emploi.

6. Engagements

L'Administration a conclu un bail à long terme pour la location de locaux administratifs. Le montant minimum à payer annuellement sur la durée du bail est comme suit:

	$
1986	32,140
1987	33,820
1988	35,500
1989	2,970
	104,430

De plus, l'Administration a conclu un contrat avec deux compagnies pour le transport par eaux des pilotes dans la région du canal Welland. Le montant approximatif de ces engagements pour la saison de navigation de 1986 s'élève à $265,000.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux du Saint-Laurent comprises entre Les Escoumins et l'entrée nord des écluses de Saint-Lambert, dans les eaux de la rivière Saguenay et de la Baie des Chaleurs.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1080, côte Beaver Hall Bureau 1402 Montréal (Québec) H2Z 1S8
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, c. 52); proclamée afin de prendre effet le 1er février 1972
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Paul Bailly
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	6.3	5.1	5.2	5.4
Engagements envers le secteur privé	0.7	0.4	0.1	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	(0.3)	(0.1)	0.3	1.1
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	2.0	1.5	1.0	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD FRANK MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Laurentides au 31 décembre 1985 ainsi que l'état des résultats, l'état du capital d'apport, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 11 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	21,525	13,829
Débiteurs	5,041,879	3,725,409
	5,063,404	3,739,238
Immobilisations (note 3)		
Terrains, bâtiments, bateaux-pilotes et autres installations	2,179,000	2,123,104
Moins: amortissement cumulé	966,553	794,326
	1,212,447	1,328,778
	6,275,851	5,068,016

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Emprunt de banque	650,000	375,000
Créditeurs	5,278,134	4,143,590
	5,928,134	4,518,590
Provision pour prestations de cessation d'emploi	641,000	647,000
	6,569,134	5,165,590
AVOIR NÉGATIF DU CANADA		
Capital d'apport	914,293	650,175
Déficit	(1,207,576)	(747,749)
	(293,283)	(97,574)
	6,275,851	5,068,016

Approuvé par l'Administration:

Président
PAUL BAILLY

Membre
YVON MATTE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	24,671,138	25,523,601
Intérêts et autres revenus	78,006	100,312
Récompenses pour secourir des navires désemparés—Net	89,438	45,529
	24,838,582	25,669,442
Dépenses		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	20,780,682	21,529,416
Coût d'exploitation des bateaux-pilotes	3,048,696	2,743,773
Traitements et prestations du personnel	1,693,963	1,577,311
Services professionnels et indemnités des membres	301,564	437,672
Loyers	228,181	210,806
Communications	139,916	125,068
Déplacements	110,991	122,983
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	64,324	65,871
Frais financiers	45,815	5,349
Mauvaises créances	28,396	100,031
Maintenance	28,401	40,302
Autres dépenses	114,908	96,903
	26,585,837	27,055,485
Perte nette avant poste exceptionnel	1,747,255	1,386,043
Poste exceptionnel—Coûts marginaux reliés à une enquête de la Commission canadienne des transports (note 7)	331,126	
Perte nette pour l'exercice	2,078,381	1,386,043

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	650,175	278,128
Crédit parlementaire pour financer l'acquisition des immobilisations de l'exercice précédent	264,118	372,047
Solde à la fin de l'exercice	914,293	650,175

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	747,749	18,776
Perte nette pour l'exercice	2,078,381	1,386,043
Crédits parlementaires pour financer les déficits d'exploitation		
—Exercice précédent	(1,106,554)	(594,037)
—Exercice courant (note 5)	(500,000)	
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	(12,000)	(63,033)
Solde à la fin de l'exercice	1,207,576	747,749

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Activités d'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	2,078,381	1,386,043
Éléments hors-caisse		
Amortissement	(173,659)	(165,457)
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	(12,000)	(63,033)
Diminution (augmentation) de la provision pour prestations de cessation d'emploi	6,000	(51,000)
	1,898,722	1,106,553
Augmentation (diminution) des débiteurs	1,316,470	(203,219)
Diminution (augmentation) des créditeurs	(1,134,544)	62,255
	2,080,648	965,589
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	57,328	264,118
Activités de financement		
Crédits parlementaires	(1,870,672)	(966,084)
Emprunt de banque, net de l'encaisse		
Augmentation de l'exercice	267,304	263,623
Solde au début de l'exercice	361,171	97,548
Solde à la fin de l'exercice	628,475	361,171

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Statut et activités

L'Administration de pilotage des Laurentides, constituée le 1er février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage, a le mandat d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables et tenir compte du fait que l'Administration devra en tirer un revenu qui, avec tout revenu provenant d'autres sources, sera suffisant pour lui permettre le financement autonome de ses opérations.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration furent comptabilisées à la valeur qui leur a alors été attribuée. Les immobilisations achetées par la suite par l'Administration sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement des immobilisations est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens.

Capital d'apport

La valeur attribuée aux immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration et le coût net des immobilisations financé par crédit parlementaire sont comptabilisés à titre de capital d'apport.

Crédit parlementaire

Tout crédit parlementaire reçu pour combler un excédent des dépenses sur les recettes est comptabilisé, dans l'exercice où il est voté par le Parlement, au capital d'apport pour la partie se rapportant à l'acquisition d'immobilisations et au déficit pour celle relative à l'exploitation. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent que celles qui exigent des sorties de fonds.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

Services fournis gratuitement

Des montants estimatifs pour tenir compte de services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement du Canada sont compris dans les dépenses. La contrepartie est créditée au déficit.

Régime de retraite

Tous les employés de l'Administration participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Administration partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Administration. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Provision pour prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Immobilisations

Les immobilisations se détaillent comme suit:

	1985			1984
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	9,300		9,300	9,300
Bâtiments	23,622	23,361	261	1,959
Bateaux-pilotes	1,386,892	612,743	774,149	882,644
Mobilier et agencements	96,222	57,566	38,656	34,541
Équipement de communication	195,183	113,148	82,035	72,114
Installations d'embarquement	216,689	102,433	114,256	121,467
Améliorations à un quai	169,033	42,258	126,775	135,226
Améliorations locatives	82,059	15,044	67,015	71,527
	2,179,000	966,553	1,212,447	1,328,778

L'amortissement pour l'exercice est de $173,659 ($165,457 en 1984).

Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations pour le calcul de l'amortissement sont les suivantes:

Bâtiments	20 ans
Bateaux-pilotes	10, 15 et 20 ans
Mobilier et agencements	10 ans
Équipement de communication	10 ans
Installations d'embarquement	10 et 20 ans
Améliorations à un quai	20 ans
Améliorations locatives	selon la durée des baux

4. Régime de retraite

Le montant du passif non comptabilisé pour les services antérieurs des employés est estimé à $80,000 au 31 décembre 1985 ($89,900 au 31 décembre 1984).

5. Crédit parlementaire

Le 12 décembre 1985, le Conseil du Trésor a approuvé une affectation temporaire de $500,000 prélevée de son crédit 5, Éventualités du gouvernement, jusqu'au dégagement, lors de l'adoption du Budget des dépenses supplémentaires «C» de 1985-86, d'un crédit pour couvrir le déficit de trésorerie de l'Administration pour l'exercice 1985.

6. Fonds en fidéicommis

Les derniers contrats de service liant l'Administration et les corporations de pilotes ont pris fin le 31 décembre 1984 et le 31 mars 1985. Les dispositions de ces contrats continuent d'être appliquées à moins d'avis contraires.

À la lumière de ces circonstances, des ententes furent signées le 26 décembre 1985 entre les représentants des usagers du service de pilotage et les corporations de pilotes, pour pourvoir une compensation supplémentaire intérimaire aux corporations de pilotes jusqu'à la signature de nouveaux contrats de service entre l'Administration et les corporations de pilotes. Concurremment à la signature de ces ententes, l'Administration s'est engagée à administrer, dans un compte en fidéicommis, les sommes à être reçues des usagers et à les distribuer par la suite aux corporations de pilotes.

7. Enquête de la Commission canadienne des transports

L'Administration a publié dans La Gazette du Canada en janvier 1985 une copie de chaque tarif des droits de pilotage qu'elle se proposait de prescrire en vertu de la Loi sur le pilotage. Des avis d'opposition furent remis à la Commission canadienne des transports, qui a subséquemment fait l'enquête qu'elle a estimée nécessaire ou souhaitable dans l'intérêt public. La Commission n'a pas encore fait sa recommandation à l'Administration.

Les coûts marginaux de l'Administration reliés à cette enquête se sont élevés à $331,126.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux intérieures et territoriales désignées de la province de Colombie-Britannique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1199, rue Hastings ouest Pièce 300 Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 4G9
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, c. 52); proclamée afin de prendre effet le 1er février 1972
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	R.A. Hubber-Richard
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	**1984**	**1983**	**1982**
À la fin de l'exercice				
Actif total	5.0	4.4	4.5	3.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	0.3
Engagements envers le Canada	0.1	0.1	0.1	0.1
Avoir du Canada	2.8	2.6	2.5	1.8
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage du Pacifique au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
À court terme			À court terme		
Encaisse	1,499	805	Créditeurs et frais courus	1,608	1,244
Débiteurs	2,508	2,512	Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 4)	26	24
Frais payés d'avance	29	82		1,634	1,268
	4,036	3,399	À long terme		
Immobiliers et matériel (note 3)	927	988	Prestations de cessation d'emploi courues	443	416
			Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 4)	57	83
				500	499
				2,134	1,767
			AVOIR DU CANADA		
			Capital d'apport	806	806
			Bénéfices non répartis	2,023	1,814
				2,829	2,620
	4,963	4,387		4,963	4,387

Approuvé par l'Administration:

Le Président
R. A. HUBBER RICHARD

Un Membre
M. FELLIS

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Droits de pilotage	21,859	20,024
Intérêt et autres revenus	90	97
	21,949	20,121
Dépenses		
Honoraires des pilotes sous contrat	15,041	13,752
Coûts d'exploitation des bateaux-pilotes	2,347	2,225
Transport et déplacements	1,912	1,709
Traitements et prestations du personnel	1,017	905
Traitements et prestations des pilotes	638	624
Amortissement	175	175
Location	137	78
Services professionnels et spéciaux	126	152
Coûts du logiciel d'ordinateur	125	249
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	99	69
Communications	77	64
Réparations et entretien	28	13
Intérêt sur les contrats de location-acquisition	6	10
Autres dépenses	12	1
	21,740	20,026
Bénéfice net pour l'exercice	209	95

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Affectés		
Solde au début et à la fin de l'exercice	500	500
Non affectés		
Solde au début de l'exercice	1,314	1,219
Bénéfice net pour l'exercice	209	95
Solde à la fin de l'exercice	1,523	1,314
	2,023	1,814

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	209	95
Sans incidence sur les fonds		
Amortissement	175	175
Prestations de cessation d'emploi	27	(4)
Perte lors de la vente d'immobiliers et de matériel	11	
	422	266
Utilisation des fonds		
Ajouts aux immobiliers et au matériel	125	114
Diminution des obligations à long terme découlant de contrats de location-acquisition	26	24
	151	138
Augmentation du fonds de roulement	271	128
Fonds de roulement au début de l'exercice	2,131	2,003
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	2,402	2,131

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Nature des activités

L'Administration de pilotage du Pacifique a été constituée le 1er février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans des eaux canadiennes précises. De plus, la Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui augmenté d'autres sources, pourra subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

Les services de pilotage sur le fleuve Fraser sont assurés par des pilotes à l'emploi de l'Administration; dans d'autres régions côtières, un contrat passé avec une association locale de pilotes brevetés assure ces services.

L'Administration n'est assujettie à aucun impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Contrats de location-acquisition

En vertu des modalités de certaines ententes par bail l'Administration prend à son compte les droits et obligations d'un propriétaire. Ces baux sont traités comme des contrats de location-acquisition. Un élément d'actif et une obligation sont enregistrés à une somme égale à la valeur au marché des biens en cause lors du commencement du bail. L'obligation est diminuée annuellement de la partie des versements exigibles en vertu du bail qui représente le capital et la partie intérêt est portée à la dépense.

Amortissement

L'amortissement des immobiliers et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et il est fondé sur la durée utile estimative suivante des éléments de l'actif:

	Ans
Bâtiments	20
Bateaux-pilotes	20
Matériel	5 et 10
Améliorations locatives	7 et 15

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités définies de cessation d'emploi en conformité avec les conventions collectives et avec leurs conditions de travail. L'élément de passif relatif à ces versements est inscrit aux comptes dès que les indemnités s'accumulent aux employés.

Capital d'apport

Les montants représentant les valeurs attribuées aux immobiliers et au matériel virés du Canada en 1972 et le coût de tous les immobiliers et matériel financés à même les crédits parlementaires sont déclarés comme capital d'apport.

Bénéfices non répartis

Des sommes sont affectées de temps à autre par l'Administration afin de prévoir les coûts extraordinaires découlant du renouvellement ou de l'acquisition d'immobilisations et pour les éventualités.

Régime de retraite

Tous les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que l'Administration doivent verser des cotisations au Régime. Ces contributions représentent le total de la dette de l'Administration et elles sont portées aux comptes de façon courante.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

3. Immobiliers et matériel

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Bâtiments	40	40
Bateaux-pilotes	1,142	1,142
Matériel	718	661
Améliorations locatives	129	98
	2,029	1,941
Amortissement cumulé	1,102	953
	927	988

Les éléments d'actif ci-haut comprennent les immobiliers et le matériel loués en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur totale de $276,000 (1984—$276,000) moins l'amortissement cumulé de $179,000 (1984—$166,000).

4. Obligations découlant de contrats de location-acquisition

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Total des versements minimums en vertu d'une entente par bail à 8% avec le Canada pour un bateau-pilote, échéant en avril 1988, à payer en versements annuels de capital et d'intérêt réunis de $32,000	97	129
Somme qui représente l'intérêt	(14)	(22)
Solde des obligations	83	107
Fraction à court terme	(26)	(24)
Fraction à long terme	57	83

Lors de l'échéance du bail, l'Administration peut exercer l'option d'acheter le bateau-pilote pour $1.

5. Engagements

L'Administration a une obligation en vertu d'un bail à long terme pour des locaux à bureaux se chiffrant dans l'ensemble à $1,079,680 pour la période allant du 1er janvier 1986 au 31 décembre 1999 à un loyer annuel de base de $77,120. L'obligation exige également le paiement d'une quote-part au prorata des coûts d'exploitation qui sont estimés à $45,000 pour l'exercice 1986.

L'Administration a conclu un contrat de location-exploitation à l'égard des services d'un bateau-pilote avec équipage comportant un loyer annuel garanti de $58,000 jusqu'en 1990, plus les dépenses d'exploitation. Il y a une option d'achat du bateau, en tout temps, à un prix à établir lors de l'exercice de l'option.

PAGE RÉCAPITULATIVE

AIR CANADA

MANDAT

Assurer un service public de transport aérien et se livrer à d'autres affaires liées aux opérations aériennes en s'appuyant sur de solides fondements commerciaux et, en particulier, ayant égard aux profits.

ANTÉCÉDENTS

Les activités de la société ont débuté en 1937. Jusqu'en 1978, elle était une filiale de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Aujourd'hui, avec une flotte de 112 avions à réaction et un effectif de 22,100 employés, elle compte pour 60 p. 100 des passagersmilles payants au Canada. Le gouvernement fédéral n'a investi aucun fond dans Air Canada depuis 1978, année de la conversion en avoir d'une dette de 324 millions de dollars représentant les engagements de la société envers le Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	500, rue Dorchester ouest Montréal (Québec) H2Z 1X5
STATUT	— Annexe C, Partie II — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur les Lignes aériennes trans-Canada* de 1937, abrogée et remplacée par la *Loi constituant Air Canada* de 1977 (S.C. 1977-1978, c. 5)
PREMIER DIRIGEANT	Pierre J. Jeanniot
PRÉSIDENT	Claude I. Taylor
VÉRIFICATEUR	Thorne Riddell, Poissant, Richard

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984 (reformulé)	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	2,590	2,508	2,187	2,037
Engagements envers le secteur privé	1,265	1,087	848	629
Engagements envers le Canada	196	228	246	263
Avoir du Canada	513	528	486	482
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

AIR CANADA

COMMENTAIRE DE LA DIRECTION

La direction répond de la sincérité et de la fidélité des états financiers consolidés du présent rapport, lesquels ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Elle répond également des autres informations contenues dans ce rapport et de leur concordance avec celle des états financiers. La direction a pour règle de conduite de maintenir un système de contrôle interne qui vise à assurer, dans une mesure raisonnable, la fiabilité de l'information financière et la protection de l'actif. La Société dispose de son propre service de vérification qui a notamment pour fonction le suivi des mécanismes de contrôle interne et de leur application.

Le Conseil d'administration veille à ce que la direction remplisse ses fonctions en matière d'information financière et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité de vérification du Conseil, composé d'administrateurs extérieurs au personnel de la Société. Le Comité de vérification se réunit au moins quatre fois l'an avec la direction ainsi que les vérificateurs internes et externes.

Les vérificateurs externes, Thorne Riddell, effectuent une vérification indépendante conforme aux normes généralement reconnues et expriment leur opinion sur les états financiers. Cette vérification comporte l'examen et l'évaluation du système de contrôle interne de la Société, ainsi que les sondages et procédés jugés nécessaires pour assurer, dans une mesure raisonnable, la présentation fidèle des états financiers. Les vérificateurs externes ont libre accès auprès du Comité de vérification, qu'ils rencontrent régulièrement.

le Président
directeur général
Pierre J. Jeanniot

le Premier vice-président
Finances
William J. Reid

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan consolidé d'Air Canada au 31 décembre 1985, les états des résultats consolidés, des bénéfices non répartis consolidés ainsi que de l'évolution de la situation financière consolidée pour l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons également qu'à notre avis les opérations de la Société et de ses filiales que nous avons relevées dans le cours de notre vérification des états financiers étaient conformes à la partie XII de la *Loi sur l'administration financière* et ses règlements ainsi qu'à la *Loi d'Air Canada* et aux règlements intérieurs de la Société.

Comptables agréés
Thorne Riddell
Poissant Richard

Montréal, Canada
le 14 février 1986

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	62,293	50,684
Débiteurs	301,457	269,581
Pièces de rechange, matières et fournitures	89,622	78,079
Frais payés d'avance	12,144	10,581
Impôts sur le revenu reportés	38,489	34,786
	504,005	443,711
Biens-fonds et matériel (note 2)	1,807,189	1,893,056
Matériel volant en location-acquisition (note 3)	91,715	106,380
Participations dans d'autres sociétés (note 4)	31,604	21,575
Débiteurs et frais reportés à long terme	154,989	43,755
	2,589,502	2,508,477

PASSIF	1985	1984
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	348,537	350,125
Recettes de transport perçues d'avance	171,127	153,052
Tranche à court terme de la dette et des obligations au titre de locations-acquisitions	108,399	96,612
	628,063	599,789
Dette à long terme (note 5)	1,259,124	1,103,079
Obligations à long terme au titre de locations-acquisitions (note 6)	93,570	115,497
Autres éléments de passif à long terme	19,836	17,618
Crédits reportés		
Impôts sur le revenu reportés	67,738	111,085
Autres	8,095	33,512
	2,076,426	1,980,580
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé: $750 millions en actions de $1,000 chacune		
Émis et entièrement libéré: 329,009 actions	329,009	329,009
Bénéfices non répartis	184,067	198,888
	513,076	527,897
	2,589,502	2,508,477

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration:

Le Président du Conseil
CLAUDE I. TAYLOR

Le Président-directeur général
PIERRE J. JEANNIOT

AIR CANADA—*Suite*

RÉSULTATS CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Recettes d'exploitation		
Passages	2,109,845	1,989,019
Fret	319,330	280,421
Contrats de services et divers	293,402	229,975
	2,722,577	2,499,415
Dépenses d'exploitation		
Salaires, charges sociales et avantages	910,223	873,214
Carburant avion (note 7)	565,153	542,177
Commissions sur ventes	188,591	174,951
Matières, fournitures et services de maintenance	142,347	111,878
Restauration et services—Passagers	135,613	124,281
Amortissement et désuétude	192,561	164,693
Autres	586,548	465,449
	2,721,036	2,456,643
Bénéfice d'exploitation	1,541	42,772
Revenus hors exploitation (dépenses)		
Intérêts sur la dette et les obligations à long terme au titre de locations-acquisitions	(114,110)	(101,539)
Intérêts créditeurs	7,882	8,934
Intérêts capitalisés	3,604	9,048
Profit sur l'aliénation de biens-fonds, de matériel et de placements	13,859	31,277
Change	16,246	6,563
Autres	15,218	8,574
	(57,301)	(37,143)
Bénéfice (perte) avant impôts sur le revenu et postes extraordinaires	(55,760)	5,629
Recouvrement d'impôts sur le revenu reportés (note 8)	33,865	16,276
Bénéfice net (perte) avant postes extraordinaires	(21,895)	21,905
Postes extraordinaires (note 9)	7,074	6,223
Bénéfice net (perte)	(14,821)	28,128

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Bénéfices non répartis à l'ouverture de l'exercice		
Solde déjà établi		157,094
Redressement affecté aux exercices antérieurs (note 10)		13,666
Solde redressé	198,888	170,760
Bénéfice net (perte)	(14,821)	28,128
Bénéfices non répartis à la clôture de l'exercice	184,067	198,888

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net (perte) avant postes extraordinaires	(21,895)	21,905
Postes extraordinaires	(5,062)	(26,389)
Postes hors caisse compris dans le bénéfice net (perte)	129,122	114,178
Résultats	102,165	109,694
Évolution nette des débiteurs et des créditeurs	(33,464)	18,606
Augmentation des recettes de transport perçues d'avance	18,075	6,912
Augmentation des pièces de rechange, matières et fournitures	(18,925)	(15,590)
Autres	(3,231)	(18,142)
	64,620	101,480
Financement		
Emprunts à long terme	136,545	307,886
Remboursement de la dette à long terme	(113,503)	(66,085)
Remboursement relatif aux obligations au titre de locations-acquisitions	(22,814)	(21,292)
Profits sur change reportés	20,586	19,749
Autres	(4,653)	(1,687)
	16,161	238,571
Investissement		
Acquisition d'immobilisations	(104,169)	(430,547)
Produit d'aliénations	36,491	58,425
Prises de participation	(3,884)	33,152
Dividendes versés par des sociétés apparentées	2,390	3,608
	(69,172)	(335,362)
Augmentation de la situation de l'encaisse	11,609	4,689
Situation de l'encaisse à l'ouverture de l'exercice	50,684	45,995
Situation de l'encaisse à la clôture de l'exercice	62,293	50,684

La situation de l'encaisse est constituée de l'encaisse et des placements à court terme.

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

AIR CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Principales conventions comptables

a) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Air Canada et de ses filiales en propriété exclusive, Touram Inc. et Les immeubles d'entretien aéronautique Limitée. Toutes les opérations intersociétés ont été éliminées.

b) Amortissement

Les biens-fonds et le matériel d'exploitation ainsi que les biens sous contrat de location-acquisition sont amortis, jusqu'à concurrence de la valeur résiduelle estimative, suivant la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée prévue d'utilisation. Pour le matériel volant, la durée prévue d'utilisation est de 14 à 18 ans, sauf quand des modifications majeures la prolongent. Elle est de 5 à 30 ans pour les autres éléments des biens-fonds et du matériel.

c) Maintenance

Les frais de maintenance et de réparation sont portés aux dépenses d'exploitation, sauf les modifications majeures, qui sont capitalisées.

d) Pièces de rechange, matières et fournitures

Les pièces de rechange, matières et fournitures sont évaluées au coût moyen. La provision pour désuétude des pièces de rechange du matériel volant est accumulée pendant la durée prévue d'utilisation du matériel volant correspondant.

e) Recettes de transport

Les ventes passages et fret de la Société deviennent des recettes d'exploitation quand le transport est fourni. La valeur du transport non encore fourni est inscrite au passif à court terme.

f) Intérêts capitalisés

Les intérêts sur les fonds affectés à l'acquisition de nouveau matériel volant et d'autres éléments des biens-fonds et du matériel sont capitalisés pour les périodes qui précèdent la date d'entrée en service des éléments d'actif considérés.

g) Conversion des devises

Les éléments monétaires de l'actif et du passif libellés en devises sont convertis aux taux de change des fins de mois. Les profits et pertes sur change sont inclus dans les résultats de l'exercice, sauf ceux afférents à la dette à long terme, qui sont reportés et amortis sur la durée résiduelle de la dette. Les autres éléments d'actif et de passif et les éléments des comptes compris dans les résultats figurent à leur contrevaleur au cours du change en vigueur aux dates des opérations.

h) Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement relatifs aux éléments d'actif acquis avant 1985 sont comptabilisés dans les résultats après déduction des impôts sur le revenu reportés applicables, suivant la méthode d'imputation à l'exercice où ils servent à des fins fiscales. Les crédits d'impôt à l'investissement attribués pour les éléments d'actif acquis après 1984 sont déduits du coût des biens-fonds et du matériel, l'année de leur acquisition.

2. Biens-fonds et matériel

	1985	1984
	$	$
Coût		
Matériel volant	2,270,031	2,308,617
Autres éléments biens-fonds et matériel	694,285	597,014
	2,964,316	2,905,631
Amortissement cumulé		
Matériel volant	806,910	740,735
Autres éléments biens-fonds et matériel	387,550	349,396
	1,194,460	1,090,131
	1,769,856	1,815,500
Versements proportionnels	37,333	77,556
Valeur comptable nette	1,807,189	1,893,056

Le matériel volant comprend cinq appareils retirés du service et d'une valeur comptable nette de $5,5 millions. La vente de ces appareils en février 1986 a rapporté $14,5 millions.

3. Matériel volant en location-acquisition

	1985	1984
	$	$
Matériel volant en location-acquisition	295,985	292,103
Moins: amortissement cumulé	204,270	185,723
Valeur comptable nette	91,715	106,380

4. Participations dans d'autres sociétés

Les participations comptabilisées à la valeur de consolidation comprennent GPA Group Limited (22,7%), Innotech Aviation Limitée (30%), MATAC Cargo Ltée (50%), Global Travel Computer Holdings Ltd (33,3%, 21,1% jusqu'au 25 décembre 1985) et Nordair Ltée (86,5% jusqu'à sa vente le 31 mai 1984). La quote-part du bénéfice de ces sociétés revenant à Air Canada est intégrée aux revenus hors exploitation au poste Autres et s'élève à $9,1 millions ($4,3 millions en 1984).

AIR CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

5. Dette à long terme

	1985	1984
	$	$
Gouvernement du Canada		
Billet 7,2%, remboursable en versements semestriels, échéant en 1993	196,098	215,198
Billet 8,31%		12,851
	196,098	228,049
Autres		
Billets 8,7%, échéances 1995-96	504,211	493,531
Billet 7,3%, échéances de 1991 à 1994	104,760	
Obligations 11,25%, échéance 1994	70,000	61,196
Obligations 6,25%, échéance 1992	67,860	50,800
Obligations 5,5%, échéance 1995	67,860	50,800
Obligations 9%, échéance 1992	57,190	41,880
Obligations 7,375%, échéance 1993	57,190	41,880
Billets 8%, échéance 1990-91	50,733	56,543
Billet 8,5%, échéances 1991-92	46,699	51,598
Billet 8,375%, échéance 1990	35,007	40,456
Billet 9,25%, échéance 1991	32,128	26,386
Billets divers, échéances de 1986 à 1992, au taux d'intérêt moyen de 10,35%	53,530	34,020
	1,147,168	949,090
	1,343,266	1,177,139
Tranche à court terme	84,142	74,060
	1,259,124	1,103,079

Aucune portion de la dette à long terme n'est garantie.

Les sommes à rembourser au cours des cinq prochains exercices portent sur $457 millions; soit $84,1 millions en 1986, $86,9 millions en 1987, $91,5 millions en 1988, $96,5 millions en 1989 et $98 millions en 1990.

La dette à long terme comprend $635,5 millions remboursables en dollars américains, $135,7 millions en francs suisses, $114,4 millions en deutsche Mark, $104,8 millions en yens, $70 millions en livres sterling et $32,1 millions en francs français. La quasi-totalité de la dette remboursable en dollars américains est couverte par des contrats de change à long terme dans cette monnaie. Le 1er mai 1985, Air Canada a conclu avec une banque canadienne un accord de crédits croisés qui met la Société à l'abri de toute fluctuation ultérieure du taux de change sur la dette et les intérêts à verser en livres sterling.

Pendant l'exercice, Air Canada a passé des accords d'échange de taux d'intérêt échéant en 1988 et en 1990 et portant sur un principal théorique de $150 millions US.

Aux termes de ces accords, la Société sert un intérêt à taux variable rajusté trimestriellement selon le taux Libor en vigueur, et les tiers, un intérêt à taux fixe moyen de 10,15%.

Au 31 décembre 1985, la Société est partie, avec deux banques à charte canadiennes, à des accords de crédits renouvelables et à terme totalisant $200 millions. Les crédits renouvelables et à terme échoient à trois et cinq ans respectivement. Au 31 décembre 1985, il n'existe aucun prélèvement impayé en vertu de ces accords.

6. Obligations au titre de locations

Les loyers minimaux futurs au titre des contrats de location-acquisition et de location-exploitation sont les suivants:

	Location-acquisition—Appareils	Location-exploitation—Appareils et biens-fonds
	$	$
1986	33,185	44,236
1987	31,833	40,658
1988	31,173	30,371
1989	26,597	23,602
1990	21,683	21,028
Au-delà	5,266	174,798
Total des loyers minimaux futurs	149,737	334,693
Moins: somme représentant l'intérêt et les retenues de garantie	31,910	
Valeur actualisée des obligations au titre de locations-acquisitions	117,827	
Moins: tranche à court terme	24,257	
Valeur actualisée des obligations au titre de locations-acquisitions à long terme	93,570	

Les contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des loyers, selon le taux d'intérêt implicite de chaque contrat. Le taux d'intérêt implicite moyen s'appliquant à ces obligations est de 7,6% avec échéances allant de 1986 à 1991.

7. Surtaxe sur le carburant

La provision de $24,7 millions constituée au titre de la surtaxe sur le carburant pour les mois de février 1982 à avril 1983 a fait l'objet d'une contrepassation et entre en déduction des dépenses d'exploitation de l'exercice.

8. Impôts sur le revenu

Le recouvrement d'impôts sur le revenu reportés effectué par la Société se ventile comme suit:

	1985	1984
	$	$
Recouvrement d'impôts sur le revenu (provision), fondé sur un taux d'imposition combinant les taux de base du fédéral et des provinces	24,535	(2,469)
Gains en capital assujettis à un taux d'imposition effectif inférieur	5,125	3,363
Bénéfice de sociétés apparentées exempté d'impôts	4,024	1,829
Crédits d'impôt à l'investissement, après déduction de $11,455 d'impôts sur le revenu reportés en 1984		13,376
Divers	181	177
Recouvrement d'impôts sur le revenu reportés	33,865	16,276

Au 31 décembre 1985, la Société dispose de crédits d'impôt à l'investissement de $35 millions qui pourront servir à réduire l'impôt fédéral sur le revenu des exercices de 1986 à 1988. Aucun avantage n'est comptabilisé à ce titre.

AIR CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Fin*

9. Postes extraordinaires

La Société a modifié le calcul de 1984 de ses crédits d'impôt à l'investissement et inscrit aux résultats $9,9 millions ($21 millions en 1984) de crédits d'impôt à l'investissement, après déduction de $7,8 millions ($16,4 millions en 1984) d'impôts sur le revenu reportés.

La provision pour le coût de vastes programmes de réduction de l'effectif s'établit à $2,8 millions ($14,8 millions en 1984), après déduction de $2,2 millions ($11,6 millions en 1984) d'impôts sur le revenu reportés.

10. Redressement affecté aux exercices antérieurs

La Société a relevé dans les impôts sur le revenu reportés comptabilisés dans les exercices antérieurs un excédent de $14,8 millions, selon le taux d'imposition réglementaire de ces exercices. Par conséquent, les impôts sur le revenu reportés présentés dans les exercices antérieurs ont été redressés. Il en résulte, pour 1984, une majoration du bénéfice net avant postes extraordinaires et du bénéfice net de $0,7 million et de $1,1 million respectivement. L'effet cumulatif, chiffré à $13,7 millions au 1er janvier 1984, se traduit par une augmentation des bénéfices non répartis à cette date.

11. Modification d'estimations comptables

Les importantes modifications ci-après, apportées aux estimations comptables en 1985, ont eu pour effet de réduire de $14,4 millions la perte nette, après déduction de $8,5 millions d'impôts sur le revenu reportés.

a) L'estimation modifiée du montant des recettes de transport inutilisé a donné lieu à une augmentation de $10,2 millions des recettes passages.

b) La méthode d'amortissement des profits et pertes sur change reportés a été affinée, d'où une diminution de $7 millions des dépenses hors exploitation.

c) La durée prévue d'utilisation des DC-8 cargos a été prolongée par des modifications majeures, notamment la remotorisation des appareils. La dotation à l'amortissement et à la désuétude a donc pu être réduite de $5,7 millions en 1985.

12. Engagements

Au 31 décembre 1985, les contrats de modification d'avions s'élèvent à environ $12 millions US. Les autres engagements au titre des biens-fonds, du matériel au sol et des pièces de rechange atteignent environ $45 millions CAN.

13. Régimes de retraite

Les frais de capitalisation des pensions au titre des services courants sont imputés à l'exploitation dès qu'ils sont engagés. La dette non capitalisée, déterminée par des évaluations actuarielles, est pourvue par versements annuels imputés à l'exploitation sur les périodes recommandées par les actuaires et conformément aux stipulations réglementaires. Les excédents et déficits actuariels, déterminés par des évaluations actuarielles, sont amortis au moyen d'imputations aux résultats sur une période de trois ans.

Le total des charges au titre de ces régimes s'élève à $35,9 millions pour l'exercice ($36,2 millions en 1984), après déduction d'un excédent actuariel de $20,4 millions pour les exercices 1984 et 1985.

Au 31 décembre 1985, la dette non capitalisée des régimes de retraite de la Société est de $248 millions ($224 millions en 1984), selon les dernières évaluations actuarielles effectuées au 31 décembre 1983, dette qui est pourvue par versements annuels sur diverses périodes jusqu'en 2003.

Au 31 décembre 1985, la valeur marchande de l'actif des caisses de retraite dépasse la valeur des avantages acquis.

14. Éventualités

Diverses poursuites judiciaires et réclamations entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la direction, le dénouement de ces affaires n'aura aucune incidence marquée sur la situation financière ou sur les résultats de la Société.

15. Opérations entre apparentés

Dans le cadre normal de ses affaires, la Société effectue des opérations avec des apparentés, à savoir le gouvernement du Canada, ses organismes et d'autres sociétés d'État. La Société perçoit auprès des apparentés des recettes au titre de passages, de fret et de contrats de services. Les dépenses faites auprès des apparentés comprennent des redevances d'atterrissage et d'aéroport, des taxes et des intérêts sur la dette à long terme. Les soldes des comptes qui résultent de ces opérations figurent au bilan et sont réglés selon les conditions faites aux tiers non apparentés.

16. Chiffres donnés à des fins de comparaison

Certains chiffres de 1984 donnés à des fins de comparaison dans les états des résultats consolidés, des bénéfices non répartis consolidés et de la situation financière consolidée ont été réagencés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 1985.

17. Loi constitutive

La Société assure son exploitation en vertu de la *Loi d'Air Canada de 1977* modifiée.

18. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le 22 janvier 1986, la Société a lancé une émission d'obligations perpétuelles subalternes de $200,9 millions (300 millions FS) portant intérêt à 6¼%. Ces obligations non garanties peuvent être appelées au remboursement à 102% du pair en 2001 et, par la suite, tous les cinq ans.

Le 7 février 1986, la Société a lancé une émission d'obligations perpétuelles subalternes de $135,1 millions (200 millions FS) portant intérêt à 5¾%. Ces obligations non garanties peuvent être appelées au remboursement à 101½% du pair en 1999 et, par la suite, tous les cinq ans à 102% du pair.

PAGE RÉCAPITULATIVE

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE

MANDAT

Assurer une base industrielle capable de répondre aux exigences relatives à la défense nationale du Canada en matière de munitions de gros calibre et de produits connexes, avec l'aide du secteur privé dans toute la mesure du possible.

ANTÉCÉDENTS

La société fut chargée de rationaliser et de réduire les activités et les installations en usage au cours de la Seconde Guerre mondiale et du conflit de Corée. Son unique acheteur important est le ministère de la Défense nationale et ses prix de vente sont fonction de ses coûts. La *Loi autorisant l'aliénation de la société Les Arsenaux Canadiens Limitée* a été proclamée le 1er mai 1986 et la société a été vendue au Groupe SNC le 9 mai pour la somme de 92.2 millions de dollars.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1, Complexe Desjardins Bureau 3017 C.P. 665 Succursale Desjardins Montréal (Québec) H5B 1B8
STATUT	vendue à des intérêts privés
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Lettres patentes du 10 septembre 1945, partie I, *Loi sur les compagnies* de 1934; prorogation en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* du 20 octobre 1980

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	126.0	88.9	83.5	93.4
Engagements envers le secteur privé	10.3	1.7	0.2	0.3
Engagements envers le Canada	4.7	4.7	4.7	4.7
Avoir du Canada	52.7	43.9	38.2	34.3
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

Nota: Les données de 1985-1986 n'étaient pas disponibles au moment où le Rapport a été mis sous presse.

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1986
N'ÉTAIENT PAS DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

PAGE RÉCAPITULATIVE

LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE

MANDAT

Achat de terres pour aliénation éventuelle.

ANTÉCÉDENTS

Cette société a été achetée pour le compte du Canada en 1983 dans le but d'obtenir les terres et les droits de pêche qui lui appartiennent. Ces actifs doivent être convertis en biens rattachés à la réserve indienne, après quoi, la compagnie sera dissoute. Il faudra toutefois d'abord régler la poursuite judiciaire qu'a intentée la province de Québec, alléguant ses droits sur les terres.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	10, rue Wellington 18e étage Les Terrasses de la Chaudière Hull (Québec) K1A 0H4
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Bill McKnight, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires indiennes et Nord canadien
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Décret 1983-4029; société constituée en vertu de la partie 1A de la *Loi des compagnies* du Québec
PREMIER DIRIGEANT	Poste vacant
PRÉSIDENT	Poste vacant
ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF	Cette société est inactive. Son actif total ne représente qu'une valeur nominale.

LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE

LA SOCIÉTÉ A DES ACTIFS NÉGLIGEABLES ET A ÉTÉ
INACTIVE AU COURS DE L'EXERCICE

PAGE RÉCAPITULATIVE

LA BANQUE DU CANADA

MANDAT

La Banque du Canada est responsable de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique monétaire du Canada et agit à titre de mandataire financier du gouvernement. La Banque est la seule autorisée à émettre des billets de banque au Canada et elle fixe le pourcentage du passif-dépôts que les banques à charte doivent maintenir à titre de réserves secondaires. Elle effectue des opérations d'Open-Market vendant ou achetant des titres, pour le bénéfice de l'économie canadienne. À titre de mandataire financier, elle s'occupe de l'émission des titres du Canada et du paiement de l'intérêt et du principal connexes; elle encaisse et négocie les chèques tirés sur le receveur général. Elle administre le Compte du Fonds des changes et agit à titre de mandataire pour les activités du gouvernement sur le marché des changes.

ANTÉCÉDENTS

La Banque a été créée par sa loi habilitante en 1934 à titre de banque centrale du Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	234, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0G9
STATUT	— mandataire de Sa Majesté — exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michael Wilson, c.p., député
MINISTÈRE	Finances
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1934, en vertu de la *Loi sur la Banque du Canada* (S.R.C. 1970, c. 13)
PREMIER DIRIGEANT	G.K. Bouey, gouverneur
VÉRIFICATEUR	Thorne Riddell

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984	1983	1982
Dépenses, avant amortissement	135	118	110	102

Nota: Cet état financier récapitulatif est superficiel comparativement à celui des autres sociétés figurant dans ce rapport. Cela est attribuable au fait que, en raison de la nature des activités d'une banque centrale, ses états financiers sont uniques. Par exemple: l'actif de la Banque se compose principalement de titres du Canada et ses recettes proviennent principalement des intérêts qui lui sont versés par le Canada sur ces titres. En conséquence, l'important revenu net (1985 - $1.880 millions; 1984 - $1.852 millions) que la Banque verse au Canada constitue tout simplement l'aboutissement du processus de circulation des liquidités, réduit du montant des dépenses de fonctionnement de la Banque.

BANQUE DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié l'état de l'actif et du passif de la Banque du Canada au 31 décembre 1985, ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Banque au 31 décembre 1985, ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon l'énoncé ci-joint des principales conventions comptables, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Thorne Riddell
Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés

Ottawa, Canada
le 24 janvier 1986

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1985
(avec chiffres comparatifs pour 1984)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Dépôts payables en devises étrangères		
Devises américaines	533,581	183,699
Autres devises	35,723	3,320
	569,304	187,019
Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements (note 2)	3,468,756	50,000
Placements, à leurs valeurs amorties (note 3)		
Bons du Trésor du Canada	3,983,915	3,483,072
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, échéant dans les trois ans	3,459,594	4,654,031
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans	8,223,748	9,015,242
Autres placements	2,633	476,448
	15,669,890	17,628,793
Immeubles de la Banque (note 4)	118,471	93,324
Chèques tirés sur les membres de l'Association canadienne des paiements	767,344	531,524
Intérêts courus sur placements	345,224	401,189
Solde des recouvrements et des paiements en cours de règlement		
Gouvernement du Canada (montant net)	145,771	36,318
Autres éléments d'actif	49,830	5,470
	21,134,590	18,933,637

PASSIF	1985	1984
Capital versé (note 5)	5,000	5,000
Fonds de réserve (note 6)	25,000	25,000
Billets en circulation	16,671,992	15,236,012
Dépôts		
Gouvernement du Canada	313,416	54,950
Banques à charte	2,201,122	2,772,117
Autres membres de l'Association canadienne des paiements	205,528	36,585
Autres dépôts	168,238	230,291
	2,888,304	3,093,943
Passif payable en devises étrangères		
Gouvernement du Canada	371,943	12,642
Autres	27	25
	371,970	12,667
Chèques de la Banque du Canada non compensés	935,793	552,701
Autres éléments de passif (note 7)	236,531	8,314
	21,134,590	18,933,637

Voir notes complémentaires aux états financiers.

Le Gouverneur
G. K. BOUEY

Le Comptable en Chef
A. C. LAMB

BANQUE DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(avec chiffres comparatifs pour 1984)
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Revenus de placements et d'autres sources après déduction des intérêts payés sur les dépôts, soit $4,552 ($6,724 en 1984)	2,027,447	1,981,564
Dépenses		
Traitements[1]	57,018	51,762
Contributions aux régimes de retraite et d'assurance du personnel[2]	8,073	6,516
Autres frais de personnel[3]	1,564	1,871
Honoraires des administrateurs	70	98
Honoraires et frais des vérificateurs	380	338
Impôts municipaux et taxes d'affaires	7,496	7,146
Coût des billets de banque	33,007	26,408
Informatique	5,142	3,845
Entretien des immeubles—Après déduction des revenus de location[4]	12,585	10,827
Impression des publications	459	568
Autres travaux d'impression et fournitures de bureau	1,831	1,927
Postes et messageries	2,106	1,785
Télécommunications	1,817	1,668
Déplacements et mutations	2,112	1,871
Autres dépenses	1,770	1,223
	135,430	117,853
Amortissement des bâtiments et de l'équipement	11,986	11,526
	147,416	129,379
Revenu net payable au Receveur général du Canada	1,880,031	1,852,185

Voir notes complémentaires aux états financiers.

[1] Traitements y compris le temps supplémentaire des employés autres que ceux qui sont affectés à l'entretien des immeubles. Le nombre d'années-employé utilisées (y compris le temps supplémentaire et les heures de travail fournies par les surnuméraires et les employés à temps partiel) a été de 2,215 en 1985 comparé à 2,129 en 1984.

[2] Contributions aux régimes de retraite et d'assurance des employés, autres que ceux qui sont affectés à l'entretien des immeubles.

[3] Les autres frais de personnel comprennent les gratifications de départ à la retraite, les frais d'exploitation des cafétérias, les frais de formation professionnelle et des services médicaux.

[4] Les frais d'entretien des immeubles comprennent l'entretien des bâtiments et de l'équipement ainsi que les frais de personnel connexes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Principales conventions comptables

La présentation des états financiers de la Banque satisfait aux exigences de la Loi sur la Banque du Canada et de ses statuts administratifs en matière de comptabilité et de divulgation. Les principales conventions comptables de la Banque sont énumérées ci-dessous:

a) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode d'exercice; toutefois, les intérêts sur les avances consenties à une banque dont la liquidation a été ordonnée ne sont comptabilisés que lorsqu'ils sont perçus.

b) Placements

Les placements, qui consistent surtout en bons du Trésor et en obligations du gouvernement du Canada, sont inscrits au prix coûtant ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime à l'achat. Cet amortissement ainsi que les gains ou pertes sur disposition de ces placements sont imputés aux revenus.

c) Conversion des devises étrangères

Les éléments de l'actif et du passif en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou les pertes sur la conversion des devises étrangères et les opérations qui s'y rapportent sont imputés aux revenus.

d) Immeubles de la Banque

Les immeubles de la Banque, qui comprennent les terrains, les bâtiments et l'équipement, sont inscrits à leur coût moins l'amortissement accumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode du solde dégressif aux taux annuels suivants:

Bâtiments	5%
Équipement informatique	35%
Autre équipement	20%

2. Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements

Les avances au 31 décembre 1985 incluent des prêts d'un montant total de $1,575,555,885 consentis à la Banque Commerciale du Canada et à la Banque Northland, dont la liquidation a été ordonnée par les tribunaux.

En 1985, ces deux banques ont eu des problèmes de liquidité et ont obtenu de la Banque du Canada des emprunts garantis par une partie de leurs portefeuilles de prêts et par nantissement de titres. En septembre 1985, des curateurs ont été désignés pour les deux banques et des requêtes ont été adressées aux tribunaux pour les liquider. L'ordonnance de liquidation a été émise le 3 septembre 1985 pour la Banque Commerciale du Canada et le 20 janvier 1986 pour la Banque Northland. Les liquidateurs nommés par les tribunaux ont été également mandatés par la Banque du Canada pour réaliser les portefeuilles de prêts cédés en garantie des avances consenties.

Afin que le produit de la réalisation des portefeuilles de prêts soit le plus élevé possible, il se peut que cette opération s'étale sur plusieurs années. La valeur de réalisation définitive sera fonction de la situation économique qui existera au moment de la liquidation de chacun des prêts en portefeuille. En se basant sur les renseignements disponibles au 31 décembre 1985, la Banque du Canada est d'avis que les avances consenties seront intégralement recouvrées avec les fonds provenant des opérations de réalisation.

3. Placements

Les placements incluent $75,145,489 de titres du gouvernement du Canada ($40,102,870 en 1984) détenus en vertu de conventions d'achat et de revente.

4. Immeubles de la Banque

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	(en milliers de dollars)			
Terrains et bâtiments	112,876	49,676	63,200	66,395
Équipement informatique	22,683	12,962	9,721	7,993
Autre équipement	29,973	16,861	13,112	8,335
	165,532	79,499	86,033	82,723
Projets en cours	32,438		32,438	10,601
	197,970	79,499	118,471	93,324

5. Capital

La Banque a un capital autorisé de $5,000,000 divisé en 100,000 actions d'une valeur nominale de $50 chacune. Les actions ont été payées intégralement, et, conformément à la Loi sur la Banque du Canada, elles ont été émises au nom du ministre des Finances, qui les détient pour le compte du Canada.

BANQUE DU CANADA—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

6. Fonds de réserve

Le fonds de réserve établi en vertu de la Loi sur la Banque du Canada représente la réserve générale de la Banque. Conformément à cette loi, des prélèvements sur le revenu net de la Banque ont été accumulés au fonds de réserve jusqu'à ce qu'il atteigne, en 1955, le montant maximal stipulé, soit $25,000,000. Depuis, la totalité du revenu net est versée au Receveur général du Canada.

7. Autres éléments de passif

Au 31 décembre 1985, les autres éléments de passif comprenaient un revenu net de $230,031,132, qui a été versé au Receveur général du Canada après la fin de l'exercice.

8. Passif éventuel

La Banque du Canada a convenu avec la Banque des règlements internationaux de participer à une initiative internationale dont le but est de fournir des facilités de crédit au Fonds monétaire international. En vertu de cet accord, qui a été reconduit en 1985 et expire en juin 1988, l'engagement éventuel de la Banque se limite aux dépôts effectués au besoin auprès de la Banque des règlements internationaux pour le financement des prêts accordés dans le cadre de cette initiative; le montant maximal pour lequel la Banque s'est engagée est de 180,000,000 de DTS ($276,465,594 au taux de change en vigueur le 31 décembre 1985).

PAGE RÉCAPITULATIVE

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

MANDAT

Promouvoir la mise sur pied et l'expansion d'entreprises au Canada et y contribuer, en fournissant une aide financière, une orientation et une formation en gestion, des informations et des conseils.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1974, la Banque fournit une aide financière aux entreprises canadiennes, en agissant comme prêteur supplémentaire et comme source de financement sur l'avoir net. Elle assure aussi des services de planification financière, d'orientation et de formation et d'autres services de gestion.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	800, Place Victoria C.P. 335 Succ. Tour de la Bourse Montréal (Québec) H4T 1L4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michel Côté, c.p., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1974; *Loi sur la Banque fédérale de développement*. (Cette société a succédé à la Banque d'expansion industrielle, établie en 1944.)
PREMIER DIRIGEANT	Guy A. Lavigueur
PRÉSIDENT	William J. McAleer
VÉRIFICATEUR	Maheu Noiseux et Price Waterhouse

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	1,595	1,566	1,616	1,907
Engagements envers le secteur privé	1,184	1,023	921	1,004
Engagements envers le Canada	144	263	420	592
Avoir du Canada	207	202	200	207
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	26	31	78	118
— non budgétaire	néant	néant	néant	26

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Banque fédérale de développement ont été dressés par la Direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués avec continuité. Les données financières se retrouvant à d'autres sections de ce rapport annuel respectent le contenu des états financiers.

La Direction est responsable de la justesse et de l'objectivité des états financiers ainsi que des systèmes comptables dont ils émanent. À cette fin, elle maintient un système élaboré de contrôles internes destinés à donner l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées, que les biens de la Banque sont protégés et que les registres nécessaires sont maintenus. Le système de contrôles internes est complété par une revue périodique des différents aspects des opérations de la Banque par le personnel de la vérification interne et celui de l'inspection. De plus, le vice-président à la vérification interne et le vérificateur externe ont plein et libre accès au Comité de vérification du conseil d'administration de la Banque, dont le rôle est de s'assurer du maintien de systèmes de contrôles adéquats et de la qualité du contenu des rapports financiers.

Ces états financiers ont été vérifiés et ont fait l'objet d'un rapport par le vérificateur externe de la Banque, M. Raymond J. Morcel, F.C.A., de Price Waterhouse, comptables agréés.

le président
Guy A. Lavigueur

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE
L'HONORABLE MINISTRE D'ÉTAT PETITES ENTREPRISES

J'ai vérifié le bilan de la Banque fédérale de développement au 31 mars 1986 ainsi que les états d'exploitation, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Banque au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, j'ai vérifié les opérations qui ont été portées à ma connaissance au cours de ladite vérification des états financiers de la Banque fédérale de développement pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 afin de déterminer si ces opérations étaient conformes à la partie XII de la Loi sur l'administration financière, aux règlements, à la Loi sur la BFD et aux statuts de la Banque. Ma vérification de ces opérations a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances. À mon avis, ces opérations étaient, à tous égards importants, conformes aux autorisations spécifiées.

de Price Waterhouse
Raymond J. Morcel, F.C.A.

Montréal, le 4 juin 1986

BILAN AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Encaisse	968	504
Bons du Trésor	14,093	41,523
	15,061	42,027
Valeurs mobilières émises par le Canada		40,495
Prêts	1,646,695	1,560,019
Placements de capital de risque (note 4)	35,108	34,640
Intérêts échus et courus	21,657	29,302
	1,703,460	1,623,961
Moins: provision cumulée pour pertes (note 5)	141,831	157,737
	1,561,629	1,466,224
Immobilisations, moins amortissement cumulé	5,766	5,130
Frais d'émission de la dette à terme non amortis	8,501	3,371
Autres éléments d'actif	4,030	8,838
	1,594,987	1,566,085

PASSIF	1986	1985
Chèques en circulation	10,513	16,393
Billets à court terme	365,359	318,889
Intérêts courus sur les billets à court et à long terme	41,601	49,787
Autres éléments de passif	8,251	12,245
	425,724	397,314
Billets détenus par le Canada (note 6)	144,000	263,000
Billets à payer, autres qu'à l'ordre du Canada (note 7)	818,371	703,708
	1,388,095	1,364,022
CAPITAL		
Capital versé par le Canada (note 8)	456,600	456,600
Déficit	(249,708)	(254,537)
	206,892	202,063
	1,594,987	1,566,085

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
H. H. MACKAY

Administrateur
GUY A. LAVIGUEUR

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

SERVICES FINANCIERS

ÉTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenu d'intérêts et de placements		
Prêts	210,139	213,000
Placements de capital de risque	8,054	4,817
	218,193	217,817
Frais d'intérêts		
Billets à long terme	103,507	127,818
Billets à court terme	35,195	17,027
	138,702	144,845
Revenu net d'intérêts et de placements	79,491	72,972
Provision pour pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque	24,041	17,052
Revenu net d'intérêts et de placements après la provision pour pertes	55,450	55,920
Frais autres que d'intérêts		
Traitements et avantages sociaux	31,484	33,779
Frais de locaux et d'équipement, y compris l'amortissement	7,160	8,730
Autres frais	11,977	12,479
	50,621	54,988
Bénéfice avant poste extraordinaire	4,829	932
Poste extraordinaire (note 3)		(5,627)
Bénéfice net (perte) de l'exercice (note 13)	4,829	(4,695)
Répartition du résultat		
Division des prêts	1,456	(7,807)
Division des placements bancaires	3,373	3,112

SERVICES DE GESTION-CONSEIL

ÉTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1986	1985
Traitements et avantages sociaux	12,898	12,129
Frais de locaux et d'équipement	3,251	4,268
Publications—Formation et services d'information	1,457	1,245
Honoraires de consultation—CASE	3,235	2,829
Autres frais	10,840	7,942
Total des frais	31,681	28,413
Moins: revenus de consultation—CASE, frais d'inscription aux séminaires de formation et autres activités	5,752	4,305
Montant recouvré du ministère de l'Expansion industrielle régionale en vertu du crédit 45 (crédit 50 en 1985)	25,929	24,108
Ventilation des frais		
Services de consultation en gestion	7,674	7,169
Formation en gestion	7,279	4,466
Services d'information	12,133	11,568
Administration	4,595	5,210
	31,681	28,413

ÉTAT DU DÉFICIT DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1986	1985
Déficit à l'ouverture de l'exercice	(254,537)	(249,842)
Bénéfice net (perte) de l'exercice	4,829	(4,695)
Déficit à la clôture de l'exercice	(249,708)	(254,537)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	1986	1985
Exploitation		
Bénéfice avant poste extraordinaire	4,829	932
Postes n'affectant pas l'encaisse		
Provision pour pertes	24,041	17,052
Amortissement	1,032	1,727
Amortissement des frais d'émission de la dette à terme	3,079	2,948
Intérêts courus, variation nette	(541)	(2,260)
Poste extraordinaire		(5,627)
Divers	3,048	7,250
	35,488	22,022
Décaissements sur prêts et placements	(482,751)	(347,602)
Remboursements sur prêts et placements	351,758	355,772
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation	(95,505)	30,192
Trésorerie		
Émission de billets à long terme	378,418	50,000
Remboursement de billets à long terme	(382,755)	(324,260)
Augmentation nette de billets à court terme	46,470	218,963
Capital versé par le Canada		7,000
Vente de valeurs mobilières	40,495	
Frais d'émission de la dette à terme	(8,209)	(810)
	74,419	(49,107)
Diminution de l'encaisse et des bons du Trésor, moins les chèques en circulation	(21,086)	(18,915)
Encaisse et bons du Trésor, moins les chèques en circulation		
À l'ouverture de l'exercice	25,634	44,549
À la clôture de l'exercice	4,548	25,634

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1986

1. Objectifs et fonctionnement de la Société

La Banque fédérale de développement est une société de la Couronne détenue à part entière par le gouvernement du Canada. Constituée le 20 décembre 1974 par la Loi sur la Banque fédérale de développement, elle succédait à la Banque d'expansion industrielle dont les opérations avaient commencé en 1944.

Les objectifs de la Banque, tels qu'énoncés dans la Loi, sont de promouvoir et d'aider à l'implantation d'entreprises commerciales au Canada en mettant à leur disposition des services financiers ainsi que des services de consultation en gestion, de formation en gestion et d'information tout en accordant une attention particulière aux besoins de la petite entreprise.

La Banque effectue des prêts et des opérations de placements bancaires par l'entremise de ses Services financiers. Les Services de gestion-conseil englobent les services de consultation en gestion, de formation en gestion et d'information. Un état d'exploitation est préparé pour les Services de gestion-conseil étant donné que le financement est pourvu par une affectation du Parlement.

La Banque fédérale de développement est, à toutes ses fins, mandataire du gouvernement du Canada et, à ce titre, toutes ses dettes sont des obligations directes du gouvernement du Canada.

La Banque n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

Prêts et placements de capital de risque

Les prêts et les placements de capital de risque sont inscrits à leur montant en principal.

Provision pour pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque.

Une charge est imputée aux bénéfices afin de rajuster la provision cumulée pour pertes au montant requis pour pourvoir aux pertes probables sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque déjà spécifiquement identifiées de même qu'à une provision générale pour pertes encore inconnues. La portion générale de la provision cumulée est calculée d'après l'expérience passée et elle est destinée à parer aux pertes sur les prêts, cautionnements et placements de capital de risque qui n'ont pas été spécifiquement identifiées.

Comptabilisation du revenu

Le revenu englobe les intérêts courus sur les prêts. Toutefois, les intérêts ne courent pas sur les prêts lorsque la Direction de la Banque est d'avis que ceux-ci ne seront pas recouvrés. Les dividendes, intérêts et gains en capital sur les placements de capital de risque sont comptabilisés à titre de revenu au moment de l'encaissement.

Valeurs mobilières émises par le Canada

Les valeurs sont inscrites à la valeur amortie.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est imputé aux opérations selon la méthode de l'amortissement linéaire ou la méthode de l'amortissement dégressif à des taux établis en fonction de la vie utile estimative des biens en question.

En ce qui concerne les Services de gestion-conseil de la Banque, toutes les dépenses en immobilisations sont recouvrées du ministère de l'Expansion industrielle régionale et pour cette raison elles ne sont pas capitalisées.

Frais d'émission de la dette à terme

L'escompte, la prime et les frais relatifs à l'émission de titres de dette à long terme sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de chaque émission et imputés aux frais d'intérêts.

Conversion des devises étrangères

Les billets à payer en devises étrangères sont assortis de contrats de change à terme et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus à ces contrats. La différence entre le montant éventuel à rembourser et le montant perçu lors de l'émission est assimilée à un coût de financement, et est dès lors imputée au poste des frais d'intérêts selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de chaque émission. Le solde non amorti de ces coûts est inclus au poste des frais d'émission de la dette à terme non amortis du bilan. L'intérêt sur les billets en cause est également assorti de contrats de change à terme et est converti en dollars canadiens aux taux prévus à ces contrats.

Contrats à terme sur taux d'intérêts

Les contrats à terme sur taux d'intérêts sont effectués avec l'intention de réduire les effets de la fluctuation des taux d'intérêts. Les gains et les pertes réalisés sur les contrats fermés sont amortis selon la méthode linéaire sur les périodes auxquelles les contrats se rapportent.

3. Poste extraordinaire

Suite à des changements organisationnels et à des mesures de réduction de coûts pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985, une somme de $5,627,000 a été engagée aux titres de la diminution du personnel, de la radiation de certaines immobilisations, de frais de déménagement et de frais reliés au surplus d'espace.

4. Placements de capital de risque

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Actions	20,046	18,539
Avances à titre d'actionnaire	10,657	12,037
Débentures avec privilège de participation	1,242	942
Débentures convertibles	3,163	3,122
	35,108	34,640

5. Provision cumulée pour pertes

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Provision cumulée à l'ouverture de l'exercice	157,737	195,190
Montants radiés au cours de l'exercice	(43,849)	(58,465)
Recouvrement de montants radiés antérieurement	3,902	3,960
	117,790	140,685
Provision additionnelle requise pour l'exercice	24,041	17,052
Provision cumulée à la clôture de l'exercice	141,831	157,737

6. Billets détenus par le Canada

Les échéances par exercice s'établissaient comme suit:

Taux %	1987	1988	Total
	(en milliers de dollars)		
9-9½	43,000		43,000
10-10½	50,000	51,000	101,000
	93,000	51,000	144,000

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1986—*Fin*

7. Billets à payer, autres qu'à l'ordre du Canada

Les échéances par exercice s'établissaient comme suit:

Taux %	1987	1988	1989	1990	1991	1992-95	Total
	(en milliers de dollars)						
8⅜-9⅜		55,000		27,600	53,968	74,975	211,543
10-11	3,000	78,000	53,000	69,875	3,000	12,000	218,875
12½-13⅜		109,600					109,600
14-14⅜	103,453	30,000	106,400				239,853
17⅜	38,500						38,500
	144,953	272,600	159,400	97,475	56,968	86,975	818,371

Des montants de 183,195,000 de dollars É.-U. et 13,500,000,000 de yen font partie des échéances susmentionnées.

8. Capital versé par le Canada

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Capital à l'ouverture de l'exercice	456,600	449,600
Montant versé		7,000
Capital à la clôture de l'exercice	456,600	456,600

9. Passif éventuel et engagements

La Banque s'est portée caution de prêts totalisant $16,600,000 contre lesquels une provision adéquate a été prévue par la Direction.

Les montants non déboursés au 31 mars 1986 sur les prêts et les placements de capital de risque autorisés s'élèvent à $185,712,000 (1985—$139,878,000).

10. Engagements découlant de contrats de location-exploitation

Les engagements minimaux futurs au titre des contrats de location-exploitation des locaux de la Banque sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1987	4,987
1988	4,171
1989	3,273
1990	2,790
1991	2,284
1992-1996	13,293
	30,798

11. Régime de retraite

Les employés de la Banque bénéficient d'un régime de retraite à cotisations mixtes. La gestion des avoirs est confiée à des fiduciaires. Les frais, déduction faite des cotisations des employés, sont imputés aux résultats d'exploitation au fur et à mesure de leur paiement. Selon une expertise actuarielle indépendante, le régime de retraite était entièrement capitalisé au 31 décembre 1985.

12. Limitations légales touchant l'exploitation

Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du Gouverneur en Conseil, autoriser des versements de capital à la Banque pourvu que le total de ces versements n'excède pas une somme résultant de l'application du paragraphe 28 de la Loi sur la Banque fédérale de développement. L'interprétation actuelle du paragraphe 28 par le ministre est à l'effet que la Banque est présentement autorisée à recevoir les versements de capital pourvu que le total du capital versé par le Canada n'excède pas la somme de $554 millions. Le total du passif réel et du passif éventuel de la Banque ne peut dépasser les montants de son capital et de son déficit multipliés par 12 (ou par 15 avec l'approbation du Gouverneur en Conseil) et est assujetti à un plafond de $3.2 milliards.

13. Services financiers

L'état d'exploitation des Services financiers se compose des résultats d'exploitation de la division des prêts et de la division des placements bancaires qui sont présentés ci-dessous. Le capital de la Banque aux 31 mars 1985 et 1986 comprend un montant de $35.6 millions versé par le gouvernement du Canada pour financer le portefeuille des placements de capital de risque.

	1986			1985		
	Prêts	Placements bancaires	Total	Prêts	Placements bancaires	Total
	(en milliers de dollars)					
Revenu d'intérêts et de placements	210,139	8,054	218,193	213,000	4,817	217,817
Frais d'intérêts	138,702		138,702	144,845		144,845
Revenu net d'intérêts et de placements	71,437	8,054	79,491	68,155	4,817	72,972
Provision pour pertes	21,539	2,502	24,041	17,489	(437)	17,052
Revenu net d'intérêts et de placements après la provision pour pertes	49,898	5,552	55,450	50,666	5,254	55,920
Frais autres que d'intérêts	48,442	2,179	50,621	52,846	2,142	54,988
Bénéfice (perte) avant poste extraordinaire	1,456	3,373	4,829	(2,180)	3,112	932
Poste extraordinaire				(5,627)		(5,627)
Bénéfice net (perte)	1,456	3,373	4,829	(7,807)	3,112	(4,695)

14. Renseignements financiers comparatifs

Certains montants se rapportant à l'exercice financier terminé le 31 mars 1985 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS, LTD.

MANDAT

Percevoir les sommes qui lui sont dues à la suite de la vente de huit paquebots à une société cubaine.

ANTÉCÉDENTS

La Société, qui assurait un service de paquebots aux Antilles, est inactive depuis 1958, époque à laquelle sa flotte de navires a été vendue à la société Banco Cubana de La Havane. En 1959, la gestion de l'entreprise a été confiée à des fonctionnaires fédéraux pour qu'ils puissent percevoir le produit de la vente. Suite à l'adoption par le gouvernement américain, le 3 juillet 1963, des Cuban Assets Control Regulations, la lettre de crédit irrévocable délivrée par la Banque d'Amérique pour couvrir le dernier versement sur le capital n'a pas été honorée. Le maintien de la compagnie avait pour seul but de recouvrer le capital impayé et les intérêts, soit 1.1 million de dollars au 31 décembre 1985. L'autorisation de dissoudre la société est accordée en vertu de la *Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État*, laquelle a reçu la sanction royale le 29 octobre 1985. Toutefois, la société ne sera dissoute que lorsque la Banque d'Amérique aura donné l'assurance qu'elle remboursera Sa Majesté en chef du Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour C Place de Ville Ottawa (Ontario) K1A 0N5
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Créée par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada en 1927 en vertu de la *Dominion Companies Act* et maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, 21 novembre 1978*
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER	N. Van Duyvendyk
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice financier correspond à l'année civile.

	1985	**1984**	**1983**	**1982**
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.1	1.0	0.9	0.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.3	0.3	0.3	0.3
Avoir du Canada	0.7	0.6	0.6	0.5
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Canadian National (West Indies) Steamships Ltd. au 31 décembre 1985 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 21 mars 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
Encaisse	1,452	1,448
Fonds détenus auprès du Receveur général du Canada	95,000	95,000
Fonds gelés (note 2)	976,889	878,582
	1,073,341	975,030

PASSIF	1985	1984
	$	$
Obligations échues et non réclamées (note 3)	14,025	14,025
Montant à payer au Canada (note 4)	324,024	324,024
	338,049	338,049
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé et émis		
10 actions de catégorie A, sans valeur nominale ou valeur au pair	976	976
Bénéfices non répartis	734,316	636,005
	735,292	636,981
	1,073,341	975,030

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le Président
N. VAN DUYVENDYK

Un Administrateur
S.L. ALLEN

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Intérêt créditeur	98,351	86,872
Droit de dépôt et frais de banque	40	30
Bénéfice net pour l'exercice	98,311	86,842
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	636,005	549,163
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	734,316	636,005

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Autorisation et activités

La Société est continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et est une société d'État mère inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle a cessé son exploitation active en 1957 lorsqu'elle a vendu sa flotte de huit navires à des intérêts cubains.

Le 29 octobre 1985, le Parlement a voté la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État qui autorise le ministre des Finances à dissoudre la Société.

Un document de cession a été préparé dans lequel la Société vire à Sa Majesté du Chef du Canada tous ses droits et participations à une lettre de crédit, envers celle-ci, ou découlant de celle-ci selon la mention ci-après à la note 2 afférente. Toutefois, ce document n'a pas encore fait l'objet de souscription puisque le consentement en provenance de la «BankAmerica International» touchant cette cession et leur acquiescement que le versement en vertu de la lettre de crédit sera fait à Sa Majesté du Chef du Canada, n'ont pas été reçus.

Par conséquent, la Société reste à dissoudre et de même manière les fonds gelés sont comptabilisés en tant que des éléments de l'actif de la Société.

Le processus de dissolution sera achevé lorsque le consentement et l'acquiescement seront reçus en provenance de «BankAmerica International».

2. Fonds gelés

Le versement final de $470,400 sur la vente des huit navires à des intérêts cubains devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par la «BankAmerica International» (auparavant connue sous le nom de «Bank of America»). Cependant, les United States Cuban Assets Control Regulations, entrés en vigueur le 3 juillet 1963, ont interdit à la «Bank» d'honorer le paiement de la traite. Les modifications aux règlements, entrées en vigueur le 2 mars 1979, exigent que les fonds gelés soient conservés dans un compte portant intérêt. Le montant d'intérêt couru au 31 décembre 1985 s'établissait à $506,489 ($408,182 en 1984).

Les négociations entreprises pour obtenir un statut particulier en vue de recouvrer les fonds gelés n'ont pas été couronnées de succès. La Direction est d'avis, selon l'avis de ses conseillers juridiques, que les sommes ne seront perçues que lorsque les règlements auront été abrogés par les États-Unis. Une renonciation afin de faire valoir la prescription a été obtenue jusqu'au 1er janvier 1989 et des prolongations supplémentaires seront obtenues au besoin.

3. Obligations échues et non réclamées

Les obligations échues n'ont pas été réclamées depuis le 1er mars 1955 et, par conséquent, en vertu de la loi fixant les délais de prescription, il n'existe aucune obligation juridique de les rembourser. Cependant, la Société a l'intention d'honorer toutes obligations en souffrance qu'on lui présentera.

4. Montant à payer au Canada

Les avances du Canada ne portent aucun intérêt et seront remboursables lors du recouvrement des fonds gelés.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CANAGREX

MANDAT

Promouvoir et faciliter l'exportation des produits agricoles et des produits alimentaires du Canada et, sur demande expresse, y participer.

ANTÉCÉDENTS

Constituée en 1983, la société a commencé ses activités en 1984. Le gouvernement prévoit de dissoudre la société et de transférer ses activités à d'autres ministères et organismes du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	a/sDirection générale des sociétés d'État Conseil du Trésor du Canada 140, rue O'Connor Ottawa (Ontario) K1A 0R5
STATUT	—Annexe C, Partie I —mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur Canagrex* (S.C. 1980-81-82-83, c. 152)
PREMIER DIRIGEANT	Poste vacant
PRÉSIDENT	Poste vacant
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars

	1985-1986	**1984-1985**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice:			
Actif total	0.3	2.3	0.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.2	1.8	0.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	néant	5.4	0.7
— non budgétaire	néant	néant	néant

CANAGREX

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de Canagrex au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats et du surplus et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de Canagrex au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société Canagrex et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 23 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	286,915	2,189,682
Débiteurs	14,140	17,221
	301,055	2,206,903
Immobilisations, nettes		
Mobilier et matériel de bureau		75,000
Améliorations locatives		1
	301,055	2,281,904

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	147,120	435,626
AVOIR DU CANADA		
Surplus	153,935	1,846,278
	301,055	2,281,904

Approuvé par le Conseil:

Directeur
J. P. CONNELL

Directeur
R. A. KILPATRICK

CANAGREX—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Recettes		
Intérêts créditeurs	148,123	140,637
Frais de garanties	3,450	88,903
	151,573	229,540
Dépenses		
Location de mobilier et de matériel de bureau	136,624	420,519
Dépenses de cessation du bail	90,820	
Traitements et avantages sociaux	85,596	1,590,564
Honoraires professionnels	11,295	27,892
Téléphone, télex et messageries	12,997	122,916
Honoraires et frais des administrateurs	7,703	50,569
Déplacements et représentation	6,040	182,664
Papeterie, fournitures et bibliothèque	3,519	66,763
Versements de cessation d'emploi		715,582
Rétablissement des employés		206,937
Publicité et promotion		153,847
Amortissement		96,124
Subventions et contributions—Au net des sommes récupérées		18,377
Dépenses diverses	3,417	18,472
	358,006	3,671,226
Coût de l'exploitation	206,433	3,441,686
Crédit parlementaire		5,400,000
(Insuffisance) excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation	(206,433)	1,958,314
Provision pour réduire la valeur des immobilisations et des améliorations locatives à la valeur estimative de réalisation		(301,202)
Gain lors de la vente d'immobilisations	27,958	
Rajustement lors du règlement de l'éventualité au titre des prestations de cessation d'emploi	136,132	
	(42,343)	1,657,112
Surplus au début de l'exercice	1,846,278	189,166
Remboursement du surplus au Fonds du revenu consolidé	(1,650,000)	
Surplus à la fin de l'exercice	153,935	1,846,278

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Exploitation		
Fonds en provenance (utilisés à) des activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation avant l'intérêt	(354,556)	(3,582,323)
Rajustement lors du règlement de l'éventualité au titre des prestations de cessation d'emploi	136,132	
	(218,424)	(3,582,323)
Investissement		
Fonds en provenance (utilisés à) des activités d'investissement		
Intérêt sur les dépôts bancaires	148,123	140,637
Aliénation d'immobilisations	102,959	96,124
Achat d'immobilisations		(426,322)
	251,082	(189,561)
Financement		
Fonds en provenance (utilisés à) des activités de financement		
Crédits parlementaires		5,400,000
Remboursement du surplus au Fonds du revenu consolidé	(1,650,000)	
	(1,650,000)	5,400,000
(Diminution) augmentation du fonds de roulement	(1,617,342)	1,628,116
Fonds de roulement au début de l'exercice	1,771,277	143,161
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	153,935	1,771,277
Fonds de roulement représenté par		
Actif à court terme	301,055	2,206,903
Passif à court terme	147,120	435,626
	153,935	1,771,277

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. **La Société**

La Société a été établie en juin 1983 en vertu de la Loi sur la Société CANAGREX et elle a entrepris ses opérations en janvier 1984. Elle est une société d'État nommée à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière.

CANAGREX a pour but d'aider les producteurs et les transformateurs canadiens à augmenter leurs exportations de produits agro-alimentaires. La Société a œuvré dans les secteurs tant public que privé afin de promouvoir, faciliter et prendre part à l'exportation des produits agricoles et alimentaires et à la prestation de services connexes.

L'annonce fut faite par le ministre des Finances, le 8 novembre 1984, que le programme Canagrex serait discontinué. Depuis, la Société s'est occupée de la liquidation de ses affaires. Le Projet de loi C-42, «Loi portant dissolution de la société Canagrex et modifiant certaines lois en conséquence» est actuellement devant le Parlement. Lorsqu'il sera promulgué, le Projet de loi entraînera la liquidation ordonné de la Société.

Le Président de la Société, qui était alors le seul employé à plein temps, a résigné en septembre 1985.

Canagrex n'a maintenant plus d'employés. Le Conseil d'administration demeure au complet, ce qui lui permet de satisfaire aux exigences statutaires en attendant la liquidation de la Société, qui est en voie d'administration, sans frais, par des cadres du ministère de l'Agriculture.

CANAGREX—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations ont été comptabilisées au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé. Les améliorations locatives ont été amorties selon la méthode linéaire sur la durée du bail, et aucune provision n'a été établie quant à une prolongation possible du bail. Le mobilier et le matériel ont été amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 20%. Une provision pour l'amortissement est établie pour une année complète à l'égard des éléments d'actif acquis lors de l'exercice.

Toutes les immobilisations firent l'objet d'aliénations au cours de l'exercice (voir la note 3).

Régime de pensions de retraite

Les employés de la Société ont participé au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique. Les cotisations au Régime ont été effectuées de façon égale à la fois par les employés et la Société, et ces cotisations au titre des services courants furent portées aux dépenses de l'exercice au cours duquel les services furent rendus.

3. Immobilisations

Étant donné la discontinuation prévue de la Société, les immobilisations et les améliorations locatives furent dévaluées à leur valeur estimative de réalisation au 31 mars 1985.

La vente ultérieure de ces éléments d'actif au cours de l'exercice a entraîné des produits en excédent de cette valeur estimative de réalisation de $27,958. Aucun produit n'a été reçu quant aux améliorations locatives.

4. Provision pour les prestations de cessation d'emploi

À cause de sa liquidation prévue, la Société a avisé ses employés de leur cessation d'emploi, avec effet le 29 mars 1985. Divers règlements de cessation ont été conclus avec tous les employés. À l'égard d'un employé, on a établi une provision pour les coûts prévus des prestations de cessation d'emploi, dont le versement en entier ou en partie est assujetti à la cessation d'emploi de cet employé au sein de la Fonction publique au cours de la période allant jusqu'au 15 mai 1990.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

MANDAT

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

ANTÉCÉDENTS

Le Centre a été établi pour permettre de résoudre, par la recherche des spécialistes du Tiers monde, les problèmes de pauvreté des pays en développement. À cette fin, il a établi les principaux programmes suivants: sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition; sciences de la santé; sciences de l'information; sciences sociales; et par le biais de recherches en collaboration avec d'autres organismes, les sciences de la terre et de la technologie pour les entreprises locales.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	60, rue Queen Ottawa (Ontario) K1G 3H9
STATUT	— non mandataire de Sa Majesté — exempté de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1970, en vertu de la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* (S.R.C. 1970, c. 21-1er supplément)
PREMIER DIRIGEANT	Ivan L. Head
PRÉSIDENT	Janet M. Wardlaw
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	16.7	20.3	21.7	19.0
Engagements envers le secteur privé	néant	0.3	0.4	négl.
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	1.1	10.9	7.9	8.1
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	82.0*	81.0	67.4	59.2
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* déduction faite de 4 millions de dollars de remboursements au Canada.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
ET
LE TRÈS HONORABLE CHARLES JOSEPH CLARK, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus lesquels, après avoir accordé un effet rétroactif à la modification de la méthode de comptabilisation des versements pour projets dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 12 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	462,316	467,781
Placements (note 4)	11,463,218	14,768,861
Débiteurs	461,015	444,586
Frais payés d'avance	745,523	827,819
	13,132,072	16,509,047
Dépôts recouvrables	455,909	435,329
Immobilisations (note 5)	3,108,716	3,350,611
	16,696,697	20,294,987

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 6)	8,446,521	6,536,078
Dû au Gouvernement du Canada (note 7)	4,000,000	
Fonds pour les contrats de recherche	450,027	268,100
Revenu reporté (note 8)	241,110	
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition		69,903
	13,137,658	6,874,081
À long terme		
Indemnités courues de cessation d'emploi	2,436,272	2,199,784
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 9)		275,331
	2,436,272	2,475,115
	15,573,930	9,349,196
AVOIR		
Avoir du Canada	1,122,767	10,945,791
	16,696,697	20,294,987

Approuvé:

Le Contrôleur général et Trésorier
VERN JORSSEN

Le Président
IVAN HEAD

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Recherche en développement		
Subventions de projets	47,057,173	43,152,294
Projets du Centre	6,474,598	6,192,636
	53,531,771	49,344,930
Activités reliées à la recherche		
Élaboration et financement de projets	3,794,838	4,543,729
Diffusion de l'information	1,925,219	1,975,359
Bibliothèque spécialisée en recherche en développement	1,283,138	1,212,198
	7,003,195	7,731,286
Aide à la recherche opérationnelle		
Assistance technique	12,012,502	10,675,987
Bureaux régionaux et de liaison	4,946,549	4,456,076
Gestion des divisions	4,223,966	3,997,117
	21,183,017	19,129,180
Contrats de recherche	1,053,126	494,900
Total des dépenses de recherche et de soutien (annexe 1)	82,771,109	76,700,296
Dépenses d'administration (annexe 2)	8,714,899	8,303,128
	91,486,008	85,003,424
Revenus		
Subvention du Parlement du Canada	86,000,000	81,000,000
Intérêts sur placements et autres revenus	1,880,968	3,164,482
Contrats de recherche	1,053,126	494,900
Contribution de l'ACDI (note 8)	728,890	
	89,662,984	84,659,382
Excédent des dépenses sur les revenus	(1,823,024)	(344,042)

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice		
Solde déjà établi	8,028,622	7,918,711
Modification de l'application de la méthode de comptabilisation des versements pour projets (note 3)	2,917,169	3,371,122
Solde redressé	10,945,791	11,289,833
Montant remboursé au Gouvernement du Canada (note 7)	(8,000,000)	
Excédent des dépenses sur les revenus	(1,823,024)	(344,042)
	(9,823,024)	(344,042)
Solde à la fin de l'exercice	1,122,767	10,945,791

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse (absorbé par) provenant de l'exploitation		
Excédent des dépenses sur les revenus	(1,823,024)	(344,042)
Éléments n'impliquant aucun mouvement de fonds		
Amortissement	1,035,657	875,896
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	500,722	250,893
Gain lors de l'aliénation d'immobilisations	(4,042)	(52,333)
Radiation du logiciel		358,378
	(290,687)	1,088,792
Débiteurs	(16,429)	240,671
Frais payés d'avance	82,296	(166,575)
Dépôts recouvrables	(20,580)	(252,523)
Créditeurs et frais courus	1,910,443	(829,263)
Revenu reporté	241,110	
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	(264,234)	(306,568)
Contrats de recherches	181,927	(119,885)
	1,823,846	(345,351)
Activités de financement		
Réduction de l'avoir	(8,000,000)	
Dû au Gouvernement du Canada	4,000,000	
Diminution de l'obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition	(345,234)	(58,965)
	(4,345,234)	(58,965)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(835,100)	(1,114,735)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	45,380	83,820
	(789,720)	(1,030,915)
Diminution des fonds	(3,311,108)	(1,435,231)
Encaisse au début de l'exercice	15,236,642	16,671,873
Encaisse à la fin de l'exercice	11,925,534	15,236,642
Constituée comme suit		
Encaisse	462,316	467,781
Placements	11,463,218	14,768,861
	11,925,534	15,236,642

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. **Statuts et objectif**

Le Centre de recherches pour le développement international est une société sans capital-actions, créée en 1970 par une loi du Parlement du Canada appelée la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international. Le Centre a reçu une subvention annuelle du Parlement du Canada en conformité avec les Crédits 70 et 60 du ministère des Affaires extérieures, ceci pour les exercices terminés le 31 mars 1986 et le 31 mars 1985 respectivement.

Le Centre a pour objet d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

2. **Principales conventions comptables**

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et traduisent les conventions suivantes:

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant et sont amorties sur la durée estimative d'utilisation des biens. Les améliorations locatives sont amorties selon la durée des contrats de location respectifs. Les méthodes comptables et les taux annuels prévus pour l'amortissement des immobilisations sont les suivants:

	Méthode	Taux (%)
Matériel informatique	Linéaire	20
Améliorations locatives	Linéaire	6⅔-50
Mobilier et matériel de bureau	Solde dégressif	20
Véhicules	Solde dégressif	30
Système téléphonique	Linéaire	20

Dépenses

Les dépenses sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice sauf pour les dépenses de contrats de recherche qui sont comptabilisées lorsqu'elles sont versées.

Comptabilisation des revenus

Les revenus tirés des contrats de recherche et de la contribution de l'Agence canadienne du développement international (ACDI) sont comptabilisés lorsque les dépenses afférentes sont engagées. L'excédent des revenus sur les dépenses des contrats de recherche et de la contribution de l'ACDI est inclus dans le passif à court terme.

Coût du régime de retraite

Les employés du Centre participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique fédérale administré par le gouvernement du Canada. L'employé et le Centre doivent cotiser au Régime. Ces cotisations représentent la totalité de la responsabilité du Centre et elles sont comptabilisées sur une base courante.

Impôts sur le revenu

Le Centre est exempt des impôts sur le revenu.

Conversion des devises étrangères

L'actif et le passif monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. L'actif non monétaire est converti en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment où les transactions sont effectuées. La conversion des devises étrangères en dollars canadiens se fait selon un taux de change moyen qui est très près du taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes réalisés lors des opérations de change sont imputés aux résultats de l'exercice courant.

3. **Modification de l'application d'une convention comptable**

Au cours de l'exercice, le Centre a modifié avec effet rétroactif l'application de la méthode de comptabilisation des versements relatifs aux projets. Autrefois, ils étaient imputés aux dépenses selon les calendriers de rapports et de versements. Maintenant, les rapports techniques et financiers exigés doivent être reçus avant que les paiements dus sur réception de rapport ne soient imputés aux dépenses.

À la suite de cette modification, les frais courus de 1986 et de 1985 ont été réduits de $4,141,040 et $2,917,169 respectivement.

Sans cette modification, l'excédent des dépenses sur les revenus pour l'exercice en cours aurait été augmenté de $1,223,871. Pour l'exercice terminé le 31 mars 1985, les dépenses ont été augmentées de $453,953 produisant un excédent des dépenses sur les revenus de $344,042. L'avoir du Canada au 1er avril 1984 a été redressé rétroactivement d'un montant de $3,371,122 représentant le renversement des frais courus des exercices antérieurs.

4. **Placements**

Les placements constituent des dépôts et des billets à court terme et des bons du Trésor, comme suit:

	1986	1985
	$	$
Banques à charte canadiennes	3,065,992	12,194,159
Gouvernements et entreprises gouvernementales	1,279,354	1,084,412
Entreprises commerciales	1,688,132	990,290
Compagnies hypothécaires et de fiducie	5,429,740	500,000
	11,463,218	14,768,861

5. **Immobilisations**

	1986			1985
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Matériel informatique	2,170,952	966,232	1,204,720	1,084,550
Améliorations locatives	1,843,929	1,376,982	466,947	702,951
Mobilier et matériel de bureau	1,611,945	869,870	742,075	764,398
Véhicules	754,598	368,750	385,848	413,504
Système téléphonique	491,271	182,145	309,126	385,208
	6,872,695	3,763,979	3,108,716	3,350,611

L'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 s'établit à $1,035,657 ($875,896 en 1985).

6. **Créditeurs et frais courus**

	1986	1985
	$	$
Frais courus—Projets	4,765,749	3,558,604
Prestations courues de congés annuels et autres congés	1,302,879	1,287,894
Autres	2,377,893	1,689,580
	8,446,521	6,536,078

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

7. Remboursement de l'avoir au Gouvernement du Canada

Un recouvrement de $15,000,000 du Centre en 1985-86, a été proposé par le projet budgétaire dont la Chambre des communes a été saisi le 23 mai 1985 par le Ministre des Finances. Des négotiations subséquentes ont permis au Centre de remettre un total de $8,000,000: $4,000,000 durant l'exercice courant et $4,000,000 le 1er avril 1986.

8. Contribution de l'Agence canadienne du développement international

Le Centre a signé une entente le 29 mars 1985 au sujet d'une contribution de l'ACDI pour un projet de recherche ne devant pas dépasser $4,764,690.

	$
Contribution reçue durant l'exercice	1,000,000
Dépenses du projet	728,890
Frais d'administration du Centre	30,000
	758,890
Excédent des revenus sur les dépenses et frais d'administration	241,110
Fonds disponibles au début de l'exercice	
Fonds disponibles à la fin de l'exercice	241,110

9. Contrat de location—Acquisition

Au mois de décembre 1985, le Centre a exercé l'option d'achat du système téléphonique, ce qui élimine complètement l'obligation en vertu du contrat de location-acquisition. Les intérêts implicites au contrat en 1986 furent $30,152 ($49,671 en 1985).

10. Contrats de location—Exploitation

Le Centre a conclu différents contrats de location pour des bureaux, du matériel et du logement pour le personnel tant au Canada que dans plusieurs autres pays. En vertu de ces contrats de location, les engagements annuels du Centre sont les suivants:

	$
Exercice se terminant le 31 mars	
1987	2,962,507
1988	1,581,466
1989	79,517
	4,623,490

Le Centre s'est engagé à prendre un nouvel édifice à bail pour 10 ans et 10 mois à partir des derniers mois de 1986. Le coût annuel proposé serait d'environ $2,740,000 commençant par une période gratuite de 13 mois.

11. Engagements contractuels—Subventions et élaboration de projets

Le Centre s'est engagé à verser des subventions totalisant $85,000,000 au cours des quatre prochains exercices, à condition que le Parlement du Canada mette les fonds nécessaires à sa disposition et à condition que les bénéficiaires se conforment aux modalités de subvention des projets. Le Centre a également offert de façon officielle des subventions à des bénéficiaires susceptibles de les recevoir, pour un montant total de $22,600,000; il attend l'acceptation de ces offres.

Le Centre s'est aussi engagé à verser des subventions totalisant $3,800,000 au cours des 4 prochains exercices, à condition que l'ACDI mette les fonds nécessaires à sa disposition et à condition que le bénéficiaire se conforme aux modalités de subvention du projet.

12. Éventualités

Le Centre est le défendeur dans deux poursuites concernant des dommages et des frais que les demandeurs prétendent avoir subis. La direction et le conseiller juridique sont d'avis que les demandeurs n'ont aucun recours contre le Centre. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers. Les résultats de ces poursuites n'auraient aucun effet important sur les opérations du Centre.

13. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Fin*

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

ANNEXE 1

	1986					1985
	Recherche en développement	Activités reliées à la recherche	Aide à la recherche opérationnelle	Contrats de recherche	Total	Total
	$	$	$	$	$	$
Programmes						
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	18,422,765	515,709	4,109,404	354,026	23,401,904	20,737,008
Sciences sociales	10,047,007	783,427	3,417,172	197,455	14,445,061	15,552,326
Sciences de l'information	6,684,589	526,467	2,386,143	15,996	9,613,195	9,525,723
Sciences de la santé	7,592,756	218,810	2,115,698	99,653	10,026,917	9,043,506
Bourses	4,933,132	128,335	793,600		5,855,067	4,674,914
Programmes de coopération	3,908,673	391,034	1,160,165		5,459,872	3,832,702
Activités reliées aux programmes						
Bureaux régionaux, de liaison et unité de coordination		635,361	4,996,824		5,632,185	5,187,562
Diffusion de l'information	441,013	1,925,219	1,639,570		4,005,802	3,886,305
Activités des Programmes spéciaux	1,501,836	360,945		381,926	2,244,707	2,060,413
Bibliothèque spécialisée en recherche en développement		1,283,138			1,283,138	1,212,198
Liaison et relations extérieures		234,750	564,441	4,070	803,261	987,639
	53,531,771	7,003,195	21,183,017	1,053,126	82,771,109	76,700,296

DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 ANNEXE 2

	1986	1985
	$	$
Traitements et prestations	6,067,589	5,448,313
Locaux	619,479	615,341
Bureaux et divers	500,317	473,652
Déplacements et déménagements	457,798	457,114
Amortissement	389,500	692,153
Réunions des Gouverneurs	277,872	246,279
Services professionnels et spéciaux	198,001	198,149
Télécommunications	159,676	111,792
Intérêts	30,152	49,671
Assurances	14,515	10,664
	8,714,899	8,303,128

PAGE RÉCAPITULATIVE

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS

MANDAT

Amorcer, stimuler et appuyer la coopération entre le Canada et les pays en développement dans le domaine du développement des ressources océaniques.

ANTÉCÉDENTS

Le Centre est devenu en vertu de la loi une société d'État mère en février 1985. Le travail du Centre appuie celui de l'ACDI, du Centre de recherches pour le développement international et d'autres organismes voués à l'aide au développement. Il ajoute une nouvelle dimension importante aux efforts canadiens en matière d'aide aux nations moins fortunées, soit une grande expérience de la gestion des ressources marines.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	5670, Spring Garden Road 9e étage Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1H6
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	En vertu de S.C. 1984-85, c. 6, s. 24 proclamée le 27 février 1985
PREMIER DIRIGEANT	G.C. Vernon
PRÉSIDENT	Elisabeth Mann Borgese
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985
À la fin de l'exercice		
Actif total	0.1	négl.
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant
Avoir du Canada	négl.	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	1.1	0.8
— non budgétaire	néant	néant

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE TRÈS HONORABLE CHARLES JOSEPH CLARK, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan du Centre international d'exploitation des océans au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats, de l'avoir, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à mon avis, les opérations du Centre dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans et aux règlements administratifs du Centre.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 7 mai 1986

BILAN AU 31 MARS

ACTIF	1986	PASSIF	1986
	$		$
À court terme		À court terme	
Encaisse	74,669	Créditeurs et charges à payer	45,408
Débiteurs	5,070	AVOIR	
		Surplus d'apport	52,790
		Déficit	(18,459)
			34,331
	79,739		79,739

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
ELIZABETH MANN BORGESE

Administrateur
J. VANDERMEULEN

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Suite*

ÉTAT DE L'AVOIR POUR L'EXERCICE ALLANT DU 27 FÉVRIER 1985 AU 31 MARS 1986

	1986
	$
Crédits parlementaires	1,125,000
Déduire:	
Coût de l'exploitation pour l'exercice	1,143,459
Déficit à la fin de l'exercice	18,459

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT POUR L'EXERCICE ALLANT DU 27 FÉVRIER 1985 AU 31 MARS 1986

	1986
	$
Immobilisations nettes contribuées par l'organisation non gouvernementale qui l'a précédé—Centre international d'exploitation des océans	52,790

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE ALLANT DU 27 FÉVRIER 1985 AU 31 MARS 1986

	1986
	$
Dépenses liées à des projets	
Subventions et contributions	353,769
Déplacements	30,830
Services professionnels et à contrat	22,520
Ouvrages de référence et périodiques	19,008
Réunions du comité consultatif	3,438
Matériel pédagogique	1,803
	431,368
Dépenses administratives	
Traitements et avantages sociaux des employés et du personnel à contrat	298,769
Matériel de bureau et améliorations locatives	118,798
Services professionnels	110,155
Coûts des locaux	74,508
Voyages et réceptions	59,883
Honoraires, voyages et réunions des administrateurs	53,109
Fournitures et services de bureau	43,992
Communications	30,313
	789,527
Déduire:	
Recettes	
Intérêts créditeurs	75,434
Loyers	2,002
	77,436
Coût de l'exploitation pour l'exercice	1,143,459

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE ALLANT DU 27 FÉVRIER 1985 AU 31 MARS 1986

	1986
	$
Activités de financement	
Crédits parlementaires	3,300,000
Remboursement de crédits parlementaires	(2,175,000)
	1,125,000
Activités d'exploitation	
Encaisse utilisée pour l'exploitation	
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(1,143,459)
Redressement pour les éléments hors caisse	
Immobilisations nettes contribuées	52,790
	(1,090,669)
Augmentation des postes reliés au fonds de roulement autres que l'encaisse	40,338
	(1,050,331)
Encaisse à la fin de l'exercice	74,669

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoir et objectifs

Le Centre international d'exploitation des océans a été établi par la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans en 1985 en tant que société d'État sans capital-actions, nommée à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. Le Centre dépend du gouvernement du Canada pour ses crédits d'exploitation.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager et d'appuyer la collaboration entre le Canada et les pays en voie de développement dans le domaine de l'exploitation des richesses des océans par les mesures suivantes:

a) lancer et appuyer, dans les pays en voie de développement, des projets d'amélioration de la gestion et de l'utilisation des richesses des océans, surtout à des fins alimentaires;

b) susciter, dans les pays en voie de développement, les connaissances spécialisées et la création des institutions nécessaires à l'amélioration des compétences en matière de gestion intégrée de l'exploitation des océans;

c) tirer parti des connaissances spécialisées de personnes et d'institutions du Canada, de pays en voie de développement et d'ailleurs;

d) organiser et appuyer la cueillette et la diffusion de renseignements utiles à l'exploitation des richesses des océans;

e) organiser et parrainer des programmes de formation, d'aide technique et de prestation de conseils se rapportant à l'exploitation des richesses des océans; et

f) appuyer la recherche se rapportant à l'exploitation des ressources des océans.

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers représentent les conventions suivantes:

a) Dépenses en capital

Les achats de matériel et de mobilier de bureau et le coût des améliorations locatives sont imputés à l'exercice au cours duquel s'effectue l'acquisition.

b) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont inscrits dans l'état de l'avoir de l'exercice auquel ils s'appliquent.

c) Dépenses liées à des projets

Le Centre conclut avec des tiers des ententes pour entreprendre des projets. Les dépenses y afférentes sont imputées à l'exploitation lorsqu'elles sont déboursées et à mesure qu'elles deviennent exigibles en vertu des modalités de l'entente contractuelle.

d) Régime de pensions de retraite

Les employés du Centre sont visés par le Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont versées aussi bien par les employés que par le Centre. Elles représentent le passif total du Centre et sont inscrites dans les comptes au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles.

3. Surplus d'apport

Le surplus d'apport représente la valeur comptable nette des biens contribués au Centre le 19 décembre 1985 par l'organisation non gouvernementale qui l'a précédé, le Centre international d'exploitation des océans. En conformité avec la convention comptable du Centre, ce montant a été imputé aux dépenses.

4. Impôts sur le revenu

Le Centre n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

5. Contrats de location-exploitation

Le Centre a signé plusieurs contrats de location-exploitation reliés à des locaux et du matériel de bureau. Voici les paiements minimums de location à venir:

	$
Exercice se terminant le 31 mars	
1987	142,300
1988	143,500
1989	159,500
1990	170,000
1991	
	615,300

6. Engagements à contrat—Dépenses liées à des projets

Le Centre s'est engagé à des dépenses de projet totalisant $1,926,500 au cours des cinq prochains exercices, les bénéficiaires devant se conformer aux conditions de leurs ententes.

PAGE RÉCAPITULATIVE

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

MANDAT

Vendre, de façon ordonnée, sur les marchés d'exportation, les céréales cultivées dans la région désignée du Canada; promouvoir l'exportation de céréales. La Commission doit acheter et prendre livraison des céréales, en deçà des quotas qu'elle établit, des producteurs de la région désignée. Elle administre la *Loi sur les paiements anticipés sur les grains des Prairies*.

ANTÉCÉDENTS

Fondée en 1935, la Commission réglemente la livraison et coordonne la collecte, le transport et l'entreposage du blé, du seigle, de l'avoine, de l'orge, de la graine de lin et de la graine de colza dans les provinces des Prairies et dans des régions de la Colombie-Britannique et de l'Ouest ontarien. Pour divers grades de céréales, elle administre un fonds en commun pour chaque année de récolte. Les agents nommés par la Commission prennent livraison, emmagasinent et financent la grande majorité des récoltes et, selon la saison, les obligations de la Commission envers les agents peuvent dépasser le milliard de dollars. En 1976, alors que les exportations de céréales au cours de l'année de récolte avaient totalisé 18.5 millions de tonnes, la Commission a établi un objectif sur 10 ans de 30 millions de tonnes pour les exportations de l'année de récolte, objectif qui a été atteint un an avant l'échéance. La plupart des exportations de céréales sont vendues au comptant ou le paiement est assuré peu de temps après, mais les ventes à crédit sont devenues plus importantes au cours des dernières années. Les prêts bancaires qui financent les ventes à crédit sont garantis par le Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	423, rue Main Winnipeg (Manitoba) R3B 1B3
STATUT	— mandataire de Sa Majesté — exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Charles J. Mayer, c.p., député Ministre d'État (Commission canadienne du blé)
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1935, en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* (S.R.C. 1970, c. 12)
PREMIER DIRIGEANT	W. Esmond Jarvis
VÉRIFICATEUR	Deloitte Haskins & Sells

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 juillet.

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	5,210	5,030	4,297	4,109
Engagements envers le secteur privé	4,694	4,259	3,816	3,465
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	385	672	401	565
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	131	121	119	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

RAPPORTS DES VÉRIFICATEURS

À LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

Nous avons vérifié le bilan de la Commission canadienne du Blé au 31 juillet 1985, ainsi que l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1984-85 pour les comptes de mise en commun des blé, blé dur, avoine de premier choix, orge et orge de premier choix de la période allant du 1er août 1984 jusqu'à la fin de l'exploitation le 31 octobre 1985, l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1984-85 pour les comptes de mise en commun de l'avoine de la période allant du 1er août 1984 jusqu'à la fin de l'exploitation le 15 novembre 1985, l'état des frais d'administration, des frais généraux et des imputations à l'exploitation de l'exercice terminé le 31 juillet 1985, l'état des versements en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies en date du 31 juillet 1985, et l'état des opérations du compte spécial de l'exercice terminé le 31 juillet 1985. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour les périodes indiquées selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de manière uniforme.

Vérificateurs
Deloitte, Haskins & Sells

Winnipeg, Canada
le 13 mars 1986

TABLEAU I

BILAN AU 31 JUILLET 1985
(avec chiffres comparatifs de la campagne précédente)

ACTIF	1985 $	1984 $
Stocks de céréales		
Blé	1,162,910,405	1,349,117,354
Blé dur	80,190,344	122,731,578
Avoine	3,556,023	2,182,760
Avoine de premier choix	109,682	93,890
Orge	98,237,385	52,713,112
Orge de premier choix	10,117,349	7,686,258
	1,355,121,188	1,534,524,952
Lettres de change, plus l'intérêt couru (note 2)	3,691,148,705	3,202,275,567
Comptes à recevoir (note 3)		
Sommes dues par les agents de la Commission sur des ventes exécutées	20,182,068	166,927,017
Divers	49,498,523	30,883,405
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	5,438,408	7,682,214
Immeuble de la Commission canadienne du blé à Winnipeg, au prix coûtant moins l'amortissement	2,052,051	2,162,188
Wagons-trémies, au prix coûtant moins l'amortissement (note 4)	73,137,536	76,161,228
Ameublement des bureaux, équipement et véhicules, au prix coûtant moins l'amortissement	1,048,458	1,004,198
Frais reportés et frais payés d'avance	12,430,376	8,229,251
	5,210,057,313	5,029,850,020

PASSIF	1985 $	1984 $
Obligations envers les banques (note 5)	3,908,353,974	3,162,952,155
Débentures à payer (note 6)	67,480,000	65,475,000
Obligations envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs (note 7)	570,996,143	826,390,827
Obligations envers les agents concernant les bons de livraison reportés (note 8)	146,494,799	203,160,168
Frais courus et comptes créditeurs (note 9)	118,394,334	86,151,364
Chèques des producteurs non touchés; relèvement et ajustement de fin de campagne		
Blé	595,517	570,324
Blé dur	37,847	49,257
Avoine	5,639	14,274
Avoine de premier choix	1,426	391
Orge	26,462	34,799
Orge de premier choix	21,831	12,319
Compte spécial—Solde net des comptes non répartis (note 10)	5,171,556	5,778,515
Provisions pour les frais des ajustements de fin de campagne (note 11)	7,197,503	7,196,788
Excédents d'exploitation		
Compte de mise en commun		
Blé	298,637,686	478,602,282
Blé dur	41,422,294	50,593,695
Avoine	675,422	385,062
Avoine de premier choix	813,196	591,895
Orge	19,066,956	110,509,643
Orge de premier choix	24,664,728	31,381,262
	5,210,057,313	5,029,850,020

Le commissaire en chef
W. E. JARVIS

L'adjoint au commissaire en chef
R. L. KRISTJANSON

Le commissaire
F. M. HETLAND

Le commissaire
W. H. SMITH

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ 1984-85
ENTRE LE 1^er AOÛT 1984 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 30 SEPTEMBRE 1985
(avec chiffres comparatifs de la campagne 1983-84)

TABLEAU II

	1984-85		1983-84	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Blé acquis				
Acheté des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	16,192,572	2,722,955,091	20,186,978	3,352,896,639
Tonnes nettes acquises suite au redressement des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	93,765	15,823,780	85,330	14,532,873
Acheté du compte de mise en commun du blé de la campagne précédente	482,460	84,511,290	844,767	153,715,767
	16,768,797	2,823,290,161	21,117,075	3,521,145,279
Blé vendu				
Ventes exécutées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Marché intérieur	1,171,699		1,210,094	
Exportation	9,316,116		12,974,962	
Freintes	5,672		10,160	
	10,493,487	2,119,100,423	14,195,216	2,795,055,087
Stocks de blé—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de la vente de ceux-ci; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes exécutées après le 31 juillet				
Marché intérieur	258,172		403,268	
Exportation	3,374,091		6,036,131	
Vente au compte de mise en commun du blé suivant	2,643,047		482,460	
	6,275,310	1,162,910,405	6,921,859	1,349,117,354
	16,768,797	3,282,010,828	21,117,075	4,144,172,441
Excédent sur les opérations relatives au blé		458,720,667		623,027,162
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé entreposé dans les silos de collecte		88,292,322		89,905,467
Frais de magasinage sur le blé entreposé dans les silos portuaires		28,079,232		18,909,270
		116,371,554		108,814,737
Intérêts, frais bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission		12,300,778		(3,463,630)
Indemnités de surestarie		(2,416,042)		(435,169)
Fret supplémentaire —Sur le blé expédié des gares régionales aux silos portuaires		5,606,478		2,422,929
—Modifications aux tarifs ferroviaires		(2,608,292)		8,246,530
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé entreposé dans les silos industriels		1,055,877		(49,462)
Frais de séchage		767,681		1,713,617
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		10,170,355		9,424,620
Frais administratifs et généraux de la Commission		18,834,592		17,750,708
		160,082,981		144,424,880
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun du blé pour la période allant du 1^er août 1984 au 30 septembre 1985 (1983-84, au 31 octobre 1984)		298,637,686		478,602,282

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR AMBRÉ 1984-85
ENTRE LE 1er AOÛT 1984 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 30 SEPTEMBRE 1985
(avec chiffres comparatifs de la campagne 1983-84)

TABLEAU III

	1984-85		1983-84	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Blé dur acquis				
Acheté des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	1,786,421	319,040,593	2,278,079	406,403,268
Tonnes nettes acquises suite au redressement des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	8,270	1,434,938	8,408	1,496,395
Acheté du compte de mise en commun du blé dur de la campagne précédente			463,843	90,544,238
	1,794,691	320,475,531	2,750,330	498,443,901
Blé dur vendu				
Ventes exécutées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Marché intérieur	98,269		86,034	
Exportation	1,276,828		2,061,514	
Feintes	3,247		2,749	
	1,378,344	297,296,259	2,150,297	444,897,812
Stocks de blé dur—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de la vente de ceux-ci; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes exécutées après le 31 juillet				
Marché intérieur	25,348		28,876	
Exportation	271,353		571,157	
Ventes au compte de mise en commun du blé dur suivant	119,646			
	416,347	80,190,345	600,033	122,731,578
	1,794,691	377,486,604	2,750,330	567,629,390
Excédent sur les opérations relatives au blé dur ambré		57,011,073		69,185,489
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé dur entreposé dans les silos de collecte		7,863,782		10,884,477
Frais de magasinage sur le blé dur entreposé dans les silos portuaires		4,096,695		2,442,679
		11,960,477		13,327,156
Intérêts et frais bancaires		2,045,742		(274,924)
Indemnités de surestarie		(1,748,659)		1,495,075
Fret supplémentaire —Sur le blé dur expédié des gares régionales aux silos portuaires		239,158		269,658
—Modifications aux tarifs ferroviaires		(115,901)		701,687
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé dur entreposé dans les silos industriels				3,642
Frais de séchage		8,037		2,793
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		1,122,027		1,063,558
Frais administratifs et généraux de la Commission		2,077,897		2,003,149
		15,588,778		18,591,794
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun du blé dur pour la période allant du 1er août 1984 au 30 septembre 1985 (1983-84, au 31 octobre 1984)		41,422,295		50,593,695

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE 1984-85
ENTRE LE 1er AOÛT 1984 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 15 NOVEMBRE 1985
(avec chiffres comparatifs de la campagne 1983-84)

TABLEAU IV

	1984-85		1983-84	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Avoine acquise				
Achetée des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	54,639	5,416,401	55,389	5,496,654
Achetée du compte de mise en commun de l'avoine précédent	16,369	1,785,902	43,173	4,959,168
	71,008	7,202,303	98,562	10,455,822
Avoine vendue				
Ventes exécutées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	38,487	4,921,612	78,012	9,515,302
Stocks d'avoine—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver				
Ventes exécutées après le 31 juillet	28,211	3,115,692	4,181	396,859
Ventes au compte de mise en commun de l'avoine suivant	4,310	440,331	16,369	1,785,902
	71,008	8,477,635	98,562	11,698,063
Excédent sur les opérations relatives à l'avoine		1,275,332		1,242,241
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur avoine entreposée dans les silos de collecte		285,692		374,439
Frais de magasinage sur l'avoine entreposée dans les silos portuaires		194,177		181,254
		479,869		555,693
Intérêts et frais bancaires		3,410		20,530
Fret supplémentaire —Sur l'avoine expédiée des gares régionales aux silos portuaires		98,106		177,403
—Modifications aux tarifs ferroviaires		(84,660)		28,989
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		34,318		25,859
Frais administratifs et généraux de la Commission		68,867		48,705
		599,910		857,179
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'avoine pour la période allant du 1er août 1984 au 15 novembre 1985 (1983-84, au 31 octobre 1984)		675,422		385,062

ÉTAT D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE DE PREMIER CHOIX 1984-85
ENTRE LE 1er AOÛT 1984 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 30 SEPTEMBRE 1985
(avec chiffres comparatifs de la campagne 1983-84)

TABLEAU V

	1984-85		1983-84	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Avoine de premier choix acquise				
Achetée des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	44,219	6,061,679	40,023	5,498,760
Avoine de premier choix vendue				
Ventes exécutées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	43,504	6,749,003	39,429	5,973,437
Stocks d'avoine de premier choix—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver				
Ventes exécutées après le 31 juillet	715	109,682	594	93,890
	44,219	6,858,685	40,023	6,067,327
Excédent sur les opérations relatives à l'avoine de premier choix		797,006		568,567
Frais d'exploitation				
Intérêts		(95,397)		(77,206)
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		27,773		18,685
Frais administratifs et généraux de la Commission		51,434		35,193
		(16,190)		(23,328)
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'avoine de premier choix pour la période allant du 1er août 1984 au 30 septembre 1985 (1983-84, au 31 octobre 1984)		813,196		591,895

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1984-85
ENTRE LE 1er AOÛT 1984 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 30 SEPTEMBRE 1985
(avec chiffres comparatifs de la campagne 1983-84)

TABLEAU VI

	1984-85		1983-84	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge acquise				
Achetée des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	3,068,472	382,262,408	4,007,756	438,761,246
Tonnes nettes acquises suite au redressement des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	17,053	2,105,090	23,728	2,602,169
	3,085,525	384,367,498	4,031,484	441,363,415
Orge vendue				
Ventes exécutées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill	2,235,067	318,598,608	3,673,279	507,159,484
Freintes	2,545		2,034	
Stocks d'orge—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de leur vente, base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes exécutées après le 31 juillet	367,060	44,633,198	356,171	52,713,112
Ventes au compte de mise en commun de l'orge suivant	480,853	53,604,187		
	3,085,525	416,835,993	4,031,484	559,872,596
Excédent sur les opérations relatives à l'orge		32,468,495		118,509,181
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur l'orge entreposée dans les silos de collecte		4,724,253		4,683,339
Frais de magasinage sur l'orge entreposée dans les silos portuaires		3,356,581		2,246,162
		8,080,834		6,929,501
Intérêts et frais bancaires		(1,306,516)		(7,543,393)
Indemnités de surestarie		(449,348)		1,941,439
Fret supplémentaire —Sur l'orge expédiée des gares régionales aux silos portuaires		1,897,338		902,833
—Modifications aux tarifs ferroviaires		(893,639)		207,308
Frais de manutention et d'arrêt sur l'orge entreposée dans les silos industriels		(52,098)		(108,820)
Frais de séchage		628,571		275,505
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		1,927,267		1,871,085
Frais administratifs et généraux de la Commission		3,569,130		3,524,080
		13,401,539		7,999,538
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'orge pour la période allant du 1er août 1984 au 30 septembre 1985 (1983-84, au 31 octobre 1984)		19,066,956		110,509,643

ÉTAT D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1984-85
ENTRE LE 1er AOÛT 1984 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 30 SEPTEMBRE 1985
(avec chiffres comparatifs de la campagne 1983-84)

TABLEAU VII

	1984-85		1983-84	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge de premier choix acquise				
Achetée des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	712,195	111,703,201	1,004,377	139,939,761
Orge de premier choix vendue				
Ventes exécutées au 31 juillet, base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	661,381	124,998,887	959,264	161,150,487
Stocks d'orge de premier choix—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver				
Ventes exécutées après le 31 juillet	50,814	10,117,349	45,113	7,686,257
	712,195	135,116,236	1,004,377	168,836,744
Excédent sur les opérations relatives à l'orge de premier choix		23,413,035		28,896,983
Frais d'exploitation				
Intérêts		(2,527,411)		(3,836,353)
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		447,320		468,910
Frais administratifs et généraux de la Commission		828,398		883,164
		(1,251,693)		(2,484,279)
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'orge de premier choix pour la période allant du 1er août 1984 au 30 septembre 1985 (1983-84, au 31 octobre 1984)		24,664,728		31,381,262

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES FRAIS D'ADMINISTRATION, DES FRAIS GÉNÉRAUX ET DES IMPUTATIONS À L'EXPLOITATION DE LA CAMPAGNE TERMINÉE LE 31 JUILLET 1985 (avec chiffres comparatifs de la campagne 1983-84)

TABLEAU VIII

	1984-85	1983-84
	$	$
Frais administratifs et généraux		
Salaires—Membres de la Commission, dirigeants et personnel	15,131,273	14,686,316
Assurance-chômage, caisse de retraite, assurance collective, assurance-maladie et autres avantages sociaux	1,964,496	1,735,497
Impôt-Santé et Éducation de la province du Manitoba	235,956	212,116
Comité consultatif—Frais de déplacement et indemnités journalières	79,197	76,758
Location et éclairage des bureaux y compris l'entretien de l'immeuble de la Commission canadienne du blé à Winnipeg	1,424,092	1,475,438
Téléphone—Bureau central et appels interurbains	354,578	368,022
Télégrammes, câblogrammes et frais de télex	141,293	160,557
Affranchissement	583,765	666,414
Imprimerie, papeterie et fournitures de bureau	642,392	642,284
Rapport annuel, «Mini Report», L'actualité céréalière, etc.	156,284	152,638
Réunions régionales	19,452	16,588
Frais de bureau	505,709	692,626
Frais de déplacement et de mutation du personnel	847,801	760,513
Frais de déplacement—Inspecteurs	184,653	217,726
Honoraires des avocats et frais de justice	31,629	28,791
Honoraires des vérificateurs	91,000	91,000
Matériel informatique—Location et divers	2,383,997	1,725,593
Réparation et entretien des machines et du matériel de bureau	49,545	67,923
Publications et services du marché des céréales	80,635	75,726
Quote-part de la Commission du blé aux frais d'exploitation de l'Institut international du Canada pour le Grain	882,131	822,506
Cautions et assurance	29,993	27,792
Cotisations à la Bourse des Denrées	12,320	12,670
Amortissement—Immeuble, ameublement, équipement et véhicules	274,440	352,402

	1984-85		1983-84
	$		$
Imputations à l'exploitation			
1. Commercialisation des céréales			
Compte de mise en commun du Blé 1984-85	9,945,954		
Compte de mise en commun du Blé dur 1984-85	1,097,271		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1984-85	33,561		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1984-85	27,160		
Compte de mise en commun de l'Orge 1984-85	1,884,744		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1984-85	437,451		
Compte de mise en commun du Blé 1983-84	8,223,307		
Compte de mise en commun du Blé dur 1983-84	927,992		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1983-84	22,563		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1983-84	16,304		
Compte de mise en commun de l'Orge 1983-84	1,632,588		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1983-84	409,140		
		24,658,035	23,708,599
2. Répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs			
a) Blé et Blé dur			
Compte de mise en commun du Blé 1983-84	207,528		
Compte de mise en commun du Blé dur 1983-84	30,131		
Compte de mise en commun du Blé 1982-83	40,966		
Compte de mise en commun du Blé dur 1982-83	6,533		
Compte de mise en commun du Blé 1981-82	7,496		
Compte de mise en commun du Blé dur 1981-82	1,020		
Compte de mise en commun du Blé 1980-81	4,114		
Compte de mise en commun du Blé dur 1980-81	563		
Compte de mise en commun du Blé 1979-80	4,855		
Compte de mise en commun du Blé dur 1979-80	664		
Compte de mise en commun du Blé 1978-79	3,752		
Compte de mise en commun du Blé dur 1978-79	513		
	308,135		274,765
b) Céréales secondaires			
Compte de mise en commun de l'Avoine 1983-84	15,638		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1983-84	2,710		
Compte de mise en commun de l'Orge 1983-84	74,931		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1983-84	12,436		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1982-83	5,285		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1982-83	634		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1982-83	11,134		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1981-82	2,045		
Compte de mise en commun de l'Orge 1981-82	4,393		

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES FRAIS D'ADMINISTRATION, DES FRAIS GÉNÉRAUX ET DES IMPUTATIONS À L'EXPLOITATION DE LA CAMPAGNE TERMINÉE LE 31 JUILLET 1985—*Fin*

(avec chiffres comparatifs de la campagne 1983-84)

TABLEAU VIII

	1984-85	1983-84
	$	$
	26,107,131	25,067,896

	1984-85	1983-84
	$	$
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1981-82	773	
Compte de mise en commun de l'Avoine 1980-81	1,112	
Compte de mise en commun de l'Orge 1980-81	2,439	
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1980-81	430	
Compte de mise en commun de l'Orge 1979-80	2,869	
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1979-80	503	
Compte de mise en commun de l'Avoine 1978-79	1,025	
Compte de mise en commun de l'Orge 1978-79	2,210	
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1978-79	394	
	140,961	84,532
3. Imputation autorisée par décret du Conseil au compte spécial—Comptes non répartis, en paiement partiel de frais administratifs et généraux, engagés conformément à la loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	1,000,000	1,000,000
	26,107,131	25,067,896

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTATS DES PAIEMENTS ANTICIPÉS AUX CÉRÉALICULTEURS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PAIEMENTS ANTICIPÉS POUR LES GRAINS DES PRAIRIES EN DATE DU 31 JUILLET 1985

TABLEAU IX

		Avances comptant aux céréali-culteurs	Rembour-sement sur avances par les céréali-culteurs	Solde remboursable par les céréali-culteurs
		$	$	$
Campagne 1957-58		35,203,467	35,200,848	2,619
Campagne 1958-59		34,369,653	34,366,768	2,885
Campagne 1959-60		38,492,505	38,490,056	2,449
Campagne 1960-61		63,912,550	63,904,499	8,051
Campagne 1961-62		16,656,713	16,651,008	5,705
Campagne 1962-63		29,251,526	29,245,974	5,552
Campagne 1963-64		62,136,418	62,129,676	6,742
Campagne 1964-65		32,961,844	32,955,723	6,121
Campagne 1965-66		40,600,386	40,596,508	3,878
Campagne 1966-67		36,668,270	36,664,915	3,355
Campagne 1967-68		47,280,533	47,277,263	3,270
Campagne 1968-69		151,852,319	151,770,940	81,379
Campagne 1969-70		272,777,516	272,475,345	302,171
Campagne 1970-71		91,105,890	91,076,240	29,650
Campagne 1971-72		68,142,360	68,104,534	37,826
Campagne 1972-73		20,754,104	20,743,229	10,875
Campagne 1973-74		35,259,387	35,219,656	39,731
Campagne 1974-75		46,635,399	46,602,209	33,190
Campagne 1975-76		20,236,528	20,208,199	28,329
Campagne 1976-77		130,592,220	130,470,100	122,120
Campagne 1977-78		119,090,916	118,909,208	181,708
Campagne 1978-79		151,316,450	151,189,627	126,823
Campagne 1979-80		99,146,581	99,054,697	91,884
Campagne 1980-81		61,640,150	61,591,275	48,875
Campagne 1981-82		333,688,190	333,089,537	598,653
Campagne 1982-83		309,022,755	307,774,142	1,248,613
Campagne 1983-84		286,736,519	284,765,718	1,970,801
Campagne 1984-85		201,308,812	189,417,363	11,891,449
		2,836,839,961	2,819,945,257	
Solde remboursable par les céréaliculteurs au 31 juillet 1985				16,894,704
Plus: intérêts bancaires au 31 juillet 1985 payables par le gouvernement du Canada			105,734,059	
Moins: montant payé au 31 juillet 1985			105,664,187	69,872
				16,964,576
Déduire: solde des fonds reçus pour couvrir les paiements anticipés en défaut				
Gouvernement du Canada			1,113,035	
Compagnies manutentionnaires			71,703	
Intérêts encaissés sur paiements en défaut			10,341,430	11,526,168
Montant dû à la Commission canadienne du blé au 31 juillet 1985				5,438,408

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

OPÉRATIONS DU COMPTE SPÉCIAL POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 JUILLET 1985

TABLEAU X

	$	$
Solde du compte spécial au 31 juillet 1984		5,778,515
Virement au compte spécial autorisé par décret du conseil C.P. 1985-2261 à partir du		
Compte du blé 1977	812,614	
Compte de l'orge 1977	296,826	
Compte de l'orge de premier choix 1977	87,391	1,196,831
		6,975,346

Dépenses

Autorisées par décret du conseil	Raison	Autorisées non effectuées au 31 juillet 1984	Autorisation campagne 1984-85	Autorisées non effectuées au 31 juillet 1985	Effectuées pendant la campagne 1984-85
		$	$	$	$
C.P. 1985-2262	Projet de télédétection		33,000	33,000	
C.P. 1985-1946	Promotion des ventes et publicité outre-mer	124,454	140,000	176,009	88,445
C.P. 1985-1945	Missions des pays-clients	282,951	360,000	568,515	74,436
C.P. 1984-2642	Développement des marchés	500,000		359,167	140,833
C.P. 1984-1185	50[e] anniversaire	224,226			224,226
C.P. 1983-3764	Programme canadien d'essai du HY 320	28,298		22,510	5,788
C.P. 1983-2007	Institut international du Canada pour le Grain—Dépenses d'établissement	86,288		69,539	16,749
C.P. 1983-2003	Comité conjoint de coordination des politiques visant les producteurs de blé américains et canadiens	90,030		88,133	1,897
C.P. 1983-806	Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies—Administration	1,000,000			1,000,000
C.P. 1981-3436	Bourses universitaires et Bourses de perfectionnement	36,517	243,483	30,142	249,858
		2,372,764	776,483	1,347,015	1,802,232

	1,802,232
	5,173,114
Moins: versements aux céréaliculteurs concernant d'anciens comptes déjà virés au compte spécial	1,558
Solde du compte spécial au 31 juillet 1985	5,171,556

Au 31 juillet 1985, il existait un total de $1,347,015 en dépenses autorisées non effectuées laissant un solde de $3,824,541 disponible dans le compte.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de la Commission canadienne du blé pour la campagne qui vient de s'écouler, ainsi que les notes qui s'y rattachent, consistent en un bilan (tableau I) qui expose la situation financière de la Commission au 31 juillet 1985, ainsi qu'en d'autres états (tableaux II à X) donnant les résultats d'exploitation de la Commission pour la campagne se terminant à cette date.

Les résultats finals d'exploitation des comptes de mise en commun sont inclus dans les comptes de la Commission au 31 juillet lorsque les opérations commerciales prennent fin avant la publication du rapport annuel. Les opérations des comptes de mise en commun du blé, du blé dur ambré, de l'avoine de premier choix, de l'orge et de l'orge de premier choix 1984-85 ont été arrêtées le 30 septembre 1985 et celui de l'avoine le 15 novembre 1985 si bien que les résultats finals d'exploitation sont donnés ici avec les notes qui se rapportent à chacun d'eux.

Bien que l'unité de mesure du grain ait été la «tonne» depuis le 1er février 1978, pour votre gouverne, une tonne est égale à 36.74371 boisseaux de blé, 64.84183 boisseaux d'avoine et 45.92963 boisseaux d'orge.

Compte de mise en commun—Blé

Acompte à la livraison

Au cours de la campagne céréalière, la Commission a été autorisée à acheter du blé des producteurs moyennant un acompte fixe de $170.00/t pour le blé roux de printemps nº 1 de l'Ouest (nº 1 CWRS).

Ressources en blé

Les ressources en blé du compte de mise en commun 1984-85 se sont élevées à 16,768,797 tonnes, soit 16,192,572 tonnes livrées par les producteurs, 93,765 tonnes acquises d'autres sources et 482,460 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent.

Répartition par grade

Le grain livré au compte de mise en commun 1984-85 était d'une qualité légèrement supérieure à celle du grain réceptionné dans le compte de mise en commun précédent. Les livraisons de blé roux de printemps nº 1 et nº 2 de l'Ouest se sont élevées à 13.288 millions de tonnes, soit 82.06 p. cent du total réceptionné, tandis que les livraisons de blé roux de printemps nº 3 de l'Ouest, à 1.505 million de tonnes, en représentaient 9.29 p. cent. Les livraisons de blé d'utilité, dont le grade «Canada fourrager», se sont chiffrées à 410,000 tonnes ou 2.54 p. cent du total livré par les producteurs. Environ 1.29 p. cent du blé livré a été agréé «gourd» et 0.14 p. cent «humide».

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Blé—Tableau A

Les opérations commerciales du compte de mise en commun du blé se sont soldées par un excédent d'exploitation de $298,637,686. L'excédent net devant être réparti entre les producteurs, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 30 septembre 1985, s'est chiffré à $306,083,979 ce qui représente une moyenne de $18.903/t sur une production marchande de 16,192,572 tonnes. Le tableau B fait ressortir que les producteurs ont reçu un prix total de $186.373/t pour le blé roux de printemps nº 1 de l'Ouest contre $193.980/t au compte de mise en commun précédent.

Le tableau B donne l'acompte à la livraison, l'ajustement de fin de campagne et le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades livrés au compte de mise en commun du blé 1984-85.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS
COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ 1984-85
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1984 AU 30 SEPTEMBRE 1985
(avec chiffres du compte de mise en commun 1983-84 par comparaison)

TABLEAU A

	Mise en commun 1984-85		Mise en commun 1983-84	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	16,192,572 tonnes		20,186,978 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	3,181,675,758	196.490	3,975,923,801	196.955
Acomptes versés aux producteurs	2,722,955,091	168.161	3,352,896,639	166.092
Excédent brut	458,720,667	28.329	623,027,162	30.863
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	88,292,322	5.453	89,905,467	4.453
Aux silos portuaires	28,079,232	1.734	18,909,270	.937
Total des frais fixes	116,371,554	7.187	108,814,737	5.390
Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission	12,300,778	.760	(3,463,630)	(.172)
Indemnités de surestarie	(2,416,042)	(.149)	(435,169)	(.022)
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	5,606,478	.346	2,422,929	.120
—Mod. des tarifs ferroviaires	(2,608,292)	(.161)	8,246,530	.409
Manutention et arrêt	1,055,877	.065	(49,462)	(.002)
Séchage	767,681	.047	1,713,617	.085
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	10,170,355	.628	9,424,620	.467
Frais d'administration de la CCB	18,834,592	1.163	17,750,708	.879
Total des frais d'exploitation	160,082,981	9.886	144,424,880	7.154
Excédent d'exploitation	298,637,686	18.443	478,602,282	23.709
Plus: intérêts créditeurs a/c du 30 septembre (1983-84, 31 octobre)	7,590,715	.469	11,883,105	.588
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	144,422	.009	158,424	.008
Excédent à répartir entre les producteurs	306,083,979	18.903	490,326,963	24.289

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPALES CLASSES DE BLÉ, PAR GRADE, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER — TABLEAU B

Classe et grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Blé roux de printemps			
N° 1 de l'Ouest	170.00	16.373	186.373
N° 2 de l'Ouest	164.21	19.899	184.109
N° 3 de l'Ouest	159.21	12.297	171.507
N° 1 Utilité	155.21	12.297	167.507
N° 2 Utilité	141.21	14.297	155.507
Canada fourrager	138.21	3.297	141.507
Blé rouge d'hiver			
N° 1 de l'Ouest	159.21	12.297	171.507
N° 2 de l'Ouest	156.21	13.297	169.507
Blé tendre blanc			
N° 1 de l'Ouest	147.21	19.297	166.507
N° 2 de l'Ouest	144.21	21.297	165.507

Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation engagés par la Commission et imputables au compte de mise en commun du blé se sont élevés à $160,082,981 soit $9.886/t. Ils se ventilent comme suit:

Frais fixes—$116,371,554

Le total des frais fixes engagés sur le blé par la Commission, y compris les frais d'entreposage et les intérêts aux silos de collecte et les frais d'entreposage aux silos portuaires se sont chiffrés à $116,371,554 soit de $7.187/t.

Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission—$12,300,778

Ce poste comprend des intérêts bancaires ainsi que des intérêts versés à d'autres comptes de la Commission ou reçus d'eux. Les intérêts débiteurs ont dépassé les intérêts créditeurs de $12,300,778 soit de $0.760/t.

Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires—$5,606,478—Mod. des tarifs ferroviaires—($2,608,292)

Au cours de la campagne, la Commission a versé $5,606,478 en fret supplémentaire en raison du mouvement des grains en direction opposée.

En outre, depuis l'abolition des tarifs ferroviaires du «Nid de Corbeau» le 31 décembre 1983, les tarifs de transport par fer ont subi une augmentation de 18 p. cent environ le 1[er] janvier 1984, augmentation à laquelle viendra s'ajouter une hausse supplémentaire de 31 p. cent environ le 1[er] août 1984. Toutefois, le 1[er] août 1985, le prix du fret a baissé d'environ 22 p. cent et la Commission a recouvré l'économie de fret qui en a résulté sur les stocks détenus par ses agents à la collecte en date du 1[er] août 1985, soit la somme de $2,608,292 au compte de mise en commun du blé.

Séchage—$767,681

Les frais de séchage de la campagne 1984-85 se sont élevés à $767,681, une diminution importante par rapport à la dernière campagne, faisant ressortir le faible pourcentage de grain gourd et humide livré à ce compte.

Wagons-trémies de la Commission, intérêts et amortissement—$10,170,355

Les frais d'utilisation des 2,000 wagons-trémies de la Commission englobent l'amortissement et les intérêts. La quote-part des frais imputables au compte de mise en commun du blé 1984-85 s'élève à $10,170,355 contre $9,424,620 au compte précédent.

Compte de mise en commun—Blé dur ambré

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter du blé dur des producteurs moyennant un acompte fixe de $180/t pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest (n° 1 CWAD).

Ressources en blé dur ambré

Les ressources en blé dur ambré du compte de mise en commun 1984-85 se sont élevées à 1,794,691 tonnes, soit 1,786,421 tonnes livrées par les producteurs et 8,270 tonnes acquises d'autres sources.

Répartition par grade

Les livraisons de blé dur ambré n° 1, n° 2 et n° 3 de l'Ouest se sont élevées au total à 1.769 million de tonnes, soit 99.01 pour cent du total livré par les producteurs. Les livraisons de blé dur agréées «gourd» et «humide» en représentaient 0.11 pour cent.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Blé dur ambré—Tableau C

Le tableau C donne les résultats d'exploitation du compte de mise en commun pour la campagne. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $41,422,295. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $15,588,778 pour la campagne, soit $8.726/t. Les frais fixes, à $11,960,477 ou $6.695/t en occupent le poste principal. L'excédent net devant être réparti entre les producteurs, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 30 septembre 1985, s'est chiffré à $42,448,995 ce qui représente une moyenne générale de $23.762/t sur une production marchande de 1,786,421 tonnes. Le tableau D donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades de blé dur ambré livré au cours de la campagne. Il en ressort que les producteurs ont reçu un prix total de $204.853/t pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest contre $204.043/t la campagne précédente.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS
COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR 1984-85
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1984 AU 30 SEPTEMBRE 1985
(avec chiffres du compte de mise en commun 1983-84 par comparaison)

TABLEAU C

	Mise en commun 1984-85		Mise en commun 1983-84	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	1,786,421 tonnes		2,278,079 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	376,051,666	210.506	475,588,757	208.767
Acomptes versés aux producteurs	319,040,593	178.592	406,403,268	178.397
Excédent brut	57,011,073	31.914	69,185,489	30.370
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	7,863,782	4.402	10,884,477	4.778
Aux silos portuaires	4,096,695	2.293	2,442,679	1.072
Total des frais fixes	11,960,477	6.695	13,327,156	5.850
Intérêts bancaires et intérêts nets	2,045,742	1.145	(274,924)	(.120)
Indemnités de surestarie	(1,748,659)	(.979)	1,495,075	.656
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	239,158	.134	269,658	.118
—Mod. des tarifs ferroviaires	(115,901)	(.065)	701,687	.308
Manutention et arrêt			3,642	.002
Séchage	8,037	.005	2,793	.001
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	1,122,027	.628	1,063,558	.467
Frais d'administration de la CCB	2,077,897	1.163	2,003,149	.879
Total des frais d'exploitation	15,588,778	8.726	18,591,794	8.161
Excédent d'exploitation	41,422,295	23.188	50,593,695	22.209
Plus: intérêts créditeurs a/c du 30 septembre (1983-84, 31 octobre)	1,052,864	.589	1,256,179	.551
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	26,164	.015	24,141	.010
Excédent à répartir entre les producteurs	42,448,995	23.762	51,825,733	22.750

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES DE BLÉ DUR, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU D

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Blé dur ambré			
N° 1 de l'Ouest	180.00	24.853	204.853
N° 2 de l'Ouest	177.21	22.643	199.853
N° 3 de l'Ouest	175.21	19.643	194.853
N° 4 de l'Ouest	159.21	20.643	179.853
N° 5 de l'Ouest	153.21		153.210

Compte de mise en commun—Avoine

À compter du 1er août 1981, en vertu d'un décret du Conseil, l'avoine sélectionnée et acceptée par les usines de transformation et de trituration en vue de la consommation humaine a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'avoine de premier choix. Les opérations décrites ici ne représentent donc que les résultats de la commercialisation des différents grades d'avoine fourragère.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'avoine des producteurs moyennant un acompte fixe de $100/t pour l'avoine fourragère n° 1.

Répartition par grade

Les livraisons d'avoine n° 1 et n° 2 de l'Ouest ont représenté 0.44 p. cent des livraisons des producteurs et les grades fourragers 99.56 p. cent du total. Environ 3.04 p. cent des livraisons à la Commission ont été agréés «gourd» ou «humide».

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Avoine—Tableau E

Le tableau E donne les résultats d'exploitation du compte de mise en commun pour la campagne 1984-85. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $675,422. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $599,910 soit $10.979/t. Les frais fixes, à $479,869 soit $8.783/t, en occupent le poste principal. L'excédent net devant être réparti entre les producteurs, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 15 novembre 1985, s'est chiffré à $688,372 ce qui représente une moyenne générale de $12.599/t sur une production marchande de 54,639 tonnes. Le tableau F donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'avoine livrés au cours de la campagne.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE 1984-85 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1984 AU 15 NOVEMBRE 1985

TABLEAU E

(avec chiffres du compte de mise en commun 1983-84 par comparaison)

	Mise en commun 1984-85		Mise en commun 1983-84	
	Total	La tonne	Total	La tonne
	54,639 tonnes		55,389 tonnes	
Reçu des producteurs	$	$	$	$
Produit des ventes	6,691,733	122.472	6,738,895	121.664
Acomptes versés aux producteurs	5,416,401	99.131	5,496,654	99.237
Excédent brut	1,275,332	23.341	1,242,241	22.427
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	285,692	5.229	374,439	6.760
Aux silos portuaires	194,177	3.554	181,254	3.272
Total des frais fixes	479,869	8.783	555,693	10.032
Intérêts	3,410	.062	20,530	.371
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	98,106	1.796	177,403	3.203
—Mod. des tarifs ferroviaires	(84,660)	(1.550)	28,989	.523
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	34,318	.628	25,859	.467
Frais d'administration de la CCB	68,867	1.260	48,705	.879
Total des frais d'exploitation	599,910	10.979	857,179	15.475
Excédent d'exploitation	675,422	12.362	385,062	6.952
Plus: intérêts créditeurs a/c du 15 novembre (1983-84, 31 octobre)	17,168	.314	9,560	.173
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	4,218	.077	3,859	.070
Excédent à répartir entre les producteurs	688,372	12.599	390,763	7.055

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'AVOINE, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU F

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Avoine			
N° 1 de l'Ouest	106.00	19.022	125.022
N° 2 de l'Ouest	104.00	19.022	123.022
Fourragère n° 1 extra	102.00	12.605	114.605
Fourragère n° 1	100.00	12.315	112.315
Fourragère n° 2	95.92	13.395	109.315

Compte de mise en commun—Avoine de premier choix

Depuis le 1er août 1981, l'avoine livrée par les producteurs à la Commission pour être vendue par son intermédiaire à des acheteurs qui l'ont sélectionnée et acceptée pour transformation et mouture en vue de la consommation humaine, a été portée dans un compte de mise en commun distinct. Ce nouveau compte a pour titre «Avoine de premier choix» et les résultats d'exploitation ainsi que les remarques appropriées sont donnés ici.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'avoine de premier choix des producteurs moyennant des acomptes respectifs et fixes de $140 et de $138/t pour l'avoine n° 1 et n° 2 de l'Ouest; et de $134/t pour l'avoine fourragère n° 1.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en avoine du compte de mise en commun de l'avoine de premier choix se sont élevées à 44,219 tonnes. Elles représentaient les livraisons d'avoine sélectionnée et acceptée par les acheteurs pour transformation et mouture en vue de la consommation humaine et faites à la Commission. De ce total, 30,019 tonnes, soit 67.89 p. cent, ont été agréées n° 1 et n° 2 de l'Ouest. Les grades fourragers en représentaient 14, 200 tonnes, soit 32.11 pour cent des livraisons.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Avoine de premier choix—Tableau G

Le tableau G fait ressortir les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'avoine de premier choix pour la campagne. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $813,196. Il faut remarquer ici que les frais d'exploitation n'entrent pas en compte dans le cas de ce type d'avoine. En effet, l'avoine de premier choix n'entraîne pas les frais de manutention encourus par l'avoine fourragère puisqu'elle n'est pas entreposée par la Commission mais sélectionnée par l'acheteur et expédiée, à sa demande, directement de l'exploitation agricole à l'usine de transformation via un silo de collecte. Donc, les seuls frais imputables à l'avoine de premier choix sont les frais se rapportant aux wagons-trémies de la Commission et les frais administratifs de la Commission, soit $79,207 ou $1.791/t. Ces frais ont été plus que compensés par des intérêts créditeurs de $95,397 ou $2.157/t sur l'excédent cumulé dans le compte de mise en commun. Compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 30 septembre 1985, l'excédent net à répartir entre les producteurs s'est chiffré à $833,202 soit une moyenne de $18.843/t sur une production marchande de 44,219 tonnes. Le tableau H donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'avoine de premier choix livrés au cours de la campagne.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE DE PREMIER CHOIX 1984-85 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1984 AU 30 SEPTEMBRE 1985 (avec chiffres du compte de mise en commun 1983-84 par comparaison)

TABLEAU G

	Mise en commun 1984-85		Mise en commun 1983-84	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	44,219 tonnes		40,023 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	6,858,685	155.108	6,067,327	151.596
Acomptes versés aux producteurs	6,061,679	137.084	5,498,760	137.390
Excédent brut	797,006	18.024	568,567	14.206
Moins les frais d'exploitation				
Intérêts et frais bancaires	(95,397)	(2.157)	(77,206)	(1.929)
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	27,773	.628	18,685	.467
Frais d'administration de la CCB	51,434	1.163	35,193	.879
Total des frais d'exploitation	(16,190)	(.366)	(23,328)	(.583)
Excédent d'exploitation	813,196	18.390	591,895	14.789
Plus: intérêts créditeurs a/c du 30 septembre (1983-84, 31 octobre)	20,670	.468	14,696	.367
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	664	.015	612	.015
Excédent à répartir entre les producteurs	833,202	18.843	605,979	15.141

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'AVOINE DE PREMIER CHOIX, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU H

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Avoine de premier choix			
Nº 1 de l'Ouest	140.00	20.746	160.746
Nº 2 de l'Ouest	138.00	20.746	158.746
Fourragère nº 1 extra	136.00	16.246	152.246
Fourragère nº 1	134.00	14.246	148.246

Compte de mise en commun—Orge

Depuis le 1er août 1975, en vertu d'un décret du Conseil, l'orge sélectionnée et acceptée des producteurs en vue de son utilisation en malterie, ou pour la production d'orge mondé ou perlé, a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'orge de premier choix. Donc, les opérations décrites ici, dans le compte de mise en commun de l'orge, représentent surtout les résultats de la commercialisation des différents grades d'orge fourragère.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'orge des producteurs moyennant un acompte fixe de $110/t pour l'orge fourragère nº 1. Puis, à compter du 19 novembre 1984, l'acompte a été relevé à $125/t pour l'orge fourragère nº 1.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge fourragère se sont élevées à 3,085,525 tonnes, soit 3,068,472 tonnes livrées par les producteurs et 17,053 tonnes acquises d'autres sources. Les livraisons d'orge fourragère nº 1 et nº 2 représentaient 98.21 p. cent des livraisons des producteurs et l'orge agréée «gourd» et «humide», 3.91 p. cent du total.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Orge—Tableau I

Les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge de la campagne agricole 1984-85 sont donnés au tableau I. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $19,066,956. Les frais d'exploitation se sont élevés à $13,401,539 pour la campagne, soit $4.367/t. Les frais fixes à $8,080,834 soit $2.634/t en représentent le poste principal. L'excédent net devant être réparti entre les producteurs, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 30 septembre 1985, s'est chiffré à $19,497,704 ce qui représente une moyenne générale de $6.354/t sur une production marchande de 3,068,472 tonnes. Le tableau J fait ressortir que les producteurs ont reçu un prix total de $131.297/t pour l'orge fourragère nº 1.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1984-85 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1984 AU 30 SEPTEMBRE 1985 (avec chiffres du compte de mise en commun 1983-84 par comparaison)

TABLEAU I

	Mise en commun 1984-85		Mise en commun 1983-84	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	3,068,472 tonnes		4,007,756 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	414,730,903	135.159	557,270,427	139.048
Acomptes versés aux producteurs	382,262,408	124.578	438,761,246	109.478
Excédent brut	32,468,495	10.581	118,509,181	29.570
Moins les frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	4,724,253	1.540	4,683,339	1.169
Aux silos portuaires	3,356,581	1.094	2,246,162	.560
Total des frais fixes	8,080,834	2.634	6,929,501	1.729
Intérêts	(1,306,516)	(.426)	(7,543,393)	(1.882)
Indemnités de surestarie	(449,348)	(.147)	1,941,439	.484
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	1,897,338	.618	902,833	.225
—Mod. des tarifs ferroviaires	(893,639)	(.291)	207,308	.052
Manutention et arrêt	(52,098)	(.017)	(108,820)	(.027)
Séchage	628,571	205	275,505	.069
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	1,927,267	.628	1,871,085	.467
Frais d'administration de la CCB	3,569,130	1.163	3,524,080	.879
Total des frais d'exploitation	13,401,539	4.367	7,999,538	1.996
Excédent (Déficit) d'exploitation	19,066,956	6.214	110,509,643	27.574
Plus: intérêts créditeurs a/c du 30 septembre (1983-84, 31 octobre)	484,640	.158	2,743,818	.685
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	53,892	.018	68,193	.017
Excédent à répartir entre les producteurs	19,497,704	6.354	113,185,268	28.242

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU J

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Orge			
N° 1 de l'Ouest à six rangs	127.93	6.867	134.797
N° 2 de L'ouest à six rangs	126.93	6.867	133.797
N° 2 de l'Ouest à deux rangs	126.93	6.867	133.797
Fourragère n° 1	125.00	6.297	131.297
Fourragère n° 2	122.43	8.177	130.607

Compte de mise en commun—Orge de premier choix

Comme nous l'avons déjà mentionné, depuis le 1er août 1975, l'orge livrée à la Commission pour être vendue par son intermédiaire à des acheteurs qui veulent l'utiliser en malterie ou pour la production d'orge mondé ou perlé, a été portée dans un compte de mise en commun distinct. Ce nouveau compte a pour titre «Orge de premier choix». Les résultats d'exploitation de ce compte et les remarques appropriées sont donnés ici.

Acompte à la livraison

Au cours de la campagne, la Commission a reçu l'autorisation d'acheter de l'orge de premier choix des producteurs moyennant un acompte fixe de $140/t et pour l'orge n° 2 de l'Ouest à six rangs et pour l'orge n° 2 de l'Ouest à deux rangs. Puis, à compter du 19 novembre 1984, l'acompte a été respectivement relevé à $155/t et à $165/t pour l'orge n° 2 de l'Ouest à six rangs et pour l'orge n° 2 de l'Ouest à deux rangs.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge de premier choix se sont chiffrées à 712,195 tonnes. Elles représentaient les livraisons d'orge sélectionnées faites à la Commission par des producteurs au cours de la campagne et acceptées par les acheteurs en vue de leur utilisation en malterie, ou pour la production d'orge mondé ou perlé. De ce total, 481,019 tonnes, soit 67.54 p. cent, ont été agréées «à deux et six rangs» et 231,176 tonnes, soit 32.46 p. cent, dans les grades fourragers. Les livraisons d'orge gourde ou humide se sont chiffrées à 4,422 tonnes, soit 0.62 p. cent du total.

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Orge de premier choix—Tableau K

Le tableau K fait ressortir les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge de premier choix pour la campagne. Les opérations commerciales se sont soldées par un excédent de $24,664,728. Il faut remarquer ici que les frais d'exploitation n'entrent pas en compte dans le cas de l'orge de premier choix. En effet, l'orge de premier choix n'entraine pas les frais de manutention encourus par l'orge fourragère puisqu'elle n'est pas entreposée par la Commission mais sélectionnée par le transformateur (l'acheteur) sur la base d'un échantillon du producteur et expédiée, à sa demande, directement de l'exploitation agricole à l'usine de transformation via un silo de collecte. Donc, les seuls frais imputables à ce type d'orge sont les frais se rapportant aux wagons-trémies de la Commission et les frais administratifs de la Commission, soit $1,275,718 ou $1.791/t. Ces frais ont été plus que compensés par des intérêts créditeurs de $2,527,411 ou $3.549/t sur l'excédent cumulé dans le compte de mise en commun.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

Compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs à compter du 30 septembre 1985, l'excédent net à répartir entre les producteurs s'est chiffré à $25,284,020 ce qui représente une moyenne de $35.501/t sur une production marchande de 712,195 tonnes. La campagne précédente, les chiffres respectifs étaient de $32,149,480 et de $32.009/t.

Le tableau L fait ressortir le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'orge de premier choix. Les producteurs ont respectivement reçu $188.937 et $199.401/t pour leurs livraisons d'orge nº 2 de l'Ouest à six rangs et nº 2 de l'Ouest à deux rangs contre $168.085/t et $176.625/t pour ces deux grades la campagne précédente.

ÉTAT D'EXPLOITATION ET EXCÉDENT POUR DISTRIBUTION AUX PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1984-85 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1984 AU 30 SEPTEMBRE 1985

(avec chiffres du compte de mise en commun 1983-84 par comparaison) TABLEAU K

	Mise en commun 1984-85		Mise en commun 1983-84	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	712,195 tonnes		1,004,377 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	135,116,236	189.718	168,836,744	168.101
Acomptes versés aux producteurs	111,703,201	156.844	139,939,761	139.330
Excédent brut	23,413,035	32.874	28,896,983	28.771
Moins les frais d'exploitation				
Intérêts	(2,527,411)	(3.549)	(3,836,353)	(3.819)
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	447,320	.628	468,910	.467
Frais d'administration de la CCB	828,398	1.163	883,164	.879
Total des frais d'exploitation	(1,251,693)	(1.758)	(2,484,279)	(2.473)
Excédent d'exploitation	24,664,728	34.632	31,381,262	31.244
Plus: intérêts créditeurs a/c du 30 septembre (1983-84, 31 octobre)	626,923	880	779,158	.776
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	7,631	.011	10,940	.011
Excédent à répartir entre les producteurs	25,284,020	35.501	32,149,480	32.009

PRIX TOTAL RÉALISÉ PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE DE PREMIER CHOIX, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU L

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Orge de premier choix			
Nº 1 de l'Ouest à six rangs	156.27	33.667	189.937
Nº 2 de l'Ouest à six rangs	155.00	33.937	188.937
Nº 1 de l'Ouest à deux rangs	166.27	34.131	200.401
Nº 2 de l'Ouest à deux rangs	165.00	34.401	199.401
Fourragère nº 1 à six rangs	151.77	34.667	186.437
Fourragère nº 1 à deux rangs	151.77	45.131	196.901
Fourragère nº 2 à six rangs	149.77	33.267	183.037
Fourragère nº 2 à deux rangs	149.77	43.731	193.501

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

1. Principes comptables

a) Résultats d'exploitation et évaluation des stocks de céréales

Les résultats finals d'exploitation des comptes de mise en commun de l'exercice terminé le 31 juillet sont inclus dans les comptes annuels de la Commission au 31 juillet lorsque les opérations commerciales ont pris fin avant la publication du rapport annuel de l'exercice. Le calcul des excédents à répartir relativement à chacun des comptes de mise en commun de la Commission au 31 juillet inclut:

i) les stocks de céréales détenus à cette date à la valeur définitive reçue de leur vente, base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill; et

ii) des provisions pour les frais engagés ou devant être engagés avant que le produit des ventes soit réalisé en espèces ou en lettres de change, y compris les frais administratifs et généraux qui seront engagés après le 31 juillet relativement à la commercialisation et à la comptabilisation des céréales des différents comptes de mise en commun avant la clôture de ces derniers.

Lorsque les opérations commerciales d'un compte de mise en commun ne sont pas terminées avant la publication du rapport annuel, les stocks non vendus au 31 juillet sont portés dans les livres à leur prix coûtant, soit l'acompte à la livraison, et aucune provision n'est constituée pour les frais fixes, les intérêts et les frais d'administration après cette date. Le bilan fait état de tout solde créditeur ou débiteur de ces comptes.

b) Conversion des devises

Les lettres de change à recevoir en devises américaines et faisant l'objet de contrats de change à terme sont converties aux taux stipulés par les contrats. Dans tous les autres cas, les lettres de change à recevoir et les emprunts bancaires à payer en devises américaines, ainsi que toute autre obligation découlant de débentures remboursables en monnaie américaine, sont convertis au cours en vigueur à la date du bilan.

Les résultats d'exploitation tiennent compte des corrections résultant de la conversion des lettres de change et des emprunts bancaires. Par contre, lorsqu'il s'agit de la conversion de la dette relative aux débentures, la correction est amortie sur toute la durée des titres en cause.

c) Amortissement

Les taux d'amortissement, calculés en vue d'amortir totalement les biens sur leur durée d'utilisation estimative, s'établissent comme suit:

Wagons-trémies	30 ans
Immeuble à bureaux	40 ans
Matériel et fourniture de bureau	10 ans
Véhicules automobiles	2 ans

(jusqu'à concurrence du tiers de la valeur résiduaire)

d) Frais administratifs et généraux

Les frais administratifs et généraux, sauf les frais relatifs à la répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs, sont imputés aux divers comptes de mise en commun auxquels se rapportent les services, en fonction du tonnage. Les frais relatifs aux ajustements de fin de campagne sont répartis selon le nombre de producteurs qui reçoivent un chèque des différents comptes de mise en commun de la Commission.

2. Lettres de change plus intérêts courus

Le montant des lettres de change à recevoir comprend la somme de $1,499,477,966 ($1,330,848,725 en 1984) qui correspond aux $1,111,053,626 ($1,016,302,959 en 1984) remboursables en devises américaines.

Les soldes à recevoir découlent des ventes de céréales aux pays suivants: Brésil, Égypte, Haïti, Iraq, Israël, Jamaïque, Mexique, Pérou, Pologne, République démocratique allemande et Zambie. Le remboursement intégral doit se faire au cours des 36 mois qui suivent la date d'expédition, sauf pour le Brésil, Haïti, la Jamaïque, le Pérou, la Pologne et la Zambie. Pour ces six pays en effet la Commission a convenu, de concert avec le gouvernement fédéral, de reporter à plus tard les dates d'échéance de certains remboursements. En vertu des nouvelles conditions, ces pays vont verser des intérêts et rembourser le capital sur dix ans. Au 31 juillet, les nouvelles modalités de paiement portaient sur $482,697,222, dont $39,170,783, correspondant à $29,109,547 à recevoir en devises américaines.

La Pologne est actuellement en voie de négocier un nouvel échéancier de la dette, capital et intérêt, qui était échue mais sur laquelle elle n'a fait aucun versement entre le 1er janvier 1982 et le 31 décembre 1984, suite à un accord multilatéral conclu avec ses créanciers officiels. La Pologne n'a pas réglé les montants, capital et intérêt, échus en 1985 et elle va probablement négocier un plan séparé de remboursement de cette dette en 1986 suite à un autre accord multilatéral avec ses créditeurs officiels à cet égard. Au 31 juillet 1985, les montants non réglés s'élevaient à $1,709,100,042, dont $676,892,630 à recevoir en devises américaines. Le total précédent comprend la somme de $1,436,807,409, dont $539,059,681 à recevoir en devises américaines, échue et non versée entre le 1er janvier 1982 et le 31 décembre 1984. Le montant du capital et de l'intérêt échu en 1985 jusqu'à la clôture de la présente campagne agricole et se chiffrant à $142,690,698, dont $96,515,883 à recevoir en devises américaines, était également inclus dans ce total. Le solde des montants non réglés, soit $129,601,935, dont $41,317,066 à recevoir en devises américaines, représente l'intérêt couru et non versé sur la dette de 1981 ayant fait l'objet d'un nouveau plan de remboursement, la dette de 1982-84 et les échéances de 1985 non réglées à la fin de la campagne agricole. Bien que cet intérêt ne soit pas inclus avec le capital de la dette dans le nouvel échéancier, il fait l'objet de certaines modalités de remboursement stipulées dans l'accord multilatéral conclu entre la Pologne et ses créditeurs officiels.

Au cours de la campagne agricole, le gouvernement du Canada et d'autres pays créanciers ont convenu de changer de nouveau les dates d'échéance de la dette de la Zambie. Le versement de $6,967,336, en principal et intérêt, qui arrivait à échéance en 1984 a fait l'objet d'un nouvel accord de remboursement signé en juin 1985.

Également au cours de la campagne, le gouvernement du Canada et d'autres pays créditeurs ont convenu d'étaler sur dix ans le remboursement de certaines obligations de la Jamaïque. Au 31 juillet 1985, les livres de la Commission comprenaient une somme de $1,860,175 qui allait être régie par le nouveau plan.

Bien qu'aucun accord multilatéral n'ait été conclu jusqu'à maintenant entre le Brésil, le gouvernement du Canada et d'autres pays créditeurs, le Brésil n'a fait aucun versement sur le capital et l'intérêt échus en 1985 et se chiffrant à $102,667,388 au 31 juillet 1985. Une fois l'accord multilatéral signé, il ne fait aucun doute que ce montant fasse lui aussi l'objet d'un nouveau plan de remboursement.

Les ventes à crédit sont faites dans un cadre fixé par le gouvernement du Canada puisque celui-ci garantit les emprunts que la Commission doit faire pour financer ces ventes, tant le capital que

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Fin*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

l'intérêt. En raison de cette garantie, la Commission ne se considère pas à découvert s'il advenait que des montants non réglés s'avèrent irrécouvrables. Il n'est donc fait aucune provision dans ses comptes quant à la possibilité que des débiteurs manquent à leurs engagements.

3. Comptes débiteurs

Les montants à recevoir des agents de la Commission relativement aux ventes exécutées au 31 juillet ont été versés peu après cette date. Les comptes débiteurs divers comprennent surtout des frais de transport qui ont été recouvrés lors de la conclusion des ventes.

4. Wagons couverts à trémies

La Commission a acheté 2,000 wagons-trémies en 1979-80 dont le coût initial s'élevait à $90,555,623. De ce nombre, 22 wagons ont été détruits lors de déraillements si bien qu'à la fin de l'exercice il n'en restait que 1,978 d'une valeur initiale de $89,559,511, dont l'amortissement cumulé s'élevait à $16,421,975 au 31 juillet 1985. La valeur des wagons endommagés est remboursée à la Commission en vertu d'un accord d'exploitation avec le Canadien National.

5. Obligations envers les banques

Voici la ventilation des emprunts bancaires de la Commission:

	au 31 juillet	
	1985	1984
	$	$
Activités ordinaires	224,554,171	150,914,705
Financement des ventes à crédit	3,683,799,803	3,012,037,450
	3,908,353,974	3,162,952,155

De ces obligations, $1,498,429,431 ($1,329,541,729 en 1984) correspondent aux $1,110,276,698 ($1,015,304,871 en 1984) remboursables en devises américaines.

Les emprunts de la Commission auprès des banques à charte sont garantis par le gouvernement du Canada.

6. Débentures remboursables

Le 1er décembre 1982, la Commission a émis des débentures d'une valeur nominale de $50,000,000 U.S., escomptées à $99.50 par tranche de $100, et portant un intérêt de 11¼% par an payable le 1er décembre de chaque année. Le remboursement du capital n'est pas exigé avant l'échéance, le 1er décembre 1990. Dans certaines circonstances, la Commission a le pouvoir d'en effectuer le remboursement, total ou partiel, avant l'échéance. De plus, selon la situation, une prime peut être payable sur le montant du capital ainsi remboursé.

Les débentures de la Commission sont garanties par une charge sur les céréales qu'elle détient.

7. Obligations envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs

Les compagnies de grains agissant à titre d'agent de la Commission acceptent les livraisons des producteurs aux silos de collecte et versent à ces derniers, au nom de la Commission, l'acompte alors en vigueur. Ces achats ne sont définitivement réglés qu'au moment où les agents en ont terminé la livraison à la Commission, aux silos portuaires ou aux minoteries. Les obligations de la Commission envers les agents totalisent $570,996,143 ($826,390,827 en 1984) payables relativement aux 3,600,606 (5,064,789 en 1984) tonnes de blé, de blé dur ambré, d'avoine et d'orge conservées dans les silos de collecte et en transit au 31 juillet, mais qui seront livrées et payées après la fin de l'exercice.

8. Obligations envers les agents concernant les bons de livraison reportés

Les compagnies de grains ont, à titre d'agents de la Commission, le droit de reporter les bons de livraison au comptant établis sur des céréales de la Commission et de les mettre en dépôt auprès d'elle. Les fonds en garde sont ensuite remis aux compagnies de grains afin de couvrir les bons de livraison reportés des producteurs venant à échéance au cours des premiers jours de l'année civile suivante.

9. Frais courus et comptes créditeurs

Ce poste comprend surtout des intérêts, des frais fixes, des frais de stockage et de transport courus jusqu'au 31 juillet 1985, ainsi que tout autre compte divers non réglé à cette date. Il inclut également des provisions pour les frais de commercialisation des comptes de mise en commun du blé, du blé dur ambré, de l'avoine de premier choix, de l'orge et de l'orge de premier choix qui ont été engagés entre le 1er août 1985 et la fin des activités, le 30 septembre 1985 et, dans le cas de l'avoine, entre le 1er août 1985 et la fin des activités, le 15 novembre 1985.

10. Compte spécial—Solde net des comptes non répartis

Conformément à l'article 30 de la loi sur la Commission canadienne du blé, le gouverneur-en-conseil, peut autoriser la Commission à virer à un compte spécial le solde non réclamé des comptes qui ont été payables aux producteurs au cours d'une période de six ans ou plus. Outre le paiement des réclamations justifiées de certains producteurs à propos de ces vieux comptes, l'article prévoit que ces fonds peuvent être employés aux fins que le gouverneur-en-conseil, sur la recommandation de la Commission, pourrait juger utiles aux producteurs.

11. Provision pour les frais de l'ajustement de fin de campagne

Ce poste présente le solde des réserves prévues par la Commission pour couvrir les frais relatifs aux versements des ajustements de fin de campagne une fois les comptes arrêtés. Six ans après la clôture d'un compte particulier, le solde est viré au compte spécial par décret du Conseil.

12. Engagements en vertu de baux

À titre d'agent de Sa Majesté du chef du Canada, la Commission loue 2,000 wagons-trémies pour le gouvernement du Canada. Tous les frais associés à la location de ces wagons sont recouvrés auprès du gouvernement du Canada et ne sont pas à la charge de la Commission. Sous ce chef, la Commission a reçu des versements totaux se chiffrant à $16,728,906 ($16,166,224 en 1984) au cours de l'exercice terminé le 31 juillet 1985. Les contrats de location ont une durée de 20 et de 25 ans.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

MANDAT

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant en produits laitiers de bonne qualité.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1966, la Commission administre les éléments suivants du programme laitier fédéral: établissement d'un prix-cible pour la crème et le lait de transformation; soutien du marché pour le prix-cible au moyen d'un programme d'offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre; versement d'un subside pour les expéditions admissibles de lait et de crème; mise en marché au niveau international de certains produits laitiers excédentaires aux besoins domestiques; réception des retenues que les provinces perçoivent des producteurs pour financer les pertes à l'exportation des produits excédentaires et coordination du système de gestion des approvisionnements de la production industrielle de lait.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Édifice Pebb 2197, promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A OZ2
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Commission canadienne du lait* (S.R.C. 1970, c. C-7)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Roch Morin
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 juillet

	1984-1985	1983-1984	1982-1983	1981-1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	333.6	304.0	360.5	296.1
Engagements envers le secteur privé	58.2	60.6	56.5	50.2
Engagements envers le Canada	234.3	180.4	231.8	206.9
Avoir du Canada	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire*	314.4	303.6	309.9	302.4
— non budgétaire, montant net	53.9	(51.3)	24.9	101.5

* Comprend les paiements versés par le biais de l'Office de stabilisation des prix agricoles.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE
CLOS LE 31 JUILLET 1986 N'ÉTAIENT PAS
DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1985 ainsi que les états des résultats du programme de soutien laitier financé par le gouvernement du Canada et des résultats de la commercialisation et du déficit financés par les producteurs pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Commission canadienne du lait et aux règlements administratifs de la Commission.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 3 décembre 1985

BILAN AU 31 JUILLET 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Débiteurs		
Clients	23,688	40,911
Gouvernement du Canada	81,981	73,632
Cotisations des producteurs	107,515	59,395
Stocks (note 3)	119,996	128,614
Frais payés d'avance	382	1,453
	333,562	304,005

PASSIF	1985	1984
Créditeurs et passif couru	28,827	61,037
Provision pour les pertes sur les engagements (note 4)	7,972	13,561
Subventions à payer aux producteurs	58,164	60,472
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	238,599	182,516
	333,562	317,586
DÉFICIT		
Déficit		(13,581)
	333,562	304,005

Approuvé:

Le Président
G. CHOQUETTE

Le Vice-président
E. G. HODGINS

Le Directeur des finances
PAUL SIMARD

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS DU PROGRAMME DE SOUTIEN LAITIER FINANCÉ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (tableau A)	283,617	276,951
Frais liés aux opérations de la commercialisation		
Intérêt	18,267	11,940
Fret	3,264	4,130
Entreposage	3,122	3,174
Manutention	484	999
Frais divers	277	357
	25,414	20,600
Frais d'administration (tableau B)	3,668	4,267
Recherche	1,661	1,699
Coût des opérations du programme de soutien laitier	314,355	303,517
Financement par le gouvernement du Canada (note 6)		
Office de stabilisation des prix agricoles	309,026	297,551
Crédit parlementaire	5,177	5,702
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	152	264
	314,355	303,517

ÉTAT DES RÉSULTATS DE LA COMMERCIALISATION ET DU DÉFICIT FINANCÉS PAR LES PRODUCTEURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Ventes	338,916	320,290
Coût des ventes	578,766	553,416
Perte sur les ventes	239,850	233,126
Frais et aide		
Aide à l'égard des produits laitiers	37,855	22,729
Frais de possession	10,554	8,184
Commissions à des agents (note 7)	5,690	4,478
Provision pour les créances douteuses	2,300	
Don à l'Éthiopie	290	
Recouvrements d'aide en capital (note 8)	(978)	(747)
Annonces et réclame		2,724
Aide en capital (note 8)		571
	55,711	37,939
Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	295,561	271,065
Financement à même les cotisations des producteurs (note 6)		
Lait industriel (tableau C)	274,720	233,418
Lait à l'état naturel (tableau D)	7,497	6,283
	282,217	240,301
Gouvernement du Canada (note 9)	2,564	10,050
	284,781	250,351
Insuffisance du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation (tableau E)	10,780	20,714
Déficit (surplus) au début de l'exercice	13,581	(7,133)
	24,361	13,581
Déficit à recouvrer auprès des producteurs	24,361	
Déficit à la fin de l'exercice		13,581

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 JUILLET 1985

1. La Commission

La Commission canadienne du lait est une société d'État nommée à l'Annexe C, partie I de la Loi sur l'administration financière et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les objectifs de la Commission, ainsi qu'ils ont été établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1966-67, sont «d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité».

2. Conventions comptables importantes

Conversion en devises étrangères

Chaque élément d'actif, du passif, de revenu ou de dépense provenant d'une opération en devises étrangères est converti en dollars canadiens aux taux du change en vigueur le jour de l'opération. Les effets monétaires en devises étrangères à la date du bilan sont rajustés au taux du change en vigueur à cette date. Tout gain ou perte au change résultant de la conversion ou du règlement d'effets en devises étrangères est imputé aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs à l'exception des gains et pertes non réalisés provenant de la conversion d'éléments d'actif monétaire à longue échéance qui sont reportés et amortis selon les durées vérifiables des effets connexes.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les acquisitions de mobilier et de matériel ne sont pas importantes et elles sont imputées aux frais d'administration de l'exercice d'achat.

Engagements d'achat

Les pertes provenant des engagements d'achat des surplus de beurre et de poudre de lait écrémé à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers à des prix négociés par contrat, qui sont normalement plus élevés que les prix à l'exportation, sont imputées aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs, à la date où l'engagement est pris.

3. Stocks

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Coût		
Beurre	106,559	128,327
Lait écrémé en poudre	57,257	51,627
Autres produits laitiers	33,440	14,854
	197,256	194,808
Déduire la provision pour la moins-value		
Beurre	23,457	30,080
Lait écrémé en poudre	38,798	31,900
Autres produits laitiers	15,005	4,214
	77,260	66,194
	119,996	128,614

Les stocks qui sont comptabilisés au prix coûtant ont été rajustés vu que les prix du surplus de beurre, du lait écrémé en poudre et des autres produits laitiers (y compris le lait évaporé, le lait entier en poudre et le beurre non salé) sur le marché à l'exportation sont inférieurs à ceux du marché domestique, ce qui entraîne une valeur de réalisation nette moindre que les coûts et les prix canadiens de soutien. La provision pour la moins-value des stocks a été imputée aux opérations de la commercialisation (coût des ventes) financées par les producteurs.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 JUILLET 1985—*Fin*

4. Engagements

Au 31 juillet 1985, la Commission s'était engagée à acheter du beurre et du lait écrémé en poudre, fabriqués avant cette date, à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers à des prix négociés par contrats, pour environ $11.9 millions (1984—$23.4 millions). Les pertes qui pourraient découler de ces achats, à des prix supérieurs aux prix d'exportation, ont été estimées à environ $7.9 millions (1984—$13.6 millions), nécessitant une réduction de la provision pendant l'exercice d'environ $5.6 millions (1984—augmentation de $5.7 millions), ce qui a été crédité et imputé, respectivement, au coût des ventes à l'état des résultats de la commercialisation et du déficit financés par les producteurs.

5. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Ces emprunts, qui servent à financer l'achat de produits laitiers, portent des taux d'intérêt qui varient de 9.375% à 12.375% par année (1984—9.625% à 13.0%). Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. L'intérêt, calculé comme intérêt simple, est versé au moment de tout remboursement du capital.

Voici la récapitulation des opérations visant les prêts:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	182,516	231,767
Emprunts	497,236	457,639
Remboursements	(445,452)	(508,984)
Intérêt couru à la fin de l'exercice	4,299	2,094
Solde à la fin de l'exercice	238,599	182,516

Il y a une limite statutaire de $300 millions quant aux emprunts par la Commission auprès du gouvernement du Canada.

6. Financement

Gouvernement du Canada

L'Office de stabilisation des prix agricoles, au moyen du crédit 15, effectue le financement de la Commission pour le bénéfice des producteurs afin de stabiliser le prix du lait industriel et de la crème. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1985, le financement pour cette fin s'est élevé à $311.6 millions, dont $309.0 millions ont été crédités aux opérations du programme de soutien laitier et $2.6 millions (voir la note 9) ont été crédités aux opérations de la commercialisation. Les frais d'administration et de recherche sont financés par le crédit 45—Agriculture.

Producteurs

Les producteurs sont responsables du coût de l'aliénation des produits en surplus, y compris toutes les pertes reliées à la production spéciale pour l'exportation en vertu du programme de contingentement à l'exportation, et des coûts de commercialisation attribuables à la production excédentaire. Ces coûts sont financés à même les cotisations des producteurs qui sont imposées et perçues par les bureaux et agences de commercialisation des provinces et remises à la Commission.

Tout surplus des opérations de la commercialisation jusqu'à concurrence de $10 millions ne peut être remboursé aux producteurs et ne peut être pris en compte lors de l'établissement du taux des cotisations de l'exercice suivant. La disposition de tout surplus excédentaire à $10 millions doit être établie par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait.

Les frais d'intérêt et les frais reliés à l'achat de beurre et de lait écrémé en poudre produits en excédent de l'exigence canadienne visant la matière grasse sont financés par les producteurs.

7. Commissions à des agents

La Commission a employé les services d'agents de ventes relativement à la commercialisation de produits laitiers sur le marché d'exportation et a versé les commissions suivantes:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Coop fédérée de Québec, Canada	2,401	2,578
L&M Exports Inc., Canada	2,594	943
Intercontinental, Mexique	535	355
Gestion Y. Dessarrollo—Commercial S.A., Pérou	146	395
Canada Expa (1980) Inc., Canada	14	184
Gerber Agri-Export, Canada		23
	5,690	4,478

8. Aide en capital

À l'intérieur d'un programme visant l'exportation de produits de lait entier, jusqu'à un maximum de 10% des besoins canadiens ou un maximum de 4.4 millions d'hectolitres de lait et à la suite de l'accord du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait et du gouvernement, la Commission a contribué à la construction de deux usines de transformation pour le lait évaporé et une usine de transformation pour le lait entier en poudre dit «instant».

L'aide en capital, qui s'élève à $22.7 millions, a débuté en 1980 et elle a été financée par les producteurs. Ce coût selon l'estimation effectuée sera réduit à $17.7 millions pendant une période de six ans à compter de 1980 grâce à la récupération de la valeur résiduelle des usines et du matériel, y compris une réduction du prix d'achat pour un maximum de caisses à acheter, et les octrois en provenance du gouvernement du Canada. Les recouvrements à ce jour s'élèvent à $3.9 millions (1984—$2.9 millions).

9. Bureau laitier de la Colombie-Britannique

À compter du 1er novembre 1984, le Bureau laitier de la Colombie-Britannique réintégrait le Plan commun de mise en marché du lait. Au cours de l'exercice terminé le 31 juillet 1985, le Bureau n'a pas fait remise des cotisations à la Commission pour la période allant d'août jusqu'à octobre 1984. Les cotisations sur la production laitière pendant cette période se seraient chiffrées à $2.6 millions. Une somme de $2.6 millions (1984—$10.1 millions), soit l'équivalent des subventions qui auraient été payées par le gouvernement du Canada sur la production de lait en Colombie-Britannique, a été créditée aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs.

10. Présentation des états financiers

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté vu que, de l'avis de la direction, il n'apporterait pas de renseignement supplémentaire qui soit utile. Certains postes de l'exercice 1984 ont été reclassifiés en conformité de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

SUBVENTIONS AUX PRODUCTEURS DE LAIT ET DE CRÈME UTILISÉS À DES FINS INDUSTRIELLES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1985

TABLEAU A

	Livraisons admissibles		Subventions	
	1985	1984	1985	1984
	(en milliers de kilogrammes)		(en milliers de dollars)	
Île-du-Prince-Édouard	3,108	3,220	5,206	5,394
Nouvelle-Écosse	2,137	2,134	3,578	3,574
Nouveau-Brunswick	2,257	2,244	3,780	3,758
Québec	80,962	81,383	135,611	136,316
Ontario	53,729	53,993	89,996	90,438
Manitoba	6,594	6,595	11,044	11,047
Saskatchewan	4,411	4,413	7,388	7,392
Alberta	11,427	11,335	19,140	18,986
Colombie-Britannique (note 9)	6,229	6,027	7,869	46
	170,854	171,344	283,612	276,951

FRAIS D'ADMINISTRATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1985

(en milliers de dollars)

TABLEAU B

	1985	1984
Traitements	2,031	1,979
Transport et communications	410	345
Services professionnels et spéciaux	264	731
Autres coûts au titre du personnel	264	287
Rémunération des membres de la Commission	191	190
Locations	183	190
Services de traitement des données et de tirage des chèques	152	264
Acquisitions de mobilier et de matériel	96	163
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	54	75
Réparations et entretien	22	41
Frais divers	1	2
	3,668	4,267

COTISATIONS DES PRODUCTEURS SUR LE LAIT INDUSTRIEL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1985

TABLEAU C

	Livraisons de lait		Cotisations des producteurs: À l'intérieur du contingentement		Hors-contingentement		Total	
	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984
	(en milliers de litres)		(en milliers de dollars)					
Île-du-Prince-Édouard	75,998	78,355	3,678	4,027			3,678	4,027
Nouvelle-Écosse	52,930	52,385	2,977	2,693	468	129	3,445	2,822
Nouveau-Brunswick	54,905	52,897	3,122	2,719	248		3,370	2,719
Québec	2,243,797	2,250,749	128,011	115,688	6,686		134,697	115,688
Ontario	1,321,949	1,311,443	74,630	67,408	9,780	10,394	84,410	77,802
Manitoba	153,566	150,858	8,680	7,754	1,070	549	9,750	8,303
Saskatchewan	101,510	100,421	5,775	5,162	444	980	6,219	6,142
Alberta	287,020	280,655	16,232	14,426	1,880		18,112	14,426
Colombie-Britannique (note 9)	175,253	158,479	7,177	118	3,862	1,371	11,039	1,489
	4,466,928	4,436,242	250,282	219,995	24,438	13,423	274,720	233,418

COTISATIONS DES PRODUCTEURS SUR LE LAIT À L'ÉTAT NATUREL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1985

TABLEAU D

	Ventes		Cotisations des producteurs*	
	1985	1984	1985	1984
	(en milliers de litres)		(en milliers de dollars)	
Île-du-Prince-Édouard	13,509	13,396	41	40
Nouvelle-Écosse	114,916	114,659	347	346
Nouveau-Brunswick	69,818	70,509	210	213
Québec	655,236	654,018	1,980	1,917
Ontario	954,071	972,777	2,879	2,986
Manitoba	103,814	103,702	314	315
Saskatchewan	97,876	98,425	293	289
Alberta	253,457	256,175	758	777
Colombie-Britannique (note 9)	303,183	303,509	675	
	2,565,880	2,587,170	7,497	6,883

*Calculées à 5% du taux de subvention de $6.03 par hectolitre de ventes.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Fin*

RÉSULTATS DE LA COMMERCIALISATION FINANCÉE PAR LES PRODUCTEURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1985

TABLEAU E

	1985						1984			
	Domestique	Exportation					Domestique	Exportation		
	Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évaporé	Autres produits*	Total	Total	Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évaporé	Autres produits*
	(en milliers de dollars)									
Ventes	134,516	71,916	119,931	12,553	338,916	320,290	124,761	77,978	94,236	23,315
Coût des ventes	131,016	212,028	195,113	29,543	567,700	538,831	119,975	224,972	144,371	49,513
Provision pour la moins-value	(6,623)	6,898	8,845	1,946	11,066	14,585	5,369	7,509	1,719	(12)
	124,393	218,926	203,958	31,489	578,766	553,416	125,344	232,481	146,090	49,501
(Profit) perte sur les ventes	(10,123)	147,010	84,027	18,936	239,850	233,126	583	154,503	51,854	26,186
Frais et aide										
Aide à l'égard des produits laitiers	335	16,833	93	20,594	37,855	22,729	29	14,762	22	7,916
Frais de possession		1,959	8,176	419	10,554	8,184		2,918	4,463	803
Commissions à des agents		651	4,707	332	5,690	4,478		750	3,125	603
Provision pour les créances douteuses			1,700	600	2,300					
Don à l'Éthiopie			290		290					
Recouvrements d'aide en capital			(495)	(483)	(978)	(747)			(264)	(483)
Annonces et réclame						2,724				2,724
Aide en capital						571			571	
	335	19,443	14,471	21,462	55,711	37,939	29	18,430	7,917	11,563
Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	(9,788)	166,453	98,498	40,398	295,561	271,065	612	172,933	59,771	37,749
Financement					284,781	250,351				
Insuffisance du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation					10,780	20,714				

	Volume (en millions) 1985				Volume (en millions) 1984			
	Kilogrammes	Kilogrammes	Caisses	Kilogrammes	Kilogrammes	Kilogrammes	Caisses	Kilogrammes
Ventes	29.5	75.8	7.1	6.0	28.0	78.2	5.3	10.4
Achats	23.5	76.9	7.6	6.7	26.6	82.0	5.2	10.0

*Les autres produits comprennent le lait entier en poudre et le fromage.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

MANDAT

Préparer des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale, et fournir une aide dans ces domaines.

ANTÉCÉDENTS

Les subventions du Canada à la CCN revêtent habituellement la forme de paiements budgétaires. Les recettes de la société représentent environ 15 p. 100 de ses frais de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	161, avenue Laurier ouest 14e étage Ottawa (Ontario) K1P 6J6
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1958; *Loi sur la Capitale nationale* (S.R.C. 1970, c. N-3). Le Canada est actionnaire de la société depuis 1899, lors de la création de la Commission d'embellissement d'Ottawa (1899-1927), qui est devenue la Commission du district fédéral (1927-1958)
PRÉSIDENT	Jean Pigott
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars

	1985-1986	1984-1985 (reformulé)	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total*	306.5	332.8	411.6	389.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	26.3	31.1	31.1
Avoir du Canada	284.4	281.4	344.5	330.1
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	73.4**	97.1	86.6	82.2
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Les données sur l'actif total et l'avoir du Canada tiennent compte d'un changement des pratiques comptables de la CCN qui consigne maintenant l'amortissement; ce changement a eu pour effet d'abaisser la valeur comptable d'une bonne part de l'actif, qui est passée de la valeur du coût d'origine à la valeur nette après amortissement.

** Net des ventes et de l'excédent (totalisant 7.6 millions de dollars) versé au Canada.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION EN MATIÈRE D'ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Commission de la Capitale nationale relèvent de la responsabilité de la direction et ont reçu l'approbation des membres de la Commission. Ils ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus.

La direction a mis au point et maintient des registres et les pièces comptables, des contrôles financiers et de gestion et des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus pour garantir dans une mesure raisonnable que les biens sont protégés et contrôlés et que les transactions sont conformes à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements de même qu'à la Loi sur la Capitale nationale et aux règlements administratifs de la Commission. Les systèmes et les usages font l'objet de vérifications internes.

Les membres de la Commission s'acquittent de leurs responsabilités relatives aux états financiers principalement par l'entremise d'un comité de vérification où ils sont les seuls à siéger. Ce comité se réunit périodiquement avec la direction ainsi qu'avec les vérificateurs internes et externes pour discuter des résultats des vérifications en ce qui a trait à la suffisance des contrôles comptables internes et pour examiner et débattre les questions relatives à la communication de l'information financière. Les vérificateurs externes jouissent d'un plein accès au comité de vérification en présence ou non de la direction.

Le vérificateur externe de la Commission, c'est-à-dire le Vérificateur général du Canada, a vérifié les états financiers. Il présente son rapport au ministre des Travaux publics, qui est le ministre responsable de la Commission de la Capitale nationale.

la Présidente
Jean E. Pigott

le Premier agent financier
John T. Denis

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE ROCH LA SALLE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus lesquels, après avoir donné un effet rétroactif à la modification des conventions comptables relatives aux terrains, édifices et matériel comme l'explique la note 3 afférente aux états financiers, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, et tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Capitale nationale, aux statuts et aux règlements administratifs de la Commission.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 10 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	23,209	49,893
Débiteurs		
Ministères et organismes fédéraux	1,472	991
Locataires et autres	731	776
Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière	682	645
Frais payés d'avance	2,138	1,479
	28,232	53,784
Terrains, immeubles et matériel (note 4)	278,282	279,031
	306,514	332,815

PASSIF	1986	1985
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	14,894	17,387
Expropriations foncières non réglées	1,342	1,609
Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres	1,352	1,580
	17,588	20,576
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi accumulées	4,496	4,537
Emprunts auprès du Canada (note 5)		26,309
	4,496	30,846
AVOIR		
Avoir du Canada	284,430	281,393
	306,514	332,815

Approuvé par la Commission:

La Présidente
JEAN E. PIGOTT

Un Commissaire
A. G. MARTIN

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Dépenses		
Planification et aménagement	12,838	19,032
Gestion immobilière	44,904	45,144
Services au public	9,949	10,005
Administration	15,308	16,439
	82,999	90,620
Recettes		
Propriétés	8,822	8,184
Intérêts	1,921	2,959
Gains nets à la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	364	1,482
Autres	1,522	1,233
	12,629	13,858
Coût net de l'exploitation	70,370	76,762
Crédits parlementaires (note 6)	81,026	97,055
Moins: les crédits employés à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	11,462	17,341
	69,564	79,714
Excédent (insuffisance) des crédits parlementaires par rapport au coût net de l'exploitation	(806)	2,952

ÉTAT DE L'AVOIR POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde au début de l'exercice déjà déclaré	377,346	347,433
Rajustement pour enregistrer l'amortissement cumulé jusqu'au début de l'exercice (note 3)	(95,953)	(86,333)
Solde redressé	281,393	261,100
Excédent (insuffisance) des crédits parlementaires par rapport au coût net de l'exploitation	(806)	2,952
Crédits parlementaires employés à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	11,462	17,341
Versements au Canada (note 10 b)	(7,619)	
Solde à la fin de l'exercice	284,430	281,393

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Activités d'exploitation		
Excédent (insuffisance) des crédits parlementaires par rapport au coût net de l'exploitation	(806)	2,952
Éléments ne comportant pas de décaissement		
Amortissement	9,316	9,620
Gains nets à la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	(364)	(1,482)
Augmentation (diminution) des indemnités de cessation d'emploi accumulées	(41)	137
	8,105	11,227
Augmentation du fonds de roulement de fonctionnement hors caisse		
Débiteurs	(436)	(59)
Stocks	(37)	42
Frais payés d'avance	(659)	(433)
Créditeurs et charges à payer	(2,493)	(7,174)
Expropriations non réglées	(267)	(56)
Retenues et dépôts	(228)	425
	(4,120)	(7,255)
Encaisse provenant des activités d'exploitation	3,985	3,972
Activités d'investissement		
Acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	(11,462)	(17,341)
Produit de la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	3,259	5,457
Encaisse absorbée par les activités d'investissement	(8,203)	(11,884)
Encaisse avant les activités de financement	(4,218)	(7,912)
Activités de financement		
Crédits parlementaires employés à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	11,462	17,341
Remboursement des emprunts auprès du Canada (note 5)	(26,309)	(4,795)
Versements au Canada (note 10 b)	(7,619)	
Encaisse provenant des (absorbée par les) activités de financement	(22,466)	12,546
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(26,684)	4,634
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	49,893	45,259
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	23,209	49,893

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la Capitale nationale a été constituée par la Loi sur la Capitale nationale de 1958. Société d'État mandataire sans capital-action inscrite à l'Annexe C, partie I, de la Loi sur l'administration financière, elle a pour mission d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la Région de la Capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1986—*Suite*

2. Conventions comptables importantes

a) Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, c'est-à-dire en fonction de la durée d'utilisation prévue des biens établie comme suit:

Immeubles	20 ans
Ponts et chaussées	25 ans
Aménagements des parcs	25 ans
Matériel de festival	5 ans
Matériel	7 à 15 ans
Véhicules	4 à 7 ans
Accessoires du matériel et des véhicules	10 ans

b) Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimatif de remplacement moins une provision pour les frais généraux et les frais d'emballage.

c) Régime de retraite

Les employés de la Commission participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au Régime sont effectuées à la fois par les employés et par la Commission sur une base égale. Les cotisations à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de la période courante.

d) Indemnités de cessation d'emploi

En règle générale, les employés accumulent leurs indemnités de départ au cours de leurs années de service et les encaissent à leur départ ou à leur retraite. L'élément de passif correspondant à ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les employés les accumulent.

3. Modification des conventions comptables

Le 1[er] septembre 1984, la Loi sur l'administration financière a fait l'objet de modifications dont l'une a pour effet d'obliger la Commission à dresser ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus. Après avoir réexaminé ses conventions et ses systèmes comptables, la Commission les a modifiés en conformité de la loi à l'égard de l'exercice 1985-86. Ces modifications consistent, entre autres:

i) à amortir les immeubles et le matériel et à inscrire leur valeur amortie dans l'état des résultats, alors qu'aucun amortissement n'était comptabilisé auparavant.

ii) à inclure les gains et les pertes à la cession de terrains, d'immeubles et de matériel dans l'état des résultats, alors qu'ils étaient auparavant crédités ou imputés directement à l'état de l'avoir.

iii) à exclure de l'état des résultats, les dépenses de nature capitale qui y étaient démontrées antérieurement.

Ces modifications ont eu pour effet de réduire de $8,952,000 ($7,998,000 en 1985) l'excédent des crédits parlementaires sur le coût net de l'exploitation.

4. Terrains, immeubles et matériel

	1986			1985
	Valeur d'origine	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains et immeubles				
Ceinture de verdure	54,650	15,003	39,647	39,374
Promenades	70,581	30,281	40,300	40,225
Parcs	44,690	12,866	31,824	30,565
Ponts et voies d'accès	25,671	11,465	14,206	14,537
Lieux historiques	15,499	7,029	8,470	8,833
Installations de loisirs	13,397	4,330	9,067	8,851
Propriétés locatives	135,514	10,296	125,218	125,751
Expropriations non réglées	1,342		1,342	1,609
Immeubles d'administration et de service	10,417	5,237	5,180	5,577
	371,761	96,507	275,254	275,322
Moins la provision pour les cessions à moins que le prix coûtant*	2,070		2,070	2,080
	369,691	96,507	273,184	273,242
Matériel				
Matériel	4,161	2,920	1,241	1,535
Mobilier	5,647	3,373	2,274	3,036
Véhicules	3,230	2,235	995	766
Antiquités et œuvres d'art	823	235	588	452
	13,861	8,763	5,098	5,789
	383,552	105,270	278,282	279,031

* La provision pour les cessions à moins que le prix coûtant vise des biens immobiliers cédés en vertu d'accords passés avec le Québec, des terrains cédés à titre gracieux pour l'aménagement des voies d'accès au pont Macdonald-Cartier et des terrains d'emprise de la route 550 cédés en contrepartie d'un dollar.

5. Emprunts auprès du Canada

La Commission a acheté certains biens immobiliers à même des fonds tirés du Fonds de revenu consolidé du Canada dans le cadre d'emprunts autorisés par le Parlement et assortis de modalités approuvées par le gouverneur en conseil. L'intérêt sur ces emprunts était versé semestriellement à des taux oscillant entre 5% et 9% et s'élevant en moyenne à 7,1% (6,7% en 1985). Les intérêts débiteurs pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 s'élevaient à 0,6 million de dollars (2,1 millions en 1985). En juillet 1985, la Commission a remboursé tous les prêts non réglés dont le principal s'élevait à 26,3 millions de dollars et les intérêts courus de 0,6 million. Elle n'a pas contracté d'autres emprunts auprès du Canada depuis cette date.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1986—*Fin*

6. Crédits parlementaires

	1986				1985
	Fonctionnement	Investissement	Subventions et Contributions	Total	Total
	(en milliers de dollars)				
Dépenses	56,656	20,589	7,941	85,186	99,963
Recettes	11,881	748		12,629	13,858
Dépenses nettes	44,775	19,841	7,941	72,557	86,105
Crédits parlementaires	43,636	30,945	6,445	81,026	97,055
Excédent (insuffisance) des crédits parlementaires par rapport aux dépenses nettes	(1,139)	11,104	(1,496)	8,469	10,950
Éléments ne comportant pas de décaissement					
Amortissement				(9,316)	(9,620)
Provision pour les avantages sociaux et les indemnités de vacances des employés				41	(137)
Rajustement pour rendre les dépenses de 1985 comparables à celles de 1986					1,759
Excédent (insuffisance) des crédits parlementaires par rapport au coût net de l'exploitation déjà déclaré				(806)	2,952

7. Engagements

a) Sous réserve d'affectations de crédits du Parlement, la Commission s'est engagée à verser des contributions aux autres niveaux de gouvernement et aux autres pouvoirs publics suivants:

i) à la province de Québec, la moitié du coût d'un réseau routier à l'intérieur de la Région de la capitale nationale. L'engagement de la Commission s'élève à 131,7 millions de dollars dont 122,6 millions ont été dépensés.

ii) à la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, la moitié du coût de construction d'un pont sur la rivière Rideau dans le secteur des chemins Hunt Club et Knoxdale. L'engagement de la Commission s'élève à 7 millions de dollars dont 5,5 millions de dollars ont été dépensés;

iii) à la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais et à la Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton, un total de 1,6 million de dollars par année jusqu'à la fin de 1988 en aide au transport en commun interprovincial dans la Région de la capitale nationale.

b) La province de Québec a exproprié, au nom de la Commission, des terrains du parc Laurier. Un acompte de 0,4 million de dollars a été versé et le reste, soit 1,25 million, sera versé à la province sur réception des titres de propriété.

c) La Commission a conclu des accords de prestation de services informatiques et des baux concernant du matériel et des locaux à bureaux. Les paiements annuels qui en découlent s'établissent à peu près comme suit:

	(en milliers de dollars)
1986-87	1,610
1987-88	243
1988-89	2
1989-90	
	1,855

8. Éventualités

a) Réclamations

Les réclamations présentées à la Commission ou pouvant l'être s'élèvent à environ 26,1 millions de dollars pour cause de résiliation injuste présumée de certaines ententes, de dommages présumés et d'autres facteurs, mais elles ne figurent pas dans les comptes. Il est impossible de prévoir l'issue de ces réclamations. Toutefois, de l'avis de la direction et de l'avocat-conseil, la position de la Commission est défendable, et tous les paiements nécessaires au règlement de ces réclamations n'auront pas d'effet important sur la situation financière de la Commission. Les règlements éventuels de ces réclamations, si il y en a, seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils interviendront.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario en vertu de laquelle cette dernière a établi et entretient une forêt de 2,654 hectares (6,557 acres). À l'expiration, en 2011, ou à la résiliation de l'entente, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les recettes ou la province versera à la Commission l'excédent des recettes sur les dépenses. Au 31 mars 1985, les dépenses excédaient les recettes de 1 million de dollars, somme qui n'est pas inscrite dans les comptes de la Commission.

c) Échange de terrains avec le ministère de la Défense nationale

En juillet 1985, la Commission a, avec l'approbation du gouverneur en conseil, convenu d'échanger certains terrains avec le ministère de la Défense nationale. Même si ces opérations se feront en contrepartie de sommes symboliques, les terrains que reçoit la Commission valent 2,8 millions de dollars de plus que ceux qu'elle cède au ministère de la Défense nationale. L'entente stipule, entre autres choses, que, si le ministère de la Défense nationale repérait des terrains de la Commission qui sont excédentaires par rapport à ses besoins, la Commission les lui céderait jusqu'à concurrence de 2,8 millions de dollars en contrepartie d'une somme symbolique. Cette opération n'est pas inscrite dans les comptes de la Commission.

9. Événements postérieurs à la date de fin d'exercice

En avril 1986, la Commission a, avec l'approbation du gouverneur en conseil, convenu d'échanger certains terrains avec le ministère des Travaux publics. Une partie des terrains qu'elle recevra doit être cédée ultérieurement à la province de Québec en contrepartie d'une somme symbolique en vertu d'une entente visant l'amélioration du réseau routier de la partie québécoise de la Région de la capitale nationale. Le coût éventuel de cette opération, qui s'élève à 0,7 million de dollars, n'est pas répercuté dans les comptes de la Commission.

10. Autres questions

a) Le Conseil du Trésor du Canada a restreint l'utilisation de l'excédent accumulé des recettes sur les dépenses d'exploitation et les versements de subventions et de contributions. Au 31 mars 1986, cet excédent se chiffrait à 4,6 millions de dollars.

b) Au cours de l'exercice, la Commission a versé au Canada 6,1 millions de dollars jugés excédentaires à ses besoins et 1,5 million représentant le produit de la cession de terrains.

c) Le 26 mars 1986, le Conseil du Trésor du Canada a approuvé la cession par la Commission de la Capitale nationale au ministère des Travaux publics de terrains situés au parc Laurier, à la pointe Nepean et près du pont Billings. La cession de ces terrains est conditionnelle à l'approbation du gouverneur en conseil.

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reformulés de manière à les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

MANDAT

Planifier, construire et exploiter, de façon autonome, des services d'utilité publique dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, ailleurs au Canada. Maintenir des zones de tarif distinctes pour chacun des territoires.

ANTÉCÉDENTS

Depuis sa constitution en 1948, la Commission a acquis ou mis en place des ouvrages pour la production et la distribution d'électricité au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Plusieurs compagnies minières et entreprises assurent aussi la production d'électricité au nord du 60e parallèle. En 1982, le plus important client de la Commission au Yukon, Cyprus Anvil, a cessé son exploitation minière à Faro. Cette mine a été partiellement réouverte en 1986. Cependant, la Commission ayant entretemps encouru des pertes au niveau de ses opérations au Yukon, le Canada a renoncé aux intérêts dus sur certains prêts. Par opposition, les opérations de la Commission dans les Territoires du Nord-Ouest continuent de générer un surplus financier en raison d'une demande d'électricité relativement stable.

En 1985, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de céder la responsabilité de la Commission au Nord.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	7909, 51e avenue C.P. 5700 Succursale L Edmonton (Alberta) T6C 4J8
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Bill McKnight, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires indiennes et du Nord canadien
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1948; *Loi sur la Commission d'énergie des Territoires du Nord-Ouest* (remplacée par la *Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien*, S.R.C. 70, c. N-21)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	John W. Beaver
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

Voir l'ÉTAT RÉCAPITULATIF DES FINANCES à la page suivante

PAGE RÉCAPITULATIVE (fin)

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985 (reformulé)	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	268.7	271.8	270.4	251.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	236.9	241.0	249.9	239.6
Avoir du Canada	9.5	14.8	8.9	3.1
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	négl.	négl.
— non budgétaire	3.9	5.0	20.1 net	37.0

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DAVID E. CROMBIE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

J'ai vérifié le bilan de la Commission d'énergie du Nord canadien au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués après avoir donné effet rétroactivement au changement comptable pour les biens-fonds et le matériel en service comme l'explique la note 3 afférente aux états financiers, de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière, à la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien et aux règlements administratifs de la Commission.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 5 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Biens-fonds et matériel		
En service (note 4)	221,226	228,806
Projets en voie de construction	176	529
	221,402	229,335
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	17,718	14,282
Débiteurs		
Services publics	14,282	12,177
Autres débiteurs	771	2,390
Stocks		
Combustibles et lubrifiants	11,570	11,239
Autres fournitures	2,982	2,382
	47,323	42,470
	268,725	271,805

PASSIF	1986	1985
À long terme		
Emprunts auprès du Canada (note 5)	224,839	231,336
Crédit reporté		
Contributions en aide à la construction	4,230	4,286
À court terme		
À payer au Canada		
Capital en souffrance et intérêt connexe (note 5)	9,583	
Tranche à court terme des emprunts à long terme	10,214	9,653
Créditeurs	8,288	9,819
Congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	1,843	1,660
Retenues des entrepreneurs	189	251
	30,117	21,383
	259,186	257,005
AVOIR DU CANADA		
Réserve pour les éventualités	5,635	5,635
Bénéfices non répartis	3,904	9,165
	9,539	14,800
	268,725	271,805

Approuvé par la Commission:

Le Président-directeur général
JACK BEAVER

Membre
HILDA WATSON

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Recettes		
Vente de courant	80,457	80,128
Vente de chaleur	6,825	6,601
Autre recette	1,482	1,414
	88,764	88,143
Dépenses		
Exploitation et entretien	54,577	53,051
Amortissement	11,070	10,118
Administration générale et services de génie (note 6)	6,854	5,956
	72,501	69,125
Bénéfice de l'exploitation	16,263	19,018
Intérêt (note 7)	21,524	13,143
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	(5,261)	5,875
Bénéfices non répartis		
Au début de l'exercice	9,165	8,925
Virement à la réserve pour les éventualités		(5,635)
À la fin de l'exercice	3,904	9,165

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net déclaré (rajusté en fonction de l'amortissement)	5,809	15,993
Intérêt en souffrance	7,762	
Diminution (augmentation) des balances commerciales	(1,896)	70
Augmentation des stocks	(931)	(223)
	10,744	15,840
Produit de l'assurance sur la perte lors de l'incendie à Inuvik		6,864
Emprunts à long terme auprès du Canada	3,900	5,000
Aliénation de biens-fonds et matériel	847	453
Total de la provenance des fonds	15,491	28,157
Utilisation des fonds		
Remboursement de la dette à long terme	8,015	13,876
Additions aux biens-fonds et matériel	4,040	12,344
Total de l'utilisation des fonds	12,055	26,220
Montant net de la provenance des fonds	3,436	1,937
Fonds au début de l'exercice (encaisse et dépôts à terme)	14,282	12,345
Fonds à la fin de l'exercice	17,718	14,282

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoir et objectif

La Commission d'énergie du Nord canadien, auparavant la «Northwest Territories Power Commission» établie en 1948, est une société d'État nommée à l'Annexe C, partie I de la Loi sur l'administration financière et elle est exploitée en vertu de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien. La Commission est exempte de l'impôt sur le revenu.

La Commission a pour objectif de fournir des services d'utilité publique, sur une base d'auto-suffisance, aux Territoires du Nord-Ouest, au Territoire du Yukon et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, ailleurs au Canada.

2. Conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus, jugés appropriés vu les circonstances et appliqués de façon uniforme par rapport à l'exercice précédent. Voici le résumé des principales conventions comptables de la Commission:

Biens-fonds et matériel

Les biens-fonds et le matériel, y compris les dons faits à la Commission par le Canada, sont enregistrés au prix coûtant moins l'amortissement accumulé. Les coûts des additions, des améliorations et des remplacements importants sont capitalisés. Outre les coûts directs de biens et de services, le coût des projets d'immobilisations comprend l'intérêt, au taux régnant, sur les fonds empruntés pour financer les projets de construction pendant la durée de la construction et une partie des frais des services de génie et de l'administration générale qui sont directement attribuables aux projets.

Les pertes à l'aliénation de biens-fonds et de matériel à la suite de circonstances exceptionnelles, telle l'aliénation d'éléments d'actif qui n'ont pas été introduits dans le cycle de production, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les pertes sont reconnues. Quant aux mises hors services normales, le coût des biens-fonds et du matériel retirés moins le produit de l'aliénation est imputé ou crédité à l'amortissement accumulé sans qu'il n'y ait de gain ou de perte présenté aux résultats.

Amortissement

L'amortissement des biens-fonds et du matériel, financés à même des emprunts auprès du Canada, mis en service avant le 31 mars 1977, à l'exception de l'immeuble du siège social, est calculé en tant que somme équivalente au remboursement du capital de l'emprunt qui y est relié. Les emprunts sont remboursés sous la forme de rente pour la durée économique estimative des éléments d'actif. Les biens-fonds et le matériel, financés à même des emprunts auprès du Canada et mis en service après le 31 mars 1977, l'immeuble du siège social, les biens-fonds et le matériel achetés à même ses propres fonds, et les dons de centrales et de prolongements sont amortis selon la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement, pour les diverses catégories d'éléments d'actif, sont calculés en fonction des durées économiques estimatives que voici pour les principales catégories d'éléments de l'actif:

Centrales hydro-électriques	30 à 50 ans
Moteurs diesel et matériel connexe	10 à 15 ans
Matériel d'entreposage des combustibles	20 ans
Bâtiments	20 à 30 ans
Systèmes de chauffage	20 ans
Réseaux de transmission et de distribution	20 à 30 ans
Matériel divers et de bureau	5 à 15 ans
Véhicules automobiles	4 ans

Crédit reporté

Le crédit reporté comprend les contributions du Canada et d'autres provenances en aide à la construction et à l'acquisition de biens-fonds et de matériel. Le taux d'amortissement est calculé en fonction de la durée économique estimative des biens-fonds ou du matériel en cause.

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Suite*

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen. Une provision est établie pour tenir compte de toute réduction de la valeur des stocks dont l'écoulement est lent.

Réserve pour les éventualités

Le décret C.P. 1980-1989 du 24 juillet 1980 autorise la Commission à établir une réserve pour les éventualités qui ne doit pas dépasser $10 millions afin d'établir une provision pour les pertes extraordinaires qui ne font pas partie de l'échelle de taux. Une provision pour les éventualités fondée sur 4% des ventes de services publics a été approuvée quant à son insertion dans l'échelle des taux, afin d'être utilisée en premier lieu pour recouvrer les déficits de périodes antérieures et ensuite pour édifier une réserve. Les virements à la réserve effectués annuellement ne dépassent pas 4% des ventes de services publics, ou lorsque le bénéfice net de l'exercice est moindre, la limite autorisée pour l'ensemble de la Commission.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations particulières lors de leur départ comme le prévoient leurs contrats de travail et leurs conditions d'emploi. Le passif à l'égard de ces versements est inscrit aux comptes à mesure que les prestations s'accumulent aux employés.

Régime de pensions de retraite

Tous les employés font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique géré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au Régime sont exigées à la fois des employés et de la Commission. Ces cotisations représentent à la limite le passif de la Commission et elles sont portées aux comptes de façon courante.

Subventions tenant lieu de taxes

Les subventions tenant lieu de taxes sont fondées sur une estimation des évaluations municipales rajustées en conformité de la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont versées après que les sommes ont été vérifiées par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tous les rajustements lors de l'étape définitive sont présentés dans les comptes de l'exercice du règlement.

3. Changement comptable

Les dons de biens-fonds et de matériel, antérieurement imputés aux contributions, sont maintenant redressés afin de mieux tenir compte des éléments d'actif utilisés pour produire un revenu. Les chiffres comparatifs de mars 1985 ont été redressés pour être conformes à ceux de l'exercice terminé le 31 mars 1986.

4. Biens-fonds et matériel en service

	1986	1985 (redressé)
	(en milliers de dollars)	
Centrales hydro-électriques	245,984	242,957
Réseaux de transmission et de distribution	43,724	44,129
Autres services publics	3,687	3,686
Locaux du personnel	3,891	4,046
Entrepôts, véhicules automobiles et installations générales	8,223	8,020
	305,509	302,838
Moins: l'amortissement accumulé	84,283	74,032
	221,226	228,806

5. Emprunts auprès du Canada

La Commission reçoit du Canada des fonds pour ses dépenses d'immobilisations sous forme de prêts portant intérêt. L'intérêt aux taux régnants s'accumule pendant la durée de la construction d'un projet et est ajouté à la somme empruntée. Le montant total du prêt, comprenant l'intérêt couru, est remboursé selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil.

En 1979, la Commission a également reçu un prêt de $7,500,000 pour son fonds de roulement. Les conditions prévoient le remboursement du capital en 10 versements annuels égaux de $750,000 à compter du 31 mars 1990. Il s'agit d'un prêt sans intérêt. Toutefois, si un versement n'est pas payé à la date d'échéance prévue, un intérêt, au taux courant à ce moment-là, sera perçu pour la période allant de la date d'échéance à la date du paiement.

Au 31 mars 1986, les emprunts pour les dépenses d'immobilisations portaient intérêt à des taux variant de 4% à 15.625%, avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 10.168% (1985—10.135%). Les emprunts au cours de l'exercice furent consentis à un taux d'intérêt moyen de 10.5% (1985—11.625%).

Voici les échéances fixées pour les emprunts auprès du Canada:

	(en milliers de dollars)
1987	10,214
1988	10,652
1989	10,769
1990	11,320
1991	11,654
1992-2024	180,444
	235,053
Moins: la tranche à court terme	10,214
	224,839

Devant les performances antérieures, la Commission avait prévu une dispense d'intérêt, vu la sous-utilisation du système hydroélectrique de Whitehorse en 1985-86. Mais il n'en fut rien et, au 31 mars 1986, la zone de tarification du Territoire du Yukon subissait une perte de l'ordre de $9,751,000. En conséquence, la Commission fut incapable de rembourser le capital et l'intérêt correspondant, soit $9,583,000.

La Commission s'attend à d'autres pertes au Yukon en 1987. De plus, en vertu du paragraphe 3(9) de la Loi sur la Commission, la Commission a acquis d'autres installations en avril 1986 à Faro, dans le Territoire du Yukon, au prix de $7,000,000, soit $5,929,000 au-dessus de la valeur marchande estimative. Avec cette perte, et le déficit possible dans cette zone de tarification, la Commission évalue qu'il lui sera impossible de rembourser la somme de $12,538,000 (principal et intérêt) en 1987.

6. Dépenses d'administration générale et services de génie

Les dépenses d'administration générale et services de génie ont été réduites d'une somme de $287,000 (1985—$453,000) attribuée aux projets d'immobilisations.

7. Intérêt

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les emprunts à long terme	23,699	24,484
Revenu provenant des dépôts à terme et des débiteurs	2,175	2,247
	21,524	22,237
Dispense d'intérêt		9,094
	21,524	13,143

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

8. Engagements

Au 31 mars 1986, le coût estimatif de l'engagement pour l'achèvement des projets d'immobilisations, y compris les installations génératrices mentionnées à la note 5, se chiffrait à environ $8,373,000 (1985—$741,000).

9. Segmentation

La Commission exploite principalement une seule entreprise, soit la production et la distribution de courant électrique. La plupart des dépenses sont directement attribuables aux zones de tarification géographiques, et les dépenses communes sont réparties entre ces zones. Les éléments d'actif sectoriels sont utilisés pour l'exploitation de chacune des zones de tarification, alors que les éléments d'actif non sectoriels sont formés principalement des biens à Edmonton, de l'encaisse et des dépôts à terme.

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Recettes		
Territoires du Nord-Ouest	74,965	73,840
Territoire du Yukon	13,281	13,871
Field (C.B.)	518	432
	88,764	88,143
Bénéfice net (perte nette)		
Territoires du Nord-Ouest	4,354	5,767
Territoire du Yukon	(9,751)	
Field (C.B.)	136	108
	(5,261)	5,875
Éléments d'actif sectoriels		
Territoires du Nord-Ouest	127,601	130,978
Territoire du Yukon	121,685	125,151
Field (C.B.)	176	184
Éléments d'actif non sectoriels	19,263	15,492
	268,725	271,805
Dépense d'amortissement		
Territoires du Nord-Ouest	7,185	6,419
Territoire du Yukon	3,759	3,571
Field (C.B.)	13	12
Éléments d'actif non sectoriels	113	116
	11,070	10,118
Dépenses en immobilisations		
Territoires du Nord-Ouest	3,454	11,491
Territoire du Yukon	523	834
Field (C.B.)		
Éléments d'actif non sectoriels	63	19
	4,040	12,344

10. Passation de pouvoirs

Le 5 novembre 1985, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien concluait une entente avec les ministres représentant les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon, en vue de virer la Commission d'énergie du Nord canadien aux gouvernements territoriaux. La passation complète des pouvoirs devrait être terminée d'ici le 31 mars 1987. Les conditions du virement n'avaient pas été établies au moment de la préparation des présents états financiers.

11. Opérations entre apparentés

En plus des opérations mentionnées aux notes 5 et 7, la Commission effectue un nombre appréciable d'opérations avec le gouvernement du Canada et ses organismes, ainsi qu'avec les administrations territoriales et municipales des territoires du Nord-Ouest et du Yukon. Ces opérations et les soldes qui en découlent comprennent:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Vente d'énergie et de chaleur	43,957	43,492
Achat de combustible	8,956	8,932
Cotisations au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique	711	678
Bons du trésor et intérêt couru	10,212	11,545
Débiteurs	4,845	5,261
Créditeurs	2,203	3,015

De plus, la Commission reçoit des services de vérification ainsi que des services juridiques sans frais du Bureau du vérificateur général du Canada et du ministère fédéral de la Justice.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

MANDAT

Exploiter un réseau national de chemins de fer, ainsi que des services de transport et des services connexes tels que le transport maritime, le camionnage, les télécommunications et l'hôtellerie.

ANTÉCÉDENTS

La société a été créée par le fusionnement de plus de 200 compagnies, la plupart non rentables, afin d'empêcher la monopolisation du transport ferroviaire. Son mandat consistait à fusionner un certain nombre de compagnies ferroviaires en un seul réseau national fort et concurrentiel desservant toute la nation. Sa structure financière a été modifiée en 1937, en 1952 et, de nouveau, en 1978. La société est rentable depuis 1976, à l'exception de 1982.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	935, rue de la Gauchetière ouest Montréal (Québec) H3B 2M9
STATUT	— Annexe C, Partie II — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada* de 1919, remplacée par la Loi de 1955 du même nom (S.R.C. 70, c. C-10)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	J. Maurice LeClair
PRÉSIDENT ET CHEF DE L'EXPLOITATION	Ronald E. Lawless
VÉRIFICATEUR	Coopers and Lybrand, Touche Ross et Cie

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985**	1984	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	8,139	7,467	6,790	6,336
Engagements envers le secteur privé	3,217	2,696	2,269	2,314
Engagements envers le Canada	266	274	283	290
Avoir du Canada	3,418	3,324	3,113	2,841
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire*	9	7**	175	173
— non budgétaire	néant	18	102	4

* N'inclut pas les subventions, etc., versées à une catégorie générale de récipiendaires.

** Les données de 1985 et l'argent reçu du Canada (budgétaire) en 1984 ne tiennent pas compte des données de CN Marine Inc., lesquelles ont été consolidées antérieurement avec celles du CN.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada aux 31 décembre 1985 et 1984 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière des trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1985. Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et ont comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière du Réseau aux 31 décembre 1985 et 1984 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1985 selon les principes comptables généralement reconnus et, à l'exception de l'adoption, au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1984, de la méthode de conversion des devises étrangères, dont il est question à la note 1h) des états financiers, ces principes comptables ont été appliqués de manière uniforme.

En outre, nous sommes également d'avis que les opérations qui ont été portées à notre attention au cours de la vérification étaient de la compétence du Réseau.

Comptables agréés
(Pour les exercices terminés les 31 décembre 1985, 1984 et 1983)
Coopers & Lybrand

Comptables agréés
(Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985)
Touche Ross & Cie

Montréal, Canada
le 24 février 1986

BILAN CONSOLIDÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Actif à court terme		
Débiteurs	486,922	427,622
Fournitures et approvisionnements	406,184	390,362
Autres éléments d'actif à court terme	234,849	201,901
	1,127,955	1,019,885
Caisse d'assurance	9,176	5,612
Participations	380,011	362,121
Immobilisations	6,193,468	5,770,982
Autres éléments d'actif et charges reportées	428,171	308,011
	8,138,781	7,466,611

PASSIF		1985		1984
Passif à court terme				
Emprunts bancaires et autres dettes		152,719		91,687
Créditeurs		664,516		645,725
Charges courues		289,719		261,545
Tranche à payer de la dette à long terme		223,885		119,773
Autres éléments de passif à court terme		155,732		167,900
		1,486,571		1,286,630
Provision pour assurances		9,176		5,612
Autres éléments de passif et crédits reportés		271,891		273,071
Dette à long terme		2,948,347		2,572,613
Part des actionnaires minoritaires dans les filiales		4,345		4,345
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE				
Capital-actions de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada; 6,523,902 actions ordinaires sans valeur nominale (6,523,902 en 1984) autorisées, émises et en circulation	2,606,425		2,606,425	
Bénéfices non répartis	812,026	3,418,451	717,915	3,324,340
		8,138,781		7,466,611

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
J. MAURICE LECLAIR

Administrateur
RONALD E. LAWLESS

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1985	1984	1983
Rail canadien			
Produits d'exploitation	3,753,190	3,787,251	3,386,723
Charges d'exploitation	3,647,658	3,568,384	3,164,910
Bénéfice	105,532	218,867	221,813
TerraTransport			
Produits d'exploitation	25,919	33,365	28,095
Charges d'exploitation	65,827	67,986	62,737
Perte	(39,908)	(34,621)	(34,642)
Grand Trunk Corporation			
Produits d'exploitation	551,782	524,035	436,464
Charges d'exploitation	538,200	512,347	449,335
Bénéfice (perte)	13,582	11,688	(12,871)
CN Route			
Produits d'exploitation	144,681	163,427	169,656
Charges d'exploitation	187,271	195,365	203,316
Perte	(42,590)	(31,938)	(33,660)
Autres divisions			
Communications CN			
Produits d'exploitation	303,930	287,786	263,665
Charges d'exploitation	260,882	255,398	229,503
Bénéfice	43,048	32,388	34,162
Hôtels CN			
Produits d'exploitation	129,846	102,186	103,340
Charges d'exploitation	133,289	107,489	106,252
Perte	(3,443)	(5,303)	(2,912)
CN Exploration			
Produits d'exploitation	56,730	31,873	24,667
Charges d'exploitation	26,123	15,973	14,369
Bénéfice	30,607	15,900	10,298
Immeubles CN			
Produits d'exploitation	29,582	30,544	22,701
Charges d'exploitation	14,885	16,481	12,182
Bénéfice	14,697	14,063	10,519
Chantier naval et autres			
Perte	(3,422)	(588)	(270)
Total autres divisions			
Bénéfice	81,487	56,460	51,797
Total secteurs d'activité en exploitation	118,103	220,456	192,437
CN Marine Inc.			
Bénéfice		21,888	19,803
Bénéfice avant impôts sur le revenu et élément extraordinaire	118,103	242,344	212,240
Impôts sur le revenu	57,823	117,123	99,290
Bénéfice avant élément extraordinaire	60,280	125,221	112,950
Réduction des impôts sur le revenu découlant du report de pertes d'exercices antérieurs	57,359	116,730	99,383
Bénéfice net	117,639	241,951	212,333

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1985	1984	1983
Solde au début de l'exercice	717,915	524,354	354,487
Bénéfice net de l'exercice	117,639	241,951	212,333
	835,554	766,305	566,820
Dividende	23,528	48,390	42,466
Solde à la fin de l'exercice	812,026	717,915	524,354

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1985	1984	1983
Encaisse (dettes) au début de l'exercice	(91,687)	58,944	(114,005)
Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation			
Provenance			
Bénéfice net de l'exercice	117,639	241,951	212,333
Imputations hors caisse au bénéfice			
Amortissement	282,319	260,950	254,006
Autre amortissement	498	494	508
Part de la perte (du bénéfice) non répartie par les sociétés comptabilisées à la valeur de consolidation moins les dividendes	308	(16,207)	731
Perte sur cession de participations	737		
Modifications à des éléments du fonds de roulement*	(73,273)	11,017	183,282
Produit net de l'aliénation d'éléments d'actif	39,670	31,874	41,728
Produit de la vente de participations	1,571		
Autres	(12,884)	(26,687)	53,707
	356,585	503,392	746,295
Utilisation			
Nouvelles immobilisations	744,475	713,149	714,413
Participations	23,010	19,569	1,623
Change non amorti sur la dette en devises étrangères	106,536	209,737	
Fonds de roulement d'une filiale antérieurement consolidée		15,855	
Dividende	23,528	48,390	42,466
	897,549	1,006,700	758,502
Fonds nets affectés à l'exploitation	(540,964)	(503,308)	(12,207)
Fonds provenant du (affectés au) financement			
Émission de dette à long terme	597,060	132,140	124,207
Différence de change	119,348	275,164	
Réduction de la dette à long terme	(236,476)	(72,827)	(40,851)
Émission de capital-actions		18,200	101,800
Fonds nets provenant du financement	479,932	352,677	185,156
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse en cours d'exercice	(61,032)	(150,631)	172,949
Encaisse (dettes) à la fin de l'exercice	(152,719)	(91,687)	58,944

*Encaisse, emprunts bancaires et autres dettes, et tranche de la dette à long terme non compris.

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1: Principales conventions comptables

Introduction

Dans les présentes notes, toutes les références faites à la «Compagnie» incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, propriété exclusive du gouvernement du Canada et, sauf indication contraire du contexte, ses filiales consolidées; toutes les références au «Réseau» incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et ses filiales consolidées ainsi que les lignes de chemin de fer, les installations maritimes, les installations de télécommunications et les autres biens dont le gouvernement du Canada a confié la gestion et l'exploitation à la Compagnie.

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de toutes les filiales, à l'exception de CN Marine Inc., ainsi que la part de la Compagnie aux éléments d'actif et de passif, aux produits et charges d'exploitation des Télécommunications CNCP, comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle; la part du CN aux activités des Télécommunications CNCP représente un peu moins de 60% des activités des Communications CN. Conformément aux lois régissant le Réseau, les états financiers consolidés comprennent aussi les comptes des Chemins de fer du gouvernement canadien que le gouvernement du Canada a confiés à la Compagnie. Puisque, en vertu de décrets prononcés en décembre 1984, le contrôle de CN Marine Inc. est passé, le 1er janvier 1985, au gouvernement du Canada et comme il est prévu que le CN en cédera la propriété au Gouvernement, les comptes de cette société ont été retirés de la consolidation à compter du 1er janvier 1984, et la participation du CN a été comptabilisée à la valeur de consolidation pour l'exercice clos le 31 décembre 1984 et à la valeur d'acquisition après cette date.

Les participations non majoritaires sont comptabilisées à la valeur de consolidation dans les cas appropriés.

b) Présentation des résultats par Division

Les charges pour services rendus par d'autres Divisions, facturés habituellement à leur valeur marchande, n'ont pas été éliminées des résultats par Division. Cette façon de procéder n'a aucun effet sur le bénéfice net consolidé.

c) Fournitures et approvisionnements

Les stocks sont évalués au coût en magasin, calculé à partir d'une moyenne pondérée pour les rails et les traverses, des dernières factures pour le carburant et les fournitures neuves, et de la valeur estimative d'usage ou de revente pour les fournitures usagées, désuètes ou réformées.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Les biens incorporés au Réseau le 1er janvier 1923 sont comptabilisés à la valeur qui figurait dans les livres des compagnies constituantes, moins la somme de $262.8 millions radiée lors de la révision du capital en 1937.

La comptabilité relative aux installations ferroviaires et de télécommunications s'effectue conformément aux règlements de la Commission canadienne des transports, du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (au Canada) et de l'Interstate Commerce Commission (aux États-Unis). En général, les immobilisations importantes qui s'ajoutent aux installations existantes ou qui les remplacent sont capitalisées et les intérêts débiteurs sont imputés aux charges d'exploitation.

Dans les secteurs ferroviaire et de télécommunications, le coût des éléments d'actif amortissables désaffectés ou aliénés, moins la valeur de récupération, est imputé à l'amortissement accumulé conformément au plan d'amortissement par catégories. Les autres éléments d'actif amortissables désaffectés ou aliénés sont comptabilisés d'après la méthode de l'amortissement à l'unité, selon laquelle les gains et les pertes sont imputés au bénéfice au fur et à mesure qu'ils se présentent.

La Compagnie comptabilise ses activités pétrolières et gazières selon la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse, en vertu de laquelle sont capitalisés les coûts d'acquisition des propriétés pétrolières et gazières, les coûts des puits exploratoires productifs et les coûts afférents au forage et à l'aménagement des puits de développement.

e) Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour permettre la répartition sur la durée estimative d'utilisation des biens, généralement selon la méthode linéaire. La Commission canadienne des transports, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et l'Interstate Commerce Commission autorisent les taux pour les installations ferroviaires et de télécommunications. Les taux s'appliquant aux principales catégories de biens sont les suivants:

	Taux annuel
Traverses	2.89%
Rails	1.87%
Autre matériel de voie	1.90%
Ballast	2.76%
Locomotives de ligne	5.23%
Wagons	1.73%-3.18%
Installations de télécommunications commerciales	6.44%

Les biens hôteliers sont amortis à des taux annuels variant de 2 à 10%.

Les coûts d'acquisition des propriétés pétrolières et gazières sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail, jusqu'à ce qu'elles soient considérées comme productives ou dévalorisées. Les coûts d'acquisition des propriétés productives, les coûts des forages exploratoires fructueux et les coûts du forage et de l'aménagement de puits de développement sont imputés au bénéfice selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation, en fonction des réserves prouvées de pétrole et de gaz. D'autre part, les coûts des puits secs exploratoires et les coûts d'acquisition considérés comme dévalorisés sont imputés au bénéfice de l'exercice en cours. Les autres dépenses d'exploration sont imputées au bénéfice au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

f) Produits d'exploitation tirés du transport

Les produits d'exploitation tirés du transport sont généralement comptabilisés lorsque les mouvements sont terminés; en trafic d'échange, un mouvement est considéré comme terminé lorsque le transporteur correspondant a pris possession de la marchandise. Les coûts découlant de mouvements qui ne sont pas encore terminés sont généralement reportés.

g) Régimes de retraite

Le coût des services courants est imputé aux résultats selon la comptabilité d'exercice. Le coût des services passés est imputé aux résultats à raison de montants annuels, comprenant le principal et les intérêts, sur des périodes variables.

Les versements de capitalisation sont déterminés selon la méthode actuarielle de répartition des coûts basée sur les avantages courus.

h) Devises étrangères

Depuis le 1er janvier 1984, la Compagnie a adopté les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés en matière de conversion des devises étrangères. Les états financiers et l'information concernant les périodes antérieures à 1984 n'ont pas été redressés en fonction de ce nouveau principe comptable.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Les établissements étrangers de la Compagnie ont été comptabilisés comme étant intégrés, et leur conversion et leur comptabilisation se fondent sur les bases suivantes: l'actif à court terme (fournitures et approvisionnements non compris), le passif à court terme et la dette à long terme sont convertis aux taux en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis selon les cours historiques. Les produits et les charges d'exploitation sont convertis aux taux moyens de l'année, sauf l'amortissement qui est converti aux taux de change en vigueur lors de l'acquisition des immobilisations en cause.

Les éléments d'actif et de passif de la Compagnie exprimés en devises étrangères sont traités de la même façon. Les produits et les charges d'exploitation sont convertis au taux en vigueur au moment où les opérations sont effectuées, à l'exception des produits destinés à couvrir le remboursement de la dette à long terme contractée en devises étrangères, qui sont convertis au taux des opérations de couverture.

Les gains et les pertes de change sont imputés au bénéfice net de l'exercice, à l'exception de ceux qui n'ont pas été réalisés sur la dette à long terme. Dans le cadre de l'adoption, le 1er janvier 1984, des recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés applicables à la conversion des devises étrangères, la Compagnie a décidé de réserver les futures rentrées régulières de dollars US au remboursement de la dette à long terme contractée dans cette monnaie, ce qui permet de reporter l'imputation, au bénéfice net de l'exercice, des gains et des pertes non matérialisés sur la conversion des devises étrangères, jusqu'à la première des deux éventualités suivantes: le remboursement de la dette ou l'expiration de l'opération de couverture.

i) Contrats de location

Les contrats de location qui répondent aux critères des contrats de location-acquisition et qui ont été passés après 1981 ont été capitalisés. Les autres contrats de location ont été comptabilisés comme contrats de location-exploitation.

Note 2: Participations

	Pourcentage des actions avec droit de vote	31 décembre 1985	31 décembre 1984
		(en milliers de dollars)	
Entités comptabilisées à la valeur de consolidation			
Chicago and Western Indiana Railroad Company	20%	5,735	5,916
Société de personnes CNCP Niagara-Detroit	50%	23,741	
CN Marine Inc.*	100%		324,682
Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto	50%	10,682	10,682
Autres		10,793	15,894
		50,951	357,174
Filiale comptabilisée à la valeur d'acquisition			
CN Marine Inc.*	100%	324,136	
Autres sociétés et investissements, au prix coûtant, moins les provisions pour dévalorisation, le cas échéant			
Autres		4,924	4,947
Total		380,011	362,121

* Depuis le 1er janvier 1985, la Compagnie comptabilise cette participation à la valeur d'acquisition, en conformité avec la prise en charge directe de son exploitation par le Gouvernement. La faible diminution de la valeur comptable est attribuable à un dividende afférent aux activités du dernier trimestre de 1984, mais reçu après le 31 décembre 1984. Le projet de loi nécessaire à la cession définitive de cette participation a été déposé au Parlement.

Note 3: Immobilisations

	31 décembre 1985			31 décembre 1984		
	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Montant net	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Montant net
	(en milliers de dollars)					
Rail canadien	7,755,679	2,766,643	4,989,036	7,284,859	2,687,086	4,597,773
TerraTransport	95,484	52,430	43,054	100,118	54,646	45,472
Grand Trunk Corporation	561,570	153,718	407,852	553,658	150,214	403,444
CN Route	95,284	55,257	40,027	105,630	56,472	49,158
Autres divisions						
Communications CN	708,538	288,916	419,622	709,762	281,943	427,819
Hôtels CN	217,059	72,351	144,708	199,035	68,549	130,486
CN Exploration	74,947	12,211	62,736	41,731	5,264	36,467
Immeubles CN	72,750	18,221	54,529	66,261	17,812	48,449
Chantier naval et autres	34,572	2,668	31,904	33,529	1,615	31,914
	9,615,883	3,422,415	6,193,468	9,094,583	3,323,601	5,770,982
Montants compris ci-dessus relatifs aux Chemins de fer du gouvernement canadien confiés à la Compagnie par le gouvernement du Canada	1,037,108	556,142	480,966	982,132	540,085	442,047

Au 31 décembre 1985, la valeur brute des éléments d'actif détenus en vertu de contrats de location-acquisition compris dans les chiffres ci-dessus s'élevait à $108.4 millions ($51.3 millions en 1984) et l'amortissement accumulé correspondant, à $5.5 millions ($4 millions en 1984).

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Note 4: Dette à long terme

	Échéance	Monnaie de paiement	31 décembre 1985	31 décembre 1984
			(en milliers de dollars)	
Obligations, débentures et billets				
Canadien National 5¾%, obligations 25 ans (a, b)	1er janv. 1985	$ CA		63,211
Canadien National 8⅜%, obligations 10 ans	15 nov. 1986	$ US	83,232	83,232
Canadien National 8⅞%, obligations 10 ans (b)	1er mars 1987	$ CA	46,007	46,157
Canadien National 5%, obligations 27 ans (a, b)	1er oct. 1987	$ CA	95,475	97,433
Canadien National 14⅜%, billets 10 ans	1er déc. 1991	$ US	117,817	117,817
Canadien National 11⅛%, billets 8 ans	11 juin 1993	$ CA	100,000	
Canadien National 12½%, billets 10 ans	15 avril 1995	$ CA	100,000	
Canadien National 5⅜%, obligations 15 ans libellées en francs suisses (c)	22 août 2000	$ CA	98,617	
Canadien National 9¼%, débentures à caisse d'amortissement 20 ans	15 mars 1998	$ US	115,729	124,631
Canadien National 8⅜%, débentures à caisse d'amortissement 25 ans	1er juill. 2002	$ US	90,045	95,342
Canadien National 9.70%, débentures à caisse d'amortissement 25 ans	15 juill. 2004	$ US	174,940	174,940
Canadien National 13%, débentures à caisse d'amortissement 20 ans	15 nov. 2004	$ CA	100,000	100,000
Canadien National 12¼%, débentures à caisse d'amortissement 20 ans	1er mai 2005	$ CA	125,000	
Canadien National 14%, débentures à caisse d'amortissement 25 ans	15 janv. 2006	$ US	178,783	178,783
Canadien National 15%, débentures à caisse d'amortissement 25 ans	1er juin 2006	$ US	181,238	181,238
Canadien National 16¼%, débentures à caisse d'amortissement 25 ans	1er mars 2007	$ US	183,053	183,053
Canadien National 14¾%, débentures à caisse d'amortissement 30 ans	1er sept. 2012	$ US	247,984	247,984
Canadien National 12%, débentures à caisse d'amortissement 30 ans	15 mars 2013	$ US	122,548	122,548
Buffalo and Lake Huron 5½%, obligations 1ère hypothèque	Perpétuelles	Sterling	795	795
Buffalo and Lake Huron 5½%, obligations 2e hypothèque	Perpétuelles	Sterling	1,228	1,228
Total			2,162,491	1,818,392
Prêt et avances du gouvernement du Canada (d)				
Emprunt du gouvernement du Canada		$ CA	251,565	260,331
Chemins de fer du gouvernement canadien avances au fonds de roulement		$ CA	14,004	14,075
Total			265,569	274,406
Autres				
Montants à payer aux termes de conventions portant sur l'achat de matériel (e)		$ US	187,613	160,993
Emprunts suisses (f)		FS	64,684	129,158
Emprunt auprès d'un consortium financier (g)		$ CA	42,610	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (h)		Divers	99,405	42,509
Billet à ordre de 9⅜% (i)		$ CA	1,116	1,423
Débenture à revenu variable (j)		$ CA	8,065	8,243
Ajustement du taux de change courant (voir note 1h)			356,277	271,660
Total			759,770	613,986
			3,187,830	2,706,784
Moins: tranche à payer de la dette à long terme			223,885	119,773
autres			15,598	14,398
			239,483	134,171
Dette à long terme			2,948,347	2,572,613

a) Garanties par le gouvernement du Canada.

b) Assujetties à des dispositions de rachat.

c) La Compagnie a emprunté $98.6 millions, au coût global de 11.17%, au moyen d'une émission publique d'obligations en Suisse et d'un échange de devises.

d) De l'emprunt auprès du gouvernement du Canada, $204.7 millions portent intérêt au taux annuel de 8¾% et sont remboursables en versements semestriels égaux de $13.63 millions, comprenant les intérêts et le principal, jusqu'au 30 juin 1998. Le solde doit être remboursé en 1986 et il a été incorporé dans la tranche à payer de la dette à long terme. Le taux d'intérêt moyen pondéré applicable au prêt de $204.7 millions et aux avances aux 31 décembre 1985 et 1984 s'établissait à environ 8.2% l'an.

e) Garantis par le matériel roulant, remboursables en versements semestriels ou trimestriels, sur différentes périodes jusqu'en 1995, et portant intérêt à des taux s'échelonnant de 8% à 17¾%. Au 31 décembre 1985, les montants en principal à payer étaient de $US 167.6 millions ($US 153 millions au 31 décembre 1984).

f) Placement privé de 100 millions de francs suisses portant intérêt de 5⅛%, remboursable le 16 mars 1988 et assujetti à une clause de remboursement anticipé.

g) La Compagnie a emprunté $42.6 millions, au coût global de 11.535%, au moyen d'un emprunt en yens auprès d'un consortium financier et d'un échange de devises.

h) Les taux d'intérêts applicables varient d'environ 10¾% à 15¾% et les dates d'échéance vont de 1986 à 2004 inclusivement. Les intérêts implicites sur les contrats de location se chiffrent à $74.4 millions ($44.4 millions en 1984).

i) Remboursable en versements semestriels de $218,503, comprenant les intérêts et le principal, jusqu'au 1er août 1988.

j) Le versement des intérêts annuels non cumulatifs de 16.55% et le remboursement du principal pendant la durée de la débenture et à son échéance en 2008 dépendent des résultats de l'exercice de l'un des secteurs d'activité de la Compagnie.

k) Les montants en principal à payer sur la dette en cours au 31 décembre 1985, compte tenu des exigences des caisses d'amortissement et des possibilités de rachat, s'établissent comme suit:

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 décembre	
1986	223,885
1987	208,422
1988	164,694
1989	76,707
1990	79,165
1991-1995	975,175
1996-2000	687,980
2001-2005	529,260
2006-2010	139,131
2011-2013	67,118

Note 5: Avoir de l'actionnaire

Bénéfices non répartis

Aux termes de la loi qui la régit, la Compagnie doit verser au Receveur général du Canada un dividende égal à 20% du bénéfice net de l'exercice, ou tout pourcentage plus élevé de ce bénéfice que prescrirait le gouverneur en conseil. À ce titre a donc été comptabilisé un montant de dividende représentant 20% du bénéfice net de l'exercice, inscrit aux Autres éléments de passif à court terme.

Note 6: Engagements importants

a) Contrats de location

i) Au 31 décembre 1985, les engagements de la Compagnie en vertu de contrats de location, à l'exclusion de ceux qui ont été capitalisés et pour lesquels les obligations découlant des contrats de location-acquisition ont été comptabilisées avec la dette à long terme (voir note 4) s'établissaient comme suit:

Baux non résiliables

	Contrats de location-acquisition	Contrats de location-exploitation
	(en milliers de dollars)	
Exercice se terminant le 31 décembre		
1986	46,956	67,520
1987	45,112	64,171
1988	41,918	58,420
1989	33,751	52,318
1990	14,009	31,914
1991-1995	16,093	117,141
1996-2000	3,942	38,038
ultérieurement	1,326	5,874
Total des versements minimaux à effectuer	203,107	435,396
Moins: montant représentant les intérêts implicites	45,228	
Valeur actualisée des versements minimaux nets à effectuer en vertu de contrats de location-acquisition	157,879	

Les contrats de location portent principalement sur du matériel roulant ferroviaire, et bon nombre contiennent des clauses de renouvellement et une clause permettant l'achat des biens à leur juste valeur marchande à l'expiration du bail.

ii) Les frais de location aux termes de l'ensemble des baux s'établissaient comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1985	1984	1983
	(en milliers de dollars)		
Total des frais	187,949	197,041	169,328
Frais en vertu des contrats de location-acquisition non compris dans la dette à long terme	50,863	49,380	46,899

iii) Les augmentations du bénéfice, de l'actif et du passif, qui paraîtraient aux états financiers consolidés si les baux conclus avant 1982 et satisfaisant aux critères des contrats de location-acquisition avaient été capitalisés, s'établissent comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1985	1984	1983
	(en milliers de dollars)		
Augmentation nette du bénéfice	10,776	3,036	2,272
Augmentation de l'actif			
Immobilisations			
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	293,865	293,825	295,782
Moins: amortissement accumulé	212,108	193,172	172,959
	81,757	100,653	122,823
Autres éléments d'actif et charges reportées			
Perte de change reportée non amortie	17,689	23,323	
	99,446	123,976	122,823
Augmentation du passif à court terme			
Valeur actualisée des obligations découlant des contrats de location-acquisition	33,387	33,954	28,500
Augmentation du passif à long terme			
Valeur actualisée des obligations découlant des contrats de location-acquisition	127,180	154,832	186,288
Ajustement du taux de change courant (voir note 1h)	30,699	31,097	
	157,879	185,929	186,288
Moins: tranche à court terme	33,387	33,954	28,500
	124,492	151,975	157,788

b) Autres engagements importants

Au 31 décembre 1985, la Compagnie avait des engagements de dépenses en immobilisations de $38.5 millions pour des traverses et de $38.6 millions pour du matériel roulant.

Note 7: Subventions

Les produits d'exploitation comprennent les subventions suivantes:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1985	1984	1983
	(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada			
a) Versements au titre de la Loi sur les chemins de fer, prévus par cette loi et par la loi y afférente portant affectation de crédits, à l'égard de certains services non rentables et de tarifs imposés dont le maintien est obligatoire en vertu de la Loi sur les chemins de fer	37,151	48,762	205,468
b) Paiements intérimaires destinés à compenser partiellement l'absence de produits d'exploitation associée au coût du transport de céréales à des tarifs statutaires non rentables		8,660	228,452
c) Subventions au titre de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes et de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	20,460	20,727	17,361
d) Divers	6,074	2,433	6,154
Autres	167	168	168
	63,852	80,750	457,603

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Note 8: Régimes de retraite

La Compagnie offre à presque tous ses employés des régimes de retraite en vertu desquels ceux-ci ont droit, à l'âge de la retraite, à des prestations fondées sur la rémunération et les années de service et/ou les cotisations. Le coût annuel de ces régimes s'établit comme suit:

Exercice clos le 31 décembre		
1985	1984	1983
(en milliers de dollars)		
139,956	167,156	138,252

En 1985, la Compagnie a examiné les raisons pour lesquelles les imputations aux résultats ont été supérieures, par le passé, aux montants à capitaliser; elle en a profité pour réviser le calendrier d'amortissement afin qu'il dégage une meilleure tendance systématique de constatation du coût des services passés. Cette révision a eu pour effet de reporter, aux années à venir, le coût des régimes, dont $21 millions pour 1985. En outre, l'évaluation actuarielle la plus récente a donné lieu à une réduction des coûts des régimes de retraite de l'ordre de $58.6 millions pour 1985 ($46.4 millions en 1984 et $47.1 millions en 1983).

Aux 31 décembre 1985, 1984 et 1983, le coût total des services passés restant à imputer aux résultats, fondé sur l'évaluation actuarielle la plus récente alors et compte tenu de rajustements ultérieurs, s'élève à:

	31 décembre		
	1985	1984	1983
	(en milliers de dollars)		
Régimes canadiens	1,528,639	1,480,297	1,415,981
Régimes américains	13,281	13,347	13,682
	1,541,920	1,493,644	1,429,663

Le coût des services passés au titre des régimes canadiens, au 31 décembre 1985, sera imputé aux résultats en montants annuels, comprenant les intérêts et le principal, comme suit:

	Coût annuel (en milliers de dollars)
1986	128,761
1987	128,924
1988	127,365
1989	127,666
1990	128,681
1991	134,913
1992	141,438
1993	124,271
1994	126,703
1995	133,342
1996	134,600
1997	133,783
1998	132,580
1999	135,806
2000	146,774
2001	154,847
2002	163,364
2003	172,349
2004	181,828
2005	191,828
2006	202,379

La plus grande partie du coût des services passés au titre des régimes américains, au 31 décembre 1985, sera en général amortie d'un montant annuel de $1.7 million, comprenant les intérêts et le principal, jusqu'en 1993 inclusivement.

Au cours de 1985, le montant à capitaliser a excédé de $88.5 millions l'imputation aux résultats, alors qu'en 1984 et 1983, le montant d'imputation aux résultats a dépassé respectivement de $36.6 millions et de $25.4 millions le montant à capitaliser. L'excédent cumulatif des imputations aux résultats sur les montants à capitaliser s'élève à $29.7 millions ($118.2 millions en 1984) et figure parmi les autres éléments de passif et crédits reportés.

Note 9: Intérêts débiteurs du Réseau

	Exercice clos le 31 décembre		
	1985	1984	1983
	(en milliers de dollars)		
Intérêts			
Total des intérêts sur la dette à long terme	333,574	281,097	274,180
Amortissement de la différence de change à la conversion de la dette à long terme*		65,427	
Intérêts sur les emprunts à court terme	5,381	15,907	7,950
Intérêts sur les placements	(2,713)	(13,320)	(13,687)
Total des intérêts—Net	336,242	349,111	268,443

* Conformément à l'opération de couverture de la dette à long terme contractée en devises étrangères (note 1h), la réduction de la perte de change reportée, qui s'est chiffrée à $12.8 millions en 1985, figure comme réduction des produits d'exploitation du Rail canadien.

Note 10: Impôts sur le revenu

a) La Compagnie dispose d'écarts temporaires nets d'environ $310 millions qu'elle peut affecter à la réduction du revenu imposable des années à venir. De ce montant, environ $62 millions sont attribuables à l'excédent du coût en capital non amorti à l'égard de l'impôt sur la valeur comptable nette des éléments d'actifs amortissables.

b) De plus, la Compagnie peut se prévaloir, au titre de crédits d'impôt à l'investissement, de réductions concernant l'impôt sur le revenu des années suivantes:

Échéance	(en millions de dollars)
1986	35.0
1987	32.0
1988	4.2
1990	25.7
1991	33.6
1992	26.0

La Compagnie a droit au remboursement de 20% des crédits d'impôt à l'investissement applicables à l'année en cours, relativement à des dépenses admissibles, et elle a porté l'avantage qui en découle en diminution des dépenses en cause.

c) La provision constituée par la Compagnie pour les impôts sur le revenu comprend les éléments suivants:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1985	1984	1983
	(en milliers de dollars)		
Provision pour impôts sur le revenu constituée à partir du taux de base combiné de 48.9% (48% en 1984 et 48.6% en 1983) des gouvernements fédéral et provinciaux	57,752	116,325	103,149
Augmentation (diminution) des impôts attribuable aux éléments suivants			
Produit net de la vente de crédits d'impôts reliés aux dépenses non admissibles engagées pour la recherche scientifique		5,469	
Crédits d'impôts à l'investissement remboursables		(4,224)	(3,062)
Profit de la vente de terrains	(2,437)	(4,076)	(2,221)
Autres	2,508	3,629	1,424
Provision réelle pour impôts sur le revenu, traduisant un taux d'imposition effectif de 49% (48.3% en 1984 et 46.9% en 1983)	57,823	117,123	99,290

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Fin*

Note 11: Information sectorielle

a) **Zones géographiques**

Pratiquement toutes les activités du Réseau ainsi que ses éléments d'actif se situent au Canada, à l'exception de ceux de la Grand Trunk Corporation, qui est exploitée aux États-Unis.

b) Trafic international

En plus de l'apport de la Grand Trunk Corporation, le Réseau tire des produits du trafic en provenance ou à destination de chemins de fer des États-Unis. En 1985, ces produits se sont chiffrés approximativement à $628 millions ($662 millions en 1984 et $581 millions en 1983).

c) Éléments d'actif identifiables par Division

	31 décembre		
	1985	1984	1983
	(en milliers de dollars)		
Rail canadien	6,496,422	5,887,685	4,996,742
TerraTransport	56,906	60,326	57,901
Grand Trunk Corporation	633,296	605,774	591,851
CN Route	76,493	92,513	90,564
Autres divisions			
Communications CN	498,873	502,858	471,750
Hôtels CN	179,954	163,682	138,783
CN Exploration	73,401	42,522	31,111
Immeubles CN	81,982	69,140	57,720
Chantier naval et autres	41,454	42,111	44,160
CN Marine Inc.*			309,183
Total de l'actif selon le bilan consolidé	8,138,781	7,466,611	6,789,765

d) Dépenses en immobilisations et amortissement par Division

	Exercice clos le 31 décembre					
	Dépenses en immobilisations**			Amortissement		
	1985	1984	1983	1985	1984	1983
	(en milliers de dollars)					
Rail canadien	594,303	597,270	508,690	196,297	184,416	167,556
TerraTransport	3,037	2,912	1,202	5,443	5,237	4,044
Grand Trunk Corporation	20,903	18,231	11,264	13,593	12,772	13,366
CN Route	925	8,223	8,164	5,490	5,741	7,524
Autres divisions						
Communications CN	64,658	54,061	45,631	46,192	42,323	40,679
Hôtels CN	20,562	14,728	5,074	6,219	5,725	5,748
CN Exploration	33,283	16,987	15,216	6,994	2,992	2,028
Immeubles CN	5,687	231	10,747	1,026	709	637
Chantier naval et autres	1,117	506	8,736	1,065	1,035	822
CN Marine Inc.*			99,689			11,602
	744,475	713,149	714,413	282,319	260,950	254,006

*Voir note 1a).

**Nouvelles immobilisations.

Note 12: Autres renseignements

a) La Compagnie fait normalement affaire avec divers organismes contrôlés par le gouvernement du Canada, aux mêmes conditions que pour les opérations courantes avec les tiers non apparentés.

En outre, la Compagnie assure, sous contrat, des services ferroviaires et de maintenance pour le gouvernement du Canada et divers organismes que contrôle ce dernier. Les produits d'exploitation tirés de ces services ont totalisé $320 millions en 1985 ($351.8 millions en 1984 et $444.8 millions en 1983).

b) À compter de 1977, le gouvernement du Canada est convenu de verser à la Compagnie, sous forme de subventions jusqu'à concurrence de $557.9 millions, certaines sommes relativement aux frais de remise en état des lignes secondaires dans l'Ouest canadien. Le total des paiements reçus au 31 décembre 1985 s'élevait à $396.9 millions, dont $43.7 millions en 1985 ($64.8 millions en 1984).

c) Dans le cadre d'un programme d'essai et d'évaluation de l'exploitation ferroviaire à Terre-Neuve entrepris en 1981, le gouvernement du Canada a remboursé au CN certains salaires et frais connexes. La facture globale de ce programme se chiffrait à $7.6 millions en 1985 ($4.1 millions en 1984).

Note 13: Regroupement des chiffres correspondants

En 1985, des modifications ont été apportées à la classification de certains éléments et, pour faciliter les comparaisons, la nouvelle classification a été appliquée aux chiffres correspondants de 1984 et de 1983. La principale modification a consisté à regrouper sous la désignation «Rail canadien» l'ancienne Division CN Rail et le groupe des Affaires générales dont les résultats, ajoutés aux intérêts non répartis parmi les Divisions, constituaient auparavant le poste «Divers» de l'état consolidé des résultats. La Compagnie a profité de l'occasion pour procéder à une répartition plus complète des intérêts et des autres frais divers parmi les Divisions.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

MANDAT

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens qui ne sont pas expressément régis par une loi, afin de promouvoir l'économie nationale, de servir le public et de protéger les consommateurs.

ANTÉCÉDENTS

Le Conseil coordonne les activités des organismes canadiens qui sont impliqués en matières de normalisation; aussi, le Conseil représente le Canada auprès des organismes internationaux de normalisation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	350, rue Sparks Pièce 1203 Ottawa (Ontario) K1R 7S8
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Harvie Andre, c.p., député
MINISTÈRE	Consommation et Corporations
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le Conseil canadien des normes* (S.R.C. 1970, c. C-41, premier supplément) proclamée le 7 octobre 1970
PREMIER DIRIGEANT	John R. Woods
PRÉSIDENT	Georges Archer
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985 (reformulé)	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	3.3	5.3	4.2	3.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	2.2	4.4	3.4	3.0
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	4.5*	6.6	6.0	5.8
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Net de 0.9 million de dollars rendus au Canada.

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL CANADIEN DES NORMES
ET
L'HONORABLE MICHEL CÔTÉ, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

J'ai vérifié le bilan du Conseil canadien des normes au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats, du surplus et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le Conseil canadien des normes et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. L. Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 21 mai 1986

BILAN AU 31 MARS

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	2,768,726	4,627,872
Intérêt couru	24,231	225,468
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	97,227	124,347
Autres	132,742	95,458
Frais payés d'avance	128,100	47,578
	3,151,026	5,120,723
Immobilisations		
Mobilier et matériel de bureau (note 3)	184,104	182,482
	3,335,130	5,303,205

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	576,410	531,471
Dépôts des clients et autres dépôts	65,425	105,990
À verser au gouvernement du Canada (note 4)	199,000	
	840,835	637,461
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	253,371	227,214
	1,094,206	864,675
AVOIR DU CANADA		
Surplus	2,240,924	4,438,530
	3,335,130	5,303,205

Approuvé par le Conseil:

Le Président
GEORGES ARCHER

Le Directeur général
JOHN R. WOODS

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Traitements, salaires et prestations	2,886,456	2,627,357
Déplacements	1,072,963	946,413
Aide financière à des organismes rédacteurs de normes	694,166	873,500
Publications et impression	588,898	526,302
Cotisations à titre de membre à des organismes internationaux	506,650	438,797
Coût direct des achats de normes	422,974	380,575
Location de bureaux	355,401	341,571
Services professionnels et spéciaux	293,453	237,238
Téléphone et affranchissement	222,510	197,715
Frais des secrétariats internationaux	178,282	177,260
Relations publiques	149,248	297,420
Amortissement	73,277	49,873
Location de matériel de bureau	69,110	65,039
Réunions	48,227	32,957
Fournitures de bureau	35,668	43,459
Réunion générale de la Commission électrotechnique internationale (note 6)	332,754	19,359
Autres	109,435	72,980
	8,039,472	7,327,815
Moins: frais d'exploitation du Point de renseignement GATT récupérés du ministères des Affaires extérieures	327,464	291,871
frais des programmes d'aide à des pays en développement récupérés de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)	21,181	45,795
	7,690,827	6,990,149
Revenus		
Ventes de normes	580,710	565,543
Intérêts créditeurs	452,980	755,483
Contributions à la Réunion générale de la Commission électrotechnique internationale (note 6)	114,940	
Autres	19,591	12,015
	1,168,221	1,333,041
Coût de l'exploitation	6,522,606	5,657,108
Crédit parlementaire		
Crédit 20, Consommation et Corporations	5,424,000	6,612,000
Moins: sommes versées ou à verser au gouvernement du Canada (note 4)	1,099,000	
	4,325,000	6,612,000
(Insuffisance) excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	(2,197,606)	954,892

ÉTAT DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1986	1985
	$	$
Affecté (note 5)		
Solde au début de l'exercice	1,045,350	1,064,709
Moins: somme libérée au cours de l'exercice, nette	(218,314)	(19,359)
Solde à la fin de l'exercice	827,036	1,045,350
Non affecté		
Solde au début de l'exercice	3,393,180	2,418,929
(Insuffisance) excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	(2,197,606)	954,892
Somme libérée au cours de l'exercice, nette	218,314	19,359
Solde à la fin de l'exercice	1,413,888	3,393,180
	2,240,924	4,438,530

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1986	1985
	$	$
Activités d'exploitation		
(Insuffisance) excédent du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	(2,197,606)	954,892
Éléments ne comportant aucun déboursé d'encaisse		
Amortissement	73,277	49,873
Prestations de cessation d'emploi	67,982	67,376
	(2,056,347)	1,072,141
Versements de prestations de cessation d'emploi	(41,825)	(48,998)
Variation du passif à court terme et de l'actif à court terme autre que l'encaisse et les dépôts à court terme	313,925	93,336
Encaisse et dépôts à court terme (utilisés à) en provenance des activités d'exploitation	(1,784,247)	1,116,479
Activités de financement		
Achat de mobilier et de matériel de bureau	(74,899)	(105,670)
(Diminution) augmentation au cours de l'exercice	(1,859,146)	1,010,809
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	4,627,872	3,617,063
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	2,768,726	4,627,872

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectifs

Le Conseil canadien des normes a été créé par le Parlement en 1970 en tant que corporation en vertu de la loi sur le Conseil canadien des normes; il est responsable de la coordination des activités de normalisation volontaire au Canada. Le Conseil est une société d'État nommée à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. Le Conseil remplit ses tâches par le biais du Système de normes nationales, une fédération d'organismes accrédités qui s'occupent de rédaction de normes, de certification et de mise à l'essai.

Le Conseil a pour objet d'encourager et de favoriser la normalisation volontaire dans les domaines reliés à la construction, à la fabrication, à la production, à la qualité, au rendement et à la sécurité de bâtiments, de structures, d'articles et produits manufacturés et autres marchandises et promouvoir la coopération internationale dans le domaine des normes.

2. Conventions comptables importantes

a) Mobilier et matériel de bureau

Le mobilier et le matériel de bureau sont comptabilisés au prix coûtant et l'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire sur la durée utile estimative des biens comme suit:

Mobilier	5 ans
Matériel	4 ans

b) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines prestations de cessation d'emploi, comme le prévoient les contrats de travail et les conditions d'emploi. La dette résultant de ces prestations a été inscrite aux comptes au fur et à mesure que les prestations gagnées s'accumulent aux comptes des employés.

c) Régime de retraite

Les employés du Conseil canadien des normes participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au Régime sont exigées à la fois des employés et du Conseil. Les contributions à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de l'exercice en cours.

3. Mobilier et matériel de bureau

	31 mars 1986			31 mars 1985
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier de bureau	101,346	60,621	40,725	52,555
Matériel de bureau	275,110	131,731	143,379	129,927
	376,456	192,352	184,104	182,482

4. Sommes versées ou à verser au gouvernement du Canada

a) En réponse aux Documents budgétaires déposés à la Chambre des communes par le ministre des Finances le 23 mai 1985, le Conseil a versé $900,000 au gouvernement du Canada.

b) En réponse au gel sur les dépenses discrétionnaires annoncé par le Président du Conseil du Trésor le 6 février 1986, le Conseil versera $199,000 au gouvernement du Canada.

5. Surplus affecté

	31 mars	
	1986	1985
	$	$
Réserve pour défrayer les frais à venir d'un centre de traitement des données sur place	500,000	500,000
Réserve pour défrayer les frais d'accueil du XII[e] Congrès des normes de la zone du Pacifique	100,000	
Réserve pour imprévus	227,036	46,874
Réserve pour défrayer les frais d'accueil de la Réunion générale de la Commission électrotechnique internationale en mai 1985		498,476
	827,036	1,045,350

6. Réunion générale de la Commission électrotechnique internationale

	$	$
Réserve inscrite au surplus affecté au 31 mars 1985		498,476
Dépenses nettes		
Dépenses engagées	332,754	
Moins: contributions reçues	114,940	217,814
Excédent de la réserve sur les dépenses nettes		280,662

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 1985, présentés à des fins de comparaison, ont été modifiés en conformité avec la présentation adoptée pour l'exercice 1986.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSEIL DES ARTS DU CANADA

MANDAT

Favoriser et promouvoir l'étude, l'appréciation ainsi que la production d'oeuvres d'art; coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada à diverses activités de cette organisation à l'étranger.

ANTÉCÉDENTS

Le Conseil reçoit chaque année une subvention du Parlement pour mener ses opérations. Il tire aussi des revenus de la caisse de dotation de $50 millions qui a été établie en vertu de sa loi habilitante et de fonds et de biens qui lui sont donnés et qui sont administrés comme fonds spéciaux. Le Conseil est considéré comme oeuvre de charité aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	99, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1P 5L6
STATUT	— exempté de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*; ne figure pas dans les annexes de la Loi — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Flora MacDonald, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1957, en vertu de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* (S.R.C. 1970, c. 3)
PRÉSIDENT	Maureen Forrester
PREMIER DIRIGEANT	Peter Roberts
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	**1984-1985**	**1983-1984**	**1982-1983**
À la fin de l'exercice				
Actif				
— caisse de dotation	107.4	97.3	96.6	81.4
— fonds spéciaux	35.9	31.7	29.4	20.0
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	74.2	72.6	65.6	59.9
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CONSEIL DES ARTS DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DES ARTS DU CANADA ET L'HONORABLE MARCEL MASSE, C.P., DÉPUTÉ MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan du Compte de dotation et le bilan des Fonds spéciaux du Conseil des Arts du Canada au 31 mars 1986 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état de l'avoir du Compte de dotation et l'état des revenus et dépenses et de l'avoir des Fonds spéciaux et l'état de l'évolution de la situation financière du Compte de dotation pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 10 juin 1986

COMPTE DE DOTATION

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Encaisse et dépôts à court terme	6,814	5,186
Intérêts courus	1,671	1,442
Débiteurs	271	125
Frais payés d'avance	393	300
Placements (note 4)	87,124	80,457
Matériel et améliorations locatives (note 5)	809	266
Oeuvres d'art	10,327	9,516
	107,409	97,292

PASSIF	1986	1985
Découvert à la banque		1,479
Subventions autorisées à payer	19,285	18,451
Créditeurs et frais courus	1,994	1,510
Crédits reportés (note 6)	753	210
Dû aux Fonds spéciaux (note 7)	2,245	2,197
Dû aux Fiducies spéciales (note 8)	873	54
Provision pour les prestations de cessation d'emploi	1,049	1,015
	26,199	24,916
AVOIR		
Fonds de capital		
Principal, établi en vertu de l'Article 14 de la Loi	50,000	50,000
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	13,850	9,586
	63,850	59,586
Surplus d'apport—Oeuvres d'art	10,327	9,516
	74,177	69,102
Surplus		
Affecté	2,300	2,300
Non affecté	4,733	974
	7,033	3,274
	81,210	72,376
	107,409	97,292

Approuvé par le Conseil:

Trésorier
PETER BROWN

Présidente
MAUREEN FORRESTER

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

FONDS SPÉCIAUX

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985	PASSIF	1986	1985
Encaisse et dépôts à court terme	3,077	1,527	Découvert à la banque		154
Intérêts courus	625	504	Subventions autorisées à payer	3,189	2,415
Placements (note 4)	29,973	27,446		3,189	2,569
Dû en provenance du Compte de dotation (note 7)	2,245	2,197			
			AVOIR		
			Fonds de capital		
			Principal	30,256	27,809
			Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	1,936	881
				32,192	28,690
			Surplus non affecté	539	415
				32,731	29,105
	35,920	31,674		35,920	31,674

Approuvé par le Conseil:

Trésorier
PETER BROWN

Présidente
MAUREEN FORRESTER

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Subventions parlementaires	74,244	72,614
Intérêts et dividendes	10,470	10,601
Location, Banque d'œuvres d'art	670	596
Annulation de subventions, autorisées au cours des exercices précédents, et remboursements	471	334
	85,855	84,145
Dépenses		
Arts		
Subventions et services	68,446	69,519
Administration (tableau)	6,250	6,042
Oeuvres d'art	811	712
	75,507	76,273
Commission canadienne pour l'UNESCO		
Administration (tableau)	838	852
Subventions	143	189
	981	1,041
Administration générale (tableau)	5,608	5,888
	82,096	83,202
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	3,759	943

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'AVOIR DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	Fonds de capital				Surplus d'apport		Surplus			
	Principal	Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	Total 1986	Total 1985	Total 1986	Total 1985	Affecté	Non affecté	Total 1986	Total 1985
Solde au début de l'exercice	50,000	9,586	59,586	58,773	9,516	8,804	2,300	974	3,274	2,331
Gains nets lors de l'aliénation de placements		4,264	4,264	813						
Oeuvres d'art achetées au cours de l'exercice					811	712				
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice								3,759	3,759	943
Solde à la fin de l'exercice	50,000	13,850	63,850	59,586	10,327	9,516	2,300	4,733	7,033	3,274

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DE L'AVOIR DES FONDS SPÉCIAUX (NOTE 2) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam	Fonds spécial de bourses Killam	Jean A. Chalmers	Prix Molson	Lynch-Staunton	Francis et J.P. Barwick	John B.C. Watkins	Vida Peene	Fiducie de la bourse d'étude Coburn	Total 1986	Total 1985
Revenus et dépenses											
Revenus											
Intérêts et dividendes	1,585	1,300	48	107	111	8	15	57		3,231	2,881
Dépenses											
Subventions	1,232	1,036	44	100	78			57		2,547	2,579
Administration	141	147	8	4						300	226
	1,373	1,183	52	104	78			57		2,847	2,805
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	212	117	(4)	3	33	8	15			384	76
Avoir											
Fonds de capital											
Principal											
Solde au début de l'exercice	13,171	11,799	500	1,000	699	40		600		27,809	26,265
Argent comptant reçu		2,114				53			20	2,187	1,310
Revenu net capitalisé	144	116								260	234
Solde à la fin de l'exercice	13,315	14,029	500	1,000	699	93		600	20	30,256	27,809
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements											
Solde au début de l'exercice	472	224		66	119					881	976
Gains nets (pertes nettes) lors de l'aliénation de placements	515	427		56	57					1,055	(95)
Solde à la fin de l'exercice	987	651		122	176					1,936	881
	14,302	14,680	500	1,122	875	93		600	20	32,192	28,690
Surplus non affecté											
Solde au début de l'exercice	1	1	32	2	279		100			415	573
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	212	117	(4)	3	33	8	15			384	76
Revenu net capitalisé	(144)	(116)								(260)	(234)
Solde à la fin de l'exercice	69	2	28	5	312	8	115			539	415
	14,371	14,682	528	1,127	1,187	101	115	600	20	32,731	29,105

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Rentrées (sorties) de fonds liées		
À l'exploitation	6,227	(1,238)
À l'investissement	(3,120)	2,588
Augmentation des fonds	3,107	1,350
Fonds au début de l'exercice	3,707	2,357
Fonds (encaisse et dépôts à court terme) à la fin de l'exercice	6,814	3,707
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses	3,759	943
Postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	174	204
Prestations de cessation d'emploi	34	188
Subventions à payer	834	2,200
Augmentation (diminution) de la somme due aux Fonds spéciaux et Fiducies spéciales	867	(4,981)
Autres éléments n'exigeant pas de sortie de fonds	559	208
Rentrées (sorties) de fonds liées à l'exploitation	6,227	(1,238)
Investissement		
Acquisition de matériel et améliorations locatives	(717)	(141)
Diminution (augmentation) des placements	(6,667)	1,916
Augmentation des gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	4,264	813
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'investissement	(3,120)	2,588

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoir et activités

Le Conseil des Arts du Canada a été constitué en 1957 en vertu de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada laquelle autorisait la création d'une Caisse de dotation de $50 millions. À l'exception de la subvention parlementaire annuelle, les fonds et les biens donnés au Conseil en vertu de l'Article 20 de la Loi sont habituellement comptabilisés dans les Fonds spéciaux. Le Conseil n'est pas mandataire de Sa Majesté. Le Conseil a pour objectifs de favoriser et de promouvoir l'étude, l'appréciation ainsi que la production d'œuvres d'art.

2. Fonds spéciaux

a) Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam

Un legs de $12,339,615 en espèces et sous forme de titres a été reçu de la succession de feu M^me^ Dorothy J. Killam, pour l'établissement du Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam pour études avancées, en vue de décerner des bourses «pour études ou recherches avancées dans des universités, hôpitaux, instituts de recherches ou d'études scientifiques ou autres institutions équivalentes ou analogues établies au Canada et à l'étranger, dans n'importe quel domaine d'étude ou de recherche autre que 'les arts', selon la définition qu'en donne actuellement la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, mais pouvant se situer hors du domaine des 'humanités et des sciences sociales' selon cette même Loi».

Le legs comporte les conditions suivantes: «le Fonds ne doit pas être intégré au Compte de dotation ni être autrement assimilé à d'autres biens du Conseil»; et «advenant la dissolution du Conseil, sa disparition ou son incapacité de continuer à administrer le Fonds Killam à la suite d'une modification de pouvoirs et d'autorité, les biens constituant ce Fonds devront être remis à certaines universités déjà bénéficiaires du testament».

Les espèces et les titres reçus de même que leurs produits ont été placés dans un portefeuille distinct.

b) Fonds spécial de bourses Killam

Un don de $4,353,609 a été reçu de la succession de feu M^me^ Dorothy J. Killam pour l'établissement d'un Fonds spécial de bourses. Le don a été fait sous forme d'actions privilégiées dans une compagnie canadienne. Le produit du rachat de ces actions a été investi et les revenus qui en découlent peuvent servir à accorder des bourses à des canadiens désireux de faire des études supérieures ou des recherches dans les domaines de la médecine, des sciences et du génie, dans des universités, hôpitaux, instituts de recherches ou d'études scientifiques ou autres établissements équivalents ou analogues au Canada.

Le Fonds comprend également des actions ordinaires d'une compagnie dont les biens importants ont été vendus. Le Conseil a reçu $2.1 millions au cours de l'exercice ($.7 million en 1985). Ce fut la dernière répartition.

c) Jean A. Chalmers

Le Conseil des Arts du Canada a reçu une dotation de $500,000 en espèces de M^me^ Floyd S. Chalmers dans le but d'établir un Fonds spécial Jean A. Chalmers pour l'artisanat. À la suite de consultations avec le Conseil canadien de l'artisanat, le revenu provenant du Fonds sert à apporter un nombre restreint de subventions pour des projets spéciaux visant le perfectionnement ou l'avancement de l'artisanat au Canada.

d) Prix Molson

Des dons totalisant $1,000,000 ont été reçus de la Fondation Molson pour la constitution du Fonds des prix Molson. Les revenus de ce Fonds servent à octroyer des prix en argent à des canadiens «qui se sont distingués dans les domaines des arts, des humanités ou des sciences sociales par des réalisations de nature à enrichir la vie culturelle ou intellectuelle du pays ou à contribuer à l'unité nationale». Le récipiendaire n'est pas restreint quant à l'utilisation qu'il fera du prix.

e) Lynch-Staunton

Ce Fonds a été établi par un legs en espèces de $699,066 reçu de la succession de feu V.M. Lynch-Staunton et peut servir aux programmes ordinaires du Conseil.

f) Francis Elizabeth Barwick et J.P. Barwick

Un legs de $40,000 en espèces a été reçu de la succession de feu M^me^ Frances Elizabeth Barwick à la condition «que ce legs soit appliqué au profit et à l'encouragement des arts». Un legs de $53,000 a également été reçu de la succession de J.P. Barwick» au bénéfice du domaine des arts et pour l'encouragement aux arts de la musique». Le fonds en entier doit être utilisé pour la Division de la musique.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Suite*

g) John B.C. Watkins

Ce Fonds a été établi par un legs comportant le revenu net du reliquat de la succession de feu John B.C. Watkins pour fournir des bourses d'études universitaires supérieures dans des pays déterminés.

h) Vida Peene

Ce Fonds a été établi par un legs en espèces de $599,761 reçu de la succession de feu Vida Peene, pour effectuer des versements à des organismes déterminés.

i) Legs desquels l'on recevra éventuellement des fonds:

a) Edith Davis Webb
Ce Fonds, évalué à $400,000, «devra servir à l'attribution de subventions ou de bourses pour études musicales, selon un mode établi par le Conseil».

b) Fiducie de la bourse d'étude Coburn
Ce Fonds dont le montant ne peut être établi en ce moment, a pour but de permettre des échanges d'universitaires entre Israël et le Canada. Il comporte une somme de $100 en provenance de K. Coburn pour établir ce fonds de même qu'un don de $20,000 reçu de F.E. Coburn.

3. Conventions comptables importantes

a) Placements

Les obligations, débentures, actions et hypothèques sont évaluées au prix coûtant. Les portefeuilles de deux Fonds spéciaux (Prix Molson et Lynch-Staunton) ont été fusionnés avec le Compte de dotation. La participation de chacun des Fonds est établie selon la valeur marchande. Des rajustements trimestriels sont effectués pour tenir compte de tous les retraits de capital et les placements supplémentaires. L'intérêt, les dividendes, les gains et pertes à l'aliénation de placements sont attribués à chaque Fonds selon le pourcentage établi au début de chaque trimestre.

b) Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont enregistrés au prix coûtant et amortis sur les durées utiles estimatives selon la méthode linéaire, comme il suit:

Matériel	3 à 5 ans
Améliorations locatives	durée du bail (maximum de 10 ans)

c) Oeuvres d'art

Les œuvres d'art sont enregistrées au prix coûtant.

d) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations particulières de départ ainsi que le prévoient la politique du Conseil et les conditions de travail. Le coût de ces prestations est porté aux dépenses de l'exercice pendant lequel elles ont été gagnées.

e) Gains et pertes lors de l'aliénation de placements

En vertu de l'Article 19(2) de la Loi, les gains nets qui résultent de l'aliénation de placements sont crédités aux fonds de capital-gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements. Les pertes nettes qui résultent de l'aliénation de placements sont imputées à ce compte, dans la mesure où les fonds de ce compte le permettent. Dans l'éventualité où les pertes excéderaient le solde disponible dans ce compte, l'excédent serait imputé aux dépenses de l'exercice lors de leur réalisation.

f) Surplus d'apport

Les montants payés durant l'exercice, pour l'achat d'œuvres d'art, sont imputés aux dépenses. Ces achats sont alors capitalisés comme surplus d'apport—Oeuvres d'art et aucun amortissement n'est enregistré.

g) Surplus affecté

Le Conseil a décidé d'établir une réserve afin d'absorber toute diminution de valeur du Compte de dotation original qui serait due à l'érosion monétaire. Le Conseil approuve tout changement au compte de surplus affecté.

h) Capitalisation des revenus nets de Fonds spéciaux

Pour préserver l'avoir de ces Fonds à l'intention de futurs boursiers et sur l'avis des fiduciaires, le Conseil capitalise 10% des revenus moins les dépenses d'administration, du Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam pour études avancées et du Fonds spécial de bourses Killam. Toutefois, le Conseil pourra toujours prélever de l'argent à même l'accumulation de ces revenus nets capitalisés, dans le cadre des objectifs de ces Fonds.

i) Régime de pensions de retraite

Les employés font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à parts égales à ce Régime. Cette cotisation représente en entier le passif du Conseil. Les cotisations à l'égard des services courants sont portées aux dépenses au fur et à mesure.

j) Subventions

Les subventions autorisées par le Conseil sont inscrites au titre des dépenses dans l'exercice établi par le trésorier en consultation avec la Division des Arts. Les subventions annulées au cours de l'exercice après avoir été autorisées au cours des exercices précédents, de même que les remboursements, apparaissent comme revenus au Compte de dotation. Dans le cas des Fonds spéciaux, les subventions annulées et les remboursements sont déduits des dépenses de subventions.

4. Placements

	1986		1985	
	Prix coûtant	Valeur marchande	Prix coûtant	Valeur marchande
	(en milliers de dollars)			
Compte de dotation				
Obligations et débentures	53,844	60,750	48,895	50,792
Actions	30,612	48,507	28,443	38,739
Hypothèques	2,668	2,464	3,119	2,626
	87,124	111,721	80,457	92,157
Fonds spéciaux				
Obligations et débentures	18,718	21,084	17,343	18,055
Actions	10,867	16,182	9,697	12,038
Hypothèques	388	298	406	273
	29,973	37,564	27,446	30,366

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

5. Matériel et améliorations locatives

	1986			1985
	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Matériel	1,007	502	505	200
Améliorations locatives	568	264	304	66
	1,575	766	809	266

6. Crédits reportés

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Loyer reporté	509	
Revenu reporté—Banque d'œuvres d'art	244	210
	753	210

Le chiffre pour le loyer reporté représente les fonds reçus du propriétaire actuel du Conseil pour défrayer les versements de loyer dus par le Conseil en vertu de son ancien bail pour la période allant d'avril à octobre 1986.

7. Dû aux Fonds spéciaux/Dû par le Compte de dotation

Ces comptes représentent les placements et les intérêts courus relativement aux trois Fonds spéciaux fusionnés au portefeuille de dotation, moins les frais d'administration des Fonds Killam et Chalmers.

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Lynch-Staunton	1,249	1,173
Prix Molson	1,235	1,169
Frances Elizabeth Barwick et J.P. Barwick	101	40
	2,585	2,382
Fonds Killam et Chalmers	(340)	(185)
	2,245	2,197

8. Dû aux Fiducies spéciales

Ces fonds ont été comptabilisés séparément vu les modalités spéciales liées aux dons.

i) Fonds du prix Glenn Gould

Le Conseil a reçu $475,113 de la Fondation à la mémoire de Glenn Gould pour apporter un prix de $50,000 tous les trois ans (si les fonds le permettent) à un particulier qui sort de l'ordinaire pour sa contribution originale au domaine de la musique et les communications. Depuis le début, le fonds a réalisé $30,061, et le solde s'élevait à $505,174 au 31 mars 1986.

ii) Fonds Joseph S. Stauffer

Au cours de l'exercice, la succession de Joseph S. Stauffer a donné $350,000 au Conseil afin d'établir ce fonds dont le revenu doit fournir des prix qui permettent d'encourager de jeunes canadiens prometteurs dans les domaines de la musique, les arts visuels et la littérature. Le fonds a réalisé $18,410 au cours de l'exercice et la valeur du fonds était $368,410 au 31 mars 1986.

9. Engagements à bail

Le Conseil est signataire d'un bail à long terme touchant la location de locaux. Voici, en aggloméré, le loyer annuel minimum:

	(en milliers de dollars)
1987	235
1988	1,410
1989	1,410
1990	1,410
1991	1,410

Selon les dispositions de l'entente par bail, une période gratuite de loyer est fournie jusqu'en janvier 1987.

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassifiés en conformité de la présentation du présent exercice.

TABLEAU DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	Arts	Commission canadienne pour l'UNESCO	Administration générale	Total 1986	Total 1985
Traitements et prestations aux employés	5,262	643	3,215	9,120	8,815
Location et entretien	171		628	799	1,041
Déplacement du personnel	576	57	89	722	700
Communications	122	14	386	522	695
Fournitures et autres frais de bureau	21	22	303	346	166
Services professionnels	2	12	285	299	388
Réunions du Conseil, y compris les indemnités des membres	16	64	162	242	236
Impression, publication et reprographie	17	19	170	206	320
Amortissement			174	174	204
Traitement informatisé des données	5	6	131	142	114
Frais de garde des titres			42	42	56
Transports et entreposage	42			42	22
Dépenses diverses	16	1	23	40	25
	6,250	838	5,608	12,696	12,782

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

MANDAT

Entreprendre et superviser de grands projets de construction et d'entretien militaires demandés par le ministère de la Défense nationale; fournir, moyennant la récupération des coûts, une aide technique et administrative aux ministères et organismes fédéraux en ce qui concerne les questions de construction.

ANTÉCÉDENTS

Cette société est en activité depuis 1951.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble SBI Plaza Billings Bridge 2323, promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0K3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Perrin Beatty, c.p., député
MINISTÈRE	Défense nationale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la production de défense* (S.R.C. 1970, c. D-2); maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés canadiennes*, 21 novembre 1978
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	J.R. Lorne Atchison
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.6	1.2	1.0	1.2
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	1.4	néant	néant	0.4
Avoir du Canada	(3.1)	(3.1)	(3.2)	(3.0)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	14.3	14.5	12.9	11.4
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE ASSOCIÉ DE LA DÉFENSE NATIONALE

J'ai vérifié le bilan de Construction de défense (1951) Limitée au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la production de défense et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. L. Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	2,211,938	315,427
Débiteurs — Ministères et organismes du gouvernement	21,718	51,655
À recevoir du Canada		465,568
Autres éléments	59,985	23,801
	2,293,641	856,451
Immobilisations, au prix coûtant		
Mobilier et matériel	920,399	815,647
Déduire: amortissement cumulé	618,747	499,604
	301,652	316,043
	2,595,293	1,172,494

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,175,249	1,174,826
À verser au Canada	1,394,606	
Dépôts de garantie des entrepreneurs (note 3)	212,567	233,250
	2,782,422	1,408,076
Provision pour indemnités aux employés (note 4)	2,875,300	2,911,710
	5,657,722	4,319,786
CAPITAL-ACTIONS ET DÉFICIT		
Capital-actions		
Autorisé — 1,000 actions sans valeur nominale		
Émis — 31 actions entièrement libérées	31	31
Déficit (note 5)	(3,062,460)	(3,147,323)
	(3,062,429)	(3,147,292)
	2,595,293	1,172,494

Approuvé par le Conseil:

Un administrateur
J. R. L. ATCHISON

Un administrateur
L. E. DAVIES

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Traitements	10,130,929	10,156,676
Indemnités aux employés	1,209,093	1,150,067
Voyages et déménagements	794,811	757,396
Location de bureaux	494,229	480,726
Téléphone	277,750	308,064
Affranchissement, messagerie et transport	179,229	159,264
Publicité	162,466	166,972
Fournitures de bureau et entretien	159,417	185,930
Amortissement	126,680	111,492
Location de matériel	118,843	102,614
Services professionnels	118,283	104,106
Formation et perfectionnement	49,896	46,588
Perte lors de l'aliénation d'immobilisations		26,202
Autres	35,356	20,037
	13,856,982	13,776,134
Recouvrements de dépenses (note 6)	168,720	255,459
Coût de l'exploitation	13,688,262	13,520,675
Crédits parlementaires	13,773,125	13,615,568
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de l'exploitation	84,863	94,893
Déficit au début de l'exercice	3,147,323	3,242,216
Déficit à la fin de l'exercice	3,062,460	3,147,323

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Activités de financement		
Crédits parlementaires	13,773,125	13,615,568
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation déclaré	13,688,262	13,520,675
Provision pour indemnités aux employés	(582,030)	(382,445)
Amortissement	(126,680)	(111,492)
Perte lors de l'aliénation d'immobilisations		(26,202)
Augmentation nette (diminution) des soldes du fonds de roulement hors caisse reliés à l'exploitation*	(1,833,667)	466,256
Encaisse absorbée par l'exploitation	11,145,885	13,466,792
Indemnités versées aux employés	618,440	314,897
Encaisse absorbée par les activités d'exploitation	11,764,325	13,781,689
Activités d'investissement		
Acquisition de matériel	112,289	288,307
Aliénation de matériel	—	(14,979)
Encaisse absorbée par les activités d'investissement	112,289	273,328
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	1,896,511	(439,449)
Encaisse au début de l'exercice	315,427	754,876
Encaisse à la fin de l'exercice	2,211,938	315,427

* Composée de la variation dans le solde des débiteurs, autres éléments de l'actif à court terme, créditeurs et frais courus et dépôts de garantie des entrepreneurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs, objectifs et fonctionnement

Construction de Défense (1951) Limitée a été constituée en 1951 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et poursuit ses activités en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, en conformité avec les pouvoirs de la Loi sur la production de défense, afin de conclure des contrats pour les constructions militaires importantes et les projets d'entretien que le ministère de la Défense nationale juge nécessaires. Elle est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Les principales fonctions de la Société dans le domaine de la gestion de la construction sont d'obtenir des soumissions, de faire des recommandations quant aux contrats prévus, d'adjuger et de voir à la réalisation des contrats. Une phase importante de ses responsabilités en ce domaine est d'assurer l'exécution du travail comme il est stipulé dans le contrat et d'attester la véracité des demandes de versements échelonnés à être payés à même les fonds du ministère de la Défense nationale. Elle retient également les services de cabinets d'architectes et d'ingénieurs pour la préparation de plans et de devis selon les besoins du ministère de la Défense nationale. Elle peut fournir sur demande de l'aide technique et administrative en matière de construction à d'autres ministères du gouvernement.

2. Conventions comptables importantes

Dépenses

Les comptes de la Société n'indiquent que les dépenses d'administration engagées en vue d'assurer l'exécution des travaux de construction et d'entretien des projets de défense effectués au nom du ministère de la Défense nationale, ainsi que l'exécution d'autres travaux de construction ayant l'approbation du Conseil du Trésor.

Amortissement

L'amortissement se fait selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans.

Indemnités aux employés

Les indemnités aux employés sont portées aux dépenses dès qu'elles ont été gagnées par les employés.

Pensions

Au cours de l'exercice, la Société a effectué des paiements de $549,937 ($553,815 en 1985) à l'égard des cotisations courantes au Compte de pension de retraite de la Fonction publique du gouvernement du Canada. Le Compte fait l'objet d'une évaluation actuarielle tous les cinq ans. Les cotisations et les dettes inscrites de la Société se limitent à des montants équivalant aux cotisations des employés au titre de leurs services courants et à certaines cotisations au titre de leurs services passés. La Société n'est pas tenue de verser des cotisations à l'égard des déficits actuariels du Compte.

Crédits parlementaires

Le coût de l'exploitation est financé par les crédits parlementaires, c'est-à-dire le crédit 15 du ministère de la Défense nationale, selon les besoins annuels nets de trésorerie.

3. Dépôts de garantie des entrepreneurs

	1986	1985
	$	$
Dépôts de soumissions	114,220	191,700
Dépôts pour plans et devis	98,347	41,550
	212,567	233,250

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCILRS DU 31 MARS 1986—*Fin*

4. Provision pour indemnités aux employés

	1986	1985
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	2,594,083	2,638,627
Assurance-vie	79,327	91,553
Indemnités d'ancienneté	201,890	181,530
	2,875,300	2,911,710

5. Déficit

Le déficit de la Société comprend principalement les dettes à l'égard des indemnités aux employés qui devront au cours des prochains exercices, à mesure qu'elles seront versées, être financées par les crédits parlementaires.

6. Recouvrements de dépenses

La Société fournit certains services administratifs et techniques au ministère de la Défense nationale et à d'autres ministères et organismes du gouvernement. Le coût de ces services est remboursable. Au 31 mars 1986, les montants à recevoir au titre de ces recouvrements s'élevaient à $21,288 ($51,228 en 1985).

Au cours de l'exercice, dans le cours normal de ses opérations, le ministère de la Défense nationale a fourni des locaux à bureaux sans frais à 172 employés de la Société.

7. Engagements en vertu des contrats de location

Dans le cadre de ses activités, la Société loue du matériel ainsi que des locaux. Le loyer futur minimum global s'établit comme suit:

	$
Exercice se terminant le 31 mars	
1987	56,774
1988	48,988
1989	46,178
1990	26,937
	178,877

8. Éventualités

Des réclamations s'élevant approximativement à $2,419,000 à l'égard d'obligations contractuelles ont été reçues par la Société mais n'apparaissent pas dans les comptes. Selon la direction et le conseiller juridique, la position de la Société est défendable, toutefois l'issue finale de telles réclamations ne peut être déterminée présentement. Le cas échéant, les paiements résultant de la résolution de ces réclamations seront financés par les crédits parlementaires du ministère de la Défense nationale au cours de l'exercice pendant lequel ces réclamations seront réglées.

9. Renseignements supplémentaires

Les activités contractuelles de la Société au nom des ministères et organismes du gouvernement se résument comme suit:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Contrats en cours au début de l'exercice	404,755	327,022
Contrats adjugés	253,221	243,287
	657,976	570,309
Contrats terminés	166,096	165,554
Contrats en cours à la fin de l'exercice	491,880	404,755
Versements sur les contrats en cours à la fin de l'exercice	366,931	294,219
Travail non terminé sur les contrats en cours à la fin de l'exercice	124,949	110,536

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

MANDAT

Favoriser l'expansion du commerce entre le Canada et d'autres pays.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la Corporation agit à titre d'entrepreneur principal lorsque d'autres pays désirent acheter des biens et services du Canada au niveau gouvernemental. En outre, elle facilite les ventes aux organismes internationaux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	50, rue O'Connor Immeuble Metropolitan Life Ottawa (Ontario) K1A 0S6
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la corporation commerciale canadienne*, 1er mai 1946 (S.R.C. 70, c. C-6)
PREMIER DIRIGEANT	Hugh Mullington
PRÉSIDENT	Poste vacant
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	399.5	380.9	382.5	367.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	35.7	36.3	32.4	28.6
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	15.8	17.6	17.2	16.8
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE TRÈS HONORABLE CHARLES JOSEPH CLARK, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan de la Corporation commerciale canadienne au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Corporation commerciale canadienne et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le Vérificateur général du Canada
D.L. Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Encaisse et dépôts à court terme	58,853	28,476
Dépôt auprès du Receveur général du Canada (note 1)	8,000	8,000
Débiteurs		
Gouvernements étrangers (note 3)	117,228	148,805
Gouvernement du Canada—Crédits parlementaires (note 4)	1,089	1,530
Autres	229	141
Avances aux fournisseurs	10,284	3,413
Réclamations proportionnelles payées ou dues	203,773	190,505
	399,456	380,870

PASSIF	1986	1985
Créditeurs et frais courus	121,991	133,480
Avances reçues des clients	32,691	18,538
Paiements proportionnels reçus ou dus	202,395	189,135
Dû au gouvernement du Canada (note 4)	3,525	1,443
Dû au Fonds renouvelable de la production de la défense	539	1,417
Provision pour frais additionnels de contrats (note 5)	2,660	525
	363,801	344,538
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	10,000	10,000
Surplus d'apport	10,000	10,000
Bénéfices non répartis	15,655	16,332
	35,655	36,332
	399,456	380,870

Certifié exact:

Contrôleur
F. O. KELLY

Approuvé par le Conseil:

Président
H. J. MULLINGTON

Administrateur
JEAN-GUY CARRIER

Administrateur
DAVID L. INGRAM

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Contrats facturés	763,453	716,278
Honoraires et autres revenus	12	221
Intérêts créditeurs	3,580	3,022
Gains sur change	405	1,051
	767,450	720,572
Dépenses		
Coût des contrats facturés	763,453	716,278
Frais additionnels de contrats	2,119	341
Créances irrécouvrables	10	
Services fournis par Approvisionnements et Services Canada	16,050	15,488
Frais d'administration	2,029	1,773
Frais et dépenses juridiques engagés par le ministère de la Justice (note 6)	272	356
Autres	20	48
	783,953	734,284
Coût net de l'exploitation	16,503	13,712
Crédits parlementaires	15,826	17,617
	(677)	3,905
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	16,332	12,427
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	15,655	16,332

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Activités de financement		
Crédits parlementaires		
Montant prélevé	15,826	17,617
Rajustement relatif à la diminution de la somme à recouvrir du gouvernement du Canada	441	83
	16,267	17,700
Activités opérationnelles		
Exploitation		
Coût net de l'exploitation	16,503	13,712
Rajustements		
Solde d'exploitation à recevoir des clients et à payer aux fournisseurs	(23,339)	14,026
Avances et réclamations proportionnelles reçues des clients et versées aux fournisseurs	(7,274)	(3,947)
Total de l'encaisse utilisée (générée)	(14,110)	23,791
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des quasi-espèces	30,377	(6,091)
Encaisse et quasi-espèces au début de l'exercice	36,476	42,567
Encaisse et quasi-espèces à la fin de l'exercice	66,853	36,476
Analyse		
Encaisse et dépôts à court terme	58,853	28,476
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	8,000	8,000
	66,853	36,476

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Statut et activités

La Corporation, constituée en 1946 en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, est une société d'État mandataire figurant à l'annexe «C» de la partie I de la Loi sur l'administration financière. La Corporation n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

La Corporation agit à titre d'organisme contractant principal lorsque des pays ou des organismes internationaux désirent acheter des produits et des services du Canada et veulent transiger de gouvernement à gouvernement.

La Corporation conclut des contrats avec les gouvernements acheteurs, puis des contrats équivalents avec les entreprises canadiennes.

Approvisionnements et Services Canada offre des services contractuels, qui sont facturés selon des taux prédéterminés approuvés par le Conseil du Trésor et établis d'après le montant des contrats obtenus, et offre certains services d'administration au prix coûtant.

Si le ministre l'ordonne, la Corporation doit virer au Receveur général du Canada tout montant qu'il considère excédentaire aux besoins de celle-ci. Ces montants sont déposés auprès du Receveur général du Canada et peuvent par la suite être remis à la disposition de la Corporation si le ministre le juge nécessaire. Au cours de l'exercice 1983-84, la Corporation a viré au Receveur général du Canada $8 millions sur lesquels elle ne touche aucun intérêt.

2. Conventions comptables importantes

a) Contrats facturés

Les revenus des contrats sont inscrits au moment de la livraison, sauf s'il s'agit de contrats comportant des paiements proportionnels, auquel cas ils sont inscrits à l'échéance. Comme il n'y a pas eu transfert aux clients du titre des biens, relativement à ces facturations proportionnelles, la Corporation inscrit un montant correspondant à son passif et au coût des contrats facturés. Elle inscrit à son actif toutes les facturations proportionnelles provenant de fournisseurs. Ces éléments d'actif et de passif sont réduits, conformément au contrat, au fur et à mesure des livraisons.

b) Devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux de change moyen pour le mois pendant lequel les transactions ont eu lieu. Les gains et les pertes sur les opérations de change figurent à l'état des résultats.

c) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont inscrits au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes sont engagées, mais ils ne sont prélevés qu'au moment du paiement de ces dépenses.

d) Régime de pensions

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique lequel est administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations à ce régime sont versées par les employés et par la Corporation. Ces cotisations représentent le total des obligations de la Corporation et sont imputées aux résultats sur une base courante.

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Débiteurs—Gouvernements étrangers

Au 31 mars 1986, la Corporation a fait provision de $854,000 ($844,000 en 1985) en prévision du non-recouvrement éventuel de certains montants à recevoir d'un gouvernement étranger.

4. Gouvernement du Canada

Au 31 mars 1986, des fonds pour régler des dépenses de $1,089,000 relatives aux crédits de 1985-86 n'avaient pas encore été prélevés et des montants totalisant $3,525,000 n'avaient pas encore été versés à divers ministères.

5. Obligations contractuelles

Au 31 mars 1986, les obligations contractuelles de la Corporation s'élevaient à $1,127 millions ($911 millions en 1985).

La Corporation est garante envers ses clients des obligations de ses fournisseurs et peut, par conséquent, devoir engager des frais additionnels si certains fournisseurs ne s'acquittent pas de leurs obligations contractuelles. Une provision de $2,660,000 ($525,000 en 1985) a été comptabilisée à l'égard du montant estimatif de ces frais additionnels.

6. Frais juridiques et dépenses engagés par le ministère de la Justice

Le Conseil du Trésor a donné instruction à la Corporation de rembourser au ministère de la Justice les frais juridiques et les dépenses résultant des poursuites judiciaires intentées contre la Corporation relativement au contrat mentionné à la note 7a. Ces coûts se sont élevés à $272,000 ($356,000 en 1985).

7. Éventualités

a) La Corporation est défenderesse dans une poursuite judiciaire intentée en 1975 pour les pertes présumées subies conséquemment à la résiliation d'une partie d'un contrat. La réclamation s'élève à $6.8 millions montant auquel s'ajoutent les frais et les intérêts accumulés. Selon l'avis juridique reçu, l'administration ne juge pas nécessaire d'établir une provision pour le règlement de cette réclamation.

b) La Corporation est défenderesse dans des poursuites judiciaires intentées en 1985 pour les pertes présumées subies conséquemment à la rupture d'un contrat par la Corporation. La réclamation s'élève à $744,000. La poursuite judiciaire est contestée par le conseiller juridique de la Corporation et le résultat final est incertain. Une révision préliminaire des faits et lois, effectuée par le conseiller, indique qu'il n'y a aucune responsabilité financière de la part de la Corporation. Selon cet avis, l'administration ne juge pas nécessaire d'établir une provision pour règlement.

8. Accords pour services de représentation

La Corporation a conclu un accord de représentation avec Luis Kafie & CIA SA du Honduras dont les honoraires s'élevant à $3,815 ont été versés au cours de l'exercice (aucun montant en 1985).

La Corporation a également conclu un accord de représentation avec Dismatica Industrial C.A. du Vénézuela, pour lequel aucun honoraire n'a été versé ou n'est devenu éligible au cours de l'exercice.

9. Événement postérieur à la fin de l'exercice

Le 1er avril 1986, la Corporation a accepté la mutation de 93 employés provenant d'Approvisionnements et Services Canada. Ces employés avaient accumulé à cette date des congés annuels d'une valeur de $207,000 et des prestations de cessation d'emploi d'une valeur de $620,000.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

MANDAT

Vendre ses avoirs au secteur privé tout en faisant un produit juste pour le Canada et, entretemps, assurer que ses filiales sont gérées selon des pratiques commerciale saines.

ANTÉCÉDENTS

La société a été constituée en 1982 pour tenir et gérer les entreprises et les investissements qui lui ont été assignés par le gouvernement fédéral et en disposer au moment approprié. Les investissements actuels que la société possède et ceux qui lui sont assignés à des fins de gestion comprennent Canadair Limitée, Eldorado Nucléaire Limitée, Téléglobe Canada, la Société de développement du Canada et les sociétés Varity et Massey Combines. La société The de Havilland Aircraft of Canada, Limited a été vendue le 31 janvier 1986 à la Boeing Commercial Airplane Company et la ministre d'État chargée de la Privatisation a annoncé la signature d'une déclaration d'intention pour la vente de Canadair Limitée à Bombardier Inc.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1, First Canadian Place Toronto (Ontario) M5X 1A4
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Barbara McDougall, c.p., député Ministre d'État (privatisation)
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Constitution par le biais de la Corporation de développement du Canada aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
PREMIER DIRIGEANT	Paul M. Marshall
PRÉSIDENT	Bernard Lamarre
VÉRIFICATEUR	Peat, Marwick, Mitchell et Cie et le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'année financière se termine le 31 décembre.

	1985	**1984**	**9 mois au 31 décembre 1983 (reformulé)**
À la fin de l'exercice			
Actif total	642	679	175
Engagements envers le secteur privé*	144	1,261	1,170
Engagements envers le Canada	néant	néant	négl.
Avoir du Canada	485**	(709)	(1,042)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	500	550	300
— non budgétaire	néant	néant	néant

Voir NOTES à la page suivante

PAGE RÉCAPITULATIVE (fin)

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

NOTES

* Ces obligations étaient en grande partie celles d'une filiale, la Société financière Canadair Inc. Cependant, une loi adoptée en juin 1985 a permis au Canada d'assumer cette dette, soit un montant de 1,044 millions de dollars au cours de cette année, un montant de 144 millions de dollars, assumé en 1986; des intérêts courus de 40 millions environ, portant le total du compte du Canada à 1.23 milliard de dollars. Le Canada s'est acquitté de 874 millions de ces nouvelles obligations en 1985-1986, ce paiement n'étant pas compris dans l'Argent reçu du Canada indiqué ci-dessus.

** La dette assumée par le Canada en 1985 a été versée en surplus d'apport au compte de la CDIC et est le principal facteur à l'origine du renversement des montants d'Avoir du Canada.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE SINCLAIR McKNIGHT STEVENS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA CORPORATION DE
DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Corporation de développement des investissements du Canada au 31 décembre 1985 ainsi que les états consolidés des résultats et du déficit cumulé, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1985, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

En outre, à notre avis, les activités de la société et de ses filiales en propriété exclusive, dont nous avons eu connaissance lors de notre vérification des états financiers consolidés, sont, sous tous les aspects importants, conformes à la Partie XII de la Loi sur l'administration financière et les règlements y afférents, ainsi qu'aux chartes et statuts de la société et de ses filiales en propriété exclusive.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada

Comptables agréés
Peat, Marwick, Mitchell & Cie

Toronto, Canada
le 21 mars 1986

BILAN CONSOLIDÉ 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	3,588	9,863
Sommes à recevoir d'apparentés	160	710
Créances diverses	2,815	
	6,563	10,573
Investissements	635,355	606,067
Pertes de change non amorties		61,514
Divers	151	411
	642,069	678,565

PASSIF ET AVOIR (NÉGATIF) DE L'ACTIONNAIRE	1985	1984
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	3,529	14,177
Somme à payer aux apparentés		74,551
Intérêts courus	9,164	37,957
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	143,864	13,217
	156,557	139,902
Dette à long terme de Financière Canadair		1,247,540
AVOIR (NÉGATIF) DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé, nombre illimité d'actions ordinaires		
Émises et libérées—101 actions ordinaires	1	1
Surplus d'apport	3,351,848	1,772,007
Déficit cumulé	(2,866,337)	(2,480,885)
	485,512	(708,877)
	642,069	678,565

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.
Événements postérieurs au bilan (note 11)
Engagements et éventualités (notes 4, 10 et 11)

Au nom du Conseil:

Administrateur
PAUL M. MARSHALL

Administrateur
D. McQ. SHAVER

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	Canadair	de Havilland	Eldorado	CDIC	Total 1985	Total 1984
Bénéfice d'exploitation (perte)	30,453	19,312	44,702	(3,531)	90,936	83,508
Produits (frais) financiers	(1,375)	810	(73,126)	(211,209)	(284,900)	(249,604)
Charges de nature inhabituelle		(114,724)	(4,350)		(119,074)	(44,492)
Redevances et remboursement d'impôts (charge fiscale)	(9,479)	176	(24,430)		(33,733)	(18,322)
Provision pour perte de valeur des investissements				(46,656)	(46,656)	
	19,599	(94,426)	(57,204)	(261,396)	(393,427)	(228,910)
Postes extraordinaires	7,975				7,975	12,448
Bénéfice net (perte) de l'exercice clos le 31 décembre 1985	27,574	(94,426)	(57,204)	(261,396)	(385,452)	
Bénéfice net (perte) de l'exercice clos le 31 décembre 1984	6,044	(40,377)	4,427	(186,556)		(216,462)
Déficit cumulé, au début de l'exercice					(2,480,885)	(2,264,423)
Déficit cumulé, à la fin de l'exercice					(2,866,337)	(2,480,885)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU SURPLUS D'APPORT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde au début de l'exercice	1,772,007	1,222,007
Prise en charge par le gouvernement du Canada de la dette à long terme de Financière Canadair	1,079,841	
Contributions en espèces du gouvernement du Canada aux filiales		
Financière Canadair	300,000	310,000
de Havilland	200,000	240,000
Solde à la fin de l'exercice	3,351,848	1,772,007

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Ressources		
Surplus d'apport (Financière Canadair)	1,379,841	310,000
Emplois		
Activités de la société	3,531	650
Éléments hors caisse—Amortissement	(49)	(130)
Intérêts débiteurs et frais financiers, déduction faite de l'amortissement des pertes de change	94,814	152,050
Diminution (augmentation) de la dette à long terme	1,116,893	(40,212)
Diminution des sommes à payer aux apparentés	74,551	81,156
Diminution de la dette bancaire		23,507
Contribution présumée à Canadair Limitée		98,453
Diminution (augmentation) des créditeurs	10,648	(5,148)
Augmentation (diminution) d'autres éléments, net	85,728	(1,754)
	1,386,116	308,572
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements à court terme	(6,275)	1,428
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	9,863	8,435
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	3,588	9,863

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985

(Tous les montants sont en milliers de dollars).

1. La Société

La Corporation de développement des investissements du Canada (la «société») fut constituée le 26 mai 1982 en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et est la propriété exclusive de Sa Majesté du chef du Canada. La société est assujettie à la Loi sur l'administration financière et à la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État et elle est un agent de Sa Majesté.

2. Base de présentation

Dans une déclaration datée du 30 octobre 1984, le ministre du gouvernement du Canada chargé du dossier de la société, a annoncé l'intention du gouvernement de forcer la société à se dessaisir systématiquement de ses participations dans Massey-Ferguson Limitée («Massey-Ferguson»), Canadair Limitée («Canadair»), The de Havilland Aircraft of Canada, Limited («de Havilland») et Eldorado Nucléaire Limitée («Eldorado»). Le conseil d'administration de la société étudie une façon d'aliéner ces participations qui satisfasse aux exigences du gouvernement. Cependant, aucun plan d'aliénation officiel n'a été approuvé par le gouvernement, sauf en ce qui a trait à la cession de la participation de la société dans de Havilland (voir la note 11). Tout plan ou projet devra être sanctionné par le gouvernement conformément aux exigences de la Loi sur l'administration financière.

Étant donné qu'aucun plan d'aliénation officiel n'a été soumis au gouvernement en ce qui concerne Canadair et Eldorado, la société est d'avis qu'il lui faut continuer de comptabiliser ses participations dans ces deux filiales à la valeur de consolidation. Il se peut que les prix de cession éventuels soient supérieurs ou inférieurs à la valeur comptable.

3. Principales conventions comptables

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers de la Société Financière Canadair Inc. («Financière Canadair») ont été groupés avec ceux de la société.

b) Participations dans des filiales non consolidées

Les participations dans des filiales qui ont été acquises initialement en vue de leur cession ou privatisation éventuelle, sont comptabilisées à la valeur de consolidation sauf s'il existe un projet officiel sanctionné par le gouvernement visant à se dessaisir de cette participation, auquel cas cette dernière est comptabilisée à la valeur comptable de consolidation ou à la valeur de réalisation nette si celle-ci est inférieure. Les états financiers de la société et ceux de ses filiales n'ont pas été consolidés, la société étant d'avis que la comptabilisation à la valeur de consolidation offre une information plus détaillée à l'actionnaire. Les états financiers consolidés de chaque filiale non consolidée sont joints aux présentes.

c) Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille de la société sont comptabilisés au coût, à moins qu'il n'y ait eu une diminution tangible permanente de la valeur, auquel cas le placement est réduit de façon à constater la perte.

d) Conversion des devises étrangères

L'actif et le passif libellés en monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens d'après la méthode temporelle selon laquelle l'actif et le passif monétaires sont convertis au taux en vigueur à la clôture de l'exercice, l'actif et le passif non monétaires, aux taux en vigueur à la date des opérations.

4. Investissements

La valeur comptable des investissements de la société est la suivante:

	Valeur comptable au 31 décembre 1984	Contributions du gouvernement du Canada	Participation dans le bénéfice (la perte)	Provision pour perte de valeur	Valeur comptable au 31 décembre 1985
Filiales non consolidées					
Canadair	196,428		27,574		224,002
de Havilland	21,082	200,000	(94,426)	(46,656)	80,000
Eldorado	262,208		(57,204)		205,004
	479,718	200,000	(124,056)	(46,656)	509,006
Placements de portefeuille					
Actions privilégiées, série D de Massey-Ferguson	126,349				126,349
	606,067				635,355

a) Ainsi qu'il en est fait mention à la note 11, la société s'est déssaisie de sa participation dans de Havilland, le 31 janvier 1986. Par conséquent, la valeur comptable de sa participation dans de Havilland a été réduite à sa valeur de réalisation nette estimative.

b) La société croit que le coût de son investissement dans Massey-Ferguson, tel qu'il est inscrit dans les présents états financiers, est de beaucoup supérieur à la valeur de ce placement; on ne peut cependant raisonnablement estimer la valeur précise de ce placement à ce moment-ci.

Massey-Ferguson a annoncé qu'elle comptait procéder à une restructuration de son capital et la société a émis une lettre d'intention dans laquelle elle signifiait son accord. Massey-Ferguson a jusqu'ici entrepris des négociations avec les diverses parties en cause mais elle n'est pas encore parvenue à s'entendre avec elles sur les questions importantes.

c) Au 31 décembre 1985, le gouvernement du Canada autorise et garantit les emprunts de Canadair, de de Havilland et d'Eldorado comme suit:

	Montant maximal autorisé	Garanties maximales	Utilisation au 31 décembre 1985
Canadair			
de Havilland		450,000	7,669
Eldorado	600,000		561,775

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

5. Dette à long terme de Financière Canadair

	1985	1984
Emprunt à terme échéant le 22 août 1985, intérêt de 9¾% ($10,000,000 US)		13,217
Emprunt bancaire, à terme, échéant le 7 mai 1986, intérêt au taux LIBOR majoré de ½% ($187,500,000 US)		247,819
Emprunt bancaire à terme, échéant le 1er décembre 1986, intérêt au taux LIBOR majoré de ⅜% ($75,000,000 US)		99,128
Billets à terme échéant le 15 mars 1987, intérêt de 15½%, remboursables à vue après le 15 mars 1985 à 101% du principal; 100 ½% après le 15 mars 1986 ($150,000,000 US)		198,255
Effets échéant le 1er juin 1987, intérêt de 16 ⅜% ($50,000,000 US)	69,915	66,085
Emprunt bancaire à terme échéant le 11 novembre 1988, intérêt au taux LIBOR majoré de ⅜% ou au taux préférentiel des banques américaines, renouvelable jusqu'au 11 novembre 1986, paiements équivalant à 25% du solde impayé, à compter du 11 mai 1987 et par la suite à tous les six mois jusqu'à échéance ($85,000,000 US)		112,345
Emprunt bancaire en consortium échéant le 6 mars 1989, intérêt au taux LIBOR majoré de ⅜% ou au taux préférentiel des banques américaines au 12 mars 1985 et au taux LIBOR majoré de ½% ou au taux préférentiel des banques américaines majoré de ⅛% par la suite, renouvelable jusqu'au 6 mars 1987, paiements correspondant à 25% du solde impayé à compter du 6 septembre 1987 et par la suite à tous les six mois jusqu'à échéance ($75,000,000 US)		99,128
Effets échéant le 15 novembre 1989, intérêt de 12 ½%, remboursables à vue à un maximum de 105% du principal ($175,000,000 US)		231,298
Emprunts à terme échéant le 22 mars 1992, intérêt au taux préférentiel diminué de ¾%, renouvelables jusqu'au 22 mars 1987, paiements équivalant à 5% du solde impayé, à compter du 22 mars 1988 et par la suite à tous les six mois, le solde devant être versé à l'échéance	32,000	63,216
Emprunt à terme échéant le 22 mars 1992, intérêt au taux préférentiel diminué de ¼%, paiements équivalant à $5,000,000 à compter du 22 mars 1988 et par la suite à tous les six mois, le solde devant être versé à l'échéance		100,000
Billet escompté échéant le 26 avril 1992, intérêt à 8½%, versements annuels de $6,000,000 US à compter du 26 avril 1988 ($30,000,000 US)	41,949	39,650
Moins la fraction non amortie de l'escompte à l'émission de la dette à long terme		(9,384)
Total	143,864	1,260,757
Moins le principal inclus dans le passif à court terme	(143,864)	(13,217)
		1,247,540

Le gouvernement du Canada a le pouvoir de garantir certaines ententes conclues entre Financière Canadair et des institutions financières et ce, jusqu'à concurrence de $1,350,000. En mars 1985, le gouvernement du Canada a apporté $300,000 ($310,000 en 1984) aux capitaux propres de Financière Canadair.

En juin 1985, le gouvernement du Canada a fait part de son intention de prendre à sa charge la dette à long terme de Financière Canadair. Par conséquent, entre le 25 juin 1985 et le 31 décembre 1985, avec la collaboration de prêteurs apparentés (le cas échéant) le gouvernement du Canada a supporté une partie de la dette se chiffrant à $1,079,841. Cette prise en charge de la dette, qui comprend un intérêt couru non versé de $35,578, a été comptabilisé à titre de surplus d'apport. Le solde de la dette au 31 décembre 1985 est de $143,864 et il est comptabilisé comme passif à court terme (voir la note 11).

En outre, toutes les charges reportées relativement à la dette à long terme, lesquelles consistent essentiellement d'écarts non amortis sur le change, ont été imputées à l'exercice.

6. Intérêt et autres frais financiers—Financière Canadair

	1985	1984
Intérêt sur la dette à long terme (y compris l'amortissement de l'escompte)	102,949	146,641
Intérêt sur autre dette	2,375	2,713
Devises étrangères	105,885	36,552
	211,209	185,906

7. Bénéfice (perte) d'exploitation—CDIC

	1985	1984
Frais de service des filiales	3,084	5,862
Intérêts créditeurs sur placements à court terme	418	694
	3,502	6,556
Frais généraux	7,033	7,206
	(3,531)	(650)

8. Rémunération des administrateurs et des dirigeants

	Jetons de présence	Traitements et avantages sociaux	Divers	Total
Rémunération des administrateurs				
Nombre d'administrateurs—15				
À la charge de la société	147			147
Rémunération des dirigeants[a]				
À la charge de la société		832	113	945
	147	832	113	1,092

[a] Six personnes ont servi la société à titre de dirigeants au cours de l'exercice. La société comptait cinq dirigeants à la clôture de l'exercice.

9. Impôts sur le revenu

Au 31 décembre 1985, Financière Canadair disposait de pertes fiscales de $412,000 pouvant servir à réduire le revenu imposable selon les échéances suivantes:

1987	64,000
1990	256,000
1991	92,000
	412,000

Les réductions fiscales éventuelles concernant ces pertes reportées en aval ne figurent pas dans les présents états financiers. Elles seront comptabilisées une fois qu'elles auront été réalisées et ce, à titre de poste extraordinaire.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

10. Engagements au titre des contrats de location

Les engagements en vertu de contrats de location-exploitation de bureaux ayant un terme de plus d'un an s'élèvent à $556. Les loyers annuels globaux minimaux en vertu de ces contrats sont les suivants:

1986	424
1987	132
	556

11. Événements postérieurs au bilan

a) Cession de de Havilland

Le 31 janvier 1986, la société a vendu sa participation dans de Havilland à The Boeing Company («Boeing») en contrepartie de $155,000 dont $90,000 en espèces à la clôture. Le solde du prix d'achat, c'est-à-dire $65,000, est remboursable sans intérêt, en versements échelonnés sur une période de quinze ans. Ces versements seront réduits d'un montant égal à 20 pour cent du contenu canadien de tout contrat global de travail différentiel que Boeing fera effectuer aux installations Downsview de de Havilland ou à toute autre usine de Boeing au Canada.

La Société et le gouvernement du Canada ont convenu de dédommager Boeing et de Havilland pour certaines dettes et charges éventuelles qu'elles pourraient devoir encourir et ce, sur une période n'excédant pas six ans après la clôture.

Ces dettes éventuelles se composent de ce qui suit:

i) Une partie des primes d'assurance responsabilité civile à l'égard des produits de de Havilland;

ii) Certaines demandes de règlement de fournisseurs qui peuvent être revendiquées contre de Havilland à l'égard du ralentissement ou de l'interruption de la production, ainsi que des créances éventuelles contre de Havilland conformément aux ententes de financement des produits, jusqu'à concurrence de $60,000.

Ainsi qu'il en est fait mention à la note 4, la valeur de réalisation nette de la participation de la société dans de Havilland est présentement évaluée à $80,000.

Cette estimation se fonde sur les considérations suivantes:

- L'actualisation de $65,000 représentant le solde de l'achat dont les versements—qui ne portent pas d'intérêt—sont échelonnés sur quinze ans.
- Une estimation des montants d'indemnité que, de l'avis de la société, Boeing et/ou de Havilland devront verser conformément aux termes de l'entente d'achat et de vente. Ces estimations ont été faites par la société d'après les renseignements actuellement disponibles et elles tiennent compte de la prévision de certains événements et circonstances futurs. Il est vraisemblable que ces prévisions soient différentes des événements et des circonstances réels; par conséquent, un redressement de ces estimations peut s'avérer nécessaire lors des prochains exercices. En outre, on ne peut raisonnablement, à ce stade-ci, évaluer les effets de certains événements et circonstances futurs. Aussi, aucune provision à l'égard de la dette relative au dédommagement ne figure dans la présente estimation de la valeur de réalisation nette. Ces montants seront comptabilisés comme il convient, dans des exercices futurs, lorsqu'on pourra procéder à des estimations raisonnables à cet égard, et ils seront finalement payés conformément aux termes de l'entente concernant le dédommagement.

b) Dette à long terme de Financière Canadair

Au cours du mois de février 1986, le gouvernement du Canada a pris à sa charge le solde de la dette non encore payée de Financière Canadair, laquelle consiste en $143,864, plus les intérêts courus.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1

CANADAIR LIMITÉE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ACTIONNAIRES DE
CANADAIR LIMITÉE

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Canadair Limitée au 31 décembre 1985 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Les états financiers de l'exercice précédent ont été vérifiés par d'autres comptables agréés.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous signalons en outre, qu'à notre avis, les opérations qui ont été portées à notre connaissance dans le cours de notre vérification des présents états financiers consolidés, sont conformes, à tous égards d'importance, à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et à ses règlements de même qu'à la charte et aux règlements de la société.

Ernst & Whinney

Montréal, Canada
le 21 mars 1986

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Actif à court terme		
Encaisse et certificats de dépôt	74,287	5,331
Dépôts à terme (note 3)	117,983	38,921
Débiteurs	45,251	34,736
Sommes à recevoir d'une compagnie affiliée		74,405
Contrats et programmes en cours et stocks, moins avances et facturations proportionnelles (note 4)	186,749	257,776
Frais payés d'avance	1,919	1,381
	426,189	412,550
Biens-fonds, usines et matériel (note 5)	126,735	123,288
Moins: l'amortissement cumulé	74,773	68,573
	51,962	54,715
	478,151	467,265

PASSIF	1985	1984
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	70,062	87,641
Avances des clients, charges courues relatives aux contrats et programmes	169,179	166,981
Portion exigible de la dette à long terme	1,777	1,789
	241,018	256,411
Dette à long terme (note 6)	13,131	14,426
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions (note 7)	179,031	179,031
Bénéfices non répartis	44,971	17,397
	224,002	196,428
	478,151	467,265

Engagements (note 12)

Approuvé par les administrateurs:

Administrateur
PIERRE DESMARAIS

Administrateur
GORDON H. COUPERTHWAITE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

CANADAIR LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Ventes	438,010	376,443
Autres revenus	13,065	
	451,075	376,443
Coût et frais		
Coût des marchandises vendues	346,486	309,009
Recherche et développement	20,425	10,821
Frais de vente, frais généraux et d'administration	53,711	48,990
Intérêts sur la dette à long terme	1,375	1,504
	421,997	370,324
Bénéfice avant les impôts sur le revenu et le poste extraordinaire	29,078	6,119
Impôts sur le revenu	9,479	1,523
Bénéfice avant le poste extraordinaire	19,599	4,596
Poste extraordinaire		
Réduction des impôts par suite de l'application de déductions fiscales non utilisées au cours des exercices antérieurs	7,975	1,448
Bénéfice net	27,574	6,044

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	17,397	(87,100)
Surplus d'apport présumé		98,453
Bénéfice de l'exercice	27,574	6,044
Bénéfices non répartis à la clôture de l'exercice	44,971	17,397

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant le poste extraordinaire	19,599	4,596
Poste hors caisse		
Amortissement	6,410	5,374
Total de l'exploitation avant le poste extraordinaire	26,009	9,970
Poste extraordinaire	7,975	1,448
Total de l'exploitation	33,984	11,418
Diminution des sommes à recevoir d'une compagnie affiliée	74,405	80,595
Diminution (augmentation) des programmes en cours et stocks—Net	71,027	(1,777)
Total provenant des activités d'exploitation	179,416	90,236
Augmentation des dépôts à terme	79,062	38,921
Augmentation (diminution) des débiteurs et frais payés d'avance	11,053	(1,489)
Diminution du passif à court terme	15,381	144,848
Total utilisé dans les activités d'exploitation	105,496	182,280
Net provenant des activités d'exploitation	73,920	(92,044)
Activités de financement		
Diminution de la dette à long terme	(1,307)	(1,025)
Apport présumé d'une compagnie affiliée		98,453
Émission d'actions		155,001
Prêt à une compagnie affiliée		(155,000)
Total net des activités de financement	(1,307)	97,429
Activités d'investissement		
Acquisition de biens-fonds, usines et matériel, montant net	(3,657)	(5,169)
Augmentation de l'encaisse et de certificats de dépôts	68,956	216
Encaisse au début de l'exercice	5,331	5,115
Encaisse et certificats de dépôts à la clôture de l'exercice	74,287	5,331

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

CANADAIR LIMITÉE—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

1. Sommaire des principales conventions comptables

Méthode de présentations et principes de consolidation

Le bilan consolidé de même que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière comprennent l'actif et le passif, les résultats de l'exploitation et l'évolution de la situation financière des filiales en propriété exclusive de la société: Canadair Services Limited, Canadair Challenger Inc. et Challenger Aviation Service GmbH. Certains chiffres de 1984 ont été reclassifiés conformément à la présentation adoptée en 1985.

Comptabilisation des contrats et des programmes à long terme

Conformément à la pratique en vigueur dans l'industrie, les travaux en cours aux termes des contrats gouvernementaux à long terme et des contrats et programmes commerciaux à long terme sont inscrits au bilan à titre d'élément d'actif à court terme, même s'il est prévu qu'une partie ne sera pas réalisée à moins d'un an.

Les contrats gouvernementaux sont principalement comptabilisés en utilisant la méthode de l'avancement des travaux selon laquelle les ventes sont inscrites au fur et à mesure que les frais sont engagés ou que les unités sont livrées, et comprennent la proportion du profit estimé à l'achèvement des contrats, équivalente à celle des frais engagés à ce jour par rapport aux frais estimés à l'achèvement des contrats. Les travaux en cours comprennent les frais directs engagés, les frais de fabrication et les frais généraux et d'administration, plus le profit estimé sur ces frais, moins les avances et les facturations proportionnelles. La société ne comptabilise pas de profit tant que la production n'est pas suffisamment avancée et que le risque que comporte l'évaluation du total du profit sur les contrats n'est pas minimisé. Les profits sont alors comptabilisés selon l'avancement des travaux. Les pertes estimées sont imputées aux résultats dès qu'elles sont identifiées.

Les contrats et les programmes commerciaux sont principalement comptabilisés selon la méthode de comptabilisation des programmes et représentent les frais de production réels engagés incluant les frais de fabrication et, sauf pour le programme Challenger (note 2), les frais de développement, d'outillage et les frais généraux et d'administration, moins les avances et les facturations proportionnelles. Les ventes et les profits sont comptabilisés au fur et à mesure que les unités sont livrées.

Le coût des unités livrées est calculé au prix de vente réel moins la marge brute, laquelle est estimée aux fins comptables en utilisant une quantité prudente dans le cadre de chaque programme. Les programmes sont soumis à des évaluations périodiques afin d'estimer la marge brute. Quand une marge brute négative est prévue, la valeur des travaux en cours est réduite à la valeur nette de réalisation estimée.

Les profits ou les pertes estimés sur les contrats gouvernementaux et les contrats et les programmes commerciaux sont déterminés d'après les produits et les coûts de fabrication prévus, compte tenu de divers facteurs, tels les ventes prévues, les niveaux des prix, les coûts de production et d'autres variables qui peuvent échapper au contrôle de la société. Étant donné que ces facteurs ne peuvent être déterminés de façon précise, les évaluations sont soumises à des révisions périodiques. Les profits et les pertes inscrits au cours de l'exercice peuvent comprendre l'incidence cumulative des révisions aux évaluations des exercices antérieurs. Le profit résultant d'un changement des estimations est comptabilisé de façon prospective.

Le titre de propriété du travail exécuté aux termes de certains contrats en cours et aux stocks y afférents est dévolu au client conformément aux dispositions des contrats.

Stocks

Les stocks de produits commerciaux, de matières et de pièces de rechange sont évalués au moindre du prix coûtant moyen et de la valeur nette estimative de réalisation.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement recouvrables aux termes de contrats sont inclus dans les travaux en cours. Les frais de développement de produits directement reliés à des programmes de production parrainés par la société sont imputés aux résultats de l'exercice, et les frais des programmes de recherche et développement sont pris en charge au cours de l'exercice.

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères, comprenant ceux des filiales étrangères Canadair Challenger Inc. et Challenger Aviation Service GmbH, sont convertis en dollars canadiens selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, l'actif et le passif monétaires sont convertis au cours en vigueur à la clôture de l'exercice et l'actif et le passif non monétaires, de même que les produits et les charges, sont convertis au cours réel en vigueur à la date des opérations.

Biens-fonds, usines et matériel

Les bâtiments, l'outillage et le matériel sont comptabilisés au prix coûtant. Les terrains sont comptabilisés à la valeur d'expertise de 1974, déduction faite des cessions.

L'amortissement est calculé principalement selon la méthode de l'amortissement dégressif. Les taux d'amortissement des bâtiments varient de 4% à 10% et de 20% à 30% pour l'outillage et le matériel. L'amortissement de certaines pièces d'outillage est fondé sur le degré d'utilisation au cours de la durée de vie prévue de ces biens. Les équipements loués sont amortis de façon linéaire sur 3 ans.

Charges de retraite

Les charges relatives aux services courants aux termes des régimes de retraite de la société sont imputées aux frais engagés au fur et à mesure qu'elles s'accumulent et sont pourvues selon les besoins suivant la plus récente révision actuarielle des régimes. Les charges relatives aux services passés sont imputées aux frais engagés sur diverses périodes, au fur et à mesure qu'elles sont pourvues.

2. Programme Challenger

La société utilise la méthode de comptabilisation des programmes pour le Challenger 601, avec comme base comptable du programme une quantité de 66 appareils, nombre d'unités à fabriquer avant l'introduction du nouveau modèle Challenger 601-3A prévue pour le début de 1987. Par suite d'une évaluation effectuée en décembre 1982, tous les coûts du programme Challenger non susceptibles de se répéter ont été radiés et, par conséquent, les coûts actuellement inventoriés n'incluent aucun frais de développement et d'outillage, ni les coûts d'apprentissage excédentaire ou autres frais reportés. Jusqu'au 30 mars 1984, date de la restructuration financière, aucune marge brute n'avait été comptabilisée. Après cette date, la marge brute a été enregistrée, basée sur une estimation conservatrice des revenus et des coûts. Toute modification dans les estimations calculées durant les années précédentes fait l'objet d'ajustements reflétés de façon prospective dans les comptes.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

CANADAIR LIMITÉE—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

Tous les frais d'amélioration du produit, les frais de services reliés au produit, les frais de commercialisation et les frais généraux et d'administration reliés au Challenger 601 sont pris en charge au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les appareils inclus dans les stocks de produits finis sont évalués au prix coûtant ou à la valeur nette de réalisation estimative, selon le moins élevé des deux.

Au 31 décembre 1985, les engagements auprès des fournisseurs pour l'achat de pièces de matériel pour la production des Challenger 601 et Challenger 601-3A s'élèvent à 240 millions de dollars.

Au 31 décembre 1985, la société avait livré 44 Challenger 601 et avait reçu des commandes fermes pour 11 appareils.

3. Dépôts à terme

Les dépôts à terme comprennent des avances reçues de clients et en particulier un montant de 86,7 millions de dollars en dépôt auprès d'une institution financière en garantie d'une avance reçue d'un client et ce, conformément aux exigences du contrat. Le dépôt et les intérêts seront remis à la société au fur et à mesure que les appareils tout équipés seront livrés au client. Les livraisons commenceront au début de 1986.

4. Contrats et programmes en cours et stocks

Au 31 décembre, les contrats et les programmes en cours de même que les stocks se composaient de ce qui suit:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Programme Challenger		
Produits finis	11,662	62,344
Travaux en cours, matières, fournitures et pièces de rechange, moins des avances de 72,2 millions de dollars (9,6 millions de dollars en 1984)	139,686	153,427
	151,348	215,771
Autres programmes, contrats et produits commerciaux		
Produits finis	3,288	9,792
Travaux en cours, matières, fournitures et pièces de rechange, moins les avances et les facturations proportionnelles de 81,7 millions de dollars (42,8 millions de dollars en 1984)	32,113	32,213
	35,401	42,005
	186,749	257,776

5. Immobilisations

Au 31 décembre, le poste immobilisations se composait de ce qui suit:

	1985			1984
	Actif	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Bâtiments	45,429	21,990	23,439	24,376
Outillage et matériel				
En propriété	61,922	46,683	15,239	15,764
Location-acquisitions	7,374	6,100	1,274	2,507
	114,725	74,773	39,952	42,647
Terrains, à la valeur d'expertise de 1974, déduction faite des cessions	12,010		12,010	12,068
	126,735	74,773	51,962	54,715

6. Dette à long terme

Au 31 décembre, la dette à long terme se composait des éléments suivants:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Emprunt hypothécaire échéant le 1er janvier 1994, portant intérêt à 7¼% jusqu'au 1er janvier 1989 et à 7¼% par la suite (6 millions de dollars US)	8,390	7,930
Financement par le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	1,115	1,733
Obligations découlant de contrats de location-acquisition jusqu'en 1989, portant intérêt à des taux de 9½%-14½%	5,403	6,552
	14,908	16,215
Total de la dette à long terme moins la portion exigible de la dette à court terme	(1,777)	(1,789)
	13,131	14,426

Les remboursements estimés au cours des exercices à venir sont les suivants:

	Location-acquisitions	Autres titres de dette à long terme
	(en milliers de dollars)	
1986	2,383	278
1987	2,050	1,117
1988	1,787	1,117
1989	328	1,330
1990		1,258
Exercices suivants		4,405
	6,548	9,505
Intérêts sur les location-acquisitions	(1,145)	
	5,403	9,505

7. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société se compose d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées ne comportant pas de droit de vote, rachetables, donnant droit à un dividende non cumulatif de 8% de la valeur versée pour ces actions.

Le capital se compose de 10 millions d'actions ordinaires émises pour $1,000, 155,000 actions privilégiées émises pour un total de 155 millions de dollars et 24,030 actions privilégiées émises en contrepartie de l'actif net transféré le 30 mars 1984, date de la restructuration financière.

8. Ventes par secteur d'activité

La quasi-totalité des activités de la société se rapporte à l'industrie aérospatiale. Les ventes se répartissent comme suit:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Appareils	417,526	354,768
Appareils de reconnaissance	20,058	17,375
Autres	426	4,300
	438,010	376,443

Les ventes à l'exportation de la société en 1985 s'élèvent à 241,0 millions de dollars (313,5 millions de dollars en 1984).

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

CANADAIR LIMITÉE—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

9. Opérations entre apparentées

La société est une filiale en propriété exclusive de la Corporation de développement des investissements du Canada, une société d'État.

Les ventes faites au gouvernement se sont élevées à 164,8 millions de dollars en 1985 (47,6 millions de dollars en 1984). Au 31 décembre 1985, les sommes à recevoir du gouvernement et les sommes à payer à ce dernier s'élevaient respectivement à 3,7 millions de dollars et à 2,1 millions de dollars (4,4 millions de dollars et 2,9 millions de dollars respectivement en 1984). Les ventes entre apparentées au cours de l'exercice ont été conclues à des conditions similaires à celles des ventes avec des tiers.

En 1985, les paiements proportionnels reçus du gouvernement et relatifs à la commande de CL-215 reçue en 1983, s'élèvent à 37,1 millions de dollars.

Des honoraires de gestion de 1,7 millions de dollars ont été versés à la Corporation de développement des investissements du Canada en 1985 (3,2 millions de dollars en 1984).

10. Impôts sur le revenu

Au 31 décembre 1985, la valeur fiscale des biens amortissables excédait la valeur comptable nette correspondante d'environ 90 millions de dollars. La société dispose de dépenses de 12 millions de dollars déductibles aux fins du calcul du revenu imposable au cours des exercices à venir. Les futurs avantages fiscaux possibles découlant de ces éléments n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers. De plus, la société a 4,8 millions de dollars de crédit d'impôt à l'investissement disponibles pour réduire ses impôts sur le revenu, utilisables d'ici 1992.

11. Engagements découlant de contrats de location

Les engagements futurs découlant de contrats de location-exploitation dont la durée respective de plus d'un an sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1986	2,076
1987	793
1988	308
1989	178
1990	107
Exercices suivants	2,198
	5,660

12. Éventualités

Litiges

Le 30 mai 1983, dans la province de Québec, la société a intenté une action en dommages-intérêts de 109,6 millions de dollars contre Avco Corporation de Greenwich, Connecticut aux États-Unis. L'action intentée par la société allègue qu'Avco n'a pas rempli ses obligations contractuelles portant sur la mise au point, la fabrication et la livraison de moteurs pour les appareils Challenger 600. Le 3 août 1983, dans l'État du Connecticut, Avco a intenté une action contre la société aux termes de laquelle elle lui réclame 100 millions de dollars U.S. en raison de la prétendue résiliation unilatérale par la société du contrat portant sur les moteurs des appareils Challenger 600, du non-paiement des sommes dues et des torts causés à la réputation de Avco. En outre, Avco réclame des dommages-intérêts à titre de pénalité. Le 21 décembre 1983, la société a modifié son action contre Avco, haussant les dommages-intérêts réclamés à 480 millions de dollars.

En juin 1985, une action anti-coalition a été intentée aux États-Unis contre 9 sociétés aérospatiales (dont Canadair Challenger Inc., filiale de Canadair Limitée) par des plaignants individuels américains. Les plaignants font état de dommages triplés pour 52,5 millions de dollars U.S., alléguant des ententes sur les prix, les taux de production, et d'autres conspirations et ententes de la part des producteurs et distributeurs d'avions. La société considère que l'action est sans fondement et poursuit activement sa défense.

La société est défenderesse dans d'autres poursuites qui sont considérées par la direction comme non fondées, couvertes par des assurances ou enfin suffisamment provisionnées dans les états financiers.

La direction estime que les provisions comptabilisées pour de telles poursuites sont nécessaires et adéquates et que le dénouement de ces litiges ne devrait pas avoir un impact significatif sur la situation financière de la société.

Ententes de rachat conditionnel

Dans certaines circonstances précises ou advenant certains événements définis, les propriétaires d'un total de huit appareils Challenger ont le droit d'exiger de la société le rachat de leurs appareils. La direction considère qu'il est peu probable que les circonstances ou les événements définis se produisent.

Provisions pour réclamations

Des diminutions dans le taux de production du programme Challenger au cours de 1982 et 1983 ont entraîné des diminutions de la consommation de pièces et de matières. Les fournisseurs de certaines de ces pièces et matières ont déposé des réclamations pour recouvrer les frais accrus de production et de livraison causés par la baisse de volume. La société a comptabilisé une provision pour ces réclamations; toutefois, en raison de la complexité des négociations en cours et des nombreux facteurs en cause, la dette exacte de la société concernant ces réclamations ne peut être déterminée avec précision. Le montant des règlements éventuels avec ces fournisseurs pourrait être supérieur ou inférieur à la provision établie, et par conséquent, la provision pourrait nécessiter certains redressements.

La société a inscrit en charges toutes les autres dettes dont elle avait connaissance, ayant recours à des estimations, lorsque nécessaire.

Remboursement de l'aide gouvernementale

La société a un passif potentiel de 39,2 millions de dollars au chapitre de l'aide gouvernementale (40,3 millions de dollars en 1984), montant remboursable en fonction des revenus ou des profits sur les ventes futures. Tout remboursement sera imputé au coût des marchandises vendues dans l'exercice au cours duquel les revenus ou les profits seront comptabilisés.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 1—*Fin*

CANADAIR LIMITÉE—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

13. Aide gouvernementale

En 1985, l'aide du gouvernement du Canada accordée aux termes de programmes gouvernementaux établis au chapitre du financement de programmes de production, d'expansion et d'acquisition de matériel s'est chiffrée à 6,2 millions de dollars (4,0 millions de dollars en 1984). Le montant de l'aide a été comptabilisé comme suit:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Programmes de production		
Crédités aux coûts des programmes ou aux ventes	2,007	3,964
Programmes de développement		
Crédités aux ventes	3,883	
Acquisition de matériel		
Réduction des coûts du matériel	298	
	6,188	3,964

Le remboursement de l'aide gouvernementale aux termes de certains contrats est inclus dans la dette à long terme (note 6). Une autre partie de l'aide est éventuellement remboursable au terme des ventes futures dans le cadre des programmes (note 12).

14. Rémunération des agents de vente et des représentants techniques

Au cours de l'exercice, la rémunération et les dépenses payées aux agents de vente et aux représentants techniques suivants, en fonction des ventes conclues à l'étranger, incluant les paiements effectués au titre des services de gestion, ont totalisé 0,7 million de dollars (1,9 million de dollars en 1984).

Avionic, Grèce; Compagnia Importazioni Exportazioni Rappresentage, Italie; Dismatica Industrial CA, Venezuela; Djaneast, Yougoslavia; Estudios Technologicos S.L., Espagne; Hing Lung Hong, Chine; S. Kittivat R.O.P., Thaïland.

15. Rémunération des administrateurs et des dirigeants

Le tableau suivant présente la rémunération qu'a versée la société au cours de 1985 aux administrateurs et aux dirigeants:

	Jetons de présence	Traitements et avantages	Total
	(en milliers de dollars)		
Rémunération des vingt administrateurs (actuels et anciens)	113.8		113.8
Rémunération des quatorze dirigeants		1,810.5	1,810.5
	113.8	1,810.5	1,924.3

Durant 1985, le traitement du président a été payé par la Corporation de développement des investissements du Canada et celui-ci ne reçoit aucune rémunération de la société.

Les salariés de la société peuvent contribuer, sur une base optionnelle, au régime d'épargne et de placement destiné aux employés. La société contribue elle aussi au régime selon un certain pourcentage des contributions faites par les employés, et ce montant devient acquis après une période de trois ans. Les sommes ainsi versées par la société durant l'exercice pour le compte des quatorze dirigeants totalisent 96,929 dollars.

16. Régimes de retraite

Les régimes de retraite de la société couvrent la plupart des employés. Les coûts des régimes de retraite engagés en 1985 et 1984, comprenant la provision de la dette découlant des modifications apportées aux régimes et des révisions actuarielles les plus récentes, n'ont pas excédé les surplus accumulés des régimes. Par conséquent, la société n'a pas eu à y verser de contributions en 1985 ou 1984; la dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 1984.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ACTIONNAIRES DE
THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED

Nous avons vérifié le bilan consolidé de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited au 31 décembre 1985 ainsi que l'état consolidé des résultats et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons également qu'à notre avis, les opérations de la société dont nous avons eu connaissance se conforment à la Loi sur l'administration financière, aux règlements, à la charte et aux statuts de la société ainsi qu'aux directives qui lui ont été données.

Comptables agréés
Arthur Andersen & Co.

Toronto, Canada
le 10 février 1986

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984 (note 20)
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme (note 4)	39,329	21,150
Comptes clients (note 5)	25,878	15,175
Effets à recevoir		237
Stocks (note 6)	237,020	144,990
Frais payés d'avance	1,079	220
	303,306	181,772
Bien-fonds, usine et matériel (note 7)	42,506	44,758
	345,812	226,530

PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES	1985	1984 (note 20)
À court terme		
Dettes bancaires	979	430
Comptes fournisseurs	51,062	26,053
Frais courus et provisions	109,191	108,629
Acomptes sur contrats de vente	39,528	15,981
	200,760	151,093
Dette à long terme (note 8)	18,379	54,333
Impôts reportés	17	22
	219,156	205,448
Capital-actions (note 9)		
Autorisé (nombre illimité)		
Actions de catégorie A sans valeur nominale		
Actions ordinaires de catégorie B sans valeur nominale		
Émis		
32,000 actions de catégorie A et 10,000 actions ordinaires de catégorie B	306	306
Surplus d'apport (note 10)	700,000	500,000
Déficit	(573,650)	(479,224)
	126,656	21,082
	345,812	226,530

Passif éventuel (notes 1a) et 16)
Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

Approuvé au nom du Conseil:

Administrateur
W. B. BOGGS

Administrateur
G. B. SAMPSON

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984 (note 20)
Ventes	299,613	204,001
Frais		
Coût des produits et services	233,924	158,164
Frais de vente et d'administration	42,433	30,555
Soutien à la recherche et au développement	3,944	3,919
	280,301	192,638
Bénéfice d'exploitation	19,312	11,363
Frais de mise au point du Dash 8 et coût de surproduction (note 3)	114,724	78,075
Intérêts débiteurs (créditeurs) nets	(810)	9,878
Perte, compte non tenu du virement du crédit d'impôt à la recherche scientifique et des impôts sur le revenu	(94,602)	(76,590)
Virement du crédit d'impôt à la recherche scientifique (note 13)		36,417
Perte avant impôts sur le revenu	(94,602)	(40,173)
Impôts sur le revenu (recouvrement)	(176)	204
Perte nette	(94,426)	(40,377)
Déficit, début de l'exercice	(479,224)	(438,847)
Déficit, fin de l'exercice	(573,650)	(479,224)

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NOTE 1a)) DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984 (note 20)
Provenance des fonds		
Augmentation des comptes fournisseurs, des frais courus et des provisions	25,566	8,879
Augmentation du surplus d'apport (note 10)	200,000	240,000
Augmentation de la dette à long terme		39,000
Diminution (augmentation) des effets à recevoir	237	(107)
Augmentation (diminution) des acomptes sur contrats de vente	23,547	(2,308)
	249,350	285,464
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Perte nette	94,426	40,377
Redressements relatifs aux postes hors caisse		
Amortissement	(4,536)	(4,389)
Bâtiment radié		(3,825)
	89,890	32,163
Augmentation des comptes clients	10,703	1,690
Acquisitions de bien-fonds, usine et matériel	2,284	867
Remboursement de la dette à long terme	35,954	270,557
Augmentation (diminution) des stocks	92,030	(38,679)
Augmentation (diminution) des frais payés d'avance	859	(1,215)
	231,720	265,383
Augmentation nette des fonds	17,630	20,081

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 DÉCEMBRE 1985

(Tous les chiffres sont exprimés en milliers de dollars, à l'exception des montants par action).

1. Résumé des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et respectent les conventions principales qui suivent:

a) Principes de présentation et de consolidation des états financiers

Les états financiers consolidés ont été dressés dans l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités. La réalisation de la valeur comptable de l'actif comptabilisé dépend du succès de ses activités futures. Se reporter à la note 2 pour les détails relatifs à l'acquisition de la Société par The Boeing Company.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de sa filiale en propriété exclusive, de Havilland Canada, Inc.

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément aux dispositions de la Loi sur l'administration financière.

Dans l'état consolidé de l'évolution de la situation financière, le terme «fonds» s'applique à l'encaisse et aux dépôts à court terme, moins les emprunts bancaires.

b) Nature des activités

La Société s'occupe principalement de la mise au point, de la fabrication et de la vente d'avions et de pièces de rechange.

c) Stocks

Les stocks sont ainsi évalués:

Matières premières—Au moindre du coût moyen ou de la valeur de réalisation nette.

Travaux en cours, avions neufs et usagés, pièces, marchandises en transit, et paiements proportionnels de sous-traitance—Au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

Tous les stocks, déduction faite des paiements proportionnels effectués par les clients, y compris la fraction non matérialisée à moins d'un an, sont inclus dans l'actif à court terme.

d) Comptabilisation des programmes de production

En ce qui a trait aux nouveaux programmes de production, le coût de chaque vente d'appareil et celui des stocks d'appareils en cours de fabrication et d'appareils finis sont établis selon la méthode du coût moyen par programme de production. Le coût de la vente d'un appareil livré est calculé selon un pourcentage du prix de vente officiel correspondant à la fraction du prix de vente global estimatif de l'ensemble du programme que représente son coût de production global estimatif. On utilise cette même méthode pour évaluer le coût des stocks d'appareils achevés et des stocks d'appareils en cours de fabrication.

Les coûts de production engagés au début d'un programme supérieurs à la moyenne estimative des coûts de production de ce programme sont virés aux frais reportés. Ces frais reportés, ainsi que les frais de mise au point et d'outillage reportés, sont amortis en fonction du nombre estimatif d'appareils requis pour atteindre le seuil de rentabilité (voir note 3).

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

Ces frais reportés sont révisés périodiquement au cours des divers programmes et redressés au besoin en regard de la valeur de réalisation nette estimative.

e) Bien-fonds, usine et matériel

Les terrains, les constructions et le matériel sont comptabilisés au coût. Lorsque le coût d'un élément d'actif excède $1,000 et que les versements d'acomptes ou les paiements proportionnels sont effectués au cours de la construction ou au moment de l'achat, l'intérêt est capitalisé selon le coût des emprunts de la Société. L'amortissement des éléments d'actif amortissables est calculé selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue.

f) Constatation des produits

i) Les produits de la vente d'appareils sont comptabilisés au moment où le client accepte l'appareil et le paie intégralement.

ii) La Société effectue, à contrat, des travaux de recherche et de développement. Ces contrats prévoient la facturation des frais aux clients à mesure qu'ils sont engagés; ces sommes sont comptabilisées au titre des ventes.

g) Conversion des devises étrangères

Les comptes exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens de la façon suivante:

i) Éléments d'actif et de passif monétaires—Au cours en vigueur à la date du bilan.

ii) Autres éléments d'actif et de passif, ventes et frais—À un taux se rapprochant du cours en vigueur au moment des opérations.

h) Régimes de retraite

La société offre un certain nombre de régimes de retraite qui s'adressent à la plupart de ses employés. Les coûts de ces régimes sont imputés aux bénéfices et capitalisés en fonction de calculs actuariels effectués tous les trois ans. Les coûts des services courants sont imputés aux bénéfices de l'exercice. Les coûts des services passés sont provisionnés et imputés aux bénéfices sur une période allant jusqu'à quinze ans à compter des dates de leur établissement.

2. Événement postérieur à la clôture de l'exercice

Le 31 janvier 1986, le gouvernement du Canada est venu à une entente en vertu de laquelle The Boeing Company achetait de la Corporation de développement des investissements du Canada 31,999 actions de catégorie A et 10,000 actions ordinaires de catégorie B du capital-actions émis par la Société.

3. Frais reportés

Certains frais relatifs au programme Dash 8 peuvent être reportés en fonction des prévisions à long terme concernant les ventes et les frais, en formulant certaines hypothèses relatives aux volumes de vente prévus, aux prix et aux coûts de production et en tenant compte de facteurs tels que les taux d'intérêt et les cours du change. Nombre de ces facteurs ne dépendent pas de la Société et ne peuvent donc être quantifiés avec une précision suffisante pour prévoir de façon raisonnable la situation à long terme du programme Dash 8. Par conséquent, tous les frais engagés au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1985 susceptibles d'être reportés, soit $114,724 (1984—$78,075), ont été imputés à l'exercice.

4. Encaisse et dépôts à court terme

L'encaisse et les dépôts à court terme comprennent des dépôts s'élevant à $240 (1984—$485) qui ont été cédés à titre de garantie sur les montants dus à une banque commerciale par des clients et clients éventuels de la Société.

5. Débiteurs

	1985	1984
Clients	16,839	11,615
Débiteurs divers	9,039	3,560
	25,878	15,175

6. Stocks

	1985	1984
Matières premières	54,352	21,414
Travaux en cours	161,872	91,097
Avions neufs et usagés	49,406	39,579
Pièces	21,228	16,932
Marchandises en transit	8,886	11,854
Paiements proportionnels de sous-traitance	9,458	11,099
	305,202	191,975
Paiements proportionnels effectués par les clients	(68,182)	(46,985)
	237,020	144,990

7. Bien-fonds, usine et matériel

	1985			1984	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette	Taux d'amortissement
Terrains	10		10	10	
Bâtiments	44,039	13,856	30,183	31,712	4%
Améliorations immobilières	3,090	1,028	2,062	2,163	4%
Matériel et outillage	31,020	20,933	10,087	10,751	12 ½%-20%
Matériel de transport	1,188	1,024	164	122	25%
	79,347	36,841	42,506	44,758	

8. Dette à long terme

Les emprunts à échéance reportable garantis par le gouvernement du Canada s'élèvent à $7,669. Le 31 décembre 1985, le gouvernement du Canada s'est réservé le pouvoir de garantir, jusqu'à concurrence de $450,000, certains arrangements financiers que la Société conclut avec des établissements financiers. Les emprunts portent intérêt à des taux annuels fluctuant en fonction du taux préférentiel et du marché monétaire, soit environ 10% au 31 décembre 1985. Le solde de $10,710 correspond à un emprunt en monnaie américaine de $7,659, portant intérêt au taux annuel de 8½% et remboursable en huit versements semi-annuels égaux à compter de mars 1987.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

9. Capital-actions

Les actions de catégorie A sont équivalentes en tous points aux actions ordinaires de catégorie B, sauf que les actions de catégorie A donnent droit à un dividende privilégié non cumulatif de $2 au cours de chaque exercice pour lequel des dividendes sont versés sur les actions ordinaires de catégorie B. Une fois ce dividende versé, les actions des deux catégories donnent plein droit aux autres dividendes.

10. Surplus d'apport

Au cours de 1985, le gouvernement du Canada a versé $200,000 (1984—$240,000) au compte de capital de la Société.

11. Ventes à l'exportation

Les ventes à des clients étrangers se sont élevées à $242,393 (1984—$188,879).

12. Impôts sur le revenu

Au 31 décembre 1985, les pertes reportées aux fins de l'impôt totalisaient $220,552. Ces pertes seront absorbées selon le calendrier suivant:

1987	56,402
1990	67,736
1991	40,957
1992	55,457
	220,552

Ces pertes reportées aux fins de l'impôt ont été modifiées par suite d'une réévaluation.

En outre, la Société a comptabilisé un amortissement excédant d'environ $106,000 son amortissement fiscal, et elle a reporté des frais de recherche et de développement d'environ $147,000.

La Société peut se prévaloir de crédits d'impôt à l'investissement de $15,054 dont l'échéancier suit:

1986	4,809
1987	3,366
1990	2,109
1991	59
1992	4,711
	15,054

Le contrat de vente Boeing restreint l'utilisation de certains des éléments qui précèdent aux fins de l'impôt. Voir note 2. Les présents états financiers ne tiennent pas compte des économies latentes d'impôt pouvant résulter des éléments susmentionnés.

13. Crédits d'impôt à la recherche scientifique

Le 28 février 1984, la Société a cédé à des tiers des crédits d'impôt à la recherche scientifique se rapportant à la période du 21 avril 1983 au 31 décembre 1984. La Société a ainsi réalisé un produit net de $36,417 dont $19,685 s'appliquent à l'exercice 1984.

14. Régimes de retraite

La valeur actuelle estimative du coût non capitalisé, non imputé aux bénéfices, des régimes de retraite de la Société au titre des services passés, incluant les améliorations apportées aux régimes de retraite au cours de 1985, s'élève à $23,889 au 31 décembre 1985; de cette somme, $11,219 sont des avantages acquis.

15. Engagements

a) Engagements en vertu de baux

Les engagements en vertu de contrats de location-exploitation d'une durée supérieure à un an s'établissent à $362 et sont payables selon le calendrier suivant:

1986	313
1987	44
1988	5
	362

b) Engagements de capitaux

Les dépenses en immobilisations engagées mais non courues au 31 décembre 1985 s'élevaient à environ $4,064.

c) Engagements d'achat

La nature des activités de la Société l'oblige à contracter d'importants engagements d'achat en prévision de la production et de la vente d'appareils. Au 31 décembre 1985, ces engagements s'élevaient à environ $469,000.

En vertu d'une convention d'achat et de rachat, la Société a vendu, au coût, des moteurs à un établissement financier et s'est engagée à les racheter ultérieurement. La Société verse des intérêts au taux préférentiel relativement à l'engagement global.

	1985	1986
Engagement de rachat	8,151	9,662
Intérêts débiteurs	929	1,228

16. Passif éventuel

a) Comme l'indique la note 3, il n'est pas encore possible de prévoir les résultats finals du programme Dash 8. Si des évaluations ultérieures du programme laissent entrevoir une perte éventuelle, la Société verra alors à constituer une provision en conséquence.

b) Un certain nombre de fournisseurs avec lesquels la Société a signé des contrats d'achat ont déposé une réclamation en dommages-intérêts par suite de la révision des calendriers de production. La Société a constitué une provision relativement aux frais qu'elle prévoit engager pour le règlement de ces réclamations. Toutefois, les négociations étant complexes et les variables en cause nombreuses, certaines dépendant d'événements futurs, il est impossible de déterminer avec précision le passif qui découle des réclamations des fournisseurs.

c) La dette éventuelle qui résulte principalement des dispositions de garanties relatives aux ventes et rachats conditionnels s'élève à environ $56,000. La Société a des droits sur les éléments d'actif faisant l'objet de telles opérations en ce qui concerne la plus grande partie du passif éventuel.

d) Le montant total de la participation gouvernementale qui est éventuellement remboursable s'élève à $106,987. Au 31 décembre 1985, aucune provision n'a été constituée dans les comptes relativement à cette éventualité puisque le remboursement dépend des bénéfices, des ventes ou de la rentabilité futurs de divers programmes ainsi que du réinvestissement ultérieur dans les programmes de recherche et développement de la Société.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 2—*Fin*

THE DE HAVILLAND AIRCRAFT OF CANADA, LIMITED—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

e) Un client peut être en droit de présenter une réclamation contre la Société par suite d'une déclaration, possiblement inexacte, d'un contrat de vente d'appareils conclu au cours d'une période antérieure. Aucune provision n'a été constituée à cet effet car, de l'avis du conseiller juridique, il est impossible d'évaluer avec précision le montant éventuel que pourrait réclamer et obtenir le client; toutefois, ce montant pourrait s'élever à $12,625 plus, dans le cas d'un procès, tout autre montant que la cour pourrait accorder. Le cas échéant, tout montant versé par la Société sera comptabilisé au titre d'un redressement des chiffres de l'exercice antérieur. L'information pertinente à cette question a été dissimulée à la Société et, si cette dernière y avait eu accès, la situation décrite cidessus aurait fait l'objet d'une divulgation dans les états financiers des périodes terminées le 31 mai 1982 et le 31 décembre 1982.

f) La Société est partie à diverses poursuites judiciaires. On estime toutefois que les montants qu'elle pourrait être éventuellement tenue de verser seraient de faible importance.

17. Opérations entre apparentés

La Corporation de développement des investissements du Canada (une société de la Couronne) détient la totalité des actions en circulation de la Société, sauf une. En 1985, les ventes de produits à divers organismes et ministères fédéraux ainsi qu'à des sociétés de la Couronne se sont élevées à $8,271 (1984—$5,270).

Les frais de gestion versés à la Corporation se sont élevés à $1,104 (1984—$2,208).

En 1985, la Société a reçu $1,600 (1984—$1,581) en vertu de divers programmes fédéraux de subvention.

18. Rémunération des administrateurs et des dirigeants

	Jetons de présence	Rémunération	Gratifications	Autres	Total
Administrateurs					
Nombre d'administrateurs: 26*	107				107
Dirigeants					
Nombre de dirigeants: 8		935		**125	1,060
Total	107	935		125	1,167

*Comprend deux administrateurs qui n'ont reçu aucun jeton de présence.

**Comprend le coût global des prestations versées en vertu du régime de retraite.

19. Activités commerciales

Durant 1985, la Société détenait 75 ententes relatives à la commercialisation et à la vente conclues avec des représentants, des conseillers et des distributeurs à qui des commissions et des honoraires pouvaient être versés. En 1985, ces versements ont totalisé $5,033 (1984—$8,653) dont $1,779 se rapportaient à des engagements conclus avant 1985. Pour raisons d'ordre commercial, le nom des représentants, des conseillers et des distributeurs demeure confidentiel.

20. États financiers de 1984

Les états financiers de 1984, présentés à des fins de comparaison, ont été vérifiés et une opinion rendue par des comptables agréés autres que Arthur Andersen & Co. En outre, certains chiffres de ces états financiers consolidés ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 3

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'ACTIONNAIRE

Nous avons vérifié le bilan consolidé d'Eldorado Nucléaire Limitée au 31 décembre 1985 ainsi que l'état consolidé des résultats et des bénéfices non répartis et l'état consolidé de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés ont été effectués, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, aux chartes et aux règlements administratifs de la société.

Les états financiers de l'exercice précédent ont été vérifiés par d'autres comptables agréés.

Comptables agréés
Clarkson Gordon

Ottawa, Canada
le 5 février 1986

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	40,480	5,779
Débiteurs	12,855	44,017
Impôts sur le revenu à recevoir	6,435	11,872
Stocks	55,284	103,497
Fournitures et frais payés d'avance	11,872	11,321
	126,926	176,486
Passif à court terme		
Emprunts bancaires et dette à court terme	106	20,000
Créditeurs	64,526	67,161
Dette à long terme exigible à moins d'un an	79,968	
	144,600	87,161
Fonds de roulement (déficitaire)	(17,674)	89,325
Actif non à court terme		
Bien-fonds et matériel	798,428	795,141
Frais reportés	28,597	23,267
Stocks engagés en vertu de contrats à long terme	29,306	
Autres éléments d'actif	3,349	3,471
	859,680	821,879
Capital utilisé	842,006	911,204
Représenté par		
Dette à long terme	513,471	577,360
Avances en vertu de contrats à long terme	52,490	
Autres éléments de passif	3,510	5,551
Provision pour remise en valeur	24,031	22,585
Participation minoritaire dans une filiale	43,500	43,500
	637,002	648,996
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions	296,586	296,586
Bénéfices non répartis (déficit)	(91,582)	(34,378)
	205,004	262,208
Financement total du capital	842,006	911,204

(Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés).

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
MARCEL BÉLANGER

Administrateur
N. M. EDIGER

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Ventes de produits et de services	219,792	208,139
Dépenses		
Prix coûtant des produits et services vendus	139,781	127,168
Exploration	5,796	5,779
Recherche et développement	2,649	2,822
Administration	7,520	8,209
Total des dépenses d'exploitation	155,746	143,978
Bénéfice provenant de l'exploitation	64,046	64,161
Dépenses de financement	73,126	52,316
Autres dépenses (revenus)	19,344	(1,296)
Bénéfice (perte) avant impôts et autres postes	(28,424)	13,141
Impôts sur le revenu et redevances minières	24,430	16,595
Distribution aux détenteurs d'actions privilégiées d'une filiale	4,350	3,119
Bénéfice (perte) avant poste extraordinaire	(57,204)	(6,573)
Diminution de la provision pour la fermeture de la mine		11,000
Bénéfice (perte) net	(57,204)	4,427
Bénéfices non répartis (déficit) en début d'exercice	(34,378)	(38,805)
Bénéfices non répartis (déficit) en fin d'exercice	(91,582)	(34,378)

(Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés).

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 3—*Suite*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

(en milliers de dollars)

	1985	1984
Exploitation		
Fonds provenant des ventes	252,674	205,623
Avances en vertu de contrats à long terme	52,490	
	305,164	205,623
Utilisation des fonds		
Frais de production	91,754	93,738
Recherche et développement, exploration et administration	15,357	15,980
Redevances minières	23,374	16,595
	130,485	126,313
Fonds provenant de l'exploitation	174,679	79,310
Financement		
Provenance des fonds		
Intérêts créditeurs sur les investissements	1,025	630
Nouvelle dette à long terme		125,071
Vente de participation dans les redevances		5,000
Vente de crédits d'impôts pour la recherche et le développement		2,485
	1,025	133,186
Utilisation des fonds		
Remboursement de la dette à long terme		70,000
Modification nette de la dette à court terme	19,894	18,108
Intérêts débiteurs sur dettes	76,582	65,925
Distribution aux détenteurs d'actions privilégiées	4,350	3,119
	100,826	157,152
Fonds nécessaires au financement	99,801	23,966
Total des fonds provenant de l'exploitation et du financement externe	74,878	55,344
Investissement		
Provenance des fonds		
Impôts sur le revenu payés en trop pour l'exercice précédent	8,312	14,299
Vente de matériel	782	1,582
	9,094	15,881
Utilisation des fonds		
Acquisition de biens-fonds et de matériel	38,962	49,785
Augmentation des frais reportés	6,754	7,137
Fermeture de la mine	3,555	3,533
Achat d'une participation dans le bénéfice net		5,000
	49,271	65,455
Fonds nécessaires à l'investissement	40,177	49,574
Augmentation pour l'exercice	34,701	5,770
Encaisse et placements à court terme en début d'exercice	5,779	9
Encaisse et placements à court terme en fin d'exercice	40,480	5,779

(Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés).

ÉNONCÉ DES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, jugés appropriés dans les circonstances et appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Un sommaire des principales conventions comptables de la société est présenté ci-après afin d'aider le lecteur à mieux comprendre les présents états financiers.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Eldorado Nucléaire Limitée, de ses filiales en propriété exclusive ainsi que sa participation proportionnelle dans la société en participation de Key Lake Mine.

Stocks

Les stocks de concentrés miniers et de produits raffinés et transformés sont évalués au moindre du prix coûtant moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette. Le prix coûtant des produits raffinés appartenant aux clients ne comprend que les frais de raffinage et de transformation.

Les stocks de concentrés miniers sont d'abord mesurés puis comptabilisés dans les états financiers au moment où le produit est placé dans les conteneurs scellés au terme des opérations de traitement.

Fournitures

Les fournitures générales ou aux fins d'exploitation sont comptabilisées au moindre du prix coûtant et de la valeur du marché.

Biens-fonds et matériel

Les éléments d'actif sont comptabilisés au prix coûtant. Les coûts des acquisitions, des améliorations et des remplacements sont capitalisés. Lorsque des éléments d'actif sont mis hors service ou vendus, les gains ou les pertes qui en résultent sont reflétés dans les bénéfices courants. Les dépenses d'entretien et de réparation sont imputées aux frais de production.

Amortissement

Les bâtiments et le matériel afférents aux services de traitement des combustibles et à l'exploitation minière, les frais de la mise en valeur de mines et les propriétés minières sont amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement. Selon cette méthode, le prix coûtant de ces éléments d'actif est réparti entre chaque période comptable selon la tranche de la production estimative totale des installations afférentes aux services de traitement des combustibles recouvrée au cours de cette période pour ce qui est des éléments d'actif afférents aux services de traitement des combustibles, et la tranche des réserves de minerai recouvrables estimatives totales recouvrée au cours de cette période pour ce qui est des éléments d'actif miniers et des propriétés minières.

Le matériel d'exploitation mobile et les autres éléments d'actif, y compris la recherche et le développement, l'exploration, les métaux spéciaux et les éléments d'actif non sectoriels, sont amortis selon la méthode linéaire composite fondée sur la durée d'utilisation prévue de ces éléments d'actif, laquelle s'échelonne de 3 à 10 ans.

Les frais relatifs aux services de traitement des combustibles et à certaines installations d'exploitation associés aux augmentations de capacité de production sont reportés jusqu'à ce qu'un niveau de production commerciale soit atteint. Ces frais sont alors amortis sur 10 ans lorsqu'il s'agit d'éléments d'actif afférents aux services de traitement des combustibles et selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement lorsqu'il s'agit d'éléments d'actif miniers. Les autres frais sont imputés à la production au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Amortissement des frais de financement

Les escomptes sur la dette et les frais d'émission associés au financement à long terme sont reportés et amortis sur la durée de la dette.

Capitalisation des intérêts

Les frais d'intérêt sur les emprunts servant au financement de la mise en valeur et de la construction d'éléments d'actif importants sont capitalisés durant la période de mise en valeur et de construction jusqu'à ce qu'un niveau de production commerciale soit atteint.

Provision pour remise en valeur

Les frais estimatifs de déclassement et de remise en valeur des propriétés productrices sont pourvus et imputés au poste des dépenses

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 3—*Suite*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Suite*

ÉNONCÉ DES CONVENTIONS COMPTABLES—*Fin*

d'exploitation selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement. Les frais réels de déclassement et de remise en valeur sont imputés à cette provision.

Dépenses de recherche, de développement et d'exploration

Les dépenses entourant la recherche appliquée et le développement de produits et de procédés de la société de même que les dépenses engagées pour les programmes d'exploration géologique sont imputées aux bénéfices dès qu'elles sont engagées.

Vente de produits et de services

Conformément aux pratiques courantes dans l'industrie, la société négocie des contrats pour la livraison future de concentrés miniers et la vente future de services de transformation. Les revenus de ventes sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel le titre est passé ou, lorsqu'il s'agit de matériel appartenant au client, lorsque la livraison est effectuée.

Devises étrangères

L'encaisse et les placements à court terme, les débiteurs, les créditeurs de même que la dette à long terme en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux de change en vigueur au moment de l'opération.

À l'exception de certaines dettes à long terme en devises américaines qui sont couvertes par des revenus futurs en dollars US, la variation de la valeur des fonds canadiens sur toute la durée de la dette à long terme en devises étrangères est amortie en tranches égales jusqu'à la date d'échéance. En ce qui a trait à tous les autres comptes, les gains ou les pertes résultant de la conversion des devises sont reflétés dans l'état consolidé des résultats et des bénéfices non répartis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

1. Eldorado Nucléaire Limitée

Eldorado Nucléaire Limitée est constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et est assujettie à la Loi sur l'administration financière ainsi qu'à la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'état en plus d'être un agent de Sa Majesté du chef du Canada et la propriété exclusive de la Corporation de développement des investissements du Canada.

La société s'occupe surtout de l'exploitation minière, du raffinage et de la transformation de l'uranium à des fins de vente comme combustible pour la production d'électricité dans des réacteurs nucléaires au Canada et à l'étranger.

2. Conventions comptables

Un énoncé des principales conventions comptables de la société paraît ailleurs dans le présent rapport.

3. Autres dépenses (revenus)

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Perte sur change	14,110	2,241
Radiation de biens-fonds et matériel	6,226	
Intérêt sur investissements	(459)	(630)
Autres	(533)	(422)
Vente de crédits d'impôt pour la recherche et le développement		(2,485)
Total	19,344	(1,296)

4. Impôts sur le revenu et redevances minières

Les provisions pour les impôts sur le revenu et les redevances minières sont les suivantes:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Impôts sur le revenu		
Redevances minières	24,430	16,595
Total	24,430	16,595

La conciliation entre le taux d'imposition statutaire et le taux d'imposition réel de la société se présente comme suit:

	Pourcentage du bénéfice avant impôts	
	1985	1984
	%	%
Taux d'imposition statutaire (recouvrement)	(51.9)	50.9
Déductions à l'égard des ressources et pour épuisement	(18.9)	(68.7)
Taux d'imposition rajusté (recouvrement)	(70.8)	(17.8)
Déduction pour inventaire	(5.7)	(13.3)
Augmentation de débits d'impôt non comptabilisés	76.5	31.1
Taux d'imposition réel	0.0	0.0

Les redevances minières provinciales non déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral sont calculées en partie comme un pourcentage des revenus. Par conséquent, le taux réel fait l'objet de fluctuations annuelles importantes.

Au 31 décembre 1985, la société disposait de pertes reportées aux exercices futurs, de crédits d'impôts à l'investissement et de différences temporaires totalisant $133,2 millions pour lesquels aucun bénéfice n'a été comptabilisé dans les états financiers. Ce montant comprend $107,8 millions qui expirera à différentes dates d'ici 1992. Le solde peut être reporté indéfiniment.

5. Stocks

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Concentrés miniers	39,412	78,515
Services de traitement des combustibles	14,231	23,084
Métaux spéciaux	1,641	1,898
Total	55,284	103,497

6. Bien-fonds et matériel

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Mines		
Usines et matériel	176,700	174,799
Mise en valeur des mines	47,612	46,485
Propriétés minières	156,460	156,460
En cours de mise en valeur	98,004	66,534
Services de traitement des combustibles		
Usines et matériel	407,584	428,431
Autres	15,050	16,509
Total—Bien-fonds et matériel	901,410	889,218
Moins: amortissement cumulé	102,982	94,077
Bien-fonds et matériel, montant net	798,428	795,141
Amortissement pour l'exercice	30,714	29,064

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE 3—*Suite*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

7. Activités de la société en participation

Par l'entremise d'une filiale en propriété exclusive, la société détient une participation d'un sixième dans une société en participation s'occupant de l'exploitation minière à Key Lake en Saskatchewan. Conformément à la convention de société en participation, Eldorado est tenue d'assumer sa part proportionnelle des engagements de la société en participation. Sauf pour ce qui est des dépenses normales d'exploitation, la société n'a aucun engagement en cours au 31 décembre 1985.

Les montants suivants sont inclus dans les états financiers et représentent la part proportionnelle de la société des éléments d'actif, des éléments de passif et des dépenses d'exploitation de la société en participation minière de Key Lake:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Éléments d'actif	93,582	92,254
Éléments de passif	1,814	1,629
Actif net	91,768	90,625
Dépenses	8,469	9,126

8. Frais reportés

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Frais de démarrage	25,431	19,185
Frais de financement	3,166	4,082
Total	28,597	23,267
Amortissement pour l'exercice	2,354	2,037

9. Contrats de vente à long terme

Eldorado a conclu des contrats qui prévoient la vente et la livraison futures d'uranium sous forme de UF_6 à des dates variables au cours de la durée des contrats, soit huit ans. La société a vendu un contrat de ventes futures à des parties s'occupant de financement qui y étaient intéressées et a conservé certains droits et obligations en vertu de tous les contrats. La société a présenté séparément dans le bilan consolidé les stocks engagés et les avances en vertu de contrats à long terme qui seront satisfaits à même les revenus futurs associés à ces opérations. L'incidence sur l'état des résultats et des bénéfices non répartis sera comptabilisée au fur et à mesure que les livraisons seront effectuées.

10. Participation minoritaire dans une filiale

Une filiale d'Eldorado s'est portée acquéreur en avril 1984 de tous les droits et avantages de l'entente sur les redevances de 1970 de New Continental Oil (NCO) qui étaient la propriété d'Aberford Resources Limited, de Hacienda Oil & Minerals Ltd. et de Oak Ridge Oil & Minerals Ltd. L'entente concède au détenteur une participation de 20 pour cent dans les profits découlant de certaines propriétés du bassin de l'Athabasca détenues par les Mines Eldor une division d'Eldorado, et par d'autres sociétés. La contrepartie s'élevait à $5,0 millions au comptant et un montant de $43,5 millions d'actions privilégiées rachetables de la filiale. Ces actions, avec certaines restrictions, peuvent être rachetées entre 1988 et 1994 et elles comportent un dividende annuel de 10 pour cent.

À titre de garantie, les trois sociétés détiennent une sûreté réelle sur certains stocks d'uranium. Celle-ci peut, à la discrétion d'Eldorado et à l'occasion, être réglée par une lettre de crédit. La sûreté réelle couvre la valeur des actions privilégiées rachetables de la filiale et les dividendes futurs, et ce, jusqu'aux dates de rachat désignées des actions. Chaque versement de dividende ou chaque rachat d'action vient réduire d'autant le montant de la sûreté réelle. La compagnie disposait au 31 décembre 1985 de stocks dépassant la valeur indiquée.

Aberford Resources Limited, Hacienda Oil & Minerals Ltd. et Oak Ridge Oil & Mineral Ltd. ont acquis d'Eldorado, pour une contrepartie au comptant de $5,0 millions, une participation dans les redevances sur les ventes d'uranium en provenance de certaines propriétés désignées. La redevance couvre la tranche des ventes dépassant un prix de vente de base déterminé qui est redressé annuellement pour tenir compte de l'inflation. En 1985, les ventes n'ont pas excédé le prix de base redressé et aucune redevance n'a été versée.

11. Dette à long terme

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
i) Canada		
Billets à 11,875% échéant en 1986	10,093	10,093
ii) Autres		
Billets à 13,25% ($50 millions US) échéant en 1986	69,875	66,070
Emprunt à 7% (100 millions de francs suisses) échéant en 1991	67,860	50,800
Billets à 9,19% (10,108 milliards de yens) échéant en 1988	70,594	53,097
Emprunt à 8,8% (2 milliards de yens) échéant de 1987 à 1992	13,968	10,506
Billets à 14,5% ($100 millions US) échéant en 1992	139,750	132,140
Emprunt à 14,25% ($44,7 millions US) échéant en 1992	62,399	59,002
Obligations à 8,5% (10 milliards de yens) échéant en 1992, dont 10% du capital vient à échéance chaque année de 1988 à 1991	69,840	52,530
Débentures à 11% échéant en 1988	30,000	30,000
Eurobillets échéant en 1989 et dont l'intérêt est fixé semestriellement au LIBOR ($100 millions US)	139,750	132,140
Total partiel	674,129	596,378
Moins: tranche de la dette à long terme exigible à court terme	79,968	
perte reportée sur change	80,690	19,018
Total	513,471	577,360

Les remboursements de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices sont comme suit: 1986—$80,0 millions; 1987—$1,4 million; 1988—$110,4 millions; 1989—$149,5 millions: 1990—$9,8 millions. L'intérêt sur la dette à long terme s'élevait à $74,9 millions (1984—$68,3 millions).

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Fin*

ANNEXE 3—*Fin*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

12. Capital-actions

	1985	1984
Autorisé		
Actions ordinaires	Nombre illimité sans valeur nominale	
Actions privilégiées	1,600,000	1,600,000
	(en milliers de dollars)	
Émis et entièrement libéré		
Actions ordinaires—3,852,880 actions (1984—3,852,880)	201,586	201,586
Actions privilégiées—800,000 actions (1984—800,000)	95,000	95,000
	296,586	296,586

Chaque action privilégiée est rachetable au gré des parties à une valeur de $118,75 l'action et comporte un dividende non cumulatif de $7,125 par année.

13. Engagements et éventualités

a) La société a conclu des baux à long terme sur certaines propriétés jusqu'en 1987 dont les loyers annuels s'élèvent en moyenne à $385,000.

b) La société dispose de régimes de retraite à prestations déterminées couvrant tous ses employés permanents à temps complet. Les régimes de retraite sont administrés par des fiduciaires indépendants et sont évalués au moins tous les trois ans par des actuaires-conseils. Selon les plus récentes évaluations actuarielles effectuées au 30 juin 1985 et au 1er novembre 1984, les régimes ont un surplus de $14,5 millions.

c) La société conserve deux sites, pour lesquels un permis de la Commission de contrôle de l'énergie nucléaire a été octroyé, afin d'entreposer temporairement des déchets contenant un faible taux de radioactivité et d'autres matières. La mise au rebut finale de ces déchets fait l'objet de vives discussions entre les institutions gouvernementales. La société continuera de porter aux dépenses les frais continus d'entretien de ces sites, mais n'établira aucune provision pour les frais additionnels jusqu'à ce que la responsabilité de ces frais soit déterminée et qu'ils puissent être évalués raisonnablement.

d) Dans le cours de son exploitation, Eldorado est défenderesse dans un certain nombre de litiges. Bien que le montant de toute dette ultime ne puisse présentement être déterminé, la société est d'avis qu'il n'y a aucune incidence défavorable importante sur sa situation financière.

14. Renseignements supplémentaires

a) La société a versé en 1985 des commissions de vente à Marubeni Corporation, Toyomenka Canada Ltd. et Uranerzbergbau-GmbH.

b) Des frais d'intérêt s'élevant à $4,6 millions payés en 1985 ont été capitalisés au poste intitulé biens-fonds et matériel (1984—$18,0 millions).

c) En 1985, la rémunération totale des administrateurs non employés par la société s'est élevée à $93,709 (1984—$95,500). La rémunération versée aux dirigeants d'Eldorado s'est établie à $607,500 (1984—$650,129). Un dirigeant est aussi administrateur, mais il ne reçoit aucune rémunération à ce titre et à titre de membre de comités du conseil.

d) Des honoraires de gestion de $286,000 (1984—$534,000) ont été versés à la Corporation de développement des investissements du Canada.

15. Information sectorielle

a) Secteur d'activité

Selon la société, la quasi totalité des revenus découlant des ventes proviennent du secteur d'activité connu sous le nom d'industrie des combustibles nucléaires.

b) Ventes

Les revenus de ventes qui proviennent en majeure partie de ventes à des sociétés de services publics canadiennes et étrangères productrices d'électricité sont comme suit:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Ventes à l'étranger	164,806	159,297
Ventes au Canada	54,986	48,842
Total des ventes	219,792	208,139

16. Provision pour la fermeture de la mine

La provision établie en 1981 pour la fermeture de la mine de Beaverlodge représente le coût restant prévu de son déclassement et de la remise en valeur du site. Depuis lors, les coûts afférents à la fermeture ont été imputés à la provision. Les travaux de fermeture sont terminés. Il s'ensuit que la provision a été réévaluée et l'excédent de $11,0 millions a été comptabilisé comme un bénéfice extraordinaire et la dette restante a été ajoutée aux créditeurs. Un impôt de $5,6 millions lié à cette activité est venu s'ajouter aux débits d'impôts non comptabilisés.

17. Vente de crédits d'impôt pour la recherche et le développement

En 1984, la société s'est départie de crédits d'impôts pour la recherche scientifique à l'endroit d'un investisseur par l'émission d'une débenture s'élevant à $5,0 millions et ayant une valeur de rachat d'environ la moitié de son prix d'achat. La débenture a été rachetée, ce qui a entraîné un gain de $2,5 millions.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

MANDAT

Exploiter et maintenir le Centre national des arts; développer les arts d'interprétation dans la région de la Capitale nationale et aider le Conseil des Arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada.

ANTÉCÉDENTS

À sa création en 1969, la Corporation a obtenu le bail du Centre national des Arts sans frais. Les pertes de fonctionnement de la Corporation sont compensées par les paiements reçus du Canada, auxquels s'ajoutent certains décaissements des investissements à court terme de la Corporation (solde de 8.1 millions de dollars au 31 août 1985). La Corporation est considérée comme oeuvre de charité aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Place de la Confédération Ottawa (Ontario) K1P 5W1
STATUT	— exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière* — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Flora MacDonald, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1967, en vertu de la *Loi sur le Centre national des arts* (S.R.C. 1970, c. N-8)
PREMIER DIRIGEANT	Donald J.A. MacSween
PRÉSIDENT	Pierre Boutin
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 août.

	1984-1985	1983-1984 (reformulé)	1982-1983
À la fin de l'exercice			
Actif total	14.7	14.1	15.6
Engagements envers le secteur privé	2.8	2.0	1.5
Engagements envers le Canada	néant	0.1	0.2
Avoir du Canada	négl.	(0.4)	1.0
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	15.3	15.5	15.3
— non budgétaire	néant	néant	néant

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

M. PIERRE BOUTIN
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
LA CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

J'ai vérifié le bilan de la Corporation du Centre national des Arts au 31 août 1985 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état du surplus d'exploitation et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 août 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 25 octobre 1985

BILAN AU 31 AOÛT 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse		184,995
Placements à court terme	8,057 641	8,766,206
Débiteurs (note 3)	1,223,105	683,343
Stocks (note 4)	366,999	438,106
Coûts des programmes en cours	952,794	411,123
Frais payés d'avance (note 5)	697,000	262,041
	11,297,539	10,745,814
Immobilisations (note 6)	3,378,779	3,367,780
	14,676,318	14,113,594

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Découvert de banque	136,501	
Créditeurs et frais courus (note 7)	2,142,018	2,208,668
Revenus reportés (note 8)	2,814,871	2,045,422
Échéance à moins d'un an de l'obligation à long terme	67,092	64,008
Crédits parlementaires reportés		
Exploitation (note 9)	8,501,500	8,652,000
Réparations extraordinaires à l'édifice (note 10)	611,463	1,100,358
	14,273,445	14,070,456
Obligation à long terme découlant d'un contrat de location-acquisition (note 11)		67,092
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	394,495	357,812
	394,495	424,904
	14,667,940	14,495,360
AVOIR (DÉFICIT) DU CANADA		
Surplus (déficit)	8,378	(381,766)
	14,676,318	14,113,594

Approuvé par la direction:

Le Directeur général
D.J.A. MACSWEEN

Le Directeur général adjoint
Finances et administration
R.D. BLACKBURN

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le Président
J. PIERRE BOUTIN

Le Vice-président
THOMAS C. ASSALY

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985

	1985	1984
	$	$
Revenus d'exploitation		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)	6,971,740	6,617,050
Restaurants (tableau 2)	2,794,280	2,657,076
Garage (tableau 3)	1,614,389	1,288,157
Location	244,776	254,543
Boutique (tableau 7)	97,614	55,741
Autres	751,486	758,563
	12,474,285	11,631,130
Dépenses d'exploitation		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)		
Frais d'exploitation directs	13,036,840	14,130,270
Services de soutien	3,193,552	3,176,217
Restaurants (tableau 2)	2,582,893	2,736,360
Garage (tableau 3)	401,455	442,129
Exploitation des bâtiments (tableau 4)	4,433,117	4,255,475
Services administratifs (tableau 5)	3,854,112	3,654,809
Boutique (tableau 7)	100,892	97,939
	27,602,861	28,493,199
Excédent des dépenses d'exploitation sur les revenus d'exploitation	15,128,576	16,862,069
Autres revenus		
Intérêts sur placements à court terme	436,970	666,054
Subvention municipale régionale	257,250	245,000
	694,220	911,054
Excédent des dépenses sur les revenus	14,434,356	15,951,015

ÉTAT DU SURPLUS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985

	1985	1984
	$	$
(Déficit) surplus au début de l'exercice	(381,766)	973,549
Excédent des dépenses sur les revenus	(14,434,356)	(15,951,015)
	(14,816,122)	(14,977,466)
Crédit parlementaire—Exploitation	14,824,500	14,595,700
Surplus (déficit) à la fin de l'exercice	8,378	(381,766)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Crédits parlementaires		
Exploitation	14,824,500	14,595,700
Réparations extraordinaires à l'édifice	488,895	915,344
Intérêts sur placements à court terme et subvention régionale municipale	694,220	911,054
Produit de l'aliénation d'immobilisations	10,600	
	16,018,215	16,422,098
Utilisation des fonds		
Excédent des dépenses d'exploitation sur les revenus d'exploitation	15,128,576	16,862,069
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	(1,112)	
Augmentation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(36,683)	(60,447)
Amortissement	(679,878)	(540,025)
Fonds absorbés par l'exploitation	14,410,903	16,261,597
Acquisition d'immobilisations	702,589	2,005,553
Réparations extraordinaires à l'édifice	488,895	915,344
Diminution de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	67,092	64,008
	15,669,479	19,246,502
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	348,736	(2,824,404)
Fonds de roulement négatif au début de l'exercice	(3,324,642)	(500,238)
Fonds de roulement négatif à la fin de l'exercice	(2,975,906)	(3,324,642)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1985

1. Objectifs et opérations

La Corporation a pour objectifs d'exploiter et de maintenir le Centre national des Arts, de développer les arts d'interprétation dans la région de la Capitale nationale et d'aider le Conseil des Arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada.

Pour faciliter la réalisation de ses objectifs, la Corporation peut organiser et patronner des réalisations, au Centre, dans le domaine des arts d'interprétation; encourager et aider le perfectionnement des troupes d'arts d'interprétation rattachées au Centre; organiser ou patronner des émissions de radio et de télévision ainsi que la projection de films au Centre; aménager au Centre, selon les modalités et aux conditions que la Corporation peut fixer, des locaux pour les organisations nationales et locales poursuivant, entre autres, le développement et l'encouragement des arts d'interprétation au Canada; et à la demande du Gouvernement du Canada ou du Conseil des Arts du Canada, organiser des représentations ailleurs au Canada par des troupes d'arts d'interprétation, établies ou non au Canada et organiser des représentations hors du Canada par des troupes d'arts d'interprétation établies au Canada.

Afin de réaliser ces objectifs, Sa Majesté a cédé et loué l'édifice du Centre national des Arts à la Corporation pour une période de vingt ans échéant le 31 mai 1989. Selon les clauses du bail, la Corporation est chargée de l'entretien et de l'exploitation de l'édifice mais est exempte du paiement d'un loyer.

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1985—*Suite*

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les comptes de la Corporation sont tenus selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Placements à court terme

Les placements à court terme sont évalués au coût, ce qui est proche de la valeur marchande.

c) Subventions

Les subventions sont inscrites aux revenus dans l'exercice pendant lequel des engagements fermes ont été pris vis-à-vis la Corporation par les donateurs.

d) Coûts des programmes en cours

Les frais directs, y compris les avances aux troupes et artistes, encourus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours sont reportés et imputés aux dépenses de l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les frais indirects et les services communs non attribuables à des spectacles particuliers sont imputés aux dépenses dans l'exercice pendant lequel ils sont encourus.

e) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette pour la nourriture, la boisson et le matériel de la boutique ou au coût de remplacement pour le matériel de production.

f) Immobilisations

Les immobilisations utilisées au cours de l'exploitation, autre que le complexe du CNA, sont enregistrées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, comme suit:

Édifice—l'Atelier	20 ans
Matériel	5 et 7 ans
Améliorations locatives	4 et 10 ans

Les gains et les pertes réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations sont crédités ou imputés à l'exploitation.

Les coûts relatifs aux projets d'immobilisations en cours sont reportés à la rubrique appropriée des immobilisations lorsque le projet est achevé, et ils sont alors amortis conformément à la politique de la Corporation.

Les réparations extraordinaires à l'édifice du CNA sont déduites du crédit parlementaire reçu à cet effet et ne sont pas capitalisées ni imputées aux dépenses d'exploitation.

g) Revenus reportés

Les revenus provenant de billets vendus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours sont reportés et crédités aux revenus de l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les certificats-cadeaux et bons d'échange non-utilisés par les détenteurs dans les trois ans de leur émission, sont radiés des livres et crédités aux revenus. Un pourcentage de ceux de moins de trois ans est aussi crédité aux revenus.

h) Contrat de location-acquisition

Le matériel et l'obligation correspondante inscrits aux livres en vertu d'un contrat de location-acquisition sont capitalisés à la valeur actualisée des paiements futurs à effectuer. Le matériel inscrit en vertu d'un contrat de location-acquisition est amorti selon la méthode linéaire conformément à la politique de la Corporation sur les immobilisations. L'obligation inscrite en vertu d'un contrat de location-acquisition est réduite par le paiement de la location moins les intérêts imputés.

i) Dépenses d'exploitation

Les dépenses des programmes des arts d'interprétation ne comprennent pas les coûts visant l'entretien des bâtiments et du matériel, des services publics, des services administratifs du mobilier et du matériel. Les dépenses des restaurants, du garage et de la Boutique ne comprennent pas les coûts visant les services publics, les services administratifs et l'entretien des bâtiments. Ces coûts sont divulgués respectivement comme dépenses d'exploitation des bâtiments et services administratifs.

j) Régime de retraite

Les employés de la Corporation font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de la Corporation. Ces contributions représentent la dette totale de la Corporation et sont comptabilisées lorsqu'elles deviennent exigibles.

k) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Corporation ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés selon les conditions d'emploi.

l) Crédits parlementaires

Le crédit parlementaire d'exploitation reçu durant l'exercice terminé le 31 août se rapporte à l'exercice financier du Gouvernement du Canada se terminant le 31 mars de l'exercice suivant. En conséquence, vu que le montant reçu jusqu'au 31 août représente le crédit total, 7/12ième est reporté à l'exercice suivant et le solde, y compris le montant reporté de l'exercice précédent, est crédité au surplus d'exploitation.

Le crédit parlementaire reçu pour réparations extraordinaires à l'édifice est reporté jusqu'à son utilisation. Un montant égal aux réparations encourues durant l'exercice est déduit du crédit parlementaire reporté—réparations extraordinaires à l'édifice. Advenant le cas où le coût total des réparations serait moindre que le montant reçu, le solde serait viré au Fonds du revenu consolidé.

3. Débiteurs

	1985	1984
	$	$
Comptes clients	851,907	510,162
Provision pour créances irrécouvrables	(8,009)	(39,394)
	843,898	470,768
Subventions	128,625	66,227
Prêts aux musiciens—Achat d'instruments	108,021	61,250
Intérêts courus	90,280	65,392
Autres	52,281	19,706
	1,223,105	683,343

4. Stocks

	1985	1984
	$	$
Matériel de production	225,213	302,819
Nourriture, boisson et tabac	120,073	125,469
Boutique	21,713	9,818
	366,999	438,106

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1985—*Fin*

5. Frais payés d'avance

	1985	1984
	$	$
Traitement des musiciens en tournée	226,561	
Fournitures	143,007	165,595
Dépenses de voyage pour les musiciens et pour les artistes en tournée	126,772	
Commissions	87,430	
Souvenirs et autres	34,517	30,313
Divers	78,713	66,133
	697,000	262,041

6. Immobilisations

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	90,000		90,000	90,000
Édifice—L'Atelier	298,069	58,975	239,094	253,997
Matériel	3,210,843	1,390,331	1,820,512	1,496,205
Matériel détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	302,025	238,590	63,435	111,153
Améliorations locatives	1,685,646	546,347	1,139,299	1,111,650
Projets d'immobilisations en cours	26,439		26,439	304,775
	5,613,022	2,234,243	3,378,779	3,367,780

7. Créditeurs et frais courus

	1985	1984
	$	$
Fournisseurs	1,075,935	1,207,652
Salaires et congés annuels courus	592,369	524,121
Déductions à la source et taxe de vente	463,038	460,283
Retenues sur contrats	10,676	16,612
	2,142,018	2,208,668

8. Revenus reportés

	1985	1984
	$	$
Billets vendus avant la fin de l'exercice relativement à des programmes en cours	2,675,763	1,916,309
Certificats-cadeaux non utilisés et autres	139,108	129,113
	2,814,871	2,045,422

9. Crédit parlementaire—Exploitation

	1985	1984
	$	$
Reporté de l'exercice précédent	8,652,000	8,415,700
Reçu durant l'exercice	14,674,000	14,832,000
Crédité au surplus d'exploitation	(14,824,500)	(14,595,700)
Reporté à l'exercice suivant	8,501,500	8,652,000

Le montant reçu durant l'exercice comprend une somme de $100,000 pour les célébrations du bicentenaire de l'Ontario et a été dépensé à cette fin.

10. Crédit parlementaire—Réparations extraordinaires à l'édifice

	1985	1984
	$	$
Reporté de l'exercice précédent	1,100,358	2,015,702
Dépenses de l'exercice	(488,895)	(915,344)
Reporté à l'exercice suivant	611,463	1,100,358

11. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Les loyers minimum futurs exigibles en vertu d'une obligation découlant d'un contrat de location-acquisition sont les suivants:

Exercice se terminant le 31 août	1985	1984
	$	$
1985		83,070
1986	73,367	73,367
Total des loyers minimum futurs	73,367	156,437
Moins: somme représentant les intérêts	6,275	25,337
Valeur actualisée de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	67,092	131,100
Moins: échéance à moins d'un an	67,092	64,008
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme		67,092

Le contrat de location-acquisition est comptabilisé à la valeur actualisée des loyers minimum futurs selon un taux d'intérêt implicite de 16%. Cette obligation échoit en 1986.

12. Engagements

Les engagements par bail et les services de gestion des guichets, dont la durée excède un an, s'élevaient à $1,658,859 au 31 août 1985. Les paiements minimum futurs pour ces engagements sont exigibles comme suit:

Exercice se terminant le 31 août	$
1986	511,245
1987	326,762
1988	235,852
1989	115,000
1990	115,000
1991	165,000
1992	190,000
	1,658,859

13. Opérations entre apparentés

En plus de la location de l'édifice du CNA, fournie sans frais, la Corporation reçoit des services de vérification sans frais du Bureau du vérificateur général du Canada.

Durant l'exercice et dans le cours normal de ses opérations, la Corporation a payé des montants totalisant $514,511 ($495,000 en 1984) au ministère des Travaux publics pour des services publics et $84,378 ($102,122 en 1984) à la Commission de la Capitale nationale pour l'entretien du terrain et le déblaiement de la neige.

14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 août 1984 ont été reclassifiés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 août 1985.

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES PROGRAMMES DES ARTS D'INTERPRÉTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985 TABLEAU 1

	Danse et variétés		Musique		Théâtre		Total	
	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984
	$	$	$	$	$	$	$	$
Revenus								
Guichets	3,337,033	3,142,590	1,203,342	1,466,499	1,412,844	1,458,078	5,953,219	6,067,167
Subventions particulières			300	7,800		2,000	300	9,800
Recouvrement de coûts	15,163	70,948	420,985	187,772	305,525	64,740	741,673	323,460
Autres		748	263,461	198,805	13,087	17,070	276,548	216,623
	3,352,196	3,214,286	1,888,088	1,860,876	1,731,456	1,541,888	6,971,740	6,617,050
Dépenses								
Directes								
Interprètes et musiciens	2,597,535	2,669,679	3,531,459	3,512,751	1,213,848	1,348,440	7,342,842	7,530,870
Décors, accessoires de scène et machinistes	537,061	609,053	325,514	410,829	1,240,140	1,493,308	2,102,715	2,513,190
Costumes	778	16		57,046	195,244	121,408	196,022	178,470
Services artistiques et professionnels	7,559	40,926	41,356	53,697	229,593	336,939	278,508	431,562
Théâtre et autres dépenses de production	188,213	155,362	164,682	132,809	232,640	211,634	585,535	499,805
	3,331,146	3,475,036	4,063,011	4,167,132	3,111,465	3,511,729	10,505,622	11,153,897
Publicité								
Spectacles	263,397	504,851	196,199	253,074	210,625	295,592	670,221	1,053,517
Abonnements	54,889	43,829	240,374	216,832	207,929	189,609	503,192	450,270
	318,286	548,680	436,573	469,906	418,554	485,201	1,173,413	1,503,787
Administration (tableau 6)	305,107	323,400	493,300	467,124	559,398	682,062	1,357,805	1,472,586
Frais d'exploitation directs	3,954,539	4,347,116	4,992,884	5,104,162	4,089,417	4,678,992	13,036,840	14,130,270
Excédent des dépenses sur les revenus avant les frais non répartis	602,343	1,132,830	3,104,796	3,243,286	2,357,961	3,137,104	6,065,100	7,513,220
Services de soutien (tableau 6)							3,193,552	3,176,217
Excédent des dépenses sur les revenus							9,258,652	10,689,437

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES RESTAURANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985 TABLEAU 2

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Nourriture	1,529,787	1,473,339
Boisson	1,207,066	1,150,710
Tabac	13,962	11,290
Autres	43,465	21,737
	2,794,280	2,657,076
Dépenses		
Coût des matières premières vendues		
Nourriture	571,202	610,933
Boisson	374,714	378,787
Tabac	12,533	12,965
	958,449	1,002,685
Marge brute	1,835,831	1,654,391
Frais généraux et d'administration		
Traitements, salaires et prestations aux employés	1,137,921	1,331,419
Fournitures et location de matériel	204,480	199,495
Réparations et entretien	75,051	35,545
Amortissement	65,719	52,599
Publicité et promotion	56,669	18,814
Mobilier et matériel	19,479	29,559
Musique et divertissement	18,180	21,252
Commission sur les cartes de crédit	17,962	21,096
Voyages	5,909	3,016
Services professionnels	5,818	6,558
Autres	17,256	14,322
	1,624,444	1,733,675
Total des dépenses	2,582,893	2,736,360
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	211,387	(79,284)

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DU GARAGE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985 TABLEAU 3

	1985	1984
	$	$
Revenus		
Stationnement	1,614,019	1,284,320
Autres	370	3,837
	1,614,389	1,288,157
Dépenses		
Traitements, salaires et prestations aux employés	359,641	353,717
Fournitures	30,874	25,416
Amortissement	6,662	5,055
Publicité	1,799	7,714
Réparations et entretien	1,703	43,818
Mobilier et matériel		4,594
Autres	776	1,815
	401,455	442,129
Excédent des revenus sur les dépenses	1,212,934	846,028

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Fin*

TABLEAU DES DÉPENSES— EXPLOITATION DES BÂTIMENTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985 TABLEAU 4

	1985	1984
	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	1,632,909	1,596,799
Réparations et entretien des bâtiments et du matériel	1,048,002	923,136
Services publics	975,576	970,970
Amortissement	604,820	480,721
Services professionnels et frais connexes	86,040	129,134
Mobilier et matériel	36,250	99,762
Blanchisserie et nettoyage à sec	23,474	18,513
Frais de voyages et de représentation	6,817	6,547
Frais de bureau	4,588	3,930
Uniformes	1,201	12,117
Autres	13,440	13,846
	4,433,117	4,255,475

TABLEAU DES DÉPENSES— SERVICES ADMINISTRATIFS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985 TABLEAU 5

	1985	1984
	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	2,878,863	2,534,668
Frais de bureau	227,110	307,733
Loyer des bureaux	155,005	152,435
Télécommunications	147,914	209,913
Services professionnels et frais connexes	118,136	70,116
Assurances	68,448	71,884
Réparations et entretien	54,662	19,198
Honoraires et dépenses des membres du Conseil	52,027	64,391
Frais de voyages et de représentation	46,749	54,485
Publicité et promotion	33,323	96,796
Formation	15,744	26,439
Autres	56,131	46,751
	3,854,112	3,654,809

TABLEAU DES DÉPENSES PROGRAMMES DES ARTS D'INTERPRÉTATION— ADMINISTRATION ET SERVICES DE SOUTIEN POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985 TABLEAU 6

	Administration		Services de soutien	
	1985	1984	1985	1984
	$	$	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	1,193,661	1,280,888	2,036,219	2,027,075
Frais de voyages et de représentation	110,627	123,399	33,745	36,907
Frais de bureau	19,913	17,459	214,616	283,994
Services professionnels et frais connexes	14,994	10,422	91,529	73,647
Publicité et promotion			397,649	430,339
Commissions et frais de service			203,843	98,691
Loyer de l'entrepôt			140,356	132,202
Intérêts sur contrat de location-acquisition			19,062	27,187
Autres	18,610	40,418	56,533	66,175
	1,357,805	1,472,586	3,193,552	3,176,217

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DE LA BOUTIQUE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1985 TABLEAU 7

	1985 (12 mois)	1984 (10 mois)
	$	$
Revenus		
Ventes	97,614	55,741
Dépenses		
Coût des marchandises vendues	51,217	34,616
Marge brute	46,397	21,125
Frais généraux et d'administration		
Traitements, salaires et prestations aux employés	39,719	44,117
Amortissement	2,677	1,650
Publicité et vitrines	2,602	5,279
Voyages	1,276	1,716
Fournitures et location de matériel	638	3,846
Mobilier et matériel		4,450
Autres	2,763	2,265
	49,675	63,323
Total des dépenses	100,892	97,939
Excédent des dépenses sur les revenus	3,278	42,198

PAGE RÉCAPITULATIVE

LA CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

MANDAT

Aider les pays en développement importateurs de pétrole à exploiter leurs ressources énergétiques, particulièrement les hydrocarbures; accorder de l'aide au développement directement aux pays du Tiers monde et agir à titre d'exécutant pour le compte d'autres institutions comme la Banque mondiale. En vertu du décret C.P. 1985-2957 établi conformément au paragraphe 97(2) de la LAF, la Société doit faire rapport sur ses affaires comme si elle était une société d'État mère.

ANTÉCÉDENTS

La première rencontre du conseil d'administration a eu lieu le 25 janvier 1982. Depuis, la société a été active dans plusieurs pays, appliquant, grâce à l'aide publique au développement, la technologie et les compétences canadiennes, à la recherche d'hydrocarbures, à la réalisation d'études connexes et à la formation du personnel de ces pays. La société est un organisme à but non lucratif financé par le gouvernement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	350, rue Sparks Bureau 216 Ottawa (Ontario) K1R 7S8
STATUT	— la société ne figure pas encore aux annexes de la *Loi sur l'administration financière* — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Août 1981, en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	P.M. Towe
VÉRIFICATEUR	Peat, Marwick, Mitchell and Co.

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	13.2	3.5	5.2	21.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	5.1	2.8	néant	néant
Avoir du Canada	négl.	négl.	négl.	négl.
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	20.3	71.7	39.0	21.0
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

LA CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'ACTIONNAIRE

Nous avons vérifié le bilan de La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, filiale de Petro-Canada, au 31 décembre 1985, ainsi que les états des résultats et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la corporation au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comptables agréés
Peat, Marwick, Mitchell & Cie

Calgary, Canada
le 19 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	10,702,106	3,496,889
Comptes clients (note 3)	2,546,319	10,397
	13,248,425	3,507,286

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1985	1984
	$	$
Passif à court terme		
À payer à une société affiliée, Petro-Canada Inc.	7,896,657	722,292
Impôts sur le revenu à payer	247,858	24,144
	8,144,515	746,436
Excédent des crédits budgétaires du Parlement sur les dépenses totales	5,103,909	2,760,849
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 4)	1	1
	13,248,425	3,507,286

Approuvé au nom du Conseil:

Administrateur
P. M. TOWE

Administrateur
DE MONTIGNY MARCHAND

LA CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses relatives aux projets		
Pakistan	17,213,660	
Kenya	4,155,393	2,964,886
Ghana	2,302,724	34,922,023
Jamaïque—Phase III	2,557,978	
Barbade—Phase III	2,434,556	
Birmanie	1,769,016	804,197
Thaïlande	723,810	6,581,502
Philippines—Phase II	628,276	
Guinée	618,861	1,829,922
Maroc	390,000	
Programme d'assistance technique	352,218	
Colombie	271,709	
Gambie	203,902	122,190
Sri Lanka	177,153	1,339,875
Jamaïque—Phase II	131,362	184,990
Barbade—Phase II	104,418	5,514,337
Région des Antilles	96,035	1,510,079
Philippines	86,269	5,075,323
Tanzanie—Phase II	71,280	
Maroc—Rapport spécial	16,523	114,546
Tanzanie	1,345	113,798
Sénégal	(420,103)	6,592,097
Jamaïque	(23,472)	9,158
Barbade	(13,870)	(453,971)
Haïti	(8,646)	1,826,843
Autres projets en cours	262,803	810,237
	34,103,200	69,862,032
Charges		
Frais généraux et frais d'administration	1,469,354	1,697,600
Intérêts créditeurs, montant net	(995,696)	(622,670)
Impôts sur le revenu exigibles	509,315	280,000
Total des dépenses	35,086,173	71,216,962
Crédits budgétaires du Parlement pour l'exercice (note 3)	37,429,233	71,652,000
	2,343,060	435,038
Excédent des crédits budgétaires sur les dépenses totales au début de l'exercice	2,760,849	2,325,811
Excédent des crédits budgétaires sur les dépenses totales à la fin de l'exercice	5,103,909	2,760,849

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Crédits budgétaires du Parlement	37,429,233	71,652,000
Utilisation des fonds		
Dépenses	35,086,173	71,216,962
(Diminution) augmentation du fonds de roulement hors-caisse	(4,862,157)	2,179,499
	30,224,016	73,396,461
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des dépôts à court terme	7,205,217	(1,744,461)
Encaisse et dépôts à court terme en début d'exercice	3,496,889	5,241,350
Encaisse et dépôts à court terme en fin d'exercice	10,702,106	3,496,889

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
LE 31 DÉCEMBRE 1985

1. Constitution en corporation

La corporation fut constituée en 1981 par Petro-Canada en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes en tant que filiale en propriété exclusive, conformément aux dispositions du Décret-en-Conseil C.P. 1981-2167 du 5 août 1981.

2. Exploitation

La corporation aide les pays en voie de développement dans leurs activités de prospection de pétrole et de gaz et autres activités connexes conformément aux programmes et objectifs en matière d'énergie et d'aide publique au développement du gouvernement du Canada. Les activités de la corporation sont financées par des crédits budgétaires du Parlement. Une société affiliée, Petro-Canada Inc. («PCI») offre à la corporation, au coût, des services techniques et administratifs. En outre, la corporation peut emprunter de PCI les capitaux dont elle peut avoir besoin. Les avances reçues de PCI ne peuvent en aucun moment dépasser $50,000,000 et portent intérêt au coût d'emprunt de PCI.

3. Crédits budgétaires du Parlement

Aux crédits budgétaires du Parlement reçus conformément à l'alinéa 24.2 de la Loi sur la Société Petro-Canada s'ajoute une somme de 17,081,233 dollars avancée par l'État, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international, pour financer le projet du Pakistan. Au 31 décembre 1985, une tranche de $2,543,716 de cette somme était inscrite dans les comptes clients.

4. Capital-actions

Autorisé

Actions ordinaires—Sans limite

Émis

Une action ordinaire contre un dollar en numéraire.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

MANDAT

Construire, administrer et céder des propriétés de Vancouver utilisées du fait de la participation du Canada comme hôte d'Expo 86.

ANTÉCÉDENTS

La Corporation a commencé ses opérations en 1982 et gère actuellement le Pavillon du Canada à Expo 86. Les installations connues sous le nom de Place du Canada comprennent un terminal de bateau de croisière pour la Société du port de Vancouver, le Pavillon du Canada et un complexe comprenant un hôtel et des bureaux construit pour la société Tokyu. Après Expo 86, le pavillon sera converti en centre d'affaires et de congrès et cédé à la Colombie-Britannique le 1er juillet 1987. On évalue à 229 millions de dollars le coût total des installations pour la Corporation, dont 157 millions devraient provenir du gouvernement fédéral, 23 millions de la Société du port de Vancouver, 30 millions de la société Tokyu et 19 millions d'autres sources.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	999, rue Hastings ouest Bureau 1660 Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 2W2
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Au moyen de lettres patentes (nº 132316) en juin 1982 en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*
PREMIER DIRIGEANT	Vacant
PRÉSIDENT	Ian Barclay
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	145.2*	88.3	34.8	12.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	132.7	76.5	28.4	7.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	56.2	48.1	20.9	7.4
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* L'actif comprend des frais de 45.2 millions de dollars pour la conception, la construction et la préparation des installations d'Expo 1986; ces coûts sont imputés au fonctionnement pendant que l'exposition est en cours.

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DON MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de la Corporation place du havre Canada au 31 mars 1986 ainsi que l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, et aux statuts et règlements administratifs de la Corporation.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 23 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985	PASSIF	1986	1985
Encaisse et placements à court terme	29,177	6,227	Créditeurs	12,479	11,751
Crédit parlementaire à recevoir		19,200			
Débiteurs	4,505	2,951	AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Construction en cours (note 3)	66,288	52,233	Capital-actions (note 5)		
Frais reportés (note 4)	45,212	7,650	Capital d'apport (note 5)	132,703	76,510
	145,182	88,261		145,182	88,261

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
J. H. GREEN

Administrateur
IAN A. BARCLAY

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Provenance des fonds		
Capital d'apport (note 5)	56,193	48,155
Ajouter (déduire) le crédit parlementaire à recevoir	19,200	(19,200)
	75,393	28,955
Entente d'aménagement, entente de parrainage et ententes par bail (note 3)	11,997	18,710
Revenus reportés (note 4)	3,377	286
Créditeurs	728	5,347
	91,495	53,298
Utilisation des fonds		
Frais reportés (note 4)	40,939	7,861
Construction en cours (note 3)	26,052	42,795
Débiteurs	1,554	2,947
	68,545	53,603
Augmentation (diminution) des fonds	22,950	(305)
Encaisse et placements à court terme		
Au début de l'exercice	6,227	6,532
À la fin de l'exercice	29,177	6,227

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoir et objectifs

La Corporation place du havre Canada a été constituée le 9 juin 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. La Corporation est mandataire de Sa Majesté selon la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État, et elle est nommée en tant que société d'État mandataire à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. Les trois actions émises et en circulation sont toutes détenues du chef du Canada par le ministre des Transports, le ministre responsable qui exerce le contrôle sur la Corporation.

La Corporation est exempte de l'impôt sur le revenu.

Les objectifs de la Corporation sont de jouer le rôle de promoteur et d'acquérir, administrer et aliéner des terrains, et de gérer des biens immobiliers pour le gouvernement du Canada à Vancouver (C.B.). Dans ce but, elle doit concevoir et construire une installation à «Canada Place» comprenant un terminus pour les bateaux de croisière et un pavillon d'accueil du Canada pour Expo '86 propre à convertir en centre de commerce et de congrès. En outre, la Corporation a l'autorisation de gérer et d'exploiter l'installation à «Canada Place», seule ou avec d'autres, et d'organiser, exploiter et gérer la participation du gouvernement du Canada à titre d'exposant et de nation hôte pour Expo '86.

L'estimation du coût total de l'installation à «Canada Place», comprenant le Pavillon du Canada pour Expo '86 et les coûts de conversion du Pavillon en centre de commerce et de congrès, s'élève à $229.4 millions dont la contribution prévue de $157.4 millions par le gouvernement, de $22.8 millions par la Société du port de Vancouver à l'égard du terminus pour les bateaux de croisière et $49.2 millions en provenance d'autres sources.

Le ministre responsable doit faire des recommandations au gouverneur en conseil avant le 31 décembre 1988 quant au prolongement des activités de la Corporation au delà de cette date.

2. Conventions comptables importantes

Construction en cours

Toutes les dépenses, y compris celles pour l'acquisition, la conception, la construction et l'administration pour les structures permanentes à «Canada Place» seront capitalisées jusqu'à ce que l'installation soit pleinement aménagée. Les intérêts créditeurs sont portés au crédit de la construction en cours. Les recettes provenant de la vente des droits d'aménagement, des tenures à bail et du parrainage du «Imax Theatre» sont également défalquées des coûts de la construction.

Frais reportés—Pavillon du Canada

Les dépenses pour la conception, la construction et l'équipement du Pavillon du Canada et pour organiser, exploiter et gérer la participation du gouvernement du Canada à titre d'exposant et de nation hôte pour Expo '86, selon le cas, sont enregistrées en tant que frais reportés et elles seront imputées aux résultats lors de la période d'exploitation de l'Exposition, soit de mai à octobre 1986. Les revenus d'exploitation reçus avant la période d'exploitation du Pavillon du Canada et des installations de «Canada Place» sont reportés jusqu'à la période d'exploitation de ces installations.

Administration

Les dépenses d'administration de la société et de la construction sont imputées à la construction en cours. Les dépenses d'administration du Pavillon du Canada qui ne sont pas imputées directement à des ventilations des dépenses pour le Pavillon sont déclarées en tant qu'administration générale.

3. Construction en cours

	Cumulatif au 31 mars 1985	1986	Cumulatif au 31 mars 1986
	(en milliers de dollars)		
Achat du site	3,731		3,731
Ouvrages sur le site et infrastructure	18,417	(5)	18,412
Acier de structure	14,895		14,895
Contrat général	43,415	17,108	60,523
Architectes et experts-conseils	6,890	665	7,555
Accès	8,545	2,275	10,820
	95,893	20,043	115,936
Administration	5,262	2,053	7,315
	101,155	22,096	123,251
Déduire les intérêts créditeurs	2,612	2,017	4,629
	98,543	20,079	118,622
Conversion en Centre de commerce et de congrès	338	5,083	5,421
Gestion de l'édifice		890	890
Total des coûts	98,881	26,052	124,933
Déduire les recettes			
En vertu des ententes par bail (note 6)	29,838	1,000	30,838
En vertu de l'entente pour l'aménagement (note 7)	16,810	5,997	22,807
En vertu de l'entente de parrainage (note 8)		5,000	5,000
Total des recettes	46,648	11,997	58,645
Coûts, au net des recettes	52,233	14,055	66,288

Le titre à l'égard de cette partie du lit du havre de Vancouver sur lequel l'installation est située a été viré à la Corporation en provenance de la Société du port de Vancouver à la valeur d'un dollar et a été comptabilisé ainsi dans les coûts d'achat du site.

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

4. Frais reportés

	Cumulatif au 31 mars 1985	1986	Cumulatif au 31 mars 1986
	(en milliers de dollars)		
Frais du Pavillon du Canada			
Éléments d'exposition	2,319	14,257	16,576
Infrastructure		11,835	11,835
«Imax Theatre»	3,051	2,833	5,884
Administration générale	1,816	2,061	3,877
Autre construction	82	3,424	3,506
Programmes culturels	235	2,750	2,985
Affaires publiques	423	1,631	2,054
Exploitation	8	1,692	1,700
Commissaire général	2	456	458
Total des frais reportés	7,936	40,939	48,875
Déduire les revenus reportés			
Parrainage	286	3,110	3,396
Autre élément		267	267
Frais reportés, au net des revenus	7,650	37,562	45,212

5. Avoir de l'actionnaire

Le capital-actions de la Corporation comporte trois actions autorisées, émises et entièrement payées à $1 l'action. Le capital d'apport a augmenté au cours de l'exercice de $56.2 millions (1984—$48.1 millions), tout le financement s'est effectué à même des crédits en provenance du ministère des Transports.

6. Ententes par bail

En 1983, la Corporation a conclu des ententes par bail de 99 ans avec la «Tokyu Canada Corporation» pour la location à Tokyu des droits sur l'espace aérien à «Canada Place». En vertu des modalités des ententes, Tokyu a convenu de verser à la Corporation en première instance un paiement non remboursable de $15 millions pour les droits sur l'espace aérien de $15.556 millions envers les coûts reliés à la construction d'installations pour supporter des locaux à bureau et un hôtel à construire par Tokyu à l'intérieur de l'attribution de droits sur l'espace aérien. Les coûts de $.262 million au moment de conclure et $.456 million en coûts à rembourser ont entraîné une recette nette de $29.838 millions en vertu de ce bail. Tokyu paiera également un loyer en plus pour sa part de l'aire en commun et des coûts d'exploitation.

En 1986, la Corporation a conclu une entente de vingt ans avec Citicom Ltd afin d'exploiter les installations de stationnement à «Canada Place». Citicom a versé $1 million à la Corporation au moment de la signature de l'entente et effectuera des versements mensuels en fonction de pourcentages variables des recettes brutes de stationnement.

7. Entente pour l'aménagement

La Corporation a passé une entente d'aménagement avec la Société du port de Vancouver dans le but de construire un terminus pour les bateaux de croisière à raison de $22.8 millions dans le cadre du projet «Canada Place».

8. Entente de parrainage

La Corporation a conclu une entente avec le Canadien National pour les droits à l'égard d'un «Imax Theatre» à «Canada Place». Les droits portent sur le parrainage du film «Transitions» et afin que ce cinéma soit nommé «CN Theatre» pour les 40 années qui commencent le 2 mai 1986. En retour de ces droits, le CN a versé $5 millions à la Corporation qui ont été attribués en entier aux coûts de construction.

9. Obligations à contrat

Au 31 mars 1986, la construction et les coûts y reliés pour achever le projet y compris les coûts de conversion sont évalués à $52 millions dont environ $11 millions ont déjà été engagés.

10. Engagement—Centre de commerce et de congrès

Au cours de l'exercice, le gouvernement du Canada et la province de Colombie-Britannique ont signé une entente de principe par laquelle la province de Colombie-Britannique prendra en charge et exploitera le Centre de commerce et de congrès à partir de juillet 1987. On s'attend à ce que la Corporation négocie et conclut une entente détaillée avec «B.C. Place Limited» en tant que représentant la province de Colombie-Britannique.

En vertu de l'entente de principe qui a été signée, le gouvernement du Canada a convenu de faire ce qui suit:

- Achever la construction et équiper le Centre de commerce et de congrès conformément au coût de la Corporation dont l'estimation est $15 millions.
- Verser $1 million à la province de Colombie-Britannique en juillet 1987.
- Louer à bail à la province de Colombie-Britannique, pour une considération nominale de $1, de l'espace dans le projet «Canada Place» pour le Centre de commerce et de congrès y compris des aires accessoires aux fonctions, des salles de réunions et de l'espace de détaillants pour une durée de 20 ans de pair avec des options de renouvellement pour trois périodes semblables qui se suivent.

11. Engagements par baux à long terme

La Corporation a conclu des ententes par baux à long terme pour des locaux à bureau et le système de projection Imax. Voici les versements minimums à venir selon l'exercice financier au titre de ces baux:

	(en milliers de dollars)
1987	554
1988	740
1989	162
1990	162
1991	162

12. Régime de retraite

Vu la nature du projet, étant donné son échéance, la Corporation a convenu d'effectuer des versements annuels pour certains employés aux régimes de retraite de leur choix et d'établir une provision quant à une allocation de retraite pour les cadres supérieurs. Ces prestations sont l'équivalent de 8½% du traitement annuel pour chacun de ces employés et cadres.

13. Opérations entre apparentés

La Corporation est apparentée aux termes de la propriété en commun à tous les ministères, organismes et sociétés d'État constitués du gouvernement du Canada.

La Corporation se trouve à la charge du gouvernement du Canada quant au fonds de roulement et au financement des dépenses.

Toutes les opérations importantes entre apparentés sont déclarées aux notes 3, 5, 7 et 8. Certaines composantes du Pavillon du Canada de même que l'augmentation de certaines activités fédérales à l'appui d'Expo '86 qui ont été fournies directement par les ministères, organismes et sociétés d'État ne sont pas déclarées dans les présents états financiers. La Corporation a aussi effectué des opérations avec des ministères, organismes et sociétés d'État dans le cours normal des affaires.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

MANDAT

Promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1952, l'EACL a élaboré la technologie pour la fabrication de réacteurs Candu et la production d'eau lourde et a établi des installations connexes. Par son entremise, trois services publics provinciaux ont bénéficié de fonds fédéraux pour la construction d'installations nucléaires et les remboursements qu'ils lui versent maintenant sont retransmis au Canada. La société a été chargée des réacteurs Candu construits récemment en Argentine et en Corée et collabore à la construction de deux autres en Roumanie. On étudie à l'heure actuelle la possibilité de privatiser la Division de la radiochimie qui produit et commercialise des isotopes radio-actifs et du matériel médical.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	275, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0S4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Constitution le 14 février 1952, aux termes de la partie I de la *Loi sur les corporations canadiennes* et prorogation le 8 juillet 1977 aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; certificat relatif modifié le 15 juillet 1982. Le mandat de la société est fixé par le paragraphe 10(1) de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* ainsi que par sa charte et ses statuts de constitution.
PREMIER DIRIGEANT	James Donnelly
PRÉSIDENT	Robert Després, O.C.
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	1,107	1,226	1,285	1,348
Engagements envers le secteur privé	24	36	44	52
Engagements envers le Canada	649	720	767	773
Avoir du Canada	177	148	143	179
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	275	326	336	315
— non budgétaire	néant	néant	5	8

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Les états financiers et tous les autres renseignements présentés dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction et du Conseil d'administration de la Société. Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus et comprennent des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

La Société maintient des systèmes comptables, financiers, de contrôle de gestion et d'information, de même que des pratiques de gestion conçus pour fournir une garantie raisonnable que des informations financières fiables et précises sont disponibles au moment opportun; que les actifs sont protégés et contrôlés; que les ressources sont gérées économiquement et de façon efficace dans le cadre des objectifs de la Société; que l'exploitation est menée efficacement et que les transactions sont conformes à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et à ses règlements, ainsi qu'aux règlements administratifs et aux politiques de la Société. La Société a respecté toutes les exigences concernant les déclarations établies par la Loi sur l'administration financière, y compris la présentation d'un plan corporatif, d'un budget d'exploitation, d'un budget d'immobilisations et du présent rapport annuel.

Le vérificateur interne de la Société, qui fait rapport indépendamment au Président du Conseil, a la responsabilité d'évaluer les systèmes et les pratiques de gestion de la Société. Le Vérificateur général du Canada effectue une vérification indépendante des états financiers de la Société et présente son rapport au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société, examine les états financiers et le rapport du Vérificateur général, les plans et les rapports liés à des examens spéciaux et avise le Conseil à cet égard et supervise les activités de la vérification interne. Le Comité de vérification rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et le Vérificateur général.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE PATRICIA CARNEY, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

J'ai vérifié le bilan de l'Énergie Atomique du Canada, Limitée au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats, du capital d'apport, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 9 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	55,495	122,664
Débiteurs	126,858	122,224
Stocks (note 3)	61,667	54,503
	244,020	299,391
Stocks à long terme (note 3)	1,579	11,907
Débiteurs à long terme (note 4)	699,163	748,343
Investissement et coûts reportés (note 5)	110,280	111,509
Propriétés, installations et matériel (note 6)	51,955	54,556
	1,106,997	1,225,706

PASSIF	1986	1985
À court terme		
Créditeurs et frais courus	133,759	159,692
Tranche de la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	24,171	34,215
	157,930	193,907
Revenus reportés	64,255	63,552
Provision pour contrats en cours	25,024	62,560
Prestations de cessation d'emploi courues	34,084	35,662
Dettes à long terme (note 7)	648,898	721,867
	930,191	1,077,548
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—75,000 actions ordinaires		
Émis—54,000 actions ordinaires	15,000	15,000
Capital d'apport	69,795	58,641
Bénéfices non répartis	92,011	74,517
	176,806	148,158
	1,106,997	1,225,706

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
ROBERT DESPRÉS

Administrateur
JAMES DONNELLY

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Opérations commerciales		
Revenus		
Approvisionnements et services nucléaires	93,269	146,271
Équipement d'irradiation et isotopes	92,617	82,546
Intérêt	74,435	80,276
	260,321	309,093
Coûts et frais		
Coût des ventes et services	119,467	183,041
Développement des produits	10,332	11,105
Marketing et administration	40,593	37,834
Intérêt	62,231	69,556
	232,623	301,536
Bénéfice d'exploitation	27,698	7,557
Activités de recherche et développement		
Dépenses	211,683	223,867
Moins: revenus	24,867	27,391
crédits parlementaires	176,612	195,013
Dépenses nettes	10,204	1,463
Secteurs abandonnés		
Dépenses	58,161	30,774
Moins: revenus		3,635
crédits parlementaires	58,161	16,517
virement au capital d'apport		14,291
Revenus nets		3,669
Bénéfice net de l'exercice	17,494	9,763

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde au début de l'exercice	58,641	63,560
Crédits parlementaires utilisés pour rembourser le capital des emprunts	11,154	9,372
	69,795	72,932
Coûts de fermeture de la centrale prototype de Douglas Point non financés par des crédits parlementaires		14,291
Solde à la fin de l'exercice	69,795	58,641

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde au début de l'exercice	74,517	64,754
Bénéfice net de l'exercice	17,494	9,763
Solde à la fin de l'exercice	92,011	74,517

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Activités d'exploitation		
Bénéfice net de l'exercice	17,494	9,763
Amortissement	6,175	5,177
	23,669	14,940
Diminution (augmentation) du fonds de roulement pour l'exploitation	(26,173)	42,070
Encaisse provenant de (absorbée par) l'exploitation	(2,504)	57,010
Activités d'investissement		
Production d'eau lourde	(29,193)	(104,634)
Crédits parlementaires pour la production d'eau lourde	29,193	104,634
Acquisitions de propriétés commerciales, installations et matériel, moins les aliénations	(4,947)	(5,419)
Augmentation des coûts reportés	(6,985)	(12,110)
Encaisse investie	(11,932)	(17,529)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(83,013)	(51,656)
Produit de billets à recevoir à long terme	19,126	18,791
Crédits parlementaires utilisés pour rembourser le capital des emprunts	11,154	9,372
Réduction du capital d'apport		(14,291)
Encaisse utilisée pour le financement	(52,733)	(37,784)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des dépôts à court terme	(67,169)	1,697
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	122,664	120,967
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	55,495	122,664

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de façon uniforme. Les principales conventions comptables utilisées sont les suivantes:

Conversion des devises étrangères

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de la transaction, à l'exception de celles qui sont visées par des contrats de change à terme, pour lesquels on utilise le taux établi par les modalités du contrat. Les éléments d'actif et de passif monétaires à la date du bilan sont ajustés de façon à refléter le taux de change en vigueur à cette date. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion des devises étrangères sont inclus dans les revenus.

Stocks

L'équipement et les matières d'irradiation sont évalués au moindre du coût moyen ou de la valeur de réalisation nette. Les fournitures générales et d'entretien sont évaluées au coût. Les stocks d'eau lourde sont évalués au moindre du coût moyen moins les crédits parlementaires y afférant ou de la valeur de réalisation nette. Les stocks d'eau lourde qu'on ne prévoit pas vendre au cours du prochain exercice ou utiliser dans le cadre de l'exploitation sont classés comme élément d'actif à long terme.

Investissement et coûts reportés

L'investissement et les coûts reportés sont inscrits à leur coût et imputés aux revenus qui en découlent au cours de la période probable pendant laquelle ils produisent des revenus.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES—*Fin*

Propriétés, installations et matériel

Les propriétés, les installations et le matériel pour la recherche et le développement sont comptabilisés au coût et imputés aux dépenses au cours de l'exercice de leur acquisition.

Les autres propriétés, installations et matériel sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun des éléments, comme suit:

Matériel et outillage	3 à 20 ans
Bâtiments	20 à 50 ans

Les coûts de déclassement des installations nucléaires sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

Contrats à long terme

Les revenus et les coûts reliés aux contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Cette méthode est appliquée avec prudence considérant que ces projets à long terme comportent un certain degré d'incertitude. Une provision complète a été inscrite pour toutes les dépenses anticipées pour l'achèvement des contrats en cours.

Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada, au moyen de crédits parlementaires, finance certaines activités de la Société, comme il est expliqué à la note 2. Les crédits parlementaires sont appliqués en réduction des dépenses afférentes, à l'exception de la portion utilisée pour réduire le capital de certains emprunts; cette portion est comptabilisée comme une augmentation du capital d'apport.

Régime de pension

Les employés de la Société participent au Régime des pensions de retraite de la Fonction publique, lequel est administré par le gouvernement du Canada. La cotisation de la Société envers le coût du régime se limite à un montant égal à la cotisation versée par les employés au titre de leurs services courants. Ces contributions représentent la totalité du passif de la Société en regard du régime de pension et sont imputées aux résultats sur une base courante.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi en vertu de leurs conventions collectives et des conditions d'emploi. Le passif découlant de ces prestations est imputé aux résultats au fur et à mesure que les prestations sont gagnées par les employés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

1. Conventions comptables

Le résumé des principales conventions comptables fait partie intégrante des présents états financiers.

2. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires ont été utilisés au cours de l'exercice pour les fins suivantes:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Activités de recherche et développement	176,612	195,013
Secteurs abandonnés		
—Réacteurs prototypes	18,331	11,053
—Fermeture d'usines d'eau lourde	35,382	
—Protection des installations de LaPrade	2,302	2,536
—Intérêt sur emprunts pour usines d'eau lourde	2,146	2,928
	58,161	16,517
Production d'eau lourde	29,193	104,634
Capital des emprunts pour usines d'eau lourde	11,154	9,372
	275,120	325,536

3. Stocks

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
À court terme		
Équipement et matières d'irradiation	37,763	37,484
Eau lourde	20,904	12,644
Fournitures générales et d'entretien	3,000	4,375
	61,667	54,503
À long terme		
Eau lourde	556,366	537,501
Moins les crédits parlementaires cumulés (voir ci-dessous)	554,787	525,594
	1,579	11,907

Les crédits parlementaires cumulés sont remboursables, de même que l'intérêt s'y rapportant, jusqu'à concurrence des revenus provenant des ventes futures. Au 31 mars 1986, aucun contrat pour la vente d'eau lourde financée par le gouvernement n'avait été définitivement conclu.

4. Débiteurs à long terme

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Billets à recevoir de commissions électriques provinciales pour le financement d'installations nucléaires, échéant jusqu'en 2008 à des taux d'intérêt variant de 7.795 % à 9.706 % (voir la note 7 pour l'élément de passif correspondant).	623,559	642,685
Débiteurs contractuels portant des taux d'intérêt fixes variant de 7 % à 10.5 % et à des taux variables, échéant jusqu'en 1995.	96,064	123,269
Débiteurs hypothécaires et autres	5,132	5,232
	724,755	771,186
Échéance à moins d'un an	25,592	22,843
	699,163	748,343

5. Investissement et coûts reportés

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Investissement dans les unités 1 et 2 de Pickering		
La Société, Ontario Hydro et la province de l'Ontario ont signé une entente pour la construction et l'exploitation des unités 1 et 2 de la centrale nucléaire Pickering "A", lesquelles appartiennent à Ontario Hydro. Selon l'entente, la Société est en droit de recevoir jusqu'en l'an 2001 des versements qui sont fonction de la différence entre le coût de production de l'électricité dans les unités 1 et 2 de Pickering et celui des unités 1 et 2 de Lambton qui sont alimentées au charbon.	84,012	84,012
Coûts reportés		
Coûts engagés lors de la modification des installations appartenant à des tiers dans le but de générer des revenus, et autres coûts reportés.	26,268	27,497
	110,280	111,509

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986—*Fin*

Les unités 1 et 2 de Pickering sont toujours à l'état d'arrêt afin de permettre le remplacement des tubes de force; par conséquent, la Société n'a réalisé aucun revenu durant les exercices 1985 et 1986. Conséquemment, aucun amortissement de l'investissement n'a été imputé aux résultats des deux exercices. Il est prévu que les réacteurs seront de nouveau opérationnels en 1987.

6. Propriété, installation et matériel

	1986			1985
	Coût	Financement gouvernemental et amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Opérations commerciales				
Terrains et aménagements	2,409	822	1,587	1,699
Bâtiments	44,466	17,824	26,642	27,136
Matériel et outillage	38,089	17,223	20,866	22,478
	84,964	35,869	49,095	51,313
Activités de recherche et de développement				
Terrains et aménagements	9,642	9,642		
Bâtiments	68,368	65,508	2,860	3,243
Réacteurs et matériel	244,919	244,919		
Construction en cours	46,426	46,426		
	369,355	366,495	2,860	3,243
Secteurs abandonnés				
Réacteurs prototypes	170,557	170,557		
Usines d'eau lourde	802,881	802,881		
	1,427,757	1,375,802	51,955	54,556

L'amortissement des propriétés, installations et matériel reliés aux opérations commerciales pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 s'est élevé à 5,7 millions de dollars (5,2 millions de dollars en 1985).

Les dépenses en immobilisations pour la recherche et le développement imputées à l'exercice terminé le 31 mars 1986 se sont élevées à 17,9 millions de dollars (23,9 millions de dollars en 1985).

Le déclassement d'installations de recherche nucléaire et de réacteurs prototypes fait partie intégrante du programme nucléaire. Présentement, les réacteurs prototypes de Gentilly 1 et de Douglas Point sont fermés. Comme première étape du programme de déclassement, un programme a été développé et mis à exécution, à un coût prévu de 12,4 millions de dollars, pour assurer un stockage sûr; ceci constituerait l'étape initiale du programme de déclassement. Le coût net futur du déclassement des installations de recherche nucléaire et des prototypes ne peut être déterminé en ce moment, à cause de l'incertitude reliée à la nature exacte, au moment et au choix des méthodes de disposition éventuelles. Selon la politique de comptabilité de la Société, de telles dépenses seront inscrites lorsqu'elles seront engagées.

La fermeture des usines d'eau lourde de Glace Bay et de Port Hawkesbury a débuté au cours de l'exercice et prendra fin au cours du prochain exercice. Tous les coûts de fermeture sont financés par des crédits parlementaires. Le coût prévu de parachèvement de ce programme est de 27 millions de dollars.

7. Dette à long terme

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Pour le financement des installations nucléaires de commissions électriques provinciales, échéant jusqu'en 2008, à des taux d'intérêt fixes variant de 6,687 % à 9,706 % (voir la note 4 pour les débiteurs correspondants)	621,643	642,003
Pour le financement d'eau lourde louée et autres biens, échéant jusqu'en 2003, portant intérêt à des taux variant de 4,125 % à 10 %	27,142	78,368
Emprunts auprès de tiers		
Pour financer l'achat d'usines d'eau lourde		
Glace Bay—Échéant jusqu'en 1998 à un taux d'intérêt implicite de 8,875 %	24,284	25,711
Port Hawkesbury—Échéant le 1 avril 1985 à un taux d'intérêt implicite de 7,375 %		10,000
	673,069	756,082
Échéance à moins d'un an	24,171	34,215
	648,898	721,867

Les versements sur emprunts exigibles au cours des prochains exercices sont comme suit (en millions de dollars): 1987—$24,2; 1988—$45,9; 1989—$28,2; 1990—$30,4; 1991—$32,9; exercices ultérieurs à 1991—$511,5.

8. Opérations entre apparentés

En plus des opérations présentées ailleurs dans ces états financiers, la Société a effectué les transactions suivantes avec le gouvernement du Canada:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Remboursement des emprunts et de l'intérêt	134,757	119,715
Paiements au Régime des pensions de retraite de la Fonction publique	14,526	15,651

Dans le cours normal de ses activités, la Société a également effectué diverses transactions avec le gouvernement du Canada, ses organismes et d'autres sociétés d'État.

9. Chiffres comparatifs

Au besoin, les chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été modifiés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

PAGE RÉCAPITULATIVE

HARBOURFRONT CORPORATION

MANDAT

Exploiter, gérer, entretenir et aménager les terrains du port de Toronto dans l'intérêt public.

ANTÉCÉDENTS

Acquise par le Canada en 1973, la société a aménagé des lieux publics au port de Toronto et y organise des activités récréatives et multi-culturelles pour resserrer les liens avec les habitants des quartiers résidentiels et commerciaux limitrophes.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	410, Queen's Quay ouest Bureau 500 Toronto (Ontario) M5V 1A2
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Terminal Warehouses Ltd, le 16 juin 1936, en vertu de la *Companies Act* de l'Ontario; Harbourfront Corporation, le 14 juillet 1978 en vertu de la *Business Corporations Act* de l'Ontario; maintenue en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*, le 21 décembre 1984
PREMIER DIRIGEANT	Howard E. Cohen
PRÉSIDENT	Consiglio Di Nino
VÉRIFICATEUR	Green et Cadsby

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985 (reformulé)	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	36.3	27.9	9.8	5.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.3	0.2	0.5	1.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	6.1	20.9	14.0	8.5
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

HARBOURFRONT CORPORATION

(Puisque les états financiers vérifiés ne sont pas disponibles en français, voici la version anglaise)

AUDITOR'S REPORT

TO THE HONOURABLE ROCH LASALLE, P.C., M.P.
MINISTER OF PUBLIC WORKS

We have examined the balance sheet of Harbourfront Corporation as at March 31, 1986 and the statements of income, retained equity and changes in financial position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Corporation as at March 31, 1986 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied, except for the change in the method of recording fixed assets referred to in Note 4, on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, we have examined the transactions that came to our notice in the course of the above mentioned examination of the financial statements of Harbourfront Corporation for the year ended March 31, 1986, to determine whether they were in accordance with Part XII of the Financial Administration Act, the regulations, the charter and by-laws of the corporation and the seven year management agreement dated June 13, 1980 as subsequently amended. In our opinion, these transactions were, in all significant respects, in compliance with the authorities specified.

Green and Cadsby
Chartered Accountants

Toronto, Canada
June 18, 1986

BALANCE SHEET MARCH 31, 1986

ASSETS	Note reference	1986	1985
	13	$	$ Restated
Cash and term deposits		318,352	5,912,413
Government of Canada—Receivable	2	344,733	6,539,574
Receivables and other assets	5	3,190,672	1,970,847
Due under development agreements	7	23,451,292	9,597,878
Deposit with Receiver General	2,6	8,773,245	3,841,370
Fixed assets	8	230,717	1
		36,309,011	27,862,083

LIABILITIES	Note reference	1986	1985
	13	$	$ Restated
Accounts payable and accrued liabilities		2,206,904	4,263,073
Unearned revenue from development agreements	9	31,034,821	15,894,123
Deferred development contributions	10	1,687,414	6,472,518
Other deferred revenues		1,044,361	989,175
		35,973,500	27,618,889
SHAREHOLDER'S EQUITY			
Capital			
Authorized			
500,000—Common shares			
Issued			
215,500—Common shares		1	1
Retained Equity		335,510	243,193
		335,511	243,194
		36,309,011	27,862,083

See accompanying notes

On behalf of the Board:

CONSIGLIO DI NINO
Director

A. BRAM APPEL
Director

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

STATEMENT OF RETAINED EQUITY FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1986

	Note reference	1986	1985
	13	$	$ Restated
Retained earnings at beginning of year		243,193	473,651
Net income (loss) for the year		92,317	(230,458)
Transfer to restricted surplus	2,3	(1,189,716)	
Retained earnings (deficit) at end of year		(854,206)	243,193
Restricted surplus at beginning of year			
Transfer from retained earnings	2,3	1,189,716	
Restricted surplus at end of year		1,189,716	
Retained equity at beginning of year		243,193	473,651
Retained equity at end of year	3	335,510	243,193

See accompanying notes

STATEMENT OF INCOME FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1986

	Note reference	1986	1985
	13	$	$ Restated
Operations			
Income			
Government of Canada—Contribution	2	205,700	347,300
Rental from revenue producing property		1,563,040	1,933,916
Parking, concessions and other income		3,834,201	3,746,560
Events, admissions and sponsorships		2,237,782	2,002,687
Interest earned under Harbourfront Capital Account	2	557,062	25,574
Interest and fees earned under development agreements		1,582,515	1,621,746
		9,980,300	9,677,783
Expenses			
Personnel	11	4,443,437	4,016,722
Property and operations		1,442,207	1,260,474
Events production		2,414,108	2,288,202
General and administration		2,711,649	2,342,843
Depreciation		66,298	
		11,077,699	9,908,241
Loss from operations		(1,097,399)	(230,458)
Development			
Income			
Contributions applied	10	11,995,955	18,294,548
Interest		88,838	266,098
		12,084,793	18,560,646
Income from sale of development rights	2	1,168,000	
Income from capitalized leases	2	21,716	
		13,274,509	18,560,646
Expenses			
Site improvements		11,135,816	15,687,306
Land acquisition		948,977	2,873,340
		12,084,793	18,560,646
Income from development		1,189,716	
Net income (loss) for the year		92,317	(230,458)

See accompanying notes

STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1986

	1986	1985
	$	$
Operating and Development Activities		
Cash provided from		
Net income (loss) for the year	92,317	(230,458)
Expenses not requiring cash outlay		
Depreciation	66,298	
	158,615	(230,458)
Cash increased by		
Deferred revenue from development agreements	15,140,698	6,819,500
Receivable from Government of Canada	6,514,000	
Deferred revenue	55,186	460,188
Development contributions		2,270,152
Accounts payable and accrued liabilities		2,453,580
Receivables and other assets		747,874
	21,709,884	12,751,294
Cash reduced by		
Due under development agreements	(13,853,414)	(3,284,625)
Deposit with Receiver General	(4,931,875)	(3,841,370)
Development contributions	(4,785,104)	
Accounts payable and accrued liabilities	(2,056,169)	
Receivables and other assets	(1,538,984)	
Receivable from Government of Canada		(6,514,000)
	(27,165,546)	(13,639,995)
Cash reduced by operating and development activities	(5,297,047)	(1,119,159)
Investing Activities		
Land acquired from Crown	(1)	
Operating fixed assets	(297,013)	
	(297,014)	
Decrease in cash	(5,594,061)	(1,119,159)
Cash and term deposits at beginning of the year	5,912,413	7,031,572
Cash and term deposits at end of the year	318,352	5,912,413

See accompanying notes

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS MARCH 31, 1986

1. General

The Company, incorporated under the Laws of Ontario, was continued under Section 181 of the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated December 21, 1984.

The Company is a Crown corporation listed under Part I of Schedule C of the Financial Administration Act. Share capital is held by Her Majesty the Queen in Right of Canada as represented by the Minister of Public Works.

The Company is exempt from Corporation Income Taxes under Section 149(1)(d) of the Income Tax Act.

The Company owns shares in a subsidiary company, 630370 Ontario Limited, which is inactive as at March 31, 1986.

2. Related parties transactions

Pursuant to a seven year agreement dated June 13, 1980 as subsequently amended, Her Majesty the Queen in Right of Canada, has granted the Company the right to operate, manage, maintain and develop certain premises situated on the Toronto harbourfront for commercial and residential purposes, including the leasing of space and to initiate, conduct or sponsor on the premises cultural, recreational and educational programmes for the benefit of the public.

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
MARCH 31, 1986—*Continued*

Funds received on account of development rights and capitalized land leases are remitted to the Receiver General for deposit in the Harbourfront Capital Account, an interest bearing trust account within the Consolidated Revenue Fund of the Government of Canada.

The Corporation may, with the approval of the Governor in Council, upon recommendation of the Treasury Board, withdraw amounts of principal remitted to the Harbourfront Capital Account for purposes consistent with the development and financial objectives of the Corporation.

The following summarizes related party transactions for the year.

Government of Canada contributions:

	1986	1985
	$	$
Operating contribution	205,700	347,300
Development contribution	5,886,300	20,564,700
	6,092,000	20,912,000
Interest received and receivable from the Harbourfront Capital Account	557,062	25,574
Government of Canada receivable	344,733	6,539,574

Government of Canada receivable in 1986 represents accrued interest on the Harbourfront Capital Account and in 1985 represents contributions receivable of $6,514,000 and accrued interest on the Harbourfront Capital Account of $25,574.

3. Accounting policies

Land

The land being developed by Harbourfront is owned by Her Majesty the Queen in Right of Canada except for certain designated portions that have been conveyed to the Company for nominal consideration to facilitate certain redevelopment agreements. Land, the acquisitions of which are funded by contributions from the Government of Canada, is owned by the Government of Canada, and accordingly, is recorded as expenditures. Land transferred to the Company from the Government of Canada is transferred and recorded at $1.

Buildings and site improvements

The Company records the costs of maintaining and improving the site and buildings thereon as expenditures in the year incurred, except for additions to land conveyed to and retained by the Company which are capitalized.

Operating fixed assets

Operating assets, consisting of machinery, equipment and office furniture, are recorded at cost and depreciated over their useful lives. Assets reflected in the financial statements include additions, including acquisitions through capital leases, if any, after March 31, 1985.

Recognition of revenues

Development rights and leases

Upon closing of development agreements, the Company records all amounts received and receivable which are reasonably determinable as unearned revenue. Sales of air rights are recognized and net income is recorded upon transfer of title of said air rights and registration of the condominium development. Capitalized land leases are recognized on a straight line basis over the lease term.

Interest earned by the Corporation from the monies held in the Harbourfront Capital account and interest earned on balances due under development agreements are part of the operating revenues of the Corporation.

Government contributions

Contributions from the Government of Canada are recognized at the time they are authorized as payable to the Company.

Basis of consolidation

The consolidated financial statements include the accounts of the Company and its subsidiary.

Retained equity

Retained equity consists of retained earnings and restricted surplus. Net income recognized under development agreements and capitalized land leases, is transferred to the restricted surplus account to reflect the restriction set out in Note 2. Transfers out of the restricted surplus account to retained earnings are limited to such amounts as are approved by the Governor in Council, upon recommendation of the Treasury Board.

4. Change in accounting policies

Certain operating fixed assets were originally transferred from the Government of Canada to the Company by Order in Council for $1. Additions to March 31, 1985 were recorded as expenditures and equipment capital leases were treated as operating leases.

The application of the new accounting policy for recording operating assets has resulted in assets of $297,014 being capitalized on which depreciation of $66,298 has been provided. The Company did not enter into capital leases during the current fiscal year.

This change in policy has not been applied retroactively since the financial data relating to those operating fixed assets transferred by the Crown and other acquisitions up to March 31, 1985 are not reasonably determinable.

5. Receivables and other assets

	1986	1985
	$	$
Accounts receivable	478,632	870,007
Interest under development agreements	1,277,016	262,966
Interest, other	86,063	96,510
Development fees	500,000	
Participating income receivable	124,355	80,874
Programming grants receivable	95,050	37,683
Prepaid expenses and deposits	629,556	622,807
	3,190,672	1,970,847

6. Deposit with Receiver General

As of March 31, 1986, the Corporation had received and paid $8,773,245 into the Harbourfront Capital Account. Balances due upon the registration of various condominium developments amount to $23,451,292 and will be remitted to the Harbourfront Capital Account on receipt.

HARBOURFRONT CORPORATION—*Fin*

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
MARCH 31, 1986—*Concluded*

7. Due under development agreements

	Due within one year	Due after one year	Total 1986	Total 1985
	$	$	$	$
Amounts due, interest bearing		4,833,253	4,833,253	4,833,253
Amounts due, non-interest bearing	13,853,414	4,764,625	18,618,039	4,764,625
	13,853,414	9,597,878	23,451,292	9,597,878

8. Fixed assets

Fixed assets consist of

	Cost	Accumulated depreciation	Net 1986	Net 1985
	$	$	$	$
Land	1		1	
Operating fixed assets transferred from Crown	1		1	1
Operating fixed assets acquired in year	297,013	66,298	230,715	
	297,015	66,298	230,717	1

9. Unearned revenue from development agreements

	1986	1985
	$	$
Balance at beginning of year	15,894,123	
Amounts received	2,477,000	6,296,245
Amounts receivable	13,853,414	9,597,878
	32,224,537	15,894,123
Earned in year	1,189,716	
Balance at end of year	31,034,821	15,894,123

10. Deferred development contributions

	1986	1985
	$	$
Deferred contributions at beginning of year	6,472,518	4,202,366
Contributions during year		
Government of Canada (Note 2)	5,886,300	20,564,700
Allowances under development agreements	1,324,551	
	13,683,369	24,767,066
Contributions applied in year	11,995,955	18,294,548
Deferred contributions at end of year	1,687,414	6,472,518

The deferred contributions at beginning of 1985 and 1986 were represented by contributions from the Government of Canada.

11. Personnel

Personnel costs were incurred in each operational area as follows:

	1986	1985
	$	$
Property and operations	1,216,644	1,093,464
Events production	1,891,977	1,678,982
General and administration	955,783	935,921
Planning and development	379,033	308,355
	4,443,437	4,016,722

12. Commitments and contingencies

As at March 31, 1986, contractual obligations and capital commitments to various site capital improvements amounting to $7,200,000 will be funded from the deferred development contributions and from withdrawals from the Harbourfront Capital Account.

The Company is the defendant in certain litigation matters totalling approximately $275,000. The Company has denied liability in these actions and in some instances has served counterclaims. In the opinion of management, based in part upon discussions with counsel, these actions will be resolved satisfactorily and will not have a material adverse effect on the Company's financial position.

The contractual principal repayments under equipment leases entered into prior to April 1, 1985 are as follows:

Fiscal year	$
1987	119,220
1988	102,798
1989	38,089
1990	25,891

13. Comparative figures

Contributions received in excess of development expenses, previously carried forward as Special Recovery Capital Projects Programme Fund and Capital Improvements Fund, are now classified as deferred revenue.

Funds received under development agreements and remitted to the Receiver General, previously carried forward as the Harbourfront Capital Account Fund, are now recorded as unearned revenue. As at March 31, 1985, $2,454,875 was due to the Harbourfront Capital Account Fund.

Certain other 1985 comparative figures have been reclassified in order to conform with the financial statement presentation adopted for 1986.

14. Cumulative contributions by the Government of Canada

The following historical cost information in millions of dollars has been supplied by the Department of Public Works:

	Fiscal 1972 to 1980	Fiscal 1981 to 1986	Total
	$	$	$
Site acquisition	54.4		54.4
Operating and capital expenditures	21.5		21.5
Operating contributions		8.5	8.5
Development and land acquisition contributions		50.3	50.3
	75.9	58.8	134.7

Funds contributed subsequent to fiscal 1980 represent expenditures pursuant to the Management Agreement referred to in Note 2.

PAGE RÉCAPITULATIVE

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

MANDAT

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits.

ANTÉCÉDENTS

L'institut a été fondé en 1984 en vertu d'une loi spéciale. En vertu du projet de loi C-69, lequel a reçu la sanction royale le 29 octobre 1985, l'Institut s'est vu conférer un statut semblable à celui des sociétés d'État culturelles et est donc exempté de la plupart des dispositions de la partie XII de la LAF.

L'Institut est autorisé à utiliser les moyens suivants pour remplir son mandat:

a) stimuler, subventionner et poursuivre des recherches;
b) stimuler les études de niveau supérieur;
c) faire des études et proposer des idées et des politiques;
d) recueillir et diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	307, rue Gilmour Ottawa (Ontario) K2P 0P7
STATUT	— non mandataire de Sa Majesté — exemptée des divisions I à IV de la partie XII de la *LAF* en vertu de l'art. 96(1) de cette Loi
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	15 août 1984, en vertu de la *Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales* (S.C. 1983-84, c. 37)
PREMIER DIRIGEANT	Geoffrey Pearson
PRÉSIDENT	William H. Barton
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	6 mois jusqu'au 31 mars 1985
À la fin de l'exercice		
Actif total	1.9	1.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant
Avoir du Canada	1.7	1.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	2.5	1.5
— non budgétaire	néant	néant

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES
ET
LE TRÈS HONORABLE CHARLES JOSEPH CLARK, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats et de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	1,124,197	224,330
Bons du Trésor du Canada	499,789	1,026,247
Intérêts courus	11,692	26,147
Frais payés d'avance	75,896	51,829
	1,711,574	1,328,553
Immobilisations (note 3)	140,994	3,585
	1,852,568	1,332,138

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	111,223	96,183
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	1,741,345	1,235,955
	1,852,568	1,332,138

Approuvé par:

Le Président du Conseil
WILLIAM H. BARTON

L'Administrateur délégué
GEOFFREY A.H. PEARSON

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986 (12 mois)	1985 (6 mois)
	$	$
Dépenses (tableau)		
Programmes		
Programmes publics	683,478	14,200
Recherche	547,381	28,484
Systèmes d'information	117,267	9,509
	1,348,126	52,193
Administration et soutien		
Administration	544,187	108,049
Direction	195,268	33,276
Conseil d'administration	132,774	132,704
	872,229	274,029
	2,220,355	326,222
Revenus		
Intérêts	225,745	62,177
Coût net de l'exploitation	1,994,610	264,045
Crédit parlementaire	2,500,000	1,500,000
Excédent du crédit parlementaire sur le coût net de l'exploitation	505,390	1,235,955
Avoir du Canada au début de l'exercice	1,235,955	
Avoir du Canada à la fin de l'exercice	1,741,345	1,235,955

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986 (12 mois)	1985 (6 mois)
	$	$
Exploitation		
Fonds absorbés par l'exploitation		
Coût net de l'exploitation	1,994,610	264,045
Élément n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement des immobilisations	(35,472)	(897)
	1,959,138	263,148
Créditeurs et frais courus	(15,040)	(96,183)
Intérêts courus	(14,455)	26,147
Frais payés d'avance	24,067	51,829
	1,953,710	244,941
Investissement		
Acquisition de mobilier, de matériel de bureau et d'améliorations locatives	172,881	4,482
Financement		
Crédit parlementaire	(2,500,000)	(1,500,000)
Augmentation au cours de l'exercice	373,409	1,250,577
Solde au début de l'exercice	1,250,577	
Solde à la fin de l'exercice	1,623,986	1,250,577

Le solde comprend l'encaisse, les dépôts à terme et les bons du Trésor du Canada.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et exploitation

L'Institut a été constitué en juin 1984 en vertu de la Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales et il a commencé son exploitation le 1er octobre 1984.

Au cours de l'exercice, le Projet de loi C-69 a modifié sa loi constitutive. L'Institut devient une société d'État exempte et n'est plus inscrit à l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. De plus, ce Projet de loi a modifié la version française de sa raison sociale qui auparavant se lisait comme suit: Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales.

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance des questions liées à la paix et à la sécurité internationales du point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, du désarmement, de la défense et de la solution aux conflits, ainsi que:

a) de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches sur des questions liées à la paix et à la sécurité internationales;

b) de stimuler les travaux de niveau supérieur en matière de paix et de sécurité internationales;

c) d'étudier et de proposer des idées et des politiques quant à la mise en valeur de la paix et de la sécurité internationales; et

d) de recueillir et diffuser des renseignements sur des questions de paix et de sécurité internationales et d'encourager le public à en discuter.

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus. Les principaux principes suivis sont:

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Le mobilier et le matériel de bureau sont amortis selon la méthode linéaire à un taux annuel de 20%. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de la durée du bail.

b) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique lequel est administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Institut sont égales aux cotisations versées par ses employés à l'égard du service courant. Ces cotisations représentent la dette totale de l'Institut au titre du régime de retraite et elles sont enregistrées en tant que dépenses au cours de l'exercice pendant lequel sont rendus les services des employés.

c) Impôts sur le revenu

L'Institut est exempt des impôts sur le revenu.

d) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est comptabilisé sur une base d'exercice. De plus, sa loi constitutive précise que l'Institut recevra du Fonds du revenu consolidé les sommes suivantes:

	$
1986-87	3 millions
1987-88	4 millions
1988-89	5 millions
Par la suite	5 millions ou toute somme supérieure qui pourra être affectée par le Parlement.

e) Subventions

L'Institut comptabilise ses obligations envers les récipiendaires de subventions lorsque les conditions de l'entente sont accomplies.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Immobilisations

	1986			1985
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier	118,877	24,123	94,754	1,392
Matériel de bureau	35,209	7,590	27,619	2,193
Améliorations locatives	23,276	4,655	18,621	
	177,362	36,368	140,994	3,585

4. Engagements

Loyer

L'Institut est engagé en vertu d'un bail de cinq ans pour la location de bureaux. L'Institut peut renouveler ce bail pour une période supplémentaire de cinq ans. Le loyer annuel minimum pour les quatre prochains exercices s'élève à $120,000.

Subventions

L'Institut s'est engagé à verser au cours du prochain exercice des subventions totalisant $188,386 en autant que les récipiendaires respectent les conditions des ententes.

TABLEAU DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	Programmes				Administration et soutien					
	Programmes publics	Recherche	Systèmes d'information	Total	Administration	Direction	Conseil d'administration	Total	1986 (12 mois)	1985 (6 mois)
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Frais touchant le personnel	149,087	207,229	68,969	425,285	157,910	178,428		336,338	761,623	100,815
Subventions	434,017	271,432		705,449					705,449	
Transport et communications	17,385	16,138	9,837	43,360	52,989	10,469	65,200	128,658	172,018	61,661
Loyer					169,868			169,868	169,868	23,597
Fournitures et approvisionnements			28,739	28,739	54,434			54,434	83,173	9,143
Publications	75,140	5,407		80,547					80,547	4,779
Services professionnels et spéciaux	6,961	5,902	9,722	22,585	25,972	6,371	7,389	39,732	62,317	37,551
Honoraires des administrateurs							60,185	60,185	60,185	84,350
Frais de réparations et d'entretien					45,527			45,527	45,527	777
Conférences et séminaires	888	41,273		42,161					42,161	
Amortissement des immobilisations					35,472			35,472	35,472	897
Autres frais					2,015			2,015	2,015	2,652
	683,478	547,381	117,267	1,348,126	544,187	195,268	132,774	872,229	2,220,355	326,222

TABLEAU DES SUBVENTIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	Paiements	Engagements	Total
	$	$	$
Recherche	271,432	153,686	425,118
Programmes publics	434,017	34,700	468,717
	705,449	188,386	893,835

PAGE RÉCAPITULATIVE

LOTO CANADA INC.

MANDAT

Diriger et gérer une loterie nationale.

ANTÉCÉDENTS

La dissolution de la société a été autorisée par l'adoption de la *Loi portant dissolution de la Société canadienne des paris sportifs et de Loto Canada Inc.*, laquelle a reçu la sanction royale le 20 juin 1985. Un certificat de dissolution a été émis le 10 juillet 1985.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

DATE ET LOI DE CONSTITUTION — 1976; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	Jusqu'au 10 juillet 1985	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	néant	négl.	15.4	14.4
Engagements envers le secteur privé	néant	négl.	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	(négl.)	15.2	14.2
Avoir du Canada	néant	négl.	négl.	négl.
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	(16.4)	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

LOTO CANADA INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JAKE EPP, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié le bilan de Loto Canada Inc. au 10 juillet 1985 ainsi que l'état des résultats pour la période du 1er avril 1985 au 10 juillet 1985. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 10 juillet 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour la période terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 11 septembre 1985

BILAN AU 10 JUILLET 1985

ACTIF	10 juillet 1985	31 mars 1985	CAPITAL-ACTIONS	10 juillet 1985	31 mars 1985
	$	$		$	$
À recevoir du Receveur général du Canada		1	Une action ordinaire autorisée, émise et entièrement libérée		1
		1			1

Dissolution et éléments de passif éventuel (notes 2 et 5)

Approuvé par le conseil d'administration:

Administrateur
DAVID KIRKWOOD

Administrateur
H.J. MULLINGTON

LOTO CANADA INC.—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR LA PÉRIODE DU 1er AVRIL 1985 AU 10 JUILLET 1985

	10 juillet 1985 (101 jours)	31 mars 1985 (12 mois)
	$	$
Intérêts créditeurs		1,010,017
Frais		
Honoraires professionnels		11,600
Dépenses de bureau		3,975
Frais de déplacement et d'accueil		2,775
Règlement de réclamations		1,422
		19,772
Provision pour les frais non facturés (recouvrement)		(385,153)
		(365,381)
Bénéfice net pour la période		1,375,398

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 10 JUILLET 1985

1. Cessation des activités de loterie

Loto Canada Inc., société d'État figurant à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, a été constituée en 1976 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. La Société avait pour objectif d'exploiter et de gérer une loterie nationale en conformité avec les règlements sur la loterie nationale autorisée par le code criminel.

Au cours du mois d'août 1979, des représentants des administrations fédérale et provinciales ont signé un document en vertu duquel Loto Canada Inc. se retirait des opérations de vente de billets de loterie à compter du 31 décembre 1979. Après cette date, le gouvernement fédéral devait voir à ce que la Société mette fin à ses activités aussi rapidement que ses obligations juridiques, financières et administratives le lui permettraient. L'actionnaire a ordonné au conseil d'administration de procéder, à partir du 21 août 1979, à la cessation méthodique des activités de la Société. Les activités de loterie ont cessé le 31 décembre 1979 et le droit de réclamer des lots a pris fin le 31 décembre 1980. Le conseil d'administration, au cours de sa réunion du 7 juillet 1983, a adopté une résolution demandant que débute immédiatement le processus de liquidation définitive de la Société.

2. Dissolution de Loto Canada Inc.

La Loi liquidant Sport Select et Loto Canada a été proclamée en vigueur le 20 juin 1985. Les articles qui ont trait à la Société se lisent comme suit:

«6.(1) Les droits et les biens de Loto Canada Inc., ceux qui sont détenus en son nom ou en fiducie pour elle, ainsi que ses obligations et engagements, sont réputés être ceux de Sa Majesté.

(2) Le ministre peut prendre toutes mesures nécessaires ou liées à la dissolution de Loto Canada Inc. et à sa liquidation.

7.(1) Les procédures judiciaires relatives aux obligations et engagements de . . . Loto Canada Inc., ainsi que ceux pris par le ministre au cours de leur liquidation, peuvent être intentées contre Sa Majesté devant la juridiction qui aurait eu compétence pour connaître des procédures intentées contre . . . (Loto Canada Inc.) . . .

(2) Les procédures judiciaires pendantes contre . . . Loto Canada Inc. peuvent être poursuivies contre Sa Majesté au même titre qu'elles auraient pu l'être contre . . . Loto Canada Inc. . . . n'eut été l'entrée en vigueur de la présente loi.»

Loto Canada Inc. a mis fin à ses activités et a été dissoute en conformité avec les provisions de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. La Société avait, après qu'une résolution eut été présentée par l'actionnaire, le ministre de la Santé et du Bien-être social, enregistré auprès du directeur de la Direction des corporations du ministère de la Consommation et des Corporations, une déclaration d'intention de dissolution de Loto Canada Inc., conformément à l'article 203 de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. Un certificat d'intention de dissolution a été délivré par le directeur en novembre 1984 et un certificat de dissolution a été délivré le 10 juillet 1985. La Société est maintenant dissoute.

3. État de l'évolution de la situation financière

L'état de l'évolution de la situation financière n'a pas été préparé parce qu'il n'améliore pas l'information contenue dans les présents états financiers.

4. Opérations entre apparentés

Deux membres du conseil d'administration sont également des dirigeants de la Société canadienne des paris sportifs.

Toutes les opérations entre le gouvernement du Canada et la Société canadienne des paris sportifs ont été complétées au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1985.

5. Éléments de passif éventuel

En 1980, certains grossistes qui ont vendu des billets en Ontario ont intenté des poursuites judiciaires contre la Société. À ce jour, trois d'entre eux l'ont assignée en justice et deux de ces derniers lui ont réclamé des dédommagements s'élevant à $4,175,000, frais en sus. La Société rejette toute responsabilité à cet égard et les résultats des procédures légales engagées ne sont pas encore connus. Tout remboursement découlant de la résolution de cette éventualité sera comptabilisé conformément aux dispositions de l'article 7.(2) de la Loi liquidant Sport Select et Loto Canada (note 2).

PAGE RÉCAPITULATIVE

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

(CN MARINE INC.)

MANDAT

Acquérir, mettre sur pied, gérer et exploiter un service de transport maritime, un service d'entretien, de réparations, et de radoub, une entreprise de construction navale et toute entreprise ou services connexes.

ANTÉCÉDENTS

La société assure des services de traversiers dans la région de l'Atlantique. Elle était une filiale de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, mais le gouvernement lui a ordonné d'agir au même titre qu'une société d'État mère à compter du 1[er] janvier 1985. Une loi adoptée le 27 juin 1986 a changé le nom de la compagnie pour celui de Marine Atlantique S.C.C., autorisé la cession de propriété à Sa Majesté et, au moment de la proclamation, ajoutera le nom de la société à la partie I de l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	100, rue Cameron Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 5Y6
STATUT	— figurera à l'annexe C—Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1979, en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*
PREMIER DIRIGEANT	R.J. Tingley
PRÉSIDENT	J.D. Wilson
VÉRIFICATEUR	Peat, Marwick, Mitchell and Co.

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice se termine le 31 juillet.

	1985	1984
À la fin de l'exercice		
Actif total	361	364
Engagements envers le secteur privé	néant	négl.
Engagements envers le Canada	néant	néant
Avoir du Canada	284	283
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	141	161
— non budgétaire	néant	néant

MARINE ATLANTIQUE S.C.C. (ANCIENNEMENT CN MARINE INC.)

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE D. MAZANKOWSKI
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de CN Marine Inc. au 31 décembre 1985 ainsi que les états de ses résultats et de ses bénéfices non répartis et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons également qu'à notre avis, les opérations de la société que nous avons relevées dans le cours de notre vérification des états financiers étaient conformes à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et à ses règlements d'application ainsi qu'à la charte et aux statuts de la société.

Les chiffres correspondants indiqués pour l'exercice 1984 ont été vérifiés par d'autres vérificateurs.

Comptables agréés
Peat, Marwick, Mitchell & Co.

Moncton, Canada
le 14 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Actif à court terme		
Encaisse	82	34
Débiteurs	4,468	4,434
Subventions à la construction navale à recevoir	8,552	6,638
Frais recouvrables	9,521	12,645
Montant à recevoir de la société mère	31,232	36,465
Stocks de carburants et d'approvisionnements (note 2)	9,004	7,933
Frais payés d'avance	1,339	1,249
Total de l'actif à court terme	64,198	69,398
Débiteurs à long terme (y compris les subventions à la construction navale de $1,500—$1,200 en 1984)	1,718	1,481
Frais à long terme recouvrables	923	159
Immobilisations (note 3)	292,992	292,733
Frais reportés	1,623	79
	361,454	363,850

PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES	1985	1984
Dettes à court terme		
Créditeurs et charges à payer	21,365	24,873
Frais courus pour la remise en état de navires et pour les indemnités de vacances	9,521	12,645
Revenu reporté	182	5
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an		58
Total de la dette à court terme	31,068	37,581
Frais courus à long terme pour la remise en état de navires	923	159
Impôts sur le revenu reportés	43,187	41,463
Crédits reportés	1,605	1,132
Provision pour lésions corporelles	975	941
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Actions ordinaires sans valeur nominale		
Autorisées: nombre illimité; émises et entièrement libérées: 517,061 actions	258,530	258,530
Bénéfices non répartis	25,166	24,044
Total de l'avoir de l'actionnaire	283,696	282,574
Engagements et éventualités (notes 7, 8 et 9)		
	361,454	363,850

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du Conseil:

Administrateur
J. D. WILSON

Administrateur
RUPERT J. TINGLEY

MARINE ATLANTIQUE S.C.C. (ANCIENNEMENT CN MARINE INC.)—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenu		
Exploitation	190,787	206,314
Dépenses		
Exploitation	178,403	177,901
Amortissement	11,865	12,443
Intérêts sur la dette à long terme		5
	190,268	190,349
	519	15,965
Intérêts créditeurs	2,873	3,023
Bénéfice avant la provision pour impôts sur le revenu et avant poste extraordinaire	3,392	18,988
Provision pour impôts sur le revenu reportés	1,724	9,657
Bénéfice avant poste extraordinaire	1,668	9,331
Poste extraordinaire (note 4)		2,060
Bénéfices net de l'exercice	1,668	11,391
Bénéfices non répartis au début de l'exercice, redressés (note 5)	24,044	18,183
	25,712	29,574
Dividendes (note 6)	546	5,530
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	25,166	24,044

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Bénéfice avant poste extraordinaire	1,668	9,331
Ajouter (retrancher) les postes n'exigeant aucun décaissement (encaissement)		
Amortissement	11,865	12,443
Impôts sur le revenu reportés	1,724	10,497
Provision pour la remise en état de navires	764	(628)
Provision pour lésions corporelles	34	72
Perte à l'aliénation d'immobilisations	127	
Fonds provenant de l'exploitation	16,182	31,715
Poste extraordinaire, moins les impôts sur le revenu y afférents ($840)		2,060
Virement d'autres éléments aux immobilisations		12,900
Émission d'actions		18,200
Produit net de l'aliénation d'immobilisations	22	217
Diminution des débiteurs à long terme		1,845
Augmentation des crédits reportés	473	1,132
Diminution des frais reportés		1,415
Total des fonds de toutes provenances	16,677	69,484
Affectation des fonds		
Acquisition d'immobilisations	12,273	42,741
Augmentation des frais reportés	1,544	803
Augmentation des débiteurs à long terme	237	
Dividendes	546	5,530
Diminution de la dette à long terme		58
Augmentation des frais recouvrables	764	
Total des fonds affectés	15,364	49,132
Augmentation du fonds de roulement	1,313	20,352
Fonds de roulement au début de l'exercice	31,817	11,465
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	33,130	31,817

Voir les notes afférentes aux états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985

1. Principales conventions comptables

Dans la préparation des états financiers, la direction a utilisé la comptabilité au coût historique, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales conventions comptables sont résumées ci-dessous:

Stocks de carburant et d'approvisionnements

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de remplacement, si elle est moins élevée. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant moins l'amortissement cumulé.

Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour en permettre la répartition sur la durée estimative d'utilisation des biens, généralement selon la méthode linéaire. Les biens acquis en 1979 de la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada sont amortis en fonction de leur coût d'origine pour le ministère des Transports, soit $197,700,000. Les taux s'appliquant à chacune des catégories de biens sont les suivants:

Navires	5%
Installations portuaires	2,5%
Matériel	10%, 12,5% et 25%

Subventions à la construction navale

Les subventions qui sont attachées aux immobilisations acquises par le biais de contrats de construction à long terme sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement des travaux et sont portées en diminution du prix coûtant des biens en construction.

Frais reportés

Les frais reportés sont comptabilisés au coût.

Crédits reportés

Les crédits reportés sont constitués de crédits d'impôt à l'investissement remboursables et sont comptabilisés lorsque les dépenses admissibles sont engagées et lorsqu'il est raisonnablement certain que les crédits se matérialiseront.

L'amortissement des crédits d'impôt à l'investissement reportés est calculé selon la même méthode et aux mêmes taux que dans le cas des immobilisations auxquelles ils se rapportent.

Provision pour lésions corporelles

La provision pour lésions corporelles correspond aux estimations des commissions provinciales de la santé et de la sécurité au travail, en ce qui a trait au coût des prestations requises pour les cas d'invalidité de longue durée déjà enregistrés.

Frais courus pour la remise en état de navires et pour les indemnités de vacances

Les frais courus pour la remise en état de navires et pour les indemnités de vacances sont considérés comme récupérables par le biais de contrats conclus avec le ministère des Transports. Par conséquent, la société a comptabilisé un montant équivalent en frais recouvrables, à titre d'élément d'actif et de revenu contractuel cumulé.

Pièces de rechange pour les navires

La société conserve des pièces de rechange pour les navires en service. L'achat de pièces de rechange est porté aux résultats de l'exercice durant lequel il est effectué.

Régimes de retraite

Au 31 décembre 1985, presque tous les employés de la société participaient aux régimes de retraite de 1935 et de 1959 de la

MARINE ATLANTIQUE S.C.C. (ANCIENNEMENT CN MARINE INC.)—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada. Le coût des services courants est imputé aux résultats selon la comptabilité d'exercice, et celui des services passés est imputé aux résultats à raison de montants annuels comprenant le capital et les intérêts, sur des périodes variables allant jusqu'en 2006.

Les versements de capitalisation sont déterminés selon la méthode rétrospective.

À compter du 1er janvier 1986, la société assumera la responsabilité de ces prestations de retraite et de l'administration du régime de retraite. Au cours de 1986, une certaine part de l'actif du régime de retraite de la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada sera virée à la société, et une estimation actuarielle fixera la dette qui sera alors prise en charge au titre du régime de retraite.

2. Stocks de carburants et d'approvisionnements

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Les stocks comprennent		
Carburants	8,230	7,250
Approvisionnements	774	683
	9,004	7,933

3. Immobilisations

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Navires	147,227	43,164	104,063	110,779
Installations portuaires	63,092	13,578	49,514	47,504
Matériel	10,381	6,621	3,760	3,599
Améliorations locatives	483	108	375	489
	221,183	63,471	157,712	162,371
Redressement de l'amortissement (note 5)				825
Biens en construction (note 8)	135,280		135,280	129,537
	356,463	63,471	292,992	292,733

Sont compris dans les biens en construction des sommes payées ou à payer à un constructeur de navires. Ces sommes excèdent de $4,800,000 ($31,600,000 en 1984) la valeur des travaux achevés au 31 décembre 1985.

Les subventions à la construction navale portées en réduction du coût des biens en construction totalisent $10,000,000 ($7,800,000 en 1984).

4. Poste extraordinaire

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Gain à l'aliénation d'un navire déduction faite des impôts sur le revenu reportés de $840,000 y afférents		2,060

La société ayant encaissé une somme de $2,900,000 au titre du produit net de l'aliénation d'un navire, Transports Canada a invoqué l'article 33(1) de l'Entente tripartite du 9 mai 1979; en vertu de cet article, si la société aliène un élément d'actif et que le Ministère juge que le produit de l'aliénation excède les besoins de la société, le Ministère peut appliquer au redressement des paiements contractuels pour l'année de l'aliénation un montant égal à la portion ainsi excédentaire.

En conséquence, les revenus contractuels pour l'exercice clos le 31 décembre 1984 ont été réduits de $2,900,000, et les créditeurs, à la même date, ont été accrus du même montant.

5. Redressement des bénéfices non répartis

L'amortissement excédentaire comptabilisé dans les exercices antérieurs à 1984 a été rajusté en conformité avec les politiques de la société. Les comptes d'amortissement cumulé ont été réduits de $825,000, et une augmentation équivalente des bénéfices non répartis a été comptabilisée, déduction faite des impôts sur le revenu reportés de $420,000 y afférents.

6. Dividendes

La société devait obtenir l'autorisation du ministre des Transports avant de déclarer des dividendes supérieurs à 45% du bénéfice de l'exercice. Le dividende versé à la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada, en 1985, constitue un règlement final au titre du dividende, eu égard à 1984 (note 11).

7. Contrats de location-acquisition

La Société utilise des biens qui sont à sa disposition en vertu de contrats de location-acquisition comportant les loyers minimum suivants:

	(en milliers de dollars)
1986	1,797
1987	795
1988	795
1989	358
1990	343
1991	343
Total des loyers minimum	4,431

8. Obligation contractuelle

Le coût estimatif de l'achèvement des biens en construction s'élève à $31,600,000.

9. Éventualités

Le constructeur d'un des navires de la société lui a présenté une réclamation d'environ $14,000,000, plus les intérêts, et la société lui a présenté une contre-réclamation pour le même montant. Le litige est en arbitrage et l'issue, pour le moment, est impossible à prévoir. La société a également reçu d'autres réclamations, mais ces affaires ne sont pas encore considérées comme litigieuses. La société estime que le risque financier afférant à ces réclamations s'élève à $1,800,000, dans aucun cas, l'issue n'est prévisible.

10. Opérations entre apparentés

La société assure des services de traversier maritime en vertu de contrats conclus avec le ministre des Transports et avec la société mère. Le revenu tiré de ces services s'est élevé à $141,100,000 en 1985 ($161,300,000 en 1984). Les biens et services reçus des sociétés affiliées ont totalisé environ $14,600,000 en 1985 ($18,700,000 en 1984).

Les intérêts créditeurs reçus de la société mère se sont élevés à $2,900,000 en 1985 ($3,000,000 en 1984).

MARINE ATLANTIQUE S.C.C. (ANCIENNEMENT CN MARINE INC.)—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

11. Événement important

En vertu de Décrets en Conseil adoptés en décembre 1984, le contrôle de la société est passé au Gouvernement du Canada le 1[er] janvier 1985. Un projet de loi portant que la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada cède la propriété de la société au Gouvernement du Canada a été déposé en 1985. D'ici à l'adoption de ce projet, il est interdit à la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada d'exercer ses droits d'actionnaire dominant sans le consentement du ministre des Transports.

12. Impôts sur le revenu

Avant 1985, le bénéfice de la société était attribué au Réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada, aux fins de l'impôt sur le revenu. Vu le changement de contrôle mentionné à la note 11, la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada n'oblige plus la société à lui faire rapport à titre d'élément du Réseau. On ne peut actuellement déterminer quel sera le statut fiscal de la société une fois qu'aura été adopté le projet de loi portant cession de la société au Gouvernement du Canada.

13. Autres

En vertu du Décret en Conseil adopté en décembre 1985, la société a été autorisée à acquérir, au plus tard le 1[er] janvier 1987, toutes les actions émises et en circulation de Coastal Transport Limited.

14. Chiffres comparatifs

Certains des chiffres de l'exercice précédent ont été redressés de façon à les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

PAGE RÉCAPITULATIVE

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

MANDAT

Produire des pièces de monnaie canadienne et en organiser la production et la fourniture; produire des pièces de monnaie de pays étrangers; fondre, titrer et affiner l'or, l'argent et d'autres métaux; acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux, etc.; frapper des pièces de monnaie et exercer d'autres activités en vue de réaliser des bénéfices.

ANTÉCÉDENTS

La Monnaie royale canadienne a été un organisme ministériel jusqu'en 1969, année où elle a été constituée en société en vertu de la loi. Pour frapper les pièces de monnaie canadienne de circulation, elle reçoit un paiement selon le principe de la récupération des coûts. La frappe de pièces numismatiques et de pièces de monnaie-lingot, etc. amène des profits qui sont versés au Canada. À l'occasion, elle reçoit des prêts du Canada pour son fonds de roulement et pour financer ses projets d'immobilisations.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	355, chemin River Tour 'B', 6e étage Ottawa (Ontario) K1A OG8
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Monique Vézina, c.p., député
MINISTÈRE	Approvisionnements et Services
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er avril 1969; *Loi sur la Monnaie Royale Canadienne* de la *Loi sur l'organisation du gouvernement* de 1968-1969, c. 28, article 71 (S.R.C. 1970 c. R-8)
PREMIER DIRIGEANT	Maurice Lafontaine
PRÉSIDENT	James Corkery
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	115.9	72.4	73.1	83.5
Engagements envers le secteur privé	0.6	0.6	0.8	néant
Engagements envers le Canada*	76.7	58.7	49.3	67.9
Avoir du Canada	1.0	1.0	1.0	1.0
Argent reçu du Canada (versé au Canada) au cours de l'exercice				
— budgétaire	(10.7)	néant	(24.4)	néant
— non budgétaire, net	19.8	(2.1)	(2.1)	(2.1)

* Incluent le surplus d'exploitation dû au Canada.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

**L'HONORABLE STEWART D. McINNES, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES**

J'ai vérifié le bilan de la Monnaie royale canadienne au 31 décembre 1985 ainsi que l'état des résultats et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi de la Monnaie royale canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 21 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
À court terme		
Encaisse	29,745	23,814
Débiteurs		
Ministères du gouvernement	2,370	3,132
Autres	5,120	4,067
Stocks (note 4)	38,604	22,870
Frais payés d'avance (note 5)	286	286
	76,125	54,169
À long terme		
Immobilisations (note 6)	30,771	17,328
Frais reportés (note 7)	9,047	869
	115,943	72,366

PASSIF	1985	1984
À court terme		
Créditeurs		
Ministères du gouvernement	1,405	1,031
Autres	16,640	6,859
Retenue des entrepreneurs	1,082	
À payer au gouvernement du Canada		
Bénéfices nets (note 8)	42,978	44,801
Échéance à moins d'un an des emprunts à long terme (note 10)	3,729	2,132
Intérêts courus sur emprunts à long terme	818	349
Revenus reportés (note 9)	13,943	567
	80,595	55,739
À long terme		
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 10)	30,003	11,763
Obligation découlant d'un contrat location-acquisition (note 11)	355	578
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	3,990	3,286
	34,348	15,627
AVOIR DU CANADA		
Réserve pour pertes (note 2)	1,000	1,000
	115,943	72,366

Approuvé par la direction:

Président et directeur général
J. C. CORKERY

Vice-président, Administration et Finances
J. UBERIG

Approuvé par le Conseil d'administration:

Président
R. V. HESSION

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
La Feuille d'érable en or	874,693	583,976
Pièces numismatiques canadiennes	37,900	41,891
Pièces de monnaie canadienne de circulation	30,774	32,148
Programme de la monnaie olympique 1988	7,316	
Contrats avec pays étrangers	9,138	10,053
Affinerie	4,511	4,276
Divers	1,239	1,588
	965,571	673,932
Dépenses (note 12)		
Coût des matières utilisées	899,189	616,493
Traitements, salaires et avantages	21,937	19,729
Publicité	11,884	9,673
Services d'utilité publique et fournitures	3,854	4,409
Transport et communications	4,014	3,147
Services professionnels et spéciaux	6,203	2,921
Amortissement	1,932	2,206
Intérêts sur les emprunts et l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	2,226	1,539
Location de bâtiments et d'équipement	1,607	1,021
Divers	1,661	1,420
	954,507	662,558
Bénéfice net avant poste extraordinaire	11,064	11,374
Soustraire: poste extraordinaire (note 13)	2,187	
Bénéfice net pour l'exercice (note 2)	8,877	11,374

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	8,877	11,374
Éléments n'affectant pas les fonds		
Amortissement	1,932	2,206
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	703	104
	11,512	13,684
Emprunts auprès du gouvernement du Canada	21,970	5,000
	33,482	18,684
Utilisation des fonds		
Bénéfice net pour l'exercice à payer au gouvernement du Canada	8,877	11,374
Diminution des emprunts et de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	3,952	7,162
Acquisitions d'immobilisations	15,375	5,859
Augmentation dans les frais reportés	8,178	869
	36,382	25,264
Diminution des fonds	(2,900)	(6,580)
Fonds de roulement au début de l'exercice		
Solde déjà établi	(1,570)	170
Reclassification d'un emprunt au passif à long terme		4,840
Solde redressé	(1,570)	5,010
Fonds de roulement (négatif) à la fin de l'exercice	(4,470)	(1,570)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Autorité et objectifs

La Monnaie a été constituée en 1969 en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne et est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Monnaie transige par le biais du Fonds du revenu consolidé.

Les objectifs de la Monnaie royale canadienne consistent en la fabrication de pièces de monnaie dans l'anticipation de profits et l'exercice d'autres activités connexes.

2. Restrictions financières statutaires

À la demande de la Monnaie et sur la recommandation du ministre des Approvisionnements et Services, le ministre des Finances peut consentir des prêts à la Monnaie selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil pour les raisons suivantes:

a) les dépenses d'établissement et de fonctionnement de la Monnaie, les montants ne devant pas dépasser $5 millions;

b) le financement des frais de projets d'investissements approuvés par le gouverneur en conseil; et

c) à des fins temporaires, les montants ne dépassant pas $1 million, et chaque prêt devant être remboursé en-dedans de douze mois à compter de la date du prêt.

Le montant total des prêts dus en vertu de (a) et de (b) ci-dessus ne doit à aucun moment dépasser $35 millions.

De plus, la Monnaie peut, par prélèvement sur les bénéfices, constituer une réserve contre les pertes possibles, mais le montant global de la réserve ne doit à aucun moment dépasser $1 million. Les bénéfices nets de la Monnaie pour l'année seront appliqués:

a) premièrement, aux pertes des années antérieures qui ne peuvent être comblées par la réserve;

b) deuxièmement, à la réserve; et

c) tout excédent, aux revenus du Canada.

3. Principales conventions comptables

a) Conversion des devises étrangères

Les opérations effectuées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date où elles sont effectuées. Les éléments d'actif et de passif fixés en devises étrangères à la date du bilan sont convertis en dollars canadiens selon le cours du change à cette date.

b) Stocks

Les stocks de matières premières, de travaux en cours et de produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Les stocks de fournitures d'exploitation et d'entretien sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Améliorations au terrain	5%
Bâtiments	5%
Équipement	10%
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	20%
Améliorations locatives	50%

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

Les dépenses relatives aux projets d'immobilisations en cours sont portées à la rubrique des immobilisations et seront amorties lorsque les projets seront achevés conformément à la politique de la Société.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités à la cessation de leur emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés.

e) Régime de retraite

Les employés de la Monnaie participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de la Monnaie. Ces contributions représentent la responsabilité totale de la Monnaie et sont comptabilisées sur une base courante.

4. Stocks

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	19,308	15,612
Travaux en cours	4,888	1,936
Produits finis	11,107	3,200
Fournitures d'exploitation et d'entretien	3,301	2,122
	38,604	22,870

Afin de faciliter la production des pièces en or, la Monnaie emprunte les quantités d'or dont elle a besoin et paie des intérêts calculés sur la valeur de l'or établie sur le marché de Londres. Au 31 décembre 1985, ces stocks représentaient 1,360,019 onces et ils n'apparaissent pas aux états financiers.

De plus, la Monnaie utilise dans son processus d'affinage environ 135,000 onces d'or qui ne sont pas incluses dans les stocks. Suite à la décision du Conseil du Trésor, la Monnaie, au nom du Canada, vendra cette quantité d'or et remettra le produit au Fonds du revenu consolidé en 1986.

5. Frais payés d'avance

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Assurances, timbres et transport	154	204
Location	93	
Autres	39	82
	286	286

6. Immobilisations

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrain	619		619	619
Améliorations au terrain	976	535	441	490
Bâtiments	10,937	5,916	5,021	5,525
Équipement	19,625	11,758	7,867	7,376
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	1,006	500	506	706
Construction en cours	16,140		16,140	2,344
Améliorations locatives	472	295	177	268
	49,775	19,004	30,771	17,328

Le projet de consolidation des installations de la région de la capitale nationale coûtera environ $24,5 millions. Au 31 décembre 1985, les dépenses s'élevaient à $16,1 millions et le solde sera dépensé en 1986.

7. Frais reportés

Ce poste représente les frais reliés au lancement du Programme de la monnaie olympique 1988 qui s'élèvent à $9,0 millions. Ces frais sont présentés au coût et sont amortis en fonction des ventes prévues sur la durée du programme qui s'échelonnera de 1985 à 1988 inclusivement; $1,7 million a été amorti en 1985.

8. À payer au gouvernement du Canada, bénéfices nets

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	44,801	33,427
Bénéfice net pour l'exercice	8,877	11,374
Payé durant l'exercice	(10,700)	
Solde à la fin de l'exercice	42,978	44,801

9. Revenus reportés

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Programme de la monnaie olympique 1988	10,109	
Pièces numismatiques canadiennes	411	567
Contrats avec pays étrangers	3,423	
	13,943	567

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

10. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Ces emprunts portent intérêt à des taux annuels variant de 7,625 pour cent à 12 pour cent et sont remboursables selon l'échéancier suivant:

	(en milliers de dollars)
1986	3,729
1987	3,129
1988	2,989
1989	7,673
1990	2,673
1991-1998	13,539
	33,732
Échéance à moins d'un an	3,729
	30,003

La dépense d'intérêts sur ces emprunts s'élève à $2,1 millions pour l'exercice ($1,4 million en 1984).

11. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Les loyers minimums futurs exigibles en vertu d'une obligation découlant d'un contrat de location-acquisition sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1986	283
1987	283
1988	102
Total des loyers minimums futurs	668
Moins: somme représentant les intérêts	90
Valeur actualisée de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	578
Moins: échéance à moins d'un an	223
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	355

Le contrat de location-acquisition est comptabilisé à la valeur actualisée des loyers minimums futurs selon le taux d'intérêt implicite du contrat. Le taux d'intérêt implicite s'appliquant à cette obligation est de 14,3 pour cent et celle-ci échoit en 1988.

12. Dépenses

Les dépenses incluent le coût des marchandises vendues établi comme suit:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Matières utilisées	899,189	616,493
Main-d'œuvre directe	2,904	2,336
Frais généraux de fabrication	21,831	21,398
	923,924	640,227

13. Poste extraordinaire

La Monnaie a introduit un programme de retraite anticipée qui est entré en vigueur le 1er janvier 1985. Ce programme a comme objectif de minimiser les effets défavorables occasionnés par les changements organisationnels nécessités par la consolidation des installations dans la région de la capitale nationale. Le montant global est reflété à l'état des résultats sous la rubrique poste extraordinaire.

14. Transactions avec un apparenté

Ces états financiers reflètent des transactions avec le ministère des Finances relativement à l'emprunt, l'affinage et l'achat d'or et d'argent. Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des affaires, aux mêmes conditions que celles conclues avec des tiers non apparentés.

15. Engagements

La Monnaie s'est engagée à acheter les stocks d'argent nécessaires au Programme de la monnaie olympique 1988. Un montant de $26,0 millions sera payable en 1986 et $8,9 millions deviendront dus en 1987.

16. Projet de modification à la Loi

La Monnaie royale canadienne a présenté un projet de modification à la Loi. Cette proposition vise à établir une nouvelle structure du capital lui permettant, entre autres, de retenir ses profits.

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

MANDAT

Assurer la disponibilité de quantités suffisantes de céréales de provende pour répondre aux besoins des éleveurs de bétail et la disponibilité de lieux adéquats d'entreposage des céréales de provende dans l'Est du Canada; assurer une stabilité raisonnable des prix des céréales de provende dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest; assurer une péréquation équitable des prix des céréales de provende dans ces régions.

ANTÉCÉDENTS

Établi en 1967, l'Office a rempli son mandat en versant des subsides pour une partie du coût de transport des céréales de provende, en payant des frais fixes sur les stocks des fournisseurs locaux de façon à assurer la protection des céréales de provende sur le plan local et en administrant un programme de construction et d'agrandissement des élévateurs d'entreposage des céréales de provende. Ces programmes sont financés au moyen de paiements budgétaires effectués par le Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	5180, chemin Queen Mary Bureau 400 Montréal (Québec) H3W 3E7
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Charles Mayer, c.p., député Ministre d'État (Commission canadienne du blé)
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	En 1967, en vertu de la *Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de fermes* (S.R.C. 1970, c. L-9)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Denis Ethier
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.5	2.9	2.4	2.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.5	0.7	0.4	0.6
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	16.8	18.6	16.7	15.4
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET
L'OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien des provendes au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir du Canada et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 4 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Débiteurs	10,982	18,726
Crédits parlementaires à recevoir	1,848,414	2,116,026
	1,859,396	2,134,752
Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)	611,207	811,426
	2,470,603	2,946,178

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs	81,732	112,350
Contributions à payer	1,806,266	2,037,519
	1,887,998	2,149,869
Provision pour prestations de cessation d'emploi	108,100	101,809
	1,996,098	2,251,678
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	474,505	694,500
	2,470,603	2,946,178

Aprouvé par la direction:

Directeur des finances
PIERRE MORIN

Approuvé par l'Office:

Président
DENIS ÉTHIER

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Contributions		
Aide au transport des céréales fourragères	15,430,226	16,547,673
Aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)	13,000	86,262
Aide à la sécurité des approvisionnements locaux en céréales fourragères		292,030
	15,443,226	16,925,965
Dépenses d'administration		
Salaires et avantages sociaux	903,842	895,467
Loyers	83,449	75,112
Voyages	76,760	94,644
Papeterie et fournitures de bureau	57,750	54,936
Téléphone	54,223	57,395
Publication de rapports	43,981	32,705
Affranchissements	43,942	38,804
Services professionnels et spéciaux	35,968	36,583
Équipement et mobilier de bureau	14,234	36,077
Électricité	9,848	8,152
Honoraires du comité consultatif	3,250	3,500
Services de comptabilité et d'émission de chèques	3,000	70,400
Améliorations de bureau		11,000
Divers	7,100	13,298
	1,337,347	1,428,073
Coût de l'exploitation pour l'exercice	16,780,573	18,354,038

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	694,500	359,471
Crédits parlementaires	16,557,578	18,618,667
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	3,000	70,400
	17,255,078	19,048,538
Coût de l'exploitation pour l'exercice	16,780,573	18,354,038
Solde à la fin de l'exercice	474,505	694,500

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	16,780,573	18,354,038
Postes n'affectant pas la liquidité		
Provision pour pertes relativement aux débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs	(13,000)	(86,262)
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	(3,000)	(70,400)
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(6,291)	(2,428)
	16,758,282	18,194,948
Augmentation (diminution) des débiteurs	(7,744)	8,941
Diminution (augmentation) des créditeurs	30,618	(8,496)
Diminution (augmentation) des contributions à payer	231,253	(159,574)
	17,012,409	18,035,819
Activités de financement		
Crédits parlementaires	(16,557,578)	(18,618,667)
Activités d'investissement		
Remboursements de débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs	(187,219)	(37,840)
Crédits parlementaires à recevoir		
Augmentation (diminution) de l'exercice	(267,612)	620,688
Solde au début de l'exercice	2,116,026	1,495,338
Solde à la fin de l'exercice	1,848,414	2,116,026

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Statut et objectifs

L'Office, une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, a été constitué en 1967 en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, avec l'objectif d'assurer:

— la disponibilité de provendes pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme;

— la disponibilité, en vue de l'emmagasinage de provendes dans l'Est du Canada, d'un espace suffisant pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme; et

— une stabilité raisonnable et une péréquation équitable des prix des provendes dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

2. Conventions comptables importantes

a) Liquidité

Les opérations financières de l'Office sont traitées par le Fonds du revenu consolidé du Canada, d'où l'absence de comptes bancaires. Aux fins de l'état de l'évolution de la situation financière, la liquidité est constituée d'un crédit parlementaire à recevoir ou à payer.

b) Contributions

L'aide au transport des céréales fourragères est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont expédiées.

L'aide à la sécurité des approvisionnements locaux en céréales fourragères est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel les dépenses admissibles sont engagées par les bénéficiaires. Ce programme s'est terminé le 31 mars 1985.

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

Toute radiation ou provision pour pertes, relative aux débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel le recouvrement est considéré douteux.

c) Dépenses en capital

Les achats d'équipement, de mobilier de bureau, de véhicules et les améliorations de bureau sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont effectués.

d) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont comptabilisés à l'état de l'avoir du Canada pour l'exercice auquel ils s'appliquent.

e) Services fournis gratuitement

Un montant estimatif pour tenir compte des services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement est compris dans les dépenses. La contrepartie est créditée à l'avoir du Canada.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

g) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs

Dans le cadre du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, l'Office a contribué aux coûts de certains travaux de construction. En date du 31 mars 1983, toutes les contributions de l'Office avaient été versées aux propriétaires de silos. Ces propriétaires doivent rembourser à l'Office, sans intérêt, une partie de la contribution reçue. Les montants des remboursements sont déterminés en fonction des quantités emmagasinées de la quatrième à la dixième année d'exploitation des nouveaux silos, mais n'excédant pas 40% de la contribution reçue.

Au 31 mars 1986, l'Office estime que les montants qui lui seront remboursés, compte tenu d'une provision pour pertes, s'élèvent à $611,207 ($811,426 au 31 mars 1985). La base de calcul des remboursements ne permet pas de déterminer les montants à recevoir pour chacun des exercices concernés.

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

MANDAT

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation de poisson salé en provenance des provinces participantes (Québec basse-côte nord et Terre-Neuve), de manière à accroître les gains des pêcheurs-producteurs de morue fumée.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de sa loi d'autorisation, la société doit acheter tout le poisson salé de qualité raisonnable qui lui est offert et diriger ses opérations de manière à pouvoir faire ses frais sans nécessiter de crédits.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Saltfish Torbay Road C.P. 6088 St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X8
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Thomas Siddon, c.p., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le poisson salé* (S.R.C. 70, c. 37, 1er supplément), sanction royale le 25 mars 1970
PREMIER DIRIGEANT	W.R. Moyse
PRÉSIDENT	Donald D. Tansley
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	16.6	14.5	18.3	18.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	17.4	12.3	14.1	8.4
Avoir du Canada	(5.4)	(3.3)	0.4	5.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire, net	5.1	(1.8)	5.7	6.7

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE THOMAS SIDDON, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien du poisson salé au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le poisson salé et aux règlements administratifs de l'Office, sauf dans le cas des activités qui portent sur les produits du poisson congelés lesquelles sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers. À mon avis, ces activités ne font pas partie des pouvoirs de l'Office en vertu de la Loi sur le poisson salé.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 23 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	630,486	
Débiteurs (note 6)	9,124,790	9,864,776
Stocks (note 3)	5,684,365	3,408,049
Avances aux producteurs de produits du poisson congelés (note 1)	118,304	129,287
	15,557,945	13,402,112
Immobilisations (note 4)		
Terrain, bâtiments et matériel	2,929,824	2,863,623
Déduire: amortissement accumulé	1,893,218	1,753,433
	1,036,606	1,110,190
	16,594,551	14,512,302

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Découvert à la banque		10,323
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 5)	16,750,000	11,500,000
Créditeurs et frais courus	4,364,408	5,248,105
Tranche à court terme des emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations	150,000	185,000
	21,264,408	16,943,428
À long terme		
Emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations moins la tranche à court terme (note 5)	500,000	650,000
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	257,024	231,946
	757,024	881,946
DÉFICIT DU CANADA		
Déficit	(5,426,881)	(3,313,072)
	16,594,551	14,512,302

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
W. R. MOYSE

Administrateur
A. MALONEY

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Ventes		
Produits de poisson salé	28,872,035	37,557,697
Produits de poisson mis en marché (note 1)	1,951,943	1,140,750
Produits du poisson congelés (note 1)	16,760,410	22,109,033
	47,584,388	60,807,480
Déduire: transport et assurance	2,043,916	2,438,091
	45,540,472	58,369,389
Coût des biens vendus		
Coûts de production	25,528,447	34,137,380
Transport, entreposage et emballage	1,473,439	2,162,872
Autres coûts d'achat	910,895	1,046,963
Produits du poisson congelés (note 1)	16,760,410	22,109,033
	44,673,191	59,456,248
Bénéfice (perte) avant les dépenses	867,281	(1,086,859)
Dépenses		
Frais de vente	714,351	630,776
Frais d'administration	656,955	689,966
Intérêt —À long terme	84,878	100,489
—À court terme	732,656	1,580,212
Gain au change étranger	(207,750)	(332,673)
	1,981,090	2,668,770
Perte nette d'exploitation	(1,113,809)	(3,755,629)
Élément inusité		
Provision pour les mauvaises créances (note 6)	(1,000,000)	
Perte nette pour l'exercice	(2,113,809)	(3,755,629)

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	(3,313,072)	442,557
Perte nette pour l'exercice	(2,113,809)	(3,755,629)
Solde à la fin de l'exercice	(5,426,881)	(3,313,072)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Fonds en provenance (utilisés à) des		
Activités de financement		
Augmentation (diminution) des emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	5,250,000	(1,500,000)
Remboursement des emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations	(185,000)	(271,000)
	5,065,000	(1,771,000)
Exploitation		
Perte nette pour l'exercice	(2,113,809)	(3,755,629)
Rajustements pour des éléments autres que l'encaisse		
Amortissement	147,812	176,944
Perte sur la vente	4,264	
Indemnités de cessation d'emploi	25,078	18,936
	(1,936,655)	(3,559,749)
Diminution des balances commerciales	(132,728)	(62,266)
(Diminution) augmentation des stocks	(2,276,316)	5,375,739
	(4,345,699)	1,753,724
Activités de placement		
Achats d'immobilisations	(78,492)	(98,930)
Provenance (utilisation) nette des fonds	640,809	(116,206)
Encaisse (découvert à la banque) au début de l'exercice	(10,323)	105,883
Encaisse (découvert à la banque) à la fin de l'exercice	630,486	(10,323)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs, objectifs et exploitation de l'Office

L'Office canadien du poisson salé a été établi en mars 1970, en vertu de la Loi sur le poisson salé, pour améliorer les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'Office est une société d'État, nommée à l'Annexe C, partie I de la Loi sur l'administration financière, il est mandataire de Sa Majesté, et son exploitation doit être financièrement autonome. Il dépend du gouvernement du Canada pour ce qui est du fonds de roulement et des emprunts à des fins d'immobilisations. Il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

L'Office possède le droit exclusif d'acheter, de vendre et de commercialiser le poisson préparé et ses sous-produits dans la province de Terre-Neuve et sur la basse Côte Nord du Québec, et il doit acheter toute la morue préparée d'un niveau de qualité acceptable offert pour la vente dans ces endroits. Le poisson est acheté à des pêcheurs, traité par des mandataires de l'Office et subséquemment mis sur le marché par l'Office.

Commerce de poisson et de produits du poisson congelés

L'Office s'occupe de la commercialisation des produits du poisson congelés (commerce de poissons) au nom des sociétés autonomes de production moyennant une Commission. Ces opérations sont enregistrées en tant que ventes et coût des biens vendus à l'état des résultats.

L'Office commercialise également des produits du poisson congelés en vertu des dispositions de contrats passés avec un certain nombre de sociétés. En vertu de ces ententes, l'Office peut verser des avances en se fondant sur la valeur marchande prévue pour le producteur. Le solde de la valeur marchande que reçoit la société est fonction du prix de vente final et de tous les frais qui s'y rattachent. L'Office ne reçoit aucune rémunération pour ce service, mais il récupère les coûts directs qu'entraîne la prestation du service, les intérêts sur les avances et certains frais généraux.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

Dans certains cas, pour se prémunir contre toute réclamation provenant d'une tierce partie à l'endroit du producteur, l'Office acquiert le droit de propriété du produit lorsque celui-ci quitte l'usine de production. Ces ventes et le coût des biens vendus qui s'y rapporte sont enregistrés en tant que sommes compensatrices à l'état des résultats. L'entente avec la société productrice répartit tout gain ou perte lors de la vente définitive du produit au producteur.

Les ventes en entier de poisson congelé, pour lesquelles l'Office a participé à la commercialisation, sont les suivantes:

	1986	1985
	$	$
Produits du poisson congelés vendus	1,879,214	810,083
Produits du poisson congelés	16,760,410	22,109,033
	18,639,624	22,919,116

De plus, l'Office a participé à la commercialisation de $1,318,805 (1985—$3,100,796) en produits du poisson congelés alors qu'il n'y a pas eu passation du titre. Ces ventes et le coût des biens vendus y relié n'ont pas été enregistrés à l'état des résultats.

2. Conventions comptables importantes

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire et se fonde sur l'estimation de la durée d'utilisation des immobilisations, de la façon suivante:

Bâtiments	20 ans
Matériel	3 à 10 ans
Ameublement et accessoires	5 ans

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et du passif monétaires sont convertis aux taux du change en vigueur à la date du bilan. Les recettes et les dépenses sont converties au taux du change régnant au moment de l'opération. Les gains et pertes qui résultent de la conversion des devises étrangères sont compris dans les résultats de l'exploitation.

Régime de pensions de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les employés ainsi que l'Office doivent verser des cotisations à ce régime. Les cotisations versées à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de la période en cours.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises lors de la cessation d'emploi, conformément aux contrats de travail et aux conditions d'emploi. Le passif quant à ces indemnités est inscrit dans les comptes au fur et à mesure que ces indemnités sont accumulées par les employés.

3. Stocks

Les stocks comprennent les catégories qui suivent:

	1986	1985
	$	$
Poisson au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	3,407,328	1,883,140
Emballages et fournitures, au prix coûtant	390,516	223,129
Sel, au prix coûtant	228,870	318,976
	4,026,714	2,425,245
Poisson congelé au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	1,657,651	982,804
	5,684,365	3,408,049

4. Immobilisations

	1986			1985
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	117,274		117,274	117,274
Bâtiments	956,156	352,125	604,031	649,394
Matériel	1,624,222	1,396,309	227,913	254,706
Ameublement et accessoires	232,172	144,784	87,388	88,816
	2,929,824	1,893,218	1,036,606	1,110,190

5. Emprunts auprès du Canada

Les emprunts pour le fonds de roulement portent intérêt (selon les taux courants établis par la Banque du Canada) et ils sont remboursables dans un délai d'un an.

La somme totale des emprunts auprès du Canada et des banques ne doit pas dépasser $50 millions.

Les emprunts obtenus pour le financement des dépenses en immobilisations portent intérêt et ils sont assujettis au remboursement en dix versements égaux. Voici les emprunts à des fins d'immobilisations que ne sont pas réglés:

Date d'échéance	Taux d'intérêt	1986	1985
	%	$	$
22 septembre 1985	7⅜		22,500
31 mars 1986	8⅞		12,500
27 mars 1989	10⅛	30,000	40,000
28 septembre 1989	10	320,000	400,000
30 septembre 1990	12⅜	300,000	360,000
		650,000	835,000
Déduire: tranche à court terme		150,000	185,000
		500,000	650,000

Les exigences annuelles de remboursement au cours des cinq prochains exercices financiers sont de $150,000 en 1987, 1988 et 1989; $140,000 en 1990 et $60,000 en 1991.

6. Élément inusité

Les débiteurs renferment un compte à recevoir de $2,081,000 qui n'est pas réglé depuis avril 1984. Au cours de l'exercice, l'Office a acquis un premier hypothèque sur la propriété possédée par ce compte pour la valeur d'évaluation de la propriété, qui est d'environ $1,000,000, mais il n'a pas réussi à obtenir une garantie supplémentaire. La somme que l'Office peut en définitive réaliser à même ce compte ne peut faire l'objet d'une estimation en ce moment. Pour ce motif, l'Office a établi une provision pour les mauvaises créances de $1,000,000.

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

MANDAT

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

ANTÉCÉDENTS

La loi régissant la société lui permet de monopoliser le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce provenant des Territoires du Nord-Ouest, des trois provinces des Prairies et d'une partie du Nord de l'Ontario. Cette société a pour objectif a) de structurer la commercialisation du poisson; b) d'augmenter les revenus des pêcheurs; et c) de promouvoir les marchés internationaux du poisson et d'augmenter le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson. Cette loi exige aussi que la société mène ses opérations de façon financièrement autonome, c'est-à-dire sans l'apport de crédits.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1199, Plessis Road Winnipeg (Manitoba) R2C 3L4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Thomas Siddon, c.p., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1968; *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* (S.R.C. 70, c. F-13)
PREMIER DIRIGEANT	J.T. Dunn
PRÉSIDENT	John McFarlane
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 30 avril.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	25.5	25.0	19.5	23.3
Engagements envers le secteur privé	néant	0.3	néant	néant
Engagements envers le Canada	14.7	13.6	9.8	18.1
Avoir du Canada	1.9	1.6	1.3	1.1
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	2.2	3.5	(8.3)	3.3

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce au 30 avril 1986 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 30 avril 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 18 juillet 1986

BILAN AU 30 AVRIL 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	1,403,010	
Débiteurs		
Commerce	5,785,304	4,338,544
Contributions (note 3)	62,871	136,878
Autres éléments	701,413	954,024
Stocks		
Produits finis du poisson	10,052,400	11,724,446
Matériaux d'emballage et accessoires	822,272	928,532
Frais payés d'avance	3,744	65,406
	18,831,014	18,147,830
Terrains, bâtiments et matériel (note 4)	6,632,215	6,807,631
	25,463,229	24,955,461

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Dette bancaire		254,086
Créditeurs	2,133,752	2,184,503
Intérêts courus à payer	483,755	305,972
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 5)	12,000,000	9,787,000
Tranche à court terme des emprunts auprès du Canada pour les immobilisations (note 5)	2,652,589	883,046
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	6,331,518	7,328,638
	23,601,614	20,743,245
À long terme		
Emprunts auprès du Canada pour les immobilisations (note 5)		2,627,159
	23,601,614	23,370,404
AVOIR		
Bénéfices non répartis	1,861,615	1,585,057
	25,463,229	24,955,461

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
R. E. ENGLAND

Administrateur
D. M. CAUVIN

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1986

	1986	1985
	$	$
Ventes		
Domestiques	7,599,310	6,139,216
Exportation	41,070,407	35,866,739
	48,669,717	42,005,955
Dépenses		
Coût des ventes	37,812,656	31,075,952
Intérêts (note 6)	1,449,848	1,102,311
Traitements et prestations aux employés	1,013,033	1,010,944
Amortissement	900,487	757,620
Créances irrécouvrables	38,979	121,962
Autres	846,638	586,146
	42,061,641	34,654,935
Bénéfice avant la provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs et le poste extraordinaire	6,608,076	7,351,020
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	6,331,518	7,328,638
Bénéfice avant le poste extraordinaire	276,558	22,382
Poste extraordinaire (note 7)		265,859
Bénéfice net pour l'exercice	276,558	288,241
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	1,585,057	1,296,816
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1,861,615	1,585,057

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1986

	1986	1985
	$	$
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice avant le poste extraordinaire	276,558	22,382
Amortissement, poste n'exigeant pas de sortie de fonds	900,487	757,620
Poste extraordinaire		265,859
	1,177,045	1,045,861
Utilisation des fonds		
Remboursement des emprunts hypothécaires		25,098
Additions aux terrains, bâtiments et matériel	725,071	1,248,342
Diminution des emprunts auprès du Canada pour les immobilisations	2,627,159	883,046
	3,352,230	2,156,486
Augmentation du fonds de roulement négatif	2,175,185	1,110,625
Fonds de roulement négatif au début de l'exercice	2,595,415	1,484,790
Fonds de roulement négatif à la fin de l'exercice	4,770,600	2,595,415

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 AVRIL 1986

1. Objectifs et activités

L'Office a été établi en 1969 par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, à titre de société sans capital-actions, en vue de commercialiser, de vendre et d'acheter du poisson ainsi que des produits et des sous-produits du poisson à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. L'Office est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. L'Office est tenu de mener ses opérations sur une base financière autonome. L'ensemble de ses emprunts auprès du Canada et des banques ne peut dépasser $30 millions.

L'Office bénéficie du droit exclusif de commercialiser les produits de la pêche commerciale des provinces qui participent au programme et ce, aux niveaux interprovincial et international. La participation du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest a été établie en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

2. Conventions comptables importantes

Stocks

Les stocks de produits finis du poisson sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur nette de réalisation. Les matériaux d'emballage et accessoires sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de remplacement.

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée prévue d'utilisation des immobilisations selon les méthodes et les taux annuels suivants:

Bâtiments	—Stations lacustres	Amortissement linéaire	10%
	—Usines	Amortissement linéaire	2½%
Matériel	—Machines et matériel de bureau	Amortissement dégressif	10-25%
	—Roulant	Amortissement dégressif	30%
Bacs de livraison du poisson frais		Amortissement linéaire	10%
Bateau collecteur		Amortissement linéaire	6⅔%

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pendant la durée du bail. Les baux sont d'une durée de 20 ans au maximum.

Paiements aux pêcheurs

L'Office achète le poisson à des prix de base établis par le Conseil d'administration et le coût de ces achats est compris dans le coût des ventes. Les prix de base sont calculés à partir des prévisions établies par l'Office et se situent ordinairement à 80% de l'ensemble des paiements (de base et définitifs) que l'Office prévoit devoir verser aux pêcheurs. Après la fin de l'exercice, le Conseil établit, s'il y a lieu, les paiements définitifs à verser aux pêcheurs en fonction des résultats d'exploitation de l'exercice. Les paiements définitifs sont effectués à l'égard des produits achetés au cours de l'exercice et sont donc imputés aux résultats de l'exercice en cours.

Conversion des devises étrangères

Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les opérations commerciales effectuées en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties en dollars canadiens au taux en vigueur au moment de l'opération. Les gains et pertes qui découlent des conversions sont compris dans les intérêts débiteurs.

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 AVRIL 1986—*Fin*

Contributions

Les contributions reçues relativement aux terrains, bâtiments et matériel sont portées au crédit du coût des immobilisations; celles qui sont reçues relativement au programme d'étude de la recherche sur le marché sont portées au crédit des créditeurs et sont réduites à mesure que les fonds sont dépensés, et celles à l'égard de l'étude sur la productivité des usines sont créditées au coût des ventes.

3. Contributions

L'Office a reçu les contributions suivantes envers les coûts des terrains, bâtiments et matériel, et d'autres programmes financés par un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux et provinciaux:

	Terrains, bâtiments et matériel	Développement de la recherche sur le marché
	$	$
Gouvernement du Canada		
Ministère de l'expansion industrielle régionale	127,151	
Ministère des Affaires extérieures		70,931
Territoires du Nord-Ouest		
Projet spécial «A.R.D.A.»	37,159	
	164,310	70,931

4. Terrains, bâtiments et matériel

	1986			1985
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	216,428		216,428	330,587
Bâtiments	5,210,711	1,976,546	3,234,165	3,420,923
Matériel	6,201,218	3,935,978	2,265,240	1,802,586
Bacs de livraison du poisson frais	1,477,841	871,689	606,152	552,069
Bateau collecteur	363,795	323,297	40,498	81,433
Améliorations locatives	417,158	348,357	68,801	81,095
Construction en cours	200,931		200,931	538,938
	14,088,082	7,455,867	6,632,215	6,807,631

5. Emprunts auprès du Canada

Ces emprunts sont garantis par des billets à ordre et ils sont consentis en vertu de l'article 17 de la Loi. Voici les emprunts non réglés au 30 avril 1986:

	Taux d'intérêt	Montant
	%	$
Emprunts pour le fonds de roulement	9⅛	8,000,000
	9¼	2,000,000
	9½	2,000,000
		12,000,000
Emprunts pour les immobilisations	10⅛	53,359
	10⅞	1,191,122
	14	408,108
	15¾	450,000
	15⅝	550,000
		2,652,589
Déduire: la tranche à court terme		2,652,589

Les emprunts pour le fonds de roulement sont remboursables sur demande et les emprunts pour les immobilisations sont remboursés en montants correspondants, au minimum, à la somme de la provision annuelle pour l'amortissement des terrains, bâtiments et matériel plus le produit tiré de l'aliénation de ces derniers.

6. Intérêts débiteurs

	1986	1985
	$	$
Intérêts sur les emprunts auprès du Canada		
Fonds de roulement	1,211,481	833,847
Immobilisations	360,351	425,883
	1,571,832	1,259,730
Pertes (gains) sur le change étranger	(50,657)	(146,928)
Intérêts créditeurs (nets)	(71,327)	(10,491)
	1,449,848	1,102,311

7. Poste extraordinaire

En 1985, l'Office a subi une perte due à un incendie à l'Île Simpson (T.N.-O.). Les produits de l'assurance ont dépassé la valeur comptable de la propriété détruite par une somme de $265,859.

8. Impôts sur le revenu

L'Office peut déduire aux fins de l'impôt un dégrèvement de 3 p. 100 à l'égard de ses stocks et une partie de son allocation du coût en capital admissible; elle n'a donc aucun revenu imposable pour l'exercice. Au 30 avril 1986, l'excédent de la fraction non amortie du coût en capital sur la valeur comptable nette des terrains, bâtiments et matériel, qui se chiffrait à $4,592,595 ($4,446,049 en 1985), peut servir à réduire le revenu imposable des exercices ultérieurs.

9. Rémunération à des représentants étrangers

Au cours de l'exercice, l'Office a versé des sommes totalisant $836,234 ($668,228 en 1985) aux représentants de vente étrangers qui suivent: Frohman International, Juhl Brokerage Incorporation, Bill Bush & Associates, R.M. Sloan Co., Mile Hi Country Sales Co., Sahakian, Salm & Gordon, Benolken Brokerage Company, International Pacific Seafoods. Inc.—(É.U.); I. LeGrand H. Malo et Cie (France); Lejos Oy (Finlande); A.B.P. Jorgensen (Suède); et Rud Kanzow Gmbh & Co. (Allemagne).

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 1985 présentés à des fins de comparaison ont été reclassifiés conformément à la présentation de l'exercice 1986.

PAGE RÉCAPITULATIVE

PÊCHERIES CANADA INC.

MANDAT

PCI est une société de portefeuille.

ANTÉCÉDENTS

Constituée en février 1984, elle est devenue société d'État mère le 27 février 1985. Elle détient 87 pour cent des actions émises par Pêcheries Cartier, Inc., une entreprise de transformation des produits de la pêche. Suite à sa réorganisation et à la refonte de son capital dans le cadre de l'initiative fédérale à l'égard des pêcheries de l'Atlantique, la société a été vendue à la coopérative Purdel le 18 avril 1986.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1155, boul. Dorchester ouest Pièce 3900 Montréal (Québec) H3B 3V2
STATUT	Vendue à des intérêts privés
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Le 27 février 1984, par lettres patentes de constitution en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1er janvier 1986 au 18 avril 1986	1er janvier 1985 au 31 décembre 1985 (reformulé)	5 mars 1984 au 31 décembre 1984
À la fin de l'exercice			
Actif total	11.6	15.9	19.7
Engagements envers le secteur privé	néant	3.3	2.1
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant
Avoir du Canada	7.8	8.7	12.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	néant	néant	31.5
— non budgétaire	néant	néant	néant

PÊCHERIES CANADA INC.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ADMINISTRATEURS
PÊCHERIES CANADA INC.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Pêcheries Canada Inc. au 18 avril 1986, ainsi que les états consolidés périodiques des résultats et déficit et de l'évolution de la situation financière pour la période du 1er janvier au 18 avril 1986. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés périodiques présentent fidèlement la situation financière de la société au 18 avril 1986, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comptables agréés
Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés
Coopers & Lybrand

Montréal, Canada
le 21 mai 1986

BILAN CONSOLIDÉ AU 18 AVRIL 1986

ACTIF	1986
	$
Actif à court terme	
Encaisse	256,185
Débiteurs (note 3)	780,127
Impôts sur le revenu à recevoir	309,644
Stocks (note 4)	282,707
Frais payés d'avance	359,454
Encaissements sur les placements	978,724
	2,966,841
Placements	
Prêts hypothécaires (note 5)	580,223
Participations et avances dans une filiale et une compagnie satellite (note 6)	816,216
	1,396,439
Encaissements disponibles à court terme	978,724
	417,715
Immobilisations (note 7)	
Coût	11,788,608
Amortissement accumulé	3,674,529
	8,114,079
Autres postes	
Participations et dépôts, au coût	107,030
	11,605,665

PASSIF	1986
	$
Passif à court terme	
Comptes fournisseurs et frais courus	466,624
Emprunt d'un organisme gouvernemental, 13%, sans modalités de remboursement	104,490
Crédits reportés	268,761
Participations minoritaires	3,000,000
	3,839,875
AVOIR DES ACTIONNAIRES	
Capital-actions (note 8)	31,499,900
Déficit	23,734,110
	7,765,790
	11,605,665

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés périodiques.

PÊCHERIES CANADA INC.—*Suite*

RÉSULTATS ET DÉFICIT CONSOLIDÉS POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 18 AVRIL 1986

	1986
	$
Ventes	1,010,392
Coût des marchandises vendues	
Stocks au début	1,160,691
Coût de fabrication	409,786
	1,570,477
Stocks à la fin	282,707
	1,287,770
Perte brute	277,378
Frais de vente	137,651
Frais d'administration	517,805
Frais d'opérations	77,676
Frais financiers (dont $3,443 sur la dette à long terme)	71,125
	804,257
Autres revenus	111,833
	692,424
Perte avant participation dans le bénéfice net d'une compagnie satellite	969,802
Participation dans le bénéfice net d'une compagnie satellite	18,000
Perte avant postes extraordinaires	951,802
Postes extraordinaires	
Perte au titre des activités abandonnées	42,207
Perte dans une filiale à la suite de l'abandon de ses activités	54,286
Gain relatif à l'ancienne Fédération des pêcheurs unis du Québec	(109,458)
	(12,965)
Perte nette	938,837
Déficit au début de la période	22,795,273
Déficit à la fin de la période	23,734,110

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés périodiques.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 18 AVRIL 1986

	1986
	$
Exploitation	
Perte avant postes extraordinaires	(951,802)
Éléments hors caisse	
Profit sur la vente d'immobilisations	(5,411)
Amortissement des immobilisations	15,966
Radiation d'immobilisations	14,401
Participation dans le bénéfice net d'une compagnie satellite	(18,000)
Éléments du fonds de roulement	4,500,430
Provenance des liquidités relatives aux opérations normales	3,555,584
Gain relatif à l'ancienne Fédération des pêcheurs unis du Québec	109,458
Perte au titre des activités abandonnées	(42,207)
Provenance des liquidités	3,622,835
Investissement	
Encaissements sur les placements	55
Immobilisations	(13,095)
Avances à une filiale	(129,793)
Avances à une compagnie satellite	(33,547)
Cession d'immobilisations	30,581
Diminution des autres postes	21,396
Augmentation des crédits reportés	1,020
Utilisation des liquidités	(123,383)
Augmentation de la trésorerie	3,499,452
Trésorerie au début	(3,243,267)
Trésorerie à la fin	256,185

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés périodiques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 18 AVRIL 1986

1. Statut et nature des activités

Constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, Pêcheries Canada Inc. est assujettie à la Loi sur l'administration financière et, en plus d'être un agent de Sa Majesté du Chef du Canada, elle est la propriété exclusive de la Couronne du Canada.

Depuis sa constitution, la société a comme but principal de détenir les actions de Pêcheries Cartier Inc.

2. Énoncé des conventions comptables

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés périodiques incluent les comptes de la compagnie et de sa filiale Pêcheries Cartier Inc.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Bâtiments et pavages	2½% à 10%
Matériel d'usine	12½% à 20%
Matériel, mobilier, agencements et améliorations locatives	20%
Matériel roulant	30%

Les immobilisations relatives aux usines n'ont pas été amorties pour la période du 1er janvier au 18 avril 1986 parce que la saison de pêche n'avait pas encore débuté.

Crédits reportés

Les montants relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement remboursables sont imputés au compte crédits reportés et sont amortis au même rythme que l'amortissement des immobilisations pour lesquelles les crédits d'impôt à l'investissement ont été comptabilisés.

Conversion des devises étrangères

Les comptes en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens selon la méthode temporelle, comme suit:

L'encaisse, les comptes clients et les comptes fournisseurs sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan;

Les ventes et les achats sont convertis au taux de change en vigueur aux dates de transaction.

3. Débiteurs

	$
Comptes clients (dont $27,711 d'une compagnie satellite)	116,787
Avances aux pêcheurs	57,249
Sommes à recevoir relatives à l'ancienne Fédération des pêcheurs unis du Québec	
Syndic	538,291
Autres débiteurs	67,800
	780,127

Certaines avances aux pêcheurs sont garanties par des hypothèques maritimes de premier et de deuxième rang.

4. Stocks

	$
Produits finis	7,269
Fournitures et emballage	183,056
Autres	92,382
	282,707

PÊCHERIES CANADA INC.—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 18 AVRIL 1986—*Fin*

5. Prêts hypothécaires

	$
Prêt hypothécaire de premier rang d'une filiale en propriété exclusive, sans intérêt, encaissable en 1986	377,200
Prêt hypothécaire de premier rang, taux d'intérêt variable, échéant en 1989	203,023
	580,223

6. Participations et avances dans une filiale et une compagnie satellite

	Degré de propriété	Coût	Valeur de consolidation	Avances	Total
	%	$	$	$	$
Filiale					
Chantier maritime de Gaspé Inc.[a]	100	432,915	1	567,059	567,060[b]
Compagnie satellite					
Pêcheries Atlantiques du Québec Inc.	49	106,990	192,020	57,136	249,156
			192,021	624,195	816,216

a) Les états financiers n'ont pas été consolidés puisque la filiale a cessé ses activités et que ses éléments d'actif feront l'objet d'une vente au cours de l'année 1986. Le coût du placement dans la filiale et l'avance à cette même filiale ont respectivement fait l'objet d'une réduction de $432,914 et de $979,286.

b) Encaissable en 1986.

7. Immobilisations

	Coût	Valeur comptable nette
	$	$
Terrains	66,438	66,438
Bâtiments et pavages	5,749,651	4,690,131
Matériel d'usine	5,121,577	2,913,674
Matériel, mobilier et agencements de bureau	208,759	108,821
Matériel roulant	355,494	63,586
Améliorations locatives	35,935	20,675
Valeur nette estimative des installations abandonnées	250,754	250,754
	11,788,608	8,114,079

8. Capital-actions

	$
Autorisé	
Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale	
Émis et payé	
2,879,999 actions	31,499,900

9. Emprunts de banque

Les créances et les stocks sont affectés à la garantie d'emprunts de banque éventuels.

10. Impôts sur le revenu

L'avantage fiscal provenant des pertes comptables n'est pas inscrit aux états financiers. Ces pertes susceptibles de réduire les impôts futurs s'élèvent à environ $20,953,000 ($8,809,000 au provincial) et se détaillent comme suit:

Montant des pertes fiscales à reporter dans les délais suivants:

	Fédéral	Provincial
	$	$
1987	397,000	397,000
1990	798,000	798,000
1991	5,381,000	341,000
1992	5,108,000	
1993	1,009,000	1,009,000
	12,693,000	2,545,000
Montant des écarts temporaires à reporter sur une période indéterminée	7,900,000	6,264,000
	20,593,000	8,809,000

La société bénéficie aussi de pertes en capital pour lesquelles l'avantage fiscal y afférent n'a pas été comptabilisé. Ces pertes au montant de $1,412,000 pourront être appliquées contre des gains en capital éventuels.

De plus, la société dispose de crédits d'impôt à l'investissement de $4,255,000 dont elle pourra se prévaloir dans les délais suivants:

	$
1986	345,000
1987	80,000
1988	112,000
1991	3,051,000
1992	662,000
1993	5,000
	4,255,000

11. Contrats à long terme de location-exploitation

Les loyers annuels minimums à verser en vertu de baux à long terme sur des propriétés louées s'établissent comme suit:

	$
Période du 19 avril au 31 décembre 1986	24,022
Exercices se terminant le 31 décembre	
1987	41,841
1988	38,460
1989	38,460
	142,783

12. Réclamations

La société fait présentement l'objet de réclamations pour un montant total approximatif de $700,000 à la suite du congédiement d'anciens employés. Selon les administrateurs de la société, il est impossible de déterminer les montants qui pourront faire l'objet de règlements de ces réclamations. Tous les montants pouvant résulter de ces réclamations seront absorbés par les actionnaires et un tiers.

13. Évaluation actuarielle

Conformément à la Loi des régimes supplémentaires de rentes, une évaluation actuarielle du Régime de rentes du personnel cadre et administratif de Pêcheries Cartier Inc. doit être effectuée en date du 31 décembre 1985. Cependant, comme cette évaluation actuarielle est présentement en cours, il est impossible de déterminer si l'actif net au 31 décembre 1985 est suffisant pour pourvoir aux obligations du régime. Toutefois, la société s'est engagée à combler tout déficit déterminé par les actuaires du régime.

PÊCHERIES CANADA INC.—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ACTIONNAIRES
PÊCHERIES CANADA INC.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la compagnie Pêcheries Canada Inc. au 31 décembre 1985, ainsi que les états consolidés des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1985, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons de plus que, à notre avis, les opérations de la compagnie qui ont été portées à notre connaissance au cours de notre vérification et ont été effectuées, à tous égards d'importance, en conformité avec la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la charte et les règlements administratifs de la compagnie et les instructions qui ont été données à la compagnie.

Les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1984 présentés aux fins de comparaison proviennent d'états financiers vérifiés par d'autres experts-comptables.

Comptables agréés
Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés

Montréal, Canada
le 21 février 1986

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	48,733	37,364
Débiteurs (note 3)	4,660,003	4,141,737
Impôts sur le revenu à recevoir	331,151	752,814
Stocks (note 4)	1,160,691	2,664,787
Frais payés d'avance	98,742	147,728
Encaissements sur les prêts hypothécaires	34,519	346,513
	6,333,839	8,090,943
Placements		
Prêts hypothécaires (note 5)	580,278	926,791
Participations dans une filiale et dans une compagnie satellite (note 6)	689,162	1,504,735
	1,269,440	2,431,526
Encaissements disponibles à court terme	34,519	346,513
	1,234,921	2,085,013
Immobilisations (note 7)		
Coût	11,853,503	10,162,350
Amortissement accumulé	3,696,982	2,324,783
	8,156,521	7,837,567
Autres postes (note 8)	128,426	1,675,473
	15,853,707	19,688,996

PASSIF	1985	1984
	$	$
Passif à court terme		
Emprunts de banque (note 9)	3,292,000	2,066,331
Comptes fournisseurs et frais courus	484,849	1,615,536
	3,776,849	3,681,867
Emprunt d'un organisme gouvernemental, 10.2%, sans modalités de remboursement	104,490	
Crédits reportés	267,741	145,299
Participations minoritaires	3,000,000	3,000,000
	3,372,231	3,145,299
	7,149,080	6,827,166
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions (note 10)	31,499,900	28,500,000
Déficit	(22,795,273)	(15,638,170)
	8,704,627	12,861,830
	15,853,707	19,688,996

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

PÊCHERIES CANADA INC.—*Suite*

DÉFICIT CONSOLIDÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Solde au début		
Solde déjà établi	16,245,685	
Redressement affecté à l'exercice antérieur (note 11)	(607,515)	
Solde redressé	15,638,170	
Perte nette	7,157,103	15,638,170
Solde à la fin	22,795,273	15,638,170

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Ventes	15,521,760	10,987,298
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	2,664,787	
Coût de fabrication	17,717,278	15,642,761
	20,382,065	15,642,761
Stocks à la fin	1,160,691	2,664,787
	19,221,374	12,977,974
Perte brute	3,699,614	1,990,676
Frais de vente	505,476	408,845
Frais d'administration	1,568,746	1,463,644
Frais d'opération	595,146	5,087,078
Frais financiers (dont $10,647 sur la dette à long terme)	378,049	103,714
Amortissement de l'achalandage	152,022	152,020
	3,199,439	7,215,301
Autres revenus	316,340	786,095
	2,883,099	6,429,206
Perte avant participation dans les résultats d'une filiale et d'une compagnie satellite	6,582,713	8,419,882
Filiale	641,230	325,250
Compagnie satellite	(36,954)	(69,458)
	604,276	255,792
Perte avant postes extraordinaires	7,186,989	8,675,674
Postes extraordinaires (note 12)	(29,886)	6,962,496
Perte nette	7,157,103	15,638,170

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION
FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Encaissements sur les prêts hypothécaires	34,519	
Produit de la vente d'actions d'une compagnie satellite	76,097	
Produit de la vente d'immobilisations	277,831	1,074,328
Diminution des autres postes	8,851	
Emprunts à long terme	104,490	
Crédits reportés	165,702	145,299
Participations minoritaires		3,000,000
Émission d'actions de catégorie «A»	2,999,900	28,500,000
Gain relatif à un surplus actuariel d'un ancien fonds de pension	1,888,600	
	5,555,990	32,719,627
Utilisation des fonds		
Fonds utilisés par l'exploitation (note 16)	4,795,707	7,329,639
Perte au titre des activités abandonnées	236,499	1,325,966
Frais marginaux afférents aux acquisitions		2,743,579
Actifs acquis de filiales liquidées		4,391,279
Prêts hypothécaires		566,100
Acquisitions d'immobilisations	2,099,581	11,273,999
Autres postes		38,867
Avances à une filiale et une compagnie satellite	276,289	641,122
	7,408,076	28,310,551
Augmentation (diminution) des fonds	(1,852,086)	4,409,076
Fonds de roulement au début		
Solde déjà établi	3,656,262	
Redressement affecté à l'exercice antérieur (note 12)	752,814	
Solde redressé	4,409,076	
Fonds de roulement à la fin	2,556,990	4,409,076

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Statut et nature des activités

Constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, Pêcheries Canada Inc. est assujettie à la Loi sur l'administration financière et, en plus d'être un agent de Sa Majesté du Chef du Canada, elle est la propriété exclusive de la Couronne du Canada.

Depuis sa constitution, la compagnie a comme but principal de détenir les actions de Pêcheries Cartier Inc. qui exerce son activité dans la province de Québec où elle est principalement un important conditionneur et distributeur international de produits de la mer.

2. Énoncé des conventions comptables

Principe de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la compagnie et de sa filiale Pêcheries Cartier Inc. Ils n'incluent pas les comptes de la filiale Chantier Maritime de Gaspé Inc. étant donné qu'elle a cessé ses activités au cours de l'exercice. De plus, le placement dans la compagnie satellite Pêcheries Atlantiques du Québec Inc. (antérieurement une filiale) a été présenté à la valeur de consolidation.

Afin de rendre les états financiers comparables, les comptes desdites filiales en 1984 n'ont pas été consolidés.

PÊCHERIES CANADA INC.—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

Stocks

Les produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pour les stocks de la fin de l'exercice et la méthode de l'épuisement successif pour les stocks du début de l'exercice.

Ce changement de méthode n'a entraîné aucun effet significatif sur les résultats de l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Bâtiments et pavages	2½% à 10%
Matériel d'usine	12½% à 20%
Matériel, mobilier, agencements et améliorations locatives	20%
Matériel roulant	30%

Crédits reportés

Les montants relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement remboursables sont imputés au compte crédits reportés et sont amortis au même rythme que l'amortissement des immobilisations pour lesquelles les crédits d'impôt à l'investissement ont été comptabilisés.

Conversion des devises étrangères

Les comptes en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens selon la méthode temporelle, comme suit:

L'encaisse, les comptes clients et les comptes fournisseurs sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan;

Les ventes et les achats sont convertis au taux de change en vigueur aux dates de transaction.

3. Débiteurs

	1985	1984
	$	$
Comptes clients (dont $212,763 d'une compagnie satellite; $317,157 en 1984)	1,826,266	3,302,161
Avances aux pêcheurs	204,103	205,303
Sommes à recevoir relatives à l'ancienne Fédération des pêcheurs unis du Québec		
Syndic	373,920	364,787
Fonds de pension	1,964,400	
Autres débiteurs	291,314	269,486
	4,660,003	4,141,737

Certaines avances aux pêcheurs sont garanties par des hypothèques maritimes de premier et de deuxième rang.

4. Stocks

	1985	1984
	$	$
Matières premières		216,358
Produits finis	891,684	1,980,561
Fournitures et emballage	209,167	347,906
Autres	59,840	119,962
	1,160,691	2,664,787

5. Prêts hypothécaires

	1985	1984
	$	$
Prêt hypothécaire de premier rang d'une filiale en propriété exclusive, sans intérêt ni modalités d'encaissement	377,200	377,200
Prêt hypothécaire de premier rang, taux d'intérêt variable, échéant en 1989	203,078	236,591
Prêt hypothécaire, 13%		313,000
	580,278	926,791

6. Participations dans une filiale et dans une compagnie satellite

	1985					1984				
	Degré de propriété	Coût	Valeur de consolidation	Avances	Total	Degré de propriété	Coût	Valeur de consolidation	Avances	Total
	%	$	$	$	$	%	$	$ (a)	$	$
Filiale										
Chantier maritime de Gaspé Inc.	100	432,915	(924,999)	1,416,552	491,553	100	432,915	104,789	1,163,852	1,268,641
Compagnie satellite (filiale en 1984)										
Pêcheries Atlantiques du Québec Inc.	49	106,990	174,020	23,589	197,609	75	163,760	236,094		236,094
			(750,979)	1,440,141	689,162			340,883	1,163,852	1,504,735

(a) La valeur de consolidation au 31 décembre 1984 inclut un achalandage de consolidation de $406,041 radié au 31 décembre 1985.

PÊCHERIES CANADA INC.—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

7. Immobilisations

	1985		1984	
	Coût	Valeur comptable nette	Coût	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrains	66,438	66,438	66,438	66,438
Bâtiments et pavages	5,749,651	4,690,131	5,551,293	4,826,363
Matériel d'usine	5,111,377	2,903,474	3,484,310	2,146,331
Matériel, mobilier et agencements de bureau	207,820	120,003	129,794	90,588
Matériel roulant	413,528	88,433	412,474	195,668
Améliorations locatives	53,935	37,288	29,309	23,447
Valeur de réalisation nette estimative des installations abandonnées	250,754	250,754	488,732	488,732
	11,853,503	8,156,521	10,162,350	7,837,567

8. Autres postes

	1985	1984
	$	$
Achalandage		1,368,196
Permis de pêche		170,000
Participations et dépôts, au coût	128,426	137,277
	128,426	1,675,473

9. Emprunts de banque

Les créances et les stocks sont affectés à la garantie des emprunts de banque.

10. Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

	1985	1984
	$	$
Émis et payé		
2,879,999 actions dont 29,999 ont été émises au comptant au cours de l'exercice pour un montant de $2,999,900	31,499,900	28,500,000

11. Redressement affecté à l'exercice antérieur

Au cours de l'exercice, la compagnie a reçu un montant de $752,814 à titre de remboursement de crédits d'impôt à l'investissement pour des investissements effectués au cours de l'exercice précédent. Le montant de $752,814 a fait l'objet d'un redressement qui a entraîné les variations suivantes aux postes des états financiers au 31 décembre 1984:

	$
Bilan	
Augmentation des impôts sur le revenu à recevoir	752,814
Augmentation des crédits reportés	(145,299)
Augmentation des bénéfices non répartis	607,515
Résultats	
Diminution des frais d'opération	607,515

12. Postes extraordinaires

	1985	1984
	$	$
Perte au titre des activités abandonnées	236,499	1,325,966
Gain relatif à un surplus actuariel d'un ancien fonds de pension moins $75,800 de frais y afférents (note 3)	(1,888,600)	
Radiation de l'achalandage	1,216,174	
Radiation de l'achalandage de consolidation	406,041	
Perte au titre de l'abandon et de la cession d'usines		2,892,951
Frais marginaux afférents aux acquisitions de l'actif de l'ancienne Fédération des pêcheurs unis du Québec		2,743,579
	(29,886)	6,962,496

13. Baux à long terme

La compagnie est engagée d'après des baux à long terme échéant en 1989 à verser des loyers totaux de $253,200 pour des bâtiments.

La dépense de loyer pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 s'élève à $63,300 ($60,000 en 1984). Les loyers de base pour les quatre prochains exercices s'établissent à $63,300 annuellement.

14. Opérations conclues avec une compagnie satellite

Au cours de l'exercice, la compagnie a effectué des ventes à une compagnie satellite pour un montant total de $493,574 ($238,480 en 1984). Ces ventes représentent approximativement 3% du chiffre d'affaires de la compagnie.

15. Impôts sur le revenu

L'avantage fiscal provenant des pertes comptables n'est pas inscrit aux états financiers. Ces pertes susceptibles de réduire les impôts futurs s'élèvent à $16,922,487 et se détaillent comme suit:

Montant des pertes fiscales à reporter dans les délais suivants:

	$
1987	397,229
1990	798,047
1991	5,381,275
1992	6,484,288
	13,060,839
Montant des écarts temporaires à reporter sur une période indéterminée	3,861,648
	16,922,487

De plus, la compagnie dispose de crédits d'impôt à l'investissement de $4,251,121 dont elle pourra se prévaloir dans les délais suivants:

	$
1986	345,567
1987	79,639
1988	111,895
1991	3,051,212
1992	662,808
	4,251,121

PÊCHERIES CANADA INC.—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

16. Fonds utilisés par l'exploitation

	1985	1984
	$	$
Perte avant postes extraordinaires	7,186,989	8,675,674
Éléments n'affectant pas les fonds		
Perte sur la vente d'actions d'une compagnie satellite	(5,448)	
Profit (perte) sur la vente d'immobilisations	18,672	(121,398)
Amortissement des immobilisations	(1,521,468)	(968,845)
Amortissement de l'achalandage	(152,022)	
Radiation d'un permis de pêche	(170,000)	
Amortissement des crédits reportés	43,260	
Participation dans les résultats d'une filiale et d'une compagnie satellite	(604,276)	(255,792)
	4,795,707	7,329,639

17. Éventualités

Au 31 décembre 1985, la compagnie assumait une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur d'un emprunt de banque d'une filiale pour un montant de $300,000. À cette date, l'emprunt de banque s'élevait à $245,000. Tout paiement pouvant résulter de cet endossement serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

18. Évaluation actuarielle

Conformément à la Loi des régimes supplémentaires de rentes, une évaluation actuarielle du Régime de rentes du personnel cadre et administratif de Pêcheries Cartier Inc. doit être effectuée en date du 31 décembre 1985. Cependant, comme cette évaluation actuarielle est présentement en cours, il est impossible de déterminer si l'actif net au 31 décembre 1985 est suffisant pour pourvoir aux obligations du régime. Toutefois, la compagnie s'est engagée à combler tout déficit déterminé par les actuaires du régime.

Tout paiement pouvant résulter de cette éventualité serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

19. Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

PAGE RÉCAPITULATIVE

PETRO-CANADA

MANDAT

S'occuper d'exploration, de recherche, de mise en valeur, de production et de distribution concernant les hydrocarbures et autres types de combustibles et d'énergie; s'adonner aux opérations connexes ou y investir.

ANTÉCÉDENTS

Après 10 ans d'exploitation, la société compte maintenant 10,600 employés et affiche un actif total de 8.8 milliards de dollars. Son expansion est due principalement à l'acquisition successive des droits et autres actifs d'Atlantic Richfield, de Pacific Petroleums, de Petrofina, de BP Canada et de Gulf Canada mais aussi à d'importants nouveaux investissements qu'elle a faits dans les opérations de forage dans les régions pionnières.

Cette société est l'un des importants actionnaires du prometteur champ Hibernia, situé au large des côtes, et participe à l'exploitation des champs pétroliers dans la mer de Beaufort et à Venture (Nouvelle-Écosse) et, dans le cadre du projet Syncrude, à l'exploitation des sables bitumineux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 2844 1000, 407 — 2e rue, S.-O. Calgary (Alberta) T2P 3E3
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société Pétro-Canada* (S.C. 1975, c. 61) proclamée le 30 juillet 1975
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Wilbert H. Hopper
VÉRIFICATEUR	Arthur Anderson and Co. Peat, Marwick, Mitchell and Co.

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984 (reformulé)	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	8,846	8,966	8,239	7,552
Engagements envers le secteur privé	2,045	1,469	1,583	1,795
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	3,642	4,479	4,010	3,342
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	(50)*	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	425	642	1,306

* Dividendes versés au Fonds du revenu consolidé.

PETRO-CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et appropriés dans les circonstances. La direction est responsable des autres renseignements contenus dans le rapport annuel et qui correspondent, le cas échéant, à ceux contenus dans les états financiers. La direction est aussi chargée de mettre en place et de maintenir un système de contrôle interne qui offre une assurance raisonnable quant à la fiabilité des renseignements financiers produits. La Société bénéficie en outre d'un service de vérification interne qui a notamment pour fonction d'évaluer le système de contrôle interne afin de s'assurer que celui-ci est approprié et qu'il fonctionne convenablement.

Le Conseil d'administration est tenu de s'assurer que la direction remplit ses obligations concernant les rapports financiers et le contrôle interne. Le Conseil assume ses responsabilités par l'entremise de son comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs qui ne sont pas à l'emploi de la Société.

Le comité rencontre la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes pour s'assurer qu'ils s'acquittent bien de leurs responsabilités et pour examiner les états financiers.

Les vérificateurs externes effectuent un examen indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et donnent leur avis sur les états financiers. Leur vérification comporte un examen et une évaluation du système de contrôle interne de la Société ainsi que des sondages et des procédés appropriés pour s'assurer de façon raisonnable que les états financiers présentent fidèlement la situation de l'entreprise. Les vérificateurs externes ont pleinement accès au comité de vérification du Conseil d'administration.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE PAT CARNEY, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES
CHAMBRE DES COMMUNES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Petro-Canada au 31 décembre 1985 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et les autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus et, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive de la modification de la méthode de comptabilisation des crédits d'impôt à l'investissement, dont il est question à la note 2 des états financiers consolidés.

Nous sommes en outre d'avis que les activités de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées dont nous avons pris connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés de Petro-Canada étaient, sous tous les aspects importants, conformes à la Loi sur l'administration financière et aux règlements adoptés aux termes de celle-ci, à la charte et aux règlements de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées et à toutes les directives données à la Société.

Comptables agréés
Peat, Marwick, Mitchell & Cie

Comptables agréés
Arthur Andersen & Cie

Calgary, Canada
le 20 février 1986

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984 (retraité)
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à court terme		32,819
Comptes clients	1,307,339	836,854
Stocks (note 4)	1,109,451	845,715
Impôts sur le revenu récupérables	10,413	23,036
Dépôts et frais payés d'avance	33,157	21,394
	2,460,360	1,759,818
Placements (note 5)	290,843	594,234
Immobilisations, net (note 6)	6,030,165	6,513,940
Charges reportées (note 7)	64,724	98,172
	8,846,092	8,966,164

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1985	1984 (retraité)
Passif à court terme		
Chèques en circulation, moins l'encaisse	22,344	
Effets à court terme à payer	531,539	
Comptes fournisseurs et charges à payer	1,489,160	807,913
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	20,430	47,102
	2,063,473	855,015
Passif à long terme	197,516	
Dette à long terme (note 8)	269,131	109,947
Avances sur les livraisons futures de gaz naturel	145,488	173,436
Participation minoritaire dans des filiales		419,813
Impôts sur le revenu reportés	1,303,901	1,617,372
Actions privilégiées rachetables (note 9)	1,224,217	1,312,080
Capital (note 10)	4,161,072	4,161,072
Surplus d'apport		62,461
Bénéfices non répartis (déficit)	(518,706)	254,968
	3,642,366	4,478,501
	8,846,092	8,966,164

Approuvé au nom du Conseil:

Administrateur
W. H. HOPPER

Administra
W. McBURNEY ELLIOTT

PETRO-CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984 (retraité)
Produits		
Exploitation	5,300,097	4,881,293
Produits des investissements et produits divers	80,834	107,470
	5,380,931	4,988,763
Charges		
Achats de pétrole brut et de produits	2,901,164	2,780,170
Production et raffinage	552,746	475,331
Frais généraux et frais de marketing et d'administration	552,548	403,170
Taxes autres que les impôts sur le revenu (note 11)	427,576	343,784
Amortissement et épuisement	410,190	362,994
Intérêt sur la dette à long terme	24,264	11,324
	4,868,488	4,376,773
Bénéfice avant les postes ci-dessous	512,443	611,990
Provision pour impôts sur le revenu (note 12)		
Reportés	295,776	309,418
Exigibles	44,887	75,501
	340,663	384,919
	171,780	227,071
Participation minoritaire	2,100	4,961
Bénéfice avant éléments inhabituels et dividendes des actions privilégiées rachetables	173,880	232,032
Éléments inhabituels (note 13)	864,901	
Bénéfice net (perte) de l'exercice avant dividendes des actions privilégiées rachetables	(691,021)	232,032
Dividendes des actions privilégiées rachetables (note 9)	78,314	(100,083)
Bénéfice net (perte) de l'exercice après dividendes des actions privilégiées rachetables	(769,335)	131,949

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984
Bénéfices non répartis au début de l'exercice, tels que déclarés précédemment	353,046	212,027
Application rétroactive de la modification de convention comptable à l'égard des crédits d'impôt à l'investissement (note 2)	(98,078)	(78,578)
Bénéfices non répartis au début de l'exercice, tels que retraités	254,968	133,449
Bénéfice net (perte) de l'exercice avant dividendes des actions privilégiées rachetables	(691,021)	232,032
Dividendes —Actions privilégiées rachetables	(78,314)	(100,083)
—Actions ordinaires	(50,000)	
Redressement de change sur le rachat des actions privilégiées rachetables	(16,800)	(10,430)
Virement du surplus d'apport	62,461	
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	(518,706)	254,968

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984 (retraité)
Fonds autogénérés		
Fonds de roulement provenant de l'exploitation (note 14)	870,238	896,136
Produit de la vente d'immobilisations	63,979	51,454
Avances sur les livraisons futures de gaz naturel	(27,948)	20,266
Fonds autogénérés	906,269	967,856
Activités de placement		
Acquisition des éléments d'actif de Gulf Canada Limitée (note 3)	713,947	
Dépenses affectées aux immobilisations	1,059,192	1,130,965
Subventions au titre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier	(348,526)	(380,304)
Augmentation (diminution) des placements, net	(329,772)	282,103
(Augmentation) diminution de la participation minoritaire dans des filiales	295,755	(1,859)
Augmentation (diminution) du fonds de roulement d'exploitation (note 15)	(15,628)	135,480
Augmentation des charges reportées	3,892	14,014
	1,378,860	1,180,399
Activités de financement et dividendes		
Produit de l'émission d'effets à payer à court terme, net	531,539	
Produit de l'émission de titres d'emprunt à long terme	165,275	
Rachat d'actions privilégiées rachetables	(104,663)	(92,435)
Dividendes —Actions privilégiées rachetables	(78,314)	(100,083)
—Actions ordinaires	(50,000)	
Réduction de la dette à long terme	(46,409)	(42,704)
Émission d'actions ordinaires		425,000
	417,428	189,778
Diminution de l'encaisse	55,163	22,765
Encaisse et dépôts à court terme, au début de l'exercice	32,819	55,584
Encaisse et dépôts à court terme (insuffisance), à la fin de l'exercice	(22,344)	32,819

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1985
(les montants dans les tableaux sont indiqués en milliers de dollars)

1. Résumé des principales pratiques comptables

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Petro-Canada, un agent de Sa Majesté du chef du Canada, et de toutes ses filiales (la «Société») à l'exception de ceux de Canertech Inc., dont l'exclusion est expliquée à la note 5.

L'excédent de la contrepartie versée pour les actions des filiales sur leur valeur comptable nette sous-jacente aux dates d'acquisition a été réparti à l'actif connexe acquis et est amorti sur la durée utile de cet actif.

b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux.

c) Placements

La Société comptabilise ses placements dans les sociétés sur lesquelles elle exerce une influence prépondérante selon la valeur de consolidation et les autres placements à long terme, selon la valeur d'acquisition.

d) Immobilisations

La Société a adopté, pour ses propriétés pétrolifères et gazéifères, la méthode de capitalisation du coût entier selon laquelle tous les frais se rapportant à l'exploration et à l'exploitation des réserves pétrolifères et gazéifères sont capitalisés. Ces frais incluent les frais d'acquisition des concessions, les dépenses se rapportant aux travaux de géologie et de géophysique, les frais de location des terrains inexploités, les frais de forage tant des puits productifs que des puits improductifs et les frais généraux ayant trait à l'exploration. La Société applique un «critère de plafonnement» aux frais capitalisés de chaque centre de frais en opération afin d'assurer que ces frais ne dépassent pas les produits nets estimatifs devant être tirés de la production obtenue des réserves prouvées et ce, en termes de prix de vente et de frais d'exploitation en vigueur à la date du bilan, plus la juste valeur marchande estimative des gisements non évalués.

On a établi des centres de frais séparés pour les régions du Canada autres que les régions éloignées, pour le Projet Syncrude, la production in situ de sables pétrolifères, les autres concessions de sables pétrolifères et pour chacune des régions éloignées du Canada ainsi que pour chacune des régions étrangères où la Société détient un intérêt.

Les frais d'intérêt de la dette attribuable à la construction de nouvelles installations importantes sont capitalisés au cours de la période de construction.

La plupart des activités d'exploration et de production de la Société relativement au pétrole et au gaz sont menées conjointement avec d'autres parties. Les états financiers ne tiennent compte que de l'intérêt proportionnel de la Société dans ces activités.

e) Amortissement et épuisement

Les frais engagés dans les centres de frais des régions autres que les régions éloignées du Canada, dans le Projet Syncrude, dans la production in situ de sables pétrolifères et dans les centres de frais des régions étrangères productives sont amortis ou épuisés séparément selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement basé sur les estimations des réserves prouvées de pétrole et de gaz récupérable. Pour fins de calcul de l'amortissement et de l'épuisement, la production de gaz naturel et les réserves sont converties en unités équivalentes de pétrole brut basées sur le contenu énergétique relatif de chaque produit. Les frais annuels engagés dans les autres centres de frais sont amortis selon la méthode linéaire durant toute la période au cours de laquelle on prévoit poursuivre les travaux d'exploration de ces régions. Quand l'exploration s'avère fructueuse, c'est-à-dire quand des réserves de qualité commerciale sont mises au jour, on interrompt l'amortissement et on calcule l'épuisement du solde non amorti du centre de frais selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement une fois que la production a débuté. Lorsque les résultats de l'exploration sont négatifs, et que le centre de frais est condamné ou abandonné, le solde non amorti de ce centre est alors imputé aux résultats.

L'amortissement des autres immobilisations se fait selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement ou selon la méthode de l'amortissement linéaire, comme il convient. Les taux de l'amortissement linéaire sont calculés en fonction de la durée de vie utile estimative de l'élément d'actif correspondant.

f) Charges reportées

Les frais relatifs à l'enlèvement du mort-terrain des sables pétrolifères qui feront l'objet d'exploitation dans les années à venir sont reportés et seront imputés aux résultats lorsque lesdits sables pétrolifères seront exploités.

g) Programme canadien d'indemnisation pétrolière

L'indemnisation versée en vertu du Programme canadien d'indemnisation pétrolière pour les importations de pétrole est inscrite comme réduction des achats de pétrole brut et de produits. L'indemnisation qui est versée à la Société pour le brut synthétique est incluse dans les produits d'exploitation.

h) Impôts sur le revenu

La Société fait toutes les provisions nécessaires pour les impôts sur le revenu reportés du fait qu'elle réclame aux fins d'impôt un amortissement, des frais d'exploration et de mise en valeur et d'autres frais qui diffèrent des montants imputés aux résultats dans les états financiers.

i) Conversion des devises étrangères

L'actif à court terme, sauf les stocks et les frais payés d'avance, le passif à court terme et la dette à long terme sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. L'actif à long terme, les stocks, les frais payés d'avance, les impôts sur le revenu reportés et les actions privilégiées rachetables sont convertis aux taux en vigueur à la date de chacune des opérations en cause. Les postes de produits et de charges sont convertis aux taux moyens en vigueur durant l'exercice, à l'exception de l'amortissement corporel et incorporel et de l'épuisement, qui reflètent les taux en vigueur lorsque l'actif a été acquis.

Les gains et les pertes de change qui en résultent sont portés aux résultats, à l'exception des gains et pertes de change non réalisés afférents à la conversion de la dette à long terme, lesquels sont reportés et amortis sur le terme restant de la dette.

Les exploitations étrangères sont considérées comme étant intégrées aux autres activités de la Société et sont donc converties de la façon mentionnée plus haut.

j) Régimes de retraite

Les frais des prestations de retraite pour les services courants des employés sont capitalisés et imputés aux résultats à mesure qu'ils s'accumulent. Les frais découlant de modifications apportées aux régimes en ce qui a trait aux services des employés au cours d'exercices antérieurs ainsi que les insuffisances sont capitalisés conformément aux lois pertinentes régissant les régimes de retraite et sont imputés aux résultats sur des périodes ne dépassant pas quinze ans.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

2. Modification de convention comptable

Au cours de 1985, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation des crédits d'impôt à l'investissement, conformément aux recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Les crédits d'impôt à l'investissement, qui antérieurement étaient comptabilisés selon la méthode d'imputation à l'exercice, sont désormais inscrits selon la méthode de réduction des coûts. Cette modification a été appliquée rétroactivement et les états financiers de l'exercice précédent ont été retraités en conséquence.

L'effet de ce changement sur les résultats de 1985 a été d'entraîner une augmentation de la perte nette de l'exercice après dividendes des actions privilégiées rachetables d'environ $13,483,000.

3. Acquisitions

a) Éléments d'actif de raffinage et marketing de Gulf Canada Limitée («Gulf»)

Avec effet le 30 septembre 1985, la Société s'est portée acquéreur de certains éléments d'actif de raffinage et de marketing de Gulf en contrepartie d'un versement initial en espèces de $611,000,000. Des coûts supplémentaires de l'ordre de $102,947,000, relativement à cette acquisition, ont été comptabilisés.

L'actif net acquis, à la valeur attribuée, se compose de:

Immobilisations	406,850
Placements	14,487
Fonds de roulement net	292,610
	713,947

En outre, la Société a convenu d'acheter les éléments d'actif de la raffinerie d'Edmonton pour un montant global en espèces de $275,000,000 d'ici le 27 février 1987 ou trente jours après la dissolution de la société en nom collectif qui détient présentement les droits de propriété sur ces éléments d'actif, selon la plus rapprochée de ces dates.

b) Produits Petro-Canada Inc. («Produits»)

Aux termes d'un appel d'offres daté du 28 février 1983, la Société s'est engagée à acquérir toutes les actions avec et sans droit de vote de Produits (anciennement Raffinage et Marketing BP Canada Limitée). Au cours de 1985, la Société a parachevé son acquisition de Produits en achetant le reste des actions sans droit de vote en contrepartie de $301,953,000, y compris les frais connexes. Le coût d'achat total des actions de Produits a été de $424,704,000.

Les fonds destinés à l'achat d'actions en 1985 provenaient des fonds réservés à des fins d'appel d'offres et d'une émission de titres d'emprunt à long terme.

4. Stocks

Les stocks se composent de:

	1985	1984
Pétrole brut, produits raffinés et marchandises	1,043,335	768,774
Matériaux et fournitures	66,116	76,941
	1,109,451	845,715

5. Placements

Les placements de la Société se présentent ainsi:

	1985	1984
À la valeur de consolidation		
Westcoast Transmission Company Limited	181,299	176,984
Centre Petro-Canada	24,091	222,505
Sedpex Inc.	22,602	15,334
Autres	11,839	4,418
À la valeur d'acquisition		
Hypothèques et autres placements	51,012	43,114
Fonds réservés à des fins d'appel d'offres		131,879
Canertech Inc.		
	290,843	594,234

Westcoast Transmission Company Limited («Westcoast»)

Au 31 décembre 1985, la Société détenait 31,1 p. cent du total des actions ordinaires en circulation de Westcoast.

Le coût du placement dans Westcoast était supérieur à la valeur comptable nette sous-jacente aux dates d'acquisition. Cet excédent est amorti sur les vies utiles estimatives des éléments d'actif s'y rapportant par une imputation à la part de la Société dans le bénéfice net de Westcoast.

Westcoast est une entreprise de services publics réglementée et est assujettie à des directives de réglementation qui peuvent changer les composantes des frais du service. Les changements résultant de ces directives n'ont pas d'effet direct sur le bénéfice net en raison des considérations du taux de rendement sur la base des tarifs qui entrent aussi en ligne de compte dans le processus de réglementation.

Au 31 décembre 1985, la valeur à la cote du placement de la Société dans Westcoast était de $227,517,000 ($190,924,000 en 1984).

Centre Petro-Canada

Au 31 décembre 1985, la Société détenait une participation de 50 p. cent dans une co-entreprise qui est propriétaire du Centre Petro-Canada, un complexe de bureaux de Calgary. La Société a conclu un contrat de location à long terme en vue d'occuper une partie du complexe (note 20) et a garanti une tranche de $286,000,000 de la dette à long terme afférente à ce complexe.

Sedpex Inc.

La Société détenait, au 31 décembre 1985, la moitié de toutes les actions ordinaires en circulation de Sedpex Inc., une société qui est propriétaire d'un navire de forage semi-submersible. Ce navire est actuellement loué à la Société (note 20).

Canertech Inc. («Canertech»)

Les comptes de Canertech, une filiale en propriété exclusive, ont été exclus de la consolidation car on a l'intention ferme de se défaire du placement dans cette filiale. La Société avait constitué Canertech en 1981 afin de mettre en valeur des sources d'énergie de remplacement, à la demande expresse du gouvernement canadien. Celui-ci avait alors fait connaître son intention d'acheter le placement de la Société au prix coûtant et de transformer Canertech en société d'État autonome. Au cours de 1984, le gouvernement a ordonné à la Société de procéder à la dissolution de Canertech. La Société procède présentement à la mise en vigueur de cette directive. Le placement de la Société dans Canertech est inscrit aux livres au coût initial de $1.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent:

	1985			1984
	Coût*	Amortissement et épuisement cumulés	Net	Net
Pétrole et gaz				
Au Canada				
—Régions non éloignées	3,911,728	821,373	3,090,355	3,068,344
—Régions éloignées	1,011,122	795,268	215,854	915,270
À l'étranger	163,394	106,786	56,608	81,133
Raffinage et marketing	2,016,063	279,178	1,736,885	1,375,598
Sables pétrolifères				
Projet Syncrude	618,542	92,698	525,844	486,361
Produits in situ	85,431	5,016	80,415	
Autres concessions de sables pétrolifères	197,541	197,541		207,457
Liquides extraits du gaz naturel	202,865	59,674	143,191	128,885
Autres immobilisations	342,621	161,608	181,013	250,892
	8,549,307	2,519,142	6,030,165	6,513,940

*Le coût est indiqué déduction faite des subventions au titre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier et des crédits d'impôt à l'investissement.

7. Charges reportées

Les charges reportées comportent:

	1985	1984
Au prix coûtant		
Frais d'enlèvement du mort-terrain des sables pétrolifères	44,395	41,511
Moins portion afférente aux sables pétrolifères qui seront exploités dans l'année	14,032	10,730
	30,363	30,781
Projet Gaz polaire	1,534	17,617
Au prix amorti		
Redressement de conversion de la dette à long terme	19,884	9,085
Programme de redésignation du réseau de marketing		28,588
Autres	12,943	12,101
	64,724	98,172

8. Dette à long terme

La dette à long terme comporte:

	Échéance	1985	1984
En dollars canadiens			
Billets non garantis 8,25%	1993	14,375	14,375
Billets non garantis 5,75%	1986	6,961	6,961
Billets à ordre, portant intérêt au taux préférentiel			13,192
Emprunts non garantis portant intérêt du taux préférentiel au taux préférentiel majoré de ½%			9,500
Autres emprunts et obligations à long terme	1986-1988	1,523	1,923
En dollars américains			
Billets non garantis, au taux LIBOR diminué de 0,8% ($125,000,000 US)	1995	174,688	
Billets non garantis 9% ($41,250,000 US)	1996	57,646	59,466
Billets non garantis 7,75% ($14,000,000 US)	1993	19,565	21,142
Billets non garantis 8,45% ($10,000,000 US)	1987	13,975	19,821
Hypothèques 5,75% à 6,25% ($592,000 US)	1988	828	2,080
Billets non garantis 5,25%			8,589
		289,561	157,049
Moins la portion exigible		20,430	47,102
		269,131	109,947

Remboursement de la dette à long terme

Le remboursement minimal de la dette à long terme dans chacun des cinq exercices à venir est le suivant:

1986	20,430,000
1987	13,894,000
1988	7,700,000
1989	7,698,000
1990	7,695,000

9. Actions privilégiées rachetables

Les actions privilégiées rachetables, émises par une filiale à un groupe de banques à charte canadiennes, sont des actions privilégiées rachetables, sans droit de vote, à dividende cumulatif à taux variable. Les dividendes cumulatifs, payables trimestriellement, sont basés, selon le choix de la filiale, sur les taux de base des États-Unis ou sur les taux interbancaires de Londres. Le taux de dividende était d'environ 4,6 p. cent par an le 31 décembre 1985. Les actions sont rachetables, au gré de la filiale, à $100 US l'action, plus les dividendes accumulés. En 1985, la filiale a exercé son droit de racheter 750,000 actions (700,000 actions en 1984) en contrepartie de $75,000,000 US ($70,000,000 US en 1984) et, au 31 décembre 1985, 10,450,000 actions étaient toujours en circulation.

En vertu des conditions d'une entente entre les banques et la Société, si la filiale n'exerce pas son droit de rachat des actions sur une période de huit ans échéant le 31 décembre 1993, ou si certains événements ont lieu en vertu des dispositions de l'entente, les banques ont le droit d'exiger que la Société achète les actions à $100 US chacune, plus les dividendes accumulés. Ces droits de rachat passent de $85,000,000 US à $170,000,000 US par année sur le reste de la période.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

10. Capital

Autorisé

Globalement, le capital autorisé est le suivant:

a) 71,188 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100,000 chacune.

b) Actions privilégiées émises au gouvernement du Canada; ces actions et tous les emprunts obtenus, et en cours, en provenance du Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada ne doivent pas dépasser $1,000,000,000.

Émis (au gouvernement du Canada)

	1985		1984	
	Nombre d'actions	Contre-partie	Nombre d'actions	Contre-partie
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	31,883	3,188,300	27,633	2,763,300
Au comptant			4,250	425,000
Solde à la fin de l'exercice	31,883	3,188,300	31,883	3,188,300
Actions privilégiées				
Solde au début et à la fin de l'exercice	972,771,853	972,772	972,771,853	972,772
Total du capital à la fin de l'exercice		4,161,072		4,161,072

Les actions privilégiées ont une valeur nominale de $1 chacune et sont rachetables au pair au gré de la Société; elles ne comportent aucun taux de dividende déclaré et le dividende n'est pas cumulatif.

11. Taxes autres que les impôts sur le revenu

Les taxes autres que les impôts sur le revenu sont les suivantes:

	1985	1984
Taxe de vente fédérale	249,341	184,508
Taxe sur les recettes gazières et pétrolières	123,448	118,536
Autres taxes	54,787	40,740
	427,576	343,784

12. Impôts sur le revenu

La provision pour impôts sur le revenu de $340,663,000 (1984—$384,919,000) représente un taux réel de 66,5 p. cent (1984—62,9 p. cent) sur le bénéfice avant impôts de $512,443,000 (1984—$611,990,000). Le calcul de la provision, qui requiert un rajustement du bénéfice avant impôts sur le revenu pour tenir compte des postes non imposables et non déductibles aux fins fiscales, se présente comme suit:

	1985	1984
Bénéfice avant impôts sur le revenu	512,443	611,990
Ajouter (déduire)		
Redevances et autres paiements à des gouvernements provinciaux	307,096	327,560
Abattements fédéraux		
Abattement pour ressources	(259,999)	(245,909)
Épuisement fiscal	(21,046)	(29,268)
Abattement pour stocks	(29,556)	(10,498)
Taxes sur les recettes pétrolières et gazières	123,448	118,536
Amortissement et épuisement non déductibles	95,442	98,661
Participation au bénéfice de sociétés affiliées	(22,383)	(17,874)
Gain de change	(2,781)	(4,846)
Autres	5,805	291
Bénéfice rajusté avant impôts sur le revenu	708,469	848,643
Impôt fédéral canadien sur le revenu à 46,9% (1984—46%) appliqué au bénéfice rajusté	332,272	390,375
Impôts provinciaux, et autres impôts sur le revenu, déduction faite de l'abattement fédéral	16,215	3,624
Programme de dégrèvements provinciaux d'impôt sur le revenu	(7,824)	(9,080)
Provision pour impôts sur le revenu	340,663	384,919

13. Éléments inhabituels

Les éléments inhabituels imputés aux résultats de 1985 sont les suivants:

Propriétés pétrolifères et gazéifères situées dans des régions éloignées du Canada	547,614
Frais de développement de procédés	108,168
Gisements de sables pétrolifères	90,153
Redressement des stocks	45,354
Déménagement et réorganisation	20,231
Propriétés pétrolifères et gazéifères situées dans des régions étrangères	16,715
Gisements de charbon et de minéraux	14,806
Redésignation du réseau de marketing	13,096
Projet Gaz polaire	8,764
	864,901

Propriétés pétrolifères et gazéifères situées dans des régions éloignées du Canada

Par suite de la chute des prix mondiaux du pétrole et des changements survenus dans le milieu énergétique réel et prévisionnel, la Société a décidé de radier la valeur comptable de certaines propriétés pétrolifères et gazéifères situées dans des régions éloignées du Canada. Par conséquent, les coûts non amortis de ces propriétés ainsi que les provisions qui avaient été constituées en prévision de pertes éventuelles sur les contrats de location de navires de forage en mer et de l'équipement nécessaire, se sont chiffrés à $547,614,000 et ils ont été imputés aux résultats (après en avoir déduit les impôts sur le revenu y afférents de $443,081,000 et la participation minoritaire de $121,958,000).

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

Frais de développement de procédés

La construction d'une usine visant à mettre en application un nouveau procédé d'amélioration du fuel résiduel lourd a été achevée en 1985. La construction de cette usine avait été entreprise conformément à une directive du gouvernement du Canada. En raison des conditions économiques nouvelles, la Société a décidé d'imputer aux résultats les coûts du projet qui s'élevaient à $108,168,000 (après en avoir déduit $37,080,000 pour les impôts sur le revenu y afférents).

Gisements de sables pétrolifères

En raison de la chute des prix mondiaux du pétrole et compte tenu des incertitudes qui entourent le moment propice à l'exploitation de nouveaux gisements de sables pétrolifères, la Société a décidé de radier la valeur comptable de ses gisements de sables pétrolifères, sauf les projets de production in situ et le Projet Syncrude. En conséquence, le coût non amorti de ces gisements, soit $90,153,000, a été imputé aux résultats (après déduction de $49,212,000 au titre des impôts sur le revenu y afférents).

Redressement des stocks

Aux termes de l'Accord sur l'énergie dans l'Ouest, la Société n'est plus tenue de vendre sa production albertaine de pétrole brut à la Alberta Petroleum Marketing Commission et donc, depuis le 1[er] juin 1985, elle fournit du pétrole brut directement à ses raffineries. Ce changement reporte le point de vente, ainsi que la comptabilisation du profit qui en résulte, de la tête de puits à l'endroit où s'effectue l'achat du produit raffiné par le client. Au 31 décembre 1985, les stocks avaient été réduits d'environ $45,354,000, lequel montant a été imputé aux résultats (après déduction de $30,680,000 pour les impôts sur le revenu y afférents).

Déménagement et réorganisation

La Société annonçait en 1985 son intention de déménager de l'est du Canada à Calgary certaines de ses activités ayant trait au raffinage et au marketing. Elle a de plus mis en œuvre un programme de réorganisation de ses services internes, qui entraînera une réduction de son effectif. Les frais relatifs à ce déménagement et à cette réorganisation, qui sont évalués à $20,231,000 (après déduction de $18,869,000 au titre de l'impôt sur le revenu y afférent), ont été imputés aux résultats.

Propriétés pétrolifères et gazéifères situées dans des régions étrangères

La Société a radié la valeur comptable de son centre de frais en Chine, du fait que les travaux d'exploration y ont été infructueux. Conséquemment, elle a imputé $16,715,000 aux résultats (après en avoir soustrait $15,043,000 pour les impôts sur le revenu y afférents).

Gisements de charbon et de minéraux

En raison de la chute des prix mondiaux du pétrole et compte tenu des incertitudes qui entourent le moment propice à l'exploitation des gisements de charbon et de minéraux, la Société a décidé de radier la valeur comptable de ces propriétés. Le solde du coût de ces gisements, qui se chiffrait à $14,806,000, a été imputé aux résultats (après avoir déduit $13,296,000 pour les impôts sur le revenu y afférents).

Redésignation du réseau de marketing

La Société a estimé qu'elle avait tiré à peu près tous les avantages économiques des frais relatifs au programme de redésignation du réseau de marketing. Il s'agit de frais qu'elle avait engagés au cours d'exercices antérieurs, qu'elle avait reportés et amortis sur la période au cours de laquelle ces avantages étaient censés se réaliser. Par conséquent, le solde non amorti de ces frais, qui se chiffre à $13,096,000 (après en avoir déduit $12,045,000 au titre des impôts sur le revenu y afférents), a été imputé aux résultats.

Projet Gaz polaire

Le projet Gaz polaire a récemment soumis à l'Office National de l'Énergie une demande l'autorisant à construire un gazoduc s'étendant du delta du MacKenzie à Edson en Alberta, et a mis de côté son projet pour la construction d'un gazoduc reliant les Îles de l'Arctique à l'est du Canada. Les coûts qui avaient été engagés au cours d'exercices antérieurs pour des études de faisabilité du projet abandonné—et qui avaient été reportés—se sont élevés à $8,764,000 (après en avoir défalqué $8,171,000 au titre des impôts sur le revenu y afférents) et ont été imputés aux résultats.

14. Fonds de roulement provenant de l'exploitation

Le fonds de roulement provenant de l'exploitation se présente comme suit:

	1985	1984
Bénéfice avant éléments inhabituels et dividendes des actions privilégiées rachetables	173,880	232,032
Ajouter (déduire):		
amortissement et épuisement	410,190	362,994
impôts sur le revenu reportés	295,776	309,418
bénéfice de participation, moins les dividendes reçus	(6,594)	(2,640)
divers	(3,014)	(5,668)
	870,238	896,136

15. Variation des composantes du fonds de roulement d'exploitation

L'augmentation (la diminution) du fonds de roulement d'exploitation résulte des variations suivantes au cours de l'exercice:

	1985	1984
Comptes clients	470,485	17,662
Stocks	263,736	134,709
Impôts sur le revenu recouvrables	(12,623)	(4,229)
Dépôts et frais payés d'avance	11,763	2,720
Comptes fournisseurs et charges à payer	(681,247)	(15,382)
Fonds de roulement d'exploitation obtenu à l'acquisition de Gulf Canada Limitée (note 3)	(292,610)	
Charges à payer relativement aux éléments inhabituels (note 13), et autres charges échéant à moins d'un an	224,868	
	(15,628)	135,480

Le fonds de roulement d'exploitation se compose du fonds de roulement autre que l'encaisse et les dépôts à court terme, les effets à payer à court terme et la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an.

16. Régime de retraite

Selon les plus récentes évaluations actuarielles des régimes de retraite de la Société, les obligations non capitalisées au titre des services passés sont d'environ $67,000,000 au 31 décembre 1985. Toutes les prestations accumulées, y compris celles acquises, au 31 décembre 1985 sont entièrement capitalisées.

17. Opérations d'importance avec des parties apparentées

La Société a des opérations avec le gouvernement du Canada et avec des institutions gouvernementales; ces opérations ont lieu dans le cours normal des affaires et, en conséquence, aux mêmes conditions qu'avec des parties non apparentées.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

18. **Information sectorielle**

La Société exerce son activité principalement dans les secteurs suivants:

Ressources naturelles

Exploration, mise en valeur et mise en production de pétrole brut, de gaz naturel, de liquides de terrain, de soufre, de sables pétrolifères; extraction de liquides du gaz naturel; transport, distribution et marketing de liquides extraits du gaz naturel.

Produits du pétrole raffiné

Achat et vente de pétrole brut; raffinage de pétrole brut en produits du pétrole; distribution et marketing de ceux-ci et de produits du pétrole raffiné achetés.

Les résultats financiers des activités par secteur commercial sont les suivants:

	Ressources naturelles		Produits du pétrole raffiné		Éliminations		Total consolidé	
	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984
Ventes aux clients	971,526	1,450,252	4,328,571	3,431,041			5,300,097	4,881,293
Transferts intersectoriels	660,507	88,572			(660,507)	(88,572)		
Total des produits d'exploitation	1,632,033	1,538,824	4,328,571	3,431,041	(660,507)	(88,572)	5,300,097	4,881,293
Coûts incorporables et frais d'exploitation	533,559	534,472	3,580,858	2,809,601	(660,507)	(88,572)	3,453,910	3,255,501
Amortissement et épuisement	282,979	250,727	97,327	84,833			380,306	335,560
Taxes autres que les impôts sur le revenu	147,795	121,688	279,781	222,096			427,576	343,784
	964,333	906,887	3,957,966	3,116,530	(660,507)	(88,572)	4,261,792	3,934,845
Bénéfice d'exploitation	667,700	631,937	370,605	314,511			1,038,305	946,448
Frais généraux et frais de marketing et d'administration							(552,548)	(403,170)
Provision pour impôts sur le revenu							(340,663)	(384,919)
Produits des investissements et produits divers							80,834	107,470
Autres amortissements							(29,884)	(27,434)
Intérêt sur la dette à long terme							(24,264)	(11,324)
Participation minoritaire							2,100	4,961
							(864,425)	(714,416)
Bénéfice avant éléments inhabituels et dividendes des actions privilégiées rachetables							173,880	232,032

Les transferts intersectoriels sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les revenus tirés du secteur des ressources naturelles sont:

	1985	1984
Pétrole brut et liquides de terrain	990,178	867,366
Liquides extraits du gaz naturel	301,532	325,058
Gaz naturel	291,962	284,522
Autres	48,361	61,878
	1,632,033	1,538,824

Les revenus tirés du secteur des produits du pétrole raffiné sont:

	1985	1984
Essence	2,231,710	1,813,981
Distillats	1,349,573	1,025,140
Autres	747,288	591,920
	4,328,571	3,431,041

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

Les éléments d'actif sectoriels au 31 décembre, et le montant des dépenses en immobilisations de l'exercice, par secteur commercial, se présentent comme suit:

	Éléments d'actif sectoriels		Dépenses en immobilisations*	
	1985	1984	1985	1984
Ressources naturelles	4,509,488	5,444,759	869,341	954,217
Produits du pétrole raffiné	3,808,278	2,634,699	168,127	136,400
Autres	528,326	886,706	(172,277)	204,586
	8,846,092	8,966,164	865,191	1,295,203

*Les dépenses en immobilisations sont présentées avant déduction des subventions au titre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier.

Les autres éléments d'actif sectoriels comprennent l'encaisse et les dépôts à court terme, les placements dans d'autres sociétés et l'actif général de la Société.

19. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 1984 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

20. Engagements et passif éventuel

a) Engagements

La Société a loué un certain nombre de navires de forage en mer avec tout l'équipement nécessaire en vertu de divers contrats dont le dernier vient à échéance en 1988. Les loyers des navires de forage, lorsque ceux-ci sont utilisés par la Société, sont partagés avec les participants aux co-entreprises. Les navires peuvent être sous-loués lorsqu'ils ne sont pas utilisés par la Société.

La location brute des navires de forage en mer, moins les charges à payer à l'égard des éléments inhabituels (note 13), ainsi que les loyers annuels minimaux afférents au Centre Petro-Canada (note 5) et à d'autres contrats de location-exploitation non résiliables sont estimés à $95,000,000 en 1986, à $63,000,000 en 1987, à $45,000,000 en 1988, à $44,000,000 en 1989, à $41,000,000 en 1990 et à $15,000,000 par année par la suite jusqu'en 2008.

b) Passif éventuel

La Société est partie dans des litiges et réclamations découlant du cours normal des affaires. La direction est d'avis que les règlements éventuels n'auront pas d'effet significatif sur la situation financière de la Société.

PETRO-CANADA—*Suite*

(Puisque les états financiers vérifiés ne sont pas disponibles en français, voici la version anglaise)

ANNEXE

CANERTECH INC.

AUDITORS' REPORT

TO THE SHAREHOLDER OF CANERTECH INC.

We have examined the Balance Sheet of Canertech Inc. (a wholly-owned subsidiary of Petro-Canada) as at December 31, 1985 and the Statements of Loss and Deficit and Changes in Financial Position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the company as at December 31, 1985 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles, applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Burke, Newman & Co.
Chartered Accountants

Winnipeg, Canada
January 30, 1986

BALANCE SHEET DECEMBER 31, 1985
(in thousands of dollars)

ASSETS	1985	1984
Cash and term deposits	7,150	13,596
Due from Energy, Mines and Resources Canada (Note 2)	2,250	2,410
Investment in Canertech Conservation Inc. (Note 3)	4,800	4,261
Other investments (Note 4)	1,015	1,175
Fixed assets		175
Income taxes recoverable (Note 5)	680	680
Other assets		39
	15,895	22,336

LIABILITIES AND SHAREHOLDER'S DEFICIT	1985	1984
Accounts payable and accrued liabilities		122
Obligations under capital leases		103
Accrual for dissolution costs (Notes 6 and 12)	857	6,196
Commitments (Note 10)		
Advances from the Government of Canada (Note 7)	31,800	31,800
Shareholder's deficit (Note 8)	(16,762)	(15,885)
	15,895	22,336

The accompanying notes are an integral part of this balance sheet.

Approved on behalf of the Board:

GRAHAM WILSON
Director

J. B. GRANT
Director

PETRO-CANADA—*Suite*

ANNEXE—*Suite*

CANERTECH INC.—*Suite*

STATEMENT OF LOSS AND DEFICIT
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1985
(in thousands of dollars)

	1985	1984
Income		
Interest income		1,897
Equity in loss of Canertech Conservation Inc.	(341)	(363)
	(341)	1,534
Administrative expenses		1,842
Loss before extraordinary item	341	308
Extraordinary item (Notes 3 and 9)	536	9,861
Net loss for the year	877	10,169
Deficit, beginning of year	15,885	5,716
Deficit, end of year	16,762	15,885

The accompanying notes are an integral part of this statement.

STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1985
(in thousands of dollars)

	1985	1984
Source of funds		
Loss before extraordinary item	341	308
Deduct: items not affecting funds		
—Amortization and depreciation		75
—Equity in loss of Canertech Conservation Inc.	341	363
Funds provided from operations		130
Decrease in other assets	39	31
Proceeds on sale of fixed assets	175	
Proceeds on sale of other investments	160	
Decrease in amount due from Energy, Mines and Resources Canada	160	
	534	161
Use of funds		
Increase in amount due from Energy, Mines and Resources Canada		2,260
Net advances to investees	1,416	2,434
Purchase of fixed assets, net		44
Decrease in accounts payable	122	178
Decrease in obligation under capital leases	103	21
Decrease in accrual for dissolution costs	5,339	
	6,980	4,937
Decrease in cash and term deposits	6,446	4,776
Cash and term deposits, beginning of year	13,596	18,372
Cash and term deposits, end of year	7,150	13,596

The accompanying notes are an integral part of this statement.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
DECEMBER 31, 1985

Order-in-Council

On December 21, 1984, the Government of Canada issued Order-in-Council P.C. 1984-4187 whereby the parent corporation was directed to bring about the dissolution of Canertech Inc. and take such steps as are necessary to dispose of the existing investment portfolio with the provision that Canertech Conservation Inc., a wholly-owned subsidiary of Canertech Inc., be continued with the expressed intent of replacing Crown ownership with private Canadian ownership.

1. Significant accounting policy

Consistent with the terms of the Order-in-Council, these financial statements have been prepared on the liquidation basis with the exception of the investment in Canertech Conservation Inc. Assets have been presented at their estimated net realizable values before costs of dissolution.

Canertech Conservation Inc. is accounted for by the equity method as management believes that consolidation of this subsidiary with Canertech Inc. would not result in a more informative financial presentation.

2. Due from Energy, Mines and Resources Canada

These amounts arose from the corporation's participation in the Ethanol-from-Cellulose development program and the Societe Biosyn (Reg'd) joint venture. Prior to the above mentioned Order-in-Council, the corporation was to be reimbursed for these amounts by Energy, Mines and Resources Canada. It is anticipated that the ultimate settlement of these amounts will require the direction of the Treasury Board of the Government of Canada and will involve a set-off against the advances from the Government of Canada.

3. Investment in Canertech Conservation Inc.

Canertech Conservation Inc., a wholly-owned subsidiary of the corporation, enters into contracts to design, install and finance energy retrofit measures identified through energy studies performed on the clients' facilities. These energy conservation retrofit contracts permit the client to undertake energy conservation projects without any outlay of capital and to repay these retrofit costs from realized energy savings.

The investment is accounted for on the equity method as follows:

	1985	1984
	(in thousands of dollars)	
Investment, at cost	6,661	5,245
Losses incurred to date	(1,325)	(984)
Write-down	(536)	
	4,800	4,261

Condensed financial information from Canertech Conservation Inc.'s December 31, 1985 consolidated financial statements is as follows:

PETRO-CANADA—*Fin*

ANNEXE—*Fin*

CANERTECH INC.—*Fin*

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
DECEMBER 31, 1985—*Concluded*

Condensed consolidated balance sheet

	December 31, 1985	December 31, 1984
	(in thousands of dollars)	
Assets		
Cash, receivables and other assets	1,170	1,741
Retrofit contracts	3,219	1,333
Investment in Econoler Inc., at cost	1,225	1,225
Fixed assets	166	204
Royalties, license and deferred costs	390	448
	6,170	4,951
Liabilities and shareholder's deficit		
Accounts payable and other liabilities	438	395
Deferred revenue	220	89
Non-current advances from Canertech Inc.	6,661	5,245
Minority interests	176	206
Shareholder's deficit	(1,325)	(984)
	6,170	4,951

Condensed consolidated statement of loss and deficit

	(in thousands of dollars)	
Contract revenue	604	243
Cost of contracts	(617)	(244)
Other income	469	388
Administrative expenses net of amount applied to contracts	(826)	(778)
Minority interests in loss	29	27
Net loss for the year	341	364
Deficit, beginning of year	984	620
Deficit, end of year	1,325	984

4. Other investments

As of December 31, 1985, the corporation held a majority interest in Hunter Enterprises Orillia Limited and Sparfil International Inc. and an interest in Valera Electronics Inc. and a joint venture interest in Omnifuel Gasification Systems through a wholly-owned subsidiary, 107744 Canada Inc. The corporation is negotiating to dispose of these investments; consequently, these investments are recorded at estimated net realizable values before costs of disposition. Also included in other investments is a non-interest bearing note receivable which is repayable in seven annual installments of $50,000 beginning May 15, 1986.

5. Income taxes recoverable

This amount represents the recovery of all income taxes previously paid by the corporation.

The benefits resulting from any future income tax reductions have not been recorded in these financial statements.

6. Accrual for dissolution costs

The accrual for dissolution costs represents management's anticipation of the costs to complete the disposition of assets and the settlement of liabilities. Should the corporation not conclude the disposition of investments as currently contemplated by management, additional costs may be incurred.

7. Advances from the Government of Canada

The advances are without requirement for interest or repayment. Management does not anticipate that the corporation will be able to repay the obligation in its entirety with the Government of Canada absorbing the company's deficit upon dissolution.

8. Share capital

Authorized—An unlimited number of common shares

Issued and fully paid—1 common share for $1

9. Extraordinary item

The extraordinary item recorded in 1984 resulted from the adjustments required to present the financial statements on the liquidation basis and included equity in the losses of other investments, income tax recovery, write-down of assets and accrual for dissolution costs. The extraordinary item for 1985 represents the write-down of the investment in Canertech Conservation Inc.

10. Commitments

Canertech Conservation Inc. has committed a maximum of approximately $1,840,000 to subscribe proportionately with the minority shareholders for shares of its operating subsidiaries and to make advances of approximately $4,500,000 as may be required to support the growth of subsidiaries.

11. Contingencies

The corporation is a defendant in legal actions amounting to approximately $77 million and legal counsel is of the opinion that the actions are without foundation and accordingly, no provision for such claims has been made in the accounts of the company.

12. Related party transaction

The parent company has provided management services to the corporation in the amount of approximately $150,000 in 1985 (nil in 1984). This amount remains unpaid at December 31, 1985.

13. Events subsequent to year end

The corporation has disposed of its investment in Sparfil International Inc. at the value recorded in the financial statements. The proceeds of disposition include non-interest bearing notes of $100,000 and $150,000 due December 31, 1986 and December 31, 1987, respectively.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIETA A RESPONSIBILITA LIMITATA IMMOBILIARE SAN SEBASTIANO

MANDAT

Acheter et administrer la résidence de l'ambassadeur canadien au Saint-Siège.

ANTÉCÉDENTS

Le seul actif de cette société est la propriété sise au 13/A Via di Porta San Sebastiano, à Rome. Cette propriété a servi de résidence officielle pour les ambassadeurs canadiens auprès du Saint-Siège, depuis l'ouverture de cette mission, en 1970. En 1982, le ministère des Affaires extérieures s'est prévalu du droit d'acheter la résidence officielle, en faisant l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de la société Immobiliare San Sebastiano S.R.L.

La société a été dissoute en vertu des lois italiennes le 24 décembre 1985. Le nom de la société sera radié de l'annexe C, Partie I de la *Loi sur l'administration financière*.

SOCIETA A RESPONSIBILITA LIMITATA IMMOBILIARE SAN SEBASTIANO

AUCUN ÉTAT FINANCIER VÉRIFIÉ N'ÉTAIT DISPONIBLE À LA DATE D'IMPRESSION

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

MANDAT

Optimiser les avantages que le Canada tire des projets de technologie commercialement exploitables et financés par le gouvernement fédéral.

ANTÉCÉDENTS

La Société rend accessible au public la propriété industrielle et intellectuelle découlant de la recherche et du développement financés par le gouvernement. Elle prend des arrangements avec l'industrie privée en ce qui concerne la délivrance de permis; les sommes reçues couvrent la plupart de ses frais d'exploitation. Des prix sont décernés aux inventeurs en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	275, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0R3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michel Côté, c.p., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	24 octobre 1947; lettres patentes en vertu de la *Loi sur les compagnies*
PREMIER DIRIGEANT	W. Dallas Gordon
PRÉSIDENT	William F. Graydon
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.1	1.3	1.7	1.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.4	0.7	0.9	0.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	0.4	0.4	0.4	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD FRANK MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE SUPPLÉANT DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

J'ai vérifié le bilan de la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats et du surplus et de l'évolution des liquidités pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

Les comptes débiteurs comprennent une somme de $113,291 qui, à mon avis, peut ne pas être percevable. Les principes comptables généralement reconnus exigent qu'une provision suffisante soit établie dans les états financiers pour comptabiliser la perte possible. Si la Société s'était conformée à cette exigence, les comptes débiteurs et le surplus auraient été diminués jusqu'à une somme de $113,291 et le coût de l'exploitation aurait été augmenté jusqu'à une somme de $113,291.

À mon avis, à l'exception de ne pas avoir établi de provision pour la perte possible décrite au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, à l'exception de ce qui est mentionné au second paragraphe qui précède, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 30 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	121,844	141,232
Dépôts à terme	200,000	570,000
Débiteurs	523,933	348,464
Intérêt couru	3,530	7,430
Frais payés d'avance	10,924	11,171
	860,231	1,078,297
Placement en obligations du Canada (valeur marchande, 1986—$241,250; 1985—$218,750)	247,500	247,500
Droits de propriété industrielle et intellectuelle (notes 2, 3 et 5)	1	1
Matériel expérimental prêté à un détenteur de licence (note 4)	1	1
	1,107,733	1,325,799

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	405,329	401,465
Redevances perçues d'avance	102,675	53,562
	508,004	455,027
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	193,774	176,002
	701,778	631,029
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé—10,000 actions sans valeur au pair		
Émis—5,000 actions entièrement payées	296,199	296,199
Surplus	109,756	398,571
	405,955	694,770
	1,107,733	1,325,799

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
W. F. GRAYDON

Administrateur
W. D. GORDON

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Redevances	1,567,442	1,450,845
Intérêt sur placements	66,220	96,315
Frais de gestion en vertu d'ententes de mandataires	32,823	48,465
Intérêt sur comptes en souffrance	27,010	6,288
Divers	5,466	5,269
	1,698,961	1,607,182
Dépenses		
Traitements et prestations aux employés	1,205,956	1,111,460
Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle (note 5)	479,417	359,711
Location de locaux, de matériel et autres	206,809	206,051
Montants versés ou à verser à des tiers en vertu des redevances gagnées	111,103	145,857
Récompenses aux inventeurs	104,606	105,900
Honoraires d'avocat	59,517	105,149
Fournitures de bureau, imprimerie, matériel et ameublement	58,527	45,160
Services professionnels et spéciaux	37,275	54,689
Communications	36,016	33,259
Voyages et déplacements	34,291	27,165
Créances irrécouvrables	2,771	1,109
Divers	1,488	1,274
	2,337,776	2,196,784
Coût de l'exploitation	638,815	589,602
Crédit parlementaire	350,000	350,000
Excédent du coût de l'exploitation sur le crédit parlementaire pour l'exercice	288,815	239,602
Surplus au début de l'exercice	398,571	638,173
Surplus à la fin de l'exercice	109,756	398,571

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES LIQUIDITÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$ (reformulé)
Liquidités utilisées pour l'exploitation		
Coût de l'exploitation	638,815	589,602
Éléments qui n'influent pas sur l'encaisse		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(20,147)	(24,931)
	618,668	564,671
Fonds utilisés dans le (provenant du) fonds de roulement hors caisse		
Débiteurs	175,469	(274,536)
Autres éléments d'actif à court terme	(4,147)	4,135
Créditeurs et frais courus	(3,864)	151,655
Redevances perçues d'avance	(49,113)	(5,218)
	118,345	(123,964)
Paiement d'une indemnité de cessation d'emploi	2,375	
Fonds utilisés pour l'exploitation	739,388	440,707
Liquidités provenant du crédit parlementaire	350,000	350,000
Diminution au cours de l'exercice	389,388	90,707
Liquidités au début de l'exercice	711,232	801,939
Liquidités à la fin de l'exercice	321,844	711,232

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et exploitation

La Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée est une société d'État nommée à l'annexe C, partie I de la Loi sur l'administration financière et a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. La Société a été constituée dans le but de rendre accessible au public, par l'entremise de licences négociées avec l'industrie, la propriété industrielle et intellectuelle résultant des travaux de recherche et développement financés au moyen de fonds publics.

La Société reçoit et traite toute propriété industrielle et intellectuelle en vertu d'ententes conclues avec les ministères du gouvernement fédéral, les sociétés et organismes de l'État, les universités et autres organismes financés à même les fonds publics. Une protection suffisante est recherchée au Canada et à l'étranger pour la propriété industrielle et intellectuelle lorsque celle-ci pourrait servir à des fins commerciales. La Société se sert du revenu de l'exploitation de cette propriété pour récompenser les fonctionnaires inventeurs conformément à la Loi sur les inventions des fonctionnaires et pour indemniser d'autres initiateurs de propriété industrielle ou intellectuelle conformément aux ententes conclues avec eux.

2. Conventions comptables importantes

Placement en obligations du Canada

Le placement en obligations du Canada est comptabilisé au prix coûtant car la direction a l'intention de conserver ces obligations jusqu'à leur échéance en 1989.

Droits de propriété industrielle et intellectuelle

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle sont déclarés à une valeur nominale de $1. Le coût net lié à l'acquisition, à la protection et au maintien des droits de propriété industrielle et intellectuelle est imputé aux résultats lorsqu'il est subi (notes 3 et 5).

Matériel expérimental prêté à un détenteur de licence

Le matériel expérimental prêté à un détenteur de licence est comptabilisé à une valeur nominale de $1. Le coût de ce matériel est imputé aux résultats au cours de l'exercice de son acquisition.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités déterminées de cessation d'emploi en conformité avec les conventions collectives et les conditions d'emploi. L'élément du passif relié à ces indemnités est comptabilisé dès que les indemnités sont gagnées par les employés.

Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est comptabilisé lorsqu'il est encaissé.

Régime de pensions de retraite

Les employés de la Société font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au coût du régime sont limitées, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations, qui s'élevaient à $63,579 pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 ($58,369 en 1985), représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de pensions de retraite et sont comptabilisées aux états financiers de l'exercice en cours. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une contribution au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pensions de retraite de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les Prestations de retraite supplémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Droits de propriété industrielle et intellectuelle

Le coût accumulé du présent inventaire des droits de brevets non expirés et autres droits de propriété industrielle et intellectuelle s'élève à $2,884,259 ($2,441,566 en 1985).

4. Matériel expérimental prêté à un détenteur de licence

Le coût accumulé du matériel expérimental acheté en vertu de contrats actifs de développement et détenu par un détenteur de licence s'élève à $123,500 ($123,500 en 1985).

5. Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle.

	1986	1985
	$	$
Honoraires et autres dépenses connexes	661,420	505,971
Moins: recouvrements	182,003	146,260
	479,417	359,711

6. Engagement par bail

En vertu d'un bail daté du 30 septembre 1983, la Société verse un loyer annuel de $169,425 pour des locaux. La période sur laquelle porte le bail est du 1er novembre 1983 au 31 octobre 1988.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

MANDAT

Planifier et coordonner l'aménagement des 15 ports qui étaient sous l'autorité du Conseil des ports nationaux afin d'atteindre les objectifs de la politique sur les ports nationaux et d'appuyer les objectifs du Canada en matière de commerce international ainsi que d'autres objectifs sociaux et économiques. La société a également pour mandat d'administrer, de gérer et de contrôler directement les ports qui ne sont pas constitués en sociétés de port locales.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1983, la société était responsable des 15 ports canadiens qui étaient sous l'autorité du Conseil des ports nationaux. Par la suite, des sociétés de port locales ont été établies à Montréal et Vancouver (en juillet 1983), à Halifax, Québec et Prince-Rupert (en juin 1984) et à St. John's (en juin 1985). À l'heure actuelle, ces sociétés fonctionnent avec beaucoup d'autonomie.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	99, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1A 0N6
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur le Conseil des ports nationaux* (S.R.C. 1970, c. N-8, art. 3); reconstituée en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des ports* (S.C. 1980-81-82-83, c. 121, art. 1), proclamée le 24 février 1983
PREMIER DIRIGEANT	Denis de Belleval
PRÉSIDENT	Ronald Huntington
VÉRIFICATEUR	Touche, Ross et Cie.

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF* en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984 (reformulé)	1983
À la fin de l'exercice			
Actif total	231.3	246.5	445.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	85.0	85.1	202.9
Avoir du Canada	92.8	106.9	185.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	14.1	35.0	23.8
— non budgétaire	2.6	4.9	7.1

* Des actifs et les engagements connexes de la Société ont été transférés aux nouvelles sociétés de port locales.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des ports au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats, du déficit, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société canadienne des ports dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Coopers & Lybrand

Ottawa, Canada
le 21 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984 (redressé note 5)
À court terme		
Encaisse	641	894
Placements (note 4)	61,740	59,134
Débiteurs	4,237	4,116
Créance sur le Canada	2,645	3,468
Matériaux et fournitures	514	530
	69,777	68,142
Placements à long terme (note 4)	19,102	19,973
Placements dans Ridley Terminals Inc. (note 5)	16,227	21,024
Immobilisations (note 7)	126,147	137,321
	231,253	246,460

PASSIF	1985	1984 (redressé note 5)
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 8)	13,539	14,607
Subventions tenant lieu de taxes municipales	480	678
	14,019	15,285
À long terme		
Avantages sociaux courus	1,554	1,562
Financement fourni par une province (note 9)	19,696	18,596
Emprunts auprès du Canada (note 10)	103,144	104,110
	124,394	124,268
AVOIR DU CANADA		
Contribution auprès du Canada (note 12)	20,072	20,072
Capital d'apport	130,734	142,319
Déficit	57,966	55,484
	72,768	86,835
	231,253	246,460

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil,
L'HONORABLE A.R. HUNTINGTON

Le président-directeur général
DENIS DE BELLEVAL

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984 (redressé note 5)
Produits d'exploitation	23,548	24,862
Frais d'exploitation et d'administration—Nets	17,581	16,981
Amortissement	5,933	6,290
Subventions tenant lieu de taxes municipales	2,076	2,229
	25,590	25,500
Perte nette d'exploitation	(2,042)	(638)
Revenu de placement	8,473	7,526
Frais d'intérêt	(3,720)	(3,413)
Bénéfice net avant les postes décrits ci-dessous	2,711	3,475
Bénéfice net des ports constitués en sociétés de port locales (note 3)	468	3,714
Quote-part de la perte de Ridley Terminals Inc. (note 5)	(4,797)	(1,406)
Bénéfice net (perte nette)	(1,618)	5,783

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984 (redressé note 5)
Déficit au début de l'exercice		
Solde déjà établi	56,775	156,521
Redressement affecté à l'exercice précédent		
Quote-part de la perte nette de Ridley Terminals Inc. (note 5)	(1,291)	
Solde redressé	55,484	156,521
Bénéfice net (perte nette)	(1,618)	5,783
	57,102	150,738
Déficit assumé par les sociétés de port locales (note 3)		(95,254)
Surplus transféré à une société de port locale (note 3)	864	
Déficit à la fin de l'exercice	57,966	55,484

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Capital d'apport au début de l'exercice	142,319	322,385
Capital d'apport transféré aux sociétés de port locales (note 3)	(11,585)	(180,066)
Capital d'apport à la fin de l'exercice	130,734	142,319

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984 (redressé note 5)
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	(1,618)	5,783
Postes n'exigeant aucune sortie de caisse		
Amortissement	6,078	7,981
Intérêt reporté	609	2,392
Quote-part de la perte nette de Ridley Terminals Inc.	4,797	1,406
Autres	122	(241)
Réduction (augmentation) des éléments du fonds de roulement	(245)	4,371
Rentrées nettes provenant de l'exploitation	9,743	21,692
Activités de financement		
Subventions pour projets d'immobilisations	14,127	34,880
Emprunts auprès du Canada	2,570	4,881
Contribution remboursable auprès du Canada		106
Tranche exigible des emprunts auprès du Canada	(1,712)	(1,112)
Diminution (augmentation) de la tranche exigible du financement fourni par une province	1,100	(810)
Intérêt reporté remboursé	(486)	
Rentrées nettes provenant du financement	15,599	37,945
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	17,310	43,516
Placement dans Ridley Terminals Inc.—Net		3,159
Autres	(12)	(242)
Sorties nettes utilisées dans les investissements	17,298	46,433
Rentrées nettes	8,044	13,204
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	60,028	94,170
Encaisse et placements à court terme transférés aux sociétés de port locales (note 3)	(5,691)	(47,346)
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	62,381	60,028

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. La Loi sur la Société canadienne des ports

La Société canadienne des ports est constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports. Cette loi permet l'établissement de nouvelles sociétés de port locales pour la gestion et l'exploitation de certains ports déterminés. La Société est énumérée dans la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

a) États financiers

Les états financiers de la Société canadienne des ports comprennent les comptes de tous les ports et des autres installations qui relèvent de son administration. Les activités des sociétés de port locales sont exclues des états financiers depuis la date de leur constitution en société de port locale.

b) Placements

Les placements sont des titres directs et garantis par le Canada. Ils sont indiqués au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

c) Placement dans Ridley Terminals Inc.

Le placement dans Ridley Terminals Inc. est comptabilisé à la valeur de consolidation.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

d) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société et qui sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets d'immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, selon des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

e) Coûts du régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles au régime sont la responsabilité de la Société et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

f) Assurance

La Société assume essentiellement toutes les responsabilités quant aux incendies et risques généraux ainsi qu'aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de ces responsabilités sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

g) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes de l'exercice au cours duquel le montant final est remis.

h) Avantages sociaux

Chaque année, la Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les exercices subséquents en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

i) Intérêt sur la contribution auprès du Canada

L'intérêt sur la contribution auprès du Canada est démontré dans les états financiers de l'exercice où il est payé puisqu'il est conditionnel au versement de dividendes par Ridley Terminals Inc.

3. Sociétés de port locales

En date du 1[er] juin 1985, le port de St. John's a été constitué en société de port locale sous la raison sociale de Société du port de St. John's. Les ports de Halifax, de Québec et de Prince Rupert avaient été antérieurement constitués en société de port locale le 1[er] juin 1984 sous les raisons sociales de Société du port de Halifax, de Société du port de Québec et de Société du port de Prince Rupert.

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, les actifs, passifs et avoir ont été transférés aux sociétés de port locales à la valeur comptable indiquée dans les comptes de la Société de la façon suivante:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Actif		
Encaisse et placements à court terme	5,691	47,346
Autres éléments du fonds de roulement	(303)	(2,248)
Placements à long terme	944	6,589
Débiteurs à long terme		245
Immobilisations	8,135	152,425
	14,467	204,357
Passif		
Avantages sociaux courus à long terme	69	1,619
Emprunts auprès du Canada	1,949	68,668
Contribution remboursable auprès du Canada		49,258
	2,018	119,545
Avoir		
Capital d'apport	11,585	180,066
Déficit		(95,254)
Surplus	864	
	14,467	204,357

L'état des résultats comprend les résultats d'exploitation du port de St. John's pour la période de cinq mois terminée le 31 mai 1985 et pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984, et les résultats d'exploitation des ports de Halifax, de Québec et de Prince Rupert pour la période de cinq mois terminée le 31 mai 1984, de la façon suivante:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Produits d'exploitation	975	15,753
Frais d'exploitation et d'administration	573	11,520
Amortissement	145	1,691
Subventions tenant lieu de taxes municipales	18	1,351
	736	14,562
Bénéfice net d'exploitation	239	1,191
Revenu de placement	291	2,678
Frais d'intérêt	(62)	(155)
Bénéfice net des ports constitués en sociétés de port locales	468	3,714

4. Placements

Les placements, lesquels sont des titres directs et garantis par le Canada, s'élèvent à:

	1985		1984	
	Coût	Valeur marchande	Coût	Valeur marchande
	(en milliers de dollars)			
À court terme	61,740	61,726	59,134	59,360
À long terme	19,102	21,830	19,973	20,015

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

5. Placement dans Ridley Terminals Inc.

Ridley Terminals Inc. (RTI), a été constitué en décembre 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes pour développer, gérer et exploiter un terminus de charbon à Ridley Island au port de Prince Rupert.

Au 31 décembre 1985, la Société canadienne des ports (la Société) avait fait l'acquisition, au coût de $23,021,400, de 90% des actions ordinaires émises ($900) et de 100% des actions privilégiées de Classe A ($23,020,500) de RTI. À cette date, Fednav Limited avait fait l'acquisition, au coût de $23,020,600 de 10% des actions ordinaires émises ($100 et de 100% des actions privilégiées de Class B ($23,020,500) de RTI.

Suite à un appel favorable au sujet de l'évaluation aux fins de ses taxes foncières de 1983 et de 1984, RTI a obtenu un remboursement de $2,582,000 en mars 1985. Le déficit de la Société au début de l'exercice a donc été redressé par $1,291,000 représentant la quote-part de 50% de la Société dans le montant reçu. La totalité du redressement a été affectée à l'exercice terminé le 31 décembre 1984 puisque RTI est devenu opérationnel en 1984.

Le placement de la société dans RTI est comptabilisé à la valeur de consolidation. L'application de cette méthode exige que la Société comptabilise sa quote-part du bénéfice net de RTI dans ses états financiers. Dans les exercices au cours desquels RTI montre une perte, cette quote-part équivaut à la participation de la Société dans les capitaux propres totaux de RTI laquelle s'élevait à 50% au 31 décembre 1985. Dans les exercices au cours desquels RTI montre des bénéfices non répartis, la quote-part est proportionnelle à la participation de la Société dans les actions ordinaires de RTI, après avoir reconnu les exigences de dividendes des deux classes d'actions privilégiées.

Le placement dans Ridley Terminals Inc. se compose de:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
		(redressé)
Solde au début de l'exercice	21,024	19,271
Placement en action		3,450
Élimination des charges intersociétés		(291)
Quote-part de la perte nette	(4,797)	(1,406)
Solde à la fin de l'exercice	16,227	21,024

Un sommaire du bilan de RTI qui figure dans ses états financiers vérifiés indique:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
		(redressé)
Actif		
À court terme	4,580	8,739
Immobilisations	230,540	236,420
Autres	92	100
	235,212	245,259
Passif		
À court terme	1,941	3,768
Emprunts à long terme	199,636	198,261
	201,577	202,029
Avoir	33,635	43,230
	235,212	245,259

RTI a conclu avec une banque à charte canadienne les ententes de financement à long terme suivantes:

a) Une entente de crédit de construction inconditionnelle garantie par le Canada et nantie par une débenture de sûreté supplémentaire de $250,000,000 avec une charge flottante. Le 1^er^ juillet 1985, tous les emprunts ont été convertis en un emprunt à terme de quinze ans avec des remboursements semestriels déterminés commençant le 31 juillet 1991 et le solde remboursable le 31 janvier 2000. L'endettement sur cette entente s'élève à $199,036,000 au 31 décembre 1985.

Cet endettement comprend des emprunts de banque s'élevant à $65,000,000 avec intérêt au taux préférentiel de la banque, lequel est payable mensuellement, ainsi que des acceptations de banque s'élevant à $134,036,000 net des charges d'intérêts non amorties. Les acceptations de banque portent des frais annuels de ½% par année.

b) Une entente pour un emprunt à crédit renouvelable de $80,000,000 qui permet des avances sur une base renouvelable jusqu'au 30 juin 1989 période à laquelle toutes les avances se convertiront en un prêt à terme remboursable en tranches semestrielles déterminées et le solde le 31 janvier 1992. Cette entente est nantie par une débenture de sûreté supplémentaire sur les installations du terminal comme garantie et par la cession du bail avec la Société du port de Prince Rupert. L'intérêt de l'entente est établi au taux préférentiel de la banque plus ¼% par an, payable mensuellement. Les prélèvements sur ce crédit s'élèvent à $600,000 au 31 décembre 1985.

Les actions privilégiées de Classe A portent un dividende fixe cumulatif au taux annuel de 18% sur leur valeur attribuée. Les actions de Classe B portent un dividende fixe cumulatif au taux annuel de 20% après impôt sur leur valeur attribuée. Le dividende annuel de 20% sur les actions de Classe B est le produit net après avoir déduit un montant égal au total de l'impôt fédéral et provincial sur les bénéfices des sociétés applicables au dividende.

Les détenteurs des actions privilégiées des Classe A et B ont droit à des intérêts aux taux respectifs des dividendes au cas où les dividendes courus ne sont pas payés. L'intérêt non payé est composé annuellement aux mêmes taux respectifs. L'intérêt est couru depuis le 30 avril 1982. Les actions privilégiées sont rachetables à tout moment à leur valeur établie plus les dividendes et les intérêts courus. Les dividendes privilégiés et les intérêts arriérés au 31 décembre 1985 calculés aux taux d'imposition en vigueur à cette date pour les actions de Classe B s'élèvent à:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Actions privilégiées de Classe A détenues par la Société canadienne des ports	12,930	7,196
Actions privilégiées de Classe B détenues par Fednav Limited	29,764	15,793
	42,694	22,989

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

RTI est devenu opérationnel le 1er septembre 1984. Les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985, en comparaison avec la période de quatre mois terminée le 31 décembre 1984, indiquent:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
		(redressé)
Produits d'exploitation	30,855	12,008
Frais d'exploitation et d'administration	12,943	4,377
Amortissement	7,212	2,255
Frais d'intérêt	20,294	8,188
	40,449	14,820
Perte nette	(9,594)	(2,812)

6. Débentures de Saint John Harbour Bridge Authority

Saint John Harbour Bridge Authority (l'Administration) doit la somme de $14,257,000 ($14,355,000—en 1984) à la Société qui la doit au Canada, en conformité avec les dispositions du crédit L106B de la Loi des subsides nº 7, 1967, 1967-68, chap. 8. Les conditions relatives à l'intérêt et au remboursement des avances parlementaires accordées à la Société sont identiques à celles des débentures de l'Administration. Selon les conditions de l'entente entre le Canada et l'Administration, le Canada a, de fait, garanti le remboursement du capital et de l'intérêt sur ces débentures. Par conséquent, les débentures à recevoir et le emprunts et les avances à payer au Canada se compensent et ne sont donc pas inscrits au bilan, comme éléments d'actif et de passif. Ainsi donc, les revenus et frais d'intérêt de $978,000 ($985,000—en 1984), s'annulent également et n'apparaissent pas à l'état des résultats.

Le 9 juillet 1981, le Conseil du Trésor a approuvé le transfert des responsabilités découlant de l'administration de la dette de Saint John Harbour Bridge Authority de même que l'emprunt remboursable au Canada des comptes de la Société ceux de Transports Canada. Au 31 décembre 1985, ce transfert n'avait pas été parachevé.

7. Immobilisations

a) Sommaire

	1985				1984
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	%	(en milliers de dollars)			
Terrains		35,647		35,647	38,843
Dragage	2.5-6.7	11,297	6,110	5,187	5,619
Installations d'amarrage	2.5-10	96,869	40,779	56,090	58,515
Immeubles	2.5-10	31,266	18,538	12,728	14,077
Services publics	3.3-10	9,986	3,581	6,405	6,920
Routes et surfaces	2.5-10	6,598	4,869	1,729	2,176
Machinerie et matériel	5-100	21,912	15,575	6,337	7,458
Mobilier et matériel de bureau	20	2,509	2,047	462	514
Projets en cours de construction		1,562		1,562	3,199
		217,646	91,499	126,147	137,321

b) Subventions pour projets d'immobilisations

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des subventions pour des projets d'immobilisations totalisant $14,127,000 ($34,880,000—en 1984) en vue de la construction de projets d'immobilisations.

c) Engagements pour dépenses en immobilisations

On estime à $3,700,000 les engagements contractuels pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations. La Société prévoit débourser la plupart de ces montants au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1986.

8. Créditeurs et frais courus

Les postes suivants sont compris dans les créditeurs et frais courus:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Produits reportés	749	1,003
Tranche de la dette à long terme, échéant à moins d'un an	1,712	2,212

9. Financement fourni par une province

La province du Nouveau-Brunswick a fourni un montant de $25,000,000 pour le financement partiel de la construction du terminus Rodney, à Saint John (N.-B.), propriété de la Société. D'ici à ce que l'avance ne portant pas intérêt soit remboursée, la province recevra annuellement des versements de capital équivalant à 47% du bénéfice net d'exploitation du terminus. Au 31 décembre 1985, la Société n'a pas fait de provision pour la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an estimée à $750,000 puisque le bénéfice net d'exploitation a été éliminé par l'application du coût des réparations majeures au terminus. La Province conteste ce traitement comptable.

10. Emprunts auprès du Canada

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Emprunts portant des taux d'intérêt variant de 6.44% à 15.625%, des paiements annuels de capital et d'intérêt réunis de $4,870,000 et échéant entre le 31 décembre 1993 et 2005	29,362	29,470
Intérêt reporté	4,371	4,247
Moins: tranche échéant à moins d'un an	1,712	1,112
	32,021	32,605
Emprunts sans intérêt dont la date d'échéance est indéfinie	55,609	55,609
Intérêt couru sur emprunts n'étant pas dû et payable	15,514	15,896
	103,144	104,110

Des emprunts auprès du Canada s'élevant à $19,737,000 pour la construction d'un nouveau terminus au port de Saint John (N.-B.), portent intérêts à des taux variant entre 11,0% et 15,6%. Le paiement de l'intérêt sur ces emprunts a été reporté jusqu'au 31 mars 1985 et par la suite le remboursement devrait être fait en dix versements annuels de $486,000 sans intérêt et débutant le 31 décembre 1985.

Le remboursement du capital de la dette à long terme au cours de chacun des cinq prochains exercices s'élève à $1,226,000 en 1986, $1,369,000 en 1987, $1,529,000 en 1988, $1,708,000 en 1989 et $1,909,000 en 1990.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

11. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $1,500,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès, de garanties, de conventions collectives, de dommages présumés subis sur les propriétés de la Société et diverses autres questions en litige et n'apparaissent pas dans les états financiers. De l'avis de la Société, ces réclamations ne devraient entraîner aucun débours important.

12. Contribution auprès du Canada

En 1982, la Société a reçu du Canada une contribution de $20,072,000 pour l'achat d'actions de Ridley Terminals Inc. Les termes et conditions du remboursement de la contribution seront déterminés par le Conseil du Trésor et la Société avant le 1er avril 1989.

L'intérêt sur la contribution est calculé au taux moyen d'emprunt des sociétés de la Couronne en vigueur aussi longtemps que la contribution est impayée. Le paiement de l'intérêt et du capital dépend du versement de dividendes par Ridley Terminals Inc. Les intérêts accumulés au 31 décembre 1985 sur cette contribution s'élèvent à environ $9,500,000 et figureront dans les états financiers dans l'exercice au cours duquel ils seront versés.

13. Événement postérieur à la date du bilan

Le Canada a demandé des contributions en espèces à diverses sociétés d'État. Dans le cadre de cet exercice de recouvrement des liquidités, une contribution de $133,000,000 a été demandée au réseau de Ports Canada, lequel comprend la Société ainsi que les six sociétés de port locales. De cette contribution, $83,000,000 doivent être versés d'ici le 31 mars 1986 et $50,000,000 le 30 juin 1986.

À sa réunion du 11 février 1986, le conseil d'administration de la Société a résolu de verser au Canada la somme de $17,536,000. Cette somme représente la portion de la contribution de $83,000,000 demandée d'ici le 31 mars 1986 qui est attribuable à la Société. La portion de la Société dans la contribution de $50,000,000 demandée pour le 30 juin 1986 n'a pas encore été considérée par le conseil d'administration.

14. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 1984 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée cette année.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

MANDAT

Exploiter un service postal qui soit financièrement autonome et dont le niveau de service répond aux besoins des Canadiens.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de la *Loi sur la société canadienne des postes*, la Société est tenue de remplir son mandat tout en améliorant, qualitativement et quantitativement, ses prestations et ses produits et en veillant à l'autofinancement de son exploitation. Elle doit également viser à assurer l'efficacité de son exploitation par un déploiement rationnel de ses ressources humaines et en stimulant la conscience professionnelle et l'esprit de service chez son personnel.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Alexander Campbell Confederation Heights Ottawa (Ontario) K1A 0B1
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michel Côté, c.p., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société canadienne des postes* (S.C. 1981, c. 54) proclamée le 16 octobre 1981
PREMIER DIRIGEANT	Donald H. Lander
PRÉSIDENT	Sylvain Cloutier
VÉRIFICATEUR	Maheu Noiseux et le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	2,451	2,370	2,403	2,260
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	1,576	1,602	1,645	1,638
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire*	184	347	306	262
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Les fonds budgétaires ne comprennent pas les paiements spéciaux versés à l'égard du courrier des catégories culturelles ou autres.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

RESPONSABILITÉ VIS-À-VIS LA DÉCLARATION FINANCIÈRE

Le conseil d'administration est responsable des états financiers ainsi que de tout autre renseignement présenté dans ce rapport annuel conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et comprennent, lorsqu'il y a lieu, des données qui font appel à son jugement et à ses estimations.

La direction a développé et maintient des registres et documents comptables, des systèmes de contrôle et d'information financiers, des systèmes d'information de gestion, ainsi que des pratiques de gestion. Ces systèmes et pratiques ont pour but d'assurer, à un degré raisonnable de certitude, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des postes et aux règlements administratifs de la Société. Des vérifications internes sont effectuées pour évaluer ces systèmes et pratiques.

Le conseil d'administration s'assure que les cadres s'acquittent de leurs responsabilités à l'égard de la déclaration financière et du contrôle interne par l'intermédiaire du comité de vérification composé de cinq membres du conseil dont trois ne sont pas à l'emploi de la Société. Le comité de vérification se réunit au moins une fois par an afin d'examiner les états financiers et le rapport annuel des vérificateurs et pour conseiller à ce sujet le conseil d'administration. De plus, le comité de vérification surveille les activités de vérification interne de la Société et exécute les autres fonctions qui lui sont attribuées.

Les vérificateurs externes de la Société, le Vérificateur général du Canada et Maheu Noiseux, vérifient les états financiers et soumettent leur rapport au ministre responsable de la Société canadienne des postes.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE MICHEL CÔTÉ, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des postes au 31 mars 1986 ainsi que l'état de l'avoir du Canada, l'état d'exploitation et du financement du gouvernement et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des postes et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Comptables agréés
Maheu Noiseux

Ottawa, Canada
le 18 juin 1986

BILAN AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse	481,008	389,191
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	9,389	4,284
Administrations postales étrangères	80,456	74,015
Autres	8,731	9,782
Frais payés d'avance	35,821	38,893
	615,405	516,165
Immobilisations (notes 4 et 8)		
Terrains, bâtiments et équipement	1,800,238	1,747,204
Moins: l'amortissement accumulé	321,821	243,170
	1,478,417	1,504,034
Autres		
Avantages reportés reliés à la cessation d'emploi	357,606	349,714
Musée national des postes (note 5)	1	1
	357,607	349,715
	2,451,429	2,369,914

PASSIF ET AVOIR DU CANADA	1986	1985
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus		
Gouvernement du Canada	101,510	31,747
Administrations postales étrangères	8,511	5,659
Autres	63,928	53,129
Salaires et avantages	144,200	134,686
Revenus reportés	133,506	124,037
Mandats-poste en circulation	59,217	63,167
Dépôts	7,033	6,240
	517,905	418,665
Avantages reliés à la cessation d'emploi (note 6)	357,606	349,714
AVOIR DU CANADA	1,575,918	1,601,535
	2,451,429	2,369,914

Dettes éventuelles (note 7)

Approuvé par le conseil d'administration:

Président
RENÉ J. MARIN

Président du comité de vérification
IRVING R. GERSTEIN

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

AVOIR DU CANADA
EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Capital d'apport		
Au début de l'exercice	1,677,692	1,673,779
Crédit parlementaire pour fins spéciales (note 8)	526	3,913
À la fin de l'exercice	1,678,218	1,677,692
Régularisation accumulée du financement du gouvernement		
Au début de l'exercice	76,157	28,287
Perte d'exploitation	210,427	395,069
Financement du gouvernement	(184,284)	(347,199)
À la fin de l'exercice	102,300	76,157
Avoir du Canada	1,575,918	1,601,535

EXPLOITATION ET FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT
EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Affranchissement	2,340,887	2,119,123
Règlements internationaux	119,387	96,151
Ventes de produits philatéliques et ventes au détail	21,760	21,396
Location des cases postales	18,602	18,445
Droits sur mandats-poste	15,936	10,634
Autres	16,009	8,849
	2,532,581	2,274,598
Subvention pour publications culturelles (note 9)	225,093	225,650
	2,757,674	2,500,248
Dépenses		
Salaires et avantages	2,208,379	2,120,040
Transport	306,612	297,095
Frais relatifs aux bâtiments	136,088	149,812
Amortissement	79,534	77,287
Règlements internationaux	66,663	47,587
Approvisionnements	45,633	44,639
Déplacements et communications	35,435	40,793
Services d'ordinateur, de sécurité et services professionnels	32,402	51,532
Commissions et honoraires	31,293	31,145
Location, réparations et entretien	9,066	9,708
Publicité et publications	7,593	15,682
Autres	9,403	9,997
	2,968,101	2,895,317
Perte d'exploitation	210,427	395,069
Régularisation du financement du gouvernement (note 10)	26,143	47,870
Financement du gouvernement (note 10)	184,284	347,199

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Encaisse en provenance de l'exploitation		
Perte d'exploitation	(210,427)	(395,069)
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	79,534	77,287
Perte (gain) lors de l'aliénation d'immobilisations	883	(13)
	(130,010)	(317,795)
Financement du gouvernement	184,284	347,199
Évolution des éléments du fonds de roulement autres que l'encaisse		
Débiteurs	(10,495)	175,601
Créditeurs et frais courus	83,414	(60,087)
Revenus reportés	9,469	11,341
Mandats-poste en circulation	(3,950)	8,898
Autres	13,379	30,715
	146,091	195,872
Encaisse en provenance du financement		
Crédit parlementaire pour fins spéciales	526	3,913
Encaisse investie		
Acquisitions de terrains et bâtiments	(15,394)	(21,994)
Acquisitions d'équipement	(40,529)	(15,436)
	(55,923)	(37,430)
Crédit parlementaire pour fins spéciales	435	3,671
Produit lors de l'aliénation d'immobilisations	688	442
	(54,800)	(33,317)
Augmentation de l'encaisse	91,817	166,468
Encaisse au début de l'exercice	389,191	222,723
Encaisse à la fin de l'exercice	481,008	389,191
Représenté par		
Encaisse	423,696	326,024
Fonds en fiducie pour mandats-poste	57,312	63,167

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1986

1. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes le 16 octobre 1981 pour exploiter un service postal qui s'autofinance tout en offrant un service dont les normes répondent aux besoins de la population du Canada. Il s'agit d'une société d'État comprise à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière et elle est mandataire de Sa Majesté. La Société est exemptée de l'impôt sur le revenu.

Aux termes de la Loi sur la Société canadienne des postes, tous les biens, droits, obligations et responsabilités du ministère des Postes sont transférés du gouvernement du Canada à la Société.

2. Réglementation des tarifs

La Loi sur la Société canadienne des postes stipule que la Société peut, par règlement, préciser des tarifs de port qui sont justes et réalistes pour permettre d'assurer des recettes qui, jointes à celles d'autres sources, suffisent à équilibrer les dépenses engagées par la Société dans le cadre de son exploitation. La Société doit publier les projets de règlements pour que toute personne intéressée puisse présenter ses observations au Ministre responsable pour la Société. Ensuite, le Ministre soumet les règlements à l'examen du gouverneur en conseil qui doit donner ou refuser son approbation des règlements.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1986—*Suite*

3. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables suivies par la Société se résument comme suit:

(a) Immobilisations et amortissement

Les terrains, les bâtiments et le matériel qui ont été transférés du gouvernement du Canada le 16 octobre 1981, ont été comptabilisés à leur juste valeur à cette date, établie de façon suivante:

Terrains	— À la valeur marchande fondée sur leur utilisation
Bâtiments	— Au coût de remplacement non amorti
Équipement, véhicules, mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	— Au coût de remplacement non amorti ou au coût d'origine moins l'amortissement estimatif

La valeur marchande des terrains et le coût de remplacement non amorti des bâtiments transférés du gouvernement du Canada ont été déterminés par une évaluation indépendante. Les terrains, les bâtiments et le matériel achetés après le 16 octobre 1981 sont comptabilisés au prix coûtant.

Le petit matériel, y compris les sacs postaux et boîtes aux lettres, a été comptablisé au coût de remplacement estimatif non amorti qui s'élevait à $34,640,000 au 16 octobre 1981. Les acquisitions ultérieures ajoutées à la base sont comptabilisées au prix coûtant. Le montant de base ainsi que les acquisitions ultérieures ne sont pas amortis. Le matériel de remplacement est imputé aux dépenses d'exploitation au moment de l'achat.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pendant la durée d'utilisation estimative des éléments d'actif suivants:

Bâtiments	30 et 40 ans
Équipement	de 4 à 30 ans
Véhicules (autres que les véhicules pour passagers et les véhicules utilitaires à service réduit)	de 6 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	de 5 à 20 ans

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif à un taux annuel de 30 pour 100 pour tous les véhicules pour passagers et les véhicules utilitaires à service réduit.

(b) Avantages reliés à la cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des avantages précis reliés à la cessation d'emploi, calculés selon les salaires en vigueur à la date de cessation, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emplois.

La valeur actualisée des coûts prévus pour les avantages reliés à la cessation d'emploi est comptabilisée comme une dette à long terme contrebalancée par une charge reportée, puisque ces coûts seront récupérés à même les recettes postales futures ou le financement du gouvernement (notes 6 et 10). Cette méthode de comptabilisation continuera jusqu'à ce que la Société soit en mesure de s'autofinancer (prévu pour l'exercice se terminant le 31 mars 1988). La valeur actualisée des coûts reportés est amortie et imputée aux dépenses d'exploitation en fonction du paiement de la dette et récupérée à même les recettes postales ou le financement du gouvernement.

(c) Comptabilisation des revenus

Les montants reçus et pour lesquels les services afférents n'ont pas encore été rendus à la fin de l'exercice sont reportés.

(d) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada affecte des fonds à la Société au moyen de crédits parlementaires pour certaines activités telles que décrites aux notes 9 et 10. La Société comptabilise ces crédits parlementaires à l'exploitation de l'exercice au cours duquel les activités sont entreprises

Les crédits parlementaires reçus, représentant l'apport du gouvernement, sont crédités à l'Avoir du Canada. Le financement des éléments en capital en vertu d'un programme d'assistance du gouvernement est porté en diminution du coût en capital tel que décrit à la note 8.

(e) Indemnités pour accidents du travail

La Société prend en charge tous les risques reliés aux demandes d'indemnisation pour les accidents du travail. Les coûts estimatifs de ces réclamations pour blessures subies au travail sont imputés aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice pendant lequel la blessure a été subie. Toutes les indemnités versées pour des blessures subies avant le 16 octobre 1981 par des employés du ministère des Postes sont assumées par le gouvernement du Canada puisque cette responsabilité incombe au ministère du Travail.

(f) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au régime se limitent, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations, qui s'élevaient à $96,360,000 ($94,459,000 en 1985), représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de retraite; ces cotisations sont comptabilisées à l'exploitation de l'exercice courant. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une cotisation au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les Prestations de retraite supplémentaires.

(g) Frais de développement

Les frais de développement sont imputés aux dépenses d'exploitation lorsqu'ils sont encourus, sauf si le marché futur et la faisabilité technique d'un service ou système sont clairement définis et les frais reliés au développement sont considérés récupérables à un degré raisonnable de certitude. Dans cette éventualité, les frais encourus sont reportés jusqu'à la mise en œuvre du service ou du système. Les frais reportés sont amortis et imputés aux dépenses d'exploitation selon la méthode linéaire pendant la durée d'utilisation estimative du service ou du système.

(h) Conversion en devises étrangères

Les revenus et les dépenses ayant trait aux opérations avec des administrations postales étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de l'opération. Les montants à payer ou à recevoir de ces administrations étrangères à la date du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains ou les pertes provenant de la conversion des devises étrangères sont portés aux comptes d'exploitation.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1986—*Suite*

4. Immobilisations

	1986			1985
	Prix coûtant ou juste valeur	Amortissement accumulé	Montant net	Montant net
	(en milliers de dollars)			
Terrains	237,564		237,564	236,622
Bâtiments	964,496	154,450	810,046	833,139
Équipement	421,889	120,786	301,103	320,790
Véhicules	56,104	29,330	26,774	27,593
Sacs postaux, boîtes aux lettres et autres	41,701		41,701	34,640
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	78,484	17,255	61,229	51,250
	1,800,238	321,821	1,478,417	1,504,034

5. Musée national des postes

La Société exploite un musée qui contient du matériel philatélique, des objets de collection, une bibliothèque spécialisée ainsi que d'autres pièces commémoratives. Puisque ces collections et livres ne sont pas destinés à la vente et que leur valeur n'est pas déterminée, un montant symbolique de $1,000 leur a été attribué dans les états financiers.

6. Avantages reliés à la cessation d'emploi

Lors de sa constitution le 16 octobre 1981, la Société a assumé la dette au titre des avantages reliés à la cessation d'emploi acquis par les employés du ministère des Postes. En plus, la Société a comptabilisé la dette pour les avantages acquis par les employés de la Société depuis le 16 octobre 1981. La valeur actualisée de ces dettes prévues et les coûts reportés correspondants non amortis et non imputés aux dépenses d'exploitation au 31 mars se chiffrent à:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Accumulés au 16 octobre 1981	239,643	258,956
Accumulés après le 16 octobre 1981	117,963	90,758
	357,606	349,714

Le total imputé aux dépenses d'exploitation pour les avantages reliés à la cessation d'emploi s'est chiffré à $29,788,690 ($20,958,000 en 1985).

7. Dettes éventuelles

a) Deux plaintes ont été déposées auprès de la Commission canadienne des droits de la personne alléguant qu'il y a eu discrimination au sujet de travail à valeur égale. Une entente a été conclue, sans résultat rétroactif, pour une des plaintes. Cette entente a été déposée devant la Commission afin d'être ratifiée. La Commission poursuit présentement son enquête de la deuxième plainte. On ne peut, à ce moment, établir le résultat de cette enquête. Les frais éventuels reliés à ces plaintes, advenant qu'elles soient justifiées, seront récupérés à même les tarifs de port futurs (conformément à la Loi sur la Société canadienne des postes), ou du gouvernement du Canada.

(b) Les employés peuvent accumuler des congés de maladie. Toutefois, ces congés ne constituent pas des droits acquis mais plutôt des réserves en cas de maladies futures. Les frais éventuels reliés aux congés de maladie accumulés auxquels les employés auront droit ne peuvent pas être déterminés de façon précise. Les congés de maladie sont imputés aux dépenses d'exploitation au fur et à mesure qu'ils sont payés.

8. Crédit parlementaire pour fins spéciales

Les crédits pour fins spéciales reçus par la Société du gouvernement du Canada sont répartis comme suit:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Solde non déboursé au début de l'exercice	2,492	3,114
Crédit parlementaire pour fins spéciales	730	6,962
Total disponible	3,222	10,076
Crédité comme suit		
Avoir du Canada (relocalisation dirigée par le gouvernement)	526	3,913
Acquisitions d'immobilisations (aide du gouvernement)	435	3,671
	961	7,584
Solde non déboursé à la fin de l'exercice (au passif à court terme)	2,261	2,492

9. Subvention pour publications culturelles

Le gouvernement du Canada appuie l'industrie de l'édition par le biais des paiements suivants faits à la Société afin de compenser les recettes postales réduites provenant de ce secteur:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Consommation et Corporations Canada (ministère du Travail — 1985)	170,000	170,000
Ministère des Communications	55,093	55,650
	225,093	225,650

Les accords actuels stipulent que cette assistance se poursuivra mais à un niveau réduit jusqu'au 31 mars 1987. Le montant de cette assistance et d'assistance ultérieure est présentement en revue avec le gouvernement du Canada.

10. Financement du gouvernement

Aux termes de la Loi sur la Société canadienne des postes, lorsque les revenus annuels de la Société sont insuffisants pour lui permettre de payer tous ses frais d'exploitation et ses frais imputables sur le revenu, le montant du déficit doit être intégré, sous forme d'un article portant affectation de crédits aux déficits, dans le prochain budget présenté au Parlement.

Il a été convenu avec le gouvernement du Canada que l'affectation annuelle de crédits aux déficits comprendra la perte d'exploitation, telle qu'elle est reflétée aux états financiers de la Société, régularisée de la différence entre l'amortissement et les dépenses en immobilisations.

11. Frais de développement

La Société a poursuivi des activités de développement importantes au cours de l'exercice. Les frais s'y afférant et reliés au système d'évaluation de la production se chiffrent à $18,800,000 ($22,823,000 en 1985). Ces frais ont été imputés aux dépenses d'exploitation.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1986—*Fin*

12. Engagements découlant de contrats de location

La Société loue certaines installations en vertu de contrats de location-exploitation échéant à diverses dates entre 1987 et 2015. Les paiements minimums futurs que la Société devra verser aux termes des contrats de location-exploitation de plus d'un an sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1987	31,093
1988	27,171
1989	23,340
1990	18,317
1991	13,487
de 1992 à 2015	42,607
	156,015

13. Opérations entre apparentés

La Société a conclu les opérations suivantes avec ses apparentés en plus de celles présentées ailleurs dans les présents états financiers.

a) Gestion des biens immobiliers

La Société a une entente avec le ministère des Travaux publics pour la gestion de la plupart de ses biens immobiliers. Ses frais de gestion, ainsi que les frais d'exploitation, d'entretien, de location et autres frais relatifs aux bâtiments, à l'exception de subventions tenant lieu d'impôts fonciers engagés par le ministère des Travaux publics, sont imputés aux dépenses d'exploitation et se chiffrent à $130,840,000 ($146,150,000 en 1985). Un revenu provenant de loyers à des tiers se chiffre à $6,320,000 ($7,520,000 en 1985). Ce revenu est compris dans les autres revenus. Les frais reliés aux dépenses en immobilisations et les frais de gestion associés se chiffrent à $13,270,000 ($23,440,000 en 1985).

b) Financement

Actuellement, les recettes de la Société sont déposées au crédit de la Société dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada et ses dépenses sont payées à même ce Fonds. Dans le cas où les recettes disponibles de la Société sont insuffisantes pour acquitter à leur échéance tous les frais d'exploitation et les frais imputables sur le revenu, le ministre des Finances peut, après approbation, mettre à la disposition de la Société les montants nécessaires pour lui permettre de faire face à toutes ces obligations. Aucun intérêt n'est imputé à la Société et celle-ci ne reçoit aucun intérêt sur le solde dans le Fonds du revenu consolidé.

c) Mandats-poste

Les fonds reçus de l'émission de mandats-poste sont déposés en fiducie au crédit de la Société dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada jusqu'au moment où ces fonds sont requis pour le paiement ou le remboursement des mandats-poste ou des règlements avec les administrations postales étrangères. Aucun intérêt n'a été reçu des fonds en dépôt et aucun frais n'a été imputé par le gouvernement du Canada pour des dépenses relatives au paiement ou au remboursement des mandats-poste.

(d) Autres

Dans le cours normal des affaires, la Société effectue diverses opérations avec le gouvernement du Canada, ses agences et d'autres sociétés d'État. Parmi ces opérations, la Société fournit des services postaux et achète des services de transport aérien et ferroviaire.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

MANDAT

Promouvoir la construction de nouvelles habitations, la réparation et la rénovation des habitations existantes et l'amélioration des conditions de vie et de logement.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la société fait fonction de mandataire du gouvernement en ce qui concerne l'octroi de subventions et de contributions de manière à promouvoir l'habitation et le développement communautaire; elle effectue des recherches et fournit des conseils en matière de politique au gouvernement; elle gère le Fonds d'assurance hypothécaire qui vise principalement à assurer une source suffisante de fonds hypothécaires pour l'habitation. Enfin, elle prête à des groupes ou à des particuliers à des fins d'habitation et elle investit dans des projets touchant l'habitation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Chemin de Montréal Ottawa (Ontario) K1A 0P7
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement*, 1946 (S.R.C. 1970, c. C-16)
PREMIER DIRIGEANT	George D. Anderson
PRÉSIDENT	Robert E. Jarvis, c.r.
VÉRIFICATEUR	Deloitte Haskins & Sells

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984 (reformulé)	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	10,051	10,277	10,383	10,684
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	9,802	9,990	10,212	10,192
Avoir du Canada	50	50	50	50
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	1,656	1,728	1,890	1,454
— non budgétaire	293	374	424	431

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LES RAPPORTS FINANCIERS, UNE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

C'est à la direction de la Société qu'il incombe d'instaurer et de tenir un ensemble de registres comptables, de dossiers, de contrôles internes et de pratiques de gestion qui lui permettent, avec un degré de certitude satisfaisant, de produire des données financières fiables, de protéger et contrôler ses avoirs, de diriger ses opérations conformément aux lois et règlements qui la régissent, de gérer ses ressources avec compétence et économie et de mener ses activités avec efficacité.

La direction est, en outre, tenue d'assurer l'intégrité et l'objectivité des états financiers. Elle a préparé au 31 décembre 1985 les états ci-joints conformément aux conventions comptables décrites dans les notes à ces états et appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Les données financières présentées ailleurs dans le présent rapport annuel correspondent à celles qu'on retrouve dans les états financiers.

Le Conseil d'administration pour sa part, doit s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de production de rapports financiers et de contrôle interne. Le Conseil assume cette charge par l'entremise du Comité de vérification, dont les membres, dans leur majorité, ne sont pas des dirigeants de la Société. Lorsqu'il y a lieu, le Comité tient des réunions avec la direction, les vérificateurs de la Société et le vérificateur externe indépendant, afin d'étudier la façon dont ces groupes remplissent leur mission, et afin de s'entretenir sur les questions de vérification, de contrôle interne et sur d'autres aspects des questions financières. Le comité de vérification a examiné les états financiers avec le vérificateur externe et a soumis son rapport au Conseil d'administration. Celui-ci a ensuite revu attentivement les états financiers et les a approuvés.

Les états financiers ont été vérifiés par Paul-André Michaud, C.A., du cabinet Samson Bélair, vérificateur de la Société, et son rapport présente une opinion impartiale sur les états financiers soumis à l'honorable Bill McKnight, ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Président et premier dirigeant intérimaire
R.J. Boivin

Premier vice-président intérimaire et vice-président
Finances et systèmes de gestion
E.A. Flichel

Ottawa, Canada
le 19 février 1986

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À L'HONORABLE BILL McKNIGHT, C.P., DÉPUTÉ,
MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

J'ai vérifié les bilans de la Société canadienne d'hypothèques et de logement: Compte corporatif, Fonds d'assurance hypothécaire, Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration des maisons et Caisse de garantie des loyers au 31 décembre 1985, ainsi que les états des résultats et fonds de réserve, résultats et déficit ou excédent, évolution de la situation financière et compte du Ministre pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985, ainsi que les résultats de ses opérations, l'évolution de sa situation financière, et les dépenses effectuées pour le compte du Ministre et les recouvrements de celui-ci, pour l'exercice terminé à cette date, selon les conventions comptables mentionnées à la note 1 de ces états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que, à mon avis, les opérations dont j'ai pris connaissance ont été, à tous égards importants, effectuées dans le cadre des pouvoirs de la Société.

du cabinet Samson Bélair
Paul-André Michaud, C.A.

Ottawa, Canada
le 19 février 1986

COMPTE CORPORATIF

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Prêts et Placements—Tableau I		
Logement du marché	2,083,645	2,212,710
Logement social	6,284,407	6,318,867
Remise en état et conservation	155,257	160,898
Équipements communautaires	1,470,217	1,528,511
	9,993,526	10,220,986
Débiteurs		
Du Ministre	13,188	21,818
Autres	17,455	5,448
	30,643	27,266
Impôts reportés	7,199	8,975
Locaux, matériel et mobilier de bureau, au coût	35,939	32,533
Amortissement accumulé	21,916	19,725
	14,023	12,808
Autres éléments	5,699	6,941
	10,051,090	10,276,976

PASSIF	1985	1984
Emprunts du gouvernement du Canada	9,761,059	9,944,807
Chèques en circulation excédant les montants en dépôt	106,532	105,291
Créditeurs et frais courus		
Au receveur général du Canada	40,853	45,444
Aux fonds gérés	886	1,760
Autres	49,172	82,144
	90,911	129,348
Dette non provisionnée à l'égard de la Caisse de retraite	4,901	7,592
Profits reportés	37,687	39,938
	10,001,090	10,226,976
CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE		
Capital		
Autorisé et entièrement payé par le gouvernement du Canada	25,000	25,000
Fonds de réserve	25,000	25,000
	50,000	50,000
	10,051,090	10,276,976

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DES RÉSULTATS ET FONDS DE RÉSERVE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Logement du marché		
Intérêts gagnés	202,512	214,290
Profit sur vente de biens immobiliers	14,242	1,151
	216,754	215,441
Frais d'intérêt	176,053	182,742
	40,701	32,699
Logement social		
Intérêts gagnés	557,507	519,597
Profit sur vente de biens immobiliers	463	560
	557,970	520,157
Frais d'intérêt	526,285	481,717
	31,685	38,440
Remise en état et conservation		
Intérêts gagnés	18,430	18,472
Frais d'intérêt	16,653	16,291
	1,777	2,181
Équipements communautaires		
Intérêts gagnés	129,049	132,071
Profit sur vente de projets de regroupement de terrains	12,172	9,192
Profit (Perte) sur vente de biens immobiliers	(1,380)	409
	139,841	141,672
Frais d'intérêt	118,909	125,847
	20,932	15,825
Autres revenus d'intérêt	11,511	14,502
Marge sur activités de financement	106,606	103,647
Services à des tiers	13,023	17,525
	119,629	121,172
Frais d'administration	44,560	47,676
Bénéfice avant impôts et poste extraordinaire	75,069	73,496
Impôts —Exigibles	34,042	32,909
—Reportés	1,776	933
	35,818	33,842
Bénéfice avant poste extraordinaire	39,251	39,654
Poste extraordinaire	5,356	
Bénéfice net	33,895	39,654
Fonds de réserve au début de l'exercice	25,000	25,000
	58,895	64,654
Versement au receveur général du Canada	33,895	39,654
Fonds de réserve à la fin de l'exercice	25,000	25,000

Voir notes aux états financiers.

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Encaisse provenant de l'exploitation		
Bénéfice avant impôts et poste extraordinaire	75,069	73,496
Ajouter (Déduire): évolution nette des intérêts courus	(9,996)	4,767
amortissement	2,190	1,870
	67,263	80,133
Remboursements des prêts et des placements	587,885	563,170
Emprunts du gouvernement du Canada	293,000	374,000
Diminution des sommes à recevoir du Ministre	8,630	27,274
Diminution des sommes à recevoir des fonds gérés		8,093
Autres		27,658
	956,778	1,080,328
Encaisse utilisée par l'exploitation		
Augmentation des prêts et des placements	351,355	525,708
Remboursement d'emprunts du gouvernement du Canada	478,074	592,800
Diminution de la dette non provisionnée à l'égard de la Caisse de retraite	2,691	3,662
Diminution du montant à payer aux fonds gérés	874	
Contribution exceptionnelle à la caisse de retraite	10,135	
Autres	47,028	
Paiements au receveur général du Canada		
—Impôts	28,036	32,085
—Excédent du fonds de réserve	39,654	47,008
—Autres	122	146
	958,019	1,201,409
Diminution de l'encaisse et des dépôts à court terme	(1,241)	(121,081)

Voir notes aux états financiers.

ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été constituée en société de la Couronne, par une loi fédérale, le 1er janvier 1946. Ses activités sont régies par la Loi nationale sur l'habitation, la Loi sur la société canadienne d'hypothèques et de logement et, à certains égards par la Loi sur l'administration financière. Ses principales activités se résument comme suit:

Compte corporatif

Permet le financement de l'habitation et l'amélioration des collectivités suivant des modalités précises et à des taux d'intérêts normalement équivalents à ceux du marché, lesquels sont généralement supérieurs aux taux que la Société paie sur les sommes qu'elle emprunte du gouvernement du Canada.

Compte du Ministre

Permet de verser certaines sommes ou d'engager des frais relatifs à l'application de programmes d'habitation au nom du gouvernement du Canada. Ces débours et frais comprennent entre autres, des subsides, contributions, subventions, renonciations de prêts, pertes sur biens immobiliers, pertes en vertu d'ententes fédérales-provinciales, pertes sur taux d'intérêt, frais de recherche et de développement et certains frais d'administration. Provision est faite pour ces paiements et dépenses dans le budget principal et dans les budgets des dépenses supplémentaires qui sont soumis au Parlement. Celui-ci donne son approbation par le biais de lois portant affectation de crédits et de pouvoirs réglementaires qui autorisent le Ministre responsable à rembourser la Société de ces paiements et dépenses pour l'exercice financier s'y rapportant.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

Fonds d'assurance et Caisses d'assurance et de garantie

Permettent de gérer certains fonds d'assurance et caisses d'assurance et de garantie pour le compte du gouvernement du Canada. Le Fonds d'assurance hypothécaire est l'outil principal visant à établir un climat de confiance qui permette aux établissements financiers du secteur privé d'exercer leurs activités de prêts hypothécaires. Cet instrument facilite l'offre des capitaux destinés aux prêts pour le logement, en réduisant le risque du prêteur et en favorisant le marché secondaire des prêts hypothécaires, et par conséquent facilite l'accès aux logements pour les Canadiens.

COMPTE CORPORATIF

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985

1. Principales conventions comptables

À l'égard du Compte corporatif, les états financiers de la Société sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus ou, dans certains cas, conformément à des pratiques comptables appropriées aux activités de la Société et aux lois qui les régissent. Les états financiers du Fonds d'assurance hypothécaire et des Caisses d'assurance et de garantie ne sont pas consolidés à ces états financiers. Les principales conventions comptables observées par la Société sont les suivantes:

a) Prêts

Les prêts sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont déboursés. Lorsque certains prêts contiennent des clauses de remise, cette dernière est comptabilisée et recouvrée du Ministre au moment même où les prêts sont déboursés. Les prêts consentis en vertu de certains programmes entraînent des pertes d'intérêt, lesquelles sont également recouvrées du Ministre. Aucune provision pour perte éventuelle n'est comptabilisée sur ces prêts. Les pertes sur les prêts assurés sont indemnisées à même le Fonds d'assurance hypothécaire, tandis que les pertes sur les prêts non assurés pour lesquelles la propriété est reprise en raison du défaut, sont recouvrées selon les modalités décrites à la rubrique «biens immobiliers». Les autres pertes sur les prêts non assurés sont recouvrables du Ministre.

b) Ententes fédérales-provinciales

Les placements effectués en vertu d'ententes avec les provinces et les territoires pour encourager la construction de logements locatifs, le regroupement de terrains, les habitations coopératives et le logement pour les ruraux et les autochtones, sont considérés comme des entreprises en participation. Ce poste inclut des conventions de vente, des prêts hypothécaires et des biens immobiliers.

La Société détient une participation égale à soixante quinze pour cent des entreprises en participation et ces placements sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Lorsque la province ou le territoire est responsable de l'administration des projets, la Société se fie aux renseignements financiers fournis par la province ou le territoire.

Les bénéfices réalisés à la vente de regroupements de terrains sont comptabilisés au Compte corporatif et sont portés aux revenus lorsque les paiements sont reçus. Les pertes subies sur les placements provenant d'ententes fédérales-provinciales sont recouvrables du Ministre.

c) Biens immobiliers

Les biens immobiliers comprennent les terrains vagues et les immeubles construits par la Société, acquis du gouvernement du Canada sans frais et acquis par défaut de prêts non assurés. Tous les biens immobiliers sont comptabilisés au coût d'acquisition incluant les frais d'acquisition, de modernisation et d'amélioration. Les frais de détention des terrains vagues et des immeubles construits par la Société sont capitalisés tant que la valeur d'évaluation de ses biens immobiliers n'a pas été atteinte, après quoi ces frais sont imputés aux dépenses du Compte corporatif. Les frais de détention des immeubles acquis du gouvernement du Canada sans frais, ou acquis par défaut de prêts non assurés, sont capitalisés.

Les frais nets d'exploitation des biens immobiliers sont recouvrables du Ministre. Les pertes et gains nets relatifs à la disposition des terrains vagues et des immeubles construits par la Société sont comptabilisés dans le Compte corporatif. Les pertes et gains nets relatifs à la disposition des immeubles acquis du gouvernement du Canada et par défaut sont versés au Ministre ou recouvrés de celui-ci. Les profits réalisés à la vente de biens immobiliers sont reconnus comme revenus ou transmis au Ministre lorsque les paiements sont reçus.

d) Amortissement

L'amortissement des biens immobiliers est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la période fixée pour le remboursement des emprunts s'y rapportant.

La Société amortit ses locaux administratifs, son matériel et son mobilier selon la méthode de l'amortissement dégressif, aux taux de l'amortissement fiscal, conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

e) Impôt sur le revenu

La Société est assujettie à l'impôt sur le revenu du Canada, qu'elle comptabilise selon la méthode du report d'impôt. Selon cette méthode, la provision pour impôt sur le revenu est calculée sur le bénéfice figurant à l'état des résultats plutôt que sur le revenu imposable de la Société.

f) Régime de retraite des employés

Le coût relatif aux services courants du régime de retraite des employés de la Société et les intérêts sur la dette non provisionnée sont comptabilisés comme dépenses administratives de l'année courante. Les gains ou les pertes actuariels sont comptabilisés au cours de l'année où ils sont constatés. Une étude actuarielle est réalisée au moins tous les trois ans, conformément aux dispositions de la Loi sur les normes des prestations de pension.

g) Profits reportés

La Société vend des biens immobiliers et des projets de regroupement de terrains en vertu d'ententes fédérales-provinciales et elle consent des prêts hypothécaires et contracte des conventions de vente comportant des modalités diverses de remboursement. Le revenu provenant de ces dispositions est reconnu lorsque les paiements sont encaissés.

h) Fonds de réserve

Le bénéfice ou la perte après impôts sur le revenu est viré au fonds de réserve, dont la limite est fixée par décret, à 25 millions de dollars. L'excédent est viré au crédit du receveur général du Canada.

i) Revenus et dépenses d'intérêts

Les revenus et les dépenses d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

2. Biens immobiliers

La valeur d'évaluation des biens immobiliers, établie au 30 novembre 1985, excède de 67,8 millions de dollars leur valeur comptable. Toutefois, les pertes éventuelles sur certains immeu-

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

bles pourraient s'élever à 20,1 millions, d'après ces valeurs d'évaluation. Les biens immobiliers sont présentés nets de l'amortissement accumulé totalisant 17,3 millions en 1985 (17 millions en 1984).

3. Emprunts du gouvernement du Canada

En vertu des dispositions de l'article 22 de la Loi sur la SCHL et des articles 40 et 55 de la Loi nationale sur l'habitation, la Société emprunte du gouvernement du Canada les fonds nécessaires au financement de ses placements sous forme de prêts, d'ententes fédérales-provinciales, de biens immobiliers, de conventions de vente et de prêts hypothécaires résultant de ventes de biens immobiliers. Ces emprunts, garantis par des débentures ou autres titres de créance qui portent intérêt à divers taux, sont remboursables sur des périodes n'excédant pas cinquante ans.

4. Poste extraordinaire

Une étude de la Caisse de retraite de la SCHL au 28 juin 1985 a établi un déficit de 9,6 millions de dollars résultant des effets du programme de retraite anticipée. Ce montant, plus des intérêts de 0,5 million de dollars, a été versé à la Caisse de retraite de la SCHL en décembre 1985 et comptabilisé comme poste extraordinaire net des impôts de 4,8 millions de dollars s'y rapportant.

5. Événement postérieur

Une évaluation actuarielle de la Caisse de retraite de la SCHL au 1er janvier 1986, ainsi que l'analyse des prestations au titre des services courants, indiquaient une augmentation de 9,9 millions de dollars des prestations futures non provisionnées. Ce montant sera comptabilisé comme une dépense administrative en 1986. La dette totale non provisionnée qui en résulte, soit 14,8 millions de dollars, sera provisionnée par versements annuels jusqu'à l'an 2000.

6. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses opérations, la Société fait l'objet de réclamations judiciaires dont l'effet ne peut être déterminé tant qu'elles n'ont pas été réglées. On ne prévoit pas que les réclamations en instance au 31 décembre 1985 soient importantes par rapport à la situation financière de la Société. Cependant, en 1982, un grand nombre de poursuites judiciaires d'une valeur totale approximative de 48 millions de dollars au 31 décembre 1985 ont été conjointement intentées contre la Société et autres tierces parties en réclamation de dommages-intérêts résultant de l'installation de mousse isolante d'urée formaldéhyde. La Société n'admet pas de responsabilité dans ces cas, mais, tant que les actions n'auront pas été entendues devant les tribunaux, il est impossible de déterminer s'il existe une responsabilité à ce sujet. En conséquence, aucune provision n'apparaît à ce sujet aux états financiers. Dans l'éventualité où des coûts résulteraient de ces actions, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été occasionnés.

7. Recouvrement des pertes sur intérêt

La Société a été autorisée par le gouvernement du Canada à approuver certains prêts et ententes fédérales-provinciales à taux réduit et à recouvrer cette perte du gouvernement. Les recouvrements d'intérêt sont inclus dans les intérêts gagnés. Les recouvrements par programme se présentent comme suit:

	1985	1984
	(en millions de dollars)	
Logement du marché	59.0	50.0
Logement social	19.3	19.3
Équipements communautaires	1.3	1.3

8. Services à des tiers

Les services à des tiers comprennent, entre autres, l'administration des subventions en vertu du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, effectuée pour le compte du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, les inspections et l'administration de prêts hypothécaires pour des tiers.

9. Frais d'administration

Les frais d'administration pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 s'établissent à 174,6 millions de dollars (176,7 millions en 1984) et comprennent un montant de 6,8 millions de dollars se rapportant aux frais favorisant la retraite anticipée. Du total des frais d'administration, 44,6 millions se rapportent au Compte corporatif (47,7 millions en 1984).

10. Engagements

Les engagements pour les prêts et les placements en vertu d'ententes fédérales-provinciales étaient de 495 millions de dollars au 31 décembre 1985 (600 millions au 31 décembre 1984).

11. Données comparatives

Les données comparatives de l'année 1984 ont été reclassées de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée en 1985.

COMPTE CORPORATIF

PRÊTS ET PLACEMENTS
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

TABLEAU I

	1985	1984
Logement du marché		
Prêts	1,969,367	2,074,299
Ententes fédérales-provinciales	70,386	81,087
Biens immobiliers	14,153	14,642
Conventions de vente et hypothèques	29,739	42,682
	2,083,645	2,212,710
Logement social		
Prêts	5,003,634	5,027,965
Ententes fédérales-provinciales	1,226,608	1,235,161
Biens immobiliers	37,806	36,266
Conventions de vente et hypothèques	16,359	19,475
	6,284,407	6,318,867
Remise en état et conservation		
Prêts	155,091	160,519
Biens immobiliers	166	379
	155,257	160,898
Équipements communautaires		
Prêts	1,321,562	1,358,453
Ententes fédérales-provinciales	128,374	147,483
Biens immobiliers	20,281	22,575
	1,470,217	1,528,511
Total	9,993,526	10,220,986

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE DU MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET RECOUVREMENTS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Dépenses		
Fonds d'assurance hypothécaire	195,600	367,500
Logement du marché	50,684	91,602
Logement social	1,182,671	938,826
Remise en état et conservation	144,841	212,551
Équipements communautaires	6,071	19,097
Recherche, développement, démonstration et information	6,317	7,562
Frais d'administration	61,332	63,385
Total	1,647,516	1,700,523
À recevoir du Ministre au début de l'exercice	21,818	49,092
	1,669,334	1,749,615
Recouvrements	1,656,146	1,727,797
À recevoir du Ministre à la fin de l'exercice	13,188	21,818

Voir notes à l'état financier.

COMPTE DU MINISTRE

NOTES À L'ÉTAT FINANCIER 31 DÉCEMBRE 1985

1. Principale convention comptable

Les dépenses effectuées pour le compte du Ministre responsable de la Société sont comptabilisées comme comptes à recevoir lorsque ces frais sont déboursés.

2. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses opérations, la Société fait l'objet de réclamations judiciaires dont l'effet ne peut être déterminé tant qu'elles n'ont pas été réglées. En 1982, un grand nombre de poursuites judiciaires d'une valeur totale approximative de 48 millions de dollars au 31 décembre 1985 ont été conjointement intentées contre la Société et autres tierces parties en réclamation de dommages-intérêts résultant de l'installation de mousse isolante d'urée formaldéhyde. La Société n'admet pas de responsabilité dans ces cas, et il est difficile de savoir si les frais éventuels qu'entraîneraient ces poursuites pourraient être imputés au gouvernement du Canada. En conséquence, aucune provision n'apparaît à ce sujet aux états financiers. Dans l'éventualité où des coûts résulteraient de ces actions, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été occasionnés.

3. Assurance hypothécaire—Remises d'avances budgétaires

En décembre 1985, le Conseil du Trésor a approuvé une remise des emprunts du Fonds d'assurance hypothécaire de 255,5 millions de dollars au 31 décembre 1985 ou tout montant moindre qui existait à la date à laquelle la sanction royale sera donnée. Le montant de 255,5 millions de dollars comprend des avances budgétaires de 195,6 millions de dollars en 1985 et de 59,9 millions de dollars en 1984. Cette remise représente le remboursement partiel des pertes subies dans le cadre des programmes d'aide à l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Débiteurs		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	948	1,767
Autres	26,747	11,340
	27,695	13,107
Prêts hypothécaires	93,760	110,125
Biens immobiliers, au coût	523,357	315,326
Provision pour réévaluation	204,639	166,145
	318,718	149,181
	440,173	272,413

PASSIF	1985	1984
Créditeurs et frais courus	4,934	5,234
Provision pour pertes sur les règlements d'assurance	271,139	394,942
Primes non gagnées	320,429	214,500
Insuffisance de primes	316,110	384,000
Emprunts du gouvernement du Canada	255,500	59,900
	1,168,112	1,058,576
Déficit	727,939	786,163
	440,173	272,413

Voir notes aux états financiers.

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DÉFICIT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Primes	64,521	66,833
Droits de demande	29,772	15,752
Intérêts	11,670	13,364
Total des revenus	105,963	95,949
Dépenses		
Émission	42,594	41,612
Perte sur les règlements d'assurance	73,035	423,833
Intérêts		23,929
	115,629	489,374
Régularisation pour insuffisance de primes	(67,890)	187,095
Total des dépenses	47,739	676,469
Profit (Perte) avant recouvrement	58,224	(580,520)
Recouvrement de pertes		307,600
Profit (Perte) net	58,224	(272,920)
Déficit au début de l'exercice	786,163	513,243
Déficit à la fin de l'exercice	727,939	786,163

Voir notes aux états financiers.

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Encaisse provenant de l'exploitation		
Produit de la vente de biens immobiliers	243,451	220,756
Primes	170,450	106,960
Droits de demande	29,772	15,752
Intérêts reçus	11,582	13,728
Règlements d'assurance	(585,955)	(356,497)
Activités immobilières	(21,458)	(23,099)
Frais d'administration	(68,715)	(65,608)
Intérêts payés		(34,065)
Remboursement de prêts hypothécaires	24,454	19,859
	(196,419)	(102,214)
Encaisse provenant des activités de placement		
Bons du Trésor rachetés		32,089
		32,089
Encaisse provenant des activités financières		
Emprunts du gouvernement du Canada	258,600	387,800
Remboursement d'emprunts	(63,000)	(309,600)
	195,600	78,200
Augmentation (diminution) des comptes à recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	(819)	8,075

Voir notes aux états financiers.

FONDS GÉRÉS
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Encaisse et placements en valeurs mobilières	1,179	7,592
Comptes à recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	7	
Prêts hypothécaires	8	13
	1,194	7,605

PASSIF	1985	1984
Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement		7
Primes non gagnées	3	8
Excédent	1,191	7,590
	1,194	7,605

Voir notes aux états financiers.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Intérêts	428	697
Autres	36	80
Total des revenus	464	777
Dépenses		
Règlements d'assurance et frais d'administration	33	119
Revenu net	431	658
Excédent au début de l'exercice	7,590	6,932
Actifs virés au gouvernement du Canada	6,830	
Excédent à la fin de l'exercice	1,191	7,590

Voir notes aux états financiers.

FONDS GÉRÉS
CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
Encaisse et placements en valeurs mobilières	3,438	21,148	Dû à la Société canadienne d'hypothèques et de logement	69	
			Frais courus	122	
Biens immobiliers, au coût	10,936	10,579	Excédent	10,997	26,548
Provision pour perte	3,186	5,179			
	7,750	5,400			
	11,188	26,548		11,188	26,548

Voir notes aux états financiers.

FONDS GÉRÉS
CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus		
Intérêts	1,188	1,904
Revenus de prêts hypothécaires		519
Total des revenus	1,188	2,423
Dépenses		
Provision pour perte sur biens immobiliers	(1,992)	5,179
Autres	(69)	18
Total des dépenses	(2,061)	5,197
Revenu (Perte) net	3,249	(2,774)
Excédent au début de l'exercice	26,548	29,322
Actifs virés au gouvernement du Canada	18,800	
Excédent à la fin de l'exercice	10,997	26,548

Voir notes aux états financiers.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Fin*

FONDS GÉRÉS

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985

1. Principales conventions comptables

Les principales conventions comptables suivies par la Société dans la gestion du Fonds d'assurance et des caisses d'assurance et de garantie sont:

a) Primes

Avant février 1985, une partie des primes exigées pour les polices d'assurance servait à couvrir le risque assuré et l'autre partie, les coûts d'émission. Après cette date, la prime entière exigée est affectée à la couverture du risque. Ces primes sont reportées et comptabilisées comme revenu gagné sur la durée des polices en question. Les primes gagnées durant l'année représentent le montant du risque de l'année calculé conformément aux facteurs de risque fixés par le département des Assurances Canada. La fraction qui se rapporte aux coûts d'émission de la police est portée aux revenus dès qu'elle est encaissée.

b) Droits de demande

Les droits de demande reçus pour les polices d'assurance sont portés aux revenus dès qu'ils sont encaissés.

c) Coûts d'émission

Les coûts d'émission de l'assurance sont imputés à la dépense lorsqu'ils sont engagés.

d) Insuffisance de primes

Annuellement la Société compare le montant des primes non gagnées par secteur d'activité aux coûts escomptés des réclamations qui n'ont pas encore eu lieu sur les polices d'assurance en vigueur. Lorsqu'il est déterminé que les primes non gagnées d'un secteur d'activité sont insuffisantes pour rencontrer le coût net des réclamations éventuelles, une insuffisance de primes est établie. L'insuffisance de prime est considérée comme revenu sur la même base que les primes non gagnées s'y rapportant.

e) Biens immobiliers

Les biens immobiliers acquis au moment d'un règlement d'assurance résultant de défaut sont comptabilisés à la valeur nette de réalisation. Le coût comprend le solde du prêt plus les intérêts courus jusqu'à la date de reprise plus les frais d'acquisition et d'amélioration. La valeur de réalisation nette représente la valeur d'évaluation courante de l'immeuble, déterminée par la Société, moins la valeur escomptée des coûts estimatifs de détention et de revente. Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les biens immobiliers.

f) Provision pour perte sur les règlements d'assurance

Cette provision représente les pertes estimatives sur les règlements en cours et sur les prêts en défaut, mais pour lesquels une demande de règlement n'a pas encore été reçue à la Société.

g) Revenus et dépenses d'intérêts

Les revenus et les dépenses d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

h) Prêts hypothécaires

Le montant des prêts hypothécaires tient compte d'une provision pour pertes.

i) Impôt sur le revenu

Le Fonds d'assurance hypothécaire et les caisses d'assurance et de garantie ne sont pas assujettis aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

2. Emprunts du gouvernement du Canada—Fonds d'assurance hypothécaire

La Société emprunte du gouvernement du Canada, pour le compte du Fonds d'assurance hypothécaire, en vertu des dispositions de l'article 9 de la Loi nationale sur l'habitation, les fonds nécessaires pour s'acquitter de ses obligations. Le décret émis le 8 août 1984 autorise des emprunts sans intérêts d'au plus 400 millions de dollars garantis par des billets à demande.

3. Évaluation actuarielle—Fonds d'assurance hypothécaire

Au 30 septembre 1985, une étude actuarielle entreprise par la Société au cours de l'année révèle que le Fonds demeure insuffisant pour compenser les demandes futures de règlement, compte tenu des assurances en vigueur et que les activités postérieures au 1^{er} février 1985 ont été souscrites sur la base du seuil de rentabilité. La raison principale qui a entraîné ce déficit est l'insuffisance des primes demandées pour les programmes à caractère social (programmes d'aide à l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif). Le déficit, estimé à 777,3 millions de dollars au 30 septembre 1985, a été réduit à 727,9 millions de dollars au 31 décembre 1985, conséquence de la bonification de la valeur d'évaluation des propriétés. La valeur nette de réalisation des biens immobiliers au 31 décembre 1985 représente 60,9% des coûts (47,3% en 1984).

4. Recouvrement de pertes—Fonds d'assurance hypothécaire

Le Conseil du Trésor a approuvé, en décembre 1985, la remise des emprunts du gouvernement du Canada au 31 décembre 1985 ou tout montant moindre qui existera à la date où la sanction royale sera donnée. Cette remise représente le remboursement partiel des pertes subies dans le cadre des programmes d'aide à l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif.

En 1986, la Société prendra des mesures conjointement avec le gouvernement du Canada afin d'éliminer le déficit restant.

5. Actifs virés au fonds du revenu consolidé du Canada

Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons

Le programme d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons n'est plus actif; en 1985, les postes de l'encaisse et des placements pour un montant de 6,8 millions de dollars, considérés excédentaires par rapport aux besoins d'exploitation de la Caisse, ont été virés au Fonds du revenu consolidé du Canada.

Caisse de garantie des loyers

Le programme de garantie des loyers n'est plus actif; en 1985, les postes de l'encaisse et des placements de 18,8 millions de dollars, considérés excédentaires par rapport aux besoins d'exploitation de la Caisse, ont été virés au Fonds du revenu consolidé du Canada.

6. Assurances en vigueur—Fonds d'assurance hypothécaire

Au 31 décembre 1985, les polices d'assurance en vigueur s'établissaient à environ 37,7 milliards de dollars (35,1 milliards en 1984).

7. Frais d'administration—Fonds gérés

Les frais d'administration imputés par la Société aux fonds gérés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 s'élèvent à 68,7 millions (65,6 millions en 1984).

8. Chiffres comparatifs

Les données comparatives de l'année 1984 ont été reclassées de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée en 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

MANDAT

Assurer dans une certaine mesure les dépôts que les particuliers font dans les institutions fédérales (banques, sociétés de fiducie et compagnies de prêts) et dans les institutions provinciales approuvées (sociétés de fiducie et compagnies de prêts).

ANTÉCÉDENTS

Établie en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* de 1967, la Société avait accumulé jusqu'en 1982, grâce à la perception de primes, des réserves substantielles dans son Fonds d'assurance-dépôts. Cependant, les remboursements versés aux déposants d'institutions financières insolvables ont récemment placé ce fonds en situation de déficit net.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	112, rue Kent Bureau 1808 C.P. 2340, Succursale D Ottawa (Ontario) K1P 5W5
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michael Wilson, c.p., député
MINISTÈRE	Finances
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (S.R.C. 1970, c. C-3 tel que modifié)
PREMIER DIRIGEANT	Charles C. de Léry
PRÉSIDENT	Ronald McKinlay
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984 (reformulé)	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	1,676	830	1,157	255
Engagements envers le secteur privé	1,034	975	805	néant
Engagements envers le Canada	956	néant	30	néant
Avoir du Canada*	(1,235)	(827)	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire, net	956	(30)	30	néant

* Représente le déficit du Fonds d'assurance-dépôts.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MICHAEL WILSON, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan de la Société d'assurance-dépôts du Canada au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats des placements et des opérations administratives, du Fonds d'assurance-dépôts et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive de la modification de la convention comptable décrite à la note 3 afférente aux états financiers.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 3 mars 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984 (corrigé)
Bons du Trésor et dépôts à terme	64,091	78,552
Primes et autres débiteurs	16,951	12,388
Intérêts courus sur bons du Trésor	100	541
Impôts recouvrables (note 4)	44,025	43,571
Prêts hypothécaires	1,039	2,224
Prêts consentis à des institutions membres (note 5)	412,133	491,359
Réclamations reliées à des dépôts assurés (note 6)	1,137,824	200,974
Mobilier, matériel et améliorations locatives	206	186
	1,676,369	829,795

PASSIF	1985	1984 (corrigé)
Dette bancaire	10,532	21,366
Créditeurs	2,626	4,737
Montant dû aux institutions membres	27,647	
Prêts consentis par des institutions membres	995,895	953,910
Emprunts sur le Fonds du revenu consolidé (note 7)	956,211	
	1,992,911	980,013
Provision générale pour perte (note 8)	918,836	676,569
	2,911,747	1,656,582
FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS		
Déficit à la fin de l'exercice	(1,235,378)	(826,787)
	1,676,369	829,795

Approuvé par le Conseil d'administration:

Président
R.A. McKINLAY

Directeur
W.A. KENNETT

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS DES PLACEMENTS ET DES OPÉRATIONS ADMINISTRATIVES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984 (corrigé)
Revenus d'intérêt		
Dépôts assurés	4,638	
Bons du Trésor	3,835	11,352
Obligations du Canada		163
Prêts hypothécaires	146	752
Autres	256	123
	8,875	12,390
Dépenses		
Intérêts versés au Fonds du revenu consolidé	35,101	692
Intérêts reliés aux dépôts assurés	9,443	
Dépenses directement reliées au remboursement des dépôts assurés	3,028	
Frais d'inspection et autres frais	2,226	1,629
Frais généraux, d'administration et autres	1,008	1,008
Traitements et avantages sociaux	709	433
	51,515	3,762
Bénéfice (perte) avant impôts	(42,640)	8,628
Impôts (recouvrement) (note 4)		
Exigibles		(37,316)
Reportés		(1,473)
		(38,789)
Bénéfice net (perte) des placements et des opérations administratives	(42,640)	47,417

ÉTAT DU FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984 (corrigé)
Déficit au début de l'exercice	826,787	332,105
Opérations d'assurance		
Primes	57,876	53,884
Intérêts sur prêts consentis à des institutions membres	104,779	112,451
	162,655	166,335
Provision pour perte	420,000	600,000
Intérêts sur prêts consentis par des institutions membres	108,606	108,434
	528,606	708,434
Perte découlant des opérations d'assurance	365,951	542,099
Déficit avant le bénéfice net (perte) des placements et des opérations administratives	1,192,738	874,204
Bénéfice net (perte) des placements et des opérations administratives	(42,640)	47,417
Déficit à la fin de l'exercice	1,235,378	826,787

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985 (en milliers de dollars)

	1985	1984 (corrigé)
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net (perte) des placements et des opérations administratives	(42,640)	47,417
Éléments sans incidence sur les fonds		
Impôts reportés		(1,473)
Amortissement net des primes et des escomptes		(77)
Amortissement	50	50
	(42,590)	45,917
Emprunts auprès d'institutions membres	41,985	148,644
Intérêts sur prêts consentis à des institutions membres	104,779	112,451
Emprunts sur le Fonds du revenu consolidé	956,211	
Remboursement des prêts consentis à des institutions membres	100	
Diminution des placements		
—Obligations du Canada		20,000
—Autres obligations et débentures		1,006
Recouvrement des réclamations reliées aux dépôts assurés	120,252	407
Augmentation des créditeurs		4,011
Augmentation des sommes dues aux institutions membres	27,647	
Primes pour l'exercice	57,876	53,884
Réalisation de prêts hypothécaires	1,185	7,021
Découvert bancaire		21,366
Diminution des intérêts courus	441	1,502
	1,267,886	416,209
Utilisation des fonds		
Prêts à des institutions membres	98,607	120,165
Intérêts sur prêts consentis par des institutions membres	108,606	108,434
Remboursement des emprunts sur le Fonds du revenu consolidé		30,000
Augmentation des primes et autres débiteurs	4,563	1,745
Découvert bancaire	10,834	
Diminution des créditeurs	2,111	
Achats de mobilier, matériel et améliorations locatives	70	154
Paiement de réclamations reliées aux dépôts assurés	1,057,102	177,867
Diminution des impôts exigibles		1,145
Augmentation des impôts recouvrables	454	43,571
	1,282,347	483,081
Diminution des bons du Trésor et des dépôts à terme	14,461	66,872
Bons du Trésor et dépôts à terme au début de l'exercice	78,552	145,424
Bons du Trésor et dépôts à terme à la fin de l'exercice	64,091	78,552

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Autorisation et rôle

La Société d'assurance-dépôts du Canada a été constituée en 1967 en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada (la Loi). Elle est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société est chargée d'assurer les dépôts faits auprès de ses institutions membres (banques, compagnies de fiducie et de prêts constituées en vertu d'une loi fédérale ou provinciale) et ce, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant par institution membre. En vertu de l'article 11 de la Loi qui la régit, la Société peut acquérir des biens d'une institution membre ou même lui accorder des avances afin de diminuer ou d'écarter une perte anticipée pour la Société.

2. Conventions comptables

Méthodes de préparation des états financiers

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Ils ne reflètent pas les éléments d'actif et de passif, ni les résultats des institutions membres dont les opérations sont graduellement réduites et qui, dans l'intervalle, sont financées par la Société.

Les principales pratiques comptables suivies sont expliquées ci-après.

Calcul des primes

Le montant des primes est calculé au prorata des dépôts assurés par les institutions membres au 30 avril de chaque année. Ces primes sont exigibles au 31 décembre de la même année et comptabilisées à cette même date.

Provision générale pour perte

La provision générale pour perte reflète avec la plus grande exactitude possible les pertes financières que la Société a encourues ou est susceptible d'encourir par suite de la liquidation de certaines institutions membres. Cette provision tient compte des pertes prévues reliées au remboursement de dépôts assurés et au financement des activités des institutions membres visées par un accord de représentation et d'exploitation (note 5).

De la provision générale pour perte sont déduites les pertes établies pour des prêts consentis à des institutions membres ou pour des réclamations reliées à des dépôts assurés.

La provision générale pour perte ne tient pas compte des déboursés qui devraient être faits advenant qu'une ou plusieurs institutions membres non encore identifiées éprouvent de graves difficultés financières, étant donné que de telles réclamations sont impossibles à évaluer.

Prêts à des institutions membres et réclamations reliées aux dépôts assurés

Les prêts consentis à des institutions membres et les réclamations reliées aux dépôts assurés sont comptabilisés après déduction des pertes établies (note 3).

Intérêts comptabilisés

La Société charge des intérêts sur les prêts consentis directement ou indirectement aux institutions membres visées par un accord de représentation et d'exploitation. Elle cesse de charger de l'intérêt lorsque l'institution membre est placée en liquidation. Elle charge l'intérêt sur les autres prêts conformément aux conditions établies. Les intérêts courus sont inclus au bilan au poste «Prêts consentis à des institutions membres».

3. Modification d'une convention comptable

Au cours de l'exercice, la Société a modifié sa façon de comptabiliser les pertes établies. Auparavant, ces pertes étaient incluses dans la provision générale pour perte et par conséquent, ne réduisaient pas la valeur comptable des éléments d'actif visés. La Société inscrit maintenant les réclamations financières après déduction des pertes établies. Ce changement est rétroactif. En conséquence, les soldes des prêts consentis à des institutions membres et la provision générale pour perte au 31 décembre 1984 ont chacun été réduits de $573,431,000.

4. Redressement affecté à l'exercice antérieur

Comme le prévoit une modification de 1985 de la Loi de l'impôt sur le revenu (rétroactive à 1983) en vertu de laquelle la Société peut déduire de son revenu imposable les intérêts courus irrécouvrables sur les prêts qu'elle a consentis, les états financiers de 1984 ont été corrigés. La Société utilisera donc cette perte comptable pour recouvrer une partie des impôts déjà versés. En conséquence, les impôts exigibles pour l'exercice 1984 qui s'élevaient à $6,709,000 ont été corrigés et un montant de $37,316,000 pourra être recouvré. Le solde débiteur des impôts reportés est ainsi passé de $928,000 à $1,473,000. Ces changements ont fait augmenter de $44,570,000 le bénéfice net des placements et des opérations administratives pour l'exercice 1984, le portant ainsi de $2,847,000 à $47,417,000. Ainsi, le déficit du Fonds d'assurance-dépôts au 31 décembre 1984 est passé de $871,357,000 à $826,787,000.

5. Prêts à des institutions membres

Certaines institutions membres qui ont éprouvé de graves difficultés financières ont été assujetties au contrôle d'un organisme de réglementation. Par la suite, conformément à l'article 11(a) de la Loi sur la SADC, la Société a conclu des accords de représentation et d'exploitation avec d'autres institutions membres (appelées mandataires) qu'elle a chargées de réduire progressivement, sur une période de cinq ans, les activités des compagnies devenues insolvables. Les éléments de passif et les activités de ces compagnies sont financés au moyen de prêts consentis directement par la Société ou indirectement, par les mandataires agissant au nom de la Société.

Au 31 décembre 1985, les prêts suivants avaient été consentis directement par la Société ou indirectement, par le biais des mandataires:

Institutions membres Assujetties à un accord de représentation et d'exploitation	Par la société	Par les mandataires	Total 1985	Total 1984
	(en milliers de dollars)			(corrigé)
Crown Trust Company		235,500	235,500	297,750
District Trust Company		7,840	7,840	11,026
Société de fiducie Fidélité	42,642	317,489	360,131	296,506
Greymac Mortgage Corporation	61,238	52,500	113,738	105,302
Greymac Trust Company	45,020	151,450	196,470	159,972
	148,900	764,779	913,679	870,556
En liquidation				
Amic Mortgage Investment Corporation	933		933	2,083
Banque commerciale du Canada	75,000		75,000	
Corporation d'hypothèque Seaway		76,234	76,234	54,500
Seaway Trust Company		97,451	97,451	137,651
	75,933	173,685	249,618	194,234
	224,833	938,464	1,163,297	1,064,790
Pertes établies	223,900	527,264	751,164	573,431
Solde	933	411,200	412,133	491,359

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

La Société a enregistré une charge flottante sur tous les éléments d'actif des institutions membres assujetties à un accord de représentation et d'exploitation afin de garantir les prêts consentis. Durant la période visée par les accords de représentation et d'exploitation, les mandataires doivent acquitter tous les éléments de passif venant à échéance et se départir des biens de façon à en obtenir un produit maximal. L'actif de ces compagnies est surtout constitué de prêts hypothécaires et de biens immeubles. Le rendement ultime de la réalisation de ces éléments d'actif dépend de la conjoncture économique, des taux d'intérêt et du marché immobilier en général.

6. Réclamations reliées aux dépôts assurés

Le détenteur d'un dépôt qui obtient un remboursement de la Société doit subroger en faveur de la Société ses droits et intérêts au regard des éléments d'actif de l'institution membre. Les réclamations de la Société reliées aux remboursements de dépôts assurés sont énumérées ci-après:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Amic Mortgage Investment Corporation	22,768	22,768
Astra Trust Company	339	339
Banque commerciale du Canada	277,000	
Compagnie de placements hypothécaires CCB	47,929	
Compagnie de fiducie Continental	113,901	
London Loan Limited	23,854	
Société d'hypothèques Northguard	27,552	27,805
Norbanque	316,083	
Compagnie Pioneer Trust	116,015	
Seaway Trust Company	150,062	150,062
Compagnie de fiducie Western Capital	42,321	
	1,137,824	200,974

7. Emprunts sur le Fonds du revenu consolidé

La Société peut, avec l'autorisation du gouverneur en conseil, emprunter jusqu'à concurrence de 1,5 milliard de dollars sur le Fonds du revenu consolidé.

8. Provision générale pour perte

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
		(corrigé)
Solde au début de l'exercice	676,569	650,000
Provision pour perte	420,000	600,000
	1,096,569	1,250,000
Pertes établies reliées aux prêts consentis à des institutions membres	177,733	573,431
Solde à la fin de l'exercice	918,836	676,569

La Société s'attend à ce que le Ministre des finances propose au Parlement de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu de manière à éliminer les anomalies apparentes qui sont à la source de la possibilité d'une double imposition d'une institution membre en liquidation au regard des dépôts remboursés par la Société. La Société, dans les circonstances, n'a pas tenu compte des impôts que les institutions membres pourraient être appelées à payer dans l'établissement des sommes qu'elle est susceptible de recouvrer en ce qui a trait aux dépôts assurés, et par conséquent dans sa provision générale pour perte.

9. Passif éventuel

La Société est défenderesse dans diverses poursuites judiciaires découlant de la faillite ou de l'insolvabilité de certaines institutions membres. La Société estime ne pas être responsable des activités de ces institutions et n'a, en conséquence, prévu aucune provision pour des réclamations pouvant découler de ces poursuites.

10. Impôt sur le revenu

La Société doit payer l'impôt fédéral sur ses revenus de placement, après déduction de ses frais administratifs. Ses revenus provenant des primes n'étant pas imposables, la Société ne peut en conséquence déduire pour fin d'impôts les remboursements des dépôts qu'elle a effectués.

La Société a encouru certaines pertes qu'elle peut reporter afin de réduire ses revenus imposables des prochains exercices. Ces pertes s'élèvent au total à 102 millions de dollars et expirent comme suit:

	(en millions de dollars)
1991	34
1992	68
	102

11. Déficit du Fonds d'assurance-dépôts

La Société estime que son taux actuel de primes, qui est le maximum actuellement permis par la Loi, n'est pas suffisant pour éponger le déficit de son Fonds d'assurance-dépôts. Le projet de loi C-86 qui a été déposé en Chambre en 1985 et qui a passé en deuxième lecture prévoit une augmentation du taux de prime de 1/30 de 1% qu'il est actuellement à 1/10 de 1% du montant des dépôts assurés.

12. Dépôts assurés

Au 30 avril 1985 et au 30 avril 1984, la Société assurait les dépôts suivants d'après les déclarations reçues des institutions membres:

	1985	1984
	(en milliards de dollars)	
Institutions fédérales	160	149
Institutions provinciales	14	13
	174	162

13. Données comparatives

Certaines données de l'exercice 1984 ont été reclassifiées conformément à la présentation adoptée pour l'exercice 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

MANDAT

Dans la Région de la capitale nationale, construire le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national de la civilisation et tout autre musée que le gouverneur en conseil pourra indiquer.

ANTÉCÉDENTS

Les principales structures des deux projets de la société doivent être terminées en 1986-1987. Au 31 mars 1986, le gouvernement avait affecté un total de 261.0 millions de dollars à ces projets, pour la période allant jusqu'au 31 mars 1989.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	55, rue Murray Ottawa (Ontario) K1N 5M3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Lettres patentes (no 0132114) du 21 juin 1982, en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	**1984-1985**	**1983-1984**	**1982-1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	100.3	50.1	15.5	3.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	91.3	44.8	13.4	2.6
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	46.5	31.5	10.8	2.6
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

RESPONSABILITÉ POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Le Conseil d'administration de la Société de construction des Musées du Canada Inc. est responsable pour les états financiers ainsi que l'intégrité et l'objectivité des données que contiennent ceux-ci. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et, lorsque cela est approprié, comprennent des sommes qui s'appuient sur les estimations et le jugement de la direction.

La direction a mis au point et maintient des livres de comptabilité, des registres, des contrôles financiers et de gestion, de même que des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que les éléments d'actif sont sous bonne garde et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur l'administration financière et ses règlements et aux statuts et règlements administratifs de la Société.

Le Conseil d'administration nomme le Comité de vérification qui se compose de trois administrateurs. Le Comité de vérification se réunit annuellement afin d'examiner et de conseiller la Société à l'égard des états financiers et du rapport du vérificateur qui s'y rapporte.

Le vérificateur externe de la Société, le Vérificateur général du Canada, vérifie les états financiers et fait rapport au ministre des Travaux publics lequel est responsable pour la Société de construction des Musées du Canada Inc.

le Trésorier et contrôleur
R. Plourde

le Président-directeur général
M.A.J. Lafontaine

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE ROCH LA SALLE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société de construction des Musées du Canada Inc. au 31 mars 1986 ainsi que l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, et aux statuts et règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 20 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985	PASSIF	1986	1985
Encaisse et dépôts à court terme	4,177	4,025	Créditeurs et frais courus	5,449	3,734
Débiteurs	116	88	Retenues des entrepreneurs à payer	3,454	1,503
Construction en cours (tableau)	95,957	45,971		8,903	5,237
			AVOIR DES ACTIONNAIRES		
			Capital-actions (note 3)		
			Capital d'apport (note 4)	91,347	44,847
	100,250	50,084		100,250	50,084

Approuvé par le Conseil:

Le Président-directeur général
M. A. J. LAFONTAINE

Un Administrateur
JEAN E. PIGOTT

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Activités d'exploitation		
Débiteurs	(28)	107
Construction en cours (tableau)	(49,986)	(32,102)
Créditeurs et frais courus	1,715	1,830
Retenues des entrepreneurs à payer	1,951	1,289
Encaisse utilisée à des activités d'exploitation	(46,348)	(28,876)
Activités de financement		
Capital d'apport (note 4)	46,500	31,495
Encaisse en provenance des activités de financement	46,500	31,495
Augmentation de l'encaisse	152	2,619
Encaisse et dépôts à court terme		
Au début de l'exercice	4,025	1,406
À la fin de l'exercice	4,177	4,025

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et activités

La Société a été constituée le 21 juin 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes en tant que mandataire de Sa Majesté conformément à la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État, et elle a été nommée société d'État mère le 7 février 1985 à l'Annexe C, partie I, de la Loi sur l'administration financière. Les deux tiers du capital-actions sont détenus par la Société immobilière du Canada Limitée, qui est également une société d'État mère. Le 16 mai 1985, un tiers des actions fut viré en provenance du ministre des Communications au ministre des Travaux publics, le Ministre responsable de l'exercice du contrôle sur la Société.

Les affaires de la Société se limitent à la construction, dans la région de la Capitale nationale, de bâtiments pour la Galerie nationale du Canada (GNC), le Musée national de l'Homme (MNH) et tout autre musée national selon les instructions données, de temps à autre, par le gouverneur en conseil, y compris l'acquisition, le contrôle, l'administration et l'aliénation des terrains nécessaires à la construction.

En septembre 1981, le gouvernement a attribué $185 millions aux deux projets. Ceci a été revisé en novembre 1983 à $191.45 millions. En octobre 1985, le gouvernement a approuvé une somme supplémentaire de $69.54 millions, ce qui porte le total des fonds attribués à $260.99 millions pour la période allant jusqu'au 31 mars 1989, de la manière suivante:

	GNC	MNH	Total
	(en millions de dollars)		
Construction	116.27	109.20	225.47
Architectes et conseillers	10.12	13.60	23.72
	126.39	122.80	249.19
Dépenses d'administration	5.90	5.90	11.80
	132.29	128.70	260.99

Le gouvernement a autorisé également la Commission de la Capitale nationale à contribuer à l'égard du paysagement des deux projets, à raison d'une somme dont l'estimation totale est de $7 millions et qui doit être fournie à même le budget actuel de la Commission.

Dans son rapport sur l'état d'avancement des deux musées présenté au Conseil du Trésor en avril 1986, la Société a indiqué qu'un financement supplémentaire serait nécessaire afin d'achever les deux projets.

Le 24 avril 1986, le Conseil du Trésor a décidé entre autres choses:

a) D'exiger que le ministre des Travaux publics demande au Conseil du Trésor d'examiner, d'ici le 15 septembre 1986, le projet de construction du Musée de l'Homme (MNH), compte tenu de prévisions qui permettraient l'établissement d'objectifs réalistes de projet suffisamment exacts pour l'obtention de l'approbation réelle du projet.

b) De demander qu'aucun nouveau marché ne soit adjugé pour le MNH avant que le Conseil du Trésor ait examiné la question, sauf en ce qui a trait aux marchés nécessaires pour renfermer les structures existantes.

En février 1983, le gouvernement a approuvé les emplacements de construction et les architectes et en novembre 1983, la conception des édifices selon la mise au point des architectes et la prévision à long terme du calendrier pour l'érection et les exigences de financement pour chaque musée. Aucune provision n'a été établie quant au coût des emplacements. Les plus grandes parties des emplacements pour les deux musées sont des propriétés fédérales alors que le titre juridique quant aux terrains appartient en ce moment à la Commission de la Capitale nationale. Des négociations visant à résoudre la question du titre juridique à l'égard de parties des emplacements qui ne sont pas de propriété fédérale est maintenant en cours. Le 26 mars 1986, le Conseil du Trésor a approuvé la cession des terrains du MNH et de la GNC appartenant présentement à la Commission au ministère des Travaux publics. Le virement est assujetti à l'approbation du gouverneur en conseil. Des négociations sont présentement en cours afin de trouver une solution à la question du titre de propriété des emplacements qui ne sont pas des propriétés fédérales.

2. Conventions comptables importantes

a) Méthode de comptabilité

Les présents états financiers tiennent compte des coûts défrayés par la Société pour la construction des musées.

Ils ne tiennent pas compte des coûts défrayés par la Commission de la Capitale nationale pour les emplacements ou par les Musées nationaux du Canada pour la planification des locaux et les aménagements.

b) Capitalisation

Toutes les dépenses, y compris celles qui sont consacrées à l'évaluation des emplacements, à la conception, à la construction et à l'administration, seront capitalisées jusqu'à ce que les musées soit achevés. Les intérêts créditeurs et autres revenus sont crédités aux travaux de construction en cours. Les coûts sont répartis directement sur chaque musée lorsqu'ils peuvent être recensés de façon précise. Tous les autres coûts sont attribués de façon égale aux deux musées.

3. Capital-actions

Trois actions sont autorisées et émises à un dollar l'action et elles ne doivent pas être virées sans l'approbation du gouverneur en conseil.

4. Capital d'apport

Au cours de l'exercice, un financement de $46.5 millions (crédit 20) a été fourni à même le budget du ministère des Communications pour les dépenses de la Société ($31.495 millions en 1985, crédit 11c du ministère des Travaux publics).

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Solde au début	44,847	13,352
Fonds fournis à même le Budget des dépenses	46,500	31,495
Solde à la fin	91,347	44,847

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986—*Fin*

5. Régime de pensions de retraite

La Société a conclu une entente avec un de ses cadres en vue de lui fournir des prestations supplémentaires de retraite. Pourvu que toutes les conditions de son contrat de travail soient remplies, ce cadre devra recevoir, lorsqu'il terminera son emploi le 31 mars 1987, une pension annuelle de $35,000, comprenant le fonds de pension reporté d'un emploi précédent; ces prestations seront indexées au plus élevé des taux suivants: soit le coût de la vie, soit 6%. Au 31 mars 1986, la somme de $225,000 avait été pleinement provisionnée par la Société ce qui, de pair avec les intérêts courus, devrait être suffisant pour répondre de la dette future.

De plus, la Société a institué, de concert avec un organisme du secteur privé, un régime de retraite mixte pour tous ses employés permanents. Les employés ainsi que la Société versent des cotisations égales envers le coût de ce régime. Les cotisations de la Société, qui représentent sa dette totale, sont consignées aux comptes de manière courante.

Les coûts des pensions au titre de ces régimes se sont élevés à $70,244 pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 ($102,475 en 1985).

6. Obligations à contrat

Au 31 mars 1986, les engagements envers la construction et les coûts connexes s'élevaient à environ $56.4 millions répartis de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
Galerie nationale du Canada	38,738
Musée national de l'Homme	17,645
	56,383

7. Engagements à bail

La Société a conclu une entente par bail pour des locaux à bureaux. En vertu des conditions du bail les versements minimums de loyer à effectuer sont les suivants:

	$
1986-87	540,000

8. Éventualités et réclamations

Les villes d'Ottawa et de Hull sont en quête des honoraires de permis de construction et de frais de développement auprès de la Société pour une somme de $1.4 million. Il est prévu que les honoraires de permis et les frais de développement feront l'objet d'une solution de la part du ministère des Travaux publics au moyen d'un échange d'immobiliers entre le Ministère et chacune des villes.

La Société a reçu des réclamations en provenance d'entrepreneurs, d'architectes, de directeurs de la construction, d'ingénieurs et d'autres personnes se chiffrant à environ $5.9 millions. Vu que la Société ne peut évaluer la vraisemblance quant à son obligation d'effectuer des versements à l'égard de ces réclamations, aucune provision n'a été établie aux présents états financiers.

Le Budget du 23 mai 1985 a imposé une taxe de vente supplémentaire sur les biens préfabriqués de construction; la Société évalue que le coût supplémentaire découlant de l'augmentation de la taxe de vente se chiffrerait à environ $569,000 sur les contrats actuels. De cette somme, $172,000 ont été portés aux frais courus dans les comptes au 31 mars 1986, en attendant que les réclamations pour la taxe de vente soient présentées par les entrepreneurs.

9. Opérations entre apparentés

Le ministère des Travaux publics qui a endossé la responsabilité en mai 1985 a fourni sans frais un soutien technique pour un montant d'environ $122,000. Le ministère des Travaux publics a aussi fourni gratuitement à la Société, et cela à temps plein, les services d'un cadre supérieur du Ministère.

10. Dépenses d'administration

La Société a défrayé les dépenses d'administration qui suivent, lesquelles ont été réparties de façon égale à chaque musée selon le Tableau de la construction en cours:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Traitements et prestations aux employés	1,299	1,463
Locaux de bureaux	692	417*
Services professionnels et spéciaux	218	294
Communications	92	155
Location de matériel	87	79
Services publics, fournitures et approvisionnements	53	78
Déplacements et transport	38	174
Autres éléments	17	13
Renseignements au public	15	81
Mobiliers et matériel de bureau	7	126
	2,518	2,880

* Rajusté pour représenter une somme de $164,000 courue en trop en 1984. Ce rajustement n'a aucun effet sur les autres postes aux états financiers.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Fin*

TABLEAU DE LA CONSTRUCTION EN COURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

(en milliers de dollars)

	Galerie nationale du Canada			Musée national de l'Homme			Total		
	Cumulatif au 31 mars 1985	1986	Cumulatif au 31 mars 1986	Cumulatif au 31 mars 1985	1986	Cumulatif au 31 mars 1986	Cumulatif au 31 mars 1985	1986	Cumulatif au 31 mars 1986
Évaluation des emplacements	108		108	108		108	216		216
Architectes et conseillers	5,881	2,916	8,797	6,319	2,902	9,221	12,200	5,818	18,018
Directeurs de la construction	1,408	951	2,359	1,316	935	2,251	2,724	1,886	4,610
Autres coûts de construction	15,796	27,513	43,309	9,133	12,682	21,815	24,929	40,195	65,124
	23,193	31,380	54,573	16,876	16,519	33,395	40,069	47,899	87,968
Administration (note 10)	3,485	1,259	4,744	3,485	1,259	4,744	6,970	2,518	9,488
	26,678	32,639	59,317	20,361	17,778	38,139	47,039	50,417	97,456
Moins: intérêts créditeurs	534	216	750	534	215	749	1,068	431	1,499
	26,144	32,423	58,567	19,827	17,563	37,390	45,971	49,986	95,957

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE

MANDAT

Promouvoir le développement de l'industrie du long métrage au Canada. Gérer le fonds de développement de la production d'émissions canadiennes pour le développement dans le secteur privé de productions dramatiques pour la télévision, de programmes et de variétés pour enfants, répondant à des normes précises en matière de contenu canadien.

ANTÉCÉDENTS

L'ampleur des activités de la société s'est accrue depuis 1981 en raison de l'établissement de nouveaux programmes gouvernementaux à l'appui de l'industrie canadienne de la production d'émissions télévisées.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour de la Banque Nationale 660, rue de la Gauchetière ouest Montréal (Québec) H3B 4L2
STATUT	— mandataire de Sa Majesté — exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*; assujettie à la partie VIII de cette loi avant son abrogation (1984)
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Flora MacDonald, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1967, en vertu de la *Loi sur la société de développement de l'industrie cinématographique canadienne* (S.R.C. 1970, c. 8)
PREMIER DIRIGEANT	Peter Pearson
PRÉSIDENT	Jean Sirois
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1983	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	13.0	12.2	7.9	4.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	4.0	4.0
Avoir du Canada	10.1	8.2	2.7	0.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	75.9	46.6	16.3	4.5
— non budgétaire, déduction faite des remboursements	—	(2.7)	négl.	(0.6)

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MARCEL MASSE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir du Canada et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, des livres de comptabilité appropriés ont été tenus par la Société, les états financiers sont conformes à ces derniers et les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 10 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Prêts aux producteurs		
Longs métrages	3,023,855	3,205,805
Émissions canadiennes	839,600	1,606,284
Crédit parlementaire à recevoir (note 3)	8,186,552	6,329,318
Débiteurs	243,767	361,319
Frais payés d'avance	135,513	109,667
	12,429,287	11,612,393
Immobilisations (note 4)	541,990	571,183
	12,971,277	12,183,576

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs	2,702,054	3,771,564
Provision pour prestations de cessation d'emploi	175,500	202,000
	2,877,554	3,973,564
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	10,093,723	8,210,012
	12,971,277	12,183,576

Approuvé par le Conseil:

Président
EDWARD PRÉVOST

Approuvé par la direction:

Directeur exécutif
PETER PEARSON

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986			1985
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Dépenses de support (note 5)				
Production anglaise	44,424,063	1,543,289	45,967,352	27,394,298
Production française	20,224,541	1,052,532	21,277,073	13,049,405
Commercialisation et distribution		3,763,028	3,763,028	2,999,291
Développement de l'industrie		1,387,988	1,387,988	1,771,825
	64,648,604	7,746,837	72,395,441	45,214,819
Revenus				
Intérêts sur les prêts aux producteurs	141,198	359,259	500,457	670,298
Honoraires de gestion		30,099	30,099	1,248,688
	141,198	389,358	530,556	1,918,986
Coût de l'exploitation avant dépenses d'administration	64,507,406	7,357,479	71,864,885	43,295,833
Dépenses d'administration (note 6)			1,973,711	1,759,093
Coût de l'exploitation pour l'exercice			73,838,596	45,054,926

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	8,210,012	2,699,649
Crédit parlementaire	75,722,307	46,565,289
Libération de l'obligation de rembourser un montant à payer au Canada		4,000,000
	83,932,319	53,264,938
Coût de l'exploitation pour l'exercice	73,838,596	45,054,926
Solde à la fin de l'exercice	10,093,723	8,210,012

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(73,838,596)	(45,054,926)
Postes n'exigeant pas de liquidité		
Amortissement	126,246	134,348
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(26,500)	111,970
	(73,738,850)	(44,808,608)
Variation nette des postes hors liquidité du fonds de roulement concernant l'exploitation	(977,804)	(1,524,044)
	(74,716,654)	(46,332,652)
Activités d'investissement		
Prêts aux producteurs		
Investissements	(3,753,500)	(5,831,116)
Remboursements	4,483,934	5,249,170
Radiations	218,200	70,636
	948,634	(511,310)
Acquisition d'immobilisations	(97,053)	(344,037)
	851,581	(855,347)
Activités de financement		
Crédit parlementaire	75,722,307	46,565,289
Libération de l'obligation de rembourser un montant à payer au Canada		4,000,000
	75,722,307	50,565,289
Crédit parlementaire à recevoir		
Augmentation de l'exercice	1,857,234	3,377,290
Solde au début de l'exercice	6,329,318	2,952,028
Solde à la fin de l'exercice	8,186,552	6,329,318

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986

1. Statut et activités

La Société a été constituée en 1967 par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne avec l'objectif de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada. Depuis, elle s'est vue confier la gestion du Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes établi le 1[er] juillet 1983 dans le cadre de la Stratégie canadienne de la radiotélédiffusion ainsi que la gestion de nouveaux programmes dans le cadre de la Politique du film et de la vidéo de mai 1984.

La Société est une société d'État régie par la Loi sur l'administration financière selon les dispositions de la partie VIII de cette loi telle qu'elle existait lors de son abrogation et au même titre que si elle avait continué d'être mentionnée à l'annexe C de cette loi.

2. Conventions comptables importantes

a) Liquidité

Les opérations financières de la Société sont traitées par le Fonds du revenu consolidé du Canada, d'où l'absence de comptes bancaires. Aux fins de l'état de l'évolution de la situation financière, sa liquidité est constituée d'un crédit parlementaire à recevoir.

b) Prêts aux producteurs

Les prêts consentis aux producteurs de longs métrages et d'émissions canadiennes sont montrés au bilan à leur valeur nominale, déduction faite d'une provision pour pertes.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Suite*

c) Placements

Les fonds avancés aux producteurs de longs métrages et d'émissions canadiennes en contrepartie de participations aux bénéfices sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont versés, à titre de support à la production.

Tout encaissement subséquent, jusqu'à concurrence du montant du placement y relatif, est crédité aux résultats en diminution des dépenses de support de production faites au cours de l'exercice. Tout montant additionnel, le cas échéant, est comptabilisé aux revenus.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement du mobilier et équipement est calculé d'après la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 20%. Celui des améliorations locatives est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire à des taux établis en fonction de la durée des baux.

e) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire voté aux fins prévues de la Société comporte un montant pour le développement de l'industrie du long métrage qui peut être reporté aux exercices futurs, et un autre montant relatif au Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes qui périme. La partie non périmée du crédit parlementaire est comptabilisée à l'avoir du Canada. Tout solde admissible non utilisé à la fin de l'exercice est présenté au bilan comme crédit parlementaire à recevoir.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

g) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Crédit parlementaire à recevoir

	1986	1985
	$	$
Développement de l'industrie du long métrage	5,153,899	3,260,028
Production d'émissions canadiennes	2,056,508	2,275,095
Financement temporaire aux producteurs et distributeurs de longs métrages	976,145	794,195
	8,186,552	6,329,318

4. Immobilisations

	1986			1985
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Mobilier et équipement	809,484	386,954	422,530	453,541
Améliorations locatives	155,563	36,103	119,460	104,451
Automobile				13,191
	965,047	423,057	541,990	571,183

5. Dépenses de support

	1986			1985
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Placements	64,472,061	6,007,078	70,479,139	43,359,114
Retours de placements	(1,398,146)	(1,864,821)	(3,262,967)	(2,014,594)
Prêts radiés		218,200	218,200	70,636
Remboursements de prêts déjà radiés		(72,628)	(72,628)	(478,776)
	63,073,915	4,287,829	67,361,744	40,936,380
Dépenses de fonctionnement (note 6)	1,574,689	3,459,008	5,033,697	4,278,439
	64,648,604	7,746,837	72,395,441	45,214,819

6. Dépenses de fonctionnement

	1986	1985
	$	$
Salaires et avantages sociaux	3,297,920	2,997,573
Location, taxes, chauffage et électricité	884,671	686,691
Impression, affranchissement et frais de bureau	609,165	531,097
Publicité et frais de représentation	467,913	293,485
Voyages	412,153	345,908
Honoraires professionnels	392,926	379,427
Services de conseillers	373,147	374,500
Téléphone et télex	234,511	149,390
Amortissement	126,246	134,348
Frais de relocalisation	113,010	51,261
Films et sous-titrages de films	92,726	83,461
Frais financiers	3,020	10,391
	7,007,408	6,037,532
Portion attribuée aux dépenses de support (note 5)	5,033,697	4,278,439
Portion attribuée aux dépenses d'administration	1,973,711	1,759,093

7. **Engagements**

Au 31 mars 1986, la Société est engagée contractuellement à avancer des fonds totalisant $11,606,894 à titre de prêts et de placements, dont $4,748,838 en regard de productions françaises et $6,858,056 en regard de productions anglaises. De plus, elle a accepté des projets de financement qui pourraient appeler des déboursés d'environ 6.3 millions de dollars dont 1.5 million de dollars en regard de productions françaises et 4.8 millions de dollars en regard de productions anglaises.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

La Société a signé des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement dans le cadre de ses activités. Le loyer minimum global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	$
1987	801,865
1988	755,966
1989	771,886
1990	791,108
1991	731,365
1992-96	1,937,311
	5,789,501

8. Nouvelle initiative gouvernementale

Dans les documents budgétaires déposés le 26 février 1986, le Ministre des finances a annoncé une nouvelle initiative gouvernementale, qui sera administrée par la Société, visant à fournir une aide de 33 millions de dollars en 1986-87 pour soutenir la production de longs métrages canadiens de haute qualité et la distribution sur les marchés intérieurs et internationaux. Ces fonds, principalement attribués sous la forme d'apport en capitaux, serviront à soutenir toutes les phases de la production et de la commercialisation de films canadiens. Au 10 juin 1986, ce nouveau programme n'avait pas encore été officiellement autorisé.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

MANDAT

Exploiter, réorganiser et rationaliser la production de charbon du bassin houiller de Sydney, étendre l'assise économique du Cap-Breton et y promouvoir les nouveaux emplois.

ANTÉCÉDENTS

Créée originalement en 1967 dans le but d'assurer la fermeture des mines de charbon du Cap-Breton avec le minimum de perturbation possible, la Division du charbon de la société est toujours le plus grand employeur dans la région de Sydney/Glace Bay. Une reprise de la demande locale de charbon à des fins de production électrique a permis l'expansion et la modernisation de cette industrie qui emploie 3,600 personnes. Outre les mines Prince et Lingan, la société exploite une usine de préparation du charbon, un système de transport ferroviaire complet et un quai d'expédition. À Phalen, une nouvelle mine devrait être prête d'ici la mi-1987, ce qui accroîtra la capacité de production de la société à plus de 4 millions de tonnes.

La Division du développement industriel a été créée en vertu de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* en vue de développer les possibilités d'emplois dans d'autres domaines et d'élargir l'assise économique locale. De concert avec Enterprise Cape Breton et d'autres initiatives fédérales et provinciales, la Division encourage le développement industriel de l'Île et contribue à son financement par un grand nombre de moyens.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 2500 Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 6K3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michel Côté, c.p., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	*Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* (S.R.C. 1970, c. C-13)
PREMIER DIRIGEANT	Derek Rance
PRÉSIDENT	Teresa MacNeil
VÉRIFICATEUR	Touche, Ross et Cie

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	454	397	359	324
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	3	13	11	néant
Avoir du Canada	401	335	306	290
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	120	108	110	96
— non budgétaire	(10)	2	11	néant

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DE L'EXPANSION
INDUSTRIELLE RÉGIONALE

Nous avons vérifié le bilan et l'état du capital social de la Division des charbonnages et de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton au 31 mars 1986 ainsi que les états connexes des résultats et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

Les états financiers de la Division du développement industriel et de ses filiales ont été consolidés. Comme l'exige la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, les états financiers de la Division des charbonnages et de la Division du développement industriel sont présentés séparément.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Division des charbonnages et de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de leur exploitation et l'évolution de leur situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

En outre, à notre avis, les opérations de la Société portées à notre connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été conformes, à tous égards importants, à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements ainsi qu'à la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton et aux règlements de la Société.

Comptables agréés
Touche Ross & Co.

Sydney, Canada
le 27 mai 1986

DIVISION DES CHARBONNAGES

BILAN AU 31 MARS

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	10,315,194	7,130,333
Débiteurs (note 2)	23,873,285	21,812,315
Stocks au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants		
Charbon	22,818,843	38,089,217
Matières et fournitures d'exploitation	12,945,717	11,875,851
Charges payées d'avance	44,287	131,367
	69,997,326	79,039,083
Frais reportés de mise en valeur		612,279
Immobilisations (note 3)	360,584,821	297,412,649
	430,582,147	377,064,011

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Comptes fournisseurs	20,419,648	13,559,037
Salaires et indemnités de congé courus	12,602,795	13,343,949
Charges à payer	12,731,111	16,420,600
Retenues salariales	3,568,282	4,853,461
Avances—Gouvernement du Canada	2,643,419	13,442,244
	51,965,255	61,619,291
CAPITAL SOCIAL		
Capital social du Canada	378,616,892	315,444,720
	430,582,147	377,064,011

Engagements (note 4)

Au nom du conseil:

Administrateur
TERESA MacNEIL

Administrateur
MENDEL CHERNIN

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DES CHARBONNAGES

ÉTAT DU CAPITAL SOCIAL AU 31 MARS

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	315,444,720	285,675,886
Ajouter: versements par le Canada au titre des pertes d'exploitation minière — Crédit 30 (note 1a)	16,935,853	10,032,963
versements par le Canada au titre des dépenses en immobilisations — Crédit 35 (note 1a)	93,662,972	86,924,793
	426,043,545	382,633,642
Déduire: pertes d'exploitation minière	16,935,853	10,032,963
amortissement des immobilisations (note 1c)	30,490,800	30,926,059
radiation d'immobilisations à la suite de la fermeture de la mine de charbon n° 26		26,229,900
	47,426,653	67,188,922
Solde à la fin de l'exercice	378,616,892	315,444,720

DIVISION DES CHARBONNAGES

ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1986	1985
	$	$
Produits		
Ventes de charbon	183,248,861	165,120,674
Moins: frais de vente extérieurs	4,295,726	8,365,150
	178,953,135	156,755,524
Produits extérieurs du chemin de fer	2,775,345	3,104,860
Produits d'exploitation	181,728,480	159,860,384
Charges d'exploitation		
Salaires et charges sociales	72,218,107	65,472,558
Congés et vacances	10,363,224	9,011,534
Indemnités pour accident du travail	8,077,931	8,087,680
Droits supplémentaires	7,470,296	6,598,924
Matières et fournitures	23,667,644	15,629,312
Matériel de réparation	8,102,346	7,984,430
Électricité	5,192,866	4,755,970
Subventions au lieu de taxes	2,559,939	2,562,694
Redevances	605,285	664,085
Location de matériel lourd	5,916,792	4,460,332
Autres charges	6,436,665	3,788,035
Charbon acheté et charbon capitalisé	11,823,656	5,923,298
Amortissement	30,490,800	30,926,059
Diminution (augmentation) des stocks de charbon	15,270,374	(4,421,650)
Total des charges d'exploitation	208,195,925	161,443,261
Excédent des charges d'exploitation sur les produits d'exploitation	26,467,445	1,582,877
Régime de retraite	14,412,457	13,090,238
Retraites anticipées	3,650,485	3,961,831
Indemnités pour accident du travail (note 1d)	3,600,000	3,683,000
Intérêts et autres produits	(703,734)	(1,181,948)
	(47,426,653)	(21,135,998)
Moins: amortissement non déductible dans le calcul des pertes d'exploitation minière (note 1c)	30,490,800	30,926,059
Gain (perte) net d'exploitation minière avant participation des employés aux bénéfices et postes extraordinaires	(16,935,853)	9,790,061
Participation des employés aux bénéfices		979,000
Gain (perte) net d'exploitation minière avant postes extraordinaires	(16,935,853)	8,811,061
Postes extraordinaires		18,844,024
Perte nette d'exploitation minière de l'exercice	(16,935,853)	(10,032,963)

DIVISION DES CHARBONNAGES

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1986	1985
	$	$
Liquidités affectées aux activités d'exploitation		
Perte nette d'exploitation minière	16,935,853	10,032,963
Augmentation (diminution) du fonds de roulement d'exploitation hors caisse*	(13,371,407)	1,054,630
	3,564,446	11,087,593
Liquidités provenant des activités de financement		
Versements par le Canada		
Au titre des pertes d'exploitation minière	16,935,853	10,032,963
Au titre des dépenses en immobilisations	93,662,972	86,924,793
Augmentation (diminution) des avances aux fins du fonds de roulement	(10,798,825)	2,073,956
	99,800,000	99,031,712
Liquidités provenant des activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	94,159,330	87,283,927
Produit de la vente d'immobilisations	(496,358)	(359,134)
Frais reportés de mise en valeur	(612,279)	612,279
	93,050,693	87,537,072
Augmentation des liquidités	3,184,861	407,047
Liquidités au début de l'exercice	7,130,333	6,723,286
Liquidités à la fin de l'exercice	10,315,194	7,130,333
Augmentation (diminution) du fonds de roulement d'exploitation hors caisse*		
Débiteurs	2,060,970	5,376,996
Stock de charbon	(15,270,374)	4,404,124
Stock de matières	1,069,866	(2,214,958)
Charges payées d'avance	(87,080)	(4,699)
Créditeurs	(6,860,611)	1,177,507
Salaires et indemnités de congé courus	741,154	(730,755)
Charges à payer	3,689,489	(6,440,600)
Retenues salariales	1,285,179	(512,985)
	(13,371,407)	1,054,630

DIVISION DES CHARBONNAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 MARS 1986

1. Principales conventions comptables

a) Financement

Le financement des pertes d'exploitation minière et des projets en immobilisations de la Société est assuré par des crédits votés par le Parlement du Canada.

b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

c) Immobilisations

Les immobilisations de la Société sont évaluées au prix coûtant et l'amortissement de ces immobilisations est calculé selon leur durée d'utilisation prévue. Le Conseil du Trésor du Canada a indiqué qu'aux fins de la détermination des crédits parlementaires, on ne doit pas tenir compte de l'amortissement dans le calcul des pertes d'exploitation minière. Pour arriver au montant en question, on a donc éliminé la provision pour amortissement.

d) Indemnités pour accident du travail

La Société de développement du Cap-Breton fait partie du même régime que celui des travailleurs de la Nouvelle-Écosse. Avant l'incendie qui s'est déclaré dans la mine de

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DES CHARBONNAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1986—*Fin*

charbon nº 26, les dépenses engagées au titre des indemnités pour accident du travail étaient imputées aux frais généraux de chaque unité d'exploitation selon une formule établie. La Société poursuit ce traitement comptable sauf dans le cas des dépenses fixes que la mine de charbon nº 26 aurait absorbées. Dans l'état des résultats, ce poste est indiqué à part et ne fait pas partie des charges d'exploitation.

2. Débiteurs

	1986	1985
	$	$
Fournisseurs	23,928,237	20,094,723
Autres—Créances		1,625,000
Employés	95,048	142,592
	24,023,285	21,862,315
Moins: provision pour créances douteuses	150,000	50,000
	23,873,285	21,812,315

3. Immobilisations

	1986	1985
	$	$
Mine Lingan	129,167,554	115,086,963
Mine Prince	91,690,525	83,164,693
Mine Donkin-Morien	72,437,092	64,429,327
Mine Phalen	68,045,257	15,723,359
Usine de préparation du charbon	60,464,896	54,004,882
Chemin de fer de Devco	67,139,009	66,631,294
Carbogel	2,719,620	2,095,296
Autres immobilisations	36,643,610	33,508,777
	528,307,563	434,644,591
Amortissement cumulé (note 1c)	167,722,742	137,231,942
	360,584,821	297,412,649

4. Engagements

a) Les engagements relatifs aux projets en immobilisations concernant l'exploitation minière en cours comprennent les montants suivants:

environ $29,770,000 pour le matériel minier souterrain;

environ $9,410,000 pour les autres installations.

b) En mai 1984, le gouvernement du Canada s'est engagé à mettre en valeur la mine Phalen. Le coût total de mise en valeur devrait s'élever à environ $181,600,000 dont un montant de $89,000,000 devrait être approuvé pour l'exercice 1986-87.

c) La Société a obtenu l'approbation du Gouvernement d'affecter une somme de $16,000,000 du budget des investissements pour l'exercice 1985-86 au parachèvement d'une deuxième galerie à la mine Donkin-Morien ce qui portera le total du budget approuvé à environ $80,000,000. Jusqu'à ce jour, la Société a engagé environ $8,000,000 de cette somme. Une fois cette galerie terminée, la Société évaluera la viabilité du projet global avant d'entreprendre d'autres travaux et tiendra compte des contreparties économiques, commerciales et stratégiques reliées aux coûts importants de mise en valeur souterraine de la mine.

d) La Société loue le General Mining Building qui abrite les bureaux de la Division des charbonnages. La durée du bail est de 20 ans, à partir de juin 1984 et comporte des versements d'environ $1,300,000 par année, au taux d'intérêt actuel de 12.5%. Les versements annuels exigibles en vertu de ce bail fluctuent selon les taux d'intérêt hypothécaires du bailleur.

5. Contrat de vente à long terme

La Société et Nova Scotia Power Corporation ont conclu un accord portant sur la livraison, à cette dernière, d'une partie considérable de la production de charbon de la Société. Cet accord expirera en 2011.

6. Régime de retraite

Une évaluation actuarielle du régime de retraite non contributif de la Société en date du 31 décembre 1982 a révelé l'existence d'une dette actuarielle non capitalisée de $59,800,000. Les comptes au 31 mars 1986 ne comprenaient aucune provision à l'égard de ce passif. Le montant annuel minimal requis pour services antérieurs et actuels, incluant les prestations de retraite, sera d'environ $9,400,000 par an de 1986 à 1988 et de $3,700,000 de 1989 à 1997.

Les prestations de retraite actuelles totalisent $9,600,000 et le solde sera financé par la Société chaque année.

7. Impôts sur le revenu

La Société réclamera des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard de ses dépenses admissibles engagées et de ses éléments d'actif admissibles achetés après le 19 avril 1983. Selon la Société, ces crédits se chiffreraient à environ $10,000,000. Ce montant n'a pas été comptabilisé dans les présents états financiers et sera comptabilisé à titre de diminution des dépenses ou des éléments d'actif correspondants une fois reçu.

8. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 1985 ont été redressés afin de respecter la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 MARS

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	1,476,368	1,116,403
Débiteurs et intérêts à recevoir	632,784	394,950
Sommes à recevoir de la province de la Nouvelle-Écosse		3,493
Sommes à recevoir du gouvernement du Canada	3,800,000	1,115,000
Stocks (note 2d)	207,773	407,712
Charges payées d'avance	19,806	25,902
	6,136,731	3,063,460
Prêts et placements		
Prêts	3,064,858	1,765,211
Placements	371,980	367,563
	3,436,838	2,132,774
Immobilisations (notes 2b et 3)	13,716,405	14,815,134
Autres éléments d'actif		
Frais reportés	899	899
	23,290,873	20,012,267

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs	652,321	356,812
CAPITAL SOCIAL		
Capital social du Canada	22,638,552	19,655,455
	23,290,873	20,012,267

Garanties (note 4)
Engagements (note 5)

Au nom du conseil:

Administrateur
TERESA MACNEIL

Administrateur
MENDEL CHERNIN

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ÉTAT CONSOLIDÉ DU CAPITAL SOCIAL
AU 31 MARS

	1986	1985
	$	$
Capital social au début de l'exercice	19,655,455	20,447,098
Versements du gouvernement du Canada au cours de l'exercice—Crédit 40 (note 1)	9,500,000	10,615,000
	29,155,455	31,062,098
Moins: charges d'exploitation nettes	6,516,903	11,406,643
Capital social à la fin de l'exercice	22,638,552	19,655,455

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1986	1985
	$	$
Frais de mise en valeur et charges d'exploitation		
Projets spéciaux de relance		2,470,000
Exploitation et aide industrielles	1,287,289	1,295,027
Exploitation touristique et subventions	1,683,209	1,291,602
Aide à la création de nouvelles entreprises	1,572,405	1,810,614
Élevage marin	247,031	1,345,937
Coûts des opérations immobilières	773,770	785,101
Planification et programmes communautaires	1,815,500	1,799,566
Autre production primaire	436,319	384,360
Programmes de bourses et de formation	29,736	51,856
Perte (gain) à l'aliénation d'immobilisations	(1,966)	103,630
	7,843,293	11,337,693
Frais d'administration		
Salaires	927,402	1,568,343
Frais de bureau et frais divers	312,578	344,987
Honoraires		
Exploitation	66,933	134,291
Contrat de gestion		80,820
Frais de déplacement	75,884	78,348
	1,382,797	2,206,789
Amortissements	1,535,613	1,643,361
Provision pour prêts et créances irrécouvrables	(199,805)	346,500
	1,335,808	1,989,861
Total des charges d'exploitation de l'exercice	10,561,898	15,534,343
Produits		
Exploitation touristique	1,134,258	1,205,861
Loyers—Opérations immobilières	1,304,552	1,242,284
Exploitation industrielle	546,970	609,186
Intérêts	749,573	618,284
Élevage marin	250,225	389,107
Autre production primaire	59,417	62,978
	4,044,995	4,127,700
Charges d'exploitation nettes	6,516,903	11,406,643

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1986	1985
	$	$
Liquidités provenant des activités de financement		
Versements d'Ottawa—Crédit 40	9,500,000	10,615,000
Diminution de la dette à long terme		26,599
	9,500,000	10,588,401
Liquidités affectées aux activités d'exploitation		
Charges d'exploitation nettes	(6,516,903)	(11,406,643)
Débits (crédits) n'entraînant pas de mouvements de trésorerie		
Amortissements	1,535,613	1,643,361
Remises de dettes	77,385	59,487
Perte (gain) à la vente d'immobilisations	(1,966)	103,630
Provision pour (recouvrement de) créances douteuses	(317,835)	85,004
	(5,223,706)	(9,515,161)
(Augmentation) diminution du fonds de roulement d'exploitation hors caisse*	(2,417,797)	92,017
Diminution des frais reportés		810
	(7,641,503)	(9,422,334)
Liquidités affectées aux activités d'investissement		
Remboursement du prêt	988,244	1,149,810
Prélèvement sur le prêt	(2,047,441)	(1,313,998)
Achat d'immobilisations	(815,638)	(1,407,189)
Produit de la vente d'immobilisations	380,720	524,831
Achat de placements	(4,417)	(345,000)
	(1,498,532)	(1,391,546)
Augmentation (diminution) des liquidités	359,965	(225,479)
Liquidités au début de l'exercice	1,116,403	1,341,882
Liquidités à la fin de l'exercice	1,476,368	1,116,403
(Augmentation) diminution du fonds de roulement hors caisse*		
Débiteurs	(2,919,341)	87,318
Stocks	199,939	416,689
Charges payées d'avance	6,096	1,652
Créditeurs	295,509	(413,642)
	(2,417,797)	92,017

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 MARS 1986

1. Politique générale

La Division du développement industriel vise à favoriser l'expansion et à contribuer à son financement en vue de fournir de l'emploi aux gens de l'île du Cap-Breton. La Société atteint ces objectifs par l'octroi de prêts et par l'investissement de fonds souvent supérieurs aux montants que pourraient fournir les sources commerciales ordinaires. De plus, la Société offre des subventions aux entreprises qu'elle juge capables de fournir un apport important au développement de l'île du Cap-Breton.

La Division du développement industriel est financée au moyen de crédits votés par le Parlement du Canada. C'est ainsi que le Parlement a voté des crédits de $9,500,000 au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1986.

2. Principales conventions comptables

a) i) Consolidation

Les états financiers de la Division du développement industriel comprennent les résultats de la Division et de toutes ses filiales, comme il est expliqué ci-dessous:

	Participation de la Société	Fin d'exercice
Darr (Cape Breton) Limited (immobilier)	100%	31 décembre
Cape Breton Marine Farming Limited (inactive)	100%	31 mars
Whale Cove Summer Village Limited (logements touristiques)	62.5%	31 mars
Dundee Estates Limited (logements touristiques)	100%	31 mars

ii) Comme les états financiers de Whale Cove Summer Village Limited font état d'une situation déficitaire au 31 mars 1986 et que la part des actionnaires minoritaires dans les pertes subies jusqu'à maintenant a été imputée au total du capital investi par les actionnaires minoritaires, les pertes de cette société sont comprises dans la perte nette consolidée. Par conséquent, la part des actionnaires minoritaires dans cette filiale ne paraît pas au bilan.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Le prix coûtant et l'amortissement correspondant des biens aliénés sont radiés des livres et les gains ou les pertes qui découlent de ces opérations sont inclus dans l'état consolidé des résultats. L'amortissement est calculé suivant la méthode de l'amortissement linéaire à des taux fondés sur la durée d'utilisation probable des biens qui s'établit généralement ainsi:

Bâtiments	jusqu'à 20 ans
Matériel	de 4 à 10 ans
Véhicules	de 3 à 4 ans

c) Convention comptable de certaines filiales

Des notes des états financiers de Dundee Estates Limited indiquent que les états de cette société ont été dressés selon la convention de la permanence de l'entreprise, laquelle dépend de l'appui financier continu de la Société de développement du Cap-Breton.

d) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant, déterminé suivant la méthode de l'épuisement successif, ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 MARS 1986—*Fin*

3. Immobilisations

	1986	1985
	$	$
Installations en location	6,236,487	6,175,752
Installations touristiques	8,503,872	8,548,716
Installations de l'industrie primaire	1,730,627	1,751,112
Installations de l'industrie secondaire	7,215,937	6,869,996
	23,686,923	23,345,576
Moins: amortissement cumulé	9,970,518	8,530,442
	13,716,405	14,815,134

Chacune des quatre catégories d'immobilisations figurant ci-dessus comprend des terrains, des bâtiments et du matériel.

4. Garanties

Au cours de l'exercice 1976, la Société a garanti le remboursement par Sydney Steel Corporation de $70,000,000 en débentures 11¼% série D de cette société ainsi que le paiement de l'intérêt sur ces débentures. Sydney Steel Corporation avait emprunté ces fonds dans le but de financer le programme de remise en état de son usine. Le solde des débentures en cours a été réduit depuis lors à $41,860,000.

La Société a garanti en 1971 le remboursement d'avances bancaires consenties à Stora Kopparbergs Bergslags Aktiebolag. Cette garantie se chiffrait initialement à $30,000,000. Le solde des avances a été réduit depuis lors à $9,298,000 dont $14,000 US.

La Société a consenti ces garanties pour Sa Majesté la Reine du chef du Canada et en son nom, et toutes les sommes devant être versées devront provenir du Fonds du revenu consolidé du Canada et non pas des fonds de la Société de développement du Cap-Breton.

5. Engagements

a) Au 31 mars 1986, les engagements de la Division du développement industriel de la Société au chapitre des dépenses et des prêts totalisaient environ $8,900,000 en sus des montants portés aux états financiers à cette date.

b) En outre, Darr (Cape Breton) Limited, filiale en propriété exclusive, a conclu une entente avec Commonwealth Holiday Inns of Canada Limited en vertu de laquelle Darr (Cape Breton) Limited a convenu de financer un programme d'investissement de $5,500,000 qui satisfera à des exigences en matière d'expansion, d'améliorations et de permis. Une fois ce programme achevé, une nouvelle entente de gestion entrera en vigueur. Darr (Cape Breton) Limited a l'intention de financer ce projet par financement externe.

6. Entreprise Cap-Breton

Vers la fin de l'exercice, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a annoncé la formation d'Entreprise Cap-Breton, nouvel organisme chargé d'encourager le développement industriel sur l'île du Cap-Breton. L'ampleur et la nature de l'exploitation de la Division du développement industriel en seront profondément modifiées.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

Nous avons vérifié le bilan et l'état du capital social de la Division des charbonnages et de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton au 31 mars 1985 ainsi que les états connexes des résultats et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

Les états financiers de la Division du développement industriel et de ses filiales ont été consolidés. Comme l'exige la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, les états financiers de la Division des charbonnages et de la Division du développement industriel sont présentés séparément.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Division des charbonnages et de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de leur exploitation et l'évolution de leur situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

En outre, à notre avis, les opérations de la Société portées à notre connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été conformes, à tous les égards, à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements ainsi qu'à la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton et aux règlements de la Société.

Touche Ross & Co.
Comptables agréés

Sydney, Canada
le 21 mai 1985

DIVISION DES CHARBONNAGES

BILAN AU 31 MARS

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
	$	$		$	$
À court terme			À court terme		
Encaisse	7,130,333	6,723,286	Comptes fournisseurs	13,559,037	14,736,544
Débiteurs (note 2)	21,812,315	16,435,319	Salaires et indemnités de congé courus	13,343,949	12,613,194
Stocks au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants			Frais courus	16,420,600	9,980,000
			Retenues salariales	4,853,461	4,340,476
			Avances—Gouvernement du Canada	13,442,244	11,368,288
Charbon	38,089,217	33,685,093		61,619,291	53,038,502
Matières et fournitures d'exploitation	11,875,851	14,090,809			
Charges payées d'avance	131,367	136,066			
	79,039,083	71,070,573	CAPITAL SOCIAL		
Frais reportés de mise en valeur (note 1d)	612,279				
Immobilisations (notes 3 et 7)	297,412,649	267,643,815	Capital social du Canada d'après l'état ci-joint	315,444,720	285,675,886
	377,064,011	338,714,388		377,064,011	338,714,388

Engagements (note 4)

Au nom du Conseil:

Administrateur
TERESA MacNEIL

Administrateur
D. C. RANCE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DES CHARBONNAGES

ÉTAT DU CAPITAL SOCIAL DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	285,675,886	268,444,138
Ajouter: versements par le Canada au titre des pertes d'exploitation minière—Crédit 35 (note 1a)	10,032,963	83,325,270
versements par le Canada au titre des dépenses en immobilisations—Crédits 40, 40b (note 1a)	86,924,793	16,098,442
	382,633,642	367,867,850
Déduire: pertes d'exploitation minière	10,032,963	49,622,754
amortissement des immobilisations (note 1c)	30,926,059	32,569,210
radiation d'immobilisations à la suite de la fermeture de la mine de charbon nº 26 (note 7)	26,229,900	
	67,188,922	82,191,964
Solde à la fin de l'exercice	315,444,720	285,675,886

DIVISION DES CHARBONNAGES

ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1985	1984
	$	$
Produits		
Ventes de charbon	165,120,674	144,317,578
Moins: frais de vente extérieurs	8,365,150	7,701,107
	156,755,524	136,616,471
Produits extérieurs du chemin de fer	3,104,860	2,578,511
Produits d'exploitation	159,860,384	139,194,982
Charges d'exploitation		
Salaires	65,472,558	91,476,184
Congés et vacances	8,211,534	12,588,000
Indemnités pour accident du travail	8,087,680	14,356,000
Droits supplémentaires	7,398,924	9,344,484
Matières et fournitures	16,366,821	22,207,328
Matériel de réparation	7,984,430	12,025,613
Électricité	4,755,970	7,336,384
Subventions à la place de taxes	2,562,694	3,012,188
Redevances	664,085	770,798
Location de matériel lourd	3,722,823	3,561,618
Autres charges	3,788,035	3,325,426
Achat de charbon	5,923,298	5,689,791
Amortissement	30,926,059	32,569,210
(Augmentation) des stocks de charbon	(4,421,650)	(12,167,132)
Total des charges d'exploitation	161,443,261	206,095,892
Excédent des charges d'exploitation sur les produits d'exploitation	1,582,877	66,900,910
Régime de retraite	13,090,238	11,956,677
Retraites anticipées	3,961,831	4,338,827
Indemnités pour accident du travail (note 1e)	3,683,000	
Intérêts et autres produits	(1,181,948)	(1,004,450)
	(21,135,998)	(82,191,964)
Moins: amortissement non déductible dans le calcul des pertes d'exploitation minière (note 1c)	30,926,059	32,569,210
Gain (perte) d'exploitation minière avant participation des employés aux bénéfices et postes extraordinaires	9,790,061	(49,622,754)
Participation des employés aux bénéfices	979,000	
Gain (perte) d'exploitation minière avant postes extraordinaires	8,811,061	(49,622,754)
Postes extraordinaires (note 7)	18,844,024	
Perte nette d'exploitation minière de l'exercice	(10,032,963)	(49,622,754)

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DES CHARBONNAGES

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Versements par le Canada		
Au titre des pertes d'exploitation minière—Crédit 35 (note 1a))	10,032,963	83,325,270
Au titre des dépenses en immobilisations—Crédits 40, 40b (note 1a))	86,924,793	16,098,442
Produit de l'aliénation d'immobilisations	359,134	209,336
	97,316,890	99,633,048
Affectation des fonds		
Perte nette d'exploitation minière	10,032,963	49,622,754
Frais reportés de mise en valeur	612,279	
Dépenses en immobilisations	87,283,927	61,939,375
	97,929,169	111,562,129
Diminution du fonds de roulement	612,279	11,929,081
Fonds de roulement au début de l'exercice	18,032,071	29,961,152
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	17,419,792	18,032,071

DIVISION DES CHARBONNAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1985

1. **Principales conventions comptables**

   a) **Financement**

   Le financement des pertes d'exploitation minière et des projets en immobilisations de la Société est assuré par des crédits votés par le Parlement du Canada.

   b) **Stocks**

   Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

   c) **Immobilisations**

   Les immobilisations de la Société sont évaluées au prix coûtant et l'amortissement de ces immobilisations est calculé selon leur durée d'utilisation prévue. Le Conseil du Trésor du Canada a indiqué qu'aux fins de la détermination des crédits parlementaires, on ne doit pas tenir compte de l'amortissement dans le calcul des pertes d'exploitation minière. Pour arriver au montant en question, on a donc éliminé la provision pour amortissement.

   d) **Frais reportés de mise en valeur**

   Certains des travaux de mise en valeur de la Société seront comptabilisés comme des charges d'exploitation au cours des périodes où commencera la production du charbon découlant de ces travaux.

   e) **Indemnités pour accident du travail**

   La Société de développement du Cap-Breton fait partie du même régime que celui des travailleurs de la Nouvelle-Écosse. Avant l'incendie qui s'est déclaré dans la mine de charbon n° 26, les dépenses engagées au titre des indemnités pour accident du travail étaient allouées aux frais généraux de chaque unité d'exploitation selon une formule établie. La Société poursuit ce traitement comptable sauf dans le cas des dépenses que la mine de charbon n° 26 aurait absorbées. Dans l'état des résultats, ce poste est indiqué à part à titre de dépenses non opérationnelles.

2. **Débiteurs**

	1985	1984
	$	$
Fournisseurs	20,094,723	16,397,313
Autres—Créances	1,625,000	
Employés	142,592	101,747
	21,862,315	16,499,060
Moins: provision pour créances douteuses	50,000	63,741
	21,812,315	16,435,319

3. **Immobilisations**

	1985	1984
	$	$
Mine Lingan Harbour	115,086,963	100,860,448
Mine n° 26		63,147,916
Mine Prince	83,164,693	71,513,155
Mine Donkin-Morien	64,429,327	49,497,170
Mine Lingan-Phalen	15,723,359	
Usine de préparation du charbon	54,004,882	45,659,934
Chemin de fer de Devco	66,631,294	54,222,462
Autres immobilisations	35,604,073	29,149,821
	434,644,591	414,050,906
Amortissement cumulé (note 1)	137,231,942	146,407,091
	297,412,649	267,643,815

4. **Engagements**

   a) Les engagements relatifs aux projets en immobilisations concernant l'exploitation minière en cours comprennent les montants suivants:
   environ $850,000 pour le matériel minier souterrain;
   environ $4,000,000 pour les autres installations.

   b) En mai 1984, le gouvernement du Canada s'est engagé à mettre en valeur la mine Lingan-Phalen. Le coût total de mise en valeur devrait s'élever à environ $183,600,000 dont un montant de $71,000,000 a été approuvé pour l'exercice 1985-86.

   c) Au cours de l'exercice, la Société a terminé la phase II modifiée (parachèvement de la première galerie) de la mine Donkin-Morien en engageant un capital inférieur à celui que le gouvernement du Canada avait déjà approuvé.

   La Société prévoit obtenir l'approbation du Gouvernement afin d'affecter une somme de $16,000,000 du budget des investissements pour l'exercice 1985-86 au parachèvement d'une deuxième galerie. Une fois cette galerie terminée, la Société évaluera la viabilité du projet global avant d'entreprendre d'autres travaux et tiendra compte des contreparties économiques, commerciales et stratégiques au titre des coûts importants engagés dans la mise en valeur souterraine de la mine.

   d) La Société loue le General Mining Building qui abrite les bureaux de la Division des charbonnages. La durée du bail est de 20 ans, à partir de juin 1984 et comporte des versements d'environ $1,300,000 par année, au taux d'intérêt actuel de 12,5 %. Les versements annuels exigibles en vertu de ce bail fluctuent selon les taux d'intérêt hypothécaires du bailleur.

5. **Contrat de ventes à long terme**

   La Société et Nova Scotia Power Corporation ont conclu un accord portant sur la livraison, à cette dernière, d'une partie considérable de la production de charbon de la Société. Cet accord expirera en l'an 2011.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DES CHARBONNAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1985—*Fin*

6. Régime de retraite

Une évaluation actuarielle du régime de retraite non contributif de la Société en date du 31 décembre 1982 a révélé l'existence d'une dette actuarielle non capitalisée de $59,800,000. Les comptes au 31 mars 1985 ne comprenaient aucune provision à l'égard de ce passif. Le montant annuel minimal requis pour services antérieurs et actuels, incluant les prestations de retraite, sera d'environ $9,400,000 par an de 1985 à 1988 et de $3,700,000 de 1989 à 1997.

Les prestations de retraite actuelles totalisent environ $9,100,000 et le solde sera financé par la Société chaque année.

7. Postes extraordinaires

Les postes extraordinaires consistent en pertes subies à la suite de l'incendie à la mine de charbon n° 26, à Glace Bay, en Nouvelle-Écosse, et d'un gain réalisé sur le règlement d'une créance réclamée à un entrepreneur relativement à la construction des usines de préparation du charbon de Victoria Junction. Les frais relatifs au projet de reconstruction de la mine de charbon 1B engagés à la suite de la fermeture de la mine de charbon n° 26 sont compris dans ces pertes. Après le 31 mars 1985, la Société s'est rendu compte que le projet de la mine de charbon 1B ne pourrait être mené à bien du point de vue économique et l'a donc abandonné.

Ces postes extraordinaires comprennent:

	$
Perte résultant de la fermeture de la mine de charbon n° 26	
Radiation des immobilisations, y compris les éléments d'actif qui se trouvent à l'extérieur de la mine et les dépenses en immobilisations de la mine de charbon 1B	26,229,900
Désuétude du stock entreposé	2,191,000
Dépenses engagées afin de maîtriser l'incendie, de rendre la mine étanche et autres dépenses	13,765,024
Indemnités versées aux travailleurs en vertu du contrat de travail	4,513,000
Total de la perte	46,698,924
Déduire: radiation des immobilisations non déductibles dans le calcul des pertes d'exploitation minière	26,229,900
	20,469,024
Gain sur le règlement de la créance exigée de l'entrepreneur	
La créance exigible de l'entrepreneur à l'égard de la construction de l'usine de préparation du charbon de Victoria Junction a été réglée	1,625,000
	18,844,024

8. Impôts sur le revenu

La Société peut demander le remboursement de 20 % des crédits d'impôt à l'investissement relatifs aux dépenses admissibles engagées et aux éléments d'actif admissibles achetés après le 19 avril 1983. Selon la Société, ce remboursement se chiffrerait à environ $3,500,000. Ce montant n'a pas été comptabilisé dans les présents états financiers et sera comptabilisé à titre de diminution des dépenses ou des éléments d'actif correspondants une fois qu'il aura été reçu.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 MARS

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	1,116,403	1,341,882
Débiteurs et intérêts à recevoir	394,950	615,463
Sommes à recevoir de la province de la Nouvelle-Écosse	3,493	15,298
Sommes à recevoir du gouvernement du Canada	1,115,000	970,000
Stocks (note 2d)	407,712	824,401
Charges payées d'avance	25,902	27,554
	3,063,460	3,794,598
Prêts et placements		
Prêts	1,765,211	1,771,555
Placements	367,563	22,563
	2,132,774	1,794,118
Immobilisations (notes 2b et 3)	14,815,134	15,653,726
Autres éléments d'actif		
Frais reportés	899	1,709
	20,012,267	21,244,151

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs	356,812	770,454
Dette à long terme		26,599
CAPITAL SOCIAL		
Capital social (note 1)	19,655,455	20,447,098
	20,012,267	21,244,151

Garanties (note 4)
Engagements (note 5)

Au nom du Conseil:

Administrateur
TERESA MacNEIL

Administrateur
D. C. RANCE

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ÉTAT CONSOLIDÉ DU CAPITAL SOCIAL DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1985	1984
	$	$
Capital social au début de l'exercice	20,447,098	21,550,455
Versements du gouvernement du Canada au cours de l'exercice—Crédit 45 (note 1)	10,615,000	10,770,000
	31,062,098	32,320,455
Moins: charges d'exploitation nettes	11,406,643	11,873,357
Capital social à la fin de l'exercice	19,655,455	20,447,098

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1985	1984
	$	$
Frais de mise en valeur et charges d'exploitation		
Projets spéciaux de relance	2,470,000	3,430,000
Exploitation et aide industrielles	1,295,027	1,[illegible]4,604
Exploitation touristique et subventions	1,291,602	1,535,886
Aide à la création de nouvelles entreprises	1,810,614	1,284,363
Élevage marin	1,345,937	1,133,647
Coûts des opérations immobilières	785,101	763,018
Planification et projets communautaires	1,799,566	747,729
Autre production primaire	384,360	244,170
Programmes de bourses et de formation	51,856	96,960
Perte à l'aliénation d'immobilisations	103,630	176,148*
	11,337,693	11,186,525
Frais d'administration		
Salaires	1,568,343	1,661,566
Frais de bureau et frais divers	344,987	482,715
Honoraires —Exploitation	134,291	92,297
—Contrat de gestion	80,820	
Frais de déplacement	78,348	139,949
	2,206,789	2,376,527
Amortissement	1,643,361	1,467,057
Provision pour prêts et créances irrécouvrables	346,500	1,085,607
	1,989,861	2,552,664
Total des charges d'exploitation de l'exercice	15,534,343	16,115,716
Produits		
Exploitation touristique	1,205,861	1,239,212
Loyers—Opérations immobilières	1,242,284	1,124,689
Exploitation industrielle	609,186	803,252
Intérêts	618,284	646,324*
Élevage marin	389,107	386,440
Autre production primaire	62,978	42,442
	4,127,700	4,242,359
Charges d'exploitation nettes	11,406,643	11,873,357

*Chiffres redressés

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1985	1984
	$	$
Provenance des fonds		
Versements du gouvernement du Canada—Crédit 45	10,615,000	10,770,000
Remboursement et réduction des prêts	1,149,810	608,311
Produit de la vente d'immobilisations	524,831	168,907
	12,289,641	11,547,218
Affectation des fonds		
Charges d'exploitation nettes	11,406,643	11,873,357
Moins: postes n'exigeant pas de sortie de fonds		
amortissement	1,643,361	1,467,057
provision pour prêts et placements douteux	85,004	735,985
partie des prêts devenue subvention	59,487	82,886
perte à la vente d'immobilisations	103,630	176,148
diminution des frais reportés	810	1,589
	9,514,351	9,409,692
Prêts	1,313,998	743,449
Achat d'immobilisations		
Installations en location	175,613	89,661
Installations touristiques	279,924	1,105,953
Installations de l'industrie primaire	87,234	324,681
Installations de l'industrie secondaire	864,418	680,763
Achat de placements	345,000	18,000
Diminution de la dette à long terme	26,599	231
	12,607,137	12,372,430
Diminution du fonds de roulement	(317,496)	(825,212)
Fonds de roulement au début de l'exercice	3,024,144	3,849,356
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	2,706,648	3,024,144

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 MARS 1985

1. **Politique générale**

Les objectifs de la Division du développement industriel consistent à favoriser l'expansion de l'industrie et à contribuer à son financement en vue de fournir de l'emploi aux gens de l'île du Cap-Breton. La Société atteint ces objectifs par l'octroi de prêts et par l'investissement de fonds souvent supérieurs aux montants que pourraient fournir les sources commerciales ordinaires. De plus, la Société offre des subventions aux entreprises qu'elle juge capables de fournir un apport considérable au développement de l'île du Cap-Breton.

La Division du développement industriel est financée au moyen de crédits votés par le Parlement du Canada. C'est ainsi que le Parlement a voté des crédits de $10,615,000 au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1985.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Fin*

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 31 MARS 1985—*Fin*

2. Principales conventions comptables

a) i) Consolidation

Les états financiers de la Division du développement industriel comprennent les résultats de la Division et de toutes ses filiales, comme il est expliqué ci-dessous:

	Participation de la Société	Fin d'exercice
Darr (Cape Breton) Limited (immobilier)	100 %	31 décembre
Cape Breton Marine Farming Limited (élevage du poisson et des huîtres)	100 %	31 mars
Whale Cove Summer Village Limited (logements touristiques)	62,5 %	31 mars
Dundee Estates Limited (logements touristiques)	100 %	31 mars

ii) Au cours de l'exercice, Cape Breton Marine Farming Limited a mis fin à ses activités. La perte d'exploitation totalisant $820,759 et la perte de $242,870 sur la valeur de transfert de ses immobilisations à la Société sont incluses dans les états financiers consolidés.

iii) Au cours de l'exercice, la Société a aliéné ses biens détenus dans Cape Breton Woolen Mills Limited et a radié sa participation de 53,3% ainsi que les avances et les prêts totalisant $855,752. Étant donné que la Société avait comptabilisé lors de la consolidation, au cours des exercices antérieurs, des pertes de l'ordre de $539,278, la perte de l'exercice courant à l'aliénation qui est reflétée dans ces états financiers s'élève à $380,991, déduction faite du recouvrement des avances de $64,517.

iv) Comme les états financiers de Whale Cove Summer Village Limited font état d'une situation déficitaire au 31 mars 1985 et que la part des actionnaires minoritaires dans les pertes subies jusqu'à maintenant a été imputée au total du capital investi par les actionnaires minoritaires, les pertes de cette société sont comprises dans la perte nette consolidée. Par conséquent, la part des actionnaires minoritaires dans cette filiale ne paraît pas au bilan.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Le prix coûtant et l'amortissement correspondant des biens aliénés sont radiés des livres et les gains ou les pertes qui découlent de ces opérations sont inclus dans l'état consolidé des résultats. L'amortissement est calculé suivant la méthode de l'amortissement linéaire à des taux fondés sur la durée d'utilisation probable des biens qui s'établit généralement ainsi:

Bâtiments	jusqu'à 20 ans
Matériel	de 4 à 10 ans
Véhicules	de 3 à 4 ans

c) Convention comptable de certaines filiales

Une note dans les états financiers de Dundee Estates Limited indique que les états de cette société ont été dressés selon la convention de la permanence de l'entreprise, laquelle dépend de l'appui financier continu de la Société de développement du Cap-Breton.

d) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant suivant la méthode de l'épuisement successif ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

3. Immobilisations

	1985	1984
	$	$
Installations en location	6,175,752	6,021,589
Installations touristiques	8,548,716	8,301,117
Installations de l'industrie primaire	1,751,112	3,291,509
Installations de l'industrie secondaire	6,869,996	6,540,194
	23,345,576	24,154,409
Moins: amortissement cumulé	8,530,442	8,500,683
	14,815,134	15,653,726

Chacune des quatre catégories d'immobilisations figurant ci-dessus comprend des terrains, des bâtiments et du matériel.

4. Garanties

Au cours de l'exercice 1976, la Société a garanti le remboursement par Sydney Steel Corporation de $70,000,000 en débentures 11¼% série D de cette société ainsi que le paiement de l'intérêt sur ces débentures. Sydney Steel Corporation avait emprunté ces fonds dans le but de financer le programme de remise en état de son usine. Le solde des débentures en cours a été réduit depuis lors à $45,710,000.

La Société a garanti en 1971 le remboursement d'avances bancaires consenties à Stora Kopparbergs Bergslags Aktiebolag. Cette garantie se chiffrait initialement à $30,000,000. Le solde des avances a été réduit depuis lors à $10,500,000, dont $500,000 US.

La Société a consenti ces garanties pour Sa Majesté la Reine du chef du Canada et en son nom, et toutes les sommes devant être versées devront provenir du Fonds du revenu consolidé du Canada et non pas des fonds de la Société de développement du Cap-Breton.

5. Engagements

Au 31 mars 1985, les engagements de la Division du développement industriel de la Société au chapitre des dépenses et des prêts totalisaient environ $2,523,950 pour les montants portés aux états financiers à cette date; de ce montant, $1,073,950 sont destinés aux projets habituels et $1,450,000 aux projets spéciaux, soit les jeux d'hiver 1987 du Canada et le Sydney Centre 200.

6. Événements postérieurs au bilan

Après le 31 mars 1985, la Société a entrepris des négociations dans le but de vendre les installations touristiques Inverness Beach pour un montant approximatif de $200,000. La valeur comptable nette de ces éléments d'actif est de $553,539. La perte subie à l'aliénation de ces installations n'est donc pas comptabilisée dans les états financiers terminés le 31 mars 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

MANDAT

Aider les agriculteurs canadiens à établir et à mettre en valeur des entreprises agricoles viables, en leur fournissant des crédits à long terme et d'autres services financiers.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1959, en vertu de la *Loi sur le crédit agricole*, la société accorde des prêts aux agriculteurs pour l'achat de terres agricoles, pour l'amélioration permanente de leurs fermes, pour l'achat de bétail et de machinerie et pour le refinancement de leurs dettes. En vertu de la *Loi sur le crédit aux syndicats agricoles*, la société peut accorder des prêts à des groupes d'agriculteurs pour l'acquisition conjointe d'installations et d'équipement aratoires. Le prêt maximum dans le cas d'une ferme est de $400,000; pour un syndicat, il est de $100,000. Au 31 mars 1986, la société comptait 78,183 prêts en cours. La société dispose d'un personnel de 571 employés répartis entre le bureau de l'administration centrale, les 7 bureaux régionaux et les 100 bureaux de district et sous-bureaux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 2314 Succursale D 434, rue Queen Ottawa (Ontario) K1P 6J9
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1959; *Loi sur le crédit agricole*. Cette société a remplacé la Commission du prêt agricole canadien, fondée en 1929.
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Eiliv H. Anderson
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	5,015	4,940	4,901	4,300
Engagements envers le secteur privé	984	571	306	50
Engagements envers le Canada	3,896	4,110	4,310	3,955
Avoir du Canada	8	129	131	164
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire, net	(214)	(171)	378	394

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Le Conseil d'administration de la Société du crédit agricole a approuvé les présents états financiers, et la direction se porte garante de toute l'information contenue dans le présent rapport annuel. Certains chiffres qui figurent aux états financiers représentent des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, lesquels ont été appliqués de façon uniforme. Les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux contenus dans les états financiers.

La direction tient un système de contrôle interne qui offre un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité et à l'intégrité des états financiers et garantit que les opérations sont autorisées, que les biens sont protégés et que des registres appropriés sont tenus. La Société bénéficie d'un service de vérification interne qui effectue une vérification périodique des divers aspects de ses opérations. En outre, les vérificateurs internes et externes ont libre accès au comité de vérification du Conseil d'administration qui contrôle la façon dont la direction veille à la tenue de systèmes de contrôle adéquats et à la qualité des rapports financiers.

Les présents états financiers ont été vérifiés de façon autonome par le vérificateur de la Société, le Vérificateur général du Canada, et son rapport fait partie du présent rapport annuel.

le président-directeur général
Eiliv H. Anderson

le contrôleur et principal agent financier
William G. Mann, C.A.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE JOHN WISE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1986 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la Loi sur le crédit agricole, et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 12 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Encaisse et placements à court terme	112,348	
Débiteurs	192	92
Prêts (note 3)	5,018,898	4,992,728
Moins: provision pour pertes sur prêts (note 4)	190,400	105,400
	4,828,498	4,887,328
Biens-fonds	45,805	26,987
Immobilisations	1,983	1,738
Frais d'émission de la dette non amortis	26,210	24,084
	5,015,036	4,940,229

PASSIF	1986	1985
Dette bancaire		161
Créditeurs et frais courus	6,842	6,223
Billets à court terme	237,497	97,333
Provision pour prestations de cessation d'emploi	4,583	2,844
Emprunts (note 5)	4,758,415	4,704,563
	5,007,337	4,811,124
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 6)	218,333	218,333
Déficit	210,634	89,228
	7,699	129,105
	5,015,036	4,940,229

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil:

Le président-directeur général
EILIV H. ANDERSON

Le vice-président et chef de l'exploitation
PAUL BABEY

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus d'intérêt		
Prêts	509,497	514,410
Placements	11,098	12,851
	520,595	527,261
Frais d'intérêt		
Emprunts	452,978	466,670
Billets à court terme	21,727	13,312
	474,705	479,982
Revenu net d'intérêt	45,890	47,279
Provision pour pertes sur prêts	133,972	46,278
	(88,082)	1,001
Honoraires et autres revenus	1,637	907
	(86,445)	1,908
Frais d'administration		
Salaires et prestations aux employés	26,298	23,978
Voyages	2,494	2,183
Locaux	2,429	2,353
Autres	3,740	3,572
	34,961	32,086
Perte pour l'exercice	121,406	30,178
Déficit au début de l'exercice	89,228	59,050
Déficit à la fin de l'exercice	210,634	89,228

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Encaisse en provenance (utilisée à) des activités d'exploitation		
Perte pour l'année	(121,406)	(30,178)
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Provision pour pertes sur les prêts	133,972	46,278
Pertes sur les prêts à recevoir	(14,660)	(7,283)
Moins-value et pertes sur les biens-fonds	(34,312)	(20,245)
Augmentation de l'intérêt dû sur les prêts à recevoir	(70,159)	(45,754)
Changement net de l'intérêt couru	3,800	(32,458)
Autres éléments	2,008	(1,506)
	(100,757)	(91,146)
Prêts aux agriculteurs	(222,447)	(258,193)
Prêts à recevoir remboursés	256,286	235,247
Augmentation des biens-fonds	(18,818)	(12,686)
Autres éléments	5,073	4,571
Encaisse utilisée à des activités d'exploitation	(80,663)	(122,207)
Encaisse en provenance (utilisée à) des activités de financement		
Emprunts auprès du Canada	42,500	667,200
Emprunts remboursés au Canada	(256,868)	(867,025)
Emprunts sur les marchés de capitaux	273,459	167,543
Frais d'émission de la dette non amortis	(6,083)	(12,233)
Accroissement net des billets à court terme	140,164	97,333
Capital d'apport du Canada		28,400
Encaisse en provenance des activités de financement	193,172	81,218
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des placements à court terme	112,509	(40,989)
Encaisse et placements à court terme (créances bancaires) au début de l'exercice	(161)	40,828
Encaisse et placements à court terme (créances bancaires) à la fin de l'exercice	112,348	(161)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. La Société

La Société du crédit agricole a été constituée en vertu de la Loi sur le crédit agricole en 1959 afin de succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Elle est une société d'État mentionnée dans l'Annexe C, partie I de la Loi sur l'administration financière. Son objectif premier est d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles viables, en leur fournissant du crédit à long terme sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.

La Société administre également un programme de crédit autorisé sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. Cette loi a remplacé la Loi sur le crédit aux syndicats de machines agricoles qui avait été votée en 1964. L'objectif de la L.C.S.A. est de prêter aux agriculteurs qui se regroupent en syndicats, afin de partager le coût de l'achat et de l'utilisation de machines aratoires, de bâtiments de ferme et d'équipement fixe.

En vertu des dispositions de la Loi sur le crédit agricole, la Société est aussi appelée à appliquer certains programmes à la demande du gouvernement. C'est ainsi que la Société a consenti du crédit dans le cadre du Programme spécial d'aide financière à l'agriculture, un programme temporaire qui a pris fin en juin 1984 et qui avait été lancé afin de venir en aide aux agriculteurs en difficulté financière.

2. Principales conventions comptables

a) Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts a trait aux prêts à recevoir et représente les pertes que la Société prévoit subir sur les comptes impayés à la fin de l'exercice. Relativement à cette estimation, la Société reconnaît qu'il est impossible de prédire les conditions agricoles et économiques futures et que ces facteurs peuvent donc avoir un impact variable sur la possibilité de percevoir ces comptes.

Les pertes réelles sur les prêts ainsi que les dévaluations des biens-fonds acquis à leur valeur nette de réalisation sont imputées à la provision tandis que les pertes recouvrées y sont créditées. Le rajustement de la provision, au niveau approprié, est imputé aux résultats à titre de provision pour pertes sur prêts.

b) Constatation des revenus

Les revenus d'intérêt sont enregistrés selon la méthode de comptabilité d'exercice. L'intérêt n'est pas enregistré en tant que couru sur les prêts non performants, qu'on définit comme étant ceux dont le recouvrement est raisonnablement douteux et qui sont en instance de recouvrement.

Les honoraires reliés aux demandes de prêts sont inscrits aux revenus au moment de l'encaissement. Les honoraires d'évaluation, déduits à même les fonds de prêts, sont enregistrés lorsque les prêts sont déboursés. Les frais de mainlevée partielle sont enregistrés au moment où la mainlevée est accordée.

Les frais de service réalisés sur les prêts aux syndicats agricoles sont comptabilisés lorsque les prêts sont déboursés.

Les pénalités imputées aux paiements de prêts anticipés sont comptabilisées lorsque les paiements anticipés sont appliqués en réduction du principal du prêt.

Les frais liés aux prises en charge d'hypothèque, échanges de garantie et renouvellement des termes hypothécaires sont comptabilisés lors de la préparation des documents hypothécaires pertinents.

c) Biens-fonds

Les biens-fonds sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Il s'agit de propriétés agricoles acquises dans le cadre de l'administration des prêts impayés à recevoir et elles doivent être aliénées dans les cinq années qui

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Suite*

suivent leur acquisition ou au cours de toute période supplémentaire que peut prescrire le gouverneur en conseil.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'origine moins l'amortissement accumulé. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire pour la durée du bail plus une période de renouvellement. Le matériel et le logiciel informatiques sont amortis, selon la méthode linéaire, sur leur durée utile estimative. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode du solde dégressif aux taux annuels de 20% pour le mobilier et le matériel, et de 30% pour les automobiles.

e) Frais d'émission de la dette

Les escomptes et les frais liés à l'émission de titres sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'émission et le montant amorti est imputé aux frais d'intérêt sur les emprunts.

f) Conversion des devises étrangères

Les emprunts à payer en devises étrangères sont assortis d'accords de conversion de devises, et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus à ces accords. Les écarts entre les montants définitifs à rembourser aux taux contractuels et les montants perçus lors de l'émission de la dette à terme, sont assimilés à des coûts de financement, et sont donc imputés au poste de frais d'intérêt, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de chaque émission. La tranche non amortie de ces coûts est présentée au bilan au poste des frais d'émission de la dette non amortis. L'intérêt à payer en devises étrangères sur ces émissions est également assorti d'accords de conversion de devises et il est converti en dollars canadiens aux taux prévus à ces accords.

g) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société contribuent à part égale à ce régime. Les cotisations relatives aux services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice pendant lequel les services ont été rendus.

h) Prestations de cessation d'emploi

Au moment de leur cessation d'emploi, les employés de la Société peuvent recevoir des indemnités de départ en vertu de leurs modalités d'emploi. Le passif à l'égard de ces prestations est comptabilisé à mesure que les prestations s'accumulent aux employés.

i) Impôts sur le revenu

La Société comptabilise les impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôts, selon laquelle les impôts sur le revenu sont calculés sur tous les éléments compris à l'état des résultats indépendamment du moment où ces éléments seront envisagés du point de vue fiscal.

3. Prêts

	Échéances n'excédant pas	Taux d'intérêt annuel %	1986	1985
			(en milliers de dollars)	
Prêts aux agriculteurs, garantis par hypothèques	25 ans	5-7 ⅞	614,034	671,919
	26 ans	8-10 ⅞	1,825,680	1,898,708
	26 ans	11-12 ⅞	1,662,452	1,730,870
	27 ans	13-16 ¾	877,242	654,699
			4,979,408	4,956,196
Prêts aux syndicats agricoles, garantis par billets à ordre	15 ans	6 ¼-17 ½	9,012	11,512
Prêts à recevoir résultant de ventes de biens-fonds garantis par des contrats de vente ou des hypothèques	26 ans	5-15 ¾	30,478	25,020
			5,018,898	4,992,728

Les échéances selon l'exercice financier sont les suivantes:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
1986		502,998
1987	578,077	138,036
1988	139,920	148,228
1989	149,770	158,937
1990	160,017	170,538
1991	171,437	182,709
1992 à 2013	3,819,677	3,691,282
	5,018,898	4,992,728

Des intérêts courus de $254.0 millions (1985—$263.0 millions) et des arrérages de $247.9 millions (1985—$164.2 millions) sont compris dans les prêts au 31 mars 1986 et présentés comme venant à échéance au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1987. L'intérêt non comptabilisé sur les prêts non performants s'est élevé à $5.4 millions pour l'année.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des agriculteurs $106.3 millions (1985—$101.6 millions) en paiements anticipés de principal.

4. Provision pour pertes sur les prêts

La provision pour pertes sur les prêts au 31 mars 1986 tient compte de $20 millions que le gouvernement s'est engagé à verser pour réduire l'impact des pertes futures probables sur les prêts de la Société. Cet engagement a été pris par le gouvernement fédéral à l'intérieur du programme global d'aide financière à l'agriculture contenu dans le budget du 26 février 1986.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

5. Emprunts

	Échéances n'excédant pas	Taux d'intérêt annuel %	1986	1985
			(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du Canada, garantis par billets à ordre				
Loi sur le crédit agricole	11 ans	5-7 ⅞	625,951	731,478
	15 ans	8-10 ⅞	1,529,561	1,552,067
	16 ans	11-12 ⅞	1,730,977	1,815,966
			3,886,489	4,099,511
Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	8 ans	9 ¾-16 ½	9,172	10,518
			3,895,661	4,110,029
Emprunts sur les marchés de capitaux, garantis par billets à ordre				
Loi sur le crédit agricole	10 ans	8 ¾-12 ¼	735,312	461,575
Montant dû—«Accords de conversion de devises et d'intérêts»	10 ans	8 ¾-11	11,290	11,568
			4,642,263	4,583,172
Intérêts courus			116,152	121,391
			4,758,415	4,704,563

Les échéances selon l'exercice financier sont les suivantes:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
1986		318,260
1987	327,854	191,198
1988	211,885	187,996
1989	230,534	203,330
1990	861,462	830,469
1991	460,136	382,667
1992 à 2004	2,666,544	2,590,643
	4,758,415	4,704,563

Les intérêts courus au 31 mars 1986, soit $116.2 millions (1985—$121.4 millions) paraissent comme venant à échéance au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1987.

La Société a reçu l'autorisation générale du Conseil du Trésor du Canada d'emprunter jusqu'à concurrence de $601 millions sur les marchés de capitaux pendant l'exercice qui s'achève le 31 mars 1987. Elle doit cependant obtenir l'approbation particulière du Ministre des Finances pour chaque emprunt.

6. Capital d'apport

Le capital d'apport de la Société représente le montant reçu du Canada en vertu de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole. La limite statutaire actuelle de ce montant est de $225.0 millions (1985—$225.0 millions). Au cours de l'exercice, le Canada n'a versé à la Société aucun capital d'apport (1985—$28.4 millions).

7. Impôts sur le revenu

Au 31 mars 1986, la Société dispose de divers écarts temporels d'environ $186.0 millions, qui n'ont pas été comptabilisés dans les comptes et qui découlent principalement d'écarts entre la provision pour pertes sur prêts imputée aux résultats et le montant déduit pour fins fiscales conformément à l'article 33 de la Loi de l'impôt sur les revenus.

8. Limites d'emprunt

La Loi sur le crédit agricole limite le montant global du solde des emprunts non réglés de la Société, aux termes de la Loi, à vingt-cinq fois son capital. Au 31 mars 1986, le solde des emprunts non réglés en vertu de cette Loi, qui se composait de billets à court terme s'élevant à $237.5 millions et de prêts à payer s'élevant à $4,621.8 millions, représentait 22.26 fois le capital de $218.3 millions (1985—21.33 fois).

La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles limite les emprunts auprès du Canada, aux termes de la Loi, à vingt-cinq millions de dollars. Au 31 mars 1986, les emprunts de la Société auprès du Canada en vertu de cette Loi s'élevaient à $9.2 millions (1985—$10.5 millions).

9. Engagements envers les agriculteurs

Les prêts approuvés aux agriculteurs mais non déboursés au 31 mars 1986 s'élevaient à $44.3 millions (1985—$41.2 millions). La plupart portaient un taux d'intérêt de 11½% à 12½%. On prévoit que la plupart de ces prêts seront déboursés au cours du semestre se terminant le 30 septembre 1986 à même des fonds que la Société empruntera aux taux commerciaux en vigueur au moment de l'emprunt.

10. Contrats de location-exploitation

Les versements minimums futurs exigibles selon l'exercice financier, en vertu de contrats de location-exploitation comportant une durée initiale non résiliable de plus d'un an, se résument comme suit:

	(en milliers de dollars)
1987	1,575
1988	1,102
1989	754
1990	648
1991	510
1992 et après	1,803
	6,392

Ces baux prévoient généralement le paiement par la Société des impôts fonciers et des frais d'exploitation en sus des montants fixés au début du terme du bail.

11. Information sectorielle

Les activités de la Société se limitent à un seul secteur, soit l'octroi de prêts à long terme aux agriculteurs canadiens.

12. Événement postérieur—Programme de prêts basés sur les prix

Dans son budget du 26 février 1986, le gouvernement a demandé à la Société de mettre sur pied un programme de prêts de $700 millions (jusqu'à $300 millions en 1986-87 et $400 millions en 1987-88) lui permettant d'offrir des hypothèques basées sur les prix des denrées à ses clients actuels aux prises avec des difficultés financières et répondant aux critères d'admissibilité.

On estime que le programme de prêts basés sur les prix permettra de réduire le nombre de faillites parmi les clients de la Société puisqu'il mettra à leur disposition un instrument financier dont le principal et les paiements varieront en fonction de la capacité de paiement de l'entreprise agricole, qui est également variable à cause de la variation des prix des denrées.

13. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1985 ont été reclassifiés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1986.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Halifax ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Halifax a été créée le ler juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1985, 14.0 millions de tonnes, dont 2 millions de tonnes de marchandises conteneurisées, sont passées par ce port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Case postale 336 Ocean Terminal Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P6
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1[er] juin 1984; lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	David F. Bellefontaine
PRÉSIDENT	Raymond V. Beck
VÉRIFICATEUR	Doane, Raymond

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	**Sept mois* jusqu'au 31 décembre 1984**
À la fin de l'exercice		
Actif total	60.2	58.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	25.6	25.6
Avoir du Canada	23.9	22.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	(négl.)	0.6
— non budgétaire	néant	néant

* L'exploitation de la Société a commencé le 1[er] juin 1984.

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Halifax au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats et déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Doane Raymond

Halifax, Canada
le 7 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	228,147	238,978
Placements (note 3)	3,597,121	11,683,144
Débiteurs	1,753,353	2,315,218
À recevoir du gouvernement du Canada		238,502
Fournitures	84,491	85,416
	5,663,112	14,561,258
Placements (note 3)	33,090	32,985
Montants à recevoir	350,782	268,499
Immobilisations (note 4)	54,172,543	43,397,035
	60,219,527	58,259,777

PASSIF	1985	1984
	$	$
Passif à court terme		
Comptes à payer et frais courus	4,468,785	4,129,316
Subventions tenant lieu de taxes municipales	163,809	184,634
Revenus reportés	523,308	541,879
	5,155,902	4,855,829
Avantages sociaux courus	652,043	693,154
Emprunts du gouvernement du Canada (note 5)	30,556,933	30,556,933
	36,364,878	36,105,916
AVOIR		
Apport de capital	72,136,346	72,136,346
Déficit	(48,281,697)	(49,982,485)
	23,854,649	22,153,861
	60,219,527	58,259,777

Egagements (note 6)

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
RAYMOND V. BECK

Le directeur général
DAVID F. BELLEFONTAINE

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX—*Suite*

RÉSULTATS ET DÉFICIT DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985 (12 mois)	1984 (7 mois)
	$	$
Revenus d'exploitation	11,760,904	6,959,101
Frais d'exploitation et d'administration	8,224,153	5,129,113
Amortissement des immobilisations	1,519,654	906,107
Subventions tenant lieu de taxes municipales	941,595	524,400
	10,685,402	6,559,620
Bénéfice d'exploitation	1,075,502	399,481
Autres revenus	625,286	718,247
Bénéfice net	1,700,788	1,117,728
Déficit au début	(49,982,485)	(51,100,213)
Déficit à la fin	(48,281,697)	(49,982,485)

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985 (12 mois)	1984 (7 mois)
	$	$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	1,700,788	1,117,728
Amortissement des immobilisations	1,519,654	906,107
Autres	(51,772)	(54,811)
Diminution des éléments d'exploitation du fonds de roulement	1,101,367	3,845,753
Encaisse provenant de l'exploitation	4,270,037	5,814,777
Activités de financement		
Subventions de capital	(10,263)	600,408
Emprunts du gouvernement du Canada	2,650,000	
Emprunts du gouvernement du Canada remboursables à court terme	(2,650,000)	
Encaisse provenant (utilisée par) des activités de financement	(10,263)	600,408
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(12,288,251)	(4,825,739)
Autres	(68,377)	(13,200)
Encaisse utilisée par les activités d'investissement	(12,356,628)	(4,838,939)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements à court terme	(8,096,854)	1,576,246
Encaisse et placements à court terme au début	11,922,122	10,345,876
Encaisse et placements à court terme à la fin	3,825,268	11,922,122

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Conformément aux articles 6.1 et 6.2 de la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête en vue de l'établissement d'une société portuaire locale au port de Halifax a été approuvée et la Société du port de Halifax a été établie en date du 1er juin 1984.

   Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir ont été transférés des comptes de la Société canadienne des ports, port de Halifax à la Société du port de Halifax à leur valeur comptable.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements, qui sont des titres garantis et émis par le gouvernement du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur la durée résiduelle des placements.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût à l'exception des immobilisations transférées à la Société par le Canada, lesquelles sont présentées à la valeur constatée par expertise ou à la juste valeur marchande qui ont été déterminées lors du transfert. Les subventions reçues du Canada ou de tiers pour des projets d'investissement sont déduites du coût des immobilisations en cause.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour l'année complète, débutant dans l'exercice au cours duquel l'actif devient opérationnel, à des taux établis en fonction de la durée probable d'utilisation des immobilisations.

c) Régime de retraite

Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de la Société. Les contributions annuelles au régime sont imputées aux résultats de l'exercice.

d) Assurance

La Société canadienne des ports assume en grande partie tous les risques en cas d'incendie et autres sinistres, de même que les réclamations pour les accidents du travail. Tous frais résultant de ces risques seront imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

La dépense de subventions tenant lieu de taxes municipales est basée sur les évaluations municipales estimées, lesquelles sont ajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont payées après que les montants ont été vérifiés par la division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tout ajustement est imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

f) Avantages sociaux

La Société comptabilise annuellement une provision pour les indemnités de départ, les congés annuels et les congés dus en compensation du temps supplémentaire, qui sont payables aux employés dans les exercices subséquents, conformément aux conventions collectives ou aux politiques de la Société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

3. Placements

	1985		1984	
	Coût amorti	Valeur nominale	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$	$	$
À court terme	3,597,121	3,618,500	11,683,144	12,089,900
	Coût amorti	Valeur marchande	Coût amorti	Valeur marchande
À long terme	33,090	33,242	32,985	30,380

4. Immobilisations

	1985				1984
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	%	$	$	$	$
Terrain		18,024,654		18,024,654	18,024,654
Dragage	2.5-6.7	2,596,947	2,174,717	422,230	449,107
Installations d'amarrage	2.5-10	24,230,941	16,377,152	7,853,789	8,160,381
Bâtiments	2.5-10	18,691,154	11,463,401	7,227,753	6,131,417
Services publics	3.3-10	2,947,757	1,544,778	1,402,979	1,495,385
Routes et pavage	2.5-10	5,578,487	2,879,548	2,698,939	2,827,257
Matériel et outillage	5-100	8,931,084	7,376,761	1,554,323	1,562,296
Mobilier et équipement	20	610,493	258,786	351,707	167,335
Construction		14,636,169		14,636,169	4,579,203
		96,247,686	42,075,143	54,172,543	43,397,035

5. Emprunts du gouvernement du Canada

	1985	1984
	$	$
Emprunts sans intérêts ni modalités de remboursement	25,555,762	25,555,762
Intérêts courus sur emprunts	5,001,171	5,001,171
	30,556,933	30,556,933

Les emprunts du gouvernement du Canada ne sont pas garantis.

6. Engagements

La Société s'est engagée à affecter une somme de $981,225 à des projets d'investissement en date du 31 décembre 1985. Il est prévu que cette somme sera entièrement dépensée au cours de l'exercice 1986.

7. Événement subséquent

Le gouvernement du Canada a demandé des contributions en espèces de diverses sociétés de la Couronne. De cet exercice de recouvrement de fonds résulte une demande de contribution de $133,000,000 de la part du réseau portuaire canadien, lequel se compose de la Société canadienne des ports et de six sociétés de port locales. Cette contribution est payable comme suit: $83,000,000 avant le 31 mars 1986 et $50,000,000 avant le 30 juin 1986.

La part de la Société du port de Halifax du montant de $83,000,000 payable avant le 31 mars 1986 a été fixée à $1,920,000.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Montréal ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Montréal a été créée le 1er juillet 1983 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de ports locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le trafic du port de Montréal, le plus important port de la côte Est du Canada, est plus diversifié que celui des autres ports déjà administrés par la Société canadienne des ports. En 1985, 21.1 millions de tonnes de marchandises, dont 4.6 millions de tonnes de céréales et 4.4 millions de tonnes de marchandises conteneurisées, sont passées par le port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Édifice du Port de Montréal Aile no 1 Cité du Havre Montréal (Québec) H3C 3R5
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juillet 1983; lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Dominic J. Taddeo
PRÉSIDENT	Ronald Corey
VÉRIFICATEUR	Samson Bélair

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	**1984**	**6 mois, jusqu'au 31 déc. 1983**
À la fin de l'exercice			
Actif total	253.7	237.2	213.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada*	141.1	141.4	141.9
Avoir du Canada	(2.3)	(22.1)	(48.9)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant

* N'incluent pas des intérêts courus de 98.2 millions dus au Canada.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière de la Société du port de Montréal pour l'exercice clos le 31 décembre 1985 ainsi que son bilan à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement les résultats des opérations et l'évolution de la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 1985 ainsi que sa situation financière à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons de plus que, à notre avis, les opérations de la Société qui ont été portées à notre connaissance au cours de notre vérification ont été effectuées, à tous égards d'importance, en conformité avec la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la charte et les règlements administratifs de la Société et les instructions qui ont été données à la Société.

Comptables agréés
Samson Bélair

Montréal, Canada
le 19 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
À court terme		
Encaisse	298	644
Placements (note 4)	79,594	67,116
Débiteurs	10,003	9,469
Matériaux et fournitures	774	733
	90,669	77,962
À Long terme		
Placements (note 4)	39,041	38,984
Débiteurs	552	578
	39,593	39,562
Immobilisations (note 5)	123,433	119,626
	253,695	237,150

PASSIF	1985	1984
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 6)	9,022	9,277
Subventions tenant lieu de taxes municipales	2,851	5,496
	11,873	14,773
À long terme		
Avantages sociaux courus	5,207	5,277
Emprunts auprès du Canada (note 7)	238,869	239,208
	244,076	244,485
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	19,243	19,243
Déficit	(21,497)	(41,351)
	(2,254)	(22,108)
	253,695	237,150

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
RONALD COREY

Le directeur général
DOMINIC J. TADDEO

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Revenus de l'exploitation	54,729	57,325
Frais d'exploitation et d'administration	37,345	35,829
Amortissement	6,711	6,298
Subventions tenant lieu de taxes municipales	3,914	4,287
	47,970	46,414
Résultat net de l'exploitation	6,759	10,911
Revenus de placements	12,006	10,232
Frais d'intérêts	523	542
	11,483	9,690
Résultat net avant postes exceptionnel et extraordinaire	18,242	20,601
Ajustement de subventions tenant lieu de taxes municipales	1,612	
Résultat net avant poste extraordinaire	19,854	20,601
Gain net sur aliénation et dévaluation d'immobilisations		6,205
Résultat net de l'exercice	19,854	26,806

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Solde au début	41,351	68,157
Résultat net de l'exercice	19,854	26,806
Solde à la fin	21,497	41,351

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Activités d'exploitation		
Résultat net avant poste extraordinaire	19,854	20,601
Éléments sans incidence sur les liquidités		
Amortissement	6,711	6,298
Autres	(63)	592
	26,502	27,491
Liquidités utilisées suite à la variation d'autres éléments du fonds de roulement (note 3)	(3,475)	(2,606)
	23,027	24,885
Activités de financement		
Remboursement des emprunts auprès du Canada	(339)	(319)
Activités d'investissement		
Réalisation de placements à long terme		275
Acquisition de placements à long terme	(57)	
Réalisation des débiteurs à long terme	26	445
Réalisation d'immobilisations		13,244
Acquisition d'immobilisations	(10,525)	(23,705)
	(10,556)	(9,741)
Augmentations des liquidités de l'exercice	12,132	14,825
Liquidités au début	67,760	52,935
Liquidités à la fin	79,892	67,760
Liquidités		
Encaisse	298	644
Placements (bons du trésor)	79,594	67,116
	79,892	67,760

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985

1. Statut

La Société du port de Montréal (la Société) à été constituée par lettres patentes en vertu du paragraphe 6.2(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports le 1er juillet 1983.

En vertu de l'article 6.5 de la même Loi, lorsqu'une société de port locale est constituée à l'égard d'un port, les droits, engagements et dettes de la Société canadienne des ports, relativement à ce port, sont dévolus à la société de port locale et l'administration de tous les biens et ouvrages, dans les limites de ce port, administrés par la Société canadienne des ports est réputée avoir été transférée à la société de port locale, en l'occurrence la Société.

2. Principales conventions comptables

a) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'origine avec l'amortissement accumulé transféré de la Société canadienne des ports; les acquisitions subséquentes sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire dès que le bien devient opérationnel et ce, pour l'année entière, à des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

b) Régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Société en cette matière et sont imputées aux dépenses d'exploitation de l'exercice courant.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

c) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les subventions tenant lieu de taxes municipales sont établies selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Toute régularisation subséquente est enregistrée aux comptes de l'exercice pendant lequel le montant final est remis.

d) Avantages sociaux

Chaque année, la Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatif qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

3. Variations d'éléments du fonds de roulement

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Augmentation (diminution) des comptes débiteurs	534	(230)
Augmentation (diminution) des matériaux et fournitures	41	(64)
Diminution des comptes créditeurs et frais courus	255	1,856
Diminution des subventions tenant lieu de taxes municipales	2,645	1,044
	3,475	2,606

4. Placements

Les fonds sont investis dans des titres directs et garantis par le gouvernement du Canada. Les placements sont indiqués au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance. Au 31 décembre 1985, la valeur du marché des placements à court terme est équivalente à leur coût amorti, celle des placements à long terme est de $43,881,239 ($37,694,896 en 1984).

5. Immobilisations

	1985				1984
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	%	(en milliers de dollars)			
Terrains		18,060		18,060	17,967
Dragage	2.5	15,325	11,538	3,787	4,052
Installations d'amarrage	2.5	58,946	36,059	22,887	23,472
Immeubles	2.5	61,070	27,652	33,418	33,676
Services publics	5	12,782	6,001	6,781	6,466
Routes et revêtement	2.5-10	27,453	8,759	18,694	14,279
Machinerie et matériel	5-20	41,473	26,848	14,625	16,573
Mobilier et matériel de bureau	20	893	645	248	220
		236,002	117,502	118,500	116,705
Travaux de construction en cours		4,933		4,933	2,921
		240,935	117,502	123,433	119,626

6. Créditeurs et frais courus

Les comptes créditeurs et frais courus comprennent des revenus reportés au montant de $792,840 ($770,520 en 1984) ainsi que la tranche du passif à long terme échéant à moins d'un an au montant de $339,365 ($319,403 en 1984).

7. Emprunts auprès du Canada

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Emprunts, portant intérêt aux taux de 6.25% avec un remboursement annuel de capital et intérêts réunis de $842,561 et échéant en l'an 2000	8,051	8,370
Moins: tranche échéant à moins d'un an	339	319
	7,712	8,051
Emprunts, sans intérêt et dont la date d'échéance est indéfinie	132,995	132,995
Intérêts courus sur emprunts n'étant pas dus ni payables	98,162	98,162
	238,869	239,208

Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont de:

	$
1986	339,365
1987	360,576
1988	383,112
1989	407,056
1990	432,497

8. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $5,811,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès, garanties et de dommages supposément subis sur les propriétés de la Société et de diverses autres questions en litige et n'apparaissent pas dans les états financiers. Selon l'opinion de la Société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient entraîner aucun débours important.

9. Engagements

Les engagements contractuels estimés pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations sont d'environ $10,978,503

10. Opérations entre apparentés

Dans le cadre de ses opérations, la Société effectue des opérations avec des apparentés, à savoir le gouvernement du Canada et ses organismes ainsi que d'autres sociétés d'État.

La Société perçoit principalement auprès des apparentés des revenus d'entreposage de grain et de droits de manœuvre de chemin de fer. Les dépenses faites auprès des apparentés consistent surtout en frais d'administration.

11. Événement postérieur à la date du bilan

Certaines sociétés de la Couronne, à la demande du gouvernement du Canada, devront s'acquitter de contributions monétaires. Dans ce but, on a demandé au réseau portuaire canadien comprenant la Société canadienne des ports et les six (6) sociétés de port locales de contribuer une somme de $133,000,000, soit $83,000,000 le 31 mars 1986 et $50,000,000 le 30 juin 1986.

À son assemblée tenue le 19 février 1986, le Conseil d'administration de la Société du port de Montréal a adopté une résolution autorisant un déboursé de $33,018,000 au gouvernement du Canada, soit sa quote-part de la somme de $83,000,000 exigible le 31 mars 1986. Pour ce qui concerne le solde de la contribution totale de la Société du port de Montréal sur la somme de $50,000,000, le Conseil d'administration ne s'est pas encore prononcé là-dessus.

Au cours de l'exercice 1986, la décision sera prise d'imputer ces contributions au capital d'apport et/ou aux emprunts, sans intérêt, dont la date d'échance est indéterminée.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Prince Rupert ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant du Conseil des ports nationaux ou, avant le 24 février 1983, de la Société canadienne des ports.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Prince Rupert a été créée le 1er juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales indépendantes aux principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le port a récemment terminé l'aménagement d'un nouveau site à l'île Ridley. Un élévateur à grain moderne et très efficace et un terminal d'expédition du charbon (construit par des intérêts privés) sont entrés en service à ce nouveau site en 1984. En 1985, 10.1 millions de tonnes de marchandises, dont 7.2 millions de tonnes de charbon, sont passées par le port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	110, 3e avenue ouest Prince Rupert (Colombie-Britannique) V8J 1K8
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juin 1984; lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Poste vacant
PRÉSIDENT	A.T. Sheppard
VÉRIFICATEUR	Thorne Riddell

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	7 mois* jusqu'au 31 déc. 1984
À la fin de l'exercice		
Actif total	81.2	79.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada**	76.6	76.6
Avoir du Canada	(7.8)	(10.0)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	0.3	1.3
— non budgétaire	néant	néant

* L'exploitation de la Société a commencé le 1er juin 1984.

** Comprend un engagement conditionnel de 49.5 millions de dollars.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Prince Rupert au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats et déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et à comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de la période précédente.

En outre, à notre avis, les opérations de la Société sur lesquelles nous nous sommes penchés au cours de notre vérification des états financiers étaient, à tous égards d'importance, en conformité avec la Loi sur l'administration financière et les règlements, la Loi sur la Société canadienne des ports ainsi qu'avec les lettres patentes et les statuts de la Société.

Comptables agréés
Thorne Riddell

Vancouver, Canada
le 6 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	87,341	61,970
Investissements (note 3)	7,202,309	5,840,910
Débiteurs	630,199	611,315
Somme à recevoir du Canada		82,839
Matières et fournitures	88,092	73,470
	8,007,941	6,670,504
Immobilisations (note 4)	73,214,955	72,919,342
	81,222,896	79,589,846

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	382,346	616,615
Somme à payer au Canada	249,190	
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	495,821	963,822
Produits reportés	229,263	343,941
	1,356,620	1,924,378
Dette à long terme		
Prêts du Canada (note 5)	38,110,991	38,110,991
Apport du Canada, à rembourser (note 6)	49,511,864	49,511,928
	87,622,855	87,622,919
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	678,275	678,275
Déficit	8,434,854	10,635,726
	(7,756,579)	(9,957,451)
	81,222,896	79,589,846

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
ALLAN T. SHEPPARD

Le directeur général
KENNETH R. KRAUTER

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Suite*

RÉSULTATS ET DÉFICIT

	Exercice clos le 31 décembre 1985	Sept mois arrêtés au 31 décembre 1984
	$	$
Produits d'exploitation	10,622,368	5,903,491
Charges		
Exploitation et administration	7,771,561	4,547,456
Amortissement	918,496	488,843
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	27,661	164,831
	8,717,718	5,201,130
Bénéfice d'exploitation	1,904,650	702,361
Intérêts créditeurs	655,246	400,579
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	(359,024)	(64,772)
Bénéfice net	2,200,872	1,038,168
Déficit au début de la période	10,635,726	11,673,894
Déficit à la fin de la période	8,434,854	10,635,726

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Exercice clos le 31 décembre 1985	Sept mois arrêtés au 31 décembre 1984
	$	$
Valeurs disponibles provenant de (utilisées pour) l'exploitation		
Bénéfice net	2,200,872	1,038,168
Éléments n'influant pas sur les fonds		
Amortissement	918,496	488,843
Perte sur la vente d'immobilisations	359,024	64,772
Liquidités provenant du (utilisées pour le) fonds de roulement d'exploitation	(850,454)	650,475
	2,627,938	2,242,258
Valeurs disponibles provenant des (utilisées pour les) activités de financement		
Subventions pour l'acquisition d'immobilisations (montant net)	331,965	(1,302,473)
Valeurs disponibles provenant des (utilisées pour les) activités d'investissement		
Produit de la vente d'immobilisations	232	37,000
Acquisition d'immobilisations (déduction faite des subventions pour l'acquisition d'immobilisations)	(1,573,365)	(618,884)
	(1,573,133)	(581,884)
Augmentation de l'encaisse et des investissements	1,386,770	357,901
Encaisse et investissements au début de la période	5,902,880	5,544,979
Encaisse et investissements à la fin de la période	7,289,650	5,902,880

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985

1. Société de port locale

La Société du port de Prince Rupert («la Société») a été créée en date du 1er juin 1984 en tant que société de port locale conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports («la Loi»). La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Le 1er juin 1984, en vertu de la Loi, tous les éléments d'actif et de passif de la Société canadienne des ports se rapportant au port de Prince Rupert ont été transférés à la Société à leur valeur comptable, telle qu'elle avait été inscrite par la Société canadienne des ports. Le passif net pris en charge a été comptabilisé comme un capital d'apport s'élevant à $678,275 et un déficit de $11,673,894. Par conséquent, les états financiers sont dressés comme si la Société du port de Prince Rupert avait exploité ces installations depuis leur mise sur pied.

2. Principales conventions comptables

a) Investissements

Les investissements, qui sont des titres directs et garantis du Canada, sont présentés à la fraction non amortie du coût. Les primes ou escomptes sont amortis sur les diverses périodes jusqu'à échéance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. Les subventions en vue des projets en immobilisations reçues du Canada et de tiers sont déduites du prix coûtant des immobilisations s'y rapportant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pour l'exercice entier, à partir de l'exercice où le bien devient opérationnel, en utilisant des taux fondés sur la durée d'utilisation prévue des biens.

c) Charges de retraite

Tous les employés permanents de la Société sont couverts par le Régime de pension de la Fonction publique qu'administre le Canada. Les cotisations au régime doivent être faites et par les employés et par la Société. Les cotisations annuelles représentent la dette de la Société au titre des pensions et sont comptabilisées dans l'exercice où elles sont versées.

d) Subventions tenant lieu d'impôts fonciers

La charge pour les subventions tenant lieu d'impôts fonciers est fondée sur des évaluations municipales estimatives redressées en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont versées après la vérification des montants par la Division des subventions aux municipalités des Travaux publics Canada. Tout redressement effectué une fois la vérification terminée est porté aux comptes dans l'année du règlement.

e) Avantages sociaux

La Société accumule annuellement dans ses comptes la dette estimative au titre des indemnités de départ, des vacances et des congés compensatoires pour heures supplémentaires payables à ses employés au cours d'exercices à venir.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

3. Investissements

	1985	1984
	$	$
Fraction non amortie du coût	7,202,309	5,840,910
Valeur marchande	7,188,651	5,857,165

4. Immobilisations

a) Résumé

	1985				1984
	Taux d'amortissement	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	%	$	$	$	$
Terrains		60,159,561		60,159,561	60,090,585
Dragage	2,5-6,7	5,177	1,036	4,141	4,271
Structures des postes de mouillage	2,5-10	8,562,554	2,167,089	6,395,465	6,663,925
Bâtiments	2,5-10	2,348,687	263,564	2,085,123	1,776,546
Appareils de service	3,3-10	2,609,710	965,891	1,643,819	1,747,729
Routes et revêtements	2,5-10	3,581,379	1,340,695	2,240,684	1,775,555
Matériel et outillage	5-10	1,699,805	1,072,702	627,103	796,985
Mobilier et matériel de bureau	20	122,714	63,655	59,059	63,746
		79,089,587	5,874,632	73,214,955	72,919,342

b) Subventions pour l'acquisition d'immobilisations

Au cours de 1985, la Société a reçu une subvention pour l'acquisition d'immobilisations de $244,968 ($652,007 pour les sept mois arrêtés au 31 décembre 1984) de la province de l'Alberta.

5. Prêts du Canada

	1985	1984
	$	$
Prêts sans intérêt, sans date d'échéance précise	27,084,979	27,084,979
Intérêts courus sur des prêts à rembourser mais non échus	11,026,012	11,026,012
	38,110,991	38,110,991

6. Apport du Canada, à rembourser

Un montant d'apport à rembourser de $50,400,000 a été approuvé en vue de la construction de l'infrastructure des installations d'arrivée de charbon à Ridley Island. Le montant total de l'apport reçu ou à recevoir était de $49,511,864 au 31 décembre 1985.

L'apport total à rembourser est sans intérêt jusqu'au 1[er] avril 1989, et, par la suite, porte intérêt à un taux d'environ 13,9%.

Le capital et l'intérêt sur la somme de $48,300,000 au titre de l'apport sont remboursables sur une période de 20 ans, à compter du 1[er] avril 1989, sous réserve des produits reçus d'une surtaxe directe sur la consommation de charbon. Le solde de $1,211,864 est remboursable en paiements fixes de capital et d'intérêts réunis sur une période de 20 ans, à compter du 1[er] avril 1989.

7. Opérations entre apparentés

a) Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1985, la Société a reçu des produits de $1,250,370 ($580,302 pour les sept mois arrêtés au 31 décembre 1984) de Ridley Terminals Inc., une société dans laquelle la Société canadienne des ports a un investissement important. Au 31 décembre 1985, les débiteurs comprennent une somme de $186,760 ($225,723 en 1984) à recevoir de Ridley Terminals Inc.

b) Au cours de l'exercice, la Société a versé la somme de $521,297 ($245,943 pour les sept mois arrêtés au 31 décembre 1984) à la Société canadienne des ports au titre de sa quote-part des charges du siège social de cette société.

8. Chiffres donnés à des fins de comparaison

Certains chiffres donnés à des fins de comparaison ont été réagencés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Québec ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Québec a été créée le 1er juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient antérieurement administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le port est un important point de transbordement des exportations de céréales canadiennes et a récemment modernisé ses deux élévateurs à grain qui sont exploités par une société privée en vertu d'un contrat. En 1985, 14.7 millions de tonnes de marchandises, dont 5.1 millions de tonnes de céréales, sont passées par le port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	150, rue Dalhousie C.P. 2268 Québec (Québec) G1K 7P7
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juin 1984; lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Jean M. Tessier
PRÉSIDENT	Ross Gaudreault
VÉRIFICATEUR	Thorne Riddell

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	7 mois* jusqu'au 31 décembre 1984
À la fin de l'exercice		
Actif total	88.0	83.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant
Avoir du Canada	83.5	79.7
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant

* L'exploitation de la Société a commencé le 1er juin 1984.

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Québec au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du port au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la Loi sur la Société canadienne des ports et les lettres patentes et les règlements de la Société.

Comptables agréés
Thorne Riddell

Québec, Canada
le 20 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Encaisse	275,356	288,267
Placements (note 3)	33,109,060	30,205,593
Débiteurs	3,256,021	5,479,237
Matériaux et fournitures	60,373	62,986
	36,700,810	36,036,083
Placements (note 3)	6,597,511	6,571,166
	43,298,321	42,607,249
Immobilisations (note 4)	44,692,982	41,031,689
	87,991,303	83,638,938

PASSIF	1985	1984
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2,486,742	2,059,188
Subventions tenant lieu de taxes municipales	502,000	456,450
Revenus reportés	731,068	710,067
	3,719,810	3,225,705
À long terme		
Avantages sociaux courus	791,000	739,700
	4,510,810	3,965,405
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	107,251,631	107,251,631
Déficit	23,771,138	27,578,098
	83,480,493	79,673,533
	87,991,303	83,638,938

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
ROSS GAUDREAULT

Le directeur général
JEAN-MICHEL TESSIER

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Suite*

RÉSULTATS ET DÉFICIT

	Exercice clos le 31 décembre 1985	Sept mois arrêtés au 31 décembre 1984
	$	$
Produits d'exploitation	9,405,701	8,509,154
Charges		
Frais d'exploitation et d'administration	7,159,073	4,381,969
Amortissement des immobilisations	1,721,120	1,097,127
Subventions tenant lieu de taxes municipales	1,016,136	586,749
	9,896,329	6,065,845
Résultat (déficitaire) net d'exploitation	(490,628)	2,443,309
Autre revenu		
Revenu de placements	4,297,588	2,458,436
Résultat net	3,806,960	4,901,745
Déficit au début de l'exercice	27,578,098	32,479,843
Déficit à la fin de l'exercice	23,771,138	27,578,098

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Exercice clos le 31 décembre 1985	Sept mois arrêtés au 31 décembre 1984
	$	$
Provenance (affectation) de l'encaisse		
Exploitation		
Résultat net	3,806,960	4,901,745
Postes n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement de l'escompte sur les obligations du Canada	(26,345)	(15,359)
Amortissement des immobilisations	1,721,120	1,097,127
(Gain) perte sur disposition d'immobilisations	(46,947)	4,586
Avantages sociaux courus	51,300	(116,500)
Variation dans les éléments du fonds de roulement excluant l'encaisse	2,719,934	(4,130,393)
	8,226,022	1,741,206
Investissement		
Acquisitions d'immobilisations	5,384,700	2,703,926
Produit de la vente d'immobilisations	(49,234)	(1,751)
	5,335,466	2,702,175
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements à court terme	2,890,556	(960,969)
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	30,493,860	31,454,829
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	33,384,416	30,493,860

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985

1. **Incorporation**

La Société du port de Québec a été constituée en vertu du paragraphe 6.2(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports en date du 1er juin 1984.

2. **Énoncé des principales conventions comptables**

a) **Placements**

Les placements sont des titres directs et garantis par le Canada. Ils sont comptabilisés au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

b) **Immobilisations**

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société et qui sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets d'immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

L'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, en utilisant les taux annuels suivants:

Dragage	2,5-6,7%
Installations d'amarrage	2,5-10%
Bâtiments	2,5-10%
Services publics	3,3-10%
Routes et surfaces	2,5-10%
Machinerie et matériel	5-100%
Mobilier et matériel de bureau	20%

c) **Coûts du régime de retraite**

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles représentent la responsabilité de la Société en cette matière et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

d) **Assurances**

La Société du port de Québec assume toute responsabilité quant aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de cette responsabilité sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

e) **Subventions tenant lieu de taxes municipales**

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes de l'exercice au cours duquel le montant final est remis.

f) **Avantages sociaux**

Chaque année, la Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives de travail ou selon la politique de la Société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

3. Placements

Les placements, lesquels sont des titres directs et garantis par le Canada, s'élèvent à:

	1985		1984	
	Coût	Valeur marchande	Coût	Valeur marchande
	$	$	$	$
À court terme	33,109,060	33,101,895	30,205,593	30,341,504
À long terme	6,597,511	7,387,483	6,571,166	6,468,502

4. Immobilisations

a) Sommaire

	1985			1984
	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Montant net	Montant net
	$	$	$	$
Terrains	11,043,597		11,043,597	11,043,602
Dragages	4,561,341	3,867,125	694,216	722,277
Installations d'amarrage	22,167,990	15,463,013	6,704,977	6,713,975
Bâtiments	28,693,605	12,123,430	16,570,175	17,110,342
Services publics	3,399,155	1,749,632	1,649,523	1,514,494
Routes et surfaces	5,847,726	2,473,865	3,373,861	3,070,326
Machinerie et matériel	501,590	362,788	138,802	30,963
Mobilier et matériel de bureau	333,040	164,290	168,750	88,517
Projets en cours de construction	4,349,081		4,349,081	737,193
	80,897,125	36,204,143	44,692,982	41,031,689

b) Engagements pour dépenses en immobilisations

Au 31 décembre 1985, les engagements contractuels pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations s'élèvent à $533,[illegible]00. La Société prévoit débourser ce montant au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1986.

5. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $5,600,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès, de garanties, de conventions collectives, de dommages supposément subis sur les propriétés de la Société et de diverses autres questions en litige. Ces montants n'apparaissent pas dans les états financiers. De l'avis de la Société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient entraîner aucun déboursé important.

6. Événement postérieur à la date du bilan

Le Canada a demandé des contributions en espèces à diverses sociétés d'État. Dans le cadre de cet exercice de recouvrement des liquidités, une contribution de $133,000,000 a été demandée à la Société canadienne des ports, laquelle comprend les six sociétés de ports locales. De cette contribution, la somme de $83,000,000 doit être versée avant le 31 mars 1986 et $50,000,000 avant le 30 juin 1986.

À sa réunion du 17 février 1986, le Conseil d'administration de la Société a résolu de verser au Canada la somme de $13,881,092. Cette somme représente la portion de la contribution de $83,000,000 demandée avant le 31 mars 1986 qui est attribuable à la Société. La portion de la Société dans la contribution de $50,000,000 demandée pour le 30 juin 1986 n'a pas encore été considérée par le Conseil d'administration.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de St. John's ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de St. John's a été créée le 1er juin 1985 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales indépendantes dans les principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1985, 1.1 million de tonnes de marchandises sont passées par le port, dont 0.6 million de tonnes consistaient en produits de pétrole en vrac, manutentionnés par des intérêts privés. Toutefois, ce port est en train de devenir de plus en plus important comme base d'approvisionnement pour les travaux d'exploitation pétrolière au large de la côte.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	3, Water Street St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X8
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juin 1985, lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*.
PREMIER DIRIGEANT	David Fox
PRÉSIDENT	Fred Milley
VÉRIFICATEUR	Doane, Raymond

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	7 mois jusqu'au 31 déc. 1985
À la fin de l'exercice	
Actif total	16.9
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada	1.6
Avoir du Canada	13.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice	
— budgétaire	néant
— non budgétaire	néant

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de St. John's au 31 décembre 1985, ainsi que les états des résultats et surplus et de l'évolution de la situation financière de l'exercice de sept mois terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice de sept mois terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Doane Raymond

St. John's, Canada
le 14 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985

ACTIF	1985
	$
Actif à court terme	
Encaisse	2,646
Placements (note 3)	5,614,056
Débiteurs	351,506
	5,968,208
Placements (note 3)	946,151
Immobilisations (note 4)	9,940,186
	16,854,545

PASSIF	1985
	$
Passif à court terme	
Comptes à payer et frais courus	1,348,692
Subventions tenant lieu de taxes municipales	57,092
Revenus reportés	226,184
Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada	51,983
	1,683,951
Avantages sociaux courus	72,985
Emprunts du gouvernement du Canada (note 5)	1,896,773
	3,653,709
AVOIR	
Apport du capital	11,585,318
Surplus	1,615,518
	13,200,836
	16,854,545

Éventualité (note 6)
Engagements (note 7)

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
FRED MILLEY

Le directeur général
DAVID J. FOX

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S—*Suite*

RÉSULTATS ET SURPLUS DE L'EXERCICE DE SEPT MOIS TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985
	$
Revenus d'exploitation	1,452,668
Frais d'exploitation et d'administration	864,410
Amortissement des immobilisations	211,044
Subventions tenant lieu de taxes municipales	(60,670)
	1,014,784
Bénéfice d'exploitation	437,884
Revenu de placements, net	313,728
Bénéfice net	751,612
Surplus assumé	863,906
Surplus à la fin	1,615,518

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE DE SEPT MOIS TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

	1985
	$
Encaisse provenant de (utilisée par)	
Activités d'exploitation	
Bénéfice net	751,612
Amortissement des immobilisations	211,044
Autres éléments n'affectant pas l'encaisse	6,899
	969,555
Encaisse provenant de (utilisée par)	
Débiteurs	(54,597)
Comptes à payer et frais courus	1,066,200
Subventions tenant lieu de taxes municipales	(60,670)
Revenus reportés	74,018
	1,994,506
Activités de financement	
Diminution des emprunts du gouvernement du Canada	(47,547)
Activités d'investissement	
Acquisitions d'immobilisations	(2,020,945)
Diminution de l'encaisse	(73,986)
Encaisse et placements à court terme assumés	5,690,688
Encaisse et placements à court terme à la fin	5,616,702

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête en vue de l'établissement d'une société de port locale au port de St. John's a été approuvée et la Société du port de St. John's a été établie en date du 1er juin 1985.

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir ont été transférés des comptes de la Société canadienne des ports, port de St. John's à la Société du port de St. John's à leur valeur comptable.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements, qui sont des titres garantis et émis par le gouvernement du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur la durée résiduelle des placements.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût à l'exception des immobilisations transférées à la Société par le Canada, lesquelles sont présentées à la valeur constatée par expertise ou à la juste valeur marchande qui ont été déterminées lors du transfert. Les subventions reçues du Canada ou de tiers pour des projets d'investissement sont déduites du coût des immobilisations en cause.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour l'année complète, débutant dans l'exercice au cours duquel l'actif devient opérationnel, à des taux établis en fonction de la durée probable d'utilisation des immobilisations.

c) Régime de retraite

Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de la Société. Les contributions annuelles au régime sont imputées aux résultats de l'exercice.

d) Subventions tenant lieu de taxes municipales

La dépense de subventions tenant lieu de taxes municipales est basée sur les évaluations municipales estimées, lesquelles sont ajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont payées après que les montants ont été vérifiés par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tout ajustement est imputé aux résultats de l'exercice alors en cours. Une vérification a été effectuée en 1985 et une diminution de $85,695 a été comptabilisée pour les subventions afférentes aux exercices antérieurs.

e) Avantages sociaux

La Société comptabilise annuellement une provision pour les indemnités de départ, les congés annuels et les congés dus en compensation du temps supplémentaire, qui sont payables aux employés dans les exercices subséquents conformément aux politiques de la Société.

3. Placements

	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$
À court terme	5,614,056	5,810,600
À long terme	946,151	1,015,838

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

4. Immobilisations

	Taux d'amortis-sement	Coût	Amortis-sement accu-mulé	Valeur comptable nette
	%	$	$	$
Terrain		3,370,578		3,370,578
Installations d'amar-rage	2,5-10	7,776,388	4,914,659	2,861,729
Bâtiments	2,5-10	1,872,985	1,248,312	624,673
Services publics	3,3-10	494,054	398,023	96,031
Routes et pavage	2,5-10	713,084	559,250	153,834
Matériel et outillage	5-100	231,625	65,423	166,202
Mobilier et équipement	20	84,564	49,290	35,274
Construction en cours		2,631,865		2,631,865
		17,175,143	7,234,957	9,940,186

5. Emprunts du gouvernement du Canada

	$
Emprunts, 9,33%, échéant en 2000, remboursables par versements annuels égaux de $198,132, capital et intérêts. Les emprunts ne sont pas garantis	1,566,437
Versements de capital exigibles à court terme	51,983
	1,514,454
Intérêts courus sur les emprunts	382,319
	1,896,773

Les versements de capital sur les emprunts au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	$
1986	51,983
1987	56,833
1988	62,136
1989	67,933
1990	74,271

6. Passif éventuel

Des réclamations pour dommages supposément subis sur les lieux appartenant à la Société et totalisant approximativement $5,000,000, ont été reçues par la Société. La Société a nié toute responsabilité et aucune perte importante n'est prévue.

7. Engagements

La Société s'est engagée à affecter une somme de $394,000 à des projets d'investissement en date du 31 décembre 1985. Il est prévu que cette somme sera entièrement dépensée au cours de l'exercice 1986.

8. Événement subséquent

Le gouvernement du Canada a demandé des contributions en espèces de diverses sociétés de la Couronne. De cet exercice de recouvrement de fonds résulte une demande de contribution de $133,000,000 de la part du réseau portuaire canadien, lequel se compose de la Société canadienne des ports et de six sociétés de port locales. Cette contribution est payable comme suit: $83,000,000 avant le 31 mars 1986 et $50,000,000 avant le 30 juin 1986.

Le Conseil d'administration de la Société du port de St. John's a résolu de verser au gouvernement du Canada la somme de $1,599,000, représentant la part de la Société de la contribution demandée de $83,000,000 payable avant le 31 mars 1986. La part de la Société de la somme de $50,000,000, payable avant le 30 juin 1986, n'a pas été déterminée par le Conseil d'administration.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Vancouver ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Vancouver a été créée le 1er juillet 1983 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Vancouver est le plus important port du Canada. En 1985, 56.1 millions de tonnes de marchandises y sont passées, soit une faible diminution par rapport au volume record de l'année précédente. Le charbon (20 millions de tonnes) et les céréales (9.3 millions de tonnes) constituent les plus importantes marchandises. Toutefois, le soufre et la potasse occupent une place croissante.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1900, carré Granville 200, rue Granville Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 2P9
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1er juillet 1983; lettres patentes de constitution en société émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Francis J. MacNaughton
PRÉSIDENT	Hector D. Perry
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984	6 mois jusqu'au 31 déc. 1983
À la fin de l'exercice			
Actif total	242.7	221.0	206.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	81.0	81.2	81.5
Avoir du Canada	119.0	98.6	81.8
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de la Société du port de Vancouver au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 25 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984	PASSIF	1985	1984
À court terme			À court terme		
Encaisse	1,087	827	Créditeurs et frais courus	7,892	6,186
Placements (note 3)	36,054	28,692	Subventions tenant lieu de taxes municipales	3,612	4,710
Débiteurs	9,488	9,264	Revenus reportés	2,834	2,129
Matériaux et fournitures	778	718		14,338	13,025
	47,407	39,501	À long terme		
À long terme			Indemnités courues des employés	1,203	952
Placements (note 3)	9,472	9,410	Emprunts auprès du Canada (note 6)	108,204	108,377
Débiteurs (note 4)	8,223	4,596		109,407	109,329
	17,695	14,006		123,745	122,354
Immobilisations (note 5)	177,605	167,446			
			AVOIR DU CANADA		
			Capital d'apport (note 1)	7,733	7,733
			Bénéfices non répartis	111,229	90,866
				118,962	98,599
	242,707	220,953		242,707	220,953

Approuvé par le Conseil:

Le Président
HECTOR PERRY

Un Administrateur
ROD SNOW

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

MANDAT

La Société immobilière du Canada Limitée a pour mandat de détenir certains baux sur une propriété à Londres en Angleterre et sur deux propriétés sur des réserves indiennes au Canada. La Société est aussi l'actionnaire unique de trois filiales.

ANTÉCÉDENTS

La société, autrefois la Société immobilière des Travaux publics limitée, s'est concentrée sur ses filiales qui opèrent, respectivement, au Vieux-Port de Montréal, au Vieux-Port de Québec et à Mirabel.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Charles Tupper Confederation Heights Promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0M2
STATUT	—Annexe C, Partie I —mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	Lettres patentes du 7 mars 1956; réorganisation en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, 19 septembre 1977 (certificat de continuation 7 juillet 1981)
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars. Les données présentées concernent respectivement la Société et ses trois filiales: la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée; la Société immobilière du Canada (le Vieux-Port de Montréal) limitée et la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.

	1985-1986	1984-1985 (reformulé)	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total				
—société mère	néant	néant	néant	néant
—filiale de Mirabel	3.2	5.0	4.8	1.8
—filiale de Montréal	1.9	5.7	1.8	1.1
—filiale de Québec	2.0	7.3	14.5	2.0
Engagements envers le secteur privé	—	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada net				
—société mère	néant	néant	néant	néant
—filiale de Mirabel	1.3	4.3	4.1	0.7
—filiale de Montréal	néant	(1.8)	0.1	négl.
—filiale de Québec	1.3	0.3	(1.5)	(0.7)
Avoir du Canada	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
—non budgétaire	néant	néant	néant	néant
—budgétaire				
—société mère	néant	néant	néant	néant
—filiale de Mirabel	8.0	8.1	11.2	9.9
—filiale de Montréal	6.0	31.8	12.6	6.3
—filiale de Québec	5.5	27.0	32.5	19.3

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR LES EXERCICES
CLOS LE 31 MARS 1982 À 1986 N'ÉTAIENT PAS
DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 1

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée au 31 mars 1986 ainsi que l'état des transactions pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 18 juin 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Encaisse	1,786,323	3,674,379
Débiteurs	1,386,952	1,337,509
	3,173,275	5,011,888

PASSIF	1986	1985
	$	$
Créditeurs	645,326	652,640
Acomptes sur ventes de propriétés en voie d'approbation	1,215,685	84,171
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 3)	793,944	1,428,820
Montant dû au receveur général du Canada (note 4)	518,320	2,846,257
	3,173,275	5,011,888
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 5)		
	3,173,275	5,011,888

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
PIERRE HARDY

Administrateur
RICHARD BERGERON

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Dépenses engagées en regard de biens reçus ou de services rendus		
Évaluation de propriétés	2,510,541	716,557
Salaires et avantages sociaux	2,442,246	3,626,266
Établissement de cadastres	917,903	325,108
Matériel et contrats d'entretien	841,159	810,202
Services professionnels	680,012	651,526
Frais généraux	551,523	436,898
Services publics	108,333	321,440
Fournitures de bureau	96,166	277,424
Location	82,674	53,562
	8,230,557	7,218,983
Capital	539,445	408,911
Programme de création d'emplois		300,011
Total	8,770,002	7,927,905
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Intérêts provenant principalement de l'encaissement de crédits parlementaires en anticipation des besoins	260,232	207,064
Autres produits		36,229
	260,232	243,293
Dépenses nettes à être pourvues (note 3)	8,509,770	7,684,612
Dépenses nettes cumulatives depuis le 9 avril 1981	47,022,189	38,512,419

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Loyers	2,688,892	3,545,066
Ventes de propriétés	475,796	5,101,154
Autres produits	183,193	95,390
Total à être remis (note 4)	3,347,881	8,741,610
Produits directs cumulatifs depuis le 9 avril 1981	29,333,660	25,985,779
Excédent des dépenses nettes sur les produits directs (excédent des produits directs sur les dépenses nettes)		
Pour l'exercice	5,161,889	(1,056,998)
Cumulatif depuis le 9 avril 1981	17,688,529	12,526,640

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée, constituée le 9 avril 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Depuis le 1[er] juillet 1981, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat d'administrer et de mettre en valeur une partie des terres périphériques de Mirabel de façon à assurer aux habitants de ce territoire un milieu de vie normal tout en protégeant les opérations de l'aéroport international de Mirabel. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté. Le 21 mai 1982, le Conseil privé a autorisé la vente de certaines des propriétés; le 23 février 1984, il a autorisé l'aliénation du solde du territoire sous sa responsabilité. Un moratoire a suspendu ce programme de vente le 19 septembre 1984 et le Conseil privé a autorisé la reprise du programme de vente le 11 juin 1985 selon de nouvelles modalités approuvées par le Conseil du Trésor.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

Les états financiers présentent les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et pour le compte du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations, notamment les loyers et les ventes de propriétés, sont à remettre au receveur général du Canada.

Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés par la Société.

c) Ventes de propriétés

Les ventes de propriétés sont constatées au moment du transfert des titres aux acheteurs alors que la Société acquiert le droit de recevoir les produits des ventes.

d) Régime de retraite

Tous les employés de la Société participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Les contributions de la Société, qui représentent sa responsabilité totale, sont comptabilisées sur une base courante.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Montant dû au ministre des Travaux publics

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,428,820	1,036,723
Dépenses nettes	8,509,770	7,684,612
	7,080,950	6,647,889
Remboursements	172,106	23,302
	7,253,056	6,671,191
Moins: fonds tirés sur le crédit 35 (crédit 60 en 1985) du ministère des Travaux publics pour la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée	8,047,000	7,800,000
fonds tirés sur le crédit 10 du Conseil du Trésor pour le programme d'initiatives visant à créer des emplois		300,011
	8,047,000	8,100,011
Solde à la fin de l'exercice	793,944	1,428,820

4. Montant dû au receveur général du Canada

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,846,257	2,764,395
Produits directs	3,347,881	8,741,610
	6,194,138	11,506,005
Remises au Fonds du revenu consolidé	5,675,818	8,659,748
Solde à la fin de l'exercice	518,320	2,846,257

5. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

6. Éventualité

La Société, le procureur général du Canada ainsi que le ministre des Transports et celui des Travaux publics sont poursuivis par des expropriés de Mirabel qui veulent faire annuler l'expropriation de 1969. Dans ce contexte, plusieurs locataires ont cessé de remettre leurs loyers à la Société. Le 27 mars 1985, un protocole d'entente est intervenu avec les représentants des expropriés suivant lequel les parties s'engagent à mettre fin aux litiges qui les opposent. Le Conseil privé a approuvé en principe, le 11 juin 1985, le contenu du protocole d'entente précité.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée au 31 mars 1985 ainsi que l'état des transactions pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 juin 1985

BILAN AU 31 MARS 1985

ACTIF	1985	1984
	$	$
Encaisse	3,674,379	3,918,258
Débiteurs	1,337,509	876,607
	5,011,888	4,794,865

PASSIF	1985	1984
	$	$
Créditeurs	652,640	679,307
Acomptes sur ventes de propriétés en voie d'approbation	84,171	314,440
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 3)	1,428,820	1,036,723
Montant dû au receveur général du Canada (note 4)	2,846,257	2,764,395
	5,011,888	4,794,865
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 5)		
	5,011,888	4,794,865

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
RICHARD BERGERON

Administrateur
PIERRE HARDY

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 1—*Suite*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Dépenses engagées en regard de biens reçus ou de services rendus		
Salaires et avantages sociaux	3,626,266	3,376,723
Matériel et contrats d'entretien	810,202	1,339,446
Évaluation de propriétés	716,557	293,501
Services professionnels	651,526	773,158
Frais généraux	436,898	321,517
Établissement de cadastres	325,108	183,014
Services publics	321,440	330,659
Fournitures de bureau	277,424	404,895
Location	53,562	47,143
	7,218,983	7,070,056
Capital	408,911	1,395,027
Programme de création d'emplois	300,011	2,252,805
Total	7,927,905	10,717,888
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Intérêts provenant principalement de l'encaissement de crédits parlementaires en anticipation des besoins	207,064	421,700
Autres produits	36,229	85,222
	243,293	506,922
Dépenses nettes à être pourvues (note 3)	7,684,612	10,210,966
Dépenses nettes cumulatives depuis le 9 avril 1981	38,512,419	30,827,807

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985	1984
	$	$
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Loyers	3,545,066	3,636,782
Ventes de propriétés	5,101,154	7,644,006
Autres produits	95,390	
Total à être remis (note 4)	8,741,610	11,280,788
Produits directs cumulatifs depuis le 9 avril 1981	25,985,779	17,244,169
Excédent des dépenses nettes sur les produits directs (excédent des produits directs sur les dépenses nettes)		
Pour l'exercice	(1,056,998)	(1,069,822)
Cumulatif depuis le 9 avril 1981	12,526,640	13,583,638

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée, constituée le 9 avril 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Depuis le 1[er] juillet 1981, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat d'administrer et de mettre en valeur une partie des terres périphériques de Mirabel de façon à assurer aux habitants de ce territoire un milieu de vie normal tout en protégeant les opérations de l'aéroport international de Mirabel. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté. Le 21 mai 1982, le Conseil privé a autorisé la vente de certaines des propriétés; le 23 février 1984, il a autorisé l'aliénation du solde du territoire sous sa responsabilité. Un moratoire a suspendu ce programme de vente le 19 septembre 1984 et le Conseil privé a autorisé la reprise du programme de vente le 11 juin 1985 selon de nouvelles modalités approuvées par le Conseil du Trésor.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

Les états financiers présentent les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et pour le compte du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations, notamment les loyers et les ventes de propriétés, sont à remettre au receveur général du Canada.

Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés par la Société.

c) Ventes de propriétés

Les ventes de propriétés sont constatées au moment du transfert des titres aux acheteurs alors que la Société acquiert le droit de recevoir les produits des ventes.

d) Régime de retraite

Tous les employés de la Société participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Les contributions de la Société, qui représentent sa responsabilité totale, sont comptabilisées sur une base courante.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 1—*Fin*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1985—*Fin*

3. Montant dû au ministre des Travaux publics

	1985	1984
	$	$
Montant à recevoir (à payer) au début de l'exercice	(1,036,723)	486,615
Redressement pour tenir compte des produits d'exercices antérieurs ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		506,499
	(1,036,723)	(19,884)
Dépenses nettes	7,684,612	10,210,966
	6,647,889	10,191,082
Remboursements	23,302	
	6,671,191	10,191,082
Moins: fonds tirés sur le crédit 60 (crédit 45 en 1984) du ministère des Travaux publics pour la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	7,800,000	8,975,000
fonds tirés sur le crédit 10 du Conseil du Trésor pour le programme d'initiatives visant à créer des emplois	300,011	2,252,805
	8,100,011	11,227,805
Montant à payer à la fin de l'exercice	1,428,820	1,036,723

4. Montant dû au receveur général du Canada

	1985	1984
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,764,395	918,149
Redressement pour tenir compte des produits d'exercices antérieurs ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		506,499
	2,764,395	411,650
Produits directs	8,741,610	11,280,788
	11,506,005	11,692,438
Remises au Fonds du revenu consolidé	8,659,748	8,928,043
Solde à la fin de l'exercice	2,846,257	2,764,395

5. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

6. Éventualité

La Société, le procureur général du Canada ainsi que le ministre des Transports et celui des Travaux publics sont poursuivis par des expropriés de Mirabel qui veulent faire annuler l'expropriation de 1969. Dans ce contexte, plusieurs locataires ont cessé de remettre leurs loyers à la Société. Le 27 mars 1985, un protocole d'entente est intervenu avec les représentants des expropriés suivant lequel les parties s'engagent à mettre fin aux litiges qui les opposent. Le Conseil privé a approuvé en principe, le 11 juin 1985, le contenu du protocole d'entente précité.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 2

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE ROCH LA SALLE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée au 31 mars 1986 ainsi que l'état des transactions pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 23 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Encaisse et placements temporaires, au coût (approximativement la valeur du marché)	1,544,657	3,858,960
Débiteurs	44,000	107,406
Montant à recevoir du ministre des Travaux publics (note 3)		1,451,420
Montant à recevoir du Receveur général du Canada (note 4)	288,795	284,343
Frais payés d'avance	15,072	8,218
	1,892,524	5,710,347

PASSIF	1986	1985
	$	$
Créditeurs	1,607,019	5,710,347
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 3)	285,505	
	1,892,524	5,710,347
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 5)		
	1,892,524	5,710,347

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
ROGER BEAULIEU

Administrateur
BENOÎT LEMAY

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Fonctionnement		
Personnel permanent	827,769	805,856
Entretien de la propriété	737,856	493,777
Administration	393,049	464,134
Communications	359,156	692,595
Services professionnels	201,996	77,804
Mauvaise créance	130,223	
	2,650,049	2,534,166
Capital	4,404,754	29,066,216
Programme des communications et de la culture		262,291
Total	7,054,803	31,862,673
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Intérêts provenant principalement de l'encaissement de crédits parlementaires en anticipation des besoins	310,524	508,949
Concessions	74,957	75,155
Autres	279	65,256
	385,760	649,360
Dépenses nettes à être pourvues (note 3)	6,669,043	31,213,313
Dépenses nettes cumulatives depuis le 26 novembre 1981	57,234,895	50,565,852
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Loyers à être remis (note 4)	109,142	142,220
Produits directs cumulatifs depuis le 26 novembre 1981	428,161	319,019
Excédent des dépenses nettes sur les produits directs		
Pour l'exercice	6,559,901	31,071,093
Cumulatif depuis le 26 novembre 1981	56,806,734	50,246,833

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée, constituée le 26 novembre 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Depuis le 1[er] février 1982, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat de développer et de promouvoir le développement du territoire du Vieux-Port de Montréal et d'administrer, de gérer et d'entretenir les biens de Sa Majesté y situés. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

Les états financiers présentent les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations, notamment les revenus de loyers, sont à remettre au Receveur général du Canada.

Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés par la Société. Ces dépenses comprennent aussi les coûts de démolition de bâtiments.

c) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi comme le prévoit la politique de rémunération de la Société. Le coût de ces prestations est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La dette estimative qui découle de cette politique est comprise dans les créditeurs.

d) Régime d'épargne-retraite

La Société a établi un régime collectif d'épargne-retraite prévoyant l'établissement d'une fiducie unique auprès d'une société du secteur privé pour recevoir les contributions devant servir à assurer un revenu de retraite aux employés en vertu de régimes individuels enregistrés d'épargne-retraite. Les contributions sont entièrement à la charge des employés, la Société n'agissant qu'à titre d'agent et n'assumant aucune responsabilité à cet égard.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 2—*Fin*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Montant à recevoir du (montant dû au) ministre des Travaux publics

	1986	1985
	$	$
Montant à recevoir (dû) au début de l'exercice	1,451,420	(16,764)
Redressement pour tenir compte des produits d'exercices antérieurs ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		(385,838)
		(402,602)
Dépenses nettes	6,669,043	31,213,313
	8,120,463	30,810,711
Moins:		
Fonds tirés sur le crédit du ministère des Travaux publics pour la Société Immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée		
Crédit 70 en 1985	2,512,000	29,097,000
Crédit 45 en 1986	6,029,350	
Fonds tirés sur le crédit 10 du ministère des Communications pour le programme des communications et de la culture		262,291
Remboursements	(135,382)	
	8,405,968	29,359,291
Montant à recevoir (dû) à la fin de l'exercice	(285,505)	1,451,420

4. Montant à recevoir du (montant dû au) Receveur général du Canada

	1986	1985
	$	$
Montant à recevoir (dû) au début de l'exercice	284,343	(74,612)
Redressement pour tenir compte des produits d'exercices antérieurs ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		385,838
		311,226
Produits directs	109,142	142,220
	175,201	169,006
Remises au Fonds du revenu consolidé	113,594	115,337
Montant à recevoir à la fin de l'exercice	288,795	284,343

5. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

6. Consultation publique

Les dépenses engagées au cours de l'exercice aux fins de la consultation publique pour l'aménagement du territoire totalisent $527,000 dont $407,000 furent imputés aux dépenses de capital et $120,000 aux dépenses de fonctionnement.

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 mars 1985 ont été reclassés pour fins de comparaison.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 3

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE
CLOS LE 31 MARS 1986 N'ÉTAIENT PAS
DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 3—*Suite*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié les bilans de la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc. aux 31 mars 1985 et 1984, ainsi que les états des résultats, du déficit et des bénéfices non répartis et des transactions pour les exercices terminés les 31 mars 1985 et 1984. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société aux 31 mars 1985 et 1984, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, en ce qui concerne l'exercice terminé le 31 mars 1984, je déclare que la Société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires. Je déclare également, qu'à mon avis, les opérations de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 1985 dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Je désire signaler certains aspects de la participation financière de la Société aux festivités qui ont eu lieu à Québec au cours de l'été de 1984 pour commémorer l'arrivée de Jacques Cartier au Canada, dont il est question à la note 8 aux états financiers:

— la proposition faite au Conseil du Trésor afin de racheter des biens de la corporation Québec 1534-1984 ou de la rembourser pour certaines immobilisations n'a pas fait état de l'existence d'un protocole général d'entente signé avec cette corporation qui prévoyait le transfert de biens à la Société sans qu'elle ait à payer de compensation. De plus, la proposition n'a pas spécifié la base d'évaluation des biens à acquérir ainsi. À mon avis, il s'agissait d'éléments essentiels pour la prise d'une décision fondée sur tous les faits pertinents et ils n'ont pas été fournis au Conseil du Trésor.

— la Société s'est engagée à verser une somme de $1,977,469, afin de racheter des biens de la corporation Québec 1534-1984 et de la rembourser pour certaines immobilisations, sur la base de documents en liasses représentant principalement des bons de commande plutôt que des factures, et sans tenir compte de la valeur d'utilisation pour elle. Un représentant de la Société a évalué la valeur d'utilisation de ces biens à un maximum de $600,000. Je conclus que la Société a payé des prix excessifs pour des biens d'une valeur discutable qui lui seraient revenus de toute façon sans contrepartie en vertu du protocole d'entente;

— sans y être contrainte et sans avoir été autorisée par le Conseil du Trésor, la Société a acquitté des dettes se chiffrant à $429,876 d'une tierce partie, en l'occurrence la corporation Québec 1534-1984.

En conséquence, à mon avis, la Société n'a pas géré ses ressources financières de façon économique en regard de ce qui précède dans le présent paragraphe.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 27 août 1985

BILANS AUX 31 MARS 1985 ET 1984

ACTIF	1985	1984
	$	$
Encaisse et placements temporaires	2,414,460	8,579,153
Débiteurs (note 3)	1,085,825	1,221,629
Montant à recevoir du ministre des Travaux publics (note 4)		242,329
Montant à recevoir du receveur général du Canada (note 5)	67,540	704,354
Immobilisations (note 6)	3,693,450	3,782,575
	7,261,275	14,530,040

PASSIF	1985	1984
	$	$
Créditeurs	2,995,822	10,740,791
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 4)	460,536	
	3,456,358	10,740,791
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 7)		
Surplus d'apport	3,790,000	3,790,000
Bénéfices non répartis (déficit)	14,917	(751)
	7,261,275	14,530,040

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
ROBERT LABBÉ

Administrateur
COLETTE SAVARD

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 3—*Suite*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Suite*

ÉTATS DES RÉSULTATS, DU DÉFICIT ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS 1985 ET 1984 (NOTE 1)

	1985	1984
	$	$
Loyers	408,335	31,708
Amortissement	89,125	7,425
Entretien et réparations	45,244	4,285
Chauffage et services	145,616	11,595
Subventions en lieu de taxes	112,682	9,154
	392,667	32,459
Bénéfice (perte)	15,668	(751)
Déficit au début de l'exercice	751	
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	14,917	(751)

ÉTATS DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS 1985 ET 1984

	1985	1984
	$	$
Dépenses		
Dépenses engagées en regard de biens reçus ou de services rendus		
Exploitation		
Affaires publiques et animation	1,188,875	1,113,160
Administration, finances et propriété	2,686,504	771,534
Bureau de direction et vice-président exécutif	541,085	501,701
Planification et développement	296,946	355,661
	4,713,410	2,742,056
Capital	18,132,436	29,486,026
Programme de création d'emplois	19,584	685,350
Québec 1534-1984 (note 8)	3,407,345	
Total	26,272,775	32,913,432
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Intérêts, provenant principalement de l'encaissement de crédits parlementaires en anticipation des besoins	258,720	371,644
Autres produits	320	99,806
	259,040	471,450
Dépenses nettes à être pourvues (note 4)	26,013,735	32,441,982
Dépenses nettes cumulatives depuis le 9 avril 1981	89,135,484	63,121,749
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations (note 5)		
Loyers	636,814	163,897
Produits directs cumulatifs depuis le 9 avril 1981	1,021,051	384,237
Excédent des dépenses nettes sur les produits directs		
Pour l'exercice	25,376,921	32,278,085
Cumulatif depuis le 9 avril 1981	88,114,433	62,737,512

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DES 31 MARS 1985 ET 1984

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc., constituée le 9 avril 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada Limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Depuis le 1[er] août 1981, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat de mettre en œuvre, dans le territoire sous sa responsabilité, le plan directeur d'aménagement du Vieux-Port de Québec et d'administrer, gérer, promouvoir et exploiter ce territoire et ses aménagements. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

Depuis le 9 février 1984, la Société est responsable, pour son propre compte, de l'administration, la conduite et la direction d'une parcelle de terrain et des améliorations y-dessus érigées qui lui a été transférée à certaines conditions par décret du gouverneur général en conseil.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

L'état des résultats présente les transactions effectuées par la Société pour l'administration, la conduite et la direction des biens qu'elle possède pour le bénéfice de Sa Majesté.

L'état des transactions présente les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et pour le compte du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations, notamment les loyers, sont à remettre au receveur général du Canada.

Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés ou possédés par la Société. Ces dépenses comprennent aussi les coûts d'acquisition et de démolition de bâtiments.

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations cédées par le Canada sont comptabilisées à leur valeur courante à la date de cession, avec la contrepartie au surplus d'apport. Les autres immobilisations appartenant à la Société sont comptabilisées au prix coûtant. Elles sont amorties d'après la méthode de l'amortissement linéaire à des taux établis selon la durée d'utilisation des biens, présentement estimée à 40 ans pour la structure principale des bâtiments.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

ANNEXE 3—*Suite*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DES 31 MARS 1985 ET 1984—*Suite*

3. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les montants suivants:

	1985	1984
	$	$
Organisme de services publics	467,816	467,227
Ministère des Travaux publics	54,824	500,258
Société canadienne des Ports	175,000	175,000
Divers	388,185	79,144
	1,085,825	1,221,629

La somme à recevoir d'un organisme de services publics est en regard de travaux d'aménagements spécifiques exécutés par la Société. Le coût de ces travaux est recouvrable à la signature d'un protocole d'entente par la Société, la Société canadienne des Ports et l'organisme. Le protocole d'entente, qui n'a pas encore été signé, prévoit la cession de certains privilèges par la Société et la Société canadienne des Ports. Les travaux sont terminés à toutes fins pratiques. La Société n'a pas encore décidé de céder les privilèges demandés par l'organisme. Il se pourrait que la Société ne puisse recouvrer ses coûts et elle devra alors les comptabiliser comme dépenses en capital.

La somme à recevoir du ministère des Travaux publics est constituée des éléments suivants:

	1985	1984
	$	$
Travaux d'aménagements en vue de la location de locaux	266,206	567,250
Loyers		31,708
	266,206	598,958
Moins: réclamation pour occupation tardive des locaux loués	89,546	89,546
subventions pour en lieu de taxes versées par le ministère pour le compte de la Société	121,836	9,154
	211,382	98,700
	54,824	500,258

La somme à recevoir de la Société canadienne des Ports découle d'un protocole d'entente prévoyant le remboursement à la Société de dépenses engagées par elle pour des travaux exécutés à l'intérieur de la bande de terrain sur laquelle la Société canadienne des Ports possède une juridiction opérationnelle. Le protocole d'entente prévoit que le remboursement sera fait à même une somme globale autorisée par le Conseil du Trésor en faveur de la Société canadienne des Ports, en autant qu'il y aura des fonds disponibles. Au 31 mars 1985, la Société a demandé le remboursement de dépenses se chiffrant à $650,000, dont $475,000 furent versés avant cette date. La Société ne pouvant établir le solde des fonds à la disposition de la Société canadienne des Ports, elle ne peut déterminer le montant additionnel qu'elle peut s'attendre de recevoir ou tout montant, jusqu'à concurrence des $475 000 déjà reçus, qu'elle pourrait être appelée à remettre. Tout écart qui sera constaté lors du règlement final de la transaction sera comptabilisé comme dépense en capital.

4. Montant à recevoir du (montant dû au) ministre des Travaux publics

	1985	1984
	$	$
Montant à recevoir au début de l'exercice	242,329	693,137
Redressement pour tenir compte des produits d'exercices antérieurs ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		358,645
	242,329	334,492
Dépenses nettes	26,013,735	32,441,982
	26,256,064	32,776,474
Moins: fonds tirés sur les crédits 15 et 65 en 1985 et 50 en 1984 du ministère des Travaux publics		
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc.	26,516,600	31,844,000
fonds tirés sur le crédit 10 du Conseil du Trésor		
Programme d'initiatives visant à créer des emplois		690,145
fonds tirés sur le crédit 10 du ministère des communications		
Programme spécial d'initiatives culturelles	200,000	
	26,716,600	32,534,145
Montant à recevoir (montant dû) à la fin de l'exercice	(460,536)	242,329

5. Montant à recevoir du receveur général du Canada

	1985	1984
	$	$
Montant à recevoir (dû) au début de l'exercice	704,354	(32,704)
Redressement pour tenir compte des produits d'exercices antérieurs ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		358,645
	704,354	325,941
Produits directs	636,814	163,897
	67,540	162,044
Remises au Fonds du revenu consolidé		542,310
Montant à recevoir à la fin de l'exercice	67,540	704,354

6. Immobilisations

Les immobilisations se ventilent comme suit:

	1985	1984
	$	$
Bâtiment		
Valeur comptable	3,565,000	3,565,000
Amortissement accumulé	96,550	7,425
	3,468,450	3,557,575
Terrain	225,000	225,000
	3,693,450	3,782,575

Les immobilisations cédées par le Canada le furent sous réserve que la propriété serve à la location d'espaces à bureaux principalement au ministère des Travaux publics et, à la fin de son mandat qui vise le réaménagement du Vieux-Port de Québec, que la Société les rétrocède au ministère des Travaux publics.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Fin*

ANNEXE 3—*Fin*

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DES 31 MARS 1985 ET 1984—*Fin*

7. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

8. Québec 1534-1984

Dans le cadre d'un événement à caractère national et international qui eut lieu à Québec au cours de l'été de 1984 pour commémorer l'arrivée de Jacques Cartier au Canada, la corporation sans but lucratif Québec 1534-1984 et la Société ont signé un protocole général d'entente établissant les droits et obligations des parties en regard de la tenue des festivités et de l'utilisation du territoire et des installations sous la juridiction de la Société. De façon expresse, à titre de compensation pour le droit d'usage du site consenti par la Société, il avait été convenu que certaines infrastructures, installations temporaires et équipements mis en place par Québec 1534-1984 demeureraient la propriété de la Société à l'expiration de l'entente.

Lorsque la situation financière précaire de Québec 1534-1984 devint de notoriété publique, une proposition fut faite au Conseil du Trésor pour qu'il autorise la Société à racheter des biens de cette corporation et à la rembourser pour certaines immobilisations, localisés sur le site, pour une valeur totale de 2.5 millions de dollars et à verser un million de dollars pour le financement d'une partie de la programmation régulière et du plan de relance au niveau de l'animation.

Le 1[er] août 1984, le Conseil du Trésor a autorisé la Société à verser à Québec 1534-1984 un montant maximal de 3.5 millions de dollars pour des biens et des propriétés ainsi que pour des dépenses de fonctionnement.

En date du 22 août 1984, la Société s'est engagée à verser la somme de $1,977,469 constituant la valeur d'origine des biens ainsi acquis. Le 23 août 1984, elle a versé un million de dollars afin de participer aux activités socio-culturelles et d'animation présentées sur le site par Québec 1534-1984.

De plus, elle a acquitté des dettes de Québec 1534-1984 se chiffrant à $429,876.

9. Éventualités

Comme il est mentionné à la note 8, la Société et la corporation Québec 1534-1984 ont signé un protocole général d'entente établissant les droits et obligations des parties en regard de la tenue des festivités et de l'utilisation du territoire et des installations sous la juridiction de la Société. En vertu de ce protocole, la Société n'avait pas cédé le droit d'usage de la totalité du site, se réservant ainsi des locaux qu'elle pourrait louer à des fins commerciales. Des baux furent signés mais, vu le manque d'affluence des visiteurs, plusieurs furent modifiés, résiliés ou abandonnés. La Société a déjà reçu des réclamations découlant de ces baux, totalisant plus de 2.5 millions de dollars, et il est possible que d'autres soient reçues dans le futur. La direction estime que ces réclamations n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Société.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

MANDAT

Favoriser et intensifier les exportations en fournissant des assurances, des garanties, des prêts et d'autres moyens financiers.

ANTÉCÉDENTS

Le financement assuré par le Canada à l'égard des opérations afférentes aux comptes de la société provient de prêts et d'apports de capitaux propres. La croissance du chiffre d'affaires de la société, au cours des dernières années, a été financée surtout par ses emprunts dans le secteur privé. Outre ses activités en tant que société, la SEE administre pour le Canada certaines opérations de financement des exportations jugées dans l'intérêt du pays, y compris celles effectuées en vertu de l'article 31 de la *Loi sur l'expansion des exportations*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	151, rue O'Connor C.P. 655 Ottawa (Ontario) K1P 5T9
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1969; *Loi sur l'expansion des exportations* (S.R.C. 1970, c. E-18)
PREMIER DIRIGEANT	Robert Richardson
PRÉSIDENT	V.E. Daughney
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

COMPTE DE LA SOCIÉTÉ	1985	1984 (reformulé)	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	7,296	6,611	6,063	5,282
Engagements envers le secteur privé	5,868	5,137	4,511	3,844
Engagements envers le Canada	154	258	376	448
Avoir du Canada	896	855	769	651
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	37	79	116	115
COMPTE DU CANADA				
À la fin de l'exercice				
Financement par le Canada, somme cumulative	1,142	1,061	900	753

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK, C.P., DÉPUTÉ
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan de la Société pour l'expansion des exportations au 31 décembre 1985 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'expansion des exportations et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 26 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1985
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
Prêts à recevoir (note 2)		
À long terme	5,111,485	4,829,020
À court terme	964,741	821,458
	6,076,226	5,650,478
Intérêts et honoraires courus	308,691	272,054
	6,384,917	5,922,532
Moins: provision pour pertes sur prêts	105,257	83,261
	6,279,660	5,839,271
Encaisse et titres négociables		
Encaisse et dépôts à court terme	629,021	700,709
Titre négociables (valeur marchande: 1985—$291,465, 1984—$4,481)	291,275	5,048
Intérêts courus	10,453	10,330
	930,749	716,087
Autres éléments d'actif		
Valeur non amortie de l'escompte à la souscription et des frais d'émission	56,477	47,235
Autres	29,252	32,048
	85,729	79,283
	7,296,138	6,634,641

PASSIF	1985	1984
Emprunts (note 3)		
À long terme	3,906,655	3,393,963
À court terme	2,115,917	2,000,202
Intérêts courus	200,764	179,091
	6,223,336	5,573,256
Autres éléments de passif et revenu reporté		
Créditeurs	19,464	51,259
Revenu reporté et autres crédits	127,030	133 293
Provision pour sinistres sur assurances et garanties	30,251	22,287
	176,745	206,839
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 4)	697,000	660,000
Bénéfices non répartis	199,057	194,546
	896,057	854,546
	7,296,138	6,634,641

Engagements et passif éventuel (note 5)

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le Président du Conseil et Président
SYLVAIN CLOUTIER

Le premier vice-président aux Finances et Trésorier
B. A. CULHAM

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

(en milliers de dollars)

	1985	1984
Prêts et garanties		
Revenu d'intérêt	573,220	553,469
Revenus d'honoraires	23,568	19,611
Revenu d'intérêt sur placements	67,357	81,481
	664,145	654,561
Dépenses d'intérêt		
À long terme	481,086	436,928
À court terme	138,273	175,434
Provision pour pertes sur prêts	21,618	24,120
	640,977	636,482
	23,168	18,079
Assurances et garanties		
Primes et revenu d'honoraires	16,490	17,433
Revenu d'intérêt sur placements	4,877	5,613
	21,367	23,046
Provision pour sinistres	6,781	6,411
	14,586	16,635
Bénéfices d'exploitation	37,754	34,714
Frais d'administration	33,243	28,231
Bénéfice net	4,511	6,483
Bénéfices non répartis		
Début de l'exercice	194,546	188,063
Fin de l'exercice	199,057	194,546

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1985

(en milliers de dollars)

	1985	1984
Exploitation		
Bénéfice net	4,511	6,483
Sans incidence sur les fonds		
Provision pour sinistres et pertes sur prêts	28,399	30,531
Amortissement d'honoraires et de primes	(33,510)	(26,008)
Augmentation des charges d'intérêt et des honoraires	(12,437)	(82,152)
Intérêts rééchelonnés	(29,239)	(18,620)
Revenu d'honoraires et de primes	42,891	47,321
Autres	(19,460)	(12,634)
	(18,845)	(55,079)
Versements sur prêts	(819,980)	(934,480)
Remboursement de prêts	644,759	549,602
Encaisse utilisée pour l'exploitation	(194,066)	(439,957)
Trésorerie		
Emprunts à long terme	980,291	795,416
Remboursement d'emprunts à long terme	(628,795)	(780,562)
Augmentation des emprunts à court terme	20,109	223,624
Capital-actions émis	37,000	79,000
Encaisse provenant du financement	408,605	317,478
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des titres négociables	214,539	(122,479)
Encaisse et titres négociables		
Début de l'exercice	705,757	828,236
Fin de l'exercice	920,296	705,757

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 DÉCEMBRE 1985

1. Résumé des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. On trouvera, ci-après, un résumé des principales conventions comptables.

Titres négociables

Les titres négociables sont évalués au moindre de leur coût ou de leur valeur marchande à la date du bilan.

Revenu d'intérêt sur les prêts

Les intérêts s'accumulent sur le capital à recevoir, jusqu'à ce que le prêt soit considéré non courant. Par prêt non courant, il faut entendre un prêt dont le recouvrement présente de sérieux doutes, un prêt pour lequel des versements importants n'ont pas été reçus pendant deux ans et aucun accord de rééchelonnement n'a été négocié, ou un prêt ayant fait l'objet d'un accord de rééchelonnement mais pour lequel un versement important n'a pas été reçu pendant un an.

Les frais de financement et de service, à la charge des exportateurs, sont comptabilisés au revenu d'intérêt pendant les périodes de versement et de remboursement des prêts.

Honoraires sur les prêts

Les frais d'administration sont inscrits au revenu durant les périodes de versement et de remboursement des prêts, et les commissions d'engagement sont inscrites au revenu durant la période de versement.

Les commissions d'encours, à la charge des exportateurs, sont comptabilisées pendant les périodes de versement et de remboursement des prêts.

Revenu d'intérêt sur placements

Les intérêts gagnés sur les placements sont répartis entre les prêts et garanties et les assurances et garanties, au prorata de la moyenne des fonds placés.

Dépenses d'intérêt

Les dépenses d'intérêt comprennent l'amortissement linéaire, sur la durée de la dette, de l'escompte à la souscription et des frais d'émission.

Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts est établie en fonction de la valeur de recouvrement de tous les prêts à percevoir auprès de débiteurs publics et commerciaux. À cet égard, la Société n'ignore pas que les perspectives économiques et politiques de certains pays débiteurs sont influencées par diverses pressions et incertitudes. Il s'ensuit donc parfois des retards dans les remboursements de capital et d'intérêts.

Dans le cas des prêts consentis à des entités souveraines ou garantis par celles-ci, c'est-à-dire des gouvernements ou leurs organismes, les arriérés de paiements ne représentent pas nécessairement des pertes éventuelles pour lesquelles il faut créer une provision. Les entités souveraines et leurs obligations financières internationales ne s'éteignent pas du point de vue financier et le système international ne tolère pas la renonciation unilatérale à une obligation souveraine. Par ailleurs, le système international prévoit plusieurs mécanismes et institutions auxquels les pays en difficulté financière peuvent avoir recours pour établir d'autres modalités de remboursement avec leurs créanciers. Donc, sauf dans de rares cas où les créanciers conviennent de radier la valeur d'un actif, la direction est d'avis que la perception ultime d'une obligation souveraine et, partant, de sa valeur active, ne pose aucun problème, même s'il faut entrevoir des retards.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

À même ses bénéfices, et en plus des provisions particulières faites après étude des prêts en cours, la Société constitue également une provision générale dont la somme cumulée est proportionnelle au capital et aux intérêts des prêts à recevoir pour lesquels aucune provision particulière n'a été faite.

Primes d'assurance

Pour ce qui est des polices globales d'assurance à l'exportation, les primes sont comptabilisées au revenu dès que la protection entre en vigueur. En ce qui concerne les autres polices d'assurance à l'exportation, les primes sont comptabilisées au revenu selon des méthodes qui reflètent généralement la part des risques assumés pendant la durée des polices. Les primes d'assurance-investissement à l'étranger sont comptabilisées au revenu et réparties également sur la durée de la protection, à l'exception de la prime de la première année qui est comptabilisée intégralement au revenu dès sa réception.

Provision pour sinistres sur assurances et garanties

La Société constitue une provision qui tient compte des sinistres subis antérieurement, provision à laquelle peut venir se greffer une provision spéciale, après étude du passif éventuel. Les indemnités payées sont comptabilisées aux valeurs de récupération estimatives et incorporées aux autres éléments d'actif. Les sommes non recouvrables sont imputées à la provision. Les gains ou pertes nets qui en découlent subséquemment sont portés au crédit ou au débit du revenu.

Conversion des devises

La Société couvre ses éléments d'actif et de passif en dollars américains sur l'ensemble de son portefeuille. Les risques nets associés aux fluctuations des taux de change du dollar américain sont attribuables à des décalages de trésorerie à court terme. La Société gère ses éléments d'actif et de passif libellés en dollars américains de façon à minimiser ces risques nets. Il s'ensuit que les éléments d'actif et de passif en dollars américains sont convertis en dollars canadiens, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les gains et les pertes résultant de la conversion de tout élément d'actif ou de passif non couvert à long terme en devises autres qu'en dollars américains sont différés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie restante de l'actif ou du passif. Le solde non amorti des gains ou des pertes reportés est inclus dans le revenu reporté ou dans les autres éléments d'actif.

Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change moyens mensuels en vigueur pendant l'exercice. Les gains et les pertes découlant de la conversion des soldes et des opérations en devises étrangères sont portés au revenu d'intérêt sur placements.

2. Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir des débiteurs publics et commerciaux, nets de la participation d'autres prêteurs, soit $64.294 millions (1984—$65.906 millions), sont pour la plupart consentis à des taux d'intérêt fixes compétitifs par rapport à ceux que pratiquent des organismes de crédits à l'exportation semblables dans d'autres pays et sont généralement inférieurs aux taux commerciaux. Les échéances de ces prêts se présentent comme suit:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
À moins de 12 mois		
—Taux fixe	691.178	627.192
—Taux flottant	56.625	39.875
En souffrance	216.938	154.391
1986		692.068
1987	751.472	674.885
1988	788.687	704.733
1989	767.706	655.644
1990	672.766	567.693
1991 à 1995	1.761.247	1.329.842
1996 et subséquemment	369.607	204.155
Total	6.076.226	5.650.478
Prêts commerciaux inclus ci-dessus	1.167.519	1.509.481
Prêts à taux flottants (généralement en fonction des taux Libor) inclus ci-dessus	568.842	383.495

La répartition géographique de ces prêts est la suivante:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Pacifique	340.552	400.345
Asie	527.131	392.992
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	473.531	487.842
Afrique du Nord et de l'Ouest	1.237.147	1.089.087
Europe orientale	707.171	647.212
Europe occidentale	648.528	643.800
États-Unis et Antilles	771.643	715.181
Mexique et Amérique centrale	337.506	369.895
Amérique du Sud (Est)	500.939	471.706
Amérique du Sud (Ouest)	532.078	432.418
	6.076.226	5.650.478

En 1985, des intérêts en souffrance totalisant $63.528 millions (1984—$77.042 millions) ont été comptabilisés au revenu. Le total cumulé des intérêts en souffrance, qui s'élève à $198.816 millions (1984—$135.288 millions), a été comptabilisé au revenu. Les intérêts non reconnus sur les prêts se sont élevés à $43.824 millions (1984—$2.966 millions). Le total cumulé des intérêts non reconnus sur les prêts ont été de $49.555 millions (1984—$5.731 millions).

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

La répartition géographique du capital et des intérêts en souffrance, dont les montants s'élevaient respectivement à $216.938 millions (1984—$154.391 millions) et $248.371 millions (1984—$141.019 millions), s'établit comme suit:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Pacifique	1,716	880
Asie	820	
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	21,258	5,252
Afrique du Nord et de l'Ouest	40,548	22,385
Europe orientale	104,539	67,685
Europe occidentale	8,442	9,979
États-Unis et Antilles	20,838	10,082
Mexique et Amérique centrale	33,771	33,601
Amérique du Sud (Est)	129,821	96,240
Amérique du Sud (Ouest)	103,556	49,306
	465,309	295,410

En vue de faciliter le recouvrement de certains prêts ou parties de prêts, la Société a rééchelonné les paiements de capital et d'intérêts comme suit:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Pendant l'exercice		
Capital	52,143	68,759
Intérêts	29,239	18,620
	81,382	87,379
Solde des prêts rééchelonnés en cours		
Public	289,465	213,031
Commercial	36,752	24,999
	326,217	238,030
Montants en souffrance	21,806	7,297

3. Emprunts

Les échéances de ces emprunts se présentent comme suit:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
À moins de 12 mois		
—Taux fixes	480,578	488,665
—Taux flottants	1,635,339	1,533,345
1986		443,383
1987	792,231	864,657
1988	1,180,185	1,115,726
1989	538,828	491,917
1990 à 1994	1,395,411	456,472
Total	6,022,572	5,394,165
Prêts commerciaux inclus ci-dessus		
Taux d'intérêts fixes allant de 5,38% à 16,88% (1984—5,38% à 16,88%)	4,120,221	3,296,196
Prêts renouvelables à des taux flottants, ou à des taux fixes à court terme	1,747,854	1,840,285
Emprunts du Canada inclus ci-dessus		
Taux d'intérêt fixes allant de 5,50% à 9,13% (1984—5,50% à 9,25%)	154,497	257,684

4. Capital-actions

Le capital-actions autorisé est de $1.5 milliard divisé en 15 millions d'actions d'une valeur nominale de $100 chacune. La ventilation des actions émises et entièrement libérées est la suivante:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers d'actions)	
Début de l'exercice	6,600	5,810
Émises	370	790
Fin de l'exercice	6,970	6,600

5. Limites statutaires, engagements et passif éventuel

Aux termes de la Loi sur l'expansion des exportations (la Loi), la Société peut avoir des prêts en cours et des engagements avec des emprunteurs étrangers jusqu'à concurrence de $15 milliards. Conformément à cette loi, la situation se présente comme suit:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Prêts à recevoir, moins la participation	6,076,226	5,650,478
Engagements non déboursés relatifs à des conventions de prêt signées, moins la participation sans recours, dont la majorité ont été signées entre décembre 1975 et décembre 1985 à des taux nominaux de 7.75% à 14.41% (1984—entre décembre 1975 et décembre 1984 à des taux nominaux de 7.75% à 13.60%)	2,846,209	3,302,566
Participation d'autres prêteurs avec recours sur les prêts à recevoir	11,557	1,610
Moins montants non assujettis aux limites statutaires	39,737	88,761
	8,894,255	8,865,893
Passif éventuel compris dans les postes ci-dessus	11,557	1,610

Les engagements non déboursés relatifs à des conventions de prêt signées seront normalement versés au fur et à mesure de la livraison des biens, de la prestation des services ou de l'avancement des projets, la période de versement étant généralement de trois ans. La Société compte financer ces engagements peu avant les versements en émettant des titres de créance sur les marchés financiers internationaux, à des taux d'intérêt commerciaux, et en augmentant le capital-actions, tout en s'efforçant d'apparier les échéances et les devises avec celles de la moyenne de ses prêts à l'exportation. En raison des fluctuations des taux d'intérêt et d'autres facteurs indépendants de sa volonté, la Société n'est pas toujours en mesure de financer ses engagements de prêts non déboursés à des taux d'intérêt pouvant se traduire par un profit.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

La Loi prévoit également que la responsabilité de la Société en vertu des contrats d'assurance, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser $15 milliards. Conformément à la Loi, cette responsabilité se présente comme suit:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Assurances et garanties afférentes	2.483.804	2.274.935
Garanties sur prêts — Versés	201.717	185.038
Non versés	6.889	7.874
	2.692.410	2.467.847
Passif éventuel compris dans les postes ci-dessus	1.863.314	2.009.817

La Loi autorise la Société à emprunter jusqu'à concurrence d'un montant égal à dix fois le total du capital versé et des bénéfices non répartis, établi selon ses états financiers vérifiés les plus récents. Au 31 décembre 1985, selon cette formule, la limite d'emprunt était de $8.915 milliards (1984—$8.481 milliards) et les emprunts s'élevaient à $6.023 milliards (1984—$5.394 milliards).

6. Dépôts et emprunts à court terme

Le mouvement des dépôts et des emprunts à court terme se présente comme suit:

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Dépôts à court terme		
moyenne journalière	757.100	820.600
maximum	1.187.800	1.248.700
minimum	450.800	416.800
Emprunts à court terme		
moyenne journalière	1.710.600	1.670.600
maximum	2.182.100	2.147.800
minimum	1.489.400	1.209.500

La Société disposait également de lignes de crédit et de facilités de découvert totalisant $3.211 milliards au 31 décembre 1985 (1984—$2.095 milliards).

7. Soldes en devises étrangères

La Société possède un actif et un passif considérables en dollars américains et en d'autres devises. Compte tenu des contrats de change à terme, l'équivalent en dollars canadiens s'établit comme suit:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Dollars américains		
Actif	5.369.446	4.582.919
Passif	5.560.755	4.555.791
Situation nette	(191.309)	27.128
Taux de change pour $1.00 US	1.3983	1.3217
Livres sterling, deutsche mark, Ecu, francs suisses et yen		
Actif	42.857	116.702
Passif	36.448	291.917
Situation nette	6.409	(175.215)

8. Opérations entre apparentés

Les transactions entre apparentés avec le Canada se résument comme suit:

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Postes de revenus et de dépenses		
Dépenses d'intérêt	14.853	23.758
Moins: recouvrement des frais d'administration	6.476	6.472
revenu d'intérêt	467	925
	7.910	16.361

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Montants dus au (à recevoir du) Canada		
Obligations du Canada portant intérêt de 9.50% et venant à échéance en 1994	(5.043)	(5.048)
Intérêts courus à recevoir	(21)	(23)
Comptes administrés pour le Canada (note 10)	13.416	19.255
Emprunts à long terme	154.497	257.684
Intérêts courus à payer	3.647	7.175
	166.496	279.043

Le gouvernement du Canada accorde des crédits parlementaires à la Société afin que celle-ci puisse couvrir ses pertes d'exploitation éventuelles. De tels crédits n'ont pas été utilisés jusqu'à présent.

La Société n'est pas assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne ses bénéfices.

La Société conclut également des opérations avec d'autres sociétés de la Couronne, dans le cours normal de ses activités.

9. Information sectorielle

La Société a deux secteurs industriels dominants: les prêts et les assurances.

Les revenus d'exploitation relatifs à ces deux catégories sont calculés avant déduction des frais d'administration et compris dans l'État des résultats et des bénéfices non répartis, aux postes «prêts et garanties» et «assurances et garanties».

Les éléments d'actif de la Société proviennent surtout du programme des prêts et garanties. La répartition géographique de ces prêts figure à la note 2.

Pour la période terminée le 31 décembre 1985, les revenus provenant des intérêts sur prêts et des honoraires gagnés hors du Canada s'élèvent à $570 millions (1984—$551 millions).

Les revenus provenant des primes d'assurance et des honoraires sont gagnés au Canada.

10. Comptes administrés pour le Canada

a) Aux termes de la Loi, la Société administre pour le Canada certains programmes de prêts et d'assurances autorisés par le gouverneur en conseil, pour lesquels le Conseil d'administration n'est pas responsable si ce n'est en ce qui concerne l'administration des contrats.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

Les renseignements financiers résumés ci-après sont présentés au Parlement dans le cadre des responsabilités de la Société, et sont intégrés chaque année, au 31 mars, dans les états financiers du gouvernement du Canada, qui font l'objet d'un rapport distinct du vérificateur général du Canada. En ce qui concerne tous les points importants, ces renseignements ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 1, mais aucune provision n'a été prévue pour les pertes sur les prêts ou les demandes d'indemnisation sur assurances et garanties. La politique de la Société relativement aux prêts non courants n'a pas été appliquée.

Les prêts à recevoir, comptabilisés selon les montants versés nets de remboursements, comprennent certains prêts dont les taux d'intérêt étaient considérablement inférieurs aux taux commerciaux en vigueur au moment de la signature des contrats.

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Actif		
Prêts à recevoir (note 10 (b))		
Capital	1,043,244	985,188
Moins: participation d'autres prêteurs	13,030	19,744
	1,030,214	965,444
Intérêts et honoraires courus	98,170	76,299
Autres créances	48	15
À recevoir de la Société (note 8)	13,416	19,255
	1,141,848	1,061,013

Ces éléments d'actif ont été financés par le Canada comme suit:

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Fonds provenant du Canada, moins les remboursements de capital et d'intérêts, nets de la participation	(61,095)	19,876
Intérêts gagnés sur prêts, honoraires, primes d'assurance et de garanties	127,115	111,774
Règlements de sinistres, nets des recouvrements	(3,661)	(5,591)
Frais d'administration	(6,476)	(6,472)
Augmentation des sommes à payer au Canada	24,952	41,097
	80,835	160,684
Actif financé par le Canada		
Début de l'exercice	1,061,013	900,329
Fin de l'exercice	1,141,848	1,061,013

b) Compte du Canada—Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir des débiteurs publics et commerciaux, nets de la participation d'autres prêteurs, viennent à échéance comme suit:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
En souffrance	109,843	78,712
1985		72,261
1986	76,195	75,176
1987	74,885	74,034
1988	68,870	65,284
1989	61,332	52,568
1990	59,981	50,046
1991 à 1995	385,449	337,687
1996 et subséquemment	193,659	159,676
Total	1,030,214	965,444
Prêts commerciaux inclus ci-dessus	44,037	73,987
Intérêts en souffrance	89,442	61,583

En vue de faciliter le recouvrement de certains prêts ou parties de prêts, des accords ont été conclus avec l'approbation du gouverneur en conseil pour rééchelonner les paiements de capital et d'intérêt échus au cours de l'exercice comme suit:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Capital	22,418	8,758
Intérêts	11,677	1,782
	34,095	10,540
Solde des prêts souverains rééchelonnés et en cours	84,443	52,175
Montants en souffrance	9,417	6,413

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

c) Compte du Canada—Limites statutaires, engagements et passif éventuel

La Loi prévoit que les prêts et les engagements en cours avec des emprunteurs étrangers ne peuvent excéder $6 milliards sur les comptes administrés pour le Canada. Conformément à la Loi, la situation est la suivante:

	31 décembre	
	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Prêts à recevoir, moins la participation	1,030,214	965,444
Engagements non déboursés relatifs à des conventions de prêt signées, moins la participation sans recours	405,494	373,237
Participation d'autres prêteurs avec recours sur les prêts à recevoir	13,030	19,744
Moins: montants non assujettis aux limites statutaires	10,974	2,591
	1,437,764	1,355,834
Passif éventuel compris dans les postes ci-dessus	13,030	19,744

La Loi prévoit également que la responsabilité engagée sur les comptes administrés pour le Canada en vertu des contrats d'assurance, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser $7 milliards. La situation par rapport à cette limite, conformément aux dispositions de la Loi, est de $428 millions (1984—$428 millions), y compris un passif éventuel de $374 millions (1984—$374 millions).

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

MANDAT

Créer à l'intention de tous les Canadiens, un service national de diffusion dans les deux langues officielles, à la télévision et à la radio, ainsi qu'un service international.

ANTÉCÉDENTS

La Société Radio-Canada a été constituée en 1936 en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*; d'importantes modifications ont été apportées à cette loi en 1958 et 1968. En mai 1985, le gouvernement a créé un groupe de travail pour examiner la radiodiffusion au Canada. Le rapport de ce groupe a été présenté en 1986 et le gouvernement l'étudie actuellement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1500, avenue Bronson Ottawa (Ontario) K1G 3J5
STATUT	— mandataire de Sa Majesté — exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*; assujettie à la partie VIII de cette loi avant son abrogation (1984)
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Flora MacDonald, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1936, aux termes de la *Loi sur la radiodiffusion* (S.R.C. 1970, c. B-11)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	L'honorable Pierre Juneau, c.p., O.C.
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	743	691	639	596
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	33	33	33	33
Avoir du Canada	458	413	381	353
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	857	905	815	744
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA
ET
AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société Radio-Canada au 31 mars 1986 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des crédits parlementaires d'exploitation, l'état du Compte du fonds effectif et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances, à l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous.

Comme l'explique la note 13 des états financiers, à cause des grandes difficultés que la Société a éprouvées durant la mise en œuvre de la première phase du Système financier national elle n'a pas pu tenir des registres comptables et maintenir un contrôle interne qui soient appropriés. Étant donné la nature et la portée de ces problèmes, ainsi que le volume anormalement élevé d'inscriptions comptables qui ont dû être traitées par le système nouvellement introduit, je n'ai pas pu compléter ma vérification.

Compte tenu de l'importance des répercussions que les problèmes mentionnés au paragraphe ci-dessus sont susceptibles d'avoir sur les états financiers, il m'est impossible d'exprimer une opinion sur la fidélité de ces états financiers et leur conformité aux principes comptables généralement reconnus.

De plus, comme il est mentionné ci-dessus et décrit à la note 13 des états financiers, à mon avis, à cause des difficultés qu'elle a éprouvées durant la mise en œuvre de la première phase de son Système financier national, la Société n'a pas tenu de registres comptables appropriés à partir desquels on a établi les états financiers.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 19 août 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse	20,515	10,433
Débiteurs	70,494	52,911
À recevoir du gouvernement du Canada	479	10,797
Fournitures techniques et de production	11,657	11,803
Émissions réalisées et en cours de production	79,865	51,334
Droits sur films et textes et autres frais payés d'avance	21,740	30,981
	204,750	168,259
Placements (note 3)	4,521	5,588
Immobilisations (note 4)	533,524	516,962
	742,795	690,809

PASSIF	1986	1985
À court terme		
Créditeurs et frais courus	119,493	116,179
Accroissement de la paie de vacances	40,741	39,379
Solde remboursable des crédits parlementaires-immobilisations (note 5)	373	352
	160,607	155,910
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	90,802	88,860
Avances du Gouvernement du Canada (note 6)	33,000	33,000
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 7)	311	504
	124,113	122,364
	284,720	278,274
AVOIR DU CANADA		
Compte du fonds effectif	458,075	412,535
	742,795	690,809

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Accepté au nom du Conseil d'administration:*

Administrateur
PIERRE JUNEAU

Administrateur
MICHEL VENNAT

Vice-président aux finances
S. COTSMAN

* Les administrateurs notent que pendant l'exercice 1985-86, les graves problèmes que la Société a rencontrés dans la conception et la mise en œuvre de la première étape du système financier national ont empêché une tenue des dossiers comptables et un contrôle interne satisfaisants. À leur avis, ces états financiers représentent l'aperçu le plus fidèle, dans les circonstances, de la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de ses activités et les changements de sa position financière pour l'exercice se terminant à cette date. Les administrateurs ont accepté les états comptables et financiers en tenant compte de ces réserves et ont adopté les mesures appropriées pour résoudre le problème.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

MANDAT

Créer à l'intention de tous les Canadiens, un service national de diffusion dans les deux langues officielles, à la télévision et à la radio, ainsi qu'un service international.

ANTÉCÉDENTS

La Société Radio-Canada a été constituée en 1936 en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*; d'importantes modifications ont été apportées à cette loi en 1958 et 1968. En mai 1985, le gouvernement a créé un groupe de travail pour examiner la radiodiffusion au Canada. Le rapport de ce groupe a été présenté en 1986 et le gouvernement l'étudie actuellement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1500, avenue Bronson Ottawa (Ontario) K1G 3J5
STATUT	— mandataire de Sa Majesté — exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*; assujettie à la partie VIII de cette loi avant son abrogation (1984)
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Flora MacDonald, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1936, aux termes de la *Loi sur la radiodiffusion* (S.R.C. 1970, c. B-11)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	L'honorable Pierre Juneau, c.p., O.C.
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	743	691	639	596
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	33	33	33	33
Avoir du Canada	458	413	381	353
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	857	905	815	744
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA
ET
AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société Radio-Canada au 31 mars 1986 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des crédits parlementaires d'exploitation, l'état du Compte du fonds effectif et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances, à l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous.

Comme l'explique la note 13 des états financiers, à cause des grandes difficultés que la Société a éprouvées durant la mise en œuvre de la première phase du Système financier national elle n'a pas pu tenir des registres comptables et maintenir un contrôle interne qui soient appropriés. Étant donné la nature et la portée de ces problèmes, ainsi que le volume anormalement élevé d'inscriptions comptables qui ont dû être traitées par le système nouvellement introduit, je n'ai pas pu compléter ma vérification.

Compte tenu de l'importance des répercussions que les problèmes mentionnés au paragraphe ci-dessus sont susceptibles d'avoir sur les états financiers, il m'est impossible d'exprimer une opinion sur la fidélité de ces états financiers et leur conformité aux principes comptables généralement reconnus.

De plus, comme il est mentionné ci-dessus et décrit à la note 13 des états financiers, à mon avis, à cause des difficultés qu'elle a éprouvées durant la mise en œuvre de la première phase de son Système financier national, la Société n'a pas tenu de registres comptables appropriés à partir desquels on a établi les états financiers.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 19 août 1986

BILAN AU 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse	20,515	10,433
Débiteurs	70,494	52,911
À recevoir du gouvernement du Canada	479	10,797
Fournitures techniques et de production	11,657	11,803
Émissions réalisées et en cours de production	79,865	51,334
Droits sur films et textes et autres frais payés d'avance	21,740	30,981
	204,750	168,259
Placements (note 3)	4,521	5,588
Immobilisations (note 4)	533,524	516,962
	742,795	690,809

PASSIF	1986	1985
À court terme		
Créditeurs et frais courus	119,493	116,179
Accroissement de la paie de vacances	40,741	39,379
Solde remboursable des crédits parlementaires-immobilisations (note 5)	373	352
	160,607	155,910
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	90,802	88,860
Avances du Gouvernement du Canada (note 6)	33,000	33,000
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 7)	311	504
	124,113	122,364
	284,720	278,274
AVOIR DU CANADA		
Compte du fonds effectif	458,075	412,535
	742,795	690,809

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Accepté au nom du Conseil d'administration:*

Administrateur
PIERRE JUNEAU

Administrateur
MICHEL VENNAT

Vice-président aux finances
S. COTSMAN

* Les administrateurs notent que pendant l'exercice 1985-86, les graves problèmes que la Société a rencontrés dans la conception et la mise en œuvre de la première étape du système financier national ont empêché une tenue des dossiers comptables et un contrôle interne satisfaisants. À leur avis, ces états financiers représentent l'aperçu le plus fidèle, dans les circonstances, de la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de ses activités et les changements de sa position financière pour l'exercice se terminant à cette date. Les administrateurs ont accepté les états comptables et financiers en tenant compte de ces réserves et ont adopté les mesures appropriées pour résoudre le problème.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Dépenses		
Service national de radiodiffusion, coûts des émissions et de la distribution	922,477	962,357
Radio Canada International, service de radiodiffusion	16,083	16,679
Fonction de diffuseur-hôte—Visite du pape		9,013
Total des services de radiodiffusion	938,560	988,049
Ingénierie nationale	9,111	9,562
Administration nationale	55,705	55,070
Commissions aux agences et réseaux	31,156	30,170
Frais de vente	17,781	17,721
	1,052,313	1,100,572
Revenus		
Publicitaires	218,390	212,287
Divers	23,090	16,176
Crédits d'exploitation	789,638	808,450
	1,031,118	1,036,913
Excédent des dépenses sur les revenus	21,195	63,659
Ajouter: coûts des stocks d'émissions financés à partir des fonds d'exploitation courants	15,682	
Déduire: dépenses ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (note 5)	53,036	47,960
Excédent (déficit) de l'exercice courant	16,159	(15,699)
Excédent (déficit) reporté—En début d'exercice	(9,851)	5,848
Excédent (déficit)—En fin d'exercice	6,308	(9,851)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU COMPTE DU FONDS EFFECTIF POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde au début de l'exercice	412,535	380,505
Ajouter (déduire): crédits parlementaires — Immobilisations nettes (note 5)	64,836	91,519
crédits parlementaires — Fonds de roulement (note 5)	2,500	4,700
perte sur aliénation d'immobilisations	(601)	(530)
excédent (déficit) de l'exercice courant	16,159	(15,699)
coûts des stocks d'émissions financés à partir des fonds d'exploitation courants	15,682	
dépenses ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (note 5)	(53,036)	(47,960)
Solde—Fin d'exercice	458,075	412,535

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Provenance des fonds		
Crédits parlementaires		
Exploitation	789,638	799,458
Immobilisations	65,209	91,777
Fonds de roulement	2,500	4,700
Fonction de diffuseur-hôte—Visite du pape		8,992
	857,347	904,927
Revenus publicitaires	218,390	212,287
Revenus divers	23,090	16,176
Placements	1,067	744
Aliénation d'immobilisations	343	3,059
	1,100,237	1,137,193
Utilisation des fonds		
Frais d'exploitation	1,052,313	1,100,572
Déduire: éléments n'exigeant pas de sorties de fonds		
amortissement	47,383	43,672
provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,942	1,472
	1,002,988	1,055,428
Acquisition d'immobilisations	65,082	94,578
Remboursement des crédits non engagés d'immobilisations	373	258
	1,068,443	1,150,264
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	31,794	(13,071)
Fonds de roulement en début d'exercice	12,349	25,420
Fonds de roulement en fin d'exercice	44,143	12,349

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Pouvoirs et objectif

La Société Radio-Canada a été constituée en vertu des Lois sur la radiodiffusion de 1936, 1958 et 1968. Elle est un agent de Sa Majesté et tout bien qu'elle acquiert devient la propriété de cette dernière.

L'objectif de la Société consiste à créer et à offrir un service national de diffusion à tous les Canadiens dans les deux langues officielles, à la télévision et à la radio, ainsi qu'un service international, le contenu et le caractère de ces deux services devant être principalement canadiens.

2. Principales pratiques comptables

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction conformément aux pratiques comptables généralement reconnues et appliquées de façon uniforme sauf l'établissement des coûts indirects aux stocks. Étant donné que dans bien des cas la valeur précise de certains éléments d'actif et de passif dépend d'événements futurs, la préparation d'états financiers périodiques suppose nécessairement le recours à des estimations et à des approximations. La direction estime que les états financiers ont été préparés avec soin dans un contexte suffisamment concret et selon des pratiques comptables que nous résumons ci-dessous:

a) Fournitures techniques et de production

Les stocks de fournitures techniques et de production sont inscrits au plus bas du prix coûtant moyen et de la valeur de remplacement.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Suite*

b) Émissions réalisées et en cours de production

Les émissions réalisées et en cours de production sont inscrites à l'inventaire au prix coûtant, qui comprend le coût des biens et services, ainsi que la part de la main-d'œuvre et des frais généraux imputable à chaque émission. Le coût global d'une émission est imputé à l'exploitation lors de la diffusion ou lorsque l'émission est déclarée inutilisable.

c) Droits sur films

La Société prend des engagements pour les droits de diffusion de films. Ces engagements figurent dans les comptes à titre de «Droits sur films payés d'avance» à mesure que les paiements sont effectués selon les dispositions de chaque contrat. Ces droits sont imputés à l'exploitation lors de la diffusion des films ou lorsqu'ils sont jugés inutilisables.

d) Placements

Le placement dans une entreprise mixte est comptabilisé à la valeur de consolidation et la participation de la Société aux profits ou aux pertes est portée aux revenus ou dépenses de la Société. Les autres placements sont comptabilisés au prix coûtant.

e) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, qui comprend les matériaux, les services d'ingénierie, les frais directs de main-d'œuvre et les frais généraux qui s'y rapportent. Elles sont amorties selon la méthode linéaire en utilisant des taux basés sur la durée d'utilisation probable des biens, comme suit:

Immeubles	33 ans
Équipement technique	
Émetteurs et pylônes	20 ans
Autres	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans
Véhicules	5 ans

Les améliorations locatives dites «majeures» sont capitalisées et amorties selon la durée du contrat de location (durée maximale de cinq ans). Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société. Les gains et les pertes réalisés lors de l'aliénation des biens immobilisés sont portés au Compte du fonds effectif.

f) Contrats de location-acquisition

Les biens et les obligations y afférentes relatifs aux contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des paiements à effectuer. Les biens inscrits en vertu de contrats de location-acquisition sont amortis selon la méthode linéaire en utilisant des taux basés sur la durée d'utilisation probable des biens ou sur la durée des contrats de location, selon le cas. Les obligations afférentes sont réduites par les paiements de la location moins les intérêts imputés.

g) Indemnités de cessation d'emploi et paies de vacances

Les indemnités de cessation d'emploi et les paies de vacances sont comptabilisées comme dépenses au fur et à mesure qu'elles s'accumulent selon les conditions d'emploi.

h) Régime de retraite

Les coûts du financement courant des prestations de retraite sont imputés à l'exploitation au fur et à mesure. Le passif non capitalisé établi par évaluation actuarielle est financé par des paiements imputés à l'exploitation selon les périodes recommandées par les actuaires et conformément aux exigences réglementaires. Les paiements supplémentaires sont imputés à l'exploitation dès qu'ils sont effectués.

i) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires pour les dépenses d'exploitation sont comptabilisés comme revenus. Les crédits parlementaires nets d'immobilisations et ceux du fonds de roulement sont portés au Compte du fonds effectif.

3. Placements

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
La «Soirée du hockey»—Entreprise en participation, à la valeur de consolidation	4,309	5,376
Télévision St-François Inc.—Actions privilégiées, au prix coûtant	210	210
Master FM Limited—Actions ordinaires, au prix coûtant	2	2
	4,521	5,588

4. Immobilisations

	1986			1985
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur au livre	Valeur au livre
	(en milliers de dollars)			
Terrains	35,244		35,244	35,082
Immeubles	241,292	94,669	146,623	140,432
Équipement technique	566,219	281,111	285,108	266,210
Mobilier et matériel de bureau	26,377	9,658	16,719	13,411
Véhicules	11,062	7,847	3,215	2,958
Améliorations locatives	5,397	2,105	3,292	4,016
Propriétés en location-acquisition	699	291	408	566
Projets en cours	42,915		42,915	54,287
	929,205	395,681	533,524	516,962

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Suite*

5. Crédits parlementaires

	Visite du Pape	Exploitation	Immobilisations	Fonds de roulement	Total
	(en milliers de dollars)				
Paiements à la Société pour assurer le service de diffusion		789,638	65,209	2,500	857,347
Remboursable au gouvernement du Canada			373		373
Sommes retenues					
—1986		789,638	64,836	2,500	856,974
—1985	8,992	799,458	91,519	4,700	904,669

Les dépenses suivantes ne nécessitent pas de fonds d'exploitation courants:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Dépréciation et amortissement	47,383	43,672
Indemnités de cessation d'emploi et paie de vacances	5,653	4,288
	53,036	47,960

6. Avances du gouvernement du Canada

Des avances sans intérêt sont consenties par le gouvernement du Canada pour le fonds de roulement. Ces avances deviennent remboursables dès que l'encaisse et les bons du trésor dépassent les besoins en fonds de roulement de la Société.

7. Obligations en vertu de contrats de location

Au 31 mars 1986, les obligations de la Société, exigibles en vertu de contrats majeurs de location-acquisition et de location-exploitation, qui ont une durée de plus d'un an se présentaient comme suit:

	Location-acquisition	Location-exploitation
	(en milliers de dollars)	
1987	163	37,053
1988	135	34,077
1989	80	29,874
1990	29	28,001
1991		17,155
1992-2061		8,262
Total des loyers futurs	407	154,422
Déduire: la somme représentant l'intérêt	96	
Obligations à long terme en vertu de contrats de location-acquisition	311	

8. Engagements

Au 31 mars 1986, les engagements pour des droits sur films s'établissaient à 36.7 millions (27.0 millions en 1985).

9. Caisse de retraite

Pratiquement tous les employés permanents adhèrent au régime de retraite de la Société. Les versements globaux imputés à l'exploitation pour le coût du régime au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1986 étaient de 38.9 millions (38.2 millions en 1985). Au 31 mars 1986, la valeur actuelle du passif non capitalisé était évaluée à 118.8 millions sur la base de l'évaluation actuarielle du 31 décembre 1983.

En vertu des règlements de la Loi sur les normes des prestations de pension, la Société s'est engagée à liquider progressivement le passif non capitalisé d'ici au 31 décembre 2006.

10. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, diverses revendications et poursuites ont été intentées contre la Société. La direction estime que les pertes, s'il y en a, qui peuvent résulter du règlement de ces litiges ne seront probablement pas importantes et il n'en a pas été fait mention dans les comptes de la Société.

11. Impôts sur le revenu

En tant que société d'État, Radio-Canada est assujettie aux dispositions de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu en vertu de la partie LXXI du Règlement de l'impôt sur le revenu. Cependant, au cours d'exercices antérieurs, la Société a subi des pertes fiscales qui sont reportées et ont été réduites du revenu imposable de l'exercice courant.

Au 31 mars 1986, les pertes reportées pour fins d'impôt totalisaient 3.0 millions. Au cas où ces pertes ne seraient pas utilisées, elles expireraient le 31 mars 1992.

12. Opérations entre organismes apparentés

La Société est apparentée directement, en propriété commune, à tous les ministères du gouvernement canadien, organismes et sociétés d'État et elle est financée principalement par le Parlement du Canada. Les opérations conclues avec le Canada sont indiquées dans les notes 5 et 6.

Les opérations conclues au cours de l'exercice avec les ministères, organismes et sociétés d'État apparentés découlaient de l'exploitation courante, sans influence ni importance particulière, et selon l'usage commercial courant applicable à toutes les personnes et entreprises.

13. Nouveau Système financier national

La Société s'étant engagée à améliorer la fonction d'information de gestion, elle a entrepris l'élaboration d'un nouveau Système financier national (SFN) dont l'objectif est d'intégrer les fonctions de gestion et de rapports financiers dans toute la Société. Le SFN est un système très complexe, totalement intégré d'information comptable et de gestion qui devrait comprendre neuf modules différents dont chacun traite d'un aspect important de la gestion financière des activités. La Société avait l'intention d'introduire ces modules en trois étapes au cours des années, en commençant par la première étape en 1985-86. Les trois modules de la première phase sont 1) le grand livre, 2) les contrôles budgétaires et 3) le contrôle des bons de commande et des comptes fournisseurs.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

Tout en commençant la mise en œuvre de la première étape en 1985-86, la Société a continué de dépendre sur l'exactitude des sous-systèmes qui n'étaient pas touchés par cette nouvelle initiative. Le système de la paie nationale, la paie des artistes et les systèmes de revenu sont les plus importants de ces sous-systèmes. Malheureusement, nous avons connu un certain nombre de graves difficultés dans la mise en œuvre de la première phase et dans la tenue des livres comptables pendant la période de transition. C'est pourquoi un volume d'inscriptions beaucoup plus important que prévu a été porté dans des comptes spéciaux qui nécessitent des analyses et des corrections détaillées avant de pouvoir terminer la comptabilité. Par conséquent, la société n'a pu maintenir le degré de contrôle interne qu'elle avait prévu tandis que le SFN n'a pas été en mesure de produire régulièrement des renseignements et des rapports financiers fiables et en temps opportun.

Compte tenu de ces difficultés, la Société a décidé au milieu de l'année 1985, de mettre un terme à toutes les activités de développement des six derniers modules des phases deux et trois du projet jusqu'à ce qu'elle soit entièrement satisfaite des trois premiers modules. En janvier 1986, la direction a décidé de prendre un certain nombre de mesures pour assurer la légitimité, l'à-propos et l'inscription correcte des opérations. La direction estime que dans les circonstances ces états financiers représentent au mieux la situation financière de la Société.

14. Changement des pratiques comptables—Méthode révisée d'allocation des coûts pour les dépenses indirectes de main-d'œuvre et de production d'émissions et les dépenses générales

À compter du début de l'exercice 1985-86, la Société, dans le cadre de son nouveau Système financier national, a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne l'allocation des dépenses indirectes de main-d'œuvre pour la production des émissions et pour les frais généraux des émissions réalisées et diffusées. Ces coûts sont maintenant affectés en fonction d'un taux correspondant à chaque centre de production, égal au rapport du coût direct total au coût indirect d'émissions, pour remplacer les bases utilisées l'année précédente. La nouvelle base a été appliquée à partir du 1er avril 1985 pour la télévision et la radio.

Pour assurer une plus grande uniformité, les frais généraux et les coûts de main-d'œuvre de la production radio sont maintenant comptabilisés comme ceux de la télévision. Ces changements permettent d'augmenter de 4.5 millions de dollars l'allocation de l'inventaire des émissions radio au bilan, avec une diminution correspondante de la diffusion des émissions radio sur l'état des revenus et des dépenses.

L'impact de ce changement des pratiques comptables sur les états financiers de cette année et sur les chiffres comparatifs de 1985 ne peuvent être déterminés en raison de la rupture avec les anciens systèmes comptables.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ST. ANTHONY FISHERIES LIMITED

MANDAT

Voir au fonctionnement de l'usine de pêche de St. Anthony's pendant l'année 1982, de façon aussi efficace et économique que possible.

ANTÉCÉDENTS

La société est inactive. Elle sera dissoute sous peu, en vertu du projet de loi C-60, lequel a reçu la sanction royale le 29 octobre 1985.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Saltfish Chemin Torbay, C.P. 6068 St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X8
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Tom Siddon, c.p., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	21 mai 1982; *Companies Act* (Terre-Neuve, R.S.N., c. 54)
PREMIER DIRIGEANT	Donald D. Tansley
PRÉSIDENT	Poste vacant
VÉRIFICATEUR	Ernest R. Spurrell

ST. ANTHONY FISHERIES LIMITED

LA SOCIÉTÉ A DES ACTIFS NÉGLIGEABLES ET A ÉTÉ INACTIVE AU COURS DE L'EXERCICE

PAGE RÉCAPITULATIVE

TÉLÉGLOBE CANADA

MANDAT

Établir, maintenir et exploiter, au Canada et à l'étranger, des services de télécommunications internationales afin d'assurer les communications publiques.

ANTÉCÉDENTS

Initialement désignée sous le nom de Société canadienne des télécommunications transmarines, cette société est devenue, en 1975, Téléglobe Canada en vertu de la *Loi sur Téléglobe Canada*. Elle exploite un réseau de câbles transocéaniques et d'autres systèmes de communication et les a augmentés grandement. Elle est rentable et sa privatisation fait l'objet d'un examen approfondi.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	680, rue Sherbrooke ouest Montréal (Québec) H3A 2S4
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Barbara McDougall, c.p., député Ministre d'État (privatisation)
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1949; *Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines* (S.R.C. 1970, c. C-11)
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT	Jean-Claude Delorme
VÉRIFICATEUR	Le vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; vers la fin de 1984, la date de clôture de l'exercice a été changée du 31 mars au 31 décembre.

	1985	9 mois jusqu'au 31 déc. 1984	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	524.9	574.6	520.0	448.7
Engagements envers le secteur privé	66.5	68.3	64.4	43.9
Engagements envers le Canada	3.9	5.2	5.9	9.2
Avoir du Canada	307.4*	362.2	325.7	284.5
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice, net				
— budgétaire	(108.1)*	néant	néant	(9.4)
— non budgétaire	(1.3)	(0.6)	(3.3)	(3.2)

* Des dividendes de 108.1 millions de dollars ont été versés au Fonds du revenu consolidé.

TÉLÉGLOBE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE SINCLAIR MCKNIGHT STEVENS, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

J'ai vérifié le bilan de Téléglobe Canada au 31 décembre 1985 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices réinvestis et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de la période précédente.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur Téléglobe Canada et ses règlements et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 17 février 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1985	1984
À court terme		
Encaisse et placements temporaires, au coût (valeur du marché: 31 décembre 1985—$109,333; 31 décembre 1984—$134,101)	106,692	129,665
Débiteurs	93,884	99,610
Frais payés d'avance	2,056	2,224
	202,632	231,499
Immobilisations (note 4)	308,638	331,530
Autres éléments d'actif		
Créances à long terme	8,937	9,159
Frais reportés (note 5)	4,707	2,380
	13,644	11,539
	524,914	574,568

PASSIF	1985	1984
À court terme		
Créditeurs	87,606	82,501
Impôt sur le revenu à payer	8,454	7,053
Montant estimatif dû aux membres de la Commonwealth Telecommunications Organisation (note 11b)	1,915	1,915
Portion de la dette à long terme échéant en deçà d'un an (note 6)	9,955	9,210
	107,930	100,679
Dette à long terme (note 6)	60,491	64,351
Crédits reportés		
Impôt sur le revenu (note 9)	46,792	44,871
Autres	2,348	2,485
	49,140	47,356
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices réinvestis	307,353	362,182
	524,914	574,568

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
RONALD MONTCALM

Administrateur
MICHAEL E. PHELPS

Président-directeur général
JEAN-CLAUDE DELORME

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES RÉINVESTIS
(en milliers de dollars)

	Exercice terminé le 31 décembre 1985	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984
Revenus		
Services publics	649,127	427,466
Autres services	12,336	7,893
Part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat	17,167	13,694
	678,630	449,053
Quotes-parts des télécommunicateurs et autres frais de réalisation	438,174	284,241
Revenus d'exploitation	240,456	164,812
Frais d'exploitation		
Salaires et charges sociales	55,273	41,211
Maintenance et location	41,133	31,094
Amortissement	33,400	27,606
Autres frais	19,363	13,536
	149,169	113,447
Bénéfice d'exploitation	91,287	51,365
Autres revenus—Nets (note 7)	13,717	21,058
	105,004	72,423
Frais financiers (note 8)	5,209	4,479
Bénéfice avant impôt sur le revenu	99,795	67,944
Impôt sur le revenu (note 9)	46,566	31,425
Bénéfice net	53,229	36,519
Bénéfices réinvestis au début	362,182	325,663
Montant remis au gouvernement du Canada	(108,058)	
Bénéfices réinvestis à la fin	307,353	362,182

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars)

	Exercice terminé le 31 décembre 1985	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984
Provenance des fonds		
Exploitation		
Bénéfice net	53,229	36,519
Éléments n'influant pas sur le fonds de roulement		
Amortissement	33,400	27,606
Amortissement des frais financiers		210
Impôt sur le revenu reporté	1,921	3,399
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	(3,817)	(5,001)
Gain sur l'aliénation d'actifs	(248)	
	84,485	62,733
Produit de l'aliénation d'immobilisations	16,173	5,503
Dette à long terme	5,893	6,503
Diminution des créances à long terme	222	241
	106,773	74,980
Utilisation des fonds		
Acquisition d'immobilisations	22,236	27,398
Diminution de la dette à long terme	9,753	8,554
Frais reportés	2,707	1,466
Diminution des autres crédits reportés	137	108
Montant remis au gouvernement du Canada	108,058	
	142,891	37,526
Augmentation (Diminution) du fonds de roulement	(36,118)	37,454
Fonds de roulement au début	130,820	93,366
Fonds de roulement à la fin	94,702	130,820

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985

1. Statut et activités

Téléglobe Canada, constituée en vertu de la Loi sur Téléglobe Canada, a pour mandat d'établir, d'assurer et d'exploiter des services de télécommunications internationales et de coordonner ces services à ceux d'autres pays.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. La Société observe les principales conventions comptables suivantes:

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition, qui comprend les salaires, les charges sociales et certains frais généraux reliés aux travaux de construction. Ce coût comprend également une provision pour les fonds utilisés pendant la réalisation des grands projets de construction.

Les immobilisations détenues en copropriété sont comptabilisées proportionnellement à la participation de la Société.

La Société acquiert, à l'occasion, des droits d'utilisation de circuits servant aux télécommunications internationales, qui sont irrévocables pendant une période de temps déterminée. Par ailleurs, elle cède des droits d'utilisation de circuits qu'elle possède ou qu'elle avait précédemment acquis d'autres administrations. Les montants versés ou reçus aux termes de ces transactions sont comptabilisés au poste des immobilisations et amortis selon la durée de chaque entente.

La Société a été désignée par le gouvernement du Canada comme signataire des Accords d'exploitation de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat) et de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmarsat). La quote-part des signataires est ajustée périodiquement selon leur pourcentage d'utilisation du réseau ou selon tout autre pourcentage choisi selon les dispositions des Accords. La Société comptabilise sa part de propriété au poste des immobilisations et l'amortit selon la politique d'amortissement des immobilisations.

b) Provision pour les fonds utilisés pendant la construction

La provision pour les fonds utilisés pendant la réalisation des grands projets de construction est calculée à un taux déterminé principalement en fonction du taux d'intérêt que le ministre des Finances exige des Sociétés d'État pour les prêts consentis à moyen terme par le gouvernement. Cette provision est comptabilisée comme un revenu durant la période d'exécution des travaux.

c) Amortissement des immobilisations

L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée d'utilisation prévue des biens.

Lorsque des biens amortissables cessent d'être utilisés, leur valeur comptable nette, moins leur valeur de récupération, est imputée au poste de l'amortissement. Dans le cas des autres biens, tout gain ou toute perte qui en découle est porté aux résultats de l'exercice.

En cas d'échec du lancement d'un satellite ou de panne d'un satellite sur orbite, les coûts sont amortis selon la durée utile des satellites de la même série.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

d) Revenus d'exploitation

—Services publics

Les revenus proviennent des services publics de télécommunications internationales—téléphone, télex et télégraphe—assurés par la Société. Ainsi ils représentent les montants facturés aux usagers canadiens par les sociétés exploitantes nationales et les montants reçus ou à recevoir des administrations étrangères pour acheminer les communications à destination. Ces revenus comprennent certaines estimations qui tiennent compte du trafic pour lequel les sociétés exploitantes nationales et les administrations étrangères n'ont pas encore fait rapport à la Société à la fin de l'exercice. Les revenus des services publics comprennent aussi les revenus de location de circuits aux télécommunicateurs des pays étrangers pour leur trafic acheminé via le Canada.

—Autres services

Les revenus des autres services proviennent principalement de la location de circuits à des usagers du secteur privé.

—Part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat

La part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat représente la participation de la Société aux revenus des systèmes internationaux de télécommunications terrestres et maritimes par satellites.

e) Quotes-parts des télécommunicateurs et autres frais de réalisation

—Quotes-parts des télécommunicateurs

Les quotes-parts des télécommunicateurs représentent les montants revenant aux sociétés nationales et aux administrations étrangères pour avoir participé à l'acheminement des communications.

—Autres frais de réalisation

Les autres frais de réalisation comprennent:

- la contribution volontaire que la Société verse aux pays en développement membres du Commonwealth selon l'Accord financier de 1983 de la Commonwealth Telecommunications Organisation;
- la part de la Société dans les frais d'exploitation des systèmes internationaux de télécommunications terrestres et maritimes par satellites, sauf l'amortissement, s'élevant à 5,2 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 (3,3 millions de dollars pour la période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984).

f) Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif ou de passif ainsi que les revenus ou les dépenses résultant d'une opération conclue en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment de l'opération, sauf si cette opération fait l'objet d'une couverture.

Lorsque l'achat ou la vente de biens ou de services en devises étrangères fait l'objet d'une couverture antérieure, le prix de ces biens ou de ces services en dollars canadiens est établi selon les conditions de la couverture. Si la couverture est incomplète parce que la Société a passé un contrat de change comprenant une devise autre que celle de l'opération et le dollar canadien, le prix des biens ou des services est d'abord établi selon les conditions de la couverture, puis converti en dollars canadiens en utilisant le taux de change de cette devise en vigueur au moment de l'opération.

Lorsque l'achat ou la vente de biens ou de services en devises étrangères fait l'objet d'une couverture postérieure à l'opération, complète ou incomplète, le montant à payer ou à recevoir en dollars canadiens est redressé selon les conditions de la couverture. L'écart ainsi constaté est porté aux résultats de l'exercice comme un gain ou une perte sur change.

À la fin de l'exercice, les éléments monétaires libellés en devises étrangères sont redressés en fonction du cours du change à la date du bilan. L'écart ainsi constaté sur les éléments faisant l'objet d'un contrat de change à terme est reporté. Le gain ou la perte constaté sur les autres éléments est porté aux résultats de l'exercice comme un gain ou une perte sur change, sauf si le gain ou la perte correspond à un élément monétaire libellé en devises étrangères dont la durée de vie prédéterminée ou prévisible, à la fin de l'exercice, est de plus d'un an. Dans ce cas, le gain ou la perte est reporté et amorti sur la durée de vie restante de cet élément d'après la méthode de l'amortissement linéaire. Le solde non amorti des gains ou des pertes sur change reportés est comptabilisé au bilan à titre de crédit reporté ou de frais reportés. L'effet des contrats de change à terme sur la dette à long terme est comptabilisé comme un élément de cette dette.

Les engagements libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan, sauf s'ils font l'objet d'une couverture; dans ce cas, ils sont convertis selon les conditions du contrat de change.

g) Régime de retraite

Tous les employés de la Société participent à un régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Ces employés et la Société partagent le coût du régime pour les services courants. Ces contributions représentent la responsabilité totale de la Société à cet égard et sont imputées aux résultats de l'exercice.

h) Prestations de retraite

La Société verse aux employés au moment de leur retraite une somme équivalant à la moitié des jours de congé de maladie accumulés et non utilisés au 31 mars 1981, plus un crédit de cinq jours pour chaque année de service après cette date, au salaire en vigueur au moment de la retraite. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel ces jours ont été acquis par les employés.

3. Changement de fin d'exercice

Au cours de 1984, le Conseil d'administration, avec l'approbation du Gouverneur général en conseil, a autorisé le changement de fin d'exercice de la Société du 31 mars au 31 décembre. Par conséquent les chiffres comparatifs couvrent la période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

4. Immobilisations

a) Les immobilisations se ventilent comme suit:

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains	4,841		4,841	4,965
Bâtiments et améliorations locatives	48,169	16,505	31,664	33,557
Mobilier	9,770	5,081	4,689	5,352
Câbles	134,076	63,798	70,278	76,213
Équipement terminal, de transmission et de commutation	218,533	109,295	109,238	98,266
Secteur spatial des systèmes internationaux à satellites (Intelsat-Inmarsat)	49,248	24,571	24,677	14,165
Autres installations et équipements	28,096	17,207	10,889	11,238
Constructions en cours	52,362		52,362	87,774
	545,095	236,457	308,638	331,530

b) Les immobilisations détenues intégralement par la Société ou en copropriété avec d'autres sociétés exploitantes de télécommunications s'établissent comme suit:

	1985			1984
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Propriété intégrale	327,418	142,283	185,135	197,088
Copropriété (part de la Société)	217,677	94,174	123,503	134,442
	545,095	236,457	308,638	331,530

c) Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement sont les suivantes:

	Nombre d'années
Bâtiments et équipements connexes	15 - 40
Améliorations locatives	selon la durée des baux
Mobilier	8 - 10
Câbles	selon la durée de l'entente
Équipement terminal, de transmission et de commutation	1 - 15
Secteur spatial des systèmes internationaux à satellites (Intelsat-Inmarsat)	6 - 12
Autres installations et équipements	1 - 25

d) Au 31 décembre 1985, les constructions en cours comprenaient un montant de $23,595,000 ($40,280,000 au 31 décembre 1984) pour le secteur spatial des systèmes internationaux à satellites (Intelsat-Inmarsat).

e) Au 31 décembre 1985, la part que la Société détenait dans Intelsat s'élevait à 2,317395 pour cent (2,980056 pour cent au 31 décembre 1984) et sa part dans Inmarsat s'élevait à 3,83692 pour cent (2,56864 pour cent au 31 décembre 1984).

5. Frais reportés

Les frais reportés non amortis comprennent les éléments suivants:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Pertes sur change non matérialisées	3,837	2,380
Coût de raccordement de la station internationale de Toronto	870	
	4,707	2,380

6. Dette à long terme

Au 31 décembre 1985, la dette à long terme de la Société était constituée de prêts du gouvernement du Canada portant intérêt à des taux allant de 3½ pour cent à 5¾ pour cent, et de montants dus aux entrepreneurs généraux pour la construction du câble sous-marin ANZCAN portant intérêt au taux de 8¼ pour cent payables en livres sterling et en dollars américains.

Selon les ententes conclues avec les deux entrepreneurs généraux du projet ANZCAN, 15 pour cent des coûts ont été versés par la Société et le paiement du solde est réparti sur une période de 17 semestres ayant débuté à la fin des travaux en 1985. D'après les dispositions de l'une des ententes, les paiements de la Société à l'entrepreneur général sont garantis au moyen de traites tirées par ce dernier et acceptées par la Société.

Comme le mentionne la note 10 b), la Société a passé des contrats de change à terme pour se protéger contre les fluctuations de la livre sterling. L'effet de cette couverture a été comptabilisée comme un élément de la dette à long terme.

Au 31 décembre 1985, la dette à long terme se détaillait comme suit:

Échéances	Prêts du gouvernement du Canada	Montants dus aux entrepreneurs généraux du projet ANZCAN	Effets des contrats de change à terme	Totaux
	(en milliers de dollars)			
1986	1,276	7,699	980	9,955
1987	759	7,699	1,028	9,486
1988	325	7,699	1,093	9,117
1989	234	7,699	1,166	9,099
1990	135	7,699	1,240	9,074
1991-98	1,176	19,119	3,420	23,715
	3,905	57,614	8,927	70,446
Portion échéant en deçà d'un an	1,276	7,699	980	9,955
	2,629	49,915	7,947	60,491

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

7. Autres revenus—Nets

	Exercice terminé le 31 décembre 1985	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les placements temporaires	12,315	10,345
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	3,817	5,001
Autres intérêts	1,975	1,781
Gain (perte) sur change	(8,183)	3,349
Gain sur la réalisation de placements temporaires	2,297	185
Gain sur aliénation d'actifs	248	
Autres	1,248	397
	13,717	21,058

8. Frais financiers

	Exercice terminé le 31 décembre 1985	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur la dette à long terme	4,846	3,444
Autres intérêts	363	825
Amortissement des frais d'engagements financiers reliés au projet ANZCAN		210
	5,209	4,479

9. Impôt sur le revenu

La Société est assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu.

L'impôt sur le revenu reporté résulte principalement du décalage temporaire entre l'imputation comptable et la déduction fiscale de l'amortissement des immobilisations.

La dépense d'impôt sur le revenu se détaille comme suit:

	Exercice terminé le 31 décembre 1985	Période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984
	(en milliers de dollars)	
Montant exigible	44,645	28,026
Montant reporté	1,921	3,399
	46,566	31,425

10. Engagements

a) Construction en cours

Au 31 décembre 1985, le coût estimatif pour effectuer les travaux de construction prévus et en cours s'élevait à environ $144,600,000 dont $43,600,000 pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 1986. Au 31 décembre 1985, les engagements contractuels s'élevaient à environ $13,973,000.

b) Contrats de change à terme

Dans le cadre de la participation de la Société au projet ANZCAN, la Société doit verser des montants à un entrepreneur général, en livres sterling.

Afin de se protéger contre les fluctuations de la livre sterling, la Société a passé des contrats de change à terme avec deux banques à charte canadiennes pour acheter un total de 44,678,000 livres sterling. Le solde des montants visés par ces contrats, qui ont pour but de couvrir les coûts de construction et les intérêts, est couvert en dollars américains comme suit:

Échéances	Livres sterling	Dollars américains
	(en milliers)	
1986	5,769	9,421
1987	5,459	8,964
1988	5,151	8,522
1989	4,842	8,079
1990	4,533	7,627
1991-93	9,981	17,030
	35,735	59,643

c) Baux à long terme

La Société a signé des baux à long terme pour la location d'installations et d'immeubles. Le loyer minimum global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	(en milliers de dollars)
1986	14,785
1987	14,093
1988	13,406
1989	8,288
1990	5,962
1991-95	7,035

Les coûts de location d'installations et d'immeubles imputés aux résultats pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 se chiffraient à $16,351,000 ($11,026,000 pour la période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984).

d) Entente avec le ministère des Transports

En vertu d'une entente convenue entre le ministère des Transports et la Société, celle-ci affrète le câblier brise-glaces John Cabot de la Garde côtière canadienne et s'engage à rembourser les coûts en fonction de l'utilisation qu'elle fait du navire. Cette entente peut être annulée sur préavis de douze mois. La Société a engagé une somme de $5,408,000 pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 ($6,969,000 pour la période de 9 mois terminée le 31 décembre 1984) en vertu de cette entente.

e) Engagements d'Intelsat et d'Inmarsat

Au 31 décembre 1985, la participation de la Société aux engagements d'Intelsat et d'Inmarsat s'élevait respectivement à $25,097,000 et $19,679,000 selon les états financiers de ces organismes au 31 décembre 1985.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

11. **Éventualités**

a) **Indemnités de retraite**

Avant le 1er novembre 1974, la Société prévoyait une assurance-vie qui entrait en vigueur lorsque les employés prenaient leur retraite. À cette date, ce régime a été remplacé par un autre qui prévoit une indemnité de retraite pour tous les employés qui étaient alors à son service. Le coût de ce régime est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel les versements sont effectués. Au 31 décembre 1985, la somme totale que la Société aurait dû verser si tous les employés admissibles avaient pris leur retraite à cette date s'élevait à $1,597,000 ($1,738,000 au 31 décembre 1984).

b) **Montant estimatif dû aux membres de la CTO**

L'accord financier de 1973 de la Commonwealth Telecommunications Organisation (CTO) a pris fin, rétroactivement au 31 mars 1983, lorsque les gouvernements de tous les 26 pays membres ont complété les formalités pour la signature de la fin de l'entente. Cependant, les comptes des membres signataires n'ont été réglés de façon définitive que jusqu'au 31 mars 1981. Pour les exercices n'ayant fait l'objet d'aucune répartition finale, la Société a inscrit à son passif la partie des montants provisoires reçus qu'elle estime devoir rembourser au moment des répartitions finales. Le résultat éventuel des règlements finals des comptes de ces exercices pourrait cependant différer des montants estimés.

12. **Privatisation annoncée de la Société**

Le ministre de l'Expansion industrielle régionale a annoncé le 30 octobre 1984 l'intention du gouvernement du Canada de vendre la Société au secteur privé. Malgré que le processus de la privatisation soit en cours, le prix de vente éventuel n'a pu être déterminé au moment de la préparation des présents états financiers.

PAGE RÉCAPITULATIVE

URANIUM CANADA, LTÉE

MANDAT

Négocier, exécuter et remplir les accords pour l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et exercer toutes les activités qui y sont nécessaires ou qui s'y rattachent.

ANTÉCÉDENTS

La société a accumulé 24 millions de livres d'oxyde d'uranium et en a vendu une partie aux entreprise d'électricité à l'égranger. Les derniers stocks (14.5 millions de livres) ont été confiés à Eldorado Nucléaire Limitée en 1981.

La société a été dissoute le 17 décembre 1985, en vertu du projet de loi C-60, lequel a reçu la sanction royale le 29 octobre 1985.

URANIUM CANADA, LIMITÉE

LA SOCIÉTÉ A DES ACTIFS NÉGLIGEABLES ET A ÉTÉ INACTIVE AU COURS DE L'EXERCICE

PAGE RÉCAPITULATIVE

VIA RAIL CANADA INC.

MANDAT

Gérer les services de transport ferroviaire des voyageurs au Canada, de manière à ce qu'ils soient efficients, efficaces et économiques.

ANTÉCÉDENTS

Conformément aux marchés conclus avec le ministre des Transports, VIA Rail assure des services interurbains, transcontinentaux, régionaux et éloignés de transport ferroviaire des voyageurs en utilisant les chemins de fer du CN et du CP.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	2, Place Ville-Marie Montréal (Québec) H3B 2G6
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	12 janvier 1977; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; le ministre des Transports a fait l'acquisition de toutes les actions ordinaires de la société, le 1er avril 1978
PREMIER DIRIGEANT ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	Lawrence Hanigan
VÉRIFICATEUR	Raymond, Chabot, Martin, Paré et Associés

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1985	1984 (reformulé)	1983	1982
À la fin de l'exercice				
Actif total	898.6	749.8	652.4	538.4
Encaisse et titres à court terme	3.9	27.4	157.2	131.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	11.0
Avoir du Canada	711.8	603.1	531.5	383.5
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	631.4	473.5	597.6	534.8
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

VIA RAIL CANADA INC.

RESPONSABILITÉ DE LA PRÉPARATION ET DE L'EXACTITUDE DES ÉTATS FINANCIERS

La direction de VIA est responsable de la préparation et de l'exactitude des états financiers présentés dans son rapport annuel. Ces états ont été dressés selon des principes comptables généralement reconnus et comprennent nécessairement des montants déterminés d'après la meilleure appréciation que la direction pouvait avoir de la situation. La direction considère que les états traduisent fidèlement la situation financière de VIA et qu'ils exposent exactement les résultats de ses activités.

Pour s'acquitter de sa responsabilité, VIA applique des contrôles et des méthodes comptables internes visant à assurer la fiabilité de l'information financière et à garantir la sécurité de l'actif. Les systèmes de contrôle interne et les livres sont soumis à l'examen des vérificateurs internes et, pendant la vérification des états financiers, à celui du cabinet de comptables agréés Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration se réunit périodiquement avec les vérificateurs internes et externes et avec la direction pour approuver le champ d'application de l'exercice de vérification et évaluer les rapports sur la vérification effectuée. Les états financiers ont été examinés par le Comité de vérification et, comme suite à sa recommandation, approuvés par le Conseil d'administration.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

MONSIEUR LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de VIA Rail Canada Inc. au 31 décembre 1985, ainsi que les états des résultats et bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons de plus que, à notre avis, les opérations de la Société qui ont été portées à notre connaissance au cours de notre vérification ont été effectuées, à tous égards d'importance, en conformité avec la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la charte et les règlements administratifs de la Société et les instructions qui ont été données à la Société.

Comptables agréés
Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés

Montréal, Canada
le 31 janvier 1986

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à terme	3,896	27,387
Débiteurs	10,729	9,588
Avance sur contrats (note 3)	4,817	8,432
À recevoir du gouvernement du Canada	173,171	113,765
Stocks et fournitures	19,481	9,089
	212,094	168,261
Actif à long terme		
Immobilisations (note 4)	678,712	570,452
Frais reportés	7,769	11,123
	686,481	581,575
	898,575	749,836

	1985	1984
Passif à court terme		
Fournisseurs et charges à payer	166,835	131,903
Produits reportés	5,367	2,873
	172,202	134,776
Passif à long terme		
Crédits d'impôt à l'investissement reportés (note 10)	12,854	10,460
Impôts sur le revenu reportés (note 10)	1,727	1,489
	14,581	11,949
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 5)	9,300	9,300
Surplus d'apport (note 6)	700,587	592,829
Bénéfices non répartis	1,905	982
	711,792	603,111
	898,575	749,836

Pour le Conseil:

Administrateur et Président du Comité de vérification
HUGH K. SMITH

Administrateur et Président du Conseil
LAWRENCE HANIGAN

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Produits		
Voyageurs	201,393	177,041
Contrats (note 2a)	523,602	397,796
Autres	4,307	24,046
	729,302	598,883
Charges		
Frais d'exploitation et de maintenance (note 2b)	465,586	356,847
Frais afférents aux services à la clientèle et aux services de soutien	166,776	153,061
Frais généraux et d'administration	48,229	52,253
Amortissements	44,112	32,859
	724,703	595,020
Bénéfice avant impôts sur le revenu	4,599	3,863
Impôts sur le revenu (note 9)	3,676	4,915
Bénéfice net (perte nette)	923	(1,052)
Bénéfices non répartis		
Solde au début de l'exercice		
Solde déjà établi	6,682	5,108
Redressement affecté aux exercices antérieurs (note 10)	(5,700)	(3,074)
Solde redressé	982	2,034
Solde à la fin de l'exercice	1,905	982

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Encaisse provenant de (utilisée par) l'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	923	(1,052)
Éléments hors caisse imputés aux résultats		
Amortissements	44,112	32,859
Impôts sur le revenu reportés	238	672
Perte découlant de la mise au rancart d'éléments d'actif	3,866	430
	49,139	32,909
Fluctuations du fonds de roulement		
Débiteurs	(1,141)	(259)
Stocks et fournitures	(10,392)	(8,180)
À recevoir du gouvernement du Canada	(59,308)	(65,623)
Fournisseurs et charges à payer	35,551	11,464
Produits reportés	2,494	(104)
	(32,796)	(62,702)
Marge nette d'autofinancement provenant de l'exploitation	16,343	(29,793)
Encaisse provenant des activités de financement		
Avances en capital du gouvernement du Canada	107,758	75,700
À recevoir du gouvernement du Canada	(98)	(48,124)
Crédits d'impôt à l'investissement reportés	3,438	4,243
	111,098	31,819
Encaisse investie		
Immobilisations	(151,288)	(149,216)
Frais reportés	(2,640)	(4,433)
Fluctuations du fonds de roulement		
Avances sur contrats	3,615	14,248
Fournisseurs et charges à payer	(619)	7,605
	(150,932)	(131,796)
Diminution de l'encaisse durant l'exercice	(23,491)	(129,770)
Encaisse au début de l'exercice*	27,387	157,157
Encaisse à la fin de l'exercice*	3,896	27,387

*Incluant les dépôts à terme.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985

1. Conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et sont conformes, à tous égards d'importance, aux normes comptables du Comité international de normalisation de la comptabilité dans la mesure où ces normes ont trait à la présentation des données financières au coût d'origine. Les principales conventions comptables sont résumées ci-dessous:

a) Comptabilisation des produits

Les recettes provenant des services voyageurs sont comptabilisées lorsque le service a été rendu. Les recettes provenant des services sous contrats (note 2a) sont comptabilisées lorsqu'elles sont réalisées et sur une base d'estimation. Tous les redressements dans les estimés sont comptabilisés dans l'année du changement.

b) Coûts en vertu des contrats d'exploitation

Les charges à payer aux chemins de fer contractants en vertu des contrats d'exploitation (note 2b) sont comptabilisées selon les frais engagés et estimés.

Ces dépenses peuvent être redressées par la Commission canadienne des Transports par suite de la révision des coûts réels engagés chaque année par les parties intéressées. Les redressements résultant de cette révision sont comptabilisés à l'état des résultats et des bénéfices non répartis dans l'exercice où le règlement est intervenu.

c) Stocks et fournitures

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré dans le cas du matériel pour le service dans les trains, selon le prix de facturation le plus récent dans le cas du carburant et du nouveau matériel en magasin, et à la valeur estimative d'utilisation ou de vente dans le cas de matériel d'occasion, désuet ou de rebut.

d) Immobilisations

Les immobilisations, y compris celles acquises en vertu de contrats de location-acquisition, sont inscrites au prix coûtant. Les coûts de remise en état et de réfection du matériel roulant engagés pour la première fois sont capitalisés. Ces coûts sont engagés dans le but d'améliorer et de prolonger la durée d'utilisation de ces éléments d'actif. Les coûts de remise en état et de réfection du matériel roulant engagés pour la deuxième fois, à l'exception des réparations importantes, sont imputés à l'exploitation.

e) Amortissements

Les amortissements sont calculés selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux permettant d'en répartir le coût sur leur durée probable d'utilisation. Les durées probables d'utilisation des principales catégories d'éléments d'actif sont les suivantes:

Matériel roulant	8 à 30 ans
Gares et installations	20 ans
Immeubles de maintenance	25 ans
Machinerie, matériel et autres immobilisations	3 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	3 à 20 ans
Améliorations locatives et de l'infrastructure	10 à 38 ans

Les projets en voie de réalisation ne font pas l'objet d'amortissement.

f) Frais reportés

Les frais reportés représentent principalement les coûts engagés à l'égard de l'élaboration des systèmes informatiques et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Suite*

une période de trois à sept ans. L'amortissement cumulé de $27,808,000 ($21,895,000 en 1984) a été déduit dans le calcul de la valeur comptable des frais reportés.

g) Contrats de location

Les éléments d'actif inscrits à titre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats de location.

Tous les autres contrats de location sont comptabilisés comme contrats de location-exploitation et les charges de loyers sont comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

h) Crédits d'impôt à l'investissement reportés

Conformément à la méthode de la réduction du coût des immobilisations, les crédits d'impôt à l'investissement sont reportés et amortis aux résultats sur la durée utile estimative des éléments d'actif en question.

i) Régimes de retraite

Les coûts relatifs aux prestations de retraite sont déterminés par des évaluations actuarielles. Selon ces évaluations, la portion du montant total estimatif des prestations est répartie à chaque année de service, en fonction des montants prévus de rémunération des employés au moment de la retraite.

Les charges au titre des services courants comprennent la portion des prestations estimatives attribuables aux services rendus durant l'exercice en cours. Des provisions sont constituées au fur et à mesure que ces charges deviennent exigibles.

Les charges au titre des services passés sont versées sur des périodes allant jusqu'à vingt-cinq ans selon les taux recommandés par l'actuaire et approuvés par le Surintendant des assurances.

2. Contrats d'exploitation

a) Contrat d'exploitation de services ferroviaires voyageurs

La Société est engagée en vertu d'un contrat avec le gouvernement du Canada pour fournir les services et exercer les activités nécessaires pour rendre, gérer et exploiter des services ferroviaires voyageurs au Canada.

Le contrat prévoit également que le ministre des Transports et la Société concluront des ententes relatives aux demandes de service complémentaire à l'égard de certains services ferroviaires voyageurs interurbains.

b) Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et Canadien Pacifique Limitée

La Société est engagée en vertu de contrats d'exploitation avec les chemins de fer concernant l'utilisation des voies, installations et personnel ferroviaire et concernant l'entretien et la remise en état du matériel roulant.

Au cours de l'exercice, les coûts relatifs à ces contrats, compte non tenu des dépenses en capital, se sont élevés à $400,777,000 ($341,739,000 en 1984); ces coûts sont compris dans les frais d'exploitation et de maintenance à l'état des résultats et des bénéfices non répartis.

3. Avances sur contrats

Les avances sur contrats sont constituées de versements à l'égard des dépenses en immobilisations devant être engagées pour la construction d'installations de maintenance, la remise en état des gares, les améliorations de l'infrastructure et l'achat de stocks de maintenance.

4. Immobilisations

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Terrains	391	365
Matériel roulant	496,751	357,545
Gares et installations	9,463	233
Immeubles de maintenance	42,884	
Machinerie, matériel et autres immobilisations	8,231	3,641
Mobilier et matériel de bureau	17,593	15,485
Améliorations locatives et de l'infrastructure	133,481	33,057
	708,794	410,326
Amortissement cumulé	(120,218)	(86,048)
	588,576	324,278
Projets en voie de réalisation	90,136	246,174
	678,712	570,452

Au 31 décembre 1985, la valeur brute des éléments d'actif loués en vertu de contrats de location-acquisition, incluse dans la rubrique gares et installations, s'élevait à $5,250,000 et l'amortissement cumulé s'y rattachant se chiffrait à $8,000 (note 7b).

5. Capital-actions

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Autorisé		
Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale		
Émis et entièrement payé		
93,000 actions ordinaires	9,300	9,300

6. Surplus d'apport

Le surplus d'apport est constitué de montants reçus ou à recevoir du gouvernement du Canada pour des dépenses en immobilisations.

7. Contrats de location et engagements

a) Les charges de loyers futures minimums en vertu des contrats de location-exploitation sont les suivantes:

	(en milliers de dollars)
1986	14,339
1987	9,253
1988	7,145
1989	6,138
1990	5,885
Exercices subséquents	343,812
	386,572

La majorité de ces contrats de location ont trait à des immeubles et à la location de matériel et de services informatiques.

b) Au cours de l'exercice, la Société a acquis certaines gares en vertu de contrats de location-acquisition ayant une durée initiale de vingt ans. Les loyers relatifs au premier terme ont été versés en entier à la date d'entrée en vigueur des contrats. Par conséquent, il n'existe aucun engagement en vertu de ces contrats de location-acquisition.

c) Au 31 décembre 1985, la Société avait des engagements d'environ $63,590,000, principalement pour l'achat d'installations et de matériel.

VIA RAIL CANADA INC.—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1985—*Fin*

8. Régimes de retraite

a) La Société a des régimes de retraite auxquels participent tous ses employés permanents, y compris ceux transférés au cours de l'exercice de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (note 11). En vertu de ces régimes, les employés ont droit, à l'âge de la retraite, à des prestations fondées sur la rémunération et les années de service.

Une évaluation actuarielle des régimes de retraite a été effectuée en date du 31 décembre 1983. Selon cette évaluation, la dette non versée au 31 décembre 1985 relative aux prestations au titre des services passés, excluant tout passif relatif aux employés mentionnés ci-dessus transférés à la Société durant l'exercice, s'élevait à environ $21,700,000 ($20,202,000 en 1984).

Les charges des régimes de retraite imputées aux résultats, calculées selon la méthode décrite à la note 1i), s'élevaient à $4,977,000 ($15,936,000 en 1984). Les charges de 1984 s'élevant à $15,936,000 comprennent des paiements au montant de $11,589,000 pour répondre aux contributions recommandées jusqu'au 31 décembre 1986 à l'égard de la dette non provisionnée au titre des services passés.

b) Il a été convenu que les employés de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada transférés en 1985 conserveraient les avantages cumulés en vertu du régime de retraite de leur ancien employeur. Les pourparlers relatifs aux montants à transférer afin de couvrir les avantages cumulés jusqu'aux dates des transferts se poursuivent.

9. Impôts sur le revenu

La méthode du report d'impôt est utilisée pour comptabiliser les impôts sur le revenu. Selon cette méthode, les provisions pour impôts sont établies en fonction du revenu comptabilisé dans les états financiers et les impôts relatifs aux écarts temporaires entre les revenus aux fins comptables et aux fins fiscales sont reportés.

Les impôts sur le revenu comprennent les éléments suivants:

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Charges exigibles	3,438	4,243
Augmentation des impôts sur le revenu reportés	238	672
	3,676	4,915

La dépense d'impôts sur le revenu par rapport au bénéfice avant impôts sur le revenu pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 est élevée à la suite de la décision de la direction d'utiliser des crédits d'impôt à l'investissement qui ont une durée limitée plutôt que des allocations du coût en capital qui peuvent être utilisées indéfiniment afin de réduire le montant de l'impôt sur le revenu à payer. L'avantage fiscal résultant des écarts temporaires entre les allocations du coût en capital et les dépenses d'amortissement à la suite de cette décision n'a pas été comptabilisé à cause de l'incertitude quant à sa réalisation.

Aucun impôt sur le revenu exigible n'est payable à la suite de l'application de crédits d'impôt à l'investissement s'élevant à $3,438,000 ($4,243,000 en 1984).

10. Redressement affecté aux exercices antérieurs

Tel qu'il était mentionné dans les états financiers de 1984 de la Société, Revenu Canada effectue une vérification des déclarations d'impôt de la Société. Malgré le fait que la vérification des déclarations d'impôt, pour les exercices financiers terminés les 31 décembre 1978 à 1984, ne soit pas encore complétée, une entente mutuelle est intervenue selon laquelle la Société ne paierait aucun impôt sur le revenu à la suite de l'utilisation de crédits d'impôt à l'investissement s'élevant à $12,906,000, qui ont été comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût des immobilisations.

Conséquemment, le solde des bénéfices non répartis au 1er janvier 1985 a été redressé de $5,700,000 ($2,626,000 en 1984). Ce montant représente l'augmentation cumulative des impôts sur le revenu exigibles de $12,906,000 ($4,243,000 en 1984) annulée par le renversement cumulatif des impôts sur le revenu reportés de $4,760,000 ($544,000 en 1984) et de l'amortissement cumulatif des crédits d'impôt à l'investissement au montant de $2,446,000 ($1,073,000 en 1984). Le solde du redressement applicable aux années antérieures au 1er janvier 1984 s'élève à $3,074,000 et le solde des bénéfices non répartis à cette date a été redressé en conséquence.

11. Opérations entre apparentés

VIA Rail Canada Inc. est une société de la couronne dont toutes les actions émises sont détenues par le gouvernement du Canada.

Dans le cours normal des affaires, la Société a transigé avec d'autres sociétés de la Couronne pour des services s'élevant en 1985 à $361,912,000 ($300,368,000 en 1984). Au 31 décembre 1985, les sommes à verser à ces sociétés s'élevaient à $44,787,000 ($12,965,000 en 1984).

Au cours de l'exercice, la maintenance du matériel roulant et certaines activités des gares, qui antérieurement étaient exploitées en vertu d'une entente avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (note 2b), ont été transférées sous le contrôle direct de la Société. En vertu de ces ententes, certains stocks et certaines immobilisations ont été acquis pour une contrepartie totale de $10,808,000. La Société a aussi acquis les services d'environ 1,460 anciens employés de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et a conclu divers contrats de location-exploitation pour la location des terrains sur lesquels sont situés les immeubles de maintenance et certaines gares et installations.

12. Chiffres correspondants

Certaines données de 1984 ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice, y compris la nouvelle présentation de l'état de l'évolution de la situation financière conformément aux nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Les données de l'exercice terminé le 31 décembre 1984 proviennent d'états financiers vérifiés par Samson Bélair, comptables agréés.

13. Événements subséquents

La Loi concernant le transport des voyageurs par chemin de fer qui doit être déposée prochainement au Parlement déterminera une base législative pour les services de transport ferroviaire voyageurs national et urbain. Cette loi modifierait la relation entre la société et le gouvernement du Canada ainsi que les deux sociétés ferroviaires de transport de marchandise, lesquelles contrôlent les droits d'accès essentiels de la Société.

Une entente intervenue entre la Société et la Fraternité canadienne des cheminots, employés des transports et autres ouvriers portant sur les préposés aux services dans les trains a été rejetée par les membres. En conséquence, en date du 23 janvier 1986, les deux parties sont dans une situation où un arrêt de travail légal pourrait avoir lieu.

Il n'est pas possible de déterminer avec certitude l'effet financier éventuel de ces événements en date des présentes.

PARTIE II

SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET AUTRES PARTICIPATIONS

1. INTRODUCTION A LA PARTIE II

Cette partie est conforme à la disposition de la *Loi sur l'administration financière*, alinéa 153(3)a) voulant que le Rapport du président contienne «notamment les renseignements suivants: la liste, à une date déterminée, de toutes les sociétés d'État et de toutes les personnes morales dont les actions sont détenues par Sa Majesté, une société d'État, pour leur compte ou en fiducie pour elles».

Les renseignements donnés indiquent la situation des sociétés d'État et autres sociétés en coparticipation du gouvernement canadien, au 31 juillet 1986, sauf indication contraire.

Chacune des listes comprend:

les sociétés d'État mères, leurs filiales et leurs sociétés affiliées. Les filiales et sociétés sont regroupées comme suit:

— **les filiales en propriété exclusive**, propriété à 100 pour cent,

— **les filiales en propriété majoritaire**: si une société d'État détient 50 pour cent et plus en capital, ou

— **les sociétés affiliées**, dans le cas d'une participation inférieure à 50 pour cent

(Les sous-filiales figurent habituellement dans la catégorie des sociétés en propriété exclusive, jusqu'à un niveau de propriété secondaire.)

les entreprises en coparticipation, celles qui sont la propriété directe du Canada et d'un autre gouvernement (étranger, provincial ou municipal) le pourcentage de participation indiqué est fondé sur le nombre de votes détenus par l'État;

les entreprises mixtes, celles qui sont la propriété directe du Canada et d'intérêts du secteur privé; le pourcentage de participation indiqué est fondé sur le nombre de votes détenus par l'État;

les autres entités, sociétés sans capital-actions dans lesquelles le gouvernement du Canada a, directement ou par l'intermédiaire d'une société d'État, en vertu d'une loi, d'un article de constitution, d'une lettre patente ou d'un règlement, le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil de direction ou d'un organe de direction du même genre;

les organismes internationaux, créés en vertu des accords internationaux, auxquels le Canada a le droit de nommer ou d'élire des membres d'un organe de direction.

Un résumé statistique du nombre d'entités appartenant à chacune des catégories figure ci-dessous.

Le lecteur est prié de noter que les descriptions des mandats des sociétés qui figurent dans cette partie ne visent qu'à donner l'essentiel de chaque mandat. Elles n'ont aucun caractère légal. De même, les objectifs du gouvernement indiqués ne se veulent qu'un résumé. Si le lecteur désire en savoir plus à ce sujet, il trouvera l'information s'y rapportant dans les actes constitutifs, les articles de constitution ou les rapports annuels des sociétés.

2. RÉSUMÉ STATISTIQUE

31 juillet 1986

Sociétés d'État

•	Sociétés d'État mères, dont les huit sociétés exemptes de la Partie XII de la LAF	54*
•	Filiales à 100 p. 100	127
	TOTAL	181

Investissements des sociétés d'État (directs et indirects)

•	Filiales à participation à 50 p. 100 ou plus et inférieure à 100 p. 100	34
•	Sociétés affiliées à participation inférieure à 50 p. 100	106
	TOTAL	140

Entreprises en coparticipation et entreprises mixtes

	TOTAL	26**

Autres entités

—	Entités sans capital-actions	39

Organismes internationaux

—	Entités créées en vertu d'accords internationaux	13

---

* Inclut:

— sociétés en cours de dissolution

1. Canadian National (West Indies) Steamships Ltd
2. Canagrex
3. St. Anthony Fisheries Ltd

** Inclut:

— 12 sociétés pour lesquelles le surintendant des faillites a reçu des actions tenant lieu d'impôts en espèces.

3. RÉPERTOIRE

3.1 SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES, FILIALES EN PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE, AUTRES FILIALES ET SOCIÉTÉS AFFILIÉES

Notes

1. Lorsque les sociétés figurent dans les annexes de la *Loi sur l'administration financière* (LAF), l'annexe en question est indiquée entre parenthèses juste après le nom de la société.

2. En vertu de la LAF, une filiale est une société d'État si elle est détenue à 100 p. 100, directement ou indirectement, par une société d'État mère.

---

1. Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (C-I)

    Filiales en propriété exclusive:
    - La Corporation du pont international de la Voie maritime Limitée
    - Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Inc.

2. Administration de pilotage de l'Atlantique Ltée (C-I)

3. Administration de pilotage des Grands Lacs Ltée (C-I)

4. Administration de pilotage des Laurentides (C-I)

5. Administration de pilotage du Pacifique (C-I)

6. Air Canada (C-II)

    Filiales en propriété exclusive:
    - Airtransit Canada
    - Carte Enroute Inc.
    - Carte Enroute International Inc.
    - Service Air Canada Inc.
    - Touram Inc.
        - Touram Group Service, Inc.

    Filiales en propriété majoritaire:
    - Matac Cargo Limitée (50%)

    Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
    - Aeronautical Radio, Inc. (1 action)
    - Air Cargo Facilities (2.5%)
    - Air Nova (49%)
    - Air Ontario Holdings Inc. (24.5%)
    - Airlines Clearing House Inc. (1 action)
    - Airlines Reporting Corporation (3.3%)
    - Airline Tariff Publishing Co. (6.69%)
    - Global Travel Computer Holdings Limited (33.3%)
    - GPA Group Limitée (25.98%)
        - Aircraft Finance Limitée
        - Air Maple Limitée
        - Air Tara Limitée
        - Aviation Consultants Limitée
        - Elasis B.V.
        - European Expedite Limited
        - GPA Corporation

GPA (Europe) Limited
GPA Financial Services Limited
GPA Holdings Limited
GPA Insurance Brokers Limited
GPA Leasing (NA) NV
GPA Midland Limited (51%)
GPA Netherlands B.V.
Guinness Peat Aviation Asia Limited
Guinness Peat Aviation (Belgium) S.A.
Guinness Peat Western Limited
Transportation Analysis International Limited
Irish Aerospace Limited (50%)
TAI Incorporated
Westsat Limited (25%)
Innotech Aviation Limitée (30%)
Cross Canada Flights Limited (49%)
Innotech Aviation Nfld. Limited (49%)
International Aeradio (Caribbean) Limited (1%)
Société internationale de télécommunications aéronautiques (0.78%)

7. Les Associés Mingan, Ltée (C-I)

8. Banque du Canada (société exempte)

9. Banque fédérale de développement (C-I)

10. Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd. (C-I)

11. Canagrex (C-I)

12. Centre de recherches pour le développement international (société exempte)

13. Centre international de développement des océans (C-I)

14. Commission canadienne du blé (société exempte)

15. Commission canadienne du lait (C-I)

16. Commission de la Capitale nationale (C-I)

17. Commission d'énergie du Nord canadien (C-I)

18. Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (C-II)

Filiales en propriété exclusive:
Autoport Limitée
The Canada and Gulf Terminal Railway Company
Canat Limited
C.N. (France) S.A.
CNM Inc.
Holding industriel de Halifax, Limitée (33.3%)
Lakespan Marine Inc. (50%)
Seabase Limitée (15%)
Coastal Transport Limited
CN Transactions Inc.
Canac Consultants Limitée
Canaprev Inc. (50%)
Canaven Limitée
CN Exploration Inc.
CN Hotels Inc.

Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto (50%)
Aménagements du triage de l'Est Limitée (50%)
Hôtels nationaux du Canada (Moncton) Limitée
Compagnie des messageries nationales du Canada
Compagnie nationale de correspondance du Canada Limitée
Compagnie national de navigation du Canada Limitée
Compagnie des télégraphes nationaux du Canada
La Compagnie du grand télégraphe du Nord-Ouest (94.54%)
Compagnie du tunnel et du complexe ferroviaire Mont-Royal, Limitée
Grand Trunk Corporation
Central Vermont Railway, Inc.
Domestic Four Leasing Corporation
Domestic Three Leasing Corporation
Domestic Two Leasing Corporation
Duluth, Winnipeg and Pacific Railway Company
Grand Trunk Land Development Corporation
Grand Trunk Radio Communications, Inc.
Grand Trunk Western Railway Company
The Belt Railway Company of Chicago (8.33%)
Chicago and Western Indiana Railroad Company (20%)
Trailer Train Company (2.63%)
Marine Atlantique S.C.C. (agissant à titre de société d'État mère)
The Minnesota and Manitoba Railroad Company
The Minnesota and Ontario Bridge Company
Northwestel Inc.
Télécommunications Terra Nova Inc.
La Tour CN Limitée
Trust des titres des chemins de fer nationaux du Canada
Les transports nationaux du Canada, Limitée
Transport Chapman Limitée
Transports Empire Limitée
Transport Royal Limitée
Transport Route Canada Inc.
Chalut Transport (1974) Inc.
Express Dorchester Inc.

Filiales en propriété majoritaire:
Compagnie canadienne du chemin de fer du Nord québécois (59.7%)
Compagnie canadienne du chemin de fer du Sud (50%)
La Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean (89.1%)
Compagnie du complexe ferroviaire Shawinigan (50%)
Compagnie du tunnel de la rivière Détroit (50%)
Compagnie de holding du Nord Limitée (71.9%)
EID Systèmes d'identification électroniques Limitée (60%)
Les marchés publics, Limitée (50%)

Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
Les armateurs eurocanadiens, Limitée (18%)
Compagnie de gestion de Matane Inc. (49.9%)
Compagnie de holding Fort Point Limitée (25%)
Dome Consortium Investments Inc. (16.66%)
Halterm Limitée (33.3%)
OCRA Communications Inc. (maintenant Gandaff Systems Group) (5.51%)
Railroad Association Insurance, Ltd. (7.47%)
Sciences informatiques du Canada, Limitée (7.87%)
Télésat Canada (3.75%)

19. Conseil canadien des normes (C-I)

20. Conseil des Arts du Canada (société exempte)

21. Construction de défense (1951) Limitée (C-I)

22. Corporation commerciale canadienne (C-I)

23. Corporation de développement des investissements du Canada (C-II)

Filiales en propriété exclusive:
- Canadair Limitée
  - Canadair Challenger Inc.
  - Canadair International Limitée
  - Challenger Aviation Service GmbH
  - Les Services Canadair Limitée
- Eldorado Nucléaire Limitée
  - Eldorado NPI Limitée
  - Eldorato Aviation Limitée
  - Les Ressources Eldorado Limitée
  - 119371 Canada Limitée
    - Les Ressources Eldor Limitée
      - Key Lake Mining Corporation (16.6%)
- Société financière Canadair

Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
- Varity Corporation (20%)

24. Corporation du Centre national des Arts (société exempte)

25. Corporation Place du Havre Canada (C-I)

26. Énergie atomique du Canada Limitée (C-I)

27. Harbourfront Corporation (C-I)

Filiales en propriété exclusive:
- Peter Street Basin Properties Inc.
- 630370 Ontario Ltd

Filiales en propriété minoritaire:
- Art Gallery at Harbourfront
- Harbourpoint Developments (Harbourfront) Limited
- School-By-the-Water

28. Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (société exempte)

29. Monnaie royale canadienne (C-I)

30. Office canadien des provendes (C-I)

31. Office canadien du poisson salé (C-I)

32. Office de commercialisation du poisson d'eau douce (C-I)

33. Petro-Canada (C-II)

Filiales en propriété exclusive:
- Amauligak Exploration Inc.
- Bent Horn Development Inc.
- Canertech Ltée.
  - Hunter Enterprises Orillia Limited (60%)
  - Sparfil International Inc. (49%)
  - Valera Electronics Inc. (11.3%)
  - Canertech Conservation Inc.
    - Canertech Conservation (N.-B. – Î.-P.-É.) Inc. (81.6%)
    - Canertech Conservation (N.-É) Inc. (80.0%)

Canertech Conservation (Ontario) Inc. (88.9%)
107744 Canada Inc.
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (la)
Petro-Canada Consulting Corporation
Petro-Canada Inc.
Arctic Pilot Project Inc.
Asher American, Inc.
Blakeny and Son (1979) Limited
Fifth Pacific Stations Limited
GMI Co. (Bahamas) Limited
Independent Fuels & Lumber Limited
Joseph Elie Limited
Morrow Fuel Oil Sales Ltd.
Northwest Terminals Ltd.
Opal Oils Limited
Commodore Oils Limited
First Pacific Stations Limited
Second Pacific Stations Limited
Third Pacific Stations Limited
Fourth Pacific Stations Limited
*Les produits pétrochimiques du Pacifique Limitée
*Pacific Petroleums Limited
Pacific Petroleums (Overseas) Limited
Pacific Pipelines, Inc.
Petro-Canada
Petro-Canada Chimie Inc.
Petro-Canada Drilling Inc.
*Petro-Canada Enterprises Inc.
Petro-Canada Espanola, S.A.
Petro-Canada Hydrocarbons Inc.
Petro-Canada (Barito) Inc.
Petro-Canada Norway A/S
Petro-Canada Oil & Gas Inc.
*Pétroles Petro-Canada Inc.
BP Marketing Canada Limited
Dépanneurs Le Frigo Limitée
Les Restaurants Chatelaine Limited
Saint Laurent Petroleum Inc.
Petro-Canada (U.K.) Limited
Petroleum Transmission Company
Petron Petroleum Limited
Prairie Leaseholds Limited
Rocair Limited
Servico Limitée/Servico Limited
Venezuelan Canadian Oils, C.A.
Venezuelan Pacific Petroleums, C.A.
Xychem Inc.
103912 Canada Inc.
106616 Canada Inc.
106618 Canada Inc.
106619 Canada Inc.
106620 Canada Inc.
106621 Canada Inc.

---

*Filiales en cours de dissolution

146923 Canada Inc.
146924 Canada Inc.

Filiales en propriété majoritaire:
Canstar Oils Sands Limited (50%)
Keyanaw Oils Sands Limited (50%)
Les Huiles Du Royaume Inc. (50%)
Marchand Petroleum (Canada) Inc. (50%)
Panarctic Oils Limited (52.73%)
Petro-Canada Centre Finance Inc. (50%)
Petro-Canada Centre Inc. (50%)
Sedpex Inc. (50%)
Viatec Resource Systems, Inc. (50%)
Wapisoo Oils Sands Limited (50%)
288564 Alberta Ltd. (50%)

Filiales en propriété minoritaire:
Ducharme & Carbone (1981) Inc. (43.8%)
Harvey's Oil Limited (49.9%)
Internationale de Services Industriels et Scientifique, S.A. (27%)
Les Pétroles Sherbrooke Inc. (47%)
Mcasphalte Inc. (49%)
Marc Dufresne (1978) Inc. (49.99%)
Northward Development Limited (17%)
Perry Fuels Inc. (49%)
Pétroles de la Mauricie (Canada) Inc. (49.99%)
Pétroles M. Miron Inc. (49.9%)
Pétroles St-Jean-sur-Richelieu Inc. (49%)
Roma Fuels Limited (49%)
Sulconam Inc. (7.6%)
Syncrude Canada Limited (17%)
Thermo Page Inc. (49.9%)
Town & Country Fuels (1980) Inc. (49%)
Westcoast Transmission Company Limited (31.2%)
113989 Canada Ltd. (49.9%)
128963 Canada Inc. (49%)
139741 Canada Ltée (49%)

Filiales à participation inférieure à 5% (autres intérêts):
Campbell Resources Inc.
Cheyenne Petroleum Corp (NPL)
Cynthia Gas Gathering Company
International Standard Resources Limited
Manhattan Continental Development Corporation
Mascot Gold Mines Limited
New Nadina Explorations Limited
Nova, An Alberta Corporation
Pacific Energy Resources Limited
Pacific Northern Gas
Peace Pipe Line Limited
Petrogas Processing Limited
Polar Gas Engineering Services Ltd.
Redwater Water Disposal Co.
Riley's Data Share
Rimbey Pipe Line Co. Limited
Sultran Limited
Wardean Drilling Co. Limited
204383 Enterprises Inc.

34. Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée (C-I)

35. Société canadienne des ports (C-II)

    Filiale en propriété majoritaire:
        Ridley Terminals Inc. (90%)

36. Société canadienne des postes (C-I)

37. Société canadienne d'hypothèques et de logement (C-I)

38. Société d'assurance-dépôts du Canada (C-I)

39. Société de construction des musées du Canada Inc. (C-I)

40. Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne (société exempte)

41. Société de développement du Cap-Breton (C-I)

    Filiales en propriété exclusive:
        Cape Breton Cerbofuels Limited
        Darr (Cape Breton) Limitée
        Dundee Estates Limitée

    Filiales en propriété majoritaire:
        Whale Cove Summer Village Limited (62.5%)

    Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
        Bay Lumber Limited (7%)
        Cape Breton Offshore Fabricators Limited (33.3%)
        Eastern Carbide Tools Limited (1%)
        Haak Conveyor & Manufacturing Limited (42%)
        Newco Mining Limited (10%)
        Sun Mountain Development Limited (Cape Breton Ski Club) (4%)
        4 M Panga Hotel Co. Limited (45%)

42. Société du crédit agricole (C-I)

43. Société du port de Halifax (C-II)

44. Société du port de Montréal (C-II)

45. Société du port de Prince Rupert (C-II)

46. Société du port de Québec (C-II)

47. Société du port de St. John's (C-II)

48. Société du port de Vancouver (C-II)

49. Société immobilière du Canada Limitée (C-I)

    Filiales en propriété exclusive:
        Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée
        Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée
        Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.

50. Société pour l'expansion des exportations (C-I)

51. Société Radio-Canada (société exempte)

    Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
        Master FM Limited (20%)
        Visnews Limitée (33%)
            News Film Services Limited
            British Commonwealth International
                Newsfilm Agency Limited
            Viscom International (USA) Limited
            Télévision St. François Inc.

52. St. Anthony Fisheries Limited (C-I)

53. Téléglobe Canada (C-II)

    Filiale en propriété exclusive:
        Téléglobe Canada Limitée

54. VIA Rail Canada Inc. (C-I)

    Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
        Railroad Association Insurance, Ltd. (4%)

3.2 ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

Entreprises dont le capital-actions appartient à l'État et à d'autres gouvernements ou organismes, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs.

Note: Les filiales et sociétés affiliées ne figurent pas sur cette liste.

1. Compagnie de navigation Canarctic Limitée

2. Corporation de développement du Canada

3. Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc.

4. Lower Churchill Development Corporation

5. Mohawk St-Régis Lacrosse Ltée (société inactive)

6. Nanisivik Mines Limitée

7. Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltée

8. North Portage Development Corporation

9. N.S. Holdco Limited

10. Produits de la mer nationaux Ltée

11. Société coopérative de l'énergie

12. Société Inter-Port de Québec

13. Télésat Canada

14. 125459 Canada Limited

En vertu de la *Loi sur la faillite*, le surintendant des faillites a reçu des parts dans les sociétés suivantes:

15. Prestige Poultry Products Ltd.

16. Mount Nansen Mines Ltd.

17. Geoform Designs Inc.

18. Captain Scotts Fish & Chips (1978) Ltd.

19. Romfield Building Corporation Ltd.

20. Dreco Energy Services

21. International Hydrodynamics Co. Ltd.

22. Wilanour Resources Ltd.

23. Blake Resources

24. Totran Services Ltd.

25. House of Brougham Ltd.

26. Equity Capital Investments Ltd.

3.3 AUTRES ENTITÉS

Entités sans capital-actions dans lesquelles le gouvernement du Canada a le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou d'un organe de direction du même genre.

1. Administration du pont Blue Water

2. Administration du pont du port de Saint John

3. Association canadienne des entraîneurs

4. Association pour l'exportation du livre canadien

5. Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority

6. Caisse du souvenir

7. Calgary Olympic Development Association

8. The Canadian Co-operative Implements Limited

9. Centre national du sport et de la récréation, Inc.

10. Comité de citoyens pour le centenaire des parcs nationaux

11. Comité d'organisation des XVes Jeux olympiques d'hiver.

Commissions des ports

12. Commission du port du fleuve Fraser
13. Commissaires du port de Hamilton
14. Commission du port de Nanaïmo
15. Commission du port de North Fraser
16. Commission du port d'Oshawa
17. Commission du port de Port Alberni
18. Commission du port de Thunder Bay
19. Commissaires du port de Toronto
20. Commission du port de Windsor

21. Commission du parc international Roosevelt de Campobello
22. Conseil de fiducie du fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance
23. Conseil des grains du Canada
24. Le Conseil médical du Canada
25. Canadian Fitness and Lifestyle Research Institute Inc.
26. Fondation Asie – Pacifique du Canada
27. Fonds de bienfaisance de l'armée
28. Hockey Canada Inc.
29. Institut canadien de recherches en génie forestier
30. Institut international du Canada pour le grain
31. Institut Vanier de la famille
32. The Nature Trust of British Columbia
33. Office des produits agricoles
34. Oo-za-we-kwun Centre Inc. (société inactive)
35. PARTICIPaction
36. Prix humanitaire Terry Fox Inc.
37. Société de caisse de retraite de la commission internationale des pêcheries
38. Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons
39. Western Grains Research Foundation

3.4 ORGANISMES INTERNATIONAUX

Entités créées en vertu d'accords internationaux dans lesquelles le Canada a le droit de nommer ou d'élire des membres à un organe de direction.

1. Association internationale de développement
2. Banque africaine de développement
3. Banque asiatique de développement
4. Banque de développement des Caraïbes
5. Banque interaméricaine de développement
6. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
7. Commission de la frontière internationale
8. Commission mixte internationale
9. Commission des sépultures de guerre du Commonwealth
10. Fonds monétaire international
11. Fonds africain de développement
12. Fonds international de développement agricole
13. Société financière internationale

Sociétés ajoutées à la Partie II ou radiées
31 Juillet 1985 - 31 Juillet 1986

Société	Nature du Changement	Notes
106617 Canada Inc.	Radiation	Petro-Canada
123627 Canada Inc.	Radiation	Petro-Canada
146923 Canada Ltd.	Ajout	Petro-Canada
146924 Canada Ltd.	Ajout	Petro-Canada
630370 Ontario Ltd.	Ajout	Harbourfront
Air Nova	Ajout	Air Canada
Air Ontario Holdings Inc.	Ajout	Air Canada
Aircraft Finance Limited	Ajout	Air Canada
Amauliguk Exploration Inc.	Ajout	Petro-Canada
Aquilla Holdings Ltd.	Radiation	Petro-Canada
Arctic Islands Resources Ltd.	Radiation	Petro-Canada
Les Arsenaux canadiens Limitée	Radiation	Vendu
Big Eagle Oil & Gas Ltd.	Radiation	Petro-Canada
BP Home Comfort Limited	Radiation	Petro-Canada
Cal-Jet Holdings Limited	Radiation	Petro-Canada
Canarch Limited	Radiation	Corporation de développement des investissements du Canada
Carte Enroute International S.C.C.	Ajout	Air Canada
Chantier maritime de Gaspé	Radiation	Vendu
Comité d'organisation des XVes Jeux Olympiques d'hiver	Ajout	Créée en 1982 - omise des listes précédentes
de Havilland Canada, Inc.	Radiation	Vendu
Dreco Energy Services	Ajout	Surintendant des faillites
Dome Consortium Investment Inc.	Ajout	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
European Expedite Limited	Ajout	Air Canada
Express Dorchester Inc.	Ajout	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Gérance de Projets nucléaires NPM du Canada Inc.	Ajout	Créée en 1982 - omise des listes précédentes
GPA Holdings Limited	Ajout	Air Canada
GPA Netherlands B.V.	Ajout	Air Canada
GPA Spacecon Limited	Radiation	Air Canada
Guinness Peat Aviation (Belgium) S.A.	Ajout	Air Canada
Institut canadien du cuir et de la chaussure	Radiation	Expansion industrielle régionale
Intercast S.A.	Radiation	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Les Entreprises Bussières Ltée	Radiation	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Les Huiles Desroches Inc.	Radiation	Petro-Canada
L.M. Petroleum Inc.	Radiation	Petro-Canada
Loto Canada Inc.	Radiation	Dissoute
Marine Atlantique S.C.C.	Ajout	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (auparavant CN Marine Inc.)
Morrow Fuel Oil Sales Ltd.	Ajout	Petro-Canada
National Parks Citizens Committee Inc.	Ajout	Créée en 1983 - omise des listes précédentes
Northwest Terminals Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Pêcheries Atlantiques du Québec Inc.	Radiation	Vendu
Pêcheries Canada Inc.	Radiation	Vendu

Société	Nature du Changement	Notes
Pêcheries Cartier Inc.	Radiation	Vendu
Peter Street Basin Properties Inc.	Ajout	Harbourfront
Petro-Canada (Barito) Inc.	Ajout	Petro-Canada
Petro-Canada Hydrocarbons Inc.	Ajout	Petro-Canada
Les produits Petro-Canada Inc.	Radiation	Petro-Canada
Prairie Minerals Limited	Radiation	Petro-Canada
Railroad Association Insurance, Ltd.	Ajout	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Railroad Association Insurance, Ltd.	Ajout	VIA Rail Canada Inc.
Ressources pétrolières Petro-Canada Inc.	Radiation	Petro-Canada
Servico Limitée/Servico Limited	Ajout	Petro-Canada
Sixpro Inc.	Radiation	Vendu
Societa a responsibilita limitata Immobiliare San Sebastiano	Radiation	Dissoute
Société de Havilland Aviation du Canada, Limitée	Radiation	Vendu
La Société générale atomique du Canada Limitée	Radiation	Corporation de développement des investissements du Canada
TAI Limited	Radiation	Air Canada (maintenant Transportation Analysis International Limited)
Télévision St. François Inc.	Ajout	Société Radio-Canada
Transportation Analysis International Limited	Ajout	Air Canada (auparavant TAI Limited)
Trecan Limited	Radiation	Petro-Canada
Tri-Mountain Petroleum Limited	Radiation	Petro-Canada
Uranium Canada, Ltée	Radiation	Dissoute
Value Serve Stations Limited	Radiation	Petro-Canada
Varity Corporation	Ajout	Réorganisation des actions de Massey-Ferguson, Ltd, 9 mai 1986
Westsat Limited	Ajout	Air Canada

4. RENSEIGNEMENTS SUR LES SOCIÉTÉS

4.1 Entreprises mixtes (M) et en coparticipation (C) — Capital-actions détenu conjointement par l'État et d'autres gouvernements ou organismes

Nom de la société		Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice Total de l'actif (A) Passif (P)	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale*
Compagnie de navigation Canarctic Limitée	M	350, rue Sparks Bureau 809 Ottawa (Ontario) K1R 7S8	Transports	1975, Loi sur les corporations	31 décembre 1985 A = $36.8M P = $4.3M	Coopers et Lybrand	Acheter, vendre, louer et affréter des bateaux de toutes sortes, et faire tout ce qui est nécessaire dans ce commerce.	51
Corporation de développement du Canada	M	444, rue Yonge Bureau 200 Toronto (Ontario) M5B 2H4	Ministre d'État à la Privatisation	1971, Loi sur la Corporation de développement du Canada remplacée par la Loi sur la réorganisation de la Corporation de développement du Canada	31 décembre 1985 A = $7,259M P = $5,739M	Thorne Riddell et Cie	Mettre sur pied et entretenir des sociétés solides, contrôlées et gérées par les Canadiens dans le secteur privé, élargir les possibilités d'investissement offertes aux Canadiens et exploiter ces sociétés de façon rentable dans le meilleur intérêt de tous les actionnaires.	45.8
Lower Churchill Development Corporation Limitée	C	C.P. 9100 St. John's (T.-N.) A1A 2X8	Énergie, Mines et Ressources	1970, Loi sur les sociétés de Terre-Neuve	31 décembre 1985 A = $30.2M P = $12,000	Clarkson, Gordon et Cie	Établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydro-électrique du bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés.	49
Mohawk St-Régis Lacrosse Ltée	C	a/s de Honeywell, Wotherspoon 500-90, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5B4	Affaires indiennes et du Nord canadien	1975, Loi sur les sociétés de l'Ontario	31 août 1983 A = $17,844 P = $260,491	(société inactive)	Faire l'acquisition des éléments d'actif d'une fabrique insolvable de bâtons de jeu de crosse, située dans la réserve de St-Régis, sur l'île de Cornwall.	(société inactive)
Nanisivik Mines Limitée	M	20, rue Toronto 12ᵉ étage Toronto (Ontario) M5C 2B8	Affaires indiennes et du Nord canadien	1974, Loi sur les sociétés de l'Alberta	31 mars 1986 A = $64.8M P = $11.6M	Touche, Ross et Cie	Étudier la possibilité d'exploiter des mines de plomb et de zinc dans l'Arctique canadien, de créer de l'emploi pour les Inuit et d'augmenter la présence canadienne dans l'Arctique.	18
Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltée	C	136, ch. Crosbie Immeuble Viking St. John's (T.-N.) A1B 3K3	Expansion industrielle régionale	1973, Loi sur les sociétés de Terre-Neuve	31 mars 1986 A = $31.9M P = $31.9M	Coopers et Lybrand	Aider les petites et les moyennes entreprises de Terre-Neuve et du Labrador au moyen de prêts et d'investissements, de services consultatifs de gestion ainsi que d'autres services et formes d'appui connexes.	40

* Fondé sur le nombre de votes.

Nom de la société		Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice Total de l'actif (A) Passif (P)	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale
North Portage Development Corporation	C	1100-444, avenue St. Mary Winnipeg (Manitoba) R3C 3T1	Expansion industrielle régionale	1983, Loi sur les sociétés du Manitoba	31 mars 1986 A - $51M P - $2.6M	Coopers et Lybrand	Favoriser le développement socio-économique de la région du Portage du Nord au centre de la ville de Winnipeg. En vertu du Programme des projets spéciaux de relance, favoriser la reprise économique du Canada et du Manitoba.	33.3
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc.	M	620, boulevard Dorchester ouest Montréal (Québec) H3B 1N8	Énergie, Mines et Ressources	1982, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 mars 1985 A - $489,275 P - $484,904	Aucun nommé	Gestion de construction et de projet nucléaires/Transférer cette activité au secteur privé.	13.34
N.S. Holdco Limited	M	a/s Cox, Downie Goodfellow Suite 100 1959, rue Upper Water Halifax (N.-É.) B3J 3E5	Expansion industrielle régionale	1983, Loi sur les corporations commerciales canadiennes; maintenue en 1984 en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse	31 décembre 1985 A - $108M P - $3,336		Détenir l'actif qui appartient au Canada et à la Banque de Nouvelle-Écosse. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique.	32.5
Produits de la mer national Limitée	M	1959 Upper Water Halifax (N.-É.) B3J 3B7	Expansion industrielle régionale	1953, Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse	28 décembre 1985 A - $252.1M P - $203.6M	Clarkson, Gordon et Cie	Traiter et mettre en marché des produits et des sous-produits de la pêche. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique.	20
Société coopérative de l'énergie	M	2000 Trans Canada Pipelines Tower 530-8 Avenue S.W. Calgary (Alberta) T2P 3S8	Énergie, Mines et Ressources	1982, Loi sur la Société coopérative de l'énergie	31 décembre 1985 A - $212.4M P - $ 94M	Touche, Ross et Cie	Exploiter une société de l'énergie dont le but primordial est d'explorer et de développer de nouvelles ressources en pétrole et en gaz naturel canadien. Regrouper des coopératives dans les domaines financier, agricole, des services et de la mise en marché, dans le but de stimuler leur participation dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne.	25
Société Inter-Port de Québec	C	1126, chemin St-Louis Bureau 802 Place Sillery Sillery (Québec) G1S 1E5	Expansion industrielle régionale	1974, Loi spéciale du Gouvernement du Québec	31 mars 1986 A - $4.8M P - $58,977	Poissant, Richard, Thorne, Riddell et Cie	Élaborer et mettre en œuvre des plans et des programmes pour un complexe industriel utilisant l'infrastructure du port de Québec et contribuant au développement de celle-ci.	40

Nom de la société		Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice Total de l'actif (A) Passif (P)	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale*
Télésat Canada	M	333, chemin River Vanier (Ontario) K1L 8H9	Communications	1969, Loi sur Télésat Canada	31 décembre 1985 A - $354.7M P - $204.9M	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Établir un réseau national de communications par satellites qui serait utilisé à plusieurs fins.	50*
125459 Canada Limited	M	a/s Cox, Downie Goodfellow Suite 1100 1959, rue Upper Water Halifax (N.-É.) B3J 3E5	Expansion industrielle régionale	1983, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 décembre 1985 A - $200.4M P - $ 88.6M		Détenir des actions dans la société Fishery Products International Limited. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique.	62.6

* Sa Majesté du Chef du Canada

Notes

En vertu de la *Loi sur la faillite*, le surintendant des faillites a reçu des parts dans les sociétés suivantes, parts tenant lieu de contributions payables à la Couronne:

Prestige Poultry Products Ltd.
Mount Nansen Mines Ltd.
Geoform Designs Inc.
Captain Scotts Fish and Chips (1978) Ltd.
Romfield Building Corporation Ltd.
Dreco Energy Services
International Hydrodynamics Co. Ltd.
Wilanour Resources Ltd.
Blake Resources
Totran Services Ltd.
House of Brougham Ltd.
Equity Capital Investments Ltd.

4.2 Autres entités — Organismes sans capital-actions pour lesquels le gouvernement du Canada a le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale
Administration du pont Blue Water	Rue Bridge Point Edward (Ontario) N7T 7H7	Transports	1964, Loi sur l'Administration du pont Blue Water	31 août	Williams J. Hipple	Détenir, exploiter, entretenir et réparer la partie canadienne du pont Blue Water qui relie Point Edward (Ontario) et Port Huron, au Michigan (États-Unis) et qui traverse la rivière St. Clair.	s.o.
Administration du pont du port de Saint John	C.P. 6176 Succursale A Saint John (N.-B.) E2L 4R6	Finances	1962, Constituée en vertu d'une loi provinciale	31 mars	Touche, Ross et Cie	Construire un pont qui traverse le port de Saint John et conclure des ententes avec les gouvernements fédéral, provincial et municipaux et des personnes ou des sociétés privées en ce qui a trait au financement et à la construction d'un tel pont.	s.o.
Association canadienne des entraîneurs	333, Chemin River B-10 Vanier (Ontario) K1L 8H9	Santé et Bien-être social	1970, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Clarkson, Gordon et Cie	Fournir des programmes, des services et des publications pour améliorer l'efficacité de l'entraînement à la grandeur du Canada.	s.o.
Association pour l'exportation du livre canadien	C.P. 349 Succursale A Ottawa (Ontario) K1N 8Z3	Communications	1972, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Robert B. Shortly	Collaborer à l'expansion de l'exportation de livres publiés au Canada.	s.o.
Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority	Peace Bridge Peace Bridge Place Buffalo, N.Y. U.S.A. 14213	Finances	1934, Loi constituant la Buffalo and Fort Erie Bridge Company	31 décembre	Arthur Young and Co.	Construire et assurer le fonctionnement et l'entretien d'un pont reliant Fort Erie (Ontario) et Buffalo (N.Y.) sur la rivière Niagara.	s.o.
Caisse du souvenir	685, rue Cathcart Bureau 921 Montréal (Québec) H3B 1M7	Affaires des anciens combattants	1922, Charte fédérale	31 mars	François Bourgault	Donner une sépulture honorable à certains anciens membres des Forces armées.	s.o.
The Canadian Co-operative Implements Limited	56-1313, rue Border Winnipeg (Manitoba) R3H 0X4	Agriculture	1940, Dominion Companies Act	31 octobre	Touche, Ross et Cie	Poursuivre la fabrication, la production, la distribution, l'importation, l'exportation, la location, l'achat, la vente (tant en gros qu'en détail), l'assemblage, l'échange et la négociation d'instruments, d'équipement, de machinerie, d'outils, de biens et de marchandises de toutes sortes, et s'occuper de leur description.	s.o.

1. Deux directeurs sont nommés par le ministre d'État (Condition physique et sport amateur) qui a reçu ce pouvoir du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale
Calgary Olympic Development Association	560 Bow Valley Square 4 250–6th Ave., S.W. Calgary (Alberta) T2P 3H7	Santé et Bien-être social[1]	1979, Loi sur les sociétés d'Alberta	31 mars	Vennard, Johannesen and Co.	Favoriser le développement de l'athlétisme canadien; administrer le Olympic Endowment Fund; assurer le fonctionnement et l'entretien du Parc Olympique du Canada.	s.o.
Centre national du sport et de la récréation, Inc.	333, chemin River Vanier (Ontario) K1L 8H9	Santé et Bien-être social	1974, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Aider les organismes concernés au développement du sport canadien en fournissant des services de soutien dans les secteurs de l'administration et de la publicité.	s.o.
Comité organisateur des XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver	C.P. 1988 Succursale C Calgary (Alberta)	Santé et Bien-être social[2]	1982, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Coopers & Lybrand	Réunir, recevoir et tenir un fonds pour appuyer les XV^{es} Jeux Olympiques/Aider à la planification et à la tenue des XV^{es} Jeux Olympiques.	s.o.
Commission du port du fleuve Fraser	713, rue Columbia Bureau 505 New Westminster (C.-B.) V3M 1B2	Transports	1913, Loi sur les commissaires du port de New Westminster	31 décembre	Thorne Riddell et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commissaires du port de Hamilton	605, rue James nord Hamilton (Ontario) L8L 1K1	Transports	1912, Loi sur les commissaires du port de Hamilton	31 décembre	Spicer McGillivray et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Nanaimo	C.P. 131 104, rue Front Nanaimo (C.-B.) V9R 5K4	Transports	1960, Loi sur les commissions des ports	31 décembre	Bestwick and Partners	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de North Fraser	2020 Airport Road Richmond (C.-B.) V7B 1C6	Transports	1913, Loi sur les commissaires du port de North Fraser	31 décembre	Dunwoody et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port d'Oshawa	1050, av. Farewell Oshawa (Ontario) L1H 6N6	Transports	1961, Loi sur les commissaires du port d'Oshawa	31 décembre	K.R. Craven	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.

2. Nomination fédérale effectuée par le ministre d'État (Condition physique et sport amateur).

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale
Commission du port de Port Alberni	C.P. 99 2750 Harbour Road Port Alberni (C.-B.) V9Y 7M6	Transports	1947, Loi sur les commissions des ports	31 décembre	Newman, Hill, Duncan and Lacoursière	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Thunder Bay	C.P. 2266 Thunder Bay (Ontario) P7B 5E8	Transports	1958, Loi sur les commissaires du port de Lakehead	31 décembre	Clarkson, Gordon et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commissaires du port de Toronto	60, rue Harbour Toronto (Ontario) M5J 1B7	Transports	1911, Loi sur les commissaires du port de Toronto	31 mars	Thorne, Riddell et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Windsor	500, promenade Riverside ouest Windsor (Ontario) N9A 5K6	Transports	1957, Loi sur les commissaires du port de Windsor	31 décembre	Clarkson, Gordon et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du parc international Roosevelt de Campobello	C.P. 9 Welshpool Île Campbello (N.-B.) E0G 3H0	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1964, Loi sur la commission du parc international Roosevelt de Campobello	31 décembre	Brooks et Carter	Administrer le parc international Roosevelt de Campobello comme site commémoratif.	s.o.
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance	Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II Édifice Jeanne-Mance Tunney's Pasture Ottawa (Ontario) K1A 0W9	Santé et Bien-être social*	1959, Loi sur le Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II	31 mars	Vérificateur général du Canada	Fournir un appui financier aux chercheurs dans le domaine des maladies de l'enfance.	s.o.
Conseil des grains du Canada	360, rue Main Bureau 760 Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3	Ministre d'État à la Commission canadienne du blé	1969, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Thorne, Riddell et Cie	Réunir des représentants de tous les milieux de l'industrie des céréales afin de discuter de leurs problèmes communs, d'étudier des questions spécifiques et de conseiller le gouvernement.	s.o.

* Deux directeurs du Conseil sont nommés par Sa Majesté en commission du Grand Sceau.

om de société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale
: Conseil médical ı Canada	1867, Promenade Alta Vista C.P. 8234 Ottawa (Ontario) K1G 3H7	Santé et Bien-être social	1912, Loi médicale du Canada	31 décembre	Ernst & Whinney	Promouvoir et appliquer l'établissement d'un diplôme en médecine, de façon à ce que les récipiendaires soient habilités à exercer dans toutes les provinces et qualifiés à cette fin.	s.o.
'anadian Fitness nd Lifestyle Research Institute nc. (Enquête Condition physique Canada)	506-294, rue Albert Ottawa (Ontario) K1P 6E6	Santé et Bien-être social	1980, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte, Haskins et Sells	Recueillir, interpréter et communiquer l'information concernant la condition physique des Canadiens.	s.o.
Fondation Asie-Pacifique du Canada	Pièce 666 999, Canada Place Vancouver (C.-B.) V6E 3E1	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1984, Loi constituant la Fondation Asie-Pacifique du Canada	30 juin	Coopers et Lybrand	Raffermir les liens entre les peuples et les institutions du Canada et ceux de l'Asie du Pacifique.	s.o.
Fonds de bienfaisance de l'armée	Édifice des anciens combattants 284, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0P4	Affaires des anciens combattants	1947, Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée	31 mars	Vérificateur général du Canada	Accorder des subventions ou une aide financière aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. Le Fonds a reçu les profits des services destinés à aider l'armée canadienne au cours de la guerre.	s.o.
Hockey Canada Inc.	a/s Olympic Saddledome C.P. 1060 Calgary (Alberta) T2P 2K8	Santé et Bien-être social	1969, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Clarkson, Gordon et Cie	Aider les équipes nationales de hockey qui représentent le Canada dans les épreuves internationales et encourager, de façon générale, le hockey au Canada.	s.o.
Institut canadien de recherches en génie forestier	143, place Frontenac Pointe-Claire (Québec) H9R 4Z7	Agriculture	1974, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Touche, Ross et Cie	Effectuer des travaux de recherche et de développement pour trouver des façons pratiques d'augmenter l'efficacité de la récolte du bois au Canada.	s.o.
Institut canadien du cuir et de la chaussure	1010, rue Ste-Catherine Ouest Bureau 710 Montréal (Québec) H3B 3R4	Expansion industrielle régionale	1976, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Clarkson, Gordon et Cie	Aider les industries canadiennes de la chaussure et de la tannerie, et particulièrement les petites et les moyennes entreprises, en leur fournissant l'aide d'experts pour leur permettre de croître autant que possible, de conserver et d'améliorer leur rendement et leur viabilité en étant plus efficaces.	s.o.
Institut international du Canada pour le grain	1000–303, rue Main Winnipeg (Manitoba) R3C 3G7	Ministre du Commerce extérieur	1972, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte, Haskins et Sells	Offrir à certains utilisateurs importants à l'extérieur du Canada des cours en technologie et manutention des céréales afin de développer les marchés actuels et éventuels à l'étranger pour les céréales et les graines oléagineuses. Organisme de promotion pour l'exportation de ces produits.	s.o.

Nom de la société	Siège social	Ministère de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale
Institut Vanier de la famille	120, avenue Holland Ottawa (Ontario) R1X 0X6	Premier ministre	1965, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 décembre	Coopers et Lybrand	Favoriser le bien-être spirituel et matériel des familles canadiennes et, pour y arriver, étudier leur milieu et leurs caractéristiques sociales, physiques, mentales, morales et financières.	s.o.
Comité de citoyens pour le centenaire des parcs nationaux	a/s Dr. G. Kristiänson 14 Bastien Square Victoria (C.-B.) V8W 1H9	Environnement	1983, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Clarkson, Gordon & Co.	Éduquer les Canadiens en ce qui a trait aux parcs nationaux du Canada	s.o.
The Nature Trust of British Columbia	909–100 Park Royal S.W. Vancouver Ouest (C.-B.) V7T 1A2	Premier ministre	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Thorne, Riddell et Cie	Acheter et préserver de façon écologique d'importantes étendues de terre en Colombie-Britannique.	s.o.
Office des produits agricoles	Édifice Sir John Carling Pièce 775 Ottawa (Ontario) K1A 0C5	Agriculture	1951, Loi sur l'Office des produits agricoles	31 mars	Vérificateur général du Canada	Acheter, vendre ou importer des produits agricoles. L'Office peut acheter et conserver des produits pour les vendre ultérieurement, les utiliser en cas d'urgence au Canada, ou pour des programmes d'aide à l'étranger.	s.o.
Oo-za-we-kwun Centre Inc.	a/s Frank E. Price and Associates 62, rue Margrove Bureau 105 Winnipeg (Manitoba) R3C 1N1	Affaires indiennes et du Nord canadien	1971, Loi sur les sociétés du Manitoba	31 mars	(société inactive)	Offrir des cours de formation aux autochtones.	s.o.
PARTICIPaction	40, rue Dundas ouest Suite 220 Toronto (Ontario) M5G 2C2	Santé et Bien-être social	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick Mitchell et Cie	Informer les Canadiens des effets positifs de la bonne forme physique et les inciter à adopter un style de vie sain qui fait place à l'activité physique.	s.o.
Prix humanitaire Terry Fox Inc.	711–151, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5E3	Santé et Bien-être social	1982, Loi sur les corporations canadiennes	30 avril	Touche, Ross et Cie	Encourager les jeunes Canadiens à tendre vers de hauts idéaux, à l'exemple de Terry Fox, en décernant des bourses commémoratives.	s.o.
Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries	a/s du Conseil du Trésor du Canada Édifice Vanier 222, rue Nepean Ottawa (Ontario) K1A 0R5	Pêches et Océans	1970, Loi sur les corporations canadiennes	30 septembre	Vérificateur général du Canada	Prendre des dispositions pour que les employés de toute commission internationale de pêches dont l'administration centrale est située au Canada ou aux États-Unis soient protégés par une caisse de retraite ou un régime d'assurance et voir à l'administration de ceux-ci.	s.o.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale
Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons	118 Veterinary Road Saskatoon (Saskatchewan) S7K 2R4	Ministre d'État à la Commission canadienne du blé	1973, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Faire augmenter la capacité de traitement des céréales et graines oléagineuses. Développer des produits agricoles à valeur nutritive élevée et en promouvoir la consommation au Canada et l'exportation.	s.o.
Western Grains Research Foundation	111, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5B8	Agriculture	1981, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	G.A. Welch et Cie	Aider à améliorer la productivité et la rentabilité des grains et des graines oléagineuses produits dans les provinces des Prairies.	s.o.

4.3 Organismes Internationaux — Entités créées en vertu d'accords internationaux dans lesquelles le Canada a le droit de nommer ou d'élire les membres d'un organe de direction

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale
Association internationale de développement	1818, H Street N.W. Washington D.C. U.S.A. 20433	Finances	1960, Articles d'accord; 1960, Loi sur l'association internationale de développement	30 juin	Price Waterhouse et Cie	Promouvoir le développement économique, augmenter la productivité et ainsi relever les niveaux de vie dans les pays sous-développés du monde.	3.3
Banque africaine de développement	01 BP 1387 Abidjan 01 Côte d'Ivoire Afrique	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1963, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Akintola Williams et Cie	Contribuer à l'accélération du développement économique des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	3.2
Banque asiatique de développement	C.P. 789 Manille Philippines	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1965, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Deloitte, Haskins et Sells	Prêter des fonds, encourager les investissements et fournir de l'aide technique aux pays en développement et, de façon générale, promouvoir la croissance économique en Asie. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	6.5
Banque de développement des Caraïbes	C.P. 408 Wildey, St. Michael Barbade	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1969, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Price, Waterhouse et Cie	Contribuer à la croissance et au développement économiques harmonieux des pays membres et à leur intégration en portant une attention spéciale et urgente aux besoins des pays moins développés de la région. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	14.9
Banque interaméricaine de développement	808 17th St., N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20577	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1959, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Price, Waterhouse et Cie	Contribuer à accélérer le développement économique des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	2.3
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	1818, H Street, N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1945, Loi sur les accords de Bretton Woods	30 juin	Price, Waterhouse et Cie	Aider à la reconstruction et au développement des territoires des pays membres.	3.4

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de la participation fédérale
Commission de la frontière internationale	615, rue Booth Ottawa (Ontario) K1A 0E9	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1908, Traité; 1960, Loi sur la Commission de la frontière internationale	31 mars	Vérificateur général du Canada	Assurer que la frontière soit bien dégagée et indiquée afin de faciliter l'application des lois du Canada et des États-Unis concernant les douanes, l'immigration, la pêche et d'autres lois. La Commission s'intéresse aux choses fixes situées à la frontière ou à proximité de celle-ci et non aux choses ou aux gens qui la traversent.	s.o.
Commission mixte internationale	100, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1P 5M1	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1909, Loi du Traité des eaux limitrophes	31 mars	Vérificateur général du Canada	S'occuper de l'utilisation, de l'obstruction et de la dérivation des eaux limitrophes et des rivières qui traversent la frontière entre le Canada et les États-Unis.	s.o.
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	2, Marlow Road Maidenhead (Berks.) Royaume-Uni S16 7DX	Affaires des anciens combattants	1917, Charte Royale	31 mars	Deloitte Haskins & Sells	Entretenir les sépultures et monuments commémoratifs; tenir les dossiers des sujets du Commonwealth morts au cours des deux grandes guerres mondiales.	s.o.
Fonds monétaire international	700 19th St., N.W., Washington (D.C.) U.S.A. 20431	Finances	1945, Entente signée par les pays membres	30 avril	Comité de vérification externe	Favoriser le bien-être économique par l'expansion du commerce, le maintien d'accords commerciaux ordonnés et la diminution de la balance des paiements.	s.o.
Fonds africain de développement	01 BP 1387 Abidjan 01 Côte d'Ivoire Afrique	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1972, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Deloitte, Haskins et Sells	Aider la Banque africaine de développement à contribuer de plus en plus efficacement au développement socio-économique des membres de la banque. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	9.9
Fonds international de développement agricole	107 Via Del Serafico 00142 Rome Italie	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1976, Accord international	31 décembre	Price, Waterhouse et Cie	Mobiliser des ressources supplémentaires prenant la forme de concessions qui contribueront au développement agricole des États membres. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	s.o.
Société financière internationale	1818, H Street N. W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1956, Articles de l'accord; 1956, crédit 731, Loi n° 6 portant affectation de crédits	30 juin	Price, Waterhouse et Cie	Favoriser le développement économique en encourageant l'expansion d'entreprises productives dans les pays membres, en appuyant les activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.	3.5